

**CIHM
Microfiche
Series
(Monographs)**

**ICMH
Collection de
microfiches
(monographies)**



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques

© 1996

Technical and Bibliographic Notes / Notes technique et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modifications dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Coloured covers /
Couverture de couleur

<input type="checkbox"/> Covers damaged /
Couverture endommagée

<input type="checkbox"/> Covers restored and/or laminated /
Couverture restaurée et/ou pelliculée

<input type="checkbox"/> Cover title missing / Le titre de couverture manque

<input type="checkbox"/> Coloured maps / Cartes géographiques en couleur

<input type="checkbox"/> Coloured ink (i.e. other than blue or black) /
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)

<input type="checkbox"/> Coloured plates and/or illustrations /
Planches et/ou illustrations en couleur

<input type="checkbox"/> Bound with other material /
Relié avec d'autres documents

<input type="checkbox"/> Only edition available /
Seule édition disponible

<input type="checkbox"/> Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin / La reliure serrée peut
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de
la marge intérieure.

<input type="checkbox"/> Blank leaves added during restorations may appear
within the text. Whenever possible, these have
been omitted from filming / Il se peut que certaines
pages blanches ajoutées lors d'une restauration
apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était
possible, ces pages n'ont pas été filmées. | <input type="checkbox"/> Coloured pages / Pages de couleur

<input type="checkbox"/> Pages damaged / Pages endommagées

<input type="checkbox"/> Pages restored and/or laminated /
Pages restaurées et/ou pelliculées

<input checked="" type="checkbox"/> Pages discoloured, stained or foxed /
Pages décolorées, tachetées ou piquées

<input type="checkbox"/> Pages detached / Pages détachées

<input checked="" type="checkbox"/> Showthrough / Transparence

<input type="checkbox"/> Quality of print varies /
Qualité inégale de l'impression

<input type="checkbox"/> Includes supplementary material /
Comprend du matériel supplémentaire

<input type="checkbox"/> Pages wholly or partially obscured by errata
slips, tissues, etc., have been refilmed to
ensure the best possible image / Les pages
totalement ou partiellement obscurcies par un
feuilleton d'errata, une pelure, etc., ont été filmées
à nouveau de façon à obtenir la meilleure
image possible.

<input type="checkbox"/> Opposing pages with varying colouration or
discolourations are filmed twice to ensure the
best possible image / Les pages s'opposant
ayant des colorations variables ou des décolorations
sont filmées deux fois afin d'obtenir la
meilleure image possible. |
|---|---|
- Additional comments /
Commentaires supplémentaires: **Text in French and English.
Various pagings.**

This item is filmed at the reduction ratio checked below/
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	12X	14X	16X	18X	20X	22X	24X	26X	28X	30X	32X
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

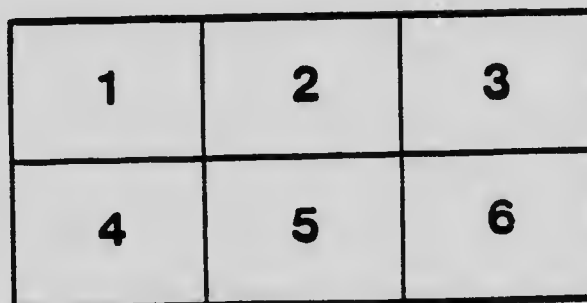
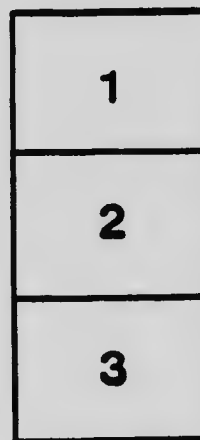
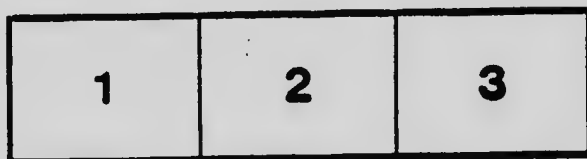
National Library of Canada

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shell contains the symbol \rightarrow (meaning "CONTINUED"), or the symbol ∇ (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

Bibliothèque nationale du Canada

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filage.

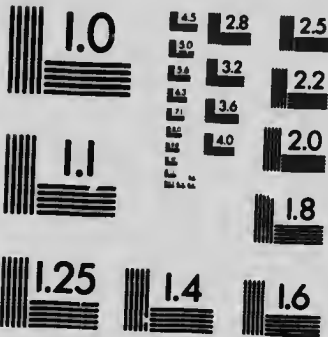
Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaît sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole \rightarrow signifie "A SUIVRE", le symbole ∇ signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.

MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482-0300 - Phone
(716) 285-5989 - Fax

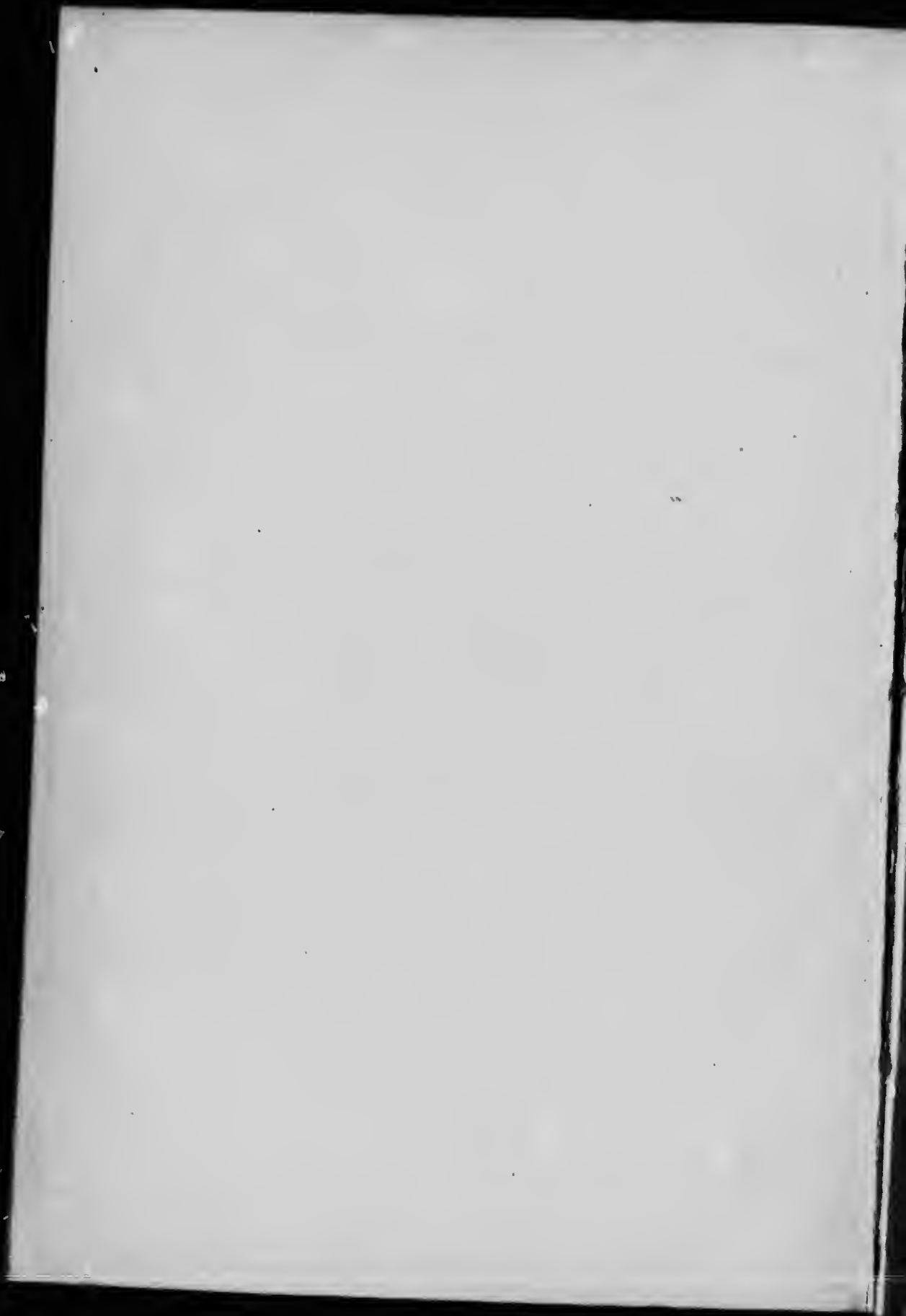


CODE DE PROCÉDURE CIVILE

DE LA

PROVINCE DE QUEBEC.

ANNOTÉ.



THE
CODE OF CIVIL PROCEDURE

OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

ANNOTATED

ENGLISH AND FRENCH TEXTS

WITH AN APPENDIX

CONTAINING THE FORMS OF THE CODE, THE MATTERS RELATING TO THE CODE
OF CIVIL PROCEDURE, THE ACT RESPECTING CONCILIATION, THE RULES
OF PRACTICE OF THE DIFFERENT COURTS

AND ALSO WITH A

SUPPLEMENT

CONTAINING THE JURISPRUDENCE AND THE AMENDMENTS
FROM 1899 to 1903.

BY

PAUL G. MARTINEAU, C. R.

AND

ROMUALD DELFAUSSE, LL.B.

ADVOCATES, MONTREAL BAR.

MONTREAL, CAN.
C. THEORET, LAW BOOK PUBLISHER.
11 AND 13 ST. JAMES STREET

1903

↓

KE 1194

.5

M37

1903

Fol.

Y***

ENREGISTRÉ conformément à l'acte du Parlement du Canada, en l'année mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, au bureau du Ministre de l'Agriculture, à Ottawa, par P. G. MARTINEAU et R. DELFAUSSE, avocats, et C. THÉRET, Editeur, de Montréal.

09413331

PREFACE.

Le code de procédure civile que nous livrons aujourd'hui à la profession, comprend les textes français et anglais, mis en regard l'un de l'autre. On pourra ainsi en faire la comparaison promptement et facilement, et, en même temps, mieux contrôler l'exactitude de la traduction. Les sources de notre procédure actuelle sont indiquées immédiatement après chaque article, et nous avons mis ensuite, lorsqu'il y avait lieu, au commencement des arrêts de jurisprudence, les références et les autorités données par les codificateurs de l'ancienne loi, fournissant ainsi l'historique complet de chacune des dispositions du Code. A la suite de ces autorités viennent les remarques des commissaires sur les principaux changements qu'ils ont suggérés. Les règles de pratique qui se rapportent spécialement à certains articles sont aussi insérées dans les premiers numéros de la jurisprudence, au bas de chacun de ces articles, et elles sont également reproduites au long dans l'appendice.

Nous avons consacré plusieurs pages à la doctrine et avons essayé par la citation des auteurs à bien faire saisir le sens et l'étendue des diverses dispositions de notre loi, préférant toujours le côté pratique des questions aux théories si souvent compliquées et inutiles où se complaisent les métaphysiciens du barreau.

Vaut-il mieux citer les arrêts par ordre chronologique ou grouper ensemble ceux qui se rapportent à une même question? Nous avons cru le dernier système préférable et nous l'avons adopté. Lorsque les *jugés* ne nous ont point paru rendre exactement l'opinion du juge, nous avons essayé de reproduire cette opinion, en analysant, avec autant de soin que possible, les remarques faites en rendant son jugement.

Plusieurs articles du code sont empruntés à des législations étrangères; il convenait dès lors d'annoter la jurisprudence étrangère sur ces différents articles, en ne donnant, toutefois, que les décisions qui pouvaient sûrement nous guider dans l'interprétation de notre loi.

L'appendice comprend les formules données par les codificateurs, les règles de pratique de nos divers cours, avec les formules les accompagnant, la loi concernant la conciliation, et diverses matières intimement liées à la procédure, que l'on trouve dans les Statuts refondus de la province de Québec et dans les statuts subséquents.

Nous avons omis le tarif des avocats, ayant été informés qu'avant longtemps il serait notablement modifié.

Une table de concordance entre les articles de l'ancien code, du nouveau code et du projet des commissaires, facilitera, croyons-nous, l'étude comparative de l'ancienne et de la nouvelle loi.

Comme notre ouvrage était déjà en grande partie imprimé lorsque s'est ajournée l'assemblée législative, au mois de mars dernier, les amendements adoptés à cette session, que nous n'avons pu inclure dans le texte, ont été insérés sur des feuillets, en forme d'*addenda*, et mis en regard du texte amendé.

Tel est en peu de mots le résumé de notre travail. Nous espérons pouvoir compter sur la bienveillance de nos confrères pour nous faire pardonner les imperfections qui peuvent se trouver dans ce volume.

P. G. MARTINEAU,

ROMUALD DELFAUSSE.

TABLE DES MATIERES.

Table des causes citées.....	PAGES.
Table de concordance	
Tableaux des abréviations	

PREMIÈRE PARTIE.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

CHAP. I.—Dispositions déclaratoires et interprétatives.....	ART. 1
CHAP. II.—Pouvoirs et juridiction des cours.....	
Sect. I.—Dispositions générales.....	40
Sect. II.—Cour du banc de la reine siégeant en appel.....	42
Sect. III.—Cour supérieure et Cour de revision.....	48
Sect. IV.—Cour de circuit.....	54
Sect. V.—Cour des commissaires.....	59
Sect. VI.—Cour de magistrat de district.....	61
Sect. VII.—Juges de paix, Cour du recorder et autres juridictions inférieures.....	63
Sect. VIII.—Cour suprême du Canada et Cour d'échiquier du Canada..	67
Sect. IX.—Sa Majesté en son conseil privé.....	68
CHAP. III.—Juridiction du juge en chambre.....	70
CHAP. IV.—Règles de pratique.....	73

DEUXIÈME PARTIE.

RÈGLES APPLICABLES À TOUTES LES ACTIONS.

CHAP. V.—Actions et personnes qui peuvent y être parties.....	76
CHAP. VI.—Mode de comparution des parties et élection de domicile...	83
CHAP. VII.—Cumul des causes d'actions.....	87
CHAP. VIII.—Actions contre les officiers publics.....	88
CHAP. IX.—Procédures <i>in forma pauperis</i>	89
CHAP. X.—Lieu de l'introduction de l'action.....	94
CHAP. XI.—Règles générales relatives à la plaidoirie écrite.....	105

TROISIÈME PARTIE.

PROCÉDURES DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE.

CHAP. XII.—Assignation.....	117
CHAP. XIII.—Entrée de la cause.....	151
CHAP. XIV.—Production des pièces.....	155
CHAP. XV.—Comparution et défaut de comparaître.....	161
CHAP. XVI.—Contestation en cause.....	
Sect. I.—Exceptions préliminaires.....	
§ 1. Règles communes à toutes les exceptions préliminaires....	164
§ 2. Exception déclinatoire.....	170
§ 3. Exception de litispendance.....	173

	ART.
	§ 4. Exception à la forme..... 174
	§ 5. Exception dilatoire..... 177
Sect.	II.—Contestation au mérite.....
	§ 1. Inscription en droit..... 191
	§ 2. Défense..... 196
	§ 3. Réponse et réplique..... 198
	§ 4. Production des pièces..... 201
	§ 5. Dispositions applicables aux défenses, réponses et ré- pliques..... 202
Sect.	III.—Contestation liée..... 214
CHAP.	XVII.—Incidents.....
Sect.	I.—Demande incidente et demande reconventionnelle ... 215
Sect.	II.—Intervention..... 220
Sect.	III.—Inscription en faux..... 225
Sect.	IV.—Contestation des procès-verbaux..... 236
Sect.	V.—Récusation..... 237
Sect.	VI.—Lésaveu..... 251
Sect.	VII.—Constitution de nouveau procureur..... 259
Sect.	VIII.—Reprise d'instance..... 266
Sect.	IX.—Désistement..... 275
Sect.	X.—Péremption d'instance..... 279
Sect.	XI.—Examen préalable et inspection de documents..... 286
Sect.	XII.—Réunion d'actions..... 291
CHAP.	XVIII.—Instruction.....
Sect.	I.—Inscription..... 293
Sect.	II.—Assignation des témoins..... 297
Sect.	III.—Marche de l'instance et ajournement..... 304
Sect.	IV.—Examen des témoins..... 312
Sect.	V.—Comment les dépositions sont prises..... 345
CHAP.	XIX.—Incidents de la preuve et de l'instance.....
Sect.	I.—Examen des témoins de consentement..... 355
Sect.	II.—Examen des témoins malades ou sur le point de quit- ter la province..... 356
Sect.	III.—Examen des témoins dans un endroit autre que celui ou la cause est pendante..... 357
Sect.	IV.—Faits et articles..... 359
Sect.	V.—Serment déféré par le tribunal..... 371
Sect.	VI.—Enquête devant un commissaire-enquêteur..... 373
Sect.	VII.—Commissions rogatoires..... 380
Sect.	VIII.—Expertise, visite des lieux, renvoi en matière de comptes, et arbitrage..... 391
	§ 1. Expertise et visite des lieux..... 392
	§ 2. Renvoi en matière de comptes à des auditeurs ou pra- ticiens..... 410
	§ 3. Arbitrage..... 411
	§ 4. Dispositions générales applicables aux trois para- graphes qui précèdent..... 414
CHAP.	XX.—Enquête audition et enquête dans les causes par dé- faut et <i>ex parte</i> 418
CHAP.	XXI.—Procès par jury.....
Sect.	I.—Dispositions préliminaires..... 421
Sect.	II.—Jury..... 430
Sect.	III.—Formation du tableau et du rôle..... 433
Sect.	IV.—Assignation des jurés..... 443

	ART.
Sect. V.—Composition du jury et récusations.....	446
Sect. VI.—Procédure devant le jury.....	462
Sect. VII.—Ce qui est du ressort du juge et du jury.....	474
Sect. VIII.—Verdict.....	476
Sect. IX.—Jugement après le verdict.....	491
Sect. X.—Moyens de se pourvoir contre les jugements, et procé- dus dans les causes réservées.....	492
§ 1. Dispositions générales.....	498
§ 2. Nouveau procès.....	508
§ 3. Jugement différent.....	509
CHAP. XXII.—Adjudication sur un point de droit lorsque les faits sont admis.....	513
CHAP. XXIII.—Amendements.....	527
CHAP. XXIV.—Jugements.....	532
Sect. I.—Confession de jugement.....	536
Sect. II.—Jugement sur défaut de comparaître ou de plaider... ..	549
Sect. III.—Règles générales relatives aux jugements.....	559
CHAP. XXV.—Dépens.....	566
CHAP. XXVI.—Exécution volontaire des jugements.....	579
Sect. I.—Réception de caution.....	583
Sect. II.—Reddition de comptes.....	590
Sect. III.—Délaissement.....	594
Sect. IV.—Offres réelles, judiciaires et autres et consignation... ..	598
CHAP. XXVII.—Examen des débiteurs après jugement.....	600
CHAP. XXVIII.—Exécution provisoire.....	610
CHAP. XXIX.—Choses qui ne peuvent être saisies.....	612
CHAP. XXX.—Exécution forcée des jugements.....	617
Sect. I.—Dispositions générales.....	644
Sect. II.—Exécution sur action réelle.....	655
Sect. III.—Exécution sur action personnelle.....	670
§ 1.—Dispositions générales.....	677
§ 2.—Exécution des biens meubles.....	699
I.—Saisie des biens meubles.....	716
II.—Opposition à la saisie-exécution.....	721
III.—Vente des biens meubles.....	722
IV.—Rapport du bref, et paiement et distribution des deniers prélevés.....	723
§ 3.—Saisie-arrêt.....	724
§ 4.—Exécution des immeubles.....	726
I.—Saisie des immeubles.....	727
II.—Annonces et publications.....	735
III.—Suspension de la vente et opposition.....	761
1. Opposition à fin d'annuler.....	768
2. Opposition à fin de distraire.....	778
3. Opposition à fin de charge.....	784
4. Opposition aux charges imposées sur les immeubles saisis.....	789
5. Dispositions générales.....	789
IV.—Enchères et ventes.....	789
V.—Vente à la folle enchère.....	789
VI.—Rapport de l'exécution.....	789
VII.—Effets du décret.....	789
VIII.—Demande en nullité de décret.....	789
IX.—Opposition à fin de conserver.....	789

	ART.
	X.—Paiement des deniers sans ordre de distribution. 793
	XI.—Ordre et distribution des deniers prélevés. . . . 794
	XII.—Sous-ordre. 824
	XIII.—Paiement des deniers prélevés. 828
	IV.—Emprisonnement en matière civile et con- trainte par corps. 832
CHAP.	XXXI.—Cessions de biens. 853

 QUATRIÈME PARTIE.

MESURES PROVISIONNELLES.

CHAP.	XXXII.—Disposition générale.	893
CHAP.	XXXIII.—Capias ad respondendum.	
Sect.	I.—Emission du capias.	894
Sect.	II.—Exécution du capias.	906
Sect.	III.—Mise en liberté provisoire moyennant caution.	910
Sect.	IV.—Contestation du capias.	919
Sect.	V.—Effet du capias.	925
CHAP.	XXXIV.—Saisie-arrêt avant jugement.	
Sect.	I.—Arrêt simple.	931
Sect.	II.—Arrêt en mains tierces.	940
CHAP.	XXXV.—Saisie-revendication.	946
CHAP.	XXXVI.—Saisie-gagerie.	952
CHAP.	XXXVII.—Saisie-conservatoire.	955
CHAP.	XXXVIII.—Injonctions.	957
CHAP.	XXXIX.—Séquestre judiciaire.	973

 CINQUIÈME PARTIE.

PROCÉDURES SPÉCIALES.

CHAP.	XL.—Procédures relatives aux corporations et aux fonctions publiques.	
Sect.	I.—Corporations formées irrégulièrement et celles qui violent ou excèdent leurs pouvoirs.	978
Sect.	II.—Usurpation de charges publiques ou corporatives ou de franchises.	987
Sect.	III.—Mandamus.	992
Sect.	IV.—Prohibition.	1003
Sect.	V.—Dispositions générale.	1006
CHAP.	XLI.—Annulation des lettres patentes.	1007
CHAP.	XLII.—Pétition de droit.	1011
CHAP.	XLIII.—Poursuites hypothécaires contre les immeubles dont les propriétaires sont inconnus ou incertains.	1025
CHAP.	XLIV.—Partage et licitation forcée.	1037
CHAP.	XLV.—Action en bornage.	1059
CHAP.	XLVI.—Action possessoire.	1064
CHAP.	XLVII.—Purge des hypothèques ou ratification de titre.	1067
CHAP.	XLVIII.—Certaines procédures entre locataires et locataires.	1089
CHAP.	XLIX.—Séparation entre époux.	

TABLE DES MATIÈRES.

XI

		I.—Séparation de biens.....	ART.
Sect.		II.—Séparation de corps.....	1090
Sect.		L.—Opposition au mariage.....	1099
CHAP.		LI.— <i>Habeas corpus ad subjiciendum</i> en matière civile.....	1105
CHAP.			1114

SIXIÈME PARTIE.

PROCÉDURES DEVANT LA COUR DE CIRCUIT.

CHAP.	LII.—Dispositions générales.....	1126
CHAP.	LIII.—Causes susceptibles de revision ou d'appel.....	1135
CHAP.	LIV.—Causes non susceptibles de revision ni d'appel.....	1136

SEPTIÈME PARTIE.

MATIÈRES SOMMAIRES.

CHAP.	LV.—Procédures en matières sommaires.....	1150
-------	---	------

HUITIÈME PARTIE.

MOYENS DE SE POURVOIR CONTRE LES JUGEMENTS.

CHAP.	LVI.—Opposition à jugement.....	1163
CHAP.	LVII.—Requête en revision.....	1175
CHAP.	LVIII.—Requête civile.....	1177
CHAP.	LIX.—Tierce opposition.....	1185
CHAP.	LX.—Revision devant trois juges.....	1189
CHAP.	LXI.—Appel à la cour du banc de la reine.....	1209
CHAP.	LXII.—Appel à Sa Majesté.....	1249

NEUVIÈME PARTIE.

JURIDICTIONS INFÉRIEURES.

CHAP.	LXIII.—Procédure devant les cours des commissaires pour la décision sommaire des petites causes.....	1253
CHAP.	LXIV.—Procédure devant la cour de magistrat de district....	1284
CHAP.	LXV.—Moyens de se pourvoir contre la procédure et les jugements des tribunaux inférieurs.....	1292

DIXIÈME PARTIE.

PROCÉDURES NON CONTENTIEUSES.

CHAP.	LXVI.—Dispositions générales.....	1308
CHAP.	LXVII.—Registres et manière de les authentifier.....	
Sect.	I.—Registres de l'état civil.....	1311
Sect.	II.—Registres des bureaux d'enregistrement.....	1317
Sect.	III.—Registres des shérifs et des coroners.....	1318
CHAP.	LXVIII.—Compulsoires.....	1320
CHAP.	LXIX.—Conseil de famille.....	1331
CHAP.	LXX.—Tuteurs, curateurs et conseils judiciaires.....	1337
CHAP.	LXXI.—Vente des biens des mineurs et autres incapables....	

	ART.
Sect. I.—Biens excédant quatre cents piastres.....	1341
Sect. II.—Biens n'excédant pas quatre cents piastres.....	1357
Sect. III.—Disposition générale.....	1361
CHAP. LXXII.—Procédures relatives aux successions.....	
Sect. I.—Scellés.....	
§ 1. Apposition des scellés.....	1362
§ 2. Levée des scellés.....	1375
Sect. II.—Inventaire.....	
§ 1. Confection de l'inventaire.....	1387
§ 2. La vente.....	1399
Sect. III.—Bénéfice d'inventaire.....	1405
Sect. IV.—Lettres de vérification.....	1411
Sect. V.—Envoi en possession.....	1422
Sect. VI.—Successions vacantes.....	1426
Sect. VII.—Vérification des testaments.....	1430

 ONZIÈME PARTIE,

ARBITRAGE.

CHAP. LXXIII.—Arbitrage.....	1431
------------------------------	------

 APPENDICE.

	PAGE
Formules.....	858
Matière en rapport avec le code de Procédure Civile.....	873
Loi concernant la conciliation.....	881

 REGLES DE PRATIQUE DES DIFFERENTS TRIBUNAUX.

Privy Council.....	883
Supreme Court.....	887
Exchequer Court.....	887
Cour du banc de la Reine.....	887
" Supérieure.....	892
" de Revision.....	897
" de Circuit.....	898
Formules.....	899
Table Alphabétique.....	912

TABLE

DES

CAUSES CITÉES DANS CE CODE

A

Abbott, <i>ex parte</i>	332 (3)	Anders vs Hagar.....	992 (48)
Abbott vs Meikleham.....	421 (2c.)	Anderson vs Brusgaard.....	933 (18)
Abrath & The North Eastern Ry. Co.....	893 (3, 4)	Anderson vs Sanborn.....	280 (15)
Accident Ass. Co. of N.-Am. & Mc- Lachlan.....	46 (4c), 67 (8)	Anderson vs Walsh.....	220 (19)
Acer vs Bank of Toronto...566 (33), 567 (14)		Andrews & Davis.....	43 (5)
Adam vs Boucher.....	49 (13), 55 (36)	Andrews & Wulff.....	549 (21)
Adam & Flanders.....	44 (4)	Angers vs Côté.....	33 (3)
Adam vs Fleming.....	191 (65)	Angers vs Lafortune.....	127 (13)
Adam vs Sutherland.....	182 (25)	Angers vs Lozeau.....	355 (2)
Adams vs Gravel.....	407 (8)	Angers vs Moreau.....	192 (5)
Adams vs Hunter.....	549 (66)	Angers & Murray.....	69 (15), 1010 (1)
Adams vs McIntyre.....	182 (2)	Angers vs Pacaud.....	198 (19), 200 (10)
Adams vs The Hartford Mining and Smelting Co.....	220 (24e)	Angers vs The Montreal, Portland & Boston Ry. Co.....	957 (20)
Adams Tobacco Co. vs Plummer...554 (70)		Angers & Trudel.....	917 (3)
Addison vs Bergeron.....	196 (10)	Anglo Continental Guano Works & The Emerald Phosphate Co.....	957 (44)
Agnew vs Dagenais.....	895 (86)	Antaya vs Dorge.....	174 (35), 191 (49)
Agnew vs Lesage.....	853 (17)	Arcand vs Flanagan.....	933 (36)
Aheru & Lennieux.....	876 (2)	Arcand vs The Montreal and New York Ry. Co.....	423 (2)
Aimbault vs Bates.....	86 (5)	Archambault & Bolduc.....	94 (30)
Aimbault vs Dunlop.....	155 (6)	Archambault vs Busby.....	280 (13)
Aitchison vs Morrison.....	400 (5), 1061 (2)	Archambault vs Chouillou.....	286 (7)
Aitken vs Galbraith.....	174 (41)	Archambault & La Cie du Grand Télégraphe du N.-Ouest.....	123 (4)
Alain vs Belleau.....	332 (17)	Archambault vs Michaud.....	853 (3), 867 (5)
Alcan vs Giroux.....	922 (4)	Archambault vs Tessier.....	196 (70)
Alexander vs McLachlan.....	898 (24)	Archambault & Westcott.....	260 (1)
Allaire vs Allaire.....	1197 (3)	Archer vs Douglass...123 (16), 919 (5), 998 (61)	
Allan & McLagan.....	269 (4)	Archer vs Lortie.....	191 (48), 536 (6, 10)
Allan & Pratt.....	69 (7, 12), 1251 (7)	Archer vs Pacaud.....	567 (11)
Allard vs Benoit.....	196 (36)	Archibald & Delisle.....	549 (22, 80)
Allard vs Charlebois.....	127 (13), 987 (30)	Arless & Hall.....	46 (12)
Allard vs Chillas.....	1298 (2)	Armour vs McIver.....	566 (32)
Allard vs La Cie de ch. de fer le Grand Nord.....	404 (5)	Armstrong vs Barrette.....	736 (2)
Allard vs Marion.....	723 (9)	Armstrong vs Crochetière.....	136 (5)
Allard vs Pelland.....	188 (5)	Armstrong, <i>ex parte</i>	1003 (15)
Allard vs Ricard.....	362 (4)	Armstrong vs Hus.....	771 (2), 776 (4)
Allen vs Coltman.....	79 (7)	Armstrong vs The Canada Eastern Ry. Co. & C.P.R.....	149 (7)
Alley vs Montreal Street Railway Co.....	275 (30), 554 (26)	Armstrong vs Trudel.....	280 (20)
Allis vs Foster.....	310 (27)	Arnold & Campbell.....	614 (6)
Allsopp vs Huot.....	81 (29)	Arpin vs Carreau.....	177 (23)
Almour vs Sheppard.....	551 (3)	Arpin vs Dixon.....	647 (9)
American Rattan Co. vs Charle- bois.....	179 (25)	Arpin vs Riopel.....	89 (2), 179 (84)
American Stocker Co. vs The Gener- al Engineering Co. of Ontario...198 (32)		Arpin & Union Bank.....	243 (2, 3)
Amiot vs Martineau.....	541 (6)	Arsenault vs Rousseau.....	196 (7)
Amiot & Labrecque.....	174 (43), 310 (8)	Arthur & Montreal Ass. Co.....	46 (26)
Amyot & Gudy.....	549 (106)	Ascher vs Douglass.....	353 (29)
		Asselin vs Leclerc.....	78 (31)
		Assurance Stadacona vs Gagnon...1185 (19)	
		Atchinson & Hall.113 (13), 1059 (11), 1064 (19)	
		Atkins & The Quebec Building Soc. 654 (2)	

Atkinson vs Forgolston.....	1154 (3)	Banque d'Épargne de la cité et dn district de Montréal vs Geddes... 177 (35)
Atkinson vs The Stadacona Water, Light and Power Co.....	957 (24)	Banque de Québec vs Bryant..... 679 (3)
Atkinson vs Walker.....	691 (3)	Banque de Québec vs Ford..... 177 (24, 69)
Atlantic and Lake Superior Ry. Co. vs The General Marine.....	165 (13)	Banque de Québec vs Maxham..... 483 (2)
Atlantic and North West Ry. Co. & Bronadon.....	415 (6)	Banque de Québec & Steers, 895 (48), 831 (17)
Atlantic and North West Ry. Co. vs Jackson.....	1440 (1), 1444 (29)	Banque d'Hochelega vs Ewing..... 554 (41)
Atlantic and North West Ry. Co. & Turcotte & La Cité de Mont- réal.....	220 (14), 992 (16)	Banque d'Hochelega vs Garth..... 225 (17), 1007 (3)
Atlantic and North West Ry. Co. vs Wood.....	1444 (17)	Banque d'Hochelega vs Goldring .. 916 (2), 926 (3)
Attorney-General vs Grey.....	48 (20)	Banque d'Hochelega vs Massou.... 271 (4)
Attorney-General vs The Grand Trunk Ry.....	1202 (3)	Banque d'Hochelega vs McConnell. 278 (27), 946 (32)
Atwell & Browe.....	549 (109)	Banque d'Hochelega vs The Mont- real P. and B. Ry. Co..... 699 (2)
Anbin vs Laliois.....	566 (27)	Banque des Cantons de l'Est vs Porter..... 698 (1)
Anclair vs Low.....	397 (3)	Banque des Cantons de l'Est vs Wright..... 1163 (16)
Andet vs Asselin.....	645 (18)	Banque des Marchands vs Morgan... 86 (8), 516 (39), 698 (16)
Andet vs Beanpré.....	192 (2)	Banque du Haut-Canada vs Tur- cotte..... 208 (20)
Andet vs Doyon.....	1008 (5, 24, 58)	Banque du Peuple vs Archambault. 161 (14), 278 (24)
Andet vs Plante.....	762 (1)	Banque du Peuple vs Daoust..... 617 (8)
Andette vs Hébert.....	78 (9, 21)	Banque du Peuple vs Doragani.... 645 (55)
Andette & Valiquette.....	220 (27), 677 (17)	Banque dn Peuple & Gogy.. 127 (5), 153 (4)
Angé vs Côté.....	993 (3)	Banque dn Peuple vs Martin..... 689 (10)
Angé vs Daoust.....	78 (16)	Banque du Peuple vs Paradis & Tur- cotte..... 599 (46), 607 (5)
Angé vs Filiatreault.....	161 (15)	Banque du Peuple vs Prévost..... 94 (18)
Angé vs Mayraud.....	901 (16)	Banque Jacques-Cartier vs Côté.... 196 (13), 200 (6), 208 (2)
Anldjo & Prentice.....	259 (8), 279 (16)	Banque Jacques-Cartier vs Gagnon . 331 (10)
Anrèle vs Durocher.....	529 (3)	Banque Jacques-Cartier vs Lepro- hon..... 605 (11)
Aylwir & Gilloran.....	953 (11)	Banque Jacques-Cartier vs Morin... 554 (91), 685 (10), 697 (4)
Ayotte & Boncher.....	67 (34)	Banque Jacques-Cartier vs Neveux . 651 (4)
B		Banque Jacques-Cartier vs The Ca- nadian Rubber Co..... 516 (18), 792 (1)
Baby & Nader.....	617 (7)	Banque Jacques-Cartier vs The Go- vernment of the Province of Quebec..... 1011 (1), 1015 (2)
Bagg vs Young.....	161 (11)	Banque Jacques-Cartier vs The Queen..... 1011 (1), 1015 (2)
Baile vs Baile.....	566 (15)	Banque Molson & Liouais..... 151 (6), 678 (7), 685 (9)
Baile vs Nelson.....	933 (28)	Banque Molsou vs Paradis..... 647 (13)
Bain vs Dixon.....	283 (6c)	Banque Nationale vs Aubertin..... 645 (16), 711 (5)
Bain vs White.....	52 (12), 463 (3)	Banque Nationale vs Beckett..... 139 (3), 174 (18)
Bainbridge vs Demers.....	566 (9a)	Banque Nationale vs La Banque de la Cité..... 123 (7)
Baker vs Young.....	756 (7)	Banque Nationale vs Pease..... 188 (7)
Baldwin vs Blumore.....	955 (10)	Banque Nationale vs Ross... 168 (2), 549 (13)
Ball vs Lambe.....	81 (19)	Banque Nationale vs Trudel..... 1162 (5)
Ball & McCallfrey.....	67 (21)	Banque Ontario vs La Cie d'Assu- rance Standard..... 95 (5)
Baltzar vs Grewing.....	179 (8t)	Banque Ontario vs Mason..... 55 (13)
Bank of British North America vs Cuvillier.....	69 (34)	Banque Union & Gagnon..... 814 (7)
Bank of British North America vs Howley.....	122 (38), 174 (25)	Banque Union vs Gibeault..... 549 (29)
Bank of British North America & Stewart.....	94 (25)	Banque Ville-Marie vs Lanrin..... 223 (5)
Bank of British North America vs Whelan.....	177 (2), 184 (3)	Banks vs Burroughs..... 549 (95), 1198 (9)
Bank of Commerce vs Papiuean....	177 (44)	Baptist & Baptist..... 67 (3)
Bank of Hamilton vs Guay.....	549 (41)	Barbeau vs Robert..... 987 (10)
Bank of Upper Canada vs Alain....	898 (38)	
Banque d'Échange vs Campbell....	678 (12), 797 (3)	
Banque d'Échange & Gilman.....	549 (25)	
Banque de l'Am. B. dn N. vs Whelan.....	177 (2), 184 (3)	
Banque de la Nouvelle-Ecosse vs Vallemand.....	895 (62)	
Banque de Montréal vs Demers....	356 (5)	

TABLE DES CAUSES CITÉES.—BAR-BÉD.

XV

Barbeau vs Simard.....	112 (4), 123 (43), 646 (22), 647 (24)	Beary vs May.....	122 (31)
Barbier & Laugelais.....	191 (36)	Beaubien & Bernatchez.....	67 (39)
Baril vs Dionne.....	196 (61)	Beaubien vs Fitzallen.....	193 (1)
Baril vs Pariseau.....	957 (46), 963 (2)	Beaubien vs Lévesque.....	55 (36)
Barker vs Central Vermont Ry. & Hays.....	79 (9), 617 (10)	Beaubien & Thérien.....	111 (2)
Barlow vs Dolan.....	898 (67), 919 (24)	Beauchamp vs Gagnon & Jacob.....	881 (9)
Barlow & Kennedy.....	43 (13)	Beauchamp & Letourneau.....	1220 (9)
Barlow vs Richardson.....	105 (3)	Beauchamp vs Metayer.....	900 (21)
Barnard vs MacDonald.....	15 (4), 645 (68), 651 (22)	Beauchemin vs Corp. de Belœil.....	44 (15), 52 (46)
Barnard vs Molson.....	215 (11), 676 (4), 824 (4)	Beauchemin vs Hus.....	52 (15)
Barnes vs Barras.....	174 (7)	Beauchemin vs Leduc.....	215 (14)
Barnes vs Mostyn.....	88 (4d)	Beauchemin & Trudeau.....	893 (5)
Baron vs Vallée.....	170 (22), 174 (93), 1114 (53)	Beauchêne & Labaie.....	43 (14)
Barreau de Montréal & Honan.....	1003 (55)	Beauchêne vs Pacaud.....	846 (1)
Barrette vs Beaudry.....	554 (16, 75)	Beauchêne vs Thibault.....	49 (11)
Barrette vs Bourbonnière.....	81 (13)	Beaudet vs Bédard.....	78 (61)
Barrette vs Cité de Hull.....	1003 (27)	Beaudet & Chiuc.....	867 (2)
Barrette & Corp. par. de St-Barthélemi.....	87 (21)	Beaudet vs Lefavre.....	554 (55)
Barrette vs Lallier.....	52 (2), 802 (3)	Beaudet vs Martel.....	223 (7)
Barrette vs Scheffer.....	1053 (3)	Beaudette & Lapointe.....	895 (52)
Barrington & Cité de Montréal.....	67 (16)	Beaudette & Mahoney.....	756 (4)
Barrington vs La Corp. des huissiers du district de Montréal.....	621 (8)	Beaudin vs Beaudin.....	88 (5m)
Barris vs Roy.....	123 (10)	Beaudin & Roy.....	895 (74)
Barron vs Vallée.....	946 (27), 1214 (63)	Beaudoin vs Ducharme.....	601 (6)
Barry & Canadian Pac. Ry. Co.....	167 (6)	Beaudoin vs Les Commissaires: d'Écoles de Mascouche.....	957 (42)
Barry vs Cowan.....	658 (8)	Beaudry vs Brouillet.....	196 (31)
Barry vs Rodier.....	43 (24), 1063 (15)	Beaudry vs Brown.....	622 (3), 658 (21), 973 (2)
Barsalo vs Massicotte.....	253 (2)	Beaudry vs Desjardins.....	549 (60)
Bartel vs Desroches.....	598 (13)	Beaudry & Dunlop.....	676 (13)
Barthe vs Armstrong.....	761 (11)	Beaudry vs Fleck.....	179 (90)
Barthe vs Bagg.....	832 (10)	Beaudry vs La Cité de Montréal.....	1003 (8), 1292 (34)
Barthe vs Dagg.....	113 (17), 833 (17)	Beaudry vs La Cour du Recorder de la Cité de Montréal.....	1003 (8, 25)
Barthe vs Guérin.....	191 (11)	Beaudry & Le maire de Montréal.....	46 (4g, 27)
Barthe vs Guertin.....	1197 (11)	Beaudry vs Lusher.....	275 (42), 276 (10)
Barthe & Lajoie.....	834 (14)	Beaudry vs Ouimet.....	236 (9), 549 (104)
Barthe vs Pothier.....	179 (32), 270 (5)	Beaudry vs Pepin.....	549 (56)
Barthe vs Rouillard.....	94 (83)	Beaudry vs Raymond.....	784 (14)
Barthe & Thibaudeau.....	834 (15)	Beaudry vs Rodier.....	953 (10)
Bartley vs Boou.....	88 (4)	Beaudry vs Starnes.....	314 (3)
Bastien vs Charbonneau.....	843 (8)	Beaudry vs The Town of St. Henri.....	414 (4)
Bastien vs Forget.....	89 (8)	Beaudry vs Tomalty.....	414 (6), 1061 (4)
Bastien vs Kennedy.....	126 (11)	Beaudry vs Viuet.....	202 (2)
Bastien vs Labrie.....	878 (4)	Beaudry vs Workman.....	52 (42), 87 (5)
Bate vs Lang.....	867 (3)	Beanfield vs Wheeler.....	681 (5), 933 (21)
Bates & Beaudry.....	833 (7)	Beaufoy & Feek.....	174 (8)
Bathgate vs Delisle.....	191 (24)	Beaulac & Leclair.....	84 (19)
Batten vs Stone.....	182 (7)	Beaulieu vs Demers.....	177 (21, 69)
Bauron & Davies.....	79 (6)	Beaulieu vs Forgue.....	679 (5)
Baxter vs Bruneau.....	111 (8), 206 (4)	Beaulieu vs Lec.....	196 (41)
Baxter vs Doiron.....	275 (14)	Beaulieu vs Lévesque.....	48 (2), 554 (69)
Baxter vs Howland.....	958 (4)	Beaulieu vs Linklater.....	933 (26, 29)
Baxter vs Martiu.....	103 (8)	Beaulieu vs Phillips.....	909 (11), 933 (23), 953 (7, 9)
Baxter vs Moore.....	689 (12)	Beaulieu vs Stuart.....	598 (38), 645 (66)
Baxter vs Union Bank of Lower Canada.....	142 (7)	Beaupré & Desnoyers.....	1005 (1)
Bayard & Dinelle.....	1213 (7)	Beaupré vs Martel.....	645 (32, 46)
Bayard & Martin.....	549 (21)	Beauquaire vs Durrell.....	654 (14)
Baylis vs Leddy.....	1177 (17, 23)	Beausoleil vs Méthot.....	10 (1), 164 (4)
Bazin vs Lacouture.....	148 (2)	Beauvais vs de Montigny.....	356 (4)
Bazin vs The School Com. of St-Anselme.....	5 (5p)	Beauvais vs Leroux.....	599 (32)
Beach vs The Corp. of the Township of Stanstead.....	992 (59)	Beckett vs Bonallie.....	1203 (10)
		Beckett & La Banque Nationale.....	179 (8)
		Beckham vs Farmer.....	407 (5)
		Bédard vs Blouin.....	310 (40)
		Bédard vs Gagnon.....	94 (93)
		Bédard vs Huut.....	588 (7)

Bédard & Lemieux.....	871 (4)	Benning & Rielle.....	314 (12)
Bédard vs Lusignan.....	600 (8), 747 (7)	Benning vs The Montreal Ry. & Paper Co.	170 (8)
Bédard vs Robitaille.....	870 (5)	Benning & Thibaudeau.....	797 (3)
Bédard & The Corp. of St. Charles		Benoit vs Benoit.....	590 (19)
Borromée.....	1213 (16)	Benoit vs Desjardins.....	900 (18), 1102 (3)
Bédigaré vs Duhamel.....	1045 (2)	Benoit vs Desnoyers.....	174 (74)
Been & Valin.....	46 (22)	Benoit vs Foster.....	123 (12)
Bégin vs Lemieux.....	887 (5)	Benoit & Petitclerc.....	805 (8)
Béique vs La Cité de Montréal.....	189 (4)	Benoit vs Salvas.....	1177 (51)
Bélaïr vs Desjardins.....	149 (4)	Benson vs Vallières.....	554 (4, 73)
Bélaïr vs La Ville de Maisonneuve.....	957 (38)	Bentley vs Stock.....	212 (5)
Bélaïr vs Sénécal.....	599 (12)	Bérard vs Barrette.....	81 (42), 784 (8), 786 (3)
Béland vs Bédard.....	81 (38)	Bérard & Mathieu.....	758 (3)
Béland vs Martineau.....	161 (16), 275 (29)	Berger vs Devlin.....	191 (16)
Bélangier vs Bessette.....	1424 (1)	Bergeron & Desparois.....	236 (12, 13)
Bélangier vs Dugal.....	111 (19), 108 (38), 555 (8)	Bergeron vs Drolet.....	55 (25), 170 (16), 174 (68)
Bélangier vs Dupont.....	1064 (11)	Bergeron vs Girard.....	1170 (2)
Bélangier vs Durocher.....	579 (2)	Bergeron & Rouleau.....	1003 (15)
Bélangier, ex parte.....	1292 (13)	Bergeron vs Tremblay & Talbot.....	549 (79)
Bélauger vs Giroux.....	1050 (21)	Bergevin vs Mallette.....	1173 (4)
Bélauger vs Labelle.....	94 (94)	Bergevin vs Persillier.....	607 (5)
Bélauger & La Cie du ch. de fer de		Bergevin vs Vermillon.....	532 (6), 946 (21)
Témiscouata.....	957 (51)	Birmingham vs La Ville de la Cote	
Bélangier vs McCarthy.....	933 (6)	St-Paul.....	946 (9)
Bélangier vs Paxton.....	549 (9)	Bernard vs Elliott.....	549 (114, 115)
Bélangier vs Roy.....	508 (26), 509 (51)	Bernard vs Lemieux.....	645 (59)
Bélangier & Talbot.....	78 (21)	Bernard vs Molson.....	919 (17)
Belden vs Christie.....	129 (4)	Bernard vs Ouellet.....	49 (10)
Bélisle, ex parte.....	1295 (4)	Bernatchez vs Vézina.....	554 (13, 30, 80)
Bélisle vs Lyman.....	554 (8)	Bernier vs Rossé.....	81 (18)
Bélisle vs Pellerin.....	89 (5)	Bernier & Gaumond.....	1213 (13)
Béliveau & Chevreuil.....	43 (10), 1341 (2)	Bernier vs Lacombe.....	89 (19), 227 (2)
Béliveau & Clément.....	46 (17)	Berry vs Dixon.....	901 (11)
Béliveau vs Demers.....	198 (28)	Berry vs May.....	898 (12)
Béliveau vs Juneau.....	310 (23), 987 (27)	Berthelet & Guy.....	706 (2)
Bell vs Bédard.....	1066 (14)	Berthelet & The Montreal and By-	
Bell vs Gareau.....	191 (101)	town Ry. Co.....	706 (7)
Bell vs Knowlton.....	179 (16), 205 (7)	Berthelot vs Lalonde.....	549 (64), 645 (60)
Bell vs La Corp. de Québec.....	88 (4f)	Bertin vs Northern Pacific Ry. Co.....	364 (8)
Bell vs Kickaby.....	177 (11), 275 (32), 278 (7)	Bertin vs Théroux.....	598 (22)
Bell vs Vigneault.....	901 (15)	Bertrand vs Derouin.....	706 (24)
Bell Telephone Co. & City of		Bertrand vs Gugu.....	546 (7)
Québec.....	67 (44)	Bertrand vs Hinerth.....	529 (2)
Bell Telephone Co. vs Montreal		Bertrand vs Meunier.....	658 (3), 680 (6), 695 (3)
Street Ry.....	336 (5)	Bertrand vs Pepin.....	508 (23)
Bellay & Guay.....	275 (23), 548 (1), 1211 (8)	Bertrand vs Sarrasin.....	566 (5), 578 (7)
Belle vs Burke.....	1186 (4)	Bessener & de Beaujeu.....	1209 (7)
Belle vs Côté.....	838 (12)	Bethune vs Chapleau.....	220 (23b)
Belle vs Dolau.....	183 (6)	Bigonnesse vs Brunelle.....	312 (2)
Belleau & Bender.....	822 (3)	Bigras vs O'Brien.....	784 (16)
Belleau vs Ennis.....	509 (13, 14)	Bigras vs The Montreal Water and	
Belleau vs Pilon.....	646 (14)	Power Co.....	123 (47)
Bellefleur vs Martel.....	833 (26)	Bilodeau & Gauvreau.....	1203 (6)
Bellemare vs Roy.....	192 (2, 6)	Bilodeau vs Jalbert.....	598 (29)
Bellerive vs Taylor.....	888 (10)	Bilodeau & Lefrançois.....	546 (17), 1248 (5)
Bellet vs Allison.....	177 (51)	Bilodeau vs Richard.....	706 (18)
Belleville & Doucet.....	69 (24), 992 (39)	Bilodeau vs Tremblay.....	81 (6, 8)
Bellingham vs Robb.....	108 (1), 202 (18), 652 (8)	Bilodeau vs Veilleux.....	196 (83)
Belt vs Laws.....	503 (4)	Binet, ex parte.....	19 (1)
Bénard vs Bourdon.....	87 (19)	Birabin dit St-Denis vs Lombard.....	191 (51)
Bender vs Langlois.....	814 (5)	Birch vs Desjardins.....	174 (67)
Benjamin vs Gore.....	1211 (6)	Bird vs The Merchants' Telephone	
Benjamin vs Wilson.....	898 (51)	Co.....	957 (30, 38)
Bennett vs Haeusgen.....	279 (18), 280 (9)	Biron vs Caron.....	1060 (7)
Benning & Atlantic and North West		Bishop vs Hooper.....	286 (10)
Ry. Co.....	1439 (5), 1442 (9), 1444 (21)	Bisson & The City of Montreal.....	1220 (14)
Benning & Grange.....	46 (16)	Bissonnette & Laurent.....	722 (4), 784 (7)
Benning & La Cie de ch. de fer de		Bissonnette vs Le Maire et al de	
l'Atlantique au Nord-Ouest.....	1434 (19)	Farnham.....	549 (37)

Bissonnette vs Nadeau.....	987 (20)	Bonacina vs Bonacina.....	170 (8f)
Blachford & McBain.67 (38), 122 (6), 1152 (7)		Bonacina & McKintosh.....	310 (24)
Black vs Esson.....	78 (34)	Bondy vs Valols.....	177 (25), 332 (4)
Black vs Giberton.....	332 (9)	Bonneau vs Laterreur.....	78 (7)
Black vs Newton & Budden.....	833 (9)	Bonnell vs Miller.....	549 (52), 603 (11)
Black vs Pailé.....	1003 (51)	Bonner vs Hamilton.....	953 (1)
Blackburn vs Blackburn.....	184 (4), 1063 (8)	Booth vs Bastien.....	600 (10), 1214 (48)
Blackburn & Corp. of Chateau Richer.....	44 (14)	Booth vs Lacroix.....	115 (7), 220 (22), 689 (3)
Blackburn vs Walker.....	279 (24)	Booth vs Lawton.....	179 (9f), 1164 (2)
Blacklock & Crosby.....	46 (1f)	Booth vs The Montreal and Bytown Ry. Co.....	164 (3)
Blackston vs Patton.....	658 (1f)	Bornais vs Arpin.....	179 (8u)
Blackston vs Rosa.....	174 (3)	Borthwith vs Bryant.....	502 (2)
Blain vs La Corp. de Granby...88 (4f), 1003 (29), 31, 44		Rossé vs Letellier.....	706 (3)
Blaine vs Sasseville.....	174 (17), 691 (14), 1163 (12)	Bossière vs Bickerdick.....	20 (4), 834 (20)
Blais vs Barbeau.....	836 (5)	Boston & Lelièvre.....	1306 (2)
Blais vs Blais.....	392 (8)	Boston vs L'Eriger.....	191 (46), 196 (16)
Blais vs Brunet.....	933 (13)	Boston Woven Hose Co. vs Penwick.....	895 (72), 898 (40)
Blais vs Lampson.....	127 (6)	Boswell vs Belfian.....	153 (8)
Blais vs Vallée.....	52 (6)	Boswell vs Lloyd.....	173 (8), 1037 (2)
Blake vs Panet.....	676 (6)	Boswell vs The Mayor of Quebec... 48 (23)	
Blake & Wadleigh.....	901 (3)	Bottomley & Lumley.....	895 (20)
Blanchard & Miller.....	52 (30)	Bouchard vs Audet.....	614 (12), 1147 (2)
Blanchard vs Prévost.....	867 (7)	Bouchard vs Corp. de la Malbaie... 48 (24)	
Blanchet & Charron.....	1442 (2)	Bouchard vs Girard.....	550 (4)
Blanckensee & Sharpley.....	921 (1), 923 (1)	Bouchard & Lajoie.....	198 (27)
Blandy vs Parker.....	554 (36)	Bouchard vs Morison.....	103 (4)
Bleau vs Brissette.....	296 (2), 1159 (1)	Bouchard vs Simard... 96 (4)	
Block vs Lawrence.....	177 (24, 69)	Bouchard vs Thivierge.....	177 (15)
Blondin & Lizotte.....	784 (27)	Boucher vs Barthe.....	167 (2)
Blouin vs Bouchard.....	834 (18)	Boucher vs Bertrand.....	9 (9)
Blouin vs Langelier.....	113 (23), 549 (30)	Boucher vs Brault.....	669 (5)
Blouin vs Lebrun.....	78 (29)	Boucher vs Dessales.....	58 (1)
Blouin vs McD. Hains.....	554 (77)	Boucher vs Dubeau.....	191 (20), 293 (7)
Blouin & The Louise Wharfage and Warehouse Co.....	713 (3)	Boucher & Fraser.....	174 (54)
Blumhart vs Boule.....	645 (7)	Boucher vs Germain.....	1100 (2)
Bluteau vs Gauthier.....	196 (40)	Boucher vs Girard.....	196 (40)
Boak & The Merchant Marine Ins. Co.....	67 (56)	Boucher vs Héroux.....	78 (28)
Board for the management of the Temporalities fund of the Presbyterian Church & Dobie.....	963 (1)	Boucher & Latour.....	549 (87)
Board of Temporalities & Minister and Trustees of St. Andrew's Church.....	46 (29), 142 (6), 1211 (2)	Boucher & Lemoine.....	122 (33, 42)
Bocker vs Foreman.....	220 (20)	Boucher vs Leriche.....	953 (3)
Bodard vs Anctil.....	699 (6)	Boucher vs Morrison.....	113 (30)
Bogle vs Chinic & Proulx.....	724 (4)	Boucher vs Véronneau.....	364 (6), 598 (12)
Bogue vs Brouillet.....	833 (27)	Bouchette vs Taché.....	87 (4)
Bogue vs Promotive Arts Association.....	115 (13), 554 (87), 967 (1)	Boudreau vs Jarret.....	188 (6)
Boiron vs Bouchard.....	1003 (28)	Boudreau vs Lanctot 259 (5), 310 (25) 653 (2)	
Boisseau vs Harper.....	1186 (2)	Boudreau vs Lavender.....	520 (7)
Boisseau vs Pilot.....	776 (2)	Boudreau & Reid.....	1314
Boisseau vs Williams.....	554 (107)	Boudreau & Sulte.....	44 (6)
Boisvert vs Bélanger.....	587 (3)	Boudrian vs Meldrum.....	174 (120)
Boisvert vs Bernier.....	314 (13)	Boudroit vs Locke.....	622 (3)
Boisvert & Mastine.....	1063 (6)	Bouffard & Nadeau.....	1059 (19), 1060 (2)
Boivin & Demers.....	43 (15)	Bouge vs Bonnet.....	549 (54)
Boivin vs Welsh.....	9 (11), 728 (7)	Bougie vs The Ogdensburg Coal & Towing Co.....	174 (86), 909 (20)
Bolduc & Archambault.....	94 (32)	Bouissède vs Hamilton.....	516 (50)
Bolduc vs Caille.....	78 (59)	Boulangier & The Mayor, Aldermen and citizens of the city of Montreal.....	111 (5)
Bolduc vs Lefuntun 273 (2), 516 (12), 786 (5)		Boulerice vs Rhéaume.....	952 (12)
Bolduc & Provost.....	957 (47)	Boulerisse vs Hébert.....	1153 (3)
Bolland vs Dugas.....	942 (18)	Boulet vs Bourdon.....	1059 (6)
Bombardier vs Joly.....	1304 (5)	Boulet vs Levasseur.....	179 (24)
		Bourassa vs Brosseau.....	898 (41)
		Bourassa vs Duval.....	174 (76)
		Bourassa vs Hawes.....	933 (31)
		Bourassa & Lorigan 895 (7), 931 (23), 955 (27)	
		Bourassa vs Thibaudeau.....	910 (9)

Bourbeau, <i>ex parte</i>	50 (5)	Brisson vs Plourde.....	540 (76)
Bourbonnais vs Corp. du comté de Soulanges.....	554 (50)	British American Land Co. vs Yates 1196 (4), 1197 (8, 9, 10)	
Bourbonnais vs Dufresne.....	191 (13)	British Empire Mutual Life Ass. Co. & Bergevin.....	421 (34)
Bourbonnais vs Filiatrault.....	987 (14), 988 (4)	British Lion, <i>Re The</i>	583 (8)
Bourdon vs Kent.....	881 (2)	Brochu vs Bissonnette.....	128 (15), 1177 (19)
Bourdon vs Picard.....	517 (3)	Brodeur, <i>ex parte</i>	1280 (2)
Bourgeau & Brodeur.....	314 (17)	Brodeur vs Rogers.....	508 (18)
Bourgeois vs Piedaluc.....	853 (22), 805 (71)	Brodie vs The Montreal and Ottawa River Co.....	414 (8)
Bourget & Blanchard.....	67 (3, 28, 55)	Brooke & Bloomfield.....	60 (20), 973 (5)
Bourget vs Morin.....	94 (11)	Brooke & Dallimore.....	1214 (34)
Bourget vs The Colonial Mutual Life Ass Co.....	123 (39), 191 (70)	Brooks vs Whitney.....	658 (24)
Bourgouin vs Malliot.....	129 (3), 992 (13)	Brophy vs Fiset.....	598 (13)
Bourgouin & M. N. C. Ry.....	957 (7)	Brophy vs Fitch.....	52 (33), 546 (6)
Bourgouin vs The Mont., Ottawa and Occ. Ry. Co.....	142 (9), 992 (33)	Brossard & Bertrand.....	913 (7)
Bourque & Bissonnette.....	784 (11)	Brossard vs Chartrand.....	251 (23)
Bourque vs Jacques.....	202 (10)	Brossard vs Poupart.....	933 (20)
Bourque & Langlois.....	782 (4)	Brossard vs The Canada Life Ass. Co.....	483 (10, 11, 12), 500 (11, 12)
Bousquet vs Brown.....	1196 (13)	Brousseau vs Brousseau.....	587 (1), 946 (8d)
Bousquet vs Duquette 275 (28), 276 (5), 293 (5)		Brousseau vs Crevier.....	913 (8)
Bousquet & La Cour de Magistrat & Turgeon.....	1003 (6)	Brouillet vs Clarke.....	893 (20)
Bouthillier vs Turcot.....	1434 (14)	Brouillet vs The Montreal Street Ry. Co.....	200 (9)
Bouvier & Brush.....	654 (4), 716 (5)	Brousseau vs Bédard.....	81 (24)
Bouvier & Reeves.....	278 (20), 1246 (5)	Brousseau vs Boulanger.....	371 (9)
Bove & McDonald.....	587 (4)	Brousseau vs Seybold.....	901 (21)
Bowie vs Kelly.....	519 (3)	Brousseau vs Trottier.....	336 (4)
Bowker Fertilizer Co. & Cameron..	182 (13)	Brown vs Barden.....	177 (63)
Boyd vs Dagenais.....	87 (70)	Brown vs Belleville.....	549 (121)
Boyd vs Freer.....	898 (9)	Brown & Canadian Bank of Com- merce.....	919 (15)
Boyer, <i>ex parte</i>	1298 (2)	Brown vs Carter.....	332 (10)
Boyer vs Roy.....	15 (3)	Brown vs Demers.....	786 (4)
Boyer vs Slown.....	722 (13)	Brown & Fabrique de Notre-Dame de Montréal.....	237 (14), 992 (1, 41), 993 (5)
Boyle vs Arnold.....	191 (60)	Brown vs Fallon.....	108 (4), 112 (3), 590 (9), 645 (71), 647 (17), 651 (18)
Bradford vs Henderson.....	198 (2)	Brown & Gagy.....	1252 (9)
Bradford vs Sharkey.....	94 (67)	Brown & Lowry.....	52 (16)
Bradford vs Witton.....	58 (2)	Brown & Perkins.....	1060 (6), 1063 (11)
Bradley vs Blake.....	196 (52)	Brown & Pinsoneault.....	81 (45)
Bradley vs Logan.....	122 (34)	Brown vs Ross.....	293 (8), 652 (1)
Bradshaw vs Kerr.....	122 (8)	Brown vs Smith.....	404 (4), 407 (7), 1444 (12)
Brady vs Aitchison.....	414 (5)	Brown vs The Imperial Fire Ins. Co.....	174 (6), 423 (2, 7)
Brady vs Courville.....	658 (15)	Brown & The Mayor of Montreal..	48 (21), 1251 (4)
Brahadi & Bergeron.....	909 (10)	Brown & Wallace.....	414 (1)
Brassard vs Langevin.....	1177 (46)	Brown & Watmore.....	548 (2)
Brassard vs Turgeon.....	947 (1)	Browne & Dow.....	208 (18)
Breakey vs Carter.....	1436 (13)	Browning vs Spackman.....	546 (10), 550 (6)
Breault vs Barbeau.....	174 (33), 191 (50)	Browning vs Yule.....	895 (70)
Breault vs Wadleigh.....	80 (2)	Brulé & Bussière.....	955 (7)
Breekon vs Kane.....	691 (12)	Bruneau vs Gagnon.....	676 (8)
Brennan vs Campbell.....	727 (2)	Bruneau & McCaffray.....	94 (27)
Bresse vs Arcand.....	798 (6)	Bruneau vs Robert.....	549 (74)
Bressler vs Bell.....	516 (13)	Brunelle & Bergeron.....	314 (6), 549 (53), 1177 (37)
Breton & Landry.....	1003 (5, 24, 58)	Brunelle vs Chagnon.....	153 (12)
Brewster vs Campbell.....	174 (21)	Brunelle vs McGreevy.....	259 (2), 279 (14), 280 (16), 282 (10)
Brewster & Chapman.....	1251 (5)	Brunelle vs Samson.....	687 (3)
Brewster vs Childs.....	280 (5)	Brunet vs Brunet.....	225 (11), 236 (11), 276 (7)
Brewster & Lamb.....	566 (30), 1249 (10)	Brunet vs Colfer.....	1164 (4), 1175 (3)
Brewster & Mongeon.....	723 (3)	Brunet vs Davidson.....	220 (24f)
Brewster & Starnes.....	1213 (10)		
Bricault vs Bricault.....	676 (20)		
Brice vs The Morton Dairy Farming and Colonization Co.....	310 (11)		
Brigham vs McDonnell.....	179 (9f)		
Brisebois vs Simard.....	78 (18)		
Brisson vs Goyette.....	293 (19)		
Brisson vs Lefebvre.....	516 (15), 645 (10)		
Brisson vs McQueen.....	163 (3), 598 (14)		

TABLE DES CAUSES CITÉES.—BRU-CAR.

XIX

Brunet vs La Banque Nationale....	500 (97)	Cadieux vs Cadieux.....	100 (49)
Brunet & La Cie du ch. de fer St-Laurent et Adirondack.....	1444 (16)	Cadieux vs Canadian Mutual Fire Ins. Co.....	645 (61), 604 (3)
Brunet vs La Cité de Montréal....	157 (20)	Cadieux vs Coursoi & Tucket.....	555 (10)
Brunet vs Lessard.....	831 (30)	Cadieux vs Porlier.....	174 (31), 1150 (13)
Brunet & Tunstall.....	541 (5)	Caffrey & Lighthall.....	808 (48), 901 (18)
Brunet vs Venne... 100 (1), 510 (47),	1203 (4)	Calcott vs Robert.....	549 (65), 703 (6)
Brush vs Jones.....	481 (14)	Calvin vs Bertrand.....	177 (13), 179 (8r)
Brush vs Stephens.....	314 (4)	Cameron vs Brega.....	901 (13)
Brush vs Wilson.....	645 (40)	Cameron vs Cusson.....	400 (7)
Buck vs Jones.....	81 (45)	Cameron vs Hainault.....	555 (9)
Budd vs St-Jean.....	177 (72), 562 (1)	Cameron vs Ward.....	588 (6)
Budden vs Rochon. 157 (18), 224 (6),	530 (9, 10)	Cameron & Wilson.....	94 (13)
Bullitt vs Shaw.....	191 (64)	Campbell vs Bate.....	1185 (21)
Bulman vs Andrews.....	322 (7)	Campbell vs Baxter.....	532 (3)
Bulmer, <i>ex parte</i>	1114 (22)	Campbell vs Beattie.....	834 (6)
Buntin & Hibbard.....	60 (10)	Campbell & Canada Freehold Estate Co.....	198 (17), 1164 (3, 4)
Bureau vs Genest.....	002 (15)	Campbell vs Kavanagh.....	55 (45), 170 (21)
Bureau vs Normand.....	121 (6), 981 (1)	Campbell vs McCorkill.....	153 (22)
Bureau & The Bank of B. N. America.....	122 (10)	Campeau vs Brouillet.....	1147 (3)
Burke vs Colfer.....	509 (39)	Canada Atlantic Ry. Co. vs Stanton	170 (15)
Burke, <i>ex parte</i>	1003 (49), 1114 (26)	Canada Central Ry. Co. & Murray.	60 (22)
Burland & Laroque.....	269 (11)	Canada Gold Co. vs Doran.....	546 (13)
Burland-Desbarats Co. vs Bemister.	279 (31)	Canada Investment Co. & Hudon.	1214 (12)
Burland Lithographic Co. vs Bildeau.....	1177 (20)	Canada Investment and Agency Co. vs Macpherson.....	164 (6)
Burland & McDonald.....	1059 (19)	Canada Investment and Agency Co. & McGregor.....	784 (4, 5)
Burland & Moffatt.....	81 (45)	Canada Lead Mine Co. vs Walbridge...	527 (3)
Burn vs Fontaine... 78 (35), 197 (2),	205 (9)	Canada Paint Co. vs Johnson.....	957 (7, 16)
Furns & Ross.....	895 (31)	Canada Paper Co. vs Bannatyne.....	410 (2), 901 (17)
Burroughs vs Barron.....	396 (47), 987 (28)	Canada Paper Co. & British American Land Co.....	851 (4)
Burroughs vs Bourget.....	191 (19)	Canada Paper Co. vs Cary.....	949 (2)
Burroughs vs Corp. de la ville de Lachrye.....	314 (16)	Canada Paper Co. vs Forgues.....	1150 (2)
Burroughs vs Divers.....	813 (1), 814 (13)	Canada Publishing Co. vs Frémont.	80 (7)
Burroughs & Merriman.....	46 (11), 1211 (4)	Canada Revue vs Mgr Fabre... 280 (8), 366 (3),	536 (12)
Burroughs & Molson.....	251 (21)	Canada Tanning Extract Co. & Foley.....	381 (3), 170 (20), 381 (3)
Burroughs & Simpson.....	1214 (8)	Canadian Bank of Commerce & Brown.....	43 (21), 89 (11), 191 (5)
Burroughs vs Syndics des chemins à Barrières.....	677 (14)	Canadian Bank of Commerce vs McGauvran.....	182 (3, 4)
Burroughs & Well.....	549 (21)	Canadian Building Soc. of Montreal vs Lafrenaye.....	252 (8)
Burroughs vs Wilton.....	549 (6)	Canadian Copper Pyrites Co. vs Shaw.....	179 (19)
Burrows vs Keating.....	846 (6), 887 (4)	Canadian Navigation Co. & Hayes.	310 (31)
Burrow & Ransom.....	803 (8)	Canadian Pacific Ry. Co. & Ball... 490 (4),	501 (12)
Bury vs Corriveau Silk Mills.....	898 (35)	Canadian Pacific Ry. Co. & Couture.....	549 (6)
Bury vs Leslie..... 126 (3), 136 (9),	236 (5), 788, (1)	Canadian Pacific Ry. Co. & Robinson.....	502 (4)
Bury & Samuels.....	664 (1)	Canadian Pacific Ry. Co. & Ste-Thérèse.....	67 (20)
Bury vs Silberstein.....	215 (3)	Canadian Rubber Co. & La Cité de Montréal.....	46 (47)
Bush vs Beavan.....	992 (1, 4)	Cannon vs Huot.....	499 (5), 500 (10)
Bussière vs Faucher.....	147 (2)	Cantin vs Belleau.....	1198 (16)
Bussière vs Gaboury.....	157 (3)	Cantini vs Braham.....	1166 (4), 1177 (57)
Bussièras vs Ledoux.....	549 (17)	Cantwell vs Madden.....	658 (5)
Bussièras vs Proulx.....	78 (26), 881 (6)	Caouette vs Coté... 170 (24),	174 (97),
Butters vs Allan.....	475 (2)	Card vs Cuddy.....	516 (41), 1150 (13, 30)
Butters vs The Bank of Montreal..	588 (1)	Cardin vs ?.....	1162 (3)
Buzzell vs Harvey. 174 (83), 897 (9),	898 (69), 919 (23)		
Byrne vs Fitzsimmons.....	356 (2)		
Byron vs The American Gold Mining Co.....	142 (10)		

C

Cabana vs L'Union St-Joseph de St-Hyacinthe.....	1197 (12)
Cadasco vs Nobile.....	139 (9)

Cardin & Lussier.....	43 (25)	Chagnon vs Jackson.....	278 (14)
Cardinal vs Bélanger.....	1065 (5)	Chailfoux vs Goyer.....	987 (31)
Cardinal vs Brodeur.....	805 (19)	Chailfoux vs Thonin.....	78 (37)
Cardinal vs La Cité de Montréal.....	1292 (37)	Chalmers vs The North West Shoe Co.....	78 (55), 174 (110, 131), 177 (33)
Carillon and Greenville Ry. Co. & Burch.....	164 (9)	Chalmers vs The Shoe Wire Grip Co.....	79 (10), 174 (100), 310 (45)
Carlisle vs Sutherland.....	940 (12)	Chalmers vs The Shoe Wire Gulf Co.....	554 (98)
Carmel vs Asselin.....	645 (44)	Chaloner & Poitras.....	1238 (3)
Caron vs Caron.....	118 (5), 122 (14)	Chalouau vs Lewis.....	202 (16)
Caron vs Clark.....	127 (9)	Chamberland & Portier.....	67 (25)
Caron vs Forest.....	174 (121), 200 (16), 553 (6)	Chambers vs Connor.....	112 (5)
Caron vs Guay & Aubertin.....	640 (13)	Cham' 'ain & Ball.....	208 (19)
Caron vs Houle.....	700 (15)	Cham, : vs Bachand.....	519 (1), 645 (30), 909 (12)
Caron vs Kavanagh.....	78 (56), 191 (90), 196 (79)	Champagne & Bélanger.....	834 (23), 1003 (32)
Caron & Lamontagne.....	992 (17)	Champagne vs Griveau.....	8 (2)
Caron vs Poupart.....	853 (13)	Champagne vs Prévost.....	645 (63)
Carpenter & Dery.....	290 (16), 784 (9)	Chapagne & Ross.....	532 (7)
Carpenter vs Pinault.....	91 (95), 108 (35)	Champagne vs Simard.....	1003 (12)
Carreau & Bonneau.....	560 (7)	Champlain & St. L. Ry. vs Russell.....	128 (8)
Carreau & Hébert.....	705 (2)	Champoux & Lapierre.....	67 (26)
Carreau & McGinnis.....	181 (7)	Champoux vs Paradis.....	1197 (4)
Carrier & Boucher.....	808 (3), 814 (10)	Chandonnet vs Chandonnet.....	43 (2), 49 (13)
Carrier & Gôté.....	275 (42)	Channel vs Beckett.....	895 (78), 924 (2)
Carson & Brisle.....	182 (2)	Chanteloup vs Dominion Oil Cloth Co.....	392 (10), 407 (6)
Carter vs Breakey.....	957 (7)	Chapleau vs Trudel.....	164 (8)
Carter vs Bourdieu.....	1442 (7)	Chapman vs Ayleu.....	280 (19)
Carter vs Ford.....	198 (26), 583 (14), 1214 (38)	Chapman vs Blennerhasset.....	919 (11)
Carter & Lalanne.....	1214 (50)	Chapman vs Clark.....	604 (7)
Carter & McCarthy.....	851 (6), 27 (706 (9), 888 (11))	Chapman vs Hodgson.....	1442 (4)
Carter vs Molson.....	546 (9), 690 (11), 706 (9), 888 (11)	Chapman vs Ninmo.....	94 (86), 196 (12)
Cartier & Cinq-Mars.....	706 (9), 888 (11)	Chapman vs The Lancashire Ins. Co.....	1430 (9)
Cartier vs Lavoilette.....	81 (30)	Chaput vs La Corp. de Montreal.....	781 (5)
Cartier vs Pelletier.....	190 (40)	Chaput vs Pelletier.....	100 (80), 940 (30)
Cartwright vs McCaffrey.....	94 (40)	Chaput vs Porchieron.....	919 (7)
Casey vs Shaw.....	536 (7), 10 (196 (17))	Charbonneau vs Charbonneau.....	122 (27)
Casey vs Villeneuve.....	196 (17)	Charbonneau & Davis.....	1214 (11), 1220 (12)
Casgrain vs Caron.....	1007 (7)	Charbonneau, <i>ex parte</i>	50 (3), 60 (2)
Casgrain vs Dominion Burglary and Guarantee Co.....	978 (4)	Charbonneau vs Gladu.....	549 (58), 824 (3)
Casgrain & Gibson.....	1007 (2)	Charbonneau vs Vallée.....	130 (8)
Casgrain vs La Cie de Carossei, etc.....	81 (32)	Charby vs Charly.....	35, 259 (2)
Casgrain & North West Ry. Co.....	978 (5)	Charest vs Dufresne.....	1094 (2)
Casgrain vs School Commissioners S.-Grégoire le Thaumaturge.....	978 (3)	Charette vs Hardy.....	1094 (2)
Cassils & Fair.....	41 (2d)	Charette vs Whelan.....	1 (7), 180 (2)
Cassivi vs Kironack.....	554 (95), 1291 (1)	Charland vs Mallette.....	1150 (29), 1202 (4)
Castonguay vs Perrin.....	275 (22)	Charlebois vs Baby.....	184 (5)
Catell vs Ferland.....	851 (15)	Charlebois vs Coulombe.....	275 (22)
Cathcart vs Union Building Soc.....	549 (46)	Charlebois vs Sauvé.....	196 (54)
Catudal vs Lisard.....	770 (2)	Charlebois vs Taché.....	516 (35), 853 (30), 856 (3)
Cauchon & Anderson.....	1220 (21)	Charrette vs Howley.....	1 (9)
Cauchon vs Conway.....	123 (34)	Charrette vs Whelan.....	1 (7), 180 (2)
Caverhill vs Frigon.....	23 (1), 898 (14, 15), 900 (7)	Charron vs La Corp. de St-Hubert.....	549 (6)
Caverhill vs Lynch.....	656 (1)	Charron vs Lizotte.....	560 (24)
Caverhill & Robillard.....	67 (52)	Charron vs Mongeau.....	1175 (5)
Cedar Shingle Co. & Cie d'Ass. Mutuelle contre le feu de Rimouski, etc.....	225 (16), 233 (1)	Charron vs Rondeau.....	268 (3)
Central Vermont Ry. Co. & La Cie d'Ass. contre le feu de Montmagny.....	183 (14)	Chartier vs McLeish.....	177 (5)
Chabot, <i>ex parte</i>	275 (17)	Chartrand vs Campeau.....	834 (3a), 846 (2), 888 (2, 6)
Chabot v Quebec Steamship Co.....	174 (65)	Chartrand vs Lambert.....	52 (11)
Chaffers vs Morrier.....	699 (16)	Chatillon vs Lanthier.....	824 (6)
Chaffers vs Pétrin.....	279 (28)	Chaurette vs Rapin.....	1214 (44)
Chagnon vs Hyde.....	864 (3)	Chaussée vs Christin.....	953 (2)
		Chef vs Léonard.....	559 (25)
		Cheney & Brunet.....	664 (3), 706 (12), 716 (6), 784 (17)

TABLE DES CAUSES CITÉES.—CHE-CIT

XXI

Cheney & Frigon.....	46 (28), 59 (8)	Cie de ch. de fer de Montréal et Sorel & Vincent.....	44 (9), 554 (61)
Cherrier & Terrilhonkow.....	1003 (8, 38)	Cie de ch. de fer des Laurentides vs Gambier.....	153 (7, 17)
Cherrier & Titus.....	549 (100)	Cie de ch. de fer d'Ontario et Québec vs Les Curé et marguilliers de Ste-Anne.....	171 (12), 1434 (15, 21), 1444 (21)
Chevalier & Chevalier.....	67 (4)	Cie de ch. de fer Drummond & Olivier.....	1444 (31)
Chevalier vs Cuvillier.....	554 (61), 566 (7), 567 (5)	Cie de ch. de fer du Nord & Beaudet.....	1431 (18)
Chevalier vs King.....	897 (5)	Cie de ch. de fer du Nord & Les Ursulines de Québec.....	1439 (4), 1444 (13)
Chevalier vs Morse.....	1177 (53)	Cie de ch. de fer du Nord & L'Hôpital du Sacré-Cœur.....	1441 (27)
Chevalier vs Rivest.....	554 (50)	Cie de ch. de fer du Parc et de l'Isle & Shannon.....	95,)
Chevalier vs Wilson.....	312 (3)	Cie de ch. de fer de Richelieu & Ménard.....	43 (2), 72 (3)
Chevretils vs Les Syndics de Ste-Hélène.....	157 (12), 174 (53), 191 (53), 191 (54), 544 (1)	Cie de ch. de fer du Sud-Est & Guévrement.....	1436 (11), 1444 (28)
Chevrier vs The Queen.....	174 (71)	Cie de ch. de fer Urbain de Montréal & La Cité de Montréal.....	1003 (18)
Chevrier vs Vachon.....	361 (4), 364 (4)	Cie de Dépôt et de Prêt du Haut-Canada & Julien.....	728 (6)
Childerhouse vs Bryson.....	113 (7)	Cie de Fives Lisle vs L'Union Sucrière, etc.....	179 (89)
Childs vs Thibault.....	645 (23)	Cie de Jésus vs Mail Printing Co....	174 (57)
Chinc & The Trust and Loan Co. of Canada.....	729 (3)	Cie de la Brasserie de Beauport vs Bélisle.....	170 (23)
Chinic & Bank of B.N.A. & Rattray.....	880 (10)	Cie de moulins a coton de Hudson vs Valois.....	214 (3)
Chinic vs Gervais.....	190 (5)	Cie de Navigation Ricardieu et Ont. & Fortier.....	310 (33)
Chinic & Lefavre & Rattray.....	880 (11)	Cie de Navigation Union vs Rascony.....	1007 (4)
Chinic Hardware Coy. vs Laurent.....	699 (20)	Cie de Pêche de la Rivière Ouelle & Gagnon.....	1004 (12)
Chisholm vs Gallery & Fatt.....	877 (3)	Cie de Prêt du Haut-Canada vs Barlow.....	115 (9), 815 (1)
Chisholm vs Langlois.....	190 (9), 278 (19), 516 (22)	Cie de Prêt et de Crédit foncier vs Barthe.....	198 (3)
Chisholm vs Ross.....	685 (11)	Cie de Prêt et de Crédit foncier vs Lemire.....	200 (5)
Cholette vs Bériault.....	370 (1)	Cie de Publication du Canada-Kevee vs Mgr Fabre.....	286 (8), 306 (3), 536 (12)
Choquette vs Brodeur.....	724 (13)	Cie de Pulpe de Mégantic & Corp. du village d'Agnès.....	69 (36)
Choquette & Laberge.....	128 (7)	Cie de Pulpe des Laurentides & Clément.....	1064 (14)
Choquette & Pelletier.....	220 (24), 277 (12), 548 (6)	Cie d'Imprimerie de la Minerve vs Barnett.....	898 (66)
Chouinard vs Bernier.....	157 (11), 532 (5)	Cie d'Imprimerie du Nord vs Leprohon.....	15 (7)
Chrétien & Crowley.....	43 (7), 52 (44), 201 (4), 1150 (9)	Cie du Grand Tronc & Huard.....	69 (5)
Chrétien vs McLane.....	901 (12)	Cie du Grand Tronc & La Corp. de la ville de St-Jean.....	49 (8)
Christie & Monastesse.....	554 (74)	Cimon & Thompson.....	191 (22), 293 (7)
Christin & Lacoste.....	549 (102)	Citizens Ins. Co. & Lajoie.....	424 (2)
Christin vs Morin.....	147 (5)	Citizens Ins. of Pittsburg vs The Sincennes McNaughton Co.....	549 (41)
Church, <i>ex parte</i>	1292 (7, 21)	Citizens Light and Power Co. & Parent.....	67 (18)
Cie d'Assurance des Cultivateurs vs Beauhieu.....	554 (78)	City Bank vs Hunter.....	933 (3, 11)
Cie d'Ass. du Canada vs Freeman.....	237 (15)	City Bank vs The Montreal Bank.....	196 (3)
Cie d'Ass. Mutuelle contre le feu de Rimouski, etc. & Cedar Shingle Co.....	225 (16), 233 (1)	City Council of Iberville & Jones.....	957 (9), (27a)
Cie de ch. de fer Atlantique & Trudeau.....	549 (6, 22)	City of Montreal vs Campbell.....	554 (21)
Cie de ch. de fer Central & Legendre.....	1066 (17)	City of Montreal & Devlin.....	69 (25)
Cie de ch. de fer de Beauharnais & Bergevin.....	957 (25)		
Cie de Chemin de fer de Beauharnais & Hainault.....	957 (23)		
Cie de ch. de fer de Jonction de Beauharnois & Leduc.....	1439 (8), 1444 (9)		
Cie de ch. de fer de Jonction de Montréal et Champlain & Ste-Marie.....	111 (11)		
Cie de ch. de fer de la Baie des Chaleurs vs MacFarlane.....	291 (7)		
Cie de ch. de fer de l'Atlantique au Nord-Ouest vs Pominville.....	1 (5, 6), 43 (3)		
Cie de ch. de fer de l'Atlantique au Nord-Ouest vs Trenholme.....	1434 (13)		
Cie de ch. de fer de la Vallée Est du Richelieu vs Ménard.....	43 (2), 72 (3), 397 (5), 413 (7), 1214 (54), 1431 (4)		

City of Montreal vs Gauthier.....	407 (12)	Gingras.....	55 (18)
City of Montreal vs Greene.....	957 (27e)	Commissaires d'écoles de Ste-Vic- toire & Hus.....	992 (20)
City of Montreal vs Loignon.....	1025 (2)	Commissaires d'écoles de St-Norbert vs Crépeau.....	44 (8), 52 (34)
City of Montreal vs Pérodeau.....	722 (9), 784 (18)	Commissaires d'écoles de St-Raphael vs Tousignant.....	55 (15)
City of Montreal & Stephens.....	48 (10)	Commissaires d'Écoles de Vaudreuil vs Bastien.....	566 (8)
City of Montreal & Workman.....	1003 (43)	Commissaires d'écoles d'Hochelaga vs Hogan.....	55 (16)
City of Quebec vs Baker & Carrier.....	677 (11)	Common vs McCaskill.....	78 (48), 174 (99)
City of Quebec vs The Quebec, Montmorency and Charlevoix Ry. Co.....	706 (22)	Commonwealth of Pennsylvania & Levi.....	1114 (23)
City of Ste. Cunegonde & Gougeon.....	67 (47)	Communauté des Sœurs vs Duran- ceau.....	946 (20)
Clairmont vs Dickson.....	292 (2)	Comstock vs Lesieur.....	182 (11)
Clark & Exchange Bank of Canada.....	310 (13)	Comte & Archambault.....	1053 (1)
Clark vs Murphy.....	508 (7)	Comte vs Garceau.....	421 (3c)
Clark vs Ritchey.....	94 (50)	Comte & Lagacé.....	78 (21)
Clarke & Chauveau.....	993 (8), 1003 (30), 1006 (2)	Connavan vs Bryson.....	415 (5)
Clarke vs McGrath.....	421 (2a)	Connelly vs Brennan.....	94 (30)
Clarke & Molsons Bank & Buchanan.....	880 (13)	Connolly vs Bonneville.....	516 (33)
Claxton vs McLean.....	94 (16)	Connors vs Chambers.....	225 (8)
Clément vs Blouin.....	1197 (3)	Contant vs Lamontagne.....	230 (2), 516 (23)
Clément & Francis.....	43 (2c), 1209 (8), 1310 (3), 1337 (8)	Contant vs Normandin.....	946 (8c)
Clément vs Hamel.....	177 (28)	Content vs Poirier.....	191 (15)
Clément vs Moore.....	933 (29)	Contrée vs La Corp. de Joliette.....	957 (28)
Clemow vs McLaren.....	516 (28)	Convey vs Smiley.....	782 (3)
Clerk vs Wadleigh.....	583 (7)	Cook vs Brisebois.....	957 (56)
Clermont vs McLeod.....	549 (6)	Cooke & Caron.....	251 (26), 1177 (17, 20)
Cléroux vs Deslauriers.....	645 (47)	Cooke vs Caron & Perrault.....	1177 (49), 1184 (3)
Cleveland vs The Royal Paper Mills Co.....	341 (3)	Cooke vs Hart.....	550 (7)
Cleveland & Weigland.....	173 (14)	Cooke vs Jacobi.....	895 (85)
Cliche vs Poulin.....	148 (3)	Cooke vs Millar.....	283 (5d)
Clint vs Quebec Harbor Commis- sioners.....	971 (1)	Coosey & Corp. de Bromé.....	44 (12)
Clouet vs Bragg.....	128 (4)	Coote vs Bellingsley.....	314 (19)
Clouet vs Langlois.....	251 (34)	Copland vs Cauchon.....	1139 (2)
Cloutier vs Cloutier.....	761 (6), 837 (16)	Copps & Copps.....	111 (3)
Cloutier vs Lapière.....	94 (42)	Corbeil vs Charbonneau.....	931 (4)
Cluny vs Nett.....	122 (17)	Corbeil vs Dumouchel.....	205 (3)
Coady vs Fraser.....	154 (5)	Corbeil vs The Montreal Investment and Freehold Co.....	55 (41), 176 (6)
Cochrane vs Bourne.....	214 (3)	Cordeau vs DeLaval.....	554 (6), 833 (25), 837 (9)
Coggins vs Gleason.....	554 (86)	Coristine & Hawes.....	1211 (10)
Cole vs Brock.....	1169 (4)	Cormier & Leblanc.....	1059 (31), 1062 (1), 1063 (5)
Cole vs Duncan.....	211 (2)	Cornell & Richard.....	645 (54)
Cole vs Duncan.....	306 (2)	Corp. Catholique Rom. de Montréal vs Beaulieu.....	174 (59)
Coleman vs Fairbairn.....	154 (4), 174 (19)	Corp. Côte St-Paul vs Steel.....	63 (6), 1292, (8, 43)
Collard vs Lajoie.....	154 (4), 174 (19)	Corp. d'Arthabaska vs Patoine.....	48 (12)
Collège Commercial de Varennes vs Houde.....	335 (5)	Corp. de Beauport vs La Cie du ch. de fer Québec, Montmorency et Charlevoix.....	965 (3)
Collette vs Dansereau.....	549 (75)	Corp. de Belœil vs Jeannotte.....	49 (15)
Collette vs Lefebvre.....	554 (54)	Corp. de Chambly vs Loupret.....	578 (4)
Collins vs La Cie de ch. de fer de l'Atlantique au Nord-Ouest.....	348 (3)	Corp. de Chambly & Scheffer.....	48 (16)
Colson vs Torrance.....	1434 (23)	Corp. de Drummond vs La Corp. de St-Guillaume.....	1006 (10)
Coltman vs Hamilton.....	196 (37)	Corp. de la cité de Ste-Cunégonde & Gougeon.....	1006 (6)
Columbian Ins. Co. vs Henderson.....	179 (8e)	Corp. de la par. de St-Aimé vs Con- toir.....	554 (23)
Couffort vs Roy.....	706 (8)	Corp. de la par. de Ste-Anne & Re- burn.....	48 (15)
Commissaires d'écoles de la Cité de St-Henri vs La Cité de St-Henri.....	49 (16), 55 (17, 44)		
Commissaires d'écoles de la Cité de St-Henri vs The Montreal Water and Power Co.....	554 (113)		
Commissaires d'écoles de la par. St- Charles & Cordeau.....	992 (28, 30)		
Commissaires d'Écoles de Portneuf & Fournier.....	567 (7)		
Commissaires d'écoles de Sillery vs			

TABLE DES CAUSES CITÉES.—COR-CRÉ.

XXIII

Corp. de la par. de Ste-Barbe vs La Corp. du Comté de Huntingdon..	992 (23)	Corp. of the par. of St. Jerusalem vs Quinn.....	81 (33)
Corp. de la par. de St-Raphael de l'Île Bizard vs Trépanier...	63 (5), 992 (19)	Corp. of the par. of St-Philippe vs Lussier.....	44 (3)
Corp. de la ville de St-Jean & The Atlantic and N. O. Ry. Co.....	183 (16)	Corp. of the Portuguese Jews vs David.....	81 (22)
Corp. de l'Île Bizard vs Poudrette..	48 (12)	Corp. of the Township of Acton vs Felton.....	55 (16)
Corp. de Québec & Quebec Street Ry. Co.....	1434 (16)	Corp. of the Township of Dudswell vs The Quebec Central Ry. Co...	55 (42), 170 (19)
Corp. de Rigaud vs Mongenais.....	1003 (37)	Corp. St. George d'Henryville & Lafond.....	1006 (7)
Corp. de Ste-Anne de Beaupré vs Richard.....	191 (100), 1144 (2)	Corriveau vs Dugas.....	516 (34), 955 (24)
Corp. de Ste-Geneviève & La Cour de Circuit & Boileau.....	1003 (13, 36)	Corriveau vs Marceau.....	121 (16)
Corp. de Ste-Marguerite vs Migneron.....	81 (34), 176 (4)	Cosgrove vs Magurn.....	1059 (23)
Corp. de St-Henri vs Gagnon.....	1203 (5)	Cossette vs Desjardins.....	49 (14), 1130 (2)
Corp. de St. Lazare & Aubé.....	1003 (52), 1006 (5)	Cossit vs Lemieux.....	784 (24)
Corp. de St-Martin & La Cie des ch. de péage de l'Île Jésus.....	55 (14)	Coté vs Bergeron.....	208 (10)
Corp. de St-Mathias & Lussier....	1006 (7)	Coté vs Canadian Pacific Co.....	202 (15)
Corp. de St-Maurice vs Dufresne...	48 (12)	Coté vs Cloutier.....	1177 (59)
Corp. de St-Norbert vs Champoux..	81 (24)	Coté vs Jacob.....	621 (7), 645 (40)
Corp. des Commissaires d'éc. d'Hotelchelo & The Montreal Abattoirs Co.....	174 (15)	Coté vs La Corp. de St-Augustin...	957 (27d), 960 (1)
Corp. des huissiers du district de Montréal vs Bourassa.....	660 (2)	Coté vs Langlois.....	87 (16), 177 (40)
Corp. des huissiers du district de Montréal vs Caisse.....	554 (81)	Coté & Leclerc.....	1003 (9)
Corp. de Sorel vs Newton.....	136 (6)	Coté & Masse.....	271 (2)
Corp. de Wickham & la Banque d'Union.....	609 (2)	Coté & McGreevy.....	1220 (8)
Corp. d'Irlande Nord & Mitchell..	55 (23)	Coté vs Riome.....	87 (13)
Corp. du Canton de Wickham & La Cie du ch. de fer du Sud-Est....	706 (14)	Coté & Samson.....	645 (19)
Corp. du comté de Terrebonne & Valin.....	142 (1)	Coté vs Vermette.....	843 (9), 846 (4), 888 (4)
Corp. du comté de Verchères vs Corp. du village de Varennes	48 (12), 67 (49, 50)	Cotté, <i>ex parte</i>	1114 (21)
Corp. du Township de Hinchinbrooke vs La Corp. du comté de Huntingdon.....	196 (32)	Cotton vs McCud.....	566 (25)
Corp. du village de Bienville vs Gillespie.....	55 (23)	Coulombe vs Lemieux.....	94 (33)
Corp. du village de Lorimier vs Beaudoin.....	957 (37)	County of Verchères & Village of Varennes.....	48 (12), 67 (49, 50)
Corp. du Village du Canton de Chambly & Lamoureux.....	44 (10)	Coupal & Bonneau.....	81 (4), 113 (8)
Corp. of Montreal & Ransom.....	205 (2)	Courchène vs Généreux.....	669 (2)
Corp. of Princesville & Pacand.....	205 (4)	Cournoyer vs Plante.....	549 (68)
Corp. of Richmond vs Richmond Industrial Co.....	612 (6)	Cournoyer vs Tourquin.....	523 (4)
Corp. of St-Guillaume & Corp. of county of Drummond.....	44 (11)	Coursol & Les Syndics de la par. de Ste-Cunégonde.....	1224 (2)
Corp. of St. John & The Central Vermont Ry. Co.....	757 (27c)	Courtney vs Bowie.....	329 (3)
Corp. of the city of Sherbrooke & McManamee.....	67 (39), 48, 50)	Courville vs Levar.....	279 (23)
Corp. of the city of Sherbrooke & Short.....	371 (2)	Cousineau vs Fiset.....	115 (12), 295 (6)
Corp. of the city of Sherbrooke vs The Sherbrooke Telep. Co.....	957 (43, 54)	Cousineau vs Lespérance.....	87 (17), 177 (71), 787 (2), 805 (1), 830 (9)
Corp. of the county of Drummond & The South Eastern Ry. Co.....	699 (2)	Coutlée & Rose.....	1214 (31)
Corp. of the par. of Ste-Louise & Chouinard.....	48 (18), 55 (21)	Couture & Bouchard.....	1 (6)
		Couture vs Canadian Pac. Ry. Co...	1203 (15)
		Couture & Foster.....	157 (14)
		Couvrette vs Fahey.....	183 (15)
		Coveney vs Mullins.....	691 (7)
		Cowan vs Rieutard.....	686 (6)
		Cowans vs Brière.....	919 (14)
		Cowans & Marshall.....	483 (8)
		Cowie vs Trudeau.....	303 (9)
		Cox vs Lecavalier.....	554 (112)
		Cox vs Patton.....	340 (3)
		Crahen vs Hagerty.....	919 (18)
		Craig vs The Corp. of Leeds.....	88 (50)
		Cramp vs Cocquereau.....	843 (4)
		Cramp & Mayor of Montreal.....	298 (3)
		Crane vs McBean.....	179 (8gg, 9p), 536 (11)
		Crawford & Protestant Hospital...	957 (45)
		Crébassa vs Cie du ch. de fer du Sud-Est.....	680 (4)
		Crébassa vs Ethier.....	9 (9), 163 (4)
		Crébassa, <i>ex parte</i>	1114 (20)

Davis & Kerr.....	1348 (2)	Demers & La Banque de Montreal...421 (25, 27)
Davis & Kimpton.....	103 (6)	Demers vs Lamarche.....174 (51), 191 (55), 969 (3)
Davis vs The New York, Lake Erie and Western Ry. Co.....	521 (3)	Demers vs Lamothe.....808 (39)
Dawson & Desfossés.....157 (13), 645 (52), 1214 (16)		Demers & La Reine.....1015 (3), 1020 (1)
Dawson & Dumont.....67 (40), 252 (3, 6)		Demers vs Mathieu.....288 (2)
Dawson, <i>ex parte</i>	816 (2)	Demers vs O'Connor.....508 (32)
Dawson & La Banque Union.....	251 (27)	Demers vs Piché.....127 (10)
Dawson & McDonald.....252 (3, 5, 7), 259 (2, 3), 645 (48), 713 (2)		Deniers vs Samson.....177 (27)
Dawson & Ogden.....	834 (9)	Demers vs Sylvestre.....957 (12)
Day vs Decousse.....279 (17, 22)		DeMontigny vs DeBellefeuille.....549 (117)
Day vs Trial.....	122 (16)	DeMontigny & La Cie. d'Ass. Agricole de Watertown.....415 (4), 1444 (4)
Dease vs Taylor.....	46 (25)	Denard vs Gay.....833 (8)
DeBeaujeu, <i>ex parte</i>	549 (19)	Denault vs Coulson.....202 (7)
DeBeaujeu vs Masse.....	280 (8)	Denis vs Denis.....638 (1)
DeBeaujeu vs McNamee.....	49 (5)	Denis vs La Cie. de ch. de fer de Montréal & Ottawa.....1444 (15)
DeBeaujeu vs Rodrigue.....259 (2, 3)		Denis vs Théoret.....520 (2)
DeBellefeuille vs Beaudry.....259 (15), 549 (12)		Denton vs Arpin.....179 (28), 599 (49)
DeBellefeuille & Desmarceau.....	880 (5)	Dépatie vs Barré.....677 (13)
DeBellefeuille vs Gauthier.....	771 (4)	Dépatie vs Gibb.....291 (8)
DeBellefeuille & Globensky.....	1064 (6)	Dépatie vs Morris.....291 (8)
DeBellefeuille vs Pollock.....	645 (11)	Derome vs Lafond.....49 (1)
DeBellefeuille vs Ross.....	1187 (1)	Derouin vs MacKay.....88 (42)
Debien vs Marsant.....898 (19), 901 (6)		Déry & Hamel.....208 (21)
Debiens vs Girard.....	154 (12)	Désautels vs deMontigny.....1292 (36)
DeBonald & Barbier.....	113 (10)	Désautels vs Filiatrault.....836 (7)
DeBonald & Manier.....	173 (16)	Desbarats vs Lemoine.....191 (25)
Décary vs Poirier.....329 (4), 1060 (1)		Desbarres vs Chesner.....890 (3)
Déchène et Cité de Montréal.....	8 (4)	Desbiens vs Sénécal.....177 (66)
Déchène & Dussault.....549 (8, 22)		Deschamps vs Bury.....785 (2)
Déchène vs Faucher.....	139 (5)	Deschène vs Beaulieu.....1426 (2)
Defoy & Forté.....220 (23a), 1209 (3)		Desève vs Desève.....392 (7)
DeGaspé vs Asselin.....600 (5), 605 (10), 1292 (17)		Desève vs White.....8 (1)
DeGrandmaison vs Drolet...179 (21), 208 (6)		Desgrosseillers & Riendeau.....566 (7)
DeGrosbois, <i>ex parte</i>	1422 (3)	Desharnais vs Aniot.....834 (36)
Deguire vs Bastien.....	336 (3)	Desharnais, <i>ex parte</i> ...1272 (2), 1278 (3), 1292 (12, 28)
Deguire vs Despins.....	153 (11)	Desilets vs Trahan.....228 (2)
DeHenback vs Lyonnais.....	645 (67)	Desjardins vs Chrétien.....78 (3)
Deladurantaye vs Posé.....	813 (3)	Desjardins & Côté.....677 (12)
Delage vs Germain.....	48 (11)	Desjardins vs Dubois.....947 (2)
Delagrave vs Dessales.....	800 (3)	Desjardins vs Grave.....724 (5)
Delagrave vs Hanna.....	123 (27)	Desjardins vs La Corp. de la paroisse de St. Pacôme.....48 (17), 992 (25)
Deland vs Desrivières.....	599 (8)	Desjardins vs Lauzon.....1304 (6)
Delany vs Guilbault.....	957 (12)	Desjardins vs Pausé.....1155 (2)
DeLaRonde vs Walker.....	103 (3)	Desjardins vs Tweedie.....174 (42)
Delaunay vs Gunn.....	1177 (27)	Deslauriers vs Walker.....658 (31)
Deléry vs Quig.....	554 (83)	Deslongchamps vs Poirier.....566 (18)
Delesderniers & Boudreau.....	782 (11)	Desmarais vs La Soc. de bienfaisance du comté de Joliette.....225 (13)
Delinelle & Armstrong.....	654 (10)	Desmarceau vs Mansfield.....94 (56)
Delisee & Les Commissaires d'écoles de St-Jean.....	992 (31)	Desmarceau vs Mireault.....55 (3)
Delisle vs Sanche.....761 (3), 837 (7, 12)		Desmarceau vs Pepin.....654 (6)
Delisle vs Beaudry.....	196 (59)	Desmeules vs Lapointe.....122 (2)
DeLorimier vs Hurtubise.....	127 (7)	Désoliers vs Lynch.....1101 (3)
Delorme vs Smart.....	1150 (27)	Désormiers vs Galèse.....724 (12)
Delorme vs La Corp. du Comté de Berthier.....	992 (26)	Desparois vs Laberge.....59 (4)
DeMartigny vs Mount.....	314 (14)	Desrochers vs Crilly.....647 (12), 1165 (3)
DeMartigny vs Trudeau.....	205 (14)	Desrochers vs Lafleur.....100 (6), 946 (3)
Demers vs Beaudry.....	599 (45)	Desroches vs La Corp. de St Basile-le-Grand.....554 (58)
Demers vs Black.....658 (23), 870 (3)		Desroches & Rioux.....1003 (41)
Demers vs Bouthillier.....	599 (18), 685 (3)	Desrosiers & Hutchins.....191 (10)
Demers vs Brunet.....	686 (2)	Desrosiers & Lamb.....797 (2)
Demers, <i>ex parte</i>	549 (69), 1302 (2)	Desrosiers vs Meilleur.....599 (12)
Demers vs Harvey.....	177 (26)	
Demers vs Hogle.....149 (3), 167 (8)		

Dessaules vs Stanley.....	554 (20)	Dorion & Dumont.....	14), 1214 (5)
Dessaules vs Taché.....	554 (47)	Dorion vs Grant.....	677 (16)
Destimauville vs Tousignant. 191 (28), 605 (9)		Dorion & Le Séminaire de St-Sulpice.....	814 (11)
Déay vs Déay.....	55 (37)	Dorion vs Poulain.....	781 (7)
Devin vs Ollivon.....	1163 (4, 5)	Dorion vs Rothstein.....	1152 (3)
Devine vs Griffiu.....	293 (3)	Dorion vs Rothstein.....	48 (22), 310 (38)
Devlin & Bibeau.....	153 (18)	Dorval vs Bourassa.....	549 (62), 723 (7)
Devlin vs Devlin.....	588 (5)	Dorval vs Chevalier.....	55 (9), 554 (68)
Devlin vs Tumblety.....	549 (103)	Dorwins vs Evans.....	318 (2)
Devoyau & Watson.....	1059 (4)	Doucet & St-Amand.....	43 (6), 1006 (4)
Dewitt & Burroughs.....	1213 (9)	Dougall vs Brun.....	81 (45), 933 (15, 20)
Dewitt Langlois Milling Co. vs Fautoux.....	1130 (3)	Douglas vs Douglas.....	780 (5)
D'Extras vs Perrault.....	182 (20)	Douglas & Ritchie.....	364 (2)
Deys vs Morss.....	521 (5)	Doutre vs Bradley.....	814 (4), 1177 (23)
Diamond Glass Co. vs Bolton Hop Bitters Co.....	179 (26)	Doutre & Elvidge.....	780 (1)
Dickenson vs Bourke.....	761 (4)	Doutre vs Gagnier.....	992 (54)
Dickey vs Thibault... 1 (10), 52 (45), 55 (39), 1196 (38)		Doutre vs Gosselin.....	554 (57)
Dickson vs rault.....	992 (37)	Doutre vs McGuinnis.....	310 (14), 895 (6), 898 (9)
Dickson vs Ellis & Brossoit.....	811 (3)	Doutre & Regina.....	549 (108)
Dickson & Galt.....	1220 (16)	Doutre & Sharpley.....	598 (25)
Dickson vs Jones.....	646 (21), 647 (22)	Doutre vs The Montreal and Bytown Ry. Co.....	174 (12)
Dill vs La Cie. d'Ass. de Québec... 501 (5)		Downey vs Lajoie.....	303 (6)
Dinan vs Ward.....	164 (19)	Downie vs Francis.....	198 (4)
Dingwell & Delaney.....	1004 (9)	Doyer vs Walsh.....	898 (42)
Dinning vs Bates.....	283 (6a)	Doyle vs McIver.....	645 (53)
Dinning & Jefferey.....	669 (6)	Doyle & McLean.....	824 (2)
Dinning & Wurtele.....	957 (18)	Doyon vs Doyon.....	225 (10)
Dion vs Gervan.....	1196 (3)	Doyon & La Corp. de la p. de St-Joseph.....	88 (4e)
Dion vs Plante.....	877 (8)	Doyon vs Stewart.....	987 (4)
Dion vs Toussaint.....	93 (2)	Drapeau & Deslauriers.....	893 (8)
Dionne vs Lacourse..... 49 (13), 55 (35)		Drapeau vs Fraser.....	787 (1)
Dionne & Ross.....	1213 (12)	Drapeau vs Gaudette.....	157 (19)
Dixon vs Mail Printing Co.....	502 (3)	Drapeau vs McIntosh.....	668 (5)
Dobie vs The Board of management &c. of Presbyterian Church.....	179 (8u)	Drapeau vs Pacaud.....	919 (19)
Dobie & The Board of Temporalities &c.....	69 (9)	Drew vs Desaulniers.....	1064 (25)
Dobie & The Temporalities Fund.. 957 (12)		Drolet vs Garneau.....	499 (2)
Doherty vs La Cour de Circuit du district de St. François... 49 (13), 1003 (47)		Drolet vs Neveu.....	654 (1)
Dombroski vs Alain.....	208 (5)	Drolet vs Robitaille.....	283 (5e)
Dombroski vs Lefavre.....	867 (6)	Drouin vs Beaulieu.....	78 (27)
Dominion Salvage and Wrecking Co. & Brown.....	67 (39)	Drouin vs Giguère.....	598 (34)
Dominion Salvage and Wrecking Co. & Leggalt.....	978 (7)	Drouin vs Hallé.....	715 (2)
Dominion Type Founding Co. vs Canada Guarantee Co.....	52 (18)	Drummond vs Comte.....	1003 (42)
Dominion Type Founding Co. vs Lafond.....	895 (50)	Drummond vs Holland.....	20 (2)
Donahue, <i>ex parte</i> 70 (5), 1114 (3, 4, 5)		Dubé vs Coristine..... 400 (8), 407 (10), 413 (3), 1444 (26)	
Donahue vs Faucher..... 1331 (2), 1337 (10), 1348 (3)		Dubé & La Fabrique de l'Isle Verte 957 (50)	
Donald vs Becket.....	179 (12)	Dubé vs Mazurette.....	33 (9)
Donaldson & Charles.....	215 (5)	Dubé vs Miville.....	196 (34)
Donegani & Donegani.....	1252 (7)	Dubé vs Proulx.....	196 (21)
Donegani vs Quesnel.....	46 (9)	Dubois & Corp. Ste-Rose.....	67 (39)
Dooley vs Ryarson..... 275 (11, 31), 669 (7)		Dubois vs Dubois.....	259 (2)
Dooley vs Wardley.....	1337 (3)	Dubois vs Gauthier.....	219
Dorais & Les Commissaires d'écoles de Warwick.....	878 (5)	Dubois & Lamothe.....	216 (4)
Doran & Canada Gold Mining Co.. 834 (21)		Dubois vs Persillier.....	900 (9)
Dorion & Champagne..... 157 (17), 1216 (4)		Dubois vs Stoll.....	191 (12)
Dorion vs Diette.....	645 (45)	Dubord vs Boivin.....	549 (18)
Dorion vs Dorion... 153 (16), 251 (36), 252 (4), 566 (7), 578 (8), 600 (7), 677 (9), 931 (5, 7,		Dubord vs Roy.....	566 (11)
		Dubreuil vs Durocher.....	1310 (4)
		Dubuc & Champagne.....	1220 (24)
		Dubuc vs Charron.....	1084 (3)
		Dubuc vs Kidston.....	547 (3)
		Dubuc vs La Cie de ch. de fer de Montréal & Sorel.....	992 (9, 32)
		Ducharme vs Loyselle.....	1100 (6)
		Duchesnay vs Laroque.....	91 (63), 167 (5)

Duchesnay vs Vienne.....	236 (15), 645 (43)
Duchesnay vs Watt.....	955 (4)
Duchesne vs Lapointe.....	121 (30)
Duchesne vs Tremblay.....	191 (85)
Dudevoir vs Archambault.....	149 (8)
Dudevoir vs Turcot.....	275 (15)
Dufaux, <i>Ex parte</i>	52 (9)
Dufaux vs Lamontagne.....	1063 (1)
Dufaux vs Morris.....	1152 (6)
Duffy vs Caldwell.....	276 (4)
Duffy vs Dupuis.....	174 (79)
Dufour dit Latour vs Beaugrand dit Champagne.....	104 (1)
Dufresne & Dixon.....	67 (43), 699 (18), 784 (6)
Dufresne & Guévremont.....	55 (3), 67 (17)
Dufresne vs Lalonde.....	225 (7)
Dufresne & Préfontaine.....	403 (9)
Dufresne vs The Metropolitan Club	165 (7)
Dufresne vs Tourville & Palardy.....	853 (12)
Dugas vs Marineau.....	516 (17), 722 (11), 1147 (4)
Duhamel vs Duclos.....	651 (12)
Duhaut vs Lacombe.....	28 (1), 89 (3), 91 (3), 121 (15), 165 (4), 179 (36), 312 (3), 647 (2)
Dulhaut vs Pacaud.....	199 (3)
Dulude vs Huneau.....	987 (18)
Dumas vs Coté.....	280 (17)
Dumas vs Gagnon.....	55 (10)
Dumout vs Carbonneau.....	915 (2), 1197 (13)
Dumout vs Dorion.....	833 (12)
Dumout vs Gourt.....	895 (47)
Dumout vs Laforge.....	63 (3), 191 (37, 63)
Dumontier vs Couture.....	407 (11)
Dumouchel vs Christin.....	1177 (63)
Dumouchel vs La Cie du ch. de fer du Pacifique.....	115 (8)
Dumouchel vs Larivière.....	624 (5)
Dunbar vs Almour.....	212 (4)
Duncan vs Fay.....	78 (12), 191 (34)
Duncan vs Wilson.....	191 (77)
Dunford vs Hannah.....	275 (35), 1193 (5)
Dunlop vs Jones.....	177 (8), 278 (12)
Dunn & Bissonnette.....	411 (4)
Dunn vs Croysdill.....	957 (40)
Dunning & Girouard.....	174 (13), 1213 (6)
Dupaule vs Wheeler.....	549 (48), 624 (4)
Duperré vs Dumas.....	946 (82)
Dupont & Grange.....	1114 (2), 1214 (17)
Dupras vs La Corp. du village d'Ho- chelaga.....	88 (47)
Dupras vs Gauvé.....	836 (4), 916 (3)
Dupré vs Cantara.....	179 (92)
Dupuis & Archambault.....	251 (41)
Dupuis vs Béliand.....	706 (2)
Dupuis vs Bell.....	658 (11)
Dupuis vs Bouvier.....	177 (28), 1066 (9)
Dupuis vs Dupuis.....	1037 (3)
Dupuy vs Bourdeau.....	724 (6)
Dupuy vs Brossard.....	196 (78)
Duquette & Brochu.....	1214 (51)
Duquette vs Ouimet.....	645 (33)
Duquette vs Patenaude.....	910 (6)
Durand vs Sinoni.....	598 (21)
Durette vs Tardif.....	191 (75), 1059 (32)
Durnford vs Hannah.....	275 (35), 1193 (5)
Durocher vs Durocher.....	174 (130), 196 (74), 364 (9), 1177 (17, 43), 1178 (6)
Durocher vs Lapal.....	177 (22),

Durocher vs Meunier.....	421 (26)
Durocher vs Sarault.....	625 (2), 689 (4)
Durocher vs Sébastien.....	554 (45), 1376 (2)
Dussault vs Belleau.....	834 (22)
Dussault vs Gervais.....	123 (46), 174 (117)
Dussault vs Gingras.....	677 (19)
Dussault vs Les Commissaires du Havre de Montréal.....	128 (16), 1292 (46)
Dussault vs Rosa.....	898 (68)
Dussault vs Stuart.....	217 (3)
Dussault vs Trudelle.....	1177 (48)
Duvernay & Dessales.....	645 (62)
Duvernay, <i>ex parte</i>	1114 (21)
Duvernay & La Corp. de St-Barthé- lemy.....	78 (44), 83 (4), 161 (8), 1198 (12, 15)
Dwyer vs Barlow.....	1150 (14)
Dynes vs Falardeau.....	174 (36), 198 (15)
Dyson vs Swenor.....	9 (10), 612 (5), 1199 (4), 1203 (8)

E

Eastern Townships Bank vs Beck- ett.....	676 (21)
Eastern Townships Bank & Morrill.....	516 (20)
Eastern Townships Bank & Pacaud.....	43 (26), 830 (8)
Eastern Townships Bank vs Parent.....	895 (44)
Eastern Townships Bank vs Wright.....	121 (14)
Eastern Townships Fire Ins. Co. vs Bienvenu.....	94 (72)
Easton vs Benson.....	181 (2)
Ecclesiastiques de St-Sulpice de Montréal & La Cité de Montréal.....	67 (39)
Edison Electric Light Co & Royal Electric Light Co.....	170 (13)
Edmondstone vs Childs.....	589 (2)
Egan vs Thompson.....	549 (41)
Egert vs Laidlaw.....	310 (15), 919 (19)
Eglaugh & The Society of the Mon- tréal General Hospital.....	1059 (2)
Ellice vs Héneau.....	274 (2)
Elliot vs Grenier.....	196 (22)
Elliot vs Lord.....	676 (14)
Elliott vs St-Jean.....	655 (3)
Elliott vs Courville.....	269 (15), 877 (6)
Elliott & Les Syndics des chemins à Barrières de la Rive Sud à Qué- bec.....	992 (40), 993 (9)
Elliott & Simms.....	78 (20), 111 (12)
Elves vs Francisco.....	894 (2)
Emara vs Marcille.....	191 (67)
Emerald Phosphate Co. & Anglo- Continental Works.....	67 (39)
Emond vs Blais.....	554 (2)
Emond vs Gravel.....	893 (14)
England vs Kerry.....	425 (2), 549 (126), 554 (103)
Esinhart & McQuillan.....	88 (46)
Esplin & McLaren.....	1246 (4)
Ethier vs Homier.....	332 (6)
Ethier & Thomas.....	532 (4)
Ethier vs Walker.....	856 (2)
Evans & Darling.....	1430 (6)
Evans vs Duguay.....	677 (20)
Evans vs Evans.....	291 (3), 955 (20)
Evans & Frai.....	1213 (8)
Evans vs Hudon.....	599 (35)
Evans vs Hurtubise.....	782 (5)

TAB LE DES CAUSES CITÉES.—FAI-FRE.

XXIX

Fairfield vs Butchard.....	1436 (8)	Foisy & Déry.....	1437 (4)
Falardeau vs Jobin.....	598 (6)	Foisy dit Frenière & Mondoux.....	1177 (36)
Fanning vs Hughes.....	179 (44), 549 (130)	Foisy vs Lefebvre.....	314 (4)
Faribault vs St-Louis.....	270 (2)	Foisy & Wurtele.....	251 (32)
Farineau vs Farineau.....	196 (88)	Folcher vs Labuglie.....	554 (40)
Farmer vs O'Neil.....	1436 (10)	Foley & Stuart.....	506 (9)
Farquhar vs Johnson.....	275 (42)	Foley & Tarratt.....	291 (5)
Farrell vs Ebbitt.....	955 (15)	Fontaine vs Mongeau.....	549 (91)
Faucher vs Bélanger.....	191 (45), 196 (31)	Fontaine & Montreal Loan Co.....	196 (4)
Faucher & Brown.....	94 (30)	Forbes vs Atkinson.....	196 (48)
Faucher vs Vézina.....	202 (8)	Forbes vs Lewis.....	683 (4)
Faulker & Lapointe.....	1214 (21)	Ford vs Augé.....	103 (9)
Fauteux vs Kent.....	881 (1)	Ford vs Léger.....	898 (8)
Fauteux & Montreal Loan and Mortgage Co.....	784 (20)	Forest vs Heathers.....	43 (2g), 1061 (3), 1063 (9)
Fauteux vs Parent.....	198 (25)	Forest vs Reeves.....	724 (9)
Fawcett vs Thompson.....	421 (2d)	Forget vs Sénécal.....	359 (7)
Federal life Ass. Co. of Ontario vs Gaudry.....	181 (6), 1154 (4)	Forget vs Wallach.....	421 (7)
Fee & Peatman.....	535 (6), 653 (5)	Forgues vs Brosseau.....	268 (4)
Felton vs Asbestos Packing Co.....	251 (28)	Forsyth vs Beupré.....	871 (5)
Felton & Bélanger.....	1214 (29)	Forsyth vs Charlebois.....	332 (2), 1196 (9)
Fenkin vs Scanlan.....	179 (15)	Forsyth vs The Canada Baptist Missionary Society.....	685 (7)
Fenn vs Bowker.....	366 (2)	Fortier vs Langelier.....	217 (9), 1011 (2)
Ferguson & Gilmour... 310 (20), 312 (1), 483 (5), 834 (7)		Fortier vs Lemieux.....	174 (126)
Ferguson vs Kirk.....	683 (2)	Fortier vs Reinhart.....	196 (25), 1059 (12)
Ferguson vs Miller.....	833 (5)	Fortier vs Trudeau.....	554 (84)
Ferguson vs Patton.....	421 (3e)	Fortier vs Wood.....	521 (8)
Ferland vs Latour.....	88 (4f)	Fortin vs Laliberté.....	1063 (22)
Ferland & Nield.....	895 (63, 64)	Fortin vs Say.....	364 (10)
Ferland vs Poulin.....	987 (33)	Foul vs Freer.....	94 (79)
Ferres vs Rutherford.....	933 (18)	Fournier & Cannon.....	1214 (4)
Ferrier & Dillon... 371 (5), 1219 (2), 1237 (5)		Fournier vs Delisle.....	1215 (1)
Ferrier & Trépanier.....	67 (14), 516 (32)	Fournier vs DeMontigny.....	992 (21)
Ferris vs La Baie des Chaleurs Ry. Co.....	1198 (8)	Fournier vs Lavoie.....	1066 (16)
Fieldiers vs Blackstone.....	123 (30)	Fournier vs Ledoux.....	1198 (3)
Filiatreault vs Bélaïr.....	549 (14)	Fournier vs Noreau.....	196 (66)
Filiatreault vs Elie.....	554 (30)	Fournier vs Poitras.....	554 (110)
Filiatreault vs Méthiot.....	88 (5f)	Fournier & Russell.....	645 (56), 647 (11)
Filion vs Chabot.....	598 (11)	Fournier vs Trépanier.....	220 (23e), 251 (24)
Filion vs Corriveau.....	157 (9)	Fourquin, <i>ex parte</i>	761 (10), 1114 (12)
Filion vs Dawes.....	286 (9)	Fourquin dit Léveillé vs McGreevy.....	314 (4)
Filion vs de Beaujeu.....	127 (3)	Fox vs Beaton.....	55 (27)
Filion vs Lacombe.....	33 (9)	Fradet vs Labrecque.....	1059 (13)
Filteau vs La Cie de Nav. de Boucherville.....	651 (3)	Fradette vs Fortier.....	1121 (12)
Findlay vs Findlay.....	179 (31)	Francis vs Cheny.....	782 (6)
Finlayson vs Fulton.....	933 (43)	Francis & Clément... 614 (10), 645 (25), 680 (5), 1103 (4)	
Fiola & Hamel.....	1214 (6, 13, 46)	Francis vs O'Leary.....	1214 (41)
Fiset, <i>ex parte</i>	61 (1)	Francœur vs Baron.....	554 (49)
Fiset vs Fournier... 48 (11), 52 (40), 987 (11)		Francœur vs Lortie.....	549 (129), 259 (13)
Fisher vs McKnight.....	170 (5)	Franev vs Costello.....	715 (3)
Fisher vs Provencher... 549 (27), 1214 (42)		Fraser & Brunet.....	43 (17)
Fitts vs Pilon.....	599 (27)	Fraser & Buteau.....	988 (6)
Fitzback vs Chalifour.....	933 (28)	Fraser & Gagnon.....	1059 (10), 1066 (7)
Fitzgibbon vs La Cie du chemin de péage de Dorval.....	957 (39)	Fraser vs Gerrie.....	895 (14)
Fitzpatrick vs The Thompson line of Steamships.....	122 (43), 516 (44)	Fraser vs Gilroy.....	170 (11), 310 (7)
Flagg & Vaughan.....	613 (6)	Fraser vs McTavish... 556 (1), 955 (17)	
Flatt & Ferland.....	67 (25)	Fraser vs Nicholson... 176 (5), 549 (40)	
Fleck & Brown.....	224 (5), 645 (29), 646 (18)	Fraser vs Pouliot.....	223 (8)
Fleming vs Brown.....	554 (92)	Fraser & Roche.....	310 (34)
Fleming vs Fleming.....	933 (7)	Fraser Institute vs Moore.....	1150 (8)
Fletcher vs Forbes.....	113 (19)	Fréchette vs St. Laurent.....	658 (10)
Fletcher vs Gagnan.....	78 (33)	Freeman vs Gray.....	174 (77)
Fogarty vs Morrow.....	435 (2)	Freligh vs Sevmour.....	702 (2)
		Frenette vs Bédard.....	549 (99)
		Frères de la Charité St. Vincent de Paul vs Raymond.....	645 (16)
		Freygany vs Daveluy.....	78 (39)

Frigon vs Bussel.....	196 (53)	Gaudry vs Gaudry.....	1197 (9)
Froste vs Eason.....	722 (7)	Gaudry vs Martel.....	988 (8)
Frothingham vs Gilbert.....	520 (8)	Gault & Bertrand.....	94 (56)
Frothingham vs The Brokville and Ottawa Ry. Co.....	94 (87)	Gault vs Coté.....	198 (9)
Fry vs Odell.....	81 (47)	Gault & Donnelly.....	805 (65)
Fuller & Fletcher.....	712 (3)	Gault & Dussault.....	895 (40, 85)
Fuller vs Reesor.....	113 (20)	Gault vs Honan.....	761 (13), 765 (2)
Fulton vs Stevenson.....	421 (3g)	Gault vs Robertson.....	895 (58)
Furniss vs Bleault.....	893 (17)	Gault vs Wright.....	94 (30)
Furniss & The Ottawa and Rideau Forwarding Co.....	1219 (4)	Gault Bros. Co. vs Léveillé.....	275 (30), 278 (20), 554 (94)
G			
Gaboury vs Leclair.....	55 (28)	Gaumond vs La Cour de Magistrat pour la cité de Montréal.....	1003 (17)
Gadbois vs McPherson.....	952 (8)	Gauthier vs Callaghan.....	122 (12)
Gadbois & Trudeau.....	516 (24)	Gauthier vs Corp. St-Jean de Matha.....	59 (7)
Gadoua vs Remillard.....	1392 (4)	Gauthier vs Déay.....	52 (5), 1152 (4)
Gadona vs Tassé.....	33 (8), 168 (3)	Gauthier vs Dupris.....	179 (8g)
Gaffney vs The Montreal Gas Co.....	549 (122)	Gauthier, <i>ex parte</i>	1292 (16)
Gagné vs Beaudoin.....	1003 (50)	Gauthier vs Gauthier.....	554 (35)
Gagné vs Charpentier.....	202 (6)	Gauthier vs Lafleur.....	191 (42)
Gagné & Hall.....	183 (10), 188 (4)	Gauthier vs Lemieux.....	553 (3)
Gagnon vs Beauchamp.....	877 (14)	Gauthier vs Leroux.....	197 (4)
Gagnon vs Bédard.....	1147 (5)	Gauthier vs Melançon.....	749 (3, 5), 782 (7)
Gagnon vs Blagdon.....	1147 (3)	Gauthier vs Morel.....	329 (7)
Gagnon vs Dunbar.....	139 (8)	Gauthier vs Morissette.....	177 (32)
Gagnon, <i>ex parte</i>	549 (71)	Gauthier & Roy.....	566 (16)
Gagnon vs Filiatreault.....	78 (49)	Gauthier vs Succession Murphy.....	1427 (3)
Gagnon vs Généreux.....	1169 (8)	Gauthier vs Village de St-Louis du Mile-End.....	174 (73)
Gagnon vs Lalonde.....	52 (20)	Gauvin & Rochette.....	1213 (14)
Gagnon & Loranger.....	251 (22)	Gauvreau, <i>ex parte</i>	658 (9), 1115 (2)
Gagnon vs Page.....	196 (6)	Gauvreau vs Quinn.....	938 (4)
Gagnon vs Proulx & Royer.....	871 (6), 877 (17), 1185 (25)	Gay vs Dénard.....	895 (11)
Gagnon vs Rousseau.....	933 (7, 9)	Gebhart vs Brault.....	658 (4)
Gagnon vs Sylva.....	895 (71)	Gélinas vs Dumont.....	153 (21)
Gagnon vs Worley.....	179 (84)	Gendron vs Lemieux.....	895 (49)
Gaherty vs Torrance.....	310 (30)	Gendron & McDougall.....	67 (27)
Gailoux & Bureau.....	714 (2)	Gendron vs Morissette.....	598 (30)
Galarneau vs Boucher.....	853 (24)	Généreux vs Howley.....	837 (3), 845 (2)
Galarneau vs Desmarteau.....	407 (13)	Généreux vs Leroux.....	48 (1), 55 (2)
Galarneau & Guilbault.....	67 (39), 544 (44)	Genier vs Kerr.....	784 (21)
Gale vs Brown.....	899 (5)	Genier vs Woodman.....	549 (15)
Gale vs The Canada Iron and Steel Co.....	706 (10)	George vs La Cie du ch. de fer du Pacifique Canadien.....	174 (56)
Gallagher vs Barbeau.....	179 (43)	Gérard vs Lemire.....	251 (10), 275 (22)
Gallagher vs Swanton.....	117 (8), 273 (5)	Gerbeau vs Blais.....	1064 (7)
Gannon vs Sauvé.....	94 (43)	Gerbie vs Bessette.....	893 (10)
Gannon vs Wright.....	898 (52)	Gerhardt & Davis.....	215 (9), 1444 (25)
Garceau vs Corp. de Ste. Anne de la Pérade.....	174 (5, 72)	Germain vs Lacoursière.....	285 (1)
Gardner vs McDonald.....	416 (2), 549 (12)	Germain vs Poulin.....	913 (9)
Gareau vs Gareau.....	356 (3)	Gervais vs Francoeur.....	633 (2), 645 (64)
Gareau & La Cité de Montréal.....	699 (7)	Gervais vs Monette.....	686 (5), 698 (6)
Gariépy vs Rochette.....	77 (5)	Gervais vs Seely.....	546 (19), 1203 (14)
Garneau vs Courchène.....	320 (2)	Gesseron vs Canac.....	111 (13)
Garneau vs Fortin.....	676 (15), 798 (4)	Gibb & The Globe Beacon Life and Fire Ins. Co.....	1214 (10), 1249 (3)
Garon vs Lévesque.....	87 (23)	Gibb vs Poston.....	988 (5)
Garon vs Noel.....	276 (10), 1213 (17)	Gibeault, <i>ex parte</i>	1292 (31)
Garrick vs Canada Pipe and Foun- dry Co.....	364 (8)	Gibson & Moffatt.....	191 (41)
Garth & La Banque d'Hochelega.....	1222 (2)	Gibson & Wear.....	1066 (15)
Gascon vs Drouin.....	111 (20), 198 (40), 202 (1)	Gibsone vs Jannison.....	651 (7), 1177 (28)
Gates, <i>ex parte</i>	1295 (3), 1304 (3)	Gigon vs Hotte.....	122 (30)
Gaudet vs Bisson.....	549 (125)	Giguère vs Beauparlant.....	161 (9), 516 (19)
Gaudette vs Laliberté.....	177 (10), 278 (9), 909 (8)	Giguère vs Brault.....	208 (9)
		Giguère vs La Cie du ch. de fer Québec, M. & C.....	251 (31), 259 (2), 266 (2)
		Gilbert & Coindet.....	216 (4c)
		Gilbert vs Gilbert.....	371 (4)
		Gilbert & Gilman.....	67 (39)

TABLE DES CAUSES CITÉES.—GIL-GRE.

XXXI

Giles vs Chapleau.....	179 (8y)	Goodall vs Laberge.....	654 (13)
Giles vs Faneuf.....	79 (2)	Goodall vs McGinnis.....	549 (41), 1172 (3)
Giles & Jacques.....	79 (2), 179 (8y)	Goodhue & The Grand Trunk Ry. Co.....	501 (7)
Giles vs Lalumière.....	79 (2)	Goodman, <i>ex parte</i>	1292 (30)
Gill & Boucharde.....	182 (7)	Goodson vs Lévis.....	303 (5)
Gillespie vs Doherty.....	332 (14)	Goold Bicycle Co. vs Gougeon.....	122 (39), 164 (20), 310 (44)
Gillespie vs Percival.....	220 (24m)	Gordon vs La Soc. de Construction Métropolitaine.....	804 (2)
Gillespie vs Spragg.....	115 (5), 223 (2), 259 (11), 266 (11)	Gordon vs Pollock.....	946 (86)
Gillespie vs Stephens.....	566 (7)	Gorrie vs The Mayor, etc.....	335 (6)
Gilman & Campbell.....	191 (72)	Gosselin vs Bergevin.....	647 (14), 679 (6)
Gilman vs Gilbert.....	600 (8)	Gosselin vs Dechène.....	554 (101)
Gilman & The Exchange Bank of Canada.....	177 (20)	Gosselin vs Gosselin.....	275 (22, 42)
Gilmour vs Hall.....	121 (13), 987 (1), 988 (7), 1213 (15)	Gosselin vs Nolin.....	654 (12)
Gilmour & Mauroit.....	957 (15, 48)	Gosset & Robin.....	94 (23)
Gilmour vs Monette.....	554 (17)	Goudie vs Legendre.....	123 (17)
Gilmour & Paradis.....	957 (8)	Gough vs Greaves.....	191 (23)
Gilmour vs Van Horne.....	378 (9)	Gouin vs Dubord.....	992 (14)
Gilmour & Wishaw.....	421 (2f)	Goulet vs Bernard.....	895 (55)
Gingras vs Boulanger.....	165 (14), 174 (104)	Goulet vs Gagnon.....	699 (5), 1196 (8)
Gingras & Dignan.....	177 (58)	Goulet & Green.....	955 (12)
Gingras & Gingras.....	283 (6c)	Goulet & McCraw.....	1163 (6)
Gingras vs Tassé.....	191 (88)	Gourdeau vs Cassils.....	94 (60)
Gingras vs Vézina.....	599 (38), 645 (57), 677 (5), 681 (7)	Gournote, <i>ex parte</i>	89 (15), 1114 (28)
Girard vs Audette.....	834 (10)	Goyette vs Berthelot.....	833 (18), 836 (3, 5), 838 (4)
Girard vs Bélanger.....	1064 (27)	Goyette vs McDonald.....	899 (3)
Girard, <i>ex parte</i>	1292 (51)	Grace vs Crawford.....	179 (86)
Girard vs La Corp. du comté d'Ar- thabaska.....	157 (4)	Grace, <i>ex parte</i>	554 (63)
Girard vs Massé.....	279 (29)	Graham vs Bennett.....	895 (56)
Girard vs Parent.....	361 (5)	Graham & Coté.....	955 (9)
Girard vs Prévoist.....	571 (1)	Graham & Daoust.....	196 (64)
Girard vs St-Louis.....	931 (10)	Graham vs Hurlbet.....	614 (8)
Giroux vs Fabrique de Beauport.....	78 (41)	Graham vs Kempley.....	1059 (9)
Giroux vs Herbert.....	81 (7)	Graham & Lepailleur.....	624 (3)
Giroux vs Les curé et marguilliers de Beauport.....	549 (45)	Graham & McLeish.....	191 (9), 196 (63)
Giroux vs Plamondon.....	897 (8)	Graham vs The Caselman Lumber Co.....	362 (3)
Glackmayer vs Le maire, les conseil- lers et citoyens de la cité de Qué- bec.....	1084 (2)	Graham vs Webb.....	122 (23), 153 (15)
Glasford vs Taylor.....	48 (19)	Grainger vs Parke.....	179 (23)
Glass vs Deniss.....	434 (1)	Grammont vs Lemire.....	177 (16)
Glass vs Eveleigh.....	108 (5), 165 (11), 202 (13)	Grandmont vs McDougall.....	684 (2)
Glazier vs Kotzan.....	1177 (62)	Grand Trunk Ry. Co. & Godbout.....	44 (6)
Glen Brick Co. vs Shackel.....	1334 (4), 1218 (3)	Grand Trunk Ry. Co. vs Webster.....	335 (2)
Glengoil Steamship Co. & Piling- ton.....	68 (1)	Grant & Lavoie.....	154 (9)
Globe Mutual Life Ins. Co. vs Sun Mutual Life Ins. Co.....	179 (8cc, 9m)	Grant & Lockhead.....	1300 (4)
Globensky vs Daonst.....	549 (67), 816 (4)	Grant vs Percival.....	88 (5a)
Gnaedinger vs Bertrand.....	94 (55)	Grant vs Teasel.....	691 (4), 695 (5)
Gnaedinger vs Derouin.....	839 (2)	Grant & The Federal Bank of Ca- nada.....	689 (5)
Godin vs Lortie.....	706 (13), 768 (2)	Gratton vs Brennan.....	94 (44)
Godin vs McConnell.....	933 (14, 16)	Gratton vs Gauthier.....	600 (13)
Godin vs The Supreme Court of the Ind. Order of Foresters.....	50 (2)	Gravel vs Clément.....	1163 (14)
Gohier vs Perkins.....	278 (15)	Gravel vs Mallette.....	179 (8e)
Goldberg vs Catelli.....	285 (1)	Gravel vs Paré.....	196 (77)
Goldberg vs Glazer.....	898 (35)	Graves vs Dennison.....	181 (3), 560 (2)
Goldie vs Beauchemin.....	94 (61), 100 (4)	Gray vs Butler.....	174 (25)
Goldie vs Beauchemin & Rasconi.....	220 (13)	Gray & Dubuc.....	170 (18)
Goldie vs Rasconi.....	179 (8v)	Great North Western Telegraph Co. vs Berthiaume.....	165 (8), 179 (40)
Goldring & Hochelaga Bank.....	69 (28), 546 (16)	Great North Western Telegraph Co. vs Montreal Telegraph Co.....	1150 (3)
		Greaves vs Cook.....	676 (7)
		Greaves vs Cooke & Mitchell.....	871 (3)
		Greaves & Macfarlane.....	580 (4)
		Green vs Brooks.....	211 (1)
		Green vs Hatfield.....	898 (27)

Greene & Blanchette.....	04 (14)	Hail vs Kenwood.....	164 (13)
Greene & Mappin.. 78 (50), 81 (15), 220 (234), 209 (8), 549 (24), 1209 (9)		Hainault vs Lynch.....	174 (10)
Greenshields vs Artken.....	79 (8)	Haines vs Baxter.....	157 (8)
Greenshields vs Gauthier.....	198 (22)	Hains vs Vineberg.....	331 (11), 877 (16)
Greenshields vs Plamondon.....	1185 (20)	Halcro & Delesderniers....	105 (6), 110 (6), 196 (52)
Grégoire & Grégoire.....	1392 (3)	Hall & Brigham... 217 (10), 302 (5), 540 (22)	
Grégoire vs Mercier.....	33 (4), 901 (4)	Hall vs Harrison... ..	1185 (12)
Gregory & Ireland.....	898 (4)	Hall vs Pinsonnault.....	909 (17)
Gregory vs O'Deill.....	817 (3)	Hall vs Zernichon.....	898 (20)
Gregory vs Ostell.....	52 (25)	Hallé vs Hallé..... 652 (21), 971 (2)	
Gregory & The Boston and Sand- wich Glass Co..... 895 (21), 898 (34)		Hamel vs Brais.....	1197 (3)
Grenier vs Ahearn.....	88 (500)	Hamel vs Côté.....	898 (63)
Grenier & Giroux.....	1059 (19)	Hamel & Hamel... 67 (13), 220 (23c, 23d)	
Grenier & Lacourse.....	48 (13)	Hamel vs Laliberté.....	272 (2)
Grenier vs Leroux.....	756 (3)	Hamel & Marchandon.... 489 (3), 645 (36), 658 (17)	
Grenier vs Rouleau.....	88 (57)	Hamel vs Webb.....	121 (9), 601 (4)
Grenier vs Young.....	699 (19)	Hamelin vs Dominion Cos. Co.....	191 (87)
Grimard & Burroughs.....	549 (105)	Hamilton vs Bourassa.....	1163 (11)
Groleau vs The Q. M. S. T. Road Trustees.....	554 (43)	Hamilton vs Brunet.....	174 (43), 310 (8)
Grose vs The Holmes Electric Pro- tection Co.....	437 (2)	Hamilton & Burton.....	81 (17)
Grothé vs Lafleur.....	645 (22)	Hamilton vs Constantineau.....	952 (6)
Grothé vs Lebeau.....	685 (5)	Hamilton, <i>ex parte</i>	1292 (32)
Grothé vs Maisonneuve..... 78 (57), 645 (69), 646 (24), 647 (23)		Hamilton vs Kelly.....	940 (3), 4
Grothé vs Paquette.....	112 (2), 651 (17)	Hampson & Thomson... 1177 (41), 1237 (11)	
Groulx & La Corp. de la paroisse de St-Laurent.....	1006 (8)	Hampson & Vineberg.....	392 (12)
Guay vs Beauchamp, Lanctôt....	992 (52)	Hancock vs Cassils.....	271 (4)
Guay vs Caron.....	198 (16)	Handfield vs Bienvenu.....	1004 (13)
Guay vs Fradet.....	415 (3), 1444 (8)	Hannis vs Turcotte.....	598 (21)
Guay vs Matte.....	881 (7)	Harbour Commissioners of Montreal vs Hall.....	1066 (19)
Guay vs Senneville.....	691 (10, 11)	Hardy & Harpin.....	1064 (22)
Guérin vs Bouchard.....	154 (6)	Hardy & Scott.....	546 (12)
Guérin vs Crair.....	1074 (3)	Hargadine McKittrick Co. vs Fells.	279 (34)
Guérin & Devine.....	594 (7), 1216 (6)	Harper vs Lillie & Beaudry.....	681 (3)
Guérin vs Mathe.....	113 (12)	Harrigan vs Dufresne.....	89 (18)
Guérin vs Proctor.....	992 (35)	Hart vs Cook.....	724 (2)
Guertin & Gosselin.....	111 (18), 830 (3)	Hart, <i>ex parte</i>	1080 (2)
Guertin & O'Neil.....	256 (2)	Hart & Hart.....	567 (6), 575 (2)
Guest vs Carle.....	137 (9)	Hart vs Jones.....	310 (20)
Guévremont & Guévremont.....	1444 (2)	Hart vs Lachapelle.....	953 (6)
Guévremont vs Wilbrenner.....	200 (15)	Hart & Mutual and Mnfg. Ins. Co.....	992 (45)
Guy & Brown.....	127 (2), 549 (94)	Hart vs O'Brien.....	1150 (12)
Guy & Donaghue... 174 (2), 832 (5), 845 (4)		Hart & Philipps.....	110 (3), 196 (28)
Guy vs Duchesnay.....	203 (1)	Hart & Rascony.....	792 (3)
Guy & Guy.....	69 (6)	Hart vs Robitaille.....	381 (4), 957 (55)
Guy & Maguire.....	332 (15)	Hart vs Rose... 191 (17, 18), 541 (3), 1066 (8)	
Guilbault vs Desmarais... 220 (24), 270 (4), 554 (18), 878 (3, 8)		Hart vs The Northern Ins. Co... 46 (24), 198 (12), 214 (6), 423 (5)	
Guilbault & Vadenais.....	157 (2)	Hart vs The Town of Outremont... 516 (52)	
Guilfoye vs Tate.....	617 (8)	Hartman vs Babson & Riddell....	885 (4)
Guillaume vs La Cité de Montréal..	91 (4)	Harwood vs Fowler.....	198 (1)
Guillet vs Lemieux.....	912 (2), 915 (1)	Hasset vs Mulcahy.....	898 (6), 901 (11)
Guillet vs L'Heureux.....	49 (13), 55 (32)	Hastie vs Morland.....	520 (6)
Guimond vs Gosselin.....	292 (17)	Hatton vs The Montreal, Portland and Boston Ry. Co..... 992 (44), 1001 (2)	
Guimond vs Leblanc.....	346 (2), 348 (3)	Haupter vs Fallenaubani.....	895 (28)
Guindon vs Fatt.....	878 (6)	Hawes vs Coristine.....	566 (34)
Guy vs Dagenais.....	78 (25), 909 (15)	Hawkins vs Roberts.....	421 (4), 554 (89)
Guyon dit Lemoine vs Lionais....	366 (2)	Hayden vs Fitzsimmons.....	163 (2)
		Hayes vs David.....	578 (3), 831 (3)
		Hayes vs Kelly.....	933 (28)
		Haywood vs Cunningham.....	170 (14)
		Hcaly, <i>ex parte</i>	1114 (15)
		Healy vs The Mayor of Montreal..	746 (24)
		Heardsman vs Harrowsmith.....	179 (8a)
		Hearle & Date.....	946 (10)
		Hearle & Rhind.....	909 (9)

H

Hagan & Wright.....	549 (88)
Haggerty & Morris.....	1209 (11)
Haight & The City of Montreal....	520 (9)

TABLE DES CAUSES CITÉES.—HEA-HUT.

XXXIII

Hearn & Maloney .. 122 (21), 128 (6), 153 (13)	Houlier & Benoit .. 1005 (2)
Heath & New York Building Loan Banking Co .. 521 (4)	Houlier vs Lemoine .. 123 (35)
Heaton vs Leprohon .. 117 (10), 173 (18)	Houmond vs Lord .. 171 (7)
Heaton vs McDonald .. 80 (17)	Hood & The Bank of Toronto .. 77 (4)
Heavyside vs Mann .. 350 (5)	Hopper vs Dugas .. 992 (10), 993 (2)
Hébert vs Bourguignon .. 105 (15), 946 (28)	Hopital Général vs Gingras .. 679 (19), 721 (2)
Hébert vs Callaerts .. 1100 (4)	Hopper vs Elliott .. 179 (9c)
Hébert dit Lambert vs Lacoste .. 800 (2)	Hoppock vs Demers .. 157 (16)
Hébert vs Marchand .. 647 (6), 792 (4)	Hosmer vs Mills .. 15 (6)
Hébert vs Paquet .. 1304 (4)	Hossack vs Paradis .. 278 (14)
Hébert vs Quesnel .. 230 (2)	Hotte & Champagne .. 1220 (17), 1237 (10)
Hébert vs Roy .. 1317 (9)	Hotte vs Currie .. 301 (8)
Hébert vs Vallée .. 651 (21)	Hough, <i>ex parte</i> .. 1298 (2)
Hébert vs Wright .. 1442 (6)	Hough & La Corp. du canton d'Ire- land .. 88 (5A)
Heffernan & Walsh .. 50 (1), 987 (9)	Houlahan & Kent & Eveleigh .. 890 (2)
Henken vs Slayton .. 895 (5), 898 (18)	Houle vs Desautels .. 832 (9), 833 (21)
Henderson vs Campbell .. 177 (17)	Houle vs Poltras .. 48 (7), 554 (98)
Henderson vs Craig .. 554 (7)	Houliaton vs Bournival .. 128 (17)
Henderson vs Duggan .. 895 (36)	Hovey vs Nolin .. 122 (3)
Henderson vs Gilmore .. 122 (9), 128 (14)	Howard vs Childs .. 280 (6)
Henderson & Henderson .. 46 (8), 179 (8B)	Howard vs Guernsey Mufg. Co. .. 173 (5)
Henderson vs Lamoureux .. 913 (3), 926 (4)	Howard vs Howard .. 909 (6)
Henderson Lumber Co. & Ward .. 87 (10)	Howard vs Scottish Union National Ins. Co .. 335 (8)
Henderson vs Pengelly .. 554 (15)	Howard vs Yule .. 177 (43), 179 (8dd), 547 (1), 974 (1)
Henderson & Tremblay .. 955 (11)	Hubaux dit Tourville vs Paquette .. 275 (27)
Henry vs Brouillet .. 895 (77)	Hubert & La Cité de Montréal .. 220 (24)
Heppel & Billy .. 78 (30), 549 (78)	Hubert vs Renaud .. 617 (6)
Heritable Securities and Mortgage Investment Ass. vs McKinnon .. 728 (5)	Hudon vs Champagne .. 208 (15)
Heritable Securities and Mortgage Investment Ass. vs Racine .. 52 (20), 973 (4)	Hudon & Hudon .. 1200 (12)
Herrin vs Lewis .. 895 (67)	Hudon vs Miller .. 834 (27)
Herron vs Brunette .. 598 (13)	Hudon & Painchaud .. 46 (13)
Heuback vs Lionais .. 651 (19)	Hudon vs Raineault .. 174 (14)
Heugh & Ross .. 900 (5), 933 (10)	Hudon & Rivard .. 676 (11), 685 (8)
Heyneman vs Davis .. 422 (2)	Hudon & Trudel .. 645 (24)
Heyneman & Harris .. 931 (13)	Hudson vs Giroux & Grenier .. 174 (104), 146 (16)
Heyneman & Smith .. 919 (16)	Hughes vs La Cie. de Villas du Cap Gibraltar .. 605 (8)
Hibbard vs Barsalou .. 220 (23a)	Hughes vs Rees .. 418 (3)
Hibbard vs Cullen .. 174 (63)	Hullet vs Wright .. 196 (27)
Hickey vs The City of Montreal .. 335 (7)	Humbert & Mignot .. 179 (8cc)
Higgins, <i>ex parte</i> .. 380 (2)	Hunt vs Bruce .. 421 (32)
Higgins & Robillard .. 658 (2)	Hunt vs Corp. of Quebec .. 978 (2)
Hinds vs Donovan .. 1150 (13)	Hunt vs Perreault .. 834 (8)
Hingston vs Larue .. 9 (12), 113 (24), 1198 (7)	Hunt & Tapley .. 67 (31)
Hislop vs McConomy .. 368 (1)	Hunter vs Rennie .. 182 (22)
Hitchcock vs Grant .. 123 (31)	Huot & Black .. 123 (26)
Hitchcock vs Meigs .. 902 (1)	Huot vs Cloutier .. 122 (5)
Hobbs vs Hart .. 208 (16)	Huot vs Coutu .. 191 (12)
Hochelaga Bank vs Lewis .. 269 (14)	Huot vs Gadbois .. 612 (4), 1203 (7)
Hodgson vs Oliva .. 898 (30)	Huot vs McGill .. 259 (7)
Hoffman vs Lawrence .. 78 (50)	Huot vs Pagé .. 546 (8)
Hoffnung & Porter .. 1211 (5)	Huot & Noiseux .. 549 (6)
Hogan & Glancy .. 215 (13)	Hurteau vs Hurtubise .. 549 (36)
Hogan vs Gordon .. 919 (12)	Hurteau vs Owens .. 706 (4), 737
Hogan vs Hoskins .. 898 (10)	Hurtubise & Bourret .. 898 (14, 33), 933 (2)
Hogan vs The Recorder of Mont- real .. 1003 (5, 24)	Hurtubise & Desmarteau .. 1 (6)
Hogle vs Hogle .. 566 (9e)	Hurtubise & Leriche .. 898 (57)
Hogue vs Murray .. 549 (18)	Hurtubise vs Riendeau .. 52 (10)
Holland vs Houghton .. 314 (20), 677 (18)	Hurtubise vs The Mont. Street Ry. Co .. 89 (10)
Holmes & Carter .. 546 (4), 1177 (47)	Hus vs Charland .. 147 (1), 303 (3)
Holmes vs Cassils .. 157 (15), 212 (2)	Hus & Millette .. 1054 (3), 1237 (9)
Holmes Electric Protection Co. vs The Electric Service Co. .. 268 (5), 280 (7)	Hutchins vs Fraser .. 214 (4)
Holmes & McNevin .. 310 (9)	Hutchinson vs Ford .. 174 (46)
Holton vs Aitkens .. 88 (4A)	Hutchinson & Gillespie .. 1252 (5)
Holton vs Andrews .. 1214 (49)	

Hutchison vs Spragg.....	115 (5)	Jones vs Moolie.....	1100 (5), 1220 (10)
Hynes vs Lennan.....	155 (5)	Jones vs Pearson.....	170 (8r)
I			
Ibbotson & Wilson.....	147 (3)	Jones vs Prince.....	250 (10)
Incumbent, etc. of St. Stephen ch. vs Evans.....	1050 (8)	Jones vs Vanvliet.....	170 (8r)
Ingham vs Kirkpatrick.....	123 (31)	Jones vs Warminton.....	1100 (6), 1220 (13)
Inglis vs Drechsel.....	1150 (13, 17, 20)	Jordon & Jetté.....	1220 (18)
Inkiel & Laforest.....	1213 (18)	Jordon & Ladrière.....	701 (0)
Institut Catho. des Sourds-Muets vs Mathieu.....	205 (15)	Jordon vs Spragg.....	115 (5)
Ireland vs Gregory.....	001 (12)	Joseph vs Brewster.....	174 (22)
Irvine vs Burchell.....	1154 (2)	Joseph vs Cuvillier.....	010 (10)
Irvine vs Duvernay.....	04 (82)	Joseph vs Donnelly.....	728 (4)
Irvine vs Le Maire et al de la ville d'Iberville.....	540 (81)	Joseph vs Joseph.....	834 (11)
Irvine vs McCrimmon.....	174 (115)	Joseph vs Leblanc.....	056 (4)
Irwin & Boston.....	88 (4c), 621 (10)	Joseph vs Morrow.....	341 (2)
J			
Jackson vs Coxworthy.....	04 (65)	Joseph vs Ostell.....	400 (6)
Jackson & Filteau.....	123 (20), 341 (2)	Joseph vs Paquet.....	04 (51)
Jacob vs Crystal.....	658 (38)	Joubert vs Leblanc.....	121 (10), 153 (23), 174 (80)
Jacob vs Joncas.....	580 (5), 721 (1)	Joubert & Rascony.....	521 (0), 1237 (4)
Jacob & Ransom.....	673 (2)	Jourdain & Vigoureux.....	1005 (4)
Jacobs vs Beauhan.....	205 (17), 1156 (2)	Joutras vs Dunlop.....	808 (32)
Jacobs vs Goldberg.....	805 (84)	Joyal & Safford.....	87 (15), 104 (5)
Jacobs vs Reid.....	164 (25)	Joyce vs Hart.....	55 (43), 67 (22), 174 (122), 987 (34)
Jacques vs Grégoire.....	703 (2)	Jubinville & The Bank of British N.-A.....	1160 (5)
Jacques vs Lussier.....	1108 (4)	Judey vs La Soc. française des phos- phates du Canada.....	04 (8)
Jacques vs Tiffany.....	580 (3), 1148 (2)	Julien vs Archambault.....	600 (4)
Jacques-Cartier Bu'ing Soc. vs Roy.....	834 (3f)	K	
Jamieson vs Rousseau.....	1198 (18)	Kane & McLean.....	1221 (0)
Janes vs Martin.....	658 (20, 36)	Kane & Racine.....	651 (4)
Jarry & The Trust and Loan Co.....	761 (6, 7)	Kane vs The Montreal Telegraph Co.....	060 (2), 001 (2)
Jean vs Brousseau.....	127 (13), 174 (84, 91), 1153 (5)	Kavanagh, <i>ex parte</i>	312 (8)
Jeannotte vs Gauthier.....	549 (124)	Kay vs Gerrard.....	14
Jeannotte vs La Banque de St-Hya- cinthe.....	275 (18), 877 (11), 1185 (18)	Kearney vs Cour du Recorder de Montreal.....	1292 (38)
Jeannotte vs Tremblay.....	781 (12), 784 (26)	Keating & Burrows.....	840 (7, 9)
Jencks Machine Co. vs Hood.....	1147 (5)	Keene vs Curtis.....	165 (9), 179 (39)
Jersey & Rowell.....	181 (3)	Kellert vs Carranza.....	895 (80), 910 (25), 931 (21)
Jervis vs Kelly.....	670 (16)	Kellond vs Reed.....	283 (6d), 1177 (18)
Jetté & Choquette.....	88 (5b, 5c)	Kelly vs Fraser.....	814 (14)
Jetté & McNaughton.....	1249 (7)	Kelly & Hamilton.....	43 (28), 949 (3, 4)
Jobin vs Hamel.....	761 (5)	Kelly vs Horan.....	920 (1)
Jobin & Murison.....	475 (5), 483 (3)	Kelly vs Le Maire et le conseil de Sorel.....	115 (4), 650 (2)
Jobin & Shuter.....	758 (2), 784 (30)	Kelly vs Merville.....	946 (8c), 955 (16)
Jodoin vs Archambault.....	88 (3)	Kelly vs O'Connell.....	208 (3)
Jodoin vs Houle.....	1184 (4)	Kelly vs The Montreal Street Ry. Co.....	88 (8), 174 (133)
Johnson vs Brunelle.....	203 (9)	Kelly vs Warren.....	536 (8, 10)
Johnson & Connolly.....	1221 (3), 1249 (5)	Kemp vs Kemp.....	620 (3), 834 (4, 5)
Johnson vs Gauthier.....	113 (25)	Kenna vs Clark.....	832 (13), 833 (17)
Johnson & O'Halloran.....	658 (12)	Kennedy vs Bédard.....	96 (3)
Johnson vs Rimmer.....	282 (5)	Kennedy vs Danford.....	645 (27)
Johnson vs The Massawippi Valley.....	1203 (9)	Kennedy vs McKinnon.....	101 (4)
Johnson vs Watts.....	520 (10)	Kenny vs McKeown.....	898 (28)
Joly & MacDonald.....	957 (19)	Kent & Blandy.....	78 (38)
Jones vs Albert.....	598 (15)	Kent vs Granger.....	878 (7)
Jones vs Crébassa.....	266 (12)	Kent vs Gravel.....	174 (62), 877 (9)
Jones, <i>ex parte</i>	1114 (27)	Kent vs Merizzi.....	870 (2)
Jones vs Laurent.....	992 (34), 1436 (4)	Kent vs Ross.....	877 (10)
Jones & Lemoine.....	364 (12), 1251 (2)	Kenwood vs Lamb.....	1163 (8)
Jones vs McLaughlin.....	966 (3)	Kerby & Ross.....	1209 (10)
		Kerr vs Guay.....	645 (16)

TABLE DES CAUSES CITÉES.—KER-LAM.

XXXV

Kerr vs Gugy.....	554 (3, 5)	missioners.....	52 (12), 345 (3)
Kerr & Lanthier.....	210 (3)	Lachance vs Routhier.....	554 (105)
Kieffer vs Les Ecclésiastiques du		Lachapelle vs Miron.....	105 (8)
Séminaire des Missions Étrangè-		Lacombe vs Ste-Marie.....	1197 (5)
res & Bellew.....	1064 (30)	Lacoste vs Jodoin.....	549 (30)
Kleffer & Whitehead.....	834 (28)	Lacoste vs Livingston.....	676 (9)
Klerzkowski & Morrison... 198 (21), 214 (2)		Lacourcière vs Lefebvre.....	689 (9)
Kliburn vs Ward.....	137 (5)	Lacroix vs Bournival.....	1037 (4)
Kligour vs Harvey.....	553 (6)	Lacroix et Moreau.....	69 (17)
Klimball vs McCaffrey.....	381 (5)	Lacroix vs Perreault.....	359 (8)
Klnds vs Donovan.....	174 (31)	Lacroix vs Ross.....	1064 (24)
King & Corp. de la partie nord du		Lafalle vs Lafalle.....	275 (22)
Township d'Irlande.....	1064 (17)	Laferrière vs The Mutual Fire Ins.	
Klug vs La Cité de Montréal.....	303 (2)	Co. of Berthier.....	1196 (2)
King & Pinsonneault..... 173 (10), 251 (29),		Lafamme vs St-Jacques.....	1177 (30)
275 (20)		Lafleur vs La Banque du Peuple... 122 (36)	
Kinghorn & Larue.....	67 (29)		1150 (18)
Kingsborough & Pound.....	81 (8)	Lafond vs Gulbord.....	791 (6)
Kingsley vs Nixon.....	49 (4)	Laforce vs Landry.....	121 (17)
Kingston vs Corbell.....	88 (5 <i>n</i>)	Laforce & Le maire, etc. de Sorel.. 81 (25),	
Kingston vs Torrance..... 680 (2), 681 (6)			1220 (25)
Kinloch vs Robichon.....	554 (50)	Lafortune vs Boyer.....	549 (92)
Kinnear vs Newman.....	1184 (2)	Laframboise vs D'Amour.....	179 (22)
Klusella vs Baynes.....	1337 (11)	Laframboise vs Rolland... 689 (4), 698 (2, 3)	
Knapp vs City of London Ins. Co. 332 (11)		Laframboise vs Tarte dit Larivière. 1059 (30),	
Kneller vs Lang.....	509 (8)		1060 (5)
Knight vs Mount.....	123 (48), 516 (46)	Lafraunce vs Jackson.....	94 (28)
Knox vs Lafleur.....	361 (3)	Lafrenière vs Barthe.....	509 (42)
Knox vs Walsh.....	198 (37)	Lafrenière vs McBean.....	200 (4)
Knuackle vs Charlebois..... 117 (7), 521 (19)		Lafraicain vs Fausse.....	52 (23)
Koorrhnyse vs Grouldn... 895 (22), 899 (6)		Lafraicain vs Villeneuve.....	599 (40)
Kyle vs Gagnon.....	652 (11)	Lagacé & Ayotte.....	895 (9), 931 (12)
		Lagacé vs Grenier.....	689 (6)
		Lagacé vs Lizotte.....	55 (30), 61 (2)
		Lahayes, <i>ex parte</i>	1300 (3)
		Laldlaw & Burns.....	893 (5), 895 (18)
		Laidlaw vs Jamieson.....	127 (7)
		Lainé vs Clarke.....	895 (40)
		Laing vs Bresler.....	933 (28)
		Laing & The Board of Temporalities 957 (13)	
		Lajeunesse vs Augé.....	251 (33)
		Lajeunesse vs Nadeau..... 48 (11), 987 (13)	
		Lajeunesse vs Price.....	314 (4, 7)
		Lajoie & Mullin.....	910 (12)
		Lajoie vs Tremblay.....	165 (17), 174 (92)
		Lajoie & Winning.....	910 (7)
		Lalancette vs Lalancette... 546 (20), 1053 (4)	
		Laliberté vs Chenard.....	87 (24)
		Laliberté & Fortin.....	1003 (53)
		Lalonde vs Archambault.....	680 (3)
		Lalonde vs Daoust.....	1064 (23)
		Lalonde vs Gareau.....	692 (13)
		Lalonde vs Lalonde... 191 (40), 278 (2), 614 (3)	
		Lalonde vs Morneau.....	201 (3)
		Lalonde vs Rochon.....	516 (31)
		Lalonde vs Rowley.....	676 (17)
		Lalonde vs Rozon.....	692 (11)
		Lamalice vs Ethier.....	52 (24), 536 (10)
		Lamarche vs Bhérier.....	554 (118)
		Lamarche vs Blanchard.....	122 (10)
		Lamarche & Brunelle.....	225 (9)
		Lamarche vs Cartier.....	122 (24)
		Lamarche vs Johnson.....	403 (3)
		Lamarche vs La Banque Ville-Marie 189 (3),	
			549 (22)
		Lamarche vs Lamarche.....	853 (18)
		Lamarche & Pauzé.....	81 (14), 1429 (2)
		Lamarre vs Paradis.....	846 (10)
		Lamarre vs Woods.....	992 (61)

L

Labbé vs Fichaud.....	59 (10)
Labbé vs McKenzie.....	123 (11)
Labbé vs Ritchie.....	401 (7)
Labbé vs Routhier.....	48 (26)
Labbe vs Fournelle.....	174 (61)
Labbe vs Labelle.....	1390 (2)
Labbe vs Labrecque.....	78 (36)
Labbe vs Martin.....	893 (5)
Labbe vs Meunier.....	48 (2), 554 (69)
Labbe vs Patris.....	549 (10)
Labbe vs Pelletier.....	832 (10), 833 (20, 22)
Labbe vs Trotter.....	1292 (39)
Laberge vs Bouchard.....	599 (30)
Laberge & Equitable Life Ass. Soc. 67 (24)	
Laberge vs Laberge.....	724 (11)
Laberge vs Tranquille.....	646 (3), 651 (14)
Labine vs Kraus.....	225 (6)
Labossière vs Ethier.....	259 (2), 279 (19)
Labranche & Cassidy.....	895 (60)
Labrecque vs Tadoretti.....	554 (51)
Lacaille vs Boucher.....	651 (8)
Lacas vs Croteau.....	1059 (33)
Lacasse vs Labonté.....	987 (7), 988 (3)
Lacasse vs Ouimet.....	992 (63)
Lacasse & St-Louis.....	196 (61)
Lacerte vs Dufresne.....	44 (3), 52 (4, 38)
Lacerte vs Frigon.....	1064 (15)
Lacerte vs Pepin... 549 (38), 992 (20), 995 (2)	
Lachaine vs Desjardins.....	724 (7), 726
Lachambre vs Normandin... 164 (13), 195 (1)	
Lachance vs Crépeau.....	113 (9), 123 (9)
Lachance & La Soc. de prêts et	
placements de Québec.....	67 (32)
Lachance vs Quebec Harbor Com-	

Lamarre vs Woods & The Quebec Harbour Commissioners.....	992 (62) 1003 (54)	Lauguedoc vs White	784 (19)
Lamb vs Reid	898 (43, 55)	Lanier vs Loupret.....	1292 (10)
Lambe vs Armstrong	67 (15), 767 (1)	Lanktree vs Grey.....	933 (2, 25)
Lambe vs Beauchaup	55 (24)	Lanthier vs McCuaig.....	761 (12)
Lambe vs La Cie d'Ass. de la Cité de Londres	554 (34)	Lanthier vs Thouin.....	598 (8), 630 (4)
Lambe vs La Cie du ch. de fer de L'Assomption	15 (5), 516 (53)	Lapensée vs Wright.....	549 (6)
Lambe vs The Pontiac and Pac. Junction Ry. Co.....	191 (83), 196 (72)	Lapierre vs Gauvreau.....	94 (53)
Lambe vs The St. Lawrence Starch Co.....	140 (3), 174 (95)	Lapierre vs Granger.....	123 (15), 1104 (3)
Lambert vs Bergeron.....	177 (6), 278 (8)	Lapierre & L'Union St-Joseph de Montréal.....	992 (36)
Lambert vs Cartier.....	687 (2)	Lapierre vs Nadou	1196 (15)
Lambert, <i>ex parte</i>	70 (4), 1114 (2)	Laplante vs Garland.....	89 (4), 347 (8)
Lambert vs Gaucin	1177 (40), 1182 (1)	Laplante & Laplante.....	275 (42)
Lambert vs Larivière.....	776 (5)	Lapointe vs Bélanger.....	49 (13), 55 (34), 549 (31), 603 (4)
Lambkin & The South Eastern Ry. Co.....	43 (2*), 60 (31)	Lapointe vs Dorion.....	121 (11)
Lamonde & Lavergne	992 (56)	Lapointe & Faulkner.....	1221 (7)
Lamontagne vs Lamontagne.....	78 (4)	Lapointe vs Hébert.....	78 (9)
Lamothe & Garceau.....	153 (5)	Laporte vs Dauphinois.....	105 (11), 1177 (60)
Lamoureux, <i>ex parte</i>	1275 (2), 1428	Laprade & Gauthier.....	1064 (5)
Lamoureux vs Gilmour.....	134 (2), 837 (13), 838 (3)	Laprise vs Méthot.....	208 (2)
Lamoureux vs Kimmerly	933 (27)	Laramée vs Evans.....	89 (4), 347 (8)
Lamoureux vs Molleur.....	113 (11)	Lareau vs Beaudry.....	314 (4)
Lamoureux vs Péloquin.....	813 (2)	Lareau vs Beaufort.....	215 (7)
Lampson & Smith.....	196 (50), 898 (6, 25)	Lareau, <i>ex parte</i>	1298 (2)
Lampson vs Taylor.....	196 (26)	Larin vs Deslorges.....	154 (8)
Lamy vs Cusson.....	654 (5)	Larin vs Gareau	656 (1)
Lancaster vs Doran.....	275 (34)	Larivée vs Bruneau.....	191 (74)
Lancot vs Renaud.....	1162 (6)	Larivière vs Choquet.....	291 (6)
Landreville vs Lenoir	1182 (2)	Larkin vs Inglis.....	312 (4), 314 (9)
Landry vs Choquette.....	115 (10), 157 (10)	Larkin vs Kenny.....	548 (5)
Landry vs Denny.....	898 (70), 901 (22)	Laroche vs Holt.....	336 (2)
Landry vs Judd.....	987 (32)	Larochelle vs Piché.....	938 (2)
Landry & Mignault.....	1003 (26, 58)	Larocque vs Clarke.....	901 (19)
Landry vs Pacaud	279 (30)	Larose vs Healy.....	179 (9m)
Landsburg vs McNally.....	179 (30)	Larose vs Larose.....	33 (9)
Lane & Campbell	381 (2)	Larose & Wilson.....	549 (28), 553 (1), 612 (3)
Lang vs Clark.....	1183 (3)	Larouche vs Bhéner & Cie de Nav. R. et O.....	599 (48)
Lang & The Board for the Management, etc. of the Presbyterian Church	113 (27), 191 (6)	Larue vs Brault.....	78 (14)
Langan vs Smith.....	81 (27)	Larue & Kinghorn.....	43 (20)
Langelier vs Casgrain.....	110 (4), 196 (60)	Larue & Loranger.....	549 (107)
Langelier vs Laroche.....	992 (12)	Larue vs Patterson.....	94 (24)
Langevin & Les Commissaires d'écoles de St-Marc	67 (10)	Lasell vs Brown.....	516 (30)
Laughoff vs Boyer & Laforce.....	932 (11), 1185 (24)	Lassalle & Hart.....	275 (36)
Langlais, <i>in re</i>	881 (5)	Lasseyer vs Bohan.....	116 (3)
Langley vs Chamberlain.....	895 (46)	Lassiseraye vs Larue.....	48 (9), 52 (1)
Langlois vs Corp. de Montmagny ..	676 (11), 798 (5)	Laterrière & Houde.....	778 (2)
Langlois vs Drapeau	196 (58)	Latham vs Martin.....	530 (2)
Langlois vs Gauvreau	646 (16)	Latimer vs Lajeunesse.....	609 (17)
Langlois & Maynard	553 (2)	Latouche & Latouche.....	1040 (2)
Langlois vs Rocque.....	1150 (7)	Latour vs Campbell.....	276 (8)
Langlois vs The Corp. of the parish of St. Roch South.....	946 (4a)	Latour vs Chanipagne.....	645 (12)
Langlois vs Valin	331 (7)	Latour vs Desmarteau.....	48 (2)
Langlois & Variu	519 (97)	Latour vs Gauthier.....	296 (2), 1159 (1)
Lang Manufacturing Co. vs Cocker.	650 (3)	Latour vs Latour	759 (4), 1055 (2)
		Latour vs Lippé.....	583 (12)
		Launière vs Lebel.....	647 (5)
		Laurence vs Chaudière.....	121 (5), 1135 (2)
		Laurence vs Hubert.....	550 (5)
		Laurent vs Corp. du village de St-Jean-Baptiste	55 (19)
		Laurier vs Corp. du Petit Séminaire de Ste-Thérèse.....	554 (10)
		Laurin vs Laverdure.....	909 (13)
		Laurin vs Loranger.....	91 (5)
		Lavallée vs Paul.....	1214 / 23
		Lavell vs McAndrew.....	1008 (1), 1059 (14)
		Laverdière vs Laverdière ..	177 (53), 1038 (1)

TABLE DES CAUSES CITÉES.—LAV-LEP.

XXXVII

Laverdure vs Côté.....	48 (5), 55 (40)	Leduc & Tourigny.....	49 (13), 55 (4), 955 (2)
Lavery vs Trudel & Lesage.....	516 (51), 1185 (27)	Lee vs Burland.....	191 (27)
Lavigne vs Dame.....	283 (4)	Lee vs DeMontigny.....	1292 (53)
Lavigne vs Hébert.....	173 (11)	Lee vs Kinsman.....	151 (3)
Laviolette, <i>ex parte</i>	1992 (47)	Lee vs Lampson.....	617 (4)
Laviolette & Leclère.....	1992 (47)	Leeming vs Cochrane.....	898 (56)
Lavoie vs Boivin.....	314 (10), 1202 (10), 49	Leet vs Crothers.....	1177 (24)
Lavoie vs Cassant.....	955 (14)	Leet vs Lee Chu.....	514 (4)
Lavoie vs Duret.....	89 (5), 93, 963 (4)	Leet vs Singer.....	698 (8)
Lavoie, <i>ex parte</i>	1114 (24)	Lefebvre & Aubry.....	566 (17)
Lavoie vs LaJoie.....	43 (31)	Lefebvre vs Bacon.....	623 (3)
Law vs Montreal Telegraph Co.....	357 (25)	Lefebvre vs Boudreau.....	907 (2), 919 (8)
Law vs Munderloh.....	949 (9)	Lefebvre vs Brown.....	549 (86)
Lawlor vs Cauchon.....	177 (29)	Lefebvre vs Castonguay.....	83 (7), 151 (8), 276 (11)
Lawrence vs Hinckley.....	921 (2)	Lefebvre vs de Lorimier.....	898 (44)
Lea vs Ewan.....	179 (42)	Lefebvre vs de Montigny.....	111 (15)
Leary vs Plamondon.....	83 (5)	Lefebvre vs Forgues.....	832 (8), 835 (1)
Leavitt vs Moss.....	1197 (7)	Lefebvre vs Gingras.....	834 (25)
Lebeau vs Delongchamps.....	269 (16)	Lefebvre vs Gosselin.....	781 (11)
Lebel vs Le Crédit Foncier.....	545 (2)	Lefebvre vs Meyers.....	829 (3)
Lebel vs O'Brien.....	901 (13)	Lefebvre vs Paquin.....	654 (9)
Lebel vs Pelletier.....	545 (2)	Lefebvre vs Seath.....	877 (5), 1202 (8), 1208 (2)
Leblanc vs Akerman.....	909 (14)	Lefebvre vs Tullock.....	901 (11)
Leblanc vs Beauparlant.....	549 (116)	Lefeuntun & Véronneau.....	67 (43), 722 (4), 784 (7)
Leblanc vs Fortin.....	177 (46), 895 (59), 898 (15)	Lefort vs Desmarais.....	78 (8)
Leblanc & Pellerin.....	46 (20)	Lefort, <i>ex parte</i>	81 (35)
Leblanc vs Rocheleau.....	1146 (2)	Lefrançois vs La Cité de Québec.....	177 (65), 278 (28)
Leblanc vs Tellier.....	554 (76), 816 (5)	Légaré vs Cloutier.....	1150 (19)
Lebœuf vs Lauzon.....	549 (101)	Légaré & La Ville de Chicoutimi.....	957 (35)
Lebœuf vs Viaux.....	1114 (11)	Legault vs Lallemand.....	554 (96)
Lebourveau vs Beard.....	680 (7), 692 (9)	Legault vs Lee.....	88 (5a), 554 (27)
Lebouthillier vs Carpenter.....	177 (11), 278 (5), 651 (2)	Legault & Legault.....	89 (11)
LeBouthillier vs Matte.....	174 (24, 47), 749 (2), 784 (31), 787 (1), 879 (3)	Legault vs Périard.....	78 (5)
Lebrun vs Bédard.....	275 (16)	Legendre vs Grand Trunk Ry. Co.....	142 (2)
Lecavalier vs Lecavalier.....	217 (10), 549 (55)	Legendre vs Lemay.....	60 (1)
Leclaire vs Beaulieu.....	94 (17)	Legge & Laurentian Ry. Co.....	583 (10)
Leclaire vs Coté.....	48 (2)	Legru vs Dufresne.....	516 (27), 946 (18)
Leclaire vs Gagné.....	126 (5)	Leight vs Guay.....	367 (2)
Leclaire vs Trudeau.....	889 (3)	Léhèvre vs Baillargeon.....	599 (24)
Leclerc vs Bilodeau.....	237 (9)	Lemay vs Boisnot.....	554 (11)
Leclerc vs Blanchard.....	28 (1)	Lemay vs Gingras.....	86 (3), 161 (12)
Leclerc vs Caron.....	599 (26)	Lemay vs Lemay.....	191 (35), 919 (7)
Leclerc vs Girard.....	196 (19)	Lemay & Léveillé.....	880 (3), 881 (3), 6
Leclerc vs Globensky.....	537 (1)	Lemay & Martel.....	870 (6)
Leclerc vs La Cie. du Gaz de Québec.....	278 (18)	Lemelin & Larue.....	1214 (3)
Leclerc vs La Corp. de la Pointe Claire.....	88 (5d)	Lemesurier vs Garon.....	103 (2)
Leclerc vs Latour.....	913 (6)	Lemieux vs Cour des Commissaires de Longueuil.....	59 (13)
Leclerc vs Leclerc.....	1104 (1)	Lemieux, <i>ex parte</i>	78 (13)
Leclerc & Phillips.....	781 (8)	Lemieux vs Frédette.....	722 (10)
Leclerc vs Roy.....	566 (10)	Lemieux vs Lapalme.....	1196 (11)
Leclerc vs Sauvé.....	631 (2)	Lemieux vs Phelps.....	392 (11)
Lecompte vs Duclos.....	698 (4)	Lemoine, <i>ex parte</i>	59 (12)
Lecompte & La Fabrique de St. Jean.....	275 (22)	Lemoine vs Gironx.....	598 (20)
Lecours, <i>ex parte</i>	1292 (22)	Lemoine & Lionais.....	1249 (8), 1252 (3)
L'Ecnuyer vs Dozois.....	236 (18)	Lemoine & The Mayor of Montreal.....	1444 (22)
Leduc & Busseau.....	554 (46)	Lenoir vs Desmarais.....	1198 (6)
Leduc vs Cusson.....	837 (11), 845 (5)	Lenoir & Lamothe.....	1074 (2)
Leduc vs Finnie.....	275 (33), 658 (19)	Léonard vs Premio Real.....	170 (8)
Leduc & Graham.....	196 (62)	Léory vs Plauondon.....	174 (34), 251 (25)
Leduc & McCarthy.....	811 (2), 822 (4)	Lepage vs Billy.....	94 (21)
Leduc vs Ritchie.....	630 (5), 642 (1)	Lepage vs Caron.....	837 (10)
Leduc vs Théoret.....	94 (85)	Lepage vs Chartier.....	191 (43)
		Lepage vs Garon.....	658 (22)
		Lepage & Ross.....	1147 (3)
		Lepage vs Watso.....	598 (21)

LePesant de Boisquilbert vs Fletcher.....	177 (42)	Little vs Price	516 (48)
Lépine & Fiset	417 (2), 1444 (3)	Lizotte vs Deschamps	781 (2)
Lépine vs Gauthier	599 (37)	Lloyd & Boswell	392 (9)
Lépine vs Laurent	992 (57)	Lockerby vs Eadie	697 (3)
Lépine & The Permanent Building Society of Jacques-Cartier	1150 (10)	Lockerby vs Weir	94 (17)
Leprohon vs Créhassa	1201 (2)	Lockie vs Mullin	200 (7), 217 (5)
Leprohon vs McDonald	113 (22)	Logan & Kilgour	1209 (14)
LeRevers vs The Canadian Pacific Ry. Co.	946 (29)	Loignon vs La Banque Nationale ..	142 (11)
Leroux vs Demiers, 123 (5), 164 (10), 174 (70)		Loiselle vs Loiselle	549 (11)
Leroux vs Deslauriers	649 (2), 834 (19)	Loiselle et Paradis	1059 (29), 1063 (12)
Leroux vs Leroux	191 (56), 200 (8)	Loiselle vs Parent, 196 (86), 286 (13), 1100 (7)	
Leroux vs McIntosh	759 (5)	Long vs Blanchard	57 (1)
Lesage vs Lamarche	853 (16)	Long, <i>ex parte</i>	1297 (1)
Lesage vs Prud'homme	177 (29), 196 (24), 1066 (10)	Longpré vs Cardinal	669 (10)
Leslie vs Hervy	334 (1)	Longpré vs La Cie d'Imprimerie du Nord	201 (4), 39 (9)
L'Espérance vs Bourassa	177 (70)	Longtin vs The Mount Royal Permanent Building Soc.	196 (14)
L'Espérance & L'Espérance	151 (4), 275 (37)	Loranger & Boudreau	781 (9)
L'Espérance vs Rochon	192 (2)	Loranger vs Filiatrault	260 (2), 549 (110)
Lessard vs Duncan, 165 (18), 227 (1), 295 (5), 434 (2), 1169 (9)		Loranger & Reed	43 (8, 9), 1248 (3)
Lessard & Genet	1213 (16)	Loranger vs The Montreal Telegraph Co.	978 (10)
Letang vs Auclair	1337 (6)	Lord vs Glasgow and London Ins. Co.	352 (1)
Letang & Burland	1211 (9)	Lord vs Moir	658 (27)
Letang vs Julian	598 (35)	Lortie vs Boileau	599 (43)
Letang vs Renaud	895 (43), 910 (8)	Lottinville vs McGreevy	46 (4d), 52 (17), 536 (10)
Letartre vs Langlais	946 (5)	Loughood vs Ward	280 (10)
Letourneux vs La Cité de St-Henri, 191 (84), 192 (7)		Louise Wharfage Co. vs Blouin	197 (6), 973 (7), 1007 (9)
Letourneux vs St-Jean	205 (13)	Lovejoy vs Campbell	599 (41)
L'Évêque & Scott	198 (14)	Lovell & Campbell	46 (36), 42, 25, 34, 833 (8)
Leverson & Boston, 310 (26), 621 (6), 658 (24), 651 (6)		Low & The Montreal Telegraph Co.	46 (30)
Leverson vs Cunningham, 179 (9g), 658 (6), 651 (6)		Lowrey & Routh	269 (7), 539 (2), 1214 (39)
Lévesque vs Caron	174 (27)	Loyseau & Charbonneau	89 (13)
Lévesque & McCready	1059 (7)	Lozeau vs Coté	153 (9)
Lévesque vs Mousseau	645 (16, 18)	Luneau vs Juneau	549 (123)
Lévesque vs Moussin	681 (8)	Lunn vs Houliston	314 (22)
Lévesque vs Robinson	795 (2)	Lusk vs Riddell	1177 (25)
Lévesque & Valentine	881 (10)	Lusignan & Rielle	174 (31), 278 (11), 1150 (13)
Levi vs Heimerdinger, ... 105 (10), 946 (23), 955 (23)		Lusignan vs Sauvageau	275 (26)
Levi & Reed	67 (22)	Lussier vs Dalpé	127 (14)
Lewis vs Corriveau	645 (26)	Lussier vs La Corp. d'Hochelaga ..	69 (14)
Lewis vs Lewis and Kennebec Ry. Co.	1198 (5)	Lyman vs Chamard	122 (28)
Lewis vs McGinley	645 (16)	Lyman vs Perkins	199 (4)
Lewis vs O'Neil	782 (8)	Lyman vs Sénécal	183 (19)
Lewis vs Primeau	225 (14)	Lynch vs Bertrand	1203 (11)
Lewis vs Walker	861 (2), 871 (7)	Lynch vs Carbray	1337 (12)
L'Héro & Stoni	1003 (33)	Lynch vs Duncan	33 (5)
L'Heureux & Lamarche	566 (2g)	Lynch vs Ellice	933 (4)
L'Heureux vs Martineau	933 (2)	Lynch vs Guimond	182 (3)
L'homme vs Bourassa	1163 (17)	Lynch vs Laframboise	198 (13)
Libbé & Wiman	1059 (20)	Lynch & Macfarlane	913 (4), 917 (2)
Lighthound vs Pateuaude	191 (86), 196 (85)	Lyons & Laskey	371 (3)
Lighthall vs Chrétien	1201 (4)		
Lighthall vs Honan	697 (6)		
Lighthall vs Walker	335 (3)		
Liggett vs Storer	598 (27)		
Lina vs Boyer	310 (42)		
Lionais vs Lamontagne	216 (5)		
Lionais & The Molsons Bank	1214 (32)		
Listes électorales de Berthier & Ralston	153 (10)		

M

Macanley vs Bayard	87 (11)
Macdiarmid vs City of Montreal ..	958 (5)
MacDonald vs Boswell	220 (26)
MacDonald vs Bulmer	191 (81), 192 (8)
MacDonald vs Joly	959 (2), 969 (1)
MacDonald vs Mackay	94 (92)
MacDonald vs Meloche	953 (8)
MacDonald vs Molleur	1203 (13)

TABLE DES CAUSES CITÉES.—MAC-MCG.

XXXIX

Macdougall & The Union Navigation Co.	1177 (39)	McCord vs McCord	275 (42), 1214 (23),
MacDougall vs Torrance	895 (20, 30)	McCorkill & Knight	1237 (2)
Macfarlane vs Béliveau	121 (8)	McCormack vs Loïselle	723 (8)
MacFarlane vs Bresler	390 (3)	McCormick & Buchanan	1233 (4), 1292 (27)
MacFarlane vs Court	345 (2)	McCrae vs Miller	78 (11)
Macfarlane vs Delesderniers	121 (7)	McCraken & Logue	895 (34)
Macfarlane vs Delisle	549 (51)	McCready vs Leamy	43 (2e, 12), 52 (30)
MacFarlane, <i>ex parte</i>	59 (2)	McCready vs Préfontaine	310 (18)
MacFarlane vs Healey	1147 (3), 1148 (2)	McCrory vs Lévesque	170 (10), 310 (6)
Macfarlane & Leclaire	69 (11)	McCuaig vs La Cité de Montréal	198 (29), 214 (7)
Macfarlane vs Lynch	913 (4), 917 (2)	McCulloch vs McNeven	421 (8)
Macfarlane vs Scriver	191 (30)	McCulloch vs Routh	403 (6)
Mackay & Cook	55 (1), 1066 (6)	McCulloch & Griffin	182 (16)
Mackay vs Evans	1197 (3)	McDonald vs Dun	87 (9)
Mackay vs Gerrard	269 (6)	McDonald vs Goyette	123 (23)
Mackay vs Routh	645 (61), 694 (2)	McDonald & Joly	191 (38)
Mackay vs The Glasgow and London Ins. Co.	500 (15)	McDonald & Joly	69 (29), 516 (8)
Mackenzie vs Mackenzie	332 (5)	McDonald vs Lalonde	618 (4)
Mackie vs Vigeant	662 (1)	McDonald vs La Reine	516 (7), 1015 (1),
Mackill vs Morgan	521 (7)	McDonald vs Lavergne	1444 (6)
Mackirnon & Kerouack	895 (60)	McDonald vs McDonald	161 (13)
MacLaren vs Demers	1292 (50)	McDonald vs McDonald	1185 (23)
MacMillan vs Bethune	622 (2), 645 (37)	McDonald vs McLean	837 (16)
Macpherson vs Drumm	411 (3), 1440 (2)	McDonald vs Miller	563 (12)
Macpherson vs The St. Lawrence Inland Marine Ins. Co.	142 (8)	McDonald vs Prémont	1132 (2)
Macqueen vs Bessette	587 (2)	McDonald & Seath	880 (13)
McAdam vs Wilson	566 (28)	McDonald vs Seymour	128 (9)
McAdam vs Stewart	179 (84)	McDonald vs Taché	722 (12)
McAllen vs Ashby	898 (17)	McDonell & Buntin	830 (6, 7)
McBean & Blachford	1150 (4)	McDougall vs Charbonneau	1177 (61)
McBean vs Cullin	279 (21)	McDougall & Corp. of St. Ephrem	48 (16)
McBean vs Debartzch	645 (50)	McDougall vs Mason	501 (11)
McBean vs Tessier	149 (9)	McDougall vs McDougall	348 (3), 864 (2)
McBean vs Tessier & Chart	612 (9)	McDougall vs Morgan	105 (4), 113 (28)
McBlain vs Hall	782 (9)	McDougall vs Scott	1101 (2, 5)
McCaffrey vs Ball	(6), 114	McFarlane & Delisle	693 (7)
McCaffrey, <i>ex parte</i>	658 (—, 24), 845 (1),	McFarlane & Fatt	881 (4)
	1114 (10)	McFarlane vs McNeece	895 (35)
McCallum vs Delano	179 (8c)	McFaul & McFaul	1059 (15)
McCallum vs Hardwood	86 (4), 282 (9)	McFee vs Gendron	94 (45)
McCallum vs Pozer	153 (14)	McGee vs Larochelle	1066 (4)
McCann vs La Corp. du Township de Hinchinbrooke	110 (2)	McGee vs Venne	370 (2)
McCarthy vs McCarthy	160 (4)	McGibbon & Bédard	546 (22)
McCarthy vs Barthe	208 (14)	McGibbon vs Dalton	413 (6)
McCarthy, <i>ex parte</i>	1111 (1)	McGillivray & The Montreal Ass. Cc.	421 (3f)
McCarthy & Hart	259 (2)	McGinis vs Cartier	541 (7)
McCarthy vs Jackson	834 (8), 843 (7),	McGinnis vs Horseman	55 (6)
	845 (3)	McGinnis vs McClosky	123 (30)
McCarthy & Judah	310 (22), 1252 (6)	McGorey & Leamy	67 (35, 39)
McCartney & Linsley	549 (6)	McGory vs Griffin	198 (6)
McCaughlin vs Leduc	78 (60)	McGoun vs Morrison	179 (36)
McClanaghan vs Gauthier	264 (2)	McGowan vs Guay	933 (19, 38)
McClanaghan vs Mitchell	566 (21)	McGreevy & Beaucage	123 (25), 164 (13),
McClanaghan & St. Ann's Mutual Building Soc.	549 (5, 21)		174 (58)
McClanaghan vs The Harbour Commissioners	255 (2)	McGreevy & Doucet	368 (2), 1214 (28),
McClary Mfg. Co. vs Morin	927 (1)		1215 (2)
McClelland vs Tooks	654 (8)	McGreevy & Gagné	364 (14)
McConnell vs Champagne	88 (9), 174 (134)	McGreevy vs Langelier	555 (3)
		McGreevy vs Lapalme	197 (7)
McConnell vs La Corp. de la ville de Lachute	52 (39), 1006 (9)	McGreevy & Leduc	761 (16)
McConville vs La Banque d'Hoche- laga	554 (71)	McGreevy vs McDougall	94 (39)
		McGreevy & Paille	368 (4)
		McGreevy & Sénécal	304 (6), 546 (14),
			1177 (32)
		McGreevy vs Tarte	279 (20), 280 (11)
		McGregor vs The Canada Invest- ment and Agency Co.	781 (4), 784 (4, 5)
		McGregor Gourlay Co. vs Labelle	933 (42),

	946 (25, 26)	McPherson vs Barthe.....	1198 (14)
McGrillis vs Malone.....	139 (6)	McPherson vs Gadbois.....	1152 (8)
McGuire vs Watkins.....	909 (16)	McPherson vs Irwin.....	833 (10)
McHughes vs Walker.....	939 (7)	McQuillen vs Spencer.....	348 (2), 1177 (44)
McIntosh vs Black.....	992 (38)	McRae & Lemay.....	1144 (20)
McIntyre vs Armstrong.....	1150 (29), 1202 (4)	McRae vs Miller.....	901 (10)
McKay vs Demers.....	689 (11)	McRay & The Canadian Pacific Ry. Co.....	424 (3)
McKay vs Mackedie.....	1434 (20)	McShane & Byron.....	1006 (13)
McKay & Township of Hinchin- brooke.....	67 (46)	McVey & McVey.....	113 (14), 191 (70)
McKenna vs Table.....	413 (4)	McVittie vs Cuttling.....	357 (2)
McKenna & Vandal.....	549 (21)	McWilliam vs Osler & Matte.....	880 (5)
McKenzie & Bernier.....	992 (16, 58)	Mace vs Cleveland.....	179 (8r)
McKenzie vs Carhonneau.....	303 (8)	Madden vs O'Regan.....	599 (4)
McKenzie vs Douglas.....	678 (6)	Madore vs Courchène.....	94 (98)
McKenzie vs Jolin.....	527 (2)	Madore vs Robert.....	922 (5)
McKenzie vs McKenzie.....	685 (4)	Maguire vs Bradley.....	946 (11)
McKenzie vs Reid.....	173 (17)	Maguire, <i>ex parte</i>	331 (8), 1114 (13)
McKenzie & Turgeon.....	44 (5)	Maguire vs Harvey.....	933 (28)
McKercher & Simpson.....	136 (10), 161 (5)	Maguire vs Huot.....	599 (9)
McKillip & Kauntz.....	1237 (6)	Maguire vs Link.....	933 (22)
McKinnon & Kerouack.....	67 (7), 895 (7)	Maguire vs Rockett.....	898 (14, 16), 961 (5)
McKinnon & Thompson.....	269 (12)	Maguire vs Stride.....	1153 (2)
McLachlan vs Baxter.....	1173 (3)	Maguire vs The Liverpool & Lon- don Fire and Life Ins. Co.....	177 (19)
McLachlan & The Accident Ins. Co.....	483 (13), 499 (3)	Maher & Aylmer.....	1237 (3)
McLanaghan & The St. Ann's Mut- tual Building Soc.....	549 (5, 21)	Mahieu vs Olliver.....	893 (9)
McLaren vs Drew.....	712 (2)	Mahony vs Tomkins.....	179 (8r)
McLaren vs Hull.....	177 (45)	Mail Printing Co. & Cie de Jésus... Mail Printing Co. & Laflamme...215	174 (57)
McLaren vs Kirkwood.....	724 (6)	(10), 500 (10, 16), 502 (5), 503 (2), 565 (8)	
McLaren vs La Corp. du Township de Buckingham.....	52 (35)	Mail Printing Co. & The Canada Shipping Co.....	489 (1), 501 (9), 516 (14)
McLaren vs McLaren.....	146 (1)	Maillet vs Séré.....	259 (4)
McLaughlin, <i>ex parte</i>	549 (70)	Maillet vs Desmeules.....	122 (15)
McLaughlin vs Grenier.....	895 (10)	Mainville vs Bélair.....	174 (64)
McLaughlin vs Leduc.....	174 (101)	Mainville & Corbeil.....	551 (1)
McLaughlin vs Paul.....	987 (6), 988 (2)	Mainville vs Legault.....	554 (25)
McLaurin vs Murphy.....	645 (39), 658 (4, 22, 30)	Maire de Terrebonne & Les Sœurs de la Providence.....	67 (19)
McLaurin vs Perkins.....	191 (82), 196 (75)	Maire, les échevins et citoyens de la cité de Montréal & Stephens..	72 (2)
McLean vs McCord.....	566 (9d)	Maisonneuve vs Larue.....	931 (15)
McLean vs McCormick.....	196 (18)	Major & Chadwick.....	1209 (4)
McLean vs Philips.....	554 (53)	Major & Corp. of Three Rivers.....	67 (19)
McLean vs Short.....	123 (24)	Major vs McClelland.....	554 (33), 560 (3)
McLeish & Dougall.....	423 (9)	Major vs Paris.....	177 (41)
McLeish vs Lees.....	177 (52)	Malbœuf & Larendeau.....	393 (6)
McLennan vs Grange.....	549 (43)	Malenfant & Barrette.....	583 (13)
McLennan & Hubert.....	893 (19)	Malhiot vs Bernier.....	898 (22)
McLeod vs Marcil.....	1203 (12)	Malhiot vs Burroughs.....	554 (66)
McLeod vs Murdock.....	105 (5)	Mallet & Desbarats.....	814 (12)
McLimont vs Robin.....	127 (4)	Mallet vs Martineau.....	554 (102)
McMahon vs Ives.....	122 (25)	Mallet vs Saraha.....	78 (17)
McManamy vs Boisclair.....	658 (16)	Mallette & City of Montréal...957	(32), 1248 (2), 1252 (4)
McMartin vs Walsh.....	94 (29)	Mallette vs Ethier.....	931 (16)
McMaster vs Bazinet.....	888 (8)	Mallette & Lenoir.....	1216 (2, 3)
McMaster vs Robertson.....	898 (53)	Mallette vs Patenaude & Laforce...664 (4), 952 (10), 1185 (24)	
McMillan & Buchanan.....	174 (9)	Mallette & Tremblay.....	46 (21), 517 (1)
McNamara vs Gauthier.....	555 (2), 652 (2), 832 (7), 833 (24), 893 (18)	Malo vs Labelle.....	897 (5), 909 (4)
McNamee vs Himes.....	191 (47), 475 (4)	Malo vs The Land and Loan Co...414 (2)	
McNamee vs Jones.....	310 (16), 919 (13), 1197 (6)	Malone & Tate.....	356 (6)
McNaughton & The Exchange Na- tional Bank.....	723 (5)	Maltais vs Dufour.....	208 (13)
McNeice vs Foss.....	1114 (16)	Mander vs Browne.....	314 (4), 853 (10)
McNeven vs McAndrew.....	933 (32)	Mann & Hogan.....	1059 (5)
McNicholl vs Laberge.....	554 (32)	Mann vs Lambe.....	179 (17), 204 (1), 421 (2c, 2g)
McNish vs Lacombe.....	555 (7)		

TABLE DES CAUSES CITÉES.—MAN-MEN.

XLI

Mann & Monk.....	115 (6)	Martin & St-Pierre.....	173 (15)
Manseau vs Bernard.....	645 (42)	Martindale & Powers.....	111 (12), 122 (32)
Manseau vs Brodeur.....	698 (5)	Martineau vs Brault.....	134 (3), 645 (16),
Manseau vs Manseau.....	20 (3)		1175 (6)
Mantha vs Coghlan.....	182 (10)	Martineau vs Karrigan.....	226 (2)
Mantha vs Séguin.....	895 (54)	Martineau & Lussier.....	123 (45), 174 (116)
Mannd vs La Fabrique de Charle-		Martineau vs Michaud.....	128 (12)
bourg.....	957 (49)	Massé vs Coté.....	48 (5)
Marceau vs Lachance.....	200 (18)	Massé vs Laflamme.....	49 (9)
Marchand vs Dansereau.....	553 (7)	Massé vs Lainé.....	177 (3)
Marchand vs Judge.....	1150 (24)	Massé vs Robillard.....	332 (12)
Marchand & Lamirande.....	1094 (3)	Massey vs Coté & Cie. du Drum-	
Marchand vs Marchand.....	771 (5)	mond Ry.....	931 (22)
Marchand vs Molleur.....	69 (7)	Masson vs Choall.....	694 (6)
Marchand vs Snowdon.....	893 (11)	Masson & Gebhart.....	323 (4)
Marchand vs Turgeon & Malhiot.....	1292 (11)	Masson vs McGowan.....	88 (2), 217 (6)
Marchildon vs Mooney.....	670 (19)	Massue vs Crébassa.....	617 (5)
Marchildon vs Tousignant.....	654 (3)	Massue vs Nadeau.....	992 (50)
Marcil vs La Cité de Montréal.....	73 (2)	Mathews, <i>ex parte</i>	1292 (6)
	969 (2)	Mathewson & Bush.....	897 (4)
Marcotte vs Descoteau.....	182 (13)	Mathieu vs Beauc'amp.....	89 (9), 599 (20)
Marcotte vs Guévremont.....	127 (8), 1177	Mathieu vs Brousseau.....	121 (6)
	(17, 21)	Mathieu vs Corbeil.....	1177 (54)
Marcotte vs Lachapelle.....	48 (27), 170 (20)	Mathieu vs Létourneau.....	81 (3, 8)
Marcotte vs La Cour des commissai-		Mathieu vs Tremblay.....	843 (4)
res de St-Casimir.....	82 (2), 1163 (13), 1177	Mathieu vs Vigneau.....	196 (33)
	(17), 1295 (5, 6)	Matte vs Bédard.....	170 (6)
Marcotte vs Moodie.....	220 (23 ^g), 895 (39)	Matte vs Chenevert.....	651 (13)
Marien vs Huot.....	554 (116)	Matthews & Le Maire de Montréal.....	310 (36)
Marmen vs Brown.....	78 (6)	Matthews vs Martin.....	44 (2)
Marois & Allaire.....	69 (2)	Matthews vs The Northern Ass.	
Marois vs Deslauriers.....	598 (17)	Co.....	423 (2, 7)
Marquette vs Smith.....	210 (1)	Matthewson & Cadieux.....	43 (16)
Marquis & Van Courtland.....	1216 (5), 1220	Mattinson & Cadieux.....	693 (13)
	(15, 22)	May vs Fournier.....	81 (45), 853 (19)
Marry, <i>ex parte</i>	1304 (2)	May vs Ritchie.....	210 (2), 212 (1)
Marsan vs Lemoine.....	198 (30)	Mayer vs Boucher.....	88 (4 ^g)
Marsan vs Mandeville.....	55 (12), 275 (19)	Mayer vs Chartrand.....	88 (4 ^g)
Marsan & Poirier.....	46 (32, 34), 885 (3),	Mayer vs Léveillé.....	567 (10), 572 (3)
	887 (2)	Mayer vs Scott.....	179 (8 ^g)
Marsan vs Riddell.....	117 (9), 885 (2)	Mayor vs McClelland.....	646 (4)
Marsan vs Tessier.....	692 (7)	Mayor, Aldermen and Citizens of	
Marshall & Coffing.....	1214 (15), 1221 (11)	Montreal vs Ranson.....	283 (6a)
Marsolais vs Burns.....	279 (25, 26), 652 (3)	Mayor etc., & Hubert.....	1249 (9)
Marsolais vs Lesage.....	516 (23)	Mayor of Iberville & Jones.....	957 (9, 27a)
Marson vs Hughes.....	909 (22)	Mayor of Montreal & Frothingham.....	43 (27)
Martel vs Constantine.....	722 (6)	Mayor & c. of Montreal & Drum-	
Martel vs Dufort.....	830 (4)	mond.....	1232 (2)
Martel vs Lemieux.....	598 (33), 645 (65),	Maurice vs Desrosiers.....	599 (29)
	652 (9)	Maurice vs Ferns.....	554 (109)
Martel vs Sénécal.....	122 (7)	Maury vs Durand.....	898 (43)
Martel vs Tanguay.....	78 (52), 122 (3, 41),	Maze vs Laniel & Bourdon.....	1153 (6)
	174 (12)	Mazurette vs Boivin.....	711 (6)
Martin & Brunelle.....	44 (1)	Meagher vs Meagher.....	202 (4)
Martin vs Charland.....	128 (5)	Meath vs Monaghan.....	761 (9)
Martin vs DeMontigny.....	1292 (35)	Mechanics Bank vs Seale.....	208 (2)
Martin, <i>ex parte</i>	1114 (8)	Meier vs Beling.....	931 (20)
Martin vs Foley.....	549 (41)	Meigs vs Aikin.....	1199 (3)
Martin vs Jones.....	1066 (18)	Meiklejohn vs Young.....	1441 (3)
Martin vs Labelle.....	670 (2)	Mélançon vs Beaupré.....	314 (8)
Martin vs Les Sœurs Hospitalières		Mélançon & Hamilton.....	780 (2)
d'Arthabaska.....	214 (5)	Mélançon vs Venne.....	400 (4), 1061 (1)
Martin vs Martin.....	177 (55), 198 (8), 1150	Melles vs Swales.....	182 (2)
	(20), 1153 (3)	Meloche vs Brunet.....	1292 (27)
Martin vs Mathieu.....	692 (10)	Ménard vs Bertin.....	223 (9)
Martin & Mills.....	67 (30)	Ménard & Bryson.....	196 (67)
Martin vs Montreal Water and		Mendell vs Berthiaume.....	275 (40), 422 (4)
Power Co.....	554 (65)	Menzies vs Bell.....	94 (12)
Martin vs Plante.....	919 (6)		

Merchants Bank of Canada & Arpin.....	706 (17, 5c)	Mitchell & Heffernon.....	1211 (11)
Merchants Bank of Canada vs Irving.....	283 (4)	Mitchell & Holland.....	81 (44)
Merchants Bank of Canada vs Murphy.....	645 (21)	Mitchell vs Les Syndics d'écoles, etc. du village du Coteau Land-ing.....	1163 (9)
Merchants Bank of Canada vs Sauvaille.....	590 (33)	Mitchell vs Mitchell.....	70 (2), 407 (9)
Merchants Bank of Canada vs The Montreal P. & B. Ry. Co.....	658 (13), 677 (6)	Miville vs Fay.....	722 (5)
Merchants Bank of Canada & Whitefield.....	1251 (6)	Moat & Moisan.....	784 (15)
Mercier vs Bouffard.....	174 (102)	Moffat vs St-Amour.....	992 (9)
Mercier vs Mercier.....	174 (40)	Moffette vs G. T. Ry. Co.....	310 (10)
Mercier vs Mercier & Lachance.....	599 (50)	Moineau vs Corbeille.....	1060 (4)
Mercier vs Waterloo and Magog Ry. Co.....	241 (3), 244 (2)	Moir & Corp. of the village of Huntingdon.....	67 (46)
Mercure & Lafranboise.....	834 (3a)	Moisan vs Bourgeois.....	177 (9), 278 (16)
Meservier vs The Can. Pac. Ry. Co.	911 (34)	Moisan vs Jorgensen.....	947 (3)
Mesnard vs Laberge.....	301 (2)	Moisan & Roche.....	624 (6), 946 (4c)
Messier, <i>ex parte</i>	1114 (29)	Moisic Iron Co. & Olsen.....	842 (2), 895 (23), 898 (37, 45), 899 (2), 900 (6), 920 (3)
Metacomet National Bank & Paine.	895 (26)	Molleur vs Déjalon.....	96 (2)
Métayer vs Larichelière.....	1153 (3)	Molleur & Dougall.....	275 (25, 38), 422 (3)
Méthé & Moreau.....	94 (30)	Molleur & La Ville de St. Jean....	1006 (7)
Méthod & Dufort.....	566 (7)	Molleur vs Marchand & Atty. Gen.	86 (6), 1185 (14), 1186 (3)
Méthot vs Lalonde.....	329 (2)	Molleur vs Stephens.....	279 (15)
Méthot vs Perrin.....	177 (38)	Molleur vs St. James.....	784 (13)
Métrivier vs Les Sœurs de Ste-Croix.	1437 (2)	Molson & Burroughs.....	519 (2), 693 (9), 769 (2), 1177 (45)
Métris & Trudeau.....	43 (18), 48 (11), 987 (5, 22), 1213 (4)	Molson & Bernard.....	46 (46), 67 (12)
Métrissé & Brault.....	1214 (27)	Molson & Carter.....	69 (3), 314 (5), 599 (3), 600 (11), 919 (19), 1249 (11)
Metropolitan Mnfng. Co. vs Gareau.	947 (5)	Molson & Griffin.....	549 (21)
Metropolitan Ry. Co. vs Wright....	501 (2)	Molson & Lambe.....	1003 (26)
Meunier vs Corp. du comté de Lévis.....	58 (4)	Molson vs Reuter.....	205 (12)
Meunier vs Drapeau.....	182 (26)	Molson vs The Corp. of Montreal..	1292 (2)
Meunier vs La Corp. de Québec....	25, (37)	Molson vs The Moisie Co.....	356 (2)
Meyer vs Cardinal.....	198 (18)	Molsons Bank vs Charlebois....	177 (24, 69)
Michaud vs Ross.....	549 (129)	Molsons Bank vs La Cité de Montréal.....	220 (24c)
Michaud & Vézina.....	566 (20)	Molsons Bank vs Lionais.....	215 (6), 236 (10)
Michon & Gauvreau.....	646 (5)	Molsons Bank vs McMinn.....	895 (53)
Michon vs Venne.....	88 (4g), 97 (2), 508 (14)	Monarque vs Clarke.....	1150 (14)
Middlemis & Le Procureur Général de Québec.....	588 (2)	Moncel vs Ross.....	582 (2)
Millette & Gibson.....	555 (1), 898 (35)	Moncion vs Les ecclésiastiques du Séminaire de Montréal..	121 (18), 178 (81), 516 (37)
Miller vs Bourgeois.....	179 (8s), 191 (10), 196 (13), 220 (24d), 223 (3)	Mondelet vs Power.....	953 (10)
Miller & Coleman.....	566 (7)	Monette vs Charette.....	992 (11)
Miller vs Déchêne.....	179 (8g), 181 (5)	Monette vs D'Amour.....	658 (18)
Miller vs Dutton.....	173 (9)	Monette & Lefebvre.....	67 (23)
Miller vs Lepitre.....	371 (7)	Monette vs Molleur.....	1351 (3)
Miller vs McDonald.....	201 (2), 205 (10)	Mongenais vs La Corp. du village de Rigand.....	126 (6)
Miller vs Quesnel.....	867 (8)	Mongeon vs Constantineau.....	1173 (2)
Miller vs Shaw.....	303 (3)	Mongeon vs Turenne.....	285 (1)
Milligan vs Mason.....	898 (44), 901 (7, 11)	Monk, <i>ex parte</i>	1114 (25)
Millot vs Millot.....	599 (10)	Monk vs Onimet.....	81 (31)
Milloy vs Farmer.....	208 (12)	Monpas vs Corp. de St-Pierre les Becquets.....	180 (5)
Milloy vs O'Brien.....	554 (20)	Monro & Bell vs Laliberté.....	176 (3)
Mills vs Atlantic and North West Ry. Co.....	1436 (12), 1441 (2), 1442 (5)	Montagnon vs Fiset.....	987 (8)
Mimiandre vs Allard.....	310 (40)	Montchamp vs Montchamp.....	177 (61)
Mireau vs Gorm.....	127 (13)	Montferrand vs Bertrand.....	91 (2)
Miron vs Martel.....	980 (2)	Montfort vs Rivard.....	656 (2)
Mission de la Grande Ligne & Morissette.....	43 (4)	Montgomery vs Lyster.....	898 (15, 59), 900 (8)
Mitchell vs Beun.....	901 (12)	Montrait & Montrait.....	251 (22)
Mitchell vs Flanagan.....	177 (47)	Montrait & Williams ..	275 (42), 523 (5), 549 (21)
Mitchell vs Hancock Inspirator Co.	549 (20)	Montreal and Ottawa Forwarding Co. vs Dickson.....	52 (8), 536 (10)

TABLE DES CAUSES CITÉES.—MON-NAD.

XLIII

Montreal Ass. Co. & McGillivrey... 43 (29), 191 (81), 1247 (1)	Morin vs Henderson..... 259 (2)
Montreal Board of Trade vs Burel... 217 (11)	Morin & Homier..... 1221 (8)
Montreal Board of Trade vs La Cie du ch. de fer des comtés-Unis... 555 (11)	Morin vs La Banque Jacques-Car- tier..... 877 (4)
Montreal Board of Trade vs The United Counties Ry. Co..... 645 (9)	Morin vs Nadeau..... 1177 (31)
Montreal City and Dist. Saving's Bank vs Geddes..... 237 (16)	Morin & Palsgrave..... 1065 (6)
Montreal Cotton Co. & La Corp. de la ville de Salaberry de Valley- field... 52 (37), 1006 (11), 1214 (18), 1221 (12)	Morin vs Robitaille..... 653 (28)
Montreal Gas Co. vs Consumers Gas Co..... 957 (17)	Morrill vs McDonald..... 830 (2)
Montreal Gas Co. vs The United States Ammonia Co..... 142 (12)	Morris vs Antrobus..... 179 (9)
Montreal Lithographing Co. vs Sa- biston..... 957 (41)	Morris vs Blythe & Lindsay..... 645 (28)
Montreal Loan and Mortgage Co. vs Denis..... 202 (14)	Morris vs Canada Iron and Steel Co..... 770 (1)
Montreal, Ottawa and Occ. Ry. Co. & Bourgouin..... 1444 (11)	Morris vs Stairs..... 191 (94)
Montreal Park and Island Ry. Co. vs Madore & Décary... 414 (9), 554 (96)	Morris & The Connecticut and Pas- sumpsic R.R..... 666 (1)
Montreal Park and Island Ry. Co. & McLaurin..... 554 (117)	Morrison vs Cyr..... 746 (2)
Montreal Park and Island Ry. Co. & Wynnes & Martin... 1434 (26), 1444 (30)	Morrison & Dambourgès... 89 (12), 1248 (4)
Montreal, Portland and Boston Ry. Co. & Hatton..... 1001 (2), 1214 (36)	Morrison vs deLorimier..... 340 (2)
Montreal, Portland and Boston Ry. Co. vs La Ville de Longueuil... 1003 (45)	Morrison vs Miller..... 182 (14)
Montreal Street Ry. Co. & Alley... 177 (12) 278 (3, 4)	Morrison vs Mullins... 832 (10), 833 (14, 16)
Montreal Street Ry. Co. vs Gau- thier..... 173 (19)	Morrison vs Wilson..... 1197 (3)
Montreal Street Ry Co. & Ritchie... 893 (12), 963 (3)	Morrisette vs La Corp. du village de Bienville... 88 (5g)
Monty vs Ruiter..... 59 (12), 94 (9)	Morrow vs Huot..... 177 (49)
Moor & Dyke..... 955 (13)	Morse & Brooks..... 122 (29)
Moore vs Duclos..... 1100 (3)	Morse vs Piché..... 179 (13)
Moore vs Keane..... 1147 (6)	Moss vs Douglass..... 366 (2)
Moore & Lamoureux..... 1214 (37)	Moss vs Ross..... 251 (35)
Moore vs Lavoie..... 898 (26, 36)	Moss vs Wilson..... 843 (3)
Morandat vs Varet..... 909 (5), 920 (4)	Motz & Moreau..... 1252 (11)
Moranville vs Demers..... 198 (31)	Mountain vs Dumas..... 173 (7)
Moreau vs Caldwell..... 717 (1)	Mountain vs Walker..... 179 (96)
Moreau vs Demers..... 594 (6)	Mousseau vs Bate..... 1008 (3)
Moreau vs Dorion..... 220 (15)	Mousseau vs Raeburn..... 1162 (2)
Moreau vs Léonard..... 282 (7)	Mowry vs Bowen..... 724 (6)
Moreau vs Mathewson..... 947 (4)	Muir & Muir... 69 (32), 1214 (2), 1249 (4, 6)
Moreau vs Motz..... 46 (10)	Muir vs Providence Ins. Co. 392 (14), 414 (7)
Moreau vs The City and District Saving's Bank..... 192 (4)	Muldoon vs Dunne..... 566 (6)
Morency vs Fortier..... 94 (10)	Muldoon & Lanoix..... 217 (2)
Morency vs Fournier... 545 (1), 1114 (30)	Mullarky vs Phaneuf..... 901 (13)
Morgan vs Benjamin..... 137 (3)	Mullen vs Pearl..... 1187 (2)
Morgan & Coté..... 957 (27b)	Mullen vs Rogie..... 81 (12)
Morgan vs Dubois... 174 (31), 1150 (2, 13)	Mullin vs Kehoe..... 955 (5)
Morgan vs Girard..... 364 (13)	Municipalité du village de St-Louis du Mile-End vs Cité de Montréal. 957 (36)
Morgan vs LeBouthillier... 853 (8), 895 (68), 919 (10)	Munn vs Halferty..... 622 (3)
Morgan vs Lord..... 713 (4)	Murphy vs Knapp..... 136 (4), 566 (9c)
Morgan vs Normandeau... 174 (78), 516 (38)	Murphy vs Williams... 67 (53), 1220 (20)
Morgan vs Valois..... 160 (3)	Murray vs Clouston... 549 (49), 954 (2)
Morkill vs Cavanagh... 94 (40)	Murray vs Gorman..... 191 (39)
Morier vs Loupret..... 63 (4)	Murray vs La Cie. de ch. de fer de Montréal & Sorel... 654 (7), 677 (10)
Morin vs Arcan..... 196 (34)	Murray & Westmount... 67 (51)
Morin vs Daly..... 647 (7, 9), 676 (18)	Mutual Fire Ins. Co. of Joliette vs Desrouselles..... 94 (74)
	Myler & Styles..... 117 (6)

N

Nadeau & Cheval..... 46 (6), 549 (21)
Nadeau vs Commissaires d'écoles de St-Frédéric..... 78 (45)
Nadeau vs La Corp. de Lévis... 1292 (5), (7), (42)
Nadeau & Pacaud..... 275 (24), 548 (3)
Nadeau vs St-Jacques... 549 (32), 1059 (16, 17)
Nadeau vs The The Corp. of St. Séverin..... 546 (18)

Nash vs Beuthner.....	895 (61)	O'Dowd vs Brunette.....	598 (25)
National Ins. Co. vs Cartier.....	94 (68)	O'Farrell & Brossard.....	60 (21), 1003 (7, 39), 1006 (3), 1196 (14)
National Ins. Co. & Paige.....	94 (73)	O'Farrell & Doucet.....	1003 (35)
National Ins. Co. vs St. Cyr.....	310 (21)	O'Farrell, <i>ex parte</i>	43 (12)
Naud & Lavoie.....	689 (8)	O'Farrell vs Garneau.....	200 (12), 1003 (34)
Naud vs Marcotte.....	516 (45)	O'Farrell & The Bar of Quebec.....	1003 (21)
Naud & Smith.....	546 (3), 554 (72)	O'Flaherty vs McLaughlin.....	179 (84)
Neil vs Champoux.....	1177 (17, 22)	Ogden & Dawson.....	272 (3), 552 (2)
Neilan vs Demers.....	1141 (2)	O'Gilvie vs Farnan.....	843 (6), 888 (2, 4, 5)
Neill vs Ferland.....	895 (63, 64)	O'Halloran vs Barlow.....	177 (20), 685 (2)
Neilson vs The Union Co.....	241 (2)	O'Halloran vs Sweet.....	549 (21)
Nelson & Harrison.....	191 (57)	O'Heir & Lemoine.....	1060 (3)
Nelson vs Joly.....	607 (6)	O'Leary vs Francis & Burroughs.....	1214 (40)
Nelson vs Lippé.....	895 (82), 901 (23)	Olivier vs Bélanger.....	756 (5)
Nesbitt vs Turgeon.....	81 (28)	Olivier vs Darling.....	182 (21)
Nevelle vs Carrière.....	898 (61)	O'Mally vs The Scottish Commer- cial Ins. Co.....	95 (2)
Neveu vs Kabeau.....	693 (8)	O'Meara vs McCleverty.....	1337 (2)
Neville vs Bode.....	853 (26)	O'Neil & Atwater.....	87 (8)
Newark Patent Leather Co. vs Wolff.....	182 (9)	Ontario and Quebec Ry. Co. vs Brodie.....	1439 (7)
Newbury vs McHele.....	1163 (3), 1169 (7)	Ontario and Quebec Ry. Co. vs La- tour.....	1438 (2)
New York Central Car Co. & Dono- van.....	94 (26)	Ontario and Quebec Ry. Co. & Mar- clette.....	67 (11)
New York Life Ins. Co. vs Dubeau.....	123 (42)	Ontario Bank & Chaplin.....	880 (8)
Ney & Colville.....	196 (44)	Ontario Bank & Duchesnay.....	46 (14)
Niagara District Ins. Co. vs Mac- Farlane.....	179 (86b)	Ontario Bank vs Lionais.....	599 (16)
Nick vs Arpin.....	888 (9)	Ontario Car and Foundry Co. & Hogan.....	931 (19), 955 (22)
Nicolle vs Clément.....	123 (44), 174 (113)	Ontario Car Co. vs Quebec Central Ry. Co.....	677 (7)
Noad vs Von Exter.....	177 (34)	Ontario Express and Transportation Co. vs The Grand Trunk Ry. Co.	992 (9, 47)
Noel vs Berthiaume.....	78 (21)	Ordre des Forestiers Catholiques vs St-Martin.....	122 (37), 174 (111), 952 (13)
Noel vs Laverdure.....	598 (28)	Osborne vs Nitsch.....	933 (40)
Noel vs White.....	89 (7)	Osgood & Kellam.....	1066 (13)
Nolan vs Dastous.....	15 (2), 52 (28), 118 (5)	Osgood & Steel.....	79 (4), 80 (3)
Nordheimer & Duplessis.....	113 (21)	Osler vs Hodgson.....	128 (10), 617 (9)
Nordheimer vs Farrell.....	909 (19), 1162 (9)	Ostell & Joseph.....	1436 (6)
Nordheimer & Leclaire.....	658 (3)	Ostell vs O'Brien.....	205 (11)
Nordheimer vs Purcell.....	554 (111)	Ostell vs Péloquin.....	898 (53)
Nordheimer vs Roy.....	693 (6)	Ouellet vs La Cie du Pacifique.....	280 (20, 22)
Normand vs Huot.....	191 (3)	Ouellet vs Vallières.....	832 (10, 11)
Normand & McGreevy.....	1442 (8)	Ouellette vs Sicotte.....	332 (13)
Normandin & Berthiaume.....	118 (6, 7), 183 (17), 196 (42), 517 (4)	Ouimet vs Gray.....	987 (23)
Normandin vs Gingras.....	314 (18)	Ouimet & La Cie d'Imprimerie du Canada.....	549 (26)
Normandin vs Normandin.....	676 (3)	Ouimet & La Cité de Montréal.....	554 (62)
North British and Mercantile Ins. Co. vs Marsan.....	724 (8)	Ouimet vs La Corp. du comté de Compton.....	52 (41)
North British Mercantile Fire and Life Ins. Co. vs Lambe.....	958 (3)	Ouimet & Lafond.....	1220 (10)
North Shore Ry. Co. & Les Dames Urselines de Québec.....	397 (4)	Ouimet vs Meunier.....	835 (3), 899 (4)
North West Shoe Co. vs Maranda.....	154 (13)	Ouimet & Papin.....	549 (57)
Nouveau Monde vs Laferrière.....	94 (81)	Ouimet vs Picotte.....	1393 (5)
Nysted vs Darbyson.....	832 (10)	Ouimet vs Prévost.....	599 (18)
Nye vs Potter.....	761 (4)	Oviat vs McNabb.....	129 (2)
O			
O'Connell vs Frigon.....	403 (10), 404 (3), 1436 (7)		
O'Connor vs Brown.....	329 (6)		
O'Connor vs Couture.....	124 (4)		
O'Connor vs Flynn.....	183 (21)		
O'Connor & Inglis.....	78 (10), 122 (4), 516 (10)		
O'Connor vs Murtagh.....	684 (2)		
O'Connor & Raphael.....	64 (59)		
Odell vs Bell.....	164 (23), 191 (80), 1199 (8)		
O'Dell & Gregory.....	67 (36)		
P			
Pacaud vs Barwis.....	88 (57), 893 (19)		
Pacaud & Bélique.....	1003 (10, 46)		
Pacaud & Corp. du village de Prin- ceville.....	167 (4)		
Pacaud vs Dumoulin.....	599 (14)		
Pacaud & Gagné.....	69 (19)		

TBALE DES CAUSES CITÉES.—PAC-PER.

XIV

Pacaud vs Hooker.....	174 (50)	Patenaude vs McCullogh.....	554 (79)
Pacaud vs Howard.....	103 (5)	Patoille & Desmarais.....	81 (5, 8)
Pacaud vs La Cie du Télégraphe de Montréal.....	142 (1)	Patterson vs Guillemette.....	622 (4)
Pacaud & La Fabrique de St-Eu- sèbe.....	1003 (7)	Patterson vs Bourn.....	898 (21)
Pacaud & Quesnel.....	88 (47)	Patterson vs Mutual Life Ins. Co... 509 (6)	
Pacaud & Rickabey.....	69 (26), 1008 (1)	Pattison vs The Mutual Ins. Co. of Standstead.....	142 (4)
Pacaud & Roy.....	69 (18)	Patton vs La Corp. de St-André d'Acton.....	310 (35)
Pacaud vs St-Hilaire.....	554 (24)	Patton & Morin.....	781 (10), 784 (3, 5)
Pagé vs Carpentier.....	177 (56)	Paulet vs Antaya.....	895 (32)
Page vs McLennen.....	513 (49)	Pauzé vs Sénécal.....	204 (2), 523 (6)
Pagé vs Town of Longueuil.....	512 (7)	Payette vs Hatton.....	600 (6), 1212 (2)
Pageau vs Angers.....	9, (64), 993 (9)	Pearson vs James.....	572 (2)
Paige vs Griffith.....	706 (21)	Peck vs Murphy.....	282 (8)
Paige vs Savard.....	18 (2)	Pednault vs La Corp. de la ville de Buckingham.....	88 (44)
Painchaud & Hudon.....	69 (33), 1214 (47), 1250 (2)	Pédnand vs Perron.....	1197 (9)
Palliser & Roy.....	645 (14), 711 (4)	Pédnand vs Chesholm.....	554 (97)
Palmer, <i>ex parte</i>	1298 (2)	Pellerin vs Leveillé.....	183 (20)
Paisgrave vs Sénécal.....	624 (2)	Pelletier vs Bouchard.....	1160 (3), 1197 (8)
Painpalon vs Lortie.....	673 (1)	Pelletier vs Chassé.....	780 (4)
Panet & Hamel.....	225 (18)	Pelletier vs Deschênes.....	895 (7)
Pangman & Buchanan.....	1214 (35)	Pelletier vs Jetté.....	1196 (12)
Pangman vs Paullé.....	236 (8), 800 (4), 814 (3), 822 (2)	Pelletier vs Lajoie.....	662 (3)
Panneton vs Guillet.....	153 (19)	Pelletier vs Marin.....	846 (8)
Panton vs Woods.....	177 (32)	Pelletier vs Martin.....	833 (29), 836 (6), 837 (17)
Papin, <i>ex parte</i>	18 (2)	Pelletier vs Ratelle.....	111 (16)
Papineau & Guy.....	833 (11)	Pelletier vs Raymond.....	196 (29)
Papineau vs Ouimet.....	174 (109)	Pelletier vs Reburn.....	686 (3)
Papineau vs Papineau.....	179 (97)	Pelletier vs Riou.....	692 (12)
Paquet vs Company of Can. Pac. Ry.....	94 (35)	Pelletier vs Turcot.....	1369 (2)
Paquet vs Lejeune.....	946 (13)	Péloquin & Brunet.....	546 (17), 1054 (2), 1248 (5)
Paquet vs Poirier.....	549 (63)	Péloquin & Cardinal.....	877 (6)
Paquet & Taché.....	123 (40)	Péloquin vs Genser.....	208 (7)
Paquette vs Binette.....	1064 (8)	Péloquin vs Lamothe.....	1292 (19)
Paquette & Globenski.....	87 (14)	Peltier vs Miville.....	196 (56)
Paquette vs Morin.....	1177 (56)	Peltier vs Puize.....	188 (3)
Paquette vs Rhéaume.....	554 (44)	Pemberton vs Demers.....	111 (4)
Paquin vs Craig.....	55 (31)	Pennoyer & Butler.....	723 (4)
Paquin & Dawson.....	853 (14)	Penny vs Berthelot.....	94 (80)
Paquin vs Soc. Bienveillante de St- Roch.....	49 (12)	Penny vs The Montreal Herald Printing and pub. Co.....	1202 (7)
Paradis vs Dorion.....	1196 (10)	People vs Cauffman.....	957 (5)
Paradis, <i>ex parte</i>	1008 (1)	People of New-York vs The Fitzch- burg Ry. Co.....	509 (7)
Paradis vs Guesteau.....	94 (89)	Pepin vs Christin.....	566 (13)
Paradis vs Poirier.....	28 (1), 121 (6), 157 (5), 364 (3), 418 (2)	Perkins vs Leclair.....	549 (16)
Paradis & Thibaudeau.....	421 (5)	Perkins & Rye.....	701 (2)
Pard vs Kingsey Falls.....	122 (20)	Pérodeau, <i>ex parte</i>	1076 (3), 1081 (2), 1082 (2)
Paré, <i>ex parte</i>	52 (31), 81 (43)	Perras vs Beaudin.....	583 (9)
Parent vs La Cité de Montréal.....	992 (24)	Perras vs Goyette.....	516 (16)
Parent vs Lepage.....	1196 (7)	Perrault vs Dozois.....	180 (4)
Parent & Parent.....	1059 (18)	Perrault vs Drolet.....	154 (7)
Parent vs Picard.....	122 (11)	Perrault & Mousseau.....	784 (32)
Parent vs Shearer.....	958 (2)	Perrault & Simard.....	520 (5)
Parent vs St-Jacques.....	179 (96)	Perrault vs Tite.....	919 (22), 939 (4)
Parent vs Trudel.....	895 (16, 79)	Perreault vs Binet.....	128 (3)
Paris vs Brisson.....	48 (11)	Perreault vs Charbonneau.....	834 (10)
Paris vs Couture.....	987 (12)	Perreault vs Chartrand.....	645 (35)
Park vs Rivard.....	179 (97)	Perreault vs Desève.....	901 (14)
Parker vs La Banque Ontario.....	142 (14)	Perreault vs Hausseman.....	946 (46)
Parks vs Day.....	1198 (4)	Perreault vs Lacroix.....	174 (26)
Parsons vs Berthelet.....	614 (9)	Perreault vs Levesque.....	124 (3)
Patenaude vs Charron.....	1059 (2, 25), 1063 (3)	Perreault vs Masson.....	599 (11)
Patenaude vs Guertin.....	645 (58)		

Perreault vs McCarthy.....	509 (23)	Plourde vs Brisson.....	549 (72)
Perreault vs Vallières.....	113 (15)	Ploussard vs Todd.....	1177 (58)
Perrin vs Bilodeau.....	111 (20), 198 (39)	Poirier vs Berthiaume.....	1434 (25)
Perron vs Bouchard.....	784 (28)	Poirier vs d'Ivry.....	164 (20), 174 (98, 124), 521 (9), 524 (1)
Perry vs Milnes.....	230 (3)	Poirier vs Dutriac.....	217 (8)
Perry vs Pell.....	893 (15)	Poirier vs Fulton.....	877 (2)
Perry vs St. Lawrence Elevating Co.....	182 (12)	Poirier vs Laberge.....	573 (2)
Peters vs Les Commissaires du Havre de Québec.....	1434 (11)	Poirier & Lareau.....	94 (88)
Peters vs The Joliette Tobacco Co..	286 (11)	Poirier vs O'Dell.....	922 (7)
Petit vs Crevier.....	822 (5)	Poirier vs Plouffe.....	646 (7)
Phaneuf vs Cochrane.....	280 (23)	Poissant & Barrette.....	81 (23)
Phaneuf vs Elliott.....	280 (24)	Poissant vs Racette.....	198 (87)
Phaneuf vs Smith.....	724 (10)	Poitras vs Aubry.....	123 (5), 164 (17), 174 (103, 128), 1150 (31)
Phelan vs St. Gabriel Total abstin- ence and Benefit Society.....	992 (51)	Poitras vs Drolet.....	31 (20)
Phelan vs Turner.....	939 (6)	Poitras vs Gagné.....	174 (87), 909 (23)
Philippstall vs Duval.....	430 (3), 471 (3)	Poitras vs Montreal Gas Co.....	49 (2)
Phillips vs Baxter.....	127 (13)	Polette vs Brown.....	286 (6)
Phillips vs Cooke.....	205 (16)	Poliquin vs Martel.....	978 (11, 12), 987 (36)
Phillips vs Grace.....	15 (8)	Pollock, <i>ex parte</i>	1114 (19)
Phillips vs Hart.....	226 (3)	Pope vs The Post Printing and Pub. Co.....	350 (4)
Phillips vs Kurr.....	895 (12), 973 (6)	Pope & Turner.....	87 (22), 191 (58)
Phillips & Sutherland.....	41 (22), 46 (35), 898 (3), 901 (4), 919 (9), 1213 (3)	Porteous & Reynor.....	81 (45), 220 (24a), 853 (20)
Picard vs Bérard.....	196 (21), 200 (3)	Potter vs McDonald.....	182 (8)
Picard vs Gosselin.....	275 (22)	Potvin vs The Montreal Loan and Mortgage Co.....	113 (26), 192 (3)
Picard vs Renaud.....	952 (14), 1130 (4)	Potvin vs Truchon.....	1133 (2)
Picard vs The Dominion Cotton Mills Co.....	118 (118)	Poudrette vs The Ontario Ry. Co..	957 (43)
Picard vs Vallée.....	554 (67)	Pourrier vs Bonin.....	174 (44)
Piché vs Bernier.....	898 (5)	Poulet vs Larivière.....	303 (4)
Piché vs Guénette.....	202 (3), 1003 (57)	Poulin vs Palardeau.....	549 (89)
Piché vs La Corp. de Québec.....	1003 (11, 19)	Poulin vs Hudon.....	949 (8)
Piché vs Letang.....	600 (9)	Poulin vs Langlois.....	516 (26)
Picher vs Talbot.....	920 (5)	Poulin vs Plante.....	149 (3)
Pichette vs Desjardins.....	88 (47)	Pouliot vs Scott.....	123 (19)
Pickleman vs Adler.....	289 (8)	Pouliot vs Solo.....	122 (18)
Picote vs Wand.....	164 (21), 165 (12)	Poupart vs Miller.....	599 (34)
Pictou Bank vs Anderson.....	554 (37)	Poustie vs McGregor.....	1351 (2)
Pierce & Bulters.....	546 (7)	Poutré vs Lavolette.....	947 (6)
Pigeon & La Cour du Recorder.....	1003 (8)	Powell vs Pitterson.....	893 (14), 931 (3)
Pillar vs Larue.....	52 (26)	Power vs Whitney.....	179 (12)
Pillet vs Delisle.....	117 (3)	Powers & Martindale.....	78 (47), 111 (12)
Pilon vs Brunelle.....	567 (9)	Powis & The Quebec Bank.....	46 (48)
Pilon vs Vinet.....	1092 (2), 1104 (2)	Précourt vs Vidal.....	699 (4)
Pinault vs Grenon.....	549 (131)	Préfontaine vs Brown.....	548 (2)
Pindar vs The Bank of Nova Scotia.	103 (10)	Préfontaine vs Cité de Ste. Cuné- gonde.....	957 (31), 965 (2)
Pinsonnault vs Conmee.....	126 (4), 137 (7)	Préfontaine vs Ducharme.....	987 (26)
Pinsonnault vs de Gaspé.....	216 (3)	Préfontaine vs Pigeon.....	293 (4)
Pinsonnault vs Grant.....	781 (14)	Préfontaine vs Senécal.....	1163 (18)
Pinsonnault & Hébert.....	1065 (7)	Préfontaine vs Valois.....	695 (6)
Pinsonnault & Valade.....	321 (1)	Premier Oil Company vs Paxton...	167 (7)
Pipe vs Crevier.....	161 (10)	Prentice vs Graphic Co.....	179 (97), 182 (17)
Pirrie vs McHugh.....	123 (17), 192 (1)	Préseau vs Campeau.....	555 (5)
Piton vs Lemoine.....	516 (9), 1300 (5)	Président et Syndics de Berthier vs Denis.....	217 (4)
Plamondon vs La Corp. du Sémi- naire de St-Hyacinthe.....	278 (12)	Preston vs Paxton.....	9 (7)
Plamondon & Lemieux & Ellis.....	877 (15), 1185 (26)	Prévost & Bourdon.....	546 (23), 548 (4)
Plante vs Carrier.....	919 (18), 933 (33)	Prévost & Cie de Fives-Lille.....	758 (2), 784 (25)
Plante vs Cazeau.....	669 (3)	Prévost vs deMontigny.....	1003 (14), 1292 (9)
Plante vs Legendre.....	1063 (13)	Prévost vs Gauthier.....	303 (2), 834 (13)
Plante vs Parke.....	687 (3)	Prévost vs Jackson.....	94 (58), 164 (13)
Plante vs Société des Artisans.....	123 (14)	Prévost vs La Cie d'Imprimerie du Nord.....	198 (37), 202 (2)
Pleau vs The City and District Savings Bank.....	943 (2)	Prévost vs La Corp. de la p. de Ste- Julienne.....	183 (13)
Plessis vs Lajoie.....	269 (13)		

Prévost & Lalaude.....	813 (4)
Prévost vs Ritchot.....	48 (3), 494 (2)
Prévost & Rogers.....	646 (6)
Price & Chapman.....	1444 (7)
Price & Hale.....	271 (3)
Price vs La Ville de Chicoutimi.....	957 (34)
Price vs Marrotte.....	314 (21), 359 (10)
Price vs Percival.....	88 (4a)
Primeau vs Demers.....	549 (6)
Primeau vs Terrault.....	174 (16), 1150 (32)
Primeau & Trudeau.....	931 (18)
Prince & Jones.....	955 (3)
Prince & Morin.....	1214 (14)
Prince & Stevenson.....	127 (12), 877 (12)
Principaux officiers de l'Artillerie & Taylor.....	196 (52)
Prior & Delamar.....	678 (8)
Privé vs Dillon.....	588 (3)
Procureur Gén. vs Côté.....	1150 (5)
Procureur Général & Ellice.....	43 (24)
Procureur Gén. & Gray.....	144 (13)
Prosser & Creighton.....	78 (54), 122 (3)
Proud vs Pôisy.....	877 (13)
Proulx vs Beauvoileil.....	987 (35)
Proulx vs Lalonde.....	706 (19, 20), 782 (12)
Proulx vs Perreault.....	164 (22)
Proulx vs Proulx.....	229 (8)
Provençal vs Nadeau.....	566 (14)
Provencher vs Canadian Pacific Ry. Co.....	549 (93)
Provost & Bourdon.....	548 (4)
Provost vs de Montigny.....	1292 (52)
Provost vs La Cité de Montréal.....	174 (108)
Provost vs Masson.....	993 (6)
Prowse & Nicholson.....	549 (122)
Prud'homme vs Marion.....	554 (106)
Prud'homme vs Scott.....	583 (11)

Q

Quebec Bank vs Bryant.....	79 (5), 80 (3), 554 (85)
Quebec Bank vs Paquet.....	275 (22)
Quebec Bank vs Roland.....	463 (2)
Quebec Bank & Steers.....	895 (48), 931 (17)
Quebec Bank vs Stuart.....	691 (9), 695 (4)
Quebec Fire Ass. Co. & Anderson.....	69 (4)
Quebec, Montmorency & Charlevoix Ry. & Mathieu.....	1444 (24)
Quebec Steamship Co. vs Morgan.....	94 (76)
Queen & Beaulieu.....	1444 (19)
Queen vs Jones & Mathieu.....	1292 (14)
Queen & Hubert.....	1444 (18)
Queen & Paradis.....	1444 (19)
Queen vs Scott.....	1114 (33)
Queen vs The Registrar of Joint Stock Companies.....	992 (1, 5)
Queen City Refining Co., <i>ex parte</i>	212 (3)
Queen's Hotel Co. vs McLaren.....	280 (26)
Queen's Hotel Co. vs Radford & Morgan.....	837 (18), 880 (14)
Qunneville vs St-Aubin.....	832 (6, 12), 833 (23), 835 (1), 898 (35)
Quesnel vs Barrette.....	694 (4)
Quesnel & Corp. Princeville.....	129 (18)
Quinn vs Atcheson.....	895 (17), 901 (11)
Quintal vs Roberge.....	552 (3), 588 (4)
Quintal vs Roy.....	165 (3), 546 (15)
Quirk vs The New Rockland Slate	

Co.....	414 (1)
Quirouet vs Willson.....	834 (8)

R

Racey & Caron.....	516 (11)
Racey vs Oliva.....	173 (3)
Racey vs Stephenson.....	196 (35)
Racine & Kaue.....	695 (2), 833 (5)
Racine vs Racine.....	567 (12)
Racine vs Renaud.....	146 (2), 164 (14)
Radford vs Poitras.....	285 (1)
Radlger, <i>ex parte</i>	1255 (1)
Railway and Newspaper Advertising Co. vs Hamilton.....	94 (69)
Ramsay vs David.....	339 (2)
Ramsay, <i>ex parte</i>	20 (1)
Ramsay vs Hitchins.....	792 (5)
Ramsay vs Mann.....	1150 (21)
Ramsay & The Queen.....	237 (7)
Ranger vs Chevalier.....	191 (71)
Rankin vs Lay.....	392 (6)
Ranson vs Corp. of Montreal.....	83 (6)
Raphael vs Gibb.....	117 (5)
Raphael vs McDonald.....	900 (7)
Raphael & McLaren.....	67 (36), 39
Rassette vs Dalrymple.....	706 (23)
Rattray & Larue.....	81 (24)
Ray vs Carpenter.....	331 (9)
Raymond vs Walker.....	910 (4)
Redfield vs Hardee.....	94 (90)
Redfield & La Corp. de Wickham.....	690 (2)
Reed & Beaudet.....	191 (8)
Reed vs Cull.....	269 (17)
Reed vs Evans.....	179 (35)
Reed vs Rasconi.....	179 (9e)
Rees vs Morgan.....	220 (21), 223 (4)
Reeves vs Archambault.....	121 (5)
Regina vs Atkinson.....	276 (6)
Regina vs Barlow.....	992 (1, 6)
Regina vs Belleau.....	198 (24)
Regina vs Côté.....	48 (25), 100 (5), 1150 (5)
Regina & Demers.....	1020 (1)
Regina vs Garon.....	151 (7)
Regina vs Hull.....	52 (27), 1114 (32)
Regina vs McCorkill.....	834 (16)
Regina vs Montminy.....	1008 (2)
Regina & Morrison.....	601 (3)
Regina vs Registrar of Joint Stock Companies.....	992 (1, 5)
Regina vs Saunders.....	310 (37)
Regina vs Scott.....	1114 (33)
Regina vs St-Hilaire.....	225 (15)
Reid vs Bisset.....	854 (2), 860 (1)
Reilly vs Wilson.....	165 (10), 179 (37)
Reine, La vs Barbeau.....	1300 (2)
Reine, La vs Demers.....	69 (35), 1249 (12)
Reine, La vs McGreevy.....	1434 (22), 1444 (5)
Reine, La vs St-Hilaire.....	225 (15)
Reinhardt & Davidson.....	111 (10)
Religieuses de l'Hotel Dieu de Montréal & Sigouin.....	123 (13)
Rémillard & Brulé.....	1196 (6)
Renaud & Gagy.....	237 (13), 541 (1)
Renaud vs Hoffman.....	78 (51), 174 (89), 853 (28), 909 (24)
Renaud vs Labelle.....	183 (18)
Renaud & Proulx.....	123 (36)
Renaud & Vandusen.....	895 (38)

Renault vs Larochele.....	807 (4)	Robert & Laviolette & Desjardins.....	1200 (6)
Renoul, <i>ex parte</i>	992 (43)	Robert vs Northgraves.....	784 (22)
Rex vs Gingras.....	1292 (45)	Robert & Robert.....	411 (2)
Rhéaume vs Bourdon.....	113 (16), 541 (4)	Robert & Ryland.....	992 (55)
Rhéaume & Panneton.....	174 (55), 1150 (6)	Robert vs St-Louis.....	108 (1, 2), 202 (12)
Rhode Island Locomotive Works vs Senécal.....	1178 (3)	Robert & The Trust & Loan Co.....	1214 (20)
Ricard vs Chicoine.....	1064 (21)	Roberts & Hawkins.....	496 (6)
Ricard & La Fabrique de Ste-Jeanne de Chantal.....	1063 (4)	Robertson vs Attwell.....	931 (18)
Ricard vs Leduc.....	94 (49)	Robertson vs Fontaine.....	647 (3)
Rice vs Libby.....	269 (5)	Robertson & Gault.....	895 (58)
Richard vs Denison.....	113 (5), 522 (2)	Robertson vs Hale.....	895 (75)
Richard & Girard.....	46 (23)	Robertson vs Overing.....	895 (51)
Richard vs La Soc. de Secours Mu- tuels & Bonneau.....	81 (36)	Robertson vs Perrin.....	781 (3)
Richard vs Piché.....	691 (5)	Robertson vs Pollock.....	279 (27), 1074 (4)
Richard & Wurtele.....	897 (6)	Robertson vs Robitaille.....	992 (51)
Richards vs Ritchie.....	275 (22)	Robichaud vs Fraser.....	177 (4)
Richardson vs Fortin.....	924 (1)	Robillard vs Craig.....	1161 (7)
Richardson vs Tabb.....	280 (3)	Robillard & Dufaux.....	43 (11)
Richelieu and Ont. Nav. Co. & Anderson.....	537 (2)	Robillard vs Finn.....	94 (15)
Richelieu and Ont. Nav. Co vs. The Commercial Union Ins. Co.....	215 (12)	Robillard & La Banque Jacques- Cartier.....	103 (9), 170 (12)
Richelieu and Ont. Nav. Co. & Commercial Ass. Co.....	1433 (14)	Robillard & La Fabrique de St-Clé- ment de Beauharnois.....	992 (8)
Richer vs Gervais.....	7 (1), 8 (3), 136 (7)	Robillard vs Simard.....	987 (16)
Richer vs Mongeau.....	94 (41)	Robin & Brière.....	549 (47)
Richer & Voyer.....	1252 (10)	Robinet vs Gilly.....	179 (34)
Richmond Industrial Co. vs Thomas	94 (100), 693 (15)	Robinson & Canadian Pac. Ry. Co.	278 (21), 505 (7)
Riddell & Evans & Hannan.....	1237 (7)	Robinson vs Quinn & Casgrain.....	599 (44)
Riddell vs Les Commissaires d'E- coles de la Ville de la Côte St- Louis.....	554 (104)	Robinson vs Keffenstein.....	123 (28), 566 (96)
Riddell & McArthur.....	1214 (22), 1221 (10)	Robinson vs Séguin.....	761 (4)
Rider & Suow.....	174 (43), 310 (8)	Robinson vs Watson.....	52 (7)
Riendeau vs Campbell.....	177 (36)	Robitaille vs Bokluc.....	598 (19)
Riendeau vs Casey.....	117 (4)	Robitaille vs Bussières & Proulx...	880 (3)
Riendeau vs Dudevair & La Ville de Maisonneuve.....	987 (15)	Robitaille vs Drolet.....	749 (4)
Riley vs Grenier.....	1114 (34)	Robitaille & Mallette.....	952 (7)
Rinfret vs Morrisette.....	94 (99)	Robitaille vs Sauvé.....	174 (48)
Rinfret & Pope.....	987 (24), 990 (2)	Rocheleau & Bessette.....	895 (27)
Ringuette vs Ringuette.....	1196 (2)	Rocheleau & Lacharité.....	1064 (16)
Riopel vs Arpin.....	931 (11)	Rocheleau vs Sinclair.....	554 (48)
Riopel vs Mayé.....	273 (3)	Rocheleau vs Way.....	955 (26)
Riopelle vs Fleury.....	94 (47)	Rochette vs Deltorelli.....	554 (93)
Riopelle vs Moylan.....	1162 (4)	Rochette vs Forgues.....	335 (4)
Riou vs Massé.....	554 (99), 881 (8)	Rochette vs Laberge.....	368 (3)
Rioux vs Coulombe.....	174 (23)	Rochette & Louis.....	880 (7)
Ritchie vs Girard.....	165 (16), 177 (67), 196 (76)	Rochette & Ouellet.....	1214 (24, 25, 26)
Ritchie vs Mackay.....	992 (49)	Rochon vs Coté.....	1059 (27)
Ritchot & Cardinal.....	1177 (19), 1246 (3)	Rochon vs Fraser.....	331 (11)
Ritchot vs McGill.....	310 (17), 915 (19)	Rodier vs Hébert.....	44 (13), 48 (5)
Rivard vs Courtemanche.....	326 (3)	Rodier & Lapierre.....	67 (36, 39)
Riverin vs La Cie d'Imprimerie du Canada.....	554 (22)	Rodier vs McAvoy.....	458 (35), 837 (4)
Riverin vs Lessard.....	833 (15)	Rodier & Roberge.....	81 (39)
Rivest vs Savignac.....	1064 (20)	Roe vs Jones.....	292 (3)
Rivet vs Barsalou.....	198 (36)	Roger vs Chapman.....	196 (5)
Roberge & La Cie du ch. de fer du Nord & Duhamel.....	1177 (42)	Rolfe & Corp of Township of Stoke...	44 (7), 52 (36)
Robert & Bean.....	88 (5e)	Rolland & Cassidy.....	1444 (14)
Robert vs Canty.....	59 (6), 689 (7)	Rolland vs Guilbault.....	898 (31)
Robert vs Fortin.....	549 (61), 723 (6)	Rolland & La Caisse d'Economie Notre-Dame.....	1209 (5)
Robert vs Laurin.....	310 (32)	Rolland vs Larivière.....	553 (4)
		Rolland & Michaud.....	269 (9)
		Rolland vs Piché.....	293 (6)
		Rolland vs The Citizens Ins. Co.....	475 (3)
		Romain vs Dugal.....	198 (7)
		Rondeau vs Charbonneau.....	1065 (3)
		Rose vs Coutlée.....	220 (17)
		Rose, <i>ex parte</i>	63 (1)
		Rose vs Perreault.....	78 (58)

Scholefield vs Leblond.....	501 (3)	Shaw vs McKenzie.....	893 (6), 898 (46)
Scholefield vs Rodden.....	647 (8, 9)	Shaw & St. Louis.....	43 (2f, 19), 46 (1), 67 (2)
School Commissioner of Chambly vs Hickey.....	568 (7)	Shaw & The Can. Pac. Ry. Co.....	67 (9)
School Commissioners of Hochelaga vs Hogan.....	55 (16)	Sheffer vs Fauteux.....	205 (5)
School Commissioners of St. Henry vs Solomon.....	55 (40)	Sheltus vs Hart.....	275 (41)
School Commissioners of St. Marth vs St. Pierre.....	88 (4i)	Sheppard vs Hoffman.....	78 (50), 81 (16)
School Trustees of St. Henry vs Solomon.....	55 (19), 549 (90)	Sheppard vs Lorigan.....	127 (13), 853 (25)
Schwazz vs Bode.....	202 (9)	Sheppard vs Morin.....	647 (10), 1165 (2), 1166 (3)
Schwob & Baker.....	549 (23)	Shepherd vs Buchanan.....	1202 (6)
Schwob vs Bertrand.....	933 (35)	Sherbrooke Telephone Association & Corporation of Sherbrooke..	957 (43, 54)
Sclater vs Bélisle.....	149 (5), 896 (11), 920 (2)	Sheridan vs Bourne.....	205 (6)
Scott vs Austin.....	179 (8d)	Sherridan vs Hennessy.....	898 (14, 23, 25)
Scott vs Gallagher.....	516 (43), 1162 (8)	Shorey vs Radford.....	161 (17), 516 (40)
Scott vs Hardy.....	122 (13)	Shortis & Leakerhoff.....	699 (14)
Scott vs Klaim & Alain.....	645 (41)	Shortis & Normand.....	792 (2), 830 (1)
Scott vs McCaffrey.....	259 (12), 645 (16), 893 (9)	Shotton vs Lawson.....	895 (37)
Scott & Payette.....	392 (10), 409 (2)	Shultze vs Thorold felt goods Co...	140 (2)
Scott vs The Phoenix Ass. Co.....	1434 (12)	Shupe vs Vasey.....	94 (54)
Scottish Commercial Ins. Co. & O'Mally.....	95 (2)	Sicard vs McKenzie.....	1059 (34)
Secretary of State vs Edmonston...	421 (3b)	Sicotte vs Brazeau.....	251 (38)
Seers vs Boursier....	43 (2j), 49 (6), 1198 (10)	Silcot vs Papineau.....	400 (7)
Seers vs Les Curé et marguilliers de St-Jean.....	102 (2)	Silson vs Anderson.....	113 (8)
Seery vs The St. Lawrence Elevating Co.....	516 (6)	Simard vs Fortier.....	600 (2)
Séguin vs Cartier.....	895 (83)	Simard vs Mathieu.....	123 (29)
Séguin vs Cité de Québec.....	220 (24g)	Simard vs Roy.....	113 (6)
Séguin vs Gaudet.....	251 (30)	Simard vs The Corp. of the county of Montmorency.....	1003 (20, 21)
Séguin vs Rochon.....	329 (5)	Simard & Townsend.....	69 (16)
Senécal vs Beauchemin.....	310 (19)	Simard vs Tuttle.....	88 (1), 191 (62)
Senécal & Chenevert.....	94 (30)	Simoneau vs Béland.....	123 (16), 919 (4)
Senécal & Crawford.....	646 (9)	Sinclair vs McJean.....	285 (1)
Senécal vs Edison Electric Co.....	174 (11), 957 (38)	Singer Mfg Co. vs Beaucage.....	177 (48), 179 (8aa)
Senécal vs Exchange Bank of Canada.....	677 (8)	Singster vs Lacroix....	43 (2h), 1060 (8), 1196 (17), 1211 (12)
Senécal, <i>ex parte</i>	1275 (3)	Sirois vs Beaulieu.....	853 (5, 9), 880 (12), 895 (7)
Senécal vs Hart.....	897 (3), 898 (54)	Sirois vs Guimond.....	59 (11)
Senécal & La Cie. d'Imprimerie de Québec.....	516 (21)	Skahan vs Kennedy.....	843 (10)
Senécal vs Lemoine.....	516 (25)	Skead & McDonell.....	392 (13)
Senécal vs Pacaud.....	94 (31)	Slack & Short.....	549 (84), 1059 (28)
Senécal vs The Montreal Turnpike Trust.....	105 (7), 110 (5), 174 (66)	Slater vs Belisle.....	149 (5), 898 (11), 920 (2)
Senécal vs Tranchant.....	895 (33)	Slessor vs Desilets.....	179 (14)
Senécal vs Vienne.....	706 (5), 713 (5)	Sloman vs Wylne.....	165 (19), 179 (29)
Sentenne & La Cité de Montréal...	554 (60)	Smardon vs Hamilton.....	651 (9)
Severn vs Dampousse.....	557 (2)	Smith vs Clirétien.....	78 (22)
Sevigny vs Provencher.....	1442 (4)	Smith & Donovan.....	149 (7)
Sewell vs Bourk.....	782 (2)	Smith vs Egan.....	1214 (9, 45)
Sexton vs Beaugrand.....	598 (10), 645 (8, 34)	Smith vs Griffin.....	70 (3), 71, 690 (2, 3)
Sexton vs Boston....	303 (4), 834 (11, 12), 1337 (13)	Smith vs Hood.....	191 (90), 196 (84)
Seymour vs Horner.....	236 (4), 547 (4)	Smith vs Marquis.....	280 (18, 21)
Sharpe vs Hogg.....	1150 (23)	Smith vs Neveu.....	518 (42), 1162 (7)
Sharpe vs Robert.....	1147 (7)	Smith vs O'Farrell.....	646 (15)
Sharples vs Rosa.....	833 (12, 17)	Smith & Patton.....	55 (8)
Shaw vs Bateman.....	635 (6)	Smith vs Sexton.....	993 (7)
Shaw vs Bourget.....	599 (25)	Smith vs Wade.....	268 (6), 280 (27)
Shaw vs Cartier.....	170 (9), 310 (5)	Smith vs Wheeler.....	78 (23)
Shaw vs McConnell.....	933 (24, 28)	Snodgrass vs Plunket.....	94 (66)
		Société Anonyme vs Québec, Montmorency aud Charlevoix Ry. Co.	1150 (22)
		Soc. Canadienne française de construction & Daveluy.....	67 (42)
		Soc. d'Agriculture de Montcalm vs Soc. d'agriculture No. 1 de Joliette.....	55 (22)
		Soc. de const. permanente de Québec & Mart'n....	236 (7), 758 (4), 761 (18)

TABLE DES CAUSES CITÉES.—SOC-TAY.

LI

Société de construction Métropolitaine vs Bourassa.....	123 (35)	Stevenson & The City of Montreal.	
Société permanente de construction d'Iberville vs Thibaudeau.....	814 (6)	Stewart & Black.....	67 (37), 196 (46), 541 (8)
Société St-Gobin vs Giberton.....	179 (8m)	Stewart & MacLean.....	1219 (3)
Soucis vs Buchanan.....	200 (13)	Stewart vs Stewart.....	891 (2)
Soucy vs Lebel.....	599 (5)	Stewart vs The Molson's Bank.....	94 (97)
Soucy vs Lizotte.....	94 (91)	Stewart vs Thomas.....	157 (7), 177 (59)
Soulières vs de Repentigny.....	893 (21)	Stiguy vs Stiguy.....	157 (7)
Soulières vs Héron.....	549 (21)	Stock vs Irvine.....	275 (22)
Soupras vs Boudreau.....	614 (5)	Stoppellben vs Hull.....	691 (13)
South Eastern Ry. Co. vs Lambkin.		Straas vs Gilbert.....	1114 (31)
Spelman & Robidoux.....	67 (54), 69 (30)	Strachan vs Dépatie.....	208 (8)
Spratt & The E. B. Eddy Co.....	1213 (11)	Strother vs Torrance.....	953 (5)
Sproul vs Corriveau.....	1063 (10)	Stuart vs Euard.....	157 (6)
St. Ann's Mutual Building Society & Watson.....	182 (6)	Stuart vs Langley.....	599 (47), 1214 (52)
St. Aubir vs Leclaire.....	646 (11)	Sturton vs Lessard & Attorney-Gen.	1065 (1)
St-Bridget's Asylum vs Fernay.....	43 (2j), 49 (7)	Styles vs Myler.....	1007 (8)
St-Cyr vs Lépicier.....	973 (3)	Sullivan & Smith.....	522 (4)
St-Cyr vs Mathon.....	9 (8)	Sundberg & Wilder.....	1214 (7)
St-Denis vs Bélanger.....	554 (14)	Sundberg & Wilder.....	546 (21), 1248 (6)
St-Denis vs Grenier.....	153 (6)	Sun Ins. Office vs Simpson.....	86 (9)
St-Henri & Viau.....	341 (1)	Sun Life Ass. Co. vs Mandeville.....	1198 (11)
St-Hilaire vs Bertrand.....	58 (6)	Sun Life Ass. Co. vs Sawyer.....	370 (3)
St-Hilaire vs Savoie.....	987 (21, 23)	Sun Mutual Life Ins. Co. vs Gareau	520 (4)
St-Jacques vs Parent.....	527 (4), 988 (9)	Surprenant vs Spooner.....	647 (6)
St-Jean vs Bleau.....	552 (1)	Sutherland vs Heathcot.....	179 (02)
St. John vs Delisle.....	196 (57)	Sylvestre vs Grisé.....	645 (31), 646 (17)
St-Laurent vs St-Laurent.....	111 (14), 236 (6)	Sylvestre vs Manseau.....	485 (2)
St-Laurence and Ottawa Grand Junction Ry. Co. vs Frothingham	621 (9)	Symes vs Voligny.....	540 (41)
St-Louis & Lacasse.....	174 (4)	Symons vs Bougie.....	392 (6)
St-Michel vs Vidler.....	46 (3), 895 (45), 898 (13), 922 (1)	Syndics de la paroisse de Ste-Cunégonde vs Coursol.....	49 (3)
St-Pierre vs Towle.....	174 (114), 646 (23)	Syndics de la par. de St-Gabriel vs McShane.....	55 (38)
St-Marie vs Aitkin.....	646 (10)	Syndics de la par. de St-Norbert d'Arthabaska vs Pacaud.....	58 (3)
St-Marie vs Brown.....	220 (19, 24c)	Syndics de St-Henri vs Carrier.....	371 (8)
Stadacona Ins. Co. vs Trudel.....	111 (17)		
Stalker vs Hammond.....	182 (19)		
Standfield vs Standfield.....	1053 (2)		
Stanley & Fowlon.....	81 (41)		
Stanley vs Webster.....	693 (10)		
Stanton vs Canada Atlantic Ry. Co.			
	10 (2), 46 (4i), 67 (6), 350 (3)		
Stanton & Home Ins. Co.....	55 (3), 60 (13)	Tabb vs Beckett.....	1199 (7), 1220 (21)
Starke vs Massey.....	364 (5), 1100 (5)	Taché vs Charlebois.....	108 (3)
Starr vs MacDonald.....	303 (3)	Taché vs Devlin.....	651 (20), 652 (10)
Starr vs Phillips & Maloney.....	931 (6), 930 (5)	Taché vs Evans.....	554 (115)
Stearns & Ross.....	259 (2)	Taché vs Levasseur.....	269 (3), 407 (4), 580 (2)
Stein vs Bourassa.....	224 (2)	Taché vs Stanton.....	123 (41)
Stephani & Moubleau.....	1213 (5)	Taillon vs Mailloux.....	549 (111)
Stephen & La Banque d'Hochelaga.	699 (3)	Taillon vs Poulin.....	1147 (3)
Stephien vs Stephen.....	1337 (7)	Talbot vs Bouchard.....	89 (16), 192 (9)
Stephen vs The Montreal, Portland & Boston Ry. Co.....	224 (3), 957 (21)	Talbot vs Donnelly.....	898 (53)
Stephens vs City of Montreal.....	957 (29)	Talbot vs Laverdière & Bolduc.....	879 (4)
Stephens, <i>ex parte</i>	1114 (9)	Talbot vs Parent.....	55 (29)
Stephens & Gillespie.....	578 (9)	Tansey vs Bethune.....	676 (2, 10), 798 (2, 3)
Stephens vs Higgins.....	122 (35)	Tapp & Turner.....	43 (23), 1147 (5, 7)
Stephens vs Hopkins.....	191 (32)	Tardif & Campbell.....	646 (20)
Stephens vs Hurteau.....	205 (8)	Tardif vs Shepherd.....	669 (11)
Stephens & Tidmarsh.....	173 (13)	Tarratt vs Barber.....	390 (2)
Stevens vs Livinson.....	946 (16)	Tarratt vs Foley.....	384 (2)
Stevenson vs Boston.....	716 (7)	Tarte vs Mander.....	122 (3, 40, 42, 686 (4)
Stevenson vs McOwan.....	895 (42)	Taschereau vs Mathieu, 78 (46), 111 (12),	348 (5)
Stevensou vs Robertson.....	898 (7)	Tassé vs La Cie du ch. de fer du St-Laurent et Adirondack.....	414 (8)
		Tate vs Jones.....	417 (1), 536 (10), 1444 (10)
		Tate vs Jones.....	46 (4f)
		Tate vs McNeven.....	280 (5)
		Tate vs Smith.....	900 (4)
		Taylor vs Alexander.....	549 (113)
		Taylor vs Brown.....	692 (8)

T

Taylor vs Dansereau.....	1150 (15)	Thompson & Caldwell & Marler...	879 (2)
Taylor & Heill	81 (11)	Thompson & Cimon.....	164 (12)
Taylor vs International Produce Co.....	174 (60)	Thompson vs Dessaint.....	94 (52)
Taylor vs Lewis.....	122 (44, 45), 174 (94)	Thompson vs Dion.....	814 (9), 819 (2)
Taylor & Molleur.....	1221 (6), 1214 (19)	Thompson, <i>ex parte</i>	1292 (4, 15, 20), 1304 (3)
Taylor & Mullin.....	43 (2b), 52 (40)	Thompson vs Kennedy.....	871 (2)
Taylor vs Sénécal.....	176 (2)	Thompson & Martel.....	824 (5)
Taylor vs The International and Mnfg. Exchange.....	946 (22)	Thompson vs Riou.....	127 (11), 530 (1)
Taylor vs The Northern Ass. Co....	503 (3)	Thompson & Sanderson.....	154 (3)
Tellier vs Fournier.....	546 (5)	Thompson vs White.....	48 (8)
Tellier vs Paul.....	120, 154 (11)	Thomson, <i>ex parte</i>	1114 (14)
Tellier vs The Canada Liquor Co....	174 (90), 127), 609 (24, 25)	Thorne vs McLennan.....	177 (34)
Tempest & Baby.....	699 (12)	Thornton & Trudel.....	1059 (26), 1223 (2)
Terriault vs Ducharme.....	530 (1)	Thouin & Leblanc.....	1185 (13)
Terrien, <i>ex parte</i>	549 (69), 1302 (3)	Thwaites vs Coulthurst.....	310 (43)
Terrill & Haldane.....	283 (6b)	Tidmarsh vs Stephens.....	153 (3)
Terroux vs Dupont.....	834 (3d)	Tiernan & de Bellefeuille.....	971 (2)
Tessier vs Bienjoni.....	787 (1)	Tiernan & La Cie du ch. de fer M. O. & O.....	834 (29)
Tessier vs Desnoyers.....	1003 (5)	Tiers vs Brigg.....	182 (2), 259 (2)
Tessier vs Legault.....	48 (4), 894 (3)	Timmins vs Lewis.....	191 (92)
Tessier & McNider.....	699 (8)	Toland vs Speucer.....	362 (2), 421 (2a), 1202 (5)
Tessier & Rolland.....	658 (32)	Tombyll vs O'Neill.....	1101 (4)
Tétrault vs Bouvier.....	549 (73)	Torrance vs Chapman.....	198 (23)
Tétrault vs Paquette.....	549 (82), 1059 (24), 1063 (2)	Torrance vs Gilmour.....	910 (11)
Tétu vs Chinic.....	781 (6)	Torrance vs Thomas.....	946 (15)
Tétu vs Martin.....	121 (4)	Toupin vs La Cie de St-François...	142 (5)
Thacker vs McNaughton.....	1158 (2)	Toupin vs Leduc.....	946 (31)
Thayer & Wilscam.....	111 (6)	Tourigny vs Bouchard.....	123 (18), 946 (17)
Théberge & Fournier.....	692 (6)	Tourigny vs Fortin.....	55 (2)
Théoret vs Meloche.....	645 (16)	Tourigny vs The Ottawa Agricul- tural Ins. Co.....	95 (3)
Théoret vs Chaurest.....	570 (3)	Tourigny vs Wheeler.....	94 (38)
Théoret vs Charette.....	198 (11)	Tourville vs The British America Ass. Co.....	142 (13)
Thériault vs Globe Woolen Mills Co.....	81 (24)	Tourville & Valentine.....	863 (2)
Thérien, <i>ex parte</i>	33 (6)	Tousignant vs Badeaux.....	549 (98)
Thérien vs McFachern.....	1003 (56)	Tousignant vs Tousignant.....	678 (9), 693 (5)
Thérien & Wadleigh.....	46 (7), 517 (2)	Trahan vs Gadois.....	115 (4), 650 (2), 653 (6)
Thérien vs Wilson.....	164 (15)	Trahan vs Gagnon.....	23 (2)
Théroux vs La Corp. d'Arthabaska- ville.....	52 (43)	Tram vs Godin.....	113 (18)
Théroux vs Pacaud.....	153 (20)	Transit Milling Agency vs McLaren	202 (5)
Therrien vs Damon.....	1162 (1)	Trébat vs Legris.....	549 (33), 1203 (3)
Thibaudeau & Benning.....	880 (6)	Tremain vs Sansum.....	895 (66)
Thibaudeau vs de Grandpré.....	645 (38), 651 (5)	Tremblay vs Bastien.....	179 (9)
Thibaudeau vs Leclerc & Letellier.	853 (11)	Tremblay vs Bernier.....	1003 (40)
Thibaudeau vs Superior.....	202 (11)	Tremblay & Graham.....	895 (33)
Thibaudeau vs Villeneuve.....	913 (5)	Tremblay & Hill.....	699 (13), 761 (17)
Thibaudeau vs Wright.....	94 (20)	Tremblay vs Le bureau des délégués de Chambly.....	58 (5)
Thibault vs Beaubien.....	830 (5)	Tremblay & Lefavre.....	33 (10), 876 (1)
Thibault vs Lavallée.....	549 (85)	Tremblay & Les Commissaires d'E- coles de St-Valentin.....	992 (28)
Thibault vs Lefebvre.....	893 (22)	Tremblay vs Les Curé et Marguillers de la Fabrique de St-Irénée.....	1198 (2)
Thibault vs Poitras.....	81 (9)	Treublay vs Tremblay.....	1434 (17), 1436 (5), 1437 (3)
Thibodeau vs Raymond.....	724 (3)	Trenpe vs Cité de Montréal.....	296 (3)
Thivierge vs Fortier.....	987 (19)	Trempe vs Vidal.....	933 (39)
Thivierge vs Desilets.....	1292 (54)	Trenholme vs Hart.....	898 (15)
Thivierge vs Les Curé et Marguil- liers de l'œuvre de la p. de St- Vincent de Paul.....	78 (53)	Trépanier vs Dupuis.....	87 (3)
Thivierge vs Moineau.....	55 (5)	Trottier vs Walsh.....	834 (3c), 837 (4, 8)
Thomas vs Charbonneau.....	174 (37)	Trowley, <i>ex parte</i>	63 (2)
Thomas vs Cowie.....	566 (32)	Truax vs Ingalls.....	314 (23), 1114 (35)
Thomas & Murphy.....	780 (3)	Trudeau vs Bachand.....	758 (5)
Thomas vs Pepin.....	834 (8)	Trudeau vs Fahey.....	1214 (43)
Thompson vs Bourget.....	177 (14)	Trudeau vs Ménard.....	87 (18)

TABLE DES CAUSES CITÉES.—TRU-VIN.

LIII

Trudeau vs Renaud.....	897 (2), 898 (58)	Valin vs Anderson.....	259 (2)
Trudeau vs Trudeau.....	1300 (3)	Valin vs O'Brien.....	933 (26, 41), 998 (62)
Trudel vs Blanchard.....	28 (3)	Valiquette vs Nicholson.....	549 (39)
Trudel vs Desautels.....	612 (8)	Vallée vs Leroux.....	177 (7), 278 (17)
Trudel vs Duval.....	94 (36)	Vallée & Préfontaine.....	403 (9)
Trudel & Hudon.....	645 (20)	Vallières vs Baxter.....	208 (11)
Trudel vs Lefebvre.....	605 (12)	Vallières & Drapeau.....	81 (40)
Trudel vs Trahan.....	931 (9), 955 (8)	Vallières vs Duhamel.....	549 (96)
Trudel vs St-Cyr.....	1177 (38)	Vallières de St-Réal, <i>ex parte</i>	1292 (3)
Trudel vs Strong.....	1177 (34)	Valois & Gareau.....	599 (17)
Trudel vs Thibaudeau.....	122 (22)	Valois & Les Commissaires d'écoles d'Hochelega.....	69 (14)
Trudel & Viau.....	196 (65)	Valois vs Muir.....	1292 (10)
Trudelle vs Allard.....	191 (26)	Vanasse vs La Corp. du comté de Maskinongé.....	992 (60)
Trudelle vs Roy dit Audy.....	566 (22)	Van de Vliet vs Fénon.....	598 (22), 653 (3)
Trust & Quintal.....	89 (14), 784 (23)	Van Dyke vs Gibsons.....	749 (6)
Trust and Loan Co. vs Cassidy.....	909 (3)	Vannier vs Meunier.....	987 (25)
Trust and Loan Co. vs Doyle.....	765 (3)	Varieur vs Rascony.....	554 (12)
Trust and Loan Co. vs Monbleau.....	711 (3)	Varin vs Cook.....	837 (6)
Trust and Loan Co. of Canada & Andegrave.....	1185 (22)	Varin vs Guérin.....	1193 (3)
Trust and Loan Co. of Canada & Dupras.....	771 (3)	Vasey vs Montreal Gas Co.....	423 (6)
Trust and Loan Co. of Canada vs Jones.....	782 (10)	Vaughan vs Campbell.....	173 (6), 196 (43)
Trust and Loan Co. of Canada & Quintal.....	89 (14), 784 (23)	Veillet vs Thiffault.....	539 (1)
Trust and Loan Co. of U.C. & Mackay.....	133 (3)	Veilleux vs Clapin.....	1196 (17)
Trustand Loan Co. of U.C. & Mackay.....	181 (3)	Vendette vs Bolduc.....	122 (26)
Tuckett vs Forester.....	647 (21)	Venne vs Brunet.....	191 (99)
Tufts vs Giroux.....	181 (7), 198 (20), 647 (21)	Venne vs Thibodeau.....	770 (3)
Tufts vs Groulx & Fournier.....	651 (16)	Venner vs Archer.....	225 (12), 987 (20)
Tufts vs Irwin.....	28 (2)	Venner vs Lamontagne.....	1169 (6)
Tufts vs Irwin.....	123 (22), 833 (5)	Venner vs Séguy.....	522 (3)
Tufts vs Langelier & Fournier.....	28 (2), 549 (127)	Ventini vs Ward.....	895 (25)
Tunstall vs Robertson.....	554 (82)	Vermette vs Fontaine.....	843 (5)
Turcot vs Drouin.....	177 (54)	Vermette & Genest.....	78 (21)
Turcotte & Dansereau.....	55 (3), 67 (33), 532 (8), 1163 (15)	Vermette vs La cité de Montréal.....	957 (11)
Turcotte vs La Cie. du ch. de fer de l'Atlantique au Nord-Ouest.....	220 (24), 978 (6)	Versailles vs Bailey.....	682 (3)
Turcotte vs Les Syndics des che- mins à barrières de la Rive Nord.....	978 (4)	Vézina vs Dastous.....	652 (7), 1177 (53)
Turcotte vs Lionais.....	706 (11)	Vézina vs Fortier.....	1185 (15)
Turcotte vs Nolet.....	78 (15)	Vézina vs Gibeau.....	28 (1)
Turcotte vs Régnier.....	894 (4)	Vézina vs Piché.....	109, 196 (71, 81), 520 (3)
Turcotte & Rioux.....	310 (28)	Vézina vs Richer.....	179 (41)
Turgeon vs Wurtele.....	549 (9)	Vézina vs The New York Life Ins. Co.....	95 (1)
Turnbull vs The Travellers Ins. Co.....	463 (4)	Vézina vs Tousignant.....	678 (10)
Turner vs Boyd.....	483 (9)	Victoria Granite Co. vs Lacroix.....	177 (64)
Turner vs Tapp.....	280 (19)	Victoria Mutual fire Ins. Co. vs Car- penter.....	179 (9n)
	706 (16)	Victor safe and Lock Co. vs Sullivan.....	15 (9), 164 (24), 179 (38)
		Vidal vs Demers.....	654 (11)
		Viens vs Holmes Electric Protec- tion Co.....	8 (5), 174 (20)
		Viger vs Pothier.....	177 (57)
		Vignault vs Bone.....	599 (21)
		Vilbond & Marsouin.....	590 (7)
		Ville de Fraserville vs Pelletier.....	206 (3)
		Ville de Longueuil vs Crevier.....	668 (2)
		Ville de Maisoncuve vs Lapierre.....	149 (6), 1150 (11)
		Ville de St-Louis vs Montreal Park and Island Ry.....	1211 (13)
		Ville de Westmount & Lighthall.....	276 (9)
		Ville d'Iberville vs Chevalier.....	332 (16)
		Villeneuve vs Condé.....	1197 (8)
		Villeneuve & Rolland.....	820 (2)
		Vincelette vs La Fabrique de St- Athanasie.....	992 (42)
		Vincent vs Roy.....	761 (4, 15)
		Vineberg vs Barton.....	952 (9)

U

Ultey vs McLaren.....	179 (11)
Underwood vs Malone.....	139 (7)
Union Bank vs Arpin & Merchant's Bank.....	248 (2, 3)
Union Bank vs St-Cyr.....	237 (11), 706 (17)
Union Bank of L. C. vs Dawson.....	252 (7), 614 (11), 716 (4)
Union Bank of L. C. vs MacDonald.....	174 (45)
Urquhart vs Moore.....	413 (5)
Ursey vs Charley.....	933 (44, 45)

V

Vachon vs Dion & Banque du Peu- ple & Letang.....	880 (9)
--	---------

Vineberg & Hampsou.....	67 (39)	Wetrlar vs The Richelieu and Ont. Nav. Co.....	380 (3), 554 (88)
Vineberg & Harrowitch.....	933 (37)	Weymess & Cook.....	1050 (19)
Vineberg & Ranson.....	834 (26)	Wheeler vs Burkett.....	310 (39)
Vipond vs Grimmond.....	94 (62)	Wheeler & Dupaul.....	946 (6)
Vipond vs Weldon.....	895 (60)	Wheeler vs Smith.....	895 (57)
Virtue vs Reburn.....	717 (2)	Whelan & Charette.....	250 (14), 549 (128)
Voght vs Richter.....	567 (8)	Whelan vs Keeler.....	196 (45)
Volensky vs Sassenwein.....	1903 (8)	White vs Foster.....	549 (34)
Volligny vs Corbeille.....	516 (29), 1181 (1)	White & Langelier.....	94 (84)
Voyer vs Jugon.....	173 (2)	White vs Murphy.....	955 (21)
W			
Wade vs Hussy.....	598 (24)	White vs Sabiston.....	693 (14)
Wadleigh & Painchaud.....	182 (15)	White vs Steytler.....	568 (3), 955 (25)
Waggoner & Ricker.....	532 (2)	White vs Whitehead.....	957 (14)
Wagner vs Farren.....	174 (50, 52), 191 (4)	Whitefield vs Hamilton.....	123 (26), 191 (59)
Wainright vs Le Maire etc., de So- rel.....	177 (16)	Whitehead vs Dubeau.....	661 (2), 669 (9)
Walcott vs Robinson.....	221 (2)	Whitehead, <i>ex parte</i>	1304 (4)
Waldron vs Brennan.....	128 (13)	Whitehead vs Kieffer.....	52 (21), 949 (5, 6)
Waldron & White.....	78 (19, 20), 314 (10)	Whitehead vs Newman.....	115 (11)
Waldron & White.....	78 (19, 20), 314 (10)	Whiteman & The Corp. of the Township of Stanbridge.....	191 (68)
Walford vs Robertson.....	174 (75)	Whitlock & Mathisou.....	350 (6)
Walker vs Burroughs.....	647 (15), 651 (11)	Whitlock & Tyre.....	46 (18)
Walker vs Goldman.....	895 (81)	Whitney vs Brewster.....	136 (3)
Walker vs Marchand.....	1082 (3)	Whitney vs Brooks.....	1214 (30)
Walker vs St-Maurrce.....	519 (4), 523 (3)	Whitney vs Dansereau.....	833 (13)
Walsh & Howard.....	111 (9)	Whitney vs Dunning.....	161 (6)
Walsh & La Corp. de Cascapédiac.....	1064 (28)	Whyte vs Cohen.....	853 (21)
Walters vs Campbell.....	200 (17)	Whyte vs Lynch.....	170 (17)
Walters vs Lyman.....	361 (2)	Whyte & Nye.....	423 (8)
Ward vs Barby.....	1197 (14)	Whyte & The Home Insurance Co.....	1251 (3)
Ward vs Chapleau.....	174 (38)	Wiggins & The Queen Ins. Co. of Liverpool and London.....	483 (6)
Ward, <i>ex parte</i>	845 (1), 1114 (17)	Wilber & Boisvert.....	699 (15)
Ward vs Lunan.....	814 (8)	Wilder vs Vallières.....	55 (7)
Ward vs Newhall.....	275 (13)	Wilhelmy vs Brisebois.....	88 (54)
Wardle & Bethune.....	43 (2f), 46 (4a), 403 (5), 1211 (7)	Wilkes vs Marchand.....	103 (7)
Warmington & Bulmer.....	220 (16), 1185 (16)	Williams & Irvine.....	1 (6)
Warmington vs Lapierrre.....	191 (21)	Williamson & Dépatie.....	690 (1)
Warner vs Fyson.....	843 (2)	Williamson & Rhind.....	275 (12)
Warner vs Rolf.....	550 (3)	Willis vs Pierce.....	381 (2)
Warren vs Kay.....	94 (48)	Wilson vs Blanchard.....	78 (32), 81 (26)
Warren & Morgan.....	898 (65)	Wilson & Brisebois.....	509 (22)
Wason Mnfng. Co. vs The Levis and Kennebec Ry. Co.....	699 (3)	Wilson vs Kenwood & Talbot.....	251 (42)
Waters vs Grier.....	1 (8), 180 (3)	Wilson vs Leblanc.....	599 (6), 614 (4), 645 (57), 711 (2)
Waters vs Véronneau.....	403 (4)	Wilson vs Mahon.....	653 (4)
Watkins vs Denman.....	275 (22)	Wilson vs McClure.....	578 (2)
Watson vs Smith.....	1201 (3)	Wilson vs Movrins.....	550 (2)
Watson vs Thompson.....	893 (15)	Wilson vs Pariseau.....	647 (4), 658 (33)
Watts & Paquette.....	1349 (2)	Wilson & Rafter.....	953 (12)
Watzo vs Labelle.....	658 (26), 837 (4), 946 (19)	Wilson vs Ray.....	898 (47)
Waugh vs Porteous.....	179 (9i)	Wilson vs Reid.....	901 (11)
Webster & City of Sherbrooke.....	67 (46, 50)	Wilson vs Spencer.....	670 (3)
Webster vs Philbrick.....	179 (9i)	Wilson & The Grand Trunk Ry. Co.....	501 (6)
Websters & Watters.....	957 (10)	Winning vs Leblanc.....	833 (12), 846 (3), 888 (2, 3), 910 (5)
Weinrobe vs Solomon.....	933 (34)	Winteler vs Davidson.....	264 (1)
Weir & The Corp. of the village of Huntington.....	67 (45)	Wiser vs Murphy.....	955 (6)
Wells & Burroughs.....	554 (9), 645 (16, 17), 1246 (2), 1247 (2)	Woerishoffer vs North River Cons- truction Co.....	957 (6)
Welsh vs Baker.....	94 (75)	Wood vs Atlantic and N.O. Ry. Co.....	554 (64), 556 (2)
Werton vs Vézina.....	278 (22)	Wood vs Blondin.....	549 (77)
Westcott vs Archambault.....	549 (42)	Wood & Davis.....	646 (8)
Western Ass. Co. vs Bossière.....	94 (77), 139 (4)	Wood vs Deschêne & McCallum.....	501 (4)
Western Hospital vs Godfrey.....	191 (69)	Wood vs McLennan.....	833 (2)
Westgate vs Thackeray.....	174 (39)	Wood vs Ste-Marie.....	28 (1), 647 (16)
Westrop vs Nichols.....	123 (8)		

TABLE DES CAUSES CITÉES.—WOO-YOU.

LV

Wood vs The New Rockland Slate Co.....	182 (18)
Wood vs Varin.....	1152 (5)
Wood vs Wilson.....	566 (23)
Woodman & Génier.....	756 (6), 1220 (11)
Woodward vs McKenzie.....	887 (3)
Worthen vs Hick.....	33 (9)
Worthen vs Holt.....	919 (21)
Workman vs The City of Montreal.....	298 (2)
Wright vs Corp. de Stoneham.....	49 (13), 55 (33), 693 (3)
Wright & Foster.....	1221 (5)
Wright vs Thayer.....	174 (106), 191 (93), 198 (34)
Wurtele & Corp. of Grantham.....	177 (30)

Wurtele vs Price.....	933 (28)
Wurtele & The Bishop of Quebec..	43 (2a)
Wyatt vs Senécal.....	946 (4d), 955 (18)
Wylie vs Taylor.....	87 (7), 191 (52)

Y

Yon vs O'Connor.....	598 (9)
Young vs Accident Ins. Co.....	554 (38)
Young vs Comperthwait.....	179 (27)
Young vs Consumers Cordage Co..	79 (3)
Young vs Feehan.....	78 (24)
Young vs Meiklejohn.....	506 (19a)

TABLE DE CONCORDANCE.

ENTRE

L'ANCIEN CODE DE PROCEDURE, LE NOUVEAU ET LE PROJET DES CODIFICATEURS.

anc. c., signifie ancien Code de procédure civile; *n. c.*, nouveau Code, et *Projet*, signifie le 4ème rapport des Codificateurs.

anc. c.	n. c.	Projet	anc. c.	n. c.	Projet	anc. c.	n. c.	Projet.
1, § 1....	11.....	11	30a, § 1, 2 {	27.....	26	71.....	147.....	140
1, § 2....	12.....	12		29.....	28	72.....	129.....	123
1, § 3....	13.....	13	30a, § 3, 4..	28.....	27	74.....	148.....	141
1, § 4....	14.....	14		89.....	85	75, § 1, 4.	149.....	142
1, § 5, 6..	15.....	15	31.....	90.....	86		980.....	1054
1, § 7....	15, § 3..	15, § 3	32.....	91.....	87		981.....	1055
2.....	7.....	7	33.....	93.....	88		983.....	1057
2, § 6, p..	8, § 1..	8, § 1	34.....	94.....	89	75, § 2..	984.....	1062
3, § 1....	8, § 1..	8, § 1		95.....	90		994.....	1068
3, § 2....	8, § 2..	8, § 2	35.....	96.....	91		1003.....	1077
4.....	17.....	17	36.....	97.....	92		1009.....	1083
5.....	5, § 5..	5, § 5	37.....	100.....	95	76.....	151.....	143
	18.....	18	38.....	103.....	98	77.....	152.....	144
6.....	18.....	18	39.....	102.....	97	78.....	153.....	145
7.....	18.....	18	40.....	98.....	93	79.....	236.....	277a
8.....	19.....	19	41.....	101.....	96	80.....	519.....	521
9.....	20.....	20	42.....	104.....	99	81.....	151.....	143
19.....	21.....	21	42a.....	210.....	202	82.....	154.....	147
11.....	22.....	22	42b.....	212.....	204	83.....	161.....	154
12.....	76.....	72	42c.....	213.....	205	84, § 1..	84.....	80
13.....	77, § 1..	73, § 1	42d.....	211.....	203	84, § 2..	85.....	81
14, § 1, 2.	78.....	74	43.....	117.....	112	85.....	86.....	82
14, § 3....	79.....	75	44.....			86.....	162.....	155
14, § 4....	80.....	76	45.....	118.....	113	87.....	163.....	156
15.....	87.....	83	46.....			88.....	34.....	
16.....	82.....	78	48.....	121.....	115	89.....		
17.....	113.....	108	49.....	122.....	116	90.....	532, § 1..	534, § 1
18.....	215.....	207	50.....	123.....	117	91, § 1..	532, § 2..	534, § 2
19.....	81.....	77	52.....	124.....	118	91, § 2..	532, § 1..	534, § 1
20.....	105.....	100	53.....	513.....	515	92.....		
20a.....	114.....	109		514.....	516	93.....	548.....	550
21.....	3, 4.....	3, 4		522.....	524	94.....	527.....	529
22.....	89.....	84	54.....	125.....	119	95.....	528.....	530
23.....	83.....	79	55.....	126.....	120	96.....	529.....	531
24.....	9.....	9	56.....	127.....	121	97.....	530.....	532
25.....	31.....	30	57.....	128.....	122	98.....	531.....	533
26, § 1....	5.....	5	58.....	130.....	124	99.....	155.....	148
26, § 3....	107.....	102	59.....	131.....	125	101.....	159.....	152
27.....	39.....	37	60.....	139.....	132	102.....	160.....	153
28, § 1....	48.....	44	61.....	140.....	133	103.....	157.....	150
28, § 2..	51.....	47	62.....	136.....	129	104.....	158.....	151
	494.....	496		141.....	134	105.....	156.....	149
	73.....	69	63.....	142.....	135	106.....	155.....	148
29, § 1, 2.	74.....	70	64, § 1..	143.....	136	107.....	164.....	157
	75.....	71	64, § 2..	144.....	137		166.....	159
29, § 3....	38.....	35	65.....	138.....	131	112.....	165.....	158
29, § 4....	37.....	36	66.....	132.....	126	113.....	170.....	163
30, § 1....	23.....	23	67, § 1, 2..	133.....	127	114.....	171.....	164
30, § 2....	25.....	24	67, § 3....	136, § 2..	129, § 2	115.....	172.....	165
30, § 3....	26.....	25	68, § 1....	136, § 1, 3	129, § 1, 3	116.....	174.....	167
30, § 4....	27.....	26	68, § 2, 3..	136, § 4..	129, § 4	117.....	516.....	518
30, § 5....	29.....	28	69.....	137.....	130	118.....	517.....	519
30, § 6....	30.....	29	70.....	134.....	128	119.....	176.....	169

TABLE DE CONCORDANCE.

LVII

anc. c.	n. c.	Projet.	anc. c.	n. c.	Projet.	anc. c.	n. c.	Projet.
120.....	{ 167.....	160	180.....	240.....	231	253.....	302.....	291
121.....	{ 177.....	170	181.....	241.....	232	254.....	313.....	302
122.....	{ 183.....	171	182.....	242.....	233	255.....	221.....	310
123.....	{ 184.....	176	183.....	243.....	234	256.....	322.....	311
124.....	{ 185.....	177	184.....	244.....	235	257.....	323.....	312
125.....	{ 186.....	178	185.....	245.....	236	258.....	326.....	315
126.....	{ 187.....	179	186.....	246.....	237	259.....	324.....	313
127.....	{ 188.....	180	187.....	247.....	238	260.....	314.....	308
128.....	{ 167.....	160	188.....	248.....	239	261.....	319.....	308
	{ 180.....	173	189.....	249.....	240	262.....	320.....	309
	{ 181.....	174	190.....	250.....	241	263.....	{ 344.....	343
129.....	{ 182.....	175	191.....	251.....	242		{ 340.....	339
130.....	{ 190.....	183	192.....	252.....	243	264.....	{ 350.....	340
131.....	{ 167.....	160	193, § 1.....	253.....	244		{ 351.....	341
132.....	{ 168.....	161	194.....	254.....	245	265.....	349.....	339
133.....	{ 169.....	162	195.....	255.....	246	266.....	354.....	344
134.....	{ 189.....	182	196.....	256.....	247	267.....	327.....	316
135.....	{ 164.....	157	197.....	257.....	248	268.....	328.....	317
136, § 1.....	{ 173.....	166	198.....	258.....	249	269.....	329.....	318
136, § 1, 2, 3.....	{ 196.....	188	199.....	259.....	250	270.....	330.....	328
137.....	{ 197.....	189	200.....	260.....	251	271.....	340.....	329
138.....	{ 198.....	190	201.....	261.....	252	272.....	341.....	330
	{ 200.....	192	202.....	262.....	253	273.....	{ 289.....	279
139.....	{ 198.....	190	203.....	263.....	254		{ 333.....	322
140.....	{ 205.....	197	204.....	264.....	255	274.....	331.....	320
141.....	{ 201.....	193	205.....	265.....	256	275.....	332.....	321
142.....	{ 206.....	198	206.....	266.....	257	276.....	334.....	323
143, p.....	{ 204.....	196	220.....	280.....	282	277.....	330.....	319
	{ 207.....	199	221.....	{ 286.....	277	278.....	338.....	327
144.....	{ 105.....	100	222.....	{ 359.....	349	279.....	342.....	331
	{ 101.....	106	223.....	360.....	350	280.....	335.....	324
145, § 1, 2.....	{ 208.....	200	224, § 1.....	361.....	351	286.....	336.....	325
145, § 3, 4.....	{ 209.....	201	224, § 2, 3, 4.....	362.....	352	282.....	310.....	299
147.....	{ 191.....	184	225.....	{ 287.....	277 _a	283.....	304.....	298
	{ 198.....	190		{ 364.....	354	285.....	355.....	345
148.....	{ 214.....	206	226.....	{ 367.....	357	288.....	353.....	343
149.....	{ 215.....	207		{ 360.....	350	290.....	355.....	345
150.....	{ 216.....	208	227.....	366.....	356	298.....	360.....	340
151.....	{ 217.....	209	228.....	365.....	355	294.....	361.....	341
152.....	{ 218.....	210	229.....	367.....	357	295.....	352.....	342
153.....	{ 219.....	211	230.....	368.....	358	300.....	373.....	363
154.....	{ 220.....	212	232.....	375.....	266	301.....	374.....	364
155.....	{ 221.....	213	233.....	369.....	350	302.....	375.....	365
	{ 220.....	212		370.....	360	303.....	376.....	366
156.....	{ 222.....	214	234.....	{ 293.....	282	304.....	377.....	367
	{ 223.....	215		{ 295.....	284	305.....	378.....	368
157.....	{ 224.....	216	225.....	296.....	285	306.....	379.....	369
158.....	{ 225.....	217	227.....	294.....	283	307.....	380.....	370
159, § 1.....	{ 226.....	218	237.....	{ 555.....	345	308.....	386.....	371
159, § 1, 2, 3.....	{ 236.....	227 _a	239.....	{ 419.....	419	309.....	382.....	372
159, § 4.....	{ 519.....	521		{ 356.....	346	310.....	384.....	374
160.....	{ 225.....	217	240.....	357.....	347	311.....	385.....	375
161.....	{ 226.....	218	241.....	358.....	348	312.....	386.....	376
163.....	{ 227.....	219	242.....	293.....	282	313.....	387.....	377
164.....	{ 228.....	220	243.....	297.....	286	314.....	388.....	378
165.....	{ 239.....	221	244.....	298.....	287	315.....	389.....	379
166.....	{ 230.....	222	245.....	299.....	288	316.....	390.....	380
167.....	{ 231.....	223	246.....	300.....	289	317, § 1, 2.....	{ 418.....	418
169.....	{ 232.....	224	247.....	303.....	292		{ 534.....	535 _a
170.....	{ 233.....	225	248.....	325.....	314	317, § 3.....	{ 10.....	10
171.....	{ 234.....	226	249.....	316.....	305		{ 15.....	15
172.....	{ 235.....	227	250.....	317.....	306	318.....	420.....	420
173.....	{ 237.....	228	251.....	286.....	277	320.....	520.....	522
174.....	{ 238.....	229	251 _a	314.....	303		295.....	284
175.....	{ 239.....	230	252.....	{ 315.....	304		345.....	334
176.....	{ 238.....	229		{ 318.....	307		346.....	335
177.....	{ 239.....	230					347.....	336
179.....	{ 239.....	230					348.....	337

anc. c.	n. c.	Projet.	anc. c.	n. c.	Projet.	anc. c.	n. c.	Projet.
320a		338	390	453	455	462, § 2	534	535a
320b	295	284	391	460	462	463	10	10
321	391	381	392	461	463	464	32	31
322	392	382	393	462	464	465	33	32
323	393	383	394	463	465	466	35	33
324	394	384	395	464	466	467	36	34
325	395	385	396	465	467	467a	119	114
326	396	386	397	{ 466	468	468	{ 539	531
327	397	387		{ 468	470		{ 540	542
328	398	388	398	467	469	469	{ 539	539
329	399	389	399	468	470		{ 537	539
330	400	390	399a	470	472	469a	538	540
331	401	391	402	468	470	470	536	538
332	402	392	403	471	473	471	542	544
333	403	393	404	472	474	472	541	543
334	404	394	405	473	475	473	544	546
335	405	395	406	474	476	474	545	547
336	406	396	407	475	477	475	543	545
337	407	397	408	{ 476	478	476	547	549
338	408	398		{ 477	479	477	548	550
339	409	399	409	477	479	478	{ 549	551
340	410	400	410	479	481	479	{ 550	552
341	411	401	411	480	482	478a	556	557
342	412	402	412	481	483	479	554	555
343	413	403	413	482	484	480	557	558
344	414	414	414	483	485	481	558	559
345	415	415	415	484	486	482	553	554
346	416	416	416	485	487	483	1175	880
347	417	417	417	486	488		{ 1163	868
348	421	421	418	487	489	483a	{ 1164	869
349	422	422	419	488	490		{ 1165	870
350	423	423	420	{ 489	491		{ 1168	873
352	424	424		{ 490	492	484	{ 1163	868
353	425	425	426	{ 498	500		{ 1166	871
354	426	426		{ à	à	485	1164	869
355	428	428	427	{ 505	507	486	{ 1165	870
356	429	429	428	506	508	487	{ 1169	874
357	430	430	429			488	{ 1171	878
360	432	434	430	497	499	489	{ 1172	877
361	431	431	431	507	509	490	{ 1170	875
362	433	435	432			491	{ 1173	878
363	435	437	433	508	510	492	1173	878
364	436	438	434			493	52	48
365	434	436	435	266	257	494	{ 1189	894
366	437	439	436	267	258	495	{ 1190	
367	438	440	437	268	259	496	53	51
368	439	441	438	269	260	497	1196	899
369	440	442	439	270	261	498	1198	901
370	441	443	440	271	262	499	1199	902
371	442	444	441	272	263	499a	1192	895a
372	443	445	442	273	264		{ 1191	895
373	444	446	443	274	265	500	{ 1202	905
374	445	447	444	371	361		1202 § 3	906
375	446	448	445	275	266	500a	1202	906
376	447	449	446	276	267	501	1201	904
377	{ 446	449	447	277	268		{ 1203	906
	{ 448	450	448	278	269	502	{ 1204	907
378	449	451	449	279	270		1205	908
379	450	452	450	280	271	503	1206	909
380	451	453	451	281	272	504	1177	882
381	452	454	452	282	273	505	{ 1178	883
382	454	456	453	283	274		{ 1179	884
383	455	457	454	284	275	506	1182	887
384	455	459	455	285	276	507	1183	888
386			456	116	111	508	1184	889
387	457	459	457	462, § 1	115	509	1185	890
388	458	460	458	34	32a	510	1186	891
389	459	461	459	194	186	511	1188	893
						512		

TABLE DE CONCORDANCE.

anc. c.	n. c.	Projet.	anc. c.	n. c.	Projet.	anc. c.	n. c.	Projet.
514.....	559, § 1.	500	568.....	627.....	628	632, § 3.	700, § 1.	699, § 1
515.....	559, § 2.	500	569.....	620.....	621	633.....	700.....	699
516.....	561.....	501	570.....	633.....	634	633.....	701.....	700
517.....	562.....	502	571.....	635.....	635	634.....	701.....	700
518.....	563.....	503	572.....	638.....	638	635.....	702.....	701
519.....	564.....	504	573.....	639.....	639	636.....	703.....	702
520.....	565.....	505	574.....	618.....	619	637.....	705.....	704
521.....	566.....	506	575.....	619.....	620	638.....	706.....	705
522.....	567.....	507	576.....	640.....	640	639.....	710.....	709
523.....	568.....	508	577.....	622.....	624	640.....	709.....	708
524.....	569.....	509	578, § 1.	656.....	656	641.....	708.....	707
525.....	570.....	510	579.....	604.....	605	642.....	711.....	710
526.....	571.....	511	580.....	644.....	644	643.....	712.....	711
527.....	572.....	512	581.....	645.....	645	644.....	715.....	714
528.....	573.....	513	582.....	646.....	646	645.....	713.....	712
529.....	574.....	514	583.....	647.....	647	646.....	714.....	713
530.....	575.....	515	583.....	649.....	649	647.....	704.....	703
531.....	576.....	516	585.....	648.....	648	648.....	716.....	715
532.....	577.....	517	585.....	649.....	649	649.....	717.....	716
533.....	578.....	518	586.....	650.....	650	650.....	718.....	717
534.....	579.....	519	587.....	653.....	653	650a.....	719.....	718
535.....	580.....	520	588.....	279.....	270	650b.....	717.....	716
536.....	581.....	521	588a.....	654.....	654	650c.....	719.....	718
537.....	582.....	522	589.....	655.....	655	650d.....	720.....	719
538.....	583.....	523	590.....	657.....	657	650e.....	721.....	720
539.....	584.....	524	591.....	660.....	660	651.....	722.....	721
540.....	585.....	525	592.....	661.....	661	652.....	723.....	722
541.....	586.....	526	593.....	662.....	662	653.....	724.....	723
542.....	587.....	527	594.....	663.....	663	654.....	725.....	724
543.....	588.....	528	595.....	664.....	664	655.....	726.....	725
544.....	589.....	529	596.....	664.....	664	656.....	727.....	726
545.....	600.....	601	597.....	659.....	659	657.....	728.....	727
545.....	601.....	602	598, § 1.	658.....	658	658.....	729.....	728
545.....	602.....	603	598, § 2.	665.....	665	659.....	730.....	729
546.....	605.....	606	599.....	667.....	667	660.....	731.....	730
547.....	606.....	607	599.....	668.....	668	661.....	732.....	731
548.....	607.....	608	600.....	668.....	668	662.....	733.....	732
548a.....	608.....	609	601.....	669.....	669	663.....	734.....	733
549.....	609.....	610	602.....	670.....	670	664.....	735.....	734
550.....	610.....	611	603.....	672.....	672	665.....	737.....	736
551.....	611.....	612	604.....	673.....	673	666.....	738.....	737
552.....	612.....	613	605.....	674.....	674	667.....	739.....	738
553.....	613.....	614	606.....	675.....	675	668.....	740.....	739
554.....	614.....	615	607.....	676.....	676	669.....	741.....	740
555, § 1, 2.	617.....	618	608.....	677.....	677	670.....	742.....	741
555, § 3.	615.....	616	609.....	678.....	678	671.....	743.....	742
555, § 4.	616.....	617	610.....	678.....	678	672.....	744.....	743
556.....	598.....	599	611.....	679.....	679	673.....	745.....	744
556a.....	599.....	600	612.....	681.....	681	674.....	746.....	745
557.....	1089.....	601	613.....	681.....	681	675.....	747.....	746
558.....	599, § 12.	600, § 12	614.....	680.....	680	676.....	748.....	747
559.....	599.....	600	615.....	683.....	683	677.....	746.....	744
560, § 1.	629.....	630	617.....	684.....	684	678.....	749.....	748
560, § 10.	629.....	630	618.....	684.....	684	679.....	750.....	749
560, § 7.	630.....	631	619.....	682.....	682	680.....	751.....	750
569, § 8, 9.	621.....	622	620.....	685.....	685	681.....	752.....	751
561.....	621.....	622	621.....	686.....	686	682.....	753.....	752
562, § 1.	622.....	623	622.....	687.....	687	683.....	755.....	753
562, § 2.	623.....	624	623.....	689.....	689	684.....		
562, § 3.	624.....	625	624.....	694.....	694	685.....		
563.....	625.....	626	625.....	690.....	690	686.....		
564.....	626.....	627	626.....	601.....	601	687.....		
565.....	627.....	628	627.....	602.....	602	688.....		
566.....	631.....	632	628.....	693.....	693	689.....		
567.....	631.....	632	629.....	599.....	600	690.....		
568.....	641.....	641	630.....	697.....	697	691.....		
	666.....	666	631.....	695.....	695	692.....		
	642.....	642	632, § 1.	696.....	696	693.....		
	643.....	643	632, § 2.	688.....	688	694.....		
	626.....	627	632, § 3.	699.....	699	695.....		
			632, § 2.	599, § 3.	600, § 3	696.....		

anc. c.	n. c.	Projet.	anc. c.	n. c.	Projet.	anc. c.	n. c.	Projet.
685.....	750.....	754	750.....	822.....	820	794.....	847.....	966
686.....	757.....	755	751.....	823.....	821	795.....	848.....	967
687.....	758.....	756	752.....	793.....	791	796.....	893.....	968
688.....	759.....	757	753.....	824.....	822		895.....	970
689.....	760.....	758	754.....	825.....	823	797.....	896.....	973
690.....	761.....	759	755.....	826.....	824		902.....	977
691.....	762.....	760	756.....	827.....	825	798.....	895.....	970
692.....	763.....	761	757.....	828.....	826	799.....	898.....	973
693.....	765.....	763	760.....	829.....	827	801.....	899.....	974
694.....	764.....	762	761.....	830.....	828	802.....	897.....	972
695.....	766.....	764	762.....	831.....	829	803.....	904.....	979
696.....	767.....	765	763.....			804.....	909.....	984
697, § 1.....	769.....	767	763a, § 1.....	853.....	830	805.....	890.....	971
697, § 2.....	768.....	769	763a, § 2.....	850.....	831	806.....	895.....	970
697, § 3.....	879, § 3.....	850, § 3	763a, § 3.....	868, § 3.....	844, § 3	807.....	900.....	975
698.....	769.....	767	763a, § 4.....	859.....	835		904.....	979
699.....	770.....	768		858.....	834a	80.....	894.....	969
700.....	771.....	769	764.....	861.....	837	809.....	905.....	980
701.....	772.....	770		862.....	838		902.....	977
702.....	773.....	771		928.....	1008	810.....	905.....	980
703.....	774.....	772	765.....	865.....	841	811.....	902.....	977
704.....	775.....	773	766.....	926.....	1001	816.....	907.....	982
705.....	776.....	774	767.....	846, § 5.....	965, § 5	817.....	906.....	981
706.....	778.....	776		851.....	907c	818.....	908.....	983
707.....	779.....	777		864.....	840	819.....	910.....	994
708.....	780.....	778	768.....	866.....	842	820.....	920.....	995
709.....				867.....	843	821.....	921.....	996
710.....	781.....	779		1003.....	929		922.....	997
711.....			769.....	871.....	848	822.....	923.....	998
712.....	782.....	780	770.....	872.....	849	823.....	924.....	999
713.....	783.....	781	770a.....	874.....	851	825.....	913.....	988
714.....	784.....	782		875.....	852		914.....	989
	785.....	783	771.....	870.....	847	826.....	915.....	990
715.....	787.....	785		870.....	847	827.....	916.....	991
716.....	786.....	784	772.....	877.....	854	828.....	910.....	985
717.....	788.....	786		878.....	855	829.....	911.....	986
718.....	789.....	787		879, § 4.....	856, § 3	830.....	912.....	987
719.....	790.....	788	772a.....	880.....	857	831.....	917.....	
720.....	792.....	790		881.....	858	832.....	918.....	
721.....	791.....	789	772b.....	883.....	860	833.....	917.....	
723.....	793.....	791		884.....	861	834.....	931.....	986
724.....	794.....	792		885.....	862		933.....	988
725.....	795.....	793	773.....	886.....	863	835.....	930.....	1014
726.....	796.....	794		880.....	1005	836.....	932.....	1007
727.....	797.....	795	774.....	887.....	864	837.....	939.....	1014
728.....	798.....	796	775.....	882.....	859	838.....		
729.....	799.....	797		884.....	861	839.....	934.....	1009
730.....	800.....	798	776.....	888.....	865		932.....	1007
731.....	801.....	799		913.....	988	840.....	934.....	1009
732.....	802.....	800		925.....	1000	841.....	935.....	1010
733.....	803.....	801	777.....	889.....	866	847.....	926.....	627
734.....	804.....	802	778.....	863.....	839	848.....	627.....	628
735.....	805.....	803	779.....	891.....	867	850.....	936.....	1011
736.....	806.....	804		868.....	844	851.....	935.....	1010
737.....	807.....	805	780.....	869.....	845	852.....	917.....	1012
738.....	808.....	806		837.....	956	853.....	938.....	1013
739.....	809.....	807	781.....	834.....	953	854.....	939.....	1014
740.....	810.....	808		837.....	956	855.....	940.....	1015
741.....	811.....	809	782.....	836.....	955	856.....		
742.....	812.....	810	783.....			857.....	941.....	1016
743.....	813.....	811	784.....	841.....	960	858.....		
744.....	814.....	812	785.....			859.....	942.....	1017
745.....	815.....	813	786.....	842.....	961			
746.....	816.....	814	787.....	838.....	957	860.....	941.....	1016
747.....	817.....	815	789.....	839.....	958		943.....	1018
748.....	818.....	816	790.....	843.....	962	861.....	944.....	1019
749.....	819.....	817	791.....	844.....	963	862.....		
	820.....	818	792.....	845.....	964	863.....	943.....	1018
			793.....	846.....	965	864.....		

TABLE DE CONCORDANCE.

anc. c.	n. c.	Projet.	anc. c.	n. c.	Projet.	anc. c.	n. c.	Projet.
865.	945.	1020	927.	1045.	1119	997.	979.	1053
866.	946.	1021	928.	1046.	1120	998.	980.	1054
867.	947.	1022	929.	1047.	1121	999.	981.	1055
868.	948.	1023	930.	1048.	1122	1000.	982.	1056
869.	949.	1024	931.	1049.	1123	1000.	983.	1057
870.	950.	1025	932.	1050.	1124	1000.	984.	1058
871.	951.	1026	933.	1051.	1125	1000.	985.	1059
872.	952.	1027	934.	1052.	1126	1000.	986.	1060
873.	953.	1028	935.	1053.	1127	1000.	987.	1061
874.	954.	1029	936.	1054.	1128	1000.	988.	1062
875.	955.	1030	937.	1055.	1129	1000.	989.	1063
876.	956.	1031	938.	1056.	1130	1000.	990.	1064
877.	957.	1032	939.	1057.	1131	1000.	991.	1065
878.	958.	1033	940.	1058.	1132	1000.	992.	1066
879.	959.	1034	941.	1059.	1133	1000.	993.	1067
880.	960.	1035	942.	1060.	1134	1000.	994.	1068
881.	961.	1036	943.	1061.	1135	1000.	995.	1069
882.	962.	1037	944.	1062.	1136	1000.	996.	1070
883.	963.	1038	945.	1063.	1137	1000.	997.	1071
884.	964.	1039	946.	1064.	1138	1000.	998.	1072
885.	965.	1040	947.	1065.	1139	1000.	999.	1073
886.	966.	1041	948.	1066.	1140	1000.	1000.	1074
887.	967.	1042	949.	1067.	1141	1000.	1001.	1075
888.	968.	1043	950.	1068.	1142	1000.	1002.	1076
889.	969.	1044	951.	1069.	1143	1000.	1003.	1077
890.	970.	1045	952.	1070.	1144	1000.	1004.	1078
891.	971.	1046	953.	1071.	1145	1000.	1005.	1079
892.	972.	1047	954.	1072.	1146	1000.	1006.	1080
893.	973.	1048	955.	1073.	1147	1000.	1007.	1081
894.	974.	1049	956.	1074.	1148	1000.	1008.	1082
895.	975.	1050	957.	1075.	1149	1000.	1009.	1083
896.	976.	1051	958.	1076.	1150	1000.	1010.	1084
897.	977.	1052	959.	1077.	1151	1000.	1011.	1085
898.	978.	1053	960.	1078.	1152	1000.	1012.	1086
899.	979.	1054	961.	1079.	1153	1000.	1013.	1087
900.	980.	1055	962.	1080.	1154	1000.	1014.	1088
901.	981.	1056	963.	1081.	1155	1000.	1015.	1089
902.	982.	1057	964.	1082.	1156	1000.	1016.	1090
903.	983.	1058	965.	1083.	1157	1000.	1017.	1091
904.	984.	1059	966.	1084.	1158	1000.	1018.	1092
905.	985.	1060	967.	1085.	1159	1000.	1019.	1093
906.	986.	1061	968.	1086.	1160	1000.	1020.	1094
907.	987.	1062	969.	1087.	1161	1000.	1021.	1095
908.	988.	1063	970.	1088.	1162	1000.	1022.	1096
909.	989.	1064	971.	1089.	1163	1000.	1023.	1097
910.	990.	1065	972.	1090.	1164	1000.	1024.	1098
911.	991.	1066	973.	1091.	1165	1000.	1025.	1099
912.	992.	1067	974.	1092.	1166	1000.	1026.	1100
913.	993.	1068	975.	1093.	1167	1000.	1027.	1101
914.	994.	1069	976.	1094.	1168	1000.	1028.	1102
915.	995.	1070	977.	1095.	1169	1000.	1029.	1103
916.	996.	1071	978.	1096.	1170	1000.	1030.	1104
917.	997.	1072	979.	1097.	1171	1000.	1031.	1105
918.	998.	1073	980.	1098.	1172	1000.	1032.	1106
919.	999.	1074	981.	1099.	1173	1000.	1033.	1107
920.	1000.	1075	982.	1100.	1174	1000.	1034.	1108
921.	1001.	1076	983.	1101.	1175	1000.	1035.	1109
922.	1002.	1077	984.	1102.	1176	1000.	1036.	1110
923.	1003.	1078	985.	1103.	1177	1000.	1037.	1111
924.	1004.	1079	986.	1104.	1178	1000.	1038.	1112
925.	1005.	1080	987.	1105.	1179	1000.	1039.	1113
926.	1006.	1081	988.	1106.	1180	1000.	1040.	1114
927.	1007.	1082	989.	1107.	1181	1000.	1041.	1115
928.	1008.	1083	990.	1108.	1182	1000.	1042.	1116
929.	1009.	1084	991.	1109.	1183	1000.	1043.	1117
930.	1010.	1085	992.	1110.	1184	1000.	1044.	1118
931.	1011.	1086	993.	1111.	1185	1000.	1045.	1119
932.	1012.	1087	994.	1112.	1186	1000.	1046.	1120
933.	1013.	1088	995.	1113.	1187	1000.	1047.	1121
934.	1014.	1089	996.	1114.	1188	1000.	1048.	1122
935.	1015.	1090	997.	1115.	1189	1000.	1049.	1123
936.	1016.	1091	998.	1116.	1190	1000.	1050.	1124
937.	1017.	1092	999.	1117.	1191	1000.	1051.	1125
938.	1018.	1093	1000.	1118.	1192	1000.	1052.	1126
939.	1019.	1094	1001.	1119.	1193	1000.	1053.	1127
940.	1020.	1095	1002.	1120.	1194	1000.	1054.	1128
941.	1021.	1096	1003.	1121.	1195	1000.	1055.	1129
942.	1022.	1097	1004.	1122.	1196	1000.	1056.	1130
943.	1023.	1098	1005.	1123.	1197	1000.	1057.	1131
944.	1024.	1099	1006.	1124.	1198	1000.	1058.	1132
945.	1025.	1100	1007.	1125.	1199	1000.	1059.	1133
946.	1026.	1101	1008.	1126.	1200	1000.	1060.	1134
947.	1027.	1102	1009.	1127.	1201	1000.	1061.	1135
948.	1028.	1103	1010.	1128.	1202	1000.	1062.	1136
949.	1029.	1104	1011.	1129.	1203	1000.	1063.	1137
950.	1030.	1105	1012.	1130.	1204	1000.	1064.	1138
951.	1031.	1106	1013.	1131.	1205	1000.	1065.	1139
952.	1032.	1107	1014.	1132.	1206	1000.	1066.	1140
953.	1033.	1108	1015.	1133.	1207	1000.	1067.	1141
954.	1034.	1109	1016.	1134.	1208	1000.	1068.	1142
955.	1035.	1110	1017.	1135.	1209	1000.	1069.	1143
956.	1036.	1111	1018.	1136.	1210	1000.	1070.	1144
957.	1037.	1112	1019.	1137.	1211	1000.	1071.	1145
958.	1038.	1113	1020.	1138.	1212	1000.	1072.	1146
959.	1039.	1114	1021.	1139.	1213	1000.	1073.	1147
960.	1040.	1115	1022.	1140.	1214	1000.	1074.	1148
961.	1041.	1116	1023.	1141.	1215	1000.	1075.	1149
962.	1042.	1117	1024.	1142.	1216	1000.	1076.	1150
963.	1043.	1118	1025.	1143.	1217	1000.	1077.	1151
964.	1044.	1119	1026.	1144.	1218	1000.	1078.	1152
965.	1045.	1120	1027.	1145.	1219	1000.	1079.	1153
966.	1046.	1121	1028.	1146.	1220	1000.	1080.	1154
967.	1047.	1122	1029.	1147.	1221	1000.	1081.	1155
968.	1048.	1123	1030.	1148.	1222	1000.	1082.	1156
969.	1049.	1124	1031.	1149.	1223	1000.	1083.	1157
970.	1050.	1125	1032.	1150.	1224	1000.	1084.	1158
971.	1051.	1126	1033.	1151.	1225	1000.	1085.	1159
972.	1052.	1127	1034.	1152.	1226	1000.	1086.	1160
973.	1053.	1128	1035.	1153.	1227	1000.	1087.	1161
974.	1054.	1129	1036.	1154.	1228	1000.	1088.	1162
975.	1055.	1130	1037.	1155.	1229	1000.	1089.	1163
976.	1056.	1131	1038.	1156.	1230	1000.	1090.	1164
977.	1057.	1132	1039.	1157.	1231	1000.	1091.	1165
978.	1058.	1133	1040.	1158.	1232	1000.	1092.	1166
979.	1059.	1134	1041.	1159.	1233	1000.	1093.	1167
980.	1060.	1135	1042.	1160.	1234	1000.	1094.	1168
981.	1061.	1136	1043.	1161.	1235	1000.	1095.	1169
982.	1062.	1137	1044.	1162.	1236	1000.	1096.	1170
983.	1063.	1138	1045.	1163.	1237	1000.	1097.	1171
984.	1064.	1139	1046.	1164.	1238	1000.	1098.	1172
985.	1065.	1140	1047.	1165.	1239	1000.	1099.	1173
986.	1066.	1141	1048.	1166.	1240	1000.	1100.	1174
987.	1067.	1142	1049.	1167.	1241	1000.	1101.	1175
988.	1068.	1143	1050.	1168.	1242	1000.	1102.	1176
989.	1069.	1144	1051.	1169.	1243	1000.	1103.	1177
990.	1070.	1145	1052.	1170.	1244	1000.	1104.	1178
991.	1071.	1146	1053.	1171.	1245	1000.	1105.	1179
992.	1072.	1147	1054.	1172.	1246	1000.	1106.	1180
993.	1073.	1148	1055.	1173.	1247	1000.	1107.	1181
994.	1074.	1149	1056.	1174.	1248	1000.	1108.	1182
995.	1075.	1150	1057.	1175.	1249	1000.	1109.	1183
996.	1076.	1151	1058.	1176.	1250	1000.	1110.	1184
997.	1077.	1152	1059.	1177.	1251	1000.	1111.	1185
998.	1078.	1153	1060.	1178.	1252	1000.	1112.	1186
999.	1079.	1154	1061.	1179.	1253	1000.	1113.	1187
1000.	1080.	1155	1062.	1180.	1254	1000.	1114.	1188
1001.	1081.	1156	1063.	1181.	1255	1000.	1115.	1189
1002.	1082.	1157	1064.	1182.	1256	1000.	1116.	1190
1003.	1083.	1158	1065.	1183.	1257	1000.	1117.	1191
1004.	1084.	1159	1066.	1184.	1258	1000.	1118.	1192
1005.	1085.	1160	1067.	1185.	1259	1000.	1119.	1193
1006.	1086.	1161	1068.	1186.	1260	1000.	1120.	1194
1007.	1087.	1162	1069.	1187.	1261	1000.	1121.	1195
1008.	1088.	1163	1070.	1188.	1262	1000.	1122.	1196
1009.	1089.	1164	1071.	1189.	1263	1000.	1123.	

anc. c.	n. c.	Projet.	anc. c.	n. c.	Projet.	anc. c.	n. c.	Projet.
1088	49	45	1164	1235	938	1215d	1286	1271c
	1130	1201	1165	1236	939	1215e	1287	1271d
1050	1126	1199	1166	1237	940	1215f	1288	1271e
	1135	1208	1167	1238	941	1215g	1289	1271f
1060	1127	1209	1168	1239	942	1215h	1290	1271g
1061	1128	1201	1169	1240	927	1215i	1291	1271h
1063	1129	1202	1170	1241	943	1216	61	59
1065	1135	1208		1207	910	1217	64	60
1068	1137	1210	1171	1242	944	1218	65	61
1070	1139	1212		1243	945	1219	66	62
1072	1140	1213	1172	1244	946	1220	1292	1272
1076	1143	1216	1171	1244	946	1221	1293	1273
1077	1144	1217	1174	1245	947	1222	1294	1274
1078	1145	1218	1175	1246	948	1223	1295	1275
1083	1131	1204	1176	1247	949	1224	1296	1276
1084	1146	1219		73	69	1225	1297	1277
1085	1147	1220	1177	74	70	1226	1298	1278
1086	1132	1205		1208	911	1227	1299	1279
1087	1148	1221		1248	950	1228	1300	1280
1088	1133	1206	1178	68	64	1229	1301	1281
1090	1134	1207		74	70	1230	1302	1282
1091	52	48		69	65	1231	1304	1284
	1135	1208	1178a	1249	1237	1232	1305	1285
1099	1138	1211		1251	1239	1234	1306	1286
	1141	1214		1252	1240	1235	1307	1287
1101	1142	1215	1179	1249	1237	1236	1311	1291
	1132	1205	1180	1250	1238	1237	1312	1292
1102	1147	1220	1181	1251	1239	1238	1314	1293
	1148	1221	1182	1252	1240	1239	1314	1294
1106	1131	1204	1183	1253	1241	1240	1315	1295
1104	1149	1222	1184	1254	1242	1241	1316	1296
1110	217	209	1185	1255	1243	1242	1317	1297
1115		41	1186	1256	1244	1243	1318	1298
1116	6	42	1187	1257	1245	1244	1319	1299
1117	47	43	1188	59, 2	57, 2	1245	1320	1300
1118	1209	912	1189	60	58	1246	1321	1301
	1210	913	1190	59, 1	57, 1	1247	1322	1302
1119	1211	914	1191	1258	1246	1248	1323	1303
1120	1211	915		1259	1247	1249	1324	1304
1121	1213	916	1192	1259	1247	1250	1325	1305
1122	1214	917	1192a	1260	1248	1251	1326	1306
1123	1215	918	1192b	1261	1249	1252	1327	1307
1124	1216	919	1192c	1262	1250	1253	1328	1308
1125	1217	920	1193	1263	1251	1254	1329	1309
1126	1218	921	1194	1264	1252	1255	1330	1310
1127	1219	922	1195	1265	1253	1256	1331	1311
1128	1220	923	1196	1266	1254	1257	1332	1312
1129	1221	924	1197	1267	1255	1258	1333	1313
1130	1222	925	1198	1268	1256	1259	1334	1314
1131	1223	926	1199	1269	1257	1260	1335	1315
1132	1224	927	1200	1270	1258	1261	1336	1316
1133	1225	928	1201	1271	1259	1262	1337	1317
1142	44	41a	1202	1272	1260	1263	1338	1318
	45	41b	1203	1273	1261	1264	1339	1319
1142a	44	41a	1204	1274	1262	1265	1340	1320
	1193	896	1205	1273	1261	1267	1341	1321
1154	1194	897	1206	1275	1263	1268	1342	1322
	1226	929	1207	1276	1264	1269	1343	1323
1155	1195	898	1208	1277	1265	1270	1344	1324
	1226	929	1209	1278	1266	1271	1345	1325
1156	1227	930	1210	1279	1267	1272	1346	1326
1157	1228	931	1211	1280	1268	1273	1347	1327
1158	1229	932	1212	1281	1269	1274	1349	1329
1159	1230	933	1213	1282	1270	1275	1350	1330
1161	1231	934	1214	1283	1271	1276	1352	1332
1162	1232	935	1215a	61	58a	1277	1354	1334
	1233	936	1215b	62	58b	1278	1355	1335
1163	1234	937	1215c	1284	1271a	1278a	1356	1336
				1285	1271b			

TABLE DE CONCORDANCE.

anc. c.	n. c.	Projet.	anc. c.	n. c.	Projet.	anc. c.	n. c.	Projet.
1278a	1337	1337	1307	1391	1370	1320a	1418	1397
1278b	1338	1338	1308	1392	1371	1320b	1419	1398
1278d	1339	1339	1309	1393	1372	1320m	1420	1399
1278e	1340	1340	1310	1394	1373	1320n	1421	1400
1279	1341	1341	1311	1395	1374	1327	1422	1401
1280	1342	1342	1312	1396	1171	1328	1423	1402
1281	1343	1343	1313	1097	1170	1329	1424	1403
1282	1344	1344	1314	1397	1376	1330	1425	1404
1283	1345	1345	1315	1398	1377	1331	1426	1405
1284	1346	1346	1316	1399	1378	1332	1427	1406
1285	1347	1347	1317	1400	1379	1333	1428	1407
1286	1348	1348	1318	1401	1380	1334	1429	1408
1287	1349	1349	1319	1402	1381	1335	1308	1288
1288	1350	1350	1320	1403	1382	1336	1309	1289
1289	1351	1351	1321	1404	1383	1337	1310	1290
1290	1352	1352	1322	1405	1384	1341	1431	1409
1291	1353	1353	1323	1406	1385	1342	1432	1410
1292	1354	1354	1324	1407	1386	1343	1433	1411
1293	1355	1355	1325	1408	1387	1344	1434	1412
1294	1356	1356	1326	1409	1388	1345	1435	1413
1295	1357	1357	1326a	1410	1389	1346	1436	1414
1296	1358	1358	1326b	1411	1390	1347	1437	1415
1297	1359	1359	1326c	1412	1391	1348	1438	1416
1298	1360	1360	1326d	1413	1392	1349	1439	1417
1299	1361	1361	1326e	1414	1393	1350	1440	1418
1300	1362	1362	326f	1415	1394	1351	1441	1419
1301	1363	1363	326g	1416	1395	1352	1442	1420
1302	1364	1364	1326h	1417	1396	1353	1443	1421
1303	1365	1365				1354	1444	1422
1304	1366	1366				1359	6	6
1305	1367	1367				1360	1	1
1306	1368	1368				1361	2	2

ABREVIATIONS.

- A. R. O. . . . Règles et ordonnances de la cour d'échiquier du Canada dans les causes d'amirauté.
- C. A. Cour d'appel.
- Cal. Code of Civil procedure of California.
- C. C. Cour de circuit.
- C. E. Cour d'échiquier.
- C. I. C. F. . . . Code d'instruction criminelle, français.
- C. M. Cour de magistrat.
- Con. R. Montreal Condensed Reports.
- C. P. Conseil privé.—Code de procédure civile.
- C. P. F. . . . Code de procédure civile, français.
- C. P. G. . . . Code de procédure civile de Genève.
- C. P. L. . . . Code of civil procedure of Louisiana.
- C. R. Cour de revision.
- C. S. Cour supérieure.
- C. S. N. B. . . Consolidated Statutes of New Brunswick.
- C. suprême . . Cour suprême.
- D. C. A. . . . Décisions de la cour d'appel.
- E. C. Exchequer Court.
- Eng. J. A. . . English Judicature Act, 1873.
- Eng. R. . . . English " Rules of Supreme Court," 1883, ainsi que consolidées dans l'Annual Practice, 1893.
- H. L. C. . . . House of Lord cases.
- H. & L. . . . Holmsted and Langton, Ontario Judicature Act and Rules of Practice.
- J. Lower Canada Jurist.
- L. C. L. J. . . Lower Canada Law Journal
- L. C. R. . . . Lower Canada Reports.
- L. N. Legal News.
- M. L. R. . . . Lorsque l'année est précédée des lettres C. A., Montreal Law Reports, Cour d'appel.
- M. L. R. . . . Lorsque l'année est précédée des lettres C. S., Montreal Law Reports Cour supérieure.
- n. c. Nouveau code, mis en force le 1er sept. 1897.
- N. S. R. O. . . Nova Scotia, Rules of Supreme Court Order.
- N. Y. C. . . . Code of civil procedure of New York.
- Ont. J. A. . . Ontario Judicature Act ; (R.S.O., c. 44).
- P. R. Pyke's Reports.
- Q. L. R. . . . Quebec Law Reports.
- R. Rule.
- Rap. C. . . . Rapport des Codificateurs, observations spéciales par les commissaires. Quatrième rapport.
- R. C. Revue Critique.
- R. C. C. S. . . Rapport de la commission de codification de statuts sur les réformes judiciaires, 1882.
- R. de J. . . . Revue de Jurisprudence.
- R. de L. . . . Revue de Législation et de Jurisprudence.

ABRÉVIATIONS.

LXV

- R. J. O Lorsque l'année est précédée des lettres C. A., Rapport Judiciaires Officiels de Québec, Cour d'appel.
- R. J. O Lorsque l'année est précédée des lettres C. S., Rapports Judiciaires Officiels de Québec, Cour supérieure.
- R. J. R. Rapports Judiciaires Révisés de la Province de Québec.
- R. L Revue Légale.
- R. L. n. s. Revue Légale, nouvelle série.
- R. P Rapports de Pratique de Québec.
- R. P. C. S. Règles de Pratique de la cour supérieure.
- R. P. O Consolidated Rules of Practice of the Supreme Court of Jurisdiction for Ontario.
- R. S Revised Statutes of Quebec.
- R. S. C. Supreme Court Reports.
- R. S. N. S Revised Statutes of Nova Scotia.
- S. R Stuart's Reports.—Statuts Refondus de Québec.
- S. R. C Statuts Révisés du Canada.
- t. Tome.
- V *Vide*.
- V., c., s. Victoria, chapitre, section.
- v^o Verbo, verbis.

o
n

r
e
q
m
V

8
par
1
cap
1

AMENDEMENTS.

15. L'article 15 du Code de procédure civile est amendé en y ajoutant dans le paragraphe 8, après les chiffres "750," les mots et chiffres : "761, 762 et 763."—(62 Vic., c. 52, s. 1).

33. L'article 33 est amendé, en remplaçant le mot "et," dans la cinquième ligne, (la septième dans ce volume), par le mot : "ou."—(62 Vic., c. 52, s. 2).

599. L'article 599 du Code de procédure civile est amendé en ajoutant après le paragraphe 12 le suivant :

"13. Toutes pensions accordées par les institutions financières ou autres à leurs employés, en vertu de caisses de retraite ou fonds de pensions établis entre les dits employés, ainsi que les versements payés ou à être payés pour former les dits fonds de pensions et donner droit aux avantages en découlant."—(62 Vic., c. 53).

733. L'article 733 est amendé, en remplaçant les mots et chiffres : "716 et 717," dans la neuvième ligne, (la quatorzième dans ce volume), par les mots et chiffres : "717 et 718."—(62 Vic., c. 52, s. 4).

ERRATA.

853. (Pour la première ligne du paragraphe 1, à remplacer.

1. Le "commerçant" arrêté sur *capias* par

1. Le "débiteur" arrêté sur *capias*.

15. Article 15 of the Code of Civil Procedure is amended by adding, after the figures "750" in paragraph 8, the words and figures "761, 762 and 763."—(62 Vic., c. 52, s. 1).

33. Article 33 of the said Code is amended by replacing the word "and," in the fifth line, (the eighth line in this volume), by the word "or."—(62 Vic., c. 52, s. 2).

599. Article 599 of the Code of Civil Procedure is amended by adding, after paragraph 12, the following :

13. All pensions granted by financial or other institutions to their employees, by means of retiring funds or pensions funds established among the said employees, as well as the instalments paid, or to be paid, to form such pension funds and to give a right to the benefits arising therefrom.—(62 Vic., c. 53).

733. Article 733 is amended by replacing the word and figures 716 and 717 in the ninth and tenth line, (the fourteenth line in this volume), by the word and figures "717 and 718."—(62 Vic., c. 52, s. 4).

W
c
c
t

P
d
co
tr
an
au
les
ré
sa
pro

CODE DE PROCEDURE CIVILE

DE LA

PROVINCE DE QUEBEC

PREMIÈRE PARTIE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

CHAPITRE I.

Dispositions Déclaratoires et Interprétatives.

1. Les lois sur la procédure et les règles de pratique existant lors de la mise en vigueur du présent code sont abrogées :

1. Dans les cas où ce code contient quelque disposition qui a expressément ou implicitement cet effet ;

2. Dans les cas où elles sont contraires à, ou incompatibles avec quelque des dispositions de ce code, ou dans les cas où ce code contient des dispositions expresses sur le sujet particulier de ces lois ou de ces règles ;

Néanmoins, pour ce qui concerne les procédures, matières et choses pendantes lors de la mise en vigueur de ce code, ou les droits d'appel et les restrictions relatives à un droit matériel antérieurs à cette mise en vigueur, et auxquels on ne pourrait en appliquer les dispositions sans produire un effet rétroactif, les dispositions de la loi qui, sans ce code, s'appliqueraient à ces procédures, matières, choses, droits et

1. The laws concerning procedure and the rules of practice in force at the time of the coming into force of this Code, are abrogated :

1. In all cases in which this Code contains any provision having expressly or impliedly that effect ;

2. In all cases in which such laws or rules are contrary to or inconsistent with any provision of this Code, or in which express provision is made by this Code upon the particular matter to which such laws or rules relate.

Nevertheless, as regards proceedings, matters and things pending at the coming into force of this Code, or rights of appeal and limitations as to substantive rights existing anterior to such coming into force, and to which its provisions could not apply without having a retroactive effect, the provisions of law which, without this Code, would apply to such proceedings, matters, things, rights and limitations,

restrictions, restent en vigueur et s'y appliquent ; et ce code ne s'y applique qu'en autant qu'il coïncide avec ces dispositions.

Les règles concernant la preuve, contenues dans ce code, s'appliquent aux causes, matières et choses faites ou pendantes lors de son entrée en vigueur.—*Nouveau, partie ; C. P. C., 1360, amendé ; Loranger, C. C., 152 et seq. ; Attorney-general vs Sillem, 10 H. L. C., 704.*

1. Les lois de procédure s'appliquent aux instances nées antérieurement à la loi, sans avoir un effet rétroactif. Ces lois ne régissent pas le fond du droit des parties. Elles ne font que régler la forme, suivant laquelle il est exercé. Si elles produisent parfois des déchéances, elles n'entraînent pas la perte du droit lui-même, mais seulement la péremption du droit de l'instance, qui tendait à la faire consacrer. Il n'y a pas là de violation du droit acquis.

Ainsi donc, quand il s'agit de ce que les jurisconsultes appellent, *ordinatoria litis*, c'est-à-dire de l'instruction, et de la forme de procéder, de l'ordonnance du procès, il faut suivre la loi du temps où l'on procède.

Je ne prétends pas cependant dire, que l'instruction ne puisse pas faire soulever quelqu'incident, qui résiste à l'application de la loi nouvelle, témoin l'article 1233, qui contient une disposition nouvelle sur la preuve testimoniale, qu'il permet dans toute matière où la demande n'exécède pas \$60, élevant ainsi de \$25 la compétence de la preuve orale. Les auteurs, d'accord avec la jurisprudence, enseignent, qu'en ce cas, comme dans d'autres où la loi permet un mode de preuve inusité ou prohibé lors du contrat, et dont par conséquent les contractants n'ont pu prévoir l'influence sur leur convention, l'opération de la loi nouvelle, blesserait le principe de la non-rétroactivité. — LORANGER, *Commentaires C. C.*, p. 153, n. 45.

2. The case of the *Att. Gen. and Sillem* decides that the right of appeal where no such right previously existed was a new right which could only be given by legislative authority, and that the imperial Act 22 and 23 Vict., chap. 21 gave no authority to the Barons of the Exchequer to give, by rules of Court, an appeal in revenue cases ; what was done having been the granting of an appeal from a judgment of the Court of Exchequer to the Exchequer Chamber in a revenue case in virtue of certain rules of the Exchequer Court which were relied upon as being sufficient to authorize the appeal. The Exchequer Chamber and the House of Lords held that no such power was conferred in the Barons of the Exchequer by the above

remain in force and apply to them ; and this Code applies to them only in so far as it coincides with such provisions.

The rules as to evidence contained in this Code apply to causes, matters and things done or pending at the time of its coming into force.—*New, in part ; C. C. P., 1360, amended ; Loranger, C. C., 152 et seq. ; Attorney-general vs Sillem, 10 H. L. C., 704.*

statute which authorized them to apply and adopt the provisions of the common law procedure act to revenue cases.—*Attorney General and Sillem, 10 H. L. C., 704.*

3. It will therefore be a sufficient résumé of the true doctrine as established by the highest and best authority, to state that laws may operate retroactively upon existing remedies, by changing or abolishing them, or by creating new remedies, without contravening constitutional provisions, when such legislation does not substantially impair the right which the remedy is intended to enforce.—s. 188.

It may be laid down as a rule, to which there are very few exceptions, that any special remedy to which a party is entitled at the time the contract is entered into may be altered or abolished by a subsequent statute, so that it will no longer be available for either existing or subsequent contracts, provided it leaves a substantial remedy.—s. 206.

One of the methods of enforcing civil rights arising in contract is that of imprisoning the debtor at the instance of the creditor. Where this is one of the remedies existing at the time the debt is contracted, a subsequent change of the law may take it away without impairing the obligation of a contract, or falling under that provision of the Constitution, state or national, which protects from legislative deprivation proprietary rights.—s. 207.

Courts allow to legislative bodies the largest possible latitude in enacting laws which affect the procedure by which legal rights are enforced. They may change the forms of actions at pleasure ; and such changes will affect causes already accrued, as well as those which may arise in the future, when the substantial rights of the parties are not thereby disturbed.—s. 211.

The construction of constitutional restrictions is equally liberal, as applied to statutes which merely change the order in which trials occur.—s. 212.

Changes in the manner of serving process, where the new mode is substantially personal, or so as to give the party his day in

court, will apply equally to causes of action arising before and after the enactment of the statute by which the change is made.—s. 213.

Statutes which change the rule as to parties necessary to a determination of controversies will take effect upon prior as well as subsequent contracts or transactions, and the actions arising therefrom.—s. 214.

The practice of courts may be regulated with respect to what shall be required of parties, in the way of preliminary affidavits, in order to entitle them to the benefit of a particular remedy for the enforcement of their demands or the maintenance of a defence, when such regulations do not amount in substance to a deprivation of all legal remedies. The new regulation will affect the proceedings in actions upon prior as well as subsequent transactions.—s. 216.

The right to bring an action, or make a defence to an action, has been mentioned in another place as inviolable by a statute subsequent to the arising of the cause of action or the defence. This, however, simply guarantees to the party a right to have the merits of his claim or defence inquired into and judicially determined. The manner and mode of inquiry remains subject to legislative control.—s. 217.

In another chapter it has been stated that statutes granting the right of appeal in cases where it did not exist before would not affect judgments previously rendered. This, however, is not because the law with respect to appeals, in other proceedings subsequent to judgment, is unalterable in its operation upon the rights of the parties to suit previously instituted. The right of appeal may be taken away, as it has been held, in suits pending when the law went into operation, because the right, as it previously existed, could not attach until judgment rendered. The mere manner and form of motions for new trials, appeals, etc., would be governed by the law in force when the motion or application is made. But statutes of this kind must be carefully distinguished from such as operate retroactively to destroy the finality of judgments previously rendered.—s. 218.

The safe and reasonable doctrine that preserves to a creditor all liens and other means of enforcing his claims against the debtor, as they existed at the making of the contract or the incurring of the liability, does not extend to the order in which these means shall be resorted to.—s. 220.

The remedies which the law supplies for the enforcement of civil obligations may attach to those already in existence, as well as those of the future. The power of the legislature is not exhausted by providing remedies for future contracts. A special remedy may be withdrawn by the legislature without impairing the obligation of existing contracts. So, existing rights may be enforced by additional remedies, provided subsequent to the acquisition of such rights.—s. 221.

Thus, a means of distributing the assets of

a corporation, its dissolution, different from that provided in its charter, or under which it was organized, may be provided by statute.—s. 222.

The administration of estates of decedents may be regulated by statutes which operate retroactively upon whatever constitutes a part of the procedure.—s. 223.—WADE, *Retrospective Laws*.

4. V. I. Aubry & Rau, p. 57, § 30, sur le conflit des lois nouvelles avec les lois anciennes.

5. C'est la loi en force au temps où les procédures ont commencé qui règle le droit d'appel, et non pas celle en force lors du jugement.—C. R., 1890. *La Cie de chemin de fer de l'Atlantique au Nord-Ouest vs Fominville*, 34 J., 241, TASCHEMBAU, LORANGER & WURTELE, JJ.

6. La cour suprême n'a pas été aussi loin que la cour de revision; elle a simplement décidé que la loi nouvelle ne s'appliquait pas aux causes prises en délibéré avant sa sanction.

Dans la première cause qui lui fut soumise, le jugement de la cour de revision fut rendu le 30 septembre 1891. Le même jour était sanctionné l'acte 54-55 Vict., qui permettait l'appel à la cour suprême des jugements de la cour de revision. Le jugement de la cour suprême est en ces termes: "That the appellant not having shown that the judgment was delivered subsequent to the passing of the amending act, the court had no jurisdiction."—C. suprême, 1890. *Hurtubise & Desmarreau*, 19 R.C.S., 562.

Dans la cause de *Couture & Bouchard*, la cour de revision avait pris la cause en délibéré, le 30 septembre 1891, et jugement avait été rendu quelques mois après. L'arrêt est dans les termes suivants: "That the respondent's right could not be prejudiced by the delay of the court in rendering judgment which should be treated as having been given on the 30th September, when the case was taken *en délibéré*, and therefore the case was not appealable."—C. suprême, 1892. *Couture & Bouchard*, 21 R.C.S., 281.

La cause de *Williams & Irvine* a été décidée dans le même sens. L'action fut intentée en novembre 1890, et prise en délibéré en juin 1891, jugée le 17 novembre 1891 par la cour supérieure, et, le 29 février 1892, par la cour de revision.

Voici le jugé de la cour suprême: "The right of appeal given by 54-55 Vict., c. 25, does not extend to cases standing for judgment in the Superior Court prior to the passing of the said act."—22 R.C.S., 108.

Dans cette même cause, l'Hon. Juge Fournier a exprimé individuellement son opinion dans le sens de l'arrêt n. 5: (*La Cie de chemin de fer de l'Atlantique vs Fominville*).

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

7. Lorsqu'une action pénale a été intentée avant la mise en vigueur du nouveau Code de Procédure Civile, on ne peut, sur

motion pendant l'instance, forcer le demandeur à donner caution pour les frais.—C.S., 1897. *Charrette vs Whelan*, 1 R.P., 83; TASCHEAU, J.

8. Une action populaire ou *qui tam*, intentée avant le mois de septembre 1897, sous l'ancien Code de Procédure Civile, peut être continuée après cette dernière date, sous le nouveau Code, sans que le demandeur soit tenu de fournir un cautionnement pour les frais, sous l'article 180 C.P.—C.S., 1897. *Waters vs Grier*, 3 R.L.N.S., 417; MATHIEU, J.

9. On ne peut appliquer à la péremption

2. Dans le cas de différence entre les textes anglais et français du présent code dans quelque article fondé sur les lois existant à l'époque de sa promulgation, le texte le plus compatible avec les dispositions des lois existantes sur lesquelles il est fondé doit prévaloir. Si la différence se trouve dans un article modifiant les lois existantes, le texte le plus compatible avec l'intention de l'article d'après les règles ordinaires d'interprétation légale doit prévaloir.—C. P. C., 1361.

3. Si ce code ne contient aucune disposition pour faire valoir ou maintenir un droit ou une réclamation, toute procédure adoptée qui n'est pas incompatible avec quelque disposition de la loi ou de ce code doit être accueillie et est valable.—C. P. C., 21, *partie, amendé.*

1. Il n'y a pas de droit sans action, et la loi qui le crée n'a pas besoin d'y ajouter expressément une action: par cela seul qu'il existe, elle existe en même temps que lui.—1 GARSONNET, § CXVI, n. 1.

Le nombre des actions est illimité: autant on peut créer de droits par convention, autant il y a d'actions; or, les conventions sont libres et peuvent créer des obligations à l'infini, pourvu qu'elles n'aient rien

4. Les règles et dispositions concernant la procédure s'interprètent les unes par les autres et de manière à leur donner tout l'effet requis.—C. P. C., 21, *partie, amendé.*

5. Les mots, termes, expressions et dispositions énumérés dans les dis-

d'instance les dispositions de l'article 279 du nouveau C.P.C., à une cause instituée sous l'empire de l'art. 454 de l'ancien C.P.C., sans produire un effet rétroactif, et ce serait, en ce cas, agir contrairement aux dispositions de l'article 1er du nouveau C.P.C.—C.S., 1898. *Charrette vs Howley*, 4 R. de J., 160; 1 R.P., 103; MATHIEU, J.

10. Where the inscription in review was made on the 4th November 1897, it is the new Code of Procedure which applies to it.—C. R., 1898. *Dickey vs Thibault*, 13 R. J. O., 64; CASALT, CARON & ANDREWS, JJ.

2. If in any article of this Code, founded on the laws existing at the time of its promulgation, there be a difference between the English and the French text, that version shall prevail which is most consistent with the provisions of the existing laws on which the article is founded. If there be any such difference in an article changing the existing laws, that version shall prevail which is most consistent with the intention of the article; and the ordinary rules of legal interpretation shall apply in determining such intention.—C. C. P., 1361.

3. Whenever this Code does not contain any provision for enforcing or maintaining any right or claim, any proceeding adopted which is not inconsistent with law or the provisions of this Code is received and held to be valid.—C. C. P., 21, *in part, amended.*

de contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs.—Ibid., n. 4.

Les actions ne portent pas de nom officiel. Une liste nécessairement fermée, ou chaque action porterait une étiquette spéciale pour indiquer son but et son origine, ne se prendrait pas dans une législation qui accorde autant d'actions qu'elle consacre de droits.—Ibid., n. 5.

4. All rules and provisions concerning procedure are interpreted with reference to each other, and in such a manner as to give them all the effect intended.—C. P. C., 21, *in part, amended.*

5. The words, terms, expressions and enactments enumerated in the de-

positions déclaratoires et interprétatives de l'article 17 du Code civil et des articles 12 à 36 inclusivement des Statuts refondus, chaque fois qu'ils se rencontrent dans ce code, sont interprétés en la manière y indiquée.

Chaque fois que les mots, termes et expressions qui suivent sont employés dans ce code ou dans des amendements à icelui, ils sont interprétés en la manière ci-après indiquée, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

1. Les mots : " Code de procédure civile " désignent le présent code ;
2. Les mots : " Statuts refondus " signifient les Statuts refondus de la province de Québec ;
3. Les mots : " autres provinces du Canada " signifient les provinces du Canada autres que la province de Québec, et comprennent les territoires ;
4. Les mots : " cour de revision " signifient la cour supérieure siégeant en revision ;
5. Le mot : " juge " signifie le juge en chef, un juge puiné ou un juge suppléant du même tribunal ;
6. Le mot : " protonotaire " signifie le protonotaire de la cour supérieure, ou le greffier de toute autre cour à laquelle la disposition est applicable ;
7. Le mot : " greffe " signifie le bureau du protonotaire, ou du greffier de toute cour à laquelle la disposition est applicable.—*Nouveau, partie : C. P. C., 26, partie ; 5, partie.*
8. Les formules contenues dans l'appendice de ce code, ou d'autres de même tenor, sont bonnes et suffisantes lorsqu'elles sont employées dans les cas pour lesquels elles sont proposées.—*C. P. C., 1359, amendé.*
9. Sont jours non juridiques :
 1. Les dimanches ;
 2. Le premier jour de l'an ;

claratory and interpretative provisions of Article 17 of the Civil Code, and of Articles 12 to 36, inclusive, of the Revised Statutes, wherever used in this Code, are interpreted in the manner therein specified.

Whenever the following words, terms and expressions are used in this Code, or in any amendments thereto, they are construed in the manner hereinafter mentioned, unless the context otherwise requires :

1. The words : " Code of Civil Procedure," mean the present Code ;
2. The words : " Revised Statutes," mean the Revised Statutes of the Province of Quebec ;
3. The words : " other Provinces of Canada," mean the Provinces of Canada other than the Province of Quebec, and include the Territories ;
4. The words : " Court of Review," mean the Superior Court sitting in review ;
5. The word : " judge," means the chief justice, judge, or assistant-judge of the same Court ;
6. The word : " prothonotary," means the prothonotary of the Superior Court, or the clerk of any other court to which the provision is applicable ;
7. The words : " Office of the Court," mean the office of the prothonotary, or of the clerk of any court to which the provision is applicable.—*New, in part ; C. C. P., 26, in part ; 5, in part.*
8. The forms contained in the appendix to this Code, or others to the same effect, are valid and sufficient, when used in the cases to which they are intended to apply.—*C. C. P., 1359, amended.*
9. The following days are non-judicial :
 1. Sundays ;

3. La fête de l'Épiphanie, le mercredi des Cendres, le vendredi saint, le lundi de Pâques, les fêtes de l'Ascension, la Toussaint, la Conception et Noël ;

4. L'anniversaire de la naissance du souverain, ou le jour fixé par proclamation pour sa célébration ;

5. Le premier jour de juillet, ou le deuxième jour si le premier est un dimanche ;

6. Tout autre jour fixé par proclamation royale ou par proclamation du gouverneur-général ou du lieutenant-gouverneur comme jour de jeûne ou d'actions de grâces générales, ou comme fête du travail.—C. P. C., 2, *partie, amendé* ; S. R., 5854 ; 56 V., c. 40 ; S. R. C., c. 1, s. 2, s.s. 7 ; 56 V., (C), c. 30.

1. L'acte 57-58 Vict., ch. 56, Canada, déclarant le premier lundi de Septembre jour non-juridique, ne s'applique qu'aux matières qui sont de la compétence du gouvernement

8. Si le jour auquel une chose doit être faite est ou devient non juridique, la chose peut se faire avec le même effet le jour juridique qui suit immédiatement.

Cette règle s'applique aussi au rapport des brefs et aux ventes par autorité de justice.—C. P. C., 2, *partie, 3, amendés* ; S. R., 20.

1. Dans le cas où une partie fixe elle-même un jour pour faire un procédé et que ce jour n'est pas juridique, elle ne peut se prévaloir de l'article 2 (8 n. c.) du code de procédure civile.—C. S., 1872. *Desève vs White*, 4 R. L., 656 ; MACKAY, J.

2. Une assignation à comparaître un jour férié est nulle. Le seul cas où un bref d'assignation puisse être rapporté le jour juridique qui suit son jour de rapport, est celui de l'article 2 (8 n. c.) du code de procédure, lorsque, après l'émanation du bref, il intervient une proclamation fixant le jour du rapport comme jour de pénitence ou d'actions de grâces.—C. C., 1880. *Champagne vs Griveau et Boisjoli*, 10 R. L., 208 ; GILL, J.

3. Lorsqu'une procédure a été faite rapportable un jour qui était alors juridique, mais qui dans l'intervalle a été déclaré non-

2. New Year's Day ;

3. The Epiphany, Ash Wednesday, Good Friday, Easter Monday, the Ascension, All Saints' Day, the Conception, and Christmas Day ;

4. The anniversary of the Birthday of the Sovereign, or the day fixed by proclamation for its celebration ;

5. The first day of July, or the second day of the month if the first is a Sunday ;

6. Any day appointed by royal proclamation or by proclamation of the Governor-General or of the Lieutenant-Governor as a day of general fast or thanksgiving, or as Labor Day.—C. C. P., 2, *in part, amendé* ; R. S., 5854 ; 56 Vict., c. 40 ; R. S. C., c. 1, s. 2, ss. 7 ; 56 Vict., (C), c. 30.

fédéral et n'affecte nullement l'administration de la justice et les séances des tribunaux en cette province.—C. S., 1894. *Richer vs Gervais*, 6 R. J. O., 264 ; DELORIMIER, J.

8. If the day on which anything ought to be done is or becomes a non-judicial day, such thing may be done with like effect on the next following judicial day.

This rule applies also to the return of writs and to sales by authority of justice.—C. C. P., 2, *in part, 3, amendé* ; R. S., 20.

juridique, telle procédure peut valablement être rapportée le jour suivant.

Lorsque les bureaux du protonotaire sont fermés, même en obéissance à une proclamation qui serait illégale, cet acte du souverain équivaut à un acte de force majeure et justifie une partie de rapporter une procédure le lendemain.

Une proclamation du lieutenant-gouverneur, déclarant simplement un jour comme non-juridique, sans dire que c'est un jour de jeûne ou d'actions de grâces, est-elle valable ?—C. S., 1894. *Richer vs Gervais*, 6 R. J. O., 261 ; DELORIMIER, J.

4. Where it was enacted by section 12 of 42 and 43 Vict., (Quebec), ch. 53, that any municipal elector might demand the annulment of the corporate appropriation for expenditure within three months from the

10
De
LA
2
crip
lois
men
L
fien
moi
U
tel j
les a
poin
lalion
Jou
lais d
et d'
faire
Les
jour e
Le j
de mi
Les
momen
diem.
Dela
tième à
bre de
le délat
expire
n'ait qu
Délai
compte
élu.—s.
3. L
jours et

date thereof on the ground of illegality, but that thereafter the right was prescribed and the appropriation valid. — *Held*: that at the expiration of the three months the elector's statutory right was at an end, and could not be extended by any procedure clause (8 C.P., now art. 8) which presupposed an existing right of action and regulated its exercise.—C.P., 1894. *Déchêne & Cité de*

8. Lorsqu'une personne est assignée à comparaître à jour fixe, ni le jour de la signification, ni celui de l'échéance ne sont comptés dans les délais fixés pour les assignations.

Le temps du délai court les dimanches et jours fériés ; mais si le délai expire un dimanche ou un jour férié, il est de plein droit continué au jour juridique suivant.

Les mêmes règles s'appliquent à tout autre délai de procédure. — C. P. C., 24, amendé.

1. V. I CARRÉ ET CHAUVEAU, p. liij, n. 100. — I PIGRAU, 393. — GUYOT, *Rép.*, v° Délai, p. 344.—ORD. 1667, tit. 8, art. 6.—LAVIELLE, *Étude sur la Procédure*, p. 95.

2. Les délais sont des espèces de prescriptions et comme tels ils sont régis par les lois en vigueur à l'époque où ils ont commencé à courir.—s. 1.

Les mots à dater, à compter du jour, signifient à dater de l'expiration de ce jour, à moins d'une disposition contraire.—s. 27.

Une loi qui annule les actes faits depuis tel jour peut être entendue en ce sens que les actes même faits le jour indiqué comme point de départ soient compris dans l'annulation prononcée.—s. 28.

jour bissextile. Il est compté dans les délais de jours, mais non dans les délais de mois et d'années, parce qu'alors il est censé ne faire qu'un avec le jour précédent.—s. 42.

Les délais se comptent ordinairement par jour et non par heures.—s. 44.

Le jour s'entend de l'espace qui s'écoule de minuit à minuit.—s. 45.

Les délais par heures se comptent de momento ad momentum et non de die ad diem.—s. 51.

Délai de mois. On les compte d'un quantième à un autre, sans avoir égard au nombre de jours dont ils sont composés. Ainsi le délai d'un mois, à partir du 1er février, expire le 1er mars, quoique le mois de février n'ait que 28 ou 29 jours.—s. 52.

Délai d'augmentation. L'augmentation se compte du domicile réel et non du domicile élu.—s. 62.—BIOCHE, v° Délai.

3. Les délais se comptent, par heures, par jours et par années.—s. 7.

Montréal, Law Reports, House of Lords, 640.

5. In a summary case, where an exception to the form was dismissed on May 21, and the 23rd and 24th were non juridical days, a foreclosure and judgment ex parte on the 26th were premature, the defendant being entitled to plead on that day.—C.R., 1896. *Vien vs Holmes Electric Protection*, 10 R.J.O., 128 ; GILL, DAVIDSON & CHARLAND, JJ.

9. Wherever a person is summoned to appear on a day fixed, neither the day of service nor the terminal day is counted in computing delays for summoning.

Delays continue to run upon Sundays and holidays ; but if a delay expires on a Sunday or a holiday, it is of right extended to the next following juridical day.

The same rules apply to all other delays in procedure. — C. C. P., 24, amended.

Les délais se comptent par heures dans le cas seulement où la loi ou les parties l'ont expressément stipulé.—s. 8.

Les délais d'un mois sont comptés d'un quantième à l'autre.—s. 11.

Le jour bissextile est compté dans les délais de jours, de mois et d'années.—s. 12.

En règle générale, le jour à partir duquel court un délai (*dies a quo*) n'est pas compris dans le délai lui-même.—s. 13.—ROUSSEAU & LAISNEZ, v° Délai.

4. L'inobservation du délai a pour sanction la déchéance ou la nullité, quelquefois même des dommages-intérêts.

La déchéance résultant de l'expiration d'un délai fatal peut être proposée en tout état de cause.—s. 6.—*Ibid.*

5. Règle de pratique 16 :—Dans la computation des délais, aucune fraction de jour ne sera comptée, sauf le cas réglé par l'article 297 du code de procédure civile.

6. P.A.P. C. — L'amendement apporté à l'art. 9 a pour objet de soustraire à son application les brefs qui tombent sous le coup de l'art. 149 C.P.

7. A notice of motion given on Saturday for Tuesday following is sufficient, though the Monday was a non-judicial day.—C.S., 1877. *Preston vs Paxton*, 23 J., 210 ; PAPINEAU, J.

8. L'avis donné le samedi d'une requête pour être présentée le lundi suivant est suffisant.—C.C., 1881. *St-Cyr vs Lépicié*, 11 R.L., 342 ; MATHIEU, J.

9. Un jour férié doit être admis pour la computation du temps exigé pour avis d'une requête en chambre.—C.S., 1870. *Crébassa*

vs Ethier, 2 R.L., 332; 21 R.J.P., 60; LORANGER, J.

Le contraire avait été décidé en 1869, dans *Boucher vs Bertrand*, 6 R.L., 202, C.C., MACKAY, J.; mais la jurisprudence est maintenant fixée dans le sens des trois arrêts précédents.

10. A delay allowed by a judgment for the execution of a contract is a delay in procedure within the meaning of C.P., 24, (9 n. c.), and where such delay expires on a Sunday, the debtor may execute the obligation on the following day. And so, where the final judgment in review was rendered January 30, and February 14 and 28 were both Sundays, it was held the execution of the obligation on February 15 and March 1 was within the delays of fifteen days and one month allowed for the execution of the

10. Dans la computation des délais relatifs à la plaidoirie ou à l'instruction, le premier septembre est censé être le jour suivant immédiatement le trente juin, et une partie ne peut être tenue de procéder entre ces deux jours, à moins d'un ordre exprès du tribunal ou du juge, sauf dans les matières ou causes énumérées dans l'article 15.

Cependant les jours entre le treute juin et le premier septembre sont comptés dans les délais de huit jours fixés par les articles 1196 et 1202.—C.P.C., 463; 1, §§6, 7; 317, §3; S. R., 5898.

1. When an action is returned during the long vacations, the first of September is not to be deemed the return day, but is the first of the four days allowed by article 107 (now three days under article 164 n.c.), for filing preliminary pleas.—C.C., 1880. *Beausoleil vs Méthol*, 7 Q.L.R., 257; MCCORD, J.

2. A judge in vacation has discretionary

11. Le lieu, le temps et la durée des termes et séances des divers tribunaux sont réglés par des lois particulières.—C.P.C., 1, *partie*; S. R., 5853.

12. Les termes ainsi fixés peuvent, suivant les circonstances, être abrégés par le tribunal, ou être continués par ajournement de jour en jour, ou à un ou à plusieurs jours ultérieurs avant le terme suivant; et, à chaque séance en vertu de cet ajournement, le tribunal peut entendre et déterminer toutes

obligation in Montreal and London respectively.—C.R., 1887. *Dyson vs Sweeney*, 3 M.L.R., 305; JOHNSON, TASCHEKREAU & MATHIEU, JJ.

11. If the fifteenth day before the day fixed for the sale of real estate, under a writ *de terris*, be a holiday, oppositions to the sale must be filed on the fourteenth day before the day fixed for the sale.—C.S., 1881. *Boivin vs Welch*, 7 Q.L.R., 294; MERRITT, J.

12. Si le huitième jour qui suit le jugement est férié, le dépôt pour revision peut être fait le neuvième jour, et, dans ce cas, l'inscription pour revision, produite au greffe le dixième jour, est valable.—C. R., 1881. *Hingson vs Larue*, 7 Q. L. R., 306; MERRITT, CASAVET & CARON, JJ.

10. In reckoning delays for pleading or trial, the first day of September is deemed to be the next day after the thirtieth day of June, and no party can be obliged to proceed between those two days, without a special order of the court or a judge, except in the matters enumerated in Article 15.

Any days between the thirtieth day of June and the first of September are, however, reckoned in the delay of eight days fixed by Articles 1196 and 1202.—C.C.P., 463; 1, §§ 6, 7; 317; § 3; R. S., 5898.

power to compel a defendant to answer interrogatories *sur faits et articles* at the prothonotary's office during vacation. Order therefore may be served in Ontario.—C.S., 1886. *Stanton vs Canada Atlantic Railway Co.*, 2 M.L.R., 322; JETTÉ, J.

V. art. 15, n. 2 et 7.

11. The place, time and duration of the sittings of the different courts are regulated by particular statutes.—C.C.P., 1, *in part*; R.S., 5853.

12. The court may, according to circumstances, shorten the terms thus fixed, or it may prolong them by adjournment, either from day to day, or to any subsequent day or days before the following term; and at any sitting held in virtue of such adjournment the court may hear and deter-

causes, matières ou choses soumises, qu'elles aient été commencées avant ou depuis l'ajournement. —C. P. C., 1, *partie*, amendé; S. R., 5853.

13. En l'absence du juge qui doit présider le tribunal, le protonotaire peut ajourner la cour à un jour ultérieur durant le terme, ou, sur l'ordre du juge, à tout jour ou à tous jours en dehors du terme.—C. P. C., 1, *partie*, amendé; S. R., 5853.

14. Les tribunaux ne peuvent siéger les jours non juridiques. —C. P. C., 1, *partie*; S. R., 5853.

15. Les tribunaux ne peuvent siéger entre le 30 juin et le premier septembre, et, en outre, ne sont pas tenus de siéger entre le trente et un août et le dix septembre, ni entre le vingt décembre et le dix janvier, excepté, dans chacun de ces cas, lorsqu'il s'agit :

1. Des actions qui résultent des rapports entre locateurs et locataires;
2. De l'instruction et des jugements par défaut de comparaître dans les matières ordinaires ou sommaires;
3. De l'instruction et des jugements par défaut de plaider dans les matières sommaires, à moins que la comparution ne soit accompagnée d'une déposition sous serment affirmant que cette comparution est produite de bonne foi et nullement dans le but de retarder injustement les procédures;
4. Des jugements sur confession de jugement;
5. Des procédures relatives aux corporations et fonctions publiques;
6. Des oppositions aux mariages;
7. Des brefs d'*habeas corpus* en matière civile;
8. Des procédures réglées par les articles 713, 733, 749, 750, 782, 792, 800, 849 à 977 inclusivement;

mine all causes, matters or things brought before it, whether such causes were begun before or since such adjournment. —C. C. P., 1, *in part*, amended; R. S., 5853.

13. In the absence of the judge who should preside over the court, the prothonotary may adjourn the court to a subsequent day during the term, or, upon the order of the judge, to any day or days out of term.—C. C. P., 1, *in part*, amended; R. S., 5853.

14. The courts cannot sit on non-judicial days.—C. C. P., 1, *in part*, amended; R. S., 5853.

15. The courts cannot sit between the thirtieth day of June and the first day of September, and in addition they are not obliged to sit between the thirty-first day of August and the tenth day of September, or between the twentieth day of December and the tenth day of January, except, in either case, as regards :

1. Actions arising from the relation of lessor or lessee;
2. Trial and judgment by default to appear in ordinary and in summary matters;
3. Trial and judgment by default to plead in summary matters, unless the appearance is accompanied with an affidavit that it is filed in good faith, and without intent to unjustly delay the proceedings;
4. Judgments upon confession of judgment;
5. Proceedings concerning corporations and public offices;
6. Oppositions to marriages;
7. Applications for writs of *Habeas Corpus* in civil matters;
8. The proceedings governed by Articles 713, 733, 749, 750, 782, 792, 800, 849 to 977 inclusively;

9. Des cours de magistrats de district ;
 10. Des cours des commissaires pour la décision sommaire des petites causes ;
 11. De la cour du banc de la Reine ;
 12. Des districts de Gaspé, Saguenay et Chicoutimi.

Les protonotaires ont, relativement aux matières qui sont énumérées ci-dessus et qui sont de leur compétence, les mêmes pouvoirs en vacance qu'en tout autre temps.—C. P. C., 1, *partie*, 317, *partie*, amendés ; S. R., 5853 ; *Nolan vs Dastous*, 4 Q. L. R., 335.

1. V. Règle de Pratique C.S., 85.

2. During the long vacation a judge has the same powers that he has at any other time of the year, with respect to matters to be done out of term.—C. R., 1878. *Nolan vs Dastous*, 4 Q. L. R., 335 ; MEREDITH, STUART & CARON, JJ.

3. Dans une action basée sur billet et rapportée entre le 20 juin et le 1er septembre, le défendeur, qui comparait sans accompagner sa comparution de la déposition mentionnée à cet article pour empêcher qu'aucun défaut de plaider ne soit enregistré contre lui, peut néanmoins, durant la vacance, tant qu'il n'est pas forcé de le faire, produire ses défenses à l'action.

Dans ces circonstances, et durant la vacance, le défendeur n'est point tenu de produire ses exceptions préliminaires dans les délais fixés pour telles exceptions, et une exception dilatoire qu'il produit le 24 août, c'est-à-dire cinq jours après le rapport d'une telle action, ne sera pas rejetée comme tardive et produite illégalement.—C. S., 1896. *Boyer vs Roy*, 2 R. de J., 488 ; DELORIMIER, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. La cour supérieure n'a pas juridiction dans la longue vacance pour rejeter une opposition sur motion.—C. S., 1898. *Barnard vs MacDonald*, 4 R. L. n. s., 449 ; 1 R. P., 372 ; DAVIDSON, J.

V. art. 70 et s.

5. La cour supérieure n'a pas de juridic-

16. Les audiences d'un tribunal et les séances d'un juge sont publiques. Peut cependant le tribunal ou le juge ordonner par écrit qu'elles seront à huis clos si la discussion publique devait porter atteinte aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.—*Nouveau* ; C. P. F., 87 ; C. P. G., 84 ; Bellot, 611.

9. District Magistrates' Courts ;
 10. Commissioners' Court for the summary trial of small causes ;
 11. The Court of Queen's Bench, and
 12. The district of Gaspé, of Saguenay, and of Chicoutimi.

The prothonotaries have, in respect of the matters hereinabove enumerated which are within their jurisdiction, the same powers during vacation as they have at any other time.—C. C. P., 1, *in part*, 317, *in part*, amended ; R. S., 5853 ; *Nolan vs Dastous*, 4 Q. L. R., 335.

tion en vacance pour permettre l'amendement d'un bref et d'une déclaration dans une cause ordinaire.—C. S., 1898. *Lambe vs La Cie du chemin de fer de L'Assomption*, 4 R. L. n. s., 406 ; LORANGER, J.

6. La 85e règle de pratique de la cour supérieure, qui donne au juge en chambre juridiction durant la longue vacance en matière de folle enchère, est *intra vires*, et doit être appliquée.—C. S., 1898. *Hosmer vs Mills*, 1 R. P., 440 ; LORANGER, J.

7. Défaut ne peut pas être enregistré durant la longue vacance, contre une partie assignée à venir répondre devant la cour à des interrogatoires sur faits et articles, excepté dans les causes entre locataires et locataires.—C. C., 1898. *La Cie d'Imprimerie du Nord vs Leprohon*, 1 R. P., 359 ; CHAMPAGNE, J.
 V. art. 10, n. 2.

8. The Court has no jurisdiction during the holidays to hear the motion of a garnishee, asking for *main levée* of a seizure after judgment.—C. S., 1898. *Phillips vs Grace & Lewis*, 1 R. P., 332 ; DAVIDSON, J.

9. A motion for security for costs made during the holidays and presentable on the first court day in September will not be rejected on motion made during the holidays, on the ground that the appearance was not accompanied with the affidavit mentioned in art. 15 C. P.—C. C., 1898. *The Victor Safe and Lock Co. vs Sullivan*, 1 R. P., 338 ; CHAMPAGNE, J.

16. The sittings of a court or of a judge are public. Nevertheless, the judge may order in writing that they be held *in camera*, if a public hearing would be prejudicial to good morals or public order.—*New* ; C. P. F., 87 ; C. P. G., 84 ; Bellot, 611.

1. C. P. F., 87 : Les plaidoiries seront publiques, excepté dans le cas où la loi ordonne qu'elles seront secrètes. Pourra cependant le tribunal ordonner qu'elles se feront à huis clos, si la discussion publique devait entraîner ou scandale ou des inconvénients graves ; mais, dans ce cas, le tribunal sera tenu d'en délibérer et de rendre compte de sa délibération au procureur général par la cour d'appel ; et si la cause est pendante dans une cour d'appel, au ministre de la justice.

SIREY & GILBERT, sous article 87, C. P. F. :

1° La distribution de billets pour entrer de préférence à l'audience d'une cause n'est pas une contravention à la loi qui ordonne la publicité.

2° Il n'y a pas non plus infraction à la règle de publicité des plaidoiries, dans le fait, qu'après les plaidoiries à l'audience, les parties, assistées de leurs défenseurs, ont été appelées dans la chambre du conseil, pour y compléter des explications ou démonstrations nécessaires au jugement de la cause.

3° La faculté accordée aux juges d'ordonner que les plaidoiries se feront à huis clos, ne les dispense pas de prononcer le jugement en présence du public, fut-ce même sur un incident.

17. Ceux qui assistent aux séances des tribunaux et des juges doivent s'y tenir découverts et en silence.—C. P. C., 4, amendé.

18. Toute personne qui, pendant l'audience du tribunal ou la séance du juge, ou partout ailleurs où les juges exercent leurs fonctions, trouble l'ordre, fait des signes d'improbation ou d'approbation, ou refuse de se retirer ou d'obéir aux injonctions du tribunal ou du juge ou aux avertissements des officiers agissant sous son autorité, peut être condamnée sur-le-champ à l'amende ou à l'emprisonnement, ou aux deux, suivant la discrétion du tribunal ou du juge.—C. P. C., 5, 6, 7, amendés ; C. C., 2273 ; R. C. C. S., Art. 240 ; C. P. F., 88 et ss. ; Cal., 1209 ; N. Y. C., 8 et ss.

1. V. 1 TIDD'S *Practice* p. 479, 480.—MORIN, *Discipl. des cours*, n. 113, 151, 231, 604.—GUYOT, *Rep.*, 2° *Audience*, 733-4.—MERLIN, *Rep.*, 2° *Audience*, § 3.—TOMLINS, *L. Dict.*, 2° *Contempt of Courts*.

2. La législature provinciale a-t-elle le droit d'imposer une pénalité et un empri-

3. C. P. G., 84 : Seront observées les dispositions de la loi sur l'organisation judiciaire, concernant la publicité de la plaidoirie et le droit des parties de se défendre elles-mêmes.

C. P. G., 85 : Dans toutes les causes entre époux, ou entre ascendants et descendants, les tribunaux pourront ordonner la plaidoirie à huis clos sur la réquisition de l'une des parties. Dans les causes entre associés, ils pourront aussi l'ordonner sur la réquisition de toutes les parties.

4. C. P. G., 86 : Dans la plaidoirie à huis clos, chaque partie pourra se faire assister de trois parents ou amis, outre son avocat et son procureur.

5. La loi actuelle accorde aux juges la faculté d'autoriser la plaidoirie à huis clos dans les causes entre époux, entre ascendants et descendants, et entre associés, quelqu'en soit l'objet.

Les liens qui unissent les parties, la nature de leurs discussions, le secret qui leur convient, les conséquences d'une divulgation indiscreète, nous ont commandé une restriction. Nous avons dû faire fléchir la règle, alors que les inconvénients de cette publicité en surpassaient le bien.—BELLOT, *Loi sur la procédure civile*, p. 85.

17. Persons present at sittings of the courts or of judges must remain uncovered and in silence.—C. C. P., 4, amended.

18. Any person who, during the sitting of the court or of the judge, or wherever judges are in the exercise of their function, disturbs order, utters signs of approbation or disapprobation, or refuses to withdraw or to obey the orders of the court or judge or the admonitions of the officers acting under its or his authority, may be condemned at once to a fine or imprisonment, or both, according to the discretion of the court or the judge.—C. C. P., 5, 6, 7, amended ; C. C., 2273 ; R. C. C. S., Art. 240 ; C. P. C. F. 88 et seq. ; Cal. 1209 ; N. Y. C., 8 et seq.

sonnement comme sanction de ses lois ?

Dans la négative :

C. A., 1871. Ex parte *Papin*, 15 J., 334 ;

DRUMMOND, J.

C. S., 1872. Ex parte *Papin*, 16 J., 319 ;

TORRANCE, J.

Dans l'affirmative :

C. S., 1873. *Puige vs Griffith*, 18 J., 119 ; SANBORN, J.

19. Si le trouble est causé par un individu remplissant une fonction près le tribunal, la suspension peut lui être infligée, en sus des pénalités mentionnées en l'article qui précède.—C.P.C., 8.

1. An attorney guilty of contempt in the face of the Court may be immediately

20. Les tribunaux et les juges peuvent, suivant les circonstances, dans les causes dont ils sont saisis, prononcer, même d'office, des injonctions ou des réprimandes, supprimer des écrits ou les déclarer calomnieux.—C.P.C., 9 amendé.

1. A Judge of the Court of Queen's Bench, whilst sitting alone in the exercise of the criminal jurisdiction conferred upon that Court, has no jurisdiction over an alleged contempt, for publishing a libel concerning one of the Justices of the Court, in reference to the conduct of such Justice while acting in his judicial capacity, on an application to him in chambers for a writ of *Habeas Corpus*; the matter being only legally and properly cognizable by the full Court of Queen's Bench. The issuing of a rule for contempt, by the judge himself, against whom the contempt is alleged to have been committed, without any evidence that the party charged had committed the contempt is most irregular.—An admission in writing, by the party charged, at the instance of the judge, for the purpose of settling the dispute between them, must be held to have been written without prejudice, and cannot avail as evidence in support of the rule for contempt, in case the judge refuse to accept it as a sufficient apology.—A fine imposed by the judge under such circumstances will be remitted.—C.P., 1870. *Ex parte Ramsay*, 15 J., 17 ; 17 R.J.R., 5.

21. Le juge peut nommer un interprète et lui allouer une rémunération raisonnable, qui fait partie des frais du procès.—C.P.C., 10.

22. Le juge a droit d'exiger le serment lorsqu'il l'estime nécessaire.—C.P.C., 11, *partie*.

23. Le juge, le protonotaire, ou le commissaire autorisé à cet effet, peut faire prêter et recevoir le serment, dans

3. Les articles 1209 Californie et 8 N.Y. font une énumération des cas de mépris de cour.

19. If the disturbance is caused by a person discharging any function before the court, he may, in addition to the punishment imposed in the preceding article, be suspended from such function.—C.C.P., 8.

interdicted.—C.A., 1818. *Ex parte Binet*, 2 R. de L., 433 ; 2 R.J.R., 255.

20. Courts or judges may, in all cases brought before them, according to circumstances, even of their own motion, pronounce orders or reprimands, and suppress writings or declare them libellous.—C. C. P., 9, *amended*.

2. As a general principle, the judge has the power to order every kind of conservatory measure which the interest of the parties requires: (In this case, the appointment of a provisional sequestrator). This power is indefinite, and confided to the discretion and wisdom of the judge who exercises it.—C.S., 1879. *Drummond vs Holland*, 23 J., 241 ; JETTÉ, J.

3. Aucune des parties à une cause n'a le droit de mêler au litige, dans aucune pièce du dossier, le procureur de la partie adverse, ni de faire sur tel procureur des remarques injurieuses, blessantes ou malveillantes.—C.S., 1890. *Mauseau vs Mauseau*, 19 R. L., 134 ; TASCHEREAU, J.

4. The summary jurisdiction of the courts over the officers of justice is exercised only when an officer is guilty of contempt or wilful neglect of duty. Where a record disappears, or is lost, without any evidence of wilful neglect against the prothonotary, the latter is not punishable for contempt, the proper remedy of the party aggrieved by such loss being an action of damages.—C.S., 1890. *Bossière vs Bickerdick*, 6 M.L.R., 186 ; WURTELE, J.

21. The judge may appoint an interpreter and allow him a reasonable compensation, which forms part of the costs of the suit.—C.C.P., 10.

22. The judge may require an oath when it is deemed necessary.—C.C.P., 11, *in parte*.

23. The judge, the prothonotary, or a commissioner authorized for that purpose, has a right to administer and

tous les cas où il est requis par la loi, les règles de pratique ou l'ordre du tribunal ou du juge, à moins que ce droit ne soit restreint par quelque disposition de la loi.—C.P.C., 30, *partie, amendé.*

1. An affidavit sworn before a judge of the Superior Court, in any judicial district of the Province, is sufficient to authorize the issuing of a writ of *capias* in any other district.—C.R., 1896. *Caverhill vs Frigon*, 9 R. J. O., 539; CASALT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

24. Le tribunal a, sur les matières dont la compétence est attribuée à un juge, les mêmes pouvoirs que ce juge.—*Nouveau.*

25. Le juge de la cour supérieure, dans le district où il remplit ses fonctions, peut, au moyen d'une ou plusieurs commissions sous le sceau de la cour, nommer autant de personnes qu'il le trouve nécessaire, commissaires pour recevoir les affidavits qui doivent servir dans une cour, dans un district quelconque de la province.—C.P.C., 30, *partie.*

26. Le juge en chef et un autre juge de la cour supérieure et, dans le cas de décès du juge en chef ou de son absence de la province, deux juges de la cour supérieure peuvent nommer, par une ou plusieurs commissions sous le sceau du tribunal, autant de personnes qu'il le jugent convenable, résidant dans une autre province du Canada, commissaires pour y recevoir les affidavits qui doivent servir dans les cours de la province.—C. P. C., 30, *partie.*

27. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes compétentes résidant dans tout pays situé hors des limites du Canada, commissaires pour y recevoir les affidavits qui peuvent servir dans une des cours de la province ou qui sont nécessaires à un acte ou document qui doit

receive the oath whenever it is required by law, by rules of practice, or by order of a court or judge, unless such right be restricted by some provision of law.—C.C.P., 30, *in part, amended.*

2. Les protonotaires conjoints ont le droit de recevoir un affidavit pour faire preuve dans un autre district de même que si cet affidavit avait été reçu devant un des juges de la cour supérieure.—C. R., 1873. *Trahan vs Gagnon*, 17 J., 333; MEREDITH, STUART & CASALT, JJ.

24. The court has the same powers as a judge upon matters assigned to the latter.—*New.*

25. The judge of the Superior Court may, in the district in which he discharges his functions, appoint, by one or more commissions under the seal of the court, as many persons as he finds necessary, as commissioners to receive affidavits therein, to be used in any court in any district of the Province.—C.C.P., 30, *in part.*

26. The chief justice and any other judge of the Superior Court, and, in the case of the death of the chief justice or of his absence from the Province, any two judges of the said Court, may, by one or more commissions under the seal of the Court, appoint as many persons as they think necessary, within the limits of any of the other provinces of Canada, as commissioners to receive affidavits therein to be used in any court in the Province.—C.C.P., 30, *in part.*

27. The Lieutenant-Governor in Council may appoint competent persons residing in any country outside the limits of Canada, as commissioners to receive affidavits for use in any court of the Province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil

être mis à exécution ou avoir des effets civils dans la province.—C.P.C., 30, *partie*, 30a, *partie*, amendés ; S.R., 5859.

28. Tout commissaire nommé en vertu des trois articles précédents porte le nom de "Commissaire de la cour supérieure pour le district de... (ou la province de Québec, suivant le cas)." —Nouveau ; C.P.C., 30a, *partie*.

1. La Cour Supérieure est présumée connaître les noms et la signature des commissaires qu'elle nomme aux fins de recevoir les affidavits devant servir dans les procédures. Les lettres C.C.S. indiquent suffisamment la qualité d'un commissaire de la cour supérieure.—C. R., 1895. *Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Pinsonneault*, 1 R. de J., 343 ; JETTÉ, GILL & LORANGER, JJ.

Dans le même sens :

C.C., 1877. *Wood vs Ste-Marie*, 21 J., 306 ; RAINVILLE, J.

C.C., 1884. *Vézina vs Gibeau*, 11 L. N., 2 ;

LORANGER, J.

C.S., 1885. *Paradis vs Poirier*, 11 Q.L.R.,

82 ; CASAUT, J.

Contra :

C.C., 1868. *Lecterc vs Blanchard*, 12 J., 236 ; 17 R. J. R., 485, SICOTTE, J.

C.R., 1871. *Duhaut vs Lacombe*, 16 J.,

29. Les affidavits reçus par ces commissaires ont la même validité que s'ils avaient été reçus cour tenante.—C.P.C., 30, *partie*, 30a, *partie*, amendés.

1. Règle de pratique 13 :—Un commissaire, nommé pour recevoir les affidavits qui doivent servir devant cette cour, doit, avant d'agir comme tel, prêter serment. Il ne peut pas recevoir ceux de ses parents jusqu'au

30. La même validité et les mêmes effets sont attachés aux affidavits reçus devant un commissaire autorisé par le lord chancelier à administrer les serments en Angleterre ; ou un notaire public, sous son seing et sceau d'office ; ou le maire ou magistrat en chef d'une cité, bourg ou ville constituée en corporation dans la Grande-Bretagne ou l'Irlande, ou dans une colonie de Sa Majesté, ou dans un pays étranger, sous le sceau commun de cette cité, bourg ou ville ; ou un juge d'une cour

effect in the Province.—C.C.P., 30, *in part*, 30a, *in part*, amendés ; R.S. 5859.

28. Any commissioner named under the three preceding Articles is designated as "Commissioner of the Superior Court for the district of . . . (or the Province of Quebec, as the case may be),"—New ; C.C.P., 30a, *in part*.

111 ; MONDELET, BERTHELOT & MACKAY, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. An affidavit for opposition to a seizure, sworn to before a person styling himself : "a commissioner for the District of Montreal," is null, and an opposition accompanied by such affidavit will be dismissed on motion.—C.S., 1898. *Tufts vs Langelier & Fournier*, 1 R.P., 471 ; DAVIDSON, J.—C.S., 1898. *Tufts vs Groulx & Fournier*, 4 R.L.N.S., 482 ; DAVIDSON, J.

3. Une opposition assermentée devant une personne qui se souscrit : "commissaire pour le district de Montréal," sans définir la nature de sa commission, sera regardée comme faite dans le but de retarder inutilement les procédures, et renvoyée sur motion, sauf recours.—C.C., 1898. *Trudel vs Blanchard & Clément*, 1 R.P., 261 ; CHAMPAGNE, J.

29. Affidavits received by such commissioners have the same force as if they had been received in open court.—C.C.P., 30, *in part*, 30a, *in part*, amended.

dégré de cousin germain inclusivement, ni ceux des parties qu'il représente dans une cause, ou dans une procédure même non contentieuse, excepté, pour les notaires, les cas où la loi les y autorise.

30. Like force and effect are given to all affidavits received before a commissioner authorized by the Lord Chancellor to administer affidavits in England ; or before a notary public, under his hand and official seal ; or before the mayor or chief magistrate of any city, borough or incorporated town in Great Britain or Ireland, in any of Her Majesty's colonies, or in any foreign country, under the common seal of such city, borough or town ; or before any judge of a superior court, in

supérieure d'une colonie de Sa Majesté ou d'une de ses dépendances ; ou un consul, vice-consul, consul temporaire, proconsul ou agent consulaire de Sa Majesté exerçant ses fonctions en pays étranger.—C.P.C., 30, *partie* ; 26 V., c. 41.

31. Chaque fois qu'un dossier ou document doit être, en vertu de la loi, transmis d'un tribunal à un autre, ou dans un endroit différent, cette transmission doit se faire par la poste ou par express, par le protonotaire ; et la partie qui requiert la transmission est tenue d'avancer les frais de port.

Le retard causé par la partie qui néglige de payer ces frais lui est imputé comme une faute.

Du consentement de toutes les parties, le dossier peut être transmis par toute autre voie, mais par le même officier.—C.P.C., 25, *amendé*.

32. Deux juges ou plus de la cour supérieure ou de la cour de circuit exerçant leurs fonctions dans le même circuit ou district, peuvent et doivent, chaque fois que la dépêche des affaires l'exige, siéger en même temps et au même endroit dans des salles séparées, pendant ou hors des termes ; et chacun d'eux a juridiction pour entendre et décider les causes et matières qui lui sont soumises, et exerce les mêmes pouvoirs que s'il siégeait seul en cet endroit.—C.P.C., 464, *amendé* ; S. R., 5899.

33. Lorsqu'il n'y a pas de juge compétent à connaître d'une matière au chef-lieu d'un district, ou lorsque le juge est incapable pour une raison quelconque d'y remplir ses devoirs, le protonotaire en remplit les fonctions, dans les cas de nécessité évidente, et lorsque, à raison du délai, un droit

any of Her Majesty's colonies or dependencies ; or before any consul, vice-consul, temporary consul, proconsul or consular agent of Her Majesty, exercising his functions in a foreign country.—C.C.P., 30, *in part* ; 26 Vic., c. 41.

31. Whenever a record or document is required by law to be transmitted from one court to another, or to a different place, the transmission must be effected through the post-office or by express by the prothonotary, and the party requiring it is bound to advance the charges.

For any delay caused by the neglect of such party to pay such charges, he is deemed to be in fault.

With the consent of all the parties the record may be transmitted by any other means, but by the same officer.—C.C.P., 25, *amended*.

32. Two or more judges of the Superior Court, or of the Circuit Court, discharging their duties in the same circuit or district, may, and must, whenever the despatch of business requires it, sit at the same time and in the same place in separate apartments in or out of term ; and each of such judges has jurisdiction for hearing and determining all causes and matters submitted to him, and has the same powers as if he were the only judge sitting in such place.—C.C.P., 464, *amended* ; R.S., 5899.

33. Whenever there is not at the chief place of a district any judge who has jurisdiction in a matter, or whenever the judge is unable to discharge his duties for any reason whatsoever, the prothonotary may perform his duties in cases of evident necessity and where by delay a right might

pourrait autrement se perdre ou être en danger.

L'ordonnance ou le jugement rendu par le protonotaire peut être révisé par le tribunal, à la séance suivante, ou par un juge de la cour supérieure présent ensuite dans le district, pourvu que la partie qui se prétend lésée produise, sous trois jours, au greffe, une exception énonçant les motifs pour lesquels la révision est demandée, accompagnée du dépôt fixé par les règles de pratique.

La décision du tribunal ou du juge annulant l'ordonnance ou le jugement du protonotaire, remet les choses dans le même état qu'elles auraient été si l'ordonnance ou jugement n'avait pas été rendu.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 465; S.R., 5900.

1. V. auts., art. 1310.

2. Règle de pratique 39 :— Le dépôt requis pour la révision mentionnée à l'article 33 du code de procédure écri de §10, et un jour d'avis de cette révision devra être donné à la partie adverse.

3. A moins d'une preuve de nécessité évidente, il n'est pas dans les attributions d'un protonotaire d'émettre un bref de mandamus, ni de juger sur une application pour l'émission de tel bref, en vertu de la section 25, c. 78, S.R.B.C.—C.R., 1860. *Angers vs Colé*, 16 R.J.R., 148; 17 L.C.R., 20; MEREDITH, STUART & TASCHEREAU, JJ.

4. L'exécution de l'ordre ou jugement du protonotaire, en l'absence de tout juge du chef-lieu, ordonnant l'émission d'un bref de mandamus, doit être suspendue jusqu'à l'expiration des trois jours pendant lesquels il est permis de produire une exception demandant la révision de cet ordre ou jugement.— Le bref de mandamus ainsi octroyé par le protonotaire, émis et signifié dans les trois jours qui suivent son octroi, sera rejeté sur exception à la forme.—C.R., 1867. *Grégoire vs Mercier*, 16 R.J.R., 223; 17 L.C.R., 225; MEREDITH, STUART & TASCHEREAU, JJ.

5. Le protonotaire, dans un district où le juge qui y administre la justice est tenu par la loi de résider dans un autre district, peut accorder une requête, sans constater l'absence du juge.—C.R., 1869. *Lynch vs Duncan*, 15 J., 222; MONDELET, BERTHELOT & MAC-KAY, JJ.

6. An interdiction for habitual drunkenness under 33 Vic., cap. 26 (Quebec), (S.R., 5790; C.C., 336a et suivants), cannot be pronounced by the prothonotary of the Superior

otherwise be lost or a wrong sustained.

Any order or judgment rendered by the prothonotary may be revised by the court at its next sitting, or by any judge subsequently present in the district, provided that the party complaining files within three days at the office of the court an exception stating the grounds upon which the revision is demanded, accompanied with a deposit fixed by the rules of practice.

The decision of the court or judge, setting aside the order or judgment of the prothonotary, causes things to be placed in the same state in which they would have been if the order or judgment had not been rendered.—*New, in part*; C.C.P., 465; R.S., 5900.

Court in the absence of the judge.—C.S., 1874. *Ex parte Thérien*, 17 J., 174; TORRANCE, J.

7. An order, at the foot of a petition, signed by a judge described in the petition as being in the district, will be presumed to have been given in that district. The judge in his district has jurisdiction to order the issue of a writ of prohibition even though he be not at the *chef-lieu*.—C.S., 1877. *Roy vs Fraser*, 6 Q.L.R., 244; MCCORD, J.

8. An order in a case pending in one district of the province, can only be legally made by the judge resident in that district, or by a judge acting as substitute for the resident judge and exercising his functions in the said district. An order made outside the district by a judge exercising his functions in a district other than that in which the cause is pending is irregular and illegal.—Such illegality may be invoked by exception to the form.—C.S., 1885. *Gadoue vs Tassé*, 8 L.N., 385; CHAGNON, J.

9. Les pouvoirs conférés au protonotaire par cet article ne peuvent être exercés :

a. Par le greffier de la cour de circuit du comté.—C.C., 1871. *Larose vs Larose*, 3 R.L., 33; LAFONTAINE, J.

b. Par le député protonotaire.—C.S., 1871. *Dubé vs Mazurette*, et *Filion vs Larcombe*, 5 R.L., 247 et 248; BERTHELOT, J.—C.R., 1872. *Worthen vs Hick*, 3 R.L., 703; MONDELET, BERTHELOT & BEAUDRY, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

10. En l'absence du juge du district où une cession de biens a été faite, c'est au protonotaire de ce district que doit être adressée la

requête d'un propriétaire pour recouvrer ses biens en la possession du curateur ; et le juge d'un district voisin, même si ce district est celui où le curateur a son domicile, est incompétent à recevoir cette requête.—C.S., 1898. *Tremblay & Lefavre*, 1 R.P., 265 ; 4 R. de J., 275 ; ANDREWS, J.

11. La requête que doit faire le curateur,

34. En l'absence de règles spéciales, le délai de signification de toute pièce de procédure est d'au moins un jour franc.—*Nouveau*.

1. V. auts. sous art. 9.

2. Règle de pratique 17 :—Lorsqu'un autre délai n'est pas spécifié, il est d'un jour

35. Dans tous les cas où le shérif est intéressé ou concerné personnellement dans une demande ou action, la procédure ou le bref qu'il devrait signifier ou exécuter doit être adressé au coroner du district et être par lui signifié ou mis à exécution.—C. P. C., 466, *amendé*.

1. Un shérif qui, avant d'être nommé, a occupé comme l'un des avocats dans une cause, mais qui a été nommé shérif avant jugement final sur la cause, et qui, avant ce jugement, a transporté à son associé tous ses honoraires dans cette cause et dans d'autres, peut exécuter lui-même ce jugement, par la

36. Si le shérif est en même temps coroner, le protonotaire ou son député agit au lieu et place du shérif, de même que si la procédure ou le bref lui était personnellement adressé.—C. P.C., 467, *amendé*.

37. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier, révoquer ou amender les tarifs d'honoraires payables aux protonotaires, greffiers, shérifs, coroners et huissiers-audenciers, conformément aux dispositions des articles 2710, 2711, et 2712 des Statuts refondus.

L'officier ou autre personne qui perçoit des honoraires ou émoluments autres ou plus élevés que ceux portés dans les tarifs ci-dessus pour l'accomplissement des devoirs et services y mentionnés, est passible, à moins de

après avis des inspecteurs, pour être autorisé à exercer les actions du débiteur et celles appartenant à la masse des créanciers, en vertu de l'article 877, doit être présentée au juge ou à l'un des juges du district dans lequel a eu lieu la cession.—C.S., 1898. *Hains vs Vineberg*, 1 R. P., 425 ; ANDREWS, J.

34. In the absence of special provisions, the delay of service of any written proceeding is at least one clear day.—*New*.

franc, sans préjudice au pouvoir discrétionnaire du juge dans le cas d'urgence.

35. Whenever the sheriff is interested or personally concerned in any suit or action, any writ or other proceeding which ought to be executed or served by him must be addressed to and served or executed by the coroner of the district.—C.C.P., 466, *amended*.

saisie des meubles et immeubles du défendeur, et il ne doit pas être considéré comme ayant un intérêt dans la cause, de manière à le rendre incapable d'agir.—C. R., 1889. *Charby vs Charby*, 17 R. L., 374 ; GILL, MATHIEU & DAVIDSON, JJ.

36. If the sheriff is also coroner, the prothonotary, or his deputy, acts in the place and stead of the sheriff, as though the writ or proceeding had been addressed to him personally.—C.C.P., 467, *amended*.

37. The Lieutenant-Governor in Council may make, modify, revoke or amend the tariffs of fees payable to prothonotaries, clerks, sheriffs, coroners and criers, in accordance with the provisions of Articles 2710, 2711 and 2712 of the Revised Statutes.

Any officer or other person receiving any other or greater fees or emoluments than are specified in such tariffs for the discharge of the duties and services therein mentioned, is liable, except where it is otherwise provided, to a penalty of eighty dollars for each

dispositions particulières, d'une amende de quatre-vingt piastres pour chaque contravention, recouvrable par action civile devant la cour de circuit et payable moitié à la couronne et moitié au poursuivant.—C. P. C., 29, *partie*, amendé; S.R., 5858.

38. Les juges de la cour supérieure, ou dix au moins d'entre eux, peuvent faire des tarifs d'honoraires pour les commissaires enquêteurs et autres officiers nommés par la cour supérieure, dont le salaire n'est pas, en vertu de la loi, fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil; ces tarifs doivent être promulgués de la manière prescrite pour les règles de pratique.—C.P.C., 29, *partie*.

39. Des dispositions exceptionnelles relatives à certaines matières de procédure dans les districts de Saguenay, Chicoutimi, Gaspé et les îles de la Madeleine, se trouvent dans les Statuts refondus.—C.P.C., 27; S.R., 2333, 2342, 2368-2405, 5714, 5715.

CHAPITRE II.

Pouvoir et Jurisdiction des Cours.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

40. Les tribunaux qui ont, dans la province, juridiction en matière civile, sont :

1. La cour du banc de la reine, siégeant en appel ;
2. La cour supérieure ;
3. La cour de circuit ;
4. La cour des commissaires ;
5. La cour de magistrat de district ;
6. Le tribunal des juges de paix ;
7. La cour du recorder ;
8. La cour d'échiquier du Canada,

offence, recoverable by civil action before the Circuit Court, and payable one half to the Crown, and the other half to the party prosecuting.—C.C.P., 29, *in part*, amended; R.S., 5858.

38. The judges of the Superior Court, or any ten or more of them, may make any tariffs of fees for examiners and other officers appointed by the Superior Court, whose salaries are not by law fixed by the Lieutenant-Governor in Council; and all such tariffs must be promulgated in the manner prescribed for rules of practice.—C.C.P., 29, *in part*.

39. Exceptional provisions concerning certain matters and proceedings in the districts of Saguenay, Chicoutimi, Gaspé and the Magdalen Islands are contained in the Revised Statutes.—C.C.P., 27; R.S., 2333, 2342, 2368 to 2405, 5714, 5715.

CHAPTER II.

Powers and Jurisdiction of the Courts.

SECTION I

GENERAL PROVISIONS.

40. The courts which have jurisdiction in civil matters in the Province are :

1. The Court of Queen's Bench, sitting in appeal ;
2. The Superior Court ;
3. The Circuit Court ;
4. The Commissioners' Court ;
5. The District Magistrate's Court ;
6. The Court of Justices of the Peace ;
7. The Recorder's Court ,

qui est une cour d'institution fédérale.

La juridiction de la cour du banc de la reine, de la cour supérieure, de la cour de circuit et du tribunal des juges de paix, est générale et embrasse toute la province; la juridiction de la cour des commissaires et de la cour du recorder est limitée à des endroits particuliers.—*Nouveau*; S. R., 2289.

41. Les tribunaux suivants ont aussi une juridiction, par voie d'appel des tribunaux civils de la province :

1. La cour suprême du Canada ;
2. Sa Majesté en son conseil privé.

—*Nouveau*.

SECTION II.

COUR DU BANC DE LA REINE SIÉGRANT EN APPEL.

42. La cour du banc de la reine siégeant en appel et les juges qui la composent ont une juridiction civile d'appel dans toute l'étendue de la province, avec compétence sur toutes les causes, matières ou choses susceptibles d'appel, venant de tous les tribunaux dont, suivant la loi, il y a appel, à moins que cet appel ne soit expressément affecté à la compétence d'un autre tribunal.—*Nouveau*; S. R., 2295.

43. A moins qu'il ne soit autrement édicté par statut, il y a appel à la cour du banc de la reine, siégeant en appel, de tout jugement final rendu par la cour supérieure, excepté :

1. Dans les cas de *certiorari* ;
2. Dans les matières concernant les corporations municipales ou offices municipaux, tel que porté en l'article 1006 ;
3. Dans les causes où la somme demandée ou la valeur de la chose réclamée est de moins de deux cents piastres.

8. The Exchequer Court of Canada, which is a court of federal constitution.

The jurisdiction of the Court of Queen's Bench, of the Superior Court, of the Circuit Court, and of the Court of Justices of the Peace is general and covers the whole Province; the jurisdiction of the Commissioners' Court, and of the Recorder's Court is limited to certain localities.—*New*; R. S., 2289.

41. The following tribunals also exercise jurisdiction by way of appeal from the civil courts of the Province :

1. The Supreme Court of Canada ;
2. Her Majesty in Her Privy Council.—*New*.

SECTION II.

COURT OF QUEEN'S BENCH, SITTING IN APPEAL.

42. The Court of Queen's Bench, sitting in Appeal, and the judges thereof have an appellate civil jurisdiction throughout the Province over all causes, matters or things appealed from all courts and jurisdictions wherefrom an appeal by law lies, unless such appeal is expressly directed to be to some other court.—*New*; R. S., 2295.

43. Unless where otherwise provided by statute, an appeal lies to the Court of Queen's Bench, sitting in appeal, from any final judgment rendered by the Superior Court, except :

1. In matters of *certiorari* ;
2. In matters concerning municipal corporations or offices, as provided in Article 1006 ;
3. In matters in which the sum claimed or value of the thing demanded is less than two hundred dollars,

tres, et dans lesquelles jugement a été rendu par la cour de revision ;

4. A la poursuite de la partie qui a inscrit en revision une cause autre que celle mentionnée dans le paragraphe précédent, et qui a procédé à jugement sur cette inscription, lorsque ce jugement confirme celui rendu en première instance.—C. P. C., 1115, amendé ; S. R., 2313, 6005 ; 54 V., c. 48, s. 2.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Acquiescement	8
Arbitres provinciaux	4
Capias	21, 22
Causes réunies	7
Défense en droit	20
Droit d'appel	3, 8
Expropriation	27
Habeas Corpus	13
Inscription	6
Interdiction	31
Interlocutoires	18, 19, 20
Jugement en revision	6, 15, 17, 25
Jugements finals	2
Jurisdiction concurrente	4
Jurisdiction après jugement rendu	29
Matières sommaires	5
Montant en litige	15, 16
Opposition	23
Ordre de distribution	26
Ordre d'un juge	10, 11, 12
Règle nisi	8, 9
Saisie revendication	28
Séquestre	12
Tiers-saisie	17

1. On entend par jugement définitif ou final celui qui statue sur toute la cause, ou la termine et en désaisit le tribunal.—25
HERMANN, 1^o Jugement, n. 296 et les différents auteurs cités par lui.

La cour suprême, *infra*, n. 2 fet n. 19, *Shaw & St-Louis* ; la cour de revision, *infra*, n. 2 h, *Singster vs Lacroix* ; la cour supérieure, n. 2g, *Forest vs Heathers*, ont aussi considéré comme finals des jugements interlocutoires qui décidaient véritablement des droits des parties. Ces arrêts de la cour d'appel et la dissidence de magistrats distingués démontrent cependant qu'ici comme en France la distinction des jugements finals et interlocutoires est assez difficile à faire et que les notions sur cette matière sont quelque peu confuses.

2. Sont des jugements finals :

a. Un jugement de la cour supérieure, refusant l'émanation d'un bref de *mandamus*, sur requête exposant que l'évêque de Québec a refusé de lire le service funèbre sur le corps d'un défunt.—C.B.R., 1851. *Wurtele & The Bishop of Quebec*, 2 L. C. R., 65 ; ROLLAND, PANET & AYLWIN, JJ.

b. A judgment of the Court of Review

and in which judgment has been rendered by the Court of Review ;

4. At the instance of any party who has inscribed in review any cause other than those mentioned in the preceding paragraph, and has proceeded to judgment on such inscription, when such judgment confirms that rendered in first instance.—C.C.P., 1115, amended ; R.S., 2313, 6005 ; 54 Vic., c. 48., s. 2.

rejecting an inscription from a judgment of the Superior Court.—C.A., 1867. *Taylor & Mullin*, 2 L.C.L.J., 260.

c. Un jugement par lequel la cour supérieure se déclare incompétente pour prendre connaissance de la question soumise.—C. A., 1881. *Clément & Francis*, 1 D.C.A., 346.

d. A judgment ordering a party to do a specific act, as the delivering of certain promissory notes within a certain delay, or to pay a fixed amount.—C.A., 1882. *Cassils & Fair*, 2 D.C.A., 382.

e. Un jugement par un juge de la cour supérieure ordonnant la nomination d'un séquestre.—C.A., 1884. *McCraken & Logue*, 3 D.C.A., 268.

Remarques de l'Hon. Juge Dorion, dissident dans cette cause : " I consider that an order on a petition to appoint or to dismiss a sequestrator, or to obtain, pending the suit, upon giving security, possession of the property, which is the subject of the litigation, are mere provisional orders and that they cannot in any sense be considered as final judgments."—3 D.C.A., 271.

f. Le jugement de la cour d'appel qui reconnaît la créance du demandeur mais ordonne une expertise afin d'en déterminer le chiffre exact.—C. suprême, 1888. *Shaw & St-Louis*, 8 R.C.S., 385.

A comparer : *Wardle & Bethune*, art. 46, n. 4 a.

g. Un jugement qui, dans une action en bornage, après avoir reconnu le fond du droit de la partie demanderesse, et avoir prononcé contre les prétentions de la partie défenderesse, ordonne le bornage dans un lieu déterminé par le jugement.—C.S., 1881. *Forest vs Heathers*, 11 R.L., 7 ; MATHIEU, J.

h. A judgment which fixes the division line between the properties of the plaintiff and defendant, and which orders *bornes* to be placed thereon. All that follows such a judgment is merely the execution thereof, when the contestation between the parties was to determine that division line.—C.R., 1898. *Singster vs Lacroix*, 14 R.J.O., 89 ; CASAUT, CARON & ANDREWS, JJ.

Dans le même sens :—C.S., 1898. *Barry vs Rodier*, 14 R.J.O., 372 ; DOHERTY, J.

i. Le jugement renvoyant une demande en récusation d'un arbitre, et il n'est pas néces-

saire d'obtenir permission d'en appeler.—C. A., 1898. *La Cie du Chemin de Fer de la Vallée Est du Richelieu & Ménard*, 7 R.J.O., 486 ; 1 R.P., 202.

j. Un jugement maintenant une évocation.—C.R., 1884.—*Seers vs Bourcier*, 15 R.L., 280 ; DOHERTY, LORANGER & TAIT JJ.—C.R., 1884. *St. Aubin vs Leclair*, 18 R.L., 600 ; 2 M.L.R., 15 ; JETTÉ, MATHIEU & LORANGER, JJ.—*Chandonnet vs Chandonnet*, 6 R.J.O., 280 ; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

k. A judgment setting aside the verdict of a special jury and ordering a new trial does not belong to that class of interlocutory judgments from which no appeal is allowed from the Queen's Bench to the Privy Council ; and Her Majesty will grant an appeal from such judgment, if the Queen's Bench refuse to allow it.—C. P. 1877. *Lamkin & The South Eastern Railway Co.* 21 J., 326.

V. article 46 pour les arrêts définitifs ce qu'il faut entendre par jugement interlocutoire.

3. C'est la loi en force au temps où les procédures ont commencé qui règle le droit d'appel, et non celle en force lors du jugement.—C.R., 1890. *La Cie du Chemin de fer de l'Atlantique vs Fominville*, 34 J., 241 ; TASCHEREAU, LORANGER & WURTELE, JJ.

4. Dans les cas où la cour supérieure et les juges d'icelle ont juridiction concurrente avec la cour du banc de la Reine, comme en matière d'*habeas corpus ad subjiciendum*, il ne peut y avoir d'appel de l'une des cours ou de l'un des juges de l'une de ces cours à l'autre cour, sans une disposition spéciale de la loi ; disposition qui n'existe ni dans le code, ni dans les statuts sur la matière.—C.A., 1889. *La Mission de la Grande Ligne & Morrisette*, 19 R.L., 85.

5. Il n'y a pas d'appel à la cour du banc de la Reine des jugements rendus, soit par un juge en chambre, soit par le juge siégeant *in banco*, sur des matières sommaires de juridiction non-contentieuse.—C.A., 1856. *Andrews & Davis*, 1 R.L., 210 ; 20 R.J.R., 344.

6. Where the judgment of the Court of Review confirms that of the Superior Court, maintaining a writ of prohibition, the magistrate defending his jurisdiction has not the right of appeal, although he did not inscribe in review, the inscription in review being made by another defendant.—C.A., 1878. *Doucet & St-Amand*, R., 616.

7. Lorsque deux causes auront été réunies par la cour de première instance, la partie qui croira avoir à se plaindre du jugement sur le mérite de ces deux causes ainsi réunies, ne pourra les séparer de nouveau en inscrivant l'une en cour de revision et l'autre en appel, mais elle devra les inscrire toutes deux soit en revision ou en appel.—C.A., 1881. *Chrétien & Crowley*, 1 D.C.A., 391.

8. Although the form of proceeding adopted in this case, viz, a rule for contempt

against the prothonotary, is an irregular mode of testing the constitutionality of a statute, and the right of appeal *de plano* from the order made by the court below in such case might be questioned, yet where all parties have acquiesced in the form, and have expressed a desire for a decision on the merits, the court, in its discretion and where the question is of public interest, may overlook the technical difficulty and deal with the case on its merits.—C.A., 1882. *Loranger & Reed*, 26 J., 311.

9. A judgment on a rule of contempt against the prothonotary may be appealed from by a writ of error.—C.A., 1882. *Loranger & Reed*, 5 L.N., 397.

10. Il n'y a pas appel direct à la cour du banc de la Reine d'un ordre donné par un juge en chambre.—C.A., 1876. *Rivière & Chevrefts*, 1 Q.L.R., 209.

11. Il faut dans ce cas faire préalablement reviser tel jugement par la cour supérieure.—C.A., 1887. *Robillard & Dufaux*, 31 J., 231 ; 16 R.L., 285.

12. Mais si le juge a un pouvoir concurrent avec la cour comme dans les cas de la nomination d'un séquestre, de l'émanation d'un bref de prohibition, l'appel *de plano* existe.—C.A., 1883. *McCraken & Logue*, 6 L.N., 326.—C.A., 1875. *Ex parte O'Farrell*, R., 41.

V. l'article 72 qui introduit une disposition nouvelle.

13. A judgment rendered upon an application for a writ of *Habeas Corpus*, made in vacation before a judge of the Superior Court and on the return of the writ, transmitted to the Superior Court for further proceedings therein, is a judgment of the court and not of the judge, and as such is susceptible of review and appeal.—C.A., 1869. *Dambourges & Morrison*, 1 R.C., 232 ; 18 R.J.R., 406.—C.A., 1871. *Barlow & Kennedy*, 17 J., 553.

14. On ne peut appeler d'un jugement partiellement confirmé par la cour de revision si l'appelant ne se plaint que de la partie confirmée du dit jugement.—C.A., 1876. *Beauchêne & Labaie*, 10 R.L., 115.

15. An appeal does not lie to the Court of Queen's Bench sitting in appeal in a case in which the sum claimed is under \$200, and in which judgment has been rendered by the Superior Court sitting in review.—C.A., 1892. *Boivin & Demers*, 1 R.J.O., 384.

16. Appeal lies from every judgment of the Superior Court, irrespective of amount in dispute, as when the *litige* is on a contestation of a declaration of a tiers-saisie for an amount less than \$100.—C.A., 1880. *Mattheson & Cadieux*, 3 L.N., 110.

17. Lorsqu'il y a changement substantiel dans le jugement de la cour de première instance par la cour de revision, il y a lieu à l'appel quoique le jugement *a quo* condamne la partie qui a inscrit en revision.—C.A., 1887. *Fraser & Brunelle*, 3 M.L.R., 310.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



4.5

5.0

5.6

6.3

7.1

8.0

9.0

10

11.2

12.5

14.0

16.0

18.0

20

22.5

25

28

31.5

36

40

45

50

56

63

71

80

2.8

3.2

3.6

4.0

2.5

2.2

2.0

1.8

1.6



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

18. L'appel du jugement final de la cour supérieure soulève de nouveau tous les jugements interlocutoires rendus dans la cause, et le défaut par un défendeur d'exciper ou d'appeler d'un jugement interlocutoire renvoyant son exception à la forme, ne l'empêche pas de discuter ce jugement sur l'appel du jugement final, l'interlocutoire n'étant pas chose jugée sur les questions soulevées par son exception à la forme.—C.A., 1885. *Métras & Trudeau*, 1 M.L.R., 347.
19. Although on an appeal from a final judgment an appellant may have the right to impugn an interlocutory judgment rendered in the cause, yet he loses this right if he voluntarily and without reserve acts upon such interlocutory judgment.—C. suprême, 1883. *Shaw & St. Louis*, 8 R.C.S., 385.
20. The court will not consider a law issue raised by demurrer in the court below and disposed of there by interlocutory judgment, when no reference is made to it in appeal on the merits, and when it does not show absence of jurisdiction or of right of action.—C.A., 1893. *Larue & Kinghorn*, 2 R.J.O., 263.
21. A defendant, whose petition to be released from custody under a *capias ad resp.* has been rejected, has a right to appeal *de plano* from the judgment rejecting such petition, and, therefore, an application for permission to appeal will be rejected on that ground. A defendant in such case cannot obtain permission to appeal in *forma pauperis*.—C.A., 1874. *Canadian Bank of Commerce & Brown*, R., 40 ; 19 J., 110.
22. An appeal may be instituted from a judgment dismissing a petition for release under a *capias* and from various other interlocutory orders or judgments in connection with such *capias*, rendered partly by the court below and partly by a judge thereof in chambers, by one and the same writ, and without obtaining the previous permission of the Court of Queen's Bench to appeal from such interlocutory orders or judgments.—C.A., 1875. *Philips & Sulherland*, 19 J., 134 ; R., 41.
23. Il y a appel à la cour du banc de la reine d'un jugement de la cour de revision qui renvoie une opposition afin d'annuler à une saisie immobilière, bien que cette saisie soit en exécution d'un jugement pour une somme moindre que \$200. Ce jugement de la Cour de Revision, n'ayant pas pour objet un montant réclamé, mais un droit de saisie immobilière, ne tombe pas dans l'exception du présent article.—C.A., 1896. *Tapp & Turner*, 5 R.J.O., 538 ; 3 R. de J., 279.
24. Il y a appel à la cour du banc de la reine des décisions rendues par la cour supérieure, revisant une sentence des arbitres provinciaux, sous les dispositions de la 22 V., ch. 3, s. 60.—C.A., 1865. *Le Proc. Général & Ellice*, 16 L.C.R., 64 ; 14 R.J.R., 450.
25. Il n'y a pas d'appel devant la C. B. R., dans les causes au-dessous de \$200 jugées par la cour de revision, après le 1er septembre 1891, (Q. 64 V., ch. 48).—C.A., 1893. *Cardin & Lussier*, 8 R.J.O., 388.
26. Il y a lieu à revision et à appel de l'homologation d'un ordre de distribution, lors même qu'il n'a pas été produit de contestation.—C.A., 1868. *Eastern Townships Bank & Pacaud*, 17 L.C.R., 126 ; 9 J., 156.
27. The appeal is not taken away in cases of expropriation by a municipality, when, by the judgment complained of, the report of the Commissioners has been rejected.—C.A., 1884. *The Mayor of Montreal & Frothingham*, R., 50.
28. The Court of Queen's Bench has no jurisdiction to grant an application for the delivery of a barge seized in the case under a writ of revalidation, on security being given.—C.A., 1871. *Kelly & Hamilton*, 16 J., 140.
29. The Queen's Bench, in appeal, after having been seized with a case, and having rendered judgment, has no longer any power to take cognizance of the case, the exercise of the power of the said court and its competency having terminated with the judgment on the appeal.—C.A., 1860. *The Montreal Assurance Company & McGillivray*, 5 J., 164 ; 10 L.C.R., 885.
30. V. article 1006 et autorités citées.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

31. No appeal from a judgment removing an interdiction exists by law. The rule is: "An appeal does not exist, unless specially given".—C.R., 1898. *Lavoie vs Lajoie*, 13 R.J.O., 29 ; CASULT, CARON & ANDREWS, JJ.

44. An appeal also lies to the Court of Queen's Bench, sitting in appeal, from judgments of the Circuit Court in the following cases :

1. When the sum claimed or the value of the thing demanded amounts to or exceeds one hundred dollars ; except in suits for the recovery of assessments for schools or school-houses, or for monthly contributions for schools,

d'écoles, et dans celles pour le recouvrement des cotisations imposées pour la construction ou réparation des églises, presbytères ou cimetières ;

2. Lorsque la demande, au-dessous de cent piastres, se rapporte à des honoraires d'office, droits, rentes, revenus ou sommes d'argent payables à Sa Majesté ;

3. Lorsque la demande, au-dessous de cent piastres, a rapport à des droits immobiliers, rentes annuelles ou autres matières dans lesquelles les droits futurs des parties peuvent être affectés ;

4. Dans toutes les actions en déclaration d'hypothèque.

Néanmoins, il n'y a pas d'appel à la cour du banc de la reine, dans les causes de la cour de circuit susceptibles d'appel, dans lesquels jugement a été rendu par la cour de revision.—C. P. C., 1142, *partie* ; 1142a, *amendé* ; S. R., 6008 ; 54 V., c. 48, s. 3.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action hypothécaire	7, 13
Actions réunies	9
Code Municipal	7, 15
Cotisations d'écoles	8
Question de droit	4, 5
Honoraires d'office	1
Locateur et locataire	2
Montant fixant droit d'appel	6, 14
Preuve par écrit, C. C.	2, 3, 4, 5
Procès verbal	12
Taxes	10, 11

1. In an action by a parish beadle, for three quarts of wheat or three quarters of a dollar, which he had been accustomed to receive from such parish as his emoluments of office, it was held that such action was appealable *ex natura rei*.—C. A., 1865. *Martin & Brunelle*, 1 R. L., 616.

2. Une action en résiliation d'un bail, dont le loyer annuel est de \$100, portée devant la cour de circuit, est appellable, quoique le montant réclamé ne soit que de \$41.68, et que les témoignages n'aient pas été consignés par écrit.—C. R., 1869. *Matheus vs Martin*, 13 R. L., 517 ; MONDELET, BERTHLOT & MACKAY, JJ.

3. There is no appeal from a judgment of the Circuit Court, when no evidence has been taken in writing.—C. A., 1863. *The Corp. of the parish of St. Philippe & Lussier*, 13 L. C. R., 499.

V. *Lacerte vs Dufresne*, art. 52, n. 4.

and in suits for the building or repairing of churches, parsonages and churchyards ;

2. When the demand is less than one hundred dollars, but relates to fees of office, duties, rents, revenues, or sums of money payable to Her Majesty ;

3. When the demand, although less than one hundred dollars, relates to titles to lands or tenements, annual rents, or other matters in which the rights in future of the parties may be affected ;

4. In all actions in recognition of hypothecs.

Nevertheless, no appeal lies to the Court of Queen's Bench in causes of the Circuit Court susceptible of appeal in which judgment has been rendered by the Court of Review.—C. C. P., 1142, *in part* ; 1142a, *amended* ; R. S., 6008 ; 54 Vic., c. 48, s. 3.

4. An appeal lies to the Court of Queen's Bench, *on points of law*, from a judgment of the Circuit Court, when the sum or value of the thing demanded amounts to or exceeds \$100, although the evidence has not been taken down in writing.—C. A., 1878. *Adam & Flanders*, 25 J., 30.

5. Les parties peuvent appeler, devant cette cour, de tout jugement rendu dans une cause appellable, même lorsque l'enquête n'a pas été prise par écrit, mais alors l'appel n'a lieu que sur le droit.—Cette cour ne rejettera pas un appel à cause d'une erreur de copiste, surtout lorsque les parties n'en souffrent aucun préjudice.—C. A., 1882. *McKenzie & Turgeon*, 2 D. C. A., 243.

6. It is the amount demanded and not the amount of the judgment appealed from which determines the right of appeal.—C. A., 1877. *The Grand Trunk Railway Co. & Godboul*, 3 Q. L. R., 346.—C. A., 1877. *Boudreau & Sulle*, 3 Q. L. R., 336.

7. An appeal lies from a judgment of the Circuit Court, under art. 100 of the Municipal Code.—C. A., 1879. *Rolfe & The Corporation of the Township of Stoke*, 24 J., 103 ; R., 46.

8. L'action hypothécaire pour arrrages de cotisations d'écoles est appellable et par là même sujette à revision devant trois juges.—C. R., 1883. *Commissaires d'écoles de St-Norbert vs Crépeau*, 10 Q. L. R., 49 ; MR-REDITH, CASALT & CARON, JJ.

9. Where several non-appealable actions

in the Circuit Court are consolidated with one that is appealable, as involving the same question, the whole will be adjudicated upon, on an appeal in the principal case.—C.A., 1884. *La Cie du chemin de fer de Montréal et Sorel & Vincent*, 4 M.L.R., 404.

10. Il y a appel à la cour du banc de la Reine d'un jugement rendu par la cour de circuit, dans une cause en recouvrement de taxes, quoique le montant réclamé soit au-dessous de \$100, si l'on me, en question le droit de percevoir des taxes de cette nature.—C.A., 1890. *La Corporation du village du Canton de Chambly & Lamoureux*, 19 R.L., 812.

11. When there is an action in the Circuit Court for taxes, to the amount of \$908.95, appeal is not taken away by art. 1077 M. Code.—C.A., 1874. *Corporation of St. Guillaume & Corporation of County of Drummond*, R., 50.

12. A petition was presented to the Circuit Court for the district of Bedford, praying that a by-law prohibiting the sale of intoxicating liquors should be annulled. The petition was rejected and petitioners appealed.—*Held*: that the by-law complained of was a by-law within the meaning of art. 698 M.C.,

45. Des dispositions particulières règlent l'appel des jugements rendus dans les Iles de la Madeleine.—C.P.C., 1142, *partie*; 58 Vict., c. 48, s. 3.

46. Il y a également appel de tout jugement interlocutoire dans les matières susceptibles d'appel, dans les cas suivants :

1. Lorsqu'il décide en partie le litige ;
2. Lorsqu'il ordonne qu'il soit fait une chose à laquelle il ne peut être remédié par le jugement final ;
3. Lorsqu'il a l'effet de retarder inutilement l'instruction du procès.—C.P.C., 1116 ; 54 Vic., c. 48, ss. 2, 4.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Acquiescement	24
Action en nullité de mariage	31
Aliments provisoires	19
Amendements	21
Appel devant C.A. et C.R. du même jugement	11
Assemblée de parents	17
Capias	35
Cour de Circuit	23
Décisions à l'enquête	13, 14, 15
Déclaration	7
Défense en droit	16, 27, 30
Définition des jugements interlocutoires	1, 2, 3, 4
Dépens,	24

and that the judgment rejecting the petition was appealable under articles 1142 § 3 C.P.C., (now art. 44).—C.A., 1878. *Coosey & Corporation de Brome*, R., 49.

13. Est une cause appelable, l'action hypothécaire, pour une somme au-dessous de \$100, accompagnée de conclusions demandant que le défendeur soit condamné à payer la dette, si mieux il n'aime délaisser.—C.R., 1871. *Rodier vs Hébert*, 16 J., 41 ; MONDELET, MACKAY & TORRANCE, JJ.

14. There is appeal from any judgment of the Circuit Court where the amount in litigation exceeds \$100.—C.A., 1882. *Blackburn & Corp. of Château Richer*, R., 49.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

15. Il y a appel à la cour de revision d'un jugement de la cour de circuit à Montréal, renvoyant une requête en cassation d'un règlement municipal qui permettait d'ouvrir un chemin d'hiver sur les terres des requérants pendant un temps indéfini, un tel règlement se rapportant à des droits immobiliers et affectant les droits futurs des requérants.—C.R., 1898. *Beauchemin vs La Corporation de Belœil & Jeannotte*, 13 R.J.O., 193 ; TAIT, PAGNUELO & ARCHIBALD, JJ.

45. Special provisions regulate appeals from judgments rendered in the Magdalen Islands.—C.C.P., 1142, *in part* ; 58 Vic., c. 48, s. 3.

46. An appeal also lies from interlocutory judgments in matters susceptible of appeal in the following cases :

1. When they in part decide the issues ;
2. When they order the doing of anything which cannot be remedied by the final judgment ;
3. When they unnecessarily delay the trial of the suit.—C.C.P., 1116 ; 54 Vic., c. 48, ss. 2, 4.

Dispositif	6, 33
Exception à la forme	10, 21, 25, 29, 32, 34
Expertise	22
Inscription en faux	27
Inscription en vacance	25
Ordre d'un juge	18
Plaidoyers	21, 30
Pouvoir du juge d'accorder l'appel	33
Préjudice	28
Procédure	12, 20, 24
Procès par jury	26, 36
Reddition de compte	8
Suspension de procédures	9
Vente de biens de mineur	17

1. Quoique notre code de procédure n'ait pas fait en propres termes la distinction admise par le code de procédure français entre les jugements qui doivent être considérés simplement comme préparatoires, et dont il ne peut y avoir appel avant le jugement définitif, et les jugements interlocutoires dans lesquels cet appel est facultatif, comme dans notre code, cependant les cas dans lesquels l'appel est permis par notre article 1116 (46 n. c.) seraient tous considérés dans le code français comme interlocutoires dont il peut y avoir appel.—L'HON. JUGE FOURNIER, dans la cause de *Shaw & St-Louis*, article 43, n. 2f. On pourra donc consulter avec profit la jurisprudence française à ce sujet.
2. C'est aux juges qu'il appartient dans chaque cas particulier de déclarer si le jugement dont est appel préjuge ou non le fond.—*5 ROUSSEAU ET LAISNEZ, v^o Jugement*, II, 28.
3. Comme criterium, il faudra se préoccuper uniquement de savoir si le jugement préjuge ou non le fond du procès et le préjugé ne peut résulter que des suites probables, nécessaires, du dispositif, et non des considérations contenues dans les motifs du jugement.—*Idem*, n. 83 et 84.
4. Sont des jugements interlocutoires :
 - a. A judgment which determines all the matters in litigation between the parties with the exception of the amount claimed under a plea of compensation and orders, *avant faire droit* on such plea, the amount of compensation to be settled by experts, and reserves the question of costs.—C.A., 1862. *Wardle & Bethune*, 6 J., 220.
 - A comparer : *Shaw & St-Louis*, article 43, n. 2f.
 - b. A judgment ordering that the hearing of the petition contesting a seizure before judgment, should be proceeded with in the Superior Court at the same time as the hearing of the main action.—C. suprême, 1889. *Molson & Bernard*, 18 R.C.S., 622.
 - c. The order of the Court of Queen's Bench setting aside an assignment of facts to the jury and all subsequent proceedings and, *suo motu*, ordering a *venire de novo*.—C. suprême, 1891. *Accident Ass. Co. of North America & McLachlan* 18 R.C.S., 627.
 - d. A judgment main *à demurrer* to a part of a declaration. C., 1878. *Lottenville vs McGreevy*, 4 Q.L.R., 242, MEREDITH, STUART & CARON.
 - e. A judgment ordering the plaintiff to make option between two incompatible causes of action.—C.R., 1880. *Fair vs Cassis*, 3 L.N., 183 ; JOHNSON, MACKAY & RAINVILLE, JJ.
 - f. A judgment homologating an award of arbitrators.—C.S., 1857. *Tale vs Jones*, 1 J., 151, DAY, MONDELET & CHABOT, JJ.
 - g. Le jugement de première instance renvoyant une inscription en faux sur une défense au fond en droit.—C.A., 1866. *Beaudry & Le Maire de Montréal*, 11 J., 28.
 - h. A judgment dismissing an inscription in improbation on demurrer.—C.A., 1876. *Darling & Templeton*, 19 J., 105.
 - i. A judgment quashing an interim injunction.—C. suprême, 1885. *Stanton & Atlantic Ry. Co.*, CASSELS' *Digest*, 434.
 - j. The judgment or order of the Superior Court naming commissioners in matters of expropriations.—C.A., 1880. *The Canadian Rubber Co. & The City of Montreal*, 25 J., 231.
 - k. A judgment in a case of *saisie-arrêt*, on motion of the seizing creditor, ordering garnishees to deposit in court monies attached in their hands.—C.A., 1893. *Powis & The Quebec Bank*, 2 R.J.O., 566.
5. Plusieurs des jugés ci-dessous se bledent se contredire en autant que la cour c banc de la reine a permis et refusé l'appel dans des procédures identiques ou analogues, mais la lecture complète du rapport fait voir que la cour en a souvent décidé ainsi parce que le jugement *a quo* lui paraissait bien fondé.
6. Ce ne sont pas les considérants ou motifs, mais le jugé ou dispositif, qui rendent un jugement interlocutoire sujet à appel.—C.A., 1884. *Nadeau & Cheval*, 7 L.N., 114.
7. La cour du banc de la reine n'accordera pas la permission d'appeler d'un jugement interlocutoire qui a permis de signifier une nouvelle copie de la déclaration, lorsque la première déclaration avait été signifiée sans être certifiée.—C.A., 1881. *Thérien & Wadleigh*, 1 D.C.A., 300.
8. Plaintiffs having moved in the court below for delay to contest or reject an account filed by defendant, obtained a delay to contest it on the merits, but the remainder of his conclusions were refused. They subsequently moved to reject the account. This last motion was rejected and plaintiffs now moved to appeal from this last judgment. Leave to appeal was refused because plaintiff should have appealed from both judgments, and not from the last only.—C.A., 1881. *Henderson & Henderson*, 1 D.C.A., 304.
9. Il n'y a pas d'appel d'un jugement rendu sur une exception tendant à obtenir suspension des procédures jusqu'à ce que jugement soit rendu dans une autre instance, entre les mêmes parties, sur semblable matière.—C.B.R., 1851. *Donegani vs Quesnel*, 1 L.C.R., 411 ; ROLLAND, PANET & AYLWIN, JJ.
10. Une partie n'obtiendra pas un appel d'un jugement interlocutoire rejetant une exception à la forme, parce qu'elle a été produite trop tard, si les moyens plaidés par l'exception à la forme pouvaient l'être par la défense en droit produite dans la même cause, et si copie de cette défense en droit n'est pas produite, sur le principe que la cour d'appel ne peut pas dire que le grief soit irrémédiable et définitif, n'ayant pas devant elle la défense en droit.—C. B. R., 1853.

Moreau vs Motz, 3 L.C.R., 58; ROLLAND, PANET & AYLWIN, JJ.

11. Leave to appeal will be refused from an interlocutory judgment while the record is before the court of Review on an inscription, by the same party, from the same decision.—C.A., 1884. *Burroughs & Meriman*, 7 L.N., 299.

12. Where in a matter of procedure a party can still have his remedy in the Superior Court, the Court of Appeals will not grant leave to appeal.—C.A., 1878. *Arless & Hall*, R., 571.

13. Un appel d'un jugement de la cour supérieure, renvoyant une motion pour révision d'une décision à l'enquête, ne sera pas permis; les parties en pareil cas procédant à leur risque, et si l'une d'elles était lésée, la cause pouvait être portée en appel, à un étage postérieur de la procédure.—C.A., 1865. *Hudon & Painchaud*, 15 L.C.R., 487; 14 R.J.R., 76.

14. Il n'y a pas lieu à l'appel d'un jugement interlocutoire à l'enquête, maintenant l'objection des demandeurs à l'audition du mari de la défenderesse comme témoin.—C.A., 1865. *The Ontario Bank & Duchesnay*, 16 L.C.R., 194; 14 R.J.R., 89.

15. An application for an appeal from a ruling at *enquête*, which is manifestly wrong, will be rejected, when the granting of the appeal will have the effect of retarding the case.—C.A., 1876. *Le Curé de Beauharnois & Robillard*, 20 J., 294.

16. An appeal will not be allowed from an interlocutory judgment of the Superior Court, dismissing a demurrer to a declaration.—C.A., 1868. *Benning & Grange*, 18 J., 153; 19 R.J.R., 179.

17. Il n'y a pas d'appel à la cour du banc de la reine d'une ordonnance rendue par un juge de la cour supérieure, homologuant une assemblée de parents et ordonnant la vente d'immeubles de mineurs.—C.A., 1876. *Béliveau & Clément*, 9 R.L., 664; 1 Q.L.R., 209.

18. The court will not grant leave to appeal from an interlocutory order of a judge in Chambers authorizing the opening of the door of an insolvent.—C.A., 1874. *Whitlock & Tyre*, R., 579.

19. Leave to appeal will not be granted from an interlocutory judgment allowing a wife aliments during the pendency of a suit with her husband, unless it is evident that injustice has been done.—C.A., 1876. *Blacklock & Crosby*, R., 47.

20. Where defendants' pleas are, by an interlocutory judgment, altered, but not so as to prevent him proving his whole defence, leave to appeal from such interlocutory will not be granted.—C.A., 1875. *Leblanc & Pellerin*, R., 47.

21. Where the defendant filed an exception à la forme, and the plaintiff amended his declaration, and the defendant was not further heard on his exception which was dis-

missed, he will not be granted leave to appeal from the judgment dismissing the exception if it appears that the amendment covered all valid grounds of exception à la forme.—C.A., 1875. *Mallette & Tremblay*, et *Facaud & Demers*, R., 661.

22. Leave to appeal from a judgment ordering an *expertise* may be refused in the discretion of the Court, although it decides part of the issues.—C.A., 1876. *Been & Valin*, R., 47.

23. Leave to appeal from an interlocutory judgment of the Circuit Court will not be granted.—C.A., 1875. *Richard & Girard*, R., 50.

24. Leave to appeal will not generally be granted on a question purely of costs, nor in mere matters of procedure, nor where the party has appeared to acquiesce by taking subsequent proceedings.—C.A., 1874. *Hart & The Northern Ass. Co.*, R., 46.

25. Il y a lieu d'appeler d'un ordre de la cour inférieure (la cour supérieure) radiant une inscription pour audition au mérite en vacance, sur une exception à la forme, en l'absence d'un consentement par écrit des parties pour telle audition hors du terme.—C.B.R., 1852. *Dease vs Taylor*, 2 L.C.R., 227; ROLLAND, PANET & AYLWIN, JJ.

26. Un jugement de la cour supérieure déterminant et définissant les faits dont le jury doit s'enquérir, est un jugement dont on peut interjeter appel à la cour du banc de la reine.—C.A., 1866. *Arthur & Montreal Assurance Co.*, 6 L.C.R., 99.

27. Le jugement de première instance renvoyant une inscription en faux sur une défense au fond en droit, doit être rangé dans la classe et dans l'ordre des jugements interlocutoires à raison de l'influence que ce jugement peut avoir sur la décision du fond du procès quant à l'*affaire en litige* entre les parties; et l'appel doit en être interjeté comme d'un jugement interlocutoire.—C.A., 1866. *Beaudry & Le Maire de Montréal*, 11 J., 28.

28. An appeal ought to be allowed from an interlocutory judgment which cannot be remedied by the final judgment, unless the Court is clearly of opinion that the judgment complained of must be confirmed.—C.A., 1870. *Cheney & Frigon*, 15 J., 57; 21 R.J.R., 162.

29. An appeal may be granted from an interlocutory judgment dismissing an exception to the form.—C.A., 1880. *Board of Temporalities & Minister and Trustees of St. Andrew's Church*, 3 L.N., 379.

30. Leave will be granted to appeal from an interlocutory judgment dismissing, upon motion, a demurrer and a special plea filed by the defendants.—C.A., 1881. *Low & The Montreal Telegraph Co.*, 4 L.N., 381.

31. Permission fut accordée d'appeler d'un jugement devant l'évêque du diocèse renvoyant une action en nullité de mariage

entre catholiques pour l'adjudication sur la validité du lien matrimonial.—C.A., 1882. *Evans & Laramée*, 5 L.N., 13.

32. Un jugement interlocutoire qui a renvoyé une exception à la forme se plaignant du court délai spécifié par des créanciers contestant pour répondre à leur contestation, et qui n'accorde que quatre jours pour répondre, est susceptible d'appel.—C.A., 1894. *Marsan & Poirier*, 4 R.J.O., 58.

33. On an application for leave to appeal from an interlocutory judgment, the judge in chambers has merely to decide whether the interlocutory judgment falls within one of the categories mentioned in art. 46. If it does, he is bound to grant leave to appeal.—C.A., 1894. *St. Louis & Lacasse*, 3 R.J.O., 130.

The judge has no discretion to decide whether the facts complained of justify an appeal, but he has merely to decide whether the interlocutory judgment falls within one of the categories, and then as a matter of form to allow the appeal. The judge simply decides whether the interlocutory judgment is susceptible of appeal; and if it is, the right to appeal is absolute with the party complaining, and it is not discretionary with the judge to say whether or not he shall have that right; and the court afterwards, and not the judge, when the application for leave to appeal is made, decides on the merits of the

47. L'appel des jugements rendus dans les districts de Montréal, Ottawa, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Richelieu, Saint-François, Bedford, Saint-Hyacinthe, Iberville et Beauharnois est porté, plaidé et jugé dans la cité de Montréal; et celui des jugements rendus dans les districts de Québec, Trois-Rivières, Saguenay, Chicoutimi, Gaspé, Rimouski, Kamouraska, Montmagny, Beauce et Arthabaska est porté, plaidé et jugé dans la cité de Québec.—C.P.C., 1117, amendé; 54 V., c. 48, s. 2.

SECTION III.

COUR SUPÉRIEURE ET COUR DE REVISION.

48. La cour supérieure connaît en première instance de toute demande ou action qui n'est pas exclusivement de la juridiction de la cour de circuit ou de la cour d'échiquier du Canada; et, dans le district de Québec,

judgment.—Ibid., Remarques de l'honorable juge Wurtele.

34. Un jugement rendu par le juge en chambre sur une exception à la forme et une motion pour particularités opposées à une contestation de bilan, est susceptible d'appel, le juge en chambre ayant, dans ce cas, juridiction concurrente avec le tribunal, et son jugement ne pouvant pas être révisé par la cour.—C.A., 1895. *Marsan & Poirier*, 4 R.J.O., 176.

35. An appeal may be instituted from a judgment dismissing a petition for release under a *capias* and from various other interlocutory orders or judgments in connection with such *capias* rendered partly by the Court below and partly by a judge thereof in chambers, by one and the same writ and without obtaining the previous permission of the Court of Queen's Bench to appeal from such interlocutory orders or judgments.—C.A., 1876. *Philips & Sutherland*, 19 J., 124; R., 41.

36. Leave to appeal will be granted from a judgment of the Superior Court dismissing a motion of plaintiff that a *te* be granted him of his option for a jury trial, on the ground that the motion was made after the four days limited by the 64th rule of practice.—C.A., 1861. *Lovell & Campbell*, 6 J., 116.

37. V. les articles 536, sur l'effet des jugements interlocutoires, et 1211, sur la procédure en appel de ces jugements.

47. Appeals from judgments rendered in the districts of Montreal, Ottawa, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Richelieu, St. Francis, Bedford, St. Hyacinthe, Iberville and Beauharnois, are brought, heard and determined in the City of Montreal; and appeals from judgments rendered in the districts of Quebec, Three Rivers, Saguenay, Chicoutimi, Gaspé, Rimouski, Kamouraska, Montmagny, Beauce and Arthabaska are brought, heard and determined in the City of Quebec.—C.P.C., 1117, amended; 54 Vic., c. 48, s. 2.

SECTION III.

SUPERIOR COURT AND COURT OF REVIEW.

48. The Superior Court has original jurisdiction in all suits or actions which are not exclusively within the jurisdiction of the Circuit Court or of the Exchequer Court of Canada; and in the district of Quebec it has exclu-

elle exerce une juridiction exclusive en première instance dans les matières de pétition de droit.—C.P.C., 28, amendé; S.R., 5858; 54-55 V., (C), c. 29.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Acte des élections de Québec	24
Action directe	12, 14, 28
Action hypothécaire	5
Action réelle	7
Affaires municipales	11 à 17
Arbitres fédéraux	20
Capias	3, 4
Commissaires en expropriation	21
Conseillers municipaux	14
Demande incidente	8
Douane	22
Frais	24
Juge en chambre	9, 10
Montant en litige	1, 2, 3, 4, 5, 6, 8
Pension alimentaire	27
Procès verbal	15
Procureur-général	22
Recorder	23
Rentes constituées	25, 26
Repartitions	13
Reviseurs	19
Saisie-arrest	24
Travaux municipaux	6
Ventes municipales	16

1. The amount demanded, and not that which may be really due, must regulate the question of jurisdiction.—C.S., 1867. *Généreux vs Leroux*, 1 J., 285; 6 R.J.R., 86; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

V. *Tourigny vs Fortin*, art. 55, n. 2.

2. La classe de l'action et le montant des dépens, dans une action paulienne, sont déterminés, non par le montant de la créance du demandeur, mais par la valeur de l'immeuble qu'on veut faire rentrer dans le patrimoine du défendeur.—C.S., 1993. *Labelle vs Meunier*, 3 R.J.O., 256; DE LORIMIER, J.

Dans le même sens :

C.R., 1892. *Beaulieu vs Lévesque*, 2 R.J.O., 198; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.—C.R., 1893. *Leclaire vs Côté*, 3 R.J.O., 331; CASAULT, ROUTHIER & CARON, JJ.

3. Where a capias had been issued based on a claim of \$72.65.—Held: that the Superior Court had jurisdiction to condemn the defendant to pay the amount, although the capias had been quashed.—C.S., 1874. *Prevost vs Ritchot*, 18 J., 72; TORRANCE, J.

4. The Superior Court has no jurisdiction in an action for \$68, issued with a writ of capias, when the capias has not been executed.—C.S., 1874. *Tessier vs Legault*, 5 R.L., 472; BELANGER, J.

5. L'action hypothécaire pour une somme au-dessous de \$100, accompagnée de conclusions demandant que le défendeur soit condamné à payer la dette, si mieux il n'aime délaisser, est une action relevant de la cour supérieure.—C.R., 1871. *Rodier vs Hébert*,

sive original jurisdiction in cases of petition of right —C.C.P., 28, amended; R.S., 5858; 54-55 Vic., (C), c. 29.

16 J., 41; MONDELET, MACKAY & TORRANCE, JJ.—C.C., 1877. *Massé vs Collé*, 3 Q.L.R., 822.—Contra: C.S., 1897. *Laverdure vs Collé*, 18 R.J.O., 254; MATHIEU, J.

6. La cour supérieure a juridiction pour connaître d'une poursuite, pour le recouvrement d'une somme excédant \$200, pour travaux faits par une corporation municipale sur des chemins aux frais du propriétaire, et ce, nonobstant les articles 898-401, 951 et 1042, C.M.—C.A., 1882. *Ross & Corporation Sle-Clothilde, R.*, 399; 11 R.L., 520.

7. Celui qui réclame des dommages causés par la chaussée d'un moulin et qui, comme la loi lui en donne le droit, conclut à la démolition de la chaussée faute de paiement, exerce une action réelle qui est de la compétence exclusive de la cour supérieure, et partant, il a droit aux frais d'une action en cour supérieure.—C.R., 1894. *Houle vs Poitras*, 5 R.J.O., 89; DAVIDSON, PAGNUELLO & DOHERTY, JJ.

8. The Superior Court has no jurisdiction to dispose of an incidental demand for a sum less than \$100, made by the Defendant, in an action in said court, where said demand is separate and distinct from the principal action and has no connection with the demand in which the principal action is based.—C.S., 1892. *Thompson vs White*, 2 R.J.O., 385; DOHERTY, J.

V. art. 49, n. 11.

9. La cour supérieure siégeant comme tribunal n'a pas juridiction pour reviser le jugement d'un juge en chambre accordant, dans une action pour pension alimentaire, une provision alimentaire pendant l'instance.—C.S., 1896. *Lassisserye vs Larue*, 8 R.J.O., 146; TASCHEREAU, J.

10. La cour Supérieure peut reviser l'ordre d'un juge de cette cour, ordonnant à une corporation de suspendre tous procédés pour la collection de taxes, jusqu'à ce que la validité d'un rôle faisant la base de ces taxes soit décidée dans une cause alors pendante.—C.A., 1870. *The City of Montreal & Stephens*, 33 J., 273.

11. Where the grounds upon which a municipal officer is sought to be ousted are any of those comprised in article 346 C. M., the Superior Court is without jurisdiction to try the matter, the examination and decision of such contestations being by article 348 vested exclusively in the Circuit Court or Magistrate's Court of the county.—C.S., 1896. *Lajeunesse vs Nadeau*, 10 R.J.O., 61; ANDREWS, J.

Dans le même sens :

C.R., 1877. *Fiset vs Fournier*, 3 Q.L.R., 334; MEREDITH, STUART & CASAULT, JJ.—C.R., 1883. *Paris vs Brisson*, 10 Q.L.R., 1;

MERRIDITH, CASAULT & CARON, JJ.—C. R., 1886. *Delage vs Germain*, 12 Q.L.R., 149; STUART, CASAULT & CARON, JJ.—C. A., 1885. *Métras & Trudeau*, 1 M.L.R., 347.

12. The special remedies given by articles 100 and 698 C.M., do not exclude the remedy by direct action in the Superior Court, to set aside a by-law or resolution of a municipal corporation when it exceeds or illegally uses its powers.—C.S., 1893. *Corp. de l'Île Bizard vs Poudrette*, 4 R.J.O., 81; DAVIDSON, J.

Dans le même sens : C.A., 1886. *Corp. d'Arthabaska vs Du-Loine*, 4 D.C.A., 364.—C.A., 1884. *Corp. de St. Maurice vs Dufresne*, 10 Q.L.R., 227.—C.A., 1891. *Corp. du comté de Verchères vs Corp. du Village de Varenne*, 7 M.L.R., 368.

13. La cour supérieure est compétente à connaître d'une action, par un intéressé, en nullité d'un acte de répartition, même après l'expiration des trente jours de sa mise en vigueur dans lesquels la demande en cassation doit être portée devant la cour de circuit.—C.A., 1898. *Grenier & Lacourse*, 2 R.J.O., 446.

14. Un conseiller dont le siège est illégalement déclaré vacant peut procéder par voie de mandamus pour se faire réinstaller; mais il peut également attaquer la résolution par action ordinaire et en demander et obtenir la nullité.—C.R., 1896. *Rouleau vs la Corporation de St-Lambert*, 10 R.J.O., 85; CASAULT, ROUTHIER & CARON, JJ.

15. A rate payer is entitled to bring suit before the Superior Court to have the *procès-verbal* set aside, although he had appealed previously to the county council and the *procès-verbal* had been confirmed thereby.—C.A., 1884. *La Corporation de la paroisse de Ste-Anne & Reburn*, 1 M.L.R., 200.

16. The Superior Court has jurisdiction to entertain an appeal from the acts of the municipality, when the land of the plaintiff was illegally sold by them as alleged.—C.A., 1861. *McDougall & The Corporation of St-Ephrem*, 5 J., 229; 11 L.C.R., 353.—C.A., 1885. *La Corporation de Chambly & Scheffer*, 1 M.L.R., 42.

17. Les corporations municipales et leur conseil sont soumis au droit de surveillance et de réforme, aux ordres et au contrôle de la cour Supérieure et de ses juges.—C.S., 189. *Desjardins vs La Corporation de la paroisse de St-Facôme*, 3 R. de J., 161; CIMON, J.

18. But such corporations will not be judicially interfered with in matters left by law to their discretion, unless it is shown that a fraud or an invasion of private rights has been committed, and that a palpable and manifest wrong has been inflicted.—C.A., 1896. *The Corporation of the Parish of Ste-Louise & Chouinard*, 5 R.J.O., 362.

19. The Superior Court has no power to amend an award of the board of Revisors of the Montreal Corn Exchange Association. If irregular, the award must be set aside in

loto.—C.S., 1865. *Glassford vs Taylor*, 1 L.C.L.J., 94; 18 R.J.R., 167; MONK, J.

20. The Superior Court has jurisdiction over an arbitrator appointed by the government of the Dominion of Canada, under the 142 section of the British North America Act, while acting as such within the Province of Quebec, and may inquire whether such arbitrator is in the regular exercise of his office.—C.S., 1871. *The Attorney General vs Grey*, 16 J., 306; BRAUDRY, J.

21. But neither the Superior Court or any judge thereof can remove commissioners appointed in expropriation under 27-28 Vic., c. 10, and appoint others in their stead, on the ground that they are pursuing a vicious and illegal mode of expropriation.—C.A., 1873. *Brown & The Mayor of Montreal*, 18 J., 146.

22. Where the Attorney General demands the forfeiture of goods alleged to have been passed through the custom house without entry or permit, and without payment of dues.—*Held*: that the Superior Court had jurisdiction in the matter.—C.A., 1864. *Dorion vs Rothstein*, 8 J., 130; 1 L.C.L.J., 85.

23. The Superior Court has jurisdiction as a court of appeals, from judgments of the Recorder's Court, relating to taxes imposed by the corporation of the city of Quebec, under its by-laws.—C.S., 1864. *Boswell vs The Mayor of Quebec*, 14 L.C.R., 450; TASCHEREAU, J.

24. La saisie-arrêt pour le recouvrement des frais accordés sur l'appel devant un juge, en vertu de "l'acte des élections de Québec," d'une décision du conseil municipal sur la révision d'une liste électorale, ne peut être prise qu'à la cour supérieure, la contestation de la déclaration du tiers-saisi doit être poursuivie là, et il y a appel, et, par là même, révision du jugement prononcé sur le mérite de cette contestation.—C.R., 1884. *Bouchard vs Corporation de la Malbaie*, 10 Q.L.R., 102; MERRIDITH, STUART & CASAULT, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

25. An action instituted by the crown for the recovery of arrears of constituted rents replacing seigniorial dues may be brought before the Superior Court, even where the amount involved is less than \$100, and a motion for the dismissal of such action for want of jurisdiction will be rejected.

Especially has the Superior Court jurisdiction in such an action where its conclusions are hypothecary and for passing of new title.—C.S., 1897. *Regina vs Côté*, 1 R.P., 176; LARUE, J.

26. Dans une action pour arrérages de rentes constituées, le demandeur peut prendre des conclusions hypothécaires, et une telle action, quel qu'en soit le montant, est de la compétence de la cour supérieure.—C.S., 1898. *Labbe vs Routhier*, 1 R.P., 68; CARON, J.

27. Une demande de pension alimentaire

dont le montant total est inconnu, est du ressort de la cour supérieure.—C.C., 1897. *Marcotte vs Lachapelle*, 1 R. P., 128; CHAMPAGNE, J.

28. V. arrêts cités sous les articles 50, sur la juridiction générale de la cour supérieure.

49. La cour supérieure connaît en première instance, par voie d'évocation, de toute action ou poursuite portée devant la cour de circuit, et se rapportant à :

1. Un honoraire d'office ;
2. Un droit, : te, revenu ou somme d'argent payable à Sa Majesté ;
3. Un titre à des terres ou héritages ;
4. Des rentes annuelles ou autres matières qui peuvent affecter des droits futurs.—C.P.C., 1058, *partie*.

INDICATION ALPHABETIQUE

Action rapportée hors de terme	5
Association	12
Billet promissaire	10
Demande incidente	13
Dommes	9
Droits futurs	14
Jugement final	6, 7, 13
Frais	1
Montant de droits futurs	2
Penalité	8
Propriété	4
Répartition	3
Tiers-saisie	13
Travaux municipaux	15

1. Les mots "honoraires d'office" ne comprennent pas des frais d'actions dont on prétend la taxe exorbitante, de manière à donner lieu à une évocation.—C.S., 1856. *Derome vs Lafond*, 6 L.C.R., 474 ; 6 R. J. R., 143 ; DAY, VANFELSON & MONDELET, JJ.

2. Il n'y a pas lieu à évocation, lorsque les droits futurs ne peuvent jamais se monter à la somme de cent piastres.—C.S., 1894. *Poirras vs Montreal Gas Company*, 6 R.J.O., 505 ; PAGNUELO, J.

3. Une action réclamant le premier paiement d'une répartition pour la construction d'une église, laquelle répartition est payable en douze versements annuels, ne peut être évoquée à la cour supérieure de la cour de circuit comme affectant des droits futurs, ce dernier tribunal seul ayant juridiction.—C.S., 1885. *Syndics de la paroisse de Ste-Cunégonde vs Coursol*, 1 M.L.R., 214 ; MATHIEU, J.

4. La nature d'une intervention qui tend à dépouiller l'une des parties de la propriété et de la possession de l'héritage par lui loué, rend toute la cause évocable.—C.S., 1869. *Kingsley vs Nixon*, 15 J., 271 ; BEAUDRY, J.

re ; 54, sur son incompétence en certaine matière ; 72, sur sa juridiction concurrente avec le juge en chambre ; 586, sur son pouvoir de reviser les jugements interlocutoires ; 1163, 1176 et 1177, sur le droit de procéder par action directe.

49. The Superior Court has original jurisdiction by means of evocation in all suits and actions instituted in the Circuit Court, relating to :

1. Fees of office ;
2. Duties, rents, revenues or sums of money payable to the Crown ;
3. Titles to lands or tenements ;
4. Annual rents or other matters by which rights in future may be affected.—C.C.P., 1058, *in part*.

5. In a non-appealable cause, returnable out of term, a defendant may evoke at any time before plaintiff has obtained an *acte of fore-closure*.—C.S., 1872. *De Beruieu vs M. Namee*, 17 J., 50 ; MACKAY, J.

6. Un jugement rendu par la cour supérieure, maintenant une évocation, est un jugement final qui ne peut être révisé que si le dépôt requis est fait dans les huit jours de ce jugement, et tel jugement ne peut être révisé après ce délai et en même temps que le jugement final sur le mérite de la cause.—C.R., 1884. *Seers vs Bourcier*, 16 R.L., 289 ; DOHERTY, LORANGER & TAIT, JJ.

7. Lorsqu'une cause a été évoquée de la cour de circuit à la cour supérieure, et que l'évocation a été déclarée valide par ce dernier tribunal, le jugement déclarant l'évocation valide, ne pourra être révoqué par la même cour.—C.R., 1884. *St. Aubin vs Leclaire*, 13 R.L., 609 ; 2 M.L.R., 16 ; JETTÉ, MATHIEU & LORANGER, JJ.

8. Where a railway company was sued for ninety dollars, being the amount of penalties for nine days, under a by-law of a town enacting a penalty of ten dollars per day in the event of the company's making default to erect gates at the intersection of the railway with certain streets, rights in future were affected, and the defendant might evoke the action to the Superior Court.—C.A., 1888. *La Cie du Grand Tronc du Canada & La Corporation de la ville de St-Jean*, 4 M.L.R., 271 ; 16 R.L., 690.

9. Dans une demande en dommages de \$8,000 contre une partie qui a négligé de se conformer à un marché par lequel elle s'est engagée à fournir le lait de ses vaches à la fromagerie des demandeurs, le défendeur peut évoquer la cause à la cour supérieure.—C.S., 1896. *Massé vs Laflamme*, 2 R. de J., 149 ; PRAMONDON, J.

10. Dans une action sur un billet promissoire pour \$25, étant payé du prix de vente d'un piano pour \$320, il y a lieu à l'évocation à la cour supérieure.—C.S., 1896. *Bernard vs Ouellet*, 9 R.J.O., 318; CASAULT, J.

11. A defendant in the Circuit Court, who produces an incidental demand for an amount in excess of the jurisdiction of that tribunal, is not entitled to an evocation to the Superior Court.—C.R., 1896. *Beauchêne vs Thibault*, 10 R.J.O., 423; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

V. art. 48, n. 8.

12. Une demande devant la cour de circuit, en laquelle le demandeur ne réclame que \$60, mais où il conclut aussi à ce qu'il soit déclaré membre et sociétaire de l'association défenderesse, est évocable à la cour supérieure comme affectant des droits futurs.—C.R., 1896. *Faquin vs Société Bienveillante de St-Roch*, 9 R.J.O., 404; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

13. Une contestation de déclaration de tiers-saisie dans une cause pendante devant la cour de circuit, dans laquelle on demande une condamnation que ce tribunal est incompetent à prononcer donne ouverture à une demande d'évocation à la cour supérieure.

Le jugement qui rejette une demande d'évocation est final et sujet à revision.—C.R., 1894. *Chandonnet vs Chandonnet*, 6 R.J.O., 289; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

Dans le même sens: C.S., 1881. *Wright vs Corp. de Stonham & McKee*, 7 Q.L.R., 133; CASAULT, J.—C.R., 1888. *Guillet vs L'Heureux & Lamarche*, 9 L.N., 371; CASAULT, CARON & ALLEN, JJ.—C.R., 1881. *Lapointe vs Bélanger & Bilodeau*, 7 Q.L.R., 316; MERREDITH, STUART & CASAULT, JJ.—C.S., 1888. *Doherty vs La Cour de Circuit de St-*

François, 16 R.L., 144; TAIT, J.—4 CARRÉ ET CHAUVRAU, p. 623.—BIOCHR, 2^e Saisie-Arrêt, n. 189.—DAI' OZ, Rép., 2^e Saisie-Arrêt, p. 519, n. 376.—PICHAU, Proc. Civ., p. 658.

Contra:—C.A., 1883. *Leduc & Tourigny*, 17 Q.L.R., 885.—C.R., 1892. *Adam vs Bonch*, 2 R.J.O. 182; JOHNSON, TAIT & DAVIDSON, JJ.—C.C., *Dionne vs Lacourse*, 1 R. de J., 348; FLAMONDON, J.

V. art. 55, n. 31 et s.

14. Lorsqu'il n'appert pas clairement de la déclaration qu'une cause met en question des droits futurs, l'évocation de la cour de circuit à la cour supérieure ne pourra être demandée par le défendeur qu'après la production de son plaidoyer, si ce plaidoyer justifie cette évocation.—C.S., 1897. *Cosselle vs Desjardins*, 1 R.P., 86; ARCHIBALD, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

15. Lorsqu'une corporation municipale poursuit devant la cour de circuit un entrepreneur pour le forcer à refaire des travaux qu'il a déjà faits en vertu d'un contrat et d'un règlement du Conseil et que ce dernier plaide qu'il n'est pas tenu de faire de nouveau ces travaux, il y a lieu à évocation de la cause à la cour supérieure vu que des droits futurs sont affectés.—C.S., 1898. *La Corporation de Belœil vs Jeannotte*, 4 R.L. n.s., 14 R.J.O., 211; MATHIEU, J.

16. On ne peut évoquer à la cour supérieure une action intentée en cour de circuit pour le recouvrement de taxes scolaires, quand même cette action affecterait des droits futurs.—C.S., 1898. *Les Commissaires d'Ecoles de la cité de St-Henri vs La cité de St-Henri*, 14 R.J.O., 144; MATHIEU, J.

50. Excepting the Court of Queen's Bench, all courts, circuit judges and magistrates, and all other persons and bodies politic and corporate, within the Province, are subject to the superintending and reforming power, order and control of the Superior Court and of the judges thereof in such manner and form as by law provided.—R.S., 2329, *in part*, amended.

provided, the member aggrieved by the decision of the Society must exhaust such remedy before taking action before the Civil Courts.

Such a by-law is not *ultra vires*.—C.S., 1898. *Godin vs The Supreme Court of the Independent Order of Foresters*, 4 R. de J., 236; ARCHIBALD, J.

3. V. art. 48, n. 17, 18, 19.

51. The Court of Review has exclusive original jurisdiction to deter-

50. A l'exception de la cour du banc de la reine, tous les tribunaux, juges de circuit, magistrats et autres personnes, corps politiques et corporations dans la province, sont soumis au droit de surveillance et de réforme, aux ordres et au contrôle de la cour supérieure et de ses juges, en la manière et forme que prescrit la loi.—S.R., 2329, *partie, amendé*.

1. An appeal provided by the by-laws of a corporation (*bene-volent*) to a higher officer of the same does not take away the jurisdiction of the court, unless such appeal is expressly provided for in the statute incorporating such society or public body.—C.A., 1884. *Heffernan & Walsh*, 33 J., 46.

2. When, by the constitution and by-law of a benefit society, a remedy or appeal is

51. La cour de revision exerce une juridiction exclusive en première ins-

tance pour décider toute cause réservée pour sa considération par le juge présidant un procès par jury.—*Nouveau.*

52. Il y a lieu à appel à la cour de revision :

1. De tout jugement final de la cour supérieure et de la cour de circuit susceptible d'appel à la cour du banc de la reine ;

2. De tout jugement rendu en ordre donné par un juge dans les matières non contentieuses en vertu des dispositions contenues dans la dixième partie de ce code ;

3. De tout jugement rendu sur motion ou requête pour mettre de côté ou annuler une saisie avant jugement ou un *capias ad respondendum* ;

4. De tout jugement dans les matières concernant les corporations municipales et les offices municipaux, sur les procédures prises en vertu du chapitre quarante de ce code.—C. P. C., 494, *amendé* ; S. R., 5906 ; 54 V., c. 48, s. 1.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action hypothécaire	34
Banques	13
Cautionnement	23
Cité de Montréal	14
Code municipal	35 à 43
Commissaires du Havre	32
Compétence	5, 6, 7, 33
Contrainte par corps	28
Cour de Circuit	35 à 38
Défense en droit	17
Dépens	16
Élection municipale	15
Emprunt par une femme mariée	9
Exception à la forme	8
Exception péremptoire	24
Gardien judiciaire	20
Habeas corpus	27
Huissier	10, 11
Inscription par luteur	2
Jugement modifié	26
Jugement	1
Jurisdiction	3, 5
Locateur et locataire	5, 7
Matière sommaire	31
Montant	5, 6, 7, 33
Moyens incompatibles	19
Opposition	33
Ordre d'un juge en chambre	9, 25, 27, 30, 31
Pénalités	45
Pension alimentaire	22
Preuve par écrit à la C. C.	4

mine cases reserved for its consideration by the presiding judge at a jury trial.—*New.*

52. An appeal lies to the Court of Review :

1. From any final judgment of the Superior Court or of the Circuit Court, susceptible of appeal to the Court of Queen's Bench ;

2. From any judgment or order rendered by a judge in non-contentious matters under the provisions contained in the Tenth Part of this Code ;

3. From any judgment rendered on any motion or petition to set aside or quash an attachment before judgment or a *capias ad respondendum* ;

4. From any judgment in matters concerning municipal corporations and municipal offices, on proceedings taken in virtue of Chapter Fortieth of this Code.—C. C. P., 494, *amended* ; R. S., 5906 ; 54 Vic., c. 48, s. 1.

Procès par jury	12, 18
Réponse en droit	24
Requête libellée	14
Revendication	21
Séquestre	29, 30
Taxes scolaires	34

1. Les mots : " jugements de la cour supérieure," aux articles 1114 et 1115 C. P. C., et les mots : " jugements susceptibles d'appel," à l'article 494 C. P., (43 et 52 n. c.), comprennent à la fois les jugements rendus par le tribunal et ceux rendus par un juge en chambre.—C. S., 1895, *Lassisseraye vs Larue*, 8 R. J. O., 141 ; TASCHEKAU, J.

2. The Superior Court sitting in Review is not a Court of Appeal within the meaning of article 306 C. C., and a tutor does not require the authorization therein mentioned in order to inscribe a case for revision.—C. R., 1893, *Barrette vs Lallier*, 3 R. J. O., 489 ; MATHIEU, OUMET & LYNCH, JJ.

3. When the Superior Court exercises a jurisdiction not pertaining to it, such judgment is subject to review by the court sitting in review, and the absence of jurisdiction of the court below may be raised for the first time when the case is in review.—C. R., 1889, *Crépeau vs Lafortune*, 6 M. L. R., 422 ; JOHNSON, LORANGER & WURTELE, JJ.

4. Le fait que l'enquête en cour de circuit n'a pas été pris par écrit ne peut que

M
à
rev
fin
me
Th
Di
JE
A
n. 1
9
tion
jud
won
secu
her
fau
PAP
10
by th
ed, i
witne
judg
suspe
dress
Hurt
SON,
11.
is a d
not be
3

limiter la révision aux questions de droit que présente le litige.—C.R., 1883, *Lacerte vs Dufresne*, 9 Q.L.R., 190; STUART, CASAULT & ALLKYN, JJ.

V. article 44, n. 3, 4, 5.

5. Lorsque le locataire poursuit l'expulsion du locataire, suivant le cours ordinaire de la procédure, la juridiction est déterminée par la valeur réunie de la location et des dommages réclamés; si les deux se montent à \$100 ou excèdent cette somme, il y a appel et, par conséquent, révision du jugement quoiqu'il n'accorde que les dommages et à un montant moindre que \$100.—Le droit d'appel ou de révision qu'a le garant simple, que le locataire a mis en cause pour le faire condamner à le tenir indemne, est déterminé par le montant de la demande principale et les frais sur celle-ci, et non par celui du jugement.—C.R., 1882, *Gauthier vs Désy*, 9 Q.L.R., 13; STUART, CASAULT & CARON, JJ.

6. Le droit d'inscrire une cause en révision dépend du chiffre de la demande et non du montant qui a été accordé par le jugement dont on se plaint.—C.R., 1894, *Blais vs Vallée*, 5 R.J.O., 371; JETTÉ, TAIT & DE LORIMIER, JJ.

7. On an inscription of judgment for review in an action instituted under the Lessors' and Lessees' Act in which the pleadings do not, by the amount of rent in annual value, show any jurisdiction in the court of review, the inscription for review will, on motion of respondent, be discharged and the appeal dismissed.—C.R., 1868, *Robinson vs Watson*, 12 J., 215; 17 R.J.R., 443; MONDELET, BERTHELOT & MACKAY, JJ.

8. A judgment dismissing an exception à la forme cannot be revised by the court of review, on an inscription for revision of the final judgment in the case which makes no mention of the prior judgment.—C.R., 1879, *The Montreal & Ottawa Forwarding Co. vs Dickson*, 24 J., 225; 3 L.N., 70; JOHNSON, JETTÉ & LAFRAMBOISE, JJ.

A comparer *Mitras & Trudeau*, Art. 43, n. 18.

9. The Court of Review has no jurisdiction to hear an appeal from an order of a judge in chambers, empowering a married woman to borrow a sum of money on the security of real estate without the consent of her husband.—C.R., 1876, *Ex parte Dufaux*, 20 J., 305; MONDELET, TORRANCE & PAPINEAU, JJ.

10. A bailiff of the Superior Court who, by the judgment complained of, was suspended, in consequence of his testimony as a witness in the cause, cannot inscribe that judgment in review in order to have said suspension removed. He must ask for redress in the Superior Court.—C.R., 1881, *Hurtbise vs Riendeau*, 4 L.N., 354; JOHNSON, RAINVILLE & JETTÉ, JJ.

11. An order for the dismissal of a bailiff is a domestic order on which there should not be any review. It is not also susceptible

of review under Art. 404 C.P., (now art. 52)—C.R., 1880, *Chartrand vs Lambert*, 3 L.N., 77; JOHNSON, JETTÉ & LAFRAMBOISE, JJ.

12. The Court of Review has no jurisdiction to afford relief to a plaintiff who has been non-suited, *sans à se pourvoir*, in a jury trial, on his failing to appear in his case as called. (34 Vict., c. 4, s. 5).—C.R., 1879, *Hain vs White*, 2 L.N., 329, 330; JOHNSON, RAINVILLE & PAPINEAU, JJ.

13. The provisions of article 404 C.P., (now art. 52), do not apply to cases under the Insolvent Banks Act, 45 Vic., ch. 23.—C.R., 1886, *The Exchange Bank vs Hertley*, 30 J., 270; JOHNSON, PAPINEAU & LORANGER, JJ.

14. Il ne peut y avoir révision devant trois juges d'un jugement rendu par un juge de la cour supérieure sur une requête libellée par le défendeur en vertu des dispositions de la chartre de la cité de Montréal, (37 Vic., ch. 51, sec. 25), contestant l'élection d'un échevin de la cité de Montréal.—C.R., 1885, *Rose vs Tansey*, 14 R.L., 123; PLAMOND N BOURGEOIS & TASCHEREAU, JJ.

15. Un jugement final rendu par la cour supérieure sur une requête en contestation d'élection municipale ne peut être inscrit en révision, ce jugement n'étant pas susceptible d'appel; et une inscription ainsi faite en révision sera rejetée sur motion.—C.R., 1885, *Beauchemin vs Hus*, 1 M.L.R., 413; DOHERTY, LORANGER & CIMON, JJ.

16. The court of review has no power to revise a judgment on a petition to revise bill of costs.—C.R., 1876, *Ryan vs Dezel*, 21 J., 28; JOHNSON, MACKAY & TORRANCE, JJ.—C.A., 1868, *Brown & Lozery*, 18 L.C.R., 410.

17. A judgment maintaining a demurrer to part of a declaration, is an interlocutory judgment, and therefore cannot be revised by three judges in review.—C.R., 1878, *Lottinville vs McGreevy*, 4 Q.L.R., 242; MEREDITH, STUART & CARON, JJ.

18. Judgment fixing the facts for jury trial is not susceptible of revision.—C.R., 1880, *The Dominion Type Founding Co. vs The Canada Guarantee Co.*, 3 L.N., 77; JOHNSON, JETTÉ & LAFRAMBOISE, JJ.

19. A judgment which orders plaintiff to choose between two incompatible causes of action cannot be revised by the Court of Review.—C.R., 1880, *Fair vs Cassils*, 3 L.N., 183; JOHNSON, MACKAY & RAINVILLE, JJ.

20. A judgment on a petition to be appointed judicial guardian is not susceptible of revision.—C.R., 1881, *Gagnon vs Latonde*, 4 L.N., 277; SICOTTE, RAINVILLE & BUCHANAN, JJ.

21. A judgment rendered in an action of revendication, granting a petition of plaintiff, under C.C.P. 869, (949 n. c.), to have the delivery of the goods on giving security, is not a final judgment subject to be reviewed.—C.R., 1884, *Whitehead vs Kieffer*, 1 M.L.R., 141; TORRANCE, PAPINEAU & GILL, JJ.

22. Il n'y a pas lieu à la revision, devant trois juges, d'un jugement rendu sur la requête pour pension alimentaire faite par la femme dans une action en séparation de corps.—C.R., 1887. *Sabourin vs Fortin*, 16 R.L., 59; JOHNSON, TASCHEREAU & MATHIEU, JJ.

23. Il n'y a pas lieu à la revision d'un jugement interlocutoire rejetant une demande de cautionnement pour frais.—C.R., 1888. *Lafraicain vs Fausse*, 16 R.L., 448; JETTÉ, TASCHEREAU & DAVIDSON, JJ.

24. Un jugement maintenant une réponse en droit et renvoyant une exception péremptoire n'est pas sujet à revision.—C.R., 1890. *Lamalice vs Ethier*, 19 R.L., 303; MATHIEU, DAVIDSON & PAGNUELO, JJ.

25. L'ordonnance rendue par un juge en chambre permettant à la mère de voir ses enfants pendant l'instance en séparation de corps est un jugement interlocutoire non susceptible d'appel.—C.R., 1895. *Gregory vs Ostell*, 8 R.J.O., 65; CASAULT, ROUTHIER & CARON, JJ.

26. Le demandeur dont l'action a été renvoyée absolument, peut, en revision, demander une modification de ce jugement, aux fins d'obtenir que sa demande ne soit renvoyée que "sauf à se pourvoir."—C.R., 1871. *Fillar vs Larue*, 3 R.L., 704; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

27. A judgment rendered by a judge in chambers on a writ of Habeas corpus is susceptible of review.—C.R., 1876. *Regina vs Hull*, 3 Q.L.R., 136; MEREDITH, STUART & CASAULT, JJ.

28. The judge in vacation, under article 792, C. P., (845 n. c.), having a special jurisdiction in matters of *contrainte par corps*, and his judgment being a final judgment, it can be inscribed in review.—C.R., 1878. *Nolan vs Dastous*, 4 Q.L.R., 335; MEREDITH, STUART & CARON, JJ.

29. The Court of Review can revise a judgment appointing a sequestrator.—C.R., 1879. *Heritable Securities Mortgage Association vs Racine*, 2 L.N., 325; MACKAY, RAINVILLE & PAPINEAU, JJ.

30. A judgment in chambers appointing a sequestrator is in the nature of a final judgment, and a review may be had upon such judgment.—C.R., 1883. *McCraken vs Logue*, 6 L.N., 90; TORRANCE, DOHERTY & RAINVILLE, JJ.—Confirmé en appel, 3 D.C. A., 268.

Contra: *Blanchard & Miller*, 16 J., 8.

31. A review may be had upon every judgment or order rendered by a judge in summary matters under the provisions contained in the third part of the Code of procedure, (now 10th part).—C. R., 1837. *Ex parte Paré*, 3 M.L.R., 76; DOHERTY, LORANGER & TAIT, JJ.

32. Un jugement de la cour supérieure cassant une décision des commissaires du havre, sur appel d'icelle, est susceptible de

revision.—C.R., 1896. *Lachance vs Quebec Harbour Commissioners*, 9 R.J.O., 542; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

33. The opposant has a right to inscribe in review from a judgment of the Superior Court dismissing his opposition, even where the value of the moveable property claimed by his opposition is less than \$100.—C. R., 1896. *Brophy vs Filch & American Wringer Co.*, 9 R.J.O., 257; GILL, DAVIDSON & DOHERTY, JJ.

34. L'action hypothécaire pour arrérages de cotisation d'école est appellable et, par là même, sujette à revision devant trois juges.—C.R., 1882. *Commissaires d'école de St-Norbert vs Crépeau et Crépeau vs Talbot*, 10 Q.L.R., 49; MEREDITH, (diss.), CASAULT & CARON, JJ.

35. Il y a appel devant la cour de revision d'un jugement de la cour de circuit, rendu sous les dispositions des arts 691 et suivants du code municipal.—C.R., 1892. *McLaren vs La Corp. du Township de Buckingham*, 17 J., 53; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

36. Il y a appel à la cour du banc de la Reine d'un jugement de la cour de circuit rendu sous l'article 100 du code municipal.—C.A., 1879. *Rolfe & The Corporation of the Township of Sloke*, 24 J., 103.

37. Egalement d'un jugement de la cour de circuit rendu sous l'article 970 C.M.—C. A., 1879. *Montreal Colton Co. & The Corporation of the town of Valleyfield*, 2 L.N., 338.

38. Il n'y a pas de revision des décisions de la cour de circuit sur les contestations d'élections de conseillers en vertu des dispositions du code municipal.—C.R., 1883. *Lacerte vs Dufresne*, 9 Q.L.R., 190; STUART, CASAULT & ALLEYN, JJ.

39. A judgment of the Superior Court, under the Town Corporations General Clauses Act, 40 Vic., ch. 29, sec. 200, (R. S., 4376), upon a petition to set aside a resolution of a county council on the ground of illegality, is a judgment respecting municipal matters, and is not susceptible of revision before three judges, (R.S. 4614).—C. R., 1889. *McConnell vs Corporation de la ville de Lachute*, 5 M.L.R., 274; JOHNSON, DAVIDSON & DE LORIMIER, JJ.

V. Art. 1006 et auts. citées.

40. The Superior Court has no jurisdiction in revision of a judgment on municipal matters (special nature of action not given), said judgment not being appealable.—C.R., 1866. *Taylor vs Mullin*, 11 J., 48; SMITH, BERTHELOT & MONK, JJ.—C. R., 1877. *Fiset vs Fournier (quo warranto)*, 3 Q.L.R., 334; MEREDITH, STUART & CASAULT, JJ.

41. Même si l'action est prise au nom de la couronne, (nature spéciale de l'action n'est pas donnée).—C.R., 1871. *Ouimet vs La Corporation du comté de Compton*, 15 J., 258; MONDELET, MACKAY & BEAUDRY, JJ.

42. Cette absence de juridiction s'appli-

que aussi bien aux jugements interlocutoires qu'aux jugements finals, (nature spéciale de l'action n'est pas donnée).—C.R., 1868. *Beaudry vs Workman*, 12 J., 219; 17 R.J.R., 435-6; MONDELET, BERTHELOT & MONK, JJ.

43. Les raisons qui s'opposent à la révision de ces jugements rendus par la cour supérieure, s'appliquent avec une égale force aux jugements de la cour de circuit rendus en semblable matière, (contestation d'une résolution nommant un conseiller municipal).—C. R., 1882. *Théroux vs La Corporation d'Arthabaskaville*, 9 Q. L. R., 62; MEREDITH, STUART & CARON, JJ.

44. *V. Chrétien & Grouley*, 1 D. C. A., 391; art. 43, n. 7.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

45. An action brought for a penalty to be paid totally or partly to the Crown, does not

53. La révision des jugements rendus dans les districts de Montréal, Ottawa, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Richelieu, St-François, Bedford, St-Hyacinthe, Iberville et Beauharnois a lieu dans la cité de Montréal; et celle des jugements rendus dans les districts de Québec, Trois-Rivières, Saguenay, Chicoutimi, Gaspé, Rimouski, Kamouraska, Montmagny, Beauce et Arthabaska a lieu dans la cité de Québec.

Cet article s'applique également aux causes réservées pour la considération de la cour de révision par le juge présidant un procès par jury.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 496, amendé.

SECTION IV.

COUR DE CIRCUIT.

54. La cour de circuit connaît en dernier ressort et privativement à la cour supérieure :

1. De toute demande dans laquelle la somme demandée ou la valeur de la chose réclamée est moindre que cent piastres, sauf les exceptions portées dans l'article qui suit, les causes qui tombent exclusivement sous la juridiction de la cour d'échiquier du Canada et les matières de pétition de droit ;

2. De toute demande pour taxes ou

constitute a demand appealable by its nature.

The articles of the Code of Civil Procedure which render appealable suits for : "fees of office, duties, rents, revenues, or sums of money payable to the Crown," do not include suits for penalties. The maxim "noscuntur a sociis" applies in this case.—C.R., 1898. *Dickey vs Thibault*, 13 R.J.O., 58; CASALT, CARON & ANDREWS, JJ.

46. An appeal lies to the Court of Review from a judgement of the Circuit Court at Montreal, dismissing a petition to annul a municipal by-law allowing the opening of a winter road upon petitioner's land for an indefinite period, such a by-law relating to immovables and affecting future rights.—C.R., 1898. *Beauchemin vs La Corporation de Belœil*, 1 R.P., 248; TAIT, PAGNUELLO & ARCHIBALD, JJ.

53. The review of judgments rendered in the districts of Montreal, Ottawa, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Richelieu, St. Francis, Bedford, St. Hyacinthe, Iberville and Beauharnois takes place at the City of Montreal; that of judgments rendered in the districts of Quebec, Three Rivers, Saguenay, Chicoutimi, Gaspé, Rimouski, Kamouraska, Montmagny, Beauce and Arthabaska at the City of Quebec.

This article applies also to cases reserved for the consideration of the Court of Review by the judge presiding at a trial by jury.—*New, in part*; C.C.P., 496, amended.

SECTION IV.

CIRCUIT COURT.

54. The Circuit Court has ultimate jurisdiction to the exclusion of the Superior Court :

1. In all suits wherein the sum claimed or the value of the thing demanded is less than one hundred dollars, saving the exceptions contained in the following Article, such cases as fall exclusively within the jurisdiction of the Exchequer Court of Canada, and matters of petition of right ;

2. In all suits for school-taxes or

rétributions d'écoles et pour cotisations pour la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières, quel qu'en soit le montant.—C.P.C., 886a, 1053; S.R., 5976, 5993; 54-55 V., (C) c. 26.

55. Excepté au chef-lieu de chaque district, la cour de circuit connaît en première instance et privativement à la cour supérieure, mais sujet à appel :

1. De toute demande dans laquelle la somme demandée ou la valeur de la chose réclamée est de cent piastres ou plus, mais ne dépasse pas deux cents piastres, sauf l'exception contenue dans le deuxième paragraphe de l'article qui précède ;

2. De toute demande pour honoraires d'office, droits, rentes, revenus ou sommes de deniers payables à la couronne, ou relatives à des droits immobiliers, rentes annuelles ou autres matières qui peuvent affecter des droits pour l'avenir, lors même que cette demande est pour moins de cent piastres.—C.P.C., 1054; S.R., 5994.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action hypothécaire,	29, 40
Action possessoire,	1
Action réelle,	10
Action résolutoire,	28
Aliments,	8
Ameudes,	24, 25, 26
Appel,	39
Code municipal,	14, 20, 21
Constitution de corporation,	37
Contestation d'élection municipale,	30
Contestation d'opposition,	41
Cour de Circuit,	29 à 31
Démolition de nouvel œuvre,	9
Droits immobiliers,	21
Intérêts immobiliers,	3, 33
Licence,	24
Marius,	27
Montant,	2 à 14, 26, 28, 29, 40, 45
Privilège d'ouvrier,	41
Renvoi à une autre juridiction,	41, 43, 45
Retraité,	11, 12
Rôle d'évaluation,	20
Saisie-arrest,	32 à 36
Sociétés d'agriculture,	22
Taxes municipales,	23, 42
Taxes scolaires,	15 à 19, 42, 44

school-fees, and all suits concerning assessments for the building and repairing of churches, parsonages, and churchyards, whatever may be the amount of such suits.—C.C.P., 1053, 886a; R.S., 5976, 5993; 54-55 Vic., (C.) c. 26.

55. Except at the chief place of each district, the Circuit Court has original jurisdiction, to the exclusion of the Superior Court, but subject to appeal :

1. In all suits wherein the sum claimed or value of the thing demanded amounts to or exceeds one hundred dollars, but does not exceed two hundred dollars, saving the exception contained in the second paragraph of the preceding article ;

2. In all suits for fees of office, duties, rents, revenues or sums of money payable to the Crown, or which relate to any immoveable rights, to annual rents or such like matters whereby rights in future may be bound; even though the amount claimed be under one hundred dollars.—C.C.P., 1054; R.S., 5994.

1. The Circuit Court has no jurisdiction over possessory actions.—C. A., 1869. *MacKay & Cook*, 18 J., 321.

2. C'est le montant réclamé, et non pas le montant dû, qui doit déterminer la juridiction de la cour.—C. R., 1884. *Tourigny vs Fortin*, 10 Q. L. R., 302; STUART, ROUTHIER & CARON, JJ.

V. *Généreux vs Leroux*, art. 48, n. 1.

3. La compétence est fixée par la demande et les intérêts accessoires ne sont pris en considération pour fixer la compétence en premier ou dernier ressort que s'ils sont antérieurs à la demande.—C. S., 1889. *Desmarteau vs Mircault*, 17 R. L., 4; MATHIEU, J.

Dans ce sens : C. suprême, 1896. *Dufresne & Guévremont*, 26 R. C. S., 216 citée sous art. 67, n. 17.

C. suprême, 1896. *Turcolle & Dansereau*, 26 R. C. S., 578, citée sous le même art., n. 33.

C. P., 1879. *Stanton & Home Ins. Co.*, 2 L. N., 314, citée sous art. 69, n. 13.

4. L'appelant demandait, devant la Cour de Circuit, à Trois-Rivières, la nullité d'une donation faite, en fraude de ses droits, par sa

- débitrice au défendeur (intimé), et laissait à ce dernier la faculté de conserver les biens donnés en lui remboursant \$102.35, montant de sa créance. Les biens étant d'une valeur excédant \$400., le défendeur déclina la juridiction de la Cour de Circuit. Le montant de la demande (\$102.35), étant de la juridiction de la Cour de Circuit, celle-ci était compétente à en connaître, quelque fût la valeur des biens donnés.—C.A., 1883. *Leduc & Tournigny*, 17 Q.L.R., 385.
5. Quand la demande de résiliation d'un bail est intentée au milieu du terme de location, la compétence du tribunal se règle d'après la somme que représente, à ce moment, l'intérêt des parties.—C.S., 1892. *Thivierge vs Moineau*, 2 R.J.O., 415; JETTÉ, J.
6. The Circuit Court has no jurisdiction to grant the resiliation of a lease where the rent or annual value exceeds \$200., though the amount of damages claimed be under \$200.—C.R., 1870. *McGinnis vs Horseman*, 20 R. J. R., 155; 14 J., 226; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.
7. Lorsque dans son action, le demandeur réc. me une chose mobilière, on prend l'évaluation qu'il en donne ou le montant pour lequel il offre de l'abandonner, pour déterminer la compétence, et s'il ne fait pas cette évaluation dans sa demande, on en prend la valeur dans le titre, si elle existe.—C.S., 1896. *Wilder vs Vallières*, 10 R.J.O., 140; MATHIEU, J.
8. La cour de circuit n'a pas juridiction dans une action pour aliments au montant de \$200 par année, réclamée pour une période indéterminée, savoir, pendant la vie durant de la demanderesse; et le jugement de la cour de circuit accordant £28 par année, la vie durant de la demanderesse, sera infirmé, et l'action de la demanderesse renvoyée.—C.A., 1863. *Smith & Patton*, 13 R. J.R., 52; 14 L.C.R., 323.
9. Dans une action en démolition de nouvel œuvre portée devant la Cour de Circuit, la valeur de la servitude doit être alléguée et prouvée ne pas dépasser \$200., de manière à donner juridiction à la Cour de Circuit.—C.R., 1870. *Dorval vs Chevalier*, 14 J., 263; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.
10. The Circuit Court has jurisdiction in real actions where the subject in litigation does not appear to be of greater value than \$200.—C.A., 1875. *Dumas vs Gagnon*, R., 401.
11. Lorsque, après l'émanation d'un bref de sommation et sa signification au défendeur, mais avant l'entrée de la cause en cour, le demandeur fait signifier au défendeur un *retraxit* de partie de la somme réclamée, suffisant pour réduire cette somme au-dessous de \$100, la cour supérieure n'a pas de juridiction pour juger l'action, qui sera renvoyée sur un plaidoyer du défendeur.—C.S., 1884. *Saxton vs Paradis*, 1 M. L. R., 437; SICOTTE, J.
12. Dans une action intentée au montant de \$200, lorsque le demandeur produit un *retraxit* de \$149.21, ne laissant qu'une balance réclamée de \$50.79, la cour supérieure n'a pas de juridiction, et l'action peut être renvoyée sur exception déclinatoire.—C.S., 1889. *Marsau vs Mandeville*, 5 M.L.R., 120; WURTELE, J.
13. Une demande qui excède \$100.00, lorsque le bref est émané, mais qui est réduite à une somme inférieure à \$100.00, par un paiement fait par le défendeur après l'émanation du bref, reste cependant de la compétence de la cour supérieure.—C. S., 1890. *La Banque Outario vs Masou*, 20 R. L., 302; LORANGER, J.
14. La cour de circuit a juridiction conformément à la sous-section 5 de la section 49 du chapitre 24 des Statuts refondus du Bas-Canada, savoir l'acte des municipalités, sur une action pour obtenir l'enlèvement d'un empiètement, et la demande de £100 de dommages résultant comme incident de l'empiètement ne vicie pas le reste de l'action.—C.A., 1870. *La Corporation de St-Martin & La Cie des chemins de péage de l'île Jésus*, 15 J., 106; 21 R.J.R., 411.
15. A personal action in the Circuit Court, (and not an hypothecary one in the Superior Court), is the proper mode to recover school taxes from those who owned and possessed the lands assessed when such taxes were imposed.—C.C., 1895. *Commissaires d'écoles de St Raphael vs Tousignan*, 7 R.J.O., 209; ANDREWS, J.
16. The Superior Court has no jurisdiction to hear suits for the recovery of school taxes.—C. S., 1876. *School Commissioners of Hochelaga vs Hogan*, 20 J., 298; TORRANCE, J.—C.R., 1879. *Corp. of Township of Acton vs Felton*, 24 J., 113, TORRANCE, RAINVILLE & JETTÉ, JJ.
17. V. *infra*, n. 44, C.S., 1898. *Les Commissaires d'Écoles de la cité de St-Henri vs La cité de St-Henri*, 4 R.L.n.s., 306; 14 R.J.O., 144; MATHIEU, J.
18. En vertu de l'article 1053 C.P., (54 n.c.), la cour supérieure n'a pas juridiction pour connaître d'une action hypothécaire pour \$60 due pour taxes scolaires. La cour de circuit a juridiction *exclusive* dans les causes en recouvrement de taxes scolaires, quel qu'en soit le montant.—C.R., 1880. *Les Commissaires d'écoles de Sillery vs Gingras*, 6 Q.L.R., 355; MEREDITH, MCCORD & CARON (diss), JJ.
19. Article 1053 C.P.C., (54 n.c.), which says that the Circuit Court has ultimate jurisdiction to the exclusion of the Superior Court in all suits for school taxes or school fees, does not apply when the action is an hypothecary one. In such case, under article 1142 and 1054 C.P.C., (52 et 44 n.c.), the Superior Court has jurisdiction.—C.R., 1897. *School Trustees of St. Henri vs Solomon*, 11 R.J.O., 329; TAIT, JETTÉ & ARCHIBALD, JJ.
20. La cour de circuit ne peut pas prendre connaissance de la validité d'un rôle

d'évaluation.—C.C., 1873. *Laurent vs Corporation du village St Jean Baptiste*, 17 J., 192; BRAUDRY, J.

21. The Circuit Court and Magistrate's Court have power, on petition of a municipal elector, to quash by-laws and proceedings of municipal councils by reason of illegalities.—C.A., 1896. *The Corporation of the parish of Ste Louise & Chouinard*, 5 R.J.O., 362.

22. La cour de circuit n'a pas juridiction pour juger les différends entre les sociétés d'agriculture, ou entre les membres ou officiers d'une société d'agriculture. Le commissaire a seul juridiction et sa décision est finale d'après la sec. 1665 des S.R.P.Q.—C.C., 1896. *La Soc. d'Agriculture du comté de Montcalm vs La Soc. d'Agriculture No 1 du Comté de Joliette*, 1 R. de J., 275; DELORMIER, J.

23. Toute action pour le recouvrement de taxes ou contributions municipales doit être portée soit devant la cour supérieure, soit devant la cour de circuit, suivant le montant en litige, le code de procédure civile ne contenant aucune disposition exceptionnelle à l'égard de ces dites taxes comme celles qu'il contient au sujet des taxes scolaires et des contributions pour la construction et réparation des églises et presbytères.—C.A., 1887. *La Corporation d'Irlande Nord & Mitchell*, 18 Q.R.L., 32.

Contra: C.C., 1880. *Corp. du Village de Bienville vs Gillespie*, 6 Q.L.R., 346; CA-SAULT, J.

24. La cour de circuit a seule juridiction pour connaître des actions en recouvrement d'amendes encourues pour infractions aux dispositions de la loi des licences, lorsque le montant de la demande n'excède pas deux cents piastres.—C.C., 1892. *Lambe vs Beauchamp*, 2 R.J.O., 298; LORANGER, J.

25. Lorsqu'un statut pourvoit qu'une amende peut être recouvrée devant le juge de paix le plus voisin, mais ne prescrit pas cette voie de poursuite, le recours de droit commun devant la cour de circuit n'est pas exclu.—C.C., 1895. *Bergeron vs Drolet*, 7 R.J.O., 526; LARUE, J.

26. Although the jurisdiction of the Superior Court has been extended generally to actions between \$100 and \$200, which were formerly in the jurisdiction of the Circuit Court, art. 1031 R.S.Q., which restricts the jurisdiction of the Superior Court, in actions for the recovery of fines and penalties under the License Act, to amounts exceeding \$200, constitutes an exception to the general rule and therefore the Superior Court has no jurisdiction in an action for penalties to the amount of \$150.—C.R., 1889. *Crépeau vs Lafortune*, 6 M.L.R., 422; JOHNSON, LORANGER & WURTELE, JJ.

27. The Circuit Court has no jurisdiction except in certain exceptional cases, for the recovery of wages due to seamen employed on the steamboats of more than twenty tons,

or on other vessels of more than fifty tons, registered in Canada and navigating its inland waters.—C.C., 1887. *Fox vs Beaton*, 10 L.N., 387; WURTELE, J.

28. La cour de circuit a seule juridiction pour juger les poursuites en résiliation d'actes de ventes d'immeubles pour non-paiement du prix, lorsque la valeur de tels immeubles est au-dessous de \$200.—C.C., 1872. *Gaboury vs Lectaire*, 4 R.L., 74; SICOTTE, J.

29. La cour de circuit au chef-lieu n'a pas de juridiction pour adjuger sur une demande relative à des droits immobiliers, et, spécialement, sur une action en déclaration d'hypothèque pour une somme de \$50,00, contre le détenteur d'un immeuble hypothéqué.

Il y a lieu dans ce cas à l'exception déclaratoire.—C.C., 1896. *Tatbol vs Parent*, 2 R. de J., 214; PELTIER, J.

V. *infra*, n. 40.

30. Ce n'est que par exception que la cour de circuit du district, ou la cour de circuit de comté, ou la cour de magistrat de comté, a juridiction en matière de contestation d'élection municipale qui, sans l'article 341 du code municipal, serait de la juridiction de la cour supérieure.

La cour de circuit de district, ou de comté, et la cour de magistrat de comté, dans les limites de quel district, ou de quel comté, est situé le lieu de l'élection, ont seules, *ratione materiae*, juridiction pour connaître d'une contestation d'élection autorisée par l'article 346 du code municipal, et pour la juger, à l'exclusion de toute autre cour.

La cour de circuit de district, ou de comté, et la cour de magistrat de comté ont cette juridiction concurremment.

Le requérant, en pareil cas, peut, indifféremment, à son choix, présenter sa requête à la cour de circuit de district, ou à la cour de circuit de comté; et le "premier terme de la cour," dont parle l'article 351 du C.M. ne veut pas dire le "premier terme qui aura lieu de l'une de ces deux cours," mais le "premier terme de la cour à laquelle la requête est présentée."

Dans l'espèce, la cour de circuit du district de Kamouraska avait juridiction le 15 de mars, premier jour du premier terme de cette cour qui a suivi l'élection, tenue les 8 et 9 janvier, pour recevoir, entendre et juger cette requête, bien qu'il y eût eu un terme de la cour de circuit de comté les 15, 16 et 17 février.—C.C., 1894. *Lagacé vs Lizotte*, 5 R.J.O., 230; CIMON, J.

31. La cour de circuit de comté et la cour de circuit de district sont deux cours distinctes, bien que tenues par le même juge, et lorsqu'un statut crée une action spéciale désignant la cour de circuit de district comme ayant juridiction, dans l'espèce, pour la perception des licences établies par 57 Vict., c. 11, ss. 14 et 21—la cour de circuit de comté n'a pas juridiction concurrente.—C.C., 1894. *Piquin ex qual vs Craig*, 1 R. de J., 26; TASCHE-REAU, J.

32. Where the contestation of a *saisie-arrêt* involves an amount exceeding the jurisdiction of the Circuit Court, it should be brought before the Superior Court, although the judgment sought to be executed was rendered by the Circuit Court.—C.R., 1883. *Guillet vs L'Heureux*, 9 L.N., 371; CASAULT, CARON & ALLEYN, JJ.

33. La contestation de la déclaration du tiers-saisi est une instance séparée et distincte de celle sur laquelle a été prononcé le jugement que la saisie-arrêt exécute, et, lorsque cette contestation demande contre le tiers-saisi une condamnation au paiement d'une somme dont le montant, formé du capital, des intérêts et des frais dus au saisissant, excède la juridiction de la cour de circuit, elle doit être renvoyée à la cour supérieure.—C.S., 1881. *Wright vs Corporation de Stonham et Tewkesbury*, 7 Q.L.R., 133; CASAULT, J.

34. La cour de circuit n'a pas juridiction pour prononcer sur le mérite d'une contestation de déclaration de tiers-saisi qui est une demande en révocation pour cause de fraude du transport d'une dette de \$1150.—C.R., 1881. *Lapointe vs Bélanger*, 7 Q.L.R., 316; MEREDITH, STUART & CASAULT, JJ.

35. Sur contestation de la déclaration d'un tiers-saisi, la cour de circuit a juridiction indépendamment du montant représenté par la valeur des effets que le tiers-saisi a déclaré avoir en du défendeur.—C.C., 1889. *Dionne vs Lacourse et Provencher*, 1 R. de J., 348; PLAMONDON, J.

36. On the contestation of the declaration of a garnishee in the Circuit Court, the said court has jurisdiction to pronounce upon the validity of a deed invoked by the garnishee to prove title to goods in his hands, though the price or consideration mentioned in the deed exceeds \$200.—C.R., 1892. *Adam vs Boucher*, 2 R.J.O., 182; JOHNSON, TAIT & DAVIDSON, J.

Contra: C.R., 1892. *Beautien vs Lévesque*, 2 R.J.O., 193; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

Ces deux arrêts sont savamment rédigés et toute la jurisprudence y est discutée.

V. art. 52, n. 13.

37. La cour de circuit, sur contestation d'opposition dans une cause non-appelable, a juridiction pour mettre de côté, mais pour les fins de la cause seulement, une vente de meubles, dont le prix en bloc excède \$200, faite en fraude des droits du saisissant et que l'acheteur veut faire valoir à l'encontre de la saisie.—C.C., 1897. *Désy vs Désy*, 4 R. de J., 161; GILL, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

38. La cour de circuit n'est pas compétente à prononcer sur l'illégalité de la constitution d'une corporation, cette adjudication étant de la juridiction exclusive de la cour supérieure.—C.C., 1897. *Les Syndics de la paroisse de St-Gabriel de Montréal vs McShane*, 11 R.J.O., 309; CHAMPAGNE, J.

39. Even if the demand in a case is of an appealable nature, it does not follow that an appeal lies from the judgment thereon of a Court having only a non-appealable ultimate jurisdiction. It is the nature of the jurisdiction of the court which renders judgment, which decides whether there lies an appeal to the Queen's Bench, and consequently a review before this court, from such judgment.

The right of appeal does not exist by implication or because it is thought just that an appeal should lie, it exists only where expressly given.

The Circuit Court sitting at a chef-lieu is a court of ultimate jurisdiction, and therefore no appeal lies from its judgments in any case whatever.

An action brought for a penalty to be paid totally or partly to the Crown does not constitute a demand appealable by its nature.

The articles of the code of civil procedure which render appealable suits for "fees of office, duties, rents, revenues, or sums of money payable to the Crown" do not include suits for penalties. The maxim "*noscentur a sociis*" applies in this case.—C.R., 1898. *Dickey vs Thibault*, 13 R.J.O., 58; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

40. Une action en déclaration d'hypothèque pour une somme moindre que \$100 est de la compétence exclusive de la cour de circuit.—C.S., 1897. *Laverdure vs Collé*, 13 R.J.O., 254; MATHIEU, J.

V. Cependant, *The School Commissioners of St-Henri vs Solomon*, 11 R.J.O., 329, et n. 28, *supra*.

41. La cour peut, sur requête d'une partie, renvoyer une cause à un autre tribunal, si la question de juridiction vient d'être décidée par un tribunal dont la décision semble bien fondée.

Dans une poursuite pour privilège d'ouvrier, c'est le montant réclamé seul, quelles que soient les conclusions prises, qui détermine la compétence du tribunal.—C.S., 1897. *Corbeil vs The Montreal Investment and Freehold Co.* 1 R.P., 244; ARCHIBALD, J.

42. A Municipal Corporation, when suing for municipal taxes before the Superior Court, is not given the right by Art. 952 M. C., to sue for school taxes by the same action, the jurisdiction in suits for school taxes belonging under Art. 54 C.P., exclusively to the Circuit Court.

Art. 170 C.P., applies only to a case in which the whole record may be sent before the competent tribunal; therefore, in a case in which part of the demand is within the jurisdiction of the Superior Court, and the balance of the demand is exclusively within the jurisdiction of the Circuit Court, the Superior Court will dismiss on motion that part of the demand with regard to which it has no jurisdiction.—C.S., 1898. *Corporation of the Township of Dudswell vs The Quebec Central Railway Co.*, 1 R.P., 383; WHITE, J.

43. La cour supérieure n'a pas juridiction pour juger la contestation de l'élection

d'un commissaire d'école, fondée sur l'incapacité du défendeur, telle contestation étant de la compétence exclusive de la cour de circuit et de la cour de magistrat.—C.S., 1898. *Joye vs Hart*, 14 R.J.O., 199; LANGRIER, J.

44. On ne peut évoquer à la cour supérieure une action intentée en cour de circuit pour le recouvrement de taxes scolaires, quand même cette action affecterait des droits futurs. — C.S., 1898. *Les Commissaires*

56. La cour de circuit connaît, par voie d'évocation, de toute demande portée devant la cour des commissaires pour la décision sommaire des petites causes, dans les cas spécifiés en second lieu dans l'article qui précède.—C.P.C., 1055.

57. La cour de circuit a, de la même manière que la cour supérieure, juridiction sur les jugements rendus dans les limites de son arrondissement par la cour des commissaires mentionnée en l'article 56, et par les juges de paix, par voie de *certiorari*, dans les cas qui en sont susceptibles.

C.P.C., 1056, *Amendé*.

1. The Circuit Court has no jurisdiction by means of *certiorari* over judgments other than those of Commissioners' Courts or Jus-

58. La cour de circuit connaît encore, par voie d'appel, des jugements rendus par la cour des commissaires ou par les juges de paix, pour taxes, cotisations ou amendes imposées suivant les dispositions du Code municipal.—C.P.C., 1057; S.R., 5995.

1. Il n'y a pas d'appel des jugements rendus par les commissaires pour l'érection civile des paroisses, etc., etc., autrement que par bref de *certiorari* dans le cas d'excès de juridiction.—Le fait qu'il y a eu des irrégularités et des illégalités dans la preuve et dans les procédés dans une cause devant les commissaires civils, et le fait que les dits commissaires auraient refusé d'admettre la preuve offerte par les opposants, et qu'ils auraient admis une preuve illégale de la part des syndics, ne constitue pas un excès de juridiction, et un bref de *certiorari* basé sur ces raisons, doit être renvoyé.—C.S., 1862. *Boucher vs Dessauls*, 6 J., 338; McCORD, J.

2. Le Code de procédure n'a pas enlevé le

d'Écoles de la cité de St-Henri vs La cité de St-Henri, 14 R.J.O., 144; 4 R.L.n.s., 306., MATHIEU, J.

45. Si des époux réclament, par une même poursuite, \$100 de dommages pour propos tenus sur leur compte, cette action sera traitée comme une action de \$50 pour chacun des demandeurs, et renvoyée d'office par le tribunal de la cour supérieure à la cour de circuit.—C.S., 1898. *Campbell vs Kavanagh*, 1 R.P., 509.

56. The Circuit Court may take cognizance, upon evocation, of any suits brought before the Commissioners' Court for the summary trial of small causes, in the cases secondly enumerated in the preceding Article.—C.C.P., 1055.

57. The Circuit Court has jurisdiction in the same manner as the Superior Court, over judgments rendered within the limits of the district or circuit for which it is held, by the Commissioners' Court mentioned in Article 56, or by Justices of the Peace, by means of *certiorari* wherever it lies.—C.C.P., 1056, *amended*.

tices of the Peace.—C.C., 1877. *Long vs Blanchard*, 1 L.N., 43; 21 J., 331; DUNKIN, J.

2. V. auts. sous article 58.

58. The Circuit Court has also an appellate jurisdiction over judgments rendered by the Commissioners' Court or by Justices of the Peace for taxes, assessments or penalties, imposed under the Municipal Code.—C.C.P., 1057; R.S., 5995.

droit d'appeler des jugements rendus par les juges de paix, en vertu de la loi d'agriculture.—C.C., 1871. *Bradford vs Wilton*, 5 R.L., 249; BERTHELOT, J.

3. La cour de circuit n'a pas le droit de prendre connaissance des nullités d'un rôle de cotisation pour la construction d'une église, résultant de l'omission de contribuables en icelui, et de la fraude des syndics; elle doit rendre jugement contre les contribuables suivant l'acte de cotisation dûment homologué.—C.C., 1862. *Les syndics de la paroisse de St-Norbert d'Arthabaska vs Paucud*, 6 J., 290; STUART, J.

4. Il n'y a pas d'appel à la cour de circuit d'une décision d'un conseil de comté sié-

geant en appel sur un rôle d'évaluation.—C.C., 1877. *Meunier vs La Corp. du comté de Lévis & al*, 3 Q.L.R., 345 ; CARON, J.

5. Il n'est pas nécessaire, dans un bref d'appel contre la décision d'un bureau de délégués, d'indiquer le nom d'aucun intéressé comme intimé, mais il suffit de signifier ce bref au secrétaire des délégués, lequel doit en donner avis public de la manière

prescrite par l'article 1067 du code municipal.—C.C., 1896. *Tremblay vs Le bureau des délégués de Chambly*, 9 R.J.O., 290 ; CHAMPAGNE, J.

6. There is no appeal to the Circuit Court from a decision of a municipal council as to the revision of electoral lists. The appeal is to a judge of the Superior Court.—C.A., 1875. *St Henri & Vin, R.*, 60.

SECTION V.

COUR DES COMMISSAIRES.

59. La cour des commissaires prend connaissance et juge en dernier ressort :

1. Des demandes en recouvrement de répartitions pour la construction ou réparation d'églises, presbytères et cimetières, n'excédant pas la somme de vingt-cinq piastres ;

2. De toute demande d'une nature purement personnelle ou mobilière, résultant d'un contrat ou quasi-contrat et n'excédant pas la somme ou la valeur de vingt-cinq piastres, contre un défendeur résidant :

(a) Dans la localité même ;

(b) Dans une autre localité, mais dans un rayon de quinze milles, si la dette a été contractée dans la localité pour laquelle la cour est établie ; ou

(c) Dans une localité voisine où il n'y a pas de commissaires, ou dont les commissaires ne peuvent siéger à raison de maladie, absence ou autre cause d'incompétence, pourvu que cette localité soit dans le district et dans un rayon n'excédant pas trente milles.

Elle n'exerce pas de juridiction dans les cités de Québec, Montréal, Trois-Rivières et St-Hyacinthe, s'il s'y trouve d'autres tribunaux pour prendre connaissance de la question en litige.—C.P.C., 1188, 1190 ; S.R., 6011 ; 53 V., c. 62, s. 1.

1. V. 1 Boitard, p. 93-4. — POTHIER, *Int. gén.*, n. 110, 111, 119.—S.R.B.C., c. 94, s. 7, 19, 20 ; c. 18, s. 25.

2. Dans une poursuite faite devant une cour de commissaires, la juridiction de la

SECTION V.

COMMISSIONERS' COURT.

59. The Commissioners' Court exercises an ultimate jurisdiction :

1. In suits for the recovery of assessments, not exceeding twenty-five dollars, imposed for the building and repairing of churches, parsonages and churchyards ;

2. In all suits purely personal or relating to moveable property, which arise from contracts or quasi-contracts, wherein the sum or value demanded does not exceed twenty-five dollars, and the defendant resides :

(a) In the locality of the court ;

(b) In another locality, but within a distance of fifteen miles, if the debt has been contracted in the locality for which the court is established ; or

(c) In a neighbouring locality in which there are no commissioners, or in which the commissioners cannot sit by reason of illness, absence, or other inability to act, provided such locality is in the same district within a distance of thirty miles. It has no jurisdiction in the cities of Quebec, Montreal, Three Rivers and St. Hyacinthe, if there are other courts having jurisdiction to take cognizance of the matter in issue.—C.C.P., 1188, 1190 ; R.S., 6011 ; 53 Vic., c. 62, s. 1.

cour doit apparaître à la face même des procès mus devant la cour.—C.S., 1872. *Ex parte MacFarlane*, 16 J., 221 ; SICOTTE, J.

3. La juridiction des cours des commissaires s'étend aux actions des créanciers

d'un défunt contre son héritier ; ces actions ne mettant pas en question l'état civil de l'héritier.—C.S., 1863. *Ex parte Charbonneau*, 7 L., 122 ; BADGLRY, J.

4. Les commissaires pour la décision sommaire des petites causes n'ont pas juridiction pour adjufer sur une demande dont le titre de créance, étant pour plus de \$25.00, a été divisé pour donner juridiction à la cour. Il en serait autrement si le demandeur faisait remise de l'excédant de \$25.00.—C.S., 1859. *Desparois vs Laberge*, 7 J., 35 ; 12 R.J.R., 8 ; MONK, J.

5. La cour des commissaires a juridiction dans une action pour recouvrement de la balance d'une somme excédant \$25, pourvu que telle balance n'excède point cette somme.—C.S., 1862. *Ex parte Bourbeau*, 13 L.C.R., 65 ; 11 R.J.R., 263 ; STUART, J.

6. La cour des commissaires a juridiction pour faire émaner une saisie-arrêt après jugement, pour le montant d'un jugement rendu par elle, en capital, intérêt et frais, même si le montant total, par l'addition des frais et des intérêts, dépasse \$25.00.—C.S., 1890. *Robert vs Canty*, 18 R.L., 612 ; MATHIEU, J.

7. La cour des commissaires n'a pas juridiction pour connaître des demandes pour recouvrement de sommes pour travaux exécutés par l'inspecteur de voirie.—C.S., 1892. *Gauthier vs Corp. St Jean de Matha*, 2 R.J.O., 432 ; JETTÉ, J.

8. A Commissioners' Court has jurisdiction to hear and determine a cause against an Indian, and to issue a writ of execution upon the judgment rendered in such cause ; and the fact that goods have been seized which are by law declared to be exempt from seizure, does not justify the issue of a writ of prohibition to the court from which the execution issued.—The proper proceeding in such circumstances is an opposition *afin d'annuler* and not a writ of prohibition.—C.A., 1889. *Cherrier & Terihonkow*, 5 M.L.R., 33 ; 17 R.J.R., 481.

60. Elle ne peut connaître des actions pour injures verbales, ni pour assaut ou batterie, ni des demandes relatives à l'état civil des personnes, à la paternité, à la séduction ou aux frais de gésine, non plus que pour le recouvrement d'amendes ou pénalités quelconques.—C.P.C., 1189.

1. Commissioners for the recovery of small debts cannot take cognizance of an action of damages *ex delicto*.—C. B. R.,

SECTION VI.

COUR DE MAGISTRAT DE DISTRICT.

61. La cour de magistrat de dis-

9. Une action pour dîme est une action personnelle réelle, et la cour des commissaires est incompétente pour en connaître, aux termes du statut auquel elle doit son existence.—C.C., 1867. *Roy vs Bergeron*, 2 R.L., 582 ; 21 R.J.R., 62 ; POLETTE, J.

10. La cour des commissaires ne peut connaître d'une demande en recouvrement d'une taxe d'affaires imposée par la ville de St-Henri aux colporteurs.—C.S., 1898. *Labbé vs Fichaud*, 4 R.J.O., 409 ; GILL, J.

11. Une cour des commissaires pour la décision sommaire des petites causes, établie dans une paroisse dont une partie du territoire a, depuis l'établissement de cette cour, été érigée en ville incorporée, cesse d'avoir juridiction dans cette ville, alors même que la ville formerait encore partie de la paroisse canonique. La juridiction ordinaire de la cour des commissaires étant restreinte aux limites actuelles du territoire de la paroisse municipale, cette cour ne peut légalement siéger en dehors de ces limites, et les commissaires, pour être compétents à siéger, doivent résider dans ces mêmes limites.—C.S., 1882. *Sirois vs Guimond*, 11 R.L., 230 ; GILL, J.

12. Une cour des commissaires créée pour une paroisse conserve sa juridiction, lorsque subséquentement le territoire de la paroisse est érigé en municipalité de village ou de ville ; et les personnes assignées devant cette cour peuvent être décrites comme étant du dit village ou de la dite ville. Pour enlever à une cour sa juridiction, il faut une loi expresse et formelle.—C.S., 1885. *Ex parte Lemoine*, 1 M.L.R., 446 ; MATHIEU, J.

V. *Monty vs Ruiter*, art. 94, n. 9.

13. Lorsqu'une partie du territoire d'une paroisse où est établie une cour des commissaires, est érigée en ville, le fait de cette incorporation en ville n'enlève pas à la cour sa juridiction ni sur la paroisse, ni sur la ville.—C.S., 1885. *Lemieux vs Cour des Commissaires de Longueuil*, 1 M.L.R., 497 ; JETTÉ, J.

60. It has no jurisdiction in suits for slander, or for assault or battery, or relating to civil statutes, paternity, or seduction, or lying-in expenses ; or in suits for the recovery of any fine or penalty whatever.—C. C. P., 1189, English version, amended.

1820. *Legendre vs Lemay*, 2 R. de L., 337.

2. V. *Ex parte Charbonneau*, art. 59, n. 3.

SECTION VI.

DISTRICT MAGISTRATE'S COURT.

61. The Magistrate's Court has

trict a une juridiction civile pour entendre et juger en dernier ressort :

1. Les actions personnelles ou réelles dans lesquelles la somme réclamée ou la valeur de la chose demandée n'excède pas quatre-vingt-dix-neuf piastres dans le comté de Pontiac, dans le comté du Lac St Jean, dans le comté de Gaspé y compris les Iles de la Madeleine, et dans le comté de Saguenay pour la partie d'icelui s'étendant à l'est jusqu'aux Iles Jérémie, et cinquante piastres dans les autres parties de la province ;

2. Les actions en recouvrement de taxes, cotisations et contributions scolaires, ou de contributions, taxes, cotisations, pénalités, dommages ou sommes de deniers dus et exigibles en vertu du code municipal, de tout statut spécial d'organisation municipale, des règlements faits en vertu de ces mêmes lois, ou des lois qui ont rapport aux abus préjudiciables à l'agriculture ;

3. Les actions en recouvrement de pénalités encourues ou de deniers dus au trésor de la province en vertu de la loi des licences.

Toutefois, dans ces actions, la résidence du défendeur doit être dans le comté, la cité ou la ville pour laquelle la cour est tenue, ou la dette doit y avoir été contractée et le défendeur doit résider dans la province. — C. P.C., 1215a ; S.R., 6013 ; 59 V., c. 45, s. 1.

1. La cour de magistrat de district, en matières civiles, n'a pas juridiction sur un défendeur résidant hors du district où la

62. Ce tribunal a, quand le montant du loyer ou des dommages réclamés n'excède pas cinquante piastre, juridiction pour entendre et juger les actions en résiliation ou rescision de bail, et en recouvrement des dommages résultant des infractions à quel-

ultimate civil jurisdiction to hear and determine :

1. All suits, whether personal or real, where the sum claimed or value of the thing demanded does not exceed ninety-nine dollars in the County of Pontiac, in the County of Lake St John, in the County of Gaspé including the Magdalen Islands, and also in the County of Saguenay for that part of it extending to the East as far as the Jeremy Islands, and fifty dollars in the rest of the Province ;

2. All suits for the recovery of school-rates, taxes, assessments or contributions, or of rates, taxes, assessments, penalties, damages or sums of money whatever, due or payable in virtue of the Municipal Code, or in virtue of any special municipal act of incorporation, or in virtue of any by-laws or regulations made under the authority of such acts, or under the laws respecting abuses prejudicial to agriculture ;

3. All suits for the recovery of penalties incurred, and of sums due to the treasury of the Province under the license law.

In all such suits, however, the defendant must reside within the county, city or town for which the court is held, or the debt must have been contracted therein and the defendant be resident in the Province.—C.C.P., 1215a ; R.S., 6013 ; 59 Vic., c. 45, s. 1.

cour siège.—C.S., 1877. *Ex parte Fiset*, 3 Q. L.R., 102 ; TASCHEREAU, J.

2. *V. Lagacé vs Lizotte*, art. 55, n. 29.

62. When the amount of rent claimed or the amount of damages alleged does not exceed fifty dollars, the Magistrate's Court has jurisdiction in actions to annul or to rescind a lease, or to recover damages resulting from the contravention of any of the

ques unes des conventions du bail ou du défaut d'accomplissement des obligations, que la loi y attache ou qui résultent des rapports entre locateur et locataire.—C.P.C., 1215*b*, *partie*; S. R., 6013.

SECTION VII.

JUGES DE PAIX, COUR DU RECORDER ET AUTRES JURIDICTIONS INFÉRIEURES.

63. Les juges de paix ont juridiction en certaines matières civiles, telles que le recouvrement des taxes d'écoles, des cotisations pour la construction ou réparation des églises, presbytères et cimetières, dommages causés par les animaux et autres matières concernant l'agriculture, différends entre maîtres et serviteurs dans certaines localités, salaire des matelots, réclamations des emprunteurs contre les prêteurs sur gages, et autres matières.—C.P.C., 1216.

1. Sous l'opération du statut c. la 12e Vic., ch. 65, sec. 3, pour punir la désertion des engagés, le juge de paix n'a juridiction que lorsqu'il y a preuve d'un contrat.—C.S., 1853. *Ex parte Rose*, 3 L.C.R., 495; DAV, VANFELSON & MONDELET, JJ.

2. In a case heard before three Justices of the Peace, judgment may be rendered by two.—C.S., 1866. *Ex parte Trowley*, 9 J., 169; POLETTE, J.

3. Les juges de paix n'ont jamais le droit d'émaner des saisies-arrêts pour exécuter leurs jugements.—C.S., 1874. *Dumont vs Laforge*, 1 Q.L.R., 159; TASCHEREAU, J.

4. Les dispositions du Code de procédure civile indiquant la manière de récuser les juges, ne s'appliquent pas aux juges de paix, contre lesquels il n'y a aucune loi qui règle leur récusation. La récusation des juges de paix ne peut être obtenue qu'en amenant la cause sous la juridiction de la cour supérieure par un bref de *certiorari* ou par un bref de prohibition. Pour que la récusation soit ob-

64. Dans certaines localités, la cour du recorder connaît aussi des actions en recouvrement de certaines créances municipales, ainsi que des demandes relatives aux différends entre locateurs

stipulations of the lease, or the non-fulfillment of any of the obligations which the law attaches to it, or which result from the relation of lessor and lessee.—C.C.P., 1215*b*, *in part*; R.S. 6013.

SECTION VII.

JUSTICES OF THE PEACE, RECORDER'S COURT AND OTHER INFERIOR JURISDICTIONS.

63. Justices of the Peace have jurisdiction in certain civil matters, such as the recovery of school-taxes, of assessments for the building or repairing of churches, parsonages or churchyards, damages caused by animals, and other matters relating to agriculture, disputes between masters and servants in certain localities, seamen's wages, claims of pawners against pawnbrokers, and other matters.—C. C. P., 1216.

tenu il faut faire la preuve par écrit des faits de récusation reprochés, la preuve par témoins n'étant pas admise; et l'affidavit de circonstances dans un *certiorari* n'est pas une preuve suffisante.—C.S., 1886. *Morier vs Louprel*, 8 L.N., 411; CHAGNON, J.

5. Des juges de paix saisis d'une cause sommaire mue devant eux, en vertu des dispositions du Code municipal, et qui ont perdu le dossier de la cause, doivent, dans un délai raisonnable, rayer la cause du délibéré, et avertir les parties intéressées, pour leur permettre d'adopter tel recours qu'elles jugeront nécessaire.—C.S., 1889. *Corporation de la paroisse de St-Raphaël de l'île Bizard vs Trépanier*, 18 R.L., 166; PAGNURLO, J.

6. The fact that a justice of the peace holds a license as a saloon-keeper within the limits of a municipality, does not disqualify him to preside at the trial of a case brought by the corporation of the municipality under the provisions of municipal by-laws.—C.S., 1894. *Corporation Côte St-Paul vs Steel*, 5 R.J.O., 315; ARCHIBALD, J.

64. In certain localities the Recorder's Court has also jurisdiction for the recovery of certain municipal claims, and in matters of dispute between lessors and lessees, and mas-

et locataires, et entre maîtres et serviteurs.—C.P., 1217, *amendé*.

65. Les commissaires du havre exercent de même une juridiction civile relativement aux rives du fleuve St-Laurent et des rivières qui s'y déchargent, et aux salaires et indemnités des pilotes.—C. P., 1218, *amendé*.

66. L'étendue de la compétence de ces tribunaux spéciaux et la manière d'y procéder sont réglées par les statuts qui les constituent ou qui y ont rapport, et à certains égards par la pratique qui y est suivie.—C.P., 1219, *amendé*.

SECTION VIII.

COUR SUPRÊME DU CANADA ET COUR D'ÉCHIQUEUR DU CANADA.

67. L'étendue de la juridiction de la cour suprême du Canada, ainsi que de la cour d'échiquier du Canada, et la manière d'y procéder sont réglées par des statuts particuliers.—S.R.C., c. 135, s. 2; 54-55 V., (C) c. 25, 26, 29.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Appel de la cour de révision	16, 17, 18
Appel devant deux cours	16
Avocats	42
Caplas	7
Cautionnement	55
Compétence	22 à 34, 40, 41
Corp. Municipales	44 à 51
Cour de Circuit	19
Cour de Révision	16, 17, 18
Délai	53, 54
Désaveu	40
Droits de propriétés et droits futurs	35 à 39
Intérêts	33, 34
Intervention	21
Juge en Chambre	20
Jugement final	2, 3, 4, 7
Jugement interlocutoire	5, 6, 8 à 13
Mandamus	10, 41
Montant en litige	17, 18, 22 à 42
Nullité de décret	43
Permission d'appeler	56
Pratique	15
Procédure	14
Procès par jury	8, 57
Réponse en droit	9
Requête en intervention	13
Saisie-arrêt avant jugement	12

ters and servants. — C. C. P., 1217, *amended*.

65. The Harbour Commissioners also exercise a civil jurisdiction in matters relating to the shores of the River St. Lawrence and of the rivers flowing into it, and also with regard to the wages and indemnities due to pilots.—C.C.P., 1218, *amended*.

66. The extent of the jurisdiction of these special courts and the manner of proceeding before them are regulated by the statutes creating or relating to them, and in certain respects by the practice therein followed. — C. C. P., 1219, *amended*.

SECTION VIII.

SUPREME COURT OF CANADA, AND EXCHEQUER COURT OF CANADA.

67. The extent of the jurisdiction of the Supreme Court of Canada, and of the Exchequer Court of Canada, and the procedure therein are regulated by special statutes.—R.S.C., c. 135, s. 2; 54-55 V., (C), cc. 25, 26, 29.

1. V. sous l'article 1, les arrêts Hurlbise & Desmarteau, Couture & Rouillard, Williams & Irvine, sur la loi qui doit régir le droit d'appel.

2. If a judgment, though interlocutory in that part of it which directs the reference to experts, is final on the other points in litigation, said judgment can properly be appealed from as a final judgment.—C. suprême, 1884. *Shaw & St Louis*, 21 R.C.S., 385.

3. A judgment maintaining a continuance of suit is a final judgment and therefore appealable to this court.—C. suprême, 1893. *Baptist & Baptist*, 21 R.C.S., 425.

4. As the judgment of the Court of Queen's Bench (the highest court of last resort having jurisdiction in the Province) finally determined and put an end to the appeal, which was a judicial proceeding within the meaning of s. 9, such judgment was one from which an appeal would lie to the Supreme Court; and though an appeal cannot be taken from a court of appeal directly to the Supreme Court, there is a final judgment, yet, when a provincial court of appeal has jurisdiction, this court can entertain an appeal from its judgment finally

disposing of the appeal, the case being in other respects a proper subject of appeal.—C. suprême, 1881. *Chevalier & Cuvillier*, 4 R.C.S., 605.

5. The Supreme Court has no jurisdiction to grant the conclusions of a motion asking leave to appeal from a judgment of one of the judges of the court of Queen's Bench, refusing leave to appeal and accepting security.—C. suprême, 1882. *Bourget & Blanchard*, 5 Cassels' Digest, 423.

6. The judgment of the Court of Queen's Bench quashing an interim injunction, is not a final judgment from which an appeal will lie.—C. suprême 1885. *Stanton & Canada Atlantic Ry. Co.*, 21 J., 355; *CASSELLS' Digest*, 431.

7. The judgment dismissing a petition to be released from *carpias* is a final judgment in a judicial proceeding within the meaning of s. 88, c. 135 and therefore appealable.—C. suprême, 1880. *Kinnon & Kerouack*, 7 R.C.S., 3.

8. The order of the Court of Queen's Bench setting aside the assignment of facts to the jury and all subsequent proceedings and *suo motu* ordering a *venire de novo* on the ground that the assignment of facts were defective and insufficient, and the answers of the jury were insufficient and contradictory, is not a final judgment, and does not come within the exceptions allowing an appeal in cases of new trials.—C. suprême, 1891. *Accident Ass. Co. & McLachlan*, 18 R.C.S., 627.

9. The judgment of a provincial court allowing a demurrer to the plaintiffs' declaration to one of several pleas by the defendants, which does not operate to put an end to the whole or any part of the action or defence, is not a final judgment from which an appeal will lie to the Supreme Court.—C. suprême, 1889. *Shaw & The Canadian Pacific Railway Co.*, 16 R.C.S., 703.

10. Interlocutory judgments upon proceedings for and upon a writ of mandamus are not appealable to the Supreme Court under s. 24 (g). The word "judgment" in that section means the final judgment in the case.—C. suprême, 1890. *Langevin & Les Commissaires d'Ecoles de St Marc*, 17 R.C.S., 599.

11. A judgment of the Court of Queen's Bench quashing a writ of appeal on the ground that such writ has been issued contrary to the provisions of art. 1116 C.P.C., (now 43) is not "a final judgment" within the meaning of s. 28. (*Shaw & St. Louis*, distinguished).—C. suprême, 1890. *Ontario and Quebec Ry Co. & Marcheterre*, 17 R.C.S., 141.

12. A judgment of the Court of Queen's Bench reversing a judgment of the Superior Court which quashed, on a petition, a seizure before judgment, and ordering that the hearing of the petition contesting the seizure should be proceeded with in the Superior Court at the same time as the hearing of the

main action, is not a final judgment appealable to the Supreme Court.—C. suprême, 1891. *Motson & Fernard*, 18 R.C.S., 622.

13. No appeal lies to the Supreme Court from a judgment of the Court of Queen's Bench on a petition for leave to intervene in a cause, the proceedings being interlocutory only.—C. suprême, 1890. *Famel & Hamel*, 26 R.C.S., 17.

14. Decisions of provincial courts resting upon mere questions of procedure will not be interfered with on appeal to the Supreme Court except under special circumstances.—C. suprême, 1894. *Ferrier & Trépanier*, 24 R.C.S., 86.

15. The Supreme Court will take into consideration questions of practice when they involve substantial rights or the decisions appealed from may cause grave injustice.—C. suprême, 1897. *Lamb & Armstrong*, 27 R.C.S., 691.

16. 54-55 Vict., c. 25 (d) does not authorize an appeal to the Supreme Court of Canada from a decision of the Court of Review in a case where the judgment of the Superior Court is reversed and there is an appeal to the Court of Queen's Bench. (*Danjou & Marquis*, 3 R.C.S., 251, and *McDonald & Abbott*, 3 R.C.S., 278, followed).—C. suprême, 1896. *Barrington & Cité de Montréal*, 25 R.C.S., 202.

17. Under 54-55 Vict., (d) c. 25, s. 3, ss. 3, there is no appeal to the Supreme Court of Canada from a decision of the Court of Review which would not be appealable as of right to the Privy Council. Art. 2311 R.S.Q. which provides that "whenever the right to appeal is dependent upon the amount in dispute such amount shall be understood to be that demanded and not that recovered if they are different" applies to appeals to the Privy Council. Interest cannot be added to the sum demanded to raise it to the amount necessary to give a right of appeal.—C. suprême, 1896. *Dufresne & Gauthier*, 26 R.C.S., 216.

18. In appeals to the Supreme Court of Canada from the Court of Review the amount by which the right of appeal is to be determined is that demanded, and not that recovered, if they are different. (*Dufresne & Gauthier*, 26 R.C.S., 216, followed).—C. suprême, 1897. *Citizens Light and Power Co. & Parent*, 27 R.C.S., 316.

19. An appeal will not lie to the Supreme Court from a final judgment of the Court of Queen's Bench in cases in which the court of original jurisdiction is the Circuit Court for the Province of Quebec.—C. suprême, 1882. *Major & Corp. of Three Rivers*, 18 J., 122.

V. *Le Maire de Terrebonne & Les Sœurs de la Providence*, *CASSELLS' Digest*, 435.

20. The order in question in this case having been made by a judge sitting in chambers, and, further, acting under the statute as a *persona designata*, the proceedings have not originated in a Superior Court

within the meaning of s. 28, and the case was therefore not appealable.—C. suprême, 1889. *Canadian Pacific Railway Co & St. Thérèse*, 18 R.C.S., 606.

21. When the appeal to the Court of Queen's Bench from a judgment of the Superior Court, maintaining an intervention, has been abandoned, the judgment of the Superior Court in said intervention cannot be the subject of an appeal to this court.—C. suprême, 1892. *Bull & McCaffrey*, 20 R.C.S., 319.

22. In determining the sum or value in dispute in cases of appeal by a defendant, the proper course was to look at the amount for which the declaration concludes, and not at the amount of the judgment.—C. suprême, 1878. *Joyce & Hart*, 1 R.C.S., 321.—C. suprême, 1881. *Levi & Reed*, 4 R.C.S., 482.

23. When the Plaintiff has acquiesced in the judgment of the court of first instance by not appealing from the same, the measure of value for determining his right of appeal under s. 29 is the amount awarded by the said judgment of the court of first instance and not the amount claimed by his declaration.—C. suprême, 1879. *Monette & Lefebvre*, 16 R.C.S., 387.

24. By virtue of ss. 4 of s. 3 of c. 24 of 54-55 Vict., in determining the amount in dispute in cases in appeal to the Supreme Court of Canada, the proper course is to look at the amount demanded by the statement of claim, even though the actual amount in controversy in the court appealed from was for less than \$2000. Thus, were the plaintiff obtained a judgment in the court of original jurisdiction for less than \$2000 and did not take a cross appeal upon the defendants appealing to the intermediate court of appeal when such judgment was reversed, he was entitled to appeal to this court. (*Levi & Reed*, 6 R.C.S., 482, followed).—C. suprême, 1894. *Lahberge & Equitable Life Assurance Society*, 24 R.C.S., 59.

25. Action by a creditor for \$1880 to set aside a transfer of properties valued at \$11,000 made by an insolvent.—Held: as the appellant's claim was under \$2000 and he did not represent the insolvency creditors, the amount in controversy was insufficient to make the case appealable.—C. suprême, 1891. *Ffall & Ferland*, 21 R.C.S., 32.

26. The contestation in question arise on an opposition put in by the respondent, a creditor for \$31,000, to a seizure which the appellant had caused to be made of the immoveable property of the defendant in the cause in virtue of a writ of execution, based on a judgment obtained by the appellant against the defendant for \$640.—Held: the appeal did not come within any of the cases mentioned in 42 Vict., c. 38, s. 8. The demand was only for \$640, the opposition did not ask for the payment of the debt of \$31,000; the amount in dispute therefore was this \$640 and the question of jurisdiction

was governed by this amount and not by the value of property seized, although such value exceeded the sum of \$2,000.—C. suprême, 1893. *Champion & Lupierre*, *CASSELL'S Digest*, 420.

27. The opposition in this case having been filed in a suit in which the amount in dispute was less than \$2,000, the appeal does not lie.—C. suprême, 1885. *Gendron & McDougall*, *CASSELL'S Digest*, 430.

28. Le droit d'appel à la cour suprême d'un jugement rendu par la cour d'appel sur une opposition faite par le défendeur à l'exécution d'un jugement, est réglé par le montant de l'intérêt de la partie requérant l'appel.—C. A., 1882. *Bourget & Blanchard*, 9 Q.L.R., 262.

29. The plaintiff who had obtained judgment for \$1129 contested an opposition *apud de conservari* for \$24,000 filed on the proceeds of a sale of property upon the execution of his judgment which realized \$930. The opposition was maintained by the Court of Queen's Bench who ordered that the opponent be collocated *au marc la livre* on the sum of \$930.—Held: the pecuniary interest of the plaintiff appealing from the judgment of the Court of Queen's Bench being under \$2000, the case was not appealable under sec. 29. (*Gendron & McDougall*, *CASSELL'S Digest*, 429, followed). Also that sec. 3, of 54-55 V., c. 25, providing for an appeal where the amount demanded is \$2,000 or over, has no application to the present case.—C. suprême, 1893. *Kinghorn & Larue*, 22 R.C.S., 347.

30. La question décidée par la cour du banc de la reine est la priorité d'une créance hypothécaire au montant de \$500 seulement. Il n'y a pas droit d'appel à la cour suprême.—C.A., 1886. *Martin & Mills*, 12 Q.L.R., 98; *TESSIER, J.*

31. The plaintiff, who had acted as agent for the late J.B.S., brought an action for \$1,471.07 for a balance of account as *negotiorum gestor* of J.B.S., against the defendants, executors of J.B.S. The defendants, in addition to a general denial, pleaded compensation for \$3,416 and interest. The plaintiff replied that this sum was paid by a *dation en paiement* of certain immoveables. The defendants answered that the transaction was not a giving in payment but a giving of a security. The Court of Queen's Bench, reversing the judgment of the Superior Court, held that the defendants had been paid by the *dation en paiement* of the immoveables, and that the defendants owed a balance of \$1,154 to the plaintiff.—Held: that the pecuniary interest of the defendants, affected by the judgment appealed from, was more than \$2,000 over and above the plaintiff's claim and therefore the case was appealable under R.S.C., c. 185, s. 29.—C. suprême, 1895. *Hunt & Tapley*, 24 R.C.S., 36.

32. L. having proved a claim of \$920 against

an insolvent estate contested a claim for which respondents had been collocated against the same estate amounting to \$2044.66. The contestation having been decided in favour of respondents, L. appealed to the Supreme Court.—*Held*: that to determine whether or not there was a sufficient amount in controversy to give jurisdiction to the Supreme Court the pecuniary interests of the appellant only could be taken into consideration, and his interest being under \$2000 the appeal would not lie, although the consequence of the appellant's contestation might result in bringing back to the insolvent estate a sum of over \$2,000.—C. suprême, 1896. *Lachance & la Société de prêts et de placements de Québec*, 26 R.C.S., 200.

33. An opposition filed under the provisions of articles 484 and 487 C.P.C., (1163 n. c.), for the purpose of vacating a judgment entered by default, is a "judicial proceeding" within the meaning of section 29 of "The Supreme and Exchequer Court Act", and where the appeal depends upon the amount in controversy, there is an appeal to the Supreme Court of Canada if the amount of principal and interest due at the time of the filing of the opposition under the judgment sought to be annulled is of the sum or value of \$2,000.—C. suprême, 1896. *Turcotte & Dausereau*, 26 R.C.S., 578.

34. Although the amount claimed by the declaration was made to exceed \$2,000 by including interest which had been barred by prescription, the appeal would lie.—C. suprême, 1885. *Ayotte & Boucher*, 9 R.C.S., 460.

35. The parties executed a deed for the purpose of settling the boundary between contiguous lands of which they were respectively proprietors, and thereby named a provincial surveyor as their referee to run the line. The line thus run being disputed, M. brought an action to have this line declared the true boundary, and to revindicate a disputed strip of land lying upon his side of the line so run by the surveyor.—*Held*: that under R.C.S., c. 135, s. 29, ss. (b), as amended by 56 V., c. 29, s. 1 (d), an appeal would lie to the Supreme Court of Canada, first, on the ground that the question involved was one relating to a title to lands, and secondly, on the ground that it involved matters or things where rights in future might be bound. (*Chamberland & Fortier*, 23 R.C.S., 371, referred to and approved).—C. suprême, 1897. *McGoey & Leamy*, 27 R.C.S., 193.

36. The classes of matter which are made appealable to the Supreme Court of Canada under the provisions of section 19, subsec. b of "The Supreme and Exchequer Courts Act," as amended by 56 Vict., ch. 29, do not include future rights which are merely pecuniary in their nature and do not affect rights to or in real property or rights analogous to interests in real property. (*Rodier & Lapierre*, 21 R.C.S., 69, and

O'dell & Gregory, 24 R.C.S., 661, followed).—C. suprême, 1897. *Raphael & McLaren*, 27 R.C.S., 319.

37. A by-law was passed for the widening of a portion of a street up to a certain homologated line, and for the necessary expropriation for certain years having been made whereby proprietors of a part of the street were relieved from contributing any proportion to the cost, thereby increasing the burden of assessment on the properties actually assessed, the owners of these properties brought an action to set aside the assessments. The Court of Queen's Bench affirmed a judgment dismissing the action. On an application for leave to appeal.—*Held*: that the effect of the judgment sought to be appealed from would be to increase the burden of assessment not only for the expropriations which would have to be made in the future, the judgment was one from which an appeal would lie, the matter in controversy coming within the meaning of the words "and other matters or things where the rights in future might be bound," contained in subsec. (b) of sec. 29, Supreme and Exchequer Courts Act, as amended by 56 Vict., ch. 29, sec. 1.—C. suprême, 1897. *Stevenson & The City of Montreal*, 27 R.C.S., 187.

38. As this case was originally instituted in the Superior Court and upon the face of the proceedings the right to the possession and property of an immovable property was involved, an appeal would lie.—C. suprême, 1891. *Blackford & McBain*, 19 R.C.S., 42.

39. Sur la question des droits futurs, voir aussi : *Beaubien & Bernatchez*, CASSELS' Digest, 434; *Darling & Ryan*, CASSELS' Digest, 436; *Gilbert & Gilman*, 16 R.C.S., 189; *Les Ecclésiastiques de St-Sulpice de Montréal & la Cité de Montréal*, 16 R.C.S., 399; *Galarneau & Guilbault*, 16 R.C.S., 579; *Corporation of the city of Sherbrooke & McManamy*, 18 R.C.S., 596; *Vincberg & Hampson*, 19 R.C.S., 369; *Dominion Salvage Wrecking Co. & Brown*, 20 R.C.S., 203; *Dubois & Corporation de St-Rose*, 21 R.C.S., 65; *Rodier & Lapierre*, 21 R.C.S., 69; *Emerald Phosphate Co. & Anglo Continental Works*, 21 R.C.S., 422; *Raphael & McLaren*, 27 R.C.S., 319; *McGoey & Leamy*, 27 R.C.S., 193.

40. As the judgment obtained against the appellant exceeded the amount of \$2,000, the judgment on the petition of disavowal has been served in all parties to the suit and is only contested by the attorney whose authority to act is denied, the latter cannot on an appeal complain that all parties interested in the result are not parties to the appeal.—C. suprême, 1892. *Dawson & Dumont*, 20 R.C.S., 709.

41. The appeal in cases of *mandamus*, under s. 23 of the Supreme and Exchequer

Courts Acts, is restricted by the application of s. 11, to decisions of the "highest court of final resort" in the province; and an appeal will not lie from any court in the Province of Quebec, but the Court of Queen's Bench.—C. suprême, 1880. *Daujou & Marquis*, 3 R.C.S., 251.

42. An attorney *at litem* has no authority to bind his client not to appeal by an agreement with the opposing attorney that no appeal would be taken.—C. suprême, 1892. *La Société Canadienne Française de Construction & Daveluy*, 20 R.C.S., 449.

43. An appeal will lie to the Supreme Court under sec. 29 of the Supreme Court Act from the judgment in an action to vacate the Sheriff's sale of an immovable. (*Dufresne & Dixon*, 16 R.C.S., 516, followed).—C. suprême, 1894. *Lefebvre & Veronneau*, 22 R.C.S., 203.

44. In actions instituted by the appellants for the purpose of annulling a by-law imposing a tax, the Court of Queen's Bench dismissed the actions holding the tax valid.—*Held*: that the cases were not appealable, the appellants not having taken out or been refused, after argument, a rule or order quashing the by-law in question within the terms of s. 24 (g).—C. suprême, 1892. *Bell Telephone Co & City of Quebec*, 20 R.C.S., 230.

45. When in an action brought against a municipal corporation, for the purpose of quashing a by-law, judgment is rendered in favour of the defendant by the Court of Queen's Bench, and that since the rendering of said judgment and while the plaintiff is still within the delays to appeal to the Supreme Court, the by-law is repealed, the right of appeal is taken away by the repeal of the by-law, only a question of costs remaining.—C. suprême, 1891. *Weir & The Corporation of the Village of Huntington & Hon. J. E. Robidoux esq.*, 21 R.L., 272.

46. A judgment in an action by a ratepayer contesting the validity of an homologated valuation roll is not a judgment appealable to the Supreme Court under sec. 24 (g) and does not relate to future rights within the meaning of subsection (b) of section 29.—As the valuation roll sought to set aside in this case had been duly homologated and not appealed against within the delay provided in art. 1061 (M.C.), the only matter in dispute between the parties was a mere question of costs, and therefore the court would not entertain the appeal. (*Moir & Corporation of the Village of Huntington*, 19 R.C.S., 363, followed; *Webster & Sherbrooke*, 24 R.C.S., 52, distinguished).—C. suprême, 1894. *McKay & Township of Hinchinbrooke*, 24 R.C.S., 55.

47. Sec. 439 of the Town Corporation's Act (40 Vict., ch. 29, s. 2) not having been excluded from the charter of the City of Ste Cunégonde (53 Vict., c. 70) is to be read as forming a part of it and prohibits an appeal to the Court of Queen's Bench from a judg-

ment of the Superior Court on a petition to quash a by-law presented under s. 310 of said charter. When the Court of Queen's Bench has quashed such an appeal for want of jurisdiction, no appeal lies to the Supreme Court of Canada from its decision.—C. suprême, 1896. *Cité de Ste Cunégonde & Gougeon*, 26 R.C.S., 78.

48. The plaintiff sued the defendants to recover the sum of \$150 being the amount of two business taxes, one of \$100 as compounders and the other of \$50 as wholesale dealers under the authority of a municipal by-law. The defendant pleaded that the by-law was illegal and *ultra vires* of the municipal council, and also that the statute 47 V., c. 84 (2) was *ultra vires*. The Superior Court condemned the defendant to pay the amount demanded. The Court of Queen's Bench confirmed the judgment as regards the validity of the statute, but set aside the tax of \$100 as not being authorized. The plaintiff thereupon appealed to the Supreme Court complaining of that part of the judgment which declares the business tax of \$100 invalid. There was no cross appeal. On motion to quash for want of jurisdiction.—*Held*: that the appeal would not lie, s. 24 (g) not being applicable, and the case not coming within s. 29, the amount being under \$2,000, no future rights within the meaning of said s. 29 being in controversy, nor any question as to the constitutionality of the act of the legislature being raised.—C. suprême, 1891. *Corp. of Sherbrooke & McManamy*, 18 R.C.S., 594.

49. The municipality of the County of Verchères passed a by-law or procès-verbal defining who were to be liable for the rebuilding and maintenance of a certain bridge. The municipality of Verchères by their action prayed to have the by-law or procès-verbal in question set aside on the ground of certain irregularities. The above was maintained and the by-law set aside. On appeal to the Supreme Court.—*Held*: that the case was not appealable and did not come within s. 29 or s. 24 (g), no future rights within the meaning of the former section being in question and the appeal not being from a rule or order quashing or refusing to quash a by-law of a municipal corporation.—C. suprême, 1891. *County of Verchères & Village of Verchères*, 19 R.C.S., 365.

50. Proceedings were commenced in the Superior Court by petition to quash a by-law passed by the Corporation of the City of Sherbrooke under s. 4389 R.S.Q., which gives the right to petition the Superior Court to annul a municipal by-law. The judgment appealed from, reversing the judgment of the Superior Court, held that the by-law was *intra vires*. On motion to quash an appeal to the Supreme Court of Canada.—*Held*: that the proceedings, being in the interest of the public, are equivalent to the motion or rule to quash of the English practice, and therefore the Court had jurisdiction to entertain the appeal, under subsec-

(g) of sec. 24, ch. 185 R.S.C. (*Sherbrooke & McManamy*, 18 R.C.S., 594 et *Verchères & Varennes*, 19 R.C.S., 306, distinguished).—C. suprême, 1894. *Webster & City of Sherbrooke*, 24 R.C.S., 52.

51. In an action to quash a by-law passed for the expropriation of land, the controversy relates to title to lands, and an appeal lies to the Supreme Court of Canada, although the amount in controversy is less than \$2000. The judgment on the merits dismissed the appeal for the reason stated in the judgment of the court below.—C. suprême, 1891. *Murray & Westmount*, 27 R.C.S., 579.

52. The Court of Queen's Bench has discretionary power to allow an appeal to the Supreme Court, after the delay mentioned in the Statute has expired.—C.A., 1876. *Carverhill & Robillard*, 21 J., 74.

53. The delay prescribed under section 40 of the Supreme Court Act runs during the long vacation. When the defendants had been unnecessarily dilatory in applying for the exercise of the discretion of the judge, under section 42, the reason alleged being that they had overlooked the fact that the above mentioned delay runs during the long vacation, the judge will not allow the appeal.

SECTION IX.

SA MAJESTÉ EN SON CONSEIL PRIVÉ.

68. Il y a appel à Sa Majesté en son conseil privé de tout jugement final rendu par la cour du banc de la reine en appel :

1. Dans tous les cas où la matière en litige se rapporte à quelque honoraire d'office, droit, rente, revenu ou somme d'argent payable à sa Majesté ;

2. Lorsqu'il s'agit de droits immobiliers, rentes annuelles ou autres matières qui peuvent affecter les droits futurs des parties ;

3. Dans toute autre cause où la matière en litige excède la somme ou valeur de cinq cents louis sterling.—C.P.C., 1178 ; amendé ; C.C., 17.

1. Les mots "matière en litige" dans l'article 1178 C.P., (68 n. c.), s'entendent du montant accordé par le jugement dont est appel, et non pas du montant réclamé par

69. Les causes jugées en revision qui sont susceptibles d'appel à Sa Majesté en son conseil privé, mais dont

—C.S., 1892. *Murphy vs Williams*, 2 K.J.O., 161 ; PAGNUELO, J.

54. The penalty in a security bond, on an appeal to the Supreme Court, which stipulates that the penalty should become due and payable in case the appellant failed to prosecute his appeal and this judgment appealed from be affirmed, cannot be recovered when the appellant, after giving security, discontinues his appeal.—C.S., 1877. *The South Eastern Ry. Co. vs Lambkin*, 22 J. 224 ; MACKAY, J.

55. The Court of Queen's Bench, or a judge thereof, has a right to grant or refuse leave to appeal to the Supreme Court from a judgment of the Court of Queen's Bench, and the decision of one or the other is final.—C.A., 1883. *Bourget & Blanchard*, 6 L.N., 51.

56. Under Sec. 22 of the Supreme and Exchequer Court Act, no appeal lies from a judgment of a court granting a new trial on the ground that the verdict was against the weight of evidence, that being a matter of discretion.—C. suprême, 1877. *Boak & The Merchant Marine Ins. Co'y*, 1 R.C.S., 110.

SECTION IX.

HER MAJESTY IN HER PRIVY COUNCIL.

68. An appeal lies to Her Majesty in Her Privy Council from final judgments rendered in appeal by the Court of Queen's Bench :

1. In all cases where the matter in dispute relates to any fee of office, duty, rent, revenue, or any sum of money payable to Her Majesty ;

2. In cases concerning titles to lands or tenements, annual rents or other matters in which the rights in future of the parties may be affected ;

3. In all other cases wherein the matter in dispute exceeds the sum or value of five hundred pounds sterling.—C.C.P., 1178, amended ; C.C. 17.

l'action.—C.A., 1897. *The Glengoit Steamship Co. & Pitkington*, 6 R.J.O., 292.

2. V. art. 69, n. 1, 4, 7 à 14, 18.

69. Causes adjudicated upon in review, which are susceptible of appeal to Her Majesty in Her Privy

l'appel à la cour du banc de la reine est prohibé par les articles 43 et 44, peuvent néanmoins être portées en appel à Sa Majesté.—C.P.C., 1178a, *partie*; S. R., 6009, *partie*.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Appel de prérogative,	2, 3, 36
Appel devant deux cours,	25
Capias,	28
Cautionnement,	33
Commissaire,	24
Contrainte par corps,	18
Cotisations,	14
Défense en droit,	16, 20
Désistement,	32
Droit d'appel,	1
Droits futurs,	5, 8, 14
Effet du jugement,	34
Injonction,	9, 29
Inscription en faux,	23
Intérêts,	13
Juge de	24
Jugement interlocutoire,	16, 17, 20, 23, 30, 31
Juridiction,	15
Lettres patentes,	26
Mandamus,	24
Montant en litige,	1, 4, 6 à 14, 18
Opposition,	6
Pétition de droit,	35
Procès par jury,	30, 31
Prohibition,	21
Question de faits,	22
Quo warranto,	19
Saisie avant jugement,	27

1. An act of the parliament of Great Britain declared that all laws passed by the legislature of a colony should be valid and binding, within the colony, and directed that the colonial Court of Appeal should be subjected to such appeal as it was previously to the passing of the act, and also to such further and other provisions as might be made in that behalf by any act of the colonial legislature.—*Held*: that an act having been passed by the colonial legislature, limiting the right of appeal to causes where the sum in dispute was not less than £500 sterling, a petition for leave to appeal, in a cause where the sum was of less amount, could not be received by the King in council, although there was a special saving, in the colonial act, of the rights and prerogatives of the Crown.—C.P., 1882. *Cuvillier & Aylwin, Stuart's Rep.*, 527; 2 *Knapp*, 62; *Beauchamp*, 68; 1 R.J.R., 396.

2. Outre les cas où l'appel au Conseil Privé existe de droit, ce tribunal peut aussi, en vertu des prérogatives de la Couronne, permettre l'appel dans d'autres cas.—C.P., 1862. *Marois & Allaire*, 6 J., 85.

3. On application to the Privy Council for special leave to appeal from a judgment in Canada from which an appeal does not lie as of right, it will not be granted, in the absence of some miscarriage in point of law or gross

Council, but the appeal whereof to the Court of Queen's Bench is taken away by Articles 43 and 44, may nevertheless be appealed to Her Majesty.—C.C.P., 1178a, *in part*; R.S., 6009, *in part*.

miscarriage in the Court below on the matters of fact.—C.P., 1880. *Motson & Carter* 25 J., 99.

4. An *ex parte* order granting leave to appeal to the Privy Council will be discharged upon the petition of the respondent showing that the calculation as to amount involved was erroneous.—C.P., 1861. *The Quebec Fire Assurance Co. & Anderson et al.*, 7 J., 150, 151.

5. Appel au Conseil Privé sera permis dans une action dont le montant réclamé n'est que de \$110, si des droits futurs sont affectés, v. g. dans le cas d'un jugement déclarant la Cie du Grand Tronc tenue à la construction d'une traverse de ferme pour chaque terre traversée par sa ligne, que ces terres soient des subdivisions, ou non, des terrains originaires expropriés.—C.A., 1892. *Cie du Grand Tronc & Huard*, 1 R.J.O., 501.

6. Le droit d'appel au Conseil Privé, sur une opposition faite par le défendeur à l'exécution d'un jugement, est réglée par la nature et par la qualité de la demande, et non par les matières invoquées dans l'opposition.—C.A., 1851. *Gugy & Gugy*, 1 L.C.R., 273.

7. The jurisdiction to the Privy Council is determined by the interest of the party prejudiced by it and such interest must exceed £500 sterling. (*Allan & Pratt*, 11 L.N., 273, followed).—C.R., 1893. *Marchand vs Mollieur*, 4 R.J.O., 200; *JOHNSON, JETTÉ & PAGNUELO*, JJ.

8. La cour du banc de la reine n'a pas le droit d'accorder un appel au conseil privé lorsque le montant de toute la dette est au-dessous de £500, quoique la poursuite ne soit que pour les versements échus, l'article du Code de procédure civile 1178 (68 n.c.) qui permet l'appel lorsqu'il s'agit de matières qui peuvent affecter les droits futurs des parties ne s'appliquant pas à ce cas. Lorsque l'appel a été irrégulièrement accordé par la cour du banc de la reine, mais que les deux parties ont produit leurs moyens, le conseil privé peut suspendre la cause pour permettre à l'appelant de présenter une requête spéciale pour obtenir l'appel.—C.P., 1874. *Sauvageau & Gauthier*, 5 R.L., 602.

9. An appeal lies to the Privy Council from a judgment of the Queen's Bench dissolving an injunction, where the matter in dispute exceeds £500 stg.—C.A., 1890. *Dobie & The Board of Temporalities, etc.*, 3 L.N., 308.

10. An appeal may be had to the Privy Council where the amount involved in the

controversy exceeds £500 stg., although the amount actually demanded in the declaration be less.—C.A., 1865. *Buntin & Hibbard*, 1 L.C. L.J., 60; 14 R.J.R., 390.

11. Her Majesty in Council is not precluded from entertaining a petition to rescind leave to appeal by the fact that leave to appeal was granted by a colonial court under the authority of a colonial statute.—In determining the question of the value of the matter in dispute, upon which the right of appeal depends, the correct course is to look at the judgment as it affects the interest of the party who is prejudiced by it, and who seeks to relieve himself from it by an appeal.—C.P., 1862. *Macfarlane & Leclair*, 6 J., 170.

12. In determining whether an appeal lies to the P. C., from a judgment of the Court of Q. B., the judgment is to be looked at as it affects the interests of the party who is prejudiced by it, and who seeks to relieve himself from it by appeal; and so where the appeal was by the defendant from a judgment condemning him to pay \$1,100 dollars damages, it was held that the appeal was incompetent, though the amount demanded by the action exceeded £500 stg.—C.P., 1888. *Allan & Prall*, 32 J., 278.

13. Interest accrued since action brought cannot be counted in order to complete the amount necessary for an appeal to the Privy Council.—C.A., 1879. *Stanton & Home Insurance Co.*, 2 L.N., 314.

14. An appeal will not be granted to the Privy Council from a judgment of the Queen's Bench maintaining an action to recover an amount of assessment illegally exacted, where the matter in dispute does not exceed £500 sterling. The fact that the roll under which the assessments were collected might exist for three years does not bring the case under art. 1178 (now 68) C.P., especially where the total amounts for the three years would be under £500 stg.—C.A., 1880. *Valois & Les Commissaires d'Ecoles d'Hochelaga et Lussier & La Corporation d'Hochelaga*, 3 L.N., 309.

15. The Court of Queen's Bench will refuse leave to appeal to the Privy Council from a judgment of the Queen's Bench rejecting an appeal to that court for want of jurisdiction.—C.A., 1880. *Angers & Murray*, 3 L.N., 308.

16. An appeal does not lie to the Privy Council from a judgment of the Court of Appeal, reversing a judgment of the Court below by which the appellant's action was dismissed on a *défense en droit* to the declaration.—C.A., 1856. *Simard & Townsend*, 6 L.C.R., 147.

17. Il n'y a pas appel à Sa Majesté en son conseil privé, d'un jugement de la cour d'appel sur appel d'un jugement interlocutoire.—C.A., 1865. *Lacroix & Moreau*, 15 L.C.R., 485; 16 L.C.R., 180; 14 R.J.R., 122.

18. Il n'y a pas d'appel au conseil privé d'un jugement pour une somme de \$40.00,

quoique, faute de satisfaire à ce jugement, l'intimé soit condamné à la contrainte par corps.—C.A., 1866. *Pucaud & Roy*, 16 L.C.R., 398.

19. En matière de *quo warranto* il n'y a pas d'appel au conseil privé.—C.A., 1867. *Pucaud & Gagné*, 17 L.C.R., 357; 16 R.J.R., 330.

20. No appeal lies to the Privy Council from a judgment upon demurrer, for there is nothing in the judgment which cannot be remedied after final judgment; the judgment is merely interlocutory, and motion for leave to appeal to the Privy Council cannot be granted.—C.A., 1874. *Brooke & Bloomfield*, R., 54.

21. Leave to appeal to the Privy Council will not be granted from a judgment maintaining a prohibition against the council of the bar.—C.A., 1878. *O'Farrell & Brossard*, R., 55.

22. An appeal from the Supreme Court of Canada will not be allowed where the only issue raised is one of fact, even if two Judges of the court below differed upon question of fact.—C.P., 1883. *The Canada Central Ry Co & Murray & al*, 27 J., 163.

23. A judgment confirming that rendered in the court below which dismissed an inscription en faux, is not a final judgment in the case, and consequently leave to appeal to Her Majesty in her Privy Council will not be granted.—C.A., 1875. *Darling & Templeton*, 19 J., 105.

24. There is no appeal from a judgment quashing a mandamus which required a commissioner, appointed to inquire into the conduct of a Justice of the Peace, to do certain specific thing, which he was not obliged to do.—C.A., 1875. *Belleville & Doucet*, 1 Q. L.R., 250.

25. Leave to appeal to the Privy Council from a judgment of the Court of Queen's Bench, will be granted, although the opposite party has already obtained leave to appeal to the Supreme Court of Canada.—C.A., 1878. *City of Montreal & Devlin*, R., 53; 22 J., 136; 1 L.N., 151.

26. The defendant has a right to appeal to the Privy Council from a judgment on an action to set aside a Crown Patent, establishing Respondent's title to lands.—C.A., 1875. *Pucaud & Rickaby*, R., 53.

27. An appeal to the Privy Council can be allowed only from a final judgment, but as a judgment dismissing an attachment before judgment cannot be remedied at any other stage of the case, the court holds that the judgment was a final one, and the motion for leave to appeal to the Privy Council must therefore be granted.—C.A., 1874. *Dallimore & Brooke*, R., 54.

28. Leave to appeal to the Privy Council will be granted from a judgment maintaining a *capias*.—C.A., 1878. *Goldring & Hoche*, *laga Bank*, R., 54.

But, *held*, by the Privy Council, that where a defendant has appealed to the Court of Q. B. from a judgment rejecting his application to be discharged from custody under a writ of *habeas corpus*, the judgment of the Court of Q. B. on such appeal is in the nature of an interlocutory order and an appeal does not lie therefrom to the Privy Council.—C.P., 1880. *Ibid.*, 10 L.N., 122.

29. There is an appeal to the Privy Council from a judgment setting aside an injunction, if the amount involved be sufficient or if the subject matter be of a nature to permit of an appeal in an ordinary case.—C.A., 1879. *McDonald & Joly*, R., 54.

30. The judgment granting a new trial is interlocutory and leave to appeal to the Privy Council will not therefore be granted.—C.A., 1877. *South Eastern Ry & Lambkin*, R., 55.

NOTE : Application was subsequently made to the judicial committee for leave to appeal and it was granted, (n. 31 *infra*), and the judgment granting a new trial was reversed. It is considered that this decision of the judicial committee does not reverse the rule that leave to appeal will not be granted on an interlocutory judgment by the Court of Queen's Bench.

31. A judgment setting aside the verdict of a special jury and ordering a new trial does not belong to that class of interlocutory judgments from which no appeal is allowed from the Queen's Bench to the Privy Council, and Her Majesty will grant an appeal from such judgment, if the Queen's Bench refuse to allow it.—C.P., 1877. *Lamkin & The South Eastern Railway Co.*, 21 J., 325 ; 1 L.N., 52.

32. One party with others jointly appellants has a right to disavow and refuse to participate in any proceedings to appeal to Her Majesty in Privy Council after judgment

granting all parties such appeal.—C.A., 1870. *Muir & Muir*, 15 J., 79 ; 21 R.J.R., 382 ; BADGLEY, J.

33. After an appeal has been allowed to the Privy Council, the Court cannot set aside the bail bond for alleged irregularities and dismiss the appeal.—C.A., 1870. *Painchaud et al & Hudson*, 15 J., 112.

34. Les demandeurs, avec leur requête, produisirent un décret de Sa Majesté en son conseil privé, infirmant un jugement de la cour du banc de la reine qui confirmait un jugement de la cour supérieure, à Montréal, renvoyant l'action des demandeurs. Le jugement du conseil privé ordonnait à la cour supérieure de rendre jugement pour les demandeurs originaires, ce qu'ils demandaient par la dite requête.—*Jugé* : Que la cour supérieure doit obéir à l'ordre ainsi donné et rendre jugement pour la somme réclamée par la déclaration des demandeurs ; que la cour donnera acte aux défendeurs de leur déclaration du décès de l'un des défendeurs, mais non de cette partie de leur motion qui demande que toute procédure soit suspendue jusqu'à ce que l'instance ait été reprise.—C.S., 1861. *Bank of British North America vs Cuvillier & al*, 11 L.C.R., 495 ; 10 R.J.R., 21 ; SMITH, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

35. En matière de pétition de droit, il y a appel à Sa Majesté en son Conseil Privé du jugement final de la cour du banc de la reine.—C.A., 1898. *La Reine vs Demers*, 1 R.P., 413.

36. La cour d'appel est liée par le C.P. qui ne permet l'appel au Conseil Privé que dans des cas déterminés, et elle ne peut, comme le Conseil Privé, accorder, à sa discrétion, des permissions spéciales d'appeler (*special leave*).—C.A., 1898. *La Cie de Pulpe de Mégantic & Corp. du village d'Agnès*, 7 R.J.O., 349.

CHAPITRE III.

Jurisdiction du juge en Chambre.

70. Sont de la compétence du juge en chambre les matières qui sont déclarées l'être par la loi ou par les règles de pratique.—*Nouveau, partie.*

1. Règle de pratique 85.—La juridiction du juge en chambre s'étend à l'exercice de tous les pouvoirs qui lui sont conférés par le code de procédure et aux procédures mentionnées aux articles 15, 691, 761 et 763 de ce code.

2. Une requête demandant qu'il soit joint à un séquestre et à un... en de distribuer l'actif d'une succession... légataires d'icelle, n'est pas de... compétence d'un juge en chambre, mais... requête

CHAPTER III.

Jurisdiction of judges in Chambers.

70. The judge in chambers has jurisdiction over such matters as are assigned to him by law or by the rules of practice.—*New, in part.*

doit être présentée au tribunal après avis aux intéressés.—C.R., 1894. *Mitchell vs Mitchell*, 6 R.J.O., 54 ; TASCHEREAU, DAVIDSON ET PAGNUELO, JJ.

3. Une motion demandant qu'une saisie-arrest soit déclarée tenante doit être présentée devant le tribunal et non pas devant un juge en chambre.—C.S., 1897. *Smith vs Griffin*, 13 R.J.O., 221 ; 4 R.L.N.S., 137 ; TELLIER, J.

4. Un juge en chambre ne peut reviser sur une requête pour *habeas corpus*, la déci-

sion d'un tribunal étranger.—C.A., 1893. *Ex parte Lambert*, 2 R.J.O., 291.

5. Lorsqu'un bref d'*habeas corpus*, sur demande faite à un juge en chambre, est

71. Le tribunal peut, de lui-même ou à la demande d'une des parties, et aux conditions qu'il juge à propos, renvoyer de l'audience à la chambre toute affaire qui peut y être plus commodément instruite et jugée; et, pour le même motif, le juge peut renvoyer toute affaire de la chambre à l'audience.—*Nouveau*; R.P.O., 548.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

1. Un juge en chambre n'a pas juridiction pour déclarer une saisie-arrêt après jugement

72. Les décisions rendues par le juge en chambre, dans des affaires dont la connaissance lui est attribuée, ont les mêmes valeur et effets que les jugements du tribunal et sont, de même que ces derniers, sujets à révision, à appel et aux autres recours contre les jugements.—*Nouveau*; R.P.O., 549.

1. V. *The Canada Paper Co. vs Carey*, art 9.9, n. 2.

2. La cour supérieure peut reviser l'ordre d'un juge de cette cour ordonnant à une corporation de suspendre tous procédés pour la collection de taxes, jusqu'à ce que la validité d'un rôle faisant la base de ces taxes soit décidée dans une cause alors pendante. Un juge en chambre a le pouvoir de donner tel ordre.—C.A., 1870. *Le Maire, les échevins et*

CHAPITRE IV.

Règles de Pratique.

73. Des règles de pratique, applicables à un ou à plusieurs circuits ou districts et nécessaires à la mise à exécution des dispositions de ce code, peuvent être faites :

1. Pour la cour du banc de la reine, par la majorité des juges de cette cour à une assemblée convoquée pour cet objet par le juge en chef de la cour ;

refusé, un autre juge, par égard, refusera d'entendre une pareille demande.—C.S., 1859. *Ex parte Donahue*, 9 L.C.R., 285; 7 R.J.R., 237, STUART, J.

71. The court may, of its own motion or at the instance of one of the parties, and upon such conditions as it deems proper, adjourn to chambers any matter which can thus be more conveniently tried and determined; and the judge may, for the same reason, adjourn any matter in chambers to open court.—*New*; R.P.O., 548.

tenante. Une motion à cet effet sera renvoyée de la chambre à l'audience.—C.S., 1859. *Smith vs Griffin*, 4 R.L.n.s., 137; 13 R.J.O., 221; TELLIER, J.

72. Decisions rendered by the judge in chambers upon matters within the jurisdiction assigned to him have the same force and effect as judgments of the court, and are in like manner subject to review, appeal, and other remedies against judgments.—*New*; R.P.O., 549.

citoyens de la cité de Montréal & Stephens, 33 J., 273.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

3. Il y a appel à la cour du banc de la reine de tout jugement d'un juge de la cour supérieure, en chambre, sans distinction.—C. A., 1898. *La Cie. du Chemin de Fer de la Vallée Est du Richelieu & Ménard*, 1 R.P., 202; 7 R.J.O., 486.

CHAPTER IV.

Rules of Practice.

73. Rules of Practice applicable in one or more circuits or districts, and necessary for the effectual execution of the provisions of this Code, may be made :

1. For the Court of Queen's Bench, by the majority of the judges thereof present at any meeting convened for that purpose by the Chief Justice of the Court ;

2. Pour la cour supérieure et pour la cour de circuit, par au moins les deux tiers des juges de la cour supérieure, à une assemblée convoquée pour cet objet par le juge en chef de la cour supérieure.

Néanmoins, dans les districts où il y a des juges de circuit, ces derniers peuvent seuls faire des règles de pratique pour la cour de circuit du district pour lequel ils sont nommés.—*Nouveau, partie*; C. P. C., 29, *partie*; 1177, *partie*; S. R., 5858, *partie*.

1. Les règles d'une cour sont sujettes à son contrôle, et seront relâchées dans le cas où une exécution rigide de telles règles opérerait une injustice réelle.—C. A., 1859. *Ross & Scott*, 9 L. C. R., 270.

2. Rules of practice are directory of the course of ordinary procedure except when their observance is made imperative or à peine de nullité. When their observance is

74. Ces règles de pratique ne doivent pas être incompatibles avec les dispositions du présent code.—C. P. C., 29, *partie*; 1177, *partie*; S. R., 5858, *partie*.

75. Elles viennent en vigueur dix jours après leur publication dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Elles doivent, immédiatement après cette publication, être transcrites par le greffier des appels, le protonotaire ou le greffier de la cour de circuit, suivant le cas, dans le registre de chaque tribunal respectivement, dans les circuits ou districts pour lesquels elles sont faites.

Le greffier des appels, le protonotaire ou le greffier de la cour de circuit doit en outre afficher au greffe un avis indiquant que de nouvelles règles de pratique ont été transcrites dans le registre du tribunal, et faisant connaître la date de leur entrée en vigueur.—C. P. C., 29, *partie*; S. R., 5858, *partie*.

2. For the Superior Court and the Circuit Court, by at least two thirds of the judges of the Superior Court, in meeting assembled for that purpose by the Chief Justice of the Superior Court.

Nevertheless, in districts in which there are circuit judges, they may make rules of practice only for the Circuit Court of the district for which they are appointed.—*New, in part*; C. C. P., 29, *in part*; C. C. 1177, *in part*; R. S., 5858, *in part*.

not à peine de nullité, the delays of procedure fixed by the code may in the discretion of the court, be abridged where the rights of the party claiming the delays are already secured without them, and where serious injustice to the other party would ensue if the ordinary delays were enforced.—C. R., 1893. *Marcil vs La cité de Montréal*, 3 R. J. O., 346; JOHNSON, GILL & TELLIER, JJ.

74. The rules of Practice must not be incompatible with the provisions of this Code.—C. C. P., 29; 1177, *in part*; R. S., 5858, *in part*.

75. The Rules of Practice come into force ten days after their publication in the *Quebec Official Gazette*.

They must, immediately after publication, be copied by the clerk of appeals, the prothonotary or the clerk, as the case may be, into the register of each court respectively, in the circuits or districts for which they were made.

The clerk of appeals, the prothonotary, or the clerk, must, moreover, post in the office of the court a notice stating that new rules of practice have been copied into the registers, and mentioning when they will come into force.—C. C. P., 29, *in part*; R. S., 5858, *in part*.

DEUXIÈME PARTIE

RÈGLES APPLICABLES A TOUTES LES ACTIONS.

CHAPITRE V.

Actions et Personnes qui peuvent y être parties.

76. Celui qui prétend à une chose ou à un droit qu'on lui refuse, doit, pour l'obtenir, former sa demande devant le tribunal compétent.—C.P., 12.

1. C. P. C., 1.—POTHIER, *Proc. civ.*, 2.—C.P.L., 75.

2. Le mot *droit* a deux sens: c'est, d'abord, l'ensemble des règles auxquelles les membres d'une société civilisée sont tenus et peuvent être, au besoin, contraints par une coercition extérieure de conformer leur conduite; dans un sens plus étroit et plus précis, c'est une faculté garantie par la loi. De quelque manière qu'on l'entende, il suppose nécessairement la possibilité d'une contrainte extérieure, c'est-à-dire d'un recours au pouvoir judiciaire afin d'obtenir de lui la reconnaissance du droit contesté ou le respect du droit violé: on appelle action ce recours sans lequel nous serions dans l'alternative de voir nos droits impunément méconnus ou de nous faire justice à nous-mêmes.—GARSONNET, t. 1, § CXVI.

3. V. pour la définition des différentes espèces d'actions, GUYOT, *Rép.*, v° *Actions*.

4. Il y a deux sortes de compétence: 1. la compétence à raison de la matière, *ratione materiae*, ou compétence d'*attribution*; 2. et la compétence à raison de la personne, *ratione personae*, ou compétence *territoriale*.

77. Pour former une demande en justice, il faut y avoir intérêt.

Cet intérêt, excepté dans les cas de dispositions contraires, peut n'être qu'éventuel.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 13; R.C.C.S., 288.

1. V. 2 PRÉVOT DE LA JANNES, p. 367.—1 PIGEAU, pp. 41, 61, 62.—C.P.L., 15.

2. GARSONNET, t. 1, § CXVIII, p. 470.—BIOCHE, v° *Actions*, n. 65.

3. C'est un principe général, en droit, que l'intérêt est la base et la mesure des actions. Point d'intérêt, point d'action, dit un vieux adage.

En règle générale, l'intérêt doit être né et actuel, (C. civ. 191) inhérent à la personne qui agit.

76. Whoever seeks to obtain a thing or a right which is denied him, must sue for it before the proper court.—C.C.P., 12.

Si le tribunal devant lequel ou porte l'action est incompétent sous l'un de ces deux rapports, il en résulte en faveur du demandeur une exception déclinatoire dont l'effet est de faire prononcer le renvoi devant le tribunal compétent.—ROUSSEAU et LAISNEZ, v° *Compétence*, n. 13 et 14.

Il y a incompétence, à raison de la matière, soit quant un tribunal est saisi d'une action dont la loi lui interdit de connaître et qu'elle a attribuée à un tribunal d'un ordre différent soit lorsqu'un tribunal d'exception est saisi d'une action autre que celles que la loi lui a expressément déléguées.—*Ibid.*, n. 15.

Cette incompétence est absolue.—n. 16.

L'incompétence à raison de la personne existe lorsqu'une action est portée devant un tribunal autre que celui du domicile du défendeur, ou celui de la situation de l'objet litigieux, si dans l'un ou l'autre cas, l'affaire est d'ailleurs par sa nature, du nombre de celle dont la loi attribue la connaissance à ce tribunal.—*Ibid.*, n. 23.

Cette incompétence qui ne repose que sur des motifs d'intérêt privé, n'est que relative.—*Ibid.*, n. 24.

5. V. arts. 94 et s.

77. No person can bring an action at law unless he has an interest therein.

Such interest, except where it is otherwise provided, may be merely eventual.—*New, in part*; C.C.P., 13; R.C.C.S., art. 288.

Cependant l'intérêt peut quelquefois être seulement éventuel, et néanmoins suffisant pour servir de base à une action en justice. Ainsi, l'habile à succéder peut, pendant les délais pour délibérer, exercer une action purement conservatoire.

Ainsi encore, le créancier porteur d'un titre exécutoire, quoique non recevable en principe, faute d'intérêt, à actionner en justice son débiteur, peut néanmoins intenter utilement son action, s'il s'agit d'un titre qui,

par lui-même, ne lui confère pas hypothèque, ou qui ne contient pas stipulation d'intérêts, afin d'obtenir un jugement qui lui attribue ces avantages.

De même, l'intérêt est suffisant, quoique éventuel, lorsqu'il y a trouble actuel, dans la possession du demandeur. C'est ainsi que le voisin d'une maison menaçant ruine a certainement une action contre le propriétaire de cette maison pour le contraindre à l'étayer ou à donner caution. (Daloz, n. 218. *Contra*, Bruxelles, 17 mars 1825).

L'intérêt qui peut servir de base à l'action ne s'entend pas seulement de l'intérêt pécuniaire; il s'entend aussi d'un intérêt d'honneur ou de famille, en un mot d'un intérêt moral. C'est ainsi, par exemple, qu'un notaire serait recevable à intervenir dans une instance où l'une des parties en cause aurait produit des allégations de nature à nuire à sa réputation professionnelle.

78. Il faut avoir le libre exercice de ses droits pour ester en justice, en demandant ou en défendant, sous quelque forme que ce soit, sauf le cas de dispositions spéciales.

Ceux qui n'ont pas le libre exercice de leurs droits doivent être représentés, assistés ou autorisés de la manière fixée par les lois qui règlent leur état ou leur capacité respective.—C.P.C., 14, § § 1, 2.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Absence du mari	15
Action de la communauté	17 à 21
Action d'injures par la femme	18 à 21
Autorisation de la femme par le juge	13 à 16, 18, 21, 53
Autorisation maritale	3 à 26, 52, 53, 54
Autorisation subséquente à l'action	4, 40, 46, 49
Avocat	44, 45
Compagnies insolubles	38, 39, 40, 48
Conclusions contre mari et femme	8, 9, 11
Corporation	44, 45
Curateur	30, 31, 32, 49, 50, 51, 58, 59
Dettes de la communauté	27, 28, 29
Exception à la forme	37, 51, 52, 54, 55, 60
Exécuteur	29, 46
Exécutrice	27
Fabrique	41, 42
Femme commune	6, 7, 10, 17, 20, 21, 23, 27, 28, 55, 58
Femme mariée	3 à 26
Femme séparée de biens	52, 53, 54, 57
Frais par la femme commune	16
Interdit	30, 31, 32, 50, 51, 58
Liquidateur	38, 39, 40, 48
Marchande publique	24, 25
Marguillier sortant de charge	43
Mineur	33 à 37, 59, 60, 61
Mineur commerçant	34
Mise en cause du mari	10, 22, 25
Nullité de mariage	35
Père	33, 35

De même, les héritiers légitimes non réservataires, évincés de la succession par un légataire universel, pourraient contraindre celui-ci à exécuter les charges de la succession, quoique non établies en leur faveur lorsqu'il s'agit d'un intérêt d'honneur pour la mémoire du défunt.

Le défaut d'intérêt peut être opposé en tout état de cause.—ROUSSEAU et LAISNEZ, *Action en justice*, n. 91 et s.

4. In a general sense it may be said that "right of action" is co-extensive with interest.—C.A., 1880. *Hood & The Bank of Toronto*, R., 16.

5. If a written agreement be made with one person only and solely in his own name, that person must bring his action alone, although others may jointly be interested with him.—C.B.R., 1818. *Gariépy et al vs Rochelle*, 1 R. de L., 345; 2 R. J. R., 61.

78. No person can be a party to an action, either as claimant or defendant, in any form whatever, unless he has the free exercise of his rights, saving where special provision apply.

Those who have not the free exercise of their rights must be represented, assisted or authorized in the manner prescribed by the laws which regulate their particular status or capacity.—C.C.P., 14, § § 1, 2.

Procureurs <i>ad litem</i>	44, 45
Réclamation de faillite	26
Refus d'autorisation	5, 6, 14 à 18
Saisie avant jugement	12
Tuteur	32, 34, 36, 61
Tuteur légitime	32

1. V. 1 PIGRAU, 63 et s.—C.P.G., 2.—C.P.L., c. c. 5, 6.—S.R.B.C., c. 91, ss. 1, 2.

2. Il faut être capable si l'on agit en son nom, et muni de pouvoirs suffisants si l'on agit au nom d'autrui.—Ici, comme en toute autre matière, la capacité est la règle et toute personne peut plaider si elle n'en est déclarée incapable par la loi.—I GARSONNET, § CXXII.

3. Une femme mariée, paraissant dans une cause sans l'assistance de son mari, sera mise hors de cour.—C.C., 1870. *Desjardins vs Chrétien*, 15 J., 66; 21 R.J.R., 162; TORRANCE, J.

4. It is not sufficient that the wife alleges in the declaration that she is authorized by her husband. The husband must be a party to the cause or give his consent in writing.—The want of authorization is a radical nullity which cannot be covered by the husband's ratification or consent given subsequently.—C.R., 1890. *Lamontagne vs La-*

montagne, 7 M.L.R., 162; JOHNSON, JETTÉ & MATHIEU, JJ.

5. Il n'est pas nécessaire de mentionner dans le bref de sommation que la femme qui poursuit est autorisée; il suffit d'une allégation à cet effet dans la déclaration.—C.S., 1892. *Legault vs Périard*, 1 R.J.O., 13; MATHIEU, J.

6. Lorsque dans une action contre mari et femme communs, le premier déclare qu'il n'entend pas assister ni autoriser sa femme, toutes les procédures subséquentes faites par celle-ci sans autorisation maritale ou judiciaire, sont nulles et doivent être rejetées du dossier pour défaut d'autorisation à ester en justice.—C.S., 1894. *Marmen vs Brown*, 6 R.J.O., 246; ROUTHIER, J.

7. *Contra*: *Bonneau vs Laterreur*, 1 Q.L.R., 351.

8. Dans une action dans laquelle le mari intervient pour autoriser son épouse séparée de biens et marchande publique, les conclusions ne peuvent être prises qu'en faveur de la demanderesse.—C.S., 1848. *Lefort vs Desmarais*, 11 J., 122; ROLLAND & SMITH, JJ.

9. Lorsque le mari demandeur n'est en cause que pour autoriser sa femme demanderesse à ester en jugement, des conclusions prises au nom des demandeurs, pour une somme due à la femme seule, sont légalles et suffisantes.—C.S., 1895. *Audette dit Lapointe vs Hébert*, 7 R.J.O., 434; TASCHEREAU, J.

10. The fact that the wife has assumed the quality of separated as to property, in a deed of lease, does not debar her, in an action against her in that quality, from pleading by exception to the form, and proving, that she is common as to property with her husband.—The plaintiff under such circumstances, will be allowed to amend the writ and declaration by describing the wife as common as to property.—Where the husband has been summoned merely for the purpose of authorizing his wife (defendant) the plaintiff will not be allowed, on a motion to amend the original writ and declaration, to make the husband a party to the action personally, without summoning him in his personal capacity. (V. art. 521, n. c.)—C.A., 1891. *O'Connor & Inglis*, 7 M.L.R., 218.

11. Where a married woman and her husband were each summoned in a cause, and joint and several condemnation asked against them, the husband being summoned in his own name and right as well as to authorize his wife, and each appeared and pleaded separately by separate appearances and pleas but by the same attorney, the wife will be held to be sufficiently authorized to ester en jugement.—C.A., 1871. *McCormick & Buchanan*, 16 J., 248; 19 R.J.R., 459.

12. In an action against a married woman separate as to property, where husband and wife have appeared jointly by the same attorney, a petition by the wife to quash the writ of attachment before judgment issued

In such suit, is null and without effect, if the husband has neither joined with her in such petition nor specially authorized her for the purpose thereof; and the petition will be dismissed on demurrer.—C.S., 1891. *Duncan vs Foy*, 7 M.L.R., 186; WURTELE, J.

13. Sur le refus du mari d'autoriser sa femme à ester en justice pour poursuivre d'autres tiers qui l'a assailli, le juge peut alors accorder cette autorisation.—C.S., 1892. *Ex parte Lemieux*, 2 R.J.O., 406; ANDREWS, J.

14. L'autorisation donnée par le juge à une femme mariée d'ester en justice, sans que l'autorisation du mari ait été au préalable requise, est suffisante si la requête demandant l'autorisation du juge a été signifiée au mari avant sa présentation et si l'autorisation du juge est motivée sur la nature des procédés et rapports qui existaient entre le mari et la femme, entre lesquels une instance en séparation de corps et de biens était alors pendante.—C.S., 1894. *Larue vs Brault*, 6 R.J.O., 98; PAGNUELLO, J.

15. La femme dont le mari est aux États-Unis d'Amérique, dans un endroit inconnu, peut être autorisée par le juge à ester en justice en son nom en recouvrement de dommages résultant de délit ou quasi-délit commis à son égard.

L'absence prévue à l'article 180 c.c. n'est pas celle définie à l'article 86 et ne doit pas nécessairement en réunir les conditions.—C.R., 1893. *Turcolte vs Nolet*, 4 R.J.O., 438; CASALT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

16. Le mari n'est pas responsable des frais de justice faits par sa femme, commune en biens avec lui, sans son autorisation, mais avec l'autorisation d'un juge.—C.S., 1893. *Augé vs Daoust*, 4 R.J.O., 113; MATHIEU, J.

17. Though the action of the community belongs to the husband as chief of the community, there is no illegality in the wife joining with him in bringing such action, and a demurrer founded on such joinder will be dismissed.—C.S., 1893. *Mattel vs Saraha*, 4 R.J.O., 110; DOHERTY, J.

18. La femme commune en biens, assistée de son mari ou, sur son refus, par le juge, possède un droit d'action personnelle pour protéger son honneur et peut interver en son nom une action pour diffamation; cette action n'appartient pas exclusivement au mari comme chef de la communauté.—C.S., 1894. *Brisebois vs Simard*, 6 R.J.O., 381; PAGNUELLO, J.

19. A married woman, authorized by her husband, can bring an action of damages in her own name for personal wrongs.—C.A., 1886. *Waldron & White*, R., 454; 3 M.L.R., 375.

20. A married woman, common as to property or who is presumed to be so in the absence of proof of her matrimonial domicile or of the law which regulates it, may bring an action in her own name, authorized by her husband, to recover damages for bodily injuries. (*Waldron & White*, 3 M.L.R., Q.B.,

375, followed).—*Seem*, where the plaintiff alleges that she is separated as to property, the defendant, if not admitting the allegation, ought to deny it specially by his plea.—C.A., 1890. *Elliott & Simms*, 14 L.N., 114.

21. La femme commune en biens ne peut intenter en son nom une action pour libelle; cette action appartient à la communauté et doit être prise au nom du mari, la présence même du mari au procès pour assister sa femme ou l'autorisation judiciaire, sur son refus, ne suffirait pas à cette fin.—C.S., 1895. *Noël vs Berthiaume*, 8 R.J.O., 319; TARCHEREAU, J.

Voir à ce sujet :
Bélanger & Talbot, 3 D.C.A., 317;
Comte & Lagacé, 3 D.C.A., 319;
Vermelle & Genest, 11 Q.L.R., 376;
Audelle vs Hébert, 7 R.J.O., 434.

22. Une femme poursuivie comme veuve, mais se prétendant sous puissance de mari, peut, sans aucune autorisation, ester en justice à l'effet de faire connaître au tribunal l'existence de son mari.—Et dans ce cas la cour ordonnera que le mari soit mis en cause.—C.C., 1878. *Smith et vir vs Chrétien*, 9 R.L., 618; 23 J., 8; RAINVILLE, J.

23. Un créancier qui a contracté avec une femme commune en biens qui faisait un commerce de restaurateur et de logeur, ne peut poursuivre le mari de cette femme, sans alléguer le contrat fait avec la femme et l'autorisation accordée à cette dernière par son mari de faire ce commerce.—C.S., 1893. *Smith vs Wheeler*, 4 R.J.O., 21; GILL, J.

24. A married woman cannot sue as a *marchande publique*, without her husband.—C.B.R., 1813. *Young vs Feehan*, 1 R. de L., 345; 2 R.J.R., 49.

25. A wife separated as to property, carrying on business as a *marchande publique*, may sue or be sued, in matters of simple administration, without the authorization of her husband. Therefore, where the husband, in such case, was brought in merely for the purpose of authorizing his wife, the absence of service of a copy of the declaration upon him is not a good ground of exception to the form by the wife, inasmuch as he might have been left out of the cause altogether.—C. S., 1896. *Guy vs Dagenais*, 9 R. J. O., 44; ARCHIBALD, J.

26. Une femme séparée de biens peut valablement produire une réclamation contre une faillite, sans l'assistance de son époux; sa demande n'étant qu'un simple acte d'administration.—C.R., 1895. *Bussières vs Proulx & Bilodeau*, 1 R. de J., 507; LORANGER, DAVIDSON & DOHERTY, JJ.

27. A widow *commune en biens et exécuteur* of her husband's will can support an action after his decease for a debt *mobilière* due to their *communauté*.—C.B.R., 1820. *Drouin vs Beaulieu*, 1 R. de L., 345; 2 R.J.R., 51.

28. Until the appointment of a tuto. to

her minor child, the widow has a right, and is the sole person who can have a right, to possess the whole assets of the community; and further, as the proprietor of one undivided half of the community in her own right, she is entitled, as against one who is not a co-proprietor, to revendicate its assets. C. R., 1890. *Boucher vs Héroux*, 10 R.J.O., 484; CASULT, CARON & ANDREWS, JJ.

29. An action by a widower, in his own right and as executor to his deceased wife, can be maintained for a debt due to her *communauté*.—C.B.R., 1821. *Blouin vs Lebrun*, 1 R. de L., 345; 2 R.J.R., 52.

30. L'interdit pour ivrognerie est absolument incapable d'ester en justice sans l'assistance de son curateur, et une action portée par tel interdit sans telle assistance doit être renvoyée, mais sans frais.—C.A., 1886. *Heppel & Billy*, 15 Q.L.R., 41.

V. *infra*, n. 60.

31. Dans une action en séparation de corp. et de biens dirigée contre un interdit pour cause d'ivrognerie, ce dernier a le droit de demeurer personnellement partie en cause et n'est pas suffisamment représenté par son curateur.—C.A., 1897. *Asselin vs Leclerc & Bédard*, 3 R. de J., 437; BLANCHET, J.

32. A curator *ad hoc*, appointed to an interdict, is not competent to bring an action for an account of administration against the heirs and legal representatives of the curator deceased, the curator appointed to succeed the deceased curator being alone competent to institute such action.—C.R., 1896. *Wilson vs Blanchard*, 10 R.J.O., 474; LORANGER, DELORMIER & ARCHIBALD, JJ.

33. Le père ne peut pas faire une opposition comme tuteur légitime de ses enfants.—C.S., 1857. *Fletcher vs Galignan & Galignan*, 1 J., 100; 5 R.J.R., 452; SMITH, MONDELET & CHABOT, JJ.

34. A minor who is a merchant may sue alone and without his tutor upon a contract made in the course of his trade.—C.B.R., 1820. *Black vs Esson*, 1 R. de L., 345; 2 R.J.R., 51.

35. Dans une action pour l'annulation du mariage d'un mineur, le père seul ne peut pas porter l'action, sans que le mineur marié soit en cause, assisté conformément à la loi.—C.S., 1871. *Burn vs Fontaine*, 3 R.L., 516; 21 R.J.R., 442; MACKAY, J.

36. A défant d'acceptation formelle, par le tuteur autorisé, de la succession ou du legs qui advient au mineur, la loi le déclare acceptant sous bénéfice d'inventaire et partant, le tuteur est fondé à exercer les actions qui intéressent son pupille.—C.S., 1895. *Labelle vs Labrecque*, 8 R.J.O., 491; JETTÉ, J.

37. Une action portée contre un défendeur, mineur lors de l'émanation du bref, mais majeur lors de sa signification, doit être renvoyée, sur exception à la forme.—C.S., 1858. *Chalifoux vs Thouin*, 2 J., 189; 9 L.C.R., 71; 6 R.J.R., 468; MONDELET, J.

38. Le liquidateur d'une compagnie insolvable représente les créanciers de cette compagnie pour les actions qui appartiennent aux créanciers eux-mêmes. Partant, l'action qui demande la nullité du paiement fait par la compagnie à un créancier qui connaissait l'état d'insolvabilité de cette compagnie, étant de la nature d'une action paulienne, peut être intentée par le liquidateur.—C. A., 1896. *Kent & Blandy*, 6 R. J. O., 196.

39. Le liquidateur d'une compagnie doit être spécialement autorisé à poursuivre une réclamation de cette compagnie et une autorisation générale de poursuivre le recouvrement de tout l'actif de la compagnie ne suffit pas.—C. S., 1892. *Freygany vs Daveluy*, 2 R. J. O., 505; *MATHIEU, J.*

40. L'autorisation pour poursuivre, par un liquidateur à une compagnie en liquidation, doit être demandée et obtenue avant la poursuite et non par l'action.—C. S., 1894. *Ross vs Ferras*, 5 R. J. O., 470; *TASCHEREAU, J.*

41. Une autorisation pour défendre à une action, donnée par une assemblée du bureau ordinaire, où il n'a nullement été question d'une réclamation de la fabrique contre le demandeur, n'autorise pas un plaideur de compensation.—C. S., 1892. *Giroux vs Fabrique de Beauport*, 1 R. J. O., 476; *CASAULT, J.*

42. Le bureau ordinaire d'une fabrique peut autoriser des poursuites pour le recouvrement des revenus ordinaires de la fabrique et pour l'obtention d'un titre nouvel. Cette autorisation n'a pas besoin d'être spéciale, mais une autorisation générale de prendre des procédés légaux contre ceux qui sont endettés envers la fabrique, sans spécifier le nom de chaque débiteur, est suffisante. Le défaut d'autorisation pour appeler dans une action de ce genre ne peut pas être invoqué pour la première fois à l'audition de la cause en appel, quand il n'a pas été invoqué dans le cours de la procédure et que les procureurs de l'appelant n'ont pas été mis en demeure de produire leur autorisation.

Semble : 1. que l'appel en telles matières devrait être autorisé d'une manière tout aussi formelle que l'action en première instance ; 2. que le bureau ordinaire de la fabrique pourrait donner l'autorisation requise pour cet appel.—C. A., 1885. *Les Curé et Marguilliers de Varennes & Choquet*, R., 124; 1 M. L. R., 333.

43. The action to compel the *marguiller* *sortant de charge* to render an account, may be brought without the authorization of the parishioners, *contribuables*, as being a suit necessary for the recovery of the ordinary revenues of the fabrique. This case is therefore within the exception of art. 24 of the arrêt of *St. Jean en Grève*, whereas the case of *Verchères & Verchères* is within the rule of the article.—C. A., 1877. *Les Curé et Marguilliers de Beauharnois & Robillard*, R., 450.

44. Il n'est pas nécessaire de produire une résolution du conseil d'une corporation

autorisant à prendre une poursuite ou un appel, la question de l'existence de cette résolution ne pouvant se soulever qu'entre la corporation et le procureur *ad litem* qui l'a représentée.—C. A., 1898. *Duvernoy & La Corporation de St-Barthélémy*, 1 R. L., 714; 14 R. J. R., 437.

45. An advocate may appear and plead as attorney *ad litem* of a corporation, without being thereto specially authorized by resolution.—C. R., 1894. *Nadeau vs Commissaires d'écoles de St-Frédéric*, 6 R. J. O., 69; *ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.*
V. art. 83 et auts. citées.

46. Un exécuteur testamentaire poursuivant *es qualité* n'est pas tenu de faire la preuve de sa dite qualité lorsque celle-ci n'a pas été spécialement niée par les plaidoyers.—C. R., 1896. *Taschereau vs Mathieu*, 10 R. J. O., 418; *CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.*

47. V. *Powers & Marlindale*, art. 111, n. 12.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

48. Le liquidateur d'une compagnie insolvable ne peut poursuivre sans l'autorisation préalable du juge, son autorisation subéquente est insuffisante. Dans le cas de poursuite sans cette autorisation, l'action pourra être renvoyée sur exception à la forme.—C. S., 1897. *Common vs McCaskill*, 8 R. L. n.s., 468; 13 R. J. O., 282; *MATHIEU, J.*

49. Un curateur qui intente une action sans l'autorisation d'un juge peut se faire autoriser, même après que le défendeur aura pris avantage de ce défaut de formalités par une défense en droit, en payant les frais d'un amendement après production d'une défense en droit.—C. S., 1898. *Gagnon vs Filiatrevault*, 4 R. L. n.s., 162; *MATHIEU, J.*

50. A person interdicted for drunkenness must be represented in legal proceedings by his curator. (*Greene & Mappin*, 5 M. L. R., Q. B., 108, followed, and *Sheppard vs Hoffman*, 12 R. J. O., C. S., 228, overruled). Where the wife has been appointed curatrix to her husband interdicted for drunkenness, she is sufficiently authorized by her appointment for acts of simple administration, such as actions for the recovery of debts due to the interdict. (Art. 3860, C. C.).—C. S., 1898. *Hoffman vs Lawrence*, 14 R. J. O., 236; *MATHIEU, J.*
V. supra, n. 80, et art. 81, n. 15 et 16.

51. Un nommé Brown, commerçant, avait été interdit pour ivrognerie d'habitude, et Dme Rosa Hoffman, son épouse, avait été nommée sa curatrice. Brown ne rencontrant plus ses paiements, demande de cession de biens fut faite à sa femme en sa qualité de curatrice de son mari.

Jugé : Cette demande de cession de biens était suffisante et il n'était pas nécessaire que Brown fût assigné pour autoriser son épouse, cette dernière n'étant pas personnellement en cause, mais seulement en sa qualité de curatrice.—C. R., 1898. *Renaud vs*

Hoffman, 14 R. J. O. 472; TASCHEPRAU, PAGNURLO & LAVRENGK, JJ.

52. Une exception à la forme tendant à faire déclarer à la demanderesse, qui se donne comme épouse séparée de biens, si cette séparation est contractuelle ou judiciaire, sera maintenue si la demanderesse ne vient pas prouver sa séparation de biens.—C. S., 1897. *Martel vs Tanguay*, 1 R. P., 60; MATHIEU, J.

53. A married woman who sues, authorized by her husband, must allege that she is separated as to property, as otherwise the action would belong to the husband alone, as the chief of the community.—C. S., 1898. *Thierge vs Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre de la Paroisse St-Vincent de Paul*, 1 R. P., 378; Davidson, J.

54. She must state if she is separated by marriage contract or by judgment.—C. S., 1894. *Prosser vs Creighton*, 71 N., 104; TORRANCE, J.

55. An action brought by a wife, who alleges that she is authorized to that effect by her husband, the non-joinder of the husband as a party to the suit is not a ground of exception to the form if the authorization is admitted.—C. S., 1889. *Chalmers vs The North West Shoe Co.*, 1 R. P., 250; MATHIEU, J.

56. Where husband and wife, comuon as to property, are sued conjointly for a debt for which plaintiff alleges that the community is liable, the female defendant has a right to appear and plead her own rights, and is entitled to demur to the action on the ground that it should have been brought against the husband alone as head of the

79. Une corporation ou personne, dûment autorisée à l'étranger à ester en justice, peut exercer cette faculté devant tout tribunal de la province.—C.P.C., 14, § 3.

1. S. R. B. C., c. 99, s. 2.

2. Le procureur (Receiver) d'une corporation en liquidation, ayant domicile dans l'Ontario, peut instituer une action dans la province de Québec, en sa qualité de Receiver, s'il prouve par la production de la loi d'Ontario, qu'il a droit, dans telle province, d'ester en justice pour cette corporation.—C. A., 1887. *Giles & Jacques*, 31 J., 296; 7 M.L.R., 456.

Dans le même sens : C.S., 1885. *Giles vs Pâneuf*, 1 M.L.R., 322; TORRANCE, J.—C.C., 1884. *Giles vs Lalumière*, 28 J., 287; PAINNEAU, J.

3. A receiver duly appointed to a foreign corporation and who is authorized, under the law of the place of his appointment, to appear in judicial proceedings, has the like right in the province of Quebec, without

community.—C. S., 1897. *Caron vs Kavanaugh*, 13 R. J. O., 790; CURRAN, J.

57. La femme séparée de biens n'a pas besoin de l'autorisation de son mari pour faire une opposition afin de distraire.—C. S., 1898. *Grohé vs Maisonneuve & Nelson*, 13 R. J. O., 345; MATHIEU, J.

58. Une femme commune en biens, dont le mari est interné dans un asile d'aliénés, doit, pour avoir le droit d'intenter une action pour injures personnelles, faire nommer un curateur à son mari et se faire autoriser par lui, et non pas demander l'autorisation du tribunal ou du juge pour ester en justice.—C. C., 1898. *Rose vs Perrault*, 1 R. P., 402; CHAMPAGNE, J.

59. Le mineur émancipé par mariage, pouvant avec l'assistance de son curateur, intenter une action immobilière, il peut, avec cette assistance, et sans qu'il soit nécessaire de requérir l'autorisation judiciaire sur avis du conseil de famille, réclamer le prix de vente d'un de ces immeubles vendu pendant sa minorité et payable à l'époque de son mariage, lequel prix constitue un capital immobilier par la détermination de la loi.—C. S., 1898. *Bolduc vs Caille*, 14 R. J. O., 209; MATHIEU, J.

60. Un mineur qui n'est pourvu d'aucun tuteur ne peut être poursuivi en justice pour dommages causés par sa négligence; et s'il est pourvu comme majeur, l'action pourra être renvoyée sur une exception à la forme.—C. S., 1898. *McCaughlin vs Leduc*, 4 R.L. n.s., 456; MATHIEU, J.

61. Le mineur pour ester en justice doit être assisté de son tuteur.—C. S., 1898. *Beaudet vs Bédard*, 4 R. L. n. s., 488; ROUTHIER, J.

79. All foreign corporations or persons, duly authorized under any foreign law to appear in judicial proceedings, may do so before any court in the Province.—C.C.P., 14, § 3.

being especially authorized by the provincial court so to do.—C.S., 1896. *Young vs Consumers Cordage Co.*, 9 R.J.O., 471; DAVIDSON, J.

4. A receiver, appointed under the statutes of New York to an insolvent insurance company (whose powers and functions are the same as those of a foreign assignee in bankruptcy) cannot intervene in a case in the S.C., here, wherein monies belonging to the company have been attached before judgment, on the ground of insolvency and sequestration of estate, and claim to be paid the monies so attached, (less plaintiff's costs), for distribution in New York, the legal domicile of the company.—C.A., 1871. *Osgood & Steel*, 16 J., 141.

5. When canadian creditors of a joint stock company, incorporated under the imperial companies' act, 1882-83, are proceeding

to execute a judgment obtained in the courts of this province, upon assets of the company situate within the province, a liquidator named in Great Britain to the voluntary winding up of such company cannot intervene and demand that the company's assets be removed to Great Britain, to be there by him distributed in accordance with the provisions of the said companies' act.—C. S., 1893. *The Quebec Bank vs Bryant*, 3 R.J.O., 122; ANDREWS, J.

6. A married woman domiciled in France, common as to property with her husband, who has been authorized by the court of her domicile to collect a legacy of moveables, and to *ester en justice* for this purpose, may, without other authorization, bring suit before the courts of this province, against a debtor domiciled herein, for the recovery of a sum of money forming part of such legacy.—C. A., 1897. *Bauron & Davies*, 6 R. J. O., 547.

7. A tutor or guardian resident in a foreign country, if duly appointed according to the laws of that country, can support an action on their behalf.—C.B.R., 1811. *Allen vs Colman*, 1 R. de L., 345 et 503; 2 R.J.R., 48 et 126.

8. A corporation empowered under the law of Ontario to administer the estate of a person whose succession opened in that province may appear in a judicial proceeding in the province of Quebec in that capacity, and continue the proceedings in the place of the deceased.—C.S., 1897. *Greenshields vs Arthen*, 11 R.J.O., 137; GILL, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

9. Des gardiens judiciaires (receivers),

80. Une personne qui, par les lois d'un pays étranger, a droit de représenter une personne qui y est décédée ou y a fait son testament, laissant des biens dans la province, peut également ester en justice devant les tribunaux de la province, en cette qualité.—C. P.C., 14, § 4.

1. S.R.B.C., C. 91, s. 1.

2. An administrator duly appointed in a foreign state to the estate of a person dying there, intestate, but owning property in Canada, is also the legal representative of the deceased in this province and is alone entitled to administer the estate, and the heirs at law here have no right, adversely to him, to obtain payment of any sums due deceased in this province.—C.R., 1894. *Breaull vs*

81. Personne ne peut plaider avec le nom d'autrui, si ce n'est le souverain par ses officiers reconnus.

Les tuteurs, curateurs et autres, re-

nommés par une cour de justice étrangère, aux biens d'une compagnie de chemin de fer soumise à la juridiction de telle cour, peuvent ester en justice en cette qualité dans la province de Québec, pour s'opposer à la saisie des biens de cette compagnie, lorsque le jugement qui les nomme, comme la loi du pays étranger, les autorisent à ester en justice pour toutes les fins de leur administration.

Lorsque la loi du pays étranger ne permet plus, après la nomination d'un gardien judiciaire (receiver), la saisie des biens d'une compagnie de chemin de fer, un habitant de la province de Québec, qui, comme prête-nom d'un créancier du pays étranger, a obtenu devant nos tribunaux un jugement contre la compagnie ne peut faire saisir en cette province les locomotives et chars de la compagnie qui se trouvent, au moment de leur saisie, sur des lignes de chemin de fer n'appartenant pas à cette compagnie mais formant partie de son système.—C.S., 1898. *Barker vs The Central Vermont Ry. Co. vs Hays*, 14 R. J.O., 467; 4 R. de J., 449; LORANGER, J.

V. dans le même sens, le jugement de l'hon. Juge Archibald, rendu dans la même cause, et rapporté au vol. 12 R.J.O., C.S., p. 2, (1898).

10. Lorsqu'un étranger intente une action en justice dans une qualité quelconque, il doit alléguer et prouver, comme matière de fait, que, suivant la loi de son domicile, il a le droit de poursuivre; à défaut de cette preuve son action peut être renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1898. *Chalmers et al vs The Shoe Wire Grip Coy.*, 4 R.L.n.s., 397; MATHIEU, J.

80. Any person who, according to the laws of a foreign country, is authorized to represent a person who has died or made his will therein, leaving property in the Province, may also appear as such in judicial proceedings before any court in the Province.—C.C.P., 14, § 4.

Wadleigh, 6 R.J.O., 79; ROUTHIER, ANDREWS & LARUE, JJ.

3. *Osgood vs Steele*, 16 J., 141, et *Quebec Bank vs Bryant*, 3 R.J.O., 122, cités sous l'art. précédent, n. 4 et 5, ne viennent pas en conflit avec la décision ci-dessus.—Ces arrêts décident que les administrateurs étrangers sont sans droit à prendre possession ici des biens d'un insolvable déjà saisis.

81. A person cannot use the name of another to plead, except the Crown through its recognized officers.

Tutors, curators and others repre-

présentant ceux qui n'ont pas le libre exercice de leurs droits, plaident en leur propre nom en leur qualité respective.

Les corporations plaident en leur nom corporatif.—C. P. C., 19.

INDICATION ALPHABETIQUE

Action d'injures par le père	13
Action par l'aïeul de l'enfant illégitime	5, 11
Action par la mère de l'enfant illégitime	3, 4, 6 à 10, 12
Action par le procureur	28, 29
Aliments pour l'enfant illégitime	3, 4, 6 à 12
Appel par le tuteur sans autorisation	25
Associations volontaires	36
Calomnie	13
Cessionnaire	37, 42
Corporation	33, 34, 35
Curateur <i>ad hoc</i>	26, 27
Curateur à l'interdit	15, 16
Curateur à une cession volontaire	45
Curateur à une succession vacante	14
Déclaration de paternité	5, 8
Délégation de paiement	47
Enfant illégitime	3 à 12
Enregistrement de tutelle	23
Exécuteurs testamentaires	17 à 21
Fabriques	35
Fiduciaire	44
Frais de gésine	5, 7
Interdiction durant l'instance	15
Libelle	13
Prête-nom	40
Procureur	28, 29, 43
Procureur-général	39, 31, 32
Reprise d'instance	17, 19, 22
Séquestre	22
Signification de transport	41, 42
Syndics à une cession volontaire	45
Tuteur	22, 25, 46
Tuteur <i>ad hoc</i>	24

1. V. 2 LOISEL, *Inst.*, liv. 4, tit. 3, art. 5 ;—liv. 3, tit. 2, art. 4.

2. *Nul en France ne plaide par procureur, hormis le roi*, cela ne veut pas dire assurément, et personne ne l'a jamais soutenu, que *Secundus*, ayant un procès et ne pouvant y vaquer lui-même, ne puisse confier à *Primus* la direction de ce procès, le choix de l'avoué et le soin de faire tous les actes qui se rattachent au procès. Cela veut dire seulement que, malgré la direction du procès confiée à *Primus*, le nom de *Secundus* doit figurer personnellement dans l'exploit ; les condamnations à prononcer doivent l'être contre *Secundus*, mandant, et non pas contre *Primus*, mandataire ; enfin le mandataire *Primus* ne peut être admis à figurer dans l'instance qu'en justifiant les pouvoirs qu'il a reçus de *Secundus*. Voilà absolument et uniquement le sens de cette ancienne maxime. — 1 BOITARD, 122.

V. GARSONNET, t. 1, § CXIX, p. 476.

3. An action for an alimentary provision for her child, can be maintained by the

senting persons who have not the free exercise of their rights, plead in their own name in their respective qualities.

Corporations plead in their corporate name.—C. P. C., 19.

maternal age, if she is of age.—C. B. R., 1821. *Mathieu vs Leclercq*, ROBERTSON'S *Digest*, 133.

4. Dans *Coupat & Bonneau*, C. A., 1865, 10 J., 177, la question de savoir si la mère peut intenter une semblable action sans être nommée tutrice ne semble pas avoir été discutée, mais le jugement condamne le père à payer à la mère les aliments qu'elle réclamait pour son fils.

5. La demande en déclaration de paternité peut être portée par l'aïeul, sans qu'il y ait tutelle à l'enfant, la mère étant mineure ; et la cour peut sur telle demande accorder des aliments, tant pour le passé que pour l'avenir, et sans qu'il soit besoin de nouvelle action pour les aliments futurs.—C. A. 1865. *Patoille & Desmarais*, 16 L. C. R., 189.

NOTE.—Les remarques du juge-en-chef Duval, dans cette cause, ne vont pas aussi loin que le jugé ci-dessus. "Dans ce pays, dit-il, où toutes les tutelles sont datives, le père ne peut exercer en justice les droits de ses enfants mineurs, sans avoir la qualité de tuteur ; mais il faut observer que la demande portée par le père n'est pas pour les dommages soufferts par sa fille, mais bien pour ceux qu'il souffre lui-même ; sa fille va maintenant lui rester sur les bras, il n'est donc que juste de lui accorder des dommages.—16 L. C. R., 190.

6. La mère d'un enfant illégitime (quoiqu'elle n'ait pas été nommée tutrice) a une action contre le père pour le soutien de l'enfant.—C. R., 1871. *Bitodeau vs Tremblay*, 3 R. L., 445 ; MEREDITH, STUART & TASCHEREAU, JJ.

NOTE.—L'Hon. juge Casault (13 R. J. O., C. S., 484) affirme cependant que si les honorables Juges Meredith et Stuart ont décidé ce que comporte le jugé précédent, ils avaient certainement changé d'opinion en 1881.

De son côté, l'honorable juge Andrews s'exprime ainsi au sujet de cette même cause, p. 487. "The value of this report is much diminished by the total absence of details, and by the remarks of the chief Justice Casault respecting it."

7. The plaintiff sues as a *filie majeure usant de ses droits* and so far, she is properly before the court in asking for her own rights, as mother of the child of which the defendant is alleged to be the father. These rights are the expenses of confinement, the maintenance of the child and other damage to herself.—C. S., 1874. *Giroux vs Herberl*, 6 R. L., 439 ; JOHNSON, J.

NOTE.—Je regrette d'être obligé de dire que la décision dans la cause de *Giroux vs Herbert* me paraît être trop évidemment illogique pour créer un précédent qui puisse être invoqué.—L'Hon. J. Casault, 13 R.J.O., C.S., 484.

8. La demanderesse pouvait, en son propre nom, poursuivre en déclaration de paternité et pour pension de l'enfant, sans se faire nommer tutrice à l'enfant.—C.A., 1878. *Kingsborough & Pown*, 4 Q.L.R., 11; R., 17.

NOTE A.—L'Hon. Juge Tessier en rendant le jugement dans cette cause fait les remarques suivantes : " Il semble, d'après les principes généraux, que la demanderesse eut mieux fait de se faire nommer tutrice et de prendre cette qualité, quoiqu'il apparaisse qu'elle ait été plus tard nommée tutrice à cet enfant. Néanmoins la jurisprudence dans l'ancien droit français, et un bon nombre de causes décidées par nos tribunaux, *Mathieu vs Letourneau, Bilodeau vs Tremblay, Patoille & Desmarais*, ont maintenu l'action de la mère en son propre nom, sans qu'elle fut nommée tutrice."

NOTE B.—L'Hon. Juge Andrews, (13 R.J.O., C.S., 486), s'exprime en des termes à peu près identiques : " If I had to treat this question irrespective of the jurisprudence on the matter, the articles 304 and 19 C.C., coupled with article 240 C.C., would seem to me to establish that such an action as the present belongs to the child and must be exercised by its tutor and by him only. But the jurisprudence is strongly the other way."

9. The mother of the child, without being tutrix, has a right of action against the father for an alimentary allowance for her child.—C.R., 1877. *Thibault vs Poltras*, 13 R.J.O., 481; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

10. La mère peut, sans être nommée tutrice à ses enfants en bas âge, réclamer des aliments pour elle-même et pour eux, ce droit lui étant propre et personnel, et l'existence, le nombre et l'incapacité des enfants n'étant que la mesure de ce droit.—C.R., 1897. *Crépeau vs Julien*, 12 R.J.O., 308; JETTÉ, LORANGER & DAVIDSON, JJ.

11. The father cannot bring, in his own name, an action for the seduction of his daughter, a minor.—C.A., 1865. *Taylor & Heilt*, 13 Q.L.R., 195.

NOTE.—L'Hon. Juge Andrews (13 R.J.O., C.S., 487) déclare que cette décision est mal rapportée.

12. L'action en déclaration de paternité et pour des aliments est un droit exclusif de l'enfant, qui ne peut pas être exercé par la mère ni par le tuteur nommé à la mère mineure—les droits de la mère n'étant qu'aux dommages que lui a causés la séduction.—C.R., 1893. *Mullin vs Bogie*, 3 R.J.O., 34; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

NOTE.—L'Hon. Juge Andrews, (13 R.J.O., C.S., 486), objecte cependant à ce jugement dans les termes suivants : " The reporter has published the Chief Justice's notes, and from them has drawn up a *jugé*, which the

judgment of the court does not justify. Mr. Justice Caron and myself concurred in confirming the judgment of the court at Arthabaska, which had dismissed the plaintiff's case on other grounds, but the confirming judgment as enregistered, simply says it confirms because there is no error in the dispositif of the judgment of the court of first instance.

13. Although a father cannot without being named tutor to his minor child recover damages suffered by her in consequence of slanderous expressions used with regard to her, he has nevertheless an action for injury to himself caused by such slander of his minor child.—C.S., 1896. *Barrette vs Bourbonnière*, 12 R.J.O., 271; ARCHIBALD, J.

14. A curator to a vacant estate only represents the succession of the deceased, and he cannot bring action to set aside a deed made by the deceased, alleging fraud, for the estate has no lawful interest to set that up.—C.A., 1883. *Lamarche & Puzé*, R., 16.

15. Si, dans le cours d'une instance, une partie est interdite pour prodigalité, son curateur doit reprendre l'instance; une intervention du curateur pour l'assister n'est pas suffisante.—C.A., 1889. *Greene & Mappin*, 17 R.L., 584; 5 M.L.R., 108.

16. Les pouvoirs du curateur à l'interdit pour ivrognerie d'habitude, comme ceux du curateur à l'interdit pour prodigalité, ne s'étendant que sur les biens de l'interdit, ce curateur ne peut représenter l'interdit en justice, mais l'interdit doit ester en justice lui-même avec l'assistance de son curateur.—C.S., 1897. *Shepherd vs Hoffman*, 12 R.J.O., 228; MATHIEU, J.

17. The executors of a testator have no quality to make a *reprise d'instance*, if such instance relates to real property.—C.A., 1845. *Hamilton & Burton & Plenderleath*, 2 R. de L., 1; 2 R.J.R., 126.

18. If a testator directs his executor to pay his debts, an action may be maintained against him by a creditor of his estate.—C.B.R., 1819. *Bernier vs Bossé*, 1 R. de L., 345; 2 R.J.R., 51.

19. Testamentary executors cannot take up the instance in a petitory action.—C.S., 1854. *Ball vs Lambe et al*, 2 R.J.R., 354.

20. L'exécuteur testamentaire n'est que l'administrateur des biens-meubles de la succession et il n'a pas qualité pour lier contestation sur la légalité du testament, laquelle ne peut être débattue qu'avec les héritiers ou légataires du testateur.—La validité d'un testament ne peut être soulevée que par une demande principale et non au moyen d'une exception ou procédure incidente.—C.S., 1897. *Poltras vs Drolet*, 12 R.J.O., 461; LARUE, J.

21. Dans le cas où il y a deux exécuteurs, une demande ne peut pas être faite valablement contre l'un d'eux avec le consentement extra judiciaire de l'autre; l'action doit être

- portée contre les deux exécuteurs conjointement.—C.A., 1896. *Davidson & Cream*, 6 R.J.O., 34.
22. The *séquestre* does not represent the parties in the cause, and has no quality to take up the *instance*.—C.S., 1854. *The Corp. of the Portuguese Jews vs David & Thomas*, 2 R.J.R., 362; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.
23. The non-registration of the appointment of plaintiff must be specially pleaded where the registration is alleged.—C.A., 1879. *Poissant & Barrette*, R., 570.
24. Un tuteur *ad hoc* ne peut intenter les actions appartenant au mineur, quand même il serait le père de ce dernier. Ce défaut de qualité peut être opposé en tout état de cause, mais lorsqu'il ne l'a pas été par les plaidoyers, l'action du tuteur *ad hoc* sera renvoyée sans frais.—C.S., 1893. *Thériault vs Globe Woolen Mills Coy*, 4 R.J.O., 179; TASCHEREAU, J.
- Dans le même sens : C. suprême, 1887. *Ratray & Larue*, 15 R. C. S., 102.—C. S., 1871. *Brousseau vs Bédard*, 3 R.L., 447; TASCHEREAU, J.—C. R., 1874. *Corporation de St-Norbert vs Champoux*, 1 Q.L.R., 376; MEREDITH, CASAULT & TESSIER, JJ.
25. When an appeal has been taken by a tutor without the authorization of the judge or the prothonotary, on the advice of the family council, and the respondent moves for the dismissal of the appeal for want of authorization, the Court of Queen's Bench sitting in appeal, may continue the motion to the next term, with leave to the appellant to produce the necessary authorization; and on the production thereof, will permit the authorization to be filed on payment of costs of motion.—C.A., 1889. *Laforce & Le Maire etc., de la ville de Sorrel*, 6 M.L.R., 109.
26. Un curateur *ad hoc* à un interdit ne peut intenter une action en reddition de compte contre les représentants du curateur décédé; cette action ne peut être prise que par le nouveau curateur.—C.R., 1896. *Wilson vs Blanchard*, 12 R.J.O., 132; LORANGER, DELORIMIER & ARCHIBALD, JJ.
27. An action brought by a person as curator *ad hoc* to a substitution must be dismissed, there being no such quality in law.—C.S., 1896. *Langau vs Smith*, 12 R.J.O., 539; GILL, J.
28. Le procureur ou agent ne peut, dans l'intérêt ou pour la conservation des droits de son principal, porter l'action en son propre nom, quand même il y aurait entre le débiteur, ou la partie contractante avec le principal, convention expresse que telle action serait portée au nom du procureur ou agent.—C.B.R., 1845. *Nesbitt vs Turgeon*, 2 R. de L., 43; 2 R.J.R., 141.
29. Upon a contract concluded by an agent or attorney, acting for his principal, action must be brought in the name of the principal.—C.A., 1817. *Allsopp vs Huot*, 1 R. de L., 345; 2 R.J.R., 50.
30. Une information au nom du procureur général pour Sa Majesté doit être renvoyée avec dépens sur une exception à la forme, par suite de ce que cette information a été signée par certains procureurs s'intitulant "procureurs du procureur général pro Regina." Le procureur général en comparaisant pour Sa Majesté, ne peut en loi comparaitre par procureur.—C.S., 1862. *Cartier vs Laviolette*, 6 J., 309; 10 R.J.R., 378; MONK, J.
31. The Attorney General of the Province of Quebec has the right to appear on behalf of and to represent Her Majesty's interest in all suits pending in the Courts of said Province.—In any event this is a question which the Court cannot consider at the instance of a private individual, the opponent of the crown, inasmuch as to decide it adversely to the Attorney General's appearance would effect a virtual disavowal of his action, without that being asked in the regular mode.—C.A., 1874. *Monk vs Onimet*, 19 J., 71.
32. The Attorney General acting in his official quality may be represented by Attorney at law and such representation by Attorney is not a delegation of the power conferred on him.—Attorneys appearing on behalf of the Attorney General are presumed, in the absence of disavowal, to be duly authorized by him, and under such presumed authorization all proceedings signed by them as Attorneys for the Attorney General are considered the acts of the Attorney General. The fact that it is stated in an action brought by the Attorney General that the proceedings are instituted upon the petition of an individual named and that the said individual has been authorized to use the name of the Attorney General, does not affect the regularity of the proceedings.—C.S., 1896. *Casgrain vs la Cie. de Carrosserie, etc.*, 9 R.J.O., 383; DOHERTY, J.
33. A corporation must sue in its own name and be itself before the Court; and an action in which it purports to be represented by its executive will be dismissed.—C.C., 1859. *The Corp. of the parish of St. Jerusalem vs Quinn*, 3 J., 234; 7 R.J.R., 481; SMITH, J.
34. Une corporation municipale ne peut ester en jugement que sous le nom que lui donne la loi.—C.M., 1875. *La Corporation de Ste-Marguerite vs Migneron*, 29 J., 227; DE MONTIGNY, J.
35. Non plus que les fabriques.—C.C., 1862. *Ex parte Lefort*, 6 J., 230; 10 R.J.R., 275; BERTHELOT, J.
36. Les associations volontaires, non commerciales, qui ne sont pas légalement constituées en corporations, ne peuvent ester en justice sous le nom collectif qu'elles ont assumé. La cour *proprio motu*, doit s'assurer si l'association qui poursuit ou est poursuivie a une existence légale, et doit prononcer l'incapacité, le cas échéant.—C. S., 1895. *Richard vs La Soc. de Secours Mutuels, etc.*,

& *Brunau*, 1 R. de J., 291; BOURGEOIS, J.

37. Le cessionnaire a droit de se servir du nom de son cédant et de porter son action au nom de tel cédant.—C. S., 1863. *Crémazie vs Cambon*, 16 L.C.R., 482; 15 R.J.R., 370; STUART, J.

38. The transferee may lawfully use the name of his transferor in suits for the recovery of the sum or thing transferred, and the transferor cannot disavow the transferee's attorneys.—C. S., 1895. *Edland vs Bédard*, 8 R.J.O., 155; ANDREWS, J. V. art. 1571 C.C.

39. The cessionnaire of an annual *rente foncière* may, by an opposition à fin de charge in the name of the cédant, preserve his right to the rent or its equivalent.—C. A., 1883. *Rodier & Roberge*, R., 606.

40. The defendant has no interest to plead that the plaintiff, the cessionnaire of the claim sued for, is a prête-nom, and that the cédant was insane at the time of the transfer, although not interdicted.—C.A., 1883. *Valières & Drapeau*, 6 L.N., 154.

41. Non signification of transfer of the claim sued on must be pleaded, and therefore where the defendant allowed judgment to be obtained ex parte, it was held that he could not raise the question of non signification in appeal.—C.A., 1876. *Stanley & Fowlon*, R., 705; 21 J., 75.

42. Le requérant en nullité de décret, cessionnaire d'un créancier, doit, avant de faire sa requête, faire signifier son transport au défendeur ou le lui faire accepter pour créer un lien de droit entre lui et le défendeur; mais il n'est pas nécessaire que ce transport soit signifié aux adjudicataires.—C.S., 1874. *Bérard vs Barrette*, 5 R.L., 703; 14 L.N., 138, ROUTHIER, J.

43. The petition of heirs for the appointment of a notary to make the inventory of the estate, should be made in the name of parties themselves, and not by attorney.—C.R., 1887. *Ex parte Paré*, 3 M.L.R., 76; DOHERTY, LORANGER & TAIT, JJ.

82. Il ne peut être adjugé sur une demande judiciaire, sans que la partie contre laquelle elle est formée ait été entendue ou dûment appelée.—C.P.C., 16.

1. V. I PIGEAU, 489.—C.P.G., 3.—SELIGMAN, 24.

2. La partie qui n'a été ni appelée, ni entendue, a toujours un recours pour faire an-

CHAPITRE VI.

Mode de comparution des parties et élection de domicile.

83. Les parties à une instance ou à une procédure quelconque ne peu-

44. Art. 19 C. P., (81 n.c.), is not applicable to trustees in whom property has been vested by a registered deed and to which deed the defendant was a party.—C. suprême, 1889. *Mitchell & Holland*, 12 L. N., 348.

45. An assignee under a voluntary deed of assignment by a debtor for the benefit of his creditors can, as such assignee, sue and be sued in respect of the estate and property assigned to him.—Art. 19 C.P., (81 n. c.), is applicable to mere agents or mandataries who are authorized to act for others, and who have no estate or interest in the subject of the trust; but is not applicable to trustees in whom the subject of the trust has been vested in property and in possession for the benefit of third parties, and who have duties to perform in the protection or realization of trust estate.—C. P., 1887. *Porteous & Reynor*, 11 L.N., 9.

Cette décision renverse la jurisprudence établie par :

C. suprême, 1879. *Brown & Pinsonnault*, 3 R.C.S., 102;

C.S., 1885. *May vs Fournier*, 29 J., 190;

MOUSSEAU, J.;

C.R., 1885. *Dougall vs Brun*, 30 J., 24;

JOHNSON, TORRANCE & LORANGER, JJ.;

C. suprême, 1884. *Burland & Moffatt*, 11 R.C.S., 76.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

46. The office of tutor is a public charge which can be filled only by a British subject.—C. S., 1898. *Buck vs Jones*, 1 R.P. 333; LYNCH, J.

47. The institution and the service upon the Defendant of an action by a creditor claiming a certain amount against a person who, by an agreement with the debtor, undertook to pay him the said amount, constitute a sufficient acceptance of such stipulation, though the creditor was not a party to such agreement.—C.S., 1897. *Fry vs Odell*, 4 R. de J., 130; ANDREWS, J. V. C.C., arts. 1173 et s.

82. No judicial demand can be adjudicated upon unless the party against whom it is made has been heard or duly summoned.—C. C. P., 16.

nuler le jugement rendu contre elle.—C.S., 1895. *Marcolle vs La Cour des Commissaires de St-Casimir*, 7 R.J.O., 236; LARUE, J.

CHAPTER VI.

Mode of Appearance of the Parties and Election of Domicile.

83. Any party to an action or to any other judicial proceeding can

vent comparaître et plaider qu'en personne ou par le ministère d'un avocat.

Les notaires peuvent faire les procédures mentionnées dans la dixième partie de ce code et les présenter au juge ou au protonotaire, et peuvent même signer, au nom des parties requérantes, toutes les requêtes nécessaires dans ces procédures.—C.P.C., 23 ; S.R., 5857.

1. 25 Geo., III, c. 2, ss. 1, 36.

2. Les femmes comme les hommes ont la faculté de plaider leurs causes personnelles ; la loi ne fait aucune exception à leur égard.—CARRÉ, art. 85 ; 2 BONCENNE, 297 ; BIOCHE, 7.^o Défense, n. 24.

3. Le droit de plaider sa cause doit être refusé à l'interdit, au mineur.—1 THOMINE, 198.—*Contra* : CHAUVEAU, sur CARRÉ, n. 418. A moins qu'il ne soit émancipé et qu'il ne s'agisse d'actes administratifs.—THOMINE, *ib.* ; BIOCHE, *ib.*, n. 25.

4. L'avocat et procureur *ad litem* n'est pas tenu de produire son mandat, même lorsqu'il plaide pour une corporation.—C.A., 1868. *Duvernay & La Corporation de St. Barthélemy*, 1 R.L., 71⁴ ; 14 R.J.R., 437.

84. Toute partie qui comparait en personne est réputée élire domicile au greffe où elle a produit l'acte de sa comparution.—C.P.C., 84, *partie* ; S.R., 5868, *partie*.

85. Dans tous les cas où une des parties a, depuis le commencement de l'instance, quitté la province, ou n'y est pas domiciliée, tout ordre, ordonnance, avis ou autre pièce de procédure peut lui être signifiée au greffe, pourvu que le shérif ou l'huissier allègue dans son procès-verbal qu'il a fait en vain des diligences pour la trouver et qu'au meilleur de sa connaissance elle ne se trouve pas dans les limites de la province.—C.P.C., 84, *partie* ; S.R., 5868, *partie*.

1. S. R. B. C., c. 83, s. 104.—DOUTRE, t.

86. Les avocats et procureurs sont tenus d'élire domicile dans un rayon n'excédant pas un mille de l'édifice

only appear and plead in person or through the ministry of an advocate.

Notaries may prepare the proceedings specified in the Tenth part of the Code, and submit the same to the judge or to the protonotary, and may even sign in the name of the petitioners, all petitions necessary for such proceedings.—C.C.P., 23 ; R.S., 5857.

5. A defendant has no right to except to or deny the rights of the plaintiff's attorney to bring an action.—C.S., 1870. *Leary vs Plamondon*, 17 J., 75 ; TORRANCE, J. V. art. 78, n. 43, 44, 45.

6. Counsel may be called upon to disclose the place of residence of their clients ; but it is optional with them to answer.—C.S., 1865. *Ranson vs Corp. of Montreal*, 18 R.J.R., 164 ; MONK, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

7. La partie représentée par procureur ne peut faire elle-même aucune procédure, pas même une discontinuation sans avoir révoqué ce procureur et comparu personnellement.—C.S., 1898. *Lefebvre vs Castonguay*, 1 R.P., 177 ; MATHIEU, J.

84. Every party appearing in person is held to have elected domicile in the office of the court in which the appearance is filed.—C.C.P., 84, *in part* ; R.S., 5868, *in part*.

85. Whenever one of the parties has, since the commencement of the action, left the Province, or has no domicile therein, all orders, rules, notices or other proceedings may be served upon him at the office of the court, provided the sheriff or bailiff alleges in his return that he has made fruitless endeavours to find him, and that, to the best of his belief, he is not within the limits of the Province.—C.C.P., 84, *in part* ; R.S., 5868, *in part*.

2, n. 68 et 81.

86. Advocates and attorneys are bound to elect domicile within a distance of one mile from the building in

où siège le tribunal, et de faire enregistrer cette élection, ainsi que tout changement qui peut y survenir, au greffe, dans le registre tenu à cet effet.

A défaut de cette élection de domicile, de l'enregistrement de cette élection ou de tout changement de domicile, ou dans le cas où le domicile est trouvé fermé, ils sont censés avoir élu domicile au greffe du tribunal, où toute signification peut leur être faite valablement.—C.P.C., 85, amendé; *Lemay vs Gingras*, 12 Q.L.R., 17.

1. S. R. B. C., c. 83, s. 11.

2. Règle de pratique 28.—Toutes significations à l'avocat ou procureur d'une partie seront faites entre neuf heures du matin et cinq heures du soir. Celles aux parties, entre les heures fixées par l'article 126 du code de procédure.

3. Si la signification d'une pièce de procédure ne peut être faite au domicile élu par l'avocat de la partie adverse, tel domicile étant fermé, la signification qui en est alors faite au bureau du protonotaire, est valable.—C.S., 1886, *Lemay vs Gingras*, 12 Q.L.R., 17; CARON, J.

4. A personal service upon the attorney *ad litem* of plaintiff, who resides in an adjoining district is good, though he has an elected domicile where services could be made, in the district where the action is pending.—C.S., 1878, *McCullum vs Hardwood*, 22 J., 279; TORRANCE, J.

5. Where the attorney of record has duly elected a domicile, service must be made upon him at such domicile, but he is bound to have some one to represent him at his domicile.—C.S., 1869, *Aimbault vs Bates*, 13 J., 139; 19 R.J.R., 210; TORRANCE, J.

6. La signification de la tierce opposition faite à l'avocat du défendeur en parlant au protonotaire, sans que le rapport de l'huisier constate que la signification a été faite au bureau du protonotaire, est nulle, le seul domicile de l'avocat étant au bureau du protonotaire, s'il n'a pas élu domicile ailleurs.

CHAPITRE VII.

Cumul des causes d'action.

87. On peut joindre dans la même demande plusieurs causes d'action, pourvu que les poursuites ne soient pas incompatibles ni contradictoires,

which the court is held, and to have the same, as well as any subsequent change thereof, registered in the office of the court, in the register kept for that purpose.

In default of making such election of domicile, or of registering the same or any change thereof, or in case the domicile is found closed, such advocates and attorneys are held to have elected domicile at the office of the court, where all services upon them may be validly made.—C.C.P., 85, amendé; *Lemay vs Gingras*, 12 Q.L.R., 17.

—C.S., 1874, *Molleur vs Marchand*, 5 R.L., 379; CHAGNON, J.

7. Lorsque le bureau où le procureur de l'une des parties a élu domicile, se trouve, pour une raison ou une autre, fermé, la signification d'une pièce du dossier peut lui être faite soit au greffe soit à sa résidence privée.—C.S., 1895, *Canada Publishing Co. vs Frémont*, 8 R.J.O., 156; ROUTHIER, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

8. Une pièce de procédure signifiée à un avocat, à un domicile qu'il n'a pas élu, sera mise de côté, sauf recours.—C. S., 1898, *La Banque des Marchands du Canada vs Morgau*, 1 R. P., 163; MATHIEU, J.

9. Lorsqu'une corporation, demanderesse, n'a pas de bureau en la province de Québec, et que le procureur *ad litem* de cette corporation n'a pas élu domicile en conformité de l'article 86 C. P., le défendeur est bien fondé à consigner au greffe de la cour le montant qu'il reconnaît devoir à telle corporation demanderesse, ainsi que le montant des frais encourus sur l'action et dus au dit procureur *ad litem*.

Dans ces circonstances, aux termes des articles 85 et 86 C.P., toute signification que, depuis l'instance, le défendeur désire faire à la corporation demanderesse ou à son procureur, doit être faite au greffier de la cour, et l'instance commence du jour de l'assignation.—C. S., 1898, *The Sun Insurance Office vs Simpson*, 4 R. de J., 527; TASCHEREAU, J.

CHAPTER VII.

Joinder of causes of action.

87. Several causes of action may be joined in the same suit, provided they are not incompatible or contradictory that they seek condemnations

qu'elles tendent à des condamnations de même nature, que leur cumul ne soit pas défendu par quelque disposition expresse, et qu'elles puissent être instruites par le même mode d'enquête.

On ne peut diviser une dette échue pour en demander le recouvrement au moyen de plusieurs actions.— C.P.C., 15.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action contre une compagnie et ses directeurs	10
Action en réintégration et en dommages	13
Action <i>ex delicto</i>	19
Action possessoire et en dommages	16
Action possessoire et pétitoire	3, 4
Amende et dommages	12
Billets promissaires	24
Demandes incompatibles	5 à 16
Domages et amende	12
Domages et privilège de fournisseur	11
Domages provenant de diverses causes	9
Elections fédérales, diverses amendes	15
Injures verbales et voies de fait	14
Nullité d'un décret, d'une ventilation et d'un jugement de distribution	17
Plusieurs créanciers peuvent se joindre pour poursuivre	18, 20, 21, 23
Privilège de fournisseur et dommages	11
Résolution de vente	7
Voies de fait et injures verbales	14

1. V. I PIGEAU, 38.—ORD. 1667, tit. 20, art. 6.—TIDD'S Prac., 9 à 12.—C.N., 1346.—C.P.L., 148, 149, 150, 151.

2. Le concours d'actions est l'existence de deux ou plusieurs voies judiciaires qui s'offrent à une personne et qui dérivent du même contrat ou de la même disposition de la loi.

Le cumul d'actions, au contraire, est le droit d'exercer soit successivement, soit simultanément, les différentes actions qu'on peut avoir pour obtenir l'accomplissement d'une obligation.

En cas de concours d'actions, la partie à qui plusieurs actions sont ainsi ouvertes, est libre de choisir celle qui lui paraît préférable, sans que son option emporte, par elle seule, renonciation au droit d'intenter plus tard les autres actions, si la première n'a pas abouti. La maxime : *electi unâ viâ, non datur recursus ad alteram*, est, en effet, sans application dans notre droit, du moins dans notre droit civil, car il en est autrement en matière criminelle.

Néanmoins, l'option pour une des actions ouvertes peut, dans certains cas, priver la partie du droit d'exercer ultérieurement les autres, et c'est en cela qu'il est intéressant de bien choisir la voie dans laquelle il faut engager l'instance, par exemple, si la première demande a été formée de telle sorte qu'elle implique une renonciation tacite à l'exercice de toute autre action. C'est là du

of a like nature, that their joinder is not prohibited by some express provision, and that they are susceptible of the same mode of trial.

A creditor cannot divide his debt for the purpose of suing for the several portions of it by different actions.— C.C.P., 15.

reste, une question de fait laissée à l'appréciation souveraine des juges du fond.

Le cumul d'actions est, en général, toujours possible. Ainsi, par exemple, le prêteur peut non seulement actionner son débiteur en remboursement, il peut encore former en même temps opposition ou saisie-arrêt sur les sommes dues par des tiers à ce même débiteur.

Mais le cumul devient impossible lorsque les actions se contredisent et s'excluent l'une l'autre. Telles seraient, par exemple, l'action intentée, d'une part, par le vendeur, en expropriation de l'immeuble vendu, et l'action qu'il intenterait, d'autre part, en résiliation de la vente, faute de paiement, cette dernière action pouvant aboutir à la consécration de la vente, si le défendeur offre de payer son prix.—ROUSSEAU et LAISNEZ, *Action en justice*.

3. A possessory and petitory action cannot be joined.— C.B.R., 1810. *Trépanier vs Dupuis*, 1 R. de L., 351; 1 R.J.R., 64 et 2 R. J.R., 53; SEWELL, J.

4. If the plaintiff states in the libel of his declaration that he is proprietor and possessor of a certain lot of land, but concludes *en complainte* only, this is not a cumulation of the *pétitoire* with the *possessoire*.—C.B.R., 1820. *Bouchette vs Taché*, 1 R. de L., 351; 2 R. J.R. 58.

5. A petitioner complaining of the election of the Mayor of Montreal, cannot, by the same *requête*, allege that the election for the mayoralty having been held on Ash Wednesday was null and void, and pray that it be so declared; and allege that the sitting Mayor was disqualified, and pray that the petitioner be declared duly elected; such allegations and conclusions being incompatible within the meaning of the provisions of the Code of Procedure.—C.S., 1868. *Beaudry vs Workman*, 13 J., 15; 17 R.J.R., 438; TORRANCE, J.

6. A defendant cannot by one and the same plea invoke the unconstitutionality of an act, and at the same time claim a title to a certain property under the same act.—C.S., 1889. *McCaffrey vs Ball*, 34 J., 92; TAIT, J.

7. An unpaid vendor is not entitled at the same time to pray for the resiliation of the sale, and also that the goods be sold and that he be paid by privilege from the proceeds; but he is entitled to pray for the resi-

liation of the sale, and the return of the goods without offering the buyer the option of paying the price.—So, where the plaintiff prayed for the rescission of the sale, and also that he be paid the price out of the proceeds of the goods, it was held that such conclusions were incompatible, and the defendant, under C.C.P., 120, (177 n. c.), might, by dilatory exception, have called upon him to declare his option; but a demurrer to the action generally with conclusion for its dismissal, was held bad because the demand for the rescission of the sale was well founded.—C.S., 1881. *Wylie vs Taylor*, 2 M.L.R., 374; LORANGER, J.

8. On ne peut joindre dans une action, en recouvrement de dommages, des causes d'action provenant des faits d'un individu en sa qualité privée, et d'autres faits par lui commis dans l'exercice de sa charge de juge de paix.—C.A., 1857. *Oncil & Atwater*, 9 L.C.R., 442; 7 R.J.R., 310.

9. It is not an improper joinder of actions to charge one of the defendants accused of participation in fraud with the other defendants although it appears part of the conclusions do not affect him, if the whole matter be to some extent connected.—C.A., 1874. *McCulloch & Griffin*, R., 23.

10. The directors of a joint stock company, incorporated under chap. 63, C.S.L.C., may be sued with the company for a debt due to plaintiff if they have neglected to make the return required by the 13th section, 13 and 14 Vic., ch. 24.—C.A., 1874. *The Henderson Lumber Co. & Ward*, R., 23.

11. On peut joindre à une demande pour radiation d'un privilège de fournisseur une réclamation pour dommages-intérêts.—C.S., 1897. *Macanley vs Bayard*, 11 R. J. O., 278; GILL, J.

12. Il n'y a que sur permission expresse de la loi qu'on peut cumuler dans une même action un recours en dommages et pour amende.—C.M., 1875. *Duost & Proulx*, 7 R.L., 317; DE MONTIGNY, J.

13. Judgment of *réintégrande* and of damages may be asked and awarded in one and the same action.—C.B.R., 1818. *Côté vs Riome*, 1 R. de L., 505; 2 R.J.R., 122.

14. Une partie peut réunir dans une seule réclamation, la demande de dommages-intérêts pour injures verbales et pour assaut et voies de fait.—C.A., 1856. *Paquette & Globenski*, 6 L.C.R., 185.

15. Suits under the Dominion Election Act 1874 to recover penalties for bribery, are civil suits for the recovery of debt controlled by the procedure governing actions in the Province in which they are instituted, and in consequence, in this Province, seven distinct and separate penalties for contravention of the Dominion Election Act may be cumulated as to amount in one and the same action.—C.S., 1881. *Joyal vs Safford*, 25 J., 166; BUCHANAN, J.

16. Action à la fois possessoire, en dommages et en bornage, sur exception dilatoire demandant d'opter entre les conclusions pour bornage et les deux autres, comme incompatibles.—Jugé: qu'il y avait cumulet ordonné au demandeur d'opter dans huit jours.—C.S., 1894. *Côté vs Langlois*, 1 R. de J., 25; LARUE, J.

17. Un créancier qui demande, par requête, la nullité d'un décret, d'une ventilation et d'un jugement de distribution dans la même cause, ne peut être tenu d'opter entre ces trois procédures, les trois demandes pouvant se cumuler.—C. S., 1898. *Cousineau vs L'Espérance*, 1 R. P., 432; MATHIEU, J.

18. Deux créanciers peuvent poursuivre ensemble pour le recouvrement de leur créance résultant d'un même contrat.—C.S., 1858. *Trudeau vs Ménard*, 3 J., 52; 7 R.J.R., 355; SMITH, J.

19. Plusieurs créanciers sur une demande *ex delicto* ne peuvent poursuivre ensemble pour le recouvrement de leurs dommages respectifs.—C.S., 1869. *Bénard vs Bourdon*, 13 J., 233; TORRANCE, J.

20. Two or more persons complaining of the same cause of damage and invoking a right of action proceeding from the same act of defendant (*viz*: the illegal exposure to public view of a photograph of plaintiffs) and the principal prayer of whose conclusions is common to all, may join in the same action.—C. R., 1897. *Boyd & al. vs Dagenais*, 11 R. J. O., 66; JETTE, ARCHIBALD & WHITE, JJ.

21. Des intéressés qui demandent pour des griefs communs l'annulation d'un procès verbal légalisant un cours d'eau et en répartissant le coût, et qui invoquent un droit d'action qui procède de la même source et prennent en commun des conclusions qu'ils auraient pu prendre séparément, sont bien fondés à exercer leur recours par action collective, cette jonction d'action tendant à secondar les fins de la justice et n'étant prohibée par aucune loi.—C.A., 1893. *Barrelle & La Corp. de la paroisse de St-Barthélemi*, 2 R.J.O., 585.

22. The undivided owners of an immoveable have a common interest in bringing an action for the removal therefrom of an incumbrance.—C. S., 1895. *Pope vs Turner*, 8 R. J. O., 118; ANDREWS, J.

23. Lorsqu'un acte de donation oblige le donataire à "garder avec lui ses sœurs et sa tante," les trois sœurs et la tante comprises dans cette disposition peuvent se joindre dans une même action pour réclamer envers chacune d'elle l'exécution de cette obligation.—C. A., 1897. *Garon & Lévesque*, 7 R. J. O., 284.

24. Le porteur de deux billets promissoires contre le même faiseur peut en poursuivre séparément le recouvrement par deux actions.—C.S., 1879. *La Liberté vs Chenard*, 6 Q.L.R., 12; CARON, J.

CHAPITRE VIII.

Actions contre les Officiers Publics.

87. Nul officier public ou personne remplissant des fonctions ou devoirs publics ne peut être poursuivi pour dommages à raison d'un acte par lui fait dans l'exercice de ses fonctions, et nul verdict ou jugement ne peut être rendu contre lui, à moins qu'avis de cette poursuite ne lui ait été donné au moins un mois avant l'émission de l'assignation.

Cet avis doit être par écrit; il doit exposer les causes de l'action, contenir l'indication des noms et de l'étude du procureur du demandeur ou de son agent et être signifié au défendeur personnellement ou à son domicile.—C. P. C., 22, amendé.

1. Il n'est pas nécessaire de mentionner dans la déclaration que l'avis a été donné.—C. S., 1854, *Simard vs Tuttle*, 4 L. C. R., 193; 4 R. J. R., 150; DAY, SMITH & MONDRELET, JJ.

2. La question de savoir si un officier public peut invoquer sa qualité et se plaindre du défaut de l'avis, ne se présente qu'au cas où il aurait commis de bonne foi, l'acte dont on se plaint, et la bonne ou la mauvaise foi est une question qui affecte le mérite et ne peut être décidée qu'avec le mérite de la cause.—C. C., 1891, *Masson vs McGowan*, 35 J., 80; BÉLANGER, J.

3. A public officer is not entitled to notice of action where the action is for a penalty failing or omitting to do what the law requires him to do.—C. A., 1886, *Jodoin vs Archambault*, 3 M. L. R., 1.

4. N'ont pas droit à l'avis :

(a). A collector of customs in an action to recover back money exacted by him as fees of office.—C. B. R., 1824, *Prie vs Percivat*, S. R., 179;

(b). La personne employée par un inspecteur des chemins.—C. A., 1855, *Esinhart & McQuillan*, 6 L. C. R., 456; 5 R. J. R., 133;

(c). The sheriff, in an action *en revendication* against him for effects seized by him and ordered to be delivered up to the saisi.—C. A., 1857, *Irwin & Boston*, 2 J., 171; 4 R. J. R., 392;

(d). Les officiers de l'armée.—C. S., 1872, *Barnes vs Mostyn*, 4 R. L., 542; MACKAY, J.;

(e). Une corporation municipale poursuivie en *révêtégande*, avec demande de dommages.—C. A., 1873, *Doyon & La Corp. de la P. de St-Joseph*, 17 J., 193;

CHAPTER VIII.

Actions against Public Officers.

88. No public officer or other person fulfilling any public function or duty can be sued for damages by reason of any act done by him in the exercise of his functions, nor can any verdict or judgment be rendered against him, unless notice of such action has been given him at least one month before the issue of the writ of summons.

Such notice must be in writing; it must state the grounds of the action and the name of the plaintiff's attorney or agent, and indicate his office; and must be served upon him personally or at his domicile.—C. C. P., 22, amended.

(f). Une corporation municipale.—C. R., 1873, *Blain vs La Corporation de Granby*, 5 R. L., 180; JOHNSON, MACKAY & BEAUDRY, JJ.;

C. R., 1874, *Bartley vs Boon*, 19 J., 10; STUART, CASAUET & TESSIER, JJ.;

C. S., 1876, *Bell vs La Corp. de Québec*, 2 Q. L. R., 305; DORION, J.;

C. S., 1881, *Dupras vs La Corp. du village d'Hochelega*, 12 R. L., 35; PAPINEAU, J.;

(g). Les huissiers.—C. C., 1877, *Mayer vs Chartrand*, 21 J., 303; DORION, J.;

C. C., 1877, *Mayer vs Boucher*, 21 J., 306; TORRANCE, J.;

C. R., 1886, *Michon vs Venne*, 2 M. L. R., 367; TORRANCE, PAPINEAU & TASCHEREAU, JJ.;

(h). A day laborer working for a municipality.—C. A., 1875, *Holton & Ailken*, 3 Q. L. R., 289;

(i). L'officier public qui a agi de mauvaise foi.—C. S., 1879, *School Commissioners of St. Marthe vs St. Pierre*, 2 L. N. 343; TORRANCE, J.;

C. A., 1866, *Pucand & Quesnel*, 10 J., 207; 15 R. J. R., 493;

C. R., 1887, *Deronin vs Mackay*, 31 J., 286; 15 R. L., 441; TASCHEREAU, GILL & MATHIEU, JJ.;

C. S., 1874, *Ferland vs Latour*, 6 R. L., 77; BÉLANGER, J.;

(j). Un curé poursuivi en dommages pour avoir refusé de baptiser un enfant.—C. S., 1893, *Davignan vs Lesage*, 3 R. J. O., 1; TELLIER, J.;

C. S., 1893, *Pichette vs Desjardins*, 3 R. J. O., 436; LORANGER, J.;

(k). Un homme de police, dans une action en dommages pour assaut et blessures

infligées au cours d'une arrestation.—C.S., 1898. *Fédnauld vs la Corporation de la Ville de Buckingham*, 1 R.P., 279; GILL, J.

5. Ont droit à l'avis :

(a). A collector of customs, in an action to recover costs which had been paid to him, for the judge of the admiralty, under an order of the commissioners of customs to stay proceedings upon a custom house seizure, on payment of costs.—C.B.R., 1810. *Grant vs Percival*, 2 R. de L., 470; 2 R.J.R., 53;

(b). Un inspecteur de clôtures et fossés, qui a agit de bonne foi en vertu d'un règlement et d'un procès verbal illégaux.—C.A., 1857. *Jetté & Choquette*, 7 L.C.R., 63; 6 R.J.R., 177;

(c). Les officiers nommés par les conseils municipaux.—C.A., 1857. *Ibid.*, 1 J., 148; 5 R.J.R., 177;

(d). L'officier public, même lorsqu'il a cessé de remplir ses fonctions.—C.C., 1862. *Leclerc vs La Corpo. de la Pointe Claire*, 7 J., 83; 12 R.J.R., 62; MONK, J.;

(e). Le prêtre catholique poursuivi en dommages pour avoir marié un mineur sans le consentement de ses parents.—C.A., 1869. *Robert & Bean*, 1 R.L., 150; 13 J., 225; 19 R.J.R., 319;

(f). Les conseillers municipaux.—C.R., 1890. *Filiatrault vs Méthot*, 18 R.L., 525; JOHNSON, MATHIEU & DE LORIMIER, JJ.;

(g). Même après leur sortie de charge.—C.C., 1879. *Morrisette vs La Corporation du Village de Bienville*, 5 Q.L.R., 362; CASAULT, J.;

(h). Les constables spéciaux.—C.S. 1881. *Legault vs Lee*, 26 J., 28; RAINVILLE, J.;

(i). Les connétables nommés dans les églises en vertu du chapitre 22 des S.R.B.C., ch. 97.—C.C., 1883. *Wilhelmy vs Brisebois*, 12 R.L., 424; MATHIEU, J.;

(j). Les registrateurs des bureaux d'hypothèque, poursuivis pour dommages causés par des omissions dans les certificats qu'ils donnent.—C.R., 1882. *Grenier vs Rouleau*, 8 Q.L.R., 323; STUART, CASAULT & CARON, JJ.;

(k). Les surintendants spéciaux nommés sous les dispositions du code municipal.—C.A., 1885. *Hough & La Corporation du canton d'Ireland*, 13 R.L., 581;

(l). L'officier public qui perçoit des honoraires, tout comme celui qui reçoit un salaire ou qui accomplit des devoirs honorifiques ou gratuits.—C.R., 1880. *Picaud vs Barvis*, 12 Q.L.R., 99; STUART, CASAULT & ANDREWS, JJ.;

(m). Les juges de paix.—C.R., 1894. *Beaudin vs Beaudin*, 1 R. de J., 488; ROUThIER, CARON & ANDREWS, JJ.—C.M., 1894. *Grenier vs Ahearn*, 1 R. de J., 362; TREMBLAY, J.;

(n). Les magistrats.—C.R., 1879. *Kingston vs Corbeil*, 7 L.N., 325; MACKAY, PAPIEREAU & JETTÉ, JJ.;

(o). Les corporations municipales poursuivies pour dommages résultant du mauvais état des chemins.—C.R., 1871. *Craig vs The Corporation of Leeds*, 3 R.L., 444; MERRIDITH, STUART & TASCHEREAU, JJ.;

(p). Les commissaires d'écoles.—C.R., 1871. *Bazin vs The School Commissioners of St. Anselme*, 3 R.L., 454; MERRIDITH, STUART & TASCHEREAU, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. L'avis requis par l'article 793 du code municipal ne doit pas nécessairement contenir les formalités de l'article 88 C.P.—C.S. 1898. *Davignon vs Corporation of St. George Station*, 1 R.P., 327; LYNCH, J.

7. *Seem* that notice is not required of an intended action to recover damages. The party, whose fault was the principal cause of the accident, must be held responsible and suffer in consequence.—*Ibid.*, 4 R. de J., 356.

8. Le défaut d'avis d'action, lorsqu'il est requis, doit se plaider par exception à la forme et dans les délais fixés pour la production des exceptions préliminaires et non par une défense au fond.—C.S., 1898. *Kelly vs The Montreal Street Ry. Co.* 13 R.J.O., 385; BÉLANGER, J.

9. L'avis d'action en dommages contre un officier public pour un acte illégal doit exposer les causes de l'action en disant en quoi le fait reproché est illégal, sans quoi une telle action sera renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1898. *McConnell vs Champagne*, 1 R.P., 416; LAVERGNE, J.

CHAPITRE IX.

Procédures "In Forma Pauperis."

89. Excepté lorsqu'il s'agit d'une poursuite en recouvrement de pénalités ou de dommages-intérêts à raison de diffamation verbale ou écrite, le juge peut permettre à une partie de plaider *in formâ pauperis* et ordonner que les officiers de justice lui prêtent leur minis-

CHAPTER IX.

Proceedings in "Forma Pauperis."

89. Except in actions for penalties or for damages caused by slander or libel, the judge may permit a party to plead *in formâ pauperis*, and order the officers of the court to afford him their services without any remuneration.

tère sans exiger aucune rémunération.

Cette permission ne comprend pas toutefois l'exemption du paiement de la taxe du gouvernement ni des frais des huissiers.

Si cette partie succombe, elle n'est pas exemptée de la condamnation aux dépens en faveur de l'autre ; mais l'avocat ou procureur qui la représente ne peut recevoir d'elle aucun honoraire ou autre compensation pour ses services, sans se rendre coupable de mépris de cour.—*Nouveau, partie* ; C.P.C., 31, *partie* ; S.R., 5860 ; R.C. C.S., 167.

1. 1 TIDD'S PRACTICE, p. 97, *édit. de 1837*, p. 63-4.—2 LAVA, 303.—S.R.B.C., c. 82, s. 24.

2. L'ordonnance qui permet de plaider *in forma pauperis* n'a trait qu'aux officiers de la cour, mais n'affecte nullement la partie adverse qui a droit d'exiger du demandeur absent qu'il donne caution pour les frais, ou qu'il en dépose le montant en cour.—C.C., 1872. *Arpin vs Riopel*, 4 R.L., 386 ; BRAUDRY J.—C.A., 1810, *Barry & Harris*, 3 R. de L., 304.

3. La permission de procéder *in forma pauperis* ne dispense pas la partie du dépôt et de la consignation des frais qui pourraient être accordés au procureur de la partie adverse, sur une exécution en la forme.—C.S., 1870. *Duhaut vs La*, 15 J., 43 ; 19 R.J. R., 327 ; BRAUDRY, J.

4. Les sténographies officielles sont tenues de prêter leur ministère sans exiger de rémunération, dans les causes *in forma pauperis*.—C.S., 1889. *Laplante vs Garand*, 18 R.L., 274 ; MATHIEU, J.—C.S., 1880. *Laramée vs Evans*, 3 L.N., 373 ; JETTÉ, J.

5. A plaintiff who has obtained leave to sue *in forma pauperis*, does not require a new authorization to contest, *in forma pauperis*, an opposition to the execution of the judgment.—C.S., 1880. *Bélisle vs Pellerin*, 3 L.N., 339 ; TORRANCE, J.

6. Le bref d'assignation dans une cause *in forma pauperis* doit être revêtu du timbre exigé par la loi.—Le demandeur ayant fait apposer sur son action un timbre déjà oblitéré et de nulle valeur, la cour lui refusera permission de faire apposer un nouveau timbre, mais renverra son action sans frais.—C.C., 1889. *Dallaire vs Reeve*, 12 L.N., 106.

7. Where leave has been granted to a party to institute a suit *in forma pauperis*, and such action has been dismissed, the original order granting leave to proceed *in forma pauperis* cannot be invoked to sustain a writ under a different number, styled an *alias* of the number borne by the first writ.—C.S., 1892. *Noel vs White*, 2 R.J.O., 360 ; DAVIDSON, J.

Such permission, nevertheless, does not exempt the party from paying the government tax or the costs of bailiffs.

Such party, if he fails in the action, is not exempt from condemnation to pay costs to the other party ; but no advocate or attorney who represents any such party may receive from him any fee or other compensation for his services, without rendering himself guilty of contempt of court.—*New, in part*, C.C.P., 31, *in part* ; R.S., 5860 ; R.C. C.S., 167.

8. In an action *in forma pauperis* for an alimentary allowance, and subsequent proceedings connected therewith, the plaintiff's attorneys are entitled to recover from their client the full amount of their costs on proceedings taken to protect and secure his or her rights in respect of the alimentary allowance, and also any costs beyond what they have recovered from the defendant in the suit for aliment on their taxed bill.—C.S., 1897. *Bastien vs Forget*, 12 R.J.C., 425 ; 4 R. de J., 58 ; CURRAN, J.

9. Le montant d'une pension alimentaire minime, qui est accordée comme nécessaire à l'existence d'une personne, ne peut être, après le jugement, saisi entre les mains du débiteur par le procureur qui a obtenu ce jugement pour le paiement de ses frais alors que tels frais s'élèvent à une somme considérable et que la saisie aurait pour effet de priver cette personne de moyens de subsistance durant plusieurs années.

Le procureur qui agit pour une personne pauvre et incapable de faire valoir ses droits sans l'assistance gratuite des officiers de la justice, est censé fournir lui-même gratuitement ses services et son ministère, et dans l'espèce, s'il en était autrement, les procédés pris, pour obtenir à la défenderesse de son fils une pension alimentaire, tourneraient uniquement au profit de son procureur pendant plus de cinq ans.—C.S., 1897. *Mathieu vs Beauchamp*, 3 R. de J., 233 ; PAGNUELO, J.

10. Un demandeur qui a obtenu jugement en sa faveur en cour de première instance peut, s'il y a inscription en revision par le défendeur, obtenir, sur requête à la cour de revision, de produire sa comparution sans timbres s'il établit qu'il est dans l'impossibilité de payer le coût de tels timbres.—C.R., 1892. *Hurtubise vs The Montreal Street Ry. Coy.*, 2 R. de J., 482 ; GILL, LORANGER & DOHERTY, JJ.

11. La faculté de plaider *in forma pauperis* ne peut être accordée en cour d'appel.—C.A., 1866. *Legault & Legault*, 16 L.C.R.,

163; 15 R.J.R., 37.—C.A., 1874. *The Canadian Bank of Commerce & Branch*, 19 J., 110.

12. Un des juges de la cour du banc de la reine en appel peut permettre à un intimé de plaider *in forma pauperis*.—C.A., 1867. *Morrison & Dambougeis*, 18 R.J.R., 398.

13. The Court of Queen's Bench may grant leave to appeal to that court *in forma pauperis*.—C.A., 1880. *Loyscan & Charbonneau*, 3 L.N., 308.

14. The respondent had been allowed to plead *in forma pauperis* in the court below. On application she was allowed to proceed *in forma pauperis* in appeal, without new affidavit, it not appearing that she had become able to pay fees.—C.A., 1880. *Trust & Quintal*, 3 L.N., 397.

15. Proceedings on a petition for *habeas corpus* in a criminal case may be conducted *in forma pauperis*.—C.A., 1875. *Ex parte Gournot*, 19 J., 336.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

16. L'art. 80 C.P., ne s'applique pas aux causes intentées sous l'ancien Code de Procédure Civile; mais il s'applique aux juge-

90. La permission de plaider *in forma pauperis* est accordée sur requête, accompagnée d'un affidavit établissant que la partie requérante a un bon droit d'action ou une bonne défense et qu'elle ne possède pas les moyens nécessaires pour subvenir aux déboursés.

Le juge peut permettre la production d'affidavits contradictoires, la transquestion des personnes qui ont donné les affidavits, et l'examen oral de nouveaux témoins.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 31, amendé; S.R., 5860.

91. La permission de plaider *in forma pauperis* peut être révoquée par le juge, s'il est établi que la partie est, depuis, devenue en état de subvenir aux déboursés nécessaires, ou a commis des manœuvres indignes, ou a retardé la procédure volontairement sans nécessité.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 32, amendé; N.Y.C., 462.

1. WHEN LEAVE MAY BE ANNULLED.—If the person so admitted is guilty of improper conduct in the prosecution of his action, or of wilful or unnecessary delay, the court may, in its discretion, annul the order admitting him to prosecute as a poor person; and he shall thereafter be deprived of all the

privileges conferred thereby.—*New-York Code*, art. 462.

ments rendus sous le nouveau Code de Procédure, et en conséquence l'avocat ne peut réclamer de son client l'honoraire supplémentaire sur les causes de \$4,000. (Art. 11 du tarif), si le montant accordé est moindre que \$4,000.—C.S., 1893. *Talbot vs Bouchard*, 1 R.P., 230; GILL, J.

17. La cour peut accorder la permission d'exécuter un jugement *in forma pauperis*, si depuis le jugement et l'action la partie qui demande cette permission est devenue incapable de faire les déboursés nécessaires.—C.S., 1893. *Heaton vs McDonald*, 1 R.P., 142; MATHIEU, J.

18. La permission de plaider *in forma pauperis* ne sera pas accordée, si le détenteur établit par des affidavits que le demandeur ne parait pas avoir un bon droit d'action.—C.S., 1898. *Harrigan vs Dufresne*, 1 R.P., 502; MATHIEU, J.

19. La permission de procéder *in forma pauperis* ne dispense pas la partie à qui elle est accordée, de faire le dépôt requis par l'art. 227 C.P., dans le cas d'inscription en faux.—C.S., 1898. *Bernier vs Lacombe*, 1 R.P., 457; ANDREWS, J.

90. Permission to plead *in forma pauperis* is granted upon a petition, supported by affidavit, establishing that the petitioner has a good ground of action or a good defence, and that he has not the means necessary to make the disbursements.

The judge may allow the production of adverse affidavits, the cross-examination of persons who have already made affidavits, and the oral examination of new witnesses.—*New, in part*; C.C.P., 31, amended; R.S. 5860.

91. Such leave may be revoked by the judge upon proof that the party has since become able to make the necessary disbursements, or that he is guilty of improper conduct or of wilful and unnecessary delay.—*New, in part*; C. C. P., 32, amended; N. Y. C., 462.

privileges conferred thereby.—*New-York Code*, art. 462.

2. Le tribunal peut révoquer le privilège de procéder *in forma pauperis* accordé au demandeur, lorsqu'il appert, soit par la procédure ou par la preuve, que le demandeur vaut plus que £5 sterling.—C.C., 1865. *Mon-*

ferrand vs Bertrand, 9 J., 170; 11 R.J.R., 79; MONK, J.

3. La permission de procéder *in formâ pauperis* doit être révoquée, lorsque le créancier a transporté une certaine somme à prendre sur le montant de son jugement et sur d'autres réclamations. — C.S., 1870. *Duhaut vs Lacombe*, 15 J., 115; Beaudry, J.

4. Le défendeur qui veut faire cesser le privilège accordé au demandeur de le poursuivre *in formâ pauperis*, peut atteindre ce but en demandant la révocation de la permission ainsi accordée, en établissant que le demandeur était, lors de la poursuite, ou est devenu depuis, en état de subvenir aux dé-

92. Si la partie contre laquelle il est procédé *in formâ pauperis* encourt des frais sur quelque incident au cours de l'instance, elle ne peut être contrainte de les payer avant le jugement final, et ces frais peuvent alors être compensés par ceux encourus par la partie adverse.—*Nouveau*.

93. Si la partie qui a procédé *in formâ pauperis* obtient jugement en sa faveur, l'autre partie peut être condamnée à payer les dépens, y compris ceux des officiers de justice, qui ont alors droit à une exécution pour s'en faire payer, par voie de distraction, par la partie condamnée.

Il ne peut néanmoins être délivré qu'une seule exécution pour tous les dépens taxés et restant dus; cette exécution est émise à la poursuite du protonotaire ou de toute partie intéressée, et les deniers sont rapportés au greffe pour y être payés à qui de droit et sans frais.—C.P.C., 33, amendé.

1. V. 1 TIDD'S PRACTICE, p. 98-9.

2. Officers of justice have no right of action for their fees against parties pleading *in formâ pauperis* and who have failed in

boursés, et lorsqu'il n'a point demandé cette révocation, mais au contraire l'annulation du bref de sommation et le renvoi *quant à présent* de son action, sa motion sera rejetée avec dépens.—C.S., 1880. *Guillaume vs la Cité de Montréal*, 24 J., 258; 3 L.N., 315; TERRANCE, J.

3. Sur la négligence ou le refus de la part d'une partie, dont la permission de procéder *in formâ pauperis* a été révoquée, de mettre des timbres sur des procédures, la partie adverse pourra demander le renvoi de l'action.—C.S., 1886. *Laurin vs Loranger*, 2 M.L.R., 253; TASCHEREAU, J.

92. If the party against whom proceedings are taken *in formâ pauperis* incurs costs upon any incident in the suit, he cannot be compelled to pay the same before final judgment, and such costs may then be compensated with those incurred by the opposite party.—*New*.

93. If a party proceeding *in formâ pauperis* obtains judgment in his favour, the other party may be condemned to pay costs, including those of the officers of the court, who are then entitled to an execution to obtain payment thereof from such party, by means of distraction.

No more than one execution can, however, be issued for all the taxed costs remaining unpaid; it is issued at the instance of the prothonotary, or of any party interested, and the moneys are returned into the office of the court and are paid, free of charge, to the parties thereto entitled.—C.C.P., 33, amended.

their pleadings. They can claim disbursements only.—C.C., 1881. *Dion vs Toussaint*, 7 Q.L.R., 54; CASALTY, J.

CHAPITRE X.

Lieu de l'Introduction de l'action.

94. En matières purement personnelles, autres que celles mentionnées

CHAPTER X.

Place of Instituting Actions.

94. In matters purely personal, other than those mentioned in Articles

dans les articles 96, 97, 98, 103 et 104, le défendeur peut être assigné :

1. Devant le tribunal de son domicile ; et, en cas d'élection de domicile pour l'exécution d'un acte, devant le tribunal du domicile élu ;
2. Devant le tribunal du lieu où la demande lui est signifiée personnellement ;
3. Devant le tribunal du lieu où toute la cause d'action a pris naissance ;
4. Devant le tribunal du lieu où se trouvent ses biens, en tout ou en partie, lorsqu'il a laissé son domicile dans la province ou n'y a jamais eu de domicile, mais y a des biens et que la cause d'action n'y a pas pris naissance.—*Nouveau partie* ; C.P.C., 34, § 1 ; S.R., 5861, *partie* ; C.C., 85 ; 52 V., c. 48 ; S.R.B.C., c. 83, s. 61.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action en expulsion	12
Action hypothécaire	49
Action pénale contre une société commerciale	24
Action dans des compagnies	70, 71, 73, 75
Action personnelle	11, 12, 28, 29
Action <i>pro socio</i>	23
Affréteur	41
Aliments	65, 67, 93
Assignation d'un non-résidant, ayant des biens dans la province	86 à 92
Assurance	72, 74
Billets	13 à 22, 98
Consignation	59, 60
Contrat	63, 64, 65, 68, 76, 77, 78
Contrat par correspondance	42 à 48, 50, 95, 99
Corporation étrangère	25
Domicile élu	8, 13 à 22, 98, 102
Domages	31, 32, 39, 83, 84, 85, 96
Epoque où commence la juridiction	9
Exécuteur testamentaire étranger	97
Faits attributifs de juridiction	33
Garant	78
Habeas corpus	10
Inexécution de contrat	76, 77
Indication d'un lieu de paiement	13 à 17, 65, 98
Juridiction conventionnelle	8
Legs	97
Lettre injurieuse	96
Libelle dans un journal	83, 84
Livraison d'un papier-nouvelles	79 à 82
Louage de services	8, 34 à 37
<i>Negotiorum gestor</i>	38
Obligation notariée	63, 64, 65
Origine de tout le droit d'action	30, 31, 32, 37, 94, 100

96, 97, 98, 103 and 104, the defendant may be summoned :

1. Before the court of his domicile ; and in the case of election of domicile for the execution of an act, before the court of the domicile so elected ;
2. Before the court of the place where the action is personally served upon him ;
3. Before the court of the place where the whole cause of action has arisen ;
4. Before the court of the place where the whole or part of his property is situated, when he has left his domicile in the Province, or has never had such domicile, but has property therein, and the cause of action has not arisen therein.—*New, in part* ; C. P., 34, § 1 ; R. S., 5861, *in part* ; C.C., 85 ; 52 Vic., c. 48 ; C.S.L.C., c. 83, s. 61.

Répétition de l'indu	93
Saisie-arrêt après jugement	101
Saisie revendication	60, 61
Signification attributive de juridiction	27, 28, 29, 32
Télégramme injurieux	85
Témoin	27
Vente	41 à 58, 62, 100
Vente dans un district et livraison dans un autre	49 à 58
Vente par commis-voyageurs	50 à 58
Versements sur parts de compagnie	70, 71, 73, 78

1. 1 S.R.B.C., c. 82, s. 26.

2. DIFFÉRENTES ESPÈCES D'ACTIONS.—Les actions civiles peuvent être considérées sous un double rapport :

1. Sous le rapport des droits qu'elles tendent à faire reconnaître ;
2. Sous le rapport de l'objet que poursuivent ceux qui les intentent.

Considérées sous le premier point de vue, les actions civiles sont personnelles, réelles ou mixtes.—Envisagées dans le second point de vue, les actions civiles sont mobilières ou immobilières.—Ces distinctions ont leur importance au point de vue de la compétence, et leur fondement dans les différences qui séparent les diverses espèces d'actions sous le triple rapport de l'origine, du sujet et de la réclamation.—s. 12.

Actions personnelles.—L'action personnelle est celle par laquelle nous agissons contre celui qui est obligé envers nous, soit à faire, soit à ne pas faire, soit à donner quelque chose, sans qu'il y ait lieu de distinguer

si l'obligé est, ou non, en possession de la chose réclamée.—s. 13.

ORIGINE.—L'action personnelle dérive nécessairement d'un contrat ou d'un quasi-contrat, d'un délit ou d'un quasi-délit, c'est-à-dire qu'elle prend naissance dans une convention ou dans un fait personnel à celui qui est obligé envers nous.—s. 14.

SUJET.—Par suite, l'action personnelle est toujours dirigée contre la personne de l'obligé ou contre celle de ses représentants.—s. 15.

RÉCLAMATION.—Elle tend à faire condamner l'obligé ou ses représentants, soit à payer telle somme, soit à livrer tel meuble, soit à faire tel ouvrage par lui promis.—s. 16.

Actions réelles.—L'action réelle est celle par laquelle nous agissons contre quelqu'un, non en vertu d'une obligation, qu'il aurait contractée envers nous, mais seulement en raison de la possession qu'il a d'une chose que nous réclamons ou que nous prétendons affectée d'un droit à notre profit.—s. 36.

Actions mixtes.—L'action mixte est celle par laquelle nous demandons en même temps une chose qui nous est due en vertu d'une obligation et qui nous appartient en vertu d'un droit réel.—s. 52.

Ainsi, l'action mixte dérive à la fois, et d'une obligation personnelle créée en notre faveur par la convention ou par la loi, et d'un droit que nous avons sur la chose, en vertu duquel nous pouvons la suivre entre les mains des tiers-détenteurs.—s. 53.

Actions mobilières.—L'action est mobilière quand l'objet de la demande est lui-même mobilier. On doit donc considérer comme mobilière toute action dont l'objet est d'obtenir une chose réputée meuble par sa nature ou par la détermination de la loi.—s. 76.

On confond souvent l'action mobilière avec l'action personnelle, et, de fait, presque toutes les actions personnelles sont mobilières. Du moins en est-il ainsi de toutes les actions mobilières qui dérivent d'un contrat ou d'un quasi-contrat.—s. 77.

Mais il arrive aussi que l'action mobilière prend naissance dans une disposition spéciale de la loi, telle que le privilège du propriétaire sur les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, ou le droit de revendication imparté à tout propriétaire d'objets volés ou perdus. En ce cas, l'action mobilière est une action réelle.—s. 78.

Actions immobilières.—L'action est immobilière quand l'objet de la demande est lui-même immobilier. Ces actions n'ayant pas de caractère propre n'offrent rien de particulier. Elles se confondent absolument avec les actions réelles.—ss. 76 et 89.—ROUSSEAU et LAISNEZ, v^o *Action en justice*.

3. Les actions se divisent, suivant la nature du droit prétendu, en actions réelles, personnelles et mixtes; suivant la nature de l'objet demandé, en actions mobilières et immobilières; suivant la forme dans laquelle elles sont intentées, en actions introductives d'instance, incidentes et reconventionnelles

à ce dernier point de vue, on se sert plus généralement du mot *demandes*. Elles se qualifient par leur but véritable et non par la dénomination peut-être inexacte qui leur a été donnée, par leur but principal et non par les conclusions accessoires du demandeur.—I GARSSONNET, § CXXIII, p. 503.

4. V. pour différentes espèces d'actions personnelles, I GARSSONNET, § CXXV, p. 511.—GUYOT, v^o *Actions*.

5. Parmi les actions mixtes on peut compter : l'action en bornage et en partage, (POTHIER, *Cout.*, 121), l'action en réméré, en résolution de vente pour défaut de paiement du prix.—I BOITARD, II, 135.

Ce ne sont pas seulement les matières personnelles, ce sont aussi toutes les matières réelles n'ayant pas pour objet un immeuble, qui sont de la compétence du tribunal du domicile du défendeur. Boitard appuie cette doctrine sur les termes du paragraphe 3 de l'article 59 C.P.F. qui déclare qu'en matière réelle, le défendeur sera assigné devant le tribunal de la situation de l'objet litigieux, ce qui ne peut s'entendre que des matières réelles immobilières, puisque les immeubles seuls ont une situation, une assiette fixe, de laquelle on peut faire dépendre une attribution de compétence.

Ces mots de la situation de l'objet litigieux, appliqués aux meubles, seraient évidemment viciés. En effet, les meubles, pouvant être déplacés d'un moment à l'autre, n'ayant par eux-mêmes aucune situation, aucune assiette d'où la loi puisse faire dépendre un règlement de compétence, ont toujours pour situation légale, le domicile de la personne sous la puissance de laquelle ils se trouvent présentement, et qui peut, à son gré, à son caprice, les éloigner ou les rapprocher. Quoique les actions d'état figurent dans les matières réelles, le tribunal compétent pour en connaître est celui du défendeur.—I BOITARD, n. 129 et s.

6. S'il résultait des termes de l'acte, des expressions dans lesquelles l'élection de domicile a été faite, qu'elle a eu lieu, soit dans l'intérêt unique du défendeur, qui n'a pas voulu être poursuivi devant le juge de son domicile, soit même dans l'intérêt commun des deux parties, il est clair qu'alors le demandeur n'aurait plus l'alternative d'assigner le défendeur devant le tribunal de son domicile, mais qu'il devrait, au contraire, dans tous les cas, l'assigner devant le tribunal du domicile élu.—I BOITARD, n. 115.

7. V. sous art. 895, *McDougall vs Torrance* et causes suivantes, n. 20 à 23.

8. Dans un contrat de louage de services intervenu en France, il a été stipulé que toute contravention au contrat devait être du ressort exclusif des tribunaux de Bordeaux.—*Jugé* : Que cette convention ne peut lier nos tribunaux, leur compétence étant une matière d'ordre public et la convention des particuliers ne pouvant donner à un tribunal une juridiction qu'il n'a pas, ou lui

enlever la juridiction qu'il possède.—C. S., 1888. *Judcy vs La Société française des phosphates du Canada*, 11 L.N., 106; WURTELE, J.

9. Le bref étant le commencement de l'action, la cour a juridiction du jour de son émanation, quoique signifié à une personne qui a cessé d'être justiciable de cette cour, depuis son émanation, par l'érection d'un nouveau district.—C. S., 1858. *Monty vs Ruiter*, 3 J., 26; 7 R.J.R., 346; SMITH, J. V. sous art. 59, n. 11, 12, 13.

10. Tout juge peut faire émaner un bref, mais ce bref doit être pris soit à la cour du banc de la reine, soit à la cour supérieure; s'il est pris à la cour du banc de la reine, il doit être pris à l'endroit où les appels du district sont portés; si, au contraire, il est pris à la cour supérieure, le C.P.C., dans le chapitre de l'*habeas corpus ad subjiciendum*, ne contenant pas de dispositions spéciales, laisse subsister la règle posée par l'article 34 (94 n. c.) qui décreète que le défendeur doit être assigné devant le tribunal de son domicile ou devant celui du lieu où la demande lui est signifiée personnellement, ou devant celui où le droit d'action a pris naissance.—C.S., 1797. *Morncy vs Fortier*, 12 R.J.O., 68; PELLE-TIER, J.

11. The remedy for acts of trespass on real estate by a person not pretending to have any right of any kind to the property trespassed on is a personal and not a real action.—C. S., 1875. *Bourget vs Morin*, 1 Q. L. R., 191; MEREDITH, J.

12. An action in ejectment is a personal action, though a promise of sale be stipulated in the lease in favor of the lessee.—C. S., 1880. *Menzies vs Bell*, 3 L.N., 159.

§ 1.

13. Aux termes de l'article 85 C.C., l'indication d'un lieu de paiement dans un billet constitue une élection de domicile.—L'action en recouvrement du montant d'un billet daté à Montréal, fait payable à Huntingdon, dans le district de Beauharnois, et souscrit par des personnes résidant dans ce dernier district, doit être instituée dans le district de Beauharnois et non dans celui de Montréal.—C.A., 1897. *Cameron & Wilson*, 3 R. de J., 306; 6 R.J.O., 289.

14. The court at Montreal has no jurisdiction to compel a defendant to answer a suit on a draft made at Montreal, but payable at St. Hyacinthe and accepted accordingly.—C.S., 1876. *Greue vs Blanchette*, 20 J., 196; TORRANCE, J.

15. Le défendeur, résidant dans la province d'Ontario, y avait consenti et signé un billet promissoire, payable à l'ordre du demandeur, au bureau de poste de Mongenais, dans le district de Montréal.—Jugé: sur exception déclinatoire, que le droit d'action a pris naissance à Mongenais, district de Montréal, où le billet était payable et où le défendeur de paiement a eu lieu.—C.C., 1885. *Robillard vs Finn*, 8 L.N. 79; DOHERTY, J.

16. Une poursuite pour le recouvrement du montant d'un billet daté dans un district et payable dans un autre, peut être intentée dans le district où le billet est payable.—C.S., 1873. *Claxton vs McLean*, 4 R.L., 654; MACKAY, J.

17. Lorsqu'un débiteur signe en dehors du district de Montréal un billet promissoire daté de Montréal et payable à Montréal, il fait une élection de domicile qui donne juridiction, en cas de poursuite sur ce billet, à la cour supérieure de ce dernier district, quand même la dette aurait été contractée en dehors du dit district.—Une exception déclinatoire sous ces circonstances peut être renvoyée sur réponse en droit.—C.S., 1889. *Leclaire vs Beaulieu*, 5 M.L.R., 95; Wurtele, J.—*Contra*: C.S., 1885. *Lockerby vs Weir*, 19 R.L., 256; 6 M.L.R., 285; MATHIEU, J.

18. An action may be brought in the district of Montreal, for the recovery of the amount of a promissory note dated at Montreal, but which has in fact been signed in the district of Ottawa where the promisor has his domicile. The promisor, in dating the note at Montreal, makes an election of domicile at Montreal, and consents that the action for the recovery of the note be brought there.—C.S., 1890. *La Banque du Peuple vs Prévost*, 6 M.L.R., 88; 20 R.L., 7; DE LO-RIMIER, J.

19. Le fait de dater un document d'un endroit autre que celui où il a été fait constitue une élection de domicile à tel endroit, et une action basée sur ce document peut être instituée devant le tribunal du domicile élu, s'il n'y a pas dans l'écrit indication d'un lieu de paiement.—C.A., 1892. *Beaulac & Leclaire*, 1 R.J.O., 351.

20. La cour supérieure, siégeant à Québec, est compétente pour juger une action portée sur un billet promissoire fait dans un autre district et sur un chèque fait dans ce même district mais daté de Québec, les défendeurs ayant leur domicile dans un autre district où l'action leur a été signifiée.—C.S., 1888. *Thibaudeau vs Wright*, 14 Q.L.R., 134; CARON, J.

21. Le tiers-porteur de bonne foi d'un effet de commerce daté à Québec, mais réellement fait à Rimouski, ne peut assigner le prometteur de tel effet qu'à Rimouski.—C.C., 1878. *Lepage vs Billy*, 4 Q.L.R., 383; CARON, J.

22. Une action peut être portée dans le district de Québec, pour le recouvrement d'un billet daté de Québec, mais signé à Rimouski où le prometteur a son domicile.—C.A., 1880. *Danjou & Thibaudeau*, 1 D.C.A., 98.

23. In an action *pro socio* arising out of a partnership contracted in the Island of Jersey and having its head office there, but carrying on its principal business and owning property in the district of Gaspé, the defendants, who had never been domiciled in the said district, were summoned through the newspapers to

appear and plead therein and declined the jurisdiction.—*Held*: the declinatory exception was well taken.—C.A., 1876. *Gossel & Robin*, 2 Q.L.R., 91.

24. La cour supérieure, siégeant dans le district où une société commerciale a un établissement d'affaires ou succursale, est compétente à juger une action intentée contre cette société en recouvrement de l'amende imposée par le ch. 65, S.R. B.C.—C.S., 1888. *Larne vs Patterson*, 15 Q.L.R., 22; LARUE, J.

25. The principal establishment within the Province of Quebec, of a foreign corporation doing business in the province, is its domicile within the meaning of art. 34 C.P., (94 n. c.), though its head office may be in another country. The service at such domicile, upon the manager of the corporation, is equivalent to personal service within the meaning of said art. 34.—C.A., 1892. *Bank of British North America & Stewart et al.*, 1 R.J.O., 56.

26. A corporation whose principal place of business is in a foreign country, may be served with process at any place in the Province of Quebec where it has an office for the transaction of business. So, where a foreign corporation had an office at Montreal, for the sale of sleeping car tickets, and the plaintiff, who had bought a ticket from the defendants at New York, for a sleeping car berth from that city to Montreal, brought an action of damages, alleging that he had been unlawfully expelled from the sleeping car; it was held that the service of his action at the office of the Company in Montreal, was a sufficient service to give the Court at Montreal jurisdiction. Further that although the expulsion took place beyond the province line, yet as it continued until the plaintiff reached Montreal, (he being forced to ride in a first class car), the cause of action arose in this province.—C.A., 1882. *New York Central Car Co. & Donovan*, R., 21; 4 M.L.R., 392.

§ 2.

27. A witness coming into a District in which he is not domiciled, under a duly signified writ of subpoena, may be validly served therein with summons *ad respondendum*.—C.A., 1881. *Bruneau & McCaffrey*, 7 Q.L.R., 364.

28. The action resulting from a contract of hiring is a purely personal action, and the service made personally to the defendant in Montreal gives jurisdiction to the court at Montreal, although the contract originated in Ontario.—C.S., 1881. *Lafrance vs Jackson*, 4 L.N., 60; JOHNSON, J.

29. An action to enforce a promise of sale of an immovable and to compel the vendee to execute a deed, is purely personal, and personal service in the District of Montreal, on the defendant resident in Beauharnois, the property in question being situate in Terrebonne, gives the Court in Montreal jurisdiction.—C.S., 1882. *McMartin vs Walsh*, 5 L.N., 402; RAINVILLE, J.

§ 3.

30. L'article correspondant de l'ancien code (34, § 3) se lisait comme suit: "Devant le tribunal du lieu où le droit d'action a pris naissance," et la jurisprudence avait presqu'unanimement déclaré que ces mots: *droit d'action*, voulaient dire tout le droit d'action. Le nouveau code ayant adopté cette interprétation, nous référons simplement aux arrêts concernant ce principe:

C.A., 1861. *Sénécal & Chevereil*, 6 J., 46; 12 R.J.R., 248.

C.S., 1868. *Gault vs Wright*, 13 J., 60; 19 R.J.R., 95; TORRANCE, J.

C.S., 1875. *Connelly vs Brennan*, 1 Q.L.R., 204; MEREDITH, J.

C.A., 1887. *Archaubault & Bolduc*, 2 D.C.A., 110.—V. n. 32.

C.A., 1881. *Faucher & Brown*, 2 D.C.A., 168.

C.A., 1893. *Méthé & Moreau*, 1 R. de J., 268.

C.A., 1896. *Roy & Kennedy*, 9 R. J. J., 271.

31. Le demandeur, résidant dans le district de Montréal, poursuit les défendeurs, résidant en d'autres districts, en dommages pour fausse arrestation, alléguant que l'affidavit avait été fait à Trois-Rivières, mais qu'il avait été arrêté dans le district de Montréal, en vertu d'un warrant de la cour à Trois-Rivières.—*Jugé*: Que la cour à Montréal n'avait aucune juridiction, les défendeurs étant domiciliés en d'autres districts, et signification ne leur ayant pas été faite dans le district de Montréal, et la cause d'action ne provenant pas de faits qui avaient eu lieu dans le dit district de Montréal.—C.S., 1860. *Sénécal vs Pacaud*, 10 L.C.R., 419; 8 R.J.R., 439; BERTHELOT, J.

32. Where damages are the ground of action, and the facts occurred in two districts, the defendant can only be sued in the district of his own domicile, or where he is served personally. So, where defendant began a prosecution against plaintiff by accusing him of theft before the police magistrate, at Montreal, and a warrant was issued and plaintiff was arrested in the district of Iberville, service on the defendant in the district of Bedford, where he resides, summoning him to answer an action of damages in the district of Montreal for the above criminal proceedings is insufficient.—C.A., 1883. *Bolduc & Archaubault*, R., 400; 2 D.C.A., 110.

33. Nonobstant que le domicile du défendeur soit en dehors du district où l'émanation de la saisie-arrêt avant jugement a eu lieu, et que le défendeur n'y ait pas été assis, les faits de fraude qui lui sont imputés comme ayant eu lieu dans le district où l'action est intentée, sont attributifs de juridiction.—C.S., 1865. *Coulombe vs Lemieux*, 9 J., 73; 11 R.J.R., 317; BERTHELOT, J.

34. Plaintiff was hired at Montmagny to work on the Canadian Pacific Railway, in

Ontario. He sued the Canadian Pacific Railway in Montmagny, for wages, loss of time, and damages for breaches of contract.—*Held*: (confirming the judgment of Superior Court), That the act which gave the Plaintiff his cause of complaint was not the contract made in Montmagny, but the alleged breaches which occurred in Ontario.—That the right of action arose in Ontario, where the parties had agreed to act and where the wrong was done.—C.R., 1885. *Méservier vs The Canadian Pacific Ry. Co.*, 11 Q.L.R., 161; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

35. Une personne engagée à Montmagny, pour aller travailler sur la ligne du chemin de fer de la compagnie du Pacifique dans la province d'Ontario, ne peut poursuivre la défenderesse à Montmagny, endroit où elle a été engagée, pour recouvrer d'elle des dommages occasionnés par le refus de la dite défenderesse de procurer de l'ouvrage au demandeur, quand celui-ci s'est présenté à l'endroit où la compagnie construisait la dite ligne de chemin de fer dans la province d'Ontario.—C.C., 1885. *Paquet vs Company of Canadian Pacific Railway*, 8 L.N., 78; ANGERS, J.

36. A suit brought in the District of Quebec against a defendant residing at Moisis, in the District of Saguenay, for work done there under a verbal hiring at Quebec, will be dismissed on declinatory exception.—C.S., 1878. *Trudel vs Duval*, 4 Q.L.R., 180; MCCORD, J.

37. R., par convention verbale avec H., à Nicolet, s'engagea de remorquer un radeau de Nicolet à Québec, sur quoi H., par dépêche télégraphique, chargea son agent d'informer l'agent de R., à Québec, d'envoyer le vapeur de R., de Québec, afin de faire le service voulu, ce qui fut fait, et le radeau fut, en conséquence, amené à Québec.—*Jugé*: Que cette convention ne donnait pas un droit d'action originant dans le district de Québec, que la cause d'action voulue par la loi est la cause d'action en entier ou toutes les circonstances qui se rattachent à la transaction et qui font surgir le droit d'action.—C.S., 1857. *Rousseau vs Hughes*, 8 L.C.R., 187; 6 R.J.R., 203 et 12 R.J.R., 247; MERRIDITH, MORIN & BADGLEY, JJ.

38. Le contrat par un *negotiorum gestor* ne lie les parties qu'après que l'obligé a été averti par le représenté qu'il le ratifiait. Le lieu du contrat est celui où l'obligé en a reçu et accepté la proposition, et une condition de livraison dans la province de Québec n'est pas suffisante pour donner juridiction au tribunal du district où elle devait s'effectuer, et permettre d'y assigner la partie qui résidait et s'est obligée dans la province d'Ontario.—C.R., 1885. *Tourigny vs Wheeler*, 9 Q.L.R., 198; STUART, CASAULT & CARON, JJ.

39. The declaration alleged a transfer by plaintiff to defendant, at Quebec, of certain railway shares, which the latter, by *contract-lettre* signed and dated there, undertook to return within two months, upon payment of

\$50,000. It further alleged a notarial demand of retransfer, accompanied by tender of the amount named, made upon the defendant at Montreal, and his refusal to return the shares, and that in fact he had sold and converted them to his own use. Conclusion for \$200,000 damages. The writ issued from the Superior Court, Quebec, and was served upon the defendant in Montreal, his domicile, and he declined the jurisdiction.—*Held*: That the cause of action had arisen in the District of Quebec, and declinatory exception dismissed with costs.—C.S., 1886. *McGreevy vs McDougall*, 12 Q.L.R., 110; STUART, J.

40. In a hypothecary action, the circuit within which the *détenteur* holds possession, not the circuit where the original contract stipulating the hypothecque is made, is the place where cause of action arises.—C.S., 1854. *Morkill vs Cavanagh*, 4 J., 8; 8 R.J.R., 59; BOWEN ET SMITH, JJ.

41. La vente par l'affréteur, au lieu de la livraison, de la marchandise qu'il s'est obligé de transporter, dans une action pour la valeur de cette marchandise, détermine la juridiction de la cour en devenant la seule cause de l'action; et l'on ne doit pas avoir égard au marché originaire, intervenu en dehors de la juridiction de la cour.—C.S., 1857. *Richer vs Mongeau*, 1 J., 100; 5 R.J.R., 452; SMITH, MONDELET & CHAROT, JJ.

42. The defendant, domiciled at Montreal, wrote to the plaintiff, a resident of Arthabaska, requesting him to take charge of his, the defendant's lands at the latter place, and promising to indemnify him for his services.—*Held*: that an action for the value of such services brought in the district of Arthabaska was properly dismissed on declinatory exception.—C.R., 1878. *Cloutier vs Lapierre*, 4 Q.L.R., 321; MERRIDITH, STUART & CARON, JJ.

43. Where goods are ordered by letter written in the Province of Ontario, and addressed to the City of Montreal, and the goods are shipped by the vendor at Montreal, addressed to the purchaser in Ontario, an *exception déclinatoire* will not lie to an action instituted at Montreal for the recovery of the price.—C.C., 1887. *Gannon vs Sauré*, 10 L.N., 211; CARON, J.

44. Dans le cas où un commerçant expédie des marchandises sur une commande contenant un ordre formel, le contrat est parfait par l'exécution qu'en fait le commerçant à qui la demande est adressée, sans autre déclaration de sa part, et la cause d'action origine alors à l'endroit où le contrat a été exécuté.—C.S., 1887. *Grallon vs Brennan*, 3 M.L.R., 95; 15 R.L., 713; MATHIEU, J.

45. Where a merchant domiciled at S., asks by telegram from a merchant domiciled at M., for a quotation of certain goods to be delivered at S., to which the merchant at M., telegraphs in reply offering certain quantities at certain prices, and the merchant at S., thereupon responds accepting the prices but

changing the quantities, upon which the merchant at M. ships in accordance with the last telegram, no complete right of action arises in the District of M., and an action brought in such District is dismissed.—C.S., 1889. *McFee vs Gendron*, 6 M.L.R., 337; PAGNULO, J.

46. Lorsque des marchandises ont été en partie ordonnées et achetées à Montréal, et que le reste a été ordonné et acheté par lettre du défendeur au demandeur, la cause d'action a originé à Montréal où l'action peut être intentée pour le tout.—C.S., 1890. *Cartwright vs McCaffrey*, 7 M.L.R., 41; JETTÉ, J.

47. Si une vente d'effets mobiliers a eu lieu dans un district et qu'un écrit soit ensuite fait quelques jours plus tard dans un autre district, mais daté du district où la vente a eu lieu, dans ce cas le droit d'action a pris naissance dans le district où la vente a eu lieu.—C.S., 1883. *Riopelle vs Fleury*, 12 R.L., 85; MATHIEU, J.

48. Une vente effectuée au moyen d'une correspondance entre le demandeur et le défendeur, résidant dans différents districts, la livraison étant faite dans le district du demandeur, le paiement devant être fait au moyen d'un billet payable dans le district du défendeur, ne constitue pas une cause d'action originant dans le district du demandeur de manière à ce qu'une action puisse être intentée dans tel district.—C.S., 1856. *Warren vs Kay*, 6 L.C.R., 492; 5 R.J.R., 153 et 12 R.J.R. 246; MEREDITH & BAUGLEV, JJ.

49. Dans le cas de marchandises achetées dans un district et livrées dans un autre, l'acheteur ne peut être assigné dans le district où l'achat a été fait s'il n'y a pas son domicile, ou si la sommation ne lui a pas été signifiée personnellement dans ce district.—C.C., 1862. *Ricard vs Leduc*, 6 J., 116; 10 R.J.R., 208; SMITH, J.

50. A., resident at Toronto, and having no domicile, nor property, real or personal, in Lower Canada, ordered goods by letter from B., a merchant in Montreal. — A. also gave verbal orders for goods to B.'s travelling agent, at Toronto, which orders were transmitted by the agent to B., at Montreal. B. brought an action against A., in Montreal, to recover the value of the said goods.—Defendant, A., filed an *Exception déclinatoire* to the action.—*Held*: that the cause of action arose in Montreal and not at Toronto.—C.S., 1863. *Clark vs Ritchey*, 9 J., 234; 12 R.J.R., 246; SMITH, J.

V. autorités citées au rapport.

51. Where a party in Quebec gave an agent of the plaintiff there an order for goods to be supplied by the plaintiff in Montreal, according to a sample exhibited by the agent, and the order was filled, and the goods supplied at Montreal, the right of action arose in Montreal.—C.C., 1870. *Joseph vs Paquet*, 14 J., 186; 20 R.J.R., 116; TORRANCE, J.

52. When an order for goods has been given at Kamouraska to a travelling agent of

a mercantile house in Montreal, on the exhibition of samples, and has been afterwards accepted by the Montreal house and the goods forwarded by railway, according to the instructions of the purchaser who paid the freight, the right of action originated at Montreal.—C.S., 1870. *Thompson vs Des-saint*, 14 J., 184; 20 R.J.R., 114; BRAUDRY, J.

53. When an order for goods has been given at Kamouraska to a travelling clerk, having commission to act from various houses in Montreal, (including that of the vendor), and has been afterwards accepted by one of such houses and the goods delivered at the depot in Montreal of the Grand Trunk Railway and forwarded by that route to the purchaser residing at Kamouraska, the right of action originated at Montreal.—C.R., 1872. *Lapierre vs Gauvreau*, 17 J., 241; JOHNSON, MACKAY & BEAUDRY, JJ.

54. Certaines marchandises avaient été vendues sur échantillons, au défendeur, à son domicile à Richmond, dans le district de St-François, et en outre, au moyen d'un ordre par écrit, ostensiblement daté de Montréal, mais en réalité signé à Richmond, et lui furent expédiées à cet endroit par chemin de fer.—Ce marché a été consenti à Richmond, district de St-François.—*Jugé*: que la cause d'action y a originé, bien que le dit écrit paraisse, à sa face même, avoir été daté et signé à Montréal.—C.S., 1878. *Shupe vs Vasey*, 23 J., 295; MACKAY, J.

55. Where the order for the goods which formed the consideration of the notes sued on, was obtained in another district by the travelling agent of a Montreal firm, subject to the approval of his principals, and the order was accepted by the firm in Montreal, and the goods were delivered at the railway station there to the purchaser, who paid the freight, the right of action originated in Montreal.—C.S., 1879. *Gnaedinger vs Bertrand*, 24 J., 8; JOHNSON, J.

56. Certaines marchandises furent vendues par les appelants, marchands à Montréal, à l'intimé, sur échantillons, à l'Île-Verte, dans le district de Kamouraska, par le commis voyageur des appelants; il fut prouvé que cette vente était sujette à l'approbation des appelants mais qu'elle fut effectivement approuvée et ratifiée par eux et les effets et marchandises expédiés à l'intimé, à l'Île-Verte.—*Jugé*, à l'unanimité du tribunal, en confirmation du jugement de la cour de première instance, (Papineau, J.), rapporté au 24 J., pp. 9 et suivantes: Que, dans l'espèce, le droit d'action des appelants a pris naissance à l'Île-Verte, dans le district de Kamouraska, et non pas à Montréal.—C.A., 1881. *Gaull & Bertrand*, 25 J., 340.—C.C., 1880. *Desmarceau vs Mansfield*, 3 L.N., 136; JETTÉ, J.

57. V. sur cette même question:—C.A., 1881. *Davidson & Laurier*, 1 D.C.A., 355; remarques du juge RAMSAY.

58. Where the sale was effected through

an agent, in Toronto, to defendant residing there, but subject to the ratification of plaintiff, in Montreal, the right of action originated in Montreal.—C.C., 1880. *Prévost vs Jackson*, 3 L. N., 136; RAINVILLE, J.

59. The defendant, in Upper Canada, consigned to the plaintiff at Montreal, in Lower Canada, 200 barrels of flour to be disposed of on his account, and after consignment, in anticipation of sale, made a draft in Upper Canada addressed to the plaintiff requesting him to pay \$6000 to his order, which the plaintiff did.—The proceeds of the flour did not bring the amount of the draft and the plaintiff sued for the difference in Montreal.—*Held*: That the cause of action arose in Montreal.—C.A., 1867. *O'Connor & Raphael*, 11 J., 123; 17 R.J.R., 1.

60. Le propriétaire de marchandises, qui les consigne pour vente à un facteur dans un autre district, ne peut les saisir-revendiquer entre les mains de ce dernier que par action prise devant le tribunal de son domicile.—C.S., 1885. *Gourdeau vs Cassils*, 15 Q.L.R., 258; CASAUULT, J.

61. Where the plaintiff, domiciled in the district of M., revendicates, as his property, goods in the possession of a person domiciled in another district, and alleged to be illegally detained by him therein, the defendant should be impleaded in the district of his domicile.—C.S., 1890. *Goldie vs Beauchemin*, 6 M.L.R., 495; WURTELE, J.

62. When the contract of sale and the delivery of the goods are made and completed in Ontario, where the vendor's domicile is, the purchaser's right of action in respect of such contract arises there; and the fact that the purchaser, who is domiciled in this province, subsequently complains of inferiority of quality and claims damages, does not entitle him to implead the vendor before the court of the plaintiff's domicile, where the demand is not served upon the defendant personally within such jurisdiction.—C.S., 1893. *Vipond vs Grimmond*, 3 R.J.O., 586; DAVIDSON, J.

63. In the case of a notarial obligation executed at Montreal, the right of action for the recovery of the debt due thereunder originated at Montreal, and not at the place where demand of payment thereof had to be made.—C.R., 1880. *Duchéneau vs Larocque*, 25 J., 228; SICOTTE, RAINVILLE & JETTÉ, JJ.

64. Voir cependant l'article 85 C.C., tel qu'amendé subséquemment.

65. Dans le cas d'une obligation exécutée dans le district de Québec, la cause d'action avait originé dans ce district, quoique les deniers mentionnés dans l'obligation fussent, aux termes d'icelle, payables en Angleterre.—C.S., 1862. *Jackson vs Cowworthy*, 12 L. C.R., 416; 10 R.J.R., 111; FASCHÉREAU, J.

66. L'obligation du beau-père, de fournir des aliments à sa belle-fille qui a des enfants, naît du mariage du beau-père et ne procède pas du mariage du fils. En conséquence, la

cour supérieure à Montréal n'est pas compétente à juger une demande de pension alimentaire intentée par la bru contre son beau-père résidant à Québec, même lorsque la bru a épousé le fils du défendeur à Montréal et y a toujours demeuré avec son mari.—C.S., 1895. *Snodgrass vs Plunket*, 7 R.J.O., 366; MATHIEU, J.

67. Les dispositions de l'article 34 C.P.C., (94 n. c.), qui permettent en matière purement personnelle, de soustraire un défendeur à ses juges naturels, et de porter la demande devant le tribunal du lieu où le droit d'action a pris naissance, ne sont pas applicables aux poursuites pour aliments, qui doivent être intentées devant le tribunal du domicile du défendeur.—C.S., 1888. *Bradford vs Sharkey*, 18 R. L., 664; TELLIER, J.

68. Where the contract, though bearing date at Montreal, is proved to have been made at Sorel, in the district of Richelieu, the cause of action arose at Sorel.—C.C., 1878. *The National Insurance Co vs Cartier*, 22 J., 336; PAPINEAU, J.

69. Dans le même sens: C.S., 1872. *Hudon vs Champagne*, 17 J., 45; MACKAY, J.—C.S., 1875. *The Railway & Newspaper Advertising Co. vs Hawillou*, 20 J., 28; TORRANCE, J.

70. Le défendeur fit, du district de Kamouraska, application à une compagnie incorporée, à Montréal, pour des parts qui lui furent accordées par les directeurs, à cette dernière place. Plus tard, il fut poursuivi pour des versements sur ces parts. L'action fut intentée à Montréal et signifiée au défendeur dans le district d'Ottawa où il était domicilié.—Toute la cause d'action n'ayant pas originé dans le district de Montréal, le consentement du défendeur à prendre les dites parts ayant été donné dans un autre district, la cour siégeant à Montréal n'avait pas de juridiction.—C.R., 1885. *Ross vs Rouleau*, 1 M.L.R., 424; SICOTTE, JETTÉ & MATHIEU, JJ.

71. Lorsque des actions ont été souscrites au fonds capital d'une compagnie à un de ses agents, dans un district autre que celui où la dite compagnie a son bureau d'affaires, la cause d'action est censée avoir pris naissance dans le lieu où les dites actions ont été souscrites.—Lorsque le consentement du débiteur a été donné dans un district et celui de la compagnie dans un autre, toute la cause d'action n'a pas originé dans le district où la dite compagnie a son bureau d'affaires.—C.R., 1885. *Ross vs Fontaine*, 30 J., 297; SICOTTE, JETTÉ & MATHIEU, JJ.

72. When defendant signs and dates a premium note and application for insurance in a Mutual Fire Insurance Company at his domicile in the District of Montreal, a Circuit Court action brought against him for an assessment upon said note in the District of Bedford, where the company has its head office, and where policy was issued and assessments made payable (service having been made on him at his domicile) will be

dismissed on exception déclinatoire, on the ground that the right of action did not originate in the District where the company has its head office.—C.C., 1879. *Eastern Townships Mutual Fire Insurance Co. vs Bienvenue*, 23 J., 316; DUNKIN, J. V. cependant art. 85 C. C.

73. When a subscription to the capital stock of an incorporated company, having its head office in the District of Montreal, is made by a defendant domiciled in another district, and who has subscribed to this stock in the other district, the defendant cannot be summoned to appear in the district of Montreal.—C.A., 1879. *The National Insurance Company & Paige*, 24 J., 187.

74. The cause of action, in a suit brought by Mutual Insurance Company against a member, arises where the policy is dated and where the application is accepted, and at the place where the head office of the company is situated, and not where the deposit note and application are made.—C.S., 1881. *The Mutual Fire Insurance Co. of Joliette vs Desrousseles*, 4 L.N., 220; MACKAY, J.

75. In an action by a creditor of Railway Company against a shareholder in such company to recover the amount unpaid on his shares, the cause of action arose at Montreal, where the company had its principal office and where judgment was rendered for the debt due by the company and execution was also issued, and not at Bedford, where the shareholder subscribed for his shares.—C.S., 1876. *Welch vs Baker*, 21 J., 97; RAINVILLE, J.

76. Where the action is in damages for failure to perform a contract, the debtor may be sued at the place where the contract was made, though the failure to perform occurred in another district.—C.A., 1883. *Quebec Steamship Co. vs Morgau*, 6 L.N., 324.

77. Le tribunal compétent pour connaître d'une action en dommages pour défaut d'exécution d'une obligation, est celui du lieu où l'obligation a été contractée, et non pas celui du défaut de cette exécution, l'obligation elle-même constituant le droit d'action.—C.S., 1890. *The Western Assurance Co et al vs Bossière et al.*, 20 R.L., 233; MATHIEU, J.

78. La cour supérieure, siégeant à Québec, n'est pas compétente à connaître d'une action contre un défendeur domicilié et assigné à Sherbrooke, et poursuivi comme garant, en vertu d'une convention faite à Sherbrooke, du remboursement d'effets négociables endossés par lui, partie à Sherbrooke et partie à Québec.—C.S., 1889. *Ross vs Robertson*, 16 Q.L.R., 381; LARUE, J.

79. La simple livraison d'un papier-nouvelles au bureau de poste, dans le district où il est publié, n'est pas suffisante pour donner à la cour juridiction sur un défendeur résidant dans un autre district, à moins qu'il ne soit constaté qu'il avait été ainsi délivré sur l'ordre exprès du défendeur.—C.C., 1864.

Fool vs Freer, 15 L.C.R., 46; 13 R.J.R., 430; TASCHEREAU, J.

80. La livraison, au bureau de poste, d'un journal adressé à une personne résidant dans un autre district, donne droit d'action dans le district où se fait la livraison du journal.—C.S., 1865. *Penny vs Berthelot*, 9 J., 104; 14 R.J.R., 201; BERTHELOT, J.

81. Le propriétaire d'un papier-nouvelles peut poursuivre ses abonnés, pour le recouvrement de leur abonnement, dans le district où le journal est publié et est mis à la malle à l'adresse de ses abonnés, et c'est là le lieu où le droit d'action prend naissance.—C.C., 1877. *Le Nouveau-Monde vs Laferrrière*, 7 R.L., 543; DORION, J.

82. The publisher of a newspaper at Montreal who mails there copies of his paper, containing libellous matter, to a number of individuals and to public reading rooms in Quebec, held to publish that matter in Quebec.—C.S., 1878. *Irvine vs Duvernoy*, 4 Q.L.R., 85; 1 L.N., 138; MCCORD, J.

83. La cour supérieure siégeant à Trois-Rivières, est incompétente à connaître d'une action en dommages contre un défendeur domicilié et assigné hors du district, pour libelle allégué avoir été publié par lui, "dans le district de Richelieu, dans celui de Trois-Rivières et en dehors d'iceux dans la province de Québec."—C.R., 1891. *Barthe vs Ronilard*, 17 Q.L.R., 26; CASALT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

84. En matière de dommages résultant d'un libelle dans un journal, le tribunal d'un district où le défendeur n'a pas son domicile, est compétent à connaître d'une action intentée pour recouvrer les dommages causés par la publication du libelle dans ce district.—C.A., 1892. *White & Langelier*, 1 R.J.O., 491.

85. Une action basée sur un télégramme injurieux parti de Montréal, district de Montréal, mais reçu à Ste-Scholastique, district de Terrebonne, et y destiné, peut être portée dans le district de Terrebonne.—C.C., 1897. *Leduc vs Théoret*, 3 R. de J., 167; 11 R.J.O., 395; TASCHEREAU, J. V. *infra*, n. 96.

§ 4.

86. Le défendeur, résidant à Brantford, dans le Haut-Canada, les demandeurs l'assignèrent devant la cour supérieure, à Montréal, et l'action fut commencée par un bref de saisie-arrêt entre les mains de la Cie d'Assurance, La Phoenix. Le défendeur comparut et plaida par exceptions déclinatoire et à la forme alléguant qu'il n'avait ni domicile, ni biens dans le Bas-Canada.—*Jugé*: Que les tiers-saisis, lors de la signification du bref, étant endettés envers le défendeur en une certaine somme d'argent, les demandeurs avaient droit de poursuivre le défendeur dans le district de Montréal.—C.S., 1861. *Chapman vs Nimmo & The Phoenix Ass. Co.*, 11 L.C.R., 90; 9 R.J.R., 394; BERTHELOT, J.

87. Absent defendants who have had no domicile in Lower Canada, must possess real or personal property within the district where the suit is instituted to give jurisdiction to the Court, and property of the defendants within the district of Quebec, held by A., resident within the district of Montreal, is not property of the defendants within the district of Montreal.—C.S., 1859. *Frothingham vs The Brockville & Ottawa Ry. Co.*, 3 J., 257; BERTHELOT, J.

88. A *bon* or note is property within the meaning of article 68 C.P. (136 et 94 n. c.), which permits an absent defendant to be summoned by advertisement; but the *bon* must be produced, or its existence in the possession of the defendant at the date of the institution of the action satisfactorily established.—C.A., 1876. *Poirier & Laveau*, 21 J., 48.

89. Le créancier peut, à son choix, pour une dette contractée à l'étranger, poursuivre l'absent devant le tribunal du district ou du circuit où il avait son domicile, ou devant celui du district ou du circuit où sont situés ses biens.—C.S., 1883. *Paradis vs Guesteau*, 9 Q. L. R., 117; CASAULT, J.

90. Une action contre un défendeur résidant aux Etats-Unis, qui n'a pas été assigné personnellement, sera renvoyée sur une exception déclinatoire, si le demandeur ne prouve pas que le défendeur a des biens dans la juridiction de la cour.—C.S., 1884. *Redfield vs Hardee*, 13 R. L., 42; MATHIEU, J.

91. Lorsque la juridiction du tribunal dépend de la possession de biens par un absent dans un district où il est assigné, ce fait doit être allégué dans la déclaration et établi par la preuve.—C.R., 1889. *Soucy vs Lizotte*, 15 Q. L. R., 320; CASAULT, ANDREWS & LARUE, JJ.

92. When both parties resides in Ontario, the allegation that defendant owns real estate property in the district where the action is taken is sufficient to give the court jurisdiction.—C.S., 1879. *Cuddie vs Cassidy*, 2 L. N., 346; BOURGEOIS, J.—C.R., 1879. *MacDonald vs Mackay*, 2 L. N., 301; MACKAY, TORRANCE & JETTÉ, JJ.
V. *supra*, n. 50.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

93. Dans un contrat de commission fait et exécuté à Montréal, si lors du règlement de compte le facteur paie à son principal, demeurant dans un autre district, une somme par erreur, l'action en recouvrement de cette somme peut être intentée à Montréal.—C.S., 1898. *Bédard vs Gagnon*, 4 R. L. n. s., 157; MATHIEU, J.

94. Si toute la cause d'action n'a pas pris naissance dans un district qui n'est ni celui du domicile du défendeur, ni celui où l'action lui a été signifiée personnellement, le dossier

95. Une compagnie d'assurance contre le feu ou sur la vie peut être

sera renvoyé devant le tribunal compétent.—C. S., 1897. *Bélanger vs Labelle*, 1 R. P., 7; MATHIEU, J.

95. Le défendeur, par une lettre envoyée de Québec à Montréal, avait prié un correspondant résidant en cette dernière ville de retenir les services d'une agence de police pour découvrir les auteurs d'un vol commis à Québec, et ce correspondant avait engagé à cette fin les demandeurs. Sur poursuite par ces derniers pour le prix de leurs services.—*Jugé*: que la cause d'action avait pris naissance dans le district de Montréal et l'action pouvait y être intentée.—C.S., 1898. *Carpenter vs L'houll*, 13 R. J. O., 352; MATHIEU, J.

96. Une action en dommages basée sur une lettre transmise d'un district à un autre peut être intentée dans le district où cette lettre a été reçue, même si la déclaration allègue d'autres injures, non pour en faire la base des dommages additionnels mais pour prouver malice.—C.C., 1898. *Dammerie vs Robert*, 1 R. P., 97; PURCELL, J.
V. *supra*, n. 85.

97. La cour supérieure n'a pas juridiction pour connaître d'une action dirigée contre un exécuteur testamentaire domicilié aux Etats-Unis pour le forcer au paiement d'un legs créé par un testament également fait aux Etats-Unis, quand même les biens de la succession seraient au Canada; cet exécuteur testamentaire n'étant dans ce cas justiciable que des cours de son pays.—C.S., 1898. *Stewart vs Stewart & Carrière*, 4 R. L. n. s., 408; CHARLAND, J.

98. Une action ne peut être prise dans le district de Montréal pour des marchandises commandées par lettre et expédiées dans le district d'Arthabaska, aux frais du défendeur.—C.C., 1898. *Madore vs Conrèhène*, 1 R. P., 489; CHAMPAGNE, J.

99. Dans un achat de marchandises, toute la cause d'actions prend naissance à l'endroit où l'ordre d'achat est accepté et les marchandises expédiées.—C.C., 1898. *Rinfret vs Morrisselle*, 1 R. P., 444; CHOQUETTE, J.

100. Dans une saisie-arrêt après jugement, si le tiers-saisi déclare qu'il doit au défendeur, mais que ce dernier a transporté sa créance à un tiers, le demandeur peut contester la déclaration du tiers-saisi, et demander la nullité du transport, dans le district où l'action principale a été intentée, et ce, quand même le transport aurait été fait dans un autre district, et que le mis-en-cause serait aussi domicilié ailleurs.—C.S., 1898. *The Richmond Industrial Co. vs Thomas & Jones & Ball*, 1 R. P., 447; MATHIEU, J.

101. L'élection de domicile conventionnel lie les héritiers, et l'assignation donnée à un lieu indiqué en l'acte contenant élection de domicile est suffisante.—C.S., 1898. *Le Crédit Foncier vs Pelletier*, 4 R. L. n. s., 487; ROUTHIER, J.

95. A fire or life insurance company may be summoned by the insurer

assignée par l'assuré, ses héritiers et ayants cause, pour un droit résultant d'une police d'assurance contre le feu, devant le tribunal où se trouvaient les meubles ou les immeubles assurés, et, pour un droit résultant d'une police d'assurance sur la vie, devant le tribunal où l'assuré a ou avait son domicile.—C.P.C., 34, § 2; S.R., 5861, *partie*.

1. Where a Life Insurance Company, having its Home Office in New-York, its principal office for the Province of Quebec in Montreal, and a local Office in Quebec, had, upon application made in Quebec, issued a policy to a person residing in that city, and being sued for the amount of such policy, was required, by process served at the Montreal office, to appear and plead before the Superior Court at Quebec, and declined the jurisdiction.—*Held*: That it was incumbent on the plaintiff to show that the policy had been executed in the district of Quebec; that the proof adduced was insufficient for that purpose; that, on the contrary, there was reason to presume that the policy had been made and executed at the Home Office at New York, and the declinatory exception was, in consequence, maintained.—C.S., 1876. *Vézina vs The New-York Life Insurance Co.*, 1 Q.L.R., 207; MERRDITH, J.

2. Une compagnie d'assurance ayant son domicile à Montréal, et émanant ses polices de Montréal, qui prend des risques à Québec par l'entremise de son agent résidant en ce dernier endroit, peut être poursuivie à Québec, le droit d'action y ayant pris naissance.—C. S., 1878. *O'Malley vs The Scot-*

96. Dans la demande en séparation, soit de corps et de biens, soit de biens seulement, l'assignation doit être donnée devant le tribunal du domicile de l'époux, ou, s'il a abandonné son domicile, devant le tribunal du dernier domicile commun des époux.—C.P.C., 35, *amendé*.

1. C.C., 192.

2. Le jugement en séparation de biens obtenu dans un district autre que celui du domicile du mari, est d'une nullité radicale et absolue, et n'a pu avoir l'effet légal de dissoudre la communauté de biens existant entre les conjoints.—C.S., 1874. *Molleur vs Déjadon*, 6 R.L., 105; CHAGNON, J.

3. L'action en séparation de biens doit être intentée dans le district où les parties ont leur domicile, non à l'endroit où le mari

ed, his heirs and assigns, for rights arising out of a fire insurance policy, before the court of the place in which the insured moveables or immoveables were, and for rights arising out of a life policy, before the court of the place in which the insured had or has his domicile.—C.C.P., 34, § 2; R.S., 5861, *in part*.

tish Commercial Insurance Co., 4 Q.L.R., 226; CARON, J.

Confirmed by C.A., 1878. *The Scottish Commercial Insurance Co. & O'Malley*, R., 22.

3. A Montreal Insurance Co., which has taken risks at Quebec through a resident agent, may be sued there.—C.A., 1880. *Tou-rigny vs The Ottawa Agricultural Insurance Co.*, 3 L.N., 196.

4. Les décisions ci-dessus sont toutes antérieures à l'acte 49-50 Vic., ch. 13, (1886), reproduit aux S.R., 5861, et introduisant la disposition contenue au présent article.

5. Une compagnie d'assurance incorporée, dont le bureau d'affaires est situé dans la province d'Ontario, qui assure une bâtisse située dans un district dans la province de Québec, ne peut être poursuivie, en recouvrement de la perte résultant de l'incendie, dans le district où l'incendie a eu lieu, si l'application ou demande d'assurance a été faite dans un autre district, par l'entremise d'un agent de la compagnie, et si la police est faite et datée du bureau d'affaires de la compagnie à Ontario.—C.R., 1887. *La Banque d'Ontario vs La Cie d'Assurance Standard*, 15 R.L., 380; DOHERTY, JRTTÉ & MATHIEU, JJ.

96. In an action for separation from bed and board, or for separation of property only, the defendant must be summoned either before the court of the domicile of the husband, or, if he has left his domicile, before that of the last common domicile of the consorts.—C.C.P., 35, *amended*.

réside temporairement.—C.S., 1859. *Kennedy vs Bédard*, 3 J., 284; 9 L.C.R., 344; BERTHELOT, J.

4. Le tribunal du domicile de l'époux est seul compétent à connaître d'une action en séparation de corps intentée par l'épouse. Le défaut de juridiction d'un autre tribunal, étant *ratione materię*, peut être invoqué à l'audition au mérite et en l'absence d'un plaidoyer déclinatoire.

Les tribunaux doivent prendre connaissance

ce, d'office, de la situation d'une paroisse dans un comté, et de la formation des districts par comtés, tel que réglé par les S.R.Q. et le C. P., sans égard aux énonciations contraires des pièces de la procédure.

Une disposition statutaire qui donne " au tribunal du district de Québec juridiction concurrente avec celui du district de Beauce rur toutes les poursuites et procédures instituées par ou contre des personnes résidant dans les paroisses de Ste-Claire, etc.," est

97. L'action en dommages contre un officier public, à raison d'un acte par lui fait dans l'exercice de ses fonctions, doit être portée devant le tribunal du lieu où cet acte a été commis.—C.P.C., 36.

1. S.R.B.C., c. 101, s. 3.

2. Les articles 22 et 36 C.P., (88 et 97 n. c.), ne s'appliquent pas à une action en dommages dirigée contre un huissier pour

98. Dans les actions en garantie et celles en reprises d'instance, les défendeurs sont assignés au lieu où la demande principale a été portée, quel que soit leur domicile.—C.P.C., 40.

99. Lorsque plusieurs causes d'action réunies dans une même action personnelle ont pris naissance dans différents districts, l'assignation peut être donnée devant le tribunal du lieu où l'assignation peut être donnée pour chacune d'elles.—*Nouveau.*

100. Dans toute action réelle ou mixte, le défendeur peut être assigné devant le tribunal de son domicile ou devant celui du lieu où se trouve l'objet en litige.—C.P.C., 37.

1. S.R.B.C., c. 82, ss. 27, 28, 30.

2. Encore bien que ce mot de matière réelle s'applique aussi bien en lui-même aux matières réelles mobilières qu'aux matières réelles immobilières, l'application de cet article doit être restreinte au cas des matières réelles immobilières.—1 BOITARD, n. 132.

3. V. pour différentes sortes d'actions réelles, 1 GARSONNET, § CXXIV bis, p. 506, et pour actions mixtes, § CXXVI, pp. 515 et s.

4. Where the plaintiff, domiciled in the district of Montreal, revendicates as his property goods in the possession of a defendant domiciled in another district, and alleged to be illegally detained by him therein, the

générale, et n'affecte pas la règle spéciale de l'article 192 du Code Civil qui veut que l'action en séparation de corps soit portée devant le tribunal du district dans lequel les époux ont leur domicile. Il s'en suit que, si ce domicile est à Ste-Claire, l'action en séparation de corps intentée par l'un des deux époux devant la cour supérieure, siégeant à Québec, doit être renvoyée pour défaut de juridiction *ratione materiae*.—C.S., 1890. *Bouchard vs Simard*, 16 Q.L.R., 348; CASAULT, J.

97. Any action in damages against a public officer by reason of an act done by him in the exercise of his functions, must be brought before the court of the place where such act was committed.—C.C.P., 36.

avoir tardé à pratiquer une saisie gagerie contre les biens d'un défendeur.—C.R., 1886. *Michon vs Venne*, 2 M.L.R., 367; TORRANCR, PAPINEAU & TASCHEREAU, JJ.

98. In actions in warranty and in continuance of suit, the defendants are summoned at the place where the principal action was brought, wheresoever their domicile may be.—C.C.P., 40.

99. When a personal action is founded upon several causes of action arising in different districts, it may be brought before any court which has jurisdiction by reason of one of such causes of action.—*New.*

100. In every real or mixed action the defendant may be summoned before the court of his domicile or before that of the place where the object in dispute is situated.—C.C.P. 37.

action being based on defendant's possession of the goods, should be brought in the district of his domicile.—C.A., 1892. *Goldie & Beauchemin et Rasconi*, 1 R.J.O., 385.

5. Une action instituée par la couronne en recouvrement d'arrérages de rente foncière constituée, dont les conclusions sont en déclaration d'hypothèque et en passation de titre nouvel est une action mixte.—C.S., 1897. *Régina vs Coté*, 12 R.J.O., 477; LARUE, J.

6. L'action en revendication d'un objet mobilier est une action réelle qui doit être instituée devant le tribunal du lieu où est situé l'objet en litige.—C.C., 1895. *Desrochers vs Lafleur*, 1. R. de J., 512; DELORIMER, J.

101. Lorsque l'objet de l'action réelle est un immeuble ou des immeubles situés partie dans un district ou circuit et partie dans un autre, la poursuite peut être portée dans l'un ou l'autre indistinctement, ou dans le district ou circuit où le défendeur a son domicile.—C.P.C., 41, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 82, s. 29.—C.P.F., 59.

102. Dans les matières de succession, l'assignation est donnée devant le tribunal du lieu de l'ouverture de cette succession, si elle s'ouvre dans la province ; sinon, devant celui du lieu où sont situés les biens, ou celui du domicile du défendeur ou de quelqu'un des défendeurs.—C.P.C., 39.

1. S.R.B.C., c. 82, ss. 27, 28, 30.

2. Lorsque des héritiers présomptifs font dans le district de leur domicile des dépenses pour inventaire, etc., pour liquider la succession qu'ils présumant leur appartenir, et que subséquentement un testament est découvert, l'action que ces héritiers intentent pour

103. En matière purement personnelle, s'il y a plusieurs défendeurs dans la même action résidant dans différents districts, ils peuvent tous être cités devant le tribunal du district où l'un d'eux a été assigné, pourvu que cette assignation ne soit pas faite dans le but de soustraire les véritables parties à la juridiction du tribunal qui autrement serait compétent.

En matière réelle, ils doivent être tous assignés devant le tribunal du lieu où est situé l'objet en litige.

En matière mixte, ils le sont devant le tribunal du lieu où est situé l'objet en litige ou devant celui du domicile de l'un des défendeurs.—C.P.C., 38, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 82, ss. 27, 28, 30.

2. If several defendants reside in the same district, service of process on one of them, in another district, does not render the other defendants amenable to the jurisdiction of the Court in the last mentioned district.—

101. When a real action has for its object an immovable or immovables, situated partly in one district or circuit, and partly in another, the suit may be brought in either, or in the district or circuit where the defendant has his domicile.—C.C.P., 41, *amended*.

102. In matters of succession, the parties are summoned before the court of the place where the succession devolves, if it opens in the Province ; otherwise, before that of the place where the property is situated, or of the domicile of the defendant or of any one of the defendants.—C.C.P., 39.

recouvrer du légataire universel les susdites dépenses doit être prise dans le district du domicile du testateur, où il est décédé et où sa succession s'est ouverte.—C.S., 1808, *Sérs vs Les Curé et Marguilliers de St-Jean*, 4 R.L.N.s., 300 ; MATHIEU, J.

103. In matters purely personal, if there are several defendants in the same action residing in different districts, they may all be brought before the court of the district in which one of them has been summoned, provided that such summons be not made with the intention of withdrawing the real parties from the courts which would otherwise have jurisdiction.

In real actions, they must be summoned before the court of the place where the object in dispute is situated.

In mixed actions, before the court of the place where the object in dispute is situated, or before the court of the domicile of one of the defendants.—C.C.P., 38, *amended*.

C.S., 1874. *Levesurier vs Garon*, 1 Q.L.R., ss : MEREDITH, J.

3. Personal service of a writ of summons on one defendant in the district will not give the Court jurisdiction over the other defendants who are non resident in the District.—

C.S., 1876. *De La Ronde vs Walker*, 20 J., 297 ; TORRANCE, J.

4. S'il y a plusieurs défendeurs résidant dans la même juridiction, on peut les assigner légalement dans le district où l'un d'eux l'a été personnellement, et où la cause d'action n'a point pris naissance, et où ils ne sont point domiciliés.—C.C., 1882. *Bouchard vs Morisson*, 10 L.N., 239 ; ROUTHIER, J.

5. Un "reçu copie," au dos du bref d'assignation, mis par un défendeur dans le district où le bref est émané, ne suffit pas pour y assigner un co-défendeur résidant dans un autre district où le droit d'action a pris naissance, et pour faire subir à ce dernier une juridiction étrangère ; il faut que l'assignation de l'autre défendeur lui ait été régulièrement donnée dans le district où ils sont tous deux sommés de comparaitre.—C.R., 1885. *Fucand vs Howard*, 12 Q.L.R., 111 ; STUART, CASAULT & McCORD, JJ.

6. Lorsque deux défendeurs ont été mis en cause dans le but apparent de donner juridiction à la cour et de soustraire les véritables défendeurs à la juridiction de leurs juges naturels, l'action sera renvoyée sur exception déclinatoire.—C.A., 1870. *Davis & Kimpton*, 2 R.L., 118 ; 21 R.J.R., 8.

7. Après l'échéance d'un billet promissaire, il n'est pas permis d'y opposer un endossement, dans le seul but de soustraire le faiseur et les endosseurs *bona fide* à la juridiction de leur juge naturel, pour les traduire

104. Si le juge chargé seul d'administrer la justice dans un district est récusable, ou partie, l'action peut être portée dans un des districts voisins, en alléguant dans la demande les motifs de récusation ou d'incompétence ; et, si ces motifs sont insuffisants ou ne sont pas prouvés, le tribunal ordonne que la cause soit renvoyée au tribunal ordinaire.—C.P.C., 42.

1. A defendant, sued in the district of Joliette, because of an alleged cause of recusation against the judge of the district of Richelieu, where otherwise the action should have been taken, who appears and makes default to plead, and takes no exception to

CHAPITRE XI.

Règles générales relatives à la plaidoirie écrite.

105. Dans chaque procédure, il suffit d'énoncer avec concision, dis-

devant le tribunal du domicile de cet endosseur putatif.—C.S., 1876. *Wilkes vs Marchand*, 21 J., 118 ; PAPINKAU, J.

8. Where an endorser, (who was discharged in consequence of not receiving notice of protest), was made a defendant solely in order to withdraw the other defendant (the maker) from the Court of his own district, art. 38 (103 n.c.) of the C.C.P. was held not to apply.—C.S., 1884. *Baxter vs Martin*, 7 L.N., 78.

9. Lorsqu'il y a plusieurs défendeurs à une demande, elle peut être portée au domicile de l'un d'eux, pourvu que cette action ne soit pas feinte et intentée dans la seule vue de distraire les véritables parties de leurs juges naturels.—C.S., 1888. *Robillard & La Banque Jacques-Cartier*, 32 J., 231.

Dans le même sens :
C.S., 1874. *Ford vs Auger*, 18 J., 200 ; JOHNSON, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

10. An action founded upon a contract entered into in the United States, where the defendant P. resides, cannot be instituted at Montreal under the pretence that a Bank having its place of business at Montreal is a co-defendant, when it is apparent that such a Bank has been made a party to the suit in order merely to deprive Defendant P. of his natural jurisdiction.—C.S., 1897. *Pindar vs The Bank of Nova-Scotia*, 4 R. de J., 69 ; ARCHIBALD, J.

104. If the sole judge administering justice in any district is liable to be recused, or if he must be a party to the suit, the action may be brought in one of the adjoining districts, the grounds of recusation or disability being alleged in the demand ; and if these grounds are insufficient or not proved, the court may order the case to be sent back to the court before which it would have been brought in the ordinary course.—C.C.P., 42.

the jurisdiction of the court, has waived all objections to said jurisdiction, even if no ground of recusation has been proved by plaintiff.—C. R., 1879. *Dufour dit Lalour vs Beaugrand dit Champagne*, 2 L. N., 180 ; JOHNSON, MACKAY & PAPINEAU, JJ.

CHAPTER XI.

General Rules of Pleading.

105. In any proceeding it is sufficient that the facts and conclusions be

tinctement et de bonne foi les faits et les conclusions, sans qu'il soit nécessaire d'employer une formule particulière, et sans entrer dans aucune argumentation.

Ces énonciations doivent être interprétées suivant le sens des termes dans le langage ordinaire.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 20; R.P.O., 399.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 77, 78.—C.P.L., 161.

2. V. arts. citées sous les arts. 110, 113 et 123.

3. A motion to set aside an attachment must state the cause of nullity.—C.B.R., 1810. *Barlow vs Richardson*, 3 R. de L., 304; 2 R.J.R., 295.

4. Un plaidoyer qui conteste une partie de la demande, et fait des offres pour le reste, mais conclut au renvoi de toute l'action, est irrégulier.—C.S., 1833. *McDougall vs Morgan*, 2 R.J.R., 326; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

5. In an action of slander, where the injurious words complained of were uttered in a foreign language, it is not necessary to set out the words in the language in which they were spoken. It is sufficient to state the words in the language of the declaration, and to establish that they were uttered in the hearing of persons who understood their meaning, and that plaintiff suffered damage in consequence thereof.—C.R., 1888. *McLeod vs Murdoch*, 4 M.L.R., 343; JÉRRE, TASCHEREAU & MATHIEU, JJ.

6. Il suffit, dans un plaidoyer, d'énoncer les faits sur lesquels une partie entend s'appuyer, en termes clairs et précis, et auxquels s'appliquent les règles d'interprétation applicables aux mêmes termes dans les transactions ordinaires de la vie, sans qu'il soit besoin de formules particulières pour les exprimer.—C.A., 1852. *Halverson vs Delesderniers*, 2 L.C.R., 325; 3 R. J.R., 211.

7. V. *Sénécal vs Montreal Turnpike Trust*, art. 110, n. 5.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

8. Dans une action basée sur un contrat d'échange, le demandeur doit dans ses conclusions offrir l'objet reçu, ou déclarer pourquoi il ne peut le faire.—C.C., 1898. *Lucha-*

106. Les dates, les nombres et les quantités peuvent être indiqués par des chiffres.—*Nouveau; Eng. R.*, 200.

107. Toute formule de renvoi à une loi ou partie de loi suffit, si elle

concisely, distinctly and fairly stated, without any special form being necessary, and without entering into argument.

Such statements are interpreted according to the meaning of words in ordinary language.—*New; in part*; C.C.P., 20; R.P.O., 399.

pelle vs Miron, 1 R.P., 122; CIIAMPAGNE, J.

9. Une exception à la forme qui ne fait pas voir que le défendeur souffre un préjudice des irrégularités dont elle se plaint doit être renvoyée avec dépens.—C.S., 1898. *Evans vs Oniel*, 4 R.L.n.s., 320; MATHIEU, J.

10. The term *saisie-revendication* in plaintiff's declaration is to be interpreted in accordance with the other allegation contained therein, and a *saisie-revendication* will be maintained as a conservatory measure where otherwise it would be dismissed, provided the facts and conclusions permit of it.—Where a *saisie-revendication* is not one properly so called, but is in reality an action for the resiliation of a sale accompanied by such a seizure as might be applicable thereto, it will be so considered and maintained.—A writ of *saisie-revendication* in attachment, issued against an insolvent estate in the hands of a third party, for the recovery of goods sold on credit, asking for the recovery of the goods, and that the sale by plaintiff to defendant be declared resiliated (where the proper mode should have been by a summary petition asking for the resiliation of the sale), will be maintained, but with such costs only as would be awarded on such petition, notwithstanding the fact that the issue was joined on the proceedings taken and the question was not raised.—C.S., 1898. *Levi vs Heimerdinger*, 1 R.P., 94; ARCHIBALD, J.

11. Les erreurs cléricales dans la rédaction d'un jugement peuvent être corrigées sur requête à cet effet; même dans le cas où le requérant aurait intitulé sa demande sous le nom de "requête civile" et en aurait pris les conclusions, une défense en droit à cette requête sera renvoyée pourvu que les erreurs dont on se plaint puissent être rectifiées sous les conclusions de la requête.—C.S., 1897. *Laporte vs Dauphinois & Daigle*, 3 R.L.n.s., 453; DOUBERTY, J.

12. V. art. 546 C.P.

106. Dates, numbers and quantities may be denoted by figures.—*New; Eng. R.*, 200.

107. Any form of reference to an act or part of an act is sufficient if it

peut se comprendre.—C.P.C., 26, *partie*; S.R., 15.

108. Les allégations sont divisées en paragraphes numérotés consécutivement, et chaque paragraphe ne doit contenir, autant que faire se peut, qu'une allégation.—*Nouveau*; *Eng. R.*, 200.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

1. Une partie peut être tenue, sur motion de la partie adverse, de numérotier les allégués d'une pièce de procédure.—C.S., 1897. *Robert vs St. Louis*, 1 R.P., 37; ARCHIBALD, J.—C.S., 1897. *Bellingham vs Robb*, 1 R.P., 19; MATHIEU, J.

2. De même, une partie peut, par motion, demander que les délais pour répondre à une pièce de procédure soient étendus jusqu'à ce que ces allégués en aient été numérotés par la partie qui produit cette pièce.—C.S., 1897. *Robert vs St. Louis*, 1 R.P., 23; ARCHIBALD, J.

3. Lorsque les allégations de la déclara-

109. Les admissions et les dénégations sont faites et les explications données par voie de référence au paragraphe énonçant le fait admis, nié ou expliqué, en autant que faire se peut.

La répétition d'une allégation, dans les pièces de procédure subséquentes, est faite par un simple renvoi au paragraphe de la pièce antérieure contenant l'allégation répétée.—*Nouveau*; R.P.O., 401.

1. When an allegation in a plea contains a formal admission, it cannot be assimilated to a clerical error, or an accidental misstatement, unless a very satisfactory explanation to that effect is given. Therefore, the Court

110. Tout fait qui, s'il n'était pas allégué, serait de nature à prendre par surprise la partie adverse ou à soulever une contestation qui ne relève pas des plaidoiries, doit être expressément plaidé.—*Nouveau*; *Eng. R.*, 211.

1. V. autorités citées sous le § 4 de l'art. 174.

2. Le défendeur qui, par un plaidoyer spécial, plaide prescription à l'encontre de l'action, en alléguant qu'elle est prescrite "by the lapse of time," sera tenu, sur motion, de déclarer sous un délai fixé, quelle

is intelligible.—C.C.P., 26, *in part*, R.S., 15.

108. The allegations are divided into paragraphs, numbered consecutively; and each paragraph must contain, as nearly as may be, only one allegation.—*New*; *Eng. R.*, 200.

tion ne sont pas numérotées, le défendeur pourra, avant de plaider, faire ordonner au demandeur de les numérotier, sans frais.—C.S., 1898. *Taché vs Charlebois*, 4 R.L.n.s., 477; MATHIEU, J.

4. The opposant may be ordered by a motion to number the paragraphs of his opposition and affidavit, and also to give an affidavit in the first person.—C.C., 1898. *Brown vs Fallon*, 1 R.P., 133; PURCELL, J.

5. Un plaidoyer dont les allégués ne sont pas numérotés consécutivement peut aussi être rejeté sur motion, et le défendeur est tenu d'en fournir un autre.—C.S., 1897. *Glass vs Eveligh*, 1 R.P., 9; MATHIEU, J.

109. Admissions and denials are made, and explanations given, in so far as practicable, by referring to the paragraph containing the fact admitted, denied or explained.

Repetition of an allegation in subsequent pleadings is made by a simple reference to the paragraph of the former pleading containing the allegation repeated.—*New*; R.P.O., 401.

should not treat it as one of those errors which the Court allows to be rectified by motion at the trial.—C.R., 1898. *Vézina vs Piché*, 13 R.J.O., 213; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

110. Every fact which, if not alleged, is of a nature to take the opposite party by surprise or to raise an issue not arising from the pleadings, must be expressly pleaded.—*New*; *Eng. R.*, 211.

prescription spéciale et légale il entend plaider.—C.S., 1895. *McCann vs La Corp. du Township de Hinchinbrooke*, 2 R. de J., 200; BELANGER, J.

3. Where the defendant pleads the law of a foreign country, such law should be set up in the plea.—C.B.R., 1851. *Heart & Phi-*

lipps, 1 L. C. R., 90; STUART, ROLLAND, PANET & AYLWIN, JJ.

4. Un plaidoyer alléguant que le demandeur a été membre d'une administration qui a commis des actes de corruption et de mauvaise administration, est suffisamment libellé, même s'il ne donne aucun détail de ces actes et se contente de référer à une volumineuse enquête produite avec ce plaidoyer.—C.S., 1893. *Langelier vs Casgrain*, 3 R.J.O., 102; CASAULT, J.

5. Les prétentions respectives des parties doivent être énoncées, tant en demande qu'en défense, en termes clairs et précis pour

III. Tout fait allégué par la partie adverse, dont l'existence ou la vérité n'est pas niée d'une manière expresse ou qui n'est pas déclaré n'être pas à sa connaissance, est censé admis.—C. P.C., 144, *partie*, amendé.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Admission	5, 7 à 11, 15 à 17
Compensation	6, 9
Curateur	4
Décès	4, 13
Défense affirmative	2
Demande affirmative	2
Dénégation spéciale	3, 8, 10, 11, 18, 19, 20
Factum	7
Prescription	6
Qualité	10, 12, 13
Réponse générale	14

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 76, 116 § 3.—C.P. I., 327.

2. L'article 144 C.P. (art. 111 n. c.), combiné avec les articles 89, 90, 91 et 92 C.P. (maintenant 532, amendés), ne s'applique pas au cas où une partie est en défaut de répondre à une demande ou à un plaidoyer affirmatif, mais seulement au cas où, répondant à une demande ou à un plaidoyer affirmatif, elle néglige de nier expressément l'existence ou la validité des faits qui y sont allégués, ou de déclarer qu'ils lui sont inconnus.—C.A., 1883. *Beaubien & Thérien*, 20 R.L., 681; R., 28.

3. Sous la 12e Vic., c. 38, s. 85, il est nécessaire, dans une défense au fond en fait, de nier expressément chacun des faits allégués en la déclaration du demandeur, autrement tels faits seront pris pour admis.—C.A., 1851. *Copps & Copps*, 2 L.C.R., 105; 3 R.J.R., 107.

4. Dans une action portée par un curateur à une succession vacante d'un individu décédé, la production de l'acte de curatelle est une preuve suffisante du décès de la partie, particulièrement si le défendeur n'a pas expressément nié les qualités prises par le demandeur ou le fait de tel décès.—C.S., 1851. *Pemberton vs Demers*, 1 L.C.R., 308; 3 R.J.R., 16; DEVAL & MÉRÉDITH, JJ.

leur permettre d'engager la contestation en pleine connaissance de cause et sans surprise, et il y a lieu à l'exception à la forme quand les faits essentiels sont allégués dans des termes vagues, généraux et incertains. Le défendeur, dans une action pour renvoi de service, qui allègue que ce renvoi a été motivé par la négligence grossière et coupable du demandeur, doit dire en quoi consistent ces actes de négligence.—C.S., 1893. *Sénécal vs The Montreal Turnpike Trust*, 4 R.J.O., 161; LORANGER, J.

6. V. *Halero & Delesderniers*, art. 105, n. 6.

III. Every fact alleged by the opposite party, the existence or truth of which is not expressly denied or declared to be unknown, is held to be admitted.—C. C. P., 144, *in part*, amended.

5. Le plaidoyer dans une cause qui admet qu'une somme de £107.18.1, avec intérêt et dépens, est due au demandeur, demandant acte du dépôt de cette somme en cour, et concluant à ce que l'action du demandeur soit renvoyée pour le surplus, donne nécessairement droit au demandeur d'obtenir jugement pour la somme offerte.—C.A., 1859. *Boulauger & The Mayor, Aldermen and Citizens of the City of Montreal*, 9 L.C.R., 363; 7 R.J.R., 271.

6. The declaration on oath of the defendant, in a cause, that he paid the debt demanded, by a "contra-account," which contra-account he stated that "he had not yet made up, but always supposed that the plaintiff was in his debt," will not support a plea of prescription based on the allegation of payment.—Such a declaration affords a sufficient admission of the plaintiff's demand.—But, *semble*, a plea of prescription, alleging payment, accompanied by a *défense au fond en fait* is not an admission of the plaintiff's demand.—C.A., 1861. *Thayer & Wilscam*, 9 J., 1; 13 R.J.R., 388.

V. causes citées sous cet arrêt, 13 R.J.R., 388.

7. Une admission dans un factum en revision (dans l'espèce un désistement) lie la partie qui la donne.—C.R., 1872. *Cardin vs Lennet*, 2 R.C., 232.

8. L'allégation d'un défendeur qui, poursuivi sur un billet prouisoire, allègue dans ses plaidoyers qu'il n'a pas eu de considération pour ce billet, est censée admise si elle n'est pas spécialement niée conformément à l'article 144 C.P. (111 n.c.).—C.S., 1884. *Baxter vs Bruneau*, 17 R. L., 359; MATHIEU, J.

9. Le locataire, poursuivi pour loyer dû sur bail verbal, qui plaide, sans réserve, compensation pour des dommages qu'il aurait soufferts et des dépenses qu'il aurait encou-

rues pour réparations de la maison louée, reconnaît par là qu'il est responsable du montant de loyer réclamé de lui, et cette reconnaissance vaut contre lui, même si ce plaidoyer de compensation est renvoyé sur réponse en droit.—C.A., 1886. *Walsh & Howard*, 15 R.L., 8.

10. Lorsque des défendeurs, poursuivis comme associés, font une défense en fait mais ne nient pas spécialement l'existence de la société et la qualité d'associés qui leur est donnée par l'action, et se contentent de plaider qu'ils ne doivent rien au demandeur, la qualité en laquelle ils sont poursuivis doit être considérée comme admise.—C.A., 1887. *Reinhardt & Davidson*, 15 R.L., 42.

11. To an action to recover the value of a mare killed on the defendants' line, the defendants pleaded specially that the fences on each side of their railway were good and sufficient; that there was no negligence; and that they had never been put *en demeure* with regard to their fences being out of order. This was followed by a *défense en fait*. In the course of the *enquête* there was evidence which indicated that the locality where the accident occurred was not on the defendant's railway line, but on that of the Grand Trunk Company which controls the defendants' line. On defendants' offering evidence on this point, the Court below maintained the objection to the testimony on the ground that there was no contestation raised as to the road on which the accident occurred.—*Held*: That the defendants having pleaded specially, without raising any question as to their ownership of the road, the plaintiff was not obliged to prove the truth of an allegation which had not been specially denied, and which must be taken as admitted.—C.A., 1888. *La Cie du chemin de fer de jonction de Montréal et Champlain & Ste-Marie*, 4 M.L.R., 283.

12. La qualité du demandeur, dans notre pratique, est censée admise, à moins qu'elle ne soit spécialement niée.—C. A., 1892. *Powers & Martindale*, 1 R.J.O., 144. Confirmé par C. suprême.—V. art. 122, n. 32: *Martindale & Powers*, 23 R.C.S., 597.

V. aussi *Elliot & Simms*, art. 78, n. 20, et *Taschereau vs Mathieu*, n. 46.

13. A woman sued as the widow of A. B., admits her marriage and the death of her husband, if she does not plead by exception to the character and quality in which she is sued.—C.B.R., 1820. *Gesseron vs Canac*, 2 R. de L., 334; 2 R.J.R., 248.

14. Une réponse générale à un plaidoyer est suffisante pour obliger le défendeur à la preuve des allégués de tel plaidoyer.—C.S., 1851. *St. John vs Delisle*, 2 L.C.R., 150; 3 R.J.R., 121; DAV, SMITH & MONDELET, JJ.

112. Chaque affidavit doit être rédigé à la première personne, et les allégations en doivent être divisées en

15. Action for use and occupation of a farm, purchased by plaintiff's wife. Defendant pleads that he bought the land for plaintiff's deceased wife, defendant's daughter, and paid for it, and sets up the monies thus paid in compensation of the amount claimed by the action. Plaintiff replies: true you bought the land, but from motives of liberality. By the deed of sale, the purchase money is acknowledged as received from the daughter of defendant.—*Held*: that the special answer of plaintiff cannot be divided so as to take for admitted the payment of the land by defendant without regard to the other part of the answer which says that the payment was made by defendant as a liberality to his daughter.—C.S., 1858. *LeFebvre vs de Montigny*, 9 L.C.R., 233; 2 J., 279; 7 R.J.R., 33; DAY, J.

16. The allegations of a declaration founded upon notarial deeds of sale seeking to fasten a personal liability upon defendant towards plaintiff will not be proved by a declaration made by defendant in another deed to a third party; no *lien de droit* is thereby created between plaintiff and defendant.—C.S., 1874. *Pelletier vs Ratelle*, 18 J., 75; TORRANCE, J.

17. In an action by a joint stock company for calls on shares.—*Held*: That the failure by plaintiffs to answer a plea denying that the proper formalities have been observed in respect of such calls, cannot be regarded as an admission of the allegations of the plea.—C.R., 1879. *Stadacona Insurance Co. vs Trudel*, 6 Q.L.R., 31; MEREDITH, STUART & CARON, JJ.

18. The provision of article 144 of the Code of Civil Procedure, (111 n. c.), that every fact of which the existence or truth is not expressly denied or declared to be unknown by the pleadings filed shall be held to be admitted, applies to incidental proceedings upon an appeal in the Court of Queen's Bench.—C. suprême, 1897. *Guestin & Gosselin*, 27 R.C.S., 574.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

19. Une défense de paiement, à laquelle le demandeur n'a pas répondu, est censée admise.—C.C., 1897. *Bélanger vs Dugal*, 1 R.P., 20; ANDREWS, J.

20. Une défense spéciale à laquelle le demandeur ne répond pas, est censée admise. Cependant il sera permis au demandeur, à l'audition, de faire une motion à l'effet d'obtenir la permission de répondre à ce plaidoyer; mais il devra payer les frais de motion et un honoraire supplémentaire de ré-audition.—C.C., 1898. *Gascou vs Drouin*, 1 R.P., 390; TASCHEREAU, J.—C.C., 1898. *Perrin vs Bilodeau*, 1 R.P., 352; GAGNÉ, J.

112. Every affidavit must be divided into paragraphs, numbered consecutively, and be in the first person.

paragraphes numérotés consécutivement.

Il doit y être fait mention des noms, de l'occupation et du domicile de celui qui le donne.

Le jour et le lieu de l'attestation doivent être insérés dans le jurat. —Nouveau; A.R.O., 95, 96, 97.

1. The formal parts of an affidavit which require notice are: 1st, the title; 2nd, the name and occupation of the deponent; and 3rd, the jurat.

1. The title consists of two parts, viz: the style of the court, and the names of the parties to the action on proceeding.

2. Every deponent shall state, and with reasonable certainty, his place of abode, and also his degree, profession or calling.

3. The jurat, which should be written at the left hand corner of the affidavit, must state the fact that the deponent was sworn.

If the deponent does not understand the language in which the affidavit is written, the affidavit must be interpreted to him by a person, sworn at the same time to his knowledge of both languages, and that he will truly interpret; and this fact must be stated in the jurat.

The jurat must also mention the day of the month and year when the affidavit was made. In strictness it should, perhaps, in all cases mention the county where it was made, and if taken by a commissioner, as his jurisdiction is limited to certain counties, the omission of the county would be a ground of rejection. It has been holden sufficient, however, that the county be ascertainable by reference to the body of the affidavit.—LUSU'S PRACTICE, p. 743 et s.

113. Le tribunal ne peut adjuger au-delà des conclusions, mais il peut les restreindre et n'en accorder qu'une partie.—C.P.C., 17.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Aunulation de contrat	21 à 24
Bornage	13
Co-défendeurs	19, 20
Conclusions amendées	5
Conclusions en partie accordées	10
Conclusions irrégulières	11, 27
Contrainte par corps	17
Défense en droit	26
Dépens	6, 7, 8
Détails	9
Différence entre allégations et preuve	12
Erreur	11
Intérêts	8, 14
Omission	15

The names, occupation and domicile of the person making the affidavit must be inserted therein.

The date when and the place where it was sworn, must be inserted in the jurat.—New; A.R.O., 95, 96, 97.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. Un affidavit accompagnant une déposition, et qui est daté du 27 décembre 1800, est une erreur cléricale et la cour devra présumer que l'affidavit a été fait en même temps que l'opposition.—C.S., 1897. *Grothé vs Paquette*, 4 R.L.N.S., 140; MATHIEU, J.

3. An opposant may be ordered, by a motion, to number the paragraphs of his opposition and affidavit, and also to give an affidavit in the first person.—C. C., 1898. *Brown vs Fallon*, 1 R.P., 133; PURCELL, J.

4. Une opposition ne sera pas renvoyée, bien que l'affidavit au soutien soit rédigé à la troisième personne, contrairement à l'art. 112 C.P., cette irrégularité n'est pas fatale.—C.C., 1898. *Barbeau vs Simard*, 1 R.P., 82; ROUTHIER, J.

5. The insufficiency of the affidavit may be urged on the merits. The affidavit must state the cause of action. A mere reference in it to the article under which the penalty is imposed is not sufficient.

An affidavit declaring it is made in an existing cause will not support an action which is not issued until the day following.

An affidavit in which the defendant does not depose to the facts alleged in it, but in which he deposes that he has alleged those facts in his declaration is not sufficient.—C. S., 1897. *Chambers vs Connor*, 3 R. de J., 362; WHITE, J.

113. The court cannot adjudicate beyond the conclusions, but it may reduce them and grant them only in part. C.C.P., 17.

Plaidoyers	25, 26
Solidarité	18, 19, 20
Ultra petita	3, 4, 11, 16

1. ORD. 1667, tit. 35, art. 34.—C.P.L., 155. —2 JOUSSE, sur l'ord. civile, 397.

2. Les conclusions sont ou principales ou subsidiaires. Principales, elles contiennent dans toute leur latitude les prétentions des parties, quant au fond des droits contestés. Subsidiaires, elles indiquent les prétentions auxquelles on se réduit pour le cas où le juge ne voudrait pas adjuger les conclusions principales.—BIOCHE, v^o Conclusions.

3. La décision qui est entachée d'ultra

petita peut être entreprise par les voies ordinaires de réformation et, lorsqu'elle a été rendue en dernier ressort, par la voie de la requête civile.—16 FUZIER HERMAN, 2^o Conclusions, n. 90.

4. Le juge statue *ultra petita* en accordant 50,000 francs, lorsqu'il n'en était demandé que 45,000, en déclarant propriétaire une partie qui ne se présentait que comme usufructière ou comme titulaire d'un droit de servitude, en allouant des intérêts qui n'étaient pas demandés, en ordonnant le paiement d'une pension ou provision alimentaire à une partie qui n'en réclamait pas, en condamnant personnellement un tuteur qui n'était poursuivi qu'ès-qualité on comme héritier pur et simple, un défendeur qui n'était assigné que comme héritier bénéficiaire.

Le juge ne statue pas *ultra petita* en donnant acte de réserves auxquelles il n'a pas été conclu, ni en faisant allusion dans les motifs, sans les adjuger par le dispositif de son jugement, à des choses qu'une partie aurait pu demander avec succès, mais auxquelles elle n'a pas conclu, ni en ordonnant d'office ce qui va de soi, ni en faisant droit aux conclusions des parties par des arguments qu'elles n'ont pas produits, ni en qualifiant autrement et mieux qu'elles ne l'ont fait les droits auxquels elles prétendent et qui sont reconnus à leur profit, ni en accordant ce qui est implicitement contenu dans la demande: le défendeur à la complainte conclut, par exemple, implicitement à ce que le juge qui déclarera que son adversaire ne possède pas, le déclare lui-même possesseur.—5 GARÇONNET, § 1117b.

5. The litigant parties to a suit cannot, after return of cause into court, even by consent, change the nature of the action, so as to render the action one of an entirely different character from that originally instituted.—C.A., 1856. *Richard & Denison*, 4 J., 42; 8 R.J.R., 87.

6. When the writ of summons contains a conclusion for the costs of suit, it is not necessary that there should also be one in the declaration annexed.—C.C., 1868. *Simard vs Roy*, 4 J., 33; 18 R.J.R., 516; MERE-DITH, J.

7. The writ and declaration in the Circuit Court constitute the *exploit de citation* and the conclusions in the writ to this effect "that the plaintiff prays judgment accordingly," supply the omission of such conclusions in the declaration annexed to said writ.—C.R., 1871. *Chilterhouse vs Bryson*, 15 J., 246; MONDELET, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

8. Interests and costs must be asked by the conclusions of the declaration, or the court cannot give judgment for them or either of them.—C.B.R., 1811. *Silson vs Anderson*, 3 R. de L., 39; 2 R.J.R., 269.—C.A., 1865. *Compal & Bonneau*, 10 J., 177; 15 R.J.R., 137.

9. Particulars can be obtained of an exception of payment, or other such plea, on

the same grounds that particulars can be obtained of the plaintiff's demand.—C.S., 1883. *Lachance vs Crépault*, 9 Q.L.R., 368; MERE-DITH, J.

10. It is not to adjudicate upon what is not demanded to accord to the plaintiff one undivided third of a usufruct of which, by his action, he demanded the whole.—C.A., 1884. *DeRonald & Barbier*, R., 60.

11. In an action to recover the value of 300 bushels of grain, judgment may be rendered for the value of more than 3 bushels, notwithstanding that the conclusions of the declaration demand delivery of three bushels only, where it is manifest from the preceding portions of the declaration that the plaintiff really claimed three hundred bushels.—C.R., 1874. *Lamoureux vs Molkur*, 19 J., 110; MONDELET, BERTHELOT & BEAUDRY, JJ.

12. In matters of simple contract, in which there is no written agreement, a variance between the allegations and proof is not fatal, and it is sufficient that the real substance of the matter at issue be considered.—C.R., 1871. *Gurin vs Mathe*, 15 J., 253; MONDELET, MACKAY & BEAUDRY, JJ.

13. Where in the opinion of the court the plaintiff should have proceeded by action *en bornage* and not by petitory action, a judgment sustaining the action will not be disturbed if it appears that the defendant did not raise the question by his pleadings, and that the judgment has settled correctly the rights of the parties.—C.A., 1874. *Atchinson & Hall*, 19 J., 192; R., 88.

14. Where the plaintiff claimed a certain capital sum, and also computed compound interest as well as interest thereon, and alleged as to the total amount,—"which said last mentioned sum the said defendant hath often admitted to owe and promised to pay to the said plaintiff, but has always neglected to do so,"—the allegation of the declaration justified a conclusion for the whole amount, and it was not necessary to allege specially that the defendant had promised to pay compound interest.—C.A., 1891. *McVey & McVey*, 7 M.L.R., 305.

15. What is omitted in the conclusions of the declaration cannot be supplied by the court.—C.B.R., 1820. *Perreault vs Vollières*, 3 R. de L., 40; 2 R.J.R., 269.

16. Le jugement de la cour inférieure portant sur des points qui n'avaient pas été mis en question dans les plaidoiries, et sans avoir été soumis aux parties par la cour, doit être cassé de ce chef.—C.R., 1886. *Rhéaume vs Boudon*, 31 J., 170; TORRANCE, JETTÉ & GILL, JJ.

17. Where *contrainte par corps* has not been demanded by the conclusions of an action of damages for personal wrongs, it may be asked for by motion, after judgment rendered in favor of plaintiff.—C.S., 1880. *Barthe vs Dagg*, 25 J., 161; 3 L.N., 346; TORRANCE, J.

18. If a declaration does not conclude

against two or more defendants for judgment, *solidairement*, it cannot be so awarded.—C.B.R., 1812. *Tram vs Godin et al*, 3 R. de L., 39; 2 R.J.R., 269.

19. Where persons are sued as partners, and a cause of action is only established against one individually, the action will be dismissed *in toto*.—C.S., 1869. *Fletcher vs Forbes et al*, 22 J., 24; BERTHELOT, J.—C.B.R., 1817. *Ray vs Blagdon et al*, 2 R. de L., 123; 2 R.L., 73; 2 R.J.R., 154.

20. (Overruling *Fletcher vs Forbes et al*). Where two persons are sued as partners, and the cause of action is only established against one of them individually, he will be condemned, and the action dismissed as to the other.—C.R., 1878. *Fuller vs Keesor et al*, 23 J., 129; MACKAY, TORRANCE & RAINVILLE, JJ.

21. In an action to revindicate a piano which had been purchased at a judicial sale of the goods of a party to whom the plaintiff had leased the instrument.—*Held*: that the court had power to declare the sale null, without any conclusions to that effect in plaintiff's declaration or special answer.—C.A., 1866. *Northeimer & Duplessis*, 2 L.C.L.J., 105; 18 R.J.R., 141.

22. A plaintiff who asks the nullity of certain deeds, must, in the conclusions of his declaration, pray to that effect.—C.S., 1867. *Leprohon vs McDonald*, 3 L.C.L.J., 142; 18 R.J.R., 471; MONK, J.

23. Un acte attaqué comme fait en fraude des créanciers ne peut être annulé par la cour sur un plaidoyer à une opposition, si les conclusions du plaidoyer ne demandent pas que la nullité en soit prononcée.—C.R., 1877. *Blouin vs Langetier*, 3 Q. L. R., 272; MEREDITH, STUART & CASAU, JJ.

24. Dans la contestation du titre simulé, il n'est pas nécessaire de demander son annulation.—C.R., 1881. *Hingston vs Larue &*

Larue, 7 Q.L.R., 301; STUART, CASAU, & CARON, JJ.

25. Each distinct pleading must be followed by a conclusion.—C.S., 1869. *Johnson vs Gauthier*, 13 J., 163; 19 R.J.R., 227; BRAUDRY, J.

26. But *Held*, under the new Code, that an inscription in law need not necessarily contain conclusions, but the indication that it applies to the whole declaration or to some particular allegations thereof is sufficient.—C.S., 1897. *Potvin vs The Montreal Loan and Mortgage Co.*, 1 R.P., 216; ARCHIBALD, J.

27. Les conclusions de la déclaration doivent être telles qu'un jugement basé sur ces conclusions puisse être mis à exécution.—C.A., 1896. *Lang & The Board for the management, etc., of the Presbyterian Church*, 8 R.L., 3.

28. V. *McDougall vs Morgan*, art. 105, n. 4.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

29. Lorsque, dans sa requête accompagnant un *capias*, le membre d'une société dissoute demandera une nouvelle condamnation, et, de plus, que le *capias* soit maintenu, la cour pourra n'accorder que cette dernière conclusion et joindre le *capias*, pour la part du poursuivant, au jugement rendu en faveur de l'ancienne société.—C.R., 1897. *Crépeau vs Boisvert*, 13 R.J.O., 405; CASAU, ROUITIER & CARON, JJ.

30. Where the conclusions of the action asked that the defendant be condemned to render an account unless he preferred to pay a certain sum, the judgment should be in accordance with such conclusions, and a condemnation pure and simple to pay the money will be set aside.—C.R., 1898. *Boucher vs Morrisson & Morrisson*, 13 R.J.O., 205; TAIT, GILL & LORANGER, JJ.

114. L'inconstitutionnalité d'une loi de la Province ou du Canada ne peut être plaidée devant les tribunaux de première instance ou d'appel, à moins que la partie qui la plaide n'ait, huit jours au moins avant le jour fixé pour la plaidoirie, donné au procureur général un avis de la question qu'elle entend plaider, avec les développements suffisants pour lui faire connaître la nature de sa prétention.

Après cet avis, le procureur général peut intervenir dans la cause, au nom de la couronne, et y prendre par écrit des conclusions sur ces questions.

Le jugement du tribunal doit faire

114. The unconstitutionality of any statute of the Province or of Canada, cannot be pleaded before the courts of original jurisdiction or of appeal unless the party pleading the same has, at least eight days before the day fixed for the hearing, given to the Attorney-General notice of the question which he intends to raise, with sufficient information to enable him to understand the nature of his pretensions.

Upon such notice, the Attorney-General may intervene in the case on behalf of the Crown, and take issue in writing on such questions.

mention de cette intervention et de ces conclusions, sur lesquelles il prononce comme si le procureur général était partie au procès.

Copie de ce jugement est transmise sans délai au procureur général.—C.P.C., 20a, amendé; S.R., 5856.

1. A defendant cannot by one and the same plea invoke the unconstitutionality of an act, and at the same time claim a title to

115. Excepté lorsqu'il est autrement prescrit, toute pièce de la contestation doit être signifiée à la partie adverse, à défaut de quoi elle n'est pas régulièrement produite.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 462, § 1.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 184.

2. Règle de pratique 29.—Toute pièce quelconque de procédure devra être signée par le procureur, ou par le notaire dans les cas où il est autorisé à représenter une partie, ou par la partie elle-même, si elle n'est pas représentée par un procureur ou un notaire.

3. Règle de pratique 52.—Avis de toute requête, motion et demande spéciales et des simples motions doit être donné à la partie adverse.

4. Lorsqu'une opposition est faite par un tiers à la saisie pratiquée par le demandeur contre les biens du défendeur, et que cette opposition est contestée par toute partie dans la cause, autre que le défendeur, ce dernier a droit d'être notifié de tous les procédés adoptés sur l'opposition, et aucun jugement final ne peut être rendu, pour maintenir telle opposition, à moins que le défendeur ne soit appelé pour déclarer s'il entend ou non la contester.—C.A., 1869. *Kelly & Le Maire et le Conseil de Sorel*, 1 R.L., 167; 20 R.J.R., 335.—C.S., 1874. *Trahan vs Gadbois*, 5 R.L., 690; POLETTE, J.

5. An intervening party who claims the payment by the prothonotary of a sum of money under a judgment in his favor, is bound to give notice to all the parties in the record of his application to the court for such monies.—C.S., 1855. *Gillespie vs Spragg et al.*, and *Hutchison et al. vs The same*, and *Jordon et al. vs The same*, 6 J., 25; BOWEN & VANFELSON, JJ.

6. Where application is made to the court for payment of moneys claimed by parties in a cause, notice must be given to other parties interested in the judgments or orders pronounced.—C.A., 1862. *Mann & Monk*, 8 J., 55; 13 R.J.R., 203.

7. A petition asking for an order to pre-

The judgment of the court must mention such intervention and such conclusions, on which it renders judgment as if the Attorney-General were a party to the suit.

A copy of such judgment is forwarded without delay to the said Attorney-General.—C.C.P., 20a, amendé; R.S., 5856.

a certain property under the same act.—C.S., 1889. *McCaffrey vs Ball*, 34 J., 92; TAIT, J.

115. Except where it is otherwise provided, every proceeding of the contestation must be served upon the opposite party; otherwise it is not deemed to be regularly filed.—*New, in part*; C.C.P., 462, § 1.

vent the *tiers-saisie* paying over to the plaintiff the amount which he has been condemned to pay under a judgment duly served upon *tiers-saisie* must be served upon the plaintiff himself and not upon his attorney whose powers ended with the rendering of the judgment.—C.S., 1877. *Booth vs Lacroix*, 21 J., 307; TASCHEREAU, J.

8. Lorsqu'une partie a comparu par procureur *ad litem*, les pièces de procédure doivent être signifiées à ses avocats; un jugement obtenu par défaut sur une inscription signifiée à la partie même et non à ses procureurs *ad litem* sera renversé en revision.—C.R., 1887. *Dumouchel vs La Compagnie du chemin de fer du Pacifique*, 3 M.L.R., 217; JOHNSON, PAPINEAU & TASCHEREAU, JJ.

9. Where the party collocated appears by attorney, the inscription of the cause for hearing on the merits by the contestant must be served upon the attorney.—C.S., 1868. *La Cie de prêt du Haut-Canada vs Barlow*, 12 J., 278; 18 R.J.R., 18; TORRANCE, J.

10. Les irrégularités dans la production des pièces de procédure, et dans la conduite de l'enquête, sont couvertes par l'audition au mérite de la partie qui a passé outre sans s'en plaindre.—C.R., 1887. *Landry vs Choquette*, 15 Q.L.R., 193; CASAILT, CARON & ANDREWS, JJ.

11. L'huissier qui signifie des procédures certifiées par l'avocat chargé de la cause, n'a pas mission d'en constater l'exactitude et n'en assume aucunement la responsabilité. Partant, le rapport qu'il fait à l'effet qu'il a signifié une copie véritable de telle procédure ne peut être mis en question, et c'est à la partie, s'il y a grief, à se pourvoir autrement.—C.S., 1897. *Whitehead vs Newman*, 12 R.J.O., 14; JETTÉ, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

12. Une inscription pour enquête et mérite dont avis n'a pas été donné à l'autre partie sera rejetée sur motion.—C.S., 1897. *Cousineau vs Fiset*, 1 R.P., 68; ARCHIBALD, J.

116. Lorsqu'une pièce de procédure ou un bref doit être signifié hors du district, la signification peut, en l'absence de dispositions contraires, en être faite soit par le shérif ou un huissier du district où siège le tribunal, soit par le shérif ou un huissier du district où la signification doit être faite; mais, dans le premier cas, il ne peut être accordé plus de frais de signification que dans le dernier, à moins que le juge n'en ordonne autrement s'il l'estime juste.

Cette disposition s'applique aussi aux exécutions contre les meubles et aux saisies-arrêts avant ou après jugement.—C.P.C., 461, amendé; S.R., 5897.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 65, § 1, 2, 3, 4.

2. V. autorités sous l'art. 121, n. 13 et s.

3. Dans une action émanée de la C.S., au chef-lieu du district, de \$100 à \$200, l'huissier chargé du bref de *fi. fa. de bonis*

13. Une requête faite par un intimé sur une injonction pour être autorisé à continuer ses opérations ne sera pas mise de côté parce que copie n'en a point été signifiée à la partie adverse.—C.S., 1898. *Bogue vs Promotive Arts Ass.*, 1 R.P., 156; MATHIEU, J.

116. When any writ or paper whatever requires to be served out of the district, the service may, in the absence of any provision to the contrary, be made either by the sheriff or a bailiff of the district in which the court is held, or by the sheriff or a bailiff of the district in which such service is to be made; but no more costs can be allowed in the former case than in the latter, unless the judge otherwise orders if he deems proper.

This provision applies also to executions against moveable property and to attachments before or seizures after judgment.—C.C.P., 461, amended; R.S., 5897.

n'a pas droit contre le défendeur à plus de frais que si tel bref eut été exécuté par l'huissier le plus près du domicile du défendeur, mais il a droit à ses frais de route contre la partie qui l'emploie.—C.S., 1888. *Lassyer vs Bohan*, 12 L.N., 1; WURTELE, J.

TROISIÈME PARTIE.

PROCÉDURES DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE.

CHAPITRE XII.

Assignment.

117. Toute action devant la cour supérieure commence par un bref d'assignation au nom du souverain, sauf les exceptions contenues dans ce code, et les autres cas auxquels il est prévu par des lois particulières.—C.P.C., 43.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 1, 43.—C.P.L., 179.

7

117. Every action before the Superior Court is instituted by means of a writ of summons, in the name of the Sovereign; saving the exceptions contained in this Code, and other cases provided for by special laws.—C.C.P., 43.

2. A tutor cannot be impleaded except

by writ in the ordinary form.—C.S., 1884. *Daoust vs Lebeuf*, 7 L.N., 69; TORRANCE, J.

3. Where judgment of separation from bed and board has been pronounced, the husband cannot on summary petition, not in a pending cause, without a writ of summons, obtain an order to permit him to see his child, the custody of which was given to the mother.—C.S., 1884. *Pillet vs Detiste*, 7 L.N., 78; TORRANCE, J.

4. Lorsque le demandeur ne rapporte pas son action le jour du retour, et qu'il est en conséquence forcé de prendre un nouveau bref, ce bref ne peut être considéré comme un *alias*, et le montant des timbres judiciaires qui doit y être mis lors de son émanation et de son retour est le même que sur le premier.—Le bref de sommation n'a de forme légale et ne met le défendeur en demeure de comparaître en cour, qu'en autant que le montant des timbres judiciaires fixé par la loi y a été apposé lors de son émanation et de son retour; l'informalité résultant du défaut des dits timbres rend l'action nulle et elle peut être déboutée sauf recours sur exception à la forme.—C. S., 1885. *Riendeau vs Casey*, 1 M.L.R., 391; CHAGNON, J.

5. La demande en destitution de tutelle doit se poursuivre par action en la forme ordinaire, en commençant par un bref d'assignation, et la forme de la requête, sans bref, n'est admise que pour la revision des ordonnances rendues hors de cour, au sujet des excuses ou des nominations de tuteurs.—C. S., 1886. *Raphael vs Gibb*, 20 R.L., 8; JERRÉ, J.

6. Where the plaintiff was ordered, by a

118. Ce bref d'assignation est rédigé en français ou en anglais, signé et attesté par le protonotaire, et expédié par lui sur réquisition par écrit du demandeur.—C.P.C., 44, 45, 46, *amendés*.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 1, 2, 43.

2. Règle de pratique 25.—Tout bref comportant assignation, autres que ceux de subpoena, et les brefs d'exécution ne seront émis que sur comparution et *fiat* du procureur ou de la partie les demandant; et la production de l'affidavit, s'il en est requis pour leur émanation. Si le bref est d'exécution, le *fiat* devra comprendre toutes les indications mentionnées dans la règle 19.

3. Règle de pratique 27.—Le *fiat* pour bref comportant assignation devra indiquer le jour du rapport du bref, s'il doit être fait rapportable à date fixe, sinon il devra indiquer le délai dans lequel le défendeur ou tout autre devra comparaître après son assignation.

119. Dans les cas urgents, le bref peut être émis en dehors des heures

judgment of the court, to bring the husband of the female defendant personally into the cause, the service of a new writ and declaration setting forth the demand in full, upon both husband and wife, was sufficient.—C. A., 1888. *Myter & Styles*, 4 M.L.R., 116.

7. On ne peut mettre un tiers en cause, sur contestation de la déclaration d'un tiers-saisi, que par le moyen d'un bref d'assignation.—C.S., 1897. *Knuckle vs Charlebois*, 12 R.J.O., 374; MATHIEU, J.

8. The representatives of a party to a suit, who dies while the suit is pending, can only be compelled to take up the *instance* by a demand in the ordinary form of a writ of summons.—C.S., 1893. *Gallagher vs Swanton*, 3 R.J.O., 337; DOHERRY, J.

9. Il n'est pas nécessaire de recourir à un bref d'assignation pour contester le bilan d'un failli, mais il suffit de produire la contestation au greffe, et d'en donner avis et copie au failli.—C.S., 1894. *Marsan vs Riddell*, 6 R.J.O., 509; PAGNUELLO, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

10. In an action by a daughter-in-law against a mother-in-law for alimentary allowance, a petition during the course of the action, on behalf of the plaintiff, is a proper way to obtain an interim allowance.—An exception of *lis pendens* to such petition will be dismissed as unfounded.—A provisional allowance can be secured before the final judgment on the original demand.—C.S., 1898. *Heaton vs Leprohon*, 1 R.P., 218; DAVIDSON, J.

118. This writ of summons is drawn up either in French or in English, is signed and attested by the prothonotary, and is issued by the latter upon the written requisition of the plaintiff.—C.C.P., 44, 45, 46, *amended*.

4. *V. Droure vs McGinnis*, art. 898, n. 9.

5. An error in the date of a writ is not fatal.—C.R., 1878. *Nolan vs Dastous*, 4 Q. L.R., 335; MEREDITH, STUART & CARON, JJ.—C.S., 1889. *Caron vs Caron*, 12 L.N., 361; PELLETIER, J.

6. Le bref de sommation peut être signé par le député protonotaire, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'absence ou la maladie du protonotaire.—C.A., 1887. *Normandin & Berthiaume*, 15 R.L., 1.

7. Le défaut, dans un bref ou dans une déclaration, de compter les mots rayés et d'en faire mention au bas de ces procédures, n'est pas une cause de nullité.—*Idem*.

119. In cases of urgency, the writ may be issued outside office hours,

de bureau, même un dimanche ou un jour férié, sans timbres judiciaires, pourvu que le montant de ces timbres soit déposé entre les mains de l'officier qui émet le bref, lequel les appose sur le *fiat* aussitôt que possible.—C.P.C., 467a, amendé; S.R., 5901.

120. Le bref d'assignation reste en vigueur durant six mois à compter de sa date s'il n'a pas été signifié; mais le juge ou le protonotaire peut avant l'expiration de ce délai, sur preuve par procès-verbal d'huissier ou par affidavit que la signification en a été impossible, le remettre en vigueur pour une autre période de six mois, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il soit signifié.—*Nouveau*; R.P.O., 238.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

1. Tout bref d'assignation qui a été signifié, soit régulièrement, soit irrégulièrement et qui n'a pas été rapporté dans le délai re-

121. Sauf les cas particuliers d'exceptions ci-après mentionnées, le bref d'assignation peut être adressé au shérif ou à un huissier du district ou est délivré le bref et par lui signifié dans ce district ou dans tout autre district, ou être adressé au shérif ou à un huissier du district où la signification doit être faite, lui enjoignant d'ajourner le défendeur à comparaitre devant le tribunal dans le délai et au lieu qui y sont indiqués.

S'il y a plusieurs défendeurs résidant dans différents districts, plusieurs brefs, adressés de la même manière, peuvent être délivrés.—C.P.C., 48, amendé; S.R., 5863.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 3, 4.

2. V. autorités art. 116.

3. L'indication du tribunal devant lequel on porte la demande est encore absolument essentielle à l'existence même de l'ajournement. Cette nécessité est de telle nature que, bien que l'ancienne ordonnance de 1667, sur la procédure civile, eut oublié d'exiger dans les ajournements l'indication précise du

and even on a Sunday or holiday, without judicial stamps thereon, provided the amount of such stamps be deposited with the officer issuing the writ, who must affix the stamps upon the fiat as soon as possible.—C.C.P., 467a, amended; R.S., 5901.

120. The writ of summons remains in force, while unserved, during six months from its date; but the judge or prothonotary may, before the expiry of such delay, upon its being established by affidavit or bailiff's return that service was impossible, continue it for another period of six months, and so on from time to time until service is made.—*New*; R.P.O., 238.

quis, devient caduc, et ne peut être remis en vigueur ni par le protonotaire ni par le juge.—C.C., 1898. *Tellier vs Paul*, 1 R.P., 325; OUMET, J.

121. Saving the particular exceptions hereinafter mentioned, writs of summons may be directed to the sheriff or to any bailiff of the district in which such writ issues, and may be by him served in such district or in any other district, or they may be directed to the sheriff or to any bailiff of the district in which such writ is to be served, commanding him to summon the defendant to appear before the court within the delay and at the place therein mentioned.

If there are several defendants residing in different districts, several writs may issue, directed in the same manner.—C.C.P., 48, amended; R.S., 5863.

tribunal, la jurisprudence n'avait pas hésité à suppléer à l'omission du législateur et prononçait, malgré le silence de la loi, la nullité des ajournements dans lesquels cette mention ne se trouvait pas.—1 BOITARD, n. 156, § 4.

4. Un bref de sommation, adressé à aucun des huissiers résidant dans un district, est valable, s'il est signifié par un huissier nommé pour tel district.—C.S., 1853. *Tétu vs*

Martin, 3 L.C.R., 104; 4 R.J.R., 2; *BOVEN, DUVAL & MERKIDITH*, JJ.

5. All writs of summons issued from the Circuit Court must be directed to the sheriff or a bailiff of the Superior Court.—C.C., 1871. *Reeves vs Archambault*, 15 J., 83; 21 R.J.R., 386; *RAMBAY*, J.

Contra: C.C., 1873. *Laurence vs Chaudière*, 17 J., 83; *BRAUDRY*, J.

6. They may be addressed to the defendant.—C.C., 1873. *Mathieu vs Brousseau*, 4 R.L., 525; *LORANGER*, J.

C.R., 1885. *Paradis vs Poirier*, 11 Q.L.R., 82; *CASULT, McCORD & CARON*, JJ.

7. Un bref de sommation assignant un défendeur à comparaître devant "nos juges de notre dite cour supérieure," ne peut valoir. L'assignation doit être de comparaître devant une cour, et non devant les juges de la cour.—C.S., 1853. *Macfarlane vs Delederniers*, 4 L.C.R., 25; 4 R.J.R., 56; *DAY, SMITH & MONDRELET*, JJ.

8. A summons to appear "before our Justices of our Superior Court," is sufficient and available as a summons to appear before the Court.—C.S., 1859. *Macfarlane vs Béliveau*, 3 J., 306; 8 R.J.R., 16; *BADGLEY*, J.

9. A bailiff, even belonging to another district, is obliged to immediately execute a writ of execution sent to him; and his refusal to so execute such writ, will entail a *contrainte par corps* against him. It is no answer for such bailiff to plead, to the *contrainte par corps*, that his disbursements had not been forwarded to him, unless he shows that he had, before such refusal, made a demand for such disbursements.—C.C., 1886. *Hamel vs Webb*, 10 L.N., 36; *CARON*, J.

10. Après l'émanation du bref de sommation, le jour du retour ne peut être changé par le greffier; et si tel changement a lieu, le bref sera déclaré nul et l'action renvoyée sur exception à la forme et inscription en faux.—C.C., 1884. *Duchesne vs Lapointe*, 10 L.N., 338; *ROUTHIER*, J.

11. Après l'émanation du bref et avant le jour de l'entrée, le demandeur a fait changer la date du rapport par le greffier de la cour. Le défendeur a plaidé à la forme que ce changement rendait le bref nul.—Le bref étant émané et revêtu de timbre, aucune altération ne peut y être faite, et l'action est renvoyée.—C.C., 1885. *Lapointe vs Dorion*, 11 Q.L.R., 320; *CASULT*, J.

12. On peut changer avant signification la date du rapport d'une action.—C.S., 1888. *Fradelle vs Fortier*, 11 L.N., 329; *CARON*, J.

13. Un défendeur résidant dans un district autre que celui d'où le bref d'assignation émane et qui est mentionné dans ce bref comme défendeur, peut par une exception à la forme, faire déclarer qu'il n'a pas été assigné en vertu de ce bref qui n'était adressé qu'aux huissiers du district d'où il

122. Le bref doit contenir les

avait émané, et faire renvoyer l'action du demandeur quant à lui, et le demandeur ne peut se soustraire aux conséquences de cette exception à la forme en produisant, après le jour du rapport et avec la permission de la cour, le bref en vertu duquel ce défendeur a été assigné, avec le rapport constatant l'assignation, lequel bref par inadvertance n'avait pas été rapporté le jour du rapport.—C.S., 1880. *Gilmour vs Hall*, 14 R.L., 335; *MATHIEU*, J.

14. A superior court writ cannot be validly served by any other than one of the bailiffs to whom it is directed, and a writ having been directed to any bailiff of the district of St. Francis, the service of such writ by a bailiff of the district of Beauce, is null and void.—C.R., 1887. *The Eastern Townships Bank vs Wright*, 3 M.L.R., 206; *JETTE, TASCHEREAU & MATHIEU*, JJ.

15. A bailiff of the Superior Court for the district of Montreal has power to execute a writ of execution from the Court, at Montreal, in an adjoining district.—C.S., 1800. *Duhaut vs Lacombe*, 13 J., 308; 1 R.L., 440; 19 R.J.R., 327; *TORRANCE*, J.

16. L'assignation d'un défendeur dans le district de Montmagny par un huissier de ce district, au moyen d'un bref émané dans le district de Québec, enjoignant aux huissiers du district de Montmagny de faire l'assignation dans le district de Québec, est nulle.—C.S., 1889. *Corriveau vs Marceau*, 16 Q.L.R., 21; *CASULT*, J.

17. Le bref d'assignation doit être exécuté par l'huissier auquel il est adressé et un huissier du district d'où ce bref émane ne peut exécuter ce bref s'il est adressé à aucun des huissiers du district où il doit être exécuté.—C.S., 1890. *Laforce vs Landry*, 19 R.L., 250; *MATHIEU*, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

18. Un bref adressé à l'un des huissiers de la cour supérieure, nommé pour un district de la province de Québec, ne peut être signifié par un huissier d'un autre district de cette province; une exception à la forme basée sur cette irrégularité sera déclarée bien fondée, et une motion pour amender le bref, après signification, en ajoutant le district pour lequel était nommé l'huissier qui avait fait la signification, sera rejetée.—C.S., 1898. *Moncion vs Les Ecclésiastiques du Séminaire de Montréal*, 1 R.P., 345; *TASCHEREAU*, J.

19. Mais, *Jugé*: qu'une exception à la forme ne sera pas maintenue, sans preuve de préjudice, parce que le bref d'assignation, étant adressé à aucun des huissiers admis pour le district de Montréal, aurait été signifié par une personne résidant au Nouveau Brunswick.—C.S., 1898. *Joubert vs Leblanc*, 4 R.L. n.s., 151; *MATHIEU*, J.

20. *V. Morgan vs Benjamin*, art. 137, n. 3.

122. The writ must state the

noms, occupation, qualité et domicile du demandeur, et les noms et la résidence actuelle du défendeur ou sa dernière résidence connue.

Le procureur général du Canada et celui de la province sont suffisamment désignés par leur nom d'office, lorsqu'ils plaident au nom du souverain.

La femme mariée et la veuve défenderesse peuvent être désignées sous le nom du mari ou du mari défunt, en ajoutant les mots "épouse de" ou "veuve de"; selon le cas, et les noms ou une désignation suffisante du mari ou du mari défunt.

Dans les poursuites sur lettres de change, billets, ou autres écrits sous seing privé, négociables ou non, il suffit de donner les initiales des prénoms du défendeur, telles qu'elles se trouvent sur ces lettres de change, billets ou écrits.

Si le défendeur n'a ni domicile, ni résidence, ni place d'affaires dans la province, et que ses noms soient incertains ou inconnus, il suffit de le désigner de manière que son identité puisse être clairement constatée, pourvu que le bref lui soit personnellement signifié.

Lorsqu'un corps légalement constitué est partie en cause, il suffit d'insérer son nom collectif et le lieu où il a son principal établissement.

Lorsqu'une société commerciale, dont le principal bureau d'affaires est hors du district et dont la raison sociale n'est pas enregistrée dans le district, est partie défenderesse, il suffit d'insérer sa raison sociale et l'endroit où elle a son principal bureau d'affaires; mais le jugement rendu contre elle est alors exécutoire contre les biens de la société seulement.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 49; S.R., 5864; R.P.O., 317.

names, the occupation or quality and the domicile of the plaintiff, and the names and the present or last known residence of the defendant.

The Attorney-General for Canada, or for the Province, is sufficiently designated by the name of his office, whenever he pleads on behalf of the Crown.

Married women and widows may be described as defendants under the surname of their husband or of their deceased husband, adding the words: "wife of" or "widow of", respectively, and the names or a sufficient designation of the husband or of the deceased husband.

In actions upon bills of exchange, promissory notes, or other private writings, whether negotiable or not, it is sufficient to give the initials of the Christian or first names of the defendant, such as they are written upon such bills, notes or instruments.

If the defendant has no domicile, residence or place of business in the Province, and his names are uncertain or unknown, it is sufficient to describe him so that he may be clearly identified, provided that the writ is served upon him personally.

When a corporate body is a party to the suit, it is sufficient to insert its corporate name and to indicate its principal place of business.

If a commercial partnership, having its principal place of business outside the district, is not registered therein, it may be summoned by its firm name, with mention of the place where such principal place of business is situated; but the judgment rendered against it is then executory only against partnership property.—*New, in part*; C.C. P., 49; R.S., 5864; R.P.O., 317.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Action <i>qui tam</i>	2, 8
Corporation	17, 38, 39
Domicile	7 à 11, 24, 28 à 31, 37 à 39, 46, 48
Femme séparée de biens	3, 24, 26, 40 à 42
Mineurs	27
Nom	10 à 18, 20 à 22, 27
Qualité	3 à 6, 17, 19, 23, 39 à 46, 43
Sociétaires	43
Veuve	25

1. ORD. 1667, tit. 2, arts. 2, 6.—25 Geo. 111, c. 2, s. 1.—12 Vic., c. 38, s. 50.—S.R.B. C., c. 64, s. 29.—S.R.C., c. 181, ss. 1, 4 ; c. 65, s. 4.—C.P.G., 34.—C.C. *Corp.*, 9.—C.P.F., 61.

2. Dans une action *qui tam*, le bref doit indiquer que l'action est prise tant au nom du poursuivant qu'au nom de Sa Majesté.—C.C., 1881. *Desmeules vs Lapointe*, 10 L.N., 130 ; ROUTHIER, J.

3. Dans une poursuite contre une femme séparée de biens, il n'est pas nécessaire d'alléguer si elle est séparée de biens par contrat de mariage ou par sentence judiciaire.—C.R., 1880. *Hovey vs Notin*, 18 R.L., 430 ; JOHNSON, MATHRU & DELORMIER, JJ.

Dans le même sens : *Tarte vs Mander*, citée *infra*, n. 40.

Contra : C.S., 1884. *Prosser vs Creighton*, 7 L.N., 104 ; TORRANCE, J.—C.S., 1897. *Martel vs Tangway*, citée *infra*, n. 41.

4. Lorsqu'une personne en poursuit une autre, en la qualité qu'elle a prise dans l'acte qui fait la base de l'action, et que le défendeur fait une exception à la forme, alléguant que la qualité mentionnée au bref n'est pas sa véritable qualité, il sera permis au demandeur d'amender le bref et la déclaration, de manière à constater la qualité réelle du défendeur.—C.A., 1891. *O'Connor & Inglis*, 21 R.L., 315.

5. Une action dans laquelle on ne donne pas les qualités du défendeur doit être renvoyée sur exception à la forme, niais sans frais.—C.C., 1873. *Huot vs Cloutier*, 6 Q.L.R., 195 ; MEREDITH, J.

6. The failure to state in a writ of summons the occupation or quality of the plaintiff is a cause of nullity which necessarily involves the dismissal of the action.—C.C., 1880. *Blackford vs McBain*, 12 L.N., 307 ; BÉLANGER, J.

7. Une action, dont le bref d'assignation contient le domicile du défendeur au lieu de sa résidence actuelle, sera déboutée sur exception à la forme.—C.C., 1878. *Martel vs Sénécal*, 22 J., 107 ; PLAMONDON, J.

8. Une poursuite dans laquelle le bref d'assignation constate erronément le lieu du domicile du demandeur, sera renvoyée sur exception à la forme, s'il est établi que lors de l'émanation du bref le demandeur avait abandonné le domicile indiqué, même si la preuve ne constate pas quel est le domicile actuel du demandeur, et quand même, dans cette action qui est une action *qui tam*, le demandeur aurait, dans l'affidavit donné

plusieurs mois auparavant, constaté comme étant son domicile, celui indiqué dans le bref d'assignation.—C.R., 1890. *Bradshaw vs Kerr*, 19 R.L., 168 ; JOHNSON, LORANGER & WURTLER, JJ.

9. La stipulation dans un bail que, "pour l'exécution des clauses et conditions y contenues, les parties font élection de domicile en leur résidence actuelle," ne signifie pas que le locataire fait une élection de domicile dans les lieux loués, aux termes de l'art. 85 C.C. Ces mots *résidence actuelle* ne doivent pas être limités comme désignant la résidence actuelle au moment de la passation du bail, mais doivent être interprétés dans le sens que leur donne le présent article, c'est-à-dire comme désignant la résidence actuelle au moment de l'institution de la procédure nécessaire pour l'exécution de l'acte.

La clause suscitée ne justifie pas le locataire, dans une action contre le locataire, de désigner ce dernier comme résidant sur la propriété louée, lorsque de fait ce locataire réside en Angleterre. La signification de l'action, dans ces circonstances, à une personne raisonnable occupant les lieux loués, est irrégulière et doit être déclarée telle sur exception à la forme.—C.S. et C.R., 1896. *Henderson vs Gilmore*, 2 R. de J., 321 ; C.S., BÉLANGER, J. et C.R., GILL, DELORMIER & LYNGE, JJ.

10. Une action nommant la défenderesse "Lisa Blanchard," lorsqu'il est prouvé que le véritable nom de la défenderesse est "Elisabeth Blanchard," sera déboutée sur exception à la forme, même s'il est prouvé que la défenderesse est connue dans sa famille sous le nom de "Lizzie."—C.C., 1880. *Lamarque vs Blanchard*, 10 R.L., 678 ; GILL, J.

11. The failure to state in the writ the plaintiff's names in full, and the giving a wrong name to defendant, are not mere irregularities subject to amendment, but nullities, and cannot be amended.—C.S., 1878. *Parent vs Picard*, 4 Q.L.R., 73 ; STUART, J.

12. Where the writ of summons sets forth only one of plaintiff's three christian names, and indicates the others by their initial letters, the action will be dismissed on exception to the form.—C.C., 1877. *Gauthier vs Callaghan*, 11 Q.L.R., 384 ; CARON, J.

13. The plaintiff was described in the lease on which the action was based as "Henry S. Scott," without any indication of the name for which the "S" stood.—*Held*: On exception to the form, that he could maintain an action in the name specified in the lease, without any further designation of his second christian name.—C.S., 1878. *Scott vs Hardy*, 4 Q.L.R., 215 ; CASALT, J.

14. Il suffit au demandeur de se désigner par le prénom sous lequel il est ordinairement connu et suffisant pour l'identifier. L'erreur de copiste dans la copie du bref

d'assignation, quant à la date de l'émanation, ne rend point telle assignation irrégulière, si le défendeur n'a pu être induit en erreur.—C.S., 1880. *Caron vs Caron*, 12 L.N., 361 ; PELLERIER, J.

15. Il suffit de donner le prénom par lequel le demandeur est généralement connu, bien qu'il ait d'autres prénoms.—C.S., 1884. *Mailoux vs Desmoules*, 10 L.N., 338 ; ROUITIER, J.

16. Les nullités que prononce l'article 51 du code de procédure (omis du n. c.) ne sont que relatives, et les formalités exigées par l'article 49 (122 n. c.) du même code, quant aux noms du demandeur, sont suffisamment observées par la mention dans le bref de son nom et d'un de ses deux prénoms avec l'initiale de l'autre, si le défendeur n'a pas pu être trompé sur la personne.—C.R., 1881. *Day vs Trial*, 9 Q.L.R., 370 ; MEREDITH, CASAULT & STUART (diss.), JJ.

17. Dans une action contre un étranger (un capitaine de vaisseau) dont les qualités sont correctement alléguées, il suffit de le désigner par les initiales de son nom de baptême dont il fait usage dans sa signature.—C.S., 1807. *Cluny vs Nell*, 17 L.C.R., 262 ; 16 R.J.R., 200 ; STUART, J.

18. The names "Elisa Bétit," by which the female plaintiff was known and called at the time of her marriage, coupled with her designation as the wife of the other plaintiff, who is properly named, are a sufficient statement of her names under article 49 C.C.P., (122 n. c.), although she has been baptized under the names of "Marie Lisa Bétit."—C.S., 1879. *Pouliot vs Solo*, 5 Q.L.R., 325 ; McCORD, J.

19. The description of the respondent in the writ of summons, as carrying on "the trade and business of banking in the city of Montreal, in the district of Montreal, and elsewhere," was a sufficient compliance with the requirements of art. 49 of the code of C. P., (122 n. c.).—C.A., 1877. *Bureau & The Bank of B. N. America*, 21 J., 201.

20. Un homme connu sous le nom de "Johnny" peut poursuivre sous ce nom, bien que son vrai nom soit "Jean-Baptiste."—C.S., 1805. *Purd vs Kingsey Falls*, 3 R. de J., 302 ; PLAMONDON, J.

21. The name of respondent was "Thomas J.," and not "Thomas," as in the writ and declaration.—*Held*: confirming the judgment of the court below, that this was not such a misnomer as to be ground for an exception à la forme.—C.A., 1877. *Hearn & Maloney*, 1 L.N., 43.

22. Pour les fins d'une poursuite basée sur un billet, il suffit au demandeur de donner les noms du défendeur assigné tels qu'ils se trouvent sur le billet ; or, du fait que le défendeur ne porte pas les noms mentionnés au billet, il ne s'en suit pas que l'assignation soit irrégulière et nulle.—C.S., 1805. *Trudel vs Thibaudau*, 1 R. de J., 464 ; TELLIER, J.

23. La description du requérant dans un bref de *mandamus* faite de la manière suivante : "John Henry Graham of the town of Richmond, in the district of St. Francis, doctor of laws, esquire," est suffisante quoique le requérant ait reçu son titre d'une université étrangère, aux États-Unis, et qu'il ait toujours été professeur dans un collège au Canada.—C.S., 1887. *Graham vs Webb*, 10 L.N., 332 ; BROOKS, J.

24. Lorsque le mari et la femme non séparés de corps sont poursuivis conjointement, il suffit d'indiquer le domicile du mari, la femme ne pouvant avoir d'autre domicile que celui de son mari.—C.R., 1894. *Lamarche vs Cartier*, 6 R.J.O., 50 ; LORANGER, TAIT & LYNCH, JJ.

25. Dans une action par une veuve pour dommages soufferts par la mort de son mari, à l'emploi du défendeur, il n'est pas nécessaire qu'elle indique la date et l'endroit de son mariage ; il suffit qu'elle le décrive comme veuve de son dit époux.—C.S., 1888. *M. McHon vs Tees*, 4 M.L.R., 75 ; GILFILLAN, J.

26. La femme mariée, autorisée par un juge à ester en justice, au refus de son mari de l'autoriser, n'est pas tenue de mentionner dans le bref d'assignation la qualité ou l'occupation de son mari, lequel n'est pas en cause.—C.S., 1803. *Vondelle vs Bolduc*, 3 R.J.O., 105 ; TASCHEKRAU, J.

27. It is not necessary, in an action by a tutor, that the names and first names of the children for whom the tutor is acting should be set forth in the writ and declaration.—C.S., 1884. *Charbonneau vs Charbonneau*, 7 L.N., 96 ; TORRANCE, J.

28. Where the defendant is described in the writ of summons as of *St. Hyacinthe*, simply, whereas he, in fact, lives in the parish of *St. Hyacinthe le Confesseur*, and that there are three distinct places or localities in the district of Montreal known respectively as the town of *St. Hyacinthe*, the parish of *St. Hyacinthe* and the parish of *St. Hyacinthe le Confesseur*, the description is nevertheless sufficient.—C.S., 1857. *Lynan vs Chamard*, 1 J., 183 ; 4 R.J.R., 6 ; DAY, SMITH & CHABOT, JJ.

29. La désignation d'une partie résidant dans la ville de Sherbrooke, comme étant, "of the township of Orford," est suffisante, vu que le township d'Orford comprend dans ses limites la section de la ville de Sherbrooke qu'habitait la partie désignée comme étant du township d'Orford.—C.A., 1857. *Morse & Brooks*, 2 J., 39.

30. The designation of defendant's residence in writ of summons as "St. Jean Baptiste," when in fact he resided in "St. Jean Baptiste de Rouville," is sufficient.—C.S., 1858. *Gigon vs Holle*, 2 J., 193 ; DAY, J.

31. Les mots "de la cité de Kingston, Canada Ouest," indiquent suffisamment le domicile du demandeur.—C.S., 1850. *Beary vs May*, 13 L.C.R., 1 ; BOWEN, J.

32. The quality assumed by the plaintiff in the writ and declaration is considered admitted unless it be specially denied by the defendant. A *défense en fait* is not a special denial within the meaning of art. 144 C.P.C. (111 n.c.).—C. suprême, 1895. *Martindale & Powers*, 23 R.C.S., 597.

V. *Powers & Martindale*, art. 111, n. 12.

33. Un défendeur, qualifié dans le bref et la déclaration, comme *menuisier*, plaide par exception à la forme qu'il n'était pas *menuisier*, mais *contracteur et commerçant*.—*Jugé*: Que cette dernière qualité était réconciliable avec celle de *menuisier*.—C.A., 1860. *Boucher & Lemoine*, 10 L.C.R., 456; 8 R.J., 462.

34. Where plaintiff was described as *Esquire*—*Held*: sufficient quality.—C.S., 1880. *Bradley vs Logan*, 3 L.N., 200.

35. Un demandeur qui se désigne comme "gentilhomme" au bref de sommation, se donne une qualité suffisante au désir de la loi.—C.S., 1893. *Stephens vs Higgins*, 3 R.J.O., 65; LORANGER, J.

36. *A fortiori*, in the absence of any proof that he had any special occupation or profession.—C.S., 1896. *Lafleur vs La Banque du Peuple*, 9 R.J.O., 109; ARCHIBALD, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

37. Un corps qui se prétend incorporé doit dire en vertu de quelle loi il l'est, et s'il est étranger, où est son principal bureau d'affaires dans la province de Québec, et une action dont le bref ne mentionne pas ces faits peut être renvoyée sur exception à la forme, à moins que le demandeur n'amende son bref en conséquence.—C.S., 1893. *L'ordre des Forestiers Catholiques vs St. Martin*, 1 R.P., 134; MATHIEU, J.

38. A bank having its headquarters in England, but having its principal place of business in Canada, in the city of Montreal, is sufficiently described in the writ under the latter designation, the defendant suffering no prejudice from such description; and if defendant has a right to security for costs, such description would not prejudice such right.—C.S., 1898. *Bank of British North America vs Howley*, 1 R.P., 372; 14 R.J.O., 422; 4 R.L. n.s., 452; TAIT, J.

39. When a company plaintiff is described as having its head office in Ontario, it is sufficiently described under art. 122 C.P., and a motion to force it to produce its charter will be dismissed, especially if the same was filed after the delays for filing a preliminary

123. Un exposé des causes de la demande doit être contenu dans le bref même, ou dans une déclaration qui y est jointe.

Dans les poursuites sur actes de vente ou obligations notariées, sur

minary exception.—C.S., 1898. *The Gould Bicycle Co. vs Gougeon*, 1 R.P., 417; TAIT, J.

40. Il n'est pas nécessaire de mentionner, en décrivant une femme séparée de biens, défenderesse dans une action, si elle est ainsi séparée judiciairement ou par contrat de mariage.—C.S., 1897. *Tarte vs Mander*, 1 R.P., 195; LYNCH, J.

41. Mais, *Jugé*: qu'une exception à la forme tendant à faire déclarer à la demanderesse, qui se donne comme épouse séparée de biens, si cette séparation est contractuelle ou judiciaire, sera maintenue si la demanderesse ne vient pas prouver sa séparation de biens, et l'action sera renvoyée.—C.S., 1897. *Martel vs Tanguay*, 1 R.P., 66; MATHIEU, J. V. *supra*, n. 3.

42. Une femme qui, dans des actes authentiques, a pris la qualité de séparée de biens, ne peut s'objecter à être ainsi décrite, surtout si elle ne détruit pas la présomption qu'elle a fait naître.—C.S., 1897. *Tarte vs Mander*, 1 R.P., 195; LYNCH, J. V. C.A., 1860. *Boucher & Lemoine*, 10 L.C.R., 456.

43. Lorsque trois personnes forment une société à l'étranger, sous une raison sociale, et font affaires dans la province de Québec, sous un nom de convenance, et qu'elles sont poursuivies comme un corps incorporé, il sera permis sur motion, après la production d'une exception à la forme, d'amender le bref et la déclaration, en substituant les noms de ces trois personnes comme faisant affaire sous la dite raison sociale, au nom corporatif indiqué dans le bref, mais ces nouvelles copies du bref et de la déclaration devront être signifiées aux parties; le demandeur devra payer tous les frais faits par la défense, jusqu'à l'amendement.—C.S., 1898. *Fitzpatrick vs The Thompson Line of Steamships*, 4 R.L.n.s., 512; MATHIEU, J.

44. Where one of the plaintiffs is described in the writ of summons as "formerly of the town of Westmount, presently of parts unknown," the description is insufficient under act. 122 C.P.—C.S., 1898. *Taylor vs Lewis*, 14 R.J.O., 431; 4 R.L.n.s., 448; 1 R.P., 404; MATHIEU, J.

45. Dans le cas où un demandeur a négligé d'indiquer son domicile dans le bref de sommation, la cour, après audition sur le mérite de l'exception à la forme, pourra lui ordonner de le faire dans un certain délai et à défaut l'action sera renvoyée.—C.S., 1898. *Taylor vs Lewis*, 4 R.L. n. s., 507; MATHIEU, J.

123. The causes of action must be stated in the writ or in a declaration annexed to it.

In actions upon deeds of sale or notarial obligations, bills of exchange, promissory notes, private writings, or

lettres de change, billets, écrits sous seing privé ou sur comptes, il suffit de mettre dans le bref ou d'annexer au bref une déclaration, rédigée conformément à la cédula A de l'appendice de ce code.

La déclaration devra être signée par le procureur du demandeur, ou par le demandeur lui-même s'il n'a pas de procureur.—*Nouveau, partie*; C. P. C., 50.

1. V. autorités citées sous art. 174, § 4, sur exception à la forme résultant du défaut de détails suffisants.

2. La question de savoir si un exploit d'ajournement est suffisamment libellé, est laissée à l'appréciation des tribunaux, et doit être résolue en faits.—I ROUSSEAU & LAISNEZ, *v° Ajournement*, n. 83.

3. Règle de pratique 30.—Lorsque l'exposé des causes de la demande sera contenu dans le bref même, le nom du procureur du demandeur devra être écrit d'une manière lisible sur le dos du bref d'assignation, et sur la copie qui sera signifiée.

4. La déclaration dans une cause, avant son rapport en cour, ne forme pas partie des archives de la cour, et, conséquemment, n'est pas ouverte au public.—C. A., 1886. *Archambault & La Compagnie du grand télégraphe du Nord-Ouest du Canada*, 18 R. L., 181.

5. La motion du défendeur pour n'être pas tenu de plaider, avant que le demandeur fournisse plus amples détails, doit être faite dans le délai des exceptions préliminaires.—C. S., 1895. *Leronx vs Demers*, 1 R. de J., 205; MATHIEU, J.

Dans le même sens : C. S., 1898. *Poitras vs Aubry*, citée sous art. 164, n. 17.

6. En matière de *quo warranto* la requête tient lieu de la déclaration.—C. S., 1873. *Bureau vs Normand*, 5 R. L., 40; SICOTTE, J.

7. Le code n'a pas changé la loi antérieure à sa promulgation quant aux détails, dans les causes de la C. S., et n'exige pas qu'ils soient annexés ou mentionnés au long dans la déclaration.—C. R., 1871. *La Banque Nationale vs La Banque de la Cité*, 3 R. L., 28; 17 J., 197; STUART, TASCHEREAU & CASAULT, JJ.

8. When the particulars of plaintiff's demand are not disclosed by the declaration, and no bill of particulars is therewith filed, such bill of particulars may be filed at the enquête, if the defendants, instead of moving to dismiss, plead to the action.—C. S., 1858. *Westrop vs Nichols*, 2 J., 194; 6 R. J. R., 490; DAY, J.

9. Particulars can be obtained of an exception of payment, or other such plea, on the same grounds that particulars can be obtained of the plaintiff's demand.—C. S., 1883.

for accounts, it is sufficient to insert in or annex to the writ a declaration drawn up in accordance with the forms contained in Schedule A in the Appendix to this Code.

Such declaration must be signed by the attorney for the plaintiff, or by the plaintiff himself if he has no attorney.—*New, in part*; C. C. P., 50.

Lachance vs Crépaull, 9 Q. L. R., 368; MERE-DITH, J.

10. Le demandeur, qui poursuit pour le montant d'un compte rendu, doit donner les détails de ce montant.—C. C., 1880. *Barris vs Roy*, 18 R. L., 113; CHARLAND, J.

11. Un demandeur portant une action pour le recouvrement du montant d'un compte reconnu et aduis, sera tenu, nonobstant sa déclaration qu'il procède entièrement sur la reconnaissance, de produire un compte de particularités.—C. C., 1860. *Labbé vs McKenzie*, 10 L. C. R., 77; 8 R. J. R., 118; STUART, J.

12. Il suffit que les allégations d'une déclaration donnent ouverture au droit d'action, sans dire comment elles le donnent; c'est-à-dire qu'il suffit de poser la majeure et de tirer les conclusions, sans être obligé de relater la mineure.—C. S., 1872. *Benoit vs Foster*, 28 J., 267; MACKAY, J.

13. Si les allégations de la demande sont trouvées trop vagues ou insuffisantes, l'action sera renvoyée sur exception à la forme.—C. A., 1889. *Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Montréal & Sigouin*, 34 J., 239.

14. Si la déclaration ne contient aucune allégation positive contre une partie mise en cause, cette dernière pourra se faire renvoyer des fins de la demande sur défense en droit.—C. S., 1887. *Plante vs Société des Artisans*, 4 M. L. R., 185; JETTÉ, J.

15. Dans une action en séparation de corps pour cause d'adultère, la défenderesse accusée de ce délit peut obtenir, par motion, que le demandeur lui fasse connaître les endroits, les circonstances des adultères, et les noms de ceux qui les auraient commis avec elle.—C. S., 1889. *Lapierre vs Granger*, 5 M. L. R., 154; MATHIEU, J.

16. Le défendeur qui conteste l'action et le *capias* en même temps peut demander les particularités dont il a besoin pour répondre à la demande.—C. S., 1895. *Simoneau vs Bédard*, 2 R. de J., 130; LARUE, J.

The defendant, before filing his contestation of the writ of *capias*, is entitled to particulars as to time, place and circumstances of the act or acts of sequestration alleged in the affidavit on which the *capias* issued.—C. S., 1896. *Archer vs Douglass*, 10 R. J. O., 42; CURRAN, J.

17. Dans une demande pour loyers, en vertu d'un bail notarié, il n'est pas nécessaire d'alléguer que le locataire s'est mis en possession et a eu la jouissance des lieux loués, ou que le locataire a rempli les obligations qui lui étaient imposées par le bail.—C.S., 1851. *Pirrie vs McLugh & Purcell*, 1 L.C.R., 271; 3 R.J.R., 8; BOWEN, DEVAL & MEREDITH, JJ.
18. The rule in petitory actions that a deed not pleaded cannot be produced at enquete as part of a chain of titles, does not apply to actions for movables, and on the contrary, in such actions, title need not be alleged.—C.R., 1878. *Tourigny vs Bouchard*, 4 Q.L.R., 243; MEREDITH, STUART & CARON, JJ.
19. In revendication, the title on which the plaintiff rests his demand must be specifically set forth in the declaration.—C.B.R., 1820. *Pouliot vs Scott*, 3 R. de L., 195; 2 R.J.R., 123.
20. Dans une action en revendication il n'est pas nécessaire de conclure à ce que la saisie-revendication soit déclarée bonne et valable et que les effets saisis soient remis au demandeur, en autant qu'il est ordonné au défendeur par le bref de montrer cause pourquoi la saisie-revendication ne serait pas déclarée bonne et valable, ce qui équivaut à une demande que les effets soient remis au demandeur, et le bref et la déclaration ne devant être considérés que comme un.—C.A., 1864. *Jackson & Fillean*, 15 L.C.R., 60; 13 R.J.R., 446.
21. In an action *d'injures*, the time and place, when and where words were spoken must be stated, otherwise, on *exception à la forme*, the action will be dismissed.—C.B.R., 1820. *Gondie vs Legendre*, 3 R. de L., 39; 2 R.J.R., 120.
22. In an action for malicious arrest in a criminal prosecution, the absence of any allegation that the arrest was made without probable cause is a fatal defect in the declaration.—C.C., 1861. *Tuft vs Irwin*, 5 J., 340; MONK, J.
23. Une action en dommages pour libelle et injures verbales, contenant trois chefs, fut portée contre trois individus, désignés comme tous de la cité de New-York, agents de commerce et associés, faisant commerce dans la cité de Montréal, sous les nom et raison de R. G. Dun & Co. Des exceptions à la forme furent produites par deux des défendeurs, fondées entre autres choses, sur le fait que la cause d'action n'était pas suffisamment exprimée, en autant qu'il était allégué que les défendeurs avaient faussement et malicieusement composé et écrit dans un certain livre, déposé au bureau des défendeurs, etc., un certain libelle faux et malicieux "à l'effet que l'on ne pouvait se fier au dit demandeur, ou que le demandeur était insolvable, ou autres paroles à cet effet; mais comme les défendeurs n'ont pas voulu que le demandeur vit le livre, il était inca-
- pable de rapporter exactement les mots y écrits."—*Jugé*: Que les exceptions étaient bien fondées, et que l'action devait être renvoyée avec dépens, quant aux deux défendeurs qui avaient plaidé.—C.R., 1862. *McDonald vs Dun*, 12 L.C.R., 345; 10 R.J.R., 282; SMITH, J.
24. In an action of damages for verbal slander, it is not necessary to set out in the declaration the precise words complained of, and the allegation giving certain words complained of, "or words to the same effect," is sufficient.—C.S., 1864. *McLean vs Short*, 8 J., 181; 13 R.J.R., 355; MONK, J.
25. Dans une action en dommages basée sur le fait que le défendeur, par de fausses représentations, aurait induit le demandeur à faire un acte qui lui aurait porté préjudice, les fausses représentations doivent être spécialement exposées.—C.A., 1891. *McGreevy & Beaucage*, 21 R.L., 143.
26. Dans une action en dommages pour dénonciation calomnieuse, il faut alléguer que les faits contenus dans la plainte qui fait l'objet de la poursuite, sont faux. Si les faits reprochés sont graves, le dénonciateur est justifiable de les porter, par sa plainte, à la connaissance d'un juge de paix.—C.A., 1891. *Huot & Black*, 21 R.L., 155.
- V. aussi *Whitefield vs Hamilton*, et les causes suivantes, sous art. 191, n. 59 et s.
27. An action of *assumpsit* or of debt will lie for a liquidated or acknowledged balance of account settled between co-partners, but until their account is settled the action must be founded on the *contrat de société* and be in account.—C.B.R., 1818. *DeLagrave vs Hanna*, 1 R. de L., 353; 2 R.J.R., 55.
28. When, between co-partners, a balance has been struck, an action of *assumpsit* or of debt will lie for the amount; but if no balance has been so struck, the action must be in account.—C.B.R., 1821. *Robinson vs Reffenstein*, 1 R. de L., 352; 2 R.J.R., 55 et 156.
29. In actions on contract, the contract must be set out in the declaration.—C.B.R., 1812. *Simard vs Mathurin*, 2 R. de L., 208; 2 R.J.R., 230.
30. In an action of *assumpsit* for work and labour done, where it was pleaded and proved that the work was performed under written agreement, the plaintiff cannot recover.—C.S., 1857. *McGinnis vs McClosky*, 1 J., 193; 6 R.J.R., 24; DAY, SMITH & CHABOT, JJ.—C.B.R., 1818. *Fielders vs Blackstone*, 2 R. de L., 80; 2 R.J.R., 55.
31. If there be a special agreement between the parties, a general *indebitatus assumpsit* cannot be maintained.—C.B.R., 1817. *Hitchcock vs Grant*, 2 R. de L., 80; 2 R.J.R., 55.—C.S., 1856. *Ingham vs Kirkpatrick*, 3 J., 282; 8 R.J.R., 14; DAY, MEREDITH & SHORT, JJ.
32. L'appelant a vendu du bois à un nommé Parker, avec lequel ce dernier a suc-

cessivement construit deux maisons sur la propriété de l'intimé. L'intimé a payé l'appelant pour la première maison, mais a refusé pour la seconde, niant qu'il eut donné autorisation d'acheter pour cette seconde construction. L'appelant a réclamé de l'intimé le plein montant du bois livré à Parker, par *assumpsit*.—*Jugé*: 1. que Parker n'avait pas mandat pour acheter les matériaux nécessaires à une seconde construction; 2. que lors même que l'intimé dut profiter de cette seconde construction, le recours de l'appelant contre lui ne pouvait être exercé que par une action spéciale et non par une simple action d'*assumpsit*.—C.A., 1880. *Ryder & Vaughan*, 1 D.C.A., 19.

33. Evidence of a quasi contract will not support an action in the *assumpsit* form, for goods sold and delivered.—*Ibid.*, R., 64.

34. Une action pour valeur, ou *quantum meruit*, de travaux faits ne sera pas maintenue s'il est prouvé que les travaux ont été faits en vertu d'un contrat qui n'est pas allégué dans la déclaration, mais dans ce cas, le demandeur pourra amender sa déclaration de manière à la faire concorder avec la preuve.—C.R., 1891. *Cauchon vs Conway*, 21 R.L., 449; JOHNSON, LORANGER & DAVIDSON, JJ.

35. Les conclusions de l'action hypothécaire qui ont pour objet de faire condamner le détenteur à payer la créance, si mieux il n'aime délaisser, sont suffisantes en loi.—C.S., 1869. *Honier vs Lemoine*, 14 J., 58; MACKAY, J.—C.S., 1876. *La Société de Construction Métropolitaine vs Bourassa*, 20 J., 304; TORRANCE, J.

36. Dans une action hypothécaire intentée par Renaud contre Proulx, tiers détenteur d'un immeuble hypothéqué par Pâquin, pour une créance par lui due à la société Renaud et frère, dont le demandeur faisait partie. La société ayant été dissoute et le demandeur étant devenu propriétaire de toutes les créances de la société.—*Jugé*: Que des conclusions demandant que le tiers détenteur fût condamné à payer le montant pour lequel l'immeuble était hypothéqué, si mieux il n'aimait délaisser, sont des conclusions vicieuses et illégales.—C.A., 1866. *Renaud & Proulx*, 16 L.C.R., 476; 15 R.J.R., 365.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

37. Il est nécessaire, dans une action basée sur le transport d'une créance, d'alléguer la signification au défendeur de ce transport, et, à défaut de cette allégation, l'action sera renvoyée sur inscription en droit.—C.S., 1898. *Sabiston vs Stanton*, 4 R.L.n.s., 454; TAIT, J.

38. In an action on a promissory note, it is not necessary to state that it was endorsed over to the plaintiff, and the plaintiff is the holder thereof, if nothing tends to show that the note was payable to a third party or required to be endorsed to give plaintiff a right of action. The Court, on a demurrer to an action founded on a note, is only bound to

look at the insufficiency of the allegations and not at the note. If a note is not properly described in a declaration, defendant's remedy is not by demurrer.—*Ibid.*, 1 R.P., 422.

39. A party claiming as heir to his minor child a sum or thing accrued to the latter from his mother, is not bound to allege that he has accepted his child's succession, the bringing of an action being sufficient acceptance, nor that the said child had accepted his mother's succession under benefit of inventory, this being only for a person of full age, a privilege, and not an obligation.—C.S., 1898. *Bourget vs The Colonial Mutual Life Association*, 1 R.P., 505; ANDREWS, J.

40. La partie qui dit avoir rendu à l'autre partie un compte que celle-ci a accepté, peut être forcée de produire une copie du compte ainsi rendu. Elle sera aussi tenue de donner un détail de \$3,000 réclamées par elle, pour services rendus, qu'elle veut compenser avec le montant d'un billet. Elle ne sera pas tenue de rendre compte d'autres dépenses par elle faites, si l'usage du commerce est de ne pas tenir de compte de ces dépenses, et s'il appert, par ses actes passés, qu'elle n'a aucune idée du détail des sommes ainsi dépensées. Des informations, même incomplètes, devront rester au dossier si elles sont données en exécution d'un jugement. Des allégués non particularisés ne seront pas rejetés, si la motion qui en demande le rejet n'indique pas les détails qui auraient dû être fournis; mais d'autre part, une telle motion est suffisante pour faire rejeter des particularités données en exécution d'un ordre spécial de la cour.—C.A., 1898. *Paquet & Taché*, 1 R.P., 510.

41. Le demandeur alléguant qu'il avait acheté du défendeur une propriété pour le prix de \$4,689, dont \$500 payable comptant, poursuivait le défendeur pour le faire condamner à lui en passer le titre, concluant à ce qu'à défaut par le défendeur de passer ce titre, le jugement en tint lieu. Il n'offrait pas avec son action la somme de \$500 qu'il alléguait être payable comptant.—*Jugé*: Qu'à défaut de telles offres le demandeur ne pouvait obtenir les conclusions de son action.—C.S., 1898. *Taché vs Stanton*, 13 R.J.O., 505; OUMET, J.

42. Si, dans une action pour argent prêté, le défendeur plaide que les avances lui ont été faites en vertu d'un contrat, à raison de commissions stipulées et qui ne lui ont pas encore été payées, la cour lui permettra, même après l'inscription, d'obtenir un état lui permettant de juger du montant des commissions qui lui sont dues.—C.S., 1898. *The New York Life Insurance Co. vs Dubeau*, 1 R.P., 415; MATHIEU, J.

43. Si une opposition ne dit pas quand ni comment l'opposant est devenu propriétaire des effets qu'il réclame, sur motion pour rejet de l'opposition de ce chef, l'opposition ne sera pas renvoyée, mais il sera ordonné à l'op-

posant de fournir des particularités.—C.C., 1898. *Barbeau vs Simard*, 1 R. P., 82; ROUTHIER, J.

44. Si dans une action en séparation de corps la partie demanderesse a été condamnée à donner des particularités sur les dates et circonstances des actes reprochés au défendeur, autant que possible, elle devra donner des dates et exposer au long les circonstances sans quoi elle pourra être contrainte à ce faire sous peine de rejet des allégués.

Un allégué d'une action en séparation de corps disant que le défendeur a entraîné le frère de la demanderesse dans une maison de prostitution, sera rayé des particularités fournies, comme ne donnant pas ouverture à la séparation.—C.S., 1898. *Nicolle vs Clément*, 1 R.P., 437; TAIT, J.

45. L'intimé poursuivait l'appelant pour injures verbales. Après avoir allégué des injures dans une circonstance particulière, il ajoutait que l'appelant avait répété avant et depuis les mêmes paroles et d'autres paroles injurieuses, et que notamment il avait accusé l'intimé, qui est médecin, d'avoir, de connivence avec les maris, donné des certificats faux et erronés pour faire interner des femmes à l'asile St-Jean de Dieu, et que l'appelant avait même désigné le nom d'une femme ainsi internée.—*Jugé*: Qu'il n'était pas nécessaire, dans la déclaration, de donner les noms des personnes devant qui les paroles injurieuses auraient été dites, ni de mentionner le nom de la femme que l'appelant aurait désignée comme ayant été internée à l'asile

124. Si l'objet de la demande est un corps certain, il doit être décrit de manière à établir clairement son identité.

S'il s'agit d'un immeuble corporel ou de partie d'un immeuble corporel, situé dans une circonscription où le cadastre est en vigueur, il doit être décrit conformément aux dispositions de l'article 2168 du Code civil.

S'il est question d'un lot ou de partie d'un lot situé dans un endroit où le cadastre n'est pas en vigueur, il faut le décrire avec certitude et précision, en indiquant sa nature, la cité, ville, village, paroisse ou canton, rue, rang ou concession où il est situé, ainsi que ses tenants et aboutissants; et, si l'immeuble est connu sous un nom distinct, il suffit d'en donner le nom et la situation.

sur le certificat faux de l'intimé. L'allégation que le défendeur avait prononcé les mêmes paroles injurieuses avant et depuis, et d'autres paroles injurieuses, était trop vague et devait être retranchée de la déclaration de l'intimé, vu que, en matière de libelle et de diffamation, le défendeur a droit d'exiger que tous les faits de libelle et de diffamation qui lui sont imputés soient spécialisés dans la déclaration.—C. A., 1898. *Martineau & Lussier*, 7 R.J.O., 473.

46. Dans une action en dommages pour injures verbales, le demandeur doit faire voir que les paroles et propos reprochés ont été proférés avec malice, ou dans l'intention de nuire.—Le défaut d'allégation de la date à laquelle les injures auraient été proférées est matière à exception à la forme, et non à défense en droit.—C.S., 1898. *Dussault vs Gervais*, 1 R.P., 439; BOURGEOIS, J.

47. Une motion pour particularités sera continuée à l'enquête si les faits allégués sont précis et allégués être à la connaissance personnelle de la partie adverse, cette dernière pouvant alors demander un délai pour repousser la preuve de ces faits.—C.S., 1898. *Bigras vs The Montreal Water and Power Co.*, 1 R.P., 458; MATHIEU, J.

48. Un demandeur ne peut, dans sa déclaration, qu'alléguer des faits qui ont eu lieu avant l'action; et par conséquent il ne peut subséquemment demander à amender sa déclaration pour alléguer des faits subséquents.—C. S., 1898. *Knight vs Mount*, 4 R.L.U.S., 458; MATHIEU, J.

124. If the object of the demand is a thing certain, it must be described in such a manner as to clearly establish its identity.

If the demand relates to the whole or part of a corporeal immovable situated in a division where the official plan and book of reference are in force, it must be described in accordance with the provisions of Article 2168 of the Civil Code.

If it relates to a lot or part of a lot situated in a locality where the official plan and book of reference are not in force, it must be described with certainty and precision, by mentioning its nature, the city, town, village, parish or township, street; range or concession wherein it is situated, and also the lands conterminous to it; and if it is a piece of land known under a

S'il s'agit de rentes constituées pour le rachat de droits seigneuriaux, ou de droits se rattachant à une seigneurie, ils doivent être décrits suivant les dispositions des articles 5720 à 5727 des Statuts révisés.—C. P. C., 52; C. C., 2168; N. Y. C., 1511.

1. ORD. 1667, tit. 9, art. 3, 4.—S. R. B. C., c. 41, s. 26, 28, § 2; c. 37, s. 74.—C. P. F., 64.—C. P. L., 173.

2. Property claimed in action; how described in complaint.—The complaint must describe the property claimed with common certainty, by setting forth the name of the township or tract, and the number of the lot, if there is any, or in some other appropriate manner; so that, from the description, possession of the property claimed may be delivered, where the plaintiff is entitled thereto.—N. Y. C., 1511.

3. In an action *hypothécaire* the plaintiff in his declaration must describe the premises which he avers to be mortgaged by metes and bounds, à peine de nullité, and if he omits to do so, upon an exception à la forme, his action will be dismissed.—C. B. R., 1819. *Perrault vs Lévesque*, 3 R. de L., 72; 2 R. J. R., 68.

4. In an action in which the law directs the *tenants et aboutissants* to be set out in the declaration, it is not sufficient that the land

125. Aucune assignation ne peut être donnée le dimanche ni un jour férié, sans la permission du juge ou du protonotaire.—C. P. C., 54, amendé.

1. POTH., Proc., 7.—I PIGEAU, 134, iv

126. L'assignation ne peut être donnée avant sept heures du matin, ni après sept heures de l'après-midi, sans la permission du juge ou du protonotaire.

Cette disposition ne s'applique pas au *capias ad respondendum*.—C. P. C., 55, amendé.

1. *Robinson vs McCormick*, 1 L. C. R., 27.—POTHIER, Proc., 7.—I PIGEAU, 134; *Lois des XII Tables*, tit. 7, L. 8.—1 R. de L., 44.—13 L. C. R., 302.—C. P. F., 1037.

2. V. Règle de pratique 28.

3. La signification de procédures entre procureurs, faite avant neuf heures du matin, est irrégulière.—C. S., 1836. *Bury vs Les-*

particular name, it is sufficient to give its name and its situation.

If the demand relates to rents constituted for the redemption of seigniorial rights, or to rights relating to any seignior, they must be described according to the provisions of Articles 5720 to 5727 of the Revised Statutes.—C. C. P., 52 amended; C. C., 2168; N. Y. C., 1511.

be so described that the defendant must necessarily know it. The description must be such as will enable the court to award judgment as to what is asked.—C. B. R., 1821. *O'Connor vs Couture*, 3 R. de L., 40; 2 R. J. R., 269.

5. The sole question argued or decided in the court below, relates to the sufficiency of the description of the premises set forth in the complaint, as follows: "commencing at a point in the easterly line of said premises, three and one eighth inches southerly from the northerly line of said premises, and running thence westerly to a point distant one and one eighth inches southerly from a point in the said northerly line of said premises, distant nineteen feet westerly from the easterly line thereof."—*Held*: that this description is that of a straight line and nothing else. As it is impossible to deliver the possession of a straight line, the complaint clearly does not set forth facts sufficient to constitute a cause of action, and therefore the demurrer must be maintained.—C. S., N. Y., 1892. *Rowland & Miller*, 60 N. Y. S. C. R., 399.

125. No summons can be served on a Sunday or a holiday without the leave of the judge or the prothonotary.—C. C. P., 54, amended.

a. b.—C. P. F., 63, 1037.—C. P. L., 207.

126. No summons can be served before seven o'clock in the morning, or after seven o'clock in the afternoon, without the leave of the judge or the prothonotary.

This provision does not apply to cases of *capias ad respondendum*.—C. P. C., 55, amended.

lie, 10 L. N., 355; ROUTHER, J.

4. Un bref de sommation émané sous les dispositions de l'art. 69 C. P. (137 n. c.) peut être signifié à la partie personnellement, à 8 heures p. m., dans la province d'Ontario, notwithstanding l'article 55 de notre Code de procédure civile (126 n. c.), vu que, dans cette province, la signification personnelle d'un

bref peut être faite en tout temps, excepté le dimanche.—C.S., 1888. *Pinsonnault vs Comee*, 16 R.L., 636; LORANGER, J.

5. C'est le temps moyen à l'endroit ou une assignation est donnée qui doit déterminer les heures pendant lesquelles il est permis de faire des significations.—C.S., 1892. *Leclaire vs Gagné*, 1 R.J.O.,

127. L'assignation se fait en laissant au défendeur une copie du bref d'assignation et de la déclaration, s'il y en a.

Cette copie doit être certifiée véritable, soit par le protonotaire, soit par le procureur du demandeur, soit par le demandeur lui-même s'il n'a pas de procureur, et doit contenir au dos, sous la signature de l'officier qui la signifie, mention de la date de la signification.

Cet endossement n'est pas requis lorsqu'un bref contient mention du jour auquel la partie assignée doit comparaître.—C.P.C., 56, amendé.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 3, § 3; s. 6, § 3; s. 44.—C.P.L., 65.

2. Un double d'une déclaration équivalent à une vraie copie certifiée.—C. S., 1871. *Gugy vs Brown*, 3 R.L., 1871; MERE-DITH, J.

3. Le mode d'assigner un défendeur, en lui signifiant copie du bref de sommation, n'est pas requis à peine de nullité; l'assignation est suffisante s'il est prouvé que l'original du bref de sommation a été laissé au défendeur, au lieu de la copie.—C.S., 1873. *Fillion vs de Beaujeu*, 5 J., 128; 9 R.J.R., 103; BERTHELOT, J.

4. L'omission du mot "Député" avant les lettres "P. S. C." sous le nom d'un député-protonotaire, dans la copie d'un bref de sommation, n'est d'aucune importance.—C.S., 1865. *McLimont vs Robin*, 15 L.C.R., 101; 13 R.J.R., 426; STUART, J.

5. L'inscription en faux contre le rapport de l'huissier, qui certifie avoir laissé copie de l'assignation, sans connaître les pièces mises sous enveloppe cachetée, ne peut être maintenue, la production de la dite enveloppe cachetée faisant voir que le rapport est véridique.—L'exhibition de l'original de l'assignation, dans l'espèce, n'était pas nécessaire.—C.A., 1857. *La Banque du Peuple & Gugy*, 9 L.C.R., 484; 7 R. J. R., 328.

6. L'exhibition du plaidoyer original ou autre document, lors de la signification d'icelui, n'est pas nécessaire.—Le défendeur n'ayant pas été sommé régulièrement, la

589; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

6. L'assignation peut être donnée, en certains cas et sur permission du juge, avant sept heures du matin et après sept heures de l'après-midi, s'il n'en résulte aucun tort à la partie adverse.—C.S., 1895. *Mongenais vs La Corporation du Village de Rigaud*, 7 R. J.O., 524; LORANGER, J.

127. Service is effected by leaving with the defendant a copy of the writ of summons, and of the declaration, if there is one.

The copy must be certified either by the prothonotary or by the attorney for the plaintiff, or by the plaintiff himself, if he has no attorney; and it must be indorsed with a statement, signed by the officer who makes the service, of the date of service.

Such indorsement is not required whenever a writ specifies the day upon which the party summoned must appear.—C.C.P., 56, amended.

cour n'avait aucun pouvoir ou juridiction pour permettre au demandeur d'amender le bref.—C.R., 1861. *Blais vs Lambson*, 12 L. C.R., 23; 10 R.J.R., 137; STUART, J.

7. Une exception à la forme basée sur ce que l'huissier instrumentant, lors de la signification au défendeur, du bref de sommation et de la déclaration y annexée, n'a pas informé ce dernier du contenu des pièces significées, ne peut être maintenue.—L'article de l'ordonnance requérant telle information est tombé en désuétude.—C.C., 1865. *DeLorimier vs Hurtubise*, 9 J., 280; 14 R.J.R., 335; BERTHELOT, J.—*Contra*: C.C. 1865. *Laidlaw vs Jamieson*, 15 L.C.R., 271; 13 R.J.R., 195; TASCHEREAU, J.

8. Le défaut d'assignation n'est pas couvert par la signification d'une motion ou d'interrogatoires sur faits et articles.—C.S., 1889. *Marcotte vs Guéremont*, 33 J., 261; OUMET, J.

9. In an action against a wife separate as to property, the husband being joined merely for the purpose of authorizing her, service of writ and declaration upon the wife alone at her domicile in Montreal (the husband being domiciled and resident in Boston, U. S.) is insufficient.—C.S., 1894. *Caron vs Clarke*, 5 R.J.O., 417; TAIT, J.

V. art. 133, n. 3.

10. La copie du bref d'assignation et de la déclaration, paraissant certifiée par un procureur, dont le nom a été apposé par le demandeur, n'est pas légale.—C.C., 1892.

Deuers vs Piché, 1 R.J.O., 435; MATHIEU, J.

11. L'avocat doit lui-même, de sa main, écrire son nom au bas de la procédure. Sa signature a un caractère officiel comme celle du protonotaire.—C.S., 1894. *Thompson vs Riou*, 5 R.J.O., 217; CIMON, J.

12. Mais la cour d'appel, en 1893, a renversé les deux décisions ci-dessus par la décision suivante :—“ An exception to the form will not be maintained on the ground that the signature of the attorney certifying the copy of the declaration was not written by the attorney himself, if it be proved that the signatures are in the handwriting of a person duly authorized to sign for the attorney, the defendant disclosing no *griefs* in connection therewith.—C.A., 1893. *Prince & Stevenson*, 2 R.J.O., 158.

V. art. 174, no. 83.

128. Cette signification se fait, soit au défendeur en personne, soit à son domicile, soit au lieu de sa résidence ordinaire, en parlant à une personne raisonnable faisant partie de la famille.

A défaut de domicile régulier ou de résidence ordinaire, l'assignation peut être donnée au défendeur, à son bureau d'affaires ou établissement de commerce, s'il en a un.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 57.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 44, 173.—C.P.F., 68.—1 *Chitty's Arch. Practice*, 184.—C.P.L., 100.

Pour remettre valablement la copie de l'assignation à une personne raisonnable faisant partie de la famille, il faut la trouver au domicile.—1 BOITARD, II, 171; 2 BONCENNE & BOURBEAU, 204.

3. Service on a growing person is no service, a growing person may be a child of an hour's age, there is no certainty in the description.—C.B.R., 1820. *Perrault vs Binet*, 3 R. de L., 307; 2 R.J.R., 206.

4. Return of service at the domicile of defendant, without saying that the officer spoke to any person, is no service in a default case.—C.B.R., 1818. *Clouet vs Bragg*, 3 R. de L., 307; 2 R.J.R., 206.

5. Les significations faites au réclamant en matière de faillite, à son bureau de syndic officiel et non à son domicile ou à sa personne, sont illégales.—C.R., 1871. *Martin vs Chortland*, 3 R.L., 382; MONDELET, BERTHELOT & MACKAY, JJ.

6. A defendant lodging at the private dwelling house of another, but in rooms partly furnished by himself, and taking his meals elsewhere is validly served by leaving the copies of writ and declaration at the door of the house where he is so lodging, speaking to a servant employed and living

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

13. The omission to endorse the copy of the writ of summons with the date of service, as required by Art. 127 of the Code of procedure is not a cause of nullity unless it be shown that the defendant has suffered prejudice by such omission.—C.S., 1897. *Mirou vs Gorm*, 12 R.J.O., 286; ARCHIBALD, J.—C.C., 1897. *Jeon vs Brousseau*, 3 R. de J., 546; ANDREWS, J.—C.S., 1897. *Allard vs Charlebois*, 3 R.L.U.S., 416; MATHIEU, J.—C.S., 1898. *Sheppard vs Lorigan*, 4 R.L.U.S., 142; MATHIEU, J.—C.S., 1897. *Phillips vs Baxter*, 1 R.P., 39; ARCHIBALD, J.—C.S., 1897. *Angers vs Lafortune*, 1 R.P., 61; ARCHIBALD, J.

14. Et, il n'y a pas préjudice si le défendeur a comparu.—C.C., 1897. *Lussier vs Dalpé*, 1 R.P., 38; TELLIER, J.

128. Service must be made either upon the defendant in person, or at his domicile or at the place of his ordinary residence, speaking to a reasonable person belonging to the family.

In the absence of a regular domicile or ordinary residence, service may be made upon the defendant at his office or place of business, if he has one.—*New, in part*; C.C.P., 57.

there.—C.A., 1877. *Hearn & Malony*, 3 Q. L.R., 330.

7. The service of an election petition made in the Province of Quebec, at the defendant's law office, situated on the ground floor of his residence and having a separate entrance, by delivering a copy thereof to the defendant's law partner, who was not a member of, and did not belong to, the defendant's family, is not a service within sec. 11, ch. 9, Revised Statutes of Canada, and art. 57 C.P., (128 u.c.), and a preliminary objection setting up such defective service was maintained, and the election petition was dismissed.—C. suprême, 1888. *Choquette & Laberge*, 11 L.N., 91; 15 R.C.S., 1.

8. La signification d'un bref de sommation ne peut pas être légalement faite en laissant copies à une servante dans une maison de pension où demeure le défendeur, “vu que le bref de sommation et la déclaration doivent être signifiés au défendeur personnellement, ou laissés à son domicile à une personne raisonnable.”—C.S., 1855. *The Champlain and St. L. Ry. vs Russell*, 6 L.C.R., 477; 5 R.J.R., 145; DAY, VANFELSON & MONDELET, JJ.

9. L'assignation, en laissant copie au teneur de livres de l'hôtel ou le défendeur a coutume de loger, est insuffisante.—C.S., 1854. *McDonald vs Seymour*, 4 L.C.R., 355; 4 R.J.R., 190; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

10. La signification d'une action faite à une servante rencontrée par l'huissier dans un escalier conduisant à divers logements, entre autres à celui du défendeur, est une assignation nulle et sans effet.—C.M., 1889. *Oster vs Hodgson*, 12 L.N., 252; CHAMPA-GNE, J.

11. When the defendant resides at a hotel, the servants and employees of the hotel are persons belonging to his family within the meaning of art. 57 C.C.P. (128 n. c.) and service effected at the hotel, speaking to an employee, is a good service.—C.S., 1892. *Bastien vs Kennedy*, 2 R.J.O., 521; DOHERTY, J.

12. In an action against a husband and wife for the price of goods sold to the latter, a *marchande publique*, service of the writ at the domicile of the wife is insufficient as regards the husband, where it appears that he has been non resident in the province for a number of year; the proper mode of serving him in such case is by advertisement in the news-papers. This defect however should not entail the dismissal of the action.—C.R., 1896. *Martineau vs Michaud*, 10 R.J.O., 486; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

13. Where service of the writ and declaration is made on defendant's brother-in-law, at the domicile of defendant's father, and it was proved that defendant lived with his father within three weeks of said service, and no proof is offered by him as to the existence of a new domicile; the service is held to be good.—C.S., 1879. *Waldron vs Brennan*, 2 L.N., 333; TORRANCE, J.

129. L'assignation peut être donnée au domicile élu ou à la personne désignée pour cette fin par la partie.—C.P.C., 72, *amendé*.

1. C.P., 94.—C.C., 85.

2. Service of process, at an elected domicile, is good, if it is stipulated in the contract on which the suit is founded that such service shall be valid.—C.B.R., 1811. *Oviat vs McNabb*, 3 R. de L., 305; 2 R.J.R., 295.

3. La signification du bref d'assignation peut être faite au domicile élu du défendeur.—C.S., 1878. *Bouygoïn vs Mailhiot*, 7 L.N., 286; RAINVILLE, J.

4. Where action is brought on a contract

130. Dans tous les cas où le défendeur réside au même domicile que le demandeur, l'assignation doit lui être donnée en personne, à moins d'une permission du juge ou du protonotaire.—C.P.C., 58, *amendé*.

131. S'il y a plusieurs défendeurs, l'assignation leur est donnée comme ci-

14. *V. Henderson vs Gilmore*, art. 122, n. 9, sur la signification dans un bail de la stipulation suivante: "pour l'exécution des clauses et conditions y contenues, les parties font élection de domicile en leur résidence actuelle," et où dans ce cas doit se faire la signification de l'action.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

15. Le domicile ne s'acquiert pas simplement par l'intention, mais bien par la possession actuelle d'un nouveau domicile, ce qui signifie l'habitation ou l'occupation.—C.R., 1898. *Brochu vs Bissonnette*, 13 R.J.O., 271; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

16. La signification d'un bref de sommation faite par un huissier en en laissant copie à une personne raisonnable du domicile ou de la résidence ordinaire du défendeur est insuffisante, il faut que cette signification soit faite à une personne raisonnable faisant partie de la famille ou en charge du domicile du défendeur.—C.S., 1897. *Dussault vs Les Commissaires du Havre de Montréal*, 4 R.L. n.s., 89; LORANGER, J.

17. Lorsque la signification n'est pas faite à la partie en personne, elle doit être faite à son domicile en laissant copie de l'assignation à une personne raisonnable faisant partie de la famille. Un homme de cour qui ne demeure pas avec le défendeur n'est pas une personne raisonnable faisant partie de sa famille aux termes de l'art. 128 C.P.—C.C., 1898. *Houliston vs Bournival*, 1 R.P., 158; BOURGEOIS, J.

129. Service of the summons may be made at the domicile elected, or upon the person indicated for that purpose by the party.—C.C.P., 72, *amended*.

such as that in question herein, in a district which is not that of the domicile of the debtor, the plaintiff must prove conclusively that the condition containing the election of domicile which is relied on to give jurisdiction was pointed out to the defendant by the agent when obtaining the subscription, and that the defendant agreed to be bound by such condition.—C.C., 1889. *Belden vs Christie*, 33 J., 335; GILL, J.

5. V. Art. 122, n. 9.

130. In all cases in which the defendant resides in the same domicile with the plaintiff, he must be served personally, except upon leave granted by the judge or the protonotary.—C.C.P., 58, *amended*.

131. If there are several defendants, they are served in the manner

dessus, séparément et distinctement, et une copie laissée à chacun d'eux, sauf les cas auxquels il est ci-après prévu.

—C.P.C., 59.

1. POTHIER, *Proc.*, p. 7.

132. L'assignation d'un maître ou patron de vaisseau, ou autre marinier, qui n'a pas de domicile dans la province, peut se faire à bord du bâtiment sur lequel il navigue, en parlant à quelqn'un des employés du bord.—C.P.C., 66.

1. 1 CARRÉ ET CHAUVEAU, p. 404, note 2. —1 FAVARD DE LANGLADE, p. 144, n. 4.—7

133. La femme séparée de corps doit avoir signification distincte de celle de son mari.

La femme non séparée de corps est suffisamment assignée par la signification faite au mari.—C. P. C., 67, *partie*.

1. 1 ROGRON, pp. 313-4.—9 L.C.R., 465. —Code, *domicile*, arts. 5, 8.—1 CARRÉ ET CHAUVEAU, p. 400.—C.P.L., 192-3.

2. C.P., 81.

3. In a joint and several action against man and wife, separate as to property, service of one copy of the writ and declaration is

134. L'assignation d'une personne incarcérée peut lui être donnée personnellement entre les guichets.—C. P. C., 70.

1. 1 CARRÉ ET CHAUVEAU, p. 414, citant RICARD.

2. La signification d'une règle pour contrainte par corps faite au défendeur pendant qu'il est détenu en prison est nulle, si elle ne lui est pas faite entre les deux guichets.—C.R., 1886. *Lamouroux vs Gilmour*, 17 R.L.,

135. Toute signification aux héritiers d'une personne décédée depuis moins de six mois peut leur être faite collectivement, sans désignation de leur nom ni de leur résidence, au domicile qu'avait le défunt; néanmoins, si ce domicile n'était pas dans la province, s'il est fermé ou s'il n'y reste plus aucune personne de la famille du

above-mentioned, separately and distinctly, and a copy of the summons is left with each of them, except in the cases hereinafter provided.—C.C.P., 59.

132. Service upon masters or captains of ships, or other mariners, who have no domicile in the Province, may be made on board the ship they belong to, speaking to a person in the ship's employ.—C.C.P., 66.

DALLOZ, p. 779, n. 9.—C.P.F., 68; 419.—C.P.L., 190.

133. A wife separated from bed and board must be served separately from her husband.

A wife not separated from bed and board is sufficiently summoned by service made upon her husband.—C.C.P., 67, *in part*.

insufficient.—C.R., 1878. *Dansereau vs Archambault*, 1 L.N., 327; 21 J., 302; MACKAY, TORRANCE ET DORION, JJ.

Contra :—C.A., 1859. *The Trust and Loan Coy. of U. C. & Mackay*, 9 L.C.R., 465; 7 R.J.R., 327.

V. art. 127, n. 9.

134. Persons imprisoned may be summoned by personal service between the wickets.—C.C.P., 70.

611; TORRANCE, TASCHEREAU & GILL, JJ.

3. La signification faite au défendeur en prison n'est pas valable, si l'huissier remet les pièces au géôlier.—Cette signification doit être faite personnellement entre les guichets.—C.M., 1889. *Martineau vs Braull*, 12 L.N., 204; CHAMPAGNE, J.

135. Any service upon the heirs of a person deceased within the previous six months, may be made upon them collectively, without mentioning their names or residences, at the former domicile of the deceased; if, however, there was no such domicile in the Province, or if it is closed or is no longer occupied by any member of

défunt, la signification peut être faite à un ou à plusieurs des héritiers en la manière prescrite pour les assignations ordinaires.—*Nouveau* : C.P.G., 41.

1. S.R.B.C., c. 82, s. 29.

136. Si un défendeur qui est absent de la province n'y a pas de domicile, ni lieu de résidence ordinaire, ni place d'affaires ; ou

Si un époux poursuivi en séparation de corps est absent de la province ;

Le juge ou le protonotaire, sur procès verbal l'attestant, peut ordonner à la partie défenderesse de comparaître dans un mois à compter de la dernière publication, en la manière ci-après indiquée, de l'ordonnance qu'il rend.

Un résumé de l'ordonnance, rédigé conformément à la formule contenue dans la cédule B de l'appendice de ce code, doit être inséré deux fois, dans les langues française et anglaise, dans un journal publié dans chaque langue respectivement dans le district où siège le tribunal. S'il n'y a pas tel journal dans ce district, la publication est faite dans semblable journal de la localité la plus proche. Ces journaux sont désignés dans l'ordonnance.—C.P.G., 62, 67, *partie*, 68, *amendés* ; S.R., 5866 ; 53 V., c. 55, s. 2.

1. 23 Vict., c. 31, s. 55.—S.R.B.C., c. 83, s. 61.—C.P.F., 69, 73.
V. aussi, art. 94.

2. CÉDULE B.

FORMULE D'ASSIGNATION PAR LES JOURNAUX

Province de Québec,) Cour Supérieure.
District de)

A. B., de la (domicile et occupation)
demandeur,

C. D., (résidence)
défendeur.

Il est ordonné au défendeur de comparaître dans le mois.

(Date).

E. F.,
P. C. S.

the deceased's family, the service may be made upon one or more of the heirs in the manner prescribed for ordinary summons.—*New* : C.P.G., 41.

136. When a defendant who is absent from the Province has no domicile, ordinary residence, or place of business therein ; or

When a consort, sued for separation from bed and board, is absent from the Province ;

The judge, or protonotary, upon a return to that effect, may order the defendant to appear within one month from the last publication, in the manner hereinafter prescribed, of the order thus rendered.

A synopsis of the order, drawn up in accordance with the form contained in Schedule B in the Appendix to this Code, is twice inserted in French and in English, in a newspaper published in each language respectively, in the district where the court sits. If there is no such newspaper in the district, it is inserted in a similar newspaper in the nearest locality. Such newspapers are mentioned in the order.—C.C.P., 62, 67, *in part*, 68, *amended* ; R.S., 5866 ; 53 Vic., c. 55, s. 2.

3. Le curateur aux biens vacants d'un absent ne peut être poursuivi, en sa qualité de curateur, pour dettes dues par l'absent.—Le seul moyen d'assigner un absent est par avis public, suivant les dispositions contenues en la 94e section de l'acte de judicature, 12 Vic., ch. 38.—C.S., 1852. *Whitney vs Brewster*, 3 L.C.R., 431 ; 4 R.J.R., 29 ; DAY, SMITH & VANFELSON, JJ.

4. Tout créancier d'un absent peut poursuivre en reddition de compte le curateur à cet absent, ce curateur étant le mandataire de tous les créanciers.—Dans une semblable demande il n'est pas nécessaire d'appeler l'absent par avis dans les journaux, mais l'assignation du curateur suffit.—C.S., 1853. *Murphy vs Knapp*, 4 L.C.R., 94 ; 4 R.J.R., 97 ; DAY, SMITH & VANFELSON, JJ.

5. Un défendeur, assigné comme absent, peut faire casser le jugement rendu contre lui par défaut, lorsque, de fait, il résidait dans le Bas-Canada, lors de l'institution de l'action.—C.S., 1849. *Armstrong vs Croche-tière*, 1 J., 276; 6 R.J.R., 60; ROLLAND, DAV & SMITH, JJ.

6. Le rapport d'un huissier, sur un bref de sommation, constatant "qu'il a pris les informations nécessaires pour trouver le défendeur, afin de lui signifier le bref de sommation et qu'il a été informé que ce défendeur a quitté la province de Québec, et qu'il n'a plus de domicile dans les limites de la ville de Sorel, où il puisse faire la signification," n'est pas suffisant (le bref constatant que le défendeur était ci-devant de la ville de Sorel, et maintenant absent de la province de Québec, mais possédait des biens-fonds en la dite ville de Sorel) pour autoriser la signification par la voie des journaux et, en ce cas, l'action devra être déboutée sur exception à la forme.—C.C., 1871. *Corporation de Sorel vs Newton*, 3 R. L., 304; SIB-COTTE, J.

7. Lorsqu'il appert par le retour de l'huissier que le défendeur n'a pu être trouvé, le demandeur peut déposer, au bureau du protonotaire, la copie du bref destinée à ce défendeur, sauf à appeler ce dernier par la voie des journaux. Lorsqu'un défendeur, qui n'a

pu être trouvé, comparait, il n'y a pas lieu de l'appeler comme absent.—C.S., 1804. *Kicher vs Gervais*, 6 R.J.O., 254; DE LORIMIER, J.

8. Le rapport d'assignation, qui constate l'absence du défendeur, est irrégulier lorsque l'huissier certifie qu'il a fait la signification au greffe, tandis qu'il aurait dû se borner à dire qu'il avait déposé au greffe la copie d'action.—Cependant cette irrégularité est couverte par l'ordonnance du tribunal permettant l'assignation régulière du défendeur par la voie des journaux.—C.S., 1802. *Charbonneau vs Vallée*, 2 R.J.O., 274; TASCUR-REAU, J.

9. L'assignation d'un absent sur une requête en nullité de décret, peut être faite par la voie des journaux en la manière ordinaire.—C.S., 1887. *Bury vs Leslie*, 10 L.N., 355; ROUCHIER, J.

10. Un demandeur n'a pas droit de révoquer en doute l'autorité d'un procureur qui comparait pour un défendeur sur lequel il n'a pas été faite une signification légale du bref et de la déclaration, le rapport constatant que la signification a été faite au dernier domicile du défendeur.—Telle comparaison étant de record, il ne peut être fait aucune procédure pour appeler le défendeur par les papiers-nouvelles ou afin de procéder *ex parte*.—C.A., 1856. *McKercher & Simpson*, 6 L.C.R., 311; 5 R.J.R., 115.

137. Dans les cas énoncés dans l'article précédent et sans préjudice du mode d'assignation qui y est prescrit, le juge ou le protonotaire, sur preuve par affidavit ou autrement que le défendeur a son domicile ou sa résidence ordinaire dans une autre province du Canada, peut autoriser la signification du bref au lieu du domicile ou de la résidence de ce défendeur.

L'autorisation est inscrite au dos du bref, qui peut alors être signifié par une personne lettrée, qui annexe au bref un procès-verbal de signification reconnu sous serment devant un juge de paix ayant juridiction à l'endroit où la signification a été faite, ou devant un commissaire de la cour supérieure pour cette province, ou par un huissier de la dite cour.—C.P.C., 69, amendé; S.R., 5867; 53 V., c. 55, s. 3.

1. 22 Vic., c. 5, s. 58.—S.R.B.C., c. 83, s.

137. In the cases mentioned in the preceding Article and without prejudice to the mode of summons therein prescribed, the judge, or the protonotary, upon proof by affidavit or otherwise that the defendant has his domicile or ordinary residence in another Province of Canada, may grant leave to serve the writ at such domicile or residence.

This leave is indorsed in writing upon the writ, which may then be served by any literate person, who makes an affidavit of service, sworn to before any Justice of the Peace having jurisdiction in the place where the service was made, or before a Commissioner of the Superior Court for this Province, or by any bailiff of the said Court.—C.C.P., 69, amended; R.S., 5867; 53 Vic., c. 55, s. 3.

63. §§ 1, 2, 5.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

2. CEDULE C.

FORMULE D'AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION
PAR UNE PERSONNE LETTRÉE

A. B. de _____, étant dûment
assermenté, dépose et dit :

J'ai signifié le présent bref d'assignation
et la déclaration y annexée à C. D., le dé-
fendeur (ou suivant le cas) y nommé, le

18 _____, à _____ heures de

à _____, dans la
province de _____, en lui laissant en
personne une vraie copie des dits brefs et dé-
claration, (ou suivant le cas, en laissant une
vraie copie des dits brefs et déclaration pour
le dit C. D., à une personne raisonnable de
sa famille, à sa résidence, à _____);
et j'ai signé. A. B.

Assermenté devant moi }
le _____ 18 . }

J. P.

Commissaire (ou juge de paix.)

3. Lorsque la cause d'action a originé
dans le Bas-Canada, un bref *ad responden-
dum*, adressé "à tous et chacun les huissiers
de la cour supérieure pour le Bas-Canada,
appointés pour le district de Québec," peut
être valablement signifié dans le Haut-Can-
ada, par une personne lettrée, si le protonoi-
taire a mis sur le dos du bref l'autorisation

138. Les fabriques de paroisse ou
d'église sont assignées en laissant
copie de l'assignation séparément au
curé ou recteur, ou personne exerçant
les fonctions curiales dans la paroisse, et
au marguillier en charge.—C.P.C., 65.

139. L'assignation d'une société
en nom collectif se donne à son bureau
d'affaires, et, si la société n'en a pas,
à l'un des associés.—C.P.C., 60.

1. ANC. DENIZ., *v° Ajournement*, n. 27 ;
v° Société, n. 27.—ENCYCLOP. DE DROIT, *v°*
Ajournement, p. 257.—NOUV. DENIZ., *v°*
Assignation, § VII., n. 13.—12 Vic., c. 45, s. 4.
—C.P.F., 69, 6.—*Berthel vs Galarneau*,
Law Reporter, p. 109.—S.R.C., c. 60, s. 12.
—S.R.B.C., c. 65, s. 4, § 3.—4 PARDESSUS, n.
976.—NOUV. PIGEAU, pp. 194, 12.—13 *Déc.*
Jud. B. C., 415.—CODE, *Sociétés*, art. 6d.—
Hinckley vs Smith et al, 22 avril 1848, à
Montréal.—C.P.L., 198.

2. C.C., Arts. 1837-8.

3. L'assignation d'une société en nom
collectif n'ayant pas de bureau d'affaires
dans la province de Québec, mais ayant un
bureau d'affaires dans la province du Nou-
veau Brunswick, ne peut se faire à l'un des
associés dans la province de Québec.—C.R.,
1885. *Banque Nationale vs Beckett*, 13 R.L.,
435 ; DOHERTY, LORANGER & CIMON, JJ.

ordinaire en pareil cas : "This writ may be
served in Upper-Canada.—C.S., 1863. *Mor-
gan vs Benjamin*, 13 L.C.R., 235 ; 11 R.J.R.,
341 ; STUART, J.

4. *V. Joubert vs Leblanc*, art. 153, n. 23.

5. Leave to serve a writ of summons in
Ontario, under art. 69 C.C.P., (137 n.c.) is
sufficient, if annexed to the writ on a separate
sheet, without being endorsed in writing
upon the writ.—C.R., 1880. *Kilburn vs*
Ward, 3 M.L.R., 176 ; JOHNSON, RAINVILLE
& JETTÉ, JJ.

6. The Courts in the Province of Quebec
have no jurisdiction, in matters purely per-
sonal, over persons residing in the Province
of Ontario, when they have no property in
the Province of Quebec, when the cause of
action did not arise therein, and they have
not been personally served within the terri-
torial jurisdiction of such Courts.—C.C.,
1887. *Guest vs Carle*, 10 L.N., 156 ; WUR-
TELE, J.

V. Art. 94, n. 86 à 92.

7. Where service is authorized to be made
in Ontario, a personal service in accordance
with the law of that province as proved in
the cause is valid.—C.S., 1888. *Pinsonnault*
vs Commee, 4 M.L.R., 252 ; LORANGER, J.

138. Church fabrics and vestries
are served by leaving copies of the
summons separately with the curé or
rector, or person performing his func-
tions in the parish, and with the then
acting churchwarden.—C.C.P., 65.

139. Service upon a general part-
nership may be made at its place of
business, or, if it has none, upon one
of the partners.—C.C.P., 60.

4. L'assignation faite à une société en
nom collectif, à son bureau d'affaires, est une
assignation faite au domicile de cette société,
et est suffisante pour donner juridiction au
tribunal du lieu où l'assignation est faite.—
C.S., 1890. *The Western Assurance Co. & al.*
vs Bossière & al., 20 R.L., 233 ; MATHIEU, J.

5. Une signification sur l'un de plusieurs
associés lie toute la société, de même qu'une
signification au bureau ou à l'endroit de la
transaction des affaires de telle société.—C.
C., 1863. *Déchêne vs Faucher*, 13 L.C.R.,
415 ; STUART, J.

6. L'assignation d'une société en nom
collectif, par remise de la copie du bref et de
la déclaration, à l'un des associés, en per-
sonne, ailleurs qu'au bureau d'affaires de la
société, est insuffisante.—C.S., 1894. *Mc-
Grillis vs Malone*, 5 R.J.O., 309 ; TASCHÉ-
REAU, J.

7. The service of a writ and declaration upon a general partnership, to be valid, must be made at its place of business, if it has one.

The presumption of law is, that every general partnership has its place of business, in the same manner as all persons are presumed to have a domicile.—C.R., 1895. *Underwood vs Malone*, 2 R. de J., 11; 10 R.J.O., 435; TASCHEREAU, TELLIER & CURRAN, JJ.

A consulter, les autorités citées sous cet arrêt.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

8. L'assignation d'une société en nom collectif est absolument nulle lorsque la si-

140. L'assignation d'une société par action non constituée en corporation se donne à son bureau d'affaires en parlant à un employé de ce bureau, ou ailleurs à son président, secrétaire ou agent.—C.P.C., 61, *amendé*.

1. 23 Vic., c. 31, s. 55.—C.P.F., 69, § 6.

2. Lorsque la qualité de l'agent à qui une signification a été faite est niée par une exception à la forme, c'est au demandeur à prouver cette agence. Le rapport de l'huissier qui constate avoir fait la signification à l'agent, fait preuve du fait de la signification, mais non de l'existence de l'agence.—C.S., 1892. *Shultze vs Thorold Felt Goods Co.*, 2 R.J.O., 77; MATHIEU, J.

141. Si la société n'a ni bureau ou lieu d'affaires connu, ni président, secrétaire ou agent connu, le juge peut ordonner sur procès-verbal l'attestant, qu'elle soit assignée par avis inséré deux fois pendant un mois dans au moins un journal.—C.P.C., 62, *amendé*.

1. 23 Vic., c. 31, s. 55.

142. L'assignation d'une corporation se fait de la manière portée dans sa charte, et, en l'absence de telle disposition, de la manière prescrite par les deux articles précédents.—C. P. C., 63.

1. L'assignation donnée à une corporation municipale, en laissant copie de l'exploit au secrétaire-trésorier, est valable.—C. A., 1859. *La Corp. du Comté de Terrebonne & Valin*, 9 L.C.R., 436.

2. La signification d'une action contre la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc.

nification n'est faite qu'à un agent de cette société, la dite société n'ayant pas de bureau d'affaires dans la province.—C. S., 1898. *Gagnon vs Dunbar*, 1 R.P., 143; MATHIEU, J.

9. Dans une action *qui tam*, pour défaut d'enregistrement d'une société commerciale, le bref et la déclaration doivent être signifiés à chacun des associés, l'assignation des défendeurs en parlant à l'un d'eux à la place d'affaires de la société est insuffisante. Dans une action de cette nature, l'affidavit doit indiquer d'une manière précise la contravention pour laquelle l'amende est réclamée.—C.S., 1898. *Cadasco vs Nobile*, 4 R.L.N.S., 495; MATHIEU, J.

140. Service upon an unincorporated joint-stock company may be made at its office, by speaking to a person employed in such office, or elsewhere upon its president, secretary or agent.—C.C.P., 61, *amended*.

3. In an action for commercial taxes, the service of the writ and declaration was made on a party who was proved to be soliciting orders for that and other companies, and was subletting an office in his own name.—*Held*: Such party could not be termed an agent for the company, and his office was not the office of the company; the service is therefore irregular and null.—C.S., 1898. *Lambe vs The St. Lawrence Starch Co.*, 1 R.P., 485; MATHIEU, J.

141. If the company has no known office or place of business and no known president, secretary or agent, the judge, upon a return to that effect, may order that it be summoned by advertisement to be inserted twice during one month in at least one newspaper.—C.C.P., 62, *amended*.

142. Service upon a body corporate is made in the manner provided by its charter, and, in the absence of such provision, in the manner prescribed in the two preceding Articles.—C. C. P., 63.

à l'une de ses stations, est insuffisante, et telle signification doit être faite au principal bureau où se transigent les affaires de la compagnie.—C.C., 1856. *Legendre vs Grand Trunk Railway Co.*, 6 L.C.R., 105; 5 R.J.R., 33; MONDELET, J.

3. Une compagnie de télégraphe peut être

assignée à tous ses bureaux d'affaires.—L'assignation doit être faite là où le contrat a été fait.—C.C., 1871. *Fucaud vs La Compagnie du Télégraphe de Montréal*, 2 R.L., 601; 21 R.J.R., 92; POLETTE, J.

4. A corporation cannot be legally served with process, at the office of a person who does business for the corporation in the district in which such person resides.—C.R., 1870. *Pattison vs The Mutual Insurance Co. of Stanstead*, 16 J., 25; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

5. Une compagnie incorporée par lettres patentes sous le grand sceau de la province de Québec, en vertu de l'acte 27 et 28 Victoria, ne peut être assignée valablement au bureau de son gérant, à l'endroit où se font les opérations de la compagnie, mais elle doit être assignée à son bureau principal, à l'endroit où sont ses livres et où se tiennent les assemblées des directeurs.—C.S., 1873. *Toupin vs La Compagnie de St. François*, 5 R.L., 209; LORANGER, J.

6. Service upon a president, secretary or agent, under C.C.P., 61 (140 n.c.), may be made either personally on the officer or at his domicile.—C.A., 1880. *Board of Temporalties & Minister and Trustees of St. Andrew's Church*, 3 L.N., 379.

7. Service of summons on a bank or other joint stock company should be made at its chief place of business.—C.S., 1884. *Baxter vs Union Bank of Lower Canada*, 7 L.N., 61; TORRANCE, J.

8. Dans une action fondée sur une police d'assurance faite dans le Haut-Canada, signification du bref à Montréal, sur l'agent des défendeurs, compagnie d'assurance incorporée et dont le chef-lieu des affaires est dans

143. Les compagnies ou corporations étrangères, et les personnes ayant la qualité d'exécuteurs testamentaires, administrateurs ou représentants de la succession d'une personne qui avait des biens dans cette province, lorsqu'elles ont un bureau ou un agent dans la province ou y font affaires, peuvent y être assignées en la manière prescrite en l'article 140, et, si elles n'y ont pas de bureau, en la manière prescrite en l'article 141.

Si ces compagnies, corporations ou personnes sont domiciliées ou ont leur principale place d'affaires dans une autre province du Canada, l'assignation peut se faire en la manière prescrite en l'article 137.—C.C.P., 64, § 1, amendé; S. R., 5865.

le Haut-Canada, est insuffisante; l'agent sur lequel la signification avait été faite, ne tenant pas un bureau appartenant à la compagnie pour transiger généralement toutes ses affaires, et sans restrictions.—C. S., 1853. *Macpherson vs The St. Lawrence Inland Marine Insurance Co.*, 5 L.C.R., 403; DAY, VANFELSON & MONDRELET, JJ.

9. Service upon a joint stock company is validly made upon an employé of such company.—C.S., 1880. *Bourgouin vs The Mont., Ottawa & Oce. Ry. Co.*, 3 L.N., 134; TORRANCE, J.

10. La signification d'une action au bureau d'affaires d'une société par action, en parlant à un employé de ce bureau, est nulle, si cet employé est le demandeur lui-même.—C.S., 1806. *Byron vs The American Gold Mining Co.*, 2 R. de J., 244. PELLETIER, J.

11. Une banque qui a son bureau principal à Québec et une succursale à Montréal, ne peut être assignée à cette succursale, mais l'assignation doit être donnée au bureau principal de la banque.—C.S., 1892. *Loignon vs La Banque Nationale*, 2 R.J.O., 310; JETTÉ, J.

12. Lorsqu'une compagnie n'a pas de bureau d'affaires, une action peut lui être signifiée à l'endroit où elle fait ses travaux.—C. S., 1893. *The Montreal Gas Company vs The United States Ammonia Co.*, 4 R.J.O., 51; MATHIEU, J.

13. Une action signifiée à un agent local, qui ne peut recevoir telle assignation, ne sera pas renvoyée, sur exception à la forme; mais il sera permis au demandeur de procéder à assigner régulièrement la compagnie.—C.A., 1885. *Tourville & The British America Assurance Co.*, 21 R.L., 152.

143. Foreign companies or corporations, and all executors of wills, administrators, or representatives of the successions of persons having had property in the Province, may, if they have an office or an agent in the Province or carry on business therein, be summoned there, in the manner provided in Article 140, and if they have no such office, in the manner prescribed in Article 141.

If such companies, corporations or persons are domiciled or have their principal place of business in any other Province of Canada, they may be summoned in the manner prescribed in Article 137.—C.C.P., 64, § 1, amended; R.S., 5865.

1. S.R.B.C., c. 91, s. 3.—5 L.C.R., 403, citée sous art. 142, n. 8.

2. Une société incorporée, ayant sa principale place d'affaires dans la province d'Ontario, mais ayant un bureau d'affaires en la cité de Montréal, dans la province de Qué-

144. Les compagnies étrangères qui ont le contrôle, soit comme propriétaires, soit comme locataires, d'une ligne de chemin de fer, de télégraphe ou de téléphone s'étendant à cette province ou y passant, et qui n'y ont pas de bureau d'affaires, de président, de secrétaire ou d'agent, sont suffisamment assignées par la signification faite à une personne en charge d'une gare, d'un bureau de télégraphe ou de téléphone, suivant le cas, appartenant à ces compagnies ou étant sous leur contrôle.—C.P.C., 64, *partie*, amendé; R.P.O., 268.

145. Le juge peut, si les circonstances l'exigent, prolonger ou réduire le délai indiqué dans les articles 136 et 141, ou ordonner un autre mode de signification que celui qui est prescrit par ces articles, ainsi que par les articles 143 et 144.—*Nouveau*; C.P.G., 54.

1. Dans les cas qui requièrent célérité, le président de chaque tribunal pourra permettre de citer à un délai plus bref. Cette

146. Si le défendeur se soustrait frauduleusement à la signification de l'assignation, le juge peut, sur procès-verbal l'attestant, prescrire le mode de signification qu'il juge à propos.—*Nouveau*.

1. Where it is shown that a defendant locks his doors to evade service of a writ of summons, an order will be granted authorizing the bailiff to use force to open them to effect such service, or to serve the writ after seven o'clock p.m.—C.S., 1889. *McLaren vs McLaren*, 5 M.L.R., 416; GILL, J.

2. Dans le cas d'une requête pour contes-

147. On ne peut donner d'assignation dans l'église, ni à l'audience, ni à un membre de la législature dans le lieu et le temps des séances.—C.P.C., 71, *amendé*.

bec, peut être assignée valablement dans cette dernière province à son bureau en icelle.—C.S., 1889. *Parker vs La Banque Ontario*, 18 R.L., 523; MATHIEU, J.

3. V. *The Montreal Gas Co. vs The United States Ammonia Co.*, art. 142, n. 12.

144. Foreign companies which control, either as owners or lessees, any line of railway, of telegraph or of telephones, extending to or passing through the Province, and which have no office, president secretary or agent therein, are sufficiently summoned by service made upon any person in charge of a station, or of a telegraph or telephone office, respectively, belonging to such companies or under their control.—C.C.P., 64, *in part*, amended; R.P.O., 268.

145. The judge may, if circumstances require it, shorten or extend the delay mentioned in Articles 136 and 141, or order a mode of service other than that prescribed in those Articles and in Articles 143 and 144.—*New*; C.P.G., 54.

permission sera donnée conformément à l'article 46.—C.P.G., 54.

146. If the defendant fraudulently evades service of the summons, the judge may, upon a return to that effect, prescribe whatever mode of service he deems proper.—*New*.

ter l'élection d'un conseiller, si le défendeur se cache pour éviter la signification, le requérant peut être autorisé par un juge de la cour supérieure à signifier la requête en la clouant à la porte du domicile du défendeur et en en avertissant le plus proche voisin.—C.S., 1895. *Racine vs Renaud*, 1 R. de J., 108; 7 R.J.O., 389; GILL, J., et MATHIEU, J.

147. A summons cannot be served in church, or in court, or upon a member of the Legislature upon the floor of the House.—C. C. P., 71, *amended*.

1. RODIER, sur art. 2 du tit. 2, Ord. 1667.—PAPON, liv. 18, tit. 5, n. 1.—PIGEAU, p. 136.—1 CARRÉ et CHAUV. , p. 295.—Sed V. 1 CHITTY'S ARCHBOLD, *practice*, 180.

2. Une saisie ne peut être annulée parce qu'elle aurait été faite dans les limites du palais de justice au bureau du grand connétable en dehors de l'audience.—C.C., 1864. *Bussière vs Faucher*, 14 L.C.R., 87; STUART, J.

3. Service of a writ upon the clerk of the Recorder's Court, at his office, attached to the Court, during office hours, and whilst he is engaged in his official duties, but not à l'audience, is a valid service of a personal demand against him.—C.A., 1872. *Ibbotson*

148. Un huissier ne peut exploiter dans les affaires où il a intérêt, ni dans celles qui concernent ses parents et alliés jusqu'au degré de cousin germain inclusivement.—C.P.C., 74.

1. GUYOT, *Rép.*, v^o *Huissier*, p. 588.—1 PIGEAU, 109.—ANC.DENIZ., v^o *Huissier*, 69.—S.R.B.C., c. 81, s. 3.—C.P.F., 66.

2. La prohibition de l'art. 74 du C.P.C. (148 n. c.) ne s'applique pas au cas où l'huissier qui a fait l'exploit d'assignation a instrumenté contre ses parents ou alliés.—C.S., 1883. *Bazin vs Lacouture*, 7 L.N., 68; GILL, J.

149. Dans les causes ordinaires le défendeur est assigné à comparaître dans un délai de six jours après le jour de la signification qui lui est faite du bref, lorsque la distance du lieu de signification au lieu des séances du tribunal n'exécède pas cinquante milles.

Lorsque la distance excède cinquante milles, le délai est augmenté d'un jour à raison de chaque cinquante milles additionnels, de telle sorte cependant que le délai ne soit jamais de plus de vingt jours, quelle que soit la distance.—*Nouveau*; C.P.C., 75, *partie*; *Smith vs Donovan*, 19 J., 336.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 8; c. 88, s. 1 ½ 2; c. 40, s. 10.—C.P.F., 72.

2. V. art. 1153, rel. aux délais dans les causes sommaires.

3. The proper interpretation of articles 75 and 891 (149 and 153 n. c.) is that the delay of five days, (now six), is sufficient

& *Wilson*, 13 J., 186; 3 R.C., 48; 19 R.J.R., 251.

4. La signification d'un bref de sommation ou de toute autre pièce de procédure peut être faite dans aucune des chambres du palais de justice, pourvu qu'au moment de la signification la cour ne siège pas.—C.S., 1884. *Hus vs Charland*, 1 M.L.R., 126; 29 J., 33; LORANGER, J.

5. Une mise en demeure et un protêt peuvent être valablement faits par un notaire dans la salle de la cour de police, pendant une séance de la cour, lorsque le défendeur était introuvable ailleurs les jours précédents.—C.S., 1888. *Christin vs Morin*, 4 M.L.R., 469; GILL, J.

148. Bailiffs cannot make services in matters in which they are interested, or in matters which concern their relations by blood or by affinity, to the degree of cousin-german inclusively.—C.C.P., 74.

3. L'assignation faite par un huissier, neveu du défendeur, est nulle. Les mots "qui concernent," dans cet article, étendent la prohibition tant aux affaires contre, qu'à celles pour les parents, etc., et, en cela, notre article diffère de l'article 66 du Code de Procédure Française qui ne défend à l'huissier d'instrumenter que "pour ses parents."—C. S., 1890. *Cliche vs Poulin*, 16 Q.L.R., 233; PELLETIER, J.

149. In ordinary cases the defendant is summoned to appear within a delay of six days from the date of the service upon him of the writ, when the distance from the place of service to the place where the court is held does not exceed fifty miles.

When the distance exceeds fifty miles, the delay is increased one day for each additional fifty miles; provided always that the delay need never exceed twenty days, whatever the distance.—*New*; C.C.P., 75, *in part*; *Smith vs Donovan*, 19 L.C.J., 336.

when the distance is less than ten leagues.—C.R., 1895. *Demers vs Hogle*, 7 R.J.O., 476; TAIT, LORANGER & PAGNULO, JJ.—C.B.R., 1819. *Poulin vs Plante*, 3 R. de L., 307; 2 R.J.R., 296

4. Le délai de signification d'une requête en contestation d'une élection municipale,

sous l'acte concernant les corporations de ville, est suffisant s'il s'est écoulé un délai de trois jours entre la signification de la requête et sa présentation.—C.S., 1895. *Bélair vs Desjardins*, 7 R.J.O., 305; MATHIEU, J.

5. Where the writ is amended before return and an amended copy served on defendant, the usual delay must be given.—C.R., 1880. *Schuler vs Bélisle*, 3 L.N., 238; SICOTTE, MACKAY & TORRANCE, JJ.

6. Lorsqu'une poursuite contient plusieurs demandes, et que la principale demande n'est pas une matière sommaire, dans le sens de l'art. 887 (1150 n. c.), le délai d'assignation doit être celui porté dans l'art. 75 (149 n. c.), l'accessoire, en ce cas, suivant le sort du principal.—Une demande pour obtenir la résiliation d'un bail d'ouvrage n'est pas une matière sommaire.—C.S., 1890. *La Ville de Maison-neuve vs Lapierre*, 20 R.L., 241; OUIMET, J.

7. When the defendant is personally served at a place other than his domicile, the delay is computed according to the distance from the place of such service (and not according to the distance from his domicile) to the place where the court is held.—C.A., 1875. *Smith & Donovan*, 20 R.J.R., 44; R., 562; 19 J., 336.—C.R., 1869. *Currier vs Lafrance*, 13 J., 329; MONDELET, BERTHELOT & TORRANCE, JJ.—C.S., 1891. *Armstrong vs The*

150. En tout temps après l'émission, mais avant la signification du bref d'assignation, le défendeur peut obtenir du juge une ordonnance enjoignant au demandeur de lui signifier, sous peine de nullité du bref, la copie du bref et de la déclaration dans un délai indiqué.—*Nouveau*.

CHAPITRE XIII.

Entrée de la cause.

151. Le bref d'assignation doit être produit au greffe du tribunal pendant les heures de bureau le ou avant le dernier jour du délai accordé pour comparaître.—C.P.C., 76, 81, *amendés*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 5, 9.

2. V. 2 DOUTRE, n. 78 et s.

3. Le défaut de la part du demandeur de payer l'honoraire d'entrée le jour du rapport d'un bref ne vicie pas le rapport qui a été fait.—C.S., 1863. *Lee vs Kinsman*, 14 L.C.R., 156; 12 R.J.R., 477; TASCHEREAU, J.

Canada Eastern Ry. Co. et La Cie. du Ch. de Fer du Pacifique, 21 R.L., 150; GILL, J.

8. Lorsqu'un débiteur, résidant à l'étranger, se trouve momentanément dans la Province de Québec, et y est assigné, le délai d'assignation ne doit être compté qu'à raison de la distance du lieu d'assignation et non du lieu de son domicile à l'étranger.—C.S., 1882. *Dudévoir vs Archaambault*, 12 R.L., 645; JETTÉ, J.

9. Un défendeur insolvable contre qui un créancier a obtenu jugement pour les frais duquel son avocat distrayant sera privilégié sur saisie et vente ne peut, dans le but de rendre le jugement illusoire et de priver l'avocat du créancier du privilège, pour le paiement de ses frais, que la saisie et la vente des effets du défendeur va lui procurer, renoncer, en faveur d'un autre créancier, aux délais de procédure pour le rapport d'une action, pour l'obtention d'un jugement et pour l'émanation d'un bref d'exécution; et lorsque l'effet de cette renonciation est de priver l'avocat du créancier porteur du premier jugement de son recours contre le défendeur pour le paiement de ses frais, cet avocat peut en son nom demander la nullité de la saisie faite par le second créancier.—C.R., 1898. *McBean vs Tessier & Charbonneau*, 13 R.J.O., 242; JETTÉ, DAVIDSON & DELORMIER, JJ.

150. At any time after the issue but before the service of the writ of summons, the defendant may obtain from the judge an order commanding the plaintiff, under penalty of the summons being discharged, to serve upon him a copy of the writ and of the declaration within a specified delay.—*New*.

CHAPTER XIII.

Return of Actions.

151. The writ of summons must be filed in the office of the court, during office hours, on or before the last day of the delay allowed for appearance.—C.C.P., 76, 81, *amended*.

4. Lorsque le greffier ou le protonotaire reçoit des plaidoyers ou autres documents sans que le coût de leur production soit payé en entier, ou ne le soit pas du tout, il est tenu d'en faire de suite l'entrée au plaignant, et ne pas attendre qu'ils soient complètement payés.—C.A., 1885. *L'Espérance & L'Espérance*, 13 R.L., 370.

5. The date of actual return of an action, as established by the paraph of the Prothonotary and the register of the Court, cannot be contradicted by affidavits.—C.A., 1879. *Ross & Marceau*, 24 J., 143; 10 R.L., 143.

6. An entry, by which a writ returnable on the 24th was entered as returned on the 26th, may be shown to be a clerical error, particularly when there is evidence from the record itself that the entry was the result of an error.—C.A., 1881. *La Banque Molson & Lionais*, 27 J., 40.

152. Le bref doit être accompagné d'un procès-verbal de la signification.—C.P.C., 77.

153. Ce procès-verbal doit mentionner, s'il est fait par un huissier :

1. Son nom, sa résidence et le district où il est immatriculé ;
2. Le jour et l'heure de la signification ;
3. Le lieu où et la personne à qui copie de l'assignation a été remise ;
4. La distance de la résidence de l'huissier au lieu où la signification a été faite ;
5. La distance du lieu des séances du tribunal au lieu de la signification ;
6. Le montant des frais de la signification.

Si le procès-verbal est fait par le shérif, il doit contenir les mêmes énoncés, sauf celui en premier lieu mentionné.—C.P.C., 78, amendé.

1. ORD. 1667, tit. 2, arts. 2, 3, 5.—C.P.F., 61, 67.—C.P.L., 201-2.

2. Règle de pratique 31.—Tout affidavit, ou certificat de signification doit contenir les énonciations mentionnées aux numéros 1, 2, 3 et 6 de l'article 153 du code de procédure ; et, lorsque la signification est faite à une personne qui n'est pas, par le code de procédure, tenue de faire, ou réputée avoir fait, élection de domicile, cet affidavit ou certificat doit contenir, en outre, les énonciations mentionnées aux numéros 4 et 5 du dit article 153.

3. When the original writ is returned into court without any certificate of service, there is nothing before the court and the petition of the bailiff to be allowed to make his return cannot be granted.—C.S., 1853. *Tidmarsh vs Stephens*, 2 R.J.R., 340; DAY, SMITH & MONDRIET, JJ.

7. Un bref de sommation sera rapporté valablement après quatre heures de l'après-midi, pourvu que le bureau du greffier soit ouvert.—C.S., 1883. *Regina vs Garon*, 9 Q.L.R., 208; ALLEYN, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

8. Le procureur qui n'est pas désavoué a le droit de rapporter une action, même si elle est réglée le même jour entre les parties.—C.S., 1898. *Lefebvre vs Castonguay*, 1 R.P., 177; MATHIEU, J.

152. The writ must be accompanied with a certificate of service.—C.C.P., 77.

153. Such certificate of service, if made by a bailiff, must state :

1. His name, his residence, and the district for which he is appointed ;
2. The day and hour of the service ;
3. The place where, and the person with whom a copy of the writ was left ;
4. The distance from the bailiff's residence to the place of service ;
5. The distance from the Court House to the place of service ;
6. The amount of the costs of service.

If the certificate is made by the sheriff, it must contain the same statements, with the exception of what is mentioned in the first paragraph.

V. *Stephens & Tidmarsh*, art. 173, n. 13.

4. Un défendeur recevant copie d'une assignation renfermée dans une enveloppe cachetée, mais à son adresse, ne peut prétendre qu'il a été dans l'impossibilité de répondre à cette assignation.—C.A., 1857. *La Banque du Peuple & Gugy*, 9 L.C.R., 484; 7 R.J.R., 328.

V. art. 127 C.P.

5. Un retour d'huissier peut être daté en chiffres.—C.A. 1862. *Lamothe & Garceau*, 7 J., 115; 11 J.R., 272.

6. Le rapport de l'huissier, qui constate qu'il a fait la signification entre onze heures et midi, est suffisant.—C.S., 1870. *St-Denis vs Bélanger*, 15 J., 84; 21 R.J.R., 388; BERTHELOT, J.

7. A bailiff originally appointed for the district of Terrebonne but having removed to Montreal can serve writs in Terrebonne.—

C.C., 1880. *La Compagnie du chemin de fer des Laurentides vs Gauthier*, 3 L.N., 243; 24 J., 174; JOHNSON, J.

8. Il ne sera pas permis à un huissier de charger un transport du lieu de sa résidence à l'endroit où un bref signifié par lui est rapportable; et il ne lui sera pas permis non plus de charger pareil transport pour remettre des argents prélevés sous exécution, tel huissier étant tenu, dans le premier cas, de transmettre son rapport par la malle, et dans le second de faire remise des argents par un ordre du bureau de poste.—C.C., 1864. *Boswell vs Bethan*, 15 L.C.R., 22; 13 R.J.R., 410; TASCHEREAU, J.

9. Les huissiers résidant dans les paroisses du district ne peuvent, sur signification de subpœnas dans la paroisse où ils résident, charger la route depuis le palais de justice jusqu'au lieu des significations, mais doivent charger la route de leur domicile seulement, et cela quand même ils viendraient chercher ou rapporteraient les subpœnas au chef-lieu. Les subpœnas doivent leur être envoyés par la malle, et, s'ils font la route au chef-lieu, cette route doit leur être payée par la partie qui les emploie.—C.S., 1869. *Lozeau vs Côté*, 1 R.L., 49; 20 R.J.R., 292; LORANGER, J.

10. Un huissier ne résidant pas au chef-lieu du district, n'a pas le droit de charger la route, à partir du chef-lieu, jusqu'à sa résidence, plus rapprochée du lieu de signification.—C.S., 1878. *Les Listes Elec. de Berthier & Ralston et La Corp. de Berthier*, 8 R.L., 748; LORANGER, J.

11. The bailiff who makes overcharges, may be suspended and condemned to pay the amount back to the party, upon petition, or, in default of paying, be *contraint par corps* and imprisoned, until full payment.—C.S., 1874. *Dequire vs Despins & Désormeau*, 6 R.L., 736; MACKAY, J.

12. Un huissier a le droit de se faire payer deux routes, quand il est obligé de retourner une seconde fois pour faire la signification d'un bref, à raison de l'absence du défendeur de son domicile, pourvu qu'il l'attende un temps raisonnable.—C.C., 1870. *Brunelle vs Chagnon*, 2 R.L., 129; 21 R.J.R., 10; SICORTE, J.

13. The omission to state the distance from the bailiff's residence to the place of service, and from the Court house to the defendant's domicile or place of service, does not invalidate the return.—C.A., 1877. *Hearn & Malouy*, 3 Q.L.R., 339.

14. Un huissier de la cour supérieure, qui se qualifie dans son rapport, "huissier de la cour supérieure pour le circuit de Québec," ne vicia pas par là son retour.—C.S., 1856. *McCallum vs Pözer*, 1 L.C.R., 40; 2 R.J.R., 397; BOWEN, DUVAL & MEREDITH, JJ.

15. Le retour de l'huissier mentionnant que la signification a été faite au défendeur,

sans mentionner son nom, est suffisant, même dans le cas où il n'y a pas de défendeur de décrit au bref, les parties y étant nommées comme requérant et intimé, le mot "défendeur" étant un terme employé pour toute personne défendant à une action.—C.S., 1887. *Graham vs Webb*, 10 L.N., 332; BROOKS, J.

16. L'huissier qui signifie une action doit faire mention, dans son rapport, du district où il est immatriculé. Il doit dire en quelle année la signification a eu lieu. Il doit dire la distance de son domicile au lieu où la signification a été faite.—C.C., 1871. *Dorion vs Dorion*, 5 R.L., 249; BERTHELOT, J.

17. The word *immatriculé* is not sacramental. Any term indicating the district in which a bailiff is authorized to practice is sufficient.—C.C., 1880. *La Cie. du Chemin de Fer des Laurentides vs Gauthier*, 24 J., 174; JOHNSON, J.

18. The attorney and client are jointly and severally liable for bailiff's fees.—C.A., 1864. *Devlin & Bibeau*, 30 J., 101.

19. An attorney *ad litem*, employing a bailiff to execute a writ and making a special agreement with him as to his charges, without stipulating that he is not contracting for himself, becomes personally liable towards the bailiff.—C.C., 1880. *Panneton vs Guillet*, 7 Q.L.R., 250; MCCORD, J.

20. Proof that the plaintiff performed services as a bailiff in certain cases, and that the defendant acted as attorney for the parties for whom such services were rendered.—*Held*: not of itself sufficient to give the bailiff a right of action against the attorney for the value of such services.—C.R., 1879. *Théroux vs Pacaud*, 6 Q.L.R., 14; MEREDITH, STUART & MCCORD, JJ.

21. L'avocat n'est pas personnellement responsable du paiement des honoraires d'un huissier dont il a requis les services, s'il n'a agi que comme avocat, et sans convention quant au paiement, s'il n'a pas reçu de son client le prix des dits services.—Alors l'avocat n'est qu'un mandataire ordinaire, et c'est le client qui est responsable, étant le mandant.—C.C., 1880. *Gélinas vs Dumont*, 10 R.L., 227; PLAMONDON, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

22. Un procès verbal de signification fait sur une feuille annexée au document original après sa production est valide, s'il n'est pas fait de motion pour son rejet du dossier.—C.S., 1897. *Campbell vs McCorkill*, 1 R.P., 69; LYNCH, J.

23. Une exception à la forme ayant pour moyens: 1° que le bref d'assignation, qui était adressé à aucun des huissiers admis pour le district de Montréal, avait été signifié par une personne résidant au Nouveau-Brunswick; 2° que le jour de la signification

n'est pas mentionné sur la copie du bref d'assignation ; 3° que le procès verbal d'assignation ne fait pas mention de l'heure de la signification, ni du lieu où elle a été faite, ni de la personne à qui elle a été faite, ni de la distance de la résidence de celui qui a fait la signification au lieu où elle a été faite, ni de

154. Si le bref n'est pas rapporté, le défendeur peut, après un avis donné au demandeur dans les trois jours de l'expiration du délai accordé pour comparaître et sur dépôt de la copie du bref qui lui a été signifiée, obtenir du juge un congé contre le demandeur et le congé de l'assignation avec dépei.

Le juge peut, toutefois, permettre l'entrée de l'action aux conditions qu'il juge à propos, si demande est faite dans le même délai de trois jours.

Le demandeur ne peut se pourvoir de nouveau pour la même cause d'action avant d'avoir payé les frais adjngés contre lui sur le congé-défaut.—C.P.C., 82, amendé.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 66, 189, § 4. — C.P.C., 154.

2. Règle de pratique 32.—Lorsque le bref est rapporté, avec la permission du juge, après le délai fixé pour le rapport, avis doit en être donné au défendeur. Si le défendeur a comparu, le délai pour plaider court de la signification de cet avis. Si le défendeur n'a pas comparu, l'avis devra indiquer la date fixe à laquelle le défendeur devra comparaître, comme s'il s'agissait d'une nouvelle assignation.

3. Le défaut et le congé de l'assignation ne peuvent être prononcés contre Sa Majesté, dans ses tribunaux.—C.A., 1888. *Thompson & Sanderson*, 19 L.L., 369.

4. Quant un bref de sommation *ad respondendum* est rapportable le 15 oct. et que la copie signifiée au défendeur est rapportable le 1er oct., cette informalité ne doit pas être invoquée par motion pour congé-défaut à cette dernière date, qui sera renvoyée avec dépens, mais par exception à la forme lors du rapport de l'action le 15 oct.—C.S., 1881. *Collard vs Lajoie*, 10 L.N., 230, et 13 Q.L.R., 222; ROUTHIER, J.

5. Le défendeur, en faisant motion pour congé-défaut, doit, en produisant la copie de l'assignation, payer l'entrée de l'action.—C.S., 1880. *Coady vs Fraser*, 6 Q.L.R., 384; CARON, J.

celle du lieu des séances du tribunal ; lieu de la signification ; 4° que ce procès verbal n'est pas assermenté, sera renvoyé sur le principe que toutes ces irrégularités n'ont causé aucun préjudice au défendeur.—C.S., 1898. *Joubert vs Leblanc*, 4 R.L.N., 151; MATHIEU, J.

154. If the writ is not returned, the defendant may, upon giving notice to the plaintiff within three days from the expiry of the delay for appearance, and depositing the copy of the writ served upon him, obtain from the judge an entry of default against the plaintiff, and be discharged from the suit with costs.

The judge may, nevertheless, allow the return of the action upon such conditions as are thought proper, if application is made within the same delay of three days.

The plaintiff cannot institute a new suit for the same cause of action until he pays the costs to which he has been condemned by reason of such default.—C.C.P., 82, amended.

6. La motion pour congé-défaut peut être faite le premier jour juridique qui suit le jour du rapport de l'action.—C.C., 1881. *Guérin vs Bouchard*, 10 L.N., 249; ROUTHIER, J.

7. Une motion pour congé-défaut sur un bref de saisie-arrêt après jugement, quand le bref n'est pas rapporté au jour du rapport, sera accordée avec dépens.—C.C., 1881. *Ferrault vs Drolet*, 10 L.N., 250, et 13 Q.L.R., 222; ROUTHIER, J.

8. Congé-défaut on a rule will be granted without costs.—C.S., 1877. *Lorin vs Desloges*, 21 J., 206; TORRANCE, J.

9. No costs will be allowed on congé-défaut of motions served but not presented.—C.A., 1880. *Grant & Lavoie*, 3 L.N., 392.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

10. Sous l'article 154 du C.P.C., le juge peut permettre de rapporter l'action dans le délai de trois jours à compter de l'expiration du délai accordé pour comparaître, mais ce délai expiré, le juge ne peut plus permettre l'entrée de l'action.—C.S., 1898. *Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Ling*, 4 R.L.N.S., 149; 1 R.P., 216; MATHIEU, J.

11. Tout bref d'assignation qui a été signifié, soit régulièrement, soit irrégulièrement et qui n'a pas été rapporté dans le délai requis, devient caduc, et ne peut être

remis en vigueur ni par le protonotaire ni par le juge.—C.C., 1808. *Tellier vs Paul*, 1. 325; OUMET, J.

12. L'obligation, pour le demandeur de payer les frais adjugés contre lui sur un congé-défaut, avant de se pourvoir pour la même cause d'action, n'existe qu'en tant que le congé défaut a été prononcé et les frais adjugés sur lecul avant la prise de la nouvelle action; mais si la nouvelle action a été intentée et signifiée avant qu'aucun congé-défaut n'ait été prononcé ni aucuns frais adju-

gés sur la première action, le défendeur ne peut demander le renvoi de la deuxième action parce qu'il avait subseq. nement obtenu congé-défaut de la première action. C.S., 1808. *Desbiens vs Girard*, 1 R.P., 355; GAGNÉ, J.

13. La cession de leurs biens par les défendeurs exempte le demandeur de rapporter son action, et le congé défaut ne sera pas, dans les circonstances, accordé contre lui.—C.S., 1808. *The North West Shoe Co. vs Maranda*, 1 R.P., 480; ANDREWS, J.

CHAPITRE XIV.

Production des Pièces.

155. Le demandeur doit, en produisant l'exploit d'assignation, mettre au greffe les preuves littérales invoquées au soutien de sa demande, avec une liste ou inventaire de ces pièces.

S'il ne le fait pas, il ne peut ensuite les produire qu'en en donnant avis à la parti: adverse.—C.P.C., 99, 106, amendés.

1. ORD. 1667, tit. 2, art. 6.

2. V. autorités citées sous art. 157.

3. Règle de pratique 33.—Chaque inventaire d'exhibits sera signé et contiendra une liste de tous les exhibits produits, indiquant, sous le numéro de la cause et le nom des parties, le numéro donné à l'exhibit, sa date et sa description. Il ne sera reçu aucun exhibit qui ne sera pas ainsi mentionné dans l'inventaire.

4. Règle de pratique 34.—Aucun papier de quelque description que ce soit à l'exception des exhibits, ne sera reçu par le protonotaire, à moins qu'il ne soit lisiblement écrit sur un côté seulement et sur bon papier

156. Aucune production en blanc ni inventaire dont les cotes ne sont pas remplies ne peuvent être reçus.—C.P.C., 105.

1. ORD., 1667, tit. 4, art. 33.

157. Jusqu'à ce que les pièces aient été produites en la manière ci-dessus prescrite, le demandeur ne peut procéder sur sa demande.—C.P.C., 103.

CHAPTER XIV.

Filing of Exhibits.

155. The plaintiff must, at the time that he returns the writ, file in the office of the court the written proofs which he has alleged in support of his demand, together with a list or inventory of such exhibits.

If he fails to do so, he cannot afterwards file them without giving notice to the opposite party.—C.C.P., 99, 106, amended.

tellières (foolscap) et à moins que l'endos n'indique sa nature, la partie qui le produit, et, s'il est produit dans une cause, le numéro de cette cause et les noms des parties.

5. An admission by defendant's attorney of the existence of a will referred to in plaintiff's declaration, and a consent that an authentic copy thereof should be considered as filed, in the cause, as plaintiff's exhibit n. 1, is null and void, and of no effect.—C.S., 1867. *Hynes vs Lennan*, 12 J., 53; MONDRIET, J.

6. Papers filed as exhibits in one cause cannot be transferred to another pending cause, without special permission from the court.—C.S., 1860. *Aimbault vs Duntop*, 13 J., 140; TORRANCE, J.

156. An exhibit in blank, or a list of exhibits in which the designation of any exhibit is not filled up, cannot be received.—C.C.P., 105.

157. Until the exhibits have been filed in the manner hereinabove prescribed, the plaintiff cannot proceed with his demand.—C.C.P., 103.

1. Règle de pratique 56.—Il ne pourra être prononcé un jugement, ni fait aucune procédure, dans une action fondée sur compte, avant que ce compte avec le détail de tous les items qui le composent n'ait été signifié et produit.

2. If the plaintiff fails to file his exhibits with his declaration, he cannot do so afterwards without notifying the defendants, and the latter cannot be foreclosed until after the exhibits have been filed.—C.A., 1881. *Guilbault & Vadenais*, 1 D.C.A., 228.

3. A plaintiff failing to file with his declaration the exhibits alleged in support of his demand, may do so afterwards and so long as the position of the parties remains unchanged, without leave of the court, provided notice be given to the opposite party.—C.S., 1881. *Bussière vs Gaboury*, 7 Q.L.R., 51; MEREDITH, J.

V. Art. 197, n. 4.

4. Lorsque des pièces invoquées au soutien d'une demande n'ont pas été produites, en même temps que cette demande, la partie demanderesse peut les produire, après le jour du rapport, sans la permission de la cour, en en donnant avis à la partie adverse.—C.R., 1888. *Girard vs La Corporation du comté d'Arthabaska*, 16 R.L., 590; STUART, CASALTY & CARON, JJ.

5. Under articles 101 and 141 C.P. (157, 201 et 206 n.c. plaintiff is bound to file only such exhibits as his action is founded upon and as are necessary to support it, and the absence of any other exhibit does not prevent him from proceeding with the case and foreclosing his adversary, if the latter fails to plead.—C.R., 1885. *Paradis vs Ibri-rier*, 11 Q.L.R., 82; CASALTY, McCORD & CARON (diss.), JJ.

6. Defendant objecting to sufficiency of exhibit of plaintiff, should move, not to reject it, but for delay to plead until a sufficient exhibit be filed.—C.S., 1857. *Strother vs Torrance*, 1 J., 83; SMITH, MONDELET & CHABOT, JJ.

7. Quoique, par l'article 103 du C.P.C. (157 n.c.), il soit décrété que jusqu'à ce que les pièces aient été produites, le demandeur ne peut procéder sur sa demande, néanmoins, le défendeur peut également produire une exception dilatoire pour arrêter la poursuite jusqu'à la production des pièces nécessaires.—C.S., 1890. *Stewart vs The Molsons Bank*, 6 M.V.R., 324; et *Stewart vs Thomas et al.*, 20 F.L., 27; MATHIEU, J.

8. Bien que l'art. 103 C.P.C. (157 n.c.), prescrive que jusqu'à ce que les pièces du demandeur aient été produites, il ne peut procéder sur sa demande, le défendeur sera cependant reçu à demander, par motion, à ce qu'il ne soit pas tenu de plaider, et les dépens de cette motion lui seront accordés.—C.S., 1892. *Haines vs Baxter*, 2 R.J.O., 518; MATHIEU, J.

9. The only object of the provision contained in articles 101, 103 and 106 C.P.C., (157 and 107 n.c.), is to enable the defendant to plead, and he cannot after he has pleaded invoke them to have an exhibit rejected which the plaintiff has produced at *enquête*.—C.S., 1880. *Filion vs Corriveau*, 7 Q.L.R., 10; McCORD, J.

10. Les irrégularités dans la production des pièces de procédure et dans la conduite de l'enquête, sont couvertes par l'audition au mérite.—C.R., 1887. *Laudby vs Choquette*, 15 Q.L.R., 193; CASALTY, CARON & ANDREWS, JJ.

11. In an action for goods sold, a motion by defendant that he be not held to plead until plaintiff produce particulars of his account, amounts to a waiver of an objection based upon the non production by plaintiff of certain written exhibits.—C.R., 1896. *Chouinard vs Bernier*, 11 R.J.O., 121; CARON, CIMON & ANDREWS, JJ.

12. Des pièces produites au dossier, par le demandeur, en même temps que sa déclaration, mais qui ne sont pas mentionnées en icelle, ne seront pas rejetées, sur motion faite et présentée par le défendeur, le même jour que la cause est entendue au mérite; et telle motion n'ayant pas été faite en temps opportun, l'irrégularité, si irrégularité il y a, se trouve couverte.—C.S., 1869. *Chevrefils vs Les Syndics de Sainte-Hélène*, 2 R.L., 161; 21 R.J.R., 36; POLETTE, J.

Confirmé en revision, 1870; MEREDITH, STUART & TASCHEREAU (diss.), JJ.

13. Lorsque le demandeur a contesté l'opposition, sans exiger au préalable la production des billets ou de copie des billets que l'opposant allègue avoir payés, ce dernier peut les produire à l'enquête, à la charge par lui de payer les frais, s'il en est résulté.—C.A., 1874. *Larson & D. Jossés*, 6 R.L., 334.

14. Where a marriage license was not filed at the proper time by the clergyman sued in damage, and was afterwards irregularly produced at *enquête*, the court should not have excluded the exhibit altogether, but should have allowed the party an opportunity to file it, after due notice, on payment of costs.—C.A., 1882. *Couture & Foster*, 5 L.N., 362.

15. In an action on a foreign judgment and the usual *assumpsit* counts, where the plaintiff only files a copy of the judgment which does not reveal the cause of action, he will be ordered to file an account.—C.S., 1877. *Holmes vs Cassils*, 21 J., 28; TORRANCE, J.

16. Attendu le défaut par un demandeur de produire un compte détaillé des marchandises vendues et livrées, mentionné en un jugement rendu en pays étranger, son action fondée sur ce jugement forain sera renvoyée avec dépens.—C.S., 1866. *Hoppock vs Demers*,

13 J., 224; 16 L.C.R., 389; 15 R.J.R., 312; BERTHELOT, J.

17. Une partie ne peut produire en appel une pièce qu'elle a eue de produire en cour inférieure.—C.A., 1881. *Duro & Champagne*, 2 D.C.A., 196.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

18. Les pièces auxquelles il est référé comme formant partie des plaidoiries complètent celles-ci, pour la partie qui les invoque, à moins que la partie adverse ne les fasse rejeter du dossier, et le tribunal peut y référer pour y trouver l'occasion d'un dénié.—C.R., 1898. *Budden vs Kochon*, 14 R.J.O., 322; CASALTY, CARON & PELLETIER, JJ.

19. Lorsqu'un défendeur offre divers

158. Toute pièce produite devient commune à toutes les parties en l'instance, qui peuvent s'en faire expédier des copies par le protonotaire tant qu'il en est ainsi dépositaire.—C.P.C., 104.

1. SERPILLON, sur tit. XI, art. 16, p. 168, sur tit. XVI, art. 9, p. 188.—POTHIER,

159. Les pièces produites ne peuvent être déplacées, à moins que ce ne soit du consentement de la partie adverse, et sur récépissé.—C.P.C., 101.

1. C.P.F., 189.

160. Une personne qui est en possession de quelque pièce produite et formant partie d'un dossier, ou qui l'a prise ou reçue, peut être, sur motion, contrainte par corps à la remettre, sans préjudice du recours pour les dommages.—C.P.C., 102.

1. C.P.F., 187.

2. C.P., art. 833.

3. Sur règle prise contre les greffiers pour mépris de cour, à raison de la non-production du dossier qui est adiré, les parties seront tenues de se purger, par serment, sur les faits qui sont reprochés aux greffiers.—C.C., 1865. *Morgan vs Falois*, 9 J., 169; 14 R.J.R., 78;

items en compensation à un billet promissoire, entre autres : un compte de \$100,00 pour avis, consultations, pas et démarches, etc., et que la cour lui a ordonné de fournir un compte détaillé de ce \$100,00 et que dans le délai fixé, il ne fournit de détails que pour une partie de ce montant, la cour, sur motion du demandeur, réclurira cet item au montant de détails fournis.—C.S., 1897. *Drapeau vs Gaudette*, 4 R.L.N.S., 141; LORANGER, J.

20. Celui qui, se prétendant propriétaire d'un fonds de terrain depuis plus de dix ans, le réclame d'un possesseur sans titres, peut être tenu, sur motion à cet effet, de produire ses titres à ce terrain, mais non les extraits du rôle de cotisation, ni aucun autre document.—C.S., 1898. *Brunel vs La Cité*, Montréal, 1 R.P., 360; MATHIEU, J.

158. Every exhibit filed becomes common to all the parties to the suit, who may obtain copies thereof from the prothonotary so long as it remains in his hands.—C.C.P., 104. *Proc.*, 44.

159. Exhibits filed cannot be taken out of the office, unless the opposite party consents and a receipt is given.—C.C.P., 101.

160. A person who is in possession of a document filed and forming part of a record, or who has taken or received it, may, upon motion, be coerced by imprisonment to return the same, without prejudice to his liability for damages.—C.C.P., 102.

BERTHELOT, J.

4. Where the Court has ordered all the parties to purge themselves on oath regarding a missing document, all the members of a legal firm appearing as attorneys *ad litem* must so purge themselves, and this, notwithstanding that the document has been found in the interim.—C.S., 1873. *McCarthy vs McCarthy*, 17 J., 329; TORRANCE, J.

CHAPITRE XV.

Comparution et défaut de comparaitre.

161. Le défendeur dûment assigné doit produire un acte écrit de sa com-

CHAPTER XV.

Appearance and default to appear.

161. The defendant, when duly summoned, must file a written appear-

parution au greffe du tribunal le ou avant le dernier jour du délai accordé pour comparaître.

Si le défendeur n'a pas comparu et que le demandeur n'ait fait aucune procédure, le défendeur peut comparaître, mais il n'a pas droit à un délai plus étendu pour la production de ses défenses que s'il avait comparu dans le délai prescrit, à moins que le juge n'en ordonne autrement.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 83.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 9.—22 Vic., c. 5, s. 1.—C.P.F., 149.

2. V. ? DOUTRE, n. 80.

3. Les avoués ne peuvent, sous peine de désaveu, occuper pour les parties que lorsqu'ils ont reçu d'elles le pouvoir de conclure en leur nom.—1 BOCHE, n. 109.

Lorsqu'un des défendeurs, dans le cours de l'instance, succède à l'un des demandeurs, l'avoué qu'il avait constitué comme défendeur n'est pas censé de plein droit occuper pour lui en sa nouvelle qualité de demandeur.—*Ibid.*, n. 111.

Quelque général que soit le pouvoir donné à un avoué, il ne renferme, à moins d'une stipulation précise, que la faculté de faire les actes qui dépendent de son ministère.—*Ibid.*, n. 112.

Un pouvoir exprès est nécessaire :

1. Pour faire ou accepter des offres, aveux ou consentement.—n. 113.

En est-il de même pour un acquiescement ? La solution de cette question dépend des circonstances.—n. 114.

Ainsi, l'acquiescement donné sans mandat par un avoué au jugement définitif qui a terminé l'instance dans laquelle il a occupé, ne lie pas son client, et ne rend pas non recevable l'appel interjeté par ce dernier.—n. 115.

D'un autre côté, la faculté d'opter entre deux dispositions d'un jugement réservé à la partie qui succombe, est valablement exercée par l'avoué au nom de son client, dans le délai prescrit, sauf désaveu ; la ratification de la partie, quoique postérieure à l'expiration du délai, confirme l'option faite en son nom.—n. 116.

2. Pour donner quittance des sommes qu'il est chargé de recouvrer : c'était un point constant dans la jurisprudence des anciens parlements.—n. 117.

3. Pour interjeter appel au nom de sa partie.—n. 118.

4. Pour déférer le serment décisoire.—n. 121.

À l'égard du client, le mandat d'occuper est exprès, tacite ou légal.—n. 124.

Exprès, il résulte d'un acte notarié ou sous

ance in the office of the court on or before the last day of the delay allowed for appearance.

If the defendant does not so appear and the plaintiff does not take any proceeding in the case, the defendant may appear, but he is not entitled, unless the judge otherwise orders, to any longer delay for pleading to the action than if he had appeared within the delay prescribed.—*New, in part*; C. C. P., 83.

seing privé, même d'une lettre missive, ou de la signature de la partie apposée au bas des actes de procédure signifiés par l'avoué.—n. 125.

Le mandat exprès peut encore être donné verbalement. Dans ce cas, la preuve testimoniale est admissible, s'il ne s'agit pas d'une valeur au-dessus de cent cinquante francs, ou s'il y a un commencement de preuve par écrit.—n. 126.

Tacite, lorsque le client fait un acte dont s'induit nécessairement son intention de constituer l'avoué, par exemple, lorsqu'il remet à l'avoué ou lui fait remettre par son fondé de pouvoir spécial, les titres nécessaires à l'instruction de l'affaire.—n. 127.

Il a été jugé que la remise des pièces formant titre commun, faite par une partie, emporte pouvoir d'occuper pour les autres parties ayant un intérêt identique, si chacune d'elles n'a pu faire une remise séparée et particulière. Cette décision, équitable en fait, est controversable en principe.—n. 129.

La présomption de constitution, tirée de la remise des pièces peut être détruite par une preuve contraire, établissant que cette remise a eu lieu dans un autre but, tel que celui de prendre conseil.

Toutefois, l'avoué, à raison de son caractère, semble mériter plus de confiance que la partie, et devoir, dans le doute, en être cru sur son affirmation, surtout si les délais de constituer et de fournir les défenses sont passés : il n'est pas présumable que la partie eût laissé expirer les délais, sans retirer ses pièces, si elle ne les avait confiées à l'avoué que pour le consulter.—n. 132.

Quoi qu'il en soit, la simple remise du dossier à un avoué, dans une affaire dans laquelle un autre avoué est constitué, n'autorise pas le premier à révoquer celui-ci, s'il n'a pas un pouvoir spécial.—n. 133.

La présence de l'avoué à l'affirmation d'un compte par une partie, suffit pour établir sa constitution.—n. 134.

Lorsque le mandat est simplement tacite, l'avoué doit être réputé l'avoir accepté, par cela seul qu'il a fait quelque acte en conséquence.—n. 136.

L'avoué indiqué par un huissier comme

étant constitué dans une assignation, et qui a fait quelque acte de procédure, justifie suffisamment du pouvoir qu'il a d'agir pour le demandeur, aussi longtemps que celui-ci n'a point désavoué l'huissier et fait juger le désaveu valable.—137.

A l'égard de l'adversaire, l'avoué qui s'est constitué est toujours présumé avoir pouvoir de sa partie. Cette présomption ne peut être détruite que par un jugement qui valide le désaveu.

Jusque là l'avoué n'est point tenu de produire à l'adversaire le titre sur lequel il fonde sa constitution.—n. 138.

La constitution est faite pour le demandeur par l'assignation et pour le défendeur par acte d'avoué à avoué.—n. 139.

Les fonctions de l'avoué finissent comme celles de tout mandataire : 1. Par sa révocation ; 2. Par sa renonciation au mandat ; 3. Par la mort naturelle ou civile, l'interdiction ou la déconfiture, soit du client, soit de l'avoué ; 4. Par le jugement ou la transaction qui termine le procès.—n. 140.

La révocation n'est pas admissible, après que la cause a été mise en délibéré : les choses ne sont plus entières.—n. 144.

L'avoué, soit qu'il ait gagné ou perdu le procès dans lequel il occupait, a une action en paiement de ses frais contre son client.—n. 261.

L'avoué constitué par plusieurs parties, ayant un intérêt identique, et ayant procédé collectivement, a contre chacune d'elles une action solidaire en remboursement de ses frais. De même que le notaire qui a avancé les frais d'enregistrement d'un acte de vente a une action, tant contre le vendeur que contre l'acquéreur, pour s'en faire rembourser.—n. 262.

Lorsque plusieurs parties ayant des intérêts non opposés, mais distincts, se réunissent pour charger un avoué d'occuper pour elles collectivement, en lui donnant toutefois mission de prendre pour elles des conclusions différentes, il peut faire pour chacune d'elles un dossier séparé, et réclamer de la partie qui succombe, les frais qui en sont la conséquence.—n. 264.

Lorsque, pendant le cours d'une instance, une partie a cédé ses droits à un tiers, l'avoué a recours, pour le paiement de ses frais, contre le cessionnaire dans l'intérêt duquel les poursuites ont continué, bien que le cédant soit resté en nom dans l'instance ; il conserve, en outre, son action contre le cédant, pour la portion des frais antérieurs à la cession, et même pour la totalité, si la cession ne lui était pas connue.—n. 266.

L'avoué qui a gagné le procès dans lequel il occupait, peut encore demander au tribunal de prononcer à son profit la distraction des dépens qu'il a avancés de ces deniers. Alors il a une action contre l'adversaire pour recouvrer le montant de ses frais. Si la distraction n'est pas prononcée, il est obligé d'agir contre son client.—n. 267.

Néanmoins, il perd son recours contre son

client, si l'adversaire est devenu insolvable, par suite de la négligence qu'il a mise à le poursuivre.—n. 268.

La partie qui refuse de payer des frais à un avoué pour défaut de mandat, est-elle tenue de le désavouer? -1 BROCHE, n. 279.

V. Les auteurs cités sous les articles 251 et s.

4. Règle de pratique 42 :—Toute comparution devra être par écrit et signée.

5. Un demandeur n'a pas droit de révoquer en doute l'autorité d'un procureur qui comparait pour un défendeur sur lequel il n'a pas été fait une signification légale du bref et de la déclaration, le rapport constatant que la signification a été faite au dernier domicile du défendeur, qui a laissé la province et n'y a aucun domicile.—Telle comparution étant de record, il ne peut être fait aucune procédure pour appeler le défendeur par les papiers-nouvelles, ou afin de procéder *ex parte*.—C.A., 1856. *McKercher & Simpson*, 6 L.C.R., 311 ; 5 R.J.R., 115.

6. Where a defendant chooses to appear without service upon him of the writ and declaration in the cause, his appearance will not be rejected on the plaintiff's motion to that effect inasmuch as the defendants have a right to appear by attorney without having been served.—C.S., 1861. *Whitney vs Dunning*, 6 J., 30 ; 10 R.J.R., 74 ; SMITH, J.

7. An appearance and plea by a person who was not served in the cause, though the writ purported to be addressed to him, will be rejected with costs, where the evidence showed that he was aware of the error in the writ. In such a case if the party fears that judgment may be erroneously rendered against him, his proper course is to come in by intervention.—C.S., 1877. *The Exchange Bank of Canada vs Napper*, 21 J., 278 ; TORRANCE, J.

8. Un juge en chambre n'a pas de juridiction pour rejeter de la procédure une comparution irrégulièrement produite.—C.S., 1866. *Duvernay vs Corporation de la Paroisse de St-Barthélemi*, 10 J., 136 ; 14 R.J.R., 435 ; SMITH, BERTHELOT & MONK, JJ.

9. Lorsque deux procureurs *ad litem* ont comparu dans la même cause pour le même défendeur, la cour ne pourra prendre connaissance de cette cause avant qu'il soit décidé quel est le procureur *ad litem* qui représente le défendeur.—C.C., 1873. *Giguère vs Beauparlant*, 4 R.L., 685 ; LORANGER, J.

10. Une comparution dont le demandeur n'a pas reçu copie ou qui ne lui a pas été signifiée est irrégulière, et il sera permis au demandeur, sur motion, de procéder par défaut, nonobstant la production d'une semblable comparution.—C.S., 1884. *Pipe vs Crevier*, 1 M.L.R., 230 ; MATHIEU, J.

11. The defendant is obliged to signify upon the plaintiff's attorney a copy of his appearance.—C.S., 1896. *Bagg vs Young*, 2 R. de J., 186 ; ARCHIBALD, J.

12. Le défendeur n'est pas obligé de faire signifier à l'avocat du demandeur une copie de sa comparution.—C.S., 1886. *Lemay vs Gingrus*, 12 Q.L.R., 17; CARON, J.

13. La comparution du défendeur peut être produite au greffe, sans qu'il soit nécessaire d'en faire signifier une copie au procureur du demandeur.—C.S., 1894. *McDonald vs Lavergne*, 1 R. de J., 12; BOURGEOIS, J.

14. Le fait, par un procureur, de signer au dos du bref un consentement, au nom du défendeur, que ce bref soit rapporté à une date ultérieure à celle fixée, constitue une comparution de la part de ce procureur, et le demandeur ne peut procéder à jugement avant d'avoir forclos le défendeur régulièrement.—C.R., 1890. *La Banque du Peuple vs Archambault*; GIL., TELLIER & PAGNULO, JJ.

15. The mandate of the attorney *ad litem* to appear for and represent his client in a suit does not imply any power on his part to

162. Si le défendeur ne comparait pas dans les délais prescrits, le demandeur peut faire enregistrer défaut contre lui par le protonotaire, et, sur certificat de cet enregistrement, le demandeur peut procéder à jugement.—C.P.C., 86, amendé.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 9, 189.—22 Vic., c. 5, s. 31.—C.P.F., 149.

163. Nonobstant toute procédure faite par le demandeur, le défendeur peut, en tout temps avant jugement, en montrant cause suffisante, obtenir du juge la permission de comparaître, aux conditions estimées convenables.—C.P.C., 87, amendé.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 10.

2. A defendant will be allowed to appear and contest an action of damages, after a lapse of five months and service of interrogatories, although his failing to appear was due to his own fault.—C.S., 1856. *Hayden vs Fitzsimmons*, 1 J., 9; 5 R.J.R., 366; DAY, SMITH & BADGLEY, JJ.

3. When the defendant, in an action on a *capias*, has failed to appear, and default has been entered against him, owing to an acci-

retain counsel for his client, and the latter is not liable for the fees of counsel so retained without the client's authorization or knowledge.—C.S., 1896. *Augé vs Filiatrault*, 10 R.J.O., 157; DOHERTY, J.

16. Lorsque l'assignation est accompagnée d'un bref de *capias* et de saisie revendication, le défendeur n'est tenu de produire qu'une seule comparution et n'a pas droit à des dépens sur une comparution spéciale à un des brefs incidents.—C.S., 1895. *Béland vs Martineau*, 8 R.J.O., 284; ROUTHIER, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

17. Il sera permis d'amender une comparution en l'étendant à plusieurs défendeurs au lieu d'un, s'il est prouvé qu'une erreur cléricale s'est glissée dans la comparution, et, sur cet amendement, une inscription *ex parte* sera suspendue, le tout avec dépens contre la partie en défaut.—C.S., 1898. *Shorey vs Radford*, 1 R.P., 265; MATHIEU, J.

162. If the defendant does not appear within the delays prescribed, the plaintiff may obtain from the protonotary an entry of default against him, and, upon obtaining a certificate of such entry, may proceed to judgment.—C.C.P., 86, amended.

2. V. 2 DOUTRE, n. 83.

163. Notwithstanding any proceeding on the part of the plaintiff, the defendant may, at any time before judgment, upon sufficient cause shown, obtain from the judge leave to appear, upon such conditions as are deemed proper.—C.C.P., 87, amended.

dent whereby instructions for the defense were not communicated to defendant's attorney until after said default, the said default will be set aside and defendant allowed to plead, on motion supported by affidavits, and on payment of 50 shillings costs.—C.S., 1862. *Brisson vs McQueen*, 7 J., 70; 12 R.J.R., 45; MONK, J.

4. Un juge en chambre a juridiction pour relever un défendeur de défaut, sur requête.—C.S., 1870. *Crébasca vs Ethier*, 2 R.L., 332; 21 R.J.R., 60; LORANGER, J.

CHAPITRE XVI.

CONTESTATION EN CAUSE.

SECTION I.

Exceptions Préliminaires.

§ 1.—RÈGLES COMMUNES A TOUTES LES EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES.

164. Les exceptions préliminaires sont proposées par voie de motion, dont avis doit être donné à la partie adverse dans les trois jours de l'entrée de la cause ou de la production de la pièce qui y donne lieu, sauf les cas portés dans les articles 177, § 6, 178 et 181.

Cette motion doit être présentée au tribunal aussitôt que faire se peut après l'expiration du délai auquel a droit la partie adverse.

Le tribunal peut, lors de la présentation de la motion, permettre à chaque partie de répondre par écrit et de faire une enquête, si c'est nécessaire.—*Nouveau*; C.P.C., 107.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 12.

2. Règle de pratique 50.—Toute motion proposant une exception préliminaire fondée sur ce que les noms, résidence ou qualité ne sont pas donnés, ou sur ce que toutes les parties ne sont pas en cause, doit indiquer les noms, résidence et qualité qui auraient dû être donnés, et ceux des parties dont la présence est nécessaire.

3. The delay for filing preliminary pleas do not run during the vacation.—C.S., 1858. *Booth vs The Montreal and Bytown Ry. Co.*, 4 J., 296; MONDELET, J.

4. When an action is returned during the long vacation, the 1st of September is not to be deemed the return day (V. art. 10 C.P.), but is the first of the days allowed by article 107 (164 n.c.), for filing preliminary pleas.—C.C., 1880. *Beausoleil vs Méthot*, 7 Q.L.R., 257; MCCORD, J.

5. The four (now three) days given to a defendant in which to file preliminary exceptions is a right given to him which cannot be restricted when the last day falls upon a Sunday or non-judicial day.—C.S., 1881. *Joyal vs Safford*, 25 J., 166; BUCHANAN, J.

6. When the delay to file preliminary pleas expires upon a Sunday, art. 24 C.P.C.,

CHAPTER XVI.

CONTESTATION OF THE ACTION.

SECTION I.

Preliminary Exceptions.

§ 1.—RULES COMMON TO ALL PRELIMINARY EXCEPTIONS.

164.—Preliminary exceptions must be urged by way of motion, of which notice must be given to the opposite party within three days from the return of the action or the filing of the pleading to which they relate, saving the cases mentioned in Articles 177, Paragraph 6, 178 and 181.

Such motion must be presented to the court as soon as it is possible to do so after the expiry of the delay to which the opposite party is entitled.

The court may, when the motion is presented, allow either party to answer in writing, and to adduce evidence, if necessary.—*New*; C.C.P., 107.

(9 n.c.), is held to apply, and the defendant is allowed to file his preliminary plea on the next following day.—C.S., 1883. *The Canada Investment and Agency Co. vs Macpherson*, 8 L.N., 136; LORANGER, J.

7. Lorsqu'une exception dilatoire est produite dans une cause, et qu'aucun plaidoyer au mérite n'est demandé par le demandeur et qu'il n'y a pas non plus d'inscription sur la cause au mérite, il doit, d'abord, être adjugé sur l'exception dilatoire; et un jugement rendu sur le mérite de telle cause, en même temps que sur l'exception dilatoire, sera renversé.—C.A., 1886. *Danjou & Thérberge*, 14 R.L., 564; R., 565.

8. Dans une action en dommage pour libelle, une motion demandant le rejet du plaidoyer de certaines allégations trop vagues et insuffisamment libellées, est de la nature d'une exception à la forme, et doit être faite dans un délai raisonnable.—C.S., 1887. *Chapleau vs Trudel*, 3 M.L.R., 167; MARTHEU, J.

9. Une exception à la forme peut être signifiée et produite après quatre heures p.m. du quatrième jour après le retour de l'action.—C.A., 1876. *The Carillon and Greenville Railway Co. & Burch*, 9 R.L., 1.

10. La motion du défendeur, pour n'être pas tenu de plaider avant que le demandeur fournisse plus amples détails, doit être faite dans le délai des exceptions préliminaires.—C.S., 1895. *Leroux vs Demers*, 1 R. de J., 205; MATHIEU, J.

11. V. *infra*, *Poitras vs Aubry*, n. 17.

12. When a declinatory plea is filed without stamps and beyond the delay allowed by law, it will be rejected on motion of plaintiff.—C.A., 1880. *Thompson & Cimon*, R., 560.

13. Filing pleas to the merits is not a waiver of preliminary exceptions where these exceptions are specially reserved.—C. 1880. *Prévost vs Jackson*, 3 L.N., 128; JETTÉ, J.—C.A., 1871. *Le Proc. Général & Gray*, 3 R.L., 451.—C.A., 1891. *McGreery & Beaucege*, 7 M.L.R., 96.—C.S., 1884. *Lachambre vs Normandin*, 1 M.L.R., 241; LORANGER, J.—C.S., 1893. *Hail vs Kenwood*, 4 R.J.O., 178; PAGNUELO, J.
V. cependant, art. 167, n. 2.

14. Le défendeur qui a des moyens de forme à opposer à une requête en contestation d'une élection municipale, faite sous les articles 4275 et suivants S.R.Q., doit invoquer ces moyens lors de la présentation de la requête et il n'est plus à temps, sans une permission spéciale de la cour, pour alléguer des moyens de forme, lorsque le tribunal a exprimé l'opinion que les moyens articulés en la requête sont suffisants en droit pour faire prononcer la nullité de l'élection et qu'il en a ordonné la preuve conformément à l'article 4283 S.R.Q.—C.S., 1895. *Racine vs Renaud*, 7 R.J.O., 392; MATHIEU, J.

15. In an action to set aside a municipal election of alderman, the defendant is not bound to file his preliminary exceptions until the petitioner has given security for costs as required by law.—A suspension of proceedings in an action of this nature will not be granted on the mere allegation that the petitioner has an interest in the adjudication to be made in *mandamus* proceedings pending at the instance of another party.

The petitioner, in an action to annul a municipal election, in his proof of qualification, must establish his identity with the person of the same name on the voter's list produced.—C.S., 1896. *Thérien vs Wilson*, 9 R.J.O., 466-9; CURRAN, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

16. Une motion pour particularités n'est pas assimilée aux exceptions préliminaires quant à ce qui regarde le délai et le dépôt.—C.S., 1898. *Hudson vs Giroux & Grenier*, 1 R.P., 477; CASAUULT, J.

V. Art. 165, n. 14.

17. La motion pour particularités doit être produite dans les délais requis pour les exceptions préliminaires.—C.S., 1898. *Poi-*

tras vs Aubry, 1 R.P., 104; MATHIEU, J.

18. V. *supra*, *Leroux vs Demers*, n. 10.

19. Les allégations contenues dans une motion de la nature d'une exception préliminaire ne sont pas suffisamment prouvées par des affidavits pris *ex parte*, et elles doivent être établies, s'il est nécessaire, au cours d'une enquête faite régulièrement.—C.S., 1898. *Dinan vs Ward*, 1 R.P., 481; ANDREWS, J.

20. Une motion faite par un défendeur demandant à ce que la demanderesse décrive au bref comme un corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans Ontario, soit tenue de déclarer de quel pouvoir elle tient sa charte et d'en produire une copie, doit être faite dans les délais fixés par la loi pour les exceptions préliminaires.—C.S., 1898. *Goold Bicycle Co. vs Gougeon*, 4 R.L.n.s., 464; TAIT, J.

21. Le dépôt requis par le code et fixé par les règles de pratique pour accompagner les exceptions préliminaires, s'applique aux motions du demandeur pour faire retrancher des allégués d'un plaidoyer. La cour peut dans sa discrétion accorder un délai pour faire ce dépôt, avant l'argument sur la motion.—C.S., 1898. *Picotte vs Wand*, 1 R.P., 350; MATHIEU, J.

22. Ce n'est pas par motion qu'il faut procéder pour faire retrancher d'un plaidoyer des allégués jugés inutiles et injurieux.—C.S., 1898. *Proulx vs Perrault*, 1 R.P., 260; MATHIEU, J.

23. Une allégation ne peut être rejetée sur motion que si elle est irrégulièrement plaidée; mais si elle ne justifie pas les conclusions, on doit en demander le renvoi par inscription en droit.—C.S., 1898. *Odell vs Bell*, 1 R.P., 250; MATHIEU, J.

24. A motion for security for costs made during the holidays and presentable on the first Court day in September will not be rejected on motion made during the holidays on the ground that the appearance was not accompanied by the affidavit mentioned in Art. 15 C.P.—C.C., 1898. *The Victor Safe and Lock Co. vs Sullivan*, 1 R.P., 333; CHAMPAGNE, J.

25. A declinatory exception which has not been made in the form of a motion accompanied by notice of presentation, as required by Art. 164 C.P., will be dismissed with costs.—C.C., 1898. *Jacobs vs Reid*, 1 R.P., 400; DORION, J.

26. Une exception à la forme qui n'est pas proposée par voie de motion et accompagnée d'un avis du jour de sa présentation, est de nul effet. Le demandeur qui a appris depuis l'institution de l'action, que le défendeur avait un conseil judiciaire, pourra, par voie de motion, demander à assigner ce conseil.—C.S., 1897. *Poirier vs D'Ivry*, 1 R.P., 41; MATHIEU, J.

165. Cette motion ne peut être présentée, à moins qu'elle ne soit accompagnée d'un certificat du protonotaire, dont avis doit avoir été donné à la partie adverse en même temps que de la motion, constatant le dépôt au greffe de la somme fixée par les règles de pratique.—*Nouveau*; C. P. C., 112.

1. Règle de pratique 40 :—Le dépôt, qui devra accompagner la présentation d'une motion comportant exception préliminaire, sera la somme qui, d'après les tarifs alors en force, comprendra suivant la classe d'action, le montant réuni de l'honoraire auquel le procureur du demandeur aura droit sur le rejet de cette motion et ce qui doit être payé au protonotaire sur sa production.

2. Règle de pratique 73 :—Les irrégularités dans le procès-verbal de saisie-arrêt simple, de saisie-gagerie, de saisie-revendication ou de saisie-conservatoire devront être invoquées par motion spéciale, dans les trois jours suivant celui du rapport du bref, et après avis à la partie adverse.

3. Une partie qui a répondu, sans aucune réserve, à une exception préliminaire non accompagnée du dépôt voulu par la loi, est forclosée du droit de faire rejeter telle exception par motion.—C.S., 1868. *Quintal vs Roy*, 14 J., 57; BERTHELOT, J.

4. La permission de procéder *in forma pauperis* ne dispense pas la partie du dépôt et de la consignation des frais qui pourraient être accordés au procureur de la partie adverse sur une exception à la forme.—C.S., 1870. *Duhant vs Lacombe*, 15 J., 43; BEAUDRY, J.

5. A comparer: *Beruiet vs Lacombe*, art. 89, n. 19.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. V. *Hudson vs Giroux*, art. 164, n. 16.

7. Une exception préliminaire ne peut être accordée si elle n'est accompagnée du dépôt requis par l'article 165 C.P.—C.S., 1897. *Dufresne vs The Metropolitan Club*, 1 R.P., 54; LORANGER, J.

8. Lorsqu'il appert au bref que le demandeur réside hors de la province de Québec, une motion pour cautionnement pour frais sera accordée, même si elle n'est pas accompagnée d'un dépôt et revêtue des timbres requis pour un plaidoyer.—*Sembler*, que le droit de demander une procuration ne sera pas accordé au demandeur si la motion n'est pas accompagnée du dépôt requis, et timbrée comme un plaidoyer ordinaire.—C.S., 1897. *The Great North Western Telegraph Company vs Berthiaume*, 1 R.P., 65; ARCHIBALD, J.

165. The motion cannot be presented unless it is accompanied with a certificate from the prothonotary, of which notice must have been given to the opposite party at the same time as the motion, establishing the deposit in the office of the court of the sum fixed by the rules of practice.—*New*; C. C. P., 112.

9. When the fact that the plaintiff does not reside in the Province of Quebec, appears by the proceedings of record, the opposite party may demand security for costs by means of a simple motion, and without making the deposit required on preliminary exceptions. The right to security in such a case is absolute and not conditional on making a deposit. Although art. 29 has been removed from the Civil Code, the Legislature did not intend by so doing to impair the right of a citizen, when sued by a non-resident, to demand security for costs.—C.S., 1897. *Keene vs Curtis*, 1 R.P., 23; WHITE, J.

10. Une motion pour cautionnement pour frais doit être timbrée comme un plaidoyer ordinaire et accompagnée du dépôt requis par l'art. 165. Si une motion pour cautionnement pour frais est présentée sans dépôt et insuffisamment timbrée, la cour peut donner au défendeur un délai supplémentaire, pour lui permettre de faire ce dépôt et d'apposer les timbres requis.—C.S., 1898. *Reilly vs Wilson*, 1 R.P., 160; MATHIEU, J.

11. Une motion pour faire rejeter un plaidoyer dont les allégués ne sont pas numérotés ne doit pas nécessairement être accompagnée du dépôt requis par l'article 165 C.P.—C.S., 1897. *Glass vs Eveleigh*, 1 R.P., 9; MATHIEU, J.

12. L'article 165 C.P., exigeant un dépôt et un avis de dépôt à la partie adverse, s'applique aux motions de la nature d'une exception préliminaire faite par le demandeur en réponse aux défenses aussi bien qu'à celles faites par le défendeur.—C.S., 1898. *Picotte vs Waud*, 4 R.L. n.s., 93; MATHIEU, J.

13. A motion for particulars must be accompanied by the deposit required by Art. 165 C.P. and stamped as a plea to the merits. In the case of a motion for particulars made without such deposit and such stamps, the Court may grant the defendant a delay to make his deposit and affix the additional stamps required. An allegation claiming damage on the "balance of cargo," without stating description and price of the goods referred to, or the nature and extent of damages suffered thereon, and on salvage charges, without showing for what salvage services have been rendered and what goods

were saved thereby, is insufficient, and a motion for particulars ordering it to be supplemented will be granted.—C.S., 1898. *Allant & Lake Superior Ry. Co. vs The General Marine*, 1 R.P., 137; MATHIEU, J.

14. L'article 165 C.P., qui exige un dépôt sur les exceptions préliminaires, proposées par voie de motion, ne s'applique pas à une motion pour demander des particularités.—C.S., 1898. *Gingras vs Boulanger*, 1 R.P., 462; ANDREWS, J.

V. Art. 164, n. 16.

15. Dans le cas d'une exception à la forme, l'avis de dépôt exigé par l'art. 165 C. P. est régulier s'il est donné dans les trois jours de l'entrée de la cause. Il suffit dans une déclaration sur saisie-revendication d'alléguer que le demandeur est propriétaire de l'objet revendiqué sans qu'il soit nécessaire de spécifier son titre. La vingt-cinquième règle de pratique C.C. exigeant un dépôt de £1, 6, 8, pour la réception de l'exception à la forme ne s'applique pas aux causes au-dessous de \$60.00.—C.C., 1897. *Hibert vs Bourguignon*, 1 R.P., 1; TELLIER, J.

166. Toutes les exceptions préliminaires, sauf dans les cas des articles 177, § 6, 178 et 181, doivent être proposées en même temps; mais l'exception déclinatoire doit être d'abord vidée et les autres moyens sont ensuite décidés par le tribunal compétent.—*Nouveau*; C.P.C., 107.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 12.

167. En tout temps avant jugement sur les exceptions préliminaires, sauf dans les cas prévus par les articles 177, § 6, 178 et 181, le demandeur peut, s'il croit que ces exceptions sont proposées uniquement pour retarder la cause, requérir, par écrit, le défendeur de plaider au mérite, et le forclore, si la défense n'est pas produite dans les six jours qui en suivent la demande; et, dans ce dernier cas, le tribunal ne peut prendre connaissance d'aucune autre contestation que de celle liée sur les exceptions préliminaires.—C.P.C., 120, 128, 131, *amendés*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 73.

2. Les plaidoyers au mérite produits par le défendeur après la production d'une exception à la forme et avant la demande de tels

16. Le tiers-détenteur poursuivi hypothécairement peut invoquer par plaidoyer au mérite aussi bien que par exception dilatoire les moyens que fournit l'art. 2072 C.C., et ce, sans faire le dépôt ni observer le délai requis pour les exceptions préliminaires.—C.S., 1898. *Ritchie vs Girard*, 1 R.P., 421; GAGNÉ, J.

17. Dans une action de \$200 à \$400, le dépôt accompagnant une exception à la forme doit être de \$4.00; et si n'est pas nécessaire d'y ajouter les frais de taxation et l'honoraire sur enquête.—C.S., 1898. *Lajoie vs Tremblay*, 4 R.L.n.s., 444; GAGNÉ, J.

18. La partie qui désire retirer un dépôt fait entre les mains du protonotaire doit en obtenir la permission du tribunal.—C.S., 1898. *Lessard vs Duncan*, 4 R.L.n.s., 408; MATHIEU, J.

19. Permission sera donnée au tiers-saisi, à l'audience, de faire le dépôt requis par l'article 165 C.P., s'il ne l'a pas fait auparavant.—C.S., 1898. *Sloman vs Wynne & O'Neil*, 1 R.P., 506; LORANGER, J.

166. All preliminary exceptions are urged at the same time, except in the case of Article 177, Paragraph 6, 178 and 181; but the declinatory exception is first disposed of, and the other exceptions are then decided by the competent court.—*New*; C.C. P., 107.

167. At any time before judgment upon preliminary exceptions, saving the cases stated in Articles 177, Paragraph 6, 178 and 181, the plaintiff may, if he thinks the exception is filed solely in order to retard the suit, require the defendant, in writing, to plead to the merits, and may foreclose him if a defense is not filed within six days from the demand thereof; in which latter case the court takes cognizance of no other issues than those raised upon the preliminary exceptions.—C. C.P., 120, 128, 131, *amended*.

plaidoyers par le demandeur, conformément à l'article 131 du Code de P.C. (167 n.c.) seront rejetés du dossier sur motion du demandeur à cet effet.—C.C., 1873. *Boucher vs Barthe*, 5 R.L., 50; LORANGER, J.

3. V. cependant, *Prévost vs Jackson* et autres, sous art. 164, n. 13.

4. Le demandeur qui a forcé la partie adverse du droit de plaider en vertu de l'article 131, (167 n. c.), peut inscrire sa cause sur le rôle des enquêtes et faire sa preuve *ex parte*, sans adjudication au préalable sur l'exception préliminaire.—C.A., 1880. *Picaud & Corp. du village de Princeville*, 6 Q.L.R., 81; 3 L.N., 195.

5. Where the defendant after filing a declinatory exception, is required under C. C.P. 131, (167 n. c.), to plead to the merits, and then pleads a demurrer, the Court may order that the declinatory exception be disposed of, before proceeding on the demurrer.—C.S., 1880. *Duchesnay vs Laroque*, 3 L.N., 315; TORRANCE, J.

6. Defendant filed two preliminary pleas. Plaintiff required his pleas to the merits, these defendant filed, one being a demurrer.

168. Si le défendeur produit sa défense, l'enquête a lieu sur toute la contestation, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement; et, s'il réussit sur l'exception éliminatoire, il a droit de recouvrer du demandeur les frais encourus sur la contestation au mérite à laquelle il a été forcé suivant les dispositions de l'article qui précède.—C. P.C., 132, amendé.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 74.

2. The words "if he succeeds," in article 132 C.C.P., (168 n.c.) mean, if he succeeds in defeating the action, and when the preliminary plea is a dilatory exception which has been maintained after the defendant has been forced, under article 131 (167 n.c.) to plead to the merits, and the defendant has not availed himself of his right to amend his pleas to the merits or plead anew, and the plaintiff succeeds upon the merits of the action as contested, the defendant cannot claim to be paid

169. Lorsque le défendeur a opposé une exception dilatoire qui est ensuite maintenue, la forclusion de plaider au mérite, obtenue contre lui suivant l'article 167, n'a pas d'effet; mais il est tenu de procurer sa défense dans les six jours après l'expiration des délais accordés sur son exception, à défaut de quoi la forclusion reprend son effet.

S'il a plaidé au mérite sur la mise en

Plaintiff then inscribed for hearing on the law issue. Defendant moved to reject this inscription. The motion was rejected and he moved to appeal. Leave to appeal was refused.—C.A., 1880. *Barry & Canadian Pacific Ry.*, R., 573.

7. Dans les causes non appelables de la cour de circuit, le défendeur qui produit un plaidoyer préliminaire n'est tenu de plaider au fond qu'après adjudication sur ce plaidoyer préliminaire, et le demandeur ne peut, par conséquent, inscrire en même temps sur le plaidoyer préliminaire, et, *ex parte*, sur le mérite de la cause.—C.C., 1892. *The Premier Oil Co. vs Payton*, 1 R.J.O., 438; MATHIEU, J.

8. Where the defendant, in a summary action, files a preliminary plea, and the plaintiff does not require him to plead to the merits, he cannot be foreclosed from pleading until the preliminary exception is disposed of.—C.R., 1895. *Demers vs Hogle*, 7 R.J.O., 476; TAIT, LORANGER & PAGNELO, JJ.

168. If the defendant files his defence, proof takes place upon all the issues unless the court otherwise orders; and if he succeeds upon the preliminary exception, he may recover from the plaintiff the costs incurred upon the contestation on the merits to which he was forced under the provisions of the preceding Article.—C.C.P., 132, amended.

the costs of his contestation under this article but may on the contrary be condemned to pay them.—C.R., 1885. *La Banque Nationale vs Ross*, 11 Q.L.R., 109; ROUTHIER, MCC & CARON, JJ.

3. Where before the exception to the form has been disposed of, the parties by consent have proceeded to the merits, the Court, in dismissing the action upon the exception, will order each party to bear his own costs of the contestation on the merits.—C.S., 1885. *Gadona vs Tassé*, 8 L.N., 385; CHAGNON, J.

169. When the defendant has pleaded a dilatory exception which is afterwards maintained, the foreclosure from pleading to the merits, obtained against him under Article 167, is without effect; but he is bound to file his defence within six days after the expiry of the delays granted upon his exception, and in default of his so doing, the foreclosure holds good.

If, upon being required to do so by

demeure du demandeur, il peut, dans les six jours qui suivent le jugement maintenant son exception dilatoire, amender sa défense ou en produire une nouvelle, sans encourir de frais à cet égard ; à défaut de ce faire, il est présumé s'en tenir au plaidoyer produit.—C.P.C., 133, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 74, § 2, 3.

§ 2.—EXCEPTION DÉCLINATOIRE.

170. La partie qui a été appelée devant un tribunal autre que celui qui doit connaître de la contestation, peut demander son renvoi devant le tribunal compétent, ou le débouté de l'action s'il n'y a pas de tel tribunal. Mais, si en produisant son exception déclinatoire, le défendeur dépose le montant réclamé, le juge, au lieu de renvoyer le dossier devant le tribunal compétent, déboute le demandeur de son action.—C.P.C., 113, *amendé* ; C.P.F., 168, 169 ; C.P.G., 65.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Action réelle	17
Amende	16
Conclusion de l'exc. déclinatoire	23
Consul	8
Curateur à une succession vacante	12
Délai	13
Ecclesiastique	6
Fait attributif de juridiction	9, 10, 11
Incompétence <i>ratione loci</i>	5
Jonction d'actions	21
Juge de paix	16
Jurisdiction	15, 17
Matelot	14
Matière sommaire	24
<i>Onus probandi</i>	9, 10, 11
Pension alimentaire	20
Saisie-revendication	22
Taxes scolaires	19

1. C.P.L., 321.

2. En général toute question de compétence présente deux aspects distincts, différents. Ainsi le demandeur qui veut assigner son adversaire, a deux questions à se poser et à résoudre pour être sûr d'assigner devant les juges compétents.

D'abord, quelle est la juridiction, quelle est l'autorité qui est compétente pour connaître de telle ou telle nature, de telle ou telle qualité d'affaire ? Voilà la première et la plus générale des questions de compétence. Telle affaire rentre-t-elle, par sa na-

ture, dans les attributions de la cour supérieure ou de la cour de circuit ou d'un autre tribunal ?

Si, en se posant cette question et en cherchant à la résoudre, le demandeur s'est trompé, il y a incompétence à raison de la matière : *ratione materie* ; il aura saisi de la connaissance de l'affaire une juridiction dans les attributions de laquelle la nature, la qualité de l'affaire ne rentrait pas.

Si, au contraire, cette première question a été bien décidée, a été résolue exactement, s'il est certain que l'affaire, par sa nature, rentre dans la compétence du tribunal, toute difficulté n'est pas encore levée. A quel tribunal, de la cour supérieure ou de la cour de circuit, dois-je déférer telle ou telle affaire ? C'est dans les articles 94 et suivants qu'il faut chercher la solution de cette question et l'incompétence qui résulte de la violation de ces articles est une incompétence *ratione personarum*, même dans le cas où un défendeur dans une action réelle est assigné hors du tribunal où est situé l'immeuble en litige.—1 BOITARD, 340-1-2.

3. La partie citée devant un tribunal autre que celui qui doit connaître de la contestation, pourra demander son renvoi devant les juges compétents.—C.P.G., art. 65.

4. V. autorités citées sous arts. 76 et 94.

5. The objection to the jurisdiction, *ratione loci*, must be pleaded by declinatory

§ 2.—DECLINATORY EXCEPTIONS.

170. A party summoned before a court other than that which should hear the issues, may ask that he be referred to the competent court, or that the action be dismissed if there is no such court.

But if the defendant, upon filing his declinatory exception, deposits the sum claimed, the judge must, instead of referring the case to the competent court, dismiss the action.—C.C.P., 113, *amended* ; C.P.F., 168, 169 ; C.P.G., 65.

ture, dans les attributions de la cour supérieure ou de la cour de circuit ou d'un autre tribunal ?

Si, en se posant cette question et en cherchant à la résoudre, le demandeur s'est trompé, il y a incompétence à raison de la matière : *ratione materie* ; il aura saisi de la connaissance de l'affaire une juridiction dans les attributions de laquelle la nature, la qualité de l'affaire ne rentrait pas.

Si, au contraire, cette première question a été bien décidée, a été résolue exactement, s'il est certain que l'affaire, par sa nature, rentre dans la compétence du tribunal, toute difficulté n'est pas encore levée. A quel tribunal, de la cour supérieure ou de la cour de circuit, dois-je déférer telle ou telle affaire ? C'est dans les articles 94 et suivants qu'il faut chercher la solution de cette question et l'incompétence qui résulte de la violation de ces articles est une incompétence *ratione personarum*, même dans le cas où un défendeur dans une action réelle est assigné hors du tribunal où est situé l'immeuble en litige.—1 BOITARD, 340-1-2.

3. La partie citée devant un tribunal autre que celui qui doit connaître de la contestation, pourra demander son renvoi devant les juges compétents.—C.P.G., art. 65.

4. V. autorités citées sous arts. 76 et 94.

5. The objection to the jurisdiction, *ratione loci*, must be pleaded by declinatory

exception.—C.S., 1878. *Fisher vs McKnight*, 1 L.N., 350; 22 J., 146; JOHNSON, J.

6. Les tribunaux civils, dans la province de Québec, ont juridiction pour entendre et juger les causes civiles pour ou contre une personne ecclésiastique.—C.C., 1886. *Matte vs Bédard*, 9 L.N., 251; PLAMONDON, J.

7. *V. Morgan vs Dubois*, art. 1150.

8. A consul general does not enjoy exemption from liability to the civil jurisdiction of the courts of the country.—*Semble*: that if he is charged with some special mission in which he represents his government, and, as such, hold his *exequatur*, he enjoys such exemption.—C.S., 1885. *Léonard vs Premio Real*, 11 Q.L.R., 128; STUART, J.

9. Where the defendant is sued in a jurisdiction within which he comes solely by virtue of a particular fact alleged in the declaration (v. g. that goods were sold and delivered to him in the district where the action is brought), and the defendant, by declinatory exception denies such fact, the proof of the fact rests upon the plaintiff.—C. R., 1886. *Shaw vs Cartier*, 2 M.L.R., 282; 31 J., 12; DOHERTY, PAPINEAU & LORANGER, JJ.

10. Celui qui poursuit un défendeur résidant dans un district autre que celui où l'action est intentée, est tenu, sur exception déclinatoire, de prouver que le droit d'action a pris naissance dans ce district.—C.C., 1889. *McCready vs Préfontaine*, 18 R.L., 118; PAGNUELO, J.

11. C'est au demandeur qui poursuit devant le tribunal du lieu où il prétend que son droit a pris naissance, à prouver, sur une exception déclinatoire, qu'en effet son droit d'action a pris naissance dans les limites de la juridiction du tribunal où il poursuit.—C. S., 1890. *Fraser vs Gilroy*, 19 R.L., 80; MATHIEU, J.

12. Un défendeur peut, dans son plaidoyer déclinatoire, invoquer la nullité d'une nomination de curateur à une succession vacante, et alléguer que telle nomination a été faite en vue de distraire frauduleusement le défendeur de ses juges naturels, sans que le défendeur soit tenu au préalable de faire casser la sentence nommant tel curateur.—C.A., 1888. *Robillard & La Banque Jacques-Cartier*, 32 J., 231.

13. L'octroi d'un délai pour plaider est discrétionnaire à la cour où l'action est pendante, et n'implique aucune décision quant à la juridiction.—C.A., 1889. *Edison Electric Light Co. & Royal Electric Light Co.*, 20 R.L., 38.

14. Un juge de la cour supérieure, dans la province de Québec, n'a pas juridiction originaire dans une poursuite pour gages ou pour résiliation d'un engagement d'un matelot d'un vaisseau enregistré dans un port du Royaume-Uni.—C.S., 1889. *Haywood vs*

Cunningham, 20 R.L., 114; PAGNUELO, J.

15. Le défendeur doit procéder par exception déclinatoire et non par exception à la forme, lorsqu'il veut nier la juridiction du tribunal, parce qu'il n'est pas domicilié dans le district où il est assigné à comparaitre, qu'il n'y a pas été assigné personnellement et que le droit d'action n'y a pas pris naissance.—C.S., 1893. *Canada Atlantic Railway Co. vs Stanton*, 4 R.J.O., 131; MATHIEU, J.

16. Lorsqu'un statut pourvoit qu'une amende peut être recouvrée devant le juge de paix le plus voisin, mais ne prescrit pas cette voie de poursuite, le recours de droit commun devant la cour de circuit n'est pas exclu.—C.C., 1895. *Bergeron vs Drolet*, 7 R.J.O., 526; LARUE, J.

17. Though a real action is only to be brought in the district where the immovable in dispute is situated, yet an appearance by a defendant without pleading or pleading to the merits of the action, is a waiver of an exception to the jurisdiction.—C.S., 1870. *Whyte vs Lynch*, 17 J., 76; TORRANCE, J.

18. An objection to the jurisdiction, if not pleaded, will be held to have been waived.—C.A., 1876. *Gray & Dubuc*, 2 Q.L.R., 234.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

19. A municipal corporation, when suing for municipal taxes before the Superior Court, is not given the right by Art. 952 M. C. to sue for school taxes by the same action, the jurisdiction in suits for school taxes belonging under Art. 54 C. P. exclusively to the Circuit Court. Art. 170 C. P. applies only to a case in which the whole record may be sent before the competent tribunal; therefore in a case in which part of the demand is within the jurisdiction of the Superior Court, and the balance of the demand is exclusively within the jurisdiction of the Circuit Court, the Superior Court will dismiss on motion that part of the demand with regard to which it has no jurisdiction.—C.S., 1898. *Corporation of the Township of Dudsvelt vs The Quebec Central Railway Co.*, 1 R. P., 383; WHITE, J.

20. Une demande de pension alimentaire dont le montant total est inconnu est du ressort de la cour supérieure. Une exception déclinatoire n'a pas à conclure au débouté de l'action, mais demander le renvoi du dossier devant le tribunal compétent.—C. C., 1897. *Marcotte vs Lachapelle*, 1 R. P., 128; CHAMPAGNE, J.

21. Une action en dommages, prise conjointement par un mari et sa femme, au montant de \$100.00 pour propos injurieux tenus sur leur compte, n'est pas du ressort de la cour supérieure, parce qu'elle est en réalité une demande de \$50.00 pour chacun des demandeurs; et dans ce cas, la cour doit ordonner

d'office le renvoi de cette cause devant la cour de circuit.—C.S., 1898. *Campbell vs Cavanagh*, 4 R.L.U.S., 485; 1 R.P., 500; MATHER, J.

22. Dans une saisie-revendication tous les effets mentionnés dans le bref et dans la déclaration doivent se trouver compris dans la déposition assermentée; dans le cas contraire il y a lieu à exception à la forme si le défendeur en souffre un préjudice, comme, par exemple, dans l'espèce où la classe d'action se trouvait ainsi chargée. Dans le cas ci-dessus lorsqu'en retranchant la valeur des effets saisis revendiqués et non compris dans l'affidavit la classe d'action se trouve réduite à au-dessous de \$100 il y a lieu à une exception déclinatoire.—C.S., 1898. *Baron vs Vallée*, 4 R.L.U.S., 500; LORANGER, J.

171. Lorsque le tribunal est incompetent à raison de la matière, le renvoi peut être demandé en tout état de cause; et, si le renvoi n'est pas demandé, le tribunal est tenu de renvoyer d'office devant qui de droit.—C.P.C., 114, amendé.

1. C.P.C., 170.

2. L'incompétence *ratione materie* peut être proposée: 1^o par le défendeur, en tout état de cause; 2^o elle peut être invoquée, non seulement par le défendeur, mais même par le demandeur qui a mal à propos saisi ce tribunal. En effet, la volonté formelle du demandeur n'a pu, pas plus que la volonté tacite et le silence du défendeur, donner à ce tribunal une compétence que la loi lui refusait. Que l'assignation, donnée mal à propos par le demandeur devant un tribunal incompetent *ratione materie* fasse tomber à sa charge les frais faits devant ce tribunal, on le comprend; mais toujours est-il, que, tout en donnant assignation et en plaidant devant ce tribunal, il ne lui a pas donné une qualité, une compétence que la loi lui refusait, et que, par conséquent, le demandeur qui a assigné, comme le défendeur qui a déjà plaidé, peut également invoquer et faire prononcer l'incompétence.

Allons plus loin: que si l'une ou l'autre des parties ne relève l'incompétence, elle doit être prononcée d'office par le tribunal; le tribunal une fois qu'il reconnaît son incompétence, une fois qu'il ressort des débats que la nature de l'affaire n'est pas dans le cercle de ses attributions, doit se désaisir et renvoyer les parties.—1 BOITARD, 341-2.

3. Where an action is manifestly beyond the jurisdiction of the court, it will be dismissed, even though no declinatory excep-

172. Sur déclaration d'incompé-

23. Une exception déclinatoire par laquelle on demande purement et simplement le renvoi de l'action, sans déposer le montant demandé, sera renvoyée, à moins qu'il n'existe pas de tribunal compétent.—C.S., 1898. *La Cie. de la Brasserie de Beauport vs Bédoulet*, 1 P.P., 470; ANDREWS, J.

24. Une action en reconvention d'un prix de vente, même payable à demande, n'est pas matière sommaire et ne doit pas être intentée comme telle. Le défendeur doit plaider plutôt par exception déclinatoire que par exception à la forme, l'action étant à tort intentée sous l'acte des procédures sommaires.—C.S., 1898. *Caouette vs Collé*, 1 R.P., 461; PELLETIER, J.

25. V. art 174, n. 122.

171. If, nevertheless, the court has no jurisdiction by reason of the subject-matter of the action, the reference may be demanded at any stage of the case; and if the reference is not demanded, the court is obliged of its own motion to refer the case to the proper authority.—C.C.P., 114, amended.

tion has been filed.—C.A., 1892. *Goldie & Beauchemin & Rasconi*, 1 R.J.O., 385.

4. A person who intervenes in an action of revendication (Defdt making default) in order to contest the seizure, may raise the question of jurisdiction by his intervention, without having filed a declinatory exception within four days from the allowance of his intervention.—*Idem*.

5. The intervening party, in such case, is not bound by a consent to the jurisdiction, proved to have been given by the defendant, before the institution of the action.—*Idem*.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. La cour peut, sur requête d'une partie, renvoyer une cause à un autre tribunal, si la question de juridiction vient d'être décidée par un tribunal dont la décision semble bien fondée. Dans une poursuite pour privilège d'ouvrier, c'est le montant réclamé seul, quelles que soient les conclusions prises, qui détermine la compétence du tribunal.—C.S., 1897. *Corbeil vs The Montreal Investment and Freehold Co.*, 1 R.P., 244; ARCHIBALD, J.

7. Lorsque les parties ont omis d'évoquer une cause que la cour de circuit est incompétente à juger à cause de la contestation engagée, la cour les renverra d'office devant le tribunal compétent, en réservant les frais pour suivre le sort du procès.—C.C., 1898. *Homond vs Lord*, 1 R.P., 351; DELORMIER, J.

172. The Court in declaring itself

tence, le tribunal peut adjuger les dépens suivant les circonstances.—C.P.C., 115.

1. *PIGEAU*, 155.

§ 3.—EXCEPTION DE LITISPENDANCE...

173. Le défendeur peut en cas de litispendance, demander par voie d'exception préliminaire que le demandeur soit débouté de son action.—*Nouveau* : C.P.C., 136.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action à l'étranger	3, 5, 6
Action pénale	7
Demande d'aliments provisoires	18
Désistement de la première action	3, 14
Identité de cause	2, 3, 9, 17
Juridictions différentes	3
Licitations	3
Moyens postérieurs à l'action	7
Partage	8, 16
Saisie-arrêt	11
Saisie-gagerie	19
Suivance arbitrale	12
Transaction sur la première action	10

1. L'exception de litispendance a son motif dans le besoin de prévenir la contradiction de deux décisions judiciaires, surtout dans la même cause et entre les mêmes parties.—1 *BOITARD*, 348.

2. To support a plea of litispendance, the 1st and the 2nd action must be between the same parties and the cause of action must be the same not only as to the thing demanded but as to the grounds on which it is asked; it cannot otherwise be maintained.—C.B.R., 1817. *Voyer vs Juson*, 3 R. de L., 197; 2 R.J.R., 284.

3. The plea of litispendance is the proper plea where another cause, on the same ground and between the same parties, is depending in another jurisdiction, and it is founded on the fact, that another jurisdiction is already seized of the cause.—C.B.R., 1821. *Racey vs Oliva*, 3 R. de L., 197; 2 R.J.R., 284.

4. Litispendance in a foreign state is no bar to an action instituted in the Province of Canada.—C.B.R., 1833. *Russell & Fields*, S.R., 558; 1 R.J.R., 412.

5. A plea of litispendance based on the alleged existence of a suit in a foreign country, between the same parties, and for the same cause, is bad and will be dismissed on demurrer.—C.S., 1804. *Howard vs Gnermsy Mfg. Co. & King*, 5 R.J.O., 182; *ANDREWS*, J.

6. Une défense par laquelle il est allégué qu'une action a déjà été intentée devant un tribunal étranger, par le même demandeur

incompetent may award costs according to circumstances.—C. C. P., 115.

§ 3.—EXCEPTIONS OF *lis pendens*.

173. The defendant may, in case of *lis pendens*, ask by a preliminary exception that the action be dismissed.—*Verd.* : C.C.P., 136.

contre le même défendeur, pour les mêmes causes d'action, est un bon plaidoyer, particulièrement si la défense allègue paiement du jugement.—C. S., 1855. *Vaughan vs Campbell*, 5 L.C.R., 431; *PAV, VANFELSON & MONDELET*, JJ.

7. Un plaidoyer dans une action pour le recouvrement d'une pénalité, "qu'une pénalité pour la même offense a déjà été recouvrée" sans alléguer, "que la première action avait été intentée avant l'institution de la seconde," n'est pas valable.—Tel plaidoyer sera déclaré insuffisant sur défense en droit.—Tout moyen de défense survenu depuis l'institution de l'action ne peut être plaidé comme moyen de défense à l'action, mais doit être plaidé comme moyen pour empêcher toute procédure ultérieure.—(Voir cependant art. 190 n.c.). L'institution d'une première action sur laquelle l'on ne procède pas à jugement, n'empêchera pas l'institution d'une seconde action pour la même offense.—C.S., 1857. *Mountain vs Dumas*, 7 J., 430; 5 R. J. R., 336; *BOWEN, MORIN & BADGLEY*, JJ.

8. La litispendance peut exister, quoique l'action du demandeur conclut simplement à une vente par licitation, tandis que l'action invoquée comme opérant la litispendance concluait à un partage et à une licitation. La litispendance doit compter depuis la signification du writ, et non du jour du rapport.—C.S., 1802. *Boswell vs Lloyd*, 12 L.C.R., 447; 11 R.J.R., 145; *STUART*, J.

9. A plea of litispendance which does not cover the whole cause of action cannot be maintained.—C.R., 1866. *Miller vs Dutton*, 11 J., 287; 17 R.J.R., 180; *SMITH, BADGLEY & MONK*, JJ.

10. Where, after defendant had been foreclosed from pleading, a "transaction" was made between him and the plaintiff's counsel, by the attorney, to the effect that the cause should be settled on certain terms of payment, which terms the defendant revoked, and then pleaded to the action, and the plaintiff subsequently brought another action to enforce the compromise, the pendency of the first action was not a bar to the institution of the second; nor was the discontinuance of

the first a condition precedent to bringing the second. The proper mode of enforcing the "transaction" was by a separate action.—C. P., 1875. *King & Pinsonneault*, 22 J., 58.

11. Le demandeur, durant l'instance, ayant fait émaner une saisie-arrêt simple contre le défendeur, et produit à l'appui de cette saisie-arrêt la déclaration usuelle contenant les faits déjà relatés dans son acte, et réitérant les conclusions d'icelle; le défendeur produisit une exception alléguant litispendance.—*Jugé*, (sur motion du demandeur pour renvoi de cette exception): Que cette saisie-arrêt ne pouvait être contestée que d'après le mode ordinaire, et que l'émanation de la saisie-arrêt simple n'étant qu'une procédure dans la cause originaire, l'exception levait être renvoyée.—C.S., 1885. *Lavigne vs Hébert*, 11 Q.L.R., 59; CARON, J.

12. La contestation d'une requête demandant à être payé du montant d'une sentence arbitrale, à même le dépôt fait par une compagnie en expropriation, par cette dernière, n'empêche pas la compagnie de prendre une action en nullité de la dite sentence et d'y alléguer les mêmes moyens; il n'y a pas alors litispendance.—C.S., 1880. *La Compagnie de chemin de fer d'Ontario et Québec vs Les Curé et marguilliers de Ste-Anne du bout de l'Île*, 5 M.L.P., 51; TASCHEBÉAU, J.

13. Une déclaration et un bref d'assignation, mis au greffe sans un certificat de signification, ne peuvent être invoqués au soutien d'un plaidoyer de litispendance, dans une demande contenant les mêmes moyens et causes d'action, alors même que le défendeur a plaqué cette absence de rapport de signification par une exception à la forme encore pendante.—C.A., 1856. *Stephens & Tidmarsh*, 6 L.C.R., 3; 4 R.J.R., 470.

V. *Tidmarsh vs Stephens*, art. 153, n. 3.

14. Taking out a new action after one which has not been returned does not give

§ 4.—EXCEPTION A LA FORME.

174. Le défendeur peut invoquer par exception à la forme, lorsqu'ils lui causent un préjudice, les moyens résultant :

1. Des irrégularités dans le bref, la déclaration ou la signification;
2. De l'incapacité du demandeur ou du défendeur;
3. De l'absence de qualité du demandeur ou du défendeur;
4. De ce qu'un exposé des causes de la demande n'est pas contenu dans le bref ni dans la déclaration;

rise to an exception of *litispendance*.—C.A., 1878. *Cleveland & Weigand*, R., 575.

15. An action on a promissory note withdrawn subject to costs. New action in same note, transferred to another, without payment of costs, plea of *litispendance*.—*Held*: plea bad.—C.A., 1882. *Martin & St-Pierre*, R., 19.

16. To an action of *partage* of the property of the community existing between the plaintiff in said action, and his deceased wife, in which the survivor declares his willingness on certain conditions, to deliver up to the *nus propriétaires*, parties to the action, certain property which his said wife had the use and enjoyment of, does not prevent the *nus propriétaires* from instituting an action demanding possession of the property in the hands of the survivor.—C.A., 1884. *DeBonald & Manier*, R., 575.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

17. Pour qu'il y ait litispendance, il faut que la demande introduite devant un tribunal soit déjà pendante devant un autre, ou qu'un autre tribunal soit déjà saisi de la même demande formée pour la même cause et entre les mêmes parties.—C.S., 1898. *McKenzie vs Reid*, 4 R.L.n.s., 145; MATHIEU, J.

18. In an action by a daughter-in-law against her mother-in-law for alimentary allowance, a petition during the course of the action, in behalf of the plaintiff, is a proper way to obtain an interim allowance; an exception of *litispendance* to such petition will be dismissed as unfounded.—C.S., 1898. *Heaton vs Leprohon*, 1 R.P., 218; DAVIDSON, J.

19. Il n'y a pas lieu à l'exception de litispendance lorsque le locateur prend une seconde action pour des loyers échus depuis une première action, lorsque le défendeur a plaidé l'insaisissabilité des effets saisis-gagés lors de la première action.—C.S., 1898. *The Montreal Street Ry. Co. vs Gauthier*, 14 R.J.O., 147; MATHIEU, J.

§ 4.—EXCEPTION TO THE FORM.

174. The defendant may invoke any of the following grounds by exception to the form, whenever they cause a prejudice:

1. Irregularities in the writ, declaration or service;
2. Incapacity of the plaintiff or of the defendant;
3. Absence of quality in the plaintiff or in the defendant;
4. The fact that a statement of the causes of action is not contained in the writ or in the declaration;

5. De ce que l'objet de la demande est décrit d'une manière irrégulière.—C.P.C., l. 1.

5. Irregular description of the object of the demand.—C.C.P., 116.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Action d'injures	63, 64, 115, 116, 117, 119
Action <i>qui tam</i>	68
Adjudicataire	22
Affidavit	68, 89, 90
Agent	95
Allégué	40, 41
Allégations de l'exception	7, 8, 13, 57, 63, 79
Allégations incompatibles	59, 62, 63, 65
Allégations vagues et insuffisantes	54 à 58, 66, 67, 71
Amendement	11, 62, 61, 76, 94, 111
Assumpsit	62
Autorisation de poursuivre	99, 100, 110
Autorisation maritale	34 à 39, 131
Avis d'action	74, 73, 134
Avis de motion	124
Bilan	123, 131
Capacité	33
<i>Certiorari</i>	74
Conclusion de l'exception	77
Contestation d'élection municipale	42, 43, 44, 102
Corporations	4, 5, 15, 85
Cumul	27
Date de sign. sur copie du bref	91, 92
Déclaration	6, 12, 86, 87
Délat d'assignation	31, 84
Délat pour faire motion	69, 70, 103, 104
Dépôt pour <i>certiorari</i>	74
Détails	55, 59 à 61, 70, 106, 108, 109, 112 à 121
Domages	55, 63, 64, 115 à 121
Domicile	2, 7, 10, 83, 78, 79, 94, 95, 111
Exception déclaratoire	93
Etranger	100, 110
Huissier	24, 81
Injures verbales	63, 64
Interdit	98
Intervenant	46
Liquidateur	99
Matières sommaires	31, 96, 97
Mineur	101
Mise en cause	11, 22, 98
Mode de signification	24
Motion	124
Motion pour particularités	103, 104
Motion pour rejet d'exception	9, 16, 126
Nom du défendeur	13 à 17
Nullité de décret	22
Nullité personnelle à l'une des parties	45, 46, 47
Omission de lieu et de date	51
Opposition	114
Opposition à jugement	69
Paiement après prod. d'exception	76
Pétition de droit	71
Pouvoir du juge d'ordonner amendement	78
Préjudice	80, 84, 91, 92, 93, 128, 129
Prescription	109
Procès-verbal d'huissier	83
Qualité	2, 4, 42, 43, 44, 48, 102
<i>Quo warranto</i>	122
Rapport	19
Rapport de l'huissier	92
Ratues	3
Reconnaissance de dette	61

Rédiction de compte	92, 132
Renvoi de service	69
Renvois en marge	3
Réponse à une exception	127
Réponse en droit et à la forme	75
Requête civile	130
Saisie	21, 25
Saisie-arrest	87, 89
Saisie conservatoire	86
Saisie revendication	60, 73, 93
Sauvelage	65
Séparation de corps	113
Séparation de biens	112
Signature du procureur	83
Société	18
Timbres	26
Titre doit être allégué	60
Variante entre le fiat et le bref	20

§ 1.

1. *PIGEON*, 100 et s.
2. Il n'est pas nécessaire que la déclaration annexée au bref contienne le domicile et les qualités des parties.—C.A., 1861. *Gingy & Donoghue*, 11 L.C.R., 421; 7 R.J.R., 246.
3. Une exception à la forme qui contient des ratures et des renvois auxquels il n'est pas référé au bas du plaidoyer, est néanmoins valide.—C.S., 1860. *Blackiston vs Rosa*, 10 L.C.R., 399; 7 R.J.R., 451; TASCHEURAU, J.
4. Dans une action par une compagnie de chemin de fer, contre un actionnaire pour versements, il est suffisant que telle compagnie dans l'intitulé de la déclaration allègue son existence comme corps politique et incorporé, sans qu'il soit besoin d'un allégué spécial à cet effet.—Le mode de soulever une objection, quant à la suffisance de l'allégué que la compagnie est un corps incorporé, est par exception à la forme et non par une défense en droit.—C.S., 1855. *The St. Lawrence & Ottawa Grand Junction Railroad Co. vs Frothingham*, 5 L.C.R., 140; DAY, SMITH & VANFELSON, JJ.
5. Il suffit dans une poursuite dirigée contre une corporation municipale de désigner la défenderesse sous son nom corporatif, sans qu'il soit nécessaire d'indiquer son principal lieu d'affaires. C. M., arts. 3 et 4.—C.S., 1895. *Garcean vs Corp. de Ste. Anne de la Pêrade*, 1 R. de J., 233; BOURGEOIS, J.
6. An exception to the form can be filed to an amended declaration.—Such exception was not waived by subsequent pleas to merits of amended declaration.—C.S., 1873. *Brown vs The Imperial Fire Insurance Co.*, 17 J., 323; JOHNSON, J.
7. An exception to the form denying that defendant is, or ever was domiciled as stated in the writ, but not furnishing the name of

defendant's true domicile, will be dismissed with costs.—C.C., 1875. *Barnes vs Barras*, 2 Q.L.R., 146; MEREDITH, J.

8. An *exception à la forme* which states that no proper service had been made upon the defendant is not *libellée* as required by law, inasmuch as it does not state the particular defect in the service which is complained of and such *exception à la forme* should be dismissed.—C.A., 1875. *Beaufoy & Feek*, 20 J., 182.

9. An *exception à la forme* will be rejected upon motion, and held to be not served, if the copy left with the plaintiff bears a different number from, and is not an exact copy of the original filed.—C.A., 1872. *McMillan & Buchanan*, 17 J., 13.

10. Une exception à la forme alléguant que le défendeur est décrit dans l'action comme domicilié dans la paroisse de St-Clément, et qu'il a été assigné dans la cité de Montréal, sera maintenue, s'il est prouvé qu'à la date de l'émanation de l'action et auparavant le défendeur avait son domicile à Montréal.—C.S., 1874. *Hainault vs Lynch*, 5 R.L., 472; BÉLANGER, J.

11. Where a municipality is *mise en cause* in a suit in which the plaintiff asks that a resolution of the council be set aside, grounds of nullity which are invoked only in the declaration as amended cannot be taken into consideration by the Court on the issue with the *mise en cause* unless the amended declaration has been served upon the *mise en cause*.—C.S., 1892. *Sénécal vs Edison Electric Co.*, 2 R.J.O., 299; DOHERTY, J.

12. Une exception à la forme dans laquelle il est allégué " que le contenu d'un écrit, dit être copie d'une déclaration, est différent du contenu de la déclaration originale, n'est pas connexe, est absurde et inintelligible," est suffisante.—C.S., 1854. *Doutre vs The Montreal and Bytown Ry. Co.*, 5 L.C.R., 98; 4 R.J.R., 299; DAY, SMITH & VANFELSON, JJ.

13. Une exception à la forme de la part des défendeurs, membres d'une société commerciale, alléguant que les membres de cette société sont mal désignés dans le bref et la déclaration, sera renvoyée, si cette exception n'indique pas les membres de cette société.—C.A., 1877. *Dunning & Gironard*, 9 R.L., 177.

14. An exception to the form alleging that the name of the defendant is incorrectly given will be dismissed when the defendant signed the deed sued on by the name given in the writ.—The fact that the stamps on the writ have not been properly cancelled cannot be set up by the defendant.—C.S., 1883. *Hudon vs Raineault*, 6 L.N., 107; BROOKS, J.

15. A misnomer is ground for an exception *à la forme*, and cannot form the subject of a plea to the merits, — more particularly where the error complained of is trivial and

unimportant, e. g., the description of the defendant as "La Corporation des Commissaires d'écoles d'Hochelaga," instead of "Les Commissaires d'école d'Hochelaga."—C.A., 1887. *Corporation des Commissaires d'école d'Hochelaga & The Montreal Abattoirs Co.*, 3 M.L.R., 116; 15 R.L., 196.

16. Une exception à la forme alléguant que le prénom du défendeur poursuivi sur compte n'est pas mentionné dans le bref, mais seulement son initiale, ne sera pas rejetée, sur motion, parce que cette exception n'indique pas le véritable prénom du défendeur.—C.C., 1886. *Eveleigh vs Mungeon*, 14 R.L., 702; MATHIEU, J.

17. When a person served with a writ answers to the name mentioned therein and appears by attorney in that name, without filing an exception to the form, the service is good as regards the person actually served.—C.S., 1895. *Blain vs Sasseeville*, 8 R.J.O., 360; ARCHIBALD, J.

18. Un membre d'une société en nom collectif peut, par une exception à la forme, plaider en son nom personnel l'insuffisance de l'assignation de la société.—C.R., 1885. *Banque Nationale vs Beckett*, 13 R.L., 435; DOHERTY, LORANGER & CIMON, JJ.

19. Le bref de sommation était rapportable le 15 octobre, et la copie signifiée au défendeur donnait comme jour du retour le 1er octobre.—*Jugé*: que cette informalité doit être invoquée par exception à la forme, lors du rapport du bref, et non par motion pour congé-défaut faite à la date donnée dans la copie.—C.S., 1888. *Collard vs Lajoie*, 13 Q.L.R., 222; ROUTHIER, J.

20. Une variante entre le *fial* et le bref de sommation ne constitue pas un grief dont le défendeur puisse se plaindre.—C.S., 1895. *Vien vs Holmes Electric Protection Co.*, 7 R.J.O., 225; MATHIEU, J.

21. An action for rent and resiliation of lease, which is accompanied by a *saisie-gagerie* cannot be dismissed on an exception to the form based solely on alleged irregularities in connection with the seizure.—C.S., 1892. *Brewster vs Campbell*, 2 R.J.O., 484; DAVIDSON, J.

22. Une requête en nullité de décret par un demandeur sera renvoyée sur exception à la forme produite par un adjudicataire, — "considérant que l'adjudicataire n'est pas partie à l'instance, et qu'il ne peut être légalement mis en cause au moyen d'un avis."—C.S., 1856. *Joseph vs Brewster*, 6 L.C.R., 486; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

23. La désignation du défendeur comme étant "de la paroisse de St-Thomas de Montmagny," lorsqu'il réside de fait et a son domicile en la "ville de Montmagny," est suffisante et remplit les prescriptions de la loi, le territoire de la ville de Montmagny n'étant séparé de celui de la paroisse de St-Thomas, dont il faisait originairement partie,

que pour les fins municipales.—Une exception à la forme, basée sur le fait que cette paroisse est purement et simplement St-Thomas et non St-Thomas de Montmagny, est mal fondée, cette paroisse étant généralement connue sous le nom de St-Thomas de Montmagny, et ces mots : de Montmagny, n'étant ajoutés que pour indiquer qu'on entend désigner la paroisse de St-Thomas, situé dans le comté de Montmagny.—C.S., 1895. *Roux vs Coulombe*, 1 R. de J., 407 ; CIMON, J.

24. L'huissier exploitant n'est pas tenu en loi, d'exhiber l'original du bref de sommation pour assigner légalement un défendeur.—C.S., 1893. *LeBouthillier vs Mallet et al*, 1 R. de J., 219 ; DEBILLY, J.

25. On peut par exception à la forme se plaindre d'irrégularités du procès-verbal de saisie qui accompagne un bref de saisie-gagerie.—Le fait par l'huissier de changer l'un des triplicata du procès verbal de saisie-gagerie, après qu'il a été signé par le défendeur, et sans le consentement de ce dernier, constitue une informalité dont le défendeur peut se plaindre par exception à la forme.—C.S., 1897. *Gray vs Fuller*, 12 R.J.O., 145 ; DELORIMIER, J.

26. Le défendeur n'a pas d'intérêt à plaider par exception à la forme que le bref d'assignation et la copie ne sont pas revêtus des timbres requis par la loi, du moment que le protonotaire déclare sous sa signature sur ce bref que les timbres ont été payés.

L'obligation du protonotaire d'apposer les timbres sur le document même n'est qu'une mesure directrice pour constater plus effectivement le paiement des timbres exigés par la loi.—C.S., 1893. *Perreault vs Lacroix*, 4 R.J.O., 114 ; DE LORIMIER, J.

27. Le *misjoinder* se plaide par exception à la forme et non par défense en droit.—C.R., 1896. *Lévesque vs Caron*, 10 R.J.O., 514 ; CASALT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

28. V. sous l'art. 121, n. 13 et suivants, pour le cas où la signification est faite par un officier à qui le bref n'est pas adressé.

29. V. *infra*, sur le même sujet, n. 80, 81.

30. V. autorités sous art. 122, pour irrégularités dans le bref.

31. Le défendeur qui prétend qu'une cause n'est pas sommaire, lorsqu'elle a été instituée sommairement, doit soulever ce moyen par exception à la forme, en se plaignant de l'insuffisance des délais d'assignation, et non par exception déclinatoire.—C.A., 1888. *Lusignan & Rielle*, 4 M.L.R., 264 ; 16 R.L., 694 ; 32 J., 323.—C.R., 1888. *Morgan vs Dubois*, 32 J., 110 ; LORANGER, WURTELE & DAVIDSON, JJ.—C.S., 1887. *Cadioux vs Portier*, 3 M.L.R., 453 ; MARTHEU, J.

Contra: C.R., 1886. *Kinds vs Donovan*, 13 Q.L.R., 225 ; STUART, CASALT & ANDREWS, JJ.

32. V. *infra*, *Princau vs Terrault*, n. 96, et *Caoutle vs Côté*, n. 97.

§ 2.

33. Le défaut de capacité du défendeur doit être invoqué par exception préliminaire, et non par une défense en droit.—C.S., 1870. *Breault vs Barbeau*, 2 R.L., 130 ; SICOTTE, J.

34. When a writ and declaration allege that the female plaintiff is duly authorized by her husband, party to the action, it is not competent to the defendant by an exception to the form to question such authorization.—C.S., 1870. *Lévy vs Plamondon*, 17 J., 75 ; TORRANCE, J.

35. Le défaut d'autorisation de la femme mariée qui poursuit ne peut être invoqué que par une exception préliminaire, et non par une défense en droit.—C.S., 1873. *Antaya vs Dorje*, 6 R.L., 727 ; LORANGER, J.

36. Quand une femme est poursuivie comme veuve, et que, par exception à la forme, elle établit qu'avant l'institution de l'action elle était remariée, l'action doit être déboutée, et une réponse spéciale alléguant "que la dette a été contractée par la défenderesse pendant son veuvage, qu'elle est séparée de biens avec son nouvel époux," sera déboutée sur une réplique en droit.—C.C., 1880. *Dynes vs Falardeau*, 6 Q.L.R., 348 ; CARON, J.

37. Le défaut d'autorisation de la femme mariée pour ester en justice doit être plaidé par exception à la forme, et cette informalité est couverte par la comparution du défendeur et son défaut de l'invoquer dans le délai de la loi. Il faut procéder par exception à la forme, même dans le cas où la demanderesse allègue qu'elle est autorisée, et où le défendeur nie le fait de cette autorisation. Un plaidoyer au fond contenant ces moyens sera rejeté sur motion.—C.R., 1880. *Thomas vs Charbonneau*, 1 M.L.R., 253 ; TORRANCE, RAINVILLE & JETTÉ, JJ.

38. Le moyen de défense résultant du fait que le demandeur n'allègue pas que dans les circonstances relatées, la défenderesse fut autorisée par son mari à faire commerce, doit être opposé par voie d'exception à la forme et non par défense en droit.—C.S., 1894. *Ward vs Chapteau et vir*, 5 R.J.O., 338 ; GILL, J.

39. An objection by a *mise en cause* that she is a married woman, and that her husband had not been summoned for the purpose of authorising her to plead in the cause, should be pleaded by exception to the form, and not by demurrer.—C.S., 1895. *Westgate vs Thackeray*, 7 R.J.O., 517 ; ARCHIBALD, J.

40. Une exception à la forme à une action prise par une personne internée dans un asile d'aliénés, mais non interdite, ne doit pas être renvoyée sur réponse en droit, mais doit être considérée comme une mise en de-

meure de la demanderesse de se faire assister d'un curateur.—C. S., 1892. *Mercier vs Mercier*, 2 R.J.O., 479; ROUTHIER, J.

41. Un procès étant un contrat judiciaire, le défendeur, poursuivi par une personne notoirement affectée d'aliénation mentale, peut, par exception à la forme, demander congé de l'assignation et raison de l'incapacité du demandeur et cela même quand le défendeur est poursuivi sur un contrat qu'il a fait avec ce demandeur.—C. S., 1894. *Aitken vs Galbraith*, 6 R.J.O., 379; PAGNUÉLO, J.

§ 3.

42. Les irrégularités du cautionnement ne sont pas une cause de renvoi de la requête en contestation d'élection municipale, la production d'un nouveau cautionnement pouvant être permise par la cour. Une requête adressée au juge de la cour supérieure siégeant pour le district d'Ottawa et présentée à une cour de circuit du comté dans ce district, est portée devant le tribunal compétent. Le défaut de qualité du pétitionnaire qui conteste une élection, doit être invoqué par exception à la forme et non par défense en fait.—C.S., 1895. *Desjardins vs Tweedie*, 7 R.J.O., 74; LORANGER, J.

43. Dans une action demandant la nullité d'une élection municipale, c'est au requérant à prouver sa qualité de contribuable et d'électeur municipal (Suivant *Rider & Snow*, 20 R.C.S., 12; *Amiot & Labrecque*, 20 R.C.S., 181).—C.S., 1896. *Hamilton vs Brunet & Cité de Montréal*, 9 R.J.O., 2; OUMET, J.

44. Dans une contestation d'élection municipale, le défaut de qualification de la part des contestants peut être invoqué par exception à la forme.—C.S., 1889. *Poudrier vs Bonin*, 5 M.L.R., 56; LORANGER, J.

V. *infra*, n. 102.

45. Two defendants cannot invoke, by exception à la forme filed by them jointly, a cause of nullity applicable to only one of them.—C.S., 1875. *The Union Bank of Lower Canada vs Macdonald*, 19 J., 275; BRAUDRY, J.

46. An intervening party cannot plead matters of form which are personal to the defendant.—C.S., 1878. *Hutchinson vs Ford*, 22 J., 279; TORRANCE, J.

47. Un défendeur ne peut invoquer, par exception à la forme, que des irrégularités qui lui sont personnelles. Il ne peut plaider à la forme que toutes les parties ne sont pas en cause.—C.S., 1893. *LeBouthillier vs Matte et al*, 1 R. de J., 219; DEBILLY, J.

48. La dénégation de la qualité donnée au défendeur dans le bref de sommation est une matière de fond qui ne peut faire l'objet d'une exception à la forme.—C.S., 1893. *Robitaille vs Sauvé*, 4 R.J.O., 125; LORANGER, J.

§ 4.

49. V. autorités sous art. 123.

50. Matter essential entirely omitted is the subject of a *défense en droit*; matter essential imperfectly stated is the subject of an *exception à la forme*.—C.B.R., 1811. *Wagner vs Farran*, 3 R. de L., 195, 196; 2 R.J.R., 233.—C.B.R., 1811. *Pucaud vs Hooker*, 2 R. de L., 207; 2 R.J.R., 230.

51. The omission to state the date and place of the acts complained of is not a ground of demurrer but of exception to the form.—C.S., 1881. *Demers vs Lamarche*, 4 L.N., 54; JOHNSON, J.

52. If the breach of a contract be imperfectly alleged in the declaration an *exception à la forme* is the proper plea. But if the breach is not at all alleged, advantage may be taken of the omission upon a *défense en droit*.—*Wagner vs Farran*, citée *supra*, n. 50.

53. Une défense en droit attaquant la déclaration du demandeur : 1° parce qu'elle est vague et contradictoire; 2° parce que le demandeur n'établit pas quel montant de dommages il a soufferts; 3° parce qu'il ne conclut pas à demander la valeur des prétendus dommages allégués, allègue des moyens de défense qui ne touchent pas au droit d'action ni en entier, ni en partie, et doit être rejetée, vu que ces moyens auraient dû être invoqués par exception à la forme.—C.S., 1869. *Chevreuil vs Les Syndics de la paroisse de St-Hélène*, 2 R.L., 161; 21 R.J.R., 36; POLETTE, J.

54. Une action peut être renvoyée sur exception à la forme si la déclaration n'est pas suffisamment libellée pour énoncer les causes de l'action.—C.A., 1875. *Boucher & Fraser*, 9 R.L., 718.

55. Un défendeur poursuivi en dommages pour une somme de \$1 600, ne peut par motion demander un état détaillé de ces dommages, mais il doit faire cette demande par exception à la forme.—C.A., 1879. *Rhéaume & Panne-ton*, 9 R.L., 594.

56. En principe, les vices de procédure entraînant nullité sont seuls susceptibles d'être attaqués par exception à la forme. Les règles de procédure n'exigent dans la demande qu'un exposé sommaire des motifs du pourvoi, et le demandeur qui allègue un engagement fait par une compagnie, n'est pas tenu d'indiquer le nom de l'agent qui aurait fait l'engagement au nom de la compagnie. C.S. 1884. *George vs La Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien*, 12 R.L., 627; JETTÉ, J.

57. Vague and indefinite allegations in an exception to the form may be rejected on motion of the adverse party.—The allegations of a pleading must be sufficiently clear and distinct to enable the opposite party to reply thereto. And so where an exception to the form alleged that the Act incorporating the

plaintiffs was *ultra vires*, because the persons incorporated were incapable of exercising any civil rights in the province by reason of the vows which they had taken—without specifying the vows—and because the objects of their society were the promulgation of doctrines contrary to the Imperial statutes, set forth in certain works filed as exhibits—without specifying the doctrines objected to,—these and other like allegations were rejected as vague and lacking precision.—C.S., 1889. *La Compagnie de Jésus vs Mail Printing Co.*, 5 M.L.R., 306; LORANGER, J.—Et C.A., 1889. *Mail Printing Co. & La Cie. de Jésus*, 7 M.L.R., 471 et 35 J., 67.

58. Where the right of action is not denied by the defendant, but the complaints of the vagueness and insufficiency of the allegations of the declaration, it is matter for an exception to the form, and not for a demurrer, or for a motion for particulars.—C.A., 1891. *McGreevy & Beaucage*, 7 M.L.R., 89.

59. Il est à la discrétion du tribunal d'accorder ou de refuser une demande pour particularités. Une partie qui déclare ne pouvoir produire les particularités demandées sans préjudicier à ses moyens de défense, ne sera pas condamnée à produire telles particularités; mais, dans ce cas, un délai raisonnable lui sera accordé avec option de produire les particularités demandées, et, sur défaut de les produire dans ce délai, acte sera donné à la partie adverse de sa demande, le tribunal se réservant d'adjudger ultérieurement quant aux frais d'enquête, s'il appert alors que le motif invoqué pour refuser les particularités demandées était mal fondé, et que les particularités pouvaient être données sans préjudicier aux moyens de défense.—C.S., 1894. *La Corp. Catholique Romaine de Montréal vs Beaulien*, 2 R. de J., 175; DE LORIMIER, J.

60. In an action of revendication, the title by virtue whereof the plaintiff claims the effects seized must be set forth in the declaration, and the omission to do so is good ground for an exception to the form. In such cases the plaintiff may obtain leave to amend his declaration by furnishing particulars of his title.—C.S., 1896. *Taylor vs International Produce Co.*, 10 R.J.O., 129; DAVIDSON, J.

61. Sur motion du défendeur pour obliger le demandeur à donner des particularités, "où, quand et comment le défendeur a reconnu devoir et promis de payer," ainsi qu'allégué en la déclaration, il doit être permis au demandeur d'amender sa déclaration et de retrancher cette alléguation, sur paiement des frais de motion.—C.S., 1896. *La-belle vs Fournelle*, 2 R. de J., 162; TASCHEREAU, J.

62. On ne peut par exception à la forme demander le renvoi d'une action parce que le demandeur, au lieu d'une action assumptis, aurait dû en intenter une en reddition de

compte; ce moyen devant être soulevé au fond et non à la forme.—C.S., 1890. *Kent vs Gravel*, 7 M.L.R., 159; 14 L.N., 149; PAGNUELO, J.

63. An action against a witness for statements made under oath may be dismissed on exception to the form, if the declaration does not set forth the statements complained of, or give dates.—C.S., 1893. *Hibbard vs Cullen*, 3 R.J.O., 463; DAVIDSON, J.

64. Le demandeur poursuivant en dommages pour injures verbales proférées devant un grand nombre de personnes, doit indiquer les noms de ces personnes, la date des injures et l'endroit où elles ont été prononcées.—C.S., 1894. *Mainville vs Bélair*, 6 R.J.O., 331; PAGNUELO, J.

65. Le propriétaire du vaisseau qui a opéré le sauvetage ne peut poursuivre en son nom seul que pour la part du dit sauvetage qui lui serait due, et s'il n'allègue pas en quoi consiste cette part, et ne fait pas connaître les noms et domiciles des autres intéressés, savoir, le capitaine de l'équipage, son action sera renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1892. *Chabot vs Quebec Steamship Co.*, 2 R.J.O., 481; ROUTHIER, J.

66. Les prétentions respectives des parties au litige doivent être énoncées, tant en demande qu'en défense, en termes clairs et précis pour leur permettre d'engager la contestation en pleine connaissance de cause et sans surprise, et il y a lieu à l'exception à la forme quand les faits essentiels sont allégués dans des termes vagues, généraux et incertains.—Le défendeur, dans une action pour renvoi de service, qui allègue que ce renvoi a été motivé par la négligence grossière et coupable du demandeur, doit dire en quoi consistent ces actes de négligence.—C.S., 1893. *Sénécal vs The Montreal Turnpike Trust*, 4 R.J.O., 161; LORANGER, J.

67. Lorsqu'une déclaration est insuffisante et vague, le défendeur doit en prendre avantage par une exception à la forme et non en plaidant au fond.—C.R., 1882. *Birch vs Desjardins*, 11 R.L., 468; MACKAY, PAPI-NEAU & JETTÉ, J.

68. L'affidavit produit à l'appui d'une action populaire est suffisant, s'il allègue en substance l'offense prévue par le statut, et si l'action contient les mêmes alléguations, de manière à ce que la connexité entre l'affidavit et la poursuite soient clairement apparente. L'alléguation par le déposant "qu'il se propose d'intenter au lieu de "qu'il intente" une action, est suffisante. Lorsque l'action pénale est prise en vertu des dispositions d'un statut général, il n'est pas nécessaire de préciser le statut.—C.C., 1895. *Bergeron vs Drolel*, 7 R.J.O., 526; LARUE, J.

69. Une opposition à jugement, admise sur l'ordre d'un juge, est de la nature d'un plaidoyer, et ne peut être renvoyée sur une simple motion alléguant des moyens à la forme et présentée en dehors des délais voulus pour la production des exceptions préli-

minaires.—C.R., 1887. *Devin vs Ollivon*, 3 M.L.R., 382; JOHNSON, PAPINEAU & LORANGER, JJ.

70. La motion du défendeur pour n'être pas tenu de plaider avant que le demandeur fournisse plus amples détails, est de la nature d'une exception préliminaire, et doit être faite dans le délai de ces exceptions.—C.S., 1895. *Leroux vs Demers*, 1 R. de J., 205; MATHIEU, J.

V. *infra*, *Poitras vs Aubry*, n. 103.

§ 5.

71. Where on a petition of right the crown pleaded by demurrer that the property in question was insufficiently described, that the conclusions of the petition were insufficient and vague.—Held: that the crown should have taken this objection by *exception à la forme* and not by demurrer.—E.C., 1880. *Chevrier vs The Queen*, 4 R.C.S., 1.

DIVERS.

72. Le défaut d'avis d'action requis par l'art. 703 du C.M. ne peut être plaidé par voie d'exception à la forme.—C.S., 1895. *Garceau vs Corp. de la paroisse de Ste-Anne de la Pérade*, 1 R. de J., 233; BOURGEOIS, J.

73. Le défaut de donner l'avis de quinz jours, requis par l'article 703 du code municipal, d'une action intentée contre une corporation municipale pour un accident causé par le mauvais état des chemins, affecte la demande et non le droit d'action et partant, doit être plaidé par exception à la forme et non par une défense en droit. Cependant lorsque le demandeur veut contester le droit de plaider ce moyen par défense en droit, il doit le faire dans les quatre jours à compter de la production de cette défense; passé ce délai, il n'est plus recevable à s'en plaindre.—C.S., 1896. *Gauthier vs Village de St-Louis du Mile-End*, 9 R.J.O., 453; MATHIEU, J.

74. Le défaut de faire le dépôt exigé par l'article 1074 des S.R.P.Q., (accompagnant la demande du bref de certiorari) peut être plaidé par exception à la forme.—C.S., 1892. *Benoit vs Desnoyers*, 2 R.J.O., 311; LORANGER, J.

75. On ne peut répondre à la forme à un plaidoyer auquel on répond en même temps en droit.—C.S., 1895. *Walford vs Robertson*, 8 R.J.O., 283; TASCHEREAU, J.

76. Lorsque le demandeur, après la production d'une exception à la forme, fait motion pour amender, si le défendeur paie le capital avant que l'amendement ait été permis, l'action sera renvoyée avec dépens.—C.C., 1894. *Bourassa vs Duval*, 5 R.J.O., 299; ANDREWS, J.

77. Dans une exception à la forme des conclusions au renvoi pur et simple de l'action sont illégales et devront entraîner le renvoi de l'exception, le tribunal ne peut avant adjuger au delà de ces conclusions et réserver le recours du demandeur.—C.C., 1897. *Freeman vs Gray*, 12 R.J.O., 10; CHAMPAGNE, J.

JURISPRUDENCE N^o UVRILLE.

§ 1.

78. Sur une exception à la forme du défendeur se plaignant du défaut d'assignation, le juge peut de lui-même ordonner que le défendeur sera régulièrement assigné et que le bref sera amendé en y indiquant la véritable résidence du défendeur, et condamner le demandeur à payer au défendeur la somme de frais qu'il lui plaît de fixer.—C.S., 1898. *Morgan vs Normandeau*, 4 R.L.n.s., 150; OUMMET, J.

79. A motion urging an exception to the form, because service was not made on the defendant in person, or at his domicile, but at the office where he was employed, will be dismissed with costs where it does not specify the defendant's domicile.—C. C., 1898. *Duffy vs Dupuis*, 1 R.P., 376; PURCELL, J.

80. Une exception à la forme ayant pour moyens: 1. que le bref d'assignation, qui était adressé à aucun des huissiers admis pour le district de Montréal, avait été signifié par une personne résidant au Nouveau-Brunswick; 2. que le jour de la signification n'est pas mentionné sur la copie du bref d'assignation; 3. que le procès-verbal d'assignation ne fait pas mention de l'heure de la signification, ni du lieu où elle a été faite, ni de la personne à qui elle a été faite, ni de la distance de la résidence de celui qui a fait la signification au lieu où elle a été faite, ni de celle du lieu des séances du tribunal au lieu de la signification; 4. que ce procès-verbal n'est pas assermenté, sera renvoyée, sans frais, sur le principe que toutes ces irrégularités n'ont causé aucun préjudice au défendeur.—C.S., 1898. *Joubert vs Leblanc*, 4 R.L.n.s., 151; MATHIEU, J.

81. Un bref adressé à l'un des huissiers de la cour supérieure, nommé pour un district de la province de Québec, ne peut être signifié par un huissier d'un autre district de cette province; une exception à la forme basée sur cette irrégularité sera déclarée bien fondée, et une motion pour amender le bref, après signification en ajoutant le district pour lequel était nommé l'huissier qui avait fait la signification, sera rejetée.—C.S., 1898. *Moncion vs Les Ecclésiastiques du Séminaire de Montréal*, 1 R.P., 345; TASCHEREAU, J.

82. V. art. 121, n. 13 et s.

83. Une pièce de procédure signée du nom du procureur, et sous sa direction, par une personne de son bureau, est régulière. Un procès-verbal d'huissier annexé à la pièce signifiée au moyen de mucilage est régulièrement dans le dossier.—C.S., 1897. *Buzzell vs Harvey*, 1 R.P., 214; LYNCH, J.

V. art. 127, n. 10 et s.

84. Although article 1153 C. P. gives one clear day to the defendant to appear in an action between lessor and lessee, an action in which he is required to appear within a shorter delay will not be dismissed on an exception to the form if he suffers no prejudice

thereby.—C.C., 1897. *Jean vs Brousseau*, 3 R. de J., 546; 1 R.P., 89; ANDREWS, J.

85. A bank having its headquarters in England, but having its principal place of business in Canada, in the city of Montreal, is sufficiently described in the writ under the latter designation, the defendant suffering no prejudice from such description; and if defendant has a right to security for costs, such description would not prejudice such right.—C.S., 1898. *Bank of British North America vs Howley*, 1 R.P., 372; 14 R.J.O., 422; 4 R.L.n.s., 452; TAIT, J.

86. The omission to leave a copy of the declaration with the defendant, or at the office of the Court, within three days after the service of a writ of conservatory attachment, is a good ground of exception to the form.—C.C., 1898. *Bougie vs The Ogdenburg Coal and Towing Co.*, 1 R.P., 389; DORION, J.

87. Une exception à la forme se plaignant que le demandeur n'a pas, conformément aux articles 900 et 909 du C.P., déposé au greffe du tribunal dans les trois jours de la signification de la saisie-arrêt avant jugement, pour le défendeur, une copie de l'affidavit sur lequel est basée cette saisie-arrêt, sera maintenue vu qu'elle cause un préjudice à ce dernier.—C.S., 1898. *Poilras vs Gagné*, 4 R.L.n.s., 319; 1 R.P., 245; MATHIEU, J.

88. V. auts. sous art. 900.

89. Le demandeur qui, dans une saisie-arrêt avant jugement, néglige de faire signifier au défendeur ou de laisser pour lui au greffe de la cour supérieure, dans les trois jours après la signification de l'action, une copie de l'affidavit sur lequel le bref a émané, peut, sur demande à cet effet, être autorisé à réparer son oubli aux conditions imposées par le tribunal, cette omission n'est pas fatale et n'entraîne pas le débouté de l'action.—C.S., 1897. *Renard vs Hoffman*, 4 R.L.n.s., 148; ARCHIBALD, J.

90. Cette signification n'est pas nécessaire dans le cas d'une saisie revendication.—C.S., 1898. *Tellier vs The Canada Liquor Co.*, 1 R.P., 318; LORANGER, J.

91. The default by a bailiff to indorse on the copy of the writ the date of the service thereof causes no prejudice, and therefore cannot give rise to an exception to the form.—C.S., 1897. *Jean vs Brousseau*, 1 R.P., 89; ANDREWS, J.

V. dans ce sens les causes citées sous l'art. 127, n. 13 et 14

92. Un procès-verbal d'huissier certifiant qu'une action a été signifiée le 10 août quand elle ne l'a été de fait que le 17 août, date mentionnée sur la copie du bref, est une irrégularité portant préjudice au défendeur qui peut en profiter à son avantage par une exception à la forme. Dans ce cas, permission peut être donnée au demandeur de se faire assigner et d'amender son rapport.—C.S., 1897. *Lajoie vs Tremblay*, 4 R.L.n.s., 444; GAGNÉ, J.

93. Dans une saisie revendication tous les effets mentionnés dans le bref et dans la déclaration doivent se trouver compris dans la déposition assermentée; dans le cas contraire il y a lieu à l'exception à la forme si le défendeur en souffre un préjudice, comme, par exemple, dans l'espèce ou la classe d'action se trouvait ainsi changée. Dans le cas ci-dessus lorsqu'en retranchant la valeur des effets saisis-revendiqués et non compris dans l'affidavit la classe d'action se trouve réduite à au-dessous de \$100 il y a lieu à une exception déclinatoire.—C.S., 1898. *Baron vs Vallée*, 4 R.L.n.s., 509; 1 R.P., 517; LORANGER, J.

94. An action in which one of the plaintiffs is described as being of parts unknown will be dismissed on exception to the form as to that plaintiff, unless his domicile is indicated within a delay fixed by the court.—C.S., 1898. *Taylor vs Lewis*, 1 R.P., 404; MATHIEU, J.

95. In an action for commercial taxes, the service of the writ and declaration was made on a party who was proved to be soliciting orders for that and other companies, and was subletting an office in his own name.—Held: such party could not be termed an agent for the company, and his office was not the office of the company. The service is therefore irregular and null.—C.S., 1898. *Lambe vs The St. Lawrence Starch Co.*, 1 R.P., 485; MATHIEU, J.

96. Dans une action pour \$8.45, dont \$3.50 pour marchandises vendues au défendeur, et \$4.95, pour marchandises vendues au fils du défendeur, et que ce dernier s'est engagé à payer au demandeur.—Jugé: qu'une exception à la forme à la seconde partie de la demande, basée sur le fait qu'une action de ce genre ne peut être réputée matière sommaire, sera renvoyée, mais sans frais.—C.S., 1898. *Prineau vs Terrault*, 1 R.P., 495; BÉLANGER, J.

97. Une action en recouvrement d'un prix de vente, même payable à demande, n'est pas matière sommaire et ne doit pas être intentée comme telle. Le défendeur doit plaider plutôt par exception déclinatoire que par exception à la forme, l'action étant à tort intentée sous l'acte des procédures sommaires.—C.S., 1898. *Caouette vs Colé*, 1 R.P., 461; PELLETIER, J.

V. supra, n. 31.

§ 2.

98. Le demandeur qui a appris depuis l'institution de l'action, que le défendeur avait un conseil judiciaire, pourra, par voie de motion, demander à assigner ce conseil.—C.S., 1897. *Poirier vs d'Iery*, 1 R.P., 41; MATHIEU, J.

99. Le liquidateur d'une compagnie insolvable ne peut poursuivre sans l'autorisation préalable du juge, son autorisation subséquente est insuffisante.—Dans le cas de poursuite sans cette autorisation, l'action pourra

être renvoyée sur exception à la forme.—C. S., 1897. *Common vs McCaskill*, 3 R.L.n.s., 463; MATHIEU, J.

100. Lorsqu'un étranger intente une action en justice dans une qualité quelconque, il doit alléguer et prouver, comme matière de fait, que, suivant la loi de son domicile, il a le droit de poursuivre; à défaut de cette preuve son action peut être renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1898. *Chalmers vs The Shoe Wire Grip Coy.*, 4 R.L.n.s., 397; MATHIEU, J.

101. Un mineur qui n'est pourvu d'aucun tuteur ne peut être poursuivi en justice pour dommages causés par sa négligence; et s'il est poursuivi comme majeur, l'action pourra être renvoyée sur une exception à la forme.—C.S., 1898. *McLaughlin vs Ledue*, 4 R.L.n.s., 456; MATHIEU, J.

102. Art. 478 R.S.Q. provides that an election petition may be presented by one or more electors who were qualified to vote at the election to which the petition relates or whose names were entered on the list of electors which availed at such election. Upon the vexed question of determining whether a petitioner makes sufficient proof of his qualification to present the petition by proving that his name was on the original list deposited in the registrar's office, and which was in force at the date of the election; or whether he must prove that his name was on the copy of such list used by the deputy returning officer of the poll at which the elector voted, the Court of Review unanimously decided (reversing the decision of Sir I. N. Casault) that it was sufficient for the elector to prove that his name was on the original list deposited with the registrar.—C.S., 1897. *Mercier vs Bouffard*, 1 R.P., 184; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

V. *supra*, n. 42 et s.

§ 4.

103. La motion pour particularités doit être produite dans les délais requis pour les exceptions préliminaires.—C.S., 1898. *Pitras vs Aubry*, 1 R.P., 194; MATHIEU, J.

104. Une motion pour particularités n'est pas assimilée aux exceptions préliminaires quant à ce qui regarde le délai et le dépôt.—C.S., 1898. *Hudson vs Giroux & Grenier*, 1 R.P., 477; CASAULT, J.—C.S., 1898. *Gingras vs Boulanger*, 1 R.P., 462; ANDREWS, J.

105. V. *supra*, *Leroux vs Demers*, n. 70.

106. A party who demands and obtains particulars on some allegations of a pleading, waives all his right to contest the legal validity of that allegation. An answer to a plea cannot contain an allegation of additional work done, the value of which is not claimed by the action; such allegation will be rejected on motion.—C.S., 1898. *Wright vs Thayer*, 1 R.P., 165; MATHIEU, J.

107. V. sur le premier point, C.B.R., 1810. *Mouroe vs Laliberté*, art. 176, n. 3.

108. Dans une action rapportée le 17 août 1896, il est trop tard au mois de mars 1898 pour demander des particularités; cette demande devait être faite dans les quatre jours du rapport du bref.—C.S., 1898. *Provoist vs La Cité de Montréal*, 4 R.L.n.s., 313; MATHIEU, J.

109. Dans une action sur un billet prescrit à sa face même, et où le demandeur allègue interruption de prescription, il sera tenu d'indiquer où et quand telle interruption a eu lieu.—C.S., 1898. *Pupineau vs Ouinuel*, 1 R.P., 329; LYNCH, J.

110. The authorization to appear in judicial proceedings obtained under the foreign laws must be alleged, and an action taken by such party without that allegation will be dismissed on an exception to the form, (*sauf recours*).—C.S., 1898. *Chalmers vs The North West Shoe Co.*, 1 R.P., 250; MATHIEU, J.

111. Un corps qui se prétend incorporé doit dire en vertu de quelle loi il l'est, et s'il est étranger, où est son principal bureau d'affaires dans la province de Québec, et une action dont le bref ne mentionne pas ces faits peut être renvoyée sur exception à la forme, à moins que le demandeur n'amende son bref en conséquence.—C.S., 1898. *L'Ordre des Forestiers Catholiques vs St-Martin*, 1 R.P., 134; MATHIEU, J.

112. Une exception à la forme tendant à faire déclarer à la demanderesse, qui se donne comme épouse séparée de biens, si cette séparation est contractuelle ou judiciaire, sera maintenue si la demanderesse ne vient pas prouver sa séparation de biens.—C.S., 1897. *Martel vs Tanguay*, 1 R.P., 60; MATHIEU, J.

113. Dans une action en séparation de corps pour excès, sévices, injures graves et adultère, la partie demanderesse pourra être tenue, sur motion à cet effet, de fournir des particularités indiquant autant que possible les dates et les circonstances de ces actes, de manière à faire connaître à l'autre partie les faits particuliers dont elle est accusée.—C.S., 1898. *Nicolle vs Clément*, 1 R.P., 386; MATHIEU, J.

114. Un opposant peut être tenu, sur motion à cet effet, de dire le nom des personnes dont il a acheté les effets dont il se prétend propriétaire, et de produire les factures attestant les ventes et les titres à la propriété de ces effets. Cette obligation ne s'étend pas aux effets qu'une opposante aurait achetés avant son mariage.—C.S., 1898. *St-Pierre vs Towle*, 1 R.P., 243; 12 R.J.O., 310; MATHIEU, J.

115. The plaintiff, in an action for defamation, may be ordered to give particulars of the alleged slanders, showing in what places they were spoken, and to whom, and the dates and circumstances.—C.S., 1898. *Irvine vs McCrimmon*, 13 R.J.O., 71; MATHIEU, J.

116. Une partie ne peut être tenue de donner le nom des personnes devant qui les paroles diffamatoires dont elle se plaint, auraient été prononcées, si les détails donnés sont assez précis pour permettre à l'autre partie de se défendre sans connaître ces noms. Elle n'est pas, non plus, tenue de donner le nom d'une femme dont le défendeur aurait parlé dans la conversation dont elle se plaint par son action. Tous les actes diffamatoires dont on se plaint doivent être spécialisés, et une allégation générale de faits diffamatoires sera retranchée.—C.A., 1898. *Martineau & Lussier*, 1 R.P., 362.
117. Le défaut d'allégation de la date à laquelle les injures auraient été proférées est matière à exception à la forme et non à défense en droit.—C.S., 1898. *Dussault vs Gervais*, 1 R.P., 439; *BOURGEOIS*, J.
118. Dans une action en dommages où une certaine somme est réclamée pour affaiblissement, altération de la santé, difficulté de gagner sa vie à l'avenir et soins médicaux, il n'est pas nécessaire de donner en détail le montant des dommages soufferts pour chacune de ces raisons. Il y a lieu à donner en détail le montant des dommages soufferts pour perte de temps, mais non lorsque le demandeur est un employé du défendeur qui est ainsi parfaitement à même d'apprécier les dommages ainsi soufferts.—C.S., 1898. *Picard vs The Dominion Cotton Mills Co.*, 1 R.P., 215; *MATHIEU*, J.
119. In an action of damages by one company against another for slanders, defamatory and injurious statements, alleged to have been made by the employees of the defendant company, concerning the plaintiff company, on a motion for particulars the plaintiff company will be ordered to furnish, within a certain delay, particulars of each of the defamatory statements mentioned in their demand, including, as much as possible, allegations as to the time and place of each thereof, and the names and descriptions of persons by and to whom each thereof is alleged to have been made, or, at least, including the circumstances when these defamatory statements were made if the aforesaid details cannot be given.—C.S., 1898. *The Royal Electric Co. vs The Citizen's Light and Power Co.*, 1 R.P., 246; *MATHIEU*, J.
120. Un allégué disant : " Que par suite de la mort de son fils, le demandeur souffre des dommages pour un montant considérable qu'il veut bien réduire à \$1,000, dont \$60, pour frais funéraires," est suffisamment particularisé.—C.S., 1898. *Bondrian vs Meltrmm*, 1 R.P., 329; *MATHIEU*, J.
121. Dans une action en dommages intentée par un locataire par laquelle il réclame du locateur une certaine somme pour altération de sa santé et des membres de sa famille, pertes d'argent par le départ de pensionnaires et de voyageurs, privation de la cave de l'hôtel loué, il n'y a pas lieu à

donner des détails sur le montant des dommages subis de chacun de ces chefs.—C.S., 1898. *Caron vs Forest*, 1 R.P., 308; *MATHIEU*, J.

122. Des moyens à l'encontre d'un bref de *quo warranto* contre un commissaire d'école, alléguant que la requête a été présentée tardivement, qu'elle n'est pas suffisamment libellée, qu'elle n'a pas été régulièrement signifiée, que le requérant n'a pas donné le cautionnement voulu par la loi, doivent être opposés par exception à la forme, et le défaut de juridiction de la cour pour prendre connaissance de la requête doit être soulevé par exception déclinatoire.—C.S., 1898. *Joyce vs Hart*, 14 R. J. O., 190; *LANGELIER*, J.

123. On doit soulever l'insuffisance des allégations de la contestation du bilan par exception à la forme et non pas par inscription en droit.—C.S., 1898. *In re Sanft vs Radford*, 14 R.J.O., 450; 1 R.P., 373; *MATHIEU*, J.

DIVERS.

124. Une exception à la forme qui n'est pas proposée par voie de motion et accompagnée d'un avis du jour de sa présentation, est de nul effet.—C.S., 1897. *Poirier vs D'Irby*, 1 R.P., 41; *MATHIEU*, J.

125. V. dans le même sens, art. 164, n. 25.

126. Une motion pour faire rejeter certains paragraphes d'une exception à la forme sera rejetée comme inutile, le rejet des paragraphes pouvant être demandé lors de l'audition sur le rejet de l'exception.—C.S., 1898. *Fortier vs Lemieux & al.*, 1 R.P., 483; *ANDREWS*, J.

127. Il n'est pas nécessaire de répondre en droit à une exception à la forme, et une telle réponse (basée sur le défaut d'alléguer préjudice) sera renvoyée avec dépens.—C.S., 1898. *Tellier vs The Canada Liquor Co.*, 1 R.P., 318; *LORANGER*, J.

128. Une partie ne peut sur motion faire rejeter une pièce de procédure qui ne paraît pas pouvoir lui porter préjudice, tel que, dans l'espèce, une exception à jugement.—C.S., 1898. *Poitras vs Aubry*, 4 R.L.U.S., 324; *MATHIEU*, J.

129. An exception to the form will be dismissed with costs if the irregularities complained of do not cause any prejudice, and that even if the plaintiff has recognized the irregularities by asking to make amendments to his writ and declaration.—C.S., 1898. *Evans vs O'Neil*, 1 R.P., 213; 4 R.L.U.S., 320; *MATHIEU*, J.

130. La défense demandant le rejet d'une requête civile parce qu'elle aurait été présentée après les six mois mentionnés à l'article 1178 C.P., est un plaidoyer de prescription qui doit être opposé au mérite, et non par exception à la forme.—C.S., 1897. *Durocher vs Durocher*, 3 R.L.U.S., 460; *ARCHIBALD*, J.

131. The non-joinder of the defendant

in a suit is a ground of dilatory exception and not of an exception to the form.—An action brought by a wife, who alleges that she is authorized to that effect by her husband, the non-joinder of the husband as a party to the suit is not a ground of exception to the form if the authorization is admitted.—C.S., 1808. *Chalmers vs North West Shoe Co.*, 1 R.P., 250; MATHIEU, J.

132. Irregularity and insufficiency of an account rendered by a tutor cannot be raised by exception to the form.—C.A., 1808. *Evans vs Wilson*, 1 R.P., 180.

133. Le défaut d'avis d'action lorsqu'il

175. Les irrégularités dans le bref, la déclaration ou la signification, causant un préjudice, n'emportent nullité que dans les cas où il n'y est pas remédié.—*Nouveau*.

176. Les irrégularités dans le bref, la déclaration ou la signification sont couvertes par la comparution du défendeur et son défaut de les invoquer dans les délais fixés.—C.P.C., 119, amendé.

1. V. *Whyte vs Lynch*, art. 170, n. 17.

2. Il est nécessaire qu'un bref d'assignation accompagne la déclaration, nonobstant la comparution du défendeur, pour que la cour ait juridiction.—C.S., 1850. *Taylor vs Sénécal*, 3 J., 50; 7 R.J.R., 358; DAV, J.

3. An exception à la forme cannot be received after a motion for particulars. Every motion is an act of submission to the jurisdiction of the court and consequently a waiver of all objections to the form of the summons and service, and a motion for particulars admits the sufficiency of the declaration.—C.B.R., 1810. *Monroe & Bell vs Laliberté*, 3 R. de L., 71; 2 R.J.R., 270.

§ 5.—EXCEPTION DILATOIRE.

177. La partie défenderesse peut, par exception dilatoire, arrêter la poursuite de la demande :

1. Si les délais auxquels elle a droit pour faire inventaire et délibérer, comme héritière, légataire ou commune en biens, ne sont pas expirés ;

2. Si le défendeur a droit d'exiger du demandeur des cautions ou l'exécution de quelque obligation préjudicielle ;

est requis, doit se plaider par exception à la forme et dans les délais fixés pour la production des exceptions préliminaires et non par une défense au fond.—C.S., 1808. *Kelly vs The Montreal Street Ry. Co.*, 13 R.J.O., 385; BÉLANGER, J.

134. L'avis d'action en dommage contre un officier public pour un acte illégal doit exposer les causes de l'action en disant en quoi le fait reproché est illégal, sans quoi une telle action sera renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1808. *McConnell vs Champagne*, 1 R.P., 416; LAVERGNE, J.

175. Irregularities in the writ or service or in the declaration, which cause a prejudice, entail nullity only when they are not remedied.—*New*.

176. Irregularities in the writ or service or in the declaration are waived by the appearance of the defendant and his failure to take advantage of them within the delays prescribed.—C.C.P., 119, amended.

Dans ce sens :—C.S., 1808. *Wright vs Thayer*, art. 174, n. 100.

4. L'art. 119 C.P., (176 n. c.), ne s'applique qu'aux nullités relatives et non aux nullités absolues, et partant, le défaut de plaider dans les délais qu'une corporation demande-resse ne poursuit pas sous le nom que lui donne la loi, ne couvre pas cette nullité.—C.M., 1875. *La Corporation de Ste-Marguerite vs Migneron*, 29 J., 227; DE MONTIGNY, M.

5. Le fait de faire des offres, après que le défendeur a plaidé par exception à la forme, comporte de la part de ce dernier renouciation à cette exception, si les offres sont acceptées.—C.C., 1887. *Fraser vs Nicholson*, 10 L.N., 50; GILL, J.

§ 5.—DILATORY EXCEPTIONS.

177. The defendant may stay the suit by dilatory exception :

1. If the delays to which he is entitled for the purpose of making an inventory and deliberating, whether as heir or legatee, or in the case of community of property, are not expired ;

2. If the defendant has a right to demand security from the plaintiff, or the execution of some precedent obligation ;

3. Si le demandeur enfreint la règle que les parties doivent rester avec les mêmes avantages jusqu'à ce que la justice en ait autrement ordonné ;

4. Si le défendeur a droit d'exercer un recours en garantie contre un tiers ;

5. Lorsque le défendeur a droit de demander la discussion des biens du débiteur principal ou originaire ;

6. Si le demandeur a cumulé dans sa demande plusieurs recours incompatibles ou contradictoires, ou qui ne tendent pas à des condamnations de même nature, ou dont le cumul est défendu par quelque disposition expresse, ou qui sont sujets à des modes d'instruction différents ; et dans ces cas le défendeur ne peut être tenu d'y répondre avant que le demandeur ait fait option ;

7. Si le demandeur ne réside pas dans la province, et qu'il ne soit pas produit une procuration de sa part ;

8. Si, dans le cas de dette ou de droit indivisible, toutes les parties intéressées et dont la présence est nécessaire ne sont pas en cause.—C. P. C., 120.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action réelle	27 à 30
Assurance	19
Billet promissoire	21 à 24
Cautionnement pour frais	8, 10, 36
Cessionnaire	35
Co-défendeurs	59, 55, 57, 58, 61, 62, 73
Co-demandeurs	49, 51 à 54, 56, 59, 73
Cohéritiers	53, 56, 57
Copropriétaires	51
Corporation étrangère	48
Corporation municipale	30
Cumul	38, 40
Débiteur solidaire	26, 31
Détenteur précaire	29
Discussion	32 à 36
Endosseur	21, 22, 23, 69
Exécuteur	17, 43, 50
Faiseur	24, 69
Fermier	27
Frais d'une première action	4 à 12, 65, 66
Garantie	21 à 31, 60
Hypothèque	16
Inventaire	17
Locataire	27, 28
Motion pour rejet d'une exception	

3. If the plaintiff contravenes the rule that the parties must remain in their respective positions until these are changed by judicial authority ;

4. If the defendant has a right to exercise a recourse in warranty against a third party ;

5. If the defendant has a right to demand the discussion of the principal or original debtor ;

6. If the plaintiff has joined in his action several claims which are incompatible or contradictory, or which do not seek condemnations of a like nature, or the joinder of which is prohibited by some express provision, or which are susceptible of different modes of trial ; and in such cases the defendant cannot be bound to answer the action until the plaintiff has declared his option ;

7. If the plaintiff does not reside in the Province, and a power of attorney from him is not produced ;

8. If, in the case of an indivisible right or claim, all the parties interested and whose presence is necessary, are not made parties to the suit.—C. C. P., 120.

Nu-propriétaire	57, 53
Obligation préjudicielle	14 à 17
Partage	49, 53, 54, 61
Poursuite criminelle	19
Prête-nom	25
Procuration	13, 41 à 48, 72
Reddition de compte	15
Résolution de vente	55
Saisie-arrêt	20
Sociétaires	49
Tiers détenteur	67
Titre adiré	63, 64

1. V. 1 PIGEAU, 166, 170, 173, 179, 188, 197, 209.—POTHIER, *Proc. civ.*, 28, 29.—Ord. 1667, tit. 8, art. 1, 2 ; tit. 9, art. 2.—C. P. C., 174.—C. P. L., 152, 322.—*Statut Imp.* 15 et 16 Vic. ch. 75, s. 34.

2. Le mérite d'une exception dilatoire ne peut être décidée sur motion faite pour renvoyer cette exception et contenant une négation des allégations de l'exception.—C. S., 1881. *La Banque de l'Amérique Britannique du Nord vs Whelan*, 12 R. L., 626 ; MATHIEU, J. § 1.

3. Dès le lendemain de la mort du testa-

teur, son créancier a le droit d'assigner le légataire universel. Le légataire universel a l'exception dilatoire pour arrêter l'action pendant les délais pour faire inventaire et délibérer.—Si le légataire universel accepte ensuite, sous bénéfice d'inventaire, l'action est continuée contre lui en cette nouvelle qualité.— Dans l'espèce, les demandeurs n'ayant pas contesté l'exception dilatoire, les frais de cette exception sont mis à la charge de la succession.—C.S., 1892. *Mussé vs Lainé*, 2 R.J.O., 269; CIMON, J.

§ 2.

4. Non payment of costs in former action cannot be the subject of an exception dilatoire or péremptoire.—C.B.R., 1817. *Robichand vs Fraser*, 3 R. de L., 71; 2 R.J.R., XI, 309.

5. Costs due on a former action and unpaid cannot be pleaded by exception, but a motion to stay proceedings will be allowed if it appears that the former action was for the same cause, and was heard upon the merits.—C.B.R., 1821. *Chartier vs McLeish*, 3 R. de L., 70; 2 R.J.R., 269.

6. Une motion pour suspendre la procédure, parce que le demandeur a fait défaut de payer les frais d'une première action qu'il a retirée, sera pas accordée.—Une pareille objection, étant une fin de non recevoir, doit être présenté par un plakoyer à l'action.—C.C., 1864. *Lambert vs Bergeron*, 14 L.C.R., 414; 13 R.J.R., 163; STUART, J.

7. Les procédures d'un demandeur, dans une action, ne seront pas suspendues sur motion du défendeur, parce que le demandeur n'avait pas payé les frais d'une action précédente, pour les mêmes causes, et qui aurait été déboutée avec dépens.—C.S., 1886. *Vallée vs Leroux*, 14 R.L., 597; MATHIEU, J.

8. Where an action brought by a foreign plaintiff has been dismissed in consequence of security for costs not having been given within the delay fixed, and a second action is afterwards brought by the same plaintiff for the same cause, the proceedings in the latter action will be ordered to be suspended until the costs of the former are paid.—C.S., 1867. *Dunlop vs Jones*, 11 J., 316; 17 R.J.R., 194; BERTHELOT, J.

9. Un défendeur qui a obtenu congé défaut d'une demande, avec dépens, peut, par une requête, dans une nouvelle poursuite pour les mêmes causes, demander à être dispensé de plaider, avant qu'il ne soit remboursé de ses frais sur la première demande.—C.C., 1871. *Moisan vs Bourgeois*, 11 R.L., 120; LORANGER, J.

V. *infra*, n. 65.

10. Celui qui a été débouté d'une demande ou d'une procédure, ou qui s'en est désisté, peut la recommencer avant d'avoir payé les frais de la première, et sa seconde demande ou procédure ne sera pas renvoyée pour cela, mais la partie adverse pourra, sur motion à cet effet, arrêter les procédés jusqu'à ce

le demandeur ait payé les frais de la première demande ou procédure, ou faire renvoyer la seconde demande ou procédure, si les frais de la première ne sont pas payés dans un délai fixé par la cour.—C.S., 1869. *Gaudette vs Laliberté*, 1 R.L., 747; 20 R.J.R., 481; POLETT.

11. L'acte que le désistant ne peut recommencer avant d'avoir payé les frais sur la procédure abandonnée, n'est pas un moyen dilatoire, mais péremptoire; en cas de non paiement de ces frais, la partie adverse peut demander non seulement la suspension de la seconde procédure, mais sa nullité et son renvoi.—C.R., 1886. *Lebouthillier vs Carpenter*, 9 R.J.O., 530; ROUTHIER, CARON & LARUE, JJ.

V. dans ce sens.—C.R., 1879. *Bell vs Riccaby*, 5 Q.L.R., 223; STUART, CASAULT & CARON, JJ.

V. aussi, sur cette question, art. 278, n. 2 et s.

12. The non payment of costs due upon the discontinuance of a previous action is a bar, if pleaded, to the renewal of a similar action between the same parties. Hence, a peremptory exception, alleging the non payment of costs of a former action previous to the institution of a second action, is not demurrable. The defendant has the choice between the dilatory exception, as provided by art. 177, § 2, or the peremptory exception.—C.A., 1886. *The Montreal Street Ry. & Atley*, 5 R.J.O., 179.

V. art. 173, n. 13 et 14.

13. Si le demandeur ne fournit pas caution et ne produit pas une procuration, le défendeur peut, par exception dilatoire, demander que tous les procédés sur l'instance soient suspendus jusqu'à ce que telles caution et procuration aient été fournies au désir de la loi.—C.C., 1873. *Calvin vs Bertrand*, 17 J., 226; BEAUDRY, J.

14. An employer sued for a balance of salary by a clerk who has received monies for him and has not accounted for them, may stay the suit by dilatory exception until such account is furnished.—C.C., 1867. *Thompson vs Bourget*, 17 L.C.R., 269; TASCHEPPEAU, J.

15. In an action for payment of the price of a land, the fulfilment of the condition by which the vendor undertook to furnish to the purchaser, within one year, the Letters Patent from the Crown, is a "precedent obligation," under art. 120 C.P.C. (177 n. c.), which can be pleaded by dilatory exception.—C.C., 1878. *Boucharid vs Thivierge*, 4 Q.L.R., 152; PLAMONDON, J.

16. Un défendeur poursuivi pour le prix de vente d'un immeuble ne peut plaider par une exception péremptoire que cet immeuble est grevé d'hypothèque et demander à en retenir le prix jusqu'à ce qu'il soit purgé; il doit le faire par une exception dilatoire.—C.C., 1873. *Grammont vs Lemire*, 5 R.L., 67; SANBORN, J.

Dans le même sens :—C.S., 1874. *Wainright vs Le Maire*, etc., de Sorel, 5 R.L., 608 ; ROUTHIER, J.

17. L'obligation de l'exécuteur testamentaire de faire inventaire ne constitue qu'une obligation préjudiciable et le défaut du demandeur de l'avoir remplie ne pourrait être plaidée que par exception dilatoire.—C.S., 1803. *Henderson vs Campbell*, 4 R.J.O., 4 ; MATHIEU, J.

18. V. *Chisholm vs Gallery et Morin vs La Banque Jacques-Cartier*, art. 877, n. 3 et 4, rel. à l'autorisation requise de la part d'un curateur pour intenter une action.

§ 3.

19. Dans une action portée sur une police d'assurance, une exception dilatoire, par laquelle il est allégué qu'un grand jury a fait rapport de *true bill* contre le demandeur sur accusation d'avoir mis le feu à une maison, dans le but de frauder les défendeurs, et que partant toutes procédures dans la cause doivent être suspendues, jusqu'à ce que le demandeur ait subi son procès sur l'accusation, doit être renvoyée, et le fait d'une pareille accusation contre le demandeur ne peut suspendre la procédure dans une action contre les défendeurs.—C.S., 1857. *Maguire vs The Liverpool & London Fire & Life Insurance Co.*, 7 L.C.R., 343 ; 5 R.J.R., 270 ; MEREDITH, MORIN & BADGLEY, JJ.

20. Where the defendant is sued for moneys attached in his hands, he can by a dilatory exception ask that all proceedings be stayed until a decision is arrived at on the attachment.—C.S., 1880. *O'Halloran vs Barlow*, 3 L.N., 171 ; TORRANCE, J.

§ 4.

21. L'endosseur d'un billet promissoire, qui est poursuivi pour le paiement de ce billet, peut produire une exception dilatoire demandant à ce qu'il lui soit permis d'appeler en garantie l'endosseur de ce billet.—C.C., 1874. *Beaulieu vs Demers*, 5 R.L., 244 ; ROUTHIER, J.

22. L'endosseur d'un billet promissoire poursuivi conjointement et solidairement avec le faiseur, ne peut opposer à l'action une exception dilatoire demandant qu'il ne soit tenu de plaider qu'après que le faiseur aura été par lui assigné en garantie et mis en demeure de plaider à l'action.—C.S., 1885. *Durocher vs Lapalme*, 1 M.L.R., 494 ; TASCHEREAU, J.

23. Le porteur d'un billet promissoire qui poursuit un endosseur de ce billet pour en recouvrer le montant n'est pas tenu de désigner les faiseurs et endosseurs antérieurs au défendeur, autrement que par leur signature telle qu'apposée sur le billet. Le défendeur endosseur ne peut demander, par exception dilatoire, que les procédés soient suspendus jusqu'à ce que le demandeur ait donné la désignation complète des faiseurs et endosseurs antérieurs sur que le défendeur puisse les appeler en garantie ; c'est au défendeur

de s'enquérir de telle désignation.—C.S., 1884. *Arpin vs Carreau*, 13 R.L., 270 ; CHAGNON, J.

24. The maker of a promissory note cannot by dilatory exception stay the suit of the holder in order to call in the payee in guarantee.—C.S., 1886. *Block vs Lawrence*, 2 M.L.R., 279 ; JETTÉ, J.—C.S., 1892. *Molsons Bank vs Charlebois*, 2 R.J.O., 280 ; DAVIDSON, J.—C.S., 1897. *La Banque de Québec vs Ford*, 1 R.P., 14 ; MATHIEU, J.

V. *infra*, n. 60.

25. Lorsqu'il appert au dossier que le demandeur a cédé ses droits et n'est que le prête-nom du cessionnaire, le défendeur pourra, sur motion, faire suspendre tous les procédés jusqu'à ce que le cessionnaire, véritable demandeur, ait été mis en cause.—C.S., 1885. *Bondy vs Valois*, 1 M.L.R., 235 ; DOHERTY, J.

26. Le débiteur solidaire à l'exception dilatoire de garantie pour appeler son co-débiteur.—C.C., 1891. *Demers vs Harvey*, 5 R.J.O., 1 ; ROUTHIER, J.

27. Le locataire ou fermier, contre lequel une action réelle est prise, peut, en dénonçant son bailleur, être mis hors de cause, sans appeler au préalable celui-ci.—C.S., 1882. *Demers vs Samson*, 8 Q.L.R., 345 ; CA-SAULT, J.

28. The indication by the tenant of the name of his lessor should be by dilatory plea, and not by a peremptory exception.—C.R., 1883. *Dupuis vs Bouvier*, 7 L.N., 92 ; TORRANCE, RAINVILLE & MATHIEU, JJ.

Dans le même sens :—C.B.R., 1817. *Clément vs Hamel*, 3 R. de L., 71 ; 2 R.J.R., 123.

29. Un détenteur précaire poursuivi en revendication d'un immeuble doit dénoncer le nom de celui au nom de qui il détient par un plaidoyer préliminaire et non par un plaidoyer au mérite.—C.S., 1876. *Lacour vs Cauchon*, 6 Q.L.R., 13 ; MEREDITH, J.

Dans le même sens :—C.R., 1882. *Lesage vs Frud'homme*, 26 J., 213 ; MACKAY, PAPI-NEAU & JETTÉ, J., citée sous art. 1066, n. 10.

30. A municipal corporation may be called in *en garantie* by a proprietor whose land has been sold for taxes not due.—C.A., 1874. *Wurtle & Corp. of Grantham*, R., 157.

31. Sur une poursuite dirigée par un créancier d'une banque contre cette banque et ses directeurs, comme responsables conjointement et solidairement avec elle, un des directeurs ne peut arrêter la poursuite du demandeur par une exception dilatoire, alléguant qu'il n'a accepté sa charge que sur le rapport des auditeurs de la banque et demandant que les procédures sur l'action du demandeur soient suspendues jusqu'à ce qu'il ait appelé les dits auditeurs en garantie, la dite action en garantie ne découlant pas de la même source que l'action principale ; celle-ci prenant naissance dans un *quasi contrat* en vertu duquel ou conclut à la responsabilité des directeurs, l'autre dans un *quasi délit*

par suite duquel les auditeurs seraient responsables de leur rapport.—C.S., 1865. *Darling vs La Banque du Peuple & al*, 8 R.J.O., 381; TELLIER, J.

§ 5.

32. An exception of discussion which fails to indicate the property to be discussed or to allege even the existence of property liable to discussion, and which also fails to contain an offer to defray the expense of discussion, and to be accompanied by the actual deposit of the necessary funds to that end, is bad in law and will be dismissed on demurrer.—C.S., 1866. *Anton vs Woods*, 11 J., 108; BERTHLOT, J.—C.B.R., 1821. *Gauthier vs Morisset*, 3 R. de L., 71.

33. Une exception dilatoire, fondée sur le bénéfice de discussion réclamé par une caution, doit être préalablement décidée avant les défenses au mérite, et la preuve doit être limitée aux faits y contenus.—C.B.R., 1842. *Cunningham vs Ferris*, 2 R. de L., 160; 2 R.J.R., 212.

34. A plea of exception de discussion must be urged by exception dilatoire, and not by exception péremptoire en droit temporaire.—C.S., 1860. *Noel vs Von Ester*, 5 J., 102; TASCHEREAU, J.—C.S., 1858. *Thorne vs McLennan*, 9 L.C.R., 403.

35. L'exception de discussion est une exception dilatoire, qui doit être produite dans les quatre jours du rapport de l'action, (maintenant trois), et indiquer les biens qui doivent être discutés, et être accompagnée d'une somme suffisante pour parvenir à cette discussion.—C.S., 1880. *La Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal vs Gaudes*, 19 R.L., 684; 6 M.L.R., 243; PAGNUELO, J.

36. A person who has become security for debt and costs on an appeal to the Court of Queen's Bench sitting in appeal, is a judicial surety, and is not entitled to demand the discussion of the principal debtor.—Where a surety has a right to demand the discussion of the principal debtor, he is bound, by dilatory exception, to indicate the property and tender the money necessary to obtain its discussion. It is not enough to state that he is able, and ready to do so.—C.R., 1863. *Riendeau vs Campbell*, 3 R.J.O., 363; JOHNSON, LORANGER & DAVIDSON, JJ.

§ 6.

37. V. autorités sous art. 87.

38. Un défendeur ne peut se prévaloir du cumul d'actions que par une exception dilatoire et non par une défense en droit.—C.S., 1874. *Méthot vs Perrin*, 5 R.L., 665; POLETTE, J.

39. V. *Wylie vs Taylor*, art. 191, n. 52.

40. Si le demandeur prend l'action à la fois possessoire, en dommages et en bornage, il lui sera ordonné, sur exception dilatoire, de faire option pour l'une de ces demandes.

—C.S., 1864. *Côté vs Langlois*, 1 R. de J., 25; LARUE, J.

§ 7.

41. Il n'est pas nécessaire que la procuration requise de l'absent et mentionnée en l'art. 170, § 7 du C.P.C., (177 n. c.), soit consentie en faveur du procureur *ad litem* du demandeur; au contraire il suffit qu'une telle procuration soit donnée à une personne quelconque autre qu'un procureur *ad litem*.—C.S., 1884. *Major vs Paris*, 28 J., 104; 7 L.N., 200; TORRANCE, J.

42. Une procuration autorisant le mandataire à opérer, par tous les moyens et voies de droit, le recouvrement de toute somme et créance appartenant au mandant, exercer toute action et faire toute poursuite et procédure judiciaire nécessaire, est suffisante aux termes de l'art. 177, § 7 C.P.C.—Une procuration est suffisante aux termes de cet article si elle constate une autorisation de faire la procédure dans laquelle elle est produite. Il n'est pas nécessaire que la procuration requise par cet article soit en faveur de l'avocat même, pourvu qu'elle autorise la procédure faite.—C.S., 1896. *LePrasant de Boisquilbert vs Fletcher*, 2 R. de J., 319; MATHIEU, J.

43. Un procureur *ad litem* qui intente au nom d'un absent une action en destitution d'une charge d'exécuteur testamentaire et de légataire en fidéicommis, est tenu, s'il en est requis, de produire une procuration l'autorisant à intenter spécialement cette action.—C.S., 1880. *Horsford vs Gule*, 4 M.L.R., 420; PAPINEAU, J.

44. A foreign plaintiff is not bound to give notice of the filing by him of the power authorizing his attorney *ad litem* to act for him, in order to save himself from costs of an exception dilatoire.—C.S., 1876. *The Bank of Commerce vs Papineau*, 20 J., 306; TORRANCE, J.

45. Aucune procuration n'est requise lorsque l'action commence par l'affidavit du demandeur.—C.S., 1879. *McLaren vs Hall*, 2 L.N., 178; RAINVILLE, J.

46. Un défendeur, qui a laissé la province, et qui inscrit en revision d'un jugement rendu contre lui, n'est pas tenu de fournir la procuration exigée par le § 7 de cet article.—C.R., 1891. *Leblanc vs Fortin*, 20 R.L., 691; MATHIEU, WURTELE & TELLIER, JJ.

47. Le délai pour produire l'exception dilatoire, basé sur le fait que le demandeur, qui réside hors la province, n'a pas produit une procuration de sa part, ne compte que du jour où le cautionnement a été fourni.—C.C., 1880. *Mitchell vs Flanagan*, 6 Q.L.R., 295; CARON, J.

48. Les corporations ou compagnies qui ont un bureau dans la province, n'y ont pas de résidence, et doivent, lorsqu'elles y portent, intentent ou poursuivent des actions, produire la procuration requise par cet ar-

ticle.—C.S., 1882. *The Singer Mfg. Co. vs Beaucage*, 8 Q.L.R., 354, CASAU, J.
V. *supra*, n. 13.

§ 8.

49. Co-partners, parties to a contract, must be co-plaintiffs.—C.B.R., 1811. *Morough vs Huot*, 2 R. de L., 207; 2 R.J.R., 48.

50. All joint executors, who have acted, must, in an action of account against them, be made parties to the suit.—C.B.R., 1812. *Dame vs Grey*, 1 R. de L., 345; 2 R.J.R., 48.

51. In an action *in rem*, all joint owners must be joint plaintiffs.—C.B.R., 1818. *Bellet vs Allison*, 1 R. de L., 345; 3 R. de L., 305; 2 R.J.R., 48.

52. If the legal interest of several persons, who are parties to a contract, be joint, they must join in an action which in form is *ex contractu*.—C.B.R., 1811. *McLeish vs Lees*, 2 R. de L., 125; 2 R.J.R., 50.

53. In an action *en partage d'héritité*, all the co-heirs must be parties to the writ as plaintiffs or as defendants.—C.B.R., 1816. *Lavendière vs Lavendière*, 1 R. de L., 345; 2 R.J.R., 50.

54. An action *en délivrance de donaire contumier* is an action of *partage*, and all the co-heirs must therefore be parties to the suit.—C.B.R., 1817. *Turcot vs Drouin*, 1 R. de L., 503; 2 R.J.R., 122.

55. La résolution d'un acte ne peut être poursuivie sans mettre en cause toutes les parties à cet acte.—C.S., 1858. *Martin vs Martin*, 3 J., 307; 8 R.J.R., 16; BERTHELOT, J.

56. If it be pleaded by exception that there are other heirs, such plea must name them, indicate their place of residence and state them to be alive.—C.B.R., 1810. *Fugé vs Carpentier*, 3 R. de L., 305; 2 R.J.R., 269 et 310.

57. To an action against several heirs, it is not a valid objection that all of them were not originally made defendants, if, in the progress of the suit, they have been made parties, by an interlocutory judgment of the court.—C.B.R., 1830. *Viger vs Pothier*, S. R., 304; 1 R.J.R., 319.

58. A woman *communie en biens* with her late husband, and *légataire universelle en usufruit*, may bring an action against the partner of her late husband for an account of the partnership, without calling in the *nu-propriétaire*.—C.A., 1878. *Gingras & Diguau*, R., 10.

59. Lorsque toutes les parties qui doivent être en cause, n'y sont pas, le défendeur ne peut s'en prévaloir par exception à la forme, mais par exception dilatoire.—C.S., 1890. *Stewart vs The Molson's Bank*, 6 M.L.R., 324; MATHIEU, J.

60. V. *infra*, *Chalmers vs The North West Shoe Co.*, n. 73.

61. Le fait que, dans une action en partage, toutes les parties intéressées n'ont pas été mises en cause, ne donne pas lieu à une exception à la forme, mais à une exception dilatoire.—C.S., 1887. *Montchamp vs Montchamp*, 3 M.L.R., 98; GILL, J.

62. Le fait que des intéressés ne sont pas en cause n'est pas une raison de renvoyer une action, mais le défendeur peut arrêter la poursuite par une exception dilatoire dans les cas prévus à l'art. 120 § 8 du C.P.C. (177 § 8 n.c.) ou la cour peut elle-même ordonner leur mise en cause.—Sur une demande en nullité de testament, il n'est pas nécessaire de mettre en cause les légataires particuliers.—C.A., 1894. *Currie & Currie*, 3 R.J.O. 522.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

§ 2.

63. Le débiteur d'un billet adiré, mais non prescrit, ne peut exiger un cautionnement que lorsque le créancier en fait le recouvrement judiciaire. Cette demande de cautionnement doit être faite par voie d'exception dilatoire, suivant l'article 177 C.P.C.—C.S., 1898. *Brown vs Barden*, 13 R.J.O., 151; 1 R.P., 109; LEMIRUX, J.

64. Dans le cas où un demandeur poursuit sur un compte après avoir fait traite sur le défendeur pour le montant, et que cette traite a été acceptée et est négociable, le demandeur doit au préalable remettre cette traite ou fournir caution au défendeur qu'il ne sera pas inquiété pour le paiement, faute de quoi il sera condamné à payer les frais d'action.—C.C., 1897. *Victoria Granite Co. vs Lacroix*, 1 R.P., 104; BOURGEOIS, J.

65. Le paiement préalable des frais ne peut être exigé que dans le cas de procédures qu'une partie reconomme après s'en être désistée, non pas si ces procédures antérieures ont été rejetées par un jugement de la cour. Dans l'espèce une motion demandant le paiement préalable des frais d'une action entre les mêmes parties, relativement au même objet, et qui avait été renvoyée par la cour, alléguant insolvabilité de la demanderesse, sera renvoyée.—C.S., 1897. *LeFrancois vs la Cité de Québec*, 1 R.P., 175; CARON, J.

V. *supra*, *Robichand vs Fraser*, n. 4 et s.

66. Une personne peut poursuivre de nouveau sans payer les frais d'un congé défaut. Dans ce cas le seul droit du défendeur est de demander la suspension des procédés par exception dilatoire.—C.S., 1898. *Desbien vs Sénécal*, 4 R.L. n. s., 416; GAGNÉ, J.

67. Le tiers-détenteur poursuivi hypothécairement peut invoquer par plaidoyer au mérite aussi bien que par exception dilatoire les moyens que fournit l'art. 2072 C.C., et ce, sans faire le dépôt ni observer le délai requis pour les exceptions préliminaires.—C.S., 1898. *Ritchie vs Girard*, 1 R.P., 421; GAGNÉ, J.

68. V. art. 179, n. 39 et s.

§ 4.

69. Le faiseur d'un billet promissoire ne peut arrêter par exception dilatoire, l'action du porteur, afin d'appeler l'endosseur en garantie.—C. S., 1897. *La Banque de Québec vs Ford*, 1 R.P., 14; MATHIEU, J.—Suivant C. S., 1885. *Durocher vs Lapalme*, 1 M.L.R., 494; TASCHEREAU, J.—C.S., 1886. *Block vs Lawrence*, 2 M.L.R., 279; JETTE, J.—C.S., 1892. *Molsons Bank vs Charlebois*, 2 R.J.O., 286; DAVIDSON, J.

Contra :—C.S., 1874. *Beaulien vs Demers*, 5 R.L., 244; ROUThIER, J.

V. *supra*, n. 21 à 24.

§ 6.

70. Lorsque le demandeur allègue que le défendeur est responsable du paiement d'un compte parce qu'il faisait affaire seul sous le nom de deux autres personnes, et que dans une autre allégation il allègue que le défendeur était en société avec ces deux personnes, il n'y a pas incompatibilité et cumul donnant droit à une exception dilatoire sous le paragraphe 6 de l'article 177 C.P.—C.S., 1898. *L'Espérance vs Bourassa*, 4 R. L. n.s., 305; MATHIEU, J.

178. Si l'exception dilatoire est fondée sur délai légal pour faire inventaire et délibérer, les délais pour répondre à la demande, et même pour plaider les autres moyens préliminaires, ne courent contre le défendeur qu'à compter de l'expiration du temps qui lui est accordé pour faire cet inventaire et délibérer.—C.P.C., 121.

1. Ord. 1067, tit. 8, art. 3.

179. Tout individu ne résidant pas dans la province qui y porte, intente ou poursuit une action, une instance ou un procès, est tenu de fournir à son adversaire, qu'il soit ou non sujet de Sa Majesté, caution pour la sûreté des frais qui peuvent résulter de ses procédures.—*Nouveau*; C.C., 29.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Absence temporaire	97 à m
Caution	11 à 16, 41
Co-demandeurs	8dd à gg, 90, p, 15, 22
Contestant	8k à n, q, 9c, i
Contrainte par corps	8s, 9c, 32
Corporation	8y à cc, 9n
Curateur à l'absent	9b
Décès de la caution	9b
Défendeur	23
Demande <i>in forma pauperis</i>	8u
Demandeur	8t
	80, p, s, t, v, 9d, f, j à m

71. Un créancier qui demande, par requête, la nullité d'un décret, d'une ventilation et d'un jugement de distribution dans la même cause, ne peut être tenu d'opter entre ces trois procédures, les trois demandes pouvant se cumuler.—C.S., 1898. *Consineau vs L'Espérance*, 1 R.P., 432; MATHIEU, J.

§ 7.

72. La procuration donnée à une société légale ou à un ou deux de ses membres pris séparément, reste suffisante après que certains membres de cette société se sont retirés et ont été remplacés par d'autres.—C.S., 1897. *Budd vs St-Jean*, 1 R.P., 10; MATHIEU, J.

§ 8.

73. L'absence dans une cause d'une personne qui devrait y être partie ne doit pas être plaidée par exception à la forme, mais par exception dilatoire.—C.S., 1898. *Chalmers vs The Shoe Wire Grip Co.*, 4 R.L. n.s., 397; MATHIEU, J.—C.S., 1898. *Chalmers vs The North West Shoe Co.*, 1 R.P., 250; MATHIEU, J.

V. *supra*, *Stewart vs Motson's Bank*, n. 59.

178. If the dilatory exception is founded upon the legal delay for making an inventory and deliberating, the delays for pleading to the action and even for setting up preliminary exceptions do not begin to run against the defendant until after the time allowed him to make such inventory and to deliberate.—C. C. P., 121.

179. Any person not resident in the Province who brings or institutes any action, suit or proceeding in its courts, is bound to give to the opposite party, whether a subject of Her Majesty or not, security for the costs which may be incurred in consequence of such proceeding.—*New*; C.C., 29.

Demandeur incident	8c
Dépôt accompagnant motion	37, 39, 49
Dépôt en argent	17 à 21
Effet du cautionnement	10, 24
Etranger ayant domicile ici	8v
Exécuteur	97
Femme	14, 34, 35
Frais de la demande de cautionnement	25, 42, 43, 44
Injonction	8u
Intervenant	8d, 26, 27
Mari	8a, b
Mis en cause	31

Motion	25, 37 à 40, 42, 43, 44
Officier	9a
Opposant	8e à 8, 9a, 41
Opposition à jugement	9f
Prête-nom	9e
Qualité requise de la caution	11, 13
Reprise d'instance	32
Requête civile	82
Retour de l'absent	41
Saisie-arrêt	28 à 31
Syndic d'une Cie. étrangère	89
Vacance	38
Waiter sur un char	36

1. S.R.B.C., c. 83, s. 68.—2 *Pand. Franç.*, 143.—*POTHIER, Des personnes*, 577.—C.N., 16.—2 *FAVARD, Rép.*, 2^o *Exceptions*, § 1, n. 2.—1 *BOILEUX, sur art.* 16 C.N.—1 *LAURENT*, 438.—1 *AUBRY ET RAU*, 182, 287.

2. Cet article remplace l'art. 29 du code civil qui a été abrogé.

3. Lorsque l'intervention est agressive, c'est-à-dire lorsque l'intervenant se joint à l'instance dans son intérêt personnel, et dans le cas d'une intervention conservatoire, lorsqu'il vient soutenir la demande de l'une des parties, il est mis sur la même ligne que le demandeur principal et il est astreint de fournir la caution *judicatum solvi*. Mais quand l'intervenant prend le parti du défendeur, il ne doit pas la caution parce qu'il est considéré en ce cas comme défendeur.—*BOURBEAU*, t. 1, p. 134.—*HELVINCOURT*, t. 1, p. 16, n. 4.—*ROUSSEAU ET LAISNEZ*, 2^o *Intervention*.

4. L'intervenant peut exiger caution de l'étranger demandeur, s'il intervient pour le défendeur, par exemple, comme étant lui-même caution pour ce dernier; mais il ne peut exiger la caution qu'après que son intervention a été admise par les parties, ou par le juge, lorsqu'elle a été contestée: jusqu'à cette admission, il n'est pas encore partie dans l'instance.—*BIOCHE, vbi. Judicatum solvi*, n. 24.—*PIGEAU, comm.*, t. 1, p., 374.

5. L'étranger intervenant est également tenu de fournir caution, mais seulement lorsqu'il intervient spontanément, et non lorsque son intervention est forcée par suite de sa mise en cause par l'une des parties.—*BIOCHE, vbi. Judicatum solvi*, n. 25.—*ROUSSEAU ET LAISNEZ, vbi. Caution Judicatum solvi*, n. 31.

6. L'étranger primitivement défendeur qui forme une demande reconventuelle, n'est pas tenu de donner caution pour le paiement des frais que ce débat nouveau pourra susciter.—1 *BOITARD*, 336.

Le défendeur est présumé renoncer à ce cautionnement s'il ne le demande pas avant toute défense.—*Ibid.*

7. Ne sont pas exceptés de la caution *judicatum solvi*: Les souverains étrangers, ambassadeurs et autres personnes jouissant du privilège d'exterritorialité.—*GARSONNET*, t. 2, p. 388, note 12 et aut. citées.

8. Sont tenus de donner cautionnement pour frais:
Are bound to give security for costs:

a. A seaman, not resident in the province.—C.B.R., 1800. *Hardsman vs Harrowsmith*, 3 R. de L., 347.

b. Le maître d'un vaisseau étranger qui a son domicile hors de la province, mais qui est temporairement dans ses limites lors de l'institution de l'action.—C.S., 1871. *Grace vs Crawford*, 3 R.L., 447; *MEREDITH, J.*

c. The incidental plaintiff, residing beyond the limits of the province of Quebec.—C.S., 1871. *Davidson vs Cameron*, 15 J., 217; *TORRANCE, J.*—C.B.R., 1812. *McCallum vs Delano*, 3 R. de L., 170.

d. The intervening party.—C.S., 1860. *Scott vs Austin*, 5 J., 53; 9 R. J. R., 23; *MONK, J.*

V. *supra*, n. 3, 4, 5, et *infra*, n. 26, 27.

e. An opposant, non-resident, though his domicile has been in the province.—C.S., 1877. *Gravel vs Mallette*, 21 J., 162; *TORRANCE, J.*

f. The opposant who is absent from the country, even if he is a defendant-opposant *afin d'annuler*.—C.A., 1887. *Beckett & La Banque Nationale*, 3 M.L.R., 274; 31 J., 249.

g. L'opposant, résidant hors de la province, qui demande la distraction de la chose saisie.—Mais ceux résidant hors de la province, de plusieurs opposants à la saisie d'une chose leur appartenant en commun, sont seuls tenus de fournir le cautionnement.—C.R., 1881. *Miller vs Déchène*, 8 Q. L.R., 18; *MEREDITH, STUART & CAUSAULT, JJ.*

h. The opposant, who is deemed to occupy the position of actor, and not the contestant.—C. S., 1896. *O'Flaherty vs McLaughlin*, 10 R.J.O., 450; *ANDREWS, J.*

A consulter, les autorités citées sous cet arrêt.

i. An opposant residing beyond the limits of the province, at the demand of another opposant, who intends to contest his claim.—C.S., 1859. *Bonacina vs Bonacina*, 4 J., 148; *BADGLEY, J.*

j. An opposant *afin de conserver* residing out of the province, who contests the collocation by privilege of another opposant *afin de conserver*.—C.S., 1858. *Benning vs The Montreal Rubber Co.*, 2 J., 287; *MONDELET, J.*

k. Le demandeur (étranger) qui conteste une opposition afin de distraire.—C.S., 1869. *Baltzar vs Greving*, 1 R.L., 437; *TORRANCE, J.*—C.S., 1875. *McAdams vs Stuart*, 1 Q.L.R., 354; *MEREDITH, J.*

V. *infra*, n.9c.

l. Les demandeurs qui se sont absentés de la province, après jugement rendu, à l'opposant dont ils contestent l'opposition.—C.S., 1858. *Mahony vs Tomkins*, 9 L.C.R., 72; *BADGLEY, J.*

m. The non-resident plaintiff contesting the collocation of an opposant.—C.S., 1882. *Société St. Gobin vs Giberlon*, 5 L.N., 94; *TORRANCE, J.*

n. Le demandeur non résident qui conteste une collocation portée dans un jugement de distribution.—C.S., 1887. *Bornais vs Arpin*, 15 R.L., 287 ; 3 M.L.R., 84 ; TASCHEREAU, J.

o. Le demandeur qui, pendant l'instance, quitte la province.—C.S., 1885. *Cyr vs Bryson*, 1 M.L.R., 495 ; MATHIEU, J.—C.C., 1864. *Davis vs Jacob*, 9 J., 25 ; 13 R.J.R. 502 ; BADGLEY, J.

p. Et dans ce cas, non seulement pour les frais à encourir, mais aussi pour les frais encourus.—C.S., 1885. *Gauthier vs Dupras*, 1 M.L.R., 510 ; MATHIEU, J.

q. A foreign plaintiff contesting the declaration of a garnishee.—C.C., 1860. *Mayer vs Scott & Benning*, 4 J., 146 ; 8 R.J.R., 154 ; SMITH, J.—C.S., 1882. *La Cie de Fives-Lisle vs L'Union Sucrière & Masson* ; RAINVILLE, J.

r. The defendant filing a *requête civile*, being in the position of a plaintiff.—C.S., 1893. *Mace vs Cleveland*, 4 R.J.O., 3 ; DAVIDSON, J.

s. The non-resident who issues a rule for *contrainte par corps* against a guardian.—C.S., 1872. *Miller vs Bourgeois*, 16 J., 196 ; BERTHELOT, J.

V. *infra*, n. 9g, 33.

t. Le demandeur résidant hors de la province et qui poursuit in *forma pauperis*.—C.C., 1860. *Gagnon vs Worley*, 10 L.C.R., 234 ; 8 R.J.R., 348 ; STUART, J.—C.C., 1872. *Arpin vs Riopel*, 4 R.L., 385 ; BEAUDRY, J.—C.S., 1870. *Duhaut vs Lacombe*, 15 J., 43 ; 19 R.J.R., 327 ; BEAUDRY, J.

u. The plaintiff resident in Ontario, in an action to have the union of the various Presbyterian Churches in Canada declared illegal, &c. &c., accompanied by a writ of injunction, notwithstanding that security has been given as regards the injunction proceedings.—C.S., 1879. *Dobie vs The Board of Management &c. of Presbyterian Church*, 23 J., 71 ; JETTÉ, J.

v. Les demandeurs résidant hors de la province, lors même qu'ils y ont un bureau d'affaires.—C.S., 1887. *Goddie vs Rasconi*, 31 J., 166 ; GILL, J.

x. Ou un domicile pour une fin spéciale.—C.R., 1880. *Jones vs Vancliet et Jones vs Pearson*, 3 L.N., 184 ; JOHNSON, MACKAY & RAINVILLE, JJ.—C.C., 1873. *Calvin vs Bertrand*, 17 J., 226 ; BEAUDRY, J.

y. The assignee or receiver of an insolvent Insurance Coy, incorporated and doing business, prior to its insolvency, in Ontario, notwithstanding that he resides here.—C.S., 1882. *Giles vs Jacques*, 27 J., 182 ; PAPINEAU, J.—C.S., 1882. *Giles vs Chapleau*, 5 L.N., 372 ; JETTÉ, J.

z. A corporation, in cases where the law compels a private individual to give security.—C.S., 1865. *Columbian Insurance Co. vs Henderson*, 1 L.C.L.J., 98 ; 18 R.J.R., 176 ; BADGLEY, J.

aa. Les compagnies étrangères, lorsqu'elles ont un bureau dans la province ; tel bureau ne constituant pas une résidence.—C.S., 1882. *Singer Mfg. Co. vs Beauceage*, 8 Q.L.R., 354 ; CASAUULT, J.

V. *infra*, n. 9h.

bb. An Ontario Insurance Company, though doing business in Montreal.—C.S., 1877. *The Niagara District Ins. Co. vs Macfarlane*, 21 J., 224 ; TORRANCE, J.

cc. Une compagnie incorporée aux États-Unis, ayant un bureau d'affaires dans la cité de Montréal.—C.S., 1878. *Globe Mutual Life Ins. Co. vs Sun Mutual Life Ins. Co.*, 1 L.N., 139 ; TORRANCE, J.—*Contra* : DORION, J., 1 L.N., 53.

dd. The absent plaintiff, when there are two or more co-plaintiffs.—C.S., 1880. *Howard vs Yule*, 3 L.N., 373 ; PAPINEAU, J.

V. *infra*, n. 9i et s.

ee. The co-plaintiff who leaves the country after suit brought, when no solidarity exists between the two co-plaintiffs.—C.A., 1874. *Humbert & Mignot*, 18 J., 217.

ff. The co-heir, non-resident, in an action by two co-heirs, one of whom is a resident and the other a non-resident.—C.S., 1879. *Henderson vs Henderson*, 23 J., 208 ; TORRANCE, J.

gg. Les membres d'une société en nom collectif qui intentent un procès dans cette province, pouvant être tous condamnés aux frais de ce procès, ceux de ces membres qui résident à l'étranger sont tenus de fournir cautionnement pour frais.—C.S., 1896. *Royce & al vs Bisson*, 2 R. de J., 210 ; MATHIEU, J.—C.S., 1892. *Crane & al vs McBean*, 1 R.J.O., 299 ; MATHIEU, J.

9. Ne sont pas tenus de donner cautionnement pour frais :

Are not bound to give security for costs :

a. An officer stationed with his regiment in the province.—C.B.R., 1808. *Sutherland vs Heathcote*, 3 R. de L., 347.

b. Un curateur à l'absent, qui intente une action en sa qualité de curateur.—C.S., 1867. *Parent vs St. Jacques*, 2 R.L., 91 ; LORANGER, J.

c. A foreign creditor, who contests the petition for discharge of the insolvent.—C.S., 1881. *Hopper vs Elliot*, 4 L.N., 298 ; TORRANCE, J.

d. A person residing in lower Canada, even if he is not a householder therein and has another domicile out of Lower Canada.—C.S., 1866. *Ryland vs Ogilvie*, 10 J., 200 ; 15 R.J.R., 484 ; BERTHELOT, J.

e. Le demandeur résidant dans la province et qui y intente une action, comme *prête-nom* d'une autre personne résidant hors de la province.—C.S., 1885. *Reed vs Rasconi*, 1 M.L.R., 431 ; MATHIEU, J.

f. Le demandeur absent qui a pris jugement par défaut contre le défendeur, si ce dernier fait une opposition au jugement.

sans se réserver le droit de demander cautionnement.—C.S., 1869. *Booth vs Lawton*, 1 R.L., 88; TORRANCE, J.

g. The non resident on a rule against the sheriff, before this officer has obeyed an order of the court.—C.S., 1856. *Leverson vs Cunningham & Boston*, 1 J., 3; 5 R.J.R., 350; DAY, SMITH & MONDELET (diss.), JJ. V. *supra*, 1. 85, et *infra*, n. 33.

h. L'opposant résidant hors de la province qui fait une opposition afin de conserver.—C.S., 1869. *Dupré vs Cantara*, 1 R.L., 39; 20 R.J.R., 287; LORANGER, J. V. *supra*, n. 8e et s.

i. Le demandeur, non-résident, qui conteste une opposition, vu qu'alors il occupe la position d'un défendeur.—C.S., 1860. *Brigham vs McDonnell*, 10 L.C.R., 452; STUART, J.—C.S., 1861. *Morrill vs McDonald & Ross*, 6 J., 40; SMITH, J.—C.C., 1871. *Webster vs Philbrick*, 15 J., 242; RAMSAY, J.—C.C., 1887. *Waugh vs Porteous*, 10 L.N., 138; WURTELE, J.—C.R., 1885. *Park vs Rivard*, 13 R.L., 479; 1 M.L.R., 291; 29 J., 236; SICOTTE, PAPINEAU & MATHIEU, JJ. V. *supra*, n. 8h et s.

j. The plaintiff temporarily non resident.—C.S., 1878. *Prentice vs Graphic Co.*, 22 J., 268; TORRANCE, J.

k. Surtout quand sa famille continue de demeurer dans la province.—C.S., 1874. *Mountain vs Watker*, 5 R.L., 748; DOHERTY, J.

l. Et que le demandeur travaille sur des limites à bois, de la province.—C.S., 1887. *Tremblay vs Bastien*, 5 J., 35; WURTELE, J.

m. Ou s'il suit la province, comme étudiant, dans une université, en dehors de la province, et revient après les cours terminés.—C.S., 1894. *Lurose vs Healy*, 6 R.J.O., 91; GILL, J.

n. A foreign company which has a place of business in the province of Quebec.—C.C., 1881. *Victoria Mutual Fire Ins. Coy. vs Carpenter*, 4 L.N., 351; RAINVILLE, J.—C.S., 1878. *The Globe Mutual Ins. Co. vs The Sun Mutual Ins. Co.*, 1 L.N., 33; DORION, J.—*Contra*: dans cette dernière cause, TORRANCE, J., 1 L.N., 139.

V. *supra*, n. 8 aa, bb, cc.

o. One, of two plaintiffs, who is resident abroad, when the other is resident in this province.—C.S., 1876. *Beaudry vs Fleck*, 20 J., 304; TORRANCE, J.

V. *supra*, n. 8dd et s.

p. Une personne qui réside en dehors de la province, mais qui fait partie d'une société commerciale faisant affaires ici, dans une action intentée au nom de cette société.—C.S., 1893. *Crane vs McBean*, 4 R.J.O., 331; JETTÉ, J.

q. The executor to an estate, on a summary petition, praying that the documents of the estate be deposited in a proper place, the petition being merely an incident of an

inventory.—C.S., 1896. *Papineau vs Papineau*, 10 R.J.O., 205; ARCHIBALD, J.

DIVERS.

10. Security for costs given *in limine litis* only cover the costs incurred up to the judgment, and new security may be asked for proceedings subsequent to judgment.—C.S., 1879. *Dalton vs Doran*, 2 L.N., 181; TORRANCE, J.

11. Pour rencontrer les exigences du cautionnement ordinaire, requis pour les frais, il n'est pas nécessaire que la caution soit propriétaire de biens immeubles.—C.S., 1866. *Ulley vs McLaren*, 17 L.C.R., 267; 16 R.J.R., 300; TASCHEREAU, J.

12. The offer of the obligation of one person as security for costs is insufficient.—C.S., 1861. *Powter vs Whitney*, 6 J., 40; BERTHELOT, J.—C.S., 1859. *Donald vs Beckel*, 4 J., 127; MONK, J.

13. Le cautionnement *judicatum solvi* peut être souscrit par une seule caution.

La caution due en pareil cas est une caution personnelle et non une caution hypothécaire. Elle doit, néanmoins, réunir les conditions déterminées par les articles 1962, 1938, 1939 et 1940 C.C., et, notamment, sa solvabilité ne s'estime qu'eu égard à ses propriétés foncières.—Un cautionnement souscrit par une caution qui, de son aveu, ne possède aucune propriété foncière, doit être rejeté.—C.S., 1896. *Morse vs Piché*, 2 R. de J., 457; TELLIER, J.

14. Une femme majeure et non sous puissance de mari peut également être offerte comme caution judiciaire.—C.S., 1884. *Stessor vs Désilets*, 1 M.L.R., 306; RAINVILLE, J.

15. A plaintiff who is not himself required to give security for costs may become surety for co-plaintiffs.—C.S., 1896. *Fenkin vs Scanton*, 9 R.J.O., 496; DOHERTY, J.

16. When two defendants severally move for security for costs, separate bonds must be given, but the same sureties in each bond will be sufficient.—C.S., 1863. *Bell vs Knowlton*, 13 L.C.R., 232; MONK, J.

17. A foreign plaintiff will be permitted to give security for costs by deposit of a sum of money.—C.S., 1860. *Mann vs Lambe*, 4 J., 300; BERTHELOT, J.

18. Règle de pratique 38 :—Le cautionnement pour frais, lorsqu'il est ordonné, pourra être remplacé par le dépôt, au bureau du protonotaire, d'une somme, en argent ayant cours ou en billets de banque, dont le tribunal, ou le juge, fixera le montant, et qui pourra être augmenté quand les procédures adoptées en démontreront l'insuffisance.

19. An application to give security for costs, by the granting of a judicial bond by the plaintiff carrying hypothec on the plaintiff's real property in this province, or to deposit money in Court (without specifying how much) cannot be allowed.—C.S., 1874. *The Canadian Copper Pyrites Co vs Shaw*, 19 J., 98; BERTHELOT, J.

20. A deposit of \$100 as security for costs, after notice, and without objection by defendant, is sufficient, without any special allowance of its sufficiency by the Court, or a Judge, or the Prothonotary.—C.A., 1875. *The Canada Tanning Extracl Co. & Foley*, 20 J., 180.

21. A deposit made by the plaintiff as security for costs, without notice to the defendant as required by art. 129 C.P.C. (182 n.c.), will be declared null and of no effect, on motion of the adverse party.—C.S., 1893. *DeGrandmaison vs Drolet*, 4 R.J.O., 1; TAIT, J.

22. La caution *judicialum solvi* peut l'être de la partie absente, même dans le cas où d'autres parties procédant conjointement avec elle, seraient résidentes dans la province de Québec, pourvu que ces différentes parties ne forment pas une seule personne morale.—C.S., 1872. *Laframboise vs D'A-mour*, 28 J., 290; JOHNSON, J.

23. Sur le décès de l'une des cautions fournies par le demandeur, le défendeur a droit d'obtenir un nouveau cautionnement.—Aucun abandon de ce droit de la part du défendeur ne peut être réclamé, avant qu'il ait été informé du décès de la caution, par dénonciation de tel décès, de la manière ordinaire.—C.S., 1865. *Grainger vs Parke*, 15 L. C.R., 134; 13 R.J.R., 489; STUART, J.

24. Quelque généraux et amples que soient les termes du cautionnement fourni pour le paiement des frais sur une action, etc., les cautions ne répondent que du paiement des frais en première instance, et non de ceux en appel.—C.R., 1887. *Boulet vs Lefasseur*, 13 Q.L.R., 44; CASALTY, CARON & ANDREWS, JJ.

25. Le jugement qui maintient une exception dilatoire et ordonne au demandeur, résidant à l'étranger, de fournir caution pour les frais, ne doit pas statuer sur les dépens qui doivent rester à la charge de la partie qui succombe sur le fond du procès, à moins que le demandeur, sur la demande de cautionnement, n'ait fait une contestation mal fondée.—C.S., 1891. *The American Rattan Co. vs Charlebois*, 21 R.L., 324; MATHIEU, J.

V. *infra*, n. 42, 43, 44.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

26. Un individu qui intervient dans un procès pour revendiquer, comme lui appartenant, des effets mobiliers saisis par le demandeur comme étant la propriété du défendeur, intente une instance et partant doit fournir à la demanderesse, son adversaire, caution pour la sûreté des frais qui peuvent résulter de ses procédures.—C.S., 1897. *The Diamond Glass Co. vs The Bolton Hop Bitters Co.*, 12 R.J.O., 221; 1 R.P., 44; MATHIEU, J.

V. *supra*, n. 8d.

27. Toutes les parties dans une cause : demandeur, défendeur ou mis en cause, doivent être considérées comme adversaires d'un intervenant aux fins de l'article 179 C. P. qui règle le cautionnement *judicialum*

solvi, et chacune de ces parties peut demander ce cautionnement de l'intervenant ainsi que la procuration mentionnée au paragraphe 7, de l'art. 177 du C. P. C.S., 1898. *Young vs Comperthwait*, 4 R.L.n.s., 304; MATHIEU, J.

28. Celui qui fait émaner un bref de saisie-arrêt après jugement, intente une instance aux termes de l'article 179 du code de procédure civile, et doit, s'il ne réside pas en la province, fournir au défendeur caution pour la sûreté des frais qui peuvent résulter de ses procédures.—C.S., 1897. *Denton vs Arpin*, 12 R.J.O., 509; 3 R.L.n.s., 454; MATHIEU, J.

29. Le tiers-saisi dont la déclaration est contestée par un demandeur étranger a droit d'exiger de lui un cautionnement pour les frais.—Cette motion peut être faite dans les trois jours qui suivent la production de la contestation.—Permission sera donnée au tiers-saisi, à l'audience, de faire le dépôt requis par l'art. 165 C.P., s'il ne l'a pas fait auparavant.—C.S., 1898. *Sloan vs Wynne & O'Neil*, 1 R.P., 503; LOLANGER, J.

30. The *liers-saisi* in a *saisie-arrêt* after judgment may compel a foreign plaintiff to give security for costs and to furnish a power of attorney, before answering.—C.S., 1898. *Landsberg vs McNally*, 1 R.P., 124; MATHIEU, J.

31. The *mis en cause* and *liers-saisi* in an attachment before judgment have a right to demand security for costs from a foreign plaintiff.—C.S., 1897. *Findlay vs Findlay*, 1 R.P., 80; ARCHIBALD, J.

32. Tant qu'il n'y a pas eu de jugement permettant la reprise d'instance, les requérants en reprise d'instance ne peuvent demander le cautionnement pour frais.—C.S., 1898. *Barthe vs Polhier & Polhier*, 1 R.P., 438; BOURGEOIS, J.

33. L'article 179 C.P.C. s'applique à une règle pour contrainte par corps comme à une poursuite, et un individu, résidant hors de la province, qui fait émettre une telle règle, pourra être tenu de fournir caution pour la sûreté des frais.—C.S., 1898. *Sams vs Palmer*, 1 R.P., 131; CARON, J.

V. *supra*, n. 8s et 9g.

34. Une femme mariée absente n'est pas tenue de fournir le cautionnement pour frais, à moins qu'il soit clairement prouvé qu'elle a déserté le toit conjugal, sa résidence étant toujours présumée être celle de son mari, même lorsqu'elle s'absente.—C.S., 1898. *Robinet vs Gilly*, 4 R.L.n.s., 303; ANDREWS, J.

35. Dans une action intentée par une femme séparée de biens qui réside à Montréal, mais dont le mari est domicilié hors de la province de Québec, il n'y a pas lieu de donner cautionnement pour les frais.—C.S., 1898. *Reed vs Evans*, 1 R.P., 177; MATHIEU, J.

36. A party is not said to have changed his residence, and cannot be bound to furnish security for costs when he is employed as a

qu
cau
dan
sui
d'an
par
et se
1.
2.
tée av
de de
tion p
à don
Chare
REAU,
3.
tentée
l'ancien
nuée ap
veau co
de four

waiter on a car, and his absence from the province is only of a temporary character.—C.S., 1898. *McGoun vs Morrison*, 1 R.P., 457; TAIT, J.

37. Une motion pour cautionnement pour frais doit être timbrée comme un plaidoyer ordinaire et accompagnée du dépôt requis par l'art. 165.—Si une motion pour cautionnement pour frais est présentée sans dépôt et insuffisamment timbrée, la cour peut donner au défendeur un délai supplémentaire, pour lui permettre de faire ce dépôt et d'apposer les timbres requis.—C.S., 1898. *Keilly vs Wilson*, 1 R.P., 100; MATHIEU, J. V. art. 165.

38. A motion for security for costs made during the holidays and presentable on the first Court day in September will not be rejected on motion made during the holidays on the ground that the appearance was not accompanied with the affidavit mentioned in art. 15 C.P.—C.C., 1898. *The Victor Safe & Lock Co. vs Sullivan*, 1 R.P., 333; CHAMPAGNE, J.

39. When the fact that the plaintiff does not reside in the Province of Quebec, appears by the proceedings of record, the opposite party may demand security for costs by means of a simple motion, and without making the deposit required on preliminary exceptions. The right to security in such a case is absolute and not conditional on making a deposit. Although art. 29 has been removed from the Civil Code, the legislature did not intend by so doing to impair the right of a citizen, when sued by a non-resident, to demand security for costs.—C.S., 1897. *Keene vs Curtis*, 1 R.P., 23; WHITE, J.

180. Le défendeur peut exiger que le demandeur soit tenu de donner caution pour le paiement des dépens dans les actions populaires ou poursuites *qui tam* pour recouvrement d'amendes ou de pénalités.—*Nouveau, partie* : C.P.C., 128 ; R. P.O., 1242 et seq. ; S.R., 5716.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 68.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. Lorsqu'une action pénale a été intentée avant la mise en vigueur du nouveau code de procédure civile, on ne peut, sur motion pendant l'instance, forcer le demandeur à donner caution pour les frais.—C.S., 1897. *Charette vs Whelan*, 1 R.P., 83; TASCHE-REAU, J.

3. Une action populaire ou *qui tam*, intentée avant le mois de septembre 1897, sous l'ancien code de procédure, peut être continuée après cette dernière date, sous le nouveau code, sans que le demandeur soit tenu de fournir un cautionnement pour les frais,

40. Lorsqu'il appert au bref que le demandeur réside hors de la province de Québec, une motion pour cautionnement pour frais sera accordée, même si elle n'est pas accompagnée d'un dépôt et revêtue des timbres requis pour un plaidoyer.

Semble : que le droit de demander une procuration ne sera pas accordé au demandeur si la motion n'est pas accompagnée du dépôt requis, et timbrée comme un plaidoyer ordinaire.—C.S., 1897. *The Great North Western Telegraph Company vs Berthiaume*, 1 R.P., 65; ARCHIBALD, J.

41. L'opposant qui a été condamné à fournir cautionnement pour les frais, en vertu de l'art. 179 du code de procédure civile, sous un mois de délai, peut, s'il revient au pays pour y rester avant l'expiration du délai d'un mois, être, sur motion, relevé de cette obligation de fournir cautionnement.—C.S., 1898. *Vézina vs Richer*, 4 R.L.n.s., 238; LEMIEUX, J.

42. Les dépens d'une motion pour cautionnement pour frais doivent dans tous les cas suivre le sort du procès.—C.S., 1897. *Lea vs Ewan*, 12 R.J.O., 215; MATHIEU, J. V. *Supra*. n. 25.

43. The costs of a motion for security for costs and power of attorney will only be awarded to defendant if the motion has been contested by plaintiff; otherwise they follow the suit.—C.S., 1898. *Gallagher vs Barbeau*, 1 R.P., 430; TAIT, J.

44. The costs of a motion for security for costs and power of attorney will be granted to the moving party.—C.C., 1896. *Fanning vs Hughes*, 1 R.P., 414; DORION, J.

180. The defendant may require that the plaintiff be ordered to give security for the payment of the costs in popular or *qui tam* actions for the recovery of fines or penalties.—*New, in part* : C.C.P., 128 ; R.P.O., 1242 et seq. ; R.S., 5716.

sous l'art. 180 C.P.—C.S., 1897. *Waters vs Grier*, 3 R.L.n.s., 417; MATHIEU, J.

4. Le défendeur, dans une action pénale intentée en vertu de la loi électorale de Québec de 1895, a droit d'exiger un cautionnement pur et simple, mais ne peut se plaindre si ce cautionnement est limité quant au montant.—C.S., 1898. *Perrault vs Dozois*, 1 R.P., 179; MATHIEU, J.

5. Dans une action pénale instituée contre une corporation municipale, pour défaut d'entretien d'un chemin, l'affidavit requis par l'art. 5176 des S. R. Q. est obligatoire. L'action, bien que n'étant pas *qui tam* est

une action populaire et sur motion, d'après l'article 180 du Code de Procédure, le demandeur sera condamné à fournir un cautionnement pour les dépens.—C.C., 1897. *Monpas vs La Corporation de St-Pierre les Becquets*, 4 R. de J., 141 ; BOURGEOIS, J.

181. Dans les cas où une partie est tenue de donner caution, l'instance est suspendue, à la demande de la partie adverse, jusqu'à ce que le cautionnement soit fourni.

Les détails pour produire les exceptions préliminaires et la défense ne courent qu'après la date de la signification d'un avis, adressé au procureur du défendeur, l'informant que ce cautionnement a été fourni.—C.P.C., 128, amendé ; S.R. 5871 ; C.C., 29.

1. Règle de pratique 38.—Le cautionnement pour frais, lorsqu'il est ordonné, pourra être remplacé par le dépôt, au bureau du protonotaire, d'une somme, en argent ayant cours ou en billets de banque, dont le tribunal, ou le juge, fixera le montant, et qui pourra être augmenté quand les procédures adoptées en démontreraient l'insuffisance.

2. Dans le cas de la production d'une exception à la forme, dans une cause où il a été ordonné une suspension de procédures jusqu'à ce que le demandeur ait donné caution pour les frais, il ne sera pas permis à tel demandeur d'être entendu sur le mérite de l'exception à la forme, avant que le cautionnement ordonné ait été fourni.—C.S., 1855. *Easton vs Benson*, 5 L.C.R., 342 ; STUART, GAUTHIER & TASCHEREAU, JJ.

3. Le demandeur est tenu de donner avis au défendeur que cautionnement pour frais a été fourni et une demande de plaider et une forclusion sans tel avis sont irrégulières et seront mises de côté, ainsi qu'un jugement du protonotaire rendu dans la cause au profit du demandeur traitant telle forclusion comme valable et régulière.—Un défendeur peut être relevé d'un jugement ainsi rendu par le protonotaire de la cour supérieure, par opposition, ou par simple requête afin d'opposition, tel que pourvu par les S. ref. du B. C., chap. 83, sec. 115, ou par un appel à la cour du banc de la reine.—Mais s'il a recours à un appel, la cour ne lui accordera que les frais de la cour inférieure, et les déboursés en appel.—C.A., 1862. *Jersey & Rowell*, 13 L.C.R., 172.

Contra :—C.R., 1869. *Grave vs Dannisson*, 12 J., 178 ; MONDELET, BERTHELOT & TOR-

182. La demande de cautionnement pour sûreté des frais peut être faite devant le juge, ou le protonotaire hors de terme ; et il peut y être fait droit sur-le-champ.

181. Whenever a party is bound to give security, all proceedings in the case may, upon application by the opposite party, be stayed until such security has been given.

The delays for filing preliminary exceptions and the defence do not begin to run until after the date of the service upon the defendant's attorney of a notice informing him that such security has been given.—C.C.P. 128, amended ; R.S., 5871 ; C.C. 29.

RANCE, JJ.—C.S., 1869. *Tuckett vs Forster*, 13 J., 179 ; TORRANCE, J.

4. Where a plaintiff is ordered to give security for costs by the first day of next term, he cannot, by furnishing security in the intervening vacation and giving notice thereof, compel the defendant to plead, even preliminary pleas, before the said first day of term.—C.C., 1877. *Kennedy vs McKinnon*, 3 Q.L.R., 358 ; CARON, J.

5. Un délai de huit jours pour fournir le cautionnement est insuffisant pour l'opposant qui n'a qu'un court espace de temps pour produire son opposition.—Le défaut de donner caution, par ceux des opposants qui y ont été condamnés, ne permet pas le renvoi de l'opposition quant aux autres.—C.R., 1881. *Miller vs Déchéne*, 8 Q.I.R., 18 ; MEREDITH, STUART & CASAULT, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. La partie qui a droit d'exiger cautionnement pour les frais a un double recours. Elle peut demander : 1. Qu'un cautionnement pour les frais lui soit donné et qu'à défaut de le faire dans le délai fixé par la Cour, l'action soit renvoyée sauf recours ; —2. Ou bien que les procédures soient suspendues jusqu'à ce que le cautionnement soit donné.—C.S., 1898. *The Federal Life Ass. Co. of Ontario vs Gaudy*, 1 R.P., 185 ; CASAULT, J.

7. Pour qu'il y ait lieu à substituer un gage au cautionnement requis d'un demandeur étranger, il faut que le droit de propriété du demandeur à l'objet offert en gage ne soit pas contesté et qu'il y ait impossibilité de trouver un cautionnement.—C.S., 1898. *Tufts vs Giroux*, 1 R.P., 389 ; MATHIEU, J.

182. The application for security for costs may be made before the judge, or the protonotary out of term ; and may be adjudicated upon forthwith.

A défaut par la personne tenue au cautionnement de le fournir dans le délai fixé, la partie adverse peut demander le renvoi de la demande, sauf à se pourvoir.

Sans préjudice de la disposition précédente, toute personne de qui on peut exiger caution, peut en tout temps, que demande lui en ait été faite ou non, donner un cautionnement après un jour franc d'avis à la partie adverse.—C.P.C., 129, amendé.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Absent	5, 23
Affidavit	16
Allégation insuffisante	17
Appel par les journaux	5
Défaut de donner le cautionnement	25, 26
Délai de la motion	2 à 15, 19 à 24
Départ subséquent à l'action	19 à 22, 24
Dépens	18
Intervention	4
Opposition	15, 26
Reprise d'instance	16
Vacance	10, 11

1. D'après l'art. 164, le délai de quatre jours mentionné aux décisions ci-dessous est maintenant de trois jours.

2. A motion for security for costs is too late when notice thereof has been given after the fourth day from the date of the appearance.—C.C., 1860. *Tiers vs Brigg*, 9 R.J.R., 7; *MONK*, J.—C.S., 1878. *Melles vs Swales*, 22 J., 271; *TORRANCE*, J.—C.S., 1880. *Adams vs McIntyre*, 3 L.N., 143; *RAINVILLE*, J.—C.S., 1870. *Carson vs Carlisle*, 15 J., 78; 21 R.J.R., 168; *MACKAY*, J.

3. Notice of demand for security for costs by motion must be served within four days after return.—C.S., 1869. *Rousseau vs Trudeau*, 13 J., 138; *TORRANCE*, J.—C.S., 1875. *Lynch vs Guimond*, 6 R.L., 743; *BÉLANGER*, J.—C.C., 1880. *Cruickshank vs Lavioie*, 24 J., 59; 3 L.N., 37; *TORRANCE*, J.—C.S., 1882. *The Canadian Bank of Commerce vs McGauvran*, 5 L.N., 128; *MATHIEU*, J.

4. Or within four days after the production of grounds of intervention.—C.S., 1882. *The Canadian Bank of Commerce vs McGauvran*, 5 L.N., 128; *MATHIEU*, J.

5. Where a non-resident defendant has been summoned by advertisements, under C.P. 68, (136 n.c.), the four days run from the expiration of the two months (now one) within which he is ordered to appear, and if such delay expires in vacation, the delay runs from Sept. 1.—Where a defendant, after giving notice of motion for security for costs, pleads without reserve of his right, he waives his right to security.—C.A., 1885.

If the person bound to give security fails to do so within the delay fixed, the opposite party may obtain a judgment of nonsuit.

Saving the foregoing provision, any person, from whom security may be demanded, may at any time, whether the same has been demanded or not, put in such security after one day's notice to the opposite party.—C.C.P., 129, amendé.

The Connecticut and Passumpsic Rivers Ry. Co. & The South-Eastern Ry. Co., 2 M.L.R., 105.

6. A motion for security for costs cannot be made after the four days from the return of the writ of summons, although the notice of such motion be given within the four days.—C.S., 1878. *Sprout vs Corriveau*, 22 J., 55; *DORION*, J.

7. Une motion pour cautionnement pour frais ne peut pas être présentée après le quatrième jour suivant le rapport, et la jurisprudence est universelle dans ce sens, il ne suffit pas que la motion soit signifiée dans les quatre jours, mais elle doit aussi être présentée dans cette intervalle.—C.S., 1882. *Giles vs O'Hara*, 5 L.N., 336; *RAINVILLE*, J.—C.S., 1871. *Batten vs Stone*, 1 R.C., 247; *MEREDITH*, J.

8. It is not sufficient that motion for power of attorney and security for costs be served, stamped and filed within the four days from return of writ, it must also be presented within that delay, either before the Court, if sitting, or before a Judge in Chambers, or the Prothonotary.—C.S., 1883. *Potter vs McDonald*, 10 Q.L.R., 101; *CASALT*, J.

9. The rule requiring application for security for costs to be made within four days after return of action is not complied with by making a motion for a rule nisi causa within four days, returnable after the four days.—C.S., 1869. *The Newark Patent Leather Co. vs Wolff*, 14 J., 18; 19 R.J.R., 458; *TORRANCE*, J.

10. When a party is entitled to demand security for costs, he may either present his petition in vacation within the four days, or give notice within such delay, and move at the ensuing term.—C.S., 1871. *Mantha vs Coghlan*, 2 R.C., 111; 3 R.L., 447; *STUART*, J.

11. Le défendeur qui a été assigné et qui a comparu en vacance, est en droit de demander le cautionnement *judicatum solvi* le premier jour juridique du terme suivant, quoique l'avis n'ait pas été donné dans les quatre jours après sa comparution.—C.B.R., 1858. *Comstock vs Lesieur*, 2 J., 306; *MONDELET & CHABOT*, JJ.

12. A motion for security for costs is in time although notice thereof has been given after the fourth day from the appearance, if the motion be made on the first day of the nearest term.—C.S., 1861. *Perry vs St. Lawrence Elevating Co.*, 5 J., 252; SMITH, J.

13. A motion for security for costs may be presented after the expiration of four days from the return of the writ, if notice of the motion has been given within four days.—C.A., 1885. *The Connecticut and Passumpsic Rivers Ry. & The South Eastern Ry.*, 2 M. L.R., 105.—C.A., 1884. *The Bowker Fertilizer Co. & Cameron*, 7 L.N., 214.—C.S., 1882. *Marcolle vs Descoteau*, 5 L.N., 336; RAINVILLE, J.—C.S., 1889. *Croissetière vs Tessier*, 18 R.L., 430; DELORIMIER, J.

14. Un avis de motion pour cautionnement *judicatum solvi* donné d'une manière irrégulière et nulle, mais dans le délai voulu par la loi, et renouvelé par ordre de la cour à un jour ultérieur en dehors du dit délai, est suffisant.—C.S., 1888. *Morrison vs Miller*, 4 M.L.R., 471; MATHIEU, J.

15. The opposition was produced on the 25th June. The 29th was a Sunday. On the 30th June, plaintiff contesting gave notice that on the first day of term he would move for security for costs, the opposant being resident in the United States. The Court below granted the motion, and ordered security to be given. The opposant moved for leave to appeal.—The Court refused leave: 1s. Because by art. 24 C.C.P. (9 n.c.), the party seeking security was within the delay, if it applied to a case like this; 2nd. Because the four days rule only applies to proceedings which are signified to the opposite party.—C.A., 1880. *Wadleigh & Painchaud*, 3 L.N., 298.

16. An affidavit in support of a motion for security for costs, to the effect that the deponent is personally acquainted with the plaintiff *par reprise d'instance*, and that "he has no domicile in the Province of Canada, he having since he became a party in the cause ceased to reside therein, and that he is now permanently residing in England, as deponent hath been informed and believes," is insufficient and such motion will be rejected.—A party in a cause whose motion for security for costs has been rejected on account of insufficiency of affidavit, will subsequently, and after the cause has been inscribed for enquête, be allowed to renew his motion supported by further affidavits, and such motion will be granted.—Security for costs can only be demanded by a citizen from a foreigner, but when the foreigner has put in security, he becomes purged from his quality of foreigner and is on a parity with the citizen, and can demand security for costs from the latter, if he changes his domicile to a foreign country pending the action.—C.S., 1866. *McCulloch vs Routh*, 11 J., 25; 16 R.J.R., 430; BERTHELOT, J.

17. It is not sufficient to entitle a defendant to security for costs, to allege that the

plaintiff has left his "domicile" in the Province of Quebec.—C.S., 1878. *Prentice vs The Graphic Co.*, 1 L.N., 484; JOHNSON, J.

18. Although the defendant, owing to the representation of the plaintiff, has reason to believe that plaintiff is resident in a foreign country, a dilatory exception requiring security for costs will not lie if the plaintiff proves that notwithstanding such representations he was in fact a resident within the jurisdiction of the court.—In such case a dilatory exception will, however, be dismissed without costs.—C.S., 1887. *Wood vs The New Rockland Slate Co.*, 31 J., 125; TASCHEREAU, J.

19. A motion for security for costs will be granted if more than four days after the return of the action the plaintiff leaves his domicile in Lower Canada, and resides in the United States, and although more than two months since the return may have elapsed before any notice of motion was given, provided that the motion is made on the first day of the term next after the discovery by the defendant of this change of residence, and that these facts are established by affidavits.—C.C., 1864. *Stalker vs Hammond*, 8 J., 137; 13 R.J.R., 312; LAFONTAINE, J.

20. Motion for security for costs against a plaintiff who has left the Province will not be granted unless made with diligence after knowledge of the fact.—C.S., 1880. *D'Extras vs Perrault*, 3 L.N., 304; TORRANCE, J.

21. Motion for security for costs will not be granted against a plaintiff who has left the Province since the institution of the action, if it appears that the motion was not made within four days of the knowledge of the departure.—C.C., 1880. *Olivier vs Darling*, 3 L.N., 303; JETTE, J.

22. When a plaintiff is domiciled in Quebec when he institutes his action, but afterwards, during the pendency of the suit, removes into another country, the defendant must make his motion for security of costs within four days from the time he obtains certain knowledge of the departure.—C.S., 1883. *Hunler vs Rennie*, 28 J., 252; LORANGER, J.

23. When a non-resident plaintiff has described himself as domiciled in the province and an application for security for costs has not been made within the four days from the return of the action, security will not afterwards be ordered unless it appears that the application is made within four days of the knowledge acquired by the defendant of the plaintiff's absence, or with due diligence.—C.S., 1887. *Scharf vs Scharf*, 20 L.N., 137; WURTELE, J.

24. Lorsque le demandeur, pendant l'instance, laisse la province de Québec, le défendeur peut demander le cautionnement *judicatum solvi*, et la motion pour l'obtenir peut être faite en tout temps, même après l'expiration des quatre jours qui suivent la connaissance qu'aurait eue le défendeur du départ du demandeur. Le délai de quatre

jours pour demander le dit cautionnement ne s'applique que lorsque la demande est faite par exception dilatoire et non par motion.—C.S., 1885. *Cyr vs Bryson*, 5 M.L.R., 495; MATHIEU, J.

25. If the plaintiff neglects to give security for costs within a delay to be fixed by the court, his action will be dismissed upon motion.—C.S., 1857. *Adam vs Sutherland*, 1 J., 196; 2 J., 100; 6 R.J.R., 27; SMITH, MONDRET & CHABOT, JJ.

26. Where a judgment on a hypothecary action has been rendered under art. 2073 C.

183. Si le défendeur a des garants à mettre en cause, il peut, au moyen d'une exception dilatoire, obtenir que les délais pour plaider à l'action ne courent qu'après que les garants auront été mis en cause et tenus de plaider au mérite.—C.P.C., 122.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action pénale	17
Billet	18
Connexité	11 à 14
Constructeur	22
Débit	6, 9, 11
Dépens	15, 16
Interlocutoire	7, 10, 13
Obligation	20
Réponse en droit	19, 20
Solidarité	11, 21
	8, 21

1. Ord, 1667, tit. 8, art. 5.

2. Pour les différents cas où il y a lieu à la garantie, V. GARSONNET, t. 2, p. 687.—GUYOT, *Rép.*, v° *Garantie*, p. 724.

3. L'obligation pour le demandeur d'attendre la mise en cause du garant ne l'empêche pas de solliciter du tribunal des mesures provisoires.—BIOCHE, v° *Garantie*, n. 10.

4. Par rapport au garant, une règle domine toute la matière; c'est que le tribunal saisi de la demande originaire est compétent pour statuer sur celle en garantie bien qu'il ne soit pas celui du domicile du garant.—ROUSSEAU ET LAISNEZ, v° *Exception*, n. 242.—BOITARD, t. 1, n. 142 et 391.—GARSONNET, t. 1, p. 724.

5. Le demandeur peut aussi former la demande en garantie, quand il a un recours à exercer; tel est le cas où, sur l'action intentée par le cessionnaire, le défendeur conteste l'existence du droit cédé.—BIOCHE, v° *Garantie*, n. 11.—CARRÉ ET CHAUMEAU, t. 2, p. 253, note 1, et supplément, v° *Garantie*, n. 1. Mais il ne le peut si la garantie n'est due et ne doit profiter qu'au défendeur.—BIOCHE, *loc. cit.*, n. 12.

6. An *exception dilatoire* to call in a *garant formel* must show that the excipient is within the delays, and that he has taken

C., ordering the plaintiff to give security to the defendant that the immoveable affected will at the sale thereof *en justice* be bid up to an amount sufficient to cover defendant's privileged prior claims, within a delay fixed, if such security be not given within such delay, defendant is entitled to demand the dismissal of the action.—Although no provision of law gives such remedy, it would be proper to apply articles 29 C.C. (182 n. c.), and 21 C.P., (182 et 3 n. c.), thus adopting a remedy provided for an analogous case.—C.S., 1806. *Meunier vs Drapeau*, 2 R. de J., 369; ARCHIBALD, J.

183. If the defendant has warrantors to call in, he may, by means of a dilatory exception, obtain leave that his delays to plead to the action be not computed until the warrantors have been called in and held to plead to the merits.—C.C.P., 122.

the necessary steps to call in his *garant*.—C.S., 1876. *Belle vs Dotan*, 20 J., 302; TORRANCE, J.

7. Si un garanti néglige de mettre en cause son garant, il doit payer tous les frais encourus après le procédé qui exige cette mise en cause.—Le garant peut se charger des risques de la contestation: et dispenser le garanti de prendre les procédés nécessaires pour le mettre en cause, mais le fait seul qu'un garant a fourni au garanti les noms des témoins nécessaires pour prouver l'existence de la dette garantie, n'est pas une preuve suffisante que le garant a entendu se charger de la contestation.—C.A., 1880. *Carreau & McGinnis*, 1 D.C.A., 12.

8. Un défendeur dans une cause peut appeler en garantie une seule des personnes tenues conjointement et solidairement à la garantie, et il n'est pas tenu, avant de procéder contre l'un d'eux ou plusieurs d'entre eux, de mettre en cause tous les garants tenus conjointement et solidairement.—C.A., 1884. *Ross & Ross*, 14 R.L., 1.

9. A Plaintiff has a right to demand, by *exception dilatoire*, he be given time to call in his *garant*, and until the *garant* is bound to plead to the action *en garantie*.—C.A., 1884. *Ross & Banque Nationale*, R., 559.

10. Le garant qui n'est poursuivi en garantie qu'après le jugement sur l'affaire dont il est garant, n'est responsable des frais, sur l'action principale, que jusqu'au temps où il aurait pu être mis en cause dans la dite action.—C.A., 1880. *Gagné & Hall*, 20 R.L., 148.

11. Si le défendeur a des garants à mettre en cause, il doit, pour obtenir le maintien de son exception dilatoire, justifier que sa demande en garantie a été formée et signifiée dans le délai prescrit; mais il n'est pas tenu d'alléguer dans son exception les mesures

qu'il a prises pour mettre en cause les garants à appeler.—Les délais pour appeler garants sont établis seulement dans l'intérêt du demandeur pour empêcher le défendeur de retarder l'effet de l'action principale, et la seule peine de l'inobservation des délais est la faculté donnée au demandeur de poursuivre l'audience pour avoir jugement au principal, et, lorsqu'ils sont expirés, le tribunal doit refuser de joindre la demande en garantie à l'action principale, si cette jonction peut retarder la demande originaire.—Lorsqu'il paraît évident que la personne appelée en garantie n'en doit aucune au défendeur, le demandeur peut, au moyen d'une réponse en droit, obtenir le renvoi de l'exception dilatoire.—Lorsque la demande principale dérive d'un quasi-contrat, et la demande en garantie, d'un quasi-délit, ces obligations parfaitement distinctes, sans connexité entre elles, sont toutes deux directes et principales et aucune ne peut être considérée comme l'accessoire et la dépendance de l'autre. Il n'y a pas lieu, dans ce cas, d'arrêter l'action principale pour la joindre à l'action en responsabilité qui n'a ni le caractère ni les effets d'une demande en garantie, et, par suite, le défendeur ne peut procéder, dans l'espèce, suivant les formes spéciales à l'action en garantie.—C.S., 1835. *Dwight vs La Banque du Peuple et al.*, 2 R. de J. 133; TELLIER, J.

12. A builder sued by the proprietor for costs of reconstruction of a wall, alleged to be necessary owing to defects in construction, has an action in warranty against the architect, on the ground that the rebuilding, the costs of which is claimed by the principal action, became necessary through defects in the architect's plans and specifications and otherwise.—C.S., 1894. *Royal Electric Co. vs Waud & Walbank*, 5 R.J.O., 383; DAVIDSON, J.

13. Une corporation municipale poursuivie en recouvrement de dommages résultant d'un accident attribuable, suivant les allégations de l'action, à la faute et négligence de telle corporation, ne peut appeler en garantie les propriétaires des terrains vis-à-vis lesquels il est allégué que l'accident a eu lieu, vu que l'action principale n'allègue qu'un quasi-délit ou fait propre de la défenderesse. Cette dernière doit contester l'action principale pour repousser l'accusation portée contre elle, et ne peut, si l'action principale est maintenue, exercer qu'un recours subsidiaire contre les parties tenues envers elle. Sur actions en garantie instituées par la corporation municipale, dans les circonstances ci-dessus, si les défendeurs en garantie ne contestent pas ces actions, mais, au contraire, interviennent sur l'action principale, et que le demandeur principal, sans contester leur droit d'intervenir, lie contestation au mérite sur ces interventions, telles interventions seront considérées comme des défenses distinctes à l'action principale.—Dans l'espèce, l'action principale étant renvoyée avec dépens, le demandeur principal ne sera pas

tenu aux frais d'une exception dilatoire produite par la défenderesse pour appeler garants, vu que cette exception était illégale et inutile. Le demandeur principal ayant lié contestation avec les intervenants, sans discuter leur droit d'intervenir, sera tenu, sur le renvoi de l'action principale, au paiement des frais de ces diverses interventions, considérées comme des défenses distinctes à l'action principale.—Les actions en garantie seront, dans les circonstances, renvoyées sans frais, les défendeurs en garantie ne les ayant pas contestées.—C.C., 1896. *Prévost vs La corp. de la paroisse de Ste-Fulgence & Laporte et al.*, 2 R. de J., 462; DE LORIMIER, J.

14. To give rise to an action *en garantie simple*, not only must there be connexity between it and the principal demand, but the two actions must be identical in their nature and based upon similar legal principles. So, where an insurance company is sued upon a policy of fire insurance for the amount of a loss, an action *en garantie* by the insurance company will not lie against a railway company through whose alleged fault and negligence the fire occurred, the liability on which the action is based in the two cases being entirely dissimilar in nature and principle.—C.A., 1893. *Central Vermont Ry Co. & La Cie d'Ass. contre le feu de Montmaguy*, 2 R.J.O., 450.

15. Il n'y a pas de garantie en matière de délit; en conséquence un homme de police (*private detective*) poursuivi en dommages pour fautive arrestation, n'a pas le recours en garantie contre celui pour le compte duquel il a fait l'arrestation.—C.S., 1886. *Couvette vs Fahcy*, 2 M.L.R., 423; GILL, J.

16. In a case of delict, an action *en garantie* does not lie, by one of the parties jointly culpable, against the other.—C.A., 1894. *La Corp. de la ville de St-Jean & The Atlantic and N. O. Ry Co.*, 4 R.J.O., 66.—Confirmant DE LORIMIER, J., C.S., 1893, 5 R.J.O., 327.

17. En matière pénale, il n'y a pas lieu à la garantie; il s'ensuit que, dans une action *qui tam*, le défendeur ne peut, par demande incidente, appeler le demandeur en garantie.—C.S., 1894. *Normandin vs Berthiaume*, 1 M.L.R., 393; MOUSSEAU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

18. Un défendeur poursuivi sur un billet promissoire, dont il est le faiseur, ne peut faire suspendre les procédés sur l'action par une exception dilatoire, pour appeler en garantie une tierce personne qu'il prétend être son garant.—C.S., 1898. *Renaud vs Labelle*, 4 R.L.n.s., 132; ARCHIBALD, J.

V. sur ce sujet, art. 177, n. 21 à 24, 69.

19. Pour qu'il y ait lieu à la garantie simple et à l'exception dilatoire pour obtenir délai pour l'intenter, il faut que le garant soit obligé vis-à-vis du créancier qui poursuit.—C.S., 1898. *Lyman vs Sénécal*, 4 R.L.n.s., 317; MATHIEU, J.

20. Le défendeur principal était bien fon-

dé à diriger sa demande en garantie contre les défendeurs en garantie, pour les faire condamner à l'indemniser de tout jugement basé sur des faits dont la responsabilité pourrait leur être attribuée. Les défendeurs en garantie ayant ulé leur obligation de garantir le défendeur principal, ce dernier pouvait faire adjuger interlocutoirement sur cette obligation et faire condamner les défendeurs en garantie à prendre son fait et cause sur l'action principale, mais le jugement, sur la demande en garantie ainsi instruite, ne devait pas condamner d'avance les défendeurs en garantie à indemniser le demandeur en garantie de tout jugement qui pourrait être prononcé contre lui sur la demande principale.—C.R., 1898. *Pellerin vs Léveillé*, 13 R.J.O., 311; 1 R.P., 117; JETTÉ, GILL & OUMET, JJ.

184. Le délai pour appeler garants est de quatre jours après la décision de l'exception dilatoire et, en sus, de tout le temps requis pour l'assignation des garants, comptés d'après les règles ordinaires, à moins que le tribunal ne fixe un autre délai.—C. P. C., 123, amendé.

1. ORD., 1667, tit. 8, art. 2.

2. Le garant appelé en cause, après le délai, ne peut s'en prévaloir pour demander son renvoi; les délais sont établis seulement dans l'intérêt du demandeur pour empêcher le défendeur de retarder l'effet de l'action principale.—BIOCHE, 2^o Garantie, n. 25.— Dans ce sens: ROUSSEAU & LAISNEZ, 2^o Exceptions, n. 246 et s., et autorités citées.

3. The delay of eight days to call in warrantors, referred to in C.P. 123 (184 n.c.) does not run during the period between the 9th July and 1st September.—C.S., 1884. *The Bank of British North America vs Whelan*, 7 L.N., 311; JETTÉ, J.

185. L'action en garantie doit contenir un exposé sommaire des causes de la demande en garantie, et une copie de la demande principale et des pièces de plaidoirie qui nécessitent la mise en cause du garant.—C.P.C., 124, amendé.

1. ORD., 1667, tit. 8, art. 4.

186. En garantie simple, le garant ne peut prendre le fait et cause du défendeur; il peut seulement intervenir et contester la demande prin-

21. In a suit for damages, where two tort-fensors are jointly and severally impleaded, the one may call upon the other to warrant him against the action of the plaintiff in chief. The mere fact that the principal action is directed against both plaintiff and defendant in warranty, and asks their joint and several condemnation in favor of the plaintiff in chief for the whole amount of damages suffered, is no good ground of demurrer to the action in warranty, provided it be made to appear that, although the liability of both to the principal plaintiff be joint and several, yet, as between themselves, the one is liable over to the other for the whole sum for which a condemnation may go in favor of the principal plaintiff.—C.S., 1896. *O'Connor vs Flynn & Lyons*, 13 R.J.O., 335; ANDREWS, J.

184. The delay to call in warrantors is four days after the decision of the dilatory exception, exclusively of whatever time may be required to summon the warrantors, computed according to the ordinary rules, unless the court fixes other delays.—C.C.P., 123, amended.

4. Le délai fixé par l'article 123 C.P. (184 n.c.) pour appeler garants, n'est que en faveur du demandeur principal et l'action en garantie peut être intentée en tout temps avant le jugement définitif sur l'action principale, en par le garanti rapportant la différence des frais.—C.R., 1885. *Blackburn vs Blackburn*, 11 Q.L.R., 170; STUART, CA-SAULT & McCORD, JJ.

5. An action in warranty can be brought after the expiration of the delays fixed by articles 121 and 107 of the Code of Civil Procedure, (184 and 164 n.c.), but in such case the suit cannot be stayed thereby.—C.S., 1888. *Charlebois vs Baby*, 11 L.N., 210; WURTRLE, J.

185. The demand in warranty must contain a summary statement of the grounds upon which it is made, with a copy of the principal demand and of the pleadings which require the calling in of the warrantors.—C.C.P., 124, amended.

2. DOUTRE, t. 2, n. 124 et s.

186. In cases of simple or personal warranty, the warrantor cannot take up the defence of the defendant, but can merely intervene and contest the principal

cipale, si bon lui semble.—C.P.C., 125.

1. ORD. 1667, tit. 8, art. 12.

2. DOUTRE, t. 2, n. 126.

3. La garantie simple, c'est l'obligation où l'on est de répondre des suites d'une action personnelle dirigée contre quelqu'un par un tiers. Telle est la garantie du débiteur solidaire envers son co-débiteur.—BIOCHE, *v^o Garantie*, n. 2.

V. aussi ROUSSEAU & LAISNEZ, *v^o Exceptions*, n. 230.—BOITARD, t. 1, n. 393.

4. En garantie simple, le garant inter-

187. En matière de garantie formelle, l'acquéreur troublé ou évincé n'est pas tenu d'assigner immédiatement son garant direct, mais il a droit d'assigner en garantie tout arrière-garant qui peut éventuellement être tenu d'intervenir dans la cause.—C. P.C., 126.

1. S.R.B.C., c. 82, s. 32.

2. DOUTRE, t. 2, n. 126, 128.

3. La garantie formelle, c'est l'obligation est une personne d'en maintenir une autre dans la propriété d'une chose qu'on lui conteste, ou de l'indemniser. Elle n'a lieu que

188. En garantie formelle, le garant peut prendre le fait et cause du garanti qui est mis hors de cause, s'il le requiert.

Cependant, quoique mis hors de cause, il peut y assister et agir pour la conservation de ses droits.

Les jugements rendus contre le garant sont, après signification au garanti, exécutoires contre ce dernier.—C.P.C., 127.

1. ORD. 1667, tit. 8, arts. 9, 10, 11.—C.P. F., 184.

2. Le garanti, quoiqu' mis hors de cause, peut déclarer qu'il y assistera pour la conservation de ses droits.—BIOCHE, *v^o Garantie*, n. 51.—POTHIER, *Proc.*, ch. 2, s. 6, art. 2, § 3.—CARRÉ ET CHAUVEAU, t. 2, n. 777.—ROUSSEAU & LAISNEZ, *v^o Exceptions*, n. 269.—GARSONNET, t. 2, p. 713 et s.

3. One who binds himself with a vendor, *solidairement*, to defend the purchaser against all claimants, is necessarily a *garant formel*, and may be compelled to take the

demand, if he thinks proper.—C.C.P., —125.

vient seulement, sans prendre le fait et cause du garanti. La raison de cette différence, c'est qu'en garantie simple, le garanti est obligé personnellement vis-à-vis du demandeur principal, tandis qu'en matière réelle, il n'est actionné que comme détenteur, et le garant seul a des droits à discuter avec le demandeur.—BIOCHE, *v^o Garantie*, n. 54, et autorités citées.—Dans ce sens : CARRÉ ET CHAUVEAU, t. 2, n. 778.—ROUSSEAU & LAISNEZ, *v^o Exceptions*, n. 265 et s.—GARSONNET, t. 2, p. 718.

5. V. art. 183, n. 19.

187. In cases of real warranty, the purchaser who is disturbed or evicted is not bound to call in his immediate warrantor first, but may summon in warranty any more remote warrantor who may eventually be bound to intervene in the suit.—C.C.P., 126.

dans les matières réelles. Telle est la garantie à laquelle est tenu le vendeur envers son acheteur au cas d'éviction.—BIOCHE, *v^o Garantie*, n. 1.

V. aussi ROUSSEAU & LAISNEZ, *v^o Exceptions*, n. 230.—BOITARD, t. 1, n. 393.

188. In case of real warranty, the warrantor may take up the defence of the warrantee, who is relieved from the contestation, if he requires it.

Nevertheless, although relieved from the contestation, he may remain in the suit and act in it for the protection of his rights.

Judgment rendered against the warrantor may, after being served on the warrantee, be executed against the latter.—C.C.P., 127.

fait et cause of the purchaser.—C.B.R., 1818, *Pellier vs Puize*, 2 R. de L., 207; 2 R.-J.R., 230, 249.

4. Le garanti qui n'a pas mis son garant en cause, qui a défendu seul et a été condamné, peut se faire rembourser par son garant, sur action directe, les frais faits jusqu'au moment où il a pu mettre ce dernier en cause, mais il ne peut recouvrer ceux encourus après cette date.—C.A., 1880, *Gagné & Hall*, 15 Q.L.R., 179.

5. Il y a lieu à l'action en garantie formelle contre l'arrière garant, même lorsque

le garanti a été évincé et dépossédé de l'immeuble vendu dès avant la demande en garantie, sauf, dans ce cas, le droit du garant de faire voir qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande en éviction. L'un des deux vendeurs appelés en garantie peut poursuivre seul son arrière-garant, l'obligation de garantie étant indivisible.—C.R., 1895. *Allard vs Pelland*, 8 R. J.O., 322; GILL, LORANGER & PAGNUELO, JJ.

6. Lorsque le défendeur en garantie refuse de prendre le fait et cause du demandeur en garantie, il ne peut lui opposer que des moyens qui auraient pour effet de le déchar-

ger de la garantie, et une défense contenant des moyens qui tendraient à faire renvoyer l'action principale sera rejetée, quand à ces moyens, sur réponse en droit.—C.S., 1880. *Boudreau vs Jarret*, 5 M.L.R., 200; WURTELL, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

7. Le garant formel ne peut contester l'action en garantie en alléguant la futilité ou le mal fondé de l'action principale. C.S., 1898. *La Banque Nationale vs Pease*, 4 R. L.N.S., 132; ARCHIBALD, J.

189. Lorsque l'exception dilatoire maintenue a pour motif la mise en cause de garants, le défendeur principal ne peut être forcé de plaider qu'après l'expiration de six jours à compter de celui où le garant aurait pu être forcé lui-même de plaider à l'action en garantie.

Le garant peut, dans les délais accordés au garanti, plaider à l'action portée contre ce dernier, soit qu'il y ait eu déjà défense par le garanti ou non.—C. P. C., 134, amendé.

189. When the object of the dilatory exception maintained is the calling in of warrantors, the defendant in the principal suit cannot be foreclosed from pleading until after the expiration of six days from the day on which the warrantor could himself have been foreclosed from pleading to the action in warranty.

The warrantor may, within the delays granted to the warrantee, plead to the action brought against the latter, whether the warrantee has already pleaded to it or not.—C.C.P., 134, amended.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 74, § 3.
2. It is competent for defendants *en garantie*, who are impleaded by plaintiffs *en garantie*, as contractors, and manufacturers and co-partners with plaintiff *en garantie*, to plead, by preliminary exception, that they were not such contractors and manufacturers, and co-partners, and by the same exception to attack the correctness of the names and designations assumed by the plaintiffs, and on proof of the truth of the allegations of such exception to be entitled to the dismissal of the action of the plaintiff *en garantie*.—C.S., 1857. *Edmonstone vs Childs*, 1 J., 249; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

190. L'exception de discussion, dans les cas où elle a lieu, est sujette aux règles générales contenues dans cette section et aux règles spéciales contenues au code civil, articles 1941, 1942, 1943, 2066 et 2067.—C.P.C., 130.

3. Le garant ne peut répondre à l'action en alléguant le mal fondé des moyens opposés au garanti. Aucune dénonciation n'est requise avant l'action en garantie, la mise en demeure se faisant par l'action même.—C.R., 1884. *Lamarche vs La Banque Ville-Marie*, 1 M.L.R., 203; JOHNSON, PAPINEAU & LORANGER, JJ.

4. Le défendeur en garantie, qui intervient dans la demande principale pour la contester, et qui conteste cependant l'action en garantie, devra payer les frais de cette contestation de l'action en garantie.—C.S., 1890. *Béique vs La Cité de Montréal*, 20 R. L., 306; TASCHEREAU, J.

190. The exception of discussion, whenever it lies, is subject to the general rules contained in this Section, and to the special provisions contained in Articles 1941, 1942, 1943, 2066 and 2067 in the Civil Code.—C.C.P., 130.

SECTION II.

CONTESTATION AU MÉRITE.

§ 1.—INSCRIPTION EN DROIT.

191. Il y a lieu de plaider en droit à toute ou partie de la demande, lorsque les faits invoqués ou quelques-uns de ces faits ne donnent pas ouverture au droit réclamé. — C. P. C., 147, *amendé*.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Action hypothécaire	77
Action par tuteur	39
Action pénale	92
Action pétitoire	76
Adjudication	18, 19, 20, 21
Allégations non-pertinentes	27
Allégués insuffisants	4, 36, 40, 43, 54, 55, 57, 60
Allégués nécessaires	9, 28, 40, 41
Allégués suffisants	44, 59, 60, 64, 69, 74, 75, 76
Autorisation de la femme	40, 49, 96
Avis d'action	24, 47, 61, 62
Billets promissoires	48, 59, 60, 64 à 67, 98
Bornage	75
Capacité	50
Capias	34, 35
Co-demandeurs	58
Conclusions	6, 52, 53, 54, 85, 95
Confession de jugement partielle	83
Contrat	33
Cumul du droit et du fait	11, 12, 13, 14, 84
Déclaration dans la forme alternative	29
Défaut de mise en cause	56
Défaut de présentation	48
Défense en droit	7, 8, 9, 15, 16, 17
Défense	5, 10, 26
Définition	3
Délégation de paiement	99
Délivrance	74
Domages	59, 60, 68, 71, 72, 87, 88, 90
Erreur de droit	46
Femme mariée	34, 40, 49, 96
Fraude	36
Inscription au mérite	18 à 23
Insolvabilité	41
Irrégularités	32
Jugement	6, 9
Matières étrangères	28, 86, 87, 94
Motion	5, 82
Moyens de forme	17, 35, 53
Officier public	24
Offres	72
Plaidoyer dans la forme hypothétique	30, 31
Prescription	45, 73, 81, 82, 100
Preuve avant faire droit	17, 21 à 25, 100
Production	79
Promesse de payer	69, 70
Qualité	51
Renonciation	93, 101
Société	42
Solidarité	71
Transport	25, 37, 38, 63, 97

1. 1 PIGEAU, 204.

SECTION III.

CONTESTATION ON THE MERITS.

§ 1.—INSCRIPTION IN LAW.

191. An issue of law may be raised as to the whole or part of the demand whenever the facts alleged or some of them do not give rise to the right claimed.—C.C.P., 147, *amended*.

2. DOUTRE, t. 2, n. 165.

3. Une défense en droit est un plaidoyer au mérite.—C.S., 1859. *Normand vs Huot*, 9 L.C.R., 405; 7 R.J.R., 297; CHABOT, J.

4. Matter essential entirely omitted is the subject of a *défense en droit*; matter essential imperfectly stated is the subject of an *exception à la forme*.—C.B.R., 1811. *Wagner vs Farran*, 3 R. de L., 196; 2 R.J.R., 282.

5. La suffisance d'un plaidoyer en droit et la suffisance en droit d'une réponse spéciale à un plaidoyer, ne peuvent être décidées sur motion.—C.A., 1878. *The Canadian Bank of Commerce & Brown*, 9 R.L., 654; 23 J., 181.

6. Les conclusions de la déclaration doivent être telles qu'un jugement basé sur ces conclusions puisse être mis à exécution.—C.A., 1896. *Lang & The Board for the management of the Temporalities of the Presbyterian Church*, 8 R.L., 3.

7. On peut plaider la défense en droit à l'un des chefs d'une exception, quoique les autres chefs soient valables.—C.S., 1860. *Routh vs Maguire*, 10 L.C.R., 206; 8 R.J.R., 346; BROWN, J.

8. A party may demur to a portion of a plea; but if there be an allegation forming a good answer to the demand in the portion of the plea demurred to, the demurrer will be dismissed.—C.A., 1878. *Reed & Beaudet*, R., 246.

9. A demurrer of part of a plea should indicate the particular paragraph or portion demurred to, and a judgment maintaining such demurrer should specify the portion struck out.—C.A., 1888. *Graham & McLeish*, 5 M.L.R., 475.

10. A demurrer to the whole of a plea, good in part, will be rejected.—C.A., 1878. *Desrosiers & Hutchins*, R., 246.—*Contra*: C.S., 1871. *Miller vs Bourgeois*, 17 J., 158; TORRANCE, J.

11. Une défense en droit mêlant le fait et le droit sera rejetée. Suivant l'opinion du juge dissident, une telle défense en droit peut servir de défense ordinaire.—C.R., 1892. *Barthe vs Guertin*, 1 R.J.O., 96; GILL, MATHIEU (diss.) & LORANGER, JJ.

12. An allegation in a *défense en droit* denying the allegations of the plaintiff's declaration is irregular and must be struck

- out.—C.S., 1872. *Dubois et vir vs Stoll*, 17 J., 24; TORRANCE, J.—C.S., 1879. *Huot vs Coutu*, 3 L.N., 204; MACKAY, J.
13. Une réponse à une défense en droit contenant des allégations de fait expliquant la déclaration est irrégulière.—C.S., 1889. *Bourbonnais vs Dufresne*, 18 R.L., 630; 6 M.L.R., 287; MATHIEU, J.
14. On ne peut répondre par des questions de fait à une défense en droit.—C.S., 1890. *Ewart vs Wyatt & Blodgett*, 6 M.L.R., 328; MATHIEU, J.
15. A demurrer should precede a *défense en fait*.—C.S., 1881. *Content vs Poirier*, 4 L.N., 324; Torrance, J.
16. A *défense en droit* cannot be pleaded after two other pleas, one of which covers defendant's grievance stated by such *défense en droit*.—C.S., 1879. *Berger vs Devlin*, 2 L.N., 204; MACKAY, J.
17. A *défense en droit* pleaded after pleas to the merits and containing matters of exception à la forme, mixed up with *moyens de droit*, is irregular and bad.—*S.mble*: that proof *avant faire droit*, on a *défense en droit*, cannot, under the ordinance of 1535, be ordered by the court.—C.R., 1871. *Hart vs Rose*, 15 J., 133; 21 R.J.R., 429; MONDELET, MACKAY & BEAUDRY, JJ.
18. A judgment upon the merits, which leaves a *défense en droit* undisposed of, is bad, even if the *défense en droit* is irregular and bad.—*Ibid*.
19. When a law issue is raised in a case by demurrer, the case must be heard thereon before it can be inscribed at *enquête*.—C.S., 1872. *Burroughs vs Bourget*, 2 R.C., 238; TASCHEREAU, J.
20. Dans une cause où une défense en droit est produite, l'inscription pour enquête et audition en même temps ne peut avoir lieu avant qu'il y ait eu audition et adjudication sur la défense en droit.—C.S., 1883. *Boucher vs Dubeau*, 9 Q.L.R., 222; CARON, J.
21. Lorsqu'une défense en droit a été réservée, il doit être adjugé sur icelle au mérite, sans qu'il y ait besoin d'une inscription spéciale sur cette défense.—C.R., 1892. *Warmington vs Lapierre*, 1 R.J.O., 69; LORANGER, OUMET & DOHERTY, JJ.
22. Les parties peuvent de consentement procéder à l'enquête avant d'être entendues sur une défense en droit, et le défendeur après avoir consenti à ce que la cause fut inscrite à l'enquête, ne peut faire infirmer le jugement parce qu'il n'y a pas eu d'audition sur sa défense en droit.—C.A., 1880. *Cimon & Thompson*, 1 D.C.A., 86.
23. Une défense en droit sera rejetée, mais sans frais, s'il appert que du consentement des parties elle n'a pas été plaidée en temps utile, mais que au contraire elle a été réservée pour être plaidée lors de l'audition au mérite.—C.S., 1873. *Roy vs Gauthier*, 17 J., 227; MACKAY, J.
24. *Preuve avant faire droit* may be ordered, upon a demurrer alleging the omission of one month's notice, in a *saisie revendication* against a public officer.—C.S., 1870. *Bathgate vs Déliste*, 15 J., 250; BERTHELOT, J.
- V. ci-dessus n. 17.
25. Sur une défense en droit fondée sur la raison que l'enregistrement du transport, qui fait la base de l'action, n'est pas allégué par le demandeur dans sa déclaration, la cour peut se réserver d'adjuger sur icelle lorsque les parties seront entendues au mérite.—C.S., 1870. *Desbarats vs Lemoine*, 15 J., 81; BERTHELOT, J.
26. On ne peut mettre en question la légalité d'une exception ou d'un plaidoyer quelconque qu'au moyen d'une défense en droit (demurrer) contenant les moyens de droit que l'on entend faire valoir contre telle exception ou plaidoyer.—C.S., 1852. *Trudelle vs Allard*, 2 L.C.R., 178; 3 R.J.R., 134; DUVAL et MEREDITH, JJ.
27. Irrelevancy of certain allegations of the declaration is not matter for preliminary plea, or motion to strike out, but should be urged by demurrer.—C.S., 1890. *Lee vs Burland*, 9 R.J.O., 204; MATHIEU, J.
28. L'allégation dans une déclaration, de matières étrangères à la demande et qui ne peuvent servir à l'appuyer, est un moyen qui doit, ainsi que l'absence d'allégations nécessaires pour montrer un droit à ce qui est demandé, être invoqué par défense en droit et non par exception à la forme.—C.S., 1874. *D'Estimauville vs Tousignant*, 1 Q.L.R., 39; CASAULT, J.
29. Where the declaration is in the alternative form a demurrer will lie.—C.S., 1879. *Ross vs Citizens Insurance Co.*, 2 L.N., 181; TORRANCE, J.
30. Un plaidoyer dans la forme hypothétique sera renvoyé sur défense en droit.—C.S., 1850. *Macfarlane vs Sriver*, 2 J., 250; 7 R.J.R., 17; DAY, SMITH & VANFELSON, JJ.
31. Il en sera de même d'une partie d'un plaidoyer, dans la forme hypothétique.—C.A., 1857. *Montreal Assurance Co. & McGillivray*, 2 J., 221.
32. Where the plaintiff alleged that the defendant *has no right* instead of saying that he *had no right*; *held*, good ground for demurrer, but plaintiff was allowed to amend.—C.S., 1865. *Stephens vs Hopkins*, 1 L.C.L.J., 93; 18 R.J.R., 161; BADGLEY, J.
33. Demurrer maintained to declaration setting up a contract (and without asking that the contract be set aside) claiming more than stipulated.—C.S., 1865. *Gough vs Greaves*, 1 L.C.L.J., 93; 18 R.J.R., 162; BADGLEY, J.
34. Where a husband and wife, who are separate as to property, have appeared jointly by the same attorney in an action against the wife, a petition by the wife to quash a writ

of attachment before judgment in such suit, unless authorized by the husband, is null, and will be dismissed on demurrer.—C.S., 1891. *Duncan vs Foy*, 35 J., 277; WURTELE, J.

35. Une requête pour casser un *capias* ou une saisie-arrêt avant jugement sera rejetée sur défense en droit, si elle contient des moyens de forme.—C.S., 1871. *Lemay vs Lemay*, 3 R. L., 32; MEREDITH, J.

36. An action to set aside a judgment on the ground of fraud without alleging any special grounds, will be dismissed on demurrer.—C.A., 1880. *Barbier & Langlois*, R., 247.

37. Where monies are claimed under the transfer of a debt, the party claiming must allege that such transfer was duly signified to the debtor.—Where such signification is not alleged, a demurrer will lie.—C.R., 1890. *Cushing vs Ross & Burland*, 34 J., 257; JOHNSON, GILL & LORANGER, JJ.—*Contra*: C.S., 1874. *Dumont vs Laforge*, 1 Q.L.R., 159; TASCHEREAU, J., n. 63.

V. arts. 1571 et ss. C.C. et autorités citées.

38. Le débiteur qui a accepté la signification d'un transport n'est plus recevable à plaider erreur, quant au montant dû par lui au cédant.—C.R., 1869. *McDonald vs Goyelle*, 14 J., 137; 2 R.L., 184; 20 R.J.R., 41; MONDELET, BERTHELOT & TORRANCE, JJ.

39. Dans une action portée par un tuteur à un mineur, il est essentiel que la déclaration contienne un allégué que l'acte de tutelle, ou un sommaire d'icelui, a été enregistré. Défense en droit maintenu.—C.S., 1851. *Murray vs Gorman*, 2 L.C.R., 3; 3 R.J.R., 81; VANFELSON & MONDELET, JJ.

40. Dans une action par les héritiers d'une femme commune en biens, contre leur père, concluant à ce qu'ils soient déclarés propriétaires de la moitié d'une terre, il est nécessaire de déclarer quelle moitié est réclamée, s'il y a eu partage, sinon, de conclure à tel partage par la déclaration.—C.S., 1854. *Lalonde vs Lalonde*, 5 L.C.R., 97; 4 R.J.R., 298; DAY, VANFELSON & MONDELET, JJ.

41. When a creditor sues his debtor before the expiration of the term, he must allege the insolvency of the defendant in the declaration. And the deficiency of the allegations in the declaration respecting the cause of action cannot be supplied by allegations in a special answer.—C.A., 1866. *Gibson & Moffatt*, 2 L.C.L.J., 60; 18 R.J.R., 229.

42. Le demandeur avait poursuivi les deux défendeurs comme faisant affaires ensemble, en société, sous la raison sociale de "Lafleur & Beauchamp," pour un billet signé par l'un des associés à l'ordre du demandeur et endossé par l'autre défendeur. Les défendeurs demandèrent le renvoi de l'action par défense en droit.—*Jugé*: Le billet en question était dû par les défendeurs personnellement et non par la société, l'ac-

tion du demandeur était mal fondée.—C.S., 1895. *Gauthier vs Lafleur*, 8 R.J.O., 388; BÉLANGER, J.

43. L'insuffisance des allégués de la déclaration doit être attaquée par exception péremptoire; on ne peut s'en prévaloir efficacement par une simple défense en droit.—C.S., 1896. *Lepage vs Chartier*, 11 J., 29; 16 R.J.R., 433; LORANGER, J.

44. Dans une action par un registrateur contre un shérif pour la valeur de certains certificats, dans laquelle le registrateur n'a pas allégué que le shérif avait reçu ses honoraires, la validité de la déclaration ne peut être contestée par une défense au fond en droit, mais l'objection doit être faite par un plaidoyer au mérite.—C. C., 1864. *Lambly vs Quesnel*, 15 L.C.R., 148; 14 R.J.R., 3; STUART, J.

45. La prescription d'un billet promissoire ne peut être plaidée par une défense en droit, mais doit l'être par une exception péremptoire.—C.S., 1872. *Fancher vs Bélanger*, 4 R.L., 388; BERTHELOT, J.

46. L'erreur de droit doit être plaidée par exception et non au moyen d'une défense en droit.—C.S., 1854. *Boston vs L'Erieger dit Laplanle*, 4 L.C.R., 404; 4 R.J.R., 213; SMITH, VANFELSON & MONDELET, JJ.

47. A plea of want of notice is a general issue and cannot be touched by a demurrer.—C.S., 1859. *McNamee vs Himes*, 3 J., 109; 7 R.J.R., 383; BADGLEY, J.

48. In an action against the maker of a note payable on demand, and generally, want of presentment is not a ground of demurrer.—C.R., 1877. *Archer vs Lortie*, 3 Q.L.R., 159; MEREDITH, CASALTY & CARON, JJ.

49. Le défaut d'autorisation de la femme mariée qui poursuit ne peut être invoqué que par une exception préliminaire, et non par une défense en droit.—C.S., 1873. *Anlaya vs Dorje*, 6 R.L., 727; LORANGER, J.

50. Le défaut de capacité du défendeur doit être invoqué par un plaidoyer préliminaire et non par une défense en droit.—C.S., 1870. *Breault vs Barbeau*, 2 R. L., 130; SCOTTE, J.

51. In an action against a *curé* for refusing to receive a vote at a meeting of the Fabrique, it is not ground of demurrer that the writ was addressed to the *curé* in his personal and not in his official quality.—C.R., 1881. *Birabin dit St-Denis vs Lombard*, 4 L.N., 355; JOHNSON, TORRANCE & RAINVILLE, JJ.

52. Where plaintiff prayed for resiliation of the sale and also that he be paid the price out of the proceeds of the goods, the proper mode to raise the question of the incompatibility of plaintiff's conclusions is by dilatory exception under art. 120, (177 n. c.), requiring him to declare his option, and not by demurrer to the action generally.—C.S., 1884. *Wylie vs Taylor*, 2 M.L.R., 374; LORANGER, J.

53. Une défense en droit attaquant la déclaration du demandeur : 1^o parce qu'elle est vague et contradictoire ; 2^o parce que le demandeur n'établit pas quel montant de dommages il aurait souffert ; 3^o parce qu'il ne conclut pas à demander la valeur des prétendus dommages allégués, allègue des moyens de défense qui ne touchent pas au droit d'action ni en entier ni en partie, et doit être rejetée, vu que ces moyens auraient dû être invoqués par exception à la forme.—C.S., 1809. *Chevrefils vs Les Syndics de la paroisse de St-Hélène*, 2 R.L., 161 ; 21 R.J.R., 36 ; POLETTE, J.
54. Where on a petition of right the crown pleaded by demurrer that the property in question was insufficiently described and that the conclusions of the petition were insufficient and vague.—*Held*: that the crown should have taken this ground by exception à la forme and not by demurrer.—E.C., 1880. *Chevrier & The Queen*, 4 R.C.S., 1.
55. The omission to state the date and place of the acts complained of is not a ground of demurrer but of an exception à la forme.—C.S., 1881. *Demers vs Lamarche*, 4 L.N., 54 ; JOHNSON, J.
56. The pretention that certain parties ought to have been put into the case is not demurrable.—C.R., 1873. *Leroux vs Leroux*, 5 R.L., 188 ; JOHNSON, MACKAY & TORRANCE, JJ.
57. The failure by a usufructuary to allege that she had made an inventory cannot be raised by demurrer to an hypothecary action brought by her against a détenteur actuel of property hypothecated for security of money subject to her enjoyment. Parties intervening as claiming the property subject to the usufruct cannot demur on this ground.—C.A., 1876. *Nelson & Harrison*, R., 246.
58. The undivided owners of an immovable have a common interest in bringing an action for the removal therefrom of an incumbrance, and their bringing such action jointly is no ground for a demurrer setting up misjoinder.—C.S., 1895. *Pope & Turner*, 8 R.J.O., 118 ; ANDREWS, J.
59. It is not necessary, in an action for a malicious arrest of property, to set forth, in the declaration, that the action in which the arrest was made is determined.—C.B.R., 1811. *Whitefield vs Hamilton*, 3 R. de L., 40 ; S. R., 40 ; 1 R.J.R., 127.
60. And, in an action of damages for malicious arrest upon a capias, it is not necessary to allege that such capias was dismissed.—C.B.R., 1821. *Boyle vs Arnold*, 1 R. de L., 503 ; 2 R.J.R., 120.
61. Dans une action contre un juge de paix, qui par la loi a droit à un avis préalable, il n'est pas nécessaire de reproduire en entier cet avis dans la déclaration. Le défaut de le faire ne donne pas ouverture à la défense en droit.—C.S., 1854. *Davies vs Maguire*, 4 L.C.R., 347 ; 4 R.J.R., 189 ; DUCVAL, MÉRÉDITH & CARON, JJ.
62. Lorsqu'un statut exige qu'avis de poursuite soit donné avant que d'intenter une action, il n'est pas nécessaire de mentionner dans la déclaration que tel avis a été donné, et une défense en droit invoquant ce moyen doit être renvoyée.—C.S., 1854. *Simard vs Tullie*, 4 L.C.R., 193 ; 4 R.J.R., 150 ; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.
63. Dans une action personnelle par un cessionnaire, sur son transport, il ne lui est pas nécessaire d'alléguer qu'il a signifié au défendeur un double de l'enregistrement requis par l'art. 2127 C.C., et l'allégation de la signification requise par l'art. 1571 C.C. est suffisante.—C.S., 1874. *Dumont vs Laforge*, 1 Q.L.R., 159 ; TASCHEREAU, J.
Contra : C.R., 1890. *Cushing vs Ross*, 34 J., 257 ; JOHNSON, GILL & LORANGER, JJ., n. 37.
V. arts. 1571 et ss., C.C., et auts. citées.
64. A plaintiff, in an action on a promissory note, sufficiently sets out the contract by alleging simply that the note was made, without alleging that it was signed.—The allegation that the defendant made a note payable to the order of C. & M., who then endorsed and delivered the note to the plaintiff is sufficient without the allegation that the defendant delivered the note to the said C. & M.—C.S., 1863. *Bullitt vs Shaw*, 7 J., 47 ; 12 R.J.R., 25 ; MONK, J.
65. Lorsqu'une femme séparée de biens est poursuivie comme faisant commerce sous le nom de A & Cie, son mari étant mis en cause seulement pour l'autoriser, un allégué dans la déclaration " que les défendeurs, sous le nom de A & Cie, firent leur certain billet promissoire," est suffisant, et une défense en droit fondée sur ce qu'aucune dette contre la femme n'a été alléguée dans la déclaration sera renvoyée.—C.S., 1862. *Adam vs Fleming et vir*, 13 L.C.R., 78 ; 11 R.J.R., 271 ; SMITH, J.
66. A declaration setting out a promissory note as made by one of the defendants, " St. Julien, tuteur," and praying for judgment against him and the other defendants, the endorser, is not demurrable.—C.R., 1873. *Darling vs St. Julien*, 18 J., 190 ; JOHNSON, MACKAY & TORRANCE, JJ.
67. Where, in an action on a note against the *donneur d'aval*, it is not alleged that the note was protested, the declaration is not demurrable if it is alleged therein that the whole amount is still due in principal and interest, which the defendant has promised to pay.—The effect of the allegation that defendant refused to pay the amount demanded is to give rise to the right of action.—C.R., 1893. *Emard vs Marcille*, 3 R.J.O., 268 ; JOHNSON, GILL & MATHIEU, JJ.
68. An action of damages, complaining that the respondent unlawfully tore down his fences in constructing a road, which was to be a front road of certain lots of land described in the declaration (such description not including the appellant's lot), is not

demurrable.—C.A., 1878. *Whitman & The Corp. of the Township of Stanbridge*, 23 J., 176.—Confirmed in Appeal, R., 247.

69. An action by the corporation of a hospital for the amount of a subscription to the hospital, to be incorporated, and alleging that defendant promised to pay the said subscription, is not demurrable.—C.S., 1880. *The Western Hospital vs Godfrey*, 3 L.N., 347; TORRANCE, J.

70. Where the plaintiff claimed a certain capital sum, and also computed compound interest as well as interest thereon, and alleged as to the total amount, "which said last mentioned sum the said defendant hath often admitted to owe and promised to pay to the said plaintiff, but has always neglected to do so," the allegation of the declaration justified a conclusion for the whole amount, and it was not necessary to allege that the defendant had promised to pay compound interest.—Demurrer dismissed.—C.A., 1891. *McVey & McVey*, 7 M.L.R., 305.

71. Une action en dommages contre plusieurs défendeurs par laquelle il est allégué qu'ils ont fait défaut de remplir un marché pour le transport d'une cage, ne peut être renvoyée sur une défense en droit, parce que, par les conclusions, il est demandé que les défendeurs soient condamnés solidairement.—C.S., 1855. *Ranger vs Chevalier*, 5 L.C.R., 180; 4 R.J.R., 329; DAY, SMITH & VANFELSON, JJ.

72. An action of damages setting forth, in effect, that a bank, to which plaintiff had transferred certain shares as collateral security for an advance, had, without right, and against the will of plaintiff, sold the said shares at a third of their value, on purpose to injure plaintiff, is not demurrable because the plaintiff has not offered defendant the alternative to substitute other shares.—C.A., 1885. *Gilman & Campbell*, 2 M.L.R., 291; 9 L.N., 405.

73. A statutory limitation requiring an action, based upon anything done in execution of the act, to be brought within four months, cannot be invoked by demurrer, where the declaration expressly alleges that the act complained of was done in violation of the law and with malice.—The defendant, in order to have the benefit of the limitation, must prove that he was acting in execution of his office.—C.R., 1887. *Roy vs Mo:leur*, 3 M.L.R., 450; JOHNSON, PAPINEAU & GILL, JJ.

74. In an action for the price of sale of certain real property, it is not necessary to aver the delivery of the property sold. If it has not been delivered the defendant must plead that fact, and the plaintiff may reply by a delivery or by an offer to deliver.—C.B.R., 1817. *Larivée vs Bruno*, 3 R. de L., 40; 2 R.J.R., 269.

75. Sera rejetée, une défense en droit à une action en bornage, alléguant que le demandeur : 1° n'allègue pas dans sa déclaration qu'il n'existe pas de bornage entre les

propriétés des parties ; 2° ne demande à borner que suivant la loi et les titres, et non suivant la possession des parties ; 3° ne demande pas qu'il soit donné ordre à l'arpenteur de procéder à l'examen des lieux et des titres avant de borner.—C.S., 1894. *Durette vs Tardif*, 1 R. de J., 68; LARUK, J.

76. In a petitory action, to which the defendant demurred on the ground that the plaintiff had not alleged his title nor that of his auteurs, nor that the same were enregistered.—Held : over-ruling the demurrer, that such allegations were not necessary, and that the averment that the plaintiff's auteurs were, at the time of the sale to him, proprietors in open, public and peaceable possession of the land so sold, in virtue of good titles, was sufficient to render the declaration not demurrable on the grounds urged by defendant.—C.R., 1884. *Ross vs Lefebvre*, 10 Q. L.R., 244; MEREDITH, STUART & CARON, JJ.

77. An opposant, on a hypothecary claim, is not bound to allege registration of the hypothec to maintain his privilege as regards chirographic creditors.—C.S., 1857. *Duncan vs Wilson & Wood*, 2 J., 253; 7 R. J.R., 20; SMITH, MONDELET & CHABOT, JJ.

78. *V. Beaudry vs Vinet*, art. 203, n. 2. et *Les Dames Religieuses Urselines de Québec vs Ferry*, art. 203, n. 3.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

79. An inscription in law may be made after plea filed, and after the delays, so long as the pleas have not been answered.—C.S., 1898. *Bourget vs The Colonial Mutual Life Association*, 1 R.P., 505; ANDREWS, .

80. Une allégation ne peut être rejetée sur motion que si elle est irrégulièrement plaidée ; lorsqu'elle ne justifie pas les conclusions, on doit en demander le rejet par une inscription en droit.—C.S., 1898. *O'Dell vs Bell*, 4 R.L.n.s., 321; 1 R.P., 259; MATHIEU, J.

81. On peut, par une inscription en droit, faire rejeter un plaidoyer de prescription qui ne s'applique pas.—C.S., 1897. *MacDonald vs Bulmer*, 4 R.L.n.s., 88; LORANGER, J.

82. La prescription ne peut être plaidée par défense en droit. Ce moyen doit être invoqué par exception au fond. Une motion pour faire rejeter une défense en droit basée sur des moyens de droit en réponse à la défense en droit, ne peut être admise et doit être rejetée.—C. C., 1898. *McLaurin vs Perkins*, 1 R.P., 433; LAVERGNE, J.

83. Il n'y a pas lieu à une défense en droit contre un plaidoyer qui offre de confesser jugement pour une partie de l'action, plaide chose jugée pour l'autre partie et demande les frais de contestation contre le demandeur.—C.S., 1898. *Lamoc vs Pontiac & Pacific Junction Ry. Co.*, 4 R.L.n.s., 484; MATHIEU, J.

84. Un débiteur peut, dans sa défense,

soulever toute question de droit affectant l'action du demandeur, mais il n'est pas obligé d'inscrire en droit sur ces questions.—C.S., 1897. *Letourneux vs la Cité de St-Henri*, 4 R.L.n.s., 94; 1 R.P., 74; ARCHIBALD, J.

85. Lorsque, dans une défense à une action en séparation de corps et de biens, le défendeur ne demande pas le renvoi de la demande, les allégations de son plaidoyer qui tentent à établir le mal fondé de l'action seront renvoyées sur inscription en droit.—C.S., 1897. *Duchesne vs Tremblay*, 3 R.L.n.s., 458; ARCHIBALD, J.

86. Sur inscription en droit un allégué d'un plaidoyer disant que le demandeur fait métier de vilipender dans un journal, divers citoyens, et notamment le défendeur, sera renvoyé comme étranger à la contestation.—C.S., 1898. *Lightbound vs Putnaude*, 1 R.P., 324; MATHIEU, J.

87. Dans une action en dommages causés par un accident, le demandeur n'a pas le droit d'alléguer qu'il "est le seul soutien de sa sœur aveugle, âgée de trente-trois ans"; et cette allégation peut être retranchée sur défense en droit.—C.S., 1898. *Hamelin vs Dominion Coal Co.*, 4 R.L.n.s., 411; MATHIEU, J.

88. Dans une action en dommages pour conspiration et fausse arrestation, l'allégation suivante dans la déclaration, savoir: que le défendeur "est d'un caractère irascible, emporté, absolu, ne souffrant point la contradiction et est incontrôlable," sera retranchée sur inscription en droit.—C.S., 1898. *Gingras vs Tassé*, 4 R.L.n.s., 453; TAIT, J.

89. V. art. 196, n. 58.

90. A plea to an action of damages for slander or libel, alleging that the defendant had good reasons and probable cause to say or write what he did say or write, and specifying the reasons, is a good plea in law.—C.S., 1897. *Smith vs Hood*, 13 R.J.O., 341; GILL, J.

91. V. art. 183, n. 21.

92. Dans une action en réclamation de \$100.00, pour la pénalité imposée par la section 83 de l'"Acte électoral de la Puissance," contre les personnes qui vendent de la boisson éniivrante le jour de la votation, il est nécessaire de produire avec l'action une déposition sous serment conformément à la section 5716 des Statuts Refondus de la Province de Québec, et à défaut de cette déposition l'action pourra être déboutée sur défense en droit.—C.S., 1898. *Timmins vs Lewis*, 4 R.L.n.s., 504; CURRAN, J.

93. Lorsqu'un défendeur plaide la compensation légale basée sur des dommages non liquides et que le demandeur lui demande, par motion, les détails de ces ouvrages, ce dernier ne peut ensuite inscrire en droit pour faire rejeter ce plaidoyer de compensation sur le principe que les dommages n'étaient

pas liquides, sa demande de détails étant une renonciation au droit qu'il avait de faire cette objection.—C.S., 1898. *Wright vs Thayer*, 4 R.L.n.s., 236; MATHIEU, J.

94. Lorsque l'un des deux défendeurs dans une cause plaide, en réponse à l'action, des faits qui se rapportent à l'autre défendeur ou qui sont indifférents à la contestation liée, ces allégations pourront être rejetées sur inscription en droit.—C.S., 1898. *Morris vs Stairs*, 4 R.L.n.s., 138; MATHIEU, J.

95. Le caractère indéfini des conclusions d'une contestation de bilan doit être plaidé par exception à la forme, et non par inscription en droit.—C.S., 1898. *Sansf vs Radford*, 1 R.P., 373; MATHIEU, J.

96. Where husband and wife, common as to property, are sued conjointly for a debt for which plaintiff alleges that the community is liable, the female defendant has a right to appear and plead her own rights, and is entitled to demur to the action on the ground that it should have been brought against the husband alone as head of the community.—C.S., 1897. *Caron vs Kavanagh*, 13 R.J.O., 296; CURRAN, J.

97. Il est nécessaire, dans une action basée sur le transport d'une créance, d'alléguer la signification au défendeur de ce transport, et à défaut de cette allégation l'action sera renvoyée sur inscription en droit.—C.S., 1898. *Sabiston vs Stanton*, 4 R.L.n.s., 454; TAIT, J.

98. In an action on a promissory note, it is not necessary to state that it was endorsed over to the plaintiff, and the plaintiff is the holder thereof, if nothing tends to show that the note was payable to a third party or required to be indorsed to give plaintiff a right of action. The Court, on a demurrer to an action founded on a note, is only bound to look at the insufficiency of the allegations and not at the note. If a note is not properly described in a declaration, defendant's remedy is not by demurrer.—*Ibid*, 1 R.P., 422.

99. Un plaidoyer demandant le renvoi de l'action parcequ'il y a eu délégation de paiement et que la poursuite aurait dû être dirigée contre le nouveau débiteur, sera renvoyé sur défense en droit.—C.S., 1898. *Venne vs Brunel*, 4 R.L.n.s., 451; 1 R.P., 431; MATHIEU, J.

100. Lorsqu'il est allégué qu'il y a eu reconnaissance de paiement, la cour ordonne preuve avant faire droit.—C.C., 1898. *Corporation de Ste. Anne vs Richard*, 14 R.J.O., 77; ANDREWS, J.

101. La renonciation à une succession ne peut être opposée au tiers si elle n'a pas été enregistrée au bureau d'enregistrement dans lequel le droit est ouvert; et sans l'allégation de cet enregistrement, une défense basée sur une telle renonciation sera renvoyée sur inscription en droit.—C.S., 1898. *Bell vs Gareau*, 4 R.L.n.s., 508; LORANGER, J.

192. Le plaidoyer en droit est proposé par voie d'inscription pour un jour fixe, qui est produite en même temps que la défense et qui contient tous les moyens au soutien.

Nul moyen qui n'y est pas allégué ne peut être soulevé lors de sa discussion.—*Nouveau*, R.P.C.S., 35.

1. Les plaidoyers au mérite de l'action doivent être produits en même temps que les défenses en droit; et la cour n'étendra pas le délai pour plaider au mérite jusqu'à ce qu'il ait été statué sur une défense en droit.—C.S., 1851. *Pirrie vs McHugh & Purcell*, 1 L.C.R., 216; 2 R.J.R., 466; BOWEN, DUVAL & MEREDITH, JJ.

2. Un plaidoyer en droit, non accompagné d'une inscription pour un jour fixe, sera renvoyé sur motion.—C.S., 1897. *Lespérance vs Rochon*, 1 R.P., 39; CASALT, J.—C.S., 1897. *Audet vs Beaupré*, 1 R.P., 79; LARUE, J.—C.S., 1897. *Bellemare vs Roy*, 1 R.P., 43; ARCHIBALD, J.

3. An inscription in law need not necessarily contain conclusions, but the indication that it applies to the whole declaration or to some particular allegations thereof is sufficient.—C.S., 1897. *Potvin vs The Montreal Loan & Mortgage Co.*, 1 R.P., 216; ARCHIBALD, J.

V. cependant, *Johnson vs Gauthier*, art. 113, n. 25.

4. Une inscription en droit doit contenir tous les moyens sur lesquels elle est basée, et les moyens qui y sont mentionnés seront seuls pris en considération. Une inscription en droit faite en termes généraux sera renvoyée.—C.S., 1897. *Moreau vs The City and District Savings Bank*, 3 R.L.n.s., 538; ARCHIBALD, J.

5. To entitle a party to a preliminary hearing on a law issue, such party must specify the particular legal objections upon which he relies, and none others can be argued on such inscription. An inscription in law which does not specify the particular grounds on which it is based will be rejected.

193. La contestation sur l'inscription en droit est liée par la production d'icelle, dont toutes les allégations sont censées niées par la partie adverse.—*Nouveau*.

1. Une réponse spéciale à une défense en droit est une procédure irrégulière et sera rejetée sur motion.—C.S., 1896. *Beaubien vs*

194. L'audition sur l'inscription ne peut avoir lieu que trois jours après

192. An issue of law is raised by means of an inscription for a fixed day, which must be filed at the same time as the defence and contain all the grounds relied upon.

No ground which is not therein alleged can be urged at the hearing.—*New*, R.P.S.C., 35.

—C.S., 1897. *Angers vs Moreau*, 1 R.P., 110; ARCHIBALD, J.

6. Les moyens de droit doivent être plaidés par voie d'inscription en droit pour un jour fixe.—On ne peut plaider ensemble le droit et le fait.—Un allégué d'une défense qui compte des moyens de droit sera rejeté sur motion.—C.S., 1897. *Bellemare vs Roy*, 1 R.P., 43; ARCHIBALD, J.

V. art. 196, n. 10.

7. Jugé, cependant, qu'un débiteur peut, dans sa défense, soulever toute question de droit affectant l'action du demandeur, mais qu'il n'est pas obligé d'inscrire en droit sur ces questions.—C.S., 1897. *Letourneux vs La Cité de St-Henri*, 4 R.L.n.s., 94; 1 R.P., 74; ARCHIBALD, J.

8. Lorsqu'un défendeur formule, par une seule et même défense, tous les moyens qu'il a à opposer à la demande, tant sur le droit que sur le fait, et que, parmi ces moyens, il plaide que l'action du demandeur est prescrite, le demandeur peut, pour vider d'abord cette question de prescription, inscrire la cause pour audition au mérite sur le plaidoyer de prescription.—C.S., 1897. *MacDonald vs Bulmer*, 12 R.J.O., 424; LORANGER, J.

9. L'inscription en droit n'est pas requise en cour de circuit, et une motion pour faire rejeter un plaidoyer en droit non accompagné d'inscription sera renvoyée.—Une convention par laquelle le client s'engage envers l'avocat à payer une somme proportionnelle au montant des dommages, est licite s'il y a eu lieu pour l'avocat à des déboursés extraordinaires.—C.C., 1898. *Talbot vs Bouchard*, 1 R.P., 280; GILL, J.

193. Issue is joined upon the inscription in law by the filing thereof; and all its allegations are deemed to be denied by the opposite party.—*New*.

Fitzallen, 9 R.J.O., 72; TASCHEREAU, J.

2. V. art. 191, n. 82.

194. The hearing upon the inscription can only be had upon the expiry

sa signification à la partie adverse.
—*Nouveau* ; C.P.C., 462, § 2.

195. Nulle contestation en fait ne peut être inscrite avant le jugement sur l'inscription en droit.—*Nouveau*.

1. Lorsque le défendeur a plaidé une exception à la forme, et une défense en droit, il doit y avoir adjudication sur l'exception à la forme avant de pouvoir procéder sur la

§ 2—DÉFENSE.

196. Le défendeur peut faire valoir par sa défense :

1. Les moyens résultant de ce que le terme apposé à l'action n'est pas échu ni la condition arrivée ;
2. Les moyens qui ont éteint l'action ou réduit le droit réclamé par le demandeur ;
3. La fausseté des allégations ou de partie des allégations de l'action.
—*Nouveau, partie* ; C.P.C., 136.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Action rehibitoire	38
Admission	71
Assumpait	37
Billets renouvelés	29
Chose jugée	43, 44, 45, 46, 56, 72
Compensation	41, 42
Copie de procédure	3, 4
Cumul de droit et de fait	10
Défense vicieuse	7, 8, 10, 12 à 16, 20, 23, 70
Dénégation générale	17, 18, 51, 66, 67
Désistement	9
Détenteur précaire	24
Erreur de droit	16
Eviction	33, 34
Femme mariée	79
Locateurs et locataires	27
Mineur	39, 40
Nullité de contrat	52, 53, 54
Offres	29, 48
Opposition afin d'annuler	30
Paiement	48, 49, 76
Partage	88
Parties en cause	5, 6, 7
Peine compromissaire	36
Pension alimentaire	87
Prescription	26, 31, 34, 74, 75
Quo warranto	47
Remise	77
Responsabilité	50, 57 à 66, 82 à 88
Saisie-revendication	80
Séparation de corps	86
Tiers-détenteur	76
Tiers-porteur	91
Usure	28
Vente à terme	35

of three days after its service upon the opposite party.—*New*, C.C.P., 462, § 2.

195. No issue of fact can be inscribed before judgment on the inscription in law.—*New*.

défense en droit.—C.S., 1884. *Lachambre vs Normandin*, 1 M.L.R., 241 ; LORANGER, J.

2. V. art. 191, n. 18 et s.

§ 2—DÉFENSE.

196. The defendant may plead by defence :

1. The non-completion of the term, or the non-fulfilment of the condition, upon which the right of action depends ;
2. The extinction, in whole or in part, of the right claimed by the plaintiff ;
3. The falsity, in whole or in part, of the allegations of the action.—*New, in part* ; C.C.P., 136.

1. 1 Pigeau, 198.

2. Rap. C.—Sous le terme générique de défense, on a compris tous les plaidoyers au mérite autres que l'inscription en droit. Toutes les appellations particulières, autrefois employées, sont supprimées.

3. Motion to the end that the defendants do file a draft or copy of their peremptory exception (which had been lost), or a plea to the same effect, and in default that the plaintiff be permitted to proceed to trial and judgment on the issues raised and perfected on the general issue and the statement of facts ; granted.—C.S., 1872. *The City Bank vs The Montreal Bank*, 2 R. C., 237 ; STUART, J.

4. A missing original plea was replaced by the plaintiff's copy.—C.A., 1879. *Fontaine & Montreal Loan Co.*, 3 L.N., 38 ; 24 J., 160.

5. When an action is commenced by a party instead of the whole firm, the defendant may plead it by *exception péremptoire temporaire*, or avail himself of the objection at the trial.—C.B.R., 1820. *Chinic vs Gervais*, 3 R. de L., 197 ; 2 R.J.R., 284.—C.B.R., 1817. *Roger vs Chapman*, 3 R. de L., 352 ; 2 R.J.R., 297.

6. An action against a *légataire universel* is good without an averment that he is a sole *légataire*. It is for the defendant, if there be another, to plead the fact.—C.B.R., 1818. *Gagnon vs Page*, 1 R. de L., 348 ; 2 R.J.R., 50.

7. Several defendants, though they have

appeared separately but by the same attorney, may join in and file but one plea.—C.S., 1871. *Arsenaull vs Rousseau*, 1 R.C., 247; Bossé, J.

8. Defendants who appear jointly by the same attorney are not precluded from pleading separately.—C.S., 1896. *Volensky vs Sassenwein*, 10 R.J.O., 162; CURRAN, J.

9. Lorsqu'un demandeur intente une action contre deux personnes faisant affaires en société, et ensuite se désiste de son action et déclare ne la poursuivre que contre l'une d'elle personnellement, le défendeur pourra sur motion obtenir la permission de plaider *de novo*.—C.S., 1885. *Whisholm vs Langlois*, 1 M.L.R., 192; DOHERTY, J.

10. Une exception péremptoire qui mêle le droit avec le fait doit être rejetée.—C.S., 1857. *Addison vs Bergeron*, 1 J., 198; 6 R.J.R., 27; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

11. V. dans le même sens, art. 192, n. 6 et s.

12. If a plea contains allegations and conclusions properly appertaining and peculiar to two different classes of pleas, and they are capable of being separated from each other, those which do not properly belong to the plea filed will be rejected from it on demurrer.—*Seem*: That the more correct course would be to reject the whole plea with leave to replead.—C.S., 1863. *Chapman vs Nimmo*, 8 J., 42; 14 L.C.R., 103; 12 R.J.R., 284; SMITH, J.

13. A plea which is good in part, and bad in part, should be rejected.—C.S., 1871. *Miller vs Bourgeois*, 17 J., 158; TORRANCE, J.

14. Words in a plea charging generally grave errors and omissions in plaintiff's accounts, without specifying clearly what these errors and omissions were, will, on plaintiff's motion, be ordered to be struck out.—C.S., 1876. *Longtin vs The Mount Royal Permanent Building Society*, 20 J., 297; TORRANCE, J.

15. Lorsqu'une question a été soulevée par un plaidoyer au mérite, le défendeur ne peut, par motion, demander le renvoi de l'action pour les mêmes raisons mentionnées en son plaidoyer, quand même l'action serait illégale à sa face même.—C.S., 1884. *Roulean vs Lalonde*, 8 L.N., 322; LORANGER, J.

16. L'erreur de droit doit être plaidée par exception, et non au moyen d'une défense au fond en droit.—Une exception qui répond à une partie seulement de la déclaration, n'est pas valable, et sera rejetée sur motion.—C.S., 1854. *Boston vs L'Eriger*, 4 L.C.R., 404; 4 R.J.R., 213; SMITH, VANFELSON & MONDELET, JJ.

17. La défense au fond en fait est abandonnée quand elle est produite avec un plaidoyer de paiement ou de compensation.—C.S., 1851. *Casey vs Villeneuve*, 1 L.C.R., 487; 3 R.J.R., 79; POWER, J.

18. La défense au fond en fait est incompatible avec un plaidoyer d'exception pé-

remptoire qui admet l'existence d'un billet, ou la vente et livraison de certains effets, et qui en allègue le paiement.—Les allégués d'une pareille exception sont nécessairement divisibles, sans quoi aucune contestation ne peut être liée sur icelle.—C.C., 1851. *McLean vs McCormick*, 1 L.C.R., 369; 3 R.J.R., 42.

19. Une défense en fait et une exception de paiement peuvent être plaidées ensemble, et ne sont pas des plaidoyers contradictoires, et le défendeur ne peut être lié par les admissions contenues en son plaidoyer de paiement.—C.C., 1873. *Leclerc vs Girard*, 1 Q.L.R., 382; MERRIDITH, J.

20. L'exception de paiement et la défense au fond en fait peuvent être valablement opposées à une demande et ne sont pas incompatibles ni contradictoires.—C.S., 1859. *Sarraull vs Ellice*, 1 J., 137; 7 R.J.R., 406; BADGLEY, J.

21. D'après l'interprétation de la 25e sec. de la 12e Vic., ch. 38, une exception à la forme et un plaidoyer de paiement ne peuvent être plaidés conjointement et en un seul et même temps.—C.S., 1851. *Dubé vs Proulx*, 1 L.C.R., 364; 3 R.J.R., 39; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

22. Pleas of compensation and prescription are entirely inconsistent with an averment of never indebted.—C.S., 1865. *Elliot vs Grenier*, 1 J., 91; BADGLEY, J.

23. L'on ne peut par réponse en droit faire rejeter comme irrégulier un plaidoyer renfermant ensemble une exception de compensation et de litispendance.—C.S., 1885. *Picard vs Béard*, 1 M.L.R., 454; TORRANCE, J.

24. Un plaidoyer au mérite, demandant le renvoi pur et simple d'une action pétitoire dirigée contre un détenteur précaire, est mauvais et sera renvoyé avec dépens.—Le défendeur, dans l'espèce, doit demander sa mise hors de cause, en faisant connaître, par un plaidoyer préliminaire, le nom de la personne pour laquelle il détient la propriété.—C.R., 1882. *Lesage vs Prud'homme*, 26 J., 210; MACKAY, PAPINEAU & JETTÉ, JJ.

25. La même règle s'applique dans les actions en bornage.—C.B.R., 1818. *Fortier vs Reinharl*, 3 R. de L., 70.

26. La prescription de cinq ans contre une demande pour loyer, ne peut être plaidée à une demande pour les fruits et revenus dans une action pétitoire. Quand une propriété est réclamée en vertu de la prescription trentenaire, et que pour établir telle prescription, la possession de ses auteurs est invoquée, les noms de tels auteurs doivent être donnés.—C.S., 1862. *Lampson vs Taylor*, 13 L.C.R., 154; 11 R.J.R., 323; TASCHEREAU, J.

27. A lessee, in an action for rent, cannot put the plaintiff's title in issue.—C.B.R., 1817. *Huillet vs Wright*, 2 R. de L., 59.

28. Le plaidoyer d'usure, dans le cas

- d'une dette contractée à l'étranger, doit alléguer quelle est la loi du pays étranger sur la matière.—C.B.R., 1851. *Hart vs Philipps*, 1 L.C.R., 90; STUART, PANET & AYLWIN, JJ.
29. Un défendeur peut, par exception péremptoire, demander le renvoi d'une action basée sur des billets originaux qui ont été renouvelés, si, par son action le demandeur ne remet pas les billets reçus en renouvellement ou ne donne caution que le défendeur ne sera pas troublé.—C.S., 1804. *Pelletier vs Raymond*, 1 R.de J., 13; CIMON, J.
30. L'on ne peut pas, au moyen d'une contestation à une opposition afin d'annuler, fondée sur un jugement en séparation de biens, nier la validité des moyens sur lesquels ce jugement a été obtenu.—C.S., 1860. *Routh vs Maguire*, 10 L.C.R., 206; 8 R.J.R., 346; BOWEN, J.
31. La prescription d'un billet promissoire ne peut être plaidée par une défense en droit, mais par une exception péremptoire.—C.S., 1872. *Faucher vs Bélanger*, 4 R.L., 388; BERTHELOT, J.—C.S., 1866. *Beaudry vs Brouillet*, 11 J., 50; 16 R.J.R., 490; BERTHELOT, J.
32. Le défendeur qui, par un plaidoyer spécial, plaide la prescription de l'action, "by the lapse of time," sera tenu de déclarer, sous un délai fixé, quelle prescription il entend plaider.—C.S., 1895. *La Corp. du Township de Hinchinbrooke vs La Corp. du Comté de Huntingdon*, 2 R. de J., 200; BÉLANGER, J.
33. Un acheteur poursuivi pour un prix de vente et qui plaide crainte d'éviction ou de trouble dans sa possession, doit le faire par une exception péremptoire et non par une exception dilatoire.—C.S., 1875. *Mathieu vs Vigneau*, 6 R.L., 514; BÉLANGER, J.
34. To a suit for the price of a land sold, the defendant may plead: "that he is troubled or molested," but, "that he may be troubled," is not a good plea.—C.B.R., 1813. *Dubé vs Miville*, et 1819, *Morin vs Arcan*, 3 R. de L., 70.
35. When goods are sold on credit for a fixed period, the term of payment must be pleaded by exception péremptoire temporaire.—C.B.R., 1821. *Racey vs Stephenson*, 3 R. de L., 196.
36. C'est par exception péremptoire en droit temporaire, et non par exception dilatoire, que le défendeur doit invoquer le moyen résultant du non paiement, avant l'institution de l'action, de la peine compromissaire.—C.S., 1870. *Allard vs Benoit*, 16 J., 79; BERTHELOT, J.
37. The non-performance of a stipulation contained in a charter party, which does not amount to a condition precedent, cannot be pleaded as an answer or bar to an action of *indebitatus assumpsit* for the freight.—C.B.R., 1819. *Collman vs Hamilton*, 2 R. de L., 74.
38. L'action rehibitoire doit être instituée à bref délai, mais c'est au défendeur à se plaindre du délai trop long; la cour ne peut suppléer à ce plaidoyer qui est un plaidoyer de prescription.—C.C., 1874. *Danis vs Taillefer*, 5 R.L., 404; BÉLANGER, J.
39. Un mineur peut plaider par une exception péremptoire en droit le défaut d'assistance d'un curateur ou tuteur.—C.S., 1860. *Crump vs Middlemis*, 5 J., 48; 9 R.J.R., 17; BERTHELOT, J.
40. Un défendeur poursuivi sur un billet qu'il a consenti étant encore mineur, ne peut faire renvoyer l'action en plaçant le seul fait qu'il était mineur lorsqu'il a consenti le billet; mais pour réussir il doit encore demander par sa défense à être relevé de l'obligation qu'il a contractée durant sa minorité en alléguant qu'il a été lésé et de quelle manière il a été lésé.—C.S., 1868. *Cartier vs Pelletier*, 1 R.L., 46; LORANGER, J.—C.C., 1875. *Bluelau vs Gauthier*, 1 Q.L.R., 187; MERRIDITH, J.—C.C., 1875. *Boucher vs Girard*, 20 J., 134; DOHERTY, J.
41. Une exception péremptoire en droit perpétuelle, par laquelle il est allégué que le montant réclamé par le demandeur est compensé par une somme réclamée par le défendeur pour dommages soufferts par lui en conséquence de la négligence et du manque de soin du demandeur, en rendant certains services au défendeur et pour la valeur desquels le demandeur a intenté son action, est un bon plaidoyer et bien fondé, s'il est prouvé, et il n'est pas nécessaire en pareil cas que tels dommages soient réclamés par une demande incidente.—C.S., 1856. *Beaulieu vs Lee*, 6 L.C.R., 33; 4 R.J.R., 480; STUART & GAUTHIER, JJ.
42. Une action pénale n'est ni divisible, ni compensable; en conséquence un plaidoyer de compensation fait à une action de cette nature sera renvoyé sur réponse en droit.—C.S., 1884. *Normandin vs Berthiaume*, 1 M.L.R., 293; MOUSSRAU, J.
43. Une défense par laquelle il est allégué qu'une action a déjà été intentée devant un tribunal étranger, par le même demandeur, contre le même défendeur, pour les mêmes causes d'action, est un bon plaidoyer, particulièrement si la défense allègue paiement du jugement.—C.S., 1855. *Vaughan vs Campbell*, 5 L.C.R., 431; DAY, VALFELSON & MONDELET, JJ.
44. Une sentence renvoyant une action hypothécaire, faute de preuve de la possession du défendeur de l'immeuble hypothéqué, ne peut donner lieu à l'exception de chose jugée à une nouvelle demande fondée sur la possession actuelle du défendeur, la possession étant un fait qui se renouvelle de jour en jour.—C.A., 1855. *Ney & Colville*, 5 L.C.R., 408; 3 R.J.R., 446.
45. *Res judicata* peut être valablement plaidée à une action fondée sur des jugements contre le défendeur, au profit de tiers qui ont transporté ces jugements au demandeur.—C.

C., 1801. *Whelan vs Keeler*, 11 L.C.R., 301; 11 R.J.R., 400; STUART, J.

46. Quoique l'autorité de la chose jugée ne s'attache pas aux motifs d'un jugement, mais seulement au dispositif, cependant ces motifs, lorsqu'ils forment partie intégrante du dispositif, peuvent être pris en considération pour déterminer et compléter le sens du dispositif.—Pour invoquer l'autorité de la chose jugée, il n'est pas nécessaire que l'objet, dans chacun des procès, soit matériellement et à tous égards le même; il suffit qu'il y ait identité de droit, pourvu que, dans l'une ou l'autre hypothèse, il y ait un certain rapport comme celui du tout à la partie entre chacun des objets réclamés.—C. A., 1896. *Stevenson & The City of Montreal*, 6 R.J.O., 107.

V. *infra*, n. 72.

47. On *quo warranto*, the defendant will be held a usurper unless he shows complete title. The defendant should in his plea set up in detail the whole ground of his title, but where he fails to do so, and the plaintiff has not demurred, the court may look at the plaintiff's declaration to discover the defendant's title.—C.R., 1885. *Burroughs vs Baron*, 30 J., 80; JOHNSON, DOHERTY & GILL, JJ.

48. The defendant cannot be allowed to plead specially that which amounts to no more than the general issue.—And the payment and the tender must be pleaded by way of perpetual preemptory exception.—C.B.R., 1810. *Forbes vs Atkinson*, Pyke, 40; S.R., 106; 4 R.L., 216; 1 R.J.R., 75; SEWELL, J.

NOTE.—A consulter, l'intéressante étude de l'hon. juge Sewell, sur les plaidoiries, contenue dans le rapport de cette cause.

49. Defendant filed a general plea only and produced an acquittance in the nature of a transaction between him and plaintiff. Plaintiff's motion to reject the exhibit as it was not accompanied by a plea of payment was rejected.—C. S., 1879. *Cadioux vs Cadioux*, 2 L.N., 194; MACKAY, J.

50. The presence of the pilot in charge, on board a vessel, and the consequent release from responsibility of the master, need not be specially pleaded, but may be invoked under the general issue.—C.A. 1858. *Lampson & Smith*, 9 L.C. 160.

51. The defendant who has pleaded the general issue to an action for infringement of patent, cannot prove that the invention was not new.—C.S., 1879. *Baril vs Dionne*, 3 L.N., 86; JETTÉ, J.

52. On peut invoquer la nullité de l'acte sur lequel est basée la demande, par exception, sans recourir à une demande incidente, ou à une action directe.— Cette nullité peut être opposée par exception, en tout temps, suivant la règle de droit : *quæ temporalia sunt ad agendum, perpetua sunt ad excipiendum*.—C.A., 1852. *Halcro & Delesderniers*, 2 L.C.R., 325; 3 R.J.R., 211.—C.A., 1851. *Les principaux officiers de l'artillerie & Taylor*, 1 L.C.R., 481; 3 R.J.R., 76.—*Contra* :

C.B.R., 1812. *Bradley vs Blake*, 1 R. de L., 38; 2 R.J.R., 122.

53. Lorsqu'il existe un contrat entre les parties, le défendeur qui plaide des moyens tendant à faire rescinder le contrat, ne peut conclure simplement au débouté de l'action, mais doit demander la résolution du contrat.—C.S., 1874. *Frigon vs Bussel*, 5 R.L., 550; BRAUDRY, J.

54. A deed attacked as made in fraud of a creditor cannot be annulled by the Court on a pleading, e.g., a special answer to plea, if the conclusions of the pleading do not ask that the nullity of the deed and radiation of the registration be pronounced by the Court.—C.R., 1887. *Charlebois vs Sauvé*, 3 M.L.R., 312; TASCHEREAU, MATHIEU & DAVIDSON, JJ.

55. V. art. 113, n. 21 à 24.

56. To an *action d'injures* for an *assaut*, an exception stating that the defendant had been prosecuted *criminaliter* is not a valid defence.—C.B.R., 1818. *Pellier vs Miville*, 3 R. de L., 70; 2 R.J.R., 260.

57. In a plea to an action of damages, where a defendant specially denies, and in the same plea alleges affirmative matter, which is not a justification, such matter will be struck out on motion of plaintiff.—C.S., 1877. *St-Jean vs Bleau*, 1 L.N., 211; 21 J., 37; TORRANCE, J.

58. In an action for damages for alleged slander, when a plea of compensation of injury and provocation was put in, the defendant could not plead that the plaintiff was generally bad tempered and of quarrelsome habits.—C.S., 1897. *Lacaze vs Drapeau*, 12 R.J.O., 92; CASAUET, J.

V. art. 191, n. 88.

59. Le défendeur peut, en réponse à une action en dommages pour injures verbales, plaider spécialement : que tout ce qu'il a pu dire au sujet du demandeur diffère d'avec les allégations de la déclaration et que tout ce qui sera prouvé qu'il a pu dire est vrai.—C. S., 1868. *Delisle vs Beaudry*, 12 J., 221; 17 R.J.R., 457; BERTHELOT, J.

60. A une action en dommages pour injures verbales et diffamation, le défendeur peut plaider qu'il n'a jamais dit les paroles incriminées, mais qu'il en a dit d'autres et que ces autres paroles étaient justifiées par les circonstances dans lesquelles elles ont été prononcées.—C.S., 1893. *Langelier vs Casgrain*, 3 R.J.O., 246; CARON, J.

61. In an action for libel, the defendant is entitled to plead, if not in justification, at least in mitigation of damages, all the circumstances connected with the publication of the libel, including his quality and position at the time the work complained of was published, and the truth and sincerity of the statements and opinions on which the charge of libel was founded.—These allegations will not be set aside on demurrer.—C.A., 1894. *Lacasse & St. Louis*, 4 R.J.O., 103.

62. In an action of damages for malicious libel, the truth of the alleged libel may be pleaded in justification or in mitigation of damages.—C.A., 1889. *Leduc & Graham*, 5 M.L.R., 511.

63. Even though the defendant denies the intention to injure.—C.A., 1888. *Graham & McLeish*, 5 M.L.R., 475.

64. A plea alleging the truth of such publication as above is not demurrable.—C.A., 1888. *Graham & Daoust*, 5 M.L.R., 498.

65. The notoriety of the facts contained in the publication complained of may be pleaded in mitigation of damages.—C.A., 1889. *Trudel & Vian*, 5 M.L.R., 502.

66. Under the general issue, proof of rumors current in the plaintiff's neighbourhood, before the uttering of slanderous words imputed to defendant, may be made in mitigation.—C.S., 1898. *Fournier vs Noreau*, 12 J., 342; 18 R.J.R., 103; TORRANCE, J.

67. Under a plea of general issue to an action by a lessee to resiliate a lease on the ground that the lessor leased the premises, underneath the part of the house leased to the plaintiff, for purposes of prostitution, the defendant is entitled to prove that the plaintiff herself leased some of her rooms to prostitutes. These facts being established, the action for resiliation will not be maintained.—C.A., 1892. *Ménard & Bryson*, 1 R.J.O., 154.

68. *V. MacDongall vs Morgau*, 1895, n. 4.

69. *V. Cowans vs Brière*, sous art. 919.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

70. Un défendeur ne doit pas invoquer des moyens contradictoires dans un même plaidoyer, mais rien n'empêche d'invoquer subsidiairement des moyens contradictoires dans divers plaidoyers, si ces plaidoyers constituent par eux-mêmes une bonne défense à l'action.—C.S., 1898. *Archambault vs Tessier*, 4 R.L.n.s., 315; 1 R.P., 234; MATHIEU, J.

71. When an allegation in a plea contains a formal admission, it cannot be assimilated to a clerical error or an accidental misstatement, unless a very satisfactory explanation to that effect is given. Therefore, the Court should not treat it as one of those errors which the Court allows to be rectified by motion at the trial.—C.R., 1898. *Vézina vs Piché*, 13 R.J.O., 213; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

72. Une défense qui allègue chose jugée pour une partie de la demande, et offre de confesser jugement pour l'autre partie, et demande acte de cette offre, est valable, et ne sera pas rejetée sur inscription en droit.—C.S., 1898. *Lambe vs The Pontiac & Pacific Junction Ry. Co.*, 1 R.P., 473; MATHIEU, J.

73. *V. supra*, n. 43 et s.

74. The defence of prescription, under

art. 1178 and 1179 C.C.P., to a petition in revocation of judgment, should be invoked by a plea to the merits, and not by an exception to the form.—C.S., 1897. *Durocher vs Durocher*, 12 R.J.O., 282; ARCHIBALD, J.

75. La prescription ne peut être plaidée par défense en droit. Ce moyen doit être invoqué par exception au fond.—C.C., 1898. *McLaurin vs Perkins*, 1 R.P., 433; LAVERGNER, J.

76. Le tiers-détenteur poursuivi hypothécairement peut invoquer par plaidoyer au mérite aussi bien que par exception dilatoire les moyens que fournit l'Art. 2072 C.C., sans faire le dépôt ni observer le délai requis pour les exceptions préliminaires.—C.S., 1898. *Kitchie vs Girard*, 1 R.P., 421; GAGNE, J.

77. Sur plaidoyer de remise verbale de la dette par le demandeur au défendeur, le défendeur sera tenu de dire approximativement en quel lieu et à quelle date le demandeur a ainsi fait au défendeur remise de sa dette.—C.C., 1898. *Gravel vs Arré*, 1 R.P., 176; ROUTHIER, J.

78. Lorsqu'un défendeur allègue dans sa défense que le demandeur ne lui donne pas crédit pour une somme d'argent qui lui a été payée, il doit indiquer par qui et comment cette somme lui a été payée et mentionner, autant que possible, les circonstances de ce paiement.—C.S., 1898. *Dupuy vs Brussard*, 4 R.L.n.s., 327; MATHIEU, J.

79. Where husband and wife, common as to property, are sued jointly for a debt for which plaintiff alleges that the community is liable, the female defendant has a right to appear and plead her own rights.—C.S., 1897. *Caron vs Kavanagh*, 13 R.J.O., 296; CURRAN, J.

80. A une saisie-revendication prise par un vendeur non payé, le défendeur peut plaider, sans exciper du droit d'autrui, que les marchandises ne sont plus dans le même état, et ont été vendues et sont en la possession d'un tiers.—C.S., 1898. *Chaput vs Pelletier*, 4 R.L.n.s., 511; LORANGER, J.

81. When a note is made payable to the order of a firm and is thereafter endorsed by the firm and transferred to one of the partners personally, any defence which would have been good as against the firm by reason of the firm's doings, must be equally good as against the partner.—C.R., 1898. *Vézina vs Piché*, 13 R.J.O., 213; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

82. Un défendeur poursuivi en dommage pour avoir séduit une femme mariée et l'avoir détournée de ses devoirs conjugaux, peut alléguer dans sa défense que si la femme a laissé le domicile conjugal c'était parce que le demandeur la maltraitait et qu'il lui avait communiqué des maladies vénériennes, et une réponse en droit demandant le rejet de ces allégations sera renvoyée.—C.S., 1898. *Roussel vs Frappier*, 4 R.L.n.s., 463; TAIT, J.

83. Des dommages dont la preuve ne peut se faire que par une longue enquête ne peuvent être regardés comme liquides et opposés en compensation ; ainsi on ne peut plaider à un *assumpsit* que les marchandises ordonnées étaient en quantité plus considérable que celles livrées et que le défendeur a dû payer, pour se procurer la différence, un prix plus élevé.—C.S., 1808. *Bilodeau vs Veilleux*, 1 R. P., 482 ; ANDREWS, J.

84. A plea to an action of damages for slander or libel, alleging that the defendant had good reasons and probable cause to say or write what he did say or write, and specifying the reasons, is a good plea in law.—C.S., 1807. *Smith vs Hood*, 13 R.J.O. 311 ; GILL, J.

85. Dans une action pour voies de fait le défendeur a le droit de réciter les insultes qui ont donné lieu à l'assaut, d'en expliquer les circonstances, et preuve avant faire droit sera ordonnée sur un allégué de ce genre.

107. La défense doit être produite dans les six jours à compter de l'expiration du délai accordé pour comparaitre.

Si des exceptions préliminaires ont été produites, le délai ci-dessus court depuis le jugement sur ces exceptions, sauf lorsqu'il est autrement prévu dans la section précédente.—*Nouveau, partie* ; C.P.C., 137.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 12, § 2.

2. Delay will be given to defendant to plead, if it appears that he is under criminal charge which might be influenced by pleading within the required delays.—C.S., 1871. *Burn vs Fontaine*, 15 J., 144 ; 3 R.L., 122 ; 21 R.J.R., 441 ; BEAUDRY, J.

3. V. autorités sous art. 205.

4. Lorsque les preuves littérales invoquées au soutien de la demande ne sont pas produites en même temps que l'exploit d'assignation, le délai pour plaider au mérite ne compte que du jour de la production des pièces.—C.S., 1887. *Gauthier vs Leroux*, 15 R. L., 240 ; MATHIEU, J.

5. V. art. 157, n. 2 et s.

6. The defendant may be called upon to plead to the merits of a petitory action during the pendency of a review of a judgment rejecting a demand by plaintiff for the sequestration of the property in dispute.—

§ 3.—RÉPONSE ET RÉPLIQUE.

198. Dans les six jours, le demandeur doit répondre à une défense contenant des faits nouveaux, et le défen-

—C.S., 1808. *Lightbound vs Putenaude*, 1 R. P., 324 ; MATHIEU, J.

86. Dans une action en séparation de corps, où il y a eu réconciliation entre les époux, cette réconciliation ne peut être opposée par moi-même demandant que l'action soit déclarée avoir été discontinuée, mais elle doit être plaidée dans la manière ordinaire.—C.S., 1808. *Loiselle vs Parent*, 4 R. L.n.s., 325 ; MATHIEU, J.

87. Le défendeur poursuivi par sa belle-mère pour une pension alimentaire, ne peut opposer à l'action de la demanderesse des allégations d'inconduite de cette dernière.—C.S., 1808. *Poisant vs Racette*, 14 R.J.O., 441 ; MATHIEU, J.

88. Le défendeur ne peut alléguer comme moyen de défense à une action demandant la nullité d'un partage les motifs qui ont porté le demandeur à intenter son action.—C.S., 1898. *Farineau vs Farineau*, 4 R.L. n.s., 447 ; MATHIEU, J.

107. The defence must be filed within six days after the expiry of the delay allowed for appearance.

Whenever preliminary exceptions have been filed, this delay runs from the time of judgment upon such exceptions, except where it is otherwise provided in the preceding section.—*New, in part* ; C.C.P., 137.

Louise Wharfage Co. vs Blouin, 8 R.J.O., 415 ; CASAUET, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

7. Dans le cas où un défendeur, qui a obtenu la permission de produire sa défense en payant certains frais, produit son plaidoyer sans payer ces frais, le demandeur ne peut, sur motion, le faire rejeter du dossier pour cette raison si, avant la motion, il avait répondu au plaidoyer sans aucune réserve.—C.S., 1898. *McCreery vs Lapalme*, 4 R.L.n.s., 483 ; DOHERTY, J.

8. Des défendeurs condamnés, après enquête préliminaire, à subir leur procès devant la cour criminelle, et poursuivis pour dommages résultant du même délit, ne peuvent, après inscription de la cause au mérite, demander la suspension des procédures jusqu'à ce qu'ils aient subi leur procès au criminel.—C.S., 1898. *Samson vs Webb*, 1 R.P., 495 ; LEMIEUX, J.

§ 3.—ANSWER AND REPLY.

198. Within a delay of six days, the plaintiff must answer a defence containing new facts, and the defen-

deur à une réponse de même nature.

Si ces pièces de plaidoirie sont insuffisantes pour développer les moyens des parties, le juge peut accorder la permission de produire des pièces de plaidoirie additionnelles.—*Nouveau* ; C. P.C., 138, 139, 148.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Action pétitoire	16
Aliments	4
Argumentation	28, 31
Contestation liée	29, 31
Défaut de répondre	35, 39, 40
Délai	5
Désistement	22, 34
Détails	34
Domages	18
Donation	7
Faits nouveaux	1, 3, 6, 14, 17, 20, 21, 23, 25 à 31, 33, 39
Femme remariée	15
Lettres patentes	32
Mandat	35
Motion	3, 5, 17, 28 à 30, 33, 35, 37, 40
Nom	19
Nullité de contrat	8
Opposition	5, 7, 17, 27
Permission du Juge	5, 16, 21, 24, 26, 36, 37
Plaidoyer négatif	1
Réplique spéciale	24 à 27
Réponse en droit	7, 12, 13
Réponse générale	2
Revendication	20

1. The only answer admissible to a negative plea, is a general replication. An answer to plea containing new allegations of fact, which in effect give rise to a new cause of action, will be rejected on motion.—C.S., 1889. *Harwood vs Fowler*, 7 M.L.R., 271; MATHIEU, J.

2. Une seule réponse générale ne peut pas être également faite à quatre exceptions séparées.—C.S., 1856. *Bradford vs Henderson*, 6 L.C.R., 488; 5 R.J.R., 151; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

3. Une réponse à un plaidoyer contenant des allégations qui auraient dû être faites dans la déclaration, devra être rejetée sur motion.—C.S., 1882. *La Cie de Frêt et de Crédit Foncier vs Barthe*, 12 R.L., 637; JETTÉ, J.

4. Where, in execution of a judgment obtained for the amount of a promissory note, an alimentary allowance payable to the defendant is seized by garnishment, and the defendant contests the seizure on the ground that an alimentary allowance is not seizable, the plaintiff may, by his answer, plead that the consideration for the note was an alimentary debt, and that the claim was within the exception of C.C.P. 558 (599 n.c.), but plaintiff in this case had failed to prove the truth of the answer.—C.S., 1887. *Downie vs Francis*, 3 M.L.R., 371; TAIT, J.

dant must reply to an answer of like nature.

If such pleadings are not sufficient to fully set forth the contentions of the parties, the judge may grant leave to file additional pleadings.—*New* ; C. C. P., 138, 139, 148.

5. Une opposition à jugement, admise sur l'ordre d'un Juge, est de la nature d'un plaidoyer, et ne peut être renvoyée sur une simple motion alléguant des moyens à la forme et présentée en dehors des délais voulus pour la production des exceptions préliminaires.—C.R., 1887. *Davin vs Ollivon*, 3 M.L.R., 382; JOHNSON, PAPINEAU & LORANGER, JJ.

6. Allegations, which form the chief support of plaintiff's action, must be set out in the declaration, and cannot be pleaded by way of special answer to defendant's exceptions.—C.S., 1856. *McGory vs Griffin*, 1 J., 39; 5 R.J.R., 306; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

7. La propriété immobilière saisie fut réclamée par l'opposante, comme propriétaire, en vertu du testament de son défunt mari, et la demanderesse plaida que subséquemment à la date du testament, le testateur et l'opposante, de lui dûment autorisée, avaient fait donation de la propriété saisie au défendeur; l'opposante répliqua spécialement que la donation avait été, subséquemment, et avant le décès de son mari, résiliée du consentement de toutes les parties à icelles.—*Jugé*: Que cette réponse spéciale ne pouvait être attaquée au moyen d'une défense au fond en droit, sur le principe que cette réponse invoquait un titre différent que celui allégué dans l'opposition; que, de fait, cette réponse n'invoquait pas cette résiliation comme titre, mais que l'objet de cet allégué était de faire voir qu'en conséquence de la résiliation en question, son titre, en vertu du testament, avait repris vigueur.—C.S., 1857. *Romain vs Dugal*, 8 L.C.R., 200; 6 R.J.R., 208; MORIN, J.

8. A plaintiff cannot by a special answer to a plea, founded upon a deed to which he was a party, and which deed would defeat his action, set up grounds of nullity against such deed and ask the rescission thereof; the nullity of such deed should have been asked by the declaration.—C.S., 1863. *Martin vs Martin*, 7 J., 293; 12 R.L., 190; MONK, J.

9. Where the plaintiff's special answer after amendment was found to be contradictory to their declaration.—*Held*: that the action on that ground alone must be dismissed.—C.S., 1862. *Gault vs Côté*, 12 L.C.R., 92; 10 R.J.R., 301; MONK, J.

10. Le demandeur en alléguant dans ses réponses spéciales que partie du droit qu'il réclame lui vient du chef de sa défunte épouse, en vertu de son testament qu'il in-

voque, n'ajoute rien à sa demande et n'en change pas la nature, mais ne fait qu'indiquer la source d'un droit dont il était seul saisi au moment de l'institution de son action.—C.A., 1868. *La Fabrique de Deschambault & Dubeau*, 2 Q.L.R., 6; STUART, J.

11. La cour mettra de côté un testament, attaqué pour captation par une réponse à un plaidoyer, malgré que l'action même soit renvoyée.—C.R., 1896. *Thioret vs Chauvellet*, 3 R. de J., 182; JETTÉ, PAGUELO & DOHERTY, JJ.

12. A special answer cannot be filed to a special answer, without leave of the Court.—Where, instead of moving to reject such additional special answer, the plaintiff files a demurrer, and inscribes for hearing on law, the Court will discharge the inscription and order a repleader.—C.S., 1873. *Hart vs Northern Insurance Co.*, 18 J., 189; JOHNSON, J.

13. On ne peut pas faire une réponse en droit à un plaidoyer qui nie les allégations de fait.—C.C., 1874. *Lynch vs Laframboise*, 5 R.L., 547; BÉLANGER, J.—C.S., 1883. *Banque Jacques-Cartier vs Côté*, 9 Q.L.R., 76; CASAULT, J.

14. Where the plaintiff by special answer raises new matter tending to alter the cause of action, and the defendant joins issue without objection, the court will not reject evidence as to the new matter.—C.A., 1875. *Levasseur & Scott*, R., 574.

15. Quand une femme est poursuivie comme veuve et que, par exception à la forme, elle établit qu'avant l'institution de l'action, elle était remariée, l'action doit être déboutée, et une réponse spéciale alléguant "que la dette a été contractée par la défenderesse pendant son veuvage, et qu'elle est séparée de biens avec son nouvel époux," sera déboutée sur une réplique en droit.—C.C., 1880. *Dynes vs Falardeau*, 6 Q.L.R., 348; CARON, J.

16. Dans une action pétitoire revendiquant la partie qui lui est échue dans la succession de son père, d'une propriété qui a appartenu à la communauté entre son père et sa mère, la demanderesse n'est pas obligée d'alléguer sa renonciation à la succession de sa mère qui a vendu toute la propriété au défendeur, et elle peut opposer ce moyen par réponse spéciale.—Une réplique spéciale à une réponse spéciale ne peut pas être produite sans la permission du tribunal; mais, s'il est démontré, sur la motion pour la rejeter, que la réplique spéciale est nécessaire pour développer les moyens des parties, le tribunal peut permettre qu'elle reste au dossier, à la condition que celui qui l'a produite paie les frais de la demande de son rejet.—C.S., 1881. *Guay vs Caron*, 7 Q.L.R., 217; CASAULT, J.

17. A new *moyen* pleaded by special answer in support of an opposition à *jugement*, will be rejected on motion without the necessity of a demurrer.—Where such motiou

asks in general terms for the rejection of the whole pleading or such portion thereof as the Court shall see fit, the Court will examine the special answer and reject such portion thereof as may constitute a new *moyen*.—C.A., 1887. *Campbell & Canada Freehold Estate Co.*, 13 Q.L.R., 229.

18. In an action of damages for inferior quality of goods sold, to which the defendant pleaded that the plaintiff was too late in making his complaint, the latter is entitled to allege in his answer that he made complaint upon discovery of the breach of contract.—Where the action was against C. personally, although the contract was signed "C. & Co." and defendant pleaded that "C. & Co." was a firm of which he produced the registration, the plaintiff was entitled to answer that it was not the firm set up in the plea with whom he dealt, but that the "C. & Co." with whom he dealt was the defendant himself acting under a simulated registration, in the name of his wife as "C. & Co."—C.S., 1896. *Meyer vs Cardinal*, 9 R.J.O., 34; ARCHIBALD, J.

19. Le fait que le défendeur a toujours connu le demandeur et l'a toujours désigné dans son journal, et dans le libel dont se plaint le demandeur, sous le nom que le demandeur prend dans son action, ne peut pas changer l'état civil du demandeur et lui permettre de poursuivre sous un nom qui ne serait pas le sien; ce fait ne constitue donc pas un moyen légal d'une réponse spéciale à une exception à la forme, et sera rejeté sur défense en droit.—C.S., 1894. *Angers vs Picaud*, 5 R.J.O., 339; ROUTHIER, J.

20. When a plaintiff suing in revendication of an article sold with the condition that it shall remain the property of the vendor until the price shall be fully paid is bound to tender the money received on account of the price, he cannot offset a claim for the use of the article against the amount received by an answer to a demurrer, but he should have set it out in the declaration.—C.S., 1897. *Tufts vs Giroux*, 12 R.J.O., 530; DOHERTY, J.

21. Une réplique spéciale peut être opposée à une réponse alléguant des faits nouveaux, et sans qu'il soit besoin d'obtenir permission de la cour à cet effet.—C.A., 1856. *Kierzkowski & Morrison*, 6 L.C.R., 159.

22. The necessity of a replication to the plaintiff's general answer, is waived by consent of defendant to subsequent proceedings.—C.S., 1858. *Greenshields vs Gauthier*, 2 J., 288; SMITH, J.

23. A special replication by a defendant to a special answer of a plaintiff is irregular and the special matter therein will be rejected on motion of the plaintiff to that effect, where the said special matter could have been regularly pleaded by the plea of defendant.—C.S., 1860. *Torrance vs Chapman*, 5 J., 75; 9 R.J.R., 32; MONK, J.

24. Il est loisible à un défendeur, à l'exception duquel on a répondu spécialement,

de répliquer spécialement à telle réponse spéciale, et sans qu'il lui soit nécessaire pour ce d'obtenir aucune permission.—C.S., 1862. *Regina vs Belleau*, 12 L.C.R., 15; TASCHEREAU, J.

25. A replication to a general answer is unnecessary and will be rejected on motion.—C.S., 1876. *Fauteux vs Parent*, 21 J., 12; MACKAY, J.

26. A special replication to a special answer may be filed without obtaining leave of the Court.—C.S., 1880. *Carter vs Ford*, 3 L.N., 338; TORRANCE, J.

27. Un demandeur qui a produit une contestation à une opposition, peut alléguer par une réplique spéciale à la réponse de l'opposant un jugement intervenu dans une autre cause entre l'opposant et le débiteur du demandeur contestant, qui règle le litige entre l'opposant et le contestant, lorsque ce jugement a été rendu depuis la production de la contestation; surtout si dans la contestation et la réponse il a été fait allusion à cette autre cause et que l'opposant ne se soit pas plaint en cour inférieure de l'irrégularité de la réplique en demandant le rejet ou autrement par la procédure écrite.—C.A., 1886. *Bouchard & Lajoie*, 2 M.L.R., 450.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

28. Une réponse à un plaidoyer qui ne contient aucun fait nouveau, qui n'est pas nécessaire pour lier la contestation, et qui ne contient qu'une argumentation, sera rejetée du dossier sur motion à cet effet.—C.S., 1897. *Béliveau vs Demers*, 3 R.L.n.s., 542; ARCHIBALD, J.

29. Une contestation est liée par une défense générale et la même règle s'applique séparément pour chaque allégation de la déclaration à laquelle le défendeur répond généralement.—Une réponse du demandeur, alléguant de nouveaux faits, à des dénégations générales plaidées séparément, sera rejetée du dossier sur motion ou sur inscription en droit.—C.S., 1898. *McCroory vs Lévesque*, 4 R.L.n.s., 136; ARCHIBALD, J.

30. Lorsqu'un demandeur par les allégations de sa réponse à la défense contredit une allégation de sa déclaration ou allègue des faits tendant à refaire sa demande, ces allégations de la réponse du demandeur peuvent être rejetées sur motion.—C.S., 1898. *Marsan vs Lemoine*, 4 R.L.n.s., 446; MATHIEU, J.

31. Where an answer to a plea does not set forth new facts, no reply is necessary to join issue.—A reply in such case, consisting for the greater part of a legal argument, will be dismissed with costs on motion to that effect.—C.S., 1897. *Moranville vs Demers*, 1 R.P., 120; ARCHIBALD, J.

32. Where the plaintiff in his action does

not attack the validity of letters patent of invention held by the defendant, and referred to in the declaration, he is not entitled to attack the validity of such patent by his answer to defendant's plea.—C.S., 1898. *The American Stocker Co. vs The General Engineering Co. of Ontario*, 14 R.J.O., 479; 4 R.L.n.s., 492; TAIT, J.

33. Une réponse à une défense, où le défendeur plaide que l'ouvrage dont on réclame le prix a été mal fait, dans laquelle le demandeur allègue que le défendeur était satisfait des travaux, parce que subséquemment il lui en avait donné d'autres pour le prix desquels il se réservait son recours, est irrégulière et sera rejetée sur motion.—C.S., 1898. *Wright vs Thayer*, 4 R.L.n.s., 236; MATHIEU, J.

34. A party who demands and obtain particulars on some allegation waives all his right to contest the legal validity of that allegation.—*Ibid*, 1 R.P., 165.

35. Dans une action basée sur un mandat exprès, qui est nié, on ne peut alléguer dans la réponse que le défendeur savait que le demandeur travaillait pour lui; une telle allégation devant faire partie de la déclaration, sera rejetée de la réponse sur motion.—C.S., 1898. *Carpenter vs Pinault*, 1 R.P., 498; MATHIEU, J.

36. Une réponse spéciale à une réponse ne peut être produite qu'avec la permission du juge, et le demandeur peut également obtenir cette permission pour y répliquer.—C.S., 1898. *Rivet vs Barsaton*, 1 R.P., 269; MATHIEU, J.

37. Une réplique spéciale, produite sans la permission du juge, sera renvoyée sur motion.—C.S., 1897. *Knorr vs Walsh*, 1 R.P., 87; CARON, J.—C.S., 1898. *Prévost vs La Cie. d'Imprimerie du Nord*, 1 R.P., 337; TASCHEREAU, J.

38. Une défense de paiement, à laquelle le demandeur n'a pas répondu, est censée admise.—C.C., 1897. *Bélanger vs Dugal*, 1 R.P., 20; ANDREWS, J.

39. Lorsque le demandeur n'aura pas répondu à une défense spéciale du défendeur alléguant des faits nouveaux, sur demande, la cause pourra sortir du délibéré et il sera permis au demandeur de réparer son omission tout comme s'il eût répondu en temps requis.—C.C., 1898. *Perrin vs Bilo-deau*, 1 R.P., 352; GAGNÉ, J.

40. Une défense spéciale à laquelle le demandeur ne répond pas, est censée admise.—Cependant il sera permis au demandeur, à l'audition, de faire une motion à l'effet d'obtenir la permission de répondre à ce plaidoyer; mais il devra payer les frais de motion et un honoraire supplémentaire de ré-audition.—C.C., 1898. *Gascon vs Drouin*, 1 R.P., 390; TASCHEREAU, J.

199. Le juge peut permettre à chaque partie, aux conditions qu'il

199. The judge may allow either party, upon such conditions as are

juge convenables, de faire valoir, par voie de défense supplémentaire ou de réponse supplémentaire, des faits essentiels, arrivés depuis la contestation.—*Nouveau*; CAL., 464; BOONE, s. 83.

1. The plaintiff and defendant, respectively, may be allowed on motion, to make a supplemental complaint or answer, alleging facts material to the case occurring after the former complaint or answer.—CAL., art. 464.

2. Rap. C.—L'article 199 permet, conformément à la jurisprudence, de produire une défense ou réponse supplémentaire, actuellement connue sous le nom de *puis darrein continuance*.

3. Un plaidoyer *puis darrein continuance* ne peut être produit sans permission spéciale de la cour.—C. R., 1866. *Duhaut vs Pacaud*, 17 L.C.R., 178; MEREDITH, STUART & TASCHEREAU, JJ.

4. Le paiement de partie de la dette fait par le défendeur pendant l'instance, ne peut faire la matière d'une intervention, mais doit être invoqué par un plaidoyer supplémen-

200. Les moyens de droit, à l'encontre d'une défense ou d'une autre pièce de plaidoirie, sont proposés par voie d'inscription, conformément aux dispositions des articles 191 à 195; et les moyens d'exception préliminaire, par voie de motion, conformément aux règles des articles 164, 165 et 166.—*Nouveau*; C.P.C., 138, *partie*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 12.

2. V. art. 191 et autorités citées.

3. L'on ne peut par réponse en droit faire rejeter comme irrégulier un plaidoyer renfermant ensemble une exception de compensation et de litispendance.—C.S., 1885. *Picard vs Bérard*, 1 M.L.R., 454; TORRANCE, J.

4. On ne peut dans un même plaidoyer nier d'abord la dette, puis alléguer que dans tous les cas elle est compensée par un compte à compte, ces allégations étant contradictoires. Un tel plaidoyer doit être renvoyé sur réponse en droit.—C.S., 1890. *Lafrenière vs McBean*, 7 M.L.R., 37; TASCHEREAU, J.

5. Une défense en droit doit être jugée sur son propre mérite en droit, et il ne peut y avoir de défense en droit à une autre défense en droit.—C.S., 1885. *La Cie de Prêt et Crédit Foncier vs Lemire*, 1 M.L.R., 464; TORRANCE, J.

6. On ne peut pas répondre en droit à une défense en fait.—C.S., 1883. *Banque Jacques-Cartier vs Côté*, 9 Q.L.R., 76; CASALTY, J.

7. Facts cannot be alleged in replication

deemed proper, to plead, by way of supplementary defence or supplementary answer, material facts which have arisen since issue joined.—*New*; CAL., 464; BOONE, § 83.

taire.—Intervention basée sur ce moyen renvoyée sur motion.—C.S., 1852. *Lyman vs Perkins*, 2 L.C.R., 304; 3 R.J.R., 198; DAY, VANFELSON & MONDELET, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

5. Where the plaintiff, in answer to plea, decides to set up facts which have occurred since the institution of the action, he must first obtain leave of the Court.—C.S., 1897. *Schiller vs Daoust*, 12 R.J.O., 185; 1 R.P., 188; ARCHIBALD, J.

6. Article 199 of the Code of Procedure cannot be extended so as to authorize the Court to permit an amendment of the declaration, where such amendment sets up an entirely new and distinct right of action founded on facts not existing at the date of the issue of the writ.—C.S., 1897. *Brunet vs Venne*, 12 R.J.O., 512; 1 R.P., 136; ARCHIBALD, J.

200. Grounds of law against any defence or other pleading are urged by way of inscription, in accordance with Articles 191 to 195; and grounds in the nature of preliminary exceptions are urged by motion, in conformity with Articles 164, 165 and 166.—*New*; C.P.C., 138, *in part*.

to an answer in law, and allegations of fact contained in such replication may be struck out, on motion.—C.S., 1886. *Lockie vs Mullin*, 2 M.L.R., 262; TASCHEREAU, J.

8. Where in an action for dower, defendant sets up in his plea, not as an omission of averment, but as a matter of fact, that there was no registration as required by law, such allegation is not demurrable.—C.R., 1873. *Leroux vs Leroux*, 5 R.L., 188; JOHN-SON, MACKAY & TORRANCE, JJ.

9. Dans une action en dommages contre une compagnie voiturière pour expulsion illégale par un conducteur, toute allégation dans la plaidoirie se rapportant au caractère et à la conduite du demandeur dans un autre temps que la circonstance en question dans la cause, est étrangère à la contestation, et sera rejetée sur réponse en droit.—C.S., 1888. *Brouillet vs The Montreal Street Ry. Co.*, 4 M.L.R., 379; MATHIEU, J.

10. Lorsqu'un défendeur prétend que le nom que prend le demandeur dans son action n'est pas le sien, celui-ci fait une bonne réponse en droit en disant que c'est le nom

qu'il a toujours porté et sous lequel il a toujours été connu.—C.S., 1894. *Angers vs Pacaud*, 5 R.J.O., 339; ROUTHIER, J.

11. Une motion qui demande de faire rayer d'un plaidoyer certaines allégations, parcequ'elles ne sont pas suffisamment libellées, doit être faite dans les quatre jours de la production de tel plaidoyer. (Trois jours suivant art. 164.)—C.S., 1893. *Langelier vs Casgrain*, 3 R.J.O., 102; CASAULT, J.

12. A writ of summons in the nature of a writ of prohibition cannot be quashed on motion.—C.S., 1878. *O'Furrell vs Garneau*, 4 Q.L.R., 206; CARON, J.

13. An action, manifestly beyond the jurisdiction of the court, may be dismissed on motion, even after plea filed.—C.C., 1885. *Socis vs Buchanan*, 8 L.N., 371; TORRANCE, J.

14. Lorsqu'une question a été soulevée par un plaidoyer au mérite, le défendeur ne peut, par motion, demander le renvoi de l'action pour les mêmes raisons que celles déjà invoquées dans son plaidoyer, quand même l'action serait illégale à sa face même.—C.S., 1884. *Roulet vs Lalonde*, 8 L.N., 322; LORANGER, J.

§ 4.—PRODUCTION DES PIÈCES.

201. Les dispositions des articles 155 à 160 régissent, en autant qu'elles sont applicables, la production des pièces ou preuves littérales invoquées à l'appui des défenses et réponses.

Si ces pièces ou preuves littérales ne sont pas produites avec la plaidoirie, elles ne peuvent l'être ensuite que du consentement de la partie adverse ou avec la permission du juge.

Le juge peut prolonger le temps pour la production de ces pièces ou preuves littérales.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 141, *partie*.

1. S.R.B.C., c. 180, § 3.

2. Le juge n'accordera pas la demande du défendeur de prolonger les délais pour plaider, pendant que l'acte de forclusion subsiste. L'avis de cette demande signifiée au demandeur, avant l'expiration du délai pour plaider, ne suspend pas le droit du demandeur d'obtenir la forclusion.—C.S., 1858. *Miller vs McDonald*, 8 L.C.R., 303; CHABOT, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

3. Un défendeur qui invoque au soutien

15. On ne peut par une motion faire rejeter un plaidoyer parce qu'il contient des matières étrangères au litige.—C.S., 1870. *Guévremont vs Wilbrenner*, 6 R.L., 12; BÉLANGER, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

16. Dans une action pour loyer, un plaidoyer de compensation basé sur des dommages soufferts par le mauvais état des lieux loués est illégal et sera rejeté sur réponse en droit.—C.S. 1898. *Caron vs Forest*, 1 R.P., 308; MATHIEU, J.

17. On n'a pas le droit d'opposer en compensation dans un plaidoyer à une action sur billet des dommages causés au défendeur par celui à l'ordre duquel le billet était fait, et un plaidoyer de cette nature sera renvoyé sur inscription en droit.—C.S., 1898. *Walters vs Campbell*, 1 R.P., 357; MATHIEU, J.

18. Une motion ou requête qui allègue des faits qui n'apparaissent pas au dossier sera renvoyée si elle n'est pas accompagnée de l'affidavit requis par la règle n. 47 des règles de pratique de la cour supérieure.—C.S., 1898. *Marceau vs Lachance*, 1 R.P., 435; CHOQUETTE, J.

§ 4.—FILING OF EXHIBITS.

201. The provisions contained in Articles 155 to 160 govern in so far as may be the filing of exhibits referred to in the defence and answers.

If such exhibits are not filed with such pleading, they cannot afterwards be filed without the consent of the opposite party or leave of the judge.

A judge may extend the delay for filing the exhibits or written proofs.—*New, in part*; C.C.P., 141, *in part*.

Si sa défense une pièce qu'il ne produit pas, n'a pas le droit d'inscrire cette cause avant telle production, et peut être forcé de produire cette pièce sous peine du rejet de l'inscription.—C.S., 1898. *Lalonde vs Morneau*, 1 R.P., 330; MATHIEU, J.

4. Le défendeur qui mentionne un contrat dans son plaidoyer peut être tenu, sur motion, de le produire dans un certain délai, et, à défaut de ce faire, les allégations mentionnant tel contrat seront retranchées.—C.C., 1898. *Longpré vs La Cie. d'Imprimerie du Nord*, 1 R.P., 459; TASCHEREAU, J.

§ 5.—DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DÉFENSES, RÉPONSES ET RÉPLIQUES.

202. Chaque partie est tenue de répondre spécialement et catégoriquement aux allégations de la partie adverse, en les admettant, les niant ou déclarant qu'elles ne sont pas à sa connaissance.

Elle peut, cependant, nier généralement toutes ces allégations ; mais la dénégation générale exclut toutes autres défenses, réponses ou répliques en fait.

—*Nouveau.*

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

1. Une défense spéciale à laquelle le demandeur ne répond pas, est censée admise.—Cependant il sera permis au demandeur, à l'audition, de faire une motion à l'effet d'obtenir la permission de répondre à ce plaidoyer ; mais il devra payer les frais de motion et un honoraire supplémentaire de réaudition.—C.C., 1898. *Gascon vs Drouin*, 1 R.P., 330 ; TASCHEREAU, J.

2. Une allégation d'une réplique en contradiction avec le plaidoyer de la même partie sera rejetée comme irrégulière.—C.S., 1898. *Prévost vs La Cie. d'Imprimerie du Nord*, 1 R.P., 337 ; TASCHEREAU, J.

3. On peut répondre à une requête accompagnant le bref de prohibition par une dénégation générale, en droit et en fait, de toutes les allégations de la requête, et une pareille réponse ne sera pas renvoyée sur motion.—C.S., 1898. *Piché vs Guenette*, 1 R.P., 470 ; TASCHEREAU, J.

4. Sous l'article 202 du c.p.c., lorsque toute la demande est renfermée dans une seule allégation, le défendeur peut nier cette allégation et plaider, en outre, diverses défenses spéciales.—C.S., 1898. *Meagher vs Meagher*, 4 R.L.n.s., 479 ; TAIT, J.

5. Lorsque le défendeur a nié les trois allégations dont se composait la déclaration du demandeur, il ne peut ensuite plaider des défenses spéciales.—C.S., 1898. *Transit Milling Agency vs McLaren*, 4 R.L.n.s., 481 ; MATHIEU, J.

6. Un défendeur qui plaide en premier lieu comme suit : 1° "Tous les allégués de la déclaration, de 1 à 9 inclusivement, sont faux et mal fondés," ne peut ensuite faire aucune allégation spéciale.—C.S., 1898. *Gagné vs Charpentier*, 4 R.L.n.s., 507 ; DAVIDSON, J.

7. Lorsque le défendeur fait une dénégation générale dans la première allégation de sa défense, et ensuite, plaide spécialement, toutes ces allégations spéciales peuvent être rejetées sur motion, vu que d'après l'article 202 du c.p.c., la dénégation générale

§ 5.—RULES APPLICABLE TO DEFENCES, ANSWERS AND REPLIES.

202. Each party must reply specially and categorically to the allegations of the opposite party, either by admitting or denying them, or by declaring that he is ignorant of them.

The party may, nevertheless, deny generally all such allegations ; but a general denial excludes any other defence, answer or reply upon the facts of the case.—*New.*

exclut toutes autres défenses.—C.S., 1898. *Denault vs Conlson*, 4 R.L.n.s., 329 ; MATHIEU, J.

8. Lorsqu'un plaidoyer contient des allégations spéciales en fait et aussi une dénégation générale, les allégations spéciales en fait seront rejetées, sur motion à cette fin, à moins que le défendeur ne déclare retirer sa dénégation générale et s'en tenir à ses allégués spéciaux.—C.S., 1897. *Faucher vs Vézina*, 1 R.P., 40 ; LARUE, J.

9. La dénégation générale exclut toute autre défense ; et dans le cas où des plaidoyers spéciaux seraient plaidés avec elle, ces derniers seront rejetés sur motion.—C.S., 1897. *Schwazz vs Bode*, 3 R.L.n.s., 543 ; ARCHIBALD, J.

10. La dénégation générale excluant tout autre plaidoyer, un allégué suivant, disant que la dette est prescrite, sera rejetée sur motion.—C.S., 1898. *Bourque vs Jacques*, 1 R.P., 475 ; ANDREWS, J.

11. Une réplique générale suivie d'allégations de faits spéciaux sera rejetée sur motion.—C.S., 1897. *Thibandeau vs Superior*, 1 R.P., 116 ; ARCHIBALD, J.

12. Une partie qui produit à la fois une réponse générale et une réponse spéciale à un plaidoyer pourra, sur motion, être forcée d'opter entre les deux.—C.S., 1898. *Robert vs St-Louis*, 1 R.P., 37 ; ARCHIBALD, J.

13. Si un défendeur produit à la fois une dénégation générale et une défense spéciale, son plaidoyer pourra être rejeté sur motion du demandeur, et sauf par lui à en fournir un autre plus tard.—C.S., 1897. *Glass vs Eveleigh*, 1 R.P., 9 ; MATHIEU, J.

14. Une dénégation qui exclut certains allégués d'une déclaration ou d'un plaidoyer, ne constitue pas une dénégation générale dans le sens de l'article 202 C.P.—C.S., 1897. *The Montreal Loan and Mortgage Co. vs Denis*, 1 R.P., 13 ; MATHIEU, J.

15. Un plaidoyer qui commence par nier "tous et chacun des allégués de la déclaration du demandeur, sauf et excepté ceux ci-après spécialement et expressément admis

comme vrais," doit être rejeté comme irrégulier sans que la partie puisse faire option entre les allégués généraux et les allégués spéciaux.—C.S., 1898. *Côté vs Canadian Pacific Railway*, 1 R.P., 247; LYNCH, J.

16. D'après l'article 202 C.P., la dénégation dans une défense doit être générale ou spéciale; celle qui nie toutes les allégations, sauf celles qui sont admises, est irrégulière n'étant ni générale ni spéciale, et doit être rejetée.—C.S. 1898. *Chalvan vs Lewis*, 3 R.L.n.s., 421; MATHIEU, J.

17. Est irrégulière, dans une réponse spéciale à la défense, l'allégation suivante: "que toutes les allégations de la dite défense sont fausses et mal fondées, sauf celles admises;" et le demandeur qui veut nier certaines

203. La partie qui plaide payement, novation, remise, compensation ou prescription, peut rédiger sa plaidoirie conformément aux formules contenues dans la cédule E de l'appendice de ce code.—*Nouveau*.

1. La compensation doit être invoquée d'une manière expresse.—C.B.R., 1851. *Gugy vs Duchesnay*, 1 L.C.R., 478; ROLLAND, PANET & AYLWIN, JJ.

2. In a plea to an action for debt where defendant admits the indebtedness, but alleges that plaintiff is indebted to him in a larger sum, if compensation be not expressly prayed for, there must at least be something to shew that the plea is a plea of compensation.—Where a defendant by his plea to an action for debt sets up that the plaintiff is indebted to him in a larger sum, but does not by the terms of his plea shew that it was

204. Lorsqu'un amendement à une pièce de plaidoirie a été permis, le délai pour répondre à cette pièce court du jour où l'amendement a été fait et signifié, sans qu'il soit besoin de mise en demeure.—C.P.C., 142.

1. When a plaintiff, pending his *enquête*, has obtained a judgment of the Court permitting him to amend his declaration, he will not be allowed to proceed further with his *enquête* until he has amended his declaration, and the defendant has been allowed to plead *de novo*.—C.S., 1862. *Mann vs Lambe*, 6 J., 301; 8 R.J.R., 257; BADGLEY, J.

2. Lorsqu'un tribunal accorde une demande d'amendement important, il doit toujours donner à l'autre partie la faculté d'y

205. Après l'expiration du délai pour produire une pièce de plaidoirie,

allégations de la défense du défendeur, après en avoir admis d'autres, doit le faire spécialement et catégoriquement.—C.S., 1897. *Guimond vs Gosselin*, 12 R.J.O., 178; MATHIEU, J.

18. L'allégation d'une réponse à la contestation d'une opposition, qui nie toutes les allégations de cette contestation, sauf celles qui admettent la vérité des allégations contenues en l'opposition ou qui y concordent, —ne constitue pas une dénégation générale et n'exclue pas d'autres allégations de fait; mais une semblable allégation ne constitue pas non plus une dénégation spéciale, et est partant irrégulière quand elle est la seule allégation de la défense.—C.S., 1897. *Bellingham vs Robb & McMartin*, 12 R.J.O., 454; 1 R. P., 19; MATHIEU, J.

203. Any party who pleads payment, novation, release, compensation, or prescription, may draw up his plea in accordance with the forms contained in Schedule E in the Appendix to this Code.—*New*.

intended for a plea of compensation, the said plea will be dismissed on a demurrer, with leave to defendant to replead.—C.S., 1862. *Beaudry vs Vinct*, 7 J., 44; 12 R.J.R., 23; SMITH, J.

3. Un plaidoyer de paiement allégué avoir été fait à diverses époques antérieures à l'institution de l'action, qui n'indique pas les dates et les montants de tels paiements, est insuffisant et sera déclaré tel sur défense au fond en droit.—C.S., 1860. *Les Dames Religieuses Ursulines de Québec vs Periy*, 10 L.C.R., 194; 8 R.J.R., 340; STUART, J.

204. When an amendment to any pleading has been allowed, the delay to answer such pleading is reckoned from the day on which the amendment is made and served, without any demand of answer being necessary.—C.C.P., 142.

répondre et dans le cas où un amendement n'est permis que par le jugement final, ce jugement pour la raison susdite est erroné et peut être cassé en revision.—C.R., 1884. *Pauz vs Senécal*, 1 M.L.R., 465; SICOTTE, MATHIEU & LORANGER, JJ.

3. A copy of an amended declaration must be served upon the defendant before he can be called upon to plead.—C.S., 1880. *Fair vs Cassils*, 3 L.N., 338; TORRANCE, J.

4. V. arts. 13 et s.

205. After the expiry of the delay for filing a pleading, the party in

la partie défaillante est de plein droit forclos de le faire sans le consentement de la partie adverse ou la permission du juge.—C.P.C., 140, amendé.

1. 21 Vic., c. 57, s. 37.—S.R.B.C., c. 83, ss. 14, 75.

2. A defendant who has been regularly foreclosed will not be allowed to come in and plead, when the plea offered is not considered good.—C.A., 1865. *Corporation of Montreal & Ransom*, 18 R.J.R., 165; 1 L.C.L.J., 100.

3. Un défendeur qui a été forclos de plaider dans les délais, doit produire, avec la motion qui demande à être relevé de la forclusion, un affidavit appuyant telle motion, et son plaidoyer distinct de la motion.—C.S., 1872. *Corbeil vs Dumouchel*, 4 R.L., 389; BERTHELOT, J.

4. Where defendant moved for leave to plead after foreclosure but tendered no plea with his motion and leave was refused for want of such tender.—Held: in appeal, that the judgment of the Superior Court was strictly correct, but the action being for damages, leave would nevertheless be granted.—C.A., 1880. *Corporation of Princeville & Picaud*, 3 L.N., 298.

5. Une motion pour permission de plaider ne sera accordée que si le plaidoyer offert est produit avec la motion.—C.S., 1873. *Sheffer vs Fauloux*, 5 R.L., 351; JOHNSON, J.

6. The Court, in its discretion, permitted the defendant, on payment of costs, to file his plea after foreclosure, where the plea was ready, and deposited on the day of foreclosure.—C.R., 1866. *Sheridan vs Bourne*, 2 L.C.L.J., 40; 18 R.J.R., 225; BADGLEY, BERTHELOT & MONK, JJ.

7. Un affidavit par un défendeur qu'il lui faut faire recherche dans plusieurs bureaux d'enregistrement, et qu'au meilleur de sa croyance, telles recherches prendront six mois, et que sans tel délai, il sera incapable de préparer sa défense d'une manière satisfaisante, sera suffisant pour obtenir un délai pour plaider.—C.S., 1863. *Bell vs Knowlton*, 13 L.C.R., 232; 11 R.J.R., 339; MONK, J.

8. L'octroi d'un délai pour plaider est discrétionnaire à la cour où l'action est pendante et n'implique aucune décision quant à la juridiction.—C.R., 1890. *Stephens vs Hurleau*, 19 R.L., 38; JOHNSON, LORANGER & WURTELE, JJ.

9. Delay will be given to defendant to plead if it appears that he is under criminal charge which might be influenced by pleading within the required delays.—C.S., 1871. *Burn vs Fontaine*, 15 J., 144; 12 R.L., 670; BEAUDRY, J.

10. Une application par des défendeurs à l'effet que le délai pour plaider soit prolongé, faite après l'obtention d'un acte de forclusion, ne peut être entretenue par un juge pendant que l'acte de forclusion subsiste; et avis de

default is by law foreclosed from doing so unless with the consent of the opposite party, or leave of judge.—C.C.P., 140, amended.

telle application signifié aux demandeurs avant l'expiration du délai pour plaider, ne suspend pas le droit des demandeurs d'obtenir telle forclusion.—C.S., 1858. *Miller vs McDonald*, 8 L.C.R., 303; CHABOT, J.

11. A plea filed after foreclosure and before any further proceeding had by plaintiff ought not to be rejected on motion of plaintiff founded on the mere foreclosure.—C.S., 1859. *Ostell vs O'Brien*, 4 J., 122; MONK, J.

12. The pleas filed by a defendant half an hour after foreclosure from pleading entered by the prothonotary, will not be rejected on motion to that effect made by the plaintiff, though the latter supports his motion by an affidavit that the defendant has no defence to his action, and the pleas are sham pleas, and though the defendant does not resist the motion by counter affidavit to the effect that his pleas are *bonâ fide* filed.—C.S., 1860. *Molson vs Renter*, 4 J., 290; 8 R.J.R., 252; BERTHELOT, J.

13. The opposant against whom a judgment by default had been obtained in term after being regularly foreclosed from pleading, not having objected within the ordinary delay to the filing of a contestation in law of his opposition to judgment, but on the contrary having appeared and been heard on said contestation, could not object afterwards (and more especially where the case was before the Court of Review), that the contestation had been filed too late. Where the defendant has been regularly foreclosed from pleading and does not complain of such foreclosure, he is not entitled to file an opposition to the judgment (which is equivalent to a plea to the action) without asking to be relieved from such foreclosure.—C.R., 1886. *Letourneux vs St-Jean*, 2 M.L.R., 362; JOHNSON, PAPINEAU & GILL, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

14. Lorsque le protonotaire, pour une raison quelconque, refuse de recevoir une pièce de procédure, (dans l'espèce, un plaidoyer), la partie doit s'adresser au tribunal afin de la faire recevoir, elle ne peut pour cette raison faire mettre de côté une forclusion prise contre elle comme illégale.—C.S., 1897. *DeMartigny vs Trudeau*, 4 R.L.n.s., 95; MATHIEU, J.

Confirmé en appel.

15. Un défendeur qui a été forclos de plaider et a obtenu la permission ensuite de ce faire en payant, au préalable, les frais occasionnés par son défaut, ne peut produire de plaidoyer avant d'avoir payé ces frais.—C.S., 1898. *L'Institut Catholique des Sœurs-Muets vs Mathieu*, 1 R.P., 240; MATHIEU, J.

16. Une motion, pour produire un plaidoyer après les délais, sera renvoyée, si, entre la signification et la production de cette motion, le demandeur s'est désisté de son action quant aux défendeurs en défaut de plaider ; mais les frais de cette motion seront contre le demandeur si c'est à la demande de ses avocats que le plaidoyer a été ainsi re-

206. Cette forclusion, néanmoins, ne peut avoir lieu sans l'ordre du juge, si l'autre partie n'a pas produit, en la manière prescrite, avec sa plaidoirie, les pièces ou preuves littérales qui y sont invoquées.—C.P.C., 141, *partie, amendé.*

1. S.R.B.C., c. 83, s. 180, § 3.

2. V. arts. sous arts. 155 à 160 et 201.

3. Quand les pièces littérales invoquées au soutien d'une pièce de plaidoirie ne sont pas produites avec elle, la forclusion de répondre à telle pièce de plaidoirie ne peut avoir lieu que sur l'ordre du juge, même si les dites pièces sont subséquemment produites et avis dûment donné de leur production. Tant

207. Dans le cas de forclusion du défendeur de plaider, le demandeur peut procéder *ex parte* à jugement.—C.P.C., 143, *partie.*

208. La dénégation de la signature ou d'une partie importante d'une lettre de change, d'un billet ou de tout autre écrit ou document sous seing privé sur lequel est basée une demande, ou de l'accomplissement des formalités requises par la loi pour rendre ce document valable, doit être accompagnée d'un affidavit attestant la vérité des faits allégués.

Dans les cas ci-dessus, la déclaration, que peuvent faire les héritiers ou représentants légaux d'un signataire, faiseur ou endosseur, qu'ils ne connaissent pas l'écriture ou la signature de leur auteur doit également être sous serment.

La défense fondée sur le défaut de présentation d'une lettre de change ou d'un billet au lieu indiqué, doit être

tardé.—C.S., 1898. *Phillips vs Cooke*, 1 R.P., 308 ; GILL, J.

17. A reply filed after the day following the answer to plea, without leave of the judge, and where the adverse party has "received copy, waiving formal service only," will be rejected from the record on motion.—C.S., 1898. *Jacobs vs Beaman*, 1 R.P., 474 ; DAVIDSON, J.

206. Such foreclosure does not, however, take place without an order from the judge, if the opposite party has not filed with his pleadings, in the manner prescribed, the exhibits or written proofs upon which they are founded.—C. C. P., 141, *in part, amended.*

que réponse n'est pas faite à telle pièce de plaidoirie, ou que tel ordre de forclusion n'est pas donné, il ne peut y avoir contestation liée en la cause, et une inscription à l'enquête et mérite faite dans les circonstances, sera mise de côté sur motion, telle inscription ne pouvant être faite qu'après contestation liée.—C.S., 1898. *La Ville de Fraserville vs Pelletier*, 1 R.P., 479 ; CIMON, J.

207. When the defendant is foreclosed from pleading, the plaintiff may proceed to judgment *ex parte*.—C.C. P., 143, *in part.*

208. The denial of a signature or of a material part of a bill of exchange, promissory note, or any other private writing or document, upon which any action is founded, or of the fulfilment of the formalities required by law to render the document valid, must be accompanied with an affidavit establishing the facts alleged.

In the above cases the declaration by the heir or legal representatives of a signer, maker, or indorser, that they do not know the writing or the signature of the person represented, must also be under oath.

The defence founded upon failure to present a bill of exchange or promissory note at the place fixed, must be supported by an affidavit establishing that at maturity provision had

accompagnée d'un affidavit attestant qu'à l'époque de l'échéance il y avait provision au lieu indiqué; sinon la présentation à l'échéance au lieu indiqué est présumée à l'encontre du faiseur et de l'accepteur.—C.P.C., 145, *partie, amendé*.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Avis de protêt	16, 17, 19, 20
Billet	2 à 5, 10 à 20
Billet sous croix	8, 9
Considération	3, 4, 5, 10, 11, 13, 14
Défense en fait	2
Document sous seing privé	6, 7, 21
Endosseur	16, 17, 18, 20
Exception déclinatoire	15
Fausse représentation	7
Preuve	4, 6 à 11, 13
Signature	7, 8, 9, 12, 14, 18

1. S.R.B.C., c. 83, s. 86, § 2.

2. La défense en fait à une action sur billet promissoire ne peut pas être rejetée sur motion, quoiqu'elle ne soit pas accompagnée de l'affidavit requis par l'article 145 C. P. (208 n.c.).—C.S., 1883. *Banque Jacques-Curtier vs Côté*, 9 Q.L.R., 76; CASALT, J.—C.S., 1876. *The Mechanics Bank vs Seale*, 20 J., 196; TORRANCE, J.

Contra: C.S., 1877. *Laprise vs Méthol*, 4 Q.L.R., 328; MCCORD, J.

3. Dans une action sur billet promissoire, le plaidoyer que le défendeur n'a reçu aucune valeur, devra être soutenu de l'affidavit requis par les Stat. ref. du B.C., chap. 83, sec. 86, sous-sec. 2.—C.S., 1886. *Kelly vs O'Connell*, 16 L.C.R., 140; 14 R.J.R., 496; TASCHEREAU, J.

4. Un défendeur qui, poursuivi sur un billet promissoire qu'il aurait consenti, nie dans ses plaidoyers qu'il ait eu considération pour ce billet fait pour valeur reçue, et qui n'accompagne pas ce plaidoyer d'un affidavit, conformément à l'article 145 C.P., (208 n.c.), peut cependant prouver, suivant les règles ordinaires, ce défaut de considération, l'effet de cet affidavit étant de rejeter la preuve sur le demandeur, et le défendeur peut, en donnant cet affidavit, rejeter la preuve sur le demandeur, ou en ne donnant pas l'affidavit, se charger lui-même de faire cette preuve.—C.S., 1884. *Baxter vs Brunneau*, 17 R.L., 359; MATHIEU, J.

5. Dans une action sur billet, un plaidoyer niant la considération ne doit pas nécessairement être accompagné d'un affidavit et ne sera pas rejeté sur motion pour cette raison.—C.C., 1898. *Dombroski vs Alain*, 1 R.P., 476; ROUTHIER, J.

6. Une partie qui nie une portion importante d'un document sous seing privé doit, pour faire retomber la preuve de ce document sur celui qui l'invoque, accompagner sa dénégation d'une déposition sous serment,

been made for payment at the appointed place, and in default thereof, presentation at the appointed place is presumed against the maker and acceptor.—C.C.P., 145, *in part, amended*.

mais si elle veut se charger de la preuve, elle n'est pas tenue de produire une déposition avec sa procédure.—C.S., 1893. *DeGrandmaison vs Drolet*, 4 R.J.O., 80; MATHIEU, J.

7. Where a demand is based on a writing *sous seing privé*, and defendant pleads, admitting his signature, but adding that he was induced to sign the writing by false representations on the part of the plaintiff's agent as to the contents of the document signed, an affidavit by the defendant, under article 145 C.C.P., (208 n.c.), is not necessary, and parol evidence is admissible in support of the plea.—C.R., 1898. *Péloquin vs Genser*, 14 R.J.O., 538; TAIT, GILL & LORANGER, JJ.

8. Les billets promissoires sous croix sont, quant à la preuve, soumis absolument aux mêmes règles que ceux où la signature du faiseur est écrite par lui-même.—L'article 145 C.P., (208 n.c.), s'ajoute aussi bien à l'article 2341 qu'aux articles 1222, 1223 et 1224 du Code civil; mais l'article 145 n'attachant aucune présomption d'omission, ni aucune déchéance à l'absence d'une dénégation assermentée, la signature devrait, même sans celle-ci, être prouvée.—Une jurisprudence uniforme et constante dans toute la province depuis la mise en force du Code civil, ayant conservé la règle que faisaient la sec. 87 de 20 Vic., ch. 44, et la section 86 du ch. 83 des Statuts refondus du Bas-Canada, l'intérêt public exige qu'elle ne soit pas changée et que, en l'absence d'une déposition assermentée niant les signatures sur un billet, elles soient prises pour admises.—C.C., 1889. *Straus vs Gilbert*, 15 Q.L.R., 59; CASALT, J.

9. Lorsque le défendeur nie que sa signature ait été apposée au moyen d'une croix au billet qui forme la base d'une action et qu'il accompagne son plaidoyer de la déposition sous serment requise par l'article 145 C.P., (208 n.c.), le poids de la preuve pour établir cette signature incombe au demandeur.—C.R., 1894. *Giguère vs Brault*, 6 R.J.O., 53; LORANGER, TAIT & LYNCH, JJ.

10. Lorsque dans une poursuite sur un billet promissoire, le défendeur nie, par un plaidoyer soutenu d'affidavit, qu'il ait reçu valeur, c'est à lui à prouver qu'il n'a pas de fait reçu valeur, et non au demandeur à établir que valeur a été donnée pour le billet.—C.S., 1893. *Côté vs Bergeron*, 3 R.J.O., 476; CARON, J.

11. In an action upon a draft which expresses upon its face that it was accepted

by the defendant for value received, an affidavit by defendant, merely alleging that it was not true that value was given for the acceptance, and that the words were not genuine or were forged, does not put upon plaintiff the burden of proving value, and such affidavit will be rejected upon motion as useless and irrelevant.—C.S., 1895. *Valières vs Baxter*, 7 R.J.O., 286; TAIT, J.—Confirmed in Review; TASCHEREAU, MATHIEU & ARCHIBALD, JJ.

Dans le même sens : *Sanford Mng'r. Co. vs McLaren*, 4 R.J.O., 467; TAIT, J.

12. Where defendant pleaded "that the signature to the note was not his signature," it was held insufficient, as there was no denial of the note being genuine and no assertion of the signature being a forgery.—C.S., 1879. *Milloy vs Farmer*, 2 L.N., 182; TORRANCE, J.

13. Le défendeur, qui est poursuivi pour le montant d'un billet qui plaide défaut de considération, n'est pas tenu de produire avec son plaidoyer l'affidavit requis par cet art.—Que cet affidavit ait été produit ou non, c'est toujours au défendeur qu'il incombe de prouver ce défaut de considération.—C.C., 1895. *Mallais vs Dufour*, 2 R. de J., 315; GAGNÉ, J.

14. Le défendeur en plaidant à l'encontre d'un billet, dans l'espèce actuelle, qu'il ne l'a consenti que par surprise et sans valeur suffisante et effective, mais qui ne nie pas sa signature, n'est pas tenu de produire un affidavit en conformité de la section 86 du chapitre 83 des Statuts refondus du Bas-Canada.—C.S., 1862. *McCarthy vs Barthe*, 6 J., 130; 10 R.J.R., 230; BERTHELOT, J.

15. Sur un billet daté à Montréal, quoique réellement fait et signé par le défendeur dans un autre district, une action en recouvrement du montant du billet contre le faiseur, peut être attaquée par une exception déclinatoire sans être accompagnée d'un affidavit conformément à l'article 145 C.P.—C.S., 1872. *Hudon vs Champagne*, 17 J., 45; MACKAY, J.

16. An endorser of a note pleading a want of notice of protest is not bound to file an affidavit to that effect by the terms of Statute 20 Vic., cap. 44, when it appears by the certificate written by the notary himself that the notice he served was utterly useless and null.—C.C., 1860. *Hobbs vs Hart*, 5 J., 52; 9 R.J.R., 21; MONK, J.

17. Pour invoquer le moyen d'exception

209. La dénégation d'un document désigné dans l'article 1220 du Code civil, doit être accompagnée d'un cautionnement pour les frais de la commission nécessaire pour faire la preuve de ce document.

Dans les cas des paragraphes 5 et 6 du même article, la dénégation de l'o-

résultant du défaut de protêt, le défendeur devait fournir l'affidavit requis par la 20e Vic., chap. 44, sec. 87.—C.A., 1861. *Ryan & Malo*, 12 L.C.R., 8; 10 R.J.R., 117.

18. In an action against the endorser of a promissory note the defendant pleaded that the signature which purported to be his was not written by him or with his knowledge, consent or authority and that he was not aware of the existence of the promissory note until notified of the protest. At the hearing it was urged by the plaintiff that he was entitled to judgment as the affidavit was not in the form required by law. The defendant thereupon made a motion that the *délibéré* be discharged, and that he be permitted to file another affidavit. This motion was rejected, and judgment went for plaintiff, but on appeal.—Held: that the affidavit was sufficient and the allegations of the plea being proved, the judgment of the court below was reversed, and judgment went for the appellant.—C.A., 1861. *Browne & Dow*, 11 L.C.R., 273; 10 L.C.R., 442.

19. A protest to a promissory note, although it appears to be insufficient upon the face of it, must nevertheless be held to have been regularly and legally made, unless with the plea attacking it there is produced an affidavit, pursuant to 20th V., c. 44, s. 87, that such protest was not regularly made.—C.A., 1860. *Chambertin & Ball*, 5 J., 88; 11 L.C.R., 50; 9 R.J.R., 52.

20. Lorsque la déclaration sur un billet promissoire allègue protêt et avis à l'endosseur, et que l'acte notarié produit ne contient aucun certificat qu'avis de protêt a de fait été donné, le demandeur aura droit d'obtenir jugement sous le § 2 de la section 86, c. 83, Stat. ref. B. C., à moins que l'endosseur ne plaide et soutienne par son affidavit une dénégation de l'avis de protêt allégué dans la déclaration.—C.S., 1865. *La Banque du Haut-Canada vs Turcolle*, 15 L.C.R., 276; 13 R.J.R., 197; POLETTE, J.

21. Where two persons sued jointly on a writing, plead together to the merits, they cannot afterwards urge that the signature to the writing is not the signature of both or of either of them, more especially in the absence of an affidavit denying the signature as required by article 145 C.P., (208 n.c.).—C.A., 1884. *Déry & Hamel*, 7 L.N., 405; 11 Q.L.R., 24.

209. The denial of any document specified in Article 1220 of the Civil Code must be accompanied with the giving of security for the costs of the commission required to obtain the proof of such document.

In the cases of paragraphs 5 and 6 of the same Article, the denial of the

original déposé doit de plus être accompagnée d'un affidavit de la partie, énonçant qu'elle a des doutes et qu'elle ne croit pas que l'original en question a été signé par la personne ou exécuté de la manière y mentionnée. Il est alors du devoir de la partie qui veut faire usage de la copie produite, d'en prouver l'original, et, à cette fin, sur l'ordre d'un juge, la partie qui a la garde de l'original est tenue de le déposer au greffe du tribunal, dans la cause où l'authenticité en est contestée ; et le protonotaire est tenu de lui en remettre une copie par lui certifiée, aux frais du contestant.

L'original, dont l'authenticité est niée comme susdit, peut être annexé à la commission requise pour en faire la preuve.—C.P.C., 145, § 3.

210. La défense qui a été ou qui aurait pu être faite à l'encontre de l'action originaire, peut être opposée à la poursuite basée sur un jugement rendu hors du Canada.—C.P.C., 42a, amendé ; S.R., 5862.

1. Un créancier qui poursuit un débiteur, sur un jugement qu'il prétend avoir obtenu contre lui dans une autre province, doit prouver que ce débiteur est la même personne que celle qui a été condamnée par le jugement en question, et, en l'absence de cette preuve d'identité, l'action sera renvoyée.—C.S., 1804. *Marquette vs Smith*, 5 R.J. O., 376 ; OUMET, J.

2. In a suit upon a foreign judgment, if the exemplification shows no cause of action, or that the defendant was duly summoned and regularly condemned, the action must be dismissed.—C.R., 1871. *May vs Ritchie*, 16 J., 81 ; MONDELET, MACKAY & TORRANCE, JJ.

3. Un jugement rendu dans la province

211. La défense qui aurait pu être faite à l'encontre de l'action originaire, peut être opposée à la poursuite basée sur un jugement rendu dans une autre province du Canada, s'il n'y a pas eu d'assignation personnelle dans cette

original deposited must, moreover, be accompanied with an affidavit of the party making the denial, stating that he doubts and does not believe that the original in question has been signed by the person, or executed in the manner therein mentioned. The party wishing to make use of the copy filed is then bound to prove the original, and for this purpose the person who has charge of the original is bound, upon the order of a judge, to deposit it in the court in which its genuineness is contested ; and the prothonotary is bound to furnish him, at the expense of the contesting party, with a copy thereof certified by such prothonotary.

The original, the authenticity of which is thus denied, may be annexed to the commission required to obtain its proof.—C.C.P., 145, § 3.

210. Any defence which was or might have been set up to the original action may be pleaded to an action brought upon a judgment rendered out of Canada.—C.C.P., 42a, amended ; R.S., 5862.

d'Ontario, ne sera pas déclaré exécutoire dans cette province, s'il est constaté que la cour dans Ontario n'avait pas juridiction pour rendre ce jugement.—C.R., 1800. *Kerr vs Lanthier*, 10 R.L., 170 ; JOHNSON, LORANGER & WURTELEK, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. Lorsqu'un demandeur poursuit sur une exemplification de jugement obtenu dans Ontario, le défendeur a droit de lui demander de produire tous les exhibits sur lesquels ce jugement a été rendu, si cette exemplification ne fait pas voir la cause d'action, ou que l'action a été originairement signifiée personnellement au défendeur.—C.S., 1808. *Salaman vs Buckley*, 4 R.L.n.s., 312 ; MATHIEU, J.

211. Any defence which might have been set up to the original action may be pleaded to an action brought upon a judgment rendered in any other Province of Canada, provided that the defendant was not personally

province ou s'il n'y a pas eu de comparution du défendeur.—C.P.C., 42d, amendé; S.R., 5862.

1. Quoique la section 4 du ch. 14 du Statut de Québec, 40 Vict., décrète que dans toute poursuite intentée sur un jugement rendu dans une autre province du Canada, toute défense qui aurait pu être faite à la poursuite originale peut être plaidée, si le défendeur n'a pas été originairement assigné personnellement, ou, en l'absence d'assignation personnelle, si le défendeur n'a pas comparu, néanmoins les dispositions de ce statut ne peuvent être opposées à un plaider par une réponse en droit, mais la défense faite devra être jugée au mérite, surtout lorsque le demandeur n'a pas allégué

212. Semblable défense ne peut être faite, si le défendeur a été assigné personnellement dans cette province, ou s'il a comparu lors de l'action originale, sauf dans les cas où il s'agit de décider d'un droit affectant un immeuble situé dans cette province, ou de la juridiction d'une cour étrangère concernant ce droit.—C.P.C., 42b, amendé; S.R., 5862; 54 V., c. 42, s. 1.

1. Un jugement rendu à l'étranger, même dans le Haut-Canada, n'a aucun effet, à moins que la copie ou *exemplification* ne constate que le défendeur a reçu signification de l'action dans le pays étranger.—C.R., 1871. *May vs Ritchie*, 2 R.C., 107; MONDELET, BERTHELOT & MACKAY, JJ.

2. In an action on a foreign judgment and the usual *assumpsit* counts, where the plaintiff only files a copy of the judgment which does not reveal the cause of indebtedness, he will be ordered to file an account.—C.S., 1877. *Holmes vs Cassils*, 21 J., 28; TORRANCE, J.

3. Under 45 Vic. (D.), ch. 23, s. 86, the courts in the Province of Quebec will enforce an order for the execution of a judgment issued from a competent court in Ontario, in like manner as if it had been issued from a court in Quebec.—C.S., 1886. *In re The Queen City Refining Co.*, 2 M.L.R., 425; MATHIEU, J.

213. Dans le cas de poursuite contre une corporation, la signification faite dans une autre province conformément à la loi de cette province, est censée être une signification per-

served with the action within such other Province or did not appear in such action.—C.C.P., 42d, amendé; R.S., 5862.

dans sa déclaration les causes de la première action.—C.S., 1888. *Green vs Brooks*, 4 M.L.R., 475; MATHIEU, J.

2. A defendant who is sued in this province on a judgment rendered by a provincial court in any other province of the Dominion, is not stopped from pleading any defence that might have been set up to the original suit unless he has been personally served within such other province, or, in the absence of such personal service, has appeared.—C.R., 1890. *Cole vs Duncan*, 12 R.J.O., 152; GILL, DELORIMIER & LYNCHE, JJ.

212. Any such defence cannot be pleaded if the defendant was personally served in such province, or appeared in the original action, except in any case involving the decision of a right affecting immovables in this province or the jurisdiction of a foreign court concerning such right.—C.C.P., 42 b, amendé; R.S., 5862; 54 V., c. 42, s. 1.

4. Dans une action pour rendre exécutoire un jugement rendu sur billet promissoire dans un pays étranger, le défendeur ne peut opposer la prescription de cinq ans. Une simple dénégation du jugement rendu et des faits y contenus est nulle et non avenue; le défendeur doit procéder contre le jugement comme la loi l'indique pour les pièces authentiques.—C.S., 1887. *Dunbar vs Almour*, 3 M.L.R., 142; JETTÉ, J.

5. In an action on the *exemplification* of a foreign judgment, where the defendant pleaded "that no judgment set up by plaintiff has ever been legally rendered against this defendant for any cause set up in the declaration, nor has any judgment been rendered against him so alleged by plaintiff," the burden of proof was on the plaintiff to establish the identity of the defendant with the person against whom the foreign judgment had been obtained.—C.R., 1888. *Bentley vs Stock*, 4 M.L.R., 383; JOHNSON, GILL & MATHIEU, J.

213. In any action against a corporation, any service made within another Province in conformity with the law thereof is considered as a personal service within the meaning of the

sonnelle, dans le sens des deux articles précédents.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 42c; S.R., 5862.

SECTION III.

CONTESTATION LIÉE.

214. La contestation d'une cause est liée :

1. Par la demande et la défense, quand cette dernière ne soulève pas de faits nouveaux ;

2. Par la demande, la défense qui soulève des faits nouveaux et la réponse qui n'en soulève pas ;

3. Par la demande, la défense et la réponse qui soulèvent des faits nouveaux et les répliques ;

4. Par la demande, la défense, la réponse, la réplique, et par toute autre pièce de plaidoirie supplémentaire dont la production a été permise par le juge ; ou

5. Par la forclusion ou omission de produire des réponses à des défenses soulevant des faits nouveaux, ou des répliques à une réponse soulevant de pareils faits.—C.P.C., 148, *partie, amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 27.—*Kierzkowski vs Morrison*, 4 L.C.R., 419; 6 do, 159.—25 Vict., c. 57, s. 37.

2. Une réplique spéciale peut être opposée à une réponse alléguant des faits nouveaux, et sans qu'il soit besoin d'obtenir permission de la cour à cet effet.—C.B.R., 1856. *Kierzkowski vs Morrison*, 6 L.C.R., 150.

3. An issue is completed by a declaration, exception and general answer.—C.S., 1870. *La Cie de Moulins à Coton de Hudon vs Valois*, 20 J., 200; TORRANCE, J.—C.S., 1869. *Cochrane vs Bourne*, 13 J., 168; 19 R.J.R., 232; TORRANCE, J.

4. La contestation est liée par une réponse générale à une exception.—Aucune réplique n'est recevable.—C.R., 1870. *Hutchins vs Fraser*, 14 J., 280; 20 R.J.R., 226; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

5. Le demandeur en liant contestation avec un défendeur qui invoque des moyens dilatoires par exception péremptoire, et en

two preceding Articles.—*New, in part*: C.C.P., 42c; R.S., 5862.

SECTION III.

JOINDER OF ISSUE.

214. The issues are completed :

1. By the demand and the defence, when the latter does not contain new facts ;

2. By the demand, the defence which contains new facts, and the answer which does not contain new facts ;

3. By the demand, the defence and the answer which contain new facts, and the reply ;

4. By the demand, the defence, the answer, the reply, and any other additional pleading allowed by the judge ; or

5. By a foreclosure, or the failure to file an answer to a defence containing new facts, or to file a reply to an answer containing new facts.—C.C.P., 148, *in part, amended*.

procédant à l'instruction, le tout sans se plaindre, est censé acquiescer à cette irrégularité, et n'est pas admis à l'invoquer à l'audition au mérite.—C.R., 1860. *Martin vs Les Sœurs Hospitalières d'Artaaska*, 17 Q.L.R., 177; CASALT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

6. A motion for jury trial cannot be granted until after the issues are perfected.—C.S., 1873. *Hart vs The Northern Insurance Co.*, 18 J., 189; JOHNSON, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

7. Une contestation est liée par une défense générale et la même règle s'applique séparément pour chaque alléguation de la déclaration à laquelle le défendeur répond généralement.—Une réponse du demandeur, alléguant de nouveaux faits, à des dénégations générales plaidées séparément, sera rejetée du dossier, sur motion ou sur inscription en droit.—C.S., 1898. *McCrovy vs Lévesque*, 4 R.L.n.s., 136; ARCHIBALD, J.

V. auts. sous les arts. 198 et 205.

CHAPITRE XVII.

Incidents.

SECTION I.

DEMANDER INCIDENTER ET DEMANDE
RECONVENTIONNELLE.

215. Le demandeur peut, pendant le cours de l'instance, former demande incidente :

1. Pour ajouter à la demande principale quelque chose qu'il a omis en la formant et qui lui est dû sur une même cause d'action ;

2. Pour demander un droit échu depuis l'assignation, et lié avec celui qui est exercé par la demande principale ;

3. Pour demander quelque chose dont il a besoin pour écarter un moyen invoqué par le défendeur.—C.P.C., 18, 149, *amendés*.

1. 1 PIGEAU 337.—ORD. 1667, tit. XI, art. 26.—C.P.L., 156, 157.

2. Aucune demande incidente n'est recevable de la part du demandeur originaire, qu'à la condition d'avoir avec l'instance principale identité de cause et d'origine.—5 ROUSSEAU & LAISNEZ, 19.—16 FUZIER-HERMAN, 222.

3. Si l'on se trouvait devant un tribunal dont la compétence ne s'élevât que jusqu'à une somme déterminée, comme la justice de paix, le demandeur ne pourrait être admis à prendre des conclusions incidentes, qui, jointes à la demande principale, dépasseraient le chiffre de la compétence du juge.—5 ROUSSEAU & LAISNEZ, 19.

4. Le paragraphe 3 se rapporte au cas où un assigné oppose contre une obligation une fausse quittance, revêtue en apparence de l'authenticité ; le demandeur qui a intérêt de l'écarter doit s'inscrire en faux, et la demande qu'il forme à cet effet est une demande incidente.—1 PIGEAU, 472.

5. An incidental demand must be connected with the principal demand. It must contain separate conclusions.—C.A., 1880. *Donaldson & Charles*, 1 D.C.A., 22.

6. Le saisissant ne peut produire une demande incidente pour réclamer du tiers-saisi ce dont il peut être redevable au défendeur depuis la contestation de la saisie-arrêt, mais il doit prendre un nouveau bref de saisie-arrêt.—C.S., 1881. *Molson's Bank vs Lionais*, 4 L.N., 183 ; CARON, J.

CHAPTER XVII

Incidental proceedings.

SECTION I.

INCIDENTAL AND CROSS
DEMANDS.

215. The plaintiff may, in the course of the suit, make an incidental demand :

1. In order to add to the principal suit something he has omitted to include in it and which arises from the same cause of action ;

2. In order to claim a right accrued since the service of the principal suit and connected with the right claimed by such suit ;

3. In order to demand something which he requires for the purpose of defeating a ground set up by the defendant.—C.C.P., 18, 149, *amended*.

7. Les parties dans une instance pendante peuvent après la contestation liée produire une demande incidente à l'effet d'invoquer l'autorité d'un jugement rendu subséquentement à leurs plaidoiries dans une autre cause où elles étaient parties et soulevant les mêmes moyens.—C.R., 1882. *Lareau vs Beaufort*, 11 R.L., 506 ; JOHNSON, JETTÉ & GILL, JJ.
NOTE.—La cour inférieure avait décidé que ce moyen aurait dû être soulevé par une réponse additionnelle au plaidoyer.

8. L'on ne peut dans un plaidoyer à une action *pro socio* conclure à ce que le demandeur soit condamné à rendre compte ou à payer une somme d'argent, mais cela doit se faire par demande incidente.—C.S., 1883. *Bury vs Silberstein*, 7 L.N., 42 ; MATHIEU, J.

9. Lorsque le demandeur poursuit son associé, par action *pro socio*, en reddition de compte, il lui sera permis de réclamer, par demande incidente, des dommages résultant d'une demande de dissolution de société que le défendeur a intentée contre lui, même avant l'institution de l'action *pro socio*, ces demandes étant connexes.—C.A., 1893. *Gerhardt & Davis*, 3 R.J.O., 8.

10. A plaintiff in an action for libel, who is attacked by an additional libel in the plea to his action, may proceed by incidental demand in order to obtain a condemnation for this additional libel.—C.A., 1888. *The Mail Printing Co. & Laflamme*, 4 M.L.R., 84.

11. Il y a lieu à la demande incidente,

pour réclamer, dans une instance, des dommages résultant d'injures proférées par la partie adverse au cours de son témoignage.—C.S., 1890. *Barnard vs Molson*, 19 R.L., 36; MATHIEU, J.

12. Un demandeur qui, par une seule action dirigée contre plusieurs compagnies d'assurance, a demandé la nullité d'un compromis dans lequel toutes ces compagnies s'étaient réunies, peut, par des demandes incidentes séparées, réclamer de chacune de ces compagnies le montant d'assurance qu'elle s'était engagée à payer, ce montant n'étant pas échu lors de l'institution de l'action, vû la condition à cet effet au dos de chacune de leurs polices respectives. La permission de la cour n'est pas requise pour l'institution de ces demandes incidentes, et une motion pour réunir ces demandes à la demande principale, dans l'espèce une inscription en faux contre une sentence arbitrale, sera accordée.—C.S., 1893. *The Richelieu & Ontario Navigation Co. vs The Com-*

216. La demande incidente se fait par voie de déclaration ordinaire.—C.P.C., 150, amendé.

1. ORD. 1667, tit. ix, art. 26.

2. Lorsque le défendeur a fait défaut, la déclaration doit quand même lui être signifiée.—3 CARRÉ & CHAUVEAU, II. 1266.—PIGEAU, *Comm.*, t. 1, p. 597.—FAVARD DE LANGLADE, t. 3, p. 16 et 17.—THOMINE DESMAZURES, t. 1, p. 540.—BOITARD, t. 2, p. 257.

3. La requête (aujourd'hui remplacée par la déclaration) pouvait être signifiée à l'avocat de la partie.—C.S., 1883. *Pinsonnaul vs DeGaspé*, 6 L.N., 160; LORANGER, J.

217. Le défendeur peut exercer par demande reconventionnelle toute réclamation qui résulte en sa faveur de la même source que l'action principale, et qu'il ne peut faire valoir par défense.

Dans le cas où la demande principale tend à une condamnation en deniers, le défendeur peut aussi former une demande reconventionnelle pour une réclamation de deniers qu'il peut avoir résultant d'autres causes; mais cette demande reconventionnelle est distincte de l'action principale et ne peut la retarder.

Lorsque le tribunal adjuge sur les deux demandes en même temps, il peut déclarer qu'il y a compensation.—C.C.P., 151, 1110, amendés.

mercial Union Insurance Co., 3 R.J.O., 513; MATHIEU, J.

13. Le défendeur qui a été condamné *ex parte* ne peut produire une demande incidente après le jugement et cette demande incidente ne sera pas validée par la production subséquente d'une requête pour faire révoquer ce jugement.—C.A., 1888. *Hogan & Clancy*, 17 R.L., 44.

V. I. GARCONNET, § CXL et s.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

14. Les injures, diffamations et faits nouveaux qui sont postérieurs à l'introduction de l'action principale, et qui ne procèdent pas des plaidoiries ni des écritures du défendeur, bien qu'ils soient analogues à ceux reprochés par la demande principale, ne peuvent faire l'objet d'une demande incidente de la part du demandeur principal.—Ainsi la demande incidente formée par le demandeur sera renvoyée sur inscription en droit.—C.S., 1898. *Beauchemin vs Leduc*, 4 R. de J., 72; TELLIER, J.

216. This demand is made by means of an ordinary declaration.—C.C.P., 150, amended.

4. S'il y a plusieurs défendeurs poursuivis solidairement, elle doit l'être à chacun d'eux.—C.A., 1882. *Dubois & Lamothe*, 12 L.N., 480.

5. The court will not reject as irregularly filed an incidental demand filed by the defendants along with their pleas, merely because the defendants have not petitioned the court for permission to file such incidental demand.—C.S., 1876. *Lionais vs Lamontagne*, 20 J., 303; TORRANCE, J.

217. The defendant may set up by cross demand any claim arising out of the same causes as the principal demand, and which he cannot plead by defence.

When the principal demand is for the payment of a sum of money, the defendant may also make a cross demand for any claim for money arising out of other causes; but such cross demand is distinct from and cannot retard the principal action.

The court, whenever it renders judgment upon both demands at the same time, may declare that there is compensation.—C.C.P., 151, 1110, amended.

1. POTHIER, *Proc.*, 39, 40.—PIGEAU, 337.—PARIS 106.—S.R.B.C., c. 45, ss. 3, 12, 15.
2. A set off against a demand is not always necessarily pleaded by an incidental demand. So an exception setting up that certain work was not performed according to the conditions of the contract was maintained.—C.A., 1875. *Muldoon & Lanoir*, R., 331.
3. In an action *en bornage* the defendant pleaded 30 years prescription and filed an incidental *demande en bornage*, on the same ground, *viz.*, of title by prescription, to which the incidental defendant took no exception, the incidental demand was dismissed as an unnecessary pleading, each party paying their own costs.—C.B.R., 1816. *Dussault vs Stuart*, 3 R. de L., 392.
4. Un défendeur, poursuivi par voie d'action négatoire au sujet d'une servitude qu'il prétend avoir le droit d'exercer, qui répond qu'il a droit à cette servitude en vertu de la loi ou en vertu d'un titre, fait une bonne défense, et il n'est pas nécessaire qu'il fasse une demande incidente pour constater son droit à cette servitude.—C.R., 1807. *Le Président et les Syndics de Berthier vs Denis*, 11 R.J.O., 52; BOURGEOIS, MATHIEU & TELLIER, JJ.
5. The defendants may set up, by incidental cross demand to an action in revindication, a claim for damages, if both claims, (in revindication and for damages) arise out of the same contracts.—C.S., 1886. *Lockie vs Mullin*, 2 M.L.R., 262; TASCHEREAU, J.
6. Un défendeur a droit d'opposer à la demande principale une demande incidente, quoiqu'elle ne découle pas de la même source.
- Le défendeur ne peut opposer en compensation à une demande claire et liquide des dommages non-liquidés, même lorsqu'il les réclame par une demande incidente qui est jugée en même temps que la demande principale.—C.C., 1891. *Masson vs McGowan*, 35 J., 80; BÉLANGER, J.
7. Un défendeur qui fait une demande incidente doit produire cette demande avec
- 218.** La demande reconventionnelle est de la même forme que la demande incidente, et doit être produite avec la défense à moins que pour raison valable le juge n'en permette plus tard la production.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 152.

1. Rap. C.—L'article 210 (218) permet au défendeur de produire, avec la permission du

219. La contestation sur demande incidente ou reconventionnelle est liée

ses défenses, la cour ne pouvant étendre les délais fixés par la 30^e règle de pratique.—C.S., 1893. *Rutherford vs Upton*, 4 R.J.O., 119; LORANGER, J.

8. On ne peut plaider compensation d'injures lorsqu'elles ont été proférées dans des circonstances différentes. Dans ce cas la partie défenderesse doit se pourvoir par demande incidente. Cependant les injures et propos diffamatoires de l'épouse commune en biens du demandeur doivent être prises en considération et peuvent atténuer les torts de la partie défenderesse.—C.S., 1894. *Poirier vs Dutrisac*, 1 R. de J., 558; TASCHEREAU, J.

9. Dans une poursuite instituée par la couronne pour réclamer d'un avocat le montant d'une taxe imposée sur l'ordre des avocats, cet avocat peut plaider en compensation les services professionnels qu'il a rendus à la couronne. Cet avocat n'a pas le droit de produire une demande incidente pour la balance des frais qui peut lui rester due par la couronne, en sus du montant de sa taxe, mais doit se pourvoir par le moyen de la pétition de droit.—C.S., 1894. *Fortier vs Langelier*, 5 R.J.O., 323; ANDREWS, J.

10. Lorsque le défendeur plaide compensation par demande incidente et réussit à prouver un montant suffisant pour compenser la somme réclamée par le demandeur, il ne peut obtenir le renvoi avec dépens de l'action de ce dernier, mais la cour, procédant à déclarer la compensation entre les deux demandes, accordera au demandeur les frais de son action et au défendeur les frais de sa demande incidente.—C.R., 1895. *Lecatulier vs Lecatulier*, 8 R.J.O., 366; GILL, LORANGER & PAGNUELLO, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

11. Si la demande reconventionnelle n'est pas faite avec la défense, elle ne peut être produite subséquemment qu'avec la permission d'un juge. A défaut de cette permission, la demande reconventionnelle peut être renvoyée avec dépens, sur une inscription en droit.—C.S., 1897. *The Montreal Board of Trade vs Burel et al.*, 3 R.L.n.s., 450; DAVIDSON, J.

12. V. I GARSONNET, § XLVI et s.

218. A cross demand is in the same form as an incidental demand, and must be served with the defence unless for cause shown the judge allows it to be filed afterwards.—*New, in part*; C.C.P., 152.

tribunal, sa demande reconventionnelle, même après la production de la défense.

219. Issue is joined upon incidental or cross demand in the same man-

de la même manière que sur demande principale, et est assujettie aux mêmes règles et délais.—C. P. C., 153, *amendé*.

1. In an action for rent, in which the plaintiff reserved his right to new conclusions for the rent then accruing and that actually became due before the case was ready for judgment.—*Held*: that such new

conclusions could be added and judgment rendered thereon without any further service on the defendant.—C. S., 1857. *Dubois vs Gauthier*, 2 J., 94; DAY, MONDELET & BADGLEY, JJ.

SECTION II.

INTERVENTION.

220. Celui qui a intérêt dans un procès survenu entre d'autres parties, peut y intervenir en tout temps avant jugement.—C. P. C., 154, *amendé*, 156, *partie*.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action en destitution	23c
Action en revendication	13
Action principale et intervention	14, 15, 18
Adjudicataire	24i
Appel	16, 24g, 26
Assignation	23
Compétence	14
Connexité	14, 15
Consentement	13
Corporation	24h
Créancier	23g, 24e
Curateur	23h
Effet	24f
Enfants	23f
Exception déclinatoire	13
Femmes	23f
Frais	12
Garant	24f, g
Gardien	24d
Intérêt	3 à 11, 16, 25
Libelle	23a
Mis en cause	23c, d
Parties	23e, 24c, 25
Propriétaire	23b
Répartition	24i
Revendication	24m
Revision	16, 26
Saisie-arrêt avant jugement	19
Saisie immobilière	23b
Signification	22
Société	24b
Succession	24k
Syndic	17, 24a
Temps pour produire intervention	20, 21, 26
Tierce opposition	16
Tiers saisi	22, 27

1. POTHIER, *Proc.*, 40—1 BORNIER, *Proc. Civ.*, 258.—27-28 Vict., c. 17, s. 4, § 9.—S. R. B. C., c. 83, s. 71.

2. Rap. C.—I, intervention, aux termes de l'article 213, (221), est formée par voie de dé-

SECTION II.

INTERVENTIONS.

220. Every person interested in an action between other parties may intervene therein at any time before judgment.—C. C. P., 154, *amended*, 156, *in part*.

claration. Elle ne peut être reçue que par ordre du juge (Article 222). Bien que la nécessité de cette formalité ait été attaquée, il est difficile de voir comment on pourrait la supprimer, sans faire de l'intervention une cause féconde de délais. Les moyens doivent être articulés dans l'intervention même, article 213 (222). L'article 216 (224) est conforme, en ce qui concerne les délais, à la règle nouvelle de l'article 211 (219).

3. Toutes les fois qu'une personne peut être lésée par le résultat d'un procès pendant entre d'autres personnes, elle peut se présenter dans l'instance pour y faire valoir ses droits.—ROUSSEAU & LAISNEZ, *v° Intervention*, n. 5.

4. Toute personne qui serait admissible à attaquer le jugement rendu par la voie de la tierce opposition, a le choix entre cette dernière voie et celle de l'intervention, mais l'emploi de l'une est exclusif de l'autre.—*Idem*, n. 1.

5. L'intervention est recevable même de la part de ceux qui figurent déjà au procès, lorsqu'ils forment cette intervention en qualité de représentants d'un tiers qui aurait eu le droit d'intervenir.—CASS., 21 Mai 1855.—D. 55. 1. 279.—*Contra*: CASS., 14 Fév. 1816; 13 Fév. 1827.—*Idem*, n. 10.

6. L'intérêt moral a la même valeur que l'intérêt pécuniaire.—2 GARSONNET, 676.—3 CARRÉ & CHAUVEAU, Q. 1270.—4 MERLIN, *v° Intervention*, § 1, n. 6, 50.—1 BOITARD, 495.—THOMINE, t. 1, p. 546.—L'opinion contraire est soutenue par ROUSSEAU & LAISNEZ, *v° Intervention*, n. 21.—FAVARE, *Rep.*, t. 3, p. 119.—BOURBRAU, p. 122, qui n'accorde pas dans ce cas que la voie de l'action principale.

7. L'intérêt peut n'être qu'indirect.—1 BOITARD, 495.

8. Les créanciers peuvent aussi interve-

nir pour exercer les droits de leurs débiteurs.—2 GARSONNET, 677.—3 CARRÉ & CHAUVREAU, Q. 1270 bis.—FUZIER HERMANN, v^o *Intervention*, 10, 37, 44, 64, 70 et s., 106, 122, 157, 210, 240, 256 et 257.—BROCHE, v^o *Intervention*, n. 4 et s.

9. Mais l'intervention n'est pas reçue lorsqu'il s'agit de droits exclusivement attachés à la personne du débiteur.—2 GARSONNET, 681.—ROUSSEAU & LAISNEZ, v^o *Intervention*, n. 10 et s.

10. A qui appartient le droit d'intervenir et dans quelles instances peut-il s'exercer? La jurisprudence l'a résolue dans le sens le plus large. Il ne faut pas, pour intervenir, d'autres conditions que pour intenter l'action principale: l'intérêt, la qualité, la capacité d'ester en justice.—2 GARSONNET, 674 et s.

11. L'intervention peut avoir lieu, soit dans le seul intérêt de l'intervenant et être dirigée tout à la fois contre le demandeur et le défendeur primitifs ou bien avoir lieu dans l'intérêt de l'une des parties déjà en cause, soit demanderesse, soit défenderesse. Dans le premier cas, l'intervention est dite *intervention agressive*, dans le second cas on l'appelle *intervention conservatoire*.—ROUSSEAU & LAISNEZ, v^o *Intervention*, n. 3.

12. Les dépens de l'intervention sont réglés ainsi qu'il suit: 1^o S'agit-il d'une intervention agressive, l'intervenant paie les dépens s'il succombe; il les obtient s'il a gain de cause; ils sont payés, dans ce dernier cas, par les deux parties principales ou par l'une d'elles, si ses agissements ont rendu l'intervention nécessaire. Si cependant l'intervention fait double emploi, les moyens de l'intervenant se confondant avec ceux d'une des parties principales, il paie, lors même qu'il triomphe, les dépens qu'il a fait en pure perte. 2^o L'intervention est-elle purement conservatoire, les frais qu'elle a fait faire, mais ceux-là seulement, restent à la charge de l'intervenant, à moins qu'en se posant en adversaire d'une des parties principales, il ne soit devenu partie principale, auquel cas il obtient les dépens s'il l'emporte, et paie, s'il succombe, non seulement les frais de sa propre intervention, mais tous les dépens du procès conjointement avec la partie du chef de laquelle il intervenait et avec laquelle il a succombé.—3 GARSONNET, 108 et s.

13. A person who intervenes in an action of revendication (Defdt making default) in order to contest the seizure, may raise the question of jurisdiction by his intervention, without having filed a declinatory exception within four days from the allowance of his intervention.

The intervening party, in such case, is not bound by a consent to the jurisdiction, proved to have been given by the defendant, before the institution of the action.—C.A., 1892. *Goidie & Beauchemin & Rasconi*, 1 R. J.O., 385.

14. L'intervention n'est pas introductive d'instance, elle n'est qu'un appendice de l'action principale, et son sort est lié fatalement à celle-ci, en ce sens, que si la demande a été irrégulièrement formée, l'intervention disparaît avec l'action principale, quelque soit d'ailleurs le but de cette intervention.—C.A., 1892. *The Atlantic and North West Ry. Coy. & Turcotte, proc. gén. & La Cité de Montréal*, 2 R.J.O., 305.

15. If the plaintiff has no right to obtain the conclusions of his demand, the party who is entitled to obtain what the plaintiff asks, may intervene and get judgment against the defendant. The intervention forms a distinct action.—C.S., 1883. *Moreau vs Dorton*, 12 R.L., 380; MATHIEU, J.

16. Un tiers dont les intérêts sont affectés par un jugement rendu par la cour supérieure, mais porté devant la cour supérieure siégeant en revision, doit se pourvoir par voie de tierce opposition. Il ne peut le faire par intervention devant la cour de revision.—C.A., 1896. *Warrington & Bulmer*, 5 R.J.O., 120.

V. n. 26.

17. An assignee of a plaintiff cannot, by motion, claim to be made a party to a cause; the proper course being to apply by petition to intervene, he being a stranger to the record.—C.S., 1862. *Rose vs Coullée & Coullée*, 7 J., 284; 10 R.J.R., 258; BERTHELOT, J.

18. Sur une inscription pour audition au mérite d'une intervention produite dans une cause, le tribunal ne peut adjuger que sur le mérite de l'intervention, et non sur l'instance principale.—C.A., 1891. *Daveluy & Parent et Roy & La Banque du Peuple & La Banque d'Hochelaga & Seath*, 20 R.L., 56.

19. Goods belonging to a third person and which have been seized under an attachment before judgment must be reclaimed by intervention and not by an opposition.—C.R., 1872. *Ste. Marie vs Brown*, 4 R.L., 527; BERTHELOT, MACKAY & BEAUDRY, JJ.—C.S., 1871. *Anderson vs Walsh*, 3 R.L., 445; TASCHEREAU, J.

20. A demand in intervention may be made at any time before judgment.—C.S., 1881. *Bocker vs Foreman*, 4 L.N., 263; TORRANCE, J.

21. It may be made between the service and the entry of the action.—C.S., 1878. *Rees vs Morgan*, 4 Q.L.R., 184; MCCORD, J.

22. A petition asking for an order to prevent the *tiers-saisi* paying over to the plaintiff the amount which he has been condemned to pay under a judgment duly served upon a *tiers-saisi* must be served upon the plaintiff himself and not upon his attorney whose powers ended with the rendering of the judgment.—C.S., 1877. *Booth vs Lacroix*, 21 J., 307; TASCHEREAU, J.

23. Ne peuvent intervenir :
Cannot intervene:

a. Une personne qui n'est pas partie à un

litige, pour se plaindre des allégations diffamatoires dans les plaidoiries.—C.S., 1867. *Hibbard vs Barsalou*, 3 L.C.L.J., 64; 18 R. J.R., 174; BERTHELOT, J.—*Contra*: C.A., 1879. *Dejoy & Forté*, R., 18.

b. Le propriétaire d'un immeuble saisi en justice, sur une opposition afin de distraire faite par un tiers.—C.R., 1872. *Bethune vs Chapleau*, 17 J., 33; BERTHELOT, MACKAY & BEAUDRY, JJ.

c. Une partie mise en cause pour voir dire dans une demande en destitution d'une charge, pour demander que le demandeur soit lui-même destitué de la même charge, qu'elle soit confiée à un tiers et que le défendeur y soit maintenu tant que le demandeur l'occupera.—C.A., 1895. *Hamel & Hamel*, 4 R.J.O., 366.

d. Et il n'y a pas d'appel d'un tel jugement à la cour suprême.—C. suprême, 1897. *Hamel & Hamel*, 22 R.C.S., 17.

e. Les parties déjà en cause.—C.S. 1894. *Fourrier vs Trépanier*, 5 R.J.O., 129; JETTÉ, J.

f. La femme et les enfants appelés à une substitution, pour demander la nullité de la saisie d'immeubles appartenant à cette substitution, mais laissés au père comme aliments et déclarés insaisissables.

g. A creditor, in a suit brought by his debtor against a third party unless he establishes the existence of a fraudulent collusion.—C.S., 1882. *Marcotte vs Moodie*, 11 R.L., 460; MATHIEU, J.

h. A curator, for the purpose of assisting a person interdicted during the pendency of the suit, to take an appeal.—C.A., 1889. *Greene & Mappin*, 5 M.L.R., 108.

24. Peuvent intervenir : Can intervene :

a. Les syndics ou cessionnaires, en vertu d'une cession de biens volontaire, faite par un débiteur insolvable. Voir la cause de *Porteous vs Raynor*; C.P., 1887, 11 L.N., 9.

b. L'associé du demandeur, pour s'opposer à un arrangement avec le défendeur.—C.A., 1867. *Rutherford & Ferris*, 3 L.C.L.J., 83; 14 R.J.R., 197.

c. La partie déjà en cause, mais intervenant en une autre qualité qu'elle y a déjà.—C.R., 1872. *Ste-Marie vs Brown*, 4 R.L., 527; BERTHELOT, MACKAY & BEAUDRY, JJ.

d. La partie intéressée dans une contestation entre un défendeur et un gardien.—C.S., 1872. *Miller vs Bourgeois*, 16 J., 335; TORRANCE, J.

e. Le créancier, pour empêcher qu'un jugement soit rendu par collusion contre son débiteur.—C.S., 1872. *Adams vs The Hartford Mining & Smelting Co.*, 16 J., 95; RAMSAY, J.

f. Les garants, pour prévenir une action en garantie.—C.S., 1888. *Brunet vs Davidson*, 16 R.L., 175; MATHIEU, J.

g. Le défendeur en garantie, pour se porter intervenant dans l'instance principale; il

peut rester en cause et faire décider du mérite de son intervention et des frais encourus sur icelle, même après le renvoi de l'action en garantie.—C.S., 1893. *Séguin vs Cité de Québec*, 3 R.J.O., 53; ROUTHIER, J.

h. Une corporation municipale, dans une poursuite intentée sous l'article (907) contre une compagnie de chemin de fer pour la forcer à ré-ouvrir une rue publique qu'elle aurait illégalement fermée.—C.S., 1889. *Turcotte vs La Compagnie du chemin de fer de l'Atlantique*, 18 R.L., 628; MATHIEU, J.

i. L'adjudicataire de créances dues à une faillite, dans une instance précédemment instituée par le failli en recouvrement de l'une de ces créances; mais il ne peut le faire par voie de reprise d'instance.—C.S., 1888. *Guilbault vs Desmarais*, 18 R.L., 516; GLOBENSKY, J.

j. Une partie intéressée dans un appel, pour soutenir le jugement attaqué, alors même que l'intimé s'est désisté du jugement porté en appel.

Un désistement ne peut avoir d'effet qu'entre les parties et ne peut porter préjudice aux tiers intéressés dans le jugement au sujet duquel il est fait.—C.A., 1893. *Choquelle & Pelletier*, 4 R.J.O., 303.

k. Dans une action intentée pour faire prononcer la nullité d'un testament qui contient un legs en faveur d'individus, au choix du légataire universel, appartenant à des classes ou catégories désignées, tous ceux sur lesquels ce choix pourrait légalement tomber.—C.A., 1893. *Ross & Ross et Le Collège Morin*, 2 R. J.O., 413.

l. Une partie appelée à payer le coût d'une amélioration publique, dans une action prise pour annuler le rôle de répartition, lorsque le demandeur veut abandonner sa poursuite.—C.S., 1881. *Molsons Bank vs La Cité de Montréal*, 11 R.L., 542; RAINVILLE, J.—C.A., 1884. *Hubert & La Cité de Montréal*, 1 M.L.R., 237.

m. A third party, in an action to revendicate goods as having been sold for cash to the defendant, an insolvent trader, within thirty days prior to the seizure, who establishes that he purchased the said goods from defendant and received a delivery order therefor, and settled for the same by note. He can contest the demand in revendication, just as the defendant himself might have done, and have it set aside on the ground that the sale from plaintiff to defendant was not for cash but was made on credit.—C.S., 1897. *Gillespie vs Doherty*, 12 R.J.O., 536; DOHERTY, J.

25. An appearance and plea by a person who was not served in the cause, though the writ purported to be addressed to him, will be rejected with costs, where the evidence showed that he was aware of the error in the writ. In such a case, if the party fears that judgment may be erroneously rendered against him, his proper course is to come in by intervention.—C.S., 1877. *The Exchange*

Bank of Canada vs Napper, 21 J., 278; TORRANCE, J.

26. Celui qui a intérêt dans un procès survenu entre d'autres parties peut y intervenir en tout temps avant jugement, tant en cour de première instance qu'en appel, et le tribunal saisi de la demande est toujours compétent pour recevoir la demande d'intervention.

La voie de l'intervention est ouverte à celui qui aurait qualité pour former tierce opposition au jugement qui doit terminer la contestation, et le droit éventuel de former tierce opposition au jugement à intervenir est immédiatement, pour celui à qui ce droit appartiendrait, une cause légitime d'intervention.

Lorsqu'un tiers demande à intervenir dans un procès pendant devant la cour de revision et démontre, à la face de ses allégations, un intérêt suffisant, la cour de revision, qui seule

221. L'intervention est formée par voie de déclaration ordinaire, contenant tous les moyens qui justifient la partie d'intervenir.—*Nouveau*, C.P.C., 155.

1. S.R.B.R., c. 83, s. 71.—ORD. 1667, tit. XI, art. 28.—22 ISAMBERT, 81.—C.P.F., 339.

2. An intervention is in the nature of a demand and the intervening party stands

222. Elle ne peut arrêter la procédure sur l'instance principale, à moins qu'elle ne soit reçue par le juge.—*Nouveau*; C.P.C., 156.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 81.

223. Lorsque l'intervention a été reçue par le juge, l'instance est suspendue pendant trois jours; et, à défaut par l'intervenant de la signifier pendant ce délai aux parties en cause et d'en produire un certificat, elle est censée non avenue et n'a aucun effet. La production du certificat du prothonotaire constatant ce défaut équivaut à un jugement renvoyant l'intervention.

La signification est faite au greffe pour les parties non représentées par procureur.—C.P.C., 157, *amendé*.

1. Ibid. s. 2.

2. Anintervening party who claims the payment by the prothonotary of a sum of

est saisi du procès, doit recevoir l'intervention afin que l'intervenant, en la faisant signifier et en la faisant renvoyer devant le tribunal de première instance, pour y être entendue et jugée, puisse être reçu partie dans le procès et y faire valoir ses droits.—C.R., 1897. *MacDonald vs Boswell*, 12 R.J.O., 148; 3 R.L.n.s., 404; TELLIER, DELORMIER & LYNCH, JJ.

27. La partie de la déclaration de l'intimée, comme tiers-saisie, qui se rapportait aux deniers qu'elle avait en mains es-qualité d'héritière bénéficiaire était non avenue, la saisie-arrêt lui étant adressée personnellement et elle ne pouvait être condamnée à payer personnellement ce qu'elle devait comme héritière bénéficiaire; partant, il n'y avait pas lieu, pour elle, d'intervenir pour obtenir la distribution de ces deniers, d'autant plus qu'elle était déjà partie en cause.—C.A., 1896. *Audette & Valiquette*, 6 R.J.O., 58.

221. An intervention is made by a declaration, in ordinary form, containing all the grounds which justify the party in intervening.—*New*, C.C.P., 155.

exactly in the same position as a plaintiff.—C.R., 1867. *Walcott vs Robinson*, 11 J., 303; 17 R.J.R., 186; BERTHELOT, MONK & LORANGER, JJ.

222. It cannot stay the proceedings in the principal action unless it is allowed by the judge.—*New*; C.C.P., 156.

223. When the intervention is allowed by the judge, the action is suspended during three days; and, if the intervening party fails within that period to have it served upon the parties in the cause and to file a certificate of such service, it is held not to have been filed, and has no effect. The filing of the certificate of the prothonotary as to such default is equivalent to a judgment dismissing the intervention.

Service is made at the office of the court upon parties not represented by attorney.—C.C.P., 157, *amended*.

money under a judgment in his favor is bound to give notice to all parties in the record of his application to the court for such

money.—C.S., 1855. *Gillespie vs Spragg*, 6 J., 25; 10 R.J.R., 69; BOWEN & VANFELSON, JJ.

3. An intervention filed without the allowance of the court in term will not be summarily rejected from a record on motion.—C.S., 1872. *Miller vs Bourgeois*, 16 J., 335; TORRANCE, J.

4. The service of an intervention upon the plaintiff's attorney is sufficient.—C.S., 1878. *Rees vs Morgan*, 4 Q.L.R., 184; MCCORD, J.

5. The demand in intervention was served upon the parties before allowance.—Held: sufficient without a second service after allowance.—C.S., 1880. *La Banque Ville-Marie vs Laurin*, 3 L.N., 347; TORRANCE, J.

6. An intervention stays proceedings upon the principal demand but not as to the appointment of a sequestrator already commenced or other conservatory proceedings.

224. La procédure est soumise aux mêmes règles que l'action au cours de laquelle elle est produite, et les délais pour plaider se comptent du jour de la signification de l'intervention. — *Nouveau*; C. P. C., 158, amendé.

1. COUCHOT, 78.—25 Vict., c. 57, s. 36.

2. L'intervention admise a l'effet de suspendre la cause jusqu'à ce que la contestation soit faite sur les moyens d'intervention, et cette contestation doit être jugée en même temps que la cause dont l'intervention n'est que l'incident.—C.S., 1890. *Stein vs Bourassa*, 18 R.L., 484; MATHIEU, J.

3. Where the principal action is of a summary nature the proceedings on an intervention therein are governed by the same rules.—C.S., 1884. *Stephen vs The Montreal Railway Co.*, 7 L.N., 62; TORRANCE, J.

4. Reasons which might have been urged if the intervention had been a plea to the merits cannot be pleaded against the right of the intervener to come into the case.—C.S., 1879. *Evans vs Lionais*, 2 L.N., 195; MAC-KAY, J.

SECTION III.

INSCRIPTION EN FAUX.

225. Outre l'action en faux qui peut être intentée comme principale, une partie peut s'inscrire en faux contre une pièce authentique produite, soit par elle si elle en a demandé la nul-

—C.S., 1880. *Crossly vs McKeand*, 3 L.N., 263; TORRANCE, J.

7. Plaintiff obtained a certificate that the intervention had not been filed within the three days, whereupon the intervening party moved without notice, but upon affidavit, for a further delay to file his reasons, which motion was allowed.—Held, in review, that the further delay should not have been granted.—C.R., 1865. *Beudet vs Martel*, 15 L.C.R., 457; 1 L.C.L.J., 29; BADGLEY, MONK & BERTHELOT, JJ.

8. The court may extend the delay of three days allowed for service of petition in cases of intervention.—C.S., 1871. *Fraser vs Pouliot*, 3 R.L., 446; MEREDITH, J.

9. Lorsque l'intervenant, qui a fait signifier son intervention aux parties, ne produit pas au greffe un certificat de cette signification dans les trois jours qui suivent la réception de l'intervention, cette intervention sera déclarée nulle.—C.S., 1895. *Ménard vs Bertin*, 7 R.J.O., 365; MATHIEU, J.

224. The proceedings are subject to the same rules as the action during which they are made, and the delays for pleading are computed from the date of the service of the intervention.—*New*; C.C.P., 158, amended.

5. Although a seizure corporally effected of property in the hands of the *liers-saisie* be null, an intervening party cannot, by motion made immediately after he is allowed to intervene, and before any issue is joined on the intervention, claim the quashing of the seizure.—C.A., 1865. *Fleck & Brown*, 9 J., 216; 15 L.C.R., 416; 1 L.C.L.J., 32.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. Dans l'espèce, la motion du défendeur, demandant que la contestation du demandeur soit rejetée du dossier parce qu'elle n'a pas été payée, doit être renvoyée parce que l'intervenante n'a pas déclaré si elle acceptait l'offre du demandeur de retirer sa saisie qui avait été faite de bonne foi, en par elle, payant les frais de telle saisie.—C.S., 1898. *Budden vs Rochon & Malouin*, 14 R.J.O., 10; ROUTHIER, J.

SECTION III.

IMPROBATION.

225. Besides the action of improbation which may be brought as a principal action, a party in a suit may proceed by improbation against an authentic document produced by him,

lité, soit par la partie adverse.—C.P. C., 159, § 1; 160, *partie, amendé.*

which he has asked to have declared null, or by the opposite party.—C.C. P., 159, § 1; 160, *in part, amended.*

INDICATION ALPHABETIQUE.

Acte sous seing privé	9
Caution	15
Conseil privé	18
Corporation	13
Date	14, 16, 19
Effets	4
Expertise	11
Intérêt	3, 5, 7
Juge des sessions	15
Lettres patentes	17
Mandat	8
Preuve	10, 14
Quo warranto	12
Saisie	20

1. POTHIER, *Proc.*, 333.—SERPILLON, *Code du Faux*, 153.—C.P.F., 214.

2. Rap. C.—Les procédures relatives à l'inscription en faux sont indubitablement longues et compliquées, mais elles ont été ainsi faites avec intention et nous n'avons pas cru devoir les simplifier. On remarquera, cependant, que nous avons supprimé, comme inutile, la condition onéreuse contenue dans l'article 168 C.P.C., qui astreignait les parties à dresser procès-verbal des documents argués de faux.

3. Avant même qu'il y ait procès engagé, celui qui soupçonne entre les mains d'un tiers l'existence d'une pièce fautive qui menace ses intérêts, peut prendre l'initiative pour prévenir le dépérissement des preuves, et citer le détenteur de la pièce pour voir dire qu'il sera tenu de la produire afin que le demandeur puisse régulariser le faux incident, vu qu'à défaut, la pièce sera déclarée sans effet pour le cas où elle serait produite plus tard.—1 RODIÈRE, 452.—2 GARSONNET, 478-479.—2 CARRÉ & CHAUVEAU, Q. 864.

4. Le résultat de l'action en faux principal, quel qu'il soit, ne peut porter atteinte aux droits acquis en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée.—2 GARSONNET, 479.—Il faut dans ce cas se pourvoir par requête civile.—*Idem.*—Art. 1177 de notre code de procédure.

5. Faut-il aller jusqu'à dire que toute attaque contre l'intégrité de l'écrit, de son contenu, des allégations qu'il renferme, ne pourra se produire que par la voie de l'inscription de faux? Nous devons faire à cet égard des distinctions. Attaque-t-on seulement la sincérité des déclarations faites par les parties devant l'officier public, tout en reconnaissant que cet officier a bien constaté ce qu'il a vu et entendu, il n'est pas nécessaire de prendre la voie de l'inscription de faux. Mais si je prétends que l'officier public a dénaturé les déclarations des parties, qu'il a écrit autre chose que ce qu'il a vu et entendu, alors l'inscription de faux devient nécessaire pour faire tonner la foi due à l'acte. En un mot,

quant à son contenu, l'acte ne fait foi, jusqu'à inscription de faux, que de ce que l'officier public atteste *ex propriis sensibus*. Ainsi le notaire a écrit que cinquante mille francs avaient été versés, en sa présence, par un des contractants, dans les mains de l'autre, à titre de prêt ou de paiement d'une dette; mais celui qui a remis les billets ou les écus à l'autre devant le notaire, les avaient reçus auparavant des mains de celui à qui il les a remis en présence de l'officier public, ou celui qui les a reçus devant le notaire en a opéré plus tard la restitution à l'autre partie hors de la présence du notaire. Ces faits qui dénaturent l'acte, pourront être prouvés sans recourir à la voie de l'inscription de faux; car la véracité de l'officier public n'est point mise en question.—1 BOITARD, 425.

6. An omission in a deed arising from error or oversight, does not constitute a ground for an action in improbation.—C.R., 1872. *Labine vs Kraus*, 3 L.N., 26; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

7. La partie à qui on oppose une copie peut se borner à dire qu'elle n'est pas conforme à l'original et il n'est pas nécessaire de recourir dans un pareil cas à l'inscription en faux.—C.S., 1876. *Dufresne vs Lalonde*, 21 J., 105; RAINVILLE, J.

8. The incidental improbation may, under certain circumstances, establish relations existing between the parties to a deed and a tacit mandate by the creditor to the notary.—C.S., 1807. *Connors vs Chambers*, 3 R. de J., 312; WHITE, J.

9. La loi ayant admis un mode spécial de contester la vérité des actes sous seing privé, on ne peut recourir à la voie de l'inscription en faux contre ces actes.—C.A., 1893. *Lamarque & Brunelle*, 3 R.J.O., 74.

10. No inscription *en faux* is necessary to admit evidence that money, the receipt of which is acknowledged in a deed of sale, has never been paid.—C.R., 1871. *Doyon vs Doyon*, 2 R.C., 110; MEREDITH, STUART & TASCHEREAU, J.

11. Dans le cas où une partie se plaint devant des praticiens et experts, etc., lors de leur opération, qu'un document produit devant eux par la partie adverse est faux, elle a le droit de contester devant la cour, sur requête sommaire, ce document ainsi que le rapport des praticiens et experts, en autant qu'il concerne tel document.—C.S., 1871. *Brunel vs Brunel*, 17 J., 51; BEAUDRY, J.

12. Sur une contestation, par *quo warranto*, de l'élection d'un membre pour le conseil municipal de Québec, la vérité des signatures et des allégués du rapport de l'officier rapporteur et des bulletins de votation doit être attaquée par inscription de faux.—C.S.,

1875. *Venner vs Archer*, 1 Q.L.R., 283 ; CASAULT, J.

13. On ne peut établir que par une inscription en faux, qu'une résolution d'une société incorporée, produite dans une cause et certifiée comme ayant été adoptée à une assemblée de la société, n'a pas été soumise à cette assemblée et adoptée régulièrement.—C.S., 1882. *Desmarais vs La Société de bienfaisance du comté de Joliette*, 12 R.L., 198 ; MATHIEU, J.

14. La cour ne peut permettre à une partie à un acte authentique, de prouver par témoins la fausseté de la date de l'acte sans avoir recours à l'inscription en faux, que dans un seul cas, savoir, lorsqu'il s'agit d'un rapport d'huissier.—C.S., 1883. *Lewis vs Primeau*, 7 L.N., 39 ; PAPINEAU, J.

15. Le certificat donné par le juge des sessions de la paix, constatant qu'une caution pour la comparution d'un prisonnier avait été fournie par la non-comparution de ce dernier, est un acte authentique qui ne peut être contredit que par la voie de l'inscription en faux.

226. L'inscription en faux incident se forme par une requête, tendant à ce qu'il soit permis à la partie de s'inscrire en faux contre la pièce qui y est indiquée, et à ce que la partie adverse soit tenue de déclarer si elle entend se servir de cette pièce.

La requête doit être signée par la partie elle-même, ou par son procureur muni d'une procuration spéciale produite avec la requête, à peine de nullité.—C.P.C., 161.

1. JOUBERT 788.—ORD. 1870. art. 6.—ORD. 1737, tit. 11, art. 3.—SERPILLON, *Code du Faux*, 153.—C.P.F., 215.

2. Il n'est pas nécessaire de faire une élection de domicile dans une inscription en faux.—C.S., 1859. *Martineau vs Kairigan*, 3 J., 190 ; 7 R.J.R., 453 ; BADGLEY, J.

227. La présentation de cette requête doit être précédée du dépôt au greffe de la somme réglée par le juge pour répondre des frais encourus, en tout ou en partie, dans le cas où l'inscription en faux serait renvoyée.—C. 163, amendé.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

1. La partie qui désire retirer un dépôt fait entre les mains du protonotaire doit en obtenir la permission du tribunal.—C.S.,

—C.S., 1860. *La Reine vs St-Hilaire*, 5 M.L.R., 116 ; WURTELE, J.

16. Il y a lieu à l'inscription en faux contre un acte notarié, daté et clos comme fait à Rimouski, mais qui a de fait été signé à Québec, où le notaire—qui connaissait les signatures des parties—avait envoyé le projet de minute pour y être signé ; tel acte étant nul comme acte authentique.—C.A., 1892. *La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Rimouski, Thuiscouata et Kamouraska & Cedar Shingle Coy.*, 1 R.J.O., 559.

17. On ne peut s'inscrire en faux contre une énonciation faite par des lettres patentes, mais on doit procéder par *scire facias*.—C.S., 1885. *La Banque d'Hochelega vs Garth*, 2 M.L.R., 201 ; LORANGER, J.

18. On motion, and by consent of both parties, an acte argué de faux, may be ordered to be sent to the Privy Council.—C.A., 1875. *Panel & Hamet, R.*, 57.

19. Voir diverses décisions sous l'article 230 se rapportant au mode de contester la vérité des procès verbaux des officiers judiciaires et des altérations à la minute d'un jugement.

226. Incidental improbation is begun by a petition, praying that the party be allowed to proceed by improbation against the document therein designated, and that the opposite party be held to declare whether he intends to make use of such document.

The petition must, under pain of nullity, be signed by the party himself, or by his attorney under a special power filed with the petition.—C.C.P., 161.

3. A party was held to have waived all pretensions to proceed on his inscription en faux where he omitted to move to set aside an inscription on the merits of the suit.—C.S., 1851. *Philips vs Hart*, 1 L.C.R., 305 ; BOWEN, MONDELET & VANFELSON, JJ.

227. The presentation of the petition must be preceded by a deposit in the office of the court of a sum fixed by the judge, to meet the costs to be incurred, in whole or in part, in the event of the improbation being dismissed.—C.C.P., 163, amended.

1898. *Lessard vs Duncan*, 4 R.L.n.s., 498 ; MATHIEU, J.

2. La permission de procéder *in forma pauperis* ne dispense pas la partie à qui elle

est accordée, de faire le dépôt requis par l'art. 227 C.P., dans le cas d'inscription en

228. Cette demande peut être faite en tout état de cause jusqu'à la clôture de l'enquête, et même après, jusqu'à jugement, en justifiant que la connaissance du faux a été acquise depuis la clôture de l'enquête.

La procédure sur le principal est suspendue jusqu'à ce qu'il ait été fait droit sur l'inscription en faux.—C.P. C., 164.

1. 3 L.C.R. 268.

2. Un défendeur ne peut s'inscrire en faux deux mois après l'enquête terminée, lorsqu'il a acquis la connaissance des faits

229. Dans les six jours après la présentation de la requête, à moins que ce délai ne soit prolongé par le juge, la partie adverse doit faire signifier au demandeur en faux et produire au greffe sa déclaration, signée d'elle ou d'un procureur spécial, si elle entend ou non se servir de la pièce arguée de faux.

Si elle ne fait pas cette déclaration dans le délai fixé, ou si elle déclare ne pas vouloir s'en servir, la pièce est rejetée du dossier, et est aussi déclarée nulle s'il y a conclusion à cet effet.—C.P.C., 165, 166, amendés.

1. SERPILLON, 173-179.—Cod. L., 3, de *fide instrumentorum*.—C.P.F., 216, 217, 219, 220, 221.

2. La déclaration faite après le délai ne produira-t-elle aucun effet ? En d'autres termes, le délai fixé par cet article est-il un délai de rigueur ? Le retard dans la déclaration peut être motivé par des circonstances indépendantes de la volonté de celui qui a été sommé de déclarer s'il entendait se servir de la pièce. La loi, d'ailleurs, n'a pas prononcé de déchéance contre celui qui laisserait expirer le délai de huit jours sans faire sa déclaration ; aussi la jurisprudence s'est-elle justement arrêtée à l'opinion que les juges ne pouvaient, dans le silence de la loi, suppléer une pareille déchéance. Le tribunal, appréciant les motifs du retard, pourrait donc admettre une déclaration postérieure au terme fixé par l'art. 216.—1 BOITARD, 428.

faux.—C.S., 1808. *Bernier vs Lacombe*, 1 R. P., 357 ; ANDREWS, J.

228. Improbation may be begun at any stage of the suit until the closing of the proof, and even afterwards before judgment, upon proof that the falsity was not ascertained until after the proof was closed.

All proceedings in the principal suit are suspended until the improbation is decided.—C.C.P., 164.

qu'il désire arguer de faux dès avant le temps qu'il a plaidé à la demande, vu qu'en ce cas il n'avait que jusqu'à la clôture de l'enquête pour s'inscrire en faux.—C.S., 1873. *Désilets vs Trahan*, 5 R.L., 52 ; POLETTE, J.

229. Within six days after the presentation of the petition, unless the delay is extended by the judge, the opposite party must serve upon the plaintiff in improbation and file in the office of the court a declaration, signed by himself or by his special attorney, as to whether he intends to avail himself of the document attacked.

If he fails to make such declaration within the delay fixed, or if he declares that he does not intend to avail himself of the document, the latter is struck from the record, and is also declared null if there are conclusions to that effect.—C.C.P., 165, 166, amended.

3. Le rejet de la pièce, sur le silence du défendeur ou sur sa déclaration qu'il ne veut pas s'en servir, ne doit pas s'appliquer à un acte de mariage que l'un des époux prétendrait faux. Si le silence ou l'accord de l'autre forçait le tribunal à considérer cet acte comme faux, on arriverait ainsi à une nullité de mariage par consentement mutuel. *Idem.*

4. La déclaration du défendeur en faux doit être formelle, claire, sans équivoque, réserve ni condition, en un mot par un *oui* ou un *non*.—2 CARRÉ et CHAUVEAU, Q. 875. —Autrement la partie serait censée n'avoir pas répondu.—BONCENNE, t. 4, p. 76.

5. Celui qui a déclaré dans un procès, qu'il ne veut pas se servir d'une pièce, ne peut changer de volonté, parce qu'il est censé, par sa déclaration, avoir reconnu la fausseté de la pièce, ou l'avoir regardée com-

me inutile.—2 CARRÉ et CHAUVEAU, Q. 876.—DALLOZ, t. 8, p. 434.—THOMINE DESMAZURES, t. 1, p. 100.—FAVARD DE LANGLADE, t. 2, p. 500.

6. Il en serait cependant autrement si la déclaration avait eu pour cause l'erreur, la fraude ou la crainte.—*Ibid*, CARRÉ et CHAUVEAU. Si la pièce avait été déclarée nulle sur conclusion à cet effet, sur la déclaration du défendeur, le recours de ce dernier ne serait-il pas par requête civile? Par contre le défendeur qui aurait déclaré qu'il entendait se servir de la pièce, pourrait en tout état de cause, retracter cette déclaration et

230. Si le défendeur en faux déclare qu'il entend se servir de la pièce, le juge, sur la demande qui en est faite par l'une ou l'autre des parties, ordonne que la pièce et la minute, s'il y a lieu, soient déposées au greffe à la diligence de celui qui s'en prévaut, et que les dépositaires y soient contraints par toutes voies que de droit.—C.P.C., 167, amendé.

1. C.P.F., 210, 220, 221.

2. In the case of an inscription *en faux* of a notarial deed and of the copy thereof produced, the party availing himself of such deed or copy is bound to produce the origi-

231. Les parties prennent communication au greffe, sans déplacement de la pièce arguée de faux.—C.P.C., 169, amendé.

1. C.P.F., 228.

232. Six jours après la production au greffe de la pièce arguée de faux, ou, si elle était au greffe lors de la déclaration prévue par l'article 229, dans les six jours de cette déclaration, le demandeur doit produire ses moyens de faux.—C.P.C., 170, amendé.

1. C.P.F., 229.

2. Il est de jurisprudence constante qu'il ne suffit pas que le demandeur se borne à nier l'exactitude des faits relatés dans l'acte ou à contester la sincérité de l'écriture de telle ou telle partie: de semblables allégations sont trop vagues pour que les juges puissent en apprécier le mérite. Il faut qu'il articule des faits en opposition avec ceux qu'il nie, qu'il indique les circonstances

être admis à abandonner la pièce. V. autorités citées sous le n. 5, et JOUSSA, sur l'article 13 de l'Ordonnance de 1737.

7. Le cessionnaire des droits résultant d'un acte argué de faux peut lui-même déclarer qu'il entend se servir de l'acte.—2 CARRÉ & CHAUVEAU, Q. 879.

8. If the party who files an act or deed which is impeached *en faux* omits to declare that he means to make use of it, he is not foreclosed from doing so, but may still be admitted to make his declaration on payment of costs.—C.B.R., 1818. *Proulx vs Proulx*, 3 R. de L., 108.

230. If the defendant in improbation declares that he intends to make use of the document, the judge, upon the demand of either of the parties, orders that such document, and the original thereof if necessary, be deposited in the office of the court at the diligence of the party who relies upon it, and that the parties in charge thereof be compelled by all legal means to deposit it.—C.C.P., 167, amended.

nal deed or adduce reasonable evidence of its loss or destruction, his mere assertion that it has been lost being wholly insufficient.—C.S., 1873. *Contant vs Lamontagne*, 17 J., 319; JOHNSON, J.

231. The parties take communication of the impugned document at the office of the court, without removing it.—C.C.P. 169, amended.

232. Six days after the filing of the impugned document, or, if it has been already filed along with the declaration required by Article 229, within six days from such declaration, the plaintiff must file his reasons of improbation.—C.C.P., 170, amended.

dont il prétend fournir la preuve, et que ces circonstances soient de telle nature que, si elles viennent à être constatées, il en résulte nécessairement la fausseté que le demandeur recherche.—2 CARRÉ & CHAUVEAU, Q., 910.—BONCENNE, t. 4, p. 95.—BERRIAT SAINT PRIX, p. 279, n. 33 et 38.—DENISAN CROUZILHAC, p. 176.—PIGEAU, *Pr. Civ.*, t. 1, p. 353.—FAVARD DE LANGLADE, t. 2, p. 562.—THOMINE DESMAZURES, t. 1, p. 403.—DALLOZ, t. 8, p. 436, n. 1.

Capita
Créanc
Date .
Elect
Exam
Expert
Huissie
Jugem
Jugem
Nullité
Opposit
Pluniti
Protoco
Ratures
Saisie .
shérif .
Signatur
Transpo
Venditio
1. p
Code du
1.

233. Au surplus, la contestation sur l'inscription en faux est liée et instruite comme l'action au cours de laquelle elle est faite, et est sujette aux mêmes règles et délais.—C.P.C., 172, amendé.

1. La preuve faite incidemment sur une inscription de faux forme partie du dossier à toutes fins et le demandeur peut l'invoquer au

231. Par le jugement sur l'inscription de faux, il est aussi statué sur la remise de la pièce à qui de droit.—C.P.C., 173.

1. C.P.F., 242.

235. Les dispositions de cette section, à l'exemple de celles contenues en l'article 227, en autant qu'elles peuvent s'appliquer, doivent être observées dans l'action directe en faux.—C.P.C., 175.

SECTION IV.

CONTESTATION DES PROCÈS-VERBAUX.

236. La vérité d'un procès-verbal de shérif, d'huissier ou autre officier judiciaire, ou d'une autre personne autorisée à faire un procès-verbal de signification, est contestée par motion.—*Nouveau*; C.P.C., 159, § 1, *partie*, 2, 3; 79.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Capias	12
Créancier	16
Date	9, 10, 15
Electeur	12
Examen de l'huissier	13
Expertise	11
Huissier	3, 5, 6
Jugement	4, 17
Jugement de distribution	8
Nullité de décret	5
Opposition afin de conserver	7
Plumitif	9, 10
Protonotaire	8
Ratures	17
Saisie	18
Shérif	7, 16
Signature	14
Transport	6
Venditions exonas	15

1. POTHIER, *Proc.*, 333.—SERPILLON, *Code du Faux*, 153.—C.P.F., 214.

233. In other respects the issues are joined and tried in the same way as in the action during which they are made, and are subject to the same rules and delays.—C.C.P., 172, *amended*.

mérite, au soutien des allégations de son action—C.A., 1863. *The Cedar Shingle Co. & La Cie. d'Ass. etc. de Rimonski*, 2 R.J.O., 370.

231. The judgment which decides upon the improbation likewise determines to whom of right the document shall be handed over.—C.C.P., 173.

235. The provisions of this Section, except those of Article 227, are observed, in so far as they apply, with regard to direct actions of improbation.—C.C.P., 175.

SECTION IV.

CONTESTATION OF RETURNS.

236. The truth of any return by a sheriff, bailiff or other judicial officer, or by any other person authorized to make a return, is contested by motion.—*New*; C.P.C., 159, § 1, *in part*, 2, 3; 79.

2. Rap.C.—Un nouvel article, 227a (236) est inséré sous un titre particulier qui en rend l'application générale. Il est destiné à fournir une règle uniforme pour la contestation de tous les procès-verbaux, quel qu'en soit leur auteur: shérif, huissier, officier judiciaire quelconque, ou autre personne autorisée à faire un procès-verbal. Il remplace les dispositions, sous quelques rapports contradictoires, des articles 79 et 159 du code actuel.

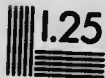
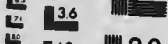
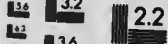
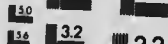
3. Upon cause shewn by affidavit, a party will be allowed to inscribe *en faux* against a bailiff's return after the four days limited by the rules of practice.—C.S., 1862. *Perry vs Mitne*, 6 J., 243; MONK, J.

4. La cour, pour cause, permettra une inscription de faux après le délai de quatre jours à compter de la production de la pièce arguée de faux; et dans l'espèce il avait été établi cause suffisante.—Il sera permis de s'inscrire en faux contre la copie d'un juge-



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

ment signifié à un défendeur arrêté sur *capias*, lui ordonnant de se livrer sous un mois, lorsque, par erreur, le mot "ninth" a été inséré dans la copie signifiée, au lieu du mot "month."—Les copies de jugements signifiées doivent être certifiées par le protonotaire de la cour et non par les procureurs.—C.S., 1862. *Seymour vs Horner*, 12 L.C.R., 90; MONK, J.

5. Dans son rapport de signification, l'huissier exploitant déclarait avoir signifié la requête en nullité de décret à l'adjudicataire, bien qu'il n'eut jamais fait telle signification. L'adjudicataire demanda par requête la permission de s'inscrire en faux contre l'exploit.—Requête en faux renvoyée avec dépens, parce que l'adjudicataire ayant comparu, ne se trouvait plus dans les délais pour invoquer l'irrégularité de l'assignation.—C.S., 1886. *Bury vs Leslie*, 10 L.N., 355; ROUTHIER, J.

6. A bailiff's certificate cannot be taken as authentic to establish the service of a transfer before notaries.—C.S., 1851. *St. John vs Delisle*, 2 L.C.R., 150; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

7. Un créancier qui a produit une opposition afin de conserver, réclamant partie des deniers de la vente faite par le shérif, peut, après le jugement de distribution, s'inscrire en faux quand le rapport du shérif constate qu'il a reçu le prix de l'adjudication, tandis que de fait l'adjudicataire et le shérif se sont entendus entre eux pour substituer, au paiement réel du prix, une compensation et réclamation privée de l'adjudicataire et sa famille, contre le shérif qui est insolvable.—En ce cas l'inscription en faux sera maintenue et la vente à la folle enchère sera ordonnée.—C.A., 1880. *La Société de construction permanente de Québec & Martin*, 10 R.L., 619.

8. An application to inscribe *en faux* against the certificate of the protonotary regarding the posting of a report of distribution will not be granted, after the report has been homologated, in favor of an opposant who knew of the *faux* complained of prior to the judgment homologating the report.—C.S., 1883. *Pungman vs Fauzè*, 27 J., 140; PAPINEAU, J.

9. Where it is shown that a paper filed in a case has been antedated, and in reality filed on a different day from its date, and after the proper delay, it will be struck from the files of the court on motion to that effect, and it is not necessary to inscribe *en faux* against the plumbiff or register of papers fyled.—C.S., 1863. *Beaudry vs Ouimèl*, 8 J., 126; SMITH, J.

10. An entry by which a writ returnable on the 24th was recorded as returned on the

28th, may be shown to be a clerical error, particularly when the record itself proves that the entry was made in error.—C.A., 1881. *Molsons Bank & Lionais*, 27 J., 40.

11. Where a document produced in a case before experts was alleged to be false.—*Held*: that it might be attacked *en faux* by summary petition.—C.S., 1871. *Brunet vs Brunet*, 17 J., 51; BEAUDRY, J.

12. A return by a bailiff that he had served an election petition by leaving true copies, "duly certified," with the sitting member, is a sufficient return. It need not state by whom the copies were certified.—C. suprême, 1897. *Bergeron & Desparois*, 27 R.C.S., 232.

13. Counsel for the person served will not be allowed to cross-examine the bailiff as to the contents of the copies served without producing them or laying a foundation for secondary evidence.—*Idem*.

14. The court is bound to know the signature of its own officer, and when a bailiff has qualified himself as "bailiff of the Superior Court," without adding, "for the district of Montreal," it was found sufficient.—C.S., 1853. *Rowbotham vs Scott*, C. Rep. 2; 2 R.J.R., 320; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

15. A writ of *venditioni exponas* was made returnable on the 28th April 1870 and the newspaper in which the notice of sale was being published ceased to issue, and the date of the return was changed in consequence.—*Held*: that neither in law nor in fact did these circumstances afford ground for an inscription *en faux*, although irregularities were committed which were reprehensible.—C.R., 1871. *Duchsnay vs Vienne*, 16 J., 138; MONDELET, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

16. Sur une inscription de faux de la part d'un créancier intéressé, un titre du shérif peut être déclaré faux.—C.A., 1877. *Carpenter & Déry*, 5 Q.L.R., 311.

17. Lorsque la minute d'un jugement a été, après sa prononciation, falsifiée par des ratures dans une partie essentielle, le demandeur n'a pas la voie de l'inscription en faux, mais doit s'adresser par requête au tribunal, pour demander que le jugement soit entré aux registres tel qu'il a été prononcé.—C.A., 1858. *Ross & Pulsgrave*, 5 J., 141; 9 R.J.R., 116.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

18. La vérité d'un procès-verbal de saisie doit être contestée par motion, et non par inscription en faux.—C.S., 1898. *L'Ecuyer vs Dozois*, 1 R.P., 493; LYNCH, J.

SECTION V.

RÉCUSATION.

237. Tout juge peut être récusé :

SECTION V.

RECUSATION.

237. A judge may be recused :

1. S'il est parent ou allié de l'une des parties jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ;
2. S'il a un procès sur question pareille à celle dont il s'agit dans la cause ;
3. S'il a donné conseil sur le différend ou s'il en a connu auparavant comme arbitre ; s'il a sollicité pour l'une des parties, ou s'il a ouvert son avis hors de l'instance et jugement ;
4. S'il a procès en son nom devant le tribunal où l'une des parties sera juge ;
5. S'il y a eu de sa part menace verbale ou par écrit contre l'une des parties, depuis l'instance, ou dans les six mois qui ont précédé la récusation ; ou s'il y a eu inimitié capitale sans réconciliation ;
6. S'il est syndic ou protecteur de quelque ordre, corps ou communauté, partie dans la cause, ou tuteur honoraire ou onéraire, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire de l'une des parties ;
7. S'il a quelque intérêt à favoriser une des parties.—C.P.C., 176, *amendé*.

§ 1.

1. S.R.B.C., c. 81, s. 3.—ORD. 1667, t. 12, art. 5, 6, 7, 8, 10.—1 PIGEAU, 365, 6.
2. Le juge peut être récusé, encore qu'il soit parent ou allié commun des parties.—1 BOITARD, 556.—3 CARRÉ & CHAUVEAU, Q. 1367.—PIGEAU, t. 1, art. 2.—THOMINE DESMAZURES, t. 1, p. 590.
3. Le juge peut aussi être récusé par la partie même dont il serait parent ou allié, sans l'être de la partie adverse.—3 CARRÉ & CHAUVEAU, Q. 1368.—FAVARD DE LANGLADE, t. 4, p. 762, n. 2.—THOMINE DESMAZURES, t. 1, p. 570.
4. La parenté naturelle produirait les mêmes effets que la parenté légitime.—3 CARRÉ & CHAUVEAU, Q. 1368 bis.—THOMINE DESMAZURES, t. 1, p. 570.

§ 2.

5. Sur question pareille, soit en fait, soit en droit, susceptible de recevoir la même décision.—1 BOITARD, 556.—3 CARRÉ & CHAUVEAU, Q. 1371.—THOMINE DESMAZURES, t. 1, p. 590.

1. If he is related or allied to one of the parties within the degree of cousin-german, inclusively ;
2. If he has an action involving a question similar to the one in dispute ;
3. If he has given advice upon the matter in dispute, or has previously taken cognizance of it as an arbitrator ; if he has acted as solicitor for either of the parties or has made known his opinion extrajudicially ;
4. If an action is pending in his name before a court in which one of the parties will sit as judge ;
5. If he has made verbal or written threats against one of the parties since the beginning of the action or within six months previous to the recusation ; or if there has been mortal enmity, between them without reconciliation ;
6. If he is the manager or patron of any order, corporation, or community, which is a party to the suit, or the tutor, honorary tutor, subrogate-tutor, or curator, or heir presumptive, or donee of either of the parties ;
7. If he has any interest in favouring any of the parties.—C.C.P., 176, *amended*.

§ 3.

6. Un juge peut être regardé comme le conseil d'une partie, non seulement s'il lui a conseillé d'entreprendre ou de soutenir le procès, mais encore s'il a dirigé ses démarches ; s'il a conféré avec l'avocat ou l'avoué ; s'il a agi pour lui procurer des actes et des titres.
- Un juge serait récusable pour avoir connu du différend, s'il avait déjà été pris pour arbitre, ou si, comme amiable compositeur il avait essayé d'accorder les parties.—3 CARRÉ & CHAUVEAU, Q. 1378.
- Néanmoins les avis donnés par un juge, soit verbalement, soit par écrit, à l'une des parties, ne peuvent servir de base à une récusation, s'ils ont rapport à des instances terminées avant le dépôt au greffe de l'acte de récusation.—*Ibid*, CARRÉ & CHAUVEAU.
7. Il faut pour que cette cause de récusation puisse être proposée, que le juge ait spécialement donné conseil, plaidé ou écrit sur l'affaire ; il ne suffirait pas qu'il eut écrit ou donné conseil sur la question que soulève

le procès. Ainsi l'opinion que dans ses ouvrages, le juge, en qualité de jurisconsulte, a exprimée sur la question à décider, n'entraîne pas sa récusation. Mais on peut récuser l'avocat qui, ayant donné une consultation sur l'affaire avant que l'instance fut commencée, est devenu juge du tribunal compétent à la juger.—1 BOITARD, 556 et s.

8. A judge who has rendered judgment in a case of contempt of Court, is not subject to be recused in any subsequent proceedings in the same cause, even where he was the complainant in the cause.—C.A., 1867. *Ramsay & The Queen*, 2 L.C.L.J., 231.

9. On ne peut récuser un juge qui a fait partie autrefois de la société poursuivie, lorsqu'il a cessé d'en être membre et qu'il n'y a plus d'intérêt.—C.C., 1867. *Leclerc vs Bilo-deau*, 12 J., 20; BERTHELOT, J.

10. When a judge had in an action between the same parties, but in another court, expressed his opinion and delivered judgment in accordance therewith on the pretensions of the parties, which pretensions were to be urged in the second case, it was held that he should refrain from sitting.—C.A., 1869. *Hall & Brigham*, 13 J., 252; 18 R.J.O., 105.

11. Where a judge has recused himself, or been recused, on the ground that he formerly acted as solicitor for one of the parties and the recusation maintained, the record has been transmitted to another district, the recusation continues to exist during the pendency of the action, though the party for whom the judge acted as attorney, by the dismissal of his opposition, has ceased to be a party in the cause.—C.S., 1894. *Union Bank vs St. Cyr*, 5 R.J.O., 36; DAVIDSON, J.

§ 5.

12. Qu'entend-on par inimitié capitale ? Rodier répond à cette question qu'il faut que l'inimitié soit décidée, connue, manifestée, occasionnée par l'homicide de quelqu'un de nos proches, par des querelles, par des affaires d'honneur ou d'un gros intérêt, dont le ressentiment porterait à saisir les occasions

238. Le juge est inhabile si lui ou sa femme est intéressé dans le procès.—C.P.C., 177, amendé.

1. 1 PIGEAU, 365-6.

239. Le juge qui connaît cause valable de récusation en sa personne, est tenu, sans attendre qu'elle soit proposée, d'en faire la déclaration par écrit, pour être mise au dossier.—C.P.C., 179.

1. ORD. 1667, tit. xxiv, art. 17.

240. Une partie qui sait cause de

d'attenter à la vie, à l'honneur, ou aux avantages temporels de son ennemi.—3 CARRÉ & CHAUVREAU, Q. 1384.

13. La récusation, aux termes de l'ordonnance de 1667, tit. 24, art. 23, ne peut être faite que par écrit. L'inimitié capitale mentionnée au huitième article, du même titre, pour pouvoir donner lieu à la récusation, doit être une inimitié de la part du juge, et ainsi alléguée et prouvée, sans quoi les moyens de récusation seront déclarés n'être pas pertinents.

Les causes de l'inimitié capitale alléguées comme provenant du chef du juge, doivent être particulièrement déclarées. L'inimitié capitale qui donne lieu à la récusation, est une inimitié décidée, manifestée, occasionnée par l'homicide de quelque proche de la partie faisant la récusation, par des querelles, des affaires d'honneur ou d'un gros intérêt, dont le ressentiment porterait à saisir les occasions d'attenter à la vie, à l'honneur ou aux avantages temporels de son ennemi.—C.A., 1858. *Renard & Gogy*, 8 L.C.R., 246.

§ 6.

14. Roman catholic judges in a case involving the right of the civil power to entertain an *appel comme d'abus*, cannot be recused on the ground that they acknowledge the Roman authority.—C.P., 1874. *Brown & Fabrique de Notre-Dame de Montréal*, 20 J., 228.

15. The fact that a judge is related to a shareholder in an incorporated body, party to a suit, does not render him liable to be recused.—C.B.R., 1847. *La Cie. d'Ass. du Canada vs Freeman*, 3 R. de L., 85.

DIVERS.

16. The recusation must be withdrawn before the judge against whom it is made or must be disposed of by the judge entitled to decide the question before the parties can proceed in the case.—C.S., 1879. *The Montreal City and District Savings Bank vs Geddes*, 2 L.N., 271; JETTÉ, J.

238. A judge is disqualified if he or his wife is interested in the action.—C.C.P., 177, amended.

239. A judge who is aware of a ground of recusation to which he is liable, is bound, without waiting until it is invoked, to make a written declaration of it, to be filed in the record.—C.C.P., 179.

240. A party who is aware of a

récusation contre le juge, est également tenue de la faire connaître aussitôt qu'elle vient à sa connaissance.—C.P.C., 180.

1. *Ibid*, art. 19.

241. Après la déclaration du juge ou de l'une des parties, celle qui veut le récuser est tenue de le faire sous huit jours à compter de la signification de cette déclaration, délai après lequel elle n'y est plus reçue, à moins que le tribunal ne prolonge le délai pour cause suffisante.—C.P.C., 181.

1. *Ibid*, art. 20.

2. If a judge declare his incompetency by reason of kindred, the parties must file their recusation within eight days, and are *déchués de plein droit* if they do not.—C.B.R., 1817. *Neilson vs The Union Co.*, 2 R. de L., 472; 2 R.J.R., 257.

242. S'il n'a été fait aucune déclaration ainsi que requis ci-dessus, la récusation peut être faite en tout état de cause avant jugement, en par la partie affirmant que les causes de récusation sont venues depuis peu à sa connaissance.—C.P.C., 182.

1. *Ibid*, art. 21.

243. La récusation est proposée par requête, qui en contient les moyens et qui doit être signée par la partie elle-même ou par son procureur s'il a une procuration spéciale.

Si la partie est absente de la province, son procureur *ad litem* peut, sans procuration spéciale, signer la requête demandant que le juge s'abstienne.—C.P.C., 183.

1. *Ibid*, art. 23.—POTHIER, *Proc.*, 30.

244. Lorsque la récusation est faite avant que le juge ait fait sa déclaration, elle doit lui être communiquée, et il doit déclarer par écrit si les faits sont véritables ou non; il est ensuite procédé par un autre juge au jugement sur la récusation, sans que le

ground of recusation against a judge, is bound to make it known as soon as it comes to his knowledge.—C.C.P., 180.

241. After the declaration of the judge or of one of the parties, the party desirous of recusing the judge is bound to do so within eight days from the service of such declaration; after which he cannot do so, unless the court, for sufficient reasons, has extended the delay.—C.C.P., 181.

3. The delay provided by art. 181 (now 241) applies only to the proceeding of the party making recusation, and not to the case where the judge recuses himself or the grounds of recusation are notorious.—C.S., 1887. *Mercier vs Waterloo and Magog Ry. Co.*, 10 L.N., 346; TAIT, J.

242. If no declaration as above mentioned has been made, the judge may be recused at any stage of the case before judgment, upon the declaration of the party that the grounds of recusation have only recently come to his knowledge.—C.C.P., 182.

243. A recusation is proposed by means of a petition containing the grounds thereof, which must be signed by the party himself or by his attorney under a special power.

If the party is absent from the Province, his attorney *ad litem* may, without special power, sign the petition asking that the judge abstain from sitting.—C.C.P., 183.

244. When the recusation is made before the judge has made his declaration, communication of it must be given to him, and he must declare in writing whether the grounds are true or not; another judge then proceeds to determine whether the recusation is

juge récusé puisse y être présent.—C. P.C., 184.

1. *Ibid*, art. 24.

2. No notice is necessary previous to communication to the judge recused of the petition in recusation. Whilst the parties must be heard, the truth of the grounds of recusation is the only subject for adjudica-

245. Si la récusation est proposée contre le seul juge résidant dans le district, elle est portée au chef-lieu d'un district voisin indiqué par le juge récusé, et le dossier y est immédiatement transmis par le protonotaire.—C. P.C., 185.

1. S.R.B.C., c. 76, s. 19, § 2; c. 78, s. 20,

246. Si le récusant n'a point de preuve écrite au soutien de sa récusation, le juge en est cru à sa déclaration, sans que le récusant puisse être reçu à la preuve par témoins, ni même à demander délai pour rapporter une preuve par écrit.—C.P.C., 186.

1. *Ibid*, art. 15.

247. Si la récusation est jugée valable, le juge ne peut, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit, être présent à l'audience pendant la plaidoirie et le jugement.—C.P.C., 187.

248. Si la récusation a été portée devant le tribunal d'un autre district et est jugée valable, ce tribunal reste saisi de la cause, dont le dossier dès ce moment fait partie de ses archives.

Mais si la récusation est jugée mal fondée, la cause est renvoyée devant le tribunal originaire.—C.P.C., 188, 189.

1. S.R.B.C., c. 78, s. 20, § 2; c. 79, s. 19, § 3.

2. Lorsqu'un dossier sur exécution et opposition à la saisie a été transféré dans un autre district par suite de la récusation du juge résidant, et que l'opposition a été ren-

well-founded, without the recused judge having a right to be present.—C.C.P., 184.

tion. Inscription and not motion is the proper proceeding to have a petition in recusation brought up for trial.—C.S., 1887. *Mercier vs Waterloo and Magog Railway Co.*, 10 L.N., 346; TAIT, J.

245. If the recusation is proposed against the sole judge residing in a district, it is carried to the chief-place of a neighbouring district, designated by the judge who is recused, and the record is forthwith transmitted to such place by the prothonotary.—C.C.P., 185.

§ 1.

246. If the recusing party has no written proof in support of his recusation, the judge's declaration is conclusive, and the recusing party cannot produce oral testimony, or even obtain delay to produce written evidence.—C.C.P., 186.

247. If the recusation is maintained, the judge cannot, for any cause or under any pretext whatever, be present in court during the hearing of the case or the rendering of the judgment.—C.C.P., 187.

248. If the recusation has been carried before a court of another district and is maintained, such court remains seized of the case, and the record from that period forms part of its records.

But if the recusation is dismissed, the case is sent back to the former court.—C.C.P., 188, 189.

voyée, le bref de *venditioni exponas* doit émaner du district où le dossier a été transféré et non du district où la cause a originé.—C.S., 1894. *Union Bank vs Arpin & The Merchants Bank of Canada*, 5 R.J.O., 474; GILL, J.

3. On a question of practice such as the

A
A
A
C
C
D
D
E
E
F
H
In
M
M
P
R
R
S
S
Su

gé
pa
lu
ce
gé
64

above, the court will not interfere. (*Mayor of Mon'real & Brown*, 2 Appeal Cases, 184,

followed).—C. suprême, 1895. *Arpin & Merchants Bank of Canada*, 24 R.C.S., 142.

249. La partie qui a droit de faire la récusation peut y renoncer en produisant un consentement par écrit que le juge prenne connaissance de la cause et la décide, sauf le cas de l'article 238.—C.P.C., 190.

249. A party who has a right to recuse a judge may renounce his right by filing a written consent that the judge hear and decide the case, except in the case mentioned in Article 238.—C.C.P., 190.

250. Dans ce cas, néanmoins, de même que lorsque la partie est en défaut de récuser, le juge n'est cependant pas tenu de siéger, à moins que les motifs de récusation n'aient été déclarés insuffisants.—C.P.C., 191.

250. In such case, however, as also when the party fails to recuse, the judge is not bound to sit, unless the grounds of recusation have been declared insufficient.—C.C.P., 191.

SECTION VI.

DÉSAVEU.

251. La partie peut désavouer le procureur *ad litem* qui a excédé ses pouvoirs.

Elle peut également désavouer celui qu'elle n'a pas constitué, sans préjudice de ses droits, si elle ne le fait pas.—C.P.C., 192.

SECTION VI.

DISAVOWAL.

251. A party may disavow his attorney *ad litem* who has exceeded his powers.

He may also disavow an attorney whom he has not employed, without prejudice to his rights if he does not do so.—C.C.P., 192.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Acquiescement	21
Admission	26
Appel	39
Autorisation	27
Causes	10, 11, 12, 14, 15, 30
Contestation	38
Défendeur	25
Délai	19
Enquête	39
Frais	18, 22, 28
Héritier	20, 40
Intérêt	17, 25, 30
Mandat	2 à 9
Mandataire	29, 30, 32, 36, 37
Prescription	13, 14, 23, 24, 33, 34, 35, 36, 41, 42
Ratification	15, 16, 21
Remise	14, 34, 37, 38
Séparation de corps et de biens	40
Signification	20
Substitution	21

3. Ce sont tous les actes ordinaires de la procédure, et tendant au développement des moyens utiles à la défense du client : signifier des moyens à l'appui des conclusions de l'ajournement ou des défenses pour les contester, conclure devant le tribunal, rédiger les qualités ou y former opposition, signifier même une opposition au jugement par défaut, faute de conclure, rendu contre sa partie, ou défendre à l'opposition signifiée, un dépôt de conclusion, un acte interruptif de péremption, l'abandon d'un acte nul en vue de le remplacer par un autre.—2 GARS NET, *supra*.—5 BONCENNE & BOURBEAU, 2^o.—BIOCHE, *v^o Désaveu*, n. 5.—16 FUGIER HERMAN, *v^o Désaveu*, n. 164.

4. Dans tous ces cas, l'avoué n'a pas à craindre un désaveu. Ce n'est pas qu'en raison de ces actes l'avoué ne puisse être soumis à aucun recours de la part de son client ; comme tout mandataire, et plus rigoureusement encore, puisqu'il ne remplit pas un office gratuit, l'avoué répond des fautes commises dans l'exécution de son mandat. Il devra réparer le préjudice causé non seulement par des nullités de procédure, mais encore par les actes frustratoires qu'il aurait signifiés dans l'instance. Il répondra des déchéances qui par son fait retomberaient sur la partie, et même, suivant les circons-

1. 1 PIGEAU, 349.—C.P.F., 382.
 2. L'avoué qui a chez nous la direction générale de la procédure, n'en est cependant pas le maître absolu.—Il faut distinguer pour lui trois sortes d'actes. Les premiers sont ceux qu'il peut faire en vertu du mandat général qu'il a reçus.—2 GARSONNET, 639, 640.

tances, de ces procédures hasardées, de ces moyens de défense mal calculés, souvent plus dangereux que l'omission même de toute défense.—V. autorités ci-dessus.

5. Les droits des autres parties ne sont cependant aucunement affectés par ces débats tout personnels, entre le mandant et le mandataire ; l'action n'a pas pour objet de faire prononcer la nullité des actes faits par celui-ci, mais de lui en imposer la responsabilité : l'avoué n'a pas excédé son mandat, voilà pourquoi la partie se trouve obligée ; mais il l'a mal exécuté, voilà pourquoi sa responsabilité.—5 BONCENNE & BOURBEAU, 248.—2 GARSONNET, 639-640.

6. Les actes de la seconde classe sont ceux que l'avoué est présumé avoir le droit de faire en vertu de son mandat, tant qu'il n'est pas démontré qu'il n'en avait pas le pouvoir.—2 GARSONNET, 639-640.

7. La loi indique spécialement comme rentrant dans cette classe particulière, les actes par lesquels des offres, des aveux ou des consentements seraient donnés ou acceptés, (1177 C.P.C.), mais il faut aussi y ajouter tous les actes qui présentent le caractère d'un acquiescement ou d'une transaction, ou offrent une gravité presque égale et qui ne doivent pas lier une partie malgré elle, comme une élection de domicile, une demande incidente qu'elle n'avait pas ordonné de former, le fait de contester une prétention à laquelle elle avait donné mandat d'acquiescer.—5 BONCENNE & BOURBEAU, 253-254.—2 GARSONNET, 642.—BIOCHE, 2° *Désaveu*, n. 6.

8. Les actes de cette classe sont censés être l'expression de la volonté de la partie et, par conséquent, la lient jusqu'à ce qu'elle ait fait juger, par la procédure spéciale du désaveu, qu'ils dépassent la portée du mandat qu'elle avait donné ; notable exception aux règles ordinaires du mandat, car le mandataire général ne peut faire que des actes d'administration, et le mandant n'a, pour n'être porteur des obligations contractées en son nom, qu'à affirmer que le mandataire a excédé ses pouvoirs. Celui qui désavoue dirige par cela même une attaque ; il prend le rôle de demandeur et en assume toutes les charges ; c'est à lui par conséquent à démontrer, à l'aide d'une procédure entourée de formes solennelles, que le mandataire a dépassé ses pouvoirs.—5 BONCENNE & BOURBEAU, 245.

9. Les actes de la troisième classe sont ceux que l'avoué ne peut faire qu'en vertu d'une procuration spéciale. Ces actes sont nuls si l'avoué ne peut justifier de la procuration spéciale sans laquelle il n'a pu les faire.—2 GARSONNET 639, 640. Il est inutile de les désavouer puisqu'ils n'ont pas même une valeur apparente qu'il soit nécessaire de détruire ; il suffit que la partie intéressée n'ait pas ratifié ce qui a été fait en son nom.—5 BONCENNE & BOURBEAU, 250.—2 GARSONNET, 640.—BIOCHE, 2° *Désaveu*, n. 7.

10. Trois conditions sont requises pour la recevabilité du désaveu. Il faut d'abord n'avoir pas autorisé l'acte qu'on prétend désavouer.—2 GARSONNET, 645.

11. Agitée sous l'ancienne jurisprudence, cette difficulté était unanimement résolue en faveur de la présomption du mandat, et par conséquent pour la nécessité du désaveu. Cette solution est celle qu'il faut suivre.—5 BONCENNE & BOURBEAU, 257.

12. L'acte sujet à désaveu est valable tant que l'action en désaveu n'a pas été intentée et couronnée de succès.—2 GARSONNET, 651.

13. L'avoué échappe au désaveu en produisant un pouvoir écrit, conféré par un acte authentique ou sous seing privé ou par une simple missive, et même en prouvant par témoins l'existence d'un mandat verbal dans le cas où la matière n'excéderait pas 150 francs.—2 GARSONNET, 645.—BIOCHE, 2° *Désaveu*, n. 17.

14. La remise des pièces à l'avoué n'est pas toujours équivalente à un mandat. Il peut se faire qu'elles aient été transmises non par la partie elle-même, mais à son insu par une tierce personne ; que, confiées à l'avoué par la partie, la remise de ces pièces n'ait eu pour objet que d'obtenir des conseils et non de mettre l'avoué à même de soutenir un procès.—5 BONCENNE & BOURBEAU, 255, 256.

15. Il faut en deuxième lieu n'avoir pas ratifié l'acte fait sans mandat.—2 GARSONNET, 645, 646.—BIOCHE, 2° *Désaveu*, n. 18.

16. Cette ratification peut résulter de l'exécution volontaire de l'acte désavoué et du jugement qui en a été la conséquence : on ratifie les offres réelles en consignat la somme offerte ; l'aveu, en payant spontanément ou après un jugement de condamnation la dette dont l'avoué ou l'huissier a reconnu l'existence ; le paiement, en acceptant de l'officier ministériel les fonds qu'il a lui-même reçus du débiteur. On ratifie encore les déclarations de l'avoué quand, présent à l'audience, on ne se hâte pas de réclamer contre elles. Mais ce principe incontestable en soi, ne saurait être appliqué avec trop de prudence, et la partie ignorante, inexpérimentée, ou surprise par une déclaration dont elle n'aura pas saisi du premier coup toute l'importance, ne sera pas exclue du désaveu par cela seul qu'elle n'aura pas immédiatement protesté.—2 GARSONNET, 645.—BIOCHE, 2° *Désaveu*, n. 18 et s.

17. L'intérêt est la mesure de cette action comme des autres ; elle n'est donc pas recevable si l'acte n'a pas été préjudiciable au désavouant. Les faits avoués étaient constants ou déjà reconnus ; la prétention à laquelle l'avoué ou l'huissier a renoncé n'était pas soutenable ; le système de défense dont l'avoué a pris l'initiative était, en fait, le meilleur qu'il pût choisir ; la partie adverse a déclaré ne pas vouloir profiter de l'aveu qui lui est favorable ; il n'est pas prouvé que cet

aveu ait servi de base au jugement, et que, sans lui, le désaveu n'ait eu gain de cause; l'avoué s'est désisté de l'action résolutoire que le vendeur l'avait chargée d'intenter pour défaut de paiement du prix, mais l'acheteur est solvable et le paiement du prix assuré quand même; dans tous ces cas, qui ne sont que des exemples, les tribunaux ont écarté, pour défaut d'intérêt, l'action en désaveu portée devant eux.—2 GARSONNET, 646.

18. Faut-il recourir au désaveu ou suffit-il d'exciper du défaut de mandat, pour refuser de payer à son avoué les frais qu'il a faits sans en avoir reçu l'ordre.—GARSONNET, t. 2, 642.—BIOCHE, 2^o Désaveu, n. 36, disent que le désaveu n'est pas nécessaire. BONCENNE & BOURBEAU, t. 3, p. 258, soutiennent l'opinion contraire.

19. Dans quel délai peut-on former le désaveu incident? Le désaveu fait alors partie de l'instance elle-même, et peut se produire à toutes les phases de la procédure. Il ne pourrait s'élever d'autres fins de non recevoir contre le désaveu incident, que celle résultant de l'approbation expresse ou tacite donnée aux actes qui en seraient l'objet.—5 BONCENNE & BOURBEAU, 288.—2 GARSONNET, 653.

20. L'action en désaveu est dirigée contre l'officier ministériel ou ses héritiers. Il faut signifier l'action en désaveu, non seulement à la partie adverse, mais s'il s'agit par exemple du désaveu d'un acte fait dans une instance engagée avec d'autres parties, il faudra appeler les parties de cette instance terminée.—5 BONCENNE & BOURBEAU, 288.

21. Dans l'espèce, la substitution d'un procureur pour l'appelant au lieu et place de celui qui le représentait avant, a eu l'effet d'un acquiescement aux procédés du premier procureur, faute d'un désaveu, et ce, notwithstanding les irrégularités qui pourraient se rencontrer dans ces procédés.—C.A., 1858. *Burroughs & Molson*, 8 L.C.R., 494.

22. Attorneys who have only continued the suit in order to secure their own costs, cannot be disavowed by the plaintiff. (See also *Montrait & Montrait*, 24 J., 144.)—C.A., 1882. *Gagnon & Lorange*, R., 248.

23. A party represented by attorney in an action is conclusively presumed to have authorized such attorney where no proceedings in *désaveu* have been instituted.—C.S., 1895. *Brossard vs Chirtrand*, 8 R.J.O., 518; ARCHIBALD, J.

24. Lorsqu'un avocat a comparu pour une partie dans la cause, son mandat ne peut être contesté par cette partie sur une simple dénégation d'autorisation, mais il faut recourir à la procédure du désaveu.—C.S., 1894. *Fournier vs Trépanier*, 5 R. J. O., 129; JETTÉ, J.

25. A defendant has no interest to disavow, or right to question the power or authority of the attorney *ad litem* of the plaintiff to bring an action.—C.S., 1870. *Leory vs Plamondon*, 17 J., 75; TORRANCE, J.

26. Le désaveu par requête n'est pas nécessaire, lorsque les procureurs *ad litem* désavoués avaient produit une admission écrite de leur part qu'ils n'étaient pas autorisés à produire une comparution de la part de la partie.—C.A., 1884. *Cooke & Coron*, 11 Q. L.R., 268.

27. La partie qui autorise un procureur à comparaître pour elle à une action, et à l'y défendre, ne peut, ensuite, sous prétexte qu'elle était absente de la province lors de l'institution de l'action et de la production du plaidoyer, et n'avait pas spécialement autorisé ce plaidoyer, poursuivre tel procureur en désaveu.—C.A., 1886. *Dawson & La Banque Union*, 13 Q.L.R., 20; 14 R.L., 401.

28. An attorney who appeared in a case for a defendant upon whom process had not been regularly served, and who denies that he employed such attorney, is bound to show that he was authorized to appear, before he can recover costs. *Désaveu* in such case is not necessary.—C.R., 1880. *Fellon vs Asbestos Packing Co.*, 7 Q.L.R., 265; MERRIDITH, STUART & CASALT, JJ.

29. A lawyer cannot bind his client by a compromise. An *avoué* can, however, bind his client (*until désaveu*) by any proceeding in the cause, though taken without his client's authority, or even in defiance of his prohibition.—C.P., 1875. *King & Pinsonneault*, 22 J., 58.

30. L'avocat peut, en vertu de son mandat général *ad litem*, renoncer à un acte de procédure nul en la forme, pour le remplacer par un acte régulier. Pour qu'il y ait ouverture à l'action en désaveu, il faut qu'il y ait faute grave de la part de l'avocat.—Il faut de plus qu'il y ait eu préjudice causé à la partie qui se plaint, et la question de savoir s'il y a eu préjudice relève entièrement de l'appréciation du juge.—C.M., 1889. *Siquin vs Gaudet*, 12 L. N., 266; CHAMPAGNE, J.

31. Le procureur qui a intenté une action que son client devait croire en cour et qui reçoit instruction de la discontinuer, reste dans les limites de son mandat, lorsque, cette action étant nulle, pour vice de forme, il la retire, en paie les frais, et en intente une nouvelle qu'il conduit au point où devait être la première lorsque les instructions de discontinuer ont été données. Dans l'espèce, les procureurs ayant été forcés de procéder par l'autre partie, et en ayant notifié leur cliente, n'excélaient pas leur mandat en continuant les procédures et ne pouvaient être désavoués après jugement final déboutant l'action.—C.R., 1893. *Giguère vs La Cie. du chemin de fer Q. Mont. et Charlevoix*, 3 R.J.O., 405; CASALT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

32. L'avocat qui est autorisé par une partie à la représenter dans une poursuite n'a pas besoin d'un mandat spécial pour continuer à la représenter sur l'exécution du jugement par lui obtenu, et sur la distribu-

tion des deniers prélevés. Il n'y a pas lieu au désaveu lorsque la partie n'a pas été lésée par les procédures de l'avocat.—C.A., 1889. *Foisy & Wurtelle*, 18 R.L., 577.

33. Where a party seeks to have his attorney judicially disavowed, the court will not presume, in the absence of any evidence on either side, that the attorney was authorized.—C.S., 1890. *Lajeunesse vs Augé*, 7 M.L.R., 459; DAVIDSON, J.

34. Le mandat *ad litem* peut s'induire de la remise des pièces ou des titres de créance, si cette remise a été faite à l'avocat par la partie elle-même ou par son fondé de pouvoir. La remise des titres de créance et le mandat spécial donné à un autre qu'un avocat de recouvrer les créances, ne comprennent pas, en général, le pouvoir de poursuivre des poursuites ou des saisies contre les débiteurs.—C.C., 1894. *Clouet vs Langlois*, 1 R. de J., 53; GAGNÉ, J.

35. Proceedings *en désaveu* are in the nature of a *procès* between client and attorney and the matter to be adjudged is, had the attorney a right of authority to act. The attorney, (*off. iur.*) *porteur de pièces* is not required to justify or prove his authority, but the presumption is that he has a general mandate from the party for whom he acts.—C.S., 1865. *Moss vs Ross*, 9 J., 328; 14 R.J., 368; BADGLEY, J.

36. Le représentant de la partie qui attaque un jugement parce que l'instance aurait été reprise continuée, instruite et jugée sous le nom, mais hors de la connaissance de cette partie et sans son consentement, ne peut réussir dans sa demande si les procureurs *ad litem*, qui ont occupé dans cette reprise d'instance, n'ont pas été désavoués par la partie ou pour elle.—C.S., 1892. *Dorion vs Dorion*, 2 R.J.O., 264; TELLIER, J.

37. Le mandataire, qui n'a pas autorisé l'usage de son nom dans une poursuite, peut y désavouer le procureur que le mandant en a chargé.—C.R., 1886. *Mennier vs La Corporation de Québec*, 12 Q.L.R., 134; STUART, CASAULT & ANDREWS, JJ.

38. Where an action was dismissed and the plaintiff, on execution being issued by the attorneys *distrayants*, came in by opposition and disavowed all the proceedings.—*Held*: that the opposition should have been contested by the attorney disavowed, and

252. Le désaveu peut être formé pendant l'instance ou après le jugement.

Il est question du premier dans cette section.

Le second est soumis aux mêmes règles de procédure qu'une action ordinaire. Il ne suspend pas l'exécution, à moins d'un ordre de sursis

not by the *distrayants*, and the record was sent back for that purpose.—C.R., 1881. *Sicotte vs Brazean*, 4 L.N., 350; JOHNSON, MACKAY & RAINVILLE, JJ.

39. Where a disavowal of attorney is produced in appeal in a cause still pending before that court, the court may order an *enquête* on the contestation raised, as it is the tribunal seized of the case which must hear the *enquête*.—C.A., 1861. *Les Curés etc. de la paroisse de Ste. Anne de Varennes & The Roman Catholic Bishop of Montreal*, 4 R.L., 127.

40. Where the plaintiff had taken an action in separation *de corps et de biens* against her husband, and after inscription for proof the parties were reconciled, and plaintiff's attorneys continued the action for their costs in opposition to the plaintiff's wishes.—*Held*: that the plaintiff had a right to disavow them, as the action was extinguished by the reconciliation.—C.R., 1879. *Gérard vs Lemire*, 2 L.N., 255; JOHNSON, CORRANCE & RAINVILLE, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

41. La remise d'une obligation ou d'un billet à un procureur, autorise ce dernier à procéder en justice contre le débiteur, mais cette remise ne lie la partie que si elle a été faite par elle-même ou par son fondé de pouvoir, et la partie peut désavouer les actes du procureur lorsque la remise des pièces a été faite par le dol et la fraude d'un tiers et sans sa participation.

La remise des pièces par une partie comporte le pouvoir d'occuper pour les autres parties qui ont le même intérêt dans l'affaire, même si cette remise a été faite sans leur consentement et à leur insu, surtout lorsque la pièce est commune à tous.

L'action en désaveu n'est recevable qu'autant que l'acte qui lui sert de base a été préjudiciable au désavouant.—C.A., 1897. *Dupuis & Archambault*, 7 R.J.O., 393.

42. Le fait qu'un avocat est porteur de pièces signifiées à une partie, fait présumer, jusqu'à preuve contraire, que ces pièces lui ont été remises par la partie, ou à sa connaissance et de son consentement, et que cet avocat a été autorisé à comparaître pour cette partie et en son nom.—C.S., 1898. *Wilson vs Kenwood & Talbot*, 13 R.J.O., 390; BELANGER, J.

252. A disavowal may take place during the suit or after judgment.

The former is treated in this Section.

The latter is subject to the rules of procedure in ordinary actions. It does not suspend the execution unless upon an order of the judge to that effect.—*New, in part*: C.C.P., 193, § 1; 1

donné par le juge.—*Nouveau, partie* :
C.P.C., 1 Pigeau, 555 ; ..
Rousseau, 630 ; *Union*
Bank vs Dawson, 11 Q.L.R., 329.

Pigeau, p. 555 ; 3 *Rousseau & Lais-*
nez, p. 630 ; *Union Bank vs Dawson*,
11 Q.L.R., 329.

1. PIGEAU, 347.—C.P.F., 382.
2. Rap. C.—A la section du désaveu, l'ar-
ticle 243 (252) substitue une disposition con-
forme à la doctrine, à la place du renvoi
inexact qui se trouve dans l'article 193 C.P.
C. Ce dernier article énonce en effet que le
chapitre de la requête civile contient les
règles du désaveu après jugement, tandis
qu'en réalité l'article 505 C.P.C. se borne à
constater que le désaveu est dûment formé
après jugement, sans spécifier comment il est
formé.

rendu contre l'appelant devait être suspendu
jusqu'à la décision du désaveu et d'une action
en révocation de jugement intentée par l'ap-
pellant.—C. suprême, 1885. *Dawson & Mc-*
Donald, 11 Q.L.R., 181.

3. La demande en désaveu, après le juge-
ment final, ne se prescrit que par trente ans.
—C. suprême, 1885. *Dawson & McDonald*,
11 Q.L.R., 181.—C. suprême, 1891. *Dawson*
& Dumont, 20 R.C.S., 709.

6. Where a petition in disavowal has
been served on all parties to the suit and is
only contested by the attorney, whose autho-
rity to act is limited, the latter cannot on an
appeal complain that all parties interested in
the result are not parties to the appeal.—
Dawson & Dumont, n. 3.

4. Et le départ de cette prescription est la
date de ces procédures et non la date du juge-
ment attaqué.—C.S., 1892. *Dorion vs Dorion*,
2 R.J.O., 204 ; TELLIER, J.

7. A disavowal produced after judgment
does not stay execution of a judgment with-
out an order granted by the court or judge.—
C.A., 1883. *Dawson & McDonald*, R., 248.
—C.R., 1885. *The Union Bank of Lower*
Canada vs Dawson, 11 Q.L.R., 329 ; STUART,
CARON & ANDREWS, JJ.

5. Une partie n'encourt aucune déchéance
de son droit d'action en désaveu, parce qu'il
a eu préalablement recours à d'autres voies
pour se faire relever du jugement final rendu
contre elle.—L'exécution du jugement final,

8. A demand for disavowal cannot be
heard or received by the court before the day
of the return, unless notice has been given
to the opposite party, nor can it be received
when the principal cause is *en délibéré*.—C.
S., 1859. *Canadian Building Society of Mon-*
tréal vs Lafrenaye, 3 J., 235 ; MONDELET, J.

253. Il n'y a que la partie elle-
même ou son procureur fondé de pro-
curation spéciale, qui puisse former le
désaveu, et il faut que la partie elle-
même déclare qu'elle n'a pas donné
pouvoir de faire la procédure répudiée.
—C.P.C., 194.

253. A disavowal can be made
only by the party himself or by his at-
torney under a special power, and the
party himself must declare that he did
not authorize the proceeding which he
repudiates.—C.C.P., 194.

1. 1 PIGEAU, 350.

254. Le désaveu se forme par une
déclaration au greffe du tribunal où
l'instance est pendante, que la partie
désavoue l'acte en question, comme
n'ayant jamais donné pouvoir de le
faire.—C.C.P., 195.

254. Disavowal is made by filing
in the office of the court before which
the case is pending a declaration that
the party disavows the act in question,
as never having authorized the same.
—C.C.P., 195.

1. PIGEAU, *Ibid.*—C.P.F., 353.

255. Le désavouant est tenu de
procéder sans délai à faire déclarer le
désaveu valable, et ce, par requête
signifiée tant au procureur désavoué
ou à ses héritiers qu'à la partie ad-
verse.—C.P.C., 196.

255. The party disavowing is
bound to proceed without delay to
have the disavowal declared valid, and
this is done by a petition served upon
both the attorney disavowed or his
heirs and the opposite party.—C.C.P.,
196.

1. PIGEAU, *Ibid.*—LACOMBE, *7^e Proc. ad*
lites, n. 2.—C.P.F., 354.

2. The proceedings *en désaveu* does not require ten days previous notice.—C.S., 1870.

256. Après la dénonciation du désaveu, il est sursis à toute procédure sur l'instance principale.—C.P.C., 197.

1. PIGEAT, *Ibid.*—C.P.F., 198.

2. Judgment on the merits cannot be rendered in a case until a disavowal which

257. La procédure sur le désaveu est poursuivie comme toute instance ordinaire.—C.P.C., 198.

258. Si le désaveu est jugé valable, les actes désavoués sont mis à néant, et les parties remises au même état qu'à l'époque où les actes désavoués ont été faits.—C.P.C., 199.

1. C.P.F., 360.

2. Dans le cas où le désaveu a été admis par le tribunal, il y a lieu de faire une sous distinction : 1° L'instance à laquelle appartient l'acte désavoué a été close par un jugement : dans ce cas, le jugement ou tout au moins les dispositions du jugement relatives aux chefs qui ont donné lieu au désaveu, sont

McClanaghan vs The Harbor Commissioners, 23 J., 324 ; 2 L.N., 300 ; MACKAY, J.

256. After notice of the disavowal has been given, all proceedings in the principal action are stayed.—C.C.P., 197.

has been made in the case is decided.—C.A., 1865. *Guertin & O'Neil*, 18 R.J.R., 151 ; 1 L.C.L.J., 81.

257. The procedure upon the disavowal is the same as in ordinary actions.—C.C.P., 198.

258. If the disavowal is maintained, the acts disavowed are annulled, and the parties are placed in the same position as they were in at the time when the acts were done.—C.C.P., 199.

annulées et deviennent non avenues. 2° L'instance à laquelle appartient l'acte désavoué n'est pas encore close par un jugement : dans ce cas, ce qui est annulé, c'est la procédure qui a été la conséquence de l'acte désavoué, et, alors, la procédure se poursuit tout comme si l'acte désavoué n'avait jamais existé.—3 ROUSSEAU & LAISNEZ, 630-1.

SECTION VII.

CONSTITUTION DE NOUVEAU PROCUREUR.

259. Si la cause n'a pas été entendue au mérite, les procédures faites ou les jugements rendus après que le procureur de l'une des parties est décedé, ou lorsque ce procureur ne peut plus postuler ou s'est retiré, sont nulles, s'il n'y a comparution personnelle, constitution de nouveau procureur ou mise en demeure et défaut de le faire.—C.P.C., 200, *amendé*.

1. ORD. 1667, t. 26, art. 2.—C.P.F., 344.

2. La partie continue à être représentée par les membres restant d'une société de procureurs, après la dissolution de la société par le retrait de l'un de ses membres, résultant soit de sa nomination comme juge ou à une charge quelconque, soit de sa renonciation à la pratique de sa profession, sans qu'il soit besoin de substitution.—C.R., 1893. *Giguère vs La Cie de chemin de fer Montmorency*, 3 R.J.O., 405 ; CASALTI, ROUTHIER

SECTION VII.

CHANGE OF ATTORNEYS.

259. If the case has not been heard on the merits, all proceedings had or judgments rendered after the attorney of one of the parties has died, or when such attorney can no longer act or has withdrawn, are null, unless such party has appeared in person, or appointed another attorney, or, after being called upon to do so, has made default.—C.C.P., 200, *amended*.

& ANDREWS, JJ.—C.S., 1855. *Dubois vs Dubois*, 5 L.C.R., 167 ; 4 R.J.R., 322 ; SMITH, VANFELSON & MONDELET, JJ.—C.S., 1856. *Tidmarsh vs Stephens*, 1 J., 16 ; DAY, SMITH & BADGLEY, JJ.—C.A., 1859. *McCurthy & Hort*, 7 R.J.R., 291.—C.S., 1862. *DeBanjeu vs Rodrigue*, 7 J., 43 ; SMITH, J.—C.S., 1871. *Valin vs Anderson*, 2 R.C., 110.—C.A., 1874. *Dawson & McDonald*, 10 R.L., 640.—C.S., 1881. *Labossière vs Ethier*, 11 R.L., 104 ; MATHIEU, J.—C.S., 1885. *Bru-*

nelle vs McGreevy, 12 Q.L.R., 85; CASAPLT, J.—C.R., 1880. *Charby vs Charby*, 17 R.L., 374; GILL, MATHIEU & DAVIDSON, JJ.—C.A., 1880. *Stearns & Ross*, 5 M.L.R., 1.—C.S., 1876. *Morin vs Henderson*, 21 J., 83; MACKAY, J.

3. La procédure cependant doit se faire au nom des associés survivants.—C.S., 1862. *DeBeaujeu vs Rodrigue*, 7 J., 43; SMITH, J.—C.A., 1879. *Dawson & McDonald*, 10 R.L., 640.

4. After the appointment of an attorney as stipendiary magistrate, no proceeding can be had in the cause until the party for whom he was acting has been called upon to appoint another attorney, and has made default to do so.—C.C., 1873. *Maillet vs Séré*, 17 J., 139; TORRANCE, J.

5. When the attorney of the defendant had deceased, the plaintiff was well founded in praying the court, by motion, that the defendant be held to appoint another attorney.—C.R., 1868. *Boudreau vs Landol*, 12 J., 215; MONDELET, MACKAY & TORRANCE, JJ.

6. La substitution de procureur permise par le tribunal, sans que la motion pour substitution ait été signifiée à la partie adverse, est valide, et une motion pour péremption d'instance, faite par le procureur du défendeur ainsi substitué sans que le demandeur ait en avis de cette substitution, est valide.—C.R., 1891. *Russell vs Latour*, 35 J., 109; MATHIEU, WURTELE & TELLIER, JJ.

7. When the attorneys in a record consent to a substitution of attorneys, the substitution is complete on notice given to the opposite counsel, no adjudication being necessary.—C.S., 1863. *Huot vs McGill*, 7 J., 123; 12 R.J.R., 93; MONK, J.

8. A motion for substitution of attorneys, made by consent of all parties interested, may be granted as a matter of course without there being any formal adjudication upon the motion.—C.A., 1881. *Audjo & Prentice*, 1 D.C.A., 125.

9. Aucune substitution d'avocat ne peut avoir lieu dans une cause sans la permission du tribunal ou d'un juge en vacance. Une

260. Le procureur, qui, de son gré, veut cesser d'occuper pour une des parties, doit en donner avis à celle qu'il représente et à la partie adverse.—C.P.C., 201.

1. The court can allow an attorney to retire from a case on giving notice to the adverse party as well as to his own client.—C.A., 1878. *Archambault & Westcott*, 23 J., 293.

2. An advocate cannot withdraw from a cause without the permission of the court or judge; and even where such withdrawal is regularly made, it does not give the advocate a right of action against his client for his

procédure présentée par un avocat qui aurait été substitué à un autre sans la permission du tribunal ou du juge en vacance, ne sera pas reçue.—C.S., 1885. *Ross vs Kirby*, 6 M.L.R., 101; TORRANCE, J.

10. Une partie qui a comparu dans une cause, par un procureur *ad litem*, ne peut s'adresser au tribunal que par l'entremise de son procureur, tant qu'un autre procureur ne lui a pas été substitué, et la substitution accordée par la cour.—C.S., 1886. *James vs Prince*, 16 R.L., 554; TASCHEREAU.

11. Where an attorney *ad litem* has represented a party in a cause subsequent to judgment, another attorney *ad litem* cannot regularly take proceedings on behalf of such party, without a substitution in place of the first attorney, and the motion of the first attorney as on behalf of such party, that all proceedings of the second attorney in the name of such party be rejected from the record, will be granted.—C.S., 1861. *Gillespie vs Sprague*, 6 J., 28; 10 R.J.R., 72; BAIGLBY, J.

12. The costs of a motion for substitution of attorney are costs in the cause and follow the event of the suit.—C.R., 1888. *Scott vs McCaffrey*, 12 L.N., 386; JOHNSON, TASCHEREAU & WURTELE, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

13. Il ne sera pas accordé de frais à la partie adverse sur une motion pour substitution de procureur.—C.C., 1898. *Francaeur vs Lortie*, 1 R.L., 488; CARON, J.

14. Les frais d'une motion en substitution de procureurs doivent suivre le sort du procès.—C.A., 1898. *Whelan & Charette*, 1 R.P., 413.

15. Un avocat qui occupe pour un défendeur dans une cause, peut donner avis à ce défendeur et aux avocats du demandeur qu'il n'entend plus occuper pour ce défendeur, et dans ce cas, bien que la cause ne soit pas terminée, tel avocat aura droit à ses frais et honoraires contre son client, si ce dernier a fait substituer un autre avocat en son lieu et place.—C.S., 1897. *DeBellevue vs Beaudry*, 4 R. de J., 173; LORANGER, J.

260. An attorney who desires of his own accord to cease representing a party, must give notice to such party and to the opposite party.—C.C.P., 201.

fees before the termination of the cause.—The fact that the client retained another lawyer in another case in which he was concerned, and did not respond to a notice by his attorney to inform him what he intended to do in the case in which he represented him, does not justify an advocate in withdrawing from a case, or give a right of action for his fees before the termination of the suit.—An advocate is not bound to advance

moneys as disbursements in a cause, and where he does so he is not obliged to await the result of the suit before he is entitled to

261. Si le procureur d'une partie cesse ses fonctions, soit par la nomination à une charge publique incompatible avec la profession de procureur, soit par suspension ou décès, la partie adverse, si elle est représentée par procureur *ad litem*, en est censée suffisamment informée, sans qu'il soit besoin d'autre avis.—C.P.C., 202.

1. C.P.F., 344.

262. Lorsqu'une des parties cesse d'être représentée avant que la cause ait été soumise à la considération du tribunal, la partie adverse doit la mettre en demeure de nommer un nouveau procureur.—C.P.C., 203.

1. I PIGEAU, 348.

263. A défaut par le défendeur de constituer un nouveau procureur ou de comparaître en personne, le demandeur peut procéder dans l'instance *ex parte*.

Si c'est le demandeur qui est ainsi en défaut, il peut être débouté de son action, sauf à se pourvoir.—C.P.C., 204.

1. POTHIER, *Proc.*, 74.

264. Une partie ne peut révoquer son procureur qu'en lui payant ses honoraires et déboursés, taxés contradictoirement ou après avis.—C.P.C., 205, *amendé*.

1. Sur une demande de substitution de procureurs, la partie requérant la substitution n'est tenue, en vertu de l'article 205 C.P.C., (264 n.c.), à l'égard de ses avocats, qui eux-mêmes en avaient remplacé d'autres durant l'instruction de la cause, qu'un paiement des déboursés et honoraires par eux gagnés depuis la date où ils ont commencé à occuper dans la cause, et ils n'ont pas le droit de réclamer en outre le mémoire de frais dû à leurs pré-décesseurs, malgré qu'il n'apparaisse pas que

265. La partie qui a révoqué son procureur en doit nommer immédiatement un nouveau, sans que la partie

sue for the reimbursement of such advances.—C.S., 1892. *Loranger vs Filiatrault*, 2 R. J.O., 356; DOHERTY, J.

261. If the attorney of one of the parties ceases to act as such, either in consequence of being appointed to a public office incompatible with his profession, or of suspension or death, the opposite party, when represented by an attorney *ad litem*, is deemed to be sufficiently informed without further notice.—C.C.P., 202.

262. When one of the parties ceases to be represented before the case is submitted to the consideration of the court, the opposite party must notify him to appoint another attorney.—C.C.P., 203.

263. If the defendant fails to appoint another attorney or to appear in person, the plaintiff may proceed with the suit *ex parte*.

If the plaintiff is the party thus in default he may be nonsuited.—C.C.P., 204.

264. A party's revocation of the powers of his attorney is not valid unless he pays him his fees and disbursements, taxed after hearing or notice given.—C.C.P., 205, *amended*.

ces derniers aient été payés.—C.S., 1885. *Winteler vs Davidson*, 9 L.N., 11; MATHIEU, J.

2. This article must be construed strictly and cannot be extended so as to include retainer or disbursements, not taxable against the other party, for which the revoked attorney may have a valid claim against his client.—C.S., 1893. *McClanaghan vs Gau-thier*, 4 R.J.O., 72; DELORIMIER, J.

265. A party who revokes the powers of his attorney must immediately appoint another, without being

adverse soit tenue de la mettre en demeure ; et, à défaut de cette nomination, il est procédé tel que prévu en l'article 263.—C. P. C., 206.

1. I PIGEAU, 349.

SECTION VIII.

REFRISE D'INSTANCE.

266. Lorsque la cause est en état, elle ne peut être retardée, ni par le changement d'état des parties, ni par la cessation des fonctions dans lesquelles elles procédaient.—C. P. C., 434.

1. J PIGEAU, 339.—C. P. F., 342.

2. On peut définir la reprise d'instance, l'acte par lequel ceux qui succèdent aux droits et obligations d'une partie, ou qui ont, à tout autre titre, droits et qualité pour la représenter, reprennent volontairement, ou sont forcés de reprendre l'instance dans laquelle cette partie était engagée.—3 CARRÉ & CHAUVEAU, p. 220.

3. Une cause n'est réputée en état que si, les plaidoiries étant faites et consommées, on avait renvoyé à délibérer sur le bureau, vu les pièces, parce qu'alors il n'y a plus rien à attendre du ministère des parties, des procureurs ou des avocats, mais seulement du ministère des juges.—RODIER, *sur l'Ord.* 1667, tit. 26, art. 1, *Question* 2.

4. Lorsqu'une cause déjà en état cesse de l'être, il faut alors reprendre l'instance.—3 CARRÉ & CHAUVEAU, Q. 1279 bis.

5. Le législateur entend, par changement d'état, le changement qui peut survenir dans l'état civil des personnes, relativement à la capacité que la loi leur donne ou leur refuse d'administrer par elles-mêmes leurs propres affaires, et, par conséquent, d'ester en justice, soit à raison de leur âge, soit à raison de leurs facultés intellectuelles, soit, enfin, à raison de la dépendance dans laquelle le mariage les aurait placées. Ainsi, par exemple, le mineur qui devient majeur, le majeur qui est interdit, éprouvent dans leur état un changement qui donne au premier le droit de continuer par lui-même l'instance, dans laquelle il ne pouvait plaider que par son tuteur, et qui en rend le second incapable ; en un mot, la loi entend parler de tout changement d'état qui peut produire dans la personne soit une capacité, soit une incapacité qu'elle n'avait pas auparavant. On entend par cessation de fonctions, la cessation des fonctions qui donnaient à un individu qualité pour ester en justice. Un tuteur, par exemple, perd le droit de soutenir un procès au nom de son mineur devenu majeur, puisque ses fonctions cessent par la majorité de

notified to that effect by the opposite party ; and in default of his doing so the case is proceeded with as provided in Article 263.—C. C. P., 206.

SECTION VIII.

CONTINUANCE OF SUITS.

266. When a cause is ready for judgment, it cannot be retarded either by change of the civil status of the parties or by cessation of the functions within which they were acting.—C. C. P., 434.

celui-ci ; il en est de même du tuteur d'un interdit qui aurait obtenu mainlevée de son interdiction, du mandataire dont les pouvoirs auraient été révoqués, etc., etc.—3 CARRÉ & CHAUVEAU, Q. 1276-7.

6. Le changement d'état a lieu, par exemple, lorsque la partie, de capable qu'elle était d'ester en justice, est devenue incapable, ou réciproquement ; et la cessation de fonctions, lorsque la tutelle cesse ou lorsque le mandat est révoqué.—BIOCHE, *v^o Reprise d'instance*, n. 15.

7. Quelle sera la procédure à suivre si le demandeur décède après la signification de l'ajournement, mais avant que le défendeur ait comparu ? L'édit de février 1771 contenait la disposition suivante : " En cas que le demandeur soit décédé avant que le défendeur ait comparu, les héritiers, successeurs ou ayants droits du dit demandeur pourront obtenir un arrêt par défaut contre le dit défendeur, en faisant préalablement au greffe un acte de reprise de la demande formée par celui qu'il représenterait, sans qu'il soit besoin, au dit cas, de lettres ou arrêts, ni d'aucunes autres procédures ou formalités." Le code de procédure français ordonne une nouvelle assignation, conservant cependant à la première tous ses effets juridiques. Sous notre droit il nous semble que l'avocat du demandeur pourrait rapporter le bref et attendre que les délais pour comparaître soient expirés. Si le défendeur fait défaut, les procédures seront reprises par les parties intéressées sans signification au défendeur. Si ce dernier a comparu, avis du décès du demandeur devra lui être donné, sans quoi il pourra procéder.—*Idem*.

8. Le défendeur meurt dans les délais de l'ajournement avant d'avoir constitué avoué, le demandeur obtient un jugement par défaut ; ce jugement sera-t-il valable, ou sera-t-il nul ? La raison de douter naît de ce qu'il y a eu impossibilité de dénoncer le décès, de sorte que les héritiers seront soumis aux conséquences d'un jugement contre lequel

leur auteur n'a pu se prémuir, et dont ils n'ont aucun moyen légal de détourner les dangers, puisqu'ils ignoreront presque toujours l'existence du procès. Il faut néanmoins se prononcer pour la validité du jugement : le demandeur, étant présumé n'avoir aucune connaissance du fait qui a mis obstacle à la comparution de son adversaire, a pu solliciter l'adjudication de ses conclusions.—5 BONCRNE & BOURBEAU, 202.

9. Mais ce jugement ne pourra être mis à exécution contre les héritiers du défendeur qu'après leur avoir été signifié, et ils auront pour se pourvoir contre la décision au fond, les moyens ordinaires de l'opposition ou de l'appel, outre les voies extraordinaires de recours dont ils peuvent aussi se prévaloir.—*Idem*, p. 203.—C.P.C., 605.

10. Il n'y a pas lieu à assigner les héritiers

267. La cause est en état lorsque l'instruction est terminée et que la cause a été mise en délibéré.—C.P.C., 435.

268. Le procureur qui connaît le décès ou changement d'état de sa partie, ou la cessation des fonctions dans lesquelles elle procédait, est tenu de le signifier à l'autre.

Les poursuites sont valables jusqu'au jour de cette signification.—C.P.C., 436.

1. 1 PIGEAU, 344-5.—ORD. 1667, t. 26, art. 3.

2. Il n'est pas nécessaire qu'en dénonçant le décès de la partie, l'avoué donne copie de l'acte de décès.—3 CARRÉ & CHAUVÉAU, Q. 1280 bis.

3. Le procureur qui annonce le changement d'état de sa partie, n'est pas tenu d'en produire la preuve, mais seulement de signifier à l'autre un avis de ce changement.—C. S., 1884. *Charron vs Rondeau*, 9 L.N., 19; CIMON, J.

4. Notice of the appointment of a judicial adviser to a party in the cause should be given to the opposite party.—C.R., 1886. *Forgues vs Brosseau*, 2 M.L.R., 376; TORRANCE, GILL & MATHIEU, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

5. L'article 455, ancien texte, (260 n.c.), du code de procédure civile, qui dit que la péremption d'instance n'a pas lieu lorsque la partie est décédée ou a changé d'état, s'ap-

269. Dans les affaires qui ne sont pas en état, toute procédure faite pos-

du tiers-saisi en reprise d'instance.—3 CARRÉ & CHAUVÉAU, Q. 1279.

11. After a final judgment in a cause wherein are several intervening parties as well as plaintiff as defendant, a motion by parties representing themselves to be universal legatees of one of the intervening parties deceased, to be allowed to take up the *instance* in place of the deceased, will be rejected as not in accordance with the procedure and practice of the court.—C.S., 1861. *Gillespie vs Spragg*, 6 J., 29; 10 R.J.R., 73; BADGLEY, J.

12. On ne peut reprendre l'instance après jugement, dans le but de faire exécuter ce jugement au nom d'un créancier subrogé.—C.S., 1877. *Jones vs Crébassa*, 9 R.L., 546; RAINVILLE, J.

267. The case is ready for judgment when the trial is completed and the case is under advisement.—C.C.P., 435.

268. The attorney who is aware of the death or change of civil status of his party, or of the cessation of the functions within which such party was acting, is bound to notify the opposite party.

All proceedings had up to the day when such notice is given are valid.—C.C.P., 436.

plique à l'exclusion de l'article 436, ancien texte, (268 n.c.), du même code, qui oblige le procureur qui connaît le décès ou changement d'état de sa partie à le signifier à l'autre partie et qui déclare que les poursuites sont valables jusqu'au jour de telle signification. Partant, dans l'espèce, la signification d'un avis que la corporation demanderesse avait été mise en faillite et liquidation, suffisait pour faire tomber la demande de péremption de la défenderesse, quoique cet avis n'eût été donné qu'après signification de la motion pour péremption.—C.S., 1897. *The Holmes Electric Protection Co. vs The Electric Service Co.*, 12 R.J.O., 9; GILL, J.

6. A motion for peremption of suit will be dismissed if one of the parties has died since the last proceedings; but without costs, if the attorneys of the deceased party have only notified their opponents of his death since the service of the motion. C.S., 1897. *Smith vs Wade*, 1 R.P., 46; MATHIEU, J.

269. In causes which are not ready for judgment, all proceedings

térieurement à la notification de la mort ou du changement d'état de l'une des parties, ou de la cessation des fonctions dans lesquelles elle procédait, est nulle, et l'instance est suspendue jusqu'à ce qu'elle soit reprise par les intéressés ou que ces derniers aient été appelés en cause.—C.P.C., 437.

1. 1 PIGEAU, 339 *et s.*—C.P.F., 344-5.

2. Cette nullité ne peut être invoquée que par celui dont les intérêts n'auraient pas eu de représentant dans l'instance et non par les autres parties en cause. C'est une nullité purement relative.—5 BOCENNE & BOURBEAU, 193.—3 CARRÉ & CHAUVEAU, Q. 1279 *qual.*

3. If one of the parties *c.* pending an enquiry by experts, their proceedings must be staid, until there is a *reprise d'instance*.—C.B.R., 1810. *Taché vs Levasseur*, 3 R. de L., 358; 2 R.J.R., 300.

4. An action *ex delicto*, against several persons jointly and severally, is not suspended as to the survivors by the suggestion of the death of one or more of the defendants. Such action may be brought against any one or more of the persons jointly and severally liable.—C.A., 1877. *Allan & McLagan*, 1 L.N., 4.

5. Where a party dies while the case is in review there must be a *reprise d'instance* before the case can go on.—C.R., 1881. *Rice vs Libby*, 4 L.N., 350; JOHNSON, MACKAY & RAINVILLE, JJ.

6. One of the defendants having died during the pendency of the suit, the mandate of his attorney *ad litem* had ceased.—C.S., 1861. *Mackay vs Gerrard*, 5 J., 331; MONK, J.

7. The death of several of the plaintiffs, during the pendency of the suit, does not render a judgment pronounced in their name absolutely null; the nullity being relative, and such as can be invoked only by the legal representatives of the deceased, on the ground that their rights have been prejudiced by the judgment.—C.A., 1887. *Lowrey & Kooth*, 3 M.L.R., 364.

8. Where a party to a suit is interdicted for prodigality *pendente lite*, he ceases to be capable of any further proceeding in the cause and the *instance* must be taken up in his behalf by the curator appointed to him.—C.A., 1889. *Greene & Mappin*, 5 M.L.R., 108; 17 R.L., 584.

9. The appointment of a judicial adviser does not necessitate a *reprise d'instance* because it does not change the status of the party.—C.A., 1876. *Rolland & Michaud*, R., 607.

10. Le fait qu'une compagnie a été mise en liquidation, ne donne pas lieu à une re-

had subsequently to notice given of the death or change of status of one of the parties, or of the cessation of the functions within which he was acting, are null; and the suit is suspended until its continuance by those interested, or until the latter have been called in to continue.—C.C.P., 437.

prise d'instance par le liquidateur dans les actions pendantes au nom de la compagnie, cette dernière conservant son état de corporation et pouvant ester en justice sous son nom corporatif.—C.S., 1894. *Ross vs Perras*, 5 R.J.O., 470; TASCHEREAU, J.

11. Lorsqu'une partie devient insolvable dans le cours de l'instance, tous les procédés en appel seront suspendus sur motion à cette effet, afin que la reprise d'instance soit faite par le syndic.—C.A., 1867. *Burland & Larocque*, 12 J., 292; 18 R.J.R., 36.

12. An appellant could not demand, on the insolvency of the respondent (under Insolvent Act 1875), that his assignee take up the instance.—C.A., 1878. *McKinnon & Thompson*, 23 J., 95.

13. An assignee cannot be compelled to take up the *instance* in a suit pending against the insolvent.—C.S., 1878. *Plessis vs Lafoie*, 1 L.N., 327; 23 J., 213; JOHNSON, J.

14. Where a person, who is winding up a partnership, resigns, the liquidator who has been named in his place, must take up the *instance* in cases which the first may have instituted.—C.S., 1884. *Hochelaga Bank vs Lewis*, 12 R.L., 639; MATHIEU, J.

15. Lorsqu'une partie a fait cession de ses biens et que l'autre partie demande que toutes les procédures de la cause soient suspendues jusqu'à ce que le curateur à la cession de biens soit intervenu dans l'instance, la cour accordera la suspension demandée jusqu'à ce que le curateur ait fait tels procédés qu'il avisera.—C.S., 1894. *Elliott vs Courville*, 5 R.J.O., 310; GILL, J.

16. La cession de biens de la partie n'a pas l'effet de suspendre les procédures sur l'appel d'un jugement, cet appel pouvant être continué dans l'intérêt de cette partie par son curateur. Motion demandant la suspension des procédures jusqu'à ce que l'instance ait été reprise par le curateur, renvoyée.—C.R., 1894. *Lebeau vs Deslongchamps*, 6 R.J.O., 41; LORANGER, TAIT & DELORMIER, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

17. One of three plaintiffs having a several right to institute an action, but who have joined in it originally, has a right to continue the action on his own behalf after the death of his co-plaintiffs, and is not obliged to call in their representatives; that is to

say, that the death of one or more co-plaintiffs in an action which each of them had a right to institute does not interrupt the in-

270. L'instance peut être reprise :

1. Par les héritiers ou ayants cause de la partie décédée ;
2. Par le pupille devenu majeur ;
3. Par celui qui a épousé une partie dans la cause ;
4. Par la femme qui a obtenu séparation de biens d'avec son mari, dans toute cause affectant ses propres ;
5. Par celui qui remplace la partie dont les fonctions ont cessé.—C.P.C., 438.

1. 1 PIGEAU, 340.

2. Where the plaintiffs having been incorporated during the pendency of the suit petitioned to be allowed to take up the instance as such corporation.—*Held* : that as by their act of incorporation, all the property, rights and actions belonging to them as a joint stock company should be transferred to the Richelieu company, as they were styled after incorporation, they were entitled to the prayer of their petition.—C.S., 1858. *Faribault, vs St Louis*, 3 J., 51 ; DAY, J.

3. A tutor has a right, when duly authorized, to take up the instance and prosecute an action *en partage* already begun by the *uteurs* of the minor.—C.A., 1875. *Cutting & Jordan*, 19 J., 139.

271. La reprise d'instance est formée par requête produite au greffe.

La contestation sur cette demande est soumise aux règles et délais de l'action au cours de laquelle elle est faite.—C.P.C., 439, *amendé*.

1. 1 PIGEAU, 345.

2. Une demande en reprise d'instance de la part de celui tenu de la reprendre, doit être formulée par requête ou par motion, et non par un bref de sommation contre l'autre partie à la cause.—C.A., 1865. *Côté & Masse*, 16 L.C.R., 138 ; 14 R.J.R., 495.

3. La partie qui oppose une défense au fond en fait à une demande en reprise d'ins-

272. Si la reprise d'instance n'est pas contestée dans les délais fixés, elle

stance between the surviving plaintiff and the defendants.—C.S., 1898. *Reed vs Cull*, 1 R.P., 196 ; WHITE, J.

270. A suit may be continued :

1. By the heirs or representatives of a deceased party ;
2. By a minor who has attained full age ;
3. By the husband who has married a party in the action ;
4. By a wife who has obtained separation of property from her husband, when the suit affects her private property ;
5. By a person who replaces a party whose functions have ceased.—C.C.P., 438.

4. L'adjudicataire de créances dues à une faillite ne peut reprendre l'instance dans une action précédemment instituée par le failli en recouvrement de l'une de ces créances.—C.S., 1888. *Guilbault vs Desmarais*, 18 R.L., 516 ; GLOBENSKY, J.

V. art. 81, n. 17, 19 et 22.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

5. Tant qu'il n'y a pas eu de jugement permettant la reprise d'instance, les requérants en reprise d'instance ne peuvent demander le cautionnement pour frais.—C.S., 1898. *Barthe vs Pothier & Pothier*, 1 R.P., 438 ; BOURGEOIS, J.

271. The continuance is effected upon petition, filed in the office of the court.

The contestation of the petition is governed by the same rules and delays as apply to the action during which it is made.—C.C.P., 439, *amended*.

tance, sans se plaindre qu'il n'y a pas eu de jugement sur une demande précédente en reprise d'instance, non contestée, ne peut pas se prévaloir de cette irrégularité en cour d'appel.—C.A., 1881. *Price & Hale*, 1 D.C.A., 233.

4. Une reprise d'instance peut se faire par motion aussi bien que par requête.—C.S., 1884. *La Banque d'Hochelaga vs Masson*, 1 M.L.R., 62 ; JETTÉ, J.

272. If the continuance is not contested within the delays prescribed, it

est censée admise. — C.P.C., 440, *partie*.

1. 1 PIGEAU, 348.
2. A judgment of the court declaring the continuance well founded is requisite even where no cause is shown against the petition. — C.S., 1875. *Hamel vs Laliberté*, 3 Q.L.R., 242; DORION, J.
3. La reprise d'instance ne sera pas dé-

273. Si les parties intéressées ne reprennent pas l'instance, la partie en cause peut les y contraindre par une demande, en la forme ordinaire, qui est jointe à l'instance originaire et qui est soumise aux mêmes règles et délais que cette instance. — C. P. C., 441, *amendé*.

1. 1 PIGEAU, 347.
2. Une demande pour forcer la partie à reprendre l'instance dans une cause, ne peut être faite par simple requête, mais elle doit être faite par une demande en la forme ordinaire, et par bref d'assignation. — C.S., 1884. *Bolduc vs Lefontuu*, 19 R.L., 603; JETTÉ, J.
3. Les héritiers d'un défendeur qui ne reprennent pas l'instance et qui sont poursuivis pour les contraindre à reprendre cette instance, seront condamnés à payer les dépens de l'action en reprise d'instance sans qu'il soit nécessaire de réserver l'adjudication sur ces dépens pour être décidée en même temps que le mérite dans la cause principale. — C.R., 1886. *Riopel vs Mayé*, 14 R.L., 55; FOURGEOIS, MATHIEU & MOUSSEAU, JJ.

274. La reprise d'instance a lieu en continuant les derniers errements valides de la poursuite originaire. — C. P.C., 442, *amendé*.

1. 1 PIGEAU, 548.
2. Il doit être adjugé sur la reprise d'instance, avant qu'il puisse être procédé sur la

SECTION IX.
DÉSISTEMENT.

275. Une partie peut, en tout temps avant jugement, se désister de sa demande ou procédure, à la condition de payer les frais. — C.P.C., 450.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action révocatoire	18
Administrateur	4 ^e

is held to be admitted. — C.C.P., 440, *in part*.

clarée nulle, parce qu'un jugement ne sera pas intervenu sur icelle la déclarant maintenue, si la partie adverse n'a pas contesté cette requête en reprise d'instance, et a lié contestation au mérite avec le reprenant l'instance. — C.A., 1885. *Ogden & Dawson*, 13 R.L., 448.

273. If the parties interested do not continue the suit, the party remaining in it may compel them to do so by a demand in the usual form, which is joined to the original suit and is subject to the same rules and delays as such suit. — C.C.P., 441, *amended*.

4. Where the universal legatee of a party to a suit, after accepting the succession of such party on his death, fails to take up the instance and continue the suit, the other party has a right to take action against him to compel the continuance of the suit. And where the succession was accepted after the beginning of the long vacation on the 1st of July, the person accepting is nevertheless bound to take up the instance during the vacation. — C.S., 1895. *Hancock vs Cassits*, 9 R.J.O., 152; DELORIMIER, J.
5. The representatives of a party to a suit, who dies while the suit is pending, can only be compelled to take up the instance by a demand in the ordinary form of a writ of summons. — C.S., 1893. *Gallagher vs Swanton*, 3 R.J.O., 357; DOHERTY, J.

274. The continuance is effected by following up the last valid proceedings originally had in the suit. — C.C.P., 442, *amended*.

demande principale, à moins d'un consentement à la reprise d'instance de la part du défendeur en reprise d'instance. — C.C., 1874. *Ellice vs Heueau*, 5 R.L., 549.

SECTION IX.
DISCONTINUANCE.

275. A party may, at any time before judgment, discontinue his suit or proceeding on payment of costs. — C.C.P., 450.

Aliénation	3
Appel	23, 24
Aveux	7
Avouat	22, 23, 24

Capacité	3, 5
Caplas	26
Conseil judiciaire	46
Consentement	7
Créancier	9, 18
Créancier hypothécaire	16
Curateur	46
Dol	10
Envoyés en possession	46
Fabrique	46
Femme mariée	46, 15
Frais	23 à 32
Fraude	9
Interdit	46
Jugement interlocutoire	23, 24
Jurisdiction	19
Jury	38, 40
Maire	46
Mandataire	8
Mineur	46
Nullité	6, 8
Pièces	10
Procédure après désistement	29
Ratification de titre	17
Retraxit	19
Revision	13, 14
Séparation de corps et de biens	5
Signification	32
Syndic	46
Temps où l'on peut se désister	11, 12, 14
Tuteur	46

1. S.R.B.C., c. 82, s. 27 —C.P.F., 402, 403.

2. La capacité varie selon que le désistement porte ou sur l'action elle-même, ou sur l'instance ou sur quelque acte isolé de la procédure.—BIOCHE, *v^o Désistement*, n. 23.

3. Désistement d'action.— Il emporte aliénation du fond du droit, et n'est valablement donné que par des personnes capables de disposer du droit auquel il se réfère.—*Idem*, n. 24.

4. Ainsi, ne peuvent se désister d'une action :

a. Le mineur, à moins qu'il ne soit émancipé, et qu'il ne s'agisse d'un objet relatif à son administration.

Le désistement du mineur donne lieu à restitution, par cela seul qu'il en résulte pour lui une simple lésion.—*Idem*, n. 25.

b. L'interdit.—*Idem*, n. 26.

c. La personne pourvue d'un conseil judiciaire, à moins qu'il ne s'agisse d'un objet de son administration, ou qu'elle ne soit assistée de son conseil.—*Idem*, n. 27.

d. La femme mariée, même séparée de biens: elle ne peut, sans l'autorisation de son mari ou de la justice, se désister d'un appel par elle interjeté, et spécialement sous le régime dotal si ce procès a pour objet l'annulation de la vente de ses biens dotaux.—*Idem*, n. 28.

e. Tous ceux qui administrent pour autrui, tels que tuteurs, curateurs, envoyés en possession provisoire, maires, et administrateurs d'établissements publics, à moins qu'il ne s'a-

gisse d'objets relatifs à leur administration, ou qu'ils ne soient autorisés dans les formes légales.—*Idem*, n. 29.

f. Une fabrique d'église, à moins qu'elle n'y soit autorisée.—*Idem*, n. 31.

g. Un syndic provisoire.—*Idem*, n. 32.

5. En général, il ne peut être donné que par ceux qui ont la libre disposition de leurs droits. Tout demandeur peut se désister de la demande, soit qu'il agisse pour lui-même, soit qu'en qualité d'administrateur il agisse pour autrui, parce qu'il n'abandonne pas l'action qui continue d'appartenir à l'administré, il ne fait qu'un acte de simple administration ; à moins que le désistement n'entraîne indirectement la perte de l'action, comme dans le cas où l'action qu'on pouvait exercer au moment de la demande se trouve prescrite lors du désistement.—*Idem*, n. 35.

6. S'il s'est glissé une nullité dans la procédure, l'avoué qui est *dominus litis*, peut se désister de la procédure, soit pour éviter des frais qui retomberaient sur lui, soit pour prévenir une prescription qui atteindrait le fond du droit lui-même, si la procédure était annulée.—*Idem*, n. 45.

7. Il en est de même si, hors des termes de son mandat, il a fait des aveux ou consentements dont l'adversaire n'a point encore requis acte.—*Idem*.

8. Désistement d'un acte de procédure.— Le mandataire se désiste valablement d'un acte de procédure irrégulier.—*Idem*, n. 46.

9. Le créancier peut demander la nullité d'un désistement consenti par son débiteur en fraude de ses droits.

Spécialement si le créancier, ayant eu connaissance d'une demande en rescision d'un contrat de vente, formée contre son débiteur par un vendeur, a notifié à celui-ci une opposition à toute espèce d'arrangement, il a le droit de demander la nullité du désistement donné par le débiteur, comme fait en fraude de ses droits.—*Idem*, n. 48.

10. Une partie peut être restituée contre un désistement qui a eu pour cause le dol personnel de la partie adverse, et la rétention, de la part de celle-ci, de pièces décisives.—BIOCHE, *v^o Désistement*, n. 49.

11. An application for leave to withdraw, made at the moment judgment is being pronounced, will not be granted.—C.C., 1875. *Dootley vs Ryarson*, 1 Q.L.R., 219; MEREDITH, J.

12. After a case has been submitted to the court on its merits the plaintiff is not entitled to discontinue the action on payment of costs.—C.A., 1877. *Williamson & Rhind*, 22 J., 166.

13. Where one desists from a judgment in the superior court, and which has been inscribed in revision, the Court of Review will discharge the *délibéré* and return the record to the Superior Court.—C.R., 1871. *Ward vs Newhall*, 3 R.L., 444; MEREDITH, STUART & TASCHEREAU, JJ.

14. La partie peut se désister de la revision tant que le jugement n'a pas été prononcé, et une motion pour retirer la cause du délibéré et se désister de l'inscription en revision doit être accordée.—C. R., 1884. *Baxter vs Doiron*, 10 Q.L.R., 105; MEREDITH, CASAULT & CARON, J.
15. Where a wife suing for separation from bed and board desisted from the first part of her action but adhered to the separation of property.—Held that the discontinuance was good and the separation was granted.—C.S., 1864. *Dudevoir vs Turcot*, 8 J., 131; 13 R.J.R., 321; MONK, J.
16. When a hypothecary creditor brought hypothecary action against his personal debtor.—Held: that he could not withdraw the hypothecary conclusions in order to adhere simply to the personal ones.—C.S., 1877. *Lebrun vs Bédard*, 21 J., 157; PAPINEAU, J.
17. Le requérant pour lettres de ratification de titre peut, en tout état de cause, se désister de sa procédure, en offrant de payer tous les frais.—C.A., 1846. *Ex-parle Chabot*, 1 R. de L., 224; 2 R.J.R., 17.
18. A judgment obtained in a revocatory action by the creditor of an insolvent, setting aside as fraudulent a deed passed by the insolvent and ordering that certain moneys be returned to the curator for distribution among the creditors according to their rights, cannot be desisted from by the plaintiff in such case except so far as his individual interest is concerned.—C.S., 1895. *Jeannotte vs La Banque de St-Hyacinthe*, 8 R.J.O., 304; CURRAN, J.
19. Dans une action intentée au montant de \$200, lorsque le demandeur produit un retraxit de \$149.21, ne laissant qu'une balance réclamée de \$50.79, la cour supérieure n'a pas juridiction, et l'action peut être renvoyée sur exception déclaratoire.—C.S., 1889. *Marsau vs Maudeville*, 5 M.L.R., 120; WURTELE, J.
20. A party may proceed in virtue of a settlement arrived at in a case before discontinuing the action, and it is sufficient that he offers to discontinue if the other party carries out the settlement.—C.P., 1875. *King & Pinsonnault*, 6 R.L., 703.
21. V. *infra*, n. 42.
22. Les tribunaux ont refusé à l'avocat de continuer l'action pour ses frais dans les causes suivantes:—C.A., 1861. *Lecompte & La fabrique de St-Jean*, 13 L.C.R., 66.—C.R., 1869. *Lafaille vs Lafaille*, 1 R.L., 90; MONDELET, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.—C.R., 1869. *The Quebec Bank vs Paquet*, 13 J., 122; MONDELET, BERTHELOT & BEAUDRY, JJ.—C.S., 1870. *Castongué vs Perrin*, 14 J., 304; TORRANCE, J.—C.C., 1872. *Watkins vs Deuman*, 4 R.L., 567; BEAUDRY, J.—C.R., 1879. *Gérard vs Lemire*, 24 J., 42; JOHNSON, TORRANCE & RAINVILLE, JJ.—C.S., 1882. *Gosselin vs Gosselin*, 5 L.N., 378; TORRANCE, J.
- Ils ont donné cette permission dans les causes suivantes:—C.B.R., 1842. *Stigny vs Stigny*, 2 R. de L., 120.—C.S., 1851. *Darche vs Dubuc*, 1 L.C.R., 238; BOWEN & MEREDITH JJ.—C.S., 1856. *Richards vs Ritchie*, 6 L.C.R., 98; STUART, GAUTHIER & TASCHEREAU, JJ.—C.S., 1863. *Charlebois vs Coulombe*, 7 J., 300; MONK, J.—C.C., 1871. *Picard vs Gosselin*, 3 R.L., 447; TASCHEREAU, J.
23. Upon a desistement of an interlocutory judgment against which leave to appeal has been allowed, without a tender of costs, the court of appeal will condemn the respondent in the costs of both courts.—C.A., 1874. *Bellay & Guay*, 4 Q.L.R., 91.
24. A party may desist from an interlocutory judgment rendered in his favor even after motion for leave to appeal from such judgment has been granted, and without the consent of the opposite party; and in such case the appeal will be dismissed with costs against appellant from the filing of the desistement.—C.A., 1876. *Nadeau & Nadeau*, 9 R.L., 678.
25. A desistement in which no offer is made to pay costs is of no effect.—C.A., 1889. *Molleur & Dougall*, 33 J., 105.
26. A discontinuance in which no offer to pay costs is made is of no effect, and where the plaintiff was ordered to return a writ of *capias* without delay and instead of doing so, filed a discontinuance, or desistement which contained no offer to pay costs, the defendant was granted *congé défaut* of the writ of *capias* for costs.—C.S., 1893. *Lusignan vs Sauvageau*, 3 R.J.O., 448; DAVIDSON, J.
27. Un désistement d'une contestation, fait par une partie, mais ne contenant pas la déclaration que ce désistement est fait avec dépens, ne pourra être rejeté à la demande de la partie adverse, vu que ce désistement peut être utile à cette partie et qu'elle est sans intérêt à en demander le rejet.—C.S., 1891. *Huboux dit Tourville vs Paquette*, 20 R.L., 506; MATHIEU, J.
28. Un désistement fait sans l'offre de payer les frais, n'en constitue pas moins, de la part de la partie qui le fait, une renonciation aux prétentions qu'elle a émises dans la procédure dont elle se désiste et un jugement peut ensuite intervenir sur ce désistement, et condamner cette partie aux dépens s'il y a lieu. Par conséquent, un tel désistement ne sera pas rejeté du dossier sur motion de la partie adverse.—C.S., 1892. *Bonsquet vs Duquette*, 2 R.J.O., 522; MATHIEU, J.
29. En prodnisant un désistement partiel aux conditions que la cour ordonnera, le demandeur se déclare prêt à payer les frais s'il y en a, et remplit par là suffisamment les conditions de l'article 450 C. P. C. (275 n.c.); s'il est dû alors quelques dépens au défendeur, il peut en obtenir l'adjudication par la cour, et il ne lui sera pas permis de contester plus tard la procédure abandonnée, en prétendant que les frais sur le désistement n'ont pas été payés.—C.S., 1895. *Béland vs Martineau*, 8 R.J.O., 284; ROUTHIER, J.

30. Where the plaintiff discontinued his action after the defendant had been regularly foreclosed from pleading and had not been relieved from foreclosure, the only costs taxable against plaintiff in the discontinuance are those regularly and legally incurred by the defendant at the time of the discontinuance, that is to say, the costs of an action discontinued before contestation, and the defendant is not entitled to the costs of a plea illegally filed by him after he had been foreclosed.—C.S., 1895. *Atley vs Montreal Street Ry. Co.*, 8 R.J.O., 526; DOHERTY, J.

31. The costs to be paid under a judgment ordering the payment by plaintiff of the costs of a former action, as a precedent condition to proceeding with a new suit, are the taxed costs, and a guardian's fees, not being by law claimable from defendant, cannot be included in such costs.—C.C., 1875. *Dooly vs Ryarson*, 1 Q.L.R., 219; MEREDITH, J.

32. La partie qui fait signifier au saisi un avis de désistement une demi-heure avant que ce dernier ait fait signifier à l'huissier saisissant une opposition qui avait été assermentée et sur laquelle un suris avait été accordé auparavant et qui a été rapportée avec le bref et le désistement, ne peut faire opérer une nouvelle saisie qui après avoir payé au saisi les frais par lui encourus jusqu'alors sur sa dite opposition.—C.R., 379. *Bell vs Rickaby*, 5 Q.L.R., 222; STUART, CASAUPT & CARON, JJ.

V. art. 278, n. 2 et s., et art. 177, n. 4 et s.

33. When the lessor of immoveable property institutes an action for rent due and for the resiliation of the lease, and the lessee does not plead, the latter is not entitled to consider that this constitutes a cancellation of the lease by mutual consent, and the lessor may dissent before judgment from the demand for resiliation.—C.S., 1896. *Leduc vs Finnie*, 11 R.J.O., 490; DOHERTY, J.

34. Le 6 juin, les mis en cause avaient fourni copies d'un plaidoyer et articulations de faits aux avocats du demandeur, mais ce plaidoyer et ces articulations de faits n'étaient pas produits lorsque, le 30 juin, le demandeur s'est désisté de sa demande contre les mis en cause.—*Sugé*: que les procureurs des mis en cause, ne pouvant se plaindre que le demandeur se fut hâté de discontinuer sa procédure, n'avaient droit qu'aux honoraires d'une action discontinuée après comparution.—C.S., 1892. *Lancaster vs Doran*, 2 R.J.O., 304; PAGNUELO, J.

35. L'avocat de la partie en première instance, à qui on signifie une inscription en revision continue à représenter cette partie devant le cour de revision, et a droit, sans comparution, à l'honoraire fixé par le tarif lorsque la cause est réglée avant audition, mais il ne peut réclamer les frais d'une comparution produite après que la partie adverse s'est désistée de son inscription en revision.—C.S., 1897. *Durnford vs Hannah*, 12 R.J.O., 431; MATHIEU, J.

36. A party plaintiff may abandon an item of his demand by *retraxit* but not in such a manner as to alter the issues unfavourably to the defendant. So where a plaintiff sued on a balance of account for money lent, and for a balance for goods sold and delivered, and defendant admitted having received the goods and denied having received any of the money said to be lent, and neither party made any proof and the plaintiff filed a *retraxit* for the demand for money lent, and asked for judgment on the admission in the plea, the action will be dismissed.—C.A., 1877. *Lassalle & Hart*, R. 615.

37. Une partie ne peut retirer, sans le consentement de la partie adverse, un désistement produit par elle.—C.A., 1885. *Lespérance & Lespérance*, 15 R.L., 413.

38. Plaintiff's desistement from a portion of his demand cannot deprive defendant of his acquired right to a trial by jury.—C.A., 1889. *Molleur & McDougall*, 3 J., 105.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

39. Si, dans une action contre deux défendeurs qui ont comparu ensemble et fait un seul plaidoyer, le demandeur se désiste ensuite de sa poursuite contre l'un des défendeurs, et sur ce désistement son action est renvoyée, quant à ce défendeur, avec frais, les avocats de ce défendeur auront droit à la moitié des honoraires dans la cause jusqu'à date.—C.S., 1898. *The Gault Bros. Co. vs Léveillé*, 1 R.P., 319; MATHIEU, J.

40. Le demandeur qui, dans sa déclaration, fait option pour un procès par jury, peut dans sa réponse à la défense se désister de cette demande.—C.S., 1898. *Mendell vs Berthiaume*, 4 R.L.n.s., 149; MATHIEU, J.

41. Un demandeur peut se désister à l'audience d'une partie de sa demande; mais il devra payer les frais d'une contestation, s'il y en a eu une.—C.S., 1898. *Shellus vs Hart*, 1 R.P., 435; LYNCH, J.

42. L'avocat n'étant que le mandataire de sa partie et le mandant pouvant toujours agir sans le concours du mandataire, ne peut, lorsque les parties ont réglé leurs difficultés sans son consentement, demander à continuer la cause contre la partie adverse pour ses frais.—C.S., 1898. *Beaudry vs Lusher*, 13 R.J.O., 294; MATHIEU, J.

NOTE DE L'ARRÉTISTE.—Le principe est bien établi par notre jurisprudence, lorsque le règlement intervenu entre les parties n'est pas entaché de fraude, l'avocat est alors obligé de le subir, sauf son recours contre sa partie pour ses frais. (V. *Carrier vs Collé*, 6 Q.L.R., p. 297, et *Gosselin vs Gosselin*, 5 L.N., p. 378). On a même nié à l'avocat, qui avait obtenu distraction de dépens en cour supérieure, le droit d'intervenir devant la cour d'appel pour protéger ses droits contre une transaction faite entre les parties, surtout lorsqu'il n'alléguait ni fraude ni que ses droits fussent en péril à raison de l'insolvabilité de son client. (*McCord vs McCord*, 2 D.C.A., p.

367.) Mais on a admis le droit de l'avocat de continuer la cause pour ses frais, lorsque le règlement intervenu entre les parties avait été fait en fraude de sa créance pour le paiement de ses frais. (*Montrail & Williams*, cour

d'appel 24 J., p. 144 et 3 L. N., p. 10; cour supérieure, 1 L.N., p. 330; *Laplante & Laplante*, 3 L.N., p. 320; *Farguhar vs Johnson*, M.L.R., 6 S.C., p. 25 et 34, J. P. 139)—*Idem*, 13 R.J.O., 204, S.C.

276. Le désistement peut être formé par une simple déclaration, signée par la partie ou par son procureur et présentée à l'audience ou produite au greffe.

276. Discontinuance may be effected by a simple declaration, signed by the party or his attorney, and presented to the court or filed in the office thereof.

Sauf s'il est fait à l'audience, la partie adverse présente, il n'a d'effet à son égard qu'autant qu'il lui a été signifié.—C.I C., 451, amendé; *La Banque d'Exchange vs Gilman*, 17 Can. S.C.R., 108.

Except when it is made at the trial, in presence of the opposite party, it has no effect against him unless it has been served upon him.—C.C.P., 451, amended; *Exchange Bank vs Gilman*, 17 Can. S.C.R., 108.

1. Rap. C.—A la section du désistement, l'article 267 (276), en n'exigeant plus la signification d'un désistement qui a lieu à l'audience, apporte un amendement qui est conforme à la jurisprudence.

operates discontinuance of the suit and it is not necessary that a judgment should be rendered therein.—C.S., 1889. *Regina vs Alkinson*, 15 Q.L.R., 171; ANDREWS, J.

2. The provisions of article 451 (276) are applicable to a withdrawal made outside, and without the interference of the court and cannot effect the validity of a withdrawal made in open court and with its permission.—It is too late in an other action to question the validity of the retraxit upon which the court had in the first action acted and rendered a judgment which was final and conclusive.—C. suprême, 1889. *Exchange Bank of Canada & Gilman*, 17 R.C.S., 108.

7. Un défendeur, pour prendre avantage d'un désistement de l'action, signé par le demandeur, ne peut obtenir de la cour la permission de plaider de nouveau, mais doit simplement produire le désistement dans la cause, lequel aura ainsi tout l'effet qu'il peut avoir.—C.S., 1887. *Brunel vs Brunel*, 3 M. L.R., 216; JARRÉ, J.

8. When act is granted of a discontinuance it becomes executory.—C.S., 1878. *Latour vs Campbell*, 1 L.N., 163; TORRANCE, J.

3. Le désistement fait personnellement par une partie en l'absence et sans la participation du procureur *ad litem* qui la représente, est valable, lors même que ce procureur aurait demandé distraction de ses dépens.—C.A., 1856. *Ryan & Ward*, 6 L.C.R., 201.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

9. Un avocat *ad litem* n'a pas le droit de se désister d'un jugement sans une procuration spéciale.—C.S., 1898. *Warmington vs La Ville de Westmount & Lighthall*, 4 R.L. n.s., 505; TAIT, J.

4. Le désaveu d'une partie équivaut, quant à la partie adverse, à un désistement de sa demande même si le désaveu est renvoyé quant au procureur du réquerant en désaveu.—C.R., 1892. *Duffy vs Caldwell*, 1 R.J.O., 62; JOHNSON, LORANGER & DOHERTY, JJ.

10. Le mandant peut toujours agir seul sans le concours de son mandataire, sauf à indemniser ce dernier s'il y a lieu.—C.S., 1898. *Beaudry vs Lusher*, 4 R.L.n.s., 134; 13 R.J.O., 204; MATHIEU, J.—C.S., 1898. *Garon vs Noel*, 4 R. de J., 232; LEMIEUX, J.

5. Rien n'empêche qu'un désistement soit mis dans une inscription.—C.S., 1892. *Bousquet vs Duquette*, 2 R.J.O., 522; MATHIEU, J.

11. La partie représentée par procureur ne peut elle-même produire une discontinuation sans avoir révoqué son procureur et comparu personnellement.—C.S., 1898. *Lejevre vs Castonguay*, 1 R.P., 177; 13 R.J.O., 467; MATHIEU, J.

6. The filing by a plaintiff of a retraxit of his action, duly served with defendant,

277. Le désistement remet en plein droit les choses au même état qu'elles auraient été si la demande ou procédure n'avait pas eu lieu.—C.P.C., 452.

277. Discontinuance replaces matters as of course in the state in which they would have been, had the suit or proceeding not been commenced.—C.C.P., 452.

1. C.P.F., 403.

2. Le désistement d'un acte de procédure

annule cet acte et oblige le désistant à en payer le coût.—n. 136

3. Le désistement d'action entraîne tout à la fois la renonciation à l'action et à la procédure, qui se trouve par cela même annulée.—n. 138.

4. Le désistement du droit d'appel à l'effet de donner au jugement attaqué la force de chose jugée.—n. 139.

5. Mais le désistement de la procédure en cause d'appel n'éteint pas le droit de former un nouvel appel, si le désistant se trouve encore dans le délai.—n. 141.

6. Le désistement donné par une des parties en cause ne préjudicie pas aux autres parties ayant un intérêt commun. Ainsi, lorsque plusieurs co-héritiers d'une succession se sont désistés d'une action en délivrance d'immeubles, les autres co-héritiers peuvent poursuivre cette délivrance, chacun pour leur part et portion héréditaire.—n. 147.

7. Le désistement du demandeur principal n'est pas opposable à l'intervenant.—n. 148.

8. L'appel interjeté par le syndic d'une faillite profite au failli. Et si le syndic se désiste de l'appel, avec l'autorisation des créanciers, au nom seulement de la masse, le failli peut, nonobstant ce désistement, poursuivre l'instance d'appel en son nom personnel.—n. 160.

9. Une des parties demanderesse en péremption ne peut, en se désistant de sa demande, priver les autres du droit de la poursuivre.—BIOCHE, *v° Désistement*, n. 150.

10. On doit prendre garde aux termes qu'on emploie dans les actes de désistement. Il faut veiller à ce que l'adversaire ne puisse

278. La partie qui s'est désistée ne peut recommencer avant d'avoir préalablement payé les frais encourus par la partie adverse sur la demande ou procédure abandonnée.—C.P.C., 453.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Action renvoyée	11, 12, 13, 17, 18, 27, 28
Appel	20
Congé-défaut	16
Cohéritier	23
Défaut	14
Défense	3 à 9
Délai	24
Exception dilatoire	3 à 9
Faillite	15
Frais	29
Frais incidents	212
Identité	2
In forma pauperis	22
Opposition	6, 13
Paiement préalable	216
Procédure renvoyée	11, 12, 13, 17, 18, 27, 28
Société	19

pas les étendre au-delà de la volonté du désistant, et que le désistement de l'un des actes de la procédure seulement, ne puisse pas être considéré plus tard comme une renonciation à l'instance ou que celle-ci n'entraîne pas la perte de l'action.—n. 6.

11. Le désistement pur et simple de la demande porte, en général, sur l'instance. Il ne doit être étendu à l'action elle-même, ni restreint à quelque partie isolée de la procédure, qu'autant que les termes dont le désistant s'est servi, ou les circonstances, annoncent manifestement qu'il a entendu lui attribuer cet effet.—BIOCHE, *v° Désistement*, n. 7.

12. Un désistement ne peut avoir d'effet qu'entre les parties et ne peut porter préjudice aux tiers intéressés dans le jugement au sujet duquel il est fait.—C.A., 1893. *Choquette & Pelletier*, 4 R.J.O., 303.

13. A discontinuance is not a *chose jugée*, and does not deprive the plaintiff of his right to bring another action.—C.R., 1870. *Salvus vs Guévremont*, 4 R.L., 233; MONDELLET, TORRANCE & HRAUDRY, JJ.

14. Le défendeur dans le cours de l'instruction de la cause, à l'enquête, pour éviter des frais, et en vue d'un compromis, ayant fait une admission écrite admettant que des manœuvres frauduleuses de nature à annuler son élection avaient été commises par ses agents légaux, mais hors de sa connaissance personnelle, pouvait, plus tard, alors que le pétitionnaire, qui n'avait ni accepté, ni refusé cette admission, avait déclaré poursuivre la cause pour déqualification personnelle, signer et produire un *retraxit*, et l'effet de ce *retraxit* a été d'annuler cette admission qui n'a plus formé partie de la preuve.—C.R., 1888. *Faillie vs Lussier*, 4 M.L.R., 130; JOHNSON, TASCHEREAU & LORANGER, JJ.

278. A party who has effected a discontinuance cannot begin again unless he previously pays the costs incurred by the opposite party upon the suit or proceeding discontinued.—C.C.P., 453.

1. S.R.B.C., c. 82, s. 25.

2. To entitle defendant to suspension of proceedings on the ground of costs being due by plaintiff on former action, it must appear that the causes of both actions are identical, and that the parties are also identical.—C.S., 1857. *Lalonde vs Lalonde*, 1 J., 290; DAV, SMITH & MONDELLET, JJ.

3. The non-payment of costs due upon the discontinuance of a previous action is a bar, if pleaded, to the renewal of a similar action between the same parties. Hence a peremptory exception, alleging non-payment of costs of a former action previous to the institution of a second action, is not demurrable. The defendant has the choice between the dilatory exception, as provided by art.

177, § 2, or the peremptory exception.—C. A., 1800. *The Montreal Street Ry. & Alley*, 5 R.J.O., 170.

4. From the examination of the cases reported it appears: 1° That the procedure adopted to invoke non-payment of previous costs, was, in most instances, by motion to suspend procedure, in others by dilatory exception or petition, and, in some, by peremptory exception; 2° That in no case was the procedure by peremptory exception declared to be irregular or illegal, although in some cases there was a distinct intimation that it was irregular to proceed by exception; 3° That in one case only, that of *Gaudette vs Laliberté*, 1 R.L., 747, is there a distinct expression of opinion that such non-payment of previous costs is not a bar to renewal of the suit.—*Idem*, remarques de l'Hon. Juge Hall.

5. La règle que le désistant ne peut recommencer avant d'avoir payé les frais sur la procédure abandonnée, n'est pas un moyen dilatoire, mais péremptoire; en cas de non paiement de ses frais, la partie adverse peut demander non seulement la suspension de la seconde procédure, mais sa nullité et son renvoi.—C.R., 1800. *Leboulillier vs Carpentier*, 9 R.J.O., 530; ROUTHIER, CARON & LARUE, JJ.

6. Si une opposition à la vente de meubles saisis a été déboutée avec dépens, il ne sera pas permis à l'opposant de faire une nouvelle opposition, à moins qu'il n'ait payé, au préalable, les frais encourus par la partie adverse sur la première opposition. La seconde opposition produite en cette cause, sera déboutée avec dépens, à moins que les frais adjugés au demandeur sur la première ne soient payés sous trois jours.—C.S., 1878. *Dallon vs Doran*, 22 J., 103; MACKAY, J.

7. La partie qui s'est désistée ne peut pas recommencer avant d'avoir payé les frais de la partie adverse. Ce n'est pas seulement une suspension de la seconde procédure que peut demander cette dernière, c'est sa nullité et son renvoi. La loi dit expressément que le paiement des frais de la partie adverse est une condition préalable que le désistant doit accomplir avant de recommencer; il n'a donc le droit de le faire qu'après avoir payé. Ce n'est pas par conséquent un moyen dilatoire, mais péremptoire.—C.R., 1870. *Bell vs Rickaby*, 5 Q.L.R., 222; STUART, CASALT & CARON, JJ.

V. *Hossack vs Paradis*, 7 Q.L.R., 240.

8. Une motion pour suspendre la procédure, parce que le demandeur a fait défaut de payer les frais d'une première action qu'il a retirée, ne sera pas accordée, mais il sera permis au défendeur de produire un plaidoyer à l'action, contenant le moyen invoqué par la motion.—C.C., 1864. *Lambert vs Bergeron*, 14 L.C.R., 413; 13 R.J.R., 163; STUART, J.

9. Celui qui a été débouté d'une demande ou d'une procédure, ou qui s'en est désisté,

peut la recommencer avant d'avoir payé les frais de la première, et sa seconde demande ou procédure ne sera pas déboutée pour cela, mais la partie adverse pourra, par motion à cet effet, arrêter les procédés, jusqu'à ce que le demandeur ait payé les frais de la première demande ou procédure ou faire renvoyer la seconde demande ou procédure, si les frais de la première ne sont pas payés dans un délai fixé par la cour.—C.S., 1860. *Gaudette vs Laliberté*, 1 R.L., 747; POLETTE, J.

10. Les articles 450 et 453 C.P.C., qui déclarent que toute partie peut se désister de sa demande à la condition de payer les frais, et qu'elle ne peut recommencer avant d'avoir préalablement payés les frais encourus par la partie adverse sur la demande abandonnée, s'appliquent également et, avec plus de raison même, à une action déboutée qu'à une action discontinuée.—C.S., 1880. *Sauriol vs Lupien*, 2 M.L.R., 405; RAINVILLE, J.

11. Il faut assimiler une procédure renvoyée ou annulée, sauf recours, à une procédure abandonnée.—C.S., 1888. *Lusignan vs Rielle*, 4 M.L.R., 407; GILL, J.

12. Les articles 450 et 453 C.P.C., (275, 278 n.c.) s'appliquent également et même avec plus de raison, à une action renvoyée, sur le défaut du demandeur d'avoir fourni le cautionnement pour sûreté des frais, qu'à une action discontinuée.—C.S., 1800. *Hamond vs La Corporation du Séminaire de St-Hyacinthe*, 2 R de J., 60; TELLIER, J.—C.S., 1867. *Dunlop vs Jones*, 11 J., 316; BERTHELOT, J.

13. Ces articles 450 et 453 (275, 278 n.c.) doivent aussi recevoir leur application dans le cas d'une opposition renvoyée avec dépens.—C.S., 1878. *Dallon vs Doran*, 22 J., 103; MACKAY, J.

14. Aussi, lorsque le demandeur n'a pas rapporté sa première action.—C.S., 1880. *Chagnon vs Jackson*, 18 R.L., 373; MATHIEU, J.—*Contra*: C.R., 1881. *Hossack vs Paradis*, 7 Q.L.R., 234; MEREDITH, STUART & CASALT, JJ.

15. Costs due in respect to a former contestation must first be paid before a petition for discharge in insolvency can proceed, where the causes of both proceedings are identical, and the parties are also identical.—C.S., 1881. *Gohier vs Perkins*, 4 L.N., 209; TORRANCE, J.

16. Un défendeur qui a obtenu congé-défaut d'une demande avec dépens, peut, par une requête, dans une nouvelle poursuite pour les mêmes causes, demander à être dispensé de plaider, avant qu'il ne soit remboursé de ses frais sur la demande de congé-défaut.—C.C., 1871. *Moisan vs Bourgeois*, 11 R.L., 120; LORANGER, J.

17. Lorsqu'une action a été déboutée sur des moyens de forme et qu'une nouvelle action est intentée, le défendeur ne peut par motion demander à ce que l'action soit suspendue jusqu'à ce que les frais de la première

action soient payés.—C.S., 1880. *Vallée vs Leroux*, 2 M.L.R., 350; MATHIEU, J.

NOTE.—Dans cette cause le demandeur avait d'abord pourvu, vi comme tuteur à une fille mineure, demandant que le défendeur fut déclaré le père de l'enfant né de son commerce avec cette fille. Son action fut déboutée attendu qu'il n'avait pas qualité. Il se fit nommer curateur *ad hoc* et prit une seconde action. C'est sur cette nouvelle action qu'est intervenu ce jugement.

18. Une partie dont la demande ou procédure a été rejetée par le tribunal, peut recommencer avant d'avoir préalablement payé les frais encourus par la partie adverse sur la demande ou procédure rejetée.—C.S., 1888. *Leclerc vs La Cie. du Gaz de Québec*, 14 Q.L.R., 307; CARON, J.

19. Le demandeur qui intente une action contre deux personnes faisant affaire en société et ensuite se désiste de son action quant à l'un des défendeurs, ne pourra continuer l'instance contre l'autre défendeur avant d'avoir payé les frais sur le désistement.—C.S., 1885. *Chisholm vs Langlois*, 1 M.L.R., 102; DOHERTY, J.

20. Proceedings upon a second appeal will be suspended till the costs of the previous appeal be paid, and if such costs be not paid on a certain day the second appeal will be dismissed with costs.—C.A., 1863. *Boutier & Reeves*, 12 J., 201.

21. Il n'y a pas lieu à demander la suspension ou le renvoi de la seconde procédure :

a. Pour non paiement de frais incidents.—C.A., 1875. *Culling & ordan*, 10 J., 130.

b. Même de frais incidents d'appel, lorsque le tribunal n'en a pas imposé le paiement comme condition préalable.—C. A., 1888. *Robinson & Canadian Pacific Ry. Co.*, 4 M.L.R., 344.

22. La demanderesse, poursuivant pour aliments *in forma pauperis*, avait été déboutée d'une première action, sur exception à la forme, sauf à se pourvoir. Sur une seconde action, également interjetée *in forma pauperis*, et pour les mêmes causes que la première, le défendeur demanda qu'il ne fut pas tenu de plaider avant le paiement de ses frais sur la première action.—Jugé : Dans les circonstances et vu la nature de l'action, il n'y avait pas lieu d'accorder la demande du défendeur, car forcer la demanderesse de payer les frais sur la première action avant de pouvoir procéder sur la seconde, rendrait inutile l'autorisation qu'elle avait obtenue

de plaider *in forma pauperis*.—C.S., 1807. *Werton vs Vézina*, 12 R.J.O., 172; GILL, J.

23. Le cohéritier qui, sur une opposition à jugement ordonnant la licitation d'un immeuble, a été condamné à payer les dépens de cette opposition à jugement, peut, avant de les avoir payés, demander une requête la revende de l'immeuble, si eux demandeurs n'étant pas les mêmes. C. S., 1890. *Koss vs Kirby*, 10 R.L., 617; PAGNUELLO, J.

24. Les délais pour plaider ne comptent que du jour du paiement des frais.—C.S., 1800. *La Banque du Peuple vs Archambault*, 28 Juin, 1800.

25. V. art. 177, n. 4, et s. rel. au paiement des frais d'une première action par le demandeur.

26. V. *Stephens & Gillespie*, art. 566, pour frais de contestation en appel, après désistement d'une partie de la demande.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

27. A plaintiff whose action has been dismissed on a preliminary exception is not obliged to pay the costs of such action as a condition precedent to the institution of a new action for the same cause, the disposition of art. 453 C.C.P., old text, which was in force when the present action was brought and the plea filed, provides merely for the case where a party who has discontinued an action seeks to begin again, and does not apply to the case of a plaintiff whose action has been dismissed on preliminary exception, and who seeks to begin anew.—C.S., 1898. *La Banque de Hochelaga vs McConnell*, 14 R.J.O., 240; DOHERTY, J.

28. Le paiement préalable des frais ne peut être exigé que dans le cas de procédures qu'une partie recommence après s'en être désistée, non pas si ces procédures antérieures ont été rejetées par un jugement de la cour.—Dans l'espèce une motion demandant le paiement préalable des frais d'une action entre les mêmes parties, relativement au même objet, et qui avait été renvoyée par la cour, alléguant insolvabilité de la partie demanderesse, sera renvoyée.—C.S., 1897. *Le François vs La Cie. de Québec*, 1 R.P., 175; CARON, J.

29. Lorsqu'un demandeur se désiste de son action contre un des défendeurs et que ce dernier fait renvoyer l'action quant à lui, son avocat a droit à la moitié des honoraires dans la cause.—C.S., 1898. *Gault Brothers, vs Léveillé & al.*, 4 R.L.n.a., 409; MATHIEU, J.

SECTION X.

PÉREMPTION D'INSTANCE.

279. Toute instance est éteinte par la discontinuation de poursuites

SECTION X.

PEREMPTION OF SUITS.

279. Suits are preempted when no proceeding has been had therein

pendant deux ans. — C. P. C., 454, *amendé*.

during two years. — C. C. P., 454, *amended*.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Actes de poursuite	13
Codéfendeur	16
Collocation	3
Communauté	15
Contrainte par corps	28
Décès	19
Défaut	22, 23
Délai	10, 14
Demande incidente	29, 30
Demande reconventionnelle	3
Demande en péremption	3
Exécution	3
Ex parte	21
Expertise	7
Indivisibilité	11, 15 à 22
Informalités	31
Instance	2
Intérêt	12
Intervention	5
Jugement définitif	6
Jugement interlocutoire	3
Marl	15
Opposition	21 à 26
Ordre	3
Prescription	9
Ratification de titre	27
Requête civile	33
Rétroactivité	34
Saisie	3

1. COUCHOT, 75.—ORD. Fev. 1563, art. 15.
—ORD. de Jan. 1628, art. 91.

2. Par le mot instance, il faut entendre toutes les procédures faites devant un tribunal pour parvenir à la décision d'une contestation.—3 CARRÉ & CHAUVEAU, Q. 1410 bis.—De quelque nature qu'elles soient et même à celles qui intéressent l'ordre public.—7 ROUSSEAU & LAISNEZ, 2^o Péremption d'instance, n. 9.

3. Les procédures d'exécution ne sont pas des instances.—5 GARSONNET, § 1193.—Non plus que les demandes incidentes (du demandeur).—7 ROUSSEAU & LAISNEZ, 2^o Péremption d'instance, n. 7.—Mais les incidents de saisie sont de véritables instances.—5 GARSONNET, § 1193.—7 ROUSSEAU & LAISNEZ, n. 25.—Ainsi que les contestations d'ordre ou de collocation.—7 ROUSSEAU & LAISNEZ, n. 25.—Et les demandes reconventionnelles, (demande incidente du défendeur).—7 ROUSSEAU & LAISNEZ, n. 32.

4. Une demande en intervention ne se périmé pas seule et séparément et ne peut être périmée qu'avec l'instance principale.—7 ROUSSEAU & LAISNEZ, n. 33.

5. Les demandes en péremption d'instance ne constituent qu'un simple incident judiciaire et comme telles ne sont pas sujettes à la péremption.—7 ROUSSEAU & LAISNEZ, 1. 35.—Mais les opinions sur ce point sont très partagées.

6. Les jugements définitifs ne sont pas

susceptibles de tomber en péremption ; mais lorsque le jugement ne porte que sur l'un des chefs de la demande, si ce chef est indéfini est à l'abri de la péremption.—7 ROUSSEAU & LAISNEZ, n. 38.

7. Il a été jugé que la procédure relative à une expertise ordonnée par un arrêt qui a statué définitivement sur l'objet principal du procès, et comme conséquence de cet arrêt, ne constitue pas une instance particulière et ne peut s'éteindre que par la péremption acquise contre l'arrêt lui-même.—7 ROUSSEAU & LAISNEZ, n. 39.

8. Toute instance dans laquelle est intervenu un jugement interlocutoire, qui contient en même temps des chefs définitifs se rattachant à l'interlocutoire, et dont l'interlocutoire n'est que l'exécution, n'est plus susceptible de péremption pour discontinuation de poursuites pendant trois ans ; l'instance ne peut s'éteindre que par la prescription trentenaire.—7 ROUSSEAU & LAISNEZ, n. 42.

9. La prescription se compte par jour et le jour de la dernière procédure n'est pas compté dans le délai et le dernier jour des trois années doit être entièrement accompli.—3 CARRÉ & CHAUVEAU, Q. 1415.—5 BIOCHE, 2^o Péremption d'instance, n. 51.—BERRIAT, 355, n. 7.—FAVARD, t. 4, 193.

10. Toute demande formée avant l'expiration du délai est prématurée et non avenue, quand même les trois ans se seraient accomplis lors de la présentation de la requête.—5 GARSONNET, § 1195.

11. La demande en péremption est indivisible, lorsque l'objet de l'instance est identique entre toutes les parties en cause ou que la jonction a été prononcée. Il en serait cependant autrement si les instances avaient été séparées.—5 BIOCHE, n. 157 et 158.—3 CARRÉ & CHAUVEAU, Q., 1427.

12. La péremption peut être demandée : 1^o par le défendeur principal ; 2^o par l'intervenant qui soutient le défendeur principal ; mais il faut que le défendeur principal ne l'ait point couverte ; 3^o par les créanciers du défendeur ou de l'intervenant, du chef de leur demande ; 4^o par le tuteur dans l'intérêt de son pupille, sans l'autorisation du conseil de famille, même en matière réelle.—5 BIOCHE, n. 27.

13. Par actes de poursuites, il faut entendre tous ceux qui peuvent être utiles pour le développement de la procédure, qui tendent à mettre la cause en état d'être jugée.—5 BIOCHE, n. 42, tel qu'un aveu, une requête, une sommation, l'obtention d'un jugement préparatoire ou interlocutoire, la signification de ces jugements.—5 BIOCHE, n. 43.

14. La péremption ne commence à courir qu'à compter de l'expiration des délais donnés au défendeur pour plaider, et elle ne peut être effectivement demandée qu'après qu'elle a été entièrement acquise.—C. S., 1885. *Brunelle vs McGreevy*, 12 Q. L. R., 85; CASAULT, J.
15. The right to demand peremption is indivisible. The husband, after the dissolution of the community by the death of his wife, has no quality to thereafter represent his heirs in a pending suit. In such case peremption cannot be asked so long as the heirs have not taken up the suit.—C. S., 1893. *Molleur vs Stevens*, 1 R. de J., 343; LYNCH, J.
16. An action against several defendants may be dismissed as to one of them only on his motion for péremption d'instance.—C. A., 1881. *Auldjo & Prentice*, 1 D. C. A., 125.
17. La demande en péremption d'instance est indivisible; d'où il suit qu'un seul des défendeurs peut la demander et dans ce cas elle est accordée à tous les défendeurs.—C. S., 1868. *Day vs Deconssé*, 12 J., 265; BERTHELOT, J.
18. The death of one of the defendants does not prevent the other defendant from moving and obtaining peremption in his own favor.—C. S., 1880. *Bennett vs Haeusgen*, 25 J., 148; JETTÉ, J.
19. Dans une action contre plusieurs défendeurs pour obligation solidaire, quelques-uns des défendeurs peuvent demander et obtenir la péremption d'instance, sans qu'il soit nécessaire qu'ils la demandent tous.—C. S., 1881. *Labossière vs Ethier*, 11 R. L., 104; MATHIEU, J.
20. L'instance peut être périmée quant à un défendeur et subsister quant aux autres.—C. S., 1894. *McGreevy vs Turle*, 7 R. J. O., 15; LARUE, J.
21. Peremption will be granted in a case not contested and where the defendant only appeared.—C. S., 1851. *McBean vs Cullin*, 7 J., 117; DAY & MONDELET, JJ.
22. Un défendeur qui n'a pas comparu peut demander et obtenir la péremption d'instance. Le défendeur, en ce cas, peut signer lui-même la demande en péremption et constituer procureur lors de sa présentation en cour. La cour ne peut prendre connaissance, d'elle-même, du fait que l'avocat du demandeur aurait cessé de pratiquer.—*Supra*, n. 17.
23. The defendant who has made default cannot obtain permission to set aside the default for the purpose of obtaining peremption of the suit.—C. S., 1862. *Courville vs Levar*, 6 J., 256; MONK, J.
24. Une opposition est sujette à la péremption.—C. S., 1859. *Blackburn vs Walker*, 3 J., 195; 7 R. J. R., 457; BERTHELOT, J.
25. Après une production, par un demandeur, d'une déclaration qu'il entend contester une opposition, si ce demandeur ne produit pas telle contestation, c'est à l'opposant qu'il incombe de procéder pour obtenir un jugement *ex parte* sur telle opposition. Si l'opposant ne procède pas à obtenir tel jugement, le demandeur pourra demander et obtenir le renvoi de l'opposition pour cause de péremption, lorsque par les conclusions de l'opposition il est demandé que cette opposition soit maintenue avec dépens contre le demandeur.—C. S., 1895. *Marsolais vs Burns & Burns*, 2 R. de J., 24; DE LORIMIER, J.
26. Un demandeur qui a déclaré ne pas entendre contester une opposition afin de distraire, peut néanmoins demander et obtenir péremption d'instance quant à la partie des conclusions de telle opposition, par laquelle l'opposant demande que son opposition soit maintenue avec dépens contre le demandeur.—C. S., 1895. *Marsolais vs Burns & Burns*, 2 R. de J., 58; DELORIMIER, J.
27. Peremption will not be granted of an opposition to a ratification of title.—C. S., 1861. *Robertson vs Pollock*, 5 J., 150; 11 L. C. R., 285; 9 R. J. R., 124; SMITH, J.
28. Une requête pour contrainte par corps contre une personne qui détériore une propriété saisie n'est pas une instance, et n'est pas sujette à la péremption, après trois ans écoulés depuis les derniers errements.—C. S., 1871. *Chaffers vs Pétrin*, 3 R. L., 71; SICOTTE, J.
29. Une demande incidente produite par un défendeur et basée sur le même titre que celui invoqué par ce défendeur dans une exception de compensation opposée à la demande principale, ne forme pas une instance séparée qui soit susceptible d'une péremption particulière; une instance se composant tout à la fois et de la demande principale et des demandes incidentes.—C. C., 1895. *Girard vs Massé*, 1 R. de J., 132; CHARLAND, J.
30. La péremption d'instance de la demande incidente n'aura pas lieu, si celle-ci découle de la même source que la demande principale et si toutes deux peuvent être instruites en même temps et par une preuve identique.
- Dans l'espèce, le libelle allégué dans la demande incidente se trouve dans la réponse spéciale du demandeur au plaidoyer du défendeur et partant les deux instances ne peuvent être séparées.—C. S., 1897. *Landry vs Pacaud*, 11 R. J. O., 368; CASAULT, J.
31. Proceedings for peremption being *de rigueur*, a slight informality in the certificate of the prothonotary such as *Bemister* instead of *Bemister* will be fatal.—C. S., 1881. *The Burland-Desbarats Co. vs Bemister*, 4 L. N., 101; TORRANCE, J.
32. The omission of a letter in the name of plaintiff, in the prothonotary's certificate of last proceeding, cannot be set up as a bar to peremption where three years have elapsed from last proceeding. The court may order that the certificate be amended before adjudicating upon the application for peremp-

tion.—C.R., 1882. *Saunders vs Herse*, 6 L. N., 68; TORRANCE, JETTÉ & BUCHANAN, JJ.

33. V. art. 283 n. 6, rel. à la péremption de la requête civile.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

34. On ne peut appliquer à la péremption d'instance les dispositions de l'article 279 du

280. Néanmoins la péremption n'a pas lieu :

1. Lorsque la partie a cessé d'être représentée par procureur, dans les cas des articles 260 et 261 ;
2. Lorsque la partie elle-même est décédée ou a changé d'état ;
3. Lorsque la procédure est forcément arrêtée par un incident ou un jugement interlocutoire.—C.P.C., 455.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Arrangements	20 à 24
Avocat	4, 3
Cessionnaire	16
Compagnie	26
Décès	7, 9, 27
Décès du défendeur	4, 6, 11
Décès du demandeur	5, 8, 10
Délibéré	17
Dossier	18, 19
Héritiers	14
Impossibilité d'agir	12
Inventaire	14
Inscription en faux	15
Jugement interlocutoire	13
Liquidation	26

1. COUCHOT, 75.

§ 1.

2. Une partie continue à être représentée par les membres restant d'une société de procureurs, après la dissolution de la société par le retrait de l'un des membres, résultant soit de sa nomination comme juge ou à une charge quelconque, soit de sa renonciation à la pratique de sa profession, sans qu'il soit besoin de substitution et la péremption peut dès lors être demandée contre cette partie.—C.R., 1893. *Giguère vs La Cie du Chemin de fer de Montmorency*, 3 R.J.O., 405; CASALT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

V. les arrêts cités sous l'art. 259, n. 1 et s.

§ 2.

3. La péremption court contre la partie dont l'avocat associé est absent, s'il n'a donné avis qu'il a cessé d'occuper, et si son associé est encore avocat dans la cause.—C.S., 1872. *Richardson vs Tabb*, 4 R.L., 388; BERTHELOT, J.

4. Les anciens codificateurs donnent l'ar-

nouveau C.P.C., à une cause instituée sous l'empire de l'article 454 de l'ancien C.P.C., sans produire un effet rétroactif, et ce serait, en ce cas, agir contrairement aux dispositions de l'article 1er du nouveau C.P.C.—C.S., 1898. *Charette vs Hardy*, 4 R. de J., 160; 1 R.P., 103; MATHIEU, J.—C.S., 1898. *The Hargadine McKiltrick Co. vs Fels*, 1 R.P., 588; TAIT, J.

280. Peremption, however, does not take place :

1. When the party has ceased to be represented by attorney in the cases mentioned in Articles 260 and 261 ;
2. When the party himself dies or has changed his civil status ;
3. When proceedings are compulsorily stayed by an incidental proceeding or by an interlocutory judgment.—C.C.P., 455.

ticle 455 dont le présent article est l'exacte reproduction comme du droit ancien. Or, d'après Pothier, le décès de l'une ou de l'autre des parties faisait obstacle à la péremption et sa doctrine était généralement admise. Faut-il en conclure qu'il en est encore ainsi et que par conséquent le mot *partie* s'applique indistinctement au demandeur et au défendeur? M. MIGNEAULT, dans son code, soutient qu'il s'agit ici du demandeur seul. Il faudrait alors décider que le décès du défendeur, son changement d'état ou la cessation des fonctions de son avocat n'empêcherait point la péremption.

Si ce décès a été notifié, dit CARRÉ & CHAUVEAU, t. 3, Q. 1423, *ter*, le cours de l'instance est interrompu jusqu'à ce qu'elle soit légalement reprise, et pendant ce temps, il est clair que la péremption ne peut courir. Mais si le décès n'a pas été notifié, rien n'empêchait le demandeur de continuer ses actes de procédures, soit contre la personne même du défendeur dont il était censé ignorer le décès, soit, s'il le connaissait, contre la personne de son héritier. Ayant négligé de le faire, il ne peut échapper à la péremption qu'il a encourue, comme l'a jugé la cour de Caen, le 18 mai 1838.

5. The death of one of the plaintiffs in the case interrupts the peremption.—C.S., 1860. *Tate vs McNeven*, 4 J., 148; BADGLEY, J.—C.S., 1863. *Brewster vs Childs*, 9 J., 21; 13 R.J.R., 498; BERTHELOT, J.

6. And the death of one of the defendants interrupts the peremption.—C.S., 1863. *Howard vs Childs*, 9 J., 22; 13 R.J.R., 498; BERTHELOT, J.

7. L'article 455, ancien texte, (230 n. c.), du code de procédure civile, qui dit que la péremption d'instance n'a pas lieu lorsque la partie est décédée ou a changée d'état, s'ap-

plique à l'exclusion de l'article 436, ancien texte (363 n.c.), du même code, qui oblige le procureur qui connaît le décès ou changement d'état de sa partie à le signifier à l'autre partie et qui déclare que les poursuites sont valables jusqu'au jour de telle signification. Partant, dans l'espèce, la signification d'un avis que la corporation demanderesse avait été mise en faillite et liquidation, suffisait pour faire tomber la demande de péremption de la défenderesse, quoique cet avis n'eût été donné qu'après signification de la motion pour péremption.—C.S., 1897. *The Holmes Electric Protection Co., vs The Electric Service Co.*, 12 K.J.O., 9; GILL, J.

8. En supposant que la demanderesse soit morte civilement (ce qui n'est pas décidé par le jugement) avant que la péremption soit acquise, la mort civile n'ayant pas été notifiée au défendeur avant la motion de péremption, la péremption ne peut être écartée par la prétendue mort civile.—C.S., 1863. *De Beaujeu vs Masse*, 7 J., 105; SMITH, J.

9. Peremption cannot be acquired in favor of a party who is dead, and cannot be asked for in the name of such party.—C.S., 1880. *Bennett vs Haeusgen*, 25 J., 148; JETTE, J.

10. Le décès du demandeur, avant la demande pour péremption, a l'effet d'empêcher cette péremption, et il n'est pas nécessaire, pour interrompre une péremption, qu'avis du décès soit donné aux autres parties dans la cause avant l'expiration du temps requis pour la péremption.—C.S., 1888. *Loughtood vs Ward*, 16 R. L., 256; MATHIEU, J.

11. La péremption ne peut être acquise en faveur d'un défendeur décédé, ni demandée au nom de cette personne, même lorsque le décès n'a pas été dénoncé dans les trois ans suivant la dernière procédure utile.—C.S., 1894. *McGreedy vs Tarte*, 7 R.J.O., 15; LARUE, J.

12. La péremption n'a pas lieu toutes les fois qu'il y a eu empêchement de poursuivre, suivant la règle : *contra non valentem agere, non currit prescriptio, etc.*; c'est au magistrat qu'il appartient de faire une juste application de cette maxime.

§ 3.

13. Un jugement interlocutoire suspendant une demande en garantie jusqu'à ce que la demande principale soit entendue, a l'effet, tant qu'il reste en force, de suspendre les procédures dans l'action en garantie, et par conséquent, il y avait erreur dans le jugement déclarant telle action périmée, sur motion de l'un des défendeurs en garantie.—C.B.R., 1859. *Archambault vs Busby*, 9 L. C.R., 219.

14. La péremption ne court pas pendant les délais accordés aux héritiers pour faire inventaire et délibérer.—C.S., 1861. *MacKay vs Gerrard*, 5 J., 331, 9 R.J.R., 354; MONK, J.

15. Peremption cannot be granted in a

case when the proceedings have been suspended by an *inscription en faux*.—C.R., 1877. *Anderson vs Sanborn*, 3 Q.L.R., 206; MEREDITH, STUART & CASAULT, JJ.

16. Le besoin, par un cessionnaire, d'informations sur les particularités de la demande qu'il a originée, et les difficultés qu'il éprouve à les obtenir, ne sont pas une réponse à une demande en péremption.—C.S., 1885. *Brunelle vs McGreevy*, 12 Q.L.R., 85; CASAULT, J.

17. La procédure est forcement arrêtée de manière à empêcher la péremption d'instance, lorsque le demandeur ayant, contradictoirement avec le défendeur, soumis sa cause au mérite pour jugement, la cour décharge ensuite le délibéré, *proprio motu*, vu que l'un des exhibits produits par le demandeur n'est pas au dossier.—La pièce produite dans une cause devient commune à toutes les parties, et, dans l'espèce, le défendeur pourrait avoir intérêt, aussi bien que le demandeur, à ce que la cause ne fut pas jugée avant qu'elle fut remise au dossier.—C.S., 1895. *Dumas vs Côté*, 1 R. de J., 379; CRIMON, J.

18. La transmission du dossier dans un autre district n'empêche pas la péremption, qui court de la réception du dossier au district où il est parvenu, ou des dernières procédures qui ont été faites.—C.R., 1886. *Smith vs Marquis*, 12 Q.L.R., 139; STUART, CASAULT & CARON, JJ.

19. Peremption will be granted notwithstanding the non production of part of the record which has been misplaced.—C.S., 1857. *Chapman vs Aylen*, 1 J., 264; 6 R.J.R., 56; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.—*Contra*: C.S., 1857. *Turner vs Boyd*, 2 J., 96; 6 R.J.R., 398; SMITH, J.

20. Les pourparlers et arrangements, ou projets d'arrangements entre les parties ont pour effet d'interrompre la prescription, s'ils sont légalement établis.—C.S., 1883. *Armstrong vs Trudel*, 6 L.N., 162; MATHIEU, J.—C.S. 1888. *Ouellet vs La Cie du Pacifique*, 4 M.L.R., 86; GILL, J.

21. Mais des propositions d'arrangement, auxquelles le demandeur n'a pas répondu pendant plus de trois ans, ne font pas obstacle à une demande en péremption par celui qui les a faites.—C.R., 1886. *Smith vs Marquis*, 12 Q.L.R., 139; STUART, CASAULT & CARON, JJ.

22. Lorsqu'il y a dans une cause des propositions d'arrangement, des pourparlers entre les procureurs pour que, vu l'identité de la cause avec une autre, la preuve dans une serve dans l'autre, ou que la décision d'une cause décide de l'autre, il y a suspensio; et interruption de la péremption.—C.S., 1888. *Ouellet vs La Cie du Chemin de fer du Pacifique*, 4 M.L.R., 86; GILL, J.

23. Proof by parol evidence of an alleged *compromis* between the parties cannot be made for the purpose of defeating an application for *péremption d'instance*.—C.S., 1877.

Phanuf vs Cochrane, 22 J., 106 ; TORRANCE, J.

24. Pourparlers for the compromise of a case are of a nature to interrupt peremption, but the proof of these pourparlers can only be made by writing and not by witness.—C.S., 1877. *Phanuf vs Elliott*, 21 J., 221 ; TORRANCE, J.

25. La preuve de conventions intervenues entre les procureurs des parties et suffisante pour interrompre la péremption d'instance, ne peut être faite que par écrit.—C.S., 1897. *Daoust vs Daoust*, 11 R.J.O., 438 ; MATHIEU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

26. Lorsqu'une compagnie est en liqui-

281. La péremption court contre les corporations et toutes personnes, même mineures lorsqu'elles sont représentées, sauf les recours contre ceux qui les représentent.

Elle ne court pas contre le souverain.—C.P.C., 456.

1. 3 ANC. DENIZART, 662.

282. La péremption doit être déclarée par le tribunal, sur motion signifiée au procureur, ou à la partie elle-même si elle n'a pas de procureur.—C.P.C., 457, amendé.

1. C.P.F., 480.

2. La péremption n'a pas lieu de droit, et il résulte de ce principe : 1° qu'il faut la demander ; 2° qu'on a le droit d'y renoncer, mais pas d'avance ; 3° qu'elle n'opère que du jour où elle est prononcée ; 4° que le défendeur peut la couvrir tant qu'elle n'est pas demandée.—5 GARSSONNET, § 1196.

3. Suivant les arrêts cités sous l'article 250, la motion pour péremption peut être valablement faite par celui des avocats du défendeur qui reste encore au dossier et elle peut pareillement être signifiée à l'avocat du demandeur, si les autres sont décédés ou n'exercent plus leur profession.

4. L'avis de requête pour péremption d'instance, donné par le défendeur et contre-signé par des avocats qui ne sont pas ses procureurs, est nul.—C.R., 1894. *Crépeau vs Toussignant*, 1 R. de J., 446 ; CASAUULT, ROUThIER & CARON, JJ.

5. A motion for peremption made by a defendant in person, who has ceased to be represented by his attorney *ad litem*, and who has not subsequently appeared by another attorney or in person, is irregular.—C.R., 1869. *Johnson vs Rimmer*, 13 J., 131 ; 19 R.J.R., 196 ; MONDELET, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

6. Une requête réclamant la péremption

dation sous l'opération de la loi, il y a le changement d'état prévu par l'article 280 du C. P. C., et la péremption d'instance se trouve suspendue, mais une motion à cet effet sera renvoyée sans frais, si le fait n'est dénoncé au défendeur que lors de la présentation de la motion.—C.S., 1897. *The Queen's Hotel Co. & al vs McLaren*, 3 R.L.n.s., 456 ; MATHIEU, J.

27. A motion for peremption of suit will be dismissed if one of the parties has died since the last proceedings ; but without costs, if the attorneys of the deceased party have only notified their opponents of his death since the service of the motion.—C.S., 1897. *Smith vs Wade*, 1 R.P., 46 ; MATHIEU, J.

281. Peremption takes place against corporations and against all individuals, even minors, when, they are represented, saving their recourse against those who represent them.

It does not take place against the Crown.—C.C.P., 456.

282. Peremption must be declared by the court, upon a motion of which notice is given to the attorney, or if there is no attorney, to the party himself.—C.C.P., 457, amended.

d'instance, doit être accompagnée d'un certificat du greffier, spécifiant l'époque du dernier errement.—C.B.R., 1851. *Les Dames Religieuses Ursulines vs Botterell*, 1 L. C.R., 89 ; 2 R.J.R., 412.

7. La demande en péremption de l'instance principale doit être signifiée à toute partie intervenante dans la cause, et à défaut de cette signification, elle ne peut pas être accordée.—C.S., 1865. *Morreau vs Léonard*, 9 J., 100 ; 14 R.J.R., 192 ; MONK, J.

8. Where, on a motion for peremption, the conclusions were : that the action be dismissed, instead of declared *périmée*.—Held : to be irregular and rejected, but without costs.—C.S., 1858. *Peck vs Murphy*, 2 J., 221 ; 7 R.J.R., 17 ; SMITH, J.

9. A personal service upon the attorney *ad litem* of plaintiff, resident in an adjoining district, is good, though he had an elected domicile, where services could be made, in the district where the action was pending.—C.S., 1878. *McCattum vs Harwood*, 22 J., 279 ; TORRANCE, J.

10. L'avis de la demande en péremption ne peut être effectivement donné qu'après que la péremption est acquise, et la demande en péremption doit être rejetée, s'il l'est auparavant.—C.S., 1865. *Brunelle vs McGreevy*, 12 Q.L.R., 85 ; CASAUULT, J.

283. La péremption est couverte par toute procédure utile adoptée après les deux ans et avant la signification de la demande en déclaration de péremption ; mais elle ne peut être empêchée ou affectée par un acte de procédure subséquent à la signification de cette demande.—C.P.C., 458, amendé.

1. C.P.F., 399.

2. La cour de cassation par arrêt du 9 août 1837 a défini les actes valables pour interrompre la péremption, les actes de poursuites qui émanent d'une partie en cause, qui interviennent dans son intérêt et qui ont pour objet la continuation de l'instance.—*CARRÉ & CHAUVEAU*, Q. 1437.

3. Si ces actes sont annulés pour défaut de forme ils n'interrompent point la péremption.—*5 BIOCHE*, 2^o *Péremption d'instance* n. 88.

4. Une procédure pour pouvoir interrompre la péremption doit émaner d'une des parties ou doit intervenir dans leur intérêt et avoir pour objet la continuation de l'instance.—C.S., 1896. *Merchants Bank of Canada vs Irving*, 9 R.J.O., 255 ; *MATHIEU*, J.

5. Ne sont pas des procédures utiles :

a. Un jugement de congé-défaut que le demandeur a obtenu contre une première motion pour péremption d'instance, la demande en péremption formant une instance distincte de l'instance principale.—C.S., 1892. *Roy vs Cantin*, 2 R.J.O., 348 ; *TASCHEREAU*, J.

b. Un avis d'enquête produit après cette première motion pour péremption, signifié avant la période de trois ans.—*Idem*.

c. La taxation contradictoire d'un mémoire de frais par le protonotaire, en faveur du procureur de l'une des parties, en vertu d'un jugement sur un incident.—C.S., 1896. *Merchants Bank of Canada vs Irving*, 9 R.J.O., 255 ; *MATHIEU*, J.

d. L'appel, par le tribunal, d'une cause inscrite sur le rôle des enquêtes.—C.R., 1872. *Cooke vs Millar*, 4 R.L., 240 ; *MEREDITH*, *STUART & TASCHEREAU*, JJ.

NOTE.—In this case, the rôle was called by the prothonotary and nothing was done. There was no intervention or proceeding by either party.

V. *infra*, *Kellond vs Reed*.

e. A requisition for *faits et articles* filed by the plaintiff's attorney, after the service on

284. La péremption n'éteint pas le droit d'action, mais seulement l'instance ou procédure.—C.P.C., 459.

1. C.P.F., 401.

2. Les effets de la péremption sont iden-

283. Peremption is covered by any useful proceeding taken after the lapse of two years and before the service of the motion to have it declared ; but it cannot be prevented or affected by any proceeding taken subsequently to the service of such motion.—C.C.P., 458, amended.

him of a motion by defendant for *péremption d'instance*, but before the motion was filed, and before the certificate of want of proceedings was filed, is not sufficient to prevent the granting of the peremption.—C.S., 1883. *Drolet vs Robitaille*, 9 Q.L.R., 310 ; *MEREDITH*, J.

6. Sont des procédures utiles :

a. The service of a notice of motion to be made by the plaintiff.—C.C., 1869. *The Mayor, Aldermen and Citizens of the City of Montreal vs Ranson*, 13 J., 234 ; 18 R.J.R., 166 ; *TORRANCE*, J.—C.S., 1850. *Dinning vs Bales*, 2 R.J.R., 421 ; 1 L.C.R., 109 ; *DAY*, *SMITH & MONDELET*, JJ.

b. Requisition by plaintiff for process to examine defendant *sur faits et articles*, filed on the same day that service is made of the defendant's motion for *péremption*.—C.A., 1872. *Terrill & Haldane*, 17 J., 69.

c. Un avis donné par le demandeur au défendeur qu'il procédera à son enquête tel jour, même lorsque le demandeur ne procède pas à son enquête le jour indiqué dans son avis.—C.A., 1879. *Gingras & Gingras*, 5 Q.L.R., 71.

d. An adjournment for *enquête* on the 7th to the 9th December, by the agreement of the parties.—C.S., 1882. *Kellond vs Reed*, 5 L.N., 94 ; *TORRANCE*.

e. Une motion pour substitution de procureur suivie de jugement.—C.S., 1894. *Bain vs Dixon*, 8 R.J.O., 194 ; *PAGNUELO*, J.

f. La simple production de la requête civile n'ayant pas, comme l'opposition à jugement, qui est un véritable plaidoyer, l'effet de mettre de côté le jugement dont on se plaint, le défendeur requérant ne sera pas reçu, lorsqu'on n'a pas procédé sur la requête civile pendant plus de trois ans, à demander la péremption de l'action du demandeur, ce dernier ayant déjà un jugement en sa faveur, et la seule instance qui pourrait être déclarée périmée, c'est la requête civile du défendeur.—C.S., 1892. *Lavigne vs Dame*, 2 R.J.O., 503 ; *PAGNUELO*, J.

284. Peremption does not extinguish the right of action, but only the suit or proceeding.—C.C.P., 459.

tiques à ceux du désistement.—*5 GARSONNET*, § 1198.

285. En déclarant l'instance périmée, le tribunal peut, suivant les circonstances, condamner le poursuivant à tous les dépens.—C.P.C., 460.

1. La partie obtenant le péremption d'instance a droit aux dépens, à moins de circonstances particulières.—C.S., 1877. *Germain vs Lacoursière*, 3 Q.L.R., 271; POLETTE, J.—C.S., 1857. *Mongron vs Turenne*, 1 J.S., 264; 6 R.J.R., 55; DAV, SMITH & MONDELET, JJ.—C.S., 1877. *Sinclair vs McLean*, 22 J., 107; TORRANCE, J.—C.S., 1886. *Civil-*

SECTION XI.

EXAMEN PRÉALABLE ET INSPECTION DE DOCUMENTS.

286. En tout temps avant l'instruction, mais après la production de la défense, une partie peut assigner à comparaître devant le juge ou le protonotaire pour être interrogé comme témoin sur tous faits se rapportant à la demande ou à la défense :

1. La partie adverse ;
2. Si la partie adverse est une corporation, le président, le gérant, le trésorier ou le secrétaire de cette corporation ;
3. Si la partie adverse est une société étrangère ou une corporation étrangère faisant affaires en cette province, l'agent de cette société ou corporation.—*Nouveau*, C.P.C., 251a ; S. R., 5879 ; R.P.O., 488 *et seq.* ; Eng. R., 343.

1. Rap. C.—L'article 277 (286 n.c.) permettra désormais d'interroger, à cette phase de la procédure, des personnes dont la position peut être assimilée pour les fins de cet examen, à celle de parties ordinaires dans une instance, mais qui, à cause de la rigueur du texte, n'eussent pu être citées.

Ce même article porte que l'examen peut avoir lieu devant un juge ou le protonotaire, et l'article 277a (287) édicte que les difficultés sont réglées par un juge. On décidait autrement ce dernier point sous l'empire du code, attendu que ce pouvoir n'était pas donné d'une manière expresse.

L'article 277a (287) énonce que les règles qui gouvernent l'examen préalable sont, en général, celles qui régissent l'assignation,

285. The court, in declaring the peremption of the suit, may, according to circumstances, condemn the plaintiff to pay all costs.—C.C.P., 460.

lier vs La Cie. du Grand Tronc, 15 R.J., 7 ; MATHIEU, J.—C.S., 1892. *Rudford vs Poitras*, 1 R.J.O., 359 ; CARON, J.—C.R., 1895. *Goldberg vs Catelli*, 7 R.J.O., 323 ; GILL, LORANGER & DOHERTY, JJ.

2. La jurisprudence contraire est abandonnée.

SECTION XI.

DISCOVERY AND INSPECTION OF DOCUMENTS.

286. At any time before trial, but after defence filed, any party may summon any of the following persons to answer as a witness, before the judge or the prothonotary, upon all facts relating to the action or the defence :

1. The opposite party ;
2. When the opposite party is a corporation, the president, manager, treasurer, or secretary of such corporation ;
3. When the opposite party is a foreign firm or corporation doing business in this Province, the agent of such firm or corporation.—*New*, C.C.P., 251a ; R.S., 5879 ; R.P.O., 488 *et seq.* ; Eng. R., 343.

l'examen et la punition des témoins, et la prise de leurs témoignages.

L'article 277a (280) fait disparaître les doutes qui pourraient s'élever sur la question de savoir si les frais de l'examen préalable font partie de ceux de la cause, et tranche ce point dans l'affirmative.

2. A person for whose immediate benefit an action is prosecuted or defended is to be regarded as a party for the purpose of examination.—R.P.O., 488.

3. Examination on the part of a plaintiff shall take place at any time after the defence of the party to be examined has been delivered or after the time for delivering the same has expired ; and the examination on the part of the defendant

may take place at any time after such defendant has delivered his statement of defence; and the examination of a party to an issue, at any time after the issue has been filed.—R.P.O., 489.

4. The plaintiff is not obliged to wait until all of several defendants have filed their statements of defence.

A defendant is entitled to examine the plaintiff as soon as his own statement of defence is filed, he is not obliged to wait until those of his co-defendant, if any, are filed. He need not notify his co-defendants of the examination.—*Holmsted & Langton*, p. 486 et s.

5. In any action where relief by way of damages or otherwise is sought on the ground of fraud or breach of trust, the plaintiff may at any time after delivering his statement of claim, and a defendant may, at or after the time of delivering his defence, without any order for that purpose, and in every other cause or matter, the plaintiff or defendant may by leave of the court or a judge deliver interrogatories in writing for the examination of the opposite parties, or any one or more of such parties, and such interrogatories when delivered shall have a note at the foot thereof, stating which of such interrogatories each of such persons is required to answer: Provided that no party shall deliver more than one set of interrogatories to the same party without an order for that purpose: Provided also that interrogatories which do not relate to any matters in question in the cause or matter shall be deemed irrelevant, notwithstanding that they might be admissible on the oral cross examination of a witness.—Eng. R., 343.

6. Where the defendant, before the inscription of the case for *enquête*, has been served with a subpoena to appear for examination on a day named therein, it must be presumed that it was the plaintiff's intention to examine defendant under the provision of article 251a C.C.P. (286n.c.), before proceeding with his *enquête* under the inscription for *enquête* filed by him two days later. The defendant, therefore, is not dispensed from attendance in obedience to the subpoena, by the fact that he has moved to dismiss the inscription for *enquête*.—C.S., 1892. *Polette vs Brown*, 2 R.J.O., 498; TAIT, J.

7. Quand la partie réside à l'étranger, son représentant peut être interrogé avant le jour fixé pour l'instruction du procès comme la partie eût pu l'être elle-même.—C.S., 1894. *Archambault vs Chouillou*, 5 R.J.O., 134; PAGNUELO, J.

8. La connaissance de tous les incidents d'une cause appartenant au juge qui siège à l'enquête et mérite, la cour supérieure, siégeant comme cour de pratique, ne revisera pas, lorsque la cause est inscrite pour enquête et mérite, la décision d'un juge en chambre sur des objections faites à certaines questions posées à la partie examinée comme témoin en vertu de cet article, mais référera la demande

de revision au juge siégeant à l'enquête et mérite.—C.S., 1894. *La Cie. de publication du Canada-Revue vs Mgr. Fabre*, 5 R.J.O., 372; TASCHEREAU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

9. In an action by the tutor to a minor, for injuries sustained by the minor while in the employ of the defendants, where it is alleged that the brain of the minor has been affected by the accident, the Court may order the tutor and the minor to permit an examination to be made by physicians into the mental and physical condition of the minor, subject to such conditions as the Court deems proper.—C.S., 1897. *Filion vs Dawes*, 12 R.J.O., 494; ARCHIBALD, J.

10. In an action by H. against Mrs. B. for damages alleged to be caused to his wife by Mrs. B. rushing into the room where H.'s wife was recovering from a recent confinement, and using violent language towards her, accompanied with violent gestures; upon interrogatories being administered by the defendant, the plaintiff was asked the following question: "Will you tell me on what you state in your declaration against Mrs. B. that Mrs. B. rushed into your wife's room, notwithstanding that she had been warned to the contrary?" I want you to give me the information upon which you made the statement and the name of your informant. This question was objected to as being irrelevant, and as not forming a matter upon which discovery could take place.

Held: That under the issues between the parties it was material to R. (Mrs. B.) to know to what warning H. referred and in general terms, when and by whom given. How he, H., came to know of the fact or details would not seem to be discovery.

In the same case another question asked was: "Who was it informed you that she rushed into the room?" This was objected to as not forming matter upon which discovery can take place, and as being evidence that had already been ruled out by the judge.

This objection was maintained.

To the question: "Were you informed of Mrs. B. using violent language as stated in your declaration, and who was the person that informed you?" This was objected to on the same grounds as the foregoing. Objection maintained, but ruling excepted to and right reserved to ask revision on the same.

To the question: "Did these medical men say that she was violently insane?" Objected to as not forming matter of discovery.

Objection maintained.—C.S., 1898. *Bishop vs Hooper*, 1 R.P., 168; DAVIDSON, J.

11. The examination of parties permitted by Art. 286 C.P. cannot take place after the inscription for proof and hearing has been filed.—C.S., 1898. *Peters vs The Joliette Tobacco Co.*, 1 R.P., 74; DELORMIER, J.

12. Les parties en cause peuvent être interrogées comme témoins entre la date de la

production de l'inscription et celle fixée pour l'enquête.—C.S., 1898. *Morris vs Blythe & Lindsay*, 14 R.J.O., 150; MATHIEU, J.

13. Le mari, poursuivi en séparation de corps par sa femme, ne peut être admis, en réponse à une requête de cette dernière de-

287. Les règles relatives à l'assignation, à l'examen et à la punition des témoins, ainsi qu'à la prise des dépositions, régissent les cas prévus par l'article précédent, en autant qu'elles sont applicables.

Dans le cas où l'examen a lieu devant le protonotaire, s'il s'élève quelques difficultés, les parties sont renvoyées devant le juge pour adjudication.—*Nouveau*; C.P.C., 225, *partie*.

1. POTHIER, *Proc.*, 63.

288. La déposition prise en vertu des articles précédents doit servir de preuve dans la cause; mais si la partie interrogée comme témoin est encore dans la province et peut être produite lors de l'instruction, elle peut y être examinée de nouveau.

La déposition prise avant l'instruction doit, dans tous les cas, former partie du dossier, et ce qu'elle a coûté entre en taxe.—*Nouveau*.

1. L'article 288 se lisait originairement comme suit: "La déposition prise en vertu des articles précédents *peut* servir de preuve dans la cause; mais si la partie interrogée comme témoin est encore dans la province et peut être produite lors de l'instruction, elle doit être examinée de nouveau et la déposition prise avant l'instruction ne peut plus servir de preuve."

"The deposition taken by virtue of the preceding Articles may be used as evidence in the cause; but if the party examined as a witness is still in the Province and can be produced at the trial, he must be examined

289. Sur demande d'une partie, le juge peut, en tout temps après la production de la défense et avant l'instruction, ordonner à la partie adverse d'exhiber tout objet, ou de donner communication ou copie, ou de laisser prendre copie de tout livre ou document, dont elle a le contrôle et qui se

mandant qu'il soit enjoint au défendeur de s'abstenir de la rechercher et troubler, à alléguer réconciliation entre lui et sa femme, et à interroger la demanderesse sur le fait de telle réconciliation.—C.S., 1898. *Loiselle vs Parent*, 14 R.J.O., 164; MATHIEU, J.

287. The rules governing the summoning, examination and punishment of witnesses and the taking of evidence, apply, in so far as may be, to the cases mentioned in the preceding Article.

If any dispute arises during the examination before the prothonotary, the parties are sent before the judge to have it decided.—*New*; C.C.P., 225, *in part*.

288. The deposition taken by virtue of the preceding Articles shall be used as evidence in the case; but if the party examined as a witness is still in the Province, and can be produced at the trial he may be again examined.

The deposition taken before the trial shall in any case form part of the record, and the costs thereof shall enter into taxation.—*New*.

again, and the deposition taken before the trial can no longer be used as evidence."

Il a été remplacé par le statut 62 Vic., c. 52, s. 3. (1899).

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. Where a party is examined before trial under Art. 286 C.P., the deposition so taken cannot be used as evidence to support a motion for the dismissal of an opposition filed by said party, if he be still in the province, and can be produced at the trial.—C.S., 1898. *Demery vs Mathieu*, 14 R.J.O., 249; DAVIDSON, J.

289. Upon the application of any party, the judge may, at any time after defence filed and before trial, order the opposite party to exhibit any object, or to give communication or furnish a copy or allow a copy to be made of, any book or document in his control, relating to the action or the defence.

rapporte à la demande ou à la défense, aux conditions, temps et lieu, et en la manière qu'il juge à propos.—*Nouveau* ; C.P.C., 273 ; N.Y.C., 803, 804, 805 ; R.P.O., 507 *et s.*

1. Court may direct discovery of books, etc.—A court of record other than a justices' court in a city, has power to compel a party to an action pending therein, to produce and discover, or to give to the other party, an inspection and copy, or permission to take a copy, of a book, document, or other paper, in his possession or under his control, relating to the merits of the action, or of the defence therein.—N.Y.C., 803.

2. Rules to prescribe the case.—The general rules of practice must prescribe the cases, in which a discovery or inspection may be so compelled, and the proceedings for that purpose, where the same are not prescribed in this act.—*Idem*, 804.

3. Petition for discovery and order thereupon.—To entitle a party to procure such a discovery or inspection, he must present a petition, praying therefor, and verified by affidavit, to the court, or to a judge authorized to make an order in the action; upon which an order may be made, directing the party, against whom the discovery or inspection is sought, to allow it, or, in default thereof, to show cause before the court, at a time and place, and upon a notice, therein specified, why the prayer of the petition should not be granted; and, if necessary or proper that his proceedings be stayed until the hearing of the application, although the stay exceeds twenty days.—*Idem*, 805.

4. It shall be lawful for the court or a judge at any time pending any action or proceeding, to order the production by any party thereto, upon oath, of such of the documents in his possession or power relating to any matter in question in such action or proceeding, as the court or judge thinks right; and the court may deal with such documents, when produced, in such manner as appears just.—R.P.O., 507.

5. Evidence will not be entered into on a motion under this rule, but the court will form its conclusions upon the pleadings and any proceedings already taken.

Under the present rule, production by defendants was ordered, before defence, where the plaintiff had been awarded an injunction restraining the sale of chattels and had been put in terms to go down to trial, at such time that it was probable that the case would be tried before production could be obtained in the ordinary way.

So, under a similar Irish rule, where it was required by defendants to ascertain what damage the plaintiff had sustained, with a view to payment of money into court.—H. & L., 496 *et s.*

6. Any party may after the defence is

at such times and places, under such conditions and in such manner as are deemed proper.—*New* : C.C.P., 273 ; N.Y.C., 803, 804, 805 ; R.P.O., 507 *et seq.*

delivered, or a plaintiff may, after the time for delivering the defence has expired, and any party to an issue may, after the issue has been filed, obtain an order of course upon *precipe* directing the adverse party within 10 days after the service thereof, to make discovery on oath of the documents which are and have been in his possession or power, relating to any matters in question in the action; and to produce and deposit the same with the proper officer for the usual purposes, and such party shall make discovery and produce and deposit the documents accordingly, without further notice.—R.P.O., 508.

7. Under an order obtained by one defendant, other defendants cannot compel production.

Every material document must be produced, unless it is shown to be privileged; though, where the materiality depends upon the determination of a question in dispute, and the discovery sought is calculated to cause considerable trouble, or to prove oppressive and vexatious to the party from whom it is sought, the court may postpone the discovery until the question has been determined.

Every thing which will throw light upon the case, or which may help the case, is *prima facie* subject to production and inspection.

Letters written, though not mailed, must be produced; the mere fact that they were not forwarded is no ground of exception.

Discovery of documents clearly immaterial to the question at the trial will not be compelled before the trial.

The court, however, does not in general distinguish nicely between the materiality of the discovery to the matter to be tried at the hearing, and by way of consequential relief; still, if the discovery is such as might be used to the prejudice of the party, irrespectively of the suit, the court will look narrowly to the question, whether there is reasonable prospect of it being of material service at the hearing.

A defendant is entitled to inspect documents evidencing the contract sued on, though he does not admit their genuineness; and documents bearing upon the amount of damage though there is no question of liability to be tried, but assessment of damages only.

After judgment for the plaintiff in an action for the infringement of a patent, he is entitled to inspection of defendants' books, and to an account, although an appeal may be pending from the judgment.

Mere difficulty or inconvenience in giving discovery, is no reason for not giving it.

Thus a railway company was required to give discovery of the contracts of books in the possession of themselves or their agents, extending over a series of years, to show the receipt of goods specifically delivered to them for a carriage.—H. & L., 501 et s.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

8. La demande de productions de livres sur lesquelles est basée une action ne peut

290. Les frais de l'examen font partie de ceux de la cause, à moins que le juge, en adjugeant sur les dépenses de l'instance, n'en ordonne autrement.—*Nouveau* ; Eng. R., 345.

1. In adjusting the costs of the cause or matter inquiry shall at the instance of any party be made into the propriety of exhibiting such interrogatories, and if it is the opinion of the taxing officer or of the court or judge, either with or without an application

SECTION XII.

RÉUNION D' ACTIONS.

291. Deux ou plusieurs actions entre les mêmes parties, dans lesquelles les questions en litige sont en substance les mêmes ou dont les matières pourraient être convenablement réunies en une seule, peuvent être réunies par ordre du juge aux conditions estimées justes.—*Nouveau* ; A.R.O., 33.

1. Two or more actions in which the questions at issue are substantially the same, or for matters which might properly be combined in one action, may be consolidated by order of the judge upon such terms as to him shall seem fit.—A.R.O., 33.

2. Deux causes peuvent être réunies ensemble, sur une demande de l'une des parties, par ordre de la cour, quand il y a connexité entre elles.—C.S., 1866, *Hébert vs Quesnel*, 10 J., 83 ; 15 R.J.R., 424 ; POLETTE, J.

3. L'union d'une cause avec une autre cause entre les mêmes parties, ne peut être accordée lorsqu'elle aurait l'effet de compliquer inutilement la procédure et de retarder l'instance.—C.S., 1880, *Evans vs Evans*, 5 M.L.L. 4 ; PAGNUELO, J.

4. La cour de première instance a pu ordonner la réunion de deux causes, quoique l'une fût soumise à la juridiction sommaire et l'autre à la juridiction ordinaire du tribunal, le résultat des deux causes devant dépendre de la validité ou de la nullité de la vente faite par l'intimé à l'appelant.—

être faite, par le défendeur, qu'après que le plaidoyer a été produit.—C.S., 1897, *Picklemen vs Adler*, 3 R.L.N.S., 436 ; MATHIEU, J.

9. Le défendeur qui mentionne un contrat dans son plaidoyer peut être tenu, sur motion, de le produire dans un certain délai, et à défaut de ce faire, les allégations mentionnant tel contrat seront retranchées.—C. C., 1898, *Longpré vs La Cie. d'Imprimerie du Nord*, 1 R.P., 159 ; TASCHEREAU, J.

290. The costs of such examination form part of the costs in the cause unless the judge, in adjudicating upon costs, orders otherwise.—*New* ; Eng. R., 345.

for inquiry, that such interrogatories have been exhibited unreasonably, vexatiously, or at improper length, the costs occasioned by the said interrogatories and the answers thereto shall be paid in any event by the party in fault.—Eng. R., 345.

SECTION XII.

JOINDER OF ACTIONS.

291. Two or more actions between the same parties, in which the questions at issue are substantially the same, or for matters which might properly be combined in one action, may be consolidated by order of the judge upon such terms as are deemed proper.—*New* ; A.R.O., 33.

C.A., 1882, *Chrétien & Crowley*, 2 D.C.A., 385.

5. La cour peut réunir plusieurs causes, pour raisons suffisantes.—C.A., 1865, *Foley & Tarrall*, 14 R.J.R., 47 ; 15 L.C.R., 245 ; 9 J., 108.

6. Il y a connexité entre plusieurs actions qui l'am prises pour des offenses différentes sous l'Acte Electoral, mais pendant la même élection, et pour cette raison, les actions peuvent être réunies par ordre de la cour pour n'en former qu'une seule.—C.S., 1882, *Larivière vs Choquet*, 1 M.L.R., 461 ; LORANGER, J.

7. The Superior Court sitting in one district has no authority to order that the record of a cause pending in such district be transmitted to another district, to be joined to the record of a cause therein pending.—C.S., 1891, *La Cie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs vs MacFarlane*, 7 M.L.R., 272 ; WURTELE, J.

8. Lorsque deux demandes sont connexes et ont pour but de réclamer la même

créance, on doit les réunir afin d'éviter des jugements contradictoires.—C.S., 1891.

293. Le juge peut en outre ordonner que plusieurs actions soient instruites en même temps et jugées sur la même preuve, ou que la preuve faite dans une action serve dans une autre action, ou que l'une de plusieurs actions soit instruite et jugée la première et que les autres actions soient suspendues jusqu'à jugement sur la première.—*Nouveau* ; A.R.O., 34.

1. The judge, if he thinks fit, may order several actions to be tried at the same time, and on the same evidence, or the evidence in one action to be used as evidence in another, or may order one of several actions to be tried as a test action, and the other actions to be stayed to abide the result.—A.R.O., 34.

2. An authentic copy of the defendants answers to interrogatories in another suit, when produced with authentic copies of the writ and declaration and other pleadings in such other case, is sufficient evidence to sup-

Dépatie vs Gibb et Dépatie vs Morris, 35 J., 60 ; MATHIEU, J.

293. The judge may also order several actions to be tried at the same time and decided on the same evidence, or the evidence in one action to be used as evidence in another, or may order one of several actions to be tried and decided first and the other actions to be stayed until judgment in such action.—*New* ; A.R.O., 34.

port the allegations of the declaration, where such answers appear to coincide with such allegations, without the necessity of interrogating the defendant anew either as to his identity or as to the answers in question.—C.C., 1859. *Clairmont vs Dickson*, 4 J., 6 ; 8 R.J.R., 58 ; SMITH, J.

3. Si un témoin est en dehors de la juridiction de la cour, sa déposition faite dans une cause précédente pourra être produite, les matières en litige étant les mêmes.—C.S., 1852. *Roe vs Jones*, 3 L.C.R., 58 ; 3 R.J.R., 424 ; DUVAL & MEREDITH, JJ.

CHAPITRE XVIII.

Instruction.

SECTION I.

INSCRIPTION.

293. La cause qui ne doit pas être instruite devant un jury peut être inscrite par l'une ou l'autre des parties pour preuve et audition, après l'expiration des trois jours qui suivent la contestation liée.—*Nouveau* ; C.P.C., 220, 234, 243, *partie*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 87, 19, 20, 21, 22, 23, 84.

2. Rap. C.—Ce chapitre a été presque complètement refondu, et l'ordre des dispositions qu'il renferme est nouveau.

L'idée qui y domine est que l'instruction des causes doit avoir lieu sous la surveillance immédiate du tribunal, de la manière connue actuellement sous le nom d'*Enquête et Mérite*.

La principale réforme apportée à l'instruction a été l'abolition de l'enquête. La publicité de l'examen des témoins et des procès est, à nos yeux, un principe de la plus haute importance. Le rôle d'enquête est directe-

CHAPTER XVIII.

Trial.

SECTION I.

INSCRIPTION.

293. When the case is not to be tried by a jury it may be inscribed by either party for proof and hearing after the expiry of three days from issue joined.—*New* ; C.C.P., 220, 234, 243, *in part*.

ment responsable de la longueur des dépositions, de l'énormité du coût de la preuve, et souvent de la durée des procès. C'est l'ennemi de la magistrature et du barreau. Ce qu'il faut avant tout, c'est l'examen incisif des témoins en pleine audience, et l'intelligence de la contestation et des faits, par l'immixtion personnelle du juge, dans la cause.

3. Where a *délibéré* was discharged on plaintiff's motion after hearing in order that they might see their *enquête*, a re-inscription on the roll of *enquête* was held to be necessary.—C.S., 1880. *Devine vs Griffin*, 3 L.N., 92 ; 24 J., 84 ; PAPINEAU, J.

4. Une inscription à l'enquête et pour audition, qui a eu son effet par le jugement rendu sur telle inscription, ne peut servir pour soumettre la cause de nouveau, lorsque celui qui a obtenu ce jugement s'en est désisté, mais il doit y avoir une nouvelle inscription.—C.S., 1891. *Préfontaine vs Pigeon*, 35 J., 37; TELLIER, J.

5. L'inscription d'une cause faite devant un juge de la cour supérieure au lieu de l'être devant le tribunal lui-même est irrégulière.—C.S., 1892. *Bousquet vs Duquette*, 2 R.J.O., 522; MATHIEU, J.

6. Une inscription en blanc est régulière lorsque la partie adverse en a reçu copie et qu'avis lui a ensuite été donné du jour fixé pour l'instruction du procès.—C.S., 1894. *Rolland vs Piché*, 5 R.J.O., 347; GILL, J.

7. Les parties peuvent, de consentement procéder à l'enquête avant d'être entendues sur défense en droit, et le défendeur, après avoir consenti à ce que la cause fut inscrite à l'enquête, ne peut faire infirmer le jugement parce qu'il n'a pas eu d'audition sur sa défense en droit.—C.A., 1880. *Cimon & Thompson*, 1 D.C.A., 86.—Sans ce consentement, elles ne peuvent inscrire pour enquête et audition avant qu'il y ait adjudication sur la

294. Pour les fins de cette inscription, le protonotaire doit tenir un rôle sur lequel les causes sont inscrites.—C.P.C., 237, amendé.

295. Nulle cause ne peut être mise sur le rôle à moins qu'une copie des pièces de plaidoirie nécessaires pour lier la contestation ne soit produite au greffe pour l'usage du juge présidant au procès.

Le protonotaire doit, avant l'auditions des témoins, exiger de chaque partie un dépôt de dix piastres pour rencontrer le paiement des honoraires du sténographe, et exiger de plus, au cours de l'instruction, s'il y a lieu, des dépôts additionnels.—*Nouveau*; C.P.C., 320a, § 4, 320b; S.R., 5888; Eng. R., 454; N.Y.C., 981.

1. L'article 295 se lisait originairement comme suit : "Nulle cause ne peut être mise sur le rôle, à moins qu'une copie des pièces de plaidoiries, nécessaires pour lier la contestation, ne soit produite au greffe, pour l'usage du juge présidant au procès."

Le juge ou le protonotaire a le droit, avant l'audition des témoins, d'exiger de chaque partie un dépôt suffisant pour rencontrer le paiement des honoraires du sténo-

graphie en droit.—C.S., 1881. *Boucher vs Dubeau*, 9 Q.L.R., 222; CARON, J.

8. On motion to reject inscription on the merits of an exception à la forme, in as much as the exception had not been inscribed either for enquête or enquête and merits, their being no question of fact raised by the exception, the inscription for hearing on the merits was regular.—C.S., 1885. *Brown vs Ross*, 8 L.N., 68; JETTE, J.

9. Dans une cause entre locateur et locataire où il a été, par le défendeur, fait une demande incidente non entièrement distincte de la demande principale (toutes deux prenant leur source dans le même contrat) le demandeur ne pourra inscrire à l'enquête, quant à la demande principale, si la contestation sur la demande incidente n'est pas complètement liée.—C.R., 1880. *Johnson vs Brunelle*, 14 R.L., 303; DOHERTY, JETTE & TASCHEURAU, JJ.

10. A deposition of a witness on the case against a *mis en cause*, taken on a day not appointed for proof, and when the *mis en cause* was not regularly represented, is illegal and will be rejected.—C.R., 1889. *Brisson vs Goyette*, 6 M.L.R., 102; JETTE, GILL & LORANGER, JJ.

294. For the purpose of such inscription, the prothonotary must keep a roll on which the cases are inscribed.—C.C.P., 237, amended.

295. No case can be inscribed on the roll unless a copy of all pleadings necessary to join the issue, is filed in the office of the court for the use of the trial judge.

The prothonotary has the right, before the witnesses are heard, to require from each party a deposit of ten dollars to cover stenographer's fees, and further, if necessary, to require during the trial additional deposits.—*New*; C.C.P., 320a, § 4, 320b; R.S., 5888; Eng. R., 454; N.Y.C., 981.

grapher, et d'exiger de plus au cours de l'instruction, s'il y a lieu, des dépôts additionnels."

"No case can be inscribed on the roll unless a copy of all pleadings necessary to join issue, for the use of the trial judge, is filed in the office of the court."

The judge or the prothonotary has the right, before the witnesses are heard, to require from each party a deposit sufficient to

cover the stenographer's fees, and further to require, if necessary, during the trial, additional deposits."

Il a été remplacé par l'article qui est au texte, par le 61 Vic., c. 47, s. 1 (1898).

2. S.R.B.C., c. 83, s. 77 § 2.

3. The party entering the trial shall deliver to the proper officer, two copies of the whole of the pleadings, one of which shall be for the use of the judge at the trial. Such copies shall be in print, except as to such parts of the documents as are by these rules permitted to be written.—Eng. R., 454.

4. What papers to be furnished on trial and by whom.—Where the issue is brought to trial by the plaintiff, he must furnish the court with copies of the summons and

296. Un avis d'au moins six jours du jour fixé pour enquête et audition doit être donné à la partie adverse.—*Nouveau, partie* ; C.P.C., 235.

1. S.R.B.C., c. 93, § 89.—C.P.F., 261.

2. Non seulement avis de l'inscription doit être donné six jours avant le jour fixé, mais l'inscription même doit être produite au greffe dans le même délai.—C.S., 1891. *Bleau vs Brisselle*, 7 M.L.R., 206 ; JETTÉ, J.—C.S., 1877. *Labour vs Gauthier*, 21 J., 39 ; TORRANCE, J.

3. Sur une requête présentée en vertu de

SECTION II.

ASSIGNATION DES TÉMOINS.

297. Les témoins et les parties, s'ils ne consentent à paraître, sont assignés à la diligence de la partie qui en a besoin, par bref de *subpœna*, dont copie leur est signifiée au moins douze heures, si l'assignation leur est donnée dans la cité, ville ou municipalité locale où siège la cour, et, dans les autres cas, au moins un jour, avant celui fixé pour leur examen.

Lorsque la distance excède cinquante milles, le délai est augmenté d'un jour à raison de chaque cinquante milles.—C.P.C., 244, *amendé*.

1. C.P.G., 181.—C.P.L., 134.—C.P.F., 260.

298. Le témoin peut être assigné, soit pour déclarer ce qu'il connaît, soit seulement pour produire quelque do-

pleadings, and of the offer, if any has been made. When the issue is brought to trial by the defendant, and the plaintiff does not furnish those papers, they must be furnished by the defendant.—N.Y.C., 981.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

5. La partie qui désire retirer un dépôt fait entre les mains du protonotaire doit en obtenir la permission du tribunal.—C.S., 1898. *Lessard vs Duncan*, 4 R.L.n.s., 498 ; MATHIEU, J.

6. Si une cause est inscrite pour enquête et mérite sans avis à l'autre partie, et sans la production d'une copie des pièces de la procédure, l'inscription sera rayée sur motion.—C.S., 1897. *Cousineau vs Fiset & al*, 3 R.L.n.s., 461 ; 1 R.P., 68 ; ARCHIBALD, J.

296. Notice must be given to the opposite party at least six days before that fixed for proof and hearing.—*Near, in part* ; C.C.P., 235.

la charte de Montréal, 52 Vic., ch. 79, art. 144, pour obtenir l'annulation d'une résolution du conseil de ville, le délai de l'avis de l'inscription pour preuve et audition est réglé d'après l'article 235 C.P.C. (200 n.c.), et non pas d'après l'article 1004 de ce code. Parlant ce délai doit être de huit jours.—C.S., 1896. *Trempe vs Cité de Montréal*, 10 R.J.O., 508 ; MATHIEU, J.

SECTION II.

SUMMONING WITNESSES.

297. Witnesses and parties who do not appear voluntarily are summoned at the diligence of the party requiring their attendance by a writ of *subpœna*, a copy of which is served upon them at least twelve hours in advance, if the service is made upon them in the city, town or local municipality where the court sits, and, in other cases, at least one day before that fixed for their examination.

When the distance exceeds fifty miles, the delay is increased one day for each fifty miles.—C.C.P., 244, *amended*.

298. Witnesses may be summoned either to declare what they know, or merely to produce some document in

cument qui se trouve en sa possession, soit pour ces deux objets à la fois.—C.P.C., 245, amendé.

1. I STARKIE, *Evid.*, 87.—S.R.C., c. 79, s. 4.—S.R.B.C., c. 79, s. 3.—C.P.L., 139, 140, 141.

2. The city of Montreal will not be obliged to dispossess itself of an assessment roll in order that the same may be filed as

299. Toute personne résidant dans la province d'Ontario peut être contrainte à comparaître comme témoin, si le juge le trouve nécessaire, pourvu qu'il n'y ait pas d'action pendante pour la même cause dans la province d'Ontario.—C.P.C., 246, amendé; S.R.C., c. 79, ss. 4, 5, 6.

300. L'assignation, dans le cas de l'article qui précède, ne peut être faite sans une ordonnance spéciale rendue par le juge, s'il le croit nécessaire, et mention de cette ordonnance doit être faite sur le bref de *subpœna*.—C.P.C., 247, amendé; S.R.C., c. 79, s. 7.

301. La signification du bref de *subpœna* est faite en la manière indiquée pour la signification des brefs d'assignation.

Dans la province d'Ontario, la signification est faite par une personne quelconque, qui en doit dresser procès-verbal sous serment.—C.P.C., 248, § 1, amendé; S.R., 5878.

1. S.R.C., c. 79, s. 10.

2. Il n'est pas nécessaire qu'une copie de *subpœna* soit revêtue d'un timbre judiciaire lorsqu'elle est certifiée par l'avocat de la

302. Si la personne à assigner comme témoin est incarcérée, la partie qui en a besoin peut obtenir une ordonnance du juge enjoignant au préfet ou au geôlier de le conduire devant le tribunal pour y rendre son témoignage.—C.P.C., 253, amendé.

1. PIGEAU, 227.

their possession, or to do both.—C.C.P., 245, amended.

evidence in the cause.—C.S., 1876. *Workman vs The City of Montreal*, 20 J., 217; TORRANCE, J.

3. Nor of documents forming part of its archives.—C.A., 1877. *Craup & Mayor of Montreal*, 21 J., 249.

299. Any person residing in the Province of Ontario may be compelled to appear as a witness, if the judge deems it necessary, provided an action for the same cause be not pending in the Province of Ontario.—C.C.P., 246, amended; C.S.C., c. 79, ss. 4, 5, 6.

300. The service in the case mentioned in the preceding Article cannot be made without a special order granted by the judge, if deemed necessary; and such order must be mentioned upon the writ of *subpœna*.—C.C.P., 247, amended; C.S.C., c. 79, s. 7.

301. Service of the writ of *subpœna* is made in the manner provided for service of writs of summons.

In the Province of Ontario the service is made by any person whatever who must make return thereof under oath.—C.C.P., 248, amended; R.S. 5878.

partie. Ce timbre n'est requis que sur les copies officielles de *subpœna*, savoir, sur celles qui émanent du greffe de la cour.—C.S., 1897. *Mesnard vs Laberge*, 11 R.J.O., 321; GILL, J.

302. If the person to be summoned as a witness is in prison, the party requiring him may obtain an order from the judge commanding the warden or gaoler to bring him before the court to give his evidence.—C.C.P., 253, amended.

303. Le témoin assigné qui, sans raison suffisante, ne comparait pas aux lieu, jour et heure indiqués, peut, sur ordonnance préalable à lui signifiée personnellement, ou, s'il se cache, signifiée eu la manière indiquée par le juge, être condamné à une amende n'excédant pas quarante piastres, laquelle est prélevée en faveur de la couronne de la même manière que toute autre somme adjugée par jugement, ou au paiement des dépens frustratoires prélevables par voie d'exécution en la manière ordinaire, ou aux deux, sans préjudice du recours de la partie qui l'a assigné, pour les dommages qu'elle souffre par ce défaut et de l'emprisonnement pour mépris de cour, s'il y a lieu; mais seulement dans le cas où il a été, lors de la signification de l'ordre, offert une somme suffisante pour défrayer les frais de voyage du témoin au taux ordinaire alloué par le tribunal de son domicile.

Si le témoin défaillant réside dans la province d'Ontario, il n'est, pour son défaut, punissable que par le tribunal de sa résidence, sur transmission d'un certificat, donné par la cour, de son défaut de comparaître, suivant les dispositions qui précèdent.—C.P.C., 249, amendé; S.R.C., c. 79, s. 8.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 100.—S.R.C., c. 79, s. 8.

2. A witness neglecting to appear before an accountant appointed by the court, is guilty of contempt.—C.S., 1879. *Prévost vs Gauthier*, 23 J., 323; MACKAY, J.

3. A writ of protection will be issued upon cause shewn to protect a witness from arrest. Such protection will be for a time reasonable in coming, while giving evidence, and returning. The period of protection will be decided by the court.—C.S., 1871. *Miller vs Shaw*, 15 J., 218; TORRANCE, J.—C.S., 1880. *Starr vs MacDonald*, 3 L.N., 400; RAINVILLE, J.—*Contra*: C.S., 1884. *Hus vs Charland*, 12 R.L., 608; MATHIEU, J.

4. A rule for contempt against a witness who has not answered a subpoena will not lie

303. Any witness summoned who, without sufficient cause, fails to attend at the place, day and hour appointed, may, upon a rule personally served upon him, or, if he evades service, served in the manner prescribed by the judge, be condemned to a fine not exceeding forty dollars, to be recovered, for the use of the Crown, in the same manner as any other sum awarded by judgment, or to the payment of the costs incurred by his default, which may be levied by execution in the ordinary way, or to both, independently of any recourse the party who summoned him may have for damages caused by such default, and of imprisonment for contempt, if it lies; provided, always, that at the time he was served with the subpoena, a sufficient sum was tendered him for travelling expenses, at the rate usually allowed by the court of his domicile.

If the defaulting witness resides in the Province of Ontario, he can be punished for his default only by the court within whose jurisdiction he resides, upon a certificate, transmitted by the court, of his default to appear according to the foregoing provisions.—C.C.P., 249, amended; C.S.C., c. 79, s. 8.

unless proof be made of personal service, tender of reasonable expenses, and wilful disobedience.—C.S., 1861. *Sexton vs Boston*, 5 J., 334; BADGLEY, J.—C.S., 1871. *Poulet vs Larivière*, 2 R.C., 111; TASCHEREAU, J.

5. A witness who has failed to appear cannot be condemned to a fine on motion to that effect, served upon him, but only on service of a rule upon him.—C.S., 1878. *Goodson vs Levis*, 4 Q.L.R., 382; CARON, J.

6. A motion for a rule for contempt against a witness must be notified to the party moved against.—C.S., 1874. *Downey vs Lajoie*, 18 J., 283; TORRANCE, J.

7. A witness who has made default to appear and give evidence, and against whom a rule has issued for contempt, must appear in person in answer to the rule.—C.S., 1880.

Fair vs Cassils, 3 L.N., 337; TORRANCE, J.

8. Dans une poursuite d'après l'acte des licences de Québec, un témoin assigné ne peut s'exempter de comparaître et d'être condamné pour mépris de cour, en alléguant que, lors de la signification, on ne lui a pas offert une somme suffisante pour défrayer ses frais de voyage, au taux ordinaire alloué par le tribunal de son domicile.—C. C., 1894.

SECTION III.

MARCHE DE L'INSTRUCTION ET
AJOURNEMENT.

304. Si, au jour fixé pour le procès, une des parties ne produit pas de témoins et ne fournit pas d'excuse valable de leur absence, son enquête peut être déclarée close.—C. P. C., 283, amendé.

1. In an action on a promissory note for value received, the Court of Appeal will not be disposed, unless for some substantial reason, to send the case back to *enquête*. And so where the defendant was in default to proceed, and finally, after the case had been

305. Si, au jour fixé pour le procès, un témoin d'une des parties est absent pour une raison valable, la cause peut être ajournée à un jour ultérieur, pourvu que la partie justifie de sa diligence et jure que le témoin absent est nécessaire et que cette absence n'est due à aucune manœuvre de sa part.—*Nouveau*; C. P. L., 464.

1. Continuance for failure to have necessary evidence.—When a cause is called, the party who has not been able to procure the necessary evidence shall be entitled to a con-

306. Lorsqu'une partie demande l'ajournement de la cause à raison de l'absence d'un témoin, la partie adverse peut la requérir de déclarer sous serment les faits qu'elle entend prouver par ce témoin; et, si cette partie admet la vérité de ces faits ou si elle admet que le témoin témoignerait de ces faits, il est procédé à l'instruction comme si

McKenzie vs Carbonneau et Fournier, 1 R. de J., 10; PELLERIN, J.

9. When a subpoena was served on a corporation which neglected to obey it and a rule was applied for against it, it was refused as the court would issue no order it could not execute.—C. S., 1878. *Côté vs Trudeau*, 2 L.N., 60; JOURNAL.

10. One clear day should be allowed between service and return of a rule for contempt.—*Fair vs Cassils*, n. 7, *supra*.

SECTION III.

ORDER OF TRIAL AND ADJOURNMENT.

304. If, on the day fixed for the trial, one of the parties does not produce any witnesses and give any valid reason for their absence, his proof may be declared closed.—C. C. P., 283, amended.

taken *en délibéré*, wished to examine some witnesses, and the court below rejected the application, the Court of Appeal refused to send the case back, on the ground that the defendant had not shown any substantial grievance.—C. A., 1886. *McGreery & Sénécal*, 2 M. L. R., 471.

305. If, on the day fixed for the trial, a witness of one of the parties is absent for any valid reason, the case may be adjourned to a future day, provided the party shows that he has been diligent and makes oath that the absent witness is necessary and that such absence is not due to any contrivance on his part.—*New*; C. P. L., 464.

tinuance, on proving either that he has not sufficient time to get his proof or has been prevented from doing so by some unforeseen cause.—C. P. L., 464.

306. When a party asks for an adjournment of the case on account of the absence of a witness, the opposite party may require him to declare on oath what facts he intends to prove by such witness; and, if such party admits their truth, or admits that the witness would have sworn to them, the trial is proceeded with as if such witness

ce témoin était examiné.—*Nouveau* ; C.P.L., 465, 466.

1. Continuance for absence of summoned witness.—Affidavit.—Even on the day fixed for the trial of the suit, a party may obtain a continuance, if one of the witnesses summoned in the cause has gone away, and the party applying for continuance swear that he did not know that such witness intended to depart, or could not prevent his departure, and that his testimony, is material for establishing his claim or for supporting his defence.—C.P.L., 465.

2. Affidavit as to what is expected to be proved.—Admission.—Member of General Assembly.—When one of the parties to a suit prays for continuance on account of the

307. Lorsqu'il est constaté sous serment qu'un témoin, par suite de maladie ou d'infirmité, ne peut se rendre à l'audience, le tribunal, au lieu d'ajourner la cause, peut ordonner que son témoignage soit pris conformément à l'article 356.—*Nouveau* ; C.P.L., 467.

1. Cet article a été amendé en changeant les chiffres 346 par 356.—62 Vic., c. 52, s. 4.

2. Deposition of sick Witness.—The sickness of one of the witnesses summoned in the cause is not a sufficient cause of continuance, if such witness live at the place and is in a

308. Pour toute autre raison jugée valable, le tribunal peut aussi accorder l'ajournement d'une cause à toute partie qui en fait la demande.—*Nouveau* ; C.P.L., 468.

1. Discretion to grant continuance.—The court have, besides, a discretionary power to grant continuance whenever the cause alleged by the party applying for it appears sufficient to justify the same.—C.P.L., 468.

2. GARLAND'S Code of Practice, Loui-

309. Dans tous les cas ci-dessus, le tribunal, en accordant l'ajournement, impose les conditions qu'il juge convenables.—*Nouveau*.

310. C'est à la partie sur laquelle repose le fardeau de la preuve à procéder la première à l'examen de ses témoins.

had been examined.—*New* ; C.P.L., 465, 466.

absence of one or several of his witnesses, the adverse party may require him to disclose on oath what facts he intends to prove by such witness; and if such party admits those facts, or if he merely admits, that the witness would, if present, swear to such facts, the court shall proceed to the trial, as if such witness had been examined; provided, that whenever any attorney at law shall be employed in the service of the State, as a member of the General Assembly, his absence from court, unless it be Supreme Court, during the sessions of the General Assembly, shall constitute a peremptory cause for the continuance of any case wherein he is employed as leading counsel.—C.P.L., 466.

307. When it is established under oath that a witness, by reason of illness or infirmity, cannot attend the trial, the court, instead of adjourning the case, may order the deposition to be taken in conformity with Article 356.—*New* ; C.P.L., 467.

situation to answer interrogatories; in such case the party insisting for trial may require that his deposition be taken by a justice of the peace, in the presence of the adverse party or of his advocate, or after having notified him or his advocate to attend at the examination.—C.P.L., 467.

308. The court may also grant an adjournment of a case to any party who applies therefor, for any other good cause shown.—*New* ; C.P.L., 468.

siana, under article 468, page 346 :

a. Where discretion is arbitrarily exercised, and, by rejected continuances, justice is denied, mandamus lies to coerce trial.

b. Judge can not *ex proprio motu* grant continuance, unsolicited by either party.

309. In all the above cases, the court, in granting the adjournment, imposes such conditions as it deems proper.—*New*.

310. The party upon whom the burden of proof lies must proceed first to the examination of his witnesses.

The opposite party then proceeds to

La partie adverse procède ensuite à faire sa preuve, après quoi l'autre partie peut faire une contre-preuve.

Le tribunal peut, à sa discrétion, permettre l'examen d'autres témoins.—*Nouveau* ; C.P.C., 282 ; C.P.L., 476, 477 ; H. et L., 594.

make his proof, after which the other party may adduce evidence in rebuttal.

The court may, in its discretion, allow the examination of other witnesses.—*New* ; C.C.P., 282 ; C.P.L., 476, 477 ; H. & L., 594.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Absence	42
Accident	10
Adjudicataire	35
Arrestation	40
Billet	11, 12, 21
Capias	14, 15, 16
Chèque	13
Corporation	44
Débiteur	18, 19
Déposition	34
Écrit sous seing privé	22
Élection municipale	8, 23
Étranger	45
Exception	25
Exception déclinatoire	5, 6, 7
Exécution	25
Existence	24
Feu	28
Formalité	35, 36
Gardien	26
Importation	37, 38
Locataire	27
Notaire	41
Objection	43
Prescription	20
Qualité	8
Saisie-arrêt après jugement	17
Saisie illégale	36
Séparation de biens	39
Taxes municipales	35
Voiturier	29 à 33

1. Trial.—On the day fixed for trial, the plaintiff shall open the cause, and produce his witnesses and the evidence in support of his demand.—C.P.L., 476.

2. Order of trial.—When the plaintiff has closed his evidence, the defendant shall bring his witnesses, and produce the proof in support of his defence ; the plaintiff may then bring additional witnesses, or his former witnesses, to rebut the testimony adduced by the defendant, or to lessen the weight of such testimony.—C.P.L., 477.

3. Usually the cause of proceeding at a trial is as follows : The counsel having the right to begin opens the case by an address to the court and jury, in which he states the facts of the case and the nature of the issue to be tried, and the evidence by which he proposes to prove his case. He then produces the evidence. If at the conclusion of his case, the opposite party desires to produce evidence, he is entitled to address the court and jury stating the nature of his case and the evidence he proposes to produce in support of it : this right, however, is not generally

exercised ; but without any preliminary address, he adduces his evidence. Evidence in reply may be then adduced by the party beginning, and at the conclusion of the evidence, the counsel who did not begin addresses the court and jury on the whole case, and the counsel who begins then replies. If, however, the party who does not begin adduces no evidence, then the counsel who began addresses the court and jury on the whole case at the conclusion of the evidence and the opposite party replies. In trials before a jury therefore there are usually but three addresses, viz : the opening speech before any evidence is adduced, and the two addresses at the conclusion of the evidence. Where defendants are represented by different counsel, each defendant is entitled to be heard by his own counsel.—*Holmsted & Langton*, 594.

4. Where a trial takes place before a judge with a jury, the opening speech is frequent. It is followed with the reading of the pleading. The latter is considered a sufficient statement of the case.

The party upon whom the burden of proof lies is the party entitled to begin. Generally the burden of proof lies on the party who asserts the affirmative on the record, *i.e.* the affirmative in substance and not merely in form. If there is presumption of law in favor of the pleading of either party, the *onus probandi* is cast upon his adversary, though he may thereby be called on to prove a negative. Where there are conflicting presumptions, the *onus probandi* lies on the party having in his favor the weaker presumption of the two. But where the case of a party rests in the proof of some particular fact, of the truth or falsehood of which he must from its very nature be peculiarly cognizant, the *onus* of proving the fact lies on him, even though there be a presumption of law in favor of his pleading ; and where the plaintiff sues for damages and it is necessary for the plaintiff to show the amount of damages sustained, he is entitled to begin even though the affirmative of the issue be on the defendant, but if the affirmative of the issue is on the defendant, and plaintiff's counsel will not undertake to offer proof of substantial damage, the defendant is entitled to begin.—*H. & L.*, 595.

5. Where the defendant is sued in a jurisdiction within which he comes solely by virtue of a particular fact alleged in the declaration (*i.e.* that goods were sold and

delivered to him in the district wherein the action is brought), and the defendant, by declinatory exception denies such fact, the proof of the facts rests upon the plaintiff.—C.R., 1886. *Shaw vs Cartier*, 2 M.L.R., 282; 31 J., 12; DOHERTY, PAPINEAU & LORANGER, JJ.

6. Celui qui poursuit un défendeur résidant dans un district autre que celui où l'action est intentée, est tenu, sur exception déclinatoire, de prouver que le droit d'action a pris naissance dans ce district.—C.C., 1889. *McCready vs Préfontaine*, 18 R.L., 118; PAGNUELO, J.

7. C'est au demandeur qui poursuit devant le tribunal du lieu où il prétend que son droit a pris naissance, à prouver, sur une exception déclinatoire, qu'en effet son droit d'action a pris naissance dans les limites de la juridiction du tribunal où il poursuit.—C.S., 1890. *Fraser vs Gilroy*, 19 R.L., 80; MATHIEU, J.

8. Dans une action demandant la nullité d'une élection municipale, c'est au requérant à prouver sa qualité de contribuable et d'électeur municipal. (Suivant RIDER & SNOW, 20 R.C.S., 12; *Amiot & Labrecque*, 20 R.C.S., 181).—C.S., 1896. *Hamilton vs Brunet & Cité de Montréal*, 9 R.J.O., 1; OUMIET, J.

9. The *onus probandi*, to show that injuries were not caused by his negligence is upon the contractor when he is sued for damages sustained by a person by the falling of a beam from a building erected by such contractor.—C.A., 1861. *Holmes & McNevin*, 5 J., 271.

10. Pour maintenir une action en dommages causés par la négligence du défendeur, l'*onus probandi*, quant à telle négligence, incombe au demandeur qui, en outre, sera tenu de prouver qu'il n'y a pas eu manque de soins de sa part, ou s'il y a eu négligence de sa part, que telle négligence, n'a nullement contribué au tort dont on se plaint.

Il faut produire preuve affirmative de précaution suffisante à l'époque de l'accident.

Quand le dommage est causé par une personne dans l'exercice de ses droits légaux, il faut que le demandeur établisse qu'il n'y a pas eu faute de sa part et qu'il y a eu négligence de la part du défendeur.—C.R., 1866. *Moffette vs G.T.R. Ry. Co.*, 16 L.C.R., 231; BADGLEY, STUART & TASCHEREAU, JJ.

11. On an action against a company, for a note signed by the president, the burden of proof is on the defendant to disprove the authority of the president to sign such note.—C.R., 1883. *Brice vs The Morton Dairy Farming and Colonization Co.*, 6 L.N., 171; TORRANCE, DOHERTY & RAINVILLE, JJ.

12. Lorsque le défendeur nie que sa signature ait été apposée au moyen d'une croix au billet qui forme la base d'une action, et qu'il accompagne son plaidoyer de la déposition sous serment requise par l'article 145 C.P.C., (208 n.c.), le poids de la preuve pour établir

cette signature incombe au demandeur.—C.R., 1894. *Gignère vs Brault*, 6 R.J.O., 53; LORANGER, TAIT & LYNCH, JJ.

13. It is for the party who claims to have paid money on a chèque, to prove that such chèque was really signed by the depositor.—C.A., 1880. *Clark & Exchange Bank of Canada*, 3 L.N., 45.

14. Lorsque l'affidavit pour *capias* contient les allégations voulues par la loi, il fait preuve *prima facie* et le demandeur n'est pas tenu de faire d'autres preuves de ces allégations, sur une dénégation générale contenue dans une demande de libération.—C.S., 1861. *Doutre vs McGuinnis*, 5 J., 158; MONK, J.

15. In a case of a petition by a defendant to set aside a writ of *capias ad respondendum* on the ground that the statements of fact sworn to in the affidavit are untrue, the *onus probandi* is entirely on the defendant to prove that what is so sworn to is false.—C.S., 1862. *Egert vs Laidlaw*, 7 J., 227; SMITH, J.

16. It is for the defendant to disprove the allegations of the affidavit upon which a *capias* is issued against him.—C.R., 1880. *McNamee vs Jones*, 3 L.N., 371; SICOTTE, TORRANCE & GILL, JJ.

17. In an action commenced by *saisie-arrêt avant jugement*, issued upon plaintiff's own affidavit of sequestration.—*Held*: that though defendant by his plea denies the sequestration, and the facts alleged in the declaration and affidavit generally, the facts sworn to are to be held proven and the *onus* of proving the contrary is on defendant.—C.S., 1875. *Ritchol vs McGill*, 20 J., 139; JOHNSON, J.

18. The *onus probandi* was on the petitioner under sub-section 3 of section 3 of the insolvent act of 1864, to establish that his stoppage is only temporary and that his assets are sufficient to meet his liabilities.—C.R., 1866. *McCready vs Leamy*, 11 J., 193; SMITH, BADGLEY & BERTHELOT, JJ.

19. Le débiteur à qui un créancier a fait signifier une demande de cession en vertu de la section 4 de l'acte de faillite de 1869 a, contre ce créancier, outre la condamnation à triple frais en vertu de la section 15 du même acte, une action en dommages si cette demande a été faite seulement comme moyen de forcer le débiteur à payer, et dans ce cas c'est au débiteur à prouver l'absence de cause probable.—C.S., 1874. *Senécal vs Beauchemin*, 6 R.L., 71; ROUTHIER, J.

20. The *onus probandi* is on the plaintiff who pleads in answer to a plea of prescription of a year in an action for slander that the slanderous expressions did not come to her knowledge until within a year and a day, before the commencement of such action.—C.A., 1857. *Ferguson & Gilmour*, 1 J., 131.

21. Lorsqu'un billet promissoire paraît à sa face être revêtu des timbres exigés par la loi, et que ces timbres paraissent avoir été légalement oblitérés, ces timbres doivent être reconnus *prima facie* comme ayant été

apposés à la date qu'il porte. Lors même qu'un défendeur aurait produit un affidavit spécial à l'appui d'un plaidoyer par lequel il prétend que les timbres n'ont pas été apposés légalement, c'est au défendeur à faire la preuve de l'apposition irrégulière de ces timbres.—C.S., 1879. *National Insurance Co. vs St. Cyr*, 5 Q.L.R., 258; CARON, J.

22. Il fut décidé dans la cour du banc de la Reine, en Appel, que, dans une action pour recouvrer une somme de deniers promise à une personne, par écrit sous seing privé, dans le cas où telle personne n'aurait pas une personne indiquée, la défense étant une dénégation générale, il était suffisant pour la demanderesse, en possession de cet écrit, pour obtenir jugement, de prouver la signature au bas de tel document.—*Jugé*: que dans les circonstances de la cause, il incombait à la demanderesse de prouver tous les faits par elle allégués pour soutenir sa demande, notamment la signature au bas de l'écrit, la livraison d'icelui par le signataire ou par quelque autre de son consentement, et l'accomplissement de la condition qui devait précéder le paiement de la somme promise.—C.P., 1853. *McCarthy & Judah*, 8 L.C.R., 369.

23. Il ne suffit pas à une personne, accusée d'occuper et de remplir illégalement et sans droit les devoirs de conseiller municipal, de produire son mandat, mais elle est obligée de prouver que l'élection en vertu de laquelle elle a été élue à telle charge a été faite suivant la loi.—C.S., 1863. *Bétiveau vs Juneau*, 7 J., 63; STUART, J.

24. When a party has expressly put in issue the existence of a person at the time of the filing of an opposition, and the fact of her having survived the testator, the burden of proof will lay upon her.—C.A., 1861. *Bonacina & McKintosh*, 11 L.C.R., 327.

25. The general rule that the burden of proof is on the opposant as plaintiff suffers no exception even where the opposition simply negatives the allegations of the affidavit on which an exception issued, before the expiration of fifteen days after judgment.—C.R., 1868. *Boudreau vs Lauctôt*, 12 J., 345; MONDELET, MACKAY & TORRANCE, JJ.

26. The *onus probandi* falls on the guardian when by way of answer to a rule for *contrainte par corps* for not producing the moveables seized, he pleads that the property is only worth a particular amount.—C.A., 1858. *Leverson & Boston*, 2 J., 297.

27. The *onus probandi* is on the tenant to prove that the fire was not the result of negligence on the part of his servants, when the premises are burnt while in their occupation.—C.R., 1869. *Allis vs Foster*, 15 J., 13; MONDELET, MACKAY & TORRANCE, JJ.

28. Celui qui réclame des dommages causés à sa récolte par le feu qui a originé dans un abattis sur la terre du défendeur, un de ses voisins, doit prouver que le feu a été mis par le défendeur ou que ce dernier l'a

fait mettre.—C.A., 1876. *Turotte & Rioux*, 9 R.L., 363.

29. If merchandise, in good order, is entrusted to a carrier, and arrives at its destination in a damaged state, when he holds it subject to freight, he is liable for the value. And if he pretends that fraud or concealment has been practised, the *onus* of proof lies upon him.—C.B.R., 1824. *Hart vs Jones*, S. R., 589; 1 R.J.R., 422.

30. In case of damages to cargo the carrier is bound to prove that the cause of the damage was within the exceptions of the bill of lading.—C.S., 1860. *Guberty vs Torrance*, 4 J., 371; BADGLEY, J.

31. The *onus probandi* is upon the carriers to account for a fire breaking out upon board of their steamboat and prove that such fire did not arise from their fault.—C.A., 1875. *Canadian Navigation Coy & Hayes*, 19 J., 269.

32. The proprietor of a ferry boat is liable, as a common carrier, for the loss or damage of things entrusted to him, unless he proves that such loss or damage was caused by a fortuitous event, or other ground of exemption under C.C. 1675.—C.R., 1882. *Robert vs Laurin*, 26 J., 378; 5 L.N., 362; TORRANCE, JETTÉ & MATHIEU, JJ.

33. It is sufficient for the shipper to prove the reception of the goods by the carrier, and that they have not been delivered to the consignee, to place upon the carrier the burden of proving that the loss was caused by a fortuitous event or irresistible force, or has arisen from a defect in the goods or thing itself.

The fact that the bill of lading contained a clause exempting the carrier from responsibility for "the acts of God, etc." does not necessarily cast the burden of proof on the plaintiff,—so far, at least, as to oblige him to make proof of the carrier's negligence by his evidence in chief.—C.A., 1889. *La Cie. de Navigation Richelieu et Ontario & Fortier*, 5 M.L.R., 224.

34. Lorsqu'un dépositaire plaide que son magasin a été enfoncé et que les marchandises confiées à sa garde comme dépositaire en ont été volées et emportées, l'*onus probandi* incombera sur lui et il sera tenu de prouver le vol.—C.A., 1858. *Fraser & Roche*, 8 L.C.R., 288.

35. Dans une action en rescision d'un contrat octroyé à l'adjudicataire d'un immeuble vendu pour taxes municipales, c'est à la municipalité défenderesse à établir que toutes les formalités de la loi ont été observées pour parvenir à telle vente.—C.S., 1868. *Patton vs La Corporation de St-André d'Acou*, 13 J., 21; SICOTTE, J.

36. Sur une poursuite en dommages par un contribuable contre une corporation, pour saisie illégale des biens de ce contribuable, c'est à la corporation à prouver que la saisie a été légale et autorisée par l'observation de toutes les formalités voulues par la loi, quand

même le demandeur aurait allégué dans sa déclaration que la saisie pratiquée contre lui était illégale et malicieuse sans se plaindre spécialement du défaut d'informalité.—C.A., 1870. *Matthews & Le Maire de Montréal*, 1 R.L., 610.

37. Sur saisie de certains articles contenant des gravures et représentations indécentes comme importées en cette province en contravention aux lois des douanes, il n'est pas nécessaire que le fait de l'importation soit prouvé; mais l'importation est présumée à moins de preuve contraire.—C.S., 1864. *Régina vs Saunders*, 14 L.C.R., 367; LORANGER, J.

38. The *onus probandi* in cases of forfeiture of imported goods, by way of information, lies on the claimant.—C.S., 1864. *Dorion vs Rothstein*, 8 J., 130; SMITH, J.

39. Where a plaintiff alleges that a female defendant is separated from her husband as to property, he is bound to prove it either by an ante nuptial contract or judicial sentence.—C.S., 1860. *Wheeler vs Burkett*, 4 J., 309; MONK, J.

40. Dans une action en dommages pour l'émanation d'un *warrant* de recherche sans cause probable, l'allégation de l'absence d'aucune cause probable est suffisante, et le demandeur devra obtenir jugement à moins que le défendeur n'établisse que telle cause probable existait.—C.C., 1863. *Mimandre vs Allard*, 14 L.C.R., 154; TASCHEREAU, J.

41. Quand un notaire allègue dans une

311. L'enquête étant close, la partie sur laquelle reposait le fardeau de la preuve plaide la première; la partie adverse la suit; l'autre réplique, et, si dans sa réplique elle soulève un nouveau point de droit, son adversaire peut lui répondre.

Nulle autre plaidoirie ne peut avoir lieu sans la permission du tribunal.—*Nouveau*; C.P.L., 485.

1. Order of argument.—The plaintiff shall speak first, the defendant may speak again, if any new point of law has been raised by the plaintiff in reply or he may comment on

SECTION IV.

EXAMEN DES TÉMOINS.

312. Le témoignage d'un seul témoin est suffisant dans tous les cas où la preuve testimoniale est admise.—*Nouveau*; C.C., 1230.

1. In an action for slander where only

action pour honoraires qu'il a fait un acte et en produit les minutes, c'est au défendeur qui plaide que le dit acte n'a pas été fait à temps, à prouver ces allégations.—C.C., 1873. *Bédard vs Blouin*, 4 R.L., 479; JOHN-SON, J.

42. La preuve de l'absence incombe au détenteur qui plaide la prescription de dix ans entre présents.—C.S., 1851. *Lima vs Boyer*, 1 L.C.R., 139; SMITH, VANFELSON & MONDELET, J.

43. If secondary evidence is adduced without objection, it is presumed that the party who might have objected to such evidence, but failed to do so, has waived his right to urge such objection.—C.R., 1874. *Thwaites vs Coulthurst*, 3 Q. L. R., 104; MEREDITH, CASAULT & TESSIER, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

14. Une corporation demanderesse n'est pas tenue de faire la preuve de son incorporation soit par la production de sa charte ou autrement.—C.S., 1898. *Gould Bicycle Co. vs Gougeon*, 4 R.L.n.s., 464; TAIT, J.

45. Lorsqu'un étranger intente une action en justice dans une qualité quelconque, il doit alléguer et prouver, comme matière de fait, que, suivant la loi de son domicile, il a le droit de poursuivre; à défaut de cette preuve son action peut être renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1898. *Chalmers vs The Shoe Wire Grip Coy.*, 4 R.L.n.s., 397; MATHIEU, J.

311. At the conclusion of the evidence, the party upon whom the burden of proof lies, addresses the court first; the opposite party follows, and the other party replies; and if in his reply he raises a new point of law, his opponent may answer.

No other address can be made, unless with the permission of the court.—*New*; C.P.L., 485.

any new authority not cited at the opening of the cause; the plaintiff may again reply and close.—C.P.L., 485.

SECTION IV.

EXAMINATION OF WITNESSES.

312. The testimony of one witness is sufficient in all cases in which proof by testimony is admitted.—*New*; C.C., 1230.

one witness could swear to the slanderous

words being uttered, such evidence was held insufficient for want of corroboration.—C.S., 1855. *Ferguson vs Gilmour*, 5 L.C.R., 145; BOWEN, MEREDITH & BADGLEY, JJ.

2. In an action for damages by the father of a minor for rape, where the case was sustained merely by the evidence of the girl and there was counter evidence to the effect that the girl's character was equivocal, the action could not be maintained.—C.S., 1883. *Bigonnesse vs Brunelle*, 27 J., 372; TASCHEREAU, J.

313. Chaque partie peut demander que pendant l'examen d'un témoin les autres se retirent de la salle d'audience.—C.P.C., 254, amendé.

1. PIGEAU, 280.—ORD. 1667, tit. XXII, art. 15.—C.P.F., 262.

2. The exclusion of the testimony of a

314. Toutes personnes sont témoins compétents excepté :

1. Celles qui sont dépourvues d'intelligence par défaut d'âge, démence ou autre cause ;

2. Celles qui ignorent ou méconnaissent l'obligation religieuse du serment ;

3. Celles qui sont mortes civilement ;

4. Les époux l'un pour ou contre l'autre. Cependant, si les époux sont séparés de biens et que l'un d'eux, comme agent, ait administré les biens de l'autre, l'époux qui a ainsi administré peut être examiné comme témoin sur tout fait qui concerne cette administration ; pourvu que le tribunal, eu égard aux circonstances de la cause, soit d'avis qu'il est juste et à propos d'ordonner cet examen.—*Nouveau* ; C.C., 1231, amendé ; C. P. C., 260, 252, partie.

3. The court will not base a judgment upon the uncorroborated testimony of a single witness, who has contradicted herself and admitted that she gave false answers in her cross examination, knowing them to be false.—C.S., 1886. *Chevalier vs Wilson*, 10 R.J.O., 59 ; ARCHIBALD, J.

4. Une action peut être déboutée sur le témoignage seul de l'avocat au dossier.—C.M., 1889. *Larkin vs Inglis*, 12 L.N., 211 ; CHAMPAGNE, J.

313. Any party may demand that during the examination of a witness the other witnesses retire from the room where the trial is held.—C.C.P., 254, amended.

witness on the ground that he violated an order of the court, ordering all the witnesses out of court during the *enquête*, is illegal.—C.A., 1862. *Irvin & Maloney*, 6 J., 285.

314. All persons are competent to render testimony except :

1. Persons deficient in understanding, whether from immaturity of age, insanity or other cause ;

2. Those who are insensible to the religious obligation of an oath ;

3. Those civilly dead ;

4. Husband or wife, for or against each other. Nevertheless, if consorts are separated as to property, and one of them as agent has administered property belonging to the other, the consort who has so administered may be examined as a witness in relation to any fact connected with such administration ; provided the court is of opinion, in view of the circumstances of the case, that it is just and advisable to order such examination.—*New* ; C.C., 1231, amended ; C.C.P., 260, 252, in part.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Avocat	9 à 16
Epoux	3 à 7, 19 à 23
Habeas corpus ad subjiciendum	23
Licence	5
Médecin	17
Opposition	

Séparation de biens	6
Transport	7
1. S.R.B.C., c. 82, s. 14.—35 Vic., c. 6.—C.P.F., 285.	

2. The ordinary mode of ascertaining whether a witness is competent is by examining him on what is called the *voir dire*, i.e.

a sort of preliminary examination by the judge, in which the witness is required to speak the truth with respect to the questions put to him; when, if incompetency appears from his answers, he is rejected, and even if they are satisfactory the judge may receive evidence to contradict them or establish other facts shewing the witness to be incompetent.—BRST, *Law of evidence*, § 133.

3. Le témoignage des époux, l'un pour ou contre l'autre, n'est inadmissible que dans deux cas déterminés: 1° lorsque l'état des époux peut se trouver affecté ou modifié par le résultat des procédures instituées par l'un contre l'autre, comme dans la séparation de corps ou de biens; 2° lorsque ce témoignage est offert ou demandé dans une cause où l'autre conjoint est en lutte contre un tiers.

Au contraire, quand les époux ne sont en instance devant les tribunaux qu'à raison d'intérêts purement pécuniaires et que le témoignage de l'un d'eux n'est demandé que pour repousser une prétention qu'il élève à l'encontre de l'autre, sans qu'il y ait lieu de soupçonner aucune entente ou collusion entre les parties, il n'y a plus lieu d'appliquer la prohibition de la loi, vû qu'on se trouve alors en présence d'une créance ordinaire qui rentre dans les règles du droit commun qui régissent les rapports des créanciers et des débiteurs.—C.R., 1892. *Beaudry vs Starnes*, 4 R.J.O., 55; JETTÉ, TASCHEREAU & DOHERTY, JJ.

4. Le droit d'examiner l'un des conjoints lorsqu'il y a séparation de biens et qu'il est l'agent de l'autre n'appartient qu'à la partie adverse.—C.S., 1877. *Fourquin dit Lévillé vs McGreevy*, 9 R.L., 3831; CARON, J.—C.S., 1878. *Larreau vs Beaudry*, 22 J., 336; LAFRAMBOISE, J.—C.S., 1886. *Lajeunesse vs Price*, 2 M.L.R., 281; TORRANCE, J.—C.S., 1872. *Foisy vs Lefebvre*, 4 R.L., 564; BEAUDRY, J.—C.S., 1873. *Brush vs Stephens*, 17 J., 140; JOHNSON, J.—C.S., 1894. *Mander vs Browne*, 1 R. de J., 89; LYNCH, J.

5. Dans une poursuite fondée sur l'art. 926 de la loi des licences de Québec, la femme n'est pas compétente à rendre témoignage pour son mari.—L'acte du Canada, 56 Vic., c. 31, n'est pas applicable à l'espèce.—C.S., 1896. *Lavoie vs Boivin & Sicotte*, 2 R. de J., 483; TELIER, J.

6. L'époux séparé de biens et défendeur ne peut être témoin du demandeur sur la contestation d'une opposition afin de distraire, faite par la femme du défendeur.—C.A., 1885. *Branelle & Bergeron*, 14 R.L., 501.

7. The evidence of the husband of the transferor of a claim is inadmissible in an action by the transferee, on the part of the plaintiff.—C.S., 1886. *Lajeunesse vs Price*, 2 M.L.R., 281; 9 L.N., 359; TORRANCE J.

8. Dans les causes pour affaires commerciales, le procureur en loi peut être entendu comme témoin des parties qu'il représentait.

—C.S., 1874. *Melançon vs Beaupré*, 6 R.L., 509; JOHNSON, J.

9. Bien qu'il ne soit pas convenable pour un avocat au dossier d'offrir son témoignage en faveur de la partie qu'il représente, la cour ne peut le refuser et il est un témoin compétent, et l'action peut être déboutée sur son témoignage seul.—C.M., 1889. *Larkin vs Inglis*, 12 L.N., 211; CHAMPAGNE, J.

10. The evidence of an attorney *ad litem* on behalf of his client is admissible, but such testimony is repugnant to the discipline of the profession.—C.A., 1886. *Waldron & White*, 3 M.L.R., 375.

11. The attorney of record, even in a non commercial case, may be heard as a witness on behalf of his client, if parol evidence is admissible.—C.C., 1879. *Les Dames Ursulines vs Egan*, 6 Q.L.R., 38; MERRIDITH, J.

12. The attorney of record is only allowed to offer his testimony in favour of his client under exceptional circumstances; and when the introduction of the evidence of the defendant's attorney as to a private conversation between himself and the plaintiff, is found improper, such testimony should be rejected by the Court.—C.A., 1890. *Bennig & Rielle*, 6 M.L.R., 365.

13. L'avocat de l'une ou de l'autre des parties ne peut être témoin dans la cause.—C.S., 1878. *Boisvert vs Bernier*, 9 R.L., 509; LORANGER, J.

14. L'avocat qui, bien que n'agissant pas comme procureur du demandeur dans une cause, a été son avisier et a conseillé l'action n'est pas témoin compétent.—Sa femme également.—C.S., 1891. *DeMartigny vs Mount*, 21 R.L., 461; PAGNUELO, J.

15. The evidence of the attorneys *ad litem* is to be rejected whenever possible.—C.A., 1880. *Molson & Carter*, 3 L.N., 258.

16. Le témoignage de l'avocat est admissible quant à la réquisition et quant à la nature et à la durée de ses services.—C.S., 1894. *Burroughs vs Corp. de la ville de Lachute*, 1 R. de J., 111; TASCHEREAU, J.

17. The oath of the physician or surgeon, which under R.S.Q. 5851 (2260 C.C.) makes proof as to the nature and duration of the services, can only be rebutted by the clearest and most precise testimony.—C.A., 1891. *Bougeau & Brodeur*, 7 M.L.R., 171.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

18. L'un des époux séparés de biens qui, comme agent, a administré les biens de l'autre, peut être appelé comme témoin par son conjoint.—C.S., 1897. *Normandin vs Gingras*, 4 R.L.n.s., 168; 1 R.P., 225; LYNCH, J.

19. En vertu de l'article 314 § 4 du nouveau code de procédure, la femme séparée de biens peut être entendue comme témoin en faveur de son mari, sur l'administration générale des biens de ce dernier, mais non pas sur une affaire spéciale.—C.S., 1898.

Cooté vs Bellingsley, 14 R.J.O., 271; CASAUET, J.

20. L'épouse du défendeur soumise à des questions, comme tiers-saisie, à la suite de sa déclaration ne peut être forcée de déclarer à quelle banque elle a déposé des argents que son mari lui avait remis, vu qu'une femme mariée ne peut être forcée de rendre témoignage contre son mari.—C.S., 1898. *Holland vs Houghton & Bayley*, 4 R.L.N.S., 405; 1 R.P., 319; TASCHEREAU, J.

21. Le mari séparé de biens qui n'est en cause que pour autoriser sa femme, ne peut être interrogé sur faits et articles.—C.S., 1898. *Price vs Marcotte*, 14 R.J.O., 146; MATHIEU, J.

22. Where husband and wife are separated as to property, and one of the consorts

315. Toutes les personnes habiles à être témoins sont soumises aux mêmes règles.

La parenté, l'alliance et l'intérêt ne sont cause de reproche contre un témoin, que relativement au degré de créance qu'on doit accorder à son témoignage.—C. P. C., 252, *partie*, amendé; S.R., 5880.

1. S.R.B.C., c. 82, s. 14.—35 Vict.,

316. Une partie peut être interrogée par la partie adverse et son témoignage peut servir de commencement de preuve par écrit.

Elle peut aussi rendre témoignage en sa faveur.—*Nouveau*; C.P.C., 251; 54 V., c. 45, s. 2.

1. S.R.B.C., c. 82, s. 15; c. 83, ss. 100, 108 & 11.

2. Rap. C.—Comme partie essentielle du mode d'instruction que nous proposons, nous avons permis l'examen des parties elles-mêmes dans toutes les causes, l'expérience ayant pleinement démontré la sagesse de la disposition conférant ce droit dans les affaires commerciales.

"Mettez, dit Seligman, les parties en présence devant le juge; obligez-les à exposer

317. Le défaut par une partie d'offrir son témoignage ne peut être interprété contre elle.—C.P.C., 251, *partie*; 54 V., c. 45, s. 2.

318. Sur inscription de faux contre un acte authentique, les notaires, les

has, as agent, administered property belonging to the other, the consort who has so administered may be examined as a witness in behalf of the other in relation to any fact connected with such administration, provided the Court be of opinion, in view of the circumstances of the case, that it is just and advisable to order such examination.—C.S., 1898. *Lunn vs Houlston*, 14 R.J.O., 289; DAVIDSON, J.

23. Le requérant, sur bref d'*habeas corpus ad subjiciendum*, ne peut produire à l'appui de sa requête l'affidavit de son épouse. Les règles ordinaires de la preuve s'appliquent dans ce cas, et, par l'art. 314 C.P., la femme est incompétente à témoigner en faveur de son mari.—C.S., 1898. *Truax vs Ingalls*, 4 R. de J., 442; LYNCH, J.

315. Persons competent to give evidence are all subject to the same general rules.

Relationship, connection by marriage, and interest are objections only to the credibility of a witness.—C.C.P., 252, *in part*, amendé; R.S., 5880.

c. 6.

316. A party may be examined by the opposite party, and his evidence may be used as a commencement of proof in writing.

He may also give testimony in his own behalf.—*New*; C.C.P., 251; 54 Vic., c. 45, s. 2.

elles-mêmes les faits dans leur simplicité à leur manière; exigez qu'elles répondent de leur propre bouche, sans préparation, aux questions qui leur seront adressées... vous verrez bientôt les nuages se disperser, les faits s'éclaircir, la vérité se montrer dans tout son jour; soit que les parties de bonne foi n'eussent besoin que d'une intervention impartiale, éclairée; soit que la pénétration du juge ait reconnu la mauvaise foi de l'une d'elles à travers ses réponses évasives, ses réticences, ses contradictions."

317. The fact that a party does not offer his testimony cannot be construed against him.—C.C.P., 251, *in part*; 54 Vic., c. 45, s. 2.

318. Upon the improbation of an authentic deed, the testimony of the

témoins instrumentaires ou autres fonctionnaires qui ont attesté l'acte, peuvent être admis à rendre témoignage.—C.P.C., 252, *partie*; S.R., 5880.

1. S.R.B.C., c. 82, s. 14.

2. On an inscription in improbation of a will.—*Held*, in appeal, that the notaries before whom it was passed could not be compelled to give evidence to controvert the truth of what they had certified in such deed.—C.B.R., 1830. *Routier vs Robitaille*,

319. Une personne atteinte d'une infirmité qui la rend incapable de parler, ou d'entendre et de parler, peut être admise comme témoin, soit en rédigeant son serment... sa affirmation et ses réponses par écrit, soit en donnant son témoignage à l'aide de signes, par l'intermédiaire d'un interprète.—C.P.C., 261, *amendé*; 56 V., (C), c. 31, s. 6; *Stephen, Evid.*, art. 107.

1. 1 PIGEAU, 283.—BIOCHE, n. 428.

320. L'huissier qui a signifié le bref d'assignation ne peut être reçu à témoigner des faits ou admissions dont il a eu connaissance après l'émission du bref d'assignation, si ce n'est à l'égard de cette assignation même.—*Nouveau*; C.P.C., 262.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 168.

2. L'huissier exploitant peut être examiné comme témoin, pourvu que ce ne soit pas pour prouver des conversations tenues ou admissions faites lors du service.—C.S., 1879. *Garneau vs Courchène*, 6 Q.L.R., 34; STUART, J.

321. Avant que le témoin soit admis à déposer, le juge ou le protonotaire doit lui faire jurer de dire la vérité, ou si c'est un quaker, le mot *jur* doit être remplacé pour ceux de *déclarer et affirmer solennellement, sincèrement et véritablement*.—C.P.C., 255.

1. A deposition sworn to by consent, before a commissioner of the S. C., is null and

322. La formule du serment et la manière de le faire peuvent être

notaries, attesting witnesses or other functionaries who witnessed the deed, may be received.—C. C. P., 252, *in part*; R.S., 5880.

S.R., 440.

3. In an action on a promissory note, the evidence of the notary who made the protest is inadmissible to contradict the evidence filed by the plaintiff.—C.S., 1850. *Dorwin vs Evans & al.*, 1 L.C.R., 100; DAV, SMITH & MONDELET, JJ.

319. A person afflicted with an infirmity which renders him unable to speak, or to hear and speak, may be examined as a witness either by writing down his oath or affirmation and his answers, or by giving his evidence with the aid of signs, through an interpreter.—C.C.P., 261, *amended*; 56 Vic., (C), c. 31, s. 6; *Stephen, Evid.*, art. 107.

320. The bailiff who served the writ of summons cannot testify to any facts or admissions which came to his knowledge after the issue of the writ of summons, except in relation to the service itself.—*New*; C.C.P., 262.

3. Dans une action pour pénalité pour vente en détail de liqueurs enivrantes, l'huissier qui a signifié au procureur du défendeur l'inscription de la cause, n'est pas incompétent à rendre témoignage au sujet de la vente des boissons faite par le défendeur.—C.C., 1881. *Rivard vs Courremanche*, 11 R.L., 103; MATHIEU, J.

321. Before a witness can be heard, he must swear before the judge, or the prothonotary, to tell the truth, or, in the case of a Quaker, the word: "swear" is replaced by the words: "solemnly, sincerely, and truly declare and affirm."—C. C. P., 255.

void.—C.A., 1868. *Pinsonneault & Valade*, 13 J., 169.

322. The form of oath and the manner of taking it may be changed

changées suivant la croyance religieuse du témoin, de manière néanmoins à le lier à ne déclarer que la vérité.—C.P.C., 256.

I. I PIGEAU, 202.

323. Un témoin qui refuse de faire le serment ou affirmation est censé refuser de rendre témoignage.—C.P.C., 257.

I. STARKIE, 91.—C.P.L., 137.

324. Avant d'être admis à faire serment, le témoin peut être examiné par l'une ou l'autre des parties sur sa croyance religieuse ; et il ne peut être admis à faire le serment ou l'affirmation, ou à rendre témoignage, s'il ne croit en Dieu et à l'existence de récompenses et de punitions après la mort.—C.P.C., 259.

I. STARKIE, 21, 94.

325. Une personne présente dans la salle d'audience peut être examinée comme témoin et est tenue de répondre, comme si elle avait régulièrement assignée.—C.P.C., 250, amendé.

326. Le témoin présent ne peut refuser de répondre sous prétexte qu'on ne lui a pas fourni les deniers nécessaires pour payer ses frais de déplacement.—C.P.C., 258.

327. Le témoin doit d'abord être interpellé de déclarer et doit déclarer ses noms, âge, qualité ou occupation et domicile.—C.P.C., 267.

I. ORD. 1667, tit. XXII, art. 14.—C.P.F.,

328. Il est permis à la partie adverse de constater, par examen préalable du témoin produit, ou de toute autre manière, les causes de reproche contre lui.—C.P.C., 268.

I. ORD. 1667, tit. XXIII, art. 2.—I STAR-

according to the religious belief of the witness, in such a manner, however, as to bind him to declare nothing but the truth.—C.C.P., 256.

323. A witness refusing to take the oath or affirmation is deemed to refuse to give evidence.—C.C.P., 257.

324. Before the witness is admitted to be sworn, he may be examined by either of the parties as to his religious belief ; and he cannot take the oath or affirmation, or give evidence, if he does not believe in God, and in a state of rewards and punishments after death.—C.C.P., 259.

325. Any person who is present in the room in which the trial is being held may be examined as a witness, and is bound to answer, as if he had been regularly summoned.—C.C.P., 250, amended.

326. A witness who is present cannot refuse to give evidence under pretext that the necessary amount to defray his travelling expenses has not been paid to him.—C.C.P., 258.

327. The witness must first be asked and must declare his names, age, quality or occupation, and domicile.—C.C.P., 267.

262.—C.P.G., 193.

328. The opposite party may establish by a preliminary examination of any witness produced, or in any other manner, whatever grounds he may have for objecting to such witness.—C.C.P., 268.

KIE, 211.—C.P.F., 289.

329. La partie qui produit un témoin ne peut le reprocher, mais elle peut prouver par d'autres le contraire de ce qu'il a dit, ou, avec la permission du tribunal, prouver qu'il a, à une autre époque, fait des déclarations incompatibles avec son témoignage actuel; pourvu que, dans ce dernier cas, le témoin ait d'abord été interrogé à cet égard.—C.P.C., 269.

1. COUCHOT, 90.—1 STARKIE, 215 *et s.*—2 POWELL, 379, 380.

2. Il est permis de poser à un témoin une question tendant à établir une contradiction dans le témoignage d'un autre témoin de la partie adverse, nonobstant que ce dernier témoin n'ait pas été interrogé sur ce point.—C.S., 1866. *Methot vs Lalonde*, 11 J., 301; BERTHELOT, J.

3. A witness cannot be contradicted as to collateral matters.—C.S., 1872. *Courtney vs Bowie*, 17 J., 47; TORRANCE, J.

4. Where it is intended to attack the credibility of a witness produced by the other side by proof that he has made statements out of court contrary to what he has testified at the trial, the witness must first be asked as to whether he made such statements, and all necessary particulars.—C.S., 1876. *Décary vs Poirier*, 20 J., 167; TORRANCE, J.

5. Evidence of a statement or declaration made by a witness subsequently to his exa-

330. Le témoin qui, sans raison valable, refuse de répondre ou de produire des pièces ou autres choses concernant le litige, qu'il a en sa possession, peut y être contraint par corps.—C.P.C., 277.

331. Le témoin n'est pas tenu de répondre aux questions qui lui sont faites, si ces réponses peuvent l'exposer à une poursuite criminelle.

Lui seul peut élever cette objection.—C.P.C., 274.

1. 1 STARKIE, 192-8.—2 POWELL, 388.—1 GREENLEAF, 545.—C.P.L., 136.

2. A witness is not to be compelled to answer any question, the answering of which has a tendency to expose him to a criminal prosecution, or to proceedings for a penalty or for a forfeiture even of an estate or interest.—§ 126.

3. The question need not be such that the answer to it would directly affect with crimi-

329. A party cannot impeach the credit of a witness produced by himself, but he may prove by others the contrary of what such witness has stated, or, by leave of the court, he may prove that at other times he has made statements inconsistent with his present testimony; provided, in the latter case, the witness be first questioned upon the subject.—C.C.P., 269.

mination, for the purpose of contradicting or invalidating his testimony, is inadmissible until such witness has been recalled and examined upon the point and an opportunity has thus been furnished to him of giving such reasons, explanation or exculpation as he may have.—C.S., 1888. *Séguin vs Rochon*, 11 L.N., 386; WURTELE, J.

6. Copies of the deposition of witnesses examined in another cause may be filed in a cause proceeding at *enquête* for the purpose of discrediting a witness examined therein.—C.S., 1896. *O'Connor vs Brown*, 12 J., 28; BERTHELOT, J.

7. Lorsqu'une partie entend la partie adverse comme témoin, elle n'est pas forclosée du droit d'entendre d'autres témoins pour la discréditer. Il en est autrement des témoins étrangers que produit une partie; elle ne peut pas entendre de témoins pour les discréditer, quoiqu'elle puisse en entendre qui fassent une preuve contraire.—C.S., 1895. *Gauthier vs Morel*, 7 R.J.O., 486; CASALT, J.

330. A witness who, without valid reason, refuses to answer or to produce documents or other things connected with the suit and in his possession, may be held by coercive imprisonment to do so.—C.C.P., 277.

331. A witness is not bound to answer questions put to him if his answering would expose him to a criminal prosecution.

This objection can be made only by the witness himself.—C.C.P., 274.

nality the witness or party interrogated, or subject him to a penalty or forfeiture; it is sufficient if the answer would form a link in a chain of evidence which might induce any of those consequences.—§ 127.

4. When the grounds of privilege are before the court, it is for the court, and not for the witness or party interrogated, to decide as to their sufficiency.—§ 128.

5. But if the fact of the witness being in

danger be once made to appear, great latitude should be allowed to him in judging for himself of any particular question. The danger must be real and appreciable and not be merely a remote and naked possibility.—*128.*

6. The witness may claim protection at any stage of the inquiry, even after he has begun a criminative statement.—*BEST, on Evidence, § 129.*

7. A defendant sued for penalties under 37 Vic., c. 9, and examined as a witness, is not obliged to answer questions tending to criminate him.—*C.S., 1880. Langlois vs L'ain, 6 Q.L.R., 249; MEREDITH, J.*

8. On application for *habeas corpus*, by a witness committed for refusing to give evidence at a preliminary investigation before a magistrate, a writ of *certiorari* may be ordered to bring up the deposition containing the question put to the witness, the excuse he has given for his refusal and the decision of the justice thereon.—The statement by the witness that he may be subjected to prosecution for conspiracy to defame, although he has already been convicted of libel, is

332. Il ne peut être contraint de déclarer ce qui lui a été révélé confidentiellement à raison de son caractère professionnel comme aviseur religieux ou légal, ou comme fonctionnaire de l'Etat lorsque l'ordre public y est concerné.—*C.P.C., 275.*

1. PARFAIT NOTAIRE, 183.—1 STARKIE, 184-5-6.—2 POWELL, 60.—1 CHITTY'S ARCH., 67.

2. An attorney who appears as a witness for his client is not obliged to disclose, in cross examination, communication between himself and his client, unless they arise out of the examination in chief.—*C.S., 1868. Forsyth vs Charlebois, 12 J., 264; TORRANCE, J.*

3. Communications between solicitor and client are privileged, and accordingly it was held that the managing director of a company could not be forced to produce letters written to him by the solicitor of the company touching the suit in which said company was defendant.—*C.S., 1884. Ex parte Abbott, 7 L.N., 318; JETTÉ, J.*

4. On ne peut contraindre un avocat entendu comme témoin à dévoiler les communications à lui faites par son client, ou les actes faits par cet avocat, pour son client, en dehors du dossier, si ces communications et ces actes se rapportent au mandat dont il a été chargé par le client, et s'il est constant que, sans ce mandat, les communications n'auraient pas été faites à l'avocat et que ses services n'auraient pas été requis pour les actes que l'on veut prouver.—*C.S., 1887. Bondy vs Valois, 15 R.L., 63; MATHIEU, J.*

sufficient ground for claiming protection, and excuse of his refusal to answer; and if committed for such refusal, he will be discharged on *habeas corpus*.—*C.S., 1888. Ex parte Maguire, 14 Q.L.R., 359; ANDREWS, J.*

9. Un défendeur poursuivi pour assaut, contre lequel on a déjà exercé le recours criminel à raison de cet assaut, ne peut se refuser à répondre à des interrogatoires sur faits et articles tendant à établir l'assaut en question, pour le motif que ses réponses l'incrimineraient et auraient pour effet de l'exposer à une poursuite criminelle.—*C.S., 1866. Ray vs Carpenter, 3 R.J.O., 404; JETTÉ, J.*

10. Un témoin ne peut invoquer le bénéfice de cet article, lorsque la preuve est faite en vertu du statut fédéral 56 Vic., c. 31, concernant les témoins et la preuve.—*C.S., 1894. Banque Jacques-Cartier vs Gagnon, 5 R.J.O., 251; CIMON, J.*

11. Une personne ne peut être poursuivie pour dommages à raison de paroles prononcées par elle en rendant témoignage devant une cour de justice.—*C.S., 1851. Rochon vs Fraser, 3 L.C.R., 87; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.*

332. He cannot be compelled to declare what has been revealed to him confidentially in his professional character as religious or legal adviser, or as an officer of state where public policy is concerned.—*C.C.P., 275.*

5. An advocate and attorney, *tiers-saisi* in a cause, cannot refuse to declare what moneys he may have in his hands belonging to a defendant in a cause, on the ground that his doing so would be a betrayal of professional confidence.—*C.S., 1864. Mackenzie vs Mackenzie, 9 J., 87; BERTHELOT, J.*

6. A professional adviser cannot refuse to answer as a witness, where he is a party to the transaction as well as adviser.—*C.S., 1873. Ethier vs Honier, 15 J., 83; TORRANCE, J.*

7. L'obligation de la part des avocats de garder le secret relativement aux faits qu'ils ont appris, par suite de la confiance qu'inspire leur ministère, n'existe pas relativement à des explications ou des altercations qui ont eu lieu entre deux parties, sans précautions aucunes, hors du cabinet, en présence des avocats des parties et d'autres personnes. Ces explications et altercations peuvent n'être pas considérées comme une confidence secrète, telle que l'avocat ne puisse la révéler sans trahir le secret du cabinet. En conséquence, s'il est interpellé sur ces faits en justice, il peut les faire connaître sans manquer à son devoir.—*C.S., 1883. Bulman vs Andrews, 12 R.L., 332; MATHIEU, J.*

8. On a charge of perjury alleged to have been committed in an affidavit made by the

defendant in order to obtain a writ of *capias*, the counsel for the accused, plaintiff in the *capias* suit, was asked to prove the identity of the accused as the person who signed and swore to the affidavit.—*Held*: that this was not a private or confidential matter, and further that the fact that the witness was also retained for the accused in the perjury case did not excuse him from answering.—C.A., 1884. *Ex parte Kavanagh*, 7 L.N., 316.

9. La partie poursuivie pour dommages résultant d'une dénonciation calomnieuse peut, pour sa justification, prouver qu'elle a agi avec prudence, en consultant un avocat, et faire déclarer à l'avocat sur quoi il s'est basé pour donner l'opinion qu'il lui a donnée.—Lorsqu'un client a déjà consenti, dans une cause, à révéler les communications par lui faites à son aviseur légal, il ne peut, dans une autre cause, invoquer le privilège consacré par l'article 275 C. P. C. (332 n.c.), et refuser de les faire connaître.—C.S., 1888. *Black vs Giberton*, 16 R.L., 22; MATHIEU, J.

10. A physician is compelled to disclose information acquired by him confidentially in his professional character.—C.S., 1865. *Brown vs Carter*, 9 J., 163; BERTHELOT, J.

11. Communications between an insurance company and their adjuster, in relation to an investigation concerning a loss by fire, are privileged communications, and the company will not be compelled to produce them in a suit for the recovery of the insurance for such loss.—C.S., 1885. *Knapp vs City of London Insurance Co.*, 29 J., 233; 8 L.N., 89; JETTÉ, J.

12. During the trial of a controverted election petition, a witness, a farmer of the village of Berthier, was asked the following question.—"Pendant cette élection, avant la votation, vous êtes-vous présenté pour vous confesser au Rev. M. J. B. C., prêtre, curé de la ville de Berthier, et pour quelle raison a-t-il refusé de vous confesser?" *Held*, on objection, that what passed at the confessional between the witness and his curé was privileged, and proof of it could not be permitted.—C.S., 1880. *Massé vs Robillard*, 10 R.L., 527; OLIVIER, J.

13. A clergyman cannot be compelled to divulge the secret confided to him in his capacity of religious adviser. This privilege applies to advice outside of the confessional.—C.S., 1896. *Ouellette vs Sicotte*, 2 R. de J., 197; 9 R.J.O., 463; CURRAN, J.

333. Lorsque des témoins sont appelés à constater l'identité d'un objet qui se trouve en la possession d'une des parties, le juge peut ordonner que la partie exhibe l'objet, soit devant le tribunal, soit en tous autres lieu et temps convenables, aux témoins ainsi

14. This art. applies also to what the religious adviser replies to his penitent, while acting in the discharge of his duties as such. In the absence of evidence to the contrary, the declaration of the witness that what passed between him and the person referred to in the question occurred while he (the witness) was fulfilling his functions as religious adviser, is final. And this is so, even where the religious adviser is called as a witness in an action of damages against himself for a legal offence,—in this case for having induced an apprentice to quit the service of his employer, the plaintiff.—C.A., 1896. *Gill & Bouchard*, 5 R.J.C., 138.

15. Un juge de première instance ne peut contraindre le secrétaire provincial de produire des documents relatifs aux affaires de l'Etat, si leur production est dangereuse pour le service public; et cette question doit être déterminée non par le juge, mais par le secrétaire provincial ayant la garde des documents.—La livraison des papiers en question en cette cause à l'appelant par un assistant secrétaire ne privera pas le chef du département du pouvoir dont il est revêtu par la loi quant à la production de l'original.—C.A., 1863. *Guy & Maguire*, 13 L.C.R., 33.

16. L'art. 275 (332 n.c.) n'est pas essentiellement limitatif.—Un maire agissant sous l'autorité de son conseil, qui engage certaines personnes à agir comme agents de police pour découvrir les auteurs de crimes commis dans la municipalité, ne sera pas tenu, interrogé comme témoin, de divulguer leurs noms, si la condition essentielle de leur engagement était qu'ils devaient rester inconnus à raison du danger qu'ils devaient encourir s'ils devenaient connus des coupables.—C.S., 1896. *La Ville d'Iberville vs Chevalier*, 2 R. de J., 335; CHARLAND, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

17. C'est au ministre du département dont un employé relève, et non à la Cour, qu'il appartient de décider si cet employé doit divulguer les communications qui lui sont faites en sa qualité officielle.

Dans l'espèce, le témoin, inspecteur des postes, ayant reçu instruction du ministre des postes de ne rien divulguer de ce qui aurait pu lui être dit en sa qualité officielle au sujet du demandeur, la Cour ne peut le forcer à le faire, ni à produire aucun document s'y rapportant.—C.S., 1897. *Alain vs Belleau*, 1 R. P., 98; ANDREWS, J.

333. When witnesses are called to prove the identity of any object in the possession of one of the parties, the judge may order that the party shall, either in court or at any other convenient place or time, exhibit such object to the witnesses thus called to give

1.
c. 18.
2.
revise
1857.
Webster
LET, J.
3.
suit B
urged

appelés à en témoigner ; et, à défaut par la partie de produire l'objet, l'identité en est réputée établie.

Le juge peut de la même manière ordonner au témoin qui est en possession de quelque objet en litige, de le produire sous les mêmes pénalités que pour refus de répondre à des questions pertinentes.—C.P.C., 273, amendé.

334. Le témoin est tenu de produire tout document concernant le litige, qu'il a en sa possession, et d'en laisser prendre copies ou extraits, si ce document est sous seing privé ; et ces copies ou extraits, certifiés par le protonotaire, font foi de même que si l'original était produit. — C. P. C., 276.

1. Sec. 16 of the C.S.C., c. 67, which declares it a misdemeanor for any operator or employee of a telegraph company to divulge the contents of a private despatch, does not apply to the production of telegrams by the secretary of the company, in obedience to a *subpoena duces tecum*.—C.S., 1870. *Leslie vs Herby*, 15 J., 9 ; MACKAY, J.

2. Un témoin ne peut être tenu de produire en cour la copie qui lui appartient d'un acte notarié dont la minute existe encore et dont la partie peut facilement se procurer une copie chez le notaire.—C.S., 1890. *Schiller vs Schiller*, 19 R.L., 84 ; MATHIEU, J.

3. Un registrateur est un fonctionnaire public, dépositaire et gardien de documents d'une nature publique.

335. Le protonotaire est tenu de demander au témoin s'il requiert taxe, et, si elle est requise, il doit l'octroyer eu égard à la qualité du voyage et au séjour du témoin.—C.P.C., 280, amendé.

1. ORD. 1667, tit. xxii, art. 19.—33 Vic., c. 18, s. 1.—C.P.F., 274, 277.

2. The taxation of witnesses cannot be revised subsequently by the court.—C.S., 1857. *The Grand Trunk Railway Co. vs Webster*, 1 J., 251 ; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

3. Where the evidence shows that the suit has been maliciously instigated and urged on by a witness, the taxation of such

evidence concerning it ; and, in default of his so exhibiting the object, it will be held to have been identified.

The judge may likewise order any witness who is in possession of any object which is the subject of the litigation, to produce it, under the same penalties in case of default as for refusing to answer pertinent questions.—C.C.P., 273, amended.

334. A witness is bound to produce any document in his possession touching the matter in issue, and to allow copies or extracts thereof to be taken if it is a private writing ; and such copies or extracts, certified by the prothonotary, are entitled to the same credence as would be given to the originals.—C.C.P., 276.

Il ne peut être tenu de produire en cour les documents, archives ou livres enregistrés ou en usage dans son bureau, à moins que ce ne soit dans une instance spéciale se rapportant à la forme ou à l'authenticité même de tels documents.

La preuve des documents publics doit se faire au moyen de copies ou extraits attestés suivant la loi, mais non par la production du document public lui-même. — C.S., 1891. *Schiller vs La Cie. du chemin de fer le Pacifique Canadien*, 7 M.L.R., 174 ; DELORMIER, J.

4. A witness shall not be interrogated about a copy of a statement until the non-production of the original is accounted for.—C.S., 1870. *The Glen Brick Co. vs Shackell*, 14 J., 238 ; TORRANCE, J.

335. It is the duty of the prothonotary to ask the witnesses if they require taxation, and, if they do, to tax their expenses with due regard to the nature of the voyage and the duration of their stay.—C.C.P., 280, amended.

witness will be struck out.—C.S., 1866. *Light-hall vs Walker*, 2 L.C.L.J., 43 ; BADGLEY, J.

4. Any one in public employ is entitled to be taxed as a witness ; and if he is a professional man, he must be taxed at the rate which the tariff allows to practising members of his profession.—C.C., 1866. *Rochette vs Forgues*, 2 L.C.L.J., 185 ; MEREDITH, J.

5. Les témoins doivent être taxés en cour et par le juge à la demande des témoins.

—Lorsqu'un témoin a quitté la cour sans requérir la taxe, il ne peut ensuite se présenter au greffe du tribunal et se faire taxer par le greffier, lequel est sans droit de le faire.—C.C., 1889. *Le Collège commercial de Varennes vs Houde*, 12 L.N., 299; 17 R. L., 607; 33 J., 206; BÉLANGER, J.

6. The right of witness is to be taxed in the court in which he is examined and not to sue on a *quantum meruit* for attendance and loss of time as such witness.—C.S., 1858. *Gorrie vs The Mayor, etc.*, 8 L.C.R., 236; SMITH, J.

7. The plaintiff, in an action of damages against the City of Montreal for the flooding of his premises, had, before action brought, caused the premises to be examined by experts, who gave evidence in the cause, and were taxed as witnesses. He now moved, before a judge in chambers, for the revision of the bill of costs, so as to include therein

336. La taxe est exécutoire contre la partie qui a fait citer le témoin, de la manière et après le délai prescrits pour tout jugement.

Le témoin peut faire émettre exécution contre la partie adverse condamnée à payer ses frais, pourvu qu'il n'ait pas déjà été décerné d'exécution à la poursuite de la partie qui a obtenu jugement, ou que le montant alloué au témoin n'ait pas déjà été payé à cette partie ou à son procureur en vertu d'un mémoire de frais dûment acquitté.—C.P.C., 281, amendé.

1. C.P.G., 200.—S.R.B.C., c. 83, s. 153.

2. The attorney is not responsible for the indemnity due to the witnesses summoned by him at the request of his client.—C.C., 1853. *Laroche vs Holt*, 3 L.C.R., 109; POWER, J.

3. A minor summoned as a witness is entitled to take execution for his taxed fees. But where the amount of such fees has already been paid to the attorney of the party obtaining the judgment, as part of his taxed bill, a seizure by the witness for the same amount is illegal.—C.C., 1886. *Deguire vs Baslien*, 9 L.N., 94; TORRANCE, J.

4. A witness of one party may levy the amount of his taxed expenses on the opposite

337. La partie qui fait entendre plus de cinq témoins sur un même fait, ne peut répéter les frais des autres dépositions, sans la permission du

the value of the services of the experts in making their examination of the premises.—*Held*: There being no basis upon which a judge in Chambers could estimate such services without another *enquête*, and there being no provision of law authorizing such *enquête*, the motion for revision of the bill of costs could not be entertained. Such services should be included in the statement of claim, and proved like any other fact in the case.—C.S., 1896. *Hickey vs The City of Montreal*, 12 R.J.O., 195; ARCHIBALD, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

8. Le témoin qui est venu de chez lui pour rendre témoignage, même sans *subpana*, a droit à ses dépenses de voyage et de séjour, en sus de sa taxe.—C.S., 1898. *Hevard vs Scottish Union National Ins. Co.*, 1 R.P., 193; MATHIEU, J.

336. The taxation may be enforced by execution against the party who summoned the witness, in the manner and after the delay prescribed for any judgment.

A witness may sue out execution against the opposite party condemned to pay his expenses, provided that no execution has already been sued out by the party who obtained the judgment, or that the amount allowed the witness has not already been paid to such party or his attorney in virtue of a duly receipted bill of costs.—C.P., 281, amended.

party condemned to pay them, even after the final judgment has been rendered in favor of the latter, awarding him against the former costs to a much larger amount. Compensation does not take place in such case so as to bring it within the exception of art. 281 C.P.C. (336 n.c.)—C.S., 1895. *Brousseau vs Trottier*, 7 R.J.O., 111; ANDREWS, J.

5. La taxe d'un témoin constitue un jugement en faveur de ce témoin.

Une requête pour reviser la taxe accordant une somme déterminée à un témoin ne peut être accordée si elle n'a été dûment signifiée au témoin (C.P.C., 82).—C.S., 1896. *The Bell Telephone Co. vs Montreal Street Ry.*, 3 R. de J., 6; CHARLAND, J.

337. A party who has examined more than five witnesses on the same fact cannot recover the costs of the other depositions without the permis-

1.
et s.
2.
enquête
dant's
vour to

jugé. — *Nouveau*; C. P. C. F., 281; *Boitard*, n. 496.

1. Rap. C.—L'article 326 (337 n.c.) a pour objet de remédier à un grave abus. La partie qui fait entendre plus de trois (5) témoins sur un même fait, ne peut répéter le coût des dépositions qui excèdent ce nombre, sans la permission expresse du tribunal. L'article 281 du code français n'accorde pas les frais de plus de cinq témoins assignés pour prouver un même fait. Cette règle contribuera dans une large mesure à diminuer les frais des procès.

2. La partie qui fera entendre plus de cinq témoins sur un même fait ne pourra répéter les frais des autres dépositions.—C. P. F., 281.

3. Les motifs de cet article et son applica-

338. Le témoin ne peut se retirer sans la permission du tribunal.—C. P. C., 278, *amendé*.

1. C. P. G., 198.

339. Le témoin est examiné par la partie qui le produit ou par son conseil, mais seulement sur les faits de la contestation. Les questions ne doivent pas être formulées de manière à suggérer la réponse, à moins que le témoin ne cherche manifestement à éluder la question ou à favoriser l'autre partie.—C. P. C., 270.

1. 1 STARKIE, 169, 170.—2 POWELL, 376-9.

2. Where the plaintiff, himself an advocate, contested the opposition of the opponent and, though represented by an attorney *ad litem*, wished to conduct the examination

340. Lorsque la partie a fini d'interroger le témoin qu'elle a produit, la partie adverse peut le transquestionner de toutes manières sur les faits dont il a été question dans l'examen en chef, ou bien faire constater son refus de le transquestionner.—C. P. C., 271.

1. 1 STARKIE, 186.—2 POWELL, 30, 380, *et s.*

2. When the plaintiff has closed his *enquête*, he cannot cross-examine the defendant's witnesses in such a way as to endeavour to make proof of facts which he has an

sion of the judge.—*New*; C. P. C. F., 281; *Boitard*, n. 496.

tion sont fort simples. La loi ne défend pas, remarquez-le bien, de faire entendre plus de cinq témoins sur un même fait, elle ne fixe à cet égard aucune limite; mais elle ne veut pas qu'une partie puisse malicieusement, multipliant les témoins sur un fait déjà bien établi, faire retomber sur son adversaire des frais énormes de dépositions. Elle déclare donc que la partie qui a demandé l'enquête ne pourra, dans le cas même où elle gagnerait sa cause, répéter contre son adversaire que les frais des dépositions de cinq témoins, non pas pour toute l'enquête, mais sur un même fait; que les frais de taxe des témoins au-delà de ce nombre resteront à la charge de celui qui les a fait entendre. Les termes de l'article sont exprès.—1 BOITARD, n. 497.

338. A witness must not withdraw without the permission of the court.—C. C. P., 278, *amended*.

339. Witnesses are examined by the party producing them or by his counsel, but only touching the facts in issue. The questions must not be leading, unless the witness evidently attempts to elude the question or to favour the other party.—C. C. P., 270.

of the witnesses himself.—*Held*: maintaining the objection of the adverse party, that, having appeared by counsel, the examination could only be conducted through such attorney *ad litem*.—C. S., 1862. *Ramsay vs David*, 6 J., 295; BADGLEY, J.

340. When a party has ceased examining a witness he has produced, the opposite party may cross-examine such witness in every shape upon the facts referred to in the examination in chief; or he may require an entry to be made of his declining to cross-examine.—C. C. P., 271.

interest in establishing unless such cross-examination arise fairly from the examination in chief.—C. S., 1870. *Morrison vs Delormier*, 16 J., 137; BERTHELOT, J.

3. A plaintiff who has produced a witness for examination, and has examined him at

certain length, when further examination was stopped in order to take the opinion of the Court on the admissibility of questions put, will be held to produce the witness for

341. Le témoin peut être ré-examiné par la partie qui le produit, lorsque de nouveaux faits ont été déclarés sur les transquestions ou pour expliquer les réponses aux transquestions.—C.P.C., 272.

1. A motion to reject certain evidence on the ground that a party could not examine a witness twice in his favor, was dismissed, as the court could in its discretion allow it.—C.S., 1857. *St-Denis vs Grenier*, 2 J., 93; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

2. Special leave of the court is necessary to examine a witness twice.—C.A., 1864. *Jackson & Filleau*, 15 L.C.R., 60.—C.S.,

342. Si le témoin ne peut terminer son examen le même jour de sa comparution, il est tenu de se représenter le jour juridique suivant, ou tel autre jour qui lui est assigné par le tribunal et qui est porté sur le registre de la cour. Son défaut le rend passible des mêmes peines que le refus de se présenter à l'assignation.—C.P.C., 279, amendé.

343. La déposition donnée lors d'une première instruction de la même demande ou d'une autre demande basée en partie ou pour le tout sur la même cause d'action, est reçue en preuve, s'il est établi que le témoin qui l'a donnée est mort, ou est malade au point de ne pouvoir voyager, ou est absent de la province, et que la partie adverse a eu pleine liberté de contre-interroger le témoin.—*Nouveau ; C. Crim.*, 687; *Stephen, Ev.*, 32.

1. Statements written or verbal of facts in issue or relevant or deemed to be relevant to the issue, are deemed to be relevant, if the

344. Sauf lorsqu'il est autrement prescrit, dans toute cause contestée, le témoin est interrogé à l'audience, la partie adverse présente ou dûment appelée.

cross-examination and cloture of the deposition on the demand of defendant.—C.S., 1872. *Cox vs Fallon*, 17 J., 18; TORRANCE, J.

341. A witness may be re-examined by the party producing him, when new facts have been elicited on the cross-examination, or for the purpose of explaining his answers to the cross-questions.—C.C.P., 272.

1860. *Joseph vs Morrow*, 4 J., 238; BADGLEY, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

3. Under certain circumstances and in the discretion of the court a party will be allowed to adduce in rebuttal evidence to fortify his *enquête* in chief.—C.S., 1898. *Cleveland vs The Royal Paper Mills Co.*, 4 R. de J., 504; WHITE, J.

342. If the examination of a witness cannot be completed on the day he appears, he is bound to attend again on the next following juridical day, or on such other day as is assigned to him by the court and is entered upon the registers of the court. In default he is liable to the same penalties as for refusing to attend upon the subpoena.—C.C.P., 279, amended.

343. A deposition given at a former trial of the same action or of another action founded in whole or in part upon the same cause of action, may be given in evidence, if it is established that the witness who made it is dead, or is so ill as to be unable to travel, or is absent from the Province, and that the opposite party had a full chance to cross-examine the witness.—*New ; Crim. Code.*, 687; *Stephen, Evd.*, 32.

person who made the statement is dead.—*STEPHEN, Ev.*, 32.

344. Unless where it is otherwise provided, the witnesses in any contested case are examined in open court, the opposite party being present or duly notified.

Le juge peut faire au témoin les questions qu'il croit nécessaires.—C. P.C., 263, *partie, amendé*; S.R., 5881.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 95.

The judge may ask them any questions he deems necessary.—C.C.P., 263, *in part, amended*; R.S., 5881.

SECTION V.

COMMENT LES DÉPOSITIONS SONT PRISES.

345. Les témoignages sont pris par le moyen de la sténographie sous la direction du tribunal, à moins que celui-ci n'en ordonne autrement.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 320a, § 5; S.R., 5888.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 77, § 2.

2. Where a deposition is missing from a record, and the judge is satisfied on the evidence of the prothonotary, or otherwise, that the deposition cannot be found, an order may be issued for the examination *de novo* of the witness.—C.S., 1870. *MacFarlane vs Court*, 14 J., 235; TORRANCE, J.

3. Bien que la loi n'indique pas la ma-

346. Le tribunal peut ordonner que les notes du sténographe soient lues au témoin et corrigées cour tenante.—C.P.C., 320a, § 6, *première partie, amendé*; S.R., 5888.

1. *Idem*.

2. The transcribed notes of evidence taken by a stenographer under the direction of the judge in the manner provided by 47

347. Les notes du sténographe ne sont transcrites que lorsque le juge l'ordonne, ou dans les cas de révision ou d'appel, ou à la suite d'un procès par jury lorsqu'il y a demande pour nouveau procès, ou pour un jugement différent, ou pour jugement dans une cause réservée. Chaque partie paye alors le coût de transcription de ses propres témoignages, lequel est néanmoins considéré comme faisant partie des frais de la cause.

Chaque partie peut obtenir, sur paiement de l'honoraire exigible, qui n'entre pas en taxe, une transcription totale ou partielle des notes.—*Nou-*

SECTION V.

TAKING DOWN EVIDENCE.

345. The evidence is taken down by means of stenography, under the direction of the court, unless it orders otherwise.—*New, in part*; C.C.P., 320a, § 5; R.S., 5888.

nière de prendre les dépositions des témoins dans les poursuites par la commission du havre contre les pilotes, il faut que cette preuve soit par écrit et en forme probante. Or, la loi n'autorisant pas la prise de ces dépositions par sténographie, ce mode n'est pas probant.—C.R., 1896. *Lachance vs Quebec Harbor Commissioners*, 9 R.J.O., 542; CA-SAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

346. The court may order that the stenographer's notes be read to the witness and corrected in open court.—C.C.P., 320a, § 6, *in part, amended*; R.S., 5888.

Vict., (2) c. 8, s. 4, are like notes taken by the judge himself, and it is not necessary that they should be read to the witnesses.—C.R., 1888. *Guimond vs Leblanc*, 4 M.L.R., 426; JOHNSON, GILL & LORANGER, JJ.

347. The stenographer's notes are transcribed only when the judge so orders, or in case of review or of appeal, or at the conclusion of a jury trial when there is a motion for a new trial, for a different judgment, or for judgment in a reserved case. Each party then pays the cost of transcribing his evidence, which is nevertheless considered as forming part of the costs in the cause.

Each party may obtain, upon payment of a fee fixed, which is not taxable, a transcription of the whole or of part of the notes.—*New*; C.C.P., 320a, § 6, *in part*; R.S., 5888; N.Y.

veau; C.P.C., 320a, § 6, *deuxième partie*; S.R., 5888; C.N.Y., 82-88; Ont. A. J., 146; R.P.O., 205, 206, 802.

1. *Idem.*

2. Qualifications of Stenographer.—Each stenographer, specified in this act, is an officer of the court or courts, for or by which he is appointed; and before entering upon the discharge of his duties, must subscribe the constitutional oath of office, and file the same in the office of the clerk of the court, or, in the Supreme Court, in the office of the clerk of the county where the term sits, or the judge resides, by which or by whom he is appointed. A person shall not be appointed to the office of stenographer, unless he is skilled in the stenographic art.—N.Y.C., 82.

3. Supervisors to provide for compensation, etc. of stenographer.—The board of supervisors of each county must provide for the payment of the sums chargeable upon the treasury of the county, for the salary, fees or expenses of stenographer or assistant stenographer; and all laws relating to raising money in a county, by the board of supervisors thereof, are applicable to those sums.—N.Y.C., 88.

4. The stenographic writers heretofore appointed, or who shall hereafter be appointed by the Lieutenant Governor to report trials at sittings of the High Court, or of a County Court, shall be officers of the Court to which they are appointed, and shall hold office during the pleasure of the Lieutenant

348. Le sténographe certifie sous son serment d'office la vérité et la fidélité de la transcription de ses notes.

Sur demande d'une partie intéressée, le juge qui a entendu le témoignage peut faire corriger les erreurs qui se sont glissées dans la copie ainsi transcrite. Les frais de correction doivent être payés par la personne en défaut.

Le sténographe doit déposer les livres contenant ses notes sténographiques à l'endroit et en la manière déterminées par les règles de pratique.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 320a, § 6, *partie*; § 7, *amendé*; S.R., 5888.

1. *Idem.*

2. The trial judge exercised a proper discretion in permitting the stenographer to append his certificate to depositions transcribed from shorthand notes, which had been filed without being certified correct.—

C., 82-88; Ont. J.A., 146; R.P.O., 205, 206, 802.

Governor, and shall perform such other duties as may be assigned to them by Rule of Court, or order of the Lieutenant Governor in Council.—ONT. J.A., 146.

5. All moneys received by a shorthand writer for copies of evidence shall, when the shorthand writer is paid by salary, be accounted for by him to the clerk of the proper court, and shall be by the clerk of such court deposited in the Bank for the time being, where moneys of the province are deposited, to the credit of an account to be called "The Shorthand Writers' Fund."—R.P.O., 205.

6. When the shorthand writer is not paid by salary, the said moneys shall belong to and be the property of the said shorthand writer.—R.P.O., 206.

7. On every application for a new trial, or to enter a different judgment, where the evidence was at the trial taken down by a shorthand writer, there shall, unless the court otherwise orders, be filed when the motion is set down 3 copies of the evidence in words at length, each copy to be certified as correct by the shorthand writer.—R.P.O., 802.

8. Les sténographes officiels sont tenus de prêter leur ministère sans exiger de rémunération dans les causes *in forma pauperis*.—C.S., 1889, *Laplante vs Garand*, 18 R.L., 274; MATHIEU, J.—C.S., 1880, *Laramée vs Evans*, 3 L.N., 373; JETTÉ, J.

348. The stenographer certifies, under his oath of office, to the truth and correctness of the transcription of the notes.

Upon application by any party interested, the judge who heard the evidence may order the correction of any errors in the copy so transcribed. The costs of revision and correction must be paid by the party in default.

The stenographer must deposit the books containing his stenographic notes at the place and in the manner determined by the rules of practice.—*New, in part*; C.C.P., 320a, § 6, *in part*; § 7 *amended*; R.S., 5888.

C.R., 1888, *McQuillen vs Spencer*, 3 M.L.R., 247; JOHNSON, LORANGER & TAIT, JJ.

3. Where errors are found to exist in the notes of the stenographer, the judge who heard the evidence, upon application by the party interested, may order the errors to be

corrected, in the manner he may deem proper.—C.R., 1888. *Guimond vs Leblanc*, 4 M.L.R., 426; JOHNSON, GILL & LORANGER, JJ.

4. L'erreur faite par un témoin, dont la déposition est prise par la sténographie, ne peut être corrigée après le jugement rendu, quoique les notes du sténographe n'aient pas été transcrites avant la reddition de ce juge-

349. Lorsque le tribunal ordonne qu'un témoignage ne sera pas pris par le moyen de la sténographie, il prend ou fait prendre par écrit, sous sa direction, des notes des parties importantes des témoignages et de toutes les objections sur lesquelles une des parties insiste, ainsi que des décisions sur ces objections.—C.P.C., 263, § 1, *partie*, amendé; S.R., 5881.

350. Lorsque le témoignage est ainsi pris par écrit, le témoin le lit ou lecture lui en est donnée dès qu'il l'a terminé; il est ensuite interpellé de déclarer si la déposition contient la vérité, s'il y persiste et s'il ne sait rien de plus; et il doit la signer.

S'il ne peut signer, il en est fait mention, ainsi que de la lecture qui lui a été donnée de la déposition.

Les notes du témoignage prises par le juge ou sous sa direction, sont ensuite signées par le juge ou le protonotaire, et elles constituent et elles sont considérées comme le témoignage du témoin.—C. P. C., 264, *partie*, 293, amendé.

1. Le § 3 de cet article a été ajouté par la 61 V. ch. 47, s. 2.

2. ORD. 1667, t. 22, Art. 16.—S.R.B.C., c. 83, s. 95, § 2.

3. Une déposition close après l'ajourne-

351. Si le témoin ajoute, retranche ou change quelque partie de son témoignage, les changements doivent être insérés à la marge ou à la fin, avant la clôture de la déposition.—C. P. C., 264, *partie*, 294, amendé.

1. ORD. 1667, tit. 22, art. 16.—S.R.B.C.,

ment.—C.S., 1890. *Collins vs La Cie de Chemin de fer de l'Atlantique au Nord-Ouest*, 34 J., 202; WURTELE, J.

5. Une déposition non terminée et incomplète ne sera pas admise par le tribunal, mais la cause sera soumise sur le rôle d'enquête et mérite pour que le témoignage puisse être complété.—C.S., 1895. *Taschereau vs Mathieu*, 7 R.J.O., 206; LARUE, J.

349. Whenever the court orders that a deposition be not taken down by means of stenography, it takes down or causes to be taken down in writing under its direction, notes of the material parts of the evidence and of all objections insisted upon by either of the parties, with the decisions thereupon.—C.C.P., 263, § 1, *in part*, amended; R.S., 5881.

350. When the deposition is thus taken down in writing, it is read to or by the witness as soon as he has finished it; he is then asked to declare whether it contains the truth, whether he persists therein, and whether he knows anything further; and he must sign it.

If he cannot sign, mention is made thereof, as well as of the reading of the deposition.

The notes of evidence, taken by the judge or under his direction, are afterwards signed by the judge or the protonotary, and they constitute and shall be considered as the evidence of the witness.—C.C.P., 264, *in part*, 293, amended.

ment de la cour, et en l'absence du procureur du demandeur, doit être rejetée comme étant irrégulièrement close.—C.S., 1956. *McDougall vs McDougall*, 6 L.C.R., 478; MONK, PELLETIER & BERTHELOT, JJ.

351. If the witness adds to, strikes out, or alters any portion of his deposition, the changes must be inserted in the margin or at the end, before the closing of the deposition.—C.C.P., 264, *in part*, 294, amended.

c. 83, s. 95, § 2.—C.P.F., 272, 274.

352. Il n'est ajouté aucune foi aux renvois non parafés, aux surcharges ni aux interlignes.

Le nombre des mots rayés et des renvois en marge doit être mentionné dans le certificat d'affirmation.—C.P.C., 295.

1. Des mots rayés et des renvois non constatés au bas d'une déposition, ne rendent pas, dans les circonstances ordinaires, cette

353. Au commencement de la déposition, il est fait mention du nom du juge président à l'instruction, de la désignation des parties, des noms, âge, qualité ou occupation et domicile ou résidence du témoin, et de l'affirmation ou du serment par lui fait.—C. P. C., 288, § 2, *amendé*; S.R., 5887.

1. ORD. 1667, tit. xxii, art. 14.—C.P.F., 262.

2. L'omission de l'âge du témoin dans

354. Le juge prend ou fait prendre par le protonotaire notes de toutes les admissions faites de vive voix par les parties; et ces notes, signées par le juge, font foi, de même que si elles étaient signées par les parties.—C.P.C., 266.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 94, § 3.

2. Le défendeur dans le cours de l'instruction de la cause, à l'enquête, pour éviter des frais, et en vue d'un compromis, ayant fait une admission écrite admettant que des manœuvres frauduleuses de nature à annuler son élection avaient été commises par ses agents légaux, mais hors de sa connaissance

CHAPITRE XIX.

Incidents de la preuve et de l'instruction.

SECTION I.

EXAMEN DES TÉMOINS DE CONSENTEMENT.

355. Le tribunal peut dispenser un témoin de comparaître à l'audience

352. No credence is given to unauthenticated marginal notes, or to words written upon others, or to interlineations.

The number of words struck out and of marginal notes must be mentioned in the jurat.—C.C.P., 295.

déposition nulle.—C.S., 1887. *Lord vs Glasgow and London Insurance Co.*, 3 M.L.R., 88; MATHIEU, J.

353. At the commencement of the deposition must be mentioned the name of the judge presiding at the trial, the designation of the parties, the names, age, quality or occupation, domicile or residence of the witness; and the fact of his having been sworn or having affirmed.—C.C.P., 288, § 2, *amended*; R.S., 5887.

une déposition n'est pas une cause de nullité du témoignage.—C.R., 1873. *Barsalo vs Massicotte*, 5 R. L., 526; MONDELET, JOHNSON & TORRANCE, JJ.

354. The judge takes down, or causes the prothonotary to take down, notes of all admissions made orally by the parties; and such notes, signed by the judge, make proof in the same manner as if they were signed by the parties.—C.C.P., 266.

personnelle, pouvait, plus tard, alors que le pétitionnaire, qui n'avait ni accepté ni refusé cette admission, avait déclaré poursuivre la cause pour déqualification personnelle, signer et produire un *retraxit*; et l'effet de ce *retraxit* a été d'annuler cette admission qui n'a plus formé partie de la preuve.—C. R., 1888. *Faille vs Lussier*, 4 M.L.R., 139; JOHNSON, TASCHEREAU & LORANGER, JJ.

CHAPTER XIX.

Incidents of trial and of evidence.

SECTION I.

EXAMINATION OF WITNESSES BY CONSENT.

355. The court may dispense with the attendance of a witness in

ou recevoir son témoignage pris de consentement.

Toutes les objections faites au cours de ce témoignage doivent être réservées pour audition lors de l'instruction.—*Nouveau* ; C.P.C., 239, 285, 290.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 94.—33 Vic., c. 18, s. 1.

2. Where the attorney *ad litem* is witness for his own client in a cause, and an objection is taken by the other side to a question put to the witness on his examination, the

SECTION II.

EXAMEN DES TÉMOINS MALADES OU SUR LE POINT DE QUITTER LA PROVINCE.

356. Dans tous les cas où il est établi sous serment qu'un témoin est sur le point de quitter la province, ou que, par suite de maladie ou d'infirmité, il ne pourra se rendre à l'audience, le juge, le protonotaire, ou un commissaire de la cour supérieure, sur l'ordre du juge, peut prendre la déposition de ce témoin, en tout état de cause après l'assignation, les parties présentes ou dûment appelées ; et cette déposition a le même effet que si elle était prise à l'instruction.

Si le témoin peut être produit lors de l'instruction, il doit être examiné de nouveau en la manière ordinaire, lorsque l'une ou l'autre des parties le requiert. — C. P. C., 240, amendé.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 101.

2. In a matter of urgency, under the C.C.P., art. 240 (356 i.c.), notice given the previous evening for the following morning is sufficient. An affidavit to the effect that a witness was the next evening to leave for the Moisie, a distance of 500 miles from Montreal, with which there was no regular communication, that he would be there at least a month, and that on his return he proposed to set off for the United States, to remain there an indefinite time, is sufficient to justify an order for the immediate examination of the witness under C.C.P., 240 (356 i.c.).—C.S., 1869. *Molson vs The Moisie*

open court or receive his deposition taken by consent.

All objections raised during the taking of any such deposition must be reserved for hearing at the trial.—*New* ; C.C.P., 239, 285, 290.

witness cannot himself appear before the court to maintain the pertinency and relevancy of the question, but the client must be represented before the court by another counsel.—C.S., 1868. *Angers vs Lozeau*, 12 J., 214 ; TORRANCE, J.

SECTION II.

EXAMINATION OF WITNESSES WHO ARE ILL, OR ABOUT TO LEAVE THE PROVINCE.

356. In any case wherein it is established upon oath that a witness is about to depart from the Province, or is prevented by illness or infirmity from attending before the court, the judge, the prothonotary or a commissioner of the Superior Court upon the order of the judge, may, at any stage of the proceedings after service of summons, receive the deposition of such witness, in presence of, or after due notice to, the parties ; and such deposition has the same effect as if it were taken at the trial.

If the witness can be produced at the trial, he must be examined anew in the ordinary manner, if it is required by either party.—C.C.P., 240, amended.

Co., 13 J., 255 ; TORRANCE, J.—C.S., 1860. *Byrne vs Fitzsimmons*, 10 L.C.R., 383 ; TASCHEREAU, J.

3. The court will not grant an order for the examination of a witness on behalf of plaintiff in a cause where the action has been dismissed and is pending in appeal.—C.S., 1876. *Gareau vs Gareau*, 20 J., 303 ; TORRANCE, J.

4. An application to examine a witness about to leave the province will not be granted by the superior court, while the record is before the court of review, on an inscription for revision of an interlocutory

judgment.—C.S., 1868. *Beauvais vs DeMontigny*, 12 J., 343; TORRANCE, J.

5. Lorsque la cour suprême est saisie d'une cause sur appel d'un jugement interlocutoire, et qu'en conséquence le dossier ne se trouve plus à la cour supérieure, un juge de cette dernière cour a cependant juridiction, sur requête à cet effet, pour ordonner l'examen immédiat d'un témoin sur le point de s'absenter et dont les parties pourraient être privées du témoignage, s'il fallait attendre le jugement de la cour suprême.

Un témoin actuellement en prison, mais

SECTION III.

EXAMEN DES TÉMOINS DANS UN ENDROIT
AUTRE QUE CELUI OÙ LA CAUSE
EST PENDANTE.

357. Le juge peut, à sa discrétion et sans aucune commission ou autre formalité, ordonner que l'enquête ou l'examen de toute personne, même des parties sur faits et articles ou autrement, ait lieu en tout autre endroit où siège la cour supérieure ou la cour de circuit, devant le juge qui s'y trouve. Dans ces cas, après que le dossier a été pendant quatre jours entre les mains du protonotaire ou du greffier du lieu auquel la cause a été envoyée, les parties peuvent y procéder comme si la cause y était pendante.—C.P.C., 241.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 24, 154.

2. Where a motion was made to open an *enquête* before a private individual in another

358. Copie de cette ordonnance est transmise au protonotaire ou au greffier du tribunal à l'endroit indiqué, avec la partie du dossier qui peut être nécessaire, et le protonotaire ou greffier peut, là-dessus, faire les procédures nécessaires pour forcer les témoins ou parties à comparaître à l'endroit indiqué, tout jour fixé par le juge et auquel un juge sera présent.

Dans les cas de cet article et de l'article précédent, il y a lieu à l'applica-

tion du terme d'incarcération achève, peut être entendu immédiatement sur production d'un affidavit qu'il laissera la province en sortant de prison, même lorsque la cause est devant la cour suprême sur un interlocutoire, et que la cour supérieure est désaisie du dossier.—C.S., 1806. *La Banque de Montréal vs Demers*, 10 R.J.O., 521; ANDREWS, J.

6. A defendant cannot be compelled to appear before the return day, or to show cause why certain witnesses about to leave the province should not be examined.—C.A., 1851. *Malone & Tate*, 2 L.C.R., 99.

SECTION III.

EXAMINATION OF WITNESSES ELSEWHERE
THAN WHERE THE CASE IS
PENDING.

357. The judge may, in his discretion, and without any commission or other formality, order the proof to be taken, or any person, even if he is a party, to be examined either upon articulated facts, or otherwise, at any place where sittings of the Superior Court or of the Circuit Court are held, before any judge at such place.

In such cases, after the record has been four days in the hands of the prothonotary or clerk at the place to which it has been sent, the parties may proceed as if the case were there pending.—C.C.P., 241.

district the court held that it had no power to delegate an *enquête* to any one but to a judge.—C.S., 1874. *McVittie vs Cuttling*, 5 R.L., 465; JOHNSON, J.

358. A copy of such order is transmitted to the prothonotary or clerk of the court at the place mentioned, together with such part of the record as may be necessary; and the prothonotary or clerk may thereupon take the necessary proceedings to compel the witnesses or the parties to appear at the place named on any day fixed by the judge, on which a judge will be present at such place

In the case of this and of the prece-

tion des règles contenues aux articles 301, 303 et 557. — C.P.C., 242, amendé.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 24, 154, 233.

SECTION IV.

FAITS ET ARTICLES.

350. Les parties peuvent être interrogées sur faits et articles, aussitôt après la production de la défense, sur la contestation telle qu'alors engagée, sans retarder l'instruction non plus que le jugement.

Lorsque le défendeur est en défaut de comparaître ou de répondre à l'action, il peut être interrogé sur faits et articles aussitôt après son défaut.—*Nouveau, partie* : C.P.C., 221 ; S.R., 5873.

1. ORD. 1867, tit. X, art. 1.—CODE OBL., art. 265.—S.R.B.C., c. 82, s. 19.

2. Rap. C.—Des modifications de détails seulement sont apportées aux interrogatoires sur faits et articles. Nous avons conservé ces interrogatoires, bien qu'il soit reconnu que le droit de la partie de rendre témoignage en sa faveur affecte l'utilité de ce mode d'instruction. Ils présentent en effet un excellent moyen d'obtenir jugement *pro confessis*, et forcent ainsi les parties à comparaître. La disposition finale de l'article 34 (359 n. c.), permet l'examen sur faits et articles du défendeur qui fait défaut de comparaître, aussitôt après la constatation de son défaut.

3. A judge in vacation has discretionary power to compel a defendant to answer interrogatories *sur faits et articles* at the prothonotary's office during vacation.—Order therefor may be served in Ontario.—C.S., 1886. *Stanton vs Canada Atlantic Railway Co.*, 2 M.L.R., 322 ; JETTÉ, J.

4. Les parties dans une cause peuvent être interrogées sur faits et articles, en tout état de cause, même après la clôture de l'enquête ; mais, en ce cas, il sera permis à la partie adverse de faire une enquête pour repousser la preuve que l'autre partie aurait faite par ces interrogatoires.—C.S., 1887. *Pepe vs The Post Printing and Publishing Co.*, 15 R.L., 342 ; MATHIEU, J.

5. A party cannot be examined *de novo* upon new interrogatories which relate to the same facts, or upon which he has been already interrogated.—C.B.R., 1813. *Heavyside vs Mann*, 3 R. de L., 354 ; 2 R.J.R., 299.

ding Article, the rules contained in Articles 301, 303 and 557, apply.—C. C.P., 242, amended.

SECTION IV.

INTERROGATORIES UPON ARTICULATED FACTS.

350. The parties may be examined upon articulated facts as soon as the defence is filed, upon the facts in issue as then joined, and without retarding the trial or the judgment.

If the defendant is in default to appear or to plead to the action, he may be examined on articulated facts as soon as he is so in default.—*Nouveau, in part* : C.C.P., 221, amended ; R.S., 5873.

6. A husband, party to a suit to authorize his wife, is not a party in the suit within the meaning of art. 221 (359) and consequently he cannot be summoned to answer interrogatories *sur faits et articles*.—C.A., 1874. *Whitlock & Mathison, R.*, 297 ; 17 J., 67.

7. The minor may be interrogated on matters within his cognizance, in causes instituted for him by his tutor.—C.S., 1881. *Forget vs Sénécal*, 4 L.N., 85 ; TORRANCE, J.

8. A director of a joint stock company is bound to respond to interrogatories on *faits et articles* which have been proposed to him concerning the acts of the directors.—C.S., 1859. *Lacroix vs Ferreault*, 3 J., 136 ; 7 R.J.R., 409 ; BADGLEY, J.

9. In an action against heretofore co-partners, the admission of one of the defendants will not bind his co-partners. This rule does not suffer exception where the defendants are sued as co-partners, and they do not in their plea allege the dissolution of the firm.—C.R., 1896. *Dansereau vs Gervais*, 12 R.J.O., 86 ; TASCHEREAU, TELLIER & CURRAN, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

10. Le mari séparé de biens qui n'est en cause que pour autoriser son épouse à ester en justice ne peut être interrogé sur faits et articles, vu qu'il ne pourrait faire des aveux qui lieraient son épouse.—C.S., 1898. *Pric vs Marcotte*, 4 R.L.n.s., 322 ; 14 R.J.O., 146 ; 1 R.P., 229 ; MATHIEU, J.

360. L'assignation pour répondre sur faits et articles est donnée en vertu d'un ordre, au nom du souverain, délivré par le protonotaire sur réquisition qui lui en est faite par écrit, et elle enjoint à la partie de comparaître devant le tribunal, le juge ou le protonotaire pour répondre aux interrogatoires qui lui seront soumis et qui sont annexées au bref dont copie lui est signifiée.—C.P.C., 222, 226, *partie, amendés.*

1. ORD. 1667, tit. x, art. 2.—S.R.B.C.,

361. L'assignation pour répondre sur faits et articles est donnée à la partie personnellement ou à son domicile, et non à son procureur, excepté lorsqu'elle est absente ou se cache; et copie doit lui être laissée tant de l'ordre que des interrogatoires.

Au cas d'absence, le procureur à qui l'assignation a été signifiée peut demander qu'un délai soit accordé pour la comparution de sa partie; ou, s'il indique le lieu où elle se trouve alors, il peut demander que la partie adverse la fasse interroger sur commission rogatoire.—C.P.C., 223, *amendé.*

1. ORD. 1667, tit. x, art. 3.—C.P.F., 326.

2. When *faits et articles* are served on the attorney of one of the parties who is absent, the simple indication by such attorney of the place of residence of his client is a sufficient compliance with the provisions of art. 223 C.P.C. (361 n.c.), and he is not bound to take steps to have his client examined under a commission.—C.S., 1873. *Walters vs Lyman*, 17 J., 246; JOHNSON, J.

3. When the attorney of an absent party, upon whom an order for *faits et articles* has been served, declares the residence of his client and his option to have him examined upon *commission rogatoire* there, such commission will be at the diligence and expense

362. La partie assignée à répondre sur faits et articles doit comparaître en personne pour donner ses réponses après serment prêté.—C.P.C., 224, § 1, *amendé*; S.R., 5874.

360. Parties are summoned to answer interrogatories upon articulated facts by means of a process issued by the prothonotary, in the name of the Sovereign, upon a written requisition to that effect, and ordering the party to appear before the court, the judge, or the prothonotary, to answer the interrogatories to be put to him, which are annexed to the process and are served upon him.—C.C.P., 222, 226, *in part, amended.*

c. 83, s. 100.—C.P.F., 325.

361. The order to answer upon articulated facts is served upon the party personally or at his domicile, and not upon his attorney, unless such party is absent or absconding; and a copy both of the order and of the interrogatories must be left with him.

If the party is absent, the attorney who has been served may apply to have delay given him to appear; or, if he declares the place where such party then is, the opposite party may require that he be examined under a commission.—C.C.P., 223, *amended.*

of the party submitting the interrogatories and will be made returnable within a fixed delay.—C.S., 1878. *Know vs Lafleur*, 22 J., 225; RAINVILLE, J.

4. Une motion pour forcer une partie de répondre à des interrogatoires sur faits et articles qui ont été suspendus, doit être signifiée à la partie elle-même.—C.S., 1881. *Chervier vs Vachon*, 4 L.N., 108; TORRANCE, J.

5. Des interrogatoires sur faits et articles ne peuvent être déclarés *pro confessis* contre la partie en défaut de répondre, s'il n'appert pas par le rapport de l'huissier qu'une copie des interrogatoires ait été aussi signifiée.—C.C., 1888. *Girard vs Parent*, 11 L.N., 180; GILL, J.

V. art. 364, n. 3.

362. A party summoned to answer interrogatories upon articulated facts must appear personally to give his answers, under oath.—C.C.P., 224, § 1, *amended*; R.S., 5874.

1. ORD. 1867, tit. x, arts. 9, 4, 5.—C.P. P., 330, 331, 336.

2. A seafaring man who had been arrested by *capias ad respondendum* and summoned (before the return of the action) to answer interrogatories *sur faits et articles*, may, on special application to a judge in chambers, based on the necessity of his immediate departure from the country, be permitted to answer such interrogatories before the day stated in the summons, and his answer so given will avail.—C.S., 1870. *Tolald vs Spencer*, 15 J., 220; 21 R.J.R., 452; BERTHELOT, J.

363. Dans le cas d'assignation d'une corporation ou communauté légalement reconnue, les réponses peuvent être données sous serment par le président, le gérant, le secrétaire, le trésorier ou un autre officier ou employé, s'il est le porteur d'une autorisation générale ou spéciale à cet effet; ou les réponses qu'il doit donner et affirmer comme étant celles que la corporation entend donner, peuvent être spécifiées par une délibération spéciale.

Lorsque cette assignation est faite à une corporation étrangère faisant affaires en cette province, les réponses peuvent aussi être données sous serment par la personne qui y est alors chargée de la conduite des opérations de la corporation, quelque soit sa désignation ou son titre officiel; mais ces réponses peuvent aussi être données par une personne autorisée à l'avance, par une délibération du bureau de direction de cette corporation étrangère, à comparaître et donner pour elle les réponses aux interrogatoires qui peuvent lui être signifiés.—C.P.C., 224, *partie*, amendé; S.R., 5874.

1. *Idem*.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. Lorsqu'une corporation est assignée pour répondre à des interrogatoires sur faits et articles, aucune question additionnelle ne peut être posée à celui qui comparait en

364. Si la partie assignée ne comparait pas ou ne répond pas aux questions qui lui sont proposées, dé-

3. When a company is put into liquidation under the winding up act, the directors cannot authorize any person to answer for them unless their powers had been specially continued to that effect.—C.S., 1893. *Graham vs The Casselman Lumber Co.*, 4 R.J.O., 91; TAIT, J.

4. Des réponses à des interrogatoires sur faits et articles données au greffe, en l'absence du procureur de la partie adverse et malgré une assignation de venir répondre de vive voix, sont irrégulières et les interrogatoires seront tenus pour avérés.—C.S., 1893. *Allard vs Ricard*, 3 R.J.O., 427; GILL, J.

363. When the service is made upon a corporation or legally recognized body or community, the answers may be given under oath by the president, manager, secretary, treasurer, or other officer or employee, if he holds a general or special authorization for that purpose; or the answers which he must give and swear to as being those which the party summoned intends to give, may be specified by special resolution.

When such service is made upon a foreign corporation carrying on business in this Province, the answers may also be given under oath by the person who is at the time intrusted with carrying on the affairs of the corporation, whatever be his designation or official title; but such answers may also be given by any person previously authorized by a resolution of the board of directors of such foreign corporation, to appear and answer in its behalf the interrogatories that may be served upon it.—C.C.P., 224, *in part*, amended; R.S., 5874.

pour donner une réponse, si ce dernier répond en vertu d'une autorisation spéciale, des questions additionnelles ne pouvant lui être posées que lorsqu'il répond en vertu d'une autorisation générale.—C.S., 1898. *King vs La Cité de Montréal*, 4 R.L.n.s., 405; MATHIEU, J.

364. If the party served with the rule fails to attend or to answer the questions put to him, a default is

faut est enregistré contre elle et les faits peuvent être tenus pour avérés.

Le juge peut, néanmoins, pour raison valable et aux conditions qu'il juge à propos d'imposer, permettre à la partie défaillante de répondre ensuite aux faits et articles, avant la clôture de l'enquête de la personne qui l'a assignée.—C.P.C., 225, *partie, amendé*.

1. POTHIER, *Proc.*, 63.

2. Interrogatories *sur faits et articles* may be taken *pro confessis*, without any motion to that effect.—C.A., 1874. *Douglas & Ritchie*, 18 J., 274.

3. If a party fails to appear upon a rule for *faits et articles*, the interrogatories cannot be taken *pro confessis*, unless the interrogatories as well as the rule, have been served upon him.—C.R., 1885. *Paradis vs Foirier*, 11 Q.L.R., 82; CASAULT, MCCORD & CARON, JJ.

V. art. 361, n. 5.

4. Defendant obtained a suspension of the process for facts and articles which had been served upon her, but the remand did not fix any time within which she should answer. Plaintiff notified her attorneys of a motion to fix the delay within which she should answer.—*Held*: that she should have notified the party herself.—C.S., 1881. *Chevrier vs Vachon*, 4 L.N., 108; TORRANCE, J.

5. Des interrogatoires sur faits et articles pourront être proposées à un conjoint dans une action en séparation de corps et défaut enregistré contre lui, si la cour est d'opinion qu'il n'y a pas de collusion entre les parties.—C.S., 1873. *Starke vs Massey*, 17 J., 242; JOHNSON, J.

6. Le défaut de répondre aux articulations de faits peut être couvert par le fait que les parties ont procédé à l'enquête sur ces faits et ont soumis la cause sans se prévaloir de cette irrégularité.—C.R., 1897. *Boncher vs Véronneau*, 3 R. de J., 467; DELORMIER, PAGNUELO & ARCHIBALD, JJ.

7. Upon motion to take interrogatories upon articulated facts, *pro confessis*, such interrogatories only will be taken as admitted as the party would have been compelled to answer had he been present.—C.S., 1894. *Dansereau vs Picaud*, 6 R.J.O., 98; ARCHIBALD, J.

8. A party defendant cannot be obliged to answer any question which tends to subject him to the consequences of a penal action; and interrogatories on articulated facts which have this effect, will not be taken *pro confessis* when the party makes default to answer.—C.S., 1893. *Bertin vs Northern Pacific Ry. Co.*, 4 R.J.O., 321; TAIT, J.—C.

recorded against him, and the facts may be held to be admitted.

The judge may, nevertheless, for cause shown and upon such conditions as he thinks fit, allow the party so in default to answer the interrogatories afterwards, before the conclusion of the evidence of the party who summoned him.—C.C.P., 225, *in part, amended*.

S., 1893. *Garrick vs Canada Pipe and Foundry Co.*, 3 R.J.O., 383; JETTÉ, J.

9. The constructive admission of a fact resulting from a default to answer interrogatories upon articulated facts recorded under art. 225 C.C.P., (364 n.c.) cannot be invoked as a judicial admission in a subsequent action of a different nature between the same parties.—C. suprême, 1897. *Durocher & Durocher*, 27 R.C.S., 363.

10. An action of damages may be supported without other proof, by the failure of the defendant and absentee to answer interrogatories duly served, and which, under C.C.P. 225, (364 n.c.), are held to be admitted.—C.S., 1880. *Fortin vs Say*, 3 L.N. 331; MACKAY, J.

11. Default to appear and answer to interrogatories *sur faits et articles*, on the part of the plaintiff, will be taken off and the rule and interrogatories set aside, where this rule was issued during the pendency of a former rule, in the same case.—C.S., 1860. *Cumming vs Dickey*, 4 J., 131; 8 R.J.R., 135; MONK, J.

12. La cour peut, après la mise en délibéré de la cause, permettre à la partie en défaut de répondre aux interrogatoires sur faits et articles qui lui ont été soumis.—C.A., 1866. *Jones & Lemoine*, 12 R.L., 590; 2 J., 16; 15 R.J.R., 180.

13. Where *faits et articles* have been served on a defendant in a default case, and he immediately afterwards applies to be allowed to plead and does plead, instead of answering the interrogatories, and the plaintiff (without notice to the defendant) subsequently moves to have the interrogatories taken *pro confessis* and obtains judgment in his favor, the judgment will be reversed in review, and the case sent back to *enquête*.—C.R., 1878. *Morgan vs Girard*, 23 J., 200; MACKAY, TORRANCE & RAINVILLE, JJ.

14. Lors de l'audition d'une cause en cour supérieure, un défendeur qui est en défaut de répondre sur faits et articles et qui fait motion pour qu'il lui soit permis de répondre, peut, sous certaines circonstances, obtenir de la cour un délai raisonnable pour lui permettre de répondre, et, au cas où cette permission lui est refusée par la cour de première instance, la cour d'appel peut le relever de son

défaut à telles conditions qu'elle juge raisonnables.—C.A., 1880. *McGreedy & Gagné*, 10 R.L., 351.

15. Les mots peuvent être tenus pour

365. Les interrogatoires doivent être rédigés d'une manière claire et précise, de telle sorte que l'absence de réponse soit une admission du fait dont on veut obtenir l'aveu. — C.P.C., 227.

366. Les réponses sont prises par écrit et signées par la partie.

Le tribunal ou la personne devant laquelle la partie est assignée à venir répondre, peut proposer tous autres interrogatoires qu'elle considère nécessaires et pertinents.

Si la partie refuse de répondre à ces interrogatoires, le tribunal, le juge ou le protonotaire, suivant le cas, les fait mettre par écrit au dossier et ils sont réputés avérés.—C.P.C., 226, amendé.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 100.

2. Une partie assignée à répondre *viva voce* à des faits et articles, ne peut consulter des notes écrites que pour citer des dates et des chiffres et doit être empêchée de voir ces notes pour tout autre objet.—C.S., 1859. *Moss vs Douglass*, 8 J., 92; 8 R.J.R., 355; MONDELET, J.—C.S., 1859. *Coleman vs Fairbairn*, 4 J., 127; 8 R.J.R., 131; BADGLEY, J.

Contra: C.S., 1863. *Guyon dit Lemoine vs Lionais*, 8 J., 91; 12 R.J.R., 193; LORAN-

367. Les réponses doivent être directement à la question, catégoriques et précises.

S'il s'élève quelques difficultés au cours de l'examen, les parties sont renvoyées devant le juge, pour adjudication.—C. P. C., 225, 228, *partie*, amendé.

1. ORD. 1667, art. 8.—POTHIER, *Proc.*, p. 63.

2. A party interrogated on *faits et articles* cannot call upon the court to decide as to the

368. La réponse qui n'est pas directe, catégorique et précise peut

avérés dans cet article, les mots sont réputés avérés, dans l'article 366, et déclarés et tenus pour avérés dans l'article 368, ont la même signification et la différence n'est qu'apparente.—LANGELIER, 25.

365. The interrogatories must be drawn up in a clear and precise form, in such a manner that the absence of an answer shall be an admission of the fact sought to be proved.—C.C.P., 227.

366. The answers are taken down in writing and signed by the party. The court or the person before whom the party is summoned to answer, may put any other interrogatories he may deem necessary and pertinent.

If the party refuses to answer such interrogatories, the court, the judge or the protonotary, as the case may be, causes them to be written out and placed in the record, and they are held to be admitted.—C.C.P., 226, amended.

GER, J.—C.S., 1863. *Fenn vs Bowker*, 7 J., 28; 11 R.J.R., 512; MONK, J.

3. L'avocat ne peut, sans la permission et l'intervention du juge, poser des interrogatoires supplémentaires; s'il en pose, la partie peut se refuser d'y répondre et même se retirer, après qu'elle a répondu aux questions écrites, sans se constituer en mépris de cour.—C.S., 1893. *La Cie du Canada Revue vs Mgr Fabre*, 4 R.J.O., 101; LORANGER, J.

4. V. art. 364, n. 15, sur la signification des mots "réputés avérés."

367. The answers must be direct to the question, categorical and precise.

If any dispute arises during the examination, the parties are sent before the judge to have it decided.—C.C.P., 225, 228, *in part*, amended.

pertinency of the questions that are proposed to him, if he has not refused to answer those which he deems objectionable.—C. B. R., 1809. *Leight vs Guay*, 3 R. de L., 353; 2 R. J.R., 298.

368. Every answer which is not direct, categorical and precise, may be

être rejetée, et les faits mentionnés en l'interrogatoire déclarés et tenus pour avérés.—C.P.C., 229.

1. Answers to interrogatories on *faits et articles* which contravene the terms of article 228 C.P.C., (367 n.c.), may be rejected on motion and the interrogatories taken *pro confessis*.—C.S., 1896. *Histop vs McConomy*, 11 R.J.O., 1; MATHIEU, J.

2. Insufficient answers *sur faits et articles* ought not to be rejected *de plano* and the answers taken as confessed, but the judge should give the party an opportunity of giving further answers, where it appears that the answers as given were in good faith and such as might reasonably be considered sufficient.—C.A., 1879. *McGreedy & Doucet*, R., 297.

3. The party interrogated who is reques-

369. Les frais résultant des interrogatoires sur faits et articles forment partie des frais de la cause.—C.P.C., 232, *amendé*; S.R., 5875.

1. ORD. 1667, art. 10.

370. La partie, en recevant une assignation à répondre sur faits et articles, peut exiger les deniers nécessaires pour son déplacement; mais lorsqu'elle est devant le tribunal, le juge ou le protonotaire, elle ne peut refuser de prêter serment ou de répondre avant d'être payée.

Elle a droit de demander que ses frais soient taxés, et cette taxe est exécutoire contre l'autre partie.—C.P.C., 233.

1. A party in a cause, who has answered a rule for interrogatories upon articulated facts, has a right to have his expenses taxed.—C.S., 1868. *Cholette vs Bériault*, 12 J., 264; 18 R.J.R., 3; TORRANCE, J.

2. La partie qui n'a pas exigé les deniers nécessaires pour son déplacement en recevant une assignation à répondre sur faits et articles, et lors de cette assignation, peut, le jour où la règle est faite rapportable, faire demander par un procureur que ses deniers

rejected, and the facts mentioned in the interrogatory declared and held to be proved.—C.C.P., 229.

ted to answer to the question: "Is the signature to this note of your writing" may admit or deny the signature, but if he admits, he cannot add that he has since paid it, for that is a fact separate and distinct from the question propounded.—C.B.R., 1817. *Rochelle vs Laberge*, 3 R. de L., 355; 2 R.J.R., 299.

4. The answer must be categorical and where the party replied to certain interrogatories: "I do not know." I have no personal knowledge," the interrogatories were taken as *pro confessis*.—C. suprême, 1881. *McGreedy & Paille*, 4 L.N., 95.—C.S., 1892. *Daly vs Daly*, 1 R.J.O., 457; OUMET, J.

5. V. art. 364, n. 15, sur la signification des mots *déclarés et tenus pour avérés*.

369. The expense of interrogatories upon articulated facts forms part of the costs in the cause.—C.C.P., 232, *amended*; R.S., 5875.

370. Any party, on being served with a rule to answer interrogatories upon articulated facts, may demand the necessary funds to pay his travelling expenses; but when he is before the court, the judge or the prothonotary, he cannot refuse to be sworn or to answer unless he is paid.

He has a right to have his expenses taxed, and such taxation may be enforced by execution against the opposite party.—C.C.P., 233.

lui soient payés avant qu'elle soit tenue de se déplacer. Il en serait autrement si elle était présente en cour.—C.S., 1882. *McGee vs Veuve*, 12 R.L., 108; MATHIEU, J.

3. La partie qui fait assigner la partie adverse, pour répondre à des interrogatoires sur faits et articles, n'est pas tenue de lui offrir ses frais de déplacement, mais c'est à cette dernière à les demander si elle l'exige.—C.R., 1890. *The Sun Life Assurance Co. vs Sawyer*, 20 R.L., 297; MATHIEU, LORANGER & PAGNUELO, JJ.

SECTION V.

SERMENT DÉFÉRÉ PAR LE TRIBUNAL.

371. Quand il a été fait quelque preuve de la demande ou de la défense,

SECTION V.

OATHS PUT BY THE COURT.

371. When some proof has been made of the demand or defence, the

le tribunal peut, dans sa discrétion, ordonner que l'une ou l'autre des parties ou toutes deux comparassent pour compléter la preuve nécessaire à la détermination du montant pour lequel jugement devrait être donné.—C. P. C., 448 ; C. C., 1254, amendé.

court may, in its discretion, order either or both of the parties to appear and answer on oath, in order to complete the proof necessary for the decision of the cause, or for determining the amount for which judgment ought to be given.—C. C. P., 448; C. C., 1254, amended.

1. I PIGEAU, 259, 260.

2. Where there is no evidence of the cause of the accident, it is not a proper case for submitting the *serment supplétoire*, and thus permitting the case to be proved entirely by the plaintiff's oath.—C. A., 1887. *Corporation of the City of Sherbrooke & Short*, 3 M. L. R., 50.

6. Le serment supplétoire doit être laissé à la discrétion de la cour de première instance et la cour de révision ne doit le décerner, lorsque la cour de première instance a refusé de le faire, que dans un cas extrême, où il serait impossible d'arriver à une solution quelconque de la difficulté entre les parties.—C. A., 1881. *Daley & Chévrier*, 1 D. C. A., 293.

3. Where there is absolute proof of injuries resulting from a chemical explosion upon defendant's premises, and the only witness is dead, the supplementary oath may properly be administered to the plaintiff.—C. A., 1880. *Lyons & Laskey*, 5 M. L. R., 5.

7. Where it appears to the court sitting in review of a judgment of the superior court, that the defendant, in the special circumstances of the case, should have been examined on oath in the cause in the court below, it may reverse the judgment, and order the transmission of the record to the court below, in order that such examination may take place.—C. R., 1886. *Miller vs Lepitre*, 5 M. L. R., 345; DOHERTY, PAPINEAU & LORANGER, JJ.

4. Sur une action ne contenant l'allégation d'aucune autre dette qu'un billet promissoire consenti, pour valeur reçue, par le défendeur, celui-ci, sur preuve que le billet n'a été signé, ni par lui, ni par une autre personne autorisée, ne peut pas être condamné au paiement d'une dette non alléguée dans l'action, mais que, sous serment supplétoire, il admet devoir au demandeur.—C. R., 1886. *Gilbert vs Gilbert*, 12 Q. L. R., 94; CASSAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

8. When the judiciary oath is deferred by the court, the parties will be heard anew if they so desire.—C. S., 1878. *Syndics de St. Henri vs Carrier*, 4 Q. L. R., 205; CASSAULT, J.

5. The court of Queen's Bench in appeal has the same right to submit the *serment judiciaire*, to one of the parties in a cause, as a court of original jurisdiction.—C. A., 1868. *Frier & Dillon*, 12 J., 202; 16 R. J. R., 26.

9. Lorsque l'action doit être renvoyée pour un autre motif que l'insuffisance de la preuve, une motion par le demandeur pour être entendu sur le serment supplétoire, sera rejetée comme inutile.—C. S., 1894. *Brousseau vs Boulanger*, 6 R. J. O., 75; CASSAULT, ROUTHIER & CARON, JJ.

372. Le serment sur la valeur de la chose demandée ne peut être référé par le tribunal à la partie qui fait la demande, que lorsqu'il est impossible d'établir autrement cette valeur.—C. C., 1256.

372. The oath upon the value of the thing demanded can only be put by the court to the party claiming when it is impossible to establish such value otherwise.—C. C., 1256.

SECTION VI.

ENQUÊTE DEVANT UN COMMISSAIRE ENQUÊTEUR.

373. Le juge peut nommer une personne compétente commissaire enquêteur pour faire l'enquête, lorsque, à raison de la nature du litige ou du nombre et de l'éloignement des témoins

SECTION VI.

PROOFS BEFORE EXAMINERS.

373. The judge may appoint a competent person as an examiner to take the proof, when, by reason of the nature of the dispute, or the number and distance of the witnesses to be

à examiner, il est démontré par une des parties, que les fins de la justice seront mieux remplies par la nomination de ce commissaire.—C.P.C., 300, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 108.

374. L'ordonnance qui nomme ce commissaire doit contenir l'indication de l'endroit où l'enquête sera faite, et le délai dans lequel elle devra être terminée.

Ce délai peut être prolongé par le juge pour cause suffisante.—C.P.C., 301, *amendé*.

1. *Ibid.*

375. Avant d'entrer en fonctions, le commissaire enquêteur doit faire serment devant un juge ou un commissaire de la cour supérieure de remplir fidèlement et impartialement ses devoirs, et ce serment doit être rédigé par écrit et attaché à son rapport.—C.P.C., 302, *amendé*.

1. *Ibid.*

376. Il doit donner aux parties un avis d'au moins six jours du temps et du lieu où il commencera l'enquête.—C.P.C., 303, *amendé*.

1. *Ibid.*, § 4.

377. Les témoins sont assignés à comparaître devant le commissaire enquêteur, par bref de *subpoena* émis par le tribunal saisi de la cause.

Le commissaire peut faire prêter serment aux témoins et recevoir toute preuve littérale offerte par les parties, et a tous les pouvoirs du juge président à l'instruction, pour ce qui regarde l'examen des témoins.—C.P.C., 304, *amendé*.

1. *Ibid.*, § 5, 6, 7, 8, 9, 10.

378. Chaque partie peut également être assignée à répondre sur

examined, it is shown by any of the parties concerned that the ends of justice will be better attained by the appointment of such examiners.—C.C.P., 300, *amended*.

374. The rule appointing an examiner must specify the place where the proof shall be taken, and the delay within which it must be concluded.

This delay may be extended by the judge upon sufficient cause shown.—C.C.P., 301, *amended*.

375. The examiner, before entering upon his functions, must be sworn before a judge or a commissioner of the Superior Court to fulfil his duties faithfully and impartially, and such oath must be in writing and be annexed to his return.—C.C.P., 302, *amended*.

376. He must give the parties at least six days' notice of the time and place at which he will begin the examination.—C.C.P., 303, *amended*.

377. The witnesses are summoned to appear before the examiner by means of a writ of *subpoena* issuing from the court before which the suit is pending.

The examiner may administer the oath to them, may receive any documentary evidence produced by the parties, and has all the powers, in respect of the taking of evidence, of a judge presiding at the trial.—C.C.P., 304, *amended*.

378. Any party may also be summoned to answer interrogatories upon

faits et articles devant le commissaire enquêteur, qui a tous les pouvoirs d'un juge pour la conduite de l'examen et l'enregistrement du défaut.

Ces faits et articles sont régis par les dispositions des articles 359 à 370, en autant qu'elles sont applicables.—C. P.C., 305, amendé.

1. *Ibid*, 11.

379. Après avoir complété l'enquête, le commissaire enquêteur doit faire rapport de ses procédures le ou avant le jour fixé par le juge.—C. P.C., 306, amendé.

1. *Ibid*, 12.

SECTION VII.

COMMISSION ROGATOIRE.

380. Lorsque quelqu'un des témoins ou quelqu'une des parties à interroger réside hors de la province, ou même dans la province à plus de cent milles du lieu des séances du tribunal, la partie qui a besoin de les examiner peut obtenir une commission nommant une ou plusieurs personnes pour recevoir les réponses de ceux dont le témoignage est ainsi requis.—C. P.C., 307, amendé.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 25, 105, 106.

2. A *commission rogatoire* may be issued by a judge in chambers during vacation for the examination of witnesses to a will in english form when such witnesses reside without the Province of Quebec.—C.S., 1894. *Ex parte Higgins*, 6 R.J.O., 149; MATHIEU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

3. Si les parties se sont entendues pour avoir une commission rogatoire ouverte, rien

381. Cette demande doit être faite dans les quatre jours après la contestation liée, à moins de circonstances particulières laissées à l'arbitrage du juge; et elle est accordée, si la nécessité de cette commission lui est démon-

articulated facts before the examiner, who has the same powers as a judge in respect of conducting the examination and entering default.

Such articulated facts are subject to the provisions of Articles 359 to 370, in so far as they are applicable.—C. C.P., 305, amended.

379. After completing the proof, the examiner must make a return of his proceedings on or before the day fixed by the judge.—C. C. P., 306, amended.

SECTION VII.

COMMISSION FOR THE EXAMINATION OF WITNESSES.

380. When any of the witnesses or of the parties reside outside of the Province, or even within the Province at a distance of more than one hundred miles from the place where the court is held, the party who requires to examine them may obtain a commission appointing one or more persons to receive the answers of such witnesses or parties.—C. C. P., 307, amended.

ne sera alloué pour le voyage de l'avocat qui va interroger les témoins, ni au secrétaire d'une compagnie, partie au procès. Les parties ont droit à un honoraire sur l'admission par le juge des interrogatoires à faire sur une commission rogatoire fermée. Une partie a droit de faire taxer dans son mémoire le coût d'un plan fait par ses employés et produit dans la cause, si ce plan lui a réellement occasionné des dépenses.—C.S., 1898. *Wetzlar vs The Richelieu & Ontario Navigation Co.*, 1 R.P., 257; MATHIEU, J.

381. Application for that purpose must be made within four days after issue joined, except under the particular circumstances left to the decision of the judge; and it is granted upon the necessity for such commission being

trée par affidavits.—C. P. C., 308, amendé.

1. *Ibid*, ss. 106, 107, § 2.

2. A *commission rogatoire* may issue *de plano* on motion therefor without affidavit of any kind.—C.S., 1858. *Willis vs Pierce*, 2 J., 77; DAY, J.—C.A., 1863. *Lane & Campbell*, 8 J., 68; 13 R.J.R., 102.

3. An application for a *commission rogatoire* to adduce evidence against the validity of a power of attorney, not attacked by any pleading, cannot be allowed.—C.A., 1875. *The Canada Tanning Extract Co. & Foley*, 20 J., 180.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. Dans le cas où des témoins étrangers qui avaient accepté de venir rendre témoignage dans cette province, refusent de venir au dernier moment et qu'on ne peut les y forcer, il y a lieu à l'émission d'une commission rogatoire, même après les délais, pour les

382. Les commissaires sont choisis comme suit :

Si les parties concourent dans la commission, chacune d'elles doit fournir quatre noms.

Sur la liste ainsi fournie, les parties retranchent alternativement chacune deux noms, à l'audience ou en présence du juge, et, sur les quatre noms restant, le juge en nomme trois à qui la commission est adressée.

Si les parties ne concourent pas dans la commission, elle est adressée aux personnes indiquées par celle qui la demande.—C.P.C., 309, amendé.

1. *Ibid*, s. 105, § 3.

383. Du consentement des parties la commission peut n'être adressée qu'à une seule personne choisie par les parties, et, à défaut d'entente sur le choix, nommée par le juge.—*Nouveau*.

384. Le juge fixe le nombre de commissaires qui devront être présents pour exécuter la commission, et règle et autorise la manière dont les témoins seront assermentés.—C.P.C., 310, amendé.

1. *Ibid*, s. 107.

shown by affidavit.—C. C. P., 308, amended.

faire examiner sur place.—C.S., 1897. *Hart vs Robitaille*, 1 R.P., 52; CASAULT, J.

5. Where a defendant pleads to an action by a general denial, thereby allowing the plaintiff to believe that he is merely pleading for delay, and wishes to ascertain the truth of plaintiff's claim before settling it, this may be considered a sufficient reason to discharge the *délibéré* after the hearing of the witnesses, and grant a *commission rogatoire* after the delays. To prove that a horse shipped to Liverpool died in that place, and was a particular horse in the shipment, the proof by way of accounts sales, certificate of a slaughterhouse and evidence of witnesses saying that it was the *usage* of the trade to take the word of the agents in Liverpool as a proof of the events which happened there, are not the best evidence of the death of a particular horse, which was alleged to have taken place in Liverpool.—C.C., 1898. *Kimball vs McCaffrey*, 1 R.P., 238; PURCELL, J.

382. The commissioners are chosen as follows :

If the parties join in the commission, each furnishes four names.

From the list thus formed, each party alternately strikes out two names, in the presence of the court or judge, who, out of the four remaining names, chooses three, to whom the commission is addressed.

If the parties do not join in the commission, it is addressed to the persons chosen by the party who applies for it.—C.C.P., 309, amended.

383. If the parties consent, the commission may be addressed to one person only, chosen by them, or in default of such choice, appointed by the judge.—*New*.

384. The judge fixes the number of commissioners who must be present in order to execute the commission, and gives directions and authority for swearing witness.—C.C.P., 310, amended.

2. Where a writ of *commission rogatoire*

has been addressed to six commissioners, of whom three have been named by each party, and the writ directs that any two of the commissioners may execute it, the execution

of the writ by two of the plaintiff's commissioners, without explanation why the others did not join, is sufficient.—C.S., 1865. *Tarratt vs Foley*, 11 J., 140; 14 R.J.R., 50; BRETHERLOT, J.

385. A cette commission sont attachés les interrogatoires et les transcriptions que les parties respectivement auront fait admettre par le juge, après avis à la partie adverse.—C.P.C., 311, amendé.

385. Annexed to the commission are the interrogatories and cross-interrogatories of each party which have been allowed by the judge after notice to the other party.—C.C.P., 311, amended.

1. *Ibid*, s. 105, § 2.

386. La commission est aussi accompagnée d'instructions adressées aux commissaires, sous la signature du juge, pour les guider dans son exécution.—C.P.C., 312.

386. The commission must also be accompanied with instructions addressed to the commissioners, under the signature of the judge, to guide them in its execution.—C.C.P., 312.

1. *Ibid*, s. 107.

387. Le rapport se fait par un certificat des commissaires qui ont agi, écrit sur le dos de la commission et énonçant que l'exécution en est constatée par les cédules qui y sont annexées.

387. The return consists of a certificate of the commissioners who acted, indorsed upon the commission, and stating that the execution appears by the schedule thereto annexed.

Il doit être scellé, avec endossement du titre de la cause et indication du contenu.

The return must be sealed, and be indorsed with an indication of its contents and the name of the cause.

Il ne peut être ouvert et publié que par ordre du juge.—C.P.C., 313, amendé.

It cannot be opened and published without an order from the judge.—C.P., 313, amended.

1. *Ibid*, s. 105, § 2.

388. La partie qui demande la commission doit la faire transmettre et exécuter à sa diligence.—C. P. C., 314.

388. The party who applies for a commission must, at his own diligence, cause it to be transmitted and executed.—C.C.P., 314.

1. *Ibid*, § 3.

389. Si les parties ont concouru dans la commission, elles sont également tenues de la faire transmettre et exécuter.—C.P.C., 315, amendé.

389. If the parties have joined in the commission they are equally bound to have it transmitted and executed.—C.C.P., 315, amended.

1. *Ibid*.

390. Le défaut de rapporter la commission ne peut empêcher le tribunal de procéder à l'audition de la cause dans les cas suivants :

390. A failure to return the commission cannot prevent the court from proceeding with the hearing in the following cases :

1. S'il paraît que la commission n'a

1. If it appears that the party ap-

été demandée que dans la vue de retarder le jugement ;

2. Si le rapport est retardé plus longtemps que la justice et l'équité ne le requièrent.—C.P.C., 316.

1. *Ibid.*, s. 107, § 3.

2. The mere order for the issuing by the defendants of a *commission rogatoire*, is sufficient to prevent the plaintiffs from inscribing their cause for judgment, although the plaintiffs formally notified defendants in writing to use due diligence, and although an interval of fifteen days has elapsed between the date of the order and the day named in the inscription for hearing, with-

plied for the commission solely in order to retard the judgment ;

2. If the return has been delayed longer than justice and equity required.—C.C.P., 316.

out any attempt being made by the defendants to sue out the commission so allowed to issue.—C.S., 1865. *Tarrall vs Barber*, 10 J., 27 ; 14 R.J.R., 411 ; MONK, J.

3. In the absence of a *commission rogatoire* issued by the plaintiff, the defendant cannot be compelled to proceed with the *enquête*.—C.S., 1852. *MacFarlane vs Bresler*, 2 L.C.R., 238 ; 3 R.J.R., 159 ; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

SECTION VIII.

EXPERTISE, VISITE DES LIEUX, RENVOI EN MATIÈRE DE COMPTES ET ARBITRAGE.

391. Avant de faire droit sur le mérite de la cause, le juge, s'il est nécessaire, peut ordonner une instruction extraordinaire dans les cas ci-après mentionnés avant, pendant ou après l'instruction.—C.P.C., 321, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 81.

§ 1.—EXPERTISE ET VISITE DES LIEUX.

392. Lorsque quelque fait contesté entre les parties ne peut être vérifié que par la visite de l'objet ou des lieux, ou lorsque la preuve faite de part et d'autre est contradictoire, ou lorsque la nature du litige le requiert, le tribunal, d'office ou sur réquisition de l'une des parties, ou le juge, sur réquisition de l'une des parties, peut ordonner que les faits soient constatés par experts et gens à ce connaissant.

Le jugement qui l'ordonne doit énoncer clairement et distinctement les choses à vérifier.—C.P.C., 322, *amendé*.

1. 1 PIGEAU, 298.—POTHIER, *Proc.*, 44.—S.R.B.C., c. 83, s. 81.—C.P.F., 302.

2. L'expertise diffère de l'arbitrage, en ce que les experts ne font que rendre compte de leur mission et présenter leur avis, sans que les juges soient astreints à suivre cet avis ; tandis que les arbitres prononcent sur le fond de la contestation qui existe entre les

SECTION VIII.

EXPERTS, VIEWERS, REFERENCES IN MATTERS OF ACCOUNT, AND ARBITRATORS.

391. Before deciding upon the merits of the case, the judge may, if necessary, order an extraordinary investigation in the cases hereinafter mentioned, either before, during or after the trial.—C.C.P., 321, *amended*.

§ 1.—VIEWERS AND EXPERTS.

392. Whenever the facts in contestation between the parties can be verified only by view of the object or premises, or the evidence produced by the parties is contradictory, or the nature of the contest requires it, the court, of its own accord or upon the application of either party, or the judge, upon the application of either party, may order the facts to be verified by experts and persons skilled in the matter.

The order for experts must specify clearly and distinctly the matters to be verified.—C.C.P., 322, *amended*.

parties.—4 ROLLAND DE VILLARGUES, *Expertise*, n. 11.

3. Cette différence n'est pas la seule. En voici quelques autres : L'expertise peut être ordonnée d'office par le juge dans tous les cas où il croit la chose nécessaire pour les fins de la justice, art. 392 ; le juge ne peut de lui-même référer la cause à des arbitres

que dans le cas de différends entre parents, article 411 ; le nombre des experts doit absolument être de un ou de trois, art. 393 ; le nombre des arbitres est indéterminé, art. 411 ; les experts doivent, dans tous les cas, prêter serment, article 400 ; les arbitres n'y sont tenus que dans les cas où l'exige l'ordonnance qui les nomme, article 412 ; les règles de récusation ne sont pas les mêmes, comparer l'article 397 avec l'article 1439 ; le rapport des experts peut se faire après le jour fixé dans l'ordonnance, article 408 ; la sentence des arbitres doit être prononcée avant l'expiration de ce délai, article 1438.

4. L'étranger, la femme et le mineur peuvent être experts. — 2 GARSONNET, § CCCXLVII.—1 BOITARD, II, 517.

5. An expertise can take place in a suit in ejectment, the same as in another suit.—C.R., 1865. *Hall vs Brigham*, 1 L.C.L.J., 26 ; 18 R.J.R., 105 ; BADGLEY, BERTHELOT & MONK, JJ.

6. Une motion pour référer la cause à un expert avant la production d'aucune preuve sera rejetée, vu que la cour ne doit pas se désaisir d'une cause sans nécessité.—C.S., 1873. *Rankin vs Lay*, 5 R.L., 226 ; JOHNSON, J.—C.S., 1874. *Symons vs Bongie*, 5 R.L., 472 ; BRÉLANGER, J.

7. Dans une instance où les deux parties sont en contestation sur la limite respective de leurs propriétés limitrophes, l'une d'elle réclamant de l'autre des dommages pour empiètement, la cour ne peut nommer des experts, avant l'enquête, pour visiter les lieux, examiner les titres des parties, entendre des témoins, évaluer les dommages et faire rapport.—C.S., 1891. *Desève vs Desève*, 7 M.L.R., 157 ; TELLIER, J.

8. In an action in demolition of a mill dam, in consequence of its flooding the surrounding property, a survey must first be made in accordance with C.S.L.C., cap 51.—C.S., 1869. *Blais vs Blais*, 13 J., 277 ; 19 R.J.R., 391 ; POLETTE, J.

9. In appeal from a judgment rendered by the Superior Court, homologating the report of one expert, appointed to ascertain whether a certain property held by joint pro-

393. Les experts sont au nombre de trois convenus par les parties ; toutefois, si les parties y consentent ou si le juge le croit à propos, eu égard à la nature de l'objet du litige, il n'en sera nommé qu'un seul.—C. P. C., 323, amendé ; C.P.C.F., 303 ; C.P.G., 216.

1. C.P.F., 303.—ORD. 1667, tit. XXI, arts. 9, 13.—1 BORNIER, 172.—1 COUCHOT, 88.

2. L'expertise ne pourra se faire que par trois experts, à moins que les parties ne con-

prietors, and of which the partition was asked, was divisible or not.—*Held*, reversing the decision of the court below : that the experts appointed to establish the divisibility or otherwise of a property must confine themselves to reporting whether the property can or cannot be divided into two portions, the question of further division between the defendants not having been raised.—C.A., 1863. *Lloyd & Boswell*, 14 L.C.R., 274.

10. A report of experts, unlike an award of arbitrators, does not, by including the whole question in dispute, exclude other evidence.—C.A., 1870. *Scott & Puyette*, 2 L.N., 335.—C.S., 1879. *Chanteloup vs The Dominion Oil Cloth Co.*, 2 L.N., 314 ; RAINVILLE, J.

11. But in an action of damages for personal injuries, the defendant before pleading may ask that a physician be appointed to ascertain and report to him upon the nature of the injuries.—C.S., 1885. *Lemieux vs Phelps*, 1 M.L.R., 305 ; MATHIEU, J.

12. Where in an action such as the present in which it is sought to recover damages for injury to a wall through the flow of water from a higher to a lower property, the evidence adduced by the parties does not make the facts of the case clear, it is the duty of the court to refer the case to experts.—C.A., 1888. *Hampson & Vincberg*, 33 J., 185.

13. A court of Lower Canada has no authority to name experts to establish on which side of a line between two timber limits in the Province of Ontario, timber has been cut.—C.A., 1872. *Sked & McDonell*, 3 R.C., 45.

14. The plaintiffs moved that an *expertise*, ordered by an interlocutory judgment, be referred to experts in England, on the ground that competent experts could not be obtained in Canada or the United States.—*Held* : that apart from the inconvenience and expense of such a reference, the requirements of articles 323, 333 and 334 C.C.P. (395, 403 et 404 n.c.), appear to place insuperable difficulties in the way of executing an *expertise* abroad.—C.S., 1889. *Muir vs Providence Insurance Co.*, 5 M.L.R., 158 ; DAVIDSON J.

393. The experts are three in number, and are agreed upon by the parties ; nevertheless, if the parties consent or if the judge thinks proper by reason of the nature of the object in dispute, only one need be named.—C.C.P., 323, amended ; C.P.C.F., 303 ; C.P.G., 216.

sentent qu'il soit procédé par un seul.—C.P.F., 303.

3. Toutefois si les parties y consentent, ou s'il s'agit d'objets de peu de valeur, il

n'en sera nommé qu'un seul.—C.P.G., 216.

4. Les parties ne peuvent convenir de s'en rapporter à un expert que si elles sont majeures et maîtresses de leurs droits.—1 BOTTARD, n. 515.

5. Cet article est absolu et une règle narrant seulement deux experts est irrégulière.—Le rapport fait par ces deux experts, quoique unanimement, ne peut être maintenu pour ce seul motif.—C.C., 1872. *Ouimet vs*

394. Si, lors du jugement qui ordonne l'expertise, les parties se sont accordées pour nommer les experts, le même jugement leur donne acte de cette nomination.—C.P.C., 324.

1. 1 COUCHOT, 88.—C.P.F., 304.

395. Si les parties ne conviennent pas des experts le juge fixe un jour auquel les parties doivent comparaître devant le tribunal ou le juge pour procéder à la nomination ; et, à défaut de cet ordre, peut une partie assigner l'autre à comparaître ainsi dans un délai raisonnable pour procéder à cette nomination.—C.P.C., 325, *amendé*.

ORD. 1667, tit. xxi, art. 9.—POTHIER,

396. Les parties sont tenues de comparaître au jour fixé, et, si elles ne peuvent alors convenir des experts, le juge les nomme pour elles.

Au cas de récusation jugée valable, il est nommé, en la manière ci-dessus prescrite, d'autres experts au lieu de ceux qui sont récusés.—C.P.C., 326, *amendé*.

1. ORD. 1667, tit. xxi, art. 9.—POTHIER,

397. Les causes de récusation d'un expert sont :

1. La parenté ou alliance jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ;
2. L'intimité ;
3. L'inimitié ;
4. La subornation ;
5. L'intérêt ;

Nicotte, 4 R.L., 702 ; BERTHELOT, J.

6. Where the Court has appointed one expert only, and the expert has proceeded to act without protest or objection by the parties, they will be presumed to have acquiesced, and the report will not be set aside on the ground urged subsequently that the Court should have appointed three experts.—C.A., 1885. *Malberuf & Larandean*, 2 M. L.R., 56.

394. If, at the time of the order for experts, their appointment has been agreed upon by the parties, the order records such appointment.—C. C.P., 324.

395. If the experts are not agreed upon by the parties, the judge fixes a day on which the latter must attend before the court or judge in order to appoint them ; and in default of an order to that effect, either party may summon the other to attend as aforesaid within a reasonable delay for the purpose of such appointment.—C.C.P., 325, *amended*.

Proc., 44.—C.P.F., 305.

396. The parties are bound to attend on the day appointed, and if they then fail to agree upon the experts, the judge makes the appointment in their stead.

In the case of a recusation being maintained against any of the experts, others are appointed in their stead in the manner above described.—C.C.P., 326, *amended*.

Proc., 45.—C.P.F., 306 à 309.

397. The grounds for recusing an expert are :

1. Relationship by blood or affinity, to the degree of cousin-german inclusively ;
2. Intimacy ;
3. Enmity ;
4. Subornation ;
5. Interest ;

6. La domesticité ou autre emploi au service de l'une des parties ;

7. Si la personne proposée a un procès semblable, ou si elle est procureur ou agent de l'une des parties dans l'instance ;

8. Généralement les causes d'exclusions applicables aux témoins.—C.P.C., 327, amendé.

1. POTHIER, *Proc.*, 45.—C.P.F., 310.

2. Lorsque les experts sont choisis par le tribunal, ils peuvent être récusés pour des causes antérieures ou postérieures au jugement qui les nomme ; s'ils sont choisis par les parties, ils ne peuvent être récusés que pour des causes postérieures à leur nomination ou inconnues à ce moment : les causes de récusation antérieures et connues sont réputées couvertes par le choix des parties qui implique, dans ces conditions, une confiance entière dans les experts sur lesquels il est tombé.—2 GARSONNET, § CCCXLVIII.—1 BOITARD, n. 518.—La récusation pour causes postérieures au jugement doit être proposée aussitôt que les parties ont connaissance de ces causes, car en continuant à procéder à l'expertise, sans se plaindre, elles renoncent implicitement à leur droit.—*Idem*.

3. Une personne qui a déjà agi comme expert dans une cause, ne peut agir dans une seconde expertise, si la première est rejetée et s'il est fait objection à la nomination de cette personne, lorsqu'il s'agit de nommer de nouveaux experts.—C.S., 1861. *Aclair vs Low*, 5 J., 223 ; 9 R.J.R., 181 ; BERTHELOT, J.

4. The rendering of professional services as a notary, habitually, does not disqualify such notary, as arbitrator to the person to whom such services are rendered. And in any case where the arbitrator or one of the parties not personally interested, might have

398. Aussitôt après la nomination des experts, l'une ou l'autre des parties peut leur en signifier l'ordonnance avec réquisition de se faire assermenter.—C.P.C., 328, amendé.

1. ORD. 1667, tit. XXI, art. 10.

399. Si quelqu'un des experts néglige ou refuse de faire serment ou d'agir, une des parties peut assigner la partie adverse devant le juge, pour procéder à la nomination d'un remplaçant.—C.P.C., 329, amendé.

1. POTHIER, *Proc.*, 48.—C.P.F., 316.

19

6. Being in the domestic service or other employ of one of the parties ;

7. Being a party in a similar suit, or the attorney or agent of a party in the cause ;

8. And, generally, the grounds of exclusion applicable to witnesses.—C.C.P., 327, amended.

been recused, and the ground of recusation was known to the other party, and he acquiesced in the award, this ground of recusation is not sufficient to make the award null.—C.A., 1884. *North Shore Ry. Co. & Les Dames Ursulines de Québec*, R., 60.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

5. L'énumération des motifs de récusation contenue en l'article 307 C.P., est limitative.

Un notaire qui n'a fait que recevoir certains actes sans importance ou de nature à rendre service aux parties ou qui n'a fait qu'expliquer aux propriétaires expropriés leurs droits et les procédures qu'ils avaient à adopter, n'est pas pour cela inhabile à agir comme arbitre.

La loi n'interdit pas tout rapport entre l'arbitre et le propriétaire exproprié par compagnie de chemin de fer, au contraire, elle admet et rend nécessaires ces rapports, en réglant que certains avis seront signifiés non au propriétaire, mais à l'arbitre.

L'expression d'opinion de la part d'un arbitre, pour être un motif de récusation, doit avoir un caractère de publicité qui fait connaître la partialité, ou l'animosité, ou la prévention que cet arbitre apporterait dans ses décisions.—C.S., 1898. *La Cie. du Chemin de fer de la Vallée du Richelieu vs Ménard*, 4 R. de J., 109 ; PAGNUELO, J.

398. As soon as the experts are named, either party may have the order served upon them, together with a requisition calling upon them to be sworn.—C.C.P., 328, amended.

399. If any one of the experts neglects or refuses to be sworn or to act, either of the parties may summon the other to attend before a judge, in order that another person may be named to replace such expert.—C.C.P., 329, amended.

2. Les experts peuvent, même après avoir

prêté serment, refuser de remplir leur mission, mais ils répondent alors des frais et du préjudice occasionné par leur refus tardif, à moins, cependant, que les parties ne leur aient pas remis les pièces dont ils estiment

400. Avant de s'immiscer dans l'expertise, les experts doivent, à peine de nullité, faire serment de remplir leurs fonctions avec impartialité et au meilleur de leur connaissance.

Cette prestation du serment doit être dressée par écrit et certifiée par la personne devant qui elle a lieu.—C.P.C., 330.

I. CÉDULE F.

FORMULE DU SERMENT DES EXPERTS

Je, . . . B., de
(s'il y a deux ou un plus grand nombre de personnes à prêter serment, dites : Je, A. B., de
et je, C. D., de

Jure qu'en présence de E. F., le demandeur, et G. H., le défendeur, dénommés dans un jugement interlocutoire, prononcé dans la cour (insérer ici le nom de la cour), dans le district de . . . en date du 18 . . . ou en leur absence, après qu'ils auront été dûment appelés à tel lieu qui sera désigné, et à tels jour et heure qui leur seront respectivement fixés, je procéderai fidèlement, comme expert, à la visite et au rapport qui sont requis par le dit jugement, et que je ferai un rapport vrai de mon opinion sur le tout, sans faveur ni partialité.

Ainsi, que Dieu me soit en aide.

2. CÉDULE G.

FORMULE DU CERTIFICAT DE PRESTATION DU SERMENT.

Assermenté devant moi, commissaire de la cour supérieure, dans le district de . . . (ou subdélégué autorisé par la commission ou le jugement, suivant le cas, ci-annexé ou suivant le cas), à . . . le 18 . . .

3. Il n'est pas nécessaire de sommer la partie adverse d'être présente à la prestation de serment des experts, parce que le serment peut être prêté en l'absence des parties.—4

401. La prestation du serment doit se faire devant le juge ou le protonotaire, un commissaire de la cour supérieure, un expert déjà régulièrement assermenté ou une autre personne

ne pouvant se passer, ou que leurs frais de transport et de nourriture n'aient pas été consignés d'avance, ou qu'ils ne s'exposent à un grand dommage en remplissant la mission qui leur a été confiée.—2 GARSONNET, § CCCXLVIII.—1 HOITARD, n. 519.

400. The experts, before taking any proceedings in the investigation, must, on pain of nullity, be sworn to perform their functions with impartiality and to the best of their ability.

The oath must be in writing, and be certified by the person who administers it.—C.C.P., 330.

ROLLAND DE VILLARGURS, 1^o Expertise, n. 33.

4. Surveyors must be sworn before they can act under an order of the court.—C.R., 1872. *Melançon vs Venne*, 5 R.L., 185; JOHNSON, MACKAY & BRAUDRY, JJ.

5. A report of provincial land surveyors acting as experts will be set aside on motion, if the surveyors had not been sworn, though the rule appointing such expert does not order that he should be sworn.—C.S., 1865. *Aitchison vs Morrison*, 1 L. C. L. J., 112; JOHNSON, J.

6. La déclaration faite par des arbitres dans leur rapport, qu'ils ont été assermentés, ne suffit pas pour prouver qu'ils ont réellement été assermentés, et leur rapport sera rejeté, s'ils ne produisent au soutien de leur rapport, le certificat des personnes devant qui tel serment a été prêté.—C.S., 1861. *Joseph vs Ostell*, 6 J., 40; 11 L.C.R., 499; 9 R.J.R., 491; SMITH, J.

7. Lorsque le jurat constatant l'assermentation préalable de l'expert n'a pas été annexé à son rapport et qu'il est perdu, le rapport peut être amendé, avec la permission du tribunal, de manière à permettre à l'expert d'y ajouter son affidavit établissant qu'il a dûment été assermenté avant d'agir.—C.S., 1885. *Sillot vs Papineau*, 1 M.L.R., 297; 13 R.L., 414; MATHIEU, J.—C.S., 1867. *Cameron vs Cusson*, 3 J., 17; 18 R.J.R., 421; MONK, J.

8. La cour peut, sur motion, ordonner à des arbitres et amiables compositeurs d'annexer à leur rapport le certificat de leur assermentation.—C.S., 1880. *Dubé vs Coristine*, 5 M.L.R., 132; LORANGER, J.

401. The oath must be taken before a judge or the protonotary, before a commissioner of the Superior Court, before an expert already duly sworn, or before any other person indi-

4.
l'une
été no
l'exper
deman
ex par

indiquée par le jugement qui ordonne l'expertise.—C.P.C., 331, amendé.

1. POTHIER, *Proc.*, 46.—S.R.B.C., c. 83,

402. Copie du jugement qui ordonne l'expertise, avec les pièces nécessaires, doit être remise aux experts, par le protonotaire qui en prend récépissé.—C.P.C., 332.

1. ORD. 1067, tit. 21, art. 10.

403. Il est du devoir des experts de fixer le lieu et le temps pour procéder à l'expertise, et d'en donner avis aux parties, en observant un délai d'au moins trois jours lorsque la distance du domicile des parties au lieu indiqué n'excède pas cinquante milles, et d'un jour supplémentaire pour chaque cinquante milles de plus.—C.P.C., 333, amendé.

1. POTHIER, *Proc.*, 46.

2. La convocation des parties est une formalité substantielle sans laquelle le travail des experts n'offre pas toutes les garanties qu'on est en droit d'exiger d'eux, mais plus cette sanction est rigoureuse, moins il faut en exagérer l'application: 1° il est inutile de convoquer les parties aux études préliminaires des experts, à leurs délibérations et aux séances où leurs opérations closes, ils réunissent les éléments de leur rapport; 2° l'invitation d'assister à l'expertise vaut pour toute sa durée, et n'a pas besoin d'être renouvelée à chaque occasion, à moins qu'il y ait ajournement; 3° la nullité de l'expertise à laquelle les parties n'ont pas été convoqués, est couverte par l'engagement qu'elles prennent de s'y présenter sans sommation, par le fait qu'elles y ont assisté sans réclamer, et par les conclusions qu'elles posent devant le tribunal pour soutenir ou pour combattre l'avis émis par les experts.—2 GARSONNET, § CCCLI.

3. Les parties doivent être présentes ou dûment appelées, lors des procédés d'expertises, quant même l'ordre référant la cause à l'expertise n'aurait pas ordonné que les parties fussent appelées.—Le rapport d'experts, qui ne constate ni la présence, ni l'assignation des parties, est nul.—C.S., 1861. *Lamarche* vs *Johnson*, 5 J., 336; 0 R.J.R., 358; POLETTE, J.

4. Un rapport d'experts sera mis de côté, l'une des parties, le défendeur, n'ayant pas été notifié du temps ou il serait procédé à l'expertise, et les experts ayant entendu le demandeur et ses témoins et ayant procédé *ex parte* contre le défendeur.—C.S., 1856.

cated in the order for experts.—C. C. P., 331, amended.
ss. 823.

402. A copy of the order for experts, together with the necessary papers, must be handed to them by the prothonotary, who takes a receipt therefor.—C.C.P., 332.

403. The experts are bound to fix the time and place at which they will proceed with the investigation, and to notify the parties, allowing a delay of at least three days when the distance from the domicile of the parties to the place indicated does not exceed fifty miles, and one day more for every additional fifty miles.—C.C.P., 333, amended.

Waters vs Vironneau, 6 L.C.R., 482; DAV, SMITH & MONDELET, JJ.

5. The proceedings of experts are null and void, when notice thereof has not been given by them to both parties.—C.A., 1865. *Wardle & Bethune*, 2 L.C.L.J., 18; 15 R.J.R., 185.

6. Upon its being established by an affidavit of the plaintiff, that an award purporting to be made after notice to the parties, was in fact made without such notice, the award will be set aside.—C.C., 1862. *McCulloch vs McNevin*, 6 J., 257; 10 R.J.R., 335; BADGLEY, J.

7. If experts are by a judgment ordered to visit works in the presence of the parties, and yet make their visit without the parties, their report must be set aside.—C.B.R., 1818. *L'Abbé vs Ritchie*, 3 R. de L., 358; 2 R.J.R., 301.

8. Un rapport d'expert n'est pas nul, à raison de ce que les experts n'ont pas donné aux parties avis du jour où ils procéderaient, ne se sont pas conformés à l'ordonnance qui les a nommés, et se sont entendus eux-mêmes comme témoins.—C.A., 1869. *La Fabrique de Ste-Julie de Somerset & Paquet*, 1 R.L., 430; 20 R.J.R., 353.

9. Dans les cas d'expertise, faite sous l'art. 2013 du C.C., pour assurer le privilège d'un constructeur, l'expert doit donner avis au propriétaire et au constructeur, conformément aux articles 403, 404 et 1436 du C.P.; mais il n'est pas tenu de donner cet avis aux créanciers du propriétaire.—C. suprême, 1803. *Dufresne & Préfontaine et Vallée & Préfontaine*, 21 R.C.S., 607.

10. When two of the arbitrators change the place of meeting or deliberating, notice of such change must be given to the third.—

404. Les experts doivent entendre les parties et leurs témoins, conformément aux termes de l'ordonnance qui les nomme ; et chacun d'eux est autorisé à faire faire serment aux témoins et aux parties, selon le cas, et les témoins sont assignés à comparaître devant les experts, quelle que soit la distance.—C. P. C., 334.

1. S. R. B. C., c. 83, s. 83.

2. CÉDULE H.

FORMULE DU SERMENT DES TÉMOINS

Je _____, (insérez le nom, la qualité et le lieu de la résidence du témoin), jure que je ne suis ni parent, ni allié, ni serviteur des parties, ni intéressé dans l'issue de la présente cause (ou, si le témoin dit qu'il l'est, mentionner à quel degré il se déclare parent ou allié, de quelqu'une des parties, ou en quelle qualité il est à son service), et que le témoignage que je rendrai devant les experts (ou les arbitres, ou les amiables compositeurs, suivant le cas), nommés dans le jugement interlocutoire prononcé par la cour (insérer ici le nom de la cour) dans la présente cause, sera la vérité, toute la vérité et rien autre chose que la vérité.

Ainsi, Dieu me soit en aide.

3. A report of arbitrators will be set aside and annulled on motion, when it appears that a material witness gave evidence before the arbitrators without having been previously sworn.—Such evidence, afterwards reduced to writing and signed and sworn to by the witness is irregular and cannot be filed

405. Les témoignages doivent être pris par écrit, certifiés et annexés au rapport des experts ; et il doit être fait mention si les témoins sont parties, parents ou alliés des parties et à quel degré, ou s'ils sont leurs serviteurs, ou intéressés dans le procès.—C. P. C., 335, amendé.

1. *Ibid.*, s. 85.

406. Si tous les experts s'accordent, ils font un seul et même rapport ; sinon chacun d'eux fait un rapport séparé, s'il le juge à propos.—C. P. C., 336, amendé.

C. S., 1865. *O'Connell vs Frigon*, 9 J., 173 ; 1 L. C. L. J., 67 ; 14 R. J. R., 297 ; BADGLEY, J.

404. The experts must hear the parties and the witnesses in accordance with the terms of the order naming them ; and each of them is authorized to administer the oath to the witnesses or the parties, as the case may be, and the witnesses are summoned to attend before the experts, whatever may be the distance.—C. C. P., 334.

of record or used, even where two of three arbitrators consent to such a course.—C. S., 1865. *O'Connell vs Frigon*, 9 J., 173 ; 1 L. C. L. J., 65 ; 14 R. J. R., 297 ; BADGLEY, J.

4. A report of arbitrators will not be set aside on motion (supported by an affidavit to that effect by the defendant) on the ground that said award is not accompanied by satisfactory evidence that the parties or their witnesses were legally sworn, it appearing that the oath was administered to the parties and their witnesses by one of the arbitrators.—C. S., 1856. *Brown vs Smith*, 6 J., 20 ; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

5. L'assermentation des témoins par des arbitres assermentés devant le protonotaire au lieu de l'être devant un juge de paix tel que le requiert l'acte des chemins de fer, ne sera point considéré comme une irrégularité entraînant la nullité des procédures, si la compagnie de chemin de fer a acquiescé à l'assermentation des arbitres devant le protonotaire.—C. S., 1898. *Allard vs La Cie. de chemin de fer le Grand Nord*, 4 R. de J., 410 ; DELORIMIER, J.

405. The evidence must be taken down in writing, certified and annexed to the report of the experts ; and it must mention whether the witnesses are related or allied to the parties, and in what degree, and whether they are in the employ of either party, or interested in the suit.—C. C. P., 335, amended.

406. If all the experts agree, they make one and the same report ; if not, each of them makes a separate report, if he thinks proper.—C. C. P., 336, amended.

1. ORD. 1667, tit. XXI, art. 13.—POTHIER,

407. Le rapport des experts doit être fait le ou avant le jour fixé par le juge.

Il doit être motivé et détaillé de manière à mettre le tribunal en état d'apprécier les faits, et être signé par les experts, sinon être reçu en la forme notariée et en brevet.—C.P.C., 337, amendé.

1. ORD. 1667, art. 12.—*Law Reporter*, 57.

2. Un rapport d'experts qui serait fait un jour de dimanche ou de fête légale ne serait pas nul. La nullité n'est prononcée, relativement aux actes de procédure faits les jours de fête légale, qu'à l'égard des significations et exécutions.—1 ROLLAND DE VILLARGUES, 7^o *Expertise*, n. 44.

3. La jurisprudence n'exige pas que le rapport mentionne, à peine de nullité, l'accomplissement des formalités requises par la loi, mais cette tolérance, inspirée par la crainte de prodiguer les nullités qui sont la principale source des frais et des lenteurs, est contraire au principe que les actes authentiques doivent contenir en eux-mêmes, pour qu'on n'ait pas à la chercher ailleurs, la preuve de l'observation des formes prescrites pour leur validité.—2 GARSONNET, § CCCLI.

4. If one of the parties die, pending an inquiry by experts, their proceedings must be stayed until there is a *reprise d'instance*.—C.B.R., 1810. *Taché vs Levasseur*, 3 R. de L., 358; 2 R.J.R., 300.

5. *Experts* when they have made their report are *functi officio*, and cannot of their own motion make a new report on the ground that the first is imperfect.—C.S., 1877. *Beckham vs Farmer*, 21 J., 38; TORRANCE, J.

6. The delay for filing a report of *experts* is not governed by art. 337 C.P.C., (407 n. c.), as a report of *experts* and a report of arbitrators are not the same thing.—C.S., 1879. *Chanteloup vs Dominion Oil Cloth Co.*, 2 L.N., 314, RAINVILLE, J.

7. In a report of arbitrators appointed by the court it is not sufficient for the arbitrators to return in the terms of the rule, they had "examined the proceedings of record in this cause, examined the witnesses of the parties under oath and deliberated," but such report must allege that the parties received due notice of the meetings of the arbitrators or were heard in support of their allegations, and a report omitting to allege such notice or hearing will be annulled and set aside on motion to that effect.—C.S., 1856. *Byron vs Smith*, 6 J., 126; 10 R.J.R., 212; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

408. En cas de retard ou de refus

Proc., 47.—1 COUCHOT, 88.

407. The report of the experts must be made on or before the day fixed by the judge.

It must contain reasons and details, so as to enable the court to appreciate the facts, and must also be signed by the experts or be in the form of a notarial original.—C.C.P., 337, amended.

8. A material reference in a surveyors' report to a plan not of record in the cause is bad, and sufficiently so to cause the report to be set aside.—C.S., 1858. *Adams vs Gravel*, 2 J., 203; 7 R.J.R., 2; MONDELET, J.

9. The report of a praticien appointed by the Court should be accompanied by the evidence, documentary or otherwise, in which his conclusions are based, before the parties can be called upon to acquiesce in or contest the report. And where it is not produced with the report, the court, on motion for the rejection of the report, may order the praticien to amend his report accordingly.—C.S., 1895. *Mitchell vs Mitchell*, 8 R.J.O., 62; DOHERTY, J.

10. La cour peut, sur motion, ordonner à des arbitres et amiables compositeurs de compléter leur rapport en y ajoutant le récit des formalités qu'ils ont remplies, d'expliquer davantage la nature de certaines parties de leur rapport et d'y annexer le certificat de leur assermentation et autres documents.—C.S., 1889. *Dubé vs Corestine*, 5 M.L.R., 132; LORANGER, J.

11. A report of experts cannot be amended by the motion of either party, but either may move for a new visit by the same experts, or for new experts and a new report.—C.B.R., 1812. *Dumontier vs Couture*, 3 R. de L., 358; 2 R.J.R., 300.

12. Les commissaires en expropriation dans la cité de Montréal n'ont pas juridiction pour inclure dans le montant de l'indemnité accordée au propriétaire exproprié le montant des frais faits par lui pour établir sa réclamation, mais le jugement homologuant le rapport des commissaires l'homologuera avec frais.—C.R., 1892. *Cité de Montréal vs Gauthier*, 1 R.J.O., 309; GILL, MATHIEU & DE LORIMIER, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

13. Lorsqu'un expert ne se conforme pas aux instructions contenues dans le jugement qui le nomme, la cour peut lui ordonner, même après que son rapport a été produit et ouvert, de le compléter.—C.S., 1898. *Galarneau vs Desmarceau & Withall*, 4 R.L.n.s., 459; LANGELIER, J.

408. If the experts delay or re-

de la part des experts de déposer leur rapport, ils peuvent être assignés, dans les délais de la procédure ordinaire par ordonnance du tribunal, pour se voir contraindre, même par corps, à le faire.—C.P.C., 338.

1. C.P.F., 320.

409. Le tribunal n'est pas astreint à suivre l'opinion des experts, ni celle de la majorité d'entre eux.—C.P.C., 339.

1. C.P.F., 323.

2. Les appréciations des experts peuvent être combattues par toutes sortes de moyens et d'arguments, même lorsque les experts sont d'une opinion unanime.—2 GARSON-

§ 2.—RENOVI EN MATIÈRE DE COMPTES A DES AUDITEURS OU PRATICIENS.

410. Lorsqu'il s'agit de redditions ou règlements de compte ou de matières qui exigent des calculs, ou de matières de séparation de biens, ou de partages de communautés ou de successions, le juge peut renvoyer la cause à une ou plusieurs personnes versées dans ces matières, et ces personnes sont assujetties aux règles prescrites ci-dessus relativement aux experts.

Ces auditeurs et praticiens ont les pouvoirs accordés aux experts par les articles qui précèdent, et sont tenus de procéder suivant les prescriptions du juge; et leurs rapports sont suivis, homologués ou rejetés, de même que les rapports d'experts.—C.P.C., 340, amendé.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 80.

2. In an action to recover back monies alleged to have been paid to respondent as his share of certain supposed profits which appellant alleged afterwards proved to be

§ 3.—ARBITRAGE.

411. Le tribunal, d'office ou à la demande de l'une des parties, ou

fuse to file their report, they may be summoned, with the same delays as in ordinary procedure, by a rule of court, to show cause why they should not be condemned, and even held by coercive imprisonment, to do so.—C.C.P., 338.

409. The court is not bound to adopt the opinion of the experts or that of the majority of them.—C.C.P., 339.

NET, § CCCLI.

3. *Enquête* may be had on matters not included in the reference to experts.—C.A., 1879. *Scott & Payette*, 2 L.N., 335, et 24 J., 141.

§ 2.—REFERENCES IN MATTERS OF ACCOUNT TO ACCOUNTANT AND PRACTITIONERS.

410. In matters where accounts have to be rendered or adjusted, or which require calculations to be made, and in matters of separation of property, or partition of community or succession, the judge may refer the case to one or more persons skilled in such matters; and such persons are subject to the rules above prescribed concerning experts.

Such accountants and practitioners have the powers given to experts by the foregoing Articles, and are bound to follow the directions of the judge; and their reports are adopted, homologated or rejected in the same manner as reports of experts.—C.C.P., 340, amended.

losses, the court may, without the consent of the parties, refer the matters in dispute to an accountant, when the court is of opinion that the evidence adduced is contradictory and unsatisfactory.—C. A., 1881. *The Canada Paper Co. & Bannatyne*, 26 J., 124.

§ 3.—ARBITRATORE.

411. The court, of its own motion or upon the application of either party,

le
des
à la
de
men
tière
est
cons
autre
1.
2.
les tri
arbitre
qu'elle
l'appr
cessair
leurs r
bert &
3.
choisi
leur d'
ont dé
troisièm
d'opini
412.
dent re
tant qu
avec le
quent
arbitres
ment qu
l'exige.
1. 11
413.
juger q
sont sou
Ils son
formalité
vestigati
cles 404 e
en même
positeurs
de motive
vent adju
que le tri
pouvoir.—
1. 1 Pro
2. V. ar
trage et les
articles.
3. La Co

le juge, à la demande de l'une des parties, peut renvoyer la cause à la décision d'arbitres, dans le cas de différends entre parents, relativement au partage ou à d'autres matières de faits dont l'appréciation est difficile pour le tribunal, et du consentement des parties dans tout autre cas.—C.P.C., 341, amendé.

1. ORD. 1566, art. 83.—1 PIGEAU, 248.

2. En vertu de l'article 341 C.P. (411 n.c.), les tribunaux peuvent d'office référer à des arbitres une contestation entre parents, lorsqu'elle présente des questions de fait dont l'appréciation est difficile, sans qu'il soit nécessaire que cette contestation résulte de leurs rapports de parenté.—C.A., 1876. *Robert & Robert*, 21 J., 18.

3. Lorsque des individus ont eux-mêmes choisi chacun un arbitre, pour constater la valeur d'un immeuble qui devait être vendu, et ont déterminé un mode de nomination du troisième arbitre, pour le cas de différence d'opinion entre les arbitres choisis par les

412. Les dispositions qui précèdent relativement aux experts, en autant qu'elles ne sont pas incompatibles avec le présent paragraphe, s'appliquent aux arbitres; néanmoins, les arbitres ne sont tenus de prêter serment que dans les cas où l'ordonnance l'exige.—C.P.C., 342.

1. 1 PIGEAU 249.

413. Les arbitres ne peuvent adjuger que sur les matières qui leur sont soumises.

Ils sont tenus d'observer les mêmes formalités que les experts dans l'investigation des faits, suivant les articles 404 et 405, à moins qu'ils ne soient en même temps nommés amiables compositeurs, mais ils ne sont pas obligés de motiver leur décision. Ils ne peuvent adjuger sur les dépens, à moins que le tribunal ne leur en ait donné le pouvoir.—C.P.C., 343.

1. 1 PIGEAU, 248.

2. V. arts. 1431 à 1444 concernant l'arbitrage et les arrêts cités sous ces différents articles.

3. La Cour peut, sur motion, ordonner à

or the judge, upon the application of either party, may refer to the decision of arbitrators any case of dispute between relations, concerning partitions or other matters of fact which it is difficult for the court to appreciate, and also any other case if the parties consent to it.—C.C.P., 341, amended.

parties, le choix de cet arbitre ne peut être fait par le tribunal.—C.S., 1881. *Macpherson vs Drumm*, 17 R.L., 672; CHAGNON, J.

4. In an action for work and labor done, in which the defendant pleaded that the work was done under a verbal contract and for a fixed sum, and an order was made in the court below to send the case to experts or arbitrators to decide the existence or non-existence of such contract.—*Held*: that such order was illegal and would be set aside, as the court had no power to refer the case to arbitrators without the consent of the parties.—C.A., 1864. *Dun & Bissonette*, 14 L.C.R., 403; 11 R.J.R., 474.

412. The preceding provisions relating to experts apply to arbitrators, in so far as they are compatible with those of the present Paragraph; nevertheless, arbitrators need not be sworn unless the order appointing them requires it.—C.C.P., 342.

413. Arbitrators can only adjudicate upon the matters submitted to them.

They are bound to observe the same formalities as experts in the investigation of facts, according to Articles 404 and 405, unless they are at the same time appointed mediators, but they are not bound to give the reasons of their decision.

They cannot award costs, unless the court has empowered them to do so.—C.C.P., 343.

des arbitres et amiables compositeurs de compléter leur rapport en y ajoutant le récit des formalités qu'ils ont remplies, d'expliquer davantage la nature de certaines parties de leur rapport, et d'annexer le certificat de

leur assermentation et autres documents.—C.S., 1889. *Dubé vs Corestine*, 5 M.L.R., 132; LORANGER, J.

4. Arbitrators to whom the matters in dispute between the parties to a suit have been referred, and who find a sum of money to be due to the plaintiff, have no right to adjudicate on the costs of suit and to decide that each party pay his own costs.—C.C., 1858. *McKenna vs Tabb*, 2 J., 190; BADGLEY, J.

5. Plaintiff claimed \$334.00 for goods sold which defendant refused, upon the ground that they were not as represented. Upon a reference to arbitrators they found for the plaintiff, less \$20 for broken packages, and ordered each party to pay his own costs.—*Held*: 1st. Arbitrators have no right to pass upon costs.—2nd. As the defendant had no right to refuse the goods, but should have simply claimed a reduction, the award will be homologated, except as to costs, and defendant condemned to pay all costs.—C.S., 1873. *Urquhart vs Moore*, 18 J., 71; MAC-KAY, J.

6. Where the rule appointing arbitrators authorizes them to settle the question of costs, the Court will not disturb their award as to the costs.—C.S., 1865. *McGibbon vs*

§ 4.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX TROIS PARAGRAPHEs QUI PRÉCÈDENT.

414. Les experts, auditeurs, praticiens et arbitres peuvent exiger que le montant de leurs émoluments, frais et déboursés soit déposé en cour, avant l'ouverture de leur rapport, sujet à l'adjudication du tribunal.

Lorsque ce dépôt n'est pas exigé par eux, ils ont leur recours solidaire contre toutes les parties en cause.—C. P.C., 344.

1. An expert named by one of the parties or by the court at the request of one of the parties has no recourse for his fees against the other parties.—C.A., 1860. *Brown & Wallace*, 5 J., 60; 11 L.C.R., 182.

2. Un arbitre a un recours solidaire pour ses honoraires de frais contre toutes les parties qui ont consenti l'acte d'arbitrage.—C. S., 1894. *Malo vs The Land & Loan Co.*, 5 R.J.O., 483; OUMET, J.

3. Les experts nommés en justice ne sont pas obligés d'attendre l'issue du procès pour le paiement de leurs frais et honoraires; mais ils peuvent dès que le montant en a été contradictoirement établi le recouvrer des

Dallon, 1 L.C.L.J., 93; BADGLEY, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE,

7. En matière d'expropriation par une compagnie de chemin de fer ayant une charte provinciale, les procédures d'arbitrage sont réglées par les statuts R. de Québec, art. 5164, 16 à 26.—L'énumération des motifs de récusation contenue en l'article 207 C.P.C. est limitative.—Un notaire qui n'a fait que recevoir certains actes sans importance ou de nature à rendre service aux parties ou qui n'a fait qu'expliquer aux propriétaires expropriés les droits et les procédures qu'ils avaient à adopter, n'est pas pour cela inhabile à agir comme arbitre.—La loi n'interdit pas tout rapport entre l'arbitre et le propriétaire exproprié par une compagnie de chemin de fer, au contraire, elle admet et rend nécessaires ces rapports, en réglant que certains avis seront signifiés non au propriétaire, mais à l'arbitre.—L'expression d'opinion de la part d'un arbitre, pour être un motif de récusation, doit avoir un caractère de publicité qui fait connaître la partialité, ou l'animosité, ou la prévention que cet arbitre apporterait dans ses décisions.—C. S., 1898. *La Cie du Chemin de fer de la Vallée du Richelieu vs Ménard*, 4 R. de J., 109; PAGNUELO, J.

§ 4.—GENERAL PROVISIONS APPLICABLE TO THE THREE PRECEDING PARAGRAPHS.

414. Experts, accountants, practitioners and arbitrators may demand that the amount of their remuneration, costs and disbursements be paid into court previously to the opening of their report and subject to the order of the court.

If they do not demand this deposit, they have a recourse against all the parties to the suit, jointly and severally.—C.C.P., 344.

parties, lorsqu'aucun dépôt n'a été fait en cour.—Une partie ne peut se soustraire à ce paiement qu'en démontrant que le rapport des experts est nul et sans utilité dans la cause.—C.S., 1892. *Quirk vs The New Rockland Slate Co.*, 2 R.J.O., 312; LORANGER, J.

4. Experts have a recourse for the fees due to them in connection with a pending cause, against a defendant *en arrière garantie*; and more particularly when the said defendant availed himself of the report of the experts by taking communication thereof.—C. S., 1896. *Beaudry vs The Town of St-Henri*, 9 R.J.O., 406; CURRAN, J.

5. A surveyor is entitled to his fees and disbursements from the party who named him expert, though the report has been set aside by the Court on the ground that the experts were not sworn.—The tariff established by Consol. Stas. Can., cap. 77, sec. 108, subsec. 5, by which the time of a provincial land surveyor attending a court in his professional capacity is valued and taxed at \$4 per day, may be disregarded by the Court, and the sum reduced at the discretion of the judge.—Though a written promise to pay the account sued on, acknowledged by the defendant on oath, is the only evidence adduced, such written promise may be taken as proof of part of the account, and not of the whole.—C.C., 1865. *Brady vs Aitchison*, 1 L.C.L.J., 112; 18 R.J.R., 197; MONK, J.

6. Where a surveyor commits a notable fault in the making of a survey, and his report is in consequence set aside by the Court, he is not entitled to claim fees for his work.—The failure to give the requisite notice to the parties before proceedings is such notable fault.—C.C., 1873. *Beaudry vs Tomalty*, 17 J., 175; TORRANCE, J.

7. Lorsqu'une expertise est ordonnée par le tribunal, il peut être ordonné aux deux parties dans la cause de déposer, chacune pour moitié, le montant des frais des experts, qui ont requis ce dépôt, conformément à l'article 344 C.P.C. (414 n.c.)—C.S., 1890.

415. La partie qui entend se prévaloir d'un rapport d'experts, d'auditeurs ou de praticiens, doit demander qu'il soit reçu; et, si la partie adverse veut se prévaloir des irrégularités ou nullités qui s'y rencontrent, elle doit le faire par une demande contraire.—C.P.C., 345.

1. POTHIER, *Proc.*, 47.—*Contra*: ORD. 1667, tit. 21, art. 14.

2. Une cour peut adopter un rapport d'experts dont personne n'a demandé l'homologation.—C.A., 1869. *La Fabrique de Ste Julie de Somerset & Paquet*, 1 R.L., 430; 20 R.J.R., 333.

3. An award may be good in part and bad in part, but only in cases where the subject appears clearly capable of being separated; where, for instance, the arbitrator exceeds his authority on one subject, or proceeds to another, as to which he has no power to award.—C.S., 1879. *Guay vs Fradet*, 5 Q.L.R., 226; MEREDITH, J.

4. Les parties qui, dans un incendie ou autre sinistre, procèdent à l'amiable à l'estimation des pertes, sans requérir l'observation des formes sur lesquelles ils auraient le droit d'insister, renoncent par là même à

416. Si le rapport des experts,

Muir vs The Providence Washington Insurance Co., 18 R.L., 703; MATHIEU, J.

8. Les arbitres nommés pour l'expropriation en matières de construction de chemins de fer, sous l'acte des Chemins de Fer, 1888, Canada, peuvent retenir les services d'un greffier et ce greffier a un recours solidaire pour ses honoraires et dépenses contre la compagnie et la partie expropriée. Cependant, lorsque ce greffier est notaire, et qu'il a donné des avis par acte notarié, il ne peut se faire payer pour ces avis, suivant le tarif des notaires, mais on ne lui accordera que les honoraires pour rédaction des avis par acte sous seing privé.—C.R., 1894. *Tassé vs La Cie. du chemin de fer du St-Laurent et Adirondack*, 6 R.J.O., 301; LORANGER, DELORMIER & PAGNUELLO, JJ.

V.—C.S., 1893. *Brodie vs Montreal & Ottawa River Co.*, 3 R.J.O., 466; DOHERTY, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

9. En vertu des sections 157 & 158 du chapitre 29 des Statuts du Canada (1888, 51 Vic.), "Acte concernant les chemins de fer," le juge a juridiction pour taxer le mémoire de frais d'un arbitre ayant agi comme tel, sous le dit acte, même avant qu'il ait rendu une sentence arbitrale.—C.S., 1898. *Montreal Park & Island Ry. Co. vs Madore & Déary*, 4 R.L.n.s., 402; MATHIEU, J.

415. The party who intends to avail himself of a report of experts, accountants or practitioners must make application to have it received; and if the opposite party desires to take advantage of any irregularities or causes of nullity therein, he must do so by a counter application.—C.C.P., 345.

s'en plaindre plus tard, et le rapport des experts ne sera pas mis de côté lorsque les parties n'auront pas insisté sur ces formalités.—C.A., 1881. *De Montigny & La Cie. d'Assurance Agricole de Watertown*, 2 D.C.A., 27.

5. Les tribunaux doivent autant que possible accueillir favorablement les rapports d'experts et ne les rejeter qu'en autant qu'il y a eu des irrégularités et des illégalités de nature à porter préjudice aux parties.—C.S., 1884. *Connarun vs Bryson*, 1 M.L.R., 221; RAINVILLE, J.

6. Le fait, par des arbitres, d'accepter des rafraichissements de l'une des parties est une cause valable de reproche contre eux.—C.A., 1893. *The Atlantic and North West Ry & Bronsdon*, 2 F.J.O., 470.

7. V. les autorités citées sous l'article 144 se rapportant aux rapports d'arbitres.

416. If a report of experts, ac-

des auditeurs ou des praticiens n'est entaché d'aucune irrégularité ou nullité, il forme, avec les témoignages et documents qui y sont annexés, partie de la preuve de la cause.—C.P.C., 346.

1. C. de Paris, 184.

2. Where an expertise was ordered in an *assumpsit* action, and a question of costs arose.—*Held*: that the costs of such exper-

417. S'il s'agit d'un rapport d'arbitres, la partie qui entend s'en prévaloir peut demander qu'il soit homologué et que jugement soit rendu conformément à sa teneur.

L'autre partie ne peut s'y opposer que par une demande aux fins de le faire déclarer non admissible pour cause d'irrégularité ou d'autre nullité.—C.P.C., 347.

1. A judgment homologating an award of arbitrators, is an interlocutor susceptible of being revised.—C.S., 1857. *Tate vs Jones*, 1 J., 151; 5 R.J.R., 467; DAV, MONDELET & CHABOT, JJ.

2. Where there were irregularities in the

countants or practitioners is free from irregularities or causes of nullity, it forms, together with the depositions and documents annexed, part of the evidence in the case.—C.C.P., 346.

tise were in the discretion of the court, and that they would be divided when the report has the effect of materially reducing plaintiff's demand.—C.S., 1858. *Gardner vs McDonald*, 2 J., 208; 7 R.J.R., 13; SMITH, J.

417. In the case of an award of arbitrators, the party intending to avail himself of it may apply for its homologation and for judgment in conformity with it.

The other party cannot oppose it except by an application to have the report declared inadmissible on the ground of irregularity or of some other cause of nullity.—C.C.P., 347.

proceedings of arbitrators, and one of the parties to the submission took advantage of the award, knowing of these irregularities, he will be held to have acquiesced in the proceedings.—C.A., 1878. *Lépine & Fiset*, R., 14.

CHAPITRE XX.

ENQUÊTE ET AUDITION ET ENQUÊTE PAR DÉFAUT ET EX PARTE.

418. Nonobstant les dispositions de l'article 532, lorsque le défendeur ne comparait pas ou ne répond pas à l'action, le demandeur, dans toutes les causes, peut inscrire :

1. Pour procéder à l'enquête en terme ou hors du terme, si une enquête est nécessaire ; et la preuve se fait alors devant le juge, ou devant le protonotaire qui doit faire prêter serment aux témoins, faire prendre note de leur témoignage, par sténographie ou autrement, de la même manière que dans les causes contestées, et faire toutes autres choses relatives à la preuve qu'un juge est tenu de faire ; ou

CHAPTER XX.

PROOF AND HEARING, AND PROOF, IN CASES BY DEFAULT AND *ex parte*.

418. Notwithstanding the provisions of Article 532, when the defendant fails to appear or to plead to the action, the plaintiff may in all cases inscribe the cause :

1. For proof in term or out of term, if any is necessary ; and such proof is then proceeded with before the judge, or before the prothonotary who must swear the witnesses, have notes of their evidence taken by stenography or otherwise, in the same manner as in contested cases, and do such other things in regard to the evidence, as it would be the duty of the judge to do ; or

2. Pour preuve et audition en même temps.

Un avis d'un jour de l'inscription doit être donné au défendeur forclos de plaider.

Ce dernier peut transquestionner les témoins, et faire les objections qu'il croit convenables, dont il doit être pris notes, mais il ne peut produire aucun témoin.—C.P.C., 317, § § 1, 2, *amendés*.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 13, § 2, 16, 98, 99.

2. When the plaintiff who has foreclosed the defendant from pleading, gives him notice of *enquête* for a certain day, and does not proceed on that day, he cannot proceed on a subsequent day without fresh notice to his adversary.—C.R., 1885. *Paradés*.

419. Dans les causes par défaut, et avec le consentement des parties ou de leurs avocats dans les causes *ex parte*, les dépositions des témoins peuvent être prises, en tout état de cause, par la sténographie ou autrement, en la manière indiquée en l'article 355, à quelque endroit que ce soit, chaque jour juridique pendant ou hors des termes.—C.P.C., 239, *amendé*; 54 V., c. 44, s. 1.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 94.

420. Lorsque la preuve offerte par le demandeur n'est pas prise en présence du juge, elle est produite et demeure au dossier.—*Nouveau*; C.P.C., 318.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 102.

CHAPITRE XXI.

Procès par Jury.

SECTION I.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

421. Le procès par jury peut avoir lieu dans toute action fondée sur dette, promesse ou convention d'une nature commerciale, soit entre commerçants,

2. For proof and hearing at the same time.

One day's notice of inscription must be given to a defendant foreclosed from pleading.

The latter may cross-examine the witnesses, and make whatever objections he thinks proper, of which notes must be taken; but he is not entitled to produce witnesses.—C.C.P., 317, § § 1, 2, *amended*.

dis vs Poirier, 11 Q.L.R., 82; CASAVULT, MCCORD & CARON, JJ.

3. A defendant foreclosed from pleading has no right to inscribe the cause for proof *ex parte*.—C.S., 1880. *Hughes vs Rees*, 3 L. N., 37; 24 J., 41; TORRANCE, J.

419. In cases by default, and in *ex parte* cases with the consent of the parties or their attorneys, the evidence of witnesses may be taken at any stage of the case by means of stenography or otherwise, in the manner prescribed in Article 355, at any place whatever, on any juridical day in or out of term.—C.C.P., 239, *amended*; 54 V., c. 44, s. 1.

420. When the evidence offered by the plaintiff is taken out of the presence of the judge, it is filed and remains of record.—*New*; C.C.P., 318.

CHAPTER XXI.

Trial by Jury.

SECTION I.

PRELIMINARY PROVISIONS.

421. A trial by jury may be had in all actions founded on debts, promises or agreements of a commercial nature, either between traders or bet-

soit entre une partie qui est commerçante et une autre qui ne l'est pas ; et aussi dans toute poursuite en recouvrement de dommages résultant de torts personnels ou de délits et quasi-délits contre la propriété mobilière.—C.P.C., 348, amendé.

1. C.P.L., 313.—S.R.B.C., c. 81, s. 26.

2. Le procès par jury ne peut avoir lieu :
a. Dans une action en déclaration de paternité, accompagnée d'une demande de dommages.—C.S., 1856. *Clarke vs McGrath*, 1 J., 5 ; 5 R.J.R., 362 ; DAY, SMITH & BADGLEY, JJ.

b. Dans une action en dommages résultant de mutilations faites à un cheval, car ce n'est pas là un tort personnel.—C.S., 1857. *Durocher vs Meunier*, 1 J., 290 ; 6 R.J.R., 92 ; DAY, MONDELET & BADGLEY, JJ.

c. Dans une action en dommages par deux hommes de profession contre trois marchands pour refus d'acheter un chemin de fer.—C.S., 1858. *Abbott vs Meikleham*, 2 J., 283 ; 7 R.J.R., 40 ; DAY, J.

d. Dans une action entre deux marchands en revendication de marchandises volées.—C.S., 1859. *Fawcett vs Thompson*, 3 J., 229 ; 7 R.J.R., 462 ; BERTHELOT, J.

e. Dans une action en reddition de compte entre deux successions.—C.A., 1862. *Mann & Lambe*, 6 J., 75 ; 8 R.J.R., 254.

f. Dans une action prise par un commerçant pour recouvrer de l'argent prêté à une société commerciale.—C.A., 1862. *Gilmour & Wishaw*, 6 J., 320 ; 13 L.C.R., 94 ; 15 L.C.R., 177 ; 10 R.J.R., 391.

g. Dans une action reposant sur deux causes, dont l'une commerciale, et l'autre non commerciale.—C.A., 1862. *Mann & Lambe*, 6 J., 75 ; 8 R.J.R., 254.—C.A., 1896. *Demers & La Banque de Montréal*, 5 R.J.O., 535.

h. Dans une action en dommages causés par la négligence d'un capitaine de navire pour la valeur de deux chevaux noyés et qu'il avait loués pour le déchargement de son navire.—C.S., 1870. *Toland vs Spencer*, 15 J., 220 ; 21 R.J.R., 453 ; BERTHELOT, J.

i. Dans une action où il est allégué que le défendeur, avec la complicité d'un tiers, s'est muni de fausses écritures à l'aide desquelles il a obtenu les avances qui sont l'objet de la poursuite.—C.A., 1896. *Demers & La Banque de Montréal*, 5 R.J.O., 535.

3. Le procès par jury peut avoir lieu :

a. Dans une action prise par un inprineur dans une affaire concernant son négoce.—C.C., 1861. *Lovell vs Campbell*, 6 J., 115 ; 10 R.J.R., 207 ; BERTHELOT, J.

b. Dans une action prise par une corporation civile contre une société commerciale pour le recouvrement de surcharge sur le fret.—C.S., 1862. *Secretary of State vs Edmonstone*, 6 J., 322 ; 10 R.J.R., 400 ; MONK, J.

ween traders and non-traders ; and also in all actions for the recovery of damages resulting from personal wrongs or from offences or quasi-offences against moveable property.—C.C.P., 348, amended.

c. Dans une action pour faire réintégrer une femme mariée au domicile conjugal, accompagnée d'une demande en dommages.—C.S., 1864. *Cmie vs Garceau*, 8 J., 131 ; 12 R.J.R., 300 ; 14 L.C.R., 446 ; BERTHELOT, J.

d. Dans une action par un forgeron se plaignant du défaut de livraison d'une cargaison par des marchands.—C.B.R., 1810. *Hunt vs Bruce*, P. R., 3 ; 1 R.J.R., 53.

e. Dans une action pour inexécution d'une promesse de mariage, comme dans une action pour injures personnelles.—C.S., 1853. *Ferguson vs Pullon*, 4 L.C.R., 383 ; 4 R.J.R., 206 ; DUVAL & MEREDITH, JJ.

f. Dans une action pour le recouvrement du montant d'une police d'assurance contre le feu.—C.A., 1855. *McGillivray & The Montreal Ass. Co.*, 5 L.C.R., 406 ; 4 R.J.R., 404.

g. Dans une action en dommages pour injures au crédit, au nom et à la réputation du demandeur.—C.S., 1869. *Fullon vs Stevenson*, 13 J., 112 ; 19 R.J.R., 112 ; BEAUDRY, J.

h. Dans une action prise par une compagnie d'assurance mutuelle, dont la charte d'incorporation déclare que les assurés avec participation aux profits sont ses seuls membres, mais qui souscrit aussi des polices à prime fixe, lorsqu'il s'agit d'une telle police, cette compagnie ayant fait un acte de commerce en émettant cette police.—C.A., 1895. *British Empire Mutual Life Ass. Co. & Bergevin*, 5 R.J.O., 55.

4. The plaintiff is not deprived of his right to trial by jury in consequence of having added to his demand a seizure before judgment, this proceeding being only incidental, and concerning the remedy rather than the right of action.—C.S., 1897. *Hawkins vs Roberts*, 12 R.J.O., 349 ; ARCHIBALD, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

5. Pour décider s'il y a lieu à un procès par jury, le tribunal doit considérer le montant demandé par l'action et non celui auquel la demande peut être subséquemment réduite par un désistement partiel du demandeur.—C.A., 1898. *Paradis & Thibaudeau*, 1 R.P., 464.

5. A jury trial may be granted in an action against the city of Montreal for bodily injuries by the bad state of a sidewalk.—C.S., 1898. *Evans vs The City of Montreal*, 1 R.P., 262 ; MATHIEU, J.

7. L'option pour procès par jury, faite après le plaidoyer, ne vaut que si elle est accompagnée, ou suivie, dans les délais voulus, d'une demande au juge.

Les trois jours mentionnés par l'art. 423 C.P.C., comptent à partir de la production au greffe de la pièce de procédure qui a lié la contestation.—C.S., 1897. *Forget vs Wulach*, 1 R.P., 28; MATHIEU, J.

422. Il a lieu sur la demande de l'une des parties, lorsque la somme réclamée par l'action excède quatre cents piastres.—C.P.C., 349, amendé.

1. C.P.L., 494.—S.R.B.C., c. 83, s. 26, § 2 et s. 29.

2. A plaintiff who has made option of a trial by jury in his declaration, cannot withdraw it without his adversary's consent.—C.S., 1883. *Heyneman vs Davis*, 27 J., 108; 6 L.N., 184; TORRANCE, J.

3. Plaintiff's desistement from a portion of his demande cannot deprive defendant of

423. L'option peut en être faite, soit par la déclaration ou par les défenses, soit par une demande spéciale présentée au juge dans les trois jours qui suivent la contestation liée.—C.P.C., 350, amendé.

1. C.P.L., 494, 495.—S.R.B.C., c. 83, s. 89.

2. Une demande pour procès par jury est régulière, si elle est signifiée dans les délais mentionnés dans cet article et présentée à la première séance de la cour qui suit cette signification.—C.S., 1854. *Arcand vs The Montreal and New York Railway Co.*, 6 J., 38; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.—C.S., 1870. *Mathews vs The Northern Assurance Co.*, 14 J., 138; BEAUDRY, J.—C.A., 1875. *Brown & The Imperial Fire Insurance Co.*, 20 J., 179.

3. A motion made on the first day of term for acte of the declaration which the plaintiff made of his option of a trial by jury, more than four days after issue joined, will not be granted as coming too late under the 64th Rule of Practice, although notice of the motion was given on the day after joinder of issue.—C.S., 1861. *Lovell vs Campbell*, 6 J., 115; 10 R.J.R., 207; BERTHELOT, J.

4. A plaintiff having a right to a trial by jury, who has not made option by his declaration for such trial, may make his option after plea filed, and before completing the issue, notwithstanding the 64th rule of practice.—C.A., 1875. *Masson & Gebhart*, R., 404.

5. A motion for jury trial cannot be granted until after the issues are perfected.

424. Le procès n'est fixé qu'après

8. Il ne peut y avoir un procès par jury dans une action contre la cité de Montréal pour \$1,000 de dommages causés à la santé des demandeurs par suite du refus de la défenderesse de transporter un patient à l'hôpital civique, et pour \$5,500 de dommages faits aux affaires des demandeurs.—C.S., 1898. *McCuaig vs La Cité de Montréal*, 4 R.L.n.s., 368; 14 R.J.O., 175; 1 R.P., 258; MATHIEU, J.

422. It is had at the option of either of the parties when the amount claimed by the action exceeds four hundred dollars.—C.C.P., 349, amended.

his acquired right to a trial by jury.—C.A., 1889. *Motteur & Dongall*, 33 J., 105.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. Le demandeur qui, dans sa déclaration, fait option pour un procès par jury, peut dans sa réponse à la défense se désister de cette demande.—C.S., 1898. *Mendell vs Berthiaume*, 4 R.L.n.s. 149; MATHIEU, J.

423. The option is made either in the declaration or in the defence, or by a special application to the judge within three days after issue joined.—C.C.P., 350, amended.

—C.S., 1873. *Hart vs The Northern Ins. Co.*, 18 J., 189; JOHNSON, J.

6. Where option for trial by jury is not made in the declaration or in the pleas or by a special application to the court within the delay prescribed by this article, the court has no power subsequently to grant a trial by jury. Hence an option made by the plaintiff in his answer to plea is without effect.—C.S., 1893. *Vasey vs Montreal Gas Co.*, 4 R.J.O., 388; DOHERTY, J. (Confirmé en appel 22 déc. 1893.)

7. Le juge Beaudry, dans *Mathews vs The Northern Assurance Co.*, et le juge Dorion, dans *Brown & The Imperial Fire Insurance Co.*, citées *supra*, n. 2, ont exprimé une opinion contraire à l'arrêt ci-dessus.

8. L'option pour un procès par jury, faite dans une exception qui est renvoyée sur défense en droit, subsiste nonobstant le renvoi de telle exception.—C.A., 1859. *Whyte & Nye*, 9 L.C.R., 228; 7 R.J.R., 209.

9. A défaut par la partie qui a demandé le jury de procéder sur cette demande, la partie adverse a droit d'obtenir la permission d'inscrire la cause pour enquête en la manière ordinaire.—C.A., 1887. *McLeish & Dongall*, 3 M.L.R., 313.

10. V. art. 421, n. 7.

424. The trial is not fixed until

que le juge a décidé les contestations au sujet du droit au procès par jury, et a, sur la motion de quelqu'une des parties, défini le fait ou les faits dont le jury doit s'enquérir.—C.P.C., 352, amendé.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 29, 31.

2. Where both parties are dissatisfied with the settlement of facts made in the court below, and the respondent has desisted from the judgment, the Court of appeal will not itself settle the facts, but will transmit the record to the court of first instance in order that the facts may be settled anew.—C.A., 1880. *Citizens Insurance Co. & La-Joie*, 3 L.N., 108.

3. The object of the assignment of facts is

425. Chacune des parties doit fournir au juge un mémoire des faits qu'elle croit nécessaire de soumettre à l'appréciation du jury.—C.P.C., 353.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 31.

2. Where a plaintiff has alleged a fact in his declaration which defendant has denied by his plea, and plaintiff does not suggest

426. La définition des faits par le juge peut être omise du consentement écrit de toutes les parties.—C.P.C., 354.

1. *Idem*, s. 32.

427. Le juge président au procès peut, en tout temps avant verdict, d'office ou à la demande d'une des parties, rejeter ou modifier les faits ainsi définis, ou en ajouter d'autres, s'il est d'avis qu'il assure ainsi une instruction plus complète des faits en contestation.—*Nouveau*.

1. Rap. C.—L'article 427 décrète une règle qui diffère de celle fondée sur les décisions basées sur l'article 352 C.P.C., (article 424). Il a été jugé, en vertu de ce dernier article, qu'aucun amendement au mémoire des faits ne peut être permis après que le jour du procès a été fixé.

428. Le procès doit se faire au lieu où l'action a été portée, à moins que, pour quelque motif suffisant, le juge n'ordonne qu'il ait lieu dans un

the judge has decided all issues raised respecting the right to trial by jury, and, upon the motion of either party, has assigned the fact or facts to be inquired into by the jury.—C.C.P., 352, amended.

that the jury may determine all the finite facts in dispute between the parties, and respecting which the Court requires to be informed in order to decide the question of law in issue between them. It must be so framed as to be sufficiently comprehensive, and at the same time carefully exclude any evidence from which the jury may draw an inference; and the assignment of facts in this case conformed to this rule.—C.A., 1887. *McRae & The Canadian Pacific Railway Co.*, 4 M.L.R., 140.

425. Each party must furnish the judge with a statement of the facts which he considers ought to be submitted to the jury.—C.C.P., 353.

that such fact be put to the jury, defendant has no right to insist that it should be.—C. S., 1806. *England vs Kerry*, 2 R. de J., 311; ARCHIBALD, J.

426. The assignment of facts may be dispensed with by the consent in writing of all the parties to the suit.—C.C.P., 354.

427. The judge presiding at the trial may, at any time before verdict, of his own motion or on the application of either party, strike out, add to, or amend any of the facts so assigned, if he considers that by doing so a more perfect trial of the issues will be secured.—*Nouveau*.

La partie qui y objectait, était donc forcée d'appeler du jugement interlocutoire déterminant les faits, faute de quoi elle était liée par le mémoire.

Le nouvel article permet d'amender le mémoire en tout temps avant le verdict; si la cour refuse la requête, il peut y avoir lieu à un nouveau procès.

428. The trial must be had at the place where the action is brought, unless for sufficient cause the judge orders that it shall be had in another

autre district ; et, dans ce cas, le verdict est rapporté avec le dossier au lieu où la poursuite a été commencée.—C. P.C., 355, *amendé*.

429. Dans toute poursuite en dommages contre un officier public, à raison de quelque illégalité dans l'exécution de ses fonctions, le juge peut ordonner que le procès ait lieu dans un autre district, s'il est démontré que la cause ne peut être instruite avec impartialité dans le district où l'action a été portée.—C. P.C., 356, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 83 ; c. 101, s. 3, § 3.

SECTION II.

JURY.

430. Le protonotaire de la cour supérieure de chaque district est tenu de faire une liste des personnes habiles à servir comme jurés dans les causes civiles, en prenant dans la liste indiquant les personnes ayant les qualités requises pour être grands jurés dans les cours criminelles, déposée dans son bureau, les noms de tous les individus résidant dans un rayon de quinze milles du siège de la cour, dans l'ordre dans lequel il se présente.

Si le siège de la cour est dans une localité autre que les cités de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke ou St. Hyacinthe ou la ville de St. Jean, les noms de toutes les personnes apparaissant sur la liste des grands jurés doivent être entrés par le protonotaire sur la liste des personnes habiles à servir comme jurés dans les causes civiles.—C. P.C., 357, *amendé*.

1. 27-28 Vic., c. 41, s. 9, § 1-2.

2. Le dernier paragraphe de cet article a été ajouté par la 61^e Vict., c. 47, s. 3.

3. When the prothonotary had prepared a list of jurors in obedience to an order, and the order was subsequently set aside on ac-

431. Immédiatement après la ré-

district ; and in such case the verdict is returned with the record to the place where the suit was commenced.—C. C.P., 355, *amended*.

429. In any action for damages brought against a public officer by reason of any illegal act done by him in the performance of his functions, the judge may order that the trial shall be held in another district if it is shown that the case cannot be tried impartially in the district in which the suit is brought.—C. C.P., 356, *amended*.

SECTION II.

THE JURY.

430. The prothonotary of the Superior Court in each district is bound to make a list of the persons qualified to serve as jurors in civil cases, by taking from the list of persons qualified to serve as grand jurors in criminal cases, which is deposited in his office, the names of all persons residing within a distance of fifteen miles from the court, in the order in which such names appear.

If the court is held in any place other than the cities of Quebec, Montreal, Three Rivers, Sherbrooke or St. Hyacinthe or the town of St. Johns, the names of all persons appearing on the list of grand jurors must be entered by the prothonotary upon the list of persons qualified to serve as jurors in civil cases.—C. C.P., 357, *amended*.

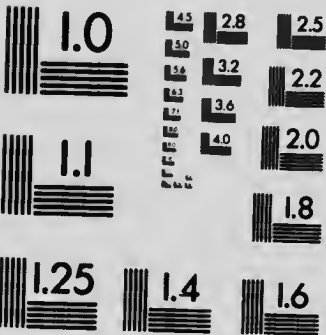
count of irregularities and the list was used in another case, it was held in review that the jury, on a subsequent order in the first case, should be taken from the same list.—C. R., 1871. *Philippstall vs Duzal*, 3 R.L., 29; MEREDITH, TASCHEREAU & STUART, JJ.

431. Immediately after receipt of



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

ception de l'avis donné par le shérif que la revision des listes des grands jurés a été faite par lui, le protonotaire est tenu de corriger sans délai la copie en sa possession pour la rendre conforme aux listes des jurés ainsi revisées; et ces corrections sont certifiées par le shérif.

La liste des jurés en matière civile est revisée par le protonotaire sur celle des grands jurés en matière criminelle ainsi revisée, en retranchant les noms des personnes décédés, absentes ou incompetentes, et en ajoutant les noms des nouvelles personnes capables de servir comme jurés.

Le protonotaire est aussi tenu de temps à autre de rayer sur sa copie les noms de tous ceux que le shérif, dans une cause pendante, rapporte comme décédés, absents ou incompetents, ou que le tribunal a déclarés tels.—C.P.C., 361, *amendé*; S.R., 2636, 2641, 5893.

1. S.R.B.C., c. 41, s. 9, § 2.

432. Les causes d'exemption des jurés sont les mêmes qu'en matière criminelle.—C.P.C., 360, *amendé*; S.R., 2621, 5892; 59 V., c. 43, s. 2.

1. 27-28 Vic., c. 41, s. 3.—S.R.C., c. 87.

SECTION III.

FORMATION DU TABLEAU ET DU RÔLE.

433. Le juge, sur motion de l'une des parties, peut fixer un jour pour la formation du rôle et un autre jour pour le procès, soit pendant un des termes de la cour, soit pendant les vacances, et ordonner l'assignation d'un corps de jurés pour instruire la cause, au lieu où siège le tribunal ou dans tout autre district, suivant les circonstances, et, dans ce dernier cas, ordonner la trans-

the notice given by the sheriff that he has completed the revision of the grand jury lists, the prothonotary is bound to forthwith correct the copy in his possession so as to make it conform to the jury-lists so revised; and such corrections are certified by the sheriff.

The list of jurors for civil cases is revised by the prothonotary according to the list of grand jurors for criminal cases so revised, by striking out the names of deceased, absent or disqualified persons, and adding the names of new persons qualified to serve as jurors.

The prothonotary is also bound to strike out from time to time the names of all persons whom the sheriff, in any pending case, returns as dead, absent or disqualified, or who are declared by the court to be so.—C.C.P., 361, *amended*; R.S., 2636, 2641, 5893.

432. The grounds of exemption from serving as jurors are the same as in criminal matters.—C.C.P., 360, *amended*; R.S., 2621, 5892; 59 Vict., c. 43, s. 2.

SECTION III.

FORMATION OF THE SPECIAL LIST AND STRIKING THE PANEL.

433. The judge, upon motion of either of the parties may fix a day for striking the panel, and another day for the trial, either in term or in vacation, and order the summoning of a jury to try the issues, either at the place where the court is held or in any other district, according to circumstances, and, in the latter case, order the record to be sent to the prothonotary of the

mission du dossier au greffe du tribunal, à l'endroit fixé.—C.P.C., 362, amendé.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 27, 28.

434. La motion aux fins de fixer un jour pour un procès par jury doit être accompagnée de la consignation au greffe de la somme déterminée par les règles de pratique.—C.P.C., 365, amendé ; R.P.C.S., 65.

1. Le dépôt ne doit se faire que simultanément avec la motion pour *venire facias* et cette dernière motion ne peut se faire qu'après la définition des faits à être soumis au jury.—C.S., 1866. *Glass vs Deniss*, 16 L.C.R., 209 ; TASCHEREAU, J.

435. Si la demande est d'une nature commerciale, les jurés à assigner sont pris et choisis seulement parmi les personnes, parlant la langue requise, désignées dans la liste des jurés comme marchands ou commerçants, dans l'ordre qu'elles occupent sur la liste ; et, dans les causes où l'une des parties n'est pas commerçante et objecte à un jury entièrement composé de commerçants, le juge peut ordonner que la moitié seulement des personnes à assigner comme jurés soit composée de commerçants.

S'il ne se trouve pas sur la liste des jurés autant de marchands ou de commerçants qu'il en doit être assigné pour former le jury, le tableau est complété en prenant d'autres noms sur la liste dans l'ordre ci-dessus prescrit.—C.P.C., 363.

1. 27-28 V., c. 41, s. 9, § 4, 5, 6, 11.

2. An action of damages for malicious prosecution, arising out of mercantile transactions between merchants, is not a civil suit

436. Sur la demande de l'une des parties, sans opposition de la partie adverse, le juge peut ordonner que le jury soit composé exclusivement de personnes parlant la langue française ou de personnes parlant la langue anglaise.

20

court at the appointed place.—C.C.P., 362, amended.

434. The motion for the fixing of a day for trial must be accompanied with a deposit in the office of the court, of the amount fixed by the rules of practice.—C.C.P., 365, amended ; R.P.S.C., 65.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. La partie qui désire retirer un dépôt fait entre les mains du protonotaire doit en obtenir la permission du tribunal.—C.S., 1898. *Lessard vs Duncan*, 4 R.L.N.S., 433 ; MATHIEU, J.

435. If the action is of a commercial nature, the jurors to be summoned are taken and selected only from amongst the persons, speaking the required language, who are designated in the jury-list as merchants or traders, in the order in which they stand upon the list ; and in cases where one of the parties is not a trader and objects to a jury composed wholly of traders, the judge may order that one half only of the jury be composed of traders.

If there are not upon the jury-list the number of merchants or traders that should be summoned to form the jury, the special list is completed by taking other names from the jury-list in the order herein-before prescribed.—C.C.P., 363.

of a mercantile nature entitling the parties to a trial by a jury composed exclusively of merchants and traders.—C.S., 1860. *Fogarty vs Morrow*, 5 J., 222 ; BERTHELOT, J.

436. Upon the application of either party, if the opposite party does not object, the judge may order the jury to be composed exclusively of persons speaking the French language or of persons speaking the English language.

Si les parties sont d'origines différentes et qu'une d'elles demande un jury *de medietate lingue*, ou si cette demande est faite par une corporation qui est partie à l'instance, le juge ordonne que le jury soit composé en égal nombre de personnes parlant la langue française et de personnes parlant la langue anglaise.—C.P.C., 364, *amendé*.

1. 27-28 V., c. 41, s. 9, § 7, 8.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. The city of Montreal is not bound to accept a jury composed exclusively of jury

437. Après que l'ordonnance a été rendue, le protonotaire extrait de la liste des jurés pour les matières civiles, en commençant par le nom du premier juré qui se trouve à la suite du dernier juré inclus dans le dernier tableau fait, les noms de cinquante jurés qui se trouvent les premiers sur la liste, ayant, dans les cas spéciaux, les qualités requises par l'ordonnance du juge, et il en dresse un tableau spécial pour former partie du dossier de la cause.—C.P.C., 366, *amendé*.

1. 5 BLACKSTONE, *trad. de Chompré*, p. 16.—S.R.B.C., c. 84, s. 43.—27-28 V., c. 41, s. 9, § 3.

2. The list of jurors entered in the sheriff's and prothonotary's registers cannot be altered in any respect, except in the manner prescribed by law. The revision of such list must be made within three months from its

438. Aux jour et heure fixés pour la formation du rôle, les parties doivent comparaître au greffe pour y procéder.—C.P.C., 367.

439. Les parties rayent alternativement du tableau préparé par le protonotaire, le nom d'un des individus y dénommés, jusqu'au nombre de douze chacune, en paraphant chaque rature, et les vingt-six noms restant après ces radiations forment le rôle sur lequel est pris le nombre des douze jurés qui doi-

If the parties are of different origin, and one of them demands a jury *de medietate lingue*, or if such application is made by a corporation which is a party to the suit, the judge orders the jury to be composed of equal numbers of persons speaking the French language and of persons speaking the English language.—C. C. P., 364, *amended*.

men speaking the english language, in an action for bodily injuries caused by the bad state of a sidewalk.—C.S., 1898. *Evans vs The City of Montreal*, 1 R.P., 226; MATHIEU, J.

437. Upon the order being granted, the prothonotary takes from the list of jurors for civil matters, commencing with the name of the first juror following that of the last juror included in the special list previously made, the names of fifty jurors, whose names are next on the list, having, in the special cases, the qualifications required according to the order of the judge, and makes a special list thereof, to form part of the record in the case.—C.C.P., 366, *amended*.

date. So, where the pretended revision was only partial and was not made within three months from the date of the list, and moreover names of persons who should have been summoned in their proper order were struck off the list irregularly, the challenge to the array was maintained.—C.S., 1895. *Grose vs The Holmes Electric Protection Co.*, 9 R.J.O., 374; DAVIDSON, J.

438. Upon the day and at the hour fixed for striking the panel, the parties must attend for that purpose at the office of the court.—C.C.P., 367.

439. Each party strikes alternately from the special list prepared by the prothonotary, the name of one of the persons therein designated, to the number of twelve, paraphing each name struck out, and the twenty-six names then remaining form the panel from which the twelve jurors who are

vent servir dans la cause.—C.P.C., 368, *amendé*.

I. 5 BLACKS., 16.—27-28 V., c. 41, s. 9,

440. Dans le cas des articles 435 et 436, chacune des parties ne peut retrancher les noms de plus de six des personnes parlant la langue française, ni plus de six parlant la langue anglaise, ou les noms de plus de six commerçants ou non-commerçants, suivant le cas.—C.P.C., 369.

I. 27-28 V., c. 41, s. 9, § 10.

441. Si l'une des parties ne comparait pas pour la formation du rôle, le protonotaire retranche pour elle douze des noms portés sur le tableau, en observant les prescriptions des articles qui précèdent.—C.P.C., 370.

I. LUSH'S *Practice*, 447.

442. A défaut par la partie qui a demandé le procès par jury de procéder sur cette demande dans les trente jours qui suivent celui où la cause est mûre pour le procès ou pour un nouveau procès, elle est en plein droit déchu de la faculté de le faire ; mais le juge peut, sur demande faite dans l'intervalle, lui accorder un délai additionnel pour raison valable.

L'autre partie peut, dans les quinze jours après l'expiration de ce délai, procéder au procès par jury.

A défaut de le faire dans aucun de ces cas, la cause peut être inscrite pour enquête et audition en la manière ordinaire.—*Nouveau* ; C.P.C., 371.

SECTION IV.

ASSIGNATION DES JURÉS.

443. Aussitôt que le rôle est formé, le protonotaire délivre à la

to serve in the case are taken.—C.C.P., 368, *amended*.

§ 9.

440. In the case of Articles 435 and 436, neither party can strike out the names of more than six persons speaking the French language or of more than six persons speaking the English language, or the names of more than six traders or non-traders, as the case may be.—C.C.P., 369.

441. If either of the parties fails to attend for the purpose of striking the panel, the prothonotary may strike twelve names from the special list on his behalf, observing the rules prescribed in the preceding Article.—C.C.P., 370.

442. When any party who has demanded a trial by jury allows a delay of thirty days to elapse from any date at which the case stands ready for trial or for a new trial, without proceeding to bring on the trial, he is thereupon by the sole operation of law deprived of his right to a jury trial ; but the judge may upon application made within the delay, extend it for cause shown.

The other party may, within fifteen days from the expiry of the said delay, proceed to a trial by jury.

If the delay elapses, in either case, without such proceedings being taken, the case may be inscribed for proof and hearing in the ordinary manner.—*New* ; C.C.P., 371.

SECTION IV.

SUMMONING OF JURORS.

443. As soon as the panel is formed, the prothonotary delivers to

partie qui le demande . bref de *venire facias*, au nom du souverain, signé et attesté par le protonotaire, enjoignant au shérif d'assigner à comparaître les vingt-six personnes dont les noms composent le rôle. Copie du rôle est annexée à ce bref.—C.P.C., 372, amendé.

1. LUSH'S *Pract.*, 173.—5 BLACKSTONE, 5.

444. Cette assignation doit être donnée au moins quatre jours avant celui fixé pour le procès.—C.P.C., 373.

1. 27-28 Vic., c. 41, s. 9, § 12.

2. Rap. C.—L'article 444 contient une

445. Le shérif n'est pas tenu de laisser à chaque personne une copie du bref de *venire facias*, mais seulement un avis portant sa signature, lui intimant, en vertu du dit bref, de comparaître au jour, heure et lieux fixés pour le procès.

Cet avis doit contenir les noms des parties, les noms, qualité et résidence de la personne assignée pour être juré, les jours, heure et lieu fixés pour le procès, l'assignation à y comparaître comme juré, la date du bref de *venire facias*, la date de l'avis et la signature de l'officier à qui le bref est adressé.—C.P.C., 374, amendé.

SECTION V.

COMPOSITION DU JURY ET RÉCUSATIONS.

446. Aussitôt que la cause est appelée au jour fixé, le shérif doit rapporter à l'audience le bref de *venire facias*, auquel est annexée une copie du rôle des jurés, et doit faire en même temps rapport de ses opérations, y compris les certificats d'assignation ou d'essais d'assignation aux personnes dont les noms se trouvent sur ce rôle.—*Nouveau*; C.P.C., 375, 377; S.R., 2667.

the party who applies for it a writ of *Venire Facias*, in the name of the Sovereign, signed and attested by the prothonotary, ordering the sheriff to summon the twenty-six persons whose names compose the panel. A copy of such panel is annexed to the writ.—C.C.P., 372, amended.

444. The jurors must be summoned at least four days before the day fixed for the trial.—C.C.P., 373.

nouvelle règle concernant la déchéance du droit à un procès par jury.

445. The sheriff is not bound to leave a copy of the writ of *Venire Facias* with each person, but merely a notice under his signature, summoning him in virtue of such writ to appear upon the day, at the hour, and at the place fixed for the trial.

This notice must give the names of the parties to the case, the names, occupation and residence of the person summoned as a juror, and the day, hour and place, fixed for the trial, the summons to appear as juror, the date of the writ of *Venire Facias*, the date of the notice, and the signature of the officer to whom the writ is addressed.—C.C.P., 374, amended.

SECTION V.

FORMATION OF THE JURY AND CHALLENGES.

446. As soon as the case is called on the appointed day, the sheriff must return before the court the writ of *Venire Facias* to which is annexed the copy of the panel of jurors, and must also report his proceedings, including the certificates of service upon, or attempts to serve, those persons whose names appear in the panel.—*New*; C.C.P., 375, 377; R.S., 2667.

1. C. P. L., 497, 500, 501.—KENNEDY,

Jury trials, 101.—V BLACKSTONE, 17.—ARCH. *Pract.*, 204 à 207.—S. R. B. C., c. 84, s. 45.

447. Au jour fixé, les personnes assignées pour être jurés doivent comparaître à l'heure indiquée, au lieu des séances du tribunal et sous peine d'une amende n'excédant pas vingt-cinq piastres, qui peut être infligée immédiatement par le tribunal.

447. On the day fixed for the trial, the persons summoned as jurors must appear at the appointed hour, at the place where the court is held, under a penalty not exceeding twenty-five dollars, which may be immediately imposed by the court.

Cette amende est prélevée par le shérif sur les biens meubles de la personne ainsi condamnée, laquelle, à défaut de biens meubles pour satisfaire à cette condamnation, peut être incarcérée pour un terme n'excédant pas quinze jours.

Such penalty is levied by the sheriff on the goods and chattels of the person so fined; and in default of sufficient goods and chattels, such person may be imprisoned for a period not exceeding fifteen days.

Peut néanmoins le tribunal pour raison valable, réduire ou remettre entièrement l'amende ou l'emprisonnement.

The court may, however, for good cause shown, reduce or remit such penalty or imprisonment.

Le juré dûment assigné qui ne comparaît pas au temps et lieu indiqués, sans excuse valable, est en outre responsable envers les parties des dommages causés par son défaut.—C. P. C., 376, amendé; S. R., 5894.

Any juror duly summoned who without sufficient cause fails to attend at the time and place appointed, is furthermore liable to the parties for all damages caused by his default.—C. C. P., 376, amended; R. S., 5894.

1. 27-28 V., c. 41, s. 11, § 2.

448. Après que les jurés assignés ont été appelés et qu'il s'en trouve un nombre suffisant pour former le jury, l'une ou l'autre des parties peut récuser le rôle entier, pour les motifs que l'officier qui a rapporté le rôle a été partial, a agi frauduleusement et a fait preuve d'incurie volontaire, ou à raison des nullités qui peuvent se rencontrer dans l'assignation des jurés, ou dans la confection des listes et du rôle.—C. P. C., 377, amendé; C. Crim., 666, § 1.

448. After the jurors summoned have been called and a sufficient number to form the jury are in attendance, either party may challenge the array on the ground of partiality, or of fraud, or of wilful misconduct, on the part of the officer by whom the panel was returned, or on the ground of such causes of nullity as may be found in the summoning of the jurors or in the making up of the lists or panel.—C. P., 377, amended; *Crim. Code*, 666, § 1.

1. C. P. L., 497, 500, 501.—KENNEDY, *Jury trials*, 101.—V BLACKSTONE, 17.—ARCH. *Pract.*, 204 à 207.—S. R. B. C., c. 84, s. 45.

pour causes et celles motivées sur la présomption de partialité en édictant qu'une seule manière de les juger, savoir : par des vérificateurs. Lorsque la cause de récusation est purement légale, il est évident que les vérificateurs doivent se conformer à l'avis du juge (Article 476).

2. Rap. C.—L'article 459 indique la manière de juger les récusations, et fait disparaître la distinction entre les récusations

449. Cette récusation doit être

449. The challenge must be in

par écrit, doit énoncer les moyens invoqués et conclure au rejet du rôle.—C.P.C., 378.

1. ARCHBOLD, 207.

2. CÉDULE I.

FORMULE DE RÉCUSATION DU RÔLE DES JURÉS.

(TITRE DE L'ACTION.)

Le demandeur (ou défendeur) récusé le

450. Le juge siégeant décide de la validité de cette récusation, et peut exiger, s'il y a lieu, l'affirmation sous serment des faits sur lesquels elle est basée.—C.P.C., 379.

1. ARCH., 208.

451. Si la récusation est admise, la partie qui a demandé le procès doit poursuivre l'émission d'un autre bref de *venire facias*.—C.P.C., 380.

452. S'il n'y a pas de récusation du rôle entier, ou si la récusation est déclarée non recevable, le protonotaire, afin de former le jury, procède à appeler et à assermenter douze des personnes assignées, en suivant l'ordre dans lequel elles se trouvent sur le rôle, sauf les cas dans lesquels le choix doit être fait à raison de qualités spéciales.—C.P.C., 381, amendé; S.R.B.C., c. 84, s. 43.

1. S.R.B.C., c. 84, s. 43.

453. Dans les causes d'une nature commerciale, les noms des marchands ou commerçants assignés pour être jurés doivent être appelés les premiers, et, s'ils ne sont pas en nombre suffisant, le jury est complété à même les autres personnes assignées.—C.P.C., 390, amendé.

1. 27-28 V., c. 41, s. 9, § 11.

454. Chacune des parties peut ré-

writing, stating the causes of nullity relied upon, and must conclude by demanding that the panel be quashed.—C.C.P., 378.

rôle des jurés parce qu'il a été préparé par X. Y., shérif du district de (ou E. F., député de X. Y., shérif du district de, selon le cas), et que le dit X. Y., (ou E. F., selon le cas) s'est rendu coupable de partialité (ou de fraude, ou d'incurie volontaire) en préparant le dit rôle (ou suivant le cas.) (Date.) H. K.

Procureur du demandeur,
(ou défendeur.)

450. The presiding judge decides the challenge, and may, if necessary, order the facts upon which it is based to be substantiated on oath.—C.C.P., 379.

451. If the challenge is pronounced valid, the party who applied for a trial by jury must obtain the issue of another *Venire Facias*.—C.C.P., 380.

452. If there is no challenge to the array, or if the challenge is overruled, the prothonotary, in order to form the jury, proceeds to call and swear in twelve of the persons summoned, following the order in which they appear on the panel, saving the cases in which the selection is to be made with reference to special qualifications.—C.C.P., 381, amended; C.S.L.C., c. 84, s. 43.

453. In cases of a commercial nature, the names of the merchants or traders summoned as jurors must be called first, and, if they are not in sufficient number, the jury is completed from among the other persons summoned.—C.C.P., 390, amended.

454. Either of the parties may

cuser pour cause toute personne appelée à faire partie du jury, avant qu'elle ait prêté le serment ; mais lorsqu'il y a plusieurs parties d'un même côté, elles doivent se réunir pour faire leur récusation.—*Nouveau, partie* ; C. P.C., 382 ; Cal., 601.

1. C.P.L., 500.—V BLACKSTONE., 17.—S.R.B.C., c. 84, s. 45.—27-28 V., c. 41, s. 91, § 43.

2. Either party may challenge the jurors ; but where there are several parties on either side, they must join in a challenge before it

455. Les causes de récusation d'un jury sont :

1. Qu'il est sujet à une cause d'incapacité ou d'incompétence prévue par la loi ;

2. Qu'il est parent ou allié d'une des parties jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ;

3. Qu'il est intéressé dans la cause ou n'est pas impartial.—*Nouveau* ; C. P.C., 384 ; S. R., 2620 ; 53 V., c. 31, s. 6 ; C. Crim., 668, §§ 4, 5.

1. ARCH., 205.—KENNEDY, *Jury trials*,

456. Le tribunal peut, à sa discrétion, exiger que la partie qui fait la récusation la présente par écrit.—*Nouveau* ; C. Crim., 668 § 6.

1. CÉDULE J.

FORMULE DE RÉCUSATION D'UN JURÉ
(TITRE DE L'ACTION.)

Le demandeur (ou défendeur) récusé G.

457. La récusation est décidée sommairement par les deux derniers jurés assermentés ; ou, si deux jurés n'ont pas encore été assermentés, par deux personnes présentes que la cour choisira, et qui seront assermentées pour la décider impartialement.

Si, après ce que la cour juge un temps suffisant, les vérificateurs ne

challenge for cause any person called to form part of the jury, before such person is sworn ; but where there are several parties on the same side they must join in making a challenge.—*New, in part*, C.C.P., 382 ; Cal., 601.

can be made. The challenges are to individual jurors, and are either peremptory or for cause. Each party is entitled to form peremptory challenges. If no peremptory challenges are taken until the panel is full, they must be taken by the parties alternately, commencing with the plaintiff.—Cal., 601.

455. The grounds of challenges to the polls are :

1. That any juror is subject to any disqualification or disability, as provided by law ;

2. That any juror is related to, or connected by affinity with, any party to the suit, within the degree of cousin-german, inclusively ;

3. That any juror is interested in the suit, or is not indifferent between the parties.—*New* ; C.C.P., 384 ; R.S., 2620 ; 58 Vic., c. 31, s. 6 ; *Crim. Code*, 668, §§ 4, 5.

456. The court may, in its discretion, require the challenge to be reduced to writing by the party making it.—*New* ; *Crim. Code*, 668, § 6.

H. parce que le dit G. H. est intéressé dans la cause (ou suivant le cas.)

H. K.

Procureur du demandeur
(ou défendeur).

457. The challenge is summarily decided by the two jurors last sworn ; or, if two jurors have not yet been sworn, by any two persons present who are appointed by the court, and who must be sworn to try the challenge impartially.

If, after what the court considers a reasonable time, the triers are unable

peuvent s'entendre, le tribunal peut les dispenser de rendre jugement et ordonner d'assermenter d'autres personnes à leur place.—C.P.C., 386, 387; *C. Crim.*, 668, § 8, *in fine*.

1. ARCH., 207-208.—V BLACKSTONE, 25.

458. Le jury récusé peut être examiné sous serment sur les faits articulés contre lui.—C.P.C., 388, *amendé*.

1. ARCHBOLD, 208.—5 BLACKSTONE, 25.

459. La récusation fondée sur une condamnation judiciaire doit être accompagnée d'un certificat authentique de la condamnation.—C.P.C., 389.

460. Si plusieurs des jurés sont récusés ou font défaut, ou sont exemptés, ou sont incompetents, et qu'ait si le nombre de douze jurés ayant les qualités requises ne puisse être complété, le tribunal ou le juge siégeant peut, du consentement des parties et non autrement, ordonner par écrit au shérif ou à l'officier qui le remplace, de remplir le nombre en prenant immédiatement parmi les personnes présentes à l'audience autant de personnes habiles à servir comme jurés; mais le jury ne peut être entièrement composé de suppléants, et si tous les jurés font défaut ou sont valablement récusés, le procès ne peut alors avoir lieu.—C.P.C., 391, *amendé*.

1. C.P.L., 513.—ARCH., 190, 191.—

461. Lorsque le juré appelé n'est pas récusé ou que la récusation est mise de côté, il doit faire serment de s'enquérir de la matière en litige et de donner son verdict d'une manière juste, impartiale et suivant la preuve.—C.P.C., 392.

1. C.P.L., 514.

to agree, the court may discharge the juror from giving a decision, and may direct other persons to be sworn in their place.—C.C.P., 386, 387; *Crim. Code*, 668, § 8, *in fine*.

458. The juror himself may be examined on oath as to the matter of the challenge.—C.C.P., 388, *amended*.

—C.P.L., 509.

459. A challenge founded upon a judicial condemnation must be accompanied with an authentic certificate of such condemnation.—C.C.P., 389.

460. If several of the jurors summoned are challenged or fail to attend, or are exempt or incapable, so that the number of twelve duly qualified jurors cannot be completed, the court or sitting judge may, with the consent of the parties, but not otherwise, give an order in writing to the sheriff or the officer acting in his stead, to make up the number by taking forthwith from among the persons present in court the requisite number of individuals qualified to serve as jurors; but the jury cannot be wholly composed of *tales*; and if all the jurors summoned fail to attend, or are lawfully challenged, the trial cannot then proceed.—C.C.P., 391, *amended*.

BLACKST., 27, 28.—S.R.B.C., c. 84, s. 46.—27-28 V., c. 41, s. 9, § 13.

461. If a juror called is not challenged, or if the challenge is overruled, he is sworn to try the matter at issue and to give his verdict in a just and impartial manner according to the evidence.—C.C.P., 392.

SECTION VI.

PROCÉDURE DEVANT LE JURY

462. Trois jours au moins avant celui auquel doit avoir lieu le procès, chacune des parties doit déposer, sous enveloppe scellée, entre les mains du protonotaire, pour l'usage du juge qui doit présider au procès, une copie des pièces de plaidoirie nécessaires pour lier la contestation, ainsi qu'un *factum* ou mémoire contenant un énoncé des faits de la cause, et les autorités que la partie invoque au soutien de ses prétentions.—C.P.C., 393, *amendé*.

1. 1 ARCHBOLD, 190.

463. Après le rapport du bref de *venire facias* au jour fixé pour le procès, si aucune des parties ne comparait, les jurés sont libérés; si le demandeur comparait et que le défendeur soit en défaut, ce défaut est enregistré et le demandeur peut procéder *ex parte*; si le demandeur seul fait défaut, ce défaut est enregistré et jugement de débouté sauf recours est enregistré contre le demandeur, qui est condamné à payer les dépens.—C.P.C., 394.

1. 1 ARCH., 189, 190.

2. En accordant une application pour remettre un procès par jury, lorsqu'il appert mauvaise foi, la cour condamnera avec dépens la partie agissant de mauvaise foi, quoique la motion pour ajournement soit faite par l'autre partie.—C.S., 1865. *The Québec Bank vs Roland*, 15 L.C.R., 231; TASCHEREAU, J.

3. If the plaintiff fails to appear when the cause is called for hearing he may be non-

464. Le demandeur peut aussi se retirer de l'audience ou se désister de la demande en tout état de cause avant le verdict, et semblable jugement de débouté sauf à se pourvoir est prononcé avec dépens.—C.P.C., 395.

1. ARCH., 197, 211, 212.

465. Aucun écrit ne peut être lu au jury sans la permission du juge; et,

SECTION VI.

PROCEEDINGS BEFORE THE JURY.

462. Three days at least before that fixed for the trial, each party must deliver to the protonotary, for the use of the judge who is to preside at the trial, a copy of the pleadings necessary to join the issue, together with a *factum* or case, inclosed within a sealed cover, containing a statement of the facts of the case and of the authorities upon which he relies.—C. C. P., 393, *amended*.

463. After the return of the *Venire Facias* on the day fixed for the trial, if neither party appears, the jurors are discharged; if the plaintiff appears and the defendant makes default such default is recorded and the plaintiff may proceed *ex parte*; if the plaintiff alone fails to appear, his default is recorded, and judgment of nonsuit is entered against him, with costs to the defendant.—C. C. P., 394.

suited; but the non suit may be set aside, and a *venire de novo* may be ordered, according to english practice, on payment of costs by plaintiff.—C.A., 1881. *Bain & White, R.*, 403.

4. The judge presiding at the trial has no power to non suit a plaintiff, save in the two cases provided for by articles 394, 395, C. P. C., (463, 464 n.c.)—C.R., 1892. *Turnbull vs The Travellers Insurance Co.*, 2 R.J.O., 1; LORANGER, OUMIET & DOHERTY, JJ.

464. The plaintiff may also, at any time before verdict, withdraw from court or abandon his suit, and a like judgment of nonsuit, with costs, is rendered against him.—C. C. P., 395.

465. No paper can be read to the jury without leave from the judge;

s'il n'est pas authentique, la preuve en doit être préalablement faite.—C.P.C., 396.

466. Le protonotaire rédige, sous la surveillance du juge, des notes pleines et entières des procédures de l'instruction, comprenant toutes les admissions et toutes les exceptions ou objections faites verbalement à l'audience.—C.P.C., 397, *partic, amendé.*

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 34, 97.

467. Une copie de ces notes est faite par le protonotaire, laquelle, après avoir été certifiée par le juge, est mise au dossier et est considérée comme formant le véritable dossier de toutes procédures y mentionnées, et comme tenant lieu de toutes exceptions faites à la preuve ou au procès par les parties.—C.P.C., 398, *amendé.*

1. *Ibid.*, s. 35.

468. Les témoins sont entendus de vive voix devant le jury, sauf les dispositions des articles 343, 356, 359 à 370 et 380 à 390.—C.P.C., 397, *partic*, 399, 402.

1. *Ibid.*, ss. 34, 97, 100, 105 à 107.

469. Chaque fois que le juge est d'avis que le demandeur n'a pas fait de preuve suffisante pour justifier un verdict, il peut renvoyer l'action.—*Nouveau.*

1. The judge may, at or after a trial, direct that judgment be entered for any or either party, or adjourn the case for further consideration, or leave any party to move for judgment. No judgment shall be entered after a trial without the order of a Court or judge.—Eng. R., 463.

2. Upon the trial of an action, the judge may, at or after the trial, direct that judgment be signed and entered for any or either party, or adjourn the case for further consideration.—R.P.O., 682.

3. Where at the trial, it appears, at the close of a plaintiff's case, that there is no

470. Les règles ordinaires relati-

and if it is not authentic, it must first be proved.—C.C.P., 396.

466. The prothonotary keeps, under the direction of the judge, full minutes of the proceedings at the trial, including all admissions, and all exceptions taken, or objections made, orally in court.—C.C.P., 397, *in part, amended.*

467. A copy of such minutes is made out by the prothonotary, and, after being certified by the judge, is filed of record, and is held to be the true record of all proceedings mentioned therein, and stands in lieu of any bill of exceptions by either party against the evidence or the trial.—C.C.P., 398, *amended.*

468. The witnesses give their evidence orally in the presence of the jury, saving the provisions of Articles 343, 356, 359 to 370, and 380 to 390.—C.C.P., 397, *in part*, 399, 402.

469. Whenever the judge is of opinion that the plaintiff has given no evidence upon which a jury could find a verdict, he may dismiss the action.—*New.*

evidence against one of the defendants, it is within the discretion of the judge whether he will then direct a verdict in such defendant's favour, or wait till the whole evidence in the cause close.—H. & L., 597.

4. In such case, the action being for negligence, one of the defendant's called witnesses, the effect of whose evidence was to throw the blame on his co-defendant, and they were cross examined by the latter's counsel, a verdict being found against this defendant and in favour of the other; it was held that these circumstances did not entitle the unsuccessful defendant to object to the verdict.—*Ibid.*

470. The ordinary rules as to the

ves à la conduite des causes inscrites pour preuve et audition s'appliquent, en autant que faire se peut, au procès par jury.—*Nouveau* ; C.P.C., 399a ; S.R., 5895.

471. C'est à celui sur lequel repose le fardeau de la preuve à exposer au jury sa demande et à faire sa preuve.

La partie adverse procède ensuite à exposer sa cause et à faire sa preuve ; et immédiatement après la contre-preuve, ou s'il n'y a pas de contre-preuve immédiatement après sa preuve, elle plaide sa cause devant le jury.

La partie qui a commencé a ensuite le droit de réplique.

Si son adversaire n'a fait aucune preuve, la partie qui a commencé plaide sa cause immédiatement après son enquête, et la partie adverse a droit de réplique.—C.P.C., 403, amendé, R.P.O., 675.

1. 1 ARCH., 191, 195.

2. At the trial, the addresses to the jury shall be regulated as follows:—the party who begins, or his counsel, in the event of his opponent not announcing at the close of the case of the party who begins, his intention to adduce evidence, shall be allowed to address the jury a second time at the close of the case, for the purpose of

472. Après que les parties ont exposé leurs moyens et fait leur preuve respective, le juge en donne un résumé au jury, s'il le croit nécessaire.—C.P.C., 404.

1. 1 ARCH., 194.—III BLACKSTONE, 51,

473. Si l'une des parties objecte au résumé du juge, ce dernier doit, soit sur-le-champ, soit aussitôt qu'il le peut convenablement, mettre par écrit la partie de son résumé à laquelle il est objecté et faire mention de l'objection qui y a été faite.

Cet écrit après avoir été signé par

conduct of cases inscribed for proof and hearing apply, so far as may be, to jury trials.—*New* ; C.C.P., 399a ; R.S., 5. 5.

471. The party upon whom the burden of proof lies opens the case and adduces his evidence.

The opposite party in turn opens his case and adduces his evidence ; and upon the conclusion of any evidence in rebuttal, or if there is no evidence in rebuttal upon the conclusion of his evidence, addresses the jury upon the case.

The party who began is thereupon entitled to reply.

If his opponent does not adduce evidence, the party who began addresses the jury at the close of his case, and the opposite party then replies.—C.C.P., 403, amended ; R.P.O., 675.

summing up the evidence and the party on the other side, or his counsel, shall then be allowed to open his case, and also to sum up the evidence (if any). The right to reply shall be the same as at present.—R.P.O., 675.

3. When the defendant has examined no witnesses he cannot address the jury in reply.—C.S., 1871. *Philippstall vs Duval*, 3 R. L., 455 ; TASCHEREAU, J.

472. When each party has stated his case and adduced his evidence, the judge, if he deems it necessary, sums up the evidence to the jury.—C.C.P., 404.

52.

473. If either party objects to the judge's charge, the judge must, either immediately or as soon as he conveniently can, reduce to writing the portion of his charge which is objected to, mentioning the objection made.

What is thus written is signed by

le juge fait partie du dossier.—C. P. C., 405, *amendé*.

1. S. R. B. C., c. 83, s. 33.

SECTION VII.

CE QUI EST DU RESSORT DU JUGE ET DU JURY.

474. Au juge appartient de déclarer s'il y a preuve, et si cette preuve est légale.—C. P. C., 406, *amendé*.

1. II POWELL, *Practice of law. Of Jury. Rule 1, p. 5.*

2. In addressing the jury, the judge has a right to give his opinion upon the whole

475. C'est au jury à constater les faits, mais il doit suivre la direction du juge sur les matières de droit.—C. P. C., 407.

1. *Ibid, Rule 2.*

2. The question, whether the damage to a cargo which the defendants agreed to carry to Glasgow "was capable of being covered by insurance," is a question of law and not one purely of fact.—C. R., 1875. *Butters vs Allan*, 20 J., 137; JOHNSON, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

3. Where the goods insured had been removed to an adjoining building and the agent of the company visited the premises and consented to a renewal of the policy, the question as to the consent of the company to such change of the placing of the goods was a matter of fact properly left to the jury.—The jury in giving their opinion, without being expressly asked the question, that the company had continued the risk after the

SECTION VIII.

VERDICT.

476. Après que la cause, est définitivement soumise aux jurés, ils peuvent rendre leur verdict sur-le-champ ou se retirer pour délibérer.

S'ils se retirent, ils doivent rester ensemble dans un lieu convenable, sous la garde d'un officier préposé par le tribunal, jusqu'à ce qu'ils s'accordent sur un verdict.

L'officier en charge ne leur permet

the judge and forms part of the record in the case.—C. C. P., 405, *amended*.

SECTION VII.

PROVINCES OF JUDGE AND JURY.

474. It is the province of the judge to declare whether there is any evidence and whether that evidence is legal.—C. C. P., 406, *amended*.

case, although the jury are the exclusive judges of the facts.—C. R., 1877. *Baillie vs The Provincial Insurance Co.*, 21 J., 274; TORRANCE, DORION & RAINVILLE, JJ.

475. The jury find the facts, but must be guided by the directions of the judge as regards the law.—C. C. P., 407.

agent's visit to the premises, and by his not only not making any objection at the time but actually renewing the risk without any increase, did not decide what was matter of law, but only gave this as their reason for finding that the stock that had been insured was lost or damaged, and the jury had a right to give their reason for their finding.—C. R., 1877. *Rolland vs The Citizens' Insurance Co.*, 21 J., 262; JOHNSON, TORRANCE & DORION, JJ.

4. Where defendant pleaded want of notice of action, the point involved was held to be matter for the jury and not the judge to decide.—C. S., 1859. *McNamee vs Himes*, 3 J., 109; BADGLEY, J.

5. Negligence is a question of fact and not of law.—C. P., 1845. *Jobin & Murison*, 2 R. de L., 200; 5 MOORE, 110; 2 R. J. R., 225.

SECTION VIII.

VERDICT.

476. When the case is finally submitted to the jury they may render a verdict immediately or retire for deliberation.

If they retire, they must remain together in some convenient place, under charge of an officer appointed by the court, until they agree upon a verdict.

The officer so acting must not suffer

pas de communiquer avec qui que ce soit, à moins que le tribunal ne l'ordonne ; et il ne doit faire connaître à personne, avant que le verdict soit rendu, ni leurs délibérations ni le verdict sur lequel ils se sont accordés.—*Nouveau, partie* ; C.P.C., 408, § 1 ; *Cal.*, 613.

1. 1 ARCH., 197.

2. When the case is finally submitted to the jury, they may decide in court or retire for deliberation ; if they retire, they must be kept together, in some convenient place, under charge of an officer, until at least three-fourths of them agree upon a verdict or are discharged by the court. Unless by order of

477. Le juge peut, néanmoins, pendant leurs délibérations, de même que pendant l'instruction, permettre aux jurés de se séparer sous l'obligation de se représenter à un temps fixé.

A défaut par les jurés de se représenter ainsi, il sont passibles des pénalités attachées au mépris de cour, sans préjudice du recours des parties contre eux pour les dommages.—C.P.C., 408, § 2 ; 409.

1. *Ibid.*

478. Si les jurés sont autorisés à se séparer, le juge doit les avertir de ne pas parler de la cause avec d'autres ni de permettre à d'autres de leur en parler.—*Nouveau ; Cal.*, 611.

1. If the jury are permitted to separate, either during the trial or after the case is submitted to them, they shall be admonished by the court that it is their duty not to converse with or suffer themselves to be addressed

479. Le jury peut en tout temps, même après le résumé du juge, mais en sa présence, cour tenante et avec sa permission, examiner de nouveau les témoins entendus.

Il peut également demander l'opinion du juge sur les questions de droit qui se présentent, et avec sa permis-

them to communicate with any person, except by order of the court ; and he must not, before their verdict is rendered, communicate to any person their deliberations or the verdict agreed upon.—*New, in part* ; C.C.P., 408, § 1 ; *Cal.*, 613.

the court, the officer having them under his charge must not suffer any communication to be made to them, or make any himself, except to ask them if they or three-fourths of them are agreed upon a verdict ; and he must not, before their verdict is rendered, communicate to any person the state of their deliberations, or the verdict agreed upon.—*CAL.*, 613.

477. The judge may, nevertheless, during the trial or while the case is under deliberation, permit them to separate, and order that they attend again at a specified time.

If the jurors fail so to attend, they are liable to the penalties attached to contempt of court, without prejudice to the recourse of the parties against them for damages.—C.C.P., 408, § 2 ; 409.

478. If the jury are permitted to separate, they must be admonished by the judge not to converse with or suffer themselves to be addressed by any other persons in reference to the case.—*New ; Cal.*, 611.

sed by any other person on any subject of the trial, and that it is their duty not to form or express an opinion thereon until the case is finally submitted to them.—*Cal.*, 611.

479. The jury may at any time, even after the summing up by the judge, but in his presence and with his permission, in open court, examine again the witnesses already heard.

They may also ask the opinion of the judge upon any questions of law which present themselves, and may, with his

sion, prendre communication des documents au dossier. — C. P. C., 410, *amendé*.

1. KENNEDY, 40.

480. Le concours de neuf des douze jurés est suffisant pour rendre un verdict. — C. P. C., 411.

1. S. R. B. C., c. 83, s. 26, § 3.

481. Si neuf des jurés ne peuvent s'accorder sur le verdict à rendre, le jury peut, à la discrétion du tribunal, être renvoyé, et il y a lieu à la convocation d'un autre jury. — C. P. C., 412, *amendé*.

482. Le protonotaire, après avoir constaté la présence de tous les jurés, reçoit leur verdict et en fait une entrée au registre de la cour, en inscrivant leurs noms et en mentionnant le nombre de ceux qui ont concouru dans le verdict s'il n'est pas unanime. — C. P. C., 413.

1. S. R. B. C., c. 83, s. 26, § 3.

483. Lorsqu'il y a définition des faits, le verdict doit être spécial, explicite et articulé sur chaque fait soumis. — C. P. C., 414, *amendé*.

1. C. P. L., 519, 521. — S. R. B. C., c. 83, s. 31.

2. Un verdict prononcé par un jury en matière civile en des termes qui suivant le langage grammatical sont ambigus, peut être interprété par la cour de manière à lui donner effet, et pour cet objet, la cour peut s'aider des lumières que lui offre la preuve et de l'interprétation que la partie elle-même a donnée aux expressions qui sont la cause de l'ambiguïté apparente du verdict. — C. S., 1860. *La Banque de Québec vs Maxham*, 11 L. C. R., 97; TASCHEREAU, J.

3. A special verdict by the jury must be an appreciation of the facts of the case only, from which the court will draw the conclusions in law and pronounce the judgment, and the verdict should not leave facts to the court to draw an inference, such as whether or not negligence has been established; negligence being a question of fact and not of law. In such case, a new trial will be granted. — C. P., 1845. *Jobin & Murison*, 2 R. de L., 200; 5 MOORE, 110; 2 R. J. R., 225.

4. Where the jury have properly and sufficiently answered one of the questions sub-

mitted to them, it is a sufficient compliance with art. 483 C. P., if they refer, in answer to a subsequent question, to their former answer as containing a sufficient reply to the question. — C. A., 1892. *Royal Canadian Insurance Co. & Roberge*, 2 R. J. O., 117.

480. The agreement of nine of the twelve jurors is sufficient to return a verdict. — C. C. P., 411.

481. If nine of the jurors cannot agree upon the verdict to be returned, the jury may, in the discretion of the court, be discharged, and another jury may be summoned. — C. C. P., 412, *amended*.

482. The prothonotary, after ascertaining that all the jurors are present, receives their verdict and enters it in the registers of the court, inserting their names and stating the number of those who concur in the verdict if it is not unanimous. — C. C. P., 413.

483. When there is an assignment of facts the verdict must be special, explicit and articulated upon each fact submitted. — C. C. P., 414, *amended*.

5. Le verdict d'un jury spécial est mauvais et doit être annulé, si dans une action pour injures, la question soumise aux jurés était : "Les paroles diffamatoires ont-elles été proférées par le défendeur," et si le rapport était : "Ces paroles, ou des paroles de la même teneur, ont été proférées par le défendeur, en parlant de la demanderesse," parce que tel verdict est vague et incertain. — C. S., 1854. *Ferguson vs Gilmour*, 4 L. C. R., 57; BOWEN, DUVAL & MEREDITH, JJ.

6. Where the jury in answer to question whether notice and particulars of loss were given to defendants, answered : "We consider the claim made *but not in due form*," held, that the jury answered beyond the matters inquired of and the words *but not in due form* were surplusage and of no legal effect. — C. A., 1868. *Wiggins & The Queen Insu-*

rance Company of Liverpool and London, 13 J., 141.

7. Where the jury, in answer to a question submitted to them at the trial, reply: "impossible to say," such answer is not a compliance with art. 414 C.P. (483 n.c.), which requires that the verdict be explicitly affirmative or negative upon each fact submitted; and there is a right to a new trial.—C.A., 1890. *The Royal Institution for the Advancement of Learning & Barrington & Scottish Union & Nat. Ins. Co.*, 6 M.L.R., 458.

8. The respondent, while employed in appellants' iron works, was injured by an explosion caused by molten lead (which was being poured into a joint) coming into contact with oakum in a wet condition. The jury answered "yes" to the general question, "was the said injury caused by the negligence of the defendants, their managers or workmen," and they fixed the damages at \$4,000. But as to the special grounds of negligence the jury relieved the defendants from the charge of negligence, by their answers to all interrogatories except 5th, which was as follows:—"Were defendants negligent in allowing the hemp or oakum used in filling the joint to be in a wet condition?" to which they answered, "It (the oakum) was not wet when it was put in." As the respondent himself had put in the oakum, the answer, so far as it went, appeared to relieve respondent of negligence in connection with the oakum used in filling the joint.—*Held*: The answer to 5th was sufficiently categorical under Art. 414 C.C.P., (483 n.c.). The defendants (appellants) not having appealed from the judgment allowing the general question to be submitted to the jury, the respondent should not be deprived of the benefit of the finding of the jury thereon by a judgment granting a new trial, more particularly as it did not appear that any manifest injustice had been done.—C.A., 1897. *Cowans & Marshall*, 6 R.J.O., 534.

Ce jugement a été renversé par la cour suprême, dont voici le *jugé*:

In an action to recover damages for injuries alleged to have been caused by negligence, the plaintiff must allege and make affirmative proof of facts sufficient to show the breach of a duty owed him by, and inconsistent with due diligence on the part of, the defendant, and that the injuries were thereby occasioned; and where in such an action the jury have failed to find the defendants guilty of the particular act of negligence charged in the declaration as constituting the cause of the injuries, a verdict for

the plaintiff cannot be sustained and a new trial should be granted.—C. suprême, 1897. *Cowans & Marshall*, 28 R.C.S., 161.

9. When the jury after answering a question proposed to them add an expression of opinion, *e.g.*, where in an action for the amount of an accident policy which did not cover death resulting from fighting, wrestling or violating the law, the jury said, in answer to questions, that the deceased was fighting, wrestling, and violating the law, but not as intended by the true interpretation of the policy,—the court will reject that part of the answer which is beyond the proper functions of the jury, and give effect to the relevant portion of the answer.—C.R., 1893. *Turnbull vs The Travellers' Insurance Co.*, 4 R.J.O., 398; JOHNSON, JETTÉ & CHARLAND, JJ.

10. Where the parties go to trial without objection to the questions settled for the jury, and without appeal from the interlocutory judgment defining them, they cannot afterwards urge the vagueness or insufficiency of the questions as ground for a new trial.—C.R., 1887. *Brossard vs The Canada Life Ass. Co.*, 3 M.L.R., 388; JOHNSON, TASCHE-REAU & TAYT, JJ.

11. Where the questions put to the jury was whether a statement of the assured was "untrue to his knowledge" and they answered "untrue," the answer may be taken to mean "untrue to his knowledge."—*Idem*.

12. Where a motion was made and granted, that the word "wilfully" should be inserted before the word "withheld" in one of the questions for the jury, but the amendment was not inserted in the printed list of questions handed to the jury, the omission was held to be immaterial when it appeared the attention of the jury was, as a matter of fact, directed to the effect of the amendment, and in any case the proper recourse would have been, not by motion for a new trial, but for an arrest of judgment.—*Idem*.

13. A new trial must be ordered when the verdict of the jury does not pass upon the real question in the case.—C.A., 1890. *McLachlan & The Accident Insurance Co.*, 34 J., 43.

14. Dans une action pour le prix d'un contrat, le verdict d'un jury, qui trouve que le demandeur n'a pas exécuté son contrat, et que cependant le défendeur lui doit, est contradictoire et donne lieu à un nouveau procès.—C.S., 1853. *Brush vs Jones*, C. Rep., 16; 2 R.J.R., 340; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

484. Dans le cas où les parties ont consenti à l'omission de la définition des faits, le verdict est général, soit en faveur du demandeur pour une

484. When the parties have agreed to dispense with an assignment of facts, the verdict is general, either in favour of the plaintiff for a specific

somme définie, soit en faveur du défendeur.—C.P.C., 415.

1. C.P.L., 519, 522.—S.R.B.C., c. 83,

485. Les jurés ne sont pas tenus de donner leur verdict avant que la partie qui a demandé le procès par jury ait payé pour chacun d'eux la somme d'une piastre pour chaque jour qu'à duré le procès.

A défaut de paiement par l'une ou l'autre des parties, le jury est déchargé sans qu'il soit rendu de verdict, avec dépens contre la partie qui a demandé le procès par jury. Ces dépens comprennent ceux encourus sur le procès et l'allocation des jurés ; et cette allocation leur est payée aussitôt qu'elle est recouvrée par le protonotaire.

Le défaillant est en ce cas de plein droit déchu de son droit d'avoir un procès par jury.—C.P.C., 416, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 84, s. 47.—27-28 V., c. 41, s. 10, § 3, 4.

2. Un juré spécial assigné pour servir dans une cause civile et qui est déchargé avant de

486. Le protonotaire doit aussitôt, au cas de défaut de paiement, émettre contre la partie ainsi condamnée, pour le recouvrement de l'allocation des jurés, un bref d'exécution qui est mis à effet par le shérif.—C.P.C., 417.

487. Le verdict doit porter sur tous les points de la contestation soumise au jury.—C.P.C., 418.

1. ARCH., 213.—BULLER, 178a.

488. Le verdict ne peut en aucune manière prononcer sur les dépens.—C.P.C., 419.

1. C.P.L., 523.

489. Le juge siégeant peut ordonner la rectification des erreurs cléricales qui ont pu se glisser dans toute

sum, or in favour of the defendant.—C.C.P., 415.

s. 32.

485. The jurors are not bound to render their verdict until the party demanding the trial by jury has paid the sum of one dollar for each of them for each day that the trial has lasted.

In default of payment by either party, the jury are discharged without rendering a verdict, with costs against the party who demanded a trial by jury.

Such costs include the costs incurred upon the trial and the allowance for the jurors ; and such allowance is paid them as soon as it is recovered by the prothonotary.

The defaulting party is thereupon deprived, by the operation of law, of his right to a trial by jury.—C.C.P., 416, *amended*.

servir, n'a droit à aucune rémunération comme tel, la loi n'ayant pourvu qu'au paiement des douze jurés qui servent au procès.—C.C. 1870. *Sylvestre vs Manseau*, 2 R.L., 93 ; LORANGER, J.

486. The prothonotary, in the case of such default to pay, must immediately issue, against the party condemned to costs, a writ of execution, to be enforced by the sheriff, for the recovery of the allowance due the jurors.—C.C.P., 417.

487. The verdict must be given upon all the issues submitted to the jury.—C.C.P., 418.

488. The verdict cannot in any manner pronounce upon the costs.—C.C.P., 419.

489. The presiding judge may order the amendment of any clerical errors that have occurred in any pro-

procédure de la cause soumise au jury, ou dans le verdict.—C.P.C., 420, § 1. (C.P., 518).

1. Le demandeur, dans un procès par jury, peut, à l'audition devant la cour de revision, obtenir la permission d'amender le bref et la

490. Si, en quelque temps avant verdict, un juré devient, à raison de maladie ou d'une autre cause, empêché ou en défaut d'accomplir son devoir, le juge peut ajourner la cause ou libérer le juré; et, dans ce dernier cas, le procès peut être continué devant les jurés qui restent, ou un autre juré peut être assermenté et le procès commencé de nouveau, ou le jury peut être libéré et un autre jury assermenté, devant lequel se fait le procès.—*Nouveau*; C.P.C., 420, § 2; *Cal.*, 615; C.I.C.F., 394; *Dalloz, Rep.*, v° *Instruction criminelle*, n. 1846, 1804 et seq.

1. If, after the impaneling of the jury, and before verdict a juror become sick, so as to be unable to perform his duty, the court may order him to be discharged. In that case the trial may proceed with the other jurors, or another juror may be sworn and the trial begin anew; or the jury may be discharged and a new jury then or afterward impaneled.—*CAL.*, 615.

2. Le nombre de douze jurés est nécessaire pour former un jury.

Lorsqu'un procès criminel paraîtra de nature à entraîner de long débats, la Cour d'assises pourra ordonner, avant le tirage de la liste des jurés, qu'indépendamment de douze jurés il en sera tiré au sort un ou deux autres qui assisteront aux débats.

Dans le cas où l'un ou deux des douze jurés seraient empêchés de suivre les débats jusqu'à la déclaration définitive du jury, ils seront remplacés par les jurés suppléants.

Le remplacement se fera suivant l'ordre

ceeding in the case before the jury or in the verdict.—C.C.P., 420, § 1.

déclaration, en corrigeant une erreur dans le nom du défendeur.—C.A., 1887. *The Mail Printing & Publishing Co. & The Canada Shipping Co.*, 15 R.L., 234.

490. If at any time before verdict a juror becomes through illness or any other cause unable or in default to perform his duty, the judge may adjourn the case, or order him to be discharged; and, in the latter case, the trial may proceed with the remaining jurors, or another juror may be sworn and the trial be begun anew, or the jury may be discharged and a new jury be impanelled to try the case.—*New*; C.C.P., 420, § 2; *Cal.*, 615; C. I. C. F., 394; *Dalloz, Rep.*, v° *Instruction Criminelle*, n. 1846, 1804 et seq.

dans lequel les jurés suppléants auront été appelés par le sort.—C.I.C.F., 394.

3. L'adjonction d'un ou deux suppléants a pour but de prévenir la lacune que laisserait l'absence d'un ou deux titulaires pendant la durée des débats. D'après la lettre de la loi, le seul inconvénient prévu qui puisse produire cette espèce de mouvement, c'est l'empêchement, c'est-à-dire un obstacle involontaire; le législateur, en effet, ne pouvait écrire dans un texte la supposition qu'un juré déserterait volontairement son poste. Si pourtant cela arrivait, le cours de la justice n'en devait pas être interrompu. Aussi est-ce avec raison qu'il a été décidé que quelque soit la cause de l'éloignement d'un juré, pendant les débats, son absence fut-elle volontaire, il y a lieu de le remplacer par un des suppléants tirés au sort, sauf à la cour d'assises à prononcer une peine contre le juré qui a indument abandonné ses fonctions.—*DALLOZ*, v° *Instruction criminelle*, n. 1846.

SECTION IX.

JUGEMENT APRÈS LE VERDICT.

491. Le juge président au procès doit, sur-le-champ ou après délibéré, rendre jugement pour la partie en faveur de laquelle le verdict a été prononcé, à moins que, pour des raisons

SECTION IX.

JUDGMENT AFTER VERDICT.

491. The trial judge must, either at once or after a delay for further consideration, render judgment for the party in whose favour the verdict has been given, unless for special causes stated

spéciales alléguées dans un certificat mis au dossier, il ne réserve la cause pour la considération de la cour de revision.—*Nouveau* ; R.P.O., 682.

1. Rap. C.—Les changements que nous proposons permettent au tribunal devant lequel un appel est porté de rendre le jugement final sur-le-champ, au lieu de renvoyer la cause pour nouveau procès, s'il est d'avis qu'il a devant lui tous les matériaux voulus pour arriver à une décision. Un jugement de ce genre peut être donné à la suite d'une motion pour un nouveau procès, ou d'une motion pour un jugement différent.

2. V. R.P.O., 682 et Eng. R., 463, sous art. 469 n. 1 et 2.

SECTION X.

MOYENS DE SE POURVOIR CONTRE LES JUGEMENTS, ET PROCÉDURES DANS LES CAUSES RÉSERVÉES.

§ 1.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

492. Il y a lieu à appel du jugement final rendu par le juge président au procès, de la même manière que d'un jugement final de la cour supérieure.—*Nouveau*.

493. L'appelant doit joindre à son inscription en revision ou en appel un exposé concis des raisons sur lesquelles il se base, ainsi que les conclusions pour obtenir un nouveau procès, ou un jugement différent, ou alternativement chacun de ces remèdes.—*Nouveau*.

494. Quand le juge président au procès a réservé la cause pour la considération de la cour de revision, l'une des parties peut demander jugement sur ce verdict par voie de motion.

Motion peut aussi être faite pour obtenir un nouveau procès, ou un jugement différent du verdict, ou alternativement chacun de ces remèdes. Un exposé des raisons à l'appui, semblable à celui mentionné dans l'article précédent, doit être joint à la motion.

Les motions doivent être faites de-

in a certificate filed of record, he reserves the case for the consideration of the Court of Review.—*New* ; R.P.O., 682.

3. Subject to any rules of Court, any judge of the said High Court, sitting in the exercise of its jurisdiction elsewhere than in a Divisional Court, may reserve any case, or any point in a case, for the consideration of a Divisional Court, or may direct any case, or point in a case, to be argued before a Divisional Court; and any Divisional Court of the said High Court shall have power to hear and determine any such case or point so reserved or so directed to be argued.—Eng. J.A., 1873, s. 46.

SECTION X.

REMEDIES AGAINST JUDGMENTS, AND PROCEEDINGS IN RESERVED CASES.

§ 1.—GENERAL PROVISIONS.

492. An appeal lies from the final judgment rendered by the trial judge, in the same manner as from any final judgment of the Superior Court.—*New*.

493. The appellant must annex to his inscription in review or appeal a statement in concise language of the grounds upon which he relies, with conclusions for a new trial, or for a different judgment, or alternatively for any of these remedies.—*New*.

494. When the trial judge has reserved the case for the consideration of the Court of Review, a party may move before that Court for judgment in accordance with the verdict.

A motion may also be made for a new trial or for a judgment different from the verdict, or alternatively for any of these remedies. A statement of reasons similar to that mentioned in the preceding Article must then be annexed to the motion.

The motions must be made before

vant la cour de revision, le premier ou le second jour du terme suivant, commençant au moins dix jours après le jour où la cause a été réservée.—*Nouveau*.

495. Le jugement de la cour de revision, rendu dans l'exercice de la juridiction de première instance de cette cour dans les causes réservées, est exécutoire et sujet à appel, de la même manière qu'un jugement final de la cour supérieure.—*Nouveau*.

496. La cour peut, dans toute cause où le jugement rendu par le juge président au procès, ou le verdict rendu dans une cause réservée, est attaqué, appliquer le remède qu'il juge le plus propre à remplir les fins de la justice, même si ce remède n'a pas été spécialement demandé par une des parties.—*Nouveau*; R.P.O., 755.

1. Upon a motion for judgment, or for a new trial, the court may, if satisfied that it has before it all the materials necessary for finally determining the questions in dispute, or any of them, or for awarding any relief sought, give judgment accordingly; or may, if it is of opinion that it has not sufficient materials before it to enable it to give judgment, direct the motion to stand over for further consideration, and direct such issues or questions to be tried or determined, and such accounts and inquiries to be taken and made as it may think fit.—R.P.O., 755.

2. This rule seems to confer upon the court, the power to enter a verdict not in accordance with the finding of the jury, where the court considers that the most convenient course is not to send the case for the opinion of another jury, but to enter a judgment in accordance with their own views, upon the whole case, if they consider that they have the proper materials before them upon which to decide, or to finally determine all questions in dispute, though the jury may not have found upon them all.—H. & L., 640-641.

3. When the case is one in which no additional facts remain to be proved, and in which, upon the facts proved, no jury would be justified in finding a verdict adverse to the party against whom it has been found, the court has before it all the materials necessary for finally determining the questions in dispute, and will act under this rule.—*Idem*.

the Court of Review on the first or second day of its next term beginning at least ten days after the day on which the case was reserved.—*New*.

495. The judgment of the Court of Review, rendered in the exercise of its original jurisdiction in reserved cases, is executory and subject to appeal in the same manner as any final judgment of the Superior Court.—*New*.

496. The Court may, in all cases where the judgment of the trial judge, or the verdict in a reserved case, is attacked, apply any remedy by which it considers that the ends of justice will be attained, even if such remedy has not been specifically demanded by any of the parties.—*New*; R.P.O., 755.

4. This power must be most sparingly and cautiously exercised and will not be exercised where there is evidence to go properly to a jury, or where if a new trial were ordered further evidence might be adduced.

In an action for libel, the court held that whether the report of a trial in question was a fair one or not, was a question for the jury, which the court would not withdraw from them under this rule.—*Idem*.

5. When there was a conflict of evidence, and the judge who tried the cause without a jury, attributed greater weight to the evidence of some witnesses than others, but, in the opinion of the court, took a wrong view of the law, the court refused to make a decree on the evidence, and sent the case for a new trial.—*Idem*.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. In an action of damages for personal injuries, the jury found that the plaintiff had sustained damages to a specific amount, and further, that the accident which caused the injuries was occasioned by fault and negligence on the part of the person injured as well as of the defendant, but did not determine the proportionate share of each. The court below gave judgment in favor of the plaintiff for the full amount of damages found by the jury.—*Held*: The judgment of the court below, awarding the plaintiff the full amount of damages found by the jury, was unfounded under the circumstances, but the court having power, under art. 496 C.

P., to apply any remedy by which it considers that the ends of justice will be attained, the estimated amount of damages might be

497. On ne reçoit pas d'affidavit exposant les raisons et motifs qui ont influencé les jurés, ou alléguant que le verdict rendu n'est pas celui que les jurés avait l'intention de rendre.—C. P.C., 428, 429, amendé.

1. LUSH'S *Pract.*, 536.

§ 2.—NOUVEAU PROCÈS.

498. Sujet aux dispositions des articles ci-après, un nouveau procès peut être accordé dans les cas suivants :

1. Si la définition des faits est insuffisante ou défectueuse ;
2. Si le juge a illégalement admis ou rejeté quelque preuve ;
3. Si le juge a mal avisé les jurés ou refusé de les éclairer sur un point de droit, et si la partie plaignante a objecté à ce refus ou à ce mauvais avis ;
4. Si le verdict est contraire à la loi ou évidemment contraire au poids de la preuve ;
5. Si le montant accordé est excessif ou insuffisant ;
6. Si la partie a été surprise ou si une nouvelle preuve concluante a été découverte depuis le procès ;
7. S'il a été commis, de la part du jury ou d'un juré, des actes d'inconduite de nature à empêcher la considération et la décision justes et impartiales de la cause ;
8. Si un témoin important était absent au moment du procès sans la faute de la partie qui l'a assigné, et que son témoignage puisse encore être obtenu ;
9. Si une récusation de la liste entière ou une récusation d'un juré a

divided and the defendant was condemned to pay the half thereof.—C.A., 1898. *Roberts & Hawkins*, 7 R.J.O., 428.

497. Affidavits are not admissible for the purpose of showing the reasons and motives which influenced the jurors, or of establishing that the verdict rendered is not that which the jurors intended to give.—C.C.P., 428, 429, amended.

2. V. art. 498, n. 8.

§ 2.—NEW TRIALS.

498. Subject to the qualifications stated in the next following Articles, a new trial may be granted in any of the following cases :

1. When the assignment of facts is insufficient or defective ;
2. When the judge has improperly admitted or rejected evidence ;
3. When the judge has misdirected the jury or refused to instruct them on a matter of law, and the party complaining has duly excepted to such misdirection or refusal ;
4. When the verdict is contrary to law, or clearly against the weight of evidence ;
5. When the amount awarded is either excessive or insufficient ;
6. When the party has been taken by surprise, or when new evidence of a conclusive nature has been discovered since the trial ;
7. When there has been, on the part of the jury or of any juror, such misconduct as prevented a fair and judicial consideration and decision of the case ;
8. When a material witness was absent at the time of the trial without any fault attributable to the party who had summoned him, and his evidence is still obtainable ;
9. When a challenge to the array

été erronément admise ou rejetée.—C. P.C., 426, amendé.

1. LUSH'S *Pract.*, 531 et s., 541. § 2-3.
2. V. art. 500. § 4.
3. V. art. 501. § 5.
4. V. arts. 502-503-504. § 6.
5. V. art. 505. § 7.

6. The fact that one of the jury, in the course of the trial, put a question to a witness which appeared to indicate a leaning to the side of the plaintiff, and the further circumstance that the jury presented her with their own taxed fees after the verdict was rendered, are not such indications of bias or

409. Les défauts entachant la définition des faits doivent être de nature à empêcher de juger les points essentiels, et il doit être établi qu'une objection a été faite exposant les modifications qui auraient dû être faites, et qu'elle a été repoussée avant le verdict.—C.P.C., 426, § 1, amendé; *Cannon vs Huot*, 1 Q.L.R., 139.

1. LUSH'S *Pract.*, 531 et s., 543, 560.
2. Lorsque des dommages sont réclamés comme résultant d'une saisie-arrêt avant jugement basée sur une des allégations de recel, de refus de faire cession, quoique insolvable, et de continuer son commerce, il ne suffit pas de demander au jury si la demanderesse a souffert des dommages par l'émanation et l'exécution de la saisie-arrêt, mais il est nécessaire de faire spécialement rapporter au jury si à la date de l'affidavit la demanderesse était insolvable, si elle avait refusé de s'arranger avec ses créanciers et si elle avait continué son commerce.—C.R., 1884. *Drolet vs Garneau*, 10 Q.L.R., 139; MERIDITH, STUART & CASAULT, JJ.
3. Where both parties move for judgment on a special verdict, and there is no motion for a new trial, nevertheless, on appeal, if it appears to the Court that the facts as defined for submission to the jury were inapplicable and insufficient to enable a correct verdict to be rendered thereon, and that the answers of the jury were insufficient and contradictory to the extent that no cor-

or to the polls has been erroneously maintained or overruled.—C. C. P., 426, amended.

partiality as to constitute grounds for a new trial.—C.A., 1886. *Robinson & The Canadian Pacific Railway Co.*, 2 M.L.R., 25.

7. Where a juror is shown to have an interest in the matters in question in the cause, even if such interest is not large, if it was not made known before the trial and is of such a nature as would be a cause of challenge before trial, it will constitute a ground for a new trial.—C.R., 1888. *McKay vs The Glasgow and London Insurance Co.*, 32 J., 125; DOHERTY, DAVIDSON & WURTELE, JJ.

8. The affidavit of a juror as to the motives which influenced either him or his fellow-jurors cannot be received.—C. R., 1886. *Laflamme vs Mail Printing Co.*, 2 M.L.R., 146; JOHNSON, DOHERTY & TASCHE-REAU, JJ.

§ 8.

9. V. art. 505.

409. The defects in the assignment of facts must be such as to prevent a trial of the material issues, and it must be shown that an objection stating the necessary amendment was made and overruled before verdict rendered.—C.C.P., 426, § 1, amended; *Cannon vs Huot*, 1 Q.L.R., 139.

rect judgment could be rendered thereon for either party, the Court of its own motion may set aside the judgment, and send the parties back to the court below, to proceed anew to a proper definition of facts, for submission to a jury to be summoned by a *venire de novo*.—C.A., 1890. *McLachlan & Accident Insurance Co. of N. A.*, 6 M.L.R., 39.

4. Where an action of damages is brought by a parent for the death of his son, and the defendants not only fail to specially deny the relationship, but virtually accept its correctness by referring to the deceased as the plaintiff's son, both in their plea and in their suggestions of fact to be submitted to the jury, they cannot subsequently urge the omission of a specific finding on this point as ground for a new trial.—C.A., 1897. *The Canadian Pacific Ry. Co. & Ball*, 6 R.J.O., 445.

5. Objections which might have been taken, but were not taken, during the progress of a jury trial, cannot be urged in support of a motion for a new trial.—C.R., 1875. *Cannon vs Huot*, 1 Q.L.R., 139; MERIDITH, STUART & TESSIER, JJ.

500. Il n'est pas accordé de nouveau procès pour cause d'erreur dans le résumé du juge ou d'admission ou de rejet à tort de quelque preuve, à moins qu'un préjudice réel n'ait été ainsi occasionné ; et, s'il est constaté que ce préjudice n'affecte qu'une partie de la matière en contestation, la cour peut ordonner un nouveau procès sur cette partie seulement.—*Nouveau* ; C.P.C., 426, §§ 2, 3, 4 ; *Eng. R.*, 556 ; R.P.O., 791.

1. *Ibid.*

2. A new trial shall not be granted on the ground of misdirection or of the improper admission or rejection of evidence, or because the verdict of the jury was not taken upon a question which the judge at the trial was not asked to leave them, unless in the opinion of the court to which the application is made some substantial wrong or miscarriage has been thereby occasioned in the trial ; and if it appears to such court that such wrong or miscarriage affects part only of the matter in controversy, or some or one only of the parties, the court may give final judgment as to part thereof, or some or one only of the parties, and direct a new trial as to the other part only or as to the other party or parties.—*Eng. R.*, 556.

3. R.P.O., 791.—Cette règle est dans les mêmes termes que la règle ci-dessus.

4. A notice of motion for a new trial on the ground of misdirection, or non direction, should state how and in what matter the judge misdirected, or failed to direct the jury.—*H. & L.*, 660-661.

5. Where a new trial is moved for on the ground of misdirection, the *onus* of showing that the misdirection did not cause a miscarriage of justice, lies upon the party showing cause.—*Idem.*

6. It is not misdirection for the judge to tell the jury his own opinion on the issue before them.—*Idem.*

7. An appeal does not lie to the supreme court from a judgment upon a motion for a new trial on the ground of misdirection.—*Idem.*

8. Substantial wrong was considered to have occurred where, amongst other things, inadmissible evidence was received after objection to it, and was commented on by the judge in his charge, as being important.—*Idem.*

9. The defendant's counsel, in order to show that a witness called by him was *hostile*, and to treat him as such, asked the judge to look at the affidavit of a witness in a former action. As there was nothing in

500. A new trial is not granted on the ground of misdirection, or of the improper admission or rejection of evidence, unless some substantial prejudice has been thereby occasioned ; and, if it appears that such prejudice affects a part only of the matter in controversy, the court may direct a new trial as to such issues only.—*New* ; C.C.P., 426, §§ 2, 3, 4 ; *Eng. R.*, 556 ; R.P.O., 791.

the witness's remembrance, or way in which he gave his evidence, to show that he was hostile, the judge refused to look at the affidavit, and it was held on motion for a new trial that the judge's discretion was absolute, and the court had no jurisdiction to review his decision.—*Idem.*

10. Objections which might have been taken, but were not taken, during the progress of a jury trial, cannot be urged in support of a motion for a new trial.—*C.R.*, 1875. *Cannon vs Huot*, 1 Q.L.R., 139; *MEREDITH, STUART & TESSIER, JJ.*—*C.A.*, 1888. *The Mail Printing Co. & Laflamme*, 4 M.L.R., 84.—*C.R.*, 1896. *Curless vs Graham*, 10 R.J.O., 175; *LORANGER, DAVIDSON & DELORIMIER, JJ.*

11. If no objection has been made to the judge's charge, and the charge has not been put in writing, misdirection cannot afterwards be invoked by either party.—*C.R.*, 1887. *Brossard vs The Canada Life Ass. Co.*, 3 M.L.R., 388; *JOHNSON, TASCHEREAU & TAIT, JJ.*

12. The fact that the deposition of a witness who had been previously examined by consent of the parties, was read to the jury in his absence, is not ground for a new trial where no injustice appears to have been suffered by the party complaining.—*Idem.*

13. A verdict will not be set aside for misdirection by the court on a point not material to the issue, and where it appears that justice upon the whole case was done and the proper question left to the jury.—*C.A.*, 1892. *Royal Canadian Ins. Co. & Roberge*, 2 R.J.O., 117.

14. Where a witness arrived after the evidence at the trial was closed, but before the jury were charged, the exclusion of his testimony was not in itself a sufficient ground for allowing a new trial ; but the court will look to the relevancy and importance of the evidence which the witness was prepared to give, and where the affidavit of such witness is before the court, and the testimony which he proposed to give does not appear to be relevant or material, a new trial will not be ordered on the ground that the evidence was

excluded.—C.A., 1880. *Robinson & Canadian Pacific Railway Co.*, 2 M.L.R., 25.

15. Where in an action for the recovery of the amount of a policy of insurance it appears from the evidence that the insured by his application failed to disclose all the insurances or incumbrances on the property to be insured, as required by the application, a verdict for the plaintiff will be set aside and a new trial ordered.—In such case, the court cannot order a judgment *non obstante veredicto*, unless there is insufficiency in the alle-

501. Un verdict n'est pas considéré comme étant contraire à la preuve, à moins qu'il ne soit de telle nature que le jury, en examinant toute la preuve, n'aurait pu raisonnablement le rendre.—*Nouveau* : C.P.C., 426, § 13; *Metropolitan Ry Co. vs Wright*, 11 App. Cas., 152.

1. *Ibid.*

2. A new trial ought not to be granted on the ground that the verdict of the jury was against the weight of evidence, unless the verdict was one which a jury, viewing the whole of the evidence reasonably, could not properly find.—House of Lords., *The Metropolitan Ry. Co. vs Wright*, 11 App. Cases, 152.

3. Where evidence has been adduced on both sides, the court will not grant a new trial on the ground that the verdict is contrary to evidence. But where no evidence has been offered to support the verdict, a new trial may be granted.—C.B.R., 1820. *Scholefield v. Leblond*, 3 R. de L., 360; 2 R. J. R., 156.

4. When conflicting evidence has been offered and the circumstances of the case have been fully and fairly laid before the jury by both parties, a new trial is not allowed.—C.B.R., 1821. *Wood vs Deschêne & McCullum*, 3 R. de L., 360; 2 R. J. R., 301.

5. Une partie qui succombe, dans un procès civil, devant un jury, n'a pas droit de demander un nouveau procès, à moins de faire voir "évidemment" que le verdict est contre la preuve offerte, ou en contradiction directe avec cette preuve, "clearly against the evidence."—C.B.R., 1844. *Dill vs La Cie d'Assurance de Québec*, 1 R. de L., 113; 1 R. J. R., 471.

6. Where the verdict of the jury is supported by evidence although such evidence be, in some respects, contradicted by other testimony, the verdict of the jury, based on their appreciation of the evidence, will not usually be disturbed.—C.A., 1881. *Wilson & The Grand Trunk Railway Co.*, 5 L.N., 88.

7. In considering whether a new trial should be granted on the ground that the verdict was rendered without evidence, or

gations of the pleadings produced of record.—C.R., 1888. *Mackay vs The Glasgow and London Ins. Co.*, 32 J., 125; DOHERTY, DAVIDSON & WURTELE, JJ.

16. Evidence tendered by the defendant in an action of libel as to the previous conduct and character of the plaintiff was properly rejected as illegal, especially when such matters were not referred to in the pleadings.—C.A., 1888. *The Mail Printing Co. & Laflamme*, 4 M.L.R., 84.

17. V. art. 501, n. 9.

501. A verdict is not considered against the weight of evidence unless it is one which the jury, viewing the whole of the evidence, could not reasonably find.—*New*: C.C.P., 426, § 13; *Metropolitan Ry Co. vs Wright*, 11 App. Cas., 152.

contrary to evidence, it is not enough that the judge who tried the case, or the judges in the court where the new trial is moved for, might have come to a different conclusion from the jury, but there must be such a preponderance of evidence, assuming there is evidence on both sides to go to the jury, as to make it unreasonable that the jury should return such a verdict.—C.R., 1887. *Goodhue vs The Grand Trunk Railway Co.*, 3 M.L.R., 114; JOHNSON, TASCHEREAU & GILL, JJ.

8. The husband of plaintiff was struck by an outgoing train and killed, while attempting to cross the tracks where the highway was intersected by the railway. The evidence was to the effect that he persisted in crossing notwithstanding the warning of the guardian; the gate was closed, there was daylight; the bell of the engine was ringing; and the approaching train could be seen for three-quarters of a mile from the place of the accident. The jury found for the plaintiff.—The verdict was against evidence, it being clearly proved that the deceased had not exercised ordinary care; and a new trial was ordered.—C.R., 1880. *Curran vs Grand Trunk Railway Co.*, 5 M.L.R., 251; 19 R. L., 506; LORANGER, WURTELE & DAVIDSON, JJ.

9. Where the publisher of a libel was summoned by a wrong name, and he appeared in that name, and, without disclosing his correct name, pleaded not guilty, such plea put in issue only the fact of publication and the innuendoes, and the verdict rendered against him by the jury could not be set aside on the ground that it was founded upon evidence which was done by another person.—The Superior Court sitting in review is right in granting, at the final judgment, the plaintiff's motion to insert the correct name.—It was not misdi-

rection for the judge to charge the jury, that by law they should find the article to have been published falsely and maliciously, inasmuch as the defendants did not plead and prove the truth of it.—C.A., 1887. *The Mail Printing Co. & The Canada Shipping Co.*, 4 M.L.R., 225.

10. A new trial will not be granted on the ground that the verdict is against evidence, even where the Court would have come to a conclusion different from that reached by the jury; but there must be such a preponderance of evidence as to make it unreasonable for the jury to find the verdict complained of.—C.A., 1892. *Royal Can. Ins. Co. & Roberge*, 2 R.J.O., 117.

11. In considering a motion for a new trial on the ground of the verdict being without or contrary to evidence, it is not enough that the judge who tried the case, or a court where the new trial is moved for, might have come to a different conclusion from the jury, but there must be such a preponderance of evidence, assuming that

502. Un nouveau procès est accordé quand le montant adjugé est si minime ou tellement excessif qu'il est évident que les jurés ont été mus par des motifs indus ou ont été induits en erreur.—C.P.C., 426, § 11, amendé.

1. *Ibid.*

2. Un nouveau procès ne doit être accordé que dans le cas d'injustice évidente.—C.R., 1874. *Borthwith vs Brant*, 5 R.L., 449; JOHNSON, MACKAY & BEAUDRY, JJ.

3. The court has no power to increase the award of damages by the jury. In cases tried with a jury, it is the verdict of the jury, and not the opinion of the court, which is to determine the amount of damages in actions for personal wrongs. This rule is peculiarly applicable in libel and slander suits. Insufficiency of damages is not, therefore, a proper ground for ordering a new trial in such cases, where it does not appear that the jury were improperly influenced or led into error.—C.R., 1885. *Dixon vs Mail Printing Company*, 1 M.L.R., 480; 20 J., 284; JOHNSON, DOHERTY & GILL, JJ.

503. Si le montant accordé par le verdict est de beaucoup excessif, la cour peut refuser un nouveau procès, pourvu que le demandeur consente à ce que les dommages soient réduits à un montant que la cour ne considère pas excessif.—Nouveau; C.P.C., 426; *Bell vs Lawes*, 12 Q.B.D., 356; *Mail Printing Co. vs Laflamme*, 12 L.N., 33; *Taylor vs Northern Assurance Co.*, 35 J., 6.

there is evidence on both sides to go to the jury, as to make it unreasonable for them to return such a verdict.

The article complained of as libellous charged, among other things, that "shortages" of grain had been common in an Elevating Company's Warehouse. The defendant pleaded the truth of the article, and that it had been published in good faith, of and concerning a matter of public interest.

Held: That it was not error to admit at trial evidence of frequent previous "shortages" such evidence not being immaterial as to the motive of publication.—C.R., 1893. *McDougall vs Mason*, 3 R.J.O., 171; JOHNSON, GILL & DAVIDSON, JJ.

12. In adjudicating upon a motion for a new trial in a jury case the Court of Appeal will not substitute its appreciation of the evidence nor its estimate of the amount of damage suffered, for that of the jury whose special function it is to weigh and appreciate the evidence.—C.A., 1897. *Canadian Pacific Ry Co. & Ball*, 6 R.J.O., 44.

502. A new trial is granted whenever the amount awarded is so grossly excessive or insufficient that it is evident that the jurors have been influenced by improper motives or led into error.—C.C.P., 426, § 11, amended.

4. Where on a former trial the jury awarded the respondent \$3000 damages, but the verdict was set aside by the Supreme Court on the ground of misdirection, and on the second trial the jury awarded \$6500; the amount was not so excessive that the Court should set aside the verdict and order a new trial.—C.A., 1890. *Canadian Pacific Ry & Robinson*, 6 M.L.R., 118; 19 R.L., 483.

5. In actions for libel, the assessment of damages is peculiarly the province of the jury, and a verdict of \$6,000 for the newspaper libel complained of in this case, and of \$4,000 for the libellous allegations of the plea, was not so excessive as to lead to the inference that the jury were led into error or actuated by improper motives.—C.A., 1888. *The Mail Printing Co. & Laflamme*, 4 M.L.R., 84.

503. If the amount awarded by the verdict is grossly excessive, the court may refuse a new trial, provided that the plaintiff agrees that it be reduced to an amount which the court considers not excessive.—Nouveau; C.C.P., 426; *Bell vs Lawes*, 12 Q.B.D., 356; *Mail Printing Co. vs Laflamme*, 12 L.N., 33; *Taylor vs Northern Assur. Co.*, 35 J., 6.

1. *Ibid.*

2. The judgment of the Supreme Court of Canada in *Laflamme vs The Mail*, grants a new trial, unless the plaintiff will consent to accept a reduction of the verdict from \$10,000 to \$6,000, what he has since agreed to. When the case was before the Court of Appeal, Mr. Laflamme's counsel made a formal offer to accept a reduction to that extent, in order to terminate the litigation, but the other side pressed the appeal. The chief justice intimated at the time that he had some doubt as to the power of the court to reduce the amount, without ordering a new trial, and in the end, the verdict was maintained for the full amount. It seems desirable that the law on the subject of verdicts should be reconsidered, and additional discretionary power be vested in the court.—

504. Si le montant accordé par le jury est de beaucoup insuffisant, la cour peut aussi refuser un nouveau procès, pourvu que le défendeur consente à ce qu'il soit porté à un montant que la cour ne considère pas insuffisant.—*Nouveau ; Bell vs Lawes*, 12 Q.B.D., 358.

505. La découverte de nouvelle preuve depuis le verdict ne peut servir de base à une demande pour nouveau procès que lorsque la partie qui la fait, démontre :

1. Que la preuve est telle que si elle avait été faite en temps, le résultat eût probablement été différent ;
2. Qu'à l'époque où cette preuve aurait dû être faite, ni la partie ni son procureur ou agent ne la connaissait ;
3. Qu'elle ne pouvait pas, avec toute diligence raisonnable, être découverte en temps pour s'en servir ;
4. Que diligence raisonnable a été faite après la découverte de la nouvelle preuve.—*Nouveau ; C.P.C.*, 426, § 16 ; *H. et L.*, 595, 596.

1. *Ibid.*
2. The abstaining by a party from proof under an idea that his adversary had no real intention of putting him to such proof, and being thereby taken by surprise, is no ground for a new trial.—*H. & L.*, 595, 596.

C. suprême, 1880. *Mail & Laflamme*, 12 L.N., 321.

3. The court are unanimous of opinion that upon the plaintiff's consenting to reduce the verdict to ten thousand dollars, with interest from date of service of process and costs, defendant's motion for a new trial is to stand dismissed with costs.—*C.R.*, 1880. *Taylor vs The Northern Ass. Co.*, 35 J., 15 ; *LOKANGER, GILL & DAVIDSON, JJ.*

4. In a case where the plaintiff is entitled to substantial damages, and a verdict for the plaintiff cannot be impeached except on the ground that the damages are excessive, the court has power to refuse a new trial, on the plaintiff alone, and without the defendant, consenting to the damages being reduced to such an amount as the court would consider not excessive had they been given by the jury.—*Court of Appeal, Bell vs Lawes*, 12 L.R., 358.

504. If the amount awarded by the jury is grossly insufficient, the court may also refuse a new trial, provided that the defendant agrees to its being increased to an amount which the court considers not insufficient.—*New ; Bell vs Lawes*, 12 Q.B.D., 358.

505. The discovery of new evidence since the verdict is ground for a new trial only when the party applying therefor shows :

1. That the evidence is such that if it had been brought forward in time, it would probably have changed the result ;
2. That at the time he might so have used it, neither he nor his attorney or agent had knowledge of it ;
3. That it could not, with reasonable diligence, have been discovered in time to be so used ;
4. That reasonable diligence was used after the discovery of the new evidence.—*New ; C.C.P.*, 426, § 16 ; *H. & L.*, pp. 595, 596.
3. In applications to open up proceedings, by way of review, on the ground of newly discovered evidence, the party applying must shew : 1° that the evidence is such that if it had been brought forward at the proper time, it might probably have changed the result ;

2° that at the time he might have so used it, neither he nor his agent had knowledge of it; 3° that it could not, with reasonable diligence, have been discovered in time to have been so used; and 4° the applicant must have used reasonable diligence after the discovery of the new evidence.—*Idem*.

4. Where a party is taken by surprise by a point made against him at the hearing, the judge may, if he thinks right, at any stage of the trial allow him to produce rebutting evidence; and if such permission is refused, the Court of Appeal will, in a proper case, permit the fresh evidence to be taken on the appeal.—*Idem*.

5. In a suit for an injunction to restrain a nuisance caused by a chemical manufacturer, the plaintiff's counsel applied at the close of his speech for liberty to adduce evidence to explain (as the plaintiff's witnesses had had no opportunity of doing) certain evidence of the defendant's witnesses as to various vapours arising from a material (asphalt) stated to be used in the manufacture of varnish made by the plaintiff, and to show that the word asphalt had a double meaning, it was held that the evidence should be admitted.—*Idem*.

506. Les moyens mentionnés aux paragraphes 1, 2, 3 et 9 de l'article 498 ne peuvent être jugés que sur les notes des procédures de l'instruction et lorsque la partie y a fait entrer ses objections.—C. P. C., 427, *amendé*.

1. LUSH'S *Pract.*, 540.—III BLACKST.,

507. Si le jugement sur le verdict a été infirmé et qu'aucun ordre n'ait été donné, un nouveau procès doit avoir lieu.—C. P. C., 430, *amendé*.

§ 3.—JUGEMENT DIFFÉRENT.

508. Un jugement différent, en tout ou en partie, de celui rendu par le juge président au procès, ou du verdict dans une cause réservée, peut être rendu dans chacun des cas suivants :

1. Lorsque les faits, tels que constatés par le jury, exigeaient que le jugement fût en faveur de la partie qui fait la motion ou qui inscrit, ou lorsque le juge s'est trompé relativement à l'effet véritable du verdict ;

6. A judge may, at any period in a case, allow further evidence to be called, for his own satisfaction, by either party, even though it is doubtful whether the party is entitled to put in such evidence as of right.—*Idem*.

7. Where a witness arrived after the evidence at the trial was closed, but before the jury were charged, the exclusion of his testimony was not in itself a sufficient ground for allowing a new trial; but the court will look to the relevancy and importance of the evidence which the witness was prepared to give, and where the affidavit of such witness is before the court, and the testimony which he proposed to give does not appear to be relevant or material, a new trial will not be ordered on the ground that the evidence was excluded.—C. A., 1886. *Robinson & The Canadian Pacific Railway Co.*, 2 M. L. R., 25.

8. A new trial will not be granted because a material witness was absent although he was duly subpoenaed and the proper conduct money was tendered him, when the party who called him neglected to apply for a postponement of the trial.—C. A., 1888. *The Mail Printing Co. & Laflamme*, 4 M. L. R., 84.

506. The causes mentioned in paragraphs 1, 2, 3 and 9 of Article 498 can be ascertained only by means of the minutes of trial, and when the party has caused his objections to be entered therein.—C. C. P., 427, *amended*.

72, 73.—BULLER, 325a.

507. If the judgment upon the verdict has been set aside, and no further order has been given, a new trial must be had.—C. C. P., 430, *amended*.

§ 3.—DIFFERENT JUDGMENT.

508. A judgment different, in whole or in part, from that rendered by the trial judge, or from the verdict in a reserved case, may be rendered in any of the following cases :

1. When the facts as found by the jury require a judgment in favour of the party moving or inscribing, or the judge has erred as to the real effect of the verdict ;

2. When the allegations of the party in whose favour the verdict or

2. Lorsque les allégations de la partie en faveur de laquelle le verdict ou le jugement a été rendu, ne sont pas suffisantes en droit pour soutenir ses prétentions ;

3. Lorsqu'il appert d'une manière évidente de toute la preuve, que nul jury ne serait fondé à rendre un verdict autre qu'en faveur de la partie qui fait la motion ou qui inscrit — *Nouveau* ; C.P.C., 431, 432, 433 ; R. P.O., 798, 749, 755 ; *Eng. R.*, 568 ; H. & L., 640, 641.

1. LUSH'S *Pract.*, 527-529.—III BLACKSTONE, 84.

2. Rap. C.—L'article 510 (508 n.c.), traite de la motion pour jugement différent, laquelle est substituée à la motion *non obstante verdicto* et à la motion pour arrêt de jugement, et en étend l'application.

3. When at or after the trial of an action by a jury, the judge has directed that any judgment be entered, any party may, without any leave reserved, apply to set aside such judgment and to enter any other judgment, on the ground that the judgment directed to be rendered is wrong by reason of the judge having caused the judgment to be wrongly entered, with reference to the finding of the jury upon the questions submitted to them.

a. Where at or after the trial of an action before a judge, the judge has directed that any judgment be entered, any party may, without any leave reserved, apply for a new trial, or to set aside the judgment, and to enter any other judgment, upon the ground that the judgment so directed is wrong.—R. P.O., 798.

4. At the trial of any action no party shall be entitled to judgment on the ground of his pleading being true, if the facts proved are not sufficient in point of law to entitle him to judgment.—R.P.O., 749.

5. La règle R.P.O. 755 est déjà citée sous l'article 496 avec les autorités mentionnées dans H. & L., 640-641.

the judgment has been rendered, are not sufficient in law to maintain his pretensions ;

3. When it is absolutely clear from all the evidence that no jury would be justified in finding any verdict other than one in favour of the party moving or inscribing.—*New* ; C.C.P., 431, 432, 433 ; R.P.O., 798, 749, 755 ; *Eng. R.*, 568 ; H. & L., pp. 640, 641.

6. Upon a motion for judgment, or upon an application for a new trial, the court may draw all inferences of fact, not inconsistent with the finding of the jury, and if satisfied that it has before it all materials necessary for finally determining the questions in dispute, or any of them, or for according any relief sought, give judgment accordingly, or may, if it shall be of opinion that it has not sufficient materials before it to enable it to give judgment, direct the motion to stand over for further consideration, and direct such issues or questions to be tried or determined, and such accounts and inquiries to be taken and made, as it may think fit.—*Eng. R.*, 568.

7. Le rapport d'un jury, à l'effet qu'un créancier qui, après avis de la dissolution de la société par la retraite de l'un des associés, continue les affaires avec la nouvelle société, et lors de leur insolvabilité, leur donne du délai sans nullement faire mention de l'associé qui s'est retiré de la première société, libère cette société de toute responsabilité, et aussi l'associé qui s'en est ainsi retiré, sera déclaré nul, et jugement sera rendu en faveur des demandeurs, *nonostante verdicto*, si la preuve, sur laquelle tel rapport a été fait, résulte entièrement d'une correspondance écrite, nonobstant qu'elle ait duré deux ans, s'il appert à la cour que par le sens qui doit être donné aux lettres, il n'y avait pas d'intention de libérer l'ancienne société.—C.S., 1861. *Clark vs Murphy*, 11 L.C.R., 105 ; 9 R.J.R., 403 ; STUART, J.

CHAPITRE XXII.

ADJUDICATION SUR UN POINT DE DROIT
LORSQUE LES FAITS SONT ADMIS.

509. Excepté lorsqu'il s'agit de nullité de mariage, de séparation de corps et de biens, de séparation de biens, de dissolution de corporation ou

CHAPTER XXII.

DECISION OF QUESTIONS OF LAW UPON
FACTS ADMITTED.

509. Except in cases relating to nullity of marriage, separation from bed and board, separation as to property, dissolution of corporations, or

de demande pour annulation de lettres patentes, les personnes majeures et capables qui ne s'entendent pas sur une question de droit susceptible de faire la base d'une action entre elles, tout en s'accordant sur les faits, peuvent la soumettre au tribunal pour adjudication, en produisant au greffe un factum ou mémoire conjoint contenant un exposé de la question de droit en litige et des faits qui y donnent lieu, et les conclusions de chacune des parties, accompagné d'une déposition sous serment de chacune des parties, attestant que les faits sont vrais, que le débat est réel, et qu'il n'a pas seulement pour objet l'obtention d'une opinion. — *Nouveau ; Eng. R.*, 389 *et seq.* ; *N.Y.C.*, 1279 *et seq.* ; *Cal.*, 1138 ; *R.P.O.*, 554 *et seq.*

1. The parties to any cause or matter may concur in stating questions of law arising therein in the form of a special case for the opinion of the court. Every such special case shall be divided into paragraphs numbered consecutively, and shall concisely state such facts and documents as may be necessary to enable the court to decide the questions raised thereby. Upon the argument of such case the court and the parties shall be at liberty to refer to the whole contents of such documents, and the court shall be at liberty to draw from the facts and documents stated in any such special case any inference, whether of fact or law, which might have been drawn therefrom if proved at a trial.—*Eng. R.*, 389.

2. The parties may, after the writ of summons has been issued in any action, or in any pending matter not commenced by writ, concur in stating the questions of law arising in the action or matter in the form of a special case for the opinion of the court.

a. The parties to a special case may, if they think fit, enter into an agreement in writing, that on the judgment of the court being given in the affirmative or negative of the question or questions of law raised by the special case, a sum of money, fixed by the parties, or to be ascertained by the court or in such manner as the court may direct, shall be paid by one of the parties to the other of them, either with or without costs of the action or matter; and the judgment of the court may be entered for the sum so agreed or ascertained, with or without costs, as the case may be, and execution may issue

suits for the annulment of letters-patent, persons of full age and capacity who are at variance upon a question of law capable of being the subject of an action between them, but who are in agreement as to the facts, may submit it for the decision of the court, upon filing in the office of the court a joint factum or case, containing a statement of the question of law involved, and of the facts which give rise to it, and the conclusions of each party, accompanied with the affidavit of each party establishing that the facts are true, that the controversy is real, and that neither party is merely seeking to obtain an opinion. — *New ; Eng. R.*, 389 *et seq.* ; *N.Y.C.*, 1279 *et seq.* ; *Cal.*, 1138 ; *R.P.O.*, 554 *et seq.*

upon such judgment forthwith, unless otherwise agreed, or unless stayed on appeal.

b. Upon the argument of such case the court and the parties shall be at liberty to refer to the whole contents of the documents referred to, and the court shall be at liberty to draw from the facts and documents stated in any such special case any inference, whether of fact or law, which might be drawn therefrom if proved at a trial.—*R.P.O.*, 554.

3. Parties to a question in difference, which might be the subject of a civil action, may, without action, agree upon a case containing the facts upon which the controversy depends, and present a submission of the same to any court which would have jurisdiction, if an action had been brought; but it must appear, by affidavit, that the controversy is real, and the proceedings in good faith, to determine the rights of the parties. The court must thereupon hear and determine the case, and render judgment thereon, as if an action were depending.—*Cal.*, 1138.

4. Controversy, how submitted without process.—The parties to a question in difference, which might be the subject of an action, being of full age, may agree upon a case, containing a statement of the facts, upon which the controversy depends; and may present a written submission thereof to a court of record, which would have jurisdiction of an action, brought for the same cause. The case must be accompanied with the affidavit of one of the parties, to the effect, that the controversy is real; and that the submission is made in good faith, for the

purpose of determining the rights of the parties. The submission must be acknowledged or proved, and certified, in like manner as a deed, to be recorded in the county where it is filed.—N.Y.C., 1279.

5. The provision of the Code of Civil Procedure (§ 1279) authorizing the submission of a controversy upon facts admitted, is limited to controversies which can be followed by an effectual judgment upon the submission. Where, therefore, the only relief the plaintiff would be entitled to on the facts agreed upon is an injunction, as that relief is expressly prohibited in such a proceeding, the submission should be dismissed.—1887. *The Cunard Steamship Co. vs Voorhis*, 104 N.Y.R., p. 525.

6. Section 1279 authorizes the parties to a question in difference which might be the

510. Immédiatement après la production du factum conjoint, l'une ou l'autre des parties peut inscrire pour audition, suivant les règles ordinaires.—*Nouveau ; Ibid.*

511. La décision rendue par le tribunal a la même valeur et les mêmes effets qu'un jugement dans une instance.—*Nouveau ; Ibid.*

512. Les parties à une instance peuvent, en tout état de cause, soumettre à la décision du tribunal les questions de droit résultant de l'action, par voie de factum conjoint, en se conformant aux exigences de l'article 509.—*Nouveau ; R.P.O., 554.*

1. La règle R.P.O., 554, est déjà citée

CHAPITRE XXIII.

AMENDEMENTS.

513. Le bref d'assignation et la déclaration signifiés au défendeur peuvent être amendés ou changés sans frais, une fois, sans la permission du juge, en tout temps avant la signification d'une exception préliminaire ou de la défense.—*Nouveau ; C.P.C., 53 ; R.P.O., 424 ; N.Y.C., 542.*

1. POWELL, 188.—S.R.B.C., c. 83, s. 67.
2. The plaintiff may, without any leave,

subject of an action to agree upon a case containing a statement of the facts upon which the controversy depends and present the same to the court. Such a question must be one which might be the subject of an action.—1800. *Patterson vs Mutual Life Ins. Co.*, 58 N.Y.R., 200.

7. An extra allowance of costs may not be granted in a controversy submitted upon an agreed case, under the Code of Civil Procedure (§ 1279).—1892. *The People of New York vs The Fitchburg Railway Co.*, 133 N.Y.R., 239.

8. Parties who ask for judgment upon a case submitted under the Code of Civil Procedure should state all the facts bearing upon the point to be decided ; a material fact which is susceptible of definite statement should not be left for inference.—1893. *Kueller vs Lang*, 137 N.Y.R., 589.

510. Immediately after the filing of the joint case, either party may inscribe the issue for hearing in accordance with the ordinary rules.—*New ; Ibid.*

511. The decision rendered by the court has the same force and effect as a judgment in an action.—*New ; Ibid.*

512. The parties to an action may, at any stage of the case, submit for the decision of the court any questions of law resulting from the action, by means of a joint case, upon conforming to the requirements of Article 509.—*New ; R.P.O., 554.*
sous l'article 509.

CHAPTER XXIII.

AMENDMENTS.

513. The writ of summons and the declaration served upon the defendant may be once amended or changed, without costs, without leave of the judge, at any time before the service of a preliminary exception or of the defence.—*New ; C.C.P., 53 ; R.P.O., 424 ; N.Y.C., 542.*

amend his statement of claim once at any time before the expiration of the time limited

for reply and before replying, or where no defence is delivered, at any time before the expiration of four weeks from the appearance of the defendant who last appear.—R.P.O., 424.

3. Amendments of course.—Within twenty days after a pleading, or the answer, demurrer or reply thereto, is served, or at any time before the period for answering is expired, the pleading may be once amended by the

514. La défense peut être amendée ou changée sans frais, une fois, sans la permission du juge, en tout temps avant que le demandeur ait signifié sa réponse.

Lorsqu'aucune réponse n'est nécessaire, les amendements ou changements doivent être faits avant la signification de l'inscription.—*Nouveau* ; C.P.C., 53 ; R.P.O., 425 ; N.Y.C., 542.

1. *Idem.*

2. A defendant who has set up any set off or counter claim, may, without any leave, amend such set off or counter claim at any time before the expiration of the time allowed him for pleading to the reply, and before pleading thereto, or in case there be no reply, then within twenty-eight days from the filing of his defence or counter claim.—R.P.O., 425.

515. Tout autre pièce de plaidoirie peut être également amendée ou changée sans frais, une fois, sans la permission du juge, en tout temps avant la signification de la réponse de la partie adverse à cette plaidoirie ; et, lorsque cette réponse n'est pas nécessaire, avant la signification de l'inscription.—*Nouveau* ; *Ibid.*

1. *Ibid.*

516. Dans tous les cas non prévus par les articles qui précèdent, les parties peuvent, en tout temps avant jugement, avec la permission du juge, aux conditions jugées convenables, attendre le bref d'assignation, la demande, la défense ou toute autre pièce de plaidoirie.—*Nouveau* ; C.P.C., 117 ; R.P.O., 390, 429, 444 ; N.Y.C., 497.

party, of course, without costs and without prejudice to the proceedings already had. But if it is made to appear to the court that the pleading was amended for the purpose of delay, and that the adverse party will thereby lose the benefit of a term, for which the cause is or may be noticed, the amended pleading may be stricken out, or the pleading may be restored to its original form, and such terms imposed as the court deems just.—N.Y.C., 542.

514. The defence may be once amended or changed, without costs, without leave of the judge, at any time before the plaintiff has served his answers.

When no answer is necessary, the amendments or changes must be made before service of the inscription.—*New* ; C.C.P., 53 ; R.P.O., 425 ; N.Y.C., 542.

3. V. art 513, pour N.Y.C., 542.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. Lorsqu'un amendement a été fait après l'inscription, et signifié à la partie adverse, il pourra rester au dossier, en par la partie qui le fait, payant les frais de la motion pour le faire rejeter.—C.S., 1898. *Leet vs Lee Chu*, 1 R.P., 499 ; MATHIEU, J.

515. Any other pleading may likewise be once amended or changed, without costs, without leave of the judge, at any time before the service of an answer to such pleading by the opposite party ; and, when an answer is not necessary, before service of the inscription.—*New* ; *Ibid.*

516. In all cases not provided for by the preceding Articles, the parties may, at any time before judgment, with the leave of the judge, upon such conditions as are deemed proper, amend the writ of summons, the declaration, the defence or any other pleading.—*New* ; C.C.P., 117 ; R.P.O., 390, 429, 444 ; N.Y.C., 497.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Absence	30
Affidavit	29, 34, 35
Amendement on demande incidente	26
Certiorari	9
Changement de partie	22
Co-défendeur	40
Délai	12, 13
Demande de cession	35
Demande incidente ou amendement	26
Discretion de la cour	6
Domicile	19, 38
Election de domicile	18
Enquête	28, 31
Erreur cléricale	53
Faits nouveaux	17, 23, 24, 46, 47
Femme mariée	33
Huissiers	37
Injonction	8
Intervention	52
Jurisdiction	54
Jury	14
Lieu	21
Maladie	30
Montant	25
Noms	11, 14, 20
Nouveaux moyens	17
Nullité de décret	12
Officier public	13
Opposition	17, 18, 36
Particularités	50
Pétition de droit	50
Prénoms	11, 48
Prescription	45
Procédures sommaires	41, 42, 43
Qualité	10, 32
Requête civile	29
Saisie conservatoire	34
Saisie revendication	26, 37
Signification	39
Société	20, 44, 45
Succession	49
Taxes	51
Tierce opposition	52

1. *Ibid.*

2. The party whose pleading is demurred to, may, at any time within four days from delivery of the demurrer or before the demurrer is set down, on payment of \$5.00 to the party demurring, obtain an order on præcipe to amend the pleading or that portion of it which is demurred to.—R.P.O., 390.

3. In all cases not provided for by the preceding rules (numbered from 424 to 428) application for leave to amend any pleading may be made by either party to the court or judge in chambers or to the judge at the trial of the action, and such amendment may be allowed upon such terms as to costs or otherwise, as may seem just.—R.P.O., 429.

4. The court or a judge may at any time, and on such terms as to costs or otherwise as to the court or judge may seem just, amend any defect or error in any proceedings; and all such amendments may be made as may be necessary for the advancement of justice, determining the real question or issue raised

by or depending on the proceedings, and best calculated to secure the giving of judgment according to the very right and justice of the case.—R.P.O., 444.

5. Amendments in certain cases after decision of demurrer.—Upon the decision of a demurrer, either at a general or special term, or in the court of appeals, the court may, in its discretion, allow the party in fault to plead anew or amend, upon such terms as are just. If a demurrer to a complaint is allowed, because two or more causes of action have been improperly united, the court may, in its discretion, and upon such terms as are just, direct that the action be divided into as many actions as are necessary for the proper determination of the causes of action therein stated.—N.Y.C., 497.

6. The allowance of amendments to the writ and declaration is not subject to a fixed rule. The court, in its discretion, will grant or refuse permission to amend, as may best tend to the furtherance of justice.—C.S., 1882. *Seery vs The St. Lawrence Grain Elevating Co.*, 5 L.N., 405; TORRANCE, J.

7. Lorsque le lieutenant-gouverneur a ordonné que *droit soit fait* sur une pétition de droit, le tribunal qui en est saisi peut permettre qu'elle soit amendée et il n'est pas nécessaire, après un tel amendement, qu'elle soit soumise de nouveau au lieutenant-gouverneur.—C.S., 1890. *McDonald vs La Reine*, 16 Q.L.R., 221; CARON, J.

8. An injunction issued against parties about to take possession of a railway.—The injunction was disregarded, and forcible possession taken of the railway.—*Held*: That the petitioner, at whose instance the injunction was ordered to issue, might be allowed to add to his conclusions a prayer that he be re-instated in possession.—C.S., 1878. *MacDonald vs Joly*, 1 L.N., 460; JOHNSON, J.

9. Un bref de *certiorari* adressé au surintendant de police, lorsqu'il aurait dû l'être au juge des sessions de la paix, suivant les dispositions de la 25^e sec. c. 13, s. 1, sera annulé.—Un nouveau bref ne sera pas accordé sur motion à cet effet pour rectifier l'erreur commise dans l'adresse du premier bref.—C.S., 1866. *Piton vs Lemoine*, 16 L.C.R., 316; 15 R.J.R., 249; STUART, J.

10. Lorsqu'une personne en poursuit une autre, en la qualité qu'elle a prise dans l'acte qui fait la base de l'action, et que le défendeur fait une exception à la forme, alléguant que la qualité mentionnée au bref n'est pas sa véritable qualité, il sera permis au demandeur d'amender le bref et la déclaration, de manière à constater la qualité réelle du défendeur.—C.A., 1891. *O'Connor & Inglis*, 21 R.L., 31.

11. A plaintiff's motion for leave to amend his action and declaration, by substituting the word "John" to the word "Joseph" in his name, should be allowed.—C.A., 1885. *Racey & Caron*, 11 Q.L.R., 308.

12. L'article 716 C.P.C. (786 n.c.), qui prescrit que la requête en nullité de décret de la part du saisi doit être présentée dans les mêmes délais que ceux prescrits pour l'appel du jugement de la cour supérieure, s'applique également à une demande d'amendement de la requête en nullité de décret déjà présentée, lequel amendement ne peut être permis après les susdits délais.—C.S., 1888. *Bolduc vs Lefantun*, 4 M.L.R., 52; MATHIEU, J.
13. Lorsque pour intenter une poursuite contre un officier de douane pour saisie illégale, le statut a fixé un délai de trois mois, le demandeur, qui a omis une allégation essentielle de sa déclaration, peut obtenir, après l'expiration des trois mois, la permission d'amender sa déclaration en payant les frais.—C.S., 1853. *Bressler vs Bell*, 4 L.C.R., 101; 4 R.J.R., 98; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.
14. Le demandeur dans un procès par jury, peut, à l'audition devant la cour de revision, obtenir la permission d'amender le bref et la déclaration, en corrigeant une erreur dans le nom du défendeur.—C.A., 1887. *The Mail Printing and Publishing Co. & The Canada Shipping Co.*, 15 R.L., 234.
15. Un bref d'exécution qui ne porte pas la signature du protonotaire constitue une nullité absolue et la cour devra prendre connaissance, et ne saurait être permis à la partie qui a procédé sur ce bref de le faire signer par le protonotaire après la saisie.—C.S., 1897. *Brisson vs Lefebvre*, 12 R.J.O., 1; DELORMIER, J.
16. The court will not allow a writ which by inadvertance was not signed by the protonotary, to be amended by adding the signature of that officer after an *exception à la forme* has been filed.—C.S., 1881. *Terras vs Goyette*, 4 L.N., 306; TORRANCE, J.
17. L'opposant afin d'annuler peut amender son opposition, en tout temps avant jugement, pour corriger une irrégularité apparente et même pour introduire un nouveau moyen de droit, lorsque le reste du litige n'en est pas affecté et que l'amendement ne comporte qu'une question de frais.—C.S., 1895. *Dugas vs Morineau*, 1 R. de J., 159; TASCHEREAU, J.
18. Upon an *exception à la forme* to an opposition appearing to be well founded, a motion to amend such opposition by inserting an election of domicile, will be granted on payment of 40 shillings.—C.S., 1866. *La Banque Jacques-Cartier vs The Canadian Rubber Co.*, 10 J., 200; 15 R.J.R., 485; BADGLEY, J.
19. Une motion pour amender le bref et y insérer le vrai domicile du demandeur, qui dans le bref était désigné comme résidant dans une autre paroisse que celle où il résidait, sera accordée, en par le demandeur payant les frais d'exception à la forme.—C.S., 1873. *Gignère vs Beauportant*, 5 F.L., 51; LORANGER, J.
20. A firm, originally composed of two partners, admitted a third. The change was not registered, and the firm was sued as if composed of the first partners only. Service was made at the place of business of the new firm.—*Held*: that the plaintiffs were entitled to amend the writ by inserting the name of the new partner, and an exception to the form, attacking the amendment, pleaded by the new partner when thus brought into the case, was dismissed.—C.A., 1877. *The Eastern Townships Bank & Morrill*, 1 L.N., 30.
21. Where an action is brought in the district of Montreal for libel in another district, and the defendant excepts to the jurisdiction, the plaintiff will not be allowed to amend by alleging publication in the district of Montreal.—C.A., 1881. *Sénécal & La Cie. d'Imprimerie de Québec*, 4 L.N., 414; 2 D.C.A., 57.
22. L'on ne peut par amendement à un bref de sommation substituer un défendeur non décrit au dit bref à un de ceux qui s'y trouvent déjà.—C.S., 1884. *Chisholm vs Langlois*, 1 M.L.R., 190; LORANGER, J.
23. Un amendement de la déclaration, basé sur un fait postérieur à l'introduction de l'action ne peut être accordé.—C.S., 1856. *Marsolais vs Lesage*, 1 J., 42; 5 R.J.R., 598; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.—C.S., 1872. *Contant vs Lamontagne*, 17 J., 24; TORRANCE, J.
24. A plaintiff has no right to file, even by permission of the court, supplementary or additional reasons in support of his demand, when they are based on new facts arisen since the action was brought.—C.A., 1872. *Gadbois & Trudeau*, 17 J., 271; 3 R.C., 352.
25. A plaintiff cannot increase the amount of his demand by a motion to amend his declaration to that effect.—C.S., 1869. *Sénécal vs Lemoine*, 13 J., 56; 19 R.J.R., 81; TORRANCE, J.
26. Si un demandeur, dans une action en revendication d'un objet mobilier, a omis de conclure d'une manière suffisante pour rencontrer toutes les éventualités de la cause, il ne lui sera pas permis de prendre des conclusions supplétoires pour rectifier l'omission. Le seul remède dans ce cas, est la motion pour amender.—C.C., 1860. *Poulin vs Langlois*, 10 L.C.R., 322; 8 R.J.R., 398; TASCHEREAU, J.
27. Dans une saisie revendication, le demandeur peut régulièrement, avec la permission de la cour obtenue sur requête, amender la description des effets saisis, même avant le jour du retour de l'action, en en donnant avis aux autres parties.—C.S., 1885. *Legru vs Dufresne*, 1 M.L.R., 315; 8 L.N., 227; JETTÉ, J.
28. Une motion pour amender la déclaration et le bref, lorsqu'une enquête a eu lieu sur plaidoyers préliminaires occasionnés par les irrégularités auxquelles la motion veut remédier, ne sera pas accordée, mais l'action

sera déboutée avec dépens, sauf recours.—C.S., 1872. *Clemow vs McLaren*, 4 R.L., 658; MACKAY, J.

29. An affidavit to a petition for a *requête civile* cannot be amended, but the petition itself may be amended, no affidavit being necessary to support such petition.—C.S., 1878. *Voligny vs Corbeille*, 1 L.N., 130; 22 J., 50; DORION, J.

30. Un défendeur a droit d'amender son plaidoyer lorsque par suite de son absence du pays et par maladie, il lui a été impossible de donner les instructions nécessaires à ses procureurs.—C.R., 1865. *Lasell vs Brown*, 16 L.C.R., 151; 14 R.J.R., 104; 1 L.C.L.J., 100; BADGLEY, BERTHELOT & MONK, JJ.

31. Le demandeur, après avoir inscrit sa cause pour enquête et fait entendre plusieurs témoins, ne peut être admis à suppléer, par amendement à ses réponses ou répliques, à l'insuffisance des allégués de sa déclaration, en offrant de compenser certaines réclamations contenues dans le plaidoyer du défendeur et offertes en compensation par un compte additionnel.—C.S., 1884. *Lalonde vs Rochon*, 1 M.L.R., 435; LORANGER, J.

32. Where parties are before the court *quâ* executors and the same parties should also be summoned *quâ* trustees, an amendment to that effect is sufficient and a new writ of summons is not necessary.—C. suprême, 1805. *Ferrier & Trépanier*, 24 R.C.S., 86.

33. Where a female has been sued as a widow, but is in reality the wife of the other defendant who has been sued in his quality of executor of a will, and the return of service establishes that the copy of the writ and declaration for the female defendant was left with the male defendant personally, the plaintiff may amend the writ and declaration so as to describe the female defendant correctly.—C.S., 1866. *Connolly vs Bonneville*, 11 J., 192; 17 R.J.R., 69; BADGLEY, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

34. The affidavit required by art. 955 C. P., is a condition precedent to the lawful issue of the conservatory seizure therein provided for.

If the affidavit on which seizure is obtained does not show as giving a right to such process, a petition to set aside the seizure will be granted; and the plaintiff will not be allowed to amend his affidavit.—C.S., 1897. *Coriveau vs Dugas*, 12 R.J.O., 220; 1 R.P., 142; ANDREWS, J.

35. L'affidavit au soutien d'une demande de cession n'est pas une pièce de la plaidoirie, mais un document assermenté, qui n'est pas susceptible d'amendement.—C.S., 1898. *Charlebois vs Taché*, 1 R.P., 275; TASCHEREAU, J.

36. Une motion pour amender une opposition afin d'annuler ne peut être accordée, parce que l'opposition étant assermentée, l'amendement aurait pour effet d'introduire dans l'opposition un allégué nouveau qui ne

serait pas appuyé d'affidavit.—C.S., 1898. *Roy vs Bégin*, 4 R.L.n.s., 150; ANDREWS, J.

37. Une motion pour amender le bref, après signification, en ajoutant le district pour lequel était nommé l'huissier qui a fait la signification, sera rejetée.—C.S., 1898. *Moncion vs Les Ecclésiastiques du Séminaire de Montréal*, 1 R.P., 345; TASCHEREAU, J.

38. Sur une exception à la forme du défendeur se plaignant du défaut d'assignation, le juge peut de lui-même ordonner que le défendeur sera régulièrement assigné et que le bref sera amendé en y indiquant la véritable résidence du défendeur, et condamner le demandeur à payer au défendeur la somme de frais qu'il lui plaît de fixer.—C.S., 1898. *Morgan vs Normandeau*, 4 R.L.n.s., 150; OUMET, J.

39. Lorsque la contestation d'une saisie-arrêt après jugement a été irrégulièrement signifiée, la cour permettra de la signifier de nouveau sur paiement des frais de la motion demandant son rejet.—C.S., 1898. *La Banque des Marchands vs Morgan*, 4 R.L.n.s., 162; MATHIEU, J.

40. Il sera permis d'amender une comparution en l'étendant à plusieurs défendeurs au lieu d'un, s'il est prouvé qu'une erreur cléricale s'est glissée dans la comparution, et, sur cet amendement, une inscription *ex parte* sera suspendue, le tout avec dépens contre la partie en défaut.—C.S., 1898. *Shorey vs Radford*, 1 R.P., 265; MATHIEU, J.

41. Une motion pour faire biffer les mots "procédures sommaires" à l'entête du bref et de la déclaration, ainsi que sur le pluriel de la cour, sera accordée, le demandeur payant les frais prévus par le tarif.—C.S., 1898. *Caouette vs Côté*, 1 R.P., 461; PELLETIER, J.

42. Dans une action basée sur lettre de change prise sous la procédure ordinaire, le demandeur peut, avant la défense produite, amender le bref et la déclaration en ajoutant en tête les mots "procédure sommaire," et une motion demandant le rejet de cet amendement comme illégal et irrégulier doit être renvoyée.—C.S., 1898. *Smith vs Neveu*, 4 R.L.n.s. 480; MATHIEU, J.

43. Même après qu'une action a été contestée, le demandeur peut amender le bref et la déclaration pour y ajouter les mots "Matière sommaire."—C.S., 1898. *Scoll vs Gallagher*, 4 R.L.n.s., 501; MATHIEU, J.

44. Lorsque trois personnes forment une société à l'étranger, sous une raison sociale, et font affaires dans la province de Québec, sous un nom de convenance, et qu'elles sont poursuivies comme un corps incorporé, il sera permis, sur motion, après la production d'une exception à la forme, d'amender le bref et la déclaration, en substituant les noms de ces trois personnes comme faisant affaires sous la dite raison sociale, au nom corporatif indiqué dans le bref, mais ces nouvelles copies du bref et de la déclaration devront être signifiées aux parties, et le deman-

deur devra payer tous les frais faits par la défense, jusqu'à l'amendement.—C.S., 1808. *Fitzpatrick vs The Thompson Line of Steamship*, 4 K.L.n.s., 512; MATHIEU, J.

45. Une partie ne peut par amendement à la suite d'un plaidoyer de prescription, changer la date de la dissolution d'une société à laquelle elle prétendait appartenir.—C.S., 1808. *Naud vs Marcotte*, 1 R.P., 496; LORANGER, J.

46. Un demandeur ne pouvant dans sa déclaration alléguer que des faits qui avaient eu lieu à l'époque de sa déclaration, n'obtiendra pas la permission d'amender sa déclaration pour ajouter des faits survenus depuis, l'amendement faisant partie de la déclaration et étant supposé fait à la même date qu'elle; une motion à l'effet de faire tels amendements sera renvoyée.—C.S., 1808. *Knight vs Mount*, 1 R.P., 412; 4 R.L.n.s., 458; MATHIEU, J.

47. Un demandeur ne peut amender sa déclaration en y ajoutant un nouveau droit d'action qui n'a pris naissance qu'après l'institution de l'action.—C.S., 1807. *Brunet vs l'enne*, 4 R.L.n.s., 135; ARCHIBALD, J.

48. Il ne sera pas permis d'amender en changeant le nom de baptême du défendeur après la contestation liée, si la défense semble indiquer que le défendeur plaide qu'il est étranger à la réclamation du demandeur.—C.S., 1898. *Little vs Price*, 1 R.P., 405.

49. A plaintiff whose action is barred by a plea of warranty in relation to the property claimed by the action (C.C. 953) cannot renounce the succession after the trial in the cause so as to get rid of this disability.—C.S.,

517. Si la copie d'une pièce de plaidoirie est incorrecte ou différente de l'original, la partie qui l'a fait signifier peut, avant la signification d'une réponse à icelle, en fournir à l'autre partie une copie correcte, sans permission du juge, et avec cette permission après la signification de cette réponse, aux conditions jugées convenables.—C.P.C., 118, *amendé*.

1. Par suite d'une exception à la forme fondée sur ce que la copie de la déclaration n'était point certifiée, le demandeur ayant obtenu la permission de la cour de signifier une nouvelle copie au défendeur, en payant les dépens encourus sur l'exception à la forme jusqu'alors, le défendeur ne doit plus procéder sur icelle exception à la forme qui est devenue caduque et inutile.—C.S., 1869. *Mallette vs Tremblay*, 14 J., 209; 20 R.J.R., 133; MACKAY, J.

2. La cour n'accordera pas la permission d'appeler d'un jugement interlocutoire qui a permis de signifier une nouvelle copie de la

1808. *Page vs McLennan*, 14 R.J.O., 302; DAVIDSON, J.

50. Lorsque la demanderesse, par motion, demande à amender sa déclaration en y ajoutant des allégations vagues et générales *v. g.* tel que des allégations d'imprudence et de négligence sans indiquer les faits qui constituent cette imprudence et cette négligence, la motion sera renvoyée.—Le verdict du coroner ne peut avoir aucune influence sur la décision à être rendue dans une cause en dommages intentée subséquentement, et par conséquent, une allégation à cet effet est inutile et ne peut être permise.—C.S., 1808. *Bouisside vs Hamilton*, 4 R.L.n.s., 400; MATHIEU, J.

51. Une motion demandant à changer une intervention en tierce-opposition ne peut pas être accordée.—C.S., 1808. *Lavery vs Trudel & Lesage*, 1 R.P., 475; CASAUULT, J.

52. A purely clerical amendment, which neither leads into error nor changes the nature of the action, will be allowed on motion, especially if the answer to the pleading meets the pleading amended.—C.S., 1808. *Hart vs The Town of Outremont*, 1 R.P., 104; ARCHIBALD, J.

53. Les tribunaux en vacance n'ont pas le droit d'accorder une requête pour amender un bref et une déclaration à la suite d'un plaidoyer.—C.S., 1808. *Lambe vs L'Assomption Railway Co.*, 1 R.P., 320; 4 R.L.n.s., 403; LORANGER, J.

54. V. sous art. 521, N.Y.C., 723.

55. V. sous art. 174, traitant des exceptions à la forme, les n. 11, 60, 61, 70, 94 et 111.

517. If any copy of a pleading is incorrect or different from the original, the party who served it may, before the service of an answer to the same, furnish a correct copy thereof to the other party, without leave of the judge, and with such leave after the service of the answer, upon such conditions as are deemed proper.—C.C.P., 118, *amended*.

déclaration, lorsque la première avait été signifiée sans être certifiée.—C.A., 1881. *Thérien & Wadleigh*, 1 D.C.A., 300.

3. When the copy of writ of summons served on the defendant differs from the original, the plaintiffs shall be allowed on motion to that end, after the filing of an exception *à la forme* to serve a new and correct copy. The court of Review will reverse a judgment refusing to grant such motion, and where it is evident that the difference between the writs is of a trifling character, they will grant costs to the moving party in both courts.—C.R., 1882. *Bourdon vs Pi-*

card, 27 J., 130; 11 R.L., 549; JOHNSON, TORRANCE & RAINVILLE, JJ.

4. Une exception à la forme, demandant le renvoi de l'action, basée sur le fait que la copie de la déclaration signifiée n'est pas

518. Le juge peut, de lui-même, en tout temps avant jugement et aux conditions qu'il juge à propos, ordonner l'amendement immédiat, dans une pièce de plaidoirie, des erreurs de rédaction, de calcul ou d'écriture, et de toute irrégularité de forme qui ne cause pas de préjudice.—*Nouveau*; R. C.C.S., 249; R.P.O., 446.

1. In case an amendment is directed or allowed to be made at the trial, it shall not be necessary to draw up or issue an order therefor. The amendment may be at once made on the record, or a minute of the

519. Le juge peut permettre d'amender toute erreur qui se trouve dans un procès-verbal fait par un shérif, un huissier ou autre personne autorisée.—C. P. C., 80, amendé; 159, § 4, amendé.

1. Un rapport constatant que la signification de l'action a eu lieu entre midi et une heure, sans ajouter de l'après-midi, sera amendé, sur ordre de la cour.—C.S., 1896. *Champagne vs Bachand*, 2 R. de J., 371; DE LORIMIER, J.

2. Une partie ne doit pas profiter, et l'autre souffrir, d'une erreur du shérif commise par inadvertance, et sur motion des demandeurs, il doit être permis au shérif d'amender son retour. Il semble qu'il doit être permis au shérif, sur sa propre demande, d'amender son retour.—C.A., 1830. *Molson & Burroughs*, 9 L.C.R., 217; 3 J., 220; 7 R.J.R., 201.

3. Le retour d'un huissier ne peut être

520. Le juge peut, en tout temps avant jugement, aux conditions qu'il croit justes, permettre d'amender toutes pièces de la plaidoirie de manière à coïncider avec les faits prouvés; et il suffit, pour soutenir une pièce de plaidoirie, que les faits qui y sont allégués s'accordent suffisamment avec ceux qui sont prouvés, et que le juge

certifiée, est illisible et différente de l'original, ne sera pas maintenue, mais il sera ordonné au demandeur de faire signifier au défendeur une copie lisible, certifiée et conforme à l'original.—C.A., 1887. *Normandin & Berthiaume*, 15 R.L., 1.

518. The judge may, without being thereto moved, at any time before judgment and upon such conditions as are deemed proper, order the immediate amendment in any pleading of errors of expression, calculation or writing, and of any other irregularities of form which do not cause a prejudice.—*New*; R.C.C.S., 249; R.P.O., 446.

amendment to be made may be entered in the book of the Registrar, Deputy or Local Registrar, clerk or marshal, and the amendment may be formally made at any time afterwards.—R.P.O., 446.

519. The judge may grant leave to amend any error appearing in a return made by a sheriff, bailiff or other authorized person.—C. C. P., 80, amended; 159, § 4, amended.

amendé sur motion d'un amendement de l'avocat, concluant à ce qu'il lui soit permis d'amender le dit retour, mais comme ce retour ne peut être amendé que par l'huissier lui-même, la motion peut demander seulement que l'huissier soit autorisé à amender.—C.S., 1872. *Bowie vs Kelly*, 4 R.L., 380; BERTHELOT, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. When an amendment to a declaration is asked by a motion presentable at the hearing, no service of a copy of the amended declaration on the opposite party is required.—C.S., 1897. *Walker vs St. Maurice*, 1 R.P., 65; ARCHIBALD, J.

520. The judge may, at any time before judgment, upon such conditions as he considers just, allow a pleading to be amended so as to agree with the facts proved; and a pleading is sufficiently sustained if the facts alleged agree sufficiently with the facts proved, and if, in the opinion of the judge, the opposite party has not been

soit d'avis que la partie adverse n'a pu être induite en erreur sur la nature réelle des faits qu'on a eu l'intention d'alléguer et de prouver.—C. P. C., 320.

1. S. R. B. C., c. 83, s. 77, § 2.

2. Where the declaration alleged that a slander was uttered in the year 1881, and the plea denied the utterance then or at any other time, and the proof established utterance in 1879 and 1880.—*Held*: that the variance was not material.—C. R., 1882. *Denis vs Théoret*, 27 J., 12; 5 L. N., 163 et 382; TORRANCE, JETTÉ & MATHIEU, JJ.

3. When an allegation in a plea contains a formal omission, it cannot be assimilated to a clerical error, or an accidental misstatement, unless a very satisfactory explanation to that effect is given. Therefore, the Court should not treat it as one of those errors which the Court allows to be rectified by motion at the trial.—C. R., 1898. *Vézina vs Fiché*, 13 R. J., 213; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

4. La cour peut, de son propre mouvement, ordonner de corriger *instantané*, en rendant jugement, une erreur contenue dans la déclaration du demandeur, quant à la date de la pièce qui fait la base de l'action.—C. S., 1877. *The Sun Mutual Life Ins. Co. of Montreal vs Gareau*, 19 R. L., 602; PAPI-NEAU, J.

5. Le demandeur en faux peut, même après enquête faite, amender ses moyens de faux, en y ajoutant d'autres moyens révélés par l'instruction.—C. A., 1856. *Ferrault & Simard*, 6 L. C. R., 24; 4 R. J. R., 475.

6. A clerical error of date in a pleading

321. Le défaut de mise en cause d'une personne dont la présence est nécessaire n'entraîne pas nullité, pourvu que, par amendement, elle soit faite partie à l'action.—*Nouveau*; R. C. C. S., 176½; R. P. O., 324; N. Y. C., 723.

1. No action shall be defeated by reason of the misjoinder of parties, and the Court may in every action deal with the matter in controversy so far as regards the rights and interests of the parties actually before it.

(a) The Court or a judge may, at any stage of the proceedings either upon or without the application of either party, and upon such terms as may appear to the Court or judge to be just, order that the name of any party, whether as plaintiff or defendant improperly joined, be struck out, and that the name of any party, either plaintiff or defendant, who ought to have been joined, or whose presence before the Court may be necessary in order to enable the Court

led into error as to the real nature of the facts intended to be alleged and proved.—C. S., 320, amended.

can be amended at the final hearing.—C. S., 1858. *Hastie vs Morland*, 2 J., 277; 7 R. J. R., 32; MONDELET, J.

7. Where the allegations do not correspond precisely with the facts proved, the declaration may be amended, on payment of 50s. costs, without prejudice to the evidence, and with power to defendant to reply within 8 days.—C. S., 1858. *Boudreau vs Lavender*, 2 J., 194; 6 R. J. R., 480; DAY, J.

8. L'amendement de la déclaration pour en faire concorder les allégués avec la preuve est toujours permis en vertu de la 12e Vic., chap. 38, sec. 86, les frais étant à la discrétion de la cour.—C. S., 1858. *Frothingham vs Gilbert*, 3 J., 136; SMITH, J.

9. Where in an action for the recovery of assessments illegally levied, plaintiff has omitted to allege that the said moneys were paid through ignorance of facts and of law, and before judgment moves to be allowed to amend by adding such an allegation, the Court, even after the case has been submitted, will grant the motion that such amendment be made.—C. S., 1888. *Haighl & The City of Montreal*, 33 J., 13; 4 M. L. R., 353.

10. Where after the argument on an opposition to a judgment certain receipts were found, showing that the whole amount had been paid, the opposant was allowed to amend his opposition on payment of full costs.—C. S., 1866. *Johnson vs Watts*, 1 L. C. L. J., 122; 18 R. J. R., 216; MONK, J.

321. Non-joinder in the suit of a person whose presence is necessary does not entail nullity, if by amendment he is made a party to the action.—*New*; R. C. C. S., 176½; R. P. O., 324; N. Y. C., 723.

effectually and completely to adjudicate upon and settle all the questions involved in the action, be added.

(b) No person shall be added (or substituted) as a plaintiff suing without a next friend, or as the next friend of a plaintiff under any disability, without his own consent (in writing) thereto to be filed.

(c) All parties whose names are so added (or substituted) as defendants shall be served with a writ of summons or notice in manner as may be prescribed by any special order, and the proceedings as against them shall be deemed to have begun only on the service of such writ of summons or notice.—R. P. O., 324.

2. Amendments by the court ; disregarding immaterial errors, etc.

The court may, upon the trial, or at any other stage of the action, before or after judgment, in furtherance of justice, and on such terms as it deems just, amend any process, pleading or other proceeding, by adding or striking out the name of a person as a party, or by correcting a mistake in the name of a party, or a mistake in any other respect or by inserting an allegation material to the case ; or, where the amendment does not change substantially the claim or defence, by conforming the pleading or other proceeding to the facts proved. And, in every stage of the action, the court must disregard an error or defect in the pleadings or other proceedings which does not effect the substantial rights of the adverse party. — N.Y. C., 723.

3. A fair test to determine as to whether a proposed amendment of a complaint is allowable under § 723 C.P.C., in reference to such amendments, or whether it sets up a new cause of action, is, would a recovery on the original complaint be a bar to a recovery under the amended complaint.

In an action to recover damages for personal injuries caused by an explosion of gas in the fire box of an engine plaintiff was running, as engineer in defendant's employ, the alleged negligence charged in the complaint was that the defendant failed to furnish a suitable and proper locomotive, that the one furnished was defective and out of repair, owing to which the explosion occurred. Amendment allowed by inserting averments to the effect that the fuel furnished by defendant for use on said engine was unfit and dangerous, and by reason of this and the defective condition of the boiler, the explosion occurred. — 1888. *Davis vs The New York, Lake Erie & Western R. R. Co.*, 110 N.Y.R., 646.

4. The authority given to the court by the code of civil procedure (§ 723) to make amendments is confined to such as do not

522. Nul amendement ne peut être fait ni permis s'il change la nature de la demande.

Le tribunal peut, cependant, en tout temps avant jugement, permettre de rectifier, modifier et augmenter les conclusions, pourvu que les faits allégués donnent ouverture au nouveau remède légal demandé. — *Nouveau* ; C.P.C., 53, partie ; *Eng. R.*, 309 et seq. ; *Russel vs Lefrançois*, 7 L.N., 57 ; 8 Can. S.C.R., 335.

1. The court or a judge may, at any stage of the proceedings, allow either party to

affect the substantial rights of the parties. — 1805, *Heath & New York Building Loan Banking Co.*, 146 N.Y.R., 260.

5. Under the provision of the code of civil procedure (§ 723) authorizing amendments of pleading by the court, it has power to direct an amendment of a complaint, although it changes the causes of action and substitutes another belonging to a different class, when the result sought to be reached is the same. — 1894. *Deys vs Morris*, 144 N.Y. R., 216.

6. La cour du banc de la reine peut ordonner la mise en cause d'un tiers qui a quelqun'intérêt dans l'issue de l'instance portée en appel. — C.A., 1806. *Joubert & Rascony*, 12 J., 228.

7. The plaintiff, part owner of a steamship, brought an action as owner, claiming demurrage, etc., under a charter party. The defendants denied that they contracted with the plaintiff or that plaintiff was owner. On motion the plaintiff was permitted to amend by making the other part owners co-plaintiffs with him. — C.S., 1885. *Mackill vs Morgan*, 1 M.L.R., 262 ; LORANGER, J.

8. La cour peut, après la date du retour d'un bref adressé à plusieurs défendeurs, permettre de changer ce retour et de signifier ce bref à l'un des défendeurs qui n'a pas été assigné d'abord. — C.S., 1886. *Fortier vs Wood*, 16 R.L., 49 ; MATHIEU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

9. Le demandeur qui a appris depuis l'institution de l'action, que le défendeur avait un conseil judiciaire, pourra, par voie de motion, demander à assigner ce conseil. — C.S., 1897. *Poirier vs d'Éry*, 1 R.P., 41 ; MATHIEU, J.

10. On ne peut mettre en cause une personne qu'en l'assignant par un bref en la manière ordinaire ; une mise en cause par la seule signification d'une pièce de procédure est irrégulière. — C.S., 1897. *Knuckle vs Charlebois*, 3 R.L.n.s., 544 ; MATHIEU, J.

522. No amendment can be made or allowed, if it changes the nature of the demand.

The court may, nevertheless, at any time before judgment, allow the conclusions to be corrected, modified or even enlarged, provided that the facts alleged give rise to the new relief demanded. — *New* ; C.C.P., 53, in part ; *Eng. R.*, 309 et seq. ; *Russell vs Lefrançois*, 7 L.N., 57 ; 8 Can. S.C.R., 335.

alter or amend his endorsement, or pleadings, in such manner and on such terms as

may seem just, and all such amendments shall be made as may be necessary for the purpose of determining the real questions in controversy between the parties.—Eng. R., 309.

V. aussi 310 à 320.

2. The litigant parties to a suit cannot, after return of cause into court, even by consent, change the nature of the action, so as to render the action one of an entirely different character from that originally instituted.—C.A., 1856. *Richard vs Devison*, 4 J., 42; 8 R.J.R., 87.

3. C'est changer la nature de la demande que de réclamer, par sa déclaration amendée, une somme en vertu d'un contrat de prêt, en alléguant un billet promissaire comme reconnaissance de la dette, quand, par la déclaration première, on ne réclamait la somme qu'en vertu du dit billet promissaire.—C.S., 1878. *Tenner vs Ségué*, 4 Q.L.R., 6; McCORD, J.

4. On ne permettra pas d'amender un bref de sommation de manière à ajouter les

523. La partie qui fait un amendement doit le faire signifier sans délais.

Si l'amendement est fait à la suite d'une permission, la partie doit le faire signifier et le produire dans le délai fixé par l'ordonnance, et, si aucun délai n'est prescrit, dans les trois jours de la date de l'ordonnance; à défaut de quoi, la permission devient ineffective.

Lorsque l'amendement est fait à l'audience, au cours du procès, en présence de la partie adverse, il n'est pas nécessaire de le lui signifier, à moins que le tribunal ne l'ordonne.—*Nouveau*; R.P.O., 430, 433.

1. If a party who has obtained an order for leave to amend a pleading delivered by him does not amend the same within the time limited for that purpose by the order, or if no time is thereby limited, then within 14 days from the date of the order, such order to amend shall, on the expiration of the time limited as aforesaid, or of the 14 days, as the case may be, become *ipso facto void*, unless the time is extended by the court or judge.—R.P.O., 430.

2. Where a pleading is amended, such amended pleading shall be delivered to the opposite party within the time allowed for amending the same.—R.P.O., 433.

nots " tant personnellement " après le nom d'un mari assigné seulement pour autoriser sa femme à ester en justice.—C.S., 1885. *Styles vs Myler*, 11 L.N., 357; LORANGER, J.

5. Dans cette cause l'intervenante demandait la nullité d'un testament alléguant que le testateur lui avait légué tous ses biens alors qu'il était parfaitement sain d'esprit, et que subséquemment il les avait légués à sa femme, alors qu'il n'avait plus l'usage de son esprit. La cour suprême a permis l'amendement suivant dans les moyens d'intervention: " That the said will of the 27th day of November 1878, and the universal bequest therein made to Julie Morin, are also null by reason of error, the said William Russell having made such will and the said universal bequest, because he believed that the said Julie Morin was his lawful wife, when in truth the said Julie Morin was not then his lawful wife," et d'ajouter aux conclusions de l'intervention: " that the universal legacy made to the said Julie Morin by the said will be set aside and annulled.—C. suprême, 1883. *Russell & Lefrançois*, 7 L.N., 57.

523. The party making an amendment must serve it forthwith.

If the amendment is made in pursuance of leave granted, the party must serve and file it within the delay fixed in the order, and if no delay is fixed, within three days from the date of the order; in default of which the leave becomes inoperative.

When the amendment is made in open court during the trial, in presence of the opposite party, it need not be served upon him unless the court so orders.—*Nouveau*; R.P.O., 430, 433.

V. Eng. R. 318.

3. When an amendment to a declaration is asked by a motion presentable at the hearing, no service of a copy of the amended declaration on the opposite party is required.—C.S., 1897. *Walker vs St. Maurice*, 1 R.P., 65; ARCHIBALD, J.

4. An amendment of a declaration must be made on the face of said declaration and an opportunity given the defendant to replead.—C.R., 1865. *Cournoyer vs Tourquin*, 1 L.C.L.J., 110; 18 R.J.R., 186; BADGLEY, BERTHELOT & MONK, JJ.

5. Where a motion to amend the declara-

tion in the case is of such nature as materially to alter the allegations and conclusions, an opportunity to answer the declaration as amended should be afforded to the defendant, and therefore a judgment granting such motion and pronouncing finally on the merits of the case at the same time will be reversed.—C.A., 1887. *Montrait & Williams*, 22 J., 19.

521. Dans les cas où un amendement ne peut être fait qu'avec permission, l'amendement projeté et avis du jour auquel cette permission sera demandée doivent être signifiés à la partie adverse, au moins un jour avant celui fixé pour faire cette demande.

Néanmoins, lorsqu'un amendement est demandé à l'audience, au cours de l'instruction, en présence de l'autre partie, il n'est pas nécessaire qu'il soit précédé de l'avis ci-dessus, à moins que le tribunal ne l'ordonne.—*Nouveau*.

1. Une exception à la forme qui n'est pas proposée par voie de motion et accompagnée d'un avis du jour de sa présentation, est de

525. Lorsqu'un nouveau défendeur est joint à une action, il doit lui être signifié une copie du bref d'assignation et de la déclaration en la manière habituelle ; et l'action, à son égard, n'est censée avoir commencé que depuis cette signification.—*Nouveau* ; R.P.O., 324, 326.

1. La règle 324 est déjà citée sous l'article 521.

2. Where a defendant is added or substituted, unless otherwise ordered by the court or judge, the plaintiff shall sue out an

526. Le juge peut, en tout temps, aux conditions qu'il juge à propos, permettre au demandeur de signifier de nouveau le bref d'assignation et la déclaration, lorsque la signification est irrégulière.—*Nouveau*.

6. Lorsqu'un tribunal accorde une demande d'amendement important, il doit toujours donner à l'autre partie la faculté d'y répondre, et dans le cas où un amendement n'est permis que par le jugement final, ce jugement pour la raison susdite est erroné et peut être cassé en revision.—C.R., 1884. *Puozé vs Sénécal*, 1 M.L.R., 463 ; SICOTTE, MATHIEU & LORANGER, JJ.

521. Whenever an amendment can only be made with leave, the proposed amendment and notice of the day upon which the application therefor will be made, must be served upon the opposite party at least one day in advance.

Nevertheless, when the amendment is applied for in open court, during the trial, in the presence of the opposite party, notice thereof need not be given in the manner above-mentioned, unless the court so orders.—*Nov.*

nul effet.—C.S., 1897. *Poirier vs D'Ivy*, 1 R.P., 41 ; MATHIEU, J.

525. When a new defendant is joined in an action, he must be served with a copy of the writ of summons and of the declaration in the ordinary manner ; and the action, in so far as he is concerned, is considered to have commenced only with such service.—*New* ; R.P.O., 324, 326.

amended writ of summons, and serve the new defendant with such writ, or notice in lieu of service thereof, in the same manner as original defendants are served.—R.P., 326.

526. The judge may at any time, upon such conditions as are deemed proper, allow the plaintiff to serve anew the writ of summons and declaration, when the service is irregular.—*New*.

CHAPITRE XXIV.

Jugements.

SECTION I.

CONFESSION DE JUGEMENT.

527. Le défendeur peut, à toute phase de la procédure, produire ou faire prendre par écrit au greffe, une confession de jugement pour la totalité ou partie de la demande.

Cette confession doit être signée par le défendeur, ou être faite par un procureur spécial, dont la procuration en forme authentique doit être produite avec la confession. — C. P. C., 94, amendé.

1. 25 Vic., c. 10, s. 10.

2. Une confession de jugement à laquelle le défendeur a apposé sa marque d'une croix, même quand elle est contresignée par son procureur *ad litem*, n'est ni valable ni suffisante; mais le défendeur y doit apposer sa signature, et s'il ne peut signer, la confession doit se faire par un acte authentique devant notaire. — C.S., 1855. *McKenzie vs John*, 5 L.C.R., 64; 4 R.J.R., 288 BOWEN, MORIN & BADGLEY, JJ.

3. Un associé, après dissolution, ne peut confesser jugement sur une action contre la ci-devant société et un jugement rendu sur telle confession sera mis de côté sur opposition afin d'annuler. — *Semble*: Que, dans le cas même où la société eût encore subsisté, il est douteux qu'un associé puisse donner une confession de jugement pour les deux. — C.S., 1861. *The Canada Lead Mine Co. vs Walker*, 11 L.C.R., 433; STUART, J.

528. Si la personne qui se présente comme défendeur pour confesser jugement est inconnue du protonotaire, ce dernier doit exiger qu'elle produise la copie de l'assignation ou le contrescig de son procureur *ad litem*. — C. P. C., 95.

529. Si le demandeur accepte cette confession, il peut inscrire sa cause pour jugement immédiatement, et le protonotaire dresse un jugement conformément à cette confession, lequel

CHAPTER XXIV.

Judgment.

SECTION I.

CONFESSION OF JUDGMENT.

527. The defendant may, at any stage of the proceedings, file, or cause to be taken down in writing, at the office of the court, a confession of judgment for the whole or any part of the demand.

The confession must be signed by the defendant, or be made by his special attorney, whose power of attorney in authentic form must be filed with the confession. — C. C. P., 94, amended.

4. In a proceeding by *quo warranto*, a document produced by the defendant, signed by his attorney under a procuration *sous seing privé*, and containing an admission of certain of the facts alleged against him coupled with a consent to abandon office, cannot be considered a confession of judgment such as plaintiff would be bound to declare his acceptance or refusal of before proceeding to prove the obligations of his declaration not admitted by defendant. — C. R., 1895. *St-Hilaire vs Savoie*, 8 R.J.O., 434; CARON, ANDREWS & LARUE, JJ.

5. A judgment rendered on a confession made under an agreement not to execute such judgment, on certain conditions, does not constitute such a *res judicata* as will prevent the defendant making an opposition to the execution, and the opposition may be maintained, if the admissions of the plaintiff and contesting party establish the fact of the agreement. — C.A., 1874. — R., 612.

528. If the person who appears as defendant in order to confess judgment is unknown to the prothonotary, the latter must require him to produce the copy of the summons or to procure the counter-signature of his attorney *ad litem*. — C. C. P., 95.

529. If the plaintiff accepts such confession, he may inscribe the case forthwith for judgment, and the prothonotary draws up in conformity with such confession a judgment which is

est considéré comme rendu par le tribunal.—C.P.C., 96, § 1, amendé.

1. 25 V., c. 10, s. 10.

2. An admission of indebtedness in a plea, with an offer of confession of judgment not accompanied by such confession but accepted by plaintiff in his answer, is sufficient whereon to base a judgment for the amount of such admitted indebtedness.—C.

530. Si la confession du jugement n'est pas acceptée, le demandeur en doit donner avis au défendeur ou à son procureur.

A compter de la signification de cet avis, la cause est poursuivie suivant le cours ordinaire ; et, si le tribunal n'accorde pas au demandeur plus que ce dernier aurait eu sur la confession, le demandeur ne peut avoir plus de frais que si la confession de jugement eût été acceptée.—C.P.C., 97, amendé.

1. Dans une action pour une pénalité dont le chiffre est laissé à la discrétion du tribunal, le défendeur ne peut, en déposant la pénalité minimum, obliger Sa Majesté à accepter ce montant, sous peine de continuer l'action à ses risques et frais, si elle n'obtient pas une pénalité plus haute ; s'il y a condamnation, même pour le minimum, le défendeur doit être condamné aux frais de l'action telle que portée.—C.S., 1894. *Thompson vs Riou*, 5 R.J.O., 237 ; CIMON, J.

Dans le même sens :—C.R., 1880. *Terrault vs Ducharme*, 24 J., 320 ; MACKAY,

531. Lorsqu'il y a, dans la même instance, plusieurs défendeurs dont quelques-uns seulement confessent jugement, le demandeur peut procéder sur cette confession contre ceux qui ont reconnu la dette, sans préjudice de son droit de procéder contre les autres.—C.P.C., 98.

SECTION II.

JUGEMENT SUR DÉFAUT DE COMPARAITRE OU DE PLAIDER.

532. Si le défendeur est en défaut de comparaître ou de plaider, le juge ou le protonotaire, au nom du tribu-

held to be the judgment of the court.—C.C.P., 96, § 1, amended.

S., 1881. *Bertrand vs Hinert*, 25 J., 168 ; BUCHANAN, J.

3. Where the defendant, besides other pleas, offers to confess judgment, such offer though not technically a confession of judgment, is conclusive of the indebtedness.—C.R., 1873. *Aurèle vs Durocher*, 18 J., 197 ; JOHNSON, MACKAY & TORRANCE, JJ.

530. If the confession of judgment is not accepted, the plaintiff must give notice to the defendant or his attorney.

After such notice, the case is proceeded with in the ordinary manner ; and, if the plaintiff does not obtain more from the court than he would have had upon the confession, he is not entitled to more costs than if the confession had been accepted.—C.C.P., 97, amended.

TORRANCE & RAINVILLE, JJ.

2. An admission in a plea of a portion of plaintiff's demand, unaccompanied by an actual confession of judgment, will not entitle the defendant to the costs of contestation, in case the plaintiff does not obtain judgment for more than the amount admitted, and, under any circumstances, a prayer in such plea that the defendant be condemned to pay costs as in an uncontested action only is irregular.—C.R., 1874. *Latham vs Martin*, 18 J., 287 ; JOHNSON, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

531. If there are several defendants in the same suit some only of whom confess judgment, the plaintiff may proceed upon such confession against those who have acknowledged their indebtedness, without prejudice to his right to proceed against the others.—C.C.P., 98.

SECTION II.

JUDGMENT IN CASES BY DEFAULT AND *Ex parte*.

532. If the defendant fails to appear or to plead, the judge or the prothonotary, in the name of the court,

nal, peut, en terme ou hors de terme, rendre jugement dans les actions énumérées dans les paragraphes suivants, de la manière y indiquée :

1. Sans preuve, après inscription pour jugement, sur vu de la pièce qui fait la base de l'actiou, dans toute action fondée sur acte authentique, lettre de change, billet, cédule, chèque, écrit ou acte sous seing privé ;

2. Sur production, avec l'inscription pour jugement, d'un affidavit du demandeur ou de l'un des demandeurs, ou de toute autre personne digne de foi, constatant que le montant réclamé est dû, à la connaissance du déposant, par le défendeur au demandeur, dans toute action fondée sur convention verbale pour le paiement d'une somme fixe de deniers, ou sur compte eu détail, ou pour effets ou marchandises vendus et livrés, ou pour deniers prêtés, ou pour services professionnels ou autres.—C.P.C., 89, 90, 91, 92, amendés.

1. CÉDULE K.

FORMULE D'AFFIDAVIT POUR JUGEMENT PAR DÉFAUT OU *ex parte*.

(Titre de la cause.)

A. B. de _____, le demandeur (ou l'un des demandeurs, ou, suivant le cas), étant dûment assermenté, dépose et dit :

La somme de \$ _____, étant le montant réclamé du défendeur est, à ma connaissance, par lui justement due au demandeur (ou demandeurs) pour les raisons mentionnées dans sa (ou leur) demande ; et j'ai signé.

A. B.

Assermenté, etc.

2. Un jugement par défaut, en vacance, peut être rendu par un député-protonotaire, suivant le cours ordinaire.—C.A., 1862. *Waggoner & Ricker*, 13 L.C.R., 102.

3. Le protonotaire n'a pas juridiction pour rendre jugement par défaut ou *ex parte* dans une action fondée sur un billet prescrit à sa face même, avec allégation d'interruption de prescription, cette allégation donnant à l'action un caractère particulier et exigeant une preuve documentaire ou testimoniale qui ne peut être faite que devant le tribunal régulier et dans les formes requises ; partant

may, in term or out of term, render judgment in the actions enumerated in the following paragraphs, according to the manner therein prescribed :

1. Without proof, after inscription for judgment, upon examining the document upon which the actiou is founded, in any action brought upon an authentic deed, bill of exchange, promissory note, schedule, cheque, act or private writing ;

2. Upon the filing, with the inscription for judgment, of an affidavit of the plaintiff or one of the plaintiffs, or of any other credible person, establishing that the amount claimed is due, to the knowledge of the deponent, by the defendant to the plaintiff, in any action founded upon verbal agreements to pay specific sums of money, or upon detailed accounts, or for goods or effects sold and delivered, or for money lent, or for professional or other services.—C.C.P., 89, 90, 91, 92, amended.

un tel jugement est radicalement nul et le défendeur peut invoquer cette nullité par opposition à jugement.—C.R., 1896. *Campbell vs Baxter*, 10 R.J.O., 191 ; TAIT, TASCHEUR & DAVIDSON, JJ.

4. Suivant les dispositions de l'article 89 C.P.C. (532 n.c.), il faut, dans une action fondée sur un billet signé par un procureur, où le défendeur est en défaut de comparaître ou de plaider, que la procuration soit prouvée.—C.A., 1870. *Ethier & Thomas*, 17 J., 79.

5. A claim for interest may be included in the judgment rendered by the prothonotary under article 91 C.P.C. (532 n.c.), as being an accessory of the principal demand ; a promise to pay a certain rate of interest may also be fairly deemed an "agreement to pay a specific sum of money" within the meaning of that article.—C.R., 1896. *Chouinard vs Bernier*, 11 R.J.O., 121 ; CARON, CIMON & ANDREWS, JJ.

6. Dans une action en revendication, s'il y a défaut, l'affidavit sur lequel le bref émane fait preuve *prima facie* contre le défendeur, et le tribunal peut condamner ce dernier sans autre preuve, bien que l'action soit basée sur une convention spéciale qui lui donnait la possession des objets revendiqués.—C.R., 1876. *Bergevin vs Vermillon*,

3 Q.L.R., 134; STUART, CASALT & DORION, JJ.

7. Dans une cause par défaut, la preuve qu'un défendeur est actionnaire dans une compagnie d'assurance peut se faire par la production d'un état de compte et une déposition constatant que le défendeur est actionnaire pour le montant mentionné dans la déclaration.—C.A., 1889. *Champagne & Ross*, 18 R.L., 452.

8. No entry of default for non appearance can be made, nor *ex parte* judgment rendered, against a defendant who has not been duly served with the writ of summons, although the papers in the action may have actually reached him through a person with whom they were left by the bailiff. The provisions of article 483 C.P.C. and following relate only to cases where a defendant is

legally in default to appear or to plead and have no application to an *ex parte* judgment rendered, for default of appearance, in an action which has not been duly served upon the defendant, and the defendant may at any time seek relief, notwithstanding that more than a year and a day may have elapsed from the rendering of the same, and without alleging or establishing that he has a good defence to the action on the merits. An opposition asking to have a judgment set aside, on the ground that the defendant has not been duly served with the action, which also alleges the defendant's grounds of defence upon the merits, should not be dismissed merely for the reason that the *rescisoire* has thus been improperly joined with the *rescindant*.—C. suprême, 1897. *Turcotte & Dansereau*, 27 R.C.S., 583.

533. Dans toutes les causes par défaut, la signification de l'inscription n'est pas nécessaire.—*Nouveau*.

533. In all cases by default, service of inscription is not necessary.—*New*.

534. Dans toutes les causes *ex parte*, avis de l'assignation doit être au défendeur au moins un jour franc avant celui fixé pour le jugement.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 317, 462, *partie*.

534. In all *ex parte* cases, notice of inscription must be given to the defendant at least one clear day before that fixed for judgment.—*New, in part*; C.C.P., 317, 462, *in part*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 13, § 2, 16, 98, 99.

184.

535. S'il y a plusieurs défendeurs dont quelques-uns comparaissent et plaident et dont les autres font défaut de comparaître ou de plaider, le demandeur peut obtenir jugement et exécution contre ces derniers, sans préjudice de son droit de procéder contre les premiers.—*Nouveau*; C.P.C.F., 153; C.P.G., 135; R.P.O., 706.

535. If some of several defendants appear and plead, and others make default to appear or plead, the plaintiff may proceed to judgment and execution against the latter, without prejudice to his right to proceed against the former.—*New*; C.P.C.F., 153; C.P.G., 135; R.P.O., 706.

1. Si de deux ou de plusieurs parties assignées, l'une fait défaut et l'autre comparait, le profit du défaut sera joint, et le jugement de jonction sera signifié à la partie défaillante par un huissier commis: la signification contiendra assignation au jour auquel la cause sera appelée; il sera statué par un seul jugement, qui ne sera pas susceptible d'opposition.—C.P.F., 153.

s'il ne juge de suite, accordera acte du défaut, et il remettra à statuer sur le fond, pour prononcer à l'égard de toutes les parties par un seul jugement.—C.P.G., 135.

2. Si une demande, fondée sur le même titre et ayant le même objet, est formée contre plusieurs parties, dont les unes fassent défaut et les autres comparaissent, le tribunal,

3. Where they are several defendants to a writ specially indorsed for a debt or liquidated demand in money under Rule 245, and one or more of the defendants appear to the writ and others of them do not appear, the plaintiff may enter final judgment against such as have not appeared, and may issue execution upon such judgment without prejudice to his right to proceed with his action against such as have appeared.—R.P.O., 706.

SECTION III.

RÈGLES GÉNÉRALES RELATIVES AUX
JUGEMENTS.

536. Le jugement dans une cause prise en délibéré peut être prononcé à tout jour juridique.—C.P.C., 469, *partie*; 470, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 37.—32 V., c. 20, s. 2.
2. V. article 43, pour jugements finals, et article 46, pour jugements interlocutoires.

3. On nomme jugements convenus ou d'expédients, la décision par laquelle un tribunal donne la forme d'un jugement aux transactions intervenues entre les parties elles-mêmes et qu'elles font présenter par le ministère de leurs avoués, n. 45.—Le jugement d'expédient est l'œuvre des parties, c'est un contrat judiciaire revêtu de la forme d'un jugement. Il a la même force, la même autorité que les autres jugements, mais il ne peut être attaqué par la voie de l'appel ou du recours en cassation. S'il est entaché de violence, d'erreur ou de dol, il peut être attaqué comme un contrat ordinaire, mais par action principale, n. 46.

4. Le jugement d'expédient étant un contrat judiciaire, il en résulte que pour être valable il devra être fait entre personnes capables de contracter et avec les formalités prescrites par la loi pour la validité de la convention.—5 ROUSSEAU & LAISNEY, *1^o Jugement*, n. 49.

5. Le jugement produit six effets : 1^o il dessaisit le juge ; 2^o il crée, au profit du demandeur qui l'obtient, une nouvelle action distincte de celle qui lui appartenait jusqu'alors ; 3^o il efface, au profit du défendeur qui a gain de cause, les effets que la demande en justice avait produit contre lui ; 4^o et 5^o il emporte hypothèque judiciaire et exécution forcée ; 6^o il produit l'autorité de la chose jugée.—3 GARSONNET, § 461.

6. The judge who renders the final judgment can reverse all interlocutory judgments.—C.R., 1877. *Archer vs Lortie*, 3 Q.L.R., 159; MEREDITH, CASALTY & CARON, JJ.

7. Il y a certains cas où la cour, jugeant une cause sur son mérite, n'est pas liée par un jugement interlocutoire. Ainsi, par exemple, dans le cas d'une défense en droit, le jugement, adjugeant interlocutoirement sur une question de droit qui y est soulevée, ne lie pas la cour jugeant au mérite, à juger de la même manière la même question soulevée par exception. Elle peut juger la même question dans un sens tout à fait opposé, si telle question est de nouveau soulevée par une exception ou par une simple défense, ou même si elle ressort simplement de la nature de la demande. Mais en jugeant ainsi sur le mérite, la cour n'a pas à reviser le jugement déjà rendu sur la défense en droit, lequel de-

SECTION III.

GENERAL RULES AS TO JUDGMENT.

536. Judgment may be rendered on any juridical day in cases taken under advisement.—C.C.P., 469, *in part*; 470, *amended*.

menre en pleine force et valeur, si bien qu'il peut toujours être exécuté quand même. Il est bien nullifié jusqu'à un certain point quant au fond, par la décision sur le mérite ; mais il vaut quant à la défense en droit ; de telle sorte que si la défense en droit est déboutée, elle n'en demeure pas moins déboutée, et si le jugement qui la maintient rejette l'action ou une partie de l'action, la cour n'a pas droit, au mérite, de rétablir les choses dans le premier état, ce qu'elle ne pourrait faire qu'en se constituant cour de revision ou d'appel. Dans le cas d'une défense en droit, la cour, comme je l'ai dit, n'est pas liée par la décision rendue sur la défense en droit, mais elle ne peut juger de nouveau la même question, qu'en autant qu'elle se présente de nouveau au mérite, indépendamment de la défense en droit. Quant à la réponse dont il est question dans cette cause, et qui a été rejetée par un jugement de cette cour, je ne puis certainement pas en prendre connaissance, puisqu'à raison du jugement qui l'a renvoyée, elle est censée mise hors du dossier, et que je dois juger la cause sur les pièces qui en forment partie.—C.S., 1880. *Casey vs Shaw*, 3 L.N., 90; BÉLANGER, J.

8. It is true that a judge at the final hearing may revise an interlocutory judgment rejecting a demurrer or *réponse en droit*; but if the action is dismissed upon a demurrer, the court cannot revise such judgment; the only remedy is by appeal, and the same rule must be applied to a judgment dismissing a plea. The defendants filed an affirmative plea which has been dismissed by an answer in law, and they have nothing to go to proof upon unless the plea is restored. I have no power to restore it.—C.S., 1897. *Kelly vs Warren*, 3 M.L.R., 457; TAIT, J.

9. Un jugement interlocutoire peut être révisé au mérite par le juge qui préside au procès, s'il le croit mal fondé ; et, dans ce cas, la preuve peut être ajournée à un autre jour si la partie n'est pas prête.—C.R., 1898. *Budden vs Rochon*, 13 R.J.O., 322; CASALTY, CARON & PELLETIER, JJ.

10. Dans cette dernière cause Sir L. N. Casault, J.C., résume ainsi la jurisprudence sur cette matière:—Fou le juge en chef Meredith, à la p. 161 du 3^e volume des Q.L.R., (*Archer vs Lortie*), l'a ainsi exprimé : "The judge who renders the final judgment can reverse all interlocutory judgments."

Dans la cause de *Lottinville vs McGreevy* (4 Q.L.R., 242), la cour de revision dans ce district, composée du juge en chef Meredith,

du juge Stuart et de M. le juge Caron, a décidé qu'un jugement maintenant une défense en droit pouvait être révisé par le jugement final.

Dans la cause de *Tate vs James* (1 J., p. 151), le tribunal, composé des juges Day, Mondelet et Chabot, a décidé que le jugement des juges Smith, Mondelet et Chabot, homologuant une sentence arbitrale, pouvait être révisé par le jugement final.

Le fait que la loi permet l'appel d'un semblable jugement n'empêche pas qu'il puisse être réformé par le jugement final du tribunal qui l'a prononcé.

Je sais qu'une doctrine contraire a été adoptée par M. le juge, maintenant Sir Melbourne Tait, en 1887, dans la cause de *Kelly vs Warren*, M.L.R., 3 S.C., 457, et que M. le juge Bélanger a exprimé la même opinion dans la cause de *Casey vs Shaw*, 3 L.N., 90, mais en la modifiant par l'expression que le jugement final pourrait modifier la décision sur la défense en droit si les mêmes moyens étaient invoqués par une exception.

La décision de la cour de révision, à Montréal, dans la cause de *Lamalic vs Ethier*, (19 R.L., 303,) a été qu'il n'y avait pas de révision d'un jugement interlocutoire, ce qui est évident. C'est ce qu'avait décidé la cour de révision ici dans la cause déjà citée de *Lottinville vs McGreevy*.

La décision dans la cause de *The Montreal & Ottawa Forwarding Co. vs Dickson* (3 L.N., 70,) est que pour soumettre à la révision un interlocutoire en même temps que le mérite, l'inscription devait mentionner les deux jugements. C'est ce qu'à fait le défendeur dans la cause qui nous est soumise. —*Ibid*, 13 R.J.O., 322.

M. le juge Pelletier fait de son côté le résumé suivant de la doctrine des auteurs et particulièrement de Poncet, *Traité des jugements* :

Le résume ici la doctrine des auteurs et surtout de Poncet, *Traité des jugements*, quant au pouvoir d'une cour de réviser ses jugements interlocutoires.

Le jugement définitif décide de la contestation au fond et la termine; le tribunal a alors rempli complètement son office et épuisé son autorité en proclamant et consacrant les droits de l'une des parties contre l'autre.

Le jugement non définitif, ne prononce pas sur le fond, mais seulement sur quelque point du litige, ou présumé tel, en attendant, et pour préparer le jugement au fond.

Les jugements non définitifs sont de plusieurs espèces suivant leur nature, préparatoires ou provisoires; mais on les désigne tous sous le nom d'interlocutoires car c'est ainsi qu'on appelait chez les Romains tous les jugements non définitifs sans distinction.

Le tribunal qui rend un jugement sans statuer sur la cause au fond, la laisse en suspens, et la même conscience qui a pu lui faire regarder comme nécessaire cette décision interlocutoire, doit le porter à la négliger et à la laisser sans effet, s'il trouve

ailleurs des documents décisifs pour la cause; aussi est-il de principe que le tribunal n'est pas lié par un jugement interlocutoire.

Si l'on envisage le jugement non définitif en lui-même et abstraction faite de la cause dans laquelle il intervient, c'est un jugement distinct, isolé et principal relativement à la question qu'il a jugée; mais par rapport à la cause c'est un incident, un jugement accessoire, préjudiciel même. Dans ce dernier cas, s'il préjuge le fond ou lui porte un préjudice, il a un double caractère; celui de jugement principal sous le rapport du tort qu'il cause et celui de jugement accessoire relativement au fond. Cette distinction est importante lorsqu'il s'agit des voies contre les jugements non définitifs. La partie a alors le choix ou de l'attaquer avant le jugement du fond, comme lui faisant un grief actuel, ou d'ajourner son attaque après la décision de la cause principale. —*Ibid*, 13 R.J.O., 322.

11. Le juge du fond n'est pas lié par les interlocutoires rendus dans la cause. —C.S., 1893. *Crane vs McBean*, 4 R.J.O., 331; JETTE, J.

12. La connaissance de tous les incidents d'une cause appartient au juge qui siège à l'enquête et mérite, la cour supérieure siégeant comme cour de pratique, ne révisera pas, lorsque la cause est inscrite pour enquête et mérite, la décision d'un juge en chambre sur des objections faites à certaines questions posées à la partie examinée comme témoin en vertu de cet article, mais référera la demande de révision au juge siégeant à l'enquête et mérite. —C.S., 1894. *La Cie. de Publication du Canada Revue vs Mgr. Fabre*, 5 R.J.O., 372; TASCHEREAU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

13. A tutor being ordered to render an account to the plaintiff, the latter moved for the rejection of the account upon the grounds of irregularity and insufficiency thereof; that no notice of the production of the same at the office of the prothonotary had been served upon plaintiff by the defendant and that no copy of the account had been so served. This motion was rejected by a judgment of the Superior Court in the following terms "Seeing that, under Art. 527 C.P.C., the plaintiff is not entitled to a copy of the account, although he may be to a notice that it has been filed; but this is not a sufficient reason to have the said account set aside or rejected from the record, it being a reason to grant plaintiff some delay to contest it and no more; seeing that the other reasons urged at the argument against the said account are matters to come up on the merits of the cause, doth dismiss the present motion." The plaintiff filed an exception to the above judgment, and under reserve of this exception moved the Court to allow him to file preliminary objections to the said account. The same judge who had rendered the judgment dismissing plaintiff's motion to reject the account, gran-

ted plaintiff's motion and plaintiff filed a contestation of defendant's account, contesting the same by exception to the form and also (under express reserve of his exception to the form) by a plea to the merits.—*Held*: by the Court of Queen's Bench: 1. That as the judgment which rejected the motion passed upon all the reasons given in support thereof, these could not again be raised in the exception to the form; 2. That the said judg-

ment did not authorize the filing of an exception to the form, but merely allowed a delay for the discovery of new reasons for contesting the account; 3. That the objection that the account was not rendered nominatively to the party entitled to it, having been also raised on the first motion, could not be again raised in the exception to the form.—C.A., 1898. *Evans & Wilson*, 1 R.P., 186.

537. Les jugements doivent être prononcés à l'audience, sauf dans les affaires qui sont de la compétence d'un juge en chambre, et dans les causes prévues par les articles 529 et 532.—C.P.C., 469, *partie, amendé.*

1. A judgment rendered by a circuit judge in vacation, by consent, is bad, and no appeal lies therefrom.—C.S., 1851. *Leclerc vs Globenski*, 4 L.C.R., 139; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

2. Notwithstanding 469 C.C.P. (537 n.c.), the court cannot adjourn to any day between 9th July and 1st September (the long vacation) for the purpose of rendering judgment

538. Chaque fois qu'un juge qui a entendu une cause est incapable par suite de maladie, d'éloignement ou d'une autre cause de rendre jugement en personne, il peut en transmettre la minute, par lui certifiée, au protonotaire, avec instructions d'enregistrer ce jugement et de le lire ou de le communiquer sur demande aux parties ou à leurs procureurs, le jour qu'il fixe à cet effet.

Le protonotaire, sur réception de la minute du jugement et des instructions qui l'accompagnent, est tenu de se conformer à ces instructions; et le jugement ainsi enregistré a le même effet que s'il avait été prononcé par le juge, séance tenante.—C.P.C., 469a, *amendé*; S.R., 5902.

539. Le jugement de l'instance qui est en délibéré ne peut être différé à cause de la mort des parties ou de leur procureur.—C.P.C., 468, *partie.*

1. Une motion pour faire rayer le déli-

537. Judgment must be rendered in open court, except in matters within the jurisdiction of a judge in chambers, and in the cases stated in Articles 529 and 532.—C.C.P., 469, *in part, amended.*

in cases heard and taken under advisement during term before such vacation. Article 469 C.C.P. only gives the court the right to adjourn for rendering judgment to a day upon which it is not prohibited by article 1 C.C.P. from sitting and that article 1 C.C.P. in effect absolutely prohibits this.—C.A., 1876. *The Richelieu Co. & Anderson*, 20 J., 219.

538. Whenever a judge who has heard a cause is unable, on account of illness, absence or other cause, to render judgment in person, he may transmit the draft of the judgment, certified by him, to the protonotary, with instructions to record such judgment, and to read it or to give communication of it on demand to the parties or to their attorneys, on the day which he fixes for that purpose.

The protonotary, on receiving the draft of judgment and the instructions accompanying it, is obliged to conform to such instructions; and the judgment so enregistered has the same effect as if it had been rendered by the judge during the sitting of the court.—C. C. P., 469a, *amended*; R. S., 5902.

539. Judgment in a suit which is under advisement cannot be stayed by reason of the death of the parties or of their attorneys.—C.C.P., 468, *in part.* béré d'une cause doit être faite devant le

juge qui a pris la cause en délibéré.—C.S., 1879. *Veillet vs Thiffeault*, 10 R.L., 108; GILL, J.

2. The death of several of the plaintiffs, during the pendency of the suit, does not render a judgment pronounced in their

540. Si un juge ou un juge suppléant qui a entendu une cause est nommé juge en chef ou juge de la même cour, ou juge en chef ou juge d'une autre cour, ou obtient un congé, il peut rendre jugement, de même que s'il n'était survenu aucun changement.—C.P.C., 468, *partie*.

541. Le jugement doit contenir les causes de la demande et doit être susceptible d'exécution.

S'il y a eu contestation, le jugement doit en outre contenir un sommaire des points de droit et de faits soulevés et jugés, les motifs de la décision, et le nom du juge qui l'a rendue.—C.P.C., 472.

1. Un jugement dans une action en réintégration qui ne donne pas une désignation de la propriété affectée par le jugement, sera renversé sur appel, sur le principe que tel jugement est vague.—C.A., 1858. *Renaud & Gagy*, 8 L.C.R., 470.

2. L'article 472 (541 n.c.) du Code de procédure n'est pas obligatoire pour les juges, et un jugement n'est pas nul, par cela seul qu'il manque de toutes les conditions de formes exigées par la loi.—C.A., 1869. *Fabrique de Ste-Julie & Paquet*, 1 R.L., 430.

3. A judgment upon the merits, which leaves a *défense en droit* undisposed of, is bad.—*Seemle*: that proof *avant faire droit* on a *défense en droit*, cannot, under the ordinance of 1535, be ordered by the court.—C.R., 1871. *Hart vs Rose*, 15 J., 133; MONDELET, MACKAY & BEAUDRY, JJ.

4. Le jugement de la cour inférieure portant sur des points qui n'avaient pas été mis en question dans les plaidoiries, et sans avoir été soumis aux parties par la cour, doit être cassé de ce chef.—C.R., 1886. *Rhèaume vs Bourdon*, 31 J., 170; TORRANCE, JETTÉ & GILL, JJ.

5. Dans le cas où un jugement ne peut être exécuté et que la partie condamnée ne peut être forcée de s'y conformer, ce jugement sera renversé en appel, et la cause sera renvoyée au tribunal de première instance, pour qu'il y soit procédé de nouveau à juge-

name absolutely null: the nullity being relative, and such as can be invoked by the legal representatives of the deceased, on the ground that their rights have been prejudiced by the judgment.—C.A., 1887. *Louvy & Rooth*, 3 M.L.R., 364.

540. If a judge or assistant judge before whom a case has been heard, is appointed chief justice or judge of the same court, or chief justice or judge of another court, or obtains leave of absence, he may render judgment as if no change had taken place.—C.C.P., 468, *in part*.

541. Every judgment must mention the cause of action, and must be susceptible of execution.

In contested cases it must moreover contain a summary statement of the issues of law and of fact raised and decided, the reasons upon which the decision is founded, and the name of the judge by whom it was rendered.—C.C.P., 472.

ment.—C.A., 1890. *Brunette & Tunstall*, 19 R.L., 305.

6. When a judgment founded on a report of experts was objected to as not being *motivé*, the objection was held to be unfounded, as the judgment adopted the report of the *praticien* in full.—C.R., 1865. *Amiot vs Martineau*, 1 L.C.L.J., 26; BADGLEY, BERTHELOT & MONK, JJ.

7. Where an opposition to the sale of land was based upon a title arising from a deed of donation manifestly fraudulent, the judgment dismissing such opposition should be *motivé* that the deed of donation was fraudulent, and not that the opposition was unsupported by sufficient proof.—C.R., 1865. *McGinnis vs Cartier*, 1 L.C.L.J., 66; BADGLEY, BERTHELOT & MONK, JJ.

8. Quoique l'autorité de la chose jugée ne s'attache pas aux motifs d'un jugement, mais seulement au dispositif, cependant ces motifs, lorsqu'ils forment partie intégrante du dispositif, peuvent être pris en considération pour déterminer et compléter le sens du dispositif.

Pour invoquer l'autorité de la chose jugée, il n'est pas nécessaire que l'objet, dans chacun des procès, soit matériellement et à tous égards le même; il suffit qu'il y ait identité de droit pourvu que, dans l'une et l'autre hypothèse, il y ait un certain rapport comme celui du tout à la partie entre chacun des objets réclamés.—C.A., 1896. *Stevenson & The City of Montreal*, 6 R.J.O., 107.

542. Tout jugement en dommages-intérêts doit en contenir la liquidation.—C. P. C., 471.

1. Liquider les dommages intérêts, cela veut dire en fixer immédiatement le *quantum* et y condamner la partie qui les a encourus.—*3 GARSONNET*, § 445.

2. Il n'est pas absolument nécessaire que

543. Tout jugement condamnant à la restitution de fruits et revenus doit en ordonner la liquidation, et ce par experts, s'il y a lieu ; et la partie condamnée est tenue de représenter à cette fin les comptes et papiers de recette, les baux des héritages, et uu état des frais de labours, semences et récoltes par elle faits. — C. P. C., 475.

544. Le jugement doit être entré sans délai dans le registre du tribunal, conformément à la minute parafée par le juge.—C. P. C., 473.

1. Where on a petition of right, the petitioner inscribed *en faux* against a judgment of ratification of title.—*Held*: that art. 473 (544 n.c.) is not so imperative as to render

545. Au cas de différence entre la minute du jugement et la transcription qui en est faite au registre, c'est à la minute qu'on doit s'en rapporter ; et le tribunal peut, sans formalité, ordonner la rectification du registre.—C. P. C., 474.

1. Une entrée en marge du registre des jugements, faite subséquentement à l'enregistrement du dit jugement, pour y insérer la distraction de frais omise par inadvertance, ne sera pas considérée comme une altération du jugement.—C. R., 1880. *Morency vs Fournier*, 7 Q. L. R., 9 ; *MEREDITH, STUART & CARON, JJ.*

2. La cour de revision ayant confirmé, avec dépens, un jugement rendu contre le défendeur, dans une cause dans laquelle le

546. Le juge peut, en tout temps, à la demande d'une des parties, corriger les erreurs cléricales entachant un jugement.—*Nouveau.*

542. Every judgment for damages must contain a liquidation thereof.—C. P. C., 471.

le jugement condamne expressément à des dommages-intérêts pour qu'il y ait lieu de les liquider ; il suffit qu'il résulte des termes du jugement qu'un préjudice a été causé et qu'il en est dû réparation.—*Idem*, note 3.

543. Every judgment condemning a party to the restitution of rents, issues and profits, must order the liquidation thereof ; and this is done by experts, if the case requires it ; and the party condemned is bound for that purpose to produce all accounts and documents showing the receipts, all leases of immovables, and a statement of the costs of tilling, sowing and harvesting incurred by him.—C. C. P., 475.

544. The judgment must be entered without delay in the register of the court, in conformity with the draft paraphed by the judge.—C. C. P., 473.

the judgment attacked an absolute nullity, it being registered in the register of the court.—C. suprême, 1880. *Chevrier & The Queen*, 4 R. C. S., 1.

545. In the case of difference between the draft and the entry thereof in the register, the draft is to be followed ; and the court may, without any formality, order the rectification of the register.—C. C. P., 474.

demandeur avait appelé son garant qui avait pris son fait et cause, peut ordonner, sur motion du garant, que l'entrée de son jugement au registre soit rectifiée de manière à donner au garant ses frais en revision.

Le pouvoir d'interpréter leurs jugements, que la loi reconnaît aux tribunaux, doit être exercé par ceux qui les rendent et non par ceux auxquels ils sont transmis pour être exécutés.—C. R., 1890. *Lebet vs Pelletier et Lebet vs Le Crédit Foncier*, 16 Q. L. R., 240 ; *CASALT, CARON & ANDREWS, JJ.*

546. The judge may, at any time, at the instance of one of the parties, correct any clerical error affecting a judgment.—*New.*

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Changements généraux	7 à 14
Date	3, 4, 5, 6
Erreur cléricale	16 à 22, 26
Homologation	24
Inscription en faux	24, 25
Jugement interlocutoire	15
Licitation	20
Opposition	23
Requête civile	9
Signature	5
Solidarité	11

1. Le jugement existe dès qu'il a été prononcé; la rédaction et la signature qui ont lieu ensuite ont seulement pour objet de prouver quand et comment il a été rendu.—25 FUZZER ET HERMANN, 2^o jugement, n. 2637.

2. Les juges conservent le droit, lors de la rédaction et de la signature de la minute, de faire au jugement prononcé à l'audience certaines rectifications, si ces rectifications n'ont pour but que de compléter et non de modifier leur décision.—*Idem*, n. 2941.

3. An error in the date upon which a judgment was rendered is not a ground of nullity. Such an error can be remedied by the court of appeal in and by its own judgment.—C.A., 1866. *Naud & Smith*, 10 J., 217.

4. Where a judgment was pronounced on the 17th, but not paraphed until the 19th, it was held to have been rendered on the 17th, and the draft of such judgment, which was dated the 17th, was the true record of such judgment and could not be set aside on a requête civile by another judge of the same court or contradicted by oral testimony offered in support of such requête civile.—C.A., 1878. *Hobbes & Carter*, 23 J., 50.

5. La signature du juge, n'est pas une forme substantielle, mais seulement une forme probante du jugement, et la date du jugement est celle de sa prononciation, telle que constatée à la feuille d'audience, même lorsque le jugement n'a été signé par le juge que plus tard.—C.R., 1894. *Tellier vs Fournier*, 5 R.J.O., 131; JETTÉ, GILL & DAVIDSON, JJ.

6. When the minute of judgment bears the date written thereon by the judge himself, such date must be taken to be the true date of the judgment.—C.R., 1895. *Brophy vs Fitch & American Wringer Co.*, 9 R.J.O., 257; GILL, DAVIDSON & DOHERTY, JJ.

7. Un jugement une fois rendu ne peut être aucunement changé ou altéré après l'ajournement de la cour.—C.C., 1859. *Bertrand vs Gogy*, 9 L.C.R., 260; STUART, J.

8. Lorsqu'un jugement a été rendu dans une cause, la cour ne peut intervenir ensuite pour le changer ou le modifier en aucune manière, sur motion ou autrement.—C.S., 350. *Huot vs Pagé*, 9 L.C.R., 226; CHABOT, J.

9. The draft of judgment in a case as paraphed by the judge is the true record, and cannot be contradicted by verbal evidence offered in support of a *requête civile* attacking the correctness of the entries thereon so paraphed by the judge.—C.S., 1877. *Carter vs Molson*, 21 J., 210; DORION, J.

10. Le seul jugement de la cour est celui qui est paraphé par le juge qui l'a prononcé, et ensuite enregistré; et la cour n'a pas juridiction pour s'enquérir de l'exactitude de ce jugement, ni pour le changer ou pour le modifier.—C.S., 1891. *Browning vs Spackman*, 35 J., 34; LORANGER, J.

11. Where by error the defendants were condemned jointly instead of jointly and severally, the court will not amend the judgment for it is a question of law whether the condemnation should be joint or joint and several. The remedy is by appeal.—C.A., 1883. *Exchange Bank & Lord*, R., 397.

12. The action was for rent due and to fall due. Judgment was for rent due, but owing to some inadvertence was entered up according to conclusions. Execution issued on judgment as entered and appeal was instituted. The prothonotary there entered up the proper judgment on another page, supposing himself authorized to do so by 474 C.P. C. Appellant moved for a *certiorari* to bring up the first judgment. Motion granted, the court at the same time intimating that this article would not cover an alteration of this kind.—C.A., 1878. *Harby & Scott*, 1 L.N., 278.

13. The court, so long as the judgment shall not have been enregistered, can change, in an essential point, the judgment originally rendered.—C.S., 1882. *The Canada Gold Co. vs Doran*, 9 L.N., 206; CASALT, J.

14. The court has power in its discretion to revoke a judgment when the same has been rendered under a misapprehension of the circumstances of the case.—C.A., 1886. *McGreery & Sénécal*, 30 J., 121.

15. Un jugement interlocutoire entré par erreur peut être réformé.—C.S., 1868. *Quintal vs Roy*, 14 J., 57; BERTHELOT, J.

16. Where a clerical error occurred in a judgment it was corrected by ordering a subsequent entry in the register.—C.A., 1879. *Goldring & The Bank of Hochelaga*, 2 L.N., 410.

17. La cour d'appel peut corriger une erreur cléricale qui s'est glissée dans le jugement de la cour supérieure tout en n'infirmant pas le jugement de telle cour.—C.A., 1861. *Bilodeau & Lefrançois*, 12 L.C.R., 25.—C.A., 1871. *Péloquin & Brunet*, 3 R.L., 306.

18. In case of a merely clerical error, the judgment can be corrected, by the substitution of the word "without" for the word "with."—C.R., 1884. *Nac u vs The Corporation of St. Séverin*, 9 L., 189; MEREDITH, STUART & CASALT, JJ.

19. La cour de revision peut corriger une

erreur qui se serait glissée dans la rédaction d'un jugement rendu par elle, lorsqu'elle était présidée par d'autres juges et le rétablir tel qu'il a été rendu.—C.R., 1892. *Gervais vs Seely*, 1 R.J.O., 44; LORANGER, TELLIER & PAGNURLO, JJ.

20. Dans le cas de licitation forcée, la cour peut, sur requête de l'une des parties, faire rectifier les erreurs de copiste qui se trouvent dans le procès-verbal d'adjudication, que ce procès-verbal, clos devant la cour, soit considéré comme un jugement ou comme un simple procès-verbal.—C.S., 1891. *Lalancette vs Lalancette*, 1 R. de J., 222; GAGNÉ, J.

21. The court of appeal has no jurisdiction to order the record to be remitted to the court below for the purpose of correcting an error in the copy of judgment forming part of the transcript, much less to order the court below to rectify such order.—C.A., 1884. *Sundberg & Wilder*, 28 J., 126.

22. An accidental omission which occurs in the draft of a judgment rendered in appeal, may be corrected, even after the record has been transmitted to the court below.—C.A., 1886. *Méchin & Bédard*, 6 M.L.R., 430.

23. By an opposition, two or three horses seized were claimed by appellant. The respondent contested the opposition as to one of the animals. The judgment of the superior court, by error, dismissed the opposition altogether. The opposant appealed contending that the opposition should have been maintained altogether, and in any case the clerical error in the judgment should be corrected. In appeal the error was corrected and each party was condemned to pay his own costs on the appeal, the respondent not

547. A moins d'une injonction spéciale ou d'une disposition de la loi, ou à moins qu'il ne s'agisse d'un jugement en déclaration d'hypothèque contre un défendeur qui a un domicile connu dans cette province, il n'est pas nécessaire que le jugement soit signifié à la partie condamnée.—C.P.C., 476, amendé.

1. Il n'est pas nécessaire qu'un jugement nommant un séquestre soit signifié à aucune des parties dans la cause.—C.S., 1881. *Howard vs Yate*, 5 M.L.R., 22; PAPINEAU, J.

2. When a judgment orders the delivery of certain goods within 15 days from the rendering of the judgment, and, in default of so doing, to pay a specified sum of money, service of the judgment is not necessary, the party condemned being put in default by the mere lapse of the 15 days.—C.S., 1885. *Samuel vs Houlston*, 1 M.L.R., 505; MATHIEU, J.

having desisted promptly from that part of the judgment which was in excess of his claim.—C.A., 1880. *Dérost & Bourdon*, 4 L.N., 77.

24. In an *ex-parte* case the plaintiffs filed an inscription in improbation against the copy of the judgment homologating the report of the commissioners, and the defendant contested.—*Held*: that an inscription in improbation cannot be filed against a judgment of the superior court or any court, even if the judgment have been altered or falsified in any manner after being pronounced, nor can such inscription be filed against a copy of such judgment.—C.S., 1867. *Heaty vs The Mayor of Montreal*, 17 L.C.R., 409; MONDELET, J.

25. Lorsque la minute d'un jugement a été après sa prononciation, falsifiée par des ratures dans une partie essentielle, le demandeur n'a pas la voie de l'inscription en faux, mais doit s'adresser par requête au tribunal, pour demander que le jugement soit entré aux registres tel qu'il a été prononcé.—C.A., 1858. *Koss & Pulsgrace*, 5 J., 111.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

26. Les erreurs cléricales dans la rédaction d'un jugement peuvent être corrigées sur requête à cet effet;

Même dans le cas où le requérant aurait intitulé sa demande sous le nom de "requête civile" et en aurait pris les conclusions, une défense en droit à cette requête sera renvoyée, pourvu que les erreurs dont on se plaint puissent être rectifiées sous les conclusions de la requête.—C.S., 1897. *Laposte vs Dauphinais & Daigle*, 3 R.L.N.S., 455; DOHERTY, J.

547. Unless where it is expressly ordered, or where there is a provision of the law, or in the case of judgments in recognition of hypothecs rendered against defendants having a known domicile in the Province, it is not necessary to have the judgment served on the party condemned.—C.C.P., 476, amended.

3. It is not necessary to serve a judgment *en déclaration d'hypothèque* on a defendant who is absent from the province and has no domicile therein.—C. suprême, 1889. *Dubuc & Kidston*, 12 L.N., 178.

4. Les copies de jugements signifiés doivent être certifiées par le protonotaire de la cour et non par le procureur.—C.S., 1862. *Sejaur vs Horner*, 12 L.C.R., 90; 10 R.J.R., 500; MONK, J.

5. La nécessité d'assigner le mari pour autoriser ou assister sa femme s'étend à toutes les significations qui doivent être faites à la

femme après jugement, en vue de saisir ses immeubles et, notamment, au jugement sur action hypothécaire et au procès-verbal de sai-

sie qui doivent être signifiés au mari.—C.R., 1894. *Dalbec vs Ste-Marie*, 6 R.J.O., 13; TASCHEREAU, DAVIDSON & PAGNEFLO, JJ.

548. Une partie peut, en en donnant avis à la partie adverse, se désister du jugement rendu en sa faveur pour une portion seulement, ou pour le tout, et en obtenir acte du prothonotaire; et dans le dernier cas la cause est remise dans l'état dans lequel elle était avant le jugement.—C.P.C., 93, amendé; 477.

548. A party may, on giving notice to the opposite party, renounce either a part only or the whole of any judgment rendered in his favour, and have such renunciation recorded by the prothonotary; and in the latter case the cause is placed in the same state as it was in before the judgment.—C.C.P., 93, amended; 477.

1. Where there has been a desistment of the judgment without a tender of costs the court of appeal will condemn the respondent in the costs of both courts.—C.A., 1894. *Bellay & Guay*, 4 Q.L.R., 91.

4. Lorsqu'un jugement, par une erreur de copiste, ou autrement, accorde à une partie plus qu'elle n'a droit d'avoir, cette partie doit, pour éviter une condamnation aux dépens, se désister immédiatement de la partie du jugement sur laquelle elle n'insiste pas.—C.A., 1880. *Provost & Bourdon*, 1 D.C.A., 21.

2. A renunciation to a judgment, or to a portion thereof, must be signed by the party in whose favor it has been rendered, or by an attorney specially authorized. A renunciation signed by the attorney *ad litem* is without effect.—C.A., 1893. *Brown & Watmore*, 3 R.J.O., 18.—C.R., 1875. *Préfontaine vs Brown*, 1 Q.L.R., 60; STUART, CASAVLT & TESSIER, JJ.—C.S., 1897. *Lalour vs Desmarceau*, 12 R.J.O., 11; GILL, J.

5. Une partie dans une cause qui a présenté une requête demandant la nomination d'un séquestre, ne peut se désister de sa demande pour séquestre, sans le consentement de la partie adverse, après que le jugement a été rendu accordant sa requête.—C.S., 1885. *Larkin vs Kenney*, 13 R.L., 563; MATHIEU, J.

3. Une partie peut se désister d'un jugement interlocutoire rendu en sa faveur, et le désistement sous la signature de la partie ne peut être produit même après qu'une requête pour appel de ce jugement a été accordée, et en ce cas, l'appel sera renvoyé avec dépens contre l'appelant depuis la production du désistement.—C.A., 1876. *Nadeau & Faand*, 9 R.L., 678.

6. Un désistement ne peut avoir d'effet qu'entre les parties et ne peut porter préjudice aux tiers intéressés dans le jugement au sujet duquel il est fait.—C.A., 1893. *Chouquette & Pelletier*, 4 R.J.O., 303.

7. V. articles 275 et s. sur la même question.

CHAPITRE XXV.

DÉPENS.

549. La partie qui succombe doit supporter les dépens, à moins que, pour des causes spéciales, le tribunal ne les mitige, ne les compense ou n'en ordonne autrement.—C.P.C., 478, § 1, amendé.

CHAPTER XXV.

COSTS.

549. The losing party must pay all costs, unless for special reasons the court reduces or compensates them, or orders otherwise.—C.C.P., 478, § 1, amended.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Acheteur	72 à 77
Action inutile	33
Action maintenue et renvoyée pour partie	6, 7, 9
Affaire municipale	81
Affaire non contentieuse	71
Appel	21, 22
Assignment nulle	39
Avocat	94 to 118
Billet	87

Bornage	82 à 85, 120
Capias	50
Caution	27, 28
Cautionnement pour frais	130
Certiorari	69, 70
Cession pour bénéfice des créanciers	88, 89
Cessionnaire	50
Collocation	66 à 68
Commission rogatoire	46
Composition	85
Conseil privé	126

Curateur	122
Désistement	121
Demande incidente	54, 55
Domages	20
Époux	92
Exception dilatoire	41 à 14, 125
Experte	12
Fiât	31
Garanti	79, 80
Huissier	119
Interdit	78
Intervention	49
Jury	59, 57
Mandant	10
Moyen nouveau	24, 25
Officier public	18 à 20
Opposition	60 à 65, 127
Paiement de la dette	36, 40
Partie en cause	3
Particularités	123
Pétitoire	91
Plaidoyer maintenu	8
Preuve	431
Rapport à justice	4, 37, 48
Réplique	45
Requête civile	53
Rétroncivité	5
Réussit, s'il, signification des mots	13
Revision	29 à 33
Saisie revendication	48
Solidarité	14 à 16
Sollicitations à poursuivre	124
Sous ordre	58
Substitution	47, 128, 129
Succession	17
Taxes	90
Tiers-saisi	51, 52
Tuteur	11
Vendeur	72 à 77
Voiturier	93

1. C.P.F., 130, 131.—ORD. 1067, tit. 31, art. 1.—25 GEO., 111, c. 2, s. 4.—S.R.B.C., c. 82, s. 23.

2. Rap. C.—Les dispositions de l'ancien code relatives aux frais ont donné lieu à de nombreuses discussions. Tout en laissant au tribunal le pouvoir d'adjudger sur les frais, l'article 551, tel qu'amendé, fait ressortir le principe que les frais devraient suivre le sort de la cause, à moins que, dans l'exercice d'une discrétion strictement judiciaire, le tribunal ne croie juste d'en ordonner autrement.

3. Les dépens ne peuvent être prononcés que contre les parties en cause.—1 CARRÉ & CHAUVEAU, Q., 547.

Sur la question de savoir si un mari peut être condamné aux frais de l'action prise contre son épouse.—*Idem*, Q., 584 et s.

4. La partie qui déclare s'en référer à la justice, peut être condamnée aux dépens si la partie adverse obtient gain de cause.—*Idem*, Q. 550.

5. When a party is condemned under the provisions of an act which is *ultra vires*, goes to appeal, and during the appeal an act is passed by the legislature having authority

over the subject, which act deprives the appellant of his rights, he may be condemned to pay costs.—C.A., 1880. *McClanaghan & St. Ann's Mutual Building Society*, R., 174.

6. Where the plaintiff's demand is maintained in part only, it is error for the court, if the amount of the demand was not exaggerated in bad faith and no offer was made by the defendant, to condemn the plaintiff to pay the defendant the difference of costs of contestation of an action for the amount awarded by the judgment and the amount claimed by the action. Such an adjudication as to costs is not within the discretion allowed the court under art. 549 C.P.—C.A., 1892. *Canadian Pacific R'y. & Couture*, 2 R.J.O., 502; (BOSSÉ & BLANCHET, JJ., diss.) maintenant le jugement de la cour de revision, (JOHNSON, GILL & DAVIDSON, JJ.); qui avait renversé le jugement de la cour supérieure, MATHIEU, J.—C.A., 1892. *Huot & Noisieux*, 2 R.J.O., 521; (BOSSÉ & BLANCHET, JJ., diss.) renversant le jugement de la cour supérieure, MATHIEU, J.—C.A., 1892. *La Cie. du Chemin de Fer Atlantique & Trudon*, 2 R.J.O., 514; (BOSSÉ & BLANCHET, JJ., diss.) maintenant le jugement de la cour de revision, (GILL, LORANGER & WURTELE, JJ.); qui avait renversé le jugement de la cour supérieure, (BOURGEAIS, J.)—C.A., 1888. *McCartney & Linsley*, 5 M.L.R., 455.—C.R., 1891. *Turgeon vs Wurtete*, 7 M.L.R., 409; JOHNSON, MATHIEU (diss.) & PAGUET, JJ.—C.R., 1890. *Lapensée vs Wright*, 20 R.L., 482; JOHNSON, TASCHEREAU & MATHIEU (diss.) JJ.; maintenant le jugement de la cour supérieure, (BÉLANGER, J.)—C.R., 1890. *Daoust vs Dumouchel*, 6 M.L.R., 40; JOHNSON, GILL & TAIT, JJ.; renversant le jugement de la cour supérieure, (MATHIEU, J.)—C.R., 1890. *Burroughs vs Winton*, 19 R.L., 166; JOHNSON, LORANGER & WURTELE, JJ.—C.R., 1889. *Clermont vs McLeod*, 6 M.L.R., 36; JOHNSON, LORANGER & WURTELE, JJ.; renversant le jugement de la cour supérieure, (MATHIEU, J.)—C.R., 1888. *Charvon vs La Corporation de St. Hubert*, 4 M.L.R., 431; JOHNSON, TASCHEREAU & MATHIEU, (diss.), JJ.—C.R., 1886. *Royal vs Lajeunesse*, 30 J., 224; DOHERTY, PAPINEAU & LORANGER, JJ.—C.R., 1885. *Primeau vs Demers*, 3 M.L.R., 88; JETTÉ, LORANGER & BROOKS, JJ.; renversant le jugement de la cour supérieure, (TORRANCE, J.)

V. aussi les arrêts cités sous le n. 22.

7. On trouvera au 20^{ème} volume de la *Revue Légale*, pages 482 et suivantes, les autorités sur lesquelles s'appuie la doctrine contraire.

8. Lorsqu'un défendeur poursuivi pour un billet promissoire en a plaidé la nullité à raison de l'art. 425 S.R.Q., (dépenses d'élection) et a, pour ce motif, fait renvoyer l'action, le tribunal ne saurait trouver dans cette défense une cause spéciale pour refuser

d'en accorder les frais contre le demandeur.—C.A., 1890. *Déchêne & Dussault*, 6 R.J.O., 1.

9. La condamnation aux dépens doit être proportionnée aux torts de celui qui perd, et, lorsqu'un tribunal rejette des prétentions d'une partie plus que de celles de l'autre, il est juste de lui faire supporter une portion des dépens, déterminée sur les torts qu'elle a ou sur l'importance des prétentions rejetées.—C.R., 1886. *Bélanger vs Paxton*, 14 R.L., 528; TORRANCE, JETTÉ & HUCHANAN, JJ.

10. Le demandeur qui aura vendu un objet au défendeur par son agent, lorsque le défendeur aura en raison de croire que cet objet appartenait à l'agent, sera condamné à payer les frais de la défense, et n'aura jugement que pour le capital, même au cas où le défendeur n'aura pas déposé le montant réclamé.—C.C., 1873. *Labelle vs Paris*, 4 R.L., 530; LORANGER, J.

11. Le tuteur rendant compte n'est point tenu aux frais de la demande en reddition de compte s'il ne l'a pas contestée. Cette question n'est pas laissée à la discrétion de la cour comme le sont la plupart de celles qui ont rapport aux dépens.—C.R., 1866. *Loiselle vs Loiselle*, 10 J., 258; 16 R.J.R., 46; BADGLEY, BERTHELOT & MONK, JJ.

12. The costs of *expertise* are in the discretion of the court, and in the exercise of such discretion, the court will at least divide them between the parties, where the report has the effect of materially reducing the plaintiff's demand.—C.S., 1858. *Gardner vs McDonald*, 2 J., 208; 7 R.J.R., 13; SMITH, J.

13. The words "if he succeeds," in art. 132 C.C.P., mean, if he succeeds in defeating the action, and when the preliminary plea is a dilatory exception which has been maintained after the defendant has been forced, under art. 131, to plead to the merits, and the defendant has not availed himself of his right to amend his pleas to the merits or plead anew, and the plaintiff succeeds upon the merits of the action as contested, the defendant cannot claim to be paid the costs of his contestation under article 132, but may on the contrary be condemned to pay them.—C.R., 1885. *La Banque Nationale vs Ross*, 11 Q.L.R., 109; ROUTHIER (diss.), MCCORD & CARON, JJ.

14. Les défendeurs avaient fait enregistrer, sur l'immeuble du demandeur, une créance hypothécaire qu'ils avaient contre un tiers. Sur poursuite du demandeur cet enregistrement fut radié et les défendeurs furent condamnés aux dépens, sans mention de solidarité. En exécution de ce jugement les avocats distrayants du demandeur firent saisir l'immeuble de l'opposant pour la totalité de leurs frais.—*Jugé*: Que la radiation de l'enregistrement n'étant pas susceptible de division, l'obligation de chacun des défendeurs était indivisible, et partant qu'ils étaient tenus solidairement aux frais de l'ac-

tion en radiation.—C.S., 1897. *Filiatrault vs Bélair*, 12 R.J.O., 449; LORANGER, J.

15. Plusieurs débiteurs condamnés à payer diverses sommes de deniers individuellement pour dommages sont tenus de payer solidairement les frais de l'action.—C.S., 1848. *Genier vs Woodman*, 13 J., 201, 15 R.J.R., 351; MONDELET, J.

16. Plusieurs débiteurs non solidaires peuvent être poursuivis par la même demande et condamnés à payer diverses sommes de deniers individuellement, mais solidairement aux frais de l'action.—C.C., 1862. *Perkins vs Leclaire*, 7 J., 78; 12 R.J.R., 55; SMITH, J.

17. Les frais d'une action prise pour déterminer les droits respectifs des parties dans une succession peuvent être mis à la charge de la succession, de manière à ce que chaque héritier en supporte une part égale.—C.R., 1897. *Bussière vs Ledoux*, 12 R.J.O., 438; JETTÉ, LORANGER & DAVIDSON, JJ.

18. Un inspecteur du revenu poursuivant au nom de la Reine, le recouvrement de pénalité imposée sous l'opération de l'acte des 12 et 15 Viet., ch. 100, ne peut être passible de frais et dépens.—C.S., 1853. *Hogue vs Murray*, 3 L.C.R., 287; 4 R.J.R., 14; DAV, SMITH & MONDELET, JJ.—C.S., 1866. *Dubord vs Boivin*, 14 J., 203; 20 R.J.R., 126; SICOTTE, J.

19. La cour n'accorde pas de frais contre un officier public.—C.S., 1852. *Ex parte de Beaujeu*, 1 J., 15; 5 R.J.R., 171; DAV, SMITH & BADGLEY, JJ.

20. No costs are allowed in cases before the Minister of Agriculture under the Patent Act of 1872.—C.C., 1886. *Mitchell vs Hancock Inspirator Co.*, 9 L.N., 50; TACHÉ, député ministre.

21. Les cours d'appel ne doivent pas intervenir sur une simple question de frais.—C.R., 1872. *O'Hallorin vs Sweet*, 16 J., 318; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.—C.A., 1874. *Molson & Griffin, R.*, 172.—C.A., 1876. *Crossby & Blacklock, R.*, 172.—C.A., 1878. *Bayard & Martin*, 23 J., 211.—C.R., 1878. *Soulières vs Héron*, 1 L.N., 87; JOHNSON, DUNKIN & RAINVILLE, JJ.—C.A., 1879. *Montrait & Williams*, 24 J., 144.—C.A., 1880. *McLaughan & The St. Ann's Mutual Building Society*, 24 J., 162.—C.A., 1884. *McKenna & Fandal, R.*, 172.—C.A., 1887. *Burroughs & Well*, 3 M.L.R., 492.—C.A., 1887. *Nadeau & Cheval*, 15 R.L., 232.—C.R., 1888. *André vs Wulff*, 4 M.L.R., 392; JOHNSON, TASCHEREAU & MATHIEU, JJ.

22. Mais l'appel sera accordé, si la cour inférieure en adjugeant les frais contre une partie, a violé un principe ou commis une injustice réelle.—C.R., 1880. *Hall vs Brigham*, 3 L.N., 219; JOHNSON, MACKAY & RAINVILLE, JJ.—C.R., 1884. *Lamarche vs La Banque Ville-Marie*, 1 M.L.R., 206; JOHNSON, PAPINEAU & LORANGER, JJ.—C.A., 1889. *Prose & Nicholson*, 5 M.L.R., 151.

—C.A., 1892. *La Compagnie du chemin de fer Atlantique & Trudeau*, 2 R.J.O., 514.—C.A., 1896. *Dechêne & Dussault*, 6 R.J.O., 1.—C. suprême, 1897. *Archibald & Detiste*, 25 R.C.S., 1.

V. aussi les arrêts cités sous le n. 7.

23. While a creditor has a right of action against the agent of his debtor, in whose name real estate of the debtor is registered, to have it declared that such property really belongs to the debtor, yet where it appears the action is unnecessary, the judgment maintaining it will be confirmed without costs in either courts.—C.A., 1886. *Schwob & Baker*, 3 M.L.R., 191.

24. Where the opposite party has only raised the objection to the irregularity of the proceedings by his factum and arguments on the appeal, no costs will be allowed to him on the dismissal of the appeal.—C.A., 1889. *Greene & Mappin*, 5 M.L.R., 108.

25. Lorsqu'un défendeur n'invoque pas, en cour de première instance, un moyen de droit qui le fait réussir en appel, il n'obtiendra pas de dépens contre le demandeur.—C.A., 1890. *La Banque d'Échange du Canada & Gilman*, 19 R.L., 194.

26. Lorsqu'un demandeur n'établit pas qu'il ait souffert des dommages matériels, à raison des publications dont il se plaint dans son action, et qu'il ne peut tout au plus avoir droit qu'à des dommages minimes, quoique le journal, dans la discussion d'une question publique, se soit servi d'épithètes inconvenantes et blessantes pour lui, un appel d'un jugement renvoyant son action sans frais sera lui-même renvoyé sans frais.—C.A., 1889. *Onimet & La Cie d'Imprimerie du Canada*, 17 R.L., 242.

27. Les cautions en appel sont tenues des frais d'appel dans le cas où le jugement de la cour inférieure, rendu dans une action hypothécaire, est confirmé, quoiqu'un délaissement soit fait par les défendeurs avant signification du jugement de la cour de première instance, et quoiqu'aucun jugement ne fût rendu en cour inférieure pour les dépens, mais seulement un jugement condamnant les défendeurs à payer la dette et les frais, si mieux ils n'aimaient délaisser la propriété hypothéquée.—C.C., 1863. *Fisher vs Provencher*, 13 L.C.R., 160; 11 R.J.R., 327; MONK, J.

28. Les cautions pour la poursuite d'un appel sont tenues au paiement des frais sans pouvoir exiger la discussion préalable.—C.A., 1871. *Larose & Wilson*, 16 J., 29.

29. Le défendeur inscrivant en revision, qui n'y obtient qu'une réduction très minime du jugement en première instance, doit supporter les frais de la revision.—C.R., 1886. *Banque Union vs Gibeault*, 12 Q.L.R., 145; STUART, CASAULT & CARON, JJ.

30. Même si une partie qui a réussi en première instance réussit en revision, la cour lui refusera ses frais de revision, si elle est d'avis que la fraude a été prouvée contre

elle, et qu'elle ne réussit que pour une raison technique.—C.R., 1877. *Blouin vs Langeher*, 3 Q.L.R., 272; MEREDITH, STUART & CASAULT, JJ.

31. La partie qui a inscrit en revision n'a pas droit aux frais, si elle n'a pas invoqué une objection tendant à démontrer l'incompétence de la cour de première instance, et dans ce cas chaque partie doit payer ses frais.—C.R., 1881. *Lapointe vs Bélanger*, 7 Q.L.R., 316; MEREDITH, STUART & CASAULT, JJ.

32. Une partie qui réussit en revision n'aura pas les frais de son factum lorsqu'il contient des observations irrespectueuses à l'égard du juge de première instance.—C.R., 1884. *Nadeau vs St-Jacques*, 1 M.L.R., 302; JETTÉ, BUCHANAN & LORANGER, JJ.

33. The action was under the Lessor and Lessee Act, to recover rent of premises from 25th July to 1st November, namely \$112.50, at the rate of \$37.50 per month. Judgment went for this amount, less \$50 proved to have been due by plaintiff. Costs were given in favor of plaintiff for the action as brought, except the costs of *enquête*, as to which each party bore his own. Confirmed in Review on the ground that the judgment in such a case would not be disturbed unless manifestly erroneous.—C.R., 1885. *Trebat vs Legris*, 9 L.N., 10; SICOTTE, TORRANCE & LORANGER, JJ.

34. L'avocat du demandeur n'a droit de réclamer aucuns frais du défendeur, pour procédure avant l'émanation d'un bref, et le fait de louer un fiat au greffe ne donne lieu à aucuns frais contre la partie adverse.—Le premier étage de la procédure qui donne droit aux frais est l'émanation du bref et ce n'est qu'alors qu'on peut dire qu'il y a une action.—C.C., 1872. *White vs Foster*, 4 R.L., 565; BEAUDRY, J.

36. Le paiement de la dette après l'institution, mais avant la signification de l'action, ne libère pas le défendeur des frais encourus, s'il a été mis auparavant en demeure de payer.—C.S., 1895. *Hurlean vs Hurlubise*, 1 R. de J., 227; DELORMIER, J.

37. Where a defendant merely appears and does not plead, but does not put himself in the position of a party *qui s'en rapporte à justice*, he is liable to cost as in an *ex parte* proceeding.—C.C., 1892. *Bissonnette vs Le Maire et al de Farham*, 1 R.J.O., 108; LYNCH, J.

38. Lorsque la réponse faite par des défendeurs met en question le droit du demandeur, malgré la déclaration qu'ils s'en rapportent à justice, et ne permet pas au demandeur d'obtenir jugement sans preuve, les défendeurs doivent payer les frais de la procédure rendue nécessaire par leur faute.—C.R., 1896. *Lacerte vs Pepin*, 10 R.J.O., 542; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

39. Un défendeur ne peut être condamné à payer les frais d'une assignation nulle et illégale.—C.C., 1886. *Vatiquette vs Nicholson*, 9 L.N., 106; JETTÉ, J.

40. Le 11 octobre 1886, Adam B. Fraser poursuivit Thomas W. Nicholson en recouvrement d'une somme de \$59.27 due pour épiceries, le défendeur comparut et plaida par exception à la forme que le bref d'assignation était entaché de nullité parce qu'il ne contenait ni les noms, qualités et domicile du demandeur, ni les noms, qualités et domicile du défendeur; qu'il ne contenait même pas la mention du jour où le sceau de la cour avait été apposé ni celle du jour où le bref devait être rapporté. Le 20 novembre suivant, le défendeur, par le ministère de M. J. Arcas Dorval, N. P., offrit la somme réclamée: \$59.27, sans frais. Le notaire reçut la réponse suivante: "I hereby accept the said sum of \$59.27 as offered to me by these presents, and give full receipt of claim against the said Nicholson, and I signed after reading hereof.

(Signed) ADAM B. FRASER.
M. J. DORVAL, N. P.

Le 22 novembre, le demandeur requit le défendeur de plaider au fond, ce qu'il fit le 23 suivant, en produisant une exception de paiement. Voici le jugement: Jugement rejetant exception à la forme, en autant que le paiement effectué le 20 novembre 1886, sans aucune réserve par le défendeur, était un abandon de tous les droits qu'il pouvait avoir par suite de la dite exception, sans frais sur la dite exception, le demandeur ayant accepté le paiement aussi sans faire aucune réserve; mais attendu que le demandeur a mal à propos requis le défendeur de plaider au fond après avoir accepté paiement sans réserve et que le défendeur, pour éviter une condamnation par défaut qui aurait pu intervenir contre lui, était tenu de produire la défense au fond qu'il a produite, condamne le dit demandeur à payer les dépens sur la dite défense au fond, distraits aux avocats du défendeur.—C.C., 1887. *Fraser vs Nicholson*, 10 L.N., 59; GILL, J.

41. Les frais de l'exception dilatoire doivent suivre le sort du procès.—C.S., 1878. *Symes vs Voligny*, 1 L.N., 542; TORRANCE, J.—C.S., 1879. *Martin vs Foley*, 2 L.N., 182; TORRANCE, J.—C.S., 1885. *Goodall vs McGinnis*, 31 J., 253; MATHIEU, J.—C.S., 1887. *The Citizen's Insurance of Pittsburg vs The Sincennes McNaughton Co.*, 15 R.L., 274; MATHIEU, J.—C.S., 1887. *Egan vs Thompson*, 10 L.N., 210; WURTELE, J.—C.S., 1895. *Bank of Hamilton vs Guay*, 8 R.J.O., 150; ANDREWS, J.

But costs on motion for power of attorney must be paid by a non-resident plaintiff, who should have produced such power with his action.—C.S., 1895. *Bank of Hamilton vs Guay*, 8 R.J.O., 150; ANDREWS, J.

42. Costs will be awarded on an *exception dilatoire*, if the power of attorney asked for thereby has not been filed before the exception.—C.S., 1877. *Westcott vs Archambault*, 21 J., 307; TASCHEREAU, J.

43. *Held* overruling *Martin vs Foley*, that the costs of a dilatory exception for security

did not depend on the result of the action but were payable by the plaintiff.—C.S., 1881. *McLennan vs Grange*, 4 L.N., 170; JOHNSON, J.

44. Si une exception dilatoire demandant le cautionnement *judicatum solvi* est fondée, le demandeur devra en payer les frais, qui ne doivent pas suivre l'issue du procès.—C.S., 1885. *Galarneau vs Guilbault*, 9 L.N., 62; CIMON, J.

45. Where a special replication to a special answer is filed, without leave of Court, but appears to be pertinent, it will not be rejected, but the party moving for its rejection will get his costs of motion.—C.S., 1891. *Groulx vs Les Curé et Marguilliers de Beauport*, 17 Q.L.R., 315; ANDREWS, J.

46. Dans l'espèce, les frais d'une commission rogatoire, émanée à la poursuite des défendeurs pour constater le fait d'un premier mariage et la naissance d'un enfant de ce mariage, doivent être à la charge des demandeurs en autant que ces faits étaient à leur connaissance et qu'ils auraient dû les admettre.—C.S., 1864. *Calhoun vs Union Building Society*, 15 L.C.R., 467; 14 R.J.R., 110; TASCHEREAU, J.

47. The respondent moved for substitution of attorney. The appellant contested and, as to costs, contended that the costs of the motion should be against the party presenting it. The Court held that the costs must be costs in the cause, and follow the event of the suit.—C. A., 1889. *Robin & Brière*, 12 L.N., 386.

48. Un tiers qui intervient dans une saisie-revendication pour réclamer la propriété de certains effets, n'a droit à aucun frais contre le demandeur, qui admet son intervention excepté quant aux frais; le défendeur devra payer les frais de l'intervention et les intervenants ceux de contestation.—C.R., 1884. *Dupaul vs Wheeler*, 1 M.L.R., 147; TORRANCE, BUCHANAN & LORANGER, JJ.

49. Where the lessor seizes, as belonging to the lessee, effects which are not in the premises leased, and after notice given to him that the effects are not the property of the lessee, he will be condemned to pay the costs of the intervention which was rendered necessary by such seizure, and which subsequently he did not contest.—C.S., 1894. *Murray vs Clouston*, 6 R.J.O., 356; TAIT, J.

50. In an action on a *capias*, if the facts proved do not disclose a fraudulent secretion that would justify the imprisonment of the defendant, but when it is proved though that said defendant acted with imprudence and in a measure provoked the attack now made upon him, the petition to quash the *capias* will be maintained and the action dismissed, without costs.—C.S., 1892. *Cushing vs Fortin*, 1 R.J.O., 512; DAVIDSON, J.

51. Where the declaration of a garnishee does not fully disclose the facts of the case, garnishee must pay the costs of the contesta-

tion.—C.S., 1858. *Macfarlane vs Delisle*, 3 J., 163; 7 R.J.R., 436; BADGLEY, J.

52. Where the plaintiff has been led to contest the declaration of a garnishee owing to its vagueness, he may discontinue the contestation without being subjected to pay costs.—C.S., 1866. *Bonnell vs Mitter & Woods*, 1 L.C.L.J., 122; 18 R.J.R., 215; BADGLEY, J.

53. Lorsqu'une partie est mise en cause, dans une requête civile, et qu'elle n'a aucun intérêt à contester cette requête civile et qu'elle n'est mise en cause que parce qu'elle était partie dans la cause originaire, et que, cependant, elle conteste la requête civile, elle n'obtiendra pas de dépens sur sa contestation, même si elle est maintenue.—C.A., 1885. *Brunelle & Bergeron*, 14 R.L., 501.

54. The attorney of an incidental defendant, upon an incidental demand, brought by the plaintiff under article 149 C.C.P., for the addition of new grounds of action, and dismissed upon a demurrer of the incidental defendant, has no right to any fees.—C.C., 1879. *Bonge vs Bonnet*, 5 Q.L.R., 72; STUART, J.

55. Lorsque le défendeur plaide compensation par demande incidente, et réussit à prouver un montant suffisant pour compenser la somme réclamée par le demandeur, il ne peut obtenir le renvoi avec dépens de l'action de ce dernier, mais la cour procédant à déclarer la compensation entre les deux demandes accordera au demandeur les frais de son action, et au défendeur les frais de sa demande incidente.—C.R., 1895. *Lecavalier vs Lecavalier*, 8 R.J.O., 366; GILL, LORANGER & PAGUELO, JJ.

56. Les frais encourus sur le verdict d'un jury qui a été mis de côté, ne sont pas à la charge de la partie qui a obtenu ce verdict en sa faveur. Dans un tel cas, la partie contre laquelle le verdict a été rendu est généralement condamnée aux frais du premier procès.—C.S., 1857. *Beaudry vs Pepin*, 3 J., 46; 7 R.J.R., 352; SMITH, J.

57. Un jugement qui met au néant le verdict ou rapport d'un jury et condamne l'intimé à payer les frais en contr'inférieure, comprend tous les frais du procès par jury, et non pas seulement les frais sur la motion pour mettre le verdict au néant.—C.A., 1859. *Onimet & Papin*, 9 L.C.R., 268; 7 R.J.R., 231.

58. In the absence of allegation of insolvency, in an opposition *en sous-ordre*, and of proof of the fact, the court will dismiss the opposition with costs, although no distinct issue on the point be raised by the contestation filed.—C.S., 1865. *Charbonneau vs Glodin*, 9 J., 107; 14 R.J.R., 202; BADGLEY, J.

59. The *cessionnaire* is entitled to the costs of an opposition necessary for the purpose of establishing his title though the deed of transfer be not enregistered.—C.S., 1866. *Lacoste vs Jodoïn*, 2 L.C.L.J., 41; 15 R.J.R., 300; SMITH, J.

60. Celui qui a payé les frais funéraires d'un défunt et qui a fait enregistrer son privilège sur des immeubles dont le certificat du registrateur fait mention, a droit cependant aux frais d'opposition parce qu'il est nécessaire que telle opposition soit produite pour établir que le défunt n'a laissé aucun meuble. L'opposant afin de conserver joue le rôle de demandeur et le contestant celui du défendeur; partant l'opposant a droit aux frais d'opposition du montant qu'il lui est accordé.—C.R., 1871. *Beaudry vs Desjardins*, 4 R.L., 555; MONDELET, MACKAY & BEAUDRY, JJ.

61. In the case of a seizure of immovables which have been previously sold by the defendant, and deed of sale duly registered, the plaintiff will be condemned to pay the costs of opposition to the seizure and sale filed by the purchaser.—C.S., 1877. *Robert vs Fortin*, 22 J., 106; TORRANCE, J.

62. An opposant *afin de distraire* claiming real estate, under title not registered at the time of the seizure, cannot get costs of opposition against plaintiff seizing.—*Quære*: what would have been the result, if the opposant had given plaintiff due notice of the registration, tendered the costs of seizure and called upon plaintiff to discontinue it.—C.S., 1881. *Dorval vs Bonrassa*, 7 Q.L.R., 303; MEREDITH, J.

63. The plaintiff contested an opposition filed by the assignee to the insolvent estate of the defendant. The contestation was entered upon because the assignee had admitted to plaintiff's attorney that he did not authorize the opposition. This was admitted by opposant, but it appeared that the opposition had been ordered by opposants partner and approved of by opposant. Review from the judgment condemning the plaintiff in the costs of contestation, on the ground that plaintiff was justified by the statement of opposant in contesting the opposition.—*Held*: to be no ground for revision.—C.R., 1882. *Paquet vs Poirier*, 5 L.N., 359; MCKAY, TORRANCE & PAPINEAU, JJ.

64. Where a writ of execution issued for principal, interest and costs of suit and the defendant files an opposition *afin d'annuler* alleging and proving that the costs has been paid before the seizure made under the writ, the defendant entitled to costs on his opposition.—C.C., 1869. *Berthelot vs Lalonde*, 14 J., 28; 19 R.J.R., 504; TORRANCE, J.

65. Dans le cas où un opposant conclut à la nullité de la saisie, lorsqu'il n'a droit qu'à la faire réduire, et que le demandeur ne reconnaît pas l'à-compte payé, mais veut le maintien de toute la saisie, ils doivent supporter chacun leurs frais.—C.R., 1872. *Culcott vs Robert*, 28 J., 285; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

66. Une partie colloquée par erreur *ultra petita* doit payer les frais de contestation de telle collocation, quoique en la recevant elle donne immédiatement avis qu'elle y acquies-

ce avec consentement que jugement soit rendu suivant les conclusions de telle contestation, mais sans frais contre elle.—C.S., 1861. *Adams vs Hunter*, 11 L.C.R., 172; 9 R.J.R., 418; STUART, J.

67. Un créancier hypothécaire, colloqué pour plus qu'il ne lui reste dû sur sa créance originaire (le surplus lui ayant été payé en vertu d'un jugement de distribution précédent), ne peut être condamné aux frais d'une contestation soulevée par un créancier postérieur, lorsque ce créancier colloqué a produit au greffe, après la contestation, une déclaration de la balance lui restant due.—C.S., 1870. *Globensky vs Daoust*, 2 R.L., 608; 21 R.J.R., 97; BERTHELOT, J.

68. Les frais de contestation des créances colloquées avant la vente de l'immeuble, lorsque le créancier déclare qu'il a été colloqué sans sa connaissance et sa participation, et qu'il admet la contestation, doivent être payés sur la masse. Si deux ou plusieurs intéressés produisent en même temps leur contestation à des créances colloquées en vertu du certificat des hypothèques, ils ne peuvent avoir que les frais d'une seule contestation sur la masse; mais dans ce cas, chaque contestant devra avoir une part égale des frais d'une seule contestation, taxés par le protonotaire.—C.S., 1868. *Cournoyer vs Plante*, 1 R.L., 38; 20 R.J.R., 286; LORANGER, J.

69. On a motion to compel a magistrate to return the original papers in a case under *certiorari* the motion will be granted, but without costs against the magistrate. Overruling. *Ex parte Terrien*, 7 L.C.R., 429.—C.S., 1857. *Ex parte Demers*, 7 L.C.R., 428; 5 R.J.R., 335; BOWEN, BADGLEY & CHABOT, JJ.

70. The prosecutor cannot, upon a petition for writ of *certiorari*, be condemned to pay costs, unless he has been made a party to the proceedings.—C.S., 1880. *Ex parte McLaughlin*, 3 L.N., 367; CHAGNON, J.

71. Les articles 478 et 479 (549 n.c.) qui déclarent que la partie qui succombe doit supporter les dépens et que ces dépens sont taxés par le protonotaire, sauf la révision du juge, ne s'appliquent pas à des procédures non contentieuses adoptées pour la nomination, par le tribunal ou le juge, d'un exécuteur testamentaire pour remplacer un exécuteur décédé.—Par conséquent, il n'y a pas lieu de taxer le mémoire de frais dans une semblable affaire, et si telle taxation a eu lieu, elle a été faite sans juridiction et il n'y a pas lieu à la révision.—Les frais de convocation du conseil de famille, y compris les frais de déplacement des parents qui y ont été convoqués, sont à la charge de la succession et sont défrayés par les représentants de cette succession comme dépenses d'administration. Toutefois, la taxation du mémoire de frais ne donne à ce mémoire ou à ces frais aucun caractère exécutoire et le montant de ces frais ne peut être recouvré de la succession que

par voie d'action ordinaire. Les frais qu'un parent ou exécuteur testamentaire a pu encourir dans une demande pour convocation du conseil de famille, à laquelle il n'a pas donné suite, ou qu'il a fait pour opposer ou pour promouvoir la nomination d'une personne à la charge d'exécuteur testamentaire, alors que le dissentiment ne portait pas sur le remplacement de l'exécuteur testamentaire décédé, mais uniquement sur le choix de la personne qui serait appelée à le remplacer, ne sont pas à la charge de la succession.—C.S., 1893. *Ex parte Gagnon*, 3 R.J.O., 288; JETTE, J.

72. La sentence qui prononce la résolution d'une vente pour défaut de paiement du prix, en vertu d'un pacte commissaire à cet effet, doit mettre à la charge de l'acheteur, défendeur, les frais de poursuite, lors même qu'elle lui reconnaît le droit à des impenses au montant de la balance qu'il doit.—C.R., 1889. *Flourde vs Brisson*, 16 Q.L.R., 229; CASAULT, ANDREWS & LARUE, JJ.

73. Dans une action par un bailleur de fonds contre un acquéreur pour recouvrer le prix d'un immeuble, le demandeur alléguant dans sa déclaration que deux hypothèques existaient affectant la propriété vendue et offrit de fournir bonne et suffisante caution, avec hypothèque, que le défendeur ne serait pas troublé en raison des dites hypothèques.

Le défendeur plaida l'existence des dites hypothèques et son droit de retenir entre ses mains le principal et les intérêts, concluant qu'à moins que le demandeur ne donnât caution dans un délai à être fixé par la cour, que son action fut renvoyée avec dépens, et le défendeur déclaré avoir droit de retenir la somme réclamée.

Le demandeur avec sa répose produisit la quittance de ces deux hypothèques.—Jugé : que le demandeur avait droit d'obtenir jugement pour le montant dû, avec les frais de l'action et de la contestation contre le défendeur.—C.S., 1863. *Tétrault vs Bowler*, 15 L.C.R., 76; 13 R.J.R., 456; SMITH, BERTHELOT & MONK, JJ.

74. When the purchaser is in danger of being troubled by reason of mortgages, in the possession of a property sold *franc et quitte*, he may retain the payment of the purchase money, until such mortgages are removed by the vendor or unless security be given by the latter, according to the provisions of chapter 36 of the Consolidated Statutes of Lower Canada, section 31.

No execution shall issue until either the mortgages are paid or good security given. The plaintiff in such cases is condemned to pay costs.—C.S., 1862. *Bruneau vs Robert*, 6 J., 247; 10 R.J.R., 326; SMITH, J.

75. Dans une action pour un prix de vente, où le défendeur alléguait un trouble en raison d'hypothèques enregistrées contre l'immeuble, quelques-unes desquelles avaient été radiées après la production du plaidoyer, le demandeur obtiendra jugement pour le montant dû, avec dépens jusqu'à la produc-

tion de tel plaidoyer, et les dépens subséquents à telle production seront accordés aux défendeurs.—C.S., 1864. *Collette vs Dansereau*, 15 L.C.R., 83; 13 R.J.R., 461; BADGLEY, J.

76. Dans une action par un vendeur, la demande en résiliation basée sur un pacte commissaire étant due à la faute de l'acheteur, tout ce qu'il en a coûté à l'acheteur évincé, le coût de la sentence qui prononce la résolution du contrat et tous les dépens faits pour y parvenir sont à la charge de l'acheteur.—C.R., 1890. *Brisson vs Plourde*, 1 R. de J., 95; CASALT, ANDREWS & LARUE, JJ.—Confirmé en appel.

77. L'acquéreur, plaidant crainte d'éviction, sera condamné aux frais, si, avant l'action, on lui a offert un cautionnement suffisant qu'il a refusé.—C.S., 1894. *Wood vs Blondin*, 1 R. de J., 73; TASCHEREAU, J.

78. Bien qu'une action portée par un interdit sans l'assistance de son curateur doive être renvoyée, les frais de telle action ne peuvent pas être mis à la charge du dit interdit, et le curateur de l'interdit peut s'opposer à la saisie de ses biens pour tels frais, sans qu'il soit nécessaire au préalable de faire annuler le jugement les accordant.—C.A., 1898. *Heppel & Billy*, 15 Q.L.R., 41.

79. Le demandeur principal qui est débouté de sa demande peut être condamné aux frais tant de l'action principale que de l'action en garantie.—C.S., 1894. *Bergeron vs Tremblay et Talbot*, 2 R. de J., 487; GAGNÉ, J.

80. If an unfounded action has been taken against the warrantee and the warrantee does not get the costs of the action in warranty included in the judgment of dismissal of the action against the principal plaintiff, he must bear the consequences.—C. suprême, 1895. *Archibald & Delisle*, 25 R.C.S., 1.

81. La cour ne peut, en vertu de l'article 1007 du code de procédure, ordonner que des anciens conseillers qui ont passé des résolutions convaincues d'illégalité, payent les frais de l'instance qu'après les avoir entendus, parce qu'ils auraient dû les mettre en cause pour cet objet.—C.S., 1874. *Irvine vs Le Maire et al de la Ville d'Iberville*, 6 R.L., 241; CHAGNON, J.

82. Le demandeur qui poursuit en bornage, et émet des prétentions exagérées, quant à l'étendue du terrain qu'il réclame, devra payer les frais de la contestation, si le défendeur, dont les prétentions sont maintenues, déclare qu'il est prêt à borner suivant ses titres, mais demande le renvoi de l'action pour le surplus; les frais d'arpentage et de bornage devant être communs.—C.S., 1891. *Térecault vs Paquette*, 21 R.L., 62; MATHIEU, J.

83. In an action *en bornage* where the defendant pleads that he has been always ready to bound and prays *acte* of his willingness so to do, but also prays that plaintiff's

action may be dismissed with costs, defendant must pay the costs of suit, although the cost of the *bornage* are divided.—C.S., 1857. *Dansereau vs Privé*, 1 J., 283; 6 R.J.R., 83; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

84. Si dans une action en bornage, sans notification préalable, le défendeur se déclare prêt à borner, le demandeur doit être condamné aux dépens de son action.—C.A., 1857. *Slack & Short*, 2 J., 81; 6 R.J.R., 382.

85. Un défendeur poursuivi en bornage, qui conclut au débouté de l'action du demandeur tout en offrant de refaire l'ancien bornage, sera condamné à payer les frais de l'action.—C.S., 1874. *Thibault vs Lavallée*, 6 R.L., 80; BÉLANGER, J.

86. The plaintiff, being the creditor of defendants, agreed to accept composition of 25 cents on the \$, payable in cash. The amount of the composition not being paid, the plaintiff sued for the amount of the original debt. The defendant tendered with his plea the amount of the composition, with costs of an action for that sum, and prayed for the dismissal of the action for the *surplus* with costs.—*Held*: the composition being payable in cash, the defendant was bound to put plaintiff in default to receive the same, and not having done so before the institution of the action, was not entitled to ask by his plea that the action be dismissed with costs as to the *surplus* of the demand, and he was ordered to pay the costs of the contestation.—C.S., 1891. *Lefebvre vs Brown*, 6 R.J.O., 316; TAIT, J.

87. Les endosseurs d'un billet promissoire poursuivis avec le tireur par une action et comparaisant tous, tireur et endosseurs, par le même avocat, et plaidant tous aussi mais séparément par le même avocat, ne sont pas considérés comme ayant une connaissance légale des moyens de défense employé par le tireur, leur co-défendeur, et ne sont pas censés connaître légalement les incidents, procédés, jugements, ni appels intervenus sur les moyens de défense du tireur, pour rendre les endosseurs responsables des faux frais occasionnés par le tireur. Leur dénoncer des incidents intervenus sur la défense du tireur, et spécialement les appels auxquels cette défense donne lieu.

La signification de l'appel, interjeté par le porteur du billet, du jugement rendu sur la défense du tireur et des endosseurs, n'est pas une dénonciation suffisante de l'appel aux endosseurs pour les rendre responsables des frais encourus sur cette affaire.—C.A., 1862. *Bouher & Lalour*, 6 J., 269; 10 R.J.R., 338.

88. Un transport fait par un débiteur à des syndics pour le profit de ses créanciers, ayant été depuis résilié à la suite du paiement des dettes, ce débiteur est rentré en pleine possession de tout ce qui pouvait rester des biens sur lui transportés, soit en nature, soit en deniers réalisés ou en créances en provenant, et il peut en obtenir le recouvrement en justice, même contre les tiers sans avoir

signifié le jugement de rétrocession, sauf la question des frais sur cette demande.

Dans l'espèce, le défendeur qui avait acquis des syndics et redevait une balance, ayant contesté entièrement la demande sans faire aucune offre réelle, doit être condamné aux dépens.—C.A., 1860. *Hagan & Wright*, 11 L.C.R., 92; 9 R.J.R., 396.

89. Where proceedings were taken by the assignee to an estate under the insolvent Act and which was dismissed and there was nothing in the estate to pay the defendant's costs, an action against one of the creditors for his proportion of such costs was maintained.—C.C., 1881. *Poulin vs Falardeau*, 4 L.N., 317; CARON, J.

90. L'hypothèque pour taxes scolaires comprend tous les frais, même ceux encourus dans une action personnelle contre le débiteur de la taxe; et la corporation scolaire peut réclamer hypothécairement, du tiers détenteur de l'immeuble affecté au paiement de ces taxes, le montant de ces frais en même temps que celui des taxes.—C.S., 1897. *The School Trustees of St. Henry vs Solomon*, 12 R.J.O., 179; PAGNUELO, J.

91. Le défendeur, poursuivi au pétitoire par le demandeur qui lui revendiquait un immeuble, répondit à l'action qu'il était détenteur de bonne foi, qu'il avait droit de retenir l'immeuble jusqu'au paiement de certaines impenses qu'il y avait faites, et qu'il était prêt à le délaisser sur paiement de ces impenses. Dans sa réponse au plaidoyer, le demandeur admit la créance des impenses, mais opposa en compensation une dette que le défendeur lui devait sur billet. Ce dernier répliqua qu'il n'avait pas d'objection à ce que la compensation fut prononcée, mais il conclut à ce que le demandeur fut condamné à lui payer les frais de l'action, pour le motif qu'il ne l'avait pas, avant la poursuite, mis en demeure de lui livrer l'immeuble, en lui offrant cette compensation à l'encontre de ces impenses.—*Jugé*: Que dans ces circonstances, le défendeur, admettant la compensation qui éteignait la créance de ses impenses, aurait dû, par sa réplique à la réponse du demandeur, délaisser l'immeuble, cette réponse le mettant valablement en demeure de délaisser. En conséquence, le demandeur fut condamné à payer les dépens de l'action jusqu'à la production de sa réponse, et les frais depuis ce moment furent mis à la charge du défendeur.—C.S., 1897. *Fontaine vs Mongeau*, 12 R.J.O., 20; MATHIEU, J.

92. En matière de séparation de corps, la réconciliation a pour effet, quant aux époux, de mettre fin à l'action, et, quant aux procureurs des parties, de faire courir la prescription de l'action, en recouvrement de leurs frais et déboursés, à dater du jour de telle réconciliation.—C.S., 1895. *Lafortune vs Boyer*, 1 R. de J., 155; DELORMIER, J.

93. Where baggage has been found after suit has been issued, and has been accepted by the owner, the railway company is only

responsible for the taxable costs incurred up to date of delivery.—C.S., 1889. *Troxencher vs Canadian Pacific Railway Co.*, 5 M.L.R., 9; WURTELE, J.

94. By the old French law prevailing in Lower Canada, an attorney acting as such in his own cause, and on his own behalf, is entitled, under a judgment in his favour "avec dépens," upon taxation of costs, to the same fees as are allowed by the tariff to attorneys in all ordinary cases.—C.P., 1866. *Gugy & Brown*, 11 J., 141; 10 R.J.R., 92.

95. Where an advocate appears personally in his own cause and conducts it as attorney of record, he is entitled to the usual attorney's fees as well as the disbursements.—C.S., 1895. *Banks vs Burroughs*, 12 R.J.O., 184; ARCHIBALD, J.

96. An attorney prosecuting his own action for costs due in a former cause cannot have judgment for costs: he is entitled to the amount of his disbursements and no more.—C.B.R., 1819. *Vallières vs Duhamel*, 3 R. de L., 392; 2 R.J.R., 309.

97. A lawyer pleading his own case has no right to counsel fees.—C. suprême, 1880. *Langlois & Varin*, 3 L.N., 336.

98. The plaintiff's attorney at law obtained judgment by default against the defendant on the amount of their costs taxed in two suits, defended by them for the defendant, and of which they secured the dismissal. The defendant filed an opposition to judgment, denying that he had retained the plaintiffs, but alleging that they had been employed by one M., who as defendant's *garant*, was bound to defend him against the suits in question; and further that he had not pleaded to the present action, because he had been informed that plaintiffs had abandoned it. The proof established that M. had handed the copies of writs to plaintiffs, with instructions to defend; also that he told defendant the present suit had not been entered into court.—*Held*: dismissing the opposition, that the plaintiffs as *porteurs de pièces* could recover from the defendant the amount of their costs sued for, being the value of services by which he had profited, the two actions against him having been dismissed on their pleas.—C.R., 1885. *Toussignant vs Badaux*, 11 Q.L.R., 349; CASALT, CARON & ANDREWS, JJ.

99. Un avocat a une action solidaire contre ses clients qu'il a défendu dans une même cause par un seul et même plaidoyer.—C.S., 1880. *Frenette vs Bédard*, 12 L.N., 362; ROUTHIER, J.

100. Le procureur *ad litem*, pour recouvrer ses honoraires et déboursés de son client, n'a pas besoin de produire un mémoire de frais taxé.—C.A., 1851. *Cherrier & Titus*, 1 L.C.R., 402; 3 R.J.R., 62.

101. Le procureur *ad litem* n'est pas obligé de faire taxer par le greffier de la cour un mémoire des frais à lui dus par son client, pour réclamer le paiement de tels frais.—C.

C., 1885. *Lebauf vs Lauzon*, 14 R.L., 23; CARON, J.

102. An advocate has the right, in the absence of any agreement, to recover judgment against his client, for the proved value of his professional services, irrespective of the tariff. In the absence of a special agreement between advocate and client there is a presumption that the tariff shall govern as to the advocate's remuneration, but this presumption may be rebutted by evidence as to the unusual or unexpected importance or duration of the litigation.—C.A., 1893. *Christin & Lucoste*, 2 R.J.O., 142.

103. An advocate may recover, by action on the *quantum meruit* fees for professional services which are of a nature sufficiently defined to come under a general and regular rule of charges, but not for services of an indefinite kind, such as consultations, for which the rate of charge is arbitrary.—C.S., 1858. *Devlin vs Tumblety*, 2 J., 182; 6 R.J.R., 404; DAY, J.

104. A client supplied his attorney *ad litem* with money for carrying on a suit. The attorney was paid his bill of costs in the suit taxed against the other party, who was condemned to pay the costs by the judgment of the court. The client brought an action against his attorney to recover back the money so supplied.—*Held*: that the attorney had a right to offset against the *demande* of the client the value of his services rendered to the client in the case over and above the taxed costs paid to the attorney by the other side.—*Semble*: That the declaration of a client that *he will be liberal*, and that he wishes his case to be carried on with diligence *coûte que coûte*, and that *he will pay all necessary expenses*, gives to his attorney a right to a retainer, the value of which can be proved by witnesses.—C.R., 1865. *Beaudry vs Ouimet*, 9 J., 158; 12 R.J.R., 291; SMITH, BERTHELOT & MONK, JJ.

105. A barrister or attorney cannot recover on a *quantum meruit* and verbal evidence of value of services, the amount of a fee claimed by him over and above the amount of his taxed costs, from his client.—C.A., 1867. *Grimard & Burroughs*, 11 J., 275; 3 L.C.L.J., 85; 17 R.J.R., 163.

106. Dans la province de Québec les avocats ont droit d'action contre leurs clients pour recouvrer des honoraires, soit d'après un contrat explicite, soit d'après un contrat présumé suivant le *quantum meruit*.—C. A., 1876. *Amyot & Gogy*, 2 Q.L.R., 201.

107. In the absence of a special agreement, an advocate cannot recover from his client more than the tariff fees, though he may have performed services not adequately provided for by the tariff, and for which the client promised to pay something extra.—C. A., 1880. *Larue & Loranger*, 3 L.N., 284.

108. According to the law of Quebec a member of the bar is entitled, in the absence of special stipulation, to sue for and recover

upon the *quantum meruit* in respect of professional services rendered by him, and he may lawfully contract for any rate of remuneration which is not *contra bonos mores*, or in violation of the rules of the Bar.—C.P., 1884. *Doutre & Regina*, R., 1045.

109. An attorney at law has no right of action against his client for costs of a suit which is still pending.—C. A., 1865. *Atwell & Browne*, 9 J., 155; 14 P. R., 280.

110. An advocate has no right of action for his fees, until the cause wherein he claims them has been terminated by judgment, settlement or discontinuance, or until his client has withdrawn his mandate from him.—C.S., 1802. *Loranger vs Filiatroult*, 2 R.J.O., 356; DOHERTY, J.

111. Lorsque les procédures dans une cause doivent nécessairement rester suspendues durant un temps considérable, le jugement qui ordonne cette suspension peut être considéré pour les avocats comme un jugement final et il leur est permis dans de telles circonstances de demander le paiement de leurs honoraires et déboursés.—C.R., 1896. *Tailon vs Maillonx*, 6 R.J.O., 295; LORANGER, DAVIDSON & PAGNUELO, JJ.

112. Un avocat qui occupe pour un défendeur dans une cause, peut donner avis à ce défendeur et aux avocats du demandeur qu'il n'entend plus occuper pour ce défendeur, et dans ce cas, bien que la cause ne soit pas terminée, tel avocat aura droit à ses frais et honoraires contre son client, si ce dernier a fait substituer un autre avocat en son lieu et place.—C.S., 1897. *DeBellefeuille vs Beaudry*, 4 R. de J., 173; LORANGER, J.

113. The attorney *ad litem* cannot oblige his client for the payment of fees of counsel retained by the attorney without his client's authorization or knowledge, and especially where the client had already paid his attorney all necessary moneys in connection with the suit.—C.S., 1897. *Taylor vs Alexander*, 12 R.J.O., 159; CURRAN, J.

114. L'avocat qui devient porteur de pièces *bona fide*, par l'entremise d'un tiers, a droit à ses frais contre son client, quel qu'aient été les arrangements de ce dernier avec ce tiers.—C.M., 1889. *Bernard vs Elliott*, 12 L. N., 146; CHAMPAGNE, J.

115. La convention par laquelle un avocat s'engage à ne pas charger de frais à son client dans aucun cas est un marché illicite.—*Idem*.

116. An agreement, by an advocate to the effect that in the event of his losing a certain case he should receive nothing except \$10, and costs of *enquête*, and in the event of his winning the case, he should receive all the damages recovered, is illegal, improper and derogatory to the profession, and will not be enforced by the court.—C. R., 1886. *Leblanc vs Beauparlant*, 30 J., 267; JOHNSON, PAPINEAU & LORANGER, JJ.

117. Du moment qu'une société d'avocats est dissoute, l'un des associés n'a droit de

percevoir des débiteurs de l'ancienne société que sa moitié des dettes ; et si l'un des associés perçoit toute la dette et donne une quittance au débiteur, l'autre associé a droit d'ignorer cette quittance et de forcer le débiteur de lui payer sa part, même par l'exécution de ses meubles.—C.S., 1886. *De Montigny vs DeBellefeuille*, 30 J., 200 ; BÉLANGER, J.

118. Après la dissolution d'une société entre avocats, chaque membre de telle société peut poursuivre en son nom personnel, le recouvrement de sa part des créances dues à la ci-devant société.

Le règlement d'une créance, par l'un des ci-devant associés, à l'insu, et au préjudice de l'autre, postérieurement à la dissolution de la société, est illégal et comme non avenu quant à ce dernier et ne peut le lier.

Lorsqu'un débiteur d'une telle société, est poursuivi, après la dissolution de la société, par l'un des ci-devant associés, pour sa part seulement de la créance due par ce débiteur, celui-ci ne peut offrir en compensation, le compte courant de l'autre associé, ni prétendre que ce dernier a consenti à recevoir en effets et marchandises le prix entier des honoraires dus à la société par ce débiteur.

Les causes confiées spécialement à l'un des deux procureurs *ad litem* exerçant leur profession en société, et institués ou conduites au nom de telle société, deviennent communes aux deux associés, qui ont droit chacun pour moitié aux honoraires provenant de ces causes.—C.C., 1882. *D'Amour vs Bertrand*, 26 J., 136 ; JETTÉ, J.

119. L'huissier employé par un avocat a un recours contre la partie représentée par cet avocat pour ses frais de signification, et ce malgré que la partie ait payé ces frais de signification à son avocat.—C.S., 1895. *Daoust vs Groudin*, 7 R.J.O., 230 ; MATHIEU, J.

120. Lorsque le défendeur a été mis en demeure de borner par un protêt et qu'il refuse de borner à l'amiable, forçant le demandeur à instituer une poursuite en bornage, il doit supporter les frais de cette action.—C.S., 1898. *Michaud vs Ross*, 1 R.P., 565 ; BOURGEOIS, J.

121. Dans une action dont le demandeur se désiste avant que le plaidoyer ne soit dû, mais après qu'il a été préparé, à la connaissance de ses avocats, il sera condamné à payer les honoraires et déboursés sur ce plaidoyer.—C.S., 1899. *Brown vs Belleville*, 2 R.P., 37 ; MATHIEU, J.

122. Les frais de la nomination d'un curateur à un interdit ne seront pas taxés dans une action prise par ce curateur es-qualité, cette nomination étant nécessaire indépendamment de la poursuite.

La compensation des dépens n'a lieu que sur déclaration du tribunal à cet effet.—C.S., 1897. *Gaffney vs The Montreal Gas Co.*, 1 R.P., 569 ; MATHIEU, J.

123. En règle générale, les frais d'une

motion pour particularités doivent suivre l'issue du procès ; mais si la déclaration, la défense, ou toute autre pièce de plaidoirie n'est pas suffisamment libellée pour permettre à la partie adverse de plaider, ou de répondre, etc., à moins d'avoir des particularités, alors les frais de la motion devront être accordés.—C.S., 1899. *Luneau vs Juneau*, 2 R.P., 74 ; CHOQUETTE, J.

124. Lorsqu'une partie se conduit de manière à encourager une autre à la poursuivre, par ses sollicitations et son offre de garantir les frais, dans le seul but apparent de justifier son accusation, il n'y a pas lieu à lui accorder ses frais de défense.—C.A., 1897. *Jeannotte & Gauthier*, 6 R.J.O., 520.

125. If the facts alleged in a dilatory exception are sufficiently established by the deeds filed in support of the motion or exception, the plaintiff who answers in writing and provokes an *enquête* upon the facts so established and succeeds on the motion will pay his costs subsequent to the presentation of the motion.—C.S., 1899. *Gaudet vs Bisson*, 2 R.P., 300 ; WHITE, J.

126. If an appeal as of right to the Privy Council from a judgment of the Court of Queen's Bench was refused by the said court, and special leave to appeal was obtained from the Privy Council, and the judgment of the Court of Queen's Bench was reversed on such appeal, the appellant has a right to recover and have the fee and disbursements on his motion for leave to appeal, the cost of a copy of the judgment rejecting his motion, and of the service of his bill of costs on the respondent.

The tariff of fees made by the judges of the C.P., for proceedings in appeal to the Queen in Council only applies to costs incurred in England.

The General Council of the Bar of the Province of Quebec has power to make, and in fact has made, a tariff for the costs incurred in this country in appeals to the Queen in Council, and items not mentioned in the said tariff, such as attendances, etc., will not be allowed.

The party succeeding before the Privy Council is entitled to recover from the opposite party, all disbursements really incurred for printing, there being no tariff regulating the cost of the transcript.—C.A., 1899. *England & Kerry* 1 R.P., 554.

127. When an opposition to a sale is dismissed upon technical grounds only, the opposant must obtain permission of the Court or Judge to file a second opposition on the same grounds ; in default of the opposant to do so, the opposition will not be dismissed on motion, if it is in the interest of justice that such permission should be granted, but the Court or Judge will allow the filing of the opposition and condemn the opposant to pay the costs of the motion for dismissal. The opposant whose opposition is dismissed is not bound to pay plaintiff's costs before filing a second opposition.—C.S., 1898. *Tufis vs Laugelier*, 1 R.P., 559 ; CURRAN, J.

128. Les frais d'une motion en substitution de procureurs doivent suivre le sort du procès.—C.A., 1898. *Wheley & Charette*, 1 R.P., 413.

129. Il ne sera pas accordé de frais à la partie adverse sur une motion pour substitution de procureur.—C.C., 1898. *Francaeur vs Lortie*, 1 R.P., 488; CARON, J.

130. The costs of a motion for security

550. Dans les actions en recouvrement de dommages pour torts personnels, si les dommages adjugés n'excèdent pas huit piastres, il ne peut être accordé de dépens au-delà du montant de ces dommages.—C.P.C., 478, § 2, amendé.

1. *Idem.*

2. In an action of damages for personal wrongs, instituted in the superior court, where judgment is rendered for £10, and costs, the costs are taxed as in a judgment for that amount in the Circuit Court.—C.C., 1857. *Wilson vs Morvins*, 1 J., 266; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

3. In a case of damages for personal wrongs in which the court has awarded only \$5 for the damages, no greater amount than \$5 for costs can be allowed.—C.R., 1873. *Wacuer vs Rolf*, 17 J., 292; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

4. Dans une action en dommages au montant de \$25, si \$2 seulement sont accordées, la cour peut accorder plus de \$2 de frais; et la règle que, si les dommages accordés s'élèvent à moins de £2.0.0 sterling, les frais ne peuvent être plus élevés, ne s'applique pas dans les causes de \$25 et au-dessous, où le juge a droit de juger suivant l'équité.—C.C., 1881. *Bouchard vs Girard*, 10 L.N., 250; ROUTHIER, J.

5. Sur un jugement dans une cause de la cour de circuit pour \$25 en dommages pour torts personnels, (propos diffamatoires) con-

551. Dans les actions pour pension alimentaire, il ne peut être accordé plus de dépens au demandeur, qu'il n'en serait accordé dans une action pour le montant de la pension mensuelle adjugée.—*Nouveau.*

1. Where the defendant in an alimentary action called his wife into the cause, and after the dismissal of the principal action, the suit was continued between the husband and wife, and carried to the court of appeal, notwithstanding that the pecuniary interest was extremely small, and the litigation appeared to be prolonged for the gratification of mutual ill-feeling, the court has a discre-

for costs and power of attorney will be granted to the moving party.—C.C., 1898. *The Fanning Co. vs Hughes*, 1 R.P., 414; DORION, J.

131. L'avocat ne peut avoir jugement sur son affidavit dans une poursuite pour frais, mais il lui faut une meilleure preuve, savoir, le mémoire de frais taxé.—C.S., 1898. *Pinault vs Grenon*, 4 R.L.N.S., 980; ROUTHIER, J.

550. In actions of damages for personal wrongs, if the damages awarded do not exceed eight dollars, no greater sum can be allowed for costs than the amount of such damages.—C.C.P., 478, § 2, amended.

damnant le défendeur à une piastre de dommage et les frais, les frais ne peuvent être taxés qu'à une piastre.—C.S., 1882. *Laurence vs Hubert*, 12 R.L., 100; MATHIEU, J.

6. That art. 478, C.C.P. (550 n.c.), which provides that in actions of damages for personal wrongs, if the damages awarded do not exceed forty shillings sterling, no greater sum can be allowed for costs than the amount of such damages, deprives the court of power to allow the plaintiff the costs of the action where no damages whatever are awarded. And this restriction exists even where it appears that the plaintiff, by a statement in writing, waived his claim to any condemnation in his favor except for the costs of the suit.—C.R., 1891. *Browning vs Spackman*, 7 M.L.R., 369; JOHNSON, MATHIEU & WURTELE, JJ.

7. In an action for personal wrongs, where judgment is given in favor of the plaintiff for costs only, in consideration of defendant's apology and confession of judgment for costs, article 550 C.C.P. does not apply, to prevent the costs of the cause being taxed against the defendant.—C.S., 1897. *Cooke vs Hart*, 12 R.J.O., 348; 1 R.P., 141; ARCHIBALD, J.

551. In suits for alimentary allowances, no more costs can be allowed to the plaintiff than in an action for the monthly allowance granted.—*Nouveau.*

tion under art. 478 C.C.P., to compensate the costs, and put the parties *hors de cour*, each paying his own costs.—C.A., 1889. *Mainville & Corbeil*, 5 M.L.R., 90; 18 R.L., 30.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. La règle posée par l'article 551 du code de procédure civile quant aux frais sur

poursuites pour pension alimentaire ne s'applique que si la pension est due en vertu de la loi.

Si la pension est due en vertu d'un contrat, savoir : un acte de donation, les frais seront taxés comme dans une cause en cour supérieure suivant le montant réclamé.—C.S., 1898. *D'Auteuil vs Mallais & Mallais*, 4

552. Les tuteurs, curateurs ou autres administrateurs, qui abusent de leur qualité pour faire des contestations évidemment mal fondées, peuvent être condamnés aux dépens personnellement et sans répétition.—*Nouveau*; 1 *Pigeau*, 418; C.P.C.F., 132; C.P.G., 119; *Cal.*, 1031.

1. Un curateur à l'absent qui intente es-qualité une action pétitoire qui est déboutée parce qu'il n'a pas en loi le droit d'intenter une telle demande, qui est une action réelle, peut être condamné personnellement aux dépens de cette action.—C.S., 1868. *St-Jacques vs Parent*, 2 R.L., 95; 20 R.J.R., 500; LORANGER, J.

2. Pour pouvoir prétendre qu'une partie qui a repris l'instance en qualité d'héritier bénéficiaire, a été condamnée personnellement au paiement des frais, il faudrait que la cour l'eût dit spécialement. Si le mot "personnellement" ne se trouve pas dans le dis-

553. Toute condamnation aux frais emporte, en plein droit, distraction en faveur du procureur de la partie à laquelle ils sont accordés.—*Nouveau*.

1. La distraction des frais accordés à l'avocat ne peut pas être opposée par la caution sur une action pour leur recouvrement portée par le demandeur qui a réussi en appel et instituée en son nom par les avocats distrayants.—C.A., 1871. *Larose & Wilson*, 16 J., 29.

2. Un défendeur dans une cause ou poursuite qui acquitte sa dette avec l'autre partie, et obtient quittance sans mention spéciale dans la dite quittance d'une décharge quant aux frais, est tenu de les payer à l'avocat distrayant.—C.A., 1887. *Langlois & Maynard*, 34 J., 280.

3. Les frais dans une cause ne peuvent être saisis et arrêtés, pendant l'instance, comme appartenant à la partie, par un tiers, son créancier, au préjudice du procureur.—C.S., 1852. *Gauthier vs Lemieux*, 2 L.C.R., 273; 3 R. J. R., 179; BOWEN, DUVAL & MEREDITH, JJ.

4. Les frais sur une demande antérieure mais non rapportée en cour sont dus au demandeur quoique son procureur *ad litem* en

R. I. n. s., 445; GAGNÉ, J.

3. Dans une action où l'on réclame d'un défendeur \$20.00 par mois de pension alimentaire, si ce défendeur offre de payer \$90.00 par mois, et est condamné à \$10.00, il ne sera pas condamné à payer les frais des sténographes.—C.S., 1898. *Amour vs Sheppard*, 1 R.P., 422; MATHIEU, J.

552. Tutors, curators or other administrators, who abuse their quality by carrying on proceedings which are clearly unfounded, may be condemned personally to cost without being entitled to reimbursement.—*New*; 1 *Pigeau*, 418; C. P. C. F., 132; C.P.G., 119; *Cal.*, 1031.

positif du jugement, le jugement devra être interprété comme ayant été rendu contre la partie en la qualité spéciale qu'elle a assumée en reprenant l'instance.—C.A., 1885. *Ogden & Dawson*, 11 Q.L.R., 159.

3. Un exécuteur testamentaire qui a été poursuivi en destitution de sa charge et qui a fait débouter l'action de cet héritier avec dépens, peut charger, à ce dernier, le montant des frais qu'il a ainsi payés, malgré que les revenus légués à cet héritier soient par le testament déclarés insaisissables.—C.S., 1892. *Quintal vs Roberge*, 2 R.J.O., 462; DELORMIER, J.

553. Every condemnation to costs involves, by the operation of law, distraction in favour of the attorney of the party to whom they are awarded.—*New*.

eut demandé la distraction par la déclaration précédente.—C.S., 1857. *Rolland vs Lavièvre*, 1 J., 82; 5 R.J.R., 442; SMITH, MONDELET & CHAROT, JJ.

5. The costs due on a judgment may be legally paid to and compensated by a debt due by the attorney of record of the party to whom such costs are awarded, notwithstanding that such costs have not been awarded by distraction to the attorney in the absence of proof by the client that he had paid his attorney's costs.—C.R., 1882. *Kilgour vs Harvey*, 27 J., 138; JOHNSON, TORRANCE & RAINVILLE, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. Il y a lieu à compenser les frais des avocats jusqu'à concurrence, si une partie obtient le même jour des dépens sur une réponse en droit et l'autre sur une motion pour particularités.—C.S., 1898. *Caron vs Forest*, 1 R.P., 308; MATHIEU, J.

7. Un arrangement entre le demandeur et le défendeur, par lequel le demandeur

s'engage, après jugement, à accepter le paiement de la dette par versement et se charge de payer les frais de ses avocats, ne lie pas ce dernier et s'il prend une saisie-arrêt après

554. Les dépens sont taxés par le protonotaire après un avis d'un jour à la partie adverse sur production d'un mémoire, conformément aux tarifs établis.

Pour les fins de la taxation, la classe de l'action est déterminée par le montant ou la nature du jugement, à moins que le tribunal n'ait autrement ordonné.

Le protonotaire peut, pour ces fins, recevoir des affidavits, et, s'il est nécessaire, assigner des témoins et les entendre.

La taxe peut être soumise à la révision du juge dans les six mois, en donnant à la partie adverse l'avis que le juge trouve suffisant.

La demande en révision ne peut cependant suspendre l'exécution du jugement, non plus que le délai accordé pour cette révision, sauf le recours du débiteur dans le cas où le prélèvement ou le paiement aurait eu lieu avant cette révision.—C.P.C., 479, amendé.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Action confessionnaire	74
Action hypothécaire	97
Action paulienne	69, 76
Affaire municipale	59 à 60
Affidavit	42
Audition au mérite	3
Avis	5, 8
Capias	17
Cent piastres précises	12
Cession	99
Co-défendeur	35, 93, 94, 107, 108
Collocation	55 à 57
Commission rogatoire	36 à 38
Conseil privé	103
Copie de jugement	44
Cour d'appel	23
Cour de circuit	24
Cour des commissaires	24
Cour de révision	14 à 22, 125
Défaut	42
Délai	6
Démolition	68
Dépens de l'action, signification des mots	10
Dépôt	2

jugement pour ses frais, le défendeur ne sera pas reçu à appeler le demandeur en garantie sur la saisie-arrêt.—C.S., 1808. *Marchand vs Dansereau*, 1 R.P., 521; MATHIEU, J.

554. Costs are taxed after one day's notice to the opposite party by the prothonotary upon production of a bill thereof, according to the tariffs in force.

For the purposes of taxation, the class of the action is determined by the amount or the nature of the judgment, unless the court has otherwise ordered.

The prothonotary may, for such purposes, receive affidavits, and, when necessary, summon and hear witnesses.

The taxation may within six months be submitted to a judge for revision, after the opposite party has received such notice as the judge deems sufficient.

Neither the application for revision, however, nor the delay allowed for such revision, can suspend the execution of the judgment, saving the debtor's recourse in the event of the amount being levied or paid before such revision.—C.C.P., 479, amendé.

Discontinuation	26, 29, 94
Election	67
Enquête	39 à 41, 92, 102
Examen des procédures	4
Exception préliminaire	27 à 30, 111
Expropriation	60 à 66, 96, 109
Forclusion	29
Huissier	81, 114
Injonction	111
Inscription en droit	31 à 33, 112, 116
Intérêts	11, 115
Intervention	14 à 16
Jurisdiction	7, 99
Jury	46, 47
Liquidateur	70, 87
Locateur	71 à 73
Mémoire	45
Opposition	48 à 51, 95, 105
Opposition à jugement	110
Pénalité	13
Pièces	25, 89
Protonotaire	77, 80
Quatre cent piastres, au-dessous	100, 101
Ré-audition	45
Remise	116
Reute viagère	54

Reprise d'instance	18, 164
Rétroactivité	82 à 85
Revision paritelle	1
Réunion de cause	34
Saisie arrêt	75, 91
Soixante piastres au-dessous	53, 98
Tuteur	78, 79
Variante entre le montant demandé et accordé	9, 129
Voyage	88

1. *Idem.*

2. Where a party has failed to stamp certain of his depositions, the prothonotary may refuse to draw, certify or tax such party's bill of costs, while the depositions remain so unpaid.—C.S., 1876. *Emond vs Blais*, 2 Q. L.R., 184; *MIRREDITH & STUART*, JJ.

3. Une partie qui fait motion pour reviser certains items taxés par le protonotaire, abandonne le droit d'objecter aux autres items; et une motion pour reviser ces derniers items sera rejetée, quoique la partie faisant cette seconde motion offre d'en payer les frais.—C.S., 1860. *Kerr vs Gagy*, 10 L.C.R., 478; 8 R.J.R. 474; *TASCHEREAU*, J.

4. The prothonotary, when taxing costs, may lawfully consider the pleadings of record, in connection with and for the purpose of interpreting the judgment as to the costs intended to be awarded.—C.S., 1894. *Benson vs Vallières*, 6 R.J.O., 513; *ROUTHIER*, J.

5. La cour examinera les termes d'un jugement de la cour d'appel afin de constater quels frais ont été accordés. Lorsqu'une cour d'appel, dans une action en dommages pour la somme de £5,000, accorde au demandeur la somme de £2,10, avec dépens, le demandeur n'a droit qu'aux frais comme dans une action de la cour de circuit pour ce montant. Les frais accordés seront, sous la 12e Vic., c. 38, s. 82, réglés par le montant du jugement rendu, à moins que par les termes du jugement il n'apparaisse qu'il était de l'intention de la cour d'accorder des frais plus considérables.—C.S., 1860. *Kerr vs Gagy*, 10 L.C.R., 478; *TASCHEREAU*, J.

6. Il n'est pas nécessaire que la taxation par le protonotaire des frais encourus sur l'exécution d'un jugement et constatés par les procédures au dossier soit faite contradictoirement avec la partie condamnée.—C.R., 1896. *Cordeau vs DeLaval*, 9 R.J.O., 482; *TAIT, JETTÉ & GILL*, JJ.

7. The delay of six months for revision of taxation of costs does not run pending an inscription in review. Witnesses to whose taxation objection is made are entitled to notice of the demand for revision.—C.S., 1895. *Henderson vs Craig*, 7 R.J.O., 516; *GILL*, J.

8. La cour de revision n'a pas juridiction pour reviser la taxe d'un mémoire de frais de revision.—C.R., 1870. *Betise vs Lyman*, 14 J., 137; 2 R.L., 185; 21 R.J.R., 41; *MONDELET, BERTHELOT & MACKAY*, JJ.

9. Where notice of taxation of a bill of costs has been duly given, but the bill

appears from the date of cancellation of the stamps to have been taxed on a subsequent date, such taxation will be held to have been done regularly, unless the party objecting to it proves that it was irregularly done.—C.A., 1860. *Wells & Burroughs*, 35 J., 61.

10. Les mots dépens de l'action, dans un jugement portant condamnation aux dépens, n'expriment pas les frais de l'action telle qu'introduite, mais seulement les frais du montant recouvré.—C.S., 1853. *Laurier vs La Corp. du Collège Séminaire de Ste-Thérèse*, 2 R.J.R., 321; *DAY, SMITH & MONDELET*, JJ.

11. Quand le jugement est pour capital et frais, et que le capital est moindre de cent piastres, le montant des frais sera déterminé d'après le montant de la créance due en capital et intérêt et non d'après le capital seul, bien que les dits intérêts ne soient pas calculés ou déterminés par le jugement.—C.S., 1883. *Lemay vs Boisjolin*, 10 Q.L.R., 90; *STUART*, J.

12. (En confirmation du jugement du protonotaire). Dans les causes où le jugement est de cent piastres précises, les honoraires des avocats doivent être taxés comme dans une cause appelable de \$100 à \$200.—C.S., 1889. *Variou vs Rascony*, 5 M.L.R., 126; 17 R.L., 461; *MATHIEU*, J.

13. Une action pénale au montant de \$200 avec conclusion à l'emprisonnement doit être considérée comme de la seconde classe de la cour supérieure.—C.S., 1897. *Bernatchez vs Veziua*, 12 R.J.O., 495; *PRELLETIER*, J.

14. La partie qui conteste le droit d'un intervenant d'intervenir dans la cause, a droit aux mêmes frais que sur la demande originaire.—C.S., 1890. *St. Cyr vs Mathon*, 6 M.L.R., 100; *WURTELE*, J.

15. Lorsque par ses conclusions un intervenant demande purement et simplement le renvoi de l'action, les frais de ses avocats doivent être taxés comme dans une action de la classe de l'action principale et non pas comme dans une action de la classe de la réclamation de l'intervenant.—C.S., 1892. *Henderson vs Pengelly*, 1 R.J.O., 204; *MATHIEU*, J.

16. L'intervenant qui était intervenu dans une action en séparation de biens, avait été condamné à payer \$7.50 de frais sur une procédure incidente. L'avocat distrayant ayant fait émaner une saisie-arrêt pour ce montant, le protonotaire taxa les frais de cette saisie-arrêt comme dans une action de seconde classe en cour supérieure. Sur demande de revision de taxation.—Jugé: Que les frais sur la saisie-arrêt devaient être taxés comme dans une cause en cour de circuit pour \$7.50.—C.S., 1897. *Barrette vs Beaudry*, 12 R.J.O., 200; *MATHIEU*, J.

17. In cases in the superior court between \$100 and \$200, instituted by writ of *capias ad respondendum*, the advocates' and bailiffs' fees on the action are to be taxed as in a case

in the circuit court over \$100, and the prothonotary's and sheriff's fees as in a case in the superior court under \$400. In such cases the costs on a petition to quash the writ of capias are to be taxed according to the tariffs for the superior court. In such incidental proceedings, when the contestation is founded upon the falsity of the allegations of the affidavit, the advocates are entitled to fees on articulations of facts.—C.S., 1887. *Gilmour vs Monette*, 10 L.N., 385; WURTELE, J.

18. Pour régler, en C. S., les honoraires de l'avocat du requérant, sur requête en reprise d'instance renvoyée sur une fin de non-recevoir, autre qu'un plaidoyer au mérite, il faut appliquer les principes de l'art. 36 du tarif des honoraires de la C. S., et en ce cas l'art. 7 de ce tarif accorde \$20 d'honoraire à l'avocat du requérant.—C.S., 1888. *Gilbault vs Desmarais*, 18 R.L., 516; GILL, J.

19. Lorsqu'une inscription en revision est renvoyée pour défaut de qualité de la partie inscrivante en revision, l'avocat qui obtient le renvoi de l'inscription, n'a pas droit à l'honoraire de \$15 mentionné dans l'article 70 du tarif des honoraires des avocats dans la cour supérieure.—C.S., 1884. *Ross vs Sweeney*, 12 R.L., 399; MATHIEU, J.

20. Where a party inscribing in review files a *désistement* from his inscription after appearance and factum has been filed by the respondent and after the inscription on the roll for hearing, the respondent is entitled to full fees as in a case settled before hearing.—C.S., 1880. *Milloy vs O'Brien*, 27 J., 287; TORRANCE, J.

21. Lorsqu'un propriétaire exproprié, se plaint par quatre inscriptions en revision de l'indemnité qui lui est accordée par un seul et même rapport pour quatre lots expropriés et que la même question se soulève sur chaque inscription, il ne lui sera accordé que les frais d'une seule inscription et ordre sera donné au protonotaire de remettre aux parties les déboursés par elles faites sur les trois autres inscriptions.—C.R., 1892. *Cité de Montréal vs Campbell*, 2 R.J.O., 182; JOHNSON, LORANGER & PAGNUELLO, JJ.

22. Lorsque la partie a été condamnée aux frais d'une demande de revision *ex parte*, la cour de revision, en l'absence d'aucun article du tarif prévoyant ce cas, fixera, sur une demande subséquente de la partie, le montant des frais que cette partie devra payer. Dans l'espèce, une cause au-dessous de \$400, l'honoraire de l'avocat de la partie gagnante fut fixé à \$20.—C.R., 1894. *Riverin vs La Cie d'Imprimerie du Canada*, 5 R.J.O., 342; JETTÉ, TAIT & DELORIMIER, JJ.

23. Lorsque le défendeur aura consenti à plaider, comme appelable, une cause qui pourrait ne pas l'être, il devra payer les frais d'une cause appelable.—C.C., 1868. *La Corporation de la paroisse de St-Aimé vs Contoir*, 1 R.L., 666; 20 R.J.R., 421; LORANGER, J.

24. La cour de circuit, dans une action

de la juridiction de la cour des commissaires, n'accordera, sur la confession de jugement du défendeur faite et produite avec les frais de la dite cour des commissaires, que les frais de cette dernière cour, particulièrement lorsqu'il existe et fonctionne une telle cour dans le canton ou le défendeur réside.—C.C., 1865. *Itcaud vs St-Hilaire*, 15 L.C.R., 211; 14 R.J.R., 25; POLETTE, J.

25. Le coût des pièces n'entre en taxe contre la partie condamnée aux dépens que lorsqu'elles étaient nécessaires à la cause, et en outre, que lorsque la partie qui les a produites n'était pas présumée les avoir en sa possession. Pour en obtenir la taxation, il n'est pas nécessaire d'en avoir demandé le coût spécialement, la conclusion générale aux dépens étant suffisante.—C.S., 1885. *Mainville vs Legault*, 1 M.L.R., 452; JETTÉ, J.

26. Where the plaintiff discontinues his action after the defendant had been regularly foreclosed from pleading and had not been relieved from foreclosure, the only costs taxable against plaintiff on the discontinuance are those regularly and legally incurred by defendants at the time of the discontinuance, that is to say, the costs of an action discontinued before contestation, and the defendant is not entitled to the cost of a plea illegally filed by him after he had been foreclosed.—C.S., 1895. *Alley vs Montreal Street Ry. Co.*, 8 R.J.O., 526; DOHERTY, J.

27. Lorsqu'un moyen d'exception préliminaire a été plaidé par exception au mérite et que l'action a été déboutée en conséquence, la cour n'accordera que les frais d'une action déboutée sur exception préliminaire.—C.S., 1881. *Legault vs Lec*, 26 J., 28; RAINVILLE, J.

28. Lorsqu'une action est renvoyée, sur un plaidoyer produit comme plaidoyer au fond, déclinant la juridiction de la cour pour incompétence *ratione materiae*, le mémoire de frais du procureur du défendeur sera taxé conformément à l'article 7 du tarif des honoraires des avocats à la cour de circuit.—C.S., 1885. *Savton vs Paradis*, 13 R.L., 40; MATHIEU, J.

29. La discontinuation par le demandeur de son action ne donne pas au défendeur, qui a fait une exception à la forme qui a été renvoyée, droit à des frais comme si l'action avait été renvoyée sur exception à la forme.—C.S., 1891. *Dessauls vs Stanley*, 21 R.J., 480; GILL, J.

30. Dans l'espèce le défendeur après avoir plaidé à la forme, plaida au mérite sur réquisition à cet effet, en produisant une défense en droit et une défense en fait; la cause ayant été inscrite le même jour, sur l'exception à la forme et sur la défense en droit, fut renvoyée pour défaut de forme, sans adjudication sur les autres plaidoyers. Dans ce cas c'est l'item 10 et non l'item 9 du tarif qui doit s'appliquer dans la taxation des frais.

L'honoraire de l'audition au mérite, prévu

par l'item 36 du tarif, devra être accordé parce que la cause avait aussi été plaidée sur la défense en droit.—C.S., 1897. *Bernaldez vs Yezina*, 12 R.J.O., 495; PELLETIER, J.

31. Where a demurrer is maintained as to part of the demand, the attorney is entitled to the same fee as on demurrer dismissed.—C.S., 1891. *Chevalier vs Cuivillier*, 4 L.N., 306; TORRANCE, J.

32. Dans une action déboutée sur défense en droit, l'honoraire des procureurs est le même que si l'action était soumise après preuve et audition finale au mérite.—C.S., 1884. *McNicholl vs Laberge*, 10 L.N., 186; ROUTHIER, J.

33. The attorney's fee on an action dismissed on a demurrer, is the same as on an action dismissed on a preliminary plea.—C.S., 1887. *Major vs McClelland*, 10 L.N., 116; WURTELE, J.

34. Lorsque plusieurs causes de première classe, à la cour supérieure, où la même personne est demanderesse, sont réunies, après qu'un plaidoyer au mérite a été produit dans l'une de ces causes, et une déclaration, dans chacune des autres, que le défendeur entend plaider les mêmes moyens que ceux invoqués par le défendeur qui a plaidé, et que des jugements séparés sont rendus, dans chacune des causes comme dans des causes contestées, le procureur du demandeur aura droit, dans chaque cause, à l'honoraire de \$60.00 porté par l'article 10 du tarif des honoraires accordés aux avocats dans la cour supérieure.—C.R., 1887. *Lambe vs La Cie. d'assurance de la cité de Londres*, 15 R.L., 491; JOHNSON, TASCHEREAU & MATHIEU, JJ.

35. Trois défenses séparées par trois défendeurs qui invoquent les mêmes moyens, mais qui ont comparu et plaidé par le même procureur, donne à ce dernier droit à trois honoraires.—C.S., 1886. *Gauthier vs Gauthier*, 10 L.N., 394; ROUTHIER, J.

36. Where a commission rogatoire issues to a foreign country, a reasonable fee to the commissioner appointed to execute the commission will be taxed as costs in the cause.—C.S., 1889. *Blandy vs Parker*, 6 M.L.R., 1; PAGNUELLO, J.

37. Where the parties consent to the substitution of an open commission for the examination of witnesses at a distance, in lieu of a commission in the ordinary form, the fees of counsel conducting the enquête before the commissioner will be taxed as costs in the case.—C.S., 1889. *Pidon Bank vs Anderson*, 5 M.L.R., 260; JETTÉ, J.

38. A fee paid to counsel for examining witnesses under an open commission issued from the superior court to a foreign country cannot be taxed against the losing party as costs in the cause. The only fee established by the tariff as regards the examination of witnesses on commissions rogatoires is fixed by No. 80, and allows \$2 to the attorneys of record for the examination and cross-exami-

nation of each witness.—C.S., 1889. *Young vs Accident Insurance Co. of N. A.*, M.L.R., 221; DELORIMIER, J.

39. Lorsqu'une des parties succombe sur tous les faits qui ont fait la matière de l'enquête, quoiqu'elle puisse réussir d'ailleurs à obtenir jugement, les frais d'enquête doivent être mis à sa charge.—C.R., 1884. *Filiatrault vs Elie*, 1 M.L.R., 66; DOHERTY, PAPINEAU & GILL, JJ.

40. Costs of enquête will not be allowed when testimony is unnecessary.—C.S., 1887. *Folcher vs Labuglie*, 10 L.N., 138; WURTELE, J.

41. Lorsque les dépositions déjà prises dans une cause sont produites dans une autre cause et portent le titre de cette dernière cause, comme si elles eussent été prises en icelle, le procureur de la partie adverse a droit aux honoraires pourvus par le tarif pour transquestionner plus de cinq témoins. Il en serait autrement si les dépositions avaient été copiées dans la cause même où elles ont été prises et avaient été produites dans la dernière cause avec un consentement à ce qu'elles servent.—C.S., 1890. *Banque d'Hechelaga vs Ewing*, 7 M.L.R., 40; GILL, J.

42. L'affidavit produit au greffe, pour obtenir jugement dans les causes par défaut ou en partie, équivaut à la déposition d'un témoin en cour; et tel affidavit tient également lieu d'enquête ou de preuve. Dans toute cause où jugement aura été ainsi obtenu sur affidavit, l'honoraire de l'avocat sera le même que si tel jugement eut été rendu sur la déposition d'un témoin en cour.—C.S., 1873. *D'Amour vs Bourdon*, 17 J., 85; MACKAY, J.

43. L'honoraire, article 32 du tarif, sera accordé pour réaudition, quand le défendeur est déchargé sans la faute des procureurs, et que la cause est plaidée de nouveau au mérite.—C.S., 1878. *Groleau vs The Queen, S. T. Road Trustees*, 4 Q. L. R., 261; CAUSAULT, J.

44. La partie qui, par jugement interlocutoire, obtient adjudication de frais en son faveur, a droit d'inclure dans son mémoire le coût de la copie du jugement et l'honoraire pour préparation du mémoire.—C.S., 1897. *Paquette vs Rhéaume*, 3 R. de J., 311; DELORIMIER, J.

45. Un avocat a droit à un honoraire de trois dollars, sur taxation de son mémoire de frais.—Cet honoraire est dû à compter de la signification de l'avis de taxation.—C.S., 1891. *Durocher vs Sébastien*, 21 R.L., 83; LORANGER, J.

46. Sur le verdict d'un jury rendu dans une action en dommages, pour une somme au-dessous de £40 sterling, la condamnation aux dépens prononcée par la cour sans restriction, ni limitation, doit être interprétée comme ne comprenant quant à ces dépens, qu'une somme équivalente à celle accordée par le jury, pour le montant des dommages ré-

clamés.—C.A., 1857. *Leduc & Busseau*, 1 J., 191; 6 R.J.R., 23.

47. Le montant du verdict d'un jury, même lorsqu'il est pour plus de 40 chellings sterling, règle la classe des frais d'action, si le jugement de la cour ratifiant ce verdict n'a pas statué sur les frais.

Dans ce cas, quoique les frais ordinaires d'action soient réductibles au tarif de la cour de circuit, les déboursés nécessités par le procès par jury seront accordés au demandeur.—C.S., 1864. *Dessaules vs Taché*, 8 J., 342; 13 R.J.R., 385; MONK, J.

48. Le demandeur institua une action au montant de \$47.50 et obtint jugement pour \$23.17. Les meubles des défendeurs furent saisis et une opposition afin de distraire fut produite et par la suite maintenue. Sur revision du mémoire de frais de l'opposant, qui avait d'abord été taxé par les greffiers de la cour de circuit, suivant le montant de l'action, c'est-à-dire comme dans une cause au-dessus de \$40, il fut décidé que ce mémoire était incorrect, et qu'il aurait dû être taxé, non pas d'après le montant de l'action originaire, mais d'après le montant du jugement, c'est-à-dire comme dans une cause au-dessous de \$25.00.—C.C., 1879. *Rocheleau vs Sinclair*, 5 Q.L.R., 308; POLETTE, J.

49. L'action était pour \$114.25. Jugement fut obtenu pour \$77.93. Le défendeur opposa l'exécution par une opposition afin d'annuler qui fut subséquemment déboutée avec dépens.—Jugé: sur contestation du mémoire des frais du demandeur sur la contestation de l'opposition, que les frais doivent être taxés comme dans une cause appelable d'au-dessus de \$100.00, et non pas comme dans une cause de \$77.93.—C.S., 1879. *Francaeur vs Baron*, 5 Q.L.R., 145; BURROUGHS, protonotaire.

50. L'opposant qui s'oppose à la vente d'un immeuble valant \$8000, à la poursuite d'un demandeur dont la créance n'excède pas \$95.00, a droit aux honoraires d'une action de \$200 à \$400 en cour supérieure.—C.S., 1885. *Kintoch vs Robichon*, 8 L.N., 170; LORANGER, J.

51. Lorsque la contestation d'une opposition afin de distraire, sans mettre en question le droit de propriété de l'opposant, porte uniquement sur la question de savoir si les effets saisis, et dont l'opposant demande la distraction, sont sujets au privilège du locataire, le demandeur dans l'espèce, ce dernier doit faire taxer ses frais d'après la classe de son action et non d'après la valeur des meubles.—C.S., 1896. *Labrecque vs Tallioret*, 10 R.J.O., 190; TELLIER, J.

52. V. *infra*, n. 69.

53. On a petition to name a sequestrator, the adverse party is entitled to a fee of \$12.00.—C.S., 1884. *McLean vs Philips*, 7 L.N., 246; TORRANCE, J.

54. Lorsque le capital d'une rente viagère est réduit sur contestation, l'opposant sera condamné aux frais.—C.S., 1864. *Col-*

lette vs Lefebvre, 8 J., 128; 12 R.J.R., 295; SMITH, J.

55. Lorsque la contestation d'un bordereau de collocation nécessite une instruction complète, avec enquête, les frais seront taxés comme sur contestation d'une opposition afin de conserver.—C.S., 1888. *Beaudet vs Lefebvre*, 14 Q.L.R., 139; CARON, J.

56. Les frais sur la contestation d'une créance colloquée alléguant que le créancier colloqué n'a pas d'hypothèque, vu que cette hypothèque lui a été consentie dans un temps où le débiteur était notoirement insolvable (art. 2023 C.C.), doivent être taxés conformément à l'art. 67 du tarif des honoraires accordés aux avocats dans la cour supérieure.—C.S., 1889. *Chevalier vs Rivest*, 17 R.L., 528; MATHIEU, J.

57. Lorsque dans la contestation d'un article de collocation ou distribution, le titre sur lequel l'opposant a été colloqué est contesté, les frais sont accordés comme si l'opposition elle-même eût été contestée.

La classe des frais dans ce cas est réglée non par le montant de la collocation mais par la somme réclamée par l'opposant.

L'opposant est considéré comme demandeur et le contestant comme défendeur, pour déterminer les frais dus à chacune des parties.—C.S., 1861. *Doutre vs Gosselin*, 7 J., 290; 12 R.J.R., 187; BERTHELOT, J.

58. Les mémoires de frais des honoraires des procureurs dans une poursuite prise à la cour de circuit, sous les dispositions de l'article 100 C.M., pour faire annuler une résolution d'un conseil local, et dont il y a eu appel, doivent être taxés suivant le tarif s'appliquant aux actions appelables de la cour de circuit.—C.S., 1889. *Desroches vs La Corporation de St-Basile-le-Grand*, 17 R.L., 618; MATHIEU, J.

59. Les frais, dans une demande par voie de requête en cassation de règlement municipal, doivent être taxés comme dans une cause de première classe, non appelable, de la cour de circuit.—C.C., 1872. *Bourbonnais vs Corporation du comté de Soulanges*, 17 J., 69; MACKAY, J.

60. In expropriation proceedings under the charter of the city of Montreal, (the production of witnesses and the retaining of counsel before the commissioners being a necessary proceeding by the expropriated party), the expenses of (such) witnesses and counsel form part of the just indemnity to which he is entitled under art. 407 C.C. and should be added by the commissioners to the price of the property taken.—C.A., 1893. *Sentenne & La Cité de Montréal*, 2 R.J.O., 297.

61. A judge of the superior court may, in his discretion, allow fees to counsel on an arbitration to fix the indemnity to be paid for lands taken by a railway company, conducted under the provisions of the Quebec Consolidated Railway Act, 43-44 Vic., c. 43, s. 9; and there is no power in the court to

revise such taxation.—C.A., 1884. *La Cie du chemin de fer de Montréal et Sorel & Vincut*, 4 M.L.R., 404.

62. Les frais payés aux avocats de l'exproprié pour services professionnels rendus devant les commissaires ne doivent pas être compris dans l'indemnité.—C.S., 1891. *Quimet vs La Cité de Montréal*, 7 M.L.R., 193; LORANGER, J.

63. In a matter of expropriation, where \$600 was awarded by judgment in excess of that offered by the commissioners, the attorney's bill was taxed as in a first class case in the superior court.—C.S., 1881. *in re Grace*, 5 L.N., 119; TORRANCE, J.

64. La taxation d'un mémoire de frais par un juge de la cour supérieure dans une cause en expropriation sous les dispositions de l'acte des chemins de fer 1888 Canada, est finale et sans appel et détermine le montant dû par la partie perdante; cette taxation ne peut être révisée, ni sur appel, ni sur une action portée pour en recouvrer le montant, la cour étant incompétente pour en retrancher aucune partie.—C.S., 1896. *Wood vs Atlantic and North West Railway Co.*, 9 R.J.O., 297; PAGNUELO, J.

65. Les arbitres nommés sous l'article 640 et suivants du code municipal, pour évaluer des terrains expropriés en vue de la construction d'un aqueduc, peuvent condamner la partie qui exproprie au paiement des frais de l'arbitrage et pourvoir à la taxation des dits frais suivant le tarif de la cour supérieure pour les expropriations en matières de chemin de fer.—C.S., 1894. *Martin vs Montreal Water & Power Co.*, 6 R.J.O., 42; PAGNUELO, J.

66. The taxation of a bill of costs by a judge in chambers, under the authority of the Quebec Railway Act, 1869, c. 9, s. 10, is not subject to revision by another judge sitting in banco.—C.S., 1878. *Malhot vs Barrroughs*, 1 L.N., 291; PAPINEAU, J.

67. A judgment and taxation of costs under sections 47 and 48 of the Quebec Election Act, are final, and not susceptible of being reviewed.—C.R., 1879. *Picard vs Vallée*, 5 Q.L.R., 309; MEREDITH, STUART & CARON, JJ.

68. Celui qui réclame des dommages causés par la chaussée d'un moulin et qui comme la loi lui en donne le droit conclut à la démolition de la chaussée faite de paiement, exerce une action réelle qui est de la compétence exclusive de la cour supérieure, et partant, il a droit aux frais d'une action en cour supérieure.—C.R., 1894. *Houle vs Poitras*, 5 R.J.O., 89; DAVIDSON, PAGNUELO & DOHERTY, JJ.

Dans le même sens.—C.R., 1870. *Dorval vs Chevalier*, 14 J., 263; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

69. La classe de l'action et le montant des dépens dans une action paulienne sont déterminés non par le montant de la créance

du demandeur mais par la valeur de l'immeuble qu'on veut faire rentrer dans le patrimoine du défendeur.—C.S., 1893. *La-belle vs Mennier*, 3 R.J.O., 256; DELORMIER, J.

Dans le même sens.—C.R., 1892. *Beautieu vs Lévesque*, 2 R.J.O., 193; CASAUT, CARON & ANDREWS, JJ.

70. Nos. 41 and 42 of the tariff of fees are applicable to a petition praying that liquidators under the liquidation act of 1882, be ordered to deliver up property in their possession.—C.S., 1887. *The Adams Tobacco Co. vs Plummer*, 3 M.L.R., 153; MATHIEU, J.

71. Les frais dans une action en résiliation ou rescision de bail, pour l'inexécution des obligations qui en découlent d'après la loi, doivent être taxés suivant le montant réclamé.—C.C., 1881. *McConville vs La Banque d'Hochelaga*, 11 R.L., 99; MATHIEU, J.

72. In an action of ejectment, where no rent or damages are sued for, the costs will be taxed according to the amount of the annual rent.—C.B.R., 1866. *Naud vs Smith*, 2 L.C.L.J., 59; 15 R.J.R., 508.

73. The costs in a judgment annulling a lease are governed by the amount of the rent of the unexpired term, and not by that of the whole yearly rental, when the claim for damages has been dismissed.—C.S., 1894. *Benson vs Vallière*, 6 R.J.O., 313; ROUThIER, J.

74. Lorsque, dans une action confessoire, le défendeur nie le droit du demandeur, les frais doivent être régis par la nature de l'action et non par le montant des dommages accordés.—C.A., 1865. *Christie & Monastesse*, 8 J., 154; 1 L.C.L.J., 54; 13 R.J.R., 322.

75. Dans une saisie-arrêt, les frais de l'avocat saisissant sont déterminés par le montant du jugement condamnant le tiers-saisi.—C.S., 1897. *Barrelle vs Beaudry*, 3 R.L.n.s., 448; MATHIEU, J.

76. Lorsqu'une collocation d'au-dessous de \$60, dans un jugement de distribution, forme partie d'une créance d'au delà de mille piastres, et que le contestant, pour faire disparaître cette collocation, attaque comme frauduleux l'acte constitutif de toute la créance, les frais sur cette contestation seront taxés comme dans une cause du montant de toute la créance, et non seulement du montant de toute la collocation qui comprend la balance des deniers à distribuer.—C.S., 1882. *Leblanc vs Tellier*, 11 R.L., 352; MATHIEU, J.

77. Le protonotaire de la cour supérieure a droit de charger un honoraire d'une piastre, par chaque réclamation de créancier produite entre ses mains, en matières de cessions de biens.—C.S., 1896. *Blouin vs McD. Hains*, 10 R.J.O., 143; BELANGER, J.

78. Dans les causes au-dessous de \$60, tout plaidoyer au mérite produit à la suite

d'une exception préliminaire, doit être reçu gratuitement par le greffier, lorsque l'honoraire établi par le tarif pour la contestation des actions de la classe en question, a été payé sur l'exception préliminaire.—C.C., 1878. *La Cie d'Assurance des cultivateurs vs Beaulieu*, 25 J., 24; PAPINEAU, J.

79. Dans les causes de \$60 et au-dessous, tout plaidoyer au mérite produit à la suite d'une exception à la forme doit être reçu gratuitement par le greffier, lorsque l'honoraire établi par le tarif pour la contestation des actions de cette classe a été payé sur l'exception à la forme.—C.C., 1881. *Pate-naude vs McCulloch*, 25 J., 164; 4 L.N., 119; JETTÉ, J.

80. Dans l'espèce, le protonotaire avait le droit de charger l'honoraire qui lui est accordée pour toute copie de document sur la production au dossier d'une copie du cautionnement fourni par le demandeur pour aller en appel.—C.S., 1897. *Bernatchez vs Vézina*, 12 R.J.O., 495; PELLETIER, J.

81. Le timbre à payer, dans le district de Montréal, sur la production d'une défense à une requête demandant la cassation d'un huissier, est de \$6.00, conformément à l'article 114 du tarif des honoraires des protonotaires de la cour supérieure, et le timbre à payer pour l'inscription à l'enquête et au mérite de telle requête ainsi contestée, est de \$3, conformément aux articles 8 et 9 du même tarif.—L'item de \$10.00, pour conseil à l'enquête, suivant l'article 29 du tarif des avocats, ne doit pas être accordé sur ces procédures, mais bien que la somme de \$8.00 pour enquête suivant l'article 83 du dit tarif.—C.S., 1890. *La Corporation des huissiers du district de Montréal vs Caisse*, 19 R.L., 619; 6 M.L.R., 32; JETTÉ, J.

82. Dans les actions intentées avant la mise en force du nouveau tarif, mais dans lesquels jugement a été rendu subséquemment, les frais doivent être taxés selon l'ancien tarif.—C.S., 1851. *Tunstall vs Robertson*, 1 L.C.R., 476; 3 R.J.R., 73; SMITH, VANFELSON & MONDELET, JJ.

83. La date de l'enfilure d'une opposition règle le montant des frais, et dans les cas où l'enfilure a eu lieu avant la promulgation du nouveau tarif, quoique le retour fut subséquent, les frais doivent être taxés d'après l'ancien tarif.—C.S., 1851. *Delery vs Quig*, 1 L.C.R., 493; 3 R.J.R., 80; DAY, SMITH & VANFELSON, J.

84. On a judgment for \$50 and costs of the lowest class of the Superior Court, the new tariff existing at the date of the judgment for cases under \$200 must apply.—C.S., 1872. *Fortier vs Trudeau*, 16 J., 252; TORRANCE, J.

85. Le nouveau tarif des honoraires des avocats doit recevoir son application aux procédures auxquelles sont attachés des honoraires spéciaux, subséquentes à la date de sa mise en force, même dans les causes commencées antérieurement et alors pendantes.—C.S., 1892. *Quebec Bank vs Bryant*, 1 R.J.O., 100; ROUTHIER, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

86. Une partie ne peut faire entrer en taxe le coût des exhibits qui n'ont pas été encourus à l'occasion du procès.—C.S., 1898. *Coggins vs Gleason*, 4 R.L.n.s., 240; MATHIEU, J.

87. The fees on proceedings for the winding up of a Company, under the "Winding up Act," are the fees of a first class action, and do not fall under the general article of the tarif declaring all actions not otherwise provided for to be second class actions.—C.A., 1898. *Bogue & The Promotive Arts Association Ltd.*, 1 R.P., 519.

88. Une partie n'a pas le droit de faire taxer dans son mémoire de frais ses dépenses de voyages et celles de son avocat pour se rendre au lieu où des témoins sont examinés en vertu d'une commission rogatoire.—C.S., 1898. *Wetzlar vs The Richelien Navigation*, 4 R.L.n.s., 302; MATHIEU, J.

89. The costs of appointing a tutor to a minor for the purpose of instituting an action on his behalf, do not form part of the costs of the action.—C.S., 1898. *Hawkins vs Roberts*, 1 R.P., 201; MATHIEU, J.

90. Lorsque par une seule inscription en revision une partie a demandé la revision d'un jugement rendu à la fois sur une demande principale et sur une demande incidente, le procureur de la partie adverse n'a droit qu'à l'honoraire d'une seule contestation en revision.—C.S., 1898. *Legault vs Lallemand*, 14 R.J.O., 149; MATHIEU, J.

91. C'est le montant porté au bref de saisie-arrêt qui doit servir à déterminer la classe des frais à être taxés dans le cas de contestation de la déclaration du tiers-saisi, et non pas la somme que celui-ci a reconnue devoir.—C.S., 1898. *Banque Jacques-Cartier vs Morin & Drolet*, 14 R.J.O., 96; CARON, J.

92. L'avocat a droit à l'honoraire d'enquête, lorsque la cause est réglée à l'audience, les témoins présents mais non entendus.—C.C., 1892. *Fleming vs Brown*, 1 R.P., 468; CASAULT, J.

93. Sur requête contestant la taxation d'un mémoire de frais, si plusieurs défendeurs ont plaidé séparément, un seul honoraire d'enquête sera accordé.—C.S., 1898. *Rochelle vs Dellovelli*, 14 R.J.O., 9; CASAULT, ROUTHIER, ANDREW & LEMIEUX, JJ.

94. Lorsqu'un demandeur se désiste de son action contre un des défendeurs et que ce dernier fait renvoyer l'action quant à lui, son avocat a droit à la moitié des honoraires dans la cause.—C.S., 1898. *Gault Bros. Co. vs Léveillé*, 4 R.L.n.s., 409; MATHIEU, J.

95. Les frais sur la contestation d'une opposition à la saisie immobilière, en vertu d'un jugement de la cour de magistrat, sont ceux d'une cause de 4ème classe en cour supérieure.—C.S., 1898. *Cassini vs Kirouack*, 4 R. de J., 352; DEBILLY, J.

96. En vertu des sections 157 et 158, du chapitre 29 des Statuts du Canada (1888, 51

Vict.) "Acte concernant les chemins de fer," le juge a juridiction pour taxer le mémoire de frais d'un arbitre ayant agi comme tel sous le dit acte, même avant qu'il ait rendu une sentence arbitrale.—C.S., 1898. *Montreal Park & Island Ry. Co. vs. Madore & Decary*, 4 R.L.n.s., 402; MATHIEU, J.

97. Les frais d'une action hypothécaire intentée en cour supérieure pour moins de \$100, doivent être taxés, quant aux honoraires et déboursés, comme dans une cause de \$100 à \$200.—C.S., 1898. *Pédouand vs. Chesholm*, 4 R.L.n.s., 445; GAGNÉ, J.

98. L'article 102 du tarif des avocats fixant l'honoraire d'une contestation d'une requête pour la nomination d'un séquestre, s'applique aussi bien à une requête faite incidemment dans la cause qu'à une demande séparée.—C.S., 1898. *Chalmer vs. The Shoe Wire Gulf Co.*, 4 R.L.n.s., 493; DAVIDSON, J.

99. Les frais d'une requête en contestation d'une demande de cession doivent être taxés en vertu de l'article 125 du tarif de 1891 de la cour supérieure.

Lorsque la cause est réglée, après la signification et la production de la requête en contestation, l'honoraire des procureurs est celui déterminé par l'item 8 du tarif de la cour supérieure.

Lorsque dans sa demande de cession le créancier dit qu'il est créancier pour une somme d'au delà de \$1200—dont \$200 non garantis, sa demande est de première classe à la cour supérieure.

La demande de cession est une véritable action et, quand elle est contestée, on doit appliquer le tarif des actions ordinaires de même classe.—C.S., 1898. *Riou vs. Massé & Massé*, 4 R.L.n.s., 449; CRIMON, J.

100. Dans les actions dont le montant excède \$400, il faut, pour déterminer le dépôt à faire, établir une distinction; si c'est comme dans le cas actuel le défendeur qui inscrit en revision le montant en litige sera pour lui, le capital accordé plus les frais, et si les deux réunis n'excèdent pas \$400, le dépôt ne devra être que de \$50. Dans le cas où l'inscription est produite par le demandeur, le montant en litige sera celui réclamé par son action. Le défendeur produira au dossier le mémoire de frais taxés contre lui pour aider à déterminer le montant en litige quant à lui.—C.R., 1898. *Samson vs. Talbot*, 14 R.J.O., 11; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

101. Le demandeur a droit contre le défendeur aux frais de ses témoins qui n'ont pas été examinés à l'enquête, et qui ont été taxés sans objection de la part du défendeur.

A tout événement, le juge en chambre ne peut modifier le jugement final du tribunal condamnant, sans restriction, une partie aux dépens.—C.C., 1898. *Gosselin vs. Dechéne*, 1 R.P., 306; ANDREWS, J.

102. Si, sur une action pour \$1000, jugement est rendu en faveur du demandeur pour \$140, en cour supérieure, et confirmé en revision, sur inscription du défendeur, les

honoraires de l'avocat du demandeur, en revision, seront ceux d'une action de \$140.—C.S., 1898. *Mallet vs. Martineau*, 2 R.P., 46; LORANGER, J.

103. If an appeal as of right to the Privy Council from a judgment of the Court of Queen's Bench was refused by the said court, and special leave to appeal was obtained from the Privy Council, and the judgment of the Court of Queen's Bench was reversed on such appeal, the appellant has a right to recover and have the fee and disbursements on his motion for leave to appeal, the costs of a copy of the judgment rejecting his motion, and of the service of his bill of costs on the respondent.

The tariff of fees made by the judges of the P.C., for proceedings in appeal to the Queen in Council only applies to costs incurred in England.

The General Council of the Bar of the Province of Quebec has power to make, and in fact has made a tariff for the costs incurred in this country in appeals to the Queen in Council, and items not mentioned in the said tariff, such as attendances, etc., will not be allowed.

The party succeeding before the Privy Council is entitled to recover from the opposite party, all disbursements really incurred for printing, there being no tariff regulating the cost of the transcript.—C.A., 1899. *England & Kerry*, 1 R.P., 554.

104. Une requête pour reprise d'instance contestée est une action, et celui qui fait renvoyer une telle requête sur inscription en droit, a droit aux honoraires sur une action réglée avant inscription, et aux déboursés d'un plaidoyer.—C.S., 1899. *Riddell vs. Les Commissaires d'Écoles de la ville de la Côte St. Louis*, 2 R.P., 57; MATHIEU, J.

105. Les frais de contestation d'une opposition à la saisie d'un immeuble faite en vertu d'un bref de la cour de circuit, sont ceux d'une action de la quatrième classe de la cour supérieure.—C.S., 1898. *Lachance vs. Routhier*, 1 R.P., 525; CHOQUETTE, J.

106. Les frais d'une intervention faite sur opposition à une saisie d'immeubles à la cour de circuit, équivalent à une contestation de cette opposition, et sont ceux d'une action de quatrième classe en cour supérieure.

Dans le cas où un intervenant sur une opposition se désiste de ses interventions ou contestations d'opposition, l'honoraire de l'avocat de l'opposant, recouvrable de l'intervenant, est l'honoraire maintenu après contestation, moins l'honoraire de l'opposant sur une opposition non contestée, lequel est payable par le défendeur, ou par l'opposant.—C.S., 1898. *Prud'homme vs. Marion*, 2 R.P., 2; DELORIMIER, J.

107. Si, dans une action en partage et licitation, les défendeurs (au nombre de sept), font une seule et même défense, laquelle est renvoyée, le demandeur n'aura droit qu'à un seul mémoire de frais, exécu-

toire contre chaque défendeur pour un septième.—C.S., 1890. *Boisseau vs Williams*, 2 R.P., 134; TASCHEREAU, J.

108. Dans aucun cas où les défendeurs plaident séparément, l'avocat du demandeur recevra, sur chaque contestation additionnelle, la moitié de la somme qu'il aurait reçue, s'il n'y eût eu qu'une contestation liée; le total payable, en proportions égales, par la partie ou les parties à chacune des contestations.—C.S., 1898. *Royer vs Interness*, 1 R.P., 242; LEMIEUX, J.

109. Dans une action pour \$100, prix d'un cheval perdu, \$20 de dommages, et \$2 pour loyer du cheval, maintenue quant à ce dernier chef seulement, avec les frais d'une action de cette classe, le demandeur n'aura droit qu'aux frais des témoins ou des transpositions de témoins qui ont prouvé la location, et n'aura aucun frais de témoins ou de transpositions nécessaires pour prouver l'accident.

Il ne sera alloué au demandeur que le coût d'une inscription dans une action de \$2 à la cour de circuit.—C.S., 1898. *Maurice vs Ferns*, 1 R.P., 269; MATHIEU, J.

110. Lorsque, malgré la production d'un plaidoyer dans une cause, l'action a été maintenue, sur le défaut du procureur du défendeur de comparaître lors de l'audition, et lorsque subséquemment une opposition à jugement est produite par le défendeur, et renvoyée avec dépens, le demandeur a droit à deux honoraires d'action contestée.—C.C., 1898. *Fournier vs Poitras*, 1 R.P., 114; CASALTY, J.

111. Dans le cas où une exception à la forme est maintenue pour les frais seulement et renvoyée pour le surplus, vu le jugement accordant en même temps une motion pour amender, l'honoraire de l'avocat du défendeur sera celui d'une exception à la forme renvoyée.—C.S., 1898. *Nordheimer vs Purcell*, 4 R.L.n.s., 234; MATHIEU, J.

112. Si preuve avant faire droit est ordonnée sur un appointement en droit et que cet appointement en droit est ensuite maintenu à l'audition finale, il ne sera accordé que l'honoraire fixé par l'art. 23 du tarif.

L'avocat qui produit des copies de sa déclaration et de sa réponse, dans une action de

555. La partie dont le procureur a un jugement de distraction pour ses frais peut exécuter ce jugement en son propre nom, du consentement de son procureur, pourvu qu'il n'en résulte aucun préjudice aux droits que le débiteur peut faire valoir à l'encontre du procureur. Ce consentement du procureur doit apparaître sur le fiat demandant l'émission du bref d'exécution.—*Nouveau.*

deuxième classe, a droit à un honoraire de \$4.—C.S., 1890. *Cox vs Lecavalier*, 2 R.P., 81; MATHIEU, J.

113. Les frais des avocats de l'intimée sur une requête pour injonction renvoyée avant l'émanation du bref est de \$5.00, d'après l'article 28 du tarif, et non pas de \$70.00.—C.S., 1898. *Les Commissaires d'Ecoles de St. Henri vs The Montreal Water & Power Co.*, 4 R.L.n.s., 331; MATHIEU, J.

114. Les honoraires sur une requête appelant d'une décision de la corporation des huissiers du district de Montréal, qui avait refusé d'admettre un candidat à la charge d'huissier, doivent être ceux accordés pour un *certiorari*.—C.S., 1898. *Cuisset vs La Corporation des Huissiers du district de Montréal*, 4 R.L.n.s., 332; MATHIEU, J.

115. The costs of an action for \$200 and interest from service of process, will be taxed as upon an action between \$200 and \$400.—C.S., 1899. *Taché vs Evans*, 2 R.P., 119; ARCHIBALD, J.

116. L'honoraire accordé par l'article 49 du tarif pour remise de l'audition au mérite sur une inscription en droit, n'est donné que contre la partie qui n'est pas prête à procéder, et non si l'audition est remise de consentement.—C.S., 1899. *Marien vs Hnol*, 1 R.P., 580; MATHIEU, J.

117. Witnesses examined before arbitrators in an expropriation under the Railway Act (Canada) are not entitled on taxation of costs to any allowance for travelling expenses of going to visit the expropriated property or for examination or measurements of buildings thereon, but only to such taxation as would be made at the trial of a suit; though a surveyor who has made a plan of the expropriated premises will, in addition, be allowed on taxation for preparation of the plan.—C.S., 1898. *The Montreal Park & Island Railway Co. & McLaurin*, 1 R.P., 525; TASCHEREAU, J.

118. Les frais doivent être taxés d'après l'article 554 C.P., et les arts. 12, 44 et 70 du tarif d'après la somme demandée ou contestée, ou la nature du jugement, à moins que le tribunal n'ait autrement ordonné.—C.S., 1899. *Lamarche vs Bherer*, 2 R.P., 38; GAGNÉ, J.

555. Any party, whose attorney has a judgment of distraction for his costs, may execute such judgment in his own name, with the consent of his attorneys, provided no prejudice is caused to any rights which the debtor is entitled to set up against such attorney. The consent of the attorney must appear on the fiat for the issue of the writ of execution.—*New.*

1. An execution taken in the name of the attorney distrayant's client, against the adverse party, is null, even if it has been issued upon the fiat of the attorney distrayant, if such execution was not preceded by transfer and notice above mentioned.—C.A., 1880. *Millette & Gibson*, 5 M.L.R., 239.

2. L'avocat qui a obtenu distraction de frais, et qui a fait émaner, au nom de son client, un bref d'exécution pour le montant du jugement en capital, intérêt et frais, peut, néanmoins, faire exécuter ensuite son jugement pour le montant des frais qui lui ont été accordés par distraction, en son propre nom, et l'émanation du premier bref d'exécution, au nom du client, ne peut être considérée comme une renonciation à la distraction.—C.S., 1892. *McNamara vs Gauthier*, 2 R.J.O., 131; MATHIEU, J.

3. Le demandeur dont le procureur a obtenu distraction de dépens en sa faveur peut prendre une saisie-arrêt en son propre nom pour ces mêmes dépens, si, avant de pratiquer cette saisie-arrêt, il a obtenu de son procureur un transport du jugement par lui obtenu et l'a fait signifier au défendeur.—C.S., 1894. *McGreavy vs Langelier*, 4 R.J.O., 447; ROUTHIER, J.

4. La distraction de frais accordée au procureur *ad litem* est pour le protéger contre tout arrangement que les parties pourraient faire à son préjudice; elle confère au procureur un droit de créance personnelle contre la partie condamnée, et le client du procureur, qui reste responsable de cette créance envers ce dernier, comme client à son procureur, n'est plus qu'un créancier indirect de la partie condamnée;

Le bref d'exécution ou de saisie-arrêt après jugement, qui n'est qu'un mode d'exécution, émané pour recouvrer les frais distraits à tel procureur, doit être émis au nom de ce procureur, mais il peut aussi émaner au nom du client, s'il appert à ce bref que le client a payé ces frais à son procureur;

Le client qui, dans ces circonstances, paie à son procureur les frais dont il est également tenu, acquitte une dette dont il est débiteur; il est subrogé de plein droit, et par le seul effet de la loi, aux droits de son procureur distrayant—et dans ce cas, ce client peut exécuter pour ces frais la partie condamnée, en mentionnant le fait du paiement dans le bref, sans signification ou sommation préalable au débiteur ainsi condamné—vu que telle signification n'est pas requise en matière de subrogation légale.—C.S., 1897. *Scheffer vs Demers*, 3 R. de J., 371; DELORIMIER, J.

5. Le défendeur qui a été condamné à payer les dépens distraits aux procureurs du demandeur, n'a pas le droit de payer ces dépens au demandeur lui-même. Et si le demandeur a reçu du défendeur les dépens que ce dernier était condamné à payer à ses procureurs, le dit demandeur ne pourra, en son propre nom, contester l'opposition de

l'opposant, alléguant ce paiement, mais la contestation de l'opposition doit être faite par les procureurs distrayants.—C.C., 1884. *Préseau & Campeau*, 13 R.L., 586; MATHIEU, J.

6. Si le bref d'exécution relate le jugement rendu, la condamnation aux frais et le fait que ces frais ont été, par le jugement, déclarés distraits aux procureurs de la partie et le commandement à l'huissier de prélever le montant, l'inférence naturelle est en effet que ce montant doit être payé aux sens créanciers apparents, à la face du bref, c'est-à-dire, aux procureurs distrayants.—C.A., 1893. *Fec & Peatman*, 2 R.J.O., 159.

IURISPRUDENCE NOUVELLE.

7. La distraction des frais en faveur des procureurs, n'empêchent pas la partie qu'ils représentent d'être créancière de la partie condamnée aux dépens, d'agir même en son nom si les procureurs ne le font pas eux-mêmes.—C.C., 1898. *McNish vs Lacombe*, 1 R.P., 309; TASCHEREAU, J.

8. Lorsqu'une partie, dont le procureur a un jugement de distraction pour ses frais, exécute ce jugement en son propre nom, en vertu de l'article 555 C.P.C., le débiteur peut opposer à la saisie tous les moyens qu'il peut faire valoir à l'encontre de la partie saisissante, nonobstant la distraction de frais.—C.C., 1898. *Bétanger vs Dugal*, 1 R.P., 64; ANDREWS, J.

9. Lorsqu'une partie, dans une poursuite en première instance, paie à son avocat des frais que l'autre partie a été condamnée à payer, elle est subrogée, de plein droit, au droit de l'avocat contre la partie adverse, sans aucun transport ou signification.—C.S., 1897. *Cameron vs Hainault*, 4 R.L.n.s., 85; ARCHIBALD, J.

10. L'avocat du demandeur ayant obtenu distraction de frais contre le défendeur, fit émaner en son nom un bref d'exécution contre celui-ci. Le défendeur fit opposition à la saisie et le demandeur, par le ministère du même avocat contesta l'opposition.

L'exécution étant poursuivie au nom de l'avocat distrayant, le demandeur ne se trouvait pas partie à cette saisie et ne pouvait contester, même par le ministère de cet avocat, l'opposition du défendeur.—C.S., 1898. *Cadioux vs Coursol et Tuckel*, 14 R.J.O., 436; 1 R.P., 403; 4 R.L.n.s., 457; MATHIEU, J.

11. La défenderesse avait été condamnée à payer à la demanderesse le loyer d'un bureau qu'elle avait loué d'elle à Montréal. En exécution de ce jugement la demanderesse fit émettre contre la défenderesse un bref *de bonis et de malis* adressé au shérif du district de St-Hyacinthe, où la défenderesse avait son bureau principal. Le bref fut remis au shérif, mais avant qu'il eut fait aucune procédure pour l'exécuter, la défenderesse produisit une opposition alléguant que le bref aurait dû être adressé au shérif du

district de Montréal, où, alléguait-elle, il paraissait au dossier qu'elle possédait des biens-meubles. Cette opposition fut renvoyée par la cour supérieure, LANGELIER, J., pour le motif que l'opposition était prématurée, cette opposition ayant été produite avant que le shérif eût fait aucune procédure pour exécuter le bref.—*Jugé* : Que la défenderesse

556. Les frais portent intérêt du jour du jugement qui les accorde.—C. P.C., 478a ; S.R., 5904.

1. Judgment was rendered in February, 1889, in favor of plaintiff in the superior court, costs reserved. Upon appeal to the court of Queen's Bench, the judgment was reversed in November, 1889, and the action was dismissed with costs of both courts in favor of defendants.—Upon taxation of the bill, defendants pretended that under arts. 5598 and 5904, Rev. Stat., Quebec, interest was due on the superior court costs from the date of the judgment of the superior court, on the ground that the Queen's Bench judgment reversing was the judgment which the superior court ought to have rendered, and should be taken *nunc pro hunc*.—*Held* :

557. Dans les cas où un témoin est assigné hors de la juridiction, les frais n'en peuvent être taxés, à l'encontre de la partie adverse, à plus qu'il en aurait coûté pour l'examiner sur une commission, à moins que le juge n'en ordonne autrement.—C. P.C., 480.

1. S.R.B.C., c. 79, s. 11.

2. Lorsqu'une commission rogatoire, à laquelle les deux parties dans une cause se joignent, a émané pour examiner des témoins dans un endroit hors de la juridiction, un

558. Dans les cas des articles 137 et 299, il ne peut être accordé plus de frais de signification que si l'assignation eût été signifiée par un huissier résidant dans le comté.—C.P.C., 481.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 63, § 5 ; s. 65.

CHAPITRE XXVI.

Exécution volontaire des jugements.

SECTION I.

RÉCEPTION DE CAUTIONS.

559. Tout jugement ordonnant

ayant son principal bureau à St-Hyacinthe, ses biens-meubles sont présumés s'y trouver, et le bref d'exécution pouvait être adressé immédiatement au shérif de ce district.—C. R., 1898. *The Montreal Board of Trade vs La Cie. du Chemin de Fer des Comtés Unis*, 14 R.J.O., 381 ; LORANGER, DAVIDSON & PAGNULO, JJ.

556. Costs bear interest from the date of the judgment granting them. C.C.P., 478a ; R.S., 5904.

That interest was due on the superior court costs only from the date of the judgment of the court of Queen's Bench.—C.S., 1890. *Fraser vs McTavish*, 6 M.L.R., 436 ; MATHIEU, J.

2. La taxation du mémoire de frais dans une cause en expropriation sous l'acte des chemins de fer, 1888, *Canada*, détermine seulement le montant à payer par la partie perdante et ne contient aucune condamnation ; partant l'intérêt sur ces frais ne court qu'à compter de l'action que l'on intente pour en recouvrer le montant.—C.S., 1896. *Wood vs Atlantic & Northwest Railway Co.*, 9 R.J.O., 297 ; PAGNULO, J.

557. Whenever witnesses are summoned from beyond the jurisdiction, their expenses cannot be taxed against the opposite party for more than it would have cost to examine them by means of a commission, unless the judge otherwise orders.—C. C.P., 480.

témoin du même endroit qui sera examiné devant cette cour, ne sera pas taxé pour ses dépenses de voyage, sous l'article 480 C.P. C. (557 n.c.)—C.S., 1890. *Severn vs Damp-housse*, 20 R.L., 128 ; MATHIEU, J.

558. In the cases of Articles 137 and 299, no greater costs of service can be allowed than if such service had been made by a bailiff residing in the county.—C.C.P., 481.

CHAPTER XXVI.

Voluntary execution of judgments.

SECTION I.

PUTTING IN SECURITY.

559. Every judgment ordering

de fournir cautions doit fixer le temps où elles seront présentées.

Le cautionnement est donné au greffe.—C. P. C., 514, *amendé*; 515 *partie*

1. C.P.F., 517.

560. Les cautions sont présentées après avis signifié à la partie adverse.—C.P.C., 515, *partie, amendé*.

1. ORD. 1667, tit. 28, art. 2.—POTHIER, *Proc.*, 147.

2. It is not necessary for the plaintiff to notify the defendant that he has put in security for costs; notice that security will be put in on a day specified is sufficient, and the delays run from the date of putting in secur-

561. Sauf les cas où la loi ne requiert qu'une justification personnelle, si la caution est contestée, elle peut être contrainte de donner une déclaration de ses biens immeubles, avec pièces justificatives.

La caution peut, dans tous les cas, être requise de justifier sous serment de sa solvabilité.—C. P. C., 516, *amendé*.

1. ORD. 1667, tit 28, art. 3.

562. La caution peut être contestée :

1. Si elle n'a pas les qualités requises par le Code civil, au titre du *Cautionnement* ;

2. Si elle n'est pas suffisante.—C. P.C., 517.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

1. La 6^e Règle de Pratique de la Cour Supérieure, qui défend aux avocats d'être cautions ou suretés dans aucune action ou procédé du ressort de cette cour, est absolue, et leur interdit de cautionner même pour des confrères étrangers ;

Le fait que la caution solidaire avec un avocat conserverait son recours contre lui pour la moitié, au cas où il y aurait des frais

563. La suffisance de la caution doit être jugée sur pièces et affidavits produits, sans qu'il puisse être ordonné d'enquête.—C.P.C., 518.

1. ORD. 1667, tit. 28, art. 3.

security to be given must fix the time within which sureties shall be offered.

The security-bond is entered into at the office of the court.—C.C.P., 514, *amended*; 515, *in part*.

560. Sureties are offered after notice served upon the opposite party.—C.C.P., 515, *in part, amended*.

ity.—C.R., 1869. *Graves vs Dennison*, 13 J., 178; MONDELET, BERTHELOT & TORRANCE, JJ.

3. The opposite party is entitled to notice of putting in security for costs, and security put in without notice may be rejected.—C. S., 1886. *Major vs McClelland*, 9 L.N., 394; WURTELE, J.

561. Except in cases where the law requires only personal justification, a surety may, if he is objected to, be required to give in a declaration of his real property, together with his titles thereto.

Sureties may in all cases be required to justify their sufficiency on oath.—C.C.P., 516, *amended*.

562. A surety may be objected to :

1. If he has not the qualifications required according to the title *Of Suretyship* in the Civil Code ;

2. If he is not sufficient.—C.C.P., 517.

à payer, ne peut valider le cautionnement de ce dernier, même si la première caution déclare ensuite consentir à se rendre responsable pour le tout.

L'article 562 n'est pas limitatif, et la 6^e Règle de Pratique de la Cour Supérieure n'a pas été abrogée par les articles 1 et 74 du Nouveau Code de Procédure Civile, comme y dérogeant.—C.S., 1897. *Budd vs St-Jean*, 1 R.P., 10; MATHIEU, J.

563. The sufficiency of a surety is decided upon the documents and affidavits produced, without proof being ordered.—C.C.P., 518.

564. Si la caution est admise, l'acte de cautionnement est rédigé et reçu conformément au jugement, et demeure au greffe comme partie du dossier de la cause.—C.P.C., 519.

1. ORD. 1667, tit. 28, art. 4.

565. Les réceptions de cautions sont jugées sommairement, sans requête ni écritures, et s'exécutent notwithstanding opposition ou appel, et sans y préjudicier.—C.P.C., 520.

1. ORD. 1667, tit. 28, art. 3.

SECTION II.

REDDITION DE COMPTES.

566. Tout jugement qui ordonne une reddition de compte doit porter le délai pour ce faire.—C.P.C., 521.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Administrateur	9a, b
Agent	11
Associé	9a, b, 12 à 18
Collection	98, 10, 20
Compensation	25
Compte à l'amiable	6
Compte en justice	6, 7, 8
Créancier	9c
Défense	24 à 34
Élection	11
Exécuteurs	9c
Héritier	9d
Locataire	9a, 19a
Marguilliers	19b
Prescription	5
Redressement de compte	7, 8
Succession	21
Testament étranger	9e
Tuteur	22, 23

1. ORD. 1667, tit. 28, art. 8.—POTHIER, *Proc.* 89.

2. Quiconque est chargé ou se charge volontairement d'administrer tout ou partie du bien d'autrui doit rendre un compte détaillé de sa recette et de sa dépense.

Si la personne qui a droit au compte et celle qui le doit sont capables, elles peuvent, d'un commun accord, choisir un arbitre ou arrêter le compte à l'amiable; s'il y a parmi elles un incapable ou si elles ne peuvent s'entendre, il faut recourir à justice.

C'est le cas de l'instance en reddition de compte qu'introduit en la forme ordinaire la partie la plus diligente. C'est généralement

564. If the surety is accepted, the bond is drawn up and entered into in conformity with the judgment, and remains in the office of the court as part of the record in the case.—C.C.P., 519.

565. The acceptance of sureties is decided upon summarily, without any petition or writings, and the bond is entered into notwithstanding oppositions or appeals, and without prejudice thereto.—C.C.P., 520.

SECTION II.

ACCOUNTING.

566. Every judgment ordering an account must fix a delay for rendering it.—C.C.P., 521.

la partie qui a droit au compte et qui est pressée de l'obtenir; ce peut être aussi le comptable qui a toujours le droit de se libérer.—3 GARÇONNET, § 445.

3. Si le créancier est majeur non interdit, c'est à lui à demander le compte; s'il est débiteur, il peut l'offrir.

S'il est mineur, il faut distinguer :

1° S'il est en tutelle, l'action doit être exercée par son tuteur; et comme elle est mobilière, puisqu'elle n'aboutit qu'à un reliquat qui est toujours mobilier, celui-ci n'a pas besoin d'être autorisé, ainsi que cela se pratiquait autrefois à Paris, l'article 454 du C.N. n'exigeant l'autorisation que pour les actions immobilières.

2° S'il est émancipé, l'action, mobilière, doit être intentée par lui-même, mais assisté de son curateur.

Si c'est une femme mariée, il faut aussi distinguer :

1° Lorsqu'elle est en communauté, le mari peut exercer seul l'action comme mobilière.

2° Il en est de même lorsqu'il y a exclusion de communauté, le mari ayant droit de percevoir tout le mobilier, et par conséquent le reliquat.

3° Quand les époux sont sous le régime dotal, le mari, ayant seul le droit de poursuivre les débiteurs et recevoir les capitaux, peut seul demander le compte.

4° Enfin si la femme est séparée, ou si le compte fait partie de ses biens paraphernaux, elle peut demander le compte, mais assistée de son mari.

Celui qui est débiteur du compte, ou celui qui est chargé de la défense de ses intérêts, peut, si le créancier ne le demande pas, le lui offrir, et si celui-ci ne veut pas le recevoir à l'amiable, l'assigner pour l'entendre, le débattre et en recevoir le reliquat.—2 PIGEAU, 336.

4. Les moyens qu'on peut opposer contre cette demande sont que l'action est non recevable et mal fondée. Elle est non recevable, par exemple, si l'action est éteinte, comme lorsqu'on demande compte à un tuteur dix ans après la majorité ; lorsque le compte a déjà été rendu, quand même ce compte contiendrait erreurs, omissions, faux ou doubles emplois, ou ne peut demander un nouveau compte, ni même la révision du premier, sauf à former demande pour réparer cette erreur.

Elle est mal fondée, par exemple, lorsque l'assigné n'est pas comptable.—2 PIGEAU, 368.

5. L'action en reddition de compte ne se prescrit que par trente ans.—C.R., 1885. *Bertrand vs Sarrasin*, 20 J., 200 ; JOHNSON, TORRANCE & LORANGER, JJ.

6. The rendering of an account à l'amiable which has not been accepted does not relieve a *rendant compte* from the obligation of rendering an account *en justice*.—C.S., 1886. *Muldoon vs Dunne*, 7 L.N., 230.

7. *Held* : affirming the judgment of the court below, that if a mandator and a mandatary, labouring under no legal disability, come to an amicable settlement about the rendering of an account due by the mandatary, without vouchers or any formality whatsoever, such a rendering of account is perfectly legal, and that if subsequently the mandator discovers any errors or omissions in the account, his recourse against his mandatary is by an action *en redressement de compte*, and not by an action asking for another complete account.—C. suprême, 1887. *Gillespie vs Stephens*, 10 L.N., 362 ; 14 R.C.S., 709.—C. suprême, 1892. *Dorion & Dorion*, 20 R.C.S., 430.—C.S., 1857. *The School Commissioners of Chambly vs Hickey*, 1 J., 189.—C.A., 1873. *Desgrossillers & Riendeau*, R., 6.—C.A., 1875. *Miller & Coleman*, R., 7.—C.A., 1879. *Chevalier & Cuillier*, R., 6.—C.A., 1879. *Pierce & Bullers*, R., 6.—C.A., 1883. *Method & Dufort*, R., 7.—C.R., 1893. *Carreau & Bouzeau*, 3 R.J.O., 282 ; JOHNSON, JETTÉ & MATHIEU, JJ.

8. Une action en reddition de compte ne peut pas être portée sans aucun allégué de fraude ou erreur, dans le cas où une décharge a été précédemment donnée.—C.S., 1859. *Les Commissaires d'Ecoles de l'Andrenil vs Bastien*, 4 J., 123 ; 8 R.J.R., 125 ; SMITH, J.

9. L'action en reddition de compte peut être intentée :

The action *en reddition de compte* can be taken :

a. By the lessor of a farm, where the rent

is to be half of the annual proceeds and is to be paid and delivered to the landlord.—C. B.R., 1819. *Bainbridge vs Demers*, 1 R. de L., 352 ; 2 R.J.R., 54.

b. By the partner, where no balance has been struck.—C.B.R., 1821. *Robinson vs Reiffenstein*, 1 R. de L., 352.

c. By the creditor of an absentee, against its curator, he being the mandatory of all the creditors ; and in such action it is not necessary to call in the absentee by advertisement, the service on the curator being sufficient.—C.S., 1851. *Murphy vs Knapp*, 4 L.C.R., 94 ; 4 R.J.R., 97 ; DAY, SMITH & VANFELSON, JJ.

d. By the heir at law, against the executor of a will of a testator.—C.B.R., 1820. *McLean vs McCord*, 1 R. de L., 352 ; 2 R.J.R., 52.

e. Against executors and administrators of foreign will, before the courts of this province, since the statute 22 V., c. 6 ; C.S.L.C., c. 91.—C.S., 1803. *Hogle vs Hogle*, 1 R. de J., 188 ; LYNCH, J.—Application for leave to appeal of this decision was made to Sir A. Lacoste, and was refused.

f. Against the administrator of a joint adventure.—C.A., 1875. *Foley & Stuart*, R., 8.

g. Against a defendant, where the plaintiff alleged that he was employed to assist in the collection of certain monies and that he was to have a percentage of all such monies as the defendant, through his assistance, should collect.—C.S., 1897. *Brunel vs La Banque Nationale*, 12 R.J.O., 287 ; 4 R.L.N.S., 78 ; ARCHIBALD, J.

10. Where various sums have been received by a defendant, and the facts are such that the creditor may sue in account, still, if he sees fit, he may bring his action for money had and received, for in his action the plaintiff takes the *onus probandi* on himself, and of this the defendant cannot complain.—C.B.R., 1817. *Leclerc vs Roy*, 1 R. de L., 351 ; 2 R.J.R., 54 et 298.

11. A principal may sue his agent in account, or for moneys had, etc., at his election.—C.B.R., 1818. *Dubord vs Roy*, 1 R. de L., 352 ; 2 R.J.R., 55.

12. Quand il est allégué dans une action *pro socio* que les demandeurs ont annuellement rendu compte aux défendeurs de cette partie des affaires de la société qui était sous leur contrôle, il n'est pas nécessaire d'offrir et filer avec telle déclaration un compte de la dite partie des affaires de la société ; mais pour pouvoir maintenir l'action, il sera nécessaire de prouver l'allégué, que tel compte a été rendu par les demandeurs aux défendeurs.—C.S., 1857. *McDonald vs Miller*, 8 L.C.R., 214 ; 6 R.J.R., 211 ; MEREDITH, J.

13. One co-partner cannot, after the dissolution of the firm, sue another co-partner to render an account without himself offering and tendering an account.—C.S., 1858. *Pépin vs Christin*, 3 J., 119 ; 7 R. J.R., 394 ; SMITH, J.

14. Lorsque le salaire payable à un des associés constitue une dette sociale, il ne peut être recouvré qu'au moyen d'une demande en reddition de compte.—C.R., 1806. *Provençal vs Nadeau*, 9 R.J.O., 344; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

15. L'obligation des membres d'une société dissoute de rendre compte de leur gestion est réciproque et l'action en reddition de compte d'un associé qui n'allègue pas qu'il a lui-même rendu compte, est mal fondée et doit être renvoyée sur défense en droit. L'allégation par le demandeur que le compte de sa gestion appert aux livres de la société qui sont entre les mains du défendeur, ne peut tenir lieu de la reddition de compte préalable qu'il doit lui-même comme susdit.—C.S., 1805. *Baile vs Baile*, 7 R.J.O., 179; CASAULT, J.

16. Lorsqu'un associé poursuit un autre associé, en reddition de compte, il n'est pas obligé d'alléguer qu'il a lui-même rendu compte, ou qu'il n'en a pas à rendre, il lui suffit d'alléguer que le défendeur a en sa possession des biens ou sommes de deniers appartenant à la société qui a existé entre eux, dont il n'a pas rendu compte.—C.A., 1880. *Gauthier & Roy*, 1 D.C.A., 149.

17. Upon the dissolution of a partnership where one of the partners has been entrusted with the collection of moneys due as the mandatory of the others, any of his co-partners may bring suit against him directly either for an account under the mandate, or for money had and received.—C. suprême, 1806. *Lefebvre & Aubry*, 26 R.C.S., 602.

18. La nomination d'un liquidateur à une société dissoute n'empêche point l'un des associés de demander, pendant la liquidation, un compte à son ancien associé; à cette fin, le liquidateur sera mis en cause et il lui sera ordonné de produire les livres, date de compte et autres documents de la société.—C.R., 1805. *Deslongchamps vs Poirier*, 8 R.J.O., 36; CARON, GILL & LORANGER, JJ.

19. Il n'y a pas lieu à l'action en reddition de compte:

An action *en reddition de compte* cannot be maintained:

a. By the lessor where the rent was to be determined by the value of the articles manufactured in the premises leased.—C.B.R., 1809. *Young vs Meiklejohn*, 1 R. de L., 351; 2 R.J.R., 54.

b. By the Roman Catholic Bishop, against the *marguilliers* of a parish in regard to their gestion in office; the *Fabrique* though has such power.—C.B.R., 1820. *La Fabrique de St-Jean Port Joli vs Chouinard*, 1 R. de L., 352; 2 R.J.R., 54.

20. The appellant brought suit against the respondent, alleging a purchase by him jointly of certain promissory notes and securities which the respondent collected for his profit, the appellant's share, acknowledged by the respondent, being \$713.75; the appellant added the common assumption

counts, and prayed for an account in the usual form with vouchers, and that, in default, the respondent should be condemned to pay the said sum of \$713.75.—*Held*: on demurrer, that the demand for an account was not warranted by the allegations of the declaration, and was not the proper remedy for the cause of complaint therein stated.—C.A., 1880. *Michaud & Vézina*, 6 Q.L.R., 353.

21. When the succession, after the death of the husband, who had been in community with his wife, remains in possession of the latter without partition, the heirs at law are not entitled to bring an action to account, the proper proceeding being an action in partition, in which all interested persons would be parties.—C. R., 1806. *McClanaghan vs Mitchell*, 10 R.J.O., 203; JRTTÉ, MATHIEU & TELLIER, JJ.

22. Un tuteur poursuivi en reddition de compte peut plaider qu'il a rendu compte avant l'action, renouveler sa reddition de compte en cour, et conclure à ce que sa reddition de compte soit déclarée juste et fidèle, et demander les frais contre le demandeur.—C.S., 1853. *Trudelle vs Roy dit Audy*, 4 L.C.R., 222; 4 R.J.R., 168; DUVAL, MEREDITH & CARON, JJ.

23. When a tutor is sued by his ward, when of age, to render an account, and he pleads that he has been always willing to do so; but asks that the action be dismissed with costs; and at the same time prays *acte* of the production of an account filed with the plea, the plea will be dismissed, and the defendant be ordered to file his account purely and simply in due form.—C.R., 1882. *Wood vs Wilson*, 27 J., 149; JOHNSON, TORRANCE & RAINVILLE, JJ.

24. In an action of account, the defendant must not file an account but must plead to the action, and if he does not, the plaintiff on motion will obtain leave to proceed *ex parte*.—C.B.R., 1818. *Charron vs Lizotte*, 1 R. de L., 352; 2 R.J.R., 54.

25. On ne peut plaider à une action en reddition de compte compensation de sommes dont on peut être coupable, le droit du créancier de se faire rendre compte en justice étant absolu. Ce moyen ne peut se plaider que sur les débats du compte.—C.S., 1803. *Cotton vs McCud*, 4 R.J.O., 112; LORANGER, J.

26. In an action to account where the defendant pleaded that he had previously accounted, and filed with his pleas copies of his accounts alleged to have been previously rendered and the issues were so joined, the plaintiff cannot file *débats de compte* until the said issues shall have been previously decided, and the *débats de compte* filed by the plaintiff may be rejected by motion on the part of the defendant to that effect.—C.S., 1834. *Cumming vs Taylor*, 4 J., 304 et 306; 8 R.J.R., 258 et 261; MONDELET, J.

27. Il n'est pas loisible au défendeur,

dans une action en reddition de compte, de plaider qu'il se reconnaît tenu de rendre compte, qu'en effet il rend compte, par lequel il se reconnaît relictataire d'une certaine somme pour laquelle il confesse jugement.—C.S., 1854. *Aubin vs Lislois*, 4 L.C.R., 225; BOWEN & DUVAL, JJ.

28. Dans une action en reddition de compte, lorsque le défendeur prétend qu'il n'est pas tenu de rendre compte, mais produit un compte avec son plaidoyer, la cour doit d'abord adjuer sur l'obligation du défendeur de rendre compte et ordonner la production d'un compte tel que demandé, pour être ensuite débattu suivant la loi, et un jugement qui décide de l'obligation de rendre compte et de la valeur du compte produit par le défendeur sera renversé.—C.R., 1882. *McAdam vs Wilson*, 12 R.L., 523, JOHNSON, TORRANCE & RAINVILLE, JJ.

29. Reversing the judgment of the court of Queen's Bench, dismissing the plaintiff's action, and restoring the judgment of the Court of Review, that although the parties had joined issue and heard witnesses to prove certain items of the unsworn account produced, the plaintiff was first entitled to a judgment of the court, ordering the defendant to produce a sworn account supported by vouchers, and therefore his action has been improperly dismissed.—C. suprême, 1886. *L'Heureux & Lamarque*, 31 J., 275.

30. Where an action is brought for a specific sum of money being the results of a joint adventure, and there are no conclusions to account, and the defendant in effect does account, the court will examine the *débat de compte* and give judgment on the issue thus irregularly presented.—C.A., 1879. *Brewster & Lamb*, R., 570.

31. Dans cette cause, le défendeur poursuivi en reddition de compte plaida qu'il avait déjà rendu compte au demandeur, mais produisit cependant un compte avec sa défense. Le demandeur ne demanda pas un jugement pour décider d'abord de l'obligation du défendeur de rendre compte, mais il procéda de suite à débattre le compte produit, prétendant que la base sur laquelle ce

compte était fait était erronée. La cour, par son jugement confirmé en appel, a jugé du mérite de l'action en même temps que des débats de compte.—C.A., 1864. *Davies & Cushing*, 12 R.L., 522; 13 L.C.R., 217; 14 L.C.R., 288; 11 R.J.R., 303.

32. Dans une action en reddition de compte, si le défendeur reconnaît son obligation de rendre compte, et produit un compte avec son plaidoyer, et que le demandeur, malgré l'irrégularité du compte, déclare n'en point contester la forme, mais procède, en réponse au plaidoyer, à le débattre et à contester certains items du compte, et, si le défendeur ne répond pas à cette contestation, mais procède à l'enquête, contrairement avec le demandeur, la cour pourra adjuer sur la contestation du compte en même temps que sur le mérite de l'action; et il n'est pas nécessaire, dans ce cas, qu'un jugement soit d'abord rendu constatant l'obligation de rendre compte, avant de procéder à la contestation du compte produit.—C.R., 1891. *Armour vs McIver*, 21 R.L., 353; WURTELE, TELLIER & DELORMIER, JJ.—C.S., 1889. *Thomas vs Cowie*, 11 M.L.R., 175; WURTELE, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

33. Dans une action en reddition de compte lorsque le défendeur rend un compte et que le demandeur demande, mais sans succès, par motion, que ce compte soit rejeté, le défendeur pourra ensuite plaider à l'action et faire une demande incidente, le demandeur ne pourra faire rejeter ce plaidoyer et cette demande sur le principe que n'ayant pas contesté le compte, il l'avait accepté par le fait même.—C.S., 1898. *Acker vs Bank of Toronto*, 4 R.L.n.s., 403; MATHIEU, J.

34. Un défendeur poursuivi en reddition de compte peut produire immédiatement son compte, sans attendre la condamnation à rendre compte, sauf au demandeur à débattre ce compte après que le tribunal se sera prononcé sur sa suffisance.—C.S., 1898. *Haves vs Coristine*, 14 R.J.O., 231; MATHIEU, J.

567. The account must be rendered nominately to the party entitled to it; it must be sworn to and be filed in the office of the court within the delay fixed, together with the vouchers in support of it.

The judge may, however, upon motion, extend the delay for rendering the account.—C.C.P., 522, amended.

légitime, à compter du jour où le jugement lui a été signifié.—3 GARSONNET § 513.

3. Il établit son compte à l'aide des pièces qu'il a entre les mains et de celles que

567. Le compte doit être rendu nominativement à la personne qui y a droit; il doit être affirmé sous serment et produit au greffe dans le délai fixé, avec les pièces justificatives.

Néanmoins, le juge peut, sur motion, prolonger le délai pour rendre compte.—C.P.C., 522, amendé.

1. POTHIER, *Proc.*, 89.

2. C'est au rendant à préparer son compte dans le délai qui lui est fixé et qui court, sauf prorogation par le tribunal et pour cause

l'oyant doit lui communiquer, sous peine de voir le compte approuvé tel qu'il est présenté, et de se voir, le cas échéant, condamner lui-même au paiement du reliquat.—*Idem*.

4. Cette obligation de l'oyant déroge, en un sens, à la règle, *nemo tenetur edere contra se*, mais elle est trop conforme à l'équité pour n'être pas admise: d'une part, un compte est une œuvre de bonne foi, et, si le rendant est tenu d'être fidèle, l'oyant est tenu d'être honnête; d'autre part, un compte se règle par doit et avoir, les créances du rendant, s'il y en a, se compensent de plein droit avec sa dette, et il a droit d'exiger la production des pièces qui peuvent le constituer créancier.—*Idem*.

5. An account unsustained by vouchers will not be rejected on motion when it is established by affidavit that the vouchers are in the possession of third parties.—C.S.; 1877. *Chevalier vs Cuillier*, 21 J., 308; TASCHEREAU, J.

6. Where an administrator has accounted, he will not be ordered to account again because certain vouchers are wanting. The obligation to produce vouchers is to produce those the administrator has, but he may justify his payments by other legal evidence.—C.A., 1879. *Hart & Hart*, R., 7.

7. A party cannot, by motion, obtain delay to answer an action *en reformation de compte*, until a book is produced by plaintiff, the existence of which plaintiff deny.—C.A., 1882. *Les Commissaires d'Ecoles de Portneuf & Fournier*, R., 10.

8. Un compte qui n'est pas rendu nominativement à la personne à qui il est dû sera rejeté sur motion, mais il sera permis au rendant compte de produire un compte régulier.—C.S., 1889. *Voght vs Richter*, 17 R.L., 610; MATHIEU, J.

9. Where a tutor was condemned to give up possession of a certain immovable property and to render an account of the rents and revenues thereof.—*Held*: that such account should be rendered under oath and the person who renders it should take therein the same quality that he or she has in the action.—C.R., 1880. *Pilon vs Brunette*, 11 R.L., 149; SICOTTE, MACKAY & PAPINEAU, JJ.

568. Le compte doit contenir, dans des chapitres distincts, la recette et la dépense, et se terminer par la récapitulation des recettes et dépenses, en établissant la balance, sauf à faire un chapitre particulier de tout ce qui est à recouvrer.—C.P.C., 523.

1. ORD. 1867, tit. 20, art. 7.

2. An account rendered and filed under a judgment will be rejected as irregular if it does not exhibit the three heads of receipts, expenditure, and balance remaining to be

10. Une personne tenue de rendre compte de son administration, peut faire son compte sous seing privé, en brevet ou portant minute, devant un notaire à son choix, et en charger le coût dans son compte.—C.S., 1887. *Mayer vs Leveillé*, 3 M.L.R., 190; 10 L.N., 371; PAPINEAU, J.

11. An account, written in lead pencil, and in the form of that produced by the *rendant compte*, will, on motion, be struck from the record as informal and insufficient.—C.S., 1886. *Archer vs Picaud*, 12 Q.L.R., 108; ANDREWS, J.

12. In an action to account against a tutor, the oath of the defendant as to *dépenses modiques* is a sufficient voucher.—C.B.R., 1810. *Kacine vs Racine*, 1 R. de L., 351; 2 R.J.R., 54.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

13. It is sufficient if an account be rendered by the party owing it to the party demanding it. The word "nominatively" is not sacramental.

Irregularity and insufficiency of an account rendered by a tutor cannot be raised by exception to the form.

It is sufficient if the requirements of the Code of Procedure be broadly adhered to in rendering such an account. Apart from these requirements there are no strict formalities to be followed. Such details as do not come within the requirements of the Code broadly interpreted, must be looked for in the books and vouchers of the party accounting.—C.A., 1898. *Evans & Wilson*, 1 R.P., 186.

14. Les dispositions des articles 566 et suivants du code de procédure civile, concernant la reddition des comptes, ne s'appliquent pas dans les affaires commerciales et aux comptes que les banques doivent rendre à leurs clients.

Une banque poursuivie en reddition de compte pour la contraindre à rendre compte de certaines créances commerciales ou actions dans des compagnies, qui lui avaient été transportées comme garanties collatérales, n'est pas tenue de produire avec son compte ses titres à ces actions.—C.S., 1898. *Acer vs The Bank of Toronto*, 14 R.J.O., 187; 1 R.P., 283; MATHIEU, J.

568. The account must contain under separate heads the receipts and expenditure, and close with a recapitulation of such receipts and expenditure, establishing the balance; whatever remains to be recovered is reserved for a separate head.—C.C.P., 523. recovered.—C.S., 1877. *Les Curés etc. de Beauharnois vs Robillard*, 21 J., 122; TORRANCE, J.

3. An account rendered in obedience to a judgment complies sufficiently with Arts.

568 and 569 C.P., when the items of receipts and expenditure are entered in separate and adjoining columns upon the same pages, even if receipt entries are not chaptered

separately from expenditure entries, provided that the account sufficiently disclose to the party accounted to all information requisite to enable the latter to contest.—C.S., 1898. *White vs. Steyler*, 1 R.P., 516; LORANGER, J.

569. Le chapitre de la recette doit contenir toutes les sommes que le rendant-compte a reçues et toutes celles qu'il a dû recevoir pendant sa gestion.—C.P.C., 524.

569. Under the head of receipts must be placed all sums which the accounting party has received and all those that he ought to have received during his management.—C.C.P., 524.

1. POTIER, *Proc.*, 100.

570. Le rendant-compte ne peut porter en dépense les frais du jugement qui le condamne à le rendre à moins qu'il n'y soit autorisé par le tribunal; mais il peut y faire entrer ses frais de voyage, les vacations du procureur qui a mis en ordre les pièces du compte, les frais de préparation, de présentation et d'affirmation, et toutes copies du compte requises.—C.P.C., 525, amendé.

570. The accounting party cannot place under the head of expenditure the costs of the judgment ordering him to account, unless he is authorized to do so by the court; but he may charge under that head his travelling expenses, the attendances of the attorney who made up the account, the cost of preparing, presenting and verifying it, and of whatever copies thereof are required.—C.C.P., 525, amended.

1. ORD. 1667, tit. 29, art. 18.

2. Rap. C.—L'art. 571 (570 n.c.), ajoute à l'énumération des frais que le rendant compte peut porter en dépense, ceux de la préparation du compte.

de tutelle les consultations avec les hommes de loi, autres que le notaire qui prépare le compte et qui met en ordre les pièces.—C. R., 1896. *Théoret vs. Chauvest*, 2 R. de J., 536; LORANGER, DAVIDSON & DOHERTY, JJ.

3. Le tuteur peut charger dans son compte

4. V. art. 567, *Mayer vs. Léveillé*, n. 10.

571. Si la recette excède la dépense, l'oyant peut demander provisoirement l'exécutoire pour ce reliquat, sauf à contester le reste du compte.—C.P.C., 526.

571. If the account shows an excess of receipts over expenditure, the party to whom it is rendered may provisionally demand execution for the balance, saving his right to contest the remainder of the account.—C.C.P., 526.

1. Lorsque par une reddition de compte, il appert un reliquat en faveur du demandeur, le rendant compte ne peut, en alléguant l'insolvabilité de l'oyant, empêcher l'oyant d'exiger provisoirement le paiement

de ce reliquat et le retenir jusqu'à ce qu'il soit adjugé sur les frais dans la cause, pour l'employer au paiement des frais auxquels l'oyant pourrait être condamné.—C.S., 1889. *Girard vs. Prévost*, 18 R.L., 34; MATHIEU, J.

572. L'oyant est tenu de prendre connaissance du compte et des pièces justificatives au greffe, et de produire ses débats du compte, s'il le conteste, dans un délai de quinze jours, qui peut

572. The party accounted to is bound to take communication of the account and vouchers at the office of the court, and to file his contestations of the account, if he contests it, with-

être prolongé par le juge sur requête.—C.P.C., 527, *amendé*.

1. ORD. 1667, tit. 29, art. 13.—POTHIER, *Proc.*, 91.

2. Le tribunal peut, même après l'expiration des délais accordés pour contester un compte et pour produire les débats, permettre à l'oyant compte de contester ce compte, le délai fixé par l'article 527 C.P.C. (572 n.c.) n'emportant pas déchéance lorsqu'il est exprimé.—C.S., 1896. *Pearson vs James*, 10 R.J.O., 248; MATHIEU, J.

573. Les oyants qui ont le même intérêt doivent nommer un seul procureur; faute de s'accorder sur le choix, le premier poursuivant doit occuper, sauf aux autres oyants à employer un procureur particulier en payant tous les frais qui en résultent.—C.P.C., 528.

1. ORD. 1667, tit. 29, art. 11.

2. L'avocat dans une demande en reddition de compte a mandat pour représenter l'oyant compte sur la contestation de ce

574. Le reudant-compte a un délai de six jours après la production des débats pour fournir ses soutènements, et l'oyant un même délai pour fournir ses réponses.—C.P.C., 529, *amendé*.

1. ORD. 1667, tit. 29, art. 13.

575. A défaut de produire les débats, les soutènements ou les réponses dans le délai fixé, la partie défaillante est censée admettre le contenu de la pièce qu'elle ne conteste pas.—C.P.C., 530, *amendé*.

1. POTHIER, *Proc.*, 531.

2. Account not contested held to be ad-

576. Après la contestation liée, les parties procèdent à l'instruction en la manière ordinaire; mais le tribunal peut, en tout temps avant jugement, renvoyer la cause devant des arbitres,

in a delay of fifteen days, which may be extended by the judge upon application.—C.C.P., 527, *amended*.

3. Lorsqu'un procureur ou un exécuteur testamentaire rend compte en justice, et que dans les dépenses d'administration il charge divers montants pour réparation aux immeubles administrés, l'oyant compte ne peut dans ses débats de compte n'admettre de ces dites dépenses qu'une somme en bloc moindre que celle réclamée, mais il devra déclarer quels items il admet, et quels items il conteste.—C.S., 1885. *Mayer vs Léveillé*, 1 M.L.R., 462; TORRANCE, J.

573. Parties accounted to, whose interests are the same, must name the same attorney; if they do not agree in their choice, the attorney first in the case remains attorney of record saving the right of the other parties accounting to, to employ attorneys of their own upon payment of all costs occasioned thereby.—C.C.P., 528.

compte, lequel ne pourra être contesté par un autre avocat qu'après que ce dernier aura été dûment substitué au premier.—C.S., 1885. *Poirier vs Laberge*, 1 M.L.R., 199; MATHIEU, J.

574. The accounting party has a delay of six days after the filing of the contestation to file his answers in support of his account, and the other party has a similar delay to file his replications.—C.C.P., 529, *amended*.

575. In default of filing the contestations, answers or replications within the delay fixed, the party so in default is held to admit whatever is contained in the document he fails to contest.—C.C.P., 530, *amended*.

mitted.—C.A., 1879. *Hart & Hart*, 3 L.N., 24; 24 J., 161.

576. After the issues are completed the parties proceed to trial in the ordinary manner; but the court may, at any time before judgment, refer the case to arbitrators, or to a

un praticien ou un auditeur, suivant le cas.—C.P.C., 531, *amendé*.

1. ORD. 1667, tit. 28, art 22.—ORD. 1566,

577. Le jugement sur l'instance de compte doit contenir le calcul de la recette et de la dépense, et former le reliquat précis, s'il en existe.—C.P.C., 532, *amendé*.

1. ORD. 1667, tit 20, art. 20.

578. A défaut par le défendeur de rendre le compte, le demandeur peut procéder à l'établir en la manière portée dans l'article 568.—C. P. C., 533.

1. Rap. C.—L'article 577 (578) dispense de la formalité de l'obtention d'une ordonnance avant de procéder à l'instruction de la contestation sur le débat.

2. In an action *en reddition de compte*, if the defendant does not render his account the plaintiff cannot *de plano* obtain judgment for the sum he demands; he must prove what is due to him or move for an attachment.—C.B.R., 1809. *Wilson vs McCure*, 1 R. de L., 351.

3. In an action to account.—*Held*, that the defendant may be compelled to render an account either by pecuniary condemnation or by *contrainte par corps*.—C.B.R., 1848. *Hayes vs David*, 3 R. de L., 245.

4. Le secrétaire trésorier d'une municipalité, sur son refus de rendre compte, doit être condamné au paiement du montant établi par la preuve de la demanderesse, avec intérêt à raison de 12 par cent, et de plus contrainte par corps.—C.S., 1859. *La Corporation de Chambly vs Loupret*, 4 J., 125. BADGLEY, J.

5. On ne peut *de plano* prendre une exécution sur un jugement ordonnant de rendre un compte sous un délai de 30 jours quand aucun compte n'a été rendu dans ce délai.—C.A., 1879. *Les Curés etc. de Beauharnois & Robillard*, 2 L.N., 236.

6. A défaut par le défendeur de rendre compte dans le délai fixé par le jugement qui lui a ordonné de rendre compte, le demandeur peut procéder à établir lui-même un compte d'après l'article 533 du code de procédure civile (578 n.c.) ou il peut, suivant la pratique suivie avant le code, faire condamner

practitioner or an accountant, according to its nature.—C.C.P., 531, *amended*. art. 83.—EDIT. 1560, art. 2.—1 PIGEAU, 248.

577. The judgment upon the account must contain a computation of the receipts and expenditure, and establish the balance if there is any.—C.C.P., 532, *amended*.

578. If the defendant fails to render an account, the plaintiff may proceed to have one made out in the manner mentioned in Article 568.—C. P. C., 533.

le défendeur à lui payer, soit une ou plusieurs provisions jusqu'à ce qu'il lui ait rendu compte, soit une somme définitive pour tenir lieu du reliquat de compte, à la discrétion de la cour.—C.A., 1880. *Roy & Gauthier*, 1 D. C.A., 191.

7. A défaut par le défendeur de rendre compte dans le délai fixé par le jugement qui lui a ordonné de rendre compte, le demandeur peut, suivant la pratique suivie avant le code, faire condamner le défendeur à lui payer une certaine somme pour lui tenir lieu de reliquat de compte.—C.R., 1885. *Bertrand vs Sarrazin*, 29 J., 200; JOHNSON, TORRANCE & LORANGER, JJ.

8. Il est d'usage dans les actions en reddition de compte de condamner le comptable à payer par provision une somme quelconque, sauf à renouveler la condamnation jusqu'à ce qu'il ait rendu compte ou à le condamner de suite au paiement d'une somme égale ou excédant le montant des sommes dont il est appelé à rendre compte, et ce, pour tenir lieu du reliquat de compte.—C.A., 1890. *Dorion & Dorion*, 18 R.L., 645.

9. In an action against an agent for reformation of an account rendered, where the judgment ordered the account to be reformed within thirty days, by adding to the balance offered, certain sums proved to have been omitted in the account, and the judgment proceeded to condemn the defendant to pay the amount omitted, before the balance due and payable had been established in due course of law, the latter part of such judgment is irregular and erroneous.—C.A., 1891. *Stephens & Gillespie*, 7 M.L.R., 289.

SECTION III.

DÉLAISSEMENT.

579. L'exécution volontaire de tout jugement qui ordonne de rendre

SECTION III.

SURRENDER.

579. The voluntary execution of any judgment ordering the restitution

et livrer une chose mobilière ou immobilière se fait, à moins de dispositions différentes dans le jugement, en livrant l'objet mobilier, ou en abandonnant la possession de l'immeuble, de manière que la partie qui y a droit puisse s'en saisir; et ce conformément aux dispositions du jugement et à celles du code civil, au titre des *Obligations*.—C.P., 534.

1. POTHIER, *Proc.*, 149.
2. A *délaissement* filed after the expiration of 15 days from the service of the judg-

580. L'exécution volontaire d'un jugement condamnant à délaisser un immeuble hypothéqué, se fait par une déclaration du défendeur au greffe qu'il délaisse au désir du jugement, et par l'abandon qu'il fait de la détention de l'immeuble.—C.P.C., 535.

1. PIGEAU, 504.—POTHIER, *Proc.*, 149.—ORD. 1667, tit. 27, art. 1.

2. In an hypothecary action a tutor may file a plea of *déguerpiement*, but it must be founded on an *avis de parents*.—C.B.R., 1812. *Taché vs Levasseur*, 3 R. de L., 38; 2 R.J.R., 268.

3. A creditor who has obtained a judgment against his debtor for a sum less than \$40, and registered the same against his immovable property, is not entitled to bring a hypothecary action against such debtor, or to take conclusions praying that he be ordered to abandon the property unless he pays the debt.—C.R., 1895. *Jacques vs Tiffany*, 7

581. A la suite du délaissement, le juge, à la requête du demandeur ou d'un autre créancier à défaut du demandeur, nomme au délaissement un curateur contre qui les procédures sont dirigées.—C.P.C., 536, *amendé*.

1. POTHIER, *Proc.*, 185.
2. Rapp. C.—D'après l'article 581, le

582. Le curateur a droit de percevoir les fruits et revenus dus et échus

and delivery of any movable or immovable is effected, unless the judgment otherwise provides, by delivering the movable object or surrendering the possession of the immovable, in such a manner that the party entitled thereto may take possession of it; and this must be done in conformity with the judgment and the provisions contained in the title *Of Obligations* in the Civil Code.—C.C.P., 534.

ment will not be rejected on motion to that end.—C.S., 1858. *Bélanger vs Durocher*, 2 J., 283; 7 R.J.R., 40, 307; DAY, J.

580. The voluntary execution of a judgment ordering the surrender of an hypothecated immovable, is effected by means of a declaration of the defendant, in the office of the court, to the effect that he makes such surrender in compliance with the judgment, and by his relinquishing his possession.—C.C.P., 535.

R.J.O., 410; GILL, MATHIEU & LORANGER, JJ.

4. Il n'est pas nécessaire de donner au défendeur avis du délaissement fait au greffe de la cour.—C.A., 1853. *Greaves & Macfarlane*, 3 L.C.R., 426; 4 R.J.R., 26.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

5. Ordre sera donné de suspendre les procédés sur une exécution de *terris*, s'il y a eu requête du défendeur après l'exécution, demandant qu'ordre soit donné au protonotaire de recevoir le délaissement et que le délaissement a eu lieu.—C.S., 1898. *Jacobs vs Joncas*, 1 R.P., 323; LORANGER, J.

581. When an immovable is thus surrendered, the judge, upon application by the plaintiff, or by any other creditor if the plaintiff fails to so apply, appoints a curator to the surrender, against whom all ulterior proceedings are directed.—C.C.P., 536, *amended*. droit de demander la nomination d'un curateur est conféré à un créancier, dans le cas où le demandeur néglige d'y procéder.

582. The curator has a right to collect the rents, issues and profits due

à compter du délaissement, et même peut faire bail, si la vente est arrêtée pendant un temps considérable.

Tous les fruits et revenus de l'immeuble délaissé sont immobilisés et distribués de la même manière que le prix.—C.P.C., 537.

1. POTHIER, *Proc.*, 193.—COUCHOT, 139.
2. The functions of a curator to a *délais-*

SECTION IV.

OFFRES RÉELLES, JUDICIAIRES ET AUTRES, ET CONSIGNATION.

583. Les offres ou la mise en demeure d'accepter doivent décrire les objets offerts ; et, si ce sont des espèces, en contenir l'énumération et la qualité.—C.P.C., 538.

1. C.P.F., 812.
2. Lorsque le créancier ne veut pas recevoir ce qui lui est offert par le débiteur, ou lorsqu'il n'est pas en mesure de recevoir ce qui lui est dû, il est juste que le débiteur puisse néanmoins se libérer. L'article 1257 C. N. suppose que les offres auront lieu quand le créancier refusera de recevoir le paiement. Mais pourquoi le créancier le refuserait-il ? Parce que la somme offerte lui paraît insuffisante, ou parce que le débiteur exige dans la quittance des conditions que le créancier n'accepte pas.—2 BOITARD, 457.

3. Le débiteur qui veut se libérer doit encore avoir recours aux offres réelles et à la consignation, sans que le créancier refuse de recevoir, lorsque les créanciers du créancier ont formé des saisies-arrêts entre les mains du débiteur.—*Idem.*

Si le créancier n'accepte pas les offres qui lui sont faites par le débiteur, ce dernier consigne la somme ou la chose offerte, et le tribunal statue sur la nullité ou la validité des offres.—*Idem.*

Le débiteur doit faire des offres réelles, c'est-à-dire présenter matériellement au créancier la chose ou la somme offerte, et être prêt à la lui remettre si ses offres sont acceptées.—*Idem.*

4. Que doit-on offrir ? D'après l'article 1258 C. N., le débiteur doit offrir la totalité de la somme exigible, les arrérages ou intérêts dus, les frais liquidés et une somme pour les frais non liquidés, sauf à la parfaire.—*Idem.*, 458.

5. Si l'objet offert ne consiste pas en argent, le procès-verbal doit en faire une dé-

and accrued from the time of the surrender, and may even grant leases if the sale is prevented during any considerable time.

The rents, issues and profits of the immoveable surrendered are treated as realty, and are distributed in the same manner as the price.—C.C.P., 537.

sement cease by the payment of the hypothecary debt, *ipso facto*.—C.C., 1882. *Moncatel vs Ross*, 27 J., 218 ; TORRANCE, J.

SECTION IV.

TENDER AND PAYMENT INTO COURT.

583. A tender or a putting in default to accept must describe the object offered ; and if it be of money, it must contain an enumeration and description thereof.—C.C.P., 538.

signation tellement précise, qu'il ne puisse s'élever aucune difficulté sur l'identité de l'objet ; et il ne faut pas que le créancier puisse appliquer l'offre et la consignation à un objet, et le débiteur à un autre.

S'il s'agit de choses qui se comptent, se pèsent, se mesurent, le procès-verbal doit mentionner le nombre, le poids, la quantité.—*Idem.*

6. Where the appellants tendered to the collector of customs as many spanish dollars, at the rate of four shillings and six pence sterling each, as were equal to the amount of such customs due.—*Held*: not to be a legal tender.—C.B.R., 1829. *Gillespie vs Percival*, S.R., 365.

7. Although it is necessary to the validity of a tender that it be made in current coin or legal tender notes, yet *semble* that if bank bill, or even a cheque be tendered, and the creditor refuses, giving solely for reason that the sum is insufficient, he thereby waives his objections to such bills or cheque ; but a tender cannot be held valid at which no money at all was shown or was even then in the hands of the party tendering.—C.R., 1896. *Clerk vs Wadleigh*, 10 R.J.O., 456 ; CASAUPT, CARON & ANDREWS, JJ.

8. Where a tender is refused simply on account of more being alleged to be due, it is not necessary that the amount tendered should be tendered in coin.—C.V.A., 1863. *Re The British Lion*, 2 S.V.A.C., 114.

9. Where the defendant to an action for the balance of the price of a sale between him and the plaintiff pleaded notarial tender of the amount.—*Held*: that the deed of

tender should specify and enumerate the different kinds and species of money offered, and, in default of doing so, the tender was null.—C.S., 1862. *Perras vs Beaudin*, 6 J., 241; 10 R.J.R., 322; BERTHELOT, J.

10. A tender of payment to be valid must be of the exact sum or thing due unconditionally; and therefore where a railway company which had engaged a civil engineer at a salary to be paid in cash or in bonds of the company at 50 cents in the dollar was sued for a balance of salary amounting to \$619.50, pleaded a tender of three bonds of the face value of \$1,500 on condition of receiving \$261 in change, the tender was held invalid.—C.A., 1879. *Legge & Laurentian Ry. Co.*, 3 L.N., 23; 24 J., 98.

11. Pour être valables, les offres réelles et la consignation doivent être telles qu'il soit loisible à la partie d'accepter purement et simplement sans aucune condition.—C.R., 1885. *Prud'homme vs Scott*, 2 M.L.R., 63; PLAMONDON, BOURGEOIS & LORANGER, JJ.

12. Un défendeur, en consignat les deniers en cour, peut demander que, au cas de refus de ses offres, les dépens qu'il obtiendra

584. Les offres peuvent être faites par acte authentique, ou de toute autre manière, sauf à en faire une preuve légale.

Celles qui sont faites dans une instance le sont par une simple demande d'acte, et doivent être accompagnées de la consignation.—C.P.C., 539.

1. 1 PIGEAU, 435.

585. Les offres peuvent être faites au domicile élu par la convention.—C.P.C., 540.

1. 2 PIGEAU, 135.—C.P.F., 814.

2. La personne trouvée au domicile du créancier, sa femme, ses domestiques, ou toute autre personne mentionnée dans l'article 68, répondra vraisemblablement à l'officier ministériel qu'elle n'a pas mission de recevoir les offres. L'officier ministériel consigne cette réponse sur son procès-verbal,

586. L'acte authentique des offres, s'il y en a un, doit contenir la réponse faite par le créancier ou par son représentant, avec mention de l'interpellation de signer cette réponse, et constater s'il a signé, refusé ou déclaré ne pouvoir signer.—C.P.C., 541, amendé.

soient pris sur la consignation.—C.S., 1888. *Latour vs Lippé*, 33 J., 128; JETTÉ, J.

13. Les offres faites par un défendeur, sous la condition que la somme offerte reste en cour pour garantir les frais de la partie qui la consigne, ne sont pas suffisantes et ne peuvent pas être considérées comme un paiement à l'effet de faire retomber sur le demandeur les frais encourus après la consignation.—C.A., 1896. *Malenfant & Barrette*, 5 R.J.O., 529.

14. The defendants, being sureties in appeal and liable for costs under their bond, made a tender on condition that if the judgment rendered in the said matter be reversed, the money will be returned to them who now pay as Molson's sureties. Action was taken out and the defendants pleaded an unconditional tender, and made an unconditional consignation of the money with their plea. Judgment condemning them unconditionally to pay all costs confirmed on the ground that they had no right to attach a condition to their tender.—C.R., 1881. *Carter & Ford*, 4 L.N., 77; TORRANCE, RAINVILLE & JETTÉ, J.

584. Tender may be made by an authentic document, or in any other manner which admits of its being legally proved.

Tender may be made in a suit by demanding record thereof, and must be accompanied with payment into court.—C.C.P., 539.

585. Tender may be made at the domicile elected in a contract.—C.C.P., 540.

déclare qu'il la considère comme un refus, et se retire, en laissant à la personne qui lui a répondu une copie du procès-verbal qu'elle devra remettre au créancier. Si le créancier a l'intention d'accepter, dès que la copie lui sera parvenue, il ira trouver l'officier ministériel, lui déclarera son acceptation et empêchera ainsi la consignation, si elle n'a pas encore eu lieu.—2 BOITARD, 459.

586. The authentic document recording the tender, if there is one, must state the answer made by the creditor or by the person representing him, the fact of his being called upon to sign such answer, and of his having signed, or of his having refused or declared himself unable to sign.—C.C.P., 541, amended.

1. C.P.F., 813.

2. L'huissier aurait le droit de considérer le refus de signer, de la part du créancier

587. Le débiteur qui a fait des offres et est ensuite poursuivi, peut les renouveler par sa défense et en consigner le montant.

Si, toutefois, la consignation en a été régulièrement faite au bureau général des dépôts de la province, la production du reçu de cette consignation tient lieu de ce renouvellement d'offres dans la défense.—C. P. C., 542, amendé ; S.R., 5912.

1. Des offres réelles suivies de consignation faites avec une réponse spéciale à un plaidoyer, n'ont aucun effet et ne peuvent être prises en considération par la cour, lorsque cette réponse spéciale a été renvoyée sur réplique en droit.—C.S., 1885. *Brosseau vs Brosseau*, 1 M.L.R., 307 ; CIMON, J.

2. L'allégation dans le plaidoyer d'une somme insuffisante pour les offres réelles est une erreur fatale et ne peut être corrigée à l'audition du procès, bien que le montant exact soit consigné en cour.—C.M., 1889. *Mucquen vs Besselle*, 12 L.N., 186 ; CHAMPAGNE, J.

588. Les deniers consignés en justice ne peuvent, sans l'autorisation du tribunal, être retirés par celui qui les a déposés.

A moins que les offres ne soient conditionnelles, la partie à qui elles sont faites peut toucher les deniers, sans compromettre ses droits quant au surplus.—C.P.C., 543.

1. Money specially deposited at interest in a chartered bank, by consent, and under the sanction of the Court, in the name of the Prothonotary, and subject to the future order of the Court, or of a judge thereof, cannot be legally withdrawn and used by the Prothonotary without such order.—C. S., 1869. *Butlers vs The Bank of Montreal*, 14 J., 206 ; 20 R.J.R., 194 ; BERTHELOT, J.

2. Lorsqu'une partie a déposé en cour une certaine somme d'argent, pour qu'il en soit disposé suivant l'ordre du tribunal, l'autre partie ne pourra, sur simple requête ou motion, obtenir cet argent, surtout si sa requête soulève des questions de fait qui ne pourraient régulièrement être décidées que sur une demande incidente.—C.A., 1875. *Middlemiss & Le Procureur général de Québec*, 7 R.L., 255.

qui le peut, comme un refus de donner quittance, et par conséquent, comme un refus des offres.—2 BOITARD, 458.

587. A debtor who has made a tender and is afterwards sued, may renew it in his defence and pay the amount into court.

However, if the debtor has regularly deposited the sum in the general deposit office of the Province, the production of the receipt for such deposit avails in lieu of the renewal of the tender in the defence.—C.C.P., 542, amended ; R.S., 5912.

3. Il n'est pas nécessaire de donner avis du dépôt fait entre les mains du trésorier, lorsqu'en faisant ses offres, le débiteur a donné avis que la somme offerte serait ainsi déposée.—C.S., 1892. *Boisvert vs Bélanger*, 1 R.J.O., 145 ; LYNCH, J.

4. In an action against the endorser of a promissory note, where the defendant pleaded tender of the amount.—Held: that he was bound to renew his tender with his plea and deposit the amount in court.—C.A., 1865. *Bove & McDonald*, 16 L.C.R., 191 ; 1 L.C.L.J., 55 ; 15 R.J.R., 80.

588. Moneys paid into court cannot, without the authorization of the court, be withdrawn by the party who paid them in.

Unless the tender is conditional, the party to whom it is made is entitled to receive the moneys paid in, without prejudicing his claim to the remainder.—C.C.P., 543.

3. Where the intervening party claimed some coal that had been seized and tendered the balance due for freight consenting that the amount should be paid over to defendant upon the release of the said attachment and upon his said intervening party receiving said coal, a motion by plaintiff to withdraw the deposit was rejected.—C.S., 1879. *Privé vs Dillou*, 2 L.N., 195 ; MAC-KAY, J.

4. Un demandeur est non recevable à se plaindre de l'irrégularité d'une consignation faite par le défendeur lorsqu'il en a touché le montant.—C.S., 1892. *Quintal vs Rohberge*, 2 R.J.O., 462 ; DELORMIER, J.

5. Le rendant-compte qui consigne en justice, avec son plaidoyer, un montant qu'il reconnaît devoir comme reliquat de compte, et qui ensuite retire son plaidoyer à

cause de l'irrégularité de son compte et fait un nouveau compte, est responsable envers l'oyant compte de la commission que ce dernier a payée pour retirer la somme consignée.—C.S., 1894. *Devlin vs Devlin*, 6 R.J.O., 338; PAGNUELO, J.

6. Malgré que la péremption d'instance ait été déclarée contre le demandeur, ce dernier peut retirer les sommes de deniers que le défendeur a consignées, sans condition,

589. Les frais des offres réelles sont à la charge du débiteur ; mais si elles sont déclarées suffisantes, les frais de la consignation sont à la charge du créancier.—C.P.C., 544.

1. POTHIER, *Obl.*, 550, 573, 574, 580.

CHAPITRE XXVII.

EXAMEN DES DÉBITEURS APRÈS JUGEMENT.

590. Après le rapport d'un bref d'exécution accompagné d'un procès-verbal de carence, ou d'un procès-verbal constatant qu'il a été satisfait à partie du bref seulement, le créancier qui a fait émettre l'exécution peut assigner à comparaître devant le juge ou le protonotaire, pour répondre aux questions qui leur seront posées relativement aux biens et créances du débiteur :

1. Le débiteur ;
2. Si le débiteur est une corporation, le président, le gérant, le trésorier ou le secrétaire de cette corporation ;
3. Si le débiteur est une société étrangère ou une corporation étrangère faisant affaires en cette province, l'agent de cette société ou corporation.—*Nouveau* ; R.P.O., 926, 928 ; *Eng. R.*, 610 ; *Cal.*, 714 ; *N.Y.C.*, 1871, 1878.

1. Rap. C.—Les dispositions de ce chapitre ont été inspirées par le désir de tracer une voie par laquelle le créancier, qui a vainement tenté de faire exécuter un jugement sur les biens de son débiteur, pourra procéder à obtenir de celui-ci des renseignements sous la foi du serment, concernant ses biens et ses créances.

avec ses plaidoyers.—C.S., 1895. *Cameron vs Ward*, 7 R.J.O., 394 ; MATHIEU, J.

7. The plaintiff who withdraws, by leave of court, a judicial deposit made by defendant as *offres réelles* "to purchase his peace" while denying any liability, incurs thereby no legal forfeiture of his recourse for the balance of his claim.—C.R., 1896. *Bédard vs Hunt*, 9 R.J.O., 6 ; CARON, ANDREWS & LARUE, JJ.

589. The expense of the tender is borne by the debtor ; but, if is declared sufficient, the costs attending the payment into court are borne by the creditor.—C.C.P., 544.

CHAPTER XXVII.

EXAMINATION OF DEBTORS AFTER JUDGMENT.

590. Upon the return of a writ of execution accompanied with a certificate of *nulla bona*, or a certificate that it has been satisfied in part only, the creditor at whose instance the execution issued may summon any of the following persons to appear before the judge or the prothonotary, to answer such questions as may be put to them concerning the debtor's property and assets :

1. The debtor ;
2. When the debtor is a corporation, the president, manager, treasurer or secretary of such corporation ;
3. When the debtor is a foreign firm or corporation doing business in this Province, the agent of such firm or corporation.—*New* ; R.P.O., 926, 928 ; *Eng. R.*, 610 ; *Cal.* 714 ; *N.Y.C.*, 1871, 1878.

Cette procédure, qui a sous plusieurs rapports beaucoup d'analogie avec l'examen visé par les articles 277 à 279a, a lieu de plein droit dans certains cas (article 590), et dans d'autres, avec la permission du juge (article 591).

Cet examen, dont il est superflu de faire valoir les avantages pratiques, a été emprunté

des systèmes en vigueur dans Ontario, en Angleterre et dans plusieurs des états américains.

Ainsi qu'il résulte des articles du projet, les renseignements donnés par le débiteur ne peuvent servir de base à une ordonnance lui enjoignant de payer le montant du jugement, à des époques déterminés, sous peine de contrainte par corps, comme la chose a lieu dans la province d'Ontario pour certaines dettes. La commission a longuement étudié l'opportunité d'introduire cette procédure rigoureuse, mais elle ne peut en recommander l'adoption.

2. Where judgment has been obtained as aforesaid, the Court or a judge may, on the application of the party entitled to enforce the judgment, order any clerk or employee of the judgment debtor, or any person, or the officer or officers of any corporation, to whom the debtor has made a transfer of his property or effects since the date when the liability or debt which was the subject of the action in which judgment was obtained was incurred, to attend at the county town of the county in which such person resides, before a Master, or an Official Referee or Examiner, or a Local Master, a Deputy Registrar of the High Court or a Deputy Clerk of the Crown, or before the Judge of the County Court of the county, and to submit to be examined upon oath as to the estate and effects of the debtor, and as to the property and means he had when the debt or liability aforesaid was incurred, and as to the property or means he still has of discharging the judgment, and as to the disposal he has made of any property since contracting the debt or incurring the liability, and as to any and what debts are owing to him. The examination is to be for the purpose of discovery only, and no order is to be made on the evidence given on such examination.—R. P. O., 928.

3. (Where a judgment is for recovery by, or payment to, any person, of money, the party entitled to enforce the judgment) may (without an order) examine the judgment debtor upon oath before a Master, or local Master, or an examiner, or before one of the Clerks or Deputy Clerks of the Crown, or before the judge of the county court of the county within which such debtor resides, or before any official referee (or by the order of the court or a judge before any other person to be specially named in such order) (touching his estate and effects, and as to the property and means he had when the debt or liability which was the subject of the action in which judgment has been obtained against him was incurred, and as to the property and means he still has of discharging the said judgment, and as to the disposal he has made of any property since contracting such debt or incurring such liability, and as to any and what debts are owing to him).—R. P. O., 926.

4. The examination is intended to be a

cross-examination of the strictest character and any question fairly pertinent to the subject matter of the inquiry, which means put with a view to ascertain so far as possible by discovery from a reluctant defendant what debts are owing to him, ought to be answered by the defendant. He must also give all necessary particulars to enable the plaintiffs to recover under a garnishee order. Inquiry as to the means of the debtor is not restricted to the period of contracting the debt, but it may be shown that at some anterior time the debtor had property as to which he may be required to give an account, and it is not a sufficient answer to say merely that it has all been disposed of before the debt was incurred.—H. & L., 736.

5. When a judgment or order is for the recovery or payment of money, the party entitled to enforce it may apply to the court or a judge for an order that the debtor liable under such judgment or order, or in the case of a corporation that an officer thereof, be orally examined, as to whether any and what debts are owing to the debtor, and whether the debtor has any and what other property or means of satisfying the judgment or order, before a judge or an officer of the court as the court or judge shall appoint; and the court or judge may make an order for the attendance and the examination of such debtor, or of any other person, and for the production of any books or documents.—Eng. R., 610.

6. When an execution against property of the judgment debtor or of any one of several debtors in the same judgment, issued to the sheriff of the county where he resides, or if he do not reside in this state, to the sheriff of the county where the judgment-roll is filed, is returned unsatisfied in whole or in part, the judgment creditor, at any time after such return is made, is entitled to an order from a judge of the court, requiring such judgment debtor to appear and answer concerning his property before such judge, or a referee appointed by him, at a time and place specified in the order; but no judgment debtor must be required to attend before a judge or referee out of the county in which he resides.—Cal., 714.

7. When an execution, against the property of a judgment debtor, issued out of a court of record, as prescribed in the next section, has been returned wholly or partly unsatisfied, the judgment creditor may maintain an action against the judgment debtor, and any other person, to compel the discovery of anything in action or other property belonging to the judgment debtor, and of any money, thing in action, or other property due to him, or held in trust for him; to prevent the transfer thereof, or the payment or delivery thereof, to him or to any other person; and to procure satisfaction of the plaintiff's demand, as prescribed in the next section but one. When the execution was issued as prescribed in section 1834 of

this act, and a defendant not summoned in the original action is made a defendant in an action brought under this section, personal property, owned by him jointly with the defendants summoned or with any of them, may be applied to the satisfaction of the plaintiff's demand as prescribed in this article.—N.Y.C., 1871.

8. A discovery may be compelled in an action, brought as prescribed in this article, by directing the person, required to make it, to appear before the court, or a referee appointed by it, and to be examined under

591. A la demande du créancier, le juge peut ordonner la production des livres ou documents se rapportant aux matières énumérées dans l'article précédent, et l'examen, devant le juge ou le protonotaire, des personnes qu'il croit en état de donner quelques renseignements sur ces matières.—*Nouveau* ; *Eng. R.*, 610, 611 ; *R.P.O.*, 927.

1. Pour *R.P.O.*, 610, V. art. 591.

2. In case of any judgment or order other than for the recovery or payment of money, if any difficulty shall arise in or about the execution enforcement thereof, any party interested may apply to the Court or a judge, and the Court or Judge may make such order thereon for the attendance and examination of any party or otherwise as may be just.—*Eng. R.*, 611.

3. In case the judgment is against a body corporate, or an order for the payment of money has been obtained against a body corporate, the person entitled to enforce the judgment, or order, may in like manner

592. Les règles relatives à l'assignation, à l'examen et à la punition des témoins, ainsi qu'à la prise des dépositions, régissent les cas prévus par les deux articles précédents, en autant qu'elles sont applicables.

S'il s'élève quelques difficultés devant le protonotaire, les parties sont renvoyées devant le juge pour adjudication.—*Nouveau*.

593. Les frais de l'examen font partie de ceux de l'exécution, à moins que le juge n'en ordonne autrement.—*Nouveau* ; *Eng. R.*, 612.

1. The cost of any application under the

oath, concerning the matters pertaining to this discovery.—N.Y.C., 1878.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

9. L'article 500 C.P. doit être strictement restreint aux deux cas y mentionnés, à savoir : (a) rapport de *nulla bona*, et (b) inexécution partielle du jugement, et ne peut s'appliquer à l'inexécution totale d'un jugement, s'il n'y a pas tel rapport.—C.C., 1893. *Brown vs Fallon*, 1 R.P., 159 ; *PURCELL*, J.

591. The judge may, at the instance of the creditor, order the production of any books or documents relating to the matters mentioned in the preceding article, as well as the examination before the judge or the prothonotary, of any persons whom he considers capable of giving information about such matters.—*New* ; *Eng. R.*, 610, 611 ; *R.P.O.*, 927.

examine any of the officers of such body corporate, upon oath, before the Judge of the County Court, or other officer referred to in the next preceding Rule, touching the names and residences of the stockholders in said body corporate, the amount and particulars of stock held or owned by each stockholder and the amount paid thereon, also as to any and what debts are owing to the said body corporate ; and as to the estate and effect of the body corporate ; and as to the disposal made by the body corporate of any property since contracting the debt or liability, in respect of which the said judgment or order was obtained.—*R.P.O.*, 927.

592. The rules governing the summoning, examination and punishment of witnesses, and the taking of evidence, also apply, in so far as may be, to the cases mentioned in the two preceding Articles.

If any dispute arises during the examination before the prothonotary, the parties are sent before the judge to have it decided.—*New*.

593. The costs of such examination form part of the costs of execution, unless the judge orders otherwise.—*New* ; *Eng. R.*, 612.

last two preceding Rules or either of them,

and of any proceedings arising from or incidental thereto, shall be in the discretion of the Court or a Judge, or in the discretion of

such officer as in Rule 32 mentioned, if the Court or a Judge shall so direct.—Eng. R., 612.

CHAPITRE XXVIII.

EXÉCUTION PROVISOIRE.

594. L'exécution provisoire peut être ordonnée, nonobstant revision ou appel, avec ou sans caution, à la demande de la partie, s'il s'agit :

1. D'une demande basée sur un titre authentique ou un acte sous seing privé ;
2. Du possessoire ;
3. D'appositions et levées de scellés, ou confections d'inventaire ;
4. De réparation urgentes ;
5. D'expulsion des lieux, lorsqu'il n'y a pas de bail ou que le bail est expiré, résilié, ou annulé ;
6. De nomination de tuteurs, curateurs ou autres administrateurs, et de reddition de comptes ;
7. De pension ou provision alimentaire ;
8. Des sentences de séquestre.—*Nouveau ; Ord. 1667, t. 17, art. 13, 15 ; C.P.C.F., 135 et seq. ; C.P.G., 315, 316 ; C.P.C., 885.*

1. Rap. C.—L'exécution provisoire existait dans l'ancien droit. Cette procédure n'ayant été abrogée, ni par une loi antérieure au code de procédure, ni par le code lui-même, peut, il semble, si on y fait l'application de l'article 1360 C.P.C., être considérée comme encore existant.

On trouve l'exécution provisoire dans les systèmes de la France et de Genève.

En Angleterre, elle est de droit commun, l'appel n'étant pas suspensif de l'exécution, à moins d'une ordonnance à cet effet.

Les principales raisons qui ont motivé l'adoption de ce remède, pour les cas où il y aurait urgence, sont énumérées dans Bellot et Seligman.

Nous avons emprunté les dispositions relatives à cette matière des codes français et genevois, en y apportant toutefois certaines modifications et, à l'exemple de ces codes, nous n'avons rien dit des jugements exécutoires de droit par provision, au sujet desquels on trouve d'amples dispositions dans

CHAPTER XXVIII.

PROVISIONAL EXECUTION.

594. Provisional execution may be ordered, upon application of the party, notwithstanding any review or appeal, and with or without security being required, in any of the following matters :

1. Actions based upon authentic acts or private writings ;
2. Possessory actions ;
3. Affixing and removing seals, or making inventories ;
4. Urgent repairs ;
5. Ejectment, when there is no lease or the lease has expired or has been cancelled or annulled ;
6. Appointments of tutors, curators, or other administrators, and rendering accounts ;
7. Alimentary pensions or allowances ;
8. Judgments of sequestration.—*New ; Ord. 1667, tit. 17, arts. 13, 15 ; C.P.C.F., 135 et seq. ; C.P.G., 315, 316 ; C.C.P., 885.*

divers articles du Code Civil et du Code de Procédure.

Le code français et celui de Genève reconnaissent deux sortes d'exécution provisoire : l'impérative et la facultative.

Nous n'avons pas tenu compte de cette distinction et nous avons rendu toutes les exécutions provisoires facultatives.

Dans la détermination des cas où il y a eu lieu à exécution provisoire, nous avons suivi la méthode du code français qui énumère chaque affaire où elle peut être accordée, à la différence du code de Genève qui ne définit d'une manière que les cas où il y a lieu à exécution provisoire impérative, et se borne, pour la facultative, à déclarer que le tribunal peut l'accorder dans tous les cas où l'exécution ne sera pas irréparable en définitive.

Quant au cautionnement, nous nous sommes éloignés, et du code français, et du code de Genève, dont les dispositions sont d'ailleurs dissemblables, le code français permettant l'exécution impérative sans cau-

tion et l'exécution facultative avec ou sans caution, et le code de Genève autorisant l'exécution impérative avec ou sans caution et l'exécution facultative avec caution. Aux termes du projet soumis, l'exécution provisoire est accordée avec ou sans caution, à la discrétion du tribunal.

2. L'exécution provisoire sans caution sera ordonnée, s'il y a titre authentique, promesse reconnue ou condamnation précédente par jugement dont il n'y a point d'appel.

L'exécution provisoire pourra être ordonnée, avec ou sans caution, lorsqu'il s'agira :

1° D'apposition et levée de scellés, ou confection d'inventaire ;

2° De réparations urgentes ;

3° D'expulsion des lieux, lorsqu'il n'y a pas de bail, ou que le bail est expiré ;

4° De séquestre, commissaires et gardiens ;

5° De réception de caution et certificats ;

6° De nomination de tuteurs, curateurs et autres administrateurs et de reddition de compte ;

7° De pensions ou provisions alimentaires.—C.P.F., 135.

3. Les dispositions de l'article 135 déter-

595. L'exécution provisoire ne peut être ordonnée pour les dépens, quand même ils seraient adjugés pour tenir lieu de dommages-intérêts.—*Nouveau* ; C.P.F., 137.

1. L'exécution provisoire ne pourra être ordonnée pour les dépens, quand même ils

596. Si le tribunal a omis de prononcer l'exécution provisoire, elle ne pourra plus être ordonnée si ce n'est sur revision ou appel.—*Nouveau* ; C.P.F., 136.

1. Si les juges ont omis de prononcer l'exécution provisoire, ils ne pourront l'or-

597. Le tribunal devant lequel l'appel est porté, lorsque demande en est faite pendant un terme, ou, lorsque la demande en est faite hors de terme, deux juges de la cour du banc de la reine ou deux juges de la cour supérieure, selon que l'appel a été porté à la cour du banc de la reine ou à la cour de revision, peuvent :

1. Ordonner l'exécution provisoire,

minant les cas où les juges peuvent ordonner l'exécution provisoire, avec ou sans cautions, sont limitatives.—*SIRAZ & GILBERT, Code de Procédure Civile, sous art. 135.*

4. Les premiers juges devront ordonner l'exécution provisoire, nonobstant l'appel, avec ou sans caution, lorsqu'il y aura titre authentique, promesse reconnue, ou qu'il s'agira de possessoire.—C.P.G., 315.

5. Les premiers juges pourront ordonner cette exécution provisoire avec caution dans tous les autres cas, où elle ne serait pas irréparable en définitive.—C.P.G., 316.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. Le fait qu'on a inscrit en revision d'un jugement ordonnant le séquestre de biens en litige, n'est pas une raison de suspendre cette ordonnance de séquestre, jusqu'à l'adjudication, par la cour de revision, sur le litige entre les parties.—C.S., 1897. *Moreau vs Demers*, 12 R.J.O., 404 ; *TAIT, JETTÉ & DAVIDSON, JJ.*

7. La cour du banc de la Reine n'a pas juridiction pour décider sur les incidents d'une cause avant que le dossier ait été transmis.—C.A., 1898. *Guerin & Devine*, 1 R.P., 171 ;

595. Provisional execution cannot be ordered for costs, even when they are awarded in lieu of damages.—*New* ; C.P.F., 137.

seraient adjugés pour tenir lieu de dommages et intérêts.—C.P.F., 137.

596. If the court omits to order provisional execution, it cannot thereafter be allowed except upon review or appeal.—*New* ; C.P.F., 136.

donner par un second jugement, sauf aux parties à la demander sur l'appel.—C.P.F., 136.

597. The court before which the appeal is brought, whenever the application is made during term, or two judges of the Court of Queen's Bench or of the Superior Court, according as the appeal has been taken to the Court of Queen's Bench or the Court of Review, whenever the application is made out of term, is empowered :

1. To allow provisional execution,

si elle n'a pas été prononcée dans les cas où elle est autorisée ;

2. Défendre l'exécution provisoire si elle a été ordonnée hors des cas prévus par la loi ; et, suivant les circonstances, la défendre ou la suspendre dans les autres cas ;

3. Assujettir à fournir caution la partie qui en a été dispensée par le tribunal de première instance lors du jugement permettant l'exécution provisoire.—*Nouveau* ; C. P. F., 458, 459 ; C.P.G., 317, 318.

1. Si l'exécution provisoire n'a pas été prononcée dans les cas où elle est autorisée, l'intimé pourra, sur un simple acte, la faire ordonner à l'audience, avant le jugement de l'appel.—C.P.F., 458.

2. Si l'exécution provisoire a été ordonnée hors des cas prévus par la loi, l'appelant pourra obtenir des défenses à l'audience, sur assignation à bref délai, sans qu'il puisse en être accordé sur requête non communiquée.—*Idem* 459.

3. Si l'exécution provisoire n'a pas été prononcée par les premiers juges, l'intimé pourra la requérir et la cour de justice civile

when it has not been allowed in any case wherein it lies ;

2 To refuse provisional execution, when it has been allowed in any case wherein it does not lie by law ; and, according to circumstances, to refuse or stay such execution in other cases ;

3. To order that security be given by any party who was exempted from doing so by the court of original jurisdiction at the time when the judgment was rendered allowing provisional execution.—*New* : C. P. F., 458, 459 ; C.P.G., 317, 318.

pourra l'ordonner dès la première audience où la cause sera portée devant elle.—C.P.G., 317.

4. Sur la demande de l'appelant, la cour de justice civile pourra, suivant les circonstances et dès la première audience :

Défendre ou suspendre, en tout ou en partie, l'exécution provisoire ;

Assujettir à fournir caution l'intimé qui en aurait été dispensé par les premiers juges ;

L'exécution provisoire ne pourra être défendue ni suspendue, si elle a été ordonnée d'après l'article 315.—C.P.G., 318.

CHAPITRE XXIX.

CHOSSES QUI NE PEUVENT ÊTRE SAISIES.

598. Il doit être laissé au débiteur à son choix :

1. Les lits, literies et bois de lits à son usage et à celui de sa famille ;

2. Les vêtements ordinaires et nécessaires pour lui et sa famille ;

3. Deux poêles et leurs tuyaux, une crémaillère et ses accessoires, une paire de chenets, une paire de pincettes et une pelle ;

4. Tous les ustensiles de cuisine, les couteaux, fourchettes et cuillers et la vaisselle à l'usage de la famille, deux tables, deux buffets ou bureaux, une lampe, un miroir, un bureau de toilette avec sa garniture d'articles de toilette, deux coffres ou valises, les tapis ou pièces d'étoffes couvrant les plan-

CHAPTER XXIX.

EXEMPTIONS FROM SEIZURE.

598. The debtor may select and withdraw from seizure :

1. The bed, bedding and bedsteads in use by him and his family ;

2. The ordinary and necessary wearing apparel of himself and his family ;

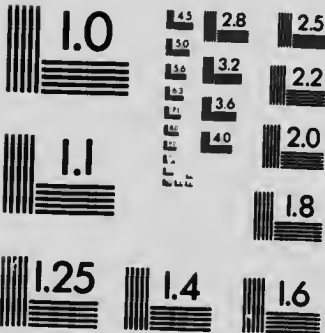
3. Two stoves and their pipes, one pot-hook and its accessories, one pair of adirons, one pair of tongs and one shovel ;

4. All the cooking utensils, knives, forks, spoons and crockery in use by the family, two tables, two cupboards or dressers, one lamp, one mirror, one washing-stand with its toilet accessories, two trunks or valises, the carpets or matting covering the floors, one



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

chers, une horloge, un sofa et douze chaises ; pourvu que la valeur totale de ces effets n'excèdent pas la somme de cinquante piastres ;

5. Tous rouets à filer et métiers à tisser destinés à l'usage domestique, une hache, une scie, un fusil, six pièges, les rets, lignes et seines de pêche ordinairement en usage, une cuvette, une machine à laver, une machine à tordre le linge, un moulin à coudre, deux sceaux, trois fers à repasser, une brosse à souliers, une brosse à plancher, un balai ;

6. Cinquante volumes, et tous les dessins et peintures exécutés par le débiteur ou les membres de sa famille et à son usage ;

7. Des combustibles et des comestibles suffisants pour le débiteur et sa famille pour trois mois ;

8. Deux chevaux ou deux bœufs de labour ; un cheval, une voiture d'été et une voiture d'hiver et l'attelage dont le charretier ou cocher se sert pour gagner sa vie ; une vache, deux cochons, quatre moutons, la laine de ces moutons, l'étoffe fabriquée avec cette laine, et le foin et autres fourrages destinés à la nourriture de ces animaux ; de plus, les instruments ou objets aratoires suivants : une charue, une herse, un traineau de travail, un tombereau, une charrette à foie avec ses roues et les harnais nécessaires et destinés à la culture ;

9. Les livres relatifs à la profession, art ou métier du saisi, jusqu'à la somme de deux cents piastres ;

10. Les outils, instruments ou autres effets ordinairement employés pour l'exercice de sa profession, art ou métier, jusqu'à la somme de deux cents piastres ;

11. Les abeilles, jusqu'à la quantité de quinze ruches ;

clock, one sofa and twelve chairs, provided that the total value of such effects does not exceed the sum of fifty dollars ;

5. All spinning wheels and weaving looms intended for domestic use, one axe, one saw, one gun, six traps, such fishing nets, lines and seines as are in common use, one tub, one washing machine, one wringer, one sewing machine, two pails, three flat-irons, one blacking brush, one scrubbing brush, one broom ;

6. Fifty volumes of books, and all drawings and paintings executed by the debtor or the members of his family, for their use ;

7. Fuel and food sufficient for the debtor and his family for three months.

8. One span of plough-horses or a yoke of oxen ; one horse, one summer vehicle and one winter vehicle, and the harness used by a carter or driver for earning his livelihood ; one cow, two pigs, four sheep, the wool from such sheep, the cloth manufactured from such wool, and the hay and other fodder intended for feeding the said animals ; and moreover, the following agricultural tools and implements : one plough, one harrow, one working sleigh, one tumbrel, one hay-cart with its wheels, and all harness necessary and intended for farming purposes ;

9. Books relating to the profession, art or trade of the debtor, to the value of two hundred dollars ;

10. Tools and implements or other chattels ordinarily used in his profession, art or trade to the value of two hundred dollars ;

11. Bees to the extent of fifteen hives ;

12. The things mentioned in Articles 1743 to 1748 of the Revi-

12. Les objets énumérés dans les articles 1743 à 1748 des Statuts refondus et leurs amendements.

Néanmoins, les choses et effets mentionnés aux paragraphes 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 ne sont pas exempts de la saisie et de la vente, lorsqu'il s'agit du prix de leur acquisition ou lorsqu'ils ont été donnés en gage.—C.P.C., 556, *amendé*; S.R., 5917; 52 Vic., c. 50, s. 3; 53 Vic., c. 58, s. 1.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Associé	33
Boulauger	35
Cheval	34, 35
Choix	11, 12
Combustible	37
Cultivateur	29, 30
Devoir de l'huissier	8, 9, 10
Domages	20
Etendue de l'exemption	6, 7
Fournaise à pâtisserie	31
Journaier	34
Licence	22
Locataire	14
Métier	32
Militaire	24
Outils	28, 33
Renonciation	17, 18, 19
Robe de soirée	25
Sauvages	21
Sous locataire	15, 16
Tiers	13, 26
Usufruit	23
Valeur	27, 36

1. ORD. 1667, tit. 33, art. 14.—2 BOURJON.—POTHIER, *Proc.*, 134-5.—1 PIGEAU, 611-12.—S.R.B.C., c. 83, s. 3.—24 V., c. 27, s. 1.—C.P.F., 592.—S.R.B.C., c. 83, s. 142.—6 R.R.P. GUYOT, 78.—29 V., c. 8, s. 2.

2. Rap. C.—Les principaux changements apportés par l'article 599 sont les suivants : Le paragraphe 9 exempte de la saisie les livres relatifs à la profession, art ou métier du saisi, jusqu'à la somme de deux cents piastres. Le paragraphe 10 porte de trente à deux cents piastres le chiffre pour lequel des outils ou autres instruments doivent être laissés au saisi.

3. Si le débiteur et l'huissier ne s'entendent point sur la valeur des livres et des outils, les auteurs français sont d'opinion que le juge saisi de l'incident par la voie du référé pourra nommer un expert pour faire cette évaluation.—4 CARRÉ & CHAUVEAU, 719, Q. 2040. Cette procédure de référé n'étant pas admise par notre code, il nous semble que l'huissier devra prendre sur lui de faire l'évaluation et le débiteur s'il se croit lésé devra se plaindre par opposition.

4. La question de savoir ce qu'il faut

sed Statutes and their amendments.

Nevertheless, the things and effects mentioned in Paragraphs 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 are not exempt from seizure and sale when the suit is to recover the price of their purchase, or when they have been given in pawn.—C.C. P., 556, *amended*; R.S., 5917; 52 Vic., c. 50, s. 3; 53 Vic., c. 58, s. 1.

comprendre par lits, etc., doit être résolue dans chaque espèce, par les magistrats, qui prendront pour guides la voix de l'humanité, la position, la fortune, l'âge et la santé du débiteur.—4 CARRÉ & CHAUVEAU, 717, Q. 2037.

5. Le saisi est tenu, pour pouvoir profiter du bienfait de la loi, de formuler son choix au moment de la saisie ou au plus tard, avant la vente des objets saisis. Et il ne peut à la distribution des deniers, se faire colloquer pour une somme représentative de ces objets, parce que ce sont des objets en nature que le législateur a en la pensée de lui accorder.—4 CARRÉ & CHAUVEAU, 720, Q. 2041 ter.

6. Le droit du débiteur de distraire de la saisie exécution certains meubles à son choix ne dure que tant que les meubles sont en nature et ne s'étend pas au prix ni à la valeur d'iceux après qu'ils ont été aliénés ou détruits.—C.R., 1895. *Falardeau vs Jobin*, 8 R.J.O., 64; CASALT, ANDREWS & LARUE, JJ.

7. Par l'article 556 du code de procédure civile, les outils et instruments ordinairement employés pour le métier du débiteur ne sont pas déclarés insaisissables, mais le dit article déclare seulement qu'ils devront être laissés au débiteur à son choix. Le débiteur doit faire ce choix lors de la saisie, et s'il ne le fait pas, l'huissier peut et doit saisir la totalité des effets, moins ceux expressément déclarés insaisissables. Si subséquemment le débiteur veut exercer son droit, il devra le faire à ses frais.—C.S., 1886. *Ross vs Lemieux*, 2 M.L.R., 272; TASCHEREAU, J.

8. Lors de la saisie, l'huissier instrumentant doit offrir au saisi le choix des effets qui sont exempts de saisie.—C.S., 1892. *Lanthier vs Thoin*, 2 R.J.O., 157; PAGNUELLO, J.

9. It is not necessary for the bailiff to allege in his *procès-verbal* of seizure that he has left with the defendant the effects exempt by law.—C.C., 1863. *Yeu vs O'Connor*, 7 J., 126; 11 R.J.R., 329; MONX, J.

10. En principe les officiers de justice sont présumés avoir obéi aux prescriptions de la loi, et on ne peut induire du silence

d'un procès-verbal de saisie-exécution qui mentionne la saisie d'un poêle, qu'il n'en a pas été laissé un autre au débiteur.—C.S., 1886. *Sexton vs Beaugrand*, 2 M.L.R., 413; JETTÉ, J.

11. Le défendeur, en déclarant à l'huissier au sujet d'une voiture exemptée de la première saisie, "je n'ai rien que cela pour gagner ma vie" n'a pas exercé le droit de choix accordé par l'article 556 C.P., (598 n.c.) et il était encore libre de faire ce choix lors de la seconde saisie.

La signature du défendeur au procès-verbal ne fait aucune preuve du choix; en l'absence du choix le devoir de l'huissier est de saisir la totalité des effets, sauf au débiteur à exercer son droit avant la vente, mais à ses frais.—C.S., 1896. *Filion vs Chabot*, 9 R.J.O., 327; CARON, ANDREWS & LARUE, JJ.

12. Le créancier d'un débiteur qui a laissé son domicile et a emporté avec lui une partie notable de ses effets de ménage, n'est pas tenu de faire des perquisitions pour découvrir quels sont les effets que ce débiteur a emportés ni quels sont ceux qu'il veut conserver.

Les effets insaisissables sont déclarés tels en vue du bien public, mais c'est au débiteur saisi qui veut réclamer le bénéfice de ces exemptions à signifier son intention et à s'opposer à ce que ses biens exempts de saisie soient vendus.—C.R., 1897. *Boucher vs Veronneau*, 3 R. de J., 467; DELORIMIER, PAGNUELO & ARCHIBALD, JJ.

13. The privilege granted by article 873 C.P.C., of subtracting from the sale the effects mentioned in art. 556 C.P.C., may be exercised by a third person who is the owner of any effects on the leased premises, which had they belonged to the tenant could have been withdrawn by him.—C.S., 1894. *Herron vs Brunette*, 6 R.J.O., 318; DOHERTY, J.—C.R., 1895. *Brophy vs Fisel*, 7 R.J.O., 173; GILL, LORANGER & PAGNUELO, JJ.

14. Le privilège du locataire ne porte pas sur les effets qui doivent être, en vertu de l'article 556, laissés au débiteur à son choix.—C.R., 1886. *Michon vs Venne*, 2 M.L.R., 367; TORRANCE, PAPINEAU & TASCHEREAU, JJ.

15. Lorsque le bail principal contient une prohibition de sous-louer, un sous-locataire peut former opposition à la saisie par le propriétaire de ses meubles qui sont déclarés insaisissables par l'article 556 du C.P.C.—C.S., 1877. *Jones vs Albert*, 7 L.N., 277; TORRANCE, J.

16. Un sous-locataire qui a loué malgré la prohibition de sous-louer ne peut réclamer l'exemption de saisie accordée par l'article 556, lorsque le locataire principal s'est déjà prévalu de cette exemption.—C.S., 1893. *Bartel vs Desroches*, 4 R.J.O., 60; DELORIMIER, J.

17. La clause, insérée dans un bail, par laquelle le locataire renonce au bénéfice que la loi lui garantit de l'insaisissabilité de ses

meubles, en faveur de son locateur, est illégale.—C.C., 1876. *Marois vs Deslauriers*, 7 L.N., 278; JOHNSON, J.

18. Le locataire ne peut renoncer au privilège conféré par l'article 556 du C.P.C., relativement aux meubles déclarés insaisissables par la loi; la clause du bail par laquelle le preneur aurait renoncé à tel privilège doit être déclarée nulle comme contraire à l'ordre public.—C.C., 1885. *Brodeur vs Rogers*, 30 J., 2; SICOTTE J.

19. Lorsqu'un bail à loyer contient la clause que tous les meubles meublant la maison louée sans exception devront répondre et pourront être saisis pour le prix du loyer, le locataire ne pourra plus invoquer les exemptions énoncées aux articles 556, 557 et 558 du code de procédure civile.—C.C., 1878. *Robitaille vs Bolduc*, 4 Q.L.R., 179; CARON, J.

20. Le débiteur dont les effets déclarés insaisissables par la loi sont saisis par un créancier, a un recours en dommages contre ce dernier. La vente des effets déclarés insaisissables par la loi est illégale, quand même il n'y aurait eu avant la vente aucune opposition ou intervention.—C.C., 1886. *Lemoine vs Giroux*, 9 L.N., 147; BUCHANAN, J.

21. En vertu de l'acte des sauvages de 1876, (39 V., c. 18), les biens-meubles et effets mobiliers des sauvages sont exempts de saisie.—C.C., 1878. *Lepage vs Watso*, 4 Q.L.R., 81; 8 R.L., 596; DORIOU, J.—C.C., 1878. *Durand vs Sinoui*, 4 Q.L.R., 93.—C.S., 1878. *Hannis vs Turcolle*, 8 R.L., 708; CARON, J.

22. Une licence pour vendre des boissons enivrantes, n'étant que la preuve écrite d'un droit confié à une personne par l'autorité compétente, et la loi ayant pourvu à un mode spécial de transporter le droit lui-même, le créancier ne peut la saisir en exécution d'un jugement comme il peut le faire pour les titres mentionnés aux articles 557 et 565 du code de procédure civile.—C.S., 1885. *Van de Vliet vs Féniou*, 1 M.L.R., 216; TASCHEREAU, J.—C.C., 1880. *Berlin vs Théroux*, 17 R.L., 240; CHARLAND, J.

23. L'usufruit et jouissance des meubles meublants, et des choses qui, sans se consumer de suite, se détériorent peu à peu par l'usage, détenus à titre d'usufruit, ne peuvent être saisis et vendus par les créanciers de l'usufruit.—C.C., 1880. *Bertrand vs Popin*, 6 Q.L.R., 352; STUART, J.

24. L'épée d'un militaire est exempte de saisie, comme formant partie nécessaire de ses accoutrements.—C.C., 1858. *Wade vs Hussey*, 8 L.C.R., 511; 6 R.J.R., 327; CHABOT, J.

25. A ball dress is not exempt from seizure as coming within the designation of "ordinary and necessary wearing apparel."—C.A., 1883. *Doutre & Sharpley*, 6 L.N., 37; 27 J., 25.—*Contra*. C.C., 1881. *O'Dowd vs Brunette*, 4 L.N., 79; CARON, J.

26. Le propriétaire d'un poêle, d'une

couchette et d'une table, qui n'a que ces effets, ne peut en empêcher la saisie et vente pour loyer sur un défendeur à qui il les a prêtés ou loués, et l'exemption de la saisie de ces effets, établie par la loi, n'est qu'en faveur du défendeur.—C.C., 1870. *Bélangier vs Roy & Dorion*, 10 R.L., 19; DOHERTY, J.

27. Si l'huissier a laissé au défendeur certains objets mentionnés dans le § 4 de l'article 556 (598 n.c.) valant une somme moindre que \$50.00, ce défendeur pourra faire distraire de la saisie d'autres effets à un montant suffisant pour compléter la valeur de \$50.00.—C.S., 1890. *Liggett vs Storer*, 20 R.L., 318; JETTÉ, J.

28. Celui qui a une autre occupation, et qui exerce qu'accidentellement un métier, n'a pas droit à la distraction de la saisie des outils qu'il y emploie.—C.R., 1881. *Noel vs Laverdure*, 7 Q.L.R., 367; MEREDITH, STUART & CASALTY, JJ.

29. Un cultivateur ne change pas d'état par le fait de la vente en justice du fonds qu'il exploite, et il est encore admis, après cette vente, à invoquer l'insaisissabilité des chevaux de labour, etc., surtout lorsqu'il continue à occuper le fonds vendu, comme fermier de l'adjudicataire.—C.R., 1891. *Bilodeau vs Jalbert*, 17 Q.L.R., 297; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

30. Il n'y a pas lieu à l'exemption accordée par l'article 556 § 8 C.P.C., lorsque le saisi ne fait pas de culture suffisante pour justifier la qualification de cultivateur.—C.S., 1886. *Gendron vs Morissette*, 14 R.L., 632; ANGERS, J.

31. Une fournaise à pâtisserie saisie chez un confiseur tombe sous l'exemption du § 9, et le confiseur est en droit de la faire distraire de la saisie.—C.S., 1894. *Roy vs Lejevre*, 6 R.J.O., 485; PAGNUELO, J.

32. The word "trade" (*métier*), as used in art. 556 C.P.C., includes the "occupation" by which a debtor earns his living, even when the occupation consists in the practice

of a profession; and therefor the medical and surgical instruments of a physician and surgeon are exempt to the value of thirty dollars; a portemanteau used by a physician for carrying his instruments is also exempt under paragraph 4 of art. 556. A bevelled mirror, forming the back ground for a painting executed by a member of the family, is not exempt under par. 5 of art. 556.—C.S., 1895. *Demers vs O'Connor*, 7 R.J.O., 216; DOHERTY, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

33. Les outils que l'un des associés met dans l'actif d'une société, comme sa part contributive, cessent d'appartenir à cet associé, pour devenir la propriété de la société, et cet associé personnellement ne peut ensuite former opposition pour empêcher la vente de ces outils à l'encontre d'une saisie pratiquée contre telle société.—C.S., 1898. *Marlet vs Lemieux*, 4 R. de J., 322; ANDREWS, J.

34. Un journalier, qui garde un cheval dont il se sert pour gagner sa vie, doit jouir des mêmes privilèges qu'un charretier quant à l'insaisissabilité de ses biens.—C.C., 1898. *Drouin vs Giguère*, 4 R. de J., 24; PELLETIER, J.

35. La voiture et le cheval d'un boulanger, ainsi que le comptoir (stand) avec ses miroirs et tablettes, sont insaisissables.—C.C., 1898. *Létang vs Julian*, 1 R.P., 170; PURCELL, J.

36. Une opposition par le défendeur, basée sur le fait qu'en retranchant les objets saisis il ne resterait au défendeur que des effets pour un montant moindre que \$50.00, en sus des lits, literies et vêtements de lui et de sa famille, sera renvoyée sur motion, comme frivole.—C.S., 1898. *Beaulieu vs Stuart & Stuart*, 1 R.P., 412; MATHIEU, J.

37. V. article 631, No. 1, au sujet du combustible.

599. Sont insaisissables :

1. Les vases sacrés ou autres effets servant au culte religieux ;
2. Les portraits de famille ;
3. Les immeubles déclarés insaisissables par le donateur ou le testateur ou par la loi ; et les sommes et objets donnés ou légués sous la condition d'insaisissabilité ;
4. Les provisions alimentaires adjugées par la justice, et les sommes et pensions données à titre d'aliments, encore que le donateur ou le testateur ne les ait pas expressément déclarées

599. The following are exempt from seizure :

1. Consecrated vessels and things used for religious worship ;
2. Family portraits ;
3. Immoveables declared by a donor or testator, or by law, to be exempt from seizure ; and sums of money or objects given or bequeathed upon the condition of their being exempt from seizure ;
4. Alimentary allowances granted by a court, and sums of money or pensions given as alimony, even

insaisissables. Elles peuvent cependant être saisies pour dettes alimentaires ;

5. Les bâtiments, bateaux et autres embarcations de pêche, les appareils, filets, rets, seines ou autres ustensiles de pêches et les provisions appartenant à un pêcheur, qui sont nécessaires à sa subsistance et à celle de sa famille ou à ses opérations. Ces effets peuvent, cependant, être saisis et vendus pour le prix de leur acquisition, mais non entre le premier mai et le premier novembre ;

6. La solde et la pension des militaires et des marins sur les vaisseaux de l'État ;

7. Le casuel et les honoraires dus aux ecclésiastiques et aux ministres du culte, à raison de leurs services actuels et les revenus des titres cléricaux ;

8. Le salaire des professeurs, des précepteurs et des instituteurs ;

9. Les traitements des fonctionnaires publics ; sauf quant à ceux des officiers publics, permanents ou non, de la province, qui sont saisissables pour :

(a) Un cinquième du paiement mensuel d'un traitement ou salaire n'excédant pas mille piastres par année ;

(b) Un quart du paiement mensuel d'un traitement ou salaire excédant mille piastres mais n'excédant pas deux mille piastres par année ;

(c) Un tiers du paiement mensuel d'un traitement ou salaire excédant deux mille piastres par année ;

10. Les traitements des greffiers dans les cités et villes constituées en corporation, excepté dans la proportion mentionnée dans le paragraphe 9 ;

11. Tous autres traitements, salaires et gages à quelque époque et de quelque manière qu'ils soient payables, pour :

though the donor or testator has not expressly declared them to be exempt from seizure. They may, however, be seized for alimentary debts :

5. All vessels, boats, and other fishing craft, tackle, nets, seines, lines or other fishing apparatus, and provisions belonging to any fisherman and necessary for his subsistence and that of his family or for his fishing operations. Such effects may, however, be seized and sold for their purchase price, but not between the first day of May and the first day of November ;

6. Pay and pensions of persons belonging to the Army or to the Navy ;

7. Contingent emoluments and fees due to ecclesiastics and ministers of worship by reason of their current services and the income of their clerical endowment ;

8. The salary of professors, tutors and school-teachers ;

9. Salaries of public officers ; with the exception of those of public officers and employees of the Province, whether permanent or not, which are seizable for :

(a) One-fifth of every monthly salary not exceeding one thousand dollars per annum ;

(b) One-fourth of every monthly salary exceeding one thousand dollars but not exceeding two thousand dollars per annum ; and

(c) One-third of every monthly salary exceeding two thousand dollars per annum ;

10. Salaries of city or town clerks in incorporated cities or towns, except as to the proportions mentioned in paragraph 9 ;

11. All other salaries and wages, at whatever time and in whatever manner payable, for

- (a) Quatre cinquièmes, s'ils n'excèdent pas trois piastres par jour ;
- (b) Trois quarts, s'ils excèdent trois piastres mais n'excèdent pas six piastres par jour ;
- (c) Deux tiers, s'ils excèdent six piastres par jour ;

12. Les livres de compte, titres de créances et autres documents en la possession du débiteur, sauf ce qui est mentionné en l'article 641.—*Nouveau, partie* ; C.P.C., 558, amendé ; 556 § 5, *partie* ; S.R., 5918 ; 52 V., c. 50, s. 4 ; 54 V., c. 12, s. 2 ; C.P.C., 628, *partie, amendé* ; S.R., 5931 ; 54 V., c. 12, s. 3 ; C.P.C., 632, *partie*, 557.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Administrateur	15
Admission	6
Aliments	6, 8 à 12, 22, 45
Amirauté	23
Assurance	7
Charges	5
Compensation	10
Conservation	17, 18, 19
Dette antérieure	16
Domnages	28 à 34
Employés fédéraux	35, 36, 37
Employés du greffe	46
Entrepreneurs	38
Estimation	47
Fortification	27
Frais	20, 45
Gratuité	21
Immeuble	3, 4, 5, 14, 15
Inspecteur du revenu	26
Instituteurs	41
Jobber	51
Journalier	43
Loyer	4
Magistrat de district	42
Matelot	48, 50
Officier public	26, 39
Pension	12, 13, 14
Pilote	24, 25
Précepteur	40
Séparation: de corps et de biens	11
Shérif	49
Substitut du procureur	44
Substitution	3

1. POTHIER, *Proc.*, 154-175.—3 ANC. DENIZ., 417, 419, 420.—2 BOUR., 670-1.—6 BROCHE, 26.—1 PIGEAU, 651.—C.P.F., 581, 582.—V. aussi l'article précédent.

2. Rap. C.—L'article 600 stipule une importante innovation. Le paragraphe 11, faisant à tous les salariés l'application du principe qui a valu à une classe seulement des travailleurs, aux *operari*, le privilège

(a) Four-fifths, when they do not exceed three dollars per day ;

(b) Three-quarters, when they exceed three dollars but do not exceed six dollars per day ; and

(c) Two-thirds when they exceed six dollars per day.

12. Books of account, titles of debt and other papers in the possession of the debtor, except as mentioned in article 641.—*New, in part* ; C.C.P., 558, amended ; 556 § 5, *in part* ; R.S., 5918 ; 52 Vic., ch 50, s. 4 ; 54 Vic., c. 12, s. 2 ; C.C.P., 628, *in part, amended* ; R.S., 5931 ; 54 Vic., c. 12, s. 3 ; C.C.P., 632, *in part*, 557.

édicte par l'article 628 C.P.C., détermine, dans une mesure à peu de chose près semblable à celle qui est établie pour les officiers publics, la proportion dans laquelle tous les traitements et salaires seront insaisissables. Cette règle a nécessité l'abrogation du paragraphe 5 de l'art. 538 C.P.C.

3. Where property was bequeathed with the condition that it would be unseizable, and was substituted to the children of the heirs, and the executors sold a portion to one of the heirs.—*Held* : That the effect was to make a partition and the revenues of said property were unseizable.—C. A., 1883. *Molson & Carter*, 6 L.N., 372.

4. Les loyers d'un immeuble légué à titre d'aliment et avec clause d'insaisissabilité ne peuvent être saisis pour une dette de légaliaire antérieure à la date où l'immeuble est échu au défendeur.—C.S., 1895. *Madden vs O'Regan*, 7 R.J.O., 401 ; ROUTHIER, J.

5. Where a condition of non-seizability accompanies the donation of an immovable, a judgment creditor of the donee, seeking to execute upon the land, cannot set up the pretention that the charges imposed on the donee exceed the whole value of the property and that his title was therefore in reality a sale and not a donation.—C.R., 1896. *Soucy vs Lebel*, 12 R.J.O., 203 ; CA-SAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

6. Les admissions du propriétaire de biens déclarés alimentaires, si elles ne sont pas entachées de collusion, font preuve contre lui du caractère alimentaire de la créance au paiement de laquelle on oppose la prohibition d'hypothéquer ou aliéner contenue dans un testament.—C.R., 1872. *Wilson vs Leblanc*, 16 J., 197 ; 19 R.J.R., 261 ; BERTHELLOT, MACKAY & TORRANCE, JJ.

7. The provisions contained in the Act 29 Vic., c. 11, whereby insurances upon the lives of husbands may be effected or indorsed

in favor of their wives and children, are in the nature of *aliments*, and the insurance money due under policies made under said Act is free from the claims of the creditors of both the husband and wife.—C.A., 1874. *Vilbon & Marsoin*, 18 J., 249.

8. Objects which are exempt from seizure by reason of being given as *aliments*, may nevertheless be seized and sold for an alimentary debt.—C.S., 1881. *Delaud vs Desriviers*, 4 L.N., 40; PAPINEAU, J.

9. The usufruct of moveable property inherited by the husband though declared by the testator to be inalienable, non-assignable and not seizable, may be seized in execution of a judgment of *séparation de corps*, condemning the husband to pay to his wife an alimentary allowance.—C.S., 1882. *Maguire vs Huot*, 5 L.N., 374; TORRANCE, J.

10. En principe, la créance d'aliments dus *ex officio pietatis* ne peut être l'objet d'une compensation ni d'une saisie.—C.S., 1884. *Millot vs Millot*, 30 J., 328; JETTÉ, J.

11. A provisional alimentary allowance, granted by the court to a wife during the pendency or her suit against her husband for *séparation de corps et de biens* is an alimentary debt within the meaning of art. 558 C.C.P., (599 n.c.), and an alimentary allowance payable to the husband under the will of his father, may be seized therefor, though declared *insaisissable* by the will.—C.R., 1891. *Perreault vs Masson*, 7 M.L.R., 120; 14 L.N., 180; GILL, LORANGER & DAVIDSON, JJ.

12. Une pension alimentaire déclarée *insaisissable* peut néanmoins être saisie à la poursuite d'une personne, dans l'espèce, l'épouse du défendeur, à qui le créancier de cette pension alimentaire doit lui-même des *aliments*.—C.S., 1892. *Bélair vs Sénécal*, 2 R.J.O., 276; JETTÉ, J.—C.S., 1892. *Desrosiers vs Meilleur*, 2 R.J.O., 411; JETTÉ, J.

13. Une pension alimentaire accordée en justice peut être saisie pour les frais encourus pour l'obtenir, lesquels sont censés être d'une nature alimentaire.—C.R., 1894. *Belleau vs Ennis*, 6 R.J.O., 194; CASALTY, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

14. Lorsqu'il appert qu'une pension viagère a été léguée à titre d'aliments, elle est *insaisissable*.

Une pension alimentaire est saisissable en satisfaction des frais encourus pour son obtention.—(C.S., *Belleau vs Ennis*, 6 R.J.O., 194); mais elle ne l'est pas pour des frais adjugés contre le pensionnaire sur une procédure malheureuse par lui faite dans le but de collecter sa rente.—C.R., 1895. *Pacand vs Dumoulin*, 7 R.J.O., 296; ROUTHIER, ANDREWS & LARUE, JJ.

15. La clause d'*insaisissabilité* et *incessibilité* d'un immeuble, insérée dans un testament, ne s'applique pas aux obligations que le légataire peut encourir à raison de la dite propriété, même pour l'administration d'icelle.—C.S., 1878. *Saunders vs Voisard*, 28 J., 266; RAINVILLE, J.

16. On an opposition based on a clause in a will by which the property seized was declared to be exempt from seizure.—*Held*: that as the judgment was for money advanced to pay the debts of the testatrix herself, and as she had no power to prevent the property of her succession from being liable for her debts, that the opposition must be dismissed.—C.S., 1878. *Ontario Bank vs Lionais*, 1 L.N., 279; JOHNSON, J.

17. La défense d'aliéner et l'*insaisissabilité* portées à un acte de donation, ne peuvent être invoquées dans les cas de réparations nécessaires faites pour augmenter la valeur et le revenu de la chose donnée.—C.S., 1870. *Valois & Garcau*, 2 R.L. 131; BEAUDRY, J.

18. Les revenus stipulés *insaisissables* d'un immeuble peuvent cependant être saisis pour des réparations et ouvrages nécessaires pour la conservation de cet immeuble.—C.R., 1895. *Demers vs Boutillier*, 7 R.J.O., 32; LORANGER, TELLIER & LYNCH, JJ.—C.R., 1897. *Ouimet vs Prévost*, 12 R.J.O., 185; JETTÉ, OUIMET & PAGNUELO, JJ.

19. Des effets mobiliers donnés comme *aliments* et déclarés *insaisissables* sont cependant soumis à un privilège pour les frais faits pour leur conservation.—C.S., 1885. *Benoit vs Benoit*, 19 R.L., 237; PAPINEAU, J.

20. Un avocat qui agit *in forma pauperis* pour une personne pauvre et incapable de faire valoir ses droits en recouvrement d'une pension alimentaire, ne peut faire saisir cette pension pour ses frais.—C.S., 1897. *Mathieu vs Beauchamp*, 10 R.J.O., 307; PAGNUELO, J.

21. Une pension qui n'est pas constituée à titre purement gratuit, mais pour certaines considérations exprimées à l'acte de constitution, est saisissable.—C.R., 1890. *Vignault vs Bone*, 19 R.L., 185; GILL, TELLIER & PAGNUELO, JJ.

22. La créance de celui qui réclame des *aliments* reconnue par un jugement n'est pas une dette alimentaire dans le sens du présent article, et, partant, le créancier ne peut pas saisir, en exécution de son jugement, une pension qui a été léguée à son débiteur à titre d'aliments et qui a été stipulée *incessible* et *insaisissable*.—C.A., 1895. *Wilson & Brisebois*, 4 R.J.O., 238.

23. Money in the hands of the officers of the admiralty cannot be attached.—C.B.R., 1816. *Perrault vs McCarthy*, 3 R. de L., 306.

24. Les pensions accordées aux pilotes infirmes, et aux veuves et aux enfants de pilotes, sur le fond créé à cet effet par la 45 Geo. III, c. 12, s. 11, ne sont pas saisissables.—C.C., 1853. *Lelièvre vs Baillargeon*, 3 L.C.R., 420; DUVAL, J.

25. Les pensions accordées aux pilotes infirmes en vertu de la 45 Geo. 3, cap. 12, s. 11, et de la 12 Vic., cap. 114, s. 61, sont *insaisissables*.—C.C., 1878. *Shaw vs Bourget*, 4 Q.L.R., 181; CASALTY, J.

26. Une somme d'argent payable par l'inspecteur du revenu pour services rendus comme dénonciateur, sous l'article de la 14 et 15 Vic., chap. 100, est insaisissable.—C. C., 1858. *Leclerc vs Caron*, 8 L.C.R., 287; CHABOT, J.
27. Moneys, payable under a contract for the erection of fortifications in this province, are not liable to attachment.—C.S., 1868. *Fills vs Pilon*, 12 J., 289; TORRANCE, J.
28. Une somme d'argent accordée par jugement comme réparation civile d'un tort personnel, est insaisissable.—C.S., 1862. *Chef vs Léonard*, 6 J., 305; SMITH, J.
29. Une somme accordée comme réparation civile d'une injure personnelle est de sa nature insaisissable.—C.C., 1884. *Maurice vs Desrosiers*, 12 R.L., 654; 7 L.N., 264; 29 J., 58; PAPINEAU, J.
30. Les dommages accordés comme réparation civile dans une action d'injure, parce que le défendeur aurait souffleté la fille mineure du demandeur, sont insaisissables.—C.C., 1885. *Laberge vs Bouchard*, 10 L.N., 187; ROUTHIER, J.
31. Les dommages accordés en réparation de blessures corporelles et pour soins médicaux, perte de temps, etc., ne sont pas saisissables.—C.C., 1887. *Cressé vs Young*, 18 R.L., 186; PAGNUELO, J.
32. A sum of money awarded by the court, as indemnity for personal injuries of a permanent nature, partakes of the nature of an alimentary provision and is insaisissable.—C.S., 1881. *Beauvais vs Leroux*, 2 M.L.R., 491; PAPINEAU, J.
33. The amount of a judgment obtained as damages for libel is not exempt from seizure by garnishment.—C.A., 1887. *Archambault & Latonde*, 3 M.L.R., 486; 18 R.L., 191; 31 J., 213.—C.S., 1896. *Merchants Bank of Canada vs Sauvalle*, 12 R.J.O., 210; DAVIDSON, J.
34. Des dommages-intérêts accordés pour destruction d'habits (par la morsure d'un chien), médicaments, soins de médecin et perte de temps par suite d'une blessure, sont saisissables.—C.S., 1896. *Poupart vs Miller*, 10 R.J.O., 137; MATHIEU, J.
35. Notwithstanding the terms of the act Q., 38 V., c. 12, the salaries of employees and officers of the Federal Government are exempt from seizure, the local Legislature having no power over them.—C.S., 1877. *Evans vs Hudon*, 22 J., 268; RAINVILLE, J.
36. Le salaire des employés du gouvernement fédéral est insaisissable.—C.C., 1881. *Crevier vs de Grandpré*, 5 L.N., 48; RAINVILLE, J.
37. Le salaire des employés du gouvernement n'est pas saisissable, à moins d'un statut spécial à cet effet.—Un employé du gouvernement à tant par jour n'est pas un employé mensuel dont le salaire est déclaré saisissable par la 38 Vic., chap. 12.—C.C., 1877. *Lépine vs Gauthier*, 5 Q.L.R., 217; MEREDITH, J.
38. Les argents entre les mains du gouvernement et dus aux entrepreneurs ne sont pas saisissables.—C.C., 1879. *Gingras vs Vézina*, 5 Q.L.R., 237; MEREDITH, J.
39. In the case of an attachment of the salary of a public officer under the provisions of the statute 38 V., c. 12, there being no one upon whom an order binding as a judgment can be made, the court will simply declare that the seizable part of defendant's salary, so long as he continues to be employed as a public officer, may be paid to the plaintiff until his debt be discharged.—C.S., 1880. *Burke vs Colfer*, 6 Q.L.R., 349; MEREDITH, J.
40. Le salaire d'un précepteur est saisissable.—C.S., 1881. *Africain vs Villeneuve*, 4 L.N., 54; JOHNSON, J.
41. Les instituteurs ne sont pas des fonctionnaires publics et leur salaire est insaisissable.—C.S., 1884. *Lovejoy vs Campbell*, 1 M.L.R., 77; LORANGER, J.
42. Un magistrat de district ne tombe pas sous le coup des dispositions du statut de Québec 1875, 38 Vic., ch. 12, (Statuts refondus de Québec, art. 692), déclarant saisissable le salaire de tout employé dans la province de Québec, dans les proportions fixées au dit statut.—C.R., 1880. *Lafrenière vs Barthe*, 17 R.L., 527; JOHNSON, DAVIDSON & DELORMIER, JJ.
43. Le tiers-saisi, qui est assigné pour déclarer ce qu'il doit à un journalier, n'est pas tenu de donner avis de la déclaration qu'il doit faire tous les mois, conformément à l'article 628 C.1.C.—C.C., 1889. *Lortie vs Boileau*, 19 R.L., 612; PAGNUELO, J.
44. Les honoraires du substitut du procureur général ne sont pas saisissables.—C.R., 1896. *Robinson vs Quinn & Casgrain*, 9 R.J.O., 240; TAIT, CHARLAND & DELORMIER, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

45. Les honoraires des avocats poursuivant l'interdiction sont privilégiés et peuvent être prélevés sur des sommes léguées à titre d'aliments et déclarés incessibles et insaisissables, et ce, même si l'interdiction n'a pas été prononcée, pourvu que l'intimé ait consenti avant la réunion du conseil de famille à payer les honoraires des avocats poursuivant l'interdiction.—C.S., 1898. *Demers vs Braudry*, 1 R.P., 190; MATHIEU, J.
46. L'article 697 du C.P. ne s'applique pas au salaire d'un employé au greffe de la cour supérieure, lequel tombe sous le paragraphe 9 de l'article 599, et, par suite, ce salaire ne peut être distribué aux créanciers comme le serait, en vertu du dit article 697, celui des débiteurs auxquels s'appliquent les paragraphes 10 et 11 du dit article 599.—C.S., 1898. *La Banque du Peuple vs Paradis & Turcolle*, 4 R.L.n.s., 490; TAIT, J.
47. An assessor of the city of Montreal is a public officer, and his salary is exempt

from garnishment under art. 599 C.P.—C.S., 1898. *Stewart vs Enard*, 1 R.P., 217; CURRAN, J.—Confirmé en appel.

48. Les gages d'un matelot engagé à \$16.00 par mois sur un vapeur enregistré, voyageant à l'intérieur entre Québec et Chicoutimi, sont insaisissables, en vertu de l'acte de l'engagement des matelots, chap. 74, sect. 80, S.R.C.—C.S., 1898. *Larouché vs Bherer & La Compagnie de Navigation Richelieu & Ontario*, 1 R.P., 493; GAGNÉ, J.

49. Le salaire du shérif n'est saisissable en aucune proportion.—C.S., 1898. *Paton vs Arpin*, 14 R.J.O., 415; GILL, J.

50. Les gages d'un second à bord d'une goélette enregistrée, en vertu des dispositions contenues dans la section 80, chap. 74 des S.R.C., sont insaisissables, et tout inté-

ressé peut invoquer cette insaisissabilité.

Il peut céder ses gages, mais la cession qu'il en a faite ne le lie pas et ne l'empêche pas d'en toucher le prix. Ce privilège n'appartient néanmoins qu'à lui seul et nul autre ne peut l'invoquer et s'en prévaloir. D'où il suit que le cessionnaire des gages d'un second ou matelot peut invoquer la nullité de la saisie qui en a été faite, et que le saisissant ne peut pas lui répondre que son transport est nul et qu'il est sans intérêt.—C.S., 1898. *Mercier vs Mercier & Lachance*, 14 R.J.O., 383; CASAPLET, J.

51. Les gages de celui que l'on appelle un *jobber*, c'est-à-dire celui qui travaille à la pièce dans une manufacture, sont saisissables pour une partie.—C.S., 1897. *Bélanger vs Roy*, 4 R.L.U.S., 162; ANDREWS, J.

CHAPITRE XXX.

Exécution forcée des jugements.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

600. Le jugement du tribunal ne peut être mis à exécution qu'au moyen d'un bref au nom du souverain.—C.P.C., 545, *partie amendée*; S.R., 5913.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 139; c. 85, s. 2 & 4.—25 GEO. III, c. 2, s. 30.—35 Vict., c. 6.—C.P.F., 345.

2. The condition of a judgment may be fulfilled per *equipollens* instead of *in forma specifica* when it appears that such was the intention of the court.—C.S., 1892. *Simard vs Fortier*, 1 R.J.O., 191; ANDREWS, J.

3. Lorsqu'un jugement a été rendu portant condamnation pour le paiement d'une somme déterminée à titre de pension alimentaire, le jugement doit être exécuté de la manière ordinaire; et le créancier ne peut poursuivre par voie d'action le recouvrement de la pension portée dans le jugement.—C. C., 1885. *David vs Dupont*, 13 R.L., 425; CHAGNON, J.

4. L'endosseur d'un billet, condamné conjointement avec le faiseur, peut, au lieu d'exécuter contre ce dernier le jugement qu'il a payé, prendre une nouvelle action pour le montant du billet.—C.R., 1891. *Julien vs Archambeault*, 20 R.L., 546; JOHNSON, MATHIEU & PAGNUELO, JJ.

5. The judge, in the exercise of a sound discretion, may grant a *sursis* of proceedings under execution to allow of an appeal to the Privy Council in England.—C.S., 1873. *De-Gaspé vs Asselin*, 18 J., 112; TORRANCE, J.

6. Where a party condemned to costs has

CHAPTER XXX.

Compulsory execution of judgments.

SECTION I.

GENERAL PROVISIONS.

600. The judgments of a court can be put into execution only by means of a writ issuing in the name of the Sovereign.—C.C.P., 545, *in part amended*; R.S., 5913.

applied for permission to appeal, no execution will be granted by the prothonotary until the motion is decided.—C.S., 1882. *Picquette vs Hutton*, 5 L.N., 239; devant le prothonotaire.

7. In certain cases, as when the same parties have another suit pending, which may alter the balance of indebtedness, the court may suspend execution in a case decided, and the suspension of the execution may be extended to the costs of the attorneys.—C.A., 1883. *Dorion & Dorion*, R., 290.

8. Un juge en chambre a le pouvoir de suspendre l'exécution d'un jugement pendant un temps limité, pour permettre, pour des raisons qu'il apprécie, à la partie condamnée, de s'adresser au conseil privé, pour appeler du jugement rendu par la cour de dernier ressort.—C.S., 1889. *Gilman vs Gilbert*, 17 R.L., 48; MATHIEU, J.

9. Where leave to appeal to the judicial committee of the privy council has been refused by the court of Queen's Bench, a judge of the Superior Court has no power to suspend the execution of the judgment.—C.S., 1893. *Piché vs Letang*, 3 R.J.O., 488; DOHERTY, J.

10. The issue and service of a writ of appeal does not stay execution unless secur-

ity be given, and an opposition founded on the issue and service of such writ without security will be rejected on motion.—C.S., 1878. *Booth vs Bastien*, 1 L.N., 130; J., 41; MACKAY, J.

11. After permission has been granted to appeal to the privy council, from the judgment which has the effect of setting aside an attachment of rents payable to the appellant, the latter cannot obtain an order to execute the judgment provisionally, on the ground that the rents were really ali. vts., and that appellant is in his great want. C.A., 1883. *Molson & Carter*, 28 J., 103.

12. Lorsque le titre de créance d'une société est un jugement, ce jugement doit être exécuté au nom de la société, mais seulement pour la part du ci-devant associé qui l'exécute, et le bref d'exécution doit le mentionner.

Quand la société a déjà obtenu jugement contre le débiteur pour toute la dette, un membre de la société ne peut pas, après la dissolution de celle-ci, obtenir un autre jugement pour sa part de la même dette; mais il peut exécuter pour sa part le jugement déjà obtenu par la société.—C.S., 1897. *Crépeau vs Boisvert*, 13 R.J.O., 405; CASALT, ROU-THIER & CARON, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

13. By the final judgment in a cause it was expressly declared that the plaintiff,

601. A moins de dispositions contraires, le bref est adressé au shérif ou à un huissier du district où il est délivré, et par lui exécuté dans ce district ou dans tout autre, ou adressé au shérif ou à un huissier du district dans lequel il doit être exécuté.

Si le bref est adressé au shérif, ce, ui-ci peut le faire exécuter par ses officiers.—C. P. C., 545, *partie, amendé*; S.R., 5913.

1. *Ibid.*

2. V. article 645 pour opposition basée sur l'inobservance des formalités prescrites par cet article.

3. When a writ of execution had been issued apparently irregular in every respect and addressed to a certain bailiff.—*Held*: that it was his duty to proceed under it, notwithstanding it may have really contained causes of nullity.—C.A., 1872. *Regina & Morrison*, 5 R.L., 525.

602. Il doit contenir la date du jugement à exécuter, et doit être attesté et signé par le protonotaire, et expédié par lui sur réquisition par

defendant in the present cause, was and had been in possession for over a year of certain land, and that the present plaintiff had disturbed him in his possession by erecting the wall of a building on a portion of the land, and the present plaintiff was ordered to demolish and remove the wall, and in the event of his making default so to do, the present defendant was authorized to have the wall demolished and removed at the present plaintiff's expense. The latter now alleged that the plaintiff in the former suit was about to execute the judgment himself, and that it could not be legally executed except by writ issued in the name of the Sovereign, and he asked that defendant be enjoined from proceeding to execute the judgment.—

Held: The fact that a right is by a judgment declared to belong to a party, and that he is by such judgment declared free to exercise such right, has not the effect of rendering the exercise by him of such right and putting in execution of a judgment within the meaning of Art. 600 C.P.C., or of rendering it necessary for him, in order to exercise such right—where such exercise involves no dispossession of the party as against whom such right has been declared to exist, and non-compulsory enforcement of an order of the court upon or against such adverse party—to first cause a writ to be issued in the name of the Sovereign; and the action was therefore dismissed.—C.S., 1898. *Grallon vs Gauthier*, 14 R.J.O., 233; DOHERTY, J.

601. Except where it is otherwise provided, the writ is addressed to the sheriff or a bailiff of the district in which it issues, who may execute it in such district or in any other district, or to the sheriff or a bailiff of the district in which it is to be executed.

If the writ is addressed to the sheriff, he may have it executed by his officers.—C. C. P., 545, *in part, amended*; R.S., 5913.

4. A bailiff, even belonging to another district, is obliged to immediately execute a writ of execution sent to him; and his refusal to so execute such writ will entail a *contrainte par corps* against him. It is no answer for such bailiff to plead, to the *contrainte par corps*, that his disbursements had not been furnished to him, unless he shows that he had, before such refusal, made a demand for such disbursements.—C.C., 1886. *Hamel vs Webb*, 10 L.N., 36; CARON, J.

602. It must mention the date of the judgment to be executed, be attested and signed by the prothonotary, and be issued by him upon the written

écrit de la partie poursuivant l'exécution.—C.P.C., 545, *partie, amendé*; S.R., 5913.

1. *Ibid.*
2. V. art. 645 pour opposition basée sur

603. Il reste en vigueur tant qu'il n'y a pas été satisfait.—*Nouveau.*

1. Rap. C.—L'article 604, (603 n.c.), en stipulant que le bref d'exécution reste en vigueur tant qu'il n'y a pas été satisfait, introduit une modification importante. Empruntée des règles d'Angleterre et d'Ontario, cette disposition est destinée à simplifier la procédure en abolissant la règle qui exige plusieurs brefs, lorsque des obstacles apportés à la vente ne sont écartés qu'après le jour du rapport ou celui fixé pour les enchères.

Cette nouvelle règle a déterminé la suppression, dans le bref d'exécution, d'un jour fixe pour le rapport (545 C.P. et 603 C.P.) mais ses principaux effets se produisent relativement aux brefs subséquents.

Sous l'empire du code actuel, de nouveaux brefs sont requis dans deux cas :

1. S'il n'a pas été satisfait au bref d'exécution avant le jour fixé pour le rapport, un

604. Lorsqu'un bref d'exécution a été perdu ou détruit, le créancier peut en obtenir un nouveau avec la permission du juge.

Si, cependant, il appert du procès-verbal de l'officier chargé du bref perdu ou détruit, que des biens ont été saisis en vertu d'icelui mais non vendus, le créancier peut, de la même manière, obtenir un bref de *venditioni exponas* enjoignant à l'officier compétent de procéder à la vente des biens saisis.—*Nouveau*; C. P. C., 579, *amendé.*

1. POTHIER, *Proc.*, 167.—35 Vict., c. 6,

605. En cas de décès ou de changement d'état du débiteur, l'exécution commencée sur ses biens est continuée contre lui, ses héritiers, ses représentants ou ayants cause, selon le cas, sans qu'il y ait lieu à suspension ni à reprise d'instance.

S'il n'y a point d'exécution com-

requisition of the party prosecuting the execution.—C.C.P., 545, *in part, amended*; R.S., 5913.

l'inobservance des formalités prescrites par cet article.

603. It remains in force while unsatisfied.—*New.*

nouveau bref ou un *venditioni exponas*, selon les circonstances, est nécessaire.

2. Si une opposition ou un autre obstacle n'est écarté qu'après le jour indiqué pour la vente, on ne peut procéder qu'en vertu d'un bref de *venditioni exponas*.

Dans le système du projet, le premier bref est suffisant pour toutes les procédures, même pour celles qui n'ont lieu qu'après le jour originellement déterminé pour les enchères. L'anomalie de deux brefs coexistants est ainsi rendue impossible. Comme conséquence de ce changement, le bref de *venditioni exponas* n'est nécessaire que dans le cas où un bref d'exécution a été perdu ou détruit après la saisie, article 605, (604 n.c.).

Le nouveau système est complété par l'obligation imposée à l'officier chargé du bref de le rapporter dans un certain délai après la vente, articles 671, 767, (671, 768 n.c.).

604. Whenever a writ of execution is lost or destroyed, the creditor may, with the leave of the judge, obtain a new one.

If, however, it appears by the return of the officer charged with the writ so lost or destroyed, that property was seized thereunder but not sold, the creditor may, in like manner, obtain a writ of *venditioni exponas* commanding the competent officer to proceed to the sale of the property seized.—*New*; C. C. P., 579, *amended.*

- s. 26.

605. In the event of the death of the debtor, or of his change of status, the execution commenced upon his property is continued against him, his heirs, representatives or assigns, as the case may be, without suspension or continuance of suit being thereby rendered necessary.

mencée, les jugements contre le débiteur ne peuvent, sous peine de nullité, être mis à exécution contre lui, ses héritiers, ses représentants ou ayants cause que huit jours après qu'ils leur auront été signifiés personnellement ou à leur domicile ou résidence ordinaire.—*Nouveau* ; C.P.C., 546 ; C.P.G., 399, 400 ; *Bellot*, 153 et seq.

1. POTHIER, *Proc.*, 152.

2. Rap. C.—L'innovation apportée par l'article 606 (605 n.c.) a pour objet de mettre fin à l'action exécutoire (C.P.C., 546). Le Code Napoléon (article 877) s'est, sur ce point, éloigné de l'ancien droit, (POTHIER, *Proc. Civ.*, n° 443 et seq.; *Coutume de Paris*, art. 168), dont nos codificateurs ont adopté la règle. A ce sujet, ces derniers s'exprimaient comme suit dans leur cinquième rapport sur le code civil (page 141).

"L'on a retranché l'article 877 du Code Napoléon, qui déclare que les titres qui étaient exécutoires contre les défunts demeurent tels contre les héritiers personnellement. C'est justement l'inverse de la doctrine reçue et pratiquée dans les pays de coutume, où, malgré la règle, le mort saisit le vif. L'on ne pouvait exécuter le jugement rendu contre le défunt, sans l'avoir fait déclarer exécutoire contre son héritier. La *Coutume de Paris* en avait une disposition spéciale dans son article 168.

"Les commissaires sont d'avis qu'il est mieux de garder l'ancienne règle."

Nous croyons, néanmoins, que l'action exécutoire est une procédure inutile, et l'avons en conséquence remplacé par un simple avis signifié aux héritiers ou représentants.

"Ces diverses dispositions, dit Bellot, (Lois sur la procédure civile de Genève, 153), en commentant l'article correspondant du Code de Genève, sont fondées sur ce que le décès du débiteur ne doit pas être onéreux pour le créancier ; or, sa position eût été fort aggravée si la loi eût exigé qu'il restât contre les héritiers les poursuites et les actes d'exécution déjà commencés, ou si elle l'eût obligé à attendre, pour les continuer, que les héritiers fussent connus et eussent pris qualité ; obligations qui eussent entraîné des frais et des délais dont il eût été victime."

La règle du projet est conforme au système français et genevois, et à ceux des états de New-York et de la Californie.—(C.N., 877 ; C.P.G., 399, 400 ; C.N.Y., 1380 ; Cal., 686).

La signification de l'avis exigé par l'article 606 doit être faite personnellement, au domicile ou à la résidence des héritiers ou représentants. Elle peut aussi être faite en la manière prescrite par l'article 1282, mais dans ce cas l'exécution est restreinte aux biens de la succession (article 607).

If execution has not been so commenced, judgments cannot, on pain of nullity, be executed against the debtor, his heirs, representatives or assigns, until the expiry of eight days after they have been served upon such party personally or at their domicile or ordinary residence.—*New* ; C.C.P., 546 ; C.P.G., 399, 400 ; *Bellot*, 153 et seq.

3. Lorsque au décès du débiteur il y a exécution commencée sur ses biens, l'article 399 C.P.G., décide qu'elle sera continuée contre ses héritiers. Il n'en est donc pas des procédures d'exécution comme des instances judiciaires, qui sont suspendues par la mort de l'une des parties, et ne recommencent que par une reprise de cause vis-à-vis des héritiers.

L'article 399 maintient contre les héritiers, sur les biens du débiteur décédé, les poursuites commencées contre ce dernier ; tous les actes constituant la poursuite d'exécution subsistent ; aucun d'eux ne doit être refait. Mais les actes qui restent à accomplir après le décès, pour amener l'exécution à son terme, pour la consommer, doivent être faits contre les héritiers, et ne peuvent plus être faits que contre eux.—BELLOT, 153, sur l'article 399 C.P.G.

4. Lorsqu'au décès du débiteur il n'y a encore eu aucune exécution commencée, l'art. 400 C.P.G. décide que les jugements et autres titres exécutoires contre le débiteur, ne pourront être mis à exécution contre ses héritiers qu'une semaine après qu'ils leur auront été signifiés.

5. Le créancier légalement averti du changement d'état du débiteur, doit toujours diriger ses poursuites, ou contre le débiteur lui-même, si d'incapable il devient capable, ou contre son représentant légal, si de capable il devient incapable.—ROUSSEAU ET LAISNEZ 2^o *Exécution forcée des jugements*, n. 22.

6. Mais si le changement d'état du débiteur n'est pas légalement porté à la connaissance du créancier, ce dernier est présumé ignorer ce changement d'état, et les poursuites dirigées contre le débiteur, conformément à la qualité qui lui est donnée dans le titre, sont valables.—PIGEAT t. 2., n. 14.

7. Le commandement de payer fait au débiteur décédé depuis lors, ne doit pas être considéré comme un commencement d'exécution.—BELLOT, 368.

8. Quoique une compagnie incorporée ait cessé de faire des affaires et de continuer son organisation par l'élection de ses directeurs, les créanciers de la compagnie n'en ont pas moins le droit de faire exécuter leur jugement contre elle, soit par voie de tiers-saisie

ou autrement.—C.R., 1889. *Hughes vs La Compagnie de villas du Cap Gibraltar*, 18 R. L., 205; JOHNSON, GILL & MATHIEU, JJ.

9. A demand to make a judgment executory against the representative of a deceased defendant, and others against whom it was rendered, does not necessitate the calling in of the others who are not affected by it.—C. S., 1874. *Destimauville vs Tousignant*, 1 Q. L.R., 52; CASAULT, J.

10. Where the plaintiffs opposed a seizure for costs on the ground that some of them had changed their status since the institution of the action.—*Held*: that as the seizure was made only on the effects of two of the plaintiffs, who had not in any way changed their

606. Les dispositions de l'article 135, applicables au cas d'exécution sur les biens délaissés par le débiteur décédé, ne le sont pas à celui d'exécution sur les biens personnels de l'héritier, des représentants ou des ayants cause du débiteur.—*Nouveau*; C.P.G., 401; *Bellot*, 155.

1. L'exécution est-elle dirigée sur les biens de la succession? La signification du titre, si les héritiers ne sont pas connus du créancier, peut lui être faite collectivement dans la forme de l'article 41 (135). Mais cette disposition doit cesser lorsqu'il s'agit d'exécuter, non plus sur les biens de la succession, mais sur les biens personnels de l'héritier; c'est ici un surcroît de suretés, une garantie subsidiaire qu'acquiert le créancier, il ne peut l'exercer que contre un héritier connu, désigné, qui a pris qualité. Tant qu'il n'y a pas acceptation de la succession,

607. Si le jugement n'a pas pour objet une chose purement personnelle au demandeur, il peut être exécuté en son nom, même après son décès; mais s'il s'élève quelque contestation sur l'exécution, les représentants de la partie décédée doivent intervenir dans la contestation.—C.P.C., 547.

1. 2 LOISEL, *Insl.*, liv. VI, tit. 5, art. 2.—POTHIER, *Proc.*, 153.

2. L'exécution doit toujours se faire au nom du créancier, jamais au nom du mandataire; la poursuite dirigée au nom du mandataire serait nulle.—ROUSSEAU & LAISNEZ, *v^o Exécution forcée des jugements*, n. 16.

3. Celui qui succède au créancier doit, avant de poursuivre l'exécution, justifier de sa qualité en notifiant au débiteur le titre en vertu duquel il est aux droits du créancier.—n. 17.

status, there was no ground of opposition whatever.—C.S., 1874. *De Gaspé vs Asselin*, 5 R.L., 240; JOHNSON, J.

11. L'action pour faire déclarer un jugement exécutoire est de la compétence exclusive du tribunal du district où se trouve le jugement originaire.—C.S., 1885. *La Banque Jacques-Cartier vs Leprohon*, 9 L.N., 18; CIMON, J.

12. Le créancier, qui poursuit des héritiers pour faire déclarer exécutoire contre eux un jugement obtenu contre le *de cujus*, n'est pas tenu d'alléguer autre chose que le jugement, le décès et la filiation.—C.S., 1885. *Trudel vs Lefebvre*, 15 R.L., 179; BOURGEOIS, J.

606. The provisions of Article 135, governing execution upon property left by a deceased debtor, do not apply to execution upon the private property of the heirs, representatives or assigns of the debtor.—*New*; C.P.G., 401; *Bellot*, 155.

les biens personnels de l'héritier présumé sont affranchis des obligations du défunt.

Aussi l'article 401 (606) qui admet le mode de signification collective de l'article 41 (135) pour le cas d'exécution sur les biens délaissés par le débiteur, l'écarte pour le cas d'exécution sur les biens personnels; cette dernière forme d'exécution rentre dans le droit commun; c'est-à-dire que la signification sera faite dans la forme générale des exploits, à la personne ou au domicile de l'héritier.—BELLOT, 370, 371.

607. If the judgment does not order a thing that is purely personal to the plaintiff, it may be executed in his name even after his death; but if any contestation arises upon the execution, the representatives of the deceased party must intervene in the contestation.—C.C.P., 547.

4. Ainsi l'acquéreur, le cessionnaire, doit signifier l'acte de vente, de cession; le donataire, l'acte de donation; l'héritier pur et simple, l'intitulé d'inventaire ou un acte de notoriété avec l'acte de décès de son auteur; l'héritier bénéficiaire, l'intitulé d'inventaire avec l'acte d'acceptation fait au greffe; le légataire, le testament qui l'institue et l'acte de délivrance dans certains cas; le successeur irrégulier, l'acte d'envoi en possession.—*Idem*, n. 18.

5. A judgment debt being legally suscep-

tible of transfer, and having been legally transferred, the assignee (*cessionnaire*) has the right to enforce the judgment in the name of the judgment creditor.—C.S., 1865. *Bergevin vs Persillier*, 9 J., 78; BADGLEY, J.

608. Lorsque le jugement a pour objet l'accomplissement de quelque acte physique, l'officier chargé de l'exécuter peut employer la force requise pour y parvenir, en observant les formalités voulues.—C.P.C., 548.

1. COUCHOT, 123.

609. Une première exécution d'un bref dispense de la demande de paiement lors de toute nouvelle exécution dans la même cause.—C.P.C., 548*a*, amendé; S.R., 5914.

SECTION II.

EXÉCUTION SUR ACTION RÉELLE.

610. Lorsque la partie condamnée à délaisser ou à restituer un immeuble refuse de le faire dans les délais prescrits, le demandeur peut obtenir un bref de possession pour expulser le défendeur et se faire mettre en possession.—C.P.C., 549.

1. ORD. 1667, tit. 27, art. 1.—POTHIER,

611. L'officier chargé de l'exécution de ce bref doit être accompagné d'un témoin et doit rédiger procès-verbal de ses procédures.—C.P.C., 550, amendé.

1. ORD. 1667, tit 23, art. 2.—I COUCHOT,

SECTION III.

EXÉCUTION SUR ACTION PERSONNELLE.

§ 1.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

612. Un jugement portant condamnation au paiement d'une somme de deniers ne peut être exécuté avant l'expiration de quinze jours à compter de sa date.

Néanmoins, sur requête du créan-

6. Le cessionnaire ne peut même faire exécuter le jugement en son nom, il doit se servir du nom de son cédant, même après le décès de ce dernier.—C.S., 1887. *Nelson vs Joly*, 32 J., 75; TASCHEREAU, J.

608. When the judgment orders the performance of any physical act, the officer charged with its execution may use the force necessary for that purpose; observing, however, at the same time, all necessary formalities.—C.C.P., 548.

609. The previous execution of a writ renders a demand of payment unnecessary under any subsequent execution in the same suit.—C.C.P., 548*a*, amended; R.S., 5914.

SECTION II.

EXECUTION IN REAL ACTIONS.

610. When a party condemned to surrender or restore an immoveable refuses to do so within the delay prescribed, the plaintiff may obtain a writ of possession to eject him and to be placed in possession.—C.C.P., 549.

Proc., 148.

611. The officer intrusted with the execution of such writ must be accompanied by one witness, and must draw up a minute of his proceedings.—C.C.P., 550, amended.

123.

SECTION III.

EXECUTION IN PERSONAL ACTIONS.

§ 1.—GENERAL PROVISIONS.

612. Judgments for the payment of a sum of money cannot be executed before the expiry of fifteen days from their date.

Nevertheless, upon an application of the creditor accompanied with an

cier, accompagnée d'une déposition constatant quelqu'une des circonstances où l'arrêt simple peut être émis avant jugement, le juge peut permettre la saisie avant l'expiration des quinze jours, mais la vente ne peut avoir lieu plus tôt que si le bref avait été émis après le délai ordinaire.—C. P.C., 551, amendé.

1. S.R.B.C., c. 77, s. 27 ; c. 83, s. 201.—1 PIGEAU, 411.

2. Rap. C.—L'article 552 du code actuel est supprimé, et qu'il consacre une distinction qui n'a aucun fondement juridique. Les jugements rendus contre les défendeurs assignés par la voie des journaux, sont, en général, exécutoires à l'expiration des mêmes délais que ceux rendus contre les défendeurs présents. Nous ne trouvons rien qui justifie l'exception admise par le code pour ce qui regarde l'assignation accompagnée d'un simple arrêt. Il semble, au contraire, que l'arrêt soit une voie de plus pour porter la poursuite à la connaissance du défendeur.

3. The sureties in appeal, against whom action is brought for costs, are not entitled to fifteen days delay from the day of judgment.—C.A., 1873. *Larose & Wilson*, 16 J., 20.—*Contra*: C.S., 1869. *Duhaut vs Lacombe*, 13 J., 230 ; MACKAY, J.

4. Dans les causes jugées en revision, la date du jugement n'est que du jour où l'adjudication en revision a été reçue au tribunal d'où le dossier y est venu pour y être enregistré comme étant le jugement de la cause en cet endroit, de la même manière et avec le même effet que si elle était rendue au jour où elle est reçue par le protonotaire.—C.S., 1881. *Huot vs Gadbois*, 12 R.L., 57 ; SICOTTE, J.

5. Les délais fixés par un jugement de la cour supérieure, pour l'exécution d'une obligation mentionnée dans ce jugement, sont suspendus par l'inscription de la cause en revision et ne doivent compter qu'à dater de l'enregistrement du jugement de la cour de revision au bureau du protonotaire de la cour supérieure, quand même le jugement de la cour de revision ne ferait pas mention de ces délais.—C.R., 1887. *Dyson vs Swannor*, 15 R.L., 423 ; JOHNSON, TASCHEREAU & MATHIEU, JJ.

6. Where a defendant is condemned in a hypothecary action to surrender certain lands within fifteen days from the date of service upon him of a copy of the judgment, and the judgment is appealed from, the

affidavit establishing circumstances under which simple attachment might issue before judgment, the judge may allow execution to issue before the expiry of fifteen days, but the sale cannot take place any sooner than if the writ of execution had issued after the ordinary delay.—C. C. P., 551, amended.

delay runs only from the date of the final judgment in appeal.

Where the appellant is granted by the supreme court a specific delay to file factum, and, in default, the appeal should be dismissed without further order, and the appellant made default to file the factum, the date of the final judgment of the supreme court is not the date of the order fixing the delay, but the day on which the appeal stood dismissed by reason of appellant's default to file factum.—C.S., 1897. *Corporation of Richmond vs Richmond Industrial Co.*, 12 R.J.O., 81 ; WHITE, J.

7. On ne peut de plano prendre une exécution sur un jugement ordonnant de rendre un compte sous un délai de 30 jours, quand aucun compte n'a été rendu dans ce délai.—C.A., 1879. *Les Curés etc. de Beauharnois & Robillard*, 2 L.N., 236.

8. Un jugement interlocutoire, condamnant aux frais du jour une partie qui n'est pas prête à procéder, est exécutoire avant la reddition du jugement final.—C.C., 1871. *Trudel vs Desautels*, 17 J., 56 ; 4 R.L., 701 ; BERTHELOT, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

9. Un défendeur insolvable contre qui un créancier a obtenu jugement pour les frais duquel son avocat distrayant sera privilégié sur saisie et vente, ne peut—dans le but de rendre le jugement illusoire et de priver l'avocat du créancier du privilège, pour le paiement de ses frais, que la saisie et la vente des effets du défendeur va lui procurer—renoncer, en faveur d'un autre créancier, aux délais de procédure pour le rapport d'une action, pour l'obtention d'un jugement et pour l'émanation d'un bref d'exécution ; et lorsque l'effet de cette renonciation est de priver l'avocat du créancier porteur du premier jugement de son recours contre le défendeur pour le paiement de ses frais, cet avocat peut en son nom demander la nullité de la saisie faite par le second créancier.—C.R., 1898. *McBean vs Tessier & Charbonneau*, 13 R.J.O., 242 ; JETTÉ, DAVIDSON & DELORMIER, JJ.

613. Le créancier peut faire saisir et exécuter les biens, soit meubles, soit immeubles, du débiteur qui sont en la

613. A creditor may seize in execution the moveable or the immoveable property of his debtor, in such

possession de celui ci, ainsi que les meubles corporels qui sont en la possession du créancier ou en celle des tiers, si ceux ci y consentent.—C.P.C., 553, *partie, amendé*; S.R., 5915.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 134, 139.—POTHIER, *Proc.*, 153, 174, 178.—1 COUCHOT, 125.—1 PIGEAU, 659.

2. Rap. C.—L'article 614 (613 n.c.) apporte deux changements. Le premier consiste dans la substitution des mots: "y consentent" aux mots: "n'y objectent pas," afin de faire disparaître la divergence qu'il y a entre les articles 553 et 612 C.P.C.; le second, dans l'omission de la disposition finale de l'article 553 C.P.C., qui n'est que la répétition de ce qui se trouve dans l'article 677 du projet.—Article 612, C.P.C., (677.)

3. Ce n'est qu'à l'occasion d'objets mobiliers et corporels, appartenant au débiteur et reconnaissables, qu'une saisie exécution peut être pratiquée hors du domicile du débiteur. S'il s'agit d'effets à lui dus par un tiers, il faut recourir à la saisie-arrêt. De même, quand il s'agit d'appréhender des valeurs monétaires transportées par le débiteur hors de son domicile, on devra se déterminer difficilement à procéder par voie de saisie exécution. L'impossibilité de distinguer

614. Le créancier peut exercer en même temps les différents moyens d'exécution que la loi lui accorde.

Il peut faire saisir, en vertu du même bref, les biens meubles et immeubles du défendeur, mais il ne peut faire procéder à la vente des immeubles qu'après discussion des biens meubles; sauf les dispositions spéciales relatives aux sociétés de construction, le cas de gage et celui de l'article 1032, les jugements rendus pour le recouvrement des rentes constituées en vertu de l'acte seigneurial de 1854 et les jugements en déclaration d'hypothèque. Néanmoins, un bref subséquent peut être noté comme opposition à fin de conserver, sans nouvelle discussion des biens meubles.—*Nouveau, partie*; C. P. C., 554, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 85, s. 1; c. 69, s. 14; 1 COUCHOT, 125.

2. Rap. C.—L'amendement fait par l'article 615 est destiné à supprimer la formalité de la discussion préalable des meubles lorsqu'il

debtor's possession, as well as any corporeal moveables in the possession of the creditor or of third parties who consent thereto.—C.C.P., 553, *in part, amended*; R.S., 5915.

ces sommes de celles appartenant au tiers chez lequel elles ont été transportées, rend toute saisie exécution impraticable, à moins toutefois que le tiers ne les représente volontairement, ou qu'on ne les trouve séparées des siennes dans un meuble ou un sac appartenant incontestablement au saisi.—ROGER, n. 13.

4. A plaintiff seizing *bona fide* property in the possession of his debtor is not liable in damages toward a third person, owner thereof.—C.S., 1869. *McDonald vs Lalonde*, 13 J., 331; MACKAY, J.

5. La saisie brandon, c'est-à-dire la saisie de la récolte sur pied, existe encore dans notre droit.—C.S., 1895. *Dagenais vs Corbeil*, 7 R.J.O., 409; LORANGER, J.

6. L'huissier qui saisit les effets mobiliers entre les mains d'un tiers sans son consentement, comme appartenant au défendeur, sera, sur la poursuite de ce tiers, propriétaire de ces effets, condamné à lui en payer la valeur.—C.A., 1864. *Flagg & Vaughan*, 12 R.L., 461.

614. A creditor may exercise at the same time the different means of execution allowed him by law.

He may cause the moveable and the immoveable property to be seized under the same writ, but he cannot proceed to the sale of the immoveables until after the moveable property has been discussed, saving the special provisions concerning building societies, cases of pledge, and the case mentioned in Article 1032, judgments rendered for the recovery of rents constituted under the Seigniorial Act of 1854, and judgments declaring hypothecs. Nevertheless, a subsequent writ may be noted as an opposition for payment without again discussing the moveable property.—*New, in part*; C.C.P., 554, *amended*.

s'agit d'un bref subséquent.

3. Un créancier par jugement a droit d'exercer simultanément tous les modes de saisie et d'exécution que la loi accorde, pour contraindre le paiement de ce qui lui est dû.

—C.R., 1866. *Lalonde vs Lalonde*, 16 Q.L.R., 395; SMITH, BADGLEY & BERTHELOT, JJ.

4. A collocation, as long as it has not been paid, cannot be opposed as payment, and, in the exercise of the different means of execution accorded to the creditor by art. 554 of the Code of Procedure, the creditor need not take any notice of a collocation which is not paid.—C.R., 1872. *Wilson vs Leblanc*, 16 J., 200; BERTHELOT, MACKAY & TORRANCE, JJ.

5. I is not competent for defendant, whose lands are under seizure, after a return of *nulla bona*, to oppose the sale of such lands, on the ground that he was possessed of sufficient moveable property to satisfy plaintiff's judgment.—C.S., 1858. *Soupras vs Boudreau*, 2 J., 200; SMITH, J.

6. Le demandeur ayant fait émaner exécution sur un jugement obtenu contre le défendeur dans une action hypothécaire, ce dernier dit à l'officier chargé du bref d'exécution, qu'il n'avait point de meubles. Sur ce, cet officier fit la saisie des immeubles du défendeur, et notamment de la propriété hypothéquée, et fit rapport de la déclaration du défendeur qu'il n'avait pas de meubles. A cette saisie, le défendeur fit une opposition afin d'annuler, demandant la nullité de la saisie, sur ce que, au temps d'icelle, il avait des meubles que le shérif aurait dû saisir avant de saisir ses immeubles.—*Jugé*: que telle opposition doit être renvoyée sur une défense en droit, le défendeur n'ayant pas d'abord, dans sa dite opposition, nié les allégués du rapport du shérif, dans lequel il rapportait que le défendeur avait déclaré n'avoir point d'immeubles.—C.A., 1858. *Arnold & Campbell*, 9 L.C.R., 33.

7. La propriété immobilière d'un défendeur peut être saisie en même temps que ses meubles, mais ses meubles doivent être vendus d'abord. Lorsque le retour de l'huissier énonce que le défendeur n'a pas de meubles,

615. Si le créancier a reçu quelque partie de sa créance, il est tenu d'en faire mention au dos du bref d'exécution.—C.P.C., 555, § 3; S.R., 5916.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 129.—27-28 Vict., c. 30, s. 12.—25 GEO. III, c. 2, s. 30.—33 Vict., c. 17, s. 1.

616. Lorsque les biens à saisir sont à plus de neuf milles du lieu où le bref est émis, ou du bureau ou du domicile de l'officier auquel le bref est adressé, cet officier est tenu, à la demande par écrit du créancier ou de son procureur, d'employer, pour faire la

une procédure pour faire mettre de côté ce retour doit être adoptée, avant qu'une opposition ne soit enfilé à la saisie de ses propriétés immobilières, fondée sur ce que ses meubles eussent dû être saisis et vendus d'abord.—C.C., 1860. *Paige vs Savard*, 11 L.C.R., 3; STUART, J.

8. Un défendeur poursuivi par voie de saisie gagerie ne peut s'opposer à l'exécution de ses immeubles, s'il a signé le retour de *nulla bona* fait par l'huissier saisissant, après jugement rendu maintenant la saisie-gagerie.—C.R., 1880. *Graham vs Hurlbet*, 10 R.L., 228; SICOTTE, TORRANCE & RAINVILLE, JJ.

9. Lorsque le shérif a saisi les meubles d'un défendeur, et que l'épouse de ce dernier a fait une opposition afin de distraire, réclamant les meubles comme sa propriété, en vertu de son contrat de mariage, rien n'empêche le dit shérif de saisir et de procéder à la vente des immeubles du défendeur, nonobstant l'art. 554 C.P.C.—C.S., 1890. *Parsons vs Berthelet*, 6 M.L.R., 340; MATHIEU, J.

10. En supposant que des saisies-arrêts auraient été émanées pour saisir une dette payable mensuellement, le saisi ne peut obtenir du tribunal un ordre enjoignant au créancier de ne pas prendre d'exécution pour le paiement futur de sa créance jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement par la cour.—C.A., 1886. *Francis & Clément*, 31 J., 26.

11. The advertising of the sale of the immoveables is proceeding to their sale within the meaning of the prohibition clause of article 554 of the code of civil procedure.—C.R., 1885. *The Union Bank of Lower Canada vs Dawson*, 11 Q.L.R., 131; CASUALT, CARON & ANDREWS, JJ.

12. Dans les causes en cour de circuit on ne peut faire saisir les meubles et immeubles du défendeur en même temps, et, sur opposition afin d'annuler, telle saisie sera déclarée nulle pour le tout.—C.S., 1882. *Bouchard vs Audet*, 10 L.N., 230; ROUTHIER, J.

615. When the creditor has received part of his judgment claim, he must make mention of it on the back of the writ of execution.—C.C.P., 555, § 3; R.S., 5916.

2. V. article 645 pour opposition basée sur l'inobservance des formalités prescrites par cet article.

616. When the property to be seized is at a distance of more than nine miles from the place where the writ issues, or from the office or from the domicile of the officer to whom the writ is addressed, such officer is, upon the written demand of the creditor or

saisie, les annonces et l'adjudication, l'huissier qui lui est indiqué, résidant dans la localité où se trouvent les biens meubles ou immeubles.

Le saisissant peut également, pour éviter des frais, se charger de la transmission des pièces de procédure relatives à l'exécution, et l'huissier est tenu de les lui remettre.—C.P.C., 555, § 4, amendé; S.R., 5916; C.P.C., 635, partie, amendé.

1. *Ibid.*

2. Rap. C.—L'article 617 (616) réunit dans une disposition unique, en les assimilant, les prescriptions des articles 555 et 635 C.P.C., qui autorisent le créancier à choisir un huissier pour certaines fins.

L'innovation introduite par le premier alinéa de cet article est destiné à permettre aussi au saisissant de demander à l'officier auquel est adressé le bref, de le faire exécuter par un huissier de la localité où sont les biens à saisir, lorsque ces biens sont à plus

§ 2.—EXÉCUTION DES BIENS MEUBLES.

I.—SAISIE DES BIENS MEUBLES.

617. Dans le cas de saisie-exécution de biens meubles, le bref est adressé au shérif ou à un huissier du district où le bref est émis, lequel peut l'exécuter dans ce district ou dans tout autre, ou adressé à un shérif ou à un huissier du district où sont situés les biens meubles du débiteur ou dans lequel ce dernier a son domicile, enjoignant à ce shérif ou à cet huissier de prélever le montant de la dette, de l'intérêt et des frais tant du jugement que de la saisie-exécution.—C.P.C., 555, §§ 1, 2, amendés; S.R., 5916.

1. *Ibid.*

2. Rap. C.—A cause des changements apportés par les articles 603 et 604, l'article 618 (617) n'exige plus que le rapport soit exprimé dans le bref.

3. L'huissier ne peut fouiller le débiteur ou les personnes qui lui sont attachées.—4 CARRÉ & CHAUVEAU, Q., 2023.

of his attorney, obliged to employ a bailiff designated by the creditor and residing in the locality in which the moveable or immoveable property is situate, to make the seizure, publications and adjudication.

The seizing creditor may likewise, to save costs, undertake the transmission of the documents relating to the execution, and the bailiff must hand them over to him.—C.C.P., 555, § 4, amended; C.C.P., 635, in part, amended; R.S., 5916.

de neuf milles du bureau ou du domicile de cet officier. La loi actuelle n'autorise cette demande que lorsque c'est entre l'endroit où sont les biens et celui où le bref est émis qu'il y a plus de neuf milles.—(C.P.C., 555, 635).

L'irresponsabilité d'un officier chargé d'un bref, à raison d'un acte commis par celui auquel est confiée une partie de l'exécution, n'exige pas, dans notre opinion, une disposition expresse comme celle qui est contenue dans les articles 555 et 635, et peut être laissée à l'opération de la loi commune.

§ 2.—EXECUTION UPON MOVEABLE PROPERTY.

I.—SEIZURE OF MOVEABLE PROPERTY.

617. In the seizure of moveable property in execution, the writ is addressed to the sheriff or a bailiff of the district in which the writ issues, who may execute it in such district or in any other district, or is addressed to the sheriff or a bailiff of the district where the debtor's moveable property is situated, or in which the debtor has his domicile, ordering him to levy the amount of the debt, the interest, and the costs both of the suit and of the execution.—C.C.P., 555, §§ 1, 2, amended; R.S., 5916.

4. Upon the seizure of moveables under a writ of *fieri facias* no demand of payment is necessary.—C.S., 1851. *Lee vs Lampson*, 2 L.C.R., 148; BOWEN, DUVAL & MEREDITH, JJ.

5. Sur une saisie-exécution aucun commandement de payer n'est nécessaire. Le débiteur exécuté est tenu d'alléguer et prou-

ver qu'il a des biens dans les limites du district où le jugement a été rendu contre lui, s'il veut se prévaloir des dispositions de la 40e section du chapitre 83 des Statuts Révisés pour le Bas-Canada.—C. S., 1863. *Massue vs Crébassa*, 7 J., 225; SMITH, J.

6. The plaintiff in a suit has no right to accompany the bailiff when the latter is executing the writ.—C.S., 1866. *Hubert vs Renaud*, 2 L.C.L.J., 41; SMITH, J.

7. Seizure, under a writ of revalidation ordering the attachment of timber in district of Arthabaska, by which logs in the district of St. Francis were attached, will be set aside so far as regards the logs so seized in the district of St. Francis.—C.A., 1875. *Baby & Nadeau, R.*, 684.

8. The presence or co-operation of recors is not necessary to render an execution valid.—C.S., 1857. *Guilfoye vs Tate*, 1 J., 188; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.—C.S., 1864.

618. La saisie ne peut se faire avant sept heures du matin, ni après sept heures du soir, sans la permission du juge ou du protonotaire, à moins qu'il n'y ait détournement.

Elle peut être continuée les jours suivants, s'il en est besoin, en apposant les scellés ou mettant garnison.—C.P.C., 574, *amendé*.

1. Rap. C.—Les articles 619 (618 n.c.) et 620 (619 n.c.) confèrent au juge ou au protonotaire le pouvoir d'autoriser l'exécution du bref après les heures qui y sont men-

619. La saisie ne peut se faire un dimanche ni un jour férié sans la permission du juge ou du protonotaire, si ce n'est dans le cas de détournement ou lorsque les effets sont rencontrés dans un chemin.—C.P.C., 575, *amendé*.

1. POTHIER, *Proc.*, 156.

620. Si le débiteur est absent, ou s'il n'y a personne pour ouvrir les portes de la maison, les armoires, les coffres ou les autres lieux fermés, ou s'il y a refus de les ouvrir, l'officier saisissant doit en faire procès-verbal; et, sur le vu de ce procès-verbal, le juge, ou, en son absence, le protonotaire, peut ordonner l'ouverture par les

La Banque du Peuple vs Daoust, 15 L.C.R., 464; BERTHELOT, J.

9. L'huissier ne pouvait saisir les effets saisis en cette cause sans les voir, et ayant déclaré qu'il ne les avait jamais vu, mais qu'il s'en était rapporté à une liste d'effets à lui fournie par un tiers qui n'est pas partie en la présente cause, cette saisie est nulle et illégale.—C.M., 1889. *Orsler vs Hodgson*, 12 L.N., 252; CHAMPAGNE, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

10. Cars and locomotives belonging to a railway company incorporated in Vermont, but operated in this province under special arrangements with Canadian companies, are immovables by destination, attached to the realty in Vermont and governed by the laws of Vermont.

Such cars cannot in consequence be seized here under a writ of execution *de bonis*.—C. S., 1898. *Barker vs Central Vermont Ry. and Hays*, 4 R. de J., 449; LORANGER, J.

618. The seizure cannot be made before seven o'clock in the morning, or after seven in the evening without the leave of the judge or of the protonotary, except in cases of fraudulent removal.

It may, if necessary, be continued on the following days, upon affixing seals or placing guards.—C.C.P., 574, *amended*.

tionnées ou les jours non juridiques, dans d'autres circonstances que celles maintenant spécifiées.

619. Seizures cannot be made on Sundays or holidays without the leave of the judge or of the protonotary, except in cases of fraudulent removal or where the property is found upon the highway.—C.C.P., 575, *amended*.

620. If the debtor is absent, or if there is no person to open the doors of the house, cupboards, trunks, or other closed places, or in the case of refusal to open them, the seizing officer must draw up a minute of the fact; and thereupon the judge, or in his absence the protonotary, may order the opening to be effected by all necessary

voies nécessaires, en présence de deux témoins, avec toute la force requise, sans préjudice de la contrainte par corps, s'il y a refus, violence ou autre obstacle physique. — C. P. C., 569, amendé; S.R., 5921.

1. ORD. 1667, tit. 33, art. 5.—34 Vict., c. 4.

2. La saisie est nulle si l'huissier qui trouve les portes fermées s'introduit sans l'assistance d'un magistrat.—4 CARRÉ ET CHAUVEAU, 702, Q. 2019, quater.

3. On the return of a bailiff to a writ of execution that the defendant who was outside

621. L'officier pratiquant la saisie est tenu d'accepter le dépositaire solvable offert par le saisi, et, dans ce cas, il n'est pas responsable des actes de ce dépositaire, s'il établit que ce dernier était, au temps de son acceptation, solvable au montant de la valeur des articles confiés à sa garde.—C.P.C., 560, § 7; S.R., 5920.

1. S.R.B.C., c. 92, s. 12.—ORD. 1667, tit. 33, arts. 1, 8.—POTHIER, 159, 160, 161.—ORD. 1667, tit. 19, art. 13.—35 Vict., c. 6.

2. Le gardien est une personne préposée à la conservation des objets saisis. Sa mission consiste à empêcher que le saisi ou tout autre personne n'enlève les objets saisis, ou ne cherche à en substituer d'autres de moindre valeur.—2 BOITARD, 245.

3. Il suffit, pour que l'huissier ne soit pas en faute, qu'il n'ait pas eu de motifs pour croire à l'insolvabilité du gardien qu'il choisit; mais on ne peut exiger que l'huissier se montre bien rigoureux sur la justification de la solvabilité du gardien. Il serait trop difficile de trouver des gardiens parmi les personnes qui consentent habituellement à accepter cette fonction, si on les obligeait à prouver leur solvabilité.—*Idem*.

4. Il s'agit ici d'une solvabilité apparente et non d'une solvabilité qu'il faudrait justifier par la représentation de titres et documents; l'huissier, dit M. Thonine Desmazures, t. 2, p. 112, ne doit pas se montrer trop exigeant.—4 CARRÉ ET CHAUVEAU, 725, Q. 2051.

5. On peut refuser pour gardien, l'individu qui n'a pas la capacité de s'obliger par corps.—PIGEAU, *Procédure Civile*, art. 5, n. 12.

6. The sheriff is the guardian of goods seized, when the defendant offers none.—C. A., 1858. *Leverson & Boston*, 2 J., 297.

7. Le fait que le gardien appointé à une

means in the presence of two witnesses and with such force as may be required, without prejudice to coercive imprisonment in case of refusal, violence or other physical impediment.—C.C.P., 569, amended; R.S., 5921.

of his house, while his family were inside, refused to open the door upon being called upon to do so, saying that he would not, this was held to amount to a refusal to do so, but the return was insufficient without further evidence to justify the issuing of a rule for *contrainte par corps*.—C.S., 1859. *Kemp vs Kemp*, 2 J., 279, MONDELET, J.

621. The officer making the seizure is bound to accept a solvent depositary offered by the debtor, and in such case he is not answerable for the acts of the depositary, if he proves that when he accepted him such depositary was solvent to the amount of the property intrusted to his care.—C.C.P., 560, § 7; R.S., 5920.

saisie est mineur, n'invalide pas la saisie, si les effets saisis sont demeurés en la possession du défendeur, et si le gardien est volontaire.—C.C., 1876. *Côté vs Jacob*, 3 Q.L.R., 5; STUART, J.

8. A bailiff, who, contrary to law, appoints a minor as guardian to effects under seizure, is responsible for the damage suffered by the party seizing in consequence of the disappearance of the effects, and his being deprived of the right of proceeding against the guardian for not producing the same; and the Corporation of Bailiffs, as guarantor of its members, is bound to make good such loss.

The measure of damages in such case is the amount which the effects not produced would have realized if they had been sold in satisfaction of the debt.—C.R., 1897. *Bar-rington vs La Corporation des huissiers du district de Montréal*, 12 R.J.O., 284; GILL, DAVIDSON & DELORIMIER, JJ.

9. Un interdit pour ivrognerie ne peut pas être nommé gardien à une saisie.—C.R., 1885. *St-Laurent vs St-Laurent*, 12 Q.L.R., 124; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

10. The sheriff is responsible for goods seized by him, in the same way as the *gardien*, except where a solvent *gardien* has been appointed by the *saisi*, and the sheriff proves that such *gardien* was solvent, or reputed so to be, to the extent of the property seized at the time of his appointment.—C. A., 1857. *Irwin & Boston*, 2 J., 71; 4 R.J.R., 392.

622. L'officier ne peut prendre pour gardien ou dépositaire aucun de ses parents ou alliés jusqu'au degré de cousin germain, ni le saisi, sa femme ou ses enfants, à peine de tous dépens et dommages-intérêts.

Tous les autres parents et alliés de l'un ou de l'autre sont compétents.—C.P.C., 560, §§ 8, 9, *amendé*; S.R., 5920.

1. *Ibid.*

2. The consent of a relation of a judgment debtor to become guardian (under C. C.P.) must appear by his signature to the inventory of seizure.—C.C., 1880. *MacMillan vs Bethune*, 3 L.N., 325; BOURGEOIS, J.

3. A defendant under execution may be appointed guardian of his own things with his consent, and in such case is liable to imprisonment if he does not produce them on the day of sale.—C.S., 1871. *Curley vs Hatton*, 15 J., 140; 21 R.J.R., 436; BEAUDRY, J.—C.S., 1850. *Munn vs Halferty*, 1 L.C.

623. Si les biens meubles ont déjà été saisis et le débiteur dépossédé, le second saisissant doit nommer le même gardien qui est tenu d'accepter et qui ne peut être déchargé que par la vente des effets, le consentement de tous les saisissants ou l'ordonnance du juge.—C.P.C., 577, *amendé*.

1. POTHIER, *Proc.*, 161-7.

2. Rap. C.—L'article 624 (623 n.c.) impose au gardien nommé lors d'une première saisie l'obligation d'accepter la garde des mêmes effets lors d'une saisie subséquente.

3. Le gardien à une première saisie de

624. Le gardien ou le dépositaire a le droit, lors de sa nomination, d'enlever les effets saisis pour les tenir sous sa garde, et de mettre garnison, au besoin, dans le lieu où ils sont placés.—C.P.C., 562, § 1.

1. POTHIER, *Proc.*, 161, 168.—1 PIGEAU, 623, note.

2. The guardian of moveable property cannot, during the pendency of the seizure, compel the surrender to him of such move-

622. The seizing officer cannot take, as guardians or depositaries of the things seized, his relations or connections, to the degree of cousins-german, or the judgment debtor, or his wife or children, on pain of being liable for all costs and damages.

All other relations, by blood or affinity, of either party, may be appointed.—C.C.P., 560, §§ 8, 9, *amended*; R.S., 5920.

R., 170; 2 R.J.R., 440; DUVAL & MEREDITH, JJ.—C.C., 1863. *Boudroil vs Locke*, 13 L.C.R., 460; TASCHEREAU, J.—C.S., 1880. *Beaudry vs Brown*, 3 L.N., 413; JOHNSON, J.

4. Un défendeur nommé gardien à la saisie pratiquée sur lui contradictoirement aux ordonnances et aux dispositions du Code de Procédure civile ne peut sur règle nisi, sur son défaut de représenter les effets, être condamné à l'emprisonnement pour mépris de cour.—C.S., 1869. *Paloille vs Guilmelle*, 1 R.L., 51; 20 R.J.R., 203; LORANGER, J.

623. If the moveable property has already been seized and the debtor dispossessed, any creditor making a second seizure is bound to name the same guardian, who is bound to accept and can be discharged only by the sale of the property so seized, the consent of all the seizing parties, or the order of a judge.—C. C. P., 577, *amended*.

meubles ne peut pas demander la mise à néant d'une seconde saisie des mêmes meubles où un autre gardien a été appointé; il ne peut que demander sa décharge ou sa substitution au second gardien.—C.R., 1885. *Lefebvre vs Bacon*, 11 Q.L.R., 28; CASAULT, MCCORD & CARON, JJ.

624. The guardian or depositary has a right at the time of his appointment to remove the property under seizure in order to keep it in charge, and to place guards if necessary in the place where it is.—C.C.P., 562, § 1.

able property by the defendant, in the absence of positive proof that the defendant is deteriorating it by improper use.—C.S., 1858. *Palsgrave vs Sénécal*, 3 J., 116; MONDELET, J.

3. The *gardien* of a first seizure has interests to intervene on a second seizure in a new suit.—C.A., 1878. *Graham & Lepauleur*, R., 313.

4. Quoiqu'un *gardien* volontaire ait consenti à laisser le défendeur en possession des effets saisis, il peut néanmoins réclamer les dits effets par voie de saisie-revendication lorsqu'il a de justes raisons de craindre que les biens sont en danger de disparaître, et que le défendeur refuse de les lui remettre.—C.R., 1884. *Dupaul vs Wheeler*, 1 M.L.

625. Si la personne nommée *gardien* ou *dépositaire* devient, pendant la durée ou suspension de la saisie, incapable de répondre des effets saisis, le juge peut permettre la nomination d'une autre personne solvable ou de confiance, et ordonner que les effets saisis soient mis sous sa garde ou en sa possession par le *shérif* ou un *huissier*, en recolant les effets et dressant *procès-verbal* du tout.—C.P.C., 562, § 3, *amendé*.

1. *Ibid.*

2. Un *gardien* ne peut refuser de remettre les effets saisis à un nouveau *gardien*,

626. L'*officier* chargé du bref peut exiger d'avance du poursuivant ou de son *procureur* la somme qui est estimée suffisante par le juge ou le *prothonotaire* pour la garde des effets saisis.—C.P.C., 568, 847, *amendés*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 49.

627. A mesure que les avances qu'il a reçues sont dépensées, il peut renouveler cette demande ; et, à défaut de paiement, dans le délai prescrit, de la somme fixée par le juge ou le *prothonotaire*, la saisie devient caduque.—C.P.C., 568, 848, *amendés*.

1. *Ibid.*

2. Rap. C.—Les articles 847 et 848 C.P.C., qui se trouvent parmi les dispositions particulières à la saisie-arrêt avant jugement,

628. Si l'*officier* saisissant ne peut trouver de *gardien* ou *dépositaire* sol-

R., 147 ; TORRANCE, BUCHANAN & LORANGER, JJ.

5. Le *gardien* volontaire d'effets saisis a le droit de revendiquer ces effets même contre celui qui les réclame comme propriétaire, tant que main-levée de la saisie n'en a pas été donnée.—C.S., 1891. *Dumouchel vs Larivière*, 21 R.L., 79 ; MATHIEU, J.

6. Revendication would lie by a judicial guardian to recover possession of property placed in his charge.—C.A., 1878. *Moisson & Roche*, 1 L.N., 33.

625. If the person appointed guardian or depositary becomes, while the seizure lasts or is suspended, insufficient to be responsible for the property seized, the judge may authorize the appointment of another person sufficiently solvent or reliable, and may order that the property seized be placed under his care or in his possession by the sheriff or a bailiff, after a verification and inventory of the whole has been made.—C.C.P., 562, § 3, *amended*.

sous le prétexte que ses frais n'ont pas été payés.—C.C., 1884. *Durocher vs Sarault*, 7 L.N., 96 ; JOHNSON, J.

626. The seizing officer may demand in advance from the party suing out the writ or his attorney, such sum as may be deemed sufficient by the judge or the prothonotary for the safe-keeping of the effects seized.—C.C.P., 568, 847, *amended*.

627. As often as the sum so advanced is expended, he may renew such demand ; and, if the amount fixed by the judge or prothonotary is not paid within the delay prescribed, the seizure is discharged.—C.C.P., 568, 848, *amended*.

ne sont pas à leur place dans cette section. Ils ont, en conséquence, été incorporés avec l'article 568 C.P.C., qui se bornait à y renvoyer, articles 627, 628. (626, 627.)

628. If the seizing officer cannot find a responsible guardian or deposi-

vable, il peut, après avoir signifié le procès-verbal au saisi, faire enlever les effets saisis et les transporter en lieu sûr, jusqu'à ce qu'il trouve un gardien ou dépositaire.—C.P.C., 562, § 2, amendé.

1. POTHIER, 161, 168.—1 PIGEAU, 623,

629. La saisie des biens meubles est constatée par un procès-verbal du shérif, de son député, ou de l'huissier par lui autorisé à ce faire, ou de l'huissier chargé du bref d'exécution.—C. P.C., 559 ; S.R., 5919.

1. ORD. 1667, tit. 33, art. 6.—POTHIER,

630. Le procès-verbal doit contenir :

1. L'indication du domicile actuel du créancier ;
2. La mention du bref d'exécution, de sa date et de l'ordre qui y est contenu ;
3. Un inventaire contenant la description des objets saisis, leur nombre, poids et mesure, suivant leur nature ; et, en outre, s'il s'agit de la saisie d'un navire enregistré, la copie du certificat de propriété de ce navire ou des principales dispositions de ce certificat ;
4. La nomination d'un gardien ou l'indication du dépositaire fourni par le débiteur ;
5. La mention du jour et de l'heure où la saisie est faite ;
6. La signature du gardien ou dépositaire, et des témoins dans le cas de l'article 620, ou la mention qu'ils ne peuvent signer, et la signature de l'officier saisissant.

Le saisi doit également, s'il est présent, être appelé à signer le procès-verbal ; et cette interpellation, et son refus ou son incapacité de signer, ou son absence, doivent être constatés.—C.P.C., 560, §§ 1 à 6, 10, amendés ; S.R., 5920.

tary, he may, after serving the minutes upon the debtor, have the things taken away and removed to a place of safety, until he obtains such a guardian or depository.—C. C. P., 562, § 2, amended.

note.

629. The seizure of moveable property is recorded by minutes made by the sheriff or his deputy, or by a bailiff authorized by him to that effect, or by the bailiff intrusted with the writ of execution.—C.C.P., 559 ; R.S., 5919.

Voc., 156-7.—33 Vict., c. 17, s. 1.

630. The minutes must contain :

1. Mention of the present domicile of the creditor ;
2. Mention of the writ of execution, its date and its purport ;
3. A description of the things seized, their number, weight and measure, according to their nature ; and, in addition, in the case of the seizure of a registered vessel, a copy of the certificate of ownership of such vessel, or of the principal contents thereof.
4. The appointment of a guardian, or the name of the depository furnished by the debtor ;
5. Mention of the day and hour when the seizure is made ;
6. The signature of the guardian or depository, and of the witnesses, in the case of Article 620, or mention that they cannot sign, and the signature of the seizing officer.

The debtor must also, if he is present, be called upon to sign the minutes ; and entry must be therein made as to his being so called upon, and as to his refusal or inability to do so or his absence.—C.C.P., 560, §§ 1 to 6, 10, amended ; R.S., 5920.

1. S.R.B.C., c. 92, s. 12.—ORD. 1667, tit. 33, arts. 1, 8.—POTHIER, 159, 160, 161.

2. V. article 645 pour oppositions basées sur l'inobservance des formalités prescrites par cet article.

3. Le procès verbal est un acte authentique dont les omissions ne peuvent être suppléées par une preuve orale.—C.A., 1880. *Hamel & Marchildon*, 10 R.L., 205.

4. L'huissier doit décrire les effets saisis de manière à les identifier ; ainsi, la désignation au procès verbal de " quatre lits sur sept " est insuffisante.—C.S., 1892. *Lauthier*

631. Si des deniers ayant cours légal sont saisis, mention de leur nature et quantité doit être faite au procès-verbal, et il en doit être fait rapport avec les autres deniers prélevés.—C.P.C., 564.

1. Si le défendeur n'a point de combustible et de comestibles suffisants pour lui et sa famille pendant trois mois, l'huissier doit laisser au saisi la somme qui lui serait nécessaire pour sa subsistance pendant ce temps.—CARRÉ & CHAUVEAU, 706, Q. 2020.—

632. Le procès-verbal doit être fait et signé au moins en triplicata, dont un exemplaire doit être donné au gardien ou dépositaire, et un au saisi.—C.P.C., 561, *amendé*.

1. ORD. 1667, tit. 33, art. 7.

2. Rap. C.—Les mots relatifs à la signature du procès-verbal ont été retranchés de l'article 561 C.P.C. (Article 633, 632 n.c.), attendu qu'ils ne font que répéter ce qui est contenu dans l'article 631 (630 n.c.)

633. Si le débiteur n'a ni domicile, ni résidence, ni place d'affaires dans le district où le jugement est rendu, un exemplaire du procès-verbal de saisie à lui destiné est laissé au greffe du tribunal.—C. P. C., 570, *amendé*; S.R., 5922.

1. Rap. C.—L'amendement de l'article 634 (633 n.c.) est inspiré par l'idée d'épargner au créancier le coût de la signification du procès-verbal, quant elle ne peut être faite dans le district où le jugement est rendu. Ce n'est qu'une extension du principe de l'ancien article.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. Une opposition afin d'annuler de la

634. Si les choses saisies sont

1. *Thouin*, 2 R.J.O., 157; PAGNUELLO, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

3. Les parts ou actions dans un club de pêche ou de chasse peuvent être saisies d'après les dispositions de l'article 642 du code de procédure.

Le procès verbal de saisie doit mentionner le nombre d'actions saisies ainsi que leur nature, et l'avis mentionné dans l'article 642 doit être donné à la corporation par l'huissier et non par l'avocat du saisissant.—C.C., 1898. *Leduc vs Ritchie*, 1 R.P., 181; BOURGEOIS, J.

631. If current money is seized, mention of its kind and quantity must be made in the minutes, and it must be returned with the other moneys levied.—C.C.P., 564.

2 DELAPORTE, 169. — 5 FAVARD DE LANGLADE, 26.

2. Le gardien ne peut forcer l'huissier de lui remettre les espèces saisies, mais ce dernier doit les garder et les rapporter avec les deniers prélevés.—C.S., 1888. *Leduc vs Sauré*, 11 L.N., 361; LORANGER, J.

632. The minutes must be made and signed at least in triplicates, one of which must be given to the guardian or depository, and another to the debtor.—C.C.P., 561, *amended*.

3. Si la saisie dure plusieurs jours, il n'est pas nécessaire à chaque interruption de notifier la partie du procès-verbal déjà rédigé.—CARRÉ & CHAUVEAU, 733, Q. 2060 bis.

633. If the debtor has no domicile, residence or place of business in the district in which the judgment is rendered, the triplicate of the minutes of seizure is left for him at the office of the court.—C.C.P., 570, *amended*; R.S., 5922.

part du défendeur, basée sur le fait que le procès-verbal, en présence de contradictions et qu'une copie n'a pas été laissée au défendeur, est renvoyée avec dépens, ces irrégularités n'étant pas de nature à lui causer un préjudice réel.—C. C., 1898. *Gervais vs Francœur*, 1 R.P., 465; CARON, J.

634. If the things seized are of a

d'une nature périssable ou sont susceptibles de détériorations, le juge peut ordonner que la vente en ait lieu et que les deniers en provenant soient consignés au greffe.—C.P.C., 872, *amendé*.

1. 1 COVENOR, 121.—C.P.L., 201.

2. Rap. C.—L'article 634 reproduit ici, parce qu'elle y est plus à sa place, la règle

635. Avis doit être donné sans délai au débiteur, ainsi qu'au gardien ou dépositaire, des lieu, jour et heure auxquels les meubles seront mis en vente.

Si le débiteur n'a ni domicile, ni résidence, ni place d'affaires dans le district où le jugement est rendu, l'avis peut être déposé à son adresse au greffe du tribunal.—C. P. C., 571, *amendé*; S.R., 5923.

1. POTHIER. *Proc.* 168.

2. Règle de Pratique 60.—La demande de paiement, lors d'une première exécution, n'est requise que lorsque la saisie est faite au

636. La vente des effets saisis ne peut être commencée avant dix heures de l'avant-midi, ni être continuée après cinq heures de l'après-midi.—*Nouveau*.

1. Rap. C.—La disposition de l'article 636 est nouvelle. Elle a pour objet de mettre fin à un abus qui se répétait très fréquemment. Toutes les parties sont intéressées à

637. Le juge peut, à la demande d'une partie intéressée, autoriser l'officier saisissant à transporter les effets saisis dans un endroit indiqué, pour les y vendre, s'ils peuvent y être plus avantageusement vendus.—C.P.C., 563, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 85, s. 2, § 2.

2. Rap. C.—L'article 637 étend la disposition de l'article 563 C.P.C., en autori-

638. Sauf l'exception portée dans l'article qui suit, la vente des effets saisis doit être annoncée par affiche et lecture à haute et intelligible voix à la porte de l'église de la paroisse où la

perishable nature or are liable to deteriorate, the judge may order them to be sold and the proceeds of the sale to be deposited in the office of the court.—C.C.P., 872, *amended*.

de l'article 872 C.P.C., qui, dans le code actuel, est particulière à la saisie revendication.

635. Immediate notice must be given to the debtor and to the guardian or depositary, of the place, day and hour at which the moveable property will be offered for sale.

If the debtor has no domicile, residence or place of business in the district in which the judgment was rendered, the notice may be addressed to him and left at the office of the court.—C.C.P., 571, *amended*; R.S., 5923.

domicile du saisi ou en sa présence.

3. V. article 645 pour opposition basée sur l'inobservance des formalités prescrites par cet article.

636. Sales of moveable property cannot be commenced before ten o'clock in the morning, or continued after five in the afternoon.—*New*.

ce que la vente se fasse à des heures qui permettent à un grand nombre d'enchérisseurs de s'y rendre commodément.

637. The judge may, upon the application of any interested party, allow the seizing officer to remove the property under seizure to any other specified place, so as to sell it there, if it can so be sold to greater advantage.—C.C.P., 563, *amended*.

sant le transport ailleurs des effets saisis, s'ils y peuvent être plus avantageusement vendus.

638. Saving the exception contained in the following article, the sale of moveable property under seizure must be advertized by posting a notice and reading it in a loud and distinct

saisie a été faite, à l'issue du service du matin le dimanche qui suit la saisie; et, si la saisie n'a pas été faite dans une paroisse, dans quelque endroit public de la municipalité.

Certificat de cette publication doit être annexé au dossier de la saisie.

La vente ne peut avoir lieu avant l'expiration de huit jours après le jour de la publication.—C. P. C., 572; amendé.

1. Bien que le dernier des huit jours requis par l'article 572, C. P. C., (638 n.c.) pour la publication des avis de vente, soit un di-

639. Dans les cités de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke, St-Hyacinthe et Sorel, et dans la ville de St-Jean, la vente des effets saisis est annoncée au moyen d'un avis énonçant sommairement les noms des parties, la nature des effets, le lieu, le jour et l'heure de la vente, inséré en français dans un journal publié dans cette langue, et en anglais dans un journal publié dans cette langue; et, s'il n'y a qu'un journal dans la localité ou que tous soient de la même langue, inséré dans les deux langues dans le même journal.

Un double de l'avis doit être affiché au bureau du shérif, depuis la publication dans le journal jusqu'au jour de la vente.

La vente ne peut avoir lieu avant l'expiration de huit jours après le jour de la publication.—C. P. C., 573, amendé; S. R., 5924.

1. 27-28 Vict., c. 39, ss. 9, 10, 11.
2. Rap. C.—L'article 639 ajoute à l'énumération des localités dans lesquelles l'avis de vente peut être donné par la voie des

manner at the door of the church of the parish where the seizure has been made, immediately after morning service on the Sunday next after the seizure; and if such seizure is made within a parish, the publication must be made at some public place in the municipality.

A certificate of such publication must be annexed to the record of the execution.

The sale cannot take place before the expiry of eight days, to be computed from the day of such publication.—C. C. P., 572, amended.

manche ou un jour férié, ce jour est compté comme un jour juridique.—C. C., 1885. *Denis vs Denis*, 8 L. N., 82; CARON, J.

639. In the cities of Quebec, Montreal, Three Rivers, Sherbrooke, St. Hyacinthe and Sorel, and in the town of St. John's, the sale of moveable property under seizure is advertised by a notice stating summarily the names of the parties, the nature of the effects, and the place, day and hour of sale, inserted in French in a newspaper published in that language, and in English in a newspaper published in the English language; and if there should be but one paper in the place, or if all the papers are published in but one of such languages then the notice must be inserted in both languages in one paper.

A duplicate of such notice must be posted in the sheriff's office from the time of such advertisement in a newspaper until the day of the sale.

The sale cannot take place until after the expiry of eight days from the day of such publication.—C. C. P., 573, amended; R. S., 5924.

journaux.

3. V. article 645 pour opposition basée sur l'observance des formalités prescrites par cet article.

640. S'il y a eu saisie provisionnelle des biens meubles avant jugement, il n'est pas nécessaire de procéder à un recalement, mais il suffit de donner avis au débiteur et au gardien ou dépositaire du lieu, du jour et de l'heure de la vente, tel que prescrit par l'article 635, et de donner l'avis requis par l'article 638 ou l'article 639, suivant le cas.—C.P.C., 576.

641. Les obligations, billets, négociables ou non, actions dans une corporation, et autres effets payables au porteur ou par endossement, y compris les billets de banques, peuvent être saisis comme les autres effets mobiliers du débiteur.—C.P.C., 565, *partie, amendé.*

642. La saisie des actions dans une corporation s'opère en signifiant une copie du bref d'exécution à cette corporation, avec un avis que toutes les actions possédées par le débiteur dans cette corporation sont saisies.

Même avis est donné au débiteur.—C.P.C., 566, *amendé.*

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

1. Les parts ou actions dans un club de pêche ou de chasse peuvent être saisies d'après les dispositions de l'article 642 du Code de Procédure.

Le procès-verbal de saisie doit mention-

643. Si la corporation a plus d'un lieu où les assignations peuvent lui être faites, la signification ci-dessus prescrite, faite dans un autre lieu que celui où le transfert des actions et le paiement des dividendes peuvent se faire valablement, n'a d'effet contre les tiers acquéreurs qu'après l'expiration d'un laps de temps suffisant pour que l'avis de cette signification puisse être transmis du bureau où elle a été faite à celui où le transfert des actions doit

640. If the moveable property has been provisionally attached before judgment, it is not necessary to proceed to a verification, but it is sufficient to give notice to the debtor, and to the guardian or depositary, of the place, day and hour of sale, as prescribed in article 635, and to give the notice required by article 638 or article 639, as the case may be.—C.C.P., 576.

641. Debentures, promissory notes, whether negotiable or not, shares in corporations and other instruments payable to order or to bearer, bank-notes included, may be seized like all other moveable effects belonging to the debtor.—C.C.P., 565, *in part, amended.*

642. The seizure of shares in any corporation is made by serving such corporation with a copy of the writ of execution, together with a notice that all the shares held by the debtor in such corporation are placed under execution.

A similar notice is served upon the debtor.—C.C.P., 566, *amended.*

ner le nombre d'actions saisies ainsi que leur nature, et l'avis mentionné dans l'article 642 doit être donné à la corporation par l'huissier et non par l'avocat du saisissant.—C.C., 1898. *Leduc vs Ritchie*, 1 R.P., 181; BOURGEOIS, J.

643. If there is more than one place at which the corporation may be served, the service hereinabove mentioned, when made elsewhere than at the place where the transfer of shares and the payment of dividends may be validly made, has no effect against subsequent purchasers until a sufficient time has elapsed to allow notice of the service to be transmitted from the place where it was made to the place where transfers of shares should be

être entré, transmission que la corporation doit faire elle-même.

La saisie de ces actions s'étend à tous les bénéfices et profits qui s'y rattachent.—C.P.C., 567.

1. S.R.B.C., c. 70, ss. 3, 4.

2.—OPPOSITION À LA SAISIE-EXÉCUTION.

644. La saisie-exécution peut être contestée par voie d'opposition, soit par le saisi lui-même, soit par les tiers.—C.P.C., 580.

1. POTHIER, *Proc.*, 163 *et seq.*

645. Le saisi peut demander la nullité de la saisie-exécution :

1. Pour irrégularité dans la saisie, lorsque cette irrégularité cause un préjudice ;

2. Pour cause d'insaisissabilité de quelques-uns des effets saisis ;

3. Pour cause d'extinction de la dette ;

4. Pour quelque autre cause de nature à affecter le jugement dont l'exécution est poursuivie.

Dans le cas où les moyens invoqués par le saisi n'affectent qu'une partie des effets saisis ou qu'une partie du montant réclamé, le saisi ne peut demander la nullité de la saisie que pour cette partie.—C.P.C., 581, *amendé.*

INDICATION ALPHABETIQUE.

Actions	24 à 26
Affidavit	71
Amendement	70
Appel	41
Associés	22, 23, 65
Avis de vente	41 à 47
Caducité	9
Chose jugée	48
Codéfendeur	44, 50
Collocation	57
Copie de procès-verbal	64
Cumul	13 à 15
Delai	51, 52
Désignation	20 à 22
Domicile	32

entered, and the corporation is bound to effect such transmission.

The seizure of such shares includes all benefits and profits attached to them.—C.C.P., 567.

2.—OPPOSITIONS TO THE SEIZURE OF MOVEABLE PROPERTY.

644. A seizure of moveable property in execution may be contested by opposition, either by the debtor himself or by third parties.—C.C.P., 580.

645. The debtor may demand the nullity of a seizure of moveable property in execution :

1. On the ground of irregularities in the seizure, whenever they cause a prejudice ;

2. On the ground of any of the effects being exempt from seizure ;

3. On the ground of the extinction of the debt ;

4. On any other ground of a nature to affect the judgment sought to be executed.

Whenever the grounds relied upon by the debtor relate only to a part of the property under seizure, or to a part of the amount claimed, the debtor can only demand the nullity of the seizure for such part.—C.C.P., 581, *amended.*

Femme mariée	7, 69
Fint	11, 12
Frais	16 à 19, 58 à 60
Gardien	38 à 40
Jugement	63
Lien de la saisie	30, 31, 67
Miment	40
Montant trop élevé	58
Outils	65
Numérotage	71
Paiement	53 à 57, 62
Poêle	8
Porteur du bref	27
Présomption	5
Protonotaire	10
Saisie-arrêt	61, 62
Signature	33 à 37

Tiers 28, 29
Transport 68

1. *Ibid.*

2. Rap. C.—L'article 645 contient deux modifications importantes :

Les mots " lorsque cette irrégularité cause un préjudice," sont insérés dans le premier paragraphe, comme ils l'ont été dans l'article 167, relatif aux exceptions à la forme, dans le but d'empêcher la production d'oppositions motivées par de légères irrégularités.

La disposition finale de l'article a été révisée de nouveau, de manière à consacrer législativement, à l'égard des oppositions tendant à faire réduire le montant réclaré, ce qui était reconnu en jurisprudence, et afin d'étendre la même règle aux cas où l'opposition n'affecte qu'une partie des effets saisis. Cette innovation a entraîné la règle nouvelle du second alinéa de l'article 645.

3. Règle de Pratique 62.—Toute oppositions ignifiée au shérif, ou produite à son bureau, ou au bureau du protonotaire, doit être accompagnée de toutes les pièces littérales invoquées à son soutien, avec une liste ou inventaire de ces pièces. Celles signifiées à l'huissier peuvent n'être pas accompagnées des pièces et inventaires ; mais, dans ce cas, ces pièces et inventaires doivent être produits au greffe sans délai.

4. Règle de Pratique 63.—Toute opposition qui n'est pas signée par un procureur qui a fait élection de domicile tel qu'exigé par l'article 86 du code de procédure, doit contenir une élection de domicile à quelque maison, habitée dans le rayon d'un mille du lieu ou siège le tribunal.

5. Il dépend des tribunaux d'apprécier selon les circonstances si le but de la loi a été rempli par le genre de désignation que l'huissier a employé dans son procès verbal.—4 CARRÉ ET CHAUVÉAU, 703, Q. 2022.

6. La saisie est nulle si le gardien n'a pas signé le procès verbal, ou n'a pas été du moins interpellé de le signer.—4 CARRÉ ET CHAUVÉAU, 730, Q. 2057.

7. A wife must be authorized by her husband in order to make an opposition.—C.S., 1865. *Blumhart vs Boule*, 1 L.C.L.J., 63; BADGLEY, J.

8. En principe, les officiers de justice sont présumés avoir obéi aux prescriptions de la loi, et on ne peut induire du silence d'un procès verbal de saisie-exécution qui mentionne la saisie d'un poêle, qu'il n'en a pas été laissé un autre au débiteur.—C.S., 1886. *Sexton vs Beangrand*, 2 M.L.R., 413; JETTÉ, J.

9. Une saisie-gagerie déclarée bonne et valable se convertit, par l'émanation d'un bref d'exécution, en saisie-exécution, et partant cette saisie est, comme toute autre saisie-exécution, sujette à caducité par le défaut du saisissant de procéder à la vente des effets saisis dans le délai voulu.—C.R., 1897. *The Montreal Board of Trade vs The*

United Counties Ry. Co., 11 R.J.O., 516; JETTÉ, TASCHEREAU & DAVIDSON, JJ.

10. Un bref d'exécution qui ne porte pas la signature du protonotaire, constitue une nullité absolue et radicale dont la cour devra prendre connaissance, et il ne saurait être permis à la partie qui a procédé sur ce bref de le faire signer par le protonotaire après la saisie.—C.S., 1897. *Brisson vs Lefebvre*, 12 R.J.O., 1; DELORMIER, J.

11. Le défaut de *fiat* pour l'émanation d'un bref d'exécution n'est pas une cause de nullité du bref lui-même quant aux parties demanderesse et défenderesse. Le fait qu'un bref d'exécution contre les meubles a été émané sur un *fiat* ne contenant pas le jour du rapport, et que le registre des exécutions tenu par le protonotaire mentionnait un jour de retour différent de celui entré dans l'exécution, constitue tout au plus une nullité sans griefs que le défendeur n'a pas intérêt à invoquer.—C.S., 1881. *De Bellefeuille vs Pollock*, 25 J., 104; BÉLANGER, J.

12. Une erreur de copiste, dans un *fiat* pour saisie exécution, n'entraîne pas la nullité de la saisie.—C.S., 1889. *Latour vs Champagne*, 19 R.L., 283; DELORMIER, J.

13. On an opposition *afin d'annuler*.—*Held*: that where executions issued at the suit of different parties against the same defendant the sheriff could not unite both seizures into one *procès verbal*.—C.S., 1858. *Sanderson vs Roy*, 3 J., 119; SMITH, J.

14. Where two executions issue at the suit of different parties against the same defendant, different *procès-verbaux* must be made by the sheriffs for each seizure.—C.A., 1859. *Palliser & Roy*, 4 J., 208; 9 L.C.R., 456.

15. Lorsque le shérif reçoit en même temps plusieurs brefs d'exécution contre les immeubles du même défendeur, il ne doit faire qu'une saisie en vertu de ces différents brefs.—C.R., 1892. *La Banque Nationale vs Aubertin*, 1 R.J.O., 340; GILL, MATHIEU & DOHERTY, JJ.

16. Le défendeur peut demander la nullité de la saisie lorsque l'exécution a été prise sans faire taxer les frais contradictoirement.—C.C., 1864. *Andet vs Asselin*, 15 L.C.R., 272; TASCHEREAU, J.—C.C., 1864. *Kerr vs Gnyay*, 10 L.C.R., 478; TASCHEREAU, J.—C.R., 1880. *Lewis vs McGinty*, 6 Q. L. R., 61; MEREDITH, CASAULT & CARON, JJ.—C.C., 1882. *Levêque vs Mousseau*, 10 L.N., 239; ROUTHIER, J.—C.C., 1887. *Tièoret vs Meloche*, 10 L.N., 171; 15 R.L., 511; MATHIEU, J.—C.R., 1888. *Scott vs McCaffrey*, 5 M. L. R., 202; JOHNSON, TASCHEREAU & WURTELE, JJ.—C.R., 1890. *Les Frères de la Charité St-Vincent de Paul vs Raymond*, 6 M.L.R., 142; JETTÉ, TASCHEREAU & TAIT, JJ.—C.A., 1890. *Wells & Bnrroughs*, 35 J., 60.

Contra:—C.S., 1885. *Samuel vs Holiston*, 1 M.L.R., 505; MATHIEU, J.—C.M., 1880. *Martineau vs Brault*, 12 L.N., 251; CHAMPAGNE, J.

17. Where more than one bill is in question and a *retraxit* is produced for the one which has been taxed without notice, costs will be awarded on the opposition up to the date of the *retraxit* only.—C.A., 1890. *Wells & Burroughs*, 35 J., 60.

18. C'est à la partie qui prétend que les frais ont été taxés à le prouver, et cette preuve se fait par la production du mémoire ou par le plumitif, et le fait qu'il est dit dans le bref de saisie que les frais ont été taxés, ne fait pas preuve.—C.C., 1882. *Lévesque vs Mousseau*, 10 L.N., 239; *ROU-THIER*, J.

19. Une surcharge de dix centins, faite par erreur lors de l'émanation d'un bref d'exécution ordonnant de prélever sur les biens du défendeur cette somme de dix centins, à part le montant dû, n'est pas suffisante pour faire maintenir une opposition et faire annuler le bref d'exécution.—C.A., 1882. *Côté & Samson*, 12 R.L., 112; 8 Q.L. R., 35.

20. La désignation d'un défendeur, dans le bref d'exécution, comme légataire universel en usufruit, que comporte le jugement, n'entraîne pas la nullité de la saisie, et justifie la saisie des biens personnels de tel défendeur.—C.A., 1875. *Trudel & Hudon*, 24 J., 171.

21. Where the real debtor of plaintiff is sued under a wrong christian name, and being served personally, suffers judgment to go against him by default, he cannot oppose the seizure of his goods under such judgment on the ground that he is not the person against whom the judgment was rendered.—C.S., 1878. *The Merchant's Bank of Canada vs Murphy*, 23 J., 215; *RAINVILLE*, J.

22. Le fait que le signataire et l'endosseur d'un billet sont désignés, dans le bref d'assignation, comme faisant affaires en société, ne donne pas à la société le droit de demander le renvoi de l'action sous le prétexte que c'est elle-même, être moral, qui est poursuivie pour la dette des associés individuellement, lorsque réellement les défendeurs sont assignés individuellement, bien que composant à eux deux cette société.

Dans l'espèce indiquée, le demandeur avait droit de saisir les biens de la société, ces biens étant responsables des dettes des associés individuellement, sauf le droit des créanciers de la société à exercer leur droit de préférence.—C.R., 1896. *Grothé vs Lafleur*, 9 R.J.O., 156; *JETTÉ, TASCHEREAU & PAGNUELO*, JJ.

23. Un jugement obtenu contre le gérant d'une société en commandite seul, mais pour une dette sociale, peut s'exécuter sur les biens de telle commandite.—C.S., 1894. *Childs vs Thibault*, 5 R.J.O., 210; *GILL*, J.

24. Des parts de banques ne peuvent être prises en exécution par le moyen d'une saisie-arrêt après jugement, mais elles doivent être saisies conformément à l'article 566 C.P.C.

(642 n.c.)—C.A., 1875. *Hudon & Trudel*, 7 R.L., 229.

25. Lors de la saisie des actions dans une compagnie ou société financière, un avis, signé par l'huissier saisissant, doit être donné au défendeur que les parts possédées par lui dans telle société sont mises sous exécution, et si cet avis n'est pas signé par l'huissier, la saisie sera déclarée nulle.—C.S., 1884. *Francis vs Clément*, 12 R.L., 642; *MATHIEU*, J.

26. The service of an uncertified copy of the writ of execution is not a compliance with the requirements of Art 596 C.C.P. (old text), which provides for the seizure of shares in companies,—even though the copy served be in fact a true copy of a writ of execution duly issued. Further, such notice should be given by the officer charged with the execution and competent to make such seizure. A notice by the attorneys of the parties seizing is not a compliance with the requirements of article 596.—C.S., 1896. *Lewis vs Corriveau*, 12 R.J.O., 93; *DOHERTY*, J.

27. Un huissier n'a pas le droit de faire une saisie avec un bref d'exécution adressé à un autre huissier. L'huissier auquel le bref d'exécution a été adressé n'a aucun droit de faire vendre les effets saisis par un autre huissier, et n'a pas d'autorité pour ordonner au gardien de lui livrer les effets saisis.—C.M., 1889. *Kennedy vs Danford*, 12 L.N., 244; *CHAMPAGNE*, J.

28. Where the goods seized in execution were already in possession of the plaintiff.—*Held*: That the seizure was bad, inasmuch as the proceedings should have been by *saisie-arrêt*.—C.S., 1850. *Morris vs Antrobus*, 1 L.C.R., 114; 2 R.J.R., 425; *DAY, SMITH & VANFELSON*, JJ.

29. Although a seizure corporally effected of a property in the hands of the *tiers-saisi* is null, an intervening party cannot, by motion made immediately after he is allowed to intervene, and before any issue is joined on the intervention, claim the quashing of the seizure.—C.A., 1865. *Fleck & Brown*, 9 J., 216; 15 L.C.R., 416; 1 L.C.L.J., 32.

30. Lorsqu'en vertu d'une première saisie, depuis discontinuée, des effets ont été transportés chez le gardien, dans le bas de la maison du défendeur, l'huissier chargé d'une nouvelle saisie n'est pas obligé de faire transporter ces effets chez le défendeur pour les y saisir de nouveau; il peut faire ces procédures au domicile du défendeur, et, du consentement du premier gardien qui a encore ces effets, les saisir de nouveau chez ce gardien.—C.S., 1896. *Champagne vs Bachand*, 2 R. de J., 371; *DELORMIER*, J.

31. Le débiteur qui quitte subitement la province pour s'en aller aux États-Unis, et laisse sa femme et sa famille à son ancien domicile, où il a l'intention de revenir, ne perd pas cet ancien domicile, et une saisie peut y être pratiquée.—C.S., 1890. *Sylvestre vs Grisé*, 20 R.L., 89; *TELLIER*, J.

32. On an opposition *afin d'annuler* of a seizure.—*Held*: that where the bailiff has declared in the *procès-verbal* that he had elected his domicile in such parish, without specifying in what part of the parish, that the seizure was null.—C.S., 1858. *Beaupré vs Martel*, 2 J., 276; MONDELET, J.

33. Le défiant de mention dans le procès verbal de saisie de meubles d'un débiteur, que le saisi a été interpellé de signer le procès-verbal, qu'il a refusé de signer, ou qu'il était absent de son domicile lors de la saisie, ne peut être une cause de nullité de la saisie, si d'ailleurs elle contient toutes les formalités essentielles requises par la loi.—C.C., 1874. *Duquette vs Ouimet*, 6 R.L., 167; CHAGNON, J.

34. L'interpellation au débiteur saisi de signer le procès-verbal ne constitue pas une formalité substantielle dont le défaut entraîne la nullité de la saisie.—C.S., 1886. *Sexton vs Beangrand*, 2 M.L.R., 413; 10 L.N., 30; JETTÉ, J.

35. La déclaration dans un procès-verbal de saisie que le gardien a signé, lorsqu'il n'a fait que sa croix devant témoin, n'est pas une cause de nullité absolue, et le gardien seul peut s'en prévaloir.—C.C., 1874. *Perreault vs Chartrand*, 6 R.L., 276; BÉLANGER, J.

36. Un gardien d'objets saisis revendus ne peut être contraint par corps pour son défaut de représenter les objets saisis, s'il n'appert pas par le procès-verbal de saisie que le gardien ait signé le procès-verbal ou s'il n'y est pas mentionné, tel que requis par l'article 560 C.P.C., § 5, (630) qu'il n'a pu le faire. La preuve que le gardien s'est soumis à la responsabilité entraînant la contrainte par corps doit résulter de l'observation des formalités exigées par la loi, régulièrement constatées par le procès-verbal, qui est un acte authentique et dont les omissions ne peuvent être suppléées par une preuve orale.—C.A., 1880. *Hamel & Marchildon*, 10 R.L., 245.

37. The consent of a relation of a judgment debtor to become guardian must appear by his signature to the inventory of seizure.—C.C., 1880. *MacMillan vs Belhune*, 3 L.N., 325; BOURGEOIS, J.

38. Le fait que le procès-verbal de saisie ne contient pas de nomination d'un gardien, ni d'indication que les meubles ont été enlevés ou sont sous la garde de quelqu'un, n'est pas suffisant pour autoriser une opposition afin d'annuler de la part du défendeur, et telle opposition sera renvoyée sur motion, comme futile et évidemment mal fondée.—C.S., 1888. *Thibaudeau vs De Grandpré*, 4 M.L.R., 422; MALHIOT, J.

39. Les formalités prescrites par l'article 560 C.P.C., quant aux énonciations du procès-verbal de saisie, ne sont pas prescrites sous peine de nullité absolue; le gardien ne peut se plaindre que des informalités qui l'intéresseraient personnellement. Le gardien peut signer et apposer sa signa-

ture par une croix et il sera permis à l'huisier d'amender son rapport en y insérant la déclaration du gardien qu'il ne savait signer.—C.R., 1895. *McLaurin vs Murphy*, 7 R.J. 10; LORANGER, TELLIER & LYNCH, JJ.

40. Le fait que le gardien appointé à une saisie est mineur, n'invalide pas la saisie, si les effets saisis sont demeurés en la possession du défendeur.—C.C., 1876. *Côté vs Jacob*, 3 Q.L.R., 5; STUART, J.

41. A sheriff or bailiff executing a writ of *feri facias* is bound to give immediate written notice of place of sale to the defendant.—C.C., 1868. *Scott vs Klaim & Alain*, 4 L.C.L.J., 60; TASCHEREAU, J.

42. Une erreur de l'huisier saisissant, dans l'avis de vente au bas de son procès-verbal de saisie de meubles, donne au défendeur le droit de faire une opposition pour s'opposer à la vente; mais cette erreur dans l'avis de vente n'annule pas la saisie *in toto*.—C.S., 1870. *Manseau vs Bernard*, 2 R.L., 242; LORANGER, J.

43. A writ of *venditioni exponas* was made returnable on the 28th April 1870, and the newspaper in which the notice of sale was being published ceased to issue, and the date of the return was changed in consequence.—*Held*: that neither in law nor in fact did these circumstances afford ground for an inscription *en faux*, although irregularities were committed which were reprehensible.—C.R., 1871. *Duchesnay vs Vienne*, 16 J., 138; MONDELET, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

44. Une irrégularité dans les avis de vente n'affecte en rien la validité de la saisie elle-même et le défendeur ne peut se plaindre de l'insuffisance de tels avis tant que la vente des effets saisis n'a pas eu lieu. Il ne pourrait à tout événement s'en plaindre qu'après la vente et dans le cas seulement où il aurait éprouvé du préjudice par suite de cette irrégularité.—C.C., 1884. *Carmel vs Asselin*, 28 J., 28; DOHERTY, J.

45. Dans une saisie exécution les avis de vente et les annonces qui contiennent un numéro qui n'est pas celui du domicile ou place d'affaires de la défenderesse, sont irréguliers et l'on peut se pourvoir contre telle irrégularité au moyen d'une opposition afin d'annuler. En ce cas, cependant, l'opposition n'aura pour effet que de forcer le demandeur à donner de nouveaux avis régulièrement et ne saurait entraîner l'annulation de la saisie.—C.S., 1884. *Dorion vs Dielte*, 1 M.L.R., 31; 29 J., 38; 7 L.N., 266; RAINVILLE, J.

46. A notice at the foot of the *procès-verbal* that the sale would take place on such a day of the month, without mentioning the year renders the seizure null, although the *procès-verbal* was fully and correctly dated.—C.S., 1858. *Beaupré vs Martel*, 2 J., 276; MONDELET, J.

47. Dans un avis de vente sur saisie exécution, pratiqué le 26 avril 1897, l'huisier instrumentant avait indiqué, comme jour de la vente, "le 11e jour de mai prochain, mil

huit cent quatre-vingt . . . " le mot " dix-sept " ayant été omis.—*Jugé* : Que l'avis de vente était suffisant, le défendeur ne pouvant être induit en erreur sur la date de la vente, et une opposition invoquant cette informalité fut renvoyée comme frivole à sa face même.—C.S., 1897. *Cléroux vs Destanriers*, 11 R. J.O., 324 ; GILL, J.

48. The grounds decided in a suit cannot be raised on opposition to the execution of the judgment.—C.A., 1874. *Dawson & McDonald*, R., 612.

49. On ne peut prendre exécution sur un jugement rendu contre quatre défendeurs, si l'un d'eux a interjeté appel de ce jugement, et si cet appel est encore pendant.—C.S., 1856. *Brush vs Wilson*, 6 L.C.R., 39 ; 3 R. J.R., 166 ; BOWEN, MORIN & BADGLEY, JJ.

50. When judgment went against several defendants jointly, and execution was issued against one of them for the whole debt.—*Held* : on opposition *afin d'annuler*, to be illegal, and that even without tender of the amount payable by such defendant, and was set aside with costs.—C.S., 1858. *McBean vs Debartzsch*, 3 J., 118 ; BADGLEY, J.

51. Le demandeur qui a accordé délai pour la satisfaction du jugement ne peut, avant l'expiration du délai accordé, faire émaner une saisie-arrêt après jugement.—C. C., 1879. *Gingras vs Vézina*, 5 Q.L.R., 237 ; MEREDITH, J.

52. Where a creditor has accepted promissory notes in settlement of a claim for which he has obtained judgment, he must return such notes before he can proceed to execution.—C.A., 1874. *Dawson & Desfos-sés*, 6 R.L., 334.

53. Payment of the amount for which a judgment has been recovered, made anterior to such judgment, may be pleaded successfully in an opposition *afin d'annuler* to a seizure made under such judgment.—C.R., 1875. *Doyle vs McIver*, 19 J., 308 ; MONDELET, BERTHELOT & TORRANCE, JJ.

54. A defendant, after he has contested an account, and the judgment has gone against him, will be permitted, on an opposition to the seizure under judgment, to prove a payment which he had failed to prove in the principal suit, owing to his having been in error as to the date he made such payment.—C.A., 1878. *Cornell & Richard*, R., 613.

55. Where a defendant has paid sums of money on account of a judgment, the seizure of his land afterwards, under a writ of execution for the whole amount of the judgment, is illegal, and the defendant has the right to have the writ set aside, if the exact amount due upon the judgment is determined.—C. S., 1853. *La Banque vs Piquet vs Donagan*, 3 L.C.R., 478 ; SMITH, VANFELSON & MONDELET, JJ.

56. A creditor suing out a writ of execution, must give credit upon the writ for any

amount he may have received thereon, and an opposition of the defendant founded upon such omission, will be maintained with costs.—C.A., 1866. *Fournier & Russell*, 10 L.C. R., 367.

57. A collocation as long as it has not been paid, cannot be offered on payment, and the creditor seizing need not take notice of it.—C.R., 1872. *Wilson vs Leblanc*, 16 J., 209 ; 19 R.J.R., 261 ; BERTHELOT, MACKAY & TORRANCE, JJ.

58. If execution issues for more than the amount due under a judgment, the defendant is entitled by opposition to ask that the execution be reduced to the sum really due, and he is not obliged to tender with his opposition such balance nor to deposit it in court. The costs of such opposition must be borne by the plaintiff.—C.C., 1878. *Pate-nande vs Guertin*, 1 L.N., 131 ; 22 J., 57 ; MACKAY, J.

59. A defendant whose effects are seized for a sum greater than that actually due (e. g. \$76.03 instead of \$74.83), cannot by opposition demand the nullity of the seizure. But the court will, by its judgment, declare the amount for which defendant's effects can be sold to be the lesser instead of the greater amount.—C.C., 1891. *Bernard vs Lemieux*, 17 Q.L.R., 358 ; ANDREWS, J.

60. Where a writ of execution issues for principal, interests and costs of suit, and the defendant files an opposition *afin d'annuler*, alleging and proving that the costs had been paid before the seizure made under the writ, the defendant is entitled to costs on his opposition.—C.C., 1869. *Berthelot vs Lalonde*, 14 J., 28 ; TORRANCE, J.

61. The existence of a previous *saisie-arrière* in the hands of the defendants as garnishees does not prevent the plaintiff (defendant in previous suit), from seizing moneys due to defendants in the hands of other garnishees.—C.S., 1878. *Mackay vs Routh*, 1 L.N., 161 ; 1 L.N., 266 ; 22 J., 22 ; TORRANCE, J. (Confirmed in review.) ; C.S., 1878. *Cudicov vs Canada Mutual Fire Ins. Co.*, 1 L.N., 340 ; JOHNSON, J.

62. Where a creditor of the plaintiff, before execution against the defendant, caused a writ of *attacheement* in garnishment to be served on the defendant.—*Held* : That this did not suspend the proceedings under an execution, and to produce that effect, the defendant must have deposited the amount of the judgment with interest and costs.—C.A., 1851. *Duverney & Dessantes*, 4 L.C. R., 142.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

63. La nullité d'un jugement peut être invoquée par une opposition *afin d'annuler* la saisie sans recourir à la voie de l'opposition à jugement ou de la requête civile.
Une motion demandant le rejet d'une semblable opposition comme illégale et futile

sera rejetée.—C.C., 1898. *Champagne vs Prévost*, 1 R.P., 237; CHAMPAGNE, J.

64. Une opposition afin d'annuler de la part du défendeur, basée sur le fait que le procès-verbal contient des contradictions et qu'une copie n'en a pas été laissée au défendeur, sera renvoyée avec dépens, ces irrégularités n'étant pas de nature à lui causer un préjudice réel.—C.C., 1898. *Gerzais vs Francaeur*, 1 R.P., 465; CARON, J.

65. Les outils que l'un des associés met dans l'actif d'une société, comme sa part contributive, cessent d'appartenir à cet associé, pour devenir la propriété de la société, et cet associé personnellement ne peut ensuite former opposition pour empêcher la vente de ces outils à l'encontre d'une saisie pratiquée contre telle société.—C.S., 1898. *Marlet vs Lemieux & Lemieux*, 4 R. de J., 322; ANDREWS, J.

66. Une opposition par le défendeur basée sur le fait qu'en retranchant les objets saisis, il ne resterait au défendeur que des effets pour un montant moindre que \$50.00, en sus des lits, literies et vêtements de lui et de sa famille, sera renvoyée par motion comme frivole.—C.S., 1898. *Beaulieu vs Stuart & Stuart*, 1 R.P., 112; MATHIEU, J.

67. Un défendeur ne peut faire une opposition afin d'annuler à une saisie-gagerie en alléguant que les biens saisis n'étaient sur les lieux loués qu'en passant, et qu'ils n'étaient pas sujet au privilège du locateur, en vertu du principe qu'on ne peut plaider le

droit d'autrui; et telle opposition doit être renvoyée sur motion.—C.S., 1898. *De Henbach vs Lyonnais & Lyonnais*, 4 R.L.n.s., 407; TASCHEREAU, J.

68. Un défendeur dont les biens sont saisis ne peut en arrêter la vente par opposition sur le principe que le transport sur lequel le demandeur saisissant a obtenu jugement est contesté par un autre de ses créanciers, dans une cause pendante où il a été mis en cause, et cette opposition peut être renvoyée sur inscription en droit.—C.S., 1898. *Barnard vs McDonald*, 4 R.L.n.s., 496; MATHIEU, J.

69. La femme séparée de biens n'a pas besoin de l'autorisation de son mari pour faire une opposition afin de distraire.—C.S., 1898. *Grothé vs Maisonneuve*, 13 R.J.O., 345; MATHIEU, J.

70. Une motion pour amender une opposition afin d'annuler ne peut être accordée, parce que l'opposition étant assermentée, l'amendement aurait pour effet de produire dans l'opposition un allégué nouveau qui ne serait pas appuyé d'affidavit.—C.S., 1898. *Roy vs Bégin*, 4 L.R.n.s., 159; ANDREWS, J.

71. The opposant may be ordered by a motion to number the paragraphs of his opposition and affidavit, and also to give an affidavit in the first person.—C.S., 1898. *Brown vs Falou*, 1 R.P., 133; PURCELL, J.

72. V. les articles ci-dessous.

73. V. les articles 722 et 723.

646. L'opposition peut aussi être faite par toute partie ayant un droit de propriété ou de gage sur les effets saisis.

Le locateur ne peut, cependant, s'opposer à la saisie et vente des biens meubles affectés à son gage; il ne peut exercer son privilège que sur le produit de la vente.—C.P.C., 582.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Acheteur	9, 10, 19
Allégations	3, 21, 22, 23
Améliorations	14
Chose jugée	8
Dépositaire	2
Emprunteur	17
Femme mariée	20
Gardien	7, 15, 16
Intervention	5, 6, 18
Locateur	12, 13
Particularités	3, 21, 22, 23
Procédures	4
Tiers	11

1. S.R.B.C., c. 83, s. 146.

2. Voir art. 651, n. 19, pour opposition par un dépositaire.

646. The execution may also be opposed by any party who has a right of ownership or of pledge in the property seized.

A lessor cannot, however, oppose the seizure and sale of the moveable property subject to his privilege; he can exercise such privilege only upon the proceeds of the sale.—C.C.P., 582.

3. Dans une opposition par laquelle on réclame des meubles et effets, les allégations doivent être claires et précises et indiquer en vertu de quel titre l'opposant réclame la propriété des effets.—C.S., 1897. *Laberge vs Tranquille*, 12 R.J.O., 510; ANDREWS, J.

4. In the case of the seizure of moveables, the proper recourse of a third party claiming a right of ownership therein is by opposition, and not by an action and attachment in revendication.—C.S., 1887. *Mayor vs McClelland*, 10 L.N., 147; WURTELE, J.

5. When an intervention was filed contesting a seizure before judgment of a vessel, and plaintiff, having obtained judgment against defendant, caused the vessel to be again seized, without the intervention having been adjudicated on.—*Held*: that on

that ground the intervenant was well founded to oppose the seizure.—C.A., 1872. *Michon & Gauvreau*, 3 R.C., 44.

6. Where parties intervene in the case of a *saisie-arrêt simple*, and claim to be proprietors of the things seized, and instead of contesting plaintiff's claim, give security that the goods shall be forthcoming to abide the future judgment of the court, and thus get possession of the things seized, and suffer the plaintiff to take a judgment in the case, declaring the seizure good and valid, such parties cannot oppose the sale of the things seized in execution of said judgment, on the ground that they are the proprietors thereof.—C.A., 1870. *Prévost & Rodgers*, 24 J., 179.

7. L'opposant qui a été nommé gardien volontaire à une saisie, et qui a signé le procès-verbal déclarant que les effets saisis étaient la propriété du défendeur et qui a laissé déclarer la saisie-gagerie bonne et valable, a renoncé à son droit de porter opposition pour faire déclarer sa propriété. Un document qui n'est pas allégué dans l'opposition et qui n'est pas produit en même temps que l'opposition, ne peut l'être plus tard.—C.S., 1877. *Poirier vs Plouffe*, 21 J., 103; DORION, J.

8. A judgment maintaining the validity of a seizure of moveables seized at the instance of a hypothecary creditor is not *chose jugée* against an opposant who was not a party to the suit and who claims such moveables under a title from the defendant subsequent to a compromise and renunciation made by the seizing party.—C.A., 1895. *Wood & Davis*, 4 R.J.O., 453.

9. Where moveables have been sold at a judicial sale, and the purchaser in good faith has allowed the effects to remain in the defendant's possession, he, or his representatives, may oppose the seizure and sale of such effects at the suit of another creditor.—C.A., 1881. *Senécal & Crawford*, 5 L.N., 256; 2 D. C.A., 121.

10. Effects purchased *bona fide* at a judicial sale, and left in the possession of the defendant by the purchaser or his transferee, may be claimed by the owner and the sale thereof prevented, if such effects are seized at the suit of another creditor of the defendant.—C.R., 1884. *Sie-Marie vs Ailkin*, 7 L.N., 119; JOHNSON, DOHERTY & JETTÉ, JJ.

11. An unpaid creditor can raise the question as to the real owner of the property sold in execution, and can claim the proceeds, although the real owner be silent.—C.A., 1882. *The St. Ann's Mutual Building Society & Watson*, 4 M.L.R., 328.

12. Le locateur ne peut plus s'opposer à la saisie et vente des meubles affectés à son gage.—C.C., 1887. *Damien vs Demers*, 10 L.N., 179; CIMON, J.

13. Le locateur qui, par saisie-gagerie, a saisi les effets mobiliers de son locataire, ne peut empêcher un autre créancier de ce der-

nier de saisir ces mêmes effets par voie d'exécution.—C.S., 1891. *Caron vs Guay & Anbertin & The Canada Investment and Agency Coy.*, 21 R.L., 151; LYNN, J.

14. Le défendeur, pour amélioration dont il a droit d'être remboursé, peut, comme le gagiste, opposer la saisie de l'objet retenu ou gagé.—C.S., 1887. *Belleau vs Plon*, 13 Q.L.R., 337; CASAUT, J.

15. Un gardien a droit de filer une opposition à une saisie d'effets placés sous sa garde comme tel gardien à une première saisie.—C.S., 1859. *Smith vs O'Farrell*, 9 L.C.R., 495; CHABOT, J.

16. Le gardien à une saisie mobilière peut s'opposer à une seconde saisie des mêmes effets, tant que la première saisie n'est pas vidée.—C.S., 1862. *Langlois vs Gauvreau*, 12 L.C.R., 158; TASCHEREAU, J.

17. L'emprunteur d'un effet mobilier n'a pas qualité pour faire une opposition afin de distraire. Plusieurs opposants ne peuvent, dans une opposition commune, réclamer des choses dont ils n'ont pas la propriété à titre commun.—C.S., 1890. *Sylvestre vs Grisé*, 20 R.L., 89; TELLIER, J.

18. Although a seizure corporally effected of property in the hands of the *tiers-saisi* is null, an intervening party cannot, by motion made immediately after he is allowed to intervene, and before any issue is joined on the intervention, claim the quashing of the seizure.—C.A., 1865. *Fleck & Brown*, 9 J., 216; 15 L.C.R., 416; 1 L.C.L.J., 32.

19. An opposition to withdraw moveables from judicial sale will be dismissed where it appears that the articles claimed by the opposition were purchased at a judicial sale by opposant for defendant, and that the defendant, by the terms of the agreement entered into between him and opposant, had the right to sell the effects and replace them by others, and that they were delivered to him and passed into his possession.—C.S., 1894. *Davidson vs Thivierge*, 5 R.J.O., 35; TAIT, J.

20. La saisie de biens meubles trouvés au domicile du débiteur, ne peut être annulée par une opposition de sa femme, séparée de biens, alléguant que ses effets lui appartiennent, si la preuve établit que les dits effets, bien qu'achetés partie par le mari au nom de sa femme, et partie par celle-ci, ont tous été payés des deniers du mari.—C.A., 1886. *Tardif & Campbell*, 12 Q.L.R., 380.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

21. Il suffit dans une opposition d'alléguer qu'on est propriétaire sans décrire son titre.—C.C., 1898. *Dickson vs Jones*, 1 R.P., 132; CHAMPAGNE, J.

22. Si une opposition ne dit pas quant ni comment l'opposant est devenu propriétaire des effets qu'il réclame, sur motion pour rejet de l'opposition de ce chef, l'opposition ne sera pas renvoyée, mais il sera ordonné à l'opposant de fournir des particularités.—C.

C., 1808. *Barbeau vs Simard*, 1 R.P., 82; ROUTHIER, J.

23. Un opposant peut être tenu, sur motion à cet effet, de dire le nom des personnes dont il a acheté les effets dont il se prétend propriétaire, et de produire les factures attestant les ventes et les titres à la propriété de ces effets. Cette obligation ne

647. L'opposition doit être accompagnée d'une déposition sous serment affirmant que les faits allégués sont vrais, et que l'opposition n'est pas faite dans le but de retarder injustement la vente, mais d'obtenir justice.—C.P.C., 583, *partie, amendé.*

1. Rap. C.—L'article 647 met fin à la formalité de l'élection de domicile dans les oppositions. En outre, il exige qu'une déposition sous serment accompagne toujours les oppositions, et abroge ainsi l'article 584 C.P.C., qui permet de remplacer la déposition par une ordonnance de sursis.

2. Une opposition fondée sur un titre, qui n'est pas accompagnée d'une déposition dûment et légalement assermentée, tel que requis par l'article 583 du code de procédure civile, doit être renvoyée avec dépens, notwithstanding les dispositions de la 82e règle de pratique, qui se trouve abrogée par l'opération du code de procédure.—C.R., 1871. *Duhaut vs Lucombe*, 16 J., 111; MONDELET, BERTHELOT & MACKAY, JJ.

3. An affidavit to an opposition sworn before a commissioner for the district of Quebec, where the jurat does not shew where the affidavit was sworn, is insufficient. C.S., 1876. *Robertson vs Fontaine*, 20 J., 195; TORRANCE, J.

4. Affidavit of defendant, husband of opposant, is sufficient to support opposition, without allegation of being agent.—C.S., 1856. *Wilson vs Parisseau*, 1 J., 1; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

5. It is not essential for the person who makes the affidavit in support of the opposition to say she was authorized to do so. The omission of approving a certain number of words forming part of an affidavit is an irregularity, but will not vitiate the affidavit should the latter be good without the words not approved of. The words "Com. Cour Sup. Québec," were sufficient in the present instance. An affidavit bearing date several months before the opposition is null.—C.S., 1883. *Lannièrre vs Lebel*, 3 Q.L.R., 337; MEREDITH, J.

6. Il n'est pas nécessaire que l'affidavit et le jurat au bas d'une opposition énoncent que l'opposition a été faite au déposant.—C. C., 1884. *Surprenant vs Spooner*, 13 R.L., 421; CHAGNON, J.—C.C., 1886. *Hébert vs Marchand*, 14 R.L., 508; MATHIEU, J.

s'étend pas aux effets qu'une opposante aurait achetés avant son mariage.—C.S., 1808. *St-Pierre vs Towle*, 1 R.P., 243; 12 R.J.O., 510; MATHIEU, J.

24. L'élection de domicile n'est pas nécessaire dans une opposition afin de distraire.—C.S., 1808. *Grothé vs Maisonneuve*, 13 R.J.O., 345; MATHIEU, J.

647. Oppositions must be accompanied with an affidavit that the allegations contained in them are true, and that they are made without intent to unjustly retard the sale, and solely with the view of obtaining justice.—C.C.P., 583, *in part, amended.*

7. Un affidavit à l'appui d'une opposition afin d'annuler dans lequel on a fait usage du mot "unnecessarily" au lieu du mot "unjustly" et du mot "sworn" au lieu du mot "sworn" dans l'affirmation, est insuffisant, et non conforme aux règles de pratique, et sur ce, l'opposition afin d'annuler doit être déboutée. Une règle obtenue à l'effet de filer un affidavit corrigé au soutien de telle opposition sera renvo, ce si tel affidavit n'est pas fourni au soutien de telle règle.—C.S. 1856. *Morrin vs Daly*, 6 L.C.R., 432; 5 R.J.R., 131; STUART & PARKIN, JJ.

8. Une opposition sera renvoyée sur motion pour cause d'insuffisance de l'affidavit qui énonce que l'opposition est faite de bonne foi et dans la vue d'obtenir justice, si le mot "seulement" qui se trouve dans la forme de l'affidavit donné dans les règles de pratique est omis.—C.S., 1856. *Scholefield vs Rodden*, 6 L.C.R., 479; 5 R.J.R., 147; DRISCOLL, PELLETIER & BERTHELOT, JJ.

9. Motion was made to dismiss the opposition filed in this case, because the affidavit in support of it was insufficient. The motion was granted, and the opposition was dismissed. But—*Id.*, in review, that the judgment must be reversed, because there had been a plain and substantial compliance with the law and with the rule of practice in the terms of this affidavit. Article 583 C.P.C. (647 n.c.) requires that the affidavit should state that the allegations in it are true, and that it is not made for the purpose of unjustly retarding the sale, but only to obtain justice. The terms used in the affidavit in this case substituted the words "execution of the judgment" for the words "execution of the judgment" for the sale, and it appeared sufficient. What was the sale, but the execution of the judgment; and what could have been the execution of the judgment but the sale? The two cases of *Scholefield vs Rodden* and *Morrin vs Daly* give a very rigid application of the law, but not in point.—C.R., 1876. *Arpin vs Dixon*, 2 STEVEN'S Digest, 555.

10. The affidavit accompanying an oppo-

sition to a judgment must set forth that the facts therein stated are true, "to the knowledge of the deponent."—C.C., 1872. *Sheppard vs Morin*, 5 R.L., 245; ROUTHIER, J.

11. In appeal from a judgment on an opposition.—*Held*: that where the affidavit for such opposition alleged that the facts therein contained were "true to the best of the opposant's knowledge," it was sufficient.—C.A., 1857. *Fournier & Russel*, 1 J., 118; 7 L.C.R., 130.

12. Une déposition accompagnant une opposition et conçue en ces termes: "dépose et dit: que tous les faits allégués en l'opposition ci-dessus et des autres parts écrite sont vrais et la dite opposition n'est pas faite dans le but de retarder l'exécution du jugement rendu en cette cause, mais qu'elle est faite dans le seul but d'obtenir justice," est suffisante quoique le déposant n'affirme pas en propres termes que les faits énoncés dans l'opposition sont vrais à sa connaissance, l'affirmation positive ci-dessus rencontrant suffisamment les exigences de l'article 486 C.P.C.—C.S., 1883. *Desrochers vs Crilly*, 12 R.L., 315; MATHIEU, J.

13. Une déposition accompagnant une opposition affirmant que les faits allégués dans l'opposition sont vrais, et que l'opposition n'est pas faite dans le but de retarder injustement la vente, mais d'obtenir justice, est suffisante pour rencontrer l'exigence de l'article 583 C.P.C. (647 n.c.) quoique le mot *seulement* mentionné dans le dit article ne soit pas contenu dans la dite déposition.—C.S., 1885. *Banque Molson vs Paradis*, 13 R.L., 51; MATHIEU, J.

14. Le commissaire de la cour supérieure qui agit comme procureur d'une des parties au procès, est incompétent à recevoir l'affidavit de son client à l'appui de sa procédure, et une opposition rédigée et signée par un procureur *ad litem* qui reçoit ensuite, en sa qualité de commissaire de la cour supérieure, l'affidavit de l'opposant requis par l'article 583 C.P.C., sera rejetée du dossier comme n'étant pas accompagnée de l'affidavit requis

648. Les oppositions sont signifiées au shérif ou à l'huissier en lui en laissant l'original.—C.P.C., 585, *partie, amendé*.

1. S.R.B.C., c. 85, s. 14, § 2.

649. La signification de l'opposition opère sursis de la saisie et de la vente; et l'officier chargé du bref d'exécution doit sans délai faire rapport au tribunal de l'opposition et du bref, ainsi que de toutes les procédures sur icelui.

28

par la loi.—C.S., 1807. *Gosselin vs Bergevin*, 11 R.J.O., 288, CASAULT, J.

15. Opposition *afin d'annuler* dated after the making of the affidavit appended thereto must be set aside.—C.S., 1858. *Walker vs Burroughs*, 3 J., 51; 7 R.J.R., 357; BADGLEY, J.

16. La déposition accompagnant les oppositions, au désir de l'article 583 du code de procédure civile peut être assermentée devant un commissaire de la cour supérieure. Cette déposition peut être assermentée et reçue devant un commissaire résidant dans un district voisin de celui où l'opposition a été enregistrée.—C.C., 1877. *Wood vs Ste-Marie*, 21 J., 306; RANVILLE, J.

17. V. article 112 relativement à la forme de l'affidavit.

18. V. article 645, n. 70 et 71.

19. V. article 651 pour arrêts se rapportant aux oppositions vexatoires, etc., n. 3, 11, 16.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

20. The opposant may be ordered by a motion to number the paragraphs of the affidavit and to give an affidavit in the first person.—C.S., 1898. *Brown vs Fallon*, 1 R.P., 133; PURCELL, J.

21. Un affidavit assermenté devant un commissaire pour le district de Montréal est irrégulier.—C.S., 1898. *Tufts vs Giroux*, 4 R.L.n.s., 482; DAVIDSON, J.

22. L'affidavit au soutien de l'opposition ne doit pas être nécessairement signé par l'opposant ou son agent.—C.C., 1898. *Dickson vs Jones*, 1 R.P., 132; CHAMPAGNE, J.

23. Le fait que l'affidavit d'une opposition serait par erreur daté de 1800 n'est pas une cause de nullité.—C.S., 1898. *Grolhé vs Maisonneuve*, 13 R.J.O., 345; MATHIEU, J.

24. Une opposition ne sera pas renvoyée, bien que l'affidavit au soutien soit rédigé à la troisième personne, contrairement à l'article 112 C.P., cette irrégularité n'étant pas fatale.—C.C., 1898. *Barbeau vs Simard*, 1 R.P., 82; ROUTHIER, J.

648. Oppositions are served upon the sheriff or the bailiff by leaving with him the original thereof.—C.C.P., 585, *in part, amended*.

649. The service of the opposition causes a stay of proceedings upon the seizure and sale; and the officer charged with the writ of execution must forthwith return into court the opposition and the writ, with all proceedings thereon.

Si, cependant, l'opposition ne tend qu'à faire réduire le montant réclamé, ou qu'à faire distraire de la saisie une partie des effets saisis, l'officier chargé du bref en fait rapport sans délai avec toutes ses procédures sur icelui, et prépare et certifie une copie du bref et du procès-verbal de saisie, en vertu de laquelle il procède à la vente pour satisfaire à la partie de la réclamation non contestée, ou vend la partie des effets qui ne font pas l'objet de l'opposition, comme s'il était encore porteur du bref original. Peut dans ce cas le juge, à la demande d'une partie intéressée, ordonner le sursis pour le tout. — *Nouveau* ; C.P.C., 583, *partie* ; 585, *partie* ; C.P.L., 642, § 4.

1. Rap. C.—Lorsqu'une opposition ne s'applique qu'à une partie des effets saisis ou du montant réclamé, l'article 649 indique la voie à suivre pour procéder à la vente de la partie des biens qui n'est pas affectée par l'opposition ou pour le montant non contesté.

650. Après le rapport de l'opposition, l'opposant peut faire signifier un avis à la partie saisissante ou à son avocat, ainsi qu'aux autres parties en cause, que l'opposition est rapportée, et qu'elle devra être contestée dans les douze jours de la signification de cet avis.—*Nouveau* ; C.P.C., 586, *partie*.

1. Rap. C.—La motion pour mettre les parties en demeure de déclarer si elles entendent contester l'opposition, et la motion subséquente pour obtenir main levée (Art. 586 C.P.C.), ont été supprimées et remplacées par des procédures plus simples et moins coûteuses : un avis et une inscription.—(Articles 650, 652.)

2. Lorsqu'une opposition est faite par un tiers à la saisie pratiquée par le demandeur contre les biens du défendeur, et que cette opposition est contestée par toute partie dans la cause, autre que le défendeur, ce tiers a droit d'être notifié de tous les procédés adop-

651. En tout temps après le rapport de l'opposition et avant l'expira-

If, however, the opposition is founded on grounds which can only go to reduce the amount claimed, or to withdraw from seizure a part of the effects seized, the officer charged with the writ is bound to return it forthwith with all his proceedings thereon, and to prepare and certify a copy of the writ and of the minutes of seizure, under which he proceeds to the sale in order to satisfy that part of the claim which is not contested, or proceeds to sell that part of the effects against which the opposition is not directed, in the same manner as if he were still charged with the original writ. The judge may, in any such case, at the instance of any interested party, order all proceedings to be stayed.—*New* ; C.C.P., 583, *in part* ; 585, *in part* ; C.P.L., 642, § 4.

2. Un huissier qui procédera à la vente d'effets saisis nonobstant une opposition et un ordre de sursis qui lui sera signifié, sera déclaré en mépris de cour et emprisonné.—C.S., 1881. *Leroux vs Deslauriers*, 12 R.L., 298 ; TORRANCE, J.

650. After the return of the opposition, the opposant may serve the seizing party or his attorney, and the other parties in the cause, with a notice that the opposition has been returned, and must be contested within twelve days from the service of such notice.—*New* ; C.C.P., 586, *in part*.

tés sur l'opposition, et aucun jugement final ne peut être rendu, pour maintenir telle opposition, à moins que le défendeur ne soit appelé pour déclarer s'il entend ou non la contester.—C.A., 1869. *Kelly & Le Maire et le Conseil de Sorel*, 1 R.L., 167 ; 20 R.J.R., 335.—C.S., 1874. *Trahan vs Gadbois*, 5 R.L., 690 ; POLETTE, J.

3. Même dans une cause où le défendeur n'a pas comparu, la cour ne peut adjuger sur une opposition sans que toutes les parties en cause aient été préalablement mises en demeure d'admettre ou de contester l'opposition.—C.S., 1890. *Lang Manufacturing Co. vs Cocker*, 6 M.L.R., 323 ; WURTELE, J.

651. At any time after the return of the opposition and before the ex-

tion des quatre jours qui suivent la signification de l'avis de ce rapport, le juge peut, sur motion d'une des parties, renvoyer l'opposition si elle est faite dans le but de retarder injustement la vente, ou ordonner l'examen de l'opposant et la renvoyer après cet examen.—*Nouveau*.

1. Rap. C. — L'article 652 permet en termes exprès, conformément à la jurisprudence, le renvoi sur motion des oppositions frivoles. Il autorise de plus l'examen de l'opposant avant ce renvoi.

2. Après la présentation d'une motion demandant le rejet d'une opposition pour cause d'informalités, l'opposant ne peut, sans permission du tribunal, retirer son opposition et en substituer une seconde comportant un amendement à la première et la reproduisant, sauf les irrégularités reprochées à celles-ci ; il n'est pas permis de corriger ou amender une procédure vicieuse, sans la permission du tribunal. — C.R., 1896. *Leboulillier vs Carpenter*, 9 R.J.O., 530 ; ROUTHIER, CARON & LARUE, JJ.

3. La contestation d'une opposition afin d'annuler, basée sur l'insuffisance de l'affidavit annexée à l'opposition, est de la nature d'une exception à la forme et doit être produite dans les quatre jours de la production de l'opposition. — C.S., 1892. *Filleau vs La Cie. de Navigation de Boucherville*, 1 R.J.O., 87 ; MATHIEU, J.

4. The merits of an opposition cannot be tried on motion. — C.S., 1884. *La Banque Jacques-Cartier vs Nivour*, 29 J., 17 ; 7 L.N., 338 ; MATHIEU, J.

5. Le fait que le procès-verbal de saisie ne contient pas de nomination de gardien, ni d'indication que les meubles ont été enlevés ou sont sous la garde de quelqu'un, n'est pas suffisant pour autoriser une opposition afin d'annuler de la part du défendeur, et telle opposition sera renvoyée, sur motion, comme futile et évidemment mal fondée. — C.S., 1888. *Thibeaucaas vs Grandpré*, 4 M.L.R., 422 ; MALHIOT, J.

6. Une opposition par un défendeur sera renvoyée sur motion, telle opposition étant intitulée " n. 363, G.B.C., Leveson, demandeur vs James Cunningham, défendeur," le numéro de la cause étant omis dans l'endossement, ainsi que les mots *et al.*, dans l'intitulé de la dite opposition, et dans le dit endossement. — C.S., 1854. *Leveson vs Cunningham*, 6 L.C.R., 483 ; DAY & SMITH, JJ.

7. Lorsqu'une opposition afin d'annuler n'est pas revêtue des timbres exigés par la loi, la cour permettra, sur motion du demandeur, de procéder à la vente des effets saisis, nonobstant telle opposition. Ce n'est que par voie d'appel, ou par une requête civile (suivant le cas), et non par une opposition

piry of four days from the service of the notice of such return, the judge may, upon the motion of any party, dismiss the opposition if it is made with the intent of unjustly retarding the sale, or order the examination of the opposant, and dismiss it after such examination. — *Nouveau*.

afin d'annuler, qu'on peut demander et obtenir la réformation ou l'annulation d'un jugement ou ordre interlocutoire. — C.C., 1866. *Gibson vs Jamieson*, 16 L.C.R., 351 ; TASCHEREAU, J.

8. Une opposition qui n'est pas revêtue des timbres judiciaires voulus par loi est nulle et sera rejetée sur motion. — C.S., 1889. *Lacaille vs Boucher*, 5 M.L.R., 64 ; LORANGER, J.

9. An opposition stamped and entered on the return day, after service, is nevertheless good. — C.S., 1883. *Smardon vs Hamilton*, 6 L.N., 149 ; MATHIEU, J.

10. Dans une opposition, les ratures et les renvois doivent être constatés et approuvés à peine de nullité. — C.R., 1877. *Dalton vs Doran*, 22 J., 102 ; JOHNSON, DORION & BÉLANGER, JJ.

11. Opposition *afin d'annuler* dated after the making of the affidavit appended thereto must be set aside. — C.S., 1858. *Walker vs Burroughs*, 3 J., 53 ; BAGLEY, J.

12. An opposition *afin de distraire* to a seizure of moveables, seized in the possession of the party condemned, will be dismissed on motion, if the allegations fail to set out any specific title and do not set up a possession in the opposants. — C.S., 1877. *Duhamel vs Duclos*, 21 J., 308 ; TASCHEREAU, J.

13. Une motion pour renvoi d'opposition, sous l'article 661 du code de procédure civile, doit alléguer que cette opposition est faite dans le but de retarder injustement la vente. — C.S., 1897. *Matte vs Cheuvert*, 12 R.J.O., 141 ; MATHIEU, J.

14. Si l'opposant ne produit pas ses titres à la propriété, son opposition sera renvoyée, sur motion à cet effet, comme étant faite dans le seul but de retarder la vente des meubles et effets saisis, C.P.C., 651. — C.C., 1897. *Laberge vs Tranquille*, 12 R.J.O., 510 ; ANDREWS, J.

15. Lorsque l'huissier chargé d'un bref d'exécution a réalisé suffisamment par la vente d'une partie des effets saisis pour satisfaire au jugement en capital, intérêt et frais, une opposition produite subséquentement pour empêcher la vente des autres effets est inutile et sera renvoyée. — C.S., 1896. *Cyr vs Savazin*, 9 R.J.O., 407 ; CURRAN, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

16. Une opposition afin de distraire supportée par la déposition de l'opposante,

assermentée par une personne s'intitulant "Commissaire pour le district de Montréal," doit être renvoyée sur motion, vu qu'aucun officier portant ce nom n'est autorisé à recevoir des dépositions assermentées.—C.S., 1898. *Tufts vs Giroux & Fournier*, 4 R.L. n.s., 482; DAVIDSON, J.

17. A motion to dismiss an opposition *afin de distraire* containing the following grounds, to wit: (a) the domicile elected is not indicated; (b) the affidavit bears no date; (c) the opposant, a wife separate as to property, is not authorized by her husband, will be dismissed without costs, if the plaintiff does not allege that these irregularities cause him a prejudice.

An opposition made by defendant on the following grounds: (a) the writ of execution had lapsed; (b) the effect seized are insufficiently designated; (c) the defendant had not been summoned to pay or to sign the *procès-verbal*; (d) she did not receive a triplicata of the *procès-verbal*, is futile and shall be dismissed on a motion to that effect.—C.S., 1898. *Grothé vs Luquette*, 1 R.P., 140; MATHIEU, J.

18. Mere informalities and irregularities will not justify the dismissal of an opposition on a motion to that effect, if it does not clearly appear that the opposition is made in view of unjustly retarding the sale.—C.C., 1898. *Brown vs Fallon*, 1 R.P., 133; PURCELL, J.

19. An opposition made by a defen-

652. Si les parties ne produisent pas leur contestation dans les douze jours qui suivent la signification de l'avis du rapport de l'opposition, ou, lorsque la motion mentionnée dans l'article qui précède a été produite, dans les six jours qui suivent le jugement sur icelle, l'opposant peut faire enregistrer défaut contre elles, et, sur certificat de cet enregistrement, et inscription conformément aux dispositions de l'article 534, il a droit à mainlevée avec dépens contre le saisi, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement.—*Nouveau*.

1. The opposant is not entitled to ask costs against the creditor seizing, but only against the judgment debtor and a mere notice in writing of her claim to the effects, transmitted to the seizing party, did not entitle her to costs against him.—C.S., 1886. *Brown vs Ross*, 2 M.L.R., 372; TORRANCE, J.

2. Le créancier qui saisit imprudemment des biens qui appartiennent à un tiers, sera,

dant alleging that he is the depositary of the objects seized, and as such a pledgee of the said objects, is futile, especially when the plaintiff's claim is for rent, and will be dismissed on motion.—C.S., 1898. *Heubach vs Lionais*, 1 R.P., 307; TASCHEKRAU, J.

20. Il ne peut être ordonné à une opposante de comparaitre pour être examinée et de produire tous les documents qu'elle peut avoir en rapport avec une donation de meubles mentionnée dans son opposition, si tels documents existent.

Elle ne peut être forcée de produire tous reçus, comptes, titres et documents et autres billets tendant à établir son droit de propriété sur les effets saisis, lesquels effets elle dit avoir achetés de ses propres deniers comme femme séparée de biens.—C.S., 1898. *Taché vs Devlin*, 1 R.P., 313; TASCHEKRAU, J.

21. Un saisissant ne peut obtenir un ordre pour examiner un opposant sur son opposition après l'expiration des quatre jours qui suivent la signification de l'avis du rapport de l'opposition.—C.S., 1898. *Hébert vs Vallée*, 4 R.L.n.s., 164; MATHIEU, J.

22. La cour supérieure n'a pas juridiction, dans la longue vacance, pour rejeter une opposition sur motion.—C.S., 1898. *Barnard vs McDonald*, 4 R.L.n.s., 449; DAVIDSON, J.

23. V. article 645, n. 63, 66, 67.

24. V. article 647, n. 8.

25. V. article 722, (*Lemieux & Fredette*).

652. If the parties do not file their contestations within twelve days from the service of the notice that the opposition is returned, or, when the motion mentioned in the preceding Article has been filed, within six days from the judgment upon such motion, the opposant may obtain an entry of default against them, and is entitled, upon producing a certificate of such entry and an inscription in accordance with the provisions of Article 534, to be relieved from the seizure, with costs against the judgment debtor, unless the court orders otherwise.—*New*.

malgré sa bonne foi, condamné à payer les frais de l'opposition faite par ce dernier.—C.S., 1892. *McNamara vs Gauthier*, 2 R.J.O., 407; JETTÉ, J.

3. Après une production par un demandeur d'une déclaration qu'il entend contester une opposition, si le demandeur ne produit pas telle contestation, c'est à l'opposant qu'il incombe de procéder pour obtenir un

Jugement *ex-parte* sur telle opposition.—C. S., 1805. *Marsolais vs Burns*, 2 R. de J., 24 ; DELORMIER, J.

4. V. article 55, n. 31 et suivants et n. 41, sur la compétence de la cour de circuit lorsque le montant en litige contre la partie saisissante et l'opposant excède la juridiction de ce tribunal.

5. V. aussi article 67, n. 26, 27, 28.

6. V. aussi article 60, n. 6.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

7. Lorsqu'une opposition est renvoyée parce que l'opposant n'est ni présent, ni représenté par ses procureurs, l'opposant est dans la même position qu'un demandeur qui n'est pas prêt à procéder et dont l'action est renvoyée sauf à se pourvoir.

L'opposant peut alors exercer son recours par une nouvelle opposition et ne peut le faire par une requête civile contre le jugement qui a renvoyé son opposition.—C. S., 1808. *Vézina vs Dastous*, 14 R.J.O., 465 ; ANDREWS, J.

8. Un avis donné par un défendeur au créancier qui a obtenu un jugement contre lui, que les biens meubles qui garnissent son domicile sont la propriété d'un tiers, ne suffit pas pour mettre à la connaissance du créancier, et ce d'une manière certaine, les faits qui sont énoncés à l'avis, et, nonobstant tel avis, le créancier peut passer outre et faire saisir ses meubles chez son débiteur, sans engager sa responsabilité envers ce der-

653. Si les autres parties ou quelqu'une d'elles contestent l'opposition, la contestation est assujettie aux règles et délais des causes sommaires.—C. P. C., 587, amendé.

1. Rap. C.—La règle nouvelle de l'article 653, stipulant que la contestation de l'opposition est une affaire sommaire, sera trouvée avantageuse.

2. The general rule by which the burden of proof is on the opposant, as plaintiff, suffers no exception, even when the opposition simply negatives the allegations of the affidavit on which an execution issued before the expiration of fifteen days after judgment.—C. R., 1868. *Boudreau vs Lanctot*, 12 J., 345 ; MONDELET, MACKAY & TORRANCE, JJ.

3. Un créancier est justifiable de contester une opposition faite par une femme mariée qui fait le commerce sous le nom de son mari, à une saisie pratiquée contre ce dernier ; et, dans le cas où l'opposition serait maintenue, chaque partie devra payer ses frais, le créancier ayant pu être trompé et croire à la fraude.—C. S., 1885. *Van de Vliet vs Féniou*, 1 M.L.R., 216 ; TASCHEREAU, J.

654. Quand toutes les criées et annonces requises par la loi ont été

ni envers l'opposant pour ses frais d'opposition.—C. S., 1808. *Bellingham vs Robb*, 11 R.J.O., 248 ; TELLIER, J.

9. Le délai de douze jours, donné par l'article 652 C. P. pour contester une opposition, court à compter de la signification de l'avis de production de l'opposition, non pas à compter de la production de cet avis.—C. S., 1808. *Maréchal vs Lemieux*, 1 R.P., 174 ; CASAULT, J.

10. Un demandeur ne peut, en produisant un affidavit qu'il croit avoir une bonne contestation à l'encontre d'une opposition, se prévaloir de l'article 15 pour faire étendre pendant la vacance les délais pour contester telle opposition.—C. S., 1808. *Taché vs Devlin*, 1 R.P., 335 ; MATHIEU, J.

11. Dans l'espèce les demandeurs avaient fait saisir un pupitre appartenant à l'opposant. Avant la saisie ils avaient été avertis par un avis assermenté que ce pupitre était la propriété de l'opposant, lui ayant été donné par ses parents et amis. Lors de la saisie, l'opposant avait exhibé à l'huissier l'adresse qui accompagnait la présentation du pupitre, mais l'huissier avait malgré cela persisté à en faire la saisie.—*Jugé* :—Dans ces circonstances, les demandeurs, qui n'avaient pas contesté l'opposition, devaient être condamnés aux dépens de cette opposition.—C. S., 1808. *Kyle vs Gagnon & Beaulieu*, 13 R.J.O., 468 ; MATHIEU, J.

12. V. art. 549.

653. If the other parties or any of them contest the opposition, the contestation is subject to the same rules and delays as summary matters.—C. C. P., 587, amended.

4. It is competent for the party contesting an opposition *afin de distraire*, to the sale of moveables, to attack, by his plea under the opposition, the validity of the sale under which the opposant claims title, and to which contestant was not a party, on the ground of simulation and fraud.—C. R., 1803. *Wilson vs Mahon*, 3 R.J.O., 267 ; MATHIEU, OUMET & TELLIER, JJ.—C. A., 1880. *Kane & Racine*, 3 L.N., 66.

5. La partie, étant responsable du paiement des dépens qui ont été distraits à son procureur, a un intérêt suffisant pour contester une opposition à la saisie faite à la poursuite de ce procureur sur distraction de frais.—C. A., 1803. *Fee & Peelman*, 2 R.J.O., 159.

6. A contestation of an opposition must be served on the defendant, but it is not necessary that it should be accompanied by a writ of summons.—C. S., 1874. *Trahan vs Gadbois*, 5 R.L., 690 ; POLETTE, J.

654. When all the publications and advertisements required by law

faites et publiées légalement lors d'une première opposition, l'exécution ne peut être arrêtée par opposition que pour des causes subséquentes aux procédures qui ont fait suspendre la vente en premier lieu, et sur un ordre de sursis accordé par le juge.

Dans les districts de Québec et de Montréal, ce sursis doit être accordé par un des juges qui y administrent la justice ; dans les autres districts, sauf ceux de Gaspé, Rimouski, Beauce et Chicoutimi, il ne peut l'être que par un juge résidant dans le district où l'opposition doit être produite, excepté en cas d'absence de ce juge constatée par le certificat du protonotaire.

Ce sursis n'est accordé qu'après qu'un avis d'un jour a été signifié à la partie adverse.—C.P.C., 588a ; S.R., 5925 ; C.P.C., 664 ; S.R., 5936.

1. Un juge en chambre peut permettre la production d'une opposition et accorder un ordre de sursis et suspendre l'exécution d'un bref de *venditioni exponas*, pour des causes antérieures aux procédures qui ont fait suspendre la vente en premier lieu, même quand les annonces et criées requises par la loi sur le premier bref ont été faites et publiées légalement.—C.S., 1878. *Drolet vs Neveu*, 9 R.L., 548 ; CARON, J.

2. Une opposition afin d'annuler peut être faite à un bref de *venditioni exponas*, quand telle opposition est fondée sur une nullité supposée du bref même ou sur quelque irrégularité des procédés sur icelui. L'opposant en pareil cas n'est pas tenu d'obtenir le *fiat* d'un juge avant que son opposition puisse être reçue.—C.A., 1860. *Atkins & The Quebec Building Society*, 10 L.C.R., 333.

3. L'avis n'est pas requis lorsque le bref de *venditioni exponas* est radicalement nul.—C.R., 1893. *Marchildon vs Toussignant*, 4 R.J.O., 376 ; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

4. Le saisi est tenu de se pourvoir contre les nullités de procédures antérieures à la vente, par opposition produite en temps utile, et ces nullités sont couvertes par le consentement tacite du saisi s'il laisse procéder à la vente sans s'y opposer.—C.A., 1870. *Bouvier & Brush*, 1 R.L., 641.

5. Une opposition à un bref de *venditioni exponas* ne peut être maintenue à moins que de nouveaux moyens au fond, subséquents

have been duly published and made at the time of a former opposition, the execution cannot be stopped by opposition unless for reasons subsequent to the proceedings by which the sale was stopped in the first instance, and upon the judge's order.

In the districts of Quebec and Montreal, such order must be given by one of the judges administering justice therein ; in the other districts, except those of Gaspé, Rimouski, Beauce and Chicoutimi, such order cannot be made except by the judge who resides in the district in which the opposition is to be filed, except in the absence of the judge established by the certificate of the prothonotary.

Such order is made only after one day's notice to the opposite party.—C.C.P., 588a, R.S., 5925 ; C.C.P., 664 ; R.S., 5936.

aux procédures qui ont fait suspendre la vente en premier lieu, ne soient allégués, même quand il y a ordre de sursis accordé par le juge.—C.C., 1879. *Lamy vs Cusson*, 10 R.L., 542 ; RAINVILLE, J.

6. An opposition *afin de distraire* to a writ of *venditioni exponas*, made on grounds anterior to the *venditioni exponas*, will be rejected on motion, though permitted by a judge's order in chambers.—C.S., 1879. *Desmarlean vs Pepin*, 23 J., 61 ; TORRANCE, J.—(Confirmé en appel, 1 D.C.A., 123.)

7. Une opposition à un *venditioni exponas* ne peut être faite que pour des causes subséquentes aux procédures qui ont fait suspendre la vente en premier lieu et une opposition faite, même avec un ordre de sursis accordé par un juge, pour des causes antérieures aux procédures qui ont fait suspendre la vente en premier lieu est irrégulière.—C.R., 1890. *Murray vs La Cie. de Chemin de Fer de Montréal & Sorel*, 20 R.L., 437 ; JOHNSON, WURTELE & OUMET, JJ.

8. An opposition to withdraw, to a writ of *venditioni exponas* founded on a right of ownership, may be made by a third party, notwithstanding the previous opposition of another third party.—C.C., 1887. *McClelland vs Tooks & Major*, 10 L.N., 93 ; WURTELE, J.

9. Les articles 588 et 664 C.P.C. (654 n.c.) ne s'appliquent pas à un tiers qui fait opposition à la vente de ses biens meubles, mais seulement aux parties qui sont déjà dans la

cause.—C.S., 1891. *Lefebvre vs Dupuis*, 11 L.N., 250; PAGNUELLO, J.

10. Une opposition afin de distraire ne peut être produite à un bref de *venditioni exponas* que sur un ordre de sursis accordé par le juge, même quand toutes les annonces et criées requises par la loi sur le premier bref n'ont pas été faites.—C.A., 1880. *Delinelle & Armstrong*, 10 R.L., 315.

11. An opposition was filed to proceedings under a writ styled a *venditioni exponas*, but requiring notices of date to be given for the same periods required for proceedings under a writ of *feri facias*. On a motion to dismiss the said opposition.—*Held*: That the writ was not one of *venditioni exponas* within the meaning of article 664 (654 n.c.) of the Code of Procedure.—C.S., 1881. *Vidal vs Demers*, 7 Q.L.R., 313; MEREDITH, J.

12. Where the sale of real estate, under a writ *de terris*, has not taken place, in consequence of the sickness, on the day of the sale, of the officer charged with the execution of the writ, the plaintiff is not entitled to a *venditioni exponas*, under article 664 (654 n.c.) of the Code of Procedure, so as to have the property sold after two advertisements.—C.S., 1881. *Gosselin vs Nolin*, 7 Q.L.R., 283; MEREDITH, J.

III.—VENTE DES BIENS-MEUBLES.

655. S'il n'y a pas d'obstacle à la vente des effets saisis, elle a lieu aux jour, heure et endroit indiqués dans les avis.

S'il y a eu quelque obstacle, écarté subséquentement, et aussi dans les cas où il n'y a pas d'euchérisseurs, de nouveaux avis et annonces doivent être faits.—C.P.C., 589, *amendé*.

1. POTHIER, *Proc.*, 163.—S.R.B.C., c. 85, s. 2, § 4.

2. Rap. C.—L'article 655 ne reproduit pas la dernière partie de l'article 589 C.P.C. relative à la vente après le jour fixé pour le rapport du bref, à cause de la règle nouvelle des articles 603 et 604.

L'omission dans l'article 656, du dernier

656. Le premier saisissant qui ne fait pas diligence ne peut empêcher la vente à la poursuite du second saisissant.—C.P.C., 578, § 1.

1. Il n'est pas permis, dans le but de supplanter un créancier premier saisissant, d'annoncer, sur une seconde saisie des mêmes effets, la vente de ces effets pour huit heures quant la vente sur la première saisie

13. Un demandeur qui a déclaré ne pas contester une opposition afin d'annuler parce que les avis de vente étaient irréguliers et nuls et qui prend ensuite un bref de *venditioni exponas* ne peut se prévaloir de l'article 604 C.P.C. pour demander le renvoi d'une nouvelle opposition prise sans la permission du juge et pour des causes antérieures à la première saisie.—C.R., 1893. *Goodall vs Laberge*, 4 R.J.O., 134; OUMET, DAVIDSON & DOHERTY, JJ.

14. The sheriff cannot suspend proceedings upon an opposition to a *venditioni exponas* without an order from a judge.—C.S., 1865. *Beauquaire vs Durrell & Durrell*, 18 R.J.R., 162; 1 L.C.L.J., 93; BADGLEY, J.

15. The sheriff is bound to obey an order of sursis granted by a judge in one district to suspend the sale in another, even though irregularly granted; he is not competent to judge of the validity of such order, nor of the opposition, nor of the sufficiency of the notices; and if, in defiance of the order, he goes on with the sale, he may be proceeded against as for a contempt. In that case, the sheriff so acting was declared in contempt, but merely condemned to pay costs of motion.—C.R., 1896. *Roy vs Noël*, 10 R.J.O., 528; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

III.—SALE OF MOVEABLE PROPERTY.

655. If there is nothing to prevent the sale of the moveable property seized, it takes place at the day, hour and place mentioned in the notice.

If the sale has been retarded by any obstacle, subsequently removed, or if there are no bidders, new notices and publications must be given.—C.C.P., 589, *amended*.

paragraphe de l'article 578 C.P.C., a été déterminée par la même considération.

3. A sale of goods may be validly made under an execution *de bonis* on the day fixed for the return of the writ into court.—C.S., 1874. *Elliot vs St-Julien*, 18 J., II; TORRANCE, J.

656. The creditor first seizing, who does not proceed with proper diligence, cannot prevent the sale by the next seizing creditor.—C.C.P., 578, § 1.

avait été fixée à dix heures et, dans ce cas, le premier saisissant qui a fait diligence dans ses procédés est bien fondé à attaquer la seconde saisie par voie d'opposition afin d'annuler.—C.C., 1886. *Larin vs Gareau*, 9 L.

N., 211; GILL, J.—(Une semblable décision a été rendue le 11 avril 1891 par la cour de revision dans une cause de *Caverhill vs Lynch & Libercent*.)

2. Le premier saisissant qui fait diligence a un droit absolu de vendre en l'absence d'opposition et un deuxième saisissant ne peut dans le but de le supplanter annoncer sa vente pour le même jour à une heure antérieure à celle fixée par le premier saisissant.

Dans ce cas le tribunal ordonnera à l'huissier chargé du deuxième bref de saisie de surseoir à sa vente jusqu'à ce que la première vente ait eu lieu.—C.S., 1896. *Montfort vs Rivard*, 9 R.J.O., 64; CHAMPAGNE, J.

3. Une saisie-gagerie n'est pas une saisie-

657. Au temps indiqué pour la vente, le gardien ou dépositaire est tenu de représenter tous les effets saisis dont il s'est chargé.—C.P.C., 590, amendé.

1. POTHIER, *Proc.*, 162, 168.

658. Le gardien ou dépositaire doit, même sous peine de contrainte par corps, représenter les effets dont il s'est chargé ou payer le montant dû au saisissant. Il peut, néanmoins, en établissant la valeur des effets non représentés, se libérer par le paiement de cette valeur.—C.P.C., 597.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Avis de motion	35
Avis de vente	16, 37
Consumation des effets saisis	12
Curateur	23
Défendeur-gardien	7
Gardien nouveau	13
Juge en chambre	4, 5
Liberation du gardien	21, 22, 38
Locateur	19
Motion pour règle	36
Obligation extra judiciaire	11
Preuve des formalités légales	17
Preuve de la livraison des effets	20
Preuve de la valeur des effets	34
Recours contre le gardien	2, 8 et 5, 24 et 5
Règle	24 et 5
Rétention	18
Shérif	6
Signature du gardien	17
Tiers-saisi	3, 13
Vente subséquente	14, 15

1. POTHIER, *Proc.*, 168.

2. Par la loi du pays le gardien d'effets saisis peut être contraint par corps au paie-

exécution et le demandeur sur saisie-gagerie ne peut empêcher la vente à la poursuite d'un second saisissant qui procède par saisie-exécution.—C.C., 1887. *Damien vs Demers*, 10 L.N., 179; CIMON, J.

4. Where the seizure of moveables by the first seizing creditor is suspended by reason of an opposition to his proceedings, the next seizing creditor is not thereby prevented from proceeding to the sale of the effects, the preference given to the first seizing creditor only subsisting so long as he is in a position to proceed to the sale of the effects and is not retarded by oppositions not affecting other creditor in a position to proceed.—C.S., 1892. *Joseph vs Leblanc*, 2 R.J.O., 453; DOHERTY, J.

657. At the time fixed for the sale, the guardian or depositary is bound to produce all the effects seized which were placed in his charge.—C.P., 590, amended.

658. The guardian or depositary may be condemned, even on pain of coercive imprisonment, to produce the property he took in charge, or pay the amount due the seizing creditor. He may, however, upon establishing the value of the effects which he fails to produce, be discharged upon payment of such value.—C.C.P., 597.

ment de la dette faite par lui de représenter ses effets.

Par tempéramment d'équité les tribunaux ont réduit l'obligation de paiement à la valeur des effets saisis, valeur qui doit être prouvée par le gardien.

Un jugement, condamnant le gardien à payer une somme moindre que la dette sur preuve produite par le créancier, ne peut être attaqué.—C.A., 1861. *Higgins & Robillard*, 12 L.C.R., 3.

3. Le tiers-saisi qui est en possession d'effets mobiliers du défendeur, est, par le service du bref de saisie-arrêt après jugement, constitué gardien judiciaire des dits effets. Le tiers-saisi faisant défaut, le demandeur peut obtenir une règle nisi, afin de prouver que le tiers-saisi est en possession d'effets mobiliers du défendeur et le faire condamner à livrer ces effets à l'huissier porteur d'un bref de *venditioni exponas*.—C.C., 1888. *Bertrand vs Meunier*, 16 R.L., 266; ANDREWS, J.

4. Le juge peut exercer les mêmes pouvoirs que le tribunal pour contraindre un gardien à représenter les effets saisis.—C.R.,

1894. *McLaurin vs Murphy*, 7 R.J.O., 10; LORANGER, TELLIER & LYNCH, JJ.

5. Un juge en chambre peut donner un ordre à tout huissier de prendre et d'enlever de la possession d'un tiers des objets saisis sur le défendeur et que le défendeur et le gardien ont fait défaut de livrer au jour fixé pour la vente; cet ordre pourra être donné sans avis préalable, l'huissier devant dresser procès-verbal de l'enlèvement et en laisser copie au tiers dépossédé, avec avis de comparaitre, sous bref délai, pour être condamné personnellement aux frais de la requête, de l'enlèvement et de la garde des effets jusqu'à la vente, s'il y a lieu.—C.S., 1879. *Cantwell vs Madden*, 23 J., 77; PAPINEAU, J.

6. The sheriff, in default of representing goods seized and placed in the hands of a gardien d'office, cannot be compelled to pay more than the value of the goods.—C.S., 1857. *Leverson vs Cunningham & Boston*, 1 J., 86; 7 L.C.R., 275; 5 R.J.R., 446; SMITH, MONDELET & CHABOT, JJ.

7. V. art. 622, n. 3, pour règle contre un défendeur nommé gardien de ses propres effets avec son consentement.

8. Quand un gardien ne représente pas les effets saisis, le recours du demandeur n'est pas par action directe contre le gardien, mais bien au moyen d'une règle par contrainte dans la cause où le demandeur a constitué gardien, pour le contraindre à produire les effets ou à en payer la valeur.—C.S., 1861. *Berry vs Cowan*, 11 L.C.R., 10; STUART, J.

9. Un gardien judiciaire, refusant de livrer les effets saisis à l'huissier porteur du bref de *venditioni exponas*, n'est passible de la contrainte par corps qu'après avoir été condamné par le tribunal à les remettre sous un certain délai, et qu'après que cette ordonnance lui a été signifiée.—C.C., 1877. *Er parte Gauvreau*, 3 Q.L.R., 195; MEREDITH, J.

10. Un individu constitué gardien d'une saisie n'est tenu de représenter les effets mis sous sa garde qu'à la personne de qui il tient sa charge.—C.C., 1862. *Fréchette vs St-Laurent*, 13 L.C.R., 20; STUART, J.

11. Un huissier n'a pas droit d'insérer dans un procès-verbal de saisie un engagement, de la part du gardien aux effets saisis, qu'à défaut de produire les effets saisis il paiera au demandeur sa dette, intérêts et frais. Dans l'espèce, le gardien avait souscrit telle obligation par erreur et par fausse représentation de la part de l'huissier.—C.R., 1865. *Dupuis vs Bell*, 15 L.C.R., 435; BADGLEY, BERTHELOT & MONK, JJ.

12. A guardian of cattle and hay seized simultaneously, under the same writ, has a right to use the hay for feeding the cattle, even although it be afterwards proved that the cattle did not belong to the defendant.—C.A., 1873. *Johnson & O'Halloran*, 18 J., 221.

13. A guardian of goods seized in execution is not guilty of contempt of court for having refused to comply with an interlocutory

judgment appointing a new guardian, and ordering him to deliver the goods seized to such new guardian, when before service upon him of such judgment the first guardian has been served with a number of *saisie-arrêt* after judgment attaching these goods in his hands.—C.R., 1893. *The Merchants Bank of Canada vs The Montreal P. and B. Ry. Co.*, 6 L.N., 220; SICOTTE, DOHERTY & RAINVILLE, JJ.

14. A rule for *contrainte par corps* against a guardian will be discharged on his showing that they had been sold under other execution.—C.C., 1851. *Blackinton vs Patton*, 5 J., 56; BRUNEAU, J.

15. Le gardien, qui aurait laissé les effets saisis en la possession du défendeur, sera tenu de les représenter ou d'en payer la valeur ou la créance du demandeur, même si les effets ont été vendus en justice, dans une poursuite contre une personne autre que le défendeur, mais résidant avec lui. Le défendeur qui, après la saisie, est devenu en possession des effets saisis, sera tenu de les représenter au gardien volontaire qu'il a nommé ou d'en payer la valeur, ou payer la créance du demandeur, sous peine d'être déclaré en mépris de cour. Le gardien qui, par sa faute, a laissé détériorer les effets saisis ne sera pas déchargé de la garde, sans avoir payé au demandeur la valeur de cette dépréciation.—C.R., 1883. *Brady vs Courville*, 28 J., 165; SICOTTE, TORRANCE & DOHERTY, JJ.

16. Le gardien qui n'a pas reçu un avis régulier du jour, de l'heure et du lieu de la vente, n'est pas en faute en ne représentant pas les effets, lorsqu'on veut y procéder, et l'excuse qu'il invoque à ce moment, quoique insuffisante, s'il avait reçu cet avis, ne peut pas motiver contre lui une condamnation par corps à la représentation des effets ou au paiement de ce qui est dû au saisissant.—C.R., 1884. *McManamy vs Boisclair*, 10 Q.L.R., 134; CASALT, STUART & CARON, JJ.

17. Un gardien d'objets saisis revendus ne peut être contraint par corps pour son défaut de représenter les objets saisis, s'il n'appert pas par le procès-verbal de saisie que le gardien ait signé le procès-verbal on s'il n'y est pas mentionné, tel que requis par l'article 560 C.P.C., paragraphe 5, (630 2/6) qu'il n'a pu le faire. La preuve que le gardien s'est soumis à la responsabilité entraînant la contrainte par corps doit résulter de l'observation des formalités exigées par la loi, régulièrement constatées par le procès-verbal, qui est un acte authentique et dont les omissions ne peuvent être suppléées par une preuve orale.—C.A., 1880. *Hamel & Marchildon*, 10 R.L., 245.

18. Un gardien n'a pas le droit de retenir les biens saisis et d'en empêcher la vente avant que ce qu'il a dépensé pour la conservation des effets saisis lui soit remboursé.—C.C., 1883. *Monette vs D'amour*, 12 R.L., 418; MATHIEU, J.

19. Le locateur peut, même en cour de revision, en faisant voir que les meubles qu'il

a fait saisir par voie de saisie-gagerie dans l'instance, laquelle saisie avait été déclarée bonne et valable par la cour supérieure, ont été vendus par le gardien à cette saisie, faire enjoindre à ce gardien, sans préjudice de ses autres recours contre lui, de consigner au greffier les deniers provenant de la vente des meubles saisis.—C.R., 1897. *Leduc vs Finnie*, 11 R.J.O., 401; TAIT, LORANGER & ARCHIBALD, JJ.

20. The guardian may be permitted to make proof that he has delivered the effects seized and that the plaintiff has been regularly put in possession of them.—C.S., 1866. *Janes vs Martin*, 10 J., 331; BERTHELOT, J.

21. A guardian is discharged by the lapse of a year after his appointment without proceedings.—C.S., 1880. *Beaudry vs Brown*, 3 L.N., 413; JOHNSON, J.—C.C., 1879. *Hallé vs Hallé*, 5 Q.L.R., 390; BOSSÉ, J.

22. Le gardien n'est pas déchargé par le laps de temps, entre la vente et la saisie, lorsque ce délai a été causé par les oppositions du saisi.—C.R., 1894. *McLaurin vs Murphy*, 7 R.J.O., 10; LORANGER, TELLIER & LYNCH, JJ.—C.R., 1885. *Lepage vs Garon*, 11 Q.L.R., 370; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.—C.A., 1880. *Ex parte McCaffrey*, 52 J., 188.

23. Le gardien qui remet les effets saisis au curateur nommé aux biens du saisi n'en court aucune responsabilité.—C.S., 1895. *Demers vs Black*, 8 R.J.O., 384; MATHIEU, J.

24. Le droit du créancier, c'est de demander que le gardien qui ne représente pas les effets saisis soit emprisonné jusqu'à ce qu'il ait payé la dette, avec faculté au gardien d'établir que les meubles ne valent pas le montant de la dette, et dans ce cas de n'en payer que la valeur. C'est donc au gardien à alléguer que les meubles mis sous sa garde ne valent pas le montant de la dette et des frais, et à en faire la preuve.—C.A., 1880. *Ex parte McCaffrey*, 25 J., 188.—Autorités citées par la cour: *Brooks vs Whitney*, 10 J., 244; *Leveson vs Boston*, 2 J., 297.

25. L'Hon. Juge Lafontaine s'exprimait ainsi dans cette cause de *Leveson vs Boston*:

" Si celui contre lequel la contrainte par corps peut être ainsi demandée a, soit par la loi, soit par la jurisprudence des arrêts, quelque alternative ou faculté à faire valoir, pour repousser cette contrainte, ou pour en faire modifier l'application, c'est à lui à l'invoquer formellement, et alors le juge doit apprécier les circonstances. Mais quant au créancier, lorsqu'il se borne à demander purement et simplement la contrainte par corps, il me semble qu'il fait ce que la loi lui permet et que sa demande est valablement faite, bien qu'elle ne contienne pas l'offre d'une alternative, par exemple, un *si mieux n'aime de payer soit la dette, soit seulement la valeur des effets non représentés.*"

26. S'il émane contre le gardien à une saisie revendication une règle pour contrainte par corps, faute par lui de représenter la chose confiée à sa garde, le demandeur n'est pas tenu de lui offrir, par cette règle, l'alternative de lui remettre la chose ou d'en payer la valeur.—C.C., 1882. *Watzon vs Labelle*, 26 J., 121; PAPINEAU, J.

27. A rule, which orders a guardian to a seizure of moveables to produce to the seizing bailiff a missing piece of furniture of which he was guardian, and in default of his doing so, that he be "*contraint par corps*" and imprisoned in the common jail of this district, until he had produced the missing article, *nisi causa*, is defective in form in not giving the guardian the alternative of paying the value of the article.—C.C., 1863. *Lord vs Moir*, 7 J., 80; 12 R.J.R., 57; MONK, J.

28. Une règle émise contre un gardien, pour être régulière, doit énumérer les effets qu'il doit livrer et leur évaluation, afin que le dit gardien puisse se libérer en payant la valeur de ces effets.—C.R., 1888. *Morin vs Robitaille*, 32 J., 124; JOHNSON, JETTÉ & LORANGER, JJ.

29. A rule against a guardian to effects seized under execution, which gives him the option of producing the goods seized, or of paying the value thereof, without stating what the value amounts to, and asks that he be imprisoned until he shall have paid an unascertained value of goods or amount of money, is illegal and will be set aside.—C.R., 1892. *Evans vs Wiggins*, 2 R.J.O., 363; DELORMIER, J.

30. Le mis en cause est condamné à être emprisonné jusqu'à ce qu'il ait remis les effets ou en ait payé la valeur, sans avoir l'option de l'article 597 C.P.C. (658 n.c.) Au lieu de contester la règle, le mis en cause devait faire son option, rendre les effets, ou, s'il n'était plus en état de le faire, en prouver la valeur en la manière ordonnée et la payer. Il n'a fait ni l'un ni l'autre, il s'est par là même constitué en mépris de cour.—C.R., 1894. *McLaurin vs Murphy*, 7 R.J.O., 10; LORANGER, TELLIER & LYNCH, JJ.

31. Une règle contre un gardien demandant qu'il soit emprisonné jusqu'à ce qu'il ait représenté les effets saisis, ou jusqu'à ce qu'il en ait payé la valeur et les frais occasionnés par son défaut, ou enfin, si telle valeur est supérieure à la créance du demandeur, jusqu'à ce qu'il ait payé le montant porté au bref d'exécution, est régulière et le demandeur n'est pas tenu d'établir la valeur des effets non représentés.—C.S., 1894. *Deslauriers vs Walker*, 5 R.J.O., 32; PAGNUELO, J.

32. Lorsque, par règle *nisi*, il est demandé qu'un gardien soit emprisonné jusqu'à ce qu'il ait représenté les effets saisis ou qu'il en ait payé la valeur, le jugement condamnant ce gardien à être emprisonné jusqu'à ce qu'il ait représenté les effets saisis ou qu'il ait payé le montant dû au saisissant, adjuge *ultra petita*.

Dans l'espèce, les effets saisis n'ayant pas été représentés par le gardien, le jour fixé pour la vente, au No. 422 de la rue St. Denis, une règle fut prise contre lui par le demandeur pour l'y contraindre. Ayant découvert que les effets saisis avaient été transportés au No. 204 de la rue Sherbrooke, le demandeur les fit saisir de nouveau par droit de suite à cet endroit, nomma encore le même gardien, c'est-à-dire l'appelant, et lui donna de nouveaux avis de vente pour vendre les effets saisis au No. 204 de la rue Sherbrooke. — *Jugé* : que cette procédure du demandeur, mettait le gardien dans l'impossibilité de se conformer à la règle demandant qu'il soit forcé de représenter les effets saisis au No. 422 de la rue St. Denis et constituait, de la part du demandeur, une renonciation à sa règle contre le gardien.

(Par la cour supérieure Wurtele, J., et la cour de revision, Johnson, Gill & Mathieu, JJ., sans adjudication sur ce point par la cour d'appel.) Un défendeur, qui n'est pas gardien des effets saisis, ne peut être condamné à l'emprisonnement parce que ces effets n'ont pas été représentés par le gardien.—C.A., 1893. *Tessier & Rolland*, 2 R.J.O., 593.

33. La règle a être prise contre un gardien ne doit pas demander à ce qu'il soit considéré être en mépris de cour, mais seulement incarcéré jusqu'à ce qu'il représente les effets.—C.R., 1857. *Wilson vs Parisseau*, 1 J., 253; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

34. Proof of the value of goods, ordered to be restored by a gardian, under a rule for

contrainte par corps, may be established by the verbal admission of the plaintiff, as to such value made at the time of the seizure of the goods.—C.A., 1839. *Leveson & Boston*, 3 J., 223.

35. Il n'est pas nécessaire de donner avis de la motion pour règle.—C.S., 1876. *Rodier vs McCoy*, 20 J., 305; TORRANCE, J.

36. Sur motion pour règle nisi contre un gardien pour refus de livrer des effets saisis en vertu d'un bref de saisie revendication, le gardien doit être admis sur la dite motion et avant l'émanation de la règle à faire preuve qu'il a livré les effets, que le demandeur en a été régulièrement mis en possession et les possède encore.—C.S., 1866. *Janes vs Martin*, 10 J., 331; BIRTHELOT, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

37. Lorsque le demandeur saisissant en vertu d'un bref d'exécution de bonis, après avoir donné au gardien un avis du jour de la vente, ordonne à l'huissier chargé du bref de ne pas procéder à la vente des meubles saisis, il ne peut subséquemment procéder contre ce gardien, la saisie de ces meubles étant devenue caduque.—C.S., 1898. *Ryan vs Ross*, 4 R.L.n.s., 394; MATHIEU, J.

38. Le gardien volontaire demeure responsable des effets saisis durant l'année qui suit sa nomination, et ce, même si un arrangement intervient, accordant au défendeur une extension de délai pour payer.—C.C., 1898. *Jacob vs Crystal*, 1 R.P., 162; PURCELL, J.

659. Le gardien ou dépositaire a droit à une décharge ou quittance des effets qu'il représente, et le procès-verbal de vente doit contenir la mention des effets qui ne sont pas représentés.—C.P.C., 596.

1. POTHIER, 168.—C.P.F., 605.

660. L'officier saisissant ne peut, ni directement ni indirectement, encherir sur les effets mis en vente, ni s'en rendre adjudicataire.—C. P. C., 591, amendé.

1. S.R.B.C., c. 85, s. 7.—POTHIER, *Proc.*, 109.

2. La vente d'un objet par un huissier à son recours, à vil prix et en l'absence d'enchérisseurs, sera réputée faite à l'huissier lui-même, et l'huissier pourra être condamné à remettre cet objet à la personne sur qui il

659. The guardian or depositary has a right to a discharge or receipt for the effects which he produces, and the minutes of sale must make mention of any effects which have not been produced.—C.C.P., 596.

660. The seizing officer cannot either directly or indirectly bid upon the property put up for sale, or become purchaser thereof.—C.C.P., 591, amended.

l'a vendu. L'huissier sera considéré favoriser ses parents ou employés dans la vente et l'adjudication des effets vendus par lui, s'il est dans l'habitude de leur adjuger aux ventes judiciaires faites par lui.—C.S., 1889. *La Corporation des huissiers de Montréal vs Bourassa*, 5 M.L.R., 409; PAGUELLO, J.

661. L'officier chargé de la vente doit en dresser un procès-verbal énonçant chaque article mis en vente, les

661. The officer conducting the sale must make minutes thereof, specifying each article put up for sale, the

noms et la résidence de chaque adjudicataire et le prix d'adjudication.—C.P.C., 592.

1. ORD. 1667, tit. 33, art. 18.—C.P.F., 625.

2. Dans les ventes considérables de marchandises, l'huissier doit donner des factures

662. La chose saisie est adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, en par lui payant sur-le-champ le prix de la vente, et, à défaut de paiement, elle est remise immédiatement à l'enchère.

Néanmoins, s'il n'y a qu'un seul enchérisseur, il doit être déclaré adjudicataire.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 593.

1. *Idem*, art. 17.—C.P.F., 624.

2. Rap. C.—En donnant aux termes dont se sert l'article 593 de la version française du Code de procédure civile reproduit par le premier paragraphe de l'article 662 du projet, la signification qui leur est attribuée dans le langage ordinaire, on arrive à la conclusion qu'une vente judiciaire exige qu'il y ait au moins une offre et deux enchères. Le nouveau paragraphe de l'article, en n'exigeant qu'une offre et une enchère, tranche dans le

663. L'officier chargé de la vente ne peut rien prendre ni recevoir directement ni indirectement outre le prix d'adjudication.—C.P.C., 594, *amendé*.

1. ORD. 1667, tit 33, art. 18.

664. A moins que le saisi n'y consente, il n'est procédé à la vente que jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire pour le paiement de la créance en principal, intérêts et frais.

A cet effet, le saisi a droit de prescrire l'ordre dans lequel les effets doivent être mis en vente.—C.P.C., 595, *amendé*.

1. Where a judgment creditor has caused the seizure and sale of a portion of the defendant's effects, sufficient to cover his claim as stated in the writ of execution, he cannot subsequently, upon a mere allegation that the defendant is insolvent, and that oppositions *afin de conserver* have been filed by other creditors, obtain an order for an *alias* writ of execution, for the purpose of seizing

names and residence of each purchaser, and the price of each purchase.—C.C.P., 592.

aux acquéreurs, et il a droit pour ces factures aux cinq deniers par cent mots que lui accorde le tarif, pour tout document qu'il prépare.—C.S., 1884. *Whitehead vs Du-beau*, 10 Q.L.R., 162; CASAULT, J.

662. The thing seized is adjudged to the last and highest bidder, subject to immediate payment of the price; and in default of such payment it is immediately put up again.

If, however, there is only one outbidder, he must be declared purchaser.—*New, in part*; C.C.P., 593.

sens reconnu par la jurisprudence, la controverse qui s'est produite sur ce point.—V. 2 DOUTRE, n. 874.—*Poirier vs Plouffe*, 21 J., 103 —BOUSQUET, *Dictionnaire de Droit*, 2^o *Enchère*.—LIPPÉ, *Dictionnaire*, 2^o *Offre et enchère*.

3. L'huissier n'a pas d'action, pour le recouvrement du prix d'effets saisis et vendus en justice, contre un adjudicataire auquel il a livré ces effets sans se faire payer.—C.C., 1855. *Pelletier vs Lajoie*, 5 L.C.R., 394; 4 R.J.R., 388; TASCHEREAU, J.

663. The officer conducting the sale cannot either directly or indirectly receive anything beyond the purchase price.—C.C.P., 594, *amended*.

664. Unless the judgment debtor consents, the sale must not proceed beyond the amount necessary to pay the debt in principal, interest and costs.

To this end the judgment debtor has a right to determine the order in which the things are to be put up for sale.—C.C.P., 595, *amended*.

and selling the remainder of the defendant's effects.—C.A., 1885. *Bury & Samuels*, 1 M. L.R., 436; 4 D.C.A., 181.

2. Where the defendant made the executing bailiff sell the plaintiff's effects, vindictive damages were granted.—C.R., 1886. *Grandmont vs McDougall*, 9 L.N., 266; STUART, CASAULT & CARON, JJ.

3. The bailiff must sell property seized

according to the advertisement, unless he be required by the plaintiff to change the order of sale.—C.A., 1886. *Cheney & Brunel, R.*, (666).

4. Le tiers-opposant a, comme le saisi, le droit de prescrire l'ordre dans lequel les effets saisis et lui appartenant seront mis en vente.

665. L'adjudication des biens meubles sur exécution transfère de plein droit la propriété des effets ainsi adjudés.—C.P.C., 598, § 1.

1. S.R.B.C., c. 70, ss. 2, 3, 4.

666. Les effets mentionnés en l'article 641 sont vendus comme les autres effets mobiliers du débiteur.—C.P.C., 565, *partie*.

1. Where a number of shares of railway stock were seized and advertized to be sold in one lot, and neither the defendant nor any one interested in the sale requested the sheriff to sell the shares separately, and it did not appear that there was any intention to defraud, or that any loss had been sustained in consequence of the shares being

667. Dans le cas de saisie d'actions dans une corporation, l'officier saisissant est tenu, dans les dix jours après la vente, de signifier à la corporation, en la manière prescrite par les articles 642 et 643, une copie certifiée du bref d'exécution avec un certificat désignant la personne à laquelle il a adjudé les actions saisies.

Cet adjudicataire devient dès lors actionnaire de la corporation et en a tous les droits et obligations; et l'officier compétent de la corporation doit faire une entrée à cet effet en la manière voulue par la loi.—C.P.C., 598, § 2, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 70, ss. 2, 3, 4.

668. Sans préjudice du recours de la partie lésée contre le saisissant et ceux qui agissent pour lui, aucune demande en nullité ou résolution de vente de meubles sur saisie-exécution n'est recevable à l'encontre de l'adjudicataire qui a payé le prix d'adjudi-

Le tiers dont les effets sont saisis par un locateur, dans l'exercice de son privilège, a droit d'intervenir par tierce-opposition pour demander que les effets du saisi soient vendus avant les siens.—C.S., 1895. *Mallette vs Patenaude & Laforce*, 2 R. de J., 1; 8 R. J.O., 416; TASCHEREAU, J.

665. The adjudication of moveable property under execution transfers by law the ownership of the things thus adjudged.—C.C.P., 598, § 1.

666. The objects mentioned in article 641 are sold in the same manner as the other moveable property of the debtor.—C.C.P., 565, *in part*.

sold in one lot, but, on the contrary, that such mode of sale was advantageous to the creditors, the sale was held good and valid, although the amount realized thereby was far in excess of the judgment debt for which the property was taken in execution.—C.A., 1886. *Morris & The Connecticut & Passumpsic Rivers R.R. Co.*, 2 M.L.R., 303.

667. In the case of seizures of shares in any corporation, the seizing officer is bound, within ten days after the sale, to serve such corporation in the manner mentioned in articles 642 and 643, with a certified copy of the writ of execution, indorsing thereon a certificate designating the person to whom he adjudged the shares seized.

Such purchaser thereupon becomes a shareholder in the corporation, and has all the rights and obligations of one; and the officer appointed for that purpose by the corporation, must make an entry to that effect in the manner prescribed by law.—C.C.P., 598, § 2, *amended*.

668. Without prejudice to the recourse of the party aggrieved against the seizing creditor and those acting in his behalf, no demand to annul or rescind a sale of moveable property under execution can be received against a purchaser who has paid the

cation, sauf le cas de fraude ou de collusion.—C.P.C., 599, amendé.

1. En l'absence de fraude ou de collusion, un tiers, propriétaire de meubles qui ont été saisis et vendus judiciairement, n'a aucun droit en revendication contre l'adjudicataire qui en a payé le prix, son recours est sur le produit, s'il n'est pas encore distribué, ou s'il l'est, contre le saisissant pour la valeur du meuble.—C.S., 1885. *Mackie vs Vigeant*, 1 M.L.R., 382; MATHIEU, J.

2. Des machineries placées dans une manufacture pour l'exploitation de cette manufacture, quoique immeubles par destination, doivent cependant, si elles sont vendues par autorité de justice sur une saisie exécution mobilière, être considérées comme meubles, lorsqu'elles ont été enlevées de la manufacture.—C.S., 1886. *La ville de Longueuil vs Crevier*, 14 R.L., 110; MATHIEU, J.

3. A judicial sale of moveables may be set aside for irregularities in the proceedings as well as for fraud and collusion; and where a piano, not the property of defendant was seized and sold as belonging to him for an insignificant part of its value, and the owner had not knowledge of such seizure, and it further appeared that there was no bidder at the sale, except the person who purchased the piano, it was held that the sale was a nullity, and that the owner was entitled to revendicate the property.—C.A., 1887. *Nordheimer & Leclair*, 2 M.L.R., 446; 30 J., 333; R., 666.

4. A judicial sale of a lithographic press was advertised in one newspaper to take

669. Aussitôt après la vente, les frais encourus sur icelle, y compris le salaire du gardien d'office, doivent être taxés.—C.P.C., 600, amendé.

1. POTHIER, *Proc.*, 169.

2. L'huissier chargé d'un bref de saisie est personnellement responsable du salaire du gardien qu'il a nommé d'office.—C.C., 1865. *Courchène vs Généreux*, 1 R.L., 433; LORANGER, J.

3. L'huissier n'est pas responsable envers le gardien qu'il a nommé, et qui a accepté volontairement cette charge, des frais de garde; et l'avocat n'est pas tenu, non plus, d'indemniser l'huissier.—C.S., 1875. *Plante vs Cazeau*, 1 Q.L.R., 203; DORION, J.

4. Where an official guardian was appointed and afterwards the defendant obtained permission to appoint a voluntary guardian in his place, and served an order on him to deliver up the things, which he refused to obey without being first paid his fees, a rule for contempt was made absolute against him. C.S., 1884. *Durocher vs Sarault*, 7 L.N., 96; JOHNSON, J.

5. Sur contestation du compte des frais

price, saving the case of fraud or collusion.—C.C.P., 599, amended.

place at 9 a.m. and in another at 10 a.m. The sale was actually commenced at 9.50 a.m., after the owner of the press and another person who came to the sale had been informed that there would probably be no sale, and had gone away. The defendant, who became the purchaser of the press at a price much below the value, was cognizant of these statements and remained silent, although personally notified by the seizing officer that the sale was to proceed. He had not paid the price of adjudication when the present action was instituted. There was also an error in the advertisement as to the place where the sale was to be held, and other informalities.

Held: that the sale was null by reason of irregularities and collusion to keep bidders away and the owner was entitled to revendicate the press.—C.S., 1892. *Gebhart vs Brault*, 3 R.J.O., 239; DAVIDSON, J.

5. Les circonstances suivantes rendent une vente judiciaire de meubles tellement entachée de présomption de fraude qu'elle doit être annulée et mise de côté, savoir : 1° un seul enchérisseur et adjudicataire, tous les autres n'agissant que pour le même; 2° vente à 8 heures de l'avant-midi; 3° pas de pavillon à la porte; 4° vente à vil prix; 5° vente faite par une seconde saisie pendant que la première était arrêtée par une opposition; 6° l'unique adjudicataire étant la fille de la défenderesse.—C.C., 1885. *Drapeau vs McIntosh*, 11 L.N., 170; 31 J., 257; GILL, J.

669. Immediately after the sale, the costs thereof, including the pay of the appointed guardian, must be taxed.—C.C.P., 600, amended.

de garde d'un gardien volontaire devenu par la force des circonstances gardien nécessaire, et forcé de s'emparer des biens-meubles saisis, et de les prendre sous sa garde immédiate. ce gardien est bien fondé à faire une opposition afin de conserver, pour le paiement de ses frais de garde, sur le produit de leur vente, et d'être payé, sur preuve faite de part et d'autre, du montant que la cour devra apprécier.—C.S., 1872. *Boucher vs Brault*, 4 R.L., 237; MACKAY, J.

6. Un gardien d'effets saisis au moyen d'un bref de revendication adressé au shérif, a son action aussi bien contre la partie qui a fait émaner ce *veril* que contre le shérif pour le recouvrement de ses dépenses encourues comme gardien pour la conservation des dits effets.—C.A., 1852. *Dinning & Jefferey*, 2 L.C.R., 360.

7. Un gardien d'office n'a pas d'action pour son salaire et ses déboursés contre le saisi, en autant qu'il n'y a pas entre eux

contrat exprès ou convention tacite.—C.C., 1806. *Danseveau vs Girard*, 16 L.C.R., 380; BADGLEY, J.—C.S., 1875. *Dooly vs Ryerson*, 1 Q.L.R., 219.

8. The defendant is not liable for the fees of the guardian, his recourse being against the party who has appointed him; and when the seizure has been quashed a rule may issue against the guardian by the defendant to produce the goods without the payment of the guardian fees and disbursements.—C.C., 1880. *Bédard vs Lusignan*, 3 L.N., 86; TORRANCE, J.

9. La gardien nommé par le saisi n'a pas

4.—RAPPORT DU BREF, ET PAYEMENT ET DISTRIBUTION DES DENIERS PRÉLEVÉS.

670. Quatre jours après la vente, le shérif ou l'huissier paye au créancier saisissant les deniers saisis ou prélevés, après déduction des frais taxés et des droits dus sur le prélèvement, si aucune opposition afin de conserver n'a été mise entre ses mains; au cas contraire, il doit rapporter les deniers devant le tribunal pour être adjugés à qui de droit.—C.P.C., 601, amendé; S.R., 5926.

1. POTHIER, *Proc.*, 170.—S.R.B.C., c. 83, s. 146, § 2.

2. Money paid by the defendant to the seizing officer to prevent a sale of his effects is money levied within the meaning of C.C.P. 601, and must be returned into court where an opposition is filed.—C.S., 1884. *Martin vs Labelle*, 7 L.N., 174; JOHNSON, J.

3. Where the lessor had got judgment by *saisie-gagerie* and execution issued, but

671. Dans les six jours après la vente, le shérif ou l'huissier doit rapporter son bref avec toutes ses procédures sur icelui au greffe du tribunal.—*Nouveau*.

672. Lorsque les deniers prélevés sont rapportés devant le tribunal, le saisissant a droit de les toucher par préférence à tous autres créanciers chirographaires, sauf, néanmoins, le droit d'un saisissant antérieur pour ses frais, le cas de la déconfiture du saisi et les cas de privilège.—C.P.C., 602, amendé.

1. POTHIER, *Proc.*, 174.

droit à salaire, et il ne peut pas lui en être taxé ni payé sur le produit de la vente.—C.S., 1884. *Whitehead vs Dubeau*, 10 Q.L.R., 162; CASAUET, J.

10. Le gardien d'office a droit à rémunération et salaire ainsi qu'à la taxe mentionnée en l'article 600 C.P.C.—C.S., 1888. *Longpré vs Cardinal*, 4 M.L.R., 441; TASCHEREAU, J.

11. A guardian, who has delivered to the party defendant the things which he had in charge, cannot maintain an action against the sheriff for his *salaire*.—C.S., 1813. *Tardif vs Shepherd*, 1 R. de L., 346.

4.—RETURN OF THE WRIT, AND PAYMENT AND DISTRIBUTION OF THE MONEYS LEVIED.

670. Four days after the sale, the sheriff or bailiff pays the moneys seized or levied, after deducting the duties thereon and taxed costs, to the seizing creditor, if no opposition for payment has been received; otherwise he must return them into court, to be adjudged to such persons as are thereto entitled.—C. C. P., 601, amended; R. S., 5926.

before the day of sale the money was paid and deposited in court, and another creditor by opposition claimed a dividend on the money paid in on the ground that there was no privilege on money paid in that manner, but only on the proceeds of the sale.—*Held*: that the opposition must be dismissed on the ground that the money paid represented the goods which had been seized, and which were the lessor's pledge for his rent.—C.S., 1828. *Wilson vs Spencer*, 3 R.L., 456.

671. Within six days after the sale, the sheriff or the bailiff must return the writ with all his proceedings thereunder into the office of the court.—*New*.

672. When the moneys levied have been returned into court, the seizing creditor has a right to be paid in preference to all other chirographic creditors, saving the right of a prior seizing party for his costs, the case of the insolvency of the debtor and the case of privileged claim.—C. C. P., 602, amended.

673. Lorsque les deniers sont rapportés et qu'il y a allégation de la déconfiture du débiteur, la distribution n'en peut avoir lieu avant que les créanciers généralement soient appelés.

Cet appel se fait sur l'ordre du juge, publié deux fois dans les langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, enjoignant aux créanciers de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion.

La même règle s'applique, dans les mêmes circonstances, à tous les cas où il y a lieu à distribuer des deniers qui ne représentent pas des immeubles ou des deniers dont il est rendu compte en justice.—C.P.C., 603, *amendé*; S. R., 5927.

1. 23 Vic., c. 57, s. 52.—S.R.B.C., c. 83, s. 147, §§ 3-4.

2. The amount recovered in an action claiming damages for the fraudulent purchase of insolvent estate is an asset of the estate and must be distributed as such, and cannot be wholly paid to the creditors who instituted the suit.—C.A., 1889. *Jacobs & Ransom*, 5 M.L.R., 260.

3. V. art. 664 n. 2.

674. Il suffit que la réclamation énonce les noms, occupation et résidence du réclamant, la nature et le montant de sa demande.

Elle doit être accompagnée d'un affidavit que la somme réclamée est justement due, ainsi que des pièces justificatives, s'il y en a.—C. P. C., 604, *amendé*.

1. *Ibid.*

2. Rap. C.—L'article 674 exige que la

675. La distribution des deniers se fait suivant l'ordre prescrit par le Code civil, au titre des *Privileges et Hypothèques*, et à celui des *Bâtiments marchands*, par les statuts et par les dispositions contenues dans ce code.—C.P.C., 605, *amendé*.

673. When the moneys are returned, and the insolvency of the debtor is alleged, the distribution of the moneys cannot take place until his creditors generally have been called in.

The creditors are called in upon the order of the judge, published twice in the French and English languages in the *Quebec Official Gazette*, requiring them to file their claims within fifteen days from the date of the first insertion.

The same rule applies, under similar circumstances, to all cases where moneys other than the proceeds of immovables, or moneys of which an account has been rendered into court, are to be distributed.—C.C.P., 603, *amended*; R.S., 5927.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. Lorsqu'il y a plusieurs saisies-arrêts contre le même défendeur et entre les mains du même tiers-saisi, il faut appeler les créanciers par les journaux dans la première cause ce qui peut se faire par une intervention, mais avant jugement.—C. S., 1898. *Pampalon vs Lortie & Le Proc. Gén.*, R.L.n.s., 489; ROUTHIER, J.

674. It is sufficient for the claims to state the names, occupation and residence of the claimant, and the nature and amount of his claim.

They must be accompanied with an affidavit that the sum claimed is lawfully due, and with vouchers, if there are any.—C.C.P., 604, *amended*.

réclamation soit toujours accompagnée d'un affidavit.

675. The moneys are distributed according to the order prescribed in the title *Of Privileges and Hypothecs*, and the title *Of Merchant Shipping*, in the Civil Code, in the statutes, and in the provisions contained in this Code.—C.C.P., 605, *amended*.

676. L'ordre suivant est observé quant à la collocation des frais de justice :

1. Les frais de saisie et de vente ;
 2. Les taxes dues sur les deniers prélevés ou consignés ;
 3. Les honoraires de l'officier qui reçoit les deniers prélevés ou consignés ;
 4. Les honoraires sur le rapport de distribution ;
 5. Ceux dus à l'avocat poursuivant la distribution ;
 6. Les frais postérieurs au jugement encourus pour arriver à la saisie et à la vente, et suivant la priorité de date et de privilège lorsqu'il y a plusieurs saisissants ; les frais du premier saisissant ont la préférence sur ceux faits par un second saisissant ; néanmoins, si deux brefs d'exécution ou plus sont délivrés contre le même débiteur, les frais en sont payés par concurrence ;
 7. Les frais des scellés et inventaires ordonnés par le tribunal ;
 8. Les frais d'action du saisissant.
- C.P.C., 606, amendé ; S.R., 5928 ; *Tansy vs Bethune*, 3 D.C.A., 333.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action paulienne	21
Cession	7
Créancier hypothécaire	8, 18, 19, 20
Défense	10, 11
Frais de justice	2 à 5, 12 à 15
Immeubles	17
Locateur	16
Opposition	9, 20
Shérif	6

1. 33 Vict., c. 17.
2. Rap. C.—Le dernier paragraphe de l'article 676 apporte une modification conforme à ce qui a été décidé dans la cause de *Tansy vs Bethune*, 3 D.C.A., 333.
3. Par frais justice, il faut entendre tous ceux qui sont faits dans l'intérêt commun des créanciers, soit pour faire entrer la chose dans l'actif du débiteur, soit pour empêcher qu'elle soit diminuée ou vienne à se perdre, soit pour convertir cette chose en argent et procurer ainsi la distribution du prix entre

676. The following order is observed as regards the collocation of judicial costs :

1. Costs of seizure and of sale ;
2. The duty payable upon moneys levied and paid into court ;
3. The fees of the officer receiving moneys levied or paid in ;
4. The fees upon the report of distribution ;
5. The fees of the advocate prosecuting the distribution ;
6. Costs, subsequent to judgment, incurred in order to effect the seizure and sale, and according to the priority of date or of privilege when there are several seizing creditors ; the costs of a prior seizing party have a preference over those of a subsequent one ; nevertheless, if two or more writs of execution issue upon judgments rendered on the same day against the same debtor, the costs thereon are paid concurrently ;
7. Costs of seals, or of inventories, when ordered by the court ;
8. Costs of suit of the seizing creditor.—C.C.P., 606, amended ; R.S., 5928 ; *Tansy vs Bethune*, 3 Q.B.R., 333.

les créanciers. Il n'est pas indispensable, pour que des frais aient le caractère de frais de justice et soient privilégiés, qu'ils aient été exposés devant les tribunaux ; il suffit qu'ils aient été faits pour la conservation du gage dans l'intérêt de la masse.—C.R., 1884. *Normandin vs Normandin*, 29 J., 111 ; *TORRANCE, JETTÉ & LORANGER, JJ.*

4. Par frais de justice, il faut entendre tous ceux faits dans l'intérêt commun, soit pour faire entrer la chose dans le domaine du débiteur, soit pour empêcher qu'elle soit enlevée, diminuée ou perdue, et, sous l'article 2009 C.C., les frais faits dans l'intérêt commun et déclarés privilégiés, ne sont pas nécessairement des frais encourus dans un litige ; mais il suffit qu'ils aient été exposés dans l'intérêt commun. Les frais faits pour la conservation d'une somme de deniers substituée sont privilégiés sur cette somme, et une saisie conservatoire peut être pratiquée sur icelle pour la conservation de ce privilège.—C.A., 1890. *Barnard & Molson*, 19 R. L., 206.

5. Costs made to recover possession of goods which the curator refuses to deliver are the first privileged claim against the estate and take precedence of the landlord's claim. —C.S., 1806. *Saxseville vs Desmarceau*, 9 R.J.O., 187; ARCHIBALD, J.

6. Le shérif a droit à son *poundage* sur toute vente de propriétés dans tous les cas, soit qu'il reçoive le prix ou qu'un cautionnement soit donné tel que voulu par la loi.—C.S., 1862. *Blake vs Puet*, 12 L.C.R., 189; STUART, J.

7. L'avocat a un privilège pour ses frais d'action et d'exécution lorsque le débiteur, après la saisie, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.—C.R., 1806. *Greaves vs Cook*, 9 R.J.O., 516; GILL, TEL-LIER & ARCHIBALD, JJ.

8. The plaintiff having sued out an execution against the defendant, the latter filed an opposition which was maintained with costs. For these costs certain real estate belonging to plaintiff was brought to sale.—*Held*: that the opposant could not be collocated for and paid the costs in question by privilege and in preference to the claim of a duly registered hypothecary creditor.—C.R., 1878. *Bruneau vs Gagnon*, 4 Q.L.R., 316; MEREDITH, STUART & McCORD, JJ.

9. Les frais faits par le premier saisissant, pour saisir et contester une première opposition faite à sa saisie, doivent être préférés à ceux d'un second saisissant, quand même la vente a lieu sur la saisie d'un second saisissant.—C.R., 1887. *Lacoste vs Livingston*, 17 R. L., 16; JOHNSON, JETTÉ & GILL, JJ.

10. Where a defendant, in an action of damages which has been dismissed with costs, causes an immovable belonging to the plaintiff to be seized and sold by the sheriff, he is entitled to be collocated by privilege for such costs on the proceeds of the sale.—C.A., 1884. *Tansey & Bethune*, 1 M. L.R., 28; 28 J., 5; 7 L.N., 133; 3 D.C.A., 333.

11. Les frais de défense ne sont pas privilégiés et ne peuvent pas être accordés, par préférence, sur le produit des biens saisis et vendus en exécution du jugement les octroyant.—C.R., 1887. *Langlois vs Corporation de Montmagny*, 13 Q.L.R., 302; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

12. Les frais ordinaires d'un créancier non saisissant qui a obtenu jugement, et qui ne sont pas faits pour le bénéfice des créanciers, ne sont pas privilégiés.—C.S., 1885. *La Banque d'Echange vs Campbell*, 29 J., 148; TASCHEREAU, J.

13. Revising the judgment of the Court of Review, M.L.R., 1 S.C., 443, (*infra*, n. 14) the plaintiff's privilege for the costs of suit, under C.C. 1904 and C.C.P. 606, paragraph 8, as amended by 33 Vic., (Q., ch. 17, s. 2), extends only to the costs incurred in the court of first instance; and so, where the plaintiff obtained judgment in the Superior Court against three

defendants jointly and severally, and the judgment was reversed by the Court of Queen's Bench sitting in appeal, and, on appeal to the Privy Council, the original judgment was restored, it was held that the plaintiff was entitled to be collocated by privilege on the proceeds of defendant's moveables only for the costs incurred in the Superior Court.—C.A., 1887. *Ecaudry & Dunlop*, 3 M.L.R., 278; 31 J., 191; 13 Q.L.R., 84; 15 R.L., 300.

14. The plaintiff's privilege for the costs of suit under C.C.P., art. 606, § 8, includes the costs incurred up to final judgment in appeal; and so, where the plaintiff obtained judgment in the Superior Court against three defendants jointly and severally, and the judgment was reversed by the Court of Queen's Bench sitting in appeal and on appeal to the Privy Council the original judgment was restored, it was held that the plaintiff was entitled to be collocated by privilege on the proceeds of the moveables of the defendants for all costs up to and including the final judgment of the Privy Council.—C.R., 1885. *Elliot vs Lond*, 1 M.L.R., 443; TORRANCE, LORANGER & CIMON, JJ.

15. Le demandeur dans une cause a droit d'être colloqué par privilège pour tous ses frais d'action, lorsque ces frais sont indispensables pour poursuivre les saisis et vente des immeubles d'un défendeur.—C.S., 1852. *Garneau vs Fortin*, 2 L.C.R., 115; BOWEN & MEREDITH, JJ.

16. Un demandeur a un privilège sur les deniers provenant de la vente des meubles d'un locataire pour tous ses frais, et, en vertu de ce privilège, il a droit d'être colloqué de préférence au locateur de la maison dans laquelle les meubles ont été saisis, la réclamation de tel locateur étant pour loyer.—C.S., 1853. *Jervis vs Kelly*, 4 L.C.R., 75; BOWEN & DUVAL, JJ.

17. Les frais de poursuite ne peuvent être colloqués et payés par privilège et préférence sur les deniers provenant de la vente des immeubles du défendeur.—C.S., 1856. *Lalonde vs Rowley*, 6 L.C.R., 192; DAV, SMITH & MONDRELET, JJ.

18. L'enregistrement d'une hypothèque ordinaire créée depuis la mise en force de l'ordonnance d'enregistrement n'a aucun effet quant aux frais encourus pour en recouvrer le montant.—C.S., 1856. *Morin vs Daly*, 6 L.C.R., 48; BOWEN, MEREDITH & MORIN, JJ.

19. Les frais d'action comme accessoires du principal priment une réclamation hypothécaire enregistrée subséquentement à l'obligation sur laquelle le jugement a été rendu, mais antérieurement au jugement qui a condamné le défendeur au paiement des frais.—C.S., 1858. *Marchildon vs Mooney*, 8 L.C.R., 122; BOWEN, J.

20. Le porteur d'une créance qui poursuit son débiteur principal ne peut réclamer comme hypothèque dans une action en dé-

claration d'hypothèque les frais faits contre son débiteur principal dans la poursuite antérieure.—C.S., 1881, *Bricault vs Bricault*, 11 R.L., 161; MATHIEU, J.

21. The costs of an action brought by a creditor to set aside as fraudulent a deed of sale of property by his debtor, are not privi-

§ 3.—SAISIE-ARRÊT.

677. L'exécution des effets mobiliers du débiteur qui sont en la possession d'un tiers, peut, dans tous les cas, et doit, lorsque ce tiers ne consent pas à leur saisie immédiate, se faire par voie de saisie-arrêt.

La même procédure doit être adoptée lorsqu'il s'agit d'exécuter les créances du débiteur autres que celles mentionnées dans l'article 641.—C.P.C., 612.

1. POTHIER, *Proc.*, 156, 174, 180, 182. C.P.C., 472.—PIGEAU, 645-6.—C.P.F., 557.—2 LOCRE, 452-6.—2 BERRIAT SAINT PRIX, 575 et s.—2 DELAPORTE, 142-3.

2. Comment reconnaître si le détenteur des effets est un tiers? Ce ne peut être qu'aux rapports existant entre eux. Lorsque ces rapports sont de telle nature qu'on doive les considérer l'un et l'autre comme un seul et même individu, le détenteur ne saurait alors être un tiers.—ROGER, n. 17 et s.

3. Il faut procéder contre le mineur ou l'interdit par voie de saisie-exécution, et non de saisie-arrêt sur les sommes que le tuteur peut détenir.—*Idem*, n. 29.

4. Il faudra pour savoir quand les deniers d'une femme devront être frappés, entre les mains de son mari, de saisie-arrêt ou de saisie exécution, examiner si, par rapport à ces fonds, il est son mandataire ou son préposé, et décider la question selon le résultat de cet examen.

Au surplus, les sommes qu'on aurait pu saisir exécuter entre les mains d'un tuteur ou d'un mari, pendant sa tutelle ou sa gestion, ne pourraient plus être frappées que de saisie-arrêt après la tutelle ou la dissolution du mariage; les fonctions du tuteur ou du mari étant expirées, ils doivent être considérés comme tiers détenteurs, par rapport à ces sommes.—ROGER, n. 33.

5. Le demandeur qui a accordé délai pour la satisfaction du jugement ne peut, avant l'expiration du délai accordé, faire émaner une saisie-arrêt après jugement.—C.C., 1879, *Gingras vs Vézina*, 5 Q.L.R., 237; MERREDITH, J.

6. The seizure of the goods of a defendant by process of *saisie-arrêt* in the hands of the judicial guardian in whose custody they are is valid.—C.R., 1883, *The Merchants Bank*

leged as against a third party in the property and who has neglected to file an opposition *afin de distraire* to the sale by the sheriff, but who files an opposition *afin de conserver* on the proceeds of sale.—C.S., 1888, *Eastern Townships Bank vs Beckett*, 11 L.N., 50; BROOKS, J.

§ 3.—SEIZURE BY GARNISHMENT.

677. Execution upon the moveable property of a debtor, which is in the possession of a third party, may, in all cases, and must, when such third party does not consent to its immediate seizure, be effected by means of seizure by garnishment.

The same means must be adopted in executing upon debts due to the debtor, other than those mentioned in article 641.—C.C.P., 612.

of Canada vs The Montreal P. and E. Ry. Co., 6 L.N., 229; SICOTTE, DOHERTY & RAINVILLE, JJ.

7. A clerk or employee is not a "third party" within the meaning of article 612 C.P. (677 n.c.) His possession of his employer's moneys is not distinct from that of his master, and such moneys cannot be seized in the hands of the clerk by garnishment. The fact that the clerk may have deposited such moneys in a bank in his own name "in trust," does not affect the case.—C.R., 1886, *The Ontario Car Co. vs Quebec Central Ry. Co.*, 2 M.L.R., 287; 9 L.N., 3; 30 J., 245; JOHNSON, PAPINEAU & LORANGER, JJ.

8. Un créancier peut saisir par saisie-arrêt une créance pour laquelle son débiteur est colloqué, quand même ce dernier se serait fait illégalement transporter cette créance, laquelle appartiendrait réellement à un tiers; le recours de ce tiers est contre le débiteur.—C.S., 1886, *Sénécal vs Exchange Bank of Canada*, 2 M.L.R., 108, MATHIEU, J.

9. Un créancier peut saisir avant jugement entre ses propres mains.—C.A., 1887, *Dorion & Dorion*, 3 M.L.R., 155.

10. Le créancier gagiste peut saisir et faire vendre son gage entre ses propres mains par voie de saisie-arrêt après jugement.—C.S., 1885, *Murray vs La Compagnie du chemin de Fer Montréal & Sorel*, 20 R.L., 433; TASCHEREAU, J.

11. Le dépôt exigé par l'article 272 S.R.Q., pour les fins de l'élection des membres de l'assemblée législative, ne peut être fait que par le candidat ou en son nom et lui appartient sujet à la confiscation prévue dans l'article. Il peut donc être saisi par les créanciers du candidat entre les mains de celui à qui il a été remis en qualité d'officier-rapporteur.—C.R., 1891, *Cité de Québec vs*

Baker & Carrier, 17 Q.L.R., 116; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

12. Le dépôt exigé par l'article 272 S.R. Q., pour l'élection des députés à l'assemblée législative, est un gage donné pour le candidat, mais qui n'est pas nécessairement sa propriété. Il peut être fait par un tiers et, dans ce cas, les créanciers du candidat ne peuvent pas le saisir entre les mains de l'officier-rapporteur.—C.A., 1891. *Desjardins & Côté*, 17 Q.L.R., 332.

13. La vente à un tiers d'un immeuble dont les loyers ont été saisis en vertu d'une saisie-arrêt, suivie, postérieurement à la vente, d'un jugement de validité, est, en l'absence d'allégation de fraude ou de déconfiture, sans effet sur cette saisie, même à l'égard des loyers non encore échus de l'immeuble en question.—C.S., 1894. *Depalic vs Barré*, 5 R.J.O., 151; JETTÉ, J.

14. Les argents produits des péages perçus aux barrières sur les chemins sous le contrôle des syndicats peuvent être saisis pour le paiement des dettes contractées par tels syndicats pour les fins de leur incorporation.—C.S., 1891. *Burroughs vs Syndics des Chemins à Barrières*, 17 Q.L.R., 219; CASAULT, J.

15. An attachment by garnishment will lie against a curator to an interdict under a judgment rendered against the interdict and the curator as such.—C.S., 1869. *Crébassa vs Fourquin*, 3 R.L., 57; LORANGER, J.

16. But where a mother had been appointed tutrix to her minor children, and afterwards renounced the community, and she was called upon personally by means of a writ of *saisie-arrêt* to declare what money she had belonging to said minor children or owed in her personal capacity to them.—*Held*: That the amount of indebtedness, if any, of the *liers-saisi* in her quality of tutrix to her minor children, could not be enquired into by means of an attachment by garnishment, but must be settled by direct action.—C.A., 1870. *Dorion & Dumoul*, 3 R.L., 60.

678. La saisie-arrêt est faite au moyen d'un bref délivré par le tribunal qui a rendu jugement, et revêtu des formes requises pour les brefs d'assignation.

Il contient la mention de la date et du montant du jugement, enjoint au tiers de ne point se dessaisir des effets mobiliers qu'il a en sa possession appartenant au débiteur, ui des deniers ou autres choses qu'il peut lui devoir ou aura à lui payer, avant qu'il en ait été ordonné par le tribunal, et de com-

17. La partie de la déclaration de l'intimée, comme tiers-saisie, qui se rapportait aux deniers qu'elle avait en mains es-qualité d'héritière bénéficiaire étant non avenue, la saisie-arrêt lui étant adressée personnellement, elle ne pouvait être condamnée à payer personnellement ce qu'elle devait comme héritière bénéficiaire; partant, il n'y avait pas lieu, pour elle, d'intervenir pour obtenir la distribution de ces deniers, d'autant plus qu'elle était déjà partie en cause.—C.A., 1896. *Audette & Valiquette*, 6 R.J.O., 58.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

18. L'épouse d'un défendeur soumise à des questions, comme tiers-saisie à la suite de sa déclaration, ne peut être forcée de déclarer à quelle banque elle a déposé des argents que son mari lui avait remis, vu qu'une femme mariée ne peut être forcée de rendre témoignage contre son mari.—C.S., 1898. *Holland vs Houghton & Bayley*, 4 R.L.n.s., 405; TASCHEREAU, J.

19. Une femme séparée de biens d'avec son mari et faisant commerce, ne peut être forcée de payer un salaire à son mari, qui gère ses affaires, et par conséquent celui qui a obtenu jugement contre son mari ne peut saisir-arrêter entre les mains de la femme la valeur du travail du mari.—C.C., 1898. *Dussault vs Gingras & Coulure*, 4 R. de J., 503; ROUTHIER, J.

20. A deed, *bail à ouvrage*, made by the wife, *séparée de biens*, authorized by her husband, whereby she leases his services for a salary to be paid to her, is null and void as a protection to the husband, against seizing creditors.

A wife appearing in such a deed can only be regarded as the *procureur* of her husband, and the proportion of his wages, seizable by law, may be attached, by any of his creditors, as if the deed were directly in his own name.—C.S., 1898. *Evans vs Duguay & Duguay*, 4 R. de J., 470; CURRAN, J.

678. Seizure by garnishment is made by means of a writ, issuing from the court which rendered the judgment, and clothed with the formalities of writs of summons.

It mentions the date and amount of the judgment, orders the garnishees not to dispossess themselves of the moveable property belonging to the debtor which is in their possession, or of such moneys or other things as they owe him or will have to pay him, until the court has pronounced upon the

paraître au jour et à l'heure fixés pour déclarer sous serment quels effets il a en sa possession appartenant au débiteur, et quelles sommes de deniers ou autres choses il lui doit ou aura à lui payer ; il assigne également le débiteur à comparaître au jour fixé pour voir déclarer la saisie-arrêt valable.

Lorsqu'il s'agit de la saisie des traitements, salaires et gages, le bref doit aussi contenir la mention de la résidence du défendeur, de la nature de ses fonctions et de l'endroit où il les exerce.—*Nouveau, partie* ; C. P. C., 613, 614, amendés.

1. POTHIER, *Proc.*, 176.—C.P.F., 559.—2 LOCRÉ, 456-7.—PIGEAU, *Commentaire*, 54-9.—2 BERRIAT SAINT PRIX, 578.—2 DELAPORTE, 143-6.

2. Rap. C.—L'article 678 conserve pour la saisie-arrêt en main tierce le serment de la comparution à jour fixe, tant en ce qui regarde le débiteur que le tiers-saisi. C'est une dérogation à la règle nouvelle apportée par le projet en matière d'assignation.

3. L'exploit de saisie-arrêt n'interrompt point la prescription qui court au profit du saisi contre le créancier saisissant, mais interrompt-il la prescription qui peut courir en faveur du tiers-saisi contre le saisi ?

L'affirmative résulte des termes de l'article 224 du C.N. Une saisie signifiée à celui qu'on veut empêcher de prescrire forme l'interruption civile, porte cet article. En conséquence le tiers-saisi qui aurait reçu entre ses mains une saisie-arrêt ne pourrait plus invoquer la prescription. Car la saisie-arrêt suivie d'effet, c'est-à-dire validée par le tribunal, amène une véritable interpellation judiciaire à l'égard du tiers-saisi qui est assigné en déclaration affirmative et tenu du paiement en exécution du jugement qui prononce la validité.—ROGER, n. 451.

4. Dès que l'exploit de saisie-arrêt est signifié au tiers-saisi, les sommes qu'il doit, ou les objets qu'il détient, tombent sous la main de la justice ; il ne peut plus en disposer, lors même qu'il les détiendrait à titre de dépôt, et quoique ce dépôt doive être remis au déposant dès que celui-ci le réclame.

Si le tiers-saisi payait à la partie saisie ce qu'il doit, il serait tenu de payer une seconde fois au saisissant, fut-il même de bonne foi. Mais s'il devait les sommes qu'il détient, partie au saisi, partie à d'autres, il ne répondrait ensuite, au saisissant, que de la portion payée au premier.—ROGER, n. 427.

5. La saisie-arrêt enlève au saisi la libre disposition des sommes ou objets arrêtés,

matter, and to appear on a day and at an hour fixed to declare under oath what property they have in their possession belonging to the debtor, and what sums of money or other things they owe him or will have to pay him ; it also summons the debtor to appear on the day fixed and show cause why the seizure should not be declared valid.

In seizing salaries and wages, the writ must also state the defendant's place of residence, and the nature and place of his occupation.—*New, in part* ; C.C.P., 613, 614, amended.

mais tant qu'un jugement n'a pas ordonné que le tiers saisi videra ses mains en celles du saisissant, le tiers-saisi n'est pas déposé, et il a toujours la faculté d'agir, pour la conservation de ses droits.

Il en résulte, d'une part, qu'il ne saurait prétendre que le saisissant est responsable des déchéances et prescriptions, survenues au profit du tiers-saisi.—*Idem*, n. 430.

6. A writ of *saisie-arrêt* after judgment cannot be issued into Upper Canada.—C. S., 1861. *McKenzie vs Douglas*, 5 J., 329 ; SMITH, J.

7. A seizure by garnishment extends to a debt which did not exist in favor of the defendant at the time of the seizure, but which becomes due before the garnishee makes his declaration, owing to a liability which took its rise after the signification of the attachment. The defendant is not entitled to take advantage of an irregularity in the writ of *saisie-arrêt* affecting the validity of the summons of the garnishee, but of which the garnishee does not complain.—C.A., 1881. *La Banque Molson & Lionais*, 27 J., 40 ; 5 L.N., 252 ; 2 D.C.A., 176.

8. In every case of *saisie-arrêt* the defendant must be summoned. If the defendant in an action against him and a *tiers-saisi* is not summoned, no proceedings can be had against the *tiers-saisi*, not even if the *tiers-saisi* neglects to appear.—C.A., 1816. *Prior & Delamar & Heath*, 3 R. de L., 306.

9. The want of service of the writ of attachment upon the defendant may be covered by his appearance by attorney *ad litem* upon the plaintiff's contestation of the declaration of the garnishee.—C.S., 1885. *Tousignant vs Tousignant*, 11 Q.L.R., 269 ; MCCORD, J.

10. The words "amount of the judgment are to be construed as meaning the amount remaining unsatisfied on such judgment and such amount must be mentioned in the body of the writ."—C.R., 1893. *Vézina vs Tousi-*

gnant, 3 R.J.O., 47; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, J.J.

11. Un tiers-saisi appelé à déclarer ce qu'il doit à une partie ainsi désignée dans le bref, est tenu de déclarer ce qu'il lui doit tant personnellement qu'en sa qualité de légataire ou usufruitière universelle.

679. Les règles concernant la signification des assignations ordinaires s'appliquent à la saisie-arrêt.

Néanmoins, le tiers-saisi ne peut être condamné par défaut, à moins que le bref d'assignation ou une autre ordonnance de comparution ne lui ait été signifiée personnellement ou à son domicile.

Si le défendeur dans l'action originaire n'a ni domicile, ni résidence, ni place d'affaires dans le district où le jugement a été rendu, la saisie-arrêt peut lui être signifiée au greffe du tribunal.—C.P.C., 615, amendé.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 59, 62.

2. Rap. C.—L'article 679 innove sur deux points. D'abord il permet la condamnation par défaut du tiers-saisi lorsque la signification lui a été faite à domicile, ce qui a entraîné l'abrogation du troisième alinéa de l'article 615 C.P.C. Ensuite, il autorise la dénonciation de la saisie-arrêt au défendeur, en en laissant copie au greffe, lorsqu'il n'a ni domicile, ni résidence, ni place d'affaires dans le district où le jugement a été rendu.

3. Une compagnie étrangère qui n'a jamais eu ni bureau, ni président, ni secrétaire, ni agent, dans la province et qui a été assignée dans une action suivant le mode pourvu aux articles 61 et 64 C.P.C. est valablement assignée sur saisie-arrêt dans la même cause par signification du bref au bureau du protonotaire, tel que prévu au quatrième paragraphe de l'article 615 C.P.C.—C.R., 1892. *La Banque de Québec vs Bryant*, 1 R.J.O., 53; CASALT, ROUTHIER & CARON, J.J.

680. L'effet de la saisie-arrêt est de mettre les effets et créances dont le tiers-saisi est débiteur sous la main de la justice et de séquestrer les objets corporels entre ses mains, de même que s'il en était nommément constitué gardien.—C.P.C., 616.

Le juge, lors de l'audition finale, est tenu de reviser une décision maintenant une objection faite par un tiers-saisi de déclarer ce qu'il doit personnellement à un légataire universel ou à un usufruitier universel, ce n'est pas chose jugée.—C.A., 1879. *Hudon & Rivard*, R., 739.

679. The rules concerning the service of ordinary writs of summons apply to seizures by garnishment.

Nevertheless, the garnishee cannot be condemned by default, unless the writ of summons or other order to appear has been served upon him personally or at his domicile.

If the defendant in the original action has no domicile, residence or place of business in the district where judgment was rendered, the seizure by garnishment may be served upon him at the office of the court.—C.C.P., 615, amended.

4. Where the plaintiff has been duly called in by advertisement, the service of his copy of a *tiers-saisi* at the prothonotary's office is valid.—C.A., 1877. *Santoire & Turcot*, R., 562.

5. Service on a corporation as garnishee may be effected by leaving the writ with one of its principal employees at its office; and it may be condemned by default if it fails to make its declaration.—C.C., 1883. *Beaulieu vs Forgue*, 12 R.L., 331; MATHIEU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. Lorsque le tiers-saisi demeure dans un district autre que celui où le bref de saisie-arrêt est émis, il doit, si le bref est émané de la cour de circuit, faire sa déclaration devant le greffier de la cour de circuit de son domicile, et non devant le protonotaire de la cour supérieure.—C.C., 1897. *Gosselin vs Bergevin & Brais*, 1 R.P., 406; ROUTHIER, J.

680. The effect of seizure by garnishment is to place the property and debts of which the garnishee is debtor under judicial control, and to sequester in his hands all corporeal things, in the same manner as if he had been specially appointed guardian.—C.C.P., 616.

1. POTHIER, *Proc.*, 177.—PIGEAU, *Comm.*, 63 et s.

2. Un tiers-saisi qui paie au défendeur, son créancier, les deniers qu'il a en mains au moment de la signification de la saisie-arrêt, est tenu de payer deux fois.—C.R., 1865. *Kingston vs Torrance*, 1 L.C.L.J., 108; 13 R.J.R., 497; BADGLEY, BERTHELOT & MONK, JJ.

3. Un tiers qui a reçu signification d'une saisie-arrêt et qui subséquemment paie ce qu'il doit au défendeur, même en payant à l'huissier porteur d'un bref d'exécution et sous la menace de la saisie de ses biens par le défendeur, doit être condamné de nouveau à payer la même dette au demandeur saisissant par la saisie-arrêt.—C.S., 1888. *Lalonde vs Archangeault*, 4 M.L.R., 62; 32 J., 113; TELLIER, J.

4. Un créancier dont la créance a été saisie et arrêtée par un tiers qui a jugement contre lui, peut, avant jugement sur la saisie-arrêt, poursuivre son débiteur et obtenir jugement contre lui le condamnant à lui payer le montant de sa créance, mais en ce cas la cour ordonnera que le jugement soit signifié quinze jours avant son exécution, au

681. Les délais dans lesquels le débiteur est tenu de plaider à la saisie-arrêt sont ceux des matières sommaires. Néanmoins, si la déclaration est faite ou complétée après le jour du rapport, les délais pour plaider commencent à courir du jour où la déclaration est complétée.

Au surplus, cette contestation est assujettie aux mêmes règles et délais que les matières sommaires.—*Nouveau*; C.P.C., 615, *partie*.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 59, 62.

2. Rap. C.—La nouvelle rédaction de l'article 681 met fin à la controverse qu'a provoquée la question de savoir si le débiteur doit contester la validité de la saisie par voie de défense ou par voie d'opposition, en adoptant le premier mode. Ensuite, elle assujettit la contestation de la part du débiteur aux mêmes règles et délais que les matières sommaires. Enfin, elle fixe le jour du parachèvement de la déclaration du tiers-saisi comme point de départ dans la computation des délais accordés pour la production de la contestation. Grâce à cette dernière innovation le débiteur ne sera plus tenu, comme il peut l'être aujourd'hui, de contester la saisie-arrêt avant de connaître la déclaration du tiers-saisi. (615 C.P.C.)

3. La nullité des formalités, soit géné-

demandeur sur la tiers-saisie.—C.C., 1878. *Crébassa vs Cie. de Chemin de fer du Sud-Est*, 8 R.L., 722; CARON, J.

5. La saisie-arrêt aux mains d'un débiteur n'empêche pas son créancier de pratiquer contre lui une saisie-exécution, et pour se soustraire à cette exécution, il doit offrir le montant dû à son créancier, et le déposer en cour.—C.S., 1889. *Francis vs Clément*, 17 R.L., 386; MATHIEU, J.

6. Le tiers-saisi qui est en possession d'effets mobiliers du défendeur, est, par le service du bref de saisie-arrêt après jugement, constitué gardien judiciaire des dits effets. Le tiers-saisi faisant défaut, le demandeur peut obtenir une règle nisi, afin de prouver que le tiers-saisi est en possession d'effets mobiliers du défendeur, et de le faire condamner à livrer ces effets à l'huissier porteur d'un bref de vend. *oni exponas*.—C.C., 1888. *Bertrand vs Meunier*, 16 R.L., 266; ANDREWS, J.

7. Petition to obtain *main-levée* of *saisie-arrêt* upon depositing moneys in court to abide decision in review on the validity of the seizure was set aside.—C.S., 1882. *Lebourbeau vs Beard*, 5 L.N., 335; RAINVILLE, J.

681. The delays within which the debtor must plead to the proceedings by garnishment are the same as in summary matters.

If, however, the declaration is made or completed after the day of return, the delays for pleading are computed only from the day when the declaration is completed.

In other respects the contestation is subject to the same rules and delays as summary matters.—*New*; C. C. P., 615, *in part*.

rales, soit spéciales, prescrites pour l'exploit d'une saisie-arrêt, peut évidemment être invoquée par le saisi, lorsque les formalités, à l'inobservation desquelles la loi l'a attachée, sont établies en sa faveur. Il n'en sera pas de même si elle provient de l'absence d'une forme exigée dans l'intérêt du tiers-saisi.—ROGER, n. 382.

4. Le tiers-saisi peut-il, de son côté, invoquer les nullités absolue dont nous venons de parler, c'est-à dire celles qui sont prescrites dans l'intérêt du saisi?

L'affirmative nous semble incontestable en ce sens que, s'il a payé nonobstant la saisie, il pourra opposer, à titre d'exception, au saisissant, si celui-ci vient à lui reprocher ce paiement, que la saisie était nulle, et n'a pu, par conséquent, lui lier les mains, ni le rendre responsable d'aucun paiement ultérieur

fait au saisi. Mais, s'il n'a fait aucun paiement, et que par cela même il se trouve sans intérêt à exciper de la nullité, nous ne pensons pas qu'il puisse la soulever.—n. 383.

5. A motion to quash a *saisie-arrêt*, made on the fourth juridical day of the term next after its return, is in time.—C.S., 1860. *Beaufield vs Wheeler*, 5 J., 44; MONK, J.

6. A defendant foreclosed from pleading to a writ of *saisie-arrêt* after judgment, will, on special motion, be allowed to answer the plaintiff's contestation of a *tiers-saisi* declaration made in obedience to such writ, if he has an interest in the matters raised by the contest.—C.S., 1864. *Kingslon vs Torrance*, 9 J., 20; 13 R.J.R., 495; BERTHELOT, J.

7. On peut demander la nullité d'une saisie-arrêt après jugement par une opposition afin d'annuler, quand les moyens offerts

682. La déclaration du tiers-saisi doit être faite au jour et à l'heure fixés dans le bref.

Elle peut, néanmoins, être faite en tout temps, avant le jour du rapport, si un avis d'un jour, en indiquant le jour et l'heure, est donné au saisissant.—C.P.C., 618 *amendé*.

1. *Ibid*, s. 138, § 2.

2. Rap. C.—Les changements apportés dans l'article 682 sont destinés à empêcher le tiers-saisi de faire sa déclaration en l'absence du saisissant, en le contraignant à la faire au jour et à l'heure fixés dans le bref, et en lui enlevant la faculté de comparaître dans ce but le jour juridique qui suit le rapport.

3. Where the garnishee makes his decla-

683. Le tiers-saisi doit faire sa déclaration sous serment devant le protonotaire au greffe du tribunal qui a émis le bref de saisie-arrêt.

Néanmoins, lorsque le tiers-saisi demeure dans un district autre que celui où le bref de saisie-arrêt a été émis, il peut, en donnant deux jours d'avis au saisissant, faire sa déclaration le ou avant le jour fixé pour le rapport du bref, devant le juge ou le protonotaire de son domicile, et ce protonotaire doit la transmettre au greffe du tribunal où le bref est émis.—C.P.C., 617, *partie, amendé*; S.R., 5929.

demandeur une preuve.—C.C., 1879. *Gingras vs Vézina*, 5 Q.L.R., 237; MEREDITH, J.

8. La saisie-arrêt après jugement peut être contestée comme une action sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'opposition.—C.C., 1882. *Lévesque vs Moussin*, 10 L.N., 239; ROUTHIER, J.

9. Un défendeur est fondé à contester une saisie-arrêt prise par le demandeur entre les mains du tiers-saisi, lorsque celui-ci n'a pas déclaré et a soutenu généralement que ce que ce dernier lui doit est insaisissable aux termes du titre établissant leur créance.

Si le demandeur prétend qu'il est dû autre chose par le tiers-saisi aux défendeurs, qui ne se trouvait pas à couvert par l'insaisissabilité invoquée, c'est à lui à l'alléguer en réponse à la contestation.—C.R., 1896. *David vs McDonald*, 11 R.J.O., 73; JETTÉ, DAVIDSON & PAGNUELO, JJ.

682. The garnishee's declaration must be made on the day and at the hour mentioned in the writ.

It may, however, be made at any time before the return day, provided that one day's notice of the day and hour is given to the seizing creditor.—C.C.P., 618, *amended*.

ration before the return day mentioned in the writ, a bailiff's certificate must be produced showing that notice has been given to the plaintiff or his attorney, at least twenty-four hours previously, that he intended to make his declaration before the return of the writ, and a declaration made without such notice will be rejected on motion.—C.S., 1864. *Ver-sailles vs Bailey*, 8 J., 315; LORANGER, J.

683. The garnishee is bound to make his declaration under oath before the protonotaire, in the office of the court which issued the writ of seizure by garnishment.

Nevertheless, if the garnishee resides in a district other than that in which the writ issued, he may, upon giving two days' notice to the seizing creditor, make his declaration on or before the day fixed for the return of the writ before the judge or the protonotaire of his domicile, and such protonotaire is bound to transmit the same to the office of the court whence the writ issued.—C.C.P., 617, *in part, amended*; R.S., 5929.

1. *Ibid.*, s. 136, § 3; s. 137.

2. In the case of a seizure by garnishment in the hands of persons associated in partnership, but not incorporated as a joint stock company, the firm cannot be represented by an attorney, but one of the partners must appear and make the declaration under oath.—C.S., 1887. *Ferguson vs Kirk*, 10 L.N., 219; WURTELE, J.

3. Le tiers-saisi dans une cause n'est pas seulement un témoin pour déclarer sous serment ce qu'il peut devoir au défendeur, mais

684. Lorsque la saisie-arrêt a lieu entre les mains d'une corporation, la déclaration est faite par un procureur ou par toute autre personne autorisée en la manière réglée en l'article 363 pour les réponses sur faits et articles.

Cependant, lorsqu'il s'agit d'une corporation municipale, le trésorier, et, en l'absence du trésorier, le greffier ou le secrétaire-trésorier peut faire cette déclaration.—C.P.C., 617, *partie, amendé*; S.R., 5929.

1. *Ibid.*

2. The officer making the declaration in

685. Le tiers-saisi doit déclarer les choses dont il était débiteur à l'époque où la saisie lui a été signifiée, celles dont il est devenu débiteur depuis, la cause de la dette, et les autres saisies faites entre ses mains.

Si la dette n'est pas échue, il doit déclarer l'époque où elle le sera.

Si le paiement de la dette est conditionnel ou suspendu par quelque empêchement, il doit également le déclarer.

Il doit donner un état détaillé des effets mobiliers qu'il a en sa possession appartenant au débiteur, et déclarer à quel titre il les détient.—C.P.C., 619, *partie*.

1. POTHIER, *Proc.*, 176.—C.P.G., 475.

2. Where the defendant is sued for moneys attached in his hands, he can by dilatory exception ask that all proceedings be stayed until a decision is arrived at on the

une partie intéressée, vù qu'une condamnation est demandée contre lui. Partant, le tiers-saisi a le droit de comparaître par avocat dans la cause.—C.S., 1896. *Harper vs Lellie & Braylay*, 2 R. de J., 550; DELORMIER, J.

4. *Tiers-saisis*, in answer to a writ of *saisie-arrêt* after judgment, have no right to appear by attorney, and an appearance filed by an attorney for such *tiers-saisis* will be rejected from the record upon motion.—C.S., 1874. *Forbes vs Lewis*, 18 J., 74; BEAUDRY, J.

684. When a seizure by garnishment is made in the hands of a corporation, the declaration is made by an attorney or by any other person authorized in the manner prescribed in Article 363 for answering interrogatories upon articulated facts.

Nevertheless, in the case of a municipal corporation, the treasurer, and, in default of the treasurer, the clerk, or the secretary-treasury, may make such declaration.—C. C. P., 617, *in part, amended*; R.S., 5929.

the name of a company must produce his authorization.—C. C., 1887. *O'Connor vs Murtagh*, 10 L.N., 218; WURTELE, J.

685. The garnishee must declare in what he was indebted at the time of the service of the writ upon him, in what he has become indebted since that time, the cause of the indebtedness, and any other seizures made in his hands.

If the debt is not yet payable, he must declare when it will be.

If his indebtedness is conditional or suspended by any hindrance, he must also declare it.

He must furnish a detailed statement of the moveable property in his possession belonging to the debtor, and declare by what title he holds it.—C.C.P., 619, *in part*.

attachment.—C. S., 1880. *O'Halloran vs Barlow*, 3 L.N., 171; TORRANCE, J.

3. Le tiers-saisi peut déclarer que la dette dont il est débiteur est insaisissable, et une contestation fondée sur le motif qu'il a fait

telle déclaration est mal fondée.—C.R., 1894. *Demers vs Bouthilier*, 7 R.J.O., 32; LORANGER, TELLIER & LYNCH, JJ.

4. An advocate and attorney, *tiers-saisi* in a cause, cannot refuse to declare what moneys he may have in his hands belonging to a defendant in the cause, on the ground that his doing so would be a betrayal of professional confidence.—C.S., 1894. *McKenzie vs McKenzie*, 9 J., 87; BERTHELOT, J.

5. The assignee to an insolvent estate cannot be held to appear before the Superior Court to declare what moneys he has in his hand belonging to the defendant.—C.S., 1876. *Grothé vs Lebeau*, 20 J., 300; TORRANCE, J.

6. A garnishee is bound to answer questions touching the term of defendant's engagement and to furnish the dates of payment, etc., although he claim that wages not due cannot be seized.—C.C., 1884. *Shaw vs Bateman*, 7 L.N., 368; MOUSSEAU, J.

7. Where in the declaration of the garnishees, they refer to certain written documents, they were required to furnish such documents at their own expense as exhibits in support of the declaration.—C.S., 1852. *Forsyth vs The Canada Baptist Missionary Society*, 2 J., 167; DAY, SMITH & MONDRET, JJ.

8. A garnishee summoned to declare what he owes to a defendant, who is styled a universal residuary legatee, must declare

686. Le saisissant a droit d'être présent lorsque le tiers saisi fait sa déclaration, et de lui soumettre toute question tendant à établir quelque obligation de la part du tiers-saisi envers le saisi.

S'il s'élève quelque difficulté au cours de l'examen, les parties sont renvoyées devant le juge pour adjudication.—C.P.C., 619, *partie, amendé.*

1. *Idem.*

2. Lorsqu'une saisie-arrêt après jugement a été prise entre les mains d'une femme, lui ordonnant de déclarer ce qu'elle pouvait devoir à son mari défendeur, il sera permis d'interroger cette femme sur sa déclaration, nonobstant l'article 1231 C.C.—C.S., 1894. *Demers vs Brunel*, 5 R.J.O., 377; TASCHEREAU, J.

3. Lorsqu'une corporation assignée par bref de saisie-arrêt pour déclarer ce qu'elle peut devoir à l'une des parties, comparait et fait sa déclaration par procureur, en spécifiant par résolution les réponses que ce procureur doit donner et affirmer comme étant celles que la corporation entend donner et affirmer, ou ne peut transquestionner ce procureur—qui n'a pas le pouvoir de donner

what he owes to such defendant personally and as such legatee.—C.A., 1879. *Hudon & Rivard*, 24 J., 268; 3 L.N., 414.

9. Le tiers-saisi est tenu de mentionner dans sa déclaration, non pas seulement ce qu'il devait lors de l'émission du bref de saisie-arrêt ou de la signification qui lui en a été faite, mais aussi les dettes devenues exigibles depuis, et la saisie s'étend à tout ce qui est devenu dû depuis la signification jusqu'au temps de la déclaration du tiers-saisi.—C.A., 1881. *La Banque Molson & Lionais*, 2 D.C.A., 176; 5 L.N., 252; 27 J., 40.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

10. What the garnishee employer is bound to do is not to admit a debt to his employee who is really his debtor, but to disclose to the court the true facts as to the nature and duration of the employment and the rate of the remuneration which has been agreed upon.—C.R., 1898. *La Banque Jacques-Cartier vs Morin*, 13 R.J.O., 331; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

11. Un agent chargé de la collection des revenus d'une succession et qui, répondant à une saisie-arrêt, déclare que les revenus de la succession ont été transportés à un tiers et que, par suite, il ne doit rien au défendeur, membre de cette succession, n'excipe pas du droit d'autrui, mais ne fait que démontrer qu'il n'a rien en mains appartenant au défendeur.—C.S., 1898. *Chisholm vs Ross*, 4 R.L.N.s., 322; MATHIEU, J.

686. The seizing creditor has a right to be present when the garnishee makes his declaration, and to put any questions to him tending to prove any obligation of the garnishee towards the judgment debtor.

If any difficulty arises during the examination, the parties are sent before the judge to have it decided.—C.P.C., 619, *in part, amended.*

d'autres réponses que celles qui sont spécifiées dans la résolution qu'il produit—ni exiger la production de livres et documents relatifs à la transaction intervenue entre la compagnie et le débiteur.—C.R., 1897. *Pelletier vs Reburn*, 12 R.J.O., 222; JETTÉ, TASCHEREAU & TELLIER, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. Le secrétaire-trésorier d'une corporation municipale, autorisé par procuration spéciale de cette dernière qui a été assignée comme tierce-saisie, ne peut déclarer au delà et en outre de la procuration à lui donnée et répondre à des questions additionnelles.—C.S., 1898. *Taric vs Mander & La Ville de Farnham*, 1 R.P., 434; LYNCH, J.

5. Les réponses du tiers-saisi aux questions que lui pose le saisissant forment partie de sa déclaration.—C.S., 1897. *Gervais vs Monette*, 4 R.L.n.s., 82; MATHIEU, J.

V. *contra*, article 689, n. 4.

6. L'avocat du tiers-saisi ne peut, sans la permission du tribunal, poser aucune question au tiers-saisi.

687. Le tiers-saisi a droit d'être taxé comme un témoin par le juge ou par le protonotaire qui reçoit sa déclaration, et il peut retenir le montant de la taxe sur les deniers qu'il doit.

S'il ne doit rien, cette taxe est exécutoire contre le poursuivant, de la manière et après le délai prescrits pour les jugements en matières sommaires.—C.P.C., 620, *amendé*.

1. Rap. C.—L'article 687 du projet, à la différence de l'article 620 C.P.C., qui n'accorde que les frais de transport, autorise l'indemnisation du tiers-saisi dans la même mesure qu'un témoin ordinaire.

2. Si un tiers-saisi convient verbalement avec un demandeur qu'il ne viendra pas faire au greffe sa déclaration (vu qu'il n'a plus rien en sa possession appartenant au défendeur); et si, nonobstant telle convention verbale, il vient faire sa déclaration, il n'a pas droit de réclamer sa taxe du demandeur.

688. Si le tiers-saisi déclare ne rien devoir et qu'on ne puisse pas justifier qu'il doit, le tribunal doit, sur motion du tiers-saisi ou du saisi, donner congé de la saisie-arrêt et condamner le saisissant aux dépens.—C.P.C., 631; 53 V., c. 59, s. 3.

1. POTHIER, 176.

689. Si la déclaration du tiers-saisi n'est pas contestée et s'il n'a pas déclaré que quelque autre saisie lui a été notifiée, le juge ou le protonotaire, sur inscription pour jugement par l'une ou l'autre des parties, ordonne au tiers-saisi de payer au saisissant sur ou jusqu'à concurrence de sa créance, les deniers saisis, suivant leur suffisance.

Si le défendeur, sur une saisie-arrêt, pouvait être admis à poser des questions au tiers-saisi, ce ne pourrait être, dans tous les cas, que pour établir quelque obligation de la part du tiers-saisi envers le saisi.—C.S., 1898. *Cowan vs Rieutord*, 1 R.P., 219; MATHIEU, J.

687. The garnishee is entitled to be taxed as a witness by the judge or by the protonotary who receives his declaration, and he may retain the amount of the taxation out of the sums in which he is indebted.

If he owes nothing, such taxation may be enforced by execution against the party suing out the writ, in the manner and after the delay prescribed for judgments in summary matters.—C.C.P., 620, *amended*.

—C.S., 1886. *Lambert vs Cartier*, 31 J., 150; PLAMONDON, J.

3. Where the plaintiff sued the defendant for the amount of his taxation as garnishee in a case.—*Held*: That the amount allowed by way of taxation of a garnishee is recoverable by suit at law, but only after being demanded.—C.C., 1863. *Plante vs Parke*, 15 L.C.R., 152; STUART, J.—C.C., 1863. *Brunelle vs Samson*, 14 L.C.R., 12; TASCHEREAU, J.

4. V. article 677, n. 18, 19.

688. If a garnishee declares that he is not indebted, and he cannot be proved to be so, the court, upon motion by the garnishee or by the debtor, orders him to be discharged from the seizure and condemns the seizing party to pay the costs.—C.C.P., 631; 53 Vic., c. 59, s. 3.

689. If the declaration of the garnishee is not contested and he has not declared that any other seizure has been made in his hands, the judge or the protonotary, upon an inscription for judgment by either party, orders him to pay to the seizing creditor on account of or to the extent of his debt, the moneys seized, according to their sufficiency.

Ce jugement doit être signifié, et le délai pour l'exécution ne court que du jour de cette signification.—C.P.C., 621, amendé; 53 V., c. 59, s. 1.

1. PICHAU, 658.

2. Rap. C.—La législature a modifié l'article 689 du projet, correspondant à l'article 621 de l'ancien code, de manière à ce qu'il soit permis non seulement au tribunal, mais aussi au juge et au protonotaire, d'ordonner au tiers-saisi qui a déclaré devoir, de payer au saisissant les deniers saisis jusqu'à concurrence de sa créance et suivant leur suffisance.

3. A petition asking for an order to prevent the *tiers-saisi* paying over to the plaintiff the amount which he has been condemned to pay under a judgment duly served upon a *tiers-saisi* must be served upon the plaintiff himself and not upon his attorney whose powers ended with the rendering of the judgment.—C.S., 1877. *Booth vs Lacroix*, 21 J., 307; TASCHEREAU, J.

4. Les réponses d'un tiers-saisi aux questions qui lui sont posées par le saisissant et qui sont écrites à la suite de sa déclaration, ne forment pas partie de sa déclaration, et un jugement ne peut être rendu sur ces réponses *de plano*: le saisissant doit contester la déclaration.—C.R., 1885. *Laframboise vs Rolland*, 2 M.L.R., 75; TORRANCE, GILL & LORANGER, JJ.

V. article 686, n. 5.

5. Where the garnishee has declared that he owes the defendant nothing, but in answer to questions put by the judgment creditor, under C.C.P. 610, has made admissions which apparently show that he has a sum in his hands belonging to the defendant, the proper course is to contest the declaration, and not to inscribe for judgment *ex parte* on such statements.—C.A., 1835. *Grant & The Federal Bank of Canada*, 2 M.L.R., 4; 29 J., 332.

6. Although, from the general tenor of the declaration of a garnishee, that, at the time of the service upon him of the writ of garnishment, it may be reasonably inferred that he was indebted to the defendant, yet, if the garnishee shall have expressly declared that he was not so indebted, the garnishee cannot be condemned on a motion for judgment against him; the plaintiff must adopt the proceeding of a contestation of the garnishee's declaration.—C.C., 1886. *Lagacé vs Grenier*, 9 L.N., 412; ANDREWS, J.

7. Le tiers-saisi qui déclare qu'il ne doit pas au défendeur, mais qui ne déclare pas qu'au moment de la signification de la tiers-

Such judgment must be served, and the delay for executing it is computed only from the day of such service.—C.C.P., 621; amended; 53 Vic., c. 59, s. 1.

saisie, il ne lui devait pas, mais ajoute que, depuis la signification de la saisie, il a payé au défendeur un certain montant, peut être condamné à payer ce montant au demandeur sans qu'il soit besoin d'une contestation de sa déclaration.—C.S., 1890. *Robert vs Canty*, 18 R.L., 612; MATHIEU, J.

8. La cour ne peut, dans les circonstances ordinaires, ordonner à un tiers-saisi de déposer en cour le montant qu'il a déclaré devoir sous une saisie-arrêt avant jugement. C.S., 1888. *Naud & Lavoie*, 4 M.L.R., 423; GILL, J.

9. Le jugement rendu sur une contestation de la déclaration d'un tiers-saisi, qui condamne ce dernier parce que, lors de la signification de la saisie-arrêt, il avait en mains une somme d'argent que le défendeur, en état de déconfiture à sa connaissance, lui avait payée par préférence frauduleuse, ne peut pas attribuer le montant de la condamnation au demandeur saisissant et contestant, mais doit ordonner le dépôt de cette somme au greffe pour distribution entre les créanciers du défendeur.—C.R., 1890. *Lacoursière vs Lefebvre & Tourigny*, 16 Q.L.R., 215; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

10. Where a garnishee made a declaration to the effect that he had given to the defendant three negotiable promissory notes which were not due yet, but the interest upon which had been demanded from him by a third party.—*Held*: that no judgment could be rendered against the garnishee upon such a declaration.—C.S., 1851. *La Banque du Peuple vs Martin*, 1 L.C.R., 107; DAY, SMITH & VANFELSON, JJ.

11. A *tiers-saisi* with whom a defendant had deposited promissory notes in his favour was ordered to deliver up the notes into the hands of the protonotary of the court.—C.S., 1861. *McKay vs Demers*, 11 L.C.R., 284; BADGLEY, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

12. Si des tiers-saisis, appelés à déclarer de nouveau, admettent qu'ils ont reçu des montants appartenant au défendeur, une inscription pour jugement conformément à leur déclaration sera déclarée bien fondée, et une motion pour la faire rejeter sera renvoyée.—C.S., 1898. *Baxter vs Moore*, 1 R.P., 315; MATHIEU, J.

690. Si les deniers ou autres choses dus par le tiers-saisi ne sont payables qu'à terme, il peut être con-

690. If the moneys or other things due by the garnishee are payable only at a future time, he may be

damné à les payer à l'échéance ; et, s'ils ne sont dus que sous des conditions qui ne sont pas encore accomplies, le tribunal peut, à la demande du saisissant, ordonner que la saisie-arrêt soit déclarée tenante jusqu'à l'avènement de la condition.

Sauf le cas d'allégation de déconfiture du débiteur commun, lorsque la saisie d'une créance conditionnelle ou à terme a été déclarée tenante, le montant en est distribué en la manière prescrite par le troisième paragraphe de l'article 697, parmi les créanciers porteurs de jugements, qui ont déposé dans le dossier de la cause copie de leurs jugements, et qui en ont donné avis aux parties intéressées.—C.P.C., 623, amendé.

1. Les loyers à échoir, après la signification d'un bref de saisie-arrêt, constituent une dette incertaine et conditionnelle pour laquelle il ne peut y avoir condamnation avant jouissance et occupation par les locataires des biens à eux loués, et la saisie, pour ces loyers futurs, ne peut qu'être déclarée tenante. Partant, l'acquéreur des biens loués, dont le titre n'est pas entaché de fraude, peut, par tierce-opposition faire mettre de côté un jugement condamnant le locataire à payer les loyers à échoir au saisissant, et ce, à dater de l'achat de l'immeuble.—C.A., 1894. *Williamson & Dépatie*, 4 R.J.O., 202.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. Un juge en chambre n'a pas juridic-

691. Le tiers-saisi qui ne fait pas sa déclaration, est condamné comme débiteur personnel du saisissant au paiement de la créance de ce dernier.

Si le saisissant ne procède pas contre le tiers-saisi défaillant, le saisissant peut obtenir le renvoi de la saisie, avec dépens contre lui, ou il peut inscrire la cause pour jugement par défaut contre le tiers-saisi et procéder à l'exécution de ce jugement au nom du créancier saisissant.

Néanmoins, le tiers-saisi peut en tout temps obtenir la permission de faire sa déclaration, même après juge-

condemned to pay them when such time arrives ; and if they are due under conditions which are not yet fulfilled, the court may, upon motion of the seizing creditor, declare the seizure binding until such conditions are fulfilled.

Without prejudice to the case in which the insolvency of the common debtor is alleged, whenever the seizure of a conditional debt or of a debt payable with a term has been declared binding, the amount thereof is distributed in the manner provided in Article 697, third paragraph, among such creditors as have filed copies of their judgments in the record of the case, and have given notice to the parties interested.—C.C.P., 623, amended.

tion pour déclarer une saisie-arrêt après jugement tenante ; une motion à cet effet sera renvoyée de la chambre à l'audience.—C.S., 1897. *Smith vs Griffin*, 4 R.L.n.s., 137 ; 13 R.J.O., 221 ; TELLIER, J.

3. Where the *tiers-saisis* declare by their declaration that a contract exists between them and the defendant on which commissions are payable by them to the latter, and that if defendant's connection with their firm continues, they will owe him on a certain date, the sum of two hundred dollars, the *saisie-arrêt en main tierce* will be declared tenante on the *tiers-saisis* until that date.—C.S., 1898. *Smyth vs Griffin & Harvey*, 1 R.P., 464 ; MATHIEU, J.

691. Any garnishee who fails to make a declaration is condemned as a personal debtor of the seizing creditor, to the payment of his claim.

If the seizing creditor fails to proceed against such garnishee, the debtor may obtain the dismissal of the seizure, with costs against him, or he may inscribe the case for judgment by default against the garnishee, and execute it in the name of the seizing creditor.

A garnishee may, however, obtain leave to make his declaration at any time, even after judgment, upon pay-

ment, en payant tous les dépens encourus par son défaut.—C.P.C., 624 ; S.R., 5930 ; 53 V., c. 59, s. 2.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 137, § 2 ; s. 138.—POTHIER, *Proc.*, 176.—C.P.F., 577.

2. Règle de pratique 85.—La juridiction du juge en chambre s'étend à l'exercice de tous les pouvoirs qui lui sont conférés par le code de procédure et aux procédures mentionnées aux articles 15, 691, 701 et 763 de ce code.

3. Un tiers-saisi qui a été condamné sur une fausse déclaration par lui faite par erreur, peut être relevé de ce jugement, et il doit lui être permis de faire une nouvelle déclaration, en payant les frais encourus depuis la déclaration fautive et erronée.—C.S., 1809. *Atkinson vs Walker*, 14 J., 60 ; MEREDITH, J.

4. A tiers-saisi who declares on oath that he has nothing in his possession belonging to defendant, and afterwards, when examined as a witness, admits having a number of articles of value, but refuses to give any precise or detailed statement thereof, will be condemned as the personal debtor of the plaintiff for the value of such articles.—C.S., 1872. *Grant vs Trasel*, 17 J., 163 ; TORRANCE, J.

5. It is always admissible for a garnishee (*tiers-saisi*) to file a new declaration, on payment of costs occasioned by his alleged error, and any new declaration may be contested as the original one could be.—C.S., 1876. *Richard vs Piché*, 20 J., 200 ; TORRANCE, J.

6. En dépit des termes de cet article, le tiers-saisi n'est obligé de payer que les frais qui ont été occasionnés par son défaut.—C.C., 1876. *Beaudoin vs Ducharme*, 8 R.L., 663 ; 20 J., 223 ; RAINVILLE, J.

7. The costs to be paid by a garnishee, to be relieved from a judgment against him by default, are those attributable to his default and no more.—C.C., 1880. *Coveney vs Mullins*, 6 Q.L.R., 173 ; MEREDITH, J.

8. Where the contestation by intervenants of a garnishee's declaration has been dismissed, and the judgment dismissing it has been appealed from, the court of appeal will not entertain an application by the garnishee to be permitted to set aside the

692. Le jugement rendu sur la déclaration de dette d'un tiers-saisi équivaut à une cession judiciaire, en faveur du saisissant, du titre de créance du saisi et opère subrogation.—C.P.C., 625.

1. Il faut, pour que la délégation soit parfaite et pour que les sommes transportées deviennent insaisissables par les créanciers du cédant, que le transport soit signifié au

ment of all costs incurred by his default.—C.C.P., 624 ; R.S., 5930 ; 53 Vic., c. 59, s. 2.

former declaration and make a new one.—C.A., 1888. *Fairbanks & O'Halloran*, 4 M. L.R., 163.

9. Lorsqu'un demandeur, qui a obtenu jugement contre un tiers-saisi, néglige ou refuse de contraindre le tiers-saisi à payer, le défendeur sera autorisé à poursuivre l'émanation d'un bref d'exécution pour prélever le montant dû par tel tiers-saisi, lequel montant restera entre les mains du shérif, sujet à l'ordre du demandeur.—C.S., 1861. *The Quebec Bank vs Stuart*, 14 L.C.R., 101 ; TASCHEREAU, J.

10. Le tiers-saisi condamné par défaut comme débiteur personnel peut, avant d'avoir été relevé de ce défaut par la cour, faire sa déclaration après en avoir notifié le saisissant et avoir offert les frais encourus par son défaut.—C.S., 1895. *Guay vs Senneville & Rochette*, 2 R. de J., 62 ; BOURGEOIS, J.

11. Le tiers-saisi est recevable en tout temps à faire sa déclaration, même après jugement rendu contre lui par défaut ; la loi n'y impose qu'une seule condition, le paiement des dépens encourus par son défaut.

La permission du juge n'est pas nécessaire pour autoriser telle déclaration.—C.R., 1896. *Guay vs Senneville*, 9 P.J.O., 324 ; ROUTHIER, CARON & LARUE, J.—Confirmant l'arrêt ci-dessus.

12. Le demandeur ne peut, sur une saisie-arrêt après jugement, faire condamner la femme du défendeur assignée personnellement comme tiers-saisie, sur le simple défaut de cette dernière de faire sa déclaration, et il est tenu de faire preuve de la créance que le mari peut avoir contre la femme.—C.S., 1892. *Breckon vs Kane*, 1 R.J.O., 254 ; MATHIEU, J.

13. Le tiers-saisi peut se pourvoir par opposition, contre le jugement prononcé contre lui par défaut, comme toute autre partie en cause.—C.S., 1895. *Stock vs Irvine*, 7 R.J.O., 188 ; LORANGER, J.

14. The garnishee who has never been served with a writ can seek relief under article 483a C.P.C. (1163 n.c.)—C.S., 1895. *Blaine vs Sasseville*, 8 R.J.O., 369 ; ARCHIBALD, J.

692. The judgment rendered upon a garnishee's declaration of indebtedness, is equivalent to a judicial assignment to the seizing creditor of the judgment debtor's title of debt, and effects subrogation.—C.C.P., 625.

tiers débiteur cédé, ou que celui-ci ait accepté cette cession par acte authentique. (C.N. 1690.)

Simple transport *ne saisit*, disait la Coutu-

me de Paris (art. 108) ; il faut signifier le transport à la partie.

Tant que cette notification ou cette acceptation n'a pas lieu, les créanciers du cédant, antérieurs et postérieurs à la cession, auraient encore le droit de saisir-arrêter les sommes, objets du transport, et cette saisie serait valable nonobstant toute signification et acceptation ultérieures.—ROGER, n. 210.

2. La simple connaissance du transport ne peut remplacer la formalité de la notification ou de l'acceptation exigée par le Code.—ROGER, n. 210 bis.

3. Lorsque les sommes cédées sont frappées de saisie-arrêt le jour même de la notification du transport ou de l'acceptation du tiers débiteur, il faut vérifier si les exploits indiquent lequel des deux actes a été fait le premier.—ROGER, n. 212.

4. S'il n'y avait aucune désignation d'heure dans l'un et l'autre acte, il y aurait alors concurrence de date. Suivant ROGER, n. 213, la somme devrait être partagée par voie de contribution entre le cessionnaire et le saisissant ; suivant PIGEAU, t. 2, p. 153, c'est au cessionnaire à prouver que sa signification est la première, sinon la saisie doit être contre lui.

5. V. ROGER, n. 247 et ss., sur l'hypothèse suivante : Un individu cède une créance qui lui est due par un tiers. Postérieurement à cette cession, mais avant qu'elle ait été signifiée, ou authentiquement acceptée, un créancier du cédant forme une opposition sur cette somme. Enfin, d'autres saisies-arrêts sont pratiquées sur la même somme, mais postérieurement à la signification du transport.

6. Where by judgment on a *saisie-arrêt* en main tierce, the *saisi* has been condemned to pay the amount to the creditor of his creditor, the *saisi* is not liable to an action by his former creditor, so long as the *saisie-arrêt* is binding.—C.A., 1876. *Théberge & Fournier*, R., 627.

7. The service of a *saisie-arrêt* on the defendant and *tiers-saisi* does not operate a transfer of the debt due.—C.S., 1879. *Marsan vs Tessier*, 23 J., 214 ; MACKAY, J.

8. Judgment on the declaration of a garnishee operates a judicial assignment to the plaintiff, and an opposition subsequently filed by another creditor alleging the defendant's insolvency as of date of opposition, and asking that the monies be paid into court is insufficient, and will be rejected on motion.—C.S., 1884. *Taylor vs Brown*, 7 L. N., 62 ; TORRANCE, J.

9. Plaintiff obtained judgment against defendant, who subsequently filed a petition in revocation of the judgment, which was dismissed, whereupon plaintiff issued a seizure by garnishment. Shortly after the seizure, defendant having inscribed in review of the judgment dismissing his petition prayed that he might be permitted to deposit the amount of the original judgment, interest

and costs, together with an additional sum for costs of the seizure, the whole to abide the decision of the court in review, and that upon his so doing the seizure should be annulled. Prayer granted.—C.S., 1882. *Lebourveau vs Beurd*, 5 L.N., 335 ; RAIN-VILLE, J.

10. La signification d'une saisie-arrêt faite irrégulièrement ne peut opérer un transport forcé de la dette due par le tiers-saisi au demandeur en faveur du créancier saisissant. La comparution d'avocats pour le tiers-saisi ne peut valider, à l'encontre d'un cessionnaire de bonne foi, l'assignation faite à un endroit qui n'est pas le domicile du tiers-saisi.—C.S., 1894. *Martin vs Mathieu*, 7 R.J.O., 120 ; ROUTHIER, J.

11. La signification du bref de saisie-arrêt n'opère pas cession judiciaire, mais c'est le jugement rendu sur la déclaration de dette par le tiers-saisi qui opère la cession judiciaire de la créance en faveur du créancier saisissant.—La cession judiciaire de créances privilégiées ou hypothécaires, de même que la cession volontaire de ces mêmes créances, doit être enregistrée au bureau d'enregistrement où le titre créant la dette a été enregistré, et, à défaut de l'accomplissement de cette formalité, la cession volontaire ou judiciaire est sans effet à l'encontre d'un cessionnaire subséquent qui s'est conformé à ces prescriptions.—C.A., 1890. *Lalonde & Rozon*, 20 R.L., 645.

12. La saisie-arrêt seule n'opère pas de cession judiciaire, non plus que le jugement rendu contre le défendeur seul, maintenant une saisie-arrêt avant jugement et la déclarant bonne et valable.—Il n'y a que le jugement rendu sur la déclaration de dette du tiers-saisi qui opère la cession judiciaire.

Le transport d'une créance dûment enregistré et signifié au débiteur suivant les formalités de l'art. 2127 C.C., donne au cessionnaire le droit d'être payé de préférence à un créancier saisissant antérieur, mais dont le jugement sur la déclaration de dette du tiers-saisi n'a été rendu, enregistré et signifié, que postérieurement à l'enregistrement et à la signification du transport.—C.S., 1894. *Pellelier vs Riou*, 2 R. de J., 347 ; CIMON, J.—Confirmé en revision.

13. Le transport judiciaire d'une créance portant hypothèque, qui résulte d'une saisie-arrêt, doit être enregistré, et s'il ne l'a pas été, ce transport est sans effet à l'encontre d'un cessionnaire subséquent qui s'est conformé aux exigences de la loi.

La connaissance que le cessionnaire a pu acquérir de cette saisie-arrêt non enregistré ne préjudicie pas aux droits qu'il a acquis par le transport régulier et enregistré de la même créance qui lui a été fait pour valeur.

La signification par extrait d'un acte de transport est suffisante si l'extrait récite toute la clause de l'acte de transport qui se rapporte à la créance en question.—C.S., 1892. *Lalonde vs Garaad*, 2 R.J.O., 339 ; PAGNUELO, J.

693. La contestation de la déclaration du tiers-saisi doit être signifiée au tiers-saisi et produite au greffe dans les six jours du jugement rendu sur la contestation par le saisi de la saisie-arrêt, ou, en l'absence de cette contestation, de l'expiration des délais pour la produire.

Au surplus, la contestation de la déclaration du tiers-saisi est soumise aux mêmes règles et délais que la contestation dans l'instance à la suite de laquelle elle est faite.—C.P.C., 626, 627, amendés.

1. Rep. C.—L'article 693 contient des règles nouvelles relativement à la contestation de la déclaration du tiers-saisi.

En vertu de l'article 626 C.P.C., le saisissant doit contester cette déclaration dans les huit jours de sa date. D'un autre côté l'article 615 C.P.C. porte que le défendeur doit contester la saisie-arrêt dans les mêmes délais qu'une action ordinaire. Il peut ainsi arriver qu'il soit nécessaire de produire la contestation de la déclaration avant l'adjudication sur le débat relatif à la validité de la saisie-arrêt. Sous l'empire d'un tel système, un long et dispendieux procès peut s'engager au sujet d'une déclaration, et il n'aboutit à rien si les prétentions du saisi dans le débat sur la validité de la saisie sont reconnues bien fondées. L'objet de l'amendement est de faire disparaître cette anomalie en faisant commencer du jugement sur la validité de la saisie la computation des délais pour contester la déclaration.

Un autre défaut de l'article 627 C.P.C. consiste en ce que le saisissant seul semble pouvoir contester la déclaration, alors que ce droit appartient indubitablement au saisissant et au saisi. La nouvelle rédaction fait disparaître ce vice.

Aux termes de l'article 626 C.P.C., le saisissant ne peut être forclo du droit de contester sans une ordonnance du tribunal; d'après l'article 693, il est forclo de le faire par la seule expiration des délais s'ils ne sont pas prolongés.

2. V. article 55, n. 32 à 36 sur la juridiction de la cour de circuit.

3. La contestation de la déclaration du tiers-saisi est une instance séparée et distincte de celle sur laquelle a été prononcé le jugement que la saisie-arrêt exécute, et, lorsque cette contestation demande contre le tiers-saisi une condamnation au paiement d'une somme dont le montant, formé du capital, des intérêts et des frais dus au saisissant, excède la juridiction de la cour de circuit, elle doit être renvoyée à la cour supérieure.—C.S., 1881. *Wright vs Corpo-*

693. The contestation of a garnishee's declaration must be served upon the garnishee and filed in the office of the court within six days, to be computed from the judgment rendered upon the contestation of the seizure by the debtor, or, in the absence of such contestation, from the expiry of the delays for producing it.

In other respects, the contestation of a garnishee's declaration is subject to the same rules and delays as the original action.—C.C.P., 626, 627, amended.

ration de Stoneham & Tewkesbury, 7 Q.L.R., 133; CASALT, J.

4. La cour de circuit n'a pas juridiction pour prononcer sur le mérite d'une contestation de déclaration de tiers-saisi qui est une demande en révocation pour cause de fraude du transport d'une dette de \$1,150.—C.R., 1881. *Lapointe vs Bélanger*, 7 Q.L.R., 316; MEREDITH, STUART & CASALT, JJ.

5. A garnishee, whose declaration is contested, cannot attack the validity of the judgment or the regularity of service of the writ of attachment, such objections being personal to the defendant, and moreover waived by the garnishee, by the fact of his declaring. This declaring will be construed as a waiver of such objections, even when he alleges that he made his declaration in another district and that the proceedings in the case did not come to his knowledge until long after he had made it. The facility afforded him by law of making his declaration in his own district, and having it transmitted, does not prevent his being a party to the suit in the district where the judgment was obtained and bound to take cognizance of the proceedings there. A contestation filed after the eight days, and without leave of the court, will be rejected. Although the seizing party cannot forfeit his right to contest without an order of the court to that effect, this only means that he can always ask for leave so long as he has not been foreclosed by the court. When a delay is granted by the court, the contestation must be, not only served, but filed, within such delay.—C.S., 1885. *Tousignant vs Tousignant*, 11 Q.L.R., 269; McCORD, J.

6. Un demandeur ne peut dans sa contestation de la déclaration d'un tiers-saisi, alléguer à la fois qu'il est propriétaire de certains effets possédés par le tiers-saisi, et conclure à ce que ces mêmes effets soient vendus en satisfaction d'un jugement obtenu contre le défendeur.—C.C., 1866. *Nordheimer vs Roy & Lemelin*, 16 L.C.R., 296; 15 R.J.R., 232; TASCERRAU, J.

7. La contestation par un seul et même acte des déclarations séparées, mais semblables, de trois tiers-saisis qui sont les débiteurs solidaires du défendeur, est valable.—C.A., 1857 *McFarlane & Delisle*, 1 J., 49;

8. The declaration of a garnishee cannot be contested without leave of the court, but such leave may be granted even after the delays have expired, on payment of costs.—C.S., 1881. *Nevu vs Rubeau & Neveu*, 4 L.N., 44; PAPINEAU, J.

9. A *saisie-arrêt* after judgment cannot be rejected or dismissed, on motion, for alleged irregularities connected with its return into court.—C.S., 1858. *Molson vs Burroughs*, 3 J., 97; MONDELET, J.

10. La contestation de la déclaration d'un tiers-saisi, alléguant simplement que le tiers-saisi est endetté au défendeur, sans indiquer les causes de cette créance, sera renvoyée sur une réponse en droit, vu que cette allégation est insuffisante.—C.S., 1800 *Stanley vs Webster*, 20 R.L., 129; WERTER, J.

11. Where the plaintiff has been led to contest the declaration of a garnishee owing to its vagueness he may discontinue the contestation without being subjected to pay costs.—C.S., 1866. *Bonnell vs Miller & Woods*, 1 L.C.L.J., 122; BADGLEY, J.

12. The court cannot, in a contestation upon a *saisie-arrêt*, look into accounts between the garnishee and a party not in the record, in order to determine what may be

due from the garnishee to the defendant.—C.S., 1866. *Ireland vs Gregory & Mills*, 2 L.C.L.J., 132; SMITH, J.

13. Contestations of declaration of garnishee must be proved like declarations in ordinary suits.—C.A., 1880. *Mattinson & Cadieux*, 3 L.N., 110; 25 J., 255.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

14. Celui qui conteste la déclaration d'un tiers-saisi ne peut pas inscrire pour jugement par défaut sur sa contestation, si le tiers-saisi n'y a pas répondu, la contestation de cette déclaration étant un incident de la *saisie-arrêt*.—C.S., 1898. *White vs Sabiston*, 1 R.P., 274; MATHIEU, J.

15. Dans une *saisie-arrêt* après jugement, si le tiers-saisi déclare qu'il doit au défendeur, mais que ce dernier a transporté sa créance à un tiers, le demandeur peut contester la déclaration du tiers-saisi, et demander la nullité du transport, dans le district ou l'action principale a été intentée, et ce quand même le transport aurait été fait dans un autre district, et que le mis-en-cause serait aussi domicilié ailleurs.—C.S., 1898. *The Richmond Industrial Co. vs Thomas & Jones & Bull*, 1 R.P., 447; MATHIEU, J.

16. Lorsque la contestation d'une *saisie-arrêt* après jugement a été irrégulièrement signifiée, la cour permettra de la signifier de nouveau sur paiement des frais de la motion demandant son rejet.—C.S., 1898. *La Banque des Marchands vs Morgan*, 4 R.L.N.S., 162; MATHIEU, J.

694. S'il y a plusieurs saisies-arrêts de la part de divers créanciers entre les mains des mêmes tiers, chaque saisissant est préféré aux saisissants postérieurs, suivant la date de la signification aux tiers-saisis, sauf les cas de privilège, à moins qu'il n'y ait allégation de déconfiture du débiteur commun, auquel cas il doit être procédé sur la première *saisie-arrêt* à appeler les créanciers, tel que porté en l'article 673; et les tiers-saisis sont, en ce cas, condamnés à déposer en cour le montant qu'ils ont reconnu devoir.—C.P.C., 622.

1. POTHIER, *Proc.*, 179.—C.P.G., 477, 479, 480.—1 PIGEAU, 639.

2. The existence of a previous *saisie-arrêt* in the hands of R. & Co., as garnishees at the suit of a creditor of plaintiff, does not prevent the plaintiff from seizing moneys due to R. & Co. in the hands of other parties.—C.R., 1878. *Mackay vs Roult*, 22 J., 22; 1 L.N., 161, 266; MACKAY, DUNKIN & RAINVILLE, JJ.

694. If there are several seizures at the suit of different creditors in the hands of the same garnishee, each seizure has a preference over the subsequent seizures according to the date of its service upon the garnishee, except in cases of privilege, unless the insolvency of the common debtor is alleged, in which case proceedings must be taken upon the first seizure to call in the creditors in the manner provided in Article 673; and the garnishees in such case are condemned to pay into court the amounts they acknowledge to owe.—C.C.P., 622.

3. A., on a judgment against B., has a right to issue a *saisie-arrêt* in the hands of C., notwithstanding the fact that *saisie-arrêts* have been previously placed in the hands of B., by creditors of A.—C.S., 1878. *Cadieux vs Canadian Mutual Fire Ins. Co.*, 1 L.N., 340; JOHNSON, J.

4. Si la déconfiture est suffisamment constatée par la preuve, le tribunal pourra de plano ordonner au tiers-saisi, qui a en mains

une certaine somme d'argent appartenant au défendeur, de la rapporter en cour, pour y être distribuée suivant que de droit.—C.R., 1885. *Quesnel vs Barrette*, 2 M.L.R., 13; JOHNSON, BOURGEOIS & GILL, JJ.

5. Where in a case of garnishment the *tiers-saisi* declares to owe, and it is shown that the defendant is insolvent, it is the duty of the court, under the provisions of art. 622 C.C.P., to order the *tiers-saisi* to pay into court the amount acknowledged by him to be due the defendant, in order that it may be

695. Si le tiers-saisi a déclaré avoir en sa possession des effets mobiliers, le jugement ordonne qu'ils seront vendus, et le tiers-saisi est tenu de les représenter à l'officier chargé d'en faire la vente.

Dans le cas où le tiers-saisi a entre ses mains des valeurs ou titres de créance payable au porteur, il peut être condamné à les déposer au greffe ou à les délivrer à la personne indiquée par le tribunal, suivant les circonstances.—C.P.C., 629.

1. 1 PIGEAU, 660.

2. La contrainte par corps n'a pas lieu contre un tiers-saisi qui, ayant déclaré ne rien devoir au défendeur, a été condamné, sur contestation de sa déclaration, à rapporter un piano qu'il avait acheté du défendeur en fraude des droits des créanciers, ou à payer au demandeur le montant de sa créance.—C.A., 1882. *Pacine & Kane*, 2 D.C.A., 346.

3. Le tiers-saisi qui est en possession d'effets mobiliers du défendeur, est, par le service du bref de saisie-arrêt après jugement, constitué gardien judiciaire des dits effets. Le tiers-saisi faisant défaut, le demandeur peut obtenir une *régle nisi*, afin de prouver que le tiers-saisi est en possession d'effets mobiliers du défendeur, et de le faire condamner à livrer ces effets à l'huissier porteur d'un bref de *venditioni exponas*.—C.C., 1888. *Bertrand vs Meunier*, 16 R.L., 266; ANDREWS, J.

4. Where a plaintiff who has obtained judgment against a garnishee neglects or refuses to enforce payment from him, the defendant will be empowered to cause the issue of a writ of execution for the levy of the amount due by the garnishee, which amount will be held by the sheriff subject to the order of the court.—C.S., 1863. *The Quebec Bank vs Stuart*, 14 L.C.R., 101; TASCHEREAU, J.

696. Les deniers provenant de la

distributed according to law.—C.A., 1888. *Fairbanks & O'Halloran*, 32 J., 42.

6. Where a creditor intervened and asked that the moneys due by the garnishee should be paid into court to be distributed, but before the allowance of the intervention judgment was rendered maintaining the attachment and ordering payment, judgment went against the intervening party in accordance with *Masson vs Choall*, 6 L.C.R., 169.—C.S., 1859. *Chapman vs Clark*, 3 J., 159; RADGLEY, J.

695. If a garnishee declares that he has in his possession moveable property, the judgment orders that it shall be sold, and the garnishee must deliver it to the officer charged with selling it.

If the garnishee has in his hands negotiable paper or titles of debt payable to bearer, he may be condemned to deposit them in the office of the court, or to deliver them to a person named by the court, according to circumstances.—C.C.P., 629.

5. Where a person, upon whom a writ of attachment *en main tierce* had been served, declared on oath that he had nothing in his possession belonging to the defendant, but afterwards, when examined as a witness, admitted having a number of articles of value.—*Held*: that he was bound to give a detailed statement of the value of such articles, and must be condemned as the personal debtor of the plaintiff to the extent of their value.—C.S., 1873. *Grant vs Teasel*, 17 J., 163; TORRANCE, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. Des objets appartenant à un défendeur sont valablement saisis entre les mains d'une tierce personne par voie de saisie-arrêt après jugement sans qu'il soit nécessaire que cette saisie-arrêt soit accompagnée d'une saisie-exécution.

Lorsque ces effets sont saisis exécutés conformément à la déclaration du tiers-saisi, il n'est pas nécessaire de remettre au défendeur une copie du procès-verbal de saisie, mais un avis de la vente à lui donné est suffisant.

Des effets, légués à titres d'aliments incessibles et insaisissables, sont néanmoins saisissables pour créance d'une nature alimentaire, telle que du loyer.—C.C., 1898. *Préfontaine vs Valois*, 1 R.P., 231; CHAMPAGNE, J.

696. The proceeds of the sale of

vente de ces effets mobiliers sont ensuite payés ou distribués comme tous autres deniers prélevés par saisie-exécution.—C.P.C., 630.

1. 1 PIGEAU, 664.

697. S'il s'agit de la saisie des traitements, salaires ou gages mentionnés dans les paragraphes 10 et 11 de l'article 599, la saisie-arrêt est tante pour la partie saisissable aussi longtemps que le contrat ou l'engagement continue ou que le débiteur est à l'emploi du tiers-saisi.

Les autres créanciers porteurs de jugements contre le débiteur peuvent déposer dans le dossier de la cause copie de ces jugements, et en donnent avis aux parties intéressées.

Le protonotaire, après avoir colloqué le premier saisissant pour ses frais, distribue au marc la livre, entre le premier saisissant et les créanciers qui se sont conformés au paragraphe précédent, la somme à diviser, et fixe d'une manière sommaire sur le bref de saisie-arrêt ou sur une feuille y annexée le montant revenant à chacun des créanciers.

Le tiers-saisi doit, en faisant sa déclaration, déposer le montant saisissable qu'il reconnaît devoir; et, si le défendeur continue à demeurer à son service, il doit, chaque mois, ou renouveler sa déclaration et faire le dépôt requis, ou transmettre au protonotaire, par lettre recommandée, une déclaration sous serment indiquant ce dont il est débiteur, accompagnée du montant qui doit être déposé.

S'il néglige de le faire, il peut y être contraint par une ordonnance du juge.

Si le défendeur quitte son service, le tiers-saisi en fait la déclaration.

Le tiers-saisi peut, en faisant sa

such moveable property are afterwards paid or distributed in the same manner as other moneys levied under execution against moveable property.—C.P., 630.

697. In seizing salaries or wages mentioned in paragraphs 10 and 11 of article 599, the seizure by garnishment remains binding for the proportion which is seizable, so long as the contract or engagement continues, or so long as the debtor remains in the employ of the garnishee.

The other creditors who have judgments against the debtor, may file a copy of such judgments in the record of the cause, and must give notice thereof to the parties interested.

The prothonotary, after collocating the first seizing party for his costs, distributes rateably among the first seizing creditor, and the creditors who have fulfilled the requirements of the preceding paragraph, the sum to be divided, and determines in a summary manner upon the writ or upon a sheet annexed thereto, the amount coming to each of the creditors.

The garnishee must, on making his declaration, deposit the sum which he owes; and if the defendant continues in his service, the garnishee must every month either renew his declaration in the office of the court, and make the required deposit, or transmit to the prothonotary, by registered letter, a sworn declaration stating the amount in which he is indebted, accompanied with the amount to be deposited.

If he neglects so to do, he may be thereto compelled by a judge's order.

If the defendant quits his service, the garnishee makes a declaration to that effect.

première déclaration, indiquer tout jour, avant le quinze d'un mois, où il renouvelera sa déclaration.

Les deniers saisis et déposés restent entre les mains du protonotaire, qui les remet au demandeur et aux autres créanciers, à leur demande, trois jours après qu'ils ont été déposés, s'il n'y a pas d'opposition.

Pour le surplus, la saisie des traitements est assujettie aux mêmes règles que toute autre saisie-arrêt.—C.P.C., 628, *partie, amendé*; S.R., 5931.

1. POTHIER, *Proc.*, 186, 7.

2. Rap. C.—Les dispositions relatives aux devoirs des tiers-saisis, dans les cas d'arrêt de salaires et de traitements, sont reproduites dans l'article 697 avec deux modifications importantes. Un des plus grands inconvénients du système actuel est l'obligation imposée aux tiers-saisis de comparaître tous les mois au greffe pour y renouveler leur déclaration. Sous l'empire du nouvel article il leur sera loisible d'indiquer, lors de leur première déclaration, la date de leurs déclarations subséquentes, et de les transmettre par la poste.

Après cet article, à la fin du paragraphe qui traite de la saisie-arrêt, la législature a ajouté au projet un article qui introduit une importante innovation, permettant d'atteindre les débiteurs insolubles, qui, après leur insolvabilité constatée, forment une société plus ou moins *bonâ fide*, de manière à échapper à l'exécution des jugements contre eux. La législature a, en même temps, ajouté à l'article 1892 du code civil, un paragraphe nouveau, qui dissout la société commerciale au cas de jugement rendu contre elle sur saisie de la part d'un associé dans le fonds capital de la société, ou à l'instance d'un des associés après cette saisie.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

3. Lorsqu'un tiers-saisi déclare que son employé n'est pas à salaire, mais à commission, et qu'il ne lui doit rien parce qu'il lui a avancé de l'argent pour ses frais de voyages, le saisissant a droit à ce que la saisie soit déclarée tenante sur motion, sauf au défendeur à contester la saisie-arrêt au mérite.—

698. Lorsque, en exécution d'un jugement rendu contre un associé personnellement, une saisie-arrêt est signifiée à une société commerciale dont cet associé forme partie, la société, si elle

The garnishee may, upon making his original declaration, fix the day of the month, not later than the fifteenth, at which he will renew his declaration.

The moneys seized and deposited remain in the hands of the protonotary, who pays them over to the plaintiff and the other creditors on demand three days after they are deposited, if there are no oppositions.

In other respects, the seizure of salaries is subject to the same rules as seizures by garnishment in general.—C.C.P., 628, *in part, amended*; R.S., 5931.

C.S., 1897. *Lookerby vs Eadie*, 3 R.L.n.s., 419; MATHIEU, J.

4. The true basis for the condemnation of the garnishee to deposit in Court the seizable portion of the defendant's wages is not that he owes the defendant, but that the law having made a debtor's unearned wages a part of the seizable assets of such debtor, and consequently the gage of all his creditors, his employer, though not his debtor but really his creditor, by reason of the overdrawing of his salary or otherwise, is debarred from attributing that gage, in its entirety, to the liquidation of what his employee so owes him, and finds himself obliged to rank proportionately thereon with the rest as such employee's creditors.—C.R., 1898. *La Banque Jacques-Cartier vs Morin*, 13 R.J.O., 331; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

5. L'article 697 du C.P., ne s'applique pas au salaire d'un employé au greffe de la cour supérieure, lequel tombe sous le paragraphe 9 de l'article 569, et par suite, ce salaire ne peut être distribué aux créanciers comme le serait, en vertu du dit article 697, celui des débiteurs auxquels s'appliquent les paragraphes 10 et 11 du dit article 697.—C.S., 1898. *La Banque du Peuple vs Paradis & Turcolle*, 4 R.L.n.s., 489; TAIT, J.

6. Lorsque le tiers-saisi déclare qu'il a été condamné à payer au défendeur certains frais dans un procès, mais que la cause a été portée en appel, et que la question de savoir s'il devra ou non dépend du jugement qui sera rendu, la saisie pourra néanmoins être déclarée tenante.—C.S., 1897. *Lighthall vs Honan & The Town of Westmount*, 3 R.L.n.s., 420; MATHIEU, J.

698. Whenever, by virtue of a judgment rendered against a partner personally, a seizure by garnishment is served upon a commercial partnership to which he belongs, the partnership

ne doit pas au saisi une somme suffisante pour couvrir le montant de la saisie-arrêt, doit, en outre de ce que requis par l'article 685, mentionner dans la déclaration quelle est la part du débiteur tant dans le capital que dans les profits de la société.

Cette saisie demeure tenante même pour les profits non encore faits et pour ceux en voie d'être faits lors de la signification.

Si, postérieurement à la déclaration, la société devient débitrice du saisi, ou si elle est dissoute, les tiers-saisis doivent de suite déclarer de nouveau.

Dans le but de rendre cette saisie efficace, le juge peut, s'il est nécessaire, ordonner la production de livres, documents, et états, permettre l'examen de témoins, et donner d'autres ordres.

Si la société est en défaut d'observer les règles ci-dessus, elle encourt les mêmes responsabilités que si elle avait fait défaut de déclarer originairement.

Cette règle ne s'applique pas aux sociétés par actions, formées sous l'autorité d'une charte royale ou en vertu d'un acte du parlement ou de la législation.—*Nouveau*.

1. Un créancier d'une personne formant partie d'une société en nom collectif, a le droit de faire saisir en main tierce les créances de la société, jusqu'à concurrence de la part de son débiteur dans la créance.—C.R., 1882. *Banque des cantons de l'Est vs Porter*, 11 R.L., 587; MACKAY, TORRANCE & RAINVILLE, JJ.

2. Les créanciers peuvent saisir l'intérêt que leur débiteur a dans la société dont il est associé, et le faire vendre; et, dans ce cas, les droits de l'adjudicataire seront ceux d'un cessionnaire qui reste étranger à la société, mais exerce les droits de l'associé quant à la part d'intérêt pour laquelle il est associé.—C.S., 1885. *Laframboise vs Rolland*, 13 R.L., 461; 29 J., 184; 1 M.L.R., 367; MATHIEU, J.

3. Un tiers-saisi, membre d'une société commerciale, et qui déclare pour elle que le défendeur a une part dans la dite société, peut être forcé de déclarer quel était, lors de la signification de la saisie-arrêt, le fonds

must, if it is not indebted to the judgment debtor in an amount sufficient to discharge the seizure, state in its declaration as garnishee, in addition to the requirements of Article 685, the share of the judgment debtor in the stock and profits of the partnership.

The seizure remains binding even as to profits not earned or in process of being earned at the time of its service.

If, after the declaration, the partnership becomes indebted to the judgment debtor, or if it is dissolved, the garnishees must forthwith make a new declaration.

For the purpose of rendering such seizure effectual, the judge may order the production of such books, documents and statements, allow the examination of such witnesses, and give such other orders as he deems necessary.

If the partnership fails to comply with the above rules, it becomes subject to the same responsibility as in the case of failure to make the original declaration.

This rule does not apply to joint stock companies incorporated by royal charter or by act of parliament or of the legislature.—*New*.

capital de la dite société commerciale dont le défendeur fait partie.—C.S., 1885. *Laframboise vs Rolland*, 1 M.L.R., 366; JETTE, J.

4. Le créancier personnel d'un débiteur faisant partie d'une société commerciale peut, par voie de saisie-arrêt entre les mains de telle société, saisir la part des produits ou revenus de la mise de cet associé, sauf une somme raisonnable qui sera accordée au débiteur pour son travail quotidien.—C.S., 1895. *Lecompte vs Duclos & St-Jean*, 1 R. de J., 515; GILL, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

5. A partnership between two architects is not a commercial one, and, therefore, such partners cannot be compelled to produce their books, documents, etc., under art. 698 C.P.—C.C., 1898. *Manseau vs Brodeur*, 1 R. P., 192; PURCELL, J.

6. Une société tiers-saisie qui déclare que les associés doivent partager également, mais

qu'ils n'ont pas d'autres ressources que leurs gages signifie que la société n'a pas de capital, et rencontre les exigences de l'article 698 du C.P.C.—C. S., 1897. *Gervais vs Monette*, 4 R.L.N.s., 82; MATHIEU, J.

7. Une motion demandant à une société commerciale, tierce saisie, de fournir un inventaire de son fonds de commerce et de ses crédits, doit être accordée.—C.S., 1897. *Roy vs Vallières & Vallières*, 4 L.R.N.s., 160; ANDREWS, J.

8. Where the *tiers-saisi*, a partner of the

§ 4.—EXÉCUTION DES IMMEUBLES.

1.—SAÏSIE DES IMMEUBLES.

699. On ne peut saisir les immeubles que sur la personne condamnée, qui les possède ou est réputée les posséder *animo domini*.—C. P. C., 632, *partie*.

1. Rap. C.—Plusieurs des dispositions des articles 632 et suivants du présent code ont été supprimés, vu qu'elles ne font que répéter des règles qui se trouvent déjà dans le chapitre XXX, section III, paragraphe 1, contenant les dispositions générales.

2. Les chemins de fer peuvent être saisis.—C.A., 1879. *The Corporation of the County of Drummond & The South Eastern Railway Co.*, 24 J., 276.—C.S., 1884. *La Banque d'Hochelaga vs The Montreal P. and B. Ry. Co.*, 4 L.N., 332; TORRANCE, J.—C.A., 1885. *La Corporation de Wickham & La Banque d'Union*, 21 R.L., 212.—C.P., 1888. *Redfield & La Corporation de Wickham*, 11 L.N., 113.

3. Même dans le cas où la compagnie aurait reçu des subsides du gouvernement.—C.R., 1880. *Wason Mfg. Co. vs The Levis & Kennebec Railway Co.*, 7 Q.L.R., 330; MEREDITH, STUART & ROUTHIER, JJ.

Mais le chemin doit être saisi et vendu en entier.—C.A., 1886. *Stephen & La Banque d'Hochelaga*, 2 M.L.R., 491.

4. Les droits d'un bailleur emphytéotique peuvent être saisis et décrétés comme un immeuble par les créanciers du bailleur; dans ce cas, le domaine direct seul est saisi et vendu. Le décret n'affecte pas les droits de l'emphytéote, et ne change en aucune manière les conditions de l'emphytéose. Seulement l'emphytéote change de créancier et doit payer le canon emphytéotique à l'adjudicataire au lieu de payer à son bailleur comme avant le décret.—C.S., 1869. *Frécourt vs Vidal*, 1 R.L., 42; LORANGER, J.

5. Les droits d'usage et d'habitation stipulés aliénables avec le consentement du propriétaire sont saisissables, et la saisie n'en peut être opposée que par ce dernier.—C.R., 1882. *Goulet vs Gagnon*, 8 Q.L.R., 208; MEREDITH, CASALTY & CARON, JJ.

defendant, declares that the firm might owe something to the defendant at its dissolution, according to the deed of partnership *sous seing privé* deposited with a certain notary, indicated by him, a motion by the plaintiff to have the *liers-saisi* ordered to file a copy of the said deed of partnership with the prothonotary, will be dismissed without costs, where, at the hearing, the *liers-saisi*, through his attorney, authorized the plaintiff to procure a copy of the deed of partnership passed before such notary.—C.S., 1898. *Leel vs Singer*, 1 R.P., 219; MATHIEU, J.

§ 4.—EXECUTION UPON IMMOVEABLES.

1.—SEIZURE OF IMMOVEABLES.

699. The seizure of immoveables can only be made against the judgment debtor, and he must be, or be reputed to be, in possession of the same *animo domini*.—C.C.P., 632, *in part*.

6. Un usufruit donné à conjoints ne peut être divisé, de manière à faire offrir aux enchères publiques la part du mari, et à la faire attribuer, par adjudication, à un étranger, qui jouirait ensuite conjointement avec la femme.—Une telle division répugne à l'ordre public et est impossible d'exécution.—L'usufruit entier des deux conjoints ne peut être saisi et vendu, attendu que telle saisie et vente affecterait les droits du conjoint non tenu à la dette, et par conséquent il n'est loisible de saisir ni la part du défendeur, ni l'usufruit en entier.—C.A., 1886. *Bodard & Anclil*, 13 Q.L.R., 67.

7. L'usufruit peut être saisi et vendu pour le paiement des taxes municipales imposées sur un immeuble détenu au moyen d'un titre portant la clause d'insaisissabilité.—C.A., 1888. *Gareau & La Cité de Montréal*, 32 J., 306.

8. A sale by the sheriff of a property over the usufructuary is a sale *super non domino* and consequently null.—C.A., 1874. *Tessier & McNider*, R., 655.

9. Le grevé de substitution étant propriétaire de l'immeuble substitué, sauf la charge de le rendre à l'appelé, on ne peut saisir séparément sur lui l'usufruit de cet immeuble.—C.S., 1897. *David vs McDonald*, 12 R.J.O., 4; TASCHEREAU, J.

10. V. art. 706, n. 12, *Cheny & Brunet*.

11. A seizure of "all the right, title and interest" of the defendant in and to certain real property described, under and by virtue of a deed of sale, of which a full description is given, is illegal and in violation of the arts. 632, 637, 638 and 648 of the Code of civil procedure, and the defendant has a legal interest in pleading such illegality.—C.S., 1883. *Carter vs Molson*, 27 J., 151; TASCHEREAU, J.

12. A seizure on a curator *non possidente*

will be set aside on opposition.—C.A., 1882. *Tempest & Baby*, R., 629.

13. Where an *adjudicataire* has neither paid the price of adjudication, nor given security as required by law, but has obtained possession under a deed from the sheriff, falsely alleging that security had been given, the plaintiff cannot have the property resold à la folle enchère of the *adjudicataire* and over the head of a purchaser who was actually in possession, although the said purchaser was obliged to give the security required of the *adjudicataire*.—C.A., 1875. *Tremblay & Hill*, R., 655.

14. The sale of real estate as belonging to an insolvent, and which is the property of another, will be set aside on the suit of the real owner, who retained his civil possession of the property, although such owner has neglected to correct the error of the calesire which set forth that the property belonged to the auteur of the insolvent.—C.A., 1882. *Shortis & Leakerhoff*, R., 658.

15. Where a land was sold conditionally on the purchaser paying the price, and the purchaser did not pay and the land was in the possession of the vendor, it cannot be taken in execution by a creditor of the purchaser.—C.A., 1883. *Wilber & Boisvert*, R., 629.

16. La promesse de vente, faite avec possession actuelle et sous une condition suspensive potestative, n'équivaut pas à vente; elle n'opère pas transmission immédiate de la propriété et de la possession civile de l'immeuble, et ne peut dès lors, avant l'accomplissement de la condition, empêcher la saisie de cet immeuble sur celui qui a promis vendre, ni donner ouverture au droit de mutation imposé en faveur de la couronne par l'acte Q. 55-56 Vic., ch. 17.

Celui au bénéfice duquel une telle promesse a été faite n'a qu'une possession à titre précaire et non *animo domini*, tant que la condition ne s'est pas réalisée, et il est non recevable à s'opposer à la saisie et à la vente de l'immeuble saisi sur son auteur.

700. Les rentes constituées représentant les droits seigneuriaux sont saisies et vendues avec les formalités prescrites par les articles 5720 à 5727 des Statuts Refondus.

Des dispositions exceptionnelles règlent le mode de saisie et de vente des immeubles pour le paiement des taxes et cotisations municipales.—C. P.C., 632, *partie*; 633, *partie*.

1. 25 GEO., 111, c. 2, s. 30.—S.R.B.C., c.

701. Dans le cas de saisie réelle, le bref est adressé au shérif du district

Une réponse en droit, faite à l'opposition et fondée sur le défaut d'enregistrement de la dite promesse de vente et du paiement du droit de mutation, n'a pas sa raison d'être et doit être renvoyée avec dépens.—C.S., 1896. *Chaffers vs Morrier & Paquette*, 2 R. de J., 103; TELLIER, J.

17. L'enregistrement est un élément essentiel du contrat de vente, quant aux tiers, et la propriété n'est transmise valablement quant à eux que par l'enregistrement, et, partant, les créanciers du vendeur peuvent valablement saisir l'immeuble vendu et dont la vente n'a été enregistrée qu'après la saisie. Le vendeur est réputé posséder à titre de propriétaire jusqu'à l'enregistrement.

Un enregistrement après une telle saisie est sans effet.—C.S., 1892. *Latimer vs La-Jeunesse*, 1 R.J.O., 406; PAGNELO, J.

18. La saisie d'un immeuble, faite en exécution d'un jugement contre le propriétaire originaire de cet immeuble, mais après que ce propriétaire l'a vendu à un tiers qui en est en possession lors de la saisie et vente, mais dont le titre n'a été enregistré qu'après la vente du shérif, est nulle, vu qu'elle est faite *super non domino et non possidente*.—C. suprême, 1889. *Dufresne vs Dixon*, 16 R.C.S., 596.

19. La saisie d'une part indivise dans un immeuble peut être suspendue à la demande des co-propriétaires, jusqu'à ce que le partage ou la liquidation soient consommés.—C.S., 1894. *Grenier vs Young*, 6 R.J.O., 496; ANDREWS, J.—C.S., 1884. *Hôpital Général vs Gingras*, 10 Q.L.R., 136; CA-SAULT, J.

20. La vente d'une maison, d'un moulin ou autre construction peut être faite séparément du sol, et ce, par vente judiciaire aussi bien que par vente ordinaire. La vente judiciaire "d'un moulin avec ses dépendances et accessoires, construit sur un lot dont la désignation est donnée," ne comprend pas le fonds sur lequel il est érigé.—C.S., 1894. *The Chimie Hardware Coy. vs Laurent*, 1 R. de J., 278; GAGNÉ, J.

700. Constituted rents representing seigniorial dues are seized and sold according to the formalities prescribed by articles 5720 to 5727 of the Revised Statutes.

Exceptional provisions regulate the seizure and sale of immovables for the payment of municipal taxes and assessments.—C.C.P., 632, *in part*; 633, *in part*.

83, ss. 139-140.

701. In the case of seizure of immovables, the writ is addressed to

dans lequel se trouvent les immeubles appartenant au débiteur condamné, et lui enjoint de saisir les immeubles du débiteur et de les vendre pour satisfaire à la condamnation portée contre lui en principal, intérêts et dépens.—C.P.C., 633, *partie, amendé*; 634, *partie*.

1. 25 GEO., 111, c. 2, s. 30.—S.R.B.C., c. 83, ss. 134, 140; s. 40.

2. A sale purporting to be by the sheriff,

702. Le bref est exécuté par le shérif lui-même ou par quelqu'un de ses officiers.—C.C.P., 634, *partie*!

1. S.R.B.C., c. 83, s. 40.

2. Une opposition fondée sur ce que l'huissier faisant la saisie n'est pas un huis-

703. Lorsqu'un immeuble est situé partie dans un district et partie dans un autre, il peut être saisi en totalité dans l'un ou l'autre de ces districts.—C.P.C., 636, *amendé*.

1. V. article 706, n. 20, *Proulx vs Lalonde*.

2. Rapp. C.—L'article 702 (703) a pour

704. Avant de procéder à la saisie, le shérif peut exiger, de la personne qui lui remet le bref, une somme suffisante pour faire face aux déboursés nécessités par la saisie et les annonces.—C.P.C., 647, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 85, s. 6.

2. Rap. C.—Aux termes de l'article 703, (704), le shérif pourra désormais exiger du saisissant une somme suffisante pour faire face aux frais de saisie et d'annonce. L'article 647 C.P.C. lui permet de se faire remettre seulement quatre piastres pour les frais d'annonce.

705. Avant de procéder à la saisie, l'officier interpelle le défendeur de lui indiquer et désigner ses biens immobiliers, excepté lorsqu'il s'agit :

1. Des immeubles d'un défendeur n'ayant ni domicile, ni résidence, ni

the sheriff of the district in which the immoveables belonging to the judgment debtor are situate, and orders him to seize the immoveables of the debtor and to sell them in satisfaction of the condemnation pronounced against the latter in principal, interest and costs.—C.C.P., 633, *in part, amended*; 634, *in part*.

but really being proceedings in a district where the sheriff had no authority, is bad.—C.A., 1876. *Perkins & Rye, R.*, 699.

702. The writ is executed by the sheriff himself or by one of his officers.—C.C.P., 634, *in part*.

sier du shérif, ne peut être maintenue, le writ d'exécution ayant été remis à tel huissier par le shérif.—C.S., 1858. *Freligh vs Seymour*, 8 L.C.R., 256; SMITH, J.

703. When an immoveable is situated partly in one district and partly in another, it may be wholly seized in either of such districts.—C.C.P., 636, *amended*.

objet de déterminer, d'une manière plus générale, le district où doit être saisi-exécuté un immeuble situé dans deux districts.

704. The sheriff may, before proceeding to the seizure, exact from the party who places the writ in his hands a sum sufficient to meet the disbursements rendered necessary by the seizure and the publications.—C.C.P., 647, *amended*.

3. La législature a modifié l'article 703 du projet. Le shérif, au lieu de pouvoir exiger du saisissant une somme suffisante pour faire face aux frais de saisie et d'annonces, ne pourra demander, avant de procéder, que les déboursés nécessités par la saisie et les annonces.

705. Before proceeding to the seizure, the officer calls upon the debtor to declare and specify his immovable property, except in the cases of :

1. Immoveables belonging to a defendant having no domicile, residence

place d'affaires dans le district où sont situés en tout ou en partie les immeubles ;

2. D'immeubles délaissés en justice ;

3. D'immeubles hypothéqués dont les propriétaires sont inconnus ou incertains ;

4. D'immeubles affectés d'un gage ou d'une hypothèque en faveur d'une société de construction dans une poursuite intentée par cette société.

A défaut par le débiteur de faire cette indication ou désignation, l'officier peut procéder à saisir les biens qui sont en la possession du débiteur, aux risques et périls de ce dernier.—C.P.C., 637, amendé.

1. S.R.B.C., c. 85, s. 5.

2. Rap. C. — L'article 704 (705 n.c.) ajoute, dans son premier paragraphe, un autre cas à ceux qui sont mentionnés sous l'article 637 C.P.C. où le débiteur peut n'être pas interpellé d'indiquer ses immeubles à l'officier saisissant.

3. Le shérif doit employer, aux fins de

706. La saisie des immeubles est constatée par un procès-verbal qui doit contenir :

1. L'énonciation du titre en vertu duquel la saisie est faite ;

2. La mention de l'interpellation faite conformément à l'article qui précède ;

3. La description des immeubles saisis, indiquant la cité, la ville, le village, la paroisse ou le canton, ainsi que la rue, le rang ou la concession où ils sont situés, et le numéro de chaque immeuble, s'il existe un plan officiel de la localité, sinon les tenants et aboutissants.

Si les biens à saisir sont des droits incorporels, tels que rentes, baux ou autres charges, il doit être fait mention du titre en vertu duquel ils sont dus, avec une désignation du fonds de terre

or place of business in the district in which the immoveables are situate in whole or in part ;

2. Immoveables surrendered in a suit ;

3. Immoveables subject to hypothecs, belonging to proprietors who are unknown or uncertain ;

4. Immoveables subject to a right of pledge or hypothec in favour of a building society, in proceedings consequent upon an action instituted by such society.

Upon the debtor's failure so to declare and specify, the officer may seize the property in the possession of the debtor, at the risk and peril of the latter.—C.C.P., 637, amended.

l'interpellation mentionnée à l'article 637 C.P.C. (705 n.c.), l'huissier le plus rapproché du domicile du défendeur et s'il ne le fait, il n'aura pas droit à des frais de route plus élevés que les frais de cet huissier.—C.R., 1897. *Carreau vs Hébert*, 11 R.J.O., 314 ; TASCHEREAU, MATHIEU & ARCHIBALD, JJ.

4. V. article 706, n. 6, *Calcott vs Robert*.

706. The seizure of immoveables is recorded by minutes which must contain :

1. Mention of the title under which the seizure is made ;

2. Mention of the debtor having been called upon, as required by the preceding Article ;

3. A description of the immoveables seized, indicating the city, town, village, parish or township, as well as the street, range or concession in which they are situated, and the number of each immoveable, if there exists an official plan of the locality, if not, it must mention the conterminous lands.

If the property to be seized consists of incorporeal rights, such as rents, leases, or other charges, mention must be made of the title under which they are due, with a description as above

qui y est affecté tel que ci-dessus.

Si les biens à saisir consistent en une ligne de chemin de fer et ses accessoires et que cette ligne ne soit pas cadastrée conformément à l'article 5668 des Statuts refondus, il suffit de mentionner le nom de cette ligne et ses points de départ et d'arrivée de manière que l'identité en puisse être constatée, sans qu'il soit besoin d'indiquer les numéros des immeubles qu'elle traverse :

4. La mention que le procès-verbal est fait en double, et qu'il en a été donné un exemplaire au saisi conformément à l'article suivant.—C.P.C., 638, *partie, amendé*; 57 Vic., c. 48, s. 1.

1. S.R.B.C., c. 37, s. 74, § 4.—POTHIER, *Proc.*, 190-1.

2. En matière de saisie immobilière, il n'est pas nécessaire de spécifier au procès-verbal de saisie et aux annonces, la contenance de l'immeuble saisi, et dans l'espèce, les intimés ayant vendu le terrain en question sans en donner la contenance, n'en pouvaient invoquer l'absence sur la saisie.—C.A., 1858. *Berthelet & Guy*, 8 L.C.R., 290.

3. Les shérifs, comme les huissiers, sont, règle générale, responsables des nullités qu'ils commettent dans leurs procédures.

Les frais de ces procédures doivent être mis à leur charge, sans préjudice des dommages intérêts de la partie.

Il faut cependant, pour qu'ils soient tenus responsables, que la nullité des procédures ait été prononcée ou reconnue par le tribunal compétent.—C.S., 1894. *Bossé vs Letellier*, 1 R. de J., 30; GAGNÉ, J.

4. Le commandement de payer contenu dans le procès-verbal de *nulla bona* signé par le défendeur, dispense d'aucun commandement de payer dans le procès-verbal de saisie immobilière faite le même jour.—C.S., 1869. *Harteau vs Owens*, 14 J., 55; 19 R.J.R., 508; BERTHELOT, J.

5. Il n'est pas nécessaire que le procès-verbal d'une saisie immobilière soit fait et signé sur les lieux où les immeubles sont situés; mais il est valablement fait au domicile du saisi.—C.R., 1871. *Senécal vs Vienne*, 3 R.L., 523; 20 R.J.R., 242; MONDELET, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

6. Il n'est pas nécessaire que le shérif ou l'huissier saisissant un immeuble fasse mention, dans son procès-verbal, qu'il s'est rendu

mentioned of the real property charged with the same.

If the property to be seized consists of a line of railway and its appurtenances, and a plan of such railway has not been made in accordance with Article 5668 of the Revised Statutes, it is only necessary to mention the name of such railway, with its terminal points, in such a manner as to establish its identity, without stating the numbers of the immoveables through which it passes;

4. Mention that the minutes are made in duplicate, and that one duplicate thereof has been delivered to the judgment debtor, in accordance with the next following Article.—C.C.P., 638, *in part, amended*; 57 Vic., c. 48, s. 1.

sur l'immeuble saisi.—Il n'est pas essentiel d'interpeller le défendeur lui-même d'indiquer ses biens immobiliers, quand le défendeur n'est pas à son domicile; mais en ce cas la description qu'en donne une personne raisonnable de la famille du défendeur suffit. Partant, il est suffisant que le procès-verbal de saisie fasse mention de l'interpellation faite à cette personne raisonnable.—Une telle description est censée fidèle si elle n'est pas contredite.—C.R., 1872. *Calcott vs Robert*, 28 J., 285; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

7. An advertisement by the sheriff of the seizure of land of which land the contents are not stated in said advertisement, does not give ground for an opposition *afin d'annuler*.—C.A., 1858. *Berthelet & The Montreal and Bytown Ky. Co.*, 2 J., 166.

8. In the absence of any official number attaching to an immoveable, mention must be made in the *procès-verbal* of such immoveable of the conterminous lands, and the omission so to mention such conterminous lands renders the seizure of the immoveable null and void.—C.R., 1880. *Comfort vs Roy*, 25 J., 222; JOHNSON, TORRANCE & RAINVILLE, JJ.

9. The description of the immoveables seized, given in the minutes of seizure and in the advertisements, should be precise in itself as to what is seized, and it is not sufficient to refer therein to a title deed, and to state that all the right and interest of the defendant in and upon the property under such deed is seized.—C.S., 1883. *Carter vs Molson*, 6 L.N., 134; TASCHEREAU, J.

10. Although a block of land may have been subdivided on the official plan, the she-

riff is not bound to sell the official subdivi-
sional lots separately, if they have not been
defined on the ground and if the land is used
as a whole.—The sheriff may be ordered by
a judge in chambers to seize and sell the land
as a whole.—C.S., 1884. *Gale vs The Cana-
dian Iron and Steel Co.*, 1 M.L.R., 441;
MATHIEU, J.

11. Malgré la subdivision d'un immeuble
en lots officiels, pour les fins du cadastre sen-
lement, il pourra être permis de le saisir
comme un seul lot, si cet immeuble ne consti-
tue qu'une seule exploitation.—C.S., 1890.
Turcotte vs Lionais, 18 R.L., 660; MA-
THIEU, J.

12. Usufruct is an incorporeal right
(*droit incorporel*) which, under C.P.C. 638,
should have been set forth in the *procès-
verbal* of seizure and also in the advertise-
ment (C.C.P. 648) by mention of the title
under which it is due.—C.A., 1886. *Cheney
& Brunet*, 2 M.L.R., 298.

13. Il n'est pas nécessaire d'indiquer, au
procès-verbal de la saisie d'un immeuble,
faite à la poursuite du demandeur et des
avocats distrayants, les prénoms de ces der-
niers; il est suffisant d'indiquer le nom de la
société légale, si le nom du demandeur est
contenu au procès-verbal et aux annonces.

La loi n'exige pas d'indiquer, dans le
procès-verbal de saisie d'immeuble et les
annonces, le domicile actuel du créancier.—
C.R., 1891. *Godin vs Lortie*, 21 R.L., 330;
JOHNSON, MATHIEU & LORANGER, JJ.

14. La désignation d'un chemin de fer,
telle que donnée dans la charte de la compa-
gnie, est suffisante.—C.A., 1885. *La Corp. du
Canton de Wickham & La Cie. du chemin de
fer du Sud-Est & La Ronque d'Union du
Eos-Canada*, 21 R.L., 212.

15. Dans la description d'un immeuble
vendu par le shérif, c'est le numéro cadastral
qui est la description principale et c'est elle
que les acquéreurs doivent considérer sans
s'occuper des autres.—C.R., 1892. *Caron vs
Houie*, 2 R.J.O., 186; CASAULT, CARON &
ANDREWS, JJ.

16. Dans un procès verbal de saisie immu-
bilière les limites précises, par tenants et
aboutissants, d'un immeuble saisi doivent
être préférées à la contenance indiquée dans
ce même procès-verbal de saisie; la contene-
nance étant censée donnée par surabondance.
—C.S., 1895. *Turner vs Tapp & Tapp*, 2 R.
de J., 4; BILLY, J.

17. The cadastral description of an immo-
veable, when adopted in the seizure and sale
of a property by the sheriff, even if erroneous,
cannot be corrected by the sheriff at his own
instance or at the instance of an *adjudica-
toire*, nor can the latter obtain possession of
any greater extent of land than the dimen-
sions given in the cadastre.—C.A., 1894.
*Union Bank of Canada & St-Cyr and Mer-
chants Bank of Canada & Arpin*, 4 R.J.O.,
302.

18. The seizure of an immoveable under

its cadastral number is valid if it be entirely
owned by the defendant, although lots may
have been set apart from it and may have
acquired different values and been put to
different uses from those of the remainder, so-
long as such lots have not received new num-
bers under the provisions of the law to that
effect.

If the interest of the creditors required
its sale by portions, such sale might however
be ordered.—C.S., 1894. *Bilodeau vs Richard*,
6 R.J.O., 21; ANDREWS, J.

19. Un défendeur qui ne s'est pas opposé
à la vente d'un immeuble, partie dans une
paroisse et partie dans une autre, pour le
motif que les avis de vente n'ont été donnés
que dans l'une des deux paroisses, peut néan-
moins soulever ce moyen en réponse à une
requête de l'adjudicataire pour envoi en
possession de l'immeuble.—C.S., 1893.
Pronlx vs Latonde, 4 R.J.O., 115; LORAN-
GER, J.

20. Le numéro du cadastre étant la vraie
description des immeubles, si un immeuble,
situé partie dans une paroisse et partie dans
une autre, est cadastré comme se trouvant
dans une de ces paroisses seulement, il suffira,
dans les annonces du shérif sur la saisie de
cet immeuble, de reproduire la description
au cadastre, et le saisi qui aurait pu faire cor-
riger cette erreur au cadastre ne peut s'en
prévaloir pour refuser la possession de l'im-
meuble à l'adjudicataire ou pour demander
la nullité du décret.—C.S., 1894. *Pronlx vs
Latonde*, 6 R.J.O., 37; TASCHEREAU, J.

21. La description de l'immeuble saisi, en
donnant, dans le procès-verbal et l'avis de
vente, le numéro du cadastre en chiffres seule-
ment, est suffisante.

La preuve que la description numérale
donnée n'était pas conforme au plan officiel
et livre de renvoi incombe à l'opposant et la
cour ne peut pas en prendre connaissance *ex
officio*. Il n'est pas nécessaire que l'huissier
saisissant indique le district pour lequel il est
nommé. La dette peut être énoncée en
chiffres.—C.R., 1894. *Pigeau vs Angers*, 7
R. J. O., 128; ROUTHIER, ANDREWS &
LARUE, JJ.

22. A sheriff's sale of an immoveable is a
judicial contract by which a determinate
thing is sold for a certain price.

Consequently, the immoveable to be sold
must be exactly described according to law,
and if some parcels of land must be excepted
therefrom, their description must be care-
fully given, in order to show precisely what
is left to be sold.

If their description is not so given, the
party whose property is advertised for sale
has a legal interest to ask, by an opposition
to annul, that the seizure be quashed.—C.
R., 1897. *The City of Quebec vs The Quebec,
Montmorency and Charlevoix Railway Co.*, 12
R. J. O., 276; ROUTHIER, ANDREWS &
LARUE, JJ.

23. L'absence de date au procès-verbal
de saisie d'immeuble rend nulle la saisie.—

C.S., 1854. *Rassette vs Dalrymple*, Con. R., 65; 2 R.J.R., 304; DAV, SMITH & MONDRELET, JJ.

24. Le défaut de mention de la date du jugement, dans un bref d'exécution contre

707. Le procès-verbal est rédigé en double, dont un exemplaire est signifié au saisi, personnellement, ou à son domicile, ou à sa résidence, ou à sa place d'affaires.

Si, cependant, le saisi n'a ni domicile, ni résidence, ni place d'affaires dans le district où les immeubles sont situés en tout ou en partie, le double du procès-verbal peut être laissé au greffe du tribunal.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 638, *partie, amendé*.

1. *Idem*.

2. Rap. C.—La nécessité de faire le procès-verbal de saisie en double et d'en signifier un double au saisi, n'est qu'implicitement

708. Le procès-verbal n'est pas nécessaire lorsqu'il s'agit de poursuites intentées par les sociétés de construction pour faire vendre les immeubles qui sont affectés à leur hypothèque ou droit de gage, ou d'immeubles hypothéqués appartenant à des propriétaires inconnus ou incertains.—C.P.C., 641, *amendé*; 907.

1. S.R.B.C., c. 60, s. 14, § 2.

709. Le saisi, de même que le saisissant, peut faire insérer au procès-verbal les charges foncières et les rentes dont sont grevés les immeubles saisis; mais il n'est pas nécessaire d'y insérer la charge des rentes établies pour le rachat des droits seigneuriaux, et les oppositions faites pour cet objet ne peuvent suspendre la vente, mais sont rapportées par le shérif, sans que l'opposant puisse en obtenir les frais.—C.P.C., 640, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 41, ss. 54-55; c. 85, s. 6,

710. Il y a élection de domicile

les immeubles, rend nul ce bref d'exécution ainal que la saisie qui est faite sur icelul.—C.R., 1891. *Bertrand vs Derouin*, 21 R.L., 220; JOHNSON, MATHUR & TAIT, JJ.

707. The minutes are made in duplicate, and one duplicate is served upon the judgment debtor personally or at his domicile, residence or place of business.

If, however, the debtor has no domicile, residence or place of business in the district where the immoveables are situate, in whole or in part, the duplicate minutes may be left at the office of the Court.—*New, in part*; C.C.P., 638, *in part, amended*.

prescrite par le quatrième paragraphe de l'article 638 C.P.C. Nous l'avons exprimé d'une manière expresse dans l'article 706 (707 n.c.) et avons prescrit un nouveau mode de signification.

708. No minutes are necessary in the case of suits instituted by building societies for bringing to sale immoveables subject to their hypothec or right of pledge, or in the case of immoveables subject to hypothecs, belonging to proprietors who are unknown or uncertain.—C. C. P., 641, *amended*; 907.

709. The judgment debtor, as well as the seizing creditor, may cause the ground rents and charges upon the immoveables seized to be mentioned in the minutes; but it is not necessary to insert mention of their being subject to rents established in redemption of seignorial rights, and any oppositions filed for that purpose cannot retard the sale, but must be returned by the sheriff, and no costs can be obtained thereon by the opposants.—C. C.P., 640, *amended*.

§ 2.

710. The seizing creditor's domi-

de la part du saisissant au bureau du shérif, sans qu'il soit nécessaire d'en faire mention au procès-verbal.—C. P. C., 639, amendé.

711. Le shérif, qui a saisi un immeuble sur un débiteur, ne peut le saisir de nouveau à la poursuite d'un autre créancier, ou du même créancier pour une autre dette, tant que la première saisie subsiste; mais il est tenu de noter tout bref d'exécution subséquent comme opposition à fin de conserver au premier bref, et la première saisie ne peut en ce cas être discontinuée ou suspendue que par suite d'une opposition ou par suite du consentement du créancier saisissant et des créanciers dont la saisie a été notée, ou sur l'ordre du juge.—C. P. C., 642, amendé.

1. Rap. C.—D'après l'article 642 C. P. C., l'exécution ne peut être suspendue à raison d'une opposition, lorsque des brefs ont été notés, que si l'opposition s'applique tant au saisissant qu'aux créanciers dont les brefs ont été notés. L'article 655 C. P. C., en imposant au shérif l'obligation de faire rapport de ses procédures, dès qu'une opposition lui est signifiée, ne tient aucun compte de cette restriction. C'est pour concilier ces deux dispositions que les mots de l'article 642: "s'appliquant tant au créancier saisissant qu'à ceux dont l'exécution a été notée," n'ont pas été reproduits par l'article 710 (711 n.c.) du projet.

2. Le demandeur, porteur d'une exécution contre un curateur à une substitution, présentant son bref d'exécution au shérif, pendant que les biens de la substitution sont sous saisie contre le grevé de substitution, le shérif doit, en obéissance à l'article 642 C. P. C., noter ce bref comme opposition afin de conserver.—Le demandeur, dans ce bref ainsi noté, est bien fondé à obtenir un *venditioni exponas*, pour faire vendre un autre immeuble de la substitution, dans la cause où son bref a été noté.—C. R., 1872. *Wilson vs Leblanc*, 19 R. J. R., 274; 16 J., 209; *BERTHELOT, MACKAY & TORRANCE*, JJ.

3. Lorsque la nullité d'un bref de *venditioni exponas de terris* est déclarée, et, par suite, le décret annulé, cette nullité s'applique à tous les brefs qui ont été notés comme opposition afin de conserver au premier bref.—C. A., 1888. *The Trust and Loan Company of Canada & Monbleau*, 32 J., 73.

4. Where two executions issue, at the suit of different parties, against the same

cile is elected at the sheriff's office, without its being necessary to mention it in the minutes.—C. C. P., 639, amended.

711. When the sheriff has seized an immovable upon a debtor, he cannot seize it again at the suit of another creditor, or of the same creditor for another debt, so long as the first seizure subsists; but he is bound to note any subsequent writ of execution as an opposition for payment upon the first writ, and in such case the first seizure cannot be discontinued or suspended, except in consequence of an opposition or with the consent as well of the seizing creditor as of subsequent creditors whose writs of execution have been noted, or by an order of a judge.—C. C. P., 642, amended.

defendant, the sheriff cannot unite both seizures in one *procès-verbal*.—C. S., 1858. *Sanderson vs Roy*, 3 J., 119; *SMITH, J.*—C. A., 1850. *Pulliser & Roy*, 4 J., 208.

5. Lorsque plusieurs brefs sont remis en même temps au shérif, il peut valablement saisir dans les trois causes, s'il ne fait qu'une seule saisie.—C. R., 1892. *La Banque Nationale vs Aubertin*, 1 R. J. O., 340; *GILL, MATHIEU & DOHERTY*, JJ.

6. Le shérif ne peut être appelé à noter un bref de saisie, contre un immeuble déjà sous saisie en vertu d'un premier bref, qu'en autant qu'il est encore porteur de ce premier bref de saisie.

Le demandeur qui, ayant fait saisir deux immeubles, est empêché de procéder à la vente du second immeuble saisi, par le fait que le montant réalisé par la vente du premier immeuble est en apparence suffisant pour couvrir sa créance et un bref noté, peut ensuite procéder à la vente de ce second immeuble, par voie de *venditioni exponas*, dès qu'il est constaté qu'il ne peut être payé sur le produit du premier immeuble vendu; il peut ainsi procéder, bien que depuis le rapport du shérif, au bureau du protonotaire, de ses procédés sur la vente du premier immeuble, un créancier, dont le bref avait été noté, ait fait, lui aussi, saisir ce second immeuble en vertu d'un *alias* bref de saisie, émané après le rapport du shérif.

Un bref de *venditioni exponas*, qui est un ordre de vendre, n'est pas, en règle générale, un second bref de saisie, dans le sens de cet article.—C. S., 1891. *Mazurette vs Boivin & Rivard*, 35 J., 136; *DELORIMIER, J.*

712. Dans le cas où le saisissant se désisterait de sa saisie ou recevrait le paiement de ce qui lui est dû, le shérif est tenu de continuer ses procédures au nom du premier saisissant et aux frais des créanciers dont les brefs ont été notés, pour satisfaire aux créances spécifiées dans les brefs d'exécution subséquents, pourvu que la saisie faite soit revêtue de toutes les formalités requises.—C.P.C., 643.

1. POTHIER, *Proc.*, 210.—1 PIGEAU, 756.

2. When the first execution was stopped by an opposition, a second creditor has the right to seize.—C.S., 1870. *McLaren vs Drew*, 2 L.N., 388; DOHERTY, J.

3. A seizure of lands at the instance of the respondent was suspended by an opposition of the defendant. After the writ and opposition had been returned into court, the same lands were seized at the suit of the

713. Les immeubles saisis restent en la possession du saisi jusqu'à l'adjudication; mais si la vente est arrêtée par quelque opposition, le saisissant peut, suivant les circonstances et à la discrétion du juge, obtenir la nomination d'un séquestre pour en percevoir les revenus.—C.P.C., 645, amendé; S.R., 5932.

1. ORD., 1626, art. 157.—1 PIGEAU, 755.—48 Vict., c. 20, s. 4.

2. The Court of Queen's Bench will not name a sequestrator where the court below has refused to do so and no appeal has been taken.—C.A., 1883. *Dawson & McDonald*, 6 L.N., 155.

3. Le séquestre est une mesure conservatoire que la loi laisse à la discrétion du tribunal.

Lorsque la demande en a été refusée dans une action pétitoire où il appert que la déposition aurait pour le défendeur les con-

714. Nul ne peut faire une coupe de bois ni dégradation quelconque sur les immeubles saisis, à peine d'un emprisonnement pour un terme n'excédant pas six mois, prononcé par le tri-

712. In the event of the seizing creditor discontinuing the seizure or receiving payment of his claim, the sheriff is bound to continue the proceedings in the name of the seizing creditor and at the costs of the judgment creditors whose writs have been noted, in order to satisfy the claims specified in the subsequent writs of execution, provided the seizure was made with all requisite formalities.—C.C.P., 643.

appellants.—*Held*: reversing the judgment of the superior court, that as the first seizure had been suspended and the first writ returned when the second writ was placed in the hands of the sheriff, the second seizure was valid and could not be opposed by the first seizing creditor, notwithstanding anything contained in arts. 642-643 of the code.—C.A., 1881. *Fuller & Fletcher*, 1 D.C.A., 102.

713. The immovables under seizure remain in the possession of the judgment debtor until the adjudication; but if the sale is stopped by an opposition, the seizing creditor may, according to circumstances and in the discretion of the judge, obtain the appointment of a sequestrator to receive the revenues of the immovables.—C.C.P., 645, amended; R. S., 5932.

séquences les plus graves, tandis que le *statu quo* n'expose le demandeur qu'à une perte comparativement peu considérable, il n'y a pas lieu de réformer une telle décision en appel.—C.A., 1896. *Blouin & The Louise Wharfage & Warehouse Coy.*, 5 R.J.O., 377.

4. En vertu des articles 645 et 876 du Code de procédure, un juge en chambre a le pouvoir de nommer un séquestre à une saisie d'immeubles, lorsque cette saisie est retardée par quelque opposition.—C.A., 1882. *Morgan vs Lord*, R., 685.

5. V. *Senécal vs Vienne*, 14 J., 335; 20 R. J.R., 242.

714. Any person who cuts timber on the property seized or in any manner deteriorates the same, is liable to imprisonment for a term not exceeding six months, imposed by the court

bunal ou par un juge hors de terme.—C.P.C., 646, amendé.

1. S.R.B.C., c. 85, s. 20.

2. The defendant, in making an abandonment, reserved buildings constructed by him on the property after the plaintiff got his mortgage.—*Held*: that the reservation had no effect, and that the removal by defendant of the buildings while the property was under seizure was a deterioration within C.C. P. 646.—C.A., 1884. *Gaillon & Bureau*, 7 L.N., 90.

715. A compter de la saisie, le débiteur ne peut aliéner les immeubles saisis, sous peine de nullité.

Néanmoins, l'aliénation a son effet si la saisie est déclarée nulle, ou si, avant le jour fixé pour l'adjudication, l'acheteur ou le débiteur consigne entre les mains du shérif une somme suffisante pour acquitter les réclamations du créancier au nom de qui la saisie a été faite, ainsi que celle des créanciers dont les brefs d'exécution ont été notés; et le montant ainsi déposé est immédiatement payé par le shérif au créancier qui y a droit.—C.P.C., 644.

1. S.R.B.C., c. 47.

2. The seizure of real estate does not prevent the effectual registration of a deed executed before the seizure.—C.S., 1881. *Drouin vs Hallé*, 7 Q.L.R., 146; *MEREDITH*, J.

2.—ANNONCES ET PUBLICATIONS.

716. Le shérif est tenu de faire insérer dans la *Gazette Officielle de Québec*, en langues française et anglaise, deux fois dans l'espace d'un mois, la première fois au moins trente jours avant la vente, un avis contenant :

1. Le numéro de la cause et la nature du bref ;

2. Les noms du demandeur dans l'instance, ou, s'il y en a plusieurs, la désignation du premier nommé dans le bref, avec indication qu'il y en a d'autres ;

or by a judge out of term.—C.C.P., 646, amended.

3. A person entitled to cut timber on a lot of land subsequently taken in execution, and who has no notice of the seizure and does not know of it, cannot be imprisoned under art. 646 C.P.C., for cutting wood on the land seized.—C.A., 1877. *Cartier & Cinq-Mars*, R., 137.

4. V. article 279, n. 28, *Chaffers vs Perlin*, sur la péremption d'une requête pour emprisonnement en violation de cet article.

715. From the moment that immovables have been seized, the debtor cannot, on pain of nullity, alienate them.

The alienation avails, however, if the seizure is declared null, or if, before the day fixed for the adjudication, the purchaser or the debtor deposits with the sheriff a sum sufficient to discharge the claims of the creditor in whose name the seizure was effected, as well as of any creditors whose writs of execution have been noted; and the amount thus deposited is forthwith paid by the sheriff to the creditors entitled to it.—C.C.P., 644.

3. La vente d'effets saisis, par le saisi à un tiers de bonne foi, doit être assimilée à la vente d'effets volés, et le créancier saisissant ou le gardien a le droit de les revendiquer entre les mains de tiers acquéreurs.—C.C., 1882. *Francy vs Costello*, 12 R.L., 300; *RAINVILLE*, J.

2.—ADVERTISEMENTS AND PUBLICATIONS.

716. The sheriff must insert in the *Quebec Official Gazette*, in the French and English languages, two separate times during one month, the first publication being at least thirty days before the sale, a notice stating :

1. The number of the cause and the nature of the writ ;

2. The names of the plaintiff in the suit, or if there are several plaintiffs, a designation of the first named in the writ, with an indication that there are others ;

3. The names of the defendant in

3. Les noms du défendeur, ou, s'il y en a plusieurs, la désignation du premier nommé, avec indication qu'il y en a d'autres. Si la partie demanderesse ou défenderesse agit comme tuteur, il suffit d'énoncer que c'est en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs de la personne décédée, sans désigner ces mineurs nominativement;

4. La désignation de l'immeuble ou des rentes, suivant le cas, telle qu'insérée au procès-verbal, avec les charges y mentionnées et celles dont le saisissant requiert d'ailleurs par écrit l'insertion, et aussi mention de celui des débiteurs sur lequel est faite la saisie;

5. Le jour, l'heure et le lieu où les immeubles ou rentes seront mis aux enchères et adjugés.

Les annonces de vente par le shérif doivent être imprimées consécutivement et être précédées d'un avis rédigé conformément à la cédule L de l'appendice de ce code.—C.P.C., 648, *amendé*; 649; S.R., 5933.

1. S.R.B.C., c. 85, ss. 4-6, §§ 2-10-11.—C. P.F., 690 à 693, 696.

2. Rap. C.—Les annonces requises par le projet en matière de saisie immobilière sont les suivantes:

1. Une annonce publiée deux fois dans l'espace d'un mois dans la *Gazette Officielle*, la première au moins trente jours avant la vente (Article 715) (716 n.c.);

2. Une annonce publiée dans deux journaux de la localité, lorsque la saisie a été faite dans la cité de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke, St-Hyacinthe ou Sorel, ou dans la ville de St-Jean; ou, si la saisie a été faite dans une paroisse autre que celle comprise dans ces cités, en un avis à la porte de l'église de la paroisse où les immeubles saisis sont situés (Article 716.)

3. V. article 784, *Languedoc vs White*.

4. Under a writ of *fiery facias de bonis et de terris*, the sheriff ought to advertise the sale of the immoveables seized only after the moveables have been discussed.—C.R., 1885. *The Union Bank of Lower Canada vs Dawson*, 11 Q.L.R., 131; CASALT, CARON & ANDREWS, JJ.

the suit, or if there are several defendants, a designation of the one first named in the writ, with an indication that there are others. If the plaintiff or defendant is acting as a tutor, it is sufficient to state that he is acting as tutor to the minor children of the deceased person, without designating the minors by name;

4. A designation of the immoveables or of the rents, as the case may be, as inserted in the minutes, with the charges therein mentioned, and also those which the seizing creditor has requested in writing to have inserted, together with mention upon which of the debtor the property is seized;

5. The day, hour and place at which the immoveables or rents will be put up for sale and adjudged.

The advertisements of sheriff's sales must be printed consecutively and be preceded by a notice according to Schedule L in the Appendix to this Code.—C.C.P., 648, *amended*; 649; S.R., 5933.

5. Lorsque les annonces et criées à la porte de l'église n'ont pas été faites, mais que les autres formalités prescrites par la loi ont été observées, le saisissant n'est pas tenu de recommencer la saisie et les annonces dans la *Gazette Officielle*, mais peut procéder à la vente de l'immeuble saisi sur un bref de *venditioni exponas*, en observant les formalités ordinaires de cette procédure.—C.A., 1870. *Bouvier & Brush*, 1 R.L., 641; 15 R. J.R., 159.

6. Usufruct is an incorporeal right (*droit incorporel*) which, under C.P.C. 638, should have been set forth in the *procès-verbal* of seizure, and also in the advertisement (C.P.C. 648,) by mention of the title under which it is due.—C.A., 1886. *Cheney & Brunet*, 2 M.L.R., 298.

V. article 722, n 8, *Exchange Bank vs Lauzon*.

7. Le shérif est seul responsable du coût des annonces de décrets publiées dans la *Gazette*, et il n'existe aucun contrat entre l'imprimeur et les parties à la poursuite desquelles les immeubles saisis sont décrétés.—C.S., 1851. *Stevenson vs Boston*, 2 L.C.R., 17; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

717. Le shérif est en outre tenu :

1. Si la saisie a été faite dans la cité de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke, St-Hyacinthe ou Sorel, ou dans la ville de St-Jean, de faire insérer, quinze jours au plus tard avant la vente, un avis énumérant brièvement les détails de la vente dans un journal publié dans la langue française et dans un journal publié dans la langue anglaise de la localité, et, s'il n'y a qu'un journal dans la localité ou que tous soient publiés dans la même langue, de faire insérer l'avis dans les deux langues dans le même journal, et d'afficher une copie de l'avis dans son bureau depuis la publication ; ou

2. Si la saisie a été faite dans une paroisse autre que celles comprises dans les localités ci-dessus, de faire publier et afficher le même avis le troisième dimanche avant le jour fixé pour la vente à la porte de l'église de la paroisse où les immeubles saisis sont situés, à l'issue du service du matin, ou, s'il n'y a pas d'église, à l'endroit le plus public de la localité. S'il n'y a pas de service, l'affichage suffit.—C.P.C., 650*b*, *partie, amendé* ; 650, *amendé*.

1. Le shérif est libre de publier les avis requis par cet article, dans le journal de son choix.—C.S., 1894. *Moreau vs Caldwell & Arpin*, 1 R. de J., 162 ; CHARLAND, J.

2. Where the sheriff causes the notice of sale of immovables under execution to be

718. Lorsqu'il s'agit d'une ligne de chemin de fer passant à travers plusieurs municipalités, l'avis requis par le second paragraphe de l'article qui précède doit être donné par le secrétaire-trésorier de chacune de ces municipalités.—C.P.C., 650, *partie, amendé* ; 57 V., c. 48, s. 2.

1. S.R.B.C., c. 85, ss. 4, 10.—27, 28 Vict.,

719. Dès que l'avis requis par l'article 716 a été publié, le shérif doit, par lettre recommandée, en transmet-

717. It is also the sheriff's duty :

1. When seizures are made in the cities of Quebec, Montreal, Three Rivers, Sherbrooke, St. Hyacinthe and Sorel, and in the town of St. Johns, to publish, at the latest fifteen days before the sale, a notice briefly detailing the particulars of the sale in a newspaper published in French, and in one published in English, in the locality, and, if there is only one newspaper in the locality or all are published in the same language, to publish the notice in both languages in the same newspaper, and to post a copy of the notice in his office after the publication ; or

2. When the seizure is made in a parish other than those contained in the above mentioned localities, to publish and post such notice on the third Sunday before the day fixed for the sale, at the door of the church of the parish in which the property seized is situated, immediately after morning service, or if there is no church, at the most public place in the locality. If there is no service, it is sufficient to merely post the notice.—C.C.P., 650*b*, *in part, amended* ; 650, *amended*.

inserted in several newspapers in excess of the number of announcements prescribed by law, the amount paid for such unauthorized advertisements will be struck from his bill of charges.—C.S., 1897. *Virtue vs Reburn*, 12 R.J.O., 342 ; TAIT, J.

718. In the case of a line of railway passing through several municipalities, the notice required by the second paragraph of the preceding Article must be given by the secretary-treasurer of each of such municipalities.—C.C.P., 650, *in part, amended* ; 57 Vict., c. 48, s. 2.

c. 39, s. 1.

719. As soon as the notice prescribed by Article 716 has been given, the sheriff must send a printed copy

tre une copie imprimée au régistrateur de la division d'enregistrement dans laquelle se trouve l'immeuble saisi, qui est tenu de la notifier aux intéressés en la manière prescrite au Code civil.

Le défaut de donner ces avis n'anule pas les procédures, mais l'officier défaillant est responsable de tous les dommages en résultant.

Lorsque la saisie est annulée et que le saisissant est condamné à en payer les frais, les dépenses encourues pour l'avis et pour la radiation de cet avis sont à la charge de celui-ci.—C.P.C., 650a, 650c, 650d, amendés; S.R., 5934.

719a. Quand la saisie a été faite dans une localité autre que celles mentionnées au paragraphe 1 de l'article 717, en outre des avis et annonces qu'il est tenu de faire lorsque aucune opposition n'a été faite à la saisie ou vente, ou si une opposition ayant été faite, elle a été annulée, le shérif doit faire publier, dans au moins un numéro d'un journal français et un numéro d'un journal anglais les plus rapprochés de la localité où est situé l'immeuble sous saisie, un avis énumérant brièvement les détails de cette vente.

Le défaut de donner cet avis n'anule pas les procédures, mais l'officier défaillant est responsable de tous les dommages en résultant.

Lorsque la saisie est annulée et que le saisissant est condamné à en payer les frais, les dépenses encourues pour l'avis sont à la charge de celui-ci.

1. Ajouté par la 61 V., ch. 47, s. 4.

720. Après que mainlevée d'une saisie a été accordée, le protonotaire

thereof in a registered letter to the registrar of the registration division in which the immovable under seizure is situated, who must give notice thereof to the parties interested in the manner prescribed by the Civil Code.

The omission to give such notices does not invalidate the proceedings, but the officer in default is responsible for all damages which may result therefrom.

When the seizure is annulled, and the seizing creditor is condemned to pay the costs thereof, the expenses of the notice and of the cancellation of the notice of seizure are borne by him.—C.C.P., 650a, 650c, 650d, amended; R. S., 5934.

719a. When the seizure has been made in a locality other than that mentioned in paragraph 1 of article 717, in addition to the notices and advertisements which he is bound to give, when no opposition has been made to the seizure or sale, or if an opposition, having been made, has been set aside, the sheriff shall cause to be published, in at least one number of a French newspaper and in one number of an English newspaper, published nearest to the place in which the immovable under seizure is situated, a notice briefly setting forth the details of such sale.

The omission to give such notice does not invalidate the proceedings, but the officer in default is responsible for all damages which may result therefrom.

When the seizure is annulled and the seizing party is condemned to pay the costs thereof, the expenses of the notice are borne by him.

720. After any seizure has been released, the protonotary must deli-

doit en donner un certificat à toute personne qui en fait la demande.—C. P.C., 650e, amendé; S.R., 5934.

III.—SUSPENSION DE LA VENTE ET OPPOSITIONS.

721. La vente ne peut être suspendue que dans les cas suivants :

1. Du consentement des parties ;
2. Sur l'ordre d'un juge ;
3. A la suite d'une opposition.—C. P.C., 651, *partie*, amendé.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

1. Ordre sera donné de suspendre les procédés sur une exécution *de terris*, s'il y a eu requête du défendeur après l'exécution,

1.—OPPOSITION A FIN D'ANNULER.

722. Le saisi peut s'opposer à la saisie ou à la vente de ses immeubles ou rentes dans les cas et en la manière énoncés en l'article 645.

Les tiers sont également recevables à faire semblable opposition, lorsqu'ils y ont un intérêt actuel.—C.P.C., 657, amendé.

1. POTHIER, *Proc.*, 206-7.

2. Rap. C.—Les changements qui sont apportés par l'article 721 (722) ont pour objet d'assimiler les moyens d'opposition à fin d'annuler que peut invoquer le saisi, en matière de saisie immobilière, à ceux qu'il peut invoquer lorsqu'il s'agit de meubles, et de permettre l'annulation de la saisie pour partie seulement, lorsque l'opposition n'affecte qu'une partie des immeubles saisis ou du montant réclamé.

3. V. articles 645, 699 à 702, 706, 711, 717, 723, 727, 749, 761 à 767.

4. A petition *en nullité de décret* has the same effect as an opposition to a seizure and under arts. 662 and 663 C.C.P., the sheriff cannot proceed to the sale of property under a writ of *venditioni exponas*, unless said writ is issued by an order of the court or a judge. (*Bissonnette & Laurent*, 15 R.L., 44, approved.)—C. suprême, 1893. *Lefeuntun & Véronneau*, 22 R.C.S., 203.

5. A judgment which the defendant might have pleaded by way of compensation to the original demand, cannot be received as the ground of an opposition *afin d'annuler*: it would be permitting the trial of the merits *de novo*.—C.B.R., 1814. *Miville vs Fay*, 3 R. de L., 474.

6. An opposition *afin d'annuler* cannot

ver a certificate of such release to any person requiring it.—C.C.P., 650e, amended; R.S., 5934.

III.—SUSPENSION OF THE SALE AND OPPOSITIONS.

721. The sale can be suspended in the following cases only :

1. By the consent of the parties ;
2. By a judge's order ;
3. By reason of an opposition.—C. P.C., 651, *in part*, amended.

demandant qu'ordre soit donné au protonotaire de recevoir le délaissement et que le délaissement a eu lieu.—C.S., 1898. *Jacobs vs Joncas*, 1 R.P., 323 ; LORANGER, J.

1.—OPPOSITIONS TO ANNUL.

722. The party whose immovables or rents are seized may oppose the seizure or the sale thereof, in the cases and in the manner declared by article 645.

Third parties may likewise file similar oppositions when they have an actual interest therein.—C.C.P., 657, amended.

(generally speaking) be maintained by a *tiers-saisi*.—C.B.R., 1821. *Martel vs Constantin*, 3 R. de L., 475.

7. One judgment may be set off against another by compensation, and by an opposition *afin d'annuler*, for payment, *pro tanto*.—C.B.R., 1821. *Frost vs Essou*, 3 R. de L., 475.

8. Il y a une erreur suffisamment grave pour faire maintenir une opposition afin d'annuler à une saisie exécution d'un immeuble, lorsque les annonces du shérif pour la vente judiciaire de cet immeuble le décrètent comme ayant 108 acres de superficie, tandis qu'en réalité il en a 195.—Toutefois lorsque le saisi a eu connaissance de cette irrégularité dès le commencement, et n'en a pas averti le shérif en temps utile, alors qu'il pouvait le faire, mais au contraire, a attendu à la veille de la vente pour faire une opposition, il devra payer les frais de la saisie et de l'opposition jusqu'à la date de la contestation de cette dernière par le saisissant.—C. S., 1887. *Exchange Bank vs Lauzon*, 3 M. L.R., 144 ; JETTÉ, J.

9. La demande dirigée contre un adjudicataire pour folle enchère sera renvoyée si l'adjudicataire fait voir que le lot qui lui a été adjugé était décrit, aux avis de vente, comme étant un lot à bâtir, tandis qu'au

contraire ce lot était vacant.—C.S., 1892. *Cité de Montréal vs Pérodeau*, 2 R.J.O., 302; LORANGER, J.

10. Une opposition afin d'annuler, accompagnée de la déposition requise, à la saisie d'un immeuble octroyé par la couronne, en vertu d'un permis d'occupation (*location ticket*) et dont les lettres patentes n'ont pas été émancées, ne sera point renvoyée sur motion, comme étant frivole.—C.S., 1896. *Lemieux vs Frédette & Panneton* 2 R. de J., 309; WHITE, J.

11. L'opposant afin d'annuler peut amender son opposition en tout temps avant jugement, pour corriger une irrégularité apparente et même pour introduire un nouveau moyen de droit, lorsque le reste du litige n'en est pas affecté, et que l'amendement ne comporte qu'une question de frais.

Le tiers-opposant, propriétaire de l'immeuble saisi, mais dont le titre n'a été enregistré qu'après la saisie, a intérêt à invoquer la nullité d'une saisie immobilière pratiquée par un demandeur qui a réuni deux jugements

II.—OPPOSITION A FIN DE DISTRAIRE.

723. L'opposition à fin de distraire est accordée au tiers qui réclame la propriété de partie d'un immeuble ou d'une rente saisie.—C.P.C., 658, amendé.

1. POTHIER, *Proc.*, 208.

2. Le cohéritier et le communisme peuvent demander par opposition que la saisie de la part indivise d'un des cohéritiers ou des communisants dans un immeuble dépendant de la succession ou de la communauté soit suspendue jusqu'après le partage pour lequel il y a poursuite pendante; mais ils ne peuvent pas demander la distraction de la totalité de l'immeuble de la saisie.—C.S., 1884. *Hôpital Général vs Gingras*, 10 Q.L.R., 136; CASAUULT, J.

3. Where land has been taken by a railway company, without observing the formalities prescribed by the Railway Acts for the expropriation of lands for the use of the railway, the owner is entitled to oppose the sale of such land under an execution against the railway company, and to claim its withdrawal from seizure by an opposition à fin de distraire.—C.A., 1887. *Brewster & Mongeon*, 3 M.L.R., 20; 15 R.L., 67.

4. A person who hold in her own name the title to a property which belongs to an other cannot make an opposition à fin de distraire.—C.A., 1866. *Pennoyer & Butler*, 2 L.C.L.J., 21; 18 R.J.R., 219.

5. Le vendeur d'un immeuble non payé qui, en vertu de la clause résolutoire, veut empêcher la vente de l'immeuble, sur une saisie faite sur l'acquéreur, doit alléguer dans son opposition et établir qu'il a pris des procédés pour faire résilier la vente, ou de-

mander que la vente soit suspendue et qu'un délai lui soit donné pour obtenir cette résiliation.

dont le montant de chacun de ces jugements est insuffisant aux termes de l'article 1147 pour permettre l'exécution immobilière.—C.S., 1895. *Dugas vs Marineau & Cantin*, 1 R. de J., 159; TASCHEREAU, J.

12. A sheriff acting under special instructions from the attorney of a seizing creditor and without malice, seized the land of several parties not in the case. Oppositions were filed, and maintained with costs for the payment of which the sheriff was held responsible.—C.R., 1872. *McDonald vs Taché*, 2 R.C., 475.

13. The absence of a witness to the seizure, the want of an election of domicile by the party seizing and by the bailiff, the omission to state whether the sale was effected before or after twelve o'clock, and that demand of payment was made at the time of seizure were not held sufficient to invalidate the seizure.—C.S., 1852. *Boyer vs Stoen*, 2 L.C.R., 53; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

II.—OPPOSITIONS TO WITHDRAW.

723. Oppositions to withdraw lie in favour of third parties who claim as their property part of any immovable or rent under seizure.—C.C.P., 658, amended.

Celui qui veut empêcher la vente d'un immeuble saisi sur le possesseur *animus domini* doit établir un bon titre à l'immeuble.—C.A., 1891. *McNaughton & The Exchange National Bank*, 21 R.L., 301.

6. In the case of a seizure of immovables which have been previously sold by defendant, and deed of sale duly registered, the plaintiff will be condemned to pay the costs of opposition to the seizure and sale filed by the purchaser.—C.S., 1877. *Robert vs Fortin*, 22 J., 106; TORRANCE, J.

7. An opposant afin de distraire claiming real estate, under title not registered at the time of the seizure, cannot get costs of opposition against plaintiff seizing.—*Quere*, what would have been the result, if the opposant had given plaintiff due notice of the registration, tendered the costs of seizure and called upon plaintiff to discontinue it.—C.S., 1881. *Dorval vs Bourassa*, 7 Q.L.R., 303; MEREDITH, J.

8. A person cannot oppose a seizure of real estate, though the opposition is based on possession, when the opposant's title appears to the court to be manifestly fraudulent and simulated.—C.A., 1877. *McInkill & Knight*, R., 659.

9. Les créanciers qui saisissent, sur leur débiteur, en vertu d'un jugement obtenu

contre lui, un immeuble appartenant à un tiers, qui en est propriétaire par bons et valables titres, alors dûment enregistrés, sont responsables envers le tiers opposant, des frais d'une opposition à fin de distraire, que

3.—OPPOSITION A FIN DE CHARGE.

724. L'opposition à fin de charge peut être formée par un tiers, lorsque l'immeuble saisi est annoncé en vente sans mention d'une charge dont l'immeuble est grevé en sa faveur et qui peut être purgée par le décret.—C.P. C., 659, *partie, amendé.*

1. S.R.B.C., c. 36, s. 37; c. 41, s. 54.

2. La 82e règle de pratique de la cour supérieure est encore en force, et dans le cas d'opposition à fin de distraire ou à fin de charge, fondée sur titre, il n'est pas nécessaire d'y joindre un affidavit au soutien d'icelle.—C.S., 1874. *Hurt vs Cook*, 7 R.L., 137; ROUTHIER, J.

3. An opposition à fin de charge cannot be maintained either for a rente constituée viagère, or for a rente constituée perpétuelle.—C.B.R., 1821. *Thibodeau vs Raymond*, 3 R. de L., 475.

4. The notice of a property, seized and advertised for sale by the sheriff, cannot, by opposition à fin de charge, claim that the property should be sold subject to the unexpired term of his lease.—C.B.R., 1810. *Bogle vs Chinc & Prouty*, P.R., 24; 1 R.J.R., 63.

5. Un bail authentique enregistré ne donne pas droit au locataire de faire une opposition à fin de charge.—C.S., 1880. *Desjardins vs Gruzel*, 25 J., 105; 4 L.N., 39; PAPINEAU, J.

6. The provisions of article 1663 C.C., do not apply to sales of immoveables by the sheriff, and, consequently, a lessee of immoveable property sold at sheriff's sale is liable to expulsion by the adjudicataire before the expiration of his lease.

Such expulsion may be effected by summary petition for a writ of possession.—C.S., 1881. *McLaren vs Kirkwood*, 25 J., 107; PAPINEAU, J.—C.R., 1884. *Morisy vs Bowen*, 3 M.L.R., 417; JOHNSON, GILL & LORANGER, JJ.

6. L'effet des articles 1663 et 2128 C.C., est de faire du bail excédant un an une charge sur l'immeuble loué.—C.S., 1881. *Dupuy vs Bourdeau*, 6 L.N., 12; RAINVILLE, J.

7. Le bail d'un immeuble constitue, aux termes de l'article 1663 du Code civil, une charge sur cette immeuble. Partant le locataire peut demander, lorsque l'immeuble loué est saisi à la poursuite d'un créancier du locateur, que cet immeuble soit vendu à

ce dernier a été obligé de faire, aux fins de protéger son immeuble, même si les créanciers déclarent ne point contester la dite opposition.—C.S., 1890. *Attard vs Marion & Lacaille*, 34 J., 314; DELORIMIER, J.

3.—OPPOSITIONS TO SECURE CHARGES.

724. Oppositions to secure charges lie in favour of third parties when an immoveable under seizure is advertised to be sold without mention being made of any charges to which it is subject in their favour and from which it might be discharged by a sheriff's sale.—C.C.P., 659, *in part, amended.*

la charge de son bail.—C.S., 1897. *Lachaine vs Desjardins*, 12 R.J.O., 225; 1 R.P., 15; MATHIEU, J.

8. A registered lease for more than a year constitutes a charge upon the immoveable leased, and is capable of protection by an opposition à fin de charge where the immoveable is sold by sheriff's sale.—C.S., 1897. *North British and Mercantile Insurance Co. vs Marsan*, 1 R.P., 30; DAVIDSON, J.

9. Un bail enregistré constitue une charge réelle sur l'immeuble loué et par conséquent confère au locataire un droit réel sur cet immeuble, susceptible d'être exercé par voie d'opposition à fin de charge.—C.S., 1898. *Forest vs Reeves*, 1 R.P., 321; DELORIMIER, J.

10. Le locataire qui n'a pas fait enregistrer son bail ne peut, pour ce qui reste à courir du terme du bail, se pourvoir par opposition à fin de conserver, sur les deniers produits par la vente par décret de l'immeuble loué, cette vente ayant l'effet de mettre fin au bail et l'adjudicataire ayant le droit de réclamer la possession de l'immeuble.—C.S., 1897. *Phaneuf vs Smith*, 11 R.J.O., 400; LORANGER, J.

11. Le créancier antérieur au donaire peut faire saisir et vendre l'immeuble affecté au douaire; la douairière qui a institué une action en licitation et partage de la jouissance de l'immeuble sur lequel porte son droit, ne peut par une opposition afin de surseoir faire suspendre la vente jusqu'à adjudication sur telle action, mais elle peut faire valoir son droit par une opposition à fin de charge.—C.R., 1886. *Laberge vs Laberge*, 10 L.N., 153; STUART, CARON & ANDREWS, JJ.

12. Une opposition à fin de charge ne peut pas être reçue par le shérif pour la conservation d'un droit de passage mitoyen existant entre l'héritage saisi et celui des opposants, nonobstant l'omission de telle charge dans les annonces.—C.S., 1886. *Desormiers vs Gâtse*, 9 L.N., 26; CIMON, J.

13. Le bail ne peut donner lieu à une opposition à fin de charge.—C. B. R., 1838.

725. Cette opposition n'est pas nécessaire et ne peut être reçue :

1. Pour la conservation des servitudes ;

2. Pour la conservation des prestations ou rentes établies en remplacement des prestations seigneuriales ou censuelles. — C. P. C., 659, *partie, amendé.*

1. *Ibid.*

4.—OPPOSITIONS AUX CHARGES IMPOSÉES SUR LES IMMEUBLES SAISIS.

726. Toute personne, dont les intérêts sont lésés par l'imposition de quelque charge annoncée comme grevant à son préjudice un immeuble saisi, peut s'opposer à ce que la vente ait lieu soumise à cette charge, à moins que bonne et suffisante caution ne lui soit fournie que l'immeuble sera vendu à un prix suffisant pour lui assurer le montant de ce qui lui est dû.

Cette opposition peut être également faite, soit par le saisissant, soit par le saisi, lorsque la mention de la charge a été faite sans la participation de l'opposant.—C. P. C., 660.

1. Le recours des créanciers du saisi auxquels une charge cause un préjudice est l'opposition aux charges pour demander que le locataire donne caution que la propriété

5.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

727. L'opposition à la saisie et à la vente doit être accompagnée d'un affidavit rencontrant les conditions énoncées en l'article 647.—C. P. C., 651, *partie, amendé.*

1. Rap. C.—La forme de l'affidavit qui accompagne l'opposition à la saisie ou vente des immeubles est la même que celle de l'affidavit en matière de meubles (Article 727).

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. Au opposition à fin d'annuler à a sale

Choquette vs Brodeur, 1 R. de L., 335 ; 2 R. J. R., 47.

725. Such oppositions are unnecessary and cannot be received :

1. For the purpose of securing servitudes ;

2. For the purpose of securing dues or rents created in the place of seigniorial rights or of *cens et rentes*.—C. C. P., 659, *in part, amended.*

4.—OPPOSITIONS TO CHARGES UPON IMMOVABLES UNDER SEIZURE.

726. Any person aggrieved by reason of an immovable being advertised as subject to a charge which prejudices his claim, may file an opposition to the end that the property be not sold subject to such charge, unless good and sufficient security be given him that it will be sold at a sufficient price to ensure payment of the amount due him.

This opposition may likewise be made either by the seizing creditor, or by the judgment debtor, when the mention of such charge has been made without the participation of the opposant.—C. C. P., 660.

sera vendue assez cher pour que leurs créances soient payées en entier.—C. S., 1897. *Lachaine vs Desjardins*, 1 R. P., 15 ; MATHIEU, J.

5.—GENERAL PROVISIONS.

727. Oppositions to the seizure and sale must be accompanied with an affidavit in accordance with the requirements of Article 647.—C. C. P., 651, *in part, amended.*

of immovable property, where the affidavit mentions that the same is not made to delay the sale of the "moveable property seized" is unfounded and will be dismissed.—C. S., 1898. *Brennan vs Campbell*, 1 R. P., 312 ; DAVIDSON, J.

3. V. article 647.

728. L'opposition à la saisie et à la vente doit être signifiée au shérif en lui en laissant l'original, au plus tard le douzième jour avant celui fixé pour la vente.

L'opposition produite après ce terme ne peut arrêter la vente excepté sur un ordre du juge, accordé pour causes suffisantes ; mais si l'opposition a pour objet de revendiquer l'immeuble ou la rente sous saisie, en tout ou en partie, ou d'imposer à l'adjudicataire quelque charge qui se trouverait purgée par décret, elle a l'effet d'une opposition à fin de conserver sur les deniers prélevés.—C.P.C., 652, *partie*, 654, *amendés*.

1. S.R.B.C., c. 85, s. 15.

2. Rap. C.—L'article 727 (728) étend de quinze à douze jours avant la vente le délai pour la signification des oppositions au shérif.

3. La législature a ajouté à cet article une disposition, conforme à la jurisprudence, reconnaissant au juge le pouvoir de permettre une opposition et d'arrêter la vente même plus tard que le douzième jour avant celui fixé pour la vente, pour cause par lui estimée suffisante.

4. Une opposition à fin de distraire produite tardivement, savoir : dans et non pas "avant les quinze jours précédant celui fixé pour la vente," sera rejetée sur motion, nonobstant que telle opposition ait été ainsi produite avec l'ordre d'un juge de la recevoir, et sur affidavit de l'un des opposants.—C.S., 1861. *Joseph vs Donnelly*, 12 L.C.R., 106 ; STUART, J.

5. An opposition to a sheriff's sale of immovables, accompanied by a judge's order, filed within the fifteen days preceding the day fixed for such sale, has the effect of legally stopping the sale.—C.S., 1883. *The*

729. La signification de l'opposition opère sursis de la saisie et de la vente, et le shérif est tenu, sauf dans le cas de l'article précédent, de faire au greffe, dans les vingt-quatre heures, rapport de l'opposition, du bref d'exécution et de toutes les procédures sur icelui, y compris un exemplaire de l'avis publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, et, soit un exemplaire de

728. Every opposition to the seizure and sale must be served on the sheriff by delivering to him the original thereof, at the latest on the twelfth day before that fixed for the sale.

No opposition filed after this period can stop the sale, except upon a judge's order, granted on sufficient cause shown ; but if the object of the opposition is to withdraw, in whole or in part, the immovable or the rent under seizure, or to impose upon the purchaser any charge which would be destroyed by a sheriff's sale, such opposition has the effect of an opposition for payment out of the moneys levied.—C.C.P., 652, *in part*, 654, *amended*.

Heritable Securities and Mortgage Investment Association vs McKinnon, 27 J., 345 ; LORANGER, J.

6. Un juge en chambre peut permettre la production d'une opposition à fin d'annuler, dans les quinze jours précédant celui fixé pour la vente.—C.A., 1864. *La Cie de Dépôt et de Prêt du Haut-Canada & Julien et May*, 33 J., 306.

7. If the fifteenth day before the day fixed for the sale of real estate, under a writ of *levvis*, be a holiday, oppositions to the sale may be filed on the fourteenth day before the day fixed for the sale.—C.S., 1881. *Boivin vs Welch*, 7 Q.L.R., 293 ; MEREDITH, J.

8. La production d'une opposition, faite par le défendeur, à la saisie de parts indivises d'un immeuble, demandant que la vente n'ait pas lieu maintenant, mais qu'elle soit suspendue jusqu'à ce que l'immeuble soit licité, en vertu d'une demande en licitation alors pendante, faite par le demandeur contre le défendeur, tous deux propriétaires indivis de cet immeuble, sera permise, après les délais mentionnés dans l'article 652 C.P.C.—C.S., 1884. *Roy vs Roy*, 13 R.L., 380 ; MATHIEU, J.

729. The service of the opposition causes a stay of proceedings upon the seizure and sale, and the sheriff is bound, saving the cases mentioned in the preceding Article, to return into court, within twenty-four hours, the opposition, the writ of execution, and all proceedings thereon, including a duplicate of the notice in the *Quebec Official Gazette*, and either a copy of

l'avis publié dans les journaux, soit le certificat de la criée, lorsqu'ils ont eu lieu.

Si l'opposition ne tend qu'à faire réduire le montant réclamé ou à faire distraire de la saisie une partie des immeubles ou rentes saisis, le shérif procède en la manière prescrite en l'article 649.

Si l'opposition, s'appliquant au premier bref seulement n'est pas basée sur des moyens de forme, le shérif doit, avant de rapporter les procédures, préparer et attester copie du premier bref, du bref noté et du procès-verbal de saisie, et procéder ensuite à l'exécution du bref noté, conformément aux dispositions de l'article 649.

Le juge peut, à la demande d'une partie intéressée, dans les cas régis par les deux aliéas précédents, ordonner la suspension de la vente.

Si une opposition s'applique au bref subséquent seulement, le shérif fait rapport du bref contre lequel l'opposition est dirigée, et continue ses procédures sur le premier bref.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 651, *partie*; 655; 653, § 2, *amendé*; C.P.L., 642, § 4.

1. S.R.B.C., c. 15, ss. 16, 17, § 3.

2. Rap. C.—A l'instar de l'article 649 relatif aux meubles, l'article 728 (729 n.c.) permet au shérif de procéder à la vente lorsque l'opposition n'affecte qu'une partie des biens saisis ou du montant réclamé. Il autorise également à y procéder si l'opposition s'applique à un premier bref seulement et n'est pas basée sur des moyens de forme, ou si elle ne vise qu'un bref subséquent.

730. Nonobstant toute opposition faite à la saisie ou vente des immeubles ou rentes, le shérif est tenu de continuer les publications ci-dessus prescrites; mais il ne peut, en ce cas, procéder à la vente sans l'ordre du tribunal, si ce n'est dans les cas men-

the notice published in the newspapers or a certificate of the oral publications, if such have been made.

When the opposition is founded on grounds which only tend to reduce the amount claimed, or to withdraw from seizure a part of the immovables or rents seized, the sheriff proceeds in the manner prescribed by Article 649.

When the opposition relates to the first writ only, and is not based upon matters of form, the sheriff must, before returning the proceedings, prepare and certify a copy of the first writ, of the writ noted, and of the minutes of seizure, and must thereupon proceed to satisfy the writ noted, in accordance with the provisions of Article 649.

The judge may, upon the demand of an interested party, in the cases mentioned in the two preceding paragraphs, order the sale to be suspended.

If the opposition applies to a subsequent writ only, the sheriff returns the writ against which the opposition is directed, and continues his proceedings upon the first writ.—*New, in part*; C.C.P., 651, *in part*; 655, 653, § 2, *amended*; C.P.L., 642, § 4.

3. Lorsque par une opposition à fin de distraire à une saisie d'immeubles, l'opposant ne réclame qu'une partie indivise des immeubles saisis, le créancier saisissant ne peut faire ordonner la vente de la partie qui n'est pas réclamée par l'opposant avant que la contestation sur l'opposition ne soit vidée, ou du moins sans donner avis de sa requête à la partie saisie.—C.A., 1883. *Chin & The Trust and Loan Company of Canada*, 3 D.C.A., 259.

730. Notwithstanding the filing of any opposition to the seizure or sale of immovables or rents, the sheriff is bound to continue the publications hereinabove prescribed; but he cannot in such case proceed with the sale without an order from the

tionnés dans l'article précédent.—C. P.C., 653, *partie, amendé.*

1. S.R.B.C., c. 85, s. 17, § 3.

731. Pour le surplus, il est procédé sur les oppositions à la saisie ou vente des immeubles ou rentes de même que sur les oppositions à la saisie ou vente des meubles.—C.P.C., 661, *amendé.*

732. L'opposant à la vente d'un immeuble ou d'une rente, qui succombe, est tenu envers le saisissant et le saisi, non seulement des dépens encourus sur son opposition, mais encore de tous dommages qui peuvent en résulter, y compris les intérêts de la somme due au poursuivant pendant le sursis.—C.P.C., 656, *amendé.*

1. S.R.B.C., c. 85, s. 17.

733. Si l'opposition est décidée avant le jour fixé pour la vente et que la saisie ne soit pas invalidée, le shérif procède à la vente au jour fixé.

Lorsque, néanmoins, l'opposition a été déterminée après le jour fixé, le shérif doit, avant de procéder à la vente, faire insérer dans la *Gazette Officielle de Québec*, quinze jours au plus tard avant la vente, un avis rédigé conformément à la cédula M de l'appendice, et, en outre, le faire publier conformément aux règles des articles 716 et 717.

Le shérif doit, dans tous ces cas, observer les conditions prescrites par le jugement.—C.P.C., 662, *amendé*; 663, *partie*; S.R., 5935.

1. *Ibid.*, s. 22.

2. Rap. C.—Les changements apportés par l'article 732 (733 n.c.) sont la conséquence de la règle nouvelle de l'article 604 (603 n.c.) qui stipule que le bref d'exécution reste en vigueur tant qu'il n'y a pas été satisfait. Sous l'empire du code, le shérif pro-

court, except in the cases mentioned in the preceding Article.—C.C.P., 653, *in part, amended.*

731. The proceedings upon oppositions to the seizure or sale of the immovables or rents are in other respects the same as those upon oppositions to the seizure or sale of moveable property.—C.C.P., 661, *amended.*

732. Every party who opposes unsuccessfully the sale of an immovable or of a rent under seizure, is liable towards the seizing creditor and the debtor, not only for the costs incurred upon his opposition, but also for all damages resulting therefrom, including interest upon the amount due to the seizing creditor for the time during which the sale was stopped.—C. C.P., 656, *amended.*

733. When oppositions are decided before the day fixed for the sale, if the seizure is not set aside, the sheriff on the day of sale proceeds to sell.

But if the oppositions are decided after the day fixed, the sheriff, before proceeding to the sale, must insert in the *Quebec Official Gazette*, at the latest fifteen days before the sale, a notice in accordance with Schedule M in the Appendix, and must, moreover, cause it to be published in conformity with the rules contained in Articles 716 and 717.

In all such cases the sheriff must observe the conditions prescribed in the judgment.—C.C.P., 662, *amended*; 663, *in part*; R.S., 5935.

procède à la vente sur le premier bref, si l'opposition est décidée avant le jour fixé pour la vente; mais si elle est décidée après cette époque, il ne peut continuer ses procédures que s'il y est autorisé par un *venditioni ex-ponas*. Ainsi que nous l'avons dit en commentant l'article 604 (603 n.c.) il procédera

désormais aux enchères, dans l'un et l'autre cas, en vertu du bref originaire. Le jugement sur l'opposition, qui devra nécessairement accompagner la remise du bref entre ses mains, lui fera connaître les conditions, jusqu'ici énoncées dans le *renditioni expo-*

731. L'article 654 s'applique à la saisie-exécution des immeubles.—C.P.C., 664, *amendé*; S.R., 5936.

1. *Ibid.*, s. 15, § 2.

4.—ENCHÈRES ET VENTE.

735. L'offre et les enchères peuvent être produites par écrit au bureau du shérif, en tout temps après la saisie, mais avant les quatre jours qui précèdent celui fixé pour la vente.—C.P.C., 665, *amendé*.

1. 27-28 Vict., c. 39, s. 4.

2. L'article 734 (735) ne reproduit pas la dernière partie de l'article 665 C.P.C., à

736. Chaque offre ou enchère doit être rédigée par écrit et signée par celui qui l'a fait, à moins qu'elle ne soit en forme authentique et en brevet, et indiquer :

1. La cause dans laquelle elle est faite ;
2. Les noms, qualité et résidence de celui qui la fait ;
3. L'immeuble ou la rente, objet de l'enchère ;
4. Le montant offert.—C.P.C., 668, *amendé*.

1. 27-28 Vict., c. 31, s. 3, § 4, 5.

2. Rap. C.—La disposition de l'article 668 C.P.C., qui confère le pouvoir au juge et

737. L'enchère doit être accompagnée d'un affidavit alléguant qu'elle est faite de bonne foi et nullement dans l'intention de retarder les procédures, et, si celui qui l'a fait est un créancier, indiquant la nature et le montant de sa créance.

Le shérif est autorisé à recevoir cet affidavit.—C.P.C., 666, *amendé*; 667, *partie*.

1. *Ibid.*, ss. 2-3.

nas (Article 663 C.P.C.), qu'il sera tenu d'observer en faisant la vente.

Nous avons conservé la règle exigeant de nouveaux avis pour annoncer la vente suspendue, mais nous en avons diminué la longueur (Formule G).

734. Article 654 applies to seizure in execution against immovables.—C.C.P., 664, *amended*; R.S., 5936.

2. V. article 654.

4.—BIDDING AND SALE.

735. Bids may be given in writing at the sheriff's office at any time after the seizure but at least four days previous to the date fixed for the sale.—C.C.P., 665, *amended*.

cause de la règle nouvelle que la vente se fait en vertu du bref originaire, articles 604, 732 (603-733).

736. Every such bid must be in writing, and be signed by the bidder, unless it is in the form of a notarial original, and must state :

1. The name of the cause in which it is made ;
2. The names, quality and residence of the bidder ;
3. The immoveable or rent bid upon ;
4. The amount offered.—C.C.P., 668, *amended*.

au protonotaire de recevoir le serment de l'enchérisseur, a été retranchée (article 736) comme surabondante, à cause de l'article 23 du projet.

737. Every such bid must be accompanied with an affidavit declaring that it is made in good faith and not to delay the proceedings, and, if the bidder is a creditor, stating the nature and amount of his claim.

The sheriff may receive the affidavit.—C.C.P., 666, *amended*; 667, *in part*.

738. Si celui qui fait l'offre ou l'enchère n'est pas créancier, le shérif peut, s'il le juge convenable, exiger de lui un cautionnement ou le dépôt d'une somme de deniers suffisante pour payer les frais encourus par le saisissant jusqu'au temps de cette offre ou enchère, et ceux d'une revente à la folle enchère, au cas où elle serait requise.—C.P.C., 667, *partie, amendé.*

1. *Ibid.*, s. 3.

739. Le shérif est tenu d'inscrire au dos de chaque offre ou enchère la date de sa production, et de rapporter au greffe les offres et enchères avec ses autres procédures.—C.P.C., 669, *amendé.*

1. *Ibid.*, s. 3, § 6.

740. Le shérif doit fournir à l'officier chargé de procéder à la vente un bordereau des offres et enchères régulièrement produites.—C.P.C., 670, *amendé.*

1. *Ibid.*, s. 3, § 12.

741. Les immeubles doivent être mis aux enchères et vendus à la porte de l'église paroissiale de la localité où ils sont situés, sauf dans les cas suivants :

1. Les immeubles situés dans une paroisse qui n'est pas érigée civilement, doivent être mis aux enchères finales et adjugés au bureau du registraire dans la division duquel ils sont situés ;

2. Les immeubles situés dans une paroisse qui est comprise en tout ou en partie dans les limites de l'île de Montréal, ou ailleurs dans toute cité, ville ou chef lieu où se tient le bureau du shérif, ou dans la banlieue, doivent être mis aux enchères et vendus à ce bureau ;

3. Les lignes de chemins de fer doivent être mises en vente au bureau du shérif chargé du bref.

738. If the person bidding is not a creditor, the sheriff may, if he thinks fit, require security from such bidder, or a deposit of a sufficient sum to cover the costs incurred by the seizing creditor up to the time of such bid, and the costs of a resale upon false bidding, in case it should be necessary.—C.C.P., 667, *in part, amended.*

739. The sheriff must indorse on every such bid the date of its filing, and return it into court with his other proceedings. — C.C.P., 669, *amended.*

740. The sheriff must furnish the officer by whom the sale is to be made with a list of the bids duly filed.—C.C.P., 670, *amended.*

741. All immoveables must be bid upon and sold at the door of the parish church of the locality where they are situated, except in the following cases :

1. Immoveables situated in a parish not civilly erected, must be offered for final bidding and adjudication at the registry office for the registration division in which they are situated ;

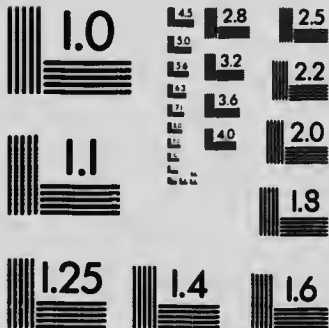
2. Immoveables situated within the limits of a parish wholly or partially contained in the Island of Montreal, and those situated elsewhere in any city, town or chief-place where the sheriff's office is kept, or within the suburban limits (*banlieue*) thereof, must be bid upon and sold at the sheriff's office ;

3. Lines of railway must be sold at the office of the sheriff charged with the writ.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

Le juge peut permettre au shérif, à la demande d'une partie intéressée, de vendre les immeubles dans un autre endroit indiqué, s'ils y peuvent être vendus plus avantageusement.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 671, S.R., 5937; 57 V., c. 48, s. 3.

1. *Ibid.*, s. 3.—S.R.B.C., c. 85, s. 4.

2. Rap. C.—Deux innovations de l'article 740 (741) méritent d'être signalées. La première stipule que les immeubles sis dans une paroisse comprise en tout ou en partie dans l'île de Montréal seront vendus au bureau du shérif du district de Montréal. L'améliora-

742. Avant de procéder à la vente, le shérif peut exiger du saisissant une somme suffisante pour payer les déboursés nécessités par la vente, ainsi que ceux nécessités par la saisie et les annonces si la somme déposée en vertu de l'article 704 est insuffisante pour y faire face, ou si aucune somme n'a été exigée en vertu de cet article.—*Nouveau.*

1. Rap. C.—Un nouvel article 741 (742) a été inséré afin de permettre au shérif de se protéger en exigeant du saisissant une somme suffisante pour faire face à ses déboursés et honoraires.

743. Aux jour et lieu indiqués pour la vente, l'officier chargé d'y procéder, après avoir donné lecture de l'annonce, des charges et conditions de la vente et des offre et enchères produites au bureau du shérif, met les immeubles à l'enchère, en prenant pour mise à prix l'offre, s'il en a été fait une au shérif et qu'il n'y ait pas eu d'enchère, et, s'il y a eu enchère, la plus haute enchère offerte.—C.P.C., 673.

1. 27, 28 Vict., c. 39, s. 4, § 7.

744. A moins que le saisi n'y consente, il n'est procédé à la vente que jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire pour le paiement de la créance en capital, intérêts et frais.—*Nouveau.*

The judge may, upon the application of any interested party, allow the sheriff to sell the immoveables at any other specified place, if they can there be sold to greater advantage.—*New, in part*; C.C.P., 671; R.S., 5937; 57 Vic., c. 48, s. 3.

tion des voies de communication sur l'île ont fait de la cité un centre d'un accès facile pour toutes ces opérations. La seconde autorise le juge à permettre la vente d'un immeuble dans un endroit autre que celui déterminé par la loi, s'il y peut être plus avantageusement vendu.

742. The sheriff may, before proceeding to the sale, require from the seizing creditor a sum sufficient to cover the disbursements necessitated by the sale, as well as the disbursements necessitated by the seizure and publications whenever the sum deposited under Article 704 is insufficient therefor, or whenever no sum has been required in virtue of that Article.—*New.*

2. La législature a modifié cet article. Le shérif ne pourra pas exiger avant de procéder à la vente, ses honoraires de vente. Il pourra exiger d'avance ses déboursés.

743. On the day and at the place appointed for the sale, the officer conducting the same, after reading the notice, the charges and the conditions of the sale, and the bids filed in the sheriff's office, offers the immoveables for sales, taking as an upset price the only bid or the highest bid filed with the sheriff, if any have been so filed.—C.C.P., 673.

744. Unless the judgment debtor consents, the sale must not proceed beyond the amount necessary to pay the debt, in principal, interest and costs.—*New.*

745. Les conditions de vente par le shérif doivent exprimer toutes celles qui résultent des articles 746, 747, 758, 759, 779 et 780, dans les annonces et dans tout jugement affectant la vente.—C.P.C., 675, *amendé*.

746. Aucune offre ou enchère ne peut être reçue, à moins que celui qui la fait ne déclare ses noms, qualité ou occupation et sa résidence.

Les offres et enchères verbales peuvent être faites par procureur.

Il est dressé procès-verbal des offres et enchères reçues.—C. P. C., 674, *partie, amendé*; 677.

1. POTHIER, *Proc.*, 218.—HÉRIC., *Vente des Immeubles*, 184, 185.

2. Le shérif ne peut pas obliger un enchérisseur de renouveler la déclaration du lieu de sa résidence à chaque enchère qu'il fait. Le

747. Toute offre ou enchère comporte l'engagement d'acheter la chose au prix offert, sous la condition qu'il ne surviendra aucune enchère valable.—C.P.C., 674, *partie, amendé*.

1. *Ibid.*

748. Ne peuvent offrir, enchérir ou devenir adjudicataires :

1. Le saisi, débiteur personnel de la dette ;

2. Les personnes énumérées dans l'article 1484 du Code civil ;

3. Le shérif ou autre officier employé pour faire la vente ;

4. Le fol enchérisseur qui n'a pas purgé sa folle enchère.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 676.

1. POTHIER, *Proc.*, 218-220.—HÉRIC., *Vente des Immeubles*, 180-1.—C.P.F., 711.

749. L'officier procédant à la vente doit exiger de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, le dépôt d'une somme égale à celle des frais alors dus

745. The conditions of the sheriff's sale must express all those contained in Articles 746, 747, 758, 759, 779 and 780, in the advertisements, and in any judgment affecting the sale.—C.C.P., 675, *amended*.

746. No bid can be received unless the bidder declares his names, quality or occupation and residence.

Verbal bids may be made by proxy.

Minutes are taken of the bids received.—C.P.C., 674, *in part, amended*; 677.

shérif n'a pas le droit de recevoir une contestation sur telle déclaration de résidence faite par un enchérisseur.—C.R., 1870. *Morrison vs Cyr*, 14 J., 265; 20 R.J.R., 193; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

747. Every bid implies an undertaking to buy the property at the price of such bid, subject to the condition that no higher valid bid will be taken.—C.C.P., 674, *in part, amended*.

748. The following persons cannot be bidders or purchasers at the sale :

1. The party upon whom the property is sold, if personally liable for the debt ;

2. The persons mentioned in Article 1484 of the Civil Code ;

3. The sheriff or other officer intrusted with the sale ;

4. The false bidder who has not purged his default.—*New, in part*; C. C.P., 676.

2. Rap. C.—D'après l'article 746 (748 n. c.), le fol enchérisseur, qui n'a pas purgé sa folle enchère, ne pourra plus enchérir.

749. The officer conducting the sale must require from every bidder, before he receives his bid, a deposit of a sum of money equal to the costs then due to the seizing creditor upon the

au saisissant sur le jugement et la saisie, lorsque le juge, dans les cas suivants, a imposé cette condition :

1. A la demande du saisissant, dans le cas de vente à la folle enchère ou dans le cas où la vente a été suspendue par suite d'une opposition ;

2. Sur production d'un affidavit déclarant que le déposant est informé d'une manière croyable et qu'il croit que le saisi, pour retarder la vente, fera adjuger l'immeuble à un insolvable ou à un inconnu.

Il n'est pas nécessaire que les annonces fassent mention de cette condition.—C.P.C., 678, 679, *amendés* : S. R., 5938, 5939.

1. S.R.B.C., c. 85, ss. 18, 20, 22.

2. Lorsque le shérif exige des enchérisseurs un dépôt, sans ordre du tribunal et sans avis préalable dans ses annonces, l'adjudication est nulle.—C.R., 1894. *Leboutillier vs Matte*, 7 R.J.O., 289 ; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

3. Il n'est pas nécessaire de publier avant la vente, dans les conditions de vente, l'ordre du juge au shérif d'exiger un dépôt de chaque enchérisseur, cet ordre pouvant être obtenu en tout temps et même au moment de la vente.—C.S., 1895. *Gauthier vs Melançon*, 7 R.J.O., 471 ; LORANGER, J.

4. When an order, under article 678 of the Code of procedure, is made requiring bidders at a sheriff's sale to make a deposit, such order ought to be published as one of the conditions of the sale. A failure to publish such condition may be taken advantage of by the defendant by a petition *en nullité de décret*.—C.R., 1881. *Robitaille vs Drolet*, 7 Q.L.R., 67 ; MEREDITH, CASALT & McCORD, JJ.

750. Dans le cas où une folle enchère a déjà eu lieu, le juge peut, à la demande d'une partie intéressée, ordonner qu'il sera exigé, de toute personne qui fait une offre ou une enchère, un dépôt d'une somme égale au tiers de la dette due au saisissant, en capital, intérêts et frais, mais n'excédant dans aucun cas quatre cents piastres.—C.P.C., 680, *amendé* ; S. R., 5940 ; 58 Vic., c. 47, s. 1.

1. *Ibid*, s. 20.

judgment and seizure, whenever the judge, in the following cases, has imposed such condition :

1. At the instance of the seizing creditor, in any case of resale upon false bidding or whenever the sale has been stopped by an opposition ;

2. Whenever an affidavit is produced, stating that the deponent is credibly informed and believes that the debtor will, with a view to retard the sale, cause the immoveable to be adjudged to some insolvent or unknown person.

The advertisements need not mention such condition.—C. C. P., 678, 679, *amended* ; R.S., 5938, 5939.

5. When an order is obtained from the court under the provisions of articles 678-679 C.P.C. (749 n.c.) requiring the sheriff to exact a deposit from bidders at the sale of an immoveable, absence of notice to the defendant of such application and order is not a ground for annulling the sale. Such order may be given at any time up to the moment of the sale.—C.S., 1895. *Gauthier vs Melançon*, 9 R. J. O., 245 ; 1 R. de J., 517 ; CURRAN, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. The article 749 C.P., must be strictly interpreted and an affidavit simply setting forth the deponent is credibly informed and has reason to believe an attempt will be made at the sale to have the property adjudged to an insolvent and unknown parties, is insufficient, and a petition for an order to the sheriff to exact a deposit from the bidders, on that ground, will be rejected.—C. S., 1898. *Van Dyke vs Gibson*, 1 R.P., 226 ; CARON, J.

750. In any case wherein a resale upon false bidding has taken place, the judge may, upon application by any interested party, order that every bidder shall be required to deposit a sum equal to one-third of the debt due to the seizing creditor, in principal, interest and costs, but not in any case exceeding four hundred dollars.—C. C. P., 680, *amended* ; R.S., 5940 ; 58 Vic., c. 47, s. 1.

2. Rap. C.—L'article 747 (750 n.c.) con-

tient deux changements. Le premier a pour objet d'empêcher que le shérif n'exige un dépôt de l'enchérisseur lorsque la vente a été suspendue par une opposition, à moins

751. L'officier procédant à la vente peut, du consentement par écrit de la personne qui a obtenu l'imposition de la condition ou de son procureur, recevoir une offre ou une enchère sans exiger le dépôt prescrit.

Si la personne qui a obtenu l'imposition de la condition n'est pas le saisissant, le consentement écrit de ce dernier ou de son procureur est également requis.—C.P.C., 681, *amendé*.

1. *Ibid*, ss. 21, 23.

2. Rap. C.—L'article 749 (751) rend nécessaire le consentement de la personne qui a obtenu l'imposition de la condition, outre

752. A défaut par celui qui fait l'offre ou l'enchère de consigner immédiatement le dépôt requis, son offre ou enchère est non avenue et il est procédé sur la précédente.—C.P.C., 682.

1. *Ibid*, s. 19.

753. Immédiatement après l'adjudication, l'officier procédant à la vente est tenu de remettre à tout offrant ou enchérisseur autre que l'adjudicataire le montant par lui déposé.

Le dépôt fait par l'adjudicataire est retenu comme partie du prix d'adjudication.—C.P.C., 683, *amendé*.

1. *Ibid*, s. 24.

754. Quand plusieurs immeubles ne peuvent être vendus séparément sans désavantage, le juge peut, à la demande d'une partie intéressée, ordonner qu'ils soient vendus en bloc.—*Nouveau*.

1. Rap. C.—Comme assez fréquemment des immeubles ne peuvent être vendus sépa-

755. L'adjudication d'un immeuble ne peut être faite avant l'expiration d'un quart d'heure après sa mise à

que le juge n'ait imposé cette condition. Le second est destiné à permettre à toute personne de donner la déposition, qui ne pouvait être faite, en vertu de l'article 679 C.P.C., que par le saisissant ou son avocat.

751. The officer proceeding to the sale may, with the consent in writing of the person who has caused the condition to be imposed or of his attorney, receive any bid without requiring the prescribed deposit.

When the person who has caused the condition to be imposed is not the seizing creditor, the written consent of the latter or of his attorney is likewise required.—C.C.P., 681, *amended*.

celui du saisissant, pour que le shérif puisse, dans les cas visés par les articles 747 et 748, recevoir une enchère qui n'est pas accompagnée d'un dépôt.

752. If any bidder fails to deposit forthwith the amount required, his bid is disregarded and the proceedings are resumed upon the previous bid.—C.C.P., 682.

753. Immediately after adjudication, the officer proceeding to the sale is bound to refund to every bidder except the purchaser the amount deposited by him.

The deposit made by the purchaser is retained as part of the purchase-money.—C.C.P., 683, *amended*.

754. When several immoveables cannot be sold separately without disadvantage, the judge, upon the demand of any interested party, may order such immoveables to be sold as a whole.—*New*.

rément sans désavantage, l'article 752 (754) permet au juge d'en ordonner la vente en bloc.

755. The adjudication of an immovable cannot be made before the expiration of a quarter of an hour from

l'enchère ; mais, après l'expiration de ce délai, l'officier doit avant d'adjuger recevoir toutes les enchères offertes.—C.P.C., 684.

1. HÉRIC., *Vente des Immeubles*, 187.

2. Rap. C.—Il a été proposé, à cause de la controverse qu'a provoquée la question de savoir si le shérif devait accorder un quart d'heure pour chaque immeuble, de modifier l'article 684 C.P.C. Nous ne croyons pas devoir le faire. En effet, nous rapprochons cet article de l'article 673 C.P.C., qui déclare que le shérif met les immeubles à l'enchère

756. L'adjudication doit être accordée au plus haut et dernier enchérisseur.

S'il n'y a qu'un enchérisseur, il est déclaré adjudicataire.—*Nouveau, partie* ; C.P.C., 685.

1. POTHIER, *Proc.* 220.

2. Rap. C.—Les observations relatives à l'article 662 s'appliquent à l'article 754 (756.)

3. An agreement between two persons that one of them shall bid up a property at sheriff's sale to a certain figure, and then resell it to the other, is perfectly legitimate.—C.R., 1878. *Grenier vs Leroux*, 1 L.N. 231 ; TORRANCE, DORION & RAINVILLE, JJ.

4. Dans l'espèce actuelle, l'intimée ayant un intérêt à protéger comme créancière du saisi, a pu légalement convenir avec l'appelant de ne pas enchérir sur l'immeuble décréété, moyennant paiement d'une portion de la créance de l'intimée sur le profit à faire par la revente de l'immeuble.—C.A., 1879. *Beaudette & Mahoney*, 5 Q.L.R., 165.

5. The defendant has no right to com-

757. Celui qui s'est rendu adjudicataire comme procureur est tenu, sous trois jours, de déclarer au shérif les noms, qualité et résidence de son principal, et de fournir preuve de sa procuration ou de la ratification de son enchère et adjudication ; à défaut de quoi il est réputé adjudicataire personnel.

Il est également réputé adjudicataire personnel, si celui pour lequel il a agi est inconnu, ne peut être trouvé, est notoirement insolvable ou est incapable d'être adjudicataire.—C.P.C., 686.

1. POTHIER, *Proc.*, 223.—HÉRIC., 188.

the time at which it was put up for sale, but after that delay the officer, before adjudging it, must receive all other bids offered.—C.C.P., 684.

il nous semble évident qu'il n'est pas nécessaire qu'un quart d'heure soit accordé pour la vente de chaque immeuble, mais qu'il suffit qu'il s'écoule un quart d'heure pour le premier immeuble. Le débiteur n'est pas exposé à voir sacrifier ses immeubles à vil prix par suite de cette règle, car le shérif est tenu, quoique le temps requis soit expiré, de recevoir toutes les enchères offertes, articles 753-755.

756. The property must be adjudged to the highest and last bidder.

When there is only one outbidder, he is declared the purchaser.—*New, in part* ; C.C.P., 685.

plain of there being no bidders as he could have produced them.—C.S., 1828. *Olivier vs Bélanger*, 3 R.L., 457.

6. Les shérifs ou huissiers n'ont pas le droit de limiter le temps durant lequel ils recevront des enchères ; toute enchère offerte avant l'adjudication, doit être reçue, quoique l'heure indiquée pour clore la vente soit expirée, et un décret fait contrairement à cette règle doit être annulé.—C.A., 1865. *Woodman & Génier*, 10 J., 87 ; 3 L.C.L.J., 120 ; 15 R.J.R., 349.

7. When at a sale of property taken in execution, the sale is stopped by the sheriff, the last and highest bidder, at the period, does not become the adjudicataire.—C.B.R., 1810. *Baker vs Young & Blackwood*, P.R., 26 ; 1 R.J.R., 66.

757. A person who has purchased as agent for another, is bound to furnish the sheriff within three days with the names, quality and residence of his principal, and evidence of his power of attorney, or a ratification of his bid and purchase ; in default whereof he is held to have purchased in his own name.

He is likewise held to have purchased in his own name, if the person for whom he acted is not known, cannot be found, is notoriously insolvent, or is incapable of being purchaser.—C.C.P., 686.

758. L'adjudicataire doit payer, dans les trois jours, le prix ou la balance du prix de son adjudication, délai après lequel il est tenu aux intérêts.—C.P.C., 687.

1. S.R.B.C., c. 85, s. 18.—POTHIER, *Proc.*, 225.

V. articles 761 à 767.

2. Un adjudicataire peut se refuser de payer le prix de son adjudication et en demander la nullité, s'il prouve qu'il est exposé à un trouble imminent, et il n'est pas tenu de prouver qu'il est exposé à une éviction certaine, et la cour, si elle est d'opinion que l'adjudicataire a un juste sujet de crainte d'être troublé, déclarera l'adjudication nulle, sans se prononcer sur la validité de la cause de trouble.—C.A., 1874. *Jobin & Shuter*, 7 R.L., 705.

Voir dans le même sens : C.P., 1885. *Prérost & Cie. de Fives-Lille*, 29 J., 268 ; 8 L. N., 207.

3. An obligation taken by a sheriff from an adjudicataire by which the latter promised to pay the sheriff the amount of the purchase money with interest, is against public order, and the laws regulating the office of sheriff, and is null.—C.A., 1876. *Bévard & Mathieu*, R., 698.

759. Néanmoins, le saisissant ou tout autre créancier hypothécaire, dont la créance est portée au certificat d'hypothèque ci-après mentionné ou qui a produit son opposition entre les mains du shérif, peut retenir jusqu'au jugement de distribution le montant réalisé par la vente, jusqu'à concurrence de sa créance, en fournissant au shérif cautions pour la garantie de tous dommages qui pourraient être causés à quelque partie intéressée, dans le cas où les deniers que le juge lui ordonnera de consigner entre les mains du shérif ne seraient pas payés.—C.P.C., 688, amendé ; S.R., 5941 ; *Fairbanks vs Barlow*, M.L.R., 4 S.C., 180.

1. S.R.B.C., c. 85, ss. 12-13.

2. Rap. C.—L'addition, dans l'article 757 (759 n.c.), du mot *hypothécaire* après le mot *créancier*, règle dans le sens adopté par les tribunaux, le point discuté dans la cause de *Fairbanks vs Barlow*.

3. When a mere chirographary creditor

758. The purchaser is bound to pay the purchase-money or the balance thereof within three days, after which delay he is bound to pay interest.—C.C.P., 687.

4. Where a creditor opposes for money on the proceeds of a sale by the sheriff, and it appears that the sheriff and *adjudicataire* have made a transaction by which instead of the actual payment of the money they have substituted compensation between a debt due by the sheriff, who is insolvent, to the *adjudicataire* and his family, the return of the sheriff will be declared *faux* and a *folle enchère* ordered.—C.A., 1880. *La Société de Construction Permanente de Québec & Martin*, R., 652.

5. The sheriff is entitled to exact one per cent upon the amount retained by the adjudicataire, as creditor. The adjudicataire is also liable for interest on the amount so retained, and for the cost of radiating the hypothecs existing upon the property, which charges may be deducted by the sheriff from the amount of the collocation.—C.S., 1894. *Trudeau vs Bachand*, 5 R.J.O., 271 ; ARCHIBALD, J.

V. articles 761 et s.

759. Nevertheless, the seizing creditor or any other hypothecary creditor whose claim is mentioned in the certificate of hypothecs hereinafter mentioned, or who has filed an opposition in the hands of the sheriff, may, on becoming purchaser, retain the purchase money to the extent of his claim until the judgment of distribution, provided he furnish the sheriff with sureties for all damages which may result to any party interested in the event of non-payment of such sum as the judge may order such purchaser to pay into the hands of the sheriff.—C.C.P., 688, amended ; R.S., 5941 ; *Fairbanks vs Barlow*, M.L.R., 4 S.C., 180.

who has filed an opposition in the hands of the sheriff, becomes purchaser of the immovable sold, he is not entitled to retain the purchase-money to the extent of his claim, article 688 C.C.P., referring only to the seizing creditor and to hypothecary creditors.—C.S., 1884. *Fairbanks vs Barlow*, 4 M.L.R., 180 ; LORANGER, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. Le droit de retenir les deniers en fournissant caution ne s'applique qu'aux personnes mentionnées dans l'article 759 C.P., et la femme du demandeur en licitation, ne peut user de ce privilège avec le seul consentement de quelques-unes des parties à cette licitation.—C.S., 1898. *Latour vs Latour*, 1 R.P., 276; 4 R.L.n.s., 380, 412; MATHIEU, J.

5. Un adjudicataire d'un immeuble à une

760. Sur paiement du prix d'adjudication ou du montant que l'adjudicataire n'a pas droit de retenir, le shérif est tenu de donner à l'adjudicataire un acte de vente contenant :

1. L'énonciation du bref en vertu duquel la vente a lieu ;

2. L'indication du numéro de la cause et des noms et descriptions des parties ;

3. La description de l'immeuble vendu ; et, si l'immeuble est une ligne de chemin de fer et ses accessoires et que cette ligne ne soit pas cadastrée conformément à l'article 5668 des Statuts refondus, la mention du nom de cette ligne et l'indication de ses points de départ et d'arrivée, de manière que l'identité en puisse être constatée ;

4. La mention que toutes les formalités prescrites par la loi ont été observées ;

5. La mention du temps et du lieu de l'adjudication ;

6. Les conditions de la vente, y compris celles des articles 779 et 780 ;

7. La mention du prix de l'adjudication et comment il a été payé ;

8. Une cession de tous les droits du saisi sur l'immeuble.—C.P.C., 689, amendé ; 57 Vic., c. 48, s. 4.

5.—VENTE A LA FOLLE ENCHÈRE.

761. Sur le procès-verbal du shérif que l'adjudicataire n'a pas payé la

vente judiciaire faite par le shérif, sur lequel immeuble se trouve enregistrée une substitution, a droit de retenir entre ses mains la balance du prix d'adjudication qu'il n'a pas encore payée jusqu'à ce que les créanciers mentionnés au jugement de distribution aient fait radier l'inscription de la substitution ou aient fourni un cautionnement qu'il n'en sera jamais troublé ou que, le cas échéant, ils le rembourseront.—C.S., 1898. *Leroux vs McIntosh*, 4 R.L.n.s., 394; MATHIEU, J.

760. Upon payment by the purchaser of the purchase-money or of so much thereof as he is not entitled to retain, the sheriff is bound to give such purchaser a deed of the sale made to him containing :

1. A designation of the writ under which the sale took place ;

2. The number of the cause, and the names and the designation of the parties ;

3. A description of the immovable sold ; and, if such immovable is a line of railway and its appurtenances, and an official plan of such railway has not been made in accordance with Article 5668 of the Revised Statutes, mention of the name of such railway, and of its terminal points, in such a manner as to establish its identity ;

4. A statement that all the formalities prescribed by law have been observed ;

5. The time and place at which the property was adjudged ;

6. The conditions of the sale, including those mentioned in Articles 779 and 780 ;

7. A statement of the price at which the property was adjudged, and how it was paid ;

8. A conveyance of all the rights of the judgment debtor upon the immovable.—C.C.P., 689, amended ; 57 Vic., c. 48, s. 4.

5.—RESALE FOR FALSE BIDDING.

761. Upon the sheriff's return that a purchaser has not paid the

totalité ou la balance de son prix d'acquisition ou n'a pas donné caution, s'il y a lieu, le saisissant peut demander que l'immeuble dont le prix est ainsi dû soit revendu à la folle enchère de l'adjudicataire défaillant, et ce par simple requête signifiée à ce dernier, en observant les délais requis pour les assignations ordinaires.

Si l'adjudicataire n'a ni domicile, ni résidence, ni place d'affaires dans le district où l'adjudication a eu lieu, la signification peut être faite au greffe du tribunal où la saisie a été émise.—C.P.C., 690, amendé.

1. S.R.B.C., c. 85, ss. 18-26.

2. V. articles 699, 722 et 723, 757, 758, 784 à 788.

3. A demand for *folle enchère* should be made to the court and not to a judge in chambers.—C.S., 1881. *Detiste vs Sanche*, 4 L.N., 101; TORRANCE, J.

4. A motion for a *folle enchère* must contain a description of the property to be sold.—C.S., 1860. *Nye vs Potter*, 5 J., 23; 9 R.J.R., 5; MONK, J.—C.S., 1860. *Dickenson vs Bourque*, 4 J., 119; SMITH, J.—*Contra*: C.S., 1885. *Vincent vs Roy*, 2 M.L.R., 84; MOUSSEAU, J.—C.S., 1897. *Robinson vs Séguin*, 11 R.J.O., 409; LORANGER, J.

5. La signification de la requête doit être personnelle.—C.S., 1862. *Jobin vs Hamet*, 12 L.C.R., 176; STUART, J.—*Contra*:—C.S., 1866. *Lafond vs Guibord*, 10 J., 139; BADGLEY, J.

6. La requête pour folle enchère contre une femme sous puissance de mari doit être signifiée à ce dernier.—C.A., 1861. *Jordan & L. vrière*, 12 L.C.R., 33; 10 R.J.R., 139.—C.A., 862. *Jury & The Trust and Loan Co.*, 8 J., —.—C.S., 1860. *Cloutier vs Cloutier*, 10 L.C.R., 457; TASCHEREAU, J.

7. But a rule for *folle enchère*, obtained against such married woman and which has been served upon the husband, is good and valid and will be declared absolute, even though in the proceedings on the application for *folle enchère* the husband was not *mis en cause*, nor any mention made of him for the purpose of authorizing his wife.—C.A., 1864. *Jury & The Trust and Loan Co.*, 9 J., 300; 14 R.J.R., 436.

8. Une règle pour folle enchère peut être accordée, nonobstant le décès du créancier poursuivant le décret.—C.S., 1863. *Russell vs Fournier*, 7 J., 299; BERTHELOT, J.

9. La cour ne permettra pas la revente d'un immeuble à la folle enchère d'un adju-

whole or a balance of the purchase-money, or given security when he may lawfully do so, the seizing creditor may demand that the immovable of which the purchase-money thus remains due be resold for false bidding upon the purchaser thus in default; and this is done by a petition served upon the latter with the delays required for ordinary summons.

If the purchaser has no domicile, residence, or place of business in the district where the adjudication took place, the service may be made at the office of the court from which the seizure issued.—C.C.P., 690, amended.

adjudicataire, durant la litispendance d'une intervention, au moyen de laquelle un tiers demande que le décret soit annulé; et dans les mêmes circonstances, elle n'accordera point la contrainte par corps pour défaut de paiement du prix d'acquisition.—C.S., 1850. *Meath vs Monaghan*, 1 L.C.R., 241; BOWEN, DUVAL & MEREDITH, JJ.

10. The curator to a person voluntarily interdicted must be brought into the proceedings to obtain *contrainte for folle enchère*, though the *folle enchère* was made before interdiction.—C.A., 1867. *Ex parte Fourquim*, 3 L.C.L.J., 118.

11. Un syndic peut accepter une obligation, donnée par un adjudicataire et des cautions, pour le prix de vente d'un immeuble décrété par lui; il a droit de poursuivre l'adjudicataire et ses cautions pour le recouvrement de l'obligation et il n'est pas obligé de procéder par une folle enchère.—C.S., 1869. *Barthe vs Armstrong*, 1 R.L., 47; 20 R.J.R., 291; LORANGER, J.

12. A party has no status to move for a *folle enchère* because as mortgage creditor he has been collocated in a report of distribution, but is not otherwise a party in the cause.—C.S., 1863. *Lanthier vs McCuaig*, 8 J., 221; BERTHELOT, J.

13. Un créancier, dont la créance est portée au certificat du registrateur, peut poursuivre et obtenir la vente à la folle enchère et la contrainte par corps du fol enchérisseur; et ce, même lorsque la créance n'est que conditionnelle.—C.R., 1889. *Gault vs Honan*, 15 Q.L.R., 98; CASALTY, ANDREWS & LARUE, JJ.

14. Toute partie dont la créance est apparente au dossier peut demander que le fol adjudicataire soit condamné à payer la différence entre sa folle adjudication et l'adjudication définitive, et le jugement ainsi obtenu, n'attribuant à la partie qui a poursuivi son obtention aucune portion du mon-

tant qu'il comporte, ne peut être révoqué par tierce opposition du débiteur de cette créance qui est le donateur du fol adjudicataire et qui l'a garanti contre son existence.—C.R., 1881. *Ross vs Corrigan*, 7 Q.L.R., 91; *MURDITH, CASALT & CARON, JJ.*

15. Un créancier hypothécaire colloqué comme tel au jugement de distribution a le droit de demander la folle enchère, malgré qu'il ne soit pas partie en la cause.—C.S., 1885. *Vincent vs Roy*, 2 M.L.R., 84; *MOUSSEAU, J.*

16. L'un des trois adjudicataires conjoints qui est un des créanciers colloqués, peut demander la vente à la folle enchère de l'immeuble entier, sur le défaut des deux autres adjudicataires de payer leur part de prix.—C.A., 1884. *McGreedy & Leduc, R.*, 651.

17. Where an adjudicataire has neither paid the price of adjudication nor given se-

762. A défaut par le saisissant de procéder contre l'adjudicataire avec la diligence convenable, tout autre créancier dont la créance est apparente au dossier, ou le saisi, peut poursuivre la folle enchère; mais l'adjudicataire ne peut être tenu aux frais de plus d'une demande; et celle du saisissant ou, à son défaut, la première signifiée, a la préférence sur les autres, pourvu qu'elle soit suivie des diligences convenables.—C.P.C., 691, *amendé*.

1. Lorsque le demandeur a obtenu un jugement ordonnant une revente à la folle enchère d'un adjudicataire et qu'il ne fait pas exécuter ce jugement, un créancier du défendeur ne peut demander l'émanation d'un bref

763. La procédure sur la demande pour revente à la folle enchère est sommaire, et la contestation par écrit n'y est admise que sur permission du juge.—C.P.C., 692, *amendé*; S.R., 5942.

1. Règle de pratique 85.—La juridiction du juge en chambre s'étend à l'exercice de tous les pouvoirs qui lui sont conférés par le

764. L'adjudicataire peut éviter la vente à sa folle enchère en consignat entre les mains du shérif, avant la vente, le prix de son adjudication, avec les intérêts accrus depuis cette adjudication et tous les frais encourus

curity as required by law, but has obtained possession under a deed from the sheriff, falsely alleging that security had been given, the plaintiff cannot have the property resold à la folle enchère of the adjudicataire, and over the head of a purchaser who was actually in possession, although the said purchaser was obliged to give the security required of the adjudicataire.—C.A., 1875. *Tremblay & Hill, R.*, 655.

18. La vente à la folle enchère sera ordonnée, lorsque le shérif et l'adjudicataire se sont entendus entre eux pour substituer au paiement réel du prix, une compensation et l'émanation privée de l'adjudicataire et celle contre le shérif, qui est insolvable.—C.A., 1880. *La Société de Construction Permanente de Québec & Martineau, R.*, 610.

19. V. 85ème règle de pratique, sous article 763.

763. If the seizing creditor fails to proceed against the purchaser with proper diligence, any other creditor whose claim appears upon the record, or the debtor, may demand the resale; but the purchaser cannot be held liable for the costs of more than one of such proceedings; and that of the seizing creditor or, in his default, the one first served, has preference over the others, provided it is followed up with proper diligence.—C.C.P., 691, *amended*.

pour procéder à la folle enchère sans demander en même temps d'être subrogé aux droits du demandeur sur sa requête pour folle enchère.—C.S., 1892. *Audet vs Plank*, 1 R. J. 100; *CASALT, J.*

763. The proceedings upon an application for resale for false bidding are summary, and no written contestation can be had thereon without leave of the judge.—C.C.P., 692, *amended*; R.S., 5942.

code de procédure et aux procédures mentionnées aux articles 15, 691, 761 et 763 de ce code.

764. The purchaser may prevent the resale for false bidding by paying into the hands of the sheriff before such sale the amount of the purchase-money with the interest accrued thereon since the adjudication, and all costs

par suite de son défaut.—C.P.C., 694.

1. POTHIER, *Proc.*, 226.

765. Le fol enchérisseur est tenu, envers les créanciers judiciaires et le saisi, des intérêts, des frais et des dommages résultant de son défaut ou retard de payer le prix d'adjudication et de la différence entre le montant de son enchère et celui de la vente effective, si celui-ci est inférieur.

Il n'a aucun droit à l'excédant, s'il y en a, lequel tourne au profit du saisi et de ses créanciers.—C.P.C., 693, amendé.

1. S.R.B.C., c. 85, ss. 18-25.—POTHIER, *Proc.*, 225-6.

2. Le fol enchérisseur doit la différence entre son adjudication et la vente effective, les intérêts sur le montant de son adjudication à compter du troisième jour de sa date, ceux sur la différence entre les deux adjudications, de la date de la dernière, et les frais de la vente à sa folle enchère, et il peut y

766. Si le prix d'adjudication sur folle enchère ne suffit pas pour couvrir le montant de la première adjudication, les intérêts et les frais encourus sur la folle enchère, le fol enchérisseur peut être contraint de payer la différence, même par corps, à la demande d'une partie dans l'instance, en la même manière et aux mêmes conditions que pour obtenir la vente à la folle enchère.—C.P.C., 695.

1. S.R.B.C., c. 85, ss. 18, 25, 26.—C.P.F., 710.

2. En cas de folle enchère, le tribunal est requis, sur requête à cet effet, de fixer le montant que doivent payer les fols enchérisseurs et de les y condamner par corps; c'est

767. Le shérif procède à la vente à la folle enchère sur le bref, en observant les conditions fixées par le jugement ordonnant la vente et en se conformant aux prescriptions de l'article 733.—*Nouveau*; C.P.C., 696.

1. Part of lands seized by the sheriff had

incurred by reason of his default.—C. P., 694.

765. The false bidder is liable to the judgment creditors and to the debtor for all interest, costs and damages, resulting from his failure or delay to pay the purchase-money, and also for the difference between the amount of his bid and the price brought by the actual sale, if such price be less.

If the price be greater, he has no right to the excess, which goes to the benefit of the judgment debtor and his creditors.—C.C.P., 693, amended.

être contraint par corps.—C.R., 1880. *Gault vs Honan*, 15 Q.L.R., 98; CASAULT, ANDREWS & LARUE, JJ.

3. L'adjudicataire sur folle enchère n'est point contraignable par corps au paiement des frais encourus, sur la revente de la propriété, mais seulement pour la différence du prix des deux adjudications.—C.S., 1850. *The Trust and Loan Co. vs Doyle*, 3 J., 302; BADGLEY, J.

766. If the price upon the resale is not sufficient to cover the amount of the first purchase with interest thereon and the costs incurred on the resale, the false bidder may be held, even by coercive imprisonment, to pay the difference, upon an application to that effect made by any party to the suit in the same manner and under the same conditions as that for a resale.—C.C.P., 695.

il lui à déterminer le montant de la condamnation et de le réduire si on ne justifie pas que celui indiquée est correct. Une taxation préalable de frais n'est pas nécessaire.—C.R., 1896. *Lupuis vs Béland*, 11 R.J.O., 185; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

767. The sheriff proceeds upon the writ to the sale for false bidding by observing the conditions fixed by the judgment ordering the sale, and by conforming to the rules prescribed by Article 733.—*Nouveau*; C.C.P., 696. been withdrawn before sale, but on an appeal.

ings for *folle enchère*, it was ordered that the property described in the *procès-verbal* of seizure should be resold, no reference being made to the part withdrawn. On appeal, the Court of Queen's Bench reversed the order on the ground that it directed a resale of property which had not been sold, and further, because an apparently regular sheriff's deed of the lands actually sold had been duly registered, and had not been annulled by the order for resale, or prior to the proceedings for *folle enchère*.—*Held*: That the Court of Queen's Bench should not have set aside the order, but should have reformed it

6.—RAPPORT DE L'EXÉCUTION.

768. Si le débiteur n'a pas de biens saisissables, le shérif doit sans délai rapporter le bref et un procès-verbal à cet effet.—C.P.C., 697, *partie, amendé*.

1. S.R.B.C., c. 36, s. 26; c. 85, s. 8.

2. La date contenue dans un procès-verbal de carence, indiquant le jour où l'huissier s'est rendu au domicile du débiteur, et où il

769. Six jours après la vente, le shérif est tenu de rapporter :

1. Le bref en vertu duquel il a procédé à la vente ;
2. Un certificat de ses procédures ;
3. Le procès-verbal de saisie ;
4. Un exemplaire des annonces, avec certificat de leur publication et des criées ;
5. Le procès-verbal des enchères ;
6. Les conditions de la vente ;
7. Un état de ses frais et déboursés taxés conformément à l'article 776 ;
8. Le certificat des hypothèques dont étaient grevés les immeubles saisis, ou, si ce certificat ne lui a pas encore été remis, une déclaration constatant s'il le transmettra au protonotaire ;
9. Toutes les oppositions et réclamations mises entre ses mains, ainsi que les brefs d'exécution qui ont été notés sur le premier.—C.P.C., 697, *partie* ; 698, *partie, amendés*.

by rectifying the error.—C. suprême, 1807. *Lambe vs Armstrong*, 27 R.C.S., 300.

Further, the sheriff's deed having been issued improperly and without authority should be treated as an absolute nullity notwithstanding that it had been registered and appeared upon its face to have been regularly issued, and it was not necessary to have it annulled before taking proceedings for *folle enchère*.—C. suprême, 1807. *Lambe & Armstrong*, 27 R.C.S., 300.

V. le rapport de cette cause en cour d'appel, 6 R.J.O., 52.

6.—RETURN OF WRITS OF EXECUTION.

768. When the debtor has no immoveables to seize, the sheriff must immediately return the writ with a certificate to that effect.—C.C.P., 697, *in part, amended*.

a constaté que ce dernier n'a pas de meubles saisissables, est suffisante, et il n'est pas nécessaire de dater autrement ce procès-verbal.—C.R., 1891. *Godin vs Lortie*, 21 R.L., 330; JOHNSON, MATHIEU & LORANGER, JJ.

769. Six days after the sale the sheriff must return :

1. The writ under which he proceeded to the sale ;
2. A certificate of proceedings ;
3. The minutes of seizure ;
4. A copy of the advertisements, with a certificate of their publication and of the oral publications ;
5. The minutes of the bidding ;
6. The conditions of sale ;
7. A statement of his fees and disbursements, taxed in conformity with Article 776 ;
8. The certificate of hypothecs charged upon the immoveable seized, or, if such certificate has not yet been furnished, a declaration whether it will be furnished by him to the protonotary ;
9. All oppositions and claims placed in his hands, or writs of execution which have been noted on the first writ.—C.C.P., 697, *in part* ; 698, *in part, amended*.

1. *Ibid.*

2. Une partie ne doit pas profiter, et l'autre souffrir, d'une erreur du shérif commise par inadvertance, et sur motion des demandeurs, il doit être permis au shérif d'amender son retour.—Il semble qu'il doit être permis au shérif, sur sa propre demande, d'amender son retour.—C.A., 1959. *Molson & Burroughs*, 9 L.C.R. 217; 3 J., 220; 7 R. J.R., 201.

770. Le jour de la vente ou dans les quatre jours qui suivent, toute partie intéressée peut remettre au shérif un certificat du régistrateur de la division d'enregistrement dans laquelle se trouve l'immeuble vendu, constatant les privilèges, les hypothèques et les autres charges affectant l'immeuble, qui ont été enregistrés jusqu'au jour de la vente.

Si plusieurs certificats sont présentés au shérif, il reçoit le premier; et, si plusieurs lui sont présentés en même temps, le plus ancien obtenu après la saisie.

A défaut par les parties intéressées de remettre dans le délai prescrit le certificat au shérif, ce dernier doit, s'il a suffisamment de deniers provenant de la vente pour en payer le coût, se le procurer, en payer le coût au régistrateur et le transmettre au protonotaire, soit avec son procès-verbal, soit plus tard, s'il n'a pu l'obtenir auparavant.

Lorsqu'il appert du procès-verbal du shérif qu'il ne fournira pas le certificat au protonotaire, toute partie intéressée peut le faire, sujet à la règle prescrite relativement à la réception des certificats par le shérif.—*Nouveau*; C.P.C., 699.

1. A registrar, when furnishing to a sheriff a certificate as to several lots of land sold, is not entitled to make separate certificates for each lot sold, when but one requisition covering all has been filed with him by the sheriff.—C.S., 1885. *Morris vs Canadian Iron and Steel Co.*, 1 M.L.R., 426; MATHIEU, J.

2. Le registrateur n'est pas tenu de fournir au shérif le certificat des hypothèques affectant l'immeuble vendu par autorité de justice, à moins que le coût de tel certificat soit préalablement payé.—C.S., 1887. *Catuld vs Lessard*, 31 J., 284; LORANGER, J.

der son retour.—Il semble qu'il doit être permis au shérif, sur sa propre demande, d'amender son retour.—C.A., 1959. *Molson & Burroughs*, 9 L.C.R. 217; 3 J., 220; 7 R. J.R., 201.

770. On the day of sale, or within four days thereafter, any interested party may furnish the sheriff with a certificate signed by the registrar of the registration division in which the moveable is situate, mentioning the privileges, hypothecs and other charges affecting such immovable and registered up to the day of sale.

If several certificates are offered to the sheriff, he must accept the first so offered; and, if several are offered at the same time, the one obtained first after the seizure.

Should the interested parties fail to furnish the certificate within the prescribed delay, the sheriff must, if he has sufficient moneys realized from the sale, procure it, paying its cost to the registrar, and transmit it to the protonotary either with his return, or thereafter if he could not obtain it before such return.

When it appears by the sheriff's return that the certificate will not be furnished by him to the protonotary, any interested party may do so, subject to the rules governing certificates received by the sheriff.—*New*; C.C. P., 699.

3. Lorsqu'un shérif demande à un registrateur un certificat des hypothèques, il ne peut exiger, en même temps, le mémoire du coût de la purge des hypothèques qui devront disparaître, lors de l'enregistrement du double du décret.

Ce mémoire ne peut être exigé qu'à l'époque de l'enregistrement du décret. Le certificat livré par le registrateur en vertu de l'article 609 C.P.C. est aux frais du shérif, en forme partie des frais généraux de justice aux termes de l'article 705 C.P.C.

Le coût du mémoire pour l'enregistrement du titre du shérif ou décret et pour la purge

des hypothèques qui en résulte aux termes des articles 2155 et 2157 C.C., est à la charge de l'adjudicataire. Les registrateurs ont droit aux honoraires pour recherches, lors de la confection du certificat requis aux termes de l'article 600 C.P.C., et ils ont égale-

771. Ce certificat doit contenir :

1. Les hypothèques enregistrées contre la propriété, dès qu'il y a telles hypothèques ainsi enregistrées après que le plan et le livre de renvoi sont en vigueur dans la division d'enregistrement ;

2. Les hypothèques enregistrées contre les parties qui, dans les dix ans qui ont précédé la vente, ont été propriétaires de l'immeuble ;

3. Les hypothèques antérieures dont l'enregistrement a été renouvelé pendant cette période.

Il doit aussi contenir la date de l'acte enregistré comme créant ou prouvant chaque hypothèque et la date de son enregistrement et de son renouvellement, s'il y en a, les noms, qualité et résidence du créancier et le nom du notaire ou des notaires devant qui l'acte a été passé, si cet acte est notarié ; spécifier celui des immeubles saisis, lorsqu'il y en a plusieurs, qui est affecté par chaque hypothèque, avec mention, pour chaque hypothèque, de tout paiement partiel enregistré, et de la somme qui paraît être due en principal et intérêt conservé.

Mais le registrateur ne doit pas inclure les hypothèques qui, d'après ses livres, paraissent avoir été éteintes ou déchargées en totalité ; et, dans la recherche des hypothèques, le registrateur ne doit pas aller au-delà de la date d'un titre du shérif, ou d'une vente par licitation forcée, ou d'une autre vente ayant l'effet du décret ou d'une sentence de ratification, concernant l'immeuble dont il s'agit et qui a été enregistré, excepté quant aux

ment droit aux honoraires pour les recherches qu'ils sont ensuite obligés de faire aux fins d'effectuer les radiations résultant de l'enregistrement du décret, conformément aux articles 2155 et 2157 C.C.—C.C., 1890. *Venne vs Thibodeau*, 18 R.L., 584 ; *DELO-RIMIER*, J.

771. The certificate must contain :

1. All hypothecs registered against the property, as soon as hypothecs are thus registered, from the time when the plan and book of reference have been in force in the registration division ;

2. All hypothecs registered against the parties who, during the ten years previous to the sale, were owners of the immovable ;

3. All anterior hypothecs of which the registration has been renewed during that period.

It must also contain the date of the act registered as creating or evidencing each hypothec, and the date of its registration, and of its renewal, if it has been renewed, the names, occupation and residence of the creditor, and the name of the notary or notaries before whom the act was passed, if it is notarial ; it must specify, when several immovables are seized, which of them is affected by each hypothec, mentioning, as regards each hypothec, every partial payment registered, and the amount in principal and preserved interest which appears to be due.

But the registrar must not include hypothecs which appear by his books to have been wholly discharged or extinguished ; and, in searching for hypothecs, the registrar must not go beyond the date of a sheriff's title, or of a sale by forced licitation, or of any other sale having the effect of a sheriff's sale, or of a judgment of confirmation of title, with regard to the immovable in question, and which has been registered ; except as to

hypothèques qui ne sont pas par là purgées ou éteintes.

S'il n'y a pas d'hypothèque enregistrée, ou si toutes les hypothèques enregistrées paraissent éteintes ou déchargées, le registrateur doit l'énoncer dans son certificat.—C.P.C., 700, amendé.

1. S.R.B.C., c. 36, ss. 7, 26, 27.—25 Vict., c. 11, s. 4.

2. Une hypothèque insérée dans le certificat du registrateur, donné conformément à l'article 700 du code de procédure civile, et créée par une personne qui n'a pas été propriétaire dans les dix ans, sera retranchée du dit certificat sur requête à cette fin faite par l'une des parties dans la cause.—C.S., 1874. *Armstrong vs Hus*, 5 R.L., 397; McCORD, J.

3. The registrar of each registration division is bound to enter in the certificate furnished by him to the sheriff, under articles 699 and 700 of the Code of civil procedure, all hypothecs registered against the parties who have been owners of the property sold during the ten years preceding the sale, and he cannot limit his certificate to the entries of mortgages registered within such ten years, and the registrar is liable to pay the amount of such mortgages as would have been collocated on the proceeds of the sale had he made a proper certificate, and

772. Si le registrateur ne peut constater par les livres et documents dans son bureau quelles sont les personnes qui ont été propriétaires de l'immeuble dans les dix années qui ont précédé la vente, il doit s'en enquérir avec diligence des propriétaires voisins ou des autres personnes qui connaissent bien l'immeuble; et ces personnes sont tenues de donner au registrateur par écrit et sous serment tous les renseignements qui sont à leur connaissance.

Il doit mentionner dans son certificat les renseignements ainsi obtenus, veiller à ce que chaque fait sur lequel est basé son certificat soit attesté par deux témoins, et annexer à son certificat les dépositions de ces témoins, dûment attestées sous serment par lui ou par quelque autre fonctionnaire compétent.—C.P.C., 701.

1. S.R.B.C., c. 86, s. 8.

hypothecs which are not by such means discharged or extinguished.

If there is no hypothec registered, or if all the hypothecs registered appear to have been discharged or extinguished, he must state so in his certificate.—C.C.P., 700, amended.

which have not been so collocated owing to his not having furnished such a certificate as the law called for.—C.A., 1880. *The Trust and Loan Company of Canada & Dupras*, 25 J., 239.

4. In the case of the seizure and sale of several lots of land, the registrar is bound to embody all the entries respecting such lots in one certificate. The registrar has no right to include in such certificate and charge for entries respecting hypothecs which appear by his books to have been discharged.—C.S., 1885. *De Bellefeuille vs Gauthier*, 2 M.L.R., 103; TASCHEREAU, J.

5. Le registrateur qui donne un certificat doit y mentionner toutes les hypothèques affectant la propriété pour laquelle on demande tel certificat, mais il ne doit pas y inclure les hypothèques qui ont été payées; et il pourra être condamné à remettre les honoraires qu'il se sera fait payer pour ces dernières entrées.—C.S., 1887. *Marchand vs Marchand*, 3 M.L.R., 261; MATHIEU, J.

772. If the registrar cannot ascertain from the books and documents in his office what persons were owners of the immoveable during the ten years which preceded the sale, he must diligently inquire of the neighbouring proprietors and other persons well acquainted with the property; and such persons are bound to give him, in writing and under oath, such information as they possess.

The registrar, in his certificate, must mention the information thus obtained, and see that every fact upon which his certificate is thus based is attested by two witnesses, whose affidavits, duly sworn to before him or any other competent officer, are annexed to such certificate.—C.C.P., 701.

773. Si l'immeuble s'est trouvé, pendant les dix années qui ont précédé la vente, dans un autre comté ou dans une autre division d'enregistrement, dont les livres, inscriptions et documents relatifs à cet immeuble ou une copie d'iceux n'ont pas été transmis au bureau d'enregistrement du comté ou de la division d'enregistrement où se trouvait l'immeuble au temps de la vente, le régistrateur énonce ce fait dans son certificat ; et, dans ce cas, il doit l'avoir obtenu du régistrateur de cet autre comté ou de cette autre division d'enregistrement un certificat des hypothèques enregistrées pendant que l'immeuble se trouvait dans ce comté ou cette division d'enregistrement, et ce dernier régistrateur est également soumis aux dispositions des deux articles qui précèdent.—C.P.C., 702, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 86, s. 10.

774. Après le dépôt des plan et livre de renvoi dans un bureau d'enregistrement conformément aux dispositions des articles 2168, 2169, 2176a et 2176b du Code civil, le lieutenant-gouverneur en conseil peut changer la forme du certificat des hypothèques ; et tout arrêté à cette fin est publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, et prend effet à compter du jour qui y est mentionné, pourvu que ce jour ne soit pas fixé à moins d'un mois après la publication de cet arrêté.—C.P.C., 703, *amendé* ; S.R., 5943.

775. Sur une vente à la folle enchère, il ne doit pas être produit de certificat des hypothèques, s'il en a été produit à l'occasion de la première vente.—C.P.C., 704, *amendé*.

776. Sur les deniers par lui perçus, le shérif a droit à tous les frais par lui faits pour arriver à la vente, ainsi

773. If the immovable was, during the ten years which preceded the sale, in another county or registration division, of which neither the books, entries and documents relating to such immovable, nor copies thereof, have been transmitted to the registry office of the county or registration division in which the immovable was situated at the time of the sale, the registrar states the fact in his certificate ; and in every such case the sheriff must obtain from the registrar of such other county or registration division, a certificate of all hypothecs registered while the immovable was within such county or registration division, and the latter registrar is likewise subject to the provisions of the two preceding Articles.—C. C. P., 702, *amended*.

774. After the plan and book of reference have been deposited in any registry office, in accordance with the provisions of Articles 2168, 2169, 2176a and 2176b of the Civil Code, the Lieutenant-Governor in Council may change the form of the certificate of hypothecs ; and every order to that effect is published in the *Quebec Official Gazette*, and takes effect from and after the day therein fixed, provided such day be not less than one month after the publication of the order.—C. C. P., 703, *amended* ; R.S., 5943.

775. In the case of resale for false bidding, no certificate of hypothecs need be produced if one has already been filed on the occasion of the first sale.—C. C. P., 704, *amended*.

776. The sheriff is allowed, out of the moneys which he has levied, all costs incurred by him to effect the sale,

qu'aux honoraires qui sont attribués à son office, après qu'ils ont été taxés par le juge ou le protonotaire, avec ensemble le coût du certificat des hypothèques ; et il doit tenir à la disposition du tribunal le surplus des deniers qu'il a perçus.—C.P.C., 705, amendé ; 55-56 V., c. 42, s. 2.

1. S.R.B.C., c. 85, s. 9 ; c. 36, ss. 2-6, § 3, 7, 8.

2. Il n'est pas loisible au shérif de déduire, sur les deniers provenant de la vente d'immeubles, le coût de l'acte de vente et de son enregistrement. Ces déboursés sont payables par l'acquéreur.—C.S., 1850. *Boisseau vs Pilot*, 1 L.C.R., 163 ; BOWEN, DUVAL & MEREDITH, JJ.

3. Si le shérif a ordonné le certificat du registrateur avant la vente, la disposition de la s. 28 du c. 36 des S.R.B.C., que dans le cas de vente par le shérif, les frais de ce certificat seront payés à mêmes les deniers reçus par lui, ne le libère pas de toute responsabi-

777. Sauf le débiteur, la partie intéressée qui a produit le certificat des hypothèques est colloquée par privilège pour le montant qu'elle affirme, dans une déclaration sous serment, avoir payé pour ce certificat, sans qu'il soit accordé d'honoraire au protonotaire pour cette collocation.

Cette réclamation peut être contestée en la manière ordinaire.—*Nouveau.*

7.—EFFET DU DÉCRET.

778. L'adjudication n'est parfaite que par le paiement du prix, et elle transfère alors la propriété à compter de sa date.—C.P.C., 706.

1. POTHIER, *Proc.*, 226-7.—HÉRIC, *Vente des Immeubles*, 118.—6 N. DENIZART, 45-46.

2. Le titre accordé à un adjudicataire, sur vente par décret, à une époque subsé-

779. L'adjudicataire prend l'immeuble dans l'état où il se trouve au temps de l'adjudication, sans égard pour les détériorations ou les augmen-

and all fees belonging to his office, after they have been taxed by the judge or by the prothonotary, together with the cost of the certificate of hypothecs ; and he must hold the balance subject to the order of the court.—C.C.P., 705, amended ; 55-56 Vic., c. 42, s. 2.

lité personnelle quant à ces frais, si les deniers par lui ainsi reçus sont insuffisants pour les payer.—C.A., 1867. *Lambly & Quesnel*, 17 L.C.R., 264 ; 14 R.J.R., 3.

4. Le shérif a le droit de retenir et d'insérer dans son mémoire de frais, sur la vente d'un immeuble, la taxe de un pour cent imposée par le chapitre 109 des Statuts refondus du B.C. et le chapitre 12 des Statuts du Canada de 1865, 28 Vic.—C.S., 1874. *Armstrong vs Hus*, 5 R.L., 396 ; MCCORD, J.

5. Les dispositions de la loi qui accordent au shérif une commission de deux et demi pour cent sont encore en vigueur.—C.S., 1892. *Lambert vs Larivière*, 2 R.J.O., 524 ; MATHIEU, J.

777. Any person, except the debtor, who has procured the certificate of hypothecs, is collocated by privilege for the amount which he justifies by claim under oath to have paid for the certificate, without any fee being allowed the prothonotary for such collocation.

The claim may be contested in the ordinary manner.—*New.*

7.—EFFECT OF SHERIFF'S SALES.

778. The adjudication is not perfect until the price is paid, and then it conveys ownership from its date.—C.C.P., 706.

quente à l'adjudication, a un effet rétroactif, et confère à tel adjudicataire le droit de propriété et tous les avantages qui en résultent, à compter du jour de l'adjudication.—C.A., 1861. *Laterrière & Houde*, 11 L.C.R., 449 ; 9 R.J.R., 481.

779. The purchaser takes the immovable in the condition in which it is at the time of the adjudication, without regard to deteriorations or

tations qui sont survenues depuis la saisie.—C.P.C., 707.

1. POTHIER, *Proc.*, 213-9

780. L'adjudication est toujours sans garantie quant à la contenance de l'immeuble, mais elle transfère tous les droits qui y sont inhérents et que le saisi pouvait exercer, ainsi que les servitudes actives qui y sont attachées, lors même qu'elles ne seraient pas énoncées au procès-verbal.—C.P.C., 708.

1. L'adjudicataire, à une vente par le shérif d'un terrain de 49 acres, qui n'a pas la quantité déterminée, a droit à une réduction au *pro rata* du prix d'adjudication.—*Semble* : qu'il en serait autrement de la vente d'un corps certain.—C.A., 1870. *Doutré & Elvidge*, 1 R.C., 120.

2. An *adjudicataire* at sheriff's sale of real estate, sold under the provisions of the Code of civil procedure of L. C., cannot legally claim to be refunded, by way of collocation on the proceeds of the sale, a portion of the price paid, on the ground that the property proved to be of considerably less extent than advertised, in consequence of an adjoining property having been erroneously included in the description. Under any circumstances the knowledge by the *adjudicataire*, at the time he bid, that the adjoining property did not belong to the defendants and was included in the description by error, would be a complete bar to such claim.—C.A., 1871. *Melançon & Hamilton*, 16 J., 57.

3. Le défaut de contenance dans un immeuble vendu par décret, donne droit à l'adjudicataire de demander la diminution du

781. Le décret purge tous les droits réels non compris dans les conditions de la vente, excepté :

1. Les servitudes dont l'immeuble est chargé ;

2. L'hypothèque résultant des rentes créées pour la commutation des droits seigneuriaux, sauf les arrérages échus avant la vente ;

3. Le droit d'emphytéose, les substitutions non ouvertes, le douaire coutumier non ouvert, excepté dans le cas où il existe une créance antérieure ou

improvements subsequent to the seizure.—C.C.P., 707.

780. The adjudication is always without any warranty as to the contents of the immoveable ; but it conveys all rights belonging to it which the judgment debtor might have exercised, and also all active servitudes attached to it even although they are not mentioned in the minutes of seizure.—C.C.P., 708.

prix, dans les proportions d'achat et de déficit. L'adjudicataire ayant, par erreur quant à la contenance de la propriété, payé le montant entier de son adjudication, est bien fondé à demander la réduction du prix d'adjudication.

Pour que ces principes puissent être appliqués, il faut démontrer que l'adjudicataire a été trompé lorsqu'il a payé le plein montant et que le paiement qu'il a fait est un paiement fondé sur l'erreur.—C.A., 1877. *Thomas & Murphy*, 8 R.L., 231.

4. Depuis le Code de procédure, l'adjudication d'un immeuble est toujours sans garantie de contenance, et l'adjudicataire ne peut, par opposition afin de conserver sur les deniers de la vente, réclamer la valeur d'un déficit dans cette contenance.—C.S., 1877. *Pelletier vs Chassé*, 3 Q.L.R., 65 ; TASCHEREAU, J.

5. By law the adjudication of an immoveable at a sheriff's sale is without any warranty as to contents, and the *adjudicataire* purchases *per aversionem* and not *per mensuram*.—C.S., 1877. *Douglas vs Douglas*, 3 Q.L.R., 197 ; STUART, J.

781. A sheriff's sale discharges property from all other real rights not mentioned in the conditions of sale, except :

1. Servitudes with which the immoveable is charged ;

2. Hypothecs resulting from the commutation of seigniorial rights, except as to arrears accrued previously to the sale ;

3. Rights of emphyteusis, of substitution not yet open, or of customary dower not yet open, except when it

préférable apparente dans la cause.—
C.P.C., 709, 710, 711.

1. S.R.B.C., c. 36, s. 27 ; c. 44, ss. 49, 50, 54 ; c. 85, s. 4, § 3.—HÉRIC., 46, 47 *et seq.* ; 49 *et seq.* ; 148 *et seq.*—7 N. DENIZART, 223.—POTHIER, *Proc.*, 227.—1 PIGEAU, 779.—48 Vict., c. 22, s. 14.

2. Lorsqu'un douaire coutumier a été enregistré sur un immeuble, une créance ayant la priorité de date et d'origine, mais enregistrée sur le même immeuble subsequmment au dit douaire, ne constitue pas "une créance antérieure ou préférable," purgeant le douaire coutumier dans le sens de l'article 710 C.P.C., qui n'a trait qu'à l'antériorité de rang, et à la préférence à raison d'un privilège en vertu des lois réglant les privilèges, les hypothèques et l'enregistrement des droits sur les immeubles.—C.R., 1884. *Lizotte vs Deschenaux*, 1 M.L.R., 402 ; 29 J., 225 ; TORRANCE, l'APINEAU & JETTÉ, JJ.

3. On ne peut par une opposition empêcher la vente d'un immeuble saisi, affecté d'un douaire coutumier non ouvert.—C.B.R., 1838. *Robertson vs Perrin*, 1 R. de L., 288 ; 2 R.J.R., 24.

4. A sale of substituted property, by authority of justice, is null as regards the substitute who was not represented therein, where the authorization to sell was obtained by the tutrix fraudulently concealing the will creating the substitution (not yet open), and by also withholding information as to the assets and grossly overstating the debts of the succession.—A sale under judicial authorization is also null, where the property of a minor, not represented by a tutor *ad hoc*, is sold to his tutrix through persons interposed who were merely *prête-noms*, and made no payments on account of the price.—The substitute may assert his claim to property so sold, even against a third party who has become the purchaser thereof at sheriff's sale under an execution issued against a person who held the property under title from the tutrix, such sale having taken place after the substitute became of age, but before the substitution was open.—C.S., 1890. *McGregor vs The Canada Investment and Agency Co.*, 6 M.L.R., 196 ; PAGNELO, J.

5. Le décret d'un immeuble, à la poursuite de la cité de Montréal, en vertu des dispositions de sa charte et en recouvrement de taxes, ne purge pas les substitutions non ouvertes qui grèvent cet immeuble et l'adjudicataire d'un tel immeuble peut se pourvoir en nullité de décret.—C.S., 1892. *Chaput vs La Corp. de Montréal*, 2 R.J.O., 466 ; JETTÉ, J.

6. Une propriété immobilière vendue par décret est purgée de toutes charges dont elle était auparavant grevée, excepté celles qui sont expressément énoncées dans l'avertissement du shérif ou avis de vente ; et, dans

appears on the face of the proceedings that there exists a prior or preferable claim.—C.C.P., 709, 710, 711.

l'espèce, la propriété vendue ayant été deux fois louée pour plusieurs années, sujette à un canon emphytéotique en vertu de chaque bail, et le premier bail seul ayant été mentionné dans l'avertissement, la propriété vendue était purgée des charges qui l'affectaient en vertu du second bail.—C.S., 1858. *Titu vs Chinic*, 14 L.C.R., 147 ; 12 R.J.R., 355 ; MEREDITH, J.

7. Le décret ne purge pas l'immeuble de la servitude résultant d'une stipulation, par un acquéreur antérieur, d'entretenir toute la largeur du chemin avec fossés et clôtures.—C.P., 1880. *Dorion & Le Séminaire c. St-Sulpice*, 16 Q.L.R., 246 ; 2 STEPHENS' Digest, 704.

8. Where a strip of land is acquired by a municipal corporation, across a property, for the purpose of laying their water mains, no fence or other surface indication being erected to mark the limits of the strip, which continues, under a condition of the deed of sale, to be cultivated by the seller and his representatives in the same manner as the rest of the land, and that after several changes of ownership the land is sold by the sheriff on the last owner in possession without mention of any reserve for the corporation, it requires an opposition on the part of such corporation to preserve their rights on said strip of land.

A sheriff's sale, executed with the proper formalities, confers a complete title on the purchaser, and extinguishes all rights against the immoveable except those specially mentioned in this article.—C.A., 1894. *Lecterc & Phillips*, 4 R.J.O., 288.

9. L'adjudication sur décret opère tradition réelle et l'acquéreur est bien saisi et peut transmettre la possession. Tel acquéreur par indivis peut provoquer la licitation.—L'acquéreur même qui n'a pas été en possession peut revendiquer l'immeuble auquel il a un titre.—C.A., 1859. *Loranger & Bondreau*, 9 L.C.R., 385 ; 7 R.J.R., 284 ;

10. Le décret purge un immeuble de tous les droits de propriété excepté dans le cas où le propriétaire est, lors du décret, en possession de l'immeuble saisi *snpcr non domino*.—Si, au moment de la saisie d'un immeuble, le vrai propriétaire n'en est pas en possession, il doit, pour conserver son droit de propriété, s'opposer à la vente par les moyens ordinaires.—C.A., 1865. *Patton & Morin*, 16 L.C.R., 267 ; 15 R.J.R., 109.

11. Le droit de coupe de bois est purgé par le décret.—C.S., 1865. *Lefebvre vs Gosselin*, 9 J., 95 ; 14 R.J.R., 44 ; MONK, J.

12. La vente, par autorité de justice, d'un vaisseau enregistré à la douane, ne purge pas les hypothèques sur ce vaisseau, enregistrées avant la réclamation du saisis-

sant.—C.S., 1887. *Jeannotte vs Tremblay*, 15 R.L., 115; MATHIEU, J.

13. V. article 721 pour l'obligation d'entretenir les baux.

14. Le 16 avril 1873, le défendeur avait vendu un immeuble au nommé Johnson, à charge par ce dernier de payer une rente constituée de \$4, payable le 4 juillet chaque année. Le 3 novembre 1873, Johnson transporta l'immeuble, à charge de cette rente, à Théophile Arpin qui, le 6 novembre 1873, le vendit, toujours sous l'obligation de payer la rente au défendeur, au nommé Clément, sur lequel il fut vendu par décret en 1881, Charles Arpin, légataire de Théophile Arpin, s'étant porté adjudicataire. Aucune opposition afin de charge ne fut faite par le défendeur pour conserver la rente. A son tour, Charles Arpin vendit l'immeuble en question au demandeur, avec stipulation qu'il payerait la rente au défendeur. Ce dernier n'avait pas

782. L'adjudicataire qui ne peut se faire livrer l'immeuble par le saisi, peut s'adresser au juge par simple requête dûment signifiée et saisi, et obtenir une ordonnance adressée au shérif d'expulser le saisi et de mettre l'adjudicataire en possession, sans préjudice du recours de ce dernier contre le saisi pour les dommages et les frais résultant de ce refus.—C.P.C., 712, *amendé*; S.R., 5945.

1. S.R.B.C., c. 85, s. 27.

2. An *adjudicataire* may obtain a writ of possession after the expiration of a year and a day from the date of the adjudication, provided he move for the same within the year and day from the judgment of distribution.—C.R., 1878. *Sewell vs Bourk*, 4 Q.L.R., 246; MEREDITH, STUART & CARON, JJ.

3. L'adjudicataire qui demande l'émanation d'un bref de possession, ne peut l'obtenir avant d'avoir payé le montant de son adjudication.—C.S., 1878. *Convey vs Smiley*, 4 Q.L.R., 183; CASALTY, J.

4. An *adjudicataire* who has not been able to obtain a title to the real estate adjudged to him, owing to the judgment of distribution not being rendered and this not by any laches on his part, may, within a year of rendering such judgment, obtain a writ of possession authorizing him to put the *adjudicataire* in possession; and the defendant will not be maintained in his pretension that he has been in open and peaceable and public possession of the said immovable for more than a year and a day, prior to the demand of possession.—C.A., 1879. *Bourke & Langlois*, R. 25; 10 R.L., 560.

accepté la délégation de paiement stipulée dans la vente de Johnson à Théophile Arpin.—*Jugé*: que le décret, en l'absence d'opposition à fin de charge par le défendeur, et la déconfiture de Clément avaient éteint la rente; que l'obligation assumée par Charles Arpin et par le demandeur, subséquemment à ce décret, était sans cause et par erreur; que le défendeur n'ayant pas accepté la délégation de paiement dans la vente à Théophile Arpin, ce dernier n'avait jamais été débiteur personnel de la rente, mais seulement tiers détenteur de l'immeuble qui y était affecté; que partant Charles Arpin n'en était pas devenu débiteur en sa qualité de légataire de Théophile Arpin; et le demandeur, en s'obligeant de payer cette dette à l'acquit de Charles Arpin, s'était engagé à payer une dette qui n'existait pas et pouvait répéter les arrérages qu'il avait payés par erreur.—C.R., 1897. *Pinsonnaull vs Grant*, 12 R.J.O., 339; JETTÉ, TASCHEREAU & TELLIER, JJ.

782. A purchaser who cannot obtain the delivery of the property from the judgment debtor may apply to the judge by petition, of which the debtor has received notice, and obtain an order commanding the sheriff to dispossess the debtor and put the purchaser in possession, without prejudice to the recourse of the latter against the debtor for all damages and costs resulting from his refusal.—C.C.P., 712, *amended*; R.S., 5945.

5. The Circuit Court has no jurisdiction to grant a petition made under art. 712 of C. C.P., by an *adjudicataire* of real estate, to order the sheriff to dispossess the defendant and put the *adjudicataire* into possession of real estate, notwithstanding that the writ of execution under which the real estate was sold issued out of the Circuit Court, because the report of distribution was made and filed in the Superior Court.—C.C., 1883. *Evans vs Hurtubise*, 27 J. 294; RAINVILLE, J.

6. Une requête demandant au shérif un ordre d'expulser la défenderesse, et de mettre l'adjudicataire en possession, doit être signifiée au saisi, en observant les délais pour les assignations ordinaires.—C.S., 1884. *Francis vs Cheny*, 12 R.L., 624; MATHIEU, J.

7. La demande en nullité de décret n'a pas l'effet de suspendre la demande d'envoi en possession provisoire faite par celui qui s'est rendu adjudicataire d'un immeuble, mais le juge peut ordonner l'envoi en possession provisoire en attendant le sort du procès.—C.S., 1895. *Gauthier vs Melançon*, 7 R.J.O., 471; LORANGER, J.

8. Le bref de possession en faveur de l'adjudicataire peut émaner contre la veuve

du saisi qui est en possession.—C.S., 1856. *Lewis vs Oneil & Holbrook*, 1 J., 15; 5 R.J.R., 371; DAY, SMITH & BADGLEY, JJ.

9. Il ne sera pas octroyé de writ de possession à la demande de l'adjudicataire de la moitié indivise d'une propriété immobilière, s'il appert que cette propriété est indivisible, et le tout en la possession du propriétaire de l'autre moitié indivise. Le recours en pareil cas est par la procédure en licitation.—C.S., 1862. *Blain vs Hall et al.*, 12 L.C.R., 102; 10 R.J.R., 381; STUART, J.

10. A purchaser cannot obtain a writ of possession against a third party under this article.—C.S., 1879. *Trust and Loan Co. of Canada vs Jones*, 2 L.N., 195; MACKAY, J.

783. Il est procédé sur cette demande de même que sur celle pour vente à la folle enchère.—C.P.C., 713.

8.—DEMANDE EN NULLITÉ DE DÉCRET.

784. Le décret peut être déclaré nul à la poursuite du saisi ou de tout créancier ou autre intéressé :

1. S'il y a eu dol ou artifices, à la connaissance de l'adjudicataire, pour écarter les enchères ;

2. Si les conditions et formalités essentielles prescrites pour la vente n'ont pas été observées ; mais le saisissant ne peut poursuivre la nullité pour défaut de formalité provenant de lui ou de son procureur.—C.P.C., 714, *partie*.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Annouces	10, 19, 20
Cessionnaire	8
Déclassement	22
Description	10, 12, 13, 15, 18, 21, 28
Dol	10 à 14
Emphythéose	24
Erieur	13, 14, 16
Eviction	23 à 27, 29, 30
Garantie	29
Inscription de faux	9
Insolvable	31
Nue propriété	17
Opposition	7
Possesseur	3 à 7, 32
Qualités	3 à 8
Titre faux	12
L'usufruit	17
Vaisseau	26
Vente en bloc	10

11. Un bref de possession, sur décret forcé, ne peut être émané contre une personne qui n'est pas partie en cause, et la personne expulsée au moyen d'un tel bref, peut se pourvoir en complainte et en réintégrant.—C.A., 1857. *Desjardins & Boudreau*, 9 L.C.R., 201; 1 R.J.R., 191.

12. Un défendeur qui ne s'est pas opposé à la vente d'un immeuble situé dans deux paroisses pour le motif que les avis de vente n'ont été donnés que dans l'une des deux paroisses, peut néanmoins soulever ce moyen en réponse à une requête de l'adjudicataire pour envoi en possession de l'immeuble.—C.S., 1893. *Proulx vs Latonde*, 4 R.J.O., 115; LORANGER, J.

783. The proceedings upon this application are the same as upon the application for a resale for false bidding.—C.C.P., 713.

8.—VACATING SHERIFF'S SALES.

784. Sheriff's sales may be vacated at the instance of the judgment debtor, or of any creditor or other interested person :

1. If fraud or artifice was employed, with the knowledge of the purchaser, to keep persons from bidding ;

2. If the essential conditions and formalities prescribed for the sale have not been observed ; but the seizing creditor cannot vacate the sale for any want of formalities attributable to himself or his attorney.—C.C.P., 714, *in part*.

1. POTHIER, *Proc.*, 236-240.—HÉRIC., *Vente des Immeubles*, 187.—1 PIGEAU, 780.

2. V. articles 699, 722 et 723, 757 et 758, 761.

3. Si au moment de la saisie d'un immeuble, le vrai propriétaire n'en est pas en possession, il doit, pour conserver son droit de propriété, s'opposer à la vente par les moyens ordinaires.—C.A., 1865. *Patton & Morin*, 16 L.C.R., 267; 15 R.J.R., 109.

4. Le décret fait avec toutes les formalités requises par la loi, sur une personne en possession de l'immeuble vendu, constitue un bon titre en faveur de l'adjudicataire. Le décret ne peut être annulé parce que l'adjudicataire aurait, par un titre antérieur, frauduleusement acquis cette même propriété, dont il aurait disposé ensuite en faveur des auteurs de celui sur lequel il est vendu.

Dans l'espèce, on ne peut aller au-delà de ce décret.—C.A., 1892. *Canada Investment and Agency Co. & McGregor*, 1 R.J.O., 198.

5. If at the period of the seizure of an immovable the proprietor is not in possession thereof, he must, for the preservation of his rights of property, oppose the sale by the usual means. Such is law as laid down in the case of *Fulton vs Morin*, 16 L.C.R., 267.—C. suprême, 1893. *McGregor & Canada Investment*, 21 R.C.S., 499.

6. But a sheriff's sale can be annulled at the instance of the person who had the title to the property and its possession.—C. suprême, 1889. *Dufresne vs Dixon*, 16 R.C.S., 596.

7. A petition *en nullité de décret* has the same effect as an opposition to a seizure and under arts. 662 and 663 C.P.C., the sheriff cannot proceed to the sale of property under a writ of *venditioni exponas*, unless such writ is issued by an order of the court or a judge. (*Bissonnette & Laurent*, 15 R.L., 44, approved.)—C. suprême, 1893. *Lefeuntun & Véronneau*, 22 R.C.S., 203.

8. Pour attaquer un décret, il faut être créancier lors du décret.—Le requérant en nullité de décret, cessionnaire d'un créancier, doit avoir de faire sa requête, faire signifier son transport au défendeur ou le lui faire accepter pour créer un lien de droit entre lui et le défendeur; mais il n'est pas nécessaire que ce transport soit signifié aux adjudicataires.—Le créancier ou son cessionnaire doit présenter sa requête en nullité de décret dans le délai d'un an après le décret.—Le requérant en nullité de décret doit établir: 1° que sa créance eût été probablement payée, si l'immeuble avait été vendu plus cher; 2° que l'immeuble vaut plus que le prix d'adjudication, et que, sans le fait reproché à l'adjudicataire, il aurait été vendu un bien plus haut prix; 3° que le fait reproché à l'adjudicataire constitue un dol et une fraude, aux termes de la loi; 4° qu'il en est résulté un préjudice grave aux créanciers et notamment au requérant et que leurs intérêts seraient sauvegardés si le décret était annulé.—L'engagement pris par un adjudicataire envers un créancier de lui payer sa créance à condition qu'il n'enchérisse pas, ne constitue pas le dol prévu par l'article 714 C.P.C.—C.S., 1874. *Bérard vs Barrette*, 5 R.L., 703; 14 L.N., 138; ROUTHIER, J.

9. Sur une inscription de faux de la part d'un créancier intéressé, un titre du shérif peut être déclaré faux.—Quoique le titre du shérif soit enregistré, et que l'immeuble décrété ait passé entre d'autres mains par titres aussi enregistrés, si le titre du shérif est faux en quelque partie, il sera déclaré faux au profit d'un créancier intéressé à faire valoir une hypothèque pour une rente annuelle omise dans le titre du shérif.—C.A., 1877. *Carpenter & Déry*, 5 Q.L.R., 311.

10. Le décret d'immeubles est nul lorsque il y a dol et artifices à la connaissance de

l'adjudicataire pour écarter les enchères.—Le décret d'un immeuble est nul, si le procès-verbal de saisie et les annonces ne mentionnent pas la rue où est situé l'immeuble, et si les tenants et aboutissants de partie d'un lot officiel saisi ne sont pas donnés.—Une vente de plusieurs immeubles, annoncés séparément, mais faite en bloc, sans le censément régulier du saisi, et à la sollicitation de l'adjudicataire, est nulle.—C.S., 1890. *Fairbanks vs The Pioneer Beet Root Sugar Co.*, 20 R.L., 99; TASCHEREAU, J.

11. A sheriff's sale of land may be set aside where it appears that the whole transaction was got up for the purpose of purging the land so sold of the hypothec with which it was charged.—C.A., 1881. *Bourque & Bissonnette*, R., 658.

12. Where by artifices, such as the passing of false deeds changing the tenants and aboutissants, a sheriff's sale has been carried out so as to mislead creditors and the public, the sale will be set aside on petition of an hypothecary creditor, who would otherwise be deprived of his security by such fraudulent manoeuvres.—C.A., 1881.—R., 656.

13. The fact that the bidders at the sheriff's sale were in error as to the identity of the moveable sold and that the *adjudicataire*, though aware of the error of the other bidders, did not inform them of it, is not a ground for setting aside such sale where no fraud or artifice was practised, a bidder being under no obligation to impart to other bidders the knowledge he possesses as to the identity of the property offered for sale.—C.S., 1895. *Molleur vs St. James*, 9 R.J.O., 184; DOHERTY, J.

14. Par suite d'une erreur de copiste commise dans une saisie immobilière faite par le shérif, la requête en nullité de décret présentée de la part du saisi est maintenue avec dépens contre le shérif.—C.S., 1869. *Beaudry vs Raymond*, 14 J., 112; 15 R.J.R., 230; MACKAY, J.

15. Where the immovable sold was described by the sheriff as comprising certain subdivision of an official number, as marked on the cadastre, and as fronting on a projected street, and the official plan referred to indicated the existence of a street along the front, leading to the highway, the absence of such street was a ground for vacating the sale under C.C.P. 714.—C.A., 1880. *Moat & Moisan*, 3 L.N., 294; 25 J., 218.

16. Un demandeur qui par erreur a fait saisir et vendre un immeuble, comme appartenant au défendeur, lorsque de fait il ne lui appartient plus (l'ayant vendu longtemps avant par titre enregistré), pourra, sur requête, faire déclarer ce décret nul, et faire ordonner que le prix d'adjudication soit remis à l'adjudicataire.—C.S., 1882. *Bigras vs O'Brien*, 11 R.L., 376; MATHIEU, J.

17. A sheriff having seized on one defendant the usufruct of an immovable and on

the other defendants, the *nue propriété*, and advertised the sale as follows: "The lots of land hereinafter described seized as follows, to wit, the usufruct as belonging to Dame L. D. C. during her lifetime and the *nue propriété* as belonging to wit, one undivided third to L. V. D. and the other two thirds to &c., &c., &c.—*Held*: that under the advertisement, the sheriff was bound to sell the property as a whole,—*i.e.* usufruct and *nue propriété* combined; and a sale of these rights separately made by the sheriff having resulted in surprise and prejudice to the defendants, it would be set aside, on petition *en nullité de décret* by defendants.—C.A., 1886. *Cheney & Brunet*, 30 J., 214; 2 M.L.R., 298.

18. Le décret est nul si l'adjudicataire fait voir que le lot qui lui a été adjugé était décrit aux avis de vente comme étant un lot bâti, tandis qu'au contraire ce lot était vacant.—C.S., 1892. *La Cité de Montréal vs Pérodeau*, 2 R.J.O., 902; LORANGER, J.

19. A deed of sale, *décree*, cannot be set aside because the sheriff advertised the sale for Thursday the 21st February 1820, when the 21st was Wednesday. The designation of the day is complete, *viz*: "The 21st February 1820." It is added that it falls on a Thursday, but that is *surplusage*, and it is therefore immaterial, whether it be or not erroneous.—C.B.R., 1821. *Languedoc vs White*, 2 R. de L., 472; 2 R.J.R., 257.

20. Nullity of the *saisie* for illegal advertisements can be invoked by a hypothecary creditor by petition, without a writ of summons, duly served on all the parties interested.

It can also be invoked by means of an opposition filed after the sale and served on all the interested parties, and containing all the essential allegation of a petition *en nullité de décret*.—C.A., 1878. *Fauteux & Montreal Loan and Mortgage Co.*, R., 699.

21. Le saisi qui a lui-même fourni au shérif la description sur laquelle un immeuble a été vendu, ne peut demander la nullité du décret de cet immeuble lorsque les motifs de nullité qu'il invoque sont des nullités purement relatives et qu'il aurait pu les faire valoir par le moyen d'une opposition afin d'annuler avant la vente.

La nullité qui résulte de la vente d'un immeuble, déclaré incessible et insaisissable par le donateur, est purement relative.

La prohibition d'aliéner la chose donnée par une donation onéreuse, est nulle.—C.R., 1893. *Genier vs Kerr*, 3 R.J.O., 409; TASCHEREAU, J.

22. Nullities or informalities as to the *délaissement* cannot be invoked under art. 714.—C.S., 1890. *Robert vs Northgraves*, 3 L.N., 133; TORRANCE, J.

23. L'acheteur qui, sur une vente par le shérif, a payé son prix de vente, ne peut forcer le créancier poursuivant le décret, qui a reçu le prix de vente, à le rembourser sous

le prétexte qu'il est exposé à être troublé, et il ne peut exercer de recours contre tel créancier que s'il est troublé dans sa possession.—C.A., 1882. *The Trust and Loan Co. of Canada & Quintal*, 2 D.C.A., 190.

24. If an immovable charged with an unexpired term of 15 years of emphyteutic lease be sold by the sheriff without mention of such charge in the minutes of sale, and if such charge diminishes the value of the property by about one half, the purchaser who is prevented by notification and protest on the part of the lessee from obtaining possession during such unexpired term may obtain the vacation of the sheriff's sale under art. 714 C.C.P.—C.S., 1881. *Cossitt vs Lemieux*, 25 J., 317; JETTÉ, J.

25. L'appelant s'étant porté adjudicataire d'un immeuble sur lequel il y avait des droits à payer sur des machines incluses dans la dite vente, il pouvait demander la nullité du décret et la résolution de la vente, attendu qu'il avait acheté la propriété libre de toute charge et que l'action prise par les autorités douanières rendait impossible la délivrance par le shérif, et il ne pouvait en prendre possession avant de payer tels droits, ce qu'il n'était pas tenu de faire.—C.P., 1885. *Prévost & La Cie de Fives-Lille*, 20 J., 268; 8 L.N., 297.

26. Une vente, par autorité de justice, d'un vaisseau enregistré sera annulée à la demande de l'adjudicataire, si une hypothèque dûment enregistrée sur ce vaisseau ne lui a pas été dénoncée lors de la vente, comme une charge de cette vente.—L'adjudicataire d'un bateau à vapeur, qui a payé le prix de son adjudication, a un recours en garantie contre le saisi pour le prix de l'adjudication, les frais et les commiages-intérêts, lorsque cette adjudication est annulée à la demande de l'adjudicataire parce qu'une hypothèque affectant le bateau à vapeur ne lui a pas été dénoncée lors de l'adjudication. L'adjudicataire a aussi un recours contre les créanciers colloqués ou contre le demandeur qui a été payé du montant de sa créance à même les deniers prélevés; mais il n'a pas de recours, lorsque par l'effet de ce paiement le créancier a perdu le privilège qu'il avait sur le bateau.—C.S., 1887. *Jeannotte vs Tremblay*, 15 R.L., 115; MATHIEU, J.

27. A purchaser of real estate at a sheriff's sale is not bound to take a deed of the property, but may have the sale vacated, if it appear that the immovable is charged with a claim for dower which is not extinguished by sheriff's sale; and this is so, even where the purchaser has knowledge, before the sale, of the existence of the hypothec.—C.A., 1887. *Blondin & Lizotte*, 3 M.L.R., 496; 31 J., 80.

28. Le shérif, à une vente judiciaire, vendit par décret les "quinze cinquièmes d'un lot de terre situé en la paroisse des Eboulements," et l'adjudicataire présenta une requête en nullité de décret, se plai-

gnant, qu'on lui avait vendu une chose indéterminée et indéterminable, et qui n'exaltait point. — *Jugé*, sur défense en droit, que sa demande était bien fondée en loi, l'objet mentionné dans le décret ne pouvant exister, et les trois moyens contenus en l'article 714 du Code de procédure civile, n'étant pas les seuls donnant lieu à la demande en nullité de décret.—C.S., 1887. *Petron vs Boucard*, 13 Q.L.R., 220; ROUTHIER, J.

29. In judicial sales in execution of a judgment, the purchaser has no action of *garantie* against the creditor seizing. His recourse against him is either that provided by article 1586 or 1587 C.C.—C.A., 1894. *Ruest & Thompson, R.*, 652.

30. Un adjudicataire peut se refuser de payer le prix de son adjudication et en demander la nullité, s'il prouve qu'il est exposé à un trouble imminent, et il n'est pas tenu de prouver qu'il est exposé à une éviction certaine, et la cour, si elle est d'opinion que l'adjudicataire a un juste sujet de crainte d'être troublé, déclarera l'adjudication nulle, sans se prononcer sur la validité de la cause de trouble.—C.A., 1876. *Jobin & Shuter*, 7 R.L., 705.

31. L'insolvable a intérêt à demander la nullité de l'adjudication, tant par action que par requête, lorsque le shérif a illégalement exigé un dépôt des enchérisseurs.—C.R., 1894. *Lebouthillier vs Matte*, 7 R.J.O., 280; 1 R. de J., 191; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

32. Certain immovable property belonging to a community was hypothecated by the husband for security of a loan, and while the debt still existed the wife died intestate. No notice of her death or declaration of transmission of her estate was registered, as required by law. The lender instituted an action against the husband to enforce payment, but four days prior to the commencement of this

785. Le décret peut être déclaré nul à la poursuite de l'adjudicataire :

1. S'il est exposé à l'éviction à raison de quelque douaire coutumier, substitution ou autre droit non purgé par le décret ;
2. Si l'immeuble est tellement différent de la description qui en est donnée dans le procès-verbal de saisie, qu'il est à présumer que l'adjudicataire n'aurait pas acheté s'il eût connu cette différence.—C.P.C., 714, *partie*.

1. *Idem*.

2. Les ventes judiciaires sont sujettes aux règles applicables généralement au contrat de vente, lorsque ces règles ne sont pas in-

sult the surviving consort sold all his moveable and immovable property to one of his sons, an absentee, and when the property was seized by the sheriff, oppositions were dismissed because he made default to give security for costs. The immovable being sold by the sheriff, the same son with the other children petitioned to set aside the sale on the ground that the land belonged to the community of property which had existed between their father and mother, and after her death one half devolved to the petitioners, and that the other half belonged to the son to whom it had been sold as above stated. — *Held* : as regards the claim of the petitioners to their mother's share, the sale was not *super non domino et non possidente*, the debtor being in physical possession of the mortgaged property and the creditor having no notice of the wife's death. Moreover, the children, having accepted the succession of their mother, were personally responsible for the mortgage debt.

Persons contesting the rights of an innocent third party, *adjudicataire* at a sheriff's sale, are in the position of plaintiffs in a petitory action, and are obliged to establish the validity of their title.

Art. 714 of the Code of Procedure, which enacts that a sheriff's sale may be vacated "if the essential conditions and formalities prescribed for the sale have not been observed," refers to such an extreme and flagrant case of the violation of precedent formalities as would operate a denial of justice if not corrected,—and this was not the case here, the petitioners being aware of the proceedings to enforce the judgment, and the prevention of the sale could only be properly sought by an opposition filed more than 15 days before the advertised date of sale.—C.A., 1896. *Perrault & Mousseau*, 6 R.J.O., 474.

785. Sheriff's sales may be vacated at the instance of the purchaser :

1. If he is liable to eviction by reason of some customary dower, substitution, or other right from which the property is not discharged by sheriff's sale ;
2. If the immovable differs so much from the description given of it in the minutes of seizure, that it is to be presumed that the purchaser would not have bought had he been aware of the difference.—C.C.P., 714, *in parte*.

compatibles avec les lois spéciales ou quelque article du code civil ; et l'article 714 du Code de procédure civile, l'ancien texte (785) qui dit que le décret peut être déclaré nul, à la

poursuite de l'adjudicataire, " s'il est exposé à l'éviction à raison de quelque donaire coutumier, substitution, ou autre droit non purgé par le décret " doit être interprété à la lumière des principes du code civil, relativement à la vente, lesquels ne permettent à l'acheteur, qui a payé le prix de vente, de répéter ce prix, que lorsqu'il a été effective-

786. La requête en nullité de décret en vertu de l'article 784, doit être présentée dans les mêmes délais que ceux prescrits pour l'appel à la cour du banc de la reine des jugements de la cour supérieure.—C. P. C., 716, amendé; *Bérard vs Barrette*, 5 R.L., 703.

1. POTHIER, *Proc.*, 125, 265.—LE PRESTRE, 2 Cent., p. 142, n. 9.—4 HENRYS, p. 63.

2. Un défendeur, sur lequel un immeuble a été vendu par le shérif, ne peut, *de plano*, s'opposer à la saisie du même immeuble sur un tiers détenteur d'icelui, sans avoir, au préalable, fait annuler le décret dont il demande la nullité, par son opposition, et ce dans la cause où il a eu lieu.—C.R., 1870. *Armstrong vs Barrette*, 2 R.L., 98; 20 R.J.R., 413; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

3. L'adjudicataire n'est pas tenu d'intenter la demande en nullité de décret dans l'année, les causes d'éviction pouvant ne venir à sa connaissance que plusieurs années après le décret.—C.S., 1874. *Bérard vs Bar-*

787. La demande doit être faite par requête dans la cause, signifiée au saisissant et à toutes les autres parties intéressées dans la cause, et est soumise aux mêmes règles et délais qu'une instance ordinaire.

Celui qui a poursuivi la saisie et la vente a la préférence pour la contestation de cette demande; et, à défaut par lui de la faire dans les délais fixés, toute autre partie peut poursuivre la contestation; mais, dans aucun cas, l'adjudicataire ne peut être condamné aux frais de plus d'une contestation. C.P.C., 715, amendé.

1. The sheriff must be made a party to an action to set aside a sheriff's sale.—C.S., 1865. *Drapeau vs Fraser*, 1 L.C.L.J., 95; MONK, J.—C.R., 1865. *Tessier vs Bienjoni*, 9 J., 67; 16 L.C.R., 152; 1 L.C.L.J., 68; 14 R.J.R., 105.—C.R., 1894. *Lebouhillier vs*

ment évincé de la chose vendue. Partant, l'adjudicataire qui a payé le prix d'adjudication, ne peut demander la nullité du décret pour simple danger d'éviction, et son recours contre le décret ne sera ouvert que lorsque l'éviction sera consommée.—C. R., 1897. *Deschamps vs Pury*, 12 R.J.O., 155; TASCHE-REAU, GILL () IMET, JJ.

786. Applications under Article 784 to vacate sheriff's sales must be made within the same delay as are prescribed for appealing to the Court of Queen's Bench from judgments of the Superior Court.—C. C. P., 716, amended; *Bérard vs Barrette*, 5 R.L., 703.

rette, 14 L.N., 138; ROUTHIER, J.

4. The delay of service of a petition on nullité de décret is the same as on an ordinary summons as regulated by art. 75 of the Code of procedure.—C.S., 1883. *Brown vs Demers*, 7 L.N., 312; LORANGER, J.

5. L'article 716 du Code de procédure civile qui prescrit que la requête en nullité de décret de la part du saisi doit être présentée dans les mêmes délais que ceux prescrits pour l'appel du jugement de la cour supérieure, s'applique également à une demande d'amendement de la requête en nullité de décret déjà présentée, lequel amendement ne peut être permis après les susdits délais.—C.S., 1888. *Bolduc vs Lefuntun*, 4 M.L.R., 52; MATHIEU, J.

787. The application must be made in the suit by petition, served upon the seizing party and upon all other interested parties in the suit, and is subject to the same rules and delays as ordinary suits.

The party who prosecuted the seizure and sale has a preferable right to contest any such application; and if he fails to do so within the prescribed delays, any other party may take up the contestation; but the purchaser cannot in any case be condemned to pay the costs of more than one contestation.—C.C.P., 715, amended.

Matte, 1 R. de J., 191; 7 () ; ROUTHIER, CARON & ANDREU ()

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. Un créancier qui demande, par re-

quête, la nullité d'un décret, d'une ventilation et d'un jugement de distribution dans la même cause, ne peut être tenu d'opter

788. Les moyens de nullité de décret peuvent être également invoqués par l'adjudicataire contre lequel on demande la vente à la folle enchère.—C.P.C., 717.

1. L'assignation d'un absent, sur une requête en nullité de décret, peut être faite par la voie des journaux en la manière ordinaire.—C.S., 1886, *Bury vs Leslie*, 10 L.N., 355; ROUTH, J.

9.—OPPOSITION A FIN DE CONSERVER.

789. Le prothonotaire doit tenir un registre dans lequel sont entrés tous les rapports faits par le shérif des brefs d'exécution, avec mention du montant prélevé, des oppositions faites à leur distribution, des réclamations produites, soit entre les mains du shérif, soit au greffe du tribunal, des contestations et de la date de l'affichage et de la présentation des motions pour l'homologation du rapport.—C.P.C., 718, *amendé*.

790. L'opposition à fin de conserver : ar les deniers n'est nécessaire que pour les créances que le régistateur n'est pas tenu d'insérer dans le certificat des hypothèques, tel que prescrit en l'article 771.

Elle n'est pas nécessaire non plus pour les créances résultant des taxes municipales ou scolaires, ni pour les cotisations pour la construction ou réparation des églises, presbytères et cimetières; et il suffit de produire entre les mains du shérif ou du prothonotaire un état de ces réclamations, certifié par le secrétaire-trésorier ou agent reconnu de la corporation, et accompagné des pièces justificatives nécessaires.

Les réclamations pour arrérages de cens et rentes ou rentes constituées qui les remplacent, peuvent de même se

entre ces trois procédures, les trois demandes pouvant se cumuler.—C.S., 1898, *Cousineau vs Lespérance*, 1 R.P., 412; MATHIEU, J.

788. Grounds of nullity against a sheriff's sale may likewise be set up by the purchaser against whom an application is made for a resale for false bid. —C.C.P., 717.

2. V. article 701 et s., se rapportant à la vente à la folle enchère.

3. V. articles 722-723, se rapportant à la nullité de la saisie.

9.—OPPOSITIONS FOR PAYMENT.

789. The prothonotary must keep a register in which are entered all returns by the sheriff to writs of execution, with mention of the amounts levied, of the oppositions made to the distribution thereof, of all claims filed as well in the hands of the sheriff as in the office of the court, of all contestations, and of the date of the posting and of the presentation of motions for the homologation of the report.—C.C.P., 718, *amended*.

790. Oppositions for payment are necessary only for such claims as the registrar is not bound to insert in the certificate of hypothecs required by Article 771.

They are not necessary for claims resulting from municipal or school taxes, or assessments for the building or repairing of churches, parsonages and churchyards; and it is sufficient that a statement of such claims, certified by the secretary-treasurer or other authorized agent of the corporation, and accompanied with the necessary vouchers, be filed in the hands of the sheriff or prothonotary.

Claims for arrears of *cens et rentes* or rents constituted in their stead, may likewise be made by filing with the sheriff or prothonotary a statement thereof, under the signature of the

faire par la production, entre les mains du shérif ou du protonotaire, d'un état sous la signature du créancier ou de son agent.—C.P.C., 719, *amendé*.

creditor, or of his agent.—C.C.P., 719, *amended*.

701. Il n'est accordé aucun frais d'opposition pour le recouvrement des créances mentionnées dans l'article précédent.—C. P. C., 721, *amendé*.

701. No costs are allowed upon oppositions for the payment of any claims mentioned in the preceding article.—C. C. P., 721, *amended*.

1. 27-28 Vic., c. 39, s. 6.

702. Les oppositions à fin de conserver sur les deniers peuvent être remises au shérif, s'il n'a pas encore fait son rapport, ou être produites au greffe dans les six jours qui suivent le rapport.

702. Oppositions for payment may be filed with the sheriff, if he has not yet made his return, or in the office of the court within six days after the return.

Ce délai passé, l'opposition ne peut être reçue qu'avec la permission du juge et aux conditions qu'il impose.—C.P.C., 720, *amendé*; S.R., 5946.

After such delay they can only be filed with the leave of the judge and upon such conditions as he imposes.—C.C.P., 720, *amended*; R.S., 5946.

1. An opposition à fin de conserver, made through the ministry of an attorney, must contain an election of domicile.—Upon an exception à la forme to said opposition appearing to be well founded, a motion to amend such opposition by inserting an election of domicile, will be granted on payment of 40 shillings costs.—C.S., 1866. *La Banque Jacques-Cartier vs The Canadian Rubber Co.*, 10 J., 200; 15 R.J.R., 485; BADGLEY, J.

sition ordonnant à l'huissier chargé du bref d'exécution de rapporter les deniers prélevés devant la cour; et si, sur signification de la copie de telle opposition et de l'ordonnance certifiée par l'avocat, l'huissier n'obéit pas à l'ordonnance du juge et ne rapporte pas les deniers, il lui sera enjoint par la cour de faire ce rapport, et, à défaut de ce rapport, il sera condamné comme étant en mépris de cour.—C.C., 1886. *Hébert vs Marchand*, 14 R.L., 508; MATHIEU, J.

2. Une réclamation ne peut être reçue, après le délai fixé par l'article 720 du Code de procédure, qu'avec la permission de la cour.—C. A., 1877. *Shortis & Normand*, 3 Q.L.R., 382.

5. An opposition à fin de conserver will not be received, after the delay has expired, although before the homologation of the report of distribution, so far as to disturb the rights of the parties already collocated, where the omission to file it in time is not attributed to the negligence or oversight of the attorney, but such opposition will be received, so far as to give the new opposant the moneys not distributed.—C.S., 1859. *Ramsay vs Hitchins & Ramsay*, 4 J., 285; 8 R.J.R., 244; BADGLEY, J.

3. L'opposant doit donner avis de sa demande.—C. A., 1881. *Hart & Rascony*, R., 508.

4. L'avocat d'un opposant à fin de conserver peut légalement certifier une copie d'une opposition à fin de conserver, et d'une ordonnance d'un juge, au bas de cette oppo-

10.—PAYEMENT DES DENIERS SANS ORDRE DE DISTRIBUTION.

10.—PAYMENT OF THE MONEYS WITHOUT COLLOCATION.

703. Les deniers peuvent être adjugés par le protonotaire, sans la formalité d'un ordre de distribution, aux parties qui y ont droit, sur motion à cet effet :

703. The moneys levied may, without the formality of a report of distribution, be adjudged by the protonotary to the parties entitled to them, upon a motion to that effect, in the following cases :

1. Lorsqu'il n'y a aucune opposition à fin de conserver, ni créance

1. When no opposition for pay-

constatée par le certificat des hypothèques ;

2. Lorsque les deniers prélevés n'excèdent pas les frais de saisie ;

3. Lorsque toutes les parties y consentent.—C.P.C., 723, 752, *amendés*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 147, § 3.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. When moneys are returned into court for distribution, and claims appear either by

11.—ORDRE ET DISTRIBUTION DES DENIERS PRÉLEVÉS.

794. Entre le sixième et le douzième jour après le rapport du shérif constatant qu'il a prélevé les deniers, le protonotaire doit en préparer l'ordre de collocation ou de distribution, et en faire rapport.

Si, cependant, le shérif n'a pu rapporter avec son rapport le certificat des hypothèques, le délai ci-dessus fixé ne court que du jour de la production de ce certificat.—C.P.C., 724, *amendé*.

795. L'ordre doit contenir le nom et la description des demandeurs, défendeurs, opposants et réclamants, la mention de la somme prélevée, des noms de la personne entre les mains de qui elle se trouve, et de la production du certificat des hypothèques.—C.P.C., 725, *amendé*.

1. 1 PIGEAU, 816.

2. If a *projet* of distribution be negligently drawn up by the prothonotaries, the court

796. Chaque collocation doit ensuite faire l'objet d'un article séparé, par ordre numérique, et indiquer si la créance porte sur la totalité du prix à distribuer ou seulement sur le prix d'un immeuble ou de partie d'un immeuble particulier, la nature de la créance, et la date du titre et de son enregistrement.—C.P.C., 726.

1. *Idem*.

ment has been filed, and no claim appears by the certificate of hypothecs ;

2. When the proceeds do not exceed the costs of seizure ;

3. When all the parties consent.—C.C.P., 723, 752, *amended*.

opposition or by the register's certificate, the defendant's consent is necessary to the dispensing of the making and publishing of a report.—C.S., 1897. *Jacques vs Grégoire*, 1 R.P., 21 ; WHITE, J.

11.—COLLOCATION AND DISTRIBUTION OF MONEYS.

794. Between the sixth and the twelfth days after the sheriff's return certifying that he has levied moneys, the prothonotary must prepare a scheme of collocation or distribution, and report the same.

If, however, the sheriff has been unable to file the certificate of hypothecs with his return, the delay above prescribed is reckoned only from the filing of such certificate.—C.C.P., 724, *amended*.

795. The report of distribution must mention the names and designation of the plaintiffs, defendants, opposants and claimants, the amount levied, the name of the person in whose hands it is, and the filing of the certificate of hypothecs.—C.C.P., 725, *amended*.

will set it aside and order a new *projet*, at their own expense.—C.B.R., 1820. *Lévesque vs Robinson*, 3 R. de L., 475 ; 2 R.J.R., 319.

796. Each collocation must form a separate article, in numerical order, and must mention whether the claim bears upon all the moneys to be distributed, or only upon the price of a particular immoveable or part of an immoveable, the nature of the claim, and the date of the title and of its registration.—C.C.P., 726.

797. Le protonotaire doit préparer l'ordre suivant les droits apparents des parties, tels que portés au certificat des hypothèques, aux oppositions, réclamations et autres pièces du dossier, aux règles contenues dans le Code civil, au titre des *Privileges et Hypothèques* et au titre de l'*Enregistrement des droits réels*, et à celles ci-après exprimées. — C.P.C., 727, amendé.

1. *Ibid.*

2. Where subrogation is given by the terms of a deed, the erroneous noting of the deed by the registrar as a discharge, and the granting by him of erroneous certificates, cannot prejudice the party subrogated.—C. A., 1888. *Desrosiers & Lamb*, 4 M.L.R., 45.

3. Dans le cas d'une cession de biens volontaire, un créancier d'un débiteur et de

797. The prothonotary must prepare the report of distribution in accordance with the apparent rights of the parties, as shewn by the certificate of hypothecs, the oppositions, claims and other documents forming part of the record, and in conformity with the rules contained in the Civil Code, in the titles *Of Privileges and Hypothecs*, and *Of Registration of Real Rights*, and with those hereinafter declared.—C. C. P., 727, amended.

signataires de billets qu'il a reçu de lui en garantie collatérale, n'est pas fondé à demander à être colloqué sur le chiffre nominal de sa créance, sans déduction des sommes par lui reçues, sur les billets transportés, depuis la production de sa réclamation.—C. suprême, 1889. *Benning & Thibaudeau*, 20 R.C.S., 110.—C. A., 1889. *Banque d'Echange & Campbell*, 17 R.L., 246.

798. Les frais de justice doivent être colloqués dans l'ordre qui suit :

1. Les frais de l'ordre ;

2. Les droits de consignation et la taxe sur les deniers prélevés, s'il en est dû, et les frais de saisie et de vente, s'ils n'ont pas été retenus sur le prix ;

3. Le montant auquel a droit, en vertu de l'article 777, la partie qui a fourni le certificat des hypothèques ;

4. Les frais encourus sur le bref d'exécution contre les immeubles, et ce qui peut être dû sur la discussion des meubles ;

5. Les frais de radiation des hypothèques ou ceux encourus pour en constater l'extinction ;

6. Les frais de scellés et de la confection d'un inventaire exigé par la loi ;

7. Les frais des incidents de la saisie, nécessaires pour arriver à la vente des immeubles, tant en première instance qu'en appel ;

8. Les frais d'action du saisissant.

798. Law costs must be collocated in the following order :

1. Costs of the report ;

2. Commission amounts deposited, and tax upon the amount levied, if any is due, and costs of seizure and sale, if they have not been retained out of the moneys levied ;

3. The amount due under article 777 to the party who has furnished the certificate of hypothecs ;

4. Costs incurred upon the writ of execution against immoveables, and such as may remain due upon the discussion of the moveables ;

5. Costs of cancelling hypothecs, or of establishing that they are extinguished ;

6. Costs of seals, and of making any inventory required by law ;

7. Costs incurred, either in the court below or in appeal, upon proceedings incidental to the seizure and necessary to effect the sale of the immoveables ;

8. Costs of suit of the seizing cre-

--C.P.C., 728, *amendé*; *Tansey vs Bethune*, M.L.R., 1 Q.B., 28.

1. I PIGEAU, 820.—POTHIER, *Proc.*, 232; *Hyp.*, 451.—COUCHOT, 153.—HÉRIC., *Vente des Immeubles*, c. 11, s. 1, n. 3. 4.—GRENIER sur l'Edit de 1771, p. 371.—S.R.B.C., c. 37, s. 8.

2. Rap. C.—Le troisième paragraphe de l'article 796 (798), qui contient une disposition nouvelle, est en harmonie avec l'article 775 (676). Le huitième paragraphe du même article apporte une modification conforme à ce qui a été décidé dans la cause de *Tansey vs Bethune*.

3. The party suing out an execution, whether he is the plaintiff or the defendant in the cause, is entitled to be collocated by privilege out of the proceeds of the immovable property sold, not only for the costs of the execution, but also for the costs incurred on the judgment on which the execution issued. (Confirming, C.S., 1884; 1 M.L.R., 28; 28 J., 5; 7 L.N., 133).—C.A., 1884. *Tansey vs Bethune*, 3 D.C.A., 333.

V, article 676.

4. A plaintiff in a case has a right to be collocated by privilege for all the costs of

799. Après les frais de justice, doivent être colloqués, suivant leur rang, ceux qui avaient quelque droit réel dans l'immeuble vendu et qui se sont pourvus trop tard par opposition à fin d'annuler, à fin de distraire ou à fin de charge, ou qui ont produit leur opposition à fin de conserver, déduction faite, néanmoins, des créances auxquelles ils pouvaient être tenus et qui sont devenues exigibles par l'aliénation de l'immeuble, et des dépens mentionnés en l'article qui précède.—C.P.C., 729.

1. 2 BOURJON, 725-6.—POTHIER, *Proc.*,

800. Les hypothèques conditionnelles sont, suivant leur rang, portées à l'ordre; mais le montant en est fait payable aux créanciers subséquents dont les créances sont exigibles, en par eux donnant cautions, dans le délai fixé par le juge, de rapporter les deniers lorsque la condition sera réalisée.

ditor.—C.C.P., 728, *amended*; *Tansey vs Bethune*, M.L.R., 1 Q.B., 28.

his suit, when such costs are necessary to obtain the seizure and sale of the defendant's real estate.—C.S., 1852. *Garneau vs Fortin*, 2 L.C.R., 115; 3 P.J.R., 113; BOWEN & MEREDITH, JJ.

5. Il n'y a pas lieu de rapporter la décision rendue dans *Langlois vs La Corporation de Montmagny*, 13 Q.L.R., 302, puisque les codificateurs acceptent l'arrêt cité au n. 3 comme base de cet article.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. La taxe de 1 p.c. pour le fonds des bâties et des jurés est imposée sur le montant prélevé par une vente judiciaire et non sur les collocations elles-mêmes. Elle doit être colloquée au second rang des frais de justice.

Elle ne peut être prise sur les collocations qui apparaissent sur le rapport de distribution, et le shérif qui a omis de lui donner son rang n'a pas droit de la déduire des collocations des créanciers, lesquelles doivent être payées du montant de leurs collocations respectives.—C.S., 1898. *Bresse vs Arcand*, 14 R.J.O., 136; CASALT, J.

799. After law costs, those claimants must be collocated in their respective order who had some right of property in the immovable sold and failed to set up their rights in due time by opposition to annul, opposition to withdraw, or opposition to secure charges, or, in lieu thereof, have filed oppositions for payment; after, however, deducting such debts as they may be bound to pay and as have become payable in consequence of the sale of the immovable, and the costs mentioned in the preceding Article.—C.C.P., 729.

236.—HÉRICOURT, 204.—S.R.B.C., c. 85, s. 15, § 3.

800. Conditional hypothecs are collocated in the report according to their rank; but the amounts thereof are made payable to subsequent creditors whose claims are exigible, upon security being given, within the delay fixed by the judge, for the return of the money in the event of the condition being fulfilled.

S'il n'y a pas de créanciers subséquents ou s'ils ne donnent pas ce cautionnement, ce montant est payable au saisi en donnant le même cautionnement.

A défaut par les créanciers ou le saisi de fournir le cautionnement, ce montant est payable aux créanciers conditionnels, en par eux donnant cautions de rapporter les deniers, si la condition ne se réalise pas ou devient impossible, et payant l'intérêt aux personnes indiquées par le juge, s'il y a lieu.

Dans le cas où aucune des parties ne fournirait le cautionnement voulu, le montant de la créance conditionnelle peut être remis à un séquestre ou dépositaire choisi par les parties, ou par le juge si elles ne s'entendent pas sur le choix.—C. P. C., 730, *amendé*; S. R., 5947.

1. POTHIER, *Proc.*, 234-5, 263.—12 GUYOT, *Répertoire*, 433.—2 BOURJON, 722.—HÉRICOURT, 157.—HOUVVET, 351.

2. Rap. C.—Aux termes du dernier aliéna de l'article 798 (800 n.c.), le juge ne peut plus nommer le séquestre ou dépositaire que si les parties ne s'entendent pas sur son choix.

3. Le créancier qui a une hypothèque spéciale sur l'immeuble vendu par décret, a le droit de demander d'être colloqué jusqu'à concurrence du montant prélevé, en par lui donnant caution de rapporter le montant des deniers pour lesquels il sera ainsi colloqué, dans le cas où les immeubles non encore

If there are no subsequent creditors, or if they fail to give security, the amounts are made payable to the debtor upon such security being given by him.

If such security is not given by the subsequent creditors or by the defendant, the amounts may be paid to the conditional creditors, upon their giving security to return the moneys in the event of the condition failing or becoming impossible, and paying interest, when the case requires it, to such persons as the judge may order.

If none of the parties furnish the requisite security, the amount of the conditional claim may be placed in the hands of a sequestrator or depositary agreed upon by the parties, or, if they cannot agree upon the choice, appointed by the judge.—C.C.P., 730, *amendé*; R.S., 5947.

saisis et vendus et spécialement hypothéqués au paiement de la créance de l'autre opposant, créancier par hypothèque générale, seraient insuffisants pour payer et satisfaire la créance de cet autre opposant.—C.S., 1865. *Delagrave vs Dessaulles*, 9 J., 89; 14 R.J.R., 37; BERTHELOT, J.

4. The court may in its discretion, and when sufficient cause is shown, extend the delay within which security may be given by creditors to a creditor collocated in a report of distribution, for the value of a life rent under art. 1914 C.C., even after the delay fixed by the judgment homologating the report has elapsed.—C.S., 1883. *Fungman vs Pauzé*, 27 J., 182; LORANGER, J.

801. Lorsqu'une créance préférable est indéterminée ou non liquide, le protonotaire doit, sur les deniers disponibles, réserver une somme satisfaisante pour y satisfaire; et cette somme reste entre les mains du shérif jusqu'à la détermination ou liquidation de la créance ou jusqu'à ce que le juge en ordonne autrement.—C. P. C., 731, *amendé*.

1. HOUVVET, 193.—S.R.B.C., c. 36, s. 20.

802. La créance hypothécaire à

801. When a prior claim is undetermined or unliquidated, the protonotary, out of the disposable moneys, must reserve a sum sufficient to cover it; and such sum remains in the sheriff's hands until the claim is determined or liquidated, or until the judge otherwise orders.—C.C.P., 731, *amendé*.

802. Hypothecary claims due with

terme devient exigible par la discussion et la vente de l'immeuble hypothéqué, et est portée à l'ordre.

Si la créance ne porte pas intérêt, le créancier n'est ainsi colloqué et ne touche le montant de sa collocation qu'en donnant caution d'en payer l'intérêt aux créanciers postérieurs indiqués dans l'ordre, ou à leur défaut au débiteur, jusqu'à l'échéance du terme.

Si le créancier n'est colloqué que pour partie de sa créance, il n'est tenu de l'intérêt envers les créanciers subséquents qu'après le complément du montant total de sa créance.—C.P.C., 732, amendé; *Barrette vs Lallier*, 5 C. S. Q., 65.

1. 2 BOURJON, 722.—12 GUYOT, *Rep.*, 433.—LACOMBE, *v^o Intérêt*, n. 7.—POTHIER, *cond. indéb.*, n. 152.—HÉRICOURT, 157.

2. Rap. C.—L'article 800 (802) du projet comble une lacune de l'article 632 C.P.C., en attribuant au débiteur, à défaut de créanciers subséquents, l'intérêt jusqu'à l'échéance du terme. L'article actuel a d'ailleurs été judiciairement interprété dans ce sens.

803. La créance pour le capital d'une rente viagère est établie et colloquée conformément aux articles 1914, 1915, 1916 et 1917 du Code civil.—C.P.C., 733.

804. Les intérêts et les arrérages de rentes, conservés par l'enregistrement du titre, sont colloqués au même rang que le titre, et ce jusqu'au jour de l'adjudication de l'immeuble.

Le créancier dont la créance est enregistrée n'est colloqué au même rang que pour les frais taxés en première instance sur le jugement par lui obtenu sur le recouvrement de sa créance.

Les frais adjugés en appel ne sont colloqués que suivant la date de leur enregistrement.—C.P.C., 734.

1. 7 Vic., c. 10, s. 35.—LACOMBE, *v^o Intérêt*, n. 7.—POTHIER, *Proc.*, 252 et s.

a term of payment become exigible in consequence of the discussion and sale of the immoveable subject to them, and are collocated.

If they do not bear interest, the creditor is then collocated and receives the amount of his collocation only upon giving security to pay interest to the subsequent creditors mentioned in the report, or, in default of such creditors, to the debtor, until the term expires.

If the creditor is collocated for a part only of his claim, he is not liable for interest towards such subsequent creditors until the full amount of his claim is completed.—C.C.P., 732, amended; *Barrette vs Lallier*, 5 C.S. Q., 65.

3. Le défendeur, en l'absence de créanciers postérieurs, a droit de demander le cautionnement dont parle cet article et d'être payé de l'intérêt de la somme pour laquelle le créancier à terme est colloqué, jusqu'à l'échéance de ce terme.—C.S., 1894, *Barrette vs Lallier*, 5 R.J.O., 65; JETTE, PAGUELO & DOHERTY, JJ.

803. Claims for the capital of life-rents are determined and collocated according to articles 1914, 1915, 1916 and 1917 of the Civil Code.—C.C.P., 733.

804. Interest and arrears of rents preserved by registration of a deed are collocated in the same rank with such deed, up to the day on which the immoveable is adjudged.

A creditor whose claim is registered is collocated in the same rank for such taxed costs only as are incurred in the court in which he originally obtained judgment for the recovery of his claim.

His costs in appeal rank only according to the date of their registration.—C.C.P., 734.

2. Under no circumstances can a hypothecary creditor be collocated for and paid

interest beyond the date of the adjudication of the real property hypothecated.—C.R., 1879. *Gordon vs La Société de Construction*

Metropolitaine, 23 J., 221; LORANGER, JOHNSON & JETTÉ, JJ.

3. V. article 676, n. 13, pour frais d'appel.

805. Si les deniers disponibles ne sont pas suffisants, le protonotaire, à défaut d'indication suffisante au dossier pour faire la ventilation lui-même, doit suspendre la distribution et en faire rapport au juge dans les cas suivants :

805. In case the disposable moneys are insufficient, the prothonotary, if the record does not afford him sufficient data to perform the relative valuation himself, must suspend the distribution, and report the facts to the judge, in the following cases :

1. Lorsque plusieurs immeubles ou parties d'immeubles affectés séparément à différentes créances sont vendus pour un seul et même prix ;

1. When several immoveables or pieces or parcels of land, separately charged with different claims, are sold for one and the same price ;

2. Lorsque le prix du fonds vient à être concurremment avec le privilège du constructeur ;

2. When a vendor's claim comes in concurrence with a builder's privilege ;

3. Lorsqu'un créancier a une réclamation privilégiée sur une partie de l'immeuble, à raison d'impenses ou d'autres causes.—C.P.C., 735, amendé; S.R., 5948.

3. When a creditor has some preferable claim upon part of an immovable by reason of improvements or other cause.—C.C.P., 735, amended; R.S., 5948.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

1. Un créancier qui demande, par requête, la nullité d'un décret, d'une ventilation et d'un jugement de distribution dans la

même cause, ne peut être tenu d'opter entre ces trois procédures, les trois demandes pouvant se cumuler.—C.S., 1898. *Cousineau vs L'Espérance*, 1 R.P., 432; MATHIEU, J.

806. Sur la demande de l'une des parties intéressées, après avis donné aux autres, le juge ordonne qu'il soit procédé en la manière ordinaire à la nomination d'experts pour établir la valeur respective des immeubles, des parties d'immeubles ou des impenses, et la proportion qui doit être attribuée à chacun dans le montant à distribuer.—C.P.C., 736, amendé; S.R., 5949.

806. Upon the application of one of the parties interested, after notice given to the others, the judge orders experts to be named in the ordinary manner, in order to establish the respective values of the immoveables, pieces of land, or improvements, and the proportion which should be allotted to each out of the moneys to be distributed.—C.C.P., 736, amended; R.S., 5949.

1. I PIGEAU, 810-1.

807. La ventilation étant établie sur le rapport des experts, le juge renvoie la cause au protonotaire pour procéder à l'ordre de collocation et à la distribution des deniers.—C.P.C., 737, amendé; S.R., 5950.

807. The relative valuation being established upon the report of the experts, the cause is sent back to the prothonotary by the judge in order that he may proceed to determine the order of collocation and the distribution of the moneys.—C.C.P., 737, amended; R.S., 5950.

808. Le certificat des hypothèques fait preuve *primâ facie* des faits y mentionnés ; mais il peut être contesté à raison d'erreur ou de fraude de la part du régistreur ou dans ses livres ; et, en ce cas, le juge peut ordonner, si les fins de la justice l'exigent, de mettre en cause toute personne intéressée pour répondre à la contestation, qui doit être également signifiée au régistreur.

Ces parties intéressées sont appelées en cause par la signification de l'ordonnance du juge, faite en observant les règles et délais des assignations ordinaires.—C.P.C., 738, *amendé* ; S. R., 5951.

1. S.R.B.C., c. 36, s. 19.—25 Vic., c. 11, s. 5.

2. Rap. C.—L'article 806 (808) assujettit la signification de la contestation du certificat des hypothèques à toutes les dispositions qui régissent les assignations ordinaires.

3. Sous le nouveau droit qui n'exige pas

809. Toute partie dans la cause ou toute personne comparaisant volontairement, peut produire une quittance ou un document propre à constater la décharge ou extinction d'un droit porté au certificat des hypothèques, en l'accompagnant de la preuve qui serait requise pour autoriser le régistreur à le recevoir.

Le juge peut, en conséquence, corriger le certificat ou ordonner qu'il soit remis au régistreur pour le corriger, ou le régistreur peut transmettre au protonotaire un certificat supplémentaire contenant la rectification du précédent.—C.P.C., 739.

1. 25 Vic., c. 11, s. 5.

2. Sur preuve qu'il y a erreur quant au nom du notaire et quant à la date d'une obligation mentionnée au certificat du régistreur, produit avec le rapport du shérif sur

810. Le régistreur est officier du tribunal pour tout ce qui concerne le certificat d'hypothèque, et pour la

808. The certificate of hypothecs is *primâ facie* evidence of the facts therein mentioned ; but it may be contested on the ground of error or fraud on the part of the registrar or in his books ; and in such case the judge may, if the ends of justice require it, order any interested person to be called in to answer the contestation, which must also be served upon the registrar.

Such interested parties are called in by serving the order of the judge upon them in the same manner and with the same delays as upon ordinary summons.—C.C.P., 738, *amended* ; R.S., 5951.

d'un créancier hypothécaire l'enfure d'une opposition afin de conserver, ce créancier n'est pas tenu de contester le certificat du régistreur en même temps qu'il conteste le rapport de distribution.—C.R., 1880. *Carrier vs Boucher*, 6 Q.L.R., 282 ; MEREDITH, CASALT & ROUTHIER, JJ.

809. Any party to the cause, or any person appearing voluntarily, may produce any acquittance or document of a nature to establish the discharge or extinction of a claim mentioned in the certificate of hypothecs, provided it is accompanied with such proof as would be required to justify the registrar in receiving it.

The judge may thereupon correct the certificate, or order it to be sent back to the registrar for correction, or the registrar may transmit to the protonotary a supplementary certificate in amendment to the former one.—C. C.P., 739.

un *bref de terris*, la cour ordonnera au régistreur d'amender son certificat en faisant un rapport supplémentaire.—C.S., 1864. *Hébert dit Lambert vs Lacoste*, 8 J., 156 ; 13 R.J.R., 328 ; BERTHELOT, J.

810. The registrar is deemed to be an officer of the court for all that concerns the certificate of hypothecs,

taxe des honoraires et frais pour services rendus à cet égard.

Ces honoraires et frais sont taxés, en cas de contestation, par le protonotaire, après avis au régistreur.—*Nouveau, partie*; C. P. C., 740; 2 *Doutre*, n. 1021.

1. *Ibid.*, s. 6.

2. Rap. C.—Il a été jugé, sous l'empire de l'article 740 C.P.C., que le régistreur

811. Toute personne intéressée dans la distribution peut, même avant contestation, assigner toute autre personne devant le juge ou le protonotaire, pour être interrogée sur quelques faits affectant une hypothèque ou réclamation.

La personne ainsi examinée est tenue de faire connaître l'existence des livres ou documents y relatifs, et de les produire si elle les a en son pouvoir.

S'il appert du certificat des hypothèques, d'une opposition ou d'une réclamation que cette personne est la créancière, ses admissions font preuve.

Les règles relatives à l'assignation, à l'examen et à la punition des témoins régissent les cas prévus par cet article, en autant qu'elles sont applicables.—C. P. C., 741, *partie, amendé.*

1. Rap. C.—L'article 800 (811) reproduit, en en élargissant les termes, les dispositions de l'article 741 C.P.C., de manière à permettre l'investigation des faits qui pourraient affecter les créances chirographaires. De plus, il fait tomber les cas qu'il prévoit sous le coup des règles relatives à l'assignation et à l'examen des témoins.

2. Proceedings under articles 741 and 751 of the Code of civil procedure, for the purpose of testing the validity of hypothecary claims, can only be had in cases where

812. Si le créancier hypothécaire de la partie qui possédait l'immeuble au commencement des dix années précédant immédiatement le jour de la

and for the taxation of his fees and expenses for services rendered in regard thereto.

Such fees and expenses may, in case of contestation, be taxed by the prothonotary, after notice to the registrar.—*New, in part*; C.C.P., 740; 2 *Doutre*, n. 1021.

est toujours tenu de faire taxer ses frais par le protonotaire. L'article 808 (810) du projet ne l'y oblige que dans les cas où ils sont contestés.

811. Any person interested in the distribution may, even before contestation, cause any other person to be examined before the judge or the prothonotary, upon any material fact relating to any hypothec or claim.

Any person thus examined is bound to disclose the existence of any book or document relating thereto, and to produce the same if it be in his power.

If it appears by the certificate of hypothecs, or by any opposition or claim, that such person is the creditor of the hypothec, his admissions constitute proof.

The rules relating to the summoning, examination, and punishment of witnesses, govern the cases provided for by this article, in so far as they are applicable.—C. C. P., 741, *in part, amended.*

the moneys levied are still before the court and not paid over to the party whose collocation is contested.—C.A., 1874. *Leduc & McCarthy*, 1 Q.L.R., 1; 19 J., 107.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

3. Le créancier hypothécaire interrogé sur certains faits pouvant affecter son hypothèque peut être assisté d'un avocat lors de son interrogatoire.—C.S., 1898. *Dickson vs Ellis & Brossol*, 1 R.P., 183; BÉLANGER, J.

812. When the hypothecary creditor of the person who was in possession of the immoveable in question at the commencement of the ten years

vente en justice ou ses représentants légaux ne peuvent être trouvés pour être assignés ou interrogés, le juge, sur déposition sous serment d'une personne jurant qu'elle a raison de croire et croit véritablement que l'hypothèque a été acquittée, déchargée ou éteinte, peut ordonner que ce créancier ou ses représentants soient assignés de la même manière qu'un défendeur absent : et, à leur défaut de comparaître, la distribution a lieu de même que si l'hypothèque n'eût pas été mentionnée dans le certificat des hypothèques. — C. P. C., 741, *partie, amendé.*

813. Les parties ont huit jours pour contester l'ordre de collocation, à compter du jour où il a été affiché. — C. P. C., 742, *amendé.*

1. Les huit jours dans lesquels une contestation doit être filée ne sont pas huit jours juridiques.—C.S., 1851. *Burroughs vs Divers*, 2 L.C.R., 9; DAY & MONDELET, JJ.

2. On ne peut faire changer l'ordre des collocations dans un jugement de distribution qu'en contestant le jugement de distribution lui-même dans les huit jours de l'affiche, ou après sur permission du tribunal, mais avant homologation.—On ne peut, par simple requête, en conformité de l'article 751 du Code de procédure civile, demander qu'une collocation faite à un créancier, par un jugement de distribution homologué, soit détruite, et qu'il y ait distribution supplémentaire de cette différence, en basant cette demande sur le fait que ce créancier a été colloqué pour plus que deux années d'intérêt et la courante, et ce au préjudice du créancier postérieur.—La requête permise par cet article du code ne peut être prise que

814. La contestation peut être :

1. De l'ordre ;
2. Du rang des collocations ;
3. Du mérite de quelqu'une des créances colloquées.

La contestation doit être accompagnée des pièces au soutien et d'un avis du délai dans lequel il doit y être répondu ; et copie en doit être signifiée

next preceding the day of the judicial sale, or his legal representatives, cannot be found so as to be summoned and examined, the judge, upon the affidavit of any person swearing that he has reason to believe, and verily believes, that the hypothec has been paid, discharged or extinguished, may order such creditor, or his representatives, to be summoned in the same manner as absentee defendants ; and if such creditor or his representatives fail to appear, the distribution takes place in the same manner as if the hypothec had not been mentioned in the certificate of hypothecs.—C.C.P., 741, *in part, amended.*

813. The parties are allowed eight days to contest the report of distribution, reckoning from the day on which it was posted.—C.C.P., 742, *amended.*

quand on allègue et prouve qu'un créancier a été colloqué pour ce qu'il ne lui était pas dû, et pour ce qu'il avait déjà reçu précédemment.—C.S., 1871. *Lamouroux vs Péloquin*, 15 J., 216; SICOTTE, J.

3. Il peut être permis à une partie intéressée de contester un rapport de collocation et de distribution après les délais de six (sic) jours en montrant cause, pourvu qu'aucun procédé n'ait été adopté pour l'homologation du rapport.—C.S., 1877. *Deladurantaye vs Posé*, 21 J., 100; PAPINEAU, J.

4. L'opposant qui n'a pas été colloqué dans le rapport de distribution n'a pas droit à un avis de la production au greffe du dit rapport par le protonotaire de la cour supérieure, et s'il voulait contester le rapport de distribution, il devait le faire dans les délais mentionnés à l'article 742 C.P.C.—C.A., 1883. *Prévost & Lalande*, 3 D.C.A., 106.

814. The contestation may relate:

1. To the report itself ;
2. To the rank of the collocation.
3. To the merits of any of the claims collocated.

The contestation must be accompanied with the documents in support thereof, and a notice of the delay within which it must be answered ;

à la partie intéressée, soit personnellement, soit à son domicile, à sa résidence ou à sa place d'affaires, soit au greffe si elle n'a pas de domicile, de résidence ni de place d'affaires dans le district.

Lorsqu'une contestation est produite, l'ordre est arrêté jusqu'à concurrence.—C.P.C., 743, amendé.

1. I PIGEAU, 818.

2. Rap. C.—L'article 812 (814 n.c.) apporte une légère modification au mode de signification de la contestation de l'ordre, du rang ou de la créance, et exige qu'elle soit accompagnée d'un avis du délai dans lequel il y doit être répondu.

3. A report of distribution cannot be contested after it has been duly homologated, even by authority of a judge.—C.S., 1883. *Pangman vs Panzé*, 27 J., 181; PAPIEAU, J.

4. Sur une requête civile, une partie qui allègue du dol dans la procédure adoptée pour obtenir l'homologation d'un jugement de distribution, en sera relevée, et il lui sera permis de contester les collocations.—C.R., 1872. *Doutré vs Bradley*, 17 J., 42; BERTHELOT, MACKAY & TORRANCE, JJ.

5. It is not necessary for a party contesting a collocation to show that he will benefit by such contestation; if he is a creditor he is sufficiently interested to contest.—C.R., 1894. *Bender vs Langlois*, 5 R.J.O., 211; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

6. Un simple créancier chirographaire qui n'est pas partie dans la cause et ne peut rien prétendre dans le produit de la vente d'un immeuble à cause des hypothèques qui grèvent cet immeuble, n'est pas recevable, à cause de son manque d'intérêt, à contester une collocation portée au jugement de distribution.—C.R., 1896. *La Société Permanente de construction d'Iberville vs Thibaudon*, 10 R.J.O., 252; JETTE, PAGUELO & DOHERTY, JJ.

7. Un créancier peut attaquer une collocation qui repose sur un titre antérieur au sien, lorsque la nullité dont il est entaché est absolue et d'ordre public.—C.A., 1888. *La Banque Union & Gagnon*, 15 Q. L. R., 31.

8. Un créancier peut contester la réclamation d'un autre créancier, lorsqu'il prétend que ce dernier n'est pas le créancier du débiteur commun, mais il ne doit contester que l'ordre et non la réclamation elle-même, lorsqu'il ne s'agit pour le contestant, que d'un droit de préférence au créancier colloqué.—C.R., 1893. *Ward vs Lunan*, 3 R.J.O., 524; MATHIEU, TAIT & PAGUELO, JJ.

815. La contestation de l'ordre ou

and a copy of the contestation must be served upon the party interested, either personally or at his domicile, residence, or place of business, or at the office of the court, if there is no such domicile, residence, or place of business in the district.

When a contestation is filed, the report is suspended to the extent thereof.—C.C.P., 743, amended.

9. L'opposant à fin de conserver qui a lié la contestation faite de son opposition, sans invoquer par une réponse d'atoire, l'absence d'un rapport de collocation ou de distribution, ne peut pas plus tard, objecter que le contestant était sans intérêt.—C.S., 1885. *Thompson vs Dion*, 11 Q.L.R., 273; CASAULT, J.

10. Sous le nouveau droit qui n'exige pas d'un créancier hypothécaire l'ensifure d'une opposition à fin de conserver, ce créancier n'est pas tenu de contester le certificat du régistrateur en même temps qu'il conteste le rapport de distribution.—C.R., 1880. *Carrier vs Boucher*, 6 Q.L.R., 282; MEREDITH, CASAULT & ROUTHIER, JJ.

11. La contestation d'un rapport de distribution et de collocation est une procédure de la nature d'une défense au fond en droit, sous laquelle l'on ne peut s'enquérir d'aucun fait.— Dans l'espèce, la contestation reposant sur des matières de fait, les parties contestant eussent dû plaider à l'opposition.—C.S., 1864. *Dorion vs Grant*, 14 L.C.R., 227; STUART, J.

12. La contestation de l'opposition d'un créancier, colloqué dans un rapport de distribution, peut être accompagnée, dans le même acte de contestation, d'une demande ou conclusion en réforme du rapport même.—C.A., 1854. *Mallet & Desbarats*, 4 L.C.R., 305.

13. La contestation d'un rapport de distribution, quant à des items distincts et séparés ayant rapport à différentes parties, ne peut être faite par une seule et même contestation, et copies de telle contestation doivent être signifiées aux parties dont les réclamations sont contestées.—C.S., 1851. *Burroughs vs Divers*, 2 L.C.R., 9; DAY & MONDELET, JJ.

14. Une contestation liée entre deux opposants dans une cause est une contestation distincte quant à tels opposants. Toute preuve écrite ayant rapport à telle contestation, doit être produite par les opposants et il ne suffit pas que tels documents aient déjà été produits par d'autres parties dans la cause.—C.S., 1852. *Kelly vs Fraser*, 2 L.C.R., 368; 3 R.J.R., 227; DUVAL & MEREDITH, JJ.

815. Contestation of the report or

du rang des créances peut être inscrite immédiatement sur le rôle pour audition, après avis donné aux parties intéressées, sans qu'il soit besoin de réponse par écrit à cette contestation.—C.P.C., 744.

1. The party collocated under a report of distribution has a right to file an answer in writing to a contestation of the collocation.—Where the party collocated appears by attorney, the inscription of the cause for hea-

816. Si la contestation de l'ordre, du rang ou d'une créance est maintenue sans qu'aucune partie s'y soit opposée, les frais en sont pris sur les deniers prélevés, ou, si la contestation ne procure un avantage qu'à quelques créanciers, sur les deniers échéant à ces créanciers.

Dans le cas où les frais auraient été adjugés contre une des parties, le contestant peut toujours s'en faire payer de la même manière, sauf au créancier qui souffre de cette collocation à demander la subrogation contre la partie qui y a été condamnée.—C.P.C., 745, amendé.

1. Rap. C.—La disposition finale du premier alinéa de l'article 814 (816 n.c.) ne permet de prendre les frais encourus sur la contestation maintenue, sans qu'aucune partie s'y soit opposée et qui ne profite qu'à quelques créanciers, que sur la partie de la masse qui revient à ces derniers.

2. Le protonotaire n'a pas droit à l'honoraire de \$2 pour collocations sur rapport de distribution, si telles collocations ont été mises de côté sur contestation, et un autre rapport préparé.—C.S., 1862. *Ex parte Dawson*, 12 L.C.R., 414; TASCHEREAU, J.

3. Les frais de contestation des créances colloquées avant la vente de l'immeuble, lorsque le créancier déclare qu'il a été colloqué sans sa connaissance et sa participation, et qu'il admet la contestation, doivent être payés sur la masse.—C.S., 1868. *Cournoyer vs Plante*, 1 R.L., 38; 20 R.J.R., 286; LORANGER, J.

4. Un créancier hypothécaire, colloqué

817. Lorsque la contestation de l'ordre ou d'une créance est maintenue, elle l'est au profit de la masse des

of the rank of the collocations may be inscribed forthwith upon the roll for hearing, after notice given to the parties interested, without the necessity of any written answer to any such contestation.—C.C.P., 744.

ring on the merits by the contestant must be served upon the attorney.—C.S., 1868. *La Cie. de prêt du Haut Canada vs Farlow*, 12 J., 278; 18 R.J.R., 18; TORRANCE, J.

816. If the contestation of the report, or of the rank of the collocations, or of any collocation, is maintained without being opposed by any party, the costs thereof are taken out of the moneys levied, or, if the contestation benefits some creditors only, out of the moneys coming to such creditors.

In the event of the costs being adjudged against one of the parties, the contesting party is still entitled to be paid them out of the moneys levied, saving to the creditor who is prejudiced by such collocation, his right to demand subrogation against the party condemned to pay them.—C.C.P., 745, amended.

pour plus qu'il ne lui reste dû sur sa créance originaire (le surplus lui ayant été payé en vertu d'un jugement de distribution précédent), ne peut être condamné aux frais d'une contestation soulevée par un créancier postérieur, lorsque ce créancier colloqué a produit au greffe, après la contestation, une déclaration de la balance lui restant due.—C.S., 1870. *Globensky vs Daoust*, 2 R.L., 608; 21 R.J.R., 97; BERTHELOT, J.

5. Lorsqu'une collocation d'au-dessous de \$60, dans un jugement de distribution, forme partie d'une créance d'au-delà de mille piastres, et que le contestant, pour faire disparaître cette collocation, attaque comme frauduleux l'acte constitutif de toute la créance, les frais sur cette contestation seront taxés comme dans une cause du montant de toute la créance, et non seulement du montant de toute la collocation qui comprend la balance des deniers à distribuer.—C.S., 1882. *Leblanc vs Tellier*, 11 R.L., 352; MATHIEU, J.

817. When the contestation of the report or of a collocated claim is maintained, it avails for the benefit of the

créanciers, et le tribunal ordonne au protonotaire de préparer un nouvel ordre suivant les droits des parties.—C.P.C., 746, *amendé*.

1. HOUVRET, 409-10.—1 PIGEAU, 821.

818. La contestation des oppositions, réclamations ou collocations appartient à la partie intéressée la plus diligente. Le contesté n'est pas tenu de répondre à plus d'une contestation sur les mêmes moyens, et, à sa demande, toutes les contestations sur les mêmes moyens sont réunies et la procédure conduite avec le premier contestant, en donnant avis aux autres, dans tous les cas où l'avis est requis, sauf à ces derniers le droit de surveiller la procédure, et même de se faire subroger dans la poursuite de la contestation au cas de désistement, négligence ou refus de procéder de celui qui a engagé la contestation.—C.P.C., 747, *amendé*.

1. POTHIER, *Proc.*, 231.—1 PIGEAU, 805.

2. Si deux ou plusieurs intéressés produisent en même temps leur contestation à des créances colloquées en vertu du certificat des hypothèques, ils ne peuvent avoir que les frais d'une seule contestation sur la masse ;

819. Pour le surplus, la contestation au mérite des oppositions ou créances est soumise aux règles et délais des causes sommaires.—C.P.C., 748, *amendé*.

1. Rap. C.—L'article 817 (819 n.c.) assujettit la contestation au mérite des oppositions ou créances aux règles et délais des causes sommaires.

2. L'opposant afin de conserver qui a lié la contestation faite de son opposition, sans

820. Après l'expiration des délais pour contester l'ordre, le pour ou, à son défaut de le faire dans les deux jours, toute autre partie intéressée peut demander l'homologation de l'ordre entier, s'il n'y a pas de contes-

mass of the creditors, and the court orders the prothonotary to prepare a new report according to the rights of the parties.—C.C.P., 746, *amended*.

818. The right of contesting oppositions, claims or collocations belongs to whichever of the interested parties is the first to use it.

The party whose opposition, claim or collocation is contested is not bound to answer more than one of several contestations founded on the same grounds, and he may apply to have such contestations united and the proceedings thereon conducted between him and the first contesting party, all notices required being served upon all the other contesting parties, who have a right to watch the proceedings and even to be put in the place of the party who has taken up the contestation in the event of its withdrawal or of his neglect or refusal to proceed.—C.C.P., 747, *amended*.

mais dans ce cas, chaque contestant devra avoir une part égale des frais d'une seule contestation, taxés par le protonotaire.—C.S., 1868. *Cournoyer vs Plante*, 1 R.L., 38 ; 20 R.J.R., 286 ; LORANGER, J.

3. V. article 830.

819. Contestations upon the merits of oppositions or claims are in other respects subject to the same rules and delays as summary matters.—C.C.P., 748, *amended*.

invoquer, par une réponse dilatoire, l'absence d'un rapport de collocation ou de distribution, ne peut pas plus tard objecter que le contestant était sans intérêt.—C.S., 1885. *Thompson vs Dion*, 11 Q.L.R., 273 ; CA-SAULT, J.

820. After the delay for contesting the report has expired, the prosecuting party, or, upon his failure to do so within two days, any other party interested, may move for the homologation of the whole report, if

tation, ou de la partie qui n'est pas contestée ou n'est pas affectée par la contestation, quand cette dernière n'est que partielle.

Cette demande ne peut être faite néanmoins qu'après qu'avis en a été affiché au greffe au moins pendant quatre jours.—C.P.C., 749.

1. 1 PIGEAU, 819.—HÉRIC., *Vente des Immeubles*, 198.—S.R.B.C., c. 83, s. 147.

2. A report or judgment of collocation and distribution which has been homologated without contestation on motion made

821. Lorsque partie seulement d'une créance est contestée, le créancier peut, après avis au contestant, demander l'homologation de la partie non contestée, moins une somme suffisante pour faire face à la contestation.—*Nouveau*.

1. Rap. C.—L'article 819 (821 n.c.) autorise l'homologation de la partie non contestée

822. L'homologation mentionnée dans les deux articles précédents peut être accordée par le juge ou par le protonotaire, à moins qu'il n'y ait demande contraire ou contestation, auxquels cas le tribunal doit adjuger.—C.P.C., 750, amendé; *Belleau vs Bender*, 3 B.R.Q., 134.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 147.

2. A report of distribution cannot be contested after it has been duly homologated, even by authority of a judge.—C.S., 1883. *Pangman vs Pauzé*, 27 J., 181; PAPINEAU, J.

3. La contestation partielle du rapport de distribution n'enlève pas au protonotaire la juridiction pour l'homologation des items non contestés du rapport. Le mot "contestation" dans cet article, ne s'applique à tout le rapport que s'il est contesté dans son entier, — sinon, qu'à l'item ou qu'aux items contestés.—C.A., 1896. *Belleau & Bender*, 3 R.J.O., 134.

4. Articles 741 and 751 of the Code of civil procedure, authorizing any person interested in the distribution of moneys to come in and make proof of the discharge

823. Si, dans une distribution, homologuée ou non, un créancier se

there is no contestation, or of the part which is not contested or is not affected by the contestation, when it is only to a part.

Such motion cannot, however, be made until after notice thereof has been posted in the office of the court during at least four days.—C.C.P., 749.

on the seventh day after its deposit and posting nisi causa, five days after, will be set aside and annulled as having been irregularly and illegally homologated.—C.A., 1878. *Villeneuve & Rolland*, 23 J., 220.

821. When a part only of a claim is contested, the creditor may, after notice to the contesting party, apply for the homologation of the part not contested, subject to the reserve of a sum sufficient to meet the contestation.—*New*.

tée d'une réclamation.

822. The homologation mentioned in the two preceding Articles may be thus granted either by the judge or by the prothonotary, unless there is a counter-application or a contestation, in which cases the court alone must decide.—C.C.P., 750, amended; *Belleau vs Bender*, 3 B.R.Q., 134.

of any hypothec mentioned in the registrar's certificate or in any opposition, do not apply where the creditor, who is alleged to have been collocated for a sum not due, has actually received the money after judgment homologating the report of distribution.—C.A., 1874. *Leduc & McCarthy*, 19 J., 107; 1 Q.L.R., 1.

5. L'article 751 du Code de procédure civile, qui permet de contester un jugement de distribution même après son homologation, doit être interprété strictement; il ne s'applique qu'au cas où la somme colloquée n'est pas due, mais non à celui où des questions seulement de privilège ou de droit de préférence peuvent être soulevées.—C.S., 1885. *Petit vs Crevier*, 1 M.L.R., 313; JETTÉ, J.

823. If in any distribution, whether homologated or not, a creditor is col-

trouve colloqué pour ce qui ne lui est pas dû, le juge, sur la déclaration faite par ce créancier, peut ordonner qu'il soit fait une distribution supplémentaire de la somme qui a été ainsi accordée.

A défaut par la personne ainsi colloquée de faire la déclaration de ce qu'elle a reçu précédemment, à la demande de toute partie intéressée et sur production de quittance authentique, le juge peut ordonner qu'il soit fait une distribution supplémentaire du montant de cette collocation à qui de droit.

S'il n'y a pas de quittance authentique, la personne ainsi colloquée doit être appelée en cause, sur requête adressée au juge ; et il y a lieu, en ce cas, à l'application des articles 811 et 812.

Si la personne colloquée n'a pas de domicile connu dans la province, ou si elle est décédée et que ses représentants légaux soient incertains, le juge peut, sur certificat à cet effet, ordonner qu'ils soient appelés en la manière pourvue par l'article 136.—C.P.C., 751, amendé.

12.—SOUS-ORDRE.

821. Le créancier de celui qui a droit d'être colloqué ou qui est colloqué sur les deniers prélevés, a droit de s'opposer en sous-ordre au paiement de la somme revenant à son débiteur, à moins qu'il ne soit payé de sa créance jusqu'à concurrence, dans les cas suivants :

1. Lorsque son débiteur est insolvable ;
2. Lorsqu'il a contre lui un titre exécutoire.—C.P.C., 753, amendé.

1. POTHIER, *Proc.*, 235.—2 PIGEAU, 737-822.

2. Les propriétés de certains mineurs ayant été saisies et prises en exécution, le tuteur des dits mineurs fita une opposition, et fut colloqué pour une certaine somme. L'appelant dans la cause avait, le jour fixé par la cour pour l'homologation du rapport,

located for any sum that is not due him, the judge, upon a declaration of the creditor to that effect, may order a supplementary distribution of the sum thus allowed him.

If the person thus collocated fails to declare what he has previously received, the judge may, upon the application of any party interested, and on production of an authentic discharge, order a supplementary distribution of the amount of such collocation.

If there is no authentic discharge, the person thus collocated must be called in, upon application to the judge ; and in such case the provisions of Articles 811 and 812 apply.

If the person collocated has no known domicile in the Province, or if he is dead and his legal representatives are not certainly known, the judge may, upon a certificate to that effect order them to be called in, in the manner prescribed by Article 136.—C.C.P., 751, amended.

12.—SUB-COLLOCATION.

821. Any creditor of a person who is entitled to be collocated or is collocated upon moneys levied, has a right to file a sub-opposition, demanding that, to the extent of his claim, the sum accruing to his debtor be not paid to such debtor, but be paid to him, in the following cases :

1. When his debtor is insolvent ;
2. When his claim carries execution.—C.C.P., 753, amended.

fait motion pour filer une opposition à fin de conserver, en sous-ordre, en vertu d'une réclamation fondée sur un certain jugement contre le père des dits mineurs. La motion fut rejetée pour la raison que le jugement en question avait cessé d'être exécutoire, et que l'allégation de l'insolvabilité du tuteur était insuffisante sans en même temps alléguer

l'insolvabilité de la succession appartenant aux mineurs. Sur appel de cette décision, *Jugé* :— Que le jugement dans la cause devait être maintenu, et que la réclamation des opposants, ayant été produite si tardivement, était propre à priver les mineurs de l'usage de certaines sommes dont ils avaient besoin.—Savoir : Si la réclamation en pareil cas n'aurait pas dû être faite au moyen d'une action contre les mineurs.—C.A., 1860. *Doyle & McLcan*, 10 L.C.R., 309.

3. In the absence of allegation of insolvency, in an opposition *en sous-ordre*, and of proof of that fact, the court will dismiss the opposition with costs, although no distinct issue on the point be raised by the contestation filed.—C.S., 1865. *Charbonneau vs Gladu*, 9 J., 107; BADGLEY, J.

4. Une opposition en sous-ordre alléguant la déconfiture n'est valable, en vertu de l'article 753 C.P.C., qu'à la condition que les deniers devant la cour soient le produit d'une saisie reconnue légale; en d'autres termes, l'article 753 est limitatif.—Dans l'espèce, la saisie-arrêt ayant été annulée, les deniers doivent être considérés comme ayant tou-

825. L'opposition en sous-ordre doit être signifiée à la partie dont les deniers sont arrêtés.—C.P.C., 754.

826. La distribution en sous-ordre peut être faite à la suite de l'ordre dans le même rapport ou par un rapport séparé.

Elle est soumise aux mêmes formalités et aux mêmes règles que l'ordre, et les frais en sont à la charge du créancier dont la collocation est arrêtée.—C.P.C., 755.

1. POTHIER, *Proc.*, 235.

827. Si le débiteur néglige de faire valoir ses droits et réclamations, le créancier, opposant en sous-ordre, peut intervenir à l'ordre pour les exercer de la même manière et sans plus de frais que le débiteur lui-même.—C.P.C., 756, *amendé*.

1. *Ibid.*

2. Rap. C.—L'article 825 (827 n.c.) déter.

jours été dans la possession de l'intimé et sa déconfiture n'avait pas l'effet de l'en désaisir. En conséquence, l'appelant ne pouvait les saisir tant qu'il n'aurait pas eu jugement ou qu'il ne procéderait pas par une saisie-arrêt avant jugement.—C.A., 1887. *Barnard & Molson*, 31 J., 224; 3 M.L.R., 348; 12 L.N., 12.

5. Une opposition en sous-ordre ne peut être faite contre le cessionnaire du débiteur de l'opposant en sous-ordre, même si l'opposant en sous-ordre allègue la nullité du transport fait au cessionnaire.—C.A., 1861. *Thompson & Martel*, 12 L.C.R., 11; 10 R.J.R., 120.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. Un créancier, qui a obtenu un jugement contre son débiteur décédé, peut faire une opposition en sous-ordre à un jugement de distribution dans lequel les héritiers du défunt, grevés et affectés de distribution, sont colloqués; ce jugement est un titre exécutoire suffisant, et il n'est pas nécessaire d'alléguer l'insolvabilité des personnes colloquées.—C.S., 1898. *Chatillon vs Lanthier*, 4 R.L.N.S., 413; MATHIEU, J.

825. Sub-oppositions must be served on the party whose moneys are stopped.—C.C.P., 754.

826. The sub-collocation may follow the collocation and be included in the general report, or it may form a separate report.

It is subject to the same rules and formalities as the general report, and the costs thereof are borne by the creditor whose collocation is opposed.—C.C.P., 755.

827. If a debtor fails to exercise his rights and claims, any of his creditors who have made sub-oppositions may intervene in the distribution, in order to exercise the rights of such debtor, in the same manner and with as little expense as the debtor himself could have done.—C. C. P., 756, *amended*.

mine d'une manière plus précise quels créanciers sont reçus à intervenir à l'ordre pour exercer les droits de leur débiteur.

13.—PAYEMENT DES DENIERS PRÉLEVÉS.

828. A l'expiration des quinze jours qui suivent la date du jugement d'homologation, le shérif est tenu de payer à qui de droit les deniers par lui perçus.—C.P.C., 757.

1. 25 GEO. III, c. 2, s. 20.

2. Rap. C.—Des modifications de détails seulement ont été apportées aux articles de ce titre (828.)

3. Une demande contre Boston, seul shérif, pour lui faire payer des argents reçus par Boston & Coffin, comme shérifs conjoints, ne peut être maintenue.—C.S., 1856. *Lefebvre vs Meyers*, 6 L.C.R., 472; 5 R.J.R., 142; SMITH & MONDELET, JJ.

829. Si les deniers ou partie des deniers prélevés sont restés entre les mains de l'adjudicataire, le jugement de distribution doit lui être signifié, et, à défaut par lui de verser, dans les quinze jours de cette signification, entre les mains du shérif ou des parties intéressées, les deniers nécessaires pour payer les créanciers qui lui sont préférés, ces derniers peuvent demander la vente de l'immeuble à sa folle enchère.—C.P.C., 760.

830. La partie lésée par un jugement de distribution peut se pourvoir en appel ou par requête civile s'il y a lieu, soit qu'elle ait comparu dans la cause, soit que sa créance soit mentionnée dans le certificat des hypothèques et qu'elle n'ait pas comparu.

Le créancier mentionné au certificat des hypothèques, qui n'a pas comparu dans la cause, peut, en outre, se pourvoir dans les quinze jours par opposition au jugement.—C.P.C., 761.

1. Il y a appel devant la cour du banc de la reine d'un jugement homologuant un rapport de distribution non contesté. Le pourvoi par opposition, accordé au créancier en vertu de l'article 761 du Code de procédure, ne le prive pas de son appel.—C.A., 1877. *Skortis & Normand*, 3 Q.L.R., 382.

13.—PAYMENT OF MONEYS LEVIED.

828. At the expiration of fifteen days after the date of the judgment of homologation, the sheriff is bound to pay the moneys received by him to the parties thereto entitled.—C.C.P., 757.

4. A payment by the sheriff, under a judgment of distribution, to an opposant therein collocated at a time when such opposant was no longer possessed of his estate (having assigned the same under the Insolvent Act of 1869) is good, and cannot be questioned subsequently by the assignee.—C.R., 1874. *Salvas vs Leveau*, 18 J., 203; JOHNSON, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

829. If the moneys levied or a portion thereof remain in the hands of the purchaser, the judgment of distribution must be served upon him, and, upon his failure to pay to the sheriff, or to the parties interested, within fifteen days from such service, the amounts necessary to satisfy the claimants who have priority over him, the latter may demand the resale of the immovable upon him for false bidding.—C.C.P., 750.

830. Any party aggrieved by a judgment of distribution may seek redress by means of an appeal, or a petition in revocation if there are grounds for it, whether he has appeared in the suit, or, his claim being mentioned in the certificate of hypothecs, he has not appeared.

Any creditor mentioned in the certificate of hypothecs, who has not appeared in the cause, may also, within fifteen days, seek redress by means of an opposition to the judgment.—C.C.P., 761.

2. Le créancier qui est seul colloqué dans un jugement de distribution, doit établir qu'il a intérêt à contester le rapport de collocation et de distribution, pour pouvoir appeler du jugement de distribution.—C.A., 1888. *Morin & Young*, 19 R.L., 274.

3. The appeal from judgments of distri-

bution under article 761 (830 n.c.) is not restricted to the parties to the suit but extends to every person having an interest in the distribution of the moneys levied under the execution.—C. suprême, 1897. *Guertin & Gosselin*, 27 R.C.S., 514.

4. Un créancier qui n'a pas comparu dans une cause et qui n'est pas mentionné au certificat du régistreur n'est pas partie à la cause dans le sens de l'article 761 (830 n.c.) et ne tombe pas en conséquence sous les dispositions de cet article quant à la contestation du rapport de distribution. Il peut, par action directe, forcer un colloqué à remettre entre les mains du shérif le montant d'une collocation touchée en vertu d'un jugement de distribution pour une dette hypothécaire antérieurement acquittée et éteinte, pour être, le dit montant, distribué entre les créanciers du débiteur insolvable. Et il n'est pas tenu de démontrer par son action que la somme réclamée, ou partie d'icelle lui reviendra; son intérêt peut même n'être qu'éventuel. L'article 761 (830 n.c.) contient des dispositions spéciales en dehors des règles de la procédure ordinaire, et doit être interprété avec rigueur et appliqué aux seuls cas qui y sont prévus.—C.R., 1893. *Martel vs Dufort*, 3 R.J.O., 376; ANDREWS, PELLETIER & LARUE, JJ.

5. Le propriétaire d'un immeuble vendu en justice a l'action directe pour se faire rembourser le montant touché, en vertu d'un jugement de collocation, pour une dette hypothécaire antérieurement acquittée et éteinte; et il peut conclure que le remboursement soit fait au shérif qui a fait la vente, pour le montant, être distribué à ses créanciers.—C.S., 1886. *Thibault vs Beaubien*, 13 Q.L.R., 175; CASALTY, J.

831. Dans le cas de réformation du jugement de distribution, ainsi que dans le cas où le décret est annulé ou que l'adjudicataire ou ses représentants sont évincés à raison de quelque droit nou purgé par le décret, les sommes qui se trouvent avoir été indûment payées doivent être rapportées au shérif, et les parties sont tenues à ce rapport, sur ordonnance du tribunal à cet effet.—C.P.C., 762.

1. POTHIER, *Proc.*, 227.—HÉRIC, *Vente des Immeubles*, 294.

2. Le requérant en nullité de décret n'a aucun intérêt à demander que les deniers distribués, et provenant du prix de la vente,

6. A party, whose claim against an immovable seized and sold by the sheriff appears in the registrar's certificate, but has not been collocated in the report of distribution, and who has failed either to contest the report of distribution or to appeal from the judgment homologating the same, or to present a *requête civile* or an opposition against such judgment, as required by art. 761 C.P.C. cannot, by direct action, recover the amount of such claim from the party collocated in such report to his prejudice.—C.A., 1884. *McDonnell & Buntin*, 1 M.L.R., 1.

7. La cause de *McDonnell & Buntin*: C.A., 1884, 1 M.L.R., 1, en déclarant que l'action directe ne compète point au créancier lorsqu'il s'agit simplement de priorité de rang, admet ce recours pour une dette acquittée.

8. The Court of Review, in revising a judgment homologating a report of distribution, cannot order a larger sum to be paid over to an opposant than that awarded to him in the original report, until he shall first have been collocated for said larger sum in a report of distribution duly published.—C.A., 1866. *The Eastern Townships Bank & Pwaud*, 2 L.C.L.J., 270.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

9. Un créancier qui demande, par requête, la nullité d'un décret, d'une ventilation et d'un jugement de distribution dans la même cause, ne peut être tenu d'opter entre ces trois procédures, les trois demandes pouvant se cumuler.—C.S., 1898. *Cousineau vs Lespérance*, 1 R.P., 432; MATHIEU, J.

831. In the event of a judgment of distribution being reformed, or of the adjudication being set aside, or of the eviction of the buyer or his representatives by reason of any right from which the property was not discharged by the sale, whatever sums have been unduly paid must be returned to the sheriff, and the parties are bound to pay back such moneys upon an order from the court to that effect.—C.C.P., 762.

soient remboursés par le créancier colloqué mais cette demande doit être faite sous l'article 762 C.P.C.—C.S., 1890. *Fairbanks vs The Pioneer Beet Root Sugar Co.*, 20 R.L., 99; TASCHEREAU, J.

SECTION IV.

EMPRISONNEMENT EN MATIÈRE CIVILE ET
CONTRAINTE PAR CORPS.

832. La contrainte par corps en vertu d'un jugement rendu en matière civile n'a lieu qu'à l'égard des personnes et dans les cas spécifiés dans les articles qui suivent.—C.C., 2271.

1. ORD. 1667.—EDITS et ORD., p. 106, 215.—12 Vict., c. 4.—16 Viet., c. 194.—S.R. B.C., c. 87.—25 GEO. III, c. 2.

2. On trouvera dans la thèse de M. R. Lemieux, sur la *Contrainte par corps*, tout l'historique de cette importante question.

3. Rap. C.—Ce chapitre refond dans un ensemble unique les dispositions du Code civil qui déterminent les cas de contrainte par corps, et celles du Code de procédure qui tracent la voie à suivre pour en obtenir l'application. Il réunit ainsi des règles que rien ne différencie fondamentalement, et qui, toutes, se rapportent au même mode d'exécution.

Ce changement n'est pas proposé pour la première fois. Les codificateurs nous l'ont préparés, en exprimant des doutes sur la véritable place à assigner aux dispositions insérées au Code civil, et le Code les recommandés.

Des articles dont se compose le titre du Code civil relatif à la matière dont il s'agit, trois ont été abrogés, le premier—2271—comme inutile; le second—2275—parce qu'il a été inséré, avec modification, au nombre des règles proposées pour la cession de biens (866 C.P.) et le troisième—2274—pour les raisons exprimées dans les observations relatives à l'abrogation de l'article 766, § 2, C.P.C.

4. En accordant ou refusant la contrainte, les juges doivent avoir égard à la qualité des gens condamnés, à leur âge, à leur sexe, à leurs infirmités, au nombre de leurs enfants, à leur parenté avec le demandeur, même à l'objet du procès dans lequel ils ont succombé avec dépens.—SERPILLON, sur art. 2, ch. 34, de l'ordonnance 1667.

5. La cour a le pouvoir discrétionnaire d'accorder ou de refuser la contrainte par corps contre un défendeur, à défaut de satisfaire à un jugement dans une action de dommages pour libelle.—C.S., 1859. *Gugy vs Donaghue*, 9 L.C.R., 274; BOWEN, J.

6. La contrainte par corps est à l'arbitrage du tribunal qui peut l'accorder pour un temps limité.—C.S., 1892. *Quenneville vs St-Aubin*, 2 R.J.O., 72; MATHIEU, J.

7. Le tribunal peut, à sa discrétion, refu-

833. Les personnes contraignables par corps sont :

1. Les tuteurs, curateurs et fiduci-

SECTION IV.

ARREST IN CIVIL MATTERS AND COERCIVE
IMPRISONMENT.

832. Coercive imprisonment under a judgment rendered in a civil action is not allowed except against the persons and in the cases specified in the following Articles.—C.C., 2271.

ser la contrainte par corps pour satisfaire à une condamnation pour injures personnelles, et notamment ne doit pas, en matières civiles, ordonner l'emprisonnement d'un malade, l'humanité s'y opposant.—C.S., 1893. *McNamara vs Gauthier*, 3 R.J.O., 370; PAGNUELO, J.

8. La femme mariée n'est exempte d'incarcération, en exécution d'un jugement accordant des dommages intérêts pour injures personnelles, que lorsque le juge croit devoir la refuser pour des raisons spéciales.—C.C., 1896. *Lefebvre vs Forgues*, 9 R.J.O., 528; CASALT, J.

9. Le temps de l'emprisonnement est discrétionnaire à la cour.—C.C., 1889. *Houle vs Désautels*, 18 R.L., 315; PAGNUELO, J.

10. La contrainte par corps peut être accordée lorsque le juge qui a prononcé la condamnation n'a pas adjugé sur cette partie des conclusions.—C.R., 1895. *Labelle vs Pelletier*, 8 R.J.O., 111; JETTÉ, GILL & LORANGER, JJ.—C.S., 1880. *Barthe vs Bagg*, 3 L.N., 316; TORRANCE, J.—C.S., 1882. *Ouellet vs Vallières*, 26 J., 391; GILL, J.—C.S., 1883. *Nysted vs Darbyson*, 9 Q.L.R., 322; CASALT, J.—C.S., 1888. *Morrison vs Mullins*, 16 R.L., 114; MATHIEU, J.

11. Dans es causes de *Barthe vs Bagg*, et *Ouellet vs Vallières*, citées au n. 10, il a été décidé que la contrainte pouvait être accordée, sur motion après jugement, même lorsqu'elle n'avait pas été demandée dans les conclusions.

12. Il n'est pas nécessaire en demandant la contrainte de discuter les immeubles de la partie condamnée.—C.S., 1892. *Quenneville vs St-Aubin*, 2 R.J.O., 72; MATHIEU, J.—C.S., 1892. *Roy vs Belournay*, 1 R.J.O., 139; MATHIEU, J.—C.S., 1896. *Rutherford vs Humphries*, 9 R.J.O., 101; MATHIEU, J.

13. Dans une action pour dommages résultant d'une arrestation sur *capias*, il n'y a pas lieu à adjuger sur la demande pour contrainte, tant que le demandeur n'a pas démontré qu'il a épuisé les recours ordinaires sur les biens du défendeur.—C.S., 1884. *Kenna vs Clark*, 16 R.L., 122; LORANGER, J.

833. The persons liable to coercive imprisonment are :

1. Tutors, curators and trustees, for

aires, pour tout ce qui est dû à raison de leur administration à ceux qu'ils ont représentés :

2. Toute personne responsable comme séquestre, gardien ou dépositaire, shérif, coroner, huissier ou autre officier ayant la garde de deniers ou autres effets en vertu de l'autorité judiciaire ;

3. Toute personne responsable comme caution judiciaire ou comme adjudicataire de biens meubles ou immeubles vendus en exécution du jugement d'un tribunal ;

4. Toute personne sous le coup d'un jugement accordant des dommages pour injures personnelles, lorsque ces dommages s'élèvent à cinquante piastres ou plus ;

5. Toute personne sous le coup d'un jugement accordant des dommages en vertu des articles 2054 et 2055 du Code civil, pour une somme de cinquante piastres ou plus ;

6. Les grevés de substitution, les exécuteurs ou administrateurs, les tuteurs, les curateurs et les fiduciaires, pour les dommages causés par leur fraude en faisant des placements, ou pour les dommages résultant de ce que ces placements ont été faits par eux autrement que prévu par l'article 981^o du Code civil, ou tel qu'ordonné par le testament ou par l'acte qui concerne les biens administrés.—C. C., 2272, amendé ; S.R., 5852.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Action déboutée	27
Blessures	16
Capias	17
Caution	12
Curateur	2
Denonciation	15, 19
Détenteur	28
Diffamation	15
Frais	21 à 27, 29 à 31
Gardien	3
Injures personnelles	13 à 20, 29
Intérêts	26
Montant	21, 32
Protonotaire	11
Reditition de compte	2, 3, 28

whatever is due by reason of their administration to those whom they represented ;

2. Any person indebted as sequestrator, guardian or depositary, sheriff, coroner, bailiff, or other officer having charge of moneys or other things under judicial authority ;

3. Any person indebted as judicial surety, or for the purchase of property or effects, moveable or immoveable, sold in execution of the judgment of a court ;

4. Any person condemned by a judgment awarding damages for personal wrongs, in a sum of fifty dollars or upwards ;

5. Any person condemned by a judgment awarding damages under Articles 2054 and 2055 of the Civil Code, in a sum of fifty dollars or upwards ;

6. Institutes under a substitution, executors or administrators, tutors, curators and trustees, for the damages occasioned by their frauds in making investments, or for damages arising from the investments having been made by them otherwise than as provided in Article 981^o of the Civil Code, or than as prescribed in the will or other instrument respecting the property administered.—C. C., 2272, amended ; R.S., 5852.

Séduction	29
Shérif	8, 9, 10
Syndic	7
Tiers-saisi	5, 6

1. Rap. C.—L'article 833 remplace l'article 2272 du Code civil en y faisant subir des modifications.

La première se rencontre dans le quatrième paragraphe. Il fixe à cinquante piastres le minimum pour lequel il y a lieu à contrainte dans les cas de dommages-intérêts accordés à raison d'injures personnelles, et, comme conséquence de cette limitation, omet les mots : " dans les cas où la contrainte par corps peut être accordée," qui sont dans l'article du Code civil.

La rédaction du paragraphe actuel est incomplète, et rend nécessaire le recours à l'ordonnance de 1667, titre 4, art. 2, aux amendements qu'il a subi lors de son enregistrement à Québec, et à la loi 12 Victoria, chapitre 42. L'examen de ces lois peut seul permettre de constater qu'il existe un minimum—100 livres ou \$16,662 $\frac{2}{3}$ —pour la contrainte, et qu'un intervalle—quatre mois—doit séparer la signification du jugement portant adjudication de dommages et l'ordonnance de contrainte. Cette insuffisance du texte a soulevé des débats et provoqué des décisions judiciaires qui ont mis en relief les sérieux inconvénients qu'il présente. L'amendement sous examen corrige le défaut relatif à la somme requise, et l'article 955 (837 n.c.) celui qui a trait à l'intervalle entre la signification du jugement principal et l'ordonnance de contrainte, (*Nysted vs Darbyson*, 9 Q.L.R., 322; *Goyette vs Berthelot*, 19 R.L., 147).

En fixant à cinquante piastres le minimum pour lequel il peut y avoir contrainte dans le cas qui nous occupe, nous mettons sur un même pied l'incarcération de celui qui cause un tort personnel et celle du débiteur frauduleux.

Comme ce paragraphe couvre la matière de l'article 2938 des statuts refondus, nous proposons le retranchement de cet article.

Le cinquième paragraphe apporte trois changements:—

Le premier consiste dans l'omission des mots "et de l'article 800 du Code de procédure civile," nécessité par l'abolition du capias dans les cas de détériorations d'un immeuble hypothéqué, abolition dont nous faisons ailleurs connaître les motifs.

Le deuxième porte à cinquante piastres, comme lorsqu'il s'agit de dommages pour injures personnelles, le chiffre minimum pour lequel la contrainte peut être prononcée.

Le troisième est dû à l'innovation créée par le nouvel article 836. Tel que modifié, cet article stipule qu'il doit y avoir un intervalle de trois mois entre la signification du jugement et la sentence de contrainte. Il était en conséquence nécessaire d'omettre du paragraphe dont il est question les mots: "et à la contrainte par corps," qui autorisent le juge à décerner la contrainte lors du jugement principal.

Le sixième paragraphe atteindra plus sûrement les personnes qu'il énumère, grâce à la généralité des termes de sa nouvelle rédaction.

2. The defendant in obedience to a judgment had rendered an account as curator, showing that he was indebted to the estate in the sum of \$400. The plaintiff had given notice of his intention to contest this account, but in the meantime had obtained a judgment ordering the defendant to pay the money admitted to be due. This, he had not done, and an application was now made for *contrainte par corps* against him under the ordinance of 1667. This ordinance gave

the remedy after the final judgment, but not as a means of enforcing an interlocutory judgment. The plaintiff at present had nothing but his *droit exécutoire*. Until the account was *débatlu* there could be no *contrainte par corps*.—C.S., 1861. *Wood vs McLennan*, 5 J., 253; SMITH, J.

3. On peut forcer une partie à rendre compte, soit par une condamnation provisoire, soit par la contrainte par corps.—C.B.R., 1847. *Hayes vs David*, 3 R. de L., 245

4. V. article 658 pour la contrainte par corps contre les gardiens.

5. La contrainte par corps n'a pas lieu contre un tiers-saisi qui, ayant déclaré ne rien devoir au défendeur, a été condamné, sur contestation de sa déclaration, à rapporter un piano qu'il avait acheté du défendeur en fraude des droits des créanciers ou à payer au demandeur le montant de sa créance.—C.A., 1882. *Kacine & Kane*, 2 D.C.A., 346.—C.B.R., 1813. *Ferguson vs Miller & Hooker*, 3 R. de L., 305.

6. V. sur la même question, article 658, n. 3 et 13.

7. Un syndic, qui refuse ou néglige de se conformer à un jugement qui lui ordonne de payer des argents qu'il a en mains, est contraignable par corps.—C. des Banqueroutes, 1846. *Bates & Beaudry & Tuaff*, 1 R. de L., 360; 2 R.J.R., 57; MONDELET, J.

8. Le shérif, à défaut de représenter les effets saisis, peut y être contraint par corps. Mais dans ce cas, la contrainte prononcée lui laissera l'alternative de s'en libérer, en payant à qui de droit la valeur établie des effets non représentés.—C.A., 1859. *Leverson & Boston*, 3 J., 223.

9. An attachment will lie against two persons appointed, by commission from the Crown, to the office of sheriff, for the non payment of monies levied by one of them, although the other may not have assumed the duties of the office, or acted, in any manner, under their commission.—C.B.R., 1828. *Black vs Newton & Budden*, Stuart's R., 298; 1 R.J.R., 267.

10. Un ordre donné par la cour à *Boston & Coffin*, shérifs conjoints, de livrer une machine saisie par voie de revendication ne peut être mis en force contre *Boston* seul, resté seul shérif depuis l'ordre donné, en autant que cet ordre ne lui avait pas été signifié et n'avait pas été déclaré exécutoire contre lui. La règle pour contrainte, contre lui à cet effet est mise à néant.—C.S., 1851. *McPherson vs Irwin*, 2 L.C.R., 313; 3 R.J.R., 203; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

11. An order of the Superior Court, enjoining "the late prothonotary of this court, M.M. Monk, Coffin and Papineau, to wit: Samuel Wentworth Monk, William C. H. Coffin and Louis J. A. Papineau, or their representatives" to pay a certain sum of money deposited with "Monk, Coffin & Papineau, Prothonotary," Mr. Papineau

being still prothonotary with other associates, is valid, and this, notwithstanding that both Monk and Coffin were dead when such order was pronounced, and that the same was pronounced, without anyone of the said three individuals, or their representatives, being in any way parties to the case.

Under the circumstances above related the said Papineau is still an officer of the court, and, as such, liable to be summarily impleaded, by rule for *contrainte par corps*, for non compliance with said order.—C.A., 1871. *Papineau & Guy*, 16 J., 127.

12. Sont des cautions judiciaires et passibles de la contrainte par corps :

Les cautions fournies sur un bref de *capias ad respondendum* en vertu de l'article 910 C.P.C.—C.C., 1868. *Belle vs Côté*, 13 J., 26; BEAUDRY, J., et de l'article 913.—C.S., 1870. *Winning vs Leblanc*, 14 J., 298; MONDELET, J., et de l'article 1214.—C.S., 1871. *Dumont vs Dorion*, 3 R.L., 360; TORRANCE, J.

13. Ces expressions, *personal wrongs*, ne se rapportent qu'aux injures faites à la personne, et ne s'appliquent pas à des dommages de la nature de ceux pour lesquels le demandeur a obtenu jugement.—C.S., 1860. *Whitney vs Dansereau*, 4 J., 211; BERTHELOT, J.

14. Les mots "injures personnelles" comprennent tout ce qu'on dit, ce qu'on écrit et ce qu'on fait de dessein prémédité, dans la vue d'offenser quelqu'un et de lui faire affront.—C.S., 1888. *Morrison vs Mullins*, 16 R.L., 114; MATHIEU, J.

15. Il n'y a pas lieu à la contrainte par corps pour tous les dommages personnels, mais seulement lorsque les dommages résultent d'une injure. Dans cette espèce le demandeur poursuivait en dommages pour dénonciation, l'accusant de faux devant la cour des sessions de la paix.—C.S., 1892. *Riverin vs Lessard*, 2 R.J.O., 70; MATHIEU, J.

16. Il n'y a pas lieu notamment à la contrainte pour blessures causées par un cheval vicieux.—*Morrison vs Mullins*, n. 14.

17. Dans la cause de *Barthe vs Dagg*, C.S., 1880, 25 J., 161, TORRANCE, J., la contrainte a été ordonnée pour des dommages résultant d'une arrestation sur *capias*, et dans la cause de *Kenna vs Clark*, C.S., 1884, 15 R.L., 122, LORANGER, J., pour des dommages résultant aussi d'une arrestation sur *capias*, mais la question décidée au n. 15 ne paraît pas avoir été soulevée ni dans l'une ni dans l'autre de ces causes.—M. MIGNAULT, 2 R. J.O., 70.

18. Dans la cause de *Goyette vs Berthelot*, C.S., 1889, 19 R.L., 147, l'honorable juge Pagnuelo s'est formellement prononcé et a décidé qu'il y avait lieu à l'emprisonnement pour dommages résultant de diffamation.

19. Dans une cause de *Roy vs Belournay*, C.S., 1892, 1 R.J.O., 139, l'honorable juge Mathieu a également déclaré qu'une dénon-

ciation calomnieuse peut entraîner la contrainte.

20. Constitue une injure personnelle : la séduction d'une femme.—C.R., 1895. *Labelle vs Pelletier*, 8 R.J.O., 111; JETTÉ, GILL & LORANGER, JJ.

21. La contrainte par corps, dans les causes pour injures verbales, peut être ordonnée même lorsque le montant capital de la condamnation n'est que de cinq piastres, si le capital et les frais excèdent \$16.66.—C.C., 1889. *Houle vs Désautels*, 18 R.L., 315; PAGNUELO, J.

22. Lorsque le demandeur et ses procureurs s'unissent pour demander la contrainte par corps, on peut l'accorder pour les frais comme pour la dette elle-même; ces frais font partie de la condamnation et sont une partie de la compensation due pour l'injure personnelle qui donne lieu à la contrainte.—C.R., 1895. *Labelle vs Pelletier*, 8 R.J.O., 111; JETTÉ, GILL & LORANGER, JJ.

23. La partie qui a obtenu jugement, dans une action pour injures personnelles pour des dépens qui ont été distraits à son avocat, ne peut procéder à la contrainte par corps, en son nom, pour le montant de ces dépens.—C.S., 1892. *Queuneville vs St-Aubin*, 2 R.J.O., 72; MATHIEU, J.

24. Il n'y a pas lieu à la contrainte par corps pour satisfaire à une condamnation aux dépens d'une action pour injures personnelles, lorsque la dette elle-même a été payée, les dépens n'étant plus alors l'accessoire de la dette.—C.S., 1893. *McNamara vs Gauthier*, 3 R.J.O., 370; PAGNUELO, J.

25. La contrainte par corps peut avoir lieu, à la demande des avocats distrayants, pour les frais d'un jugement de dommages pour injures personnelles, lorsque le défendeur a acquitté la dette.—C.R., 1896. *Cordeau vs De Laval*, 9 R.J.O., 482; TAIT, JETTÉ & GILL, JJ.

26. On ne peut joindre l'intérêt et les dépens au capital d'un jugement accordant des dommages pour injures personnelles, afin de former un montant suffisant pour exercer la contrainte par corps contre le défendeur.—C.S., 1897. *Bellefleur vs Martel*, 12 R.J.O., 3; GILL, J.

27. Le défendeur, dans une action en dommages pour arrestation illégale, ne peut demander la contrainte par corps contre le demandeur, pour le paiement de ses frais, dans le cas où l'action serait déboutée.—C.S., 1885. *Bogue vs Brouillet*, 1 M.L.R., 470; TORRANCE, J.

28. Il n'y a pas lieu à la contrainte par corps contre le détenteur d'un immeuble condamné à le remettre et à rendre compte des fruits et revenus, parce qu'il n'a pas produit son compte dans les délais fixés par la cour.—C.S., 1882. *Crowley vs Chrétien*, 11 R.L., 375; MATHIEU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

29. Sous le Code de Procédure Civile, art. 833, les mots "injures personnelles" pour lesquelles la contrainte par corps est accordée doivent s'entendre de ce qui se dit, de ce qui s'écrit, de ce qui se fait, et même de ce qui s'omet dans l'intention d'offenser une personne dans son honneur, dans sa personne ou dans ses biens.

Les frais n'étant que les accessoires de la dette principale, il y a lieu à la contrainte par corps pour les recouvrer quand celle-ci peut s'obtenir pour la dette même.—C. S., 1898, *Pelletier vs Martin*, 4 R. L. n. s., 375; 14 R. J. O., 223; MATHIEU, J.

30. Dans une action en dommages pour injures personnelles, si, à la suite d'une transaction, le jugement a été rendu pour les frais seulement, il n'y a pas lieu à la contrainte par corps contre le défendeur en faveur des avocats distrayants.—C. S., 1898, *Brunet vs Lessard*, 1 R. P., 150; LORANGER, J.

31. Dans le cas où une règle *nisi* pour contrainte par corps n'est maintenue que pour les frais seulement, la partie qui a obtenu le

jugement en sa faveur, ne peut que faire exécuter son jugement sur les biens du débiteur, mais ne peut obtenir l'emprisonnement de ce dernier.—C. S., 1898, *Roy vs Charland*, 4 R. L. n. s., 415; MATHIEU, J.

32. Depuis la mise en force du nouveau code de procédure, la contrainte par corps ne peut être ordonnée, pour injures verbales, que dans les causes où le jugement a été rendu pour \$30; l'art. 833 du nouveau C. P. a été substitué à l'art. 2272 C. C.

Dans l'espèce, bien que les procédures aient été instituées avant la mise en force du nouveau code de procédure, l'appelante ne peut invoquer un droit acquis, parce que les moyens d'exécuter les jugements ne dérivent que de la loi qui les autorise, et la législature peut les changer et les modifier à son gré, sans en cela compromettre des droits existants.

La contrainte par corps telle qu'elle existait au 1er septembre 1897 a été abolie par un statut spécial qui a pris effet le même jour; partant, cette abolition a été faite sans réserve et s'applique aux causes pendantes.—C. A., 1898, *Royer & Loranger*, 8 R. J. O., 119.

834. Il y a encore lieu à contrainte par corps pour mépris d'une ordonnance ou injonction d'un tribunal ou d'un juge, ou pour résistance à cette ordonnance ou injonction, ou pour tout acte tendant à éluder l'ordonnance ou l'injonction, en prévenant ou empêchant la saisie ou la vente des biens en exécution de l'ordonnance ou de l'injonction.

L'emprisonnement en ce cas ne peut excéder un an, mais peut être imposé derechef jusqu'à ce qu'il ait été obéi à l'ordonnance ou injonction.—*Nouveau, partie*; C. C., 2273; C. P. C., 782.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Agent	29
Défendeur	3 à 7
Formalités	23 à 27
Huissier	19
Juge	23
Officiers de justice	29
Opposant	8, 9, 10
Presse	22
séquestre	21
Syndic	18
Témoin	11 à 17

1. S. R. B. C., c. 83, ss. 143-4-5.
2. Rap. C.—L'article 953 (834 n. c.) renvoie le texte des articles 2273 C. C. et 782 C. P. C., et n'y apporte d'autre changement que

834. Coercive imprisonment may also be ordered for contempt of any process or order of the court or of a judge, or for resistance to such process or order, or for any evasion of any such judgment or order, by preventing or obstructing the seizure or sale of property in execution of such judgment or order.

In such cases the term of imprisonment cannot exceed one year, but may be repeatedly inflicted until the process or order is obeyed.—*New, in part*; C. C., 2273; C. C. P., 782.

la limitation de la durée d'emprisonnement à une année.

3. Est contraignable par corps, le défendeur :

a. Contre qui est émané une exécution, qui refuse d'ouvrir ses portes.—C. A., 1855, *Mercurie & Laframboise*, 5 L. C. R., 168.—C. R., 1893, *Chartrand vs Campeau*, 4 R. J. O., 163; JOHNSON, JETTÉ & PAGNUELO, JJ.

b. Quand même il n'aurait pas usé de force ni de violence.—C. C., 1853, *Desharnais vs Amiot*, 4 L. C. R., 43; CARON, J.

c. Qui empêche l'huissier de pratiquer la saisie.—C. C., 1887, *Trottier vs Walsh*, 10 L. N., 237; WURTELE, J.

d. Qui soustrait les effets saisis pendant

que l'huissier procède à les porter sur son procès-verbal.—C.S., 1866. *Terrour vs Dupont*, 10 J., 143; BERTHELOT, J.

e. Qui induit frauduleusement l'huissier à se rendre chez le demandeur et qui pendant ce temps enlève ses effets.—C.S., 1883. *Ross vs O'Leary*, 6 L.N., 173; LORANGER, J.

f. Qui transporte frauduleusement ailleurs les effets saisis.—C.C., 1880. *The Jacques Cartier Building Society vs Roy*, 3 L.N., 314; TORRANCE, J.

4. A sheriff's return to a writ of execution, setting forth that the defendant has refused to open the door of his dwelling house, in order that the sheriff might seize, is only *prima facie* evidence of the fact, and is not sufficient of itself to justify a condemnation for *contrainte*.—C.S., 1858. *Kemp vs Kemp*, 2 J., 280; MONDELET, J.

5. When a defendant who is outside his dwelling house, neglects to open the door which was locked, such neglect do not amount to a *rebellion de justice*.—C.S., 1858. *Kemp vs Kemp*, 2 J., 280; BADGLEY, J.

6. Le défendeur a ait, sans provocation aucune, mis l'huissier saisissant à la porte. Quelques minutes après, regrettant son acte, il était allé s'excuser auprès de l'avocat du demandeur et auprès du shérif. A tous deux, il avait déclaré que l'huissier pouvait se présenter de nouveau et qu'il ne s'opposerait pas à la saisie.—*Jugé*: qu'il y avait quant même mépris de cour.—C.S., 1858. *Campbell vs Beattie*, 3 J., 118; BADGLEY, J.

7. Le défendeur n'est pas contraignable pour le paiement des frais sur un incident. Le demandeur doit procéder par exécution.—C.S., 1855. *Ferguson vs Gilmour*, 5 L.C. R., 421; BOWEN & MEREDITH, JJ.

8. L'opposant qui ne procède que dans le but de retarder la vente et de s'opposer à l'exécution de la justice est contraignable par corps.—C.S., 1861. *Thomas vs Pepin*, 5 J., 76; BADGLEY, J.—C.B.R., 1818. *Quirouel vs Wilson*, 3 R. de L., 472.—C.B.R., 1820. *Hunt vs Ferreault*, 3 R. de L., 475.—C.C., 1886. *McCarthy vs Jackson*, 9 L.N., 211; GILL, J.

9. When a defendant, after judgment and execution, filed an opposition on the allegation contained in his pleas, it was held that he could not be condemned to imprisonment for contempt until the merits of the opposition had been adjudicated upon.—C.A., 1877. *Dawson & Ogden*, 8 R.L., 716.

10. L'opposant ne doit pas invariablement être passible de la contrainte par corps, lorsque son opposition est déclarée frauduleuse. Il faut des actes exceptionnels de résistance.—C.S., 1885. *Girard vs Audette*, 13 R.L., 418; CHAGNON, J.—C.S., 1882. *Ferreault vs Charbonneau*, 5 L.N., 204; TORRANCE, J.

11. Le témoin qui de propos délibéré n'obéit pas au *subpœna* est contraignable par corps.—C.S., 1861. *Sexton vs Boston*, 5 J.,

334; BADGLEY, J.—C.S., 1863. *Joseph vs Joseph*, 8 J., 41; BERTHELOT, J.

12. Mais la signification du *subpœna* doit lui avoir été faite personnellement et ses dépenses offertes.—*Sexton vs Boston*, n. 11.

13. Est aussi contraignable, le témoin assigné devant un comptable nommé par la cour.—C.S., 1879. *Prévost vs Gauthier*, 23 J., 323; MACKAY, J.

14. A witness living in Montreal who has been summoned on Saturday night to appear in Sorel on Monday will not be held to be in contempt of court.—C.A., 1878. *Barthe & Lajoie*, R., 136.

15. A person accidentally in a place other than his domicile, summoned to appear in a suit going on there instantanément, will not be held to be in contempt of the court if he declines to appear.—C.A., 1878. *Barthe & Thiboudeau*, R., 136.

16. Est aussi contraignable, le témoin qui a reçu ordre de se tenir hors de la cour, s'il communique à un autre témoin les faits dont il a été question au procès.—C. Crim., 1857. *Régina vs McCorkill*, 8 J., 282; AYLWIN, J.

17. A witness who has made default to appear and give evidence, and against whom a rule has issued for contempt, must appear in person to answer the rule.—C.S., 1880. *Fair vs Cassils*, 3 L.N., 337; TORRANCE, J.

18. An assignee under the Insolvent Act of 1875, who receives from the court an order to sell the moveables of an insolvent in order to pay a privileged claim and who refuses to obey such order, is *contraignable*.—C.S., 1876. *Blouin vs Bouchard*, 7 R.L., 445; RAINVILLE, J.

19. L'huissier qui procède à vendre lorsqu'il a reçu une opposition à l'effet d'arrêter la vente est contraignable.—C.S., 1881. *Leroux vs Deslauriers*, 4 L.N., 173; TORRANCE, J.

20. The summary jurisdiction of the courts over the officers of justice is exercised only when an officer is guilty of contempt or wilful neglect of duty.—Where a record disappears, or is lost, without any evidence of wilful neglect against the prothonotary, the latter is not punishable for contempt, the proper remedy of the party aggrieved by such loss being an action of damages.—C.S., 1890. *Bossière vs Bickerdike*, 6 M.L.R., 186; WURTELE, J.

21. A sequestrator was appointed and with a bailiff went to take possession. He was resisted by appellant, and a rule for *contrainte* was taken. The facts having been established, the rule was made absolute. The Court of Appeals refused to interfere with a disciplinary order of this kind, unless the whole proceedings were null.—C.A., 1883. *Doran & Canada Gold Mining Co.*, R., 594.

22. La presse a droit de discuter la légalité d'un arrêt du tribunal, mais si, en faisant sa critique, elle s'écarte de la vérité,

elle devient justiciable du tribunal, pour mépris de cour.—C.S., 1884. *Dussault vs Bellenau*, 10 Q.L.R., 247; CARON, J.

23. Lorsque dans une requête à l'encontre d'un jugement il est allégué que "ce jugement a été rendu à la suggestion *immorale* du juge," il y a mépris de cour, même lorsque le mot *immoral* a été rayé et remplacé par le mot *illégal*, s'il n'est pas fait mention de ce mot rayé à la fin de la requête.—C.A., 1877. *Champagne & Bélanger*, 9 R.L., 328.

24. Il n'est pas nécessaire qu'un jugement sur demande de contrainte par corps, pour rébellion à justice, reproduise *verbatim* les termes de la motion.

Le rapport du shérif seul est une preuve suffisante pour autoriser le tribunal à prononcer sur telle demande, le défendeur n'ayant pas comparu.

Sur tel jugement, l'incarcération doit avoir lieu dans le district où résidait le défendeur.—C.A., 1866. *Crébassa & Massue*, 16 L.C.R., 446.

25. La contrainte par corps pour rébellion à justice doit être assimilée à l'emprisonnement pour dettes en matières civiles, et les tribunaux doivent exiger l'accomplissement rigoureux des formalités nécessaires pour l'obtenir. Pour ces raisons, l'huissier saisissant ne peut suppléer à la défectuosité de son rapport par un affidavit.—C.C., 1885. *Lefebvre vs Gingras*, 9 L.N., 43; ROUTHIER, J.

26. A commitment for contempt must be for a given time or until the person in contempt does or is willing to conform to the order of the court. A commitment which is general and during pleasure will be quashed

835. Ne peuvent être arrêtés ni incarcérés pour dette ou autre cause d'action civile, à moins qu'ils ne tombent dans quelqu'un des cas énumérés dans les deux articles précédents :

1. Les prêtres ou ministres de quelque dénomination que ce soit ;
2. Les septuagénaires ;
3. Les femmes. — C. C., 2276, amendé.

1. La femme est contraignable par corps pour condamnation pour injures personnelles.—C.S., 1896. *Lefebvre vs Forgues*, 9 R.J.O., 528; CASULT, J.—C.S., 1892. *Roy vs Belournay*, 1 R.J.O., 139; MATHIEU, J.—C.S., 1892. *Queuneville vs St-Aubin*, 2 R.J.O., 72; MATHIEU, J.

836. La contrainte par corps ne peut être décernée dans les cas prévus

and set aside.—C.A., 1886. *Vineberg & Kan-sou*, 33 J., 192; R. 138.

27. Les procédures et formalités requises pour la mise à exécution de la contrainte par corps, sont de rigueur et à peine de nullité.—C.R., 1888. *Hudon vs Miller*, 32 J., 253; JOHNSON, TASCHEREAU & GILL, JJ.

28. While an action for revendication of some machinery was going on, the plaintiff obtained an order by a judge giving him provisional possession of the machinery. Nevertheless, by collusion between the defendants, the property was put in the possession of White, the intervenant. The plaintiff having taken a rule for contempt, the defendant and the intervenant were ordered to give over the property within three days, which order was disobeyed.—*Held*: that White was guilty of a contempt and should be fined \$100, but that it was no longer expedient to order him to give up the machinery, because in another action, in which judgment was rendered at the same moment as that on the rule, White was declared to be the lawful owner of the machinery.—C.A., 1886. *Kieffer & Whitehead*, 4 M.L.R., 239.

29. Le secrétaire d'une compagnie de chemin de fer ne peut être condamné en mépris de cour pour avoir refusé de se conformer à un bref d'injonction adressé à la compagnie, dans une cause où le secrétaire n'est pas partie.—C.A., 1876. *Tiernan & La Cie du chemin de fer M. O. & O.*, 8 R.L., 374.

30. V. les différents articles du Code civil et du Code de procédure civile décrétant la contrainte par corps dans certains cas spéciaux.

835. Except in the cases mentioned in the two preceding Articles, the following persons cannot be arrested or imprisoned by reason of any debt or cause of civil action :

1. Priests or ministers of any religious denomination whatever ;
2. Persons of the age of seventy years or upwards ;
3. Women.—C.C., 2276, amended.

2. A person over seventy years of age is not exempt for imprisonment for contempt of court.—C.S., 1883. *Ross vs O'Leary*, 6 L.N., 241; 27 J., 220; RAINVILLE, J.

3. Le septuagénaire, qui détériore une propriété hypothéquée, n'est pas exempt d'arrestation.—C.S., 1893. *Quimet vs Meunier*, 3 R.J.O., 43; TELLIER, J.

836. Coercive imprisonment .n-not be granted in the cases mentioned

par les paragraphes 1, 4, 5 et 6 de l'article 833, avant l'expiration de trois mois à compter de la signification qui est faite au défendeur du jugement qui fixe le reliquat ou qui adjuge les dommages.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 783.

1. ORD. 1667; tit. 34, arts. 3, 10, 11.

2. Des modifications importantes sont introduites par l'article 953 (836 n.c.).

Un délai est exigé entre la signification du jugement principal et l'ordonnance de contrainte dans deux des cas seulement de l'article 2272, le quatrième paragraphe de cet article le suppose, lorsqu'il s'agit de dommages pour injures personnelles, par un renvoi à l'ordonnance de 1667 (titre 34, art 3) en ces termes: "dans les cas où la contrainte par corps est accordée." Le délai est alors de quatre mois entre la signification du jugement principal et la demande de contrainte. L'article 783 C.P.C., requiert un délai, dont la durée est de quatre mois, entre le jugement fixant le reliquat et l'ordonnance de contrainte, dans les cas de tuteurs et de curateurs.

Le nouvel article reproduit la règle suscitée de l'article 2272 C.C., ainsi que celle de l'article 783 C.P.C., et l'étend à deux autres des cas de l'article 2272, en décrétant un délai de trois mois dans les cas visés par les paragraphes premier, quatrième, cinquième et sixième de l'article 952 (833 n.c.). D'après l'amendement, un délai sera nécessaire dans les cas où la contrainte est une voie d'exécution, et non une sanction, mais ne le sera pas lorsque le fait qui y donnera lieu renfermera un élément de rébellion à justice.

3. Le demandeur n'est pas tenu de faire signifier au défendeur un état détaillé des frais taxés, attendu que les frais sont taxés contradictoirement et que les jugements ne se signifient plus.—C.S., 1889. *Goyette vs Berthelot*, 19 R.L., 147; PAGUELO, J.

837. La contrainte par corps ne peut être prononcée que sur ordonnance spéciale, accordée par le tribunal, après avis donné personnellement à la partie qui en est passible.

Si elle se soustrait frauduleusement à la signification, le juge peut, sur procès-verbal l'attestant, prescrire le mode de signification qu'il juge à propos.

Dans les cas prévus par l'article 834, et dans tous les autres cas en vacances, le juge peut exercer les mêmes pouvoirs que le tribunal et ordonner la contrainte.—C.P.C., 781, amendé; 782, *partie*.

in Paragraphs 1, 4, 5 and 6 of Article 833, until after the expiration of three months from the service upon the defendant of the judgment establishing the balance or awarding damages.—*New, in part*; C.C.P., 783.

4. La caution judiciaire condamnée à la contrainte par corps n'a pas droit au délai de quatre mois (trois mois), après commandement de payer, avant que la contrainte soit exercée contre elle, et la cour peut ordonner l'emprisonnement après l'expiration d'un délai de quinze jours du jugement sur la règle.—C.S., 1890. *Rutherford vs Humphries*, 9 R.J.O., 101; MATHIEU, J.—C.S., 1881. *Dupras vs Sauzé*, 4 L.N., 299; TORRANCE, J.

5. A commandement de payer and notice that application for a *contrainte par corps* will be made in default of payment after the delay fixed by-law must be made and given, before a *contrainte par corps* for non payment of amount of judgment can be granted.—C.S., 1871. *Bluis vs Barbeau*, 1 R.C., 246; TASCHEREAU, J.—C.S., 1889. *Goyette vs Berthelot*, 19 R.L., 147; PAGUELO, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. Il n'est pas nécessaire, sous l'article 836 du code de procédure civile, qu'une règle pour contrainte par corps, en exécution d'un jugement accordant des dommages pour injures personnelles, ait été précédée d'un commandement de payer ni d'un avis au débiteur qu'il serait contraint par corps à défaut de paiement.

La contrainte par corps ne peut être empêchée par la cession que le débiteur fait de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, tant que les délais pour la contestation de son bilan ne sont pas expirés.—C.S., 1898. *Peltier vs Martin*, 14 R.J.O., 223; 4 R.L.n.s., 373; MATHIEU, J.

837. Coercive imprisonment can be ordered only under a special rule granted by the court, after personal notice to the party liable.

If the latter fraudulently evades service, the judge may, upon a return to that effect, prescribe whatever mode of service he deems proper.

In the case of Article 834, and in all other cases in vacation, the judge may exercise all the powers of the court, and order the defendant to be imprisoned.—C.C.P., 781, amended; 782, *in part*.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 143-45.
2. Rap. C.—L'article 956 (837 n.c.) contient deux amendements. Le premier permet au juge, comme dans le cas d'une assignation ordinaire, article 130 C.P. (145 n.c.) de prescrire le mode de signification de la règle pour contrainte, lorsque le défendeur se soustrait à la signification. Le second confère au juge compétence en vacances pour ordonner la contrainte dans tous les cas où il y a lieu à cette mesure.
3. Le juge en chambre n'a pas pouvoir de contraindre par corps le mari refusant de se soumettre à une ordonnance par lui rendue, obligeant le mari à mener ses enfants chez un parent pour les y faire visiter par la mère.—C.R., 1895. *Gregory vs O'Dell*, 8 R.J.O., 65; CASULT, ROITHIER & CARON, J.—C.S., 1877. *Généreux vs Howley*, 21 J., 162; TORRANCE, J.
4. The court will grant the motion for a rule for *contrainte* against a guardian without previous notice.—C.S., 1876. *Rodier vs Mc-Aroy*, 20 J., 305; TORRANCE, J.—C.C., 1887. *Trollier vs Walsh*, 10 L.N., 237; WURTELE, J.—C.C., 1882. *Walzo vs Labelle*, 26 J., 121; PAPINEAU, J.—*Contra* C.S., 1861. *Roy vs Beaudry*, 6 J., 85; MONK, J.
5. Where a motion against witnesses for contempt was served at 5 P.M. on the 7th, and retr... on the 8th, it was held that there sh... been a clear day's notice.—C.R., 1881. *Fair vs Cassils*, 4 L.N., 102; JOHNSON, RAINVILLE & JETTE, JJ.
6. Il ne suffit pas que la requête ou la motion faite pour obtenir une règle contiennent tous les termes et expressions du statut, mais il faut que la règle elle-même les contienne.—C.S., 1861. *Varin vs Cook*, 5 J., 160; BADGLEY, J.
7. In a rule for *contrainte* against a *fol adjudicataire*, it is not necessary to describe the property.—C. R., 1881. *Delisle vs Sauche*, 26 J., 162; MACKAY, PAPINEAU & BUCHANAN, JJ.
8. The rule taken against a judgment debtor, for preventing the bailiff from proceeding to a sale, must mention the amount upon payment of which the judgment debtor will have the right to obtain his discharge.—C.C., 1887. *Trollier vs Walsh*, 10 L.N., 237; WURTELE, J.
9. Le défaut d'indication de l'heure de présentation d'une règle n'est pas une cause de nullité de la règle.—C.R., 1896. *Cordeau vs DeLaval*, 9 R.J.O., 482; TAIT, JETTE & GILL, JJ.
10. Mais une règle, faite rapportable un jour où le tribunal n'a pas siégé, est nulle et sans effet.—C.R., 1885. *Lepage vs Caron*,

838. La contrainte par corps ne peut être mise à exécution que sur un

11 Q.L.R., 370; CASULT, CARON & ANDREWS, JJ.

11. L'ordonnance spéciale de contrainte par corps signifiée à une personne raisonnable, au domicile du défendeur, est insuffisante et nulle et doit être révoquée. Cette ordonnance doit être signifiée personnellement.—C.S., 1896. *Leduc vs Cusson*, 2 R. de J., 9; TASCHEREAU, J.

12. Personal service of a rule against a *fol adjudicataire* is not necessary; personal service of the motion for the rule being sufficient.—C.R., 1881. *Delisle vs Sauche*, 26 J., 162; MACKAY, PAPINEAU & BUCHANAN, JJ.

13. La signification d'une règle pour contrainte par corps, faite au défendeur pendant qu'il est détenu en prison, est nulle, si elle ne lui est pas faite entre les deux guichets.—C.R., 1886. *Lamoureux vs Gilmour*, 17 R.L., 611; TORRANCE, TASCHEREAU & GILL, JJ.

14. Un défendeur a droit, lors de la présentation d'une motion faite, de la part du demandeur, pour l'obtention d'une règle de contrainte par corps contre lui, d'opposer tous les moyens qu'il pourrait opposer à l'encontre de la règle même.—C.S., 1877. *Crevier vs Crevier*, 9 R.L., 313; CARON, J.

15. A witness who has made default to appear and give evidence, and against whom a rule has issued for contempt, must appear in person to answer the rule.—C.S., 1860. *Fair vs Cassils*, 3 L.N., 337; TORRANCE, J.

16. Lorsque la femme que l'on veut soumettre par la contrainte par corps a été autorisée dans la poursuite où elle est défenderesse, il n'est pas nécessaire de signifier au mari la règle pour contrainte par corps en exécution du jugement rendu contre la femme.—C. S., 1892. *Roy vs Belourmay*, 1 R.J.O., 139; MATHIEU, J.—*Contra*: C.S., 1860. *Cloutier vs Cloutier*, 10 L.C.R., 457; TASCHEREAU, J.—C.S., 1860. *McDonald vs McLean*, 11 L.C.R., 6; 9 R.J.R., 363; TASCHEREAU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

17. Le tribunal peut mettre une règle rapportable un autre jour que celui qui est indiqué dans la motion demandant la règle; suivant la pratique toujours suivie, l'original de la règle reste au dossier et le procès-verbal de la signification de cette règle se fait sur une copie d'icelle.—C.S., 1898. *Peltier vs Martin*, 4 R.L.n.s., 373; 14 R.J.O., 223; MATHIEU, J.

18. Personal service of a motion for the issue of a rule *nisi* is not necessary, provided the rule itself be served personally.—C.S., 1899. *The Queen's Hotel Co. vs Radford & Morgan*, 2 R.P., 113; ARCHIBALD, J.

838. Coercive imprisonment can be executed only in virtue of a writ or

bref ou une ordonnance du tribunal ou du juge, qui est adressé aux mêmes officiers, est revêtu des mêmes formalités et contient les mêmes énoncés qu'un bref d'exécution.—C.P.C., 787.

1. *Ibid.*, s. 141.

2. Rap. C.—Par l'abrogation de l'article 788 C.P.C., nous faisons disparaître une disposition exceptionnelle—portant sur le bref d'emprisonnement lorsque le défendeur est domicilié hors du district où le bref est émis—que rien ne justifie, et nous laissons à l'opération des règles générales rendues applicables par l'article 957 (838 n.c.) toutes les exécutions des brefs de contrainte.

3. Un *alias* bref de contrainte émané sans que le demandeur ait préalablement

839. La contrainte est exécutée par l'appréhension de la personne contre laquelle elle est dirigée, et sa remise entre les mains du gardien de la prison commune du district où le bref a été émis.

S'il n'y a pas de prison dans ce district, l'incarcération a lieu dans la prison la plus voisine.—C.P.C., 789.

1. POTHIER, *Proc.*, 261.—S.R.B.C., c. 110, s. 13.

2. Where a bailiff, resident in another district and charged with the execution there of a writ of execution issued out of the

840. Le contraint ne peut obtenir sa mise en liberté provisoire en donnant caution.—*Nouveau*.

841. Le débiteur ne peut être arrêté :

1. Les jours non juridiques ;
2. Hors du temps où il est permis de signifier une assignation ;
3. Dans un lieu consacré au culte, pendant le service divin ;
4. Pendant l'audience d'un tribunal ou les séances d'un juge, ou en présence de quelque tribunal privilégié.—C.P.C., 784, 785, amendés.

1. POTHIER, *Proc.*, 259, 260.

2. Rap. C.—L'article 960 (841 n.c.) pro-

842. Néanmoins, le juge peut ordonner qu'il soit passé outre à la

order from the court or judge, which is addressed to the same officers, and is clothed with the same formalities, and contains the same matters of recital as writs of execution.—C.C.P., 787.

obtenu l'ordre du tribunal est nul, comme contraire à l'article 781 C.P.C. (838 n.c.)—C.R., 1886. *Lamouroux vs Gilmour*, 17 R. L., 608; TASCHEREAU, GILL & LORANGER, JJ.

4. L'emprisonnement pour injures personnelles n'a lieu que quinze jours après le jugement qui l'ordonne; et le demandeur n'est pas tenu de mentionner ce délai dans les conclusions de sa requête.—C.S., 1889. *Goyette vs Berthelot*, 19 R.L., 147; PAGNEULO, J.

839. Coercive imprisonment is effected by arresting the person against whom it is directed, and placing him in the custody of the keeper of the common gaol of the district in which the writ issued.

If there is no gaol in the district, he must be imprisoned in the nearest gaol.—C.C.P., 789.

district of Montreal, fails to comply with the exigencies of the writ, he is liable to imprisonment in the district of Montreal.—C.S., 1877. *Gnaedinger vs Deroin*, 21 J., 220; TORRANCE, J.

840. The person condemned cannot, by giving bail, obtain his provisional release from confinement.—*Nouveau*.

841. The debtor cannot be arrested :

1. On a non-judicial day ;
2. At any time other than that prescribed for service of summons ;
3. In a place of public worship, during divine service ;
4. During the sittings of the court or of a judge, or before any privileged tribunal.—C.C.P., 784, 785, amended.

libe l'arrestation du débiteur dans un cas sur lequel la loi actuelle est silencieuse: pendant les séances d'un juge.

842. The judge may nevertheless order the arrest to be made on a non-

contrainte un jour non juridique ou en tout temps, s'il est établi que le débiteur agit de manière à se soustraire à la contrainte.—C. P. C., 786, amendé.

1. *Ibid.*
2. The writ of *capias*, as to its execution

843. Une personne ainsi incarcérée peut, sur requête à un juge, signifiée à la partie adverse et accompagnée d'un affidavit établissant qu'elle n'a pas de biens au montant de cinquante piastres, obtenir une ordonnance enjoignant au créancier de lui payer, par forme d'aliments pendant le temps de sa détention, une somme de pas moins de soixante-dix centins et n'excédant pas une piastre par semaine.—C. P. C., 790.

1. S. R. B. C., c. 87, s. 6.
2. Defendant arrested under writ of *capias ad respondendum*, at suit of different creditors, is entitled to alimentary allowance from each plaintiff. Tender of payment made in any gold, silver or copper coin, defaced or stamped (by bending or stamping) is illegal.—C. S., 1858. *Warner vs Fyson*, 2 J., 105; DAY, J.

3. Dans le cas d'un défendeur arrêté sur la poursuite de plusieurs créanciers, l'allocation alimentaire fixée par le Stat. Ref. B. C., cap. 87, sec. 6, sera partagée, et le demandeur dans chaque cause sera contraint de payer une proportion suivant le nombre d'actions pendantes sur lesquelles le défendeur est détenu.—C. S., 1863. *Moss vs Wilson*, 14 L. C. R., 26; MONK, J.

4. A judicial surety is not entitled to an alimentary allowance under C. C. P. 790.—C. S., 1880. *Cramp vs Coquerneau*, 3 L. N., 332; TORRANCE, J.

5. dans le même sens : C. S., 1881. *Mathieu vs Tremblay*, 4 L. N., 299; TORRANCE, J.

6. Une partie emprisonnée pour mépris de cour, n'a pas droit à une pension alimentaire.—C. C., 1880. *Vermette vs Fontaine*, 6 Q. L. R., 159; STUART, J.

7. Le débiteur arrêté sur *capias* pour recel, et qui fait cession de ses biens, a droit à des aliments, quoiqu'il soit établi qu'il n'a pas remis à ses créanciers une somme excédant cinquante piastres qu'il avait recélée.—

844. Néanmoins, s'il survient par la suite au débiteur des biens excédant la somme de cinquante piastres,

juridical day or at any time, if the defendant is shown to be acting in such a manner as to escape it.—C. C. P., 786, amended.

on a Sunday, is not governed by art. 786 C. P.—C. A., 1873. *The Moistic Iron Co. & Olsen*, 18 J., 29.

843. Any person thus imprisoned may, upon petition to a judge, served upon the opposite party and accompanied with an affidavit that he is not worth fifty dollars, obtain an order commanding the creditor to pay him, as an alimentary allowance during the period of his imprisonment, a sum not less than seventy cents and not more than one dollar per week.—C. C. P., 790.

C. S., 1880. *Ogilvie vs Farnau*, 17 R. L., 471; MATHIEU, J.

7. Un gardien emprisonné pour mépris de cour n'a pas droit à une pension alimentaire.—C. C., 1886. *McCarthy vs Jackson*, 9 L. N., 298; TORRANCE, J.

8. La requête faite par un prisonnier incarcéré en matière civile, par laquelle il demande une pension alimentaire en vertu de l'article 843 du C. P. C., est une instance nouvelle, et cette requête doit être signifiée au créancier; la signification à son procureur *ad litem* n'est pas suffisante.—C. S., 1890. *Bastien vs Charbonneau*, 7 M. L. R., 42; GILL, J.

9. Le rebel à la justice, qui n'est que contraint par corps jusqu'au paiement, a droit à des aliments.—C. S., 1883. *Côté vs Vermette*, 9 Q. L. R., 340; CASALTY, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

10. Il n'y a pas lieu d'accorder des aliments à une partie emprisonnée sur son défaut de payer l'amende prévue par l'article 440 C. M., et les frais auxquels elle a été condamnée.

L'emprisonnement, prévue par l'article 1049 C. M., est impérieux.

Il y a une différence entre la contrainte par corps civile et l'emprisonnement pour amende prévue par le code municipal.—C. C., 1898. *Skahan vs Kennedy*, 1 R. P., 466; TASCHEREAU, J.

844. If, however, the debtor afterwards becomes owner of property exceeding in value the amount of fifty

le créancier peut être déchargé de fournir les aliments.—C. P. C., 791.

845. Le débiteur peut se pourvoir contre la contrainte exercée contre lui pour cause d'extinction de la dette, ou pour quelqu'autre cause de nature à affecter le jugement décernant la contrainte.—*Nouveau* ; C. P. C., 792.

1. Rap. C.—Les articles 964 et 965 (845 et 846 n.c.) tranchent les controverses qui se sont produites dans l'interprétation des articles 792, 793 et 794 C. P. C. La première de ces dispositions a-t-elle trait aux mêmes cas que la deuxième, et, si oui, vise-t-elle l'inobservation des formalités prescrites ou est-il alors nécessaire de procéder par voie d'*habeas corpus* ? La jurisprudence et un des auteurs qui ont traité de ces questions ont apporté des solutions différentes.—2 DOUTRE, n. 1105, 1106 ; *ex parte McCaffrey*, 3 L. N., 106 ; *ex parte Ward*, M. L. R., 2 Q. B., 405 (1886).—Le remède proposé par le projet consiste à définir clairement les vices auxquels se rapportent les articles 964 et 965 (845, 846 n.c.), et à stipuler, dans l'article 866 (847 n.c.), la suffisance d'une requête.

Trois autres changements sont apportés par l'article 965 (846 n.c.).

D'abord, le cinquième paragraphe refuse à celui qui est incarcéré en vertu de l'article 953 le privilège d'obtenir sa relaxation en faisant une cession de ses biens, la cause de l'emprisonnement étant, dans le cas de cet article, de la nature d'une rébellion à justice.

Ensuite, le cinquième paragraphe de l'article 793 C. P. C., relatif à l'élargissement d'un débiteur conformément aux dispositions de la loi de faillite, n'est pas reproduit, vu que l'absence d'une loi de cette nature rend une pareille règle inutile.

Enfin, le sixième paragraphe ne reconnaît

846. Le débiteur peut obtenir son élargissement :

1. Si les formalités prescrites pour l'exécution du jugement n'ont pas été observées ;

2. En consignat entre les mains du shérif ou du protonotaire, le montant de la condamnation en principal, intérêts et frais ;

3. Avec le consentement ou la décharge du créancier ;

4. Sur le défaut du créancier de

dollars, the creditor may be relieved from paying the allowance.—C. C. P., 791.

845. The debtor may have the order for imprisonment vacated by reason of the extinction of the debt, or of any other cause of a nature to affect the judgment granting the imprisonment.—*New* ; C. C. P., 792.

plus l'arrivée de la soixante-dixième année comme une cause d'élargissement, dans les cas visés par les articles 952 et 953 (833 et 834 n.c.).

2. Where a rule is taken out against a judgment debtor, to show cause why he should not be imprisoned for non payment of the judgment, and the rule has been declared absolute, notwithstanding the answer made by the debtor, it is not competent for the debtor by a subsequent petition, to allege payment and non-indebtedness previous to the judgment on the rule.—C. S., 1877. *Généreux vs Howley*, 21 J., 162 ; TORRANCE, J.

3. Art. 792 applies to all the cases in section VII of the Code, arts. 781-795.—C. C., 1886. *McCarthy vs Jackson*, 10 L. N., 53 ; JOHNSON, J.

4. Dans le cas où les formalités prescrites par le jugement ordonnant la contrainte par corps n'ont pas été remplies, le défendeur sera libéré et élargi, sur motion.—C. S., 1850. *Gugy vs Donaghue*, 9 L. C. R., 274 ; 7 R. J. R., 234 CHABOT, J.

5. La contrainte par corps décernée contre un débiteur peut être révoquée par le même tribunal qui l'a ordonnée, sur simple requête du débiteur.

Cette requête peut être basée sur toute nullité ou informalité de la procédure.—C. S., 1806. *Leduc vs Cusson*, 2 R. de J., 9 ; TASCHEREAU, J.

6. V. article 1114 C. P.

7. V. articles précédents.

846. The debtor may obtain his liberation :

1. If the formalities prescribed for the execution of the judgment have not been observed ;

2. By paying into the hands of the sheriff or of the prothonotary, the amount of the condemnation, in principal, interest and costs ;

3. With the consent of, or by a release from, the creditor ;

4. Upon the failure of the creditor

consigner d'avance les aliments entre les mains du géblier ;

5. Par la cession de biens, excepté dans le cas prévu par l'article 834 ;

6. S'il a atteint et complété sa soixante-dixième année, excepté dans les cas visés par les articles 833 et 834. —C.P.C., 793, amendé.

1. L'oubli fait dans un bref de contrainte par corps de certains frais, ne délie pas le débiteur de l'obligation de les payer plus tard. Les frais d'enregistrement d'un jugement sont toujours à la charge du débiteur. —C.C., 1869. *Beauchêne vs Pacaud*, 13 J., 135 ; POLETTE, J.

2. Art. 793, § 4, C.P.C., under which the debtor may obtain his discharge by the abandonment of his property, is general in its terms and applies without distinction to all cases of coercive imprisonment in civil matters, and to all the preceding articles of the section including article 782 ; and therefore the defendant, after undergoing the sentence of imprisonment for fraud, was entitled to his liberation. —C.R., 1893. *Chartrand vs Campeau*, 4 R.J.O., 163 ; JOHNSON, JETTÉ & PAGNUELO, JJ.

3. Articles 773-7 apply to debtors in custody on *contrainte par corps*, as well as to those detained on *captias* ; and under article 777, such debtor cannot obtain his discharge until four months have elapsed from the filing of a schedule and declaration of abandonment. —C.S., 1870. *Winning vs Leblanc*, 14 J., 335 ; TORRANCE, J.

4. La contrainte par corps n'est qu'un mode d'exécution des jugements.

La cession de biens faite par le contraint par corps ne lui permet pas d'être libéré avant l'expiration des 4 mois accordés au créancier pour la contester. —C.S., 1883. *Côté vs Vermette*, 9 Q.L.R., 340 ; CASALTY, J.

5. La caution judiciaire incarcérée en vertu d'un bref de contrainte par corps peut obtenir sa libération provisoire immédiatement après avoir fait cession de ses biens et en avoir donné avis à ses créanciers, pourvu qu'elle fournisse caution de se mettre sous la garde du shérif quand elle en sera requise. —C.R., 1895. *Davidson vs Bouchard & Bouchard*, 2 R. de J., 178 ; JETTÉ, TASCHEREAU & OUMET, JJ.

847. La nullité ou l'élargissement sont ordonnés par le juge sur requête signifiée au créancier. —C.P.C., 794, amendé.

to pay in advance into the hands of the gaoler the alimentary allowance ;

5. By the abandonment of his property, except in the case provided for by article 834 ;

6. If he has completed his seventieth year, except in the cases stated in articles 833 and 834. —C.C. P., 793, amended.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. Un défendeur, emprisonné en vertu d'un jugement ordonnant la contrainte par corps, peut obtenir son élargissement s'il s'est écoulé quatre mois depuis la cession judiciaire de ses biens qu'il a faite après son emprisonnement, bien qu'aucun curateur n'ait été nommé à sa succession, ce curateur ne pouvant être nommé qu'à la demande du demandeur ou d'un créancier, et le débiteur n'ayant aucun contrôle sur cette nomination. —C.S., 1898. *Burrows vs Keating*, 4 R.L.n.s., 313 ; TAIT, J.

7. In an appeal to the Court of Queen's Bench from a judgment of the Superior Court, condemning the defendant to imprisonment upon a writ of *contrainte par corps*, a petition for the release of the defendant pending the determination of the appeal will be granted by the Court of Queen's Bench, where security for the costs of the appeal has been given. —C.A., 1898. *Keating & Burrows*, 1 R.P., 55.

8. Un débiteur, contraint par corps, ne peut obtenir son élargissement au moyen de la cession judiciaire de biens qu'après l'expiration des délais pour la contestation du bilan ou après l'expiration des délais pour faire la preuve des allégations de la contestation. —C.S., 1898. *Pelletier vs Marin*, 4 R.L.n.s., 373 ; MATHIEU, J.

9. Le défendeur ne peut, pour échapper à la contrainte par corps en exécution d'un jugement accordant des dommages résultant d'injures personnelles, invoquer une cession de biens faite par lui avant le jugement sur la règle prononçant la contrainte. —C.A., 1898. *Keating & Burrows*, 8 R.J.O., 1.

10. Lorsqu'un défendeur est détenu en prison en vertu d'un mandat d'arrestation fondé sur un jugement, le juge ne peut le libérer à cause d'une irrégularité dans l'exécution de ce mandat d'emprisonnement. —C.C., 1898. *Lamarre vs Paradis*, 4 R. de J., 550 ; PELLETIER, J.

11. V. articles précédents.

847. The imprisonment may be vacated, or the liberation ordered, by the judge, upon application, of which notice must be given to the creditor. —C.C.P., 794, amended.

848. Lorsque l'élargissement a été accordé sur défaut de consignation des aliments du débiteur, la contrainte ne peut plus avoir lieu contre lui pour la même dette.—C.P.C., 795.

849. La cession de biens faite à la suite d'une contrainte est régie par les règles contenues dans les articles 854 à 892 inclusivement, sauf les règles particulières ci-après énoncées.—*Nouveau.*

1. Rap. C.—Les articles nouveaux 967a, 967b, 967c et 967d, (849, 850, 851, 852,) ont pour objet de remplacer, avec des modifications, la partie du paragraphe 4 de l'article 793 du code actuel, que ne reproduit pas le paragraphe 5 de l'article 965 du projet.

L'article 967a n'apporte par lui-même aucune modification à la loi.

L'article 967b introduit dans la contrainte la règle énoncée pour le *capias* par le dernier alinéa de l'article 764 C.P.C.

Le principe de l'article 967b est, pour ce qui regarde la contrainte, une innovation; car, en vertu de l'article 764 C.P.C., la cession aurait dû être faite à l'endroit où le débiteur a son principal établissement

850. La cession de biens se fait par la production de la déclaration et du bilan au greffe de la cour supérieure pour le district où a été rendue l'ordonnance de contrainte.—*Nouveau.*

851. Après la nomination du curateur, le dossier des procédures sur la cession de biens est transmis au protonotaire de la cour supérieure du district où le débiteur a sa place d'affaires, et, en l'absence de semblable établissement, du district où il est domicilié.

Néanmoins, si le débiteur n'a ni place d'affaires ni domicile dans la province, le dossier reste au greffe où la cession a été faite.—C.P.C., 768, *dernier alinéa, amendé*; S.R., 5956.

852. Le bilan peut, en outre des cas énoncés en l'article 885, être con-

848. When the debtor has been liberated by reason of default of payment of the alimentary allowance, he is no longer liable to coercive imprisonment for the same debt.—C.C.P., 795.

849. Abandonments of property consequent upon coercive imprisonment are governed by the rules contained in articles 854 to 892 inclusively, except in so far as special provisions are hereinafter contained.—*New.*

d'affaires, et, en l'absence de cet établissement, à l'endroit où il est domicilié.

L'article 967c constitue également une innovation. Il introduit dans la contrainte, avec amendements, la règle formulée pour le *capias* par l'article 768 C.P.C., relativement à la transmission du dossier.

L'article 967d reproduit, en ce qui concerne la recherche d'un recel qui entache une cession faite pour se libérer de la contrainte, la règle contenue dans le paragraphe 2 de l'article 773 C.P.C., qui s'étendait à tous les cas où la cession était faite à la suite d'une poursuite. Une disposition semblable, applicable au *capias*, se trouve dans l'article 1005 du projet (930.)

850. The abandonment is made by filing the declaration and the statement in the office of the Superior Court for the district in which the order for coercive imprisonment was granted.—*New.*

851. After the appointment of the curator, the record of the proceedings upon the abandonment is transmitted to the prothonotary of the Superior Court for the district where the debtor has his place of business, or, in default of such place, where he is domiciled.

Nevertheless, if the debtor has no place of business or domicile in the Province, the record remains in the office of the court where the abandonment is made.—C.C.P., 768, *last paragraph, amended*; R.S., 5956.

852. The statement may, apart from the cases mentioned in article

testé à raison du recelé par le débiteur, dans l'année précédant immédiatement la poursuite à la suite de laquelle l'ordonnance de contrainte a été rendue, ou depuis, de quelque partie de ses biens dans la vue de frauder ses créanciers.—*Nouveau.*

885, be contested by reason of any secretion by the debtor within the year immediately preceding the institution of the suit consequent upon which the order for coercive imprisonment was granted, or since, of any part of his property with intent to defraud his creditors.—*New.*

CHAPITRE XXXI.

CESSION DE BIENS.

853. Peuvent faire cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers :

1. Le commerçant arrêté sur *capias ad respondendum*, en la manière prescrite dans le chapitre relatif à cette matière ;

2. Le commerçant qui a cessé ses paiements, et qui a été requis de faire cession de ses biens par un créancier dont la créance n'est pas garantie pour une somme de deux cents piastres ou plus.—C.P.C., 763, 763a, amendés ; S.R., 5952, 5953.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Actes de commerce	23
Aubergiste	6, 7
Capias	16, 17, 29
Cessation de paiements	9, 10, 26, 27
Cession volontaire	16 à 22
Commerçant	3 à 8, 23
Contestation	11
Cultivateur	3, 4
Curatrice	28
Femme mariée	14, 15
Forgeron	6
Forme	24, 25, 26, 30
Interdit	28
Jugement	13
Mineurs	12
Montant	11, 27
Professeur de musique	8
Profession habituelle	23
Restaurateur	6, 7

1. L'acte 61 V., c. 47, s. 5, a remplacé le mot *débiteur*, à la première ligne du § 2 de la version française, par le mot *commerçant*.

2. S.R.B.C., c. 87, ss. 12, 13.

3. Le cultivateur qui établit une briquetterie sur sa terre, fabrique et vend au public, ce produit de son immeuble, et fait l'es-compte de billets négociables pour ses

CHAPTER XXXI.

ABANDONMENT OF PROPERTY.

853. The following persons may make a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors :

1. A debtor who has been arrested upon *Capias ad Respondendum*, as provided in the chapter thereon ;

2. A trader who has ceased his payments, and upon whom a demand of abandonment has been made by any creditor whose claim is unsecured for a sum of two hundred dollars or upwards.—C. C. P., 763, 763a, amended ; R.S., 5952, 5953.

affaires, est un commerçant.—C.R., 1895. *Archambault vs Michaud*, 1 R. de J., 323 ; DELORIMIER, PAGNUELO & LYNCH, JJ.

4. A farmer selling cordwood from his land is a trader dealing in similar articles within the meaning of article 1489 C.C.—C.A., 1882. *Canada Paper Co. & British American Land Co.*, 5 L.N., 310.

5. Le forgeron qui fournit le fer qu'il forge est un commerçant.—C.R., 1887. *Sirois vs Beaulieu*, 13 Q.L.R., 293 ; STUART, CASAULT & CARON, JJ.

6. Un restaurateur est un commerçant.—C.A., 1897. *Carter & McCarthy*, 6 R.J.O., 499.

7. De même un aubergiste est un commerçant.—C.B.R., 1819. *Patterson vs Welsh*, 2 R. de L., 30 ; 2 R.J.R., 156.

8. Un professeur de musique qui achète de la musique pour la revendre à ses élèves, et qui, de fait, leur en vend, n'est pas un commerçant.—C.S., 1879. *Morgan vs Le-Bouthillier*, 5 Q.L.R., 212 ; CARON, J.

9. L'incapacité à payer une dette particulière n'est pas, pour un commerçant, l'état de faillite, qui n'existe, aux termes de l'art. 17, § 23, C.C., que lorsqu'il a cessé ses paiements en général.—C.R., 1887. *Sirois vs*

Beaulieu, 13 Q.L.R., 293; STUART, CASAUPT & CARON, J.J.

V. art. 895, n. 67.

10. A creditor, on a demand of abandonment, must prove his allegations.—The words "who has ceased his payments" mean who has ceased his payments generally; and a creditor cannot make a demand of abandonment merely to enforce payment of his individual claim.—C.S., 1894. *Mander vs Browne*, 1 R. de J., 89; LYNCH, J.

V. *infra*, n. 27.

11. Lorsqu'un failli a fait cession de ses biens sur une demande de cession faite par un créancier dont la créance ne s'élevait pas à la somme de \$200.00, bien que sa réclamation fut pour un montant plus élevé, le créancier auquel cette cession porte préjudice peut par intervention contester et faire annuler la demande de cession et la cession, avec dépens contre le requérant cession.—C.S., 1897. *Thibaudeau vs Leclerc & Leclerc*, 3 R. de J., 109; GAGNÉ, J.

12. Les dispositions des articles 763 et suivants C.P.C., (853 et s., n.c.), ne s'appliquent pas à la liquidation des biens d'une succession appartenant à des mineurs, même lorsqu'il est constaté que cette succession est insolvable; mais cette liquidation doit se faire sous les dispositions du Code Civil.—C.S., 1887. *Dufresne vs Tourville & Palardy*, 35 J., 154; 3 M.L.R., 288; MATHIEU, J.

13. Une demande de cession basée sur un jugement qui est inscrit devant la cour de revision sera renvoyée, s'il n'est pas établi que la demande de revision est, à sa face, frivole et faite dans le but de gagner du délai et d'empêcher le créancier d'être payé.—C.S., 1895. *Caron vs Poupart*, 1 R. de J., 403; TELLIER, J.

14. La cession de biens faite par une femme mariée sans l'autorisation de son mari est nulle.—C.A., 1894. *Puquin & Dawson*, 4 R.J.O., 72.

15. Dans une demande de cession de biens adressée à une femme mariée, marchande publique, le mari de cette femme doit être mis en cause pour assister sa femme aux fins de la cession de biens, et le défaut d'adresser la demande de cession au mari comme à la femme, entraîne la nullité de toutes les procédures.—C.S., 1893. *Catelli vs Ferland*, 4 R.J.O., 375; GILL, J.

16. Une cession volontaire faite par un débiteur non-arrêté sous *capias*, pour le bénéfice de ses créanciers, mais sans le consentement de tous ses créanciers, est nulle, et le débiteur peut revendiquer les biens qu'il a ainsi cédés.—C.S., 1895. *Lesage vs Lamarche*, 8 R.J.O., 15; DELORIMIER, J.

17. En l'absence de *capias ad respondendum*, aucune cession de biens ne peut être valablement faite, si le débiteur n'en a pas été requis aux termes de l'article 763a C.P., (853 n.c.).

Une cession volontaire faite contrairement aux dispositions de cet article, étant illégale

et nulle, tout créancier qui est lésé par telle cession volontaire peut la contester et demander que le débiteur soit tenu de faire une cession judiciaire, régulière et légale.—C.S., 1896. *Agnew vs Lesage*, 3 R. de J., 158; DELORIMIER, J.

V. *Martin vs Plaute*, art. 919, n. 6.

18. La cession de biens volontaire est aujourd'hui prohibée et est illégale à moins qu'elle ne soit faite du consentement de tous les créanciers.—Le cédant, après avoir fait une cession volontaire, conserve un intérêt suffisant pour en discuter la valeur et empêcher une liquidation irrégulière de ses biens.—C.S., 1895. *Lamarché vs Lamarché*, 1 R. de J., 418; DELORIMIER, J.

19. Les cessions de biens faites à un syndic pour le bénéfice des créanciers n'ont aucun effet à l'égard des tiers, et ne donnent pas à tel syndic le droit d'ester en justice, ni pour le cédant, ni pour ses créanciers.—C.S., 1885. *May vs Fournier*, 8 L.N., 330; MOUSSEAU, J.

20. *Contra*: *Porteous & Reynor*, art. 81, n. 45.

21. Sous l'empire de la loi de faillite de 1864, il a été jugé qu'un créancier qui avait consenti à ce que son débiteur fit une cession autrement que de la manière prescrite par l'acte de faillite, ne pouvait se prévaloir de cette cession pour assujettir les biens de ce débiteur à la liquidation forcée.—C.S., 1869. *Whyte vs Cohen*, 14 J., 83; 20 R.J.O., 28; MONDELET, J.

22. La cession de biens autorisée par l'article 799 C.P. (895, § 3, n.c.), peut être faite à des tiers non intéressés, pour le bénéfice et dans l'intérêt commun des créanciers.—C.S., 1884. *Bourgeois vs Pédalue*, 29 J., 60; 7 L.N., 391; CHAGNON, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

23. Il y a deux éléments constitutifs de la qualité de commerçant: 1. Les actes de commerce; 2. La profession habituelle.—La qualité de commerçant ne se perd pas brusquement, il faut une suspension plus ou moins longue des faits qui la constituent pour la perdre.—C.A., 1898. *Roy & Ellis*, 7 R.J.O., 222.

24. Est nulle une demande de cession de biens, faite depuis la mise en vigueur du nouveau code de procédure civile, par laquelle le requérant demande au débiteur de faire cession de ses biens, sous l'autorité de l'article 763a du Code de procédure civile, (qui était l'article de l'ancien code qui autorisait la demande de cession de biens), en suivant une formule appropriée à cet article.—C.S., 1898. *Galarneau vs Boucher*, 13 R.J.O., 470; 1 R.P., 193; MATHIEU, J.

25. Une demande de cession judiciaire de biens, faite dans les termes suivants:—"You are hereby required by Mr. Beaumont Sheperd of the City and District of Montreal, manager, whose claim against you is unsecured to the extent of \$384.00, to make a

judicial abandonment of your property for the benefit of your creditors, in the Prothonotary's office in the Court House in the City and District of Montreal," est suffisante.—C.S., 1898. *Sheppard vs Lorigan*, 4 R.L.n.s., 142; MATHIEU, J.

26. A creditor making a demand of abandonment of property upon his debtor, under article 853 *et seq.* C.P., is not obliged to allege in his proceedings that the debtor has ceased his payments. It is sufficient that the demand be made in the form prescribed by schedule O of the appendix to the Code, and that the claim be supported by oath and vouchers.—C.R., 1898. *Neville vs Bode*, 14 R.J.O., 530; TAIT, TASCHEREAU & LORANGER, JJ.

27. L'absence de biens chez un débiteur, jointe au refus de payer un jugement contre lui, constitue une présomption de cessation de paiements.—Le droit d'un créancier d'exiger une cession de biens de son débiteur, ne dépend pas du nombre de créanciers que ce dernier peut avoir; s'il n'a qu'un seul créancier, il n'en est pas moins tenu d'abandonner ses biens.—Pour former la somme requise (\$200), pour autoriser une demande de cession de biens, on peut ajouter les frais d'action au capital d'un jugement, lorsque le créancier en vertu de ce jugement—qui demande la cession—a préalablement payé ces frais à son avocat à qui ils avaient été distraits, ce paiement ayant l'effet, sans subrogation expresse, de rendre le demandeur seul créancier de ces frais.—Le fait que le créancier a déjà fait une demande de ces-

854. La demande requise par le paragraphe 2 de l'article précédent doit être signée par le créancier ou par son fondé de pouvoirs spéciaux, et, si le créancier est une corporation, par son président, son gérant, son agent local dans et pour le district où la cession doit être faite, ou son fondé de pouvoirs spéciaux.

La demande faite par un fondé de pouvoirs spéciaux doit mentionner ce fait.—*Nouveau.*

1. Rap. C.—La règle nouvelle de l'art. 854 a pour objet de satisfaire aux exigences du commerce, en permettant à des personnes agissant *ès-qualité* de faire la demande de cession.

2. La cession de biens demandée à un commerçant qui a cessé ses paiements doit l'être par le créancier lui-même ou par un mandataire spécial, qui doit communiquer au

sion de biens à l'un des associés, croyant alors que cet associé faisait affaires seul, ne l'empêche pas, quant il a découvert l'existence de la société, de faire la même demande à un autre associé.—C.A., 1897. *Carter & McCarthy*, 6 R.J.O., 499.
V. *supra*, n. 9, 10.

28. Un nommé Brown, commerçant, avait été interdit pour ivrognerie d'habitude, et Dame Rosa Hoffman, son épouse, avait été nommée sa curatrice. Brown ne rencontrant plus ses paiements, demande de cession fut faite à sa femme en sa qualité de curatrice de son mari.—*Jugé*: Cette demande de cession de biens était suffisante et il n'était pas nécessaire que Brown fût assigné pour autoriser son épouse, cette dernière n'étant pas personnellement en cause, mais seulement en sa qualité de curatrice.—C.R., 1898. *Renaud vs Hoffman*, 14 R.J.O., 472; TASCHEREAU, PAGNUELO & LAVERGNE, JJ.

29. Le défendeur domicilié dans une autre province, peut, après le maintien d'un bref de *causis* émané contre lui, faire cession de ses biens, en assermentant une déclaration à cet effet accompagnée d'un état devant un notaire public de la localité où il demeure.—C.S., 1898. *Ascher vs Douglas*, 14 R.J.O., 408; 1 R.P., 254; MATHIEU, J.

30. L'assignation sur une demande de cession faite à Alphonse Charlebois, désigné sous le nom de "Charles Alphonse Charlebois," est irrégulière et nulle, et toute nullité suppose préjudice, invocable par contestation à la forme.—C.S., 1898. *Charlebois vs Taché*, 1 R.P., 275; TASCHEREAU, J.
Infirmé par la Cour de Revision.—2 R.P., 47.

854. The demand required by paragraph 2 of the preceding Article must be signed by the creditor or by his agent specially authorized in that behalf; and in the case of a corporation, by its president, general manager, or local agent for the district where the abandonment should be made, or by the specially authorized agent of such corporation.

Any demand made by virtue of a special power of attorney must mention the fact.—*New.*

débiteur l'acte ou écrit constitutif de ce mandat.—L'allégation qu'une cession de biens, qui a été demandée par un mandataire sans production de son mandat à cet effet, a été légalement faite, interdit au débiteur celle de l'informalité et de l'irrégularité de la demande.—C.R., 1889. *Reid vs Bisset*, 15 Q. L.R., 108; CASALT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

855. The service of the demand

855. La signification de la de-

mande à une personne présente dans la province est assujettie aux mêmes règles que la signification des brefs d'assignation.—*Nouveau*.

1. Rap. C.—Cet article règle la manière de signifier la demande. Les procédures

856. La demande doit être produite au greffe de la cour supérieure, et être accompagnée d'une réclamation sous serment avec pièces justificatives, et de la procuration, s'il en est, en vertu de laquelle a été faite la demande.—C.P.C., 763a, *partie, amendé*; S.R., 5953; 55-56 V., c. 43, s. 1.

1. Rap. C.—L'article 856 exige que la procuration soit produite en même temps que la demande et les pièces justificatives.

2. Des frais faits par le protonotaire sur une demande de cession radicalement nulle, dans l'espèce, vu l'absence d'un état assermenté de la créance du demandeur, ne peuvent être réclamés des créanciers du failli.—C.R., 1894. *Ethier vs Walker*, 6 R.J.O., 165; LORANGER, PAGNUELO & DELORIMIER, JJ.

857. La demande peut être contestée par voie de requête sommaire, produite dans les deux jours de la signification d'icelle, et signifiée aussitôt après que faire se peut à la personne qui a fait la demande.

Le contestant est également reçu à requérir, par motion produite dans le même délai, la suspension des procédures jusqu'à ce qu'une procuration ait été produite ou un cautionnement pour les frais fourni par la partie qui fait la demande, lorsqu'elle ne réside pas dans la province.—*Nouveau*.

858. La cession de biens consiste dans la production de la déclaration et le dépôt du bilan, tel que ci-après prévu.—*Nouveau*; C.P.C., 764, *partie*; S.R., 5954.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 12.

859. Si le débiteur ne conteste pas la demande, il doit, dans les deux jours de la signification qui lui en est faite,

on a person in the Province is subject to the same rules as ordinary summons.—*New*.

contre les absents sont régies par un article subséquent.

856. The demand must be filed at the office of the court, together with a claim under oath accompanied by vouchers, and the special power of attorney, if any, under which the demand has been made.—C.C.P., 763a, *in part, amended*; R.S., 5953; 55-56, Vic., c. 43, s. 1.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

3. L'affidavit au soutien d'une demande de cession n'est pas une pièce de la plaidoirie, mais un document assermenté, qui n'est pas susceptible d'amendement.—C. S., 1898., *Charlebois vs Taché*, 1 R.P., 275; TASCHE-REAU, J.

V. art. 112 et auts. citées; art. 516, n. 29, 34; art. 647, n. 7, 23, 24; art. 933, n. 9, 13, 45.

857. The demand may be contested by petition, which must be filed within two days after the service of the demand, and be served upon the demanding party as soon as possible.

The contesting party may, within the same delay, file a motion to stay the proceedings until a power of attorney or security for costs is furnished by the party who made the demand, whenever the latter is not resident in the Province.—*New*.

858. The abandonment consists of the filing of the declaration, and of the deposit of the statement, as herein-after provided.—*New*; C.C.P., 764, *in part*; R.S., 5954.

2. V. *Henderson vs Lamoureux*, art. 926, n. 4.

859. If the debtor does not contest the demand, he must, within two days after it has been served upon

déposer au lieu où, d'après la loi, la cession doit se faire, une déclaration qu'il consent à abandonner tous ses biens à ses créanciers, et il doit déposer son bilan dans les quatre jours qui suivent la signification de la demande.

S'il y a eu contestation, ou motion demandant la production d'une procuration ou d'un cautionnement pour les frais, ces délais se comptent de la date du jugement rendu sur ces procédures.

Le juge peut prolonger le délai pour faire la déclaration ou déposer le bilan.—*Nouveau, partie* ; C.P.C., 763a ; 55-56 V., c. 43, s. 1.

860. Si un ou plusieurs membres d'une société sont morts ou absents de la province, la déclaration et le bilan peuvent être signés par les associés survivants ou présents, mais la cession ne comprend pas dans ces cas les biens personnels de l'associé décédé ou absent.—*Nouveau.*

1. La cession de biens faite par une société doit être consentie par chacun de ses membres et doit comprendre, non seulement

861. Le bilan doit être attesté sous serment par le débiteur et indiquer :

1. Les biens meubles et immeubles saisissables qu'il possède ;

2. Les noms et l'adresse de ses créanciers, avec le montant de leurs créances respectives, et l'indication de la nature de chaque créance, soit privilégiée, hypothécaire ou autre.

A moins que le débiteur n'ait fait la déclaration voulue par l'article 859, il doit joindre au bilan une déclaration qu'il consent à abandonner tous ses biens à ses créanciers.—C.P.C., 764, *partie, amendé* ; S.R., 5954 ; 55-56 V., c. 43, s. 2.

him, file at the place where by law the abandonment must be made, a declaration that he consents to abandon all his property to his creditors ; and he must deposit his statement within four days from such service.

If there is a contestation or a motion for a power of attorney or for security for costs, the delays are computed from the judgment thereon.

The judge may extend the delays for filing the declaration or for depositing the statement.—*New, in part* ; C.C.P., 763a ; 55-56 Vic., c. 43, s. 1.

860. If one or more of the members of a partnership is dead, or absent from the Province, the declaration and statement may be signed by the surviving or by the resident partners ; but the abandonment does not then affect the private property of the dead or absent partner.—*New.*

les biens de la société, mais aussi les biens particuliers des associés.—C.R., 1889. *Reid vs Bisset*, 15 Q.L.R., 108 ; CASALTY, ROU-THIER & ANDREWS, JJ.

861. The statement must be sworn to by the debtor and show :

1. All the moveable and immoveable property liable to seizure in his possession ;

2. The names and addresses of his creditors, the amount of their respective claims, and the nature of each claim, whether privileged, hypothecary or otherwise.

Unless a declaration has been made by the debtor in conformity with Article 859, the statement must be accompanied with a declaration by the debtor that he consents to abandon all his property to his creditors.—C. C. P., 764, *in part, amended* ; R.S., 5954 ; 55-56 Vic., c. 43, s. 2.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 12.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. Une cession de biens incomplète, en ce qu'elle ne contient pas une liste asser-

862. La déclaration et le bilan se produisent au greffe de la cour supérieure pour le district où le débiteur a son principal établissement d'affaires, et, en l'absence de cet établissement, où il est domicilié.—C.P.C., 764, *partie*; S.R., 5954.

1. *Ibid.*

2. The provisions of art. 764, (862 n.c.), applicable to the discharge of debtors from imprisonment upon making a *cession de biens*, apply as well to an imprisonment upon *contrainte par corps* as to an imprison-

863. La cession de biens dépouille le débiteur de la possession de ses biens saisissables, de ses livres de compte et de ses titres de créance, et donne aux créanciers le droit de les faire vendre et d'en réaliser le produit pour se payer de leurs créances respectives. — C. P. C., 778; S. R., 5964.

1. POTHIER, *Proc.*, 269.—C.N., 1209.

2. La cession de biens n'opère qu'une simple dépossession du débiteur cédant, dont la masse en faillite n'est confiée au curateur que pour des fins d'administration et de liquidation, avec tous les droits, mais sujette à toutes les obligations qui s'y rattachent.—Une convention par laquelle un propriétaire d'estacades s'engage à en fournir l'usage à un fabricant de bois ne laisse pas

864. Aussitôt après la déclaration que le débiteur consent à faire cession de ses biens, accompagnée ou non du dépôt du bilan, le protonotaire nomme un gardien provisoire qu'il choisit, autant que possible, parmi les créanciers les plus intéressés, lequel, soit par lui-même ou par une personne déléguée par lui, prend possession immédiate de tous les biens saisissables, livres de comptes et titres de créances du débiteur.

Ce gardien peut disposer sommaire-

mentée des créanciers du débiteur et qu'elle n'a pas été suivie des avis requis, ne peut être opposée à l'encontre d'une saisie pratiquée sur les biens du débiteur.—C.S., 1807. *Lewis vs Walker*, 13 R.J.O., 125; LAVERGNE, J.

862. The declaration and the statement are filed in the office of the Superior Court for the district where the debtor has his principal place of business, and in default of such place, where he is domiciled.—C.C.P., 764, *in part*, R.S., 5954.

ment upon a *capias*.—The defendant who has thus made a *cession de biens* may petition for his liberation when four months have elapsed since notice was given thereof to his creditors.—C.S., 1805. *Davidson vs Bouchard*, 1 R. de J., 182; ARCHIBALD, J.

863. The abandonment deprives the debtor of the enjoyment of such of his property as is liable to seizure, as well as of the possession of his books of account and titles of debt; and gives his creditors the right to have such property sold and realized for the payment of their respective claims.—C.C.P., 778; R.S., 5964.

d'être exécutoire, nonobstant la cession de biens du premier. Son curateur est tenu de fournir cet usage s'il le peut et de tenir compte au fabricant des avances sur le prix convenu que ce dernier a pu faire au cédant antérieurement à la cession. Il ne peut pas, pour en réclamer la valeur, se fonder sur un prétendu droit né depuis la cession.—C.A., 1893. *Tourville & Valentine*, 2 R.J.O., 588.

864. Immediately after the filing of the declaration that the debtor consents to abandon, whether it is accompanied by the statement or not, the protonotary appoints a provisional guardian whom he, as far as possible, selects from the most interested creditors, who, either personally or by a person whom he delegates for that purpose, takes immediate possession of all the property liable to seizure and of the books of account and titles of debt of the debtor.

ment des objets périssables et prendre des mesures conservatoires, sous la direction du juge, ou, en l'absence de ce dernier, du protonotaire.—C.P.C., 768, *partie, amendé*; S.R., 5956; 55-56 V., c. 43, s. 3.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 14.

2. An appointment by the prothonotary of a provisional guardian to an insolvent estate, is subject to revision or cancellation by the court or judge.—Such provisional guardian is an officer of the court and must reside within the limits of the jurisdiction of the court.—A party having adverse interests, or who is liable to account to the estate of an insolvent, is disqualified thereby, and cannot be appointed provisional guardian of said

865. Dans les cinq jours après le dépôt du bilan, le gardien provisoire doit donner avis de la cession :

1. Par l'insertion d'un avis à cet effet dans la *Gazette Officielle de Québec* ;

2. Par un avis recommandé, transmis par la poste à l'adresse de chacun de ses créanciers, mentionnant la date du dépôt du bilan, et le montant et la nature de chaque réclamation.

A défaut par le gardien provisoire de donner ces avis dans le délai prescrit, le débiteur ou un créancier peut les donner.—C.P.C., 765, *amendé*; S.R., 5955.

866. Aux fins de donner leur avis sur la nomination du curateur et des inspecteurs, les créanciers sont convoqués devant le juge, au moyen d'un avis, transmis à chacun d'eux par lettre recommandée, et inséré dans un journal publié dans le district ou dans un district voisin, s'il n'y en a pas dans le district.

Cette assemblée doit être tenue entre le cinquième et le quinzième jour après la publication de l'avis de convocation.—C. P. C., 768, *partie,*

The guardian may summarily dispose of any perishable goods and may take conservatory measures, under the direction of the judge, or, in the absence of the latter, of the prothonotary.—C.C.P., 768, *in part, amended*; R.S., 5956; 55-56 Vic., c. 43, s. 3.

estate.—C.S., 1887. *McDougall vs McDougall*, 31 J., 202; 15 R.L., 363; 3 M.L.R., 148; DAVIDSON, J. V. art. 867, n. 3.

3. The provisional guardian of an abandoned estate has an action at law against the curator for his services as such guardian, notwithstanding his recourse under art. 600 C.P. (600 n.c.) to have his bill taxed.—C.C., 1806. *Chagnon vs Hyde*, 2 R. de J., 375; WHITE, J.

865. Within five days after the filing of the statement the provisional guardian must give notice of the abandonment :

1. By inserting an advertisement to that effect in the *Quebec Official Gazette* ;

2. By a registered letter, posted to the address of each of the creditors, setting forth the date of the filing of the statement, and the amount and the nature of each claim.

In default of such notices being given by the provisional guardian within the prescribed delay, the debtor or any creditor may give them.—C. C. P., 765, *amended*; R.S., 5955.

866. For the purpose of advising as to the appointment of a curator and inspectors, a meeting of the creditors is called before the judge, by a registered notice posted to the address of each of them, and also inserted in a newspaper published in the district, or in a neighbouring district if there be none in the district.

Such meeting must be held between the fifth and the fifteenth day after the publication of the notice calling it.—C.C.P., 768, *in part, amended*; R.

amendé; S.R., 5956; 55-56 V., c. 43, s. 4.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 14.

867. Le juge doit nommer le curateur et les inspecteurs choisis par la majorité en nombre et en valeur des créanciers présents ou représentés à cette assemblée et qui ont produit une réclamation sous serment.

Si la majorité en nombre ne s'accorde pas avec la majorité en valeur, le juge décide entre les deux, à sa discrétion.—C.P.C., 768, *partie*; S.R., 5956; 55-56 Vic., c. 43, s. 4.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 14.

2. Although articles 763 *et seq.* C.P., (853 *et s.*, n.c.), use the expression "a curator," there is nothing in the law to exclude a joint curatorship composed of two or more persons.—C.S., 1887. *Beaudet & Chinic*, 13 Q.L.R., 265; STUART, J.

V. n. 6, *infra*.

3. The curator, in the case of a judicial abandonment of property, must be domiciled or resident within the Province.—C.S., 1886. *Bule vs Lang*, 9 L.N., 393; WURTELE, J.

V. art. 864, n. 2.

4. A une assemblée des créanciers pour nommer un curateur et des inspecteurs aux biens d'un insolvable, les créanciers représentés qui produisent une réclamation soutenue par une déclaration solennelle et non sous serment n'ont pas le droit de voter.—C.S., 1896. *Rencult vs Larochelle*, 2 R. de J., 293; PELLETIER, J.

5. Celui qui a participé à la nomination d'un curateur aux biens d'un failli est non recevable à attaquer par la suite, dans une instance où il est intéressé, la légalité de la cession et la qualité du curateur nommé.—C.R., 1895. *Archambault vs Michaud*, 1 R. de J., 323; DELORIMIER, PAGNUKLO & LYNCH, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. Curators to judicial abandonments are

868. Le juge peut également nommer un gardien et un curateur dans chacun des cas ci-après énumérés :

1. Lorsqu'un *capias* n'a pu être exécuté, parce que le défendeur est absent ou ne peut être trouvé ;

2. Lorsque le débiteur est un commerçant qui a cessé ses paiements et

S., 5956; 55-56 Vic., c. 43, s. 4.

867. The judge must appoint, as curator and inspectors, the persons chosen by the majority in number and in value of the creditors present or represented at the meeting who have filed sworn claims.

If the majority in number does not agree with the majority in value, the judge decides between them, as he thinks proper.—C.C.P., 768, *in part*: R.S., 5956; 55-56 Vic., c. 43, s. 4.

administrators of the property thus abandoned. Their office is essentially that of an administrator.—A nomination of joint curators or administrators is legal and valid, and they constitute but one person in the eye of the law, so that a solidarity exists between them, as to all their duties and obligations as such.—C.S., 1898. *Dombroski vs Lafaire*, 14 R.J.O., 462; 4 R.L.n.s., 488; ANDREWS, J.

V. n. 2, *supra*.

7. Dans le cas où un curateur à une faillite, qui est en possession des biens meubles et immeubles du failli, laisse le pays, et que ce dernier règle ses affaires avec ses créanciers, la Cour, sur une requête, ne pourra lui rendre la possession de ses biens, mais il devra obtenir la nomination d'un nouveau curateur qui lui retrocèdera ses biens, s'il y a lieu.—C.S., 1898. *Blanchard vs Prévost*, 4 R.L.n.s., 501; MATHIEU, J.

8. L'engagement par écrit pris par un comptable vis-à-vis un créancier à une faillite, de faire partager ce dernier dans ses honoraires et profits, à la condition qu'il lui donne son travail et son vote pour qu'il soit nommé curateur, n'est pas un contrat immoral, ni contre la loi, ni contre l'ordre public.—Un tel engagement ne constitue pas une vente illégale d'un office public, mais il oblige ce comptable à partager ses honoraires suivant le contrat.—C.S., 1898. *Miller vs Quesnel*, 4 R. de J., 570; CHOQUETTE, J.

868. The judge may also appoint a guardian and a curator in any of the following cases :

1. When a *capias* cannot be executed by reason of the absence of the defendant, or because he cannot be found;

2. When the debtor is a trader who has ceased his payments, and has left

qui a laissé la province ou n'y réside pas ;

3. Lorsque la demande a été signifiée à un commerçant septuagénaire ou à une femme marchande publique, et qu'il n'y a pas été obtempéré.—C.P.C., 780, *partie, amendé* ; 763a ; S.R., 5965 ; 55-56 Vic., c. 43, s. 1.

869. Cette nomination est faite à la demande du demandeur ou d'un créancier dont la créance n'est pas garantie pour une somme de deux cents piastres ou plus.

Les pouvoirs et obligations du gardien provisoire et du curateur ainsi nommés sont, autant que possible, les mêmes que s'ils étaient nommés après une cession.

Le juge peut exiger l'accomplissement des formalités et la publication des avis qu'il estime nécessaires.—*Nouveau, partie* ; C.P.C., 780 *partie* ; S.R., 5965.

1. V. art. 887, n. 4. *Burrows vs Keating*.

870. Le curateur prend possession de tous les biens indiqués dans le bilan, ainsi que des livres de compte et des titres de créance, et administre les biens jusqu'à ce qu'ils soient vendus ou réalisés de la manière ci-après mentionnée.

Il a également droit de toucher, percevoir et recouvrer tous autres biens saisissables appartenant au débiteur, que ce dernier n'a pas inclus dans son bilan.—C. P. C., 771, 772, *partie, amendés* ; S.R., 5960 ; 52 Vic., c. 51, s. 1.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 17, § 1, 2.

2. The curator to an estate judicially abandoned is entitled to obtain possession of the books of account of the insolvent, from a person in whose hands the books were placed by the insolvent for the collection of

the Province, or no longer resides therein ;

3. When the demand has been served upon a trader of the age of seventy years or upwards or upon a woman who is a public trader, and has not been complied with.—C.C.P., 780, *in part, amended* ; 763a ; R.S., 5965 ; 55-56 Vic., c. 43, s. 1.

869. Such appointment is made on the petition of the plaintiff or of a creditor whose claim is unsecured for a sum of two hundred dollars or upwards.

The powers and obligations of the provisional guardian and of the curator so appointed are, in so far as may be, the same as in cases of abandonment.

The judge may prescribe the observance of such formalities and the giving of such public notices as he deems necessary.—*New, in part* ; C. C. P., 780, *in part* ; R.S., 5965.

ing.

870. The curator takes possession of all the property mentioned in the statement, as well as of the debtor's books of account and titles of debt, and administers the property until it is sold or realized in the manner hereinafter mentioned.

He has, in like manner, a right to receive, collect and recover any other property belonging to the debtor, which the latter has failed to include in his statement, except such as is by law exempt from seizure.—C.C.P., 771, 772, *in part, amended* ; R.S., 5960 ; 52 Vic., c. 51, s. 1.

debts on commission.—C.R., 1891. *Kent & Merizzi*, 7 M.L.R., 451 ; *JOHNSON, JETTE & MATHIEU, JJ.*

3. Le saisissant n'a point de recours contre le gardien qui a livré les effets saisis au curateur nommé à la cession de biens

faite par le défendeur après la saisie de ces effets.—C.S., 1805. *Demers vs Black*, 8 R. J.O., 384; MATHIEU, J.

4. Le curateur peut, sans l'autorisation préalable des créanciers, demander à se faire envoyer en possession des biens non cédés par le failli et exercer pour cette fin l'action en revendication dans l'intérêt de la masse.—L'autorisation requise par l'article 772 C. P.C. (877 n.c.) s'applique aux poursuites en recouvrement et aux autres actions appartenant au débiteur.—C.S., 1897. *Ross vs Leuris*, 11 R.J.O., 583; LORANGER, J.

5. Lorsque le curateur à une cession de biens fait à un des créanciers une avance sur un dividende futur, à la condition que la somme avancée sera remboursée "si une difficulté surgit dans la distribution du produit des biens cédés," cette condition se trouve réalisée par le fait que la société, dont

le créancier touchant l'avance est membre, fait cession de ses biens. Cette cession comprenant les biens particuliers de chacun des associés, les dividendes dus à l'un de ces derniers par le curateur à une autre cession, deviennent payables au curateur à la cession de la société.—C.R., 1800. *Bédard vs Robitaille*, 16 Q.L.R., 308; CASAU, CARON & ANDREWS, JJ.

6. Le syndic nommé à la faillite n'est que le mandataire des parties; la cession faite par le failli, ne le prive pas de l'intérêt dans ses propriétés; il reste responsable envers ses créanciers pour le total de ses dettes, et, d'accord avec eux, il a un intérêt que la valeur de ses effets soit réalisée. Ainsi, dans le cas où le syndic n'agit pas pour recouvrer les propriétés appartenant au failli, ce dernier a le droit, comme il a l'intérêt, de poursuivre tels droits en son propre nom.—C.A., 1892. *Lemay & Martel*, 1 R.J.O., 160.

871. Après la cession, toute procédure par voie de saisie-arrest, saisie-gagerie ou saisie en exécution contre les biens meubles du débiteur est suspendue; et le gardien ou le curateur a droit de prendre possession des biens ainsi saisis, sur signification de l'avis de sa nomination par un huissier au créancier saisissant, ou à son procureur, ou à l'huissier chargé du bref.

Les frais sur saisie, faits postérieurement à l'avis, ou, en l'absence de cet avis, faits par un créancier après qu'il a eu connaissance de la cession par lui-même, par son procureur ou par l'huissier, et, dans tous les cas, les frais de saisie faits huit jours après l'avis donné par le curateur, ne peuvent être colloqués sur le produit des biens du débiteur, qui est distribué en conséquence de la cession.

Peut néanmoins le juge, aux conditions qu'il estime convenables, autoriser la continuation des procédures commencées.—*Nouveau, partie*; C.P. C., 769; S.R., 5957; *Thompson vs Kennedy*, M.L.R., 4 S.C., 443.

1. Rap. C.—L'addition d'un nouveau paragraphe à la fin de l'art. 871 a été déterminée par la jurisprudence.

871. After the abandonment, any proceeding by way of seizure, attachment for rent or seizure in execution against the moveable property of the debtor is suspended; and the guardian or the curator has a right to take possession of the goods so seized, upon serving, by a bailiff, a notice of his appointment upon the seizing creditor, or upon his attorney, or upon the bailiff intrusted with the writ.

The costs upon such seizure, incurred after the notice, or, in the absence of such notice, incurred by a creditor after he had knowledge of the abandonment, either personally, or by his attorney, or by the bailiff, and in all cases, the costs of seizure incurred eight days after the notice given by the curator, cannot be collocated upon the property of the debtor, the proceeds of which are distributed in consequence of the abandonment.

The judge may, however, permit the continuance of proceedings already commenced, upon such terms as are deemed proper.—*New, in part*; C.P. C., 769; R.S., 5957; *Thompson vs Kennedy*, M.L.R., 4 S.C., 443.

2. La disposition de la loi sur la cession de biens qui déclare toutes les procédures suspendues et que les frais faits par un

créancier; après qu'il a eu connaissance de telle cession, ne peuvent être colloqués sur les biens du débiteur, ne prononce pas la nullité absolue de ces procédures, et n'empêche pas les tribunaux, suivant les circonstances, de permettre la continuation des procédés commencés.—C.S., 1888. *Thompson vs Kennedy*, 4 M.L.R., 443; 16 R.L., 522; MATHIEU, J.

3. L'avocat a un privilège pour ses frais d'action et d'exécution lorsque le débiteur, après la saisie, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.—C.R., 1896. *Greaves vs Cooke & Mitchell*, 9 R.J.O., 516; GILL, TELIER & ARCHIBALD, JJ.

4. Le locateur n'a aucun droit de saisir-gager les biens de son locataire après qu'ils ont été vendus par le curateur nommé à la faillite du locataire, la loi relative à la cession de biens ayant conservé au locateur le droit de produire sa réclamation entre les mains du curateur pour être payé d'après le rang de son privilège.—Lorsqu'un marchand insolvable a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et qu'un curateur a été nommé, un créancier du failli ne peut poursuivre le curateur et le déposséder des biens dont la loi lui a confié la garde et l'administration dans l'intérêt de tous les créanciers en général.—C.A., 1890. *Bédard & Lemieux*, 16 Q.L.R., 173.

5. Where the lessee has made a judicial abandonment of his effects and the same are

in the possession of a curator, the lessor has no right to cause the same to be seized by a writ of *saisie-gagerie*. His recourse, if prejudiced by the delay of the curator to bring the effects to sale, is by petition to the court or judge for the immediate sale of the effects subject to his privilege as lessor.—The defendant, as well as the curator, has sufficient interest to contest a *saisie-gagerie* issued under the circumstances above stated.—C.S., 1890. *Forsyth vs Beaupré*, 10 R.J.O., 311; DOHERTY, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. Le nouveau code de procédure civile n'empêche pas un créancier de faire constater sa créance par un jugement contre son débiteur, même après la cession des biens de ce dernier. On peut même alors procéder à la saisie, mais aux frais du saisissant, et à la vente judiciaire, dont le produit est distribué en conséquence de la cession.—C.S., 1898. *Gagnon vs Proulx & Royer*, 13 R.J.O., 189; LEMIEUX, J.

7. Les modes d'exécution que le code de procédure prescrit, quant aux immeubles cédés par voie de cession de biens, n'excluent pas le mode ordinaire que possède un créancier, en vertu de son jugement, de procéder par bref de *terris* à la saisie et vente des immeubles de son débiteur.—C.S., 1897. *Lewis vs Walker*, 13 R.J.O., 125; LAVERGNE, J.

872. Le curateur est tenu de faire connaître sa nomination par une annonce dans la *Gazette Officielle de Québec*, et par un avis recommandé, transmis par la poste à l'adresse de chaque créancier.

Dans cet avis, le curateur doit requérir les créanciers de produire entre ses mains, dans un délai de trente jours, leurs réclamations attestées sous serment.—C.P.C., 770, amendé; S.R., 5958.

1. S.R.B.C., c. 87, ss. 14, 15.

873. Si, après le dépôt du bilan et avant que le curateur ait rendu un compte définitif, le débiteur acquiert d'autres biens, il peut être requis par une nouvelle demande d'en faire cession.

Aussitôt après cette cession, le curateur prend possession de ces biens et procède à les vendre et à en distribuer le produit comme dans les cas ordinaires.

872. The curator must make his appointment known by an advertisement in the *Quebec Official Gazette*, and by a registered notice posted to the address of each creditor.

In such notice the curator calls upon the creditors to file their sworn claims with him within a delay of thirty days.—C. C. P., 770, amended; R. S., 5958.

873. If subsequently to the abandonment, and before the curator has rendered his final account, the debtor acquires any additional property, he may be required, by a new demand, to abandon it also.

Immediately upon the abandonment being made, the curator takes possession of such property, and proceeds to the sale and distribution of the moneys

res ; mais il est tenu de rembourser les dépenses encourues par la personne qui en a fait profiter la masse.

Cette demande peut être faite par le curateur, du consentement des inspecteurs, ou par un créancier habile à faire une demande de cession.—*Nouveau*.

874. Le curateur nommé peut être requis de fournir un cautionnement dont le chiffre est fixé par le juge.

Ce cautionnement peut être donné généralement en faveur des créanciers du débiteur, sans les mentionner nommément.

Le juge peut, s'il est nécessaire, nommer un curateur *ad hoc* pour poursuivre le recouvrement du cautionnement.—*Nouveau, partie* ; C. P. C., 770a, *partie* ; S. R., 5959.

875. Le curateur est soumis à la juridiction sommaire du juge.—C. P. C., 770a, *partie* ; S. R., 5959.

876. Les biens n'appartenant pas au débiteur qui sont en la possession du curateur à raison de la cession, peuvent être, sur requête sommaire adressée au juge, recouverts par celui qui y a droit.—*Nouveau*.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

1. En l'absence du juge du district où une cession de biens a été faite, c'est au protonotaire de ce district que doit être adressée la requête d'un propriétaire pour recouvrer ses biens en la possession du curateur ; et le juge d'un district voisin, même si ce district est celui où le curateur a son domicile, est incompétent à recevoir cette requête.—C. S., 1898. *Tremblay & Lefavre*, 1 R. P., 265 ; 4 R. de J., 275 ; ANDREWS, J.

877. Le curateur peut, avec la permission du juge, sur avis des créanciers ou des inspecteurs, exercer toutes les actions du débiteur et toutes les actions appartenant à la masse des créanciers.—C. P. C., 772, *partie*, *amendé* ; S. R., 5960

as in ordinary cases ; but is bound to reimburse the expenses incurred by any creditor through whose diligence the property is rendered available.

Such demand may be made by the curator, with the authorization of the inspectors, or by any creditor competent to demand an abandonment.—*New*.

874. The curator appointed may be required to give security, the amount whereof is fixed by the judge.

The security may be given in favour of the creditors of the debtor generally without mentioning their names.

The judge may, whenever it becomes necessary, appoint a curator *ad hoc* to enforce any such bond against the parties liable.—*New, in part* ; C. C. P., 770a, *in part* ; R. S., 5959.

875. The curator is subject to the summary jurisdiction of the judge.—C. C. P., 770a, *in part* ; R. S., 5959.

876. Any property not belonging to the debtor, which is in the curator's possession by virtue of the abandonment, may be recovered by the person thereto entitled, upon a petition to the judge.—*New*.

V. art. 877, n. 16.

2. Le tiers qui prétend revendiquer des objets mobiliers qui se trouvent en la possession du curateur à une cession de biens n'est pas obligé de procéder au moyen d'un bref d'assignation et d'une action régulière, mais peut le faire au moyen d'une requête. Cette procédure est permise par l'art. 876 C. P., et elle est assimilable à une opposition faite par un tiers.—C. S., 1898. *Ahern & Lemieux*, 4 R. de J., 555 ; ROUTHIER, J.

877. The curator may, with the leave of the judge, upon the advice of the creditors or inspectors, exercise all the rights of action of the debtor and all the actions possessed by the mass of the creditors.—C. C. P., 772, *in part*, *amended* ; R. S., 5960.

1. V. art. 870, et autorités citées.
2. Le curateur à une cession de biens qui intente une action ou instance avec la permission du juge, mais sans avoir pris l'avis des créanciers ou des inspecteurs, se rend personnellement responsable des frais.—C. S., 1893. *Poirier vs Fulton*, 4 R.J.O., 347; MATHIEU, J.
3. The permission to exercise the actions of a debtor or of the mass of his creditors is a judicial authorization which is required in the interest of the mass of the creditors of a debtor who has abandoned his property for their benefit, and not in the interest of the adverse party. The latter cannot ask that the proceedings adopted without such authorization be rejected, but only that the proceedings be stayed until the proper authorization has been obtained, or for a sufficient time to enable the curator to apply for it.—C.S., 1889. *Chisholm vs Gallery & Co*, 7 M.L.R., 302; WURTELE, J.
V. *infra*, n. 14, 15, 16, 17.
4. Outre l'avis des inspecteurs, rien n'empêche le tribunal d'ordonner que l'avis des créanciers soit pris, lorsque la personne assignée sur action du curateur démontre un intérêt à cet effet.
Cet intérêt peut résulter du fait qu'il est démontré que l'actif net de la faillite est insuffisant pour répondre envers le défendeur des frais que peut lui occasionner l'action s'il réussit dans sa défense.
Le défendeur a ainsi intérêt à ce que les créanciers de la faillite soient appelés à donner leur avis, pour, le cas échéant, avoir un recours pour ses frais contre tels créanciers, et sur leurs biens personnels, et aussi pour donner la force de la chose jugée au jugement à intervenir dans l'instance.
Le défendeur peut invoquer ce droit par exception dilatoire.
Si, dans le délai fixé par la cour, l'autorisation des créanciers n'est pas produite, l'action du curateur sera renvoyée.—C.S., 1893. *Morin vs La Banque Jacques-Cartier*, 2 R. de J., 74; TELLIER, J.
5. Une résolution des inspecteurs à une faillite ne suffit pas pour autoriser un curateur à porter en revision un jugement rendu sur une contestation faite par lui à la réclamation d'un créancier; il faut une autorisation nouvelle de la cour ou du juge. La cour de revision est compétente à accorder cette permission, même après la production de l'inscription.—C.R., 1892. *Lefebvre vs Seath*, 1 R.J.O., 336; GILL, MATHIEU & DOHERTY, JJ.
6. Lorsqu'une partie a fait cession de ses biens depuis l'institution de la cause, la cour peut ordonner la suspension des procédures jusqu'à ce que le curateur, qui demande à intervenir, ait fait tels procédés qu'il avisera.—C.S., 1894. *Elliot vs Courville*, 5 R.J.O., 310; GILL, J.
Dans le même sens :—C.A., 1893. *Péloquin & Cardinal*, (27 mars).
7. La cession de biens de la partie n'a pas l'effet de suspendre la procédure sur l'appel d'un jugement, cet appel pouvant être continué dans l'intérêt de cette partie par son curateur. Motion demandant la suspension des procédures jusqu'à ce que l'instance eut été reprise par le curateur, renvoyée.—C.R., 1894. *Lebeau vs Deslongchamps*, 6 R.J.O., 41; LORANGER, TAIT & DELORIMIER, JJ.
8. Le curateur à une cession de biens peut intenter, pour le bénéfice des créanciers, l'action paulienne réclamant une somme d'argent payée par l'insolvable, à l'un de ses créanciers, sur une saisie-arrêt avant jugement, et obtenir le paiement de cette somme, si ce créancier savait, lors du paiement, que son débiteur était insolvable.—C.R., 1890. *Dion vs Plante*, 19 R.L., 184; JOHNSON, JETTÉ & DAVIDSON, JJ.
9. Le curateur aux biens d'un insolvable n'a pas le droit d'intenter une action pour recouvrer d'un débiteur une somme d'argent due à l'insolvable, sans y avoir été autorisé par les créanciers ou les inspecteurs et le tribunal ou le juge.—Ce défaut d'autorisation peut être valablement soulevé, comme moyen préliminaire, par une exception à la forme.—C.S., 1890. *Kent vs Gravel*, 7 M.L.R., 159; 14 L.N., 149; PAGNUELO, J.
10. Le curateur à une cession de biens n'a pas besoin de la permission du tribunal ou du juge, pour saisir-revendiquer des effets enlevés de sa garde sans son consentement; mais il le fait à ses risques et dépens. (Confirmant, WURTELE, J., 10 L.N., 146).—C.R., 1888. *Kent vs Ross*, 16 R.L., 209; JOHNSON, JETTÉ & GILL, JJ.
11. A consent by the curator of an estate to a desistement of the judgment rendered against the insolvent on an *action révocatoire*, ordering certain moneys to be deposited with the curator, is null, if not authorized by the Court or judge on the advice of the creditors or inspectors of the estate.—C.S., 1895. *Jeannotte vs La Banque de St-Hyacinthe*, 8 R.J.O., 304; CURRAN, J.
12. The curator has the same right as the debtor he represents to proceed summarily in the cases provided by art. 1150 C.P.—C.A., 1893. *Prince & Stevenson*, 2 R.J.O., 158.
13. Le curateur à l'insolvable a les actions qui intéressent la masse des créanciers, mais il n'a pas celles appartenant à l'un des créanciers en vertu d'un privilège spécial.—C.S., 1891. *Proud vs Foisy*, 21 R.L., 515; JETTÉ, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

14. Une action ne peut être prise par des curateurs à une faillite au nom du débiteur failli, sans la permission du juge, l'avis des inspecteurs de la faillite étant insuffisant.—L'autorisation du curateur par le juge peut être subséquente à l'émission du bref.—C.

S., 1898. *Gagnon vs Beauchamp*, 1 R.P., 136; MATHIEU, J.

V. *supra*, n. 2, 3, 9, 10.

15. The curator is the officer of the Court, chosen by the creditors for the purpose of the liquidation of the estate of their debtor; the inspectors are appointed for the purpose of advising him in matters connected with such liquidation.—When a creditor attacks the validity of a resolution of the inspectors and of an act of the curator, the curator and the inspectors contesting such action in nullity are not deemed to represent said creditor, but act as his opposants and adversaries.—Therefore, if they obtain a judgment without his participation or consent which thwarts and defeats proceedings in nullity begun in his own name, he must be considered a third party having recourse by way of a *tierce-opposition* against said judgment.—The powers of the curator and inspectors are those, and none other than those, given them by the Code of procedure. They have no power to engage in liquidation, even to collect debts due to the estate or to recover property belonging to it, except by permission of the judge first duly obtained.—C.S., 1898. *Flamondon & Lemieux & Ellis*, 13 R.J.O., 377; ANDREWS, J.

16. The curator to an insolvent estate

878. Le curateur peut vendre les créances et les biens meubles et immeubles du débiteur, en la manière prescrite par le juge, sur avis des intéressés ou des inspecteurs.—C. P. C., 772, *partie, amendé*; S. R., 5960.

1. Les mots: "et immeubles," dans la version française, et: "and immoveables," dans la version anglaise, ont été ajoutés par l'acte 61 Vic., c. 47.

2. S. R. B. C., c. 87, s. 17, s. 6.

3. L'adjudication de créances mobilières, faite par un curateur à une faillite sur avis des inspecteurs, et conformément à l'ordonnance d'un juge de la C. S., est, aux termes des arts. 763 et 772 du C. P. C., (853 et 878 n. c.), une vente qui a les effets du décret.—C. S., 1889. *Guilbault vs Desmarais*, 18 R. L., 516; DE LORIMIER, J.

4. Lorsqu'une vente de créances a été faite par un curateur à une cession de biens, avec l'autorisation du juge, il n'est pas nécessaire, aux termes de l'article 1571c du Code civil, de déposer au greffe une copie de cette autorisation, mais le dépôt de l'acte de vente suffit.—Quand des billets à ordre ont été vendus par le curateur, il n'est pas nécessaire de déposer au greffe copie de l'acte de vente et de faire les annonces requises par l'article 1571c pour opérer signification au débiteur de ces billets. L'endossement du

cannot institute suits on behalf of the debtor or of the mass of the creditors on the advice of the inspectors only and without the leave of the judge.—The judge who has power to grant such leave is the judge or one of the judges of the district in which the judicial abandonment is made, and no other.—The advice of the creditors or inspectors, mentioned in Article 877 C. P., means the advice of the majority of the creditors or inspectors, given at a meeting of such creditors or inspectors duly called, and when all can be heard.—An action taken against the debtor of an insolvent estate by a curator to that estate, authorized or improperly authorized, will be dismissed with costs against such curator personally.—C. S., 1898. *Hains vs Vineberg*, 1 R. P., 425; ANDREWS, J.

V. art. 876, n. 1.

17. Les procédures d'un curateur à une cession de biens sont déterminées par la loi et par la volonté des créanciers exprimées par les inspecteurs.—En conséquence, le curateur ne peut se porter tiers-opposant contre un jugement, sans y avoir été autorisé par le juge sur l'avis des inspecteurs, et il doit alléguer l'accomplissement de ces formalités essentielles. Sinon, la tierce-opposition sera renvoyée sur inscription en droit.—C. S., 1898. *Gagnon vs Proulx & Royer*, 13 R. J. O., 189; 1 R. P., 153; LEMIEUX, J.

878. The curator may sell the moveable and immoveable property of the debtor in the manner indicated by the judge, upon the advice of the parties interested or of the inspectors.—C. C. P., 772, *in part, amended*; R. S., 5960.

curateur suffit pour opérer le transport des billets et il suffit à l'acheteur d'exhiber cet endossement au débiteur pour le notifier de la vente en question.—C. S., 1893. *Bastien vs Labrie*, 4 R. J. O., 20; PAGNUELO, J.

5. Un syndic à une faillite qui vend les dettes du failli, mentionnées dans une liste annexée à la vente, n'est pas censé vendre les créances qui ne sont pas dans cette liste.—C. A., 1877. *Dorais & Les Commissaires d'Ecoles de Warwick*, 9 R. L., 161.

6. La vente des dettes actives (book debts) d'un commerçant en faillite, à l'encan public, ne comprend pas les livres de comptes eux-mêmes, mais simplement les créances du failli.—C. R., 1887. *Guindon vs Fatt*, 3 M. L. R., 79; 10 L. N., 165; JETTÉ, WURTELE & TAIT, J. J.

7. Mais si le curateur a livré les livres de comptes, il ne sera pas recevable, ensuite, à les revendiquer sous le prétexte qu'il ne les avait que prêtés.—C. S., 1889. *Kent vs Granger*, 5 M. L. R., 40; MATHIEU, J.

8. La cession à forfait de créances liti-

gieuses dépendant d'une faillite, consentie par adjudication publique, en vertu de l'autorisation de justice, n'est pas soumise au

retrait réglé par l'article 1582 C.C.—C.S., 1889, *Guilbault & Desmarais & DeSerres*, 18 R.L., 516; DELORMIER, J.

879. Sur demande du curateur autorisé par les inspecteurs ou sur demande d'un créancier hypothécaire, après avis au débiteur, le juge peut autoriser le curateur à vendre les immeubles de celui-ci, suivant le mode et après les annonces qu'il plaira au juge de prescrire ; il peut aussi autoriser le curateur ou lui ordonner d'émettre un mandat adressé au shérif compétent, enjoignant à ce dernier de saisir et vendre ces immeubles.

Le shérif exécute ce mandat sans faire aucune signification au débiteur, mais en suivant d'ailleurs les règles prescrites pour l'exécution des immeubles ; et toutes procédures se font à la cour supérieure.

Les deniers provenant de la vente faite par le shérif restent entre ses mains pour être par lui payés aux créanciers privilégiés et hypothécaires en conformité du rapport de distribution qui se fait par le protonotaire de la cour supérieure en la manière ordinaire, et le surplus doit être remis au curateur sur ordonnance d'un juge, pour distribution aux créanciers chirographaires en vertu d'un bordereau de collocation préparé conformément à l'article suivant. — *Nouveau, partie* ; C.P.C., 772, § 4, *amendé* ; S.R., 5960 ; 52 V., c. 51, s. 1 ; (61 V., c. 47, s. 7).

1. L'art. 879, lors de la mise en vigueur du Code, se lisait comme suit :
 " Sur demande du curateur autorisé par les créanciers ou par les inspecteurs, ou sur demande d'un créancier hypothécaire, desquelles demandes un avis suffisant doit être donné au débiteur, le juge peut autoriser le curateur ou lui ordonner d'émettre son mandat adressé au shérif compétent aux termes des articles 701 et 703, enjoignant à

879. Upon the application of the curator authorized by the inspectors or upon the application of an hypothecary creditor, after notice to the debtor, the judge may authorize the curator to sell the immoveables of the latter in such manner and after such notices as the judge may please to order ; he may also authorize or command the curator to issue his warrant to the sheriff competent to act requiring the latter to seize and sell such immoveables.

The sheriff executes such warrant without making any service upon the debtor, but by otherwise observing the same rules as in the case of an execution against immoveables ; and all subsequent proceedings are had in the Superior Court.

The money realized from the sale made by the sheriff remain in his hands to be paid by him to the privileged and hypothecary creditors in accordance with the report of distribution which shall be made by the protonotary of the Superior Court in the usual way, and the surplus shall be remitted to the curator upon an order of the judge for its distribution among the chirography creditors by means of a dividend sheet prepared in accordance with the following article.—*New, in part* ; C.C.P., 772, § 4, *amended* ; R.S., 5960 ; 52 V., c. 51, s. 1 ; (61 V., c. 47, s. 7).

" ce dernier de saisir et de vendre ses immeubles.
 " Le shérif exécute ce mandat sans faire aucune signification au débiteur, mais en suivant d'ailleurs les mêmes règles que dans le cas d'un bref contre des immeubles ; et toutes les procédures postérieures à l'émission du mandat, jusqu'à la distribution des deniers provenant de la vente, se font à la cour supérieure.

" Ces deniers restent entre les mains du shérif qui doit les payer à qui de droit en vertu des bordereaux de collocation préparés conformément à l'article suivant."

Cet article a été remplacé par l'acte 61 V., c. 47, s. 7, qui est mis au texte.

2. Le curateur aux biens d'un insolvable n'est qu'un fonctionnaire particulier de la justice, substitué pour certaines matières spéciales, aux officiers réguliers pour les affaires ordinaires; et il ne peut y avoir lieu, en leur faveur, qu'à l'application du tarif réglant les honoraires du protonotaire pour l'accomplissement des devoirs ou fonctions identiques.

Dans le cas de distribution de deniers provenant d'immeubles vendus par le shérif, la rémunération du curateur est fixée par les articles 68 et suivants du tarif.—C.R., 1896. *Thompson & Caldwell & Marler*, 3 R. de J., 240; JETTE, MATHIEU & TELLIER, JJ.

3. Malgré la cession qu'un débiteur fait de ses biens, il a intérêt à ce que son actif soit vendu légalement par le curateur et le

880. Les deniers réalisés par le curateur, à même les biens du débiteur, doivent être distribués par le curateur parmi les créanciers, au moyen de bordereaux de collocation préparés après l'expiration des délais pour la production des réclamations des créanciers.

L'avis de la préparation est donné par l'insertion d'une annonce dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Un exemplaire des bordereaux de collocation, indiquant le jour auquel ils seront payables, doit être transmis avec cet avis par lettre recommandée, à l'adresse de chacun des créanciers qui ont produit leurs réclamations ou qui sont portés sur la liste des créanciers.

Ces bordereaux sont payables quinze jours après l'accomplissement de ces formalités.—C. P. C., 772a, *partie, amendé*; S.R., 5961; 53 Vic., c. 60, s. 1; 54 Vic., c. 41, s. 2.

1. L'article 880 a été amendé, par la 61 V., c. 47, s. 8, en retranchant les mots: "ou par le shérif," qui suivaient le mot "curateur," dans la seconde ligne.

Article 880 of the Code was amended by the 61 V., c. 47, s. 8, by striking out the words "or by the sheriff" which followed the word "curator," in the second line of the text.

shérif; et aussi à ce que cet actif réalise le plus possible pour l'acquittement de ses dettes.

Un shérif, procédant même en vertu d'un bref de *venditioni exponas*, n'a pas le droit d'exiger un dépôt des enchérisseurs, avant de recevoir leurs enchères, alors que ni ce bref ni les annonces de vente ne font mention de cette condition.

Le fait d'exiger tel dépôt constitue une illégalité suffisante pour faire annuler l'adjudication.

Le failli a droit de demander la nullité d'un tel décret par action directe aussi bien que par requête libellée.—C. R., 1895. *Lebouthillier vs Math*, 1 R. de J., 191; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

4. Si les deniers ont été rapportés en cour par le shérif et ont été distribués, un créancier ne pourra, après cette distribution, demander qu'ils soient remis au curateur pour distribution.—C.S., 1891. *Talbot vs Laverdière & Bolduc*, 20 R.L., 507; PELLETIER, J.

880. The moneys realized by the curator from the property of the debtor must be distributed by the curator among the creditors by means of dividend-sheets prepared after the expiration of the delays to file creditor's claims.

Notice of their preparation must be given by an advertizement in the *Quebec Official Gazette*.

A copy of the dividend-sheets, with a notice of the date at which they are payable, must also be posted by registered letter to the address of each of the creditors who have filed their claims or whose names appear in the statement.

The dividend-sheets are payable fifteen days after the observance of these formalities.—C.C.P., 772a, *in part, amended*; R.S., 5961; 53 Vic., c. 60, s. 1; 54 Vic., c. 41, s. 2.

2. The curator doit, dans son bordereau de collocation, colloquer les créanciers suivant leurs droits apparents, mais non suivant leurs prétentions mal fondées, et un créancier qui n'est pas colloqué pour tout le montant de sa réclamation, n'a pas le droit de contester le bordereau de collocation, s'il est de fait colloqué pour tout le montant qu'il a droit d'avoir.—C. S., 1890. *Houlahan &*

Keul & Eveleigh, 20 R. L., 603; *MATHIEU*, J.

3. La contestation d'une collocation faite par le curateur à la cession de biens peut être produite après l'expiration du délai de quinze jours porté au présent article pour le paiement des collocations, pourvu qu'elle le soit avant la date fixée pour le paiement du dividende.—C.A., 1895. *Lemay & Léveillé*, 4 R.J.O., 187.—C.R., 1895. *Robitaille vs Bussières & Proulx*, 7 R.J.O., 274; *LORANGER*, *DAVIDSON & DOHERTY*, JJ., art. 881, n. 6.

4. When the curator, without giving any notice of the dividend-sheet, irregularly pays away the whole available assets of the estate, he is personally liable for the costs, where a contestation of such dividend-sheet is maintained.—C.S., 1896. *Sasseville vs Desmarteau*, 9 R.J.O., 187; *ARCHIBALD*, J.

5. Le locateur qui a saisi doit être payé, de son loyer et de ses frais, sur le produit de la vente des effets garnissant les lieux, par préférence aux frais d'administration, etc., encourus par le curateur nommé à la cession faite par le locataire subséquemment à la saisie-gagerie, à l'exception des frais pour la conservation et la vente de ces effets.—C.A., 1887. *De Bellefeuille & Desmarleau*, 3 M. L.R., 303; 31 J., 301; 15 R.L., 544.—Dans le même sens: C.S., 1892. *McWilliam vs Osler & Matte*, 2 R.J.O., 126; *ANDREWS*, J.

6. Reversing the judgment of the Court of Review (M.L.R., 2 S.C., 338), that a creditor who holds notes or merchandise as collateral security, is not entitled to be collocated upon the estate of his debtor in liquidation, under a voluntary assignment, for the full amount of his claim, but is obliged to deduct any sums he may have received from other parties liable upon such notes, or which he may have realized upon the goods; and it does not matter at what time such sums have been received on account, provided it is before the day appointed for the distribution of the assets of the estate on which the claim is made.—C.A., 1889. *Thibaudreau & Benning*, 5 M.L.R., 425.

7. The holder of negotiable paper, the maker and endorser of which have both become insolvent, and who has received a dividend from one of them, cannot prove his claim against the estate of the other for the full amount mentioned in the paper; on the contrary, he must deduct the amount of the dividend received. But, if, after proof made, dividends are received from the estate of another party, the creditor is, nevertheless, entitled to dividends upon the whole amount proved; provided the dividends do not exceed 100 cents in the dollar on the balance really due.—C.S., 1877. *Rochelle & Louis*, 3 Q.L.R., 97; *MEREDITH*, J.

8. A creditor is not entitled to rank for the full amount of his claim upon the separate estates of insolvent debtors jointly and severally liable for the amount of the debt, but is obliged to deduct from his claim the

amount previously received from the estates of other parties jointly and severally liable therefor.—C.A., 1889. *Ontario Bank & Chaplin*, 5 M.L.R., 407.

9. Le porteur de papiers négociables dont le faiseur et l'endosseur sont devenus insolubles, et qui a reçu un dividende sur les biens de l'endosseur, ne peut plus ensuite concourir sur les biens du faiseur pour le chiffre nominal de sa créance; il doit déduire le montant du premier dividende reçu lorsqu'il produit sa réclamation dans la faillite du faiseur.—Dans ce cas la faillite de l'endosseur se trouve à être subrogée dans les droits de ce porteur contre la faillite du faiseur pour tout le montant du premier dividende reçu.—C.S., 1893. *Vachon vs Dion & La Banque du Peuple & Létang*, 1 R. de J., 499; *TELLIER*, J.

10. The 48 V., ch. 22, does not affect the common law as to right of creditors to claim against the estate *en déconfiture* of a joint debtor.—Under the common law of this Province, a creditor claiming against the estate of a joint debtor is entitled to take a dividend on his claim, only after deduction therefrom of whatever he may have received from his other joint-debtors—money due by the creditor, at the time of the claim, is to be set off against it and not against the dividend to be declared upon it.—C.S., 1888. *Chinic & The Bank of B.N.A. & Raltray*, 14 Q.L.R., 265; *ANDREWS*, J.—Dans le même sens: C.A., 1889. *Exchange Bank of Canada & Campbell et Ontario Bank & Chaplin*, 17 R.L., 246.

11. There can be no compensation of a debt due to an abandoned estate, at the time of abandonment, by an unprivileged claim for unearned wages.—C.S., 1888. *Chinic & Lefavre & Raltray*, 14 Q. L. R., 167; *ANDREWS*, J.

12. L'indemnité, que peut exiger la caution d'un débiteur en faillite (C.C. 1953), ne lui permet pas d'opposer la dette qu'elle a cautionnée en compensation ou extinction de sa dette au failli.—C.R., 1887. *Sirois vs Beaulieu*, 13 Q.L.R., 293; *STUART*, *CASALTY & CARON*, JJ.

13. A claimant upon an insolvent estate is not bound to reduce his claim by the amount of a composition, offered by the insolvents previous to their insolvency, which the claimant agreed to accept without prejudice to his security, but which composition was not accepted by all the creditors of the insolvents, and has not been received by the claimant.—C.A., 1889. *McDonald & Seath*, 34 J., 81.—Dans le même sens: C.S., 1872. *Clarke & Molson's Bank & Buchanan*, 4 R.L., 225; *MACKAY*, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE

14. When a judgment has ordered a liquidator to pay immediately a certain sum, and has ordered his imprisonment in default of obedience to said judgment, that liquidator cannot plead to a rule *nisi* that he can-

not be forced to make such payment until the liquidation of the insolvent estate is complete.—C.S., 1899. *The Queen's Hotel Co. vs Radford & Morgan*, 2 R.P., 113; ARCHIBALD, J.

15. L'avocat, créancier d'un curateur à

881. Les réclamations ou les collocations peuvent être contestées par toute partie intéressée, ou par le curateur aux dépens de la masse, s'il en est requis par les inspecteurs.

La contestation à cet effet est produite entre les mains du curateur, qui doit la transmettre immédiatement au protonotaire de la cour supérieure du district où les procédures sur la cession sont alors déposées, ou de tel autre district dont les parties intéressées dans la contestation peuvent convenir ; et il est procédé et adjugé sur cette contestation d'une manière sommaire par le juge.

Le juge peut autoriser le paiement, en tout ou en partie, des réclamations ou collocations qui ne sont pas contestées, s'il lui est démontré qu'il est retenu une somme suffisante pour faire face à la contestation.—*Nouveau, partie* ; C.P.C., 772a, *partie, amendé* ; S.R., 5961 ; 53 V., c. 60, s. 1 ; 54 V., c. 41, s. 2.

1. Un curateur qui ne transmet pas la contestation d'une réclamation immédiatement au bureau du protonotaire, tel que requis par l'article 772a du C.P.C., (881 n.c.), sera condamné à payer les frais encourus sur requête du réclamant pour obtenir paiement de son dividende, bien que le curateur eût donné antérieurement connaissance de la contestation au réclamant.—C.S., 1889. *Fauteux vs Kent*, 17 R.L., 256 ; LORANGER, J.

2. Les réclamations produites entre les mains du curateur à la cession de biens peuvent être contestées avant la préparation du bordereau de dividende.—C.R., 1894. *Bourdon vs Kent*, 6 R.J.O., 416 ; TASCHE-REAU, DOHERTY & ARCHIBALD, JJ.

3. Bien que la loi dise que la contestation d'une collocation doit être produite entre les mains du curateur à la cession de biens, le fait d'avoir notifié le curateur de la contestation en lui signifiant copie d'icelle et d'avoir produit l'original de la contestation au bureau

une faillite, ne peut prendre des saisies-arêts entre les mains des débiteurs de la faillite, mais il doit s'adresser au juge pour obtenir un ordre enjoignant au curateur de payer ces frais comme dépenses d'administration.—C.S., 1899. *Daucon vs Bissonnette*, 5 R.L.n.s., 137 ; PAGNUELO, J.

881. The claims or dividends may be contested by any party interested, or by the curator at the expense of the estate if he is so instructed by the inspectors.

The contestation for such purpose is filed with the curator, who is bound to transmit it immediately to the protonotary of the Superior Court for the district in which the proceedings upon the abandonment are then deposited, or for such other district as the parties interested in the contestation may agree upon ; and the contestation is proceeded with and decided summarily by the judge.

The judge may allow the payment, in whole or in part, of any claims or dividends which are not contested, upon being satisfied that a sufficient sum is retained to meet the contestation.—*New, in part* ; C.C.P., 772a, *in part, amended* ; R.S., 5961 ; 53 Vic., c. 60, s. 1 ; 54 Vic., c. 41, s. 2.

du protonotaire, n'est pas une irrégularité fatale.—C.A., 1895. *Lemay & Léveillé*, 4 R. J.O., 187.

4. Where a curator to an abandonment has been duly authorized to contest a claim upon the estate of the insolvent, the Court will not, upon the contestation of the claim, revise the judgment authorizing the curator to contest.—C.A., 1890. *McFarlane & Fall*, 6 M.L.R., 251 ; 14 L.N., 1.

5. There is no power on the court or judge to order the curator of an insolvent estate to lend his name to certain creditors for the purpose of an appeal from a judgment dismissing the contestation of a claim, such appeal, if it exists, belonging to the creditors by law as a means of protecting their individual rights.—C.S., 1893. *In re Langlais*, 4 R.J.O., 444 ; ANDREWS, J.

6. Une donation par contrat de mariage par le futur époux en faveur de la future épouse, pour lui tenir lieu de douaire, est, sous peine de nullité, soumise à la formalité

de l'enregistrement requis par l'art. 806 C.C. — Une telle donation est présumée frauduleuse à l'égard des créanciers actuels et postérieurs de l'époux donateur, si ce dernier ne possédait pas alors de biens suffisants pour remplir la gratuité, et si cette gratuité, ajoutée à la masse de ses autres dettes, a eu pour effet de le rendre insolvable. — Une femme séparée de biens peut valablement produire une réclamation contre une faillite, sans l'assistance de son époux, sa demande n'étant qu'un simple acte d'administration. — Sur contestation d'une telle réclamation, le créancier contestant n'est pas tenu de mettre l'époux en cause.

La contestation d'une collocation, portée à la feuille de dividende préparée par le curateur à une faillite, peut être produite même après l'expiration du délai de quinze jours fixé par l'art. 880 ; ce délai de quinze jours est impératif en ce qui concerne l'obligation de payer le montant de la collocation, mais il ne s'en suit pas que les créanciers soient déchu, une fois ce délai expiré, du droit de contester les collocations qu'ils croient injustes. — C.R., 1895. *Bussières vs Proulx & Bilodeau*, 1 R. de J., 507 ; 7 R.J.O., 274 ; LORANGER, DAVIDSON & DOHERTY, JJ.

V. dans le sens du dernier paragraphe, *Lemay & Léveillé*, art. 880, n. 3.

7. The mere ownership of the notes of an insolvent will not entitle the owner to contest a dividend sheet ; he must in addition, by filing a claim on them or getting himself substituted to the original claimant, make himself a party to the judicial proceedings whereby the assets are being distributed. — C.S., 1894. *Guay vs Matte*, 7 R.J.O., 24 ; ANDREWS, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

8. Les frais d'une requête en contestation d'une demande de cession doivent être taxés

882. Un créancier, en tout temps après le dépôt du bilan, ou le curateur, avec l'autorisation des inspecteurs, peut assigner le débiteur à comparaître devant le juge ou le protonotaire et l'interroger sous serment relativement à son bilan et à l'état de ses affaires. — *Nouveau* ; C.P.C., 775.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 12, § 2 ; s. 15.

883. A la demande d'un créancier, en tout temps après le dépôt du bilan, ou le curateur autorisé à cet effet par les inspecteurs, le juge peut ordonner la production des livres ou documents se rapportant aux matières

en vertu de l'article 125 du tarif de 1891 de la cour supérieure. — Lorsque la cause est réglée, après la signification et la production de la requête en contestation, l'honoraire des procureurs est celui déterminé par l'item 8 du tarif de la cour supérieure. — Lorsque dans sa demande de cession le créancier dit qu'il est créancier pour une somme d'au-delà de \$1200, dont \$200, non garantis, sa demande est de première classe à la cour supérieure. — La demande de cession est une véritable action, et, quand elle est contestée, on doit appliquer le tarif des actions ordinaires de même classe. — C.S., 1898. *Riou vs Massé & Massé*, 4 R.L.n.s., 449 ; CIMON, J.

9. Lorsque, le dernier jour du délai fixé pour contester une feuille de dividende préparée par un curateur à un failli, un créancier fait signifier à ce dernier une requête adressée à un juge en chambre contestant les collocations faites et demandant la confection d'une nouvelle feuille de dividende, et que sur le refus du juge de recevoir cette requête le créancier la retire du dossier pour la produire sous le titre de contestation entre les mains du curateur quatre jours après, cette requête doit être considérée comme une contestation de la feuille de dividende, et le curateur ne peut l'attaquer par exception à la forme. — Si dans l'intervalle le curateur a payé quelques créanciers, il ne peut plaider ce fait par une exception à la forme. — C.S., 1898. *Beauchamp vs Gagnon & Jacob*, 4 R.L.n.s., 476 ; TAIT, J.

10. La production d'une contestation de réclamation au greffe, après signification d'une copie au curateur, est valide et ne donne pas lieu à une exception à la forme. — Cette contestation peut se faire en tout temps avant le paiement du dividende, et être produite au greffe dans un délai raisonnable, après signification de copies d'icelle aux parties intéressées. — C.S., 1898. *Lévesque & Valentine*, 2 R.P., 58 ; CHOQUETTE, J.

882. Any creditor, at any time after the filing of the statement, or the curator with the authorization of the inspectors, may summon the debtor to appear before the judge or the prothonotary, and examine him on oath concerning the statement and the condition of his affairs. — *New* ; C.C.P., 775.

883. Upon application by any creditor at any time after the filing of the statement, or by the curator with the authorization of the inspectors, the judge may order the production of any book or document relating to the mat-

mentionnées dans l'article précédent, et l'examen de l'époux du débiteur et des personnes qu'il croit en état de donner quelques renseignements sur ces matières.—*Nouveau*; C.P.C., 772b, partie; 55-56 V., c. 43, s. 5.

884. Les règles relatives à l'assignation et à l'examen des témoins et à la prise des dépositions régissent les cas visés par les deux articles précédents, en autant qu'elles sont applicables.

La personne assignée qui refuse de comparaître, ou de répondre, ou de produire un livre ou document, peut être condamnée par le juge à un emprisonnement n'excédant pas un an.

S'il s'élève quelques difficultés au cours de l'examen, les parties sont renvoyées devant le juge pour adjudication.—*Nouveau*.

885. Le curateur, autorisé par les inspecteurs, ou un créancier, peut contester le bilan à raison :

1. De l'omission frauduleuse de la mention de biens de la valeur de cent piastres ;

2. De fausses représentations dans le bilan relativement au nombre des créanciers, ou à la nature ou au montant de leurs créances ;

3. De recélé, par le débiteur, dans l'année précédant immédiatement le dépôt du bilan, ou depuis, de quelque partie de ses biens dans la vue de frauder ses créanciers.—C.P.C., 773, amendé; S.R., 5962; 55-56 Vic., c. 43, s. 6.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 12; s. 13, § 2; s. 15.

2. Il n'est pas nécessaire de recourir à un bref d'assignation pour contester le bilan d'un failli, mais il suffit de produire la contestation au greffe et d'en donner avis et copie au failli.—Le délai pour répondre à cette contestation est à la discrétion du juge.—C.S., 1894. *Marsan vs Riddle*, 6 R. J.O., 509; PAGNUELO, J.

ters mentioned in the preceding Article, and the examination of the consort of the debtor and of any other persons whom he deems capable of furnishing information in regard to such matters.—*New*; C.C.P., 772b, in part; 55-56 V., c. 43, s. 5.

884. The rules relating to the summoning and examination of witnesses and the taking of evidence govern cases provided for in the two preceding Articles, in so far as they apply.

Any person summoned who refuses to appear or to answer, or to produce any book or document, may be condemned by the judge to imprisonment for a term not exceeding one year.

If any dispute arises during the examination, the parties are sent before the judge to have it decided.—*New*.

885. The curator, authorized by the inspectors, or any creditor, may contest the statement, by reason :

1. Of the fraudulent omission to mention property of the value of one hundred dollars ;

2. Of fraudulent misrepresentations therein with respect to the number of the creditors, or the nature or amount of their claims ;

3. Of secretion by the debtor, within the year immediately preceding the filing of the statement, or since, of any portion of his property, with intent to defraud his creditors.—C.C.P., 773, amended; R.S., 5962; 55-56 Vic., c. 43, s. 6.

3. C'est au juge de fixer les délais pour répondre à une contestation de bilan, et la règle générale qui accorde huit jours pour la production d'un plaidoyer ou de la réponse à un plaidoyer, doit guider sa discrétion, la procédure sur la contestation du bilan n'étant pas sommaire.—Quand il y a lieu d'ordonner la précision de certaines allégations d'une contestation de bilan, le juge ne doit

pas fixer les délais pour répondre à cette contestation par le jugement qui ordonne cette précision, mais seulement lorsqu'il a une connaissance parfaite de la position respective des parties, afin de laisser au failli le temps de faire une défense complète.—C.A., 1895. *Marsan & Poirier*, 4 R.J.O., 176.

4. A creditor who has contested the validity of an assignment, and whose contestation was dismissed, cannot urge the same *moyens* in a contestation to an opposition made by the curator to prevent the sale of the insolvent's property.—C.S., 1895. *Hartman vs Babson & Riddell*, 9 R.J.O., 241; PAGNUELO, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

5. Le caractère indéfini des conclusions

886. Le bilan doit être contesté dans les quatre mois qui suivent l'insertion dans la *Gazette Officielle de Québec* de l'avis de la nomination du curateur.—*Nouveau*; C. P. C., 773, *partie*; S.R., 5962.

1. *Ibid.*

887. La partie contestante est tenue, dans le même délai, de faire la preuve de ses allégations par toutes voies que de droit.

Le juge peut, néanmoins, prolonger le délai pour faire cette preuve, mais pas au delà de deux mois.

Le juge peut, s'il est convaincu que le retard est dû à la faute du débiteur, accorder de temps à autre un nouveau délai de deux mois.—*Nouveau*, *partie*; C.P.C., 774, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 13, § 3.

2. Les délais, pour faire la preuve des allégations de la contestation produite par un créancier, courent pendant un appel sur une exception à la forme faite par ce créancier, et ces délais étant expirés, le contestant ne peut plus procéder à la preuve des allégations de sa contestation.—C. A., 1895. *Marsan & Poirier*, 4 R.J.O., 335.

3. Le délai de quatre mois accordé par les articles 773 et 774 C.P. (886, 887 n.c.) pour contester le bilan d'un débiteur qui a fait cession de biens, et faire la preuve des allégations de la contestation, ne peut être prolongé de deux mois, sous l'article 774 (887 n.c.), qu'avant l'expiration du délai de quatre mois, et cette prolongation ne peut avoir lieu après l'expiration du premier dé-

d'une contestation de bilan doit être plaidé par exception à la forme et non par inscription en droit.—C.S., 1898. *Sanft vs Radford*, 1 R.P., 373; 14 R.J.O., 450; MATHIEU, J.

6. Dans une contestation de bilan d'un failli, concluant à l'emprisonnement de celui-ci, il n'est pas nécessaire de demander par les conclusions que le bilan soit déclaré faux et frauduleux. Il n'est pas non plus nécessaire d'alléguer que le contestant se trouve dans le délai de quatre mois que la loi accorde pour la contestation du bilan, mais c'est au défendeur à plaider ce moyen par exception s'il y a lieu.—C. S., 1898. *Sanft vs Radford*, 14 R.J.O., 450; MATHIEU, J.

886. The contestation of the statement must be made within four months from the day on which the advertizement of the curator's appointment appears in the *Quebec Official Gazette*.—*New*; C.C.P., 773, *in part*; R.S., 5962.

2. V. *Sanft vs Radford*, art. 885, n. 5 et 6, et autorités sous art. 887.

887. The contesting party is also bound, within the same delay, to prove his allegations by all legal means.

The judge may, however, prolong the delay for making such proof, but not beyond two months.

The judge may, when satisfied that the delay is due to the fault of the debtor, allow, from time to time, a further delay of two months.—*New*, *in part*; C.C.P., 774, *amended*.

lai.—C.S., 1889. *Woodward vs McKenzie*, 17 R.L., 700; MATHIEU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. Under the new Code of procedure, where a debtor has made a judicial abandonment and given notice thereof to his creditors, and no proceedings have been taken for the appointment of a provisional guardian, or of a curator, the delay for contestation of the abandonment runs from the date of such abandonment, and after the expiration of four months, without any contestation, a debtor who has been imprisoned under a judgment against him for damages, is entitled to his liberation.—C.S., 1898. *Burrows vs Keating*, 13 R.J.O., 535; 1 R.P., 310; TAIT, J.

V. *Keating & Burrows*, 1 R.P., 55.

5. Dans la contestation du bilan d'un insolvable, le contestant doit faire sa preuve dans les quatre mois de l'avis qui lui a été donné de la cession de biens. Il ne suffit

888. Si le contestant établit qu'une des offenses mentionnées en l'article 885, le juge peut condamner le débiteur à être emprisonné pour un terme n'excédant pas un an.

Les dispositions des articles 838, 839, 840, 841 et 842 régissent les procédures nécessaires pour exécuter ce jugement, en autant qu'elles sont applicables.—C. P. C., 776, *partie amendé*; S. R., 5963.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 12, § 2, 3; s. 13, § 2, 4; ss. 15-18.

2. Rap. C.—Le paragraphe final de cet article énumère les articles, contenus dans le chapitre relatif à la contrainte par corps, qui s'appliquent aux débiteurs condamnés à l'emprisonnement pour dépôt de bilan frauduleux. La jurisprudence en avait déjà reconnu l'applicabilité.—(*Winning vs Leblanc*, *Côté vs Vermette*, *O'Gilvie vs Farnan*, *Chartrand vs Campeau*.)

3. Arts. 773-7 C.P.C. (an. c.) apply to debtors in custody on *contrainte par corps*, as well as to those detained on *capias*; and, under art. 777 (889 n.c.), such debtor cannot obtain his discharge until four months have elapsed from the filing of a schedule and declaration of abandonment.—C.S., 1870. *Winning vs Leblanc*, 14 J., 335; 20 R.J.R., 240; TORRANCE, J.

4. La cession de biens par le contraint par corps ne lui permet pas d'être libéré avant l'expiration des quatre mois accordés au créancier pour la contester.—C.S., 1883. *Côté vs Vermette*, 9 Q.L.R., 340; CASAULT, J.—Dans le même sens: C.S., 1889. *O'Gilvie vs Farnan*, 17 R.L., 471; MATHIEU, J.

5. The effect of a judicial abandonment made by a debtor imprisoned under a *capias* is to entitle the debtor to his liberation; and where the abandonment, on the contestation thereof by the plaintiff, is declared fraudulent and insufficient, the court has no power under the existing law, after the debtor has undergone the term of imprisonment not exceeding one year, to which he may be condemned under art. 776 C.P.C., (888 n.c.), to sanction his further detention under the *capias*, until he discloses assets alleged to have been fraudulently secreted. (Confirming, MATHIEU, J., 18 R.L., 162).—C.R., 1889. *O'Gilvie vs Farnan*, 18 R.L.,

pas qu'il conteste dans les quatre mois, mais il faut qu'il fasse sa preuve dans ce délai, si, avant l'expiration des quatre mois, il n'a pas obtenu la prolongation du délai.—C.S., 1807. *Bégin vs Lemieux*, 4 R. L. n. s., 161; CASAULT, J.

888. If the contesting party establishes any one of the offences mentioned in Article 885, the judge may condemn the debtor to be imprisoned for a term not exceeding one year.

The rules contained in articles 838, 839, 840, 841 and 842, apply, in so far as may be, to proceedings in execution of the condemnation.—C.C.P., 776, *in part, amended*; R.S., 5963.

208; 34 J., 282; 5 M.L.R., 380; JOHNSON, GILL & WURLE, JJ.

6. Art. 703, § 4, C.P.C. (846 n.c.), under which the debtor may obtain his discharge by the abandonment of his property, is general in its terms and applies without distinction to all cases of coercive imprisonment in civil matters, and to all the preceding articles of the section including art. 782, (834 n.c.); and the defendant, after undergoing the sentence of imprisonment for fraud, is entitled to his liberation.—C.R., 1803. *Chartrand vs Campeau*, 4 R.J.O., 103; JOHNSON, JETTÉ & PAGNURLO, JJ.

7. V. arts. 925 et 926 C.P.C., rel. à la requête pour emprisonner le débiteur contre lequel un *capias* a été maintenu.

8. Under the existing law, the court or judge has no power to sanction the further detention of the debtor under *capias*, after he has undergone the term of imprisonment to which he has been condemned.—C.S., 1896. *McMaster vs Bazinet*, 2 R. de J., 44; CURRAN, J.

9. The Act 48 V., (Q.), c. 22, s. 9, (S.R., 5963), inflicting a penalty for not producing statement, &c., is not mere matter of procedure, and has not a retroactive effect. Hence it does not apply to a debtor whose bail bond and the judgment declaring the *capias* valid were in force previous to the passing of the Act in question.—C.S., 1885. *Nick vs Arpin*, 9 L.N., 186; BUCHANAN, J.

10. It applies, when the *capias*, being issued prior to the Act, the judgment was rendered subsequent to it.—C.S., 1887. *Bellerive vs Taylor*, 15 R.L., 582; MATHIEU, J.

11. *In re C.P.*, 1883, *Carter & Molson*, 6 L.N., 189, le jugement est de date antérieure au statut ci-dessus.

889. Si le bilan n'est pas contesté dans les délais voulus, ou si la contestation n'est pas prouvée dans ces délais, le juge peut ordonner la libération du débiteur, et ce dernier est exempt d'arrestation ou d'emprisonnement à raison d'une cause d'action antérieure à la production du bilan, à moins qu'il ne soit déjà arrêté sur *capias*, ou qu'il ne soit détenu et emprisonné pour quelque dette de la nature de celles indiquées dans les articles 833 et 834; et, au cas de cet emprisonnement ou arrestation, il peut obtenir du juge sa mise en liberté sur requête et preuve suffisante.—C.P.C., 777, amendé; C.C., 2275.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 13, § 3; s. 16, § 1-2.

2. Rap. C.—L'art. 889 est rédigé de manière que l'exemption qu'il stipule ne puisse être invoquée lorsque le débiteur est déjà arrêté en vertu d'un bref de *capias*.

3. Where a debtor has made a judicial

890. Les jugements et ordonnances rendus en vertu des articles 866, 867, 868, 871, 874, 877, 878, 879, 882 et 883 ne sont sujets ni à révision ni à appel.—*Nouveau*.

891. La cession de biens ne libère le débiteur de ses dettes que jusqu'à concurrence de ce que les créanciers ont touché sur le produit de la vente de ses biens.—C.P.C., 779.

1. POTHIER, *Proc.*, 269.—S.R.B.C., c. 87, s. 20.—C.N., 1270.

2. A partner in a firm which made a judicial abandonment was indebted to the firm at the time of the abandonment in an amount overdrawn upon his personal account. Subsequently he made a composition with the creditors of the firm, and the curator transferred to him the assets and estate of the firm—"as they existed at the

892. Le curateur doit tenir un registre contenant le nom et la description du débiteur, la date de la

889. If the statement is not contested within the required delay, or if the contestation is not proved within such delay, the judge may order the discharge of the debtor, and the latter is exempt from arrest or imprisonment by reason of any cause of action which existed before the making of such statement, without prejudice to cases where he has been already arrested under a *capias*, or is imprisoned for any debt of the description mentioned in Articles 833 and 834; and in case of such imprisonment or arrest, he may obtain his liberation from the judge, upon petition and sufficient proof.—C.C.P., 777, amended; C.C., 2275

abandonment of his property, and the abandonment has not been contested within the period allowed by law for its contestation, he is not liable to imprisonment under a writ of *capias* for any act which preceded the abandonment.—C.S., 1894. *Leclaire vs Trudeau*, 5 R.J.O., 8; ARCHIBALD, J.

890. Judgments and orders rendered in virtue of Articles 866, 867, 868, 871, 874, 877, 878, 879, 882 and 883 are not subject to review or to appeal.—*New*.

891. The abandonment of his property discharges the debtor from his debts to the extent only of the amount which his creditors have been paid out of the proceeds of the sale of such property.—C.C.P., 779.

time the curator was appointed,"—and the creditors, at the same time discharged both him and his partners from all liability in respect of the partnership.—*Held*: that the assignment of the estate to the curator and the discharge by the creditors had not the effect of releasing the partners from their liability to account *inter se*, having regard to the articles of partnership and their respective contributions and drawings.—C.P., 1896. *Stewart & MacLean*, 19 L.N., 263.

892. The curator must keep a register containing the names and description of the debtor, the date of

cession, le montant des deniers réalisés, le montant de chaque réclamation, le montant payé à chaque créancier, le nombre des collocations et le chiffre de ses déboursés et honoraires.

Ce registre peut être examiné par chaque créancier pendant des heures raisonnables, à la place d'affaires du curateur.

Dans les deux mois qui suivent le jour auquel les derniers bordereaux de collocation sont payables, le curateur doit déposer ce registre au greffe de la cour qu'il appartient.

Le curateur doit aussi dans le même délai, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le juge, à peine de tous dépens, dommages et intérêts, préparer un certificat de toutes ses procédures, et le déposer au greffe de la cour supérieure avec tous les papiers et documents relatifs à sa gestion ; et le dossier complet ainsi rapporté fait partie des archives de la cour.—*Nouveau.*

the abandonment, the amount of the proceeds of the property, the amount of each claim, the amount paid to each creditor, the number of dividends, and the amount of his fees and disbursements.

The register may be consulted by any creditor, during reasonable hours, at the curator's place of business.

Within two months after the date when the last dividend-sheet is payable, the curator must deposit the register in the office of the court to which it appertains.

The curator must also, within the same delay, unless the judge otherwise orders, under penalty of all costs and damages, prepare a certificate of all his proceedings, and file it in the office of the Superior Court, with all papers and documents relating to his management ; and the complete record thus returned forms part of the records of such court.—*New.*

QUATRIÈME PARTIE.

MESURES PROVISIONNELLES.

CHAPITRE XXXII.

Disposition Générale.

893. Dans les cas prévus dans les chapitres qui suivent le demandeur peut obtenir que la personne du débiteur, ses biens ou la chose en litige soient mis sous la main de la justice, ou obtenir un autre remède provisionnel ; sauf au défendeur son recours en dommages, en prouvant absence de cause raisonnable et probable dans la

893. In the cases provided for by the following chapters, a plaintiff may have the person or the property of his debtor, or the object in dispute, placed in judicial custody, or may otherwise obtain provisional relief, subject to a right of action by the latter to recover damages upon establishing a want of reasonable and probable cause in

poursuite de ces voies extraordinaires.
—C.P.C., 796, amendé.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Arrestation malicieuse	4
Capias	7 A 11
Corporation	4
Domages	16
Emprisonnement illégal	5, 6, 7
Injonction	12, 13
Protonotaire	19
Saisie-arrêt	14 à 19
Saisie chez un tiers	18
Saisie-gagerie	27, 31, 22

1. C.P.L., 208, 237.

2. DOUTRE, t. 2, n. 1140.

3. Rap. C.—La disposition générale contenue dans l'article 803 a reçu les modifications suivantes:—D'abord, les mots: "simultanément avec l'ajournement ou pendant l'instance" qu'on trouve dans l'article 796 (an. c.), ne sont pas reproduits pour le motif que le titre particulier à chaque mesure définit le temps auquel elle peut être adoptée. Ils étaient d'ailleurs inexactes, pour ce qui regarde le *capias* dont l'émission peut se faire après jugement (802 an. c.).—Ensuite, les mots: "ou obtenir un remède provisionnel" ont été insérés, afin d'étendre l'application de l'article aux injonctions que nous avons placées dans cette partie du Code.

Le remplacement de l'expression: "cause probable" par les mots: "cause raisonnable et probable" est destiné à préciser le sens d'une règle importante, et à incorporer dans le texte les termes mêmes dans lesquels elle est généralement exprimée en jurisprudence. (*Abrath & North Eastern Ry. Co.*, L.R., 11 App. Cas.)

4. In an action against a railway company for malicious prosecution the judge directed the jury that it was for the plaintiff to establish a want of reasonable and probable cause, and malice, and that it lay on him to shew that the defendants had not taken reasonable care to inform themselves of the true facts of the case, and asked the jury whether they were satisfied that the defendants did take reasonable care to inform themselves of the true facts, and that they honestly believed in the case which they laid before the magistrates. The jury answered both questions in the affirmative, and the judge entered judgment for the defendants.

—Held: affirming the decision of the Court of Appeal (11 Q. B. D., 440), that the direction was right, and the judgment rightly entered.

—Held: also, by Lord Bramwell, that an action for malicious prosecution does not lie against a corporation aggregate, a corporation aggregate being incapable of malice or motive.—C.P., 1886. *Abrath & The North Eastern Ry. Co.* 11 L.R., App. Cases, 247.

5. Dans une action pour emprisonnement illégal, le demandeur est tenu d'alléguer et d'établir en preuve qu'il a été malicieusement

resorting to any such extraordinary remedies.—C.P., 796, amended.

arrêté sans raison ou cause probable.—C.A., 1860. *Laidlaw & Burns*, 10 L.C.R., 318; 15 R.J.R., 250.

Dans le même sens.—C.C., 1861. *Tuft vs Irwin*, 5 J., 340; 9 R.J.R., 300, citée sous art. 123, n. 22.—C.A., 1870. *Beauchemin & Trudeau*, R., 208.—C.R., 1885. *Labelle vs Martin*, 30 J., 292, SICOTTE, GILL, & CIMON, JJ.—*Lavoie vs Durel*, n. 13, *infra*.

6. An action of damages for false imprisonment will not lie, unless there be want of probable cause and malice combined. Malice may be presumed from want of probable cause, but where there is probable cause, malice alone will not render the party who instituted the proceedings liable to damages. The settlement of the debt by the appellant, in order that he might be released from custody, was not a waiver of any claim he might have for damages.—C.A., 1880. *Shaw & Mackenzie*, 25 J., 40; 1 D.C.A., 25.

7. Un débiteur arrêté sous *capias*, qui règle avec son créancier pour le montant réclamé par l'action, sans se réserver spécialement son recours en dommages contre son créancier pour fausse arrestation, ne peut plus subséquemment poursuivre le créancier pour dommages, le reçu accepté par le demandeur constituant un règlement final entre les parties.—C.S., 1889. *Desautels vs Filiatrault*, 6 M.L.R., 238; JETTE, J.

8. Dans les causes suivantes, les tribunaux ont accordé des dommages, résultant de *capias* émanés sans cause probable.—C.A., 1888. *Drapeau & Deslauriers*, 32 J., 191; 16 R.L., 433.—C.R., 1889. *Denard vs Gay*, 18 R.L., 654; MATHIEU, WURTELE & DAVIDSON, JJ.—C.A., 1893. *Burrows & Ransom*, 3 R.J.O., 152.

9. Dans les causes suivantes, des dommages ont été refusés.—C.S., 1885. *Maher vs Oliver*, 34 J., 53; MATHIEU, J.—C.A., 1892. *Scott & McCaffrey*, 1 R.J.O., 123.

10. The defendant bought up some debts and caused the arrest of the plaintiff under a *capias* for the purpose of detaining his person and getting possession of certain papers.—Held: an abuse of the process of the Court, and that exemplary damages should be awarded.—C.S., 1884. *Gerbie vs Bessette*, 7 L.N., 156; JOHNSON, J.

11. The plaintiff was arrested on a *capias*, on the ground that he had refused to make any settlement of his debts, that he was about to sell his estate and to leave the country. It appeared that the plaintiff had called a meeting of his creditors and informed them of the proposed sale, to which the majority of those present agreed.—Held: that there was not probable cause.—C.S., 1884. *Marchand vs Snowdon*, 7 L.N., 44; TORRANCE, J.

12. La dissolution d'une injonction

établit que cette injonction était mal fondée, mais ne fait pas présumer qu'elle ait émané sans cause probable.—C.A., et C. suprême, 1889. *Montreal Street Ry. Co. & Ritchie*, 5 M.L.R., 77; 18 R.L., 12; 13 L.N., 34; 16 R.C.S., 622.

13. L'interruption de travaux par bref d'injonction ne donne pas ouverture au recours en dommages contre le demandeur, qui, en le faisant émettre, a agi sans malice et avec cause probable. On ne saurait tirer un argument à l'encontre de cette règle, de l'art. 1033d C.P.C., (963 n.c.), qui prescrit un cautionnement pour frais et dommages.—C'est à celui qui poursuit en dommages à prouver malice et absence de cause probable. C.S., 1894. *Lavoie vs Duret*, 7 R.J.O., 151; LARUE, J.

14. The process of *saisie-arrêt* before judgment could not be made use of as a means of compelling dilatory debtors to pay doubtful debts, that process being allowed by law only against debtors guilty of fraud; the plaintiff had disproved the charge of fraudulent secreting, and had a right of action; but as the defendant had acted as a public officer, and without any feeling of malice towards the plaintiff, and as the latter had not suffered any real damages, and moreover, had not acted as he ought to have done, towards his creditors, damages assessed at \$20, with costs as in an action for \$60.—C.S., 1878. *Powell vs Paterson*, 4 Q.L.R., 192; MEREDITH, J.

Dans le même sens :—C.R., 1886. *Emond vs Gravel*, 12 Q.L.R., 69 STUART, CARON & ANDREWS, J.

15. Where a writ of attachment before judgment is improvidently sued out, the party whose effects are seized has a right to recover damages.—In the absence of proof of malice on the part of the person suing out the writ, nominal damages, and costs of the lowest class of the Superior Court, will be awarded. Where it is evident that the party suing out the writ has acted maliciously, exemplary or vindictive damages will be awarded.—C.S., 1879. *Perry vs Pett et Watson vs Thompson*, 24 J., 129; JOHNSON, J.

16. The amount of damages to be awarded will vary according to whether there was malice or not.—*Ibid.*

17. Une personne dont les biens sont saisis-arrêtés avant jugement, par un créancier, sans cause raisonnable et probable, peut, dans la même action, réclamer des dommages par demande incidente, et opposer à l'action un plaidoyer de compensation basé sur les dommages par lui réclamés par sa demande incidente.—C.S., 1886. *Furniss vs Bleault*, 2 M.L.R., 419; MATHIEU, J.

18. Le créancier qui saisit imprudemment des biens qui appartiennent à un tiers, sera, malgré sa bonne foi, condamné à payer les frais de l'opposition faite par ce dernier.—C.S., 1892. *McNamara vs Gauthier*, 2 R.J.O., 407; JETTÉ, J.

19. The prothonotary is not liable for the damages caused by the illegal issue of a writ of *saisie-arrêt* before judgment unless it be proved that he acted in bad faith, or without reasonable and probable cause.—C.A., 1874. *McLennan & Hubert*, 22 J., 294.

Dans le même sens :—C.R., 1886. *Pucaud vs Barvis*, 12 Q.L.R., 99; STUART, CASALT & ANDREWS, JJ.

20. Il y a un recours pour dommages réels et exemplaires en faveur d'une personne dont les biens meubles sont, sans droit, saisis et gagés, contre celle qui a fait émaner cette saisie-gagerie et qui ne l'a pas rapportée en cour.—C.S., 1886. *Bronittel vs Clarke*, 2 M.L.R., 417; PAPINEAU, J.

21. Mais lorsque la saisie gagerie a été renvoyée parce que le demandeur n'a pas prouvé la demande de paiement avant la saisie, et que, en défense à l'action en dommages il prouve que cette demande avait été faite, il n'y a pas lieu au recours en dommages en faveur du saisi.—C.S., 1886. *Souillières vs de Repentigny*, 2 M.L.R., 414; GILL, J.

22. Il n'y a pas lieu à accorder des dommages contre un locateur qui, de bonne foi, prend une saisie-gagerie contre un sous-locataire pour un montant de loyer dû par un locataire principal, quand même le sous-locataire ne devrait rien et avait légalement payé son loyer au locataire principal au temps de la saisie-gagerie.—C.M., 1889. *Thibault vs Lefebvre*, 13 L.N., 242; CHAMPAGNE, J.

CHAPITRE XXXIII.

Capias ad Respondendum.

SECTION I.

ÉMISSION DU CAPIAS.

894. La cour supérieure est seule compétente en matière de capias.—C.P.C., 808.

CHAPTER XXXIII.

Capias ad Respondendum.

SECTION I.

ISSUE OF THE CAPIAS.

894. The Superior Court only has jurisdiction in matters of capias.—C.C.P., 808.

1. 12 V., c. 38, ss. 32, 47.—S.R.B.C., c. 78, s. 5.

2. The quashing of a writ of *capias* in an action for less than £15, does not deprive the Superior Court of jurisdiction over such action as to future proceeding therein.—C. S., 1857. *Elwes vs Francisco*, 1 J., 188; 6 R.J.R., 19; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.—C.S., 1874. *Prévost vs Ritchot*, 18 J., 72; TORRANCE, J.

3. La cour supérieure n'a pas juridiction pour accorder jugement au demandeur sur une poursuite de \$68 émanée avec *capias*,

lorsque le *capias* n'a pas été exécuté.—C.S., 1874. *Tessier vs Legault*, 5 R.L., 472; BÉLANGER, J.

4. Where an action for \$67 was originated in the Superior Court by *capias ad respondendum* duly executed, but of which a *désistement* was subsequently filed by plaintiff on the return day, such action could not be then continued before the said court for want of jurisdiction, and must be dismissed, *sauf recours* to plaintiff to proceed before the proper court.—C.S., 1878. *Turcotte vs Régner*, 1 L.N., 351; 22 J., 132; PAPINEAU, J.

895. Le demandeur peut obtenir un bref d'assignation et d'arrestation contre le défendeur dans le cas où il lui est dû personnellement une dette de cinquante piastres ou plus, que la dette ait été créée ou soit payable dans les limites des provinces de Québec et d'Ontario, et que le défendeur :

1. Est sur le point de quitter les provinces de Québec et d'Ontario avec l'intention de frauder ses créanciers en général ou le demandeur en particulier, et que le demandeur sera ainsi privé de son recours contre le défendeur ; ou

2. Cache ou soustrait, ou a caché ou soustrait, ou est sur le point de cacher ou soustraire ses biens avec l'intention de frauder ses créanciers en général ou le demandeur en particulier, et que le demandeur sera ainsi privé de son recours contre le défendeur ; ou

3. Est un commerçant qui a cessé ses paiements et qui a refusé, bien que dûment requis, de faire cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.—C.P.C., 797, *partie* ; 798, *partie* ; 799, *partie, amendés* ; 806 ; S.R., 5966.

895. The plaintiff may obtain a writ of summons and arrest against the defendant whenever a personal debt amounting to fifty dollars or upwards is due him, and such debt has been created or is made payable within the limits of the Provinces of Quebec and Ontario, in any case wherein the defendant :

1. Is immediately about to leave the Provinces of Quebec and Ontario, with intent to defraud his creditors in general or the plaintiff in particular, and the plaintiff will thereby be deprived of his recourse against the defendant ; or

2. Is secreting or making away with, has secreted or made away with, or is immediately about to secrete or make away with, his property, with intent to defraud his creditors in general or the plaintiff in particular, and the plaintiff will thereby be deprived of his recourse against the defendant ; or

3. Is a trader who has ceased his payments, and has refused to make a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, although duly required to do so.—C.C.P., 797, *in part* ; 798, *in part* ; 799, *in part, amended* ; 806 ; R.S., 5966.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Affidavit	5, 6
Billet	10
Caution	7
Cessation de paiements	67, 78, 79
Cession	73, 78, 79
Cession volontaire	73, 73, 74
Chose jugée	15
Commerçant	67 à 70, 77

Comparation	5
Créancier garanti	8, 9
Date du recel	59
Départ	30 à 40, 80 à 83
Dissolution de société	12
Rudosseur	7
Fiat	5, 6
Immeubles	46, 47
Lieu du contrat	20 à 29, 84

Litispendance	10, 13, 14
Mineur	70, 71
Montant	15 à 19
Préférences frauduleuses	60 à 66, 85
Recel	41 à 66, 85
Recel à l'étranger	58
Reddition de compte	11, 12
Refus de faire cession	72, 77, 78, 79, 96

1. S.R.B.C., c. 87, s. 1; s. 7, § 1; s. 9; c. 83, s. 47.—C.P.L., 210, 212, 214.—6 J., 312.

2. Rap. C.—Il n'y aura désormais lieu au *capias* que dans les trois cas énumérés par l'article 895. La disposition de l'art. 800 (anc. c.), relative à la détérioration frauduleuse d'un immeuble hypothéqué, est en conséquence retranchée. Deux raisons ont motivé ce changement : la première consiste en ce que la contrainte par corps assure l'exécution du jugement accordant des dommages-intérêts ; la seconde en ce que le projet autorise l'émission d'une injonction pour prévenir les détériorations.

3. Le bref de *capias* est d'une origine très reculée, dans la procédure anglaise. Il a été introduit, puis étendu, successivement, par les statuts de Marlbridge ; la 52e Henri III, c. 23 ; la 2e Westminster ; la 13e Ed. I, c. 2 ; 25e Ed. III, c. 17, et la 19e Henri VII, c. 9.—2 DOUTRE, n. 1141.

4. Nos statuts sur le *Capias* sont la 25e Geo. III, c. 2, et la 12e Vic., c. 33 et 42, consolidées dans le c. 87 S.R.B.C.—*Ibid.*

5. An appearance and *fiat* for the issue of a writ of *capias* are not essential where the issue of the writ is asked by the affidavit.—C.R., 1890. *Hemken vs Slayton*, 7 M.L.R., 418 ; JOHNSON, JETTÉ & DAVIDSON, JJ.

6. And, when a *fiat* is produced, it is not necessary in the affidavit to ask the issue of the writ.—C.S., 1861. *Doutre vs McGuinnis*, 5 J., 158 ; 9 R.J.R., 171 ; MONK, J.

7. L'endosseur d'un billet, étant la caution du faiseur, a l'action personnelle contre ce dernier, même avant d'avoir payé, et peut avoir recours au *capias* dans les cas où il est autorisé.—C.S., 1894. *Pelletier vs Deschênes*, 1 R. de J., 352 ; CIMON, J.—C. suprême, 1889. *McKinnon & Kerouack*, 15 R.C.S., 111 ; 15 R.L., 34, cité sous art. 67, n. 7.

V. aussi autorités sous *Sirois vs Beautieu*, C.R., 1887 ; 13 Q.L.R., 293.—C.A., 1898. *Bourassa & Lorigan*, 2 R.P., 63, citée sous l'art. 931, n. 23.

8. A creditor whose debt is secured by hypothec may arrest his debtor under *capias* for the same causes as if he had no hypothec.—C.A., 1877. *Benoil & Petitclerc*, R., 106.

9. But in such case the court will require a very clear case of fraud to justify the issuing of the writ, all the presumptions being against the existence of fraud.—C.A., 1880. *Lagacé & Ayotte*, 6 Q.L.R., 88.

10. Celui qui acquiert un billet promissoire, avant l'échéance, sachant que son cédant en a poursuivi le recouvrement contre

le débiteur et a accompagné sa poursuite d'un *capias* qui a été cassé, n'a pas droit de poursuivre, avant la décision de la première poursuite, le recouvrement de ce billet contre le débiteur et d'accompagner cette nouvelle poursuite d'un nouveau *capias*.—C.R., 1892. *McLaughlin vs Grenier*, 1 R.J.O., 312 ; GILL, MATHIEU & LORANGER, JJ.

11. Une personne qui a contre son agent une action en reddition de compte ne peut faire arrêter ce dernier sous *capias*, en se basant sur la créance qui doit résulter en sa faveur de la dite reddition de compte.—C.R., 1887. *Gay vs Dénard*, 3 M.L.R., 125 ; DOHERTY, PAPINEAU & LORANGER, JJ.

12. Where the action is by a partner, praying for the dissolution of the partnership and for the rendering of an account, the personal indebtedness in a sum amounting to or exceeding \$40, which must be alleged in the affidavit for *capias*, cannot be considered to exist until such account has been rendered and accepted or settled.—C.S., 1892. *Philips vs Kurr*, 2 R. J. O., 444 ; WURTELE, J.

V. art. 931, n. 5.

13. Lorsqu'un individu a été arrêté en vertu d'un bref de *capias ad respondendum*, et que l'arrestation a été déclarée illégale, il doit être complètement et pleinement remis en liberté avant de pouvoir être arrêté en vertu d'un second *capias*. La signification d'un bref à un individu, ou son arrestation entre deux guichets, est une signification ou une arrestation, selon le cas, d'une personne encore sous la garde du geôlier.—*Semble* : que si le défendeur eût été arrêté par une autre personne dans une autre cause, telle arrestation eût été valide.—C.S., 1861. *Hamel vs Côté*, 11 L.C.R., 479 ; 9 R.J.R., 488 ; STUART, J.

14. Where a *capias* issued in an action for false arrest and it was not alleged that the criminal proceedings complained of were not determined.—*Held* : That the *capias* was nevertheless good, the defendant having been arrested before the determination of the criminal proceedings, and these proceedings having since ended, it was permitted to plaintiff to amend his declaration to that effect.—C.S., 1872. *Fraser vs Geric*, 2 R. C., 477 ; MACKAY, J.

15. Where a *capias* is based on a judgment, the question of indebtedness as fixed by the judgment is *chose jugée* and the defendant is precluded from questioning the correctness of the amount so found to be due by him.—C.S., 1892. *Cushing vs Fortin*, 1 R.J.O., 512 ; DAVIDSON, J.

16. La réunion d'une dette, pour laquelle il y a instance pendante, à une autre dette excédant \$40, n'invalide pas le *capias ad respondendum*, qui reste valide pour la seconde dette.—C.R., 1887. *Parent vs Trudel*, 13 Q.L.R., 136 ; STUART, CASALTY & CARON, JJ.

17. Un créancier pour une somme au-dessous de £10, peut obtenir un transport

d'autres créances dues par le défendeur, et émaner un *capias*, pour le montant qui lui est dû personnellement et pour les créances qui lui sont transportées, si le tout excède £10 courant. Un cessionnaire peut poursuivre sans avoir au préalable signifié son transport au débiteur.—C.S., 1854. *Quinn vs Atcheson*, 4 L.C.R., 378; 4 R.J.R., 203; DUVAL, MEREDITH & CARON, JJ.

18. Un créancier pour une somme d'argent au-dessous de dix louis, ne peut, dans le but d'arrêter son débiteur, ajouter au montant de sa réclamation un montant à lui transporté, et, sur ce, émaner un *capias* sans signification préalable au débiteur de tel transport, en autant que la signification du transport est nécessaire avant que le cessionnaire devienne créancier du débiteur.—C.A., 1866. *Laidlaw & Burns*, 16 L.C.R., 318; 15 R.J.R., 250.

19. Le demandeur, créancier du défendeur d'une somme de moins de \$40, s'était fait transporter par un tiers une autre créance de \$44 contre le défendeur, et l'avait fait arrêter en vertu d'un bref de *capias*.—*Jugé*: Dans ces circonstances, le demandeur n'avait pas contre le défendeur une créance assez élevée pour le faire arrêter sous *capias*.—C.S., 1896. *Cardinal vs Brodeur*, 11 R.J.O., 29; GILL, J.

20. A debt arising out of a contract made in Scotland to deliver passenger's baggage in the port of Montreal, and where delivery failed to be made, is not a cause of civil action which has arisen in a foreign country. Judgment having been rendered in the district of Montreal, on such breach of contract in favour of the passenger, a *capias ad respondendum* will lie against the body of the defendant in Lower Canada.—C.S., 1861. *MacDougall vs Torrance*, 5 J., 148; 8 R.J.R., 137; MONK, J.

21. Where the contracts for the sale of goods were made with defendants in Montreal through the agent, in Montreal, of the plaintiffs, who were a foreign company, and the invoices were sent to the agent, so that the defendants could not have got the goods from the Custom House in Montreal without applying to the agent, but where they were at defendant's risk the moment they were placed on the railroad at Boston; the cause of action did not arise in a foreign country.—C.A., 1865. *Gregory & The Boston and Sandwich Glass Co.*, 9 J., 134; 15 L.C.R., 475; 1 L.C.L.J., 37; 14 R.J.R., 114.

22. A debt under a bill of lading, signed at Marseille, France, for the delivery of goods at Montreal, where the carrier made default in delivery, and the value of the goods is demanded, is not a debt created without the province of Canada.—C.S., 1870. *Koornhuyse vs Grondin*, 14 J., 218; 20 R.J.R., 145; TORRANCE, J.

23. Damages claimed for the breach of a contract made in Norway, but to be executed in the Province of Quebec, do not constitute

"a debt created out of the Province of Canada."—C.A., 1873. *The Moisie Iron Co. & Olsen*, 18 J., 29.

24. Bonds and sureties to a large amount were stolen from the plaintiffs by the defendants in the State of New York, without the limits of Canada, and were subsequently brought by them within the Province, and illegally detained there. The defendants being arrested under a *capias*.—*Held*: That the cause of action, within the meaning of C.S.L.C., cap. 87, sec. 8, arose in New York, that it existed there wholly and entirely before the defendants reached Canada, and, therefore, that the defendants were not liable to be imprisoned under a *capias*.—C.S., 1867. *Royal Insurance Co. vs Knapp*, 2 L.C.L.J., 201; 11 J., 1; 16 R.J.R., 400; MONK, J.

25. A *capias* cannot hold by one alien against another alien (both parties being only temporarily in the Province of Quebec) for an alleged debt arising out of a contract entered into in a foreign country, where the allegation in the affidavit upon which the *capias* issued alleges the immediate departure of the defendant with an intent to defraud.—C.S., 1879. *Ventini vs Ward*, 23 J., 267; RAINVILLE, J.

26. The acknowledgment in Quebec of a foreign debt and of the obligation to pay it is not sufficient to create a new debt within the Province of Canada, so as to render the debtor liable to arrest by way of *capias ad respondendum*.—C.A., 1879. *Metacomel National Bank & Paine*, 5 Q.L.R., 372.

27. A judgment does not operate novation of the debt upon which it is based. It follows that when a debt is created in the United States, and the debtor subsequently removes to the province of Quebec, where judgment for the debt is obtained against him, the creditor has no right to issue a writ of *capias* founded on such a judgment.

The interests and costs exigible under such judgment, being accessories only, follow the nature of the principal debt, and do not constitute a new indebtedness having its origin within the province of Quebec, for which a writ of *capias* can issue.—C.A., 1894. *Rocheleau & Bessette*, 3 R.J.O., 96.

28. A writ of *capias* will be quashed where it appears, by the affidavit on which the *capias* issued, that the greater part of the indebtedness alleged was contracted in a foreign country, and that the portion of the debt contracted in this province is less than the sum necessary to obtain a *capias*.—C.S., 1897. *Hauptler vs Fallenbaum*, 12 R.J.O., 538; GILL, J.

29. En ce qui concerne le *capias ad respondendum* l'Angleterre doit être considérée comme pays étranger, et un *capias* ne peut émaner pour une dette contractée hors du Canada.—C.A., 1884. *Bottomley & Lumley*, 15 L.C.R., 213; 16 R.J.R., 402.

V. *supra*, n. 20 à 28.

30. The plaintiff is justified in his belief of the defendant being immediately about to leave the Province of Canada, with intent to defraud the plaintiff, from the fact of the defendant being a seafaring man resident outside of Canada and in Great Britain, and temporarily within the province in command of a sea going vessel which is immediately about to leave, and from the defendant having made and making no attempt to pay the plaintiff's debt, and from the defendant having absented himself from the Province in 1860 immediately after the rendering of the judgment against him although in each of the three years next preceding he had been in the province in command of a ship.—C.S., 1861. *Macdougall vs Torrance*, 5 J., 148; 8 R.J.R., 137; MONK, J.

31. The plaintiff was justified in his belief of the defendant's being immediately about to leave the Province of Canada, with intent to defraud the plaintiff, from the fact that the defendant had bought from the plaintiff a large quantity of wheat for the price of \$8293.75, payable cash on delivery, and had received delivery of the wheat, but had only paid a portion of the price, leaving a balance of \$2003.57 unpaid; and that the defendant, upwards of two months afterwards, was about to go abroad to Scotland, his original domicile, where his family had resided for five years, without paying the plaintiff the balance, and without leaving any property in Canada out of which the plaintiff could get paid, and after repeated applications had been made to him for payment.—C.A., 1864. *Burns & Ross*, 7 J., 35; 10 J., 89; 12 R.J.R., 9.

32. Le départ du débiteur de la juridiction ne constitue pas une fraude légale et ne peut justifier seul l'émission d'un bref de *capias*.—C.R., 1880. *Paulet vs Antaya*, 10 R.L., 329; SICOTTE, JOHNSON & RAINVILLE, JJ.

33. L'intention de frauder doit, de plus, être prouvée.—C.S., 1891. *Tremblay vs Graham*, 7 M.L.R., 374; LORANGER, J.—C.S., 1886. *Sénécal vs Tranchant*, 14 R.L., 550; MATHIEU, J.

34. A *capias* lies against a tenant who, having fraudulently removed his furnitures from Montreal, has intimated his intention of going to the United States.—C.S., 1881. *McCrae vs Miller*, 4 L.N., 324; TORRANCE, J.

35. Where a debtor who in 1875 had secreted his property and left Canada with intent to defraud, came temporarily into the province in 1882, and was *capias*ed as he was again leaving, the secretion and departure in 1875 coupled with intention of again leaving in 1882, were sufficient ground for the arrest, and the *capias* was declared good.—C.S., 1884. *McFarlane vs McNece*, 7 L.N., 398; BROOKS, J.

36. The defendant, a Marine Insurance agent, a native of Canada, and who had resided in Quebec for about three years, at the

close of the season of navigation, being without the means of supporting his family, and unable to get work here during the winter season, was about to go to Boston in the hope of obtaining employment there. He, at the time, owed the plaintiff for board about \$80, and was about to leave without paying her, the fact being that he had not the means of doing so.—*Held*: that under the circumstances, the plaintiff was not justified in swearing that the defendant was about to leave with intent to defraud the plaintiff, and *capias* quashed.—C.S., 1879. *Henderson vs Duggan*, 5 Q.L.R., 364; MEREDITH, J.

37. When a debtor has judicially abandoned his property for the benefit of his creditors, and after unsuccessfully endeavouring to secure employment and to earn a livelihood in this province, finally accepts a position abroad, intent to defraud is not to be presumed from his intended departure, and the *capias* under which he has been arrested should be quashed.—C.S., 1890. *Shotton vs Lawson*, 6 M.L.R., 451; DELORIMER, J.

38. *Capias* for debt on the ground of intent to depart and defraud does not lie against a trader whose well known domicile is in the United States and whose business brings him occasionally to Canada, when, on such departure, he is only going home, and no special allegation of particulars is sworn to, to justify the charge of "intent to defraud."—C.A., 1872. *Renaud & Vandusen*, 21 J., 44.

V. art. 901, n. 17, 18, 19.

39. Un débiteur qui réside à Winnipeg, Manitoba, et n'a aucun bien dans la province de Québec, et qui vient à Montréal, à la demande de son créancier, pour régler leurs affaires ensemble, ne peut être arrêté parce qu'il est sur le point de repartir pour retourner à Winnipeg, passant par New-York, où il dit qu'il a affaires.—C.S., 1882. *Marcolle vs Moodie*, 11 R.L., 460; MATHIEU, J.

40. La province de Manitoba ne fait pas partie du Canada aux termes de l'article 797 du Code de procédure (895 n.c.), et par suite un débiteur qui laisse la province de Québec pour cette partie de la Puissance, ne peut, pour cette seule raison, réclamer d'être exempt d'arrestation en vertu d'un *capias ad respondendum*.—C.R., 1872. *Lainé vs Clarke*, 2 R.C., 232; MONDELET, BERTHELOT & TORRANCE, JJ.

41. Le *capias ad respondendum* n'est pas accordé comme une peine, mais comme un moyen de forcer au paiement un débiteur que l'on présume tenir ses biens cachés, et sur qui les autres contraintes ne peuvent opérer.—Il ne peut, en conséquence, être employé que lorsqu'il y a lieu de présumer que le créancier amènera par là son débiteur à le satisfaire ou à lui donner des suretés.—Le *capias* ne peut être employé lorsque les effets mobiliers que le défendeur est accusé de soustraire sont sous saisie-exécution et

sous la main de la justice.—C.S., 1895. *Danis vs Pbtvin*, 2 R. de J., 246; GAGNÉ, J.

42. A *capias* may issue on the ground of secretion committed previous to an assignment, after, or concurrently with, the making of the assignment.—C.S., 1867. *Stevenson vs McOwan*, 11 J., 46; 16 R.J.R., 486; MONK, J.

V. *infra*, *Nield vs Ferlaud*, n. 63, et *Beaudin vs Roy*, n. 75.

43. Il y a lieu à *capias* contre un débiteur qui dispose de ses meubles à vil prix, pour argent comptant, à la veille de faire cession de biens, et qui ne rend pas compte du produit.—Le droit qu'ont les créanciers de contester le bilan d'un failli ne leur enlève pas celui d'avoir recours à la voie du *capias*, s'il y a recel et dissipation frauduleuse de sa part.—C.S., 1889. *Lélang vs Renaud*, 6 M.L.R., 232; TASCHEREAU, J.

44. A debtor, who in April 1889, prepared and furnished to his principal creditors a detailed statement of his affairs, showing a surplus of upwards of \$15,000, and who subsequently, in October of the same year, made an abandonment of his property with statement showing a deficit of \$20,500, and who failed, at a meeting of his creditors, to give a satisfactory explanation as to the discrepancy, may be arrested on *capias* for secretion, and he is bound to give reasonable explanation as to the difference exhibited by the statement, failing which, his petition for discharge will be rejected.—C.S., 1889. *Eastern Townships Bank vs J. J. J.*, 5 M.L.R., 288; GILL, WURTRLE & TAIT, JJ.

45. La vente et l'enlèvement de ses effets par le défendeur, le soir, à l'insu du demandeur et à son détriment, et son refus de payer le demandeur et de lui dire où il avait transporté ses dits effets, constitue, à l'égard de ce dernier, un recel et une soustraction des biens du défendeur justifiant un recours par *capias* et saisie-arêt, quand même une partie du produit de la vente aurait été employée à payer une créance privilégiée.—C.S., 1885. *St-Michel vs Vilder*, 1 M.L.R., 163; JETTÉ, J.

46. Recéler des propriétés immobilières avec intention de fraude est une raison suffisante pour obtenir un bref de *capias ad respondendum*.—Il importe peu que le recel ou la fraude soit commis, lorsque la déconfiture du débiteur était publique ou notoire, ou seulement lorsqu'elle était inconnue et ignorée du public.—C.S., 1858. *Langley vs Chamberlain*, 5 J., 49; 9 R.J.R., 18; BADGLEY, J.

47. The alienation of real estate alone is not a sufficient cause for an action of *capias ad respondendum*.—When a debtor alienates his estate, and declares that he received for it a less sum than he actually received, there is an intention on his part to deceive his creditors if he has no other property to meet his liabilities, and an affidavit containing such allegations will be sufficient to maintain

a *capias ad respondendum* against him.—C.S., 1862. *Dumont vs Gourl*, 7 J., 119; 12 R.J.R., 87; SMITH, J.

48. Quand une société de commerce obtient d'une banque des avances, par convention et sous condition que les sommes d'argent provenant de la vente de l'extrait d'écorce de pruche (*laurin*), manufacturé par cette société, seraient employées à liquider la dette de la banque; et que la dite société, étant dans un état d'insolvabilité et fortement endettée envers la banque, vend une quantité de l'extrait et en applique le produit au paiement d'autres dettes, un tel acte ne peut être considéré comme recel.—Le recel ne peut s'inférer. (*There cannot be constructive secretion*).—C.R., 1869, et C. A., 1870. *Banque de Québec & Steers*, 1 R.L., 85; 13 J., 75; 15 J., 155; 3 R.L., 125; 17 R.J.R., 459.

49. Un *capias* émané contre un débiteur qui est accusé d'avoir caché ses biens et effets avec l'intention de frauder ses créanciers en général, et le demandeur en particulier, sera mis de côté, s'il est prouvé que le défendeur n'a pas caché ses effets, qu'il n'avait alors aucuns biens, et que ceux qui ont été cachés étaient la propriété de son épouse.—C.S., 1857. *Gendron vs Lemieux*, 12 L.C.R., 222; 10 R.J.R., 482; MORIN, J.

50. La vente de tous les biens d'un débiteur par lui consentie en faveur d'une partie de ses créanciers ne constitue pas le recel, et un bref de *capias* basé sur ce fait sera cassé.—C.R., 1879. *The Dominion Type Founding Co. vs Lafond*, 10 R.L., 15; JOHNSON, MACKAY & PAPINEAU, JJ.

51. The sale of moveables by an insolvent debtor to a person, for value received, does not amount to secretion of his estate.—C.S., 1876. *Robertson vs Overing*, 20 J., 299; TORRANCE, J.

52. Un défendeur qui a vendu ses biens à long crédit à un mineur, sans consulter ses créanciers, n'est pas pour ce fait soumis au bref de *capias ad respondendum*.—C.A., 1878. *Beaudette & Lapointe*, 8 R.L., 581.

53. Diverting the proceeds of a security, pledged for the payment of a particular debt to the extinction of other liabilities, is not a secretion such as will open the right to the process of *capias ad respondendum*.—C.R., 1874. *Molson Bank vs McMinn*, 24 J., 256; JOHNSON, MACKAY & TORRANCE, JJ.

54. The defendant refused to deliver wood according to contract, demanding a higher price than had been stipulated in notarial agreement.—*Held*: that this was not a secreting, and the *capias* issued against him was quashed, without costs.—C.S., 1882. *Mantha vs Séguin*, 6 L.N., 12; TORRANCE, J.

55. Le demandeur, dans une instance en déclaration d'hypothèque, ne peut pas faire émaner contre le défendeur, pour la même dette qu'il s'est obligé de payer, un *capias* fondé sur ce qu'il cède ses biens ou détériore les immeubles hypothéqués; il ne peut exer-

cer ce recours que par une poursuite distincte et séparée.—Un *capias* émané dans une instance avant jugement sur la demande principale, mais qui n'est rapporté qu'après que celui-ci a été rendu, peut être contesté nonobstant ce jugement.—C.R., 1891. *Goulet vs Bernard*, 17 Q.L.R., 75; CASAULT, ROUTHIER & CARON, JJ.

56. The defendant carried on a business as his own, and, in the opinion of the court, was the real owner of the stock-in-trade; but in the registered firm his name did not appear as a partner.—Held: that fraud being clearly established, and the registered firm being merely a *prél-nom*, for the defendant, who was the real owner of the business, the *capias* issued against him for secretion of the assets should be maintained.—C.S., 1883. *Graham vs Bennett*, 6 L.N., 298; MATHIEU, J.

57. La femme séparée de corps d'avec son mari peut faire émaner, contre ce dernier, qui dissipe ses biens dans l'intention de la frauder, un *capias* pour le montant de la pension qu'elle réclame, et le défendeur, en ce cas, doit fournir un cautionnement suffisant pour satisfaire à la condamnation, et le juge ne peut limiter le montant du cautionnement.—C.S., 1887. *Wheeler vs Smith*, 19 R.L., 490; MATHIEU, J.

58. A debtor living in Ontario but coming to Montreal may be arrested under *capias* for secreting his effects in the Province of Ontario.—C.A., 1878. *Robertson & Gault*, R. 106.

V. le rapport de cette cause en cour de revision: *Gault vs Robertson*, 21 J., 281.

59. The date of the secretion need not necessarily be given.—C.S., 1901. *Leblanc vs Fortin*, 14 L.N., 90; MATHIEU, J.

V. art. 898, n. 15.

60. Fraudulent preference, by which assets which should be available to the creditors generally, are given to one or more, is equivalent to secreting.—C.A., 1881. *Gault & Dussault*, 4 J.N., 321.

au même sens:—C. suprême, 1888. *MacLinnon & Kerouack*, 15 R.C.S., 111.—Décision en appel, 15 R.L., 34.—C.A., 1888. *Labranche & Cassidy*, 32 J., 95.—C.S., 1889. *Vipond vs Weldon*, 18 R.L., 422; PAGNUELO, J.

61. Le transport fait, par un débiteur insolvable, de tout son actif, à un de ses créanciers, dans le but de lui donner une préférence sur les autres, constitue la soustraction de ses biens, avec l'intention de frauder, justifiant l'émanation d'un *capias*.—C.R., 1889. *Nash vs Beuthner*, 16 R.L., 699; GILL, MATHIEU & DAVIDSON, JJ.

62. Le débiteur insolvable, qui consent sur ses immeubles une hypothèque à un de ses créanciers, dans le but de lui donner une préférence sur les autres, commet par là le recel mentionné dans l'article 799 C.P., (895 n.c.), donnant lieu au *capias*.—C.S., 1890. *Banque de la Nouvelle-Ecosse vs Lallemand*, 19 R.L., 66; TAIT, J.

63. *Capias ad respondendum*, on the ground of fraud and secretion, may issue at the suit of a creditor, after an assignment by debtor in insolvency, and the appointment of an assignee. But an attachment of debtor's effects *en main tierce* will not be maintained.—C.R., 1875. *Nield vs Ferland*, 1 Q.L.R., 228; STUART, CASAULT & DORION, JJ.

V. *supra*, n. 42, et *infra*, n. 75.

64. A payment made in the ordinary course of business, although it may be in some sense a preferential payment, does not justify a *capias*, but a preferential payment may be of such a character as to amount to a secreting and to justify a *capias*.—C.A., 1877. *Ferland & Nield*, R., 114.

65. An undue preference given by an insolvent to one of his creditors, by selling him goods in payment of his claim, is not a "secreting with intent to defraud," and does not justify the issue of a *capias ad respondendum*.—C.A., 1867. *Gault & Donnelly*, 1 L.C.L.J., 119; 3 L.C.L.J., 56; 18 R.J.R., 213.

66. Fraudulent preferences to creditors by a defendant, after his insolvency, do not amount to "secreting," and therefore form no ground for *capias*.—C.S., 1860. *Tremblay vs Sansum*, 4 J., 48; MONK, J.

67. Pour qu'un *capias* puisse émaner contre un commerçant qui a cessé ses paiements, il faut une suspension générale de paiements et non pas seulement le défaut de la part du commerçant de payer une certaine dette, surtout lorsque l'affidavit énonce que le défendeur a contesté devoir cette dette.—C.S., 1890. *Herman vs Lewis*, 6 M.L.R., 208; WURTELE, J.

V. sur la cessation des paiements pour un commerçant, l'art. 853, n. 9, 10, 27.

68. Un professeur de musique qui achète de la musique pour la revendre à ses élèves, et qui de fait leur en vend, n'est pas un commerçant.—C.S., 1879. *Morgan vs Le-Bouthillier*, 5 Q.L.R., 212; CARON, J.

69. V. sous art. 853, n. 3 à 8, rel. à la qualité de commerçant.

70. Un mineur faisant commerce peut légalement s'obliger pour sa pension et nourriture et être assujetti, en ce cas, à l'arrestation par *capias ad respondendum*.—C.S., 1862. *Browning vs Yule*, 12 L.C.R., 292; 11 R.J.R., 88; SMITH, J.

71. Le mineur est sujet au *capias*, à moins qu'il n'allègue et prouve lésion.—C.R., 1890. *Gagnon vs Sylva*, 3 L.N., 392; JOHNSON, JETTÉ & LAFRAMBOISE, JJ.

72. Where a creditor, by filing his claim with the trustee and receiving dividend, has acquiesced in a voluntary assignment in trust made by his debtor for the benefit of his creditor, such creditor is estopped from demanding, immediately after, that the debtor shall make a judicial abandonment; and therefore he is not entitled to obtain the issue of a writ of *capias* on the ground that his debtor has refused to make a judicial

abandonment.—C.R., 1890. *Boston Woven Hose Co. vs Fenwick*, 6 M.L.R., 487; JOHNSON, JETTÉ & TELLIER, JJ.

73. La cession de biens autorisée par l'article 790 C.P. (895, § 3, n.c.), peut être faite à des tiers non intéressés, pour le bénéfice et dans l'intérêt commun des créanciers.—C.S., 1884. *Bourgeois vs Piedaluc*, 29 J., 60; 7 L.N., 391; CHAGNON, J.

74. V. sur cette question: *Lesage vs Lamarche*, *Agnew vs Lesage*, *Lamarche vs Lamarche*, *May vs Fournier*, *Whyte vs Cohen*, sous art. 853, n. 16 à 21.

75. A *capias* may issue against a debtor after he has made an assignment.—C.A., 1875. *Beaudin & Roy*, 20 J., 308.—C.S., 1877. *Robertson vs Hale*, 21 J., 38; TORRANCE, J.

76. V. ci-dessus, *Stevenson vs McOwan*, n. 42, et *Nield vs Ferland*, n. 63.

77. Un commerçant qui avait cessé de faire commerce avant la passation du statut de Québec de 1885, 48 Vic., ch. 22, sec. 12, amendant l'article 790 C.P.C., et qui refuse de faire une cession de ses biens, n'est pas sujet au *capias*, à la poursuite d'un créancier antérieur à cet amendement.—C.R., 1886. *Heury vs Brouillet*, 16 R.L., 206; JOHNSON, BUCHANAN & LORANGER, JJ.

78. Lorsqu'une créance est antérieure à la loi de 1885, amendant l'article 790 C.P., (895, § 3, n.c.), elle ne tombe pas sous l'effet de cette loi nouvelle, mais reste régie par la loi antérieure, aux termes de laquelle la cession de biens ne pouvait être demandée que si le débiteur commerçant et insolvable continuait son commerce.—C.R., 1888. *Channell vs Beckett*, 17 R.L., 678; JOHNSON, JETTÉ & GILL, JJ.

79. La saisie et vente des biens apparents d'un débiteur par un de ses créanciers n'empêche pas la demande de cession de ses biens. Pour l'obtention légale du *capias*, il suffit que la déposition, outre la dette, constate que le défendeur est un commerçant, qu'il a cessé ses paiements et a refusé de faire cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.—C.R., 1887. *Parent vs Trudel*, 13 Q.L.R., 136; STUART, CASAUULT & CARON, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

80. The mere intention to leave the country without intent to defraud is no ground for issuing proceedings by way of *capias* or seizure before judgment.—C.S., 1898. *Kellert vs Carranza*, 4 R. de J., 318; DELORMIER, J.

81. Le fait par un défendeur, actionné en dommages pour rupture de promesse de mariage, d'avoir dit à la demanderesse qu'il s'en irait aux États-Unis pour se débarrasser d'elle, si elle insistait pour que leur mariage se fasse dans le délai convenu, ne suffit pas pour donner lieu à un *capias* contre lui, si rien ne prouve qu'il avait l'intention de mettre ses paroles à exécution, et de frauder la demanderesse.—C.S., 1899. *Walker vs*

Goldman, 2 R.P., 103; TELLIER, J.

82. The fact that a debtor spoke to several persons of going to Sacramento, Cal., to look after his interest in a certain succession, does not show intention to abscond with intent to defraud, and does not justify the issue of a writ of *capias*.—Allegations of fraudulent appropriation of moneys, which would support a criminal charge, cannot be used to justify the issue of a writ of *capias*, the creditor not being entitled to substitute the latter proceeding for the remedy by criminal process.—C.S., 1898. *Nelson vs Lippé*, 14 R.J.O., 437; CURRAN, J.

83. Where a debtor is going to the United States merely because he is unable to obtain in this province employment sufficient for the support of his family, and he has secured a better situation in the United States, the circumstances do not disclose intent to defraud his creditors, and he is entitled to have the writ of *capias* quashed. But no costs will be allowed the debtor on the quashing of the writ where he denied to plaintiff's agent the fact of his intended departure, and thereby created a reasonable suspicion against him.—C.S., 1898. *Séguin vs Cartier*, 13 R.J.O., 346; DOHERTY, J.

84. The courts of this province have jurisdiction to issue a writ of *capias* against a defendant presently within, but domiciled outside of, the Provinces of Quebec and Ontario, where the cause of action arose within this province.—C.S., 1896. *Jacobs vs Goldberg*, 1 R.P., 169; LYNCH, J.

85. Where an asset which should be available for the payment of the creditors generally is given to one of them, by a trader, at a time when he was insolvent and was aware of his insolvency, a fraudulent preference is thereby conferred, which constitutes sequestration and renders him liable to arrest under writ of *capias ad respondendum*. (*Gault & Dussault*, 4 L.N., 321, and other cases decided in the same sense, followed.)—C.S., 1898. *Cooke vs Jacobi*, 13 R.J.O., 433; DELORMIER, J.

86. Les demandeurs ayant fait demande régulière de cession de biens au défendeur, un commerçant, ce dernier, au lieu de déposer son bilan, avait réuni ses créanciers et leur avait proposé une composition à raison de 80 centins dans la piastre. Les créanciers, sauf le demandeur, se montrèrent favorables à cette proposition et accordèrent au défendeur un délai de huit jours pour faire signer la composition, le défendeur, dans l'intervalle, mettant tout son avoir sous la garde des agents des créanciers.—Jugé: Que les demandeurs ayant un droit absolu de forcer le défendeur à faire cession de ses biens, ils pouvaient le faire arrêter sous *capias*, l'intention de frauder n'étant pas nécessaire en ce cas; et dans l'espèce, il y avait refus suffisant de la part du défendeur de faire cession de ses biens.—C.R., 1898. *Agnew vs Dagenais*, 14 R.J.O., 167; TASCHEREAU, PAGNUELLO & LAVERGNE, JJ.

896. Sauf dans les cas contenus dans les articles 833 et 834, le bref de *capias* ne peut être émis :

1. Contre les prêtres ou ministres de quelque dénomination que ce soit ;
2. Contre les septuagénaires ;
3. Contre les femmes.—C. P. C., 805, amendé.

1. S. R. B. C., c. 87, s. 7, § 1.

897. Le bref d'arrestation peut être joint au bref d'assignation, ou être émis pendant l'instance comme un incident de la cause.

Il doit, dans ce dernier cas, être accompagné d'une assignation pour le voir joindre à la demande principale et déclaré valable.

Le bref peut aussi être émis après jugement obtenu pour le recouvrement de la dette.—C. P. C., 802, amendé.

1. Rap. C.—L'omission, dans l'art. 972 du projet (897 n. c.), des mots: "à jour fixe," qui se trouvent dans l'art. 802 C. P. C., a été déterminée par la règle nouvelle de la comparation du défendeur dans un certain délai après la signification.

2. Il n'est pas nécessaire que le bref de *capias*, émané après jugement, soit émané comme un incident de la cause où le jugement a été rendu, et porte le même numéro que cette cause.—C. S., 1889. *Trudeau vs Renaud*, 34 J., 102 ; 17 R. L., 647 ; DELORMIER, J.

3. En faisant émaner le *capias*, tant pour le montant d'un jugement déjà rendu en sa faveur, que pour une autre créance dont il est porteur, le demandeur ne viole en rien la loi, le *capias* ayant été valablement émis comme procédure distincte et séparée du jugement en question.—C. S., 1885. *Senécal vs Hart*, 1 M. L. R., 371 ; JETTE, J.

4. Le bref de *capias*, basé sur une créance résultant d'un jugement, ne peut émaner dans un district autre que celui où ce jugement a été rendu.—C. A., 1883. *Mathewson & Bush*, 18 R. L., 7 ; 3 D. C. A., 195.

V. les remarques de l'hon. juge de Lormier sur cette cause, dans le rapport de *Trudeau vs Renaud*, cité au n. 2 *supra*.

5. In an affidavit for *capias*, *pendente lite*, a reference to the declaration filed in the cause for the cause of debt is sufficient.—C. S., 1858. *Malo vs Labelle*, 2 J., 194 ; 6 R. J. R., 489 ; DAY, J.

896. Except in the cases mentioned in Articles 833 and 834, a writ of *capias* cannot issue :

1. Against priests or ministers of any religious denomination whatever ;
2. Against septuagenarians ;
3. Against women.—C. P. C., 805, amended.

897. The writ of *capias* may be joined with the writ of summons, or may be issued afterwards as an incident in the cause.

In the latter case it must be accompanied with a summons to hear it adjudged that the writ be joined with the principal demand and be declared valid.

The writ may also issue after judgment has been obtained for the recovery of the debt.—C. C. P., 802, amended.

6. On the 5th December 1876, the appellant was arrested on a *capias* issued on the second December, and returnable on the 14th December. Finding that through the delay to execute the writ, a sufficient delay for the return was not allowed, the plaintiff took out an *alias* writ, returnable on the 18th of December.—*Held*: (confirming the judgment of the court below, rejecting the *exception à la forme* filed by the appellant) that the proceeding was valid.—C. A., 1877. *Richard & Wurtele*, 1 L. N., 32.

7. Lorsqu'un demandeur, dans une cause pendante devant la cour de circuit, fait émaner, en cour supérieure, un bref de *capias*, dans la même cause, il ne lui suffit pas d'alléguer et de prouver qu'il a intenté une action contre le défendeur en cour de circuit et qu'elle y est pendante, mais il faut qu'il demande une condamnation contre ce même défendeur en cour supérieure, et qu'il prouve contre lui une créance suffisante pour justifier l'émission d'un bref de *capias ad respondendum*.—C. S., 1885. *Chevalier vs King*, 2 M. L. R., 185 ; TASCHEREAU, J.

8. A defendant to an action in the circuit court, whose name is improperly described and who fails to take exception of the misnomer, cannot afterwards set it up as a ground of contestation of a *capias* issued under this article.—C. R., 1888. *Giroux vs Plasmoudan*, 14 Q. L. R., 222 ; STUART, CAULT & ANDREWS, JJ.

9. Le bref de *capias* émis après le juge-

ment fait partie de la procédure originaire et n'est pas une cause distincte.—C.S., 1897. *Buzzell vs Harvey*, 1 R.P., 213; LYNCH, J.

10. Lorsque dans sa requête accompagnant un *capias*, le membre d'une société dissoute demandera une nouvelle condamna-

898. Le bref de *capias* est obtenu sur production d'un affidavit du demandeur, de son teneur de livres, de son commis ou de son fondé de pouvoir, affirmant, outre la dette personnelle requise, l'existence d'un ou plusieurs cas pour lesquels le *capias* peut être émis.

L'affidavit doit être rédigé suivant la cédule R de l'appendice de ce code, ou toute autre formule de même teneur.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 798, *partie*; S.R., 5966.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Agent	36, 41
Allégations nécessaires	17, 24, 30
Allégations non essentielles.	14, 15, 16, 18, 25, 45, 70
Cause de la dette	19, 20, 22, 27 à 35, 70
Cessation de paiement	62 à 65
Commerçant	62 à 66
Commis	39
Date du contrat	14, 33, 67
Date du recel	15
Départ	42 à 51, 54
Détails	68
Dette	16 à 20, 24 à 35, 70
Différence entre l'affidavit et la déclaration.	22, 23, 32
Erreur de nom	11
Forme	3 à 13, 21 à 27, 32, 42, 45, 70
Jurat	12
Légataire	41
Lieu du contrat	14, 18, 33, 69
Montant	35, 70
Président d'une compagnie	37
Procureur <i>ad litem</i>	40
Ratures	13
Recel	52 à 61
Refus de faire cession	55, 63, 65, 66
Renvois	13
Teneur de livre	28, 39
Teinte	16

1. S. R. B. C., c. 87, s. 1.—C. P. L., 212, 214.

2. Rap. C.—Les formules auxquelles renvoie l'art. 898 sont nouvelles. On n'y trouve plus la lacune de la formule 42 de l'appendice du Code (anc.) relative à l'intention de frauder.

3. A writ of *capias* under which one of several defendants is arrested, although it be headed as if there were only one defendant, the affidavit being properly headed and re-

tion, et, de plus, que le *capias* soit maintenu, la cour pourra n'accorder que cette dernière conclusion et joindre le *capias*, pour la part du poursuivant, au jugement rendu en faveur de l'ancienne société.—C.R., 1807. *Crépeau vs Boisvert*, 13 R.J.O., 405; CASULT, ROUTHIER & CARON, JJ.

898. The writ of *capias* is obtained upon an affidavit of the plaintiff, his book-keeper, clerk, or legal attorney, setting forth, besides the required personal indebtedness, the existence of any one or more of the grounds for which *capias* lies.

The affidavit must be drawn up in accordance with the forms contained in the Schedule R in the Appendix to this Code, or any others to the same effect.—*New, in part*; C.C.P., 798, *in part*; R.S., 5966.

ferring to the defendant, is sufficient.—C.A., 1875. *Phillips & Sutherland*, R., 112.

4. An affidavit, on which a writ of *capias* issued, is sufficient, if it contains all the allegations required by the statute, although in a different order.—C.A., 1865. *Gregory & Ireland*, 9 J., 131; 14 R.J.R., 120.

5. Le demandeur, en jurant que le départ du défendeur lui fera perdre sa dette et souffrir des dommages, dépose, par là même, qu'il lui fera perdre son recours, et le *capias*, émané sur un affidavit où les premières expressions ci-dessus ont été substituées aux secondes, doit être maintenu.—C.R., 1884. *Piché vs Bernier*, 10 Q.L.R., 351; STUART, CASALT & CARON, JJ.

6. L'allégué que le demandeur "perdra sa dette ou souffrira des dommages," est suffisant et équivaut à l'allégué qu'il "perdra son recours."—C.S., 1857. *Lampson vs Smith*, 7 L.C.R., 425; MEREDITH, MORIN & BADGLEY, JJ.—Dans le même sens.—C.S., 1856. *Hassel vs Mulcahey*, 6 L.C.R., 15; 4 R.J.R., 474; STUART & PARKIN, JJ.

V. dans le même sens, n. 70, *infra*.

7. An affidavit for *capias* is defective which deposes that the departure of the defendant "may" deprive the plaintiff of his recourse in place of using the words of the C.C.P., 798, "will deprive."—C.S., 1877. *Stevenson vs Robertson*, 21 J., 102; TORRANCE, J.

8. An affidavit for *capias* is defective which used the words "peut être privé de son recours" in place of the words "privera, etc.," and which omitted to depose as to the intent to defraud.—C.S., 1877. *Ford vs Léger*, 21 J., 191; TORRANCE, J.
V. *infra*, n. 49.

9. Dans un affidavit pour *capias*, il n'est pas nécessaire d'alléguer spécifiquement que sans le bénéfice du *capias*, le demandeur souffrira des dommages et perdra sa créance, et il n'est pas nécessaire de requérir l'émanation du *capias*, le *fiat* étant suffisant pour cela.—C.S., 1861. *Doutre vs McGuinnis*, 5 J., 158; 0 R.J.R., 171; MONK, J.

10. Un affidavit pour *capias* commençant comme suit : " T. S., de la cité de Montréal, teneur de livres de H. H., le demandeur, étant dûment assermenté, dépose et dit, " est suffisant, sans une allégation dans le corps de l'affidavit qu'il est tel teneur de livres.—C.S., 1861. *Hogan vs Hoskins*, 12 L.C.R., 84; 0 R.J.R., 184; BADGLEY, J.

11. An error in the name of the defendant in the affidavit is fatal.—C.R., 1880. *Slater vs Belisle*, 3 L.N., 238; SICOTTE, MACKAY & TORRANCE, JJ.

12. Les mots " à Québec, " dans le jurat, indiquent suffisamment où le déposant a été assermenté.—La date du mois ou l'année peuvent être écrits en chiffres dans le jurat.—C.S., 1859. *Herry vs May*, 13 L.C.R., 3; 8 R.J.R., 342; BOWEN, J.

13. Un seul affidavit contenant les allégations requises suffit pour l'émission, dans la même cause, d'un bref de *capias* et d'un bref de saisie-arrêt avant jugement; et des mots rayés et des renvois non déclarés ne rendent pas nul cet affidavit.—C.S., 1885. *St-Michel vs Vidler*, 1 M.L.R., 163; JETTÉ, J.

14. The place and time of the creation of the debt need not be stated in the affidavit.—C.S., 1879. *Sheridan vs Hennessey*, 23 J., 212; JETTÉ, J.—C.S., 1862. *Brisson vs McQueen*, 7 J., 70; 12 R.J.R., 45; MONK, J.—C.A., 1879. *Huotubise & Bourrel*, 23 J., 130.—C.R., 1896. *Caverhill vs Frigon*, 9 R.J.O., 539; CASALTY, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.—C.S., 1877. *Maguire vs Rockell*, 3 Q.L.R., 347; MEREDITH, J.

V. cependant, n. 67 et 68.

15. Nor the date of the alleged secretion; the assertion that the secreting was with intent to defraud is sufficient.—C.R., 1896. *Caverhill vs Frigon*, 9 R.J.O., 539; CASALTY, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.—C.S., 1888. *Trenholme vs Hart*, 16 R.L., 318; MATHIEU, J.—C.S., 1891. *Leblanc vs Fortin*, 14 L.N., 90; MALHIOT, J.—C.R., 1882. *Montgomery vs Lyster*, 8 Q.L.R., 375; STUART, CASALTY & CARON, JJ.

16. Nor that the sale and delivery were made to the defendant, when they are alleged to have been made at his instance and request.—C.S., 1877. *Maguire vs Rockell*, 3 Q.L.R., 347; MEREDITH, J.

17. But, it must appear by the affidavit that there was an existing debt at the time of the secretion.—C.R., 1881. *McAllen vs Ashby*, 4 L.N., 50; JOHNSON, TORRANCE & JETTÉ, JJ.

18. In an affidavit for *capias*, it is not necessary to allege specially that the debt

was contracted within the province; but, in the present case, the receipt and fraudulent conversion of goods by the defendants in Montreal being alleged, a personal indebtedness here was sufficiently disclosed.—C.R., 1890. *Henken vs Slayton*, 7 M.L.R., 418; JOHNSON, JETTÉ & DAVIDSON, JJ.

19. Dans un affidavit pour *capias* la dette est suffisamment énoncée s'il est dit que le défendeur est endetté envers le demandeur en une somme de £30, sans indiquer la cause de la dette ou l'endroit où elle a été contractée.—C.S., 1863. *Debien vs Marsant*, 14 L.C.R., 89; 12 R.J.R., 275; SMITH, J.

20. In an affidavit for *capias* it is sufficient to state the amount in " dollars " without any qualification as to a particular currency. Where the initial only of defendant's christian name is given, this is no ground of petition to quash. The cause of action was not sufficiently stated in the affidavit in this cause, which did not shew a personal liability of the defendant or the nature of that liability.—C.S., 1878. *Hall vs Zernichon*, 4 Q.L.R., 268; MCCORD, J.

21. An affidavit to hold to bail, though bad in part, may be efficient for the remainder.—C.B.R., 1800. *Patterson vs Bourn*, 3 R. de L., 347; 2 R.J.R., 297.

22. Si dans une action commencée par un bref de *capias*, la cause d'action énoncée en l'affidavit sur lequel tel bref émane, est différente de la cause d'action énoncée en la déclaration, tel bref de *capias* sera mis au néant.—C.S., 1851. *Malhiot vs Bernier*, 1 L.C.R., 389; 3 R.J.R., 57; DUVAL & MEREDITH, JJ.

23. Alleged differences between the allegations of the affidavit and the declaration cannot be raised by petition to quash.—C.S., 1879. *Sheridan vs Hennessey*, 23 J., 212; JETTÉ, J.

24. The affidavit for a *capias* must contain the allegation that the party sought to be detained is *personally* indebted to the plaintiff.—C.S., 1856. *Alexander vs McLachlan*, 1 J., 5; 5 R.J.R., 362; DAY, SMITH & BADGLEY, JJ.

25. But the omission of the words "*personally* indebted to the plaintiff" is not fatal, if the affidavit otherwise discloses a personal indebtedness.—C.S., 1879. *Sheridan vs Hennessey*, 23 J., 212; JETTÉ, J.—C.S., 1857. *Lampson vs Smith*, 7 L.C.R., 425; MEREDITH, MORIN & BADGLEY, JJ.

26. L'allégation, dans la déposition, que le défendeur " doit légitimement et personnellement au demandeur une somme de... étant la part due au demandeur par le défendeur sur un achat d'effets de commerce que les parties ont fait ensemble, en société, à une date indiquée, " est suffisante pour démontrer l'existence d'une dette personnelle et actuellement exigible, pour le recouvrement de laquelle un *capias* peut émaner.—C.S., 1894. *Moore vs Lavoie*, 1 R. de J., 458; DELORIMIER, J.

27. Un affidavit pour un *capias ad respondendum* peut contenir plusieurs allégations de dettes différentes, incompatibles les unes avec les autres, et n'est pas nul en conséquence de l'insuffisance de l'une de ces allégations.—C.S., 1862. *Green vs Halfield*, 12 L.C.R., 115; 10 R.J.R., 300; TASCHEREAU, J.
28. The statement, in an affidavit for *capias*, that the defendant is truly and personally indebted to the plaintiff in the sum of £300, "for the balance of an account for various transactions which the said defendant had with the plaintiff, in their business as wool merchants, which sum defendant hath acknowledged to owe the plaintiff," is a sufficient statement of the cause of debt, to entitle the plaintiff to a *capias*.—C.S., 1864. *Kenny vs McKeown*, 9 J., 104; 14 R.J.R., 201; MONK, J.
29. Un affidavit pour obtenir un *capias*, dans lequel il est juré "que le défendeur est endetté envers le demandeur une certaine somme pour pension et logement pendant six mois, et pour hardes et effets à lui pourvus," est insuffisant.—C.S., 1850. *Culbert vs Barrett*, 1 L.C.R., 212; 2 R.J.R., 463; DUVAL & MEREDITH, JJ.
30. An affidavit to hold to bail must be positive that the debt is due, the words: "as appears by the plaintiff's books" or "as the plaintiff believes," is not sufficient, and the defendant in such case will be discharged on filing a common appearance; no counter affidavits can be filed.—C.B.R., 1821. *Hodgson vs Oliva*, 3 R. de L., 340; 2 R.J.R., 297.
31. The affidavit for *capias* must set forth the cause of action and the nature of the defendant's indebtedness.—C.S., 1868. *Rolland vs Guilbault*, 12 J., 276; 18 R.J.R., 16; TORRANCE, J.
32. Quoique dans un affidavit pour *capias* le nom du créancier soit écrit "Joutras" et que dans les bref et déclaration il soit écrit "Justras," cette différence n'est pas fatale. L'allégué dans l'affidavit que le défendeur est personnellement endetté envers le demandeur pour ouvrages faits par lui pour le défendeur, et aussi pour gages et salaire gagnés par le demandeur au service du défendeur, est suffisant, quoiqu'il n'y soit pas dit que l'ouvrage ait été fait "à la réquisition du défendeur."—C.S., 1857. *Joutras vs Dunlop*, 7 L.C.R., 420; 5 R.J.R., 330; MEREDITH, MORIN & BADGLEY, JJ.
33. Conformément à la jurisprudence suivie depuis que le Code de procédure a été mis en force, l'affidavit pour *capias* doit indiquer succinctement les causes de la créance du demandeur. Les allégués qui dans une déclaration seraient suffisants pour expliquer la nature de la demande, le sont également dans un affidavit pour *capias* et il n'était pas nécessaire dans cette cause d'alléguer dans l'affidavit à quel endroit ni quand la dette avait été contractée. Il faut que le déposant donne dans son affidavit des raisons suffisantes pour satisfaire la cour que c'est avec l'intention de frauder que le débiteur est sur le point de quitter immédiatement la province.—C.A., 1870. *Hurtubise & Bourrié*, 23 J., 130.
34. The cause of action was sufficiently set forth in an affidavit on which a writ of *capias* issued, where it alleged that the deponent was agent at Montreal of the plaintiffs and that the defendant was justly, truly and personally indebted to the plaintiffs, in a sum exceeding forty dollars, to wit, in the sum of \$2,500, being as and for the price and value of a large quantity of glass sold by the deponent as agent of the plaintiff to the defendant.—C.A., 1865. *Gregory & The Boston and Sandwich Glass Co.*, 9 J., 134; 14 R.J.R., 114; 15 L.C.R., 475; 1 L.C.L.J., 37.
35. When the plaintiff does not allege in his affidavit, nor prove, that he has become legally subrogated in the rights of his attorney to costs distracts to the latter, such costs cannot be included in the amount of the debt for which the *capias* issues.—C.S., 1805. *Goldberg vs Glazer*, 9 R.J.O., 220; TAIT, J. En ce sens:—C.A., 1880. *Milette & Gibson*, 5 M.L.R., 239.—C.S., 1887. *Bury vs Corriveau Silk Mills*, 3 M.L.R., 218; DAVIDSON, J.—C.S., 1802. *Quenneville vs St-Aubin*, 2 R.J.O., 72; MATHIEU, J.
36. Une déposition pour obtenir un bref de *capias ad respondendum*, assermentée par une personne qui atteste être l'agent du demandeur, est suffisante.—C.S., 1804. *Moore vs Lavoie*, 1 R. de J., 458; DELORMIER, J.
37. The president of an incorporated company is competent to make the affidavit for the issuing of a *capias*.—C.A., 1873. *The Moistic Iron Co. & Olsen*, 18 J., 20.
38. Et le teneur de livre de la succursale d'une banque étrangère.—C.S., 1855. *The Bank of Upper Canada vs Alain*, 5 L.C.R., 318; 4 R.J.R., 365; BOWEN, MORIN & BADGLEY, JJ.
39. Une déposition pour *capias*, donnée par une autre personne que le demandeur, et qui ne constate pas que le déposant est le teneur de livres ou le commis ou procureur légal du demandeur, est insuffisante.—C.S., 1803. *Demers vs Lamothe*, 4 R.J.O., 100; MATHIEU, J.
40. An attorney *ad litem*, even when he holds a power of attorney "to take all such steps by legal proceedings or otherwise as he might think necessary," is not authorized, under Art. 798, C.C.P. (898 n.c.), to make the affidavit for *capias*, the "legal attorney" referred to in the article being not the procurator *ad litem*, but the procurator *ad hoc negotium*.—C.R., 1890. *Boston Woven Hose Co. vs Fenwick*, 6 M.L.R., 487; JOHNSON, JETTÉ & TELLIER, JJ.
41. Un affidavit pour *capias* par l'un de plusieurs légataires, alléguant une dette à lui due excédant dix livres, et aussi une dette due à chacun de ses co-demandeurs, excédant de même dix livres courant, dans une



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5

1.5



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street 14609 USA
Rochester, New York
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

action pour tout le montant, sera mis de côté et le *capias* annulé *in toto*, le déposant ne paraissant pas agir comme l'agent ou le procureur légal des autres légataires, ses co-débiteurs.—C.S., 1863. *Bourassa vs Brosseau*, 14 L.C.R., 23; 12 R.J.R., 236; BERTHELOT, J.

42. An allegation that defendant is immediately about to leave the "province of Quebec," is insufficient under C. C. P. 798 (898 n.c.).—C.S., 1880. *Doyer vs Walsh*, 3 L.N., 304; PAPINEAU, J.

43. Dans ce cas, le défendeur sera remis en liberté, sur requête préliminaire, comme ayant été arrêté irrégulièrement et illégalement, l'affidavit étant insuffisant en autant qu'il n'aurait dû mentionner la "province du Canada.—C.S., 1882. *Mauray vs Durand*, 1 M. L. R., 347; JOHNSON, J.—C.S., 1886. *Lamb vs Reid*, 14 R.L., 344; MATHIEU, J.

44. Where the affidavit states that defendant is leaving "the province of Canada," the court will understand that thereby, "the heretofore province of Canada" is meant.—C.R., 1872. *Milligan vs Mason*, 17 J., 159; JOHNSON, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.—*Contra*: C. R., 1874. *Lefebvre vs DeLorimier*, 19 J., 102; MONDELET, JOHNSON & MACKAY, JJ.

45. The affidavit is not bad because it states that the debtor is about to leave the "Dominion of Canada," when it can be gathered from the other allegations of the affidavit that the departure is really from a point within the limits of the former Province of Canada. It is not necessary that it should be positively sworn that at the time of the making of the affidavit the debtor is actually within the limits of the former Province of Canada.—C.A., 1873. *The Moistic Iron Co. & Olsen*, 18 J., 29.

46. An affidavit which, after relating the indebtedness, sets forth "that Mr. P., the deponent's partner, was informed last night in Toronto, by Mr. H., a broker, that the said Mr. P. was leaving immediately the Dominion of Canada, to cross over the sea for Europe or parts unknown, and deponent was himself informed, this day, by J. R., broker, of the said Mr. P.'s departure for Europe and other places," is defective.—C.A., 1880. *Shaw & McKenzie*, R., 110.

47. Dans un affidavit pour un bref de *capias*, il est nécessaire qu'il soit juré par la partie faisant tel affidavit, que le défendeur est immédiatement sur le point de quitter la province, avec intention de frauder le demandeur en particulier, ou ses créanciers en général.—C.S., 1854. *Wilson vs Ray*, 4 L.C.R., 159; 4 R.J.R., 127; BOWEN, DUVAL & MEREDITH, JJ.

48. An affidavit for *capias*, which sets out merely the intended departure of defendant without paying his debt to plaintiff, is insufficient.—C.A., 1881. *Caffrey & Light-hall*, 4 L.N., 282.

49. An affidavit for *capias*, grounded on

the departure of the defendant, which does not allege that the departure of defendant will deprive plaintiff of his recourse, but is worded: "whereby the said plaintiff may be deprived of his remedy, etc.," is bad and will be set aside.—C.S., 1871. *Boyd vs Freer*, 15 J., 109; 21 R.J.R., 415; MACKAY, J.

50. V. n. 7 et 8, *supra*.

51. L'allégué, dans un affidavit, que le défendeur lui-même a dit qu'il partait pour la Californie, est suffisant pour justifier l'émanation d'un *capias* en vertu du statut de la 12e Vic., c. 42.—C.S., 1850. *Benjamin vs Wilson*, 1 L.C.R., 351; 3 R. J. R., 34; DAY, SMITH & VANFELSON, JJ.

52. An affidavit for *capias* alleging in the alternative that the defendant is secreting or is on the point of secreting his property and effects, &c., is insufficient.—C. S., 1882. *Gannon vs Wrighl*, 5 L.N., 404; TORRANCE, J.

53. An affidavit for *capias*, alleging in the alternative that the defendant has secreted or made away with his property and effects, is insufficient.—C. S., 1875. *Ostell vs Pélouquin*, 20 J., 48; TORRANCE, J.—C. S., 1860. *Talbot vs Donnelly*, 11 L.C.R., 5; 9 R. J. R., 362; STUART, J.—C.S., 1877. *Mc-master vs Robertson*, 21 J., 161; TORRANCE, J.

54. L'allégation dans la déposition pour *capias*, "que le défendeur a caché, soustrait et recélé ses biens, et est sur le point de cacher ou soustraire et receler ses biens avec intention de frauder ses créanciers en général ou le demandeur en particulier," est suffisante. Il n'y a pas non plus d'incertitude dans l'allégation "que le défendeur est sur le point de quitter immédiatement la province du Canada, comprenant les provinces de Québec et d'Ontario, avec l'intention de frauder ses créanciers en général ou le demandeur en particulier," et cette allégation est aussi suffisante.—C.S., 1885. *Sénécal vs Hart*, 1 M.L.R., 371; 8 L.N., 339; JETTÉ, J.

55. Une déposition pour *capias* qui allègue que le défendeur a caché et soustrait quelques-uns de ses effets, qu'il est notoirement insolvable, et a refusé de faire cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, est insuffisante, vu qu'elle ne constate pas que le défendeur a caché ou soustrait ou est sur le point de cacher ou soustraire ses biens et effets, avec l'intention de frauder ses créanciers en général et le demandeur en particulier, et qu'elle ne constate pas non plus que le défendeur a cessé ses paiements, tel que requis par l'article 709 C.P.C.—C.S., 1886. *Lamb vs Read*, 14 R.L., 344; MATHIEU, J.

56. Les allégués qu'un défendeur a enlevé certains effets déposés entre les mains du demandeur pour sûreté du paiement d'un billet, qu'il a refusé de remettre un cheval, qu'il est étranger, a omis de tenir ses engagements et se cache de ses créanciers, sont insuffisants pour justifier l'émanation d'un writ de *capias* en vertu de la 12e Vic., c. 42.—C.S., 1850.

Leeming vs Cochrane, 1 L.C.R., 352; 3 R.J.R., 35; DAY & MONDELET, JJ.

57. An affidavit for *capias* should state directly that the defendant has secreted or made away with, or is immediately about to secrete or make away with his property and effects, with intent to defraud, &c.; and the old formula that "deponent is credibly informed, hath every reason to believe, and doth verily and in his conscience believe," is insufficient.—The secretion must be affirmed of the property and effects generally, and not merely of "the moveable property or effects."—C.S., 1868. *Hurtbise vs Leriche*, 13 J., 83; 1 R.L., 85; 19 R.J.R., 139; TORRANCE, J.

58. Un affidavit pour *capias*, qui n'allèguerait seulement que le défendeur a recélé ses biens, serait insuffisant; mais dans l'espèce, le demandeur ayant déclaré que le défendeur a recélé, recèle et est sur le point de receler ses biens, l'affidavit est suffisant.—C.S., 1889. *Trudeau vs Renand*, 34 J., 102; DELORMIER, J.

59. L'allégation dans la déposition pour *capias*, "que le défendeur cache ses biens avec l'intention de frauder ses créanciers en général ou le déposant en particulier," ainsi que celle que "le défendeur a caché et est sur le point de cacher ses biens," sont suffisamment positives.—C.R., 1882. *Montgomery vs Lyster*, 8 Q.L.R., 375; STUART, CASALT & CARON, JJ.

60. Une déposition sur laquelle repose le *capias*, alléguant d'une manière générale que le défendeur recèle ou est sur le point de receler ses biens, est suffisante, et il n'est pas nécessaire que le déposant donne les raisons spéciales qui le font ainsi jurer, et mentionne les noms des personnes qui lui ont fourni ces informations.—C.S., 1895. *Danaïs vs Potvin*, 2 R. de J., 246; GAGNÉ, J.

V. à ce sujet, les autorités citées sous l'art. 901.

61. A defendant imprisoned under a writ of *capias* upon an affidavit simply setting forth the general allegation; "that defendant hath secreted his property and effects with intention to defraud his creditors in general and the plaintiffs in particular," is entitled, upon petition, to an order for particulars to enable him to contest the said writ.—C.S., 1896. *Archer vs Douglass*, 2 R. de J., 65; CURRAN, J.

V. *infra*, n. 69.

62. L'affidavit ayant allégué que le défendeur est contracteur, qu'il a cessé ses paiements, cet allégué est insuffisant; il fallait employer le mot *commerçant*.—C.S., 1889. *Valin vs O'Brien*, 33 J., 291; MATHIEU, J.

63. Dans un affidavit pour un writ de *capias* contre un commerçant, il est nécessaire d'alléguer: 1° l'insolvabilité du débiteur; 2° que tel débiteur, étant insolvable, refuse de faire cession de ses biens en faveur et pour l'avantage de ses créanciers.—C.S.,

1861. *Hamel vs Côté*, 11 L.C.R., 446; 9 R.J.R., 479; STUART, J.

64. An allegation, in an affidavit for *capias*, that the defendant is notoriously insolvent, is insufficient under C.C.P. 799 and 48 Vic., (Q.), ch. 22, s. 12, (895, § 3, n.c.), which requires the affidavit to establish that the defendant has ceased his payments.—C.S., 1886. *Nevelle vs Carrière*, 10 L.N., 28; WURTELE, J.

65. Un affidavit pour *capias* en vertu des dispositions de la 22e Vic., cap. 5, sec. 48, qui n'énonce pas les raisons de l'allégué "que le défendeur est commerçant; qu'il est notoirement insolvable, et a refusé de compromettre et de s'arranger avec ses créanciers," et omet d'alléguer qu'il a refusé de leur faire une cession de biens, est insuffisant, nonobstant qu'il soit allégué, tel que requis par la 12e Vic., c. 42, qu'il a recélé ses biens, dettes et effets avec intention de frauder, etc., et un *capias* émané sur tel affidavit sera mis de côté sur motion.—C.A., 1859. *Warren & Morgan*, 9 L.C.R., 305; 12 R.J.R., 27.

66. Une déposition, pour l'obtention d'un bref de *capias*, basée sur l'article 799 C.P., (895, § 3, n.c.), alléguant que le défendeur est commerçant, est notoirement insolvable, qu'il a refusé de s'arranger avec ses créanciers ou de leur faire une cession de ses biens pour leur bénéfice, et qu'il continue son commerce et ses affaires quoique insolvable, est insuffisante.—C.S., 1884. *La Compagnie d'Imprimerie de la Minerne vs Barnett*, 13 R.L., 385; MATHIEU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

67. Un affidavit pour *capias* qui ne mentionne pas la date où la dette a été contractée est insuffisant, et un *capias* émané sur un tel affidavit sera renvoyé sur requête.—Il suffit que la requête en nullité de *capias* soit présentée dans un délai raisonnable.—C.S., 1898. *Barlow vs Dolan*, 1 R.P., 110; MATHIEU, J.

V. *cependant*, n. 14 *supra*.

68. Un *capias*, émané en vertu d'un affidavit ne contenant pas mention du lieu où la dette a été créée ou est payable, sera renvoyée sur motion à cet effet.—C.S., 1898. *Dussault vs Rosa*, 1 R.P., 129; CARON, J.

V. *cependant*, n. 14 *supra*.

69. Le défendeur arrêté sur *capias*, ne peut par motion obtenir et demander des détails se rapportant aux lieux et temps des actes de recel, pour suppléer au contenu de l'affidavit mentionné à l'article 898 C.P.—C.S., 1898. *Buzzell vs Harvey*, 1 R.P., 108; LYNCH, J.

V. *supra*, n. 61.

70. Les mots: "et que sans le bénéfice d'un *capias ad respondendum*, émis contre la personne du défendeur, le demandeur perdrait son recours et souffrirait des dommages," équivalent à ceux du paragraphe 5 de la Cédule "R" de l'appendice du C.P., qui

se lisent comme suit: "le demandeur sera ainsi privé de son recours contre le défendeur."

Le fait que le demandeur a juré que le défendeur lui était endetté pour \$50.00 et a conclu à jugement de pareille somme, quand

899. Si la créance repose sur une demande de dommages-intérêts non liquidés, l'affidavit doit, en outre, énoncer la nature et le montant des dommages réclamés et les faits qui y ont donné lieu, et être soumis au juge sans l'ordre duquel le bref ne peut être émis.

En autorisant l'émission du bref, le juge doit fixer le montant du cautionnement au moyen duquel le défendeur pourra obtenir son élargissement.—C. P. C., 801, *amendé*.

1. Cet article s'applique à l'arrêt simple (939), et à l'arrêt en mains tierces (942.)

2. The following form of the judge's order required by art. 801 C.P. (899 n.c.), is sufficient: "Seeing the foregoing affidavit, the amount of bail to be given under article 801 of the Code of civil procedure is hereby fixed at."—C.A., 1873. *The Moistic Iron Co. & Olsen*, 18 J., 29.

3. A *capias* sued out without a judge's order, where the right of action consists in damages, may be set aside on motion, and the defendant discharged from custody on filing a common appearance.—C.B.R., 1820. *Desbarres vs Chesner*, 3 R. de L., 307.—C.R., 1873. *Goyette vs McDonald*, 4 R.L., 538; JOHNSON, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

4. Les dommages dont il est question à

900. L'affidavit peut être fait par une seule personne, ou par plusieurs qui déposent, chacune, de quelqu'un des faits requis.—C.P.C., 807, *partic.*

1. S.R.B.C., c. 83, s. 6; c. 87, s. 1.

2. Cet article s'applique à l'arrêt simple (939), et à l'arrêt en mains tierces (942.)

3. Rap. C.—La disposition de l'art. 807 du C.P.C., relative au pouvoir du juge, du protonotaire ou d'un commissaire de recevoir le serment, a été retranchée de l'art. 975 du projet (900 n.c.) comme surabondante, vu la règle générale de l'art. 23 (n.c.).

4. Un affidavit qui ne constate pas devant qui il a été donné, le *jurat* étant en ces termes: "assermenté dans la cité de Montréal, ce douzième jour 1878," signé,

les allégués de sa déposition démontrent qu'il n'est dû en réalité que \$525.00, ne constitue pas une irrégularité fatale au *capias*.—C.S., 1898. *Laundry vs Denny*, 1 R.P., 79; ROUThIER, J.

V. *supra*, n. 5 et 6.

899. If the demand is founded upon a claim for unliquidated damages, the affidavit must also state the nature and amount of the damages sought, and the facts which gave rise to them, and must be submitted to the judge, without whose order the writ cannot issue.

In granting leave to issue the writ, the judge must fix the amount of the bail upon giving which the defendant may be released.—C. C. P., 801, *amended*.

L'article 801 (899 n.c.), sont des dommages non liquidés; en conséquence, le *capias* basé sur cet article ne peut émaner que sur l'ordre d'un juge.—C.S., 1893. *Ouimet vs Meunier*, 3 R.J.O., 43; TELLIER, J.

5. Un affidavit pour obtenir un *capias* est insuffisant, si dans une action en dommages pour marchandises avariées à bord d'un vaisseau, il n'y est pas dit avec certitude que les marchandises ont été ainsi avariées en la possession du défendeur et avant la livraison.—C.S. 1852. *Gale vs Brown*, 3 L.C.R., 148; 3 R., R., 475; BOWEN, DUVAL & MEREDITH, JJ.

6. A suit to recover the value of goods which a carrier has failed to deliver is not an unliquidated claim.—C.S., 1870. *Koornhuyse vs Grondin*, 14 J., 218; TORRANCE, J.

900. The affidavit may be made by one person only, or by several persons, each of whom swears to a portion of the necessary facts.—C.C.P., 807, *in part*.

"Hubert, Honey & Gendron," est insuffisant en loi.—C.S., 1878. *Tate vs Smith*, 12 R.L., 438; RAINVILLE, J.

5. L'omission, dans le *jurat*, des mots *devant nous*, est fatale.—C.A., 1864. *Heugh & Ross*, 8 J., 96; 11 R.J.R., 233.

6. The affidavit may be sworn before a deputy protonotary.—C.A., 1873. *The Moistic Iron Co. & Olsen*, 18 J., 29.

7. An affidavit sworn before a judge of the superior court, in any judicial district of the province, is sufficient to authorize the issuing of a writ of *capias* in any other

district.—C.R., 1896. *Caverhill vs Frigon*, 9 R.J.O., 530; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

8. La personne qui a reçu la déposition, a suffisamment indiqué sa qualité, si elle l'a fait dans des termes qui permettent au tribunal de reconnaître son officier.—C.R., 1882. *Montgomery vs Lyster*, 8 Q.L.R., 375; STUART, CASAULT & CARON, JJ.

901. L'affidavit basé sur la croyance du déposant ou sur des renseignements, doit énoncer les raisons de la croyance et les sources des renseignements.—*Nouveau*.

1. Cet article s'applique à l'arrêt simple (939), et à l'arrêt en mains tierces (942).

2. Rap. C.—L'art. 901 contient une disposition nouvelle destinée à rendre obligatoire l'énonciation des raisons de la croyance et des sources du renseignement, chaque fois que l'affidavit est basé sur la croyance du déposant et sur des renseignements.

3. An affidavit for *capias*, under C.C.P. 798 (898 n.c.), in which, as to the alleged secreting, the deponent swears: "Le déposant est informé d'une manière croyable, a toute raison de croire et croit vraiment en sa conscience que le dit O.B. a caché et soustrait et est sur le point de cacher et soustraire ses biens avec l'intention," etc., is sufficient.—C.A., 1882. *Blake & Wadleigh*, 6 L.N., 3; R., 108.—C.S., 1861. *Croteau vs Demers*, 7 Q.L.R., 277; MEREDITH, J.

V. art. 898, n. 60.

4. Where deponent swears he "merely believes" for reasons specially stated, it is not necessary to say he has "reason to believe.—C.A., 1875. *Phillips & Sutherland*, R., 108.

5. When the facts, upon which his belief is based, are sworn to directly, and not as hearsay, the deponent is not bound to disclose the names of any informant.—C.S., 1877. *Maguire vs Rockett*, 3 Q.L.R., 347; MEREDITH, J.

6. Les raisons de croire du déposant sont suffisamment énoncées par une allégation dans l'affidavit à l'effet que le défendeur avait dit au déposant, dans un endroit et à une époque indiqués, qu'il était sur le point d'aller en Californie, un des Etats-Unis de l'Amérique, pour y faire de l'argent, et avait requis le déposant de lui procurer de l'argent pour le voyage, et en répétant cet avancé à d'autres personnes nommées dans l'affidavit.—C.S., 1863. *Debien vs Marsant*, 14 L.C.R., 89; 12 R.J.R., 275; SMITH, J.

7. In an affidavit for *capias* on the ground of intention to depart, though the omission to disclose the names of deponent's informants, as to his grounds of belief, would be fatal if his belief rested on information only,

V. art. 28 et autorités citées dans ce sens.

9. La cour ne peut accorder au protonotaire ou à son député de vant lequel un affidavit devant servir à l'émanation d'un *capias* ou d'une saisie-arrêt avant jugement est assermenté, et qui oublie de signer le *jurat*, la permission d'y apposer sa signature après l'émanation et la signification du bref.—C.S., 1890. *Dubois vs Persillier*, 6 M.L.R., 269; WURTELE, J.

901. Any affidavit, founded upon information or belief, must state the grounds of such belief and the sources of such information.—*New*.

yet the affidavit is good if deponent swears directly to another of his grounds of belief, which is in itself sufficient.—C.R., 1872. *Milligan vs Mason*, 17 J., 159; JOHNSON, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

8. Dans le cas où l'affidavit pour *capias* constate que le défendeur recèle ou est sur le point de receler ses biens avec l'intention de frauder le demandeur, ce dernier n'est pas tenu de donner le nom de la personne qui l'a informé de ces faits, non plus que les raisons spéciales qui lui font croire à la vérité des faits par lui énoncés dans son affidavit. L'affidavit sur lequel a émané le *capias*, étant disparu du dossier, et le demandeur n'ayant pas pris les moyens de le remplacer, tel *capias* ne sera cependant pas inaintenu, quoique la preuve faite sur la contestation d'icelui soit suffisante pour faire rejeter cette contestation comme mal fondée.—C.S., 1877. *Holte vs Currie*, 22 J., 34; PAPINEAU, J.

9. Une déposition pour l'émanation d'un bref de *capias*, faite après l'institution d'une poursuite pour le recouvrement d'une créance, et contenant seulement l'allégué que depuis l'institution de l'action le défendeur a caché et soustrait ses biens, dettes et effets, avec l'intention de frauder ses créanciers en général, et les demandeurs en particulier, est suffisante et il n'est pas nécessaire de donner, dans cette déposition, les raisons de la croyance du déposant.—C.A., 1882. *D'Anjou & Thibaudeau*, 11 R.L., 512.

10. Where *capias* is founded upon belief of plaintiff that defendant is about to abscond, and states that his reasons for so believing are "that he has been so informed by A. B. and C. D.," that affidavit is sufficient.—C.R., 1881. *McRae vs Miller*, 28 J., 268; MACKAY, PAPINEAU & BUCHANAN, JJ.

11. Un affidavit, dans lequel il est dit que les raisons de croire que le défendeur est sur le point de quitter la province frauduleusement, sont que le défendeur est capitaine de vaisseau, lequel vaisseau est chargé et prêt à faire voile avec le défendeur comme capitaine; que le défendeur a lui-même dit qu'il était sur le point de faire voile pour des

endroits d'outre-mer, est suffisant.—C. S., 1854. *Quinn vs Alcheson*, 4 L.C.R., 37. R.J.R., 203; DUVAL, MEREDITH & CARON, JJ.

Dans le même sens :—C.S., 1854. *Le-febvre vs Tullock*, 5 L.C.R., 42; 4 R.J.R., 287; DUVAL, MEREDITH & CARON, JJ.—C. S., 1856. *Hassel vs Mulcahy*, 6 L.C.R., 15; 4 R.J.R., 474; STUART & PARKIN, JJ.—C. S., 1854. *Wilson vs Reid*, 4 L.C.R., 157; 4 R.J.R., 126; DUVAL & CARON, JJ.—C.S., 1854. *Berry vs Dixon*, 4 L.C.R., 218; 4 R.J.R., 166; DUVAL, MEREDITH & CARON, JJ.—C.R., 1872. *Milligan vs Mason*, 17 J., 159; JOHNSON, TORRANCE & BRAUDRY, JJ.

12. Une déposition pour *capias* affirmant que le défendeur est sur le point de quitter immédiatement l'ancienne province du Canada, avec l'intention de frauder ses créanciers, et ne contenant pas les raisons de la croyance du déposant, est irrégulière.—C.S., 1888. *Milchel vs Benn*, 16 R.L., 431; MATHIEU, J.—C.B.R., 1811. *Chrétien vs McLane*, 3 R. de L., 348; 2 R.J.R., 297.

13. In an affidavit for *capias* it is necessary to disclose the names of the persons from whom the information, that defendant was immediately about to abscond, etc., was obtained.—C.S., 1865. *Cameron vs Braga*, 10 J., 88; 15 R.J.R., 351; BERTHELOT, J.—C.S., 1872. *Lebel vs O'Brien*, 2 R.C., 238; TASCHEREAU, J.—C.S., 1879. *Mullarky vs Phaneuf*, 9 R.L., 529; PAPINEAU, J.

14. Unless the circumstances disclosed justify the belief.—C.S., 1854. *Perreault vs Desève*, 2 R.J.R., 344; Con. R., 24; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

15. Suivant l'article 798 C.P.C., (898 et 901 n.c.), le déposant doit énoncer spécialement dans son affidavit les raisons qu'il a de croire que le débiteur a soustrait ou va soustraire ses biens, avec l'intention de frauder, ce qui ne l'oblige pas à nommer la personne qui lui a donné l'information, s'il n'en a pas une connaissance personnelle, ni à dire quand il l'a reçue, pourvu qu'il apparaisse par les termes de l'affidavit et les circonstances y relatées qu'elle lui a été donnée dans un temps assez rapproché de la date de l'affidavit.—C.S., 1874. *Bell vs Vigneault*, 5 R.L., 697; POLETTE, J.

16. The allegation in an affidavit for *capias*, that deponent believes and is informed that the defendant is about to secrete "ses biens meubles et effets mobiliers," is defective, and the affidavit is also bad on account of the failure to state therein the special reasons and grounds of such belief.—C.R., 1876. *Augé vs Mayrand*, 21 J., 216; JOHNSON, TORRANCE & PAPINEAU, JJ.

17. The allegation in an affidavit for *capias* that deponent hath been informed by a person designated, that the defendant "had come to Montreal to attend the meeting of the Graphic Company, and that the said defendant was about to go to New-York," was insufficient in law to justify the belief

that the defendant was about to leave Canada for the United States of America, with intent to defraud the plaintiff, his creditor.—C.S., 1879. *Canada Paper Co. vs Hannalyne*, 23 J., 261; RAINVILLE, J.

18. It is not sufficient, in an affidavit for a *capias*, to state, the defendant is about to leave the heretofore province of Canada with intent to defraud his creditors, but the affidavit must also state the reasons why the deponent entertains such belief. A party temporarily in the province of Canada, on business, cannot be arrested on an affidavit that he is about to leave to return to his domicile. The allegations, that the defendant is endeavoring to escape from his obligations, towards a party who is not the plaintiff, and, the defendant is endeavoring to deny his indebtedness to the plaintiff, and thus to escape the payment of the sum of money, due to the plaintiff, are not sufficient to sustain a *capias*.—C.A., 1881. *Caffrey & Lighthall*, 2 D.C.A., 10.

19. Dans un affidavit pour obtenir un bref de *capias*, l'allégué que le défendeur, résidant à Rouse's Point, dans les États-Unis, est sur le point de quitter la province pour aller aux États-Unis, et donnant le nom des personnes qui en ont informé le demandeur, n'indique pas l'intention de frauder, et est insuffisant.—C.S., 1854. *Larocque vs Clarke*, 4 L.C.R., 402; 4 R.J.R., 212; Con. R., 83; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

20. V. *Revard & Vandusen*, art. 895, n. 38.

21. The fact that the debtor is leaving the province is not of itself evidence of an intent to defraud, but the affidavit for *capias* must contain reasons sufficient to satisfy the court that the plaintiff had reasonable and probable cause to believe that the debtor was actually about to leave with a fraudulent intent. If sufficient reasons are not set forth and proved, and the *capias* is shown to have issued improvidently, the defendant is entitled to damages.—C.S., 1883. *Brousseau vs Seybold*, 6 L.N., 389; JOHNSON, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

22. L'affidavit (produit pour obtenir l'émanation d'un bref d'arrêt en main tierce), basée sur la croyance du déposant, doit faire connaître les raisons de telle croyance, et les sources où le déposant a tiré ses renseignements, et l'article 901 C.P., est impératif sur ce point.—C.S., 1898. *Landry vs Denny*, 1 R.P., 84; ROUTHIER, J.

23. Un allégué basé sur la croyance du déposant, d'après des renseignements pris, et valable, s'il est précédé d'une assurance formelle, que le défendeur est sur le point de quitter les provinces de Québec et d'Ontario, et ces deux allégués n'étant pas incompatibles peuvent s'appuyer l'un et l'autre.—C.S., 1898. *Nelson vs Lippé*, 1 R.P., 191; MATHIEU, J.

24. V. *Ursie vs Charley*, art. 933, n. 43, 44.

902. Le bref est émis par le protonotaire, ou par le greffier de la cour de circuit qui agit en ce cas comme officier de la cour supérieure et qui rédige le bref comme s'il était expédié par le protonotaire.—*Nouveau, partie ; C.P.C., 797, partie ; 810, partie ; 811, partie.*

1. Un bref de *capias* signé "F. H. Marchand, greffier de la cour de circuit," et attesté par le sceau de la cour de circuit, de St-Jean, rapportable en la cour supérieure et commençant par ces mots, placés en tête à la marge : "dans la cour supérieure," est irrégulier.—Un tel bref n'est pas un bref dans la cour supérieure, tel que requis par l'acte de judicature.—C.S., 1856. *Hitchcock vs Meigs*, 6 L.C.R., 175 ; 5 R.J.R., 61 ; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

903. Avant d'émettre le bref, l'officier auquel on s'adresse doit être convaincu de la suffisance des allégations de l'affidavit.—*Nouveau ; S.R.B.C., c. 87, s. 1.*

1. Cet art. s'applique à l'arrêt simple (939), et à l'arrêt en mains tierces (942).

2. Rap. C.—L'art. 903 reproduit une disposition des S. R. B. C., (c. 87, s. 1), qui stipule obligation, pour l'officier auquel on s'adresse, d'être convaincu de la suffisance des allégations de l'affidavit.

904. Le bref est signé par l'officier qui l'expédie ; il contient, au dos, la mention des noms de la personne qui a donné l'affidavit et de la somme pour sûreté de laquelle il est émis, et, dans le cas de l'article 899, du montant du cautionnement fixé par le juge.—C. P. C., 807, *partie ; 803, amendé.*

1. 10-11 GEO. IV, c. 26.—S.R.B.C., c. 83, s. 6 ; c. 87, s. 1.

905. Le bref est adressé en la manière prescrite en l'article 601.—C.P.C., 809, 810, *amendés ; S.R., 5967.*

1. 12 Vic., c. 38, s. 47 ; c. 63.—S.R.B.C.,

SECTION II.

EXÉCUTION DU CAPIAS.

906. Si le bref de *capias* est adressé au shérif, il est tenu de l'exécuter ou de le faire exécuter par ses officiers.—C.P.C., 817.

902. The writ is issued by the prothonotary, or by the clerk of the Circuit Court who, in such case, acts as an officer of the Superior Court, and draws up the writ as though it were issued by the prothonotary.—*New, in part ; C.C.P., 797, in part ; 810, in part ; 811, in part.*

1. Un tel bref n'est pas un bref dans la cour supérieure, tel que requis par l'acte de judicature.—C.S., 1856. *Hitchcock vs Meigs*, 6 L.C.R., 175 ; 5 R.J.R., 61 ; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

903. Before issuing the writ, the officer to whom the application is made must be satisfied that the allegations of the affidavit are sufficient.—*New ; C.S.L.C., c. 87, s. 1.*

1. Cet art. s'applique à l'arrêt simple (939), et à l'arrêt en mains tierces (942).

904. The writ is signed by the issuing officer ; it must bear an endorsement stating the names of the person who made the affidavit, the amount for which the *capias* issued, and, in the case of Article 899, the amount of the bail fixed by the judge.—C.C.P., 807, *in part ; 803, amended.*

2. Cet art. s'applique à l'arrêt simple (939), et à l'arrêt en mains tierces (942).

905. The writ is addressed in the manner prescribed by Article 601.—C.C.P., 809, 810, *amended ; R.S., 5967.*

c. 83, s. 3, § 2 ; s. 6.

SECTION II.

EXECUTION OF THE CAPIAS.

906. If the writ of *capias* is addressed to the sheriff, he is bound to execute it or cause it to be executed by his officers.—C.C.P., 817.

907. Si le bref de *capias* est adressé à un huissier, il doit procéder à l'arrestation du défendeur et le remettre ensuite, avec le bref, au shérif, qui en devient alors responsable.—C.P.C., 816, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 6, § 2.
2. Un huissier porteur d'un bref qui lui ordonne d'arrêter le défendeur dans le

908. Le shérif est tenu de garder le défendeur dans la prison commune de son district jusqu'à ce que ce dernier donne caution ou soit libéré.—C.P.C., 818, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 1.

909. Il suffit de laisser une copie de la déclaration au défendeur lui-même ou au greffe du tribunal dans les trois jours qui suivent la signification du bref.

Dans le même délai, une copie de l'affidavit doit lui être laissée à lui-même ou au greffe.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 804.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Affidavit	4, 6, 23, 24, 25
Capias	3 à 8
Délai	7, 10, 11, 13, 15 à 23
Revendication	9, 19, 25
Saisie-arrêt	5, 8, 23, 24
Saisie conservatoire	18, 20
Saisie-gagerie	10 à 18, 21, 22
Saisie-gagerie conservatoire	18
Vacance	7

1. S.R.B.C., c. 83, s. 57.
2. Cet article s'applique à la saisie-arrêt avant jugement (939, 942), à la saisie revendication (948), à la saisie-gagerie (954), et, aussi, à la saisie conservatoire (956).
3. In a *capias* after judgment, a reference in the declaration to the grounds of *capias* set out in the affidavit is sufficient.—C.S., 1880. *Trust and Loan Co. vs Cassidy*, 3 L.N., 117; PAPINEAU, J.
4. And, in an affidavit for *capias*, *pendente lite*, a reference to the declaration filed in the cause, for the cause of the debt, is sufficient.—C.S., 1858. *Malo vs Labelle*, 2 J., 194; 6 R.J.R., 489; DAY, J.
5. Même dans le cas où le demandeur a déjà pris une saisie-arrêt avant jugement accompagnée d'une déclaration, le *capias*

907. If the writ of *capias* is addressed to a bailiff, he arrests the defendant and delivers him over, together with the writ, to the sheriff, who thereupon becomes responsible for the defendant.—C. C. P., 816, *amended*.

district de Montréal, ne peut faire légalement l'arrestation dans un autre district.—C.S., 1885. *Lefebvre vs Boudreau*, 2 M.L.R., 9; MATHIEU, J.

908. The sheriff is bound to keep the defendant in the common gaol of the district until the latter gives security or is released from confinement.—C.C.P., 818, *amended*.

909. It is sufficient to leave a copy of the declaration either with the defendant, or at the office of the court, within three days after the service of the writ.

Within the same delay, a copy of the affidavit must be served upon the defendant, or left at the office of the court.—*New, in part*; C.C.P., 804.

émané dans la même cause, pour les mêmes raisons, doit aussi être accompagné d'une déclaration.—C. R., 1884. *Morand et Varel*, 1 M.L.R., 109; SICOTTE, PAPINEAU & JETTÉ, JJ.

6. When a *capias* is issued, it is essential for the plaintiff to allege in his declaration that the defendant is secreting or has secreted his estate, or that he intends to leave the heretofore Province of Canada, with intent to defraud, or at the least to refer to the affidavit which led to the *capias*. The court will take cognizance of such defect even when the defendant has not contested the declaration.—C.S., 1883. *Howard vs Howard*, 9 Q.L.R., 172; ALLEYN, J.

7. In an action commenced by *capias*, served on the 31st May, and returnable on the 12th June (vacation) a service of the declaration by depositing it in the prothonotary's office on the 7th June, is a legal service of the declaration on defendant; and a delay of ten days between the service and return of declaration is not required.—C.S., 1865. *Raphael vs McDonald*, 10 J., 19; 14 R.J.R., 377; MONK, J.

8. Le demandeur sur saisie-arrêt avant jugement, ou sur *capias*, n'est pas tenu de faire signifier la déclaration au défendeur

lui-même, ou au greffe, mais peut en laisser au greffe une copie pour le défendeur et faire constater tel dépôt sur l'original par le protonotaire ou le greffier.—C.S., 1869. *Gaudette vs Laliberté*, 1 R.L., 747; 20 R.J.R., 481; POLETTE, J.

9. It is not necessary that a copy of the declaration in an action of revendication should be served at the prothonotary's office by a bailiff; it is sufficient that a copy be left at the office.—C.A., 1878. *Hearte & Rhind*, 1 L.N., 101.

10. Under sec. 57 of ch. 83 of C.S.L.C., in cases of *saisie-gagerie* in Circuit Court, the declaration need not be served by a bailiff, but may be left at the prothonotary's office.—The service of the declaration is sufficient, although an interval of five days do not remain between the service of the declaration and the return of the writ.—C.A., 1866. *Brahadi & Bergeron*, 10 J., 117; 2 L.C.L.J., 67; 14 R.J.R., 413.

11. The fact that a copy of the declaration was deposited for the defendant at the prothonotary's office before the service of the writ of *saisie-gagerie* is immaterial so long as the copy was in the office before the expiry of three days following the service of the writ.—C.S., 1892. *Beaulieu vs Phillips*, 2 R.J.O., 537; DOHERTY, J.

12. Dans les actions pour loyers, la déclaration peut être signifiée au bureau du protonotaire.—C.S., 1896. *Champagne vs Buchand*, 2 R. de J., 371; DELORIMIER, J.

13. La faculté accordée au demandeur de faire signifier au défendeur une copie de la déclaration dans les trois jours qui suivent la signification du bref de *saisie-gagerie*, est subordonnée à la condition qu'il y aura au moins un jour franc entre la signification de la déclaration et le rapport du bref.—C.S., 1895. *Laurin vs Laverdure*, 7 R. J. O., 235; MATHIEU, J.—*Contra*: C.S., 1892. *David vs Bonner*, 6 R.J.O., 243; PAGNUELO, J.

14. En matière de *saisie-gagerie*, instituée comme procédure sommaire, vu que le Code ne contient aucune disposition indiquant de quelle manière la signification de la déclaration doit se faire, il y a lieu de suivre, à cet égard, les dispositions de la procédure ordinaire, concernant la *saisie-gagerie*.—C. S., 1895. *Lebanc vs Akerman*, 1 R. de J., 425; TELLIER, J.

15. Service of the declaration upon *saisie-gagerie*, notwithstanding that damages are also claimed in lieu of rent, may be made at the office of the prothonotary within three days after the service of the writ.—C. S., 1896. *Guy vs Dagenais*, 9 R.J.O., 44; ARCHIBALD, J.

16. In all cases of attachment for rent the copy of the declaration may be served upon the defendant or deposited in the prothonotary's office, within the three days which follow the service of the writ. If such service be made on the return day, or after the return, the defendant is entitled to ask

for delay to plead, but cannot ask for the dismissal of the action.—C.S., 1892. *David vs Bonner*, 6 R.J.O., 243; PAGNUELO, J.

V. McGuire vs Watkins, 6 T.L.R., 135.

17. Where service of the declaration is made by leaving a copy thereof for the defendant at the prothonotary's office, the service of the action is not complete until such service of the copy has been made. Hence, in actions between lessor and lessee, if service be made at the prothonotary's office, the delay of one clear day between service and return to which the defendant is entitled is computed from such service of the declaration.—C.S., 1893. *Hall vs Pinsonnault*, 3 R.J.O., 543; DOHERTY, J.

18. Dans une action en séparation de corps, accompagnée d'une *saisie-gagerie* conservatoire, il n'est pas nécessaire de signifier la déclaration en même temps que le bref d'assignation, mais cette déclaration peut être signifiée au bureau du protonotaire, dans les trois jours qui suivent la signification du bref.—C.S., 1882. *Benoit vs Desjardins*, 11 R.L., 546; RAINVILLE, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

19. The provision of law authorizing the plaintiff in certain cases to serve the defendant with the declaration by leaving a copy of the same for him in the prothonotary's office within three days from the seizure, withdraws these three days from the delay ordinarily required between service and return. Therefore where the writ, in an action of revendication, was served upon the defendant with a delay of more than ten days, but a copy of the declaration was deposited in the prothonotary's office for defendant with a delay of only nine days, the service was held sufficient.—C.S., 1897. *Nordheimer vs Farrell*, 12 R.J.O., 150; 1 R.P., 34; ARCHIBALD, J.

20. The omission to leave a copy of the declaration with the defendant, or at the office of the Court, within three days after the service of a writ of conservatory attachment, is a good ground of exception to the form.—C.C., 1898. *Bongie vs The Ogdensburgh Coal and Towing Co.*, 1 R.P., 389; DORION, J.

21. Dans une action entre locateur et locataire le défendeur n'a pas droit de se plaindre de ce que la déclaration n'a été laissée au greffe que la veille du jour du rapport, s'il n'éprouve pas par là un préjudice réel.—C.C., 1898. *Beauchamp vs Melaye*, 1 R.P., 183; CHAMPAGNE, J.

22. Le défaut de signification de la déclaration, dans les trois jours qui suivent la *saisie-gagerie*, est un motif valable d'exception à la forme, mais si cependant cette déclaration est signifiée subséquemment, elle restera au dossier, et le délai pour plaider sera reculé.—C.S., 1898. *Marson vs Hughes*, 1 R.P., 202; MATHIEU, J.

23. Une exception à la forme se plaignant que le demandeur n'a pas, conformément aux articles 909 et 939 du C.P.C., déposé au greffe du tribunal dans les trois jours de la signification de la saisie-arrest avant jugement, pour le défendeur, une copie de l'affidavit sur lequel est basée cette saisie-arrest, sera maintenue vu qu'elle cause un préjudice à ce dernier.—C.S., 1898. *Poitras vs Gagné*, 4 R.L.N.S., 319; 1 R.P., 245; MATHIEU, J.

24. Le demandeur qui, dans une saisie-arrest avant jugement, néglige de faire signifier au défendeur, ou de laisser pour lui

au greffe de la Cour Supérieure, dans les trois jours après la signification de l'action, une copie de l'affidavit sur lequel le bref a émané, peut, sur demande à cet effet, être autorisé à réparer son oubli aux conditions imposées par le tribunal; cette omission n'est pas fatale et n'entraîne pas le déboute de l'action.—C.S., 1897. *Renaud vs Hoffman*, 4 R.L.N.S., 148; ARCHIBALD, J.

25. Cette signification n'est pas nécessaire dans le cas d'une saisie revendication.—C.S., 1898. *Tollier vs The Canada Liquor Co.*, 1 R.P., 318; LORANGER, J.

SECTION III.

MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE MOYENNANT CAUTION.

910. Avant le dernier jour du délai accordé pour comparaître, le défendeur appréhendé sur *capias* peut obtenir son élargissement provisoire en fournissant au shérif bonnes et suffisantes cautions, à la satisfaction de ce dernier, de payer le montant du jugement à intervenir sur la demande, en principal, intérêts et frais, ou, dans le cas de l'article 889 (a), le montant du jugement jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge, s'il ne donne pas caution au désir de l'article 913 dans les dix jours qui suivent celui auquel il est tenu de comparaître, ou s'il ne se remet pas dans ce délai entre les mains du shérif.

Les cautions offertes doivent, si le demandeur ou le shérif le requiert, justifier sous serment de leur solvabilité, mais ne sont pas tenues de le faire sur leurs immeubles.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 828, amendé.

(a) On remarquera que la version française réfère, ici, à l'article 889, tandis que la version anglaise réfère à l'article 899; c'est évidemment la version anglaise qui est la bonne. On ne retrouve pas cette erreur au projet du code ni à l'article 913.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 22.

2. Rap. C.—Le présent code (l'ancien) reconnaît trois espèces de cautionnement: 1° le cautionnement provisoire; 2° le cautionnement spécial; 3° le cautionnement ordinaire.

Le projet (le nouveau code) n'en admet

SECTION III.

RELEASE UPON BAIL.

910. Before the last day of the delay allowed for appearance, a defendant arrested upon *capias* may obtain his provisional release from confinement by giving good and sufficient sureties to the sheriff, to the satisfaction of the latter, that he will pay the amount of the judgment that may be rendered upon the demand, in principal, interest and costs, or, in the case of Article 399, the amount of the judgment to the extent of the sum fixed by the judge, should he fail either to give bail pursuant to Article 913 within ten days after the day upon which he must appear, or to surrender himself within such delay into the custody of the sheriff.

The sureties offered must, if the plaintiff or the sheriff so requires, justify their sufficiency on oath, but need not justify on real estate.—*New, in part*; C.C.P., 828, amended.

que deux: 1° le cautionnement provisoire:—Le défendeur donne caution, avant le rapport du bref, que dans les dix jours du rapport il donnera caution au désir de l'article 913 (art. 910); 2° le cautionnement ordinaire:—Le défendeur donne caution qu'il fera cession de ses biens dans les 30 jours du jugement maintenant le *capias*, et qu'il se remettra sous la garde du shérif dans les 30 jours d'une ordonnance l'y enjoignant (art. 913).

Comme on peut le voir, le système du projet (du n.c.) supprime le cautionnement dont l'objet est d'empêcher le débiteur de quitter la province (art. 824 anc.c.). Puis il exprime

ci, librement, dans la disposition relative au cautionnement ordinaire, l'obligation des cautions de payer si la cession n'est pas faite dans les trente jours du jugement, point sur lequel, à venir jusqu'à la loi 48 V., c. 22, s. 9, (art. 770, § 3, C.P.C.), le code était silencieux, et qui, même après cet amendement, a donné lieu à de nombreuses controverses et à des décisions qui n'attestent pas une interprétation uniforme.

Si on rapproche de ces changements les dispositions contenues en la section cinquième de ce chapitre, (arts. 925 et c.), on constatera que le *capias* bien fondé ab utra à l'avenir à une cession de biens ou au paiement de la dette. Les amendements faits aux divers articles de cette section sont pour la plupart inspirés par le désir de réaliser ce double objet.

3. A bail bond is considered to be a judicial proceeding in the interest of justice, and not a mere contract between individuals to be construed in favor of the plaintiff, according to the letter of the document.—C.S., 1885. *Roy vs Beaudet*, 11 Q.L.R., 259; McCORD, J.

4. Ledécès du défendeur avant jugement, libère les cautions.—C.B.R., 1848. *Raymond vs Walker*, 3 R. de L., 297; 2 R.J.R., 291.

5. The bail for a defendant arrested under *capias ad respondendum*, are cautions judiciaires, and liable to *contrainte par corps* to compel payment of judgment against them on their bond.—C.S., 1870. *Winning vs Leblanc*, 14 J., 298; 20 R.J.R., 297; MONDELET, J.

6. Sureties under C.P.C., 828, (910 n.c.), are liable absolutely, without an order previously obtained requiring the defendant to surrender himself into the hands of the sheriff.—C.S., 1881. *Duquette vs Pattenault*, 4 L.N., 187; TORRANCE, J.

7. Un créancier peut poursuivre les personnes qui se sont, sous l'article 828, (910 n.c.), portées cautions de son débiteur arrêté sous *capias* après que le jugement est rendu, maintenant le *capias*, si le défendeur ne donne pas cautions au désir de l'article 824 et de l'article 825, et même après que le défendeur aura interjeté appel du jugement maintenant le *capias*, si sur l'appel il n'a donné caution que pour les frais.—C.A., 1876. *Lajoie & Winning*, 9 R.L., 48.

8. Les cautions d'un débiteur arrêté sous *capias*, qui se sont obligées, sous l'art. 828 C.P.C., à payer la dette, au cas où le défendeur ne fournirait pas, sous 8 jours du rapport du bref, l'un ou l'autre des cautionnements

911. Le shérif, en ce cas, n'est responsable que de la solvabilité des cautions au jour du cautionnement par lui reçu.—C.P.C., 829.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 22.

912. Il est libéré de toute autre

mentionnés dans les articles 824 et 825 (V. 913 n.c.), sont tenues au paiement de cette dette, si le défendeur n'a pas fourni ce cautionnement dans ce délai que le juge ne peut étendre.—C.S., 1890. *Lélang vs Renaud*, 19 R.L., 221; 6 M.L.R., 193; MATHIEU, J.

9. Celui qui, dans le but d'obtenir la libération provisoire d'un débiteur arrêté sur *capias*, fait le dépôt d'une somme d'argent pour payer le montant du jugement à intervenir sur la demande, si le débiteur ne donne pas caution au désir des arts. 824 et 825 C.P.C., (V. 913 n.c.), dans un délai fixé par un écrit signé par les parties, pourra se faire remettre la somme déposée, si le débiteur obtient de la cour, après le délai fixé, la permission de fournir le cautionnement mentionné dans l'article 825.—C.R., 1889. *Bourossa vs Thibault*, 19 R.L., 239; 35 J., 97; JOHNSON, GILL & TAIT, JJ.

10. Les cautions au shérif, pour un défendeur arrêté sur un *capias*, ne sont responsables que pour le montant mentionné dans le cautionnement, et non pour le montant entier du jugement rendu contre tel défendeur.—C.S., 1885. *Joseph vs Cuveiller*, 5 L.C.R., 94; 4 R.J.R., 297; DAY, SMITH & VANFELSON, JJ.

11. L'obligation contractée en vertu d'un cautionnement donné au shérif sur un *capias* est pour le montant porté au dos du bref, et pas davantage : dans l'espèce où le shérif a pris le cautionnement pour le double du montant mentionné en l'affidavit et où le demandeur a obtenu jugement pour une plus forte somme, l'obligation de la caution ne peut excéder le montant mentionné dans l'affidavit et endossé sur le bref de *capias*. Le transport par des shérifs conjoints sous leur signature ordinaire, et dans la forme usitée en Angleterre, est valable. Une motion faite par le défendeur à l'effet qu'il lui soit permis de donner un cautionnement spécial pour le montant mentionné en l'affidavit et porté sur le bref, laquelle a été rejetée, n'est pas une exécution suffisante des exigences du bref pour libérer les cautions envers le shérif.—C.S., 1851. *Torrance vs Gilmour*, 2 L.C.R., 231; 3 R.J.R., 155; DAY, VANFELSON & MONDELET, JJ.

12. Where a *capias* has been declared good and valid, and the defendant in appealing from such judgment gives security for costs only, and files a declaration that he does not object to the execution of the judgment, the appeal does not suspend proceedings against the bail to the sheriff.—C.A., 1876. *Lajoie & Mullin*, 21 J., 59.

911. The sheriff is in such case responsible only for the sufficiency of the sureties at the time when the bail was given.—C.C.P., 829.

912. He may free himself from

responsabilité en offrant un transport de l'acte de cautionnement qu'il a reçu.

Ce transport peut se faire par un simple endossement du nom du shérif sur l'acte de cautionnement.—C.P.C., 83, amendé.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 23.

2. Il n'est pas nécessaire que le transport par le shérif d'un acte de cautionnement à lui donné en vertu de l'article 828 C.P.C., pour obtenir la libération provisoire du débi-

913. Le défendeur peut obtenir son élargissement en fournissant bonnes et suffisantes cautions, à la satisfaction du juge ou du protonotaire, qu'il fera cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers dans les trente jours de la prononciation du jugement maintenant le *capias*, et aussi qu'il se remettra sous la garde du shérif, lorsqu'il en sera requis par une ordonnance du juge, dans les trente jours de la signification de cette ordonnance à lui ou à ses cautions, et qu'à défaut de faire cette cession et de se livrer, ou de l'un ou de l'autre, ses cautions payeront au demandeur le montant du jugement en principal, intérêts et frais, ou, dans le cas de l'article 899 le montant du jugement jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge.—C.P.C., 776, § 2; 825, partie, amendé.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 10; s. 12, § 2-3; s. 13, § 2-4.

2. Rap. C.—L'art. 913 complète la disposition de l'art. 825 du C.P.C. (an. c.) relative au cautionnement ordinaire, en posant expressément l'obligation du défendeur de faire cession de ses biens dans les trente jours du jugement maintenant le *capias*. Le complément de cette disposition se trouve dans les articles 925 et 926 n.c.

3. A defendant was allowed to put in bail that he would surrender himself when required after judgment maintaining the *capias* and in lieu of other bail given to the sheriff.—C.S., 1867. *Henderson vs Lamoureux*, 17 L.C.R., 414; 16 R.J.R., 56; MONDELET, BERTHELOT & MONK, JJ.

any further liability by offering an assignment of the bail-bond taken by him.

This assignment may be effected by simply indorsing his name on the bail-bond.—C.C.P., 830, amended.

teur arrêté sous *capias*, soit signifié à la caution ou accepté par ce dernier pour saisir le créancier des droits à lui conférés par ce cautionnement et son transport.—C.R., 1893. *Guillet vs Lemieux*, 3 R.J.O., 413; TASCHE-REAU, LORANGER & DAVIDSON, JJ.

913. The defendant may obtain his release from confinement upon giving good and sufficient sureties, to the satisfaction of the judge or protonotary, that he will make an abandonment of his property for the benefit of his creditors within thirty days after the rendering of judgment maintaining the *capias*, and also that he will surrender himself into the custody of the sheriff, when required to do so by an order of the judge, within thirty days after service of such order upon him or his sureties, and that in default of such abandonment and surrender, or of either, such sureties will pay to the plaintiff the amount of the judgment in principal, interest and costs, or, in the case of Article 899, the amount of the judgment to the extent of the sum fixed by the judge.—C.C.P., 776, § 2; 825, in part, amended.

4. After the expiration of the delay of one month accorded for the surrender of a defendant by his bail under a bond in term of sec. 11 of ch. 87 of the Cons. Stat. of L.C., the liability of the bail to pay the plaintiff's debt becomes absolute.—C.A., 1868. *Lynch & Macfarlane*, 12 J., 1; 14 R.J.R., 401.

5. Un défendeur arrêté sur *capias* et qui a donné caution, aux termes de l'article 825 C.P., (913 n.c.), ne peut être emprisonné avant le délai d'un mois, à compter de la signification d'une ordonnance lui enjoignant de se remettre sous la garde du shérif, et la seule obligation de ses cautions est de payer la dette, sur son défaut de se livrer.—C.S., 1889. *Thibaudeau vs Villeneuve*, 17 R.L., 714; MATHIEU, J.

6. Le fait d'un débiteur arrêté sous *capias* de ne pas produire son bilan dans les trente jours du jugement et de ne pas se remettre sous la garde du shérif, ne rend pas ses cautions responsables, à moins qu'il n'ait été requis de le faire par une ordonnance du tribunal, ou qu'il n'ait été condamné à être emprisonné et n'ait fait défaut de se livrer.—C.S., 1886. *Lecterc vs Lutour*, 2 M.L.R., 102; CARON, J.

7. The sureties of a defendant arrested on *capias*, who have bound themselves under article 825 of the C.P.C. (913 n.c.), that defendant will surrender himself when required to do so by an order of the court or judge within one month from the service of such order upon defendant or his sureties, and in default to pay the debt, will not be held liable because of the service of a copy of judgment, served upon the defendant and them, rendered upon the contestation of the statement filed under art. 764 and under art. 776 (a. c.), condemning defendant to be imprisoned for three months, and the service of such copy of judgment is not service of an order such as mentioned in the bond or required by art. 825.—C.A., 1875.

914. L'élargissement peut être obtenu en tout temps avant jugement en la manière prescrite par l'article précédent.—C.P.C., 825, *partie*.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 10.

915. Ce cautionnement est présenté sur avis contenant la désignation des cautions proposées, signifié à la partie demanderesse ou à son procureur, en observant le délai d'un jour intermédiaire.—C.P.C., 826, *amendé*.

1. Le demandeur ne peut se plaindre de l'absence d'avis lorsque son procureur a assisté au cautionnement.—C.R., 1893. *Guillet vs Lemieux*, 3 R.J.O., 413; TASCHEREAU, LORANGER & DAVIDSON, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. L'avis mentionné dans l'article 915 du C.P.C. n'est pas de rigueur; il est simplement exigé pour permettre à la partie en fa-

916. Les cautions offertes doivent, si le demandeur le requiert, justifier sous serment de leur solvabilité, mais ne sont pas tenue de le faire sur des immeubles.—C.P.C., 827.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 10, § 2.

2. Une caution offerte par un défendeur arrêté sous *capias* et libéré sous cautionne-

Brossard & Bertrams, 20 J., 125.

8. In the case of a *capias ad respondendum*, wherein bail has been given under art. 825 of the Code, (913 n.c.), and wherein the condemnation is for a sum less than \$80, the court will grant a peremptory order to the defendant to surrender himself into the hands of the sheriff, within one month from the service upon him or his sureties of such order, on a simple motion to that effect by plaintiff made after the final judgment declaring the *capias* good and valid.—C.R., 1879. *Brossard vs Crevier*, 25 J., 11; JOHNSON, RAINVILLE & PAPINEAU, J.

9. L'huissier qui a arrêté un défendeur en vertu d'un bref de *capias* peut le conduire au bureau du protonotaire pour lui faire donner le cautionnement prévu par l'article 825 C.P.C. La disposition de l'article 816 (907 n.c.), qu'il doit le remettre au shérif n'est pas impérative, et ne contient qu'une direction pour l'huissier quand le défendeur n'est pas en état de donner caution.—Les entrées faites au plume par le protonotaire postérieurement aux procédures n'en affectent pas la validité.—C.S., 1889. *Germain vs Boutin*, 17 Q.L.R., 324; LARUE, J.

914. The release may be obtained in the manner prescribed by the preceding Article at any time before judgment.—C.C.P., 825, *in part*.

915. Such bail is offered after one day's notice, containing a description of the sureties proposed, served upon the plaintiff or his attorney.—C.C.P., 826, *amended*.

veur de laquelle le cautionnement est donné, de s'assurer de la solvabilité des cautions.—S'il est prouvé que le cautionnement ainsi donné sans avis, était suffisant pour garantir le capital, les intérêts et les frais qu'il était destiné à couvrir, le demandeur n'ayant allégué ni prouvé aucun préjudice, il sera déclaré valable et bon d'après la maxime "pas de nullité sans griefs."—C.R., 1898. *Dumont vs Carbonneau*, 13 R.J.O., 416; CASALT, ROUTHIER & LEMIEUX, JJ.

916. The sureties offered must, if the plaintiff so requires, justify their sufficiency on oath, but need not justify on real estate.—C.C.P., 827.

ment, pour en remplacer une autre qui est devenue insolvable, n'est pas tenue de justifier de sa solvabilité sur des immeubles.—C.

S., 1879. *La Banque d'Hochelaga vs Goldring*, 10 R.L., 234; JOHNSON, J.

3. Bailiffs who have become sureties, in

917. Les cautions ou l'une d'elles peuvent en tout temps arrêter le défendeur et le remettre au shérif, ou obtenir, sans avis, du protonotaire, une ordonnance enjoignant au shérif ou à un huissier de l'arrêter.

L'exécution de cette ordonnance est soumise aux règles des articles 906, 907 et 908.—C. P. C., 831, *partie amendée*.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 5.

2. Where the bail of a party originally arrested under a *capias* has caused him to be imprisoned under a writ of *contrainte par corps* issued at their instance in order that he should undergo the imprisonment imposed as a punishment under sub-section 2 of sec. 12 of ch. 87 of the Con. Stat. of L. C., the bail cannot, for that reason alone, claim that their bail bond should be cancelled and discharged.—C.S., 1865. *Macfarlane vs Lynch*,

918. Quand les cautions arrêtent elles-mêmes le défendeur, le shérif ne peut être tenu de le recevoir, à moins qu'il n'en soit requis par un acte sous la signature des cautions ou de l'une d'elles, ou de leur procureur fondé.

Cet acte doit contenir la mention du tribunal, les noms des parties en cause et des cautions, et requérir le shérif de prendre le débiteur sous sa charge.

Le shérif doit leur donner acte de la livraison du débiteur.—C.P.C., 832, *amendé*.

SECTION IV.

CONTESTATION DU CAPIAS.

919. Sur requête présentée au juge, le défendeur peut faire annuler le *capias* dans les cas suivants :

1. S'il établit que les alléguations de l'affidavit sur lequel est basé le *capias* sont insuffisantes ;

violation of the Rule of Practice, n. 6, cannot plead that rule in defence to an action against them on the bond.—C.S., 1881. *Dupras vs Sauvé*, 4 L.N., 104; TORRANCE, J.

917. The sureties or any of them may themselves arrest the defendant and deliver him to the sheriff; or may obtain, without notice, from the protonotary, an order commanding the sheriff or a bailiff to make the arrest.

The execution of such order is governed by the rules contained in Articles 906, 907 and 908.—C.C.P., 831, *in part, amended*.

10 J., 26; 1 L.C.L.J., 99; 14 R.J.R., 400; BADGLEY, J.

3. Les cautions d'un défendeur arrêté sur *capias*, qui se sont obligées par un cautionnement provisoire conformément à l'article 828 C.P., (910 n.c.), sont libérées de leur obligation, si, le jour du retour du bref de *capias*, ils livrent le défendeur entre les mains du shérif pour qu'il soit détenu en vertu du dit bref.—C.A., 1879. *Angers & Trudel*, 10 R. L., 566.

918. When the sureties have themselves arrested the defendant, the sheriff is not bound to receive him without a written requisition, signed by the sureties or by one of them, or by their authorized attorney.

The requisition must contain the title of the court, the names of the parties to the suit and of the sureties, and must require the sheriff to take the debtor into his custody.

It is the duty of the sheriff to give the sureties a certificate of such surrender.—C.C.P., 832, *amended*.

SECTION IV.

CONTESTATION OF THE CAPIAS.

919. Upon a petition presented to a judge, the defendant may have the *capias* quashed in the following cases :

1. Whenever he shows that the allegations of the affidavit upon which the *capias* is founded are insufficient ;

2. S'il établit qu'il est exempt de l'incarcération ;

3. Si le demandeur ne peut établir la vérité des allégations essentielles de l'affidavit.—C.P.C., 819, *amendé*.

2. Whenever he shows that he is exempt from arrest ;

3. Whenever the plaintiff fails to establish the truth of the essential allegations of the affidavit.—C.C.P., 819, *amended*.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Affidavit	15 à 25
Appel	15, 16
Cession volontaire	6
Date	23, 24
Demande de cession	6
Détails	4, 5, 23
Dommages	22, 25
Juge en chambre	17
Libération	6, 8
Mineur	10
Mode de contestation	4
Preuve	13, 14, 18, 19, 20
Protonotaire	21
Requête	4, 6 à 17
Revision	17

1. S.R.B.C., c. 87, s. 8, 9, § 2 ; c. 47, s. 3, § 3.—C.P.L., 218.

2. Les articles 919 à 924 inclusivement s'appliquent à l'arrêt simple (939), et à l'arrêt en mains tierces (945).

3. Rap. C.—La rédaction de l'article 919, tout en conservant la règle qu'il incombe au défendeur de démontrer qu'il est exempt d'incarcération ou que l'affidavit est insuffisant, rejette sur le demandeur le fardeau de la preuve des faits imputés par l'affidavit. Cette modification met fin à l'interprétation jurisprudentielle donnée jusqu'ici à l'article 819 C.P.C.

4. Le mode de contester un *capias* par requête n'exclut pas le droit de le contester par la voie de la procédure ordinaire, en répondant à l'action ; et, dans ce cas, le jugement qui prononce sur le sort de l'action décide aussi de la validité du *capias*. Le défendeur qui conteste l'action et le *capias* en même temps, peut demander les particularités dont il a besoin pour répondre à la demande.—C.S., 1895. *Simoncau vs Bêland*, 2 R. de J., 130 ; LARUE, J.

5. The defendant before filing his contestation of the writ of *capias*, is entitled to particulars as to time, place and circumstances of the act or acts of secretion, alleged in the affidavit on which the *capias* issued.—C.S., 1896. *Archer vs Douglass*, 10 R.J.O., 42 ; CURRAN, J.
V. *infra*, n. 23.

6. Le défendeur arrêté sur *capias*, peut demander purement et simplement sa libération de l'incarcération, sans être obligé de demander en même temps la cassation et l'annulation du *capias*.—Une cession volontaire ne peut être invoquée comme raison pour ne pas se conformer à une demande de cession judiciaire.—Le fait que le défendeur

aurait été dépossédé de ses biens par la cession volontaire et qu'il n'en a pas été remis en possession, n'est pas un obstacle à la cession judiciaire.—L'allégation de bonne foi du défendeur ne peut l'empêcher d'être arrêté sur *capias*, lorsqu'il refuse de faire cession quoique requis. — Lorsque la cession volontaire est invoquée comme moyen de contestation, la partie adverse peut faire rejeter ce moyen sur appointement en droit. — Les moyens de contestation de la requête en libération tendant à expliquer les circonstances sous lesquelles le *capias* a été pris et à repousser les allégations de bonne foi invoquées par la requête du défendeur sont pertinents et valables en loi.—C.S., 1897. *Marlin vs Plante*, 3 R. de J., 516 ; BÉLANGER, J. V. *Agnew vs Lesage*, art. 853, n. 17.

7. Dans une requête en contestation d'un *capias*, le requérant ne peut invoquer que des moyens se rapportant à la fausseté ou à l'illégalité de l'affidavit, mais non ceux qui ont rapport à l'irrégularité de l'émanation du bref.—C.S., 1890. *Chaput vs Porcherou*, 6 M.L.R., 326 ; TASCHEREAU, J.

Dans le même sens :—C.S., 1871. *Lemay vs Lemay*, 3 R.L., 32 ; MEREDITH, J.

8. Un défendeur arrêté sous *capias* peut, après avoir contesté le *capias* par requête avec des moyens au fond, demander sa libération par une autre requête alléguant des moyens suffisants de forme.—C.S., 1885. *Leclerc vs Boudreau*, 2 M.L.R., 9 ; MATHIEU, J.

9. Where a petition to quash, setting up matters of law, is rejected, the defendant will not be allowed to present another petition as to the facts.—C.A., 1875. *Phillips & Sutherland*, R., 113.

10. La requête en vertu de l'article 819 C.P., (919 n.c.), est une procédure indépendante, et le requérant peut invoquer les mêmes moyens que ceux invoqués par lui en son exception à la forme.—Un mineur, arrêté en vertu d'un *capias*, est fondé à demander son élargissement, en alléguant sa minorité.—C.S., 1879. *Morgan vs LeBouthillier*, 5 Q. L. R., 212 ; CARON, J.

11. The petition may be made after issue joined. No presumption of waiver of right to petition arises from delay or from pleading to the action.—C.S., 1857. *Chapman vs Blencherassel*, 2 J., 71 ; 6 R.J.R., 371 ; MONDELET, J.

12. But it cannot be made after final judgment rendered, the court being no longer seized of the cause.—C.S., 1858. *Hogan*

vs Gordon, 2 J., 162; 6 R.J.R., 459; MONDELET, J.

13. On a petition for discharge from custody if the defendant fails to explain circumstances which induce a strong suspicion of guilt, and which he might easily explain, if innocent, his omission furnishes a forcible inference against him.—C.R., 1880. *McNamee vs Jones*, 3 L.N., 371; SICOTTE, TORRANCE & JETTÉ, JJ.

14. Where a tenant arrested under a *capias* for sequestration endeavours to show that the effects he is accused of secreting belong to another, he must have expressly alleged this fact to be able to avail himself of such defence.—C.R., 1889. *Cowans vs Brière*, 33 J., 103; JOHNSON, MATHIEU & DAVIDSON, JJ.

15. Where an objection to a petition to set aside a *capias* is not taken in the court below, it will not be considered in appeal.—C.A., 1876. *Brown & Canadian Bank of Commerce*, R., 113.

16. Un défendeur arrêté sur *capias* doit soulever, *in limine litis*, tous moyens résultant de l'insuffisance de l'affidavit, et il est trop tard de le faire en appel.—C.A., 1877. *Heyneman & Smith*, 21 J., 298.

17. Un jugement rendu par un juge en chambre, sur une requête faite en vertu des articles 819 et 854 C.P. (919, 939 n.c.), n'est pas sujet à la révision par le tribunal.—C.S., 1889. *Bernard vs Molson*, 17 R.L., 244; MATHIEU, J.

18. Affidavits to procure revindication, *capias* or attachment are completely exhausted by the issue of the writ, and are of no value as proof in the case.—C.C., 1877. *Crehen vs Hagerly*, 3 Q.L.R., 322; CARON, J.—Dans le même sens; C.S., 1879. *Plante vs Carrier*, 5 Q.L.R., 350; McCORD, J.

19. Le contraire a été jugé dans:—C.S., 1862. *Egert vs Laidlaw*, 7 J., 227; 12 R.J.R., 181; SMITH, J.—C.S., 1875. *Kitchot vs McGill*, 20 J., 139; JOHNSON, J.—C.R., 1870. *Drapeau vs Pacaud*, 6 Q.L.R., 140; MEREDITH, STUART & CASUALT, JJ.—C.A., 1880. *Molson & Carter*, 25 J., 65.

20. Le paragraphe 3 de l'art. 919 met fin à toute incertitude sur ce point, en déclarant que c'est au demandeur à établir la vérité des allégations essentielles de l'affidavit.

21. When the writ has issued on the order of a prothonotary acting in the absence

920. Aux fins de juger cet incident, le juge peut ordonner le rapport immédiat du bref de *capias* et des procédures sur icelui; mais, les délais pour plaider à l'action ne commencent à courir que du jour où le rapport du bref eût autrement été fait.—C.P.C., 820, amendé.

of the judge, on a claim for "unliquidated damages," a petition, concluding with a general prayer to quash the writ, and to discharge the defendant, includes an application to revise the order of the prothonotary.—(V. art. 33 C.P.)—Even when the amount of bail fixed is not excessive, the court will quash the writ if it appears that, under the circumstances disclosed by the affidavit, it was indiscreet in the prothonotary to allow the remedy afforded by *capias*, and this without ordering any *enquête*.—C.S., 1871. *Worthen vs Holt*, 15 J., 161; 21 R.J.R., 495; RAMSAY, J.

22. Une requête se plaignant qu'un bref de saisie-arrêt avant jugement pour dommages non liquidés a émané sans l'ordre du juge, est de la nature d'une exception à la forme et doit être faite dans le même délai.—C.S., 1895. *Perrault vs Tite*, 8 R.J.O., 399; TASCHEREAU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

23. Le défendeur, arrêté sur *capias*, ne peut par motion demander et obtenir des détails se rapportant aux lieux et temps des actes de recel, pour suppléer au contenu de l'affidavit mentionné dans l'article 898 C.P.—C.S., 1898. *Buzzell vs Harvey*, 1 R.P., 108; LYNCH, J.

V. *supra*, n. 4, 5.

24. Un affidavit pour *capias*, qui ne mentionne pas la date où la dette a été contractée, est insuffisant, et un *capias* émané sur un tel affidavit sera renvoyé sur requête.—Il suffit que la requête en nullité de *capias* soit présentée dans un délai raisonnable.—C.S., 1898. *Barlow vs Dolan*, 1 R.P., 110; MATHIEU, J.

V. sur le premier point, art. 898, n. 14 et 933, n. 2.

25. Dans un *capias* et une saisie-arrêt avant jugement, basée sur des dommages causés par une fausse arrestation, l'affidavit du demandeur contenait l'allégué suivant:—"That the said defendants are connected with a Spanish spy system which has been conducted by them and others in the United States."—Ce ne serait là ni un acte dommageable pour le demandeur ni un acte comportant l'intention de frauder, et cet allégué est renvoyé sur requête en droit.—C.S., 1898. *Kellert vs Carranza*, 1 R.P., 264; MATHIEU, J.

920. In order to decide upon this incidental proceeding, the judge may order the immediate return of the writ of *capias* and the proceedings had upon it; but the delays for pleading to the action are computed only from the date on which the return would otherwise have been made.—C.C.P. 820, amended.

1. Le demandeur peut être mis sous règle et contraint de rapporter son action en cour avant le jour du retour, si telle action est commencée par un *capias*.—C.S., 1850. *Kelly vs Horan*, 1 L.C.R., 143; BOWEN, DUVAL & MEREDITH, JJ.

2. The defendant only and not the plaintiff is entitled to demand the immediate return of the writ.—C.R., 1880. *Slater vs Belisle*, 3 L.N., 238; SICOTTE, MACKAY & TORRANCE, JJ.

3. A defendant need not present a petition under art. 819 C.P.C. (919 n.c.), in order to have a writ of *capias* returned immediately, but a judge may order such return upon simple motion to that effect.—C.S., 1873. *The Moisie Iron Co. vs Olsen*, 17 J., 322; STUART, J.

921. Si la contestation ne porte que sur la suffisance des allégations de l'affidavit, le juge peut en disposer après avoir entendu les parties.—C.P.C., 821, *partie*.

1. Le demandeur, dans un affidavit pour *capias*, donna pour raison de sa croyance : "qu'il a été ce jour informé par A. et B. que le défendeur a empaqueté tous ses effets pour s'en aller du Canada et qu'il laissera la dite province demain et n'y reviendra pas, et qu'il entend ainsi laisser la province avec l'intention frauduleuse susdites." Sur requête par le défendeur pour être élargi et mis en liberté, les deux individus A. et B. examinés de sa part, déposèrent qu'ils avaient seulement dit que le défendeur était sur le point de partir pour New-York.

En transquestionnant les témoins du requérant, le demandeur fit preuve d'autres faits tendant à démontrer l'intention fraudu-

922. Si la contestation est basée sur la fausseté des allégations ou sur ce que le défendeur est exempt d'incarcération, elle doit être liée sur la requête du défendeur indépendamment de la contestation sur la demande principale.

Cette contestation est soumise aux règles et délais des causes sommaires.—C.P.C., 821, *partie, amendé*.

1. V. art. 821, n. 1.

2. Le défendeur sur bref de *capias*, qui demande sa cassation, sur requête, ne sera pas admis au mérite sur la requête, à transquestionner le déposant, mais il doit en faire son propre témoin.—C.A., 1882. *D'Anjou & Thibcaudeau*, 11 K.L., 512.

4. Les délais pour faire une exception à la forme à un bref de *capias* et aux procédés faits sur icelui, doivent compter seulement du jour du rapport fixé dans le bref, et non pas du jour où le bref est rapporté au greffe sur un ordre du juge.—C.R., 1884. *Morandat vs Varet*, 1 M.L.R., 109; SICOTTE, PAPI-NEAU & JETTÉ, JJ.

5. Where a writ of seizure before judgment notwithstanding an order granted by the court on application of defendant for its immediate return, was returned only on the original return day, and the defendant had not made any further application up to that time, the court will not reject the writ as filed too late.—C.S., 1885. *Picher vs Talbot*, 9 L.N., 4; BROOKS, J.

921. If the contestation is merely as to the sufficiency of the allegations of the affidavit, the judge may dispose of it after hearing the parties.—C.C.P., 821, *in part*.

leuse du défendeur.—*Jugé*: Que telle preuve peut être faite et que le demandeur n'est pas restreint aux matières de faits énoncées dans son affidavit. Que, dans l'espèce, quoique l'affidavit fut directement contredit par les deux individus desquels le demandeur avait déclaré qu'il avait reçu son information, néanmoins il y avait suffisamment au dossier pour démontrer que le défendeur était sur le point de laisser la province frauduleusement.—C.A., 1860. *Blanckensee & Sharpley*, 10 L.C.R., 240.

2. An affidavit to hold to bail cannot be contradicted by counter affidavits.—C.B.R., 1810. *Lawrence vs Hinckley*, 3 R. de L., 348.

922. If the contestation is founded upon the falsity of the allegations, or upon the defendant's being exempt from arrest, issue must be joined upon the petition of the defendant independently of the contestation upon the principal demand.

The contestation is subject to the same rules and delays as summary matters.—C. C. P., 821, *in part, amended*.

3. Lorsqu'un demandeur a pris en même temps un *capias* et un bref de saisie-arrêt avant jugement et que par sa déclaration sur la saisie-arrêt il ne conclut à aucune condamnation nouvelle, mais requiert simplement que cette demande soit jointe à l'action principale, le défendeur ne peut produire deux

défenses, et la dernière sera rejetée sur motion avec dépens.—C.S., 1885. *St-Michel vs Vilder*, 1 M.L.R., 163; JETTÉ, J.

4. La preuve des faits de recel, sur une requête en contestation de *capias*, ne doit pas être restreinte à ceux qui étaient connus de celui qui a donné la déposition sur laquelle le *capias* a émané, mais ce dernier peut prouver des faits de recel qu'il ne connaissait pas lui-même.—C.R., 1889. *Alcan vs Giroux*, 18 R.L., 289; JOHNSON, GILL & ANDERSON, JJ.

V. art. 921, n. 1.

5. It was decided, under the old Code, that the concluding portion of article 821 was permissive only and did not oblige the defendant, when the exigibility of the debt depended upon the truth of the allegations

923. Le défendeur dont la demande de libération est repoussée peut se pourvoir en revision ou en appel.—C.P.C., 822, amendé.

1. An appeal will lie from an interlocutory judgment of a judge of the Superior Court rejecting the summary petition of a defendant arrested by *capias* to be discharged in the terms of 12 V., c. 42, s. 2.—C.A., 1859. *Blackense & Sharpley*, 3 J., 292.

924. Au cas où le *capias* est annulé par le tribunal ou le juge, le demandeur peut obtenir la suspension du jugement, en déclarant immédiatement qu'il entend le faire reviser ou le porter en appel.

Dans le premier cas, il doit faire signifier l'inscription et faire le dépôt requis par l'article 1196 avant l'expiration du jour juridique qui suit le prononcé du jugement, et, dans le second, faire signifier l'inscription dans le même délai et donner caution en la manière ordinaire.

S'il y a lieu à appel en faveur du demandeur de la sentence en revision, il doit déclarer immédiatement son intention à cet effet, produire son inscription en appel avant l'expiration du jour juridique qui suit le prononcé du jugement en revision, et donner caution en la manière ordinaire.

A défaut par le demandeur de rem-

of the affidavit, to contest the writ together with the merits of the case.—C.S., 1893. *Madore vs Robert*, 4 R.J.O., 389; TAIT, J.—Confirmed in Review, 1894; JETTÉ, LORANGER & CHARLAND, JJ.

6. V. 4e Rapport des codificateurs, p. LXX.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

7. L'art. 922 C.P. n'est pas limitatif d'aucun délai pour la signification et la présentation de la requête invoquant la fausseté des allégations, mais n'a que l'effet de déterminer et fixer le mode et les délais dans lesquels il sera procédé à la contestation liée sur telle requête.—C.S., 1899. *Poirier vs O'Dell*, 2 R.P., 30; BÉLANGER, J.

923. A defendant whose application to be released from confinement is rejected may appeal to the Court of Review or to the Court of Queen's Bench.—C.C.P., 822, amended.

2. V. sous art. 43, n. 21 et 22: *Canadian Bank of Commerce & Brown*, 19 J., 110; R., 40;—*Phillips & Sutherland*, 19 J., 134; R., 41.

3. Et sous art. 60, n. 28: *Goldring & La Banque d'Hochelaga*, 10 L.N., 122.

924. If the court or the judge quashes the *capias*, the plaintiff may obtain a suspension of the judgment by declaring immediately that he intends to take the decision to review or to appeal.

In the former case, he must serve the inscription and deposit the amount required by Article 1196 before the expiry of the next juridical day after the rendering of judgment, and, in the latter case, must serve the inscription within the same delay, and give security in the ordinary way.

If the plaintiff is entitled to appeal from the judgment in review, he must immediately declare his intention of doing so, file the inscription in appeal before the expiry of the next juridical day after the rendering of judgment in review, and give security in the ordinary way.

If the plaintiff fails to comply with

plir ces formalités, le défendeur est libéré.—C. P. C., 823, amendé; 54 V., c. 41, s. 3.

1. La déclaration qu'il entend faire reviser la décision, que l'article 823 (924 n. c.) du Code de procédure exige être faite de suite par le demandeur, n'est requise que pour empêcher le défendeur d'être mis en liberté, et le demandeur peut, sans elle, demander la revision du jugement annulant le *capias* avec dépens contre lui.—C. R., 1886. *Richardson vs Fortin*, 13 Q. L. R., 18; STUART, CASALT & ANDREWS, JJ.

SECTION V.

EFFET DU CAPIAS.

925. A la requête du demandeur, le débiteur, contre lequel un *capias* a été maintenu et qui a été élargi sous caution, peut être condamné par le tribunal à être emprisonné pour un temps indéterminé.

L'ordonnance qui prononce l'incarcération peut être rendue aussitôt après le jugement maintenant le *capias*, mais elle n'est exécutoire que trente jours après sa signification.

Pour le surplus, elle est demandée, contestée et mise à exécution comme la contrainte.—*Nouveau*; C. P. C., 776, *partie*.

1. Rap. C.—Cette section n'existe pas dans le Code actuel.

Elle est due principalement au désir d'attacher au *capias* des effets qui en feront un recours réellement effectif, et incidemment à celui d'insérer à leur véritable place, en leur faisant subir les modifications nécessaires, les dispositions des articles 764, dernier aliéna, 766, § 1, 767, 768, dernier aliéna, 773, § 2, 776, § 3 du présent Code, qui se trouve maintenant sous la rubrique CESSION DE BIENS.

Sous l'empire du Code actuel le *capias* est souvent illusoire; il l'est presque toujours quand le débiteur, chargé de recel, donne caution lors de son appréhension. Le jugement, en effet, lui est-il défavorable, il se hâte de faire cession; et, bien qu'il omette de son bilan les choses recélées, il est à l'abri de toutes recherches, sauf le cas du deuxième paragraphe de l'article 773 C. P. C. Les dispositions nouvelles des articles 1000 et 1005 (925 et 926 n. c.) rendent ce résultat impossible. La confirmation du *capias* con-

these formalities, the defendant is released.—C. C. P., 823, amended; 54 Vic., c. 41, s. 3.

2. Le demandeur dans une poursuite accompagnée d'un bref de *capias ad respondendum* peut, dans les huit jours du jugement, demander la revision d'une décision, sur une requête du défendeur, ordonnant sa libération quoiqu'il n'ait pas déclaré de suite, aux termes de l'article 823 C. P. C., qu'il entendait faire reviser la décision et déposer le montant requis par l'article 497.—C. R., 1888. *Channel vs Beckett*, 17 R. J., 678; DOHERTY, JETTÉ & GILL, JJ.

SECTION V.

EFFECT OF THE CAPIAS.

925. Upon a petition by the plaintiff, the debtor against whom a *capias* has been maintained, and who has been released upon bail, may be condemned by the court to imprisonment for an indeterminate time.

The order decreeing the imprisonment may be rendered as soon as judgment has been pronounced maintaining the *capias*, but it is executory only thirty days after its service.

In other respects, it is applied for, contested and executed in the same manner as coercive imprisonment.—*New*; C. C. P., 776, *in part*.

féra toujours au créancier la faculté de faire décerner la contrainte contre son débiteur. Celui-ci ne pourra obtenir sa relaxation qu'après acquit du jugement ou à la suite d'une cession; et, s'il omet de son bilan ses biens actuels ou ceux dont le recel a déterminé le maintien du *capias*, il se verra frappé de la peine réservée au débiteur frauduleux.

Le droit conféré au demandeur de faire prononcer la contrainte aussitôt après l'adjudication sur le *capias* tout en laissant subsister la responsabilité des cautions, a entraîné l'abrogation de la règle du troisième paragraphe de l'article 776, stipulant obligation pour le défendeur élargi sous caution de faire cession dans les trente jours du jugement. Ce défendeur aura à l'avenir, en effet, tout intérêt à déposer son bilan au plus tôt après le jugement, afin de pouvoir obtenir plus rapidement sa libération, si le demandeur, usant du droit que lui confère l'article 1000 (925 n. c.), le fait incarcérer.

Le système que nous venons d'exposer est

substitué à celui des articles 766, § 1, et 776, § 3, mais laisse subsister, en la rendant applicable au débiteur incarcéré ou élargi sous caution, la règle de l'article 767.

Il est presque superflu d'observer que les dispositions de la cession de biens continueront à régir celle qui est faite à la suite d'un *capias*. Leur application cessera seule-

926. Sauf la responsabilité encourue par les cautions lorsque le défendeur n'a pas fait cession de ses biens dans les trente jours du jugement maintenant le *capias*, le débiteur peut en tout temps faire cession de ses biens.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 766, § 1; S.R., 5963.

1. S.R.B.C., c. 87, s. 12, 18.

2. V. arts. 888 et 889 et auts. citées.

3. A defendant who has given bail under art. 825 C.P., (913 n.c.), is bound to file a statement within thirty days after judgment maintaining the *capias*, or, in default of so doing, he may be imprisoned.—C.S., 1881. *La Banque d'Hochelaga vs Goldring*, 4 L.N., 324; TORRANCE, J.

V. art. 69, n. 28.

4. Il sera permis à un défendeur, cinq mois après la reddition du jugement maintenant un *capias*, de produire un état de ses

927. La cession faite à la suite d'un *capias* est régie par les règles contenues dans les articles 854 à 892 inclusivement, sauf les règles particulières énoncées dans la présente section.—*Nouveau*.

1. Where a person was arrested under a writ of *capias ad respondendum*, and the present defendant gave bail to the sheriff, and subsequently the debtor made an abandonment of his property for the benefit of his creditors and gave due notice thereof, and

928. Le cession de biens se fait par la production de la déclaration et du bilan au greffe de la cour supérieure pour le district où a été émis le *capias*.—C.P.C., 764, *partie, amendé*; S.R., 5954.

1. A debtor arrested under a rule for *contrainte par corps* and imprisoned in a district other than that of his domicile is entitled to make a *cession de ses biens* in the district where he is so imprisoned. The provisions of the law applicable to the discharge of

ment lorsqu'il s'agira d'un point au sujet duquel la section que nous examinons contient une règle particulière (art. 927).

2. V. auts. citées sous l'art. 888, auxquelles réfèrent les commissaires dans leur rapport.

3. V. *Leclair vs Trudeau*, art. 889, n. 1.

926. Saving the responsibility incurred by the sureties whenever the defendant has not made an abandonment of his property within thirty days after judgment maintaining the *capias*, the debtor may make such abandonment at any time.—*New, in part*; C.P., 766, § 1; R.S., 5963.

affaires, tel que requis par la cl. 12 du c. 87 S.R.B.C., et la requête du demandeur pour emprisonnement sera renvoyée par suite de cette permission.—*Scmble*: qu'un état sous la cl. 12 du ch. 87 S.R.B.C., est suffisant, quoiqu'il n'énonce pas la nature de la créance de chaque créancier, si elle est privilégiée, hypothécaire ou autre, lorsque le défendeur jure que lors du jugement, ni pour un an avant, ni depuis le jugement, il ne possédait aucune propriété réelle ou personnelle.—C.R., 1867. *Henderson vs Lamouroux*; 17 L.C.R., 414; 16 R.J.R., 56; MONDELET, BERTHELOT & MONK, JJ.

927. Abandonments consequent upon *capias* are governed by the rules contained in Articles 854 to 892 inclusively, except in so far as special provisions are contained in this Section.—*New*.

his *bilan* having remained uncontested during the four months following the notices, he was relieved from the effect of the *capias*, his surety on the bail bond was also discharged from his obligation.—C.S., 1898. *McClary Manufacturing Co. vs Morin*, 14 R.J.O., 423; CURRAN, J.

928. The abandonment is made by filing the declaration and the statement in the office of the Superior Court for the district in which the *capias* issued.—C.C.P., 764, *in part, amended*; R.S., 5954.

debtors from imprisonment upon making a *cession de biens* apply as well to an imprisonment upon *contrainte par corps* as to an imprisonment upon *capias*.—The abandonment thus made must be contested in the delay of four months fixed by art. 889 C.P.,

and if no contestation is filed, the debtor is entitled to be liberated upon petition.—C.S.,

1895. *Davidson vs Bouchard*, 1 R. de J., 182; 10 R.J.O., 148; ARCHIBALD, J.

929. Après la nomination du curateur, le dossier des procédures sur la cession est transmis au protonotaire de la cour supérieure du district où le débiteur a sa place d'affaires, et, en l'absence de semblable établissement, du district où il est domicilié.

929. After the appointment of the curator, the record of the proceedings upon the abandonment is transmitted to the prothonotary of the Superior Court for the district where the debtor has his place of business, or, in default of such place, where he is domiciled.

Néanmoins, si le débiteur n'a ni domicile ni place d'affaires dans la province, le dossier reste au greffe où la cession a été faite.—*Nouveau, partie; C.P.C., 768, partie, amendé; S.R., 5956.*

Nevertheless, if the debtor has no place of business or domicile in the Province, the record remains in the office of the court where the abandonment is made.—*New, in part; C.C.P., 768, in part, amended; R.S., 5956.*

1. S.R.B.C., c. 87, s. 14.

930. Le bilan peut, en outre des cas énoncés dans l'article 885, être contesté à raison du recélé qui a précédé le *capias* et qui en a déterminé le maintien, à moins que les objets recelés ne soient compris dans le bilan; et, s'il est établi que ces effets n'y ont pas été compris, le débiteur est passible de la peine édictée par l'article 888.—*Nouveau, partie; C. P. C., 773, partie, amendé.*

930. The statement may, apart from the cases mentioned in Article 885, be contested by reason of any secretion which preceded the *capias* and was the cause of its being maintained, unless the things secrete^d are included in the abandonment; and if it is proved that such things are not therein included, the debtor is subject to the penalty imposed by Article 888.—*New, in part; C.C.P., 773, in part, amended.*

1. S.R.B.C., c. 87, s. 12, 13, & 2, 15.

CHAPITRE XXXIV.

SAISIE-ARRÊT AVANT JUGEMENT.

SECTION I.

ARRÊT SIMPLE.

931. Le créancier peut obtenir avant jugement un bref à l'effet de faire arrêter les biens meubles de son débiteur, dans les cas où il existe une dette excédant cinq piastres due personnellement par le défendeur au demandeur :

1. Dans le cas du dernier équipeur;
2. Dans le cas où le défendeur

CHAPTER XXXIV.

ATTACHMENT BEFORE JUDGMENT.

SECTION I.

SIMPLE ATTACHMENT.

931. A creditor may, before obtaining judgment, procure a writ to attach the goods and effects of his debtor, in any case wherein the defendant is personally indebted to the plaintiff in a sum exceeding five dollars :

1. In the case of the *dernier équipeur*;

(a) Est sur le point de quitter la province avec l'intention de frauder ses créanciers en général ou le demandeur en particulier, et que le demandeur sera ainsi privé de son recours contre le défendeur ; ou

(b) Cache ou soustrait, ou a caché ou soustrait, ou est sur le point de cacher ou soustraire ses biens avec l'intention de frauder ses créanciers en général ou le demandeur en particulier, et que le demandeur sera ainsi privé de son recours contre le défendeur ; ou

(c) Est un commerçant qui a cessé ses paiements et qui a refusé, bien que dûment requis, de faire cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.—C.P.C., 834, *amendé* ; S. R., 5970.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Caution	23
Cession	19
Cession volontaire	13
Départ	11, 12, 13, 21
Dernier équipier	9, 10
Dette garantie	12
Dette litigieuse	3
Faits subséquents	14, 15
Immeubles	4
Maître de vaisseau	8
Récél	14, 16 à 20, 22
Reddition de compte	5
Tiers	6, 7

1. S.R.B.C., c. 83, s. 46, 47, 58, 175.—POTHIER, *Proc.*, 180-1.—C.P.L., 240.

2. Rap. C.—Aux termes de l'article 834 (an. c.), il était nécessaire d'alléguer dans l'affidavit que le demandeur perdrait sa dette et souffrirait des dommages lorsque la saisie-arrêt était basée sur le récel, le départ ou le refus de faire cession, tandis que lorsqu'il s'agissait du *capias*, cette allégation n'était essentielle que dans les deux premiers cas. Cette différence ne nous a pas semblé justifiable. Aussi, avons-nous uniformé la règle sur ce point, en adaptant à la saisie-arrêt celle du *capias*.

3. The process of *saisie-arrêt* before judgment can not be made use of as a means of compelling dilatory debtors to pay doubtful debts, that process being allowed by law only against debtors guilty of fraud.—C.S., 1878. *Fowell vs Paterson*, 4 Q.L.R., 192 ; MEREDITH, J.

4. The immoveables of the debtor cannot

2. When the defendant

(a) Is immediately about to leave the Province with intent to defraud his creditors in general or the plaintiff in particular, and the plaintiff will thereby be deprived of his recourse against the defendant ; or

(b) Is secreting or making away with, has secreted or made away with, or is immediately about to secrete or make away with, his property, with intent to defraud his creditors in general or the plaintiff in particular, and the plaintiff will thereby be deprived of his recourse against the defendant ; or

(c) Is a trader who has ceased his payments, and has refused to make an abandonment of his property for the benefit of his creditors, although duly required to do so.—C.C.P., 834, *amended* ; R.S., 5970.

be legally seized under a writ of *saisie-arrêt* before judgment.—C.R., 1881. *Corbeil vs Charbonneau*, 4 L.N., 277 ; 12 R.L., 316 ; TORRANCE, PAPINEAU & JETTÉ, JJ.

5. Dans une action en reddition de compte, il n'y a pas lieu à une saisie-arrêt avant jugement.—C.A., 1887. *Dorion & Dorion*, 3 M.L.R., 155.

V. art. 895, n. 11, 12.

6. Un créancier n'a pas le droit de faire saisir, par saisie-arrêt avant jugement, les biens du débiteur de son débiteur qui sont entre les mains d'un tiers, la dette n'étant pas alors une dette personnelle.—C.R., 1892. *Slarr vs Phillips et Maloney & Kimball*, 1 R.J.O., 315 ; GILL, MATHIEU & LORANCER, JJ.

V. autorités françaises sur ce point, p. 323 du rapport.

7. Un créancier peut saisir entre ses propres mains.—C.A., 1887. *Dorion & Dorion*, 3 M.L.R., 155.

8. Le maître d'une barge a un privilège pour ses gages durant le dernier voyage ; mais il n'a pas de saisie conservatoire ou *saisie-arrêt* sans affidavit, qui n'est accordée par notre code qu'au dernier équipier.—C.R., 1871. *Dagenais vs Douglass*, 2 R.C., 106 ; 16 J., 100 ; BERTHELOT, MACKAY & MONDELET, JJ.

9. Celui qui transporte des bois dans une rivière et les rend à destination ou au terme du voyage, est dernier équipier suivant l'usage du pays.—C.S., 1874. *Trudel vs Trahan*, 7 R.L., 177 ; POLETTE, J.

10. Celui qui a réparé un chaland ou une barge, a sur ce chaland ou cette barge le droit du dernier équipier, et il peut faire émaner une saisie-arrêt avant jugement pour le montant de ses réparations, même lorsque le propriétaire du chaland a été plusieurs mois en possession depuis les réparations.—C.C., 1874. *Girard vs St-Louis*, 6 R.L., 45; LORANGER, J.

11. Un débiteur sur le point de quitter la province, qui va avertir son créancier qu'il part, n'est pas censé agir frauduleusement et dans le but de frauder son créancier, qui n'a pas droit à une saisie-arrêt avant jugement lorsqu'il ne s'est pas opposé au départ de son débiteur et qu'il a même favorisé ce départ.—C.C., 1872. *Riopel vs Arpin*, 4 R.L., 270; BERTHELOT, J.

12. Although the creditor whose liability is secured hypothecarily can have recourse to *saisie-arrêt* and even *capias*, yet in such case the court will require a very clear case of fraud to justify the issuing of a writ, all the presumptions being against the existence of fraud.—Leaving Canada with unsatisfied debts unsecured is not, of itself, conclusive proof of fraud.—C.A., 1880. *Lagacé & Lyotte*, 6 Q.L.R. 88.

V. *Benoit vs Petitclerc*, art. 805, n. 8.

13. The fact that an insolvent trader has made a voluntary assignment of his estate, does not justify his departure from the country without the consent of his creditors. It is his duty to be present, in order to give such information as may be required for the realization of his assets, and his departure without explanation is ground for the issue of a *saisie-arrêt* before judgment.—C.A., 1886. *Heyneman & Harris*, 2 M.L.R., 466.

14. Pour les fins d'une saisie-arrêt avant jugement, il faut que le défendeur recèle présentement lors de la date de l'affidavit ou qu'il soit sur le point de receler.—C.A., 1887. *Dorion & Dorion*, 3 M.L.R., 155.

15. The issue of a writ of *saisie-arrêt* before judgment cannot be justified by facts subsequent to the seizure.—C.S., 1885. *De-Maisonueuve vs Larue*, 8 L.N., 28; JETTÉ, J.

16. Un débiteur qui gaspille son argent à boire et dans des maisons de mauvaise réputation, au lieu de payer ses dettes, ne commet pas toutefois l'acte de recel que la loi exige pour la saisie-arrêt avant jugement.—C.R., 1880. *Mallette vs Ethier*, 7 M.L.R., 151; GILL, MATHIEU & WURTELE, JJ.

17. Where a trading partnership obtained advances from a Bank under an agreement, that the proceeds of sale of hemlock bark extract manufactured by the partnership should be paid in to the Bank in repayment of the advances, and the partnership, while in a state of insolvency and largely indebted to the Bank, contrary to the agreement, applied the proceeds of 174 barrels of bark extract to the general purposes of the business without the knowledge or consent of the Bank, such act (even in connection

with evidence that the acts of the partnership, regarded the Bank, were from first to last akin to fraud) did not amount to sequestration with intent to defraud, sufficient to sustain an attachment before judgment.—C.A., 1870. *The Quebec Bank & Steers*, 15 J., 155; 3 R.L., 155; 17 R.J.R., 459.

18. Un défendeur qui tient hôtel, mais qui est sur le point d'abandonner cette occupation, et qui fait annoncer la vente de ses biens meubles et les vend, à la connaissance des demandeurs, ne sera pas pour cela sujet au bref de saisie-arrêt avant jugement.—C.A., 1878. *Primeau & Trudeau*, 8 R.L., 506.

19. Une compagnie incorporée qui a sa principale place d'affaires dans une autre province, et qui y fait une cession de biens pour le bénéfice de ses créanciers, ne pourra, à la poursuite d'un créancier de la province de Québec, être trouvée coupable de recel, à cause de cette cession.—C.A., 1887. *The Ontario Car and Foundry Co. & Hogan*, 19 R.L., 447.

20. Le refus de payer une dette de la société par les associés qui liquident le fonds social et s'en partagent le produit en faisant des remises à celui qui demeure à l'étranger et est en faillite, est, quant aux créanciers de la société, une soustraction frauduleuse de ses biens, qui autorise la saisie-arrêt avant jugement des dits biens.—C.R., 1870. *Meier vs Belling*, 5 Q.L.R., 153; MEREDITH, STUART & CASAU, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

21. The mere intention to leave the country without intent to defraud is no ground for issuing proceedings by way of *capias ad respondendum* or seizure before judgment.—C.S., 1898. *Keller vs Carranza*, 4 R. de J., 318; DELORIMIER, J.

22. Un débiteur qui refuse de payer un montant qu'il doit et qui vend ses effets, même publiquement et de bonne foi, ne commet pas moralement une fraude, mais il commet une fraude légale qui donne ouverture à la saisie-arrêt.—C.C., 1898. *Massey vs Côté & Cie du Drummond Ry.*, 14 R.J.O., 78; ANDREWS, J.

23. La créance de la caution, contre le débiteur en déconfiture, est une dette personnelle dans le sens de l'article 931 C.P. et donne ouverture à la saisie-arrêt avant jugement.

Un affidavit alléguant : 1. l'endossement par le demandeur de billets escomptés par le défendeur à une banque qui les détient ; 2. l'insolvabilité du défendeur ; 3. son intention de frauder ses créanciers ; 4. son refus de faire cession de ses biens,—ne justifie pas l'émanation d'un bref de saisie-conservatoire.

Cependant, un tel affidavit justifiant l'émanation d'un bref de saisie-arrêt avant jugement, le nom de saisie-conservatoire donné à cette procédure par le demandeur, ne l'empêchera pas de valoir comme saisie-

arrêt avant jugement.—C.A., 1808. *Bourassa & Lorigan*, 2 R.P., 63.

932. Le bref d'arrêt simple est adressé et exécuté en la manière prescrite à l'article 601.

Il enjoint au shérif ou à l'hulssier de saisir les meubles et effets du défendeur et d'assigner ce dernier à comparaître pour répondre à la demande et voir déclarer valable la saisie faite.—C. P. C., 836 *partie*; 840, *partie, amendés*; S. R., 5971.

1. S. R. B. C., c. 83, s. 5.
2. Les formalités prescrites par cet article

933. Le bref est obtenu sur production d'un affidavit du demandeur, de son teneur de livres, de son commis ou de son fondé de pouvoirs, affirmant, dans le cas de dernier équipieur, l'existence de la dette requise, et, dans les autres cas, outre la dette requise, l'existence d'un ou de plusieurs des autres cas pour lesquels le bref de saisie-arrêt peut être émis.—*Nouveau*; C. P. C., 834, *partie*. S. R., 5970.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Amendement	9, 13, 45
Cause de la dette	2, 4, 21 à 24
Cessation de paiements	41
Commissaire C. S.	7
Date du contrat	2
Départ	25, 26, 38, 43, 44
Déposant	15, 20
Dette	4
Différence	12
Forme	16 à 24, 28 à 41, 44
Intention frauduleuse	4, 6, 19, 25, 26, 36, 37
Jurat	9, 10, 11
Lieu du contrat	2
Locataire	6
Motion pour rejeter	14
Préjudice	44
Ratures	11
Recel	27 à 40, 43
Refus de faire cession	41
Saisie revendication	42
Terme non échu	39
Tiers-saisi	3

1. S. R. B. C., c. 83, s. 46, 47.
2. While the affidavit for attachment before judgment must state the cause of the debt with sufficient certainty to enable the Court to decide whether an indebtedness exists, it need not necessarily state when or at

V. art. 805, n. 7.

932. The writ of simple attachment is addressed and executed in the manner prescribed by Article 601.

It commands the sheriff or bailiff to attach the moveable property of the defendant, and to summon the latter to appear and answer the demand and to hear the attachment declared valid.—C. C. P., 836, *in part*; 840, *in part, amended*; R. S., 5971.

son observées dans la saisie-revendication (148).

933. The writ is obtained upon an affidavit of the plaintiff, his book-keeper, clerk, or legal attorney, setting forth, in the case of the *dernier équipieur*, the existence of the required indebtedness, and in other cases, besides the required indebtedness, the existence of any one or more of the other grounds for which attachment before judgment lies.—*New*; C. C. P., *in part*; R. S., 5970.

what place the debt was contracted.—C. R., 1801. *Lanktree vs Grey*, 7 M. L. R., 458; JOHNSON, JETTÉ & MATHIEU, JJ.

Dans le même sens; C. A., 1870. *Hurtubise & Bourrel*, 23 J., 130.—C. S., 1880. *L'Heureux vs Martineau*, 6 Q. L. R., 275; MEREDITH, J.

V. art. 808, n. 14, 19, 20, 22, 27 à 35, 70.

3. To obtain a writ of attachment *en mains tierces*, it is not necessary, in the affidavit, to name the garnishee. (V. art. 942).—C. B. R., 1847. *The City Bank vs Hunter & Maitland*, 2 R. de L., 171; 2 R. J. R., 213.

4. In the case of an attachment before judgment, *en mains tierces*, the omission to state, in the affidavit, that the defendant was "personally" indebted to the plaintiff, and to state also the cause of debt and that the defendant hath or had an intent to defraud his creditors and the plaintiff in particular is fatal, and the attachment in such case will be quashed on motion.—C. R., 1867. *Lynch vs Ellice*, 12 J., 209; 17 R. J. R., 429; MONDELET, BERTHELOT & MONK, JJ.

5. V. *infra*, n. 21, *Beaufield vs Wheeler* sous cet art.

6. A *saisie-arrêt* before judgment will not lie against a tenant, without an affidavit charging him in the usual form with an

intent to defraud.—C.S., 1874. *Bélanger vs McCarthy*, 18 J., 138; TORRANCE, J.

7. Un bref de saisie-arrêt émané sur un affidavit assermenté devant un commissaire de la cour supérieure, sans ordre à cet effet d'un juge de la dite cour, est nul, et tel bref de saisie-arrêt sera mis de côté.—C.S., 1850. *Gagnon vs Rousseau*, 6 L.C.R., 461; 5 R.J.R., 137; STUART, GAUTHIER & PARKIN, JJ. — Dans le même sens: C.S., 1851. *Fleming vs Fleming*, 6 L.C.R., 473; 5 R.J.R., 142; DAY, VANPELSON & MONDELET, JJ.

8. V. cependant art. 23 C.P.

9. Il ne sera pas permis au député greffier de substituer les mots, "député greffier de la cour supérieure," aux mots "Comre C. S.," apposés par erreur au bas d'un affidavit pour saisie-arrêt, parce que pareille permission ayant un effet rétroactif, la cour pourrait préjudicier aux intérêts du défendeur.—C.S., 1856. *Gagnon vs Rousseau*, 6 L.C.R., 461; 5 R.J.R., 137; STUART, GAUTHIER & PARKIN, JJ.

V. *infra*, n. 13, 45.

10. Omission of the words "before us" in the jurat of an affidavit for an attachment against goods, sworn to before the prothonotaries of the Superior Court for the district of Montreal, is a fatal irregularity, and a writ of attachment before judgment issued on such an affidavit will be quashed upon motion.—C.A., 1864. *Heugh & Ross*, 8 J., 96; 11 R.J.R., 233.

11. The court will not quash a writ of attachment, because the jurat of the affidavit upon which it issued being subscribed by the prothonotary of the court (the office being held by two persons), the oath is stated to have been taken "before me."—The affidavit will not be held bad, by reason of erasures, not mentioned in the jurat, of immaterial words, or of words without which the affidavit is complete.—C.B.R., 1847. *The City Bank vs Hunter & Mailland*, 2 R. de L., 171; 2 R.J.R., 213.

12. Les demandeurs, porteurs d'un billet promissoire payable à leur ordre, après l'avoir ainsi décrit dans leur déclaration, le décrivent dans l'affidavit pour obtenir un bref d'arrêt simple, comme payable à eux-mêmes.—Jugé: Que cela ne constitue pas une différence essentielle.—C.S., 1867. *Sharples vs Rosa*, 17 L.C.R., 39; 16 R.J.R., 150; TASCHEREAU, J.

V. note au rapport de cette cause, 16 R.J.R., 151.

13. On ne peut amender l'affidavit ou déposition assermentée exigée pour obtenir un bref de saisie-arrêt avant jugement.—C.S., 1889. *Blais vs Brunel*, 20 R.L., 144; PAGNUELO, J.

V. *supra*, n. 9, et *infra*, n. 45.

14. Nulles raisons pour l'annulation d'un bref, outre celles énoncées en la motion, ne peuvent être prises en considération par la cour.—C.C., *s. Godin vs McConnell*,

13 L.C.R., 465; 11 R.J.R., 464; TASCHEREAU, J.

15. Lorsque la déposition pour obtenir un bref de saisie-arrêt est donnée par un des demandeurs, il n'est pas nécessaire que la déposition constate que le déposant est autorisé par les demandeurs à faire la déposition.—C.S., 1884. *Dougall vs Brun*, 12 R.L., 614; MATHIEU, J.

16. Dans un affidavit pour saisie-arrêt avant jugement, l'omission des mots *per se de se*, ne vicie pas l'affidavit, et ne donne pas au défendeur le droit de demander l'annulation du bref.—C.C., 1863. *Godin vs McConnell*, 13 L.C.R., 465; 11 R.J.R., 464; TASCHEREAU, J.

17. Un affidavit, dans lequel le déposant jure que sans le bénéfice d'un mandat d'arrêt simple, les demandeurs pourraient perdre leur créance, est suffisant.—C.S., 1867. *Sharples vs Rosa*, 17 L.C.R., 39; 16 R.J.R., 150; TASCHEREAU, J.

V. note au rapport de cette cause dans les R.J.R., t. 16, p. 151.

18. The words "may lose his debt or sustain damage" are sufficient.—C.S., 1877. *Anderesen vs Brusgaard*, 3 Q.L.R., 287; CARON, J.—*Contra*: C.S., 1864. *Ferres vs Kutherford*, 9 J., 102; 14 R.J.R., 197; BERTHELOT, J.—C.C., 1872. *Robertson vs Allwell*, 7 J., 48; 12 R.J.R., 26; SMITH, J.

19. The allegation, in an affidavit for simple attachment, of an intent on the part of the defendant "to defraud his creditors or the plaintiff in particular," and the allegation that the plaintiff will "sustain damage or lose his debt," are not uncertain or incompatible.—C.S., 1890. *McGowan vs Guay*, 6 M.L.R., 93; WURTELE, J.

20. Le fait que la déposition allèguerait que le demandeur perdrait son recours sans le bénéfice de l'arrêt, lorsqu'il y a plusieurs demandeurs, n'est pas une irrégularité suffisante pour faire annuler la saisie.—C.S., 1884. *Dougall vs Brun*, 12 R.L., 614; MATHIEU, J.

21. An affidavit upon which a *saisie-arrêt* before judgment is issued, must state the cause of debt with sufficient accuracy to enable the court to judge whether an indebtedness by the defendant to the plaintiff exists or not; and if any fact material to such judgment be omitted, its absence will not be cured by the assertion of the creditor of the indebtedness of the debtor.—Therefore such an affidavit setting up that the defendant at the place and date therein mentioned, was indebted to the plaintiffs in the sum of money sued for; stating that such indebtedness was "for goods, wares, and merchandise, by the said plaintiff to the defendant, and before that time sold and delivered, as will appear by the account thereof to be filed in this cause," is insufficient inasmuch as it does not state that the goods referred to were sold and delivered to the defendant.—C.S.,

1800. *Beaufield vs Wheeler*, 5 J., 44; 0 R.J.R., 12; MONK, J.

22. Un affidavit pour saisie-arrêt avant jugement dans une action pour argent payé et déposé, et prêté et avancé par le demandeur, à sa réquisition, n'est pas valable s'il n'est pas distinctement allégué que l'argent payé, prêté et avancé a été ainsi payé, etc., pour l'usage du défendeur, et à sa réquisition.—Lorsqu'un affidavit pour saisie-arrêt embrasse plusieurs causes d'action, et que l'une d'elles n'est pas suffisamment énoncée, tout l'affidavit se trouve vicié.—C.S., 1865. *Maguire vs Link*, 16 L.C.R., 372; 15 R.J.R., 280; STUART, J.

23. Where the plaintiff has combined, in a *saisie-gagerie simple* and *saisie-gagerie* *droit de suite*, a *saisie-arrêt en mains tierces*, without producing an affidavit to justify the *saisie-arrêt*, the absence of the affidavit merely entails the nullity of the seizure as respects effects not *gagés* for the rent, but does not affect the validity of the *saisie-gagerie*.—C. S., 1802. *Beaulieu vs Phillips*, 2 R.J.O., 537; DOHERTY, J.

24. Un affidavit pour obtenir une saisie-arrêt avant jugement, alléguant que la somme réclamée est due pour le prix d'un immeuble, que le demandeur a promis de vendre et que le défendeur a promis d'acheter, est suffisant.—Dans tel affidavit il est suffisant que le déposant jure qu'il est informé d'une manière croyable, et croit vraiment en sa conscience que le défendeur est sur le point de recéler ses effets, etc. etc., et que sans l'avantage d'un bref de saisie-arrêt il pourra perdre sa créance ou souffrir dommage, etc., etc.—C.S., 1854. *Shaw vs McConnell*, 4 L.C.R., 49; 4 R.J.R., 62; BOWEN, DUVAL & MERRIDITH, JJ.

25. Departure from the province, unaccompanied by any circumstance to indicate fraud, does not give rise to the right of attachment before judgment.—C.R., 1891. *Lanktree vs Grey*, 7 M.L.R., 453; JOHNSON, JETT & MATHIEU, J.

26. L'allégation que le défendeur est sur le point de quitter subitement la province de Québec, avec l'intention de frauder ses créanciers en général, et le demandeur en particulier, est suffisante, et il n'est pas nécessaire d'alléguer qu'il est sur le point de quitter l'ancienne province du Canada.—C. S., 1889. *Valin vs O'Brien*; 18 R.L., 508; 33 J., 291; MATHIEU, J.

Dans le même sens :—C.S., 1867. *Beaulieu vs Linklater*, 17 L.C.R., 406; 16 R.J.R., 356; MERRIDITH, J.

27. An affidavit for an *arrêt simple* must state the fact "that the defendant is about to secrete his effects" absolutely, or "that the plaintiff is informed, hath good reason to believe that the plaintiff is about to secrete his effects."—C.B.R., 1819. *Lamoureux vs Kimmerly*, 3 R. de L., 307.

28. V. sur la suffisance des expressions de la formule n. 15 de l'appendice de l'ancien

code : "Que le déposant est informé d'une manière croyable, et a toute raison de croire et croit vraiment en sa conscience que le défendeur est sur le point de recéler ses biens, etc." les causes suivantes : C.S., 1854. *Shaw vs McConnell*, 4 L.C.R., 49; 4 R.J.R., 62; BOWEN, DUVAL & MERRIDITH, JJ.—C.S., 1855. *Fitzback vs Chalifour*, 5 L.C.R., 385; 4 R.J.R., 385; BOWEN & MERRIDITH, JJ.—C.S., 1855. *Wurtele vs Price*, 5 L.C.R., 214; 4 R.J.R., 347; BOWEN, MERRIDITH & BAGLEY, JJ.—C.S., 1855. *Hays vs Kelly*, 5 L.C.R., 336; BOWEN & MERRIDITH, JJ.—C.S., 1855. *Laing vs Bresler*, 5 L.C.R., 195; 4 R.J.R., 335; BOWEN, MERRIDITH & MORIN, JJ.—C.S., 1855. *Maguire vs Harvey*, 5 L.C.R., 251; 4 R.J.R., 349; BOWEN & BAGLEY, JJ.—C.S., 1855. *Baile vs Nelson*, 5 L.C.R., 216; 4 R.J.R., 348; BOWEN, MERRIDITH & MORIN, JJ.

29. La formule n. 45 de l'ancien code reproduisait les expressions du Statut, 9 GEO. 4, c. 27, et dans la cause de *Dallemore & Brooke*, 6 R.L., 657, la cour d'appel a décidé que cette formule était suffisante pour rencontrer les exigences de l'art. 834 (a.c.); suivant les décisions de *Brossard vs Poupard*, *Clément vs Moore*, 13 J., 463; *Beaulieu vs Linklater*, 17 L.C.R., 406; 16 R.J.R., 350.

30. Le nouveau code ne donne pas la formule de l'affidavit requis dans le cas d'arrêt-simple.

31. Un affidavit pour saisie-arrêt dans lequel on se sert du mot "céler" au lieu du mot "recéler," et ce dernier mot biffé dans le corps de l'affidavit, et le premier mis en marge, sans mention du renvoi dans le *jurat*, est suffisant.—C.S., 1858. *Boutrassa vs Hays*, 8 L.C.R., 135; 6 R.J.R., 170; BOWEN, J.

32. The averment that the defendant is "making away" with his property instead of "secreting" is insufficient.—C.S., 1873. *McNeven vs M. Andrew*, 18 J., 70; TORRANCE, J.

33. An affidavit in which the plaintiff swears that the defendant is secreting, or is about to secrete his estate, debts and effects, with intent to defraud his creditors, or the plaintiff in particular, is insufficient.—C.S., 1879. *Planle vs Carrier*, 5 Q.L.R., 350; MCCORD, J.

34. An affidavit alleging that the defendant "has secreted" his property, or "has absconded," without indicating any time when such secretion or absconding has taken place, is insufficient, and does not comply with article 834 C.P. (931 n.c.)—C.S., 1884. *Weinrobe vs Solomon*, 7 L.N., 109; DOHERTY, J.

35. Une déposition pour saisie-arrêt avant jugement, qui constate que le défendeur est sur le point de recéler certains argents, crédits et effets qui y sont spécialement indiqués, avec l'intention de frauder ses créanciers, et le demandeur en particu-

lier, est suffisant, et il n'est pas nécessaire d'alléguer que le défendeur est sur le point de receler ses biens et effets généralement.—C.S., 1887. *Schwob vs Bertrand*, 15 R.L., 328; MATHIEU, J.

36. Il n'y a pas d'incertitude dans l'allégation que le défendeur a l'intention de frauder ses créanciers ou nommément le demandeur, et la saisie-arrêt avant jugement, émanée sur une déposition qui ne pèche pas sous d'autres rapports, doit être maintenue.—C.C., 1880. *Arvand vs Flanagan*, 7 Q.L. R., 256; CASAVLT, J.

37. Une déposition, pour l'émanation d'un bref de saisie-arrêt avant jugement, constatant que le défendeur recèle ses biens, avec l'intention de frauder ses créanciers ou nommément le demandeur, est irrégulière.—C.S., 1884. *Vineberg vs Harrowatch*, 12 R.L., 648; MATHIEU, J.

38. The allegation that the defendant "is secreting or is about to secrete his property," is uncertain and incompatible, and therefore insufficient to justify the issue of a writ of simple attachment.—The allegation "that the defendant absconds" is sufficient to justify the issue of a writ of attachment.—C.S., 1890. *McGowan vs Guay*, 6 M.L.R., 93; WURTELE, J.

39. Un créancier qui fait émaner un bref de saisie-arrêt avant jugement, contre son débiteur, qui lui doit un billet non encore échu, devra, dans son affidavit alléguer l'insolvabilité du défendeur, outre les autres allégations nécessaires.—C.C., 1874. *Trempe vs Vidal*, 5 R.L., 539; BELANGER, J.

40. The omission to allege in an affidavit for *saisie-arrêt* before judgment under 834 C.P.C., that the defendant is "secreting" his property, or (in the case of a trader alleged to be insolvent) "that he still carries on his business," is fatal.—C.S., 1877. *Osborne vs Nitsch*, 21 J., 252; TORRANCE, J.

41. L'allégation que le défendeur est

contracteur, a cessé ses paiements, et a refusé de faire cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, n'est pas suffisante, vu que le mot contracteur ne comprend pas nécessairement la signification du mot commerçant.—C.S., 1889. *Falton vs O'Brien*, 18 R.L., 468; 31 J., 291; MATHIEU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

42. L'article 933 C.P., ne s'applique pas à la saisie-revendication.—C.S., 1890. *McGregor-Gourlay Co. vs Labelle*, 5 R.L.n.s., 188; 2 R.P., 93; CURRIAN, J.

43. Une saisie-arrêt avant jugement émanée sur une déposition assermentée, alléguant seulement que le défendeur "is about to leave the Province" ou "is about to secrete his goods and effects," et non pas que le défendeur "is immediately about to leave or to secrete," est irrégulière et doit être cassée sur requête.—C.S., 1898. *Finlayson vs Fulton*, 4 R.L.n.s., 461; 1 R.P., 414; TAIT, J.

44. Un allégué d'un affidavit pour l'émanation d'une saisie-arrêt, qui dit simplement "que le demandeur a toute raison de croire et croit vraiment, en son âme et conscience, que le défendeur va quitter et est sur le point de quitter subitement la Province," etc., est insuffisant, et une requête pour faire casser une telle saisie sera maintenue.—Il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait lieu à casser une saisie-arrêt avant jugement que les irrégularités de l'affidavit requises pour son émanation causent un préjudice au défendeur.—C.S., 1899. *Ursie vs Charley*, 2 R.P., 154; MATHIEU, J.

45. Il n'y a pas lieu de permettre d'amender l'affidavit produit pour l'émanation d'un bref de saisie-arrêt avant jugement.—C.S., 1899. *Ursie vs Charley*, 2 R.P., 154; MATHIEU, J.

V. art. 112 et auts. citées; art. 856, n. 3; *supra*, n. 9, 13.

934. Ce bref est expédié par le protonotaire ou par le greffier de la cour de circuit suivant le cas, et est assujéti aux mêmes formalités que les assignations ordinaires.

Il peut aussi être expédié pour la cour supérieure par le greffier de la cour de circuit qui agit en ce cas comme officier de la cour supérieure, et qui rédige le bref comme s'il était expédié par le protonotaire.—C.P.C., 838, 839, *amendés*; 840, *partie*.

1. S.R.B.C., c. 81, s. 1, 6, § 4.

2. Les formalités prescrites par les arti-

934. The writ is issued by the prothonotary or by the clerk of the Circuit Court, as the case may be, and is clothed with the formalities of ordinary summons.

It may also be issued, for the Superior Court, by the clerk of the Circuit Court, who in such case acts as an officer of the Superior Court, and draws up the writ as though it were issued by the prothonotary.—C.C.P., 838, 839, *amended*; 840, *in part*.

cles 931-34 sont observées dans la saisie revendication (948).

935. La saisie des biens du défendeur et la nomination et les pouvoirs des gardiens ou dépositaires sont sujettes aux règles relatives à l'exécution d'un jugement.

L'officier saisissant peut procéder à la saisie dans un autre district, si le débiteur y a transporté ses effets ou s'y est retiré.—C.P.C., 841 ; 851, *amendé*.

1. POTHIER, *Proc.*, 180-1.

936. Une copie du bref doit être laissée au défendeur, aussitôt que la saisie est parfaite.—C. P. C., 850, *partie*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 57.

937. Si le défendeur a quitté la province, ou se cache afin d'empêcher la signification du bref ou du procès-verbal, le juge, sur procès-verbal l'attestant, peut prescrire le mode de signification.—C.P.C., 852, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 58.

938. Le défendeur dont les effets ont été arrêtés peut en obtenir la restitution de l'officier saisissant, dans les trois jours à compter de la signification du procès-verbal de saisie :

1. En déposant entre les mains de l'officier saisissant le montant de la somme portée au dos du bref avec intérêts et frais, ou ce montant seulement s'il s'agit de dommages non liquidés ;

2. En donnant à l'officier saisissant, qui est tenu de la recevoir, caution bonne et suffisante, avec justification sous serment et au montant endossé sur le bref avec intérêts et frais, et à ce montant seulement s'il s'agit de dommages non liquidés, de satisfaire au jugement à intervenir.

A défaut de ce faire dans le délai ci-dessus, les effets demeurent sous la

935. The seizure of the property of the defendant and the nomination and powers of guardians and depositaries are subject to the rules governing the execution of judgments.

The seizing officer may make the seizure in another district if the debtor has conveyed his property there or has withdrawn there himself.—C.C.P., 841, 851, *amended*.

936. A copy of the writ of attachment must be served upon the defendant as soon as the seizure is completed.—C.C.P., 850, *in part*.

937. If the defendant is absent from the Province, or conceals himself so as to prevent the service of the writ of attachment or of the minutes of seizure, the judge may, upon a return to that effect, prescribe the method of service.—C.C.P., 852, *amended*.

938. A defendant whose effects have been seized may have them restored to him by the seizing officer within three days from the service of the minutes of seizure :

1. By depositing with the seizing officer the amount indorsed on the writ, together with interest and costs, or such amount only, if it is for unliquidated damages ; or

2. By giving the seizing officer, who is bound to accept them, good and sufficient sureties, who justify under oath to the amount indorsed upon the writ, with interest and costs, or to such amount only if it is for unliquidated damages, that he will satisfy the judgment that may be rendered.

In default of his doing so within the specified delay, the effects remain

main de la justice pour faire face au jugement, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le juge.—C.P. C., 853, amendé.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 52.

2. The Court has no power to order the sheriff to sell goods which are of a perishable nature, and which have been seized under a writ of attachment before judgment, *pendente lite*.—C.S., 1857. *Larochelle vs Fiché*, 1 J., 158; 5 R.J.R., 472; DAY, MONDELET & CHABOT, JJ.

3. V. art. 634.

4. L'enlèvement illégal, par le saisi, de partie des biens saisis-arrêtés, avant le cau-

939. Les dispositions contenues dans les articles 899, 900, 901, 903, 904, 909 et 919 à 924 inclusivement, régissent l'émission, la forme, l'exécution et la contestation du bref d'arrêt simple, en autant qu'elles sont applicables.—*Nouveau*; C. P. C., 835, 837, 854.

1. POTHIER, *Proc.*, 181.—10-11 GEO. IV, c. 26.—S.R.B.C., c. 83, s. 52.

2. V. rel. à la signification de la déclaration et de l'affidavit, les autorités citées sous l'article 909, et, spécialement, les n. 8, 23, 24.

3. V. auct. sous art. 899, pour le cas où la créance réclamée consiste en dommages non liquidés.

4. L'art. 835 C.P. (939 n.c. qui réfère à l'article 899), et qui dit que si la créance repose sur des dommages-intérêts non liquidés, le bref de saisie-arrêt avant jugement ne peut émaner que sur l'ordre du juge, ne s'applique qu'à l'arrêt simple et non à l'arrêt en mains tierces.—La requête se plaignant qu'un tel bref de saisie-arrêt avant jugement a émané sans l'ordre du juge est de la nature d'une exception à la forme et doit être faite dans le même délai.—C.S., 1895. *Ferrault vs Tyle*, 8 R.J.O., 399; TASCHEREAU, J.

V. cependant art. 942 n.c. qui déclare que l'art. 899 n.c. s'applique à l'arrêt en mains tierces.

5. On peut demander la révision d'un jugement sur requête pour casser une saisie-arrêt en même temps que la révision du

under seizure to satisfy the judgment, unless the judge orders otherwise.—C.C.P., 853, amended.

tionnement qui est substitué à la saisie d'iceux, n'affecte pas le recours du saisissant contre les cautions.—La validation de la saisie-arrêt n'a pour effet que de la convertir en saisie-exécution, et, lorsque le saisi a, sur cautionnement, obtenu possession des effets saisis, la validation de l'arrêt n'a plus d'objet et n'est pas nécessaire pour conserver au saisissant son recours contre les cautions; mais il en serait autrement, si l'arrêt avait été annulé.—C.S., 1884. *Gauvreau vs Quinn*, 10 Q.J.R., 259; CASALTY, J.

939. The issue of the writ of attachment, its form, execution and contestation, are governed, in so far as may be, by the provisions of Articles 899, 900, 901, 903, 904, 909, and 919 to 924 inclusively.—*New*; C.C.P., 835, 837, 854.

judgement final, quoique le premier jugement ait été rendu plus de huit jours avant l'inscription en révision. (V. art. 923 C.P.)—C.R., 1892. *Starr vs Phillips & Maloney & Kimball*, 1 R.J.O., 315; GILL, MATHIEU & LORANGER, JJ.

6. The allegation, in an affidavit for an attachment before judgment, that deponent "is credibly informed and has every reason to believe that defendant is immediately about to make away with," without alleging that deponent "believes the information," is insufficient. (V. 901, C.P.)—C.R., 1895. *Phelan vs Turner*, 7 R.J.O., 487; TAIT, LORANGER & DELORMIER, JJ.

7. Lorsqu'une requête pour l'annulation d'un bref de saisie-arrêt avant jugement a été, après sa présentation, continuée à un autre jour, il n'est pas nécessaire qu'il y ait inscription pour preuve et audition sur cette requête, mais le jour fixé, le requérant doit être présent avec ses témoins, et faute par lui de procéder sur sa requête, le tribunal, sur inscription du demandeur, peut rendre jugement sur le mérite de l'action, sans avoir égard à la requête du défendeur.—C.R., 1892. *McHugh vs Walker*, 2 R.J.O., 158; JETTÉ, DAVIDSON & PAGNUELLO, JJ.

SECTION II.

ARRÊT EN MAINS TIERCES.

940. Dans tous les cas où un bref d'arrêt simple peut être octroyé, le

SECTION II.

ATTACHMENT BY GARNISHMENT.

940. In all the cases where a writ of simple attachment may be granted,

créancier peut faire arrêter les biens meubles de son débiteur qui se trouvent entre les mains de tierces personnes, ainsi que les deniers qu'elles peuvent lui devoir.—C. P. C., 855, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 46, 47.—C.P.F.,

941. Cet arrêt se fait au moyen d'un bref, adressé et exécuté en la manière prescrite à l'article 601, enjoignant aux tiers saisis de ne point se dessaisir des effets mobiliers qu'ils ont en leur possession appartenant au défendeur et des deniers ou autres choses qu'ils peuvent lui devoir ou auront à lui payer, avant qu'il en ait été ordonné par le tribunal, et leur ordonnant de comparaître au jour et à l'heure fixés pour déclarer sous serment quels effets ils ont en leur possession appartenant au défendeur, et quelles sommes de deniers ou autres choses ils lui doivent ou auront à lui payer, avec assignation au défendeur de comparaître au jour fixé, de répondre à la demande et de voir déclarer la saisie-arrêt valable.

Lorsqu'il s'agit de la saisie des traitements, salaires et gages, le bref doit aussi contenir la mention de la résidence du défendeur, de la nature de ses fonctions et de l'endroit où il les exerce.—*Nouveau, partie*; C. P. C., 856, 857, *amendé*, 860; S.R., 5972.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 3, 133.

942. Le bref est revêtu de toutes les formes requises pour une assignation ordinaire, et est sujet aux dispositions contenues dans les articles 899, 900, 901, 903, 904, 909, 933 et 934 en autant qu'elles sont applicables.—C. P. C., 858, 859.

1. C.P.F., 559.

2. V. rel. à la signification de la déclara-

a creditor may also attach any moveable property belonging to his debtor which may be in the hands of third persons, and also whatever sums they may owe him.—C.C.P., 855, *amended*.

558.

941. This attachment is effected by means of a writ addressed and executed in the manner provided by Article 601, commanding the garnishees not to dispossess themselves of the moveable property belonging to the debtor which is in their possession, of such moneys or other things as they owe him or will have to pay him, until the court has pronounced upon the matter, and ordering them to appear on a day and at an hour fixed to declare under oath what property they have in their possession belonging to the defendant, and what sums of money or other things they owe him or will have to pay him, and summoning the defendant to appear on the day fixed and answer the demand of the plaintiff and to hear the attachment declared valid.

In seizing salaries and wages, the writ must also state the defendant's place of residence, and the nature and place of his occupation.—*New, in part*; C.C.P., 856, 857, *amended*, 860; R. S., 5972.

942. The writ is clothed with all the formalities required for ordinary summons, and is subject to the provisions of Articles 899, 900, 901, 903, 904, 909, 933 and 934, in so far as they can apply.—C.C.P., 858, 859.

tion et de l'affidavit, les autorités citées sous l'art. 909.

3. V. art. 939, n. 2.

943. Les dispositions contenues dans les articles 679, 680, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697 et 698 sont également applicables dans les cas d'arrêt en mains tierces.—C.P.C., 860, 862, 863, 864, *amendés*.

1. V. les annotations de ces différents articles.

2. A judgment quashing an attachment before judgment *en mains tierces*, at once releases the property seized from the attach-

944. Si la déclaration du tiers saisi n'est pas contestée, le juge, en prononçant sur la demande principale, adjuge sur l'arrêt et la déclaration du tiers saisi.—C.P.C., 861.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 135.—C.P.F., 576.

945. La contestation de l'arrêt par le défendeur et l'appel du jugement sur la requête pour annulation sont sujets aux règles des articles 919 à 924 inclusivement.—C. P. C., 865.

CHAPITRE XXXV.

SAISIE-REVENDICATION.

946. Celui qui a droit de revendiquer une chose mobilière, peut obtenir un bref à l'effet de la mettre sous la main de la justice, en produisant un affidavit énonçant son droit et désignant la chose de manière à en constater l'identité.

Ce droit de saisir-revendiquer peut être exercé par le propriétaire, le gagiste, le dépositaire, l'usufruitier, le grevé de substitution et le substitué.—C.P.C., 866.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action réelle	3
Affidavit	7, 14, 21, 24, 25, 26
Alternative de remettre ou de payer	16, 19
Amendement	18
Animaux errants	8d, 9, 31
Associés	10, 11
Avocats	5

943. The provisions contained in Articles 679, 680, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697 and 698, are also applicable to attachment by garnishment.—C.C.P., 860, 862, 863, 864, *amended*.

ment, and the *tiers-saisi* must pay it over to the owner without any delay, when required so to do.—C.R., 1886, *Pleau vs The City and District Savings Bank*, 30 J., 167; TORRANCE, JETTÉ & CIMON, JJ.

944. If the declaration of the garnishee is not contested, the judge, in rendering judgment upon the principal demand, adjudicates also upon the attachment and the declaration of the garnishee.—C.C.P., 861.

945. The contestation of the attachment by the defendant and any appeal from the judgment upon the petition to quash, are governed by the rules contained in Articles 919 to 924 inclusively.—C.C.P., 865.

CHAPTER XXV.

ATTACHMENT IN REVENDICATION.

946. Whoever has a right to revendicate moveable property, may obtain a writ for the purpose of having it attached, upon production of an affidavit setting forth his right and describing the property so as to identify it.

This right of attachment in revendication may be exercised by the owner, the pledgee, the depositary, the usufructuary, the institute in substitutions, and the substitute.—C.C.P., 866.

Biens de la femme mariée	13
Billets de banque	12
Bois flottant	20
Conclusions	16, 19, 29
Débitures	4d
Délai pour remettre	16, 29
Différence entre affidavit et déclaration	27
Effets saisis	4a, 4c, 6

Exception à la forme.	14, 22, 24, 27
Fréteur.	86
Gardien judiciaire.	4c, 6, 8a, 32
Intervention.	6
Jugement interlocutoire.	10
Jurisdiction.	3
Mesure conservatoire.	23
Motion.	14, 15, 26
Navire.	7, 8b
Objet indéterminé.	8c
Titre aux meubles saisis.	17, 22, 28, 29, 30
Titres et papiers.	2, 4b, 5

1. POTHIER, *Proc.*, 182.—GUYOT, 2^o *Revendication*, 619.—C.P.L., 269.

2. La saisie-revendication peut porter sur toute espèce de meubles, même sur des papiers ou sur des titres de créance.—6 GARRISONNET, p. 145.—BIOCHE, 2^o *Saisie-revendication*, n. 1.—6 CARRÉ ET CHAUVEAU, Q. 2814, p. 624.

3. L'action en revendication d'un objet mobilier est une action réelle qui doit être instituée devant le tribunal du lieu où est situé l'objet en litige.—C.C., 1895. *Desrochers vs Lafleur*, 1 R. de J., 512; DELORMIER, J.

4. Il y a lieu à la saisie-revendication :

a. Pour recouvrer la possession de meubles illégalement saisis.—C.S., 1863. *Langlois vs The Corp. of the parish of St-Roch South*, 13 L.C.R., 317; 11 R.J.R., 398; STUART, J.

b. Pour recouvrer des titres, (title deeds).—C.B.R., 1817. *Perreault vs Hausseman*, 1 R. de L., 506; 2 R.J.R., 123. (V. *Letartre vs Langlois*, n. 5, *infra*).

c. De la part du gardien judiciaire, pour recouvrer la possession de biens mis sous sa garde et dont il a été dépossédé.—C.A., 1877. *Gilbert & Coindet*, 1 L.N., 42; 4 Q.L.R., 50.—C.A., 1877. *Moisan & Roche*, 1 L.N., 33; 4 Q.L.R., 47. (V. *Wheeler & Dupaul*, n. 6, *infra*).

d. By the holder of railway bonds, constituting a privileged claim on the moveables of the company, for the protection of his rights.—C.S., 1878. *Wyatt vs Sénécal*, 1 L.N., 98; 4 Q.L.R., 76; MREDITH, J.

5. L'avocat chargé d'une poursuite est tenu, en vertu de son mandat, de faire signifier le bref et de faire toutes les procédures nécessaires pour obtenir jugement. L'avocat qui adresse le bref de sommation à son client pour le faire signifier le fait à ses risques et périls, et si, à raison de la maladie du client ou pour toute autre cause, le bref n'a pu être signifié en temps utile, l'avocat ne peut en tenir son client responsable et lui charger tous ses honoraires sur ce bref.

Les avocats ne peuvent retenir pour sûreté du paiement de leurs honoraires dans les causes où ils ont été constitués, les pièces et titres que leurs clients leur ont confiés pour faire valoir leurs droits.—C.S., 1897. *Leartre vs Langlais*, 3 R. de J., 398; GAGNE, J. V. *supra*, n. 4b.

6. Un gardien volontaire est recevable à réclamer par voie de saisie-revendication la possession d'effets mis sous sa garde et en possession du saisi, sans qu'il soit nécessaire d'alléguer dans l'affidavit des craintes d'enlèvement et de soustraction.—Les frais d'une intervention faite par un tiers qui réclame des droits sur les effets revendiqués ne peuvent être à la charge du gardien, si, lors de l'émanation de la saisie revendication, les effets dont ce dernier avait la garde étaient sous saisie, et si le gardien ne conteste pas les droits de l'intervenant.—C.A., 1887. *Wheeler & Dupaul*, 15 R.L., 564.

V. *Bergevin vs Vermillon*, 21, *infra*.

7. An affidavit to the effect that the lessee of a vessel to run between Montreal and Upper Canada has incurred liabilities on the vessel at a United States port, that he has become insolvent and that she would run the boat to Upper Canada, she would in due course call at such port in the United States and be in all probability seized there for the payment of such liabilities, is sufficient to sustain an attachment, or *saisie-revendication* of the vessel by the lessor.—C.S., 1859. *Routh vs Macpherson*, 4 J., 45; 7 R.J.R., 303; BADGLEY, J.

8. Il n'y a pas lieu à la saisie-revendication :

a. Par le gardien judiciaire, pour revendiquer les effets saisis, contre un tiers qui les a achetés de bonne foi, et les a enlevés à la connaissance de ce gardien, et sans protêt de sa part.—C.C., 1882. *Duperré vs Dumas*, 5 Q.L.R., 333; CASALTY, J.

b. Par le fréteur contre un maître de vaisseau, comme dans le cas d'une détention injuste, lorsqu'il y a difficulté entre eux quant à la quantité des effets mis à bord et aux connaissements à signer.—C.B.R., 1849. *Gordon vs Pollock*, 1 L.C.R., 313; 3 R.J.R., 17; STUART & BOWEN, JJ.

c. Par l'acquéreur d'un objet indéterminé, avant qu'il soit déterminé.—C.S., 1882. *Contant vs Normandin*, 11 R.L., 479; MATHIEU, J.—C.R., 1869. *Kelty vs Merzille*, 1 R.L., 194; 20 R.J.R., 341; MONDELET, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

d. Par le propriétaire d'un animal trouvé errant et mis en fourrière, avant d'avoir préalablement offert de payer l'amende et les dommages encourus, et sans renouveler les offres et consigner l'argent en cour.—C.S., 1885. *Brosseau vs Brosseau*, 1 M.L.R., 307; CIMON, J.

9. Le propriétaire d'animaux trouvés errants et mis en enclos public ne peut les revendiquer sans payer le montant des amendes encourues et des frais de nourriture. L'action en revendication instituée dans ces circonstances sans que le demandeur ait ainsi payé les dites amendes et les dits frais de nourriture, doit être renvoyée avec dépens contre le demandeur.

Le fait que les animaux ont été trouvés sur un terrain ou une place publique où le

demandeur avait l'habitude de les faire pacager, mais contrairement à un règlement en force depuis peu de temps, n'est pas non plus un motif de renvoyer l'action en revendication, chaque partie payant ses frais—tels frais doivent être contre le demandeur seul.—C.R., 1806. *Birmingham vs La Ville de la Côte St-Paul*, 3 R. de J., 114; TAIT, OUMMET & PAGNUELO, JJ.

10. Lorsque des effets sont saisis-revendiqués sur les lieux ci-devant occupés par le demandeur et le défendeur comme associés et que nulle preuve n'est faite d'une demande ou d'un refus de les livrer et que les effets sont remis au demandeur en vertu d'un jugement interlocutoire de la cour, le défendeur alléguant par son plaidoyer qu'il n'a jamais réclamé les effets, et demandant acte de ce qu'il est prêt d'en faire la livraison. l'action du demandeur sera renvoyée avec dépens, en autant qu'il appert que la saisie a été faite sans nécessité.—C.A., 1861. *Hearle & Date*, 11 L.C.R., 200; 9 R.J.R., 425.

11. Si, après la dissolution de la société, aucune partie des effets d'icelle tombe entre les mains de l'un des associés, et qu'il soit sur le point de les convertir à son propre usage, l'autre associé néanmoins ne pourra, par voie de saisie-revendication, réclamer sa part indivise des dits effets.—C.B.R., 1845. *Maguire vs Bradley*, 1 R. de L., 367; 2 R.J.R., 64.

12. A person charged with felony cannot maintain an action for bank notes supposed to be stolen or taken from him when he was arrested until the charge preferred against him has been disposed of.—C.B.R., 1821. *Carlisle vs Sutherland*, 1 R. de L., 507; 2 R.J.R., 124.

13. Where the wife separated as to property has sold part of her moveable property without the consent of her husband, the latter cannot have recourse to a *saisie-revendication*.—C.C., 1897. *Paquet vs Lejeune*, 11 R.J.O., 402; ANDREWS, J.

14. Dans les cas de saisie-revendication où l'affidavit est insuffisant, le bref et la saisie peuvent être mis de côté sur motion, mais quand les allégués de l'affidavit provoquent une contestation, la manière de procéder est par exception à la forme.—C.S., 1859. *Routh vs McPherson*, 9 L.C.R., 413; 7 R.J.R., 303; BADGLEY, J.

15. The legality of an attachment in revendication cannot be tried on a motion to quash the attachment.—C.S., 1857. *Torrance vs Thomas*, 2 J., 98; 6 R.J.R., 400; MONDELET, J.

16. Le défendeur qui a été condamné sur une saisie-revendication à remettre certains effets mobiliers sous quinze jours de la signification du jugement et à défaut par lui de ce faire, d'en payer la valeur, ne peut, après l'expiration du délai fixé, offrir de remettre ces effets, l'obligation se trouvant alors transformée en obligation de payer la valeur des effets en question.—C.S., 1833.

Slevens vs Livinson, 5 R.J.O., 191; JETTE, J.

17. Held, in an action in revendication, that the bailee of moveables cannot question the title of the person who placed such moveables in his care.—C.R., 1878. *Toutrigny vs Bonchard*, 4 Q.L.R., 243; MEREDITH, STUART & CARON, JJ.

18. Dans une saisie-revendication, le demandeur peut régulièrement, avec la permission de la cour, obtenue sur requête, amender la description des effets saisis, même avant le jour du retour de l'action, en donnant avis aux autres parties.—C.S., 1885. *Legru vs Dufresne*, 1 M.L.R., 315; JETTE, J.

19. Dans une saisie-revendication, il n'est pas obligatoire de donner au défendeur l'alternative de remettre au défendeur les effets revendiqués ou de lui en payer la valeur.—Le but de la saisie-revendication est de recouvrer la possession de la chose même et non le prix ou la valeur de cette chose.—C.C., 1881. *Watzo vs Labelle*, 26 J., 120; LAFRAMBOISE, J.

20. Celui qui trouve du bois flottant sur le fleuve St-Laurent et ses tributaires en amont du port de Montréal et l'atterre, ne peut exercer un droit de retention, mais seulement se faire indemniser pour son travail; il ne peut opposer à la saisie revendication son droit d'indemnité.—C.C., 1886. *La Communauté des Soeurs, etc., vs Durandean*, 3 R. de J., 385; BÉLANGER, J.

21. Dans une action en revendication, s'il y a défaut, l'affidavit sur lequel le bref énaire fait preuve *prima facie* contre le défendeur, et le tribunal peut condamner ce dernier sans autre preuve, bien que l'action soit basée sur une convention spéciale qui lui donnait la possession des objets revendiqués.—C.R., 1876. *Bergevin vs Vermillon*, 3 Q.L.R., 134; STUART, CASALTY & DORION, JJ.

V. cependant, art. 919, n. 18, 19, 20.

22. In an action of revendication, the title by virtue whereof the plaintiff claims the effects seized must be set forth in the declaration, and the omission to do so is good ground for an exception to the form.—In such case the plaintiff may obtain leave to amend his declaration by furnishing particulars of his title.—C.S., 1896. *Taylor vs The International and Mfg. Exchange*, 10 R.J.O., 129; DAVIDSON, J.

23. The term *saisie-revendication* in plaintiff's declaration is to be interpreted in accordance with the other allegation contained therein, and a *saisie-revendication* will be maintained as a conservatory measure where otherwise it would be dismissed, provided the facts and conclusions permit of it.

Where a *saisie-revendication* is not one properly so called, but is in reality an action for the resiliation of a sale accompanied by such a seizure as might be applicable thereto, it will be so considered and maintained.

A writ of *saisie-revendication* in attachment, issued against an insolvent estate in the hands of a third party, for the recovery

of goods sold on credit, asking for the recovery of the goods, and that the sale by plaintiff to defendant be declared resiliated (where the proper mode should have been by a summary petition asking for the resiliation of the sale), will be maintained, but with such costs only as would be awarded on such petition, notwithstanding the fact that the issue was joined on the proceedings taken and the question was not raised.—C.S., 1896. *Levi vs Heimendinger*, 1 R.P., 94; ARCHIBALD, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

24. La signification de l'affidavit n'est pas nécessaire dans une saisie-revendication, et ce défaut de signification ne peut donner lieu à une exception à la forme.—C.S., 1898. *Tettier vs The Canada Liquor Co.*, 1 R.P., 318; LORANGER, J.

V. art. 909, n. 23 à 25.

25. L'article 933 C.P. ne s'applique pas à la saisie-revendication, et il n'est pas nécessaire que l'affidavit soit donné par le demandeur, son teneur de livres, son commis ou son fondé de pouvoirs.—C.S., 1899. *McGregor-Gourlay Co. vs Labell*, 5 R.L.N.S., 188; 2 R.P., 93; CURRAN, J.

26. Dans une déposition assermentée pour obtenir l'émanation d'une saisie-revendication, l'erreur clé cale consistant à avoir mis l'année 1898 au lieu de 1899 dans le *jurat*, peut être corrigée sur motion.—C.S., 1899. *McGregor-Gourlay Co. vs Labell*, 2 R.P., 93; CURRAN, J.

27. La déclaration d'une saisie-revendication ne doit pas mentionner d'autres effets que ceux qui sont énumérés à l'affidavit qui doit précéder le bref, et le fait que la déclaration ajouterait d'autres effets, surtout si par là on a augmenté la classe de l'action, est une informalité dont le défendeur est bien fondé à se plaindre par exception à la forme.—C.S., 1898.—*Barron vs Vollée*, 15 R.J.O., 238; 4 R.L.N.S., 509; 1 R.P., 517; LORANGER, J.

28. Il suffit dans une déclaration sur saisie-revendication d'alléguer que le demandeur est propriétaire de l'objet revendiqué, sans qu'il soit nécessaire d'alléguer son titre,

947. Le bref de saisie-revendication enjoint de saisir les effets revendiqués, et de les entiercer jusqu'à ce qu'il soit adjugé sur la revendication.

Mention est faite au dos du bref du nom de la personne sur la déposition de laquelle il est émis.—C.P.C., 867.

1. Un bref de saisie-revendication adressé à aucun des huissiers de notre cour s'abé-

pourvu que la partie adverse n'en souffre pas préjudice.—C.C., 1897. *Hébert vs Bourguignon*, 1 R.P., 1; TELLIER, J.

29. Un entrepreneur de transport n'a pas le droit de discuter le droit de propriété de celui qui lui demande la livraison d'effets transportés en lui produisant un connaissance.—Dans une action de la nature d'une saisie-revendication, le défendeur peut exiger que le demandeur lui donne l'option de remettre les effets revendiqués ou d'en payer le coût, et ce, sans offrir de livrer ces effets.—C.S., 1897. *LeRevers vs The Canadian Pacific Railway Co.*, 1 R.P., 62; ARCHIBALD, J.

30. A une saisie-revendication prise par un vendeur non payé, le défendeur peut plaider, sans exciper du droit d'autrui, que les marchandises ne sont plus dans le même état, et ont été vendues et sont en la possession d'un tiers.—C.S., 1898. *Chaput vs Pelletier*, 4 R.L.N.S., 511; LORANGER, J.

31. L'animal qui traverse de la propriété de son maître sur celle du voisin, par suite du mauvais état de la clôture de ligne de ce dernier, ne peut être considéré errant et si le voisin le met en fourrière, il y a lieu à la saisie-revendication.—C.C., 1898. *Toupin vs Leduc*, 1 R.P., 470; BÉLANGER, J.

32. Where an article is seized in defendant's possession, under a seizure in revendication, the fact that at the time of the seizure the defendant had been appointed guardian thereof, under an execution against himself in another suit, is no answer on his part to the demand in revendication, inasmuch as he might have relieved himself of any responsibility as guardian towards the creditor who issued the execution by notifying him of the seizure in revendication.—C.S., 1898. *La Banque d'Hochelaga vs McConnell*, 14 R.J.O., 240; DOHERTY, J.

33. Dans le cas où des effets mobiliers sont laissés en la possession d'un tiers qui les vend, le propriétaire de ces meubles, même dans le cas où il ne connaît ni leur valeur, ni leur qualité, ne peut poursuivre ce tiers en reddition de compte, il doit prendre l'action en revendication ou en restitution de dépôt.—C.S., 1897. *Savard vs Charette*, 5 R.L.N.S., 62; GAGNÉ, J.

947. The writ of attachment in revendication orders the seizure of the effects revendicated, and that they be placed in the hands of guardians until judgment is rendered upon the revendication.

The name of the person upon whose affidavit the writ issues is endorsed upon the writ.—C.C.P., 867.

rieure dans le district de Richelieu doit être exécuté par le même huissier, et le bref ne

peut être signifié par un huissier, et la déclaration par le shérif. Les formes de la saisie-revendication, comme celles de la saisie-exécution, sont rigoureuses et doivent être observées à peine de nullité.—C.S., 1873, *Brassard vs Turgeon*, 5 R. L., 121; LORANGER, J.

2. Les huissiers ne sont pas tenus de se faire accompagner de records pour faire une saisie-revendication.—C. S., 1857. *Desjardins vs Dubois*, 1 J., 81; 5 R. J. R., 441; SMITH, MONDELET & CHAHOT, JJ.

3. Dans une action en revendication, l'omission de laisser au défendeur copie du procès verbal de saisie, n'est pas fatale, en autant que l'ordonnance de 1667 ne requiert cette formalité que dans les cas de saisie-exécution.—C.S., 1863. *Moreau vs Jorgensen*, 13 L.C.R., 399; TASCHEREAU, J.

4. Where a defendant, in a case of *saisie-revendication*, refuses to open his doors, the judge may, upon a return of a seizing bailiff to that effect, on the petition of the plaintiff, order the opening to be effected by all necessary means, in the presence of two witnesses, and with such force as may be required.—C.C., 1868. *Moreau vs Mathewson*, 12 J., 285; 18 R.J.R., 25; TORRANCE, J.

5. A voluntary guardian to effects seized under a writ of *saisie-revendication* is not discharged from responsibility by the circumstance that the effects in his custody were subsequently seized and sold without his knowledge under a *saisie-gagerie* for

948. Les formalités prescrites dans les articles 909, 932, 934, 935 et 936 sont observées dans la saisie-revendication en autant qu'elles peuvent s'y appliquer.—C.P.C., 868, *amendé*; 872.

1. I COUCHOT, 123.—C.P.L., 261.

2. V. rel. à la signification de la déclara-

949. Le défendeur peut obtenir que les effets soient remis en sa possession, en donnant bonne et suffisante caution de les représenter lorsqu'il en sera requis, ce à quoi il est alors tenu comme un séquestre judiciaire.

Néanmoins, le juge peut, suivant les circonstances, en accorder la possession au demandeur aux mêmes conditions.—C.P.C., 869, *amendé*.

1. GUYOT, *v° Revendication*, 620.

2. A judge *in banco* cannot revise and

rent, the guardian having left the effects in defendant's possession without an order of the Court, and without his giving security, and the claim for rent having accrued under a lease by tacit reconduction, which only came into force subsequent to the guardian's appointment. To be relieved of responsibility the guardian is bound to show that the effects would have been sold for a privileged claim thereon existing at the time of the seizure had he taken possession. The position of the guardian in this case cannot be assimilated to that of a guardian under a seizure in execution when the goods seized are sold during his guardianship at the instance of another more diligent creditor.—C. S., 1893. *Metropolitan Manufacturing Co. vs Gareau & Amiot*, 3 R. J. O., 483; DOHERTY, J.

6. Un défendeur dans une action en revendication n'a aucun droit de rétention pour le paiement de ses frais et honoraires, frais de garde comme gardien judiciaire, dans une action en revendication contre le demandeur, défendeur en la cause; l'action ayant été renvoyée et le jugement signifié au gardien.—C.S., 1859. *Poutré vs Lacrolette*, 9 L.C.R., 360; 7 R.J.R., 276; MONDELET, J.

7. Le gardien contre qui on revendique les effets après que la saisie a été mise de côté ne peut retenir ces effets jusqu'à ce que les frais soient payés.—C.C., 1880. *Bédard vs Lusignan*, 3 L.N., 86; TORRANCE, J.

948. The formalities prescribed in Articles 909, 932, 934, 935 and 936, are observed in attachment in revendication, in so far as they can apply.—C.C.P., 868, *amended*; 872.

tion et de l'affidavit, les autorités citées sous l'art. 909, et, spécialement, les n. 9, 19, 25.

949. The defendant may have the effects returned into his possession upon giving good and sufficient sureties that he will produce them when required, which he is in such case bound to do in the same manner as a judicial sequestrator.

Nevertheless the judge may, according to circumstances, grant possession of the effects to the plaintiff, subject to the same conditions.—C.C.P., 869, *amended*.

annul a judgment in chambers, granting possession to plaintiffs, on giving security, of

goods revendicated, such judgment in chambers having by law the force of a judgment of the court.—C.S., 1878. *The Canada Paper Co. vs Cary*, 4 Q.L.R., 215; CA-SAULT, J.

3. Whilst the record is in appeal an application to obtain possession of the property by *saisie-revendication* cannot be entertained.—C.S., 1871. *Hamilton vs Kelly*, 15 J., 168; 3 R.L., 128; 21 R.J.R., 507; MACKAY, J.

4. The Court of Appeals has no jurisdiction to grant an application, for delivery of the barge seized in the case under a writ of *revendication*, on security being given.—C.A., 1871. *Kelly & Hamilton*, 16 J., 140; 21 R.J.R., 508.

5. Lorsque, dans une *saisie-revendication*, le demandeur a obtenu un jugement d'un des juges de la cour supérieure lui accordant la possession des effets saisis pendant l'instance, et qu'une autre des parties dans la cause porte ce jugement en appel, le demandeur peut obtenir l'exécution du jugement par provision, nonobstant l'appel.—C.S., 1884. *Whitehead vs Kieffer*, 1 M.L.R., 287; PAPINEAU, J.

6. Lorsque, dans une *saisie-revendication*, la cour sur requête, aura accordé au demandeur la possession des effets saisis, l'enlèvement de ces effets par le défendeur ou par un intervenant dans la cause, forcément et contre la volonté du demandeur, constitue ces derniers en mépris de cour, et ils pourront être contraints par corps d'en remettre la possession au demandeur. La cour n'a aucune juridiction pour accorder la possession des meubles saisis à un intervenant, dans une *saisie-revendication*, lorsque le jugement final maintenant l'intervention

950. Avant que les effets soient livrés à la partie qui en demande la remise, l'autre partie peut exiger qu'il soit fait un procès-verbal constatant l'état des effets, leur description et leur évaluation, afin de régler le montant du cautionnement, et ce par experts nommés suivant la procédure ordinaire.—C.P.C., 870.

951. Si ni l'une ni l'autre des parties ne réclame la remise des effets saisis, ils demeurent à la charge du gardien nommé; ou, à la demande de l'une ou de l'autre des parties, le juge peut, s'ils sont susceptibles de produire des fruits, ordonner qu'ils soient mis entre

a été porté en appel où la saisie est pendante.—C.S., 1885. *Whitehead vs Kieffer*, 1 M.L.R., 288; TASCHEREAU, J.

7. Where goods were retained by the collector of customs as forfeited under the Customs Act, 1883, and the importer seized them in the collector's hands by process of *revendication*.—*Held*: that the plaintiff was entitled to an order for the delivery thereof only on making deposit with the collector of a sum of money at least equal to the full value of the goods.—C.A., 1887. *Ryan & Sanchez*, 4 M.L.R., 112.

8. Les cautions qui se sont obligées de représenter les effets revendiqués ou d'en payer la valeur, doivent être mis en demeure de représenter les effets, avant que de pouvoir être poursuivies pour leur valeur purement et simplement, nonobstant que les effets soient d'une nature périssable.—C.S., 1872. *Poulin vs Hudon*, 16 J., 286; MACKAY, J.

9. The privilege and right of retention accorded to the owners and master of a vessel by Art. 2506 C.C., upon the goods on board the ship for the amount of contribution for which these are liable, is subject to the terms of the bill of lading, and where it is stipulated therein that in case of contribution "average bond to be given with value therein, or sufficient security to be given as required by the master," the latter is not entitled to exact a cash deposit of the alleged amount of contribution before delivering the goods to the consignees, but the latter are entitled, under the terms of Art. 869 C.P.C., (949 n.c.), to get possession of the goods on giving good and sufficient security for the payment of the amount of the claim when finally adjusted.—C.S., 1893. *Law vs Munderloh*, 4 R.J.O., 456; DELORMIER, J.

950. Before the effects are delivered to the party applying for them, the other party may require an inventory thereof to be made, establishing the condition of the effects, their description and their value, in order to settle the amount of the security to be given, which is done by experts named in the ordinary course of procedure.—C.C.P., 870.

951. If neither of the parties applies for the effects and they remain in the custody of the guardian appointed; or, at the request of either of the parties, the judge may, if they are of a nature to produce fruits, order them to be placed in the hands of

les mains d'un séquestre.—C.C.P., 871. a sequestrator. — C. C. P., 871.

CHAPITRE XXXVI.

SAISIE-GAGERIE.

952. Le propriétaire ou locateur peut faire saisir pour loyers, fermages et autres sommes exigibles en vertu du bail, les effets et fruits sujets à son privilège qui se trouvent dans la maison et les bâtiments ou sur la terre loués.—C.P.C., 873, *partie, amendé*; S.R. 5973.

1. POTHIER, *Proc.*, 182.

2. Le droit de former une saisie-gagerie n'appartient qu'au propriétaire ou principal locataire actuel; il ne peut être exercé par celui qui a perdu cette qualité.—Ainsi, les objets mobiliers appartenant au fermier qui a continué l'exploitation d'un domaine vendu, ne peuvent être l'objet d'une saisie-gagerie de la part de celui qui a cessé d'être propriétaire, même pour arrérages échus antérieurement à la vente.—ROUSSEAU & LAISNEZ, 7^o *Saisie-gagerie*, n. 2, 11.—BIOCHE, 7^o *Saisie-gagerie*, n. 2.

3. Un propriétaire ne peut saisir-gager après avoir aliéné, même pour loyers ou fermages échus avant l'aliénation.—G GARSONNET, p. 124.—ROUSSEAU & LAISNEZ, 7^o *Saisie-gagerie*, n. 2.

4. Peu importe que l'ancien propriétaire ait fait réserve de son privilège dans une transaction avec le nouvel acquéreur, cette réserve donne seulement le droit de primer le nouveau propriétaire, mais non celui de saisir-gager.—BIOCHE, 7^o *Saisie-gagerie*, n. 2.—ROUSSEAU & LAISNEZ, 7^o *Saisie-gagerie*, n. 2.—G GARSONNET, p. 124.

5. Mais la saisie-gagerie pratiquée par l'ancien propriétaire, avant l'aliénation, conserve ses effets à son profit.—BIOCHE, 7^o *Saisie-gagerie*, n. 2.

6. A *saisie-gagerie* may be had on the lease of a farm.—C.B.R., 1312. *Hamilton vs Constantineau*, 3 R. de L., 305; 2 R.J.R., 295.

7. The writ of *saisie-gagerie* should contain a description of the property leased, and a general reference in the writ to the property mentioned in a deed annexed is not sufficient. The executing officer's duty is to obey the writ and not instructions outside it.—C.A., 1875. *Robitaille & Mallette*, R., 631.

8. Il n'y a lieu à la saisie-gagerie pour loyer non exigible que lorsque les effets garnissant la maison louée ont été déplacés sans le consentement du locateur.—C. S., 1895. *Gadbois vs McPherson*, 1 R. de J., 526; TELLIER, J.

CHAPTER XXXVI.

ATTACHMENT FOR RENT.

952. The owner or lessor may cause the effects and fruits in or upon the house, premises or lands leased, and subject to his privilege, to be seized for the rent, farm dues, or other sums due in virtue of the lease.—C.C.P., 873, *in part, amended*; R.S., 5973.

9. Le locateur qui a déjà fait vendre les effets soumis à son privilège, ne peut les saisir-gager pour du loyer échu antérieurement à sa poursuite, sous prétexte que l'adjudicataire ne les a point fait enlever. Ces effets ne sont sujets au privilège du locateur que pour le loyer subséquent.—C.S., 1895. *Vineberg vs Barton*, 7 R.J.O., 448; PAGNUELO, J.

10. Un tiers, propriétaire d'un objet saisi chez un débiteur, peut invoquer en sa faveur la disposition de l'art. 595 C.P. (604 n.c.), qui permet au saisi de prescrire l'ordre dans lequel les effets saisis seront mis en vente.—C.S., 1895. *Mallette vs Potemonde & Laforce*, 8 R.J.O., 416; TASCHEREAU, J.

11. Le locateur peut exercer son privilège sur tous les meubles indistinctement qui garnissent les lieux loués; partant, le propriétaire d'un piano saisi par le locateur, ne peut contester cette saisie en alléguant son droit de propriété et le fait que le locataire aurait d'autres meubles, et conclure à ce que le locateur soit tenu de faire vendre d'abord ces meubles et que le piano ne soit vendu que pour la balance qui resterait due.—C.S., 1896. *Langhoff vs Boyer & Laforce*, 9 R.J.O., 216; PAGNUELO, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

12. Lorsque le défendeur, poursuivi pour le loyer échu et à échoir, avec saisie-gagerie et conclusions en résiliation de bail, a confessé jugement pour le montant du loyer échu, le protonotaire, sur cette confession de jugement, n'a pas le pouvoir de maintenir la saisie-gagerie ni de prononcer la résiliation du bail.—C.R., 1898. *Boutrice vs Rhéaume*, 15 R.J.O., 20; TAIT, TASCHEREAU & LORANGER, JJ.

13. Le locateur ne peut pas retenir de force les effets de son locataire, mais il doit exercer son privilège par la voie de la saisie-gagerie.—C.S., 1898. *L'Ordre des Forestiers Catholiques vs St-Martin*, 15 R.J.O., 30; PAGNUELO, J.

14. Le demandeur avait promis de vendre au défendeur un immeuble moyennant

\$1,000, payable par versement semestriel de \$25 avec intérêt à 6 p. c., le demandeur n'étant tenu à consentir l'acte de vente définitif que lorsque \$500 seraient payées, le défendeur devant perdre tout droit s'il négligeait de payer deux versements. Par le même acte, le demandeur donnait à bail au défendeur le même immeuble, moyennant \$57 par

953. Il peut également suivre et saisir ailleurs, même pour les sommes non encore exigibles, les effets mobiliers qui garnissaient la maison ou les lieux loués, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, dans les huit jours qui suivent ce déplacement.

La saisie par droit de suite doit être signifiée au nouveau locataire, qui doit être mis en cause pour la voir déclarer exécutoire. — C. P. C., 873, *partie, amendé*; S. R. 5973.

1. Un locataire qui a pris une saisie-gagerie contre les effets de son locataire, tandis qu'ils étaient encore dans sa maison, conserve son privilège au préjudice d'un second locataire, lors même que ce dernier n'aurait point été notifié de la saisie.—C. S., 1856. *Bonner vs Hamilton*, 6 L. C. R., 42; 4 R. J. R., 484; BOWEN & BADGLEY, JJ.

2. Lorsqu'un locataire a fait saisir-gager les meubles de son locataire pendant que ce dernier était dans sa maison, le nouveau locataire n'acquiert aucun privilège sur ces meubles au préjudice du saisissant, même si ce dernier ne l'a pas notifié; en conséquence, un bref de saisie-gagerie par droit de suite est inutile et doit être cassé avec dépens.—C. S., 1893. *Chaussée vs Christin*, 3 R. J. O., 40; DOHERTY, J.

3. Le propriétaire qui est mis en cause, sur une saisie-gagerie par droit de suite de meubles transportés sur sa propriété, peut comparaître en la cause et contester le droit du demandeur de saisir l'un des meubles saisis.—C. S., 1894. *Boucher vs Levrche*, 6 R. J. O., 181; DELORINIER, J.

4. The lessor loses his right to seize by process of *saisie-gagerie* the things which are subject to his privilege, after the expiration of eight days from their removal from the premises, even if the things have been fraudulently given in pledge by the lessee.—C. S., 1895. *Cuddy vs Kamm & Thomas*, 9 R. J. O., 32; DOHERTY, J.

5. Lorsque les huit jours accordés par la loi pour pratiquer la saisie-gagerie par droit de suite expirent le dimanche, le locataire doit exercer son recours avant ce jour, et une saisie-gagerie faite le neuvième jour (le lundi) sera renvoyée comme tardive.—C. S.,

semestre, le défendeur devant payer toutes les taxes, primes d'assurance et réparations. *Jugé*: Un tel acte constitue une promesse de vente, et non un bail, ne donne au demandeur aucun privilège sur les meubles du défendeur, et ne permet l'ouverture ni à la saisie-gagerie, ni à la poursuite sommaire.—C. S., 1898. *Picard vs Renaud*, 2 R. P., 27; PAGNUELO, J.

953. He may likewise follow and seize elsewhere, even for amounts not yet due, the movable effects which were in the house or premises leased, when they have been removed without his consent; but he must do so within eight days after their removal.

An attachment in recaption must be served upon the new lessor, who must also be summoned to show cause against its execution.—C. C. P., 873, *in part, amended*; R. S., 5973.

1893. *Strachan vs Dépatic*, 3 R. J. O., 401; MATHIEU, J.

6. Celui qui a enlevé frauduleusement des meubles soumis au privilège du locataire, ne peut invoquer le bénéfice du délai de huit jours et alléguer que la saisie-gagerie a été pratiquée tardivement.

La saisie-gagerie par droit de suite peut être faite entre les mains du locataire d'un établissement (dans l'espèce, un entrepôt), lorsque ce locataire jouit quant aux tiers des privilèges du propriétaire.—C. S., 1897. *Hart vs Lachapelle*, 12 R. J. O., 428; DELORINIER, J.

7. The plaintiff is not bound to specify, in the writ or declaration of *saisie-gagerie*, the effects he seeks to have seized *par droit de suite*.

The bailiff is not bound to serve the copy of the writ upon the defendant before effecting the seizure. The seizure may be effected in the absence of defendant and the writ subsequently served upon him.—C. S., 1892. *Beaulieu vs Phillips*, 2 R. J. O., 537; DOHERTY, J.

8. Lorsqu'un tiers enlève des meubles qui garnissaient une maison louée, et qu'il refuse d'indiquer ces meubles à l'huissier porteur d'un bref de saisie-gagerie par droit de suite, rendant ainsi impossible leur saisie réelle, le locataire peut, au moyen d'un bref de saisie-arrêt entre les mains de ce tiers, exercer son privilège sur ces meubles et les faire mettre sous la main de la justice pour qu'ils soient vendus au désir de la loi.—C. S., 1896. *MacDonald vs Meloche*, 11 R. J. O., 318; PAGNUELO, J.

9. So long as the seizure of effects which have been removed from the premises is made within eight days after the date of

their removal, it is not essential that the writ be served upon the defendant within eight days.—C.S., 1802. *Beaulieu vs Phillips*, 2 R.J.O., 537; DOHERTY, J.

10. Le droit de saisie-gagerie par droit de suite peut être exercé tant que la dette pour loyer existe; les tiers seuls ont droit de s'opposer à ce privilège du locateur.—C.C., 1806. *Beaudry vs Rodier*, 10 J., 202; 15 R.J.R., 488; BADGLEY, J.—C.B.R., 1845. *Mondelet vs Bover*, 1 J., 276; ROLLAND, GALE & DAV, JJ.

11. Par l'ancien droit français, qui est la loi du pays, et par la jurisprudence des tri-

955. Les dispositions contenues dans l'article 935, ainsi que celles contenues dans l'article 909 relativement à la signification de la déclaration, sont également applicables à la saisie-gagerie.—C.P.C., 874, 875, amendés; S.R., 5974.

1. V. rel. à la signification de la déclaration, les autorités citées sous l'art. 909, et, spécialement, les n. 10 à 18, 21, 22.

2. Where the lessor seizes, as belonging to the lessee, effects which are not in the premises leased, and after notice given to

himself, a bailleur a le droit de faire saisir-arrêter, par voie de saisie-gagerie ou de saisie-gagerie en mains tierces, par droit de suite, les meubles et effets sur lesquels il a acquis un gage ou privilège, et qui ont été enlevés des lieux loués; et ce, aussi bien pour les loyers dus, quand il y en a d'échus, que pour les loyers à échoir, quand il n'y en a pas de dus.—C.A., 1854. *Alvain & Gilloran*, 4 L.C.R., 360; 4 R.J.R., 192.

12. The *mis en cause* who has signed the *procès-verbal* of seizure by his initials may be so described in the writ.—C.A., 1870. *Wilson & Kaffer*, 2 L.N., 211.

955. The provisions contained in Article 935, as well as those contained in Article 909, respecting the service of the declaration, apply likewise to attachment for rent.—C.C.P., 874, 875, amended; S.R., 5974.

him that the effects are not the property of the lessee, he will be condemned to pay the costs of the intervention which were rendered necessary by such seizure and which subsequently he did not contest.—C.S., 1804. *Murray vs Clouston*, 6 R.J.O., 306; TAIT, J.

CHAPITRE XXXVII.

SAISIE CONSERVATOIRE.

955. Lorsqu'il n'y a pas d'autre remède également approprié, avantageux et efficace, le demandeur peut obtenir une saisie conservatoire sur production d'un affidavit exposant :

1. Qu'il est fondé à recouvrer la possession d'un bien meuble qu'il a vendu à terme ;

2. Qu'il est fondé à être colloqué par préférence sur le prix d'un bien meuble, et qu'on en use de manière à lui faire perdre son recours ;

3. Qu'il est fondé par suite de quelque disposition légale à faire mettre sous la garde de la justice un bien meuble pour assurer l'exercice de ses droits sur icelui.—*Nouveau*; C.P.C., 834, 866, amendé; C.C., 1543, 1998,

CHAPTER XXXVII.

CONSERVATORY ATTACHMENT.

955. If there is no other remedy equally convenient, beneficial and effectual, the plaintiff may obtain a conservatory attachment upon producing an affidavit showing :

1. That he is entitled to reclaim the possession of moveable property sold by him with a term for the payment of its price ;

2. That he is entitled to rank by preference upon the price of moveable property, and that it is being dealt with in such a manner as to defeat his remedy ;

3. That he is entitled, by reason of some provision of law, to have moveable property placed under judicial custody, in order to assure the exercise of his rights over it.—*New* ;

1009; S.R., 5811, 5827; 54 V., c. 39, ss. 1 et 2.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Acheteur	16
Affidavit	24, 27
Bucheron	26
Cession	22
Débentures	18
Dernier équipier	7, 8, 9
Droit à la saisie	2, 3
Endosseur	27
Exécution de la saisie	4, 26
Parla de banque	17
Privilège	6
Propriétaire	15, 17, 18
Propriétaire indivis	20
Quantité indéterminée	16
Requête	5, 22, 23, 24
Résolution de vente	23
Révocation de donation	19
Société	21
Teneur de livres	25
Vendeur non payé	10 à 14

1. V. arts. 176 et 177 de la Coutume de Paris.

2. Le droit de saisie conservatoire, en vertu de l'article 177 de la Coutume de Paris, n'est pas aboli par le statut.—C.S., 1801. *Leduc vs Tourigny*, 5 J., 123; 6 J., 24; 9 R.J.R., 97; BADGLEY, J.

3. A *saisie conservatoire* will not lie, except where a lien or right in the property in question is established by the seizing party.—C.A., 1886. *Prince & Jones*, 31 J., 168.

4. In a case of *saisie conservatoire*, under the 176th art. of the Custom of Paris, of a quantity of wheat on board a vessel, in the port of Montreal, the court can authorize the removal by the sheriff of flour stowed above the wheat, to such an extent as to admit of the proper seizure of the wheat.—C.S., 1804. *Duchesnay vs Watt*, 8 J., 169; 13 R.J.R., 343; MONK, J.

5. A *saisie conservatoire* may be quashed on petition.—C.C., 1885. *Mullin vs Kehoe*, 9 L.N., 37; DOHERTY, J.

6. Le créancier qui a un privilège sur des meubles, peut l'assurer par une saisie conservatoire.—C.S., 1883. *Wiser vs Murphy*, 9 Q.L.R., 327; CASALT, J.

7. Celui qui a un privilège de *dernier équipier* peut faire émaner une saisie-arrêt conservatoire.—C.A., 1890. *Brulé & Busières & Provost*, 34 J., 188.

8. Celui qui transporte des bois dans une rivière et les rend à destination ou au terme du voyage, est *dernier équipier* suivant l'usage du pays.—C.S., 1874. *Trudel vs Trahan*, 7 R.L., 177; POLETTE, J.

V. art. 931, n. 8.

9. Un voyageur ou engagé dans les chantiers à préparer et descendre les radeaux de bois quarré n'a pas de *saisie conservatoire*

C.C.P., 834, 866, *amended*; C.C., 1543, 1998, 1999; R.S., 5811, 5827; 54 Vic., c. 39, ss. 1, 2.

pour sûreté du paiement de ses gages.—C.A., 1872. *Graham & Côté*, 2 R.C., 230; 16 J., 307.

10. In an action by the vendor of goods sold and delivered, for the recovery of the price of sale, accompanied by a *saisie conservatoire* of such goods, the plaintiff has a right to demand, by the conclusions of his declaration, that the defendant be condemned to pay the price of sale, that the goods seized be declared subject and liable to a privilege in favor of the plaintiff, and that the goods be sold in due course of law, and the proceeds of sale paid to plaintiff in satisfaction of his claim as vendor.—C.S., 1861. *Baldwin vs Binmore*, 6 J., 297; 10 R.J.R., 365; BERTHLOT, J.

11. The unpaid vendor of moveables claiming resolution has a right to attach the moveables by a *saisie conservatoire*, and although his attachment may be in the nature of a *saisie-revendication*, it will nevertheless avail to him as a *saisie conservatoire*.—C.A., 1876. *Henderson & Tremblay*, 21 J., 24. V. *infra*, n. 23, 25, 27.

12. *Saisie conservatoire* by unpaid vendor, of goods sold *à terme*, to secure payment by privilege from proceeds of sale, the purchaser having become insolvent within fifteen days of delivery. The goods, 7000 cigars in boxes, had been packed and shipped in one large wooden case, which had been open by purchaser and the boxes exposed for sale. Some of the latter were broken, but 6675 of the cigars remained in their respective boxes, with factory mark, number and revenue stamp intact, and these only were seized.—*Held*: that the goods, to the extent seized, were entire and in the same condition as when sold, notwithstanding the opening of the outer bale or case, and the seizure thereof declared good and valid.—To support a *saisie conservatoire*, the unpaid vendor must establish the clear and certain identity of the object seized with the object sold, this being the test sanctioned by the jurisprudence of our courts, and the true one to be applied as well under the articles of the *coutume de Paris* as of our Civil Code.—C.A., 1887. *Goulet & Green*, 13 Q.L.R., 103.

13. A. sells a quantity of timber to B., a part of the price only to be paid on delivery. A. makes a delivery and B. omits to pay any part of the price; thereupon, A. brings an action to rescind the contract of sale, and, by process of *saisie-revendication*, attaches the timber.—*Held*: that this action could be maintained, and that the timber, so far as it could be identified, should be restored to A.—C.B.R., 1833. *Moor & Dyke*, S.R., 538; 1 R.J.R., 399.

14. A *saisie conservatoire* by an unpaid vendor, for cash, of stones placed on the

land of a third party for whom the purchaser is building a house, will be upheld after eight days from delivery to purchaser, unless the third party proves a sale to and payment made by himself to purchaser.—C.S., 1870. *Lavoie vs Cassant and Glendinning*, 14 J., 225; 20 R.J.R., 150; TORRANCE, J.

15. Le propriétaire d'une chose mobilière, qui la réclame de celui qui la détient illégalement, a droit à une saisie conservatoire pour mettre cette chose sous la main de la justice et empêcher qu'elle ne disparaisse, jusqu'à ce qu'il y ait fait constater son droit, et cette saisie conservatoire ne peut être cassée, sur requête, vu que sa validité dépend du droit du demandeur à la chose, qui ne peut être décidé que sur le mérite de l'action.—C.S., 1891. *Farrell vs Ebbill*, 21 R.L., 443; MATHIEU, J.

16. Lorsqu'une personne achète une quantité indéterminée d'effets payables tant la livre, elle peut avoir recours à la saisie conservatoire, mais elle n'a pas le droit de prendre une saisie-revendication, la vente n'ayant jamais été complétée.—C.R., 1869. *Kelly vs Merrill*, 1 R.L., 194; 20 R.J.R., 341; MONDELET, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

17. Celui qui se prétend propriétaire de parts de banque, et qui a raison de craindre qu'on ne fasse disparaître ces actions, peut joindre, à une demande pour être déclaré propriétaire de ces actions, une saisie-arrêt conservatoire.—C.S., 1887. *Fraser vs McTavish*, 15 R.L., 200; MATHIEU, J.

18. The holder of railway bonds, constituting a privileged claim on the moveable property of the company, may, for the protection of his rights, proceed against such property by an attachment in revendication in the nature of a *saisie conservatoire*.—C.S., 1878. *Wyatt vs Sénécal*, 4 Q.L.R., 76; 1 L.N., 98; MÉRÉDITH, J.

19. A donor, demanding the revocation of a donation for cause of ingratitude, may cause the issue of a *saisie conservatoire*, pending the action, to attach in the hands of the donee the effects donated, and also any moveables replacing those donated.—C.S., 1887. *Cryan vs Cryan*, 13 Q.L.R., 274; ANGERS, J.

20. Un propriétaire par indivis a droit de saisir par voie de saisie conservatoire des meubles que son propriétaire a commencé à vendre, et le compte de tutelle que le défendeur doit rendre à la demanderesse ne peut empêcher cette dernière de demander le partage des meubles et d'accompagner cette demande de mesures conservatoires.—C.S., 1889. *Evans vs Evans*, 5 M.L.R., 414; PAGNUELLO, J.

21. Lorsqu'une société en nom collectif, composée de deux associés, est dissoute de consentement mutuel, et que tous les biens de la société sont transportés à l'un des associés, moyennant le paiement d'une somme déterminée, à la condition cependant que le

débiteur de cette somme ne sera vraiment propriétaire des effets que lorsqu'il aura payé; si le débiteur ne paie pas la somme convenue, dans le temps déterminé, et s'il vend une partie de l'actif de la société, il donne par là ouverture, nonobstant le terme, au droit du créancier, ci-devant associé, de se pourvoir par action pour le recouvrement de la somme convenue, et d'exercer la saisie conservatoire des biens de la société, pour assurer le privilège du vendeur.—C.S., 1882. *White vs Murphy*, 12 R.L., 77; PAINEAU, J.

22. Appellants, being indebted to respondent, for money expended upon certain dumping cars held by him under lease from them, made an assignment in insolvency, under the laws of Ontario, and their assignee sold the cars to one Beemer, whereupon respondent seized them, by attachment in the nature of a *saisie conservatoire*, alleging his debt, fraud and secretion on the part of appellants, and that said cars were the only property they possessed in the Province of Quebec. Appellants petitioned to quash.—*Held*: that the facts disclosed did not constitute a fraudulent secretion and were not sufficient to justify the attachment, and that respondent, by his proceedings, having acknowledged the legal existence of appellants, he had sufficient interest to contest the attachment.—That respondent having answered the petition to quash by a general denial only, would thereafter be restricted to the precise matter set up in his affidavit, and could not avail himself of other proof in the record which might show him to be entitled to the remedy sought to be enforced.—C.A., 1887. *Ontario Car Co. & Hogan*, 13 Q.L.R., 362.

23. The term *saisie-revendication* in plaintiff's declaration is to be interpreted in accordance with the other allegation contained therein and a *saisie-revendication* will be maintained as a conservatory measure where otherwise it would be dismissed, provided the facts and conclusions permit of it.—Where a *saisie-revendication* is not one properly so-called, but is in reality an action for the resiliation of a sale accompanied by such seizure as might be applicable thereto, it will be so considered and maintained.—A writ of *saisie-revendication* in attachment, issued against an insolvent estate in the hands of a third party, for the recovery of goods sold on credit, asking for the recovery of the goods, and that the sale by plaintiff to defendant be declared resiliated (where the proper mode should have been by a summary petition asking for the resiliation of the sale), will be maintained, but with such costs only as would be awarded on such petition, notwithstanding the fact that the issue was joined on the proceedings taken and the question was not raised.—C.S., 1899. *Levi vs Heimendinger*, 1 R.P., 94; ARCHIBALD, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

24. The affidavit required by art. 955 C.

P.C., is a condition precedent to the lawful issue of the conservatory seizure therein provided for.—If the affidavit on which the seizure is obtained does not show as giving a right to such process, a petition to set aside the seizure will be granted, and the plaintiff will not be allowed to amend his affidavit.—C.S., 1897. *Corriveau vs Dugas*, 12 R.J.O., 220; 1 R.P., 142; ANDREWS, J.

25. Where a book-keeper, having left his employer's service, fails to account to his employer for a certain sum of money which the latter claims he has not accounted for and when he is about to leave the Province of Quebec and Ontario, the employer can attach by process of conservatory attachment such sum, which he claims is in defendant's keeping or deposited with a third party, and have the same placed in judicial custody in order to assure to the plaintiff the exercise of his rights over the same, and this attachment will hold good although it was made in the form of a *saisie-arrêt avant jugement*.—C.S., 1898. *White vs Steyler*, 1 R.P., 236; MATHIEU, J.

26. Une action non accompagnée de saisie, qui n'identifie aucunement le bois sur lequel le bûcheron prétend avoir un privilège, dont les conclusions sont à l'effet que le propriétaire lui-même produise le bois sur lequel le demandeur prétend avoir travaillé pour le compte de l'entrepreneur, qui n'est

956. Les règles qui régissent la saisie-arrêt avant jugement sont observées dans la saisie conservatoire en autant qu'elles peuvent s'y appliquer.—*Nouveau*.

1. V. relativement à la signification de la déclaration et de l'affidavit, les autorités ci-

CHAPITRE XXXVIII.

INJONCTIONS.

957. Un juge de la cour supérieure peut accorder une ordonnance d'injonction interlocutoire, dans chacun des cas suivants :

1. Lors de l'émission du bref d'assignation :

(a) Lorsqu'il appert de la requête que le demandeur a droit au remède demandé, et que ce remède consiste en tout ou en partie à empêcher la commission ou la continuation d'une action ou opération, soit pour un temps, soit pour toujours ;

même instituée que deux mois après que tout le bois du chantier a été livré par l'entrepreneur au propriétaire et après que ce dernier a fait flotter et mêler tous les bois coupés dans les chautiers, sera renvoyée avec dépens en l'absence d'aucune preuve d'identification du bois et d'aucune preuve que ce bois pouvait, même lors de l'institution de cette action, être encore entre les mains du propriétaire.—C. C., 1898. *Rocheleau vs Way & La Cie Charlemagne et Lac Oua-reau*, 4 R. de J., 259; DELORMIER, J.

27. Un affidavit alléguant l'endossement par le demandeur de billets escomptés par le défendeur à une banque qui les détient, l'insolvabilité du défendeur, son intention de frauder ses créanciers, son refus de faire cession de ses biens, ne justifie pas l'émanation d'un bref de saisie conservatoire.—Un tel affidavit justifie, cependant, l'émanation d'un bref de saisie-arrêt avant jugement, et une saisie-conservatoire basée sur cet affidavit ne sera pas renvoyée, parce qu'on ne lui a pas donné le nom qui lui convient, mais sera maintenue, comme saisie-arrêt avant jugement.

La créance de la caution contre le débiteur en déconfiture, même avant d'avoir payé, est une dette personnelle dans le sens de l'article 931 C.P.—C.A., 1898. *Bourassa & Lorigan*, 2 R.P., 63.

V. art. 895, n. 7, et *supra*, n. 11, 23, 25.

956. The proceedings upon conservatory attachment are subject to the rules governing attachment before judgment, in so far as they can apply.—*New*.

tées sous l'article 909, et, spécialement, les n. 18, 20.

CHAPTER XXXVIII.

INJUNCTIONS.

957. Any judge of the Superior Court may grant an interlocutory order of injunction in any of the following cases :

1. At the time of issuing the writ of summons :

(a) Whenever it appears by the petition that the plaintiff is entitled to the relief demanded, and that such relief consists, in whole or in part, in restraining the commission or continuance of any act or operation, either for a limited period or perpetually ;

(b) Lorsque la commission ou la continuation d'une action en opération causerait des dégradations ou un tort sérieux ou irréparable.

2. Au cours d'une instance.

(a) Lorsque la commission ou la continuation d'une action ou opération pendant l'instance causerait des dégradations, ou un tort sérieux ou irréparable;

(b) Lorsque la partie adverse fait ou est sur le point de faire un acte attentatoire aux droits du demandeur ou aux dispositions de la loi touchant l'objet de la demande, qui est de nature à rendre le jugement inefficace.—

Nouveau : C.P.C., 1033a ; S.R., 5991 ; Cal., 526 ; N.Y.C., 603, 604 ; Eng. J. A., 1873, s. 25, ss. 8 ; Eng. R., 657a, 662 ; Ont. J.A., s. 53, ss. 8 ; H. & L., 52 *et seq.*

INDICATION ALPHABETIQUE.

Appel	28
Arbitrage	53
Assemblée	20, 21
Barrières	39
Bonns	51
Boruage	44
Brevet d'invention	46
Cessionnaire	16
Chemins de fer	22 à 25, 53
Club	4
Commissaire d'écoles	42
Conseil de comté	28
Corporation municipale	27 à 38, 51
Cotisation	27, 6, c
Couronne	19
Démolition	4, 13, 44, 45
Dépositaire	4
Détérioration d'immeuble	52
Efficacité	13
Enlèvement	4
Expulsion	4
Fabrique	49, 50
Fardeau de la preuve	14
Femme mariée	4, 27e
Lettre de change	4
Libelle	4
Locateur	47, 48
Mépris de cour	4
Nom social	4, 40, 41
Principes régissant l'injonction	4, 7, 8, 10, 11, 12, 14, 32
Prohibition	9
Signification	55
Télégramme	76
Téléphone	54
Terrain	22 à 25, 37a

(b) Whenever the commission or continuance of any act or operation would produce waste, or would produce great or irreparable injury ;

2. During the pendency of a suit :

(a) Whenever the commission or continuance of any act or operation during the suit would produce waste, or would produce great or irreparable injury ;

(b) Whenever the opposite party is doing or is about to do some act in violation of the plaintiff's rights, or in contravention of law, respecting the subject of the action, which is of a nature to render the final judgment ineffectual.—*New* : C. C. P., 1033a ; R.S., 5991 ; Cal., 526 ; N.Y.C., 603, 604 ; Eng. J. A., 1873, s. 25, sub-sec. 8 ; Eng. R., 657a, 662 ; Ont. J. A., s. 53, sub-sec. 8 ; H. & L., 52 *et seq.*

Tiers	16, 17
Titre	14, 15
Vaisseau	18
Vente	56
Ultra vires	27d

1. 41 V., c. 14, s. 1.

2. Rap. C.—Le projet organise dans ce chapitre un nouveau système d'injonction. En Angleterre, il y a lieu à l'injonction dans tous les cas où il est *juste* ou *à propos* d'empêcher la commission ou la continuation d'un acte. (Eng. J.A., 1873, s. 25, ss. 8 ; A. P., 1894, p. 877). La loi d'Ontario est rédigée dans les mêmes termes. (Ont. J.A., 53, ss. 8 ; H. & L., 52). A New-York, l'injonction est accordée pour empêcher les actes qui causent du tort au demandeur ou qui violent ses droits, ainsi que pour prévenir le recel des biens du défendeur. (N.Y.C., 603, 604). Comme notre code, celui de la Louisiane présente une énumération limitative de cas bien définis. (C.P.L., 298, 299). Le Code de Californie, évitant la spécification restrictive du Code de la Louisiane, et ce qu'il y a de trop indéfini dans la loi anglaise, énonce trois cas généraux d'injonction. (Cal., 526). Ce dernier système a servi de base à celui du projet. L'effet principal du changement sera d'étendre le champ d'action de ce recours utile.

Le projet reconnaît trois espèces d'injonctions : l'interimaire, l'interlocutoire et la perpétuelle.

La première est accordée lorsqu'il est nécessaire de donner avis de la requête par injonction interlocutoire, et elle ne reste en

vigueur que durant le temps qui y est spécifié, article 1034 (961).

La seconde est accordée, soit lors de l'émission du bref d'assignation, soit postérieurement au cours de l'instance, et elle reste en vigueur jusqu'au jugement final, à moins qu'ayant été décernée sans avis elle ne soit dissoute plus tôt sur motion, article 1030, 1039 (957-966).

La troisième est octroyée par le jugement final qui prononce les injonctions requises soit pour un temps, soit pour toujours, article 1041 (968).

Quoique la procédure suivie pour obtenir ces diverses injonctions s'éloigne, sous plusieurs rapports, de celle qui est tracée par le code actuel, elle est exposée avec suffisamment de détails dans le projet pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'y arrêter ici.

On observera que nous avons conservé plusieurs des dispositions de notre Code dont la pratique a démontré l'efficacité.

L'affectation à un fonds particulier, des amendes prélevées pour contraventions aux injonctions, n'est pas à sa place dans ce Code. L'article 1033a est en conséquence supprimé et l'article 1044 (971) se borne à déclarer que ces amendes sont payables à la couronne (739 S.R.).

La disposition de l'article 800 C.P.C., relative à la détérioration frauduleuse d'un immeuble hypothéqué, est retranchée. Deux raisons ont motivé ce changement : la première consiste en ce que la contrainte par corps assure l'exécution du jugement accordant des dommages-intérêts ; la seconde, en ce que le projet autorise l'émission d'une injonction pour prévenir les détériorations.

3. An injunction may be granted in the following cases :

1. When it appears by the complaint that the plaintiff is entitled to the relief demanded, and such relief, or any part thereof, consists in restraining the commission or continuance of the act complained of, either for a limited period or perpetually.

2. When it appears by the complaint or affidavit that the commission or continuance of some act during the litigation would produce waste, great or irreparable injury to the plaintiff.

3. When it appears during the litigation that the defendant is doing, or threatens, or is about to do, or is procuring or suffering to be done, some act in violation of the plaintiff's rights, respecting the subject of the action, and tending to render the judgment ineffectual.—Cal., 526.

4. An injunction may be granted where the court thinks that it is just and convenient. But it is with regard to settled legal reasons or principle that the court will decide what is just and convenient. There is no right to restrain the removal of exigible goods where there is no subsisting judgment or order under which execution might be issued ; nor

the alienation of her separate property by a married woman pending an action against her to recover a debt.

No court will issue an injunction where, if the thing sought to be restrained is allowed to go on, no legal injury is done to anyone.

An injunction restraining the use of the telegraphic name Street London, was refused, it being held that defendant's had done no injury, and that the matter was simply one of inconvenience, which the court had no jurisdiction to restrain, though mistakes had occurred and plaintiff's telegrams had been received and opened by defendants.

The court has jurisdiction to grant an injunction to give effect to a legal right, and the only limit to such jurisdiction then is, that it shall be just and convenient to make the order.

Of course the words "just and convenient" do not mean that the court is to grant an injunction simply because the court thinks it convenient. It means that the court should grant an injunction for the protection of rights, or for the prevention of injury according to legal principles.

The moment it is found that there is a legal principle, that a man is about to suffer serious injury and that there is no pretence for inflicting that injury upon him, the court ought to interfere.

The granting of an injunction to restrain the doing of a particular thing is an act dependent on the discretion of the court and in exercising its discretion the court will consider amongst other things whether the act complained of will produce injury to the applicant, whether the injury can be atoned for by damages, and whether the damages must be sought in successive suits or may be obtained once for all.

The office of an interlocutory injunction is simply to retain matters *in statu quo* till the trial ; and the court will not determine legal rights on such an interlocutory application.

The court will not by an interlocutory order interfere on behalf of one party in a way which might injure the other in case he should succeed.

A plaintiff was held not entitled to have matters kept *in statu quo* by an injunction, not merely until the trial, but until the case could be heard by the court of appeal, when the decisions in courts of first instance were against the plaintiff, and therefore unless time was given to take the case to the court of appeal he would be without substantial relief.

The court may interfere by mandatory injunction on an interlocutory application, but the right must be very clear indeed. A mandatory injunction to pull down buildings will not be granted upon an interlocutory application.

Any injunction which can be granted by interlocutory order, can *a fortiori* be granted at the trial.

The plaintiff must show upon his own ma-

terial a *prima facie* right to the injunction, otherwise it will not be granted, however much the balance of convenience be in favor of granting it.

The court on an interlocutory application for an injunction should consider the balance of convenience, and if on the one hand irreparable injury may be caused by withholding the injunction, while on the other hand any injury occasioned by the injunction may be compensated for by damages, the injunction should be granted.

In an action against a jeweller for the return of goods deposited with him, the defendant was ordered to deliver up the goods to an officer of the court to abide the event of the action.

A defendant was restrained from parting with a bill of exchange.

Injunctions have been granted restraining the committee of a club from acting improperly in expelling a member; in restraining the publication of libels, or slanderous oral statements injuriously affecting property or trade; or tending to injure a friendly society or a joint stock company. Though the jurisdiction in the case of such libels is clear, even on an interlocutory application, the court only acts in a strong case and in general not unless satisfied that the statements of are untrue, and are clearly libellous; nor when their would be great difficulty in framing an order so as not to prejudice the defendant.

The court has jurisdiction to restrain the commission of acts which, if committed would be a contempt of court, e.g.: the threatened publication of a statement of claim with comments, as calculated to prevent a fair trial; publication of advertisements warning the public that an invention claimed by the plaintiff is an infringement of defendant's patent rights.

An injunction may be granted restraining an act, though a statute imposes a penalty for its commission.—H. & L., 54 et s.

5. The words "during the pendency of the action" relate to the time when the threatened injury is likely to take place, not to the time when the order may be granted.—1892. *The People vs Cauffman*, 136 N.Y. R., 252.

6. A court having power to, and which appoints a receiver of the assets of an insolvent corporation, may, in aid of that appointment, forbid any after interference, by way of levy and seizure by attachment or execution, with the property in his possession.—1885. *Woerishoffer vs North River Construction Co.*, 90 N.Y.R., 398.

7. The court and judges of the Province of Quebec have the power, which existed in France upon summary petition, and which exists in England and the United States by writ of injunction, to restrain parties to a suit from doing anything that might change the position of the parties from what it was at the beginning of the suit.—C.S., 1876.

Carler vs Breakey, 2 Q.L.R., 232, et 3 Q.L.R., 113; DORION, J.—C.A., 1875. *Bourgoin & M.N.C. Railway*, 19 J., 57.—C.S., 1893. *The Canada Pulp Co. vs Johnson*, 4 R.J.O., 253; TAIT, J.

8. A proceeding by injunction is equivalent to a petition under the common law, and in this case an injunction would lie to restrain the defendant until the rights of the parties were finally decided.—C.A., 1887. *Gilmour & Paradis*, 31 J., 232.—(Confiriné au conseil privé.)

9. Where the conclusions are of a writ of injunction, and injunction is the proper remedy, its being called a writ of prohibition is of no consequence under our system.—C.A., 1880. *Mayor of Iberville & Jones*, R., 582.

10. Un bref d'injonction ne sera pas accordé, si la requête pour l'obtention du bref ne fait pas voir que le requérant ne pourrait exercer ses droits par une action en dommages, ou autre action que par un bref d'injonction, et si les allégations de la requête ne font pas voir que, sans injonction, il serait en péril de perdre son recours pour l'inexécution de l'obligation alléguée dans la requête.—C.A., 1891. *Webster & Walters*, 21 R.L., 447.

11. Lorsque l'émanation d'un bref d'injonction provisoire semble, sous les circonstances mentionnées dans la requête, demander l'émanation de ce bref, devoir causer au défendeur plus d'inconvénients qu'il n'en pourrait résulter au requérant par le refus de ce bref, il ne doit pas être permis.—C.S., 1885. *Vermelle vs La Cité de Montréal*, 35 J., 152; MATHIEU, J.

12. Pour l'obtention d'un bref d'injonction, le requérant doit démontrer un droit clair et indiscutable, et que sans ce bref, il peut lui résulter un préjudice réel et sérieux.—Le juge, dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire qu'il possède d'accorder ou refuser le bref d'injonction, doit considérer les droits apparents des parties, et les inconvénients ou dommages qui pourraient résulter à l'une ou à l'autre de ces parties, par suite de l'émanation de ce bref.—C.S., 1880. *Delancy vs Guilbault*, 19 R.L., 544; DELORIMIER, J.—C.A., 1879. *Dobie & The Temporalities Fund*, 9 R.L., 574.—C.S., 1895. *Demers vs Sylvestre*, 8 R.J.O., 368; CHARLAND, J.

13. Proceedings in injunction which enjoin nothing and lead to no practical remedy will be dismissed.—C.A., 1876. *Laing & The Board of Temporalities*, R., 333.

14. If the defendant disputes the plaintiff's legal title or denies its violation, the court will seldom, upon an interlocutory order, grant an injunction before the plaintiff has established his title. The burden lies upon the plaintiff of showing that his inconvenience exceeds that of the defendant.—C.S., 1884. *White vs Whitehead*, 7 L.N., 292; JOHNSON, J.

15. The court, as a general rule, will not decide a question of title upon a writ of injunction, more especially when there is a third party interested (here the government of Quebec) who is not a party in the cause.—C.P., 1889. *Gilmour & Marriot*, 12 L.N., 322.

16. An injunction lies where the defendant, though not himself a party to the written contract, stands in the place of one who was a party, *e. g.* where he has purchased a business and the good will thereof from a person to whom it was conveyed by the written contract and the party asking for the injunction complains of a breach of such contract.—C.S., 1893. *The Canada Paint Co. vs Johnson*, 4 R.J.O., 253; TAIT, J.

17. Les dispositions du § 3 de l'article 1013 ne se restreignent pas dans leur application, aux seules parties contractantes, mais l'une de ces parties peut obtenir ce bref d'injunction pour enjoindre à un tiers de cesser un acte que ce tiers n'a pas le droit de faire et qui affecte injurieusement les droits que ce tiers a stipulés par le contrat en question.—C.S., 1894. *Montreal Gas Co. vs Consumers Gas Co.*, 6 R.J.O., 140; DELORMIER, J.

18. An injunction will lie under the Merchant Shipping Act of 1854 (Imp.), sect. 65, with regard to a ship to be built, enregistered under the provisions of the Act of the Parliament of Canada, 36 Vic., c. 128, s. 36.—C.A., 1877. *Dinning & Wirtete*, 1 L.N., 33.

19. Where the commissioner of public works of the Province of Quebec, under the provisions of the Public Works Act of 1869, (32 Vic., c. 15, ss. 179, 180, 181,) and under the terms of the contract itself, was proceeding to re-enter into possession of a public work in course of construction under a contract, an injunction to restrain the commissioner from resuming possession, because, as the contractor alleged, his work had been interfered with, and a balance was due to him, was improperly issued.—C.A., 1878. *Joly & MacDonald*, 23 J., 16; 10 R.L., 391.

20. An individual shareholder in a railway company will not be entitled to an injunction forbidding a special meeting for the purpose of sanctioning a lease of the road to another railroad, until a meeting has been called at which the accounts of the company have been submitted, unless fraud by the majority or corrupt influence upon the minority have been proved.—C.S., 1879. *Angus vs The Montreal, Portland & Boston Railway Company*, 23 J., 161; TORRANCE, J.

21. The petitioners by agreement with B., a shareholder holding the majority of shares in a railroad company, obtained an option to acquire within two years certain proportions of B.'s interests, and in the meantime, until such option was declared, B. was to hold his shares as trustee for the petitioners, but he reserved the right to vote on the shares. B., after obtaining large advances from petitioners, became insolvent and left

Canada, and petitioners applied for an injunction to prevent the annual meeting on the ground that as they were precluded from voting by the reservation to B., the meeting of shareholders would be controlled by the minority, and they asked that the *statu quo* be preserved until their option expired.—*Held*: that the petitioners had not established a case justifying the interference of the court, and the injunction was dissolved.—*Semble*: that if the interest of shareholders or petitioners were jeopardized by the proceedings at the annual meeting, the Court pending suit might appoint a receiver or sequestrator to hold the company in the interest of all concerned.—C.S., 1884. *Stephen vs The Montreal, Portland & Boston Railway Co.*, 7 L.N., 85; TORRANCE, J.

22. The court not only has jurisdiction to interfere to restrain a company from affecting a man's land by deviating from the exact limits prescribed by the statute which gives them authority, but is almost bound to interfere, and will, as a matter of course, interfere unless the damages are so slight that no injury has arisen, or is likely to arise, or unless the injury, if any has arisen, is so small as to be hardly capable of being appreciated by damages, or unless the remedy by action of damages is adequate and sufficient, or is under the circumstances of the case, the proper remedy, or unless the trespass is one merely of a temporary nature. So, where a railway company commenced works on the lands of a person without obtaining a warrant of possession under the statute, *held*, that was a proper case for an injunction.—C.S., 1886. *Everse vs The North West Railway Co.*, 2 M.L.R., 290; TORRANCE, J.

23. Il y a lieu au bref d'injunction contre une compagnie de chemin de fer qui, pour la construction de son chemin, prend possession d'un terrain sans avoir fait les procédés et le dépôt requis par l'acte des chemins de fer (Statuts refondus de Québec, art. 5164, §§ 28, 29 et 37).—*La Cie de chemin de fer de Beauharnois & Hamant*, 17 R.L., 116.—C.A., 1875. *Bourgonin & The Montreal N.C. Ry. Co.*, 19 J., 57.

24. It is not necessary that this corporation should have commenced taking possession of the land to be expropriated, to enable the proprietor thereof to have recourse to an injunction. This recourse exists as soon as proceedings to obtain its expropriation have been taken, if such proceedings exceed the powers conferred by law to that company, even where the law provides another remedy.—C.R., 1897. *Atkinson vs The Stadacona Water, Light and Power Co.*, 1 R.J.O., 289; CASALT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

25. Et ce bref peut être obtenu par un propriétaire indivis, quand même l'autre propriétaire aurait consenti à cette prise de possession.—C.A., 1889. *La Cie de chemin de fer de Beauharnois & Bergevin*, 17 R.L., 116.

26. In a suit attacking the validity of an alleged transfer of the telegraph lines and franchises and privileges of a telegraph company the court will not grant, before return of the action, an interlocutory order restraining the company from raising the rates for the transmission of telegraphic communications in pursuance of the agreement.—C.S., 1881. *Law vs Montreal Telegraph Co.*, 4 L.N., 293; MACKAY, J.

27. Une injonction peut émaner contre une corporation municipale :

An injunction can issue against a municipal corporation :

a. Pour l'empêcher de procéder à une expropriation.—C.A., 1880. *The City Council of Itherville & Jones*, 3 L.N., 277.

b. Pour annuler un rôle de cotisation.—C.A., 1880. *Morgan & Côté*, 3 L.N., 274.

c. Pour arrêter la collection d'une cotisation illégale.—C.P., 1889. *The Corporation of St. John & The Central Vermont Rr. Co.* 14 LAW REPORTS, Appeal Cases, 590.

d. Lorsqu'elle outre-passe ses pouvoirs.—C.R., 1887. *Côté vs La Corporation de St-Augustin*, 13 Q.L.R., 348; STUART, CASULT & ANDREWS, JJ.

e. Pour l'empêcher de procéder à la vente des meubles d'une femme en exécution d'un jugement rendu contre son mari.—C.A., 1879. *Cité de Montréal & Greene*, R., 334.

28. Une injonction peut émaner, contre un conseil de comté pour l'empêcher de connaître et juger le mérite d'un appel d'une décision du conseil local, lorsque la loi ne permet pas l'appel.—C.S., 1886. *Contrée vs La Corporation de Joliette*, 9 L.N., 154; CIMON, J.

29. On an application by a ratepayer for a provisional injunction to prevent the Corporation of Montreal and its officer from completing a contract with a gas company, which had been authorized by a resolution of the City Council.—*Held*: that the order asked for would be useless, as the signatures of the Mayor and City Clerk to the writing evidencing the contract would not affect the rights of the parties, the illegality alleged if it existed, being as effectual against the contract when signed as before. The alleged monopoly was not such in the sense of the law, consumers having the option to take gas or not.—C.S., 1884. *Stephens vs City of Montreal*, 7 L.N., 114; JOHNSON, J.

30. The remedy by injunction does not lie where a statutory remedy has been given, e.g. by section 144 of the Montreal city charter, which authorizes any municipal elector to present a petition to set aside a resolution, etc.—C.S., 1894. *Bird vs The Merchants' Telephone Co.*, 5 R.J.O., 445; ARCHIBALD, J.

31. La corporation de Ste-Cunégonde, autorisée à acheter l'aqueduc de Ste-Cunégonde et St-Henri pour une somme de \$400,000 par un statut passé alors que l'un des

deux propriétaires de l'aqueduc était interdit pour démence, ne pouvait acquérir la part de l'interdit que judiciairement ; en conséquence elle pouvait acquérir privément l'autre moitié à un prix n'excédant pas la moitié de \$400,000 ; sauf à acquérir l'autre moitié lorsqu'elle serait vendue judiciairement soit à la poursuite des créanciers de l'interdit ou sur licitation provoquée par l'un des copropriétaires.—Il doit être laissé au conseil de ville une discrétion raisonnable dans une transaction de ce genre, et la cour d'interviendra pas pour l'empêcher d'acquérir la moitié de l'aqueduc, lorsqu'elle prétend que c'est le seul mode pratique d'arriver à l'acquisition du tout, et qu'il est constant qu'il est de l'intérêt de la ville d'acquérir l'aqueduc.—C.S., 1889. *Roy vs La Corporation de la ville de Ste-Cunégonde*, 5 M.L.R., 361; PAGNUELLO, J.

32. An injunction will not issue where the right of petitioners is not sufficiently clear, nor the injury absolutely without remedy, especially in view of the loss which the city would suffer by such proceeding.—C.S., 1879. *Mallotte vs Cité de Montréal*, 2 L.N., 399; 24 J., 264; PAPINEAU, J.

33. Les inconvénients temporaires auxquels certains particuliers peuvent être exposés à raison de travaux exécutés par une corporation municipale et autorisés par sa charte, tels que réouverture des rues pour l'amélioration de canaux d'égouts, ne donnent pas ouverture au bref d'injonction.—C.S., 1894. *Préfontaine vs La Cité de Ste-Cunégonde*, 1 R. de J., 566; DELORMIER, J.

34. Quant il s'agit de règlements municipaux qui ont été passés dans l'intérêt public et qui ont été approuvés par les électeurs et le Lieut.-Gouverneur, le juge n'accordera pas de bref d'injonction pour en suspendre l'exécution, à moins qu'il ne soit établi bien clairement et à son entière satisfaction que le conseil qui a passé ces règlements a outrepassé ses pouvoirs ou omis des formalités essentielles.—C.S., 1895. *Priece vs La ville de Chicoutimi*, 2 R. de J., 551; GAGNÉ, J.

35. Une corporation municipale de ville peut, par résolution, autoriser un particulier à poser, dans les rues de la ville, un aqueduc dont l'exploitation et l'entretien lui sont laissés. Cette autorisation donne implicitement à celui qui l'a obtenue, le droit de faire dans les mêmes rues les creusements et travaux qui deviennent par la suite nécessaires pour la réparation et l'entretien de l'aqueduc, et la corporation ne peut pas l'en empêcher par voie d'injonction.—C.A., 1896. *Légaré & La ville de Chicoutimi*, 5 R.J.O., 542.

36. A municipality, which has no right of ownership in buildings situate within its limits nor any control hereof, is not entitled to obtain an injunction to prevent the use of such buildings for a particular purpose, which is not shown to be in contravention of any by-law of the municipality or danger-

ous to the inhabitants thereof.—C.R., 1885. *Municipalité du village de St-Louis du Mile-End vs Cité de Montréal*, 2 M.L.R., 218; TORRANCE, MATHIEU & MOUSSEAU, JJ.

37. Where a municipal corporation does not complain that any civil right has been invaded or interfered with, it has no action before the civil courts against an individual for the suppression, by injunction or otherwise, of a business carried on within the limits of the municipality, and which business, it is alleged, constitutes a public nuisance. The remedy in such case is by indictment before the criminal courts, or by a proceeding in the name of the attorney general as representing the crown and charged with the protection of the rights of the general public.—C.S., 1895. *Corporation du village DeLorimier vs Beaudoin*, 9 R.J.O., 222; DOHERTY, J.

38. A rate payer of a municipality has no right to a writ of injunction to restrain works on the highway without showing some special damage peculiar to himself and different from the damage which they may cause to the public generally; and the court is not required in such action, on the issue between the plaintiff and the party executing the works, to decide whether the resolution of council, under the authority of which the works are being performed, is radically null.—C.S., 1892. *Sénécal vs Edison Electric Co.*, 2 R.J.O., 289; DOHERTY, J.—C.S., 1892. *Bélair vs La Ville de Maisonneuve*, 1 R.J.O., 181; DOHERTY, J.—C.S., 1894. *Bird vs The Merchants Telephone Co.*, 5 R.J.O., 445; ARCHIBALD, J.

39. Lorsqu'une compagnie a illégalement érigé une barrière dans les limites d'une ville ou d'un village constitué en corporation, sans le consentement de la corporation municipale, tout citoyen ou résidant de la municipalité, de qui la compagnie exige ou menace d'exiger des droits de péage, peut recourir au bref d'injunction aux fins de faire enjoindre à la compagnie de cesser cette opération illégale.—C.S., 1897. *Fitzgibbon vs La Cie du chemin de péage de Dorval*, 12 R.J.O., 409; DELORIMIER, J.

40. Le nom d'un commerçant est sa propriété exclusive, et personne autre que lui ne peut se servir de son nom sans son autorisation.—Une personne dont on usurpe ainsi le nom a droit à une injunction contre l'usurpateur.—C.S., 1889. *Dunn vs Croysdill*, 6 M.L.R., 46; MATHIEU, J.

41. Good-will means every positive advantage that has been acquired by the old concern in carrying on its business, whether connected with the premises in which the business was previously carried on, or with the name of the late concern, or with any other matter carrying with it the benefit of business;

2. The good-will of a trade or business is a subject of value and price and may be sold as a valuable asset by a liquidator duly appointed to the winding up of a concern;

3. Courts of Justice will interfere and grant injunction for the purpose of protecting the owner of a business from the unjust or fraudulent invasion of that business by others;

4. The name "The Sabiston Lithographing and Publishing Company" or "The Sabiston Litho. and Publishing Company" is a colorable imitation of that of "The Sabiston Lithographic and Publishing Company."—C.S., 1897. *The Montreal Lithographing Co. vs Sabiston*, 3 R. de J., 403; DELORIMIER, J.

But, *held*, in appeal, that the sale by the liquidator of the good will and assets of a company incorporated under letters patent from the Crown does not transfer to the purchaser the right to use the name of the company after its dissolution, this being a right which can only be granted by the Crown—and he is not entitled to an injunction to restrain a person who, since the dissolution, has registered a new firm under a similar name, from doing business under such name, there being no evidence that its members or the person sought to be restrained agreed or undertook not to do it.—C.A., 1897. *Sabiston & Montreal Lithographing Co.*, 6 R.J.O., 510.

42. Lorsque des commissaires d'écoles refusent de consentir au changement d'emplacement d'une école ordonné par le surintendant de l'instruction publique, et font au contraire reconstruire l'école sur l'ancien site, il peut leur être enjoint, par bref d'injunction, de suspendre leurs travaux et il n'est pas nécessaire de recourir au bref de *mandamus* pour les y contraindre.—C.R., 1893. *Beaudoin vs Les Commissaires d'Écoles de Mascouche*, 3 R.J.O., 452; MATHIEU, OULMET & TAIT, JJ.

43. Where the works sought to be prevented were completed before the writ issued.—*Held*: an injunction will not lie.—C.S., 1888. *Pondrette vs The Ontario Railway Co.*, 11 L.N., 130; MATHIEU, J.—C.S., 1889. *The Corporation of the City of Sherbrooke vs The Sherbrooke Telephone Co.*, 12 L.N., 354; BROOKS, J.

V. rapport de cette dernière cause, en appel, citée *infra*, n. 54.

44. Lorsque les travaux qu'un propriétaire veut empêcher sont sur les limites des propriétés respectives des parties, et qu'il n'y a pas eu un bornage légal pour déterminer la ligne de division entre ces propriétés, il n'y a pas lieu à l'injunction.—C.A., 1891. *The Anglo Continental Guano Works & The Emerald Phosphate Coy.*, 21 R.L., 288; 7 M.L.R., 196.

45. Where buildings are being erected for a legal and proper object, such as a hospital for the insane, and there is no proof that they are causing or likely to cause any injury to the properties of the neighbours or any diminution of their value, owing to causes for which the proprietors of the asylum would be liable, adjoining pro-

prietors have no right to ask by injunction that the erection of the buildings be discontinued.—C.A., 1891. *Crawford & Protestant Hospital*, 7 M.L.R., 57.

46. A patentee, during the pendency of an action instituted by him to restrain the infringement of his patent, is entitled to an interim injunction under 35 Vic. (D.), ch. 26, s. 24, on the production of affidavit that his patent is being infringed by the defendant, and further of a judgment in another case establishing that he (the plaintiff) had successfully maintained an action complaining of a similar infringement.—C.S., 1871. *Baril vs Pariseau*, 2 M.L.R., 352; JETTÉ, J.

47. Un propriétaire n'a pas le droit de faire des réparations aux prémisses sans le consentement du locataire et ce dernier peut obtenir du protonotaire, en l'absence du juge et sans avis à la partie adverse, un bref d'injonction pour l'en empêcher.—C.A., 1886. *Bolduc & Provost*, 31 J., 68.

48. The holder of a location ticket is entitled to an interim injunction, to restrain lessees of Crown Timber limits, under a licence from the commissioner of Crown Lands for the Province, from cutting timber on the lands hold under the location ticket previously granted, until the question of title should be determined by the courts.—C.P., 1889. *Gilmour & Mauvoit*, 12 L.N., 322.

49. Une fabrique autorisée par résolution des francs tenanciers n'entre pas ses pouvoirs et n'excède pas sa juridiction en confessant jugement et en acquiesçant dans les conclusions d'un bref d'injonction qui lui enjoint de cesser tous travaux de construction et d'ouverture d'un cimetière projeté.

Si dans un tel compromis, la fabrique a été induite en erreur, elle seule a le droit de demander au tribunal de l'en relever et il n'appartient pas à certains francs-tenanciers d'intervenir pour contester le règlement, à moins que, dans leurs moyens d'intervention, ils n'allèguent fraude et collusion.—C.S., 1894. *Marand vs La Fabrique de Charlebourg*, 5 R.J.O., 542; ROUTHIER, J.

50. S'il appert, comme dans l'espèce, qu'une fabrique représentée suivant la loi n'a fait qu'exécuter les ordres et les décrets de l'autorité religieuse compétente, confirmés par l'autorité civile, pour l'ouverture d'un nouveau cimetière et la fermeture de l'ancien, l'émanation d'un bref d'injonction pour arrêter à l'avenir de nouvelles inhumations, sera refusée, jusqu'à ce qu'il apparaisse que la dite autorité ecclésiastique a retiré ses décrets ou que la fabrique a agi contrairement à iceux.

La demande d'émanation d'un bref d'injonction à cette fin viendra trop tard, si le fait est déjà accompli, c'est-à-dire si des inhumations ont déjà eu lieu dans le nouveau cimetière.

Une motion faite pour rejeter une comparution produite au nom de la fabrique, sur résolution des anciens et nouveaux marguilliers, autorisant un procureur à comparaître

pour éclairer le juge, lors de la présentation d'une requête pour bref d'injonction, — alors qu'une majorité des francs-tenanciers avait, par une résolution adoptée en assemblée de paroisse, consenti à l'émanation du bref d'injonction, — sera rejetée sans frais, le procureur de la fabrique ayant produit avec sa comparution des documents relatifs à la cause et propres à éclairer le juge sur l'opportunité d'accorder ou de refuser le bref d'injonction, lesquels documents devraient être produits par les requérants eux-mêmes si la comparution du procureur de la fabrique était rejetée.

La fabrique ayant été empêchée, par des résolutions adoptées par deux assemblées de paroisses successives, de se défendre contre la demande d'un bref d'injonction, et de contester l'appel qu'on avait pris du jugement renvoyant cette demande, l'un des paroissiens, qui avait des droits acquis dans le nouveau cimetière, pouvait, dans l'espèce, intervenir devant la cour d'appel, pour défendre ce jugement.—C.A., 1895. *Dubé & La Fabrique de l'Isle Verte & Charron*, 6 R.J.O., 425.

51. Dans les circonstances de la présente cause, il n'y avait pas lieu au bref d'injonction pour empêcher la ville de Fraserville de remettre à la Compagnie du Chemin de Fer de Témiscouata, comme bonus, des débetures au montant de \$25,000 accordées en vertu d'un règlement du conseil municipal de la dite ville, dûment passé, et approuvé par un vote des contribuables.—C.A., 1889. *Bélanger & La Cie. du Chemin de Fer de Témiscouata*, 16 Q.L.R., 112.

52. Un affidavit pour *copias*, basé sur l'art. 800 du C.P.C., est suffisant s'il contient l'affirmation formelle que le dommage causé à l'immeuble par le défendeur, tiers détenteur, l'est avec l'intention de frauder le demandeur, que ce dommage s'élève à la somme de \$1000, et que, par suite, la créance du demandeur, qui est de plus de \$8000, est en péril jusqu'à concurrence du montant de telle détérioration.—C.R., 1895. *Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Pinsonneault*, 1 R. de J., 343; JETTÉ, GILL & LORANGER, JJ.

53. Après le délai fixé pour rendre la sentence arbitrale, par les arbitres nommés sous l'autorité de l'acte des chemins de fer fédéral, il ne peut être procédé à l'arbitrage, et il y a lieu au bref d'injonction pour empêcher qu'il y soit procédé.—C.A., 1897. *La Cie du chemin de fer du Parc et de l'Isle & Shannon*, 6 R.J.O., 295.

54. *Held*:—(Affirming the judgment of BROOKS, J., 12 L.N., 354) that letters patent issued by the lieutenant-governor in council, incorporating a telephone company, with power to carry on business in the province under the provisions of section 8 of 35 V., c. 25 (now R.S.Q., 4705), to wit, to construct and operate a line or lines of telephone through under or along the sides of and across streets and highways of towns, cities, etc., in the province, provided that passage or traffic in said streets shall not be impeded or interfer-

ed with by the location of the poles and wires of the company, do not confer on the telephone company the power to plant poles and carry wires along and across the streets of a city, without first having obtained the permission of the city corporation, in whom by art. 752, 757 M.C., the ownership of the streets is vested.—C.A., 1890. *Sherbrooke Telephone Association & Corporation of Sherbrooke*, 6 M. L. R., 100.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

55. Sous les articles 957, 960, 961 et 965 du C.P.C., concernant l'injonction, un ordre interlocutoire peut émaner du juge en même temps que le bref de sommation; et cet ordre interlocutoire peut être demandé par requête précédant l'émission du bref de

958. Une injonction ne peut être accordée :

1. Pour empêcher des procédures judiciaires, sauf le pouvoir du tribunal ou du juge d'enjoindre, par une ordonnance rendue dans une affaire ou instance pendante devant lui, la suspension des procédures en icelle ;

2. Pour empêcher l'exercice d'une charge dans une corporation publique ou privée.—*Nouveau*; Eng. J.A., 1873, s. 24, ss. 5; Cal., C.C., 3423.

1. No cause or proceeding at any time pending in the High Court of Justice, or before the Court of Appeal, shall be restrained by prohibition or injunction; but every matter of equity on which an injunction against the prosecution of any such cause or proceeding might have been obtained, if this act had not passed, either unconditionally or on any terms or conditions, may be relied on by way of defence thereto: Provided always, that nothing in this act contained shall disable either of the said courts from directing a stay of proceedings in any cause or matter pending before it if it shall think fit; and any person, whether a party or not to any such cause or matter, who would have been entitled, if this act had not passed, to apply to any court to restrain the prosecution thereof, or who may be entitled to enforce, by attachment or otherwise, any judgment, decree, rule or order, contrary to which all or any part of the proceedings in such cause or matter may have been taken, shall be at liberty to apply to the said courts respectively, by motion in a summary way, for a stay of proceedings in such cause or matter, either generally, or so far as may be necessary for the purposes of justice; and the court shall thereupon make such order as shall be just.—Eng. J. A., 1873, s. 24, ss. 5.

sommation.—Cette requête doit être signifiée à l'autre partie, excepté dans le cas de nécessité urgente.—L'ordre interlocutoire est signifié en même temps que le bref de sommation.—C.S., 1898. *Hart vs Rainville*, 5 R.L.N.S., 30; 15 R.J.O., 17; DOHERTY, J.

56. (Maintaining Interlocutory injunction granted by MATHIEU, J.)—An injunction will be granted at the suit of the purchaser of a business to restrain the vendor from violating a stipulation in the agreement of sale whereby the vendor agreed not to enter the same business again at any time or help any one to do so.—Such stipulation is violated when the vendor enters the employ of a rival firm in the same locality, as their manager and soliciting agent.—C.S., 1899. *Cook vs Briscois*, 2 R.P., 162; LYNN, J.

958. An injunction cannot be granted:

1. To restrain proceedings at law, saving the power of the court or of the judge to direct, by an order in any matter or suit pending before them, that the proceedings therein be stayed ;

2. To restrain the exercise of any office in a public or in a private corporation.—*New*; Eng. J.A., 1873, s. 24, sub-sec. 5; Cal., C.C., 3423.

2. Since the passing of the Quebec Stat. 41 Vic., ch. 14, injunction can only be legally granted in the cases and instances specified in that Statute, and therefore, the Superior Court has no jurisdiction to restrain (by injunction) one of the parties in the present suit, who resides in Montreal, from proceeding with a bill of complaint in Chancery in the Province of Ontario, instituted by him since the service of this action, and wherein the matters proposed to be litigated are the same as in the present suit.—C.S., 1879. *Parent vs Shearer*, 23 J., 42; JETTE, J.

3. Where several plaintiffs are each claiming a right against the same defendant, or where several defendants are sued separately by the same plaintiff, and it appears that there is but a single question on the determination of which all the suits must depend, the Court may in its discretion grant an injunction to stay proceeding upon the several contestations until the question involved therein shall be determined in an action brought specially for the purpose of testing it.—C.S., 1882. *The North British and Mercantile Fire and Life Insurance Co. vs Lambé*, 27 J., 222; JETTE, J.

4. La cour supérieure peut, nonobstant une injonction émanée de la Haute Cour de Justice d'Ontario défendant de procéder

dans une cause, permettre de faire dans cette cause une procédure urgente, sans que cette procédure soit considérée comme un mépris de l'injonction de la dite Haute Cour de Justice.—C.S., 1890. *Baxter vs Howland*, 20 R.L., 503; MATHIEU, J.

5. Where the city of Montreal under section 91 of by-law 107 has refused to grant permission to an applicant for the establishment of a wood-yard in a given locality and

959. Après l'émission de l'injonction interlocutoire, toute injonction interlocutoire additionnelle jugée nécessaire peut être décernée.—*Nonveau*; C.P.C., 1033i, *partie*; S.R., 5991; *Cal.*, 527.

1. The injunction may be granted at the time of issuing the summons upon the complaint, and at any time afterwards, before judgment, upon affidavits. The complaint in the one case, and the affidavits in the other, must show satisfactorily that sufficient grounds exist therefor. No injunction can be granted on the complaint unless it is verified. When granted on the complaint, a copy of the complain and verification attached must be served with the injunction; when granted upon affidavit, a copy of the affidavit must be served with the injunction. No injunction granted prior to the actual trial of the cause wherein it is granted shall

960. La demande d'injonction interlocutoire se fait par une requête libellée appuyée d'un ou de plusieurs affidavits attestant la vérité de ses allégations.—C. P. C., 1033b, *amendé*; S.R., 5991.

1. Un affidavit en termes généraux affirmant la vérité des faits allégués dans la requête pour injonction est suffisant.—C.R., 1887. *Côté vs La Corporation de St-Augustin*, 13 Q.L.R., 348; STUART, CASALTY & ANDREWS, JJ.

961. Dans les cas de nécessité urgente, le juge peut accorder l'injonction interlocutoire sans avis.

Dans tous les autres cas, il doit exiger qu'avis soit donné à la partie adverse en la manière qu'il croit convenable; mais il peut alors décerner une injonction intérimaire, qui reste en vigueur durant le temps y spécifié.—C. P. C., 1033c; S. R., 5991; *Cal.*, 530

such applicant contends that the city has acted illegally in refusing the application and has taken proceedings to force the city to grant the application, the judge will not enjoin the city from proceeding to prosecute the applicant for penalties incurred by such applicant in establishing his wood-yard without licence.—C.S., 1897. *Macdarmid vs City of Montreal*, 3 R. de J., 225; ARCHIBALD, J.

959. After the issue of the interlocutory injunction, any additional injunction which is deemed necessary may be granted.—*New*; C.C.P., 1033i, *in part*; R.S., 5991; *Cal.*, 527.

continue in force for a longer period than twelve months from the time such injunction was granted, except by consent of the parties, or unless the cause be set for trial upon its merits.—*Cal.*, 527.

2. An injunction issued against parties about to take possession of a railway. The injunction was disregarded, and forcible possession taken of the railway.—*Held*: that the petitioner, at whose instance the injunction was ordered to issue might be allowed to add to his conclusions a prayer that he be re-instated in possession.—C.S., 1878. *MacDonald vs Joly*, 1 L.N., 460; JOHNSON, J.

960. The application for an interlocutory injunction is made by petition, supported by one or more affidavits verifying its allegations.—C. C. P., 1033b, *amended*; R.S., 5991.

2. In the affidavit in support of an application for an injunction, it is not sufficient to allege grounds of information and belief merely.—C.S., 1876. *Kane vs The Montreal Telegraph Co.*, 20 J., 120; MACKAY, J.

961. In cases of urgent necessity the judge may grant an interlocutory injunction without notice.

In all other cases he must require notice to be given to the opposite party in whatever manner he deems proper; but he may, in that event, grant an interim injunction, to remain in force during the time therein specified.—C. C. P., 1033c, *amended*; S. R., 5991; *Cal.*, 530.

1. If the court or judge deem it proper that the defendant, or any of several defendants, should be heard before granting the injunction, an order may be made requiring cause to be shown, at a specific time and place, why the injunction should not be granted, and the defendant may, in the meantime, be restrained. In all actions pending or which may be hereafter brought, when an injunction or restraining order has been or may be granted, or applied for, to prevent the diversion pending the litigation, or water used or to be used for irrigation or domestic purposes only, if it be made to appear to the court that the plaintiff is entitled to the injunction, but that the issuance thereof pending the litigation will entail

962. Le juge peut, lors de la présentation de la requête, permettre à chaque partie de répondre par écrit aux allégations de la partie adverse, et de produire des affidavits ou de faire une enquête si c'est nécessaire, et fixer les délais pour ce faire.—*Nouveau.*

963. L'injonction intérimaire ou interlocutoire ne peut être émise, à moins que la personne qui la demande ne donne préalablement caution, en la manière et pour le montant prescrit par le juge et à sa satisfaction, de payer les frais et les dommages causés à la partie adverse par l'émission de l'injonction.

Dans le cas d'injonction additionnelle, le juge peut dispenser de l'obligation de donner caution.

Il peut, en tout temps, élever ou diminuer le montant du cautionnement ou ordonner qu'un cautionnement qui est devenu insuffisant soit remplacé.—*Nouveau, partie; C. P. C., 1033d; 1033i, partie; S. R., 5991.*

1. A private letter whereby the signers bind and oblige themselves jointly and severally to be responsible for and to pay the costs and damages which may be suffered by the respondents, &c., is not a compliance with the Quebec Injunction Act of 1878, 41 Vic., cap. 14, sec. 4, which provides that a writ of injunction shall not issue unless the person applying therefor first gives good and sufficient security in the manner prescribed by and to the satisfaction of the court or a

great damage upon the defendant, and that plaintiff can be fully compensated for such damages as he may suffer, the court may refuse the injunction upon the defendant giving a bond, such as is provided for in section 532, and upon the trial the same proceedings shall be had, and with the same effect, as in said section provided.—*Cal., 530.*

2. Notice should be given to the defendants of the application for an injunction.—The issue of an ordinary writ of summons, commanding the defendants to appear in the Superior Court on the day named, is not a compliance with the terms of the order.—*C. S., 1876. Kane vs The Montreal Telegraph Co., 20 J., 120; MACKAY, J.*

3. V. art. 957, n. 47.

962. The judge may, when the petition is presented, allow either party to answer in writing the allegations of the opposite party, and to file affidavits or adduce evidence if necessary, and may fix delays for so doing.—*New.*

963. No interim or interlocutory injunction can issue unless the person applying therefor first gives security, in the manner and for the amount prescribed by the judge and to his satisfaction, for the costs and damages which the opposite party may suffer by its issue.

In the case of an additional injunction, the judge may dispense with the obligation to give security.

The judge may at any time order that the security be increased or reduced, or that new security be given in place of any which has become insufficient.—*New, in part; C. C. P., 1033d, 1033i, in part; R. S., 5991.*

judge thereof, &c.—*C. A., 1878. The Board for the management of the Temporalities fund of the Presbyterian Church & Dobie, 23 J., 22.*

2. The Provincial Injunction Act of 1878, requiring security to be given before an injunction is granted, does not apply to an injunction under the Dominion Patent law.—*C. S., 1879. Baril vs Pariseau, 2 M. L. R., 352; JETTÉ, J.*

3. The terms of the Statute, Q. 41 Vic.,

cap. 14, sec. 4, providing that the writ of injunction shall not issue unless the person applying therefor first gives good and sufficient security "for the costs and damages which the defendant or the person against whom the writ of injunction is directed may suffer by reason of the issue thereof," are not to be construed as giving a right to damages *pleno jure* from the mere fact of the dissolution of the injunction, and without proof that the petitioner for injunction, acted maliciously and without probable cause.—C.A., 1880. *The Montreal Street Co. & Ritchie*, 5 M.L.R., 77.

964. L'injonction consiste en une ordonnance enjoignant à la partie adverse et à ses officiers, représentants et employés de ne pas commettre une action déterminée ou de suspendre toutes actions et opérations relatives aux matières en litige sous les peines que de droit.—*Nouveau*; C.P.C., 1033a, *partie*, 1033e, *amendé*; S.R., 5991.

965. L'ordonnance est signifiée à la partie adverse en la manière prescrite pour les brefs d'assignation ou en la manière que le juge indique.

Si l'injonction interlocutoire est décernée lors de l'émission du bref d'assignation, elle est signifiée en même temps que ce bref, qui enjoint au défendeur de répondre au mérite de la requête libellée y annexée; mais si elle est décernée au cours de l'instance, elle est signifiée en même temps que la requête libellée.—*Nouveau*.

1. A notice granting an injunction may be given by telegram. A sheriff's officer who receives such a notice should inquire by telegraph to see if it be *bona fide*. It was held that a London solicitor obtaining an order restraining a sale in the country ought to telegraph to his agent at the place, and ask him to give notice to the persons affected. A defendant is bound to obey an injunction of which he is made aware before being served with it; and a wilful breach of the injunction may be punished by committal, even though there had been ample time to serve the order, and it had not been served.—H. & L., 59.

966. Dans le cas où l'injonction interlocutoire a été décernée sans avis,

4. L'interruption de travaux par bref d'injonction ne donne pas ouverture au recours en dommages contre le demandeur qui, en le faisant émettre, a agi sans malice et avec cause probable. On ne saurait tirer un argument à l'encontre de cette règle de l'article 1033d C.P.C. qui prescrit un cautionnement pour frais et dommages. C'est à celui qui poursuit en dommage, à prouver malice et absence de cause probable.—C.S., 1895. *Lavoie vs Durel*, 7 R.J.O., 151; LARUE, J.

964. The injunction consists of an order enjoining the opposite party, his servants, agents and employees, to refrain from a specified act, or to suspend all acts and operations respecting the matters in controversy, under pain of all legal penalties.—*New*; C.C.P., 1033a, *in part*, 1033e, *amended*; R.S., 5991.

965. The order is served upon the opposite party in the manner provided for writs of summons, or prescribed by the judge.

When an interlocutory injunction is granted at the time of issuing the writ of summons, it is served along with such writ summoning the opposite party to answer upon the merits of the petition thereto annexed; but when it is granted during the suit, it is served along with the petition.—*New*.

2. Un bref d'injonction dans la forme des brefs ordinaires d'assignation est suffisant et régulier.—C.A., 1894. *Frijonlaine & La Cité de Ste-Cunégonde*, 3 R.J.O., 429.

3. Il n'est pas nécessaire que le bref d'injonction soit adressé à la partie contre laquelle il est demandé; il peut être valablement adressé aux huissiers du district, leur commandant "d'assigner la partie à comparaître à un jour fixé pour répondre à la requête libellée qui y est annexée et de lui en joindre, etc."—C.S. 1888. *La Corporation de Beauport vs La Cie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix*, 15 Q.L.R., 1; CASAU, J.

966. When an interlocutory injunction is granted without notice,

la personne contre laquelle elle est dirigée peut, en tout temps avant jugement, en demander l'annulation ou la modification par voie de motion.

La contestation sur cette demande est soumise aux règles de l'article 962.—*Nouveau* ; Cal., 532, 533.

1. If upon such application it satisfactorily appear that there is not sufficient ground for the injunction, it must be dissolved ; or if it satisfactorily appear that the extent of the injunction is too great, it must be modified.—Cal., 532.

2. If an injunction be granted without notice, the defendant at any time before the trial, may apply, upon reasonable notice to the judge who granted the injunction, or to the court in which the action is brought, to dissolve or modify the same. The application may be made upon the complaint and the affidavit on which the injunction was granted, or upon affidavit on the part of the defendant, with or without the answer. If the application be made upon affidavits on the part of the defendant, but not otherwise, the plaintiff may oppose the same by affidavits or other evidence in addition to those on which the injunction was granted. In all actions pending, or which may be hereafter brought, when an injunction or restraining order has been or may be granted or applied for to prevent the diversion, pending the litigation, of water used or to be used for irrigation or domestic purposes only, if it be made to appear to the court that great damage will be suffered by the defendant in case the injunction is continued, and that the plaintiff can be fully compensated for any damages he may suffer by reason of the

967. L'injonction peut de temps à autre être suspendue pour telle période de temps et à telles conditions, relativement au cautionnement ou autrement, que le juge trouve raisonnables, et peut être subséquemment renouvelée de temps à autre de la même manière.—C. P. C., 1033i, amendé ; S. R., 5991.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

1. L'intimé sur une injonction peut demander par requête à être autorisé à continuer ses opérations, s'il ne cause pas par là un tort sérieux et irréparable au requérant.

968. Le jugement final adjuge sur les conclusions de la requête,

the person against whom it is directed may, at any time before judgment, apply by motion to have it vacated or modified.

The contestation upon such application is governed by the provisions of article 962.—*New* ; Cal., 532, 533.

continuation of the acts of the defendant during the pendency of the litigation, the court, in its discretion, may dissolve or modify the injunction, upon the defendant giving a bond, with sureties to be approved by the judge, and in such amount as may be fixed by the court or judge, conditioned that the defendant will pay all damages which the plaintiff may suffer by reason of the continuance during the litigation of the acts complained of. Upon the trial the amount of such damages shall be ascertained and in case judgment is rendered for the plaintiff, the amount fixed as such damages shall be included in the judgment, together with reasonable attorney's fees. Upon a suit brought on the bond the amount of damages as fixed in said judgment shall be conclusive upon the sureties.—Cal., 533.

3. Where upon allegations, and affidavits in support thereof, which were *prima facie* sufficient, the court has granted an interim order to restrain the defendants from publishing or circulating certain statements pending suit, such order will not be dissolved at the instance of defendants where they show no right to publish or circulate such statements and it appears that the plaintiff would suffer very serious loss if not protected by an interim restraining order.—C. S., 1895. *Jones vs McLaughlin*, 9 R. J. O., 38 ; DOHERTY, J.

967. Any injunction may from time to time be suspended for such period and upon such conditions, as to security or otherwise, as the judge deems reasonable, and may afterwards, in like manner, be renewed from time to time.—C. C. P., 1033i ; R. S., 5991.

Une requête pour continuer les opérations n'a pas besoin d'être signifiée à la partie adverse.—C. S. 1898. *Bogue vs The Promotive of Arts Association*, 1 R. P., 156 ; MATHIEU, J.

968. The final judgment adjudicates upon the conclusions of the pe-

ainsi que sur le mérite de l'action.

Si le jugement est en faveur du requérant, il prononce les injonctions requises et adjuge sur les frais. Il doit être signifié à la partie adverse.—*Nouveau, partie*; C. P. C., 1033f; S. R., 5991.

969. Le jugement final qui confirme une injonction interlocutoire, reste en vigueur nonobstant l'appel ou la révision.

L'injonction interlocutoire reste en vigueur, nonobstant le jugement final qui l'annule, lorsque le requérant déclare, immédiatement après le prononcé du jugement, qu'il entend le porter en révision ou en appel, et fait signifier, dans les deux jours qui suivent, l'inscription en révision ou en appel.

Le tribunal devant lequel l'appel est porté, lorsque la demande en est faite pendant un terme, ou, lorsque la demande en est faite hors de terme, deux juges de la cour du banc de la reine ou deux juges de la cour supérieure, selon le cas, peuvent suspendre l'injonction provisoirement.—*Nouveau*; C.P.C., 1033h; S.R., 5991.

1. A party seeking relief from an injunction and whose motion to dissolve it has been rejected by the lower court, may, in the discretion of the court, be permitted to appeal, though he appears to have disregarded the injunction and to be in contempt of court.—C.A., 1878, *Macdonald & Joly*, 1 L.N., 448.

2. An injunction may be dissolved by the court notwithstanding it appears that proceedings for contempt are pending before an

970. Le juge peut, si c'est praticable, ordonner la destruction, la démolition ou l'enlèvement de tout ce qui a été fait en contravention avec une injonction.—C. P. C., 1033m, *partie, amendé*; S.R., 5991.

tion, as well as upon the merits of the action.

If the judgment is in favor of the plaintiff, it pronounces the injunctions required, and adjudicates as to costs.

It must be served on the opposite party.—*New, in part*; C.C.P., 1033f; R. S., 5991.

969. Any final judgment confirming an interlocutory injunction, remains in force notwithstanding appeal or review.

An interlocutory injunction remains in force, notwithstanding a final judgment dissolving it, whenever the petitioner, immediately upon the rendering of the judgment, declares his intention to take the case to review or to appeal, and, within two days thereafter, serves his inscription in review or in appeal.

The court before which the appeal is brought, whenever the application is made during term, or two judges of the Court of Queen's Bench or of the Superior Court, as the case may be, whenever the application is made out of term, may provisionally suspend any injunction.—*New*; C.C.P., 1033h; R.S., 5991.

other judge, against the party against whom the injunction issued, for disobedience thereto.—C.R., 1893, *Marcil vs La Cité de Montréal*, 3 R.J.O., 346; JOHNSON, GILL & TELLIER, JJ.

3. The exercise of his discretion by a judge in refusing a writ will not be interfered with in appeal, in a case between partners.—C.R., 1880, *Demers vs Lamarche*, 3 L.N., 117; TORRANCE, RAINVILLE & PAPINEAU, JJ.

970. The judge may order the destruction, demolition, or removal of anything done in contravention of the injunction, if it is practicable.—C. C. P., 1033m, *in part, amended*; R.S. 5991.

971. La personne contre laquelle est dirigée l'injonction, qui y contrevient ou refuse d'y obéir, ou la personne qui, n'y étant ni nommée ni désignée, y contrevient sciemment, est passible d'une amende, payable à la couronne, n'excédant pas deux mille piastres, avec ou sans un emprisonnement de soixante jours, sans préjudice du recours en dommages de la partie lésée.

Ces pénalités peuvent être infligées derechef, jusqu'à ce que le contrevenant ait obéi à l'ordonnance du tribunal.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 1033*m*, *partie, amendé*, 1033*n*, *partie*; S.R., 5991.

1. An order of injunction, no matter under what circumstances obtained, must be implicitly observed, so long as it exists.—C.S. 1888. *Clint vs Quebec Harbor Commissioners*, 14 Q.L.R., 343; ANDREWS, J.

972. Les pénalités édictées par l'article précédent sont imposées sur règle signifiée préalablement au contrevenant.—*Nouveau*.

971. Any person against whom an injunction is directed who infringes or refuses to obey it, or any person who, although not named or described therein, knowingly contravenes its commands, is subject to a fine not exceeding two thousand dollars, payable to the Crown, with or without imprisonment for a period not exceeding sixty days, without prejudice to the right of the party aggrieved to recover damages.

Such penalties may be repeatedly inflicted until the contravening party obeys the injunction.—*New, in part*; C.C.P., 1033*m*, *in part, amended*, 1033*n*, *in part*; R.S., 5991.

2. The secretary of a railway company cannot be held liable for disobedience to an injunction addressed to the company, nor unless he be personally responsible for the contempt.—C. A., 1876. *Tieruan & DeBellevue*, R. 333.

972. The penalties provided by the preceding article are imposed by rule previously served upon the contravening party.—*New*.

CHAPITRE XXXIX.

SÉQUESTRE JUDICIAIRE.

973. La demande en séquestre est formée par requête présentée au tribunal ou au juge.

Le tribunal peut aussi l'ordonner sans la demande des parties, suivant les circonstances.—C.P.C., 876.

1. COUCHOT, 123.—ORD. 1667, tit. 19, art. 2.—1 PIGEAU, 117, 170, 172, 387, 388.—GUYOT, *Revendication*, 621.—IMBERT, *Enchiridion*, pp. 185-6.

2. Rap. C.—Nous n'apportons que quelques modifications aux articles du code que le projet reproduit, et nous retranchons de celui-ci plusieurs dispositions que contient le code.

Dans leur rapport sur le Code civil, les codificateurs s'étaient exprimés comme suit relativement au séquestre judiciaire :—(6e rapport, 123). "La matière de cette section pourrait peut-être appartenir plus proprement

CHAPTER XXXIX.

JUDICIAL SEQUESTRATION.

973. All demands for sequestration are made by petition to the court or to the judge.

It may also, according to circumstances, be ordered by the court without being demanded by the parties.—C.C.P., 876.

"au Code de procédure civile; on a cependant soumis une série d'articles comprenant des règles d'un caractère général, et on renvoie au Code de procédure pour les règles plus spéciales." On a objecté que l'examen attentif des dispositions qu'ils ont insérées au Code de procédure démontre, soit que la distinction entre les règles substantives et les règles adjectives du droit n'a pas été observée, soit que plusieurs de celles de la première espèce ont été oubliées lors de la confection du Code civil et ont dû être placées, par la suite, dans le Code de procédure, pour combler des lacunes.

Ce dernier présente, en effet, tout comme le Code civil, des règles relatives aux droits, aux devoirs, aux incapacités et à la cessation des fonctions des séquestres; il en offre même qui sont la répétition des dispositions du Code civil.—(Cf. C.C., 1825, 1826, 1827, 1828; C.P.C., 879, 880, 881, 882, 883, 884.)—Et encore, ni l'un ni l'autre de ces corps de loi ne sont complets, car il faut remonter à l'ordonnance de 1667 pour connaître le délai dont l'expiration met fin à la charge de gardien.

Pour écarter toute cause d'objection, nous proposons que les articles 879, 880, 881, 882, 883 et 884 soient transportés du Code de procédure au Code civil, et recommandons qu'ils soient rédigés de manière qu'il n'y ait plus de répétitions inutiles, et que l'article 22 du titre 19 de l'ordonnance de 1667 soit incorporé avec l'article 1823.—(Tit. 19, art. 22; *Hallé vs Hallé*, 5 Q.L.R., 390; *Beaudry vs Brown*, 3 L.N., 412).

L'addition, tirée de l'ordonnance de 1667, qui est faite par l'article 1047 (974) du projet à l'article 877 C.P.C., prévoit le cas où l'une des parties est défaillante au jour fixé pour la nomination du séquestre; le juge, dans ce cas, alors, lui-même, le séquestre, contrairement à ce qui se pratique lorsqu'il s'agit d'experts.

Deux questions qui concernent la nomination du séquestre au sujet desquelles nos codes sont muets, se sont présentées. Premièrement, de quelle manière l'avis de sa nomination doit-il être notifié au séquestre? Deuxièmement, le séquestre est-il une charge obligatoire?

L'article 1048 (975) tranche la première de ces questions dans le sens de l'ordonnance de 1667. Quant à la seconde, une solution

974. La sentence qui ordonne le séquestre assigne les parties à comparaître devant le tribunal ou devant un juge, à jour fixe, pour nommer le séquestre; et, si les parties ne peuvent s'accorder ou si l'une d'elles fait défaut, le juge le nomme d'office.—C. P.C., 877, amendé; Ord. 1667, tit. 19, art. 4.

1. Il n'est pas nécessaire qu'un jugement nommant un séquestre soit signifié à aucune des parties dans la cause.—Un jugement nommant un séquestre, après que le jugement final a été rendu dans la cause, n'est

975. Un avis, contenant indication du temps et du lieu où il pourra prêter serment, est donné au séquestre de sa nomination.—*Nouveau*; Ord. 1667, tit. 19, art. 6.

pourra y être apportée par le Code civil, dont elle fait proprement partie.

3. In a petition for sequestration, the grounds on which such demand is based must be stated, and it is not sufficient to allege that it is in the interest of the petitioner that the properties be sequestrated.—C.S., 1871. *St. Bridget's Asylum vs Fernay*, 1 R.C., 246; MEREDITH, J.

4. A judicial sequestrator may be appointed by a judge in chambers.—C.R., 1879. *Heritable Securities and Mortgage Investment Association vs Racine*, 24 J., 107; SICOTTE, TORRANCE & RAINVILLE, JJ.

5. A judge of the Superior Court has power to appoint a sequestrator, *pendente lite*, in an action to remove executors under a will from office for *mal administration*.—C.A., 1875. *Brooke & Bloomfield, R.*, 685.

6. A sequestrator appointed to the effects of a co-partnership, pending the determination of a suit between the members thereof, has no authority to pay over the moneys in his hands to one of the parties without an order of the court, and he is bound to render an account and deliver over the effects in his possession as sequestrator before he is entitled to his discharge.—C.S., 1894. *Phillips vs Kurr*, 7 R.J.O., 358; DOHERTY, J.

7. Le demandeur dans une action pétitoire ne peut pas demander la mise en séquestre de l'immeuble revendiqué, pour les raisons sur lesquelles son action est fondée. Le séquestre est une mesure conservatoire, provisoire et accessoire, et le tribunal ne peut pas préjuger la cause principale sur la demande qui en est faite.—C.S., 1895. *Louise Wharfage Co. vs Blouin*, 8 R.J.O., 4; LARUE, J.—Infirmé par la cour de revision, 8 R.J.O., C.S., 422; et confirmé par la cour d'appel, 5 R.J.O., B.R., 377.

974. The judgment ordering sequestration commands the parties to appear before the court or before a judge, on a day fixed, to appoint a sequestrator; and if the parties cannot agree, or if one of them makes default, the judge appoints one of his own accord.—C.C.P., 877, amended; Ord. 1667, tit. 19, Art. 4.

pas un jugement interlocutoire pouvant être révisé par un seul juge de la cour supérieure.—C.S., 1881. *Howard vs Yule*, 5 M.L.R., 22; PAPINEAU, J. V. art. 43, n. 12.

975. Notice must be given to the sequestrator of his appointment, and of the time and place at which he will be sworn.—*New*; Ord. 1667, tit. 19, Art. 6.

976. Le séquestre doit faire serment, devant le juge ou le protonotaire, de bien et fidèlement administrer les choses dont il est constitué dépositaire.

Il est mis en possession par un huissier qui en dresse procès-verbal contenant la description des biens séquestrés.

Ce procès-verbal est signé par l'huissier, ainsi que par le séquestre, s'il sait signer ; sinon, mention doit être faite qu'il a déclaré ne savoir signer après interpellation, et lecture à lui faite du procès-verbal.—C.P.C., 878.

1. I COUCHOT, 123.—ORD. 1667, art. 6 à

977. Si l'une des parties empêche par violence l'établissement ou l'administration du séquestre, l'autre partie peut demander d'être mise en possession provisoire des choses contentieuses aux mêmes conditions qu'un séquestre.—C.P.C., 886.

1. ORD. 1667, art. 16.

976. The sequestrator must be sworn before the judge or the protonotary to administer well and faithfully the things of which he is appointed depositary.

He is put in possession by a bailiff, who draws up a statement containing a description of the property sequestrated.

This statement must be signed by the bailiff and also by the sequestrator, if he can sign ; if he cannot, mention must be made that he declared he could not sign, after he was called upon to do so, and the statement had been read to him.—C.C.P., 878.

9.

977. If either party, by violent means, hinders the appointment or the administration of the sequestrator, the other party may apply to be put provisionally in possession of the things in dispute, under the same conditions as a sequestrator.—C.C.P., 886.

CINQUIÈME PARTIE.

PROCÉDURES SPÉCIALES.

CHAPITRE XL.

Procédures relatives aux corporations et aux fonctions publiques.

978. Le procureur-général doit dans le cas d'intérêt public général, et peut, mais n'y est pas tenu dans les autres cas, à moins qu'il ne lui soit donné un cautionnement que le gouvernement sera indemnisé des frais, poursuivre chacune des infractions dans les cas suivants :

1. Lorsqu'une association ou un

978. In all cases of general public interest, the Attorney - General must, and in all other cases, may but need not unless sufficient security is given to indemnify the Government for the costs to be incurred, prosecute violations of the law in the following cases :

1. Whenever any association or

nombre quelconque de personnes, agit comme corporation sans être légalement constitué ou reconnu ;

2. Lorsqu'une corporation, un corps ou un bureau public viole quelqu'une des dispositions des actes qui le régissent, ou devient passible de la forfaiture de ses droits, ou commet ou omet des actes dont l'exécution ou l'omission équivaut à une renonciation à ses droits, privilèges ou franchises ou assume quelque pouvoir, franchise ou privilège qui ne lui appartient pas ou ne lui est pas conféré par la loi.—C. P.C., 997, *partie, amendé*; S.R., 5988.

1. Rap. C.—L'article 1052 est silencieux au sujet de la mention dans la requête des noms du poursuivant privé et des cautions, point qui fait l'objet du nouvel article 1053 (979).

2. The remedy provided by article 997 C.C.P., did not deprive the plaintiffs of their right at common law to bring an action to annul as illegal a by-law imposing a special tax in their own name. Any person may seek redress before the tribunals of the country against corporations by whose acts his rights or property may be injuriously affected, or by whom he may be in any way aggrieved, in the same manner and to the same extent as he could do so against individuals under similar circumstances.—C.S., 1878. *Hunt vs Corporation of Quebec*, 4 Q. L.R., 275; McCORD, J.

3. An order of the Lieutenant-Governor in Council, of the Province of Quebec, being an act of the executive power of the province, is not subject to be annulled by a court of justice at the instance of the attorney-general or of any other person.—C.S., 1895. *Casgrain vs School Commissioners St-Grégoire le Thaumaturge*, 9 R.J.O., 225; DOHERTY, J.

4. Les actes purement abusifs d'une corporation ne donnent pas ouverture au recours prévu par cet article.

Une corporation chargée de l'entretien et de l'administration de chemins et pont public, au moyen de péages qu'elle est autorisée à prélever, n'assume pas une franchise, ni pouvoir ou un privilège qui ne lui appartient pas, en commettant des irrégularités dans le prélèvement de ces péages.

Une corporation poursuivie par information libellée n'a rien à voir aux motifs qui ont pu déterminer la poursuite, et une exception dans laquelle elle allègue que le Procureur-Général a été circonvenu par des personnes malveillantes, par esprit de ven-

number of persons acts as a corporation without being legally incorporated or recognized ;

2. Whenever any corporation, public body, or board, violates any of the provisions of the acts by which it is governed, or becomes liable to a forfeiture of its rights, or does or omits acts the doing or omission of which amounts to a surrender of its corporate rights, privileges and franchises, or exercises any power, franchise or privilege which does not belong to it or is not conferred upon it by law.—C. C.P., 997, *in part, amended*; R.S., 5988.

geance, sera renvoyée sur défense en droit.—C.S., 1890. *Turcotte vs Les Syndics des chemins à Barrière de la Rive Nord*, 16 Q.L.R., 356; 14 L.N., 111; CASAULT, J.

5. Art. 997 C.P.C., relates on its true construction, not to every illegal act done by an association therein mentioned, but only to such acts as are professedly or manifestly done in the assertion of some special power, franchise or privilege not conferred upon it by law. Where an information under that article alleged that the respondent company had closed a public lane under the pretext that they had acquired private interests therein which entitled them so to do.—*Held*: that this did not amount to an allegation that they closed it in the exercise of any power, franchise or privilege within the meaning of the article.—*Held*: also, that the court has jurisdiction under article 998 to prohibit the issue of a writ of information under art. 997, but that after issue the Attorney General is *dominus litis*, and can discontinue proceedings or control their conduct and settlement independently of any private relator.—C.P., 1895. *Casgrain & North West Ry. Co.*, LAW REPORTS, *House of Lords*, 282.

6. A petition to have the charter of a company incorporated by the Dominion Parliament declared forfeited, may be brought by the Attorney-General of this province when the company has its head office and is carrying on business herein.—C.S., 1894. *Casgrain vs Dominion Burglary and Guarantee Co.*, 6 R.J.O., 382; TAIT, J.—C.S., 1889. *Turcotte vs La Cie du chemin de fer de l'Atlantique au Nord-Ouest*, 17 R.L., 398; MATHIEU, J.

7. The Attorney-General of Canada may properly take proceedings to set aside a Dominion statutory charter. Such proceedings taken by the Attorney-General of Canada under arts. 997 *et seq.* C.C.P., if in

the form authorized by those articles, are sufficient and valid though erroneously designated in the pleadings as a *scire facias*.—C. suprême, 1803. *Dominion Salvage and Wrecking Co. & Leggall*, 21 R.C.S., 72.

8. Le paragraphe 14 de la section 91 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord donne au parlement du Canada le droit de faire des lois, relativement aux banques, mais la constitution ne charge pas le parlement du Canada de l'administration de ces lois, qui doivent être administrées dans la province et par la province, et le procureur-général du Canada n'est pas soumis aux dispositions de l'art. 978 C.P., quant à l'octroi de son *fiat* pour un bref de *scire facias*, contre une banque incorporée par acte spécial du parlement du Canada.

Il est discrétionnaire au procureur-général du Canada d'accorder ou de refuser son *fiat* pour un *scire facias*.—1891. *Sarazin vs La Banque de St-Hyacinthe*, 20 R.L., 580; SIR A. CAMPBELL, Procureur-Général.

9. Dans le cas de contravention à la sec. 276 des Statuts du Canada de 1888, "*l'Acte des chemins de fer*," le procureur-général du Canada, comme dans le cas d'un *scire facias*, peut accorder ou refuser son *fiat* à sa

979. Lorsque cautionnement pour les frais a été donné, l'information libellée doit mentionner les noms de la personne qui a sollicité la poursuite auprès du procureur-général et de celle qui s'est portée caution des frais.—C. P.C., 997, *partie, amendé*; S.R., 5988.

980. Le bref d'assignation ne peut être émis sans l'autorisation du juge, accordée sur présentation d'une information libellée contenant des conclusions applicables à la contravention, et accompagnée d'un affidavit affirmant la vérité des faits allégués dans l'information.—C.P.C., 998, *partie, amendé*; S.R., 5989.

1. V. article 81, n. 30, 31, 32, sur exceptions à la forme en cette matière.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. L'affidavit requis par l'art. 980 C.P. pour l'émission d'un bref de *quo warranto*, ne l'est que pour obtenir l'autorisation du juge, et si le juge autorise l'émission du bref, le défendeur n'est pas reçu à se plaindre de l'insuffisance de cet affidavit.

981. Le bref a la même forme que

discrétion, et il ne doit l'émaner que dans l'intérêt public, et il ne doit pas le faire pour donner un avantage à un plaideur ou pour forcer un compromis.—1889. *Gilmour vs Van Horne*, 20 R.L., 590; SIR J. S. D. THOMPSON, Procureur-Général.

10. The attorney-general for the Province of Quebec, had a right to petition under C.C.P. 997, to have it declared that the Montreal Telegraph Company had forfeited its charter.—C.S., 1882. *Loranger vs The Montreal Telegraph Co.*, 5 L.N., 429; TORRANCE, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

11. In a petition for a writ of *quo warranto*, the fact that the petitioner is described in the petition and affidavit under the name of "Louis Pélouquin" while the affidavit is signed "Louis Poliquin" is sufficient ground for exception to the form.—C.S., 1899. *Poliquin vs Martel*, 2 R. P., 60; CURRAN, J.

12. A motion to amend such description in the petition and affidavit accompanied by an affidavit stating that this is simply a clerical error, would be granted.—*Idem*.

979. When security for costs has been so given, the information must mention the names of the person who has solicited the Attorney-General to take proceedings and of the person who has become security for costs.—C.C.P., 997, *in part, amendé*; R.S., 5988.

980. The writ of summons can issue only upon the authorization of the judge, granted upon the presentation of a special information containing conclusions adapted to the nature of the contravention, and supported by affidavit affirming the truth of the facts set forth in the information.—C.C.P., 998, *in part, amendé*; R.S., 5989.

Un affidavit ainsi conçu: "Tous les faits allégués dans la requête ci-dessus sont vrais et bien fondés au meilleur de ma connaissance et croyance, d'après les renseignements que j'ai pris, et, après lecture faite, j'ai déclaré ne savoir signé," est suffisant pour obtenir l'autorisation du juge à l'émission d'un bref de *quo warranto*.—C.S., 1898. *Miron vs Martel*, 1 R.P., 102; R. L.N.s., 311; MATHIEU, J.

981. The writ is in the same form

les brefs ordinaux d'assignation.—C.P.C., 998, *partie*; S.R., 5989.

1. Il n'est pas nécessaire que l'ordre du juge ordonne de comparaître au lieu indiqué dans la requête.—C.S., 1873. *Bureau des Normand*, 5 R.L., 40; SICOTTE, J.

2. L'article 999 C.P.C. n'exige pas, à peine de nullité, qu'un jour soit fixé par la cour, ou par le juge, pour la comparution d'un défendeur, dans les procédures adoptées

982. Lorsque le bref est adressé à des personnes agissant illégalement comme corporation, il est signifié à une de ces personnes, ou au principal bureau ou lieu d'affaires de l'association, en parlant à une personne raisonnable.—C.P.C., 999, *amendé*.

983. La procédure est, pour le surplus, soumise aux règles et délais des causes sommaires.—*Nouveau*; C.P.C., 999, *partie*; 1000-1006.

1. Rap. C.—L'article 1056 (983 n.c.), ne reproduit pas le premier alinéa de l'article 999 C.P.C., relatif à la fixation du jour de la comparution du défendeur et à sa comparution. Deux considérations ont amené cette suppression. Aux termes de l'article 1055, (981 n.c.), le bref usité en cette matière est un bref d'assignation ordinaire, qui, en conséquence, contient assignation de comparaitre. Ensuite, la cour d'appel a déjà décidé qu'il n'est pas nécessaire que le jour de la comparution soit fixé par le tribunal ou le juge.

Quand au second alinéa de cette article (983) (982 n.c.), le projet n'en conserve que ce qui concerne les personnes agissant illégalement comme corporation, vu que le

984. Si le jugement déclare l'association illégalement formée, les personnes qui la composaient sont personnellement tenues au paiement des dépens; et, si le jugement est rendu contre une corporation, un corps ou un bureau public, les frais peuvent être prélevés, soit sur les biens de telle corporation, corps ou bureau public, soit sur les biens particuliers des directeurs ou autres officiers qui la représentent.—C.P.C., 1007.

985. Lorsqu'une corporation, un corps ou un bureau public a forfait ses

as ordinary writs of summons.—C.C.P., 998, *in part*; R.S., 5989.

en vertu des articles 997 et 998 (978 à 981 n.c.), et le délai auquel le défendeur a droit, sur une assignation, en vertu des dits articles, est déterminé par l'article 1000 (983). Un défendeur est mal fondé à se plaindre d'une irrégularité dans l'émanation d'un bref de sommation dont il n'a pas souffert.—C.A., 1883. *Ross & Finfard*, 19 R.L., 662.

982. Whenever the writ is addressed to persons usurping corporate rights, it is served either upon any one of such persons, or at the principal office or place of business of the association, by speaking to a reasonable person.—C. C. P., 999, *amended*.

983. The proceedings are in all other respects subject to the same rules and delays as summary matters.—*New*; C.C.P., 999, *in part*; 1000-1006.

mode de signification aux corps publics reconnus par la loi est prévu par plusieurs dispositions du code.

La substitution aux articles 1000 à 1006 C.P.C. de la règle nouvelle de l'article 1057 (983 n.c.), qui introduit dans cette matière la procédure sommaire, met fin aux embarras auxquels donnait lieu l'application de ces articles et aux difficultés qu'elle suscitait. Le praticien n'aura plus à rechercher s'il peut plaider à la requête d'une manière spéciale seulement (Article 1002 C.P.C.), ou si l'expiration des délais stipulés lui enlève le droit de procéder sans l'intervention du tribunal, etc. Elle a encore l'avantage de remplacer un système particulier et exceptionnel par des règles usuelles et connues.

984. If the judgment declares the association to have been illegally formed, the persons composing it are personally bound to pay the costs; and, if it is rendered against a corporation, public body, or board, the costs may be levied either upon the property of such corporation, public body, or board, or upon the private property of the directors or other officers thereof.—C.C.P., 1007.

985. Whenever any corporation, public body or board, has forfeited his

droits, privilèges et franchises, le jugement le déclare dissous et privé de ses droits.—C.P.C., 1008, *partie*.

986. Tout créancier ou autre intéressé peut provoquer la nomination d'un curateur aux biens de la corporation, du corps ou du bureau public ainsi dissous.

Les règles relatives à la nomination des curateurs aux corporations éteintes, à leurs droits, pouvoirs et obligations s'appliquent aux curateurs ainsi nommés.—*Nouveau*; C. P. C., 1008, *partie*; 1009-1015; C.C., 684 et s.; C. P.C., 1331-1336; S. R., 6022.

1. Rap. C.—L'article 1060 (986) confère aux créanciers et aux intéressés le pouvoir de provoquer la nomination d'un curateur, et assujettit, par un simple renvoi, les droits, pouvoirs et obligations de ce curateur aux

SECTION II.

USURPATION DE CHARGES PUBLIQUES OU CORPORATIVES OU DE FRANCHISES.

987. Toute personne intéressée peut porter plainte lorsqu'un individu usurpe, prend sans permission, tient ou exerce illégalement :

1. Une charge publique, une franchise ou une prérogative, dans la province ;

2. Une charge dans une corporation, un corps ou un bureau public ;

Soit que cette charge existe de droit commun ou soit créée par un statut ou une ordonnance.—C.P.C., 1016, *amendé*.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Arbitres	23, 26
Bureau de santé	24
Commissaires d'écoles	5, 22, 34
Corporation municipale	11 à 21, 29, 31, 32
Corporation privée	1
Corporation publique	1
Discretion de la cour	2
Etranger	8
Exception à la forme	36
Fabrique	33
Intérêt	9, 10, 25

rights, privileges and franchises, the judgment declares it to be dissolved and to be deprived of its rights.—C.C. P., 1008, *in part*.

986. Any creditor or other interested party may demand the appointment of a curator to the property of the corporation, public body or board so dissolved.

The rules governing the appointment of curators to dissolved corporations, their rights, powers and obligations, apply to such curators.—*New*; C.C.P., 1008, *in part*; 1009-1015; C. C., 684-688; C.C.P., 1331-1336; R. S., 6022.

règles qui régissent les curateurs aux biens des corporations éteintes (C. C., 371-373a). Il en résulte la suppression de la dernière partie de l'article 1008 et des articles 1009 à 1015, C.P.C.

SECTION II.

USURPATION OF PUBLIC OR CORPORATE OFFICES OR FRANCHISES.

987. Any person interested may bring a complaint whenever another person usurps, intrudes into, or unlawfully holds or exercises :

1. Any public office, or any franchises or privileges, in the Province ;

2. Any office in any corporation, or public body or board ;

Whether such office exists under the common law, or was created in virtue of any statute or ordinance.—C.C.P., 1016, *amended*.

Jurisdiction	9
Preuve	27, 28
Secrétaire-trésorier	28
Taxes	35
Usurpation	4 à 7

1. The proceedings authorized by art. 1016 C.C.P., and subsequent articles of the same section, apply to cases of usurpation of an office in any corporation whatever, private or public, without any distinction.—C.A., 1874. *Gilmour & Hall*, 2 M.L.R., 374.

2. The court will exercise a discretion in granting the conclusions of a petition in the nature of a *quo warranto* information.—C. S., 1878. *Roy vs Thibault*, 22 J., 280; TORRANCE, J.
3. V. article 988, n. 9.
4. Pour réussir dans un *quo warranto*, il faut que le plaignant allègue et prouve une usurpation et une détention actuelles et suffisantes de la charge que le défendeur usurpe.—C.S., 1886. *Doyon vs Stewart*, 30 J., 260; BÉLANGER, J.
5. La simple élection des défendeurs comme commissaires d'écoles, sans qu'ils se soient immiscés dans l'exercice de telle charge, ne donne pas lieu à l'émanation d'un *quo warranto*.—C.A., 1885. *Métrás & Trudeau*, 1 M.L.R., 347.
6. L'acceptation d'une charge, sans prise de possession, ne donne pas lieu non plus au *quo warranto*.—C.R., 1892. *McLaughlin vs Paul*, 2 R.J.O., 163; CASAULT, ROUTHIER & CARON, JJ.
7. To constitute a *de facto* officer, the person holding the office must have the reputation of being the officer he assumes to be, though not a good officer in point of law.—C.R., 1896. *Lacasse vs Labonté*, 10 R.J.O., 104; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.
8. A non naturalized *alien* is not a person legally interested within the meaning of this article to demand the ouster of an alderman from his seat by way of *quo warranto*.—C.S., 1894. *Montagnon vs Fiset*, 6 R.J.O., 150; ANDREWS, J.
9. Under C.C.P., 1016, any person interested may bring a complaint in the nature of a *quo warranto*, whenever another person usurps, intrudes into, or unlawfully holds or exercises any office in any corporation, or other public body or board; whether such office exists under the common law, or was created in virtue of any statute or ordinance. The jurisdiction of the courts of justice cannot be ousted save by express words in the statute incorporating such public body, and a mode of appeal provided by the by-laws does not, therefore, deprive the members of their recourse before the ordinary tribunals.—C.A., 1886. *Hefferman & Walsh*, 2 M.L.R., 482.
10. Toute personne intéressée est admise au recours par bref de *quo warranto*, contre un échevin qu'elle allègue occuper illégalement un siège au conseil de ville.
Le requérant a un intérêt suffisant s'il est citoyen tenant feu et lieu dans la municipalité et il n'est pas nécessaire qu'il soit électeur municipal ni même contribuable.—C. S., 1895. *Barbeau vs Robert*, 8 R.J.O., 317; TASCHEREAU, J.
11. The right to a municipal office must be contested according to the provisions of, and in the manner prescribed by the Municipal Code, and not by *quo warranto*.—C.R., 1877.—*Fiset vs Fournier*, 3 Q.L.R., 334; MEREDITH, STUART & CASAULT, JJ.
12. La juridiction donnée à la cour de circuit et à la cour de magistrat, par l'article 348 du Code municipal, pour la contestation de l'élection des conseillers par les électeurs et la nomination du maire par le conseil, est, pour les causes de violence, de corruption, de fraude, d'incapacité ou pour défaut d'observation des formalités essentielles, exclusive de toute autre, et spécialement de celle créée par les articles 1016 et suivants du Code de procédure. La contestation des résolutions des conseils, autorisée par l'article 100 du Code municipal, n'est pas, pour celle de la nomination des conseillers par le conseil, exclusive de celle que permettent les articles 1016 et suivants du Code de procédure. La procédure indiquée par ces articles du Code de procédure n'est pas le *quo warranto*, mais un mode spécial permettant aux particuliers de porter plainte contre les usurpations ou détentions illégales de charges publiques.—C.R., 1883. *Paris vs Couture*, 10 Q.L.R., 2; MEREDITH, CASAULT & CARON, JJ.
13. Where the grounds upon which a municipal officer is sought to be ousted are any of those comprised in article 346 of the municipal Code, the Superior Court is without jurisdiction to try the matter, the examination and decision of such contestations being, by art. 348, vested exclusively in the Circuit Court or Magistrate's Court of the county.—C. S., 1896. *Lajeunesse vs Nadeau*, 10 R.J.O., 61; ANDREWS, J.
14. Le recours établi par l'article 100 C. M., pour faire casser les résolutions d'un conseil municipal, n'est pas exclusif du droit accordé par les articles 1016 et suivants à toute personne intéressée, de porter plainte devant la cour supérieure, lorsqu'un individu usurpe, prend sans permission, tient ou exerce illégalement une charge publique, et, partant, la prescription établie par l'article 708 du Code municipal ne s'applique pas à un recours par bref de *quo warranto* pour l'annulation de l'élection d'un conseiller municipal.—C.R., 1893. *Bourbonnais vs Filiault*, 4 R.J.O., 13; LORANGER, DAVIDSON & TELLIER, JJ.
15. Le défendeur, conseiller de la ville de Maisonneuve, ayant fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, son siège fut déclaré vacant par le conseil, mais à l'élection qui eût lieu pour remplir cette vacance il fut de nouveau élu conseiller.—*Jugé*: qu'on pouvait contester, pour cause d'insolvabilité, le droit du défendeur d'occuper cette charge, par voie de *quo warranto*, sans recourir à une contestation d'élection sous les articles 4275 et suivants, S.R.P.Q.—C.R., 1897. *Riendeau vs Dudevour & La Ville de Maisonneuve*, 12 R.J.O., 273; JETTÉ, GILL & ARCHIBALD, JJ.
16. Lorsqu'une requête contestant une élection municipale demande que le siège soit donné à une personne que l'on prétend avoir été élue à une autre élection, on doit procéder par *quo warranto*.—C. S., 1887.

Kobillard vs Simard, 10 L.N., 245; WURTELE, J.

17. Lorsqu'un bref de *quo warranto* est demandé contre un conseiller municipal sur le motif que la valeur du bien-fonds sur lequel il prétend appuyer sa qualification est insuffisante, cette demande sera refusée par le juge, exerçant le pouvoir discrétionnaire que lui accorde l'art. 1017 C.P.C., (1888 et 1890) s'il appert par les affidavits produits :

1. Que les opinions sont contradictoires sur la valeur exacte de l'immeuble, les uns lui donnant une valeur du double du montant requis par l'art. 283 C.M., pour qualifier l'intimé, les autres l'estimant à une valeur un peu au-dessous du montant requis ; 2° qu'il s'est écoulé près d'une année depuis que le conseiller intimé a occupé sa charge sans avoir été molesté au sujet de cette qualification ; 3° qu'il est évident que accorder le bref de *quo warranto* n'aurait pour effet que d'engager les parties dans un litige dispendieux et injuste pour l'intimé.—C. S., 1896. *Roy vs Concéllés*, 3 R. de J., 102; DELORIMIER, J.

18. Lorsque le défaut de qualification du conseiller élu remonte à une date antérieure à l'élection, et que tel conseiller a été mis en demeure d'indiquer par écrit les biens-fonds sur lesquels il fonde son cens d'éligibilité (C. M. 283), le mode autorisé par la loi pour empêcher le défendeur d'exercer la dite charge, est la contestation de la dite élection devant la Cour de Circuit ou devant la Cour de Magistrat de District, dans le temps et en la manière indiquée au Code Municipal de cette Province (C. M. 348), et non par la voie du bref de *quo warranto* devant la Cour Supérieure.

Lorsqu'un conseiller a été dûment requis d'indiquer par écrit les biens-fonds sur lesquels il fonde son cens d'éligibilité et qu'il néglige de le faire dans les huit jours (C. M., 283), sa charge devient vacante, et pour justifier ensuite des procédures contre ce conseiller pour exercice illégal de telle charge, il incombe au demandeur d'établir que ce conseiller a depuis lors fait quelque acte d'exercice de sa charge.—C. S., 1897. *Dulude vs Huneeu*, 3 R. de J., 220; BELANGER, J.

19. Les démissions de quatre conseillers laissant le conseil sans quorum, il appartient au Lieutenant-Gouverneur de remplacer les démissionnaires, bien que les démissions n'aient pu être acceptées par le Conseil ; et les nominations ainsi faites par le Lieutenant-Gouverneur avant que l'un des conseillers démissionnaires ait retiré sa démission, sont légales.—C. R., 1897. *Thivierge vs Fortier*, 3 R. de J., 244; CASAUULT, ANDREWS & CARON, JJ.

20. Sur une contestation par *quo warranto*, de l'élection d'un membre pour le conseil municipal de Québec, la vérité des signatures et des allégués du rapport de l'officier rapporteur et des bulletins de votation doit être attaquée par inscription de faux.—C. S.,

1875. *Venner vs Archer*, 1 Q.L.R., 283; CASAUULT, J.

21. Une vente faite pour un faible montant à une corporation municipale, par un membre du conseil, au cours ordinaire des affaires, ne constitue pas un contrat avec la corporation au sens de l'art. 205 du C.M., de manière à entraîner la déchéance de ce conseiller, et un bref de *quo warranto* dans l'espèce ne doit pas être accordé.—C. S., 1890. *St-Hilaire vs Bertrand*, 2 R. de J., 263; PLAMONDON, J., et C. R., ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

22. Les contestations d'élections de commissaires d'écoles doivent être portées devant la cour de circuit ou la cour de magistrat, qui ont une juridiction exclusive en ces matières.—Partant le recours par bref de *quo warranto*, contre l'usurpation de telles fonctions, est abrogé.—C. A., 1885. *Métrás & Trudeau*, 1 M.L.R., 347.

23. The Superior Court has jurisdiction over an arbitrator appointed by the Government of the Dominion of Canada, under sec. 142 of the B.N.A. Act, while acting as such within the Province of Quebec, and may inquire whether such arbitrator is in the legal exercise of his office.—C. S., 1871. *Onimet vs Gray*, 15 J., 306; BEAUDRY, J.—*St-Hilaire vs Bertrand*, 2 R. de J., 263, citée au n. 21.

24. A member of a board of health appointed under C.S.C., ch. 38, may be ousted on *quo warranto*, and such proceeding may be taken upon the relation of any burgess or inhabitant of the city concerned, and not necessarily by the attorney general.—C. A., 1886. *Rinfret & Pope*, 12 Q.L.R., 303; 10 L.N., 74.

25. La charge de secrétaire-trésorier d'un conseil municipal est une charge dans une corporation, et une charge publique, dans le sens de l'art. 1016 du C.P.C.—La description d'une charge par les mots, "secrétaire-trésorier de la corporation de Metgermette Nord," dans un bref et une requête libellée sous l'art. 1016 C.P.C., alors que le nom légal de la charge est, "le secrétaire-trésorier du conseil municipal de la partie nord du township de Metgermette," constitue une erreur fatale et suffit pour faire renvoyer les dits bref et requête.—Le recours que donne le Code de procédure, aux articles 1016 et suivants, n'est pas le *quo warranto*, ni l'information dans la nature de ce bref ; c'est un recours particulier qui n'exclut pas les autres et n'est pas exclu par eux.—C. R., 1887. *Vannier vs Meunier*, 15 Q.L.R., 210; STUART, CASAUULT & CARON, JJ.

26. Une personne nommée par un juge de la cour supérieure comme tiers arbitre dans une expropriation municipale, ne peut être dépossédée de sa charge sur bref de *quo warranto*, mais celui qui prétend que cette personne n'a pas les conditions d'éligibilité voulues par la loi, doit la récuser et ensuite s'adresser à un juge de la cour supérieure par requête pour faire maintenir sa récusation.

tion.—C.R., 1896. *Préfontaine vs Ducharme*, 10 R.J.O., 478; TAIT, TASCHEREAU & PAGNUELO, JJ.

27. Il ne suffit pas à une personne accusée d'occuper et de remplir illégalement et sans droit les devoirs de conseiller municipal de produire son mandat, mais elle est obligée de prouver que l'élection en vertu de laquelle elle a été élue à telle charge, a été faite suivant la loi.—C.S., 1863. *Béliveau vs Juneau*, 7 J., 63; STUART, J.

28. On *quo warranto*, the defendant will be held a usurper unless he shows complete title. The defendant should in his plea set up in detail the whole ground of his title, but where he fails to do so, and the plaintiff has not demurred, the court may look at the plaintiff's declaration to discover the defendant's title.—C.R., 1885. *Burroughs vs Barron*, 30 J., 80; JOHNSON, DOHERTY & GILL, JJ.

29. Lorsque trois conseillers seulement se constituent en assemblée du conseil et choisissent un conseiller, il n'y a pas alors d'élection dans le cens de l'article 346 C.M., mais usurpation d'une charge publique qui rend le conseiller ainsi choisi amenable devant les tribunaux par la voie du *quo warranto*.—C.R., 1892. *Bissonnette vs Nadeau*, 1 R.J.O., 34; GILL, MATHIEU & LORANGER, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

30. L'on ne peut, après l'expiration des délais accordés pour contester une élection municipale, faire déclarer vacant le siège d'un conseiller municipal, par la procédure du bref de *quo warranto*, en invoquant une incapacité qui n'existe pas actuellement lors de l'émanation du bref, même alors que cette incapacité ait existé lors de l'élection et eut pu être un motif valide de contester telle élection devant le tribunal compétent aux termes des arts. 346 et suivants C.M.—C.R., 1898. *Allard vs Charlebois*, 14 R.J.O., 310; TAIT, TASCHEREAU & DELORMIER, JJ.

31. Dans l'appréciation des charges et des hypothèques qui grèvent un immeuble, il faut avoir égard au montant réellement dû et non pas à celui qui peut paraître au bureau d'enregistrement, et lorsqu'il s'agit d'un bref de *quo warranto* dirigé contre un conseiller municipal pour défaut d'éligibilité, il importe peu que les paiements partiels par lesquels on a réduit le chiffre des charges, aient été effectués dans les douze mois, l'éligibilité du défendeur devant, dans ce cas, s'examiner au moment de l'émanation du bref.—*Semble*: on ne peut pas, après l'expiration des délais pour contester une élection municipale, mettre en question l'éligibilité d'un conseiller municipal par bref de *quo warranto*, pour des motifs qui auraient pu servir de base à une contestation d'élection.—C.S., 1898. *Chailfoux vs Goyer*, 14 R.J.O., 170; PAGNUELO, J.

32. Lorsqu'un conseiller municipal, pour-

suivi par voie de *quo warranto* à raison de ce que durant l'exercice de sa charge comme maire et conseiller il aurait eu des contrats avec la corporation dont il est membre et reçu des deniers, a réglé la poursuite dirigée contre lui et payé les frais avant l'entrée de l'action en cour, a résigné son siège et cette résignation a été acceptée par le conseil, son siège déclaré vacant et les contrats annulés, l'incapacité dont pouvait être frappé tel conseiller disparaît, la loi ne déterminant aucune limite de temps pendant lequel il restera déqualifié.

Après ces formalités accomplies, le défendeur était rééligible comme conseiller et pouvait être nommé par le conseil, et un second bref de *quo warranto* émané contre lui, la requête libellée alléguant les mêmes raisons que celles ci-dessus et de plus fraude et connivence entre les autres membres du conseil et le conseiller ainsi nommé, sera renvoyé, surtout en l'absence de cette fraude et de cette connivence.—C.S., 1897. *Landry vs Judd*, 14 R.J.O., 188; PLAMONDON, J.

33. It is not necessary that a parish should have been civilly erected in order to enable it to possess a fabrique, elect churchwardens, and constitute a corporation having power to sue and be sued.

Purely ecclesiastical officials in a parish canonically erected, whose functions are merely honorary, or who are connected only with the conduct of the religious affairs of the church, are not to be deemed public officers or officers of a public corporation exposed to a *quo warranto*.—C.S., 1897. *Ferland vs Boutin*, 14 R.J.O., 60; ANDREWS, J.

34. Des moyens à l'encontre d'un bref de *quo warranto* contre un commissaire d'école alléguant que la requête a été présentée tardivement, qu'elle n'est pas suffisamment libellée, qu'elle n'a pas été régulièrement signifiée, que le requérant n'a pas donné le cautionnement voulu par la loi, doivent être opposés par exception à la forme, et le défaut de juridiction de la cour pour prendre connaissance de la requête doit être soulevé par exception déclinatoire.—C.S., 1898. *Joyce vs Hart*, 14 R.J.O., 199; LANGELEUR, J.

35. Les employés de l'Hotel de Ville n'ont pas le droit d'accorder un délai pour payer la taxe d'eau et les autres taxes municipales, à moins qu'il n'y ait un règlement spécial à cet effet.

Un bref de *quo warranto*, émané au nom d'un citoyen qui n'a pas payé ses taxes en entier parce qu'il a obtenu de la ville de Montréal la permission de les payer par versements, est illégal et sera renvoyé sur exception préliminaire.—*Semble*: le cautionnement pour *quo warranto* contre un conseiller municipal de la ville de Montréal doit être reçu par l'un des juges du District de Montréal.

Les pétitionnaires en nullité d'élection ne doivent pas avoir commis d'acte de corrup-

tion pendant cette élection ni reçu directement ou indirectement des sommes d'argent ou des prêts, ou des promesses de charges et d'emplois.—C.S., 1808. *Proulx vs Beausoleil*, 1 R.P., 160; PAGNULO, J.

36. Dans un bref de *quo warranto*, lorsque l'action est prise par "Louis Poliquin"

988. L'obtention et la forme du bref d'assignation, ainsi que la procédure, sont sujettes aux règles des articles 980, 981 et 983.—C.P.C., 1017, amendé.

1. Rap. C.—Par la référence aux articles 1054, 1055 et 1057 du projet, l'article 1002 (988 n.c.), assimilé, sous certains rapports, la procédure en cette matière à celle qui est suivie lorsqu'il s'agit des corporations formées illégalement. La contestation sera, en conséquence, assujettie aux règles et délais des causes sommaires.

2. Le recours que donne l'article 1016 n'existe que lorsqu'il y a *usurpation, détention ou exercice illégaux* d'une charge, et une déposition sous serment qui ne mentionne que son *acceptation* est insuffisante pour autoriser l'émanation du bref.

Mais l'objection doit être prise *in limine litis*, ou sinon le bref sera maintenue si la preuve démontre qu'il y a eu prise de possession.—C.R., 1892. *McLaughlin vs Paul*, 2 R.J.O., 163; CASULT, ROUTHIER & CARON, JJ.

3. Dans une requête pour *quo warranto* l'énonciation de la date de la nomination de l'officier dont le siège est attaqué n'est pas nécessaire, et une erreur sous ce rapport n'est pas fatale; il suffit d'alléguer que le défendeur occupe le siège sans droit pour qu'il soit tenu de justifier de son droit de l'occuper.—C.S., 1896. *Lucasse vs Labonté*, 10 R.J.O., 97; CASULT, J.

4. On ne peut par un seul et même bref de *quo warranto* demander l'annulation de l'élection de plusieurs conseillers municipaux.

Dans le cas d'un tel emul, il sera ordonné au demandeur de déclarer contre lequel des défendeurs il entend procéder et l'action sera renvoyée quant aux autres défendeurs.—C.S., 1892. *Bourbonnais vs Filiault*, 2 R.J.O., 517; MATHIEU, J.

5. Pour autoriser l'émanation d'un bref de la nature d'un *quo warranto*, un affidavit établissant *primò facie* cause suffisante, doit être produit.—L'enregistrement de votes illégaux en sa faveur, n'annulera pas *per se* l'élection du candidat, à moins qu'il ne soit allégué et prouvé qu'un autre candidat avait un plus grand nombre de votes légaux enregistrés en sa faveur à cette élection.—C.S.,

989. Le demandeur, en sus des allégations relatives à l'usurpation et

et que l'affidavit qui commence par ces mots: "Je, Louis Pélouquin," est signé par "Louis Poliquin," cette erreur est fatale si elle n'est pas corrigée par un amendement, et l'action sera renvoyée sur une exception à la forme.—C.S., 1899. *Poliquin vs Martel*, 5 R.L.n.s., 192; DAVIDSON, J.

988. The issue and the form of the writ of summons, and the proceedings thereupon, are governed by the rules contained in Articles 980, 981 and 983.—C.C.P., 1017, amended.

1896. *Gibb vs Poston*, 16 L.C.R., 257; 15 R.J.R., 102; TASCHEREAU, J.

6. La pétition ou requête libellée prescrite par la 12^e Victoria, ch. 41, pour l'émanation d'un bref de *quo warranto*, qui énonce d'une manière générale les griefs, est suffisante, sans entrer dans les détails.—C.A., 1860. *Fraser & Buteau*, 10 L.C.R., 289.

7. Une assignation par bref de *quo warranto* émanée dans la forme ordinaire au nom de la reine, assignant les défendeurs "à comparaître devant nous ou un des juges de notre dite cour supérieure pour le Bas-Canada, dans la cité de Montréal, dans le dit district de Montréal," est suffisamment déterminée et une exception à la forme alléguant que l'assignation est dans l'alternative, sera renvoyée; le défaut de signification de l'ordre du juge, permettant l'émanation du bref en même temps que le bref et la requête y annexée, n'est pas une cause de nullité de l'assignation.—C.S., 1886. *Gilmour vs Hall*, 14 R.L., 329; MATHIEU, J.

8. Dans un *quo warranto*, le défendeur étant désigné comme "conseiller de la municipalité de..." sans que son domicile ou sa résidence fût autrement indiqué, cette description est suffisante.—Lorsque l'ordre du juge ordonne au défendeur de comparaître devant un juge de la cour supérieure, et que le bref commande de comparaître devant la cour supérieure, cette irrégularité n'est pas assez matérielle pour faire annuler le bref.—C.S., 1890. *Gaudry vs Martel*, 6 M.L.R., 207; DAVIDSON, J.

9. In a proceeding by *quo warranto*, a document produced by the defendant, signed by his attorney under a *procural a tous seing privé* and containing an admission of certain of the facts alleged against him, coupled with his consent to abandon office, cannot be considered a confession of judgment such as plaintiff would be bound to declare his acceptance or refusal of, before proceeding to prove the allegations of his declaration not admitted by defendant.—C.R., 1895. *St-Hilaire vs Savoie*, 8 R.J.O., 434; CARON, ANDREWS & LARUE, JJ.

989. The plaintiff, in addition to the allegations concerning the usur-

détention illégale de la charge, franchise ou prérogative, peut, dans sa requête libellée, indiquer les noms de la personne qui a droit à cette charge, franchise ou prérogative, et énoncer les faits nécessaires pour établir ce droit.

Le tribunal peut, dans ce cas, adju-ger sur le droit de l'une et de l'autre des parties.—C.P.C., 1018.

990. Si la requête est fondée, le jugement ordonne que le défendeur soit dépossédé et exclu de la charge, franchise ou prérogative ; le juge peut en outre le condamner à une amende n'excedant pas la somme de quatre cents piastres payable à la couronne.—C.P.C., 1019, amendé ; 54 V., c. 47, s. 1.

1. Rap. C.—L'article 1064 (1880 n.c.), qui reproduit l'article 1019 C.P.C., se borne à déclarer que l'amende à laquelle peut être condamné le défendeur exclu d'une charge est dévolue à la couronne, sans spécifier l'officier auquel elle doit être payée. Des dispositions qui se trouvent aux Statuts re-fondus déterminent suffisamment ce point.

L'abrogation de l'article 1020 C.P.C. est destinée à faire tomber l'adjudication des

991. La personne à qui le juge-ment attribue la charge, franchise ou prérogative, peut, après avoir prêté le serment et fourni le cautionnement requis, l'exercer et exiger du défen-deur la remise des clefs, livres, papiers et insignes, dont ce dernier a la pos-session ou la garde, et qui appartiennent à la charge, franchise ou préro-gative ; et, dans le cas de refus ou de négligence de les livrer, le tribunal peut ordonner au shérif de prendre possession de ces clefs, livres, papiers et insignes, et de les remettre à la partie qui, par le jugement, est déclara-ée y avoir droit, sans préjudice des

petition and illegal detention of the office, franchise or privilege, may, in his petition, declare the names of the person who has a right to such office, franchise or privilege, and allege such facts as are necessary to show such right.

The court may in such case adjudicate upon the claims of both parties.—C.C.P., 1018.

990. If the petition is well founded, the judgment orders the de-fendant to be ousted and excluded from the office, franchise or privilege ; the judge may also condemn the de-fendant to pay a fine not exceeding the sum of four hundred dollars, which must be paid over to the Crown.—C.C.P., 1019, amended : 54 Vic., c. 47, s. 1.

frais sous le coup de la règle ordinaire, (s. 551).

2. There being no evidence that the de-fendant, in accepting his illegal nomination as a member of the board of health by the city council, had acted in bad faith, or done anything prejudicial, he should not be mulcted in a fine for his action in the pre-mises.—C.A., 1880, *Rinfret & Pope*, 10 L.N., 74.

991. Any person whom the judg-ment declares to be entitled to the office, franchise, or privilege, may, after taking the oath of office, and giving such security as may be required, take upon himself the exercise of such office, franchise, or privilege, and may demand of the defendant all keys, books, papers and insignia, in the pos-session or custody of such defendant, and belonging to such office, franchise, or privilege ; and in the case of neglect or refusal to deliver up the same, the court may order the sheriff to take possession of such keys, books, papers and insignia, and to deliver over the

poursuites criminelles.—C.P.C., 1021, amendé.

same to the person adjudged to be entitled thereto, without prejudice to criminal proceedings.—C.C.P., 1021, amended.

SECTION III.

MANDAMUS.

992. Lorsqu'il n'y a pas d'autre remède également approprié, avantageux et efficace, il y a lieu au mandamus pour enjoindre l'accomplissement d'un devoir ou d'un acte dans les cas suivants :

1. Lorsqu'une corporation ou corps public omet, néglige ou refuse d'accomplir un devoir que la loi lui impose ou un acte auquel la loi l'oblige ;

2. Lorsqu'une corporation omet néglige ou refuse de faire une élection qu'elle est tenue de faire en vertu de la loi, ou de reconnaître ceux de ses membres qui ont été légalement choisis ou élus, ou de rétablir dans leurs fonctions ceux de ses membres qui ont été destitués sans cause légale ;

3. Lorsqu'un fonctionnaire public, ou une personne occupant une charge dans une corporation, corps public ou tribunal de juridiction inférieure omet, néglige ou refuse d'accomplir un devoir attaché à sa charge, ou un acte auquel la loi l'oblige ;

4. Lorsque l'héritier ou représentant d'un fonctionnaire public omet, refuse ou néglige de faire un acte auquel la loi l'oblige en cette qualité ;

5. Dans tous les autres cas, lorsque le demandeur est intéressé dans l'accomplissement d'un acte ou devoir qui n'est pas d'une nature purement privée.—C.P.C., 1022, *partie*, amendé ; Eng. R., 719 ; C.P.L., 835 ; Estee, 631 ; Shortt, 232.

SECTION III.

MANDAMUS.

992. If there is no other remedy equally convenient, beneficial and effectual, a mandamus lies to enforce the performance of an act or duty in the following cases :

1. Whenever any corporation or public body omits, neglects or refuses to perform any act or duty incumbent upon it by law ;

2. Whenever any corporation omits, neglects or refuses to make any election which by law it is bound to make, or to recognize such of its members as have been legally chosen or elected, or to reinstate such of its members as have been removed without lawful cause ;

3. Whenever any public officer, or any person holding any office in any corporation, public body, or court of inferior jurisdiction, omits, neglects or refuses to perform any duty belonging to such office, or any act which by law he is bound to perform ;

4. Whenever any heir or representative of a public officer omits, refuses or neglects to do any act which, as such heir or representative, he is by law obliged to do ;

5. In all other cases in which the plaintiff is interested in requiring the performance of any act or duty which is not of a merely private nature.—C. C. P., 1022, *in part*, amended ; Eng. R., 719 ; C. P. L., 835 ; Estee, 631 ; Shortt, 232.

INDICATION ALPHABÉTIQUE,

Accusation	39
Acte illégal	13
Arbitrage	23, 34, 15
Charretier	24
Chemins	64
Chemins de fer	31, 33
Comités des chemins de fer	17
Commissaires d'écoles	29, 39, 31
Commissaires du Havre	61, 62
Conseiller	27
Contrat privé	8
Corporations municipales	23 à 31, 58, 64
Couronne	16
Cours d'eau	60
Délai	12
Examinateur	38
Express	47
Fabrique	41, 42, 43
Juge	21
Juge de paix	17 à 20
Liqueurs	57, 58, 59
Livres	48, 49
Magistrat de police	18
Maire	26
Minutes	48, 50, 51, 52, 53
Notaire	37
Officiers	14, 15
Particularités	39
Percepteur du Revenu	26, 27, 28
Principes qui régissent le mandamus	4 à 7, 9 à 11
Registreur	54, 55, 56, 63
Règlement municipal	22
Rôle d'évaluation	25
Secrétaire-trésorier	49, 50, 52
Société	36
Syndic de chemins à barrières	49
Transport	45
Travaux	32

1. Rap. C.—L'article 1006 (992 n.c.) apporte plusieurs modifications.

Les mots insérés au commencement de l'article sont destinés à tempérer ce qu'il y a de trop absolu dans les décisions de nos tribunaux, qui refusent le *mandamus* lorsqu'il existe un autre remède légal, quoique ce remède n'offre pas autant d'avantages et ne soit pas aussi efficace. La règle qu'ils énoncent a été consacrée par plusieurs décisions anglaises.—*R. vs Barlow*, 30 L.J.Q.B., 271; *R. vs Registrar of Joint Stock Companies*, 21 Q.B.D., 131; *Bush vs Bevan*, 32 L.J., Ex., 54.

Le premier paragraphe formule un principe reconnu en doctrine et en jurisprudence, savoir que le *mandamus* peut être adressé à une corporation aussi bien qu'à ses officiers.—*Cunningham vs Beaudet*, 11 Q.L.R., 168.

Le nouveau paragraphe cinquième remplace le paragraphe quatrième actuel. La règle qu'il consacre est tirée de la section 68 du *Common Law Procedure Act*, s. 68 (1854), et des règles de pratique anglaises.—*Eng. R.*, 719.—Elle couvre tous les cas que pouvait atteindre la disposition remplacée, et offre l'avantage d'être complète par elle-même.

Enfin, la disposition finale de l'article

1022 C.P.C., portant que le bref enjoint au défendeur d'accomplir l'acte indiqué ou de justifier son refus de le faire n'est pas reproduite. Cette suppression a été déterminée par la décision dans la cause de *Brown vs L'Œuvre et La Fabrique de Notre-Dame de Montréal*, L.R., 6 P.C., 157; 20 J., 236, par l'adjudication sur un point analogue dans l'affaire plus récente de *Tréfontaine vs La Cité de Ste-Cunégonde*, 3 R.R.Q., 429, et par le désir de faire disparaître la contradiction entre le paragraphe retranché et le dernier alinéa de l'article 1008 C.P.C., reformulé dans le nouvel article 1008. Désormais—ce point ne pourra plus être contesté—le bref introductif de l'instance sera un bref d'assignation ordinaire.

2. *Mandamus* may be directed to all corporations established by law:

1. To make elections.—To compel them to make elections and perform the other duties required by their charter.

2. To recognize rightful members.—To compel them to receive, or restore to their functions, such as their members as they shall have refused to receive, although legally chosen, or whom they shall have removed without sufficient cause.—C.P.L., 835.

3. As a mere trading corporation differs materially from those which are entrusted with the government of cities and towns, and as such have important public duties to perform, a *mandamus* has been refused to compel such a mere trading corporation to produce their accounts for the purpose of declaring a dividend of the profits.

On the same ground a *mandamus* was refused to compel an insurance company to transfer shares, standing in the name of a bankrupt, into the names of his assignees.

It is not, however, necessary that the institution with which the duty is to be performed should be public. It was held no objection to the granting of a *mandamus* to compel the performance of a duty in connection with a charity, that the institution was a private one, supported by lands left to private individuals in trust for the poor of a certain parish.

But it is an objection that the granting of a *mandamus* would amount to an interference with the funds of such a charity.

In some cases where the legal right of the applicant was somewhat doubtful the court, not wishing to determine the point on motion, granted a *mandamus*, in order that it might come before them on the return.

There must be no other effective lawful means of enforcing the right.

It has frequently been held a decisive answer to an application for a *mandamus* that there was another remedy by information in the nature of a *quo warranto*.—*SHORTT, Informations*, n. 232.

4. The action of *mandamus*, like the writ of *mandamus*, does not lie where there is any

other remedy.—*Bush vs Beavan*, 32 L.J., Ex. 54.

5. A *mandamus* must be refused where there is another appropriate remedy.—*The Queen vs The Registrar of Joint Stock Companies*, 21 Q.B.D., 131.

6. It is well settled that where there is a remedy equally convenient, beneficial and effectual, a *mandamus* will not be granted.—*In re Barlow*, 30 L.J.Q.B., 271.

7. *Mandamus* is not an appropriate remedy for the enforcement of contract rights of a purely private or personal nature, of obligations which rest wholly upon contract and which involve no questions of trust or official duty.

Mandamus will not lie as to all acts or duties necessarily calling for the exercise of judgment and discretion on the part of the officer or body at whose hands their performance is required.—C.S., 1897. *Pagé vs Town of Longueuil*, 3 R. de J., 366; CURRAN, J.

8. Il n'y a pas lieu au bref de *mandamus* pour obtenir l'exécution d'un contrat privé. Le droit à un banc dans l'église n'est pas un droit d'une nature publique, mais résulte d'une convention d'une nature privée entre le paroissien et la fabrique.—C.A., 1876. *Robillard & La Fabrique de St-Clément de Beauharnois*, 8 R.L., 63.

9. The *mandamus* n'existe que lorsqu'il n'y a pas d'autre remède.—C. S., 1876. *Moffat vs St-Amour*, 9 R.L., 439; BELANGER, J.—C.S., 1892. *Roy vs Cité de Montréal*, 2 R.J.O., 305; TASCHEREAU, J.—C.R., 1883. *Dubuc vs La Cie de chemin de fer de Montréal*, 7 L.N., 5; JOHNSON, RAINVILLE & JETTÉ, JJ.—C.S., 1891. *The Ontario Express and Transportation Co. vs The Grand Trunk Railway Co.*, 7 M.L.R., 308; WURTELE, J.—C.A., 1897. *Pagé & La Ville de Longueuil*, 7 R.J.O., 262.
V. n. 40.

10. Mais il n'est pas nécessaire d'alléguer que le requérant n'a pas d'autre remède.—C.S., 1892. *Hooper vs Dugas*, 2 R.J.O., 75; MATHIEU, J.

11. Writ will not issue if result is fruitless.—C.S., 1881. *Monette vs Charette*, 4 L.N., 220; MACKAY, J.

12. The fact of taking a reasonable time (three days e.g.) to consider and take advice before complying with the demand, is not a refusal sufficient to justify a resort to the remedy by *mandamus*.—C.S., 1877. *Langelier vs Laroche*, 3 Q. L. R., 239; STUART, J.

13. L'on peut sans recourir au bref de *mandamus* obtenir de la cour un ordre pour défendre à une personne de commettre un acte illégal.—C.S., 1878. *Bourgoin vs Malhiol*, 7 L.N., 286; 8 R.L., 236; RAINVILLE, J.

14. Un officier qui n'agit que pour exécuter les ordres de son supérieur ne peut être poursuivi et contraint par *mandamus* à accomplir un acte sur lequel il n'a aucun con-

trôle et dont l'exécution est entièrement à la discrétion de son supérieur.—Lorsqu'un officier a un pouvoir discrétionnaire, il peut être contraint par *mandamus* à exercer ce pouvoir discrétionnaire, mais il ne peut pas être contraint à faire un acte quelconque qu'il a discrétion de faire ou de ne pas faire.—C.S., 1871. *Gouin vs Dubord*, 2 R.L., 49; 1 R.C., 248; 20 R.J.R., 492; POLETTE, J.

15. Un bref de *mandamus* doit être adressé individuellement aux membres du bureau de direction d'une corporation ou aux officiers qui doivent accomplir, pour la corporation, l'acte requis, de manière à les contraindre personnellement à accomplir le devoir demandé et à rendre sujets à l'emprisonnement ceux d'entre eux qui refuseraient l'obéissance au bref péremptoire de *mandamus*.—Sur cette poursuite personnelle, les défendeurs ne sont pas tenus de se joindre pour répondre à la requête libellée, mais chacun d'eux peut répondre pour lui-même sans le concours des autres.—C.S., 1869. *Bureau vs Genest*, 1 R.L., 674; 20 R.J.R., 426; POLETTE, J.

16. Il n'y a pas de *mandamus* contre la Couronne ni contre ses officiers agissant en cette qualité.—C.A., 1892. *The Atlantic and North West Railway Co. et l'Hon. J. Turcotte, Procureur-Général, and La Cité de Montréal*, 2 R.J.O., 305.—C.A., 1896. *McKenzie & Bernier*, 5 R.J.O., 251.

17. Lorsqu'un ordre est donné par un juge de la cour supérieure à des juges de paix, leur ordonnant de suspendre leurs procédures dans certaines causes y mentionnées, et que ces juges de paix, en obéissance à cet ordre, suspendent leurs procédures, ils ne peuvent être considérés comme en défaut de remplir le devoir qui leur est imposé par la loi, et il n'y a pas lieu, dans ce cas, d'émaner des brefs de *mandamus*, avant que cet ordre ait été mis de côté par une autorité compétente, et que le refus des juges de paix de procéder ait été constaté ensuite, et quelle que soit la validité de l'ordre, il n'est pas au pouvoir des juges de paix à qui il est adressé de passer outre, et de décider de sa validité ou de sa nullité. Lorsque plusieurs poursuites pendantes devant les mêmes juges de paix sont semblables et que les questions soulevées par un bref de *mandamus* peuvent être décidées sur la contestation dans une cause, l'émanation d'un bref de *mandamus* dans chacune des causes sera considérée comme vexatoire, et la cour devra, si la chose lui est demandée, suspendre les procédures dans tous les *mandamus*, à l'exception d'un seul, jusqu'à ce qu'il soit adjugé dans la cause où l'on procède.—C.A., 1885. *Cann & Lamontagne*, 15 R.L., 641.

18. Si un magistrat de police refuse de recevoir une déposition se plaignant d'une infraction aux lois, il pourra y être contraint par *mandamus*.—C.S., 1885. *Bolland vs Dugas*, 15 R.L., 266; TASCHEREAU, J.

19. Lorsque des juges de paix, après mise en demeure, refusent de rayer le délibéré

d'une cause dont le dossier est perdu, on peut les y contraindre par voie de *mandamus*.—C.S., 1889. *La Corporation de la paroisse de St-Raphael de l'Île Bizard vs Trépanier*, 18 R.L., 156; PAGUELO, J.

20. Les juges de paix saisis d'une plainte ne peuvent plus, après avoir entendu la preuve et ajourné la décision, se déclarer sans juridiction et refuser de décider la cause, sur le motif que les défendeurs avaient comparu et plaidé devant un autre magistrat, mort depuis, et n'avaient pas comparu de nouveau devant eux. Et s'ils refusent de rendre jugement sur la plainte, ils peuvent y être contraint par voie de *mandamus*.—C. R., 1896. *Lacerte vs Papin*, 10 R.J.O., 542; CASALT, ROUTHIER & ANDREWS, J.J.

21. Le juge n'a pas le droit de se soustraire à l'obligation de juger une cause qui lui est soumise dans les limites de sa juridiction et dont il a pris connaissance, sous prétexte que la loi invoquée est injuste et qu'elle peut avoir de graves inconvénients ou des conséquences fâcheuses; et si ce juge appartient à un tribunal inférieur, il peut être contraint à exercer sa juridiction par voie de *mandamus*.—C.S., 1896. *Fournier vs de Montigny*, 10 R.J.O., 292; 2 R.DeJ., 495; CHARLAND, J.

22. Le pouvoir accordé à une corporation municipale de faire des règlements pour une certaine fin est une attribution législative, entièrement discrétionnaire et qui n'impose aucune responsabilité civile si elle n'est pas exercée; le fait d'avoir passé les règlements invoqués ne change pas la position d'une corporation municipale envers ses administrés et ne la laisse pas moins libre soit d'en exiger l'exécution, soit d'en tolérer l'inobservance, soit même d'en décréter le rappel pur et simple, si elle le juge à propos.

Toute personne intéressée pouvant elle-même poursuivre les infractions aux règlements municipaux, on ne peut par *mandamus* forcer la corporation elle-même à le faire, le recours par *mandamus* n'étant pas permis lorsque la loi autorise un autre recours efficace et régulier.—C.S., 1892. *Roy vs Cité de Montréal*, 2 R.J.O., 305; TASCHEREAU, J.

23. Une corporation municipale de paroisse, en son nom corporatif, comme toute autre personne intéressée, peut procéder par voie de *mandamus* contre la corporation de comté, pour forcer cette dernière à reconnaître, comme membre du conseil de comté, la personne régulièrement et légalement élue maire pour la dite paroisse.—C.S., 1894. *La Corp. de la paroisse de Ste-Barbe vs La Corp. du Comté de Huntingdon*, 1 R. de J., 1; BELANGER, J.

24. Au cas de refus d'octroyer une licence de charretier aux termes de ses règlements, la cité peut, par voie de *mandamus*, être forcée d'accorder la licence demandée.—C.S., 1892. *Parent vs La Cité de Montréal*, 2 R.J.O., 434; GILL, J.

25. Il y a lieu au *mandamus*, pour contraindre un conseil municipal de procéder à l'examen du rôle d'évaluation, après le délai fixé par la loi pour cet examen.

L'entrée en force du rôle d'évaluation, par le seul laps de temps, en vertu de l'article 742 du Code Municipal, n'est pas une fin de non recevoir à l'émanation du *mandamus* ni un obstacle à l'examen du rôle d'évaluation qui ne l'a pas été dans les délais de la loi.—C.S., 1897. *Desjardins vs La Corp. de la paroisse de St-Pacôme*, 3 R. de J., 161; CIMON, J.

26. Le maire du conseil local a, par bref de *mandamus*, le droit de se faire reconnaître comme membre de la corporation de comté.—C.S., 1885. *Detorme vs La Corporation du comté de Berthier*, 19 R.L., 608; GILL, J.

27. Lorsqu'une corporation municipale déclare illégalement que le siège d'un conseiller est vacant, le remède de ce dernier est un *mandamus* contre la corporation.—C.S., 1887. *Savaria vs La Corporation de la paroisse de Varennes*, 3 M.L.R., 157; WURTELE, J.

28. Il y a lieu à accorder et maintenir un *mandamus* pour obliger des commissaires d'écoles à exécuter une sentence du Surintendant de l'Instruction Publique.—C.S., 1897. *Roy vs Les Commissaires d'écoles de Longueuil*, 3 R. de J., 522; CHARLAND, J.—C.A., 1894. *Les Commissaires d'écoles de la paroisse St-Charles & Cordean*, 3 R.J.O., 500.—C. suprême, 1886. *Tremblay & Les Commissaires d'écoles de St-Valentin*, 12 R.C.S., 546.

29. Mais si telle décision du surintendant est nulle, comme dans l'espèce, parce que la requête en appel n'avait pas été signée par trois visiteurs des écoles de la municipalité, il n'y a pas lieu au *mandamus*.—C.A., 1891. *Commissaires d'écoles de Ste-Victoire & Hus*, 7 M.L.R., 330.—Confirmé par la cour suprême, 10 R.C.S., 477.

30. Lorsque le surintendant de l'Instruction publique a laissé à la discrétion des commissaires le mode d'exécution de sa sentence ordonnant la construction d'une école et en fixant le site, il n'appartient pas à la cour de spécifier un mode d'exécution, et notamment d'ordonner que la maison d'école déjà construite sur un lot de terre soit transportée sur le site choisi par le surintendant.—C.A., 1894. *Les Commissaires d'écoles de St-Charles & Cordean*, 3 R.J.O., 500.

31. *Mandamus* to school commissioners requiring them to carry out a judgment of the Superintendent of Education, to the effect that they should build a school house on a piece of ground on which the old school-house stood and which were in their possession. The school commissioners answered "qu'ils étaient dans l'impossibilité de se conformer à la dite sentence, parce qu'ils n'avaient pas de titres à cette propriété et qu'ils étaient exposés d'être troublés par la

fabrique."—*Held*: that this answer was insufficient, and the school commissioners were ordered to execute the sentence of the superintendent.—C.A., 1878. *Delisee & Les Commissaires d'écoles de St-Jean*, R., 433.

32. A *mandamus* will not lie against a railway company, to compel the company to fulfil a statutory obligation, such as the obligation to make and maintain crossings on the petitioner's property, under the Quebec Railway Act, there being the remedy by ordinary action.—C.R., 1883. *Dubuc vs Compagnie du chemin de fer de Montréal & Soiel*, 7 L.N., 5; JOHNSON, RAINVILLE & JETTÉ, JJ.

33. A writ of *mandamus* does not lie to compel a railway company to deposit an amount awarded for expropriation by arbitrators.—C.S., 1876. *Bourgoin vs The Montreal Railway*, 21 J., 217; MACKAY, J.

34. When arbitrators appointed to value a property, proceed upon an erroneous basis in law, and refuse to admit the best evidence of value, an interested party may obtain a writ of *mandamus* against the arbitrators to compel them to admit such evidence.—C.S., 1885. *Jones vs Laurent*, 1 M.L.R., 438; TORRANCE, J.

35. When the commissioners have made and deposited the report of their appraisements, or when the delay for the completion of their work of appraisement and for the deposit of their report has expired without such deposit being made, all their powers as experts for the purposes of valuation cease, and a writ of *mandamus* will not then lie to compel them to proceed (as they were by law bound to do) to value the residue not exceeding fifty feet in depth of a property taken for the improvement.—C.S., 1889. *Gnerin vs Proctor*, 5 M.L.R., 166; WURTELE, J.

36. A writ of *mandamus* will be ordered to issue to restore an expelled member subject to payment being made by him of arrears due to the society.—C.A., 1877. *Lapierre & L'Union St-Joseph de Montréal*, 21 J., 332.

37. Where a number of deeds are connected with the same agreement, and one of the parties has not fulfilled the engagements undertaken by him, a *mandamus* will not be granted to compel the notary to complete by his signature a portion of the deeds, although the said deeds have been signed by both parties.—C.S., 1882. *Dickson vs Brantl*, 5 L.N., 322; JETTÉ, J.

38. Il y a lieu au bref de *mandamus* pour forcer des examinateurs nommés sous les dispositions de la section 3 du ch. 99 des Statuts révisés du Canada, pour examiner et éprouver l'habileté et la compétence des candidats à la charge d'inspecteur ou de sous-inspecteur des articles mentionnés au dit statut, à délivrer aux candidats qui ont été examinés un certificat de compétence, lorsque ces examinateurs ont constaté que ces

candidats avaient les connaissances et habileté suffisantes.—C.S., 1889. *McIntosh vs Black*, 17 R.L., 39; MATHIEU, J.

39. *Mandamus* will not lie to compel a commissioner, appointed to enquire under the 32 Vic., ch. 8 (Q.) to furnish a detailed statement of the accusations affecting the relator, or to allow him counsel, or to allow him to cross-examine witnesses, or to allow him to produce witnesses. No appeal lies to the Privy Council from a judgment quashing this *mandamus*.—C.A., 1875. *Belleville & Doncet*, R., 433.

40. Le *mandamus* est le recours le plus efficace pour contraindre des syndics de chemins à barrière à entretenir les chemins. Et lorsque l'ordre d'émission en a été accordé par le juge contradictoirement, les intéressés ne sont plus recevables à invoquer la règle que le requérant avait un autre recours à exercer.

Dans l'espèce, l'intérêt du requérant apparaît suffisamment de son allégation qu'il est propriétaire d'un terrain qui borde le chemin.—C.A., 1894. *Elliott & Les Syndics des chemins à barrières La Rive Sud à Québec*, 3 R.J.O., 535.

V. art. 993, n. 9.

41. A writ of summons which in substance called upon the defendants, the *curé et marguilliers* of a *Fabrique*, to show cause why a writ of *mandamus* should not be issued directing them to bury a body conformably to usage and law, and to enter such burial in the civil register, is in proper form according to the Code of civil procedure of Lower Canada.—C.P., 1874. *Brown & La Fabrique de Notre-Dame de Montréal*, 20 J., 228; 6 R.L., 378; 21 R.J.R., 169.

42. Un bref de *mandamus*, ne peut émaner pour contraindre une *Fabrique* à réparer la clôture d'un cimetière.—C.S., 1856. *Uncelette vs La Fabrique de St-Athanase*, 6 L.C.R., 484; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

43. Les curés et marguilliers peuvent être contraints d'appeler les notables aux assemblées, pour l'élection de marguilliers, au moyen d'un bref de *mandamus*.—C.A., 1844. *Ex parte Renouf*, 1 R. de L., 310; 2 R. J.R., 30.

44. The annual meeting of the railway company defendant (a company subject to the provisions of the Consolidated Railway Act, 42 Vict. (Can.), c. 9,) did not take place on the day appointed therefor, in consequence of an injunction suspending the holding of such meeting. This injunction was subsequently dissolved at the instance of a shareholder (7 L. N., 85).—Service of notice upon the president and secretary that the injunction had been dissolved, together with a copy of the judgment dissolving the injunction, was sufficient to put the company *en demeure* to call the meeting, and a *mandamus* might issue in the name of a shareholder, under C.C.P. 1022, to compel the company to call the meeting.—C.S., 1884.

Hatton vs The Montreal, Portland & Boston Railway Co., 1 M.L.R., 60; LORANGER, J.

45. A *mandamus* will not lie to compel a company to transfer shares of its stock to a subscriber who has not signed an acceptance of such shares.—C.A., 1878. *Hart & Mutual and Manufacturing Insurance Co.*, R., 431.

46. Le *mandamus* pour contraindre une compagnie incorporée à faire, dans le livre tenu à cet effet, l'entrée de transports d'actions, doit être adressé à la compagnie même et non aux directeurs nommément.—C. S. 1878. *Cunningham vs Beaudet*, 11 Q.L.R., 168; CASALT, J.

47. The Railway Committee of the Privy Council, created by Sect. 8 of the Railway Act, has jurisdiction to inquire into a complaint of an express company against a railway company that the latter has not granted it equal privileges with other express companies.

That an adequate remedy being thus provided, a *mandamus* does not lie in such cases.—C.S., 1891. *The Ontario Express and Transportation Co. vs The Grand Trunk Railway Co.*, 7 M.L.R., 308; WURTELE, J.

48. The shareholders and creditors of a joint stock company have a right to demand inspection of the minute book of the directors; when it appears by the evidence that said minute book may contain certain entries required to be kept in the company's books under 40 V., cap. 43, § 36.—C.S., 1883. *Anders vs Hagar*, 6 L.N., 83; RAINVILLE, J.

49. Le secrétaire-trésorier d'une compagnie incorporée par lettres patentes, sous le grand sceau du Canada, et soumise aux dispositions du chapitre 119 des Statuts révisés du Canada, peut être contraint, par *mandamus*, à exhiber les livres de la compagnie à l'un des directeurs d'icelle, nonobstant l'ordre des autres directeurs de ne pas lui communiquer ces livres.—C.S., 1889. *Rilchie vs Mackay*, 18 R.L., 406; DELORIMIER, J.

50. Tout contribuable peut prendre des procédés judiciaires pour forcer le secrétaire-trésorier d'une municipalité à entrer dans les minutes des délibérations du conseil, toute résolution qui a été régulièrement passée par ce dernier.—C.R., 1887. *Massue vs Nadeau*, 3 M.L.R., 118; JOHNSON, TASCHEREAU & GILL, JJ.

51. Un bref de *mandamus* peut être adressé légalement au maire d'un conseil de ville seul, pour faire rectifier les minutes du conseil, si le grief à corriger a été causé par le maire.—C.S., 1857. *Robertson vs Robitaille*, 7 L.C.R., 3; 5 R.J.K., 155; BOWEN, MEREDITH (diss) & MORIN, JJ.

52. Un *mandamus* pris pour contraindre un secrétaire-trésorier à constater un certain fait dans un procès-verbal d'assemblée doit être adressé au secrétaire-trésorier et non à la corporation scolaire.—C.S., 1896. *Guay vs Beauchamp & Lanclôt*, 9 R.J.O., 229; MATHIEU, J.

53. A *mandamus* will lie to expurge

from the minute book an injurious statement made against the plaintiff, a member of the corporation defendant who had resigned.—C.S., 1894. *Pichan vs St. Gabriel Total Abstinence and Benefit Society*, 5 R.J.O., 438; ARCHIBALD, J.

54. Un régistrateur qui refuse de délivrer un acte enregistré à son bureau peut y être contraint par bref de *mandamus*.—C.R., 1869. *Doutre vs Gagnier*, 13 J., 305; MONDELET, BERTHELOT & MACKAY, JJ.

55. The registrar will not be condemned on *mandamus* to efface the inscription of an hypothec in his books without the party making the inscription or representative being made party to the proceeding.—C.A., 1877. *Robert & Ryland*, R., 433.

56. Le recours par *mandamus* n'est pas donné pour contraindre un régistrateur à enregistrer l'acte de vente d'un immeuble, si les timbres au montant fixé par l'impôt sur les mutations d'immeubles—Q. 55-56 Vic., c. 7—ne lui ont pas été offerts par celui qui en demande l'enregistrement, en même temps que les autres droits qui s'y rattachent.—C.A., 1894. *Lamonde & Laver-gue*, 3 R.J.O., 303.—Confirmed by the Supreme Court, 17 L.N., 193.

57. La législature provinciale peut autoriser un conseil municipal à passer des règlements pour réglementer ou prohiber, dans les limites de la municipalité, la vente des liqueurs en détail ou en gros, et un tel règlement, ainsi autorisé, est légal, et le percepteur du revenu provincial ne peut être contraint par *mandamus* à accorder une licence en contravention à ce règlement.—C.S., 1891. *Lépine vs Laurent*, 35 J., 195; LYNCH, J.

58. *Mandamus* does not lie against a servant of the Crown in respect of acts for which he is amenable to the Crown, and which are not cast upon him by law as a duty to the public, distinct from his duty to the Crown.

Therefore, *mandamus* will not lie to compel collectors of provincial revenue to issue the licences enumerated in art. 829, R.S.Q.

In a suit for *mandamus* to compel a collector to issue a licence under said art. 829, a dilatory exception setting up the pendency of judicial proceedings to annul the confirmation by the municipal council of the certificate of the applicant was properly dismissed.—C.A., 1896. *McKenzie & Bernier*, 5 R.J.O., 251.

59. The municipal council of a Township, where there is no by-law prohibiting the sale of intoxicating liquors, has no right to refuse to confirm a certificate for an hotel licence, where the same conforms to the provisions of the Quebec Licence Act, upon the sole ground that the majority of the members of such council are opposed to licences for the sale of intoxicating liquors in said Township being granted under any circumstances.—Such refusal is an evasive attempt to prohibit the sale of intoxicating liquors,

and in such a case, a preceptory writ of *mandamus* will issue directed to the corporation commanding it to confirm the certificate for such an hotel licence.—C.R., 1895. *Beach vs The Corp. of the Township of Stanstead*, 1 R. de J., 472; TAIT, JETTE & TASCHEREAU, Jj.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

60. Les propriétaires de terrain ne peuvent être assujettis aux travaux d'un cours d'eau qu'en proportion de l'étendue de leur terrain égoutté, sans égard à la longueur du parcours de l'eau dans le dit cours d'eau.

La requête pour *mandamus* doit préciser distinctement le devoir que le requérant veut contraindre l'intimé d'accomplir, et, dans l'espèce, la requérante devait indiquer spécialement les travaux dont elle demandait l'exécution.—C.S., 1898. *Vanasse vs La Corporation du Comté de Maskinongé*, 4 R. de J., 228; BOURGROIS, J.

61. Les commissaires du havre de Québec constituent une corporation, et, les actes faits par leurs officiers, comme le secrétaire, par exemple, les lient.

Le refus du secrétaire de recevoir la plainte du requérant, en sa qualité de secrétaire-trésorier des commissaires, équivaut à un refus de ceux-ci, et ils en sont responsables.—C.S., 1898. *Lamarre vs Woods*, 13 R.J.O., 466; ROUTHIER, J.

62. If the information and complaint to a secretary of a Harbour Commissioners or other similar corporation or board does not disclose a properly described offence which

993. Le bref d'assignation ne peut être émis sans l'autorisation du juge de la cour supérieure, accordée sur présentation d'une requête libellée, appuyée d'un affidavit affirmant la vérité des faits allégués dans la requête.—C.P.C., 1023, *partie, amendée*; S.R., 5990.

1. Rap. C.—L'article 1067 (993 n.c.), ne reproduit pas le dernier alinéa de l'article 1023 C.P.C. considéré comme surabondant. Le bref initial étant—comme nous l'avons dit—un simple bref d'assignation, est soumis, pour ce qui en regarde la signification et le rapport, aux règles ordinaires, sans qu'il soit besoin de le spécifier.

2. Dans une requête pour *mandamus*, sous l'article 1022 C.P.C., contre un magistrat qui refuse d'entendre une plainte, dans une affaire où il a juridiction, il n'est pas nécessaire d'alléguer que le requérant n'a pas d'autre remède.—C.S., 1892. *Hooper vs Dugas*, 2 R.J.O., 75; MATHIEU, J.

3. A moins d'une preuve de nécessité évidente, il n'est pas dans les attributions d'un protonotaire d'émettre un bref de *man-*

the commissioners have the right to try, the secretary is not bound to act upon it. If he does, he is exposed to a writ of prohibition.

When the complaint and information is defective in an essential particular a *mandamus* will not lie to compel the secretary of the commission to receive it or act upon it.

Pilotage itself is nowhere compulsory in Canada; what is compulsory, is the payment of pilotage due in certain cases even if a pilot be not used.—C.S., 1898. *Lamarre vs Woods and The Quebec Harbour Commissioners*, 14 R.J.O., 1; ANDREWS, J.

63. A writ of *mandamus* will not issue against a registrar to compel him to discharge a hypothec on certain lots not mentioned in a deed of retrocession, where a copy was remitted to him for registration whether said omission was intentional or not.

By TAIT, A.C.J. (Sept. 7, 1898): A such petition will not be heard, unless a copy is previously served on the respondent.—C.S., 1898. *Lacasse vs Ouimet*, 1 R. P., 484; DAVIDSON, J.

64. L'obligation d'une corporation d'ouvrir et de continuer des rues, contractée par convention avec les propriétaires, étant une simple obligation contractuelle, d'une nature privée, il n'y avait pas lieu au bref de *mandamus* pour contraindre la corporation à remplir son obligation, et cela d'autant plus que les appelants avaient un autre remède efficace en vertu du droit commun et que, en vertu de la charte de l'intimée, l'ouverture des rues nouvelles était laissée entièrement à sa discrétion.—C.A., 1897. *Page & La Ville de Longueuil*, 7 R.J.O., 262.

993. The writ of summons can issue only upon the authorization of a judge of the Superior Court, granted upon the presentation of a petition, supported by affidavit, affirming the truth of the facts set forth in the petition.—C.C.P., 1023, *in part, amended*; R.S., 5990.

damus, ni de juger sur une application pour l'émission d'un pareil bref, en vertu de la 25e cl. du ch. 78, S.R.B.C., (465 et 1023 C.P.C.).—C.R., 1866. *Auger vs Coté*, 16 R.J.R., 148; MEREDITH, STUART & TASCHEREAU, Jj.

4. L'exécution de l'ordre ou jugement du protonotaire, en l'absence de tout juge du chef-lieu, ordonnant l'émission d'un bref de *mandamus*, doit être suspendue jusqu'à l'expiration des trois jours, pendant lesquels il est permis de produire une exception demandant la révision de cet ordre ou jugement.

Le bref de *mandamus* ainsi octroyé par le protonotaire, émis et signifié dans les trois jours qui suivent son octroi, sera rejeté sur exception à la forme.—C.R., 1867. *Grégoire*

75 Mercier, 16 R.J.R., 223; MEREDITH, STUART & TASCHEREAU, JJ.

5. Un bref de sommation ordinaire ordonnant de comparaître pour répondre à une requête y annexée demandant qu'un ordre émane aux défendeurs de faire certain acte déterminé, est la procédure régulière prévue par les articles 1023, 1024 et 1025 du C. de P. C. sur le *mandamus*.—C.P., 1874. *Brown & La Fabrique de Notre-Dame de Montréal*, 6 R.L., 378; 21 R.J.R., 169.

6. La requête pour bref de *mandamus* doit énoncer suffisamment l'intérêt du requérant et faire voir qu'il n'a pas d'autre moyen de se procurer ce qu'il veut obtenir.—C.S., 1874. *Provost vs Masson*, 5 R.L., 556; BEAUDRY, J.

7. The affidavit in support of the application may be general, and simply to the

994. Le bref introductif de l'instance a la même forme que les brefs d'assignation ordinaire.—C.P.C., 998, *partie*; S.R., 5989.

995. La procédure est, pour le surplus, soumise aux règles et délais des causes sommaires.—*Nouveau*; C.P.C., 1024.

1. Rap. C.—Le nouvel article 1069 (995 n.c.) assujettit la procédure aux règles et délais des causes sommaires. Nos observations sur l'article 1057 s'appliquent ici.

2. Si la défense au *mandamus* met en question le droit au bref, ne permettant pas

996. Si la requête est déclarée bien fondée, le juge peut ordonner l'émission d'un bref péremptoire, enjoignant au défendeur de faire l'acte requis.

S'il s'agit d'une élection à faire, le jugement prescrit le mode de faire les annonces, qui doit être, autant que possible, celui qui aurait été suivi si l'élection avait eu lieu en temps opportun.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 1025, *partie*; 1028.

1. Rap. C.—L'article 1070 (996 n.c.) contient une disposition nouvelle concernant la publication des avis lorsqu'il s'agit d'une élection à faire. Le complément de cette innovation se trouve dans l'amendement

997. Copie de ce bref péremptoire

effect that the allegations of the petition are true.—C.S., 1874. *Smith vs Sexton*, 18 J., 193.

8. L'affidavit en termes généraux du procureur *ad litem* du requérant ne suffit pas.—C.A., 1882. *Clarke & Chauveau*, 8 Q.L.R., 98.

9. L'ordre du juge qui permet l'émission d'un bref de *mandamus* n'est pas un obstacle au rejet de ce bref au mérite, s'il n'y avait pas lieu de l'émettre, l'ordre du juge étant nul dans ce cas. Distinction entre cette espèce et celle de *Elliot & Les syndics des chemins à barrière de la rive sud*. R.J.Q., 3 B.R., p. 535.—C.A., 1897. *Pagé & La Ville de Longueuil*, 7 R.J.O., 262.

10. V. art. 992, n. 60, 62.

11. V. art. 992, n. 40.

994. The writ by which the proceedings are commenced is in the same form as ordinary writs of summons.—C.C.P., 998, *in part*; R.S., 5989.

995. The proceedings are, in all other respects, subject to the same rules and delays as summary matters.—*New*; C.C.P., 1024.

ainsi au requérant d'obtenir jugement sans preuve, les défendeurs doivent payer les frais rendus nécessaires par leur faute; et ce, notwithstanding leur déclaration qu'ils s'en remettent à justice.—C.R., 1896. *Lacerte vs Pepin*, 10 R.J.O., 542; CASALT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

996. If the petition is well-founded, the judge may order the issue of a peremptory writ, commanding the defendant to do the thing demanded of him.

Whenever an election has to be made, the judgment prescribes the mode in which advertisements must be given, which must be, so far as possible, the same as if the election had been made at the proper time.—*New, in part*; C.C.P., 1025, *in part*; 1028.

apporté à l'article 1072 (996 n.c.), qui exige que le bref péremptoire énonce la manière de faire les avis. L'article 1028 C.P.C. est en conséquence abrogé.

997. A copy of the peremptory

toire est signifiée au défendeur de la manière prescrite pour les assignations ordinaires, ou, s'il n'a pas de domicile et qu'il ne puisse être trouvé dans la province, en la manière indiquée par le juge.—C.P.C., 1030, *amendé*; 54 V., c. 41, s. 5.

1. Rap. C.—Aux termes de l'article 1071 (1907 n.c.), qui remplace l'article 1030 C.P.C., la signification du bref péremptoire se fait de la même manière que celle d'un bref d'assignation, sauf la restriction suivante. Le défendeur n'a-t-il pas de domicile dans la province et est-il impossible de l'y trouver,

998. Lorsqu'il s'agit d'une élection à faire par une corporation à une charge vacante, à raison de ce que l'élection n'a pas eu lieu dans le temps requis, ou a été déclarée nulle, il est procédé de la même manière que ci-dessus, et le bref ordonne à l'officier compétent, ou, en son absence, à la personne désignée par le juge, d'y procéder au lieu, jour et heure fixés, après avoir fait les annonces y prescrites, et d'accomplir tout acte y ayant trait, ou de montrer cause au contraire.—C.P.C., 1027, *amendé*.

999. Néanmoins, cette élection et tout acte y relatif sont invalides, à moins qu'il ne soit présent à l'assemblée et n'y prenne part le nombre de votants qui aurait été requis, si l'élection s'était faite à l'époque et dans les circonstances ordinaires.—C. P. C., 1029.

1000. La personne à qui est adressé le bref péremptoire, ou celui qui représente la corporation à laquelle le bref est adressé, est tenu de rapporter la copie du bref qui lui a été signifiée au jour indiqué, avec un certificat sur ce bref de l'exécution qu'il a reçue.—C.P.C., 1026, *amendé*.

1001. Si le défendeur ne se con-

writ is served upon the defendant in the manner provided for ordinary summons, or, if he has no domicile and cannot be found in the Province, in the manner prescribed by the judge.—C.C.P., 1030, *amended*; 54 Vic., c. 41, s. 5.

le juge est autorisé à prescrire le mode dont le bref lui sera signifié.

L'application au bref péremptoire des règles de signification des assignations rend inutile la prescription relative au certificat de signification, qui se trouve dans le paragraphe final de l'article 1030 C.P.C.

998. If the matter relates to the making by a corporation of any election to an office which is vacant by reason of such election not having taken place within the time required, or being or having been declared null, the proceedings are the same as above-mentioned, and the writ commands the proper officer, or, in his absence, such person as is appointed by the judge, to proceed to such election, at the place and time fixed, after having given the notices therein prescribed, and to do every act to be done in order to such election, or to show cause to the contrary.—C.C.P., 1027, *amended*.

999. Nevertheless, every such election and every act done in order thereto is void, unless a great number of voters are present and vote thereat as would have been required if the election had taken place at the usual time and under ordinary circumstances.—C.P.C., 1029.

1000. Any person to whom, or the person representing any corporation to which, the peremptory writ is directed, is bound to return the copy of the writ served upon him on the day specified, together with a certificate thereon of its execution.—C.C.P., 1026, *amended*.

1001. If the defendant fails to

forme pas au bref péremptoire, il peut y être contraint par corps, à moins que la partie défenderesse ne soit une corporation, auquel cas elle peut être condamnée à une amende, payable à la couronne, n'excédant pas deux mille piastres, qui est prélevée par exécution, en la manière ordinaire, sur ses biens meubles et immeubles.

L'amende peut être infligée derechef jusqu'à ce qu'il ait été obéi au mandamus.—C.P.C., 1025, *partie, amendé*.

1. Rap. C.—L'article 1075 (1001 n.c.), modifie l'article 1025 C.P.C., en attribuant à la couronne la propriété des amendes dont sera frappée la corporation récalcitrante. Puis, la nouvelle disposition du dernier paragraphe autorise l'imposition répétée de l'amende pour persistance dans son refus de

1002. Les pénalités édictées par l'article précédent sont imposées sur règle signifiée préalablement au contrevenant.—*Nouveau*.

SECTION IV.
PROHIBITION.

1003. Il y a lieu au bref de prohibition lorsqu'un tribunal inférieur excède sa juridiction.

Il est poursuivi, obtenu, contesté et exécuté comme le mandamus et avec les mêmes formalités; et le bref d'assignation contient assignation au tribunal inférieur et à la partie qui procède devant ce tribunal.—C.P.C., 1031, *amendé*; C.P.L., 846.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Acte de tempérance	41
Acquiescement	20, 21
Affidavit	30
Berreau	39
Bref, à qui adressé	25 à 29
Certiorari	24
Commissaires du Havre	54
Commission royale	10, 46
Comparution	35
Cotisation	43, 44, 45
Cour de circuit	13, 36, 37, 47
Cour des commissaires	49, 50

comply with the peremptory writ, he may be held by coercive imprisonment to do so, unless the defendant is a corporation, in which case it may be condemned to pay a fine not exceeding two thousand dollars, payable to the Crown, which is levied by execution in the ordinary manner against its moveable and immoveable property.

Such fines may be repeatedly inflicted until the mandamus is obeyed.—C.C.P., 1025, *in part, amended*.

se conformer au bref péremptoire.—(Cf. aussi C.P.C., 1025).

2. The fine which a corporation may be condemned to pay under article 1025 C.C.P., should be ordered to be paid one half to the crown and one half to the petitioner.—C.A., 1885. *The Montreal, Portland and Boston Railway Co. & Hatton*, 1 M.L.R., 351.

1002. The penalties imposed by the preceding Article are inflicted by rule previously served upon the contravening party.—*New*.

SECTION IV.
PROHIBITION.

1003. The writ of prohibition lies whenever a court of inferior jurisdiction exceeds its jurisdiction.

It is applied for, obtained, contested and executed in the same manner as mandamus, and with the same formalities; and the writ of summons contains a summons to the court of inferior jurisdiction and to the party proceeding therein.—C.C.P., 1031, *amendé*; C.P.L., 846.

Défense	57
Expropriation	42
Juge de paix	16, 51, 52, 53
Magistrat	56
Montant	6
Motion	34
Notaire	40
Preuve	19
Principes du bref de prohibition 5, 7 à 20, 22, 23, 55, 58	
Requête	31, 32, 33, 54
Saisie	34

1. Rap. C.—La brièveté de cette section du code, qui ne renferme qu'un article, a été

l'objet de quelque critique. Des dispositions nouvelles destinées à la compléter y ont été insérées.

1. L'addition faite au second alinéa de l'article 1031 C.P.C. par l'article 1077 (1004 n.c.) du projet rend obligatoire la mise en cause de la partie qui procède devant le tribunal inférieur. Cet amendement est emprunté de la pratique anglaise.

2. For separate suits against several individuals, there should be separate applications for prohibition.

The application may be made either against the other party to the suit, or the judge to be prohibited or both. In modern practice the application in the first instance is made in form against the party and the court; but it is usually the party, and very rarely the court, that opposes the application.—SHORTT, *Informations*, n. 486.

3. The writ of prohibition is an order rendered in the name of the state, by an appellate court of competent jurisdiction, and directed to the judge and to the party suing in a suit before an inferior court, forbidding them to proceed further in the cause, on the ground that the cognizance of the said cause does not belong to such court, but to another, or that it is not competent to decide it.—C.P.L., 846.

4. Writ issues only on strict compliance with law and in sound discretion of court.—*Gauvain's Code of Practice of Louisiana*, art. 845.

1°. A writ will not issue :

a. When remedy is by appeal ;

b. Where proper remedy is by injunction, as where judge rescinds order for suspensive appeal and issues execution ;

c. Where jurisdiction has not been usurped, e.g. when court has jurisdiction ; and jurisdiction of cause extends to all incidental questions ; where court is proceeding to hear necessary evidence to determine jurisdiction ;

d. Where no plea to the jurisdiction of the court was filed and overruled. Overruling of this plea is condition precedent. But this rule is subject to exception, e.g. :

Where clerk performs a judicial act beyond his legal powers. Technical plea to jurisdiction is impossible.

And so when judge issues execution pending suspensive appeal ;

e. Where application comes too late and writ is waived, as where party asks for trial on overruling of plea to jurisdiction ;

f. Where want of jurisdiction does not clearly appear from record ;

g. Where writ is addressed to judge sitting as a mere commissioner to take testimony and not on judicial capacity ;

h. Where question of fact on which writ is based is contested ;

i. Where act to be prohibited is already done ;

j. Or where threatened action of judge no longer exists ;

k. Where complaining party has recognized

the jurisdiction of the court, of whose action in assuming jurisdiction he complains ;

2°. Writ sometimes issues where court has jurisdiction of the cause, but in the course thereof exceeds its lawful power, e.g. :

a. Where court illegally issues writ of injunction against city council ;

b. Where court illegally punishes for contempt.

3°. Plea to jurisdiction :

a. It is sufficient if objection to jurisdiction appears from anterior proceedings ;

b. Plea must have been to *jurisdiction*, not mere exception to form, no cause of action or vagueness ;

c. And such plea must have been *overruled* or *disregarded* and so alleged in application ;

d. For if plea be virtually sustained, as where judgment covers only that branch of case clearly within the jurisdiction of the court, writ will be denied, even if court overruled the plea *in toto*.

4°. Writ of prohibition will issue to lower judge exceeding bounds of jurisdiction or legitimate powers, e.g. :

a. Where lower judge proceeds to execute judgment which he was incompetent *ratione materie* to render ;

b. Where lower judge is incompetent because recused as having interest and proceeds to hear plea of recusation.—*Idem*, art. 846.

5. Il n'y a pas lieu au bref de prohibition lorsqu'il existe un autre remède.—C.S., 1897. *Tessier vs Desnoyers*, 12 R.J.O., 35 ; GILL, J.—C.R., 1883. *Audet vs Doyon*, 10 Q.L.R., 20 ; STUART, MCCORD & CARON, JJ.—C.S., 1883. *Hogan vs The Recorder of Montreal*, 6 L.N., 317 ; RAINVILLE, J.—C.S., 1898. *Breton & Landry*, 13 R.J.O., 31 ; LEMIEUX, J.

6. La juridiction est fixée par la demande, et les intérêts et autres accessoires antérieurs à la demande sont pris en considération pour fixer la compétence en premier ou en dernier ressort, et une demande pour \$50 de capital, avec les intérêts antérieurs à la demande, n'est pas de la compétence de la cour de magistrat pour la cité de Montréal, et, dans ce cas, un bref de prohibition doit émaner contre la dite cour.—C.S., 1890. *Bousquet vs La Cour de Magistrat etc. & Turgeon*, 20 P.L., 655 ; MATHIEU, J.

7. The superior court and its judge have exclusive controlling and reforming power over all inferior courts and all corporations.—No proceeding for controlling or reforming the acts of an inferior court or corporation can be inaugurated without the authorization of the superior court or of one of its judges. The Court of Queen's Bench has no power to authorize the issue of a writ of summons out of the superior court in any demand for prohibition. The power vested by law in a judge of the superior court at chambers to authorize the issuing of such a writ is a power inherent in the judge as such, and the court of Queen's Bench is no where vested with the power of review over

the conclusion of the judge at chambers.—C.R., 1875. *O'Farrell vs Brassard*, 3 Q.L.R., 33; STUART, CASAULT & McCORD, JJ. V. aussi 1 Q.L.R., 225.

8. Un bref de prohibition ne peut émaner que lorsqu'un tribunal inférieur excède sa juridiction ou agit sans juridiction.—C.A., 1889. *Cherrier & Terihonkew*, 17 R.L., 481.—C.A., 1889. *Pigeon & La Cour du Recorder*, 21 R.L., 42.—C.S., 1873. *Beaudry vs La Cité de Montréal*, 5 R.L., 223; JOHNSON, J.

9. Ou lorsque le juge exerce les pouvoirs qui lui sont conférés d'une manière arbitraire et injuste.—C.A., 1875. *Côté & Leclerc*, R., 583.

10. Lors même que les commissaires nommés sous l'article 596 S.R.Q., poseraient à des témoins quelques questions illégales, il n'y aurait pas lieu à un bref de prohibition, ce bref n'étant accordé qu'en cas de défaut de juridiction, et non au cas de jugement erroné pour lequel il existe d'autres remèdes.—C.A., 1891. *Pacaud & Bèique*, 21 R.L., 452.

11. La prohibition n'est pas un appel ni la révision de l'appréciation que le tribunal inférieur a faite de la preuve.—C.S., 1882. *Piché vs La Corporation de Québec*, 8 Q.L.R., 270; CASAULT, J.

12. Le bref de prohibition est un remède extraordinaire et discrétionnaire que les tribunaux supérieurs n'accordent que dans les cas d'injustice grave et de défaut absolu de juridiction, et un tribunal de révision ou d'appel ne doit intervenir que si l'injustice et le défaut de juridiction sont évidents.—C.R., 1895. *Champagne vs Simard*, 7 R.J.O., 40; ROUTHIER, ANDREWS & LARUE, JJ.

13. Where there has been no plea to the jurisdiction, and no demand has been made for a writ of prohibition while the case was pending before the court which rendered the judgment complained of, the Superior Court, or a judge thereof, has discretionary power to grant or refuse a writ of prohibition to prevent the execution of the judgment; and a court of appeal will not interfere with the exercise of this discretion unless the absence of jurisdiction be apparent on the face of the proceedings.—C.A., 1890. *La Corporation de Ste-Genève & La Cour de Circuit & Boileau*, 6 M.L.R., 461.

14. Le bref de prohibition émane lorsqu'il y a excès de juridiction. Mais cet excès de juridiction doit être apparent à la face même de la procédure et le vice doit être relevé en temps utile devant le tribunal en défaut; la partie ne serait pas admise à se plaindre si elle avait acquiescé à la procédure devant le tribunal inférieur.—C.S., 1893. *Prévost vs DeMontigny*, 3 R.J.O., 429; LORANGER, J.

15. A writ of prohibition does not lie to restrain an inferior tribunal on the ground of want of jurisdiction, unless it is apparent on the face of the proceedings that there was a

want of jurisdiction in such tribunal.—C.A., 1878. *Bergeron & Roydeau*, 23 L., 179.—C.A., 1875. *Ex parte Armstrong*, 1 R.L., 48.

16. A writ of prohibition lies to bring up before the Superior Court a defect of jurisdiction of the justices of the peace, which is only apparent on proof being made of the allegations of the plea containing matter showing such want a jurisdiction, *v. g.* that the party prosecuted is the mere agent of a person not open to prosecution.—C.A., 1886. *Molson & Lambé*, 2 M.L.R., 381. V. n. 51, 52, 53.

17. Il y a ouverture à l'émanation d'un bref de prohibition, aussitôt après la signification de l'action, et avant de plaider, lorsqu'à la face même des procédures, il y a défaut absolu de juridiction, quoique en général, le principe soit que le bref de prohibition ne peut être pris sans avoir au préalable opposé devant la cour à laquelle on objecte, son défaut de juridiction.—C.S., 1888. *Gaunond vs Cour de magistrat pour la cité Montréal*, 4 M.L.R., 444; GILLES, J.

18. Le bref de prohibition n'a lieu que lorsque le défaut de juridiction a été invoqué devant le tribunal inférieur.—C.A., 1889. *La Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal & La Cité de Montréal*, 18 R.L., 450.

19. La preuve faite devant le tribunal inférieur ne peut être reproduite sur prohibition que lorsqu'elle a été faite devant le premier tribunal au soutien d'une objection à sa juridiction.—La prohibition après sentence ne doit pas être accordée si l'objection à la juridiction était latente et que le requérant en prohibition ne l'a spécialement invoquée ni prouvée en première instance, et y a couru les chances d'une décision sur le mérite même.—C.S., 1882. *Piché vs Corporation de Québec*, 8 Q.L.R., 270; CASAULT, J.

20. As a general rule governing the remedy by prohibition, it must be resorted to between the commencement of the action complained of and final judgment; otherwise the want of jurisdiction must appear on the face of the proceedings in order to justify prohibition after judgment. If the rate payer has abstained from urging before the magistrate's court, his objections to the jurisdiction of the magistrate, or to the sufficiency of the municipal acts, such objections will not afterwards be listened to, if urged collaterally upon proceedings in prohibition.—C.S., 1877. *Simard vs The Corporation of the County of Montmorency*, 4 Q.L.R., 268; STUART J. — Confirmé en appel, n. 21.

21. Une partie qui a acquiescé à la juridiction du magistrat en comparaisant devant lui et en plaçant au mérite, ne peut ensuite procéder par bref de prohibition, se fondant sur le défaut de juridiction du magistrat.—C.A., 1878. *Simard & La Corporation du comté de Montmorency*, 8 R.L., 546.

22. Lorsque l'objection que le tribunal inférieur n'a pas juridiction est prise *in limi-*

ne, le défendeur peut se pourvoir par prohibition, soit avant soit après conviction, même lorsque cette absence de juridiction est latente.—C.R., 1803. *Fortin vs Laliberté*, 11 R.J.O., 385; CASULT, ROUTHIER & CARON, JJ.

23. A writ of prohibition may issue so long as there is any proceedings to prohibit. Prohibition will lie if it appears the Council of the bar has suspended an advocate from his functions without cause.—C.A., *O'Farrell & The Bar of Quebec*, R., 582.

24. When a writ of *certiorari* affords a sufficient remedy, prohibition does not lie.—C.R., 1881 *Audet vs Doyon*, 10 Q.L.R., 20; STUART, McCORD & CARON, JJ.—C.S., 1883. *Hogan vs The Recorder of Montreal*, 6 L.N., 317; RAINVILLE, J.—C.S., 1898. *Breton & Landry*, 13 R.J.O., 31; LEMIEUX, J.

25. Un bref de prohibition ne peut être adressé qu'à un tribunal inférieur.—C.S., 1873. *Beaudry vs La cour du Recorder de la cité de Montréal*, 5 R.L., 221; JOHNSON, J.

26. Un bref de prohibition adressé à une corporation, doit l'être à elle-même en son nom corporatif et non pas aux officiers publics qui la composent.—C.A., 1870. *Landry & Mignault*, 15 J., 65.

27. Un bref de prohibition adressé à "la cité de Hull, corps politique et incorporé, et corporation municipale de la cité de Hull, ayant là, en la dite cité de Hull, son principal établissement, et à Joseph Alfred Champagne, écuyer, recorder dans et pour la cité de Hull, où il a son domicile, président de la cour de recorder, dans et pour la cité de Hull," est irrégulier, et sera rejeté sur exception à la forme, vu que ce bref aurait dû être adressé à la cour de recorder de la cité de Hull.—C.R., 1882. *Barrette vs Cité de Hull*, 11 R.L., 500; MACKAY, TORRANCE & RAINVILLE, JJ.

28. Un bref de prohibition adressé aux défendeurs nommément, et non aux huissiers, dans la forme d'un bref ordinaire, sera renvoyé sur exception à la forme.—C.S., 1886. *Boiron vs Bouchard*, 10 L.N., 300; ROUTHIER, J.

29. Le bref peut être adressé à une cour, et non à une corporation municipale.—C.R., 1873. *Blain vs La Corporation de Granby*, 5 R.L., 188; JOHNSON, MACKAY & BEAUDRY, JJ.

30. L'affidavit en termes généraux du procureur *ad litem* du requérant ne suffit pas.—C.A., 1882. *Clarke & Chauveau*, 8 Q.L.R., 98.

31. Un bref de prohibition sera rejeté si la requête pour l'obtention de ce bref ne se plaint d'aucun procédé d'une cour de juridiction inférieure excédant la juridiction de cette cour.—C.R., 1873. *Blain vs La Corporation de Granby*, 5 R.L., 188; JOHNSON, MACKAY & BEAUDRY, JJ.

32. Writ of prohibition refused because the petition contained words injurious to the judge to whom it was presented. On appeal

the judgment was confirmed.—C.A., 1877. *Champagne & Belanger*, R., 582.

33. A writ of prohibition must be supported by evidence of proceedings having been taken which are to be prohibited.—C.A., 1870. *L'Héro & Sion*, R., 784.

34. A writ of summons in the nature of a writ of prohibition cannot be quashed on motion.—C.S., 1878. *O'Farrell vs Garneau*, 4 Q.L.R., 206; CARON, J.

35. Suivant la procédure actuelle en matière de prohibition, il est loisible au juge dont le jugement est attaqué, de comparaître sur l'assignation à lui faite dans la cause.—C.A., 1878. *O'Farrell & Doucet*, 4 Q.L.R., 207.

36. A writ of prohibition will not lie to the Circuit Court, it not being a court of inferior jurisdiction within the meaning of art. 1001 C.C.P.—C.S., 1880. *La Corporation de la Paroisse de Ste-Genève vs La Cour de Circuit du district de Montréal*, 5 M.L.R., 417.—Confirmé en appel.

37. La cour de circuit présidée par un juge de la cour supérieure, n'est pas un tribunal inférieur auquel un bref de prohibition puisse être adressé.—C.S., 1895. *La Corporation de Rigand vs Mongenais*, 8 R.J.O., 404; DELORMIER, J.
V. n. 13, 47 et 48.

38. La saisie par un tribunal inférieur, de meubles exempts de saisie, ne peut donner lieu à l'émanation d'un bref de prohibition, mais bien à une opposition afin d'annuler.—C.A., 1880. *Cherrier & Terihonkow*, 17 R.L., 481.

39. In a case of prohibition where a conviction, by the council of the bar, of a member of the profession, is sought to be prohibited, with conclusions for costs only against the private prosecutor before the bar, the court will allow the judge, the council of the bar, to plead, independently of the other defendants to the *demande* for such prohibition.—C.S., 1875. *O'Farrell vs Brissard*, 4 Q.L.R., 62; MEREDITH, J.

40. Les fonctions de la commission de discipline, lorsqu'elle entend une plainte contre un notaire, en vue de lui appliquer les peines disciplinaires, sont judiciaires, et partant, sujettes à prohibition en cas d'abus par défaut de juridiction.—C.S., 1801. *Tremblay vs Bernier*, 17 Q.L.R., 185; CASULT, J.

41. Sur une demande de prohibition, la cour ne s'enquerra pas de l'observance ou inobservance des formalités prescrites par l'acte de tempérançe du Canada, antérieures à sa mise en force par proclamation.—C.A., 1887. *Desroches & Rionx*, 14 Q.L.R., 75.

42. A writ of prohibition cannot issue to commissioners appointed by the corporation of Montreal for the expropriation of property, at least before their report has come before the court for adjudication thereon.—C.S., 1865. *Drummond vs Comte*, 1 L.C.L.J., 100; BADGLEY, J.

43. Prohibition will lie against the corporation of Montreal exercising a quasi judicial power to collect cotisations by way of distress, after the cotisation has been declared to be illegal by the courts.—C.A., 1878, *City of Montreal & Workman*, R., 581.

44. A writ of prohibition cannot be legally issued against a corporation, to stay proceedings on a warrant of distress signed by the mayor to compel payment of taxes.—C. R., 1873. *Blain vs La Corporation de Grand-Pré*, 18 J., 180; JOHNSON, MACKAY & BEAUBRY, JJ.

45. Un bref de prohibition peut émaner contre une corporation municipale pour l'empêcher de procéder à la vente d'immeubles pour taxes.—C.R., 1896. *Montreal, Portland & Boston Railway vs La Ville de Longueuil*, 10 R.J.O., 182; JETTE, PAGNULO & ARCHIBALD, JJ.

46. Sous l'art. 506 S.R.Q., le lieutenant gouverneur en conseil peut émettre une commission royale, chargée de s'enquérir de certains paiements qui auraient été faits par un entrepreneur pour influencer certains membres de la Législature de Québec, cette enquête concernant le bon gouvernement de la province.

Sous l'art. 508 S.R.Q., les commissaires ainsi nommés ont les mêmes droits que les tribunaux réguliers, pour forcer les témoins à comparaître et à déposer devant eux, et punir, par amende ou emprisonnement, ou les deux, tous mépris de leur autorité, par aucun témoin refusant de comparaître ou de répondre aux questions qui leur sont posées, concernant l'objet de l'enquête.—C.A., 1891. *Picaud & Bêique*, 21 R.L., 452.

47. La cour de circuit n'a pas juridiction pour connaître et décider d'une contestation de la déclaration d'un tiers-saisi, demandant qu'une vente faite par le défendeur au tiers-saisi, pour un prix excédant \$200, soit déclarée nulle et, si elle décide cette contestation, il y a lieu d'obtenir de la cour supérieure un bref de prohibition ordonnant à la cour de circuit et au contestant dans la cause de suspendre toute procédure sur la contestation.—C.S., 1888. *Doherty vs La Cour de circuit du district de St-François*, 16 R. L., 144; TAIT, J.

48. V. art. 55, n. 32 à 36 sur la même question.

49. Un bref de prohibition doit être accordé de plano lorsqu'une cour de commissaires a excédé sa juridiction.—C.S., 1857. *Ex parte Burke*, 7 L.C.R., 403; MEREDITH & MORIN, JJ.

50. La juridiction d'une cour des commissaires, tant à l'égard des poursuites qu'à ce qui se rapporte à l'exécution des jugements de cette cour, n'est pas limitée au territoire situé dans le district judiciaire où est cette cour, mais à celui seulement qui lui est assigné par la commission qui constitue cette cour. Les cours des commissaires sont des

tribunaux de localité et non de district judiciaire.

Une cour des commissaires peut prendre connaissance de toute demande d'une nature personnelle contre tout débiteur résidant dans une autre localité et dans un rayon n'excédant pas cinq lieues, si la dette a été contractée dans la localité pour laquelle la cour a été établie—et le jugement sur une telle demande peut être exécuté sur les biens que le débiteur possède dans la localité où il réside, alors même que cette localité se trouve située dans un district judiciaire différent de celui où la cour des commissaires est établie.—C.S., 1897. *Gagné vs Beaudouin*, 3 R. de J., 327; PELLETIER, J.

51. Lorsqu'une plainte, sur laquelle des juges de paix sont à procéder, ne contient pas une offense légale contre l'accusé, il y a lieu au bref de prohibition pour arrêter les procédures devant les dits juges de paix.—C.S., 1881. *Black vs Paillet*, 16 R.L., 20; CHAGNON, J.

52. If there be no justice of the peace qualified to act, resident in the municipality where the penalty is incurred, the proceedings will be stopped by prohibition.—C.A., 1876. *La Corporation de St-Lazare & Anbè*, R., 580.

53. In a prosecution before justices of the peace "for selling intoxicating liquors in quantity less than two gallons, in contravention of defendant's license," the omission, in the complaint, of a description of such license and of a statement of the quantity actually sold, is, at most, a mere irregularity which may be cured by amendment in the original court, or remedied in the superior court by means of *certiorari*, if it results in failure of justice. It affords no ground for prohibition.—C.A., 1893. *Liberté & Fortin*, 2 R.J.O., 573.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

54. If the information and complaint presented to a secretary of a Harbour Commission or other similar corporation or board, does not disclose a properly described offence which the commissioners have the right to try, the secretary is not bound to act upon it. If he does, he is exposed to a writ of prohibition.—C.S., 1898. *Lamarre vs Woods & The Quebec Harbour Commissioners*, 14 R.J.O., 1; ANDREWS, J.

55. On ne peut recourir au bref de prohibition pour faire réformer la décision d'une cour inférieure, quelque erronée qu'elle soit.—C.A., 1898. *Le Barreau de Montréal & Honan*, 8 R.J.O., 26.

56. Nonobstant les dispositions de l'article 1074 de la loi des licences de Québec, il y a lieu au bref de prohibition si le magistrat a excédé sa juridiction.

Le magistrat excède sa juridiction s'il entend une des parties puis prononce sentence, un jour auquel la cause n'aura pas été ajournée, conformément à l'art. 857 du Code

Criminel.—C.S., 1897. *Thérien vs McEACHERN*, 4 R. de J., 87; BÉLANGER, J.

57. On peut répondre à une requête accompagnant le bref de prohibition par une dénégation générale, en droit et en fait, de toutes les allégations de la requête, et une pareille réponse ne sera pas renvoyée sur motion.—C.S., 1898. *Fiché vs Guénette*, 1 R.P., 470; TASCHEREAU, J.

58. Le bref de prohibition n'est jamais accordé, comme moyen d'appel ou de révision, des jugements rendus par les tribunaux inférieurs, mais bien pour ramener ces tribunaux dans les limites de leur juridiction, dont ils sont sortis, ou sont sur le point de sortir. Conséquemment, ce bref ne peut être accordé pour réparer une illégalité de procédure, commise par un tribunal inférieur, si cette illégalité n'équivaut pas à un excès de juridiction.

1004. Le bref péremptoire enjoint au tribunal inférieur et à la partie procédant devant ce tribunal de s'abstenir de toute procédure dans la cause.—*Nouveau.*

1005. Le défaut d'un membre du tribunal inférieur ou de la partie à laquelle le bref est signifié, de se conformer au bref péremptoire, rend possible, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas deux mille piastres, payable à la couronne, avec ou sans emprisonnement d'un an au plus.

Ces pénalités sont imposées en la manière indiquée dans l'article 1002.—*Nouveau.*

1. La procédure sur une règle pour mépris de cour pour ne s'être pas conformé à un bref de prohibition est soumise aux dispositions de la loi qui concernent la contrainte par corps. Une telle règle doit être signifiée personnellement à la partie contre laquelle elle est dirigée, à moins que cette partie ne se cache pour s'y soustraire, et une ordonnance d'un juge permettant signification à domicile est illégale.

La partie intimée sur la règle a droit à un avis d'un jour franc avant sa présentation.

Un bref de prohibition ordonnant à un tribunal de suspendre toutes procédures, à moins que cause au contraire ne soit montrée un jour fixé, ne constitue pas un ordre absolu de suspension, mais seulement un ordre conditionnel.

Le bref de prohibition ne sera pas accordé, parce que la poursuite n'énonçait pas une demande judiciaire, suffisamment libellée, ou parce que le tribunal inférieur aurait refusé d'entendre quelqu'un comme témoin, ou pour d'autres raisons de ce genre.

Le bref de prohibition n'est accordé que lorsque la loi n'offre aucun autre remède à la partie qui le requiert. Conséquemment, quand le bref de certiorari peut être employé efficacement par la partie, elle n'a pas droit au bref de prohibition, lors même qu'elle serait dans un cas où le bref peut être émané ailleurs. (*Audet vs Doyon*, 10 Q.L.R., 20.)

Le bref de prohibition doit être adressé au tribunal inférieur lui-même, et non aux juges qui le composent en leur qualité personnelle. (*Landry vs Mignault*, 13 J., 325).—C.S., 1898. *Becton vs Landry*, 13 R.J.O., 31; 1 R.P., 78; LEMIREUX, J.

1004. The peremptory writ commands the court of inferior jurisdiction and the party proceeding therein to discontinue all proceedings in the matter.—*New.*

1005. In the case of failure to comply with the peremptory writ on the part of any member of the court of inferior jurisdiction or of the party upon whom the writ has been served, a fine not exceeding two thousand dollars, payable to the Crown, with or without imprisonment for a term not exceeding one year, may be imposed for every such infraction.

Such fine is imposed in the manner prescribed in Article 1002.—*New.*

Dans l'espèce, les intimés, nommés en vertu du statut 60 Vict., (Q.) ch. 21, comme reviseurs des listes électorales de la cité de Montréal, constituaient un bureau de révision appelé "Bureau des Reviseurs de la cité de Montréal" et c'est contre ce bureau et non contre les membres du bureau individuellement que le bref de prohibition aurait dû être dirigé.

Ce statut donnant un appel contre les décisions des reviseurs, à un juge de la cour supérieure, il n'y avait pas, pour les irrégularités de procédure dont on se plaignait, dans l'espèce, défaut d'avis aux personnes dont on demandait la radiation de la liste électorale, lieu au bref de prohibition.—C.S., 1897. *Beaupré & Desnoyers*, 11 R.J.O., 541; GILL, J.

SECTION V.

DISPOSITION GÉNÉRALE.

1006. Il n'y a pas d'appel d'un jugement final rendu en vertu des dispositions contenues dans ce chapitre à la cour du banc de la reine, dans les matières concernant les corporations municipales et les officiers municipaux.

Dans les autres cas, l'inscription en appel du jugement de la cour de première instance ou de la cour de révision ne peut être produite que dans les trente jours à compter de la prononciation du jugement dont est appel.—C.P.C., 1033, amendé.

1. Rap. C.—La rédaction de l'article 1033 a donné lieu à quelque discussion. On s'est demandé s'il avait pour objet de refuser l'appel des jugements interlocutoires et la révision, vu qu'il y est question de l'appel des jugements définitifs seulement, ou s'il ne visait qu'à abrégier le délai pour la production de l'inscription en appel d'un jugement final. La dernière alternative est la plus généralement acceptée. La forme nouvelle que présente l'article 1030 (1006 n.c.) exprime cette manière de voir.

La règle de l'article, applicable aux appels des jugements de première instance, a été étendue aux appels des jugements de la cour de révision.

2. Dans l'espèce actuelle, le bref de prohibition ayant été refusé par un juge de la cour supérieure, il n'y a pas lieu, par un appel à la cour du banc de la reine, de réviser cet ordre.—C.A., 1882. *Clark & Chauveau*, 8 Q.J.R., 98.

3. There is no appeal from the judgment of this court to Her Majesty in her privy council, in a matter of prohibition.—C.A., 1878. *O'Farrell & Brassard*, 4 Q.L.R., 214.

4. Where the judgment of the Court of Review confirms that of the Superior Court maintaining a writ of prohibition, the magistrate defending his jurisdiction has no right of appeal, although he did not inscribe in review, the inscription in review being made by another defendant.—C.A., 1878. *Doncet & St-Amand*, R., 583.

5. The appeal was from a judgment of the Superior Court refusing a writ of prohibition to prevent the respondent Aubé, a justice of the peace, who had condemned the appellant to pay the penalty provided by article 703 M.C., from executing the judgment. The respondent moved to reject the appeal on the ground that it was a municipal matter and came within art. 1033 C.P.C.—

SECTION V.

GENERAL PROVISIONS.

1006. No appeal lies to the Court of Queen's Bench from any final judgment rendered under the provisions of this Chapter in matters relating to municipal corporations and offices.

In all other cases, the inscription in appeal from the judgment of the court of original jurisdiction, or from that of the Court of Review, can be filed only within thirty days from the rendering of the judgment appealed from.—C.P.C., 1033, amended.

Held: that this was not a matter relating to municipal corporations and offices within the meaning of article 1033 C.P.—C.A., 1876. *Corp. de St-Lazare & Aubé*, R., 11.

6. There is no appeal from the judgment of a judge of the Superior Court in an action instituted under a special provision of a city charter to which the Town Corporations Act is applicable.—C.A., 1895. *La Corp. de la Cité de Ste-Cunégonde & Gonzeon*, 4 R.J.O., 231.—Confirmé par la cour suprême, 25 R.C.S., 78.

7. Unless there is an evident excess of jurisdiction on the part of the council or a serious violation of general or statutory provisions.—C.A., 1892. *Molleur & La Ville de St-Jean*, 2 R.J.O., 27.

V.—C.A., 1893. *Corp. St-George d'Henryville & Lafond*, 2 R.J.O., 126; et C.A., 1892. *Corp. de St-Mathias & Lnssier*, 2 R.J.O., 230.

8. Il n'y a pas appel des jugements rendus par la cour de circuit en vertu des dispositions du S.R.B.C., ch. 24, sec. 67, concernant les municipalités et les chemins dans le Bas-Canada.—C.A., 1866. *Gronly & La Corporation de la paroisse St-Laurent*, 15 R.J.R., 43.

9. Il y a lieu à révision et à appel d'un jugement de la cour supérieure rendu sur une requête, faite sous les dispositions de la sec. 214 du ch. 29 des Statuts de Québec, 40 Vic., demandant la cassation d'un rôle de perception et d'une résolution d'une corporation de ville imposant une taxe.—C.A., 1891. *McConnell & La Corp. de la Ville de Lachute et La Corp. du Comté d'Argenteuil*, 21 R.L., 13.

10. Par l'article 1077 du Code municipal, il n'y a pas d'appel des jugements rendus par la cour de circuit en matières municipales.—Il n'y a évocation de la cour de circuit à la cour supérieure que dans les cas

spécifiés aux arts. 1054 et 1058 du Code de procédure.—C. S., 1873. *Corporation de Drummond vs La Corporation de St-Guil-laume*, 4 R.L., 706; TASCHEREAU, J.

11. Il y a appel d'un jugement rendu par la cour de circuit dans une cause où des procédures sont faites en vertu de l'article 970 du code municipal.—C.A., 1879. *The Montreal Cotton Co. & La Corporation de la ville de Saluberry*, 9 R.L., 551.

12. Un commissaire d'école n'est pas un officier municipal au sens de l'article 1033.—

C.A., 1882. *Sauvé & Boileau*, 5 L.N., 134.

13. Under the code of civil procedure there is no appeal from a judgment upon a *Quo Warranto* relating to public offices.—C. A., 1886. *McShane & Byron*, 30 J., 166.

14. Il n'y a pas d'appel devant la cour du banc de la reine d'un jugement rendu par la cour supérieure sur des procédures concernant les affaires municipales, et tombant sous les dispositions du chapitre 10 du code de procédure.—C.A., 1877. *Danjou & Marquis*, 3 Q.L.R., 335.

CHAPITRE XLI.

ANNULATION DE LETTRES PATENTES.

1007. Les lettres patentes accordées par la couronne peuvent être déclarées nulles ou mises à néant par la cour supérieure :

1. Lorsqu'elles ont été obtenues au moyen de quelque représentation frauduleuse, ou lorsqu'un fait essentiel a été caché, soit par la personne qui les a obtenues, soit par une autre, à sa connaissance ou de son consentement ;

2. Lorsqu'elles ont été octroyées par erreur ou dans l'ignorance de quelque fait essentiel ;

3. Lorsque la personne à laquelle elles ont été octroyées, ou ses ayants droit, ont fait ou omis quelque acte, en violation des termes et conditions auxquels elles avaient été accordées, ou ont, pour quelque autre cause, perdu leurs droits et intérêts en icelles.—C. P.C., 1034, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 89, s. 5.

2. This art. will not be interpreted as giving authority to the superior court to sit in appeal at the instance of one attorney general upon the legal opinion of his predecessor, for the purpose of setting aside letters patent, where no fraud or error is shown.—C.A., 1894. *Casgrain & Gibson*, 3 R.J.O., 141.

3. On ne peut s'inscrire en faux contre une énonciation faite par des lettres patentes, mais on doit procéder par *scire-facias*.—C. S., 1885. *La Banque d'Hochelaga vs Garth*, 2 M.L.R., 201; LORANGER, J.

4. The crown alone has the right of demanding that letters patent, granted under the great seal of the province, be annulled.

CHAPTER XLI.

ANNULMENT OF LETTERS PATENT.

1007. Any letters patent granted by the Crown may be declared null or be repealed by the Superior Court :

1. When such letters were obtained by means of some fraudulent suggestion, or when some material fact has been concealed by the patentee, or with his knowledge or consent ;

2. When they have been granted by mistake or in ignorance of some material fact ;

3. When the patentee, or those claiming under him, have done or omitted to do some act, in violation of the terms and conditions upon which such letters patent were granted, or for any other reason have forfeited their rights and interests in such letters patent.—C.C.P., 1034, *amended*.

—C.S., 1876. *La Cie. de Navigation Union vs Rascony*, 20 J., 306; TORRANCE, J.

5. The law does not make it imperative upon the Attorney General, upon a *prima-facie ex parte* statement being made out of such facts as showed a violation of the charter of a bank, to grant his *fiat* for a writ of *scire-facias*.—In the first place, the Attorney General in a case of this kind, may and should investigate the alleged facts, allow them to be controverted by counter affidavits and other documentary proof, on the part of the bank ; and not admit them to be established as the basis of action on his part until their truth shall be made manifest to his satisfaction.—2ndly. If so established, it would be incumbent upon him further to consider

whether they amounted to such clear and hurtful infraction of the charter of the bank as to warrant the machinery of the law being set in motion, at the risk of the probable injury to the important attendant interests before referred to; and—3rdly. Whether the applicant has suffered any prejudice by reason of the alleged infractions or had any private interest in the question he has endeavored to raise.—Dept. of Justice, 1881. *Sarazin vs The Bank of St-Hyacinthe*, 28 J., 270; Att. Gen., A. CAMPBELL.

6. Celui qui se présente au bureau des terres de la couronne, pour obtenir l'octroi de lettres patentes, est tenu de communiquer aux officiers du bureau tous les faits qui peuvent les mettre à même de juger si le requérant a droit à ces lettres patentes.—Si l'octroi a en lien par erreur, et dans l'ignorance de quelques faits essentiels, les lettres patentes seront déclarées nulles, lors même que ces faits auraient été communiqués sur une demande antérieure, si l'attention des officiers chargés de l'octroi des lettres patentes n'a pas été de nouveau attirée sur ces faits.—C.A., 1880. *Ross & Loranger*, 1 D. C.A., 88.

7. Des lettres patentes émises par la Couronne en faveur d'un acquéreur tenant un transport du concessionnaire originaire, et dont le nom a été substitué à ce dernier dans les livres du département des terres, peuvent être annulées à la demande du procureur général, si avant leur émission, le département des terres n'a pas été informé de l'existence d'un premier transport, auparavant consenti par le dit concessionnaire.—Le défaut d'enregistrement, au département des terres, du premier transport ne rend pas le deuxième valide.—C.R., 1897. *Casgrain vs*

1008. La demande en nullité des lettres patentes peut se faire sur information du procureur général ou du solliciteur général de Sa Majesté, ou d'un autre officier dûment autorisé à cette fin.—C.P.C., 1035, amendé.

1. Les poursuites en annulation de lettres patentes appartiennent exclusivement à la couronne et ne peuvent être intentées par un particulier.—C.A., 1875. *Pacaud & Rickaby*, 1 Q.L.R., 245.—C.S., 1854. *Ex parte Paradis*, 7 J., 130; 12 R.J.R., 99; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.—C.S., 1887. *Lavell vs McAndrew*, 11 L.N., 362; WURTELE, J.

2. It is not necessary that the Attorney-General should require preliminary proof of the allegations of a petition to obtain the permission to have a writ of *scire facias* issued. It is left to his discretion to require such *prima facie* evidence.

Caron, 4 R. de J., 96; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

8. The facts proved in the present case, showing the defendants to have been *bona fide* settlers, were sufficient to support the intervention of the Attorney-General asking for the annulment of letters patent relied on by plaintiff, as having been granted in error.

(Par CASAULT, J.): L'émanation de lettres patentes sans exiger l'accomplissement des conditions d'établissement voulues par la loi, est une renonciation qui empêcherait la couronne de s'en faire un titre à l'annulation des lettres patentes. Et, dans l'espèce, la vente publique, faite à l'enchère, après avis, ne pouvait plus être révoquée; elle était entre le gouvernement et l'adjudicataire un contrat qui ne pouvait être révoqué que pour erreur, fraude, violence ou crainte (C.C. 991), conditions qui ne paraissent pas exister en la présente cause.—C.R., 1892. *Sturton vs Lessard & Attorney-General*, 1 R.J.O., 121; CASAULT (diss), CARON & ANDREWS, J.

9. Le défendeur, qui plaide à une action portée par une corporation que cette dernière n'a pas d'existence en loi, n'excite pas par là des moyens que le procureur-général peut seul faire valoir par *scire facias*; la réponse en droit de la demanderesse invoquant cette raison est mal fondée.—C.S., 1895. *Louise Wharfage Co. & Blouin*, 8 R.J.O., 4; LARUE, J.

Dans cette cause, la cour supérieure a refusé la mise en séquestre de l'immeuble revendiqué; ce jugement a été renversé par la cour de révision (8 R.J.O., C.S., 422), mais rétabli par la cour d'appel, (5 R.J.O., B.R., 377).

1008. All demands for annulling letters patent may be made upon information brought by Her Majesty's Attorney-General, or Solicitor-General, or any other officer duly authorized for that purpose.—C. C. P., 1035, amended.

The writ of *scire facias* should be issued in the district where the lands and tenements are situate and not where the letters patent have been signed and executed.—C.S., 1897. *Régina vs Montminy*, 12 R.J.O., 143; CASAULT, J.

3. Proceedings in the nature of a *scire facias*, to set aside letters patent of invention, issued under the Dominion Statute 35 Vic., ch. 26, cannot be instituted in the name of the Provincial Attorney-General, and can only be legally brought by the Attorney-General of Canada.—C.R., 1883. *Mousseau vs Bate*, 27 J., 153; SCOTTE, TORRANCE & RAINVILLE, JJ.

1009. Le bref a la même forme que les brefs ordinaires, et la procédure est soumise aux règles et délais des causes ordinaires.—C.P.C., 1036, *amendé*.

1010. L'inscription en appel du jugement de la cour de première instance ou de la cour de revision, ne peut être produite après l'expiration de trente jours de la prononciation du jugement dont est appel.—C. P. C., 1037, *amendé*; 54 Vic., c. 41, s. 7.

1. No appeal lies from a judgment dismissing an action by the Attorney General to annul letters patent after the expiration

1009. The writ is in the same form as ordinary writs of summons; and the proceedings are subject to the same rules and delays as ordinary matters.—C.C.P., 1036, *amended*.

1010. The inscription in appeal from the judgment of the court of original jurisdiction, or from that of the Court of Review, can be filed only within thirty days from the rendering of the judgment appealed from.—C. C. P., 1037, *amended*; 54 Vic., c. 41, s. 7.

of forty days from the rendering of the judgment.—C.A., 1880. *Angers & Murray*, 25 J., 208.

CHAPITRE XLII.

PÉTITION DE DROIT.

1011. Toute personne ayant un recours à exercer contre le gouvernement de cette province, que ce soit la revendication de biens meubles ou immeubles, ou une réclamation en paiement de deniers à raison d'un contrat allégué, ou pour dommages, ou autrement, peut adresser une pétition de droit à Sa Majesté.—C.P.C., 886a; S.R., 5976.

1. Claims against the Crown may be transferred without the express consent of the latter, and such transfer are legal and binding, the intent of articles 886a *et seq.* C. P., (arts. 1011 *et seq.* n.c.), being to place the province generally on a similar footing with private individuals as to the recovery of claims against it.—C.S., 1893. *La Banque Jacques-Cartier vs The Government of the Province of Quebec*, 3 R.J.O., 360; ANDREWS, J.

1012. Cette pétition est adressée à Sa Majesté, et doit mentionner les noms, l'occupation ou la qualité et le domicile du requérant et de son procureur, s'il en a un, et être, pour le surplus, rédigée conformément aux règles ordinaires de la plaidoirie écrite.—C.P.C., 886b, *amendé*; S.R., 5976.

CHAPTER XLII.

PETITION OF RIGHT.

1011. Any person having a claim to exercise against the Government of this Province, whether it be a revendication of moveable or immoveable property, or a claim for the payment of money on an alleged contract, or for damages, or otherwise, may address a petition of right to Her Majesty.—C.C.P., 886a; R.S., 5976.

2. Dans une poursuite instituée par la couronne pour réclamer d'un avocat le montant d'une taxe imposée sur l'ordre des avocats, cet avocat peut plaider en compensation les services professionnels qu'il a rendus à la couronne.—Cet avocat n'a pas le droit de produire une demande incidente pour la balance des frais qui peut lui rester due par la couronne, en sus du montant de sa taxe, mais il doit se pourvoir par le moyen de la pétition de droit.—C.S., 1894. *Fortier vs Langelier*, 5 R.J.O., 323; ANDREWS, J.

1012. Such petition is addressed to Her Majesty, and must state the names, the occupation or quality, and the domicile of the suppliant and of his attorney, if any, and be in other respects drawn up in accordance with the ordinary rules of pleading.—C.C. P., 886b, *amended*; R.S., 5976.

1013. La pétition doit être accompagnée de l'affidavit du requérant ou d'une personne compétente, en attestant la vérité, et peut être accompagnée d'un factum.—C.P.C., 886*c*, amendé ; S.R., 5976.

1014. La pétition est déposée entre les mains du secrétaire de la province pour être soumise au lieutenant-gouverneur, afin qu'il puisse la prendre en considération, et, s'il le juge à propos, ordonner que droit soit fait.

Il n'est payé aucun honoraire pour le dépôt ou la remise de la pétition.—C.P.C., 886*d* ; S.R., 5976.

1015. Après l'obtention de l'ordre du lieutenant-gouverneur, la pétition et cet ordre sont produits au greffe de la cour supérieure dans le district de Québec.—C.P.C., 886*c* ; S.R., 5976.

1. Lorsque le lieutenant-gouverneur a ordonné *que droit soit fait* sur une pétition de droit, le tribunal qui en est saisi peut permettre qu'elle soit amendée, et il n'est pas nécessaire, après un tel amendement, qu'elle soit soumise de nouveau au lieutenant-gouverneur.—La condition à laquelle un entrepreneur, qui a soumis sa réclamation contre le gouvernement de la province à des arbitres (d'autres entrepreneurs étant dans le même cas et ayant fait de même) accepte le montant de la sentence étant "that if from any cause the government should conclude to re-consider or re-open to any contractor... the matters in dispute or any award or claims made by them... the same privilege will be extended to you," n'est pas réalisé par le fait qu'un de ces autres entrepreneurs a obtenu du lieutenant-gouverneur un ordre *que droit soit fait*, sur une pétition de droit qu'il a présentée pour faire valoir sa réclamation.—C.S., 1890. *McDonald vs La Reine*, 16 Q.L.R., 221 ; CARON, J.

2. Petition of right claiming the amount due on a letter, usually styled a letter of credit, given by the provincial secretary to one D., to enable him to execute a printing contract with the government, and transferred to petitioners.—*Held*: that it was not competent to the provincial secretary, by this letter of credit, to bind the province to the payment of any advances to the said D., and that, though the subsequent voting by the Legislature of an item in the Estimates and Supply Act may have empowered the Executive to pay the amount for which the

1013. The petition must be supported by an affidavit of the suppliant or of a competent person, verifying the truth of the facts therein alleged, and may be accompanied with a factum.—C.C.P., 886*c*, amended ; R.S., 5976.

1014. The petition is left with the Provincial Secretary for submission to the Lieutenant-Governor, in order that he may consider it, and, if he think fit, grant his fiat that right be done.

No fee is payable on leaving or on receiving back the petition.—C.C.P., 886*d* ; R.S., 5976.

1015. Upon the Lieutenant-Governor's fiat being obtained, the petition and fiat are filed in the office of the Superior Court in the district of Quebec.—C.C.P., 886*c* ; R.S., 5976.

letter had been signed, it did not impose on it any obligation so to do, nor confer on petitioners any right to enforce payment.—C.S., 1893. *La Banque Jacques-Cartier vs The Queen*, 9 R.J.O., 346 ; ANDREWS, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

3. Le contrat en dispute est, par sa nature, un simple acte d'administration dont la sagesse et la bonne foi ne sont pas mises en question. De plus, la dépense occasionnée par ce contrat n'est ni nouvelle, ni imprévue, mais est habituelle et nécessaire à l'administration.—La responsabilité et le pouvoir d'exécuter un semblable contrat incombent et appartiennent à la couronne, c'est-à-dire à l'exécutif.—En matière de contrats, ou de quasi contrats, la couronne, à l'égard de ses sujets, est dans la même position que ces derniers entre eux. Conséquemment, ces contrats sont obligatoires de la même manière et avec les mêmes effets qu'entre particuliers.—La couronne a une existence continue et perpétuelle, et les engagements qu'elle prend continuent d'exister et d'avoir effet pendant toute leur durée légitime, produisant les mêmes effets légaux, quoique le souverain ou ses aviseurs soient changés.—Conséquemment, si les aviseurs étant changés, la couronne répudie un tel contrat, même dans l'intérêt public, elle s'expose aux mêmes conséquences que celles qui résultent pour les particuliers de l'inexécution d'une obligation valablement consentie.—En refusant d'exécuter le contrat, la couronne s'est

obligée, à indemniser Demers de tous les dommages-intérêts qui résultent pour lui de cette inexécution, et cette obligation se continue pour toute la durée du contrat répudié

1016. Le requérant doit, en produisant sa pétition au greffe, produire les preuves par écrit qu'il a alléguées à l'appui de sa réclamation, ainsi qu'un inventaire de ses productions.

Il doit aussi y déposer une somme de deux cents piastres, laquelle est destinée à payer les frais du gouvernement si le tribunal lui en adjuge; sinon, elle est remise au requérant.—C. P.C., 886*f*; S.R., 5976.

1017. Une copie de la pétition et de l'ordre du lieutenant-gouverneur, certifiée par le protonotaire, sur laquelle est endossé un certificat constatant que le dépôt a été fait, est déposée au bureau du procureur général, avec un avis requérant la production d'une contestation dans les trente jours de la signification d'icelui.—C.P.C., 886*g*; S.R., 5976.

1018. Si, dans ce délai, qui doit être établi par la production d'un certificat de la signification de la pétition, de l'ordre et de l'avis, il n'est pas produit de contestation, le requérant procède comme dans une cause par défaut.

Si la contestation est produite, les procédures subséquentes sont les mêmes que dans une cause contestée ordinaire, sauf que l'instruction ne peut se faire devant un jury.—C.P.C., 886*h*, 886*k*; S.R., 5976.

1019. Lorsque la pétition a trait au recouvrement d'un meuble ou d'un immeuble cédé ou aliéné par Sa Majesté ou ses prédécesseurs, un bref d'assignation est émis par le protonotaire, à la réquisition écrite du requérant, et ce bref est signifié, avec une

—C.A., 1898. *Demers & La Reine*, 7 R.J.O., 433.

Ce jugement a été renversé par le Conseil Privé. (Août 1899).

1016. The suppliant must, at the time he files his petition in the protonotary's office, produce and file the written proofs which he has alleged in support of his claim, together with an inventory of such exhibits.

He must also deposit a sum of two hundred dollars, which sum is intended to pay the costs of the Government if the court should grant any; if not, it is returned to the suppliant.—C.C.P., 886*f*; R.S., 5976.

1017. A copy of the petition and of the Lieutenant-Governor's fiat certified by the protonotary, with an indorsation thereon that the deposit has been made, is left at the office of the Attorney-General with a notice requesting the production of a contestation within thirty days after the date of service.—C. C. P., 886*g*; R. S., 5976.

1018. If within such delay, to be established by the production of a certificate of service of the petition, fiat and notice, a contestation is not filed, the suppliant proceeds as in a case by default.

If a contestation is filed, the subsequent proceedings are the same as in an ordinary contested case, save that a trial by jury cannot be had.—C.C.P., 886*h*, 886*k*; R.S., 5976.

1019. In case any petition of right relates to the recovery of any immovable or moveable property which has been granted away or disposed of, by or on behalf of Her Majesty or her predecessors, a writ of summons is issued by the protono-

copie, certifiée par le protonotaire, de la pétition et de l'ordre du lieutenant-gouverneur, à la personne en possession ou jouissance de ce meuble ou de cet immeuble, lui ordonnant de comparaître devant le tribunal dans le délai y indiqué et de plaider ou répondre à cette réclamation.—C.P.C., 886*i*, amendé; S.R., 5976.

1020. L'inscription en appel du jugement de la cour de première instance ou de la cour de révision, ne peut être produite après l'expiration de trente jours de la prononciation du jugement dont est appel.—C. P. C., 886*j*, amendé; S.R., 5976.

1. En matière de pétition de droit, il y a appel à Sa Majesté en son Conseil Privé du jugement final de la Cour du Banc de la

1021. Les frais peuvent être adjugés au requérant ou contre lui, comme dans une action ordinaire.

Les frais adjugés sont payés au trésorier de la province, ou par lui, suivant le cas.—C.P.C., 886*l*; S.R., 5976.

1022. Lorsque le gouvernement est condamné à rendre une propriété mobilière, le requérant peut, après l'expiration du délai pour appeler, ou, dans le cas d'appel, quinze jours après le prononcé du jugement en appel, obtenir un bref de saisie-revendication en vertu duquel la propriété est saisie et remise au requérant.—C. P. C., 886*m*; S.R., 5976.

1023. Lorsque le gouvernement est condamné à rendre une propriété immobilière, le requérant peut, après l'expiration du délai pour appeler, ou, dans le cas d'appel, quinze jours après

tary, upon the written requisition of the suppliant, and such writ is served, together with a copy of such petition and of the Lieutenant-Governor's fiat certified by the prothonotary, upon the person in the possession or enjoyment of such immoveable or moveable property, commanding him to appear before the court within the delay therein mentioned, and to plead to or answer the claim.—C. C. P., 886*i*, amendé; R.S., 5976.

1020. The inscription in appeal from the judgment of the court of original jurisdiction, or from that of the Court of Review, cannot be filed except within thirty days from the rendering of the judgment appealed from.—C.C.P., 886*j*, amended; R.S., 5976.

Reine.—C.A., 1898. *La Reine & Demers*, 1 R.P., 418.

1021. The costs may be awarded to or against the suppliant, as in ordinary suits.

All costs adjudged shall be paid to or by the Provincial Treasurer, as the case may be.—C.C.P., 886*l*; R.S., 5976.

1022. When the Government is adjudged to surrender moveable property, the suppliant may, after the expiry of the delay to appeal, or, in case of appeal, fifteen days after the rendering of the judgment in appeal, obtain a writ of attachment in revendication, under which the property is seized and delivered to the suppliant.—C.C.P., 886*m*; R.S., 5976.

1023. When the Government is adjudged to surrender immoveable property, the suppliant may, after the expiry of the delay to appeal, or, in case of appeal, fifteen days after the

le prononcé du jugement en appel, obtenir un bref de possession en vertu duquel le requérant est mis en possession.—C.P.C., 886*n* ; S.R., 5976.

1024. Lorsque le gouvernement est condamné à payer les frais, ou une somme de deniers, avec ou sans les frais, au requérant, après l'expiration du délai pour appeler, ou, dans le cas d'appel, après le prononcé du jugement en appel, une copie certifiée du jugement final peut être remise au bureau du trésorier de la province, et le trésorier doit payer à même les deniers qu'il a alors entre ses mains et qui y sont légalement applicables ou qui peuvent être votés plus tard par la législature à cette fin, le montant de toutes sommes de deniers ou frais qui ont été accordés au requérant par le jugement.—C. P. C., 886*o*, amendé ; S.R., 5976.

CHAPITRE XLIII.

POURSUITES HYPOTHÉCAIRES CONTRE LES IMMEUBLES DONT LES PROPRIÉTAIRES SONT INCONNUS OU INCERTAINS.

1025. Lorsque le propriétaire d'un immeuble grevé d'une hypothèque est inconnu ou incertain, le créancier auquel il est dû le capital ou deux années d'intérêts, ou deux années d'arrérages de rente constituée ou autre rente, assurés par cette hypothèque, peut s'adresser par simple requête à la cour supérieure pour obtenir la vente de cet immeuble.—C.P.C., 900.

1. S.R.B.C., c. 49, s. 1.

2. A petition under art. 900 C.P.C. (1025 n.c.) cannot be presented to a judge in chambers.—The creditor's hypothecary recourse under the above article can only be

1026. Cette requête doit contenir :

1. Toutes les allégations nécessaires

rendering of the judgment in appeal, obtain a writ of possession, under which the suppliant is placed in possession.—C.C.P., 886*n* ; R.S., 5976.

1024. When the Government is adjudged to pay costs or a sum of money with or without costs to the suppliant, after the expiry of the delay to appeal, or, in case of appeal, after the rendering of the judgment in appeal, a certified copy of the final judgment may be left at the office of the Provincial Treasurer, and the Provincial Treasurer must pay out of any money in his hands for the time being, legally applicable thereto, or which may be thereafter voted by the Legislature for that purpose, the amount of any moneys or costs which have been awarded to the suppliant by the judgment.—C.C.P., 886*o*, amended ; R.S., 5976.

CHAPTER XLIII.

HYPOTHECARY RECOURSE AGAINST IMMOVABLES OF WHICH THE OWNERS ARE UNKNOWN OR UNCERTAIN.

1025. When the owner of an hypothecated immovable is unknown or uncertain, the creditor to whom the capital or two years of the interest, or two years of arrears of any constituted or other rent, secured by such hypothec, is due, may present a petition to the Superior Court, praying for the sale of such immovable.—C.C.P., 900.

exercised where the proprietorship remains uncertain after due diligence has been used to ascertain the owner.—C.S., 1881. *City of Montreal vs Loignon*, 4 L.N., 386 ; MACKAY, J.

1026. Such petition must contain :

1. All allegations necessary to establish the debt and the hypothec ;

pour établir la créance et l'hypothèque;

2. La description de l'immeuble ;

3. Les noms de l'occupant, si l'immeuble est occupé, et, s'il ne l'est pas, le nom du dernier occupant connu, la mention du temps pendant lequel l'immeuble est resté innocupé, les noms de tous les propriétaires connus depuis la création de l'hypothèque, et une allégation que le requérant a de bonne foi fait les recherches et employé les diligences nécessaires pour découvrir le propriétaire ;

4. Des conclusions aux fins qu'avis public soit donné au propriétaire actuel de se présenter pour répondre à la demande, et qu'à défaut par lui de le faire il sera procédé à la vente de l'immeuble.—C.P.C., 901.

1. S.R.B.C., c. 49, s. 1, § 1, 2, 3.

1027. Cette requête doit être accompagnée d'un affidavit en constatant la vérité.—C.P.C., 902, *amendé*.

1. *Ibid.*, s. 2.

1028. Le tribunal, sur cette requête, ordonne la preuve qu'il juge nécessaire ; et, si la preuve offerte est suffisante, il ordonne la publication d'un avis suivant la cédule X de l'appendice de ce code.—C.P.C., 903.

1. *Ibid.*, s. 2.

1029. Cet avis doit être inséré une fois par semaine pendant quatre semaines consécutives dans un journal publié en langue française et dans un journal publié en langue anglaise, dans le district ou l'immeuble est situé, ou, s'il n'y en a pas, dans deux journaux publiés dans un des plus proches districts.

Sauf dans les cités de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke, St-Hyacinthe et Sorel, et dans la ville de St-Jean, il doit de plus être lu et affiché dans les deux langues, à la porte

2. A description of the immov-
eable ;

3. The names of the occupier, if the immoveable is occupied, and, if it is not, the names of the last known occupier, the period for which it has remained unoccupied, the names of all the known owners since the hypothec was created, and a declaration that the petitioner has in good faith made due search and used due diligence to discover the owner ;

4. Conclusions praying that public notice be given to the actual owner to appear and answer the petition, and that in default of his doing so, the immoveable be brought to sale.—C.C.P., 901.

1027. The petition must be verified by affidavit.—C.C.P., 902, *amended*.

1028. The Court, upon this petition, orders such proof as it deems necessary ; and, if the proof offered is sufficient, it orders the publication of a notice in accordance with Schedule X, in the Appendix to this Code.—C.C.P., 903.

1029. The notice must be inserted once a week during four consecutive weeks in a newspaper published in the French language and in one published in the English language, in the district in which the immoveable is situated, or if there be none then in two newspapers published in one of the nearest districts.

Except in the cities of Quebec, Montreal, Three-Rivers, Sherbrooke, St-Hyacinthe and Sorel, and in the town of St. Johns, it must moreover be read and posted in both languages, at the

de l'église de la paroisse dans laquelle l'immeuble est situé, un dimanche, à l'issue du service du matin ; s'il n'y a pas de service, l'affichage suffit.

S'il n'y a pas d'église, l'avis doit être affiché au bureau d'enregistrement de la localité.—C. P. C., 904, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 49, ss. 3, 4.

1030. Si, dans les deux mois de la dernière insertion de l'avis dans les journaux, personne ne se présente tel que ci-après réglé, le requérant procède comme dans toute autre cause dans laquelle le défendeur a fait défaut ; et, sur preuve de l'accomplissement des formalités prescrites, le tribunal déclare l'immeuble hypothéqué et ordonne qu'il soit vendu pour payer la réclamation du poursuivant.—C. P. C., 905, *amendé*.

1. *Ibid.*, s. 5.

1031. Nulle signification de ce jugement n'est requise.—C.P.C., 906.

1032. Quinze jours après le prononcé du jugement il est émis un bref enjoignant au shérif de saisir et vendre l'immeuble hypothéqué, en suivant les formalités requises pour la saisie et la vente ordinaire des immeubles, sauf le procès-verbal qui n'est pas nécessaire.—C.P.C., 907.

1. *Ibid.*, ss. 6, 15.

1033. Le propriétaire, ou possesseur qui peut exercer les droits de propriétaire, peut, en tout temps avant le prononcé du jugement ordonnant la vente, présenter un acte de comparution spécifiant son titre et l'étendue de son droit de propriété ; et, dans les deux mois de l'expiration du délai mentionné dans l'article 1030, le requérant est tenu de déposer au greffe une demande en déclaration d'hypo-

door of the church of the parish in which the immovable is situated, on a Sunday, immediately after morning service ; if there is no such service, it is sufficient to merely post the notice.

If there is no church, the notice must be posted in the registry office of the locality.—C. C. P., 904, *amended*.

1030. If, within two months from the last insertion in the newspapers, no person appears as hereinafter provided, the petitioner proceeds as in any other suit in which the defendant fails to appear ; and upon proof that the required formalities have been observed, the Court declares the immovable hypothecated, and orders that it be sold for the payment of the petitioner's claim.—C. C. P., 905, *amended*.

1031. Service of this judgment is not necessary.—C.C.P., 906.

1032. Fifteen days after judgment rendered, a writ issues commanding the sheriff to seize and sell the immovable hypothecated, observing the formalities required for ordinary seizures and sales of immovables, saving the minutes of seizure, which are not required.—C.C.P., 907.

1033. Any proprietor, or any holder entitled to exercise rights of ownership, may, at any time before the rendering of the judgment ordering the sale, enter an appearance, specifying his title and the extent of his right of property ; and within two months, to be computed from the expiry of the delay mentioned in Article 1030, the petitioner is bound to file in the office of the court a demand against

thèque contre le comparant, à qui elle doit être signifiée.

Il est procédé sur cette demande comme sur une demande ordinaire en déclaration d'hypothèque.—C. P. C., 908, amendé.

1. S.R.B.C., c. 49, ss. 7, 17.

1034. Si plusieurs personnes comparaissent et se prétendent propriétaires à l'encontre les unes des autres, le requérant ne peut être arrêté dans sa poursuite par ces réclamations opposées, à moins que sa demande ne soit contestée par quelqu'un des comparants qui doit établir préalablement un droit apparent de propriété, ou à moins que l'une d'elles ne paye au requérant le montant de sa créance et ses frais.—C.P.C., 909.

1. *Ibid.*, ss. 8, 9.

1035. Dans le cas de prétentions opposées touchant la propriété, sans contestation de la demande hypothécaire, le tribunal, en réservant à faire droit sur ces prétentions, peut octroyer les conclusions de la demande hypothécaire, sauf aux comparants, de même qu'aux non-comparants, leur recours sur le surplus des deniers prélevés, dont la distribution se fait suivant la procédure ordinaire.—C.P. C., 910.

1. *Ibid.*, ss. 11, 12.

1036. Dans les cas où il y a un ou plusieurs propriétaires connus possédant conjointement avec d'autres copropriétaires inconnus ou incertains, le créancier peut poursuivre en la manière ordinaire les propriétaires connus, comme possédant conjointement avec d'autres inconnus ou incertains, et procéder dans la même instance, en la manière établie ci-dessus, contre ceux qui sont inconnus ou incertains,

the party appearing, for the recognition of the hypothec, and to serve it upon such party. The same proceedings are had upon such demand as upon ordinary suits for the recognition of hypothecs.—C.C.P., 908, amended.

1034. If several persons appear, claiming to be owners, each one in opposition to the others, the petitioner cannot be prevented from proceeding by such opposite claimants, unless his application is contested by one of them, who must previously establish an ostensible right of property, or unless one of them pays the amount of his claim and costs.—C. C. P., 909.

1035. In the case of there being opposing claimants to the property, without any contestation of the hypothecary demand, the court may, reserving its decision upon the opposing claims, grant the prayer of the petitioner, saving to the parties appearing, and to those who have not appeared, their claims upon the balance of the moneys levied, the distribution of which is made in the ordinary course.—C.C.P., 910.

1036. If one or more known owners are in possession jointly with others who are unknown or uncertain, the creditor may, in the ordinary manner, sue the known owners, as possessing jointly with others unknown or uncertain, and proceed in the same suit, in the manner hereinabove provided, against those who are unknown or uncertain, modifying the notice which is to be published so as

en modifiant l'avis qui doit être publié, conformément à ces circonstances.—C.P.C., 911.

1. S.R.B.C., c. 49, s. 12.

CHAPITRE XLIV.

PARTAGE ET LICITATION FORCÉE.

1037. Dans les cas où des cohéritiers ou des copropriétaires ne peuvent s'accorder pour le partage des biens communs, la poursuite judiciaire appartient au plus diligent.—C.P.C., 919.

1. 1 PIGEAU, 762.—2 PIGEAU, 414.—C.P.F., 967.

2. Une action en licitation contient toujours une demande en partage.—Dans les actions en licitation, les parties demanderesse et défenderesse se trouvent dans la même position vis-à-vis l'une de l'autre, chaque partie étant demanderesse et défenderesse.—Dans ces actions, la cause d'action est la co-propriété par indivis, et non l'indivisibilité supposée de la propriété elle-même.—C.S., 1802. *Boswell vs Lloyd*, 12 L.C.R., 447; 11 R.J.R., 145; STUART, J.

3. Jugé, sur une défense en droit à une action demandant une somme spécifique comme étant la part d'une communauté entre le demandeur et son épouse décédée, que l'action aurait dû être une action en partage.—C.S., 1854. *Dupuis vs Dupuis*, 6 L.C.R., 475; 5 R.J.R., 144; DAY & SMITH, JJ.

1038. Tous les cohéritiers ou copropriétaires doivent être en cause sur la demande en partage.—C.P.C., 920, amendé.

1. In an action *en partage d'hérédité*, all the co-heirs must be parties to the suit, and if any are omitted, and no steps are taken by either party to bring them into the suit, the court upon the final hearing, will dismiss

1039. Un tuteur spécial doit être donné à chaque mineur ayant des intérêts opposés à ceux des autres.—C.P.C., 921.

1. C.P.F., 968.—C.C., 693.

1040. Le tribunal, avant de prononcer sur la demande en partage, ordonne qu'il sera procédé à la visite et estimation des immeubles, par

to meet the circumstances.—C.C.P., 911.

CHAPTER XLIV.

COMPULSORY PARTITION AND LICITATION

1037. When co-heirs or co-proprietors cannot agree upon a partition of their common property, the action at law to obtain such partition belongs to the one who is first to institute it.—C.C.P., 919.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. Le cessionnaire de tous les droits, parts, portions et prétentions que le cédant a et peut avoir dans un immeuble dépendant d'une succession non partagée, n'a pas droit de demander le partage de cet immeuble tant qu'il n'a pas été déterminé, par un partage de la succession, que cet immeuble est tombé dans son lot.—L'immeuble dont on demande le partage ayant été vendu par l'autorité municipale pour non paiement de taxes, la demanderesse comme co-proprétaire indivise était tenue conjointement et solidairement au paiement de ces taxes.—L'adjudication ayant eu pour effet de transférer toute la propriété au défendeur, la demanderesse doit être traitée comme si elle avait elle-même cédé ses droits au défendeur.—C.S., 1898. *Lacroix vs Bournival & Singler*, 1 R.P., 445; BOURGROIS, J.

1038. All the co-heirs or coproprietors must be parties in the suit for a partition.—C.C.P., 920, amended.

the action, *quant à présent*.—C.B.R., 1816. *Laverdière vs Laverdière*, 1 R. de L., 347 et 504; 2 R.J.R., 50 et 121.

2. V. art. 177, n. 54, 61.

1039. A special tutor must be named to each minor whose interests are opposed to those of any other minor.—C.C.P., 921.

1040. The court, before rendering judgment upon the suit for partition, orders that the immoveables shall be viewed and valued by experts appointed

experts nommés suivant les règles ordinaires, afin de constater si la totalité des immeubles peut se partager convenablement, et, dans ce cas, en composer les lots suivant les dispositions des articles 702, 703 et 704 du Code civil.—C.P.C., 922.

1. 2 PIGEAU, 420, 442.—C.P.F., 970, 971.

2. Dans une action en licitation la cour peut ordonner la vente des immeubles sans ordonner l'expertise requise par les articles 922 et suivant du C.P.C., lorsqu'un témoin dépose que les immeubles ne peuvent se par-

1041. Si toutes les parties sont majeures, elles peuvent convenir d'un seul expert.—C.P.C., 923.

1. C.P.F., 971.

1042. Il est procédé sur ce rapport de même que sur tout autre rapport d'experts.—C.P.C., 924.

1. 2 PIGEAU, 442 et s.—C.P.F., 971.

1043. Après que le rapport d'experts a été homologué, le tribunal renvoie les parties devant le protonotaire ou devant une autre personne, pour procéder au tirage des lots dont il est dressé procès-verbal.—C.P.C., 925.

1. 2 PIGEAU, 444.—C.P.F., 975-982.

1044. Si la demande est en compte et partage, la composition des lots n'est faite qu'après qu'il a été procédé aux compte, rapports, formation de la masse et prélèvements, par un praticien nommé par les parties ou par le tribunal, dont le rapport doit être également homologué.—C.P.C., 926.

1. 2 PIGEAU, 443.—C.P.F., 976.

1045. Lorsque les immeubles ne peuvent être partagés avantageusement, ou lorsqu'il n'y a pas autant de lots que de copartageants, le tribunal peut ordonner que ces immeubles

according to the ordinary rules, in order to ascertain whether the whole of the immoveables can be conveniently divided, and, in such case, to form the shares according to the provisions of Articles 702, 703 and 704 of the Civil Code.—C.C.P., 922.

tager et qu'il n'y a pas autant de lots que de copartageants.—Les irrégularités dans la procédure, subséquentes à l'assignation, sont couvertes par le silence et le défaut de les invoquer avant l'audition sur le mérite de la demande.—C.A., 1876. *Latouche & Latouche*, 9 R.L., 700.

1041. If all the parties are of full age they may agree on one expert.—C.C.P., 923.

1042. The same proceedings are had upon the report of such expert as upon any other report of experts —C.C.P., 924.

1043. After the report of the experts has been homologated, the court sends the parties before the protonotary or some other person, to proceed with the allotment of shares, minutes of which are taken.—C.C.P., 925.

1044. If the suit is for an account and a partition, the lots are not formed until after the accounts, the returns, the formation of the mass, and the pretakings have been determined by a practitioner, who is named by the parties or by the court, and whose report must also be homologated.—C.C.P., 926.

1045. When immoveables cannot be advantageously divided, or when there are not as many lots as copartitioners, the court may order that such immoveables be put up to public



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 462 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5969 - Fax

soient mis aux enchères publiques et vendus par voie de licitation.—C.P.C., 927.

1. 2 PIGEAU, 416, 417, 421.—POTHIER, *Société*, n. 170, 171.

2. The court will not order a sale by

1046. Des règles concernant la licitation volontaire se trouvent dans la dixième partie de ce code.

Les dispositions de ce chapitre s'appliquent à la licitation ordonnée en justice sur action de partage.—C.P.C., 928.

1047. Lorsque le tribunal a ordonné la licitation, le poursuivant doit donner un avis, portant que les immeubles dont la désignation est donnée seront mis à l'enchère, et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, à la séance de la cour supérieure qui suivra l'expiration d'un mois à compter de la première insertion de cet avis, aux conditions énoncées dans le cahier des charges, et intimant que les oppositions à la vente doivent être produites au plus tard le douzième jour avant celui fixé pour la vente, et les oppositions à fin de conserver dans les six jours après l'adjudication, à peine de forclusion.—C. P. C., 929, *partie amendé*; S.R., 5980.

1. S.R.B.C., c. 48, s. 3 et cédula F.

1048. Cet avis doit être publié :

1. Par l'insertion deux fois dans l'espace d'un mois dans la *Gazette Officielle de Québec* ;

2. En outre, si les immeubles sont situés dans la cité de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke ou Sorel, ou dans la ville de St-Jean, par l'insertion dans un journal publié dans la langue française et dans un journal publié dans la langue anglaise dans la localité, et, s'il n'y a qu'un journal dans la localité ou que tous

auction and be sold by way of licitation.—C.C.P., 927.

licitation, if partition can as advantageously be made.—C.B.R., 1820. *Bédigaré vs Duhamel*, 2 R. de L., 441; 2 R.J.R., 256.

1046. Rules concerning voluntary licitation are contained in the Tenth Part of this Code.

The provisions of this Chapter apply to licitations judicially ordered upon actions for partition.—C.C.P., 928.

1047. When the court has ordered a licitation, the plaintiff must give notice that the immoveables therein designated will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder at the sitting of the Superior Court next after the expiration of one month from the first insertion of such notice, subject to the conditions mentioned in the list of charges, and announce that all oppositions to the sale must be filed at least twelve days before the day fixed for the sale, and that all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication, on pain of being foreclosed.—C.C.P., 929, *in part, amended*; R.S., 5980.

1048. Such notice must be published :

1. By being inserted in the *Quebec Official Gazette* twice during the course of one month ;

2. Moreover, if the immoveables are situated in the city of Quebec, Montréal, Three Rivers, Sherbrooke, St. Hyacinthe or Sorel, or in the town of St. John's, by being inserted in a newspaper published in French, and in one published in English, in the locality, and, if there is only one

soient publiés dans la même langue, par l'insertion de l'avis dans les deux langues, dans le même journal; et, si les immeubles sont situés dans une paroisse autre que celles comprises dans les localités ci-dessus, par la lecture et l'affichage le troisième dimanche qui précède le jour où la licitation aura lieu, à la porte de l'église de la paroisse où l'immeuble est situé, à l'issue du service du matin, ou, s'il n'y a pas d'église, à l'endroit le plus public de la localité. S'il n'y a pas de service, l'affichage suffit.—C.P.C., 929, *partie*, 930, *amendés*; S.R., 5980.

1. S.R.B.C., c. 48, ss. 2-3.—27-28 V., c.

1049. A défaut par le demaudeur de procéder à la publication de cet avis dans les quinze jours de la sentence de licitation, une autre partie peut le faire, et la plus diligente est alors préférée et a seule droit aux frais de la licitation.—C.P.C., 931.

1. S.R.B.C., c. 48, s. 6.

1050. Les oppositions à fin de charge, à fin de distraire ou à fin d'annuler, relatives aux immeubles qui doivent être licités, ne peuvent être reçues plus tard que le douzième jour avant celui fixé pour la licitation; à défaut de les produire dans ce délai, le droit des opposants est converti en opposition à fin de conserver sur le prix des immeubles.—C.P.C., 932, *amendé*.

1. In a case of licitation, a party having a hypothecary claim upon one of the properties about to be sold, under a *cahier des charges* containing no mention of his claim, but having failed before the expiration of the delay to file an opposition to the conditions of the sale of such property, will not

1051. Lorsque quelque opposition à fin de charge, à fin de distraire ou à fin d'annuler, ou quelque autre inci-

newspaper in the district or all are published in the same language, in both languages in the same newspaper; and, if the immoveables are situated in a parish other than those contained in the above-mentioned localities, by being read aloud and posted on the third Sunday before the day on which the licitation is to take place, at the door of the church of the parish in which the immoveables are situated, immediately after morning service, or, if there is no church, at the most public place in the locality. If there is no service, it is sufficient to merely post the notice.—C.C.P., 929, *in part*, 930, *amended*; R.S., 5980, 39, s. 1.

1049. If the plaintiff fails to proceed with the publication of such notice within fifteen days from the judgment of licitation, any other party may do so, and the first who takes such proceedings has the preference, and has alone the right to be paid the costs of the licitation.—C.C.P., 931.

1050. Oppositions to secure charges, to withdraw or to annul, in respect of immoveables which are to be sold by licitation, cannot be received after the twelfth day previous to the day fixed for the licitation; if they are filed after that period, the right of the opposant is converted into an opposition for payment out of the price of the immoveables.—C.C.P., 932, *amended*.

be allowed, within the 15 days immediately preceding the date appointed for the sale, to file an intervention setting up his claim and praying to be allowed to contest the secured claims set forth in the *cahier des charges*.—C.S., 1881. *Savard vs Savard*, 8 Q.L.R., 287; STUART, J.

1051. If any opposition to secure charges, to withdraw or to annul or any other proceeding incidental to the

dent relatif à la licitation, ne peut être décidé avant le jour fixé pour procéder aux enchères, la licitation est suspendue ; et, en adjugeant sur l'opposition ou l'incident, le tribunal, s'il y a lieu, peut fixer un autre jour pour procéder à l'adjudication, éu par les parties faisant publier dans la *Gazette Officielle de Québec*, au moins deux semaines avant celui fixé, un avis rédigé autant que possible dans la même forme que le premier.—C.P.C., 933, *amendé* ; S.R., 5981.

1052. Les enchères peuvent être faites par écrit au greffe, de la même manière que dans le cas de vente d'immeubles par le shérif, et, au jour fixé, les enchères sont reçues au greffe, mais l'adjudication est close devant le tribunal.

Il est dressé un procès-verbal des enchères et de l'adjudication.

Les étrangers sont, dans tous les cas, admis à enchérir.—C.P.C., 934.

1. S.R.B.C., c. 48, s. 3.—27-28 V., c. 39,

1053. L'adjudication se fait conformément aux conditions portées au cahier des charges, qui doit être approuvé par le juge après audition des parties, et déposé au greffe au moins quinze jours avant celui fixé pour la vente.

Après que l'adjudication a été close et que l'adjudicataire a satisfait aux conditions en payant les deniers qui doivent être déposés devant le tribunal, le protonotaire doit préparer un titre de vente, qui peut être rédigé de la même manière que le titre du shérif, en autant que les dispositions de l'article 760 sont applicables.—C.P.C., 935, *amendé*.

1. La cour ne peut, après la licitation, changer les conditions de la vente et changer ainsi la position de l'adjudicataire.—C.A., 1876. *Comte & Archambault*, 8 R.L., 102.

licitation, cannot be decided before the day fixed for the sale, the licitation is suspended, and, when rendering judgment upon such opposition or proceeding, the court may, if necessary, fix another day upon which the sale may be proceeded with, after the parties have caused another notice, in the same form as the first in so far as it can apply, to be published in the *Quebec Official Gazette* at least two weeks before the day thus fixed.—C.P., 933, *amended* ; R.S., 5981.

1052. Bids may be made in writing at the office of the court in the same manner as in cases of sale of immoveables by the sheriff, and on the day appointed bids are received at the office of the court, but the adjudication is completed before the court.

Minutes are drawn up of such bids and adjudication.

Strangers are in all cases admitted to bid.—C.C.P., 934.

s. 4.

1053. The adjudication is made in accordance with the conditions contained in the list of charges, which must have been approved by the judge after hearing the parties, and must have been filed in the office of the court at least fifteen days before the day fixed for the sale.

After the adjudication is completed, and the purchaser has complied with the conditions by paying the moneys which must be deposited in court, the prothonotary must prepare a deed of sale, which must be drawn similarly to a sheriff's deed in so far as the provisions of Article 760 are applicable.—C.C.P., 935, *amended*.

2. Where the conditions of sale, in an action of licitation, require that the purchase money be deposited in the hands of the prothonotary, the court cannot authorize the

retention of such purchase money by one of the parties in the cause who has become *adjudicataire*, and who is apparently entitled to receive the amount eventually, even on giving good and sufficient security.—C.S., 1864. *Standfield vs Standfield*, 9 J., 103; MONK, J.

3. Dans une vente d'immeuble par licitation ordonnée par la cour, une opposition à fin d'annuler, basée sur le fait que la copie du cahier des charges signifiée à l'opposant est irrégulière et non conforme à l'original, ne

1054. L'adjudication, après l'accomplissement des formalités ci-dessus prescrites, transfère la propriété avec ses servitudes actives et passives, a les mêmes effets que le décret, et purge de la même manière la propriété des autres charges, privilèges et hypothèques qui ne sont pas exprimés au cahier des charges.—C.P.C., 936.

1. S.R.B.C., c. 48, s. 5.

2. Une erreur quant à la contenance de biens immeubles dans un jugement en ordonnant le partage, n'est pas une cause de nullité.—Cette erreur peut être rectifiée en appel, par le jugement de la cour, et les frais de l'appel mis à la charge des appelants.—C.A., 1871. *Péloquin & Brunet*, 3 R.L., 386.

3. L'acquéreur d'un immeuble vendu par licitation, cour tenante, n'a pas le droit de se mettre en possession de cet immeuble sans avoir recours au tribunal qui a fait la vente, si cette possession lui est refusée par le possesseur, quand même ce possesseur serait partie dans la cause en licitation, et ce possesseur, en ce cas, a l'action en complainte pour se faire maintenir dans sa possession.—C.A., 1876. *Hus & Mittle*, 9 R.L., 56.

4. Lorsque, du consentement de tous les

1055. Le prix d'adjudication doit être payé conformément aux conditions de la vente, et, à défaut de dispositions contraires, entre les mains du protonotaire dans les trois jours de l'adjudication, sauf à l'adjudicataire son droit de fournir cautions en retenant les deniers, de même que sur vente par le shérif; et l'adjudicataire en défaut de payer le prix d'adjudication est soumis aux mêmes peines et

peut être maintenue lorsque le cahier des charges a été antérieurement confirmé et homologué.—C.S., 1886. *Barrette vs Schefler*, 2 M.L.R., 308; MATHIEU, J.

4. Dans le cas de licitation forcée, la cour peut, sur requête de l'une des parties, faire rectifier les erreurs de copiste qui se trouvent dans le procès-verbal d'adjudication, que ce procès-verbal, clos devant la cour, soit considéré comme un jugement ou comme un simple procès-verbal.—C.S., 1894. *Lalan-cette vs Lalancette*, 1 R. de J., 222; GAGNÉ, J.

1054. The adjudication, after the observance of the formalities above prescribed, transfers the property with its active and passive servitudes, has the same effects as a sheriff's sale, and discharges the property in the same manner from such other charges, privileges and hypothecs as are not mentioned in the list of charges.—C.C.P., 936.

propriétaires, parties dans une cause en licitation, ou sur leur défaut de comparaître, un jugement est rendu, annulant cette licitation et la déclarant non avenue, l'adjudicataire, partie à cette procédure annulant son adjudication, ne pourra ensuite obtenir le maintien de l'adjudication qui lui a été faite, le jugement la déclarant nulle étant un contrat judiciaire qui ne peut être révoqué sur la demande d'une seule des parties à ce contrat.—Lorsqu'une licitation et vente faite en justice est annulée quant à l'un des cohéritiers seulement, mais est maintenue quant aux autres, la cour pourra ordonner, sur requête de ce cohéritier, à l'égard duquel la première licitation est déclarée non avenue, de procéder de nouveau à la licitation de tout l'immeuble, sans qu'il soit nécessaire de prendre une nouvelle action en partage contre l'adjudicataire des autres parties de l'immeuble.—C.S., 1890. *Ross vs Kirby*, 19 R.L., 617; PAGNUELO, J.

1055. The price of the adjudication must be paid according to the conditions of the sale, and, unless otherwise provided, into the hands of the prothonotary within three days after adjudication, saving the purchaser's right to retain the moneys on giving security as in the case of a sheriff's sale; and the purchaser failing to pay such price is subject to the same penalties and liabilities as the

obligations que le fol adjudicataire d'immeubles vendus sur exécution.—C.P.C., 937, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 48, ss. 8-9; c. 85, ss. 12-13.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. Le droit de retenir les deniers en fournissant cautions ne s'applique qu'aux per-

1056. Toute opposition à fin de conserver ou réclamation sur les deniers provenant de la licitation doit être produite au greffe du tribunal, dans les six jours qui suivent l'adjudication, et, passé ce délai, elle ne peut être admise que sur l'ordre du tribunal et aux conditions qu'il impose.—C.P.C., 938.

1. *Ibid.*, s. 10.

1057. La distribution du prix de la vente est sujette aux mêmes formalités que dans le cas d'exécution contre les immeubles, et le poursuivant est tenu de se procurer le certificat des hypothèques enregistrées nécessaires à cette fin.—C.P.C., 939, *amendé*.

1. *Ibid.*, s. 8.

1058. Si un immeuble est situé partie dans un district et partie dans un autre, la licitation peut en être poursuivie et ordonnée en totalité dans l'un ou l'autre district, lorsque la juridiction n'est pas attribuée à un tribunal particulier.—C.P.C., 940.

1. *Ibid.*, s. 11; c. 82, s. 29.

CHAPITRE XLV.

ACTION EN BORNAGE.

1059. Lorsque deux héritages contigus n'ont jamais été bornés, ou que les bornes ne paraissent plus, ou que les clôtures ou travaux de lignes ont été erronément placés, et que l'un des voisins refuse de convenir d'un arpenteur pour procéder au bornage,

false bidder upon immoveables sold in execution.—C.C.P., 937, *amended*.

sonnes mentionnées dans l'art. 759 C.P. et la femme du demandeur en licitation ne peut user de ce privilège avec le seul consentement de quelques-unes des parties à cette licitation.—C.S., 1898. *Latour vs Latour*, 1 R.P., 276.

1056. All oppositions or claims for payment out of the proceeds of the licitation must be filed in the office of the court within six days after the adjudication, after which period they cannot be received except by order of the court and upon such conditions as it may impose.—C.C.P., 938.

1057. The distribution of the purchase-money is subject to the same formalities as in cases of execution against immoveables, and the party prosecuting the licitation is bound to obtain the certificate of registered hypothecs, which is necessary for that purpose.—C.C.P., 939, *amended*.

1058. If any immoveable is situated partly in one district and partly in another, its licitation as a whole may be demanded and may be ordered in either district, if the jurisdiction in such case is not assigned by law to a particular court.—C.C.P., 940.

CHAPTER XLV.

ACTIONS OF BOUNDARY.

1059. Whenever two contiguous lands have never been bounded, or the boundaries have disappeared, or the fences or boundary works have been wrongly placed, and one of the neighbours refuses to agree upon a surveyor to determine the boundaries, or to

à la reconnaissance des anciennes bornes, ou à la rectification de la ligne de division, suivant le cas, l'autre partie peut l'assigner en justice pour l'y contraindre.—C.P.C., 941.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Action pétitoire	11
Cloture	2, 3, 4
Compensation	14
Confession de jugement	33
Défense en droit	32
Droit de propriété	5, 14
Empiètement	7, 8, 9, 10
Frais	18 à 31, 33, 34
Ligne de division	7 à 10
Mise en demeure	27, 28
Nouveau bornage	17
Possession	5, 6, 8, 12, 14
Possession précaire	12
Prescription	2, 3, 4, 6
Preuve	5
Procédure	5, 6, 7, 11 à 18, 32, 33
Procès-verbal de bornage	16
Règlement hors de cour	15
Titre	6
Tuteur	18

1. Le bornage est l'action par laquelle ceux qui ont des héritages voisins, tenant et aboutissant les uns aux autres, agissent pour s'obliger respectivement à les séparer par des bornes, s'il n'en a jamais existé; à replacer les anciennes qui n'existent plus, ou qui auraient été transportées ailleurs; enfin à reconnaître, fixer ou rétablir les limites interverties, soit par cas fortuit, soit par le fait de l'une des parties.

Le bornage comprend deux opérations qu'il ne faut pas confondre : la délimitation, c'est-à-dire la recherche ou la reconnaissance des limites, et le placement des bornes sur la limite reconnue.—CURASSON, *Du Bornage*, 429.

L'action en bornage est imprescriptible en ce sens que, quelque soit le laps de temps pendant lequel deux fonds contigus sont restés sans être abornés, le bornage peut toujours en être demandé. Seulement, le voisin qui aurait possédé pendant trente années une étendue de terrain certaine et délimitée au moyen de signes apparents et invariables, pourrait, alors même que la contenance de ce terrain serait supérieure à celle que lui attribuent ses titres, s'opposer à toute opération préalable de mesurage, et demander que les pierres-bornes soient plantées sur la ligne indiquée par ces signes.—2 AUBRY ET RAU, p. 225.—7 LAURENT, n. 429.—V. JAY, *Traité du Bornage*, n. 191 et s.

L'action en bornage est une action mixte. Celui qui la forme ne supporte pas seul le fardeau de la preuve; demandeur et défendeur sont également obligés de prouver.—BUGNIET, *Traité du Bornage*, n. 101.—AUBRY ET RAU, t. 2, p. 221, § 199.

verify or to rectify the division line, as the case may be, the other party may bring an action against him to compel him to do so.—C.C.P., 941.

On ne peut demander le bornage :

a. De fonds séparés par un cours d'eau.—7 LAURENT, n. 418.—2 AUBRY ET RAU, p. 222, § 199.—11 DEMOLOMBE, n. 266.

b. Ou par un terrain communal.—7 LAURENT, n. 418.

c. Ou par un chemin public.—2 AUBRY ET RAU, p. 222, § 199.—11 DEMOLOMBE, n. 266.

d. Ou par un terrain appartenant à un tiers.—7 LAURENT, 418.—11 DEMOLOMBE, n. 266.

Mais il en serait autrement, d'un sentier privé, d'un ravin, d'un ruisseau ou d'un ouvrage d'art, qui ferait partie de l'un ou de l'autre des héritages, et qui n'empêcheraient pas dès lors leur continuité.—11 DEMOLOMBE, n. 266.—2 AUBRY ET RAU, p. 222, § 199.

Si l'action en bornage n'est en général admise qu'entre propriétaires d'héritages contigus, rien n'empêche cependant que le demandeur, en assignant ses voisins immédiats, n'assigne en même temps les arrières voisins dont le concours serait nécessaire à l'opération qu'il provoque; et, à plus forte raison, ces derniers peuvent-ils être mis en cause sur la réquisition des défendeurs.—2 AUBRY ET RAU, p. 222, § 199.—7 LAURENT, n. 425.

2. In an action *en bornage* the existence of a fence between the two properties for upwards of 30 years before action brought, entitles the defendant to claim such fence as the legal boundary or division line between the properties.—C. A., 1868. *Eglaugh & The Society of the Montreal General Hospital*, 12 J., 39; 17 R.J.R., 229.

Dans le même sens :—C. S., 1870. *Pate-naude vs Charron*, 17 J., 85; 1 R.C., 121; TORRANCE, J.

3. The existence of a fence for upwards of 40 years, as a dividing line between two properties, will not prescribe either the right to institute proceedings *en bornage* or the right of the lawful owner to such portion of the property as may have been improperly enclosed by such fence.—C.S., 1865. *Les Curé et Marguilliers de l'œuvre et fabrique de l'He Perrot vs Ricard*, 9 J., 99; 14 R.J.R., 192; MONK, J.

4. Twenty years existence of a fence between two properties cannot defeat a demand *en bornage*.—C.A., 1856. *Devoyan & Walson*, 1 J., 137.

V. art. 1063, n. 4.

5. Pour maintenir une action en bornage, il faut que le demandeur prouve son droit de propriété ou au moins sa possession civile.—C.A., 1881. *Mann & Hogan*, 8 Q.L.R., 1; R., 91.

6. Dans une action en bornage, si l'un des

voisins a trop de terrain et l'autre pas assez, il faut parfaire, sauf toujours l'exception de prescription, la part de ce dernier avec l'excédant du premier.—Celui qui a un titre explicite, ne doit obtenir au-delà de ce qui y est exprimé, il faut attribuer à chacun la contenance que lui donne son titre, et celui qui en a de trop remet à celui qui n'en a pas assez.—Pour éclaircir la possession, le juge peut et doit même se reporter au cadastre, papiers terriers, anciens plans, etc.—Celui qui jouit d'une contenance aussi étendue que celle mentionnée dans son titre, ne peut opposer à son voisin, qui le poursuit en bornage, que la ligne entre lui et son autre voisin n'est pas la ligne véritable, vu que ce dernier n'a pas le terrain mentionné dans son titre, s'il ne met pas son autre voisin en cause pour faire constater cela.—C.S., 1882. *Boulet vs Bourdon*, 12 R.L., 121; MATHIEU, J.

7. In an action for encroachment on a lot of land, by building beyond the line of division between it and the adjoining lot, where the encroachment is clearly proved, judgment may be rendered accordingly, without the necessity of a legal bornage.—C.A., 1876. *Lévesque & McCready*, 21 J., 70.

8. Lorsqu'un demandeur se plaint d'un empiètement et que le défendeur est en possession du terrain en question depuis l'an et jour la Cour ne peut décider s'il y a eu empiètement soit par le demandeur soit par le défendeur que par un bornage.—C.R., 1891. *The Incumbent etc. of St. Stephen's Church vs Evans*, 7 M.L.R., 255; MATHIEU, WURTELE & PAGNUELLO, JJ.

9. Dans le cas où il n'existe aucune ligne de démarcation entre les héritages des parties, c'est l'action en bornage qui doit être intentée et non l'action pétitoire par celui des deux voisins qui se plaint d'un empiètement.—C.R., 1871. *Graham vs Kempley*, 16 J., 56; MONDELET, MACKAY & TORRANCE, JJ.

10. Where there never has been a boundary line between neighbours and the question is simply as to empiètement, the proper remedy is by an *action en bornage* and a petitory action will be dismissed.—C.A., 1878. *Fraser & Gagnon*, R., 88; 4 Q.L.R., 381.

11. But when an action should be *en bornage* and the plaintiff concludes *au pétitoire* and the defendant does not object, but pleads over, and substantial justice is done by the judgment, the Court of Appeal will not disturb it.—C.A., 1874. *Atkinson & Hall*, R., 88; 19 J., 192.

12. In an action *en bornage*, if the defendant pleads (as he may) that he holds the land which is in his possession (*de fait*) in right of another, he must set forth in his exception the name and residence of the person for whom he holds.—C.B.R., 1818. *Fortier vs Reinhardt*, 3 R. de L., 70; 2 R.J.R., 56.

13. Dans une action en bornage, le défendeur ne peut être condamné à contraindre

ses voisins à borner avec lui, et un allégué e des conclusions à cet effet seront renvoyé sur défense au fond en droit.—C.S., 1855. *Fradet vs Labrecque*, 8 L. C. R., 218; 6 R.J.R., 214; CHABOT, J.

14. A demand for damages or compensation for fruits, issues and profits, cannot be included in an action of boundary. In order to bring and maintain an action of boundary, it is necessary to be in possession under claim of ownership, of the body of the property for which a boundary is sought.—C.S., 1887. *Luxell vs McAndrew*, 11 L.N.S. 362; WURTELE, J.

15. The parties to an action *en bornage* can settle the case amicably between themselves out of court, whilst their attorneys are still proceeding with the case, and the judgment will be rendered based on the fact that a bornage has been made by the parties themselves.—C.A., 1865. *McFaul & McFaul*, 1 L.C.L.J., 34; 18 R.J.R., 112.

16. Un procès-verbal de bornage, signé par les parties et accepté par elles, est une réponse complète à la demande en bornage et constitue une délimitation légale de leur immeubles, tant qu'il n'est pas mis de côté même si ce procès-verbal constate qu'une seule borne a été plantée au front des héritages des parties, et se borne à constater qu'un fossé de ligne sert de ligne de division à la profondeur.—C.S., 1884. *Nadeau vs St-Jacques*, 13 R.L., 321; MATHIEU, J.

17. (Réformant le jugement de la Cour supérieure, n. 16).—Lorsqu'une propriété a déjà été bornée, à frais communs et du consentement des deux parties, lesquelles ont signé le procès-verbal, l'une de ces parties ne pourra de mander à son voisin un nouveau bornage sans alléguer des raisons sérieuses montrant l'insuffisance ou l'irrégularité du premier.—C.R., 1884. *Nadeau vs St-Jacques*, 1 M.L.R., 302; JETTÉ, BUCHANAN & LORANGER, JJ.

18. Le tuteur ne peut consentir à un bornage à l'amiable, et dans une action en bornage contre un tuteur, les frais d'action et de bornage seront supportés également par les parties.—C.A., 1883. *Pare & Parent*, 21 R.L., 214.

19. Where the defendant in an action of *bornage* contest the action unsuccessfully, he will be condemned to pay the costs; but the costs of *bornage* will be borne equally by the parties.—C.A., 1876. *Bouffard & Nadeau*, R., 90; 8 R.L., 321.—C.A., 1875. *Burland & McDonald*, R., 176.—C.A., 1877. *Grenier & Gyonx*, R., 176.—C.A., 1852. *Weymess & Cook*, 2 L.C.R., 486; 3 R.J.R., 320.

20. Either party is entitled to demand *bornage*, and, in case of its being refused by the other party, the costs of the suit if successful will be borne by the party refusing to be borné.—C.A., 1875. *Libbè & Wiman*, R., 175.

21. Les frais de l'instance en bornage ne doivent pas être partagés entre les parties au litige ; mais ils doivent être supportés en entier par celle qui s'est refusée à un bornage à l'amiable, ou qui l'a rendu impossible par des prétentions que rejette le jugement.—C. S., 1883. *Bélanger vs Giroux*, 9 Q.L.R., 249 ; CASAULT, J.

22. Tous les dépens de l'instance, rendus nécessaires par les prétentions de l'une des parties, doivent être mis exclusivement à sa charge, quoiqu'elle ne se soit pas autrement refusée au bornage, et qu'elle n'ait pas plaidé à l'action, et les frais d'expertise et de bornage sont les seuls qui doivent être également partagés.—C.R., 1881. *Roy vs Gagnon*, 7 Q.L.R., 207 ; MEREDITH, STUART & CASAULT, JJ.

23. Where the plaintiff fails to maintain his pretensions respecting the line of division, he should be held for the costs of the suit ; but the costs of the experts surveyor's operations, report and plan and affixing the bounds and placing the boundary marks, should be divided equally between the parties.—C.S., 1886. *Cosgrove vs Magurn*, 10 L.N., 163 ; WURTELE, J.

24. Le demandeur qui poursuit en bornage et émet des prétentions exagérées, quant à l'étendue du terrain qu'il réclame, devra payer les frais de la contestation, si le défendeur, dont les prétentions sont maintenues, déclare qu'il est prêt à borner suivant ses titres, mais demande le renvoi de l'action pour le surplus ; les frais d'arpentage et de bornage devant être communs.—C.S., 1891. *Tétrault vs Paquette*, 21 R. L., 62 ; MATHIEU, J.

25. Lorsque le défendeur nie tous les allégués de la déclarations par une défense au fond en fait et que le demandeur nie tous les allégués des plaidoyers écrits du défendeur, lesquels sont bien fondés, la cour ordonnera que chaque partie paiera ses frais de l'action et divisera entre les parties les frais du bornage.—C.S., 1871. *Palenaude vs Charvon*, 17 J., 85 ; 1 R.C., 121 ; TORRANCE, J.

26. Dans une action en bornage où il est aussi demandé des dommages qui n'ont pas été accordés, les frais du litige en partie faits *ex parte* seront supportés par le défendeur lorsque celui-ci, répondant à une demande de partager à l'amiable, a de beaucoup dépassé l'époque fixée pour procéder à tel bornage.—C.A., 1886. *Thornton & Trudel*, 14 R.L., 286.

27. Where a person brings an action *en bornage* without previous demand, and joins with it a claim for damages of which no proof is made, he will be condemned to pay the costs of the suit.—C.S., 1877. *Rochon vs Côté*, 21 J., 273 ; TORRANCE, J.

28. Si dans une action en bornage, sans

notification préalable, le défendeur se déclare prêt à borner, le demandeur doit être condamné aux dépens de son action.—C.A., 1857. *Slack & Short*, 2 J., 81 ; 6 R.J.R., 382.

29. Les dépens d'une action en bornage qui n'est pas contestée doivent être divisés et non payés par le défendeur.—C.A., 1881. *Loiselle & Paradis*, 1 D.C.A., 264.

30. Not only the costs of setting boundaries should be common to the parties, but also the costs of the suit when it is not contested. Only in case of contestation are the costs of the suit in the discretion of the Court.—C.A., 1890. *Laframboise & Tarte dit Larivière*, 6 M.L.R., 477 ; 19 R. L., 407.

31. Lorsque, dans une action en bornage, il est constaté, par la preuve, que les parties ne pouvaient s'entendre pour borner leurs héritages, et que, dans l'intérêt des deux, il était nécessaire que l'une ou l'autre d'entre elles eût recouru à une action en bornage, les frais de cette action, tant sur la demande que sur la défense, doivent être considérés comme frais nécessaires faits dans l'intérêt des deux parties et être divisés également entre elles.—C.A., 1888. *Cormier & Leblanc*, 14 Q.L.R., 247.

32. Sera rejetée, une défense en droit à une action en bornage, alléguant que le demandeur : 1° n'allègue pas dans sa déclaration qu'il n'existe pas de bornage entre les propriétés des parties ; 2° ne demande à borner que suivant la loi et les titres, et non suivant la possession des parties ; 3° ne demande pas qu'il soit donné ordre à l'arpenteur de procéder à l'examen des lieux et des titres avant de borner.—C.S., 1894. *Durette vs Tardif*, 1 R. de J., 68 ; LARUE, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

33. Sur une action en bornage, le défendeur peut confesser jugement consentant au bornage pourvu que les frais soient communs, et si le demandeur accepte cette confession de jugement, les frais du procureur du demandeur seront considérés comme faisant partie des frais communs de la cause.—C.S., 1898. *Lucas vs Croteau*, 4 R. de J., 210 ; DELORIMIER, J.

34. Dans une action en bornage, lorsque les parties se sont entendues pour nommer un arpenteur, chacune d'elles sera tenue de déposer au greffe moitié du montant exigé par l'arpenteur pour prendre communication du rapport.—C.S., 1899. *Siard vs McKenzie*, 2 R.P., 140 ; LAVERGNE, J.

V. art. 1060, n. 1.

35. V. C.C., art. 504, et les autorités auxquelles réfèrent les codificateurs, ainsi que les annotations sous cet article, dans les Codes de Messieurs *DeBellefeuille & Sharp*.

1060. Si les parties ne s'accordent pas, le tribunal nomme d'office

1060. If the parties do not agree, the court names a sworn surveyor,

un arpenteur juré, qu'il charge de faire un plan des lieux, avec indication des prétentions respectives des parties, et de faire les autres opérations que le tribunal juge nécessaire — C.P.C., 942.

1. A surveyor cannot prevent the opening of his report, unless a sum he chooses to name as his fee be first paid.—C.S., 1876. *Déary vs Poirier*, 21 J., 27; MACKAY, J. V. art. 1059, n. 34.

2. L'arpenteur n'est pas tenu, dans un rapport sur action en bornage, de constater que les parties ont ou ont été requises de le faire — C.A., 1876. *Bouffard & Nadeau*, 8 R.L., 321.

3. In an action *en bornage*, when the ownership of the plaintiff is denied by the defendant, the court must decide that question before ordering the appointment of a surveyor to make a plan of the properties.—C.A., 1866. *O'Heir & Lemoine*, 2 L.C.L.J., 199; 18 R.J.R., 378.

4. Where the court cannot correctly know the limits of the land of plaintiff and defendant, according to their titles and possession, from the evidence of record in an action *en bornage*, it may order a plan to be made by a surveyor showing the respective pretensions of the parties.—C.S., 1870. *Moincau vs Corbeille*, 14 J., 236; 20 R.J.R., 166; TORRANCE, J.

5. In an action *en bornage* the superior court cannot order a surveyor to place landmarks to define and separate the respective properties of the parties without at the same time settling the boundary line between the properties and the points where the landmarks shall be placed. A surveyor appointed by the court before the boundary line is settled is only an expert whose office it is to report on the locality and indicate where, in his opinion, the boundary line should be drawn, for the guidance of the court in settling the boundaries.—C.A., 1890. *Laframbois & Tarte dit Larivière*, 6 M.L.R., 477; 19 R.L., 407.

6. Dans une action en bornage, l'opération de l'arpenteur expert de visiter les lieux et indiquer les lignes de séparation entre les terres des parties est une opération préalable, qui doit précéder le placement des bornes.—

1061. L'arpenteur ainsi nommé est tenu, sous son serment d'office, de procéder de la même manière que les experts.—C.P.C., 943.

1. Un arpenteur doit être assermenté avant d'opérer sous l'ordonnance de la cour.—C.R., 1873. *Mélançon vs Venne*, 5 R.L., 185; JOHNSON, MACKAY & BRAUDRY, JJ.

2. S'il n'a pas été assermenté, son rap-

whom it charges with making a plan of the locality, showing the respective pretensions of the parties, and with making such other operations as the court may deem necessary.—C.C.P., 942.

Un jugement interlocutoire est irrégulier lorsqu'il ordonne de placer des bornes entre les propriétés des parties, sans qu'elles aient eu occasion d'être entendues sur le rapport de l'opération préalable de l'arpenteur sans indiquer l'endroit où ces bornes doivent être placées.—Les procédés d'un arpenteur en bornage, obéissance à un jugement semblable, ne peuvent être rendus valables même par l'homologation subséquente du procès-verbal d'arpentage.—C.A., 1880. *Brown & Perkins*, 6 Q.L.R., 143; 10 R.L., 427.

7. Lorsque les titres des parties émanent d'un auteur commun, ce sont ces titres qui doivent servir de base aux opérations de l'arpenteur. Et, dans ce cas, l'arpenteur doit allouer à la partie dont le titre est premier en date toute l'étendue du terrain indiquée dans son titre, à moins que l'autre partie n'ait acquis par prescription.

Le bornage fait par un arpenteur sur simple examen du titre d'acquisition de chacune des parties, sans égard aux titres antérieurs et à la possession des parties et celle de leurs auteurs, est irrégulier et doit être annulé, lors même qu'il est signé par les deux parties.—C.S., 1895. *Biron vs Caron*, 1 R. de J., 451; BOUGEOIS, J. Confirmé par la C. R.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

8. When a judgment apparently interlocutory, really decides the contestation between the parties, it is held to be a final judgment.—A judgment which fixes the division line between the properties of the plaintiff and defendant, and which orders the *bornes* to be placed thereon, is a final judgment.—All that follows such a judgment is merely the execution thereof, when the contestation between the parties was to determine that division line.—C.R., 1898. *Singer vs Lacroix*, 14 R.J.O., 89; 1 R.P., 407; CASALT, CARON & ANDREWS, JJ.

Dans le même sens:—*Barry vs Rodier*, art. 1063, n. 15.

1061. The surveyor thus named is bound, under his oath of office, to proceed in the same manner as experts.—C.C.P., 943.

port sera mis de côté, sur motion, quoiqu'il y ait ordonnance le nommant pour agir comme arpenteur ne mentionne pas qu'il devra être assermenté.—C.S., 1865. *Aitchison vs Morrison*, 1 L.C.L.J., 112; JOHNSON, J.

3. Un arpenteur qui est nommé pour procéder au bornage dans une ligne déterminée par la cour, et pour faire des procès-verbaux qui lui sont indiqués dans le jugement, n'est pas tenu de se faire asseoir de nouveau, mais il peut procéder sur son serment d'office. Un rapport de la signification d'un avis donné par l'arpenteur aux parties, constatant que l'avis a été signifié entre une heure et quatre heures de l'après-midi, est suffisant et il indique suffisamment l'heure

1062. Il peut être, au gré des parties, nommé plus d'un arpenteur.—C.P.C., 944.

1. Lorsque, dans une action en bornage, deux arpenteurs sont nommés experts pour faire un plan des héritages des parties et indiquer leurs prétentions respectives, un de ces arpenteurs peut, outre le rapport conjoint fait avec l'autre, faire un rapport spécial, et

1063. Le bornage, la reconnaissance des anciennes bornes et la rectification de la ligne de division sont ordonnés conformément aux droits et titres des parties, et ils sont faits par la personne indiquée par le tribunal, laquelle doit y procéder conformément au jugement, et, s'il y a lieu, poser les bornes avec témoins, suivant la loi, dresser procès-verbal de son opération, et en rapporter le procès-verbal en minute au tribunal.—C.P.C., 945, amendé.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Bornes	5, 11, 12, 15
Clôture	3, 4, 14
Fixation de la ligne	10, 11, 12, 15
Frais	10
Jugement final	15
Ligne de division	3 à 6, 10, 11, 12, 14, 15
Motion pour rejet du rapport	9
Plan des lieux	12
Possession	2, 5
Prescription	3, 4, 5
Preuve orale	6, 13, 14
Procès-verbal	5, 8, 11
Rapport de l'arpenteur	6 à 9, 11
Titres	1, 2, 3, 6

1. Le bornage devant être ordonné conformément aux titres des parties, celui qui intente une action en bornage est tenu d'alléguer et de produire ses titres.—C.S., 1893. *Dufaux vs Lamontagne*, 4 R.J.O., 126; MATHIEU, J.

2. Lorsqu'un héritage est désigné dans un titre comme ayant une étendue approximative mais contenue dans des limites pré-

de la signification.—C.S., 1881. *Forest vs Heathers*, 11 R.L., 7; MATHIEU, J.

4. Where a surveyor commits a notable fault in the making of a survey, and his report is in consequence set aside by the court, he is not entitled to claim fees for his work. — A failure to give the requisite notice to the parties before proceeding is such notable fault.—C.C., 1873. *Beaudry vs Tomalty*, 17 J., 175; TORRANCE, J.

1062. If the parties desire it, more than one surveyor may be appointed.—C.C.P., 944.

ce rapport spécial ne sera pas rejeté comme irrégulier, s'il contient des explications nécessaires pour permettre au tribunal de déterminer la position de la ligne qui doit diviser les héritages.—C.A., 1888. *Cormier & Leblanc*, 16 R.L., 288; 14 Q.L.R., 247.

1063. The fixing of bounds, the verifying of ancient boundaries, or rectifying of division lines, is ordered in conformity with the rights and titles of the parties, and is done by the person named by the court, who proceeds in accordance with the judgment, and, if necessary, places boundary marks in presence of witnesses, in accordance with law, and must draw up a statement of his operations, and return the original of such statement to the court.—C.C.P., 945, amended.

cises, on doit prendre l'étendue qui se trouve dans ces limites précises et parfaitement définies, comme étant l'étendue de l'héritage.—En l'absence de titres remontant à l'auteur commun, le bornage, dans une action pour borner deux héritages provenant du même auteur, sera ordonné suivant la possession des parties, et c'est à celui qui veut obtenir un bornage à un autre endroit que celui indiqué par la possession à établir son droit par des titres.—C.S., 1891. *Tétreault vs Paquette*, 21 R.L., 62; MATHIEU, J.

3. Une clôture de ligne ou de division, existant entre deux héritages depuis plus de trente ans, doit servir de base à un bornage, sans égard aux titres.—C.S., 1870. *Puteau vs Charron*, 1 R.C., 121; 17 J., 85; TORRANCE, J.

V. art. 1060, n. 2, 3, 4.

4. Le bornage demandé aura lieu suivant les travaux et clôtures actuels, lorsqu'ils existent depuis le temps requis pour acquiescir par la prescription le fonds sur lequel ils

sont construits.—C.A., 1868. *Ricard & La Fabrique de Ste-Jeanne de Chantal*, 1 R.L., 713; 20 R.J.R., 469.

5. Le placement, par arpenteur, de deux bornes, avec procès-verbal, dans une ligne, pour en déterminer la course ou allignement, indique d'une manière permanente la ligne qui doit diviser ces terrains, non seulement à l'endroit où se trouve les dites bornes, mais sur toute la profondeur des héritages; et à moins d'une possession contraire établie, la possession du terrain, jusqu'aux bornes, suppose la possession sur toute la profondeur des lots jusqu'à la ligne dont les dites bornes indiquent la course, et cette possession présumée peut servir de base à la prescription.—C.A., 1888. *Cormier & Leblanc*, 16 R.L., 288; 14 Q.L.R., 247.

6. Sur une action en bornage, les parties ont le droit de faire une preuve orale et par titres, même après le rapport de l'arpenteur chargé de vérifier les limites des héritages des parties, surtout si ce rapport reconnaît l'existence de deux lignes et n'établit pas, à la satisfaction de la cour, quelle est celle des deux qui doit être suivie.—C.A., 1883. *Boisvert & Mustine*, 3 D.C.A., 72.

7. L'omission d'annexer au rapport d'un arpenteur chargé de faire la délimitation des héritages des parties, dans une action en partage, les pièces produites par ces parties, n'est pas une cause de nullité, et il peut être ordonné à l'arpenteur de suppléer à cette omission, ou bien, les parties peuvent produire elles-mêmes au dossier ces pièces; ce rapport de l'arpenteur n'est pas définitif, et l'une ou l'autre des parties ou toutes deux peuvent continuer l'enquête dont ce rapport ne constitue qu'un premier témoignage au dossier.—C.A., 1887. *Picaud & La Fabrique de St-Eusèbe*, 16 R.L., 104.

8. Une motion demandant l'homologation d'un rapport d'arpenteur-expert, dans une action en bornage, de même que la motion demandant l'homologation du procès-verbal, doit être signifiée à la partie adverse, avec le délai ordinaire, quand même la partie adverse n'a pas plaidé à l'action.—C.A., 1885. *Blackburn & Blackburn*, 11 Q.L.R., 305; 19 R.L., 481.

9. Lors de l'homologation du rapport de bornage d'un arpenteur, la partie qui fait motion pour le rejet du rapport ne sera pas admise à alléguer que l'arpenteur ne pouvait pas être nommé, parce qu'il avait déjà agi dans la cause, qu'il avait formé son opinion et fait un rapport précédent qui a été rejeté par la cour pour cause d'informalité, et cette objection, si elle eût pu valoir, aurait dû être faite lors de la nomination du même arpenteur, en second lieu.—C.S., 1881. *Forest vs Heathers*, 11 R.L., 7; MATHIEU, J.

10. Dans une action en bornage, la cour doit elle-même déterminer quelle sera la ligne de division entre les héritages des parties, et elle ne peut déléguer ce pouvoir à un arpenteur.

L'opération de l'arpenteur, qui détermine quelle sera la ligne de division, est une opération préalable au bornage sur laquelle les parties ont le droit d'être entendues avant que le placement des bornes soit ordonné.

Le bornage est un titre qui ne peut être changé, et si les bornes sont disparues, il y a lieu, non à un nouveau bornage, mais à une opération pour retracer l'ancienne ligne; ce n'est qu'en cas où il est impossible de retracer cette ligne, d'après les anciens titres et procès-verbaux, qu'il peut être procédé à un nouveau bornage.

La cour ne doit adjuger sur l'action et les frais que lors de l'adjudication finale sur le bornage.—C.A., 1895. *Spratt & The E. I. Eddy Company*, 4 R.J.O., 534.

11. Dans une action en bornage, l'opération de l'arpenteur expert de visiter les lieux et indiquer les lignes de séparation entre les terres des parties est une opération préalable, qui doit précéder le placement des bornes. Un jugement interlocutoire est irrégulier lorsqu'il ordonne de placer des bornes entre les propriétés des parties, sans qu'elles aient eu l'occasion d'être entendues sur le rapport de l'opération préalable de l'arpenteur et sans indiquer l'endroit où ces bornes doivent être placées. Les procédés d'un arpenteur en obéissance à un jugement semblable, ne peuvent être rendus valables même par l'homologation subséquente du procès-verbal d'arpentage.—C.A., 1880. *Brown & Perkins*, 6 Q.L.R., 143; 10 R.L., 427.

12. Lorsque les parties ne conviennent pas de la ligne et qu'il n'y a pas une preuve suffisante pour indiquer où elle doit être fixée, la cour doit ordonner qu'il sera fait un plan des lieux, pour montrer les prétensions respectives des parties, conformément à l'article 942 C.P.C., afin que sur cette opération préliminaire elle puisse, en connaissance de cause, adjuger sur ces prétensions, déclarer qu'elle sera la ligne de division et ordonner que des bornes y seront placées, suivant l'article 945 C.P.C.—C.A., 1881. *Loiselle & Paradis*, 1 D.C.A., 264.

13. Dans une action en bornage, lorsque la cause a été référée à un arpenteur expert, avant enquête devant la cour, et avec droit par l'arpenteur d'entendre les témoins, il ne sera pas loisible aux parties, sans permission spéciale de la cour, d'entendre devant la cour des témoins sur les mêmes faits que ceux sur lesquels l'arpenteur a lui-même entendu les témoins.—C.S., 1880. *Plante vs Legendre*, 6 Q.L.R., 201; MEREDITH, J.

14. Après un bornage régulier, la cour peut ordonner à l'un des voisins de refaire sa part de clôtures conformément à la ligne de division constatée par le bornage.—Une convention à l'effet que les vieilles clôtures ne seraient défaitses que lorsqu'elles tomberaient de vétusté ne peut être prouvée par témoins qu'après un commencement de preuve par écrit.—C.S., 1895. *Savard vs Renaud*, 1 R. de J., 422; TASCHEREAU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

15. Where surveyors were appointed to fix boundary and their report was received, but the Court before adjudicating on the merits ordered the surveyors to place boundary marks, such judgment was a final judgment not susceptible of being revoked by the same court in so far as it pronounced on the *fond* of the cause and determined the line of separation between the properties, but in so far as it ordered the actual operation of placing boundary marks, it was merely preparatory to the final judgment, and none of the parties having asked for such actual plac-

ing of marks, and no marks having been placed, this part of the judgment might be revoked by the same court.—Where a lot of land has been sold according to a line which proves to be erroneous, and encroaches on an adjoining lot, the owner of the latter, whose *intention* participated in the error, is not entitled to demand the demolition of a wall erected by his neighbour on the line agreed to in error, without offering compensation for the cost of the wall; and failing such offer, is only entitled to demand compensation for the land taken.—C. S., 1898, *Bucchi v. Rodier*, 14 R. J. O., 372; DOHERTY, J. *V. Singler v. Lucovic*, art. 1060, n. 1.

CHAPITRE XLVI.

ACTION POSSESSOIRE.

1064. Le possesseur d'un héritage ou droit réel, à titre autre que celui de fermier, ou de précaire, qui est troublé dans sa possession, a l'action en complainte contre celui qui l'empêche de jouir, afin de faire cesser ce trouble et d'être maintenu dans sa possession.

L'action de réintégration est accordée au possesseur d'un héritage ou droit réel depuis un an et un jour, contre celui qui l'a dépossédé par violence.—C.P.C., 946.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action en bornage	19, 23, 24
Actionnaire	12
Action négatoire	30
Billet de location	16
Bornes	18
Clôture de ligne	13
Complainte	20, 27, 29
Corporation municipale	17, 28
Dénunciation de nouvel œuvre	27
Expropriation	17, 28
Fonds inférieurs	15
Héritage non enclos	5
Locataire	8
Possession précaire	21, 22
Preuve	8, 9, 13
Propriétaire indivis	6
Propriétaire riverain	14
Qualité de la possession	25
Réintégration	7, 8, 10, 16, 21, 22
Scieurs de bois	15
Servitude	11, 15, 30
Titres	8, 9, 10, 26
Trouble	7, 8, 11, 12, 14, 20, 25, 27, 29
Violence	7, 8

CHAPTER XLVI.

POSSESSORY ACTIONS.

1064. The possessor of any immovable or real right, other than a farmer or shares, or a holder by suffe-
rance, who is disturbed in his possession, may bring an action on disturbance against the person who prevents his enjoyment, in order to put an end to the disturbance and be maintained in his possession.

The action of repossession may be brought by any person who has had possession of an immovable or real right for a year and a day, against any person who has forcibly dispossessed him.—C.C.P., 946.

1. V. I GARSONNET, § CXXX.—BIOCHE, *v° Actions possessoires*.—FARARD DE LANGLADE, *v° Actions possessoires*.—JOCOTTON, *Des actions civiles*, p. 139 et s.—ROUSSEAU & LAISNEZ, *v° Actions possessoires*.—DELAFORTE, *Procédure civile*, 24 et s.

2. V. articles 476, 572, 2192 et s. C.C.

3. La possession est l'exercice du droit par la personne à laquelle il appartient ou par un tiers : dans le premier cas, elle est réunie à ce droit ; dans le second, elle en est séparée ; dans l'un et dans l'autre, elle consiste dans la possibilité de faire des actes matériels d'appréhension, d'usage et de jouissance qui soient de nature à se renouveler...

Sans aucune condition, et par cela seul qu'il possède, le possesseur est défendeur dans le procès qui s'engage sur le fond du droit et, comme tel, dispensé de justifier ses prétentions ; c'est au demandeur à faire sa preuve et à succomber s'il échoue.—I GARSONNET, § CXXX.

4. Les actions possessoires ont pour but de garantir le possesseur contre toute agres-

sion, que le droit par lui possédé lui appartient ou appartient à autrui.—*Idem*, § CXXXI.

5. L'action possessoire compète au possesseur d'un héritage non enclos et non délimité par des bornes légales ou, naturelles, lorsque l'étendue de cet héritage est déterminée par des marques quelconques capables de faire reconnaître l'endroit jusqu'où la possession s'est exercée.—Le possesseur troublé n'est pas, dans ce cas, obligé de recourir à l'action en bornage, mais peut intenter de suite l'action possessoire pour se prémunir contre le trouble apporté à sa possession par l'agresseur voisin.—C.A., 1867. *Laprade & Gauthier*, 1 R.L., 145; 15 R.J.R., 430.

6. L'un de plusieurs propriétaires indivis troublé dans la jouissance de la propriété indivise par son copropriétaire indivis, a l'action en complainte pour faire cesser le trouble.—C.A., 1866. *De Bellefeuille & Globensky*, 11 J., 75; 16 R.J.R., 498; 14 L.C.R., 260; 13 R.J.R., 25.

7. The defendant without the plaintiff's permission took possession of a sugary which the plaintiff had worked as proprietor for seventeen years next preceding, and persisted in holding the same against the plaintiff's will.—*Held*: that this constituted violence, in the eye of the law, sufficient to support an action en réintégrande.—C.R., 1880. *Gerbeau vs Blais*, 7 Q.L.R., 13; MEREDITH, STUART & CASALT, JJ.

8. Dans une action possessoire, le défendeur peut invoquer ses titres à la propriété dont on demande la possession, dans le but de déterminer la nature et la quantité de sa possession. Le fermier ou locataire d'une terre qui notifie le bailleur de cette terre qui avait été en possession depuis plus de dix ans auparavant, que lui le locataire est propriétaire de cette terre, et qui défend en même temps à son bailleur de mettre le pied sur cette terre, trouble par là le possesseur, et lui donne le droit de se pourvoir contre lui par action possessoire. Dans le cas de violence, la possession utile à l'action possessoire commence lorsque la violence a cessé.—C.R., 1882. *Poquette vs Binette*, 11 R.L., 485; MACKAY, RAINVILLE & BUCHANAN, JJ.

9. Le défendeur, sur une action possessoire, quoique ne pouvant plaider ses titres comme moyen de défense, a cependant le droit de les produire pour établir le caractère de sa possession.—C.A., 1896. *Dingwell & Delany*, 2 R. de J., 429.

10. L'action possessoire existe en loi pour se faire réintégrer dans la possession d'un banc patronal, sans qu'il soit besoin d'alléguer ni de produire aucun titre, à la différence de l'action en plein possessoire ou pleine maintenance qui doit être basée sur un titre.—C.A., 1875. *La Fabrique de Deschambault & Dnbeau*, 2 Q.L.R., 6.

11. The possessor of a servitude, who is disturbed in his possession, may proceed by

possessory action against the disturbing party.—C.R., 1884. *Bélanger vs Dupont*, 10 Q.L.R., 221; MEREDITH, STUART & CARON, JJ.

12. Une compagnie incorporée, qui est en possession d'un immeuble depuis au delà d'un an, a l'action possessoire contre un de ses actionnaires qui la trouble dans sa possession.—C.A., 1888. *Compagnie de pêche de la Rivière-Onelle & Gagnon*, 16 R.L., 269.

13. Le fait, par un propriétaire, d'avoir enlevé une partie de la clôture de ligne à sa charge, érigée par lui sur son propre fonds, et de l'avoir rétablie sur le terrain dont son voisin limitrophe était en possession *animus domini*, suffit pour autoriser celui-ci à procéder, par voie d'action possessoire, pour faire rétablir les lieux dans leur état primitif, et à avoir des dommages, alors même que l'auteur de la voie de fait prétendrait et prouverait avoir agi de bonne foi, et sous l'autorité de l'inspecteur agraire de l'arrondissement qu'il a lui-même requis à cet égard.—C.S., 1889. *Handfield vs Bienvenu*, 17 R.L., 560; TELLIER, J.

14. Celui qui relie une estacade (boom), sur une rivière flottable, à un arbre et à un poteau par lui planté sur la rive, sans nécessité urgente pour sauver son bois, apporte un trouble à la possession du propriétaire riverain, qui a l'action en complainte pour faire enlever ces obstacles à sa possession.—C.A., 1893. *Cie. de Pulpe des Laurentides & Clément*, 2 R.J.O., 260.

15. Le propriétaire d'un moulin à scie érigé sur un cours d'eau, est responsable des dommages causés par les sciures, qui, dans les hautes eaux, se répandent sur les terrains inférieurs. (Art. 1053 C.C.).

Le fait de jeter ainsi des déchets de moulin à l'eau, est contraire à la loi et constitue une aggravation de la servitude naturelle des fonds inférieurs, et donne aux propriétaires de ces derniers le droit de se pourvoir par action possessoire. (Arts. 501 et 503 C.C.).—C.R., 1896. *Lacerte vs Frigon*, 3 R. de J., 349; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

16. Le porteur d'un billet de location, aux termes des arts. 1269 et s. des S.R.Q., a droit à l'action possessoire pour se faire réintégrer, si, avant l'expiration du délai accordé pour l'accomplissement des conditions d'établissement, la location à lui faite a été annulée par erreur, mais approuvée de nouveau par le commissaire, alors qu'un second billet, remis au défendeur, n'a jamais été approuvé.—C.A., 1892. *Rocheleau & Lachorité*, 1 R.J.O., 536.

17. Le propriétaire d'un terrain peut recourir à l'action en complainte et à l'injonction pour empêcher une corporation municipale de prendre possession de ce terrain, en vertu de ses règlements ou procès-verbaux, mais sans l'accomplissement des formalités exigées pour l'expropriation pour des fins municipales.—C.A., 1893. *King & Corp. de la partie Nord du Township d'Irlande*, 2 R. J.O., 266.

18. In a possessory action to compel the replacing of *bornes*, which had been planted by a surveyor by consent of plaintiff and defendant between their respective properties, and subsequently removed by the defendant without the plaintiff's consent, it is not competent to the defendant to contend that the *bornes* had been erroneously made.—In such an action, the *possession annale* of the plaintiff is sufficiently established by the production of the *procès-verbal de bornage*.—C.A., 1875. *Laviolette & Leclère*, 19 J., 183.

19. Where in the opinion of the court the plaintiff should have proceeded by action *en bornage* and not by petitory action, a judgment sustaining the action will not be disturbed if it appear that the defendant did not raise the question by his pleadings, and that the judgment has settled correctly the rights of the parties.—C.A., 1874. *Atkinson & Hall*, 19 J., 192.

20. Le trouble qui peut donner ouverture à l'action en complainte doit être un acte d'usurpation qui porte une atteinte sérieuse à la possession. Un acte simplement contraire à la jouissance paisible, qui ne constitue pas une voie de fait abusive ni une usurpation, peut donner ouverture à d'autres recours légaux, mais non à l'action en complainte.—C.S., 1893. *Rivest vs Savignac*, 1 R. de J., 305; DELORMIER, J.—Confirmé par C.R., 1894; TASCHEREAU, TAIT & DAVIDSON, JJ.

21. An action *en réintégrande* cannot be sustained when the plaintiff, by his pleadings, admits that his possession was originally precarious, and fails to establish by legal evidence that the nature of that possession became converted into that of a usufructuary, as alleged in his pleadings.—C.R., 1879. *Ricard vs Chicoine*, 24 J., 47; RAINVILLE, PAPINEAU & JETTE, JJ.

22. Une action en réintégrande sera déboutée s'il est prouvé que l'immeuble réclamé a été détenu à titre précaire, v. g. par location, et s'il est établi qu'il n'y a pas eu de voies de fait et dépossession illicite et violente par le détenteur.—C.A., 1869. *Hardy & Harpin*, 28 J., 281.

23. L'action possessoire ne peut être maintenue pour voies de fait sur des propriétés contiguës et non délimitées, par suite de l'incertitude de la possession respective des parties, et dans ce cas, elles seront renvoyées au pétitoire ou à l'action en bornage.—C.S., 1864. *Lalonde vs Daoust*, 8 J., 163; 13 R.J.R., 338; SMITH, J.

24. Lorsque la possession de deux propriétés voisines n'est pas déterminée et rendue certaine par des marques visibles et fixes, le seul recours de leurs possesseurs à titre de propriétaire est en bornage, et l'action en complainte pour empiètements doit être renvoyée.—C.R., 1884. *Lacroix vs Ross*, 11 Q.L.R., 78; STUART, CASULT & CARON, JJ.

25. L'action possessoire ne peut résulter que d'une possession capable d'opérer la prescription.—Le trouble à la possession d'un objet imprescriptible, quelque longue qu'ait été la possession, ne peut donner ouverture à l'action en complainte.—C.S., 1895. *Drears vs Desaulniers*, 1 R. de J., 381; BOURGEOIS, J.

26. Le défendeur peut légalement répondre à l'action possessoire du demandeur qu'il est propriétaire en vertu d'un titre de la terre possédée par le demandeur, qui est en franc et commun soccage dans un canton (township) de cette province.—C.R., 1885. *Fahey vs Walls*, 11 Q.L.R., 354; STUART, CASULT & ANDREWS, JJ.

27. Les prescriptions de l'ordonnance de 1667 sont encore en force pour les actions en complainte et dénonciation de nouvel œuvre, et l'ordonnance n'a en vue que le jugement définitif, pour maintenir en possession la partie qui a le mieux justifié être en possession.—Sur les débats contradictoires, quant à la possession de chaque partie, le défendeur niant les faits de trouble, l'action dégèrène en une simple action de dommages qui est personnelle *ex delicto*, qui s'instruit et se juge comme toute action ordinaire.—C.S., 1871. *Girard vs Bélanger*, 17 J., 36; SICOTTE, J.

28. Une corporation municipale n'a pas le droit de s'emparer d'un terrain pour y faire un chemin public, sans avoir, au préalable, exproprié son propriétaire d'après les formalités indiquées dans le code municipal.

Le propriétaire de ce terrain qui a été dépossédé sans l'observation de ces formalités, peut, sans même avoir fait annuler dans les trente jours le procès-verbal établissant ce chemin, exercer l'action possessoire contre la corporation et obtenir des dommages.—C.A., 1896. *Walsh & La Corporation de Cascapédic*, 7 R.J.O., 290.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

29. Pour qu'il y ait trouble de possession suffisant pour donner ouverture à l'action en complainte, il n'est pas nécessaire que le défendeur prétende exercer un droit sur la propriété d'autrui; il suffit qu'il ignore le droit de celui-ci en commettant sur sa propriété des empiètements ou des voies de fait répétées, malgré les protestations du propriétaire ou du possesseur.—C.S., 1898. *Roy vs Quebec District Ry.*, 14 R.J.O., 69; ROUTHIER, J.

30. L'action basée sur l'article 501 du Code civil, qui a pour objet, en déniait une servitude, d'obliger le défendeur à faire faire des travaux immobiliers pour rétablir le niveau primitif des terrains, pour la confection de travaux propres à protéger le terrain du demandeur contre l'écoulement des eaux venant des terrains du défendeur, et qui a aussi des conclusions en dommages résultant de l'aggravation de l'établissement illégal d'une servitude, est, de sa nature, une action

réelle, négatoire.—Celui qui intente une telle action et celui contre qui elle est intentée doivent être propriétaires *animo domini* de leurs terrains respectifs.—Les conclusions accessoires en dommages ne changent pas la nature de l'action.—En outre de cette action réelle, le propriétaire du terrain, sur lequel les dommages ont été causés, peut avoir une action directe personnelle contre l'auteur même des dommages.—Dans l'espèce, les

1065. Les actions possessoires ne sont recevables qu'autant qu'elles sont formées dans l'année du trouble.—C. P. C., 947.

1. Le simple allégué de possession par le demandeur d'un héritage, est suffisant pour soutenir une action de réintégration, sans alléguer la possession annale.—C. S., 1850. *Stuart vs Langley*, 1 L. C. R., 338; DAV, VANFELSON & MONDELET, JJ.

2. Pour exercer utilement l'action possessoire ou pétitoire il faut que la preuve démontre que le défendeur détient l'immeuble à titre de propriétaire, ou qu'il apparaisse qu'il a été fait des actes de possession ouverte et publique.—C. A., 1860. *Homier & Benoit*, 28 J., 318.

3. Dans une action en complainte, le demandeur qui prouve sa possession lors du trouble, est présumé avoir possédé l'immeuble depuis la date de son titre qu'il produit. Il peut aussi, pour compléter sa possession annale, joindre à sa possession celle de ses auteurs.—C. S., 1882. *Rondeau vs Charbonneau*, 11 R. L., 292; MATHIEU, J.

4. In an action of *complainte*, possession for a year and a day antecedent to the day on which the trespass was committed, must be laid in the declaration.—C. B. R., 1809. *Jourdain & Vigoureux*, 3 R. de L., 39; 2 R. J. R., 66.

5. Le demandeur qui intente l'action

1066. Les demandes en complainte ou en réintégration ne peuvent être jointes au pétitoire, ni le pétitoire poursuivi, à moins que la demande en complainte ou en réintégration ne soit terminée, et la condamnation parfournie et exécutée.

Néanmoins, si la partie qui a obtenu jugement est en demeure de faire taxer les dépens ou de faire liquider les dommages-intérêts, l'autre partie peut être reçue à former sa demande au pétitoire en offrant caution de satisfaire

laux ou promesses de vente consentis par les défendeurs à l'intervenant ne conféraient à ce dernier aucun droit de propriété dans les terrains en question; les défendeurs sont toujours restés les seuls propriétaires de ces terrains, et, partant, l'action négatoire du demandeur a été bien dirigée contre les défendeurs.—C. R., 1898. *Kieffer vs Les Ecclésiastiques du Séminaire des missions étrangères & Belleu*, 4 R. de J., 373; TASCHE-REAU, LORANGER & DELORMIER, JJ.

1065. Possessory actions must be brought within a year from the disturbance.—C. C. P., 947.

possessoire en complainte, doit alléguer qu'il possède depuis un an et un jour avant le trouble dont il se plaint.—Et, sur une défense en droit, l'action sera déboutée, si le demandeur n'allègue qu'il possède depuis plus d'un an avant l'institution de l'action, quoiqu'il fasse remonter le trouble jusqu'à un mois avant l'institution de l'action.—C. S., 1866. *Cardinal vs Bétanger*, 10 J., 251; 16 R. J. R., 37; MONK, J.

6. In order to maintain an action *en complainte*, plaintiff must have had exclusive and uninterrupted possession of the property during the year and day previous to the institution of the action.—C. A., 1866. *Morin & Palsgrave*, 1 L. C. L. J., 95; 2 L. C. L. J., 111; 15 R. J. R., 428.

7. *Held*: reversing the judgment of the court below. FOURNIEF, J., dissenting, that as P. had proved a possession *animo domini* for a year and a day, he should be re-instated and maintained in peaceable possession of the land, and H. forbidden to trouble him by exercising a right of way over the land in question, reserving to the latter his recourse to revendicate *au pétitoire* any right he might have.—C. suprême, 1886. *Pinsonnault & Hébert*, 32 J., 59.

1066. Action on disturbance or for repossession cannot be joined with the petitory claim, nor can the latter be brought until the action on disturbance or for repossession has been terminated, and the condemnation has been satisfied and executed.

Nevertheless, if the party who has obtained judgment is in default with regard to the taxation of the costs or the liquidation of the damages, the other party may bring his petitory action, on giving security that he will

aux condamnations. — C. P. C., 948, amendé.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action pétitoire	4 à 19
Allégation du titre de propriété	11, 12, 13, 15
Banc d'église	5
Bois coupé	16
Bornage	7, 18
Chemin de fer	17
Commissaires du Havre	19
Défense	5, 9 à 13
Détenteur précaire	9, 10
Empiètement	18
Héritier indivis	14
Locataire	9
Pétitoire et possessoire	4, 5, 6
Propriétaires riverains	19
Transport	15

1. Le possesseur actuel dont la possession est troublée intente la plainte, pour éviter qu'à la longue, la répétition des mêmes faits ne rende sa possession équivoque et, par conséquent, inutile au point de vue des actions possessoires et de la prescription. On appelle trouble "tout fait matériel ou tout acte juridique qui, soit directement et par lui-même, soit indirectement et par voie de conséquence, constitue ou implique une prétention contraire à la possession d'autrui," en supposant, d'ailleurs : 1° qu'il réunisse les conditions générales sans lesquelles l'atteinte à la possession ne peut fonder aucune action possessoire ; 2° qu'il n'ait pas entraîné la dépossession du demandeur, car alors il n'y aurait plus lieu à la contrainte, mais à la réintégrant qui, suivant la jurisprudence, en est essentiellement distincte. — I GARSONNET, § CXXXI, p. 556.

2. Il y a quelque difficulté à définir la dénonciation du nouvel œuvre, et à dire si elle diffère de la plainte et en quoi. Ce qui est sûr, c'est qu'elle est une action possessoire et qu'on ne peut, comme en droit romain, obtenir par voie extra judiciaire ni la suppression ni même la suspension de travaux en cours d'exécution. Ce qui est également certain, c'est qu'une telle action suppose un trouble particulier, "un nouvel œuvre," c'est-à-dire des travaux de construction, de réparation ou de démolition ; sans cela le nom de cette action n'aurait pas de sens. — *Idem*, p. 558.

La réintégrant sert à faire remettre en possession le possesseur injustement dépouillé, sans préjudice en rien la solution du procès qui pourra s'engager plus tard au possessoire. Elle n'est pas moins utile au propriétaire qu'elle dispense de faire la preuve peut-être difficile de sa propriété, qu'au simple possesseur qui obtient ainsi le maintien du *statu quo* en attendant la démonstration d'un droit préférable au sien : ils y trouvent l'un et l'autre l'avantage de jouer le rôle de défendeurs au pétitoire et d'y être, par conséquent, soulagés du fardeau de la preuve. — *Idem*, p. 559.

satisfy such condemnation. — C. C. P., 948, amended.

3. V. art. 87, n. 4, 13 et 16.

4. Le pétitoire comprend toujours le possessoire, et le demandeur qui, à ses conclusions pétitoires en joint des possessoires, ne mêle pas le possessoire au pétitoire : il ne fait qu'une chose inutile. — C. R., 1891, *McGee vs Laroche*, 17 Q. L. R., 212 ; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

5. Dans une action réclamant la possession d'un banc d'église, il n'y a pas cumul du pétitoire avec le possessoire en alléguant, comme les défendeurs le font dans leur exception, des moyens qui se rattachent directement et uniquement au droit de propriété du banc en question. — C. A., 1875, *La Fabrique de Deschambault & Dubau*, 2 Q. L. R., 6.

6. A petitory action may be instituted pending proceedings (by defendant) in a possessory action. — C. A., 1869, *Mackay & Cook*, 13 J., 321 ; 19 R. J. R., 420.

7. Un propriétaire ne peut porter l'action pétitoire contre son voisin avant d'avoir mis ce dernier en demeure de contester ses droits de propriété. Autrement, comme il s'agit d'une question de limites, c'est l'action en bornage qui doit être portée. — C. A., 1878, *Fraser & Gagnou*, 4 Q. L. R., 381.

8. A petitory action, not setting out the district in which the land claimed is situated, will be dismissed in the absence of evidence or an admission of the identity of the township within which the land is alleged to lie, with the township mentioned in the titles produced. — C. R., 1871, *Hart vs Rose*, 15 J., 133 ; 21 R. J. R., 429 ; MONDELET, MACKAY & BEAUDRY, JJ.

9. The tenant who is sued in a petitory action is not entitled to ask that the action be dismissed, but only that he be dismissed from the cause when the lessor declared by him shall have been brought in. If the lessor designated by the tenant denies that he is lessor, the tenant, on notice of such defence, will be obliged to prove the truth of his declaration. The indication by the tenant of the name of his lessor must be made by preliminary plea, and not by peremptory exception. — C. R., 1883, *Dupuis vs Bouvier*, 27 J., 339 ; 7 L. N., 92 ; TORRANCE, RAINVILLE & MATHIEU, JJ.

10. Un plaidoyer au mérite demandant le renvoi pur et simple d'une action pétitoire dirigée contre un détenteur précaire, est mauvais et sera renvoyé avec dépens contre le défendeur. Le détenteur précaire doit dans ce cas demander sa mise hors de cause, en faisant connaître par un plaidoyer préliminaire le nom de la personne pour laquelle il détient la propriété. L'action en reddition de compte qui compète en certains cas au propriétaire d'un héritage, contre celui qui l'a géré et administré, n'est pas exclusive de

l'action pétitoire.—C.R., 1882. *Lesage vs Prud'homme*, 26 J., 213; MACKAY, PAPI-NEAU & JETTE, JJ.

11. In a petitory action, to which the defendant demurred on the ground that the plaintiff had not alleged his title nor that of his *auteurs*, nor that the same were enregistered.—*Held*: overruling the demurrer, that such allegation were not necessary, and that the averment that the plaintiff's *auteurs* were, at the time of the sale to him, proprietors in open, public and peaceable possession of the land so sold, in virtue of good titles, was sufficient to render the declaration non demurrable on the grounds urged by the defendant.—C.R., 1884. *Ross vs Lefebvre*, 10 Q.L.R., 244; MEREDITH, STUART & CARON, JJ.

12. Dans une action pétitoire, des plaidoyers alléguant le titre du défendeur au terrain en contestation, en vertu d'un acte fait en faveur de lui-même et d'une autre personne, sont des plaidoyers recevables à l'action, bien que la procurator en vertu de laquelle le titre est transféré, soit, dans l'un des plaidoyers, alléguée comme étant faite en faveur de A., et dans une autre en faveur de A. et B., coassociés, et bien que le titre ait été exécuté par B. au nom de la société.—C.A., 1857. *Cummings & Quintal*, 7 L.C.R., 139.

13. Where the defendant in a petitory action pleaded that before the date of the plaintiff's title he had been in possession of the lot as proprietor for more than ten years, and set up no title, the plea was held to be irregular and insufficient in law, as failing to allege with sufficient certainty an adverse title on his part.—C.A., 1859. *Osgood & Kellam*, 10 L.C.R., 22; 8 R.J.R., 103.

14. Un seul de plusieurs héritiers indivis peut porter l'action pétitoire contre le tiers qui n'a aucun droit à la succession et revendiquer par elle la totalité d'un immeuble lui appartenant, que ce tiers détient.—C.S., 1885. *Bell vs Bédard*, 11 Q.L.R., 318; CASAULT, J.

15. A plaintiff in a petitory action cannot recover under a conveyance, as against a person in possession at the date of such conveyance, without its being established that the person granting the conveyance had a right in the property conveyed.—A plaintiff in a petitory action cannot succeed upon

a title which he had not pleaded and which the defendant had no opportunity of answering in pleading.—C.A., 1861. *Gibson & Wear*, 6 J., 78; 10 R.J.R., 41.

16. Une demande pour la valeur d'une certaine quantité de bois coupé sur un terrain dont les parties se contestent la possession et le titre, est de la nature d'une action pétitoire.—C.R., 1871. *Fournier vs Lavoie*, 15 J., 270; MONDELET, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

17. Un propriétaire a un recours direct, par action pétitoire, contre une compagnie de chemin de fer qui se serait mise en possession d'un terrain pour sa voie ferrée, sans le consentement du propriétaire et sans lui faire d'offre préalable pour le terrain ainsi occupé.—C.A., 1885. *La Compagnie du Chemin de Fer Central & Legembre*, 11 Q.L.R., 106.

18. A petitory action will not lie, for an alleged encroachment in the erection of a dwelling, shed and fence, on the line of division between the plaintiff's and defendant's lots, acquired by them from a common *auteur*, when such erection has been effected with the knowledge and consent of the party complaining, and specially so, in the absence of any legal *bornage* of the respective properties.—C.R., 1869. *Martin vs Jones*, 15 J., 6; 21 R.J.R., 105; MONDELET, MACKAY & TORRANCE, JJ.

19. The Statute 16 Vic., cap. 24, extending the jurisdiction of the Harbour Commissioners westward to the little St. Pierre River and giving them the control and management within the extent of the limits specified, does not thereby vest in them the proprietorship of the bed of the river, nor enable them to maintain petitory actions against *des propriétaires riverains*, within their extended limits, under allegations that such *propriétaires riverains* have encroached upon the bed of the River.—*Propriétaires limitrophes* between whom no boundary has ever been fixed are not entitled the one to bring a petitory action against the other under pretext that there has been encroachment, without first taking measures to establish the boundary between their respective properties.—C.S., 1861. *The Harbour Commissioners of Montreal vs Hall*, 5 J., 155; 9 R.J.R., 168; SMITH, J.

CHAPITRE XLVII.

PURGE DES HYPOTHÈQUES OU RATIFICATION DE TITRE.

1067. Celui qui a acquis des immeubles par titre translatif de propriété peut obtenir la purge des hypothèques dont sont grevés ces immeu-

CHAPTER XLVII.

DISCHARGE FROM HYPOTHECS, OR CONFIRMATION OF TITLE.

1067. Any person who has acquired immoveable property by any title of a nature to transfer ownership may free such property from any

bles, en faisant ratifier son titre suivant les formalités ci-après prescrites.—C. P.C., 949, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 36, s. 1.

2. Le requérant pour lettres de ratification de titre peut, en tout état de cause, se

1068. L'acquéreur doit déposer le titre qu'il veut faire ratifier au greffe de la cour supérieure du district où l'immeuble est situé, ou dans lequel la sentence de ratification doit être rendue, et obtenir du protonotaire un avis rédigé dans les langues française et anglaise contenant la mention de ce dépôt, la désignation de l'acte et des parties, la description de l'immeuble, le jour auquel la demande de ratification sera présentée au tribunal, l'indication de ceux qui ont possédé l'immeuble pendant les trois dernières années qui ont précédé cet avis, et une réquisition aux créanciers qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur l'immeuble de produire leurs oppositions dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la demande.

Si le titre comprend des immeubles situés dans différents districts, il doit être fait une demande de ratification dans chaque district, pour l'immeuble qui y est situé.

Lorsque l'immeuble est situé partie dans un district et partie dans un autre, la procédure peut être poursuivie dans l'un ou l'autre district, et a effet pour la totalité de l'immeuble.—C.P.C., 950, *amendé*; 951, *partie*.

1. *Ibid.*, ss. 2-4.

1069. Cet avis doit être publié :

1. Par l'insertion deux fois dans

hypothecs with which it is charged, by obtaining a confirmation of his title according to the formalities hereinafter prescribed. — C. C. P., 949, *amended*.

désister de sa procédure, en offrant de payer tous les frais.—C.A., 1846. *Ex parte Chabot*, 1 R. de L., 224; 2 R.J.R., 17.

1068. Such person must lodge the title which he seeks to have confirmed in the office of the Superior Court, in the district where the immovable is situated, or in which the confirmation of title must be obtained, and obtain from the protonotary a notice in French and in English, mentioning that the deed has been so lodged, containing a designation of the deed and of the parties thereto, a description of the immovable, the date at which the application for confirmation will be presented to the court, an indication of the persons who possessed the immovables during the three years next before such notice, and calling upon all creditors who claim to have any privilege or hypothec upon the immovable to file their oppositions within six days from the day fixed for presenting the application.

If the deed comprises immovable situated in different districts, *v.* application for confirmation of title should be made in each district, for such immovables as are situated therein.

When the immovable is situated partly in one district and partly in another, the proceedings may be had in either district, and avail for the whole of the immovable.—C.C.P., 950, *amended*; 951, *in part*.

1069. Such notice must be published :

1. By being inserted in the *Quebec*

l'espace d'un mois dans la *Gazette Officielle de Québec* ;

2. En outre, si l'immeuble est situé dans la cité de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke, St-Hyacinthe ou Sorel, ou dans la ville de St-Jean, par l'insertion dans un journal publié dans la langue française et dans un journal publié dans la langue anglaise de la localité, et, s'il n'y a qu'un journal dans la localité ou que tous soient publiés dans la même langue, par l'insertion de l'avis dans les deux langues, dans le même journal ; ou, si l'immeuble est situé dans une paroisse autre que celles comprises dans les localités ci-dessus, par la lecture et l'affichage, le troisième dimanche qui précède le jour où la demande de ratification de titre doit être faite, à la porte de l'église de la paroisse où l'immeuble est situé, à l'issue du service du matin, ou, s'il n'y a pas d'église, à l'endroit le plus public de la localité. S'il n'y a pas de service, l'affichage suffit.—C. P. C., 951, *partie*, 952, *amendés* ; S. R., 5982, 5983.

1. S. R. B. C., c. 36, s. 2, § 2.—27-28 V.,

1070. Dans le cas d'immeubles fictifs, les procédures sont faites dans le district où le vendeur ou cédant était domicilié pendant les trois années qui ont précédé la passation du titre à ratifier, ou, si pendant cette période il a eu son domicile dans plusieurs districts, dans le district dans lequel il est actuellement domicilié, en donnant le même avis public dans les différents districts où il a eu son domicile pendant les trois années.—C. P. C., 953.

1. S. R. B. C., c. 36, s. 3.

1071. Au jour fixé dans l'avis, le réquerant doit présenter au tribunal sa

Official Gazette twice during the course of one month ;

2. Moreover, if the immovable is situated in the city of Quebec, Montreal, Three Rivers, Sherbrooke, St. Hyacinthe or Sorel, or in the town of St. John's, by being inserted in a newspaper published in French, and in one published in English, in the locality, and, if there is only one newspaper in the district or all are published in the same language, in both languages in the same newspaper ; or, if the immovable is situated in a parish other than those contained in the above-mentioned localities, by reading aloud and posting such notice on the third Sunday before the day on which the application for confirmation of title is to be made, at the door of the church of the parish in which the immovable is situated, immediately after morning service, or, if there is no church, at the most public place in the locality. If there is no service, it is sufficient to merely post the notice.—C. C. P., 951, *in part*, 952, *amended* ; R. S., 5982, 5983.

c. 39, s. 2.

1070. In the case of immovables by fiction of law, the proceedings are had in the district where the vendor or assignor had his domicile during the three years next preceding the execution of the deed to be confirmed, or, if during that period he had his domicile in more districts than one, then in the district in which he is actually domiciled, giving the same notice in the other districts in which he was domiciled during the such three years.—C. C. P., 953.

1071. Upon the day mentioned in the notice, the applicant must present

demande en ratification.—C.P.C., 954, *partie*; S.R., 5984.

1072. Il doit produire avec sa requête :

1. Certificats des publications et affiches requis, s'il y en a eu, et copies de la *Gazette Officielle de Québec* et des journaux contenant les annonces ;

2. Certificats du ou des bureaux d'enregistrement dans la circonscription duquel ou desquels se trouve ou s'est trouvé l'immeuble, préparés conformément à l'article 771, en autant qu'applicable.—C.P.C., 954, *partie*; 955, *partie, amendé*; S.R., 5984

1. S.R.B.C. . 36, ss. 7, 10.—25 V., c. 11,

1073. Les dispositions des articles 772, 773 et 774 sont également applicables aux certificats mentionnés au second paragraphe de l'article qui précède.—C.P.C., 956, *amendé*.

1074. Les créanciers hypothécaires dont les droits ne sont pas constatés par le titre dont la ratification est demandée ou par le certificat du registraire, sont tenus de produire leur opposition le ou avant le sixième jour qui suit celui fixé pour la présentation de la demande, à peine de déchéance.—C.P.C., 957, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 36, ss. 15, 16.

2. Le créancier hypothécaire, indiqué dans le contrat de vente, n'est pas tenu de faire une opposition afin de conserver à la demande en ratification de titre.—Une telle opposition sera maintenue, mais sans frais.—C.S., 1859. *Ex parte Lenoir & Lamothe*, 3 J., 303; 10 L.C.R., 451; BADGLEY, J.

3. Une opposition d'un créancier hypothécaire, dont les droits ne sont pas consta-

1075. Néanmoins, l'opposition n'est pas nécessaire pour la conservation du principal des rentes constituées pour le rachat des droits seigneuriaux.

Les dispositions des articles 790 et

his application for confirmation to the court.—C.C.P., 954, *in part*; R.S., 5984.

1072. The applicant must file with his application :

1. Certificates of the publications and posting required, if such have been had, and copies of the *Quebec Official Gazette* and of the newspapers containing the notices ;

2. Certificates from the registrar or registrars within whose divisions the immovable is or was situated, prepared, in so far as may be, in conformity with Article 771.—C.C.P., 954, *in part*; 955, *in part, amended*; R.S., 5984.

s. 4.—27-28 V., c. 40, s. 1.

1073. The provisions of Articles 772, 773 and 774 apply also to the certificate mentioned in the second paragraph of the preceding Article.—C.C.P., 956, *amended*.

1074. All hypothecary creditors whose rights are not made known by the deed of which confirmation is sought, or by the registrar's certificate, are bound, on pain of being foreclosed from doing so, to file their oppositions on or before the sixth day after the day fixed for presenting the application.—C.C.P., 957, *amended*.

tés par le titre dont la ratification est demandée, ou par le certificat du registraire produite après le huitième jour (maintenant six jours) qui précède celui fixé pour la présentation de la demande, est irrégulière et sera rejetée sur motion.—C.S., 1891. *Guérin vs Craig*, 35 L., 116; MATHIEU, J.

4. Peremption will not be granted of an opposition to a ratification of title.—C.S., 1861. *Robertson & Pollock*, 5 J., 150; 11 L.C.R., 285; 9 R.J.R., 124; SMITH, J.

1075. No opposition is, however, necessary for the preservation of the principal of rents created in place of seigniorial rights.

The provisions of Articles 790 and

791 s'appliquent également dans les procédures en ratification de titre.—C. P.C., 958.

1. S.R.B.C., c. 36, ss. 17, 18.—25 V., c.

1076. Durant le mois prescrit pour la publication de l'avis de la demande en ratification, tout créancier du vendeur ou cédant ou de ses auteurs peut comparaître au greffe et offrir une enchère sur la somme, prix ou autre considération ou valeur, s'il y en a, portée dans le titre, et la faire recevoir, pourvu que cette enchère soit d'au moins un dixième de la totalité du prix, somme ou autre considération ou valeur, et que l'enchérisseur offre en outre au requérant de lui rembourser ses frais et loyaux coûts, et lui donne à cet effet caution en la manière ordinaire, ou consigne une somme suffisante pour cet objet, suivant la discrétion du juge, sauf à parfaire.—C. P.C., 959, amendé; S.R., 5985.

1. S.R. B.C., c. 36, s. 11.

2. Un créancier qui a offert une enchère, dans le cas d'une demande pour lettres de ratification, conformément à la troisième section de la 9e George IV, c. 20, n'est pas tenu d'accompagner son offre du dépôt de son enchère.—Il n'est pas non plus tenu de donner avis de son cautionnement.—Les cautions ne sont pas obligées d'affirmer qu'elles sont propriétaires de biens-fonds et le cautionnement ne doit pas nécessairement contenir une description d'immeubles affectés au dit cautionnement.—Tel créancier ne sera point déclaré l'acquéreur, tant qu'il n'aura pas mis l'acquéreur originaire en demeure de déclarer s'il entend retenir sa propriété, et payer le prix d'acquisition.—L'acquéreur ne pourra pas être admis à retenir la propriété à moins qu'il ne dépose le prix d'acquisition

1077. Les autres créanciers du vendeur ou auteur peuvent également, aux mêmes conditions, surenchérir sur l'enchère, et les uns sur les autres, pourvu que chaque surenchère subséquente ne soit pas moindre qu'un

791 apply also to proceedings to obtain confirmation of title.—C.C.P. 958.

11, s. 2.

1076. During the month prescribed for the publication of the notice of the application for confirmation of title, any creditor of the vendor or assignor or of his predecessors in title, may appear at the office of the court and bid an increase over the sum, price, or other consideration or value, if any, mentioned in the title, and have his bid received, provided the increase be equal to at least one-tenth of the whole price, sum or other consideration or value, and the bidder offers, besides, to refund to the applicant all his costs and lawful disbursements, giving him security to that effect in the ordinary manner, or depositing for that purpose a sufficient sum, according to the discretion of the judge, reserving the subsequent completion of the precise amount.—C.C.P., 959, amended; R.S., 5985.

et surenchère, et à son défaut, le créancier surenchérisseur sera admis à déposer tel prix, et sera déclaré l'acquéreur.—C.S., 1853. *Ex parte Ruston vs The Quebec Building Society*, 3 L.C.R., 297; 4 R.J.R., 17; BOWEN, DUVAL & MEREDITH, JJ.

3. Un créancier hypothécaire ou chirographaire n'a pas droit de comparaître à l'audition sur la requête en ratification de titre, s'il ne démontre pas au tribunal, par une procédure voulue, *v. g.* intervention, opposition ou autre, qu'il a un intérêt ou un grief suffisant à faire rejeter la demande en ratification. C'est le tribunal qui représente les créanciers et surveille par eux les procédures en ratification.—C.R., 1894. *Ex parte Pérodeau*, 5 R.J.O., 458; JETTÉ, GILL et DE LORIMIER, JJ.

1077. Any other creditor of the vendor or assignor may, in like manner, and under the same conditions, outbid such creditor, and all such creditors may continue outbidding each other, provided each outbidder offers

vingtième de la somme, prix ou autre considération ou valeur, en sus des frais et loyaux coûts.—C.P.C., 960, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 36, s. 11, § 2.

1078. Le requérant peut néanmoins retenir les immeubles au prix porté par la dernière surenchère offerte suivant la loi.—C.P.C., 961.

1. *Ibid.*, § 3.

1079. A défaut d'enchère dans le délai ci-dessus mentionné, la valeur de l'immeuble reste définitivement fixée au prix et à la somme portés dans le titre, sauf les dispositions ci-après.—C.P.C., 962, *amendé*.

1. *Ibid.*

1080. Si le requérant veut purger les hypothèques dont l'immeuble est grevé, il doit déposer entre les mains du protonotaire, en même temps que le certificat des hypothèques, le prix mentionné dans son titre, ou le montant auquel ce prix est porté par l'enchère ou les surenchères.

Cependant, s'il a une réclamation hypothécaire constatée par le certificat du registrateur, il peut retenir sur le prix le montant de sa réclamation jusqu'à ce que le jugement soit rendu, pourvu qu'il fournisse au protonotaire bonnes et suffisantes cautions pour tous les dommages que pourrait souffrir une partie intéressée s'il ne fait pas au protonotaire le paiement que le tribunal ordonnera.

S'il apparaît du certificat du registrateur qu'il n'y a pas d'hypothèques, et s'il n'y a pas d'opposition ou réclamation, ou si le montant déposé ou pour lequel il a été donné caution suffit pour acquitter toutes les charges apparentes, la sentence de ratification est pro-

an increase of at least one-twentieth of the price, purchase-money or other consideration or value, over and above the costs and lawful expenses.—C.C.P., 960, *amended*.

1078. The applicant may, however, retain the immoveables at the amount of the highest bid legally offered.—C.C.P., 961.

1079. If no such outbidding takes place within the delay above-mentioned, the value of the immovable remains definitively fixed at the price and sum mentioned in the title-deed, saving the provisions hereinafter contained.—C.C.P., 962, *amended*.

1080. If the applicant desires to discharge the property from hypothecs, he must deposit in the hands of the prothonotary, together with a certificate of hypothecs, the price mentioned in the title-deed, or the amount which such price has reached by the outbidding.

When, however, he has an hypothecary claim against the property, which appears by the certificate of the registrar, he may retain the purchase-money, to the extent of his claim, until judgment has been rendered, provided he furnishes the prothonotary with good and sufficient sureties for all damages that may be suffered by any interested party in the event of the non-payment of such sum as the court shall order.

If it appears by the certificate of the registrar that there are no hypothecs, and if there are no oppositions or claims, or if the amount which has been deposited or for which security has been given is sufficient to pay all

noncée purement et simplement.—C. P.C., 963, *amendé*; S.R., 5986.

1. S.R.B.C., c. 76, s. 12.

2. L'acquéreur n'est point tenu de déposer l'intérêt du prix de son acquisition pour obtenir une sentence ou jugement de ratifi-

1081. Mais si la somme déposée ou pour laquelle il a été donné caution ne suffit pas pour payer toutes les charges et hypothèques apparentes, ou s'il n'y a pas de prix mentionné dans l'acte, le juge, à l'instance du requérant, nomme deux experts, et le requérant en nomme un troisième, pour évaluer l'immeuble et faire rapport, suivant les formalités ordinaires.—C. P.C., 964, *amendé*.

1. *Ibid.*, § 3.

2. Il n'est pas nécessaire de donner avis de la nomination des experts, ni de leurs

1082. Si la valeur constatée par les experts n'excède pas le prix payé en cour par le requérant, le jugement de ratification est rendu purement et simplement.

Si la valeur constatée par les experts excède le prix ainsi payé, ou s'il n'est mentionné aucun prix dans le titre d'acquisition, le requérant ne peut obtenir la ratification de ce titre qu'en déposant la différence entre le prix d'évaluation et celui stipulé, ou tout le prix d'évaluation s'il n'y a pas eu de prix.—C.P.C., 965.

1. *Ibid.*, § 4.

2. Le rapport en brevet des experts, constatant la valeur totale des immeubles, est suffisant et valable.—C.R., 1894. *Ex parte Pérodeau*, 5 R.J.O., 458; JETTE, GILL & DELORIMIER, JJ.

1083. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne s'appliquent pas au cas d'expropriation par autorité pour des fins d'utilité publique, lors-

the charges which appear, then judgment of confirmation is pronounced purely and simply.—C. C. P., 963, *amended*; R.S., 5986.

cation et la purg des hypothèques affectant sa propriété.—C.S., 1852. *Ex parte Hart*, 3 J., 40; 7 R.J.R., 347; DAV, SMITH & MONDELET, JJ.

1081. But if the sum which has been deposited or for which security has been given is not sufficient to pay all the charges and hypothecs which appear, or if no price is mentioned in the deed, the judge may, at the instance of the applicant, name two experts, and the applicant names a third, in order to determine the value of the property and to report thereon; the whole according to the ordinary formalities.—C.C.P., 964, *amended*.

procédures, aux créanciers.—C. R., 1894. *Ex parte Pérodeau*, 5 R.J.O., 458; JETTE, GILL & DELORIMIER, JJ.

1082. If the value determined by the experts does not exceed the price paid in by the applicant, the judgment of confirmation is pronounced purely and simply.

If the value determined by the experts exceeds the price thus paid in, or if no price is mentioned in the title-deed, the applicant cannot obtain a confirmation unless he deposits the difference between the value thus ascertained and the price, or the whole of such value, if no price has been agreed upon.—C.C.P., 965.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

3. Dans une action en ratification de titre, le rapport des experts ne sera pas mis de côté comme irrégulier, parce qu'avis de la nomination des experts n'aura pas été donné à un créancier hypothécaire qui a comparu.—C.S., 1898. *Walker vs Marchand*, 4 R.L.n.s., 239; MATHIEU, J.

1083. The provisions of the last two preceding Articles do not apply to cases of expropriation of property by competent authority for public pur-

que la compensation ou indemnité a été réglée par arbitrage ou expertise suivant la loi.—C.P.C., 966.

1. S.R.B.C., c. 36, s. 13.

1084. Sur preuve de l'accomplissement de toutes les formalités ci-dessus prescrites, jugement est rendu ratifiant le titre d'acquisition, quitte de toutes hypothèques autres que celles mentionnées en l'article 1075.—C.P.C., 967.

1. *Ibid.*, s. 14.

2. Les lettres de ratification n'ont pour effet que de purger les hypothèques, sans aucunement fortifier le titre d'acquisition dont la ratification est demandée, lequel, nonobstant telle ratification, reste avec toutes ses défauts et tous ses vices.—C.S., 1860. *Glackmayer vs Le Maire, les conseillers et citoyens de la cité de Québec*, 11 L.C.R., 18; 9 R.J.R. 372; TASCHEREAU, J.

3. In the case of a simple delegation of

1085. Sur production d'une déclaration du requérant à cet effet, le jugement peut être rendu, sujet aux hypothèques portées dans le certificat du registrateur et aux oppositions et réclamations produites; et, dans ce cas, l'immeuble n'est purgé que des hypothèques qui ne sont pas mentionnées dans le jugement.—C.P.C., 968.

1. *Ibid.*, s. 12.

1086. Le prix déposé est distribué sur ordonnance du tribunal, comme les deniers provenant de la saisie et vente des immeubles sur exécution.—C.P.C., 969.

1. *Ibid.*, s. 19.

1087. Le protonotaire est tenu de faire enregistrer, au bureau d'enregistrement qu'il appartient, tel que prescrit au titre de l'*Enregistrement des droits réels* dans le Code civil, tout jugement de ratification de titre, avant d'en délivrer copie à qui que ce soit, et a droit d'exiger du requérant le prix et les frais de cet enregistrement,

when the compensation or indemnity has been settled by arbitration or by experts, according to law.—C.C.P., 966.

1084. Upon proof of the observance of all the formalities hereinabove prescribed, judgment is pronounced confirming the title-deed as free from all hypothecs other than those mentioned in Article 1075.—C.C.P., 967.

payment in a deed of sale, where the vendee, in the course of proceedings for a judgment of ratification, deposits the total amount of purchase money in court, he is completely exonerated from all farther responsibility to pay the amount stipulated to be paid to the creditor *délegué*, even if such creditor receives nothing in the distribution of the moneys so deposited.—C.S., 1865. *Dubuc vs Charron*, 9 J., 106; 14 R.J.R., 168; BADGLEY, JJ.

1085. If the applicant files a written declaration to that effect, judgment may be rendered subject to the hypothecs mentioned in the registrar's certificate, and to the oppositions and claims filed; and in such case the immoveable is discharged only from such hypothecs as are not mentioned in such judgment.—C.C.P., 968.

1086. The price deposited is distributed under an order of the court, as moneys levied upon the seizure and sale of immoveables under execution.—C.C.P., 969.

1087. The prothonotary, before delivering to any person a copy of any judgment of confirmation of title, is bound to cause such judgment to be registered in the proper registry office, as prescribed in the title *Of Registration of Real Rights* in the Civil Code, and has a right to demand from the applicant the costs and expenses of

et des radiations qui doivent l'accompagner.—C.P.C., 970.

1. 25 V., c. 11, s. 2.

1088. Le mot *hypothèque* employé dans ce chapitre, comprend les privilèges affectant les immeubles.—C.P.C., 971.

1. *Ibid.*, s. 32.

CHAPITRE XLVIII.

CERTAINES PROCÉDURES ENTRE LOCATEURS
ET LOCATAIRES.

1089. Lorsqu'il est dû du loyer par un locataire, et que ce loyer n'est pas payé lors de son échéance, le propriétaire ou locateur peut faire signer (a) au locataire une mise en demeure par écrit d'avoir à quitter les lieux loués sous un délai qui ne doit pas être moindre que trois jours francs ; et, s'il les quitte dans le dit délai, remise du loyer lui est faite.

Si le locataire refuse ou néglige de se rendre à cette mise en demeure dans le délai prescrit, le locateur, en poursuivant devant une cour de juridiction compétente, peut faire saisir tous les meubles qui garnissent les lieux loués et qui n'ont pas été enlevés dans le délai fixé, et les faire vendre en la manière ordinaire, sans que le locataire puisse se prévaloir de l'exemption de saisie décrétée par les articles 598 et 599, § 2.

Le locateur peut ne pas se prévaloir du bénéfice du présent article, et dans ce cas il conserve tous ses droits et recours comme si le présent article n'existait pas.—*Nouveau* ; C. P. C., 556a ; 60 V., c. 55.

(a) Le mot "signer," ici, est mis par er-

such registration, and of the cancellings which it occasions.—C. C. P., 970.

1088. The word "hypothec" in this Chapter includes all privileges affecting real estate.—C. C. P., 971.

CHAPTER XLVIII.

CERTAIN PROCEEDINGS BETWEEN LESSORS
AND LESSEES.

1089. Whenever any rent is due by a lessee and is not paid when due, the proprietor or lessor may notify the lessee, in writing, to quit the premises leased within a delay which shall not be less than three clear days ; and, if he quits within the said delay, the rent due is remitted him.

If the lessee refuses or neglects to comply with the said notice within the specified delay, the lessor may, by suit before a competent court, have all the moveables garnishing the leased premises, and which have not been removed within the specified delay, attached, and have them sold in the ordinary manner, without the said lessee having any right to avail himself of the exemption from seizure provided for under Articles 598 and 599, Paragraph 2.

The lessor need not avail himself of the benefit of this Article, and in that case he retains all his rights and recourse as though this Article did not exist.—*New* ; C. C. P., 556a ; 60 V., c. 55.

reur, dans le texte officiel, pour le mot "signifier."—(V. 60 Vic., c. 55.)

CHAPITRE XLIX.

Séparation entre époux.

SECTION I.

SÉPARATION DE BIENS.

1090. Aucune demande en séparation de biens ne peut être formée par la femme sans une autorisation préalable accordée par un juge sur requête à cet effet, ou sur conclusion à cette fin contenue dans la demande en séparation.—C.P.C., 972.

1. 2 Pigeau, 182.—C.P.P., 865.

2. Rap. C.—Ce chapitre renferme des dispositions nouvelles destinées à compléter les règles relatives à la procédure en matière de séparation de biens et de séparation de corps. Plusieurs d'entre elles, celles des articles 1170 (1097), 1171 (1098), 1172 (1099), et 1173 (1100), sont tirées du Code civil. Nous recommandons que les changements rendus nécessaires par l'insertion de ces règles dans le Code de procédure soient apportées au Code civil.

D'autre part, le projet ne reproduit pas les articles 979, 980, 982, 983 et 984 du code

1091. La demande en séparation de biens doit être intentée seulement dans les cas mentionnés en l'article 1311 du Code civil, et dans la juridiction indiquée par l'article 96 du présent code.—C.P.C., 973, amendé.

1. 2 Pigeau, 181.

1092. Les formalités requises pour l'assignation ordinaire doivent y être remplies à la rigueur, sans que le conjoint assigné puisse en dispenser directement ou indirectement, même en ce qui regarde le délai d'assignation.

Avis en doit être donné et inséré pendant un mois dans la *Gazette officielle de Québec* et dans deux des journaux publiés au lieu ou aussi près que possible du lieu de la résidence du défendeur, dont l'un publié en langue française et l'autre en langue anglaise.

Il ne peut être procédé sur cette de-

CHAPTER XLIX.

Separation between Consorts.

SECTION I.

SEPARATION OF PROP. ETC.

1090. No suit for separation of property can be brought by a married woman without the previous authorization of a judge, granted upon a petition to that effect or upon conclusions for that purpose contained in the declaration in such suit.—C.C.P., 972.

actuel qui seront plus à leur place dans le Code civil.

L'article 91 (96 n. c.) détermine l'endroit où les actions en séparation de corps et de biens doivent être portées. L'article 1311 C. C. fixe aussi la compétence en cette matière. Par suite du changement apportée par l'art. 91 (96), ces deux articles sont maintenant en conflit. Pour y mettre fin, nous recommandons la suppression, dans l'article 1311, des mots : "devant le tribunal du domicile." Les modifications apportées à ces articles expliquent l'amendement de l'article 1104 (1091 n. c.).

1091. Suits for separation of property must be brought only in the cases mentioned in Article 1311 of the Civil Code, and within the jurisdiction prescribed by Article 96 of this Code.—C.C.P., 973, amended.

2. V. les annotations de l'article 96.

1092. The formalities required for ordinary summons in must be strictly observed in such suits, and the consort summoned has no power to dispense with the same, either directly or indirectly, even as regards the delay upon the summons.

Notice of such suit must be given and published during one month in the *Quebec Official Gazette*, and in two newspapers at, or as near as possible to, the place where the defendant resides, one of which is published in the French and the other in the English language.

mande qu'après la publication de cet avis.—C.P.C., 974 ; S.R., 5987.

1. 27-28 V., c. 17, s. 12, § 3.

2. Il est nécessaire de donner dans les journaux et dans la *Gazette Officielle*, l'avis requis par l'article 974 C. P., (1092 n. c.), lorsque dans une action en séparation de corps la partie demanderesse demande distinctement la séparation de biens.—C.S., 1887. *Pilon vs Vinet*, 3 M.L.R., 269; JETTÉ, J.

3. Le mari assigné en séparation de biens à comparaître un jour non juridique, et qui

1093. Lorsque l'action en séparation de biens se poursuit contre le gré du mari, la femme peut, avec l'autorisation du juge, faire saisir-gager les biens meubles de la communauté, pour la conservation de la part qu'elle aura droit d'y prétendre lors du partage.

Cette saisie est pratiquée comme dans le cas du locataire, mais le mari reste dépositaire judiciaire des effets saisis-gagés.

Le juge peut, suivant les circonstances, accorder main-levée ou suspension de la saisie, avec ou sans caution.—*Nouveau* ; C.P.C., 987.

1. 2 PIGEAU, 184

2. Rap. C.—Le nouvel article 1166 (1093) n'introduit pas d'innovation. Le droit de la femme à la saisie-gagerie conservatoire au cours de l'action en séparation de biens est, en effet, admis. (2 DOUTRE, n. 1522.—2 PIGEAU, 184.—ROUSSEAU & LAISNEZ, v^o

1094. Les créanciers de la personne assignée en séparation de biens ont droit d'intervenir dans l'instance pour surveiller la procédure ou contester la réclamation de la demanderesse, et ils peuvent à cet effet invoquer tous les moyens et exercer tous les droits qui compétent à leur débiteur.—C.P.C., 975.

1. 2 PIGEAU, 180.—27-28 V., c. 17, s. 12, § 3.—C.P.F., 870.—C.C., 1315, 1316.

2. La demanderesse avait poursuivi le défendeur, son mari, en séparation de biens,

No proceedings can be had in such suit until after the publication of such notice.—C.C.P., 974 ; R.S. 5987.

consent au rapport du bref d'assignation le lendemain, est par là même de connivence dans la poursuite. Celle-ci est partant nulle et le jugement qui l'a maintenue doit être annulé sur tierce opposition d'un créancier du mari.—C.R., 1890. *Roy vs Duberger et Fillion*, 16 Q.L.R., 244 ; CASALT, CARON & ANDREWS, JJ.

4. V. art. 1101, n. 2 à 5, rel. aux frais d'action encourus par la femme dans sa demande contre son mari.

1093. Whenever the suit for separation of property is taken against the will of the husband, the wife may, with the authorization of the judge, obtain an attachment against the moveable property of the community, for the preservation of the share which she will have a right to claim when the partition takes place.

The attachment is effected in the same manner as attachment for rent, but the husband remains judicial depository of the property attached.

The judge may, according to circumstances, allow the attachment to be released or suspended, with or without security.—*New* ; C.C.P., 987.

Séparation de biens, n. 106 et s.) En énonçant ce droit dans un texte exprès, nous avons en soin de conserver les conditions limitatives que l'ancien droit opposait à son exercice.

Le dernier paragraphe ne fait que reproduire un principe reconnu dans l'ancien droit.

1094. Any creditor of the person sued for separation of property has a right to intervene in the suit, in order either to watch the proceedings or to contest the plaintiff's claim, and he may for this purpose set up whatever grounds and exercise whatever rights his debtor might.—C.C.P., 975.

et obtenu jugement contre lui, conformément à sa demande. Des avis furent donnés par la voie des journaux, mais par erreur, dans un de ces avis, le prénom du défendeur

fut indiqué comme "Pierre" au lieu de "Philias," Aucun dol ou fraude ne fut prouvé.—*Jugé*: que cette erreur dans l'impression du nom du défendeur n'entraînait pas la nullité du jugement en séparation de biens.—C.S., 1896. *Charest vs Dufresne*, 11 R.J.O., 148; TELLIER, J.

1095. La demande en séparation de biens ne peut être accordée sur la confession ou les aveux de la partie défenderesse; les allégations de la demande doivent être établies par une autre preuve légale.—C.P.C., 976.

1. 2 PIGEAU, 186, 187.—C.P.F., 870.

1096. Le jugement qui prononce la séparation de biens peut en même temps liquider les reprises de la demanderesse, ou ordonner qu'elles seront constatées par un praticien ou des experts, s'il y a lieu.—C.P.C., 977.

1. 2 PIGEAU, 193, 194.

1097. Le jugement en séparation doit être inscrit sans délai par le protonotaire sur un tableau tenu à cet effet et affiché dans le greffe du tribunal qui a rendu le jugement; et de cette inscription, ainsi que de sa date, il est fait mention à la suite du jugement dans le registre où il est eutré.—*Nouveau*; C.C., 1313, *partie*; S.R., 6235.

1. Rap. C.—Le projet a omis comme surabondant l'article 978 du Code actuel, à cause des articles 1170 et 1171 (1097, 1098

1098. Le jugement de séparation peut être exécuté volontairement par le paiement réel, constaté par acte authentique, des droits et reprises de la femme, ou en justice, par des procédures aux fins d'obtenir ce paiement, mais sans préjudice des droits des tiers.—C.C., 1312, *partie*; C.P.C., 981, *partie, amendé*.

1. Rap. C.—L'article 1171 (1098 n.c.) réunit, sans les modifier, le premier alinéa

3. Le créancier du mari ne peut contester la demande en séparation de biens portée par la femme, et ne peut intervenir sur cette demande que pour la conservation de ses droits.—C.A., 1860. *Marchand & Lamirande*, 10 L.C.R., 375; 8 R.J.R., 428.

1095. Separation of property thus sued for cannot be granted upon the confession or the admissions of the defendant; the allegations of the declaration must be established by some other legal proof.—C.C.P., 976.

2. V. art. 1100, n. 2 et s.

1096. The judgment pronouncing separation of property may at the same time determine the reprises of the plaintiff, or order that they be determined by a practitioner or by experts, if there is occasion for it.—C. C.P., 977.

1097. Every judgment ordering separation of property must be inscribed, without delay, by the protonotary upon a list kept for that purpose and posted in the office of the court which rendered the judgment; and such inscription and the date thereof must be mentioned at the end of such judgment in the register in which it is recorded.—*New*; C.C., 1313, *in part*; R.S., 6235.

n.c.), qui reproduisent en partie les articles 1312 et 1313 du Code civil.

1098. The judgment of separation may be executed either voluntarily, by the actual payment, established by an authentic act, of what the wife has a right to receive or get back, or by legal means, by proceedings instituted for the purpose of obtaining such payment, but without prejudice to the rights of third parties.—C.C., 1312, *in part*; C.C.P., 981, *in part*.

de l'article 981 du Code actuel et partie de l'article 1312 du Code civil.

Les trois derniers alinéa de l'article 981 sont retranchés. Ils visent non-seulement la femme séparée judiciairement, mais celle

qui l'est contractuellement, et leur place est dans les Statuts refondus après l'article 5502.

SECTION II.

SÉPARATION DE CORPS.

1099. La demande en séparation de corps doit être portée seulement dans la juridiction indiquée par l'article 96 de ce code.—*Nouveau* ; C.C., 192, *amendé*.

1. 2 PIGEAU, 214.—C.N., 204.—C.C., 186 et s.

1100. La demande est intentée, instruite et jugée de la même manière que toute autre action civile ; les parties n'en peuvent toutefois admettre les allégations, dont il doit toujours être fait preuve devant le tribunal.—*Nouveau* ; C.C., 193.

1. POTHIER, 518.—1 PIGEAU, 228.—2 PIGEAU, 226.—4 PAND. FRANÇ., n. 127 et s., 152.—C.N., 307.

2. Le juge a un pouvoir discrétionnaire d'admettre l'aveu de la partie en matière de séparation de corps, lorsqu'il ne paraît pas y avoir de collusion entre les époux.—C.R., 1895. *Boucher vs Germain*, 8 R.J.O., 108; GILL, LORANGER & PAGNUELO, JJ.

3. Dans une action en séparation de corps et de biens, la cour ou un juge a un pouvoir discrétionnaire d'admettre le témoignage de l'une ou de l'autre des parties, et lorsqu'il ne paraît pas y avoir de collusion, ce témoignage devrait être admis.—C.S., 1886. *Moore vs Duclos*, 2 M.L.R., 254; JETTÉ, J.

4. Dans une instance en séparation de corps et de biens, l'époux défendeur peut interroger comme témoin l'époux demandeur, dans le but d'en obtenir la contradiction des allégations de l'action.—C.S., 1885. *Hébert vs Callaerts*, 14 R.L., 182; CHAGNON, J.

5. In an action *en séparation de corps et de biens* for adultery by the husband in the

1101. La femme qui veut obtenir une séparation de corps doit être préalablement autorisée à faire cette poursuite par le juge, sur requête contenant succinctement l'exposé des faits qui peuvent justifier cette demande, avec affirmation sous serment, et indi-

SECTION II.

SEPARATION FROM BED AND BOARD.

1099. No suit for separation from bed and board can be brought except within the jurisdiction stated in Article 96 of this Code.—*New* ; C.C., 192, *amended*.

2. V. les autorités citées sous l'art. 96.

3. Rap. C.—L'article 985 du Code actuel est omis.

1100. The suit is brought tried and decided in the same manner as all other civil suits ; nevertheless, the parties cannot admit the allegations, proof of which must always be made before the court.—*New* ; C.C., 193.

common household of himself and his wife, the admissions of the husband, made by him to third persons or resulting from his default to answer interrogatories *sur faits et articles*, will be considered by the court, where the Court is of opinion that they are not the result of collusion between the plaintiff and the defendant.—C.S., 1873. *Starke vs Massey*, 17 J., 242; JOHNSON, J.

6. But, *held*, that under no circumstances can the defendant be examined as a witness, in an action *en séparation de corps*, to prove the plaintiff's case.—C.S., 1883. *Ducharme vs Loyselle*, 27 J., 145; PAPINEAU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

7. Le mari, poursuivi en séparation de corps par sa femme, ne peut être admis, en réponse à une requête de cette dernière demandant qu'il soit enjoint au défendeur de s'abstenir de la rechercher et troubler, à alléguer réconciliation entre lui et sa femme, et à interroger la demanderesse sur le fait de telle réconciliation.—C.S., 1898. *Loyselle vs Parent*, 14 R.J.O., 164; MATHIEU, J.

1101. A wife who desires to obtain a separation from bed and board must, in order to bring the suit, first obtain the authorization of a judge, by means of a petition giving a summary statement of the facts which give rise to her application, with an affirmation

quant la maison où elle désire se retirer pendant le procès et porter les linges et hardes qui lui sont nécessaires.

Cette requête doit être signifiée au mari, si le juge l'ordonne.—C.P.C., 986.

1. 2 PIGEAU, 216-7.

2. The wife suing for separation from bed and board, is not entitled to ask that the defendant be foreclosed from making proof unless he pays the fees due to her attorney.—C. S., 1881. *McDougall vs Scoll*, 4 L.N., 323; TORRANCE, J.

3. Lorsqu'une femme est autorisée en justice à poursuivre son mari en séparation de corps, elle a le droit, si elle n'a pas les moyens de faire elle-même les déboursés et si son mari peut les faire, d'obtenir une ordonnance de la cour contre le mari lui enjoignant de payer les déboursés.—C.S., 1887. *Désoliers vs Lynch*, 3 M.L.R., 275; MATHIEU, J.

4. La femme, poursuivie par son mari en nullité de mariage, a droit à une provision pour frais, et cette provision doit être pro-

1102. Si la femme juge à propos de demander la saisie-gagerie des biens meubles de la communauté pour la conservation de la part qu'elle aura droit d'y prétendre au cas de partage, elle doit y être autorisée également par le juge.

Cette saisie est pratiquée comme dans le cas du locataire, mais le mari reste dépositaire judiciaire des effets saisis-gagés.

Le juge peut, suivant les circonstances, accorder mainlevée ou suspension de la saisie, avec ou sans caution.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 987.

1. 2 PIGEAU, 184.

2. Rap. C.—L'observation que nous avons faite relativement au dernier alinéa de l'article 1166 (1093 n.c.) s'applique à la nouvelle disposition finale de l'article 1175 (1102 n.c.)

3. Dans une action en séparation de corps, accompagnée d'une saisie-gagerie

1103. La femme peut également joindre à sa demande en séparation la

under oath, and indicating the house where she intends to reside during the suit, and where she will convey the linen and wearing apparel necessary for her use.

The application must be served upon her husband if the judge so orders.—C.C.P., 986.

portionnée aux besoins de la femme et aux facultés du mari.—C.S., 1888. *Tombyll vs O'Neill*, 16 R.L., 415; 11 L.N., 305; MATHIEU, J.

5. Mais lorsqu'une pension a déjà été accordée à la femme, elle ne sera pas reçue à demander le paiement de ses frais par le mari.—C.S., 1881. *McDougall vs Scott*, 4 L.N., 323; TORRANCE, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. La femme qui poursuit en séparation de corps n'a droit d'emporter avec elle que les linges et les hardes qui lui sont nécessaires; pour les autres meubles, elle doit procéder par saisie-revendication et non par requête.—C.S., 1897. *Schiller vs Daoust*, 3 R.L.n.s., 422; MATHIEU, J.

1102. If the wife thinks proper to demand attachment of the moveable property of the community for the preservation of the share which she will have a right to claim when the partition takes place, she must likewise be authorized by a judge for that purpose.

The attachment is effected in the same manner as attachment for rent, but the husband remains judicial guardian of the property attached.

The judge may, according to circumstances, allow the seizure to be released or suspended, with or without security.—*New, in part*; C.C.P., 987.

conservatoire, il n'est pas nécessaire de signifier la déclaration en même temps que le bref d'assignation, mais cette déclaration peut être signifiée au bureau du protonotaire, dans les trois jours qui suivent la signification du bref.—C.S., 1882. *Benoit vs Desjardins*, 11 R.L., 546; RAINVILLE, J.

1103. The wife may also join with her demand for separation an

saisie-revendication des meubles qui lui appartiennent.—C.P.C., 988.

V. art. 1101, n. 6.

1104. L'instruction de la cause, la sentence, son exécution et sa publication sont assujetties aux dispositions contenues en la section qui précède.—C.P.C., 989.

1. Dans une action en séparation de corps, il n'est pas nécessaire de donner avis dans la *Gazette officielle*, ni dans deux journaux, malgré que cette demande entraîne la séparation de biens.—C.S., 1873. *Leclerc vs Lord*, 4 R.L., 531; MEREDITH, J.

2. Mais cet avis est nécessaire lorsque, dans telle action, la séparation de biens est distinctement demandée.—C.S., 1887. *Pilon*

attachment in revendication of such moveable property as belongs to her.—C.C.P., 988.

1104. The trial of the case, the judgment, its execution and its publication are subject to the provisions contained in the preceding Section.—C.C.P., 989.

vs Vinet, 3 M.L.R., 269; JETTÉ, J.

3. Dans une action en séparation de corps pour cause d'adultère, la défenderesse accusée de ce *délit* peut obtenir, par motion, que le demandeur lui fasse connaître les endroits, les circonstances des adultères, et les noms de ceux qui les aurait commis avec elle.—C.S., 1889. *Lapierre vs Granger*, 5 M.L.R., 154; MATHIEU, J.

CHAPITRE L.

OPPOSITION AU MARIAGE.

1105. L'opposition au mariage doit être portée devant la cour supérieure dans le district du domicile de celui au mariage duquel on s'oppose, ou du lieu où doit se célébrer le mariage, ou devant un juge de ce tribunal.—*Nouveau*; C.C., 145.

1. 3 PAND. FRANÇ., 233.

2. V. les arts 136 et s. C.C.

3. Rap. C.—Les articles 1178 (1105), 1186 (1113) et le dernier alinéa de l'article 1184

1106. L'opposition doit être accompagnée d'un avis indiquant le jour et l'heure auxquels elle sera présentée.—C.P.C., 990, *amendé*.

1107. L'opposition et l'avis doivent être signifiés tant au fonctionnaire appelé à célébrer le mariage qu'aux futurs époux ou à ceux qui les représentent, en observant un délai de cinq jours intermédiaires, avec l'addition ordinaire lorsque la distance excède cinquante milles.—C.P.C., 991, *amendé*.

1. Rap. C.—A l'exemple de l'article 142 (149 n. c.), l'article 1180 (1107) abrège le dé-

CHAPTER L.

OPPOSITIONS TO MARRIAGE.

1105. Oppositions to marriage are brought before the Superior Court of the district of the domicile of the party whose marriage is opposed, or of the place where the marriage is to be solemnized, or before the judge of such court.—*New*; C.C., 145.

(1111 n. c.) reproduisent, avec changements de rédaction seulement, les articles 145, 147 et 138, dernière partie, du Code civil, dont la place est dans ce code.

1106. The opposition must be accompanied with a notice indicating the day and hour at which it will be presented.—C.C.P., 990, *amended*.

1107. The opposition and notice must be served both upon the functionary called upon to solemnize the marriage and upon the intended consorts, or the persons who represent them, a delay of five intermediate days being observed, with the usual addition where the distance exceeds fifty miles.—C.C.P., 991, *amended*.

lai requis entre la signification et la présentation de l'opposition.

1108. La procédure est pour le surplus assujettie aux règles et délais des causes sommaires entre locateurs et locataires.—C.P.C., 992, *amendé*.

1109. Si l'opposant ne présente pas son opposition au jour fixé, toute partie intéressée peut obtenir jugement de congé-défaut contre lui, sur dépôt de la copie d'opposition qui lui a été signifiée; et, sur la remise qui lui est faite de copie de ce jugement, le fonctionnaire appelé à célébrer le mariage peut passer outre.—C.P.C., 993.

1110. A défaut par l'opposant de procéder en la manière requise, l'opposition est déclarée désertée.—C.P.C., 994.

1111. Le juge, avant de prononcer sur l'opposition, peut, s'il y a lieu, convoquer devant lui les parents, et, à leur défaut, les amis des futurs époux, pour donner leur opinion sur le mariage projeté et agir ainsi que de droit.

Lorsque l'opposition est formée par le tuteur ou le curateur, le juge ne peut la décider qu'après avoir pris l'avis du conseil de famille, dont il doit ordonner la convocation.—C.P.C., 995; C.C., 138, *partic.*

1. POTHIER, *Mariage*, 81.—MERLIN, *Opposition au mariage*, sur art. 172.—1 TOULIER, p. 425 et 491.—3 PAND. FRANÇ., 248.

1112. S'il y a appel ou révision, les procédures sont sommaires et elles ont la préséance.—C.P.C., 996, *amendé*.

C.—Grâce à la généralité de son article 1185 (1112 n.c.) permet d'appeler à la cour du banc de la reine et à la cour de révision. Puis il incor-

1113. Si l'opposition est rejetée,

1108. The proceedings upon the opposition are in other respects subject to the same rules and delays as summary cases between lessors and lessees.—C.C.P., 992, *amended*.

1109. If the opposant fails to present his opposition upon the day fixed, any person interested may obtain judgment of nonsuit against him, upon filing a copy of the opposition served upon such person; and, upon receiving a copy of such judgment, the functionary called upon to solemnize the marriage may proceed.—C.C.P., 993.

1110. If the opposant fails to proceed in the manner prescribed, the opposition is declared abandoned.—C.C.P., 994.

1111. The judge, before rendering judgment upon the opposition, may, if there be cause for it, summon the relatives, and, in default of relatives, the friends of the intended consorts, in order that they may give their opinion upon the intended marriage, and that such further action may be had as to law may appertain.

If the opposition is made by a tutor or a curato., the judge cannot decide upon it without the advice of a family council, which he must order to be called.—C.C.P., 995; C.C., 138, *in part*.

—2 FAVARD, *Rép., v^o Mariage*, s. 2, § 1, n. 3, p. 59.—1 DELVINCOURT, p. 120, notes.—C.N., 175.

1112. Whenever an appeal or review has been taken, the proceedings hereon are summary and have precedence.—C.C.P., 996, *amended*.

pore la règle de l'article 146 du Code civil aux termes duquel la procédure dans ces appels est sommaire. Nous recommandons en conséquence l'abrogation de cet article 146.

1113. If the opposition is dismissed,

les opposants, autre que le père et la mère, peuvent être condamnés aux dépens, sans préjudice du recours pour dommages-intérêts. — *Nouveau* ; C.C., 147, *partic.*

CHAPITRE LI.

"HABEAS CORPUS AD SUBJICIENDUM" EN MATIÈRE CIVILE.

1114. Dans tous les cas où une personne est emprisonnée ou privée de sa liberté, autrement qu'en vertu d'une ordonnance en matière civile rendue par un tribunal ou un juge compétent, ou que pour une matière criminelle ou supposée criminelle, elle peut, soit par elle-même, ou par un autre pour elle, s'adresser à l'un des juges de la cour du banc de la reine ou de la cour supérieure aux fins d'obtenir un bref adressé à la personne sous la garde de laquelle elle se trouve emprisonnée ou détenue, lui enjoignant de la conduire sans délai devant le juge qui a décerné le bref, ou devant tout autre juge du même tribunal, et de faire voir la cause de détention, afin de faire constater si elle est justifiable.—C.P.C., 1040, 1052, *amendés.*

INDICATION ALPHABETIQUE.

Capias	16
Cause civile	3, 4, 7 à 12, 14 à 19
Contrainte pour dette	7, 8, 14
Cour de magistrat	9
Excès de juridiction	11, 16
Extradition	23
Femme mariée	30
Gardien	9, 10, 11, 17
Informalité	4, 5, 15, 18, 19, 26, 27
In forma pauperis	28
Juge de paix	26
Juge en chambre	2, 5, 14
Jurisdiction criminelle	22
Mandat illégal	9, 29
Mandat nouveau	20, 21
Mandat par une chambre d'assemblée	24, 25
Mineur	32 à 35
Objet du bref	3, 30, 31
Rébellion à justice	20
Règle	8
Témoin	13

ed, the opposants, other than the father or mother, may be condemned to pay costs, without prejudice to the recourse in damages.—*New* ; C.C. 147, *in part.*

CHAPTER LI.

"HABEAS CORPUS AD SUBJUDICIENDUM" IN CIVIL MATTERS.

1114. Any person who is confined or restrained of his liberty, otherwise than under any order in civil matter granted by a court or judge having jurisdiction, or than for some criminal or supposed criminal matter, or any other person on his behalf, may apply to any one of the judges of the Court of Queen's Bench, or of the Superior Court, for a writ addressed to the person under whose custody he is so confined or restrained, ordering the latter person to bring him forthwith before the judge who granted the writ, or before any other judge of the same court, together with the cause of his detention, in order to examine whether such detention is justifiable.—C.C.P., 1040, 1052, *amended.*

Tribunal étranger

1. Rap. C.—La seule modification faite à la matière de ce chapitre se trouve dans l'article 1187 (1114 n.c.), qui réunit les articles 1040 et 1052 du Code actuel, après avoir fait subir à ce dernier les changements nécessaires pour lui faire exprimer la jurisprudence. La nouvelle rédaction autorise expressément le recours par *habeas corpus* chaque fois que l'emprisonnement en matière civile est décrété par un tribunal ou un juge incompétent.

2. Un juge en chambre ne peut reviser, sur une requête pour bref d'*habeas corpus*, la décision d'un tribunal étranger.—C.A., 1886. *Ex parte Lambert*, 2 R.J.O., 291.

3. Le bref d'*habeas corpus* n'est pas accordé afin de reviser les jugements des tribunaux civils, ou de révoquer en doute la régularité de leurs procédures, soit avant ou après jugement, mais seulement pour main-

tenir les cours dans leur juridiction, et non pour corriger leurs erreurs.—C.S., 1859. *Ex parte Donaghue*, 9 L.C.R., 285; 7 R.J.R., 237; DUVAL, J.

4. Un bref d'*habeas corpus* ne peut être accordé pour libérer un prisonnier détenu sur mandat émané dans une cause au civil, quand bien même le mandat au moyen duquel il aurait été arrêté serait irrégulier.—*Idem*, DUVAL & MEREDITH, JJ.

5. Lorsqu'un bref d'*habeas corpus*, sur demande faite à un juge en chambre, est refusé, un autre juge, par égard, refusera d'entendre une pareille demande.—*Idem*, STUART, J.

6. *V. Gogy vs Donahue*, sous article 845, n. 4.

7. Une personne emprisonnée en vertu d'un jugement rendu sous l'art. 782 C.P.C., (834-7 n.c.), ordonnant la contrainte par corps jusqu'à ce qu'elle ait satisfait au jugement, ne peut être libérée sur *habeas corpus*, si l'*habeas corpus* tend à obtenir une révision du jugement.—C.A., 1876. *Ex parte Sanderson*, 8 R.L., 108; SANBORN, J.

8. A judgment ordering the imprisonment of a defendant until payment of debt, interests and costs, and also the costs of rule, will not justify a commitment which includes also sheriff's costs, and the defendant, under such circumstances, is entitled to be discharged on *habeas corpus*.—C.A., 1877. *Ex parte Martin*, 22 J., 88; DORION, J.

9. The Magistrate's Court for the district of Montreal is a court of inferior jurisdiction.—Where an order made by an inferior court is manifestly illegal, as where the guardian of goods under seizure is condemned to be imprisoned until he gives up the goods or pays the value thereof, and the value is not mentioned in the order, the discharge of the person imprisoned under such order, will be ordered, upon a petition for a writ of *habeas corpus*.—C.A., 1891. *Ex parte Stephens*, 7 M.L.R., 349.

10. The fact that the commitment orders the imprisonment of the guardian until payment of an amount apparently in excess of what is due, cannot be urged under a *habeas corpus*, the *habeas corpus* not applying to persons imprisoned under a process in a civil matter, unless there be manifest absence or excess of jurisdiction.—C.A., 1880. *Ex parte McCaffrey*, 25 J., 188.

11. A writ of *habeas corpus* will be granted to liberate a prisoner charged with process in a civil suit (*contrainte par corps* against a *gardien*) issued out of a court of inferior jurisdiction when it appears on the face of the writ of arrest that the proceedings had are beyond the jurisdiction of the court from which it issued.—C.S., 1874. *Lebauf vs Viane*, 18 J., 214; BELANGER, J.

12. A discharge may be ordered, upon a petition for a writ of *habeas corpus*, in the case of a defendant confined in gaol under civil process.—C.A., 1867. *Ex parte Four-*

quin, 16 J., 103; 4 R.L., 70; 18 R.J.R., 435.

13. The statement by the witness that he may be subjected to prosecution for conspiracy to defame, although he has been already convicted of libel, is sufficient ground for claiming protection, and excuse for his refusal to answer; and, if committed for such refusal he will be discharged on *habeas corpus*.—C.A., 1888. *Ex parte Maguire*, 14 Q.L.R., 359; ANDREWS, J.

14. Persons imprisoned for debt, or under any action or process in civil matters, are not entitled to be discharged on *habeas corpus* on petition to a judge in chambers.—Where the court from which the process issued is a superior court, having jurisdiction over the subject matter, there is a presumption that its jurisdiction has been rightfully exercised, and it is not necessary that the cause of imprisonment be specified in the warrant of commitment so as to show that the court had jurisdiction.—C.A., 1877. *Ex parte Thomson*, 22 J., 89; 1 L.N., 102; CROSS, J.

15. A writ of *habeas corpus* will not be granted to liberate a prisoner charged with process in a civil suit, even though the writ of execution in virtue of which he was arrested appear to be irregular, if it is within the scope of the jurisdiction of the court from which it issued.—C.A., 1878. *Ex parte Healy*, 1 L.N., 103; 22 J., 138; MONK, J.

16. A writ of *habeas corpus* will lie to liberate a defendant arrested under a writ of *capias ad respondendum*, where want of jurisdiction in the court issuing the writ of *capias* or of authority to the bailiff to make the arrest appears upon the face of the proceedings.—C.S., 1882. *McNeice vs Foss*, 9 Q.L.R., 64; CARON, J.

17. A person, imprisoned under a writ of *contrainte par corps* for failing to produce effects of which he had been appointed guardian, petitioned for a writ of *habeas corpus* on the ground that the warrant under which he was committed, contained no enumeration of the effects he was required to produce.—*Held*: that the petitioner being imprisoned under process in a civil matter, the court had no authority to grant a writ of *habeas corpus*.—C.A., 1886. *Ex parte Ward*, 2 M.L.R., 405.

18. A person imprisoned under a process in a civil matter, where no excess of jurisdiction is shown, is not entitled to be discharged on *habeas corpus* on petition to the court of Queen's Bench, but the petitioner may show that there is no judgment ordering his imprisonment, and in such case, he is entitled to his discharge.—C.A., 1877. *Ex parte Culler*, 22 J., 85-6; DORION & CROSS, JJ.

19. La cour du banc de la reine n'a pas juridiction pour corriger, sur une demande d'*habeas corpus*, une erreur qui s'est glissée dans le bref de contrainte (*warrant of commitment*).—La cour d'appel, en juridiction civile, n'a pas le pouvoir d'examiner sur

bref d'*habeas corpus* les procédés de la cour supérieure.—C.A., 1881. *Ex parte Pollock*, 2 D.C.A., 60.

20. A writ of *habeas corpus* will be granted in the case of a defendant confined in goal on a writ of *contrainte par corps* by reason of a *rébellion of justice*. The debtor in such a case, who has been once discharged, is no longer liable to coercive imprisonment for the same debt, as the act committed by him is an offence in the sense mentioned in section 7 of chapter 95 of the Consol. Statutes for Lower Canada.—C.A., 1871. *Ex parte Crébassa*, 15 J., 331; DRUMMOND, J.

21. A person who has been discharged from custody upon a writ of *habeas corpus*, cannot be arrested a second time for the same cause or where no new or other cause of arrest is disclosed. And this principle was held to apply, though it appeared that the warrant was quashed on the first occasion by a judge in chambers, on grounds which in a case precisely similar were subsequently held by the court to be insufficient.—C.A., 1875. *Ex parte Duvernay and Ex parte Collé*, 19 J., 248.

22. The Court of Queen's Bench on the appeal side, will not interfere, upon a writ of *habeas corpus*, with an order to remand a prisoner to goal made by the Court on the crown side.—C.A., 1881. *Ex parte Bulmer*, 5 L.N., 22.

23. To obtain the extradition of a fugitive, under the Ashburton treaty of 1842 and the Convention of 1890, such evidence must be adduced as would justify the committal of the accused for trial as if the crime had been committed in Canada.—A duly authenticated copy of the record must be filed and the identity of the accused must be established.—If it is proved that the offense charged is a political offense, or is not one for which extradition can be demanded the accused, on *habeas corpus*, must be discharged.—It is not the duty of the judge to revise the evidence given at the trial of the fugitive, but he must examine if the offense is an extradition offense, and if, after a regular trial, the conviction has been duly established and the accused duly identified.—C.A., 1897. *The Commonwealth of Pennsylvania & Levi*, 3 R. de J., 493; WURTELE, J.

24. Les cours de justice ne peuvent s'enquérir de la cause de détention par l'une ou l'autre chambre, ni décharger, ni admettre à caution une partie qui subit la sentence d'aucun autre tribunal; néanmoins, si le mandat ne constate pas que l'offense a été un mépris (*contempt*), mais au contraire est évidemment arbitraire, injuste et opposé à tout principe de droit établi ou de justice, non seulement la cour serait compétente, mais il serait de son devoir de décharger la partie.—Un mandat d'arrêt, par l'une ou l'autre chambre, peut être examiné sur un retour à un writ d'*habeas corpus*.—Les juges dans ce pays comme en Angleterre possèdent et ont

exercé le pouvoir d'émaner des brefs d'*habeas corpus* en matières de détention par l'une ou l'autre chambre du parlement.—C.S., 1855. *Ex parte Lavoie*, 5 L.C.R., 99; 4 R.J.R. 299; BADGLEY, J.

25. A prisoner committed by the Assembly, to the common goal, *during pleasure*, is discharged by a prorogation.—C.B.R., 1817. *Ex parte Monk*, 2 R. de L., 337; 2 R.J.R., 249.

26. The failure of the justices of the peace, presiding at a preliminary enquiry, to ask the accused if he wished to call witnesses for his defense and the refusal to hear the witnesses offered by the accused, although constituting a serious irregularity, only relates to procedure, and do not render the proceedings and the commitment made thereunder absolutely null and void so as to justify the issue of a writ of *habeas corpus* for the purpose of discharging the accused from custody, and his petition upon said grounds must be refused.—C.S., 1896. *Ex parte Burke*, 2 R. de J., 151; LYNCHE, J.

27. If the warrant of commitment show that there was a conviction, the court will not grant a writ of *habeas corpus* for a mere omission or defect in the recital in the commitment of the terms of the conviction unless the conviction is brought before the writ of *certiorari* or it is shown why this cannot be done.—The court cannot interfere on a writ of *habeas corpus* with the taxation of costs.—C.A., 1881. *Ex parte Jones*, 1 D.C.A., 100.

28. Proceedings on a petition for *habeas corpus* in a criminal case may be conducted *in forma pauperis*.—C.A., 1875. *Ex parte Gournole*, 19 J., 336.

29. When a commitment is illegal on its face, the court will not wait till the committing magistrate has been notified to produce the papers, but will order a writ of *habeas corpus* to issue instantly.—C.B.R., 1865. *Ex parte Messier*, 1 L.C.L.J., 71; MONDRIET, J.

30. L'objet du bref d'*habeas corpus* est d'enlever toute contrainte contre une personne détenue illégalement, contre sa volonté, et de la faire mettre en liberté; par conséquent, la première chose à faire est de s'assurer si telle personne est contrainte dans sa liberté, et, à cette fin, l'intimé doit faire voir la cause de détention afin de faire constater si elle est justifiable.—Dans l'espèce, l'intimé dit dans son rapport que sa fille—séparée volontairement de son mari—est venue chez lui librement avec son enfant et qu'il n'exerce aucun contrôle sur sa mère, ni sur l'enfant.—C'est au juge à s'assurer de la vérité de ce rapport, et la fille de l'intimé étant venue déclarer qu'elle est en pleine liberté, ainsi que son enfant, son père n'exerçant aucun contrôle sur les deux, le bref d'*habeas corpus* doit être renvoyé.—Bien que la femme soit tenue de demeurer avec son mari, ce principe ne peut être mis en application par un bref d'*habeas corpus*.—La

garde de l'enfant ne peut être décidée définitivement dans une procédure aussi spéciale que celle de l'*habeas corpus*.—Tout juge peut faire émaner un bref, mais ce bref doit être pris soit à la cour du banc de la reine, soit à la cour supérieure; s'il est pris à la cour du banc de la reine, il doit être pris à l'endroit où les appels du district sont portés; si, au contraire, il est pris à la cour supérieure, le C.P., dans le chapitre de l'*habeas corpus*, ne contenant pas de dispositions spéciales, laisse subsister la règle posée par l'art. 34 (94 n.c.).—C.S., 1897. *Morency vs Fortier*, 12 R.J.O., 68; PELLETIER, J.

31. The object of *habeas corpus* is to see that no person is deprived of his liberty illegally or against his will, and not to determine the respective rights of parties over one another and it cannot, therefore, be used by a father to enforce his right to have the custody of his child.—Where a minor child is brought before the judge, under *habeas corpus*, her own statement, if of sufficient age to judge for herself, will be taken as to whether she is under restraint or not.—C.S., 1876. *Stoppellben vs Hull*, 2 Q.L.R., 255; DORION, J.

32. As a general rule, where a minor is brought up before the court by *habeas corpus*, if he be of an age to exercise a choice, the court leaves him to elect as to the custody in which he will be.—The above rule would not apply in the case of a girl under 16, leaving the house of her father, mother or other person having lawful charge of her.—Nor in the case of a refractory child, under 14, liable to be sent to an Industrial School under the 32 Vic., c. 17.—C.R., 1876. *Regina vs Hull*, 3

1115. Cette demande doit être accompagnée d'un affidavit établissant qu'il y a une cause probable et raisonnable à l'appui de la plainte.—C.P.C., 1041.

1. An application to take an affidavit, in support of a petition for a writ of *habeas corpus*, setting forth that the facts alleged in the petition were true so far as the party to be sworn knows, will be refused, such an affidavit being of no value, as it declares nothing relating to the matter in issue.—C.A., 1875. *Ex parte McCarthy*, R., 31.

1116. Ce bref est au nom du souverain, scellé du sceau du tribunal auquel appartient le juge qui l'a accordé, et est certifié de même que tout autre bref.

Il est rapportable sans délai, à moins que le terme ne soit si rapproché que le bref ne puisse être mis à effet auparavant et dans ce cas le juge peut or-

Q.L.R., 136; MEREDITH, STUART & CAULT, JJ.

33. The tutor appointed to a minor for the purpose of making an inventory, petitioned by writ of *habeas corpus* to obtain the custody of a child, on the ground merely that the step-mother, by whom a child had been brought up, was not properly fulfilling the agreement to take care of her.—*Held*: that where there is no allegation that a child is restrained of its liberty, the court has a discretionary power to refuse the petition if not considered to be in the interest of the minor.—C.S., 1889. *The Queen vs Scott*, 12 L.N., 234; BROOKS, J.

34. La demande d'*habeas corpus* par le père, réclamant ses enfants, ne peut être accordée s'il est prouvé que la liberté de ces enfants n'a jamais été violée, et qu'ils n'ont pas même été détenus par qui que ce soit contre le gré de leur père.—C.S., 1888. *Riley vs Grenier*, 33 J., 1; CHARLAND, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

35. The writ of *habeas corpus ad subjiciendum* is a useful remedy for a tutor, who wishes to recover the lost possession of his pupil, a girl of ten years old.—The welfare of the child, not the disputed right of the parties, is the polar star for the guidance of the judge.—It is for the court to determine if the minor may assert its will, and is of age of discretion to decide for itself.—The writ will be granted to restore the child into the legal custody whence it was recently and illegally carried away.—C.S., 1898. *Truax vs Ingolls*, 4 R. de J., 442; LYNCH, J.

1115. The application must be supported by an affidavit, showing that there are probable and reasonable grounds for the application.—C.C.P., 1041.

2. An affidavit, which only contains a general reference to the allegations of the petition for *habeas corpus*, is insufficient, as it does not disclose any reasonable or probable ground for the issue of the writ.—C.A., 1878. *Ex parte Gauvreau*, 1 L. N., 53; RAMSAY, J.

1116. The writ issues in the name of the Sovereign, is sealed with the seal of the court to which the judge who granted it belongs, and is attested in the same manner as any other writ.

It is returnable without delay, unless a term of the court is so near that the writ cannot be executed before

donner qu'il soit rapporté pendant le terme ; et, si le terme est si près de la fin que le bref ne puisse être exécuté convenablement pendant le terme, le bref peut être fait rapportable pendant les vacances suivantes.—C.P.C., 1042.

1. S.R.B.C., c. 95, s. 21, § 2.

1117. Le bref est signifié en en laissant l'original à celui auquel il est adressé, ou en parlant à son domestique ou agent à l'endroit où la personne est incarcérée ou détenue.

Le certificat de signification se met sur une copie certifiée.—C.P.C., 1043, *amendé*.

1118. Si la personne à laquelle le bref d'*habeas corpus* est signifié ne s'y conforme pas, elle est considérée coupable de mépris envers le tribunal sous le sceau duquel le bref a été émis, et le juge peut rendre une ordonnance, sous le sceau du tribunal, pour contrainte par corps, rapportable devant lui, ou devant le tribunal.—C.P.C., 1044, *amendé*.

1119. Sur rapport du bref d'*habeas corpus*, ou sur rapport de l'ordonnance mentionnée en l'article 1118, le juge procède, aussitôt qu'il peut le faire convenablement, à examiner la vérité des faits allégués par affidavits ou par examen sous serment des témoins, et adjuge en conséquence.—C.P.C., 1045, *amendé*.

1120. Si le juge devant qui le bref est rapporté en vacances a des doutes sur la réalité des faits allégués dans le rapport, il peut admettre à caution la personne emprisonnée ou détenue, en prenant son cautionnement personnel avec une ou plusieurs cautions, ou, au cas de minorité ou de femme sous puissance, en prenant un cautionne-

such term, in which case the judge may order the writ to be returned during term: and if the end of the term be so near that the writ cannot properly be executed during the term, it may be made returnable during the following vacation.—C.C.P., 1042.

1117. The writ is served by leaving the original with the person himself to whom it is addressed, or by speaking to his domestic servant or agent at the place where the person is confined or restrained.

The return of service is made upon a certified copy.—C. C. P., 1043, *amended*.

1118. If the person upon whom the writ of *Habeas Corpus* is served fails to comply with it, he is held to be guilty of a contempt of the court under whose seal the writ issued, and the judge may grant a rule under the seal of the court, returnable before such judge or before the court, for his imprisonment.—C.C.P., 1044, *amended*.

1119. Upon the return of the writ of *Habeas Corpus*, or of the rule mentioned in Article 1118, the judge proceeds, as soon as he conveniently can, to examine, by affidavit or by examination of witnesses under oath, into the truth of the facts alleged, and decides accordingly.—C. C. P., 1045, *amended*.

1120. If the judge before whom the writ is returned in vacation is in doubt as to the truth of the facts alleged in the return, he may admit to bail the person so confined or restrained, upon his entering into a recognizance with one or more sureties, or, in the case of minors or of women under marital authority, upon security being

ment à un montant raisonnable, qu'elle comparaitra devant le tribunal au jour fixé dans le terme suivant et de jour en jour, pour obéir aux ordres que le tribunal pourra donner.—C.P.C., 1046, amendé.

1121. Le bref d'*habeas corpus* est alors transmis au tribunal, avec le cautionnement et toutes les pièces relatives à la plainte, et le tribunal procède à ordonner ce que de droit.—C.P.C., 1047.

1122. Le tribunal peut ordonner une ou plusieurs plaidoiries écrites pour l'instruction des faits allégués dans le rapport, et il est procédé à l'instruction par affidavit ou par examen sous serment des témoins devant le tribunal ou le juge, suivant qu'ils le considèrent le plus convenable.—C.P.C., 1048.

1. There is no necessity of written proof of a contract to bring up the child of another,

1123. La cour du banc de la reine et la cour supérieure suivent en terme la même procédure pour la contestation de la vérité du rapport.—C.P.C., 1049.

1121. Le tribunal ou le juge peut adjuger sur les frais encourus à l'occasion de l'émission, de la contestation et de l'exécution du bref d'*habeas corpus*.—C.P.C., 1050.

1125. Lorsqu'un bref d'*habeas corpus* a été une fois refusé par un juge, il n'est pas loisible de renouveler la demande devant lui ou devant un autre juge à moins que de nouveaux faits ne soient allégués; mais la demande peut être faite de nouveau à la cour du banc de la reine, à sa prochaine séance en appel, à l'endroit où

given by recognizance in a reasonable sum, for the appearance of the party before the court on a fixed day during the next term, and from day to day, to abide such order as the court may make.—C.C.P., 1046, amended.

1121. The writ of *Habeas Corpus* is thereupon transmitted to the court, together with the recognizance and all the papers connected with the application, and the court thereupon makes such orders as to justice may appertain.—C.C.P., 1047.

1122. The court may direct one or more written issues for the trial of the facts alleged in the return, and such issues are tried either by affidavit or by the examination of witnesses before the court or judge, as such court or judge may think proper.—C.C.P., 1048.

when the question is raised under *habeas corpus*—C.S., 1869. *Ex parte Kennedy*, 13 J., 57; SHORT, J.

1123. The same proceedings are had in term in the Court of Queen's Bench and in the Superior Court, respectively, for controverting the truth of the return.—C.C.P., 1049.

1121. The court or the judge may pronounce upon all costs incurred in the issuing, contestation and execution of the writ of *Habeas Corpus*.—C.C.P., 1050.

1125. Whenever a writ of *Habeas Corpus* has been once refused by any judge, the application cannot be renewed before him or before any other judge unless new facts are alleged; but the application may be renewed before the Court of Queen's Bench at its next sitting in appeal at the place where appeals are brought from the district

les appels du district sont portés.—C. P.C., 1051.

in which the application is made.—C. P.C., 1051.

SIXIÈME PARTIE.

PROCÉDURES DEVANT LA COUR DE CIRCUIT.

CHAPITRE LII.

Dispositions Générales.

1126. Tous les pouvoirs dont la cour supérieure ou les juges et officiers de cette cour respectivement sont revêtus relativement aux matières de leur juridiction, sont conférés à la cour de circuit dans les limites de son ressort, aux juges qui la tiennent et aux officiers de cette cour respectivement, sur les mêmes matières, ainsi que sur les autres choses qui font l'objet de la présente partie, ou relativement à toute autre affaire qui se rattache à la manière de conduire toute poursuite, action ou procédure dans la cour de circuit.

Tout ce qui, relativement aux procédures dans la cour supérieure, peut ou doit être fait par le protonotaire, peut et doit être fait de la même manière par le greffier de la cour de circuit, quant à ce qui est du ressort de ce dernier tribunal ; néanmoins, les fonctions judiciaires attribuées au protonotaire en l'absence du juge ne peuvent être remplies par le greffier de la cour de circuit.—C.P.C., 1059, *partie, amendé.*

1. S.R.B.C., c. 70, ss. 3-4.

2. Rap. C.—Le projet continue à diviser les affaires devant la cour de circuit en celles qui sont susceptibles de revision et d'appel et en celles qui ne le sont pas, et assujettit les premières aux règles qui régissent les procédures en cour supérieure, et les der-

1126. All the powers conferred upon the Superior Court, or upon the judges and officers thereof, respectively, relatively to matters within their jurisdiction, are also conferred upon the Circuit Court, within the limits of its cognizance, upon the judges who hold such court and upon the officers of the said court respectively, with regard to the same matters and the other matters which form the subject of the present Part, or with regard to any other matter concerning the manner of conducting suits, actions or proceedings in the Circuit Court.

Whatever may or must be done by the protonotary as regards proceedings in the Superior Court, may or must be done in like manner by the clerk of the Circuit Court, as regards proceedings before the latter court except, however, the judicial powers conferred upon the protonotary in the absence of a judge.—C.C.P., 1059, *in part, amended.*

nières aux dispositions maintenant applicables aux causes non appelables de la cour de circuit.

Le projet s'est attaché, dans cette partie, à développer ces règles.

Dans un premier chapitre, il présente des dispositions générales ; dans un second, il

énonce les règles des causes appelables, et, dans un troisième, il expose celles des causes non appelables.

La référence, avec certaines restrictions, aux règles de la cour supérieure, faite par l'article unique qui concerne les causes appelables (article 1208) (1135 n.c.), organise un système complet de procédure, et rend inutiles, pour ce qui regarde ces causes, les articles 1060 à 1092 du code actuel.

1127. Les commissaires et autres, personnes autorisés à recevoir les dépositions sous serment pour la cour supérieure ont les mêmes pouvoirs en ce qui concerne la cour de circuit.—C.P.C., 1060.

1. S.R.B.C., c. 79, s. 26.

1128. La cour de circuit du district se tient au même lieu que la cour supérieure, et sa juridiction s'étend sur tout le district d'après le nom duquel elle est désignée.

Néanmoins, elle ne peut accorder plus de frais contre un défendeur qu'il aurait à en payer s'il eût été poursuivi devant la cour de circuit dans le comté où il réside et où la cause d'action a pris naissance.—C.P.C., 1061.

1. S.R.B.C., c. 79, s. 5; c. 83, s. 152.

1129. La cour de circuit pour un comté a juridiction dans toute l'étendue du comté, lors même qu'il y aurait plusieurs endroits fixés pour ses séances.—C.P.C., 1063.

1. S.R.B.C., c. 79, s. 11.

1130. Dans les cas visés par l'article 49, le défendeur peut, avant de faire sa défense au mérite, évoquer la poursuite ou action, et requérir qu'elle soit transférée à la cour supérieure dans le district, pour y être entendue et jugée.

La déclaration d'évocation est entrée au dossier, qui est sur-le-champ transmis au greffe du protonotaire, et la cour supérieure décide sommairement de la validité de l'évocation. Si l'évo-

La plupart des dispositions de ces articles, cependant, ont été insérées, avec des modifications de détail dans le chapitre relatif aux causes non appelables pour en continuer l'application à ces matières.

Le système exceptionnel de procédure, organisé pour les districts de Beauce, Rimouski et Terrebonne, par les articles 1092a à 1098 C.P.C., a été aboli.

1127. All commissioners and other persons authorized to receive affidavits to be used in the Superior Court, have also like powers with regard to the Circuit Court.—C.C.P., 1060.

1128. The Circuit Court for any district is held at the same place as the Superior Court, and its jurisdiction extends over the whole district, by the name of which it is designated.

It cannot, however, grant more costs against a defendant than he would have had to pay if he had been sued before the Circuit Court in the county in which he resides and in which the cause of action originated.—C.C.P., 1061.

2. V. art. 55, n. 29, 30, 31.

1129. The Circuit Court for a county has jurisdiction over the whole extent of such county, even when more than one place therein is appointed for its sittings.—C.C.P., 1063.

2. V. art. 55, n. 29, 30, 31.

1130. In the cases mentioned in Article 49, the defendant may, before pleading to the merits, evoke the suit or action, and require it to be removed to the Superior Court in the same district for hearing and judgment.

The declaration of evocation is filed in the record, which is thereupon removed to the office of the protonotary, and the Superior Court determines by a summary way whether the evocation

cation est bien fondée, la cour supérieure procède à instruire et à juger la cause ; dans le cas contraire, la cause est renvoyée à la cour de circuit.

Si, dans une poursuite susceptible d'évocation, le défendeur conteste ou met en question le titre du demandeur à quelque immeuble, de manière à infirmer les droits du demandeur à l'avenir, ou à les affecter d'une manière préjudiciable, ce dernier peut évoquer la cause, et il est alors procédé comme sur l'évocation du défendeur.—C.P.C., 1058, *partie, amendée*.

1. V. les annotations de l'art. 49.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. An action which sets up a right to claim damages from the defendant, in consequence of alleged temporary acts of negligence by defendant in the carrying out of a contract to furnish water to plaintiff's factory, is not susceptible of evocation to the Superior Court.—C.S., 1897. *Cossett vs Desjardins*, 12 R.J.O., 539 ; 1 R.P., 86 ; ARCHIBALD, J.

V. art. 49, n. 14.

3. Une action par laquelle on réclame

1131. Toute procédure incidente à une exécution contre des effets mobiliers, quel que soit le montant ou la valeur de la chose réclamée, est du ressort de la cour qui a décerné l'exécutoire.—C.P.C., 1083, 1103, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 208.

1132. Le bref pour l'exécution d'un immeuble est rapportable à la cour supérieure du district où le jugement a été rendu.—C. P. C., 1086, 1102, *partie, amendés*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 202.

2. Dans une cause de la cour de circuit, lorsque les procédés sur le premier bref de *fieri facias de terris* ont été discontinués par ordre du demandeur, le protonotaire de la

1133. Toute procédure incidente à la saisie ou vente des immeubles

is well-founded or not. In the former case the Superior Court tries the cause and renders judgment therein ; in the latter case, the cause is sent back to the Circuit Court.

If, in any cause susceptible of being evoked, the defendant in his defence disputes or calls in question the plaintiff's title to any immovable, in such a manner as might impair or injuriously affect the rights of the plaintiff in the future, the latter may evoke the suit, and proceedings are then had as in cases of evocation by the defendant.—C.C.P., 1058, *in part, amended*.

une partie des parts souscrites dans une compagnie, peut être évoquée par un défendeur qui plaide fausses représentations, défaut de ratification et de certificat.—C.S., 1899. *The Dewitt-Langlois Milling Co. vs Fautoux*, 2 R.P., 141 ; LANGELIER, J.

4. Dans une action pour deux versements dus en vertu d'une promesse de vente avec clause résolutoire, le défendeur qui veut plaider que ce défaut de payer ces deux versements a eu pour effet de résoudre le contrat, et que le demandeur n'a pas droit au montant de ces versements, peut évoquer la cause à la cour supérieure.—C.S., 1899. *Picard vs Renaud*, 2 R.P., 183 ; MATHIEU, J.

1131. All proceedings incidental to an execution against moveable property, whatever may be the amount or the value of the thing claimed, are within the jurisdiction of the court which issued the writ.—C.C.P., 1083, 1103, *amended*.

1132. The writ of execution against an immovable is returnable to the Superior Court of the district in which the judgment was rendered.—C.C.P., 1086, 1102, *in part, amended*.

la cour supérieure n'a pas de juridiction ni d'autorité pour émaner l'*alias* bref de *fieri facias de terris*, mais ce dernier bref doit émaner, comme le premier, de la cour de circuit.—C.S., 1874. *McDonald vs Primont*, 5 R.L., 390 ; CHAGNON, J.

1133. All proceedings incidental to the seizure or sale of immovables

saisis est du ressort de la cour supérieure où le bref est rapportable de même que si le jugement y eût été originairement rendu.—C. P. C., 1088, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 203, § 3, s. 206.

2. Après l'émanation d'un bref de *fiat facias de terris* contre les biens immobiliers du défendeur, rapportable à la cour supérieure, la juridiction de la cour de circuit est épuisée, et toutes les procédures subséquentes relatives à l'exécution sont de la juridiction de la cour supérieure.—En conséquence

1134. Sur le rapport à la cour supérieure d'un bref d'exécution contre des immeubles, décerné par la cour de circuit, le premier tribunal peut ordonner au greffier du second de transmettre le dossier originaire de la cause, à toutes fins que de droit.—C. P. C., 1090, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 207.

CHAPITRE LIII.

CAUSES SUSCEPTIBLES DE REVISION OU D'APPEL.

1135. Sauf les dispositions particulières contenues dans le chapitre précédent, dans les causes, matières et choses susceptibles de revision ou d'appel, portées et mues devant la cour de circuit, les règles relatives à la procédure jusqu'à jugement, aux jugements en ces matières, aux voies de recours devant la cour de circuit contre ces jugements, à leur exécution, aux oppositions aux saisies et ventes, à la saisie-arrêt avant jugement, à la saisie-revendication, à la saisie-gagerie, à la saisie conservatoire et au séquestre judiciaire, moins celles qui régissent les procès par jury et la cession de biens, sont les mêmes que celles suivies à la cour supérieure en semblables matières.—*Nouveau* ; C. P. C., 1059, *partie*, 1065.

seized are carried on before the Superior Court into which the writ of execution is returnable, in the same manner as if the judgment had been rendered by such court.—C. C. P., 1088, *amended*.

une opposition afin d'annuler la saisie immobilière doit être adressée à la cour supérieure, et l'affidavit accompagnant cette opposition ne doit pas être assermentée devant le greffier de la cour de circuit.—C. S., 1887. *Potvin vs Truchon*, 10 L. N., 305 ; ROU-THIER, J.

3. V. *Evans vs Hurtibise*, art. 782, n. 5.

1134. Upon the return into the Superior Court, of a writ of execution against immoveables, granted by the Circuit Court, the former court may order the clerk of the latter to transmit the original record in the case, that it may serve for all legal purposes.—C. C. P., 1090, *amended*.

CHAPTER LIII.

PROCEDURE IN CASES SUSCEPTIBLE OF REVIEW OR OF APPEAL.

1135. Saving the special provisions contained in the foregoing Chapter, in all causes, matters and things, susceptible of review or of appeal, instituted and pending in the Circuit Court, the rules governing proceedings up to judgment, judgments therein, remedies in the Circuit Court against such judgments, the execution of such judgments, oppositions to seizures and sales, attachments before judgment, attachments in revendication, attachments for rent, conservatory attachments, and judicial sequestration, except those relating to trial by jury and to abandonment of property, are the same as in like matters in the Superior Court.—*New* ; C. C. P., 1059, *in part*, 1065.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 3, 4, 42, 169, 170.
2. D'après les dispositions des articles 1065 et 1359 C.P.C. (1135 et 6 n.c.), mises en rapport avec la forme donnée au n. 35 de l'appendice de ce code (anc.c.), il n'est pas nécessaire ni requis que les brefs de sommation, émanant de la cour de circuit, soient adressés au shérif, ou à un huissier.—Dans le cas où les dits brefs de sommation doivent

être signifiés dans un autre district que celui d'où ils émanent, il n'est pas non plus nécessaire ni requis par la loi, qu'ils soient adressés au shérif ou à un huissier de ce dernier district, mais ils peuvent, en ce cas, être signifiés valablement par un huissier du district d'où ils émanent.—C.C., 1873. *Laurence vs Chaudière*, 17 J., 83; BEAUDRY, J.

3. V. art. 121 et les annotations.

CHAPITRE LIV.

CAUSES NON SUSCEPTIBLES DE REVISION NI D'APPEL.

1136. Sauf les dispositions particulières du chapitre cinquante-deuxième et du présent chapitre, dans les causes, matières et choses non susceptibles de revision ni d'appel, portées et mues devant la cour de circuit, les règles relatives à la procédure jusqu'à jugement, aux jugements en ces matières, aux voies de recours devant la cour de circuit contre ces jugements, à leur exécution, aux oppositions aux saisies et ventes, à la saisie-arrêt avant jugement, à la saisie-revendication, à la saisie-gagerie, à la saisie conservatoire et au séquestre judiciaire, moins celles qui régissent les procès par jury et la cession de biens, sont les mêmes que celles suivies à la cour supérieure en semblables matières.—*Nouveau.*

1137. Dans le cas où le bref d'assignation est adressé au shérif ou à l'huissier d'un district autre que celui où il a été émis, il peut être signifié par le shérif ou un huissier de ce district; mais ce dernier n'a pas droit à plus de frais que si la signification était faite par l'huissier le plus proche de la résidence du défendeur ainsi assigné.

Les brefs d'assignation, de *subpoena* ou d'exécution, émis par une cour de circuit de comté, peuvent être signifiés ou exécutés par un huissier résidant dans le district; mais cet huissier n'a pas droit à plus de frais que si la signi-

CHAPTER LIV.

PROCEDURE IN CASES NOT SUSCEPTIBLE OF REVIEW OR OF APPEAL.

1136. Saving the special provisions of Chapter Fifty-second, and of the present Chapter, in causes, matters and things not susceptible of review or of appeal, instituted and pending in the Circuit Court, the rules governing proceedings up to judgment, judgments therein, remedies in the Circuit Court against such judgments, the execution of such judgments, oppositions to seizures and sales, attachments before judgment, attachments in revendication, attachments for rent, conservatory attachments, and judicial sequestration, except those relating to trial by jury and to abandonment of property, are the same as in like matters in cases in the Superior Court.—*New.*

1137. When the writ of summons is addressed to the sheriff or a bailiff of a district other than that whence it issued, it may be served by the sheriff or any bailiff of such district; but he is entitled to no more costs than if the service had been effected by the bailiff nearest to the residence of the defendant thus summoned.

Any writ of summons, of *subpoena* or of execution, issued out of any Circuit Court in any county, may be served or executed by any bailiff residing in the district; but such bailiff is entitled to no more costs than if the service had been made or the execu-

fication ou l'exécution avait été faite par l'huissier le plus proche de la résidence de la personne assignée ou sur laquelle l'exécution est pratiquée.

Néanmoins, lorsqu'il est établi, à la satisfaction du juge ou du greffier, que le bref doit être adressé au shérif ou quelque autre huissier et par lui exécuté, le bref peut être ainsi adressé et exécuté; et, dans ce cas, les frais sont taxés du bureau du shérif ou de la résidence de l'huissier et pour la distance réellement parcourue.—C.P.C., 1068, *amendé*; S. R., 5997.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 172.

1138. Lorsque le défendeur est en défaut de comparaître ou de plaider, le demandeur n'est pas tenu de donner avis de l'inscription à l'enquête, lorsqu'une enquête est requise, ni de l'inscription pour jugement.—C. P. C., 1099, *partie*.

1. Ibid., s. 196.

1139. Le délai pour plaider au mérite est de quatre jours à compter de la comparution du défendeur.

Il y a même délai de quatre jours entre chaque pièce de la plaidoirie permise par la loi.—C.P.C., 1070, *partie, amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 180.

2. Where a plaintiff gives notice of a motion to reject an exception *à la forme*, as not filed within the delays limited by the C. P. C., 1070, and afterwards answers the exception by an answer in law and fact, without reserve of the motion, the answer is a waiver and *désistement* of the motion.—C. C., 1869. *Copland vs Cauchon*, 14 J., 242; 20 R.J.R., 171; TORRANCE, J.

1140. Immédiatement après la contestation liée, la cause peut être inscrite par l'une ou l'autre des parties pour preuve et audition.

L'article 295 ne s'applique pas à cette inscription.—C. P. C., 1072, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 132.—25 V., c. 10,

tion had been effected by the bailiff residing nearest to the residence of the person summoned or against whom the execution is taken.

Nevertheless, in any case in which it is established, to the satisfaction of the judge or of the clerk, that such writ should be addressed to and executed by the sheriff or some other bailiff, it may be so addressed and executed; in which case the costs are taxed as from the office of the sheriff or from the residence of such bailiff, and for the distance actually travelled.—C.C.P., 1068, *amended*; R.S. 5997.

1138. If the defendant is in default to appear or to plead, the plaintiff is not bound to give notice of the inscription for proof, when such proof is necessary, or of the inscription for judgment.—C.C.P., 1099, *in part*.

1139. The delay for pleading to the merits is four days from the appearance of the defendant.

There is a like delay of four days between each subsequent pleading allowed by law.—C.C.P., 1070, *in part, amended*.

3. Cet article s'applique aux requêtes en appel présentées en vertu de l'article 1061 du Code municipal, et, en conséquence, les moyens de forme doivent être plaidés dans les quatre jours de la présentation de la requête, alors même qu'un plus long délai a été accordé pour répondre à la requête.—C. S., 1892. *Sawyer vs Corp. of the County of Missisquoi*, 1 R.J.O., 207; LYNCH, J.

1140. Immediately after issue joined, the case may be inscribed by either party for proof and hearing.

Article 295 does not apply to any such inscription.—C. C. P., 1072, *amended*.

s. 11.

1141. Un avis d'au moins trois jours, du jour fixé pour enquête et audition, doit être donné à la partie adverse.—C.P.C., 1099, *partie*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 195.

2. In the Circuit Court, non appealable, where the action has been returned in vacation, the notice of inscription for proof

1142. L'enquête se fait de vive voix, cour tenante, sans qu'il en soit pris de notes.—C.P.C., 1101.

1. *Ibid.*, 191.

2. La demande en déclaration d'hypothèque, étant d'une nature réelle, est une cause appellable et l'enquête doit être prise

1143. Une personne résidant à plus de quarante-cinq milles de l'endroit où doit se faire l'enquête, ou hors des limites du circuit, ne peut être tenue de comparaître sur assignation comme témoin, à moins qu'elle ne soit assignée conformément aux dispositions contenues dans les articles 299 et 300.—C.P.C., 1076.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 186.—S.R.C., c. 79,

1144. Les moyens de droit sont proposés par plaidoyer ; et dans tous les cas où il a été produit un plaidoyer en droit ou une réplique en droit, la cause peut toujours être inscrite pour enquête et audition, en réservant à faire valoir les moyens de droit après l'enquête.—C.P.C., 1077, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 183.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. Le plaidoyer en droit, à la cour de circuit, ne sera pas renvoyé, parce qu'il ne

1145. Le juge peut en tout temps ordonner que l'enquête ait lieu ou qu'un témoin ou une partie soit entendue dans tout autre circuit, et que le dossier ou partie d'icelui soit transmis à cet effet, conformément aux dispositions contenues dans les articles 357 et 358.—C.P.C., 1078, *amendé*.

1. *Ibid.*, s. 185.

1141. Notice must be given to the opposite party at least three days before that fixed for proof and hearing. C.C.P., 1099, *in part*.

and hearing on the merits must be given three days at least beforehand, even where such notice is given during term.—C.C.P., 1878. *Neilan vs Demers*, 4 Q.L.R., 300; 9 Q.L.R., 277; CARON, J.

1142. The proof is made orally and in open court, without notes thereof being taken.—C.C.P., 1101.

par écrit sur la réquisit ou de l'une des parties.—C.A., 1865. *Dupont & Grange*, 10 J., 75; 13 R.J.R., 420.

V. art. 44, n. 3, 4, 5.

1143. No person residing at a distance of more than forty-five miles from the place where the proof is to be taken, or beyond the limits of the circuit, is bound to attend as a witness unless he is summoned in conformity with the provisions contained in Articles 299 and 300.—C.C.P., 1076.

s. 12.

1144. Issues of law are raised by demurrer ; and whenever a demurrer or an answer in law has been filed, the case may, nevertheless, be inscribed for proof and hearing, reserving the argument upon the law issues until after the proof. — C. C. P., 1077, *amended*.

sera pas accompagné d'une inscription à jour fixe.—C.C., 1898. *La Corp. de Ste-Anne de Beaupré vs Richard*, 1 R.P., 215; ANDREWS, J.

3. V. art. 1157.

1145. The judge may at any time order the proof to be had, or a witness or a party to be examined in another circuit, and may order that the record, or a part thereof be transmitted for that purpose, according to the provisions contained in Articles 357 and 358.—C.C.P., 1078, *amended*.

1146. Lorsqu'un ordre de sursis est nécessaire sur une opposition à la saisie ou vente, il peut être accordé par le juge dans ou hors des limites du circuit, ou par le greffier.—C.P.C., 1084, *partie, amendé.*

1. S.R.B.C., c. 83, s. 208.

2. Une opposition ne sera pas renvoyée parce qu'il n'y a pas d'ordre de sursis par le juge; si aucun ordre n'est reçu par l'huissier saisissant, son devoir, dans ce cas, est de continuer ses procédés, sans tenir compte de

1147. A défaut de biens meubles, le jugement peut être exécuté sur les immeubles du débiteur qui sont dans les limites du district où le jugement a été rendu, ou dans tout autre district.

Néanmoins, sauf les cas visés par l'article 1148, l'exécution des jugements pour une somme n'excédant pas quarante piastres ne peut être poursuivie que contre les biens meubles.—C.P.C., 1085; 1102, *partie.*

1. S.R.B.C., c. 83, s. 202.

2. Dans les causes en cour de circuit on ne peut faire saisir les meubles et les immeubles du défendeur en même temps, et sur opposition afin d'annuler telle saisie sera déclarée nulle pour le tout.—C.S., 1882. *Bouchard vs Audet*, 10 L.N., 230; ROUTHIER, J.

3. Le créancier d'un jugement de moins de \$40, qui l'a enregistré contre l'immeuble de son débiteur, ne peut pas, par une action personnelle hypothécaire fondée sur ce jugement, en obtenir un second, l'autorisant, à défaut de paiement, à faire saisir et vendre l'immeuble.—C.A., 1880. *Lepage & Ross*, 4 R.J.O., 292; 1 R. de J., 349.—C.B.R., 1818. *Gagnon vs Blagdon*, 1 R. de L., 345; 2 R.J.R., 51.—C.R., 1880. *Campeau vs Bruillet*, 16 R.L., 404; TORRANCE, JETTÉ & LAFRAMBOISE, JJ.—C.S., 1895. *MacFarlane vs Hearly*, 1 R. de J., 303; MALHIOT, J.—*Contra*: C.R., 1886. *Taillon vs Poulin*, 13 Q.L.R., 155; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

4. Un demandeur ne peut faire émaner un bref d'exécution immobilière en réunissant deux jugements obtenus par lui contre le même défendeur, en cour de circuit, dans deux causes différentes, le montant de chaque jugement étant lui-même insuffisant pour permettre l'exécution immobilière. La saisie pratiquée sur ce bref doit être annulée.—C.S., 1895. *Dugas vs Marineau & Cautin*, 1 R. de J., 159; TASCHEREAU, J.

1146. Whenever, in consequence of an opposition to the seizure or sale, an order to stay execution is necessary it may be granted by the judge, either within or beyond the limits of the circuit, or by the clerk.—C.C.P., 1084, *in part, amended.*

l'opposition.—Lorsque l'huissier suspend ses procédés et fait rapport en conséquence, l'opposition se trouve régulièrement devant la cour pour adjudication.—C.M., 1889. *Leblanc vs Rocheleau*, 12 L.N., 195; CHAMPAGNE, J.

1147. In default of moveable property, the judgment may be executed upon such immoveables of the debtor as are within the limits of the district in which the judgment was rendered, or in any other district.

Nevertheless, saving the cases mentioned in Article 1148, judgments for sums not exceeding forty dollars can be executed only against the moveable property.—C. C. P., 1085; 1102, *in part.*

5. La "somme du jugement" qui, aux termes de cet article, doit excéder \$40 pour donner ouverture à l'exécution immobilière, s'entend du montant à prélever en vertu du jugement et en comprend les intérêts et les frais, aussi bien que le capital. Ainsi, est susceptible d'exécution immobilière un jugement qui condamne le défendeur à payer \$35 et les frais subséquentement taxés à \$9, le tout formant une somme excédant quarante dollars.—C. A., 1896. *Tapp & Turner*, 5 R.J.O., 538; 3 R. de J., 279.—C.S., 1894. *Gagnon vs Bédard*, 7 R.J.O., 1; ROUTHIER, J.—*Contra*: C.R., 1891. *The Jencks Machine Co. vs Hood*, 21 R.L., 204; 7 M.L.R., 203; MATHIEU, WURTELE & TELLIER, JJ.

6. In a suit for \$45, dismissed with costs, a writ of *fieri facias de terris* may issue from the non appealable side of the Circuit Court against the plaintiff's lands, to satisfy the defendant's costs, taxed at a sum exceeding \$40.—C.R., 1880. *Moore vs Keane*, 6 Q.L.R., 378; MEREDITH, STUART & CARON, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

7. Where the condemnation under a judgment carries costs, and the debt, with costs added, exceeds \$40, execution may be issued against the immoveable property of the debtor.—(*Tapp & Turner*, 5 R.J.O., 538, followed).—C.S., 1898. *Sharpe vs Robert*, 13 R.J.O., 277; DAVIDSON, J.

1148. S'il s'agit d'un immeuble déclaré hypothéqué par le jugement et délaissé en justice, ou d'arrérages de rentes constituées créées en vertu de l'acte seigneurial de 1854, quel qu'en soit le montant, le bref d'exécution peut être décerné immédiatement contre cet immeuble.—C.P.C., 1087 ; 1102, *partic.*

1. S.R.B.C., c. 83, s. 202, 206, § 2.

2. The words "except in the case of hypothecary actions" refers to hypothecary actions against *tiers détenteurs* who are not personally liable for the amount of the hypothec.—C.R., 1895. *Jacques vs Tiffany*, 7 R. J.O., 410 ; GILL, MATHIEU & LORANGER, JJ.—C.S., 1895. *MacFarlane vs Hearty*, 1 R. de J., 303 ; MALHIOT, J.

3. L'art. 1102 de l'ancien code se lisait comme suit :

1149. Toutes les demandes qui ne sont pas susceptibles de revision ni d'appel sont jugés sommairement, et, lorsque le montant réclamé n'excède pas vingt-cinq piastres, les causes sont décidées suivant l'équité et la bonne conscience.—C.P.C., 1104, *partic.*

1. S.R.B.C., c. 79, s. 2, § 2, 3.

1148. In the case of an immovable which is declared by the judgment to be hypothecated, and has been surrendered, or in cases of arrears of rents constituted under the Seigniorial Act of 1854, whatever may be the amount thereof, a writ of execution may issue immediately against such immovable.—C. C. P., 1087, 1102, *in part.*

"L'exécution des jugements pour une somme n'excédant pas quarante piastres ne peut être poursuivie que contre les biens meubles du débiteur, excepté dans les actions hypothécaires ou pour rentes créées en vertu de l'acte seigneurial de 1854, dans lesquelles la cour peut décerner exécution contre l'immeuble affecté, en observant les formalités prescrites dans le chapitre qui précède."

Les dispositions de l'art. 1102 se retrouvent dans les articles 1132, 1147 et 1148 du n.c.

1149. All cases not susceptible of review or of appeal are determined in a summary manner, and, when the amount claimed does not exceed twenty-five dollars, they are decided according to equity and good conscience.—C.C.P., 1104, *in part.*

SEPTIÈME PARTIE.

MATIÈRES SOMMAIRES.

CHAPITRE LV.

Procédure en Matières Sommaires.

1150. Sont réputées matières sommaires et instruites comme telles, suivant les règles énoncées dans le présent chapitre :

1. Les actions qui résultent des rapports entre locateur et locataire ;

2. Les actions fondées sur lettres de change, billets, chèques ou mandats

1150. The following are deemed to be summary matters and are tried as such according to the rules set forth in this Chapter :

1. Actions arising from the relation of lessor and lessee ;

2. Actions founded on bills of exchange, promissory notes, cheques,

de paiement, bous ou reconnaissances de dettes ;

3. Les demandes de commerçants pour prix et valeur de marchandises ou articles vendus, ouvrages faits, matériaux fournis, et argent déboursé, dans le cours ordinaire de leurs opérations commerciales ;

4. Les demandes de cultivateurs pour prix des produits de leurs fermes ;

5. Les actions des avocats, notaires et médecins en recouvrement des sommes à eux dues pour services professionnels ;

6. Les actions des imprimeurs-éditeurs pour impressions, publications ou ouvrages faits par eux en cette qualité, ainsi que celles pour prix et valeur de l'abonnement aux journaux ;

7. Les réclamations pour prêt d'argent, garanti ou non par hypothèque ;

8. Les réclamations pour salaires ou gages des instituteurs, précepteurs, commis, employés, ouvriers ou journaliers, ainsi que les réclamations qui résultent des rapports entre les domestiques et leurs maîtres ;

9. Les réclamations pour pension et logement par les hôteliers et maîtres de pension ;

10. Les réclamations fondées sur achat ou vente d'agrès, appareils et avitaillement ;

11. Les réclamations résultant d'affrètement ou nolisement, emprunt ou prêt à la grosse ;

12. Les réclamations résultant d'accords et conventions pour salaires et loyers d'équipages ;

13. Les réclamations résultant d'engagement de gens de mer pour le service de bâtiments de commerce ;

14. Les actions contestant le siège ou demandant l'incapacité des maires, des échevins, des conseillers municipaux et des commissaires d'écoles.—

or orders for payment, *bous* or acknowledgments of debt ;

3. Actions by traders for the price and value of goods or articles sold, work done, materials furnished, or moneys disbursed, in the ordinary course of their commercial operations ;

4. Actions by farmers for the price of their farm produce ;

5. Actions by advocates, notaries and physicians to recover sums due them for professional services ;

6. Actions by printers for printing, publications, or work performed by them in that capacity, as well as those for the price and value of subscriptions to newspapers ;

7. Actions founded upon loans of money, whether secured by hypothec or not ;

8. Actions for salary or wages of schoolmasters, teachers, clerks, employees, workmen and laborers ; as well as actions arising from the relations between servants and their masters ;

9. Actions by hotel and boarding-house keepers for sums due for board and lodging ;

10. Actions arising from the purchase or sale of rigging, or from fitting out and provisioning vessels ;

11. Actions arising from freighting, chartering and loans upon *respondentia* ;

12. Actions arising from engagements or agreements for wages and hiring of crews ;

13. Actions arising from engagements of seamen for service in merchant shipping ;

14. Actions to unseat or disqualify mayors, aldermen, municipal councillors, or school commissioners.—*New, in part* ; C. C. P., 887 ; R. S., 5977 ; 53

Nouveau, partie; C.P.C., 887; S.R., 5977; 53 V., c. 61, s. 1; 54 V., c. 41, s. 4.

Vic., c. 61, s. 1; 54 Vic., c. 41, s. 4.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Acte authentique	22, 28
Argent déboursé	19
Bail de meubles	14
Billet	15, 16
Chèque	18
Chose jugée	22
Coassociés	23
Cour de révision	29
Débiteur solidaire	18
Délai	13, 23 à 26
Diminution de loyer	3
Dommages	7, 24
Employé	12
Employé municipal	11
Exception à la forme	6, 13, 25, 26, 30, 32
Exception déclinaoire	13, 30
Expulsion	4, 7, 11
Faillite	8
Inexécution de contrat	24
Jurisdiction	13, 24, 26, 30
Lettre de garantie	21
Locataires et locataires	2 à 24
Novation	22
Obligation hypothécaire	28
Ouvrages et matériaux	19, 22
Prêt	31
Prix de vente	30
Promesse de vente	10
Reconnaissance de dette	17
Résiliation de bail	6, 14
Réunion de causes	9
Revendication	16
Saisi-arrêt avant jugement	31
Saisie-gagerie	7
Salaire	11, 12, 23
Sous-location	6
Trouble	5
Vacances	5
Vente de marchandises	20, 21, 24, 32

I. Rap. C.—La loi actuelle a été remaniée afin d'accroître la célérité de ces procédures exceptionnelles et de les mettre en harmonie avec les changements introduits par les chapitres précédents du projet.

L'énumération des matières sommaires que présente l'article 1223 (1150 n.c.), est marquée par trois changements :

La règle du troisième paragraphe touchant les demandes des commerçants est étendue de manière à comprendre les matériaux fournis et l'argent déboursé, dans le cours de leurs opérations.

Le septième paragraphe consacre une innovation pour ce qui regarde les prêts d'argent. Il est destiné à améliorer la position du prêteur, que sa créance soit garantie ou non.

La nouvelle rédaction du huitième paragraphe a pour objet de restreindre l'application de sa dernière partie aux rapports entre maîtres et serviteurs.

L'article 889 C.P.C. est surabondant et a été retranché.

L'article 890 C.P.C. n'est pas reproduit vu que la matière à laquelle il se rapporte est couverte par l'article 10 et les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 15 du projet.

§ 1.

2. Toutes procédures résultant des rapports entre locateurs et locataires sont de nature sommaire.—C.R., 1888. *Morgan vs DuBois*, 32 J., 204; JETTÉ, MATHIEU & DAVIDSON, JJ.

3. Partant, une action en diminution de loyer est sommaire.—C.S., 1889. *Great North Western Telegraph Co. vs Montreal Telegraph Co.*, 17 R.L., 203; 6 M.L.R., 68; MATHIEU, J.

4. An action under art. 1624 C.C. to recover possession of the premises leased, where the lessee continues in possession after the expiration of the lease, may be brought by the lessor under the provisions of arts. 887 et s. (1150 n.c.), regulating suits between lessors and lessees.—C.A., 1890. *McBean & Blachford*, 6 M.L.R., 273.—Confirmé par la cour suprême, art. 1152, n. 7.

5. L'art. 887 C.P. (1150 n.c.) a plus d'étendue que l'art. 1641 du Code civil, et, en donnant à la cour en vacance le droit de connaître des actions "résultant des rapports entre locateurs et locataires," il comprend une demande spéciale pour obtenir la cessation d'un trouble dont le locateur est responsable et garant.—C.S., 1877. *Le Procureur général pro Regina vs Côté*, 3 Q.L.R., 235; CASAULT, J.

6. Dans une procédure sous l'acte des locataires et locataires pour faire résilier un bail pour infraction à la prohibition de sous-louer qui y est contenue, le sous-locataire peut être mis en cause sans qu'il soit nécessaire d'adopter à son égard les procédures sous les règles ordinaires; et une exception à la forme alléguant qu'un sous-locataire ne peut être assigné et mis en cause sous cette procédure, est nial fondée.—C.A., 1879. *Rhéaume vs Panneton*, 9 R.L., 594.

7. In an action of ejectment under the Lessors and Lessees Act, the landlord claiming damages only for the non delivery of the leased premises at the expiration of the lease, may join with his action a *saisie-gagerie* and seize the *meubles meublants* of the lessee to secure the payment of damages to be awarded; and such damages result from the lease or from the relation of lessor and lessee.—C.C., 1882. *Langlois vs Roque*, 5 L.N., 156; DOHERTY, J.

8. An action under the Lessor and Lessee's Act lies in a case, where the lessee after the expiration of his lease and before giving up

the premises makes an assignment in insolvency and the assignee takes possession of the premises.—C.S., 1875. *The Fraser Institute vs Moore*, 19 J., 133; BERTHELOT, J.

9. A suit instituted under the Lessors and Lessees Act may be united with a cause proceeding between the parties under the ordinary jurisdiction of the Superior Court, in which the same question is involved.—C.A., 1882. *Chrétien & Crowley*, 5 L.N., 268.

10. A lease for 12 years, containing also a promise of sale, cannot be regarded as a lease giving rise to the summary proceedings provided for by art. 887 C.P. (1150 et s. n. c.)—C.A., 1876. *Lépine & The Permanent Building Society of Jacques-Cartier*, 20 J., 300.

11. Dans le cas où une corporation municipale a engagé, pour un an, un employé pour travailler pour elle, à raison de \$550, logé et chauffé, et où, pour causes jugées suffisantes par le conseil, cet employé a été renvoyé après un mois d'avis, la corporation ne peut prendre une action en expulsion sous l'acte sommaire, article 887, § 1 du C. P. (1150 n. c.), pour expulser l'employé d'une maison appartenant à la municipalité.—Un employé dont le salaire est de \$550.00 par année, sans convention quant aux termes de paiement, n'est payable qu'au bout de l'année, et ne tombe pas sous l'acte sommaire, article 887, § 4 du C.P.C. (maintenant § 8, art. 1150, amendé.—C.R., 1890. *La Ville de Maisonneuve vs Lapière*, 6 M.L.R., 144; TASCHEREAU, WURTELE & TAIT, JJ.

12. An employé occupying a house belonging to his master, by his permission, and as part consideration for the services of such employé, is liable to ejectment under the Lessors and Lessees Act, so soon as he ceases to be in the employ of the owner of the house.—C.R., 1866. *Hart vs O'Brien*, 15 J., 42; 18 R.J.R., 375; SMITH, BERTHELOT & MONK, JJ.

13. La cour qui prend connaissance des causes entre locateurs et locataires ne constitue pas un tribunal différent de la cour supérieure; c'est au contraire le même tribunal siégeant spécialement pour ces causes; en conséquence, le défendeur qui prétend que la cause ne tombe pas sous l'acte des locateurs et locataires ne peut faire valoir l'exception de juridiction; le recours qui lui compété est l'exception à la forme par laquelle il se plaint de l'insuffisance des délais d'assignation.—C.R., 1888. *Morgan vs DuBois*, 32 J., 110; LORANGER, WURTELE & DAVIDSON, JJ.—C.A., 1888. *Lusignan & Kielle*, 4 M.L.R., 264; 16 R.L., 694; 32 J., 323.—C.S., 1887. *Cadioux vs Portier*, 3 M.L.R., 453; MATHIEU, J.—C.S., 1891. *Inglis vs Drechsel*, citée *infra*, n. 26.—*Contra*:—C.R., 1886. *Hinds vs Donovan*, 13 Q.L.R., 225; STUART, CASALT & ANDREWS, JJ.—*Caouette vs Colé*, *infra*, n. 30.

14. An action to annul or rescind a lease of moveable property, will not be brought in

a summary manner under the provisions of article 887 and seq. C.P. (1150 et s. n. c.), which applies only to cases of real estate.—C.C., 1871. *Dwyer vs Barlow*, 15 J., 247; BEAUDRY, J.—C. C., 1884. *Monarque vs Clarke*, 7 L.N., 361; JETTE, J.

§ 2.

15. An action on a promissory note is summary notwithstanding that such note was given in settlement of a claim which was not summary in its character.—C.S., 1896. *Taylor vs Dansereau*, 2 R. de J., 274; ARCHIBALD, J.

16. Une action pour revendiquer un billet à ordre, et concluant subsidiairement à ce que le défendeur soit condamné à payer le montant du billet, à défaut par lui de le remettre, est sommaire.—C. S., 1894. *Koussseau vs Wilson*, 5 R.J.O., 375; TASCHEREAU, J.

17. A letter in which the defendant acknowledged to owe and promised to pay the taxes, without specifying any amount, did not constitute an acknowledgement of debt sufficient to make the action summary under sec. 2 of art. 887 C.P. (1150 § 2 n. c.), this clause referring to commercial paper only.—C.S., 1891. *Inglis vs Drechsel*, 7 M.L.R., 205; PAGNUELO, J.

18. On an action upon a cheque against the Banque du Peuple and their directors, jointly and severally responsible for the debts of the Bank, the cause of action against the Bank being of a summary nature, the cause of action against the directors was also of a summary nature.—C.S., 1896. *Lafleur vs La Banque du Peuple*, 9 R.J.O., 109; ARCHIBALD, J.

§ 3.

19. Les réclamations pour ouvrages, matériaux et pour argent déboursé n'étant pas, aux termes de l'art. 887, des matières sommaires pouvant être instruites comme telles —(elles le sont maintenant par le § 3 de l'art. 1150),— une action d'assumpsit général contenant ces allégations ne peut pas être instruite sommairement, mais si un compte en détail est annexé à l'action et signifié avec elle et y réfère comme contenant les particularités de la demande et qu'il ne contienne que des dettes comprises dans l'énumération des matières sommaires, la demande peut être instruite sommairement.—C.S., 1890. *Légaré vs Cloutier*, 16 Q.L.R., 89; CASALT, J.

20. Where an action is brought by a trader on an account, although the articles, the price whereof is sought to be recovered, are not such as would form part of the merchandise dealt in by the plaintiff, yet if it be proved that the articles were received and sold by him to the defendant in the ordinary course of his commercial operations, the case is governed by the provisions of art. 887 et seq. C. P., regulating summary matters.—C.S., 1892. *Martin vs Martin*, 2 R.J.O., 535; DOHERTY, J.

21. Where the action is based on a letter of guarantee given by the defendant, for the price of goods, the fact that the plaintiff adds a separate count to the effect that defendant himself purchased said goods, does not make the action summary in its nature or deprive the defendant of the delays allowed by law for an action on a contract of guarantee.—C.S., 1895. *Ramsay vs Mann*, 8 R.J.O., 14; ARCHIBALD, J.

22. Un acte authentique, passé en règlement d'une poursuite pour la valeur d'ouvrages faits et matériaux fournis, constitue un nouveau contrat, ayant l'autorité de la chose jugée, qui opère novation, et ne rentre pas dans la catégorie des réclamations qui peuvent être poursuivies par voie de procédure sommaire.—C.S., 1895. *Société Anonyme vs Quebec, Montmorency and Charlevoix Railway Company*, 8 R.J.O., 323; ROY-THER, J.

§ 8.

23. Une réclamation, par un commis, contre son ancien patron, pour se faire payer le tiers des profits par ce dernier dans son commerce, qui devait lui être payé en sus d'un salaire de tant par semaine, suivant convention à cet effet, n'est pas une matière sommaire, et les délais d'assignation doivent être conformes à l'article 70 C. P. (149 n. c.).—C.S., 1890. *Sharpe vs Hogg*, 18 R.L., 622; MATHIEU, J.

DIVERS.

24. On ne peut poursuivre, par procédure sommaire, le recouvrement de dommages à raison de l'inexécution d'un marché, et, partant, dans une action pour \$57.97, montant d'un compte de marchandises, et \$327.50, dommages-intérêts résultant de l'inexécution d'un marché, les délais d'assignation en vertu de la procédure sommaire ne sont pas suffisants: à la demande de dommages et l'action ainsi réduite au montant du compte ne tombe pas sous la juridiction de la cour supérieure.—C.S., 1895. *Marchand vs Judge*, 8 R.J.O., 314; TASCHEREAU, J.

25. Lorsqu'un demandeur poursuit, dans une même action, deux demandes, dont l'une tombe sous les dispositions de l'article 887 C. P. (1150 n. c.), concernant les matières sommaires, et que les délais d'assignation ne sont pas suffisants pour les causes ordinaires, mais le sont quant à la partie de l'action qui tombe sous les dispositions de cet article,

1151. Sauf les règles particulières contenues dans ce chapitre, les règles de procédure qui gouvernent les causes ordinaires régissent également les matières sommaires.—*Nouveau*.

1. Rap. C.—Une nouvelle disposition (l'une grande importance, l'article 1224 (1151 n. c.)), assujettit, en tout ce qui n'est pas expressément prévu par ce chapitre, les

une exception à la forme sera maintenue pour la partie pour laquelle les délais ne sont pas suffisants, et renvoyée pour le reste.—C.S., 1890. *Daly vs Daly*, 18 R.L., 623; MATHIEU, J.

26. The objection to an action improperly taken under summary procedure cannot be raised by declinatory exception, the Superior Court having jurisdiction over the matter but by exception to the form, as the question only refers to the delays in procedure.—C.S., 1891. *Inglis vs Drischel*, 7 M.L.R., 265; PAGNUELLO, J.

27. V. dans le même sens, n. 13, *supra*.
28. Une action en recouvrement du montant d'une obligation hypothécaire n'est pas une cause sommaire, sous l'article 887 C. P. (1150 n. c.).—C.S., 1890. *Delorme vs Smart*, 6 M.L.R., 240; WURTELE, J.

29. Cases in the Superior Court, instituted under the act relating to summary causes when taken to review, are not entitled to precedence of hearing before that court.—C.R., 1891. *Charland vs Mallette*, 14 L.N. 73; JOHNSON, JETTÉ & MATHIEU, JJ.—C.R., 1888. *McIntyre vs Armstrong*, 4 M.L.R., 251; TASCHEREAU, WURTELE & TAIT, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

30. Une action en recouvrement d'un prix de vente, même payable à demande, n'est pas matière sommaire et ne doit pas être intentée comme telle.—Le défendeur doit plaider plutôt par exception déclatoire que par exception à la forme, l'action étant à tort intentée sous l'acte des procédures sommaires.—C.S., 1898. *Caouette vs Côté*, 1 R.P., 461; PELLETIER, J.

Contra : n. 13 et 26, *supra*.

31. Une saisie-arrêt avant jugement basée sur un prêt d'argent tombe sous l'acte des procédures sommaires.—C.S., 1898. *Poitras vs Aubry*, 1 R.P., 194; MATHIEU, J.

32. Dans une action pour \$8.45, dont \$3.50 pour marchandises vendues au défendeur, et \$4.95, pour marchandises vendues au fils du défendeur, et que ce dernier s'est engagé à payer au demandeur.—*jugé*. Qu'une exception à la forme à la seconde partie de la demande, basée sur le fait qu'une action de ce genre ne peut être répétée matière sommaire, sera renvoyée, mais sans frais.—C.C., 1898. *Primeau vs Terreault*, 1 R.P., 495; BÉLANGER, J.

1151. Saving the special provisions contained in this Chapter, the rules governing procedure in ordinary cases apply likewise to summary matters.—*New*.

matières sommaires aux règles de la procédure ordinaire. Plusieurs articles du chapitre actuel ont, en conséquence, été omis.

1152. Dans les causes mentionnées au paragraphe 1 de l'article 1150, la valeur ou le montant du loyer réclamé ou le montant des dommages allégués détermine la classe d'action, de même que la compétence du tribunal.

Le locateur peut joindre à sa demande une demande pour loyer dû, avec ou sans saisie-gagerie, saisie-gagerie par droit de suite, arrêt en la possession du locataire ou des tiers, ou saisie-revendication de meubles loués.—C.P.C., 888, amendé; S.R., 5977; S.R.B.C., c. 40, s. 9.

1. S.R.B.C., c. 40, s. 1, § 6; s. 9.

2. Rap. C.—Le second paragraphe de l'article 1225 (1152 n.c.) ne reproduit pas les mots: "en résiliation," à cause de la généralité des termes du premier paragraphe de l'article 1223 (1150).

Une addi-tion faite à l'article sous examen autorise le locateur à joindre à son action une saisie-revendication pour recouvrer la possession des meubles loués.

3. Dans une action en expulsion la juridiction de la cour est déterminée par le montant spécifié au bail et non par le montant des acomptes demandés.—C.C., 1872. *Dorion vs Poulain*, 4 R.L., 566; MACKAY, J.

4. Lorsque le locateur poursuit l'expulsion du locataire suivant le cours ordinaire de la procédure, la juridiction est déterminée par la valeur réunie de la location et des dommages réclamés.—C.R., 1882. *Gauthier vs Désy*, 9 Q.L.R., 13; STUART, CASAUULT & CARON, JJ.

5. Dans une action en résiliation de bail où aucune somme d'argent n'est réclamée ni pour loyer, ni comme dommages, c'est la valeur du bail qui détermine la juridiction du tribunal; mais dans le cas où des sommes d'argent ont déjà été payées au locateur, c'est la balance due ou à devenir due en vertu de ce bail qui en fixe la valeur.—C.S.,

1153. Dans les actions mentionnées au paragraphe 1 de l'article 1150, le délai d'assignation n'est que d'un jour intermédiaire, lorsque le lieu de la signification est dans un rayon de quinze milles, avec en outre un jour pour chaque cinquante milles additionnels, de telle sorte, cependant, que le

1152. In the actions mentioned in Paragraph 1 of Article 1150, the class of action and the jurisdiction of the court are determined by the value or the amount of the rent or the amount of the damages alleged.

The lessor may join with his action a demand for such rent as he is entitled to, with or without an attachment for rent, an attachment in recaption, an attachment before judgment in the hands of the lessee or of garnishees, or an attachment in revendication of moveable property leased.—C.C.P., 888, amended; R.S., 5977; C.S.L.C., c. 40, s. 9.

1886. *Wood vs Parin*, 3 M.L.R., 110; MATHIEU, J.

6. Where the lessee is removing or has removed his effects from the leased premises, the lessor has a right to issue a *saisie-gagerie* to preserve his *gage*, whet'er any rent be actually due or not.—C.S., 18. *Dufaux vs Morris*, 2 R.J.O., 500; DAVISON, J.

7. Where in an action brought by the lessor under articles 887 and 888 C.P., (1150, 1152 n.c.), to recover possession of premises, a demand of \$46 is joined for their use and occupation since the expiration of the lease, such action must be brought in the Circuit Court, the amount claimed being under \$100.—C. suprême, 1892. *Blachford & McBain*, 20 R.C.S., 269.

V. rapport de la cour d'appel, art. 1150, n. 4.

8. Le demandeur concluait à l'annulation pure et simple d'un bail, fait pour une année, pour un loyer de \$120, sur lequel quatre mois avaient déjà couru. Aucune somme n'était demandée.—*Jugé*: que l'action n'était pas de la compétence de la cour supérieure, la valeur du bail, au moment de l'action, n'étant que de \$80.—C.S., 1895. *McPherson vs Gadbois*, 8 R.J.O., 428; TACHEBÉREAU, J.

1153. In the actions mentioned in Paragraph 1 of Article 1150, the delay upon summons is only one intermediate day when the place of service is within a distance of fifteen miles, with an additional day for every fifty miles in addition; provided always that the delay need never

délai ne soit jamais de plus de vingt jours, quelle que soit la distance.

Dans les autres actions sommaires, le délai d'assignation est celui prescrit par l'article 149.—C. P. C., 891, amendé; S.R., 5977.

1. S.R.B.C., c. 40, s. 11.

2. Rap. C.—L'article 1226 (1153 n.c.) s'occupe des délais de l'assignation. La règle relative aux délais supplémentaires dans les causes entre locataires et locataires, lorsque la signification est faite dans un endroit éloigné, est tirée de l'article 142 (149 n.c.), dont toute la disposition est rendue applicable aux autres matières sommaires.

3. The "one day" referred to in art. 74 of the Code of C.P., with reference to the service of summons in suits between lessors and lessees, must not be a *dies non*.—C.S., 1876. *Mélayer vs Larichelière*, 21 J., 27; JOHNSON, J.—*Contra*: C.S., 1870. *Boulerisse vs Hébert*, 2 L.N., 196; BELANGER, J.—C.S., 1892. *Martin vs Martin*, 2 R.J.O., 555; DONERTY, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. V. relativement à la signification de la

1151. Avis de la motion proposant des exceptions préliminaires doit être donné à la partie adverse dans les deux jours de l'entrée de la cause, sauf les cas portés dans les articles 177, § 6, 178 et 181.—*Nouveau*.

1. Rap. C.—Les articles 1227 et 1228 (1154, 1155), contiennent des règles nouvelles, touchant la production des exceptions préliminaires et des défenses, basées sur les articles 157 et 189 du projet.

2. Sur motion pour faire renvoyer une exception à la forme produite le troisième jour après le retour de l'action, dans une cause sommaire.—*Jugé*: que le défendeur est tenu de plaider, même à la forme, sous deux jours à compter de la comparution.—Lorsque le deuxième jour est un jour non juridique, le plaidoyer peut être produit le troisième jour.—C.M., 1889. *Irvine vs Burchell*, 12 L.N., 266; CHAMPAGNE, J.

3. Dans les matières sommaires, une motion pour cautionnement pour les frais signifiée dans les deux jours du rapport du bref, avec avis de présentation pour le plus

1155. La défense doit être produite dans les deux jours de l'entrée de la cause.

Néanmoins, si des exceptions préli-

ceed twenty days, whatever the distance.

In other summary action, the delay for summons is the same as is prescribed by Article 149.—C. C. P., 891, amended; R.S., 5977.

déclaration, dans les causes entre locataires et locataires, les annotations de l'article 1000, et, spécialement, les n. 10 à 17, 21, 22.

5. Dans une poursuite entre locateur et locataire, l'assignation à comparaître dans un jour de la date de la signification, n'accorde pas un délai suffisant au défendeur, mais une exception à la forme basée sur l'insuffisance de ce délai d'assignation sera renvoyée si ce défaut de forme n'a pas causé de préjudice au défendeur.—C.C., 1897. *Jean vs Brouseau*, 1 R. de J., 546; ANDREWS, J.

6. In actions between lessor and lessee, the defendant is entitled to the delay of one clear day, reckoning from the service of the declaration.—If a forclosure be entered before such delay, and defendant appear, his remedy is not by way of exception to the form, but by way of motion to have his appearance declared to have been regularly produced on the following day.—C.S., 1898. *Maze vs Laniel & Bourdon*, 1 R.P., 490; DONERTY, J.

1151. Notice of motions urging preliminary exceptions must be given to the opposite party within two days from the return, saving the cases mentioned by Articles 177, Paragraphe 6, 178 and 181.—*New*.

prochain jour suivant du terme ou des séances de la cour, est suffisante et régulière.—C.S., 1890. *Atkinson vs Forgolston*, 34 J., 256; DELORMIER, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. Avis d'une motion pour suspension des procédures jusqu'à ce que cautionnement pour frais soit donné, doit être donné, en matières sommaires, dans les deux jours de l'entrée de la cause.—Une motion qui n'a pas été présentée à la cour le jour pour lequel avis de sa présentation avait été donné, ne peut être présentée un jour ultérieur, en vertu d'un nouvel avis donné le jour même de son défaut de présentation, quand même ce dit défaut proviendrait de ce que la cour ne siégeait pas ce jour là.—C.S., 1898. *The Federal Life Ass. Co. of Ontario vs Gaudry*, 1 R.P., 185; CASALT, J.

1155. The defence must be filed within two days from the return of the action.

Nevertheless, whenever preliminary

minaires ont été produites, le délai ci-dessus court depuis le jugement sur ces exceptions, sauf lorsqu'il est autrement prévu dans la section première du chapitre seizième de ce code.—C.P.C., 892, *partie*; S.R., 5977.

1. S.R.B.C., c. 40, s. 11.

2. In actions in summary matters under the Statute 51-52 Vic., chapter 26, default to appear is recorded, not at noon as heretofore, but only after the expiration of the day of the return of the writ.—C.S., 1888. *Desjardins vs Thuzé*, 11 L.N., 346; WURTELE, J.

3. Dans les matières sommaires, le défendeur

1156. Toute autre pièce de plaidoirie nécessaire pour lier la contestation doit être produite le jour juridique suivant la production de la pièce précédente.—C.P.C., 892, § 3, 893, *amendé*; S.R., 5977.

1. S.R.B.C., c. 40, ss. 11, 12.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

2. A reply filed after the day following the answer to plea, without leave of the

1157. L'audition sur l'inscription en droit ne peut avoir lieu qu'un jour après sa signification à la partie adverse.

Néanmoins, dans les causes qui ne sont pas susceptibles de révision ni d'appel, la cause peut être inscrite pour enquête et audition, en réservant à faire valoir les moyens de droit après l'enquête.—*Nouveau*.

1. Rap C.—L'article 1230 (1157 n.c.) a trait à l'inscription en droit. Le premier paragraphe introduit dans les matières sommaires le principe consacré par l'article 186 (194). Le second, qui concerne seulement

1158. Aussitôt la contestation liée ou après l'adjudication sur l'inscription en droit s'il y en a en, la cause peut être inscrite pour enquête et audition.—C.P.C., 894, 897a, *partie, amendé*; S.R., 5977.

1. S.R.B.C., c. 40, s. 13.

2. Une inscription pour enquête et audition en même temps, sur une opposition à fin d'annuler à une saisie pratiquée dans une cause intentée sur un billet promissoire, peut

exceptions have been filed, this delay runs from the time of judgment upon such exceptions, except where it is otherwise provided in the first section of Chapter Sixteenth of this Code.—C.C.P., 892, *in part*; R.S. 5977.

deur peut opposer, en défense, des moyens d'exceptions qui ne sont pas des matières sommaires, tels que la compensation de dommages résultant de la violation des clauses d'un contrat.—C.S., 1890. *Davidson vs DeGagné*, 20 R.L., 304; WURTELE, J.

4. V. *Vien vs Holmes Electric Protection*, art. 8, n. 5.

1156. Any other pleading which may be necessary to complete the issues must be filed on the juridical day following the filing of the pleading immediately preceding it.—C. C. P., 892, § 3, 893, *amended*; R.S., 5977.

judge, and where the adverse party has "received copy waiving formal service only," will be rejected from the record on motion.—C.S., 1898. *Jacobs vs Beaman*, 1 R.P., 474; DAVIDSON, J.

1157. The hearing upon an inscription in law can only be had upon the expiry of one day from its service upon the opposite party.

Nevertheless, in cases not susceptible of review or of appeal, the case may be inscribed for proof and hearing, reserving the argument on the law issues until after the proof.—*New*.

celles des causes de la cour de circuit qui ne sont pas susceptibles d'appel ni de révision, conserve la règle de l'article 1217 (1144).

2. V. art. 1144 et l'autorité citée.

1158. As soon as issue is joined, or judgment has been rendered on the inscription in law, if there is one, the case may be inscribed for proof and hearing.—C.C.P., 894, 897a, *in part, amended*; R.S., 5977.

être faite après les deux jours de la production de la contestation de l'opposition, si l'opposant n'a pas répondu à la contestation dans ce délai.—C.S., 1890. *Thacker vs McNaughton*, 18 R.L., 651; MATHIEU, J.

1159. Un avis d'au moins trois jours du jour fixé pour enquête et audition doit être donné à la partie adverse.—C.P.C., 897a, *partie, amendé*; S.R., 5977.

1. Dans les causes sommaires, où la loi exige un avis de cinq jours (maintenant trois), de l'inscription pour preuve et audition en même temps, l'inscription elle-même doit être produite au greffe au moins cinq jours avant le jour fixé pour l'audition de la cause.—C.S., 1891. *Bleau vs Brissette*, 7 M. L.R., 206; JETTÉ, J.—C.S., 1877. *Lalour vs Gaulhier*, 21 J., 39; TORRANCE, J.

2. Notwithstanding art. 897a C.P.C. (1159 n.c), which requires five (now three) days notice of inscription for proof and final hear-

1160. Le jugement peut être rendu pendant les termes ou en dehors d'iceux.

Il est exécutoire huit jours après qu'il a été prononcé.

Toutefois, le délai d'expulsion, dans les actions mentionnées au paragraphe 1 de l'article 1150, reste à la discrétion du tribunal.—C. P. C., 898; S.R., 5977.

1. S.R.B.C., c. 40, ss. 5, 6.—25 V., c. 12,

1161. Les délais, quant à l'assignation et aux plaidoiries, s'appliquent aussi à toute intervention, opposition ou autre procédure incidente de même nature.—C.P.C., 899; S.R., 5977.

1. S.R.B.C., c. 40, s. 8.

1162. Les mots "procédure sommaire" doivent être inscrits ou imprimés en tête de tout original et de toute copie du bref d'assignation émis en vertu des dispositions du présent chapitre, lesquelles dispositions doivent être interprétées de manière à ne pas enlever le droit de poursuivre en vertu des règles ordinaires de la procédure.—C.P.C., 899a, *partie, amendé*; S.R., 5977; 53 V. c. 61, s. 3.

1. Lorsque les mots "procédure sommaire" ne sont pas écrits en tête du bref original et de la copie, le demandeur, dans une action pour loyer et en expulsion, est

1159. A notice of at least three days must be given to the opposite party of the day fixed for proof and hearing.—C. C. P., 897a, *in part, amended*; R.S., 5977.

ing in contested summary matters, the court will not disturb a judgment rendered in a summary action on a protested acceptance, where only one day's notice has been given, but where it appears by affidavit that there was a consent to have the case *en délibéré* before the vacation, and where the defendant has suffered no real wrong or damage, applying the well-settled rule "*point de nullité sans grief*."—C.R., 1896. *Canada Paper Co. vs Forgues*, 11 R.J.O., 178; CASALT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

1160. Judgment may be rendered either in the term or out of term.

It is executory eight days after it is rendered.

The delay for ejectment, however, in the actions mentioned in Paragraph 1 of Art. 1150, is within the discretion of the court.—C. C. P., 898; R. S. 5977.

s. 1.

1161. The delays respecting summons and pleadings also apply to all interventions, oppositions or other incidental proceedings of the same nature.—C.C.P., 899; R.S., 5977.

1162. The words: "summary procedure," must be written or printed at the head of each original and copy of the writ of summons issued under the provisions of this Chapter, which provisions must be interpreted so as not to take away the right of proceeding under the ordinary rules of procedure.—C.C.P., 899a, *in part, amended*; R.S., 5977; 53 Vic., c. 61, s. 3.

consent to have the case *en délibéré* before the vacation, and where the defendant has suffered no real wrong or damage, applying the well-settled rule "*point de nullité sans grief*."—C.S., 1896. *Therrien vs Damon*, 1 R.

de J., 361; BÉLANGER, J.—Confirmé par C. R., JETTÉ, GILL & LORANGER, JJ.

2. When the words "summary matters" are not marked upon the writ issued in a cause, the action must be held to have been instituted as a non summary action, and, as such, is subject to the ordinary delays between service and return of the writ.—C.S., 1892. *Mousseau vs Raeburn*, 2 R.J.O., 295; DOHERTY, J.

3. Dans une cause sommaire, l'absence des mots "procédure sommaire," en tête de la copie du bref de sommation, n'annule pas l'assignation, lorsque ces mots se trouvent en tête de l'original du bref.—C.S., 1894. *Card vs Cuddy*, 5 R.J.O., 511; TELLIER, J.

4. Where a writ has been irregularly stamped "procédure sommaire," but the full delay of ten days between the service and return has been allowed as in ordinary cases, the court will not dismiss the action on an exception to the form invoking the irregularity, but will order that the word "procédure sommaire" be stricken out of the writ, and that the cause be proceeded with as an ordinary cause and with the ordinary delays.—C.S., 1895. *Riopelle vs Moylan*, 9 R. J.O., 182; TAIT, J.

5. Where a case has proceeded to judgment as a summary case it is not necessary that the writ of execution issued thereon should bear the words "summary proceedings" which are required on the writ of sum-

mons.—C.S., 1892. *La Banque Nationale vs Trudel*, 2 R.J.O., 403; DAVIDSON, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. Sur motion du demandeur pour ajouter en tête du bref d'assignation les mots "procédures sommaires," la cour, si le défendeur n'éprouve aucun préjudice, ordonnera que la cause soit mise sur le rôle ordinaire pour le premier jour du terme suivant.—C. S., 1898. *Lancôt vs Renaud*, 1 R.P., 157; MATHIEU, J.

7. Dans une action basée sur lettre de change, prise sous la procédure ordinaire, le demandeur peut, avant la défense produite, amender le bref et la déclaration en ajoutant en tête les mots "procédure sommaire," et une motion demandant le rejet de cet amendement comme illégal et irrégulier doit être renvoyée.—C.S., 1898. *Smith vs Neven*, 4 R.L.n.s., 480; MATHIEU, J.

8. Même après qu'une motion a été contestée, le demandeur peut amender le bref et la déclaration pour y ajouter les mots "matière sommaire."—C.S., 1898. *Scott vs Gallagher*, 4 R.L.n.s., 501; MATHIEU, J.

9. Where a plaintiff fails to take advantage of the provisions of law regarding summary procedure, he thereby declares his option for ordinary procedure, and will not be allowed to change that option.—C.S., 1897. *Nordheimer vs Farrell*, 1 R.P., 34; 3 R.L. n.s., 451; ARCHIBALD, J.

HUITIÈME PARTIE.

MOYENS DE SE POURVOIR CONTRE LES JUGEMENTS.

CHAPITRE LVI.

Opposition à jugement.

1163. Le défendeur condamné par défaut de comparaître ou de plaider peut, s'il a été empêché de produire sa défense par surprise, par fraude ou par une raison estimée suffisante par le juge, se faire relever du jugement prononcé contre lui en formant opposition.—C.P.C., 483a, *partie*; 484, *partie*.

1163. Any defendant condemned by default to appear or to plead may, if he was prevented from filing his defence by surprise, fraud or any other cause considered sufficient by the judge, obtain relief from the judgment by means of an opposition.—C. C.P., 483a, *in part*, 484, *in part*.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Acquiescement	9, 10
Appel de la cause, cour tenante	14
Assignation illégale	16
Avocat	18
Comparution	14, 15, 16
Contrat judiciaire	17
Défaut d'assignation	12, 15
Délai	5
Désignation de l'opposant	3
Frais	8
Huissier	16
Jugement "ex parte"	8, 13, 15, 18
Jugement par défaut	13, 14, 16, 17
Motion pour rejet	4, 5, 18
Moyens de forme	4, 5, 6
Permission du juge	4, 7, 10, 11
Protonotaire	7, 13, 17
Renonciation	10
Rescindant et rescisoire	15
Revision de l'ordre du juge	11
Saisie-arrêt	12

1. S.R.B.C., c. 83, s. 115.

2. Rap. C.—Après avoir séparé l'opposition à jugement (Articles 483a et 484 C.P.C.) de la requête visée par l'article 483 C.P.C., le projet se borne à remanier les articles du code actuel et à y apporter quelques légères modifications.

3. Il suffit à l'opposant à jugement de se décrire dans son opposition tel qu'il l'a été dans le bref de sommation.—C.C., 1886. *Newbury vs McHete*, 9 L.N., 114; JETTÉ, J.

4. Une opposition à jugement, admise sur l'ordre d'un juge, est de la nature d'un plaidoyer et ne peut être renvoyée sur une simple motion alléguant des moyens à la forme et présentée en dehors des délais voulus pour la production des exceptions préliminaires.—C.R., 1887. *Dévin vs Ollivon*, 3 M.L.R., 382; JOHNSON, PAPINEAU & LORANGER, JJ.—Confirmé en appel, n. 5, *infra*.

5. Une motion pour faire rejeter une opposition à jugement, parce qu'elle avait été faite après les délais mentionnés dans l'art. 484 C.P. (1163 et 1166 n.c.), est de la nature d'une exception préliminaire et doit être faite dans les délais voulus pour la production de telle exception.—C.A., 1889. *Dévin vs Ollivon*, 17 R.L., 489.

V. rapport C.R., cité *supra*, n. 4.

6. Une opposition à jugement qui n'est accompagnée que d'une exception à la forme, et non d'une défense au fond, est illégale, et ne rencontre pas les exigences des articles 484 et 485 C.P. (1163, 1166, 1164 n.c.), et du Statut 46 Victoria, ch. 26, s. 4.—C.A., 1888. *Goulet & McCraw*, 19 R.L., 214.

7. On ne peut prendre une opposition contre un jugement rendu par le protonotaire sans la permission préalable d'un juge.—C.S., 1893. *Robillard vs Craig*, 3 R.J.O., 261; JETTÉ, J.

8. Un demandeur condamné *ex parte*, en terme, à payer les frais d'une opposition afin de distraire, qu'il avait déclaré devoir con-

tester, mais qu'il n'a pas contestée dans les délais fixés, n'a pas droit à une opposition à jugement en vertu de l'article 484 C.P. (1163, 1166 n.c.), et du Statut de Q. 46 V., ch. 26, s. 4.—C.C., 1886. *Kenwood vs Lamb*, 14 R.L., 399; MATHIEU, J.

9. The defendant is barred of the right to file an opposition to a judgment, if he has recognized and acquiesced to the original judgment.—C.S., 1893. *Mitchell vs Les Syndics d'École, etc., du Village du Coleau Landing*, 4 R.J.O., 11; DAVIDSON, J.

10. Le statut 46 Vic., ch. 26, s. 4, laisse à la discrétion du juge l'appréciation de la suffisance des raisons données dans un affidavit à l'appui d'une opposition à jugement, et il n'y a pas de formule sacramentelle à cette fin. L'opposition à jugement ne peut être reçue sans la permission préalable du juge. Dans le cas actuel, il y a eu renonciation (*waiver*) par le demandeur d'invoquer cette objection, parce qu'il a contesté l'opposition au mérite. Il n'est pas nécessaire que l'affidavit soit assermenté par l'opposant lui-même.—C.S., 1887. *Crédit foncier vs Dubord*, 13 Q.L.R., 310; LARUE, J.

11. Le permis du juge de produire une opposition à jugement n'est qu'un ordre de procédure sujet à revision et si l'opposant ne paraît pas avoir observé les formalités prescrites, son opposition sera renvoyée.—C.S., 1894. *Hamilton vs Bourassa*, 5 R.J.O., 467; LORANGER, J.

12. This article applies to a garnishee who alleges that he was never served with a writ.—C.S., 1895. *Blaine vs Sasseville*, 3 R.J.O., 369; ARCHIBALD, J.

13. Il y a lien au pourvoi par opposition dans toutes les causes *ex parte* ou par défaut, non seulement contre les jugements du protonotaire, mais ceux du juge ou de la cour.—La partie qui n'a été ni appelée ni entendue a toujours un recours pour faire annuler le jugement rendu contre elle: qu'elle appelle requête ou opposition.—C.S., 1895. *Marcolle vs La Cour des Commissaires de St-Casimir*, 7 R.J.O., 236; LARUE, J.

14. Un jugement rendu en terme, par défaut, dans une cause non appelable, peut être annulé au moyen d'une requête afin d'opposition, si cette cause n'a pas été appelée, cour tenante, et si défaut de comparution n'a pas été enregistré.—C.C., 1876. *Gravel vs Clément*, 8 R.L., 319; RAINVILLE, J.

15. No entry of default for non-appearance can be made, nor *ex parte* judgment rendered, against a defendant who has not been duly served with the writ of summons, although the papers in the action may have actually reached him through a person with whom they were left by the bailiff.

An opposition asking to have a judgment set aside, on the ground that the defendant has not been duly served with the action, which also alleges the defendant's grounds of defence upon the merits, should not be dismissed merely for the reason that the

rescisoire has thus been improperly joined with the *rescindant*.—C. suprême, 1897. *Turcotte & Dansereau*, 27 R.C.S., 583.

16. La signification d'un bref de sommation dans un district autre que celui d'où il émane, faite par un huissier du district où il est signifié, est illégale, si le bref n'est pas adressé à cet huissier, ou à tout huissier de ce district, mais est adressé à tout huissier du district d'où il émane, et dans ce cas, le défendeur qui n'a pas comparu et qui a été condamné par défaut, peut se pourvoir contre ce jugement, par une opposition à jugement.—C.R., 1887. *La Banque des Cantons de l'Est vs Wright*, 15 R.L., 348; 3 M.L.R., 206; JETTÉ, TASCHEREAU & MATHIEU, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

17. Le jugement par défaut, rendu par le

1164. L'opposition doit contenir tous les moyens tant au soutien de l'opposition que ceux sur lesquels est basée la défense.—C. P. C., 485, *amendé*; 483a, *partie*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 116.

2. When a defendant, after a judgment by default has been entered against him, has been allowed to appear by opposition and plead to the action (484, 485 C.P.), (1163, 1166, 1164 n.c.), he cannot afterwards make a motion for security for costs on the ground of the plaintiff being an absentee, unless in his opposition he has reserved his right to make such motion.—C.S., 1869. *Booth vs Lawton* 13 J., 59; 1 R.L., 88; 19 R.J.R., 94; TORRANCE, J.

3. A new *moyen*, pleaded by special ans-

1165. L'opposition doit être accompagnée d'un affidavit affirmant que les faits énoncés dans l'opposition sont vrais à la connaissance du dépositant.—C. P. C., 486, *partie*; 483a, *partie*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 117.

2. L'affidavit accompagnant une opposition à jugement doit énoncer que les faits sont vrais, à la connaissance du dépositant.—C. C., 1873. *Sheppard vs Morin*, 5 R.L., 245; LORANGER, J.

3. Une déposition accompagnant une opposition et conçue en ces termes : "dépose et dit : " que tous les faits allégués en l'opposition ci-dessus et des autres part écrite

1166. L'opposition doit être formée dans les quinze jours qui suivent la signification du jugement, ou, s'il

protonotaire, dans une action fondée sur billets promissoires prescrits, mais allégués comme écrits sous seing privé reconnaissant un prêt, sera cassé et annulé sur une opposition à jugement, vu que la prescription des billets a éteint tout droit d'action du demandeur.—Ce jugement ne constitue pas un contrat judiciaire inattaquable et prescriptible par trente ans.—C.S., 1898. *Lhomas vs Bourassa*, 4 R. de J., 496; CHOQUETTE, J.

18. Une opposition à jugement ayant pour moyen que l'avocat du défendeur avait négligé de plaider dans le délai ordinaire, parce que celui-ci ne lui avait pas fourni les déboursés nécessaires, sera renvoyée sur motion, comme frivole, bien que cette opposition soit accompagnée d'une défense de paiement.—C.S., 1898. *Préfontaine vs Sénécal*, 5 R.L.n.s., 206; LANGELIER, J.

1164. The opposition must contain all grounds, whether in support of the opposition or of the defence.—C. C. P., 485, *amended*; 483a, *in part*.

wer in support of an opposition à *judgement*, will be rejected on motion without the necessity of a demurrer.—C.A., 1887. *Campbell & The Dominion of Canada Freehold Estate Co.*, 13 Q.L.R., 229.

4. The pleas to the merits, contained in an opposition *afin de conserver*, do not imply waiver or renunciation of the preliminary pleas in it, inasmuch as article 485 C. P., (1164 n.c.), compels opposant to allege all his grounds of contestation in the opposition, both his preliminary pleas and those to the merits.—C.C., 1885. *Brunet vs Colfer*, 11 Q.L.R., 208; STUART, J.

1165. The opposition must be accompanied with an affidavit that the facts therein contained are, to the deponent's knowledge, true.—C.C.P., 486, *in part*, 483a, *in part*.

sont vrais et la dite opposition n'est pas faite dans le but de retarder l'exécution du jugement rendu en cette cause, mais qu'elle est faite dans le seul but d'obtenir justice," est suffisante quoique le dépositant n'affirme pas en propres termes que les faits énoncés dans l'opposition sont vrais à sa connaissance, l'affirmation positive ci-dessus rencontrant suffisamment les exigences de l'article 486 C. P.C. (1165 n.c.)—C.S., 1883. *Desrochers vs Crilly*, 12 R.L., 315; MATHIEU, J.

1166. The opposition must be made within fifteen days after service of the judgment; or, if there is no

n'est pas signifié, soit avant la vente à la suite d'une saisie, soit dans les dix jours d'un procès-verbal de carence, soit dans les dix jours de la signification au défendeur d'une saisie-arrêt en vertu de ce jugement.—C.P.C., 484, *partic, amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 115, 116.—23 V., c. 57, ss. 43-46.

2. Rap. C.—Le changement contenu dans l'article 871 (1166 n.c.) est destiné à permettre au demandeur d'abrégier les délais pour la production de l'opposition, en signifiant le jugement à la partie adverse.

3. Une opposition à jugement faite après les dix jours après le procès-verbal de carence, ou retour de *nulla bona*, mais avant la vente des immeubles, sera rejetée sur mo-

1167. Nonobstant l'expiration des délais ci-dessus, le défendeur peut être admis dans son opposition, s'il justifie qu'à raison d'absence, de maladie grave ou d'autre circonstance de force majeure, il n'a pu connaître l'instance ni le jugement, ou former opposition dans les délais fixés.

Dans ce cas, cependant, l'opposition n'est plus recevable, si, dès la cessation de l'obstacle ou dès la connaissance acquise de l'instance, du jugement ou d'un acte d'exécution, le défendeur a laissé écouler, sans former opposition, s'il est présent dans la province, le délai de quinze jours, et, s'il est absent, le délai estimé nécessaire d'après la distance des lieux.—*Nouveau*; C.P.G., 138, 139.

1. Rap. C.—La disposition nouvelle introduite par l'article 872 (1167 n.c.) a pour objet de tempérer ce que l'article précédent offre de trop rigoureux, en permettant au

1168. L'opposition est produite au greffe, mais n'a aucun effet et ne peut être reçue par le protonotaire, à moins qu'elle ne soit accompagnée

such service, it must be made either before the sale under the seizure, or within ten days from a return of *nulla bona*, or within ten days from the service upon the defendant of any seizure by garnishment issued by virtue of such judgment.—C.C.P. 484, *in part, amended*.

tion.—C.C., 1873. *Sheppard vs Morin*, 5 R. L., 245; LORANGER, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. Une opposition à jugement, produite plus de quinze jours après la signification du jugement au défendeur, sera renvoyée sur motion comme faite irrégulièrement après les délais fixés par la loi.—C.S., 1298. *Cantin vs Braham*, 5 R.L.n.s., 87; 1 R.P., 494; MATHIEU, J.

1167. Notwithstanding the expiry of the above delays, the defendant may be allowed to make opposition, upon establishing that, owing to absence, severe illness or other circumstances of irresistible force, he was prevented from learning of the action or of the judgment, or from making opposition within the prescribed delays.

In such case, however, the opposition does not lie whenever, after the hindrance ceases or knowledge is obtained of the action or of the judgment or of proceedings in execution, the defendant, if he is present in the Province, fails to make opposition within a delay of fifteen days, or, if he is absent therefrom, within such delay as is considered necessary according to the distance.—*New*; C. P.G., 138, 139.

judge de recevoir l'opposition, nonobstant l'expiration des délais, dans les cas où aucune faute n'est attribuable au défaillant.

1168. The opposition is filed in the office of the court, but it is without effect and cannot be received by the prothonotary unless it is accompanied

d'une ordonnance du juge en autorisant la production.—C.P.C., 487, *partie*; 483a, *partie*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 118.

1169. Le défendeur doit faire au greffe dépôt d'une somme suffisante pour faire face aux frais encourus à compter du rapport du bref jusqu'au jugement et signification d'icelui.

Ce dépôt est remis à la partie désignée par le jugement sur l'opposition.—C.P.C., 486, *partie*, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 117.

2. Rap. C.—L'article 874 (1169 n.c.) stipule que le dépôt fait par le défaillant restera consigné jusqu'au jugement final, au lieu de permettre au demandeur de le retirer avant la fin du procès, ainsi que c'est la pratique (Article 486 C. C. P.). Ce changement a entraîné l'abrogation de la disposition finale de l'article 492 C.P.C.

3. Sur motion demandant le rejet de l'opposition pour insuffisance du dépôt, même si l'opposant montre cause et soutient que le dépôt est suffisant, il lui sera accordé un certain délai pour parfaire.—C.S., 1887. *Pelletier vs Bouchard*, 10 L.N., 300; CIMON, J.

4. The costs to be reimbursed, and for which a deposit must be made on the filing of an opposition to a judgment rendered on default, do not include any fee to the plaintiff's attorney, but include the prothonotary's fee and the law stamp for taxing such costs.—C.S., 1887. *Cole vs Brock*, 10 L.N., 383; WURTELE, J.

5. An opposition à jugement filed by defendants, under art. 484 of the Code of C. P., on the sole ground that one of them has been summoned by a wrong name, is in the nature of a preliminary exception to the action, and must, consequently, be accompanied by the deposit required by art. 112 of the Code of C.P., in addition to that required by art. 486 of the same Code.—C.A., 1874.

1170. Dans les trois jours après la production de l'opposition, le défendeur doit, sous peine de nullité, en signifier une copie, avec copie du certificat de production, aux parties dans la cause, ou, si l'opposition est faite dans l'an et jour du jugement, à leurs procureurs.—C.P.C., 489, *amendé*.

with an order of the judge allowing it to be filed.—C.C.P., 487, *in part*; 483a, *in part*.

1169. The defendant must deposit in the office of the court a sum sufficient to meet the costs incurred after the return of the writ up to the judgment, and the service thereof.

Such sum is paid to the party indicated by the judgment on the opposition.—C.C.P., 486, *in part*, *amended*.

Jubinville & The Bank of British North America, 18 J., 237.

V. sous art. 1163, les n. 4 et 5.

6. Le défaut de déposer, avec une opposition à jugement, une somme suffisante pour le paiement des frais encourus par le demandeur, à compter du rapport du bref jusqu'au jugement, n'est pas une cause suffisante pour faire rejeter l'opposition.—C.C., 1864. *Vener vs Lamontagne*, 15 L.C.R., 49; 13 R.J.R., 433; TASCHEREAU, J.

7. Dans les causes au-dessous de \$60, le défendeur qui fait une opposition à jugement n'est pas tenu de faire un dépôt en cour pour payer les frais de l'avocat du demandeur sous l'article 486 du C.P.—C.C., 1886. *Newbury vs McHele*, 9 L.N., 114; JETTÉ, J.

8. Une opposition à jugement dans une action au-dessus de \$100 produite après l'émanation d'une saisie-exécution doit être accompagnée du dépôt requis par l'article 486 C. P.C., sous peine de renvoi.—Le défaut d'observer les formalités prescrites dans les articles 483a, 486 et 488 entraîne la nullité de l'opposition.—C.S., 1894. *Gagnon vs Généreux*, 5 R.J.O., 429; DELORIMIER, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

9. La partie qui désire retirer un dépôt fait entre les mains du prothonotaire doit en obtenir la permission du tribunal.—C.S., 1898. *Lessard vs Duncan*, 4 R.L.N.S., 498; MATHIEU, J.

1170. Within three days after filing the opposition, the defendant must, on pain of nullity, serve a copy thereof, together with a copy of the certificate of filing, either upon the parties in the cause, or, if the opposition is made within a year and a day after the judgment, upon their attorneys.—C.C.P., 489, *amended*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 116.

JURISPRUDENCE NOUVELLE

2. Si le défendeur ne fait point signifier son opposition dans les trois jours de sa production, telle opposition pourra être rejetée

1171. Si l'opposition est faite après l'émission d'un bref d'exécution, une copie du certificat de production de l'opposition est signifiée à l'officier chargé du bref.—C.P.C., 488, *partie, amendé.*

1172. La signification de l'opposition et du certificat a l'effet d'empêcher l'exécution ou de suspendre la vente sur la saisie jusqu'à l'adjudication finale sur l'opposition.

Dans le cas de l'article précédent, l'officier doit, immédiatement après la signification du certificat de production de l'opposition, rapporter au greffe le bref d'exécution et le certificat à lui signifié.—C.P.C., 488, *partie, amendé.*

1. S.R.B.C., c. 83, s. 115.

2. Rap. C.—L'article 877 (1172 n.c.) corrige ce qu'il y avait d'inexact dans l'article 488 C.P.C., en déclarant que c'est la signification de l'opposition et du certificat, et non pas la production de ces pièces, qui est suspensive de l'exécution.

3. The prothonotary cannot be compelled to issue an execution when an opposition to

1173. L'opposition fait partie de la procédure dans la poursuite originale et est une défense à l'action.

Elle est assujettie aux mêmes règles et délais que cette action.

Les délais pour contester l'opposition sont comptés de sa signification.—*Nouveau, partie*; C. P. C., 489, *partie*; 490.

1. S.R.B.C., c. 83, ss. 116, 119, 120.

2. When an opposition is filed to a judgment obtained by default upon the plaintiff's affidavit, the issue has to be tried, and evidence adduced, as it would have been if no judgment had been rendered.—C.C., 1886. *Mongeon vs Constantineau*, 9 L.N., 373; WURTELE, J.

3. A deposition filed in a case in order to

sur motion.—Cette signification est à peine de nullité, et la demande par l'opposant qu'il lui soit permis de la faire signifier après ce délai, en payant les frais de motion, ne peut être accordée.—C.S., 1898. *Bergeron vs Girard*, 4 R.L.n.s. 45; GAGNÉ, J.

1171. If the opposition is made after the issue of a writ of execution, a copy of the certificate of the filing of the opposition is served upon the officer charged with the writ.—C.C.P., 488, *in part, amended.*

1172. The service of the opposition and certificate has the effect of staying the execution or of suspending the sale under the seizure until final judgment on the opposition.

In the case provided for by the preceding Article, the officer must, immediately after service of the certificate of the filing of the opposition, return into the office of the court the writ of execution and the certificate served upon him.—C. C. P., 488, *in part, amended.*

the judgment under which it is required has been filed by the *tiers-saisie*, accompanied by a general affidavit, and a copy for the plaintiff, and a certificate of filing the same has been served on the plaintiff. In such case it is not necessary to obtain the order of a judge to stay proceedings.—C.S., 1886. *Goodall vs McGinnis*, 31 J., 252; TORRANCE, J.

1173. The opposition forms part of the proceedings in the original suit, and is a defence to the action.

It is subject to the same rules and delays as such action.

The delays for contesting the opposition are computed from its service.—*New, in part*; C.C.P., 489, *in part*; 490.

obtain judgment by default, will not avail to prove the plaintiff's case on his contestation of the opposition to judgment made by defendant.—C.S., 1886. *McLachlan vs Baxter*, 2 M.L.R., 434; PAPINEAU, J.

4. An opposition on the part of a defendant which alleges that a judgment fixing for the first time a delay for eviction and abridging the time otherwise granted by law

for compliance with its terms, was rendered without notice to such defendant, cannot be

1174. Les frais frustratoires sont à la charge de la partie qui les a occasionnés, quel que soit le jugement sur l'opposition.—*Nouveau*; C.P.G., 145, § 1.

CHAPITRE LVII.

REQUÊTE EN RÉVISION.

1175. Dans les cas où l'assignation n'a été donnée ni personnellement, ni au véritable domicile ou lieu ordinaire et actuel de la résidence du défendeur, ni à sa place d'affaires, le défendeur peut, par simple requête, dans l'an et jour, faire reviser le jugement rendu contre lui par défaut.—C.P.C., 483, *partie, amendé.*

1. S.R.B.C., c. 83, s. 111, 112.

2. Rap C.—L'article 880 (175) tout en reproduisant l'article 483 C.P.C., le modifie en déclarant non recevable la requête en revision, si l'assignation a été donnée à la place d'affaires du défendeur.

3. The delay of a year and a day, fixed by article 483 C.P.C. (1175 n. c.), applies not only to the pleas to the merits in such opposition, but also to the preliminary pleas it contains.—C.C., 1885. *Brunet vs Colfer*, 11 Q.L.R., 208; STUART, J.

4. Where an objection to a judgment in vacation sets forth that the writ of summons and declaration were not served on defendant personally, or at his real domicile, or ordinary and actual place of residence, the delay to file such opposition is governed by article 483 C.P. (1175 n. c.) which allows a year and a day to do so, and not by article 484 C.P. (1163, 1166 n. c.), which requires such opposition to be made *within ten days* from the

1176. La requête en revision est assujettie aux règles des articles 1164, 1165, 1167, 1168, 1170, 1171, 1172, 1173 et 1174, eu autant qu'applicables.—*Nouveau.*

CHAPITRE LVIII.

REQUÊTE CIVILE.

1177. Les jugements qui ne sont

dismissed on motion.—C.R., 1887. *Bergevin vs Mallette*, 32 J., 235; JOHNSON, PAPINEAU & TASCHEREAU, JJ.

1174. A party must bear all costs incurred by reason of his own default, whatever judgment be rendered on the opposition.—*Nouveau*; C.P.G., 145, § 1.

CHAPTER LVII.

PETITIONS IN REVISION.

1175. Whenever the defendant has not been served personally or at his real domicile, or ordinary and actual place of residence or of business, he may apply by petition, within a year and a day, for the revision of any judgment rendered against him by default.—C.C.P., 483, *in part, amended.*

service upon him of any seizure by garnishment, issued in virtue of such judgment.—*Idem.*

5. Le défendeur, assigné conformément aux dispositions de l'art. 68 C.P.C. (136 n. c.), peut, en vertu de l'art. 483 C.P.C. (1175 n. c.), se pourvoir par simple requête, dans l'an et jour, pour faire reviser le jugement rendu contre lui par défaut; et, dans ce cas, la requête en revision est censée faire partie de la procédure originaire, et être une défense à l'action, assujettie comme telle aux règles relatives à la contestation des demandes originaires.—C.S., 1897. *Charron vs Mongeau*, 5 R. de J., 110; TELLIER, J.

6. Un défendeur qui se plaint de ne pas avoir été assigné ne peut, par requête civile, se faire relever d'un jugement rendu contre lui par défaut; dans ce cas, le défendeur doit procéder par requête sommaire, tel qu'indiquée par l'art. 483 C.P.C. (1175 n. c.)—C. M., 1889. *Martineau vs Braull*, 12 L.N., 132; CHAMPAGNE, J.

1176. The petition in revision is governed, in so far as may be, by the rules contained in Articles 1164, 1165, 1167, 1168, 1170, 1171, 1172, 1173 and 1174.—*New.*

CHAPTER LVIII.

PETITIONS IN REVOCATION OF JUDGMENT.

1177. Judgments which are not

pas susceptibles d'appel ou d'opposition, ou pour lesquels l'appel ou l'opposition n'est pas un remède utile, peuvent être rétractés sur requête présentée au même tribunal par ceux qui ont été parties, ou assignés, dans les cas suivants :

1. S'il y a eu dol personnel de la partie adverse ;

2. Si la procédure prescrite n'a pas été suivie et que la nullité qui en résulte n'ait pas été couverte par les parties ;

3. S'il a été prononcé sur des choses non demandées ;

4. S'il a été adjugé plus qu'il n'a été demandé ;

5. S'il a été omis de prononcer sur un des chefs de la demande ;

6. Si le jugement a été rendu sur pièces dont la fausseté n'a été découverte que depuis, ou sur des offres ou consentements non autorisés et qui ont été désavoués après jugement ;

7. Si depuis le jugement il a été découvert des pièces décisives retenues par une circonstance de force majeure ou retenues ou celées par le fait de la partie adverse ;

8. Si depuis le jugement une autre preuve concluante a été découverte, qui rencontre les conditions énoncées dans l'article 505 ;

9. Si, lorsqu'il s'agit de mineurs ou d'interdits, ils n'ont pas été défendus ou ne l'ont pas été valablement. — *Nouveau, partie* ; C.P.C., 505 ; C. P. C. F., 480, 481 ; C. P. G., 281, 284 ; *Ord. de 1667, tit. 35.*

susceptible of being appealed from or opposed, or against which adequate relief cannot be obtained by means of appeal or opposition, may be revoked upon a petition presented to the same court by any person who was a party or was summoned to be a party to the action, in the following cases :

1. Where fraud or artifice has been employed by the opposite party ;

2. Where any proceeding prescribed by law has not been adopted, and the nullity resulting therefrom has not been covered by the parties ;

3. Where the judgment decides matters not submitted for decision ;

4. Where the judgment is for more than was demanded ;

5. Where the judgment has omitted to pass upon any part of the demand ;

6. Where the judgment has been rendered upon documents which have only subsequently been discovered to be false, or upon any unauthorized tender or consent disavowed after judgment ;

7. Where, after judgment rendered, documents of a conclusive nature have been discovered which had been withheld owing to circumstances of irresistible force, or had been withheld or concealed by the opposite party ;

8. Where, after judgment, other new evidence of a conclusive nature has been discovered, which satisfies the conditions contained in Article 505 ;

9. Where, in the case of minors or interdicted persons, no defence, or no valid defence, has been made on their behalf. — *New, in part* ; C. C. P., 505 ; C. P. C. F., 480, 481 ; C. P. G., 281, 284 ; *Ord. 1667, tit 35.*

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action directe	13, 19
Appel en garantie	35
A qui est ouverte la requête	4
Article n'est pas limitatif	17
But	3

Cas fortuit	26
Cause doit avoir influé sur jugement	9, 36, 37, 38, 50
Cause non susceptible d'appel	20
Cause susceptible d'appel	52, 55
Cause susceptible d'opposition	53, 54, 55
Choses non demandées	12, 13

Comparison 22, 23, 61
 Congé défaut 27
 Confession de jugement 45
 Cour d'appel 41, 42
 Cour suprême 43
 Défendeur non assigné 21
 Défense en droit 60
 Définition 5
 Déposition 21, 59
 Désistement 24
 Dol 8, 9, 10, 24, 30, 33, 55
 Dossier falsifié 29
 Effet 5, 30, 31
 Election contestée 44
 Erreur 19, 31, 47, 50
 Erreur cléricale 60
 Exception dilatoire 35
 Faits découverts depuis le jugement 48
 Folle enchère 58
 Jugement de distribution 33, 49
 Jugement par défaut 22, 23, 34, 35, 61, 62, 63
 Méprise 32
 Omission d'un des chefs 16
 Opposition 53, 55, 57
 Pièces 42, 46, 51
 Preuve 10, 20, 24, 25, 47, 55
 Procédure prescrite 11, 56
 Projet de jugement 47
 Réformation de jugement 28, 32
 Rejet sur motion 39, 40, 57
 Renvoi d'action 26
 Rescindant 6, 7
 Rescisoire 6, 7
 Signification illégale 49
Ultra petita 12, 14, 15

1. POTHIER, *Proc.*, 143.—S.R.B.C., c. 83, s. 86, § 3.—C.N., 2057.—C.P.P., 480.—ORD. 1667, tit. 35, art. 34.

2. Rap. C.—Aux termes de l'article 505 du Code actuel, les jugements ne sont passibles de la requête civile que s'ils ne sont pas susceptibles d'appel ou d'opposition. L'article 882 (1177 n.c.) étend la portée de cette règle, en déclarant que cette voie de recours s'ouvrira également devant les parties condamnées, lorsque l'appel et l'opposition ne leur offriront pas un remède utile. On conçoit facilement tout l'avantage que présente une pareille disposition. Dans un grand nombre de cas, en effet, elle permettra à la partie qui oppose à un jugement des moyens qui exigent une nouvelle enquête, de pouvoir les faire valoir en saisissant de l'affaire, une seconde fois, le tribunal qui a statué en première instance.

Tel que rédigé de nouveau, l'article 882 (1177 n.c.) énumère neuf cas de requête civile. Trois seulement sont indiqués dans l'article 505 C.P.C. Les décisions de nos cours ont, toutefois, déclaré que l'énumération de cet article n'était pas limitative.—(*Neil vs Champoux*, 7 Q.L.R., 210.)

Les cas ajoutés par l'article du projet sont empruntés de l'ancien droit et du droit français actuel. Un seulement n'en a pas été tiré. Il est contenu dans le huitième paragraphe.

Les articles 883, 884 et 885 (1178, 1179,

1180 n.c.) déterminent avec plus de précision le point de départ du délai pour la production de la requête. Les règles nouvelles qu'ils renferment à ce sujet ont été commandées par les nouveaux cas de requête qu'énonce l'article précédent.

L'article 886 (1181 n.c.) exige que la requête soit toujours accompagnée d'un affidavit.

L'article 889 (1184 n.c.) applique à la requête civile les règles qui régissent l'action originaire.

3. Le but de la requête civile est de faire rétracter une décision lorsqu'elle est entachée de certains vices graves qui la rendent annulable et qu'elle ne peut pas être attaquée par les voies ordinaires de recours. Il y a là, on le voit, quelque chose d'analogue à l'action en restitution contre les contrats. C'est le tribunal même qui a rendu la décision qui est compétent pour en prononcer la rétractation.—7 ROUSSEAU & LAISNEZ, *v° Requête Civile*, n. 1.

4. Cette voie diffère de la tierce opposition en ce qu'elle n'est ouverte qu'aux seules personnes qui ont été parties au procès, ainsi qu'à leurs héritiers ou ayant cause; mais bien entendu on est considéré comme ayant été partie au procès lorsqu'on y a été représenté par un mandataire conventionnel ou legal ou par une personne dont on est l'ayant cause à titre universel ou particulier.—*Ibid.*, n. 2.—2 BOITARD, n. 727.

5. S'il est juste que les parties qui n'ont pas été appelées à un jugement qui leur porte préjudice, soient admises à s'opposer à ce jugement, il ne l'est pas moins lorsqu'une décision, rendue en *dernier ressort*, ne repose pas sur les bases essentielles posées par la loi, que les parties ou leurs héritiers aient la faculté de démontrer au juge l'erreur qu'il a commise, et d'obtenir de lui la rétractation de la décision et un jugement nouveau.—De là naît la voie extraordinaire de la *requête civile*. On peut la définir une demande tendante à faire rétracter en totalité ou en partie un jugement en dernier ressort ou un arrêt, soit contradictoire, soit par défaut, mais non susceptible d'opposition.—Cette demande opère contre la chose jugée une sorte de restitution dont l'effet, lorsque la requête est admise, est de remettre les parties, par rapport au jugement ou au chef du jugement entrepris, au même état où elles étaient avant qu'il eut été prononcé.—4 CARRÉ & CHAUVEAU, p. 306.

6. Il intervient sur la requête civile, c'est-à-dire sur l'acte contenant le pourvoi, deux sortes de jugements: l'un sur le *rescindant*, que l'on plaide d'abord; l'autre sur le *rescisoire*, que l'on plaide ensuite si la requête est *entérinée*.—*Ibid.*, p. 307.

7. Il importe d'expliquer ces trois termes de pratique. *Rescindant* signifie, en général, tout moyen qui sert à faire *rescinder*, autrement *annuler* un acte. Appliqué à la requête civile, il exprime l'ensemble des moyens qui y donnent ouverture, d'après

l'article 480 (1177 C.P.C.B.C.), et qui, s'ils sont jugés fondés, font rétracter le jugement. — *Plaider sur le rescindant, juger le rescindant*, c'est prononcer sur ces moyens.

S'ils sont admis, on dit que la requête civile est *entérinée*, c'est-à-dire qu'elle produit son effet en remettant les parties dans le même et entier état ou elles étaient avant que le jugement rétracté, par suite de cette admission, eut été rendu.

C'est alors que l'on plaide pour faire prononcer sur le *rescisoire*, c'est-à-dire sur la *contestation principale* que le jugement rétracté avait terminée.

Le rescisoire est jugé par les mêmes juges qui ont prononcé sur le *rescindant*. — 4 CARRÉ & CHAUVEAU, p. 308, note 1. — V. 5 GARSONNET, § 1127 et s., p. 640 et s.

8. Le dol ne cesse pas d'être personnel et imputable à la partie lorsqu'il émane de son représentant en justice ou de son mandataire, par exemple, de son avocat ou de son avoué. — ROUSSEAU & LAISNEZ, *v^o Requête civile*, n. 38; — 2 PIGEAU, p. 602; — BIOCHE, *v^o Req. civ.*, n. 30; — 5 GARSONNET, p. 556.

9. Il faut que le dol ait influé sur la décision. — BIOCHE; *v^o Requête civile*, n. 31, et auts. citées; — 7 ROUSSEAU & LAISNEZ, *Req. civ.*, n. 40; — 5 GARSONNET, p. 554 et 557.

10. Le dol allégué comme ouverture à la requête civile doit être prouvé, car il ne se présume pas; mais il peut se prouver par témoins ou par présomptions de l'homme, et le tribunal apprécie souverainement si cette preuve a été faite. — 5 GARSONNET, p. 557.

11. La violation des formes prescrites par la loi ne donne ouverture à la requête civile, que dans le cas où les formalités omises étaient prescrites à peine de nullité. — 7 ROUSSEAU & LAISNEZ, *v^o Requête civile*, n. 56.

12. *S'il a été prononcé sur choses non demandées* (§ 3), *s'il a été adjugé plus qu'il n'a été demandé* (§ 4). Il est clair que ces deux chefs de requête civile, ces deux ouvertures ont l'une avec l'autre la plus grande analogie; on accorde à une partie ce qu'elle ne demande pas, on lui accorde plus qu'elle ne demande, c'est tomber dans deux défauts à peu près identiques. Il est clair que, dans l'un et l'autre cas, les juges ont péché contre le principe après lequel les conclusions des parties, les qu'elles sont présentées, soit dans l'exploit introductif d'instance, soit dans des conclusions postérieures, additionnelles, déterminent seules la compétence du tribunal saisi. Accorder ce qu'on ne demande pas, accorder plus qu'on ne demande, c'est comme si l'on s'avisait de décider d'office sur des causes qu'aucune partie ne nous a soumises. — 2 BOTTARD, n. 734.

13. Il y a prononcé sur *choses non demandées*, par exemple: 1^o si l'on a adjugé le prix au lieu de la chose demandée; 2^o la maintenue au lieu de la réintégrande, ou réciproquement; 3^o des intérêts quand on n'a demandé que le principal; 4^o si l'on a con-

damné en son propre nom celui qui n'avait été assigné qu'en qualité de tuteur, ou si l'on a condamné comme héritier pur et simple celui qui n'avait procédé que comme héritier bénéficiaire; 5^o quand le juge a alloué à la partie une indemnité qu'elle ne demandait pas; 6^o quand il a condamné une partie aux dépens vis-à-vis d'une autre partie qui n'aurait pris contre celle-ci aucunes conclusions; 7^o lorsqu'en constatant l'existence d'un contrat de vente, le jugement a fixé, sans que personne le demandât, le prix de l'objet vendu. Il est clair, en effet, que dans les cas qu'on vient de supposer, le juge n'aura pas statué sur ce qui est en litige, il aura accordé autre chose que la demande. — DALLOZ, *Recueil*, *v^o Requête civile*, n. 77.

14. Le juge accorde plus qu'il n'a été demandé (*ultra petita*) si, par exemple, il adjuge la propriété à une partie qui ne demandait que l'usufruit; prononce la contrainte par corps sans que la partie intéressée y ait conclu; condamne le débiteur à payer l'intégralité d'une créance dont le créancier n'a réclamé que le reliquat; ordonne que les intérêts seront capitalisés, quand il n'a été conclu qu'aux intérêts simples; déclare résolu un acte de transaction, sans que les parties y eussent concouru; ou, en un mot, accorde à une partie sur l'autre un avantage particulier que celle-là n'avait pas réclamé. — *Ibid.*, n. 82.

15. En France, on décide que l'*ultra petita* ne donne pas ouverture à cassation, mais à la requête civile seulement; à moins que la décision ne renferme en même temps une violation de la loi ou un excès de pouvoir. — SIREY, *Code de procédure* art. 480, n. 72 et s.

16. L'article 480 § 5 (1177, § 5) ne vise que le cas où le juge a complètement oublié de statuer sur un chef de conclusions qui appelait une réponse spéciale et auquel le jugement ou l'arrêt attaqué n'a ni explicitement ni implicitement répondu. — 5 GARSONNET, p. 567.

17. L'énumération des cas de requête civile dans l'art. 505 C.P. (1177 n. c.) n'est pas limitative. — C.S., 1895. *Marcolle vs La Cour des Commissaires de St-Casimir*, 7 R. J.O., 236; LARUE, J.—C.A., 1884. *Cooke & Caron*, 11 Q.L.R., 268.—C.R., 1881. *Neils vs Champoux*, 7 Q.L.R., 210; MEREDITH, STUART & CARON, JJ.—C.S., 1889. *Marcolle vs Guévremont*, 33 J., 261; OUMET, J.—C. C., 1889. *Baylis vs Leddy*, 17 R.L., 408; MATHIEU, J.—C. S., 1897. *Dufocher vs Durocher*, 12 R.J.O., 373; ARCHIBALD, J.

18. And the enumeration in the Code of civil procedure of modes of setting aside a judgment is not exclusive, and a direct action may be brought for the purpose, where the plaintiff alleges that the judgment was fraudulently obtained, without his knowledge and without service on him of the writ of summons.—C.A., 1874. *Kettond & Reed*, 18 J., 309.

19. On peut, par action directe, demander la révocation d'un jugement.—C.A., 1893. *Ritchot & Cardinal*, 3 R.J.O., 55.

Dans le même sens : C.R., 1898. *Brochu vs Bissonnette*, 11 R.J.O., 272; CASAU, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

20. L'art. 505 C.P. (1177 n. c.) doit être interprété, en parlant "des causes non susceptibles d'appel," comme référant à celles où l'appel ne peut donner un remède utile, parce que, dans ce cas-ci, les faits donnant lieu à la requête civile avaient besoin d'être prouvés, et, en appel, dans notre système, on ne permet pas une nouvelle preuve de faits.—C.A., 1884. *Cooke & Caron*, 11 Q.L.R., 268.

21. Il y a lieu à la requête civile pour faire casser un jugement rendu contre un défendeur qui n'a pas été assigné.—C.S., 1880. *Marotte vs Guèvremont*, 33 J., 261; OUMET, J.

22. A defendant retained an attorney to defend his case upon the merits, the attorney so retained prepared an appearance which he believed he had filed, but owing to an omission in some quarter, the proper register did not show that an appearance was ever received at the office of the prothonotary, and judgment was rendered by default.—*Held*: that in such case, a petition in revocation of judgment would be allowed the judgment complained of not being susceptible of appeal.—C.R., 1881. *Neil vs Champoux*, 7 Q.L.R., 210; MEREDITH, STUART & CARON, JJ

23. A defendant whose attorney of record neglected to appear and represent him at the trial, is entitled to a *requête civile*, especially when he swears that he owes nothing.—C.C., 1880. *Bayliss vs Leddy*, 17 R.L., 408; MATHIEU, J.

24. A party who, through a misunderstanding between attorneys, has obtained a judgment in the absence of his opponent, but who has voluntarily desisted therefrom, is not obliged to desist with costs; and if the opposite party refuses to accept a desistement without costs, and proceeds by *requête civile*, seeking the revocation of the judgment on grounds of artifice and irregularity, his *requête* may be dismissed with costs, if it be not shown that the judgment was in fact obtained by artifice or irregularity.—C.S., 1892. *Leet vs Crothers*, 2 R.J.O., 289; DOHERTY, J.

25. Where a party has been precluded from adducing important evidence, owing to a misunderstanding between his attorneys and the attorney on the opposite side, he may be relieved from the consequences by a *requête civile*.—C.S., 1874. *Lusk vs Riddell*, 19 J., 104; JOHNSON, J.

26. Judgment of nonsuit obtained through the absence of plaintiff's attorney when the case is called, will be revoked on motion, if such absence be due to *cas fortuit*, but such motion must be made without delay.—C.C.,

1882. *The Burland Lithographic Co. vs Biledeau*, 5 L.N., 412; JOHNSON, J.

27. Une motion pour congé défaut, avec dépens, doit être signifiée à la partie adverse, et le défaut de cette signification est suffisant pour donner lieu à la requête civile.—C.S., 1891. *Delannay vs Gunn*, 21 R.L., 367; MATHIEU, J.

28. Ce n'est que par voie d'appel, ou par une requête civile, suivant le cas, et non par une opposition afin d'annuler, qu'on peut demander et obtenir la réformation ou l'annulation d'un jugement ou ordre interlocutoire.—C.C., 1896. *Gibson vs Jamieson*, 16 L.C.R., 351; 15 R.J.R., 287; TASCHE-REAU, J.

29. When the record has been tampered with and falsified by the stamping of notes without leave of the court or notice to the opposite party, after the case is taken *en délibéré*, a *requête civile* will be received and the judgment stayed.—C.A., 1887. *Gilman & The Exchange Bank of Canada*, 31 J., 320; 19 R.L., 198.

30. Bien que l'erreur, en principe, ne soit pas un moyen d'ouverture à la requête civile, cependant quand il s'agit d'une erreur de fait et que cette erreur provient de la fraude de celui qui a obtenu gain de cause, comme s'il a avancé des faits faux ou déniés des faits véritables qui ont été depuis vérifiés par la partie adverse, c'est alors un moyen de requête civile.

Une requête civile, faisant voir qu'il y a eu erreur de fait dans la condamnation prononcée, et que cette erreur est le fruit du dol personnel de la partie et de ceux qui ont agi pour elle, et que ce dol et cette erreur ont influé sur la décision rendue, contient en droit, les conditions voulues par l'article 1177 du Code de Procédure.

Dans l'espèce, le fait de la demanderesse, réclamant une pension alimentaire en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, d'alléguer fausement qu'une somme relativement considérable, savoir : \$2,200, produit d'une police d'assurance sur la vie du mari défunt est la propriété de ses enfants, constitue le dol suffisant pour donner ouverture à la requête civile, si ce dol paraît avoir été commis avec intention de nuire, et qu'il a eu cet effet en influant sur le jugement.

Un jugement rendu sur la foi d'une semblable erreur, sera rétracté et l'action renvoyée.—C.S., 1891. *Laflamme vs St-Jacques*, 3 R. de J., 21; TELLIER, J.

31. A written deposition of a witness is a "document" within the meaning of art. 505 of the code of civil procedure, (1175 n. c.)—An error in a deposition, discovered only subsequently to the rendering of judgment, and sufficiently grave to have affected the judgment and which appears in truth to have done so, will justify the granting of a petition in revocation of judgment.

Upon proof of the allegations of such petition, the court will revoke the judgment complained of, and order that the deposition

be corrected in conformity with the facts and the parties replaced in the position they occupied when the error occurred.—C.R., 1894 *Morin vs Nadeau*, 11 R.J.O., 207; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.
V. *infra*, n. 43.

32. The court has power, in its discretion, to revoke a judgment, when the same has been rendered under a misapprehension of the circumstances of the case.—C.A., 1886. *McGreary & Senécal*, 30 J., 121.

33. Sur une requête civile, une partie qui allègue du dol dans la procédure adoptée pour obtenir l'homologation d'un jugement de distribution, en sera relevée, et il lui sera permis de contester les collocations.—C.P., 1872. *Doutre vs Bradley*, 17 J., 42; BOUTHIÉLOT, MACKAY & TORRANCE, JJ.

34. Where the court had granted leave to defendant, after forclosure, to file a plea, but the plea was not produced, and the plaintiff made his proof *ex parte* and obtained judgment.—*Held*: that the *requête civile* subsequently presented by defendant was properly dismissed, notwithstanding the affidavit of his counsel alleging that there was an agreement between him and the plaintiff's attorney that the case should not be proceeded with.—C.R., 1883. *Trudel vs Strong*, 6 L.N., 316; TORRANCE, RAINVILLE & MATHIEU, JJ.

35. The defendant, after staying the suit by dilatory exception to call in a warrantor, neglected during two months to plead or have his warrantor take up the instance. The plaintiff then inscribed *ex parte*, and obtained judgment.—*Held*: that the circumstances under which the judgment was rendered disclosed no ground justifying recourse by *requête civile*.—C.C., 1896. *Cuddington vs Tongas*, 11 R.J.O., 177; PURCELL, J.

36. Il n'y a pas lieu d'accorder la requête civile, lorsque la cour vient à la conclusion que le jugement que l'on veut faire rétracter doit être prononcé dans le même sens.—C.A., 1889. *Foisy dit Frenière & Mondoux & La Banque Molson*, 34 J., 248.

37. Une requête civile sera renvoyée s'il appert que les manœuvres frauduleuses dont le requérant se plaint n'auraient pu exercer sur la décision du litige une influence déterminante.—C.A., 1885. *Brunelle & Bergeron*, 14 R.L., 501.

38. Il n'y a pas lieu à la requête civile pour des irrégularités de peu d'importance, lorsqu'il paraît constant que le jugement qui serait rendu après le maintien de la requête civile, devrait être le même que celui déjà rendu.—C.R., 1886. *Trudel vs St-Cyr*, 2 M.L.R., 169; JOHNSON, DOHERTY & TASCHEREAU, JJ.

39. A *requête civile*, which does not on its face come within the provisions of art. 505 C.P., (1177 n.c.), may be rejected on motion.—C.A., 1877. *Macdonnell & The Union Navigation Co.*, 21 J., 63; R., 332.

40. Une motion pour faire rejeter une requête civile, sur le principe que les raisons invoquées dans la requête sont insuffisantes pour en faire obtenir les conclusions, ne peut être accordée, parce que un tel moyen ne peut être invoqué que par une défense en droit.—C.S., 1869. *Lambert vs Gaucin*, 1 R.L., 47; 20 R.J.R., 291; LORANGER, J.

41. Mere mistakes in the printed factums is not a reason for a *requête civile* in appeal, the original being before the court.—*Seem*: by C. J. Dorion, that the Court of Appeal cannot entertain a *requête civile*.—C.A., 1879. *Hampson & Thomson*, 2 L.N., 200.

42. Lorsqu'un jugement est devant la cour du banc de la reine, en appel, il ne peut être fait aucune procédure par requête civile devant la cour supérieure.

La disposition qui permet la requête civile, et, depuis le jugement rendu, il a été découvert des pièces décisives qui ont été retenues ou cédées par le fait de la partie adverse, dont s'entend, comme le dit l'article, "d'une pièce décisive pour le procès;" et un rapport confidentiel fait par un employé du gouvernement, à la demande d'un des ministres, et sur lequel le gouvernement n'a pris aucune décision ou engagement, ne constitue pas telle pièce.—C.A., 1889. *Roberge & La Cie. du chemin de fer du Nord & Duhamel*, 34 J., 333.

43. Where judgment on a case in appeal has been rendered by the Supreme Court of Canada and certified to the proper officer of the court of original jurisdiction, the Supreme Court has no jurisdiction to entertain a petition (*requête civile*) for revocation of its judgment on the ground that the opposite party succeeded by the fraudulent concealment of evidence.—C. suprême, 1897. *Durocher & Durocher*, 27 R.C.S., 634.

44. After the court has, in compliance with the provision of the Quebec Controverted Elections act 1875, transmitted to the speaker its report and a certified copy of the judgment in an election case, it is dispossessed of the case, and cannot entertain a *requête civile* asking for the revocation of the judgment on the ground of fraud or surprise.—C.R., 1888. *McQuillen vs Spencer*, 4 M.L.R., 155; JOHNSON, LORANGER & TAIT, JJ.

45. A judgment on confession after entry thereof in the plunitif, could not be attacked by motion on the ground of alleged irregularities in the procedure apparent on the face of the record. The fact of the same attorney appearing for both plaintiff and defendant was not such an irregularity as to cause the judgment after such entry to be held to be an absolute nullity.—C.S., 1858. *Molson vs Burroughs*, 2 J., 107; 6 R.J.R. 315; SMITH, J.

46. Un juge en chambre ne peut, sur requête à lui présentée, corriger un jugement final rendu dans une cause et rendre un autre jugement sur des pièces qui n'étaient

pas au dossier lorsque le jugement de la cour fut rendu.—C.S., 1877. *Brassard vs Langevin*, 9 R.L., 153; ROUTHIER, J.

47. The draft of judgment in a case as paraphed by the judge, is the true record of such judgment, and cannot be contradicted by oral testimony offered in support of a *requête civile* attacking the correctness of the entries thereon so paraphed by the judge. A judgment so recorded cannot be set aside on a *requête civile* by another judge of the same court, on the ground of error in such record.—C.A., 1878. *Holmes & Carter*, 23 J., 50.

48. Une partie ne peut recommencer son enquête, après jugement, pour faire une preuve qu'elle n'a pu faire alors parce qu'elle ne connaissait pas certains faits à son avantage, faits qu'on aurait découverts depuis.—C.S., 1887. *Dussault vs Trudelle*, 14 Q.L.R., 66; LARUE, J.

49. In this case the services of a contestation of collocation and of interrogatories at the office of the prothonotary were declared illegal, and a *requête civile* was allowed.—C.R., 1881. *Cooke vs Cron & Perrault*, 10 Q.L.R., 152; MEREDITH, STUART & CASALTY, J.

50. The absence from the record of the articulation of facts and of the answers thereto, is not a ground of revocation of judgment, especially where it is not alleged that such articulation and answers would have had any bearing upon the judgment rendered. A mere omission, even by error, to make proof by a party to a cause, not caused by the artifice of the opposite party, is not a ground for a petition in revocation of judgment.—C.S., 1894. *Fairbanks vs Barton*, 5 R.J.O., 382; ARCHIBALD, J.

51. Un acte authentique dont l'existence est révélée par la défense d'une partie dans une autre cause, instruite pendant et après que le jugement est rendu dans une première cause prise contre le même défendeur, ne peut servir de base à une requête civile.—C.C., 1893. *Benoit vs Salvas*, 1 R. de J., 261; PLAMONDON, J.

52. Une requête civile sera renvoyée quand le requérant aurait pu invoquer les nullités dont il se plaint, dans l'espèce, le défaut de timbres judiciaires, sur un appel du jugement qu'il veut faire annuler.—C.S., 1894. *Daoust vs Duquet*, 5 R.J.O., 471; GILL, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

53. Lorsqu'une opposition est renvoyée parce que l'opposant n'est ni présent, ni représenté par ses procureurs, l'opposant est dans la même position qu'un demandeur qui n'est pas prêt à procéder et dont l'action est renvoyée sauf à se pourvoir.—L'opposant peut alors exercer son recours par une nouvelle opposition et ne peut le faire par une requête civile contre le jugement qui a renvoyé son opposition.—C.S., 1898. *Vézina vs*

Dastous, 14 R.J.O., 465; 4 R.L.n.s., 487; ANDREWS, J.

54. La requête civile ne saurait être accordée dans les cas où le jugement dont on demande la cassation est susceptible d'opposition à jugement.—C.S., 1898. *Mathieu vs Corbeil*, 5 R.L.n.s., 127; 2 R.P., 102; TASCHEREAU, J.

55. Il n'y a pas lieu d'accorder une requête civile pour casser un jugement lorsque ce jugement est susceptible d'opposition à jugement et que le défendeur a négligé d'employer ce moyen dans les délais requis par la loi, surtout quand sur une ordonnance de *preuve avant faire droit* la requérante a failli dans sa preuve de la fraude alléguée à l'appui de sa requête.—C.C., 1899. *Chétivier vs Morse*, 2 R.P., 92; CHARLAND, J.

56. A plaintiff who has received notice to contest an opposition and also notice of inscription for *enquête* and merits *ex parte* on the opposition, has no right to make a *requête civile* against the judgment maintaining the opposition, because such notices were not served on all the parties in the cause, nor because the *enquête* was not made before the open court.—C.S., 1898. *Duquette vs Morin*, 2 R.P., 21; CYRRAN, J.

57. Une requête civile reçue par un juge ne sera pas renvoyée sur motion, sans affidavit, sous le prétexte qu'une opposition à jugement basée sur les mêmes faits aurait été renvoyée, et que ce fait n'aurait pas été dévoilé au juge.—C.S., 1898. *Cantin vs Braham*, 2 R.P., 98; LORANGER, J.

58. Un jugement ordonnant la vente à la folle enchère d'un immeuble vendu par le shérif étant susceptible d'appel il n'y a pas lieu d'admettre contre lui une requête civile.—C.S., 1898. *Ploussard vs Todd*, 4 R.L.n.s., 158; MATHIEU, J.

59. Le fait que jugement a été rendu sans que les dépositions d'une des parties fussent produites au dossier, étant restées entre les mains d'un sténographe, ne forme pas ouverture à la requête civile, surtout si le requérant n'a pas fait diligence.—C.S., 1898. *Côté vs Cloutier*, 1 R.P., 241; LEMIEUX, J.

60. Les erreurs cléricales dans la rédaction d'un jugement peuvent être corrigées sur requête à cet effet.

Même dans le cas où le requérant aurait intitulé sa demande sous le nom de "requête civile" et en aurait pris les conclusions, une défense en droit à cette requête sera renvoyée, pourvu que les erreurs dont on se plaint puissent être rectifiées sous les conclusions de la requête.—C.S., 1897. *Laporte vs Dauphinais*, 3 R.L.n.s., 47; DOHERTY, J.

61. A judgment obtained by default while the defendant had regularly filed an appearance, will be set aside on *requête civile* if the Court finds that the defendant had a good defence.—C.C., 1898. *McDougall vs Charbonneau*, 1 R.P., 31; PERCELL, J.

62. A *requête civile* will lie upon the

affidavit of defendant to the effect that his attorney, owing to defendant's omission through a misunderstanding to inform him of his, the defendant's new address, whither he had removed since the inception of the action against him, was unable to inform the defendant of the date for the hearing of plaintiff's action against him, thus causing judgment to be obtained against him by default.—C.C., 1898. *Glazier vs Kolzan*, 1 R. P., 71; PURCELL, J.

1178. La requête civile ne peut être reçue que dans les six mois, à compter, à l'égard des majeurs, de la signification de la notification ou de la connaissance requise du jugement, et, à l'égard des mineurs, de la signification du jugement faite depuis leur majorité.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 506, *partie*; C.P.C.F., 483.

1. ORD. 1667, tit. 35, art. 16; arts. 5, 18.
2. The defence of prescription, under articles 1178 and 1179 C.C.P., to a petition in revocation of judgment, should be invoked by a plea to the merits, and not by an exception to the form.—C.S., 1897. *Durocher vs Durocher*, 12 R.J.O., 282; 3 R.L.n.s., 460; ARCHIBALD, J.

3. La requête civile ne peut être reçue

1179. Lorsque les ouvertures de requête civile sont la fausseté de pièces, le dol ou la découverte de pièces retenues ou celées ou d'une autre preuve, les délais ne courent que du jour où soit la fausseté des pièces ou le dol ont été reconnus, ou les pièces ou la preuve découvertes.—*Nouveau, partie*; C.P.C., 506, *partie*; C.P.C.F., 488; *Ord.* 1667, t. 35, art. 12.

1180. Dans le cas où les ouvertures à la requête civile sont des offres ou consentements non autorisés, le délai court de la prononciation du jugement déclarant le désaveu valable.—*Nouveau.*

1181. La requête civile doit être accompagnée d'un affidavit affirmant que les faits qui y sont allégués sont vrais.—*Nouveau.*

63. Dans le cas où une cause est inscrite pour enquête et mérite, et que les parties ayant été appelées le défendeur fait défaut, son avocat étant engagé dans une cause en cour de circuit, et que le demandeur obtient jugement sur des billets promissoires, il n'y a pas lieu à admettre une requête civile contre ce jugement qui ne tombe sous aucun des cas mentionnés à l'art. 1177 C.P.—C.S., 1898. *Dumouchel vs Christin*, 5 R.L.n.s., 221.

1178. It can be received only during six months, to be computed, in the case of persons of full age, from the service of judgment, or from notice thereof, or from their obtaining knowledge of such judgment, and, in the case of minors, from the service of judgment made after their majority.—*New, in part*; C.C.P., 506, *in part*; C.P.C.F., 483.

que dans les six mois qui suivent la découverte du motif de révocation qui donne ouverture à ce pourvoi, et la révocation sur requête civile ne peut être prononcée que si l'acte ou consentement non autorisé, sur lequel le jugement a été rendu, a été désavoué par la partie.—C.S., 1889. *The Rhode Island Locomotive Works vs Senécal*, 18 R. L., 214; JETTÉ, J.

1179. When the petition in revocation is based upon the falsity of documents, fraud, or the discovery of documents withheld or concealed, or of other new evidence, the delays run only from the date when such falsity or fraud is ascertained, or such documents or evidence are discovered.—*New, in part*; C.C.P., 506, *in part*; C.P.C.F., 488; *Ord.* 1667, tit. 35, Art. 12.

1180. When the petition in revocation is based upon any unauthorized tender or consent, the delay runs from the rendering of judgment maintaining the disavowal.—*New.*

1181. The petition must be accompanied with an affidavit that the facts therein alleged are true.—*New.*

1. An affidavit to a petition for a *requête civile* cannot be amended, but the petition itself may be amended, as no affidavit thereto

1182. La requête civile ne peut empêcher ou arrêter l'exécution sans un ordre de sursis donné par le juge.—C.P.C., 507.

1. La requête civile peut être accordée par le protonotaire, en vacance, en l'absence du juge résidant dans le district.—C.S., 1869. *Lambert vs Gaucin*, 1 R.L., 47; 20 R.J.R., 291; LORANGER, J.

2. Le requérant sur requête civile qui obtient *ex parte* du juge en chambre un ordre de sursis, en vertu de l'art. 507 du C.P.C.,

1183. Le procureur qui a occupé en la cause peut occuper sur la requête civile, sans qu'il soit besoin de nouveau pouvoir.—C. P.C., 508.

1. Ord. 1667, tit. 35, art. 6.

2. Signification d'une requête civile doit être faite à la partie qui a un intérêt à la contester.—C.C., 1864. *Maguire vs Stride*, 14 L. C. R., 105; 12 R. J. R., 286; TASCHÉ.

1184. S'il y a ouverture suffisante à la requête civile, le tribunal remet les parties au même état qu'elles étaient avant le fait qui y a donné ouverture, et il y est procédé en observant les règles et délais de l'instance originaire.

Le tribunal peut aussi prononcer en même temps sur le fond et sur la requête.

Dans tous les cas, le tribunal adjuge sur les frais du premier jugement suivant les circonstances.—C.P.C., 509, *amendé*.

1. ORD. 1667, tit. 35, art. 33.—Décl. de Mars 1685.

2. Lorsqu'une requête civile a été reçue par un juge, elle doit être contestée suivant les règles ordinaires de la procédure.—C.S., 1889. *Kinnear vs Newman*, 18 R.L., 131; MATHIEU, J.

3. Le jugement remettant au dossier une requête civile rejetée en première instance, avec l'addition que la requérante "is hereby allowed to proceed upon the said *requête civile* in due course of law," ne fait qu'auto-

is necessary.—C.S., 1878. *Voligny vs Corbeille*, 22 J., 50; DORION, J.

1182. The petition in revocation cannot prevent or stay execution unless an order to suspend is granted by the judge.—C.C.P., 507.

(1182 n. c.), à l'effet d'arrêter l'exécution du jugement, n'est pas tenu de présenter sa requête cour tenante, au même tribunal qui a rendu ce jugement, mais peut, avec le même effet, la déposer au greffe de la cour. La cour *in banco* n'a pas le pouvoir de reviser l'ordre de sursis donné par le juge en chambre.—C.C., 1882. *Landreville vs Lenoir*, 26 J., 287; LORANGER, J.

1183. The attorney who acted for a party in the cause, may also represent him upon the petition in revocation of judgment, without a new power being required.—C.C.P., 508.

BEAU, JJ.

3. A *requête civile* after judgment may be served upon the attorney in the cause. C. P.C., 508, (1183 n. c.)—C.S., 1876. *Lang vs Clark*, 20 J., 184; TORRANCE, J.

1184. If there are sufficient grounds for a petition in revocation of judgment, the court may replace the parties in the same position as they were in before the fact which gave rise to the petition, and the proceedings thereon are subject to the same rules and delays as the original action.

The court may also give judgment at the same time upon the petition and upon the merits of the original action.

In all cases it adjudicates upon the costs of the first judgment, according to circumstances.—C. C. P., 509, *amended*.

riser la production de la requête sans prononcer sur le rescindant, qui ne peut être accordé que sur preuve des allégations de la requête. Tant que le jugement attaqué par la requête civile n'est pas rétracté, les droits de celui qui l'a obtenu subsistent, et il ne peut pas être obligé à remettre ce qu'il a reçu en vertu de ce jugement.—C.R., 1885. *Cooke vs Caron & Perrault*, 13 Q.L.R., 1; CASAUET, CARON & ANDREWS, JJ.

4. Upon a *requête civile*, proof may be made upon all the issues, as well those aris-

ing out of the merits of the original action as of this proceeding itself.
The ordinance of 1667 in this regard was

modified by the declaration of March 1685.—C.C., 1896. *Jodoin vs Houle & Houle*, 2 R. de J., 479; LYNCH, J.

CHAPITRE LIX.

TIERCE OPPOSITION.

1185. Toute personne dont les intérêts sont affectés par un jugement rendu dans une cause ou ni elle ni ceux qui la représentaient n'ont été appelés, peut y former opposition.—C.P.C., 510.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Acquiescement	22
Acte frauduleux	18
Action directe	131
Affidavit	15
Cause en revision	16
Collusion	19, 20, 21
Créancier	19, 20, 22, 26
Curateur	18, 25, 26
Défaut de signification	22
Défendeur	23
Délai	21
Désistement	18
l'ol adjudicataire	17
Fraude	19
Inscription de faux	15
Loyers	24
Motion	27
Ordre de mise en vente	24
Partie non assignée	15
Paiement	14
Préjudice	7, 12 et s.
Procédure	27

1. DÉCL. 22 avril 1732, art. 5.—CODE, *Donations*, art. 213a.—POTHIER, *Proc.*, 126.—ORD., 1667, tit. 35, art. 2.—C.P.F., 474.

2. De même qu'on ne peut condamner définitivement le défendeur sans l'avoir entendu ou mis à même de se faire entendre, on ne peut disposer des droits des tiers sans les avoir admis à se défendre, et ils peuvent faire, celui-là opposition, ceux-ci tierce opposition aux jugements rendus en leur absence.—5 GARSONNET, p. 707.

3. La tierce opposition repose sur ce principe que nul ne peut être condamné sans avoir fait ou pu faire entendre ses moyens de défense.—Un jugement ne doit faire loi qu'entre ceux qui ont été entendus ou appelés; il ne peut statuer que sur des conclusions prises par une partie contre l'autre; si le jugement préjudiciale à une personne qui n'a point été appelée, elle doit être admise à s'adresser aux mêmes juges, afin qu'après l'avoir entendue, ils prononcent à son égard en connaissance de cause.—BIGOT-PRÉAUME-NU, *Exposé des motifs*, 7 avril 1806.

4. La tierce opposition constitue une voie extraordinaire d'attaquer le jugement, elle

CHAPTER LIX.

OPPOSITIONS BY THIRD PARTIES.

1185. Any person whose interests are affected by a judgment rendered in a case in which neither he nor persons representing him were made parties, may file an opposition to such judgment.—C.C.P., 510.

diffère de l'opposition simple, de l'appel, de la requête civile et du pourvoi en cassation en ce sens qu'elle n'est ouverte qu'au profit de celui qui n'a pas été partie au jugement. Le moyen de prévenir la tierce opposition est d'appeler dans l'instance les personnes qui pourraient y avoir intérêt.—ROUSSEAU & LAISNEZ, *v^o Tierce opposition*, n. 2.—BIOCHE, *cod. v^o*, n. 3, 4, 6.

5. La tierce opposition est exclusive des autres voies de recours en ce sens qu'elle exige que l'on n'ait été ni partie ni représenté dans le jugement attaqué.—ROUSSEAU & LAISNEZ, *loc. cit.*, n. 3.—BIOCHE, n. 6.

6. Cependant elle n'est pas exclusive en ce sens qu'après s'être pourvu à tort par l'une des voies ordinaires de recours, l'on ne puisse recourir à la tierce opposition.—ROUSSEAU & LAISNEZ, *loc. cit.*, n. 4.—BIOCHE, *loc. cit.*, n. 6.

7. Pour qu'une partie puisse former tierce opposition à un jugement, il n'est pas exigé que le préjudice que lui cause le jugement soit direct et nécessaire; il suffit que cette décision forme un préjugé défavorable à ses prétentions.—Ou au moins qu'elle implique et reconnaisse un droit incompatible avec celui auquel prétend cette partie, et qu'elle avait intérêt à soutenir.—ROUSSEAU & LAISNEZ, *v^o Tierce opp.*, n. 26.

8. Peuvent être attaqués par tierce opposition: 1^o non seulement les jugements définitifs mais encore les jugements interlocutoires et provisoires; 2^o non seulement les jugements en dernier ressort mais encore ceux qui ont été rendus en premier ressort, car pourquoi forcer les tiers lésés par un jugement à attendre que la partie condamnée en ait appelé, et leur fermer, même pour un temps, la tierce opposition alors que le préjudice qu'ils redoutent s'est déjà réalisé; 3^o non seulement les jugements contradictoires mais encore les jugements rendus par défaut contre le défendeur et encore susceptibles d'opposition.—5 GARSONNET, §. 1156.

9. Toutes les parties au profit desquelles a été rendu le jugement attaqué ont le droit de contester la tierce opposition et d'y défendre; elles doivent donc être mises à même

de le faire et cette action doit être intentée contre elles.—5 GARSONNET, p. 730.

10. La tierce opposition peut être formée tant que le jugement n'est point exécuté, et même après l'exécution contre la partie qui y a figuré, tant que le droit sur lequel se fonde le tiers n'a pas été prescrit.—BIOCHE, 2^o Tierce opp., n. 75.

11. La tierce opposition principale dure généralement trente ans : c'est le droit commun des actions et aucun texte n'y déroge dans l'espèce.—5 GARSONNET, p. 720.—Sic, ROUSSEAU & LAISNEZ, 2^o Tierce opp., n. 84; —BIOCHE, *cod.*, 2^o, n. 75.

12. A person whose interests are affected by a judgment in a cause, to which such person was not made legally a party, may come in by tierce opposition with a view to be maintained in his rights.—C.C., 1881. *Halt vs Harrison*, 4 L.N., 325; JOHNSON, J.

13. Or by a direct action.—C.A., 1860. *Thonin & Leblanc*, 10 L.C.R., 370.

V. dans le même sens, art. 1177, n. 18 et s.

14. Du moment que les intérêts d'un tiers sont affectés par un jugement dans une cause où il n'a pas été partie, ce tiers peut faire usage de la tierce opposition incidente afin de protéger ses intérêts. Le paiement fait par le défendeur au demandeur du jugement attendu, avant qu'aucun ordre de sursis ait été donné pour en suspendre l'exécution, doit être considéré comme final vis-à-vis du tiers opposant comme vis-à-vis des autres parties en iclui.—C.S., 1874. *Molleur vs Marchand & The Attorney General*, 5 R.L., 379; CHAGNON, J.

15. A person never served with process in a case has not legally been made a party thereto within the meaning of art. 510 C.P., (1185 n.c.), he can, therefore, exercise the right of opposition given by that article, and such right may, by leave of court, be exercised without improbation of the bailiff's return.—The only affidavit required with an opposition made under such circumstances is the one called for by art. 511 C.P., (1186 n.c.), viz: that its allegations are true, to the best of opposant's knowledge; the affidavit of good defence and good faith required by art. 483a C.P., (1163 n.c.), is not necessary.—C.S., 1894. *Vézina vs Fortier*, 6 R.J.O., 350; ANDREWS, J.

16. Un tiers dont les intérêts sont affectés par un jugement rendu par la cour supérieure, mais porté devant la cour supérieure siégeant en revision, doit se pourvoir par voie de tierce opposition.—C.A., 1896. *Warrington & Bulmer*, 5 R.J.O., 120.

17. Toute partie dont la créance est apparante au dossier peut demander que le fol adjudicataire soit condamné à payer la différence entre sa folle adjudication et l'adjudication définitive, et le jugement ainsi obtenu, n'attribuant à la partie qui a poursuivi son obtention aucune portion du montant qu'il compte, ne peut être révoqué par tierce oppo-

sition du débiteur de cette créance qui est le donateur du fol adjudicataire et qui l'a garantie contre son existence.—C.R., 1881. *Ross vs Corrigan*, 7 Q.L.R., 91; MEREDITH, CASALTY & CARON, JJ.

18. A judgment maintaining a general désistement may be opposed, as provided by this article, by any person whose interests are affected thereby, as where a curator, without due authorization, files a désistement of a judgment declaring fraudulent a deed passed by the insolvent and ordering that certain moneys and a note be returned to said curator for distribution among the creditors of the insolvent.—C.S., 1895. *Jeannotte vs La Banque de St-Hyacinthe & Laporte*, 8 R.J.O., 304; CURRAN, J.

19. Les créanciers et autres ayants cause d'un défendeur n'ont pas la voie de la tierce opposition pour attaquer le jugement obtenu contre lui et payé sans fraude ni collusion.—C.R., 1879. *Assurance Stadacona vs Gagnon*, 5 Q.L.R., 231; MEREDITH, STUART & CASALTY, JJ.

20. Un créancier a intérêt à contester le chiffre de la réclamation d'un autre créancier de son débiteur, et il peut s'opposer, par la voie de la tierce opposition, à un jugement rendu contre son débiteur, par collusion entre lui et cet autre créancier.—C.R., 1888. *Greenfields vs Plamondon*, 16 R.L., 322; DOHERTY, JETTÉ & MATHRU, JJ.

21. Where a judgment has been obtained in collusion, an opposition to same will lie at the instance of third parties although the opposants may have no interests within the jurisdiction, their interest in a foreign country having been prejudicially affected by such judgment. The delay for forming opposition to judgment runs from the date when same became known to the opposant.—C.S., 1886. *Campbell vs Bate*, 15 R.L., 467; GILL, J.

22. Le tiers opposant créancier du défendeur ne peut invoquer la nullité qui résulte du défaut de signification au défendeur quand ce dernier a acquiescé au jugement qui le condamne.—C.A., 1886. *The Trust and Loan Co. of Canada & Andegrave*, 30 J., 293.

23. The fact that one of the tiers opposants (who claim as co-partners) is a defendant in the cause, is no bar to their right to file their opposition.—C.R., 1869. *McDonald vs McDonald*, 14 J., 307; 20 R.J.R., 266; MONDELET, BERTHELOT & TORRANCE, JJ.

24. Le tiers dont les uenbles, dans l'espèce, un piano, sont saisis pour loyers, a le même droit que le saisi de prescrire l'ordre dans lequel les effets saisis devront être mis en vente, (664 C.P.).—Ce droit du tiers peut être exercé par la tierce opposition.—C.S., 1895. *Mal'ette vs Patenaude & Laforce*, 2 R. de J., 1; TASCHEREAU, J.—*Contra*:—C.S., 1896. *Langhoff vs Boyer*, citée sous art. 852, n. 11.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

25. Les procédures d'un curateur à une cession de biens sont déterminées par la loi et par la volonté des créanciers exprimés par les inspecteurs. En conséquence, le curateur ne peut se porter tiers-opposant contre un jugement, sans y avoir été autorisé par le juge sur l'avis des inspecteurs, et il doit alléguer l'accomplissement de ces formalités essentielles. Sinon, la tierce opposition sera renvoyée sur inscription en droit.—C.S., 1898. *Gagnon vs Proulx*, 13 R.J.O., 189; LEMIEUX, J.

26. The curator is the officer of the court, chosen by the creditors for the purpose of the liquidation of the estate of their debtor; the inspectors are appointed for the purpose of advising him in matters connected with

1186. La tierce opposition se forme par simple requête adressée au tribunal, et est accompagnée d'un affidavit attestant la vérité des faits qui y sont allégués.

Elle doit être signifiée à toutes les parties dans la cause, ou, si l'opposition est faite dans l'an et jour du jugement, aux procureurs qui les ont représentées.—C.P.C., 511, amendé; S.R., 5911.

1. POTHIER, *Proc.*, 126.—C.P.F., 475.

2. A tierce opposition will not be rejected in limine on a verbal demand, without a motion or other contestation.—C.S., 1887. *Boisseau vs Harper*, 31 J., 152; TASCHEREAU, J.

3. La signification de la tierce opposition faite à l'avocat du défendeur en parlant au protonotaire, sans que le rapport de l'huisier constate que la signification a été faite au bureau du protonotaire est nulle, le seul

1187. La tierce opposition ne peut empêcher ou arrêter l'exécution, sans un ordre de sursis donné par le juge.—*Nouveau*.

1. Une tierce opposition ne suspend pas l'exécution d'un jugement, et un tiers-saisi, la tierce opposition étant pendante, ne peut déposer en cour le montant qu'il a été condamné de payer, mais il doit le remettre au demandeur.—C.S., 1885. *De Bellefeuille vs Ross*, 1 M.L.R., 318; JETTÉ, J.

2. A tierce opposition, unless accompa-

1188. Il est procédé sur la tierce opposition produite en observant

such liquidation.—When a creditor attacks the validity of a resolution of the inspectors and of an act of the curator, the curator and the inspectors contesting such action in nullity are not deemed to represent said creditor, but act as his opposants and adversaries.—Therefore, if they obtain a judgment without his participation or consent which thwarts and defeats proceedings in nullity begun in his own name, he must be considered a third party having recourse by way of a tierce opposition against said judgment.—C.S., 1898. *Plamondon & Lemieux & Ellis*, 13 R.J.O., 377; ANDREWS, J. V. art. 877, n. 15.

27. Une motion demandant à changer une intervention en tierce opposition ne peut pas être accordée.—C.S., 1898. *Lavery vs Prudel & Lesage*, 1 R.P., 475; CASALT, J.

1186. This opposition is made by petition to the court, and is accompanied with an affidavit of the truth of the facts therein alleged.

It must be served either upon all the parties in the cause, or, if it is made within a year and a day after the judgment, upon the attorneys who represented them.—C.C.P., 511, amended; R.S., 5911.

domicile de l'avocat étant au bureau du protonotaire, s'il n'a pas élu domicile ailleurs.—C.S., 1874. *Molleur vs Marchand & The Attorney General*, 5 R.L., 379; CHAGNON, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. Il n'est pas nécessaire qu'une tierce opposition à un jugement de distribution soit signifiée à l'adjudicataire.—C.S., 1898. *Belle vs Burke*, 3 R.L.n.s., 232; MATHIEU, J.

1187. This opposition cannot prevent or stay execution unless an order to suspend is granted by the judge.—*Nouveau*.

nied by an order of a court or of a judge, does not suspend the execution of a judgment, and a tiers-saisi paying in good faith the amount of the final judgment will be discharged notwithstanding the prior service upon him of a tierce opposition without order of suspension.—C.S., 1887. *Mullen vs Pearl*, 3 M.L.R., 52; CIMON, J.

1188. The proceedings upon oppositions by third parties are, after the

les règles et délais de l'instance originaire.—C.P.C., 512.

filing thereof, subject to the same rules and delays as the original action.—C. P.C., 512.

CHAPITRE LX.

CHAPTER LX.

REVISION DEVANT TROIS JUGES.

REVIEW BEFORE THREE JUDGES.

1189. La revision a lieu devant trois juges de la cour supérieure siégeant comme cour de revision.—C. P.C., 495, *partie*; S.R., 5907.

1189. The review takes place before three judges of the Superior Court, sitting as a court of review.—C.C.P., 495, *in part*; R.S., 5907.

1. 27-28 V., c. 39, ss. 20, 25.

2. Rap. C.—L'application à la revision de certaines règles, qui, sous l'empire du code actuel, sont particulières à l'appel, est un des principaux changements apportés

par le projet dans cette section (Articles 896, 897, 898, 903, 910 et 911), (1193, 1194, 1195, 1200, 1207 et 1208 n.c).

3. V. art. 52, et les autorités citées.

1190. Le juge qui a rendu le jugement dont on se plaint ne peut siéger en revision si ce n'est dans les cas suivants :

1190. The judge who rendered the judgment complained of cannot sit in review, except in the following cases :

1. Lorsque les procédures en revision se font par défaut ou *ex-parte* ;

1. When the proceedings in review are being prosecuted by default or *ex parte* ;

2. Lorsque le jugement en revision doit être rendu de consentement ;

2. When judgment in review is to be rendered by consent ;

3. Lorsque le point contesté se rapporte seulement à la procédure en revision.—*Nouveau, partie* ; C.P.C., 495, *partie* ; S.R., 5907.

3. When the issue relates only to matters of procedure in review.—*New, in part* ; C.C.P., 495, *in part* ; R.S., 5907.

1191. Le temps et la durée des séances en revision sont réglés par le tribunal et par les règles de pratique.—C.P.C., 500, *partie, amendé* ; S.R., 5909.

1191. The time and duration of the sittings in review are regulated by the court and by the rules of practice.—C.C.P., 500, *in part, amended* ; R. S., 5909.

1. S.R.B.C., c. 39, ss. 20, 24.

1192. Le tribunal peut siéger dans deux divisions ou plus en même temps dans des salles séparées.

1192. The court may sit in two or more divisions at the same time, in separate apartments.

Chaque division de la cour siégeant ainsi a juridiction pour entendre et décider les causes et matières qui lui sont soumises, et elle a le même pouvoir que si elle siégeait dans une division seulement.—C.P.C., 499a ; 59 V., c. 44, s. 1.

Each division of the court, when so sitting, has jurisdiction for hearing and determining all cases and matters submitted to it, and has the same powers as if sitting in one division only.—C. C. P., 499a ; 59 Vic., c. 44, s. 1.

1193. Les procédures en revision peuvent être formées par les représentants légaux de la partie décédée.—*Nouveau* ; C.P.C., 1154, *partie*.

1. S.R.B.C., c. 77, ss. 37, 38.
2. D'après l'art. 1226, cet article s'applique aux procédures en appel.

3. Le représentant de la partie décédée peut inscrire en revision sans au préalable reprendre l'instance.—C.R., 1893. *Varin vs Guérin*, 3 R.J.O., 30 ; JETTÉ, DAVIDSON & PAGNUELLO, JJ.

4. Le défendeur Clément, poursuivi en sa qualité de curateur à une personne interdite pour démence, avait été condamné à rendre compte au demandeur. Postérieurement au jugement, le défendeur est décédé et Evans, nommé curateur à sa place, inscrit en revision le jugement rendu contre Clément.—*Jugé* : que malgré que Clément fut poursuivi en sa qualité de curateur, sa condamnation était personnelle et ses héritiers seuls, et non pas le curateur qui avait

1194. Les procédures en revision peuvent de même être portées au nom de celui qui a épousé une partie dans la cause et conjointement avec elle ; ou par la partie en son propre nom, lorsqu'elle est devenue majeure ou a été mise dans l'exercice de ses droits, et sans l'intervention du tuteur ou curateur qui la représentait ou autre personne qui l'assistait en cour de première instance ; ou, dans le cas d'un jugement rendu contre des exécuteurs testamentaires dont tous ou quelques-uns sont décédés ou ont été remplacés depuis, par les personnes choisies pour les remplacer ou par les exécuteurs testamentaires encore en fonctions.—*Nouveau* ; C.P.C., 1154, *partie*.

1. *Ibid.*

1195. Si quelques-unes de plusieurs parties décèdent après l'inscription en revision, la procédure peut être continuée par et entre les autres parties survivantes.—*Nouveau* ; C.P.C., 1155.

1193. Proceedings in review may be brought by the legal representatives of a party to a suit who has died.—*New*, C.C.P., 1154, *in part*.

succédé à sa charge, pouvaient appeler de sa condamnation.—C.R., 1893. *Francis vs Clément*, 10 R.J.O., 327 ; LORANGER, DAVIDSON & DOHERTY, JJ.

5. L'avocat au dossier, en cour de première instance, auquel on signifie l'inscription en revision, continue à représenter la partie dans cette même cour sans nouveau mandat.

Dans ce cas, si la partie qui a inscrit en revision se désiste de son inscription avant que l'avocat de l'autre ait produit sa comparution, ce dernier aura droit à l'honoraire accordé pour les causes réglées avant l'audition ; il n'aura pas toutefois droit à l'honoraire pour la comparution, même s'il a comparu le même jour, mais après que le désistement lui a été signifié.—C.S., 1897. *Dunford vs Hannah*, 4 R.L.U.S., 81 ; 12 R.J.O., 431 ; MATHIEU, J.

1194. Proceedings in review of judgments rendered against a woman who has since married, may be brought by her husband, jointly with her ; or, in the case of a judgment rendered against a party represented by a tutor or curator or other person, but who has since attained full age or come into the exercise of his rights, by such party himself, without the assistance of the tutor or curator who represented him or other person who assisted him in the original suit ; or in the case of a judgment rendered against testamentary executors, some or all of whom have been replaced or have died, by the persons appointed in their stead or by the remaining executors.—*New* ; C.C.P., 1154, *in part*.

2. D'après l'art. 1226, cet article s'applique aux procédures en appel.

1195. If some of several parties die after the inscription in review, such proceedings may be continued by and between the other surviving parties.—*New* ; C.C.P., 1155.

1. S.R.B.C., c. 77, s. 58.—12 Vic., c. 41, s. 18.

1196. Cette revision ne peut être obtenue qu'après que la partie qui la demande a déposé au greffe du tribunal où le jugement a été rendu, dans les huit jours qui suivent la date de ce jugement :

1. La somme de cinquante piastres, dans les affaires dans lesquelles le montant en litige n'excède pas quatre cents piastres ;

2. La somme de soixante-quinze piastres, dans toutes les autres causes.

La somme ainsi déposée est destinée à solder les frais de revision encourus par la partie adverse, s'il en est d'accordés ; sinon, elle est restituée à la partie qui l'a déposée.

Lorsque le jugement a été rendu ailleurs que dans la cité de Québec ou dans celle de Montréal, une somme supplémentaire de trois piastres pour la préparation et la transmission du dossier doit accompagner le dépôt.—C.P.C., 497, amendé ; S.R., 5908.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action hypothécaire.	9
Action paulienne	11
Action pénale	18
Action pétitoire	4
Action possessoire	6, 7
Appel devant la C. B. R.	14
Cautionnement judicatum solvi	12
Consentement des procureurs	2
Dépôt donne juridiction	2
Droit d'usage et d'habitation	8
Frais	15
In forma pauperis	3
Inscription par défendeur	16
Inscription par demandeur	16
Montant de la dette et des frais	15
Opposition	15
Prohibition	10
Retrait du dépôt	13, 14
Saisie	15
Saisie-arrêt ap. jugmt	17

1. 27-28 V., c. 39, s. 21.

2. The deposit in review is necessary to give jurisdiction to the court and it is not competent to the attorneys of the parties by any consent to dispense with it.—C.R., 1891. *Ringuette vs Ringuette*, 5 R.J.O., 33; CASALT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.—C.R., 1879. *Laferrière vs The Mutual Fire*

2. L'art. 1226 déclare que cet article s'applique aux procédures en appel.

1196. The review cannot be obtained until the inscribing party has deposited in the office of the court by which the judgment was rendered, within eight days after the date of the judgment :

1. The sum of fifty dollars, in matters wherein the amount in controversy does not exceed four hundred dollars ;

2. The sum of seventy-five dollars in all other cases.

The deposit is intended to pay the costs in review of the opposite party, if any are allowed ; otherwise, it is returned to the party by whom it is made.

When the judgment has been rendered elsewhere than in the City of Quebec or of Montreal, an additional sum of three dollars, for making up and transmitting the record, must accompany the deposit.—C.C.P., 497, amended ; R.S., 5908.

Ins. Co. of Berthier, 24 J., 206 ; SICOTTE, MACKAY & TORRANCE, JJ.

3. Even where a party is permitted to proceed in *forma pauperis* before the Court of Review, such permission does not exempt him from making the usual deposit.—C.R., 1890. *Dion vs Gervan*, 7 M.L.R., 450 ; JOHNSON, GILL & LORANGER, JJ.

4. In a petitory action, a deposit of forty dollars is required, whatever may be the amount sought to be recovered.—C.R., 1889. *British American Land Co. vs Yates*, 35 J., 159 ; 5 M.L.R., 194 ; JETTÉ, WURTELE & DAVIDSON, JJ.

5. Le nouveau Code a porté à \$75 le dépôt de \$40, et à \$50 celui de \$20.

6. Dans une action possessoire, le dépôt requis est de \$40 (maintenant \$75).—C.R., 1891. *Rémillard & Brulé*, 20 R.L., 689 ; MATHIEU, WURTELE & TELLIER, JJ.

7. Il en est de même dans une action à la fois possessoire et en dommages, quoique le montant réclamé soit de moins de \$400.—C.R., 1886. *Parent vs Lepage*, 12 Q.L.R., 56 ; STUART, CASALT & CARON, JJ.

8. La saisie d'un droit d'usage et d'habitation est celle d'un droit immobilier, et l'opposition qui en demande la distraction

est une demande réelle qui exige, pour la revision du jugement qui l'a rejetée, un dépôt de \$40.—C.R., 1882. *Goulet vs Gagnon*, 8 Q.L.R., 208; MEREDITH, CASALTY & CARON, JJ.

9. Dans une action hypothécaire dont le montant n'excède pas \$400, le dépôt requis sur l'inscription pour revision n'est que de \$20.—C.R., 1869. *Forsyth vs Charlebois*, 13 J., 328; 17 R.J.R., 516; MONDELET, BERTHELOT & MACKAY, JJ.

10. Sur une inscription en revision d'un jugement rendu sur un bref de prohibition pris pour arrêter les procédures sur la conviction rendue par un magistrat de district, sous l'acte des licences, le dépôt ne doit être que de \$20.—C.R., 1889. *Paradis vs Dorion*, 18 R.L., 402; JOHNSON, DAVIDSON & DELORIMIER, JJ.

11. Dans une action paulienne, c'est la somme ou la valeur que l'on veut faire rentrer dans le patrimoine du défendeur, et non le montant de la réclamation du demandeur, qui détermine la classe d'action, et, partant, le dépôt requis pour la revision.—C.R., 1894. *Lemieux vs Lapalme*, 5 R.J.O., 390; TASCHEREAU, TAIT & DELORIMIER, JJ.

12. Un demandeur qui a fait le dépôt requis pour obtenir la revision d'un jugement, et qui a quitté son domicile en la province de Québec, n'est pas tenu de donner un cautionnement pour frais, le dépôt par lui fait étant en loi jugé suffisant pour les fins de la revision.—C.R., 1893. *Pelletier vs Jetté*, 4 R.J.O., 58; JOHNSON, JETTÉ & PAGNUELO, JJ.

13. A party inscribing in review is entitled to a return of the deposit as soon as the judgment has been reversed in his favor.—C.S., 1878. *Bousquet vs Brown*, 22 J., 266; TORRANCE, J.

14. The court will not order the prothonotary to refund a deposit of \$40 made by a party under art. 497 C.P. (1196 n.c.), to whom the deposit has been refunded, on his succeeding in review, although the judgment in review be reversed, and the judgment reviewed be afterwards re-established in its integrity in appeal.—C.S., 1878. *O'Farrell vs Brassard*, 4 Q.L.R., 93; STUART, J.

1197. Lorsque plusieurs parties inscrivent séparément en revision, un dépôt doit accompagner chaque inscription.

Un seul dépôt est néanmoins suffisant, lorsqu'il n'y a eu qu'une seule instruction et un seul jugement sur une demande principale et une demande incidente ou reconventionnelle.

—Nouveau.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

15. Le montant en litige dans une action qu'on inscrit en revision, est le montant total accordé à la partie adverse, et par conséquent un dépôt de \$50, fait par un opposant sur une saisie faite pour plus de \$400, est insuffisant, même si le montant accordé au demandeur est moindre que \$400, et devra être complété.—C.R., 1808. *Lapierre vs Nudon*, 1 R.P., 497; TAIT, LORANGER & WHITE, JJ.

16. Dans les actions dont le montant excède \$400, il faut, pour déterminer le dépôt à faire, établir une distinction: Si c'est, comme dans le cas actuel, le défendeur qui inscrit en revision, le montant en litige sera pour lui, le capital accordé plus les frais, et si les deux réunis n'excèdent pas \$400, le dépôt ne devra être que de \$50. Dans le cas où l'inscription est produite par le demandeur, le montant en litige, sera celui réclamé par son action. Le défendeur produira au dossier le mémoire de frais taxé contre lui, pour aider à déterminer le montant en litige quant à lui.—C.R., 1808. *Samson vs Talbot*, 14 R.J.O., 11; 1 R.P., 178; CASALTY, CARON & ANDREWS, JJ.

17. Dans une saisie-arrêt après jugement c'est le montant que le défendeur a été condamné à payer, en capital, en intérêt et frais, et non celui réclamé par l'action originaire, qui fixe la classe de l'action, et par conséquent une inscription en revision par un demandeur qui conteste une saisie-arrêt par laquelle il réclamait une somme excédant \$400 doit être accompagnée d'un dépôt de \$75 et non de \$50, bien que le montant originairement réclamé du défendeur fut moindre que \$400.—C.R., 1898. *Veilleux vs Clapin*, 1 R.P., 256; TAIT, TASCHEREAU & PAGNUELO, JJ.

18. In an action for a penalty of \$50, a deposit of \$50 is sufficient to inscribe the case in review. The fact that coercive imprisonment lies to enforce payment, does not make the amount in controversy different nor even add to the costs taxable on the judgment.—C.R., 1898. *Dickey vs Thibault*, 13 R.J.O., 58; CASALTY, CARON & ANDREWS, JJ.

1197. When several parties inscribe separately in review, a deposit must be made with each inscription.

Nevertheless, only one deposit is necessary whenever there has been a single trial and judgment upon a principal and an incidental or cross demand.—Nouveau.

1. V. art. 1198, n. 2.

2. Rap. C.—L'article 900 (1197 n.c.) introduit des dispositions, en harmonie avec la jurisprudence, relativement aux dépôts qui sont nécessaires lorsque plusieurs contestations sont portées en revision.

3. Where an inscription in review is made of a judgment deciding at once the merits of a principal demand of an incidental demand, only one deposit is necessary.—C.R., 1872. *Morrison vs Wilson*, 16 J., 196; MACKAY, TORRANCE & BRAUDRY, JJ.—C.R., 1870. *Clément vs Blouin*, 16 J., 156; BERTHELOT, MACKAY & TORRANCE, JJ.—C.R., 1893. *Hamel vs Bruis*, 4 R.J.O., 150; JOHNSON, JETTÉ & PAGNELO, JJ.—C.R., 1893. *MacKay vs Evans*, 3 R.J.O., 46; MATHIEU, LORANGER & DAVIDSON, JJ.—*Contra*: C.R., 1886. *Allaire vs Allaire*, 2 M.L.R., 252; TORRANCE, BUCHANAN & MATHIEU, JJ.

4. Un seul dépôt en revision suffit, même lorsque la revision porte et sur le mérite de la cause et sur une inscription en faux, surtout si les deux contestations ont été réunies en première instance.—C.R., 1890. *Champoux vs Paradis*, 2 R.J.O., 419; CASALT, ROUTHIER & CARON, JJ.

5. Lorsque plusieurs parties plaidantes ont contesté séparément en première instance et qu'elles manifestent leur désir de le faire en revision, la partie qui demande la revision est tenue de faire autant de dépôts qu'il y a de contestations.—C.R., 1871. *Lacombe vs Ste-Marie*, 15 J., 268; MONDELET, BERTHELOT & MACKAY, JJ.

6. Where several contestations have been decided by the judgment inscribed in review, the inscribing party is bound to make a deposit for each contestant who will be entitled to costs in the event of the judgment being confirmed.—C.R., 1881. *McNamee vs Jones*, 4 L.N., 102; JOHNSON, TORRANCE & JETTÉ, JJ.

7. Where two defendants had raised separate contestations in the Superior Court, and in review made one inscription and one deposit, on plaintiff's motion a double deposit under C.P. 497, (1196 n.c.), would be ordered.—C.R., 1868. *Leavill vs Moss*, 16 J., 156; MONDELET, BERTHELOT & MONK, JJ.

8. Deux ou plusieurs défendeurs qui ont plaidé séparément à l'action intentée contre eux et qui ont été condamnés par un seul jugement, peuvent se réunir pour inscrire la cause en revision, en faisant une seule inscription et un seul dépôt.—C.R., 1880. *Ville-neuve vs Condé, et Pelletier vs Bouchard*, 15 Q.L.R., 8; CASALT, CARON & ANDREWS, JJ.—C.R., 1889. *British American*

Land Co. vs Yates, 5 M.L.R., 194; 35 J., 159; JETTÉ, WURTELE & DAVIDSON, JJ.

9. Mais lorsque plusieurs défendeurs ont plaidé séparément, le demandeur qui inscrit en revision sur toutes ces contestations, doit faire autant de dépôts qu'il y a de contestations séparées.—C.R., 1881. *Pednaud vs Perron*, 7 Q.L.R., 319; MEREDITH, CASALT & CARON, JJ.—C.R., 1880. *British American Land Co. vs Yates*, 5 M.L.R., 194; 35 J., 159.—C.R., 1889. *Gaudry vs Gaudry*, 19 R.L., 20; JETTÉ, WURTELE & DAVIDSON, JJ.

10. Unless the defendants have united in a single appearance, before the Court of Review, in which case only one deposit is necessary.—C.R., 1889. *British American Land Co. vs Yates*, 5 M.L.R., 194; 35 J., 159.

11. Dans une cause où, en première instance, plusieurs défendeurs, représentés par les mêmes procureurs, ont invoqué des moyens identiques qui ont été maintenus par un seul jugement, qui ne leur a cependant accordé que les frais d'une contestation, le demandeur qui inscrit en revision peut ne faire qu'une inscription et n'est tenu de faire qu'un dépôt.—C.R., 1891. *Barthe vs Guertin & Giraldi*, 21 R.L., 198; JOHNSON, DOHERTY & MATHIEU, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

12. Si deux causes ont été réunies en première instance pour les fins de l'enquête, qu'elles sont connexes, et peuvent être décidées par un seul jugement, il suffit d'une seule inscription en revision et d'un seul dépôt.—C.R., 1890. *Cabana vs l'Union St-Joseph de St-Hyacinthe*, 2 R.P., 201; GILL, QUIMET & LAVERGNE, JJ.

13. Lorsqu'il y a eu une seule instruction et un seul jugement, lors même que les défendeurs ont contesté l'action séparément, une seule inscription et un seul dépôt en revision sont suffisants.—C.R., 1898. *Dumont vs Charbonneau*, 1 R. P., 129; CASALT, ROUTHIER & LEMIEUX, JJ.

14. Lorsque la preuve a été déclarée commune dans deux causes différentes, s'il y a eu deux jugements et si les parties dans les deux causes ne sont pas les mêmes, une seule inscription en revision et un seul dépôt sont suffisants, mais il sera permis à l'appelant de se désister de son inscription quant à l'une des deux causes, et, sur déclaration à cet effet de sa part, une motion pour faire rayer l'inscription sera renvoyée, avec dépens contre l'appelant.—C.R., 1898. *Ward vs Barthe*, 1 R.P., 130; CASALT, ROUTHIER & LEMIEUX, JJ.

1198. La partie qui inscrit doit produire au greffe, aussitôt que le dépôt a été fait, une inscription pour revision, dont avis doit être donné

1198. The inscribing party must file in the office of the court, as soon as the required deposit has been made, an inscription for review, notice of

à la partie adverse ou à son procureur.

Le protonotaire est alors tenu de transmettre sans délai le dossier, avec copie des jugements et ordres rendus dans la cause, au protonotaire de la cour supérieure à l'endroit où la cause doit être entendue, s'il ne s'y trouve déjà.—C.P.C., 498.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Action en bornage	17
Avis d'inscription	4 à 13, 18
Banc d'église	2
Délai de production	3 à 10, 17, 18
Dépôt	8, 9, 18
Désistement	8
Evocation	10
Inscription par un seul défendeur	2
Jour férié	6, 7
Jugement final	17
Motion pour amender	14
Procureur	16
Séquestre	11
Signature	16
Signification	12, 13
Vacance	3

1. 27-28 V., c. 30, ss. 21, 23.

2. One of two defendants who pleaded together in the court below, and were condemned to give the plaintiff possession of a pew in a church, may inscribe alone in review.—C.R., 1887. *Tremblay vs Les Curés et marguilliers de la Fabrique de St-Irénée*, 10 L.N., 181; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

3. The delays fixed by C.C.P., for inscribing in review, are not suspended by the vacation.—C.R., 1869. *Fournier vs Ledoux*, 13 J., 332; 19 R.J.R., 439; MONDELET, BERTHELOT & TORRANCE, JJ.

V. art. 10 C.P.

4. Il n'est pas nécessaire que l'avis de l'inscription en revision soit donné dans le délai de huit jours accordé pour faire le dépôt; un avis signifié le neuvième jour, lorsque le dépôt a été effectué dans les délais, rencontre suffisamment les exigences de la loi.—C.R., 1896. *Parks vs Day*, 9 R.J.O., 221; JETTÉ, DELORIMIER & DOHERTY, JJ.—C.R., 1868. *Jacques vs Lussier*, 12 J., 215; 17 R.J.R., 342; MONDELET, MACKAY & TORRANCE, JJ.

5. The notice may be given at any time after the inscription, the law not determining within what delay that formality is to be observed.—C.R., 1877. *Lewis vs Lewis and Kennebec Ry. Co.*, 3 Q.L.R., 372; MEREDITH, STUART & CASAULT, JJ.

6. Si le huitième jour qui suit le jugement est un jour férié, l'inscription et le dépôt pour revision peuvent être faits le neuvième jour.—C.R., 1872. *Lenoir vs Desma-*

which must be given to the opposite party or his attorney.

The prothonotary is then bound to forthwith transmit the record together with a copy of the judgments and orders rendered in the case, to the prothonotary of the Superior Court at the place where the case is to be heard, if it is not there already.—C.C.P., 498.

rais, 17 J., 81; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.—C.R., 1865. *Scatcherd vs Allan*, 10 J., 201; 1 L.C.L.J., 90; 15 R.J.R., 480; BADGLEY, BERTHELOT & MONK, JJ.

7. Et, dans ce cas, l'inscription pour revision produite au greffe le dixième jour est valable.—C.R., 1881. *Hingston vs Larue*, 7 Q.L.R., 306; MEREDITH, CASAULT & CARON, JJ.

8. A notice of inscription for review is without effect until the requisite deposit has been made; and where the judgment referred to in the notice has been desisted from before the deposit was made, the inscription will be rejected.—C.R., 1805. *Ferris vs La Baie des Chaleurs Ry. Co.*, 7 R.J.O., 310; GILL, LORANGER & PAGNUELO, JJ.

9. A document which reads "the plaintiff gives notice to defendant that he has this day made the deposit required by law, and that he has inscribed in review" when in fact the deposit was not made nor the original filed until three days later, is not an inscription, but a mere notice and such notice being given before the deposit was made, the inscription was set aside as irregular and null.—C.R., 1805. *Banks vs Burroughs*, 11 R.J.O., 440; TAIT, JETTÉ & ARCHIBALD, JJ.

10. Dans une cause de la cour de circuit évoquée à la cour supérieure et jugée finalement au mérite, on ne peut, dans les huit jours du jugement final au mérite, inscrire la cause en revision tant sur le jugement au mérite que sur le jugement décidant la validité de l'évocation; mais ce dernier jugement, qui est un jugement final, doit être inscrit en revision dans les huit jours qu'il a été rendu.—C.R., 1887. *Seers vs Boursier*, 3 M. L. R., 85; DOHERTY, LORANGER & TAIT, JJ.

11. Il y a appel et revision d'un jugement ordonnant et nommant un séquestre.—Le délai pour inscrire en revision contre un semblable jugement ne court pas du jugement ordonnant le séquestre, lequel n'est que préparatoire, mais ce délai ne commence à courir qu'à compter de la nomination du séquestre même.—C.S., 1893. *Sun Life Ass. Co. vs Mandeville*, 4 R.J.O., 135; GILL, OUMET & TRELIER, JJ.

12. Il n'est pas nécessaire que l'inscription en revision soit signifiée à l'avocat personnellement.—C.A., 1868. *Duvernay &*

Corporation de St-Barthélemy, 1 R.L., 714; 14 R.J.R., 437.

13. On personnellement au défendeur ou à son procureur.—C.R., 1865. *Scatcherd vs Allan*, 10 J., 201; L. C. L. J., 106; 15 R.J.R., 486; BADGLEY, BERTHELOT & MONK, JJ.

14. Une inscription pour revision, inscrite pour revision du jugement rendu en cette cause, par la cour supérieure, lorsque le jugement a été rendu par la cour de circuit, sera déchargée sur motion à cet effet, et le dossier renvoyé à la cour de première instance, et une motion pour amender l'inscription sera rejetée.—C.R., 1871. *McPherson vs Barthe*, 5 R.L., 259; MONDELET, JOHNSON & TORRANCE, JJ.

15. A defendant in a case in which judgment has been rendered against him in vacation may consider the judgment as final and inscribe the case for review without having put in an opposition or having waited until the delay for doing so has expired.—C.R., 1865. *Duverney vs Corporation of the Parish of St-Barthélemy*, 1 L.C.L.J., 108; 14 R.J.R., 435; BADGLEY, BERTHELOT & MONK, JJ.

V. art. 52 et autorités citées.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

16. Une inscription en revision, signée

1199. Le dépôt et l'inscription ont l'effet d'arrêter l'exécution du jugement et de suspendre les procédures en appel.—C.P.C., 499 amendé; *Cassils vs Fair*, 2 D.C.A., 382.

1. 27-28 V., c. 30, s. 22.

2. Rap. C.—Le changement apporté à la rédaction de l'art. 902 (1199) est destiné à faire voir que la revision est seulement suspensive de l'appel.

3. While the record in a cause is before the Court of Review for the purpose of obtaining the revision of a judgment of the Superior Court, no proceeding in the cause can be taken in the Superior Court.—C.S., 1869. *Meigs vs Aikin*, 14 J., 84; 20 R.J.R., 29; MACKAY, J.

4. An inscription in review from a judgment ordering the specific performance of an obligation suspends the operation of such judgment, and the delays fixed by the same only run from the date of the judgment in review confirming the judgment of the lower court.—C.R., 1887. *Dyson vs Sveaueur*, 32 J., 223; 15 R.L., 423; JOHNSON, TASCHEREAU & MATHIEU, JJ.

5. L'appelant ayant, subséquemment à la demande de revision du jugement, pris des procédés en exécution d'icelui, par voie de saisie-arrêt après jugement, ces procédures équipollent à acquiescement au dit jugement, et l'inscription en revision doit en consé-

par un tiers, du nom du procureur, avec l'autorisation de ce dernier, est valide—l'autre partie ne pouvant en souffrir aucun préjudice.—C.R., 1898. *Cantin vs Belleau*, 15 R.J.O., 7; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

17. The interlocutory judgments mentioned in art. 46 C.P., are definitive judgments which cannot be revised by the judgment on the merits of the case.—In an action of boundary, the judgment homologating the surveyor's procès-verbal fixing the division line between properties to be bounded, and ordering bounds and marks to be placed, is a judgment of a definite character, which binds the judge of the merits, and must be especially appealed from within the delay fixed by the Code.—C.R., 1898. *Siagsler vs Lacroix*, 1 R.P., 407; 14 R.J.O., 89; CASSAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

18. Aux termes de l'art. 1196 C.P., le dépôt requis pour obtenir la revision des jugements doit être fait dans les huit jours qui suivent le jugement dont la revision est demandée. L'inscription doit être produite immédiatement après le dépôt, c'est-à-dire pas plus tard qu'un jour après l'expiration des huit jours.—C.R., 1898. *Jamieson vs Rousseau*, 1 R.P., 268; CASSAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

1199. The deposit and the inscription have the effect of staying the execution of the judgment and of suspending proceedings on the appeal.—C.C.P., 499, amended; *Cassils vs Fair*, 2 D.C.A., 382.

quence être rayée.—C.R., 1888. *Jones vs Moodie*, 32 J., 117; 4 M.L.R., 110; DOHERTY, JETTÉ & DAVIDSON, JJ.

6. There is no acquiescement when the amount of the judgment tendered has been accepted through error.—C.R., 1869. *Jones vs Warninton*, 20 R.J.R., 88; 14 J., 161; 2 R.L., 158; MONDELET, BERTHELOT & MACKAY, JJ.

7. When the plaintiff claimed to be owner of a real property standing in the name of the defendant and judgment went in his favor, the registration upon said property of a judgment previously obtained by the defendant against the plaintiff, is not an acquiescence in the first judgment. The mandate of an attorney *ad litem* terminates with the final judgment in the cause, and an unauthorized application by the attorney for a deposit made by the other side, after the final judgment, is not an acquiescence. Acquiescence in a judgment may be either express or tacit, but in the latter case it must result from an act done by the party himself, or by some one duly authorized by him.—C.R., 1896. *Tabb vs Beckell*, 9 R.J.O., 159; TAIT, JETTÉ & GILL, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

8. Les délais pour demander la revision d'un mémoire de frais en cour supérieure

1200. Les dispositions des articles 279 à 285, relatives à la péremption d'instance, s'appliquent à la revision.

La péremption a l'effet de faire renvoyer l'inscription en revision.—*Nouveau*; C.P.C., 1168.

1. POTHER, Proc., 124.—C.P.F., 469.

1201. Si la cause est pendante à la cour supérieure à Québec ou à Montréal, le protonotaire doit mettre la cause sur le rôle aussitôt que l'inscription et l'avis sont produits; ou, si elle est pendante ailleurs, aussitôt qu'il reçoit le dossier.—C.P.C., 501, *amendé*.

1. 27-28 V., c. 39, s. 23.

2. Le protonotaire est tenu de mettre une cause sur le rôle pour audition en revision à la demande de la partie qui a payé tous les dépôts exigés d'elle par la loi et le tarif, nonobstant que l'autre partie soit en défaut de payer ce que la loi et le tarif exigent d'elle.—C.R., 1869. *Leprohon vs Crébassa*, 14 J., 55; 19 R.J.R., 506; MONDELET, BERTHELOT & MACKAY, JJ.

3. The Court of Review may direct a

1202. L'inscription n'est pas faite pour un jour défini; mais la cause doit être entendue, suivant son rang, le plus prochain jour des séances en revision après l'expiration des huit jours qui suivent la production, au greffe du tribunal où le jugement a été rendu, de l'avis de l'inscription.

Le tribunal peut, toutefois, sur motion, dont avis a été donné à la partie adverse, accompagnée d'un affidavit attestant que l'inscription en revision d'une cause a été faite dans le but d'obtenir injustement du délai, ordonner qu'après l'expiration des délais ci-dessus elle sera entendue avant son rang à un ou des jours spécialement fixés pour cet objet.

Les causes mues en vertu du para-

sons suspendus pendant que la cause est en revision.—C.S., 1869. *Odell vs Bell*, 2 R.P., 202; MATHIEU, J.

1200. The provisions of Articles 279 to 285, concerning peremption of suits, apply also to review.

Peremption has the effect of dismissing the inscription in review.—*New*; C.C.P., 1168.

1201. If the suit is pending in the Superior Court at Quebec or Montreal, the prothonotary must set down the case on the roll for hearing as soon as the inscription and notice are filed; or if it is pending elsewhere, as soon as he receives the record.—C.C.P., 501, *amended*.

cause which has been discharged by error, to be replaced on the roll, even where the motion to restore the case is made during a subsequent term of the court.—C.R., 1881. *Watson vs Smith*, 4 L.N., 402; JOHNSON, JETTÉ & MATHIEU, JJ.

4. Le factum en revision une fois produit fait partie du dossier et les parties peuvent en prendre communication.—C.R., 1882. *Lighthall vs Chrétien*, 5 L.N., 363; PAPI-NEAU, JETTÉ & LORANGER, JJ.

1202. The inscription is not made for any particular day; but the case must be heard, in its turn, on the day in the sittings in review next after the expiry of eight days from the day on which the notice of inscription was filed in the office of the court in which the judgment was rendered.

The court may, however, on motion, of which notice has been given to the opposite party, accompanied with an affidavit establishing that the inscription in review of any cause was made with the view of unjustly obtaining delay, order that, after the expiry of the above delays, it shall be heard, before its turn, on any day or days specially fixed for that purpose.

Cases instituted in virtue of Para-

graphe 4 de l'article 52 ont préséance sur toutes les autres causes; mais cette préséance n'est plus accordée sans la permission du tribunal, si elles sont appelées et qu'on néglige d'y procéder.—C.P.C., 500, *partie*; 500a, *amendé*; S.R., 5909, 5910; 59 V., c. 44, s. 2.

1. 27-28 V., c. 39, ss. 20, 24.

2. Rap. C.—Aux termes de la disposition finale de l'article 905 (1202 n.c.), une ordonnance de la cour est nécessaire pour conserver leur rang aux causes privilégiées qui ont été appelées et dans lesquelles on n'a pas procédé.

3. The Court of Review has a discretionary power to give precedence to any particular case.—C.R., 1865. *Attorney General vs The Grand Trunk Ry.*, 1 L.C.L.J., 38; 14 R.J.R., 461; BADGLEY, BERTHELOT & MONK, JJ.

4. Cases in the Superior Court, instituted under the act relating to summary causes, when taken to review are not entitled to precedence of hearing before that court.—C.R., 1801. *Charland vs Mallette*, 14 L.N., 73; JOHNSON, JETTÉ & MATHIEU, JJ.—C.R., 1888. *McIntyre vs Armstrong*, 4 M.L.R., 351; TASCHEREAU, WURTELE & TAIT, JJ.

5. A defendant, under bail, in case of *capias*, and being the party inscribing in review, has a right to have his case heard as a privileged one.—C.R., 1871. *Toland vs*

graph 4 of Article 52 have precedence over all other cases; but such precedence does not continue without leave of the court, if the case is once called and is not proceeded with.—C.C.P., 500, *in part*; 500a, *amended*; R.S., 5909, 5910; 59 Vic., c. 44, s. 2.

Spencer, 15 J., 145; 21 R.J.R., 454; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

6. An inscription which has been discharged, on application of the opposing party, in the absence of the inscribing party, may be replaced on the rôle during the same term and before the actual remission of the record on sufficient cause shewn.—C.R., 1873. *Shepherd vs Lacombe*, 17 J., 191; MACKAY, TORRANCE & BEAUDRY, JJ.

7. Where there is an inscription in review of a judgment rendered in a suit between lessor and lessee, the opposite party is entitled to a delay of eight days from date of inscription, before he can be compelled to argue the case.—C.R., 1882. *Penny vs The Montreal Herald Printing and Publishing Co.*, 6 L.N., 68; SICOTTE, TORRANCE & MATHIEU, JJ.

8. La cour peut entendre une motion demandant le rejet d'une inscription sans attendre l'expiration du délai de huit jours après la production de l'inscription.—Ce délai s'applique à l'audition au mérite.—C.R., 1892. *Lejevre vs Seath*, 1 R.J.O., 336; GILL, MATHIEU & DOHERTY, JJ.

1203. Le jugement dont est appel peut être confirmé, infirmé ou modifié par tous les juges qui ont entendu la cause ou par une majorité de ces juges; et, à moins qu'il ne soit interjeté appel à Sa Majesté, leur sentence, avec le dossier, doit être renvoyée au tribunal d'où le dossier a été reçu, pour y être enregistrée comme étant le jugement de la cause, à tel endroit, de la même manière et avec le même effet que si elle y était rendue au jour où elle est reçue par le protonotaire.—C.P.C., 502, *partie*, *amendé*.

1. 27-28 V., c. 39, s. 25.

2. Rap. C.—L'article 906, (1203), en stipulant l'inapplicabilité de l'article aux causes dans lesquelles appel est interjeté au conseil privé, résout, en ce qui concerne l'envoi du dossier à la cour de première instance, la

1203. The original judgment may be confirmed, reversed or modified by all the judges who heard the case, or by a majority of them; and, unless an appeal to Her Majesty is taken, their judgment, together with the record, must be sent back to the court in which the case was first decided, to be there registered as being the judgment in the suit, at the same place, in the same manner and with the same effect as if it had been rendered on the day upon which it was received by the prothonotary.—C.C.P., 502, *in part*, *amended*.

contradiction entre les articles 502 et 1178a C.P.C.

3. Where the appeal is on a question of fact, the judgment of the court below will not be disturbed unless manifestly erroneous.—C.R., 1885. *Trebat vs Legris*, 9 L.N., 10;

SICOTTE, TORRANCE & LORANGER, JJ.

4. Sur l'inscription d'une cause en revision, faite par l'une des parties, cette cour ne pourra augmenter la condamnation contre cette partie, si l'autre partie n'a pas aussi inscrit en revision.—C.A., 1890. *Brunelle & Tunstall*, 19 R.L., 305-6.

5. Du moment qu'à sa face même une pièce essentielle au soutien d'une cause n'appert avoir été produite qu'après que la cause a été plaidée, l'action, sur revision, doit être renvoyée, sans réserve du droit de la reconvenir ; et ce, alors même qu'il n'a été fait aucune demande pour faire mettre ce document hors du dossier et que le jugement de première instance constate que le juge qui l'a rendu s'est appuyé sur la dite pièce pour le rendre.—C.R., 1893. *Corporation de St-Henri vs Gagnon*, 3 R.J.O., 96 ; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

6. Dans une cause de *Bilodeau & Gauvreau*, jugée à Québec, par la cour d'appel, le 7 décembre 1895, il a été établi qu'une pièce avait été produite au dossier après que le jugement de première instance eut été rendu. En appel, une motion fut faite pour faire rejeter cette pièce, et la cour a renvoyé la motion et décidé que cette pièce, se trouvant au dossier, elle était tenue d'en prendre connaissance.

7. Dans les causes jugées en revision, la date du jugement n'est que du jour où l'adjudication en revision a été reçue au tribunal d'où le dossier est venu pour y être enregistré comme étant le jugement de la cause à cet endroit, de la même manière et avec le même effet que si elle était rendue au jour où elle est reçue par le protonotaire.—C.S., 1881. *Huot vs Gadbois*, 12 R.L., 57 ; SICOTTE, J.

8. Les délais fixés par un jugement de la cour supérieure, pour l'exécution d'une obligation mentionnée dans ce jugement, sont suspendus par l'inscription de la cause en revision et ne doivent compter qu'à dater de l'enregistrement du jugement de la cour de revision au bureau du protonotaire de la cour supérieure, quand même le jugement de la cour de revision ne ferait pas mention de ces délais.—C.R., 1887. *Dyson vs Sveanor*, 15 R.L., 423 ; 32 J., 223 ; JOHNSON, TASCHEREAU & MATHIEU, JJ.

9. L'erreur de contenance d'un immeuble dans le jugement de la cour de première instance peut être rectifiée en revision, avec dépens contre l'appelant.—C.R., 1871. *Johnson vs The Massawippi Valley*, 16 J., 44 ; MONDELET, BERTHELOT & MACKAY, JJ.

10. Après audition des parties, en revision d'un jugement non susceptible de revision,

la cour n'ayant aucune juridiction, en mettant les parties hors de cour, condamne aux dépens la partie qui a inscrit la cause en revision.—C.R., 1868. *Beckett vs Bonallie*, 14 J., 54 ; 19 R.J.R., 505 ; MONDELET, BERTHELOT & MONK, JJ.

11. A defendant, who succeeds in review in obtaining a reversal, in considerable part, of the judgment complained of may, nevertheless, be condemned to pay the costs in review.—C.R., 1869. *Lynch vs Bertrand*, 13 J., 189 ; 19 R.J.R., 254 ; MONDELET, BERTHELOT & TORRANCE, JJ.

12. The Court of Review will reform a judgment of the court below which condemns the defendant to pay plaintiff's costs of *enquête* on a demand of plaintiff for damages which was overruled by the court.—C.R., 1882. *McLeod vs Marzil*, 6 L.N., 55 ; MACKAY, RAINVILLE & BUCHANAN, JJ.

13. However unjust a condemnation for costs in the court below may seem to be, the Court of Review cannot afford relief to the party aggrieved. Although the judgment of the court below be in all respects confirmed, the Court of Review may nevertheless refuse costs to the party succeeding.—C.R., 1868. *MacDonald vs Molleur*, 13 J., 189 ; 19 R.J.R., 255 ; MONDELET, BERTHELOT & TORRANCE, JJ.

14. La cour de revision renversera un jugement d'une cour de première instance, quant aux dépens, lorsqu'une injustice aura été commise à cet égard.—C.R., 1891. *Gervais vs Seeley*, 21 R.L., 385 ; JOHNSON, LORANGER & TELIER, JJ.

15. A judgment will be revised and reformed by the Court of Review on a question of costs, where the Court below, adjudicating on the costs, acted on a wrong principle.—Where the action is brought to recover a claim not composed of distinct parts, or where the plaintiff cannot with some exactitude fix the amount for which judgment may be rendered (as in actions of damages and cases of a like nature), and the plaintiff's demand is maintained in part, it is error for the Court to condemn him to pay the defendant (who has made no tender or confession of judgment) the difference of costs of contestation between an action for the amount recovered and the action as brought. Such an award of costs is not within the discretion allowed the Court by Art. 478 C.P.C., (550 u.c.), and will be reversed on appeal to the Court of Review.—C.R., 1890. *Couture vs Canadian Pacific Ry. Co.*, 7 M.L.R., 431 ; JOHNSON, GILL & DAVIDSON, JJ.

V. dans le même sens, art. 549, n. 6 et 22.

1204. Lorsqu'une cause a été entendue en revision par trois juges, et qu'au moins un des juges qui l'ont entendue est présent en cour et prêt à

1204. Whenever any cause has been heard in review by three judges, and at least one of the judges who heard the same is present in court and

rendre jugement interlocutoire ou final dans la cause, alors si un autre juge qui a entendu la cause et est d'ailleurs compétent pour y siéger en jugement, se trouve absent à raison de nomination à une autre cour, maladie ou autre motif, mais a transmis une lettre au protonotaire de la cour, contenant sa décision dans la cause, et signée par lui, ou, dans le but d'attester qu'il y concourt, a signé un jugement à être prononcé et qui est prononcé par un juge présent, ce juge est réputé présent quant à ce jugement, et le jugement ainsi transmis et signé par lui a le même effet que s'il l'eût prononcé ou y eût concouru cour tenante.—C. P. C., 502, *partic.*

1205. Le changement dans le personnel de la cour, par la nomination d'un juge suppléant comme juge puîné, ou par la nomination d'un juge puîné comme juge en chef, ou par la nomination d'un juge en chef ou d'un juge puîné ou suppléant comme membre d'un autre tribunal, ou par sa démission, ou son décès, n'aura pas seul l'effet de rendre nécessaire qu'une cause soit entendue de nouveau, s'il reste un nombre suffisant de juges qui ont entendu la cause, pour pouvoir rendre jugement, soit interlocutoire, soit final.—C. P. C., 503.

1206. Si un juge ou un juge suppléant qui a entendu une cause avec d'autres juges, est transféré à un autre tribunal, ou est nommé juge en chef ou juge de la même cour ou d'une autre cour, ou obtient un congé d'absence, il peut rendre jugement, soit interlocutoire, soit final, avec les autres juges, de même que s'il n'était survenu aucun changement.—C. P. C., 504.

ready to render any interlocutory or final judgment therein, then if any judge who heard the cause, and would be competent to sit in judgment therein, be absent by reason of his appointment to another court, of illness, or any other cause, but has addressed a letter to the protonotary of the court, containing his decision in the case and signed by him, or has, in testimony of his concurrence therein, signed a judgment to be delivered, and delivered by a judge so present, such judge is deemed to be present for the purpose of such judgment, and the decision so transmitted and signed by him has the same effect as if delivered or concurred in by him in open court.—C. C. P., 502, *in part.*

1205. No change in the personal composition of the court, by the appointment of any assistant judge as puisne judge, or by the appointment of a puisne judge as chief justice, or by the resignation, death, or appointment to another court of any chief justice or of a puisne judge or of an assistant judge, can have alone the effect of rendering a rehearing of any case necessary, if a sufficient number of judges who heard the case remain to render a judgment, either interlocutory or final.—C. C. P., 503.

1206. If a judge or an assistant judge, who has heard a case together with other judges, is removed to another court, or is appointed chief justice or a judge of the same court, or of another court, or obtains leave of absence, he may render judgment, whether interlocutory or final, together with the other judges, as if no such change had taken place.—C. C. P., 504.

1207. Lorsque, à raison de l'absence, congé, perte de qualité ou incompétence de quelqu'un des juges, ou pour quelque autre raison, l'ordre de délibérer doit être rayé, cette radiation peut être ordonnée par les autres juges ou par l'un d'eux.—*Nouveau* ; C.P.C., 1171.

1. S.R.B.C., c. 77, s. 9.

1208. La cour de revision peut exercer tous les pouvoirs nécessaires pour cette juridiction, et rendre les ordonnances qu'elle juge convenables pour suppléer aux défauts du dossier, pour arrêter toutes procédures en cour de première instance dans une cause portée en revision, pour faire des règles relatives au dépôt, et pour pourvoir à tous les cas où la loi ne fournit pas un remède particulier à la partie.—*Nouveau* ; C.P.C., 1177, *partie*.

1. S.R.B.C., c. 77, ss. 5, 13.

2. La cour de revision peut autoriser un curateur à une cession de biens à inscrire en

CHAPITRE LXI.

APPEL A LA COUR DU BANC DE LA REINE.

1209. L'appel doit être pris dans les six mois de la date du jugement, sauf les cas mentionnés aux articles 924, 1006, 1010 et 1020.

Ce délai est de rigueur même contre les mineurs, les femmes sous puissance de mari, les insensés ou interdits, et les personnes absentes de la province, lorsque ceux qui les représentent ou doivent les assister ont été dûment mis en cause.

Si la partie décède avant d'appeler, le délai ne court contre ses héritiers ou représentants légaux que du jour de son décès.

Dans le cas de jugement rendu par défaut, le délai ne court que de l'expiration du temps accordé pour se

1207. If by reason of the absence, leave of absence, disqualification or incompetence of any of the judges, or of any other cause, the order of advisement requires to be discharged, such discharge may be ordered by the other judges or by any one of them.—*New* ; C.C.P., 1171.

1208. The Court of Review may exercise all the powers necessary for its jurisdiction, and make such orders as it may deem proper for the purpose of remedying any insufficiencies of the record, of staying proceedings in the court of first instance in cases from which the review has been brought, of regulating the necessary deposit, and of providing for all cases in which the law affords the party no special remedy.—*New* ; C.C.P., 1177, *in part*.

revision, et cette autorisation peut être donnée après l'inscription faite.—C.R., 1892. *Lefebvre vs Seath*, 1 R.J.O., 336 ; GILL, MATHIEU & DOHERTY, JJ.

CHAPTER LXI.

APPEALS TO THE COURT OF QUEEN'S BENCH.

1209. Proceedings in appeal must be brought within six months from the date of the judgment, saving the cases provided for by Articles 924, 1006, 1010 and 1020.

This delay is binding even upon minors, women under marital authority, persons interdicted or of unsound mind, and upon persons absent from the Province, when those who represent them, or whose duty it is to assist them, have been duly brought into the suit.

If the party dies before appealing, the delay is computed against his heirs legal representatives only from the day of his death.

When judgment has been rendered

pourvoir par opposition.—C. P. C., 1118, *partie, amendé*; 54 V., c. 48.

1. S.B.B.C., c. 77, ss. 27-55; c. 83, s. 128.—27-28 V., c. 39, s. 22.

2. Rap. C.—Le pourvoi par erreur, en tant que moyen de se pourvoir contre les jugements en matière civile, a été supprimé, et d'après les termes larges de l'article 40 et suivants du projet (42), il y a lieu à appel dans le cas où, dans le système du code actuel, le pourvoi par erreur est le remède prescrit (Article 1114 C.P.C.)

3. Generally those who have an interest may appeal; even those not parties to the suit may intervene to prosecute the appeal. And so a notary whose minutes is attacked *en faux* and who has been examined as a witness on the inscription *en faux* and declared he had no interest in the suit, will be allowed to intervene in order to appeal from the judgment declaring his deed to be *faux*.—C.A., 1879. *Dejoy & Forte*, 3 L.N., 36.

4. The party who made default may appeal.—And an appeal may be instituted by an interim assignee.—C.A., 1875. *Major & Chadwick*, R., 33.

5. Une personne qui, bien que n'étant pas partie à un procès, y est intéressée, peut, en son propre nom, interjeter appel du jugement qui l'a décidé.—C.A., 1893. *Rolland & La Caisse d'Economie Notre-Dame*, 4 R. J.O., 314.

6. Le défendeur en garantie, dans le cas de garantie formelle, peut appeler en son nom personnel du jugement rendu sur l'action principale, lors même qu'il n'a pas pris le fait et cause du défendeur principal.—C. A., 1892. *Robert & Laviolette & Desjardins*, 1 R.J.O., 286.

7. A tutor cannot legally appeal without being specially authorized by the court.—C. A., 1872. *Bessener & DeBeaujeu*, 16 J., 224.

1210. L'appel peut être exercé durant le délai accordé pour demander une révision devant trois juges, ou après que la procédure sur cette révision a été commencée, si la partie qui a adopté cette procédure l'a discontinuée.—C.P.C., 1118, *partie, amendé*; 54 V., c. 48.

1. *Idem.*

1211. L'appel d'un jugement interlocutoire n'a lieu que sur la permission accordée par un des juges de la

by default, the delay is computed only from the expiry of the time allowed for filing an opposition thereto.—C.C. P., 1118, *in part amended*; 54 Vic., c. 48.

8. The curator to a person interdicted cannot appeal from a judgment, until he is authorized by the judge, or the prothonotary, but he will be given a delay to procure the authorization, the authorization of the tutor stands on a different footing from that of the wife.—C.A., 1883. *Clément & Francis*, R., 34.

9. Where a party to a suit is interdicted for prodigality *pendente lite*, he ceases to be capable of any further proceeding in the cause, and the instance must be taken up in his behalf by the curator appointed to him.—C.A., 1889. *Greene & Mappin*, 5 M.L.R., 108; 17 R.L., 584.

10. An appeal instituted in the name of a party who has died while the case was *en délibéré* in the court below is null and void, and a petition, by the alleged legal representative of such deceased party, to take up the instance, cannot be allowed.—C.A., 1874. *Kerby & Ross*, 18 J., 148.

11. After the instance has been taken up in the place of a dead appellant, it is not competent to the respondent to move to quash the writ of appeal, on the ground that it issued in the name of a person who was dead previously to the issue of the writ.—C. A., 1874. *Haggarty & Morris*, 19 J., 103.

12. L'exécuteur testamentaire poursuivant le paiement d'une dette de la succession peut appeler du jugement qui a renvoyé son action, sans être tenu d'obtenir le consentement préalable des héritiers.—C.A., 1896. *Hudon & Hudon*, 5 R.J.O., 457.

13. V. art. 1208, n. 2, art. 1220, n. 25, sur la question d'autorisation.

14. Appellant could not join to an appeal from judgment in review, an appeal from the original judgment in the Circuit Court, from which he had not appealed within the delay fixed by art. 1143 C.C.P.—C.A., 1883. *Logan & Kilgour*, 3 D.C.A., 336.

1210. Proceedings in appeal may be taken during the delay allowed for demanding a review before three judges, or after proceedings in review have been commenced, if the party who has taken such proceedings discontinues the same.—C.C.P., 1118, *in part, amended*; 54 Vic., c. 48.

1211. If the appeal is from an interlocutory judgment, it must first be allowed by one of the judges of the

cour du banc de la reine, sur requête sommaire, accompagnée de copie des pièces de la procédure qui peuvent être nécessaires pour décider si le jugement en question est susceptible d'appel, et tombe dans l'un des cas spécifiés en l'article 46 ; mais le juge devant qui telle demande est faite peut la renvoyer, s'il le juge à propos, à la cour alors siégeant, si la demande est faite pendant un terme, ou l'ajourner au premier jour du terme alors suivant, si elle est faite lors de terme.

Cette demande doit être faite dans les trente jours qui suivent immédiatement la prononciation du jugement et ne peut être reçue ensuite.—C.P.C., 1119 ; 54 V., c. 48 ; 56 V., c. 42, s. 1.

1. S.R.B.C., c. 71, s. 26, § 4.

2. A motion for leave to appeal may be made, without a substitution, by one of the appellant's attorneys of record in the court below.—C.A., 1880. *Board of Temporalities & Minister and Trustees of St. Andrew's Church*, 3 L.N., 379.

3. V. art. 69, n. 23.

4. The court will not grant leave to appeal from an interlocutory judgment while the record is before the court of review on an inscription from the same judgment.—C. A., 1884. *Burroughs & Merriman*, 7 L.N., 299.

5. Where an appellant obtains the leave of the court to be allowed to appeal from an interlocutory judgment, and since the allowance of the appeal has not further moved in the cause, and has failed and neglected to sue out a writ of appeal as he was bound to do in due course, the court of appeals will at its next term rescind and annul its order allowing the appeal.—C.A., 1863. *Hoffnung & Porter*, 7 J., 301 ; 11 K.J.R., 422.

6. Celui qui veut appeler d'un jugement interlocutoire doit exciper de ce jugement lorsqu'il est rendu.—C.S., 1853. *Benjamin vs Gore*, 2 R.J.R., 327 ; Con. R., 12 ; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

7. An application to be permitted to appeal from an interlocutory judgment, which is not made during the prescribed delay, is not too late when the applicant had previously sued out a writ of appeal *de plano*, which was set aside as having issued irregularly.—C.A., 1862. *Wardle & Bethune*, 6 J., 221 ; 10 R.J.R., 421.

8. Motion for leave to appeal being

Court of Queen's Bench, upon a summary petition, accompanied with copies of such portions of the record as may be necessary to decide whether the judgment in question is susceptible of appeal, and falls within one of the cases specified in Article 46 ; but the judge before whom such application is made may, if he deems it advisable, refer it to the court then sitting, if the application is made during term, or may continue it to the first day of the next term, if it is made out of term

The application must be made within the thirty days next after such rendering of the judgment, and cannot be received afterwards.—C.C.P., 1119 ; 54 Vic., c. 48 ; 56 Vic., c. 42, s. 1.

served on respondent, he filed a renunciation to the judgment in his favour and offered to pay costs, but did not tender it on appellant's motion. Rejected on respondent paying costs.—C.A., 1874. *Bellay & Guay*, R., 48.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

9. Where a term is fixed within which a right has to be exercised, the proceeding necessary for the exercise of such right must be served upon the adverse party, and afterwards presented, before the expiration of such term. Therefore, notice of the presentation of a summary petition for leave to appeal from an interlocutory judgment, must be served upon the adverse party, and the petition afterwards presented, within the thirty days allowed for making such application under 56 Vic. (Que.), ch. 42.—C.A., 1897. *Letang & Burland*, 6 R.J.O., 175.

10. Si, sur une action en reddition et en réformation de compte, un compte a déjà été rendu, en conformité avec la première partie des conclusions de la demande, le jugement qui accorde ensuite la réformation, au moins pour partie de compte rendu avant l'institution de l'action, est un jugement final, dont il y a appel *de plano* et sans requête.—C.A., 1899. *Coristine & Harves*, 2 R.P., 83.

11. Un jugement accordant à la demande de la femme la séparation de corps et de biens, maintenant la saisie-gagerie pratiquée en vertu de l'article 204 C.C., et ordonnant la nomination d'un praticien pour établir les droits et reprises de la demanderesse, mais réservant jusqu'au jugement final dans la cause l'adjudication quant à la garde des en-

fants, la pension alimentaire et les frais d'action, est un jugement appellable *de plano* et sans requête.—C.A., 1890. *Mitchell & Hefernon*, 2 R.P., 87.

12. The interlocutory judgments mentioned n. art. 46 C.P., are definitive judgments which cannot be revised by the judgment on the merits of the case.

In an action of boundary, the judgment homologating the surveyor's *procès-verbal* fixing the division line between properties to be bounded, and ordering boundary marks to be placed, is a judgment of a definitive character, which binds the judge of the merits, and must be especially appealed from within the delay fixed by the Code.—C.R., 1898. *Singster vs Lacroix*, 1 F.P., 407; 14 R.J.O., 89; CASALT, CARON & ANDREWS, JJ.

Dans le même sens : *Darry vs Rodier*, 14 R.J.O., 372, citée sous l'art. 1003, n. 15.

1212. Cette déclaration doit être signifiée à la partie adverse et est suivie, s'il y a lieu, d'une ordonnance appelant la partie adverse à donner ses raisons contre l'octroi de la demande ; et la signification de cette ordonnance a l'effet de suspendre toutes les procédures devant la cour inférieure.—C.P.C., 1120 ; 54 V., c. 48.

1. S.R.B.C., c. 77, s. 26, § 4-5.

2. Where a party condemned to costs has applied for permission to appeal, no execution will be granted by the prothonotary un-

1213. L'appel est formé au moyen d'une inscription déposée au greffe de la cour qui a rendu jugement, et avis doit en être signifié à la partie adverse ou à son procureur.

Cette inscription doit contenir la désignation des parties, la date du jugement dont est appel, la désignation des cautions proposées et un avis de la date, de l'heure et du lieu auxquels les cautions comparaitront pour signer l'acte de cautionnement.

Le cautionnement doit être donné dans les cinq jours qui suivent la production de l'inscription, ou dans tel autre délai que fixera un des ju-

13. An appeal to the Queen's Bench, from an interlocutory judgment of the superior court according a certain delay for the specific performance of an obligation, where the appellant has given security that he will effectually prosecute the appeal and that he will satisfy the condemnation and pay all costs and damages adjudged in case the judgment appealed from is confirmed, deprives the superior court of all further jurisdiction in the case.—C.S., 1898. *La Ville de St-Louis vs Montreal Park & Island Ry.*, 1 R.P., 255 ; MATHIEU, J.

V. art. 1214, n. 55 ; 1216, n. 6.

14. V. art. 46 pour autres arrêts définissant ce qu'il faut entendre par jugements interlocutoires.

15. V. art. 1213 sur le droit de reviser les jugements interlocutoires rendus dans une cause inscrite en appel du jugement final.

1212. The petition must be served upon the opposite party, and, if required, is followed by a rule calling upon such opposite party to give his reasons against the granting of the appeal ; and the service of such rule upon him has the effect of suspending all proceedings before the court from which the appeal is taken.—C.C.P., 1120 ; 54 V., c. 48.

til the motion is decided.—C.S., 1882. *Payette vs Hatton*, 5 L.N., 239.

3. V. art. 1211, n. 9.

4. V. art. 1213, n. 14 et s. concernant la signification des procédures en appel.

1213. Proceedings in appeal are brought by means of an inscription filed in the office of the court which rendered the judgment, of which notice must be served upon the opposite party or his attorney.

The inscription must contain a description of the parties, the date of the judgment appeal from, a description of the sureties proposed, and a notice of the date, hour and place when and where the sureties are to appear to sign the bond.

Such security must be given within five days after the inscription is so filed, or within such further delay as

ges de la cour qui a rendu ce jugement.

Si le cautionnement n'est pas fourni dans les délais prescrits, la partie adverse peut obtenir du protonotaire un certificat de défaut, et l'inscription en appel est ensuite censée désertée, sauf recours.

Les frais encourus sur la procédure ainsi désertée sont taxés par le protonotaire.—*Nouveau, partie*; C. P. C., 1121; 54 V., c. 48.

1. S.R.B.C., c. 77, ss. 26-28.

2. Rap. C.—Les trois derniers paragraphes de l'article 916 (1213) introduisent des règles nouvelles relatives au renvoi de l'appel en cas d'inexécution du cautionnement.

Aux termes de l'article 1121 du présent code, l'inscription est produite au greffe de la cour qui a prononcé le jugement dont est appel, tandis qu'en vertu de l'article 1124, le protonotaire prépare le dossier après que le cautionnement a été donné. La question se présente donc de savoir quel tribunal est saisi de l'appel pendant l'intervalle entre l'inscription et le cautionnement. Les amendements apportés ont pour effet de laisser la cour de première instance saisie de l'appel jusqu'à l'exécution du cautionnement. Si le cautionnement n'est pas donné dans les délais prescrits, l'intimé pourra obtenir un certificat à cet effet du protonotaire, après quoi l'appel est censé déserté, article 916, (1213). Aussitôt après l'exécution du cautionnement, le protonotaire transmettra copie de l'inscription et du cautionnement à la cour d'appel, qui pourra, dès ce moment, décider les contestations auxquelles ces procédures donnent lieu, articles 917-923, (1216, 1220). Le protonotaire préparera ensuite et transmettra le dossier, article 919, (1216).

3. An appeal may be instituted from a judgment dismissing a petition for release under a *capias* and from various other interlocutory orders or judgments in connexion with such *capias*, rendered partly by the court below and partly by a judge thereof in chambers, by one and the same writ and without obtaining the previous permission of the Court of Queen's Bench to appeal from such interlocutory orders or judgments.—C.A., 1875. *Phillips & Sutherland*, 10 J., 134.

4. L'appel du jugement final de la cour supérieure soulève de nouveau tous les jugements interlocutoires rendus dans la cause, et le défaut par un défendeur d'exciper ou d'appeler d'un jugement interlocutoire renvoyant son exception à la forme, ne l'empê-

a judge of the court which rendered the judgment may order.

If security is not given within the prescribed delays, the opposite party may obtain from the protonotary a certificate of default, and the inscription in appeal is thereupon held to be abandoned and of no effect, saving any recourse which may appertain to the appealing party.

The costs incurred upon the proceeding so abandoned are taxed by the protonotary.—*New, in part*; C. P. C., 1121; 54 Vic., c. 48.

che pas de discuter ce jugement sur l'appel du jugement final, l'interlocutoire n'étant pas chose jugée sur les questions soulevées par son exception à la forme.—C.A., 1885. *Métras & Trudeau*, 1 M.L.R., 347.

5. Lorsque l'appellant d'un jugement final veut aussi interjeter appel des jugements interlocutoires rendus dans la cause, il faut les mentionner dans le bref et les griefs d'appel, à moins que la décision contenue dans l'interlocutoire se trouve aussi comprise dans le jugement final.—C.A., 1889. *Stefani & Monbleau*, 5 M.L.R., 23.

6. Sur appel au mérite, pour renverser un jugement interlocutoire rejetant une exception à la forme rendue dans la cause, il faut mentionner dans les griefs d'appel que le jugement interlocutoire est erroné.—C.A., 1877. *Dunning & Girouard*, 9 R.L., 177.

7. Where there has been no application for leave to appeal from an interlocutory judgment of the Superior Court, the Court of Queen's Bench sitting in appeal, when the case comes before it on the final judgment, is not precluded from revising and reversing an interlocutory judgment which laid down a principle which the court considers to be erroneous, and which was re-affirmed by the final judgment in the case. But interlocutory judgments settling mere matters of procedure, representing as they usually do the exercise merely of a judge's discretion, and not affecting the principle upon which the final judgment is based, should not be subject, as a general rule, to reconsideration either upon the final hearing upon the merits in the first court, nor, *a fortiori*, upon appeal to the Court of Queen's Bench from such final judgment. Where such interlocutory judgments seriously affect the rights of the parties, application for leave to appeal should be made within the stipulated delay of thirty days, and if not so made, the party should be held to have acquiesced in them. When an appellant from a final judgment is serious (even if mistaken) in considering that such final judgment has been controlled

or modified by an erroneous principle laid down in an interlocutory judgment, it is his right to seek relief from it on the final appeal, and it is his duty to give his adversary notice of that intention, either in the inscription, as in this case, or by a notice accompanying an inscription in the ordinary form.—C.A., 1898. *Bayard & Dinelle*, 7 R. J.O., 480.

8. Une inscription en appel signifiée à l'intimé, le 8 juillet 1896, et produite au greffe le lendemain, sans autre avis de l'appel, est irrégulière. La signification d'une copie de l'inscription, avant que l'original eût été revêtu des timbres voulus par la loi et déposé au greffe n'est pas l'avis requis par l'art. 1213 C.P., et ne peut être considérée comme une signification de l'appel à l'intimé.—C.A., 1896. *Evans & Francis*, 5 R. J.O., 417.

V. *infra*, n. 17 et 18.

9. Sur un appel, il n'est besoin d'assigner que les parties intéressées dans la contestation soulevée.—C.A., 1853. *Devill & Burroughs*, 5 L.C.R., 70; 4 R.J.R., 289.

10. On an appeal all the parties on the adverse side in the court below must be made respondents.—C.A., 1874. *Brewster & Sarnes*, 18 J., 195.

11. Il est loisible aux parties litigantes, qui ont plaidé séparément dans le procès initial et pendant devant la cour de première instance, de ne faire émettre qu'un seul bref d'appel du jugement rendu contre eux.—C.A., 1868. *Spelman & Robidoux*, 12 J., 227.

12. Where two oppositions were filed claiming separate portions of the property seized.—*Held*: that one writ of appeal can be sued out against two judgments dismissing both oppositions.—C.A., 1880. *Dionne & Ross*, 3 L.N., 299.

13. Appellant took a writ of appeal in which the judgment complained of was referred as of the 20th March. Seeing this to be an error, he took out, with a view of saving costs, what was called an "alias writ." Subsequently he asked leave of a judge in chambers to be allowed to affix the full stamps as on an original writ. This was

1214. Au jour fixé dans l'avis, l'appellant doit donner bonne et suffisante caution de poursuivre effectivement l'appel, de satisfaire à la condamnation et de payer les dépens et dommages qui seront adjugés au cas où le jugement serait confirmé; autrement, il doit déclarer par écrit au greffe du tribunal dont est appel qu'il ne s'oppose pas à l'exécution du jugement rendu contre lui, ou il doit produire une copie de l'ordonnance permettant

granted by Mr. Justice Taschereau, subject to all objections. Respondent having moved to reject the appeal on the ground that the first writ was a nullity, and that *alias* writ should be a copy of the former writ.—Although the original writ was null, the words calling the second writ "alias writ" were merely surplusage, and the motion was dismissed.—C.A., 1874. *Bernier & Gaumond*, 18 J., 209.

14. Motion to reject appeal, the service being irregular. The service was made on Maloin & Maloin, attorneys of respondent in the court below, by serving a copy personally on Philippe Maloin. The attorney in the court below was Jacques Maloin, and a different person from Philippe Maloin and not merely a misnomer. The time for appeal had expired. Appeal rejected.—C.A., 1882. *Gauvin & Rochette*, 5 L.N., 142.

15. La signification d'un bref d'appel, faite au procureur *ad litem* de la partie adverse, en personne, dans les États-Unis d'Amérique, où il se trouve en villégiature, est légale.—C.A., 1886. *Gilmour & Hall*, 14 R. L., 524.

16. La signification de copie de requête, avis et cautionnement, au domicile du procureur *ad litem*, est suffisante.—C.A., 1860. *Bédard & The Corporation of St-Charles Borromée*, 10 L.C.R., 429; 8 R.J.R., 444.—C.A., 1883. *Lessard & Genel*, 6 L.N., 154.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

17. L'inscription en appel devant la cour du Banc de la Reine doit être produite, au bureau du protonotaire de la cour qui a rendu le jugement dont est appel, avant la signification de l'avis d'appel et de cautionnement à la partie adverse ou à son procureur.—C.A., 1898. *Garon & Noel*, 2 R.P., 26.

18. The inscription of a case in appeal to the Court of Queen's Bench must be filed in the office of the prothonotary of the court which rendered judgment, before service of notice on the adverse party or his attorney.—C.A., 1897. *Inkiel & Laforest*, 7 R.J.O., 454.

V. *supra*, n. 8.

1214. On the day fixed in the notice, the appellant must give good and sufficient security that he will effectually prosecute the appeal, that he will satisfy the condemnation and pay all costs and damages adjudged in case the judgment appealed from, is confirmed; or else he must declare in writing in the office of the court whose judgment is appealed from, that he does not object to the judgment rendered against him being executed, or

l'exécution provisoire du jugement dont est appel ; et, en ces cas, il n'est tenu que de donner cautions de payer les frais d'appel, s'il succombe ; et, si le jugement est infirmé, la partie adverse qui l'a fait exécuter n'est tenue de remettre à l'appelant que le montant net prélevé par l'exécution, avec l'intérêt légal, ou les choses dont elle a été mise en possession, avec les fruits et revenus.—C. P. C., 1122, amendé ; 54 V., c. 48.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Action en déclaration d'hypothèque	24
Action en nullité	33
Action en partage	37
Actiou en reddition de compte	34
Amendement	18, 19
Appel conjoint	2, 54
Avis de cautionnement	6 à 12
Avocat	3, 4
Caution hypothécaire	14 à 18, 20
Contrainte	39
Cour de circuit	29
Déchéance	50 à 53
Délai additionnel	6
Dépens et dommages	27
Dépôt	26
Désaveu	2
Désistement	7
Étendue du cautionnement	23 à 37
Exécution du jugement	44 à 49
Frais	46 à 49
Jugement de distribution	35
Jurisdiction	58
Lieu du cautionnement	10
Mandamus	36
Nombre de cautions	13, 16
Novation	43
Objection au cautionnement	21, 22
Opposition	31, 32
Pension alimentaire	40, 41
Poursuite contre caution	9, 38 à 45

1. Rap. C.—L'article 917 (1214 n.c.) permet à la partie contre laquelle l'exécution provisoire a été prononcée de donner caution pour les frais seulement, lorsqu'elle interjette appel. Si, par la suite, la cour d'appel, usant du pouvoir qui lui est conféré par l'article 508 (597 n.c.), suspend l'exécution provisoire, elle devra condamner l'appelant à donner le cautionnement ordinaire.

2. Application to enter bail and security for three joint appellants, will be refused and rejected if one of the parties disavows proceedings and refuses to participate therein.—C.A., 1870. *Muir & Muir*, 15 J., 79 ; 21 R.J.R., 382.

he must file a copy of any judgment ordering provisional execution of the judgment appealed from, in which cases he is only bound to give security for the payment of the costs in appeal, if he fails; and, if the judgment is reversed, the respondent who has caused the judgment to be executed is bound to refund to the appellant the net amount only of the moneys levied by execution, together with legal interest, or to restore the property of which he was put in possession, together with the rents, issues and profits since.—C. P. C., 1122, amended ; 54 Vic., c. 48.

3. Un avocat pratiquant ne peut se rendre caution sur appel de la cour supérieure, sans enfreindre la 6e règle de cette cour, la pratique de se rendre ainsi caution est irrégulière et doit être discontinuée.—C.A., 1890. *Lemelin & Larue*, 10 L.C.R., 190 ; 8 R.J.R., 337.

4. A bond in appeal by an attorney at law is valid, notwithstanding the 6th Rule of Practice, and assuming that Rule to be applicable to such a bond.—C.A., 1861. *Fournier & Cannon*, 6 Q.L.R., 228.

5. It is necessary to give notice to the opposite party before putting in security for an appeal to the Queen's Bench from a judgment of the Superior Court.—C.A., 1883. *Dorion & Dorion*, 6 L.N., 325 ; 3 D.C.A., 387.

6. In giving notice of security in appeal an additional day is not required for every five leagues distance.—C.A., 1877. *Fitch & Hamel*, 4 Q.L.R., 52.

7. A notice subsequently given of security in appeal is a waiver and revocation of a notice of such security already given for a previous day.—C.A., 1858. *Sullivan & Smith*, 2 J., 160 ; 6 R.J.R., 456.

8. A bond in appeal entered into before the issue of the writ of appeal is null and void.—C.A., 1860. *Burroughs & Simpson*, 11 L.C.R., 72 ; 5 J., 20 ; 9 R.J.R., 2.

9. Avis fut donné le 15, que cautionnement en appel serait fourni le 17 ; un autre avis fut donné que ce même cautionnement serait fourni le 18 ; néanmoins le cautionnement fut donné en vertu du premier avis ; le premier avis et le cautionnement fourni en vertu de ce premier avis, se trouverent insuffisants, le premier avis ayant été annulé au moyen du second.—Jugé : qu'une action ne pouvait être portée contre les cautions sur un cautionnement déclaré nul en appel, pour les causes ci-dessus énoncées.—C. S., 1860. *Smith vs Egan*, 10 L.C.R., 238 ; 8 R.J.R., 351 ; SMITH, J.

10. Les intimés servirent un avis sur le procureur des appelants qu'ils donneraient caution sur appel au conseil privé, le samedi, 18 août, en la chambre des juges au palais de justice. Le cautionnement ne fut pas fourni ce jour, mais avis fut donné le samedi, que le cautionnement serait fourni en chambre, le lundi. Le cautionnement fut donné ce jour, non pas en chambre, mais à l'hôtel du juge; l'une des cautions ayant signé le cautionnement dans l'avant-midi.—*Jugé*: Sur motion pour faire mettre le cautionnement de côté comme irrégulier et donné sans avis suffisant, que le cautionnement devait suffire, mais permettant aux parties intimées de faire telles objections à la suffisance du cautionnement qu'elles auraient pu légalement faire lorsqu'il fut fourni.—C.A., 1860. *Gibb & The Beacon Life and Fire Assurance Co.*, 10 L.C.R., 402; 8 R.J.R., 433.

11. Security in appeal cannot be legally given, in the absence of the opposite party, on a day different from that stated in the notice.—C.A., 1875. *Charbonneau & Davis*, 20 J., 167.

12. Un cautionnement donné un autre jour que celui pour lequel l'avis a été donné, ne sera pas rejeté si la partie n'a pas souffert de l'irrégularité et ne se plaint pas de l'insolvabilité des cautions.—C.A., 1880. *The Canada Investment Co. & Hudon*, 2 D.C.A., 128; 25 J., 227.

13. Une seule caution hypothécaire suffit.—C.A., 1877. *Ficla & Hamel*, 4 Q.L.R., 52.

14. A security bond in appeal is not sufficient if given over real estate, the title deed of which is not enregistered.—C.A., 1874. *Prince & Morin*, 18 J., 208.

15. Motion to have an appeal dismissed because there was only one surety, and he had not justified.—*Held*: that when there is only one surety, he must justify on real estate. A new bail bond was offered and received, appellant paying costs of motion.—C.A., 1876. *Marshall & Coffing*, 7 R.L., 575.

16. When security in appeal is given by one person he should give the designation and description of his real estate.—C.A., 1875. *Dawson & Desjossès*, 1 Q.L.R., 121.

17. Lorsque le cautionnement est donné par deux cautions sur appel de la cour de circuit à la cour du banc de la reine, il n'est pas nécessaire que l'une ou l'autre déclare être propriétaire de biens-fonds de la valeur de 50 au-dessus de toutes charges, et cela ne devient nécessaire que dans le cas où le cautionnement est donné par une seule caution.—C.A., 1864. *Dupont & Grange*, 15 L.C.R., 36; 13 R.J.R., 419.

18. A security bond in appeal from the circuit court may be amended by supplying the description of the real estate on which the security justified, and which had been omitted in the bond.—C.A., 1879. *The Montreal Cotton Co. & The Corporation of Valleyfield*, R., 51; 24 J., 159.

19. Where certain words were omitted from the surety bond in appeal, and motion was made to dismiss it on that ground.—*Held*: that the court of appeal would allow the amendment of a bond which had been filed in the court of original jurisdiction in order to be allowed to prosecute the appeal.—C.A., 1867. *Taylor & Molleur*, 17 L.C.R., 376; 16 R.J.R., 344.

20. Appellant not being able to find qualified security for her appeal, made over a certain property, which was mortgaged to the respondent for \$10,000, and which was the very property in dispute, by a deed in which it was stipulated that they would neither sell nor mortgage the property, and that they would return it to her if she paid the judgment.—Neither the purchaser nor the vendor had the full title to them. New security ordered.—C.A., 1880. *Robert & The Trust & Loan Co.*, 3 L.N., 378.

21. Notice was given that security would be put in on a certain day, and the respondent appeared and required the sureties to justify. The sureties justified as required and no objection was offered. Now a motion was made, supported by a number of affidavits, alleging that at the time these sureties justified, the party respondent thought they were both holders of real estate, and that he had since discovered that they are not holders of real estate; that they are insolvent, and he desired to force the appellant to give new security.—*Held*: that the respondent was too late with his objection. He alleged no new fact. He did not say that they had become insolvent since, but simply that he had been mistaken. If such an application were allowed it would lead to endless litigation. The court would have to order an *enquête* as to whether these facts were true. Motion rejected.—C.A., 1877. *Faulker & Lapointe*, 4 *Stephen's Digest*, p. 67, n. 333.

22. An appellant will not be ordered to give new security, because one of his sureties admits and declares that he was really insolvent at the time he signed the bond, although he then declared he was solvent.—C.A., 1877. *Riddell & McArthur*, 22 J., 78.

23. Le cautionnement judiciaire doit être pour une somme fixe de deniers, et le cautionnement judiciaire dans l'instance, ayant été enregistré sur les immeubles du demandeur, ce dernier a droit de demander la radiation de la dite hypothèque.—C.R., 1885. *Lavallée vs Paul*, 30 J., 164; JOHNSON, DOHERTY & MATHIEU, JJ.

24. Le cautionnement donné par le condamné sur une action en déclaration d'hypothèque ne doit pas être estimé en y comprenant la valeur de l'immeuble dont le délaissement est ordonné, ou de la somme à être payable dans le cas où le défendeur ne délaisserait pas, mais seulement pour les condamnations en argent auxquelles il peut être condamné.—C.A., 1853. *Rochette & Ouellet*, 9 Q.L.R., 361; 6 L.N., 412.

25. Nevertheless the bond should be in terms of art. 1124 C.P.C., and the prothonotary ought not to limit its terms to the payment of costs.—*Idem*, 6 L.N., 412.

26. And when the defendant makes a deposit instead of giving security which the prothonotary has declared should be for the payment of costs only, a motion to set aside the deposit as insufficient will be rejected if it appears to the court that the deposit is sufficient to cover any condemnation in money, whether for costs or otherwise, to which the defendant is liable to be condemned, and the prothonotary's order will be amended.—*Idem*.

27. Le cautionnement sur l'appel qui n'est donné que pour "dépens et dommages," et non pas pour satisfaire à la condamnation, est nul et doit être rejeté.—C. A., 1858. *Métrissé & Brault*, 2 J., 303; 7 R.J.R., 66.

28. Un cautionnement pour \$500.00, lorsque le jugement dont on appelle excède \$600.00, en capital, intérêts et frais, est insuffisant, et il sera rejeté sur motion faite, même après la production des factums.—C. A., 1879. *McGreery & Doucet*, 10 R. L., 535.

29. Le cautionnement pour appel d'un jugement de la cour de circuit doit être dans les termes de l'article 1143, que l'appelant poursuivra l'appel, répondra à la condamnation et paiera les frais au cas où le jugement serait confirmé; et une obligation de la part de la caution de payer une somme de \$200 dans le cas où l'appelant ne poursuivrait pas l'appel, ne répondrait pas à la condamnation et ne paierait pas les frais si le jugement est confirmé, n'est pas un cautionnement suffisant.—C.A., 1881. *Fellon & Bélanger*, 2 D. C.A., 107.

30. Where a judgment orders the issue of a writ of *contrainte* against a defendant and his imprisonment until he shall have paid the debt, interest, costs and subsequent costs in the cause by virtue of a previous judgment, and on an appeal from the judgment ordering the *contrainte*, the sureties obligate themselves that W. B. (the defendant) shall effectually prosecute the appeal of the said judgment and pay such condemnation money, costs and damages as shall be adjudged in case the said judgment or sentence of the Superior Court be affirmed, the sureties in the event of the confirmation of the judgment, are not immediately liable to the plaintiff for more than the costs of the appeal, and are not liable for the balance of the condemnation money against the defendant until the plaintiff has first enforced the order for *contrainte* against the defendant.—The plaintiff is liable for the costs of the contestation, although the defendant pleaded the general issue.—C.S., 1860. *Whitney vs Brooks*, 5 J., 161; 9 R.J.R., 175; *BADGLEY, J.*

31. A defendant and opponent appealing from a judgment dismissing his opposition

to the seizure of his lands, must give security to answer the condemnation of the principal judgment in the case.—C.A., 1862. *Coutlée & Rose*, 6 J., 180; 10 R.J.R., 256.

32. In the case of an appeal by opposants claiming an immoveable seized, from a judgment dismissing their opposition with costs, the appellants are not bound to give security for the amount of the plaintiff's judgment.—A deposit of \$3000 in money in the hands of the prothonotary is a sufficient security under the circumstances.—C.A., 1880. *Lionne & The Molsos Bank*, 25 J., 226; 2 D.C.A., 114.

33. The defendant appealed from a judgment annulling a donation and ordering him to cancel the registration thereof.—*Held*: that the defendant must give security not only for costs but for the due accomplishment of the condemnation.—C.S., 1882. *McCord vs McCord*, 5 L.N., 246; *MATHIEU, J.*

34. In the case of an appeal from a judgment ordering the appellant to render account, security for costs alone is sufficient. Where the bond is completed in such a case, without justification and in the absence of the opposite party, who was present, however, when the securities presented themselves, (contending that they ought to justify for a considerable amount to cover the possible balance of account), the court will not set aside the security bond as irregular or illegal, but will reserve to the appellant his right to attack the solvency of the securities.—C.A., 1875. *Brooke & Dallimore*, 20 J., 176.

35. On an appeal from a judgment dismissing the contestation of a report of distribution, the testator is obliged to give security for costs only.—C.A., 1883. *Pagman & Buchanan*, 6 L.N., 388; 27 J., 311.

36. On an appeal by the defendant from a judgment ordering a Railway Company to call the annual meeting within one month, or to pay a fine of \$2,000, security for costs only is insufficient, the security must be to satisfy the condemnation.—C.A., 1884. *The Montreal, Portland & Boston Railway Co. & Hallou*, 1 M. L.R., 72.

37. Le cautionnement en appel prescrit par l'art. 1214 C.P., ne doit pas être d'une somme déterminée, mais, en termes généraux, de satisfaire à la condamnation.

Lorsqu'un jugement dans une action en partage d'une somme déposée en mains tierces *pendente lite* fait l'attribution des parts des parties et ordonne au dépositaire mis en cause de payer au demandeur sa part de dépôt, le défendeur qui en appelle doit donner caution pour la somme qui représente la part du demandeur, aussi bien que pour les frais, à moins qu'il ne déclare par écrit qu'il ne s'oppose pas à l'exécution.—C. A., 1886. *Moore & Lamoureux*, 5 R.J.O., 532.

38. Sureties in appeal, when the judgment has been confirmed, and the court has not granted leave to appeal to the Privy

Council, are liable for the costs absolutely and they have no right to annex a condition to a tender of such costs, that the money shall be returned in the event of the Privy Council granting a special application to appeal, and the judgment being reversed on such appeal.—C.S., 1880. *Carter vs Ford*, 3 L.N., 412; JOHNSON, J.

39. A bond given as security for debt, interest and costs, on appeal by a defendant from the Superior Court to the Court of Queen's Bench, to the effect that the bondsmen will pay the condemnation money in case the judgment be confirmed, is binding, though the judgment of the Queen's Bench reversed the judgment of the court below, if the judgment of the Superior Court had been restored by the Judicial Committee of the Privy Council, and the effect is the same as if the judgment of the Superior Court had been affirmed by the Court of Queen's Bench.—C.A., 1887. *Lovrey & Routh*, 3 M.L.R., 304.

40. La condamnation qui doit être cautionnée en matière d'appel est celle qui est actuellement due, exigible et exécutoire. Partant, dans l'espèce, les termes de pension échus après le renvoi de l'appel (les autres avaient été payés) n'étaient pas convertis par le cautionnement, puisque, si l'appel n'avait pas eu lieu, la condamnation à payer ces termes n'aurait pas été plutôt exigible ou exécutoire.—C.S., 1897. *O'Leary vs Francis & Burroughs*, 12 R.J.O., 243; CIMON, J.

41. Il s'agissait dans cette cause du même jugement, du même cautionnement et du même appel que dans la cause précédente. Le demandeur ayant poursuivi le défendeur comme caution du nommé Evans, pour un terme de pension alimentaire échü le 1er novembre 1896.

Jugé:—Que le cautionnement ne comportait obligation de payer la condamnation que si le jugement dont appel était confirmé; que l'appel ayant été renvoyé, sur exception préliminaire du demandeur, intimé sur cet appel, pour irrégularité de l'inscription, l'appel n'avait jamais été entendu au mérite; que partant le jugement de la cour supérieure n'avait pas été confirmé, et la condition stipulée au cautionnement ne s'était jamais accomplie.—C.S., 1897. *Francis vs O'Leary*, 12 R.J.O., 254; CIMON, J.

42. Des cautions en appel sont tenues des frais d'appel dans le cas où le jugement de la cour inférieure, rendu dans une action hypothécaire, est confirmé, quoiqu'un délaissement soit fait par les défendeurs avant signification du jugement de la cour de première instance, et quoiqu'aucun jugement ne fût rendu en cour inférieure pour les dépens, mais seulement un jugement condamnant les défendeurs à payer la dette et les frais, si mieux ils n'aimaient délaisser la propriété hypothéquée.—C.S., 1863. *Fisher vs Provencher*, 13 L.C.R., 160; 11 R.J.R., 327; MONK, J.

43. Where one of the sureties on an appeal bond became insolvent, and respondent's attorneys accepted \$200 "pour valoir comme cautionnement en appel et en tenir lieu à raison de l'insolvabilité d'une des cautions," this did not operate a novation of the suretyship, but the same remained binding and effective.—C.S., 1892. *Trudeau vs Fahey*, 2 R.J.O., 449; DAVIDSON, J.

44. The securities on an appeal are not bound for the condemnation money, when the appellant files a declaration to the effect that the judgment appealed from can be executed; although the appeal bond has been given in the usual way.—C.S., 1850. *Chamelle vs Rapin*, 4 J., 293; 8 R.J.R., 249; MONK, J.

45. Une action ne peut être portée contre les cautions sur un cautionnement déclaré nul en appel.—C.S., 1860. *Smith vs Egan*, 10 L.C.R., 238; 8 R.J.R., 351; SMITH, J.

46. Where security in appeal is given for the costs only, the consent of the attorney of the party that the judgment of the court below be executed is sufficient.—C.A., 1877. *Fiola & Hamel*, 4 Q.L.R., 52.

47. Where a party appealing to the Privy Council has given security for costs only, and has filed a declaration that he has no objection to execution going out for condemnation money, the court will not allow the record to be remitted to the court below, in order to enforce such execution.—C.A., 1870. *Painchaud & Hudon*, 15 J., 112.

48. The issue and service of a writ of appeal cannot stay execution unless security be also given, and an opposition based on the mere issue and service of such writ, without security, will be rejected on motion.—C.S., 1878. *Booth vs Bastien*, 22 J., 41; MAC-KAY, J.

49. Un avocat n'est pas tenu, quand l'appelant dans une cause n'a laissé exécuter le jugement de la cour inférieure, de restituer les frais qu'il a reçus au moyen de la distraction qui lui en a été accordée, lors même que l'arrêt en vertu duquel il les aurait reçus, serait ensuite rétracté par la cour d'appel.—C.S., 1876. *Holton vs Andrews*, 3 Q.L.R., 19; DORION, J.

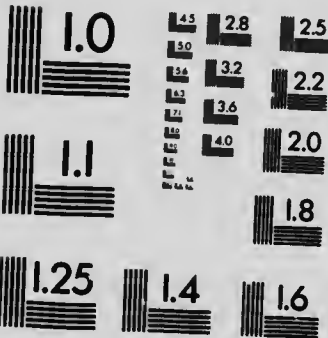
50. Where the security on an appeal from the circuit court has not been put in within the delay required by art. 1143 of the Code of C.P., the appeal must be dismissed.—C.A., 1879. *Carter & Lalanne*, 24 J., 160.

51. In order to be admitted to give security after the expiry of fifteen days, the party must show, not only that the failure to give security in time was due to no fault attributable to him, but that he persisted in his intention to appeal at the earliest opportunity.—C.A., 1880. *Duquette & Brochu*, 3 L.N., 195.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

52. Lorsque la partie adverse a obtenu du protonotaire, aux termes de l'article 1213 du Code de procédure civile, un certificat du défaut de la partie qui a inscrit en appel de fournir le cautionnement requis, cette dernière ne peut plus obtenir la permission de fournir un cautionnement, l'inscription en appel étant censée désertée, sauf recours.—C.S., 1898. *Stuart vs Euard & La Cité de Montréal*, 14 R.J.O., 277; MATHIEU, J.

53. Si la caution offerte pour l'inscription en appel a omis de se présenter au jour dit, et qu'un certificat de défaut a été obtenu contre elle, le délai pour fournir le cautionnement ne peut être étendu par la cour, sur motion à cet effet.—C.S., 1899. *Baron vs Vallée*, 2 R.P., 137; MATHIEU, J.

1215. Ce cautionnement est reçu devant un juge ou le protonotaire du tribunal où le jugement a été rendu, qui peuvent faire prêter serment aux personnes offertes comme cautions et leur proposer toute question pertinente relativement à leur solvabilité.—C.P.C., 1123; 54 Vic., c. 48.

1. The Court of Montreal has no jurisdiction to order that the security for costs offered by the plaintiff, who appealed against a judgment of the court in the District of Montreal, should be taken before the prothonotary or a judge in the District of Rimouski.—C.S., 1877. *Fournier vs Delisle*,

1216. Aussitôt que le cautionnement a été exécuté, il est du devoir du protonotaire d'en transmettre une copie certifiée, avec copie de l'inscription, au greffier des appels à Québec ou à Montréal, selon le cas.

Il doit également faire et compléter sans délai, suivant les formes prescrites par la cour d'appel, le dossier de la cause avec une liste de toutes les pièces qui le composent et une copie de toutes les entrées faites aux registres, le tout certifié sous son seing et le sceau de la cour, et le transmettre au greffier des appels sur paiement de ses honoraires, droits et frais de port.

Le greffier des appels, sur réception des documents et du dossier, doit en envoyer un reçu au protonotaire.—

54. S'il n'est rendu qu'un jugement en faveur de plusieurs intimés, un seul appel et un seul cautionnement suffisent pourvu que ce cautionnement couvre les frais de tous les intimés.—C.A., 1898. *La Cie. du Chemin de Fer de la Vallée Est du Richelieu & Ménard*, 1 R.P., 202.

55. Sous le nouveau Code de procédure, qui laisse la cour de première instance saisie de l'appel jusqu'à l'exécution du cautionnement, la cour d'appel n'a pas juridiction pour renvoyer l'appel pour défaut de cautionnement.—C.A., 1897. *Marsan & La Banque d'Hochelaga*, 7 R.J.O., 40.

V. art. 1211, n. 13; art. 1214, n. 6.

56. V. art. 1249, pour cautionnements au conseil privé.

1215. The security must be received before a judge or the prothonotary of the court in which the judgment was rendered, who may swear the sureties offered and asked them any pertinent questions with respect to their sufficiency.—C.C.P., 1123; 54 Vic., c. 48.

21 J., 165; TORRANCE, J.

2. Le cautionnement en appel doit être donné au bureau du protonotaire de la cour supérieure où le jugement a été rendu, et non à l'endroit où siège la cour d'appel.—C.A., 1879. *McGreevy & Doucet*, 10 R.L., 535.

1216. When the security-bond has been executed, the prothonotary must forthwith transmit a certified copy of such bond and of the inscription, to the clerk of appeals at Quebec or at Montreal, as the case may require.

He must also forthwith make up and complete the record in the case according to the forms prescribed by the court of appeal, with a list of all the papers which form part of it and a transcript of all the entries in the registers, the whole certified under the signature and the seal of the court, and, upon being paid his fees, charges and the cost of transmission, must remit them to the clerk of appeals.

The clerk of appeals, upon receiving

Nouveau, partie; C.P.C., 1124, amendé; 54 V., c. 48.

1. S.R.B.C., c. 77, ss. 23, 42.3.

2. After the Prothonotary has received the acknowledgement of securities to a bond, and signed and stamped the same, it is not competent to the Prothonotary to refuse to send up the record on the ground that the bond was executed by error and surprise.—C.A., 1876. *Mallette & Lenoir*, 20 J., 293.

3. A security bond which has been duly signed by the Prothonotary and stamped cannot be set aside, by this Court, on the ground that the bond was executed by error and surprise.—C.A., 1876. *Mallette & Lenoir*, 21 J., 84.

4. Une partie ne peut produire en appel une pièce qu'elle a omis de produire en cour inférieure.—C.A., 1881. *Dorion & Champagne*, 2 D.C.A., 196.

1217. Si la copie de l'inscription et celle du cautionnement ne sont pas transmises sans délai, ou si le dossier n'est pas transmis dans les quinze jours qui suivent l'exécution du cautionnement, et si le protonotaire est en défaut, l'appelant peut obtenir d'un juge de la cour qui a rendu le jugement une ordonnance enjoignant au protonotaire de transmettre ces documents ou ce dossier.—C.P.C., 1125, amendé; 54 V., c. 48.

1. S.R.B.C., c. 77, ss. 29, 41.

1218. En tout temps après que le cautionnement a été exécuté, et avant l'expiration des cinq jours qui suivent la réception du dossier par le greffier des appels, l'appelant et l'intimé doivent, sous peine de forclusion, produire un acte de comparution au greffe des appels.—C. P. C., 1126, amendé; 54 V., c. 48.

1. S.R.B.C., c. 77, s. 31.

2. Rap. C.—L'article 921 (1218 n.c.), autorise la production des actes de comparution immédiatement après la réception, par le greffier des appels, des copies de l'inscription et du cautionnement. C'est le corollaire du système organisé par les articles 916 et 919 (1213, 1216 n.c.).

1219. A défaut de rapport du dos-

such records and papers, must send a receipt therefor to the prothonotary.—*New, in part*; C.C.P., 1124, amendé; 54 V., c. 48.

5. Motion on the part of respondent that the appeal be not heard until he can take proceedings in the Superior Court to reject from the record a document alleged to be *faux*, and that for this purpose the record be transmitted to the court below. Motion granted.—C. A., 1878. *Marquis & Van Courtland*, 1 L.N., 590.

V. art. 1203, n. 6.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. La cour du banc de la reine n'a pas juridiction pour décider sur les incidents d'une cause avant que le dossier ait été transmis.—C.A., 1898. *Guerin & Devine*, 1 R.P., 171.

7. V. art. 1211, n. 13; art. 1214, n. 55.

1217. If the copies of the inscription and bond are not forthwith transmitted, or if the record is not transmitted within fifteen days after the bond has been executed, and the prothonotary is in default, the appellant may obtain, from any judge of the court which rendered the judgment, a rule against him to transmit such documents or record.—C. C. P., 1125, amendé; 54 V., c. 48.

1218. At any time after security has been given, and before the expiry of five days after the record has been received by the clerk of appeals, the appellant and the respondent must each file a written appearance, in the office of the court of appeal, under penalty of being foreclosed.—C.C.P., 1126, amendé; 54 V., c. 48.

3. Where two parties, raising separate and distinct issues, appeal jointly by one and the same writ, the respondent may, with leave of the court, file separate appearances on each issue.—C.A., 1871. *The Glen Brick Coy. & Walker & Shackell*, 13 J., 257; 20 R. J.R., 170.

1219. In default of the record

sier dans les quinze jours qui suivent la réception du cautionnement, l'intimé peut, sur production d'un certificat à cet effet délivré par le greffier des appels, obtenir congé d'appel, à moins que l'appellant ne se justifie de sa négligence.—C.P.C., 1127; 54 V., c. 48.

1. La 61 V., c. 47, s. 5, a amendé cet article en ajoutant le mot "se" avant le mot "justifie."

2. Where the delay in returning a writ of appeal is caused by the neglect of the prothonotary, and not of the party appellant, the latter may nevertheless be condemned to pay the costs of the respondent's motion to have the appeal dismissed, his recourse being by direct action against the prothonotary.—C.A., 1866. *Ferrier & Dillon*, 2 L.C.L.J., 160; 16 R.J.R., 25.

1220. A moins que le tribunal n'en ordonne autrement, l'intimé peut, dans les huit jours qui suivent le temps fixé pour comparaître, opposer, par motion, les exceptions résultant :

1. Des irrégularités dans l'inscription ou la signification de l'avis ;
2. De l'insuffisance du cautionnement ;
3. De la non-existence ou déchéance du droit à se pourvoir en appel ;
4. De l'acquiescement au jugement rendu ;
5. Du désistement du jugement rendu.—C.P.C., 1128, amendé; 54 V., c. 48.

1. V. autorités sous articles 1213, 1214, 1216, 1221.

2. L'acquiescement peut être exprès ou tacite.

L'acquiescement exprès a lieu lorsqu'une partie déclare formellement qu'elle adhère au jugement et renonce à l'attaquer. Cet acquiescement n'est soumis à aucune forme particulière.—I. FUZIER-HERMAN, *v^o Acquiescement*, n. 197 et s.

3. Lorsque l'acquiescement est fait sous une condition qui doit être acceptée par l'autre partie, l'acquiescement devient irrévocable, du moment qu'il a été accepté sans restriction ni réserve. Mais s'il a été accepté en partie, ou sans les conditions qu'il exprime ou qu'il implique virtuellement, il ne forme pas un contrat parfait, et la partie

being transmitted within fifteen days after the bond has been executed, the respondent may, upon producing a certificate from the clerk of appeals to that effect, obtain a judgment discharging the appeal, unless the appellant proves diligence.—C.C.P., 1127; 54 Vic., c. 48.

3. It is for the appellant to show that the failure to send up transcript is not the fault of his attorney.—C.A., 1877. *Stewart & Black*, R., 36.

4. An appearance for the respondent need not be filed in the clerk's office, to enable the respondent to move to dismiss the appeal for want of the return of the writ.—C.A., 1875. *Furniss & The Ottawa and Rideau Forwarding Co.*, 20 J., 26.

1220. Unless the court otherwise orders, the respondent may, within eight days next after the period allowed to appear, set up by motion any exception resulting from :

1. Irregularities in the inscription or in the service of the notice thereof ;
 2. Insufficiency of the security-bond ;
 3. Non-existence or forfeiture of the right to appeal ;
 4. Acquiescence in the judgment ;
 5. Renunciation of the judgment.
- C.C.P., 1128, amended; 54 Vic., c. 48.

dont il émane peut le retracter.—*Idem*, n. 200-225 et s.

4. L'acquiescement tacite ou implicite résulte de tout fait, de tout acte duquel on doit induire que la partie accepte le jugement et renonce à l'attaquer par une des voies de recours que la loi met à sa disposition. Il peut résulter non seulement de faits, d'actes émanant directement de la partie, mais encore simplement du silence gardé par elle dans certaines circonstances déterminées. Il faut cependant qu'aucun doute ne puisse s'élever sur la volonté libre et réfléchie de la partie d'acquiescer au jugement rendu contre elle, et que l'acte accompli ou le silence gardé manifeste aussi clairement cette volonté que si la partie l'avait expressément formulée.—*Idem*, n. 230 et s.

5. Parmi les faits qui indiquent un ac-

- acquiescement au jugement, il faut ranger l'exécution volontaire, et sans réserve; le paiement des frais; la demande d'un délai ou d'un sursis; les offres et promesses de payer; la signification du jugement.—*Idem*, n. 238, 281 et s.
6. La nature des jugements auxquels on peut acquiescer joue un rôle important dans cette matière et les solutions peuvent varier suivant leurs différents caractères.—*Idem*, n. 281.
7. L'acquiescement est un contrat; par suite, il est comme tel, soumis aux règles de preuve des contrats. S'il s'agit de plus de 150 francs, l'acquiescement devra être établi par un écrit ou par un commencement de preuve écrite émanant de la personne à laquelle l'acquiescement est opposé. S'il s'agit de moins de 150 francs, il pourra être établi à l'aide de la preuve testimoniale et des présomptions.—*Idem*, n. 602 et s.
8. Pleading over to the merits of an action, is such an *acquiescement* in a judgment dismissing an *exception à la forme*, that leave to appeal will be refused.—C.A., 1875. *Côté & McGreevy*, R., 13.
9. Acquiescence covers irregularities of procedure.—C.A., 1884. *Beauchamp & Leclourneau*, R., 13.
10. A party who pays the amount of judgment, without special protest, after his arrest and while in prison, will not be held by such payment to have acquiesced in the judgment, so as to take away his right of appeal, particularly where he had given instructions to institute appeal.—C.A., 1874. *Onimet & Lafond*, R., 13.
11. Le fait que l'un de plusieurs appelants a payé partie des frais taxés sur le jugement dont est appel, ne peut faire présumer acquiescement de sa part, quoiqu'il n'ait fait aucune réserve ou protestation lors de tel paiement.—C.A., 1866. *Woodman & Génier*, 16 L.C.R., 452; 15 R.J.R., 347.
12. A voluntary payment of a portion of the judgment appealed from is an *acquiescement*, and the fact may be established by affidavit.—C.A., 1875. *Charbonneau & Davis*, 20 J., 167.
13. There is no *acquiescement* when the amount of the judgment tendered has been accepted through error.—C.S., 1869. *Jones vs Warmintor*, 14 J., 161; 20 R.J.R., 88; MONDELET, BERTHELOT & MACKAY, JJ.
14. Where an action was brought to have an assessment roll to defray the cost of an improvement declared null and void, and, after the institution of the action, plaintiff had paid the amount for which he was assessed, in order to be relieved from an execution which had issued against his effects, such payment was not an abandonment of his right to have the roll declared null and void as far as he was concerned, for he paid under compulsion and did not acquiesce.—C.A., 1879. *Bisson & The City of Montreal*, R., 13.
15. The fact of a garnishee making a new declaration under a judgment permitting him to do so with costs, but appealing against as to the costs, does not constitute such an acquiescence as to deprive him of the right to appeal.—C.A., 1878. *Marquis & Van Courtland*, 1 L.N., 278.
16. A letter written by one of the defendants in an hypothecary action to the plaintiff's attorneys after the rendering of the judgment, which condemned them as joint undivided owners of an immovable to abandon it or pay the plaintiff's claim, and before the institution of the appeal, asking for delay until said defendant could get his *garants* to pay the claim, and promising to settle with the plaintiff if the *garants* did not, constituted an acquiescence: the judgment *a quo* on the part of said defendant, and his appeal would be dismissed on motion.—The other defendant was not bound by this acquiescence as it did not appear that any partnership existed between him and his co-defendant (beyond the joint ownership of the immovable in question), in that he had authorized the writing of the said letter.—C.A., 1885. *Dickson & Gall*, 1 M.L.R., 373.
17. Where a petition has been filed praying the dismissal of an appeal on the ground of acquiescence, and affidavits are filed in support and against the application of contradictory character, leave will be granted to cross examine the deponents.—C.A., 1832. *Holle & Champagne*, R., 13.
18. Proof of acquiescence in judgment appealed from will be ordered in appeal.—C.A., 1875. *Jordan & Jetté*, R., 13.
19. L'appelant ayant, subséquemment à la demande de révision du jugement, pris des procédés en exécution d'icelui, par voie de saisie-arêt après jugement, ces procédures équipollent à acquiescement au dit jugement, et l'inscription en révision doit en conséquence être rayée.—C.R., 1888. *Jones vs Moodie*, 32 J., 117; DOHERTY, JETTÉ & DAVIDSON, JJ.
20. The fact of entering into negotiations as to the execution of a judgment, constitutes an acquiescence in the judgment.—C.S., 1892. *Murphy vs Williams*, 2 R.J.O., 161; PAGNUELO, J.
21. T and B were husband and wife, separated as to property. B had a judgment with money condemnation for an alimentary allowance against T. T. then sued B, claiming to be owner of real property standing in the name of B, and judgment went in his favor. B's attorneys then registered her previous judgment against said property.
Held: 1° Such registration was a mere conservatory act, and even if it had been effected by B personally, instead of by her attorneys *ad litem* without authorization from her, it would not be an acquiescence in the judgment. 2° The mandate of an attorney *ad litem* terminates with the final judgment.

ment in the cause, and an unauthorized application by the attorney for a deposit made by the other side, after the final judgment, is not an acquiescence by the party in such judgment. 3° Acquiescence in judgment may be either express or tacit, and in the latter case it must result from an act done by the party himself, or by some one duly authorized by him.—C.R., 1896. *Tabb vs Beckel*, 9 R.J.O., 159; TAIT, JETTÉ & GILL, JJ.

22. Motion on the part of respondent that the appeal be not heard until he can take proceedings in the Superior Court to reject from the record a document alleged to be *faux*, and that for this purpose the record be transmitted to the court below. Motion granted.—C.A., 1878. *Marquis & Van Courtland*, 1 L.N., 590.

23. Where action is not appealable by its nature, or if essential formalities have not been observed or if the delay to appeal has expired, appeal may be rejected on motion.—C.A., 1874. *Cauchon & Anderson, R.*, 35.

24. An appeal may be rejected on motion,

1221. La cour d'appel, en terme, ou un juge de ce tribunal, hors de terme, peut réquie un cautionnement excessif ou ordonner qu'un cautionnement qui est devenu insuffisant soit remplacé.—C.P.C., 1129; 54 Vic., c. 48.

1. V. autorités citées sous articles 1214 et 1220.

2. Rap. C.—Les modifications apportées par l'article 924 (1221 n.c.) ont pour but de permettre à la cour d'ordonner le remplacement du cautionnement qui est devenu insuffisant, et de conférer à un juge en vacances le pouvoir d'exiger un nouveau cautionnement ou de réduire un cautionnement excessif.

3. After the allowance of an appeal to the P.C., an order to put in new security (one of those given being insolvent and the other having left the province) will be granted by the Court of Appeals, but the Court of Appeals cannot dismiss the appeal in case such new security be not duly put in.—C.A., 1871. *Johnson & Connolly*, 16 J., 100.

4. La cour d'appel peut permettre à un appellant de fournir un nouveau cautionnement en appel, si le cautionnement par lui fourni de poursuivre effectivement l'appel est insuffisant parce que l'une des cautions est un huissier de la cour supérieure, et que l'autre est devenu insolvable.—C.A., 1869. *Dambourgès & Morrison*, 18 R.J.R., 405.

5. The court, on motion to compel renewal of security, ordered the surety to appear to answer such questions as to his solvency that might be put, and on his default, new security was ordered.—C.A., 1879. *Wright & Foster*, 2 L.N., 394.

on the ground that no appeal lies, notwithstanding that the record is incomplete, provided it appear that the papers wanting to complete the record cannot affect the question of the right to appeal.—C.A., 1874. *Dubuc & Champagne*, 18 J., 224.

25. Where an appeal has been taken by a tutor without the authorization of the judge or the prothonotary, on the advice of the family council, and the respondent moves for the dismissal of the appeal for want of authorization, the Court of Queen's Bench sitting in appeal, may continue the motion to the next term, with leave to the appellant to produce the necessary authorization; and on the production thereof, will permit the authorization to be filed on payment of costs of motion.—C.A., 1889. *Laforce & Le Maire etc de la ville de Sorel*, 6 M.L.R., 109.

26. V. article 1213, n. 14, 15, 16, concernant la signification des procédures en appel.

27. V. article suivant.

1221. The court of appeal during term, or any judge thereof, out of term, has power to reduce excessive security, or to order new security to be given in place of any which has become insufficient.—C. C. P., 1129; 54 Vic., c. 48.

6. La cour d'appel peut permettre d'amender et compléter le cautionnement fourni devant la cour de première instance pour poursuivre l'appel.—C.A., 1867. *Taylor & Molleur*, 17 L.C.R., 376; 16 R.J.R., 344.

7. The Court of Queen's Bench cannot entertain a petition to have the security declared insufficient, on the ground that the respondent has discovered since the completion of the bond that the securities were really insufficient at the time the bond was signed.—C.A., 1877. *Lapointe & Faulkner*, 22 J., 53.

8. A new surety may be substituted for one whose real estate is proved to be of a value less than the amount of the bond.—C.A., 1880. *Morin & Homier*, 3 L.N., 309.

9. Where there is a motion to dismiss appeal, one of the sureties having become insolvent, delay will be granted appellant to put in another surety.—C.A., 1880. *Kane & McLean, R.*, 43.

10. An appellant will not be ordered to give new security because one of its sureties admits and declares that he was really insolvent at the time he signed the bond, although he then declared he was solvent.—C.A., 1877. *Riddell & McArthur*, 22 J., 78.

11. Lorsqu'il n'y a qu'une caution dans un cautionnement en appel, elle doit justifier sur des immeubles, et au cas d'une irrégularité dans le cautionnement, la cour permet-

tra d'en produire un nouveau.—C.A., 1876. *Marshall & Coffing*, 7 R.L., 575.

12. La cour du banc de la reine, dans sa juridiction, peut permettre un renouvelle-

1222. Si les deux parties se pourvoient également contre le jugement, il y a lieu à la réunion des deux appels.—C.P.C., 1130, *amendé*; 54 Vic., c. 48.

1. S.R.B.C., c. 77, s. 5.

2. Lorsque les questions en litige et la preuve sont en substance les mêmes dans plusieurs causes et que les intimés sont aussi

1223. Dans les quinze jours qui suivent le jugement sur les exceptions, s'il y en a eu aux procédures en appel, ou dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai pour la production de la comparution, chacune des parties doit produire au greffe un mémoire ou factum imprimé de sa cause, et, à défaut de ce faire, l'appel peut être déclaré déserté avec dépens contre l'appellant, si c'est lui qui est en défaut, ou être entendu *ex parte*, si c'est l'intimé qui est en défaut.—C.P.C., 1131, *amendé*; 54 Vic., c. 48.

1. S.R.B.C., c. 77, s. 5.—27 GEO. III., c. 4, s. 6.

2. Upon an appeal from an interlocutory judgment any party may produce and file a

1224. Aussitôt que les parties ont produit leur comparution, ou après l'expiration du délai pour la produire, si une seule des parties a comparu et que le dossier a été reçu par la cour d'appel, la cause est mise sur le rôle par le greffier des appels pour être entendue à son tour conformément aux règles de pratique et aux ordonnances du tribunal; mais les parties ne sont pas tenues d'être présentes devant le tribunal pour être entendues, avant l'expiration des délais fixés par l'article précédent.—C.P.C., 1132, 1169, *amendé*; 54 Vic., c. 48; 58 Vic., c. 47, ss. 2, 3.

ment de cautionnement s'il est irrégulier.—C.A., 1879. *The Montreal Cotton Co. & La Corporation de la ville de Salaberry*, 9 R.L., 551.

1222. If both parties seek redress against the judgment, their cross-proceedings in appeal may be joined.—C. P. C., 1130, *amended*; 54 Vic., c. 48.

les mêmes, ces appels seront, sur motion, réunis pour n'en former qu'un seul.—C.A., 1886. *Garth & Banque d'Hochelaga*, 14 R. L., 548.

1223. Within fifteen days after the judgment upon an exception, if there is any, to the proceedings in appeal, or within fifteen days after the expiry of the delay for filing the appearance, each party must file, with the clerk of appeals, a printed *factum* or case; in default whereof the appeal may be declared abandoned, with costs against the appellant, if he is in default, or be heard *ex parte* if the respondent is in default.—C. C. P., 1131, *amended*; 54 Vic., c. 48.

factum, and if successful the costs of the same will be taxed and allowed. But no delay can be granted for the filing of such factum.—C.A., 1885. *Thornton & Trudel*, R., 51; 11 Q.L.R., 216.

1224. As soon as the parties have filed their appearances, or after the delay to file the same has expired, if only one party has appeared, and the record has been received by the court of appeal, the case is set down upon the roll by the clerk of appeals, and is heard in its turn in accordance with the rules of practice and orders of the court; but the parties are not bound to be present in court before the expiry of the delays mentioned in the preceding Article.—C. C. P., 1132, 1169, *amended*; 54 Vic., c. 48; 58 Vic., c. 47, ss. 2, 3.

1. Rap. C.—La nouvelle rédaction, dans l'article 927 (1224 n.c.), des articles 1132 et 1160 C.P.C., en formulant la règle que les parties ne seront pas tenues d'être présentes pour plaider leur cause avant l'expiration des délais accordés pour la production des factums, met fin à l'anomalie que présentent ces deux articles qui exigent la présence des parties immédiatement après l'expiration des délais pour comparaître et avant la production des factums.—Mais voir 58 V., c. 47,

1225. L'appel des jugements interlocutoires doit être inscrit par le greffier des appels et entendu par privilège d'une manière sommaire, sans factums.—C.P.C., 1133; 54 V., c. 48.

1. S.R.B.C., c. 77, s. 33.

1226. Les articles 1193, 1194 et 1195 s'appliquent aux procédures en appel.—C.P.C., 1154, 1155, *amendés*.

1227. Quatre des juges de la cour du banc de la reine peuvent former un *quorum* en appel.

Les séances du tribunal peuvent être ouvertes et ajournées par un moindre nombre de juges, et même par le greffier en l'absence de tous les juges, pour recevoir les rapports et motions de droit, appeler les parties, enregistrer les comparutions et défauts et faire tous actes qui n'exigent pas l'exercice d'une discrétion judiciaire.—C.P.C., 1156, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 77, ss. 7-20, § 3.

1228. Il y a lieu à récuser les juges en appel dans les mêmes cas et de la même manière que dans la cour supérieure.—C.P.C., 1157, *amendé*.

1. *Ibid.*, s. 11.

1229. Tout juge qui a rendu le jugement final dans la cause ou le jugement interlocutoire dont est appel, est inhabile à siéger en appel.—C.P.C., 1158, *amendé*.

1. *Ibid.*, s. 8.

1230. La requête en récusation

ss. 2, 3, passé depuis la publication du texte de cette partie du projet.

2. Un appel d'un jugement de la cour supérieure décidant préalablement de la validité d'une évocation de la cour de circuit à la cour supérieure, peut être entendu par privilège, la règle étant que toute cause qui doit être jugée sommairement en cour supérieure peut l'être également en appel.—C.A., 1885. *Coursol & Les Syndics de la paroisse de Ste-Cunégonde*, 1 M.L.R., 304.

1225. Appeals from interlocutory judgments must be inscribed by the clerk of appeals, and be heard by privilege in a summary manner without any factums being filed.—C. C. P., 1133; 54 Vic., c. 48.

2. V. art. 1223, n. 2.

1226. Articles 1193, 1194 and 1195 apply to proceedings in appeal.—C.C.P., 1154, 1155, *amended*.

1227. Four judges of the Court of Queen's Bench constitute a quorum in appeal.

Any lesser number of judges, or even the clerk in the absence of all the judges, may, on any day in term, open and adjourn the court, receive returns and motions of course, call parties, record appearances and defaults, and do all acts which do not require the exercise of any judicial discretion.—C.C.P., 1156, *amended*.

1228. The judges in appeal may be recused for the same causes and in the same manner as in the Superior Court.—C.C.P., 1157, *amended*.

1229. Any judge who sat at the rendering of the final judgment in the cause, or of any interlocutory judgment appealed from, is incompetent to sit in appeal upon the same.—C.C.P., 1158, *amended*.

1230. No petition in recusation

n'est pas nécessaire, si la cause d'incompétence est apparente à la face du dossier.—C.P.C., 1159.

1. S.R.B.C., c. 77, s. 11.

1231. Le juge en chef ou, en son absence, le plus ancien juge de la cour du banc de la reine, peut, par avis écrit adressé au juge en chef de la cour supérieure, demander qu'un juge de cette dernière cour assiste aux séances de la cour d'appel, dans les cas suivants :

1. Lorsqu'un ou plusieurs juges de la cour du banc de la reine sont inhabiles, incompetents, absents de la province, en congé, malade, ou décédé ;

2. Lorsque quatre juges seulement sont disponibles pour entendre une cause ;

3. Lorsqu'une nouvelle audition devient nécessaire, parce que la cause a été plaidée devant quatre juges seulement, et que trois d'entre eux ne s'accordent pas sur le jugement à rendre.—C.P.C., 1161, *amendé* ; S.R., 2302, 2303.

1. *Ibid.*, ss. 10, 11.

2. Rap. C.—Les règles relatives aux juges *ad hoc*, contenues dans l'article 1161 du code actuel, et les articles 2302 et 2303

1232. Dans tous ces cas, les juges de la cour supérieure remplacent ceux de la cour du banc de la reine ; et, sur communication entre le juge en chef de la cour supérieure et les autres juges de la même cour, il est réglé entre eux quel est celui qui doit remplacer nominativement chacun des juges de la cour du banc de la reine qui se trouve dans l'impossibilité de siéger.—C.P.C., 1162, *partie*.

1. *Ibid.*, ss. 10, 11.

2. An appeal of which two judges *ad hoc* (under articles 1161 and 1162 of the Code of civil procedure) have "taken judicial cognizance," by having heard the case and ordered a rehearing, must be re-argued before such two judges as part of the court, not

is necessary if the cause of incompetency appears on the face of the record.—C.C.P., 1159.

1231. The Chief Justice, or, in his absence, the senior judge of the Court of Queen's Bench, may, by notice in writing addressed to the Chief Justice of the Superior Court, request the attendance of a judge of the latter court at the sittings of the court of appeal, in the following cases :

1. When one or more judges of the Court of Queen's Bench is disqualified or incompetent to sit in a case, or is absent from the Province or on leave, or is ill, or dies ;

2. When only four judges are available for the hearing of any case ;

3. When a rehearing of a case has become necessary because of its having been heard by four judges only, three of whom are not agreed as to the judgment to be rendered.—C.C.P., 1161, *amended* ; R.S., 2302, 2303.

des Statuts refondus, ont été remaniés et réunis dans l'article 934 (1231 n.c.). Nous recommandons en conséquence l'abrogation des articles 2302 et 2303 des Statuts refondus.

1232. In all such cases, the judges of the Superior Court replace those of the Court of Appeal ; and the Chief Justice of the Superior Court communicates with the other judges of the latter court, and it is arranged between them which of them will replace any particular judge of the Court of Queen's Bench who is unable to sit.—C.C.P., 1162, *in part*.

withstanding that one of the judges of the court, who was replaced by one of such judges *ad hoc*, has ceased to be a judge of the court, and has been replaced by another permanent judge, and notwithstanding that the other judge, originally replaced by a judge *ad hoc*, has been replaced by an assis-

tant judge.—C.A., 1371. *The Mayor &c. of*

1233. Les dispositions des deux articles qui précèdent ont effet si le juge nommé en remplacement est inhabile, incompetent, décédé, absent, en congé ou malade.—C.P.C., 1162, *partie, amendé.*

1. S.R.B.C., c. 77, s. 10-11.
2. Rap. C.—L'article 936 (1233 n.c.)

1234. Le retour, l'expiration du congé, la cessation de l'incapacité du juge remplacé, ou la nomination d'un juge de la cour du banc de la reine qui ne serait pas inhabile à entendre la cause, n'affectent pas les pouvoirs du juge désigné en remplacement, relativement aux causes dont il a pris connaissance.—C.P.C., 1163.

1. *Ibid.*, s. 13.

1235. Si, néanmoins, le juge suppléant n'a pas entendu la cause au mérite, le juge qui a été ainsi remplacé peut prendre connaissance de la cause et la juger.—C.P.C., 1164

1. 29 Vic., c. 42.

1236. Si le dossier de la cause se trouve incomplet, soit par l'absence de quelque document ou par l'inobservance de quelque formalité importante, la cour d'appel, à la demande de l'une des parties, peut enjoindre au tribunal auquel il appartient, au moyen d'un bref au nom du souverain, de compléter le dossier et de renvoyer le tout dûment certifié.—C.P.C., 1165.

1. *Ibid.*, s. 5.

1237. Il y a lieu en cour d'appel à intervention, reprise d'instance, constitution de nouveau procureur et autres procédures incidentes, sur re-

Montreal & Drummond, 18 J., 76.

1233. The provisions of the two preceding Articles apply likewise in the cases of the disqualification, incompetency, death, absence, leave of absence or illness, of the judge thus appointed to replace another.—C.P.C., 1162, *in part, amended.*

ajoute la maladie aux causes de remplacement du juge *ad hoc*.

1234. The powers of the replacing judge in regard to causes of which he has taken judicial cognizance, are not affected by the return of the judge replaced, the expiry of his leave, or his ceasing to be incompetent, or by the appointment of a judge of the Court of Queen's Bench who would not be incompetent in the case.—C.C.P., 1163.

1235. Nevertheless, if the replacing judge has not heard the case upon the merits, the judge thus replaced may take cognizance of the case and render judgment therein.—C.C.P., 1164.

1236. If the record in the case is incomplete, either by reason of the absence of any document, or of the inobservance of any material formalities, the court of appeal may, upon the suggestion of either party, order a writ to issue in the name of the Sovereign, addressed to the proper court, requiring it to perfect the record, and to cause a duly certified return to be made to that effect.—C.C.P., 1165.

2. V. art. 1220, n. 28.

1237. Interventions, continuance of suits, changes of attorney, and other incidental proceedings take place in appeal upon petition, according to

quête, en suivant les formalités prescrites par le tribunal.—C.P.C., 1166, amendé.

1. *Ibid.*

2. Un procureur qui a obtenu distraction de dépens en cour de première instance, ne peut intervenir en cour d'appel pour protéger ses droits à l'encontre d'une transaction faite entre les parties, surtout s'il n'allègue ni fraude, ni que ses droits sont en péril à raison de l'insolvabilité de la partie pour laquelle il a occupé.—C.A., 18. *McCord & McCord*, 2 D.C.A., 367; 29 J., 77.

3. Where a disavowal was raised in a case pending before the Court of Appeal.—*Held*: that the court could order an enquête on the issue raised.—C.A., 1861. *Fabrique de Varennes & l'Evêque de Montréal*, 4 R.L., 127.

4. The Court of Appeal may order a third party interested in the issue to be called into the case, and the record to be sent to the court below for that purpose.—C.A., 1866. *Joubert & Rascony*, 12 J., 228; 17 R.J.R., 476.

5. The Court of Queen's Bench in appeal has the same right to submit the decisory oath, to one of the parties in a cause, as a court of original jurisdiction.—C.A., 1868. *Ferrier & Dillon*, 12 J., 302; 16 R.J.R., 26.

6. The Court of Appeal may order and revise an enquête on the facts contained in a requête en reprise d'instance.—C.A., 1845. *McKittip & Kaunt*, 1 R. de L., 152; 2 R.J.R., 1.

7. Where parties shew sufficient legal interest in the subject matter of the appeal,

1238. Le désistement et le désaveu en appel se font de la même manière et aux mêmes conditions que dans la cour supérieure.—C. P. C., 1167, amendé.

1. S.R.B.C., c. 82, s. 25.

2. Rap. C.—L'article 941 (1238 n.c.) assujettit le désaveu, comme le désistement, aux règles qui gouvernent chacune de ces procédures dans la cour supérieure.

3. Dans le cas où l'intimé se sera, depuis l'appel, désisté d'une partie du jugement rendu en sa faveur jusqu'à concurrence d'un certain montant, ou il aurait offert de payer les frais d'appel jusqu'à la date du désistement, et où le jugement sera confirmé pour la partie pour laquelle il n'y a pas dé-

1239. Les règles concernant la péremption d'instance en cour supérieure s'appliquent également aux appels.

the formalities prescribed by the court.—C.C.P., 1166, amended.

they will be allowed to intervene and obtain an order of suspension of the case in appeal until judgment be rendered on proceedings instituted in the court below by petitioners, provided due diligence be used in the prosecution of such proceedings.—C.A., 1883. *Riddell & Evans & Hanman*, 27 J., 184.

8. A motion by respondent to oblige the Eastern T. Bank to intervene, and to oblige appellants instead of Maher, on the grounds that Maher, who was the party in the court below, was really appealing for the bank, was rejected.—C.A., 1879. *Maher & Aytmer*, 2 L.N., 378.

9. The death of a respondent who has not appeared in appeal does not interrupt proceedings between appellant and the other respondents who have appeared, and the latter can force the former to file his reasons within the ordinary delays.—C.A., 1879. *Hu & Mittel*, 2 L.N., 229.

10. The court may order an enquête before it upon facts necessary to decide incidents which have arisen since the appeal or since the judgment complained of.—C.A., 1880. *Hotte & Champagne*, 2 D.C.A., 127.

11. *Semble*, that a requête civile may be brought in appeal in certain cases.—C.A., 1879. *Hampson & Thomson*, 2 L.N., 206, (*Dorion, C.J., dissenting*).

12. V. art. 220, n. 16, 24, 26; art. 1200, n. 3, pour intervention en appel.

13. V. art. 269, n. 4, 7, 8, 9, 11, 12, pour reprise d'instance en appel.

1238. Discontinuance and disavowal in appeal are affected in the same manner and under the same conditions as in the Superior Court.—C.C.P., 1167, amended.

sistement, la cour condamnera l'appelant à payer tous les frais d'appel encourus depuis le désistement.—C.A., 1879. *Chaloner & Poitras*, 10 R.L., 499.

V. art. 275, n. 23 et s.

4. Sur un désaveu produit en appel, dans une instance qui y est pendante, la cour d'appel peut ordonner une enquête, cour tenante, sur la contestation soulevée par tel désaveu,—attendu que c'est le tribunal saisi de l'instance qui doit entendre cette enquête.—C.A., 1861. *Fabrique de Varennes & l'Evêque de Montréal*, 4 R.L., 127.

1239. The provisions concerning peremption of suits in the Superior Court apply also to appeals.

Peremption of appeals has the effect

La péremption en appel a l'effet de donner au jugement dont est appel la force de chose jugée.—C.P.C., 1168, *amendé*.

1. POTHIER, *Proc.*, 124.

1240. La cour peut recevoir des affidavits et permettre la production des documents relatifs aux procédures incidentes mues en appel, ou renvoyer une affaire à la cour dont est appel, dans le but de faire quelque preuve s'y rapportant.—*Nouveau*.

1. V. articles 1220 et 1238.

1241. Le jugement en appel ne peut être rendu à moins que trois juges au moins n'y concourent; et ce jugement peut être rendu même en l'absence d'un des juges lorsque cinq juges ont entendu la cause.

Les dispositions relatives aux jugements, contenues dans les articles 1205 et 1206, s'appliquent dans les mêmes cas aux jugements à rendre par la cour du banc de la reine.

Lorsqu'une cause a été entendue par tous les juges ou par un *quorum* d'entre eux, et qu'au moins trois des juges qui l'ont entendue sont présents en cour et prêts à rendre jugement dans la cause, alors, si un juge qui a entendu la cause et est d'ailleurs compétent à y siéger en jugement, se trouve absent à raison de nomination à une autre cour, maladie ou autre motif, mais a transmis une lettre au greffier de la cour, contenant sa décision et signée par lui, ou, dans le but d'attester qu'il y concourt, a signé un jugement par écrit pour être prononcé par tout autre juge, ce juge est réputé présent quant à ce jugement; et le jugement ainsi transmis et signé par lui a le même effet que s'il l'eût prononcé ou y eût concouru cour tenante.—C.P.C., 1170.

of rendering the judgment appealed from final.—C.C.P., 1168, *amended*.

1240. The court may receive affidavits and documents relating to any incidental proceedings in appeal, or may send the case back to the court from which the appeal is taken, in order that evidence may be made in regard to such matters.—*New*.

1241. Judgment cannot be rendered in appeal unless at least three judges concur therein; and judgment may be rendered even in the absence of one judge when the case has been heard before five judges.

The provisions relative to judgments, contained in Articles 1205 and 1206, apply in similar cases as regards judgments to be rendered by the Court of Queen's Bench.

Whenever a case has been heard by the full court or by a quorum of judges, and at least three of the judges who heard it, are present in court and ready to render judgment therein, then, if any judge who heard the cause and would be competent to sit in judgment therein, be prevented by removal to another court, illness or other cause from being present, but has addressed a letter to the clerk of the court, containing his decision and signed by him, or has, in testimony of his concurrence therein, signed a written decision to be delivered by any other judge, such judge shall be deemed to be present as regards such judgment; and the decision so transmitted and signed by him has the same effect as if delivered and concurred in by him in open court.—C.C.P., 1170.

1. S.R.B.C., c. 77, ss. 9, 14—25 Vic., c.

1212. Lorsque, à raison de l'absence, congé, perte de qualité ou incompétence de quelqu'un des juges ou pour quelque autre raison, l'ordre de délibérer doit être rayé, cette radiation peut être ordonnée par les autres juges, ou par l'un d'eux.—C.P.C., 1171.

1. *Ibid.*, s. 9.

1213. La cour peut s'ajourner à un ou plusieurs jours ultérieurs, et de jour en jour, en vacances, pour entendre les causes, ou pour rendre jugement.—C.P.C., 1172, *amendé*; 54 V., c. 48, s. 5.

1. *Ibid.*, s. 20, § 2.

1214. Le jugement peut être rendu par le tribunal dans un lieu de ses séances autre que celui où la cause a été entendue, si les juges sont d'opinion que, sans cela, les parties seraient exposées à des délais inutiles.

En ce cas, le tribunal en terme, ou la majorité des juges en vacances, en fait donner par le greffier avis à toutes les parties intéressées au moins trois jours avant celui auquel le jugement doit être rendu.

Le jugement est entré et enregistré à l'endroit où il aurait été rendu suivant le cours ordinaire.—C.P.C., 1173, *amendé*.

1. 25 Vict., c. 10, ss. 4-5.

1215. Tout jugement rendu en appel doit contenir un exposé sommaire des points de fait et de droit de la cause et les motifs sur lesquels il est fondé, avec les noms des juges qui ont concouru ou ont différé, et adjudication sur les dépens.—C.P.C., 1174, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 77, s. 36.

10, s. 1.

1212. If by reason of the absence, leave of absence, disqualification, or incompetency of any of the judges, or any other cause, the order for advisement requires to be discharged, such discharge may be ordered by the other judges or by any one of them.—C.C.P., 1171.

1213. The court may adjourn to any day or days in vacation, and from day to day, for the purpose of hearing cases or of rendering judgment.—C.C.P., 1172, *amended*; 54 Vic., c. 48, s. 5.

1214. Judgment may be rendered by the court at any place where its sittings are held other than that where the case was heard, if the judges are of opinion that otherwise the parties will be exposed to unnecessary delay.

In such case the court in term, or a majority of the judges in vacation, orders the clerk to give notice to the interested parties at least three days before that on which judgment is to be rendered.

Such judgment is entered and registered at the place where judgment would have been rendered in the ordinary course.—C.C.P., 1173, *amended*.

1215. Every judgment in appeal must contain a summary statement of the points of fact and of law in the case, and the reasons upon which it is founded, with the names of the judges who concurred therein and of those who dissented therefrom, and an adjudication as to the costs.—C.C.P., 1174, *amended*.

1246. Les dépens sont taxés par le greffier des appels, sauf revision dans les six mois par un juge pendant ou hors du terme, après avis suffisant à la partie adverse.

Cette revision ne peut arrêter ou suspendre l'exécution, et la décision du juge à cet égard a l'effet d'un jugement rendu par le tribunal.—C. P.C., 1175.

1. 25 Vict., c. 10, s. 6.

2. Where the taxation of costs in appeal is regular on its face, and there is no proof of alleged want of notice to the adverse party, such taxation will be maintained.—C.A., 1891. *Wells & Burroughs*, 7 M.L.R., 451; 35 J., 61.

3. L'honoraire pour un second conseil prévu par l'article 25 du tarif de la cour d'appel doit être demandé avant la taxation du mémoire de frais et le paiement des frais par la partie adverse.—C.A., 1893. *Ritchoi & Cardinal*, 3 R.J.O., 73.

4. Where upon an appeal and cross appeal in the same case, the factum of a

1247. Le jugement en appel est mis à exécution, tant pour le principal que pour les frais, par la cour de première instance; et, à cette fin, le dossier doit lui être renvoyé, à moins qu'appel à un tribunal supérieur ne soit demandé.—C.P.C., 1176.

1. The Court of Queen's Bench, Appeal side, after having been seized with a cause in appeal, and having rendered a judgment on the appeal, has no longer any power to take cognizance of the cause, and the exercise of the power of the said court, and its competency having terminated with its judgment on the appeal.—C.A., 1860. *The Montreal Assurance Co. & McGillivray*, 5 J., 164; 4 R.J.R., 450; 10 L.C.R., 385.

Sur ce jugement, le Conseil Privé a modi-

1248. La cour d'appel peut exercer tous les pouvoirs nécessaires à sa juridiction, et rendre les ordonnances qu'elle juge convenables pour suppléer aux déficiences du dossier, pour arrêter toute procédure en cour inférieure dans une cause portée en appel, pour régler les cas où un cautionne-

1246. The costs are taxed by the clerk of appeals, subject to a revision of such taxation by a judge within six months, either in term or out of term, after sufficient notice to the opposite party.

Such revision cannot prevent or stay execution, and the decision of the judge in that behalf has the same effect as a judgment of the court.—C.C.P., 1175.

party, filed in one case, has, by permission of the court, been made common to both appeals, and said party has been successful in both appeals, the amount of the disbursements on the factum should, on taxation of costs, be divided between the two appeals, the factum, although filed in one case only, having served the purpose of the parties upon the other appeal.—C.A., 1896. *Esptin & McLaren*, 5 R.J.O., 420.

5. Proceedings upon a second appeal will be suspended till the costs of previous appeal be paid, and if such costs be not paid on a day certain the second appeal will be dismissed with costs.—C.A., 1863. *Bouvier & Reeves*, 12 J., 291; 11 R.J.R., 470.

1247. Judgments in appeal are executed both for principal and costs by the court of first instance; and for that purpose, the record is sent back to it, unless a further appeal to a higher court has been moved for.—C.C.P., 1176.

fié son ordre.—MOORE'S, *Privy Council Rep.*, 125; 4 R.J.R., 455. (V. arrêt du C.P., art. 1252, n. 4).

2. The judgments of the Court of Queen's Bench are executory without being registered in the office of the Court which rendered the judgment from which the appeal is taken.—C.A., 1891. *Wells & Burroughs*, 35 J., 61; 7 M.L.R., 451.

3. V. art. suivant.

4. V. art. 1250, n. 2.

1248. The court sitting in appeal may exercise all the powers necessary for such jurisdiction, and make such orders as it may deem proper for the purpose of remedying any insufficiencies of the record, of staying proceedings in the court of first instance in cases appealed from, of regulating the

ment doit être donné ou renouvelé, et pour prévoir à tous les cas où la loi ne fournit pas un remède spécifique à la partie.

Elle peut aussi faire et établir des tarifs pour ses officiers dont le salaire ou les honoraires ne sont pas autrement fixés.—C.P.C., 1177, *amendé*.

1. Rap. C.—L'article 950 (1248 n.c.) ne reproduit pas la prescription du texte actuel concernant les règles de pratique, au sujet desquelles les articles 69, 70 et 71 du projet (73, 74, 75 n.c.) contiennent d'amples dispositions. Il enlève aussi à la cour d'appel le pouvoir de faire des tarifs d'honoraires pour les avocats et procureurs, que l'article 3599 des Statuts refondus attribue maintenant au conseil général du barreau.

2. The Court of Queen's Bench has no jurisdiction to issue an order suspending execution in the Recorder's Court.—C.A., 1879. *Mallette & City of Montreal*, 2 L.N., 379; *MONK, J.*

3. Although the form of proceeding adopted in this case, viz, a rule for contempt against the prothonotary, is an irregular mode of testing the constitutionality of a statute, and the right of appeal *de plano* from the order made by the court below in such case might be questioned, yet where all parties have acquiesced in the form, and have expressed a desire for a decision on the merits, the court, in its discretion and where

putting in or renewal of security, and of providing for all cases in which the law affords the party no special remedy.

It may also make and establish tariffs for any of its officers whose fees or salaries are not otherwise fixed.—C.C.P., 1177, *amended*.

the question is of public interest, may overlook the technical difficulty and deal with the case on its merits.—C.A., 1882. *Loranger & Reed*, 26 J., 331.

4. La cour du Banc de la Reine, par l'appel au conseil privé du jugement final qu'elle a rendu, est dessaisi de la cause et n'a ni autorité ni juridiction pour donner ou rendre, durant l'appel, aucun ordre ou jugement relatif à telle cause.—C.A., 1869. *Morrisou & Dambourgès*, 1 R.C., 234 ; 18 R.J.R., 406.

5. La cour d'appel peut corriger une erreur cléricale qui s'est glissée dans le jugement de la cour supérieure, tout en n'infirmant pas le jugement de telle cour.—C.A., 1861. *Bilodeau & Lefraçois*, 12 L.C.R., 25 ; 10 R.J.R., 35.

Dans le même sens : C.A., 1871. *Péloquin & Bruet*, 3 R.L., 386, citée sous art. 1054.

6. The Court of Appeal has no jurisdiction to send back a record to have an error in the register corrected.—C.A., 1884. *Sundberg & Wilder*, 7 L.N., 168.

CHAPITRE LXII.

APPEL A SA MAJESTÉ.

1249. L'exécution d'un jugement dont appel est porté à Sa Majesté en son conseil privé ne peut être arrêtée ni suspendue, à moins que la partie qui se prétend lésée ne donne, dans le délai fixé par le tribunal qui a rendu le jugement, bonnes et suffisantes cautions de poursuivre effectivement l'appel, de satisfaire à la condamnation et de payer les dépens et dommages qui seront ordonnés par Sa Majesté au cas où le jugement serait confirmé.

Ce cautionnement doit être reçu par un des juges du tribunal qui a rendu le jugement.

Les cautions justifient de leur solva-

CHAPTER LXII.

APPEALS TO HER MAJESTY.

1249. The execution of a judgment from which an appeal is taken to Her Majesty in Her Privy Council cannot be prevented or stayed unless the party aggrieved gives good and sufficient sureties, within the delay fixed by the court which rendered the judgment, that he will effectually prosecute the appeal, satisfy the condemnation, and pay such costs and damages as may be awarded by Her Majesty, in the event of the judgment being confirmed.

The security must be received before one of the judges of the court which rendered the judgment.

bilité sur des biens immobiliers qui sont décrits dans le cautionnement.

Une seule caution suffit, si elle est propriétaire de biens-fonds, qu'elle décrit, d'une valeur égale au montant du cautionnement, en outre de toutes charges et hypothèques.

Le juge qui reçoit ce cautionnement peut ordonner, sur demande ou autrement, la production de certificats d'enregistrement, de rôles d'évaluation et de tous autres documents, aux fins du cautionnement, et fait aux cautions les questions qu'il juge convenables. Ces questions et les réponses peuvent être prises par écrit.

Toutefois, l'appelant peut s'exempter de fournir ce cautionnement en déposant un montant égal à celui qui serait exigé pour le cautionnement, soit en argent, ou en bons de la Puissance ou de cette province, ou en obligations municipales; et le dépôt de cette somme d'argent ou de ces bons ou obligations se fait au greffe du tribunal qui a rendu le jugement, ou au bureau du shérif, à la discrétion du juge.—C.P.C., 1179, amendé; 1178a, *partie*, amendé; S.R., 6009, 6010.

1. S.R.B.C., c. 77, s. 52.

2. Rap. C.—L'omission dans le projet, comme disposition distincte, de la partie de l'article 1178a C.P.C. qui n'est pas déjà reproduite par l'article 69, est due à son incorporation avec les articles 1237, 1239 et 1240 (1249, 1251, 1252 n.c.)

Ces articles sont amendés de manière à s'appliquer également aux appels, tant de la cour du banc de la reine que de la cour de revision.

3. Les intimés servirent un avis sur le procureur des appelants qu'ils donneraient caution sur appel au conseil privé, le samedi 18 août, en la chambre des juges au palais de justice. Le cautionnement ne fut pas fourni ce jour-là, mais avis fut donné, le samedi, que le cautionnement serait fourni en chambre le lundi. Le cautionnement fut donné ce jour, non pas en chambre, mais à l'hôtel du juge, l'une des cautions ayant signé le cautionnement dans l'avant-midi et l'autre

The sureties justify their solvency upon the real estate which is described in the bailbond.

One surety suffices, if he is the owner of real estate, which he describes, equal in value to the amount of the security over and above all charges and hypothecs.

The judge who receives such security may order, either on demand or otherwise, the production of the registrar's certificate, the valuation rolls, and any other documents for the purposes of the security, and is bound to put such questions as he deems advisable to the sureties. Such questions and the answers thereto may be taken down in writing.

The appellant may, however, exempt himself from furnishing such security, by depositing an amount equal to that required for the security, either in money, in bonds of the Dominion or of this Province, or in municipal debentures; and such moneys, bonds or debentures are deposited either in the office of the court which rendered the judgment, or with the sheriff, as the judge may direct.—C. P.C., 1179, amended; 1178a, *in part*, amended; R.S., 6009, 6010.

dans l'après-midi.—*Jugé*: Sur motion pour faire mettre de côté le cautionnement comme irrégulier et donné sans avis suffisant, que le cautionnement devait suffire, mais permettant aux parties intimées de faire telles objections à la suffisance du cautionnement qu'elles auraient pu légalement faire lorsqu'il fut fourni.—C.A., 1860. *Gibb & The Beacon Life & Fire Assurance Co*, 10 L.C.R., 402; 8 R.J.R., 433.

4. Application to enter bail and security for three joint appellants will be refused and rejected if one of the parties disavows proceedings and refuses to participate therein.—C.A., 1870. *Muir & Muir*, 15 J., 79; 21 R. J.R., 382; BADGLEY, J.

5. After the allowance of an appeal to Her Majesty in her privy council an order to put in new security, (one of them being insolvent and the other having left the Province), will be granted by the Court of Queen's Bench, but this Court cannot dismiss the

appeal, in case such new security be not duly put in.—C.A., 1871. *Johnson & Connolly*, 16 J., 100.

6. After an appeal has been allowed to Her Majesty in her privy council, the Court of Q. B. cannot set aside the bailbond for alleged irregularities and dismiss the appeal.—C.A., 1871. *Muir & Muir*, 16 J., 112; 21 R.J.R., 484.

7. Where leave was granted to appeal to the privy council, and the appellant filed a consent that the judgment should be executed, and at the same time a City of Montreal debenture was deposited with the clerk of the Court as security for the costs of the appeal, the seizure of such bond in execution of the judgment will not prevent the court from accepting it as security.—*Query*, whether a seizure or attachment of moneys or securities in the hands of the clerk of the court is valid.—C.A., 1876. *Jetté & McNaughton*, 21 J., 192.

8. Where a deposit of £500 has been made as security under art. 1179 C. C. P., on an appeal to the Privy Council, and the judgment appealed from is confirmed in the privy council, but without costs in the privy council, the deposit will nevertheless avail to liquidate the costs in the court below, and cannot, therefore, be withdrawn by the appellant.—C.A., 1877. *Lemoine & Lionats*, 22 J., 23.

9. A judge of the Court of Queen's Bench has power in chambers to extend the delay for giving security on an appeal to the Privy Council beyond the delay ordered by the court, as that within which security must be given, whenever he is seized of the matter prior to the expiration of such delay;

1250. L'appelant peut aussi consentir à l'exécution du jugement, et dans ce cas ne donner caution que pour les frais d'appel, aux mêmes conditions que dans l'article 1214.—C.P. C., 1180.

1. S.R.B.C., c. 77, s. 52.

2. Where a party appealing to the Privy Council has given security for costs only, and has filed a declaration that he has no

1251. L'exécution du jugement dont est appel ne peut non plus être arrêtée ni suspendue après six mois à compter du jour auquel l'appel est accordé, à moins que l'appelant ne produise au greffe du tribunal qui a rendu le jugement un certificat du greffier du conseil privé de Sa Majesté,

and, on security being put in within such extended delay, the respondents are estopped from executing the judgment appealed from.—C.A., 1877. *Mayor &c. & Hubert*, 21 J., 85.

10. Where an application to appeal to the privy council has been made in chambers five days after the rendering of the judgment and security has been allowed to be given *de bene esse*, and the respondent moves in the next term that the record should be remitted to the court below, the motion will be rejected.—C.A., 1880. *Brewster & Lamb*, 25 J., 210.

11. When a judgment of the Court of Queen's Bench in appeal has been rendered, declaring that certain rents, which had been attached, were really aliments and insaisissables, the party in whose favor such judgment has been rendered cannot obtain an order to execute the judgment provisionally, if permission to appeal from the judgment to the privy council has been granted.—C.A., 1883. *Molson & Carter*, 7 L.N., 292.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

12. En matière de pétition de droit, il y a appel à Sa Majesté en son conseil privé du jugement final de la Cour du Banc de la Reine.—C.A., 1898. *La Reine vs Demers*, 1 R.P., 418.

13. V. article 1214 pour arrêts se rapportant au cautionnement en cour d'appel.

14. V. article 69 pour arrêts concernant la juridiction du conseil privé.

15. V. arts. 1247 et 1248 pour arrêts concernant la juridiction de la cour d'appel pendant l'instance au conseil privé.

1250. The appellant may also consent to the judgment being executed, and in such case may give security for the costs in appeal only, under the same conditions as under Article 1214.—C.C.P., 1180.

objection to execution going out for the condemnation money, the court will not allow the record to be remitted to the court below, in order to enforce such execution.—C.A. 1870. *Painchaud & Hudon*, 15 J., 112.

1251. The execution of any judgment appealed from cannot be prevented or stayed after six months from the day on which the appeal was allowed, unless the appellant files in the office of the clerk of the court which rendered the judgment, a certificate, signed by the clerk of Her

ou de tout autre officier compétent, constatant que l'appel y a été logé dans ce délai, et que des procédures ont été adoptées sur cet appel.—C.P.C., 1181, *amendé*; 1178a, *partie, amendé*; S.R., 6009.

1. S.R.B.C., c. 77, s. 53.

2. The delay of six months fixed by Consol. Stat. L.C., cap. 77, sec. 53, during which execution on the judgment is suspended, is not absolute, but directory only, and the Court of Appeal may refuse to order the record to be remitted to the court below to the intent that execution may be sued out, where the appellant has lodged his appeal before the Privy Council soon after the expiration of the six months.—C.A., 1866. *Jones & Lemoine*, 2 L.C.L.J., 161; 17 L.C.R., 377; 15 R.J.R., 181.

3. The Court of Appeal has no authority to declare an appeal to the Privy Council deserted, even although the record has not been transmitted, if a certificate be filed that the petition of appeal to Her Majesty in Council has been lodged in the Privy Council office, and that the appeal stands referred to the judicial committee.—C.A., 1875. *Whyte & The Home Insurance Co.*, 19 J., 196.

4. Where a certificate of the registrar of the Privy Council is produced to the effect that the appeal has been lodged in the Privy Council office, said certificate is sufficient.—C.A., 1875. *Brown & The Mayor &c. of Montreal*, 19 J., 140.

5. Where a record has been remitted by the clerk to the court below, in consequence of the proper certificate not being lodged within six months after the granting of an appeal to Her Majesty in Her Privy Council, that the appeal had been lodged in the

Majesty's Privy Council, or any other competent officer, stating that the appeal has been lodged within such delay, and that proceedings have been had therein.—C.C.P., 1181, *amendé*; 1178a, *in part, amendé*; R.S., 6009.

Privy Council, this Court cannot order the Prothonotary of the Court below to return the record.—C.A., 1876. *Brewster & Chapman*, 20 J., 295.

6. The only penalty which the failure to proceed on an appeal to Her Majesty in Her Privy Council for more than six months after security has been given can entail, is the execution of the judgment appealed from.—C.A., 1883. *The Merchants' Bank of Canada & Whitfield*, 27 J., 183.

7. On the 29th March, 1887, the appellant obtained permission to appeal to the Privy Council from the judgment of the Queen's Bench, which confirmed a judgment of the Superior Court of the 20th December 1887, condemning appellant to pay the sum of \$1,100 to the respondent Pratt, but failed to use diligence in having the transcript of the record transmitted and a certificate of its having been filed with the clerk of the Privy Council produced within six months after having obtained permission to appeal. A period of about eight months having elapsed after permission to appeal was granted, the respondent moved that the appellant be declared *déchu* of his appeal, and that it be ordered that the record be sent to the court below, in order that execution might issue. The court allowed the part of the motion asking that the record be sent to the court below, but refused to declare the appellant *déchu* of his rights to proceed with the appeal to the Privy Council.—C.A., 1887. *Allan & Pratt*, 32 J., 57; 3 M.L.R., 322.

1252. Le greffier du tribunal qui a rendu le jugement est tenu d'enregistrer toute copie officielle d'un jugement de Sa Majesté en son conseil privé, du moment qu'elle lui est présentée pour cet objet, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une ordonnance dans ce sens du tribunal qui a rendu le jugement, et de renvoyer au tribunal de première instance le dossier de la cause, avec un exemplaire de la copie du jugement rendu par Sa Majesté et enregistré comme il est dit plus haut.—C.P.C., 1182, *amendé*; 1178a, *partie, amendé*; S.R., 6009.

1252. The clerk of the court which rendered the judgment must register any exemplification of a decree of Her Majesty in Her Privy Council as soon as it is presented to him for that purpose, without requiring any order to that effect from the court which rendered the judgment, and must send back the record in the case to the court below, together with a copy of the exemplification which has been registered as above-mentioned.—C.C.P., 1182, *amendé*; 1178a, *in part, amendé*; R.S., 6009.

1. S.R.B.C., c. 77, s. 54.

2. A decree of Her Majesty in Her Privy Council, reversing a judgment of the Court of Queen's Bench for Lower Canada, which had confirmed a judgment of the Superior Court for Lower Canada, dismissing an action therein brought, and directing the Superior Court to enter up judgment for the plaintiff, is inoperative, and a judgment entered accordingly by such Superior Court will be reversed on appeal.—C.A., 1863. *Cuvillier & The Bank of British North America*, 8 J., 21; 13 R.J.R., 276.

3. The Court of Queen's Bench cannot interfere with the printing of the record of the Privy Council, and cannot therefore, order that only certain portions of the record be printed.—C.A., 1871. *Lemoine & Lionais*, 16 J., 99; 18 R. J. R., 272.

4. An Order in Council founded upon the report of the Judicial Committee on an appeal from the Court of Queen's Bench, in Lower Canada, simply directed the reversal of the judgment, upon the order being transmitted to Canada, the Court of Queen's Bench recorded it, but was of opinion that it was unable to act further, on the ground that as a court of appeal, it had no jurisdiction to make, of its own accord, such an order on the court below, as would give effect to the judgment of the judicial committee.

Upon petition by the appellants, the judicial committee varied their judgment by adding to the reversal of the judgment of the Court of Queen's Bench, a further direction, that the judgment of the Superior Court, be also reversed, and the verdict given vacated, and that the cause be remitted back to the Superior Court, with direction to that court to issue a *venire facias de novo*.—C.P., 1861. *The Montreal Assurance Co. & McGillivray*, 13 Moore, 125; Beauchamp, 612; 4 R.J.R., 455.

5. The judicial committee having, in 1838, referred their cause to an expert to settle the question of facts, and that expert having reported according to the interlocutory order appointing him, their Lordships refused to issue a commission to examine witnesses to prove facts declared not pertinent by the expert.—C.P., 1844. *Hutchinson & Gillepsie*, 4 Moore, 378; Beauchamp, 614; 3 R. de L., 327; 2 R.J.R., 313.

6. The courts in Lower Canada examined witnesses to prove the genuineness of a signature which was denied, and compared the handwriting of the instrument sued upon, with the handwriting of two other documents put in evidence and admitted to be genuine. In such circumstances, the judicial

committee, upon petition for that purpose, ordered the court in Lower Canada to transmit the original for the purpose of inspection and comparison at the hearing of the appeal from the judgment of the court in Lower Canada.—C.P., 1858. *McCarthy & Judah*, 12 Moore, 47; Beauchamp, 618; 8 L.C.R., 369; 6 R.J.R., 276.

7. The judicial committee will not notice any alteration of rights that may have taken place between the parties in consequence of an act of the provincial legislature, but which does not appear on the record.—C.P., 1835. *Donegani & Donegani*, 3 Knapp, 63; Stuart's R., 605; 1 R.J.R., 433; Beauchamp, 624.

8. Where leave to appeal has been unduly given, the proper course is to come before the judicial committee before any expense has been incurred, and to apply for the dismissal of the appeal. Such an application if delayed till the hearing will only be granted without costs.

If there be special circumstances in favor of granting special leave to appeal, an application for such leave will be entertained, but, if it is granted, such security for costs must be given.—C.P., 1874. *Sauzageau & Gauthier*, 5 L.R.V.P.C., 494; Beauchamp, 626.

9. In rendering judgment, the judges of the inferior court should state publicly their reasons, and not reserve them to influence the decision of the court when the appeal is taken.—C. P., 1863. *Brown & Gagy*, 2 Moore, 341; 11 L.C.R., 401; 14 L.C.R., 213; 10 R.J. R., 1.

10. Notes of one of the judges in the court below communicated to one of the parties, and not sent to the registrar, are an undue preference, and their lordships will not take communication of these reasons.—C.P., 1874. *Richer & Voyer*, L.R.V.P.C., 481; Beauchamp, 630.

11. The judicial committee refused a petition for a rehearing of an appeal, the petition being based on the ground that the judgment of the judicial committee had been formed upon certain documents which were improperly included by the clerk of appeals in the transcript of proceedings, although they had been excluded from the record by the court below.

Their Lordships refused the application as it appeared that the petitioner had not objected to the documents forming part of the transcript, and had sought to take advantage of such documents as evidence at the hearing of the appeal.—C.P., 1859. *Motz & Moreau*, 13 Moore, 376; Beauchamp, 632; 3 R.J.R., 408.

NEUVIÈME PARTIE.

JURIDICTIONS INFÉRIEURES.

CHAPITRE LXIII.

Procédure devant les Cours des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes.

1253. Les commissaires ne peuvent siéger et tenir la cour séparément et en même temps dans la même localité.

La cour peut être tenue par un seul commissaire ; et ils peuvent également siéger plusieurs ou tous ensemble.

Ils doivent décider en bonne conscience, suivant l'équité et au meilleur de leur connaissance et de leur jugement.—C.P.C., 1183.

1. S.R.B.C., c. 94, ss. 4, 7, 11.

2. Rap. C.—Cette partie du projet renferme seulement les règles relatives à la cour des commissaires et à la cour des magistrats de district, ainsi qu'à l'évocation par voie de *certiorari*, des procédures devant les tribunaux inférieurs. A la différence du code actuel, il ne contient aucune référence aux juges de paix, aux recorders, ni aux autres tribunaux inférieurs. La raison en

1254. Les commissaires ont, pour le maintien de l'ordre pendant les séances de cette cour, ainsi que pour faire obéir à leurs mandats, ordres et jugements, les mêmes pouvoirs que les autres tribunaux de la province.—C.P.C., 1184.

1. *Ibid.*, ss. 9-44.

1255. Ils peuvent être récusés pour les mêmes causes que les juges des autres tribunaux.—C.P.C., 1185.

1. Commissioners of Commissioners' Courts may be recused like other judges. A judgment rendered by a commissioner personally interested in the suit, will be an-

1256. Cette récusation doit être faite par écrit.—C.P.C., 1186.

1. *Ibid.*, s. 12.

1253. The commissioners cannot sit and hold their court separately and at the same time in the same locality.

The court may be held by one commissioner ; and several or all the commissioners may likewise sit together.

They must decide according to equity and good conscience, and to the best of their ability and judgment.—C.C.P., 1183.

est que les dispositions des articles 1216 à 1219 C.P.C., qui régissent ces magistrats et tribunaux, ont été insérées dans les articles 59 à 62 du projet, (63 à 66).

3. V. art. 59, sur la juridiction de cette cour.

4. A judgment rendered by a commissioner for the trial of small causes, who can neither read nor write, is null.—C.C., 1888. *McCormack vs Loiselle*, 11 L.N., 413; TAIT, J.

1254. The commissioners have, for keeping order during their sittings, and for enforcing the execution of their warrants, orders and judgments, the same powers as the other courts of the Province.—C.C.P., 1184.

1255. They may be recused for the same reasons as judges of other courts.—C.C.P., 1185.

nulled, though the ground of recusation was not invoked at the trial. Commissioners are bound to take notes of the evidence in writing.—C.S., 1881. *Ex parte Radiger*, 4 L.N., 305; TORRANCE, J.

1256. The recusation must be in writing.—C.C.P., 1186.

1257. Si tous les commissaires sont récusés par l'une ou l'autre des parties, la cause est immédiatement transférée à la cour des commissaires la plus voisine, qui adjuge sur la récusation et procède ensuite à instruire et juger le fond dans le cas seulement où la récusation est maintenue.

Mais, si la récusation est déclarée non recevable, la cause est renvoyée au premier tribunal, qui, sans égard au fond, peut taxer les frais de cette récusation contre la partie qui l'a faite.—C.P.C., 1187.

1. S.R.B.C., c. 94, s. 12.

1258. Elle peut, dans les matières de sa compétence, accorder :

L'intervention ;

La saisie-gagerie ;

La saisie-revendication ;

La saisie-arrêt après jugement ;

L'arrêt simple ou en mains tierces avant jugement, sur demande excédant cinq piastres, lorsqu'il est établi par le serment du demandeur ou de son agent que le défendeur a cèlé, cèle ou est sur le point de celer ses biens, se cache ou a l'intention de quitter subitement la province, dans le but de frauder ses créanciers.

La déposition sous serment peut être reçue par un des commissaires ou par le greffier.—C.P.C., 1191, 1192, *partie, amendé.*

1. S.R.B.C., c. 94, ss. 2-3-4-5.

2. Rap. C.—L'article 1246 (1258) permet

1259. Ces procédures peuvent être mises à exécution hors des limites du district judiciaire dans lequel elles ont été décernées, pourvu qu'au dos du mandat un des commissaires mette son ordonnance permettant l'exécution

1257. If all the commissioners are recused by either of the parties, the case is immediately transmitted to the nearest Commissioner's Court, which decides upon the validity of the recusation, and afterwards hears and determines the merits of the case in the event only of the recusation being maintained.

But, if the recusation is overruled, the case is sent back to the former court, which may, without reference to the merits, tax the costs of such recusation against the party who made it.—C.C.P., 1187.

1258. It may, in matters within its jurisdiction, grant :

Interventions ;

Attachments for rents ;

Attachments in revendication ;

Seizures by garnishment after judgment ;

Simple attachments or attachments by garnishment before judgment, for sums exceeding five dollars, whenever it is established by the affidavit of the plaintiff, or of his agent, that the defendant is secreting, has secreted, or is immediately about to secrete his property, or abscond or is immediately about to leave the Province with intent to defraud his creditors.

Such affidavit may be received by one of the commissioners or by the clerk of the court.—C. C. P., 1191, 1192, *in part, amended.*

l'intervention dans les affaires mues devant les cours des commissaires.

1259. These proceedings may be executed beyond the limits of the judicial district in which they are issued, provided an order of one of the commissioners, authorizing such execution within the district where it re-

du mandat dans le district voulu.

Tout mandat de saisie-gagerie, saisie-revendication, saisie-arrêt après jugement, arrêt simple ou en mains tierces, doit être fait rapportable en la manière fixée dans l'article 1264, et le rapport en doit être fait avec le procès-verbal des procédures au jour ainsi fixé.—C.P.C., 1192, *partie*.

1. S.R.B.C., c. 94, s. 25.

1260. Dans le cas de saisie-arrêt avant ou après jugement, le tiers saisi, dans les deux jours après que la signification du bref lui a été faite, peut faire sa déclaration sous serment devant le greffier de la cour de circuit la plus proche de la localité où le bref lui a été signifié.—C. P. C., 1192*a*, *amendé*; S.R., 6012.

1. 37 Vic., c. 11.

1261. Ce greffier est autorisé à administrer le serment requis, et doit, après avoir dressé et reçu la déclaration du tiers saisi, la transmettre sans délai par lettre enregistrée au greffier de la cour des commissaires où la cause est pendante.

Il a droit à un honoraire d'une piastre payable par le tiers saisi, pour dresser, recevoir et expédier la déclaration tel que requis; et, sur paiement de cet honoraire, il dresse un reçu qu'il transmet avec la déclaration du tiers saisi.—C. P. C., 1192*b*; S.R., 6012.

1. *Ibid.*

1262. Cette somme d'une piastre est taxée par les commissaires ou par leur greffier, comme partie intégrale des dépens de l'action; et le reçu, qui en a été donné et transmis au greffier de la cour des commissaires, équivaut

quires to be executed, is indorsed upon the warrant.

Every warrant of attachment for rent, attachment in revendication, seizure after judgment, simple attachment, or attachment by garnishment, must be made returnable in the manner prescribed by Article 1264, and the return with a certificate of the proceedings must be made on the day so fixed.—C.C.P., 1192, *in part*.

1260. In the case of attachment by garnishment before judgment, or of seizure after judgment, the garnishee, within two days after the writ has been served upon him, may make his declaration under oath before the clerk of the Circuit Court nearest to the place where the writ was served upon him.—C.C.P., 1192*a*, *amended*; R.S., 6012.

1261. Such clerk is authorized to administer the oath required, and must, after having drawn up and received the declaration of the garnishee, forward the same without delay by a registered letter to the clerk of the Commissioners' Court where the cause is pending.

He is entitled to a fee of one dollar, payable by the garnishee, for drawing up, receiving and forwarding the declaration as required; and, on the payment of such fee, he prepares a receipt which he forwards with the declaration of the garnishee.—C.C.P., 1192*b*; R.S., 6012.

1262. Such sum of one dollar is taxed by the commissioners or by their clerk as an integral part of the costs of suit; and the receipt given therefor and forwarded to the clerk of the Commissioners' Court, is equivalent to

à un jugement de ce tribunal en faveur du tiers saisi contre le saisissant, et peut être mis à exécution par voie de saisie, après le même délai et de la même manière que tout autre jugement de ce tribunal.—C.P.C., 1192c; S.R., 6012.

1. 37 V., c. 11.

1263. Tout mineur âgé de quatorze ans accomplis peut ester en jugement devant cette cour, pour recouvrement de ses gages et salaires, de même que s'il était majeur.—C.P.C., 1193.

1. S.R.B.C., c. 94, s. 21.

1264. Le délai est d'au moins trois jours francs dans les simples assignations, lorsque le défendeur ne réside pas à plus de six milles de l'endroit où il est assigné à comparaître.

Lorsque la distance excède six milles, le délai est augmenté d'un jour à raison de chaque six milles additionnels.—C.P.C., 1194, *amendé*.

1. *Ibid.*, ss. 22-27.

2. Rap. C.—La disposition exceptionnelle de l'article 1194 C.P.C. relative au délai d'assignation, lorsqu'il s'agit d'un bref

1265. L'exploit d'assignation contient :

Un commandement au défendeur de payer la somme réclamée ou de comparaître devant le tribunal pour répondre à cette demande ;

Les noms, résidence et occupation tant du demandeur que du défendeur ;

Une énonciation brève des causes de la demande ;

Le jour auquel le défendeur doit comparaître ;

La date de l'exploit ;

La signature du commissaire.—C.P.C., 1195.

1. 7 V., c. 19.

1266. La simple assignation peut

a judgment of such court in favour of the garnishee against the seizing creditor, and may be executed by seizure after the same delay and in the same manner as any other judgment of such court.—C.C.P., 1192c; R.S., 6012.

1263. Any minor above the age of fourteen years may bring a suit before the Commissioners' Court for the recovery of wages or salary, in the same manner as if he was of age.—C.C.P., 1193.

1264. The delay upon ordinary summons must be at least three clear days when the defendant does not reside more than six miles from the place to which he is summoned. When the distance exceeds six miles, the delay is increased one day for each additional six miles.—C. C. P., 1194, *amended*.

accompagné de saisie conservatoire, est abrogé, en sorte que ce bref sera à l'avenir soumis à la règle ordinaire énoncée par le paragraphe premier de l'article 1252 (1264).

1265. The writ of summons contains :

A command to the defendant to pay the plaintiff the amount demanded or to appear before the court to answer such demand ;

The names, residence and occupation, both of the plaintiff and of the defendant ;

A summary statement of the cause of action ;

The day on which the defendant must appear ;

The date of the writ ;

The signature of the commissioner.—C.C.P., 1195.

1266. Ordinary writs of summons

être signifiée par un huissier de la cour supérieure, ou par une personne lettrée qui en atteste la signification par affidavit.—C.P.C., 1196, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 94, s. 28.

1267. Si l'assignation est accompagnée de saisie, elle ne peut être donnée que par un huissier.—C.P.C., 1197.

1. *Ibid.*, 2.

1268. L'une ou l'autre des parties peut évoquer la cause à la cour de circuit du district, lorsque la contestation en cause a trait :

A un droit immobilier ;

A un honoraire d'office ;

A une somme de deniers due au souverain ;

A un droit, loyer, revenu ou rente annuelle, ou autre matière, où des droits futurs pourraient être affectés.—C.C.P., 1198, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 178 ; c. 14, s. 29.

1269. L'inscription de faux contre un acte ou document produit devant la cour a l'effet d'une évocation à la cour de circuit.—C. P. C., 1199, *amendé*.

1. *Ibid.*, c. 94, s. 30.

1270. Au cas des deux articles précédents, le commissaire, ou un des commissaires, ou le greffier, doit, dans les quinze jours, transmettre le dossier à la cour de circuit, avec une copie certifiée de toutes les entrées au registre relatives à cette cause.

Néanmoins, dans le cas d'allégation de faux, cette transmission ne peut avoir lieu à moins que la partie qui allègue le faux ne donne caution suffisante pour les frais à encourir sur l'inscription en faux.—C.P.C., 1200, *amendé*.

1. *Ibid.*, s. 31.

may be served by any bailiff of the Superior Court, or by any literate person who makes affidavit as to such service—C.C.P., 1196, *amended*.

1267. If the summons is accompanied with an attachment, it can only be served by a bailiff.—C.C.P., 1197.

1268. Either party may evoke the case to the Circuit Court for the district when the contestation relates :

To any immoveable rights ;

To any fee of office ;

To any sum of money due to the Crown ;

To any duty, rents, revenue, or annual rent, or other matter by which rights in future may be bound.—C.C.P., 1198, *amended*.

1269. The improbation of any act or document produced before the court has the effect of an evocation to the Circuit Court.—C.C.P., 1199, *amended*.

1270. In the cases of the two preceding Articles, the commissioner, or one of the commissioners, or the clerk, must, within fifteen days, transmit the record to the Circuit Court, together with a certified transcript of the entries in the register concerning the same.

Nevertheless, in case of improbation, the record cannot be transmitted unless the party alleging the falsity gives sufficient security for the costs to be incurred upon such improbation. C.C.P., 1200, *amended*.

1271. A défaut de fournir ce cautionnement dans le délai fixé par la cour, la partie est déchue de son droit d'évocation, et la cour des commissaires peut procéder à instruire et à juger la cause, sans égard à l'inscription de faux.—C.P.C., 1201.

1272. Si l'évocation est admise, le tribunal auquel elle a été portée instruit et juge la cause, comme si elle y avait pris naissance.—C.P.C., 1202.

1. S.R.B.C., c. 94, s. 32.

1273. Personne ne peut agir comme procureur de l'une des parties devant la cour des commissaires, à moins d'être avocat et procureur, ou porteur d'une procuration spéciale, ou à moins que ce ne soit en la présence et du consentement de cette partie.

Les greffiers de la cour et les huissiers ne peuvent en aucun cas remplir cette fonction.—C.P.C., 1203, 1205, *amendés*.

1. *Ibid.*, s. 18, §§ 1, 3.

1274. Toute personne, autre qu'un avocat et procureur, comparaisant pour quelqu'une des parties, doit le faire gratuitement.

Si cette personne reçoit pour ce service, soit directement ou indirectement, un honoraire, émolument, ou rémunération quelconque, elle devient incapable d'agir comme procureur devant une cour de commissaires, sans préjudice du droit de la partie qui a payé de le poursuivre en recouvrement.—C.P.C., 1204, *amendé*.

1. *Ibid.*, § 2.

1275. Si le défendeur a été assigné en personne et fait défaut, ou s'il confesse jugement, ou enfin si les parties y consentent, la cause peut être instruite et jugée le jour fixé pour le rapport.

1271. In default of such security being given within the delay fixed by the court, the party forfeits his right of evocation, and the Commissioners' Court may proceed to hear and determine the case without regard to the improbation.—C.C.P., 1201.

1272. If the evocation is allowed, the case is heard and determined by the court to which it is evoked as if it had originated therein.—C. C. P., 1202.

1273. No person can act as attorney of either of the parties before a Commissioners' Court, unless he is an advocate or attorney at law, or the holder of a special power of attorney, or unless it is in the presence and with the consent of the party.

No clerk of the court or bailiff can in any case act as such attorney.—C. C. P., 1203, 1205, *amended*.

1274. Any person other than an advocate or attorney at law, who acts for one of the parties, must do so gratuitously.

If such person for so acting receives, either directly or indirectly, any fee, emolument or remuneration whatever, he becomes disqualified from acting as attorney before a Commissioners' Court, without prejudice to the right of the party who has paid to sue for repayment.—C.C.P., 1204, *amended*.

1275. If the defendant has been served personally and makes default, or if he confesses judgment, or if the parties agree to it, the case may be heard on the day of the return and judgment may be rendered.

En tout autre cas, la cause doit être remise à un autre jour pour être instruite.—C.P.C., 1206.

1. S.R.B.C., c. 94, s. 33, §§ 1, 2.

2. An opposant in a case before a commissioners' court, is not bound to proceed to proof on the return day, but is entitled to have a subsequent day fixed for trial.—C.S., 1881. *Ex parte Lamoureux*, 4 L.N., 208; TORRANCE, J.

3. Et dans ce cas, le renvoi de l'opposition, le jour même du rapport, faite par l'opposant de procéder, constitue un excès de pouvoir et donne lieu à l'émanation du *certiorari*.—C.S., 1880. *Ex parte Sénécal*, 5

1276 Du consentement des parties, la cause peut être renvoyée à la décision de trois arbitres, dont un nommé par chacune des parties, et le troisième par la cour.

La cour peut également, dans sa discrétion, ordonner ce renvoi aux arbitres.

Ces arbitres doivent, avant d'agir, prêter serment devant un des commissaires ou devant un juge de paix, de remplir cette charge fidèlement et impartialement.

Ils peuvent entendre les parties et leurs témoins, assermentés devant un des commissaires ou un juge de paix.

Le rapport de deux des arbitres est final et doit être homologué et exécuté en conséquence.—C.P.C., 1207.

1. *Ibid.*, s. 34.

1277. L'instruction, l'audition et la décision de la cause se font sommairement, sans qu'il soit nécessaire que la plaidoirie soit écrite.—C.P.C., 1208.

1. *Ibid.*, s. 7.

2. Proceedings before Commissioners' Court are summary and governed by rules of equity; the incident therefore, of two actions having been taken for the same debt, the latter containing a *désistement* of the

1278. La preuve testimoniale est admise dans tous les cas.

In any other case the suit must be postponed to a subsequent day for trial.—C.C.P., 1206.

M.L.R., 412; PAGNURLO, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

In an action in the Commissioners' Court where the defendant has appeared and filed a plea, he is entitled, under art. 1275, C.P., to have the case continued to a subsequent day for trial, and a judgment pronounced against him on the same day that he appears, is illegal and will be set aside.—C.S., 1898. *Crevier vs Brossard*, 15 R.J.O., 236; 2 R.P., 49; CURRAN, J.

1276. By consent of the parties the case may be referred to the decision of three arbitrators, one of whom is named by each party and the third by the court.

The court may also, in its discretion, order such reference.

The arbitrators, before acting, must be sworn before one of the commissioners or before a justice of the peace, to fulfil their duty faithfully and impartially.

They may hear the parties and their witnesses, who must be sworn before a commissioner or before a justice of the peace.

The decision of two of the arbitrators is final, and must be homologated and executed accordingly.—C.C.P., 1207.

1277. The cases are heard, tried and determined in a summary manner, without any written pleadings being necessary.—C.C.P., 1208.

first and yet the judgment being rendered on the first, is not important; the consent of the parties to withdraw the second and proceed in the first, sufficing to legalize such procedure.—C.S., 1897. *Ex parte Desharnais*, 11 R.J.O., 484; ANDREWS, J.

1278. Oral testimony is admitted in all cases.

L'huissier ou l'individu qui a exploité dans la cause ne peut être reçu à témoigner des faits ou admissions dont il a eu connaissance après l'émission du bref d'assignation, si ce n'est à l'égard de cette assignation même.—C.P.C., 1209, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 94, s. 18, § 11; s. 36; c. 82, ss. 14, 15, 16.

2. Rap. C.—Le changement relatif au témoignage de l'huissier qui a signifié le bref d'assignation, apporté par l'article 1266 (1278 n.c.), est conforme à la règle nouvelle de l'article 309 (320 n.c.)

L'abrogation de l'article 1215 C.P.C. est recommandée. Le tarif auquel il renvoie se

1279. A la demande de l'une ou de l'autre des parties, la cour peut contraindre toute personne résidant dans sa juridiction à venir rendre témoignage dans la cause, sous peine d'une amende qui ne peut être moindre qu'une piastre ni excéder quatre piastres.—C.P.C., 1210, *amendé*.

1. *Ibid.*, s. 35.

1280. La cour, en rendant jugement, peut condamner la partie qui succombe aux frais encourus sur la poursuite, la contestation et l'arbitrage.

Mais si le montant du jugement n'excède pas deux piastres, la cour peut réduire les dépens au montant pour lequel jugement est rendu.—C.P.C., 1211.

1. *Ibid.*, s. 38.

2. Where a case has been heard before and taken *en délibéré* by two commissioners for trial of small causes, it is incompetent

1281. A défaut de satisfaire dans les huit jours à la condamnation prononcée contre lui, le débiteur peut y être contraint par la saisie et vente de ses meubles saisissables.

Il est tenu des frais de cette exécution jusqu'à concurrence d'une piastre et demie.

But the bailiff or other person who served the writ of summons cannot testify to any facts or admissions which came to his knowledge after the issue of the writ of summons, except in relation to the service itself.—C.C.P., 1209, *amended*.

trouve actuellement dans les articles 2441 2442 des Statuts refondus.

3. Oral testimony is admissible in all cases before Commissioners' Courts, even such as would be illegal before other courts.

The erroneous admission of illegal evidence by a Commissioners' Court constitutes a mere *mal jugé* insufficient to give right to *certiorari*.—C.S., 1897. *Ex parte Desharvais*, 11 R.J.O., 484; ANDREWS, J.

1279. Upon the application of either of the parties, the court may compel any person residing within its jurisdiction to attend as a witness in any case, under a penalty of not less than one dollar or more than four dollars.—C.C.P., 1210, *amended*.

1280. The Court, in rendering judgment, may condemn the unsuccessful party to the costs of suit, of contestation, and of arbitration.

But if the amount of the judgment does not exceed two dollars, the court may reduce the costs to the same amount as that for which judgment is rendered.—C.C.P., 1211.

for one of such two commissioners to render judgment alone.—C.S., 1857. *Ex parte Brodeur*, 2 J., 97; SMITH, J.

1281. If the debtor fails to satisfy the amount of the condemnation against him within eight days, he may be compelled to do so by the seizure and sale of his moveable property liable to seizure.

He is liable to the costs of such execution to the amount of one dollar and a half.

Si la vente n'a pas lieu, il n'est pas tenu de payer plus de soixante-quinze centins de frais.

Ces frais ne comprennent en aucun cas ceux de la nourriture d'animaux saisis, s'il s'en trouve.

Le mandat d'exécution est fait rapportable et est rapporté comme les autres mandats spécifiés en l'article 1259.—C.P.C., 1212; 53 V., c. 62, s. 2.

1. S.R.B.C., c. 94, ss. 41-2.

1282. Une opposition à la vente des meubles saisis ne peut arrêter les procédures, à moins qu'elle ne soit admise par un des commissaires et ne soit accompagnée d'un ordre de sursis.—C.P.C., 1213.

1. *Ibid.*, s. 43.

1283. L'opposition ainsi admise est instruite et jugée comme les autres causes devant la cour.—C.P.C., 1214.

1. *Ibid.*

CHAPITRE LXIV.

PROCÉDURE DEVANT LA COUR DE MAGISTRAT DE DISTRICT.

1284. La procédure, la preuve et l'audition, dans les actions mentionnées dans l'article 62 sont sommaires et se font chaque jour juridique, fixé ou non comme jour où le tribunal peut siéger.—C.P.C., 1215*b*, *partie*; S.R., 6013.

1. Rap. C.—Des changements de détails et de rédaction seulement sont apportés par ce chapitre.

Le projet ne reproduit pas l'article 1215*j* C.P.C., vu qu'il est couvert par les articles 2520, 2531, 2532 et 2533 des Statuts refondus.

D'un autre côté, nous recommandons que les articles 2517, 2518, 2521, 2522, 2523, 2524,

1285. Sauf en ce qu'elles ont d'incompatible avec les règles contenues dans ce chapitre, les dispositions rela-

If the sale does not take place, he is not bound to pay more than seventy-five cents of costs.

These costs do not in any case include the expense of feeding cattle, if any have been seized.

The warrant of execution must be made returnable and be returned in the same way as the other warrants mentioned in Article 1259.—C.C.P., 1212; 53 Vic., c. 62, s. 2.

1282. No opposition to the sale of moveables under seizure can stay proceedings unless it is allowed by a commissioner and accompanied with an order to that effect.—C. C. P., 1213.

1283. Oppositions thus allowed are heard and determined in the same manner as other cases before the court.—C.C.P., 1214,

2. V. auts. sous art. 1275.

CHAPTER LXIV.

PROCEDURE BEFORE THE DISTRICT MAGISTRATE'S COURT.

1284. All proceedings in and the proof and hearing of the actions mentioned in Article 62, take place in a summary manner and on any juridical day, whether fixed or not as one of the days on which the court can sit.—C. C. P., 1215*b*, *in part*; R.S., 6013.

2525, 2528 2529 et 2530 soient retranchés des Statuts refondus, des dispositions équivalentes se trouvant dans le présent chapitre.

De la sorte, des répétitions inutiles seront évitées, et les dispositions qui sont conservées ne se rencontreront que dans le corps de loi où elles sont le plus à leur place.

1285. Except in so far as they are inconsistent with the rules contained in this Chapter, the provisions relating

tives aux causes de la cour de circuit non susceptibles d'appel à la cour du banc de la reine ou à la cour de revision s'applique à la cour de magistrat de district, au magistrat qui la tient et aux officiers de la cour.—C.P.C., 1215*c*, amendé; S.R., 6013.

1286. Les articles 1263, 1264 et 1265 (excepté dans ces trois derniers articles les mots : " la signature du commissaire "), 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278 et 1280, et les premier et dernier paragraphes de l'article 1281 s'appliquent à la cour de magistrat de la même manière que si les mots : " cour de commissaires," " commissaire " ou " commissaires," signifiaient respectivement les mots : " cour de magistrat " ou " magistrat de district."—C.P.C., 1215*d*, amendé; S.R., 6013.

1287. Les brefs émis par la cour sont signés par le magistrat ou par le greffier, et les certificats et copies des procédures de la cour, signés par le greffier, constituent *prima facie* une preuve de leur contenu.—C. P. C., 1215*e*; S.R., 6013.

1288. Les saisies-gageries, les saisies-revendications, les saisies-arrêts après jugement, les arrêts simples ou en mains tierces avant jugement peuvent être exécutés dans toute la province; mais dans le cas de saisie-arrêt en mains tierces, avant ou après jugement, le tiers-saisi peut, dans les trois jours de la signification qui lui est faite du bref, faire sa déclaration sous serment devant le greffier de la cour de circuit la plus voisine, lequel a le pouvoir de faire prêter le serment et a le droit de recevoir du tiers-saisi la somme d'une piastre pour avoir dressé et reçu cette déclaration. Il doit transmettre

to cases in the Circuit Court not susceptible of review or of appeal, apply to the District Magistrate's Court, to the Magistrate holding it, and to the officers thereof.—C.C.P., 1215*c*, amended; R.S., 6013.

1286. Articles 1263, 1264, and 1265 (except the words : " the signature of the commissioner," in the three last mentioned Articles), 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278 and 1280, and the first and last paragraphs of Article 1281 apply to every Magistrate's Court in the same manner as if the words : " Commissioners' Court," " commissioner " or " commissioners," meant and included respectively the words : " Magistrate's Court " or " district magistrate."—C.C.P., 1215*d*, amended; R.S., 6013.

1287. All writs issuing from the court are signed by the district magistrate or by the clerk of the court; and all certificates or copies of proceedings of the court signed by the clerk are *prima facie* evidence of their contents. C.C.P., 1215*e*; R.S., 6013.

1288. Attachments for rent, attachments in revendication, seizures by garnishment after judgment, simple attachments or attachments by garnishment before judgment, may be executed anywhere within this Province; but in the case of seizures by garnishment, either before or after judgment, the garnishee may, within three days after the service of the writ upon him, make his declaration on oath before the clerk of the nearest Circuit Court, who has power to administer such oath, and is entitled to receive from such garnishee the sum of one dollar for taking such declaration.

la déclaration, sans délai, par la poste, dans une lettre enregistrée, au greffier de la cour de magistrat qui a émis le bref de saisie-arrêt, avec le reçu de cette somme d'une piastre.—C.P.C., 1215*f*, amendé ; S.R., 6013.

1289. Cette somme d'une piastre est entrée en taxe par le magistrat de district ou par le greffier de la cour, pour faire partie des frais de la cause ; et le reçu du greffier de la cour de circuit, qui a été transmis au greffier de la cour de magistrat, équivaut, pour cette somme, à un jugement de cette dernière cour en faveur du tiers-saisi contre le saisissant, et ce jugement est exécutoire dans les mêmes délais et de la même manière que les autres jugements du tribunal.—C.P.C., 1215*g* ; S.R., 6013.

1290. Nulle poursuite ou procédure en matière civile, mue en vertu de ce chapitre devant un magistrat de district ou devant une cour de magistrat de district, ne peut être portée devant un autre tribunal, par *certiorari* ou autrement—C.P.C., 1215*h* ; S. R., 6013.

1291. Les jugements rendus par la cour de magistrat pour des sommes excédant quarante piastres, peuvent, à défaut de biens meubles suffisants, être exécutés sur les immeubles du débiteur.

Le bref est adressé au shérif du district où sont situés les immeubles et est rapportable devant la cour supérieure du district où il est exécuté, pour être sur icelui procédé comme sur les brefs émis par la cour de circuit.—C.P.C., 1215*i* ; S.R., 6013.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

1. Les frais sur la contestation d'une opposition à la saisie immobilière, en vertu d'un

He must transmit the same forthwith by post, in a registered letter, to the clerk of the Magistrate's Court from which the writ of attachment issued, together with his receipt for the said sum of one dollar.—C.C.P., 1215*f*, amended ; R.S., 6013.

1289. The said sum of one dollar is taxed by the district magistrate or the clerk of the court, as forming part of the costs of the suit ; and the receipt of the clerk of the Circuit Court for the said sum, transmitted to the clerk of the Magistrate's Court, stands as a judgment of the said court in favor of the garnishee against the party seizing, and may be enforced by execution after the same delay and in the same manner as any other judgment of the court.—C. C. P., 1215*g* ; S.R., 6013.

1290. No suits or proceedings in civil matters before any such district magistrate, or before a Magistrate's Court, under this chapter, can be removed to any other court, by *certiorari* or otherwise.—C.C.P., 1215*h* ; R. S., 6013.

1291. Judgments rendered by the Magistrate's Court for sums exceeding forty dollars, may, in default of movable property, be executed upon the immovables of the debtor.

The writ is addressed to the sheriff of the district in which the immovables are situated, is returnable before the Superior Court of such district, and is there proceeded upon in the same manner as like writs issuing from the Circuit Court.—C. C. P., 1215*i* ; R.S., 6013.

jugement de la cour de magistrat, sont ceux d'une cause de 4^{ème} classe en cour supérieure.—C.S., 1897. *Cassiri vs Kirouack*, 4 R. de J., 352 ; DEBILLY, J.

CHAPITRE LXV.

MOYENS DE SE POURVOIR CONTRE LA PROCÉ-
DURE ET LES JUGEMENTS DES TRIBU-
NAUX INFÉRIEURS.

1292. Dans tous les cas où l'appel n'est pas donné des tribunaux inférieurs mentionnés aux articles 59, 63, 64 et 65, le moyen d'évoquer la cause avant jugement ou de faire réviser le jugement rendu est le bref de *certiorari*, à moins que ce recours même ne soit refusé par la loi.—C. P. C., 1220.

INDICATION ALPHABÉTIQUE.

Action directe	2
Affidavit	17, 18
Appel	9
Commissaires du Havre	46
Commissaires pour construction d'église	45
Commissaires pour l'érection civile des paroisses	22 à 25
Conviction contradictoire	37
Cour de circuit	26
Cour des commissaires	27 à 31, 49, 50
Cour des sessions	33
Cour martiale	20
Cour supérieure, juridiction	48
Couronne	47
Cumul de délinquants	39
Délai de signification	21
Différence de texte	5
Dossier incomplet	17, 18
Exécution	4
Hôtelier	44
Irrégularités	16
Juge	13
Jugement final	3
Juges de paix	19, 21, 43, 48
Liqueurs	14, 32, 38, 42, 54
Magistrat	14
Matière criminelle	14
Mineur	32
Opposition	29
Pénalité, minimum	39
Pénalité, à qui payée	51
Preuve, absence de	11
Preuve, examen de la	10, 51
Preuve illégale	12
Preuve prima facie d'incompétence	15
Recorder	34 à 36, 53
Recours enlevé par <i>certiorari</i>	6 à 8
Rétroactivité	38
Variante	40

1. Wharton Law, *Lex* 144.

2. Where the judgment complained of is radically null, a direct action may be taken to have it declared a nullity without the necessity of having recourse to a writ of *certiorari*.—C.S., 1882. *Molson vs The Corporation of Montreal*, 26 J., 243; TASCHEREAU, J.

CHAPTER LXV.

REMEDIES AGAINST THE PROCEEDINGS AND
JUDGMENTS OF COURTS OF INFERIOR
JURISDICTION.

1292. In all cases where no appeal is given from the inferior courts mentioned in Articles 59, 63, 64 and 65, the case may be evoked before judgment, or the judgment may be revised, by means of a writ of *certiorari*, unless this remedy is also taken away by law.—C.C.P., 1220.

3. Des ordres, jugements et ordonnances qui ne sont pas d'un caractère final ne peuvent donner lieu au bref de *certiorari*.—C.S., 1872. *Fabrique de Montréal vs Hudon*, 4 R.L., 271; BERTHELOT, J.

4. The conviction of an inferior tribunal will be quashed on *certiorari*, even after such conviction has been enforced and executed.—C.S., 1876. *Ex parte Thompson*, 5 Q.L.R., 200; CASAULT, J.

5. Une disposition statutaire qui enlève le recours par voie de *certiorari*, dans la version française, étant restrictive, est non avenue si elle est contredite par la version anglaise du statut.—C.S., 1890. *Nadeau vs La Corporation de Lévis*, 16 Q.L.R., 210; LARUE, J.

6. Where it is not plain that the inferior tribunal had jurisdiction, the superior court, or a judge, will grant a *certiorari*, notwithstanding that the right to it, as respect judgments of such inferior tribunal, has been expressly taken away by statute.—C.S., 1875. *Ex parte Mathews*, 1 Q.L.R., 353; MEREDITH, J.

7. Lors même que le *certiorari* est enlevé expressément, il doit être accordé pour défaut de juridiction dans le tribunal inférieur.—C.S., 1890. *Nadeau vs La Corporation de Lévis*, 16 Q.L.R., 210; LARUE, J.—C.S., 1863. *Ex parte Church*, 14 L.C.R., 318; 13 R.J.R., 49; McCORD, J.

8. A judgment rendered by a justice of the peace, imposing a penalty in a suit brought under the provisions of municipal by-laws, being susceptible of appeal (1061 C. M.) to the circuit court of the county or district, and the remedy by *certiorari* being expressly taken away in such cases by article 1078 C.M., the writ of *certiorari* does not lie from such judgment.—C.S., 1894. *Corporation Côte St-Paul vs Steel*, 5 R.J.O., 315; ARCHIBALD, J.

9. Le bref de *certiorari* est un mode d'évocation ou de révision du jugement, dans le cas où l'appel n'est pas accordé.—C.S., 1893. *Prévost vs DeMontigny*, 3 R.J.O., 429; LORANGER, J.

10. Sur *certiorari*, la cour supérieure ne peut s'enquérir des faits de la cause, devant le tribunal inférieur, pour constater si ce tribunal a bien ou mal jugé.—C.S., 1891. *Samoisette vs Commissaires Civils, etc.*, 20 R.L., 631; MATHIEU, J.—C.S. 1889. *Valois vs Muir*, 6 M.L.R., 612; MATHIEU, J.—C.S. 1890. *Ruckwart vs Bazin*, 19 R.L., 655; MATHIEU, J.—C.S., 1896. *Lavoie vs Boivin*, 2 R. de J., 483; TELLIER, J.—C.S., 1874. *Lanier vs Loupret*, 6 R.L., 350; CHAGNON, J.

11. Il y a lieu cependant à l'émanation d'un bref de *certiorari*, lorsque le jugement des commissaires fait expressément voir que le dit jugement a été rendu sans preuve.—C.S., 1895. *Marchand vs Turgeon & Ma'hiot*, 2 R. de J., 26; BOURGEOIS, J.

12. The erroneous admission of illegal evidence by a commissioners' court constitutes a mere *mal jugé* insufficient to give right to *certiorari*. C.S., 1897. *Ex parte Desharnais*, 11 R.J.O., 484; ANDREWS, J.

13. The *certiorari* is a remedy to reverse a judgment where there is a colourable jurisdiction, but not to try whether a man is a judge or not.—C.S., 1854. *Ex parte Bélanger*, Con. R., 39; 2 R.J.R., 351; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

14. A conviction by a magistrate for selling liquor illegally, imposing a penalty and imprisonment in default of payment, is not so exclusively a criminal matter as to deprive the superior court of its regulative jurisdiction over the inferior tribunals in reference thereto. The superior court having long exercised jurisdiction in such cases without question, its jurisprudence should not be disturbed at any rate by a judge in first instance.—C.S., 1895. *Queen vs Jones & Mathieu & Wentworth*, 2 R. de J., 143; ARCHIBALD, J.

15. A *prima facie* case showing want or excess of jurisdiction, or that the court was illegally convened and irregularly constituted, will be sufficient to obtain that writ.—C.S., 1876. *Ex parte Thompson*, 2 Q.L.R., 115; STUART, J.

16. En matière de *certiorari*, la cour n'accordera pas de bref, à moins qu'il n'y ait preuve évidente que justice n'a pas été rendue à la partie; et la seule irrégularité des procédés du tribunal inférieur n'est pas suffisante pour justifier l'octroi du bref.—C.S., 1853. *Ex parte Gauthier*, 3 L.C.R., 498; 4 R.J.R., 44; DAY, VANFELSON & MONDELET, JJ.

17. Where affidavits are produced to establish that a material paper has not been sent up with the record in appeal a *certiorari* will be granted.—C.A., 1875. *DeGaspé & Asselin*, R., 122.

18. But where the materiality of papers not produced is denied, and it does not appear by the affidavits that they are material, the writ will be refused.—C.A., 1880. *Quesnel & Corporation Princeville*, R., 122.

19. Le Code de procédure civile n'a pas enlevé le droit d'appel des jugements rendus par les juges de paix, sous la loi d'agriculture.—C.C., 1871. *Péloquin vs Lamothe*, 3 R.L., 58; SICOTTE, J.

20. A writ of *certiorari* will issue to bring the record and proceedings of a court martial before the Superior Court; and the fact that petitioner has a remedy in trespass is no bar to his right to seek a reversal of the judgment by *certiorari*.—C.S., 1876. *Ex parte Thompson*, 2 Q.L.R., 115; STUART, J.

21. Le délai entre la signification d'une sommation émanée d'une cour de juges de paix à trois heures de l'après-midi, et le rapport du bref le jour suivant à dix heures du matin, est insuffisant, et dans les circonstances de la cause, le demandeur ne pouvait pas procéder légalement à jugement, *ex parte*, le jour du rapport, le défendeur ne comparaisant pas.—Un bref de *certiorari* sera accordé pour faire transmettre une conviction à la cour supérieure, nonobstant que le bref de *certiorari* soit prohibé par le statut en vertu duquel la conviction a eu lieu.—C.S., 1863. *Ex parte Church*, 14 L.C.R., 318; 13 R.J.R., 49; MCCORD, J.

22. Les pouvoirs exercés par les commissaires nommés en vertu de la 2^e V., c. 29, relativement à l'érection des paroisses, ne sont point des pouvoirs judiciaires sujets à la révision de la cour supérieure au moyen d'un bref de *certiorari*. La cour incline à croire que la majorité des intéressés dont il est question dans cette ordonnance doit s'entendre des habitants de la nouvelle paroisse ou division.—C.S., 1853. *Ex parte Lecours*, 3 L.C.R., 123; 3 R.J.R., 462; BOWEN, DUVAL & MEREDITH, JJ.

23. Les pouvoirs dévolus et appartenant aux commissaires pour l'érection civile des paroisses, en vertu des dispositions légales de la 4^e section de l'ordonnance de la 2^e Vic., chap. 29, reproduite en la section 11^e du chap. 18 des statuts R.B.C., et en vertu de la commission sous l'autorité de laquelle ils agissent, ne sont pas des pouvoirs ayant un caractère judiciaire et qui peuvent donner lieu à être mis en question par voie de *certiorari*.—Des ordres, jugements et ordonnances qui ne sont pas d'un caractère final ne peuvent donner lieu au bref de *certiorari*.—C.S., 1872. *Fabrique de Montréal vs Hudon*, 4 R.L., 271; BERTHELOT, J.

24. Les commissaires civils, nommés sous les dispositions de l'art. 3360, S.R.Q., ne constituent pas un tribunal inférieur dans le sens de l'art. 1292 C.P., et il n'y a pas lieu au *certiorari* pour casser leur décision rendue sous les dispositions de l'art. 3374 S.R.Q., sur opposition faite au démembrement d'une paroisse.—C.S., 1891. *Samoisette vs Commissaires Civils*, 20 R.L., 631; MATHIEU, J.

25. V. art. 58, n. 1, pour autre arrêt concernant les commissaires pour l'érection civile des paroisses.

26. V. art. 1297, n. 1, pour juridiction de la cour de circuit.

27. Un jugement de la cour des commissaires rendu par un commissaire qui ne sait ni lire ni écrire est nul et illégal et sera cassé par *certiorari*.—C.S., 1893. *Meloche vs Brunel*, 3 R.J.O., 128; LORANGER, J.—C.S., 1888. *McCormack vs Loiselle*, 11 L.N., 413; TAIT, J.

28. Proceedings before Commissioners' Courts are summary and governed by rules of equity; the incident, therefore of two actions having been taken for the same debt, the latter containing a desistement of the first, and yet the judgment being rendered on the first is not important; a consent of the parties to withdraw the second and proceed on the first, sufficing to legalize such procedure.—C.S., 1897. *Ex parte Desharrais*, 11 R.J.O., 484; ANDREWS, J.

29. V. art. 1275, pour procédés irrégulièrement faits sur une opposition, et donnant lieu au *certiorari*.

30. Une cour de commissaires n'a pas excédé sa juridiction en accordant au défendeur huit jours pour plaider, quoique le service du bref n'ait pas été fait personnellement.—C.S., 1850. *Ex parte Goodman*, 6 L.C.R., 476; SMITH & MONDELET, JJ.

31. Dans le cas où un jugement de la cour des commissaires est vicieux quant à la forme, la cour supérieure ne peut accorder un bref de *certiorari*, à moins qu'il n'apparaisse qu'il y a excès de juridiction.—C.S., 1852. *Ex parte Gibeault*, 3 L.C.R., 111; 3 R.J.R., 454; DAY & MONDELET, JJ.

32. Where a magistrate dismissed a charge of selling intoxicating liquors to minors, on the ground that the complainant had not proved that the defendant knew the persons to be minors; this was not a case for the issue of a writ of *certiorari* under § 1 or 3 of art. 1221 C.C.P., there being neither want or excess of jurisdiction nor any gross irregularity in the proceedings.—C.S., 1889. *Ex parte Hamilton*, 5 M.L.R., 330; TAIT, J.

33. In the court of quarter sessions, a defendant makes affidavit of his intention to remove the indictment into the King's Bench, because it involved important questions of law, and because certain of the justices were personally interested in the prosecution, thereupon he is ordered to show cause why an attachment for a contempt against him should not issue; this he declines, but rests his case upon the prudence and discretion of the court; he is then declared guilty of two contempts, apprehended and imprisoned.—*Held*: that a *certiorari* will not lie to remove his conviction.—C.B.R., 1834. *Ex parte Vallières de St-Réal*, S.R., 593; 1 R.J.R., 425.

34. Un jugement rendu par la cour du recorder renvoyant une défense en droit n'est pas susceptible d'être cassé par *certiorari*.—C.S., 1884. *Beauvais vs Cité de Montréal*, 1 M.L.R., 237; TAIT, J.

35. Lorsqu'une cause est terminée devant

la cour du recorder a été ajournée à un certain jour et à une heure fixée de ce jour, un verdict et une sentence (*conviction*) prononcés contre le prisonnier avant l'heure fixée, et en l'absence des témoins et de l'avocat de la défense qui avait obtenu le dit ajournement sont nuls et peuvent être cassés sur *certiorari*.—C.S., 1888. *Martin vs de Montigny*, 4 M.L.R., 53; DOHERTY, J.

36. There is no evocation from the Recorder's Court of Montreal before the Circuit Court in cases in which both courts have concurrent jurisdiction, save by writ of *certiorari* and in the cases specified in 1221 C.P.C.—C.S., 1894. *Desautels vs de Montigny*, 7 R.J.O., 469; DOHERTY, J.

37. Une conviction par laquelle un accusé est trouvé coupable et est en même temps acquitté, est contradictoire, illégale, et peut être cassée sur *certiorari*.—C.S., 1890. *Cardinal vs La Cité de Montréal*, 6 M.L.R., 210; TASCHEREAU, J.

38. Sous l'acte des licences de Québec, tel qu'amendé par 59 Vict., c. 14, s. 17, les licences émises pour la vente des boissons enivrantes ont un effet rétroactif au premier mai précédant, et partant une conviction obtenue sur poursuite intentée après que la licence a été accordée pour une offense antérieure à l'émission, sera cassée sur bref de *certiorari*.—C.S., 1896. *Kearney vs Cour du Recorder de Montréal*, 3 R. de J., 175; GILL, J.

39. Le défaut de juridiction, en infligeant une pénalité moindre que le *minimum* fixé par le statut, peut donner ouverture au bref de *certiorari*.

Les délinquants accusés dans une seule et même plainte, pour infraction aux lois de chasse de la province, doivent être condamnés séparément, sans aucune solidarité, afin que chacun puisse se libérer indépendamment des autres.—C.S., 1895. *Labelle vs Trotter*, 2 R. de J., 18; CHARLAND, J.

40. Une légère variante non invoquée devant le tribunal inférieur entre l'original et la copie de la plainte, qui n'affecte pas la juridiction du juge de paix, ne saurait justifier le recours par *certiorari*.—C.S., 1896. *Lavoie vs Boivin & Sicotte*, 2 R. de J., 483; TELLIER, J.

41. V. art. suivant.

42. Une plainte contre un aubergiste "pour avoir tenu ouverte illégalement et n'avoir pas fermé, après minuit, la maison dans laquelle il était autorisé à vendre en détail des liqueurs enivrantes, etc." n'énonce pas une offense prévue par la loi, et les juges de paix ne sont pas compétents à en prendre connaissance.

La conviction déclarant que le défendeur a été trouvé coupable "d'avoir tenu ouverte illégalement et n'avoir pas fermé, après minuit et jusqu'à cinq heures du matin, la maison, etc." ne peut pas remédier à l'insuffisance de la plainte.—C.S., 1890. *Noveau & La Corporation de Lévis*, 16 Q.L.R., 210; LARUE, J.

43. The fact that a justice of the peace holds a licence as a saloon keeper within the limits of a municipality does not disqualify him to preside at the trial of a case brought by the corporation of the municipality under the provisions of municipal by-laws.—C.S., 1894. *Corporation Côte St-Paul vs Steel*, 5 R.J.O., 315; ARCHIBALD, J.

44. V. autorités citées au rapport.

45. A *certiorari* will lie for excess of jurisdiction and illegality in the proceedings of commissioners appointed by the governor of the province under the ordinance 31st GEO. III, c. 6, for the building and repairing of churches.—C.B.R., 1833. *Rex vs Gignas*, S.R., 560; 1 R.J.R., 413.

46. On peut se pourvoir par *certiorari* contre les convictions rendus par les commissaires du Havre de Montréal en vertu de la 57-58 Vic., c. 48 (Can.)—C.S., 1897. *Dussault vs Les Commissaires du Havre de Montréal*, 12 R.J.O., 417; LORANGER, J.

47. The crown may waive the objection arising from failure to proceed within six months.—C.S., 1880. *Ex parte Laviolette*, 3 L.N., 159; TORRANCE, J.

48. La cour supérieure, siégeant à Montréal, n'a pas juridiction, et ne peut accorder un bref de *certiorari*, pour prendre connaissance d'une sentence prononcée par un juge de paix dans le district des Trois-Rivières.—C.S., 1852. *Ex parte Cumming*, 3 L.C.R., 110; 3 R.J.R., 453; DAY & MONDELET, JJ.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

49. If a written defence is filed to an action before the Commissioners' Court, the trial must be postponed, and if the case is tried that day in the absence of the defendant and his counsel, a writ of *certiorari* will lie against the commissioners.—C.S., 1898. *Crevier vs La Banque Ville-Marie*, 2 R.P., 49; 15 R.J.O., 236; CURRAN, J.

50. A writ of *certiorari* does not lie to inquire into the merits of a decision or judgment rendered by the Commissioners' Court,

1293. Ce recours, néanmoins, n'a lieu que dans les cas suivants :

1. Lorsqu'il y a défaut ou excès de juridiction ;

2. lorsque les règlements sur lesquels la plainte est portée ou le jugement rendu sont nuls ou sans effet ;

3. Lorsque la procédure contient de graves irrégularités et qu'il y a lieu de croire que justice n'a pas été ou ne sera pas rendue.—C.P.C., 1221.

1294. Le bref de *certiorari* ne peut être accordé que sur requête ap-

if there is no allegation of irregularities in any of the proceedings, but simply a complaint as to the injustice and illegality of the judgment.—C.S., 1898. *MacLaren vs Demers* 1 R.P., 305; CURRAN, J.

51. La cour supérieure ne peut, sur un bref de *certiorari*, reviser la preuve telle que constatée par un jugement d'un magistrat de police.

Les dispositions de la loi de pharmacie de Québec relative à la tenue des magasins de drogues sont constitutionnelles.—C.S., 1898. *Ex parte Girard*, 1 R.P., 239; 14 R.J.O., 237; MATHIEU, J.

52. Une conviction condamnant une personne à payer une amende doit indiquer à qui l'amende doit être payée; et, en cas contraire, cette conviction peut être cassée par *certiorari*.—C.S., 1898. *Provost vs DeMontigny*, 4 R.L.n.s., 401; 14 R.J.O., 208; MATHIEU, J.

53. La cour du recorder de Montréal n'a pas le droit, en condamnant à l'amende et aux frais de poursuite et à la prison en cas de non paiement, d'exiger comme condition préalable à l'élargissement du débiteur, le paiement des frais de poursuite et de transport à la prison, et une telle décision sera cassée par *certiorari*.—C.S., 1899. *Lee vs DeMontigny & La Cité de Montréal*, 2 R.P., 114; LANGELIER, J.

54. Nul bref de *certiorari* ne peut émaner à l'encontre d'une conviction rendue sur accusation pour vente de boissons sans licence, si le requérant tel bref ne s'est, au préalable, conformé aux dispositions contenues en l'article 1074 S.R.Q., en faisant, dans les huit jours de la conviction, un dépôt entre les mains de l'officier compétent du montant en entier de l'amende, de tous les frais, et de plus d'une somme de cinquante dollars comme garantie du paiement des frais qui peuvent être encourus.—C.S., 1899. *Thivierge vs Desilets*, 5 R. de J., 176; CHOUQUETTE, J.

1293. The remedy lies, nevertheless, only in the following cases :

1. When there is want or excess of jurisdiction ;

2. When the regulations upon which a complaint is brought, or the judgment rendered, are null or of no effect ;

3. When the proceedings contain gross irregularities and there is reason to believe that justice has not been or will not be done.—C.C.P., 1221.

1294. The writ of *certiorari* can only be granted upon petition, sup-

puyée d'un affidavit constatant les faits et les circonstances de la cause.—C.P.C., 1222.

1295. Avis doit être préalable-ment donné au fonctionnaire saisi de la cause ou qui a rendu jugement, ainsi qu'aux autres parties dans la cause, du jour et du lieu auxquels la requête sera présentée.—C.P.C., 1223, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 89, s. 2, § 2.

2. Rap. C.—L'article 1275 (1295) exige d'une manière expresse la signification de l'avis de requête pour *certiorari*, aussi bien à la partie adverse qu'au fonctionnaire saisi de la cause ou qui a rendu jugement. Cet amendement complète les dispositions du présent code qui, par l'article 1231, reconnaît aux parties le droit de comparaître et de combattre les conclusions de la requête.

3. Under the code, six days' notice of the application for a writ of *certiorari* is not necessary, the ordinary delay of one clear day being sufficient.—C.S., 1878. *Ex parte Gales*, 23 J., 62; BÉLANGER, J.

4. Quand deux commissaires ont rendu le jugement dont on se plaint, chacun d'eux doit avoir signification de l'avis.—C. C., 1881. *Ex parte Bélisle*, 4 L.N., 391; TASCHE-REAU, J.

5. La requête sommaire pour bref de *cer-*

1296. La signification de cet avis au fonctionnaire saisi de la cause ou qui a rendu jugement, a l'effet de suspendre toutes procédures en la cour de la première instance.—C. P. C., 1224, *amendé*.

1297. La requête doit être présentée à un juge de la cour supérieure ou de la cour de circuit.

La partie adverse peut y comparaître et opposer de vive voix toute objection de nature à empêcher l'octroi du bref.—C.P.C., 1225, *amendé*.

1. The Circuit Court has no jurisdiction by means of *certiorari* over judgments other than those rendered by Commissioners'

1298. Le bref de *certiorari* est revêtu des formalités requises pour les brefs d'assignation, et il enjoint au fonctionnaire auquel il est adressé de

ported by an affidavit of the facts and circumstances of the case.—C.C.P., 1222.

1295. A previous notice of time and place at which the petition will be presented must be served upon the functionary seized of the case, or who rendered the judgment, as well as upon the other parties in the case.—C.C.P., 1223, *amended*.

tiorari doit être signifiée à la partie intéressée et avis de sa présentation doit lui être donnée. La partie qui n'a été ni appelée ni entendue a toujours un recours pour faire annuler le jugement rendu contre elle : qu'il l'appelle requête ou opposition.—C.S., 1895. *Marcotte vs La Cour des Commissaires de St-Casimir*, 7 R.J.O., 236; LARUE, J.

6. Si le poursuivant a été condamné aux dépens d'un bref de *certiorari*, sans avoir eu l'occasion de s'y opposer, il peut, au moyen d'une opposition, obtenir l'annulation de cette partie du jugement qui l'a ainsi condamné, et de l'exécution prise pour tels dépens.

L'opposant dans un tel cas n'est pas tenu de déposer les frais, dont le dépôt n'est requis que dans le cas d'une opposition sur condamnation par défaut de la partie qui a été assignée.—C.S., 1897. *Marcotte vs Cour des Commissaires de St-Casimir*, 1^{er} R.J.O., 282; CASAULT, J.

1296. The service of such notice on the functionary seized of the case, or who rendered the judgment, has the effect of suspending all proceedings in the court below.—C.C.P., 1224, *amended*.

1297. The petition must be presented to a judge of the Superior Court or of the Circuit Court.

The opposite party is entitled to appear and make any oral objections of a nature to prevent the granting of the writ.—C.C.P., 1225, *amended*.

Courts or by Justices of the Peace.—C.C., 1877. *Ex parte Long*, 21 J., 331; DUNKIN, J.

1298. Writs of *certiorari* are clothed with the formalities required for writs of summons, and command the functionary to whom they are

certifier et de transmettre dans le délai fixé toutes les pièces relatives à la cause, sous quelques noms que les parties y soient désignées.—C.P.C., 1226, *amendé*.

1. 2 TIDD'S, *Pr.*, 147.

2. A *certiorari* allowed before the expiration of six months from the day of the conviction to be removed, but not sued out until the six months had expired, was quashed.—C.B.R., 1819. *Allard vs Chillas*,

1299. Mention doit être faite au dos du bref qu'il a été émis par ordre du tribunal ou du juge.—C.P.C., 1227.

1300. Ce bref est signifié et remis au fonctionnaire auquel il est adressé ; et, s'il est adressé à un tribunal composé de plusieurs fonctionnaires, il est remis à l'un d'eux.

Cette signification opère suspension de toutes les procédures devant eux, sous peine de mépris de cour.

Le certificat de la signification se fait sur une copie certifiée du bref.—C.P.C., 1228.

1. 2 COMYN'S, *Dig.*, 340.

2. Le bref de *certiorari* doit être adressé au juge de paix qui a prononcé la conviction, et non à l'huissier qui fait la signification du dit bref. Un tel bref, adressé à un huissier, est nul et sera mis au néant.—C.S., 1850. *La Reine vs Barbeau*, 1 L.C.R., 320 ; 3 R.J.R., 21 ; DUVAL & MEREDITH, JJ.

3. Un bref de *certiorari* sera mis de côté, sur motion, copie du bref ayant été signifiée au juge de paix et son rapport fait sur icelle.—C.S., 1856. *Ex parte Lahayes*, 6 L.C.R., 486 ; 5 R.J.R., 151 ; DAY, SMITH & MONDELET, JJ.

4. A writ of *certiorari*, issued out of the

1301. Les personnes auxquelles le bref est adressé sont tenues de s'y conformer en y attachant tous les documents demandés et en certifiant leur rapport au dos du bref.—C.P.C., 1229.

1. V. arrêts cités sous art. 1302.

1302. A défaut par eux de s'y conformer, ils peuvent y être contraints

addressed to certify and transmit, within a fixed delay, all the papers connected with the case, by whatever names the parties may be therein designated.—C.C.P., 1226, *amended*.

2 R. de L., 32 ; 2 R.J.R., 139.—C.S., 1850. *Ex parte Boyer*, 2 J., 188 ; 6 R.J.R., 469 ; SMITH & MONDELET, JJ.—C.S., 1858. *Ex parte Lareau*, 2 J., 189 ; SMITH, J.—C.S., 1872. *Ex parte Palmer*, 16 J., 253 ; TORRANCE, J.—C.S., 1870. *Ex parte Hough*, 5 Q.L.R., 314 ; McCORD, J.

1299. Mention must be made on the back of the writ that it has issued by order of the court or judge.—C.C.P., 1227.

1300. The writ is served upon and left with the functionary to whom it is addressed ; and, if it is addressed to a court composed of several functionaries, it is left with one of them.

Such service suspends all proceedings before them under pain of being liable for contempt of court.

The return of such service is made upon a certified copy of the writ.—C.C.P., 1228.

Court of Queen's Bench, civil side, and addressed to the Prothonotary of the court below, for the return of papers, and not to the judges of that court, will be quashed.—C. A., 1864. *Grant & Lockhead*, 10 J., 183 ; 16 L.C.R., 308 ; 15 R.J.R., 247.

5. Un bref de *certiorari* adressé au surintendant de police, lorsqu'il aurait dû l'être au juge des sessions de la paix, suivant les dispositions de la 25^e Vic., ch. 13, sect. 1, sera annulé.—Un nouveau bref ne sera pas accordé sur motion à cet effet pour rectifier l'erreur commise dans l'adresse du premier bref.—C.S., 1866. *Pilon vs Lemoine*, 16 L.C.R., 316 ; 15 R.J.R., 249 ; STUART, J.

1301. The persons to whom the writ is addressed are bound to comply with it by annexing to it all the papers demanded and certifying their return on the back of the writ.—C.C.P., 1229.

1302. If they fail to comply with the writ they are liable to coercive

par corps en la forme ordinaire.—C. P. C., 1230.

1. Un magistrat n'a pas droit de refuser de faire un retour à un bref de *certiorari*, parce que les honoraires du greffier de la paix sur tel procédé n'ont pas été payés; mais une demande pour contrainte contre lui ne sera point reçue de suite et sans avis préalable.—C.S., 1853. *Ex parte Davies*, 3 L.C.R., 60; 3 R.J.R., 425; BOWEN, DUVAL & MERE-DITH, JJ.

2. Une motion pour contraindre un juge

1303. Avis de l'émission du bref et du jour fixé pour son rapport doit être donné à la partie adverse.—*Nouveau*.

1. Rap. C.—Le nouvel article 1283 (1303) exige qu'avis de l'émission du bref et du

1304. Si la partie adverse n'a pas déjà comparu et produit un acte de comparution en la forme ordinaire, elle peut le faire aussitôt après le rapport régulier du bref; et dès ce moment la cause peut être inscrite au rôle par l'une ou l'autre des parties, pour être entendue en la manière ordinaire.—C. P. C., 1231.

1. S.R.B.C., c. 89, s. 3.

2. The merits of a *certiorari* may be heard on a rule to quash, without inscription for hearing.—C.S., 1869. *Ex parte Marry*, 14 J., 101; 20 R.J.R., 91; TORRANCE, J.

3. A motion to quash is not necessary; the inscription is sufficient.—C.S., 1878. *Ex parte Gales*, 23 J., 62; BELANGER, J.—C.S., 1876. *Ex parte Thompson*, 5 Q.L.R., 200; CASALT, J.

4. Principally if the quashing has been prayed for in the petition for *certiorari*.—C. S., 1885. *Hibert vs Paquet*, 11 Q.L.R., 19; McCORD, J.

Contra.—C.S., 1870. *Ex parte Whitehead*,

1305. Toute ordonnance interlocutoire ou finale rendue sur le bref de *certiorari* est rédigée et signifiée comme dans les causes ordinaires.—C. P. C., 1232.

1. *Ibid.*, s. 2.

1306. Les jugements rendus sur la demande pour bref de *certiorari* ou sur le bref même sont sans appel, et ne

imprisonnement, in the ordinary manner.—C. C. P., 1230.

de paix à faire rapport des documents originaux d'une cause en vertu d'un bref de *certiorari*, sera accordée, mais sans frais contre le juge de paix.—C.S., 1857. *Ex parte Demers*, 7 L.C.R., 428; 5 R.J.R., 335; BOWEN, BADGLEY & CHABOT, JJ.

3. Jugé, au contraire, qu'une telle motion sera accordée, avec dépens contre le juge de paix.—C.S., 1857. *Ex parte Terrien*, 7 L.C.R., 429; 5 R.J.R., 335; MEREDITH, MORIN & BADGLEY, JJ.

1303. Notice of the issue of the writ and of the day fixed for its return must be given to the opposite party.—*New*.

jour fixé pour le rapport soit donné à la partie adverse.

1304. If the opposite party has not already appeared and filed an appearance in the ordinary form, he may do so immediately after the writ is regularly returned; and thereupon the case may be inscribed on the roll by either party, to be heard in the ordinary manner.—C. C. P., 1231.

14 J., 267; 20 R.J.R., 191; TORRANCE, J.

5. Les parties ne peuvent être entendues, sur un bref de *certiorari*, qu'après que la cause a été inscrite au rôle conformément à l'article 1231 C.P.C.—C.S., 1883. *Bombardier vs Joly*, 12 R.L., 97; MATHIEU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

6. A défaut de règle de pratique à cet effet, le requérant *certiorari* ne peut être forcé à donner cautionnement pour les frais. (Art. 892, Code criminel.)—C.S., 1899. *Desjardins vs Lauzon*, 2 R.P., 192; TASCHEREAU, J.

1305. All interlocutory or final judgments upon writs of *certiorari* are drawn up and served in the same manner as in ordinary suits.—C. C. P., 1232.

1306. No appeal lies from the judgment on the application for the writ of *certiorari* or from the judgment

sont pas susceptibles de revision.—C. P.C., 1234.

1. S.R.B.C., c. 89, s. 6 ; c. 88, s. 17.

2. Un jugement de la cour supérieure sur un bref de *certiorari* est un jugement final

1307. La procédure réglée dans ce chapitre s'applique également dans tous les autres cas où il y a lieu au bref de *certiorari*, et à tout tribunal inférieur qui n'est pas visé par l'article 1292 ; mais elle ne peut être invoquée à l'égard du tribunal exerçant la juridiction de vice-amirauté, sur lequel la cour supérieure, ainsi que la cour de circuit, n'a aucun contrôle.—C.P.C., 1235, amendé.

on the writ itself ; nor are such judgments subject to review.—C. C. P., 1234.

et en dernier ressort il n'y a pas d'appel.—C.A., 1804. *Don & Lelivère*, 14 L. C.R., 457 ; 13 R.J.R. 237.

1307. The procedure regulated by this Chapter applies also to all other cases in which the writ of *certiorari* will lie, and against any other inferior court not referred to by Article 1292 ; but it does not apply with respect to any court exercising vice-admiralty jurisdiction, over which the Superior Court or the Circuit Court has no control.—C.C.P., 1235, amended.

DIXIÈME PARTIE.

PROCÉDURES NON CONTENTIEUSES.

CHAPITRE LXVI.

Dispositions Générales.

1308. Dans toutes les procédures en vertu des dispositions de la dixième partie de ce code, les délais d'assignation sont les mêmes que ceux prescrits pour les matières ordinaires.—C.P.C., 1337, amendé.

1. Rap. C.—La référence à l'article 890 C.P.C., faite par l'article 1337 C.P.C., est incorrecte depuis les modifications apportées aux dispositions régissant les rapports entre locateurs et locataires par la loi qui organisa la procédure en matière sommaire. De plus, le délai accordé aux parties par suite de cette référence ne nous a pas paru suffisant. Aussi, avons-nous déclaré dans l'article 1288 (1308 n.c.), qu'il sera le même que celui prescrit pour les affaires ordinaires.

1309. Toute demande ou procédure présentée au juge doit demeurer

1308. In all proceedings under the provisions of the Tenth Part of this Code, the delays upon summons are the same as those prescribed for ordinary matters.—C. C. P., 1337, amended.

Le projet ne reproduit pas l'article 1340. Les jugements du tribunal sont susceptibles d'appel et de revision en vertu des règles ordinaires, et, aux termes de l'article 68 du projet (72 n.c.), les décisions rendues par le juge en chambre dans les affaires dont la connaissance lui est attribuée le sont également.

De plus, le paragraphe 2 de l'article 48 (52 n.c.), déclare que les jugements rendus dans les matières non contentieuses sont susceptibles de revision.

1309. All applications made or proceedings brought before a judge

parmi les archives du tribunal pour en faire partie.—C.P.C., 1338.

1310. Le protonotaire de la cour supérieure peut exercer tous les pouvoirs conférés au tribunal ou à un juge ; mais toute décision rendue par le protonotaire peut être révisée par le juge, sur requête à cet effet, dont avis doit être donné aux parties intéressées.—C.P.C., 1339.

1. S.R.B.C., c. 78, ss. 24, 5.

2. Le protonotaire de la cour supérieure a, en vertu de l'article 1339 du Code de procédure civile, juridiction concurrente avec les juges de la cour supérieure, pour prononcer une interdiction, et nommer un curateur à l'interdit.—L'interdiction et la nomination d'un curateur ne sont pas au nombre des ordres ou jugements mentionnés dans l'article 465 du Code de procédure civile.—C.S., 1881. *Clément vs Francis*, 12 R.L., 567 ; TASCHEREAU, J.

3. A judgment of interdiction which has been pronounced by the prothonotary, is subject to revision by the court only, and not by a judge in chambers.—C.A., 1881. *Clément & Francis*, 5 L.N., 301.

4. Les décisions du protonotaire, dans les matières renfermées dans la troisième partie du Code de procédure civile, peuvent être re-

must remain among the records of the court and form part thereof.—C.C.P., 1338.

1310. The prothonotary of the Superior Court may exercise all the powers conferred upon the court or a judge thereof ; but any decision by such prothonotary is subject to be revised by a judge upon application being made to that effect, after notice given to the persons interested.—C.C.P., 1339.

visées sur simple requête, à un juge ou à la cour supérieure, sans bref d'assignation, et ce, à la demande de tout intéressé quelconque.—Il n'est pas nécessaire de mentionner dans cette requête les nom, qualité, occupation et résidence des défendeurs ; il suffit d'un avis aux parties intéressées.—Le délai d'assignation sur la requête n'est que d'un jour intermédiaire.—Il n'est pas nécessaire que la date du jugement dont on demande la révision se trouve dans les conclusions de la requête.—C.S., 1886. *Dubreuil vs Durocher*, 2 M.L.R., 194 ; MATHIEU, J.

5. Il n'y a pas d'appel à la cour du banc de la reine d'une décision rendue par un juge de la cour supérieure révisant une décision du protonotaire, sous les dispositions de l'article 1339 C.P.C. ; mais cette décision du juge peut être révisée par la cour supérieure siégeant en révision.—C.A., 1886. *Ross & Ross*, 15 R.L., 286 ; 2 M.L.R., 1.

CHAPITRE LXVII.

Registres et manière de les authentifier.

SECTION I.

REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL.

1311. Tout registre destiné à constater les naissances, mariages et sépultures, ainsi que la profession religieuse, doit, avant d'être employé, être marqué, sur le premier feuillet et sur chaque feuillet subséquent, du numéro de ce feuillet écrit en toutes lettres, et être revêtu du sceau de la cour supérieure ou du sceau de la cour de circuit apposé sur les deux bouts d'un ruban ou autre lien passant à

CHAPTER LXVII.

Registers and their authentication.

SECTION I.

REGISTERS OF CIVIL STATUS.

1311. All registers intended to record births, marriages and deaths, or religious profession, must, before being used, be numbered upon the first and every subsequent leaf, with the number of the leaf written in words, at full length, and be sealed with the seal of the Superior Court or of the Circuit Court, by affixing the same upon the two extremities of a ribbon or other such fastening, passing

travers tous les feuillets du registre et arrêtés en dedans de la couverture de ce registre ; et, sur le premier feuillet, doit être inscrite une attestation sous la signature du juge, ou du protonotaire de la cour supérieure du district, ou du greffier de la cour de circuit du comté dans lequel se trouve située la paroisse, l'église, la chapelle particulière ou la mission catholique romaine, l'église protestante ou la congrégation ou société religieuse autorisée par la loi à tenir ces registres, pour laquelle le registre doit servir et qui en est propriétaire, spécifiant le nombre de feuillets contenus dans le registre, sa destination et la date de cette attestation.

Le certificat ne peut être donné, néanmoins, avant que les formalités prescrites quant à certaines congrégations religieuses par des actes spéciaux aient été remplies.—C.P.C., 1236 ; S.R., 6014.

1. 2 PIGEAU, 511.

2. Les notaires peuvent faire les pro-

1312. Le double du registre qui doit rester entre les mains du curé, ministre ou autre préposé, de chaque paroisse catholique romaine, église protestante, ou congrégation religieuse, doit être relié d'une manière solide et durable.

A ce double est attachée une copie du titre du Code civil relatif aux actes de l'état civil, ainsi que des chapitres premier, deuxième et troisième du cinquième titre du même code, relatifs aux mariages,— C. P. C., 1337.

1313. Les curés, les marguilliers des œuvres et fabriques et autres administrateurs d'églises, dans les lieux où il y a eu des baptêmes, mariages et sépultures, ainsi que les supérieures des communautés où il y a eu profes-

through all the leaves of the register and secured inside of the cover thereof ; and upon the first leaf must be written an attestation under the signature of the judge or the prothonotary of the Superior Court of the district, or of the clerk of the Circuit Court of the county, which comprises the Roman Catholic parish, church, private chapel or mission, the Protestant church, or religious congregation or society authorized to keep such registers, and for which they are to serve, and to which they belong, specifying the number of leaves contained in the register, the purpose for which it is intended, and the date of such attestation.

Such certificate cannot, however, be given until the formalities prescribed by special acts with regard to certain religious congregations have been fulfilled.—C.C.P., 1236 ; R.S., 6014.

cédures mentionnées dans cette partie. (Art. 83 du présent code).

1312. The duplicate register which is to remain in the hands of the priest, minister or person doing the parochial or clerical duty of each Roman Catholic parish, church, Protestant or religious congregation, must be bound in a substantial and durable manner.

A copy of the title "*Of acts of Civil Status*," in the Civil Code, and of the first, second and third chapters of the title "*Of Marriage*," in the same Code, must be attached to such duplicate.—C. C. P., 1337.

1313. *Curés*, churchwardens of *fabriques*, and other such administrators, in places where baptisms, marriages and deaths have taken place, and also the superior of communities in which vows of religious profession

sion religieuse, sont tenus, chacun à son égard, de satisfaire aux prescriptions de la loi relativement aux registres des actes de l'état civil, et peuvent y être contraints par les lois et sous les peines et dommages que de droit. —C. P. C., 1238.

1314. Celui qui veut faire ordonner la rectification du registre doit présenter à cette fin une requête au juge, énonçant l'erreur ou l'omission dont il se plaint et concluant à ce que la rectification soit faite suivant les circonstances.

Cette requête doit être signifiée aux dépositaires du registre. —C. P. C., 1239, amendé.

1. Les dépositaires des registres de l'état civil ne sont point parties intéressées à demander la rectification d'erreurs admises par eux-mêmes dans les actes qu'ils sont tenus de faire.

Une entrée fautive et ne représentant pas

1315. Le juge peut en outre ordonner la signification de la requête à toute partie qu'il estime intéressée dans cette demande. —C. P. C., 1246, amendé.

1. COUCHOT, 84.—1 PIGEAU, 48.

2. Rap. C.—Aux termes de l'article 1295 (1315), la mise en cause des parties que le juge estime intéressées dans la ratification d'un acte de l'état civil, se fera par simple signification de la requête.

Le transfert au Code civil des articles 1241a à 1241j C. P. C., est recommandé. Des dispo-

1316. Dans le jugement de rectification, il est ordonné qu'il sera inscrit sur les deux registres, et l'acte ne peut plus être expédié qu'avec les rectifications ordonnées. — C. P. C., 1241.

SECTION II.

REGISTRES DES BUREAUX D'ENREGISTREMENT.

1317. Tout registre d'un bureau

have been made, are respectively bound to fulfil the requirements of the laws with regard to the registers of acts of civil status, and may be compelled to do so by such means and under such pains, penalties or damages as the law allows. —C. C. P., 1238.

1314. Any person who desires to have any register rectified must present to the judge a petition for that purpose, stating the error or omission of which he complains, and praying that the register may be rectified accordingly.

The petition must be served upon the depositary of such register. —C. C. P., 1239, amended.

les faits tels qu'ils se sont passés lors de la rédaction de l'acte, ne peut être rectifiée plusieurs années après que l'acte a été fait. Une telle rectification n'empêcherait pas l'acte d'être aussi faux qu'auparavant. —C. S., 1895. *Boudreau & Reid*, 2 R. de J., 46; ARCHIBALD, J.

1315. The judge may also order the petition to be served upon any person whom he deems interested in the application. — C. C. P., 1246, amended.

sitions portant sur des sujets analogues se trouvent, en effet, dans ce code. La rédaction de ces articles requerra modification, et une extension suffisante devra leur être donnée pour que leur application ne s'arrête pas aux registres des paroisses, mais s'étende à ceux de toutes églises, congrégations et sociétés religieuses.

1316. Any judgment ordering a rectification must contain an order for the inscription of such judgment upon the two registers, and no copy of the act rectified can thereafter be delivered without the corrections thus ordered to be made. —C. C. P., 1241.

SECTION II.

REGISTERS OF REGISTRY OFFICES.

1317. Every register of a registry

d'enregistrement qui doit être authentiqué, l'est, avant qu'il y soit fait aucune entrée, par une attestation inscrite sur la première page et signée par le protonotaire du district dans lequel ce registre doit servir ; et cette attestation doit énoncer l'usage auquel ce registre est destiné, le nombre des feuillets qui y sont contenus et la date de cette attestation.

Chacun des feuillets doit être numéroté en toutes lettres, et le protonotaire doit y apposer les lettres initiales de son nom.—C.P.C., 1242, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 37, s. 59.

2. Rap. C.—L'article 1242 du code actuel (1317 n.c.) répète, avec changement de phraséologie seulement, cette partie de l'article 2181 du Code civil qui renferme les

SECTION III.

REGISTRES DES SHÉRIFS ET DES CORONERS.

1318. Le shérif et le coroner de chaque district doivent tenir un registre en *duplicata* pour y transcrire et enregistrer tous titres et actes de ventes d'immeubles par eux faits en leur qualité, et, lorsqu'ils sont remplis, l'un des doubles doit être par eux déposé au greffe de la cour supérieure du district.—C.P.C., 1243, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 92, s. 11.

1319. Ces registres sont authentiqués de la même manière que ceux des bureaux d'enregistrement mentionnés en l'article 1317.—C. P. C., 1244.

1. *Ibid.*, § 2.

CHAPITRE LXVIII.

COMPULSOIRES.

1320. Les notaires sont tenus de

office, of which the law requires the authentication, must, before an entry is made therein, be authenticated by an attestation, written on the first page and signed by the prothonotary of the district in which the register is to be used ; and such attestation must mention the purpose for which such register is intended, the number of leaves contained therein, and the date of the attestation.

Each leaf must be numbered in words, written at full length, and the prothonotary must write thereon the initial letters of his name.—C.C.P., 1242, *amended*.

règles à suivre pour authentifier les registres des bureaux d'enregistrement. Sa place véritable est dans ce chapitre. L'article du Code civil devrait être modifié en y insérant une simple référence au Code de procédure.

SECTION III.

REGISTERS OF SHERIFFS AND CORONERS.

1318. The sheriff and the coroner of each district must keep a duplicate register for transcribing and registering therein all deeds or acts of sale made by them of real property in their official capacity, and, when such register is filled, one of the duplicates thereof must be deposited by such sheriff or coroner in the office of the Superior Court for the district.—C.C.P., 1243, *amended*.

1319. Such registers must be authenticated in the same manner as those of the registry offices mentioned in Article 1317.—C.C.P., 1244.

CHAPTER LXVIII.

INSPECTION OF NOTARIAL DOCUMENTS.

1320. Notaries are bound, upon

donner communication, expédition ou extrait de tout acte ou document formant partie de leur greffe, aux parties, leurs héritiers ou représentants légaux, sur paiement des honoraires et droits légitimes, sans ordonnance du juge.—C.P.C., 1245.

1. 1 COUCHOT, 84.—3 BRILLOU, 508.—ORD. 1535, art. 12.—1 PIGEAU, 52.—LACOMBE, 398, n. 55.

2. Rap. C.—Le projet n'apporte pas de changements sensibles à ce chapitre.

3. Le compulsoire ne doit pas être or-

1321. Ils ne sont pas tenus de donner communication, expédition ou extrait aux étrangers sans une ordonnance du juge, à moins que le document ne soit, de sa nature, du nombre de ceux dont l'enregistrement est requis.—C.P.C., 1246.

1. 1 COUCHOT, 84.—1 PIGEAU, 49.

2. En vertu des dispositions de l'art. 3621 du Code du notariat, enclavé dans le 2e volume de S.R.Q., le notaire qui fait enregistrer un acte passé devant lui, soit dans le but de le parfaire ou de se conformer aux réquisitions de l'art. 2148 du code civil, ne

1322. Au refus du notaire de donner communication, expédition ou extrait tel que requis, la partie requérante peut s'adresser au juge, par requête signifiée à ce notaire, pour obtenir un compulsoire, en justifiant de son droit ou de son intérêt.—C.P.C., 1247.

1. 1 PIGEAU, 49, 54.—1 LACOMBE, 129.

1323. Si la communication seulement est demandée, l'ordonnance fixe le jour et l'heure auxquels l'acte devra être donné en communication.

S'il s'agit d'une expédition ou d'un extrait d'acte, l'ordonnance fixe le temps auquel ils doivent être fournis.—C.P.C., 1248.

1. 1 PIGEAU, 51.

1324. L'ordonnance du juge doit être signifiée au notaire, avec un délai

payment of their lawful fees and dues, and without any judge's order, to give communication or copies of or extracts from any act or document forming part of their official records, to the parties or to their heirs or legal representatives.—C.C.P., 1245.

donné par cela seul qu'il est demandé; il faut que la partie qui le requiert ait un intérêt actuel et sérieux à la communication du titre; il ne suffit pas qu'elle allègue cet intérêt, il faut qu'elle le démontre.—12 FUZIER HERMAN, 2^o *Compulsoire*, n. 17.

1321. They are not bound to give such communication, copies or extracts to other parties without an order from a judge, unless it is of such a nature that it should be registered.—C.C.P., 1246.

perd pas son privilège pour ses honoraires, et il ne peut, en conséquence, être tenu de livrer copie d'un tel acte aux parties ou à des tiers, si ses honoraires n'ont pas été payés pour la minute, ou si la prescription n'est pas acquise lorsque cette copie lui est demandée.—C.S., 1891. *Roy vs Demers*, 2 R. de J., 265; CHARLAND, J.

1322. If the notary refuses to give such communication, copies or extracts, as required, the person demanding the same may, by petition duly served upon the notary, apply to a judge for an order for inspection, which is granted upon proof of his right or interest. C.C.P., 1247.

1323. If communication only is demanded, the order fixes the day and hour when communication of the act must be given.

If a copy or extract is demanded, the order fixes the time at which it must be furnished.—C.C.P., 1248.

1324. The service of the order of the judge upon the notary must give

suffisant pour qu'il puisse s'y conformer.—C. P. C., 1249.

1. 1 PIGEAU, 51.

1325. L'expédition ou l'extrait est certifié délivré en vertu de l'ordonnance ou compulsoire rendu ; et le notaire en fait mention au bas de la copie de l'ordonnance qui lui a été laissée.—C. P. C., 1250.

1. *Ibid.*, 47, 52, 53.

1326. A défaut par le notaire de se conformer au compulsoire du juge, il est passible des dommages-intérêts qui en résultent et de la contrainte par corps.—C. P. C., 1251.

1. *Ibid.*, 45.

1327. Lorsque la minute ou l'original d'un acte authentique ou d'un registre public a été perdu, détruit ou enlevé et qu'il en existe quelque copie ou extrait authentique, le porteur de cette copie ou extrait peut s'adresser par requête au juge pour qu'il soit permis de déposer cette copie ou cet extrait chez le fonctionnaire que le juge indique, pour y servir et être considéré comme minute dont les copies seront réputées authentiques.—C. P. C., 1252.

1. *Ibid.*, 54.

1328. La même demande peut être faite par une partie pour obliger une autre partie à un même acte, qui est possesseur d'une copie ou d'un extrait authentique, de le déposer aux mêmes fins.

Le possesseur est tenu de se conformer à l'ordre du juge à cet égard, sous peine de tous dommages-intérêts.

Celui qui requiert ce dépôt doit payer les frais et dépens ainsi encourus, fournir à l'autre partie une copie certifiée de l'acte, et l'indemniser de ses frais de déplacement et de tous autres.—C. P. C., 1253, *amendé*.

a sufficient delay for a compliance with such order.—C. P., 1249.

1325. The copy or extract must be certified to have been delivered in compliance with the order ; and the notary mentions the fact at the foot of the copy of the order that was left with him.—C. C. P., 1250.

1326. If the notary fails to comply with the order of the judge, he is liable for all consequent damages, and to coercive imprisonment.—C. C. P., 1251.

1327. When the original of any authentic act or of a public register has been lost, destroyed or carried away, and any authentic copy or extract thereof exists, the holder of such copy or extract may apply to the judge for leave to deposit the same with such public officer as the judge will name, to be there used and considered as an original, the copies of which will be deemed authentic. — C. C. P., 1252.

1328. A similar application may be made by any party to a deed, in order to compel any other party thereto, who is in possession of an authentic copy or extract thereof, to deposit such copy or extract for the same purpose.

The party so in possession must comply with the order of the judge in that behalf, under pain of all damages.

The party requiring such deposit must bear the costs and expenses so incurred, and is obliged to furnish the other party with a copy of the deed and to indemnify him for all travelling and other expenses.—C. C. P., 1253, *amended*.

1329. La requête doit être signifiée aux autres intéressés dénommés dans l'acte.—C.P.C., 1254.

1330. Sur preuve satisfaisante, le juge ordonne que le document produit soit déposé au greffe du protonotaire ou du notaire, ou à un autre bureau public où se trouvait l'original ou la minute, ou, si c'est un acte notarié faisant partie du greffe d'un notaire mort ou qui a cessé de pratiquer, à l'endroit où sont déposées les archives de ce notaire; et toute copie du document ainsi déposé fait foi, de même que si le document déposé était la minute ou l'original.—C.P.C., 1255, amendé.

CHAPITRE LXIX.

CONSEIL DE FAMILLE.

1331. Lorsqu'il s'agit de pourvoir les mineurs, les interdits, les absents ou les substitués, de tuteur ou de tuteur *ad hoc* ou de subrogé tuteur, ou de curateur, ou d'autorité; tuteurs ou curateurs à quelque acte particulier, ou à l'aliénation des biens de ceux qui n'ont pas le libre exercice de leurs droits, ou d'émanciper un mineur, ou de nommer un conseil judiciaire, le juge ou le tribunal ne peut agir sans au préalable prendre l'avis du conseil de famille.—C.P.C., 1256, amendé.

1. Rap. C.—L'article 1311 (1331 n.c.) complète l'énumération de l'article 1256 C. P.C., par la mention du mode de nomination des conseils judiciaires et des subrogés tuteurs.

2. Le défaut de convocation au conseil de famille de tous les parents du mineur,

1332. Le conseil de famille est convoqué et composé suivant les dispositions contenues dans le Code civil, au neuvième titre du premier livre.—C.P.C., 1257.

1329. The petition must be served upon all other interested parties mentioned in the act.—C.C.P., 1254.

1330. Upon satisfactory proof, the judge orders the document produced to be deposited in the prothonotary's or notary's office, or other public office in which the original was, or if it is a notarial act, forming part of the records of a notary who is dead or has ceased to practise, then in the place in which the records of such notary are deposited; and every copy of the document thus deposited avails for proof in the same manner as if such document was the original.—C. C.P., 1255, amended.

CHAPTER LXIX.

FAMILY COUNCILS.

1331. Whenever application is made to provide minors, interdicted persons, absentees or substitutes, with tutors, or tutors *ad hoc*, or subrogate-tutors, or curators, or to authorize such tutors or curators to do some particular act, or for leave to alienate immovables belonging to persons who have not the free exercise of their rights, or for the emancipation of minors, or to appoint judicial advisers, the judge or the court cannot act without previously having taken the advice of a family council.—C.C. P., 1256, amended.

n'est pas une cause de nullité d'une nomination de tuteur ou d'une autorisation de vente, ni des actes du tuteur ainsi nommé.—C.C., 1806. *Donahue vs Faucher*, 9 R.J.O., 69; GILL, J.

3. V. art. 1337, n. 11.

4. V. art. 1341, n. 2.

1332. Family councils are convened and composed in the manner provided in the ninth title of the first book of the Civil Code.—C. C. P., 1257.

1333. Celui qui provoque la convocation du conseil de famille doit justifier de ses diligences pour assigner les plus proches parents résidant dans le district, et le délai de notification est d'un jour intermédiaire lorsqu'ils résident à moins de quinze milles de l'endroit où le conseil de famille est convoqué, avec en plus un délai d'un jour pour tous les quinze milles additionnels.—C.P.C., 1258, *amendé*.

1. 2 PIGEAU, 302.

1334. Avant de donner leur avis sur les matières qui leur sont soumises, les parents et amis doivent être assermentés par celui devant qui ils sont convoqués.—C.P.C., 1259.

1. S.R.B.C., c. 48, s. 1, § 3.

1335. Le procès-verbal de la délibération des parents et amis doit être signé par eux, ou mention des raisons qui les en empêche doit y être faite.—C.P.C., 1260.

1336. La cour supérieure et la cour de circuit, et tout juge de la cour supérieure ou de la cour de circuit, à tout endroit où l'une ou l'autre de ces cours doit être tenue, soit pendant ou hors du terme, ont également juridiction, et peuvent prononcer sur toutes les matières où l'avis du conseil de famille est requis, et la procédure à cet égard doit rester aux archives du tribunal où la demande a été portée.—C.P.C., 1261, *amendé*.

1. S.R.B.C., c. 78, ss. 3, 23.—35 Vic., c. 6.

CHAPITRE LXX.

TUTEURS, CURATEURS ET CONSEILS JUDICIAIRES.

1337. Les procédures requises pour la nomination des tuteurs et subrogés tuteurs aux mineurs, des cura-

1333. Any person demanding the convocation of a family council must show that he has used due diligence to summon the nearest relatives residing in the district, and the delay for such notice is one intermediate day, when they reside at a distance less than fifteen miles from the place where the family council is to meet, with the usual additional delay when the distance exceeds fifteen miles.—C.C.P., 1258, *amended*.

1334. Before giving their advice upon the matters submitted to them, the relatives and friends must be sworn before the person by whom they are convened.—C.C.P., 1259.

1335. The minutes of the advice given by the relatives and friends must be signed by them, or must mention the reasons which prevent them from signing.—C.C.P., 1260.

1336. The Superior Court and the Circuit Court, and any judge of the Superior or the Circuit Court, at any place where sittings of either of the said courts are held, and in or out of term, have like jurisdiction in, and may decide, all matters in which the advice of a family council is required, and the proceedings in such cases must remain among the records of the court in which the application was made.—C.C.P., 1261, *amended*.

CHAPTER LXX.

TUTORS, CURATORS AND JUDICIAL ADVISERS.

1337. The proceedings to be taken for the appointment of tutors and subrogate-tutors to minors, and of curators

teurs aux interdits, aux mineurs émancipés et aux absents, et des conseils judiciaires, sont expliquées dans les différents titres du Code civil qui ont rapport à ces matières respectivement.—C. P. C., 1262, *amendé*.

1. Rap. C.—Un changement semblable à celui signalé au sujet de l'article 1311 (1331 n.c.) est apporté par l'article 1317 (1337).

Le mot "insolvable," qu'on trouve à l'article 1263 C.P.C. est omis de l'article 1318 (1338 n.c.) parce qu'il en restreint trop l'application.

L'article 1266 C.P.C., relatif à la prestation du serment par les curateurs, fait double emploi avec les articles 339, 373, 89 et 686 du Code civil, et l'article 1334, § 1, du Code de procédure. Nous omettons en conséquence l'article 1266, et recommandons l'insertion dans le Code civil, après l'article 347, d'un article relatif à la prestation du serment par les curateurs aux biens.

2. A stranger has no legal *qualité* to bring an action *en destitution de tutelle*.—C.S., 1857. *O'Meara vs Mc Cleverty*, 1 J., 195; DAY, SMITH & CHABOT, JJ.

3. A person not of kin or a relative to the minor has a right to present a petition *en destitution de tutelle*, when the minor has no kin or relative within Canada.—C.S., 1858. *Dooley vs Wardley*, 3 J., 72; SMITH, J.

4. The appointment of a tutor, if it is not regularly made, may be set aside, and that must be done upon a *requête* filed by the next of kin according to the provisions of the provincial statute, 41 Geo. III, c. 7, sec. 18. The court will not maintain an action *en destitution de tutelle*, if the case is so circumstanced as to allow an appeal to the court for irregularity or error in chambers. The action *en destitution* is the proper remedy for misconduct in the tutor after his appointment.—C.B.R., 1819. *Darvull vs Fournier*, 3 R. de L., 365; 2 R.J.R., 303.

5. A tutor cannot be impeached except by writ in the ordinary form.—C.S., 1884. *Daoust vs Lebeuf*, 7 L.N., 69; TORRANCE, J.

6. Si c'est contre la décision du juge en chambre, homologuant ou refusant d'homologuer l'avis du conseil de famille que l'on veut se pourvoir, c'est par simple requête que l'on procède; mais, si l'on a à se plaindre de la conduite d'un tuteur déjà nommé, ce n'est plus par requête, mais par action en destitution.—C.S., 1892. *Letang vs Auclair*, 1 R.J.O., 241; JETTÉ, J.

7. The proper mode of proceeding to destitute a tutor is by petition.—C.S., 1866. *Stephen vs Stephen*, 1 L.C.L.J., 98; 18 R.J.R., 177; BADGLEY, J.

8. Un juge en chambre n'a pas juridic-

1338. Les procédures pour la nomination d'un curateur à une succes-

to interdicted persons, emancipated minors and absentees, and of judicial advisers, are explained in the different titles of the Civil Code which treat of such matters respectively.—C.C.P., 1262, *amended*.

tion pour s'enquérir d'une interdiction prononcée par le protonotaire de la cour supérieure, et toute requête en destitution de curatelle, ou en revision de l'interdiction prononcée hors de cour, doit être portée devant la cour supérieure.—C.A., 1881. *Clément & Francis*, 1 D.C.A., 346; 5 L.N., 301.

9. L'on peut procéder par requête pour obtenir l'annulation de la nomination d'un tuteur *ad hoc*.—C.S., 1896. *Hébert vs Roy*, 9 R.J.O., 251; MATHEU, J.

10. La nomination d'un tuteur *ad hoc* pour représenter un mineur à un inventaire n'est pas un obstacle à la nomination subséquente d'un tuteur général au même mineur, la charge de tuteur *ad hoc* prenant fin d'elle-même par la clôture de l'inventaire.—C.S., 1896. *Douahue vs Faucher*, 9 R.J.O., 61; GILL, J.

11. La destitution d'un tuteur ne peut être prononcée, même avec son consentement, par un juge en chambre, le tribunal seul étant compétent, et elle doit être dans tous les cas précédée d'un avis du conseil de famille.—C.R., 1896. *Kinsella vs Barnes*, 9 R.J.O., 218; GILL, DAVIDSON & CHARLAND, JJ.

12. La nomination d'un oncle comme tuteur à ses deux neveux doit être cassée, s'il n'a pas d'immeuble capable de répondre de son administration de leurs biens, et s'il est leur créancier, quand même il en aurait élevé un comme son propre enfant et se serait toujours intéressé à l'autre.—C.R., 1893. *Lynch vs Carbray*, 4 R.J.O., 453; CASAULT, ANDREWS & LARUE, JJ.

13. Dans une action en reddition de compte, instituée par le demandeur en sa qualité de curateur à une succession vacante contre le défendeur comme étant en possession de la succession, l'on est mal fondé en droit à plaider que le demandeur a été nommé curateur sans aucun avis, sur la requête d'une personne laquelle n'était ni parente ni créancière de la personne défunte, ni intéressée dans sa succession, et sur l'avis de personnes n'étant ni parentes, ni créancières, ni intéressées dans la succession, et sans que la nécessité de telle nomination ait été démontrée. Le défendeur n'a aucun droit ni aucun intérêt à contester la qualité de curateur, à raison des objections sus mentionnées.—C.S., 1856. *Sexton vs Boston*, 6 L.C.R., 180; 5 R.J.R., 62; SMITH, MONDELET & CHABOT, JJ.

1338. The proceedings to be taken for the appointment of curators to

sion vacante ou acceptée sous bénéfice d'inventaire, ou aux biens cédés eu justice par un débiteur, sont réglés aux titres particuliers à ces matières contenues dans ce code.—C. P. C., 1263, *amendé*.

1339. Les procédures relatives à la nomination d'un curateur aux biens des corporations éteintes ou déclarées illégales, sont réglées au titre des *Corporations* dans le Code civil, et à l'article 986 de ce code.—C.P.C., 1264.

1340. Il est procédé à la nomination d'un curateur à une substitution de la même manière que pour la nomination d'un tuteur à des mineurs.—C.P.C., 1265.

1. 2 FIGEAU, 213.

CHAPITRE LXXI.

Vente des biens des mineurs et autres incapables.

SECTION I.

BIENS EXCÉDANT QUATRE CENTS PIASTRES.

1341. L'aliénation volontaire des biens immeubles, de même que celle des parts ou actions dans les compagnies financières, commerciales ou industrielles, appartenant à un mineur, à un interdit ou à une substitution, ne peut avoir lieu que sur l'ordonnance et avec la permission du juge.—C.P.C., 1267, *amendé*.

1. Rap. C.—L'amendement apporté par l'article 1322 du projet (1342 n.c.) indique le mode de nomination des experts dans le cas où les biens à vendre appartiennent à un interdit. Il est basé sur la section 1 du chapitre 48 des Statuts refondus du Bas-Canada, dont une partie avait été omise par les codificateurs.—La législature a introduit dans ce chapitre une innovation que le projet de fonte des commissaires ne contenait pas.

successions which are vacant or are accepted under benefit of inventory, or to property judicially abandoned by debtors, are regulated under the respective titles in this Code concerning such matters.—C.C.P., 1263, *amended*.

1339. The proceedings for the appointment of curators to the property of corporations that have been dissolved or declared illegal are regulated under the title "*Of Corporations*," in the Civil Code, and in Article 986 of this Code.—C.C.P., 1264.

1340. The proceedings for the appointment of curators to substitutions are the same as those for the appointment of tutors to minors.—C. C. P., 1265.

CHAPTER LXXI.

Sale of property belonging to minors and other disqualified persons.

SECTION I.

OF PROPERTY EXCEEDING FOUR HUNDRED DOLLARS IN VALUE.

1341. No voluntary alienation of immovable property, or of shares or stock in financial, commercial or industrial companies, belonging to minors or interdicted persons or to substitutions, can be made without the order and permission of the judge.—C.C.P., 1267, *amended*.

Elle a étendu l'application des dispositions de ce chapitre à la vente de biens appartenant à des substitutions. (1341).

2. It is only in case of necessity that the court will authorize the sale of the real estate of minors. And where such necessity does not exist the court will refuse such order, although a majority of the family council advise the sale.—C.A., 1876. *Béliveau vs Chevefils*, R., 461; 2 Q.L.R., 191.

1342. Avant de prendre l'avis du conseil de famille, il doit être fait une visite à l'immeuble par deux experts, dont l'un nommé par le tuteur et l'autre par le subrogé tuteur, si l'immeuble appartient à un mineur; si l'immeuble appartient à un interdit, l'un par un curateur et l'autre par un des plus proches parents, ou, en l'absence de parents, par un ami de l'interdit; et, si l'immeuble appartient à une substitution, l'un par le curateur à la substitution, ou par un appelé majeur capable, et l'autre par un des grevés.

Ces experts ne doivent être parents ni des parties ni de ceux qui les représentent.—C.P.C., 1268, *amendé*.

1343. Cette nomination d'experts peut être faite sous la sanction du juge ou du notaire auquel la convocation du conseil de famille est demandée.—C.P.C., 1269.

1344. Les experts, après avoir été assermentés devant le juge, le protonotaire, le greffier ou le notaire, doivent constater l'état et la valeur de chaque immeuble, et les autres circonstances à raison desquelles la vente est demandée, et en faire rapport par écrit.—C.P.C., 1270, *amendé*.

1. Rap. C.—L'article 1324(1344) supprime

1345. Si les experts ne peuvent s'accorder, ils doivent faire rapport de leur opinion respective, accompagnée des motifs sur lesquels elle est basée.—C.C.P., 1271.

1346. Ce rapport est soumis au conseil de famille avec la demande d'autorisation.—C.P.C., 1272.

1347. S'il s'agit de placements

1342. Before the advice of the family council is taken, the immovable must be inspected by two experts, appointed, one by a tutor and the other by the subrogate-tutor, if the immovable belongs to a minor; if it belongs to an interdicted person, one by the curator and the other by one of the relatives nearest of kin to, or, in default of relatives, by a friend of such person; and if it belongs to a substitution, one by the curator to the substitution, or by a substitute of full age and capacity, and the other by the institute.

Such experts must not be related either to the parties or to the persons acting for them.—C. C. P., 1268, *amended*.

1343. The nomination of experts may be made under the sanction of the judge or of the notary before whom the application is made to have a family council convened.—C. C. P., 1269.

1344. The experts, after being sworn before the judge, protonotary, clerk, or notary, must ascertain the condition and value of each immovable, and verify the other circumstances on account of which the sale is demanded, and make a written report thereof.—C. C. P., 1270, *amended*.

pour le rapport des experts la formalité inutile de l'acte en brevet.

1345. If the experts cannot agree, each must report his respective opinion, giving the reasons upon which such opinion is based.—C. C. P., 1271.

1346. The report is submitted to the family council, together with the application to be authorized.—C. C. P., 1272.

1347. If the matter relates to the

de deniers, ou de parts ou actions dans des compagnies financières, commerciales ou industrielles, la valeur en doit être constatée.—C. P. C., 1273, *amendé*.

1348. Si la demande d'aliénation est basée sur la nécessité, l'autorisation n'est accordée qu'après la production d'un compte préparé en la manière prescrite par l'article 298 du Code civil.—*Nouveau* ; C. C., 298, *partie*.

1. Rap. C.—Le nouvel article 1328 (1348) n'innove pas. Il se borne à reproduire une partie de l'article 298 du Code civil.

2. Une obligation consentie par un tuteur pour des deniers empruntés pour ses affaires personnelles, à la connaissance du prêteur, est nulle, quant même elle aurait été ratifiée par le mineur après sa majorité, mais avant qu'un compte de tutelle lui ait été fourni.—C. suprême, 1890. *Davis & Kerr*, 17 R. C. S.,

1349. L'ordonnance autorisant la vente doit fixer la mise à prix de chaque immeuble, part ou action, sauf les dispositions de l'article 1356 ; et cette mise à prix ne peut être moindre que la valeur constatée, indépendamment des autres conditions apposées à l'aliénation.—C. P. C., 1274, *amendé*.

1. 2 PIGEAU, 106.

2. Where a minor is authorized to sell property, the sale is not rendered null by the insertion of the stipulation that in case

1350. Si l'autorisation de vendre est refusée, le refus doit être motivé par écrit et rester au dossier.—C. P. C., 1275, *amendé*.

1351. La vente doit être faite en justice, en présence du subrogé tuteur ou du curateur, selon le cas, au plus offrant, sur enchères reçues publiquement par le juge, le protonotaire ou par une autre personne à ce commise.—*Nouveau* ; C. C., 299, *partie*.

1. Rap. C.—L'article 1331 (1351 n.c.),

investment of moneys, or to shares or stock in financial, commercial or industrial companies, the value thereof must be ascertained.—C. C. P., 1273, *amended*.

1348. If the application is based upon the ground of necessity, the authorization can be granted only upon the production of an account prepared in the manner prescribed by Article 298 of the Civil code.—*New* ; C. C., 298, *in part*.

235, confirmant sur ce point le jugement de la cour d'appel, 17 R. L., 620 ; 5 M. L. R., 156.

3. La fausseté d'un état des affaires d'une succession soumis à un conseil de famille convoqué pour autoriser une vente, n'est pas une cause de nullité de la vente faite par le tuteur en vertu de cette autorisation, à un tiers de bonne foi.—C. S., 1896. *Donahue vs Faucher*, 9 R. J. O., 69 ; GILL, J.

1349. The order authorizing the sale must fix an upset price for each immovable, share or stock, saving the provision of Article 1356, and, independently of the other conditions imposed upon the sale, such upset price cannot be less than the value ascertained.—C. C. P., 1274, *amended*.

the interest is not paid, the whole price will become due, although such stipulation is not made a condition of sale by the order.—C. A., 1876. *Watts & Paquette*, R., 651.

1350. If authorization to sell is refused, the reason for such refusal must be given in writing, and form part of the record.—C. C. P., 1275, *amended*.

1351. The sale must be made judicially in presence of the subrogate-tutor, or of the curator, as the case may be, to the highest bidder, by public auction before the court, judge, prothonotary, or any other person specially appointed for that purpose.—*New* ; C. C., 299, *in part*.

qui reproduit partie de l'article 299 du Code

civil, est inséré ici afin de grouper sous un même titre toutes les dispositions concernant cette matière. Nous y ajoutons la stipulation que la vente des biens d'un interdit se fera en présence de son curateur.

2. The observance of the required formalities preliminary to a sale of land belonging to minors, as, for example, that the required publications of such sale were duly made, cannot be established by verbal testimony. In such a case as the above, where the required publications of the sale were not legally proved to have been made, the sale will be adjudged to have been inoperative and null, and the purchase of such land at a public sale will be condemned to restore the same to such minors.—C.S., 1851. *Boustie vs McGregor*, 9 J., 332; DAY & MONDRIET, JJ.

1352. Un avis contenant la description des immeubles et indiquant le lieu, le jour et l'heure de la vente doit être publié de la manière suivante :

1. Si les immeubles sont situés dans la cité de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke, Saint-Hyacinthe ou Sorel ou dans la ville de St-Jean, par l'insertion de l'avis, quinze jours au plus tard avant la vente, dans un journal publié dans la langue française et dans un journal publié dans la langue anglaise de la localité ; et, s'il n'y a qu'un journal dans la localité ou que tous soient de la même langue, dans les deux langues dans le même journal ; ou

2. Si les immeubles sont situés dans une paroisse autre que celles comprises dans les localités ci-dessus, par la lecture à haute voix et l'affichage de l'avis, le troisième dimanche avant la vente, à la porte de l'église de la paroisse, à l'issue du service du matin, ou, s'il n'y a pas d'église, à l'endroit le plus public de la localité. S'il n'y a pas de service, l'affichage suffit.—C. P.C., 1276, *amendé*.

1. 2 PIGEAU, 106-7-8.

2. Rap. C.—Les règles relatives à la publicité de la vente des immeubles, conte-

3. L'autorisation à vendre la part des mineurs dans une propriété donnée par le protonotaire, avec l'ordre à tous les copropriétaires d'accéder à telle vente, et l'adjudication faite de tel immeuble conformément à cette autorisation, équivant à licitation et partage, et doit avoir tous les effets d'un partage vis-à-vis des créanciers de chaque co-héritier qui a pu hypothéquer quelque partie indivise du dit immeuble. L'accession de tous les copropriétaires à telle vente conformément à l'ordre du protonotaire, fait présommer chez ceux-ci l'intention de faire cesser l'indivision et de procéder au partage. L'adjudicataire de l'immeuble ainsi vendu est censé avoir acquis le dit immeuble directement de la personne décédée.—C.S., 1874. *Monette vs Molleur*, 6 R. L., 561; CHAGNON, J.

1352. A notice containing a description of the immovables, and mentioning the place, day and hour of the sale, must be published in the following manner :

1. When the immovables are situated in the city of Quebec, Montreal, Three-Rivers, Sherbrooke, St. Hyacinthe or Sorel, or in the town of St. Johns, by inserting such notice at the latest fifteen days before the sale, in a newspaper published in French, and in one published in English, in the locality ; and if there is only one newspaper in the locality, or all are published in the same language, by inserting it in both languages in the same newspaper ; or

2. When the immovables are situated in a parish other than those contained in the above-mentioned localities, by reading aloud and posting the notice on the third Sunday before the day fixed for the sale, at the door of the church of the parish, immediately after morning service, or, if there is no church, at the most public place in the locality. If there is no service, it is sufficient to merely post the notice.—C.C.P., 1276, *amended*.

gues dans l'article 1352 (1352 n.c.), sont conformes à celles que prescrit l'article 716.

1353. L'avis de vente, lorsqu'il s'agit de parts ou actions dans les compagnies financières, commerciales ou industrielles, est donné en la manière indiquée par le décret d'autorisation.—*Nouveau*; C. C., 299, *partie*.

1. Rap. C.—Quant à l'article 1353 (1353 n.c.), qui se rapporte à la publicité de la

1354. S'il n'y a pas d'enchère au-dessus de la mise à prix, celui qui a demandé la vente peut y procéder de gré à gré, mais seulement durant les quatre mois qui suivent l'autorisation, pour une somme qui ne doit pas être moindre que la mise à prix.—C. P. C., 1277.

1355. Dans le cas de licitation volontaire d'un immeuble possédé par indivis par le tuteur et ses pupilles et qui ne peut se partager commodément, il est procédé en la forme ci-dessus, et l'adjudication au tuteur n'est pas valable si les mineurs ne sont pas représentés à la vente par un tuteur *ad hoc*.—C. P. C., 1278.

1. 35 Vict., c. 7.—36 Vict., c. 17-18.

1356. Dans le cas de vente de valeurs, telles que capitaux, actions ou intérêts dans les compagnies de finances, de commerce et d'industrie, ou effets publics, appartenant à des mineurs, interdits ou absents, ou à des substitutions, le juge qui autorise la vente, sur avis du conseil de famille, peut, s'il le juge à propos, ordonner que la vente ait lieu au cours de la bourse, par un courtier ou par toute autre personne préposée à cette fin, sans annonces ni autres formalités, et autoriser, pendant le délai qu'il fixe, l'écoulement graduel de ces valeurs au cours de la bourse.

Le courtier ou le préposé doit faire un rapport des ventes qu'il a faites, et le transmettre au greffe où a été dé-

1353. The notice of sale in the case of shares or stock in financial, commercial or industrial companies, is given in the manner prescribed by the order granting the authorization.—*New*; C. C., 299, *in part*.

vente de certains effets, il est tiré de l'article 299 du Code civil, et prévoit au cas sur lequel le Code de procédure est silencieux.

1354. If no higher price is offered than the upset price, the person applying for the sale may proceed to effect a private sale; but he can only do so within the four months which follow the authorization, and for a sum not less than the upset price.—C. C. P., 1277.

1355. In the case of a voluntary licitation of an immovable held undividedly between a tutor and his pupil, and which cannot be advantageously divided, proceedings are had in the manner above-mentioned, and no purchase of it by the tutor is valid unless the minor is represented at the sale by a tutor *ad hoc*.—C. C. P., 1278.

1356. In the case of sale of securities such as capital sums, shares or interest in financial, commercial or industrial companies, or public securities, belonging to minors, interdicted persons or absentees, or to substitutions, the judge authorizing such sale, upon the advice of a family council, may, if he thinks fit, order that the sale be made at the current rate upon the stock exchange by a broker or other person appointed for that purpose, without advertisement or other formalities, and may authorize the gradual disposal, during such delay as shall be determined, of such securities, at the current rate upon the stock exchange.

The broker or person appointed

posée l'autorisation de la vente, avec une attestation sous serment, constatant la cote des valeurs vendues au jour de chaque vente.—C. P. C., 1278*a*, amendé; S. R., 6016.

1. Rap. C.—L'addition faite par l'article 1329 (1349 n.c.) est due au pouvoir que con-

SECTION II.

BIENS N'EXCÉDANT PAS QUATRE CENTS
PIASTRES.

1357. Si la valeur réelle de la totalité des immeubles ou des droits immobiliers, des capitaux ou des actions ou intérêts dans des compagnies de finances, de commerce ou d'industrie, appartenant à un mineur, à un incapable ou à une substitution, n'excède pas la somme de quatre cents piastres, le juge peut, sur requête à lui présentée à cet effet par le tuteur et le subroge-tuteur du mineur, ou le curateur de l'incapable, ou le grevé ou le curateur à la substitution, ou un appelé majeur et capable, suivant le cas, après s'être enquis sommairement de la valeur de ces biens, en ordonner la vente à l'enchère publique, aux prix et conditions qu'il croit juste et convenable d'établir dans l'intérêt de ce mineur ou de cet incapable.—C. P. C., 1278*b*, amendé; S. R., 6016.

1358. Le juge peut émettre sous son seing une ordonnance pour forcer de comparaître, sans frais, toute personne qu'il croit capable de lui donner les renseignements nécessaires pour en déterminer la valeur.

Cette personne se rend coupable de

must make a report of all sales by him made, and forward it to be deposited in the office of the court where the authorization for the sale has been deposited, with an attestation under oath, showing the current market value of securities sold on the day of each sale.—C. C. P., 1278*a*, amended; R. S., 6016.

l'ère l'article 1336 (1356 n.c.) de vendre certains effets au cours de la bourse.

SECTION II.

OF PROPERTY NOT EXCEEDING FOUR
HUNDRED DOLLARS IN VALUE.

1357. Whenever the real value of the whole of the immovables or immovable rights, capital sums, shares or interest in any financial, commercial or industrial company, belonging to a minor or disqualified person, or to a substitution, does not exceed the sum of four hundred dollars, the judge may, upon petition presented to him to that effect by the tutor and subrogate-tutor of such minor, or by the curator of such disqualified person, or by the institute or the curator of the substitution, or a substitute of full age and capacity, as the case may be, after making summary inquiry as to the value of the said property, order the sale thereof by public auction at the prices and upon the conditions which he may deem just and reasonable to fix, in the interest of such minor or disqualified person.—C. C. P., 1278*b* amended; R. S., 6016.

1358. The judge has power to issue under his hand an order to compel the appearance before him, without costs, of any person whom he deems qualified to afford him the information necessary to determine the value.

Any such person refusing to comply

mépris de cour si elle refuse d'obéir à l'ordonnance.—C.P.C., 1278*c*; S.R., 6016.

1359. L'avis de vente est assujéti aux règles des articles 1352 et 1353.—C.P.C., 1278*d*, amendé; S.R., 6016.

1. Rap. C.—Aux termes de l'article 1339 (1359), les avis de la vente dans les cas visés par cette section seront donnés en la manière

1360. Le juge peut, lorsqu'il le juge à propos, dispenser les requérants de faire les annonces mentionnées dans l'article précédent, et les autoriser à vendre ces biens de gré à gré à toute personne qui en payera le prix par lui fixé.—C.P.C., 1278*e*; S.R., 6016.

SECTION III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1361. La personne chargée de la vente des biens d'un mineur, d'un autre incapable ou d'une substitution doit dresser procès-verbal de ses procédures et le rapporter au greffe de la cour supérieure, avec ses procédures.

Ce procès-verbal et ces procédures restent déposés au greffe.—*Nouveau.*

1. Cette section a été ajoutée par la Légis-

CHAPITRE LXXII.

Procédures relatives aux successions.

SECTION I.

SCELLÉS.

§ 1.—AFFIXION DES SCELLÉS.

1362. L'apposition des scellés ne peut avoir lieu sur les biens d'une succession que lorsque l'inventaire n'en a pas été fait.—C.P.C., 1279.

1. 2 Pigeau 270-1.

with such order, becomes guilty of contempt of court.—C.C.P., 1278*e*; R.S., 6016.

1359. The notice of the sale is governed by the rules contained in articles 1352 and 1353.—C.C.P., 1278*d*, amended; R.S., 6016.

indiquée dans les articles 1332 (1352) et 1333 (1353).

1360. The judge may, when he deems it advisable, exempt the petitioners from the necessity of publishing the notice mentioned in the preceding Article, and authorize them to sell such property, by mutual consent, to any person paying the price fixed by such judge.—C.C.P., 1278*e*; R.S., 6016.

SECTION III.

GENERAL PROVISIONS.

1361. Any person charged with the sale of property, belonging to a minor or other disqualified person, or to a substitution, must prepare a report of his proceedings, and return the same into the office of the Superior Court together with his proceedings.

Such report and proceedings remain deposited in the office of the Superior Court.—*New.*

gislature.

CHAPTER LXXII.

Proceedings relating to successions.

SECTION I.

SEALS.

§ 1.—AFFIXING SEALS.

1362. Seals can be affixed on the property of a succession so long only as an inventory thereof has not been made.—C.C.P., 1279.

2. Rap. C.—Le projet ne fait pas subir de changements à cette partie du code.

1363. Lorsqu'il y a lieu à l'apposition des scellés, il est nommé par le juge à la requête d'une partie intéressée, un commissaire chargé d'y procéder.—C.P.C., 1280.

1. 1 PIGEAU, 439, 440.—2 PIGEAU, 271.—S.R.B.C., c. 78, n. 23.—C.P.F., 907, 912.—

1364. L'apposition des scellés peut être demandée :

1. Par tous ceux qui peuvent prétendre droit à la succession du défunt ou à la communauté qui se trouve dissoute par le décès d'un des conjoints ;
2. Par les créanciers ;
3. Par l'exécuteur testamentaire ;
4. Par le ministère public dans le cas de déshérence ou de confiscation.—C.P.C., 1281.

1. 2 PIGEAU, 250 *et seq.*—1 COUCHOT,

1365. Il doit être dressé par le commissaire un procès-verbal de l'apposition des scellés, dans lequel sont énoncés :

1. La date ;
2. La désignation de la partie qui requiert les scellés et la nature de son droit ;
3. L'ordonnance qui autorise l'apposition des scellés ;
4. Les comparutions et dires des parties ;
5. La description des lieux, bureaux, coffres et armoires sur les ouvertures desquelles les scellés ont été mis ;
6. Une description sommaire des effets trouvés en évidence et mis sous scellés ;
7. La prestation du serment, lors de la clôture de l'apposition des scellés, par ceux qui demeurent dans le lieu, qu'il n'a rien été détourné directement ni indirectement, par eux ni à leur connaissance ;
8. Les noms et la désignation des personnes à qui la garde des choses

1363. Whenever seals are required to be affixed, a commissioner is named for that purpose by the judge upon the application of any party interested.—C.C.P., 1280.

CARRÉ & CHAUVEAU, SUR LES ARTICLES 907, 912.

1364. The affixing of seals may be demanded :

1. By all those who lay claim to the succession of the deceased, or to a community dissolved by the death of one of the consorts ;
2. By the creditors ;
3. By the testamentary executor ;
4. By the Crown, when there are no heirs, or when the property is confiscated.—C.C.P., 1281.

1365. The commissioner must draw up minutes of the proceedings in affixing seals, in which he must state :

1. The date ;
2. A designation of the person requiring the seals and the nature of his right ;
3. The judicial order authorizing the affixing of seals ;
4. The attendance and the declarations of the parties ;
5. A description of the places, bureaux, chests or closets, over the openings of which seals are affixed ;
6. A summary description of all articles found in view and placed under seals ;
7. The taking, at the close of the affixing of seals, of the oath of the parties residing on the premises, that nothing has been, either directly or indirectly, taken away by them or with their knowledge ;
8. The names and designations of the persons in whose custody the things under seals have been placed,

sous scellés est confiée, et auxquelles copie du procès-verbal doit être laissée ;

9. La mention de la signature des parties présentes ou de l'interpellation qui leur a été faite de signer et des raisons qui les en empêchent.—C.P.C., 1282.

1. 2 PIGEAU, 281-2.—C.P.F., 914.

1366. Les scellés sont apposés sur chaque extrémité d'une bande passant sur l'ouverture de la serrure, s'il y en a une, ou, s'il n'y en a pas, passant sur les joints de l'ouverture de la pièce ou du meuble dans lequel sont les effets, de manière qu'il ne puisse être ouvert sans briser la bande ou enlever les scellés.—C.P.C., 1283.

1. 2 PIG., 280-1-2.—C.P.F., 915.

1367. Si, lors de l'apposition des scellés, il se trouve un testament du défunt en forme authentique et ouvert, le commissaire en fait la description dans son procès-verbal et le remet au gardien ; mais, si le testament n'est pas en forme authentique ou s'il est clos on scellé, le commissaire, après l'avoir scellé lui-même, doit le déposer au greffe avec son procès-verbal, pour y être vérifié à la demande des parties intéressés.—C. P. C., 1284, *amendé*.

1. 2 PIGEAU, 282-3 4.—C.P.F., 916.

1368. Lorsque le commissaire trouve les portes fermées ou qu'on lui refuse l'entrée, il doit en faire rapport au juge, qui peut ordonner l'ouverture par les voies nécessaires en présence de deux témoins, avec toute la force requise.

Le commissaire peut, dans l'interval, mettre garnison autour des lieux, afin d'empêcher les détournements.—C.P.C., 1285, *amendé*.

1. 2 PIGEAU, 281.—C.P.F., 921-922.

and with whom a copy of the minutes must be left ;

9. The signing of the parties present, or their being called upon to sign and the reason which prevented them from doing so.—C.C.P., 1282.

1366. The seals are affixed upon each extremity of a band passing over the keyhole of the lock, if there is one ; or, if not, passing over the joint of the opening of the apartment or receptacle containing the effects, in such a manner that it cannot be opened without breaking the band or removing the seals.—C.C.P., 1283.

1367. If, when seals are being affixed, a will made in authentic form by the deceased is found open, the commissioner enters a description of it in his minutes, and delivers it to the guardian ; but, if the will is not in authentic form, or if it is closed or sealed, the commissioner, after sealing it himself, must deposit it in the office of the court, together with his minutes, in order that probate may be effected at the instance of the persons interested.—C.C.P., 1284, *amended*.

1368. When the commissioner finds the doors fastened, or is refused admittance, he must report the fact to the judge, who may order the opening to be effected by all necessary means in the presence of two witnesses and with such force as may be required.

The commissioner may, in the meantime, place guards around the premises, in order to prevent fraudulent removals.—C.C.P., 1285, *amended*.

1369. Si, après l'entrée dans la maison, il y a déclaration d'opposition, le commissaire doit le mentionner dans son procès-verbal, pour en être référé au juge, établissant cependant garnison pour empêcher les détournements.—C.P.C., 1286.

1. *Ibid.*

2. Sur l'opposition faite par une partie à l'apposition des scellés, et sur l'exposé d'un conflit de titres entre l'impétrant et l'opposant, les parties seront renvoyées au principal à l'audience, pour se pourvoir, si elles le jugent à propos.—C.S., 1864. *Pelletier vs Turcot*, 8 J., 119; 13 R.J.R., 304; LO-RANGER, J.

1370. Il est statué incontinent par le juge sur cette opposition, soit en arrêtant ou limitant l'apposition des scellés, ou en ordonnant de passer outre.—C.P.C., 1287.

1. 2 PIGEAU, 285.—S.R.B.C., c. 78, s. 23.

1371. Dans tous les cas où il en est référé au juge, ce qui est fait ou ordonné est constaté à la suite du procès-verbal du commissaire.—C.P.C., 1288.

1. C.P.F., 924.

1372. S'il n'y a aucun effet mobilier, le commissaire le constate dans son procès-verbal.—C.P.C., 1289.

1. C.P.F., 924.

1373. Aussitôt après la confection du procès-verbal, le commissaire est tenu de le déposer au greffe pour faire partie des archives.—C.P.C., 1290.

1374. Il ne peut être apposé un second scellé, à moins que le premier ne soit attaqué de nullité.

Le second scellé est apposé en croisant les bandes.—C.P.C., 1291.

1. 2 Pigeau, 298.

‡ 2.—LEVÉE DES SCELLÉS.

1375. La demande en mainlevée des scellés, si elle est contestée, et les oppositions faites après la clôture des

1369. If, after he has entered the house, the commissioner meets with a declaration of opposition, he must mention it in his minutes, in order that the matter may be referred to the judge; but he must place guards in the meantime to prevent fraudulent removals.—C.C.P., 1286.

sant, les parties seront renvoyées au principal à l'audience, pour se pourvoir, si elles le jugent à propos.—C.S., 1864. *Pelletier vs Turcot*, 8 J., 119; 13 R.J.R., 304; LO-RANGER, J.

1370. The judge decides forthwith upon the opposition, either by countermanding or restricting the affixing of seals, or by ordering the proceedings to continue.—C. C. P., 1287.

—C.P.F., 921-922.

1371. Whenever a reference to the judge has taken place, whatever is done or ordered thereon is certified at the foot of the commissioner's minutes.—C.C.P., 1288.

1372. If there are no moveable effects, the commissioner must state so in his minutes.—C.C.P., 1289.

1373. As soon as the commissioner has completed his minutes, he is bound to deposit them in the office of the court, to form part of the records thereof.—C.C.P., 1290.

1374. No second affixing of seals can take place unless the first has been impugned as null.

In affixing seals the second time, the bands are placed across those of the first sealing.—C.C.P., 1291.

‡ 2.—REMOVAL OF SEALS.

1375. All applications for the removal of seals, when contested, and all oppositions made after the affixing

scellés sont entendues sommairement, à moins qu'une plaidoirie écrite ne soit ordonnée.—C.P.C., 1292.

1. 2 Pigeau, 299.

1376. Si l'apposition des scellés est déclarée nulle, il est en même temps enjoint au commissaire qui les a apposées, ou à tout autre, de les lever sans description, et de dresser procès-verbal de cette levée ; et, à défaut par lui de le faire, permis à tout huissier porteur d'une copie de l'ordonnance de les briser en en dressant procès-verbal.—C.P.C., 1293.

1. 2 Pigeau, 299, 319.—C.P.F., 940.

2. Une ordonnance d'un juge, en chambre, ordonnant l'apposition des scellés, et accordée sur requête *ex parte*, peut être cassée par un autre juge, en chambre, s'il est prouvé que celui qui a demandé l'apposition des scellés n'avait pas qualité pour ce faire, et a surpris la bonne foi du juge par de fausses représentations.

Le jugement cassant cette ordonnance peut

1377. Si néanmoins les scellés ont été croisés, ils ne peuvent être entièrement levés sans adjudication sur les deux.—C.P.C., 1294.

1378. Si les scellés ont été apposés avant l'inhumation du défunt, ils ne peuvent être levés avant l'expiration du troisième jour après l'inhumation, à moins de raisons urgentes qui doivent être énoncées dans l'ordonnance qui permet la levée.—C.P.C., 1295.

1. 2 PIGEAU, 315.—C.P.F., 928.

1379. La levée des scellés en tout ou en partie peut-être demandée par les mêmes personnes qui peuvent en requérir l'apposition, et aussi par le propriétaire des effets mis sous scellés, suivant leurs droits respectifs, et la poursuite en appartient au plus diligent.—C.P.C., 1296.

of seals has been completed, are heard summarily, unless the pleadings are ordered to be in writing.—C. C. P., 1292.

1376. If the affixing of seals is declared null, an order is given at the same time commanding the commissioner who affixed them, or some other person, to remove them without any inventory, and to make a return of such removal ; and, in default of this order being complied with, any bailiff holding a copy of the order may break them and make a return of his having done so.—C.C.P., 1293.

enjoindre au commissaire nommé pour l'apposition des scellés de les lever sans délai, et à son défaut de le faire, permettre à l'huissier porteur de la copie du jugement de les briser.

Dans ce cas, le requérant en apposition des scellés sera condamné à supporter les frais d'apposition et de levée des scellés.—C. S., 1891. *Durocher vs Sébastien*, 21 R.L., 85 ; WURTELE, J.

1377. If, however, seals have been affixed a second time, the complete removal cannot take place until both sealings have been adjudicated upon.—C.C.P., 1294.

1378. If seals have been affixed before the burial of the deceased, they cannot be removed before the expiration of three days after such burial, except for urgent reasons, which must be stated in the order which authorizes the removal.—C.C.P., 1295.

1379. The removal of seals from the whole or from a part of the property may be demanded by such persons as may demand to have them affixed, and also by any person claiming to be owner of the effects placed under seals, according to their respective rights ; and the right to prosecute such demand belongs to him who first makes it.—C.C.P., 1296.

1. 2 PIGEAU, 316-17-18.—C.P.F., 929,

1380. La levée des scellés doit être demandée par requête au juge, aux fins de procéder à l'inventaire après avis aux parties intéressées.—C.P.C., 1297.

1. 2 PIGEAU, 317-18.—1 COUCHOT, 135.

1381. Le juge, en permettant la levée des scellés, ordonne qu'il soit procédé incontinent à l'inventaire des effets, en y appelant, par un exploit d'huissier ou une notification notariée, les héritiers présomptifs du défunt, le conjoint survivant, l'exécuteur testamentaire et tous les légataires connus.

Cependant, si les personnes qui ont droit d'être présentes à la levée des scellés et de prendre part à un inventaire résident hors de la province, il n'est pas nécessaire de les appeler. Dans ce cas, un procureur judiciaire est nommé par le juge, à l'instance de la personne qui demande la levée des scellés ou l'exécution de l'inventaire, pour représenter ces personnes ; et avis doit avoir été donné à ce procureur judiciaire d'être présent.

Nonobstant la nomination d'un procureur judiciaire pour représenter les personnes ci-dessus mentionnées, ces personnes ou chacune d'elles peuvent être présentes et agir, ou peuvent envoyer une procuration au procureur judiciaire ou à une autre personne, si elles le jugent à propos. Cette comparution ou nomination de mandataire met fin au mandat du procureur judiciaire.—C.P.C., 1298 ; S.R., 6017.

1. 2 PIGEAU, 299, 313, 317, 326.—1 COU-

1382. Si quelques-unes des personnes mentionnées en l'article qui précède n'ont pas l'exercice absolu de leurs droits, elles doivent être pourvues de tuteurs ou de curateurs, suivant le cas, au désir de la loi.—C.P.C., 1299.

930.

1380. The removal of seals must be applied for by petition to the judge, in order that the inventory may be proceeded with after notifying all persons interested.—C.C.P., 1297.—C.P.F., 951.

1381. The judge, when authorizing the removal of seals, orders that an inventory of the effects shall forthwith be made, after summoning, by a bailiff's notice or a notice in notarial form, the heirs of the deceased, the surviving consort, the testamentary executor, and all known legatees.

Nevertheless, if the persons entitled to be present at the removal of seals or to take part in an inventory, reside outside the Province, they need not be summoned. In such case a judicial procurator is named by the judge, on application of the person demanding the removal of seals or the making of an inventory, to represent such persons ; and notice must be given such judicial procurator to be present.

Notwithstanding the nomination of a judicial procurator to represent the persons above-mentioned, such persons or any of them may also be present and take part, or may send a power of attorney to the judicial procurator or to any other person, if they think fit to do so. Such appearance or appointment of a mandatory terminates the mandate of the judicial procurator.—C.C.P., 1298 ; R.S., 6017.

CHOT, 135.—C.P.F., 951.

1382. If any of the persons mentioned in the preceding Article have not the full exercise of their rights, they must be provided, according to law, with tutors or curators, as the case may be.—C.C.P., 1299.

1. 2 PIGEAU, 299, 300.—C.P.F., 929.

1383. Les scellés sont levés successivement et au fur et à mesure de la confection de l'inventaire.

Ils sont réapposés, si le contenu n'est pas inventorié dans la même vacation.—C.P.C., 1300.

1. 2 PIGEAU, 325.—C.P.F., 937.

1384. Il doit être dressé un ou plusieurs procès-verbaux de la levée des scellés, suivant le progrès de l'inventaire.—C.P.C., 1301.

1385. Le procès-verbal de levée des scellés doit contenir :

1. La date ;
2. Les noms, demeure et occupation du requérant et le domicile par lui élu ;
3. L'énonciation de l'ordonnance de levée des scellés ;
4. L'énonciation que les sommations prescrites en l'article 1380 ont été faites ;
5. Les comparutions et dires des parties ;
6. Les noms du notaire ou des notaires chargés de faire l'inventaire et des estimateurs ;
7. La reconnaissance des scellés, s'ils sont entiers ; sinon, l'état des altérations, sauf à se pourvoir contre qui de droit.—C.P.C., 1302.

1. 2 PIGEAU, 325-6.—C.P.F., 936.

1386. S'il est trouvé des papiers ou des objets qui n'appartiennent pas à la succession ou à la communauté et qui sont réclamés par des tiers, ils sont remis à qui il appartient, après les avoir décrits au procès-verbal, si cette description est demandée.—C. P. C., 1303.

1. 2 PIGEAU, 327.—C.P.F., 939.

1383. The seals are removed in succession, as the making of the inventory progresses.

If the effects under seals are not all inventoried at one time, the seals are reaffixed upon the remainder.—C. C. P., 1300.

1384. One or more returns of removal of seals must be made, as the inventory progresses.—C. C. P., 1301.

1385. The return of removal of seals must contain :

1. The date ;
2. The names, residence and occupation of the applicant, and his elected domicile ;
3. A recital of the order for removal ;
4. Mention that the notices required by Article 1380 have been given ;
5. Mention of the persons present, and their respective allegations ;
6. The names of the notary or notaries charged with making the inventory, and of the appraisers ;
7. The verification of the seals, if they were unbroken ; if not, the state in which they were found, saving recourse against whoever may be liable.—C. C. P., 1302.

1386. If papers or effects are found which do not belong to the succession or the community, and which are claimed by third persons, they are delivered to the proper persons, after describing them in the return, if such description is demanded.—C. C. P., 1303.

SECTION II.

INVENTAIRE.

§ 1.—CONFECTION DE L'INVENTAIRE.

1387. Les formalités et procédures prescrites par la présente section s'appliquent dans tous les cas où un inventaire est requis.—C.P.C., 1314.

1388. L'inventaire des biens d'un défunt, ou d'une communauté de biens dissoute par son décès, peut être requis par tous ceux qui y ont intérêt ; mais ne peuvent y être parties que les personnes suivantes :

1. Tous ceux qui représentent le défunt ;
2. Le conjoint du défunt ou ses représentants, s'il y avait communauté ;
3. L'exécuteur testamentaire.

S'il s'agit d'une communauté de biens dissoute par jugement, l'inventaire peut en être requis par l'un ou l'autre des conjoints. — C. P. C., 1304.

1. 2 PIGEAU, 328-9.—C.P.F., 941.

1389. Il doit y être procédé en présence des parties qui ont droit d'y assister, ou de leurs représentants, conformément à l'article 1381, ou après les avoir mises en demeure de la même manière que pour procéder à la levée des scellés.—C.P.C., 1305 ; S. R., 6018.

1. *Ibid.*, PIGEAU.—41 Vict., c. 11.—C.P.

1390. Celui qui est tenu de faire l'inventaire, a le choix du notaire instrumentaire ; les autres parties peuvent y commettre un second notaire.

Dans le cas de scellés, le notaire qui doit procéder à l'inventaire est désigné dans l'ordonnance de levée des scellés, sous la restriction ci-dessus.—C.P.C., 1306.

1. C.P.F., 942.
2. Lors de l'ouverture d'une substitution,

SECTION II.

INVENTORIES.

§ 1.—MAKING OF THE INVENTORY.

1387. The formalities and proceedings prescribed by the present section apply to all cases in which an inventory is required.—C.C.P., 1314.

1388. An inventory of the property belonging to a deceased person, or to a community dissolved by his death, may be demanded by any person who has an interest in it ; but the following persons only can take part in it :

1. Those who represent the diseased ;
2. The consort of the diseased, or such consort's representatives, if a community existed ;
3. The testamentary executor.

In the case of a community of property dissolved by a judgment, the inventory may be demanded by either of the consorts.—C.C.P., 1304.

1389. All persons entitled to take part in it must be present at the inventory, or be represented thereat in accordance with Article 1381, or have been notified to be present in the same manner as for the removal of seals.—C.C.P., 1305 ; R.S., 6018.

F., 942.

1390. The person who is bound to have the inventory made chooses the executing notary ; the other parties may appoint a second notary.

In cases where seals have been affixed, the order for their removal designates the notary who is to make the inventory, subject to the above restriction.—C.C.P., 1306.

ceux qui sont tenus de faire inventaire et qui par suite ont le choix du notaire, sont les

héritiers du grevé de substitution décédé, et non pas les appelés à la substitution qui peuvent néanmoins requérir l'assistance d'un second notaire.—C.S., 1886. *Labelle vs Labelle*, 2 M.L.R., 106 ; MATHIEU, J.

1391. L'inventaire doit être fait en forme authentique.—C.P.C., 1307.

1. 2 Pigeau, 331.—C.P.F., 943.

1392. L'inventaire est composé de deux parties.

La première, ou le préambule, contient les noms, occupation et résidence de ceux qui procèdent à l'inventaire, de ceux qui l'ont requis, des comparants, des défailtants, des intéressés absents s'ils sont connus, des estimateurs, et les prétentions, protestations et dires respectifs des parties.

La seconde partie est l'inventaire proprement dit et contient :

1. L'indication du lieu où l'inventaire est fait ;
2. La description des biens et des effets mobiliers, et l'estimation qui doit en être faite à leur juste valeur par deux estimateurs assermentés ;
3. La désignation des espèces en numéraire ou autres valeurs ;
4. La mention des papiers, lesquels doivent être cotés par première et dernière et parafés de la main du notaire instrumentant ;
5. Les déclarations actives et passives faites par les parties ;
6. La mention du serment prêté, à la fin de l'inventaire, par ceux qui ont été en possession des objets avant l'inventaire, ou qui ont habité la maison dans laquelle sont les objets, qu'il n'en a rien été détourné ou enlevé à leur connaissance ;
7. La remise des effets et papiers entre les mains et en la charge de la personne dont les parties conviennent, ou qui est désignée par le juge ;

3. A judge who has appointed a notary to make an inventory of a succession has power to revoke such appointment on sufficient grounds being shown.—C.R., 1888. *Trudeau vs Trudeau*, 35 J., 131 ; JOHNSON, TASCHE-REAU & MATHIEU, JJ.

1391. The inventory must be in authentic form.—C.C.P., 1307.

1392. The inventory is composed of two parts.

The first, or the preamble, contains the names, occupation and residence of the persons making the inventory, of those who applied for it, of the persons present or who failed to appear, of all interested persons absent, if they are known, of the appraisers, and the respective allegations, pretensions and protestations of the parties.

The second part is the inventory proper, and contains :

1. A designation of the place where the inventory is made ;
2. A description of the moveable property and effects, and a valuation thereof made according to their real value by two sworn appraisers ;
3. A designation of the amounts in specie or in valuable securities ;
4. A designation of all papers, which must also be numbered from first to last and be paraphed by the executing notary ;
5. All declarations of claims or of indebtedness made by the parties ;
6. Mention of the oath having been taken, at the end of the inventory, by those who, before the inventory, were in possession of the things, or who inhabited the house in which such things are, to the effect that no portion of them has been fraudulently removed or carried away with their knowledge ;
7. The deposit of the papers and

8. La désignation des immeubles.—
C.P.C., 1308, *amendé*.

1. 1 PIGEAU, 334-5-9.—C.P.F., 943.

2. Rap. C.—Le projet de refonte reproduisait textuellement l'article 1308 de l'ancien code. De plus, dans le paragraphe 4 de l'article énumérant les choses que doit contenir l'inventaire, la législature a remplacé les mots "d'un des notaires" par les mots "du notaire instrumentant."

3. L'inventaire fait par le tuteur des biens dont il a la gestion, est valable bien que le tuteur ait omis d'en signer toutes les vacations, si cet inventaire a été régulièrement

1393. S'il s'élève, pendant l'inventaire, quelques difficultés entre les parties sur leurs prétentions et droits respectifs, le notaire est tenu de consigner en l'inventaire ces prétentions, avec les protestations contraires, laissant aux parties à se pourvoir en justice.—C.P.C., 1309.

1. 2 PIGEAU, 340-1.—C.P.F., 944.

1394. Chacune des parties peut se pourvoir par requête au juge pour obliger le notaire à entrer en l'inventaire leurs prétentions ou protestations, et le juge est tenu de décider sommairement sur cette demande dont les autres parties doivent avoir avis.

Sur la signification qui lui en est faite, le notaire est tenu de transcrire dans l'inventaire l'ordonnance rendue sur cette demande et de s'y conformer.—C.P.C., 1310.

1. 2 PIGEAU, 341.—C.P.F., 944.

2. Rap. C.—La modification apportée par l'article 1385 (1396 n.c.) consiste dans l'insertion de la partie de l'article 1010 C.P.C.,

1395. Dans le cas de difficulté au sujet du droit d'être présent à l'inventaire, le juge peut prononcer l'exclusion des parties, lorsque l'absence de leur droit est évidente; sinon il peut ordonner provisoirement de procéder

effects in the hands and custody of the person agreed upon by the parties or named by the judge;

8. A designation of the immovables.—C.C.P., 1308, *amended*.

ment clos en justice.—C.A., 1886. *Grégoire & Grégoire*, 4 D.C.A., 308.

4. Les parties à un inventaire qui considèrent comme exagérées certaines évaluations faites dans cet inventaire, par des experts nommés par les parties à cet inventaire et dont les protestations ont été insérées en icelui, n'ont pas droit de demander par une action la réformation de cet inventaire à cet égard.—C.R., 1888. *Gadoue vs Rémillard*, 19 R.L., 193; TASCHEREAU, MATHIEU & LORANGER, JJ.

1393. If, while the inventory is being made, difficulties arise between the parties as to their respective rights and pretentions, the notary is bound to record such pretentions in the inventory, together with all protestations against the same, leaving the parties to their judicial recourse.—C.C.P., 1309.

1394. Any of the parties may petition the judge to oblige the notary to enter their pretensions or protestations in the inventory, and the judge is bound to decide upon such petition in a summary manner after the other parties have had notice of it. As soon as the order made upon such petition has been served upon the notary, he is bound to transcribe it in the inventory and to conform to it.—C.C.P., 1310.

à laquelle l'article 1322 C.P.C. se borne à renvoyer. On trouvera dans l'appendice une formule de l'avis que doit donner l'héritier bénéficiaire.

1395. Whenever difficulties have arisen as to the right to be present at the inventory, the judge may order the exclusion of any of the parties when it is manifest that they have no right; or else he may order that pro-

en leur nom, sous les protestations respectives des parties, et sauf aux parties à faire adjuger par le tribunal sur ces qualités après la confection de l'inventaire.—C.P.C., 1311, *amendé*.

1. 2 PIGRAU, 333.

2. Rap. C.—Grâce à la nouvelle rédaction de sa première partie, l'article 1374 (1395 n.c.) permet de référer au juge la question du droit d'assister à l'inventaire chaque fois que des difficultés se produisent à ce sujet.

L'article 1324 du Code civil exige que l'inventaire, dans le cas auquel il se rapporte, soit clos en justice. Le Code civil et le Code de procédure ne disent pas comment se fait cette clôture. L'ancien droit attribuait au juge le pouvoir de clore, sur présenta-

1396. Du consentement de toutes les parties, en procédant à l'inventaire il peut être de suite procédé à la vente; et, dans ce cas, l'évaluation des objets par des estimateurs n'est pas nécessaire.—C.P.C., 1312.

1397. Le conjoint survivant ou autre tenu de faire l'inventaire doit avoir la garde des effets inventoriés préférablement à tous autres, à moins que, pour cause grave, le juge n'en ordonne autrement sur référé.—C.P.C., 1313.

1. 2 PIGEAU, 343.

1398. La clôture de l'inventaire en justice, lorsqu'elle est requise, se fait, au chef-lieu du district, par le juge de la cour supérieure, le protonotaire ou le député-protonotaire, et, en tout endroit dans le district hors du chef-lieu où la cour de circuit doit être tenue, par le juge, le greffier ou le député-greffier de cette dernière cour, sur présentation de l'original ou d'une copie authentique de l'inventaire et d'une déclaration sous serment que l'inventaire est fidèle et exact.

Le protonotaire et le greffier de la cour de circuit tenue à un endroit

ceedings shall be taken provisionally in their name, subject to the respective protestations of the parties and to their right to obtain a decision upon their pretensions after the inventory is completed.—C.C.P., 1311, *amended*.

tion de l'inventaire et sur déclaration sous serment qu'il était fidèle et exact. Les Statuts refondus du Bas-Canada donnaient en cette matière le même pouvoir au protonotaire qu'au juge. Cette dernière disposition a été abrogée par les Statuts refondus de Québec, et la compétence du protonotaire a été fort douteuse jusqu'à l'adoption de la loi 59 V., c. 46. Le nouvel article 1377 (1398 n.c.) détermine, conformément à l'usage, le mode à suivre dans tous les cas où la clôture en justice est requise. Il est complété, pour ce qui regarde la juridiction du protonotaire et du greffier, par l'article 1290 (1310 n.c.)

1396. With the consent of all the parties the sale may be proceeded with at once as the inventory is being made; and in such case no valuation of the effects by appraisers is necessary.—C. C.P., 1312.

1397. The surviving consort or other person who is bound to have the inventory made, is entitled to the custody of the inventoried effects in preference to any one else; unless, upon being referred to, the judge, for some important reason, orders otherwise.—C.C.P., 1313.

1398. The inventory may, whenever required, be judicially closed at the chef-lieu of the district, by the judge of the Superior Court, the protonotary or deputy-prothonotary, or at any place in the district, outside the chef-lieu, where the Circuit Court is appointed to be held, by the judge or the clerk or the deputy-clerk of such Circuit Court, upon the submission of the original inventory or an authentic copy thereof, with a sworn declaration that such inventory is faithful and correct.

Every prothonotary, and every clerk

autre que le chef-lieu d'un district, tiendra un registre, avec index, dans lequel il enregistra et attestera comme vraie, une copie de ces déclarations sous serment et des clôtures d'inventaire faites dans son district ou circuit.—*Nouveau* ; 2 *Pigeau*, 344-345.

1 L'article originaire se lisait comme suit :

"1398. La clôture de l'inventaire en justice, lorsqu'elle est requise, se fait sur représentation de l'inventaire au juge, et sur

‡ 2.—LA VENTE.

1399. Lorsque la vente des meubles est requise par quelqu'un des héritiers, aux termes de l'article 697 du Code civil ou par quelque autre copartageant, elle a lieu à un jour fixé dont avis public doit être donné.—C.P.C., 1315.

1. 2 *Pigeau*, 352.—C.P.F. 945, 947.

1400. La vente a lieu dans l'endroit où se trouvent les objets, et au comptant, à moins qu'il n'en soit autrement convenu ou ordonné.—C.P.C., 1316.

1. C.P.F., 949.

1401. La vente est faite par un huissier ou par une autre personne dont les parties conviennent, et les deniers sont perçus par la personne ainsi employée.—C.P.C., 1317, *amendé*.

1. 2 *Pigeau*, 352.

1402. Il y est procédé en la présence des parties intéressées, ou, en leur absence, après qu'elles en ont été dûment averties.—C.P.C., 1318.

1. *Ibid.*, *Pigeau*, C.P.F., 950.

1403. Il est dressé procès verbal de la vente déclarant quelles sont les parties intéressées présentes et quel avis a été donné aux parties absentes, et spécifiant chaque objet séparément offert en vente, le prix d'adjudication

of the Circuit Court held at a place not being the chef-lieu of a district, shall keep an indexed register, in which he shall enter and make, and certify as true, a copy of every such sworn declaration and closure of inventory made in his district or circuit.—*New* ; 2 *Pigeau*, 344-345.

déclaration sous serment que l'inventaire est fidèle et exact."

Le changement a été fait par la 61 V., c. 47, s. 9.

2. V. Rap. C., sous art. 1395.

‡ 2.—SALE.

1399. When the sale of the moveable property is demanded by any of the heirs, pursuant to Article 697 of the Civil Code, or by any other copartitioner, it takes place upon a day fixed of which public notice must have been given.—C.C.P., 1315.

1400. The sale takes place wherever the effects are situated, and for cash, unless it is otherwise agreed or ordered.—C.C.P., 1316.

1401. The sale is effected by a bailiff or by any person agreed upon by the parties, and the moneys are received by the person thus employed.—C.C.P., 1317, *amended*.

1402. The sale may take place either in the presence of the persons interested, or in their absence after they have received due notice of it.—C.C.P., 1318.

1403. Minutes of the sale are drawn up, stating what interested persons were present, and what notice was given to those who were absent, and specifying each object put up for sale, the price for which it was sold,

et le nom de l'adjudicataire.—C.P.C., 1319.

1. *Ibid.*, PIGEAU.—C.P.F., 951.

1404. S'il y a quelqu'un des co-héritiers ou copartageants mineurs, la vente doit de plus être annoncée et affichée de la même manière que les ventes de meubles sur exécution.—C. P.C., 1320.

1. 41 Vict., c. 9.

SECTION III.

BÉNÉFICE D'INVENTAIRE.

1405. Le bénéfice d'inventaire n'est accordé que sur requête au juge, exposant qu'il doit être procédé ou qu'il a été procédé à l'inventaire des biens de la succession, que le requérant n'a pas fait acte d'héritier et croit de son intérêt de ne pas confondre ses droits avec les obligations de la succession.—C.P.C., 1321.

1. 3 EDITS et ORD., in-8, p. 104.—S.R.B.

1406. L'héritier bénéficiaire est tenu de donner avis de sa qualité, par une annonce rédigée conformément à la cédule JJ de l'appendice de ce code, et publiée au moins deux fois dans deux journaux désignés par le juge.—C.P.C., 1322, *amendé*.

1407. Le bénéfice d'inventaire n'est accordé qu'à la condition de rendre compte et de payer à qui de droit les deniers perçus; l'héritier bénéficiaire, s'il en est requis tel que voulu par l'article 663 du Code civil, doit donner caution au montant et de la manière fixés par le juge.—C.P.C., 1323; S.R., 6019.

1. 2 PIGEAU, 367-8.

1408. L'héritier sous bénéfice

and the name of the purchaser.—C.C.P., 1319.

1404. If any of the coheirs or copartitioners are minors, the notice of sale must also be published and posted in the same manner as in cases of sale of moveable property under execution. C.C.P., 1320.

SECTION III.

BENEFIT OF INVENTORY.

1405. Benefit of inventory can only be granted upon petition to the judge, stating that an inventory of the property of the succession will be or has been made, that the petitioner has not acted as heir, and that he believes it in his interest not to confound his rights with the obligations of the succession.—C.C.P., 1321.

C., c. 78, ss. 2, 6, § 2.

1406. The beneficiary heir is bound to give notice of his quality, as such, by an advertisement in the form contained in Schedule JJ in the Appendix to this Code, published at least twice in two newspapers designated by the judge.—C.C.P., 1322, *amended*.

1407. Benefit of inventory is granted only on condition of rendering an account and paying to such person as may be entitled thereto whatever moneys may be received; and the beneficiary heir must, if thereunto required, as provided by Article 663 of the Civil Code, give security to the amount and in the manner fixed by the judge.—C. C. P., 1323; R.S., 6019.

1408. An heir under benefit of

d'inventaire ne peut procéder à vendre les effets mobiliers de la succession qu'en observant les mêmes formalités que dans les successions ou il y a des mineurs.—C.P.C., 1324, *amendé*.

1. 2 PIGEAU, 362.—C.P.E., 938.

1409. Il peut vendre les immeubles et les parts ou actions dans les compagnies financières, commerciales ou industrielles, en suivant les formalités établies par la loi pour la vente des biens des mineurs et des autres incapables, sur l'avis des intéressés présents à une assemblée convoquée à cet effet en la manière prescrite par le juge.

Cette vente ne peut se faire, quant aux immeubles, que du consentement de tous ses créanciers hypothécaires.—C.P.C., 1325, *amendé*; S.R., 6020.

1410. Dans le cas où l'héritier bénéficiaire a des actions à exercer contre la succession, il doit faire procéder à la nomination d'un curateur, en observant les formalités prescrites pour la nomination d'un curateur aux biens d'un successeur vacante.—C.P.C., 1326.

SECTION IV.

LETTRES DE VÉRIFICATION.

1411. Lorsqu'il s'ouvre en cette province une succession *ab intestat* ayant des biens situés hors de ses limites, ou des créances contre des personnes qui n'y résident pas, un ou plusieurs héritiers peuvent s'adresser au juge dans le district où le défunt avait son domicile, ou, s'il n'avait pas de domicile dans la province, au juge dans le district où il est décédé, pour obtenir des lettres de vérification constatant à qui la succession a été déférée

inventory cannot sell the moveable property of the succession without observing the same formalities as in the case of successions in which minors are concerned.—C.C.P., 1324, *amended*.

1409. He may sell the immovables or the shares and stock in financial, commercial or industrial companies, by observing the formalities provided by law for the sale of property belonging to minors or other disqualified persons, on the advice of the parties interested, present at a meeting convened for that purpose in the manner prescribed by the judge.

Such sale cannot take place in the case of immovables except with the consent of all the hypothecary creditors.—C.C.P., 1325, *amended*; R.S., 6020.

1410. In cases where the beneficiary heir has any claims to exercise against the succession, he must cause a curator to be appointed, the same formalities being observed as are prescribed for the appointment of curators to vacant successions.—C.C.P., 1326.

SECTION IV.

LETTERS OF VERIFICATION.

1411. Whenever, in this Province, an abintestate succession devolves, having property situate outside of its limits or debts due by persons not residing therein, any one or more of the heirs may apply to the judge in the district in which the deceased had his domicile, or, if he had no domicile in the Province, to the judge in the district in which he died, for letters of verification establishing upon what persons the succession has devolved

et la part de chaque héritier.—C.P.C., 1326a, amendé; 1326b, partie; S.R., 6021.

1412. La requête à cette fin énonce que la personne dont la succession est ouverte est décédée sans testament, laissant des biens situés hors de la province ou des créances contre des personnes qui n'y résident pas, et indique les personnes qui sont ses héritiers, leur parenté avec elle et leur filiation.—C.P.C., 1326b, partie; S.R., 6021.

1413. La vérité des faits allégués dans la requête doit être attestée par affidavit.—C.P.C., 1326c, amendé; S.R., 6021.

1414. La requête, avec avis de la date de sa présentation, doit être signifiée aux héritiers connus résidant dans la province.

Un avis sommaire de la demande et de la date à laquelle elle sera faite doit être inséré une fois chaque semaine, durant quatre semaines consécutives, dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district.

Le délai entre la présentation de la requête et sa signification doit être d'au moins six jours si la distance n'exécède pas cinquante milles, avec en plus un jour pour chaque cinquante milles additionnels, et d'au moins trente jours entre cette présentation et la dernière publication de l'avis sommaire.—C. P. C., 1326d, amendé; S. R., 6021.

1. Rap. C.—Outre de nombreuses améliorations apportées à la rédaction, le seul changement qu'il importe de signaler est ce

1415. La requête doit être accompagnée des actes de l'état civil nécessaires pour établir les allégations, et, à leur défaut, d'un affidavit en justi-

and the share of each heir.—C.C.P., 1326a, 1326b, in part, amended; R.S., 6021.

1412. The petition for this purpose sets forth that the person whose succession has devolved, has died without leaving a will, leaving property situate outside the Province or debts due by persons not residing therein, and mentions the persons who are his heirs, their relationship to him and their filiation.—C.C.P., 1326b, R.S., 6021.

1413. The allegations of the petition must be verified by affidavit.—C. C. P., 1326c, amended; R.S., 6021.

1414. The petition, and a notice of the time when it will be presented, must be served upon the known heirs who reside in the Province.

A summary notice of the intended application and of the time when it will be made, must be inserted once a week during four consecutive weeks in one newspaper published in the French language, and in one published in the English language, in the district.

The delay between the service of the petition and its presentation is six days whenever the distance does not exceed one fifty miles, with an additional day for each additional fifty miles, and at least thirty days between such presentation and the last insertion of the summary notice.—C.C.P., 1326d, amended; R.S., 6021.

lui de l'article 1393, (1414 n.c.), qui assimile le mode de computer les délais pour la présentation de la requête à celui suivi pour les assignations ordinaires.

1415. The petition must be accompanied with the acts of civil status necessary to establish the allegations, or, in default thereof with an affidavit

sant l'absence.—C.P.C., 1326c, *amendé*; S.R., 6021.

1416. Chaque héritier peut comparaitre et contester la requête en tout ou en partie.

La contestation est sujette aux règles et délais des causes ordinaires.—C.P.C., 1326f, 1326g, 1326h, *amendés*; S.R., 6021.

1417. Les lettres de vérification peuvent être contestées au moyen d'une action portée dans le district où elles ont été accordées, par un héritier dont le nom n'a pas été mentionné et qui n'est pas intervenu.—C. P. C., 1326j, *amendé*; S.R., 6021.

1418. L'action doit être accompagnée d'un affidavit, niant l'exactitude des lettres, indiquant en quoi elles sont inexactes, et attestant la vérité des allégations de la déclaration.

Tous les héritiers dont les noms sont mentionnés dans les lettres de vérification contestées, ou leurs représentants, doivent être mis en cause.—C. P. C., 1326k, *amendé*; S.R., 6021.

1419. La déclaration et l'affidavit doivent être produits lors de l'émission de bref; et avis sommaire de la contestation, sous la signature du protonotaire, doit être publié de la même manière que l'avis d'une demande pour des lettres de vérification.—C. P. C., 1326l; S.R., 6021.

1420. Si l'action en contestation de lettres de vérification est maintenue, le jugement les rectifie ou les révoque.

Les lettres de vérification rectifiées ont le même effet que les lettres originales.

Elles peuvent également être contestées par tout héritier qui n'était ni un intervenant ni une partie dans une

to justify their absence.—C. C. P., 1326c, *amended*; R.S., 6021.

1416. Any heir may enter an appearance, and may contest the petition in whole or in part.

The contestation is subject to the rules and delays of ordinary matters.—C. C. P., 1326f, 1326g, 1326h, *amended*; R.S., 6021.

1417. Letters of verification may be contested by action brought in the district where they were granted, by any heir of whom mention has been omitted and who has not intervened.—C.C.P., 1326j, *amended*; R. S., 6021.

1418. Such action must be accompanied with an affidavit, denying the correctness of the letters, stating in what their incorrectness consists, and attesting the truth of the facts alleged in the declaration.

All the heirs mentioned in the contested letters of verification, or their representatives, must be impleaded.—C.C.P., 1326k, *amended*; R.S., 6021.

1419. The declaration and affidavit must be filed at the time of the issue of the writ; and notice of the contestation, under the signature of the protonotary, must be published in the same manner as the notice of an application for letters of verification.—C.C.P., 1326l; R.S., 6021.

1420. When the action in contestation of letters of verification is maintained, the judgment either corrects or revokes them.

Corrected letters of verification have the same effect as the original letters.

They may also be contested by any heir who was neither an intervening party nor a party in any action in con-

action en contestation.—C. P. C., 1326*m*, amendé; S.R., 6021.

1421. Sauf pendant qu'une action en contestation est pendante, des copies authentiques des lettres de vérification originaires ou rectifiées, selon le cas, sont délivrées sous le sceau du tribunal, à quiconque les demande, pour s'en servir hors de la province, dans toutes procédures ou circonstances où il est nécessaire de prouver quels sont les héritiers du défunt ou d'obtenir des lettres subsidiaires d'administration.—C.P.C., 1326*n*; S.R., 6021.

SECTION V.

ENVOI EN POSSESSION.

1422. L'envoi en possession, dans tous les cas où il peut être demandé, doit l'être par requête au juge dans le district où l'absent ou le défunt avait son dernier domicile, ou bien s'il n'avait pas de domicile dans la province, dans le district où sont situés les biens.—C.P.C., 1327, amendé.

1. C.P.F., 859-860.

2. Rap. C.—L'article 1401 (1422 n.c.) met fin à une anomalie en attribuant au juge une compétence qui n'appartient maintenant qu'au tribunal (Article 1327 C.P.C.) et au protonotaire (Article 1339 C.P.C.) Nous recommandons que des changements correspondants soient apportés aux articles 93, 94, 95 et 97 du Code civil.

1423. Cette demande, dans le cas d'absence, doit être accompagnée d'un acte de notoriété attesté par trois témoins dûment assermentés, constatant les faits sur lesquels la requête est appuyée, et de toute autre preuve jugée nécessaire.—C. P. C., 1328, amendé.

1424. L'envoi en possession ne peut être accordé qu'après qu'avis en

testation.—C.C.P., 1326*m*, amended; R.S., 6021.

1421. Except during the pendency of an action of contestation, authentic copies of letters of verification, either original or corrected, as the case may be, are delivered, under the seal of the court, to all persons requiring the same, for use outside the Province, in all proceedings and circumstances where it is required to prove who are the heirs of the deceased or to obtain ancillary letters of administration.—C.C.P., 1326*n*; R.S., 6021.

SECTION V.

PUTTING INTO POSSESSION.

1422. Putting into possession, whenever it may be demanded, must be applied for by petition to the judge in the district in which the absentee or deceased person had his last domicile, or if he had no domicile in the Province, in the district in which the property is situate.—C.C.P., 1327, amended.

3. La requête pour envoi en possession provisoire doit être accompagnée d'un état constatant non seulement les biens de la succession dans laquelle l'absent a une part, mais la part afférente à l'absent, afin que le tribunal puisse déterminer le montant pour lequel caution devra être donnée par le requérant pour la sûreté de son administration.—C.S., 1872. *Ex parte de Grosbois*, 4 R.L., 389; BERTHELOT, J.

1423. The petition in the case of absentees must be accompanied with an act of notoriety, by three witnesses duly sworn, establishing the facts upon which the petition is based, and also with such other proof as is adjudged necessary.—C. C. P., 1328, amended.

1424. Putting into possession cannot be granted until notice has

a été donné et publié, de la même manière que pour l'assignation d'un absent, requérant toute personne qui peut avoir quelque droit à exercer contre la succession ou sur les biens en question de présenter sa réclamation devant le juge.—C.P.C., 1329.

1. L'envoi en possession des biens d'un défunt ne peut être régulièrement accordé au successeur irrégulier en l'absence d'assignation des héritiers réguliers, par annonces dans les journaux.

L'acquéreur d'un bien provenant de cette

1425. Il est procédé sur cette réclamation, ainsi que sur la requête pour envoi en possession, de même que dans une instance ordinaire.—C.P.C., 1330.

SECTION VI.

SUCCESSIONS VACANTES.

1426. Le juge procède à la nomination du curateur à une succession vacante, sur avis des parents et créanciers du défunt, convoqués en la manière qu'il prescrit.—C.P.C., 1333, amendé.

1. Rap. C.—Les articles 1331 et 1332 du code actuel sont retranchés, vu qu'ils ne font que reproduire les articles 684 et 685 du Code civil.

2. Lorsqu'une personne, domiciliée et résidant à l'étranger où elle est décédée, laisse des biens dans la province et que personne ne se

1427. Le curateur est tenu :

1. De donner avis de sa nomination, par un avis publié au moins deux fois dans deux journaux désignés par le juge ;

2. De faire faire inventaire des biens, en observant les mêmes formalités que dans les successions ordinaires ;

3. De procéder à vendre les effets mobiliers, en observant les mêmes formalités que dans les successions où il y a des mineurs.—C. P. C., 1334, partie, amendé.

been given and published, in the manner required for the summoning of absentees, calling upon all persons who may have any rights against the succession or the property in question to bring their claims before the judge.—C.C.P., 1329.

succession, lorsqu'il découvre cette irrégularité de l'envoi en possession de son vendeur, peut refuser de payer son prix d'achat, à moins qu'on ne lui donne cautionnement.—C.S., 1805. *Bélanger vs Bessette*, 1 R. de J., 467 ; 8 R.J.O., 95 ; JETTÉ, J.

1425. The proceedings upon such claims and upon the petition for putting into possession are the same as upon ordinary suits.—C.C.P., 1330.

SECTION VI.

VACANT SUCCESSIONS.

1426. The judge proceeds to the appointment of a curator to a vacant succession, after taking the advice of the relations and creditors of the deceased, convened in the manner prescribed by such judge.—C.C.P., 1333, amended.

présente pour recueillir ces biens et qu'elle n'a pas d'héritier connu, alors sa succession quant à ces biens sera réputée vacante et, sur demande d'un créancier, il sera nommé, suivant nos lois, un curateur à cette succession vacante quant à ces biens.—C.S., 1804. *Deschène vs Beaulieu*, 6 R.J.O., 8 ; CIMON, J.

1427. The curator is bound :

1. To give notice of his appointment by an advertizement published at least twice in two newspapers determined by the judge ;

2. To cause an inventory to be made, observing the same formalities as in ordinary successions ;

3. To cause the moveable property to be sold, observing the same formalities as in the case of successions in which minors are concerned.—C.C.P., 1334, in part, amended.

1. 2 PIGEAU, 510.

2. Rap. C.—Le mode de publicité de l'avis de nomination du curateur est expressément énoncé dans le paragraphe premier de l'article 1406 (1427).

3. Le curateur d'une succession vacante

1428. Il peut vendre les immeubles et les actions dans les compagnies financières, commerciales ou industrielles en suivant les formalités établies par la loi pour les ventes des biens de mineurs, sur avis des intéressés présents à une assemblée convoquée à cet effet en la manière prescrite par le juge.

Cette vente ne peut se faire, quant aux immeubles, que du consentement de tous les créanciers hypothécaires.—C.P.C., 1335, *amendé*; S.R., 6022.

1. Les formalités imposées par la loi pour la vente par le curateur des biens meubles et immeubles d'une succession vacante, sont

1429. Il est tenu de rendre compte de sa gestion de la même manière que tout autre curateur, et aussi de temps à autre, lorsqu'il en est requis par un tribunal compétent ou par le juge.—C.P.C., 1336.

1. 2 PIGEAU, 510.

2. A curator to a vacant succession has not legal quality to contest an opposition, on the ground that the deed on which it is

SECTION VII.

VÉRIFICATION DES TESTAMENTS.

1430. Tout juge de la cour supérieure, en tout endroit où cette cour ou la cour de circuit doit être tenue, tant en cour que hors de cour, pendant le terme ou hors de terme ou durant les vacances, et tout protonotaire de la cour supérieure, à l'endroit où il tient son bureau, hors de cour, mais durant le terme ou hors de terme, peuvent exercer, dans et pour le district dans lequel tel endroit comme

ne peut être dispensé de faire un inventaire devant notaire des biens de la succession, et un inventaire sous seing privé, fait par un gardien provisoire, ne peut remplacer l'inventaire requis par la loi.—C.S., 1807, *Gauthier vs Succession Murphy*, 12 R.J.O., 407; DELORIMIER, J.

1428. He shall sell the immovables and shares in financial, commercial or industrial companies, by following the formalities established by law for the sale of property belonging to minors, upon the advice of the parties interested, present at a meeting convened for that purpose in the manner prescribed by the judge.

Such sale, as respects immoveables, cannot be had except with the consent of all the hypothecary creditors.—C. C. P., 1335, *amended*; R.S., 6022.

impératives, et dans aucune circonstance le juge ne peut sur simple requête en permettre la vente.—C.S., 1887. *Ex parte Lamothe*, 3 M.L.R., 147; TASCHEREAU, J.

1429. He is bound to render an account of his administration in the same manner as any other curator, and also from time to time, whenever required by a competent court or by the judge to do so.—C.C.P., 1336.

based was executed in fraud of creditors and when the debtor was notoriously insolvent, and to ask that the deed be declared inoperative, null and void, and be set aside.—C.A., 1883. *Lamarche & Pauszé*, 27 J., 347.

SECTION VII.

PROBATE OF WILLS.

1430. Any judge of the Superior Court, at any place where the said court or the Circuit Court is appointed to be held, in court or out of court, in term or out of term, or in vacation, and any protonotary of the Superior Court at the place where his office is therein held, out of court, but in term or out of term, have and exercise within and for the district in which such place as aforesaid lies, the same

susdit se trouve, le même pouvoir et la même autorité dont est alors revêtu le tribunal ayant juridiction supérieure de première instance, en vertu de l'article 857 du Code civil, pour la vérification des testaments.

Ces procédures forment partie des archives de la cour supérieure à l'endroit où elles ont lieu, ou de la cour de circuit de tel endroit, si la cour supérieure n'y est pas tenue.—*Nouveau* ; C.C., 857.

1. S.R.B.C., c. 83, s. 3, 133.

power and authority as are vested in the court exercising superior original jurisdiction by Article 857 of the Civil Code in what respects the probate of wills.

The proceedings shall form part of the records of the Superior Court at the place where they are held, or of the Circuit Court at such place, if the Superior Court is not held there.—*New* ; C.C., 857.

ONZIÈME PARTIE.

ARBITRAGE.

CHAPITRE LXXIII.

Arbitrage.

1431. Le compromis est un acte par lequel les parties pour éviter un litige ou y mettre fin, promettent de s'en rapporter à la décision d'un ou de plusieurs arbitres dont elles conviennent.—C.P.C., 1341.

1. POTHIER, *Proc.*, 109. — 1 COUCHOT, 30.

2. V. auts. citées sous articles 411, 412, 413, 414.

3. V. autorités citées sous article 1443, concernant l'arbitrage extra judiciaire.

1432. Il n'y a que ceux qui ont la capacité légale de disposer des objets compris dans le compromis qui puissent s'y soumettre. — C. P. C., 1342.

1. COUCHOT, 30.

2. Le compromis n'est valable que s'il est librement consenti, s'il a un objet licite, et si les parties ont la capacité voulue ou un pouvoir suffisant pour le former. Nul si le consentement des parties est entaché d'er-

1431. Submission is an act by which persons, in order to prevent or to put an end to a lawsuit, agree to abide by the decision of one or more arbitrators whom they agree upon.—C.C.P., 1341.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

4. Un jugement nommant un arbitre est final quant à cette procédure, et appel peut en être interjeté sans demande préalable.—C.A., 1898. *La Cie du Chemin de Fer de la Vallée Est du Richelieu & Ménard*, 1 R.P., 202.

1432. Those persons only can enter into a submission who have the legal capacity to dispose of the objects comprised in it.—C.C.P., 1342.

reur, de dol ou de violence, ou s'il manque absolument d'objet, il l'est encore si cet objet n'est pas licite ou si les parties qui ont compromis n'en avaient pas la capacité ou le pouvoir.—7 GARSONNET, § 1482.

3. Compromettre, c'est à la fois s'obliger

et aliéner : 1° s'obliger d'une manière générale à exécuter la sentence arbitrale, à n'exercer de recours judiciaire contre elle que dans les cas déterminés par la loi, et, plus spécialement, à payer les dommages-intérêts auxquels on pourra être condamné ou la dette dont on pourra être reconnu débiteur ; 2° Aliéner, c'est-à-dire renoncer d'avance à la propriété s'ils attribuent l'objet litigieux à l'une des parties, ou au droit de créance s'ils déclarent que le prétendu débiteur n'a jamais rien dû ou qu'il est déjà libéré. Aussi l'article 1003 reconnaît-il à toutes personnes la faculté de compromettre, mais seulement "sur les droits dont elles ont la libre disposition" et, pour l'avoir, il faut être capable si l'on agit pour son propre compte, et muni d'un pouvoir suffisant si l'on agit au nom d'autrui.

1433. La nomination d'arbitres en justice est réglée dans les articles 411, 412 et 413 de ce code.—C.P.C., 1343.

1. V. arrêts cités sous arts. 411 et s.

1434. L'acte de compromis extrajudiciaire doit désigner les noms et qualités des parties et des arbitres, les objets en litige et le délai dans lequel la sentence arbitrale doit être rendue.—C.P.C., 1344.

1. On ne trouve dans la loi aucune disposition qui exige, pour remplir les fonctions d'arbitre, certaines qualités spéciales. Cependant il y a des incapacités consacrées par le droit commun et qui doivent être admises en cette matière ; ainsi il peut y avoir incompatibilité entre les fonctions d'arbitre et certaines conditions d'âge, de sexe, de faiblesse d'esprit, d'ignorance avouée ou d'immoralité ; mais cette règle n'est pas absolue, et les cas particuliers donnent même lieu à de vives controverses.—1 ROUSSEAU ET LAISNEZ, *v° Arbitrage*, n. 37.

2. La plupart des auteurs se sont rencontrés pour éliminer d'abord les interdits et les condamnés à des peines afflictives ou infamantes.—*Idem*, R. et L., n. 39.—JOUSSE, *Traité de la just. civ.*, p. 692.—BOUCHER, p. 58, n. 102.—CARRÉ ET CHAUVEAU, Q., 3260.

3. Les plus anciens auteurs ont admis qu'une femme, un mineur d'une capacité reconnue, pouvaient être choisis pour arbitres.—JOUSSE, *Traité de la just. civ.*, p. 692.—MARTIN, *Rep.*, *v° arbitre*, p. 332.—FAVARD, *Rep.*, *v° Arbitrage*, t. 1, p. 197.—BERRIAT SAINT PRIX, t. 1, p. 39.—CHAUVEAU sur CARRÉ, Q. 3260.—GOUBEAU, n. 83, 88, et 91.—VATIMESNIL, *v° Arbitre*, n. 159.—DE COUDER, n. 27.—*Contra* : RODIÈRE, t. 2, p. 505.

4. L'individu pourvu d'un conseil judi-

En cette matière comme en toute autre, la capacité est la règle et l'incapacité l'exception, et ne sont incapables que les personnes déterminées par la loi, à savoir : 1° Le mineur émancipé qui ne peut compromettre que s'il fait le commerce et compromet au sujet de ses opérations commerciales ; 2° Le mineur devenu majeur qui ne peut compromettre sur son compte de tutelle qu'aux conditions prescrites par l'article 472 C.C ; 3° La personne pourvue d'un conseil judiciaire, qui ne peut compromettre que sur les objets dont elle peut disposer sans l'assistance de son conseil ; 4° La femme mariée qui ne peut compromettre en aucun cas sans l'autorisation de son mari ; 5° Les mandataires légaux ou conventionnels, tuteurs, etc., à moins d'être munis d'un pouvoir spécial et exprès.—7 GARSONNET, § 1484 et s.

1433. The appointment of arbitrators by the court is regulated in Articles 411, 412 and 413 of this Code.—C.C.P., 1343.

1434. Deeds of submission made out of court must state the names and additions of the parties and arbitrators, the objects in dispute and the delay within which the award of the arbitrators must be given.—C.C.P., 1344.

ciare ne peut être arbitre.—*Idem*, R. & L., n. 41.

5. Celui qui est illettré ne peut être choisi pour arbitre. Mais cette incapacité relative cesserait, si l'arbitre illettré était autorisé à s'adjoindre une autre personne, pour écrire et signer la sentence. Cette incapacité cesserait encore, s'il était désigné trois arbitres.—*Idem*, R. & L., n. 42.

6. Le sourd muet dont les parties ont connu l'infirmité, peut être choisi pour arbitre, sous la double condition qu'il sache lire et écrire et que les parties l'aient autorisé à statuer sur les pièces par elles remises respectivement. La doctrine des auteurs est fixée sur ce point.—*Idem*, R. & L., n. 46.

7. Le choix d'un aveugle pour arbitre est parfaitement valable, pourvu qu'il ne se rencontre dans la contestation qui lui est déferée aucune constatation qu'il importe de faire de visu.—*Idem*, R. et L., n. 47.

8. C'est au compromis, qui désigne à peine de nullité les objets en litige, qu'il faut se reporter pour en connaître l'étendue et pour distinguer parmi les questions qui divisent les parties : 1° celles que les arbitres ont mission de résoudre, et qu'ils ne peuvent laisser en suspens, sans manquer, au moins en partie, à leur mandat ; 2° celles qui échap-

pent à leur appréciation, et sur lesquels ils ne peuvent statuer sans commettre un excès de pouvoir.

En principe, le compromis s'étend à tous les objets et seulement aux objets qui y sont expressément indiqués; mais il comprend, en outre, par suite d'une interprétation naturelle de la volonté des parties, toutes les questions qui sont l'accessoire, la dépendance ou la suite nécessaire de l'objet spécifié dans le compromis, et en font, comme telles, partie intégrante.—7 GARSSONNET, § 1499.

9. Il n'est pas indispensable qu'un arbitre soit désigné par son nom propre, il l'est suffisamment en ces termes : " le frère unique des deux parties, le maire de la ville, le batonnier des avocats, la chambre des notaires de l'arrondissement " et, lorsqu'il a été désigné par l'indication de sa fonction temporaire ou amovible, c'est à l'intention des parties qu'il faut s'attacher pour savoir si elles ont visé, en le choisissant, sa personne ou sa fonction; si, par conséquent, ce mandat survit à sa fonction ou passe à son successeur, et si, faute par lui de le remplir, il passe à celui qui occupe immédiatement après lui la même situation. C'est aux tribunaux à apprécier si le compromis énonce assez clairement et assez complètement les objets en litige et ils le déclareront valable, si bref et si laconique qu'il puisse être, dès que les arbitres y trouveront une indication assez précise de l'objet et de l'étendue de leur mandat.—7 GARSSONNET, § 1487.

10. *Quære*, whether a right of action exists, although a contract contains a clause that all matters in dispute between the parties shall be referred to arbitration.—C. suprême, 1894. *The Royal Electric Co. & The Corporation of Three Rivers*, 23 R.C.S., 289.

11. La clause compromissoire par laquelle les parties à un contrat conviennent que tous les différends qui pourront en résulter, seront décidés par une personne désignée dont la décision ne sera pas sujette à révision par les tribunaux, est nulle et ne lie pas les parties.—Lors même qu'une telle convention serait valable, l'arbitre désigné serait tenu de se conformer aux articles du Code de procédure concernant les arbitrages, et une sentence rendue par lui sans l'observation des formalités qu'ils exigent est nulle.—C.S., 1889. *Peters vs Les Commissaires du Havre de Québec*, 15 Q.L.R., 277; CARON, J.

12. Under the clause or condition in policies of insurance, that in case of dispute between the parties it should be referred to arbitration, the court are not ousted of jurisdiction, nor can they compel the parties to submit to a reference during the progress of the suit.—C.B.R., 1823. *Scott vs The Phoenix Assurance Co*; S.R., 152.

13. La partie qui, avant la prononciation d'une sentence arbitrale qui la concerne, promet, moyennant certaines considérations, de se soumettre à cette sentence, ne pourra en appeler, en vertu d'un statut passé subsé-

quemment à cette convention, permettant l'appel de ces sentences.—C.S., 1890. *La Cie de chemin de fer de l'Atlantique au Nord-Ouest vs Trenholme*, 19 R.L., 659; MATHIEU, J.

14. The plaintiff sued for the penalty by and subject to which he and the defendant bound themselves to carry out the decree or award of the arbitrators, to whom was referred the matter in dispute between them, in which they were directed to appoint a person to settle and liquidate their affairs, to which the defendant refused and neglected to do.—*Held*, that as the appointment of the person in question had not been proved to be necessary, and as the penalty claim was only in law comminatory, that the plaintiff could not recover.—C.S., 1858. *Bouthillier vs Turcot*, 3 J., 50; MONDELET, J.

15. La contestation d'une requête demandant à être payé du montant d'une sentence arbitrale à même le dépôt fait par une compagnie en expropriation, par cette dernière, n'empêche pas la compagnie de prendre une action en nullité de la sentence et d'y alléguer les mêmes moyens.—C.S., 1889. *La Compagnie du Chemin de fer Ontario et Québec vs Les Curé, etc., de Ste-Anne du Boul de l'Île*, 5 M.L.R., 51; TASCHEREAU, J.

16. The Corporation, appellant, had granted to the company respondent, the privilege of building and operating a horse railway in the city, for 40 years, retaining the right of assuming the ownership after 20 years, upon a notice of six months and payment of the value to be determined by arbitration. The notice was duly given and an arbitrator appointed by appellants, but respondents neglected and refused to appoint their arbitrator.—*Held*: that such neglect and refusal did not justify the appellants in proceeding to an *ex parte* valuation of the property, and the award of their arbitrator was not, under the circumstances binding on respondents.—C.A., 1886. *Corporation of Québec & Québec Street Railway Co*, 11 Q.L.R., 317.

17. Une partie qui a soumis un litige à des arbitres, ne peut pas, après que les arbitres ont fait leur rapport, porter sa demande devant les tribunaux ordinaires, sans payer, en premier lieu, le montant de la pénalité stipulée dans le compromis, à moins que le rapport des arbitres ne soit absolument nul. Un rapport d'arbitres n'est pas absolument nul, quoique les témoins examinés par eux n'aient pas été légalement assermentés.—C.S., 1853. *Tremblay vs Tremblay*, 3 L.C.R., 482; BOWEN, MEREDITH & CARON, JJ.

18. Une sentence arbitrale doit être précise et certaine sur la matière ou l'objet principal soumis aux arbitres.

Sous l'empire du Statut de Québec, 43-44 Vict., c. 43, s. 9, ss. 22, la fixation d'un jour pour la sentence à la première assemblée est obligatoire.—C.A., 1885. *La Cie du Chemin de fer du Nord & Beaudet*, 11 Q.L.R., 239.

But, *Held*, by the Supreme Court: That there was no uncertainty in the award as the words of the award and notice were sufficient of themselves to describe the property intended to be expropriated and which was valued by arbitrators.—*Idem*, C. suprême 1887, 15 R.C.S., 44.

19. Le paragraphe 29 de la section 3 du chapitre 199 des Statuts Révisés du Canada exige que la sentence arbitrale mentionne clairement le montant accordé et la propriété pour laquelle l'indemnité est accordée. Il n'exige pas la mention de la personne à qui l'indemnité doit être payée. Il n'exige pas non plus d'indiquer quel montant est accordé pour le terrain, quel montant pour les bâtisses, et quel montant est déduit pour l'augmentation de la valeur au reste de la propriété.

La loi n'exige pas qu'un jour soit fixé d'avance pour que les arbitres rendent la sentence arbitrale. Lorsque toutes les exigences de la loi ont été observées, la sentence arbitrale est finale et conclusive, et l'indemnité accordée est entièrement à la discrétion des arbitres, et n'est pas sujette à la révision par les tribunaux, lorsqu'il n'y a aucune fraude.—C.A., 1890. *Benning & La Cie. de chemin de fer de l'Atlantique au nord-ouest*, 34 J., 301.—Confirmé par la Cour suprême, 20 R.C.S., 177.

20. L'arbitrage, ayant l'effet de soustraire certaines contestations à la connaissance des juges ordinaires, constitue une dérogation au droit commun, et doit être restreint de la manière la plus étroite dans les limites des règles que la loi a posées à ce sujet.

Une convention que les différends qui pourront survenir entre les parties, au sujet d'un contrat, seront jugées par des arbitres, constitue une simple promesse de compromettre et non un compromis proprement dit, et cette promesse pour être valable doit, comme le compromis lui-même, désigner les noms et qualités des parties et des arbitres, l'objet en litige et le temps dans lequel la sentence arbitrale sera rendue. Une promesse de compromettre, dépourvue de ces conditions essentielles, n'autorise pas le juge à préciser le litige et à nommer les arbitres; cette promesse, en la supposant valable, serait un simple engagement de faire, se résolvant en dommages intérêts en cas d'inexécution, et ne donnerait au juge que le droit d'estimer le dommage souffert, mais non celui de l'exécuter lui-même en nommant l'arbitre à la place de la partie qui s'y refuse,

1435. Le compromis doit être constaté par écrit.—C.P.C., 1345.

1. POTHIER, *Proc.*, 109.

2. Les articles 1005 et 1006, qui supposent le compromis constaté par écrit, excluent-ils, en cette matière, les autres modes de preuve? On peut donner à cette question trois réponses: 1^o Considérer ce contrat comme un contrat solennel, semblable à la

et de substituer ainsi sa volonté à celle de cette partie.—C.S., 1897. *McKay vs MacKedie*, 11 R.J.O., 513; TELLIER, J.

21. D'après l'acte refondu des chemins de fer, (42 Vic., ch. 9), les arbitres ont le droit de prolonger eux-mêmes le délai fixé pour rendre leur sentence.—C.S., 1889. *La Compagnie du chemin de fer Ontario et Québec vs Les Curé et Marguilliers de Ste-Anne du Bout de l'Île*, 5 M. L. R., 51; TASCHEREAU, J.

22. On ne peut être admis à demander la nullité d'une sentence arbitrale rendue dans un lieu différent de celui où il avait été convenu qu'elle serait rendue, si la dite sentence arbitrale a été signifiée aux parties au dit lieu convenu entre elles.—C.A., 1885. *La Reine & McGreevy*, 15 R.L., 595.—Confirmé par la Cour suprême, 19 R.C.S., 180.

23. Where a reference to arbitrators requires that they shall "finally adjust, settle and determine the precise state of account," between the parties and "the precise amount which either of the said parties should pay to the other," and the arbitrators, by their award, merely determine in a general way how the matters in dispute shall be adjusted, without determining any precise figure of indebtedness by the one party to the other, no action will lie on such award.—C.S., 1874. *Colson vs Ash*, 18 J., 281; JOHNSON, J.

24. The quality of *amicable compositeur* does not permit the referees to enlarge the scope of the matters submitted to them.—C.A., 1875. *Daigle & Sevigny*, R., 32.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

25. Lorsqu'une cause a été renvoyée de consentement à des amiables compositeurs, la cour supérieure a le droit de prolonger le délai qui leur avait été accordé pour faire leur rapport, et ce même si l'une des parties s'oppose à cette prolongation.—C.S., 1898. *Povier vs Berthiaume*, 1 R.P., 223; MATHIEU, J.

26. L'Acte des Chemins de Fer du Canada, qui autorise les arbitres à fixer un jour pour la prononciation de leur sentence, ne leur enlève pas le droit de remettre cette prononciation de sentence à une date plus éloignée que celle d'abord fixée, et la loi ne leur impose aucune forme particulière pour adopter une résolution à cet effet.—C.S., 1898. *The Montreal Park and Island Ry. Co. vs Wynnes*, 4 R. de J., 353; LANGELIER, J.
V. art. 1437, n. 4; 1442, n. 3; 1444, n. 14.

1435. Submission must be in writing.—C.C.P., 1345.

donation entrevifs, au contrat de mariage et à la constitution d'hypothèque, et, par conséquent, impossible à prouver autrement que par écrit; 2^o Ne voir dans l'article 1005 qu'une indication des divers écrits qui peuvent faire preuve de ce contrat, sans préjudice du droit de le prouver par témoins si

l'intérêt du procès ne dépasse pas 150 francs, ou au-dessus de cette somme avec un commencement de preuve par écrit; 3° S'arrêter à un parti intermédiaire et admettre la preuve d'un compromis verbal, mais seulement par l'aveu ou par le serment. On invoquerait, dans le premier sens, le texte même de l'article 1005 qui ne suppose pas que le compromis puisse se prouver par écrit; dans le second sens, un argument d'analogie tiré de l'article 1582 du Code civil (C.N.) qui dit aussi que la vente peut être constatée par acte authentique ou sous seing privé, et n'exclut cependant, tout le monde en convient, ni la preuve testimoniale pour jusqu'à

1436. Les arbitres doivent entendre les parties et leur preuve respectivement, ou les constituer en défaut, et juger suivant les règles de droit, à moins qu'ils n'en soient dispensés par le compromis.

S'ils sont établis amiables compositeurs en même temps ou amiables compositeurs seulement, ils sont exempts de juger suivant les règles de droit.

Les témoins qui doivent être examinés devant les arbitres peuvent être assermentés devant le protonotaire, ou le greffier de la cour de circuit de la circonscription, ou devant un commissaire de la cour supérieure.—C.P.C., 1346, amendé.

1. POTHIER, *Proc.*, 199.

2. Rap. C.—Le projet n'apporte qu'un changement à cette matière.

En vertu de l'article 1414 (1436 n.c.), les amiables compositeurs seront toujours tenus de donner avis aux parties, et de les entendre elles et leurs preuves, si elles se présentent, mais ne seront pas obligés de juger suivant les règles de droit. Cette disposition est conforme à la jurisprudence.

3. Les amiables compositeurs sont ainsi revêtus d'une puissance à peu près discrétionnaire; à la fois législateurs et juges, ils réunissent en eux tous les pouvoirs, et l'on peut se demander si cette confusion de pouvoirs ne présente pas de graves dangers, et si le législateur a bien fait de déroger ainsi aux principes de notre droit public. Mais la pratique a montré combien ces craintes étaient chimériques: en pratique, la clause d'amiable composition figure dans un grand nombre de compromis; et un auteur a pu dire, avec raison, que bien que cette clause figure comme exception dans le texte du code de procédure, elle est, pour ainsi dire, la règle

générale dans la pratique.—4 FUZZER HERMANN, *v° Arbitrage*, n. 935.

150 francs, ni au-dessus de cette somme, la même preuve avec un commencement de preuve par écrit. La troisième solution paraît préférable, car le contrat qui ressemble le plus au compromis—la transaction—fournit, en sa faveur, un très fort argument. L'article 2044 du Code civil (C.N.) qui prescrit de rédiger ce contrat "par écrit" est très généralement entendu en ce sens qu'il ne peut se prouver, à défaut d'écrit, que par l'aveu et par le serment.—7 GARSONNET, § 1488.

3. Cette question ne devrait-elle pas être réglée par analogie par l'article 1235 C. C. et la jurisprudence qui s'y rapporte?

1436. The arbitrators must hear the parties and their proofs respectively, or establish a default against them, and decide according to the rules of law, unless by the submission they have been exempted from doing so.

If they have been appointed at the same time as mediators, or as mediators only, they are not required to decide according to the rules of law.

The witnesses to be examined before the arbitrators may be sworn before the protonotary or the clerk of the Circuit Court of the locality, or before a commissioner of the Superior Court.—C.C.P., 1346, amended.

générale dans la pratique.—4 FUZZER HERMANN, *v° Arbitrage*, n. 935.

4. When arbitrators appointed to value a property, proceed upon an erroneous basis in law, and refuse to admit the best evidence of value, an interested party may obtain a writ of *mandamus* against the arbitrators to compel them to admit such evidence.—C.S., 1885. *Jones & Laurent*, 1 M.L.R., 438; TORRANCE, J.

5. Un rapport d'arbitres n'est pas absolument nul, quoique les témoins n'aient pas été légalement assermentés.—C.S., 1853. *Tremblay vs Tremblay*, 3 L.C.R., 482; BOWEN, MEREDITH & CARON, JJ.

6. In an action brought upon a report of arbitrators the defendant may contest the validity of the report, where it does not set forth that the witnesses have been heard, by alleging that the arbitrators refused to hear his witnesses, and the defendant will be allowed to prove such refusal.—C.A., 1857. *Ostell & Joseph*, 9 L.C.R., 440.

7. A report of arbitrators will be set aside

and annulled on motion when it appears that a material witness gave evidence before the arbitrators without having been previously sworn.—C.S., 1865. *O'Connell vs Frigon*, 9 J., 173; 14 R.J.R., 297; BADGLEY, J.

And such evidence afterwards reduced to writing and signed and sworn to by the witness is irregular, and cannot be filed of record or used, even where two or three arbitrators consent to such a course.—*Idem*, 1 L.C.L.J., 65.

When two of the arbitrators change the place of meeting or deliberating, notice of such change must be given to the third.—*Idem*.

8. Where several matters are in dispute and are referred, the arbitrators must decide *pro. or con.* upon the whole and must hear the parties on all of them; for want of these steps the court set aside an award, in this case.—C.B.R., 1821. *Fairfield vs Butchard*, 3 R. de L., 357.

9. Where a reference to arbitrators allowed the parties two days to produce papers, &c., and the award was made by the arbitrators on the day following the reference, without their having had any communication with the defendants, such award was premature and null.—C.S., 1868. *Chapman vs The Lancashire Insurance Company*, 13 J., 36; MACKAY, J.

10. The award must state that the parties have been heard; otherwise it may be set aside.—C.S., 1878. *Farmer vs O'Neil*, 1 L. N., 220; 22 J., 76; DORION, J.

11. Une sentence arbitrale, d'arbitres nommés sous les dispositions de la s. 9 de l'Acte refondu des chemins de fer de Québec, de 1880, 43-44 V., c. 43, ne sera pas nulle parce que les arbitres n'auraient pas donné d'avis aux parties du jour, de l'heure et du lieu de leurs séances, et qu'ils n'auraient pas entendu les parties ni leurs témoins.—C.A., 1887. *La Compagnie de chemin de fer du Sud-Est & Guèvremont*, 15 R.L., 258.

12. The fact that the arbitrators and the

1437. Pendant les délais du compromis, les arbitres ne peuvent être révoqués que du consentement de toutes les parties.

Si le délai est indéfini, il est libre à chacune des parties de révoquer le compromis, lorsqu'il lui plaît.—C.P. C., 1347.

1. I COUCHOT, 30.

2. L'une des parties peut révoquer en aucun temps la nomination de son amiable compositeur, si le délai pour faire rapport n'a pas été défini.—C.S., 1875. *Métivier vs Les Sœurs de Ste-Croix*, 7 R.L., 388; MCKAY, J.

3. Une partie qui a soumis un litige à

witnesses were sworn may be established by the declaration in the award itself, setting forth that they were sworn,—more particularly where no objection was made at the time by the arbitrator who represented the party objecting to the validity of the award.—C.S., 1888. *Mills vs Atlantic and North West Railway Co.*, 4 M.L.R., 302; LORANGER, J.

13. L'article 1346 du Code de procédure civile n'empêche pas les parties de stipuler dans un compromis que les amiables compositeurs devront entendre les dites parties et leur preuve respective, ou les constituer en défaut. Ces conditions du compromis obliègent les amiables compositeurs à peine de nullité.—C.S., 1878. *Breakey vs Carter*, 4 Q. L.R., 332; CASAZULT, J.

14. Although arbitrators who are appointed to act as mediators (amiables compositeurs) are not obliged to hear the parties and their proof and decide according to the rules of law, nevertheless, while acting as such mediators they are bound to observe the essential forms of arbitration pertaining to justice, and they will not be permitted to act in an arbitrary manner towards the parties. And where it appears to the court that one of the parties to the arbitration was taken by surprise and had no opportunity of supporting his pretensions, more especially in a case where the arbitrators were not in a position to arrive at a correct estimate of the amount which should be awarded without hearing the parties and their proofs, the award will be annulled.

A person named by a party as his arbitrator does not represent him in a sense that the presence of the arbitrator, and his taking part in the proceedings and deliberations, will justify a statement by the arbitrators in their award that the party was heard.—C. A., 1894. *Richelieu and Ont. Nav. Co. & Commercial Ass. Coy.*, 9 R.J.O., 410.

15. V. art. 1434, n. 24.

16. V. art. 1444, n. 3, 7.

1437. During the delay fixed by the submission the appointment of the arbitrators cannot be revoked, except with the consent of all the parties.

If the delay is not fixed, either of the parties may revoke the submission when he pleases.—C.C.P., 1347.

des arbitres, ne peut pas, après que les arbitres ont fait leur rapport, porter sa demande devant les tribunaux ordinaires, sans payer, en premier lieu, le montant de la pénalité stipulée dans le compromis, à moins que le rapport des arbitres ne soit absolument nul. Un rapport d'arbitres n'est pas absolument nul, quoique les témoins examinés par eux

n'alent pas été légalement assermentés.—C. S., 1853. *Tremblay vs Tremblay*, 3 L.C.R., 482; BOWEN, MEREDITH & CARON, JJ.

4. Where a submission charged the arbitrators to faire leur rapport ou prononcer leur sentence arbitrale dans le cours des cinq semaines qui suivront le dit jour, vingt-quatre juin courant, and it was further stipulated that il sera néanmoins loisible aux dits

1438. Le compromis demeure sans effet :

1. Dans le cas de décès, refus, départ ou empêchement d'un des arbitres, s'il n'y a clause qu'il sera passé outre, ou que le remplacement sera fait au choix des parties ou de l'arbitre ou des arbitres restants, ou autrement ;
2. Dans le cas d'expiration du délai fixé, avant la prononciation de la sentence ;
3. Par le partage d'avis des arbitres, s'il n'a pas été pourvu à la nomination d'un tiers arbitre ;
4. Par le consentement mutuel des parties ;
5. Par la perte de l'objet sur lequel porte le compromis ;
6. Par l'extinction de l'obligation qui en faisait l'objet ;
7. Par la révocation dans le cas mentionné en l'article qui précède —C.P. C., 1348.

1. BONNIER, 647.—L'OTHIER, *Proc.*, 100.—1 COUCHOT, 30.

2. A submission to arbitration becomes inoperative upon the resignation of one of the

1439. Les arbitres peuvent être recusés que pour cause survenue ou découverte depuis leur nomination.—C.P.C., 1349.

1. V. art. 397 qui énumère les motifs de récusation contre les experts.

2. L'article 397 s'applique aux experts en vertu de l'article 412.

3. L'article 1014 (al. 2, C.P.F.) ne doit pas être interprété littéralement, et les arbitres peuvent être recusés pour causes antérieures au compromis si les parties les ont ignorées

arbitres de prolonger à leur discrétion le temps qui vient de leur être assigné pour faire le rapport et la visite, si les circonstances le requièrent. The proceedings were adjourned by simple consent of parties to the 12 October, and the appellant then revoked the power.—*Held*: That he had a legal right so to do, and that no action of damages would lie.—C.A., 1874. *Foisy & Dery*, R., 50.

1438. The submission becomes inoperative :

1. In the case of the death, refusal, withdrawal or inability to act of one of the arbitrators, unless some clause provides that it shall avail notwithstanding, or that such arbitrator shall be replaced by another, chosen by the parties or by the remaining arbitrator or arbitrators, or otherwise ;
2. In the case of the decision not being given before the expiration of the delay fixed ;
3. By the failure to agree, if the appointment of a third arbitrator has not been provided for ;
4. By the mutual consent of the parties ;
5. By the loss of the thing which forms the subject of the submission ;
6. By the extinction of the obligation which formed the subject of the submission ;
7. By revocation in the case of the preceding Article.—C.C.P., 1348.

arbitrators named by either of the parties, if no provision is made in the submission for the replacement of such arbitrator.—C.S., 1888. *Ontario and Quebec Railway Co. vs Lalour*, 4 M.L.R., 84; JETTÉ, J.

1439. Arbitrators cannot be recused except for reasons which have arisen or have been discovered since their appointment.—C.C.P., 1349.

ou que les arbitres aient été nommés par le tribunal, car on ne peut dire, ni dans un cas ni dans l'autre, que les parties y aient passé outre, et il est conforme, sinon au texte du moins à l'esprit de la loi, qu'elles aient le droit de les faire valoir.

Les parties peuvent renoncer expressément ou tacitement à faire valoir les motifs de ré-

cusation, et c'est y renoncer que de ne pas les invoquer en temps utile, c'est-à-dire : 1° avant que l'affaire soit en état, si elles sont survenues et ont été connues auparavant; 2° en cas contraire, dans un délai dont le tribunal saisi de la demande en récusation sera juge, mais qui devra toujours être assez long pour que les parties aient eu le temps d'exercer leur droit.—7 GARSONNET, § 1490.

4. La nomination d'un arbitre comme notaire et aviseur légal d'une corporation propriétaire, pendant l'arbitrage, à l'effet de constater l'indemnité due à cette corporation pour l'expropriation d'un terrain par une compagnie de chemin de fer, ne rend pas cet arbitre incapable d'agir comme tel.—C.A., 1884. *La Compagnie du Chemin de fer du Nord & Les Ursulines de Québec*, 10 R.L., 614.—Confirmé par la cour suprême, *CASELS' DIGEST*, p. 37.

5. The party expropriated cannot object to the arbitrator named by the company on the ground of his relationship to the surveyor whose certificate accompanies the offer made by the company, nor on the ground of alleged inexperience, especially when these facts were known to the proprietors before the appointment of the third arbitrator.—The fact that the third arbitrator in the expropriation proceedings has, since the award, represented the company in other similar proceedings, forms no legal ground of objection to such third arbitrator.—C.A., 1890. *Benning & Atlantic and North West Railway Co.*, 6 M.L.R., 385.—Confirmé par la cour suprême, 20 R.C.S., 177.

1440. Dans le cas de partage d'opinion entre les arbitres, s'il a été pourvu à la nomination d'un tiers arbitre, il y est procédé conformément au compromis, et la cause est examinée de nouveau.—C.P.C., 1350.

1. An award of arbitrators cannot be homologated by a judge of the Superior Court, and is informal on its face, when it is not stated in what manner the third arbitrator has been appointed.—C.S., 1887. *Atlantic and North West Railway Co. vs Johnson*, 10 L.N., 228; GILL, J.

2. Lorsque des individus ont eux-mêmes

1441. La sentence arbitrale ne peut être rendue lorsqu'il y a plus d'un arbitre, à moins qu'il n'y ait concours des deux arbitres ou d'un arbitre et du tiers arbitre sur chaque adjudication particulière.—C. P. C., 1351.

1. 1 COUCHOT, 31.

6. The fact that a person who has acted as arbitrator in behalf of the land owner, in an expropriation by a Railway Co., has been paid by the company the amount taxed for his services as arbitrator, does not preclude him from recovering from the party appointing him, the value of additional services rendered to such party in connection with the same arbitration, but outside of the ordinary duties of an arbitrator, such as interviews, consultations, etc.—C.A., 1880. *Evans & Darling*, 6 M.L.R., 73.

7. Where an arbitrator, appointed under the Statute 51 Vict., cap. 20 (The Railway Act), has performed special services for the proprietor, for which services he has rendered an account and has even enforced his claim by an action at law, the arbitrator, in the absence of proof of some corrupt act, is not thereby disqualified from acting as such arbitrator and such facts do not constitute a valid ground for his recusation.—C.S., 1890. *The Ontario and Quebec Railway Co. vs Dawes vs Brodie*, 35 J., 168; DELORMIER, J.

8. Le fait que l'arbitre nommé par le propriétaire, pour procéder à constater l'indemnité qui lui est due pour le terrain exproprié par une compagnie de chemin de fer, sous les dispositions de l'acte des chemins de fer de Québec, aurait déclaré à ce propriétaire, avant sa nomination, qu'il trouvait l'offre de la compagnie insuffisante, n'est pas une cause de nullité de la sentence arbitrale.—C.A., 1890. *La Cie de chemin de fer de Jonction de Beauharnois & Leduc*, 10 R.L., 75.

1440. If the arbitrators fail to agree and the appointment of a third arbitrator has been provided for, such appointment is made in conformity with the submission, and the case is examined anew.—C.C.P., 1350.

choisi chacun un arbitre, pour constater la valeur d'un immeuble qui devait être vendu et ont déterminé un mode de nomination du troisième arbitre, pour le cas de différence d'opinion entre les arbitres choisis par les parties, le choix de cet arbitre ne peut être fait par le tribunal.—C.S., 1881. *Macpherson vs Drumm*, 17 R.L., 672; CHAGNON, J.

3. V. art. 1444, n. 16.

1441. No award of arbitrators can be rendered when there are more than one, unless the two named, or one of these and the third arbitrator, agree upon each item of the award.—C.C.P., 1351.

2. The majority of the arbitrators having

the right to make an award, the absence of the dissentient arbitrator at the time the award was signed before notary is not a ground of nullity.—C.S., 1888. *Mills vs Atlantic and North West Railway Co.*, 4 M. L.R., 302; LORANGER, J.

3. Upon a reference to three arbitrators, or, specially to any two of them, an award

1442. La sentence arbitrale est reçue en forme authentique, ou déposée entre les mains d'un notaire, lequel dépôt est constaté par acte authentique, et elle doit être prononcée en présence des parties ou une copie de la sentence doit leur être livrée ou signifiée dans le délai fixé par le compromis.—C.P.C., 1352, amendé.

1. POTHIER, *Proc.*, 109.—1 COUCHOT, 30.—1 BORNIER, 235.

2. Where to an action on an award or compromise the defendant pleaded want of service of the award within the delay fixed by law and by the terms of the compromise.—*Held*: that in consequence of such default of service, the award was absolutely null and of no effect.—C.A., 1842. *Blanchet & Charon*, 4 J., 9.

3. An award of *arbitres et amiables compositeurs* not signified to the parties interested until after the delay limited by the *compromis* for the rendering of the award, is null and void; notwithstanding such award may have been rendered within the prescribed time.—C.S., 1864. *Chapman vs Hodgson*, 9 J., 112; LORANGER, J.

4. The deposit of an award cannot be made by one who has ceased to be arbitrator.—C.R., 1875. *Sévigny vs Provencher*, 1 Q.L.R., 122; MEREDITH, STUART & TESSIER, JJ.

5. An award has the force of *chose jugée* between the parties only from the date of service thereof, and the award in question having been served upon the appellants after the enactment of 51 Vic., c. 29, they were entitled to the benefit of the appeal provided by that act.—C. S., 1888. *Mills vs The Atlantic and North West Railway Co.*, 4 M.L.R., 302; LORANGER, J.

6. Une sentence arbitrale qui n'a été ni prononcée ni signifiée aux parties est nulle, quelle que soit la connaissance qu'elles en aient eue autrement, et la prononciation doit s'en faire par la lecture aux parties dans le délai fixé par le compromis.—C. S., 1889. *Hébert vs Wright*, 18 R.L., 538; MATHEU, J.

7. This article which provides that awards of arbitrators are made out in notarial form or deposited with a notary, applies also where the arbitrators are named as mediators, even where the mediators are expressly relieved by the deed of arbitration from observing

by two is good, if the third has had due notice of the matters referred and of the several meetings; but if the reference be to three generally, all should be present at the meetings, specially when the award is made, and then the award of two is void, even if the third refuses to assent to it.—C.B.R., 1811. *Meiklejohn vs Young*, S.R., 43; 1 R. J.R., 129.

1442. The award of the arbitrators is made out in notarial form, or deposited with a notary, who draws up an authentic act of the deposit, and it must be pronounced in the presence of the parties, or a copy thereof must be left with or served upon them, within the delay fixed by the submission.—C.C.P., 1352, amended.

the requirements of the law.—C.S., 1895. *Carter vs Donoghue*, 9 R.J.O., 180; TASCHEREAU, J.

8. By a deed of submission it was stipulated that the award "should be made in writing, and duly deposited with the undersigned notary, within a fixed period." The arbitrators made their award before the notary in question and directed that the award should not be communicated to the parties till their costs which they taxed were paid, and the award was not actually signified to the parties till after the expiration of the time fixed by the submission.—*Held*, reversing the decision of the Superior Court, that the stipulation in the deed of submission that the award should be in writing, and should be deposited with a certain notary, was a waiver of the formalities of art. 1352, C.P.C., with regard to the service of the sentence on the parties, and that the prohibition to communicate the contents of the award, until the claim of the arbitrators for their fees was paid, was usual and such an order as the arbitrators were entitled to make.—C.A., 1887. *Normand & McGreevy*, R., 60.

9. The Railway Act (cap. 109 R.S.C.) only requires that the award in arbitration proceedings should state clearly the sum awarded and the property for which such sum is to be the compensation. It does not require that the award should mention the person to whom the award is to be paid, nor what amount is to be paid for land, and what amount for buildings to be taken, nor what amount has been deducted for increased value to be given to the remnant of the property.

When the arbitrators in the record of their proceedings make a minute of the sum to be awarded as compensation, and agree that the sum shall be in notarial form, and such award is afterwards drawn by a notary and signed by all three arbitrators, and duly served on the parties, such notarial award is

the true award and is valid. — C.A., 1800. *Benning & Atlantic and North West Rail-*

1443. La sentence arbitrale rendue extrajudiciairement ne peut être exécutée que sous l'autorité du tribunal compétent, et sur poursuite intentée en la forme ordinaire pour faire condamner la partie à l'exécuter. — C. P.C., 1353.

1444. Le tribunal saisi peut entrer dans l'examen des nullités dont la sentence arbitrale est entachée, ou des autres questions de forme qui peuvent en empêcher l'homologation, mais il ne peut s'enquérir du fond de la contestation ; néanmoins, lorsqu'il y a eu stipulation de pénalité dans le compromis, il le peut, en par la partie qui conteste, payant ou offrant le montant de cette pénalité à la partie qui acquiesce, ou le consignant au greffe. — C.P.C., 1354.

INDICATION ALPHABETIQUE.

Absence	15, 16
Acquiescement	2 à 7
Associé	3, 14, 25
Chemins de fer	9, 11, 13, 15 à 17, 21, 23, 24, 28, 29, 30, 31
Conduite de l'arbitre	16
Considérants	9
Erreur	13
Etendue de la sentence	10, 11
Juge	29
Montant accordé	17 à 24, 30
Nullité partielle	8
Rapport incomplet	26, 27
Requête pour homologation	28
Tiers arbitre	16

1. Pothier, *Proc.*, 110.—1 Couchot, 30.

2. L'acquiescement donné à une sentence arbitrale couvre les vices de procédure que la partie connaissait lors de l'acquiescement. — C.A., 1887. *Guévremont & Guévremont*, 31 J., 225.

3. Difficulties between co-partners were referred to arbitration. The arbitrators it appeared, acted irregularly, the defendant was not duly notified, the witnesses were not sworn. The defendant, now appellant, took advantage of the award in so far as to take possession of some of the goods and turned them to his own account, protesting at the same time against the irregularities of the

way Co., 6 M.L.R., 385.—Confirmé par la cour suprême, 20 R.C.S., 177.
10. V. art. 1444, n. 7, 9, 21.

1443. Any extrajudicial award of arbitrators can only be executed under the authority of a competent court, upon a suit brought in the ordinary manner to have the party condemned to execute it. — C.C.P., 1353.

1444. The court before which such a suit is brought may examine into any grounds of nullity which affect the award or into any questions of form which may prevent its being homologated ; but it cannot inquire into the merits of the contestation ; nevertheless, when a penalty has been stipulated in the submission, the court may do so whenever the party contesting has paid or tendered the amount of the penalty either to the party who accepts the award or into court. — C.C.P., 1354.

arbitrators. — *Held* : that he had acquiesced in the award, knowing the objection to it, and that he was bound to abide by it. — C.A., 1878. *Lépine & Fiset*, R., 60, 10 R.L., 153.

4. Les parties qui, dans un incendie ou autre sinistre, procèdent à l'amiable à l'estimation des pertes, sans requérir l'observation des formes sur lesquelles ils auraient le droit d'insister, renoncent par là même à s'en plaindre plus tard, et le rapport des experts ne sera pas mis de côté lorsque les parties n'auront pas insisté sur ces formalités. — C.A., 1881. *De Montigny & La Cie. d'Assurance de Watertown N. Y.*, 2 D.C.A., 27.

5. On ne peut être admis à demander la nullité d'une sentence arbitrale pour causes d'irrégularité dans les procédés des arbitres, si la partie qui demande cette nullité a eu, auparavant, connaissance des circonstances qu'elle invoque au soutien de sa demande et n'a pas protesté. — C.A., 1885. *La Reine & McGreevy*, 15 R.L., 595.—Confirmé par la cour suprême, 19 R.C.S., 180.

6. Une partie à un arbitrage qui accepte conditionnellement le montant de la sentence arbitrale, acquiesce par là même à cette sentence, et est liée par elle tant que la condition à laquelle elle a accepté ne se réalise pas. — C.S., 1800. *McDonald vs La Reine*, 16 Q.L.R., 221 ; CARON, J.

7. Une sentence arbitrale doit être déclara-

rée nulle s'il y a eu de la part des arbitres un oubli évident des règles essentielles de l'arbitrage, comme lorsque les arbitres n'ont pas procédé ensemble, ont négligé de donner avis aux parties, et de les mettre à même de faire une preuve en conformité du compromis arrêté entre elles, n'ont pas prononcé la sentence en présence des parties et ne la leur ont pas signifiée.

Les actes de soumission à une telle sentence faits par la partie condamnée, sous l'impression que la sentence a été rendue d'une manière régulière, ne constituent pas un acquiescement valable de sa part. Il faut pour qu'il y ait acquiescement que l'on puisse inférer de la conduite de la partie son intention de renoncer au recours que lui laissent ces nullités.—C.A., 1804. *Price & Chapman*, 4 R.J.O., 1.

8. An award of arbitrators may be good in part and bad in part, but only in cases where the subject appears clearly capable of being separated; where, for instance, the arbitrator exceeds his authority on one subject, or proceeds to another, as to which he has no power to make an award.—C.S., 1870. *Guay vs Fradet*, 5 Q.L.R., 226.

9. Il n'est pas nécessaire que la sentence arbitrale contienne les considérants des arbitres et fasse voir d'une manière précise quels sont les dommages pour lesquels une indemnité a été accordée au propriétaire.—C.A., 1800. *La Cie. de chemin de fer de Jonction de Beuharnois & Leduc*, 10 R.L., 75.

10. An award which has not embraced all material points submitted to arbitration, or shewing that the arbitrators have exceeded the limits of their authority, will be set aside.—C.S., 1857. *Tate vs James*, 1 J., 151; *TAIT, MONDELET & CHAROT, JJ.*

11. Arbitrators named to assess damages done by the works of a railway company to a stone quarry cannot by their award condemn the railway company to alter their works or to pay an annual and perpetual rent to the lessee of the quarry.—C.A., 1878. *Montreal Ottawa and Occidental Railway Co. & Bourgonin*, R., 61.

12. On a motion to annul and set aside a report of arbitrators.—*Held*: not sufficient for the arbitrators to report, in the terms of the rule by which they were appointed, that they had examined the proceedings of record in the cause, examined the witnesses of the parties under oath and deliberated, but such report must allege that the parties have received due notice of the meetings of the arbitrators, or were heard in support of their allegations, and a report omitting to allege such notice or meeting will be annulled and set aside on motion to that effect.—C.S., 1856. *Brown vs Smith*, 6 J., 126; *DAY, SMITH & MONDELET, JJ.*

13. Where arbitrators have valued the land as a whole, and not so much by measurement, an error in the extent will not in-

validate the award.—C. A., 1881. *La Compagnie du Chemin de Fer du Nord vs Les Ursulines de Québec*, R., 60.

14. An award will not be set aside, because a mere error of judgment, in a matter not affecting the law or the justice of the case, has been committed by the arbitrators, more especially where they are expressly appointed *amiables compositeurs*. And so, where arbitrators were appointed to settle partnership accounts, and a legal opinion, correct in itself, as to the mode of dealing with the accounts obtained by one of the parties, was communicated to the arbitrators, it was held that the award was not vitiated by such a proceeding.—C. P., 1888. *Rolland & Cassidy*, 11 L. N., 241; 32 J., 169.

15. An appeal by which the court is called upon to modify an award of arbitrators, in an expropriation under the Railway Act of Canada, by either increasing or diminishing the amount allowed by the act, cannot only be taken when a valid award exists.

By section 15 of the Railway Act, no valid award can be made except at a meeting of the arbitrators, in which any absent arbitrator had two clear days' notice, or to which a meeting at which he has been present had been adjourned.—C.S., 1800. *Denis vs La Cie. de Chemin de fer de Montréal & Ottawa*, 6 M.L.R., 184; *WURTELE, J.*

16. Une sentence arbitrale sera annulée :

1° Si l'arbitre de l'intimé après avoir prêté serment de remplir fidèlement et impartialement les devoirs de sa charge joue le rôle d'avocat ou agent de la compagnie dans le choix de ses témoins ; s'il les accompagne sur les terrains à exproprier avec des employés de la compagnie, en l'absence et hors la connaissance de la partie adverse ;

2° Si cet arbitre déclare ouvertement durant l'enquête que l'offre de la compagnie était plus que suffisante ;

3° S'il néglige d'assister à plusieurs séances des arbitres et ne lit pas la preuve ;

4° Si les arbitres négligent de lire et discuter la preuve, refusent d'entendre les avocats des parties et de délibérer avant de rendre sentence ;

5° Si le tiers arbitre s'absente durant une séance où plusieurs témoins ont été entendus et ne lit pas la preuve faite à telle séance ;

6° Si le tiers-arbitre avant la reddition de la sentence finale ne convoque pas les deux autres arbitres aux fins de lire la preuve, la discuter et délibérer, après qu'il en a été requis par l'arbitre de l'exproprié ;

7° Si la compagnie intimée, après enquête close, a mis un convoi spécial à la disposition des arbitres et les a fait accompagner par son secrétaire-trésorier pour aller faire la visite des lieux en l'absence de l'exproprié et à son insu ;

8° Si la compagnie lors de telle visite fait servir à dîner aux arbitres à ses dépens, et engage des charretiers pour traverser la voie

ferrée afin de constater le temps requis pour la traverser, toujours en l'absence de l'exproprié.—C.A., 1896. *Brunel & La Cie du chemin de fer St-Laurent et Adirondack*, 3 R. de J., 332.

17. Where an award of compensation made in an arbitration under the Canadian Railway Act 1888, 51 Vict., c. 29, was appealed from under sec. 161 sub. sec. 2.—*Held*: that the Court rightly exercised its jurisdiction by reviewing the award as if it had been the judgment of a subordinate Court, that is by deciding whether a reasonable estimate of the evidence had been made. It was not authorized by the section to disregard the award and deal with the evidence *de novo* as if it had been a court of first instance.—C. P., 1895. *Atlantic and North West Ry. & Wood*, Law Reports, House of Lords, 257.

18. On a reference being made to the official arbitrators of certain claims made by one H. against the government for damages arising out of the enlargement of the Lachine Canal to land situated on said canal, the arbitrators awarded H. \$9,216 in full and final settlement of all claims. On an appeal taken in the Exchequer Court by H. (Taschereau, J., presiding) this amount was increased to \$15,990, including \$5,600 for damages caused to the land from 1877 to 1884 by leakage from the canal since its enlargement, and the judge reserved the right to H. to claim for future damages from that date. On appeal to the Supreme Court of Canada it was.—*Held*: reversing the judgment of the Exchequer Court and confirming the award of the arbitrators, that it must be taken that the arbitrators dealt with every item of H's claim submitted to them and included in their award all past, present and future damages, and that the evidence did not justify any increase of the amount awarded.

Gwynne, J., was of opinion that under 42 V., c. 8, s. 38, the Supreme Court had power (although the Crown did not appeal to the Exchequer Court) to review the award of the arbitrators, and that in this case \$1,000 would be an ample compensation for any injury that the claimant's land can be said to have sustained, which upon the evidence can be attributed to the work of the enlargement of the canal.—C. suprême, 1887. *The Queen & Hubert*, 14 R.C.S., 737.

19. On an appeal to the Supreme Court from a judgment of the Exchequer Court increasing the amount awarded by the official arbitrators to the claimant for expropriation of land for the Intercolonial Railway.—*Held*: reversing the judgment of the Exchequer Court and restoring the award of the official arbitrators, that to warrant an interference with an award of value necessarily largely speculative, an Appellate Court must be satisfied beyond all reasonable doubt that some wrong principle has been acted on or something overlooked which ought to have been considered by the official arbitrators, and upon the evidence in this case this court

refused to interfere with the amount of compensation awarded by the official arbitrators.—C. suprême, 1889. *The Queen & Paradis & The Queen vs Beautieu*, 16 R.C.S., 716.

20. An award will not be set aside on the ground that a memo, furnished by the arbitrator to the losing party after its publication, showed that the accounts between the parties were adjusted upon a wrong principle, the defect, if any, not being a mistake on the face of the award or in some paper forming part of, and incorporated with, the award, and there being no admission by the arbitrator himself that he had made a mistake.—C. suprême, 1889. *McRae & Lemay*, 18 R.C.S., 280.

21. When all the requirements of the law have been observed, the award made by the arbitrators, or any two of them, is final and conclusive; and the compensation awarded is entirely within the direction of the arbitrators in the absence of fraud on their part, and is not in such case subject to review by the courts.

Inadequacy in the sum awarded may be such as in itself to constitute proof of fraud on the part of the arbitrators, and in such a case the Court may annul and set aside such award by reason of such fraud; but to justify such action by the Court, the sum awarded must be so grossly and scandalously inadequate as to shock one's sense of justice, which was not the case in this instance, the arbitrators having acted in good faith and with proper discrimination.

The principal to be followed by arbitrators in making such an award is that the proprietor shall be left in the same position financially as he was before the property was expropriated, without allowing any *prix d'affection*; and therefore, when, as in this case, the evidence of the proprietor's witnesses proves that the value of the remnant of the property, added to the sum awarded as compensation, is greater than the price for which the proprietors were willing to sell the whole property before the expropriation, the award must be held to be reasonable and adequate.—C.A., 1890. *Benning & Atlantic and North West Ry. Co.*, 6 M.L.R., 385.—Confirmé par la cour suprême, 20 R.C.S., 177.

22. In a matter of expropriation the decision of a majority of arbitrators, men of more than ordinary business experience, upon a question merely of value, should not be interfered with on appeal.—C. suprême, 1894. *Lemoine & The Mayor of Montreal*, 23 R. C. S., 300.—Confirmed by the Privy Council.

23. Le montant accordé par une sentence arbitrale ne peut être mis en question devant le tribunal, et ce montant, fut-il excessif, résultant d'une appréciation erronée ou reposant sur une fausse base, ce ne serait pas une raison en loi pour demander la nullité de la sentence.

Une sentence arbitrale, rendue sous l'acte des chemins de fer de 1879, n'est pas nulle parce qu'elle aurait été rendue après le

délat fixé par les arbitres pour la rendre, si les parties ont consenti à procéder après cette date, parce qu'elle n'aurait pas été signée par un arbitre dissident, lorsqu'il est constant qu'il était présent lors de la reddition de la sentence et y a concouru, et parce quelle n'avait pas été signifiée aux parties.—C.A., 1891. *La Cie. de Chemin de fer Ontario et Québec & Les Curé et marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Ste-Anne du Bout de l'Isle*, 21 R.L., 180.

24. In a railway expropriation case the respondent in naming his arbitrator declared that he only appointed him to watch over the arbitrator of the company, but the company recognized him officially and subsequently an award of \$1,974.25 damages and costs for land expropriated was made under Art. 5164, R.S.Q. The demand for expropriation as formulated in their notice to arbitrate by the appellants was for the width of their track, but the award granted damages for three feet outside of the fences on each side as being valueless. In an action to set aside the award.—*Held*: affirming the judgment of the courts below, that the appointment of respondent's arbitrator was valid under the statute and bound both parties, and that in awarding damages for three feet of land injuriously affected on each side of the track, the arbitrators had not exceeded their jurisdiction.—C. suprême, 1891. *The Quebec, Montmorency and Charlevoix Railway Co. & Mathieu*, 19 R.C.S., 426.

25. Where it was provided in a deed of partnership that at the expiration of the partnership the assets should be valued by valuers named by the parties, which valuers should fix and determine the cash value of the interest of one of the partners (now plaintiff) in the business; and the valuers who were appointed entered into questions of account between the partners, and decided a question of law, viz: that the partners had the right to pretake their nominal capital before division of the assets; that the award was irregular and must be set aside,—and especially as a subsequent clause of the deed of partnership provided for the appointment of arbitrators to settle any dispute which might arise between the partners.—C.S., 1896. *Gerhardt vs Davis*, 12 R.J.O., 137; ARCHIBALD, J.

26. La cour peut, sur motion, ordonner à des arbitres et amiables compositeurs de compléter leur rapport, en y ajoutant le récit des formalités qu'ils ont remplies, d'expli-

quer davantage la nature de certaines parties de leur rapport et d'y annexer le certificat de leur assermentation et autres documents.—C.S., 1889. *Dubé vs Coristine*, 5 M.L.R., 132; LORANGER, J.

27. Lorsque une sentence arbitrale fixant l'indemnité à être accordée sur une expropriation est obscure et n'indique pas suffisamment si l'immeuble pour lequel l'indemnité est accordée est le même que celui désigné sur le plan fait par la partie demandant l'expropriation, la cour peut demander des explications sur la dite sentence arbitrale, mais ne peut changer ni modifier les conclusions auxquelles les arbitres en sont venus.—C.A., 1885. *La Compagnie du Chemin de fer du Nord & L'Hôpital du Sacré-Cœur*, 15 R.L., 599.

28. Un avis d'une requête demandant l'homologation d'une sentence arbitrale est dûment signifié à l'avocat de la partie adverse, au bureau du protonotaire, lorsque cet avocat n'a pas fait d'élection de domicile ailleurs.—C.A., 1887. *La Compagnie du chemin de fer du Sud-Est & Guèvremont*, 15 R.L., 258.

29. A judge has no authority to homologate an award of arbitrators made under the Railway Act.—C.S., 1887. *The Atlantic and North West Ry. Co. vs Johnson*, 10 L.N. 229; TASCHEREAU, J.

JURISPRUDENCE NOUVELLE.

30. Une sentence arbitrale ne peut être renversée comme erronée quant à l'appréciation des faits que si les arbitres, en fixant l'indemnité qu'ils ont accordée, ont pris en considération des causes d'indemnités dont ils ne devaient tenir compte, ou ont accordé une indemnité tellement disproportionnée à celle que la cour est d'avis qu'ils auraient dû accorder, que la cour est forcée d'en conclure qu'aucun homme honnête et raisonnable n'aurait accordé une telle indemnité.—C. S., 1898. *The Montreal Park and Island Ry. Co. vs Wynnes & Martin*, 4 R. de J., 353; LANGELIER, J.

31. Pour être autorisé à prendre possession d'un terrain exproprié, une compagnie de chemin de fer doit déposer en cour le montant de la sentence arbitrale, plus les intérêts pour les six mois à venir.

Le défaut d'avoir déposé les intérêts avec le dépôt, rend celui-ci insuffisant.—C. A., 1897. *La Compagnie du chemin de fer Drummond & Olivier*, 7 R.J.O., 41.

APPENDICE.

CÉDULE A

FORMULES DE DÉCLARATION (ART.
123, § 2)

1.—Action basée sur acte de vente

PROVINCE DE QUÉBEC, } COUR
District de } SUPERIEURE

No. A. B.,
Demandeur ;
vs.
C. D.,
Défendeur.

Le demandeur réclame du défendeur \$, dues par le défendeur en vertu d'un acte de vente, passé le , à , devant , notaire ; et il demande jugement pour ce montant, avec intérêt depuis et les dépens.

(Date)
G. H.,
Procureur du demandeur.

2.—Action basée sur acte d'obligation

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur réclame du défendeur \$, dues par le défendeur en vertu d'une obligation passé le , à , devant , notaire ; et il demande jugement pour ce montant, avec intérêt depuis et les dépens.

(Date)
G. H.,
Procureur du demandeur.

3.—Action basée sur une lettre de change par la personne en faveur de laquelle la lettre est endossée, contre l'accepteur

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur réclame du défendeur \$, montant d'une lettre de change datée le , tirée par , acceptée par le défendeur, payable mois après date, à l'ordre de , et endossée en faveur du demandeur ; et il demande jugement pour ce montant, avec intérêt depuis et les dépens.

(Date)
G. H.,
Procureur du demandeur.

SCHEDULE A

FORMS OF DECLARATION (ART. 123, § 2)

1.—Action on a Deed of Sale

PROVINCE OF QUEBEC, } SUPERIOR COURT
District of }

No. A. B.
Plaintiff ;
vs.
C. D.
Defendant.

The plaintiff claims \$ from the defendant, as the amount due by the defendant under a certain deed of sale passed at , on , before , notary ; and prays for judgment for that sum, with interest from and costs.

(Date),
G. H.,
Attorney for Plaintiff.

2.—Action on a Deed of Obligation

(TITLE OF CASE)

The plaintiff claims \$ from the defendant, as the amount due by the defendant under a certain deed of obligation passed on , at , before , notary ; and prays for judgment for that sum, with interest from and costs.

(Date).
G. H.,
Attorney for Plaintiff.

3.—Action on a Bill of Exchange by an Indorsee against the Acceptor

(TITLE OF CASE)

The plaintiff claims \$ from the defendant, as the amount of a bill of exchange, dated , drawn by , accepted by the defendant, payable months after date, to the order of , and indorsed to the plaintiff ; and prays for judgment for that sum with interest from and costs.

(Date).
G. H.,
Attorney for Plaintiff.

4.—*Action basée sur une lettre de change par la personne en faveur de laquelle la lettre est endossée, contre le tireur et l'accepteur*

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur réclame des défendeurs \$, montant d'une lettre de change datée le , tirée par le défendeur , acceptée par le défendeur , payable à mois après date, à l'ordre de , et par lui endossée en faveur du demandeur, avec \$, frais de protêt, dont avis a été donné au défendeur ; et il demande jugement contre les défendeurs conjointement et solidairement pour les dites sommes, avec intérêt depuis et les dépens.

(Date)

G. H.,

Procureur du demandeur.

5.—*Action basée sur un billet.*

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur réclame du défendeur \$, montant d'un billet signé par le défendeur, daté le , à , et payable à , à mois de sa date ; et demande jugement pour ce montant, avec intérêt depuis et les dépens.

(Date)

G. H.,

Procureur du demandeur.

6.—*Action basée sur un billet protesté, contre le faiseur et l'endosseur*

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur réclame des défendeurs \$, montant d'un billet signé par le défendeur, endossé par le défendeur , daté le , à , payable à , à de sa date, avec \$, frais de protêt, dont avis a été donné à , endosseur ; et il demande jugement contre les défendeurs conjointement et solidairement pour ces sommes, avec intérêt depuis et les dépens.

(Date)

G. H.,

Procureur du demandeur.

7.—*Action basée sur un écrit sous seing privé*

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur réclame du défendeur \$, montant de marchandises vendues et livrées à par le demandeur, à la suite d'une garantie signée par le défendeur le , à , et donnée au demandeur ; et il demande jugement pour ce montant, avec intérêt depuis et les dépens.

(Date)

G. H.,

Procureur du demandeur.

4.—*Action on a Bill of Exchange, by an Indorsee against the Drawer and the Acceptor*

(TITLE OF CASE)

The plaintiff claims \$ from the defendants, as the amount of a bill of exchange, dated , drawn by the defendant , accepted by the defendant , payable at months after date, to the order of , and by him indorsed to the plaintiff ; together with \$ as costs of protest, whereof the defendant had due notice ; and prays for judgment against the defendants jointly and severally for the said sums, with interest from and costs.

(Date).

G. H.,

Attorney for Plaintiff.

5.—*Action on a Promissory Note*

(TITLE OF CASE)

The plaintiff claims \$ from the defendant as the amount of a promissory note, dated , at , signed by the defendant, payable months after date ; and prays for judgment for the said sum with interest from and costs.

(Date).

G. H.,

Attorney for Plaintiff.

6.—*Action on a protested Promissory Note against the Maker and the Indorser*

(TITLE OF CASE)

The plaintiff claims \$ from the defendants, as the amount of a promissory note, signed by the defendant indorsed by the defendant , dated at , payable at months after (date), together with \$, costs of protest, whereof notice was given to the indorser ; and prays for judgment against the defendants jointly and severally for the said sums, with interest from and costs.

(Date).

G. H.,

Attorney for Plaintiff.

7.—*Action on a Private Writing*

(TITLE OF CASE)

The plaintiff claims \$ from the defendant as the amount due for goods sold and delivered to by the plaintiff, at , in pursuance of a guarantee signed by the defendant at , and addressed to the plaintiff ; and prays for judgment for the said sum with interest from and costs.

(Date).

G. H.,

Attorney for Plaintiff.

8.—*Action sur compte.*

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur réclame du défendeur \$, prix (ou valeur, selon le cas), de marchandises vendues et livrées (ou pour services rendus, ou suivant le cas) au défendeur, aux dates et lieux, et pour les divers montants mentionnés dans le compte produit avec les présentes; et il demande jugement pour ce montant, avec intérêt depuis et les dépens.

(Date)

G. H.,
Procureur du demandeur.

CÉDULE B

FORMULE D'ASSIGNATION PAR LES JOURNAUX (ART. 136)

PROVINCE DE QUÉBEC, } COUR
District de } SUPERIEURE

A. B., de la (domicile et occupation)
Demandeur :

vs

C. D., (résidence)
Défendeur.

Il est ordonné au défendeur de comparaître dans le mois.

(Date)

E. F.,
P. C. S.

CÉDULE C

FORMULE D'AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION PAR UNE PERSONNE LETTRÉE (ART. 137)

A. B. de , étant dûment assermenté, dépose et dit :

J'ai signifié le présent bref d'assignation et la déclaration y annexée à C. D., le défendeur (ou suivant le cas) y nommé, le 18 , à heures de , à , dans la province de , en lui laissant en personne une vraie copie des dits bref et déclaration, (ou suivant le cas, en laissant une vraie copie des dits bref et déclaration pour le dit C. D. à une personne raisonnable de sa famille, à sa résidence, à) ; et j'ai signé.

A. B.

Assermenté devant moi }
le 18 . }

J. P.
Commissaire (ou juge de paix).

8.—*Action on an Account*

(TITLE OF CASE)

The plaintiff claims \$ from the defendant as the price (or value, as the case may be), of goods sold and delivered (or for services rendered, or as the case may be), to the defendant at the times and places, and for the several amounts stated in the account herewith produced; and prays for judgment for that sum, with interest from and costs.

(Date).

G. H.,
Attorney for Plaintiff.

SCHEDULE B

FORM FOR PUBLICATION OF SUMMONS IN NEWSPAPERS (ART. 136)

PROVINCE OF QUEBEC, } SUPERIOR COURT
District of }

A. B., of the (domicile and occupation),
Plaintiff

vs.

C. D., of the (residence),
Defendant.

The defendant is ordered to appear within one month.

(Date).

E. F.,
P. S. C.

SCHEDULE C

FORM OF AFFIDAVIT OF SERVICE BY A LITERATE PERSON (ART. 137)

A. B., of , being duly sworn, doth depose and say :

I served the within writ of summons and the declaration thereto annexed, on C. D., the defendant (or as the case may be) therein named, on the 18 , at o'clock in the at , in the Province of , by delivering to him personally a true copy of the said writ and declaration (or, as the case may be, by leaving a true copy thereof for the said C. D. with a reasonable person of his family at his residence at).

And I have signed.

A. B.

Sworn before me, }
at , 18 . }

J. P.
Commissioner or Justice of the Peace.

CÉDULE D

FORMULE DE DÉNÉGATION GÉNÉRALE
(ART. 202)

(TITRE DE L'ACTION)

Le défendeur nie toutes les allégations de la déclaration, et demande le renvoi de l'action avec dépens.

(Date)

G. H.,
Procureur du défendeur.

CÉDULE E

FORMULES DE DÉFENSES (ART. 203)

1.—*Défense de payement*

(TITRE DE L'ACTION)

Le défendeur plaide payement en argent fait le , à (ou par chèque daté à, ou suivant le cas); et il demande le renvoi de l'action avec dépens.

(Date)

G. H.,
Procureur du défendeur.

2.—*Défense de novation*

(TITRE DE L'ACTION)

Le défendeur plaide novation de la réclamation du demandeur, opérée à raison de l'acceptation par le demandeur à l'acquit du défendeur d'une réclamation de \$ cédée par le défendeur au demandeur le , à , par écrit sous seing privé (ou acte notarié, ou suivant le cas); et il demande le renvoi de l'action avec dépens.

(Date)

G. H.,
Procureur du défendeur.

(TITRE DE L'ACTION)

3.—*Défense de remise*

Le défendeur plaide que le demandeur lui a fait remise de sa réclamation, par écrit sous seing privé (ou acte notarié, ou suivant le cas), fait le , à ; et il demande le renvoi de l'action avec dépens.

(Date)

G. H.,
Procureur du défendeur.

4.—*Défense de compensation*

(TITRE DE L'ACTION)

Le défendeur plaide que la réclamation du demandeur est compensée par une somme égale d'une réclamation plus élevée du dé-

SCHEDULE D

FORM OF GENERAL DENIAL (ART. 202)

(TITLE OF CASE)

The defendant denies all the allegations of the declaration, and prays for the dismissal of the action with costs.

(Date).

G. H.,
Attorney for Defendant.

SCHEDULE E

FORMS OF DEFENCE (ART. 203)

1.—*Defence of Payment*

(TITLE OF CASE)

The defendant pleads payment by cash made at on , (or by a cheque dated at, etc., or as the case may be); and prays for the dismissal of the action with costs.

(Date).

G. H.,
Attorney for Defendant.

2.—*Defence of Novation*

(TITLE OF CASE)

The defendant pleads that the plaintiff's claim was novated by reason of the acceptance by the plaintiff, in discharge of the defendant, of a claim for \$ assigned to him by the defendant on , at , by act in private writing (or in notarial form, or as the case may be); and prays for the dismissal of the action with costs.

(Date).

G. H.,
Attorney for Defendant.

3.—*Defence of Release*

(TITLE OF CASE)

The defendant pleads that the plaintiff's claim has been extinguished by release in private writing (or in notarial form, or as the case may be), made at on ; and prays for the dismissal of the action with costs.

(Date).

G. H.,
Attorney for Defendant.

4.—*Defence of Compensation*

(TITLE OF CASE)

The defendant pleads that the plaintiff's claim is compensated by an equal amount belonging to a claim of the defendant against

fendeur contre le demandeur, pour (*indiquez succinctement la nature de la réclamation*); et il demande le renvoi de l'action avec dépens.

(Date)

G. H.,

Procureur du défendeur.

5.—*Défense de prescription*

(TITRE DE L'ACTION)

Le défendeur plaide la prescription de trente ans (*ou de cinq ans, ou suivant le cas, et indiquez brièvement les faits qui donnent lieu à la prescription*); et il demande le renvoi de l'action avec dépens.

CÉDULE F

FORMULE DU SERMENT DES EXPERTS
(ART. 400)

Je, A. B., de (*s'il y a deux ou un plus grand nombre de personnes à prêter serment, dites: Je, A. B., de et je, C. D., de*)

jure qu'en présence de E. F., le demandeur, et G. H., le défendeur, dénommés dans un jugement interlocutoire, prononcé dans la cour (*insérez ici le nom de la cour*), dans le district de , en date du 18 , ou en leur absence, après qu'ils auront été dûment appelés à tel lieu qui sera désigné, et à tels jour et heure qui leur seront respectivement fixés, je procéderai fidèlement, comme expert, à la visite et au rapport qui sont requis par le dit jugement, et que je ferai un rapport vrai de mon opinion sur le tout, sans faveur ni partialité.

Ainsi, Dieu me soit en aide.

CÉDULE G

FORMULE DU CERTIFICAT DE PRESTATION
DE SERMENT (ART. 400)

Assermenté devant moi, commissaire de la cour supérieure, dans le district de (*ou subdélégué autorisé par la commission ou le jugement, suivant le cas, ci-annexé ou suivant le cas*), à , le 18 .

CÉDULE H

FORMULE DU SERMENT DES TÉMOINS
(ART. 404)

Je , (*insérez le nom, la qualité et le lieu de la résidence du témoin*), jure que je ne suis ni parent, ni allié, ni serviteur des parties, ni intéressé dans l'issue de la présente cause (*ou, si le témoin dit qu'il l'est, mentionner à quel degré il se déclare parent*

the plaintiff, arising under the following circumstances: (*here state the facts briefly*); and prays for the dismissal of the action with costs.

(Date).

G. H.,

Attorney for Defendant.

5.—*Defence of Prescription*

(TITLE OF CASE)

The defendant pleads prescription by thirty years (*or five years, or as the case may be, and state briefly the facts giving rise to the prescription*); and prays for the dismissal of the action with costs.

(Date).

G. H.,

Attorney for Defendant.

SCHEDULE F

FORM OF EXPERTS' OATH (ART. 400)

I, A. B., of (*if there be two or more persons to be sworn say I, A. B., of and I, C. D., of*).

Swear that in the presence of E. F., the plaintiff, and G. H., the defendant, named in an interlocutory judgment pronounced in (*here insert the name of the court*) in the district of , bearing date the 18 , or in their absence, after due notification shall have been given them, to attend at a place designated, and on a day and hour to be stated to them respectively, I will faithfully proceed as an expert to the view and examination required by the said judgment; and that I will truly report my opinion in the premises, without favour or partially.
So help me God.

SCHEDULE G

FORM OF CERTIFICATE OF THE DUE ADMINISTRATION OF THE OATH (ART. 400.)

Sworn before me , a commissioner of the Superior Court in the district of (*or sub-delegate authorized by the commission, or the judgment, as the case may be, hereunto annexed, or as the case may be*) at the 18 .

SCHEDULE H

FORM OF WITNESSES' OATH (ART. 404)

I, (*insert the name, profession or quality and place of residence of the witness*) swear that I am not related or allied to, or a servant of either party, and that I am not interested in the event of the present cause, (*or if the witness says he is, state in what*

ou allié de quelqu'une des parties, ou en quelle qualité il est à son service), et que le témoignage que je rendrai devant les experts (ou les arbitres ou les amiables compositeurs, suivant le cas), nommés dans le jugement interlocutoire prononcé par la cour (*insérer ici le nom de la cour*) dans la présente cause, sera la vérité, toute la vérité et rien autre chose que la vérité.

Ainsi, Dieu me soit en aide.

CÉDULE I

FORMULE DE RÉCUSATION DU RÔLE DES JURÉS (ART. 449)

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur (ou défendeur) récusé le rôle des jurés parce qu'il a été préparé par X. Y., shérif du district de (ou E. F., député de X. Y., shérif du district de, selon le cas), et que le dit X. Y. (ou E. F., selon le cas), a'est rendu coupable de partialité (ou de fraude, ou d'incurie volontaire ou suivant le cas) en préparant le dit rôle.

(Date)

H. K.,
Procureur du demandeur
(ou défendeur.)

CÉDULE J

FORMULE DE RÉCUSATION D'UN JURÉ (ART. 456)

(TITRE DE L'ACTION)

Le demandeur (ou défendeur) récusé G. H. parce que le dit G. H. est intéressé dans la cause (ou suivant le cas).

H. K.,
Procureur du demandeur
(ou défendeur.)

CÉDULE K

FORMULE D'AFFIDAVIT POUR JUGEMENT PAR DÉFAUT OU *ex parte* (ART. 532, § 2)

(TITRE DE LA CAUSE)

A. B. de , le demandeur (ou l'un des demandeurs, ou suivant le cas), étant dûment assermenté, dépose et dit :

La somme de \$, étant le montant réclamé du défendeur, est, à ma connaissance, par lui justement due au demandeur (ou demandeurs) pour les raisons mentionnées dans sa (ou leur) demande ; et j'ai signé.

A. B.

Assermenté, etc.

degree he declares himself to be related or allied to either and which of the parties, or what situation he holds in the service of either of them) and that the evidence which I shall give before the experts (or arbitrators, or mediators, as the case may be), named in the interlocutory judgment pronounced by (here insert the name of the court), in the present cause, shall be the truth, the whole truth, and nothing but the truth.
So help me God.

SCHEDULE I

FORM OF CHALLENGE TO THE ARRAY (ART. 449)

(TITLE OF CASE)

The (plaintiff or defendant) challenges the array of the panel on the ground that it was returned by X. Y., sheriff of the district of (or E. F., deputy of X. Y., sheriff of the district of, as the case may be), and that the said X. Y. (or E. F., as the case may be) was guilty of partiality (or fraud, or wilful misconduct, or as the case may be), in returning the said panel.

(Date).

H. K.,
Attorney for the (Plaintiff or Defendant).

SCHEDULE J

FORM OF CHALLENGE TO THE POLLS (ART. 456)

(TITLE OF CASE)

The (plaintiff or defendant) challenges G. H., on the ground that the said G. H., is interested in the suit (or as the case may be).

(Date).

H. K.,
Attorney for the (Plaintiff or Defendant).

SCHEDULE K

FORM OF AFFIDAVIT TO OBTAIN JUDGMENT BY DEFAULT OR *EX PARTE* (ART. 532, § 2)

(TITLE OF CASE)

A. B., of , the plaintiff, (or one of the plaintiffs, or as the case may be), being duly sworn, doth depose and say :

The sum of \$, being the amount demanded of the defendant, is to my knowledge justly due by him to the plaintiff (or plaintiffs), for the causes in his (or their) demand mentioned.

And I have signed. A. B.
Sworn, etc.

CÉDULE L

ANNONCE DE VENTE PAR LE SHÉRIF
(ART. 716)

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

No. *Fieri facias.*

A. B., de la cité de _____, dans le comté de _____, dans le district de _____, contre C. D., de _____, dans le comté de _____, dans le district de _____ (selon le cas, et insérez la description de la terre ou autre immeuble, la paroisse, seigneurie ou township, et le comté et district où il est situé), dans le comté de, etc., borné, etc.

Pour être vendu à _____, le jour de _____, à _____ heures de l' _____-midi.

A. B., shérif.

CÉDULE M

ANNONCE DE VENTE PAR LE SHÉRIF
(ART. 733)

(TITRE DE L'ACTION)

AVIS est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à (heure) le (jour) 18 _____, à (endroit) aura lieu à (heure) le (jour) 18 _____ à (endroit).

(Date)

CÉDULE N

FORMULE D'ASSIGNATION PAR LES JOURNAUX, D'UN CRÉANCIER COLLOQUÉ
(ART. 823)

PROVINCE DE QUÉBEC, } COUR
District de _____ } SUPÉRIEURE

A. B.,
Demandeur ;

vs.
C. D.,
Défendeur ;

et
E. F.,
Créancier colloqué.

Il est ordonné au dit E. F., (ses qualité et domicile), ou à ses représentants légaux, de comparaître devant cette cour, le 18 _____, afin de répondre à la contestation de sa créance.

(Date)

R. S.,
Protonotaire.

SCHEDULE L

FORM OF ADVERTIZEMENT OF SHERIFF'S
SALE (ART. 716)

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned lands and tenements have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below.

No. *Fieri facias.*

A. B., of the city of _____, in the county of _____, in the district of _____, against C. D., of _____,

in the district of _____, in the county of _____, (as the case may be, and insert the description of the land or other immoveable property, parish, seigniorie or township, and the county and district in which the same is situate), in the county, etc., bounded, etc.

To be sold at _____, on the _____ day of _____, at _____ o'clock in the (forenoon).

SCHEDULE M

FORM OF ADVERTIZEMENT OF SHERIFF'S
SALE (ART. 733)

(TITLE OF CASE)

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, formerly announced to take place at (hour), on (day), 18 _____, at (place), will take place at (hour) on (day) 18 _____, at (place).

(Date).

A. B.,
Sheriff.

SCHEDULE N

FORM FOR PUBLICATION IN THE NEWS-PAPERS OF A NOTICE TO CREDITORS
COLLOCATED (ART. 823)

PROVINCE OF QUÉBEC, } SUPERIOR COURT
District of _____ }

A. B.,
Plaintiff.

vs.
C. D.,
Defendant.

and
E. F.,
Creditor collocated.

It is ordered that the said E. F. (his quality and domicile) or his legal representatives do appear before this Court on the 18 _____, in order to answer the contestation of his claim.

(Date).

R. S.,
Prothonotary.

CÉDULE O

DEMANDE DE CESSION A UN COMMERÇANT
QUI A CESSÉ SES PAYEMENTS (ART. 854)

A A. B., de (insérez ici le domicile ou la
résidence ou l'occupation du débiteur, et la
raison sociale, s'il y en a).

Vous êtes par le présent requis par C. D.,
votre créancier, dont la créance n'est pas
garantie pour un montant de \$, de
faire une cession de vos biens pour le béné-
fice de vos créanciers, au bureau du proto-
notaire de la cour supérieure pour le district
de , au palais de justice à

(Date)

C. D.

CÉDULE P

FORMULE D'AVIS DE CONVOCATION DES
CRÉANCIERS POUR LA NOMINATION DES
CURATEURS ET INSPECTEURS
(ART. 866)

(TITRE DE LA CAUSE)

Le dit , avant fait cession de ses
biens pour le bénéfice de ses créanciers,
le 18 , avis est par les pré-
sentes donné à ses créanciers d'être présents
au bureau du protonotaire soussigné, le
18 , à heures de
midi, pour donner leur avis sur la nomina-
tion d'un curateur et des inspecteurs.

(Date)

F. G.

Protonotaire.

CÉDULE Q

FORMULE D'AVIS DE NOMINATION DU
CURATEUR (ART. 872)

(TITRE DE LA CAUSE)

Avis est donné que le 18
le soussigné a été nommé par une ordon-
nance de la cour, curateur aux biens du dit
, qui a fait cession de ses biens
pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment
doivent être produites entre mes mains dans
les trente jours de cet avis.

(Date)

H. B.

CÉDULE R

FORMULES D'AFFIDAVIT POUR CAPIAS
(ART. 898)

1.—Contre un défendeur qui est sur le point
de quitter les provinces de Québec et
d'Ontario.

(TITRE DE LA CAUSE)

Je, (noms, domicile et occupation), étant
dûment assermenté, dépose et dit :

55

SCHEDULE O

FORM OF DEMAND OF ABANDONMENT UPON
A TRADER WHO HAS CEASED HIS
PAYMENTS (ART. 854)

To A. B., of (state place of domicile or ordi-
nary residence, occupation, and firm name, if
any) :

You are hereby required by C. D., your
creditor, whose claim is unsecured in a sum
of \$, to make a judicial aban-
donment of your property for the benefit of
your creditors, in the office of the prothono-
tary of the superior Court for the district of
, in the Court House in

(Date).

C. D.

SCHEDULE P

FORM OF NOTICE OF MEETING OF CREDITORS
FOR THE APPOINTMENT OF CURATOR
AND INSPECTORS (ART. 866)

(TITLE OF CASE)

The said , having made a judicial
abandonment of his property for the benefit
of his creditors on the 18 , the
creditors of the said are notified to
meet in the office of the undersigned prothono-
tary, on the 18 , at o'clock
in the noon, to advise as to the appoint-
ment of a curator and inspectors.

(Date).

F. G.

Prothonotary.

SCHEDULE Q

FORM OF NOTICE OF APPOINTMENT OF
CURATOR (ART. 872)

(TITLE OF CASE)

Notice is hereby given that on the
18 , by an order of the court, the undersi-
gned was appointed curator to the property
of the said , who has made a judicial
abandonment of his property for the benefit
of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within
thirty days from this notice.

(Date).

H. B.

SCHEDULE R

FORMS OF AFFIDAVIT FOR CAPIAS
(ART. 898)

1.—Against a Debtor absconding from the
Provinces of Quebec and Ontario

(TITLE OF CASE)

I (names, domicile, and occupation), being
duly sworn, do depose and say :

1. Je suis le demandeur (ou teneur de livres, ou commis ou procureur fondé du demandeur, selon le cas).

2. Le défendeur est personnellement endetté envers le demandeur en une somme de \$.

3. Cette dette a été créée de la manière suivante : (énoncer succinctement les causes de la dette, le temps et le lieu où elle a été contractée.)

4. Le défendeur est sur le point de quitter les provinces de Québec et d'Ontario avec l'intention de frauder ses créanciers en général et le demandeur en particulier (ou avec l'intention de frauder le demandeur, selon le cas.)

5. Le demandeur sera ainsi privé de son recours contre le défendeur.

Et j'ai signé,
Assermenté, etc.

2.—Contre un débiteur qui cache ses biens

Suivre la formule précédente, mais en remplacer le paragraphe 4 par le suivant :

4. Le défendeur cache (ou soustrait, ou a caché ou soustrait, ou est sur le point de cacher ou soustraire, selon le cas,) ses biens dans l'intention de frauder ses créanciers en général et le demandeur en particulier (ou avec l'intention de frauder le demandeur, selon le cas).

3.—Contre un débiteur qui refuse de faire cession

Suivre la première formule mais en remplacer les paragraphes 4 et 5 par le paragraphe suivant :

4. Le défendeur est un commerçant qui a cessé ses paiements et qui refuse, bien que requis, de faire cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

CÉDULE S

FORMULE D'AFFIDAVIT POUR CAPIAS BASÉ SUR LES RENSEIGNEMENTS ET SUR LA CROYANCE DU DÉPOSANT (ART. 901)

Suivre les formules dans la cédule R, mais remplacer le paragraphe 4 par le suivant :

4. Je suis informé d'une manière croyable et je crois que le défendeur est sur le point, etc., (ou suivant le cas) ; et les sources de mes renseignements et les raisons de ma croyance sont les suivantes :

(Les énoncer succinctement.)

CÉDULE T

FORMULE DE CAUTIONNEMENT PROVISOIRE (ART. 910)

(TITRE DE LA CAUSE)

Nous, (noms, domicile et occupation),

1. I am the said plaintiff (or the book-keeper, or the clerk, or the legal attorney, of the plaintiff, as the case may be).

2. The defendant is personally indebted to the plaintiff in the sum of \$

3. The said indebtedness arose in the following manner : (state the causes of indebtedness succinctly, and the time and place where it has arisen).

4. The defendant is immediately about to leave the Provinces of Quebec and Ontario, with intent to defraud his creditors in general and the plaintiff in particular (or with intent to defraud the plaintiff, as the case may be).

5. The plaintiff will thereby be deprived of his recourse against the defendant.

And I have signed,
Sworn, etc.

2.—Against a Debtor who secretes his Property

Follow the foregoing form, with the exception of Paragraph 4, for which substitute the following :

4. The defendant is secreting (or making away with, or has secreted or made away with, or is immediately about to secrete or make away with) his property, with intent to defraud his creditors in general and the plaintiff in particular (or with intent to defraud the plaintiff, as the case may be).

3.—Against a Trader who refuses to make an Abandonment

Follow the first form hereinabove given, with the exception of the fourth and fifth paragraphs, for which substitute the following :

4. The defendant is a trader who has ceased his payments, and refuses to make a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, although duly required to do so.

SCHEDULE S

FORM OF AFFIDAVIT FOR CAPIAS, FOUNDED ON INFORMATION AND BELIEF (ART. 901.)

Follow the forms in Schedule R, with the exception of Paragraph 4, for which substitute the following :

4. I am credibly informed and believe that the defendant is immediately about to leave, etc., (or as the case may be) ; and the sources of my said information and the grounds of my said belief are the following : (here state them succinctly).

SCHEDULE T

FORM OF PROVISIONAL BAILBOND (ART. 910)

(TITLE OF CASE)

We (names, domiciles and occupations),

comme cautions du défendeur, promettons et nous engageons (conjointement et solidairement) que le défendeur donnera, le (indiquer le jour auquel le défendeur est tenu de comparaitre), ou en tout temps auparavant, ou dans les dix jours suivants, bonne et suffisante caution, en conformité de l'article 913 du Code de procédure civile, à la satisfaction de la cour supérieure dans le dit district, d'un des juges de la dite cour ou du protonotaire, ou que le défendeur se remettra entre les mains du shérif, dans le même délai; sinon, que nous, les dites cautions, payerons à (nommer ici le shérif), shérif du district, ses héritiers, représentants et ayants cause, le montant du jugement à intervenir jusqu'à concurrence de (mentionner ici le montant inscrit sur le dos du bref, s'il ne s'agit pas de dommages non liquidés), et, en plus, toute autre somme à laquelle s'élèveront les intérêts et les frais, (ou, dans le cas de dommages non liquidés, mentionner seulement le montant fixé par le juge, omettant de mentionner les intérêts et les frais.)

Et nous avons signé.

sureties on behalf of the defendant, (jointly and severally) promise and undertake that the defendant will, on (state here the day on which the defendant is required to appear), or at any time previously thereto, or within ten days thereafter, give good and sufficient security in conformity with Article 913 of the Code of Civil Procedure, to the satisfaction of the Superior Court for the said District, of any one of the judges of the said Court, or of the prothonotary, or that the defendant will surrender himself into the custody of the sheriff within the same delay; and, in default thereof, that we, the said sureties, will pay to (name here the sheriff), sheriff of the said District, his heirs, representatives and assigns, the amount of the judgment to be rendered herein, to the extent of (state here the amount, if not for unliquidated damages, indorsed on the writ), and also in such further sum as the interest and costs shall amount to (or, in case of unliquidated damages, state simply the amount fixed by the judge, omitting mention of interest and costs).

And we have signed.

CÉDULE U

FORMULE DE CAUTIONNEMENT (ART. 913)

(TITRE DE LA CAUSE)

Nous, (noms, domicile et occupation), comme cautions du défendeur, promettons et nous engageons (conjointement et solidairement) que le défendeur fera cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers dans les trente jours de la prononciation du jugement maintenant le *capias*, et aussi que le défendeur se mettra sous la garde du shérif, lorsqu'il en sera requis par une ordonnance du tribunal ou du juge, dans les trente jours de la signification de cette ordonnance à lui ou à ses cautions; et, qu'à défaut par le défendeur de faire cette cession ou de se livrer, ou de l'un ou de l'autre, dans les délais susdits, nous, les dites cautions, payerons au demandeur le montant du jugement à intervenir jusqu'à concurrence de (mentionner ici le montant inscrit sur le dos du bref s'il ne s'agit pas de dommages non liquidés) et, en plus, toute autre somme à laquelle s'élèveront les intérêts et les frais (ou, dans le cas de dommages non liquidés, mentionner seulement le montant fixé par le juge, omettant de mentionner les intérêts et les frais.)

Et nous avons signé.

CÉDULE V

FORMULE DE PÉTITION DE DROIT

(ART. 1012)

DISTRICT DE QUÉBEC, }
Cour Supérieure. }

A Sa Très Excellente Majesté la Reine,
L'humble requête de A. B., (domicile et

SCHEDULE U

FORM OF BAILBOND (ART. 913)

(TITLE OF CASE)

We (names, domiciles and occupations), sureties on behalf of the defendant, (jointly and severally) promise and undertake that the defendant will make a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors within thirty days after the rendering of judgment maintaining the *capias*, and also that the defendant will surrender himself into the custody of the sheriff, when required to do so by an order of the court or judge, within thirty days after service of such order upon him or his sureties; and that, in default of the defendant's making such abandonment or surrender, or either, within the delays above-mentioned, we, the said sureties, will pay to the plaintiff the amount of the judgment to the extent of (state here the amount, if not for unliquidated damages, indorsed on the writ), and also such further sum as the interest and costs shall amount to (or, in case of unliquidated damages, state simply the amount fixed by the judge, omitting mention of interest and costs).

And we have signed.

SCHEDULE V

FORM OF PETITION OF RIGHT (ART. 1012)

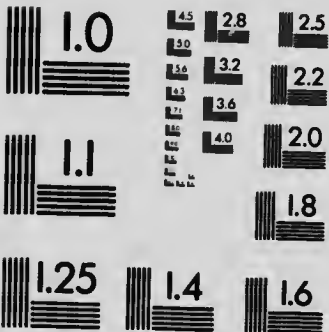
In the Superior Court, District of Quebec,

To the Queen's Most Excellent Majesty:
The humble petition of A. B., of (domicile



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

occupation) par son procureur C. D., (*résidence*) expose :

1.—(*Exposer les faits.*)

Pourquoi votre requérant demande humblement que (*exposer le recours demandé.*)

(*Date*)

A. D.

CÉDULE W

FORMULE D'AVIS AU PROCUREUR GÉNÉRAL
(ART. 1017)

A l'honorable procureur général
de la province de Québec.

Le requérant demande une défense ou contestation de la part de Sa Majesté, dans les trente jours de la signification de la pétition de droit ci-dessus ; sans quoi il procédera comme dans une cause où le défendeur fait défaut de comparaître.

(*Date*)

A. D.

CÉDULE X

FORMULE D'UN AVIS DANS LES JOURNAUX
SUR POURSUITE HYPOTHÉCAIRE CONTRE
DES PROPRIÉTAIRES INCONNUS
(ART. 1028)

PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de

Qu'il soit connu que A. B., de la paroisse de dans le district de , par sa requête déposée au greffe de la cour supérieure sous le No. , demande la vente de l'immeuble suivant, savoir : (*décrire l'immeuble conformément au paragraphe 3 de l'article 706*) laquelle terre est occupée par D. C., (*ou n'est pas occupée depuis* années, et a été en dernier lieu occupée par N.); lequel A. B., allègue que par acte de consenti par D. E., de devant F. G. notaire, (*ou suivant le cas*) à le il a été constitué une hypothèque sur l'immeuble ci-dessus décrit, pour la somme de , et qu'il réclame du propriétaire actuel du dit immeuble la somme de , qui lui est due pour

Lequel dit A. B. allègue de plus que le propriétaire actuel du dit immeuble est inconnu (*ou incertain*), et que les propriétaires connus depuis la date du dit acte de ont été les sieurs N. G. et F.

En conséquence, avis est donné au propriétaire de l'immeuble de comparaître devant la dite cour, à , dans deux mois à compter de la quatrième publication du présent avis, pour répondre à la demande du dit A. B., faute de quoi la cour ordonnera que le dit immeuble soit vendu par décret.

(*Date*)

H. P.,
Protonotaire.

and occupation), by his attorney, C. D., of (*residence*), sheweth :

1. (*State the facts.*)

Your suppliant therefore humbly prays that (*state the relief claimed.*)

SCHEDULE W

FORM OF NOTICE TO THE ATTORNEY-
GENERAL (ART. 1017)

To the Honourable the Attorney-General of
the Province of Quebec :

The suppliant prays for a statement in defence or contestation on behalf of Her Majesty, within thirty days after the date of service of the above petition of right, or otherwise the suppliant will proceed as in a case in which the defendant fails to appear.

(*Date*).

SCHEDULE X

FORM OF NOTICE IN THE NEWSPAPERS IN
HYPOTHECARY ACTIONS AGAINST
UNKNOWN PROPRIETORS
(ART. 1028)

PROVINCE OF QUEBEC, }
District of

Know all men that A. B., of the parish of in the district of , by his petition filed in the office of the Superior Court under No. , prays for the sale of an immovable situated in the said district, to wit : (*describe the immovable in conformity with Article 706*), which land is now occupied by D. C. (*or has not been occupied for* years, and was last occupied by N.); and that the said A. B. alleges that by deed of , entered into by D. E., of , before F. G., notary (*or as the case may be*), at , on the , a hypothec was constituted upon the said immovable hereinabove described, for the sum of of , and claims from the present proprietors of the said immovable the sum of , due him for

The said A. B. further alleges that the present proprietor of the said immovable is unknown (*or uncertain*) and that the known proprietors since the date of the said deed of , have been N., G. and F.

Notice is therefore given to the proprietor of the immovable to appear before the said court, at , within two months, to be reckoned from the fourth publication of this present notice, to answer the demand of the said A. B., failing which, the Court will order that the said immovable be sold by sheriff's sale.

(*Date*).

H. P.,
Prothonotary.

CÉDULE Y

FORMULE DU BREF OU ORDRE DE VENTE DE
L'IMMEUBLE (ART. 1030)

Au shérif du district de

Attendu que l'avis suivant a été donné en vertu de l'article 1030 du Code de procédure civile (*réciter l'avis*); et attendu que jugement est intervenu le , ordonnant la vente de l'immeuble décrit dans le dit avis;

Il vous est enjoint de faire faire les annonces ordinaires et de vendre le dit immeuble pour payer au dit A. B. la somme de et frais taxés; et vous ferez rapport du présent bref et des oppositions qui auront été mises entre vos mains.

H. P.,
Protonotaire.

CÉDULE Z

FORMULE DE COMPARUTION DU PROPRIÉ-
TAIRE OU DU POSSESEUR (ART. 1033)

Je, B. C., comparais sur la requête de A. B., comme propriétaire de l'immeuble décrit dans la dite requête, en vertu de (*mentionner le titre sur lequel le propriétaire base son droit et en donner la date*).

CÉDULE AA

FORMULE D'AVIS DE LICITATION (ART. 1047)

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à dans le district de , le 18 , dans une cause dans laquelle A. B., (*désignation au long*) est demandeur, et C. D., (*désignation au long*) est défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: (*insérer ici la description de la propriété qui doit être vendue*) l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 18 , cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de , sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

(Date)

G. H.

SCHEDULE Y

FORM OF WRIT FOR THE SALE OF THE
IMMOVEABLE (ART. 1030)

To the Sheriff of the District of

Whereas the following notice hath been given in conformity with Article 1030 of the Code of Civil Procedure (*recite the notice*); and whereas judgment was rendered on the day of , ordering the sale of the immoveable described in the said notice;

You are hereby required to make the ordinary announcements thereof and to sell the said immoveable in order to the payment to the said A. B., of the sum of and taxed costs, and you shall make a return of this writ and of the oppositions which have then been placed in your hands.

H. P.
Prothonotary.

SCHEDULE Z

FORM OF APPEARANCE OF PROPRIETOR OR
POSSESSOR (ART. 1033)

I, B. C., appear to answer the petition of A. B., as proprietor of the immoveable described in the said petition by virtue of (*mention the title upon which the proprietor bases his claim, and give the date thereof*).

SCHEDULE AA

FORM OF NOTICE OF LICITATION (ART. 1047)

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at , in the district of , on the 18 , in a cause in which A. B. (*description at length*) is plaintiff, and C. D. (*description at length*) is defendant, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit: (*here insert the description of the property to be sold*) the property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the 18 , sitting the Court, in the court room of the Court House in , subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

(Date).

G. H.

CÉDULE BB

FORMULE D'AVIS DE REQUÊTE EN RATIFICATION DE TITRE (ART. 1068)

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de , un acte passé devant A. B., notaire, le jour de , entre C. D., de et E. F., de , étant une (vente) par le dit C. D., au dit E. F., de (décrire l'immeuble) et en la possession de , comme propriétaire, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le (dit lot) a été acquis par le dit C. D., sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 18 , une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

CÉDULE CC

FORMULE DE L'AFFIDAVIT QUI ACCOMPAGNE UNE OPPOSITION A JUEGMENT (ART. 1165)

(TITRE DE LA CAUSE)

G. H. de , l'opposant (ou l'un des opposants, ou autre personne, suivant le cas), étant dûment assermenté, dépose et dit :

Les faits articulés dans l'opposition annexée sont vrais, à ma connaissance; et j'ai signé.

G. H.

Assermenté, etc.

CÉDULE DD

FORMULE DE NOMINATION D'EXPERTS (ART. 1343)

L'an mil huit cent , le 18 , à midi, par-devant le notaire pour la province de Québec, soussigné, résidant dans le district de , ont comparu A. , résidant à , d'une part, et B. , résidant à , d'autre part; lesquels ont nommé, savoir: le dit A. C. , et le dit B. D. , comme experts, aux fins de procéder à la visite de l'immeuble appartenant à ,

SCHEDULE BB

FORM OF NOTICE OF PETITION FOR CONFIRMATION OF TITLE (ART. 1068)

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the protonotary of the Superior Court, in the district of , a deed executed before A. B., notary, on the between C. D., of ; and E. F., of ; being a (sale) by the said C. D. to the said E. F., of (describe the immoveable), and possessed by as proprietor, for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the said deed by which the said (lot) was acquired by the said C. D., are hereby notified that application will be made to the said Court on the 18 for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said protonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

SCHEDULE CC

FORM OF AFFIDAVIT IN SUPPORT OF OPPOSITION TO JUDGMENT (ART. 1165)

(TITLE OF CASE)

G. H., of , the opposant, (or one of the opposants, or other person, as the case may be) being duly sworn, doth depose and say:

The facts set forth in the annexed opposition are, to my knowledge, true.

And I have signed.

G. H.

Sworn, etc.

SCHEDULE DD

FORM OF NOMINATION OF EXPERTS (ART. 1343)

On the day of , in the year one thousand eight hundred and at o'clock in the noon, before the undersigned notary for the Province of Quebec, residing in the district of came and appeared A, residing of the one part, and B., residing of the other part, who have appointed, to wit, the said A, C, and the said B. D, as experts for the purpose of proceeding to the inspection of the real estate belonging to described in the

désigné dans la déclaration faite par le dit , par acte devant , notaire, pour en constater la valeur (et, si la vente est demandée pour cause d'indivision, ajouter : et s'il peut ou non commodément être partagé.)

declaration made by the said by act before , notary, to ascertain the value thereof, (and if the sale is demanded on account of indivisibility, add and whether or not it can advantageously be divided.)

CÉDULE EE

FORMULE DE SERMENT DES EXPERTS
(ART. 1344)

Je, , et je, , jure que je procéderai fidèlement à ce qui est requis de moi par l'acte de ma nomination, reçu par , notaire, le , et que je ferai un rapport vrai de mon opinion sur le tout, sans faveur ni partialité.

Ainsi, Dieu me soit en aide.

Assermenté, etc.

SCHEDULE EE

FORM OF EXPERTS' OATH (ART. 1344)

I, , and I, , swear that I will faithfully proceed to the performance of what is required of me by the act of my appointment executed before , notary, on the , and that I will make a true report of my opinion on the whole matter, without favour or partiality.

So help me God.

Sworn, etc.

CÉDULE FF

FORMULE DU RAPPORT DES EXPERTS
(ART. 1344)

Les experts nommés, le , par , font rapport qu'ayant au préalable prêté serment, ainsi qu'il appert du certificat ci-annexé, ils ont, le de , 18 , procédé à la visite de l'immeuble et des dépendances désignées dans ; et, après examen fait du tout et avoir pris tous les renseignements nécessaires aux fins mentionnées en leur acte de nomination, ils présentent et estiment le dit immeuble (s'il y a plusieurs immeubles, ils doivent être estimés séparément; et, ajouter, si la vente est pour cause d'indivision : et ils déclarent qu'il ne peut commodément être partagé.)

Déclarent de plus les dits experts qu'ils ne sont point parents des intéressés dans la matière en question ni de leurs représentants légaux.

(D . . .)

The experts appointed by , on , declare that having previously made oath, as appears by the certificate hereunto annexed, they proceeded on the 18 to the inspection of the real estate and dependencies described in , the , and after due examination and obtaining all information necessary for the purposes mentioned in their said act of appointment, they value and estimate the said real estate (if there are several immovables, they should be valued separately; and if the sale is made on account of indivisibility, add and further, they declare that it cannot advantageously be divided).

The said experts further declare that they are not related to the parties interested in the matter in question, nor to their legal representatives.

(Date).

CÉDULE GG

FORMULE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL
DE FAMILLE (ART. 1346)

L'an mil huit cent , le jour de , à midi, par-devant moi, notaire pour la province de Québec, soussigné, résidant dans le district de , a comparu, lequel nous a dit, qu'au désir de la déclaration faite par acte devant , notaire, en date , aux fins d'être autorisé à vendre pour les raisons y contenues l'immeuble appartenant à , y désigné et décrit comme suit, savoir : (désignation de

SCHEDULE GG

FORM OF MINUTES OF FAMILY COUNCIL
(ART. 1346)

On the day of , in the year one thousand eight hundred and , at o'clock in the noon, before me the undersigned notary for the Province of Quebec, residing in the district , came and appeared , who affirms that in conformity with the declaration made by act before , notary, bearing date the for the purpose of obtaining authority to sell, for the reasons therein set forth, the real estate belonging to , therein designated

l'immeuble), il a pour ce fait assemblé par-devant nous, savoir : à défaut de parents, nous requérant, attendu leur présence, de recevoir le avis sur le contenu de l'acte de déclaration mentionné, et les susnommés ayant comparu, nous leur avons fait lecture du susdit acte de déclaration, et du rapport des experts fait devant , notaire, et avons pris et reçu d'eux le serment accoutumé ; et, après le serment fait, ils ont tous unanimement déclaré qu'ils sont d'avis.

(S'il y a division d'opinion, en faire mention et donner les raisons.)

CÉDULE HH

FORMULE DE REQUÊTE POUR HOMOLOGATION
(ART. 1346)

PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de

Aux honorables juges

A (qualité et domicile) expose humblement qu'il a fait prendre l'avis des parents et amis de par notaire, le 18 , et a fait faire toutes les procédures requises par la loi aux fins de et être soumis à votre approbation ; et conclut à ce qu'il plaise à vos honneurs prendre en considération ces procédures et les homologuer.

(Date)

CÉDULE JJ

FORMULE D'AVIS PAR UN HÉRITIER BÉNÉFICIAIRE (ART. 1406)

Avis public est par le présent donné que le soussigné a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de de son vivant (indiquer la résidence et l'occupation).

(Date)

A. B.

and described as follows, to wit : (*here describe the real estate*) he did for the said purpose cause to be summoned before us, to wit : , in default of relations, requiring us, they being present, to receive their advice as to the contents of the act of declaration aforesaid, and the parties above-named having appeared, we have caused to be read the said act of declaration, the report of the experts made before , notary, and have taken and received from them the necessary oath, and such oath having been made, they have all unanimously declared that they are of opinion that (*Should there be a division of opinion, mention the same, and give the reasons therefor.*)

SCHEDULE HH

FORM OF PETITION FOR HOMOLOGATION
(ART. 1346)

PROVINCE OF QUEBEC, }
District of

To the Honourable Judges :

A., (*addition and place of domicile*) humbly represents that he has caused the relations and friends of to be consulted by notary, at , on the 18 , and has caused to be fulfilled all proceedings by law required to be had in order to and submitted for your approval.

And he therefore prays that Your Honours will take these proceedings into consideration and homologate them.

(Date).

SCHEDULE JJ

FORM OF NOTICE BY BENEFICIARY HEIR
(ART. 1406)

Notice is hereby given that the undersigned has accepted, under benefit of inventory, the succession of the late in his lifetime of (*state here the residence and occupation*).

(Date).

A. B.

DES MATIÈRES EN RAPPORT AVEC LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

(Extrait des Statuts refondus de la province de Québec, titre XII,
première partie, chapitre II.)

SECTION I.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

§ 1.—*Du changement de l'époque ou du lieu de la tenue de la cour.*

5710. Chaque fois que, en vertu de quelque acte ou proclamation, le temps ou le lieu fixé pour la tenue d'un terme d'une cour est changé, et qu'une personne a un ordre de comparaître ou de faire toute autre chose dans cette cour pendant le terme, à un jour quel, par suite de tel changement, n'est plus un jour du terme, ou à un endroit où la cour n'est plus tenue, cette chose est alors faite par telle personne, le premier jour juridique dans le terme ordinaire ou extraordinaire qui suit immédiatement celui durant lequel, sans ce changement, la chose aurait dû être faite, à moins que le tribunal ne fixe un autre jour, (ainsi qu'il peut le faire), et à l'endroit où la cour est alors tenue et auquel les archives et documents de la cour sont transportés et où toutes les matières commencées dans l'endroit où elle était tenue avant, doivent se continuer et se terminer.—S.R.B.C., c. 82, s. 3.

§ 2.—*Des frais dans les causes de la couronne en matière civile.*

5711. Dans toute poursuite ou procédure en matière civile, instituée par ou au nom de la couronne, devant un tribunal ou un juge, dont l'objet est d'obtenir le recouvrement, ou de prévenir la perte de quelque propriété mobilière ou immobilière, loyer ou rente, droit, péage ou somme d'argent, ou de maintenir, exercer ou conserver un droit, un privilège ou une hypothèque sur iceux, ce tribunal ou ce juge peut accorder à la couronne, si elle réussit dans la poursuite ou la procédure, les mêmes dépens qui seraient accordés à tout particulier en pareil cas.

La couronne a le même recours pour recouvrer les dépens qu'aurait ce particulier.—S.R.B.C., c. 82, s. 22, § 1.

5712. Si, dans ces poursuites ou procédures, la couronne est déboutée, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner, s'il le juge convenable, que paiement soit fait à la partie qui a obtenu gain de cause, des dépens qu'elle aurait recouvrés en pareil cas contre toute autre partie déboutée.—S.R.B.C., c. 82, s. 22, § 2.

5713. Tout ce qui est considéré comme poursuite ou procédure civile, si toutes les parties y concernées sont des particuliers, est considéré comme l'étant pareillement, bien que l'une de ces parties soit la couronne, à moins de dispositions contraires, ou que cette interprétation ne soit incompatible avec le texte ou l'esprit de la loi.—S.R.B.C., c. 82, s. 22, § 3.

§ 3.—*Dispositions relatives aux districts de Gaspé, Saguenay et Chicoutimi.*

5714. Dans les districts de Gaspé, Saguenay et Chicoutimi, toute partie à une cause ou poursuite devant la cour supérieure, ou à une cause sujette à appel à la cour de circuit, ou à une cause non sujette à appel et qui doit y être rapportée en vacance, peut être forcée de produire les plaidoyers ou réponses, ou faire toute démarche ou autrement procéder en icelle, entre le trente de juin et le premier septembre de chaque année.—S.R.B.C., c. 83, s. 79, et 47 V., c. 8, s. 3.

§ 4.—*Dispositions relatives aux îles de la Magdeleine.*

5715. Toute opposition formée dans la cour de circuit, dans le circuit des îles de la Magdeleine, à un jugement rendu par défaut ou *ex parte* dans les causes pour un montant excédant deux cents piastres, est considérée comme cause sujette à appel dans la cour de circuit, quant aux plaidoyers, réponses et répliques et aux délais qui s'y rattachent, et quant aux procédures qui se rapportent à telle opposition.—S.R.B.C., c. 83, s. 125.

SECTION II.

DE LA PROCÉDURE DEVANT LES DIFFÉRENTS TRIBUNAUX.

DE L'ACTION "QUI TAM."

5716. Aucune sommation de comparaître ne peut être décernée dans une action populaire ou poursuite *qui tam* pour recouvrement d'amendes, que s'il est produit, avec le *præcipe* ou la demande de sommation, un affidavit du poursuivant, déclarant que, en cette poursuite, il n'agit pas collusionnement

avec le défendeur, et qu'il ne poursuit point en vue d'empêcher qu'une autre personne n'intente l'action, non plus que de retarder ou de faire échouer celle-ci; ni en vue de soustraire le défendeur au paiement de toute ou partie de l'amende, ou de lui procurer quelque avantage; mais qu'il intente cette poursuite ou action de bonne foi et dans le but d'exiger et recouvrer le paiement de l'amende avec toute la diligence possible.—27-28 V., c. 43, s. 1.

5717. Aucune telle action ou poursuite ne peut être discontinuée ni suspendue, sans la permission ou l'ordre spécial et exprès de la couronne.

Tout tel poursuivant qui discontinue ou suspend une action ou poursuite de ce genre, sans cette permission ou cet ordre, est passible de l'amende ou de l'incarcération, à la discrétion du tribunal devant lequel il a été traduit et convaincu de cette offense.—27-28 V., c. 43, s. 2.

5718. La couronne peut intervenir à ces actions ou poursuites en tout état de cause, et en prendre seule la conduite; pourvu que, s'il appert après le jugement, qu'il y a eu une raison suffisante pour instituer la poursuite, et si le poursuivant a fourni à la couronne qui est ainsi intervenue l'aide et les renseignements en son pouvoir pour faire triompher l'action, la couronne rembourse au poursuivant ses frais de poursuite.—27-28 V., c. 43, s. 3.

5719. La présente section ne s'étend ni ne s'applique à aucune action ou poursuite portée ou intentée pour le recouvrement d'une amende imposée par tout acte relatif à la vente de liqueurs enivrantes.—27-28 V., c. 43, s. 4.

SECTION III.

DE L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS.

DE LA SAISIE DES RENTES CONSTITUÉES SEIGNEURIALES.

5720. Les rentes constituées représentant les droits seigneuriaux, payables par les propriétaires de fonds comme représentant les cens et rentes ou payables par le receveur général comme représentant les lods et ventes et autres droits casuels, peuvent être saisies et vendues par le shérif en vertu d'une exécution, de la même manière que les autres rentes constituées.—27-28 V., c. 39, s. 18, § 1.

5721. Les droits de toute partie à la rente constituée peuvent être saisis, vendus et transférés, qu'elles soient à titre absolu, ou pour la vie, ou pour un nombre d'années, ou pour la vie d'un autre, mais les droits de telle partie en icelle doivent être vendus en entier et non par fractions.—27-28 V., c. 39, s. 18, § 2.

5722. Dans le cas de saisie entre les mains du receveur général, un procès-verbal de la saisie lui est signifié à son bureau, et après cette signification, et tant que la saisie reste en vigueur, il ne doit en faire le paiement à aucune partie que ce soit.

Lorsqu'une semblable rente est vendue par exécution, une copie authentique de l'acte de vente consenti par le shérif doit être signifiée au receveur général à son bureau, et ce dernier doit alors substituer l'acquéreur aux lieux et place de la partie sur laquelle la rente a été saisie.—27-28 V., c. 39, s. 18, § 1.

5723. Les rentes constituées représentant les cens et rentes ou les droits en icelles, peuvent être saisies et vendues par le shérif sur exécution, soit collectivement, (c'est-à-dire la totalité de ces rentes ou droits en icelles, et sans qu'il soit nécessaire d'énumérer ou de décrire les lots particuliers ou rentes y compris), en décrivant en termes généraux sous son nom originaire et par ses délimitations générales, la seigneurie ou les parties de la seigneurie où sont situés les fonds sur lesquelles sont créées ces rentes constituées,—soit comme les rentes constituées créées sur des lots ou fonds portant les numéros suivants dans le cadastre de la seigneurie mentionnée dans le bref comme les lots depuis le numéro (*selon le cas*), dans le cadastre, jusqu'au numéro (*suivant le cas*), inclusivement.—27-28 V., c. 39, s. 18, § 3.

5724. L'acte de vente, par le shérif, de rentes constituées représentant les cens et rentes, ou de droits en icelles, doit être notifié, en en faisant faire lecture publique par un huissier de la cour supérieure, à la porte de l'église de la paroisse où sont situés les fonds sur lesquelles ces rentes constituées sont payables, immédiatement après l'office divin du matin, l'un des dimanches pendant les quatre semaines après la vente du shérif; cette lecture est considérée comme un avis suffisant de cette vente donné à tous les propriétaires de ces fonds.—27-28 V., c. 39, s. 18, § 4.

5725. Cette vente n'a l'eff de transporter que les droits du créancier de ces rentes constituées; le rachat d'icelles rentes effectué antérieurement, ou le droit d'opérer ce rachat, n'est pas affecté par la vente, mais ce droit peut être exercé comme si la vente n'eût pas eu lieu.—27-28 V., c. 39, s. 18, § 1.

5726. Les rentes constituées payables par le receveur général et les rentes constituées représentant les cens et rentes, doivent être comprises dans le même bref, si la saisie en est faite en même temps et par la même partie, ou dans des brefs distincts si elles sont saisies à différentes époques ou par différentes parties.—27-28 V., c. 39, s. 18, § 6.

5727. Tout droit à une seigneurie ou sur une seigneurie, qui a surgi avant ou après

l'avis publié dans la Gazette du Canada du dépôt du cadastre de telle seigneurie, a continué d'exister et peut être exercé sur les rentes constituées représentant les droits seigneuriaux dans telle seigneurie, et peut être exécuté sur ces rentes.

2. Si ce droit a trait à une partie définie et divisée de la seigneurie, il comprend et affecte les rentes constituées payables sur les fonds compris dans cette partie; mais s'il se rapporte à une partie indivise de la seigneurie, il comprend alors et affecte la partie indivise de telles rentes, ainsi que des rentes constituées payables par le receveur général, proportionnellement à cette partie indivise de la seigneurie.

3. Dans toute action ou poursuite pour l'exercice de ces droits, les rentes constituées peuvent être décrites en la manière ci-dessus indiquée pour la saisie, et sans qu'il soit nécessaire d'énumérer ou de décrire les lots particuliers ou rentes y compris.

4. Tout jugement constatant ces droits doit être publié aux portes des églises des paroisses où est située la seigneurie ou la partie divisée d'icelle, par un huissier de la cour supérieure, immédiatement après l'office divin du matin, l'un des dimanches pendant les quatre semaines après le prononcé du jugement ou s'il en est appelé, après que le jugement en appel qui le confirme a été rendu; une copie en est signifiée au receveur général à son bureau.

5. Ce jugement est alors considéré comme ayant été suffisamment notifié aux propriétaires des fonds sur lesquels ces rentes constituées sont payables et au receveur général, lesquels doivent se conduire en conséquence; mais nul semblable jugement ne peut affecter le rachat antérieurement effectué d'aucune de ces rentes constituées ni le droit d'en opérer le rachat, ni avoir l'effet de transporter plus que les droits du créancier de ces rentes constituées.—27-28 V., c. 39, s. 18, § 7.

DE CERTAINES VENTES AYANT L'EFFET
DU DÉCRET.

(Ajouté par 60 Vic., c. 49, s. 14.)

"5727a. La vente d'immeubles faite par le liquidateur, en vertu de la section 31 du chapitre 129 des Statuts révisés du Canada, suivie des formalités ci-après mentionnées, a l'effet du décret.

"5727b. Une copie de l'acte de vente et le certificat du bureau d'enregistrement préparé en la manière prescrite pour les certificats requis dans les cas de vente d'immeuble par le shérif, doivent être déposés entre les mains du liquidateur.

"5727c. Avis de ce dépôt, avec indication de ceux qui ont possédé l'immeuble pendant les trois dernières années, doit être

donné pendant un mois dans la *Gazette Officielle de Québec*, et doit être lu et affiché au lieu et en la manière prescrits pour les affiches dans les cas de ratification de titre, le deuxième dimanche avant l'expiration des délais pour les enchères ci-après mentionnées.

"5727d. Dans les quinze jours qui suivent la dernière insertion de l'avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, tout créancier de la compagnie en liquidation et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble vendu ont le droit d'offrir une surenchère sur le prix d'achat porté dans l'acte de vente, pourvu que cette surenchère soit d'au moins un dixième de la totalité du prix, et que le surenchérisseur offre en outre à l'acheteur de lui rembourser ses frais et loyaux coûts et lui donne à cet effet caution en la manière ordinaire, ou consigne une somme suffisante pour cet objet, à la discrétion du tribunal ou du juge, sauf à parfaire.

"5727e. Tous autres créanciers de la compagnie et toutes autres personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble vendu peuvent également et aux mêmes conditions surenchérir sur la première surenchère et les uns sur les autres, pourvu que cette surenchère subséquente ne soit pas moindre qu'un vingtième du prix d'achat en outre des frais et loyaux coûts.

"5727f. L'acheteur peut néanmoins garder et retenir l'immeuble au prix portée par la dernière surenchère offerte."

SECTION IV.

DES MESURES PROVISIONNELLES QUI ACCOMPAGNENT L'ASSIGNATION EN CERTAINS CAS.

§ 1.—*Du capias ad respondendum contre des personnes résidant à Ontario.*

5728. Un bref de *capias ad respondendum* demandé par une personne résidant dans la province d'Ontario, contre une personne résidant dans les limites d'icelle province, ne peut être émis à moins que le demandeur, ou quelque autre personne, outre la déposition sous serment requise par la loi, ne prête serment devant un juge de la cour supérieure, ou devant tout autre officier autorisé à recevoir tel serment, que le défendeur est sur le point de se retirer dans un pays ou endroit hors des limites des provinces d'Ontario et Québec, et ne possède dans les limites de la province d'Ontario, aucun immeuble qui puisse laisser un espoir probable au demandeur, que le montant de sa dette sera payé.—S.R.B.C., c. 87, s. 2.

5729. Abrogé par 60 Vic., c. 49, s. 15.

§ 3. — De l'acte d'indemnité lors d'une saisie d'un train de bois.

5730. Le shérif ou l'huissier, avant de procéder à l'exécution d'un bref de saisie-arrêt, de saisie-revendication ou d'exécution contre un train de bois ou du bois de construction, peut exiger du poursuivant, un acte d'indemnité avec deux cautions solvables, jugées suffisantes par l'un des juges de la cour supérieure, portant promesse de lui payer tous dommages et frais résultant de telle saisie.—S.R.B.C., c. 83, s. 51.

SECT. V.

DE LA REPRISSE DES BIENS ABANDONNÉS DANS LES SEIGNEURIES.

5731. Dans la présente section, le mot "seigneur" comprend tout propriétaire de droits seigneuriaux ou de rentes constituées qui les représente, et le mot "censitaire," toute personne qui est chargée du paiement de ces droits ou rentes.—34 V., c. 7, s. 13.

5732. Si une terre assujétie au paiement des droits seigneuriaux ou des rentes constituées qui les représentent, a été abandonnée et est restée abandonnée pendant vingt ans ou plus, et que les arrérages de droits seigneuriaux ou rentes pour plus de dix ans n'ont pas été payés, le seigneur peut procéder à reprendre cette terre de la manière ci-dessous mentionnée.

2. Est censé avoir abandonné sa terre tout censitaire qui a cessé de l'occuper par lui-même ou par sa famille, et qui n'a pas transporté ses droits à la terre, ou qui, les ayant transportés, n'a pas donné au seigneur avis par écrit du transport.

La possession actuelle de la terre, par quelque personne que ce soit, n'est pas considérée comme équivalent à un avis de ce transport.—34 V., c. 7, ss. 1 et 11.

5733. Un avis est signifié au censitaire, énonçant qu'aux temps et lieux y mentionnés, le seigneur s'adressera à un juge de la cour supérieure afin de reprendre la terre, ou, si le censitaire ne peut être trouvé dans le district, il peut être assigné à comparaître en la manière prescrite par l'article 68 du Code de procédure civile.¹

L'avis est également signifié à toute personne qui est alors l'occupant actuel de la terre.—34 V., c. 7, s. 2.

5734. Le délai qui s'écoule entre la signification de l'avis et le jour auquel la demande est faite, est celui qui est déterminé, pour les causes ordinaires, par l'article 75 du Code de procédure civile,¹ ou celui qui est accordé par l'article 68,² selon le cas.—34 V., c. 7, s. 3.

5735. Après que l'avis a été ainsi donné, et aux temps et lieux y mentionnés, le seigneur peut, par une requête énonçant les faits de la cause, et appuyé sur un affidavit et de la production de la preuve écrite de la concession, s'il l'a en sa possession, demander à un juge de la cour supérieure que la concession soit déclarée nulle, et qu'il soit mis en possession de la terre.—34 V., c. 7, s. 4.

5736. Il n'est pas permis de contester cette requête, si ce n'est par des contre-affidavits produits dans les trois jours qui suivent la présentation de la requête.—34 V., c. 7, s. 5.

5737. A l'expiration du délai de trois jours, le juge peut, à sa discrétion, rejeter la requête ou rendre un jugement déclarant la concession nulle, et ordonnant la radiation de tout enregistrement d'icelle, et autorisant le requérant à prendre possession de la terre sans préjudice, dans tous les cas, des droits des créanciers hypothécaires, s'ils paient les droits seigneuriaux ou rentes jusqu'à concurrence de dix années auquel le privilège du seigneur s'étend.

Dans le cas où tel jugement rejette la requête, il ne préjudicie pas au seigneur dans le droit qu'il peut avoir par la loi d'intenter une action en la manière ordinaire.—34 V., c. 7, ss. 6 et 12.

5738. Il n'est pas rendu de jugement, si le censitaire, ou toute personne agissant pour lui ou relevant de lui, paie, soit au seigneur ou au bureau du protonotaire de la cour supérieure, les droits seigneuriaux ou rentes dus sur la terre, et tous les intérêts encourus par le seigneur.—34 V., c. 7, s. 7.

5739. Si le seigneur est empêché par quelque personne de prendre possession de la terre, sous l'autorité du jugement, il peut demander au protonotaire de la cour supérieure, et en obtenir un bref de possession pour expulser cette personne, et le mettre en possession, et l'article 55¹ du Code de procédure civile² s'applique à ce bref.—34 V., c. 7, s. 8.

5740. Le censitaire peut obtenir la révision du jugement et les articles 495 jusqu'à 504 inclusivement du Code de procédure civile³ s'appliquent à cette révision.—34 V., c. 7, s. 9.

5741. Tous documents formant partie des procédures adoptées en vertu de la présente section forment partie des archives de la cour supérieure.—34 V., c. 7, s. 10.

5742. Les frais dans les procédures prises en vertu de la présente section sont les mêmes que ceux alloués par le tarif de la cour de circuit pour les causes au dessus de

¹ Art. 149 n.c.

² Art. 136 n.c.

³ Art. 611 n.c.

⁴ Arts. 53, 1189 et seq. n.c.

cent piastres; les honoraires des avocats doivent être, s'il n'y a pas de contestation, les mêmes que ceux accordés par ce tarif, dans le cas où la cause est réglée après l'inscription sur le rôle des enquêtes, mais avant la clôture de l'enquête, et s'il y a contestation, les mêmes que ceux accordés dans le cas où la cause est réglée après la production d'un plaidoyer au mérite, mais avant l'inscription sur le rôle des enquêtes.—34 V., c. 7, s. 14, et 40-50 V., c. 34, s. 1.

SECTION VI.

DE LA COUR DE CIRCUIT.

DES ACTIONS POUR RENTES CONSTITUÉES.

5743. Les actions pour le recouvrement de rentes constituées représentant les droits seigneuriaux ou pour arrérages d'icelles, peuvent être intentées par le propriétaire du capital de la rente, comme actions purement personnelles contre le détenteur du fonds grevé.

Ces actions peuvent être intentées soit devant la cour de circuit ou devant la cour des magistrats, et quant à la juridiction du tribunal, la procédure et les frais, elles sont, nonobstant les articles 1054, 1055 et 1058 du Code de procédure civile, considérées comme des actions purement personnelles et comme n'ayant aucun rapport à des terres ou héritages, rentes annuelles, ou autres matières qui peuvent affecter des droits futurs.

Quel que soit le montant du jugement obtenu dans ces actions, il peut, à défaut de meubles suffisants, être exécuté après un an de délai par la saisie et la vente de l'immeuble grevé.—32 V., c. 30, s. 4.

SECTION VII.

DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

DES HUISSIERS.

§ 1.—De leur admission.

5744. 1. Nul ne peut être admis comme huissier de la cour supérieure de la province de Québec et immatriculé comme tel, à moins qu'à l'époque de son admission, il puisse écrire suffisamment l'orthographe de la langue française et anglaise.

2. Toute requête adressée à ce tribunal à l'effet de faire recevoir le requérant au nombre des huissiers de la cour supérieure, doit être renvoyée au protonotaire pour le district auquel elle se rattache, lequel examine l'aspirant et fait rapport au tribunal de ses qualités, tant de celles exigées par cette section que par la loi; et telle requête ne doit être accordée si le rapport du protonotaire ne

constate que le requérant peut écrire suffisamment l'orthographe comme ci-haut mentionné.—S. R. B. C., c. 83, s. 158.

5745. Sur chaque examen le protonotaire reçoit du requérant la somme de quatre piastres, laquelle comprend le coût de son rapport au tribunal.—S. R. B. C., c. 83, s. 159.

5746. Le tribunal a toujours le pouvoir discrétionnaire de rejeter telle requête, même au cas où le requérant posséderait les qualités mentionnées ci-haut. S. R. B. C., c. 83, s. 160.

5747. Le district de Gaspé n'est point soumis à l'opération des trois articles précédents.—S. R. B. C., c. 83, s. 161.

§ 2.—De leur cautionnement.

5748. Toute personne nommée huissier de la cour supérieure doit, avant d'entrer en fonctions, donner un cautionnement de quatre cent piastres conformément à la section quatrième du chapitre troisième du titre troisième des présents statuts refondus, relativement aux cautionnements des officiers publics.

2. Le cautionnement ainsi donné par l'huissier est une garantie au montant de la somme portée en icelui pour les dommages que pourrait souffrir toute personne ou partie par sa négligence coupable ou sa malversation.—S. R. B. C., c. 83, s. 162, et 36 V., c. 15, ss. 1 et 2.

§ 2a.—Dispositions spéciales relatives au cautionnement des huissiers du district de Montréal.

(Ajouté par 53 Vic., c. 48, s. 1 et 2.)

5748a. La corporation des huissiers du district de Montréal est chargée de garantir elle-même jusqu'au montant de quatre cent piastres, pour chacun de ses membres, leur fidélité dans l'exécution de leurs devoirs et de leurs obligations.

A cette fin, la corporation est tenue de déposer entre les mains du trésorier de la province, une garantie jusqu'au montant de dix mille piastres.

2. Pour assurer le dépôt du montant mentionné dans l'article 5748a des Statuts refondus de la province de Québec, la corporation des huissiers du district de Montréal remettra au trésorier de la province une police de la "London Guarantee Company," ou de toute autre compagnie approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil pour un montant de vingt mille piastres.

Cette police sera diminuée de dix mille piastres lorsque la corporation aura versé une somme de cinq mille piastres entre les mains du dit trésorier et deviendra éteinte lorsque les derniers cinq mille piastres seront ainsi versés.

* Ce statut contient d'autres dispositions se rapportant à la corporation des huissiers du district de Montréal.

1 Arts. 49, 55, 56 n.c.

Ce montant de dix mille piastres sera versé entre les mains du trésorier de la province, par paiements de cinq cents piastres, le premier décembre de chaque année, à partir du premier décembre prochain, 1890.

§ 3.—*De leurs devoirs.*

5749. Les huissiers de la cour supérieure nommés pour un district quelconque, sont aussi, sans autre nomination, huissiers et officiers de la cour de circuit pour le même district, et sont soumis à la cour de circuit à raison de leurs charges, et le cautionnement donné par eux s'étend à tous leurs actes ou omissions comme huissier de la cour de circuit et s'y appliquent aussi complètement qu'à leurs actes ou omissions comme huissiers de la cour supérieure.—S. R. B. C., c. 83, s. 163, § 1.

5750. Les huissiers de la cour supérieure peuvent agir en cette qualité, dans les limites du district pour lequel ils ont été nommés, et dans les autres districts dans les cas prévus par la loi, pour signifier et mettre à exécution tous les brefs, ordres et procédures qui émanent tant de la cour supérieure que de la cour de circuit et des autres tribunaux en cette province, et qui peuvent être également adressés à un huissier.—S. R. B. C., c. 83, s. 164, § 1, et 33 V., c. 17, s. 1.

§ 4.—*De leur destitution.*

5751. Les huissiers peuvent être destitués par la cour supérieure ou par tout juge d'icelle, ou par la cour de circuit.—S. R. B. C., c. 83, s. 164, § 2.

§ 5.—*Des pénalités.*

5752. Tout huissier qui néglige ou : fuse d'exécuter un bref d'assignation ou d'exécution, émané de la cour de circuit dans un district autre que celui pour lequel il est nommé huissier, et qui lui a été confié, ou qui n'exécute pas ou ne rapporte pas convenablement tel bref d'assignation ou d'exécution, est passible de dommages à l'instance du demandeur ou autre personne intéressée, pour toute perte ou dommage résultant de cette négligence ou de ce refus, ou de l'exécution ou du rapport irrégulier de tel bref, et le cautionnement de cet huissier s'étend et s'applique à ces dommages comme dans les autres cas, conformément à la loi.—S. R. B. C., c. 83, s. 165.

5753. Tout huissier auquel il a été adressé un bref d'exécution émané de la cour de circuit dans un district autre que celui pour lequel il a été nommé, et qui a prélevé le montant de ce bref ou quelque partie d'icelui, est tenu responsable du paiement de ce qu'il a ainsi prélevé au saisissant, ou dans la cour d'où le bref a émané, et peut être contraint d'effectuer ce paiement suivant le cours ordinaire de la loi, et par ordre de la cour de circuit au lieu où tel bref d'exécution a émané.—S. R. B. C., c. 83, s. 166.

5754. Si un huissier, sous le prétexte de mettre à exécution un ordre d'un tribunal, se rend coupable d'extorsion ou de malversation, ou s'il ne paie pas les deniers qu'il a prélevés ou reçus, ou s'il n'en rend pas un compte fidèle, la cour supérieure ou la cour de circuit, peut s'en enquérir d'une manière sommaire si la partie lésée juge à propos de porter plainte devant elle : et tel tribunal peut, à cet effet, assigner toutes les parties nécessaires et les obliger à comparaitre, et donner tel ordre pour le remboursement à la partie lésée de toute somme extorquée ou pour le paiement de deniers ainsi prélevés ou reçus, avec les frais que le tribunal croit à propos d'accorder, et si tel huissier ne paie pas immédiatement la somme qu'il a eu ordre de payer, le juge peut le faire incarcérer dans la prison commune du district où il est détenu jusqu'à parfait paiement.—S. R. B. C., c. 83, s. 167.

SECTION VIII.

(Ajoutée par 54 Vic., c. 38.)

DE L'EXPROPRIATION.

§ 1.—*Dispositions déclaratoires.*

5754a. La présente loi, qui peut être citée sous le nom de "Loi d'expropriation," s'applique dans tous les cas où une personne, compagnie ou corporation ne peut s'entendre avec une autre, au sujet de la valeur ou de l'indemnité à payer pour un terrain qu'elle peut exproprier ou d'un pouvoir qu'elle peut exercer en vertu de quelque loi provinciale fédérale, qui n'en règle pas le mode d'expropriation.

5754b. Dans le cas de substitution, le grevé,—dans le cas d'usufruit, l'usufruitier,—dans le cas d'interdiction, le curateur,—dans le cas de tutelle, le tuteur,—dans le cas de biens propres appartenant à la femme commune, et dans le cas de séparation de biens,—la femme autorisée par son mari, ou s'il refuse ou est absent, autorisée par le juge, peut contracter, vendre et transporter de gré à gré, à la personne, compagnie ou corporation qui exproprie, les terrains requis.

2. Les personnes susdites sont aussi celles contre lesquelles il peut être procédé à l'expropriation et celles qui peuvent recevoir l'indemnité accordée par la sentence arbitrale.

§ 2.—*De la procédure avant l'arbitrage.*

5754c. Dans les cas de difficultés entre les parties au sujet d'une expropriation ou de l'exercice d'un pouvoir, les questions qui s'élèvent sont réglées comme suit :

1. Un avis est signifié par le réclamant à la partie adverse contenant :

a. Une description du terrain qui doit être

pris ou des pouvoirs que l'on a l'intention d'exercer relativement à ce terrain, en les désignant ;

b. Une déclaration comportant qu'on est prêt à payer une certaine somme d'argent ou rente qui est mentionnée, suivant le cas, comme indemnité ou pour dommages, et

c. Le nom de l'arbitre dans le cas où l'offre n'est pas acceptée.

Cet avis doit être accompagné d'un certificat d'un arpenteur juré non intéressé dans l'affaire et qui n'est pas l'arbitre nommé dans l'avis, constatant que l'expropriation du terrain ou le pouvoir demandé est nécessaire à l'entreprise du réclamant, qu'il connaît le terrain demandé, ou les dommages pouvant résulter de l'exercice des pouvoirs requis et que, dans son opinion, la somme offerte est une indemnité suffisante.

Tel avis doit être signifié par un huissier de la cour supérieure.

2. Si l'huissier rapporte que la partie adverse est absente du district ou du comté où le terrain est situé, ou est inconnue, sur requête adressée à un juge de la cour supérieure résidant dans le district, ou à un juge d'icelle y exerçant ses fonctions, ou à un juge du district voisin, si ce dernier est partie intéressée, accompagné d'un affidavit du requérant, ou d'un affidavit de quelque officier de la compagnie ou de la corporation, si c'est une de ces dernières qui réclame l'expropriation, attestant que la partie adverse est absente ou inconnue, le juge ordonne que l'avis (mais sans le certificat) soit inséré trois fois, pendant un mois, en anglais et en français, dans un journal publié dans ce district ou comté, ou dans un journal du district ou comté voisin s'il n'est pas publié de journal dans le premier.

3. Si, dans les six semaines qui suivent la première publication de cet avis dans tel journal, la partie adverse n'apparaît point, le requérant peut demander au juge qu'un curateur soit nommé à l'absent, en la matière prescrite, en pareille circonstance, par le Code de procédure civile.

4. Après la nomination du curateur, l'avis mentionné dans le paragraphe premier du présent article doit être signifié à ce curateur.

5754d. Si, dans les cinq jours de la signification de tel avis à la partie adverse, ou au curateur si elle est absente ou inconnue comme susdit, telle partie adverse, ou son curateur n'informe point le réclamant que ses offres sont acceptées et ne donne point le nom de son arbitre, alors, le procureur général, sur demande à cette fin, nomme un arbitre unique pour déterminer le montant de l'indemnité.

5754e. Si la partie adverse, dans le délai prescrit, a fait connaître le nom de son arbitre, et le montant qu'elle réclame comme indemnité, alors l'une ou l'autre des parties peut s'adresser au procureur général, pour lui demander la nomination d'un tiers arbitre.

Cette demande est faite par écrit, dont un avis de dix jours est donné à la partie adverse.

Ce délai de dix jours étant expiré, le procureur général, sur preuve que les formalités ci-haut prescrites ont été remplies, nomme ce tiers arbitre, qui, avec les deux arbitres déjà nommés, procède à l'arbitrage.

§ 3.—Des arbitres.

5754f. Avant de procéder, les arbitres doivent prêter serment, devant un juge de paix du district ou du comté où les terrains sont situés, de remplir fidèlement et partiellement les devoirs de leur charge.

2. Si l'un des arbitres décède, ou la reddition de la sentence, ou devient incapable à agir, ou s'il refuse ou néglige d'agir dans un délai raisonnable, les parties sont tenues de nommer un remplaçant, et sur la demande de l'une des parties, avis préalable d'un mois dix jours francs en ayant été donné à l'autre, le procureur général, s'il est convaincu, par affidavit ou autrement, du décès, de l'incapacité ou du refus d'agir de cet arbitre, nomme un remplaçant, s'il s'agit de celui qu'il a nommé, ou s'il y a refus d'une des parties de nommer un remplaçant, à celui qu'elle a nommé elle-même.

1. Aucune raison d'incapacité ne peut être reçue contre un arbitre nommé par le procureur général après sa nomination, les objections doivent être faites avant, et la validité ou l'invalidité en est déterminée d'une manière sommaire par le procureur général.

4. Aucune raison d'incapacité contre un arbitre nommé par la partie ne peut être reçue après la nomination du tiers arbitre.

§ 4.—De la procédure devant les arbitres.

5754g. A leur première assemblée, les arbitres ou l'arbitre unique ont le pouvoir de nommer un secrétaire, dont le devoir est de prendre par écrit, toutes les délibérations, lesquelles sont signées par les arbitres à la fin de chaque séance.

Les émoluments de ce secrétaire sont fixés par les arbitres et sont payés ainsi que les effets et choses nécessaires à la tenue de ce tribunal d'arbitrage comme faisant partie des frais d'arbitrage.

5754h. Les arbitres, en procédant, ou une majorité d'entre eux, ou l'arbitre unique, peuvent examiner les parties sous serment ou affirmation solennelle, et ils procèdent à faire l'examen des lieux dans le but de fixer l'indemnité à être accordée.

5754i. Les arbitres procèdent au temps et au lieu fixés par eux, et dont ils ont donné un avis spécial d'au moins cinq jours aux parties intéressées.

5754j. En décidant de la valeur ou de l'indemnité à payer, les arbitres sont autorisés à prendre en considération la plus-value donnée aux terrains dont doit être détachée la partie à exproprier et de compenser la plus-value donnée à ces terrains par les in-

convénients, pertes ou dommages résultant de l'expropriation.

5754k. Les arbitres, après avoir examiné et évalué le terrain ou pris en considération le pouvoir requis et avoir entendu les parties et leurs témoins, sous serment administré par eux, donnent leur décision au moyen d'un certificat. Cette décision est finale.

5754l. Aucun défaut de forme ne rend la sentence arbitrale nulle, si toutes les prescriptions de la loi ont été remplies, et si la sentence arbitrale établit d'une manière précise le montant adjugé, et les terrains, droits ou choses dont ce montant est l'indemnité.

Il n'est pas nécessaire que la personne à laquelle la somme doit être payée soit nommée dans la sentence arbitrale.

5754m. Le secrétaire des arbitres doit transmettre, au greffe de la cour supérieure, les minutes des délibérations, ainsi que le certificat comportant la sentence arbitrale, et si le terrain exproprié se trouve situé dans deux districts, au greffe de la cour supérieure de l'un de ces districts.

5754n. Les arbitres peuvent adjuger quelle partie doit payer les frais d'arbitrage. Ils adjugent aussi sur le montant de l'honoraire de chaque arbitre, ce montant ne devant pas dépasser cinq piastres par chaque jour où ils ont procédé au moins pendant sept heures durant.

§ 5.—*De la prise de possession après la sentence arbitrale.*

5754o. Sur le paiement ou l'offre légale de l'indemnité ou de la rente annuelle adjugée à la partie qui y a droit, ou sur le dépôt, en cour, du montant de cet indemnité en la manière ci-dessus mentionnée, la sentence arbitrale donne, à la partie en faveur de laquelle elle a été rendue, le pouvoir de prendre possession immédiate des terrains, et d'exercer les droits ou de faire les choses pour lesquelles l'indemnité ou la rente annuelle a été accordée.

Si quelque résistance ou opposition est faite à la prise de possession de tels terrains ou à l'exercice de tels droits, le juge peut, sur preuve satisfaisante de la sentence arbitrale, adresser son mandat au shérif du district ou à un huissier, suivant qu'il le trouve convenable, pour mettre en possession la partie qui a droit et pour faire cesser toute résistance ou opposition,—ce que doit faire le shérif ou l'huissier, en prenant avec lui l'assistance suffisante.

Le juge ne doit accorder ce mandat, que lorsqu'un avis du temps et du lieu auxquels la demande lui en est faite, a été signifié dix jours d'avance au propriétaire du terrain, au curateur s'il est absent, ou à la personne ayant droit d'en passer titre translatif, ou ayant un intérêt dans le terrain à exproprier.

5754p. Un cautionnement doit être donné par un dépôt, dans une banque constituée en corporation désignée par le juge,

d'une somme suffisante à sa discrétion, pour défrayer l'indemnité accordée et tous les frais de procédure sur l'incident.

5754q. La requête, le mandat de possession le certificat de dépôt ci-dessus mentionné et tous autres documents se rapportant à telle procédure incidente, doivent rester dans les archives de la cour supérieure du district où telle procédure est faite, et un registre spécial de telle procédure est tenu par le protonotaire.

Nulle partie du dépôt ou de l'intérêt qui en provient, ne doit être remboursée ou payée à la partie, ni payée au propriétaire du terrain, sans un ordre du juge, qui est autorisé à l'émettre.

§ 6.—*Du défaut de payer l'indemnité accordée par la sentence arbitrale.*

5754r. Tout propriétaire qui n'est pas payé intégralement, en capital, intérêts et frais, du montant qui lui est accordé par la sentence arbitrale, dans deux mois de la reddition de cette sentence, peut exercer son recours contre la personne, compagnie ou corporation, pour recouvrer la propriété et la possession de son terrain ou de son droit, par action civile ordinaire dans laquelle il peut demander les dommages que de droit.

§ 7.—*De la ratification de titre.*

5754s. Si la partie qui procède en expropriation a raison de craindre les réclamations hypothécaires, ou a d'autres raisons, il lui est loisible de déposer l'indemnité entre les mains du protonotaire du district où les terrains à exproprier sont situés, avec l'intérêt pour six mois, avec une copie de la sentence arbitrale.

2. La sentence arbitrale est ensuite considérée comme le titre aux terrains y mentionnés, et des procédures sont prises pour obtenir la ratification du titre, de la même manière que dans les autres cas de ratification de titres.

3. Le jugement en ratification de titre éteint à jamais toutes réclamations contre les terrains, y compris le douaire non ouvert, aussi bien que les hypothèques et charges dont ils pourraient être grevés.

4. Le tribunal doit décerner tel ordre pour la distribution, le paiement ou le placement de l'indemnité, et pour assurer les droits de toutes les parties intéressées qu'il croit convenable d'après la justice et l'équité.

5. Les frais de procédure sont payés par la partie que le tribunal désigne.

6. Si le jugement en ratification est obtenu en moins de six mois après le dépôt de l'indemnité entre les mains du protonotaire, le tribunal ordonne qu'une part proportionnelle des intérêts soit restituée à la partie dépositaire.

Si le jugement n'est rendu qu'après les six mois, le tribunal doit ordonner qu'une somme additionnelle, selon qu'il croit juste, soit déposée pour rencontrer le montant de l'intérêt.

LOI CONCERNANT LA CONCILIATION.

[62 Victoria, Chapitre 54.]

Attendu qu'il est désirable de diminuer le nombre des procès qui peuvent surgir dans les campagnes ; Attendu que pour atteindre ce but il est opportun de soumettre, en certains cas, les poursuites judiciaires au préliminaire de la conciliation ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. En matière purement personnelle et mobilière, et lorsque le montant réclamé n'excède pas vingt-cinq piastres, aucune demande principale introductive d'instance entre parties capables de transiger, et sur des objets qui peuvent être la matière d'une transaction, ne sera reçue devant les tribunaux de première instance, à moins que le défendeur n'ait été préalablement appelé en conciliation devant l'un des conciliateurs visés par la présente loi, ou que les parties n'aient volontairement comparu devant lui.

2. Dans chaque municipalité, le conseil local peut en tout temps désigner par résolution un ou plusieurs citoyens de l'endroit pour remplir les fonctions de conciliateurs en vertu de la présente loi.

Tels conciliateurs ainsi nommés par le conseil, s'ils acceptent la charge, prêtent serment d'office et sont à tous égards considérés comme officiers municipaux en vertu et selon les exigences du Code municipal.

3. Outre ces conciliateurs officiels, seront de droit conciliateurs dans chaque municipalité locale :

(a) Les prêtres, curés catholiques romains ; pourvu que personne ne puisse être cité à comparaître devant un de ces conciliateurs, s'il n'est pas de sa dénomination religieuse ;

(b) Les juges de paix ;

(c) Le maire de la municipalité.

2. Doivent agir comme conciliateurs lorsque requis, les conciliateurs officiels qui se sont fait assermenter, tant qu'ils occupent leur charge, les juges de paix, et les maires.

4. Sont dispensées du préliminaire de la conciliation :

1. Les demandes qui concernent les corporations municipales, les commissaires ou syndics d'école, les fabriques, les mineurs, les interdits, les curateurs aux successions vacantes ;

2. Les demandes qui requièrent célérité ou sont accompagnées de mesures provisionnelles ;

3. Les demandes en intervention ou en garantie ;

4. Les demandes basées sur des billets,

bons ou reconnaissances écrites, ou en matières de commerce en général ;

5. Les demandes en main-levée de saisie, les oppositions, les demandes en paiement de loyers, fermages ou arrérages de rentes ou pensions ; celles en exécution d'un jugement ;

6. Les demandes dans lesquelles les parties intéressées n'ont pas leur domicile dans les limites d'une même municipalité ;

7. Les demandes formées contre plus de deux parties, encore qu'elles aient le même intérêt ;

8. Les demandes en faux ; les demandes contre un tiers saisi ; et en général sur les saisies.

5. Le défendeur qui aura failli de comparaître devant le conciliateur, sera, à moins de raisons valables, passible de tous les frais de la poursuite qui pourra être subséquemment intentée contre lui, même si le demandeur est débouté de son action.

6. Sauf les dispositions ci-dessus, le défendeur sera cité devant l'un des conciliateurs de sa localité, au moyen d'un simple billet d'avertissement énonçant sommairement l'objet de la conciliation, suivant la formule A de la présente loi ou toute autre formule équivalente.

Quand un territoire a été détaché d'une municipalité rurale pour être érigé en municipalité de village ou de ville, les conciliateurs de la municipalité du village ou de la ville ont juridiction sur la municipalité rurale, concurremment avec les conciliateurs de cette dernière municipalité.

7. La citation en conciliation interrompera la prescription et fera courir les intérêts, pourvu que la demande soit formée dans un mois à dater du jour de la non-comparution ou de la non-conciliation.

8. La signification du billet d'avertissement sera faite, à la diligence du demandeur, par toute personne lettrée et habile à témoigner devant une cour de justice.

Cette signification se fera entre sept heures du matin et neuf heures du soir, même les jours fériés, en fournissant un double ou une copie du billet d'avertissement à la personne à laquelle il est adressé, soit en lui en laissant tel double ou copie à elle-même, ou à un membre raisonnable de sa famille, ou à l'un de ses employés à sa place d'affaires.

9. L'affirmation sous serment de la personne qui a signifié ce billet, tient lieu de certificat de signification ; cette affirmation n'est requise que dans le cas de contestation ultérieure sur le fait même de telle signification.

10. Le délai de la citation sera de trois jours au moins.

11. Au jour et à l'heure indiqués, ou en tout temps si c'est de consentement mutuel, les parties comparaitront en personne, ou par un fondé de pouvoir, devant le conciliateur qui a signé le billet, ou devant tout autre conciliateur qui pourra alors être présent.

L'acte de procuration pourra être sous seing privé.

12. Si le conciliateur réussit à mettre les intéressés d'accord, il devra dresser procès-verbal de l'arrangement, suivant la formule B annexée à la présente loi ou toute autre formule équivalente.

Ce procès-verbal sera fait en double, dont l'un sera laissé à chaque partie, et devra, autant que possible, être signé par elle.

Dans le cas de non-conciliation, soit par faute d'entente ou absence de l'une des parties, il sera également dressé procès-verbal, suivant la formule C de la présente loi ou toute autre formule équivalente.

Ce procès-verbal sera déposé au bureau du secrétaire-trésorier du conseil pour en être livré un double, au besoin.

13. Toutes les déclarations des parties devant le conciliateur sont de nature privilégiée; elles ne pourront servir de preuve au litige si la tentative de conciliation est suivie de procès.

14. Le conciliateur devant lequel une affaire sera portée, soit par comparition volontaire des parties, soit par suite d'un billet d'avertissement, aura le pouvoir d'assermenter toute personne dont le témoignage lui paraîtra nécessaire et qui consentira à témoigner devant lui.

15. La présente loi ne recevra aucune application dans les cités et villes constituées en corporation par charte spéciale, et dans les autres localités qui ne sont pas régies par le code municipal.

16. Chaque fois qu'un conciliateur aura agi comme tel, il devra en informer, sous les pénalités imposées par l'article 9 du code municipal, le secrétaire-trésorier du conseil municipal, qui en prendra note dans ses archives, de manière à pouvoir, sous les mêmes peines, fournir, au besoin, des statistiques sur le fonctionnement de la présente loi.

17. Les services rendus par les conciliateurs en vertu du présent acte seront gratuits.

FORMULE A.

LOI CONCERNANT LA CONCILIATION.

Municipalité de _____, comté de _____
 A (noms, occupation et domicile du débiteur) _____;

M. (noms, occupation et domicile du créancier) réclamant de vous une somme de (montant), pour (base de la réclamation), et voulant éviter les inconvénients d'une poursuite, m'a prié d'agir comme conciliateur entre vous. Vous êtes donc invité à comparaitre devant moi ou tout autre conciliateur qui pourra être présent à ma résidence, à _____ heures _____ le

Fait en double à _____ 18 _____, ce

C. D.
 Conciliateur.

FORMULE B.

LOI CONCERNANT LA CONCILIATION.

Les présentes sont pour attester que (noms et description des parties) ont ce jour comparu devant moi et qu'ils ont mis fin à leur différend comme suit : (énoncer la nature de l'arrangement.)

En conséquence j'ai dressé le présent procès-verbal et l'ai signé. Les parties ont aussi signé, lecture faite.

Fait en double à _____ 18 _____

C. D.
 Conciliateur.

FORMULE C.

LOI CONCERNANT LA CONCILIATION.

Les présentes sont pour attester que (noms et description des parties) appelés devant moi en conciliation, n'ont pu être mis d'accord (mentionner ici si l'une ou l'autre des parties n'a pas comparu.)

En conséquence, j'ai dressé le présent procès-verbal et l'ai signé.

Fait en double à _____ 18 _____ ce

C. D.
 Conciliateur.

REGLES DE PRATIQUE

DES DIFFERENTS TRIBUNAUX.

PRIVY COUNCIL.

LORD PRESIDENT.
LORD STEWARD.
DUKE OF NEWCASTLE.
DUKE OF WELLINGTON.
LORD CHAMBERLAIN.

EARL OF ABERDEEN.
EARL OF CLARENDON.
VISCOUNT PALMERSTON.
MR. HERBERT.
SIR JAMES GRAHAM, BART.

WHEREAS there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Judicial Committee of the Privy Council, dated the 30th May last past, humbly setting forth that the Lords of the Judicial Committee have taken into consideration the practice of the Committee with a view to greater economy, despatch, and efficiency in the appellate jurisdiction of Her Majesty in Council, and that their Lordships have agreed humbly to report to Her Majesty that it is expedient that certain changes should be made in the existing practice in Appeals, and recommending that certain Rules and Regulations therein set forth should henceforth be observed, obeyed, and carried into execution provided Her Majesty is pleased to approve the same.

HER MAJESTY, having taken the said Report into consideration, was pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and of the Rules and Regulations set forth therein in the words following, videlicet :—

I. That, any former usage or practice of Her Majesty's Privy Council notwithstanding, an Appellant who shall succeed in obtaining a reversal or material alteration of any judgment, decree, or order appealed from, shall be entitled to recover the costs of the Appeal from the Respondent, except in cases in which the Lords of the judicial Committee may think fit otherwise to direct.

II. That the Registrar or other proper officer having the custody of records in any Court or special jurisdiction from which an Appeal is brought to Her Majesty in Council be directed to send by post, with all possible despatch,

(a) One certified copy of the transcript record in each cause to the Registrar of Her Majesty's Privy Council, Whitehall ;

(b) And that all such transcripts be registered in the Privy Council Office, with the date of their arrival, the names of the parties, and the date of the sentence appealed from ;

(c) And that such transcript be accompanied by a correct and complete index of all

the papers, documents, and exhibits in the cause ;

(d) And that the Registrar of the Court appealed from, or other proper officer of such Court, be directed to omit from such transcript all merely formal documents, provided such omission be stated and certified in the said index of papers ;

(e) And that especial care be taken not to allow any document to be set forth more than once in such transcript ;

(f) And that no other certified copies of the record be transmitted to agents in England by or on behalf of the parties in the suit ;

(g) And that the fees and expenses incurred and paid for the preparation of such transcript be stated and certified upon it by the Registrar or other officer preparing the same.

III. That when the record of proceedings or evidence in the cause appealed has been printed or partly printed abroad, the Registrar or other proper officer of the Court from which the Appeal is brought

(a) Shall be bound to send home the same in a printed form, either wholly or so far as the same may have been printed,

(b) And that he do certify the same to be correct, on two copies, by signing his name on every printed sheet.*

(c) And by affixing the seal, if any, of the Court appealed from to these copies, with the sanction of the Court.

(d) And that in all cases in which the parties in Appeals shall think fit to have the proceedings printed abroad, they shall be at liberty to do so, provided they cause fifty copies of the same to be printed in folio.†

(e) And transmitted, at their expense, to the Registrar of the Privy Council.

(f) Two of which printed copies shall be certified as above by the officer of the Court appealed from ;

(g) And in this case no further expense for copying or printing the record will be incurred or allowed in England.

*That is on every eighth page.

†Now demy quarto.

IV. That on the arrival of a written transcript of appeal at the Privy Council Office, Whitehall, the Appellant or the agent of the Appellant prosecuting the same shall be at liberty

(a) To call on the Registrar of the Privy Council to cause it, or such part thereof as may be necessary for the hearing of the case

(b) And likewise all such parts thereof as the Respondent or his agent may require, to be printed by Her Majesty's Printer,

(c) Or by any other printer on the same terms,

(d) The Appellant or his agent engaging to pay the cost of preparing a copy for the printer at a rate not exceeding one shilling per brief sheet, [now three half-pence per folio typed]

(e) And likewise the cost of printing such record or appendix,

(f) And that one hundred copies [now seventy-five] of the same be struck off

(g) Whereof thirty [now twenty] copies are to be delivered to the agents on each side and forty [now thirty-five] kept for the use of the Judicial Committee;

(h) And that no other fees for solicitors' copies of the transcript, or for drawing the joint appendix, be henceforth allowed,

(i) The solicitors on both sides being allowed to have access to the original papers at the Council Office,

(j) And to extract or cause to be extracted and copied such parts thereof as are necessary for the preparation of the petition of appeal, at the stationer's charge not exceeding one shilling per brief sheet [now three half-pence per folio typed].

V. That a certain time be fixed within which it shall be the duty of the Appellant or his agent to make such application for the printing of the transcript.

(a) And that such time be within the space of six calendar months from the arrival of the transcript and the registration thereof in all matters brought by appeal from Her Majesty's colonies and plantations east of the Cape of Good Hope, or from the territories of the East India Company,

(b) And within the space of three months in all matters brought by appeal from any other part of Her Majesty's dominions abroad;

(c) And that in default of the Appellant or his agent taking effectual steps for the prosecution of the Appeal within such time or times respectively, the appeal shall stand dismissed without further order,

(d) And that a report of the same be made to the Judicial Committee by the Registrar of the Privy Council at their Lordship's next sitting.

VI. That whenever it shall be found that the decision of a matter on appeal is likely to turn exclusively on a question of law, the agents of the parties, with the sanction of the Registrar of the Privy Council, may sub-

mit such question of law to the Lords of the Judicial Committee in the form of a Special Case, and print such parts only of the transcript as may be necessary for the discussion of the same; provided that nothing herein contained shall in any way bar or prevent the Lords of the Judicial Committee from ordering the full discussion of the whole case, if they shall so think fit; and that in order to promote such arrangements and simplification of the matter in dispute the Registrar of the Privy Council may call the agents of the parties before him, and having heard them, and examined the transcript, may report to the Committee as to the nature of the proceedings.

And HER MAJESTY is further pleased to order, and it is hereby ordered, that the foregoing Rules and Regulations be punctually observed, obeyed, and carried into execution in all Appeals or Petitions and complaints in the nature of Appeals brought to Her Majesty, or to Her heirs and successors, in Council from Her Majesty's colonies and plantations abroad, and from the Channel Islands or the Isle of Man, and from the territories of the East India Company, whether the same be from courts of justice or from special jurisdictions, other than Appeals from Her Majesty's Courts of Vice-Admiralty, to which the said Rules are not to be applied.

Whereof the Judges and Officers of Her Majesty's Courts of Justice abroad, and the Judges and Officers of the Superior Courts of the East India Company, and all other persons whom it may concern, are to take notice, and govern themselves accordingly.

W. L. BATHURST.

AT THE COURT AT BUCKINGHAM
PALACE,

The 31st day of March 1855.

PRESENT :

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MA-
JESTY IN COUNCIL.

WHEREAS doubts have arisen with reference to the power of the Judicial Committee of the Privy Council to suspend or relax, under certain special circumstances, the regulations in appeal causes established by Her Majesty's Order in Council of the 13th of June 1853 :

HER MAJESTY, by and with the advice of Her Privy Council, is pleased to order and

IT IS HEREBY ORDERED, That in Appeal Cases in which a Petition of Appeal to Her Majesty shall have been lodged, and referred by Her Majesty to the Judicial Committee, the said regulations shall be subject to any order or direction which, in the opinion of the Lords of the Judicial Committee, the jus-

tice of any particular case may seem to require.

C. C. GREVILLE.

ORDER IN COUNCIL.

FOR THE REGULATION OF THE FORM AND TYPE TO BE USED IN THE PRINTING OF THE CASES, RECORDS, AND PROCEEDINGS IN APPEALS AND OTHER MATTERS PENDING BEFORE THE LORDS OF THE JUDICIAL COMMITTEE OF THE PRIVY COUNCIL.

AT THE COURT AT WINDSOR CASTLE,
The 24th day of March 1871.

PRESENT :

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY IN COUNCIL.

WHEREAS there was this day read at the Board a Representation from the Lords of the Judicial Committee of the Privy Council, dated the 20th February 1871, humbly recommending to Her Majesty in Council that certain Rules be established by the authority of Her Majesty, by and with the advice of Her Privy Council, to be observed in the form and type used in the printing of all Cases, Records, and other proceedings in Appeals and other matters pending before the Judicial Committee of the Privy Council :

HER MAJESTY having taken the said Representation into consideration, and the Schedule of Rules hereunto annexed, was pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to approve thereof, and to order, and it is hereby ordered, that the same be punctually observed, obeyed, and carried into execution :

Whereof the Judges and Officers of all the Courts of Justice in Her Majesty's dominions from which an Appeal lies to Her Majesty in Council, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ARTHUR HELPS.

SCHEDULE ANNEXED TO THE FOREGOING ORDER.

I. All Cases, Records, and other proceedings in Appeals, or other matters pending before the Judicial Committee of the Privy Council, are henceforth to be printed in the form known as DEMY QUARTO, and not in demy folio, as hath heretofore been used.

II. The size of the paper used is to be such that the sheet, when folded, will be

eleven inches in height and eight inches and a half in width.

III. The type to be used in the text is to be Pica type, but Long Primer is to be used in printing accounts, tabular matter, and notes.

IV. The number of lines in each page of Pica type is to be forty-seven, each line being five inches and three quarters or 146 millimetres in length.

V. The foregoing Rules do not apply to cases now pending in which the printing of the Record is begun before the receipt of this Order, but in all cases printed after the receipt of this Order the form and type herein prescribed are to be used exclusively.

VI. The price in England for printing 75 copies in the form herein established is to be thirty-eight shillings per sheet (eight pages) of pica with marginal notes, not including corrections, tabular matter, and other extras.

VII. The form of paper and type of the present Order in Council [with the pages hereunto annexed*], are to serve as a specimen sheet or pattern for the printing of the proceedings before the Judicial Committee of the Privy Council.

A. H.

AT THE COURT AT WINDSOR CASTLE,
The 28th day of June 1873.

PRESENT :

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY IN COUNCIL.

WHEREAS in many Appeals now pending before Her Majesty in Council no effectual steps have been taken by the parties or their agents to set down their cases for hearing, although more than twelve months have elapsed since the arrival and registration of the transcript of appeal in this country, and it is expedient to make further provision in that behalf.

HER MAJESTY, by and with the advice of Her Privy Council, and upon a recommendation of the Lords of the Judicial Committee of the Privy Council, is pleased to order, and it is hereby ordered, that the solicitors or agents for the party appellant in all such Appeals now pending before Her Majesty in Council are hereby required to take effectual steps to set down their cases for hearing within six months from the date of this Order, and in all other Appeals to Her Majesty in Council within a period not exceeding twelve months from the date of the arrival and registration of the transcript in this country.

And HER MAJESTY is further pleased to

* Omitted in this reprint.

order, and it is hereby ordered, that it shall be the duty of the Registrar of the Privy Council to report to the Lords of the Judicial Committee the names of the parties and dates of the Decrees in Appeals in which no effectual steps have been taken within the aforesaid periods of time to set down the case for hearing; and the Lords of the Judicial Committee of the Privy Council shall be at liberty to call upon the Appellant or his agent in such cases to show cause why the said Appeal or Appeals should not be dismissed for non-prosecution, and (if they shall so think fit) to recommend to Her Majesty the dismissal of any such Appeal or to give such directions therein as the justice of the case may require.

And HER MAJESTY is further pleased to order that nothing in the present Order shall prevent the dismissal of an Appeal under the 5th of the Rules approved by Her Majesty on the 13th of June, 1853, in cases to which that Rule is applicable.

Whereof the Governors of Her Majesty's Plantations and Dominions abroad, and the Judges or officers of Her Majesty's Courts of Justice from which an Appeal lies to Her Majesty in Council, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

(Signed) ARTHUR HELPS.

AT THE COURT AT WINDSOR,

The 6th day of March 1896.

PRESENT :

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY IN COUNCIL.

WHEREAS there was this day read at the Board a Representation from the Lords of the Judicial Committee of the Privy Council, in the words following, viz :—

“The Lords of the Judicial Committee of the Privy Council have the honour, with their humble duty to Your Majesty, to represent that it would be advisable that the Rules, established by Your Majesty's Order in Council of the 31st March 1870, should be amended; and their Lordships beg leave to recommend that Your Majesty will be graciously pleased to approve the Rules set forth in the Schedule hereunto annexed, and to declare that the said Rules shall be observed by all Proctors, Solicitors, Attorneys, Agents, or other persons employed in the conduct of Appeals, Petitions, or other matters pending before Her Majesty in Council.”

HER MAJESTY having taken the said Representation and the Schedule of Rules annexed into consideration, was pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to

approve thereof, and to order, as it is hereby ordered, that the said Rules (copy of which is herewith annexed) be punctually observed, obeyed, and carried into execution, in lieu of the Rules established by the Order of Her Majesty in Council of the 31st March 1870.

C. L. PEEL.

SCHEDULE annexed to the foregoing Order.

RULES.

I. Every Proctor, Solicitor, or Agent admitted to practise before Her Majesty's Most Honourable Privy Council, or any of the Committees thereof, shall subscribe a Declaration to be enrolled in the Privy Council Office, engaging to observe and obey the Rules, Regulations, Orders, and Practice of the Privy Council; and also to pay and discharge, from time to time, when the same shall be demanded, all fees and charges due and payable upon any matter pending before Her Majesty in Council; and no person shall be admitted to practise, or allowed to continue to practise, before the Privy Council, without having subscribed such Declaration in the following terms :—

FORM OF DECLARATION.

WE, the Undersigned, do hereby declare, that we desire and intend to practise as Solicitors or Agents in Appeals and other matters pending before Her Majesty in Council; and we severally and respectively do hereby engage to observe, submit to, perform, and abide by all and every the Orders, Rules, Regulations, and Practice of Her Majesty's Most Honourable Privy Council and the Committees thereof now in force, or hereafter from time to time to be made; and also to pay and discharge, from time to time, when the same shall be demanded, all fees, charges, and sums of money due and payable in respect of any Appeal, Petition, or other matter in and upon which we shall severally and respectively appear as such Solicitors or Agents.

II. Every Proctor or Solicitor practising in London shall be allowed to subscribe the foregoing Declaration, and to practice in the Privy Council, upon the production of his Certificate for the current year; and no fee shall be payable by him on the enrolment of his signature to the foregoing Declaration.

III. Persons not being certificated London Solicitors, but having been duly admitted to practise as Solicitors by the High Courts of Judicature in England and Ireland, or by the Court of Session in Scotland, or by the High Courts in any of Her Majesty's Dominions

respectively, may apply, by petition, to the Lords of the Committee of the Privy Council, for leave to be admitted to practise before such Committee; and such persons may, if the Lords of the Committee please, be admitted to practise by an Order of their Lordships, for such periods and under such conditions as their Lordships are pleased to direct.

IV. Any Proctor, Solicitor, Agent, or other person practising before the Privy Council, who shall wilfully act in violation of the Rules and Practice of the Privy Coun-

cil, or of any rules prescribed by the authority of Her Majesty, or of the Lords of the Council, or who shall misconduct himself in prosecuting proceedings before the Privy Council, or any Committee thereof, or who shall refuse or omit to pay the Council Office fees or charges payable from him when demanded, shall be liable to an absolute or temporary prohibition to practise before the Privy Council, by the authority of the Lords of the Judicial Committee of the Privy Council, upon cause shown at their Lordship's Bar.

SUPREME COURT.

See Cassel's "Supreme Court Practice," p. 130 *et seq.*

EXCHEQUER COURT.

See Audette's "Practice of the Exchequer Court," p. 217 *et seq.*

COUR DU BANC DE LA REINE.

JURIDICTION CIVILE D'APPEL.

RÈGLES FAITES LE 12 JUILLET 1850.

Il est ordonné par cette cour :

1. Que cette cour, dans l'exercice de sa juridiction civile d'appel, soit ouverte à dix heures de l'avant-midi de chacun des jours juridiques fixés par la loi pour les séances d'icelle, à moins qu'une ordonnance ou un ajournement à ce contraire ne soit fait.

2. Que les conseils de la Reine et les avocats pratiquant devant cette cour, et le greffier de la cour lorsqu'ils sont dans l'exécution de leurs devoirs respectifs en cour soient habillés de noir, avec robes et rabats ainsi qu'il a été ci-devant d'usage; et qu'aucun conseil de la Reine, ou avocat non ainsi habillé, et ne portant pas tels robes et rabats, ne soit entendu dans aucune cause.

3. Que tous les dossiers, registres, livres et papiers appartenant à la cour, ou produits devant icelle, soient conservés dans des endroits assignés pour leur sauvegarde dans les palais de justice, respectivement, aux endroits où les séances de cette cour sont fixés par la loi, et n'en soient pas transportés ou enlevés, sous aucun prétexte quelconque, sans un ordre par écrit de cette cour ou de l'un des juges d'icelle.

4. Que le bureau du greffier de cette cour, quant à ce qui concerne sa juridiction comme Cour d'Appel et d'Erreur soit tenu dans l'appartement à lui assigné dans les palais de

justice, respectivement, aux endroits où des séances de cette cour doivent être tenues par la loi; et que le dit bureau dans les dits palais de justice, respectivement et pendant le présent terme et chaque terme suivant, soit ouvert et qu'un accès convenable et régulier soit accordé depuis neuf heures de l'avant-midi jusqu'à cinq heures de l'après-midi de chaque jour (les dimanches et fêtes exceptés) et durant la vacance après chaque terme de dix heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi de chaque jour (les dimanches et fêtes exceptés).

5. Qu'il sera préparé et tenu par le dit greffier de cette cour, dans son bureau, quant à ce qui regarde la juridiction civile d'appel de cette cour, un livre convenable, dans lequel les entrées ci-après mentionnées seront faites, savoir: chaque avocat de cette cour, avant le premier jour de septembre prochain, fera dans le dit livre une entrée par écrit qu'il signera de son nom et de son domicile réel et élu, dans les cités de Québec et Montréal respectivement, savoir: de son domicile réel dans l'une ou l'autre des dites cités, s'il réside dans l'une ou l'autre d'icelles, et de son domicile élu dans celle où il ne réside pas, ou de son domicile élu dans chacune des dites cités, s'il ne réside dans aucune d'elles, auquel domicile réel ou élu tous les plaidoyers, sommations, règles, ordonnances

et avis, qu'il pourra être nécessaire de lui signifier, puissent être signifiées légalement. Et tout avocat admis ci-après devra, aussitôt après son admission, et avant de commencer à pratiquer devant cette cour, faire une entrée convenable dans le dit livre. Et aussi souvent qu'aucun avocat de cette cour changera son domicile réel ou élu ou ses domiciles, dont une entrée aurait été faite comme susdit, il fera une entrée semblable de telle changement; et tous les plaidoyers, sommations, règles, ordonnances et avis qui n'exigent pas une signification personnelle seront censés et considérés comme signifiés valablement à tel avocat, si une copie d'iceux est laissée à l'endroit en dernier lieu entré par tel avocat, comme son domicile réel ou élu, entre les mains d'une personne d'un âge et d'une discrétion compétents y résidant ou appartenant au dit endroit. Et si aucun tel avocat néglige de faire telle entrée comme susdit, alors l'affiche d'aucun avis, plaidoyer, sommation, règle ou ordonnance, pour tel avocat, dans le dit bureau du dit greffier de cette cour, sera prise et considérée comme étant une signification d'iceux, et comme aussi effective que si elle eût été faite au domicile réel ou élu comme susdit.

6. Qu'une cédule de toutes les poursuites pendantes devant cette cour, indiquant dans chaque poursuite, les noms des parties, la date du bref d'appel ou du bref d'erreur, la date du rapport, ou s'il n'est pas rapporté, le fait du défaut de rapport, les noms des avocats par qui les comparutions des parties ont été produites, et la date de telles comparutions, et, si elles ne sont pas produites, le fait qu'elles ne l'ont pas été, les jours où les griefs d'appel et les réponses à iceux, et les factums des parties (s'ils sont produits), ont été produits, et s'ils n'ont pas été produits la mention de tel défaut de production, le jour auquel chaque poursuite, si elle est inscrite sur le rôle pour audition a été inscrite, et le jour qui est fixé par telle inscription, pour l'audition de telle cause, sera faite et tenue par le dit greffier de cette cour, le premier jour du terme prochain, et de chaque terme subséquent; et telle cédule sera considérée, et tenue partout, comme un certificat officiel, par le dit greffier de cette cour, de l'état de telle poursuite séparément et respectivement, le premier jour du terme ou telle cédule sera déposée devant la cour comme susdit.

7. Aucun bref d'appel ou bref d'erreur n'émanera de cette cour, à moins qu'un *præcipe* pour icelui, signé par l'avocat demandant l'émanation de tel bref, ne soit d'abord remis à l'officier compétent, par qui le dit bref doit être émané; et chaque tel bref sera écrit sur parchemin, et portera la signature de l'avocat sur le *præcipe* duquel il aura émané, et sera fait rapportable au lieu où cette cour sera tenue, immédiatement après l'émanation du dit bref, dans les quinze jours de la date d'icelui, excepté tels brefs d'appel ou brefs d'erreur qui pourraient être adressés

au juge de la Cour Supérieure, pour le district de Gaspé, qui seront faits rapportables dans les deux mois de calendrier de la date d'iceux.

8. Que la signification personnelle de tout bref d'appel ou bref d'erreur à l'avocat qui a comparu dans la Cour Supérieure, pour l'intimé ou le défendeur en erreur, comme cela s'est pratiqué ci-devant sera à défaut de signification légale, considérée et tenue comme une signification légale.

9. Que les brefs, plaidoyers, motions, exhibits et autres documents composant un dossier pour être transmis ci-après à cette cour, seront, par le protonotaire de la cour d'où procède le dit dossier, en tête d'iceux, numérotés séparément et respectivement, depuis le numéro 1 jusqu'au dernier numéro d'iceux, et qu'un index de référence pour le tout, par numéro, titre et description, sous la signature de tel protonotaire sera par lui annexé à tel dossier.

10. Que les frais de poste payés par le dit greffier de cette cour, sur le rapport au greffe d'appel et au greffe d'erreur, et les dossiers les accompagnant, lui seront, sur demande, immédiatement remboursés par l'avocat de l'appelant ou du demandeur en erreur, et s'ils ne sont pas ainsi remboursés, le paiement d'iceux, par tel avocat, pourra être exigé immédiatement, en recourant à la juridiction sommaire de cette cour.

11. Que sur tout bref d'appel ou bref d'erreur à être émané ci-après, il sera du devoir de l'appelant et de l'intimé, ou du demandeur et du défendeur en erreur, respectivement, de produire leur comparution dans le bureau du dit greffier de cette cour, le ou avant le huitième jour suivant immédiatement le jour où tel bref d'appel ou bref d'erreur a été fait rapportable, et à défaut de telle production, ils seront forclos de produire telle comparution dans telle poursuite, dans laquelle les procédés subséquents pourront être faits *ex parte*, contre la partie ainsi en défaut comme susdit.

12. Que les griefs d'appel ou la spécification des erreurs, suivant le cas, dans chaque poursuite, seront produits dans les huit jours, immédiatement après le rapport du bref d'appel ou du bref d'erreur, suivant le cas, et la transmission du dossier et des procédés de la cour inférieure, et contiendra spécialement les divers moyens et raisons d'appel, et les divers erreurs pour lesquelles l'infirmité du jugement dont est appel, est demandée; et si les griefs d'appel et la spécification des erreurs n'ont pas été produits dans le temps susdit, il sera loisible à l'avocat de l'intimé ou du défendeur en erreur, par avis par écrit sous sa signature, à l'adresse de l'avocat de l'appelant ou du demandeur en erreur, dans telle poursuite de demander les griefs d'appel ou la spécification des erreurs, suivant le cas, et, si les griefs d'appel et la spécification des erreurs ne sont pas produits dans les six jours à compter de

tel avis, chaque telle poursuite en appel ou en erreur sera déboutée avec dépens.

13. Que les réponses aux griefs d'appel, dans chaque poursuite en appel, et la réponse en erreur dans chaque poursuite en erreur, seront produites dans les huit jours après la production des griefs d'appel ou la spécification des erreurs, et, si elles ne sont pas ainsi produites, il sera loisible à l'avocat de l'appelant ou du demandeur en erreur, suivant le cas, par avis, par écrit, sous sa signature, adressé à l'avocat de l'intimé ou du défendeur en erreur, dans telle cause, de demander les réponses aux griefs d'appel ou la réponse en erreur ; et si telles réponses en appel ou réponses en erreur ne sont pas produites dans les quatre jours, à compter de la signification de tel avis, l'intimé ou le défendeur en erreur, suivant le cas, sera complètement forclos de produire une réponse aux griefs d'appel ou une réponse en erreur ; et l'appelant ou le demandeur en erreur pourra, après avis donné à la partie adverse de son intention de ce faire, procéder à l'audition de sa cause en appel ou en erreur, *ex parte*, et au jugement en icelle, sans l'intervention de l'intimé ou du défendeur en erreur.

14. Que les factums de l'appelant et de l'intimé, ou du demandeur et du défendeur en erreur, dans chaque poursuite en appel ou en erreur, au nombre de dix de chaque côté, seront remis par l'appelant et l'intimé, le demandeur et le défendeur en erreur, respectivement, au dit greffier de cette cour, pour être par lui produits sous les dix jours après la production des réponses aux griefs d'appel, ou de la réponse en erreur. Et si le factum de l'appelant ou du demandeur en erreur n'est pas ainsi remis et produit, la poursuite en appel ou en erreur de tel appelant ou demandeur en erreur sera considérée être abandonnée, et, sur motion de l'intimé ou du défendeur en erreur, sera déboutée avec dépens. Et si le factum de l'intimé n'est pas remis et produit, comme susdit, tel intimé ou défendeur en erreur, sera considéré comme ayant abandonné telle poursuite en appel ou erreur, et elle pourra être entendue *ex parte*, de la part de l'appelant ou du demandeur en erreur, et jugement pourra être rendu en icelle sans l'intervention de l'intimé ou du défendeur en erreur.

15. Qu'aussitôt que les réponses aux griefs d'appels ou la réponse en erreur, suivant le cas, auront été produites, il sera loisible à l'une ou l'autre des parties qui aura produit son factum de mettre telle cause sur le rôle pour audition, en l'inscrivant sur le rôle tenu à cet effet par le dit greffier de cette cour en vacance ou en terme ; de laquelle inscription deux jours d'avis seront donnés à la partie adverse.

16. Qu'après l'inscription d'une cause pour audition finale, il sera du devoir du greffier de cette cour de remettre, sans délai, aux juges respectivement, des factums imprimés formant partie des factums produits comme susdits dans telle cause, et de fournir

à l'avocat de chaque partie qui aura produit son factum, sur sa demande, une copie imprimée du factum de la partie adverse, et il y gardera et produira de record un des factums imprimés des dites parties respectivement.

17. Qu'il sera du devoir du dit greffier de cette cour de préparer et de tenir un rôle des causes qui auront été inscrites pour audition, dans l'ordre dans lequel elles auront été inscrites ; duquel rôle les causes qui devront être entendues seront appelées chaque jour, dans l'ordre qu'elles auront sur le dit rôle.

18. Que dans les cas où une poursuite en appel ou en erreur ayant été inscrite pour audition et étant appelée du rôle, l'appelant et l'intimé ou le demandeur et le défendeur en erreur, ne comparaitront pas, ou ne seront pas prêts à procéder, chaque telle poursuite sera rayée du rôle ; et dans les cas où une poursuite en appel ou en erreur ayant été inscrite pour audition, et étant appelée du rôle, l'appelant ou le demandeur en erreur ne comparaitra pas et l'intimé ou le défendeur en erreur comparaitra, chaque telle poursuite sera déboutée avec dépens à l'intimé ou au défendeur en erreur ; et dans les cas où une poursuite en appel ou en erreur ayant été inscrite pour audition et étant appelée du rôle, l'intimé ou le défendeur en erreur ne comparaitra pas, et l'appelant ou demandeur en erreur comparaitra et sera prêt à procéder, chaque telle poursuite sera entendue de la part de l'appelant ou du demandeur en erreur comparant ainsi *ex parte*, et sur ce, telle ordonnance et jugement seront faits et rendus en icelle suivant la loi et la justice, sans frais, dans tel cas, à l'intimé ou au défendeur en erreur.

19. Que dans toutes poursuites qui seront ci-après entendues, devant cette cour, il ne sera pas entendu plus de deux conseils en ouvrant la cause ou en réponse, et un seul en réplique.

20. Que lorsqu'une demande sera faite à cette cour, dans aucune poursuite, sur une affaire spéciale qui n'apparaît pas au dossier ou au procédés dans telle poursuite, telle affaire spéciale sera d'abord appuyée d'affidavit ; et une copie de l'affidavit et un avis de deux jours de telle motion seront signifiés à la partie adverse, et aucune telle motion ne sera reçue à moins que tel affidavit, et un affidavit de la signification de l'avis comme susdit n'aient été lus et produits.

21. Que toute motion pour un appel d'un jugement interlocutoire sera accompagnée des copies de tel jugement interlocutoire, et des plaidoyers produits dans la cause avec des copies de tels exhibits et procédures en icelle qui seront importants et nécessaires à l'appui de telle motion.

22. Qu'une copie de chaque jugement de cette cour, en vertu duquel le dossier dans toute poursuite devant cette cour sera renvoyé à la cour inférieure, sera annexée au

dossier et transmise avec icelui sous le certificat du dit greffier de cette cour.

23. Que dans le calcul des délais la règle ordinaire *dies a quo non competatur termino*, sera observée, et dans tous les cas où un temps ou délai est prescrit, dans l'intervalle duquel il est nécessaire de faire quelque chose, et que le dernier jour de ce délai tombe le dimanche ou un jour de fête, ce délai sera *ipso jure* continué et étendu jusqu'au prochain jour juridique suivant.

24. Que toutes les règles et ordonnances faites ci-devant pour régler la pratique en appel et en erreur et maintenant en force dans cette cour, seront et sont par les présentes révoquées et annulées.

RÈGLES DE PRATIQUE ADDITIONNELLES.

REGULA GENERALIS (11 juillet 1857.)

L'expérience ayant démontré que les couverts en papier en usage jusqu'à présent sont insuffisants pour protéger les dossiers de cette cour contre les détériorations, il est ordonné par la présente, en conformité au statut à cet égard, qu'à l'avenir le greffier se procurera des chemises convenables ou des couverts extérieurs en parchemin pour chaque dossier; et pour rencontrer cette dépense, la somme d'un schelling et trois deniers lui sera payée en sus des autres sommes maintenant payables, lors de l'émanation d'un bref d'appel.

Il est de plus ordonné qu'au lieu du nombre actuel, il sera produit à l'avenir dans le bureau du greffier vingt-cinq copies imprimées des factums de chaque côté, en appel, et que les dits factums soient imprimés comme ci-devant, sur papier *folio*.

REGULA GENERALIS (12 octobre 1857.)

Des doutes ayant surgi sur la question de savoir si le nombre additionnel de factums requis par la règle du onzième jour de juillet dernier, serait sujet au paiement d'aucun honoraire ou charge, il est par la présente ordonné qu'aucun honoraire ou charge quelconque ne sera demandée ou payée au sujet de tels factums additionnels.

REGULA GENERALIS (7 septembre 1858.)

Il est ordonné que dans toutes les causes d'appel de la Cour de Circuit une copie de la requête sera laissée au greffier des appels, pour chacun des juges de la cour, au moins six jours avant l'argument.

REGULA GENERALIS (6 déc. 1859.)

1. A l'avenir, sur les appels de la Cour de Circuit, les parties auront chacune à produire un factum imprimé, de la même manière, sous les mêmes délais, et sous les mêmes peines que prescrit et établi par la règle qui concerne les appels de la Cour Su-

périeure. La partie appelante ne sera pas obligée à l'avenir, de fournir des copies de sa requête en appel.

2. A l'avenir, sur chaque appel, tant de la Cour Supérieure que de la Cour de Circuit, le témoignage verbal recueilli dans la cause sera imprimé et fera partie du factum; c'est-à-dire, que l'appelant fera imprimé, avec son factum, le témoignage qu'il aura recueilli lui-même en cour de première instance; et l'intimé en fera autant, en ce qui le concerne.

REGULA GENERALIS (9 déc. 1861.)

Il est ordonné que l'appelant, dans chaque cause, insérera dans son factum, une vraie copie du jugement dont il appelle, et les deux parties, l'appelant et l'intimé, mettront, sur l'endossement du dit factum, le nom de la cour qui a rendu le jugement, dont appel a été interjeté.

REGULA GENERALIS (5 juin 1862.)

Il est ordonné qu'à l'avenir communication du dossier, dans chaque cause, soit donnée à l'avocat de chaque partie, sur son reçu produit au greffier de la cour; et que l'ordre de cette cour ou de l'un des juges d'icelle requis jusqu'ici par la troisième règle de pratique ne soit plus exigé.

REGULA GENERALIS (4 juin 1864.)

Il est ordonné qu'à la fin de chaque terme, le greffier de cette cour donnera à chaque juge une liste des causes dans lesquelles un appel a été accordé à Sa Majesté en son Conseil Privé.

Qu'immédiatement après la transmission de la copie du dossier, au greffier du Conseil Privé, le greffier de la cour en informera chaque juge d'icelle.

REGULA GENERALIS (9 mars 1865.)

Il est ordonné que les appels des jugements dans les actions en expulsion intentées sous l'acte des locataires et locataires, auront, pour l'audition, préséance dans cette cour, sur les autres causes.

REGULA GENERALIS (9 juin 1865.)

Il est ordonné qu'aucun avocat, procureur, protonotaire, shérif, crieur, huissier, officier du shérif ou officier de cette cour ne sera caution ou sûreté, dans aucune action ou procédure du ressort de cette cour, ou d'aucun juge d'icelle.

REGULA GENERALIS (20 sept. 1866.)

Un honoraire de trois louis dix schellings, est, par la présente, accordée à chaque avocat pour dépenses de voyage entre Montréal et Québec et de tout autre district à chacune des dites localités.

REGULA GENERALIS (1er juin 1867.)

Il est ordonné que le greffier de cette cour,

immédiatement après la réception des papiers transmis dans une cause réservée pour l'opinion de la cour, mettra telle cause sur le rôle pour audition le premier jour juridique du terme alors prochain.

Brefs d'erreur.

Il est ordonné que le demandeur en erreur, dans toute cause criminelle, pour une spécification des erreurs, le premier jour juridique après le jour du rapport du dit bref.

Que la réponse en erreur sera produite le premier jour juridique suivant la production de la spécification des erreurs.

Que le greffier de cette cour, sur réception de la réponse en erreur, mettra de suite la cause sur le rôle pour être entendue sur les erreurs alléguées.

REGULA GENERALIS (3 févr. 1876.)

Il est, par la présente, ordonné que dans tous les appels à être institués à compter de cette date, les parties seront tenues d'imprimer au long dans un appendice à être annexé à leur factum, les dépositions des témoins entendus à leur demande, et aussi les admissions données par la partie adverse, et aucun honoraire et déboursé ne sera accordé, pour la préparation ou l'impression d'aucun factum, ou l'impression de telles dépositions et admissions, à moins que les dites dépositions et admissions ne soient ainsi imprimées au long, en y comprenant la date, le *jurat* et la signature.

REGULA GENERALIS (16 mars 1877.)

Le premier jour de chaque terme, le greffier des appels mettra devant la cour une liste de toutes les causes pendantes devant elle, dans lesquelles aucun procédé n'a été fait depuis plus d'un an, indiquant le nom des parties et de leur avocat respectif, la nature et la date du dernier procédé fait dans telle cause; et telles causes seront censées avoir été abandonnées, et la cour pourra, sans aucune demande à cet effet, ordonner que les dossiers soient transmis à la cour inférieure.

Cette règle sera applicable tant aux causes maintenant pendantes qu'aux causes futures, depuis et après le premier jour de mars 1878.

Dans toutes les causes d'appel et d'erreur, les parties peuvent, au lieu des factums maintenant requis, produire un factum spécial alléguant le jugement ou les jugements dont on appelle, et autant des procédés, de la preuve, des documents et ordonnances dans la cause qu'elles pourront juger nécessaires pour permettre à la cour de décider les questions en litige, avec telles propositions de droits ou de faits sur lesquelles les parties pourront respectivement s'appuyer, et tel factum spécial sera considéré comme commun aux deux parties et donnera droit à l'avocat employé dans la cause aux mêmes honoraires que si des factums séparés avaient été produits. Les factums seront imprimés

sur du papier de onze pouces par huit et demi, le caractère devant être *cicero* à petit œil, interligné, et chaque dixième ligne numérotée à la marge.

REGULA GENERALIS (21 sept. 1878.)

L'expérience ayant démontré que le nombre actuel de vingt-cinq copies imprimées des factums et de la preuve de chaque côté en appel est insuffisant.

Il est ordonné qu'au lieu du nombre actuel, pour l'avenir, il sera produit au bureau du greffier quarante copies imprimées des factums et de la preuve de chaque côté en appel.

REGULA GENERALIS (21 juin 1879.)

1. Le factum en appel contiendra un état sommaire des plaidoyers et des questions de fait et de droit sur lesquelles la partie le produisant s'appuie, aussi dans un appendice, copies des dépositions des témoins produits par telle partie, devant la date de chaque déposition, aussi copies de toutes admissions obtenues par elle, et de toutes questions posées à la partie adverse, et toutes réponses faites par elle sur faits et articles, lorsqu'elle s'appuiera sur icelle.

2. De plus le factum de l'appelant contiendra une copie du jugement ou des jugements dont est appel, avec leur date respective, et tel jugement ou jugements apparaitront au commencement du factum de l'appelant.

3. Il y aura aussi un index des matières imprimées transmises par chaque partie, indiquant la page du factum à laquelle chaque document ou papier commence.

4. Les factums seront imprimés sur papier de onze pouces par huit pouces et demi, le caractère devant être *cicero* à petit œil (*small pica*) interligné et chaque dix lignes seront numérotées à la marge.

5. Les parties peuvent, de consentement par écrit, produire un factum conjoint.

6. Tel factum conjoint énoncera les questions de fait et de droit à être décidées par la cour avec une référence à telle partie des dépositions, admissions et questions et réponses sur faits et articles, à être imprimées dans un appendice, qui sont nécessaires pour la décision convenable des questions en litige entre les parties.

7. Tel factum conjoint sera dans la même forme, et à tous autres égards sera sujet aux mêmes règles et donnera droit aux parties à icelles aux mêmes honoraires que si des factums séparés avaient été produits.

8. Quarante copies de chaque factum ou du factum conjoint seront produites dans chaque cause.

9. Aucun factum non en conformité aux règles ci-dessus ne sera reçu par le greffier de la cour ou produit dans son bureau, ni sera taxé contre la partie adverse, excepté avec la permission de la cour ou d'un juge icelle, qui peut être accordée à tels termes et conditions que la cour ou le juge ordonnera.

10. Aucune partie ne sera entendue sur le mérite d'une cause si son factum ou *case* n'a été produit au moins huit jours avant le commencement du terme.

Six jours au moins avant le terme, le greffier de cette cour devra fournir à chacun des juges une liste imprimée des causes, suivant l'ordre de leur inscription, qui devront être entendues durant le terme. (Ordonnée le 4 juin 1808).

11. Les règles ci-dessus prendront effet quant à tous les factums produits le et après le dixième jour de septembre prochain, à compter de laquelle date toutes les autres règles de pratique sur le sujet auquel il est pourvu par les présentes seront considérées comme révoquées.

REGULA GENERALIS (27 mars 1882).

Il est ordonné qu'en addition aux copies de factum que chaque partie est maintenant tenue de produire dans chaque cause dans laquelle il y a appel par la loi au Conseil Privé, ou à la Cour Suprême, telles copies pour servir aux parties appelantes, au cas où

un appel serait porté à l'une ou l'autre des dites cours.

REGULA GENERALIS (24 mars 1883).

Il est par la présente ordonné que depuis et après cette date les sommes accordées pour l'impression des factums dont la production est requise devant cette cour seront aux taux de \$2 pour chaque page contenant quarante lignes de matière imprimée, et dans la même proportion pour chaque page contenant plus ou moins de quarante lignes.

REGULA GENERALIS (27 mars 1886).

Il sera alloué une somme de une piastre par page au lieu de deux piastres pour l'impression de tout factum et de tout appendice y annexé qui sera produit après ce jour. (16 mai 1886).

23 décembre 1892.

La Cour déclare que dorénavant elle n'entendra pas de causes dont le dossier ne sera pas en cour lorsque la cause sera appelée.

COUR SUPÉRIEURE.

RÈGLES DE PRATIQUE faites à une assemblée de juges de la Cour Supérieure, tenue au palais de justice, à Québec, les 22 et 23 décembre 1897. Présents: les honorables Sir Louis-Napoléon Casault, juge en chef, Sir Melbourne M. Tait, juge en chef suppléant, et les honorables juges Routhier, Caron, Bourgeois, Jetté, Taschereau, Gill, Cinon, Lorauger, Andrews, Pelletier, Larue, Ouimet, Davidson, Tellier, de Billy, Pagnuelo, Gagné, Doherty, Archibald, Curran, White et Lemieux.

II. EST ORDONNÉ, comme suit :

1. Toutes les règles de pratique antérieures sont rescindées et les suivantes sont établies et déclarées être les règles et les ordres de cette Cour.

2. Les Conseils de la Reine et les avocats pratiquant dans cette Cour s'y présenteront habillés de noir, avec cravate blanche et la robe et le rabat ci-devant en usage, et aucun d'eux n'y sera entendu, dans une cause, sans être ainsi costumé.

3. Le protonotaire se présentera en Cour habillé de noir avec cravate blanche et la robe et le rabat ci-devant en usage.

4. Le shérif se présentera en Cour habillé de noir avec cravate blanche, sa robe, la verge d'office et son épée.

5. Les députés protonotaires et députés shérifs se présenteront en Cour habillés de noir, avec cravate blanche, et la robe et le rabat, comme ordonné pour le protonotaire, et les députés shérifs auront, en outre, la verge d'office.

6. L'huissier audientier et les crieurs se présenteront en Cour habillés de noir, avec cravate blanche, et la robe ci-devant en usage. L'huissier audientier, ou le crieur en remplissant les fonctions, aura, en outre, le bâton d'office.

7. Le shérif, le protonotaire, l'huissier audientier et les crieurs feront acte de présence personnelle à leur place, cour tenante, depuis l'ouverture jusqu'à l'ajournement de la Cour.

8. Quand plusieurs divisions de la Cour siégeront en même temps, le shérif et le protonotaire pourront être représentés, dans chacune des divisions, par un de leurs députés, et l'huissier audientier par un crieur.

9. Les bureaux du shérif et du protonotaire seront ouverts tous les jours juridiques depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, et pendant toute la durée des séances du tribunal et la présence du juge en chambre.

10. L'huissier audientier et les crieurs devront se rendre au palais de justice à neuf heures du matin et y rester jusqu'à cinq heures du soir, et même après cette dernière heure tant que dureront les séances du tribunal ou qu'un juge sera présent au palais.

11. Tout ordres et règles, s'appliquant au shérif dans l'exécution de ses devoirs, s'étendront à ses députés et au coroner, et au protonotaire ou son député, chaque fois qu'ils exerceront les fonctions du shérif.

12. Aucun avocat ou procureur, shérif, protonotaire, député de l'un ou de l'autre de

ces deux officiers, huisier ou officier du shérif, huisier audencier et crieur ne pourra se porter caution dans une action ou procédure de la compétence de cette cour ou d'un juge d'iceux.

13. Un commissaire, nommé pour recevoir les affidavits qui doivent servir devant cette Cour, doit, avant d'agir comme tel, prêter serment. Il ne peut pas recevoir ceux de ses parents jusqu'au degré de cousin germain inclusivement, ni ceux des parties qu'il représente dans une cause, ou dans une procédure même non contentieuse, excepté, pour les notaires, les cas où la loi les y autorise.

14. Toutes les décisions de cette Cour sur des points de pratiques seront entrées, par le protonotaire, quand il en sera requis par la cour, dans un livre par lui tenu à cet effet. Ce livre aura un index; et les praticiens pourront, durant les heures du bureau, y avoir accès et en prendre des extraits ou copies.

15. Toute infraction à un ordre ou règle de pratique de cette Cour, pour laquelle une pénalité, ou peine spécifique n'est pas poursuivie, sera considérée comme un mépris de cour et punie en conséquence.

16. Dans la computation des délais, aucune fraction de jour ne sera comptée, sauf le cas réglé par l'article 297 du code de procédure.

17. Lorsqu'un autre délai n'est pas spécifié, il est d'un jour franc, sans préjudice au pouvoir discrétionnaire du juge dans les cas d'urgence.

18. Le protonotaire doit tenir un registre où il entre tous les brefs comportant assignation autres que les brefs de *subpoena*. Cette entrée doit énoncer les noms du demandeur, et ceux des défendeurs s'ils sont connus; et, s'il y a plusieurs demandeurs les noms de l'un d'eux, en indiquant qu'il y en a d'autres, le montant demandé, la cause d'action, la nature du bref, le nom du procureur ou de la personne qui l'a demandé, la date de son émission et celle de son rapport s'il est rapportable à jour fixe. Toute personne pourra avoir accès à ce registre pendant les heures de bureau.

19. Le protonotaire doit aussi tenir un registre de tous les brefs d'exécution émis de son bureau, où sont indiqués le numéro de la cause, les noms des parties, le caractère du bref, le montant qui doit être prélevé en vertu d'icelui, la cause d'action, la date du jugement, le jour que le bref est émis et celui où il est rapportable, le nom de l'avocat ou de la personne qui l'a demandé, et tout ce que requis par l'article 789 du code de procédure. Toute personne peut avoir accès à ce registre pendant les heures de bureau.

20. Le protonotaire devra aussi tenir un plunif où sont entrés le numéro de chaque cause et les noms des parties, et, à la suite, la nature de la dette et du bref contenant assignation, sa date et celle de son rapport, des notes suc-

cinctes de tous les papiers produits, de toutes les procédures, de tous les ordres et décisions, des jugements interlocutoires, du jugement final, avec la date de chacun, le nom des témoins et leur taxe, et la mention de ceux qui ont été examinés, la date des brefs d'exécution et de leur rapport, ainsi que la nature d'iceux et du rapport, la nature des oppositions et réclamations produites, la date de leur production, ainsi que tous les détails sus-mentionnés des productions, procédures, ordres, décisions et jugements sur icelles, la date de la production des rapports de distribution et de collocation; celle de leur homologation et de leur transmission au shérif, et, en général, une note succincte de tout ce qui aura été fait dans chaque cause. Il devra aussi tenir un registre séparé où seront entrés au long tous les ordres, décisions et jugements dans chaque cause, avec leur date, le nom du ou des juges qui les auront rendus, le numéro de la cause et les noms, domicile actuel et qualité des parties. Ce plunif et ce registre seront communiqués, pendant les heures de bureau, à toutes les personnes qui le demanderont.

21. Le protonotaire devra préparer, et remettre au juge qui présidera le tribunal, un rôle des causes qui devront être plaidées, et où seront entrées séparément, pour chaque jour, les motions, les causes inscrites *ex parte*, celles sur exceptions préliminaires, celles sur défense en droit, celles inscrites au mérite et celles inscrites pour enquête et mérite. Ce rôle comprendra le numéro de la cause et, sommairement, les noms des parties et de leurs procureurs.

22. Le protonotaire devra, avant de mettre un dossier délibéré sur le mérite, numérotier toutes les pièces du dossier suivant la date de leur production, et devra, avec le dossier, transmettre au juge une copie des interlocutoires qui peuvent être revisés par le jugement final, à l'exception des décisions à l'enquête qui sont déjà entrées dans les dépositions.

23. Le protonotaire devra préparer, pour son usage, un semblable rôle où il mettra, pendant les séances du tribunal, toutes les procédures qui y auront lieu, tous les ordres qui y seront donnés par le tribunal et toutes les décisions sur matières incidentes qui y seront prononcées sans délibéré, excepté les décisions à l'enquête qui sont notées dans les dépositions.

24. Le shérif devra aussi tenir, à son bureau, un registre de tous les brefs d'exécution contenant tous les détails mentionnés à la règle 19 avec mention du caractère du bref, ainsi que de toutes les oppositions qui y seront produites et de tous les procédés et matières y relatifs, et des enchères écrites qui y seront offertes. Et toute personne pourra avoir accès à ce registre pendant les heures de bureau.

25. Tout bref comportant assignation, autres que ceux de *subpoena*, et les brefs

d'exécution ne seront émis que sur comparution et *fiat* du procureur ou de la partie les demandant ; et la production de l'affidavit, s'il en est requis pour leur émanation. Si le bref est d'exécution, le *fiat* devra comprendre toutes les indications mentionnées dans la règle 19.

26. Le bref de *Venire Facias* et le bref d'*Habeas Corpus* seront aussi demandés par *fiat*.

27. Le *fiat* pour bref comportant assignation devra indiquer le jour du rapport du bref, s'il doit être fait rapportable à date fixe, sinon il devra indiquer le délai dans lequel le défendeur ou toute autre devra comparaitre après son assignation.

28. Toutes significations à l'avocat ou procureur d'une partie seront faites entre neuf heures du matin et cinq heures du soir. Celles aux parties, entre les heures fixés par l'article 126 du code de procédure.

29. Toute pièce quelconque de procédure devra être signée par le procureur, ou par le notaire dans les cas où il est autorisé à représenter une partie, ou par la partie elle-même, si elle n'est pas représentée par un procureur ou un notaire.

30. Lorsque l'exposé des causes de la demande sera contenu dans le bref même, le nom du procureur du demandeur devra être écrit d'une manière lisible sur le dos du bref d'assignation, et sur la copie qui sera signifiée.—C. P., 123.

31. Tout affidavit, ou certificat de signification doit contenir les énonciations mentionnées aux numéros 1, 2, 3 et 6 de l'article 153 du code de procédure ; et, lorsque la signification est faite à une personne qui n'est pas, par le code de procédure, tenue de faire, ou réputée avoir fait, élection de domicile, cet affidavit ou certificat doit contenir, en outre, les énonciations mentionnées aux numéros 4 et 5 du dit article 153.

32. Lorsque le bref est rapporté, avec la permission du juge, après le délai fixé pour le rapport, avis en doit être donné au défendeur. Si le défendeur a comparu, le délai pour plaider court de la signification de cet avis. Si le défendeur n'a pas comparu, l'avis devra indiquer la date fixe à laquelle, ou le délai dans lequel le défendeur devra comparaitre, comme s'il s'agissait d'une nouvelle assignation.

33. Chaque inventaire d'exhibits sera signé et contiendra une liste de tous les exhibits produits, indiquant, sous le numéro de la cause et le nom des parties, le numéro donné à l'exhibit, sa date et sa description. Il ne sera reçu aucun exhibit qui ne sera pas ainsi mentionné dans l'inventaire.

34. Aucun papier de quelque description que ce soit à l'exception des exhibits, ne sera reçu par le protonotaire, à moins qu'il ne soit lisiblement écrit sur un côté seulement et sur bon papier tellières (*foolscap*) et à moins que l'endos n'indique sa nature, la partie qui le produit, et, s'il est produit dans une cause,

le numéro de cette cause et les noms des parties.

35. Une note succincte de la date de la production au bureau du protonotaire, ou à celui du shérif, d'une pièce ou document quelconque sera inscrite au dos de la pièce ou document avec les initiales de l'officier les recevant.

36. Toutes les parties auront droit à la communication, au bureau du protonotaire, des exhibits et autres documents produits dans la cause. Le consentement pour le déplacement devra être par écrit, et le récépissé daté et signé par l'inventaire.

37. Sans le consentement de toutes les parties intéressées, aucun exhibit, dans une cause, ne sera retiré, durant l'instance, ou durant les six mois qui suivront le jour du jugement final dans telle cause, sans la permission d'un juge ; et, si cet exhibit n'est pas la copie d'un acte authentique, il ne pourra être retiré que sur dépôt au dossier d'une copie de l'exhibit certifiée par le protonotaire, à moins que le juge n'en ordonne autrement.—C. P., 159, 1209.

38. Le cautionnement pour frais, lorsqu'il est ordonné, pourra être remplacé par le dépôt, au bureau du protonotaire, d'une somme, en argent ayant cours ou en billets de banque, dont le tribunal, ou le juge, fixera le montant, et qui pourra être augmenté quand les procédures adoptées en démontreront l'insuffisance.

39. Le dépôt requis pour la revision mentionnée à l'article 33 du code de procédure sera de \$10, et un jour d'avis de cette revision devra être donné à la partie adverse.

40. Le dépôt, qui devra accompagner la présentation d'une motion comportant exception préliminaire, sera la somme qui, d'après les tarifs alors en force, comprendra, suivant la classe d'action, le montant réuni de l'honoraire auquel le procureur du demandeur aura droit sur le rejet de cette motion et ce qui doit être payé au protonotaire sur sa production.—C. P., 165.

41. La somme qui devra être consignée au greffe, avec la motion pour fixer un jour pour un procès par jury, sera le montant réuni de douze piastres pour les jurés et des sommes payables, d'après le tarif alors en force, au shérif, au crieur et au protonotaire pour choisir le jury, pour le bref *Venire Facias*, pour appeler et assermenter les jurés et enregistrer le verdict. Si la somme ainsi déposée n'est pas suffisante pour payer les frais du shérif, la balance requise sera payée au shérif lui-même, avant que le jury soit assermenté ; si la somme payable aux jurés n'est pas suffisante, la balance requise sera payée au protonotaire avant que le jury ne donne son verdict.—C. P., 434.

42. Toute comparution devra être par écrit et signée.

43. Outre les avis que requiert le code de procédure, un procureur ne peut cesser d'oc-

cuper pour une partie sans la permission du juge.—C. P., 260.

44. La mise en demeure de nommer un nouveau procureur se fait par motion.—C. P., 262.

45. La révocation et la substitution d'un procureur doivent être autorisées par le juge.—C. P., 265.

46. Le délai d'assignation pour répondre sur faits et articles, sous serment déféré d'office, est d'un jour juridique ; mais, lorsque la partie assignée à répondre sur faits et articles est une corporation, ou une compagnie légalement reconnue, ce délai est de six jours, avec, dans l'un et l'autre cas, addition d'un jour quand la distance de la résidence de la partie assignée, ou le bureau principal de la corporation ou compagnie, est à plus de cinquante milles du lieu où elle doivent comparaître, et d'un jour pour chaque cinquante milles additionnels.

47. Toute requête, et toute motion, ou demande spéciale doit énoncer les faits et moyens invoqués à son appui, et être soutenue d'un affidavit qui doit être signifié à la partie adverse, en même temps que la requête, motion ou demande, mais l'affidavit n'est nécessaire que lorsque les faits invoqués n'apparaissent pas au dossier, ou par les entrées au plumitif.

48. Chaque fois, hors des procédures dans les causes *ex parte*, qu'une signification devra être faite à une partie qui n'a pas fait élection de domicile, ou qui, aux termes du code de procédure, n'est pas réputée l'avoir faite, si cette partie réside à plus de cinquante milles du lieu où la requête, motion ou demande devra être présentée au tribunal, ou au juge, il devra être ajouté au délai un jour additionnel pour chaque cinquante milles en sus des premiers.

49. Nulle partie ne sera entendue sur d'autres raisons à l'appui d'une requête, demande ou motion spéciale que celles qui y seront mentionnées.

50. Toute motion proposant une exception préliminaire fondée sur ce que les noms, résidence ou qualité ne sont pas donnés, ou sur ce que toutes les parties ne sont pas en cause, doit indiquer les noms, résidence et qualité qui auraient dû être donnés, et ceux des parties dont la présence est nécessaire.

51. La règle 47 ne s'applique pas aux demandes et motions suivantes :

1. La motion demandant la réception d'un rapport d'experts.—C. P., 418.

2. La motion demandant l'homologation d'un rapport d'arbitre.—C. P., 417.

3. La motion pour définition des faits dont le jury doit s'enquérir. Cette motion doit être accompagnée du mémoire des faits que la partie croit nécessaire de soumettre à l'appréciation du jury. Et, lors de sa présentation au juge, la partie adverse, si elle désire en suggérer d'autres, le fera par un mémoire les indiquant.—C. P., 425.

4. La motion pour fixer le jour pour la formation du rôle.—C. P., 433.

5. La motion pour fixer un jour pour le procès et ordonner l'assignation du corps de jurés.—C. P., 433.

6. La motion objectant que le jury soit exclusivement composé de marchands ou commercçants.—C. P., 435.

7. La motion demandant que le jury soit exclusivement composé de personnes parlant la langue française, ou de personnes parlant la langue anglaise ou d'un jury *de medietate lingue*.—C. P., 436.

8. La motion pour acte de consignation faite dans une instance.—C. P., 584.

9. La motion pour mise en demeure de nommer procureur.

10. La motion pour substitution et celle pour révocation d'un procureur.

11. La motion pour que le shérif ou l'huisier rapporte son bref.

12. La motion pour débouter faute de procéder.

13. La motion demandant en tout ou en partie l'homologation de l'ordre ou de la distribution.

14. La motion pour ordre au shérif de produire personne.

15. La motion pour obtenir acte de la Cour.

52. Avis de toute requête, motion et demande spéciales et des simples motions doit être donnée à la partie adverse.

53. Le commissaire enquêteur ne peut pas décider les objections faites à l'enquête, ou aux questions sur faits et articles ; mais il doit prendre la réponse après avoir noté et réservé l'objection.

54. Chacune des parties peut prendre, au bureau du shérif, communication du bref de *venire facias* avant son rapport.

55. Chaque fois que le bref, la déclaration, la réponse et autre pièce de procédure est amendé, sans permission préalable, le délai pour y répondre ne court que de la signification et production de l'amendement. La même règle s'appliquera au cas prévu par l'article 517 du code de procédure.—C. P., 513.

56. Il ne pourra être prononcé un jugement, ni fait aucune procédure, dans une action fondée sur compte, avant que ce compte avec le détail de tous les items qui le composent n'ait été signifié et produit.—C. P., 532.

57. La partie qui a fait l'option du procès par jury devra, aussitôt que le juge aura défini les faits, déposer 25 copies imprimées, ou dactylographiées, des faits définis, au bureau du protonotaire qui en remettra une à chacun des douze jurés, après qu'ils auront été assermentés.

58. Aucune requête, ou demande, excepté celle de procéder *in formâ p.uperis*, ne sera

présentée au juge en chambre sans avoir été préalablement présentée au protonotaire et le montant payable sur sa production soldé.

59. Dans le cas d'exécution prise par la partie, en son nom, pour les frais distraits au procureur, le consentement de celui-ci devra être mentionné dans le bref et dans le procès-verbal de saisie.—C. P., 555.

60. La demande de paiement, lors d'une première exécution n'est requise que lorsque la saisie est faite au domicile du saisi ou en sa présence.—C. P., 635.

61. Un exemplaire du procès-verbal de carence devra être laissé au saisi.

62. Toute opposition signifiée au shérif, ou produite à son bureau, ou au bureau du protonotaire, doit être accompagnée de toutes les pièces littérales invoquées à son soutien, avec une liste ou inventaire de ces pièces. Celles signifiées à l'huissier peuvent n'être pas accompagnées des pièces et inventaire ; mais, dans ce cas, ces pièces et inventaire doivent être produits au greffe sans délai.

63. Toute opposition qui n'est pas signée par un procureur qui a fait élection de domicile tel qu'exigé par l'article 86 du code de procédure, doit contenir une élection de domicile à quelque maison, habitée dans le rayon d'un mille du lieu où siège le tribunal.

64. Aucune opposition à la saisie d'immeuble, fondée sur ce que le débiteur a des meubles, ne peut être reçue que lorsqu'elle contient l'énumération, la valeur et situation des meubles que le saisi prétend posséder, et, en aucun cas, elle ne sera produite que sur permission du juge.

65. Le protonotaire devra afficher les rapports de collocation et de distribution le premier jour juridique de la semaine qui suivra leur préparation, et tenir affiché, dans un endroit de son bureau apparent et accessible à tout le monde, un tableau des dits rapports.

66. Le saisi ne peut demander le renvoi de la saisie ni inscrire sa cause pour jugement contre le tiers-saisi défaillant, avant le premier jour des séances du tribunal qui suit l'expiration de huit jours après le défaut constaté.

67. Les cautionnements mentionnés à l'article 800 du code de procédure doivent être donnés, celui par les créanciers subséquents dans les quinze jours après l'homologation du rapport de collocation, celui par le saisi dans les quinze jours suivants le délai accordé aux créanciers, et celui par les créanciers conditionnels dans les quinze jours suivant le délai accordé au saisi ; mais le juge peut, sur demande spéciale, dont avis doit être donné aux autres intéressés, prolonger ces délais. Avis du jour où sera fourni le cautionnement doit aussi leur être donné avec l'indication des cautions qui seront offertes. Le délai de ce dernier avis ne doit pas être moins de trois jours.

68. Lorsque la contestation n'est que de l'ordre, ou du rang des créances, le délai de l'avis d'inscription n'est que de trois jours.

69. L'ordonnance mentionnée à l'article 831 du code de procédure sera rendue sur motion, dont avis de trois jours avec les additions de temps accordés par l'article 149 du même code, sera donné aux parties intéressées, à leur domicile, résidence ou places d'affaires, ou au greffe du tribunal, si elles n'ont pas de domicile, résidence ou place d'affaires.

70. La décharge de fournir les aliments accordés à la personne contrainte par corps est prononcée en observant les mêmes formalités que pour l'obtention des aliments.—C. P., 844.

71. Le cautionnement autorisé par les articles 938 et 949 du code de procédure ne peut être reçu que sur avis à la partie adverse, indiquant les noms, résidences et qualités des cautions.

72. Dans les cas de saisie en main tierce, avant ou après jugement, de saisie-arrêt simple, de saisie-revendication, de saisie-gagerie et de saisie-conservatoire si les choses arrêtées, ou saisies, sont d'une nature périssables ou susceptibles de détérioration, le juge peut en ordonner la vente et la consignation au greffe des deniers en provenant. Cet ordre peut être obtenue par le tiers saisi, le saisissant ou le saisi, après avis préalable aux autres parties.

73. Les irrégularités dans le procès-verbal de saisie-arrêt simple, de saisie-gagerie, de saisie-revendication ou de saisie-conservatoire devront être invoquées par motion spéciale, dans les trois jours suivant celui du rapport du bref, et après avis à la partie adverse.

74. La demande pour séquestre est spéciale, et avis en doit être donné à la partie adverse.—C. P., 973.

75. Le cahier des charges devra être préparé par celui qui poursuit la licitation, et, à son défaut, par une autre partie, et être soumis au juge pour son approbation, après avis aux autres parties. Il devra être accompagné des pièces justifiant l'imposition des charges.—C. P., 1053.

76. Les frais et loyaux coûts que l'enchérisseur et les surenchérisseurs doivent offrir sont établis et déterminés par le juge, sur mise en demeure du requérant par simple avis à cet effet. Et, s'ils veulent donner caution, ce même avis doit donner les noms, qualités et résidences des cautions offertes.—C. P., 1076.

77. Lorsque le titre, dont l'acquéreur demande la ratification, le charge, en tout ou en partie, de prestations dont la valeur n'y est pas exprimée, celui-ci doit les faire évaluer par experts nommés dans la manière pourvue par l'article 1081 du code de procédure ; et leur valeur ainsi établie est ajoutée au prix, s'il y en a un, pour déterminer la

proportion de l'enchère et des surenchères. C.P., 1074.

78. Les experts mentionnés dans la règle précédente peuvent, en même temps, évaluer l'immeuble; et, s'ils ont fait cette évaluation, leur rapport tient lieu de celui requis par l'article 1081 du code de procédure.

79. La requête pour *certiorari* doit être présentée dans les six mois.

80. L'audition sur l'inscription pour être entendu sur le mérite, dans le cas de *certiorari*, n'a lieu que trois jours après sa signification.—C.P., 1304.

81. Le délai de l'avis de la présentation de la requête pour revision de la décision du protonotaire, dans les matières non contentieuses, est un jour, et cet avis pourra être donné au notaire qui représente la partie devant le protonotaire, ou par le notaire suivant le cas.

82. Dans le cas prévu par l'article 1330 du code de procédure, le juge fixe le jour où il sera procédé à la preuve et détermine la manière dont elle sera faite, soit par affidavit ou par déposition prise par sténographie.

83. Le délai de la signification des requêtes mentionnées aux articles 1314 et 1329 du code de procédure sera de trois jours avec l'addition de temps mentionné à l'article 149 du code de procédure.

84. L'opposition faite à l'apposition des scellés et la demande en main-levée d'iceux devront être signifiées à la partie qui a demandé les scellés, avec avis du jour et de l'heure où elles seront présentées.—C.P., 1375, 1376.

85. La juridiction du juge en chambre s'étend à l'exercice de tous les pouvoirs qui lui sont conférés par le code de procédure et aux procédures mentionnées aux articles 15, 691, 761 et 763 de ce code.

86. Dans le district de Québec, à l'exception de ceux des jours juridiques fixés pour les séances en revision et du samedi, tous les jours juridiques des mois de février, mars, avril, mai, juin, octobre et novembre, et les jours juridiques suivants le neuf septembre et le neuf janvier, et précédant le vingt-et-un décembre seront des jours où il pourra être procédé aux enquêtes et mérite.

87. Dans tous les cas où les honoraires des commissaires enquêteurs, experts, arbitres, auditeurs, praticiens, estimateurs et autres officiers nommés par le tribunal, ou par le juge, ne sont pas établis par la loi ou par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, ces honoraires seront les suivants :

Pour prestation de serment.....	\$ 1 00
Pour dépôt du rapport (quand requis)	1 00
Pour chaque jour de six heures qu'ils auront été employés, y compris la préparation et rédaction du rapport	5 00

Avec en outre leurs frais de voyage et d'hôtellerie, s'ils résident hors des limites de la cité, ville ou village où ils doivent remplir les devoirs qui leur sont imposés; et, si ces devoirs doivent être accomplis dans une autre municipalité, à plus de deux milles de leurs résidences.

88. A part les cas pourvus par la loi et les témoins experts qui auront droit à \$4 par jour, les témoins seront taxés \$1.00 par jour, plus leurs frais de voyage et d'hôtellerie réellement encourus. La partie n'est taxée comme témoin que lorsqu'elle est assignée comme tel par la partie adverse.

89. Les formules contenues dans l'appendice de ces règles doivent être employées dans les cas pour lesquels elles sont proposées; mais l'emploi d'autres de même teneur n'entraînera pas nullité.

COUR DE REVISION.

II. EST ORDONNÉ, comme suit :

1. Les jours où la Cour Supérieure siègera comme Cour de revision seront, à Montréal, tous les jours juridiques, et, à Québec, les quatre derniers jours juridiques des mois de janvier, février, mars, avril, mai, juin, septembre, octobre et novembre.

2. Lorsqu'un avis de la présentation d'une requête ou motion a été donné pour un jour fixé pour les séances en revision, et que, pour une cause quelconque, ce tribunal est empêché de siéger, telle requête ou motion sera remise au greffier et soumise au tribunal à sa prochaine séance.

3. Lorsque le jour où une cause doit être plaidée en revision, la partie qui a inscrit ne

comparaît pas, ou n'a pas produit le mémoire ci-dessus mentionné avec les notes sténographiques de ses témoignages, l'inscription peut être rejetée; et, si la partie adverse ne comparaît pas, ou n'a pas produit son mémoire et les notes de témoignages, celle qui a inscrit peut plaider *c.v. parte*.

4. Excepté dans le cas de revision de jugement sur opposition au mariage, chacune des parties doit produire un mémoire ou factum contenant les moyens qu'elle veut invoquer. Ce mémoire est divisé en articles numérotés mentionnant sous chaque numéro, les différents moyens et les points de droit invoqués en appuyant ceux-ci d'autorités légales s'y reliant par référence ou

transcription ; et les parties ne seront pas entendues sur d'autres moyens que ceux invoqués dans leur mémoire.

5. Ce mémoire devra être dactylographié (écrit au *type writer*) ; et cinq copies devront en être déposées au greffe du tribunal de la revision, deux jours avant que la cause soit plaidée. Une de ces copies restera pour former partie des archives en revision, une formera partie du dossier et sera renvoyée avec lui au protonotaire du district où la cause avait d'abord été jugée, et une sera remise à chacun des trois juges qui devront entendre la cause en revision.

6. Les motions qu'exigent les articles 493 et 494 du code de procédure n'exemptent pas de la production au mémoire mentionné dans les deux règles précédentes.

7. Le dossier transmis à la Cour de revision devra être accompagné d'une liste de tous les papiers le composant, d'une copie des entrées au plumitif et de tous les jugements, ordres et décisions dans la cause.

8. L'exécution provisoire, sa défense ou sa suspension ne pourront être accordées que sur requête spéciale mentionnant les raisons à son soutien, et appuyée d'un affidavit. La requête et l'affidavit doivent être signifiés à la partie adverse avec deux jours d'avis de sa présentation.

9. Le protonotaire devra préparer, et remettre à chacun des trois juges en revision, un rôle où les causes seront entrées suivant l'ordre des productions requises par l'article 1201 du code de procédure. Ce rôle devra comprendre le numéro de la cause, sommairement les noms des parties, celui de leurs procureurs, celui du juge dont le jugement est soumis à revision, avec la date du jugement et celle de l'inscription.

10. Le greffier devra préparer pour son usage un semblable rôle où il notera, pendant les séances du tribunal, toutes les procédures qui y auront lieu, tous les ordres donnés par le tribunal et toutes les décisions, sur matières incidentes, qui seront prononcées sans remise pour le délibéré.

COUR DE CIRCUIT.

IL EST ORDONNÉ, comme suit :

1. Les règles de pratique pour la Cour Supérieure et ses officiers sont celles de la Cour de Circuit et de ses officiers, et y seront observées dans tous les cas où sa juridiction le permet et où il n'est pas fait, par les présentes, de règles spéciales contraires pour les causes non appelables.

2. Les formules pour la Cour Supérieure seront celles pour la Cour de Circuit en y faisant les changements que requièrent les noms différents du tribunal, et en y désignant la Cour Supérieure plus spécialement qu'elle ne l'est dans les formules, lorsque le bref émis de la Cour de Circuit est rapportable à la Cour Supérieure.

3. Les règles suivantes ne s'appliquent qu'aux causes non appelables.

4. Le greffier tiendra un registre des jugements où seront entrés, au long, tous les ordres, décisions et jugements dans chaque cause avec leur date et le nom du juge qui les aura rendus, le numéro de la

cause et les noms, domicile actuel et qualité des parties.

5. Le greffier tiendra aussi un registre où seront entrés le numéro de la cause, les noms du demandeur et ceux des défendeurs si connus, (ajoutant, s'il y a plusieurs demandeurs, une indication à cet effet), la date de l'émanation du bref et de son rapport, sa nature, le montant de la demande et sa nature, le nom du procureur du demandeur, la comparution du défendeur, soit qu'elle soit personnelle ou par procureur, la date de production de défenses préliminaires et au fond, la date de l'inscription et du jugement et son montant, la date des différents brefs d'exécution et de leur rapport et leur nature, le montant qu'ils auront produit, les oppositions produites, leur contestation, le jugement sur icelles et sa date. Ce registre, ainsi que celui mentionné à la règle précédente, seront, pendant les heures de bureau, communiqués à tous ceux qui le requièrent.

REGLE GENERALE S'APPLIQUANT A TOUTES LES COURS.

Les règles de pratique, après avoir été faites tel que prescrit par l'article 73 du code de procédure, seront déposées au bureau du

protonotaire de cette Cour, à Québec, qui les fera traduire en anglais et publier dans la *Gazette Officielle* de Québec.

FORMULES.

No. 1

Fiat pour bref de sommation.

PROVINCE DE QUÉBEC, } COUR
District de } SUPERIEURE

A. B., (*domicile actuel et qualité*),
Demandeur.

25

C. D., (*résidence actuelle ou dernière connue*),
Défendeur.

Je comparais pour le demandeur, et demande un bref de sommation contre le défendeur pour comparaître (*si rapportable à date fixe*) le jour du mois de prochain ou présent: (*si à date indéterminée*) le sixième jour (*ou plus suivant la distance du lieu où doit se faire l'assignation*), après assignation. Demande \$ acte de dette, (*ou*) dommage (*ou suivant le cas.*)

Bref adressé à ce 189
E. F.,
Proc. du Dem.

N. B.—Les notes au bas de la formule No. 2, indiquent les changements qui, dans les cas y mentionnés, devront être faits à celle-ci.

No. 2.

Bref d'assignation adressé au shérif ou à un huissier du district où le bref est délivré.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi.

No.

A C. D. (*résidence actuelle ou dernière connue*)
Défendeur,

Nous vous commandons de comparaître en notre dite cour, au palais de justice, dans (*la cité ou la ville ou le village ou la municipalité de* suivant le cas) " le jour après la signification de ce bref " pour répondre à la demande de

A. B. (*domicile actuel et qualité*). Demandeur, contenue dans (*la déclaration ou la requête libellée suivant le cas*) ci-annexée.

À défaut par vous de ce faire, le demandeur pourra obtenir jugement contre vous par défaut.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait apposer aux présentes le sceau de Notre dite cour à ce (*jour, mois*) dans l'année de Notre Seigneur mil

A. B.
P. C. S.

Ce bref est adressé au shérif ou à un huissier du district (*nom du district où le bref est délivré.*)

No. 3.

Bref d'assignation adressé au shérif ou à un huissier d'un district autre que celui où le bref est délivré.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

No.

Au Shérif (*ou à un huissier*) du district de (*nom du district*).

SALUT.

Nous vous commandons d'ajourner C. D., (*résidence actuelle ou dernière connue*), Défendeur, à comparaître en notre dite cour, au palais de justice, dans (*la cité, ou la ville, ou le village ou municipalité de* suivant le cas), " le jour après la signification de ce bref " pour répondre à la demande de

A. B. (*domicile actuel et qualité*). Demandeur, contenue dans la déclaration ci-annexée.

À défaut, par le dit défendeur, de ce faire, le demandeur pourra obtenir jugement contre lui par défaut.

EN FOI DE QUOI, etc.

P. C. S.

N. B. 1° Lorsque la déclaration est écrite dans le corps du bref, il faut remplacer les mots "CONTENUE DANS LA DÉCLARATION CI-ANNEXÉE PAR CEUX LEQUEL RÉCLAME DE VOUS" (*avec blanc de demi page.*)

2° Au dos de la copie du bref signifiée au défendeur, l'officier faisant la signification doit mettre "SIGNIFIÉE LE (*jour, mois, année*) et sa signature.

3° Si le bref est fait rapportable à jour déterminé, il faut remplacer la partie entre guillemets par le jour et le mois avec les mots présents ou prochain (*suivant le cas.*)

4° Lorsque la poursuite est par le Procureur-Général pour la Couronne ou en sa qualité officielle, il faudra substituer aux

mots " A LA DEMANDE DE N. B. ETC., CONTENU DANS LA DÉCLARATION CI-ANNEXÉE" les suivants A L'INFORMATION LIBELLÉE DE NOTRE PROCUREUR GÉNÉRAL (DU CANADA OU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, suivant le cas.)

5° Dans les actions QUI TAM, il faut, après le mot " DEMANDEUR," ajouter " POURSUIVANT TANT EN SON NOM QUE POUR NOUS, ou en indiquant la partie conjointe autre que la couronne à laquelle appartient une partie de l'amende.

6° Dans l'assignation en prohibition, il faut, au nom du défendeur, ajouter celui du juge du tribunal inférieur, celui du tribunal même, suivant le cas.

7° La formule " No. 3 est celle qui doit être employée " quand le bref est adressé au shérif, ou à un huissier du district où il est délivré, et en même temps, au shérif, ou à un huissier d'un autre district.

No. 4.

Subpœna.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

A

1

2

3

4

No.

SALUT :

Nous vous commandons que, toutes affaires et excuses cessantes, vous et chacun de vous soyez et comparaissez en personne devant Nous, en Notre Cour Supérieure pour le district de , dans Notre , le jour d à DIX heures du matin du dit jour, pour rendre témoignage sur tout ce que vous savez dans une certaine cause actuellement pendante dans Notre dite Cour, devant Nous, entre

A. B.

et

C. D.,

dans une action et vous, ni aucun de vous, n'y manquerez aucunement, sous les peines de droit.

EN FOI DE QUOI, etc.,

ce jour de

Député P. C. S.

No. 5.

Subpœna duces tecum.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

No.

A

SALUT :

Nous vous commandons que, toutes affaires et excuses cessantes, vous et chacun de vous soyez et comparaissez en personne devant Nous, dans Notre Cour Supérieure pour le District de , dans Notre , le jour de à DIX heures du matin du dit jour, alors et là pour rendre témoignage sur tout ce que vous savez, et que vous apportiez avec vous et produisiez (blanc pour désignation de document à produire) pour démontrer toutes et chaque choses que le dit papier peut contenir, touchant une certaine cause actuellement pendante dans la dite Cour, devant Nous, entre

A. B.

et

C. D.

Et vous, et chacun de vous, n'y manquerez aucunement sous les peines de droit.

EN FOI DE QUOI, etc.

Député P. C. S.

No. 6.

Ordre pour répondre sur faits et articles, ou serment supplémentaire.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

A

Dans une cause No. de la dite Cour Supérieure dans laquelle A. B., (domicile et qualité comme dans l'assignation) est

Demandeur

C. D. (résidence comme dans l'assignation) est

Défendeur

Nous vous commandons à la requête de d'être et de comparaître en personne devant Nous, au palais de justice dans Notre , dans Notre dit District, le jour d à DIX heures avant-midi, pour alors et là répondre "aux Interrogatoires sur Faits et Articles qui vous seront soumis par la loi."

EN FAIT DE QUOI, etc.

Député C. P. S.

N. B.—Il faudra à la partie entre guillemets substituer sous serment supplémentaire qui vous est déferé.

No. 7.

**Assignment pour être examiné sur
cession de biens.**

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

IN RE Cession de biens par (blanc pour
nom du cédant.)

A.

NOUS vous commandons de comparaître devant un juge, ou le protonotaire, de cette Cour, au palais de justice, dans (cette cité, ou ville de) le (blanc pour date et mois présent ou prochain), pour y être interrogé relativement au bilan et à l'état des affaires du cédant sus-nommé, et Nous vous commandons de produire, alors et là, tous les livres et documents se rapportant au dit bilan et état des affaires du dit cédant.

EN FOI DE QUOI, etc.

Député P. C. S.

No. 8.

**Forme d'assignation sous l'article
811 du C. P.**

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

A. B.

Demandeur,

25

C. D.

Défendeur.

A.

NOUS vous commandons, à la demande de de comparaître devant un juge de cette Cour, ou devant le protonotaire d'icelle, au palais de justice en (la cité ou ville de) le (blanc pour date, mois présent ou prochain) à dix heures du matin, pour être interrogé sur tous les faits affectant une hypothèque (ou réclamation) mentionnée au certificat du régistrateur pour la division d'enregistrement (nom de cette division) (ou dans une opposition produite en cette cause), et de produire, alors et là, tous les livres ou documents en votre possession, relatifs à telle hypothèque (ou réclamation).

EN FOI DE QUOI, etc.

Député P. C. S.

No. 9.

Fiat pour bref de Venire facias.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

No.

A. B., (domicile actuel et qualité),

Demandeur.

25.

C. D., (résidence comme dans bref d'assignation),

Défendeur.

Je demande un bref de *Venire facias* adressé au Shérif de ce district, rapportable le
ce
18

Proc. du dem.

No. 10.

**Fiat pour capias, arrêt simple, saisie
revendication et saisie conser-
vatoire.**

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

A. B., (domicile actuel et qualité),

Demandeur.

C. D., (résidence actuelle ou dernière connue),

Défendeur.

Je compareis pour le demandeur et demande pour lui contre le défendeur un bref de *capias ad respondendum* adressé à rapportable le (nombre de jour après signification). Demande \$ action de dette (ou en dommages suivant le cas),

ce

18

Proc. du Dem.

N. B. 1° Si le bref est après jugement il faut le mentionner et donner la date du jugement.

2° Si le bref est pour arrêt simple, il faut substituer à "CAPIAS AD RESPONDENDUM," "SAISIE-ARRÊT POUR SAISIR ARRÊTER LES BIENS MOBILIERS DU DIT DÉFENDEUR."

3° Si le bref est pour "SAISIE REVENDICATION" ou pour "SAISIE CONSERVATOIRE," il faut substituer ces mots à "CAPIAS AD RESPONDENDUM" et ajouter l'énumération et description des biens meubles à saisir, et, après avoir mentionné le montant de la demande, mentionner ce qu'elle est.

No. 11.

Bref de Venire facias.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

No.

AU SHÉRIF DE NOTRE DISTRICT DE

Salut

Nous vous commandons d'assigner à comparaitre devant nous, dans notre Cour Supérieure, dans Notre (cité de, ou ville de, ou village de, ou paroisse de, suivant le cas) dans Notre dit district, le

à DIX heures du matin les diverses personnes nommées dans le rôle ci-annexé pour former le jury spécial dans la cause entre

A. B. (*domicile et qualité comme dans le bref d'assignation*).

Demandeur.

vs.

C. D. (*résidence comme dans le bref sus-dit*).

Défendeur.

Et ayez alors et là le présent bref.

EN FOI DE QUOI, etc.

P. C. S.

No. 12.

Bref de capias ad respondendum.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

No.

Au

SALUT :

NOUS vous commandons de prendre et arrêter

(*Noms et résidence actuelle ou dernière connue du défendeur.*)

s'il se trouve dans les limites de Notre District de ou dans tout autre District de cette province, et de le détenir sous bonne garde, et de Nous représenter sa personne dans Notre Cour Supérieure, en Notre dans Notre dit district de (le sixième ou plus) jour après que vous l'aurez arrêté comme sus-dit afin qu'il réponde à la demande de

A. B. (*domicile actuel et qualité.*)

Demandeur.

contenue en la Déclaration qui sera signifiée conformément à la loi ; et de continuer à le détenir jusqu'à ce qu'il ait été, en outre, fait et reçu ce qui, dans Notre dite Cour, sera ordonné à cet égard ; et ayez alors et là le présent Bref.

EN FOI DE QUOI, etc.

Député P. C. S.

N. B.—*Au dos du bref devra être entrée* Emis sur l'affidavit de pour la

somme de Ce jour de

18 . G. F.,
Proc. du dem.

N. B.—Pour cette formule et les deux suivantes, lorsque le capias est, pour son exécution, adressé aux huissiers, il faut entre les mots "PROVINCE" et ceux "DE LE DÉTENIR," insérer ce qui suit : "et de remettre la personne du dit C. D., avec le présent bref et le rapport de vos procédés sur icelui, au shérif de ce district. Et nous enjoignons au dit shérif de recevoir le dit C. D. et de le détenir etc. comme ci-dessus.

No. 13.

Bref de capias pendant l'instance.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

No.

A

SALUT :

NOUS vous commandons, dans une cause pendante devant notre dite cour, dans notre dit district, dans laquelle A. B. (*domicile actuel et qualité*) est demandeur et C. D. (*résidence actuelle ou dernière connue*) est défendeur, de prendre et arrêter la personne du dit C. D., s'il se trouve dans les limites de notre district, ou de tout autre district de cette province, de le détenir sous bonne garde et de Nous représenter sa personne dans notre cour Supérieure, en notre district de en notre (cité ou ville etc.), le jour après que vous l'aurez arrêté comme sus-dit, afin qu'il réponde à la demande contenue dans la requête ci-annexée dont copie certifiée, sera signifiée au dit C. D. en même temps qu'une copie certifiée du présent bref, et de continuer à le détenir jusqu'à ce qu'il ait été fait et reçu ce qui, dans notre dite cour, sera ordonné à cet égard, et ayez alors là le présent bref.

EN FOI DE QUOI, etc.

N. B.—*Si le bref est adressé à un huissier il faudra y faire les additions indiquées au bas de la formule précédente.*

Entrée au dos du bref telle que notée à formule No. 12.

No. 14.

Bref de capias après jugement.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

No.

A

SALUT :

NOUS vous commandons, dans une cause ci-devant pendante dans notre dite cour, en notre district de _____ en notre (cité ou ville, etc.) dans laquelle A. B. (domicile actuel et qualité) était demandeur, et C. D. (résidence actuelle ou dernière connue) était défendeur, et dans laquelle le dit demandeur a le _____ obtenu jugement contre le dit défendeur pour la somme de _____, avec intérêt à _____ par cent à compter du _____, et les dépens depuis taxés à _____ avec intérêts sur iceux à compter du _____ de prendre et arrêter la personne du dit C. D. (Le reste comme dans la formule No. 12).
Entrée au dos du bref telle que notée à formule No. 12.

No. 13.

Bref d'arrêt-simple.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de _____ } SUPERIEURE
VICTORIA, etc.

No.

Au Shérif de (ou Aux Huissiers de _____)
SALUT :

NOUS vous commandons, à la requête de A. B., (domicile actuel et qualité) demandeur, de saisir, arrêter les meubles et effets de C. D., (résidence actuelle ou dernière connue) défendeur, et de garder les dits meubles et effets jusqu'à ce qu'il ait été, sur la dite saisie, ordonné par cette Cour ainsi que de droit. Et NOUS vous commandons de plus d'assigner le dit défendeur à comparaître devant cette Cour au palais de justice en notre (cité ou ville ou village) le _____ jour après la signification sur lui de ce bref, pour répondre à la demande contenue dans la déclaration qui sera signifiée conformément à la loi, et pour alléguer les raisons, si quelqu'une il a, pour que la saisie-arrêt ne soit pas déclarée bonne et valable. Après quoi, vous Nous ferez rapport de vos procédés sur ce bref.

EN FOI DE QUOI, etc.

P. C. S.

Au dos du bref

Emis sur l'affidavit de _____ pour la somme
Proc. du Dem.

No. 16.

Bref de saisie-revendication.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de _____ } SUPERIEURE
VICTORIA, etc.

No.

Au Shérif de (ou aux Huissiers de _____)

SALUT :

NOUS vous commandons, à la requête de A. B., (domicile actuel et qualité) demandeur, de saisir, revendiquer les biens mobiliers suivants, savoir : (énumération et description des biens à saisir telle que dans le fiat), desquels le dit demandeur réclame la possession en qualité de (propriétaire, ou de gagiste, dépositaire, usufruitier, grevé de substitution ou substitué suivant le cas), et qu'il allègue être d'une valeur de _____ et être détenus par C. D. (résidence actuelle ou dernière connue) le défendeur, et de garder les dits biens mobiliers jusqu'à ce qu'il ait sur la dite saisie, été ordonné par Notre Cour, ainsi que de droit, et Nous vous commandons de plus d'assigner le dit C. D. défendeur à comparaître devant cette Cour, au palais de justice en notre (cité ou etc.) le _____ jour après signification sur lui de ce bref, pour répondre à la demande contenue dans la déclaration qui sera signifiée conformément à la loi, et alléguer les raisons, si quelqu'une il a, pour que la saisie sus-dite ne soit pas déclarée bonne et valable. Après quoi vous Nous ferez rapport de vos procédés sur ce bref.

EN FOI DE QUOI, etc.

P. C. S.

Au dos du bref.

Emis sur l'affidavit de _____ pour la
somme de \$ _____
Proc. du Dem.

No. 17.

Bref de saisie-conservatoire.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de _____ } SUPERIEURE
VICTORIA, etc.

No.

A

SALUT :

NOUS vous commandons, à la requête de A. B. (domicile actuel et qualité), demandeur, de saisir et arrêter les biens meubles suivants, savoir, (description telle que dans l'affidavit et fiat) en la possession de C. D. (résidence actuelle ou dernière connue) défendeur, dont lui dit demandeur est fondé (à recouvrer la possession, ou à être colloqué par préférence sur le prix d'icelui, ou à mettre sous la garde de la justice pour exercer l'exercice de ses droits, suivant le cas), et de les garder jusqu'à ce qu'il ait été, sur la dite saisie, ordonné par cette cour ainsi que de droit. Et NOUS vous commandons de plus d'assigner le dit défendeur à comparaître

devant cette cour, au palais de justice, en
notre (cité ou ville etc.)

(N. B. le reste comme dans le bref d'arrêt
simple.)

EN FOI DE QUOI, etc.

P. C. S.

au dos du bref.

Emané sur l'affidavit de
pour la somme de

Proc. du Dem.

No. 18.

**Fiat pour bref de saisie en main
tiers avant jugement.**

PROVINCE DE QUÉBEC, } COUR
District de } SUPERIEURE

A. B. (domicile actuel et qualité.)

Demandeur.

C. D. (domicile actuel.)

Défendeur.

et

E. T. (domicile actuel et qualité.)

Tiers-saisi.

Je compareis pour le demandeur et de-
mande pour lui contre le défendeur un bref
de saisie-arrêt entre les mains du tiers-saisi
sus-nommé, adressé à et rapportable
(heure, jour, mois, année). Demande \$
action (de dette ou en dommages, suivant le
cas.)

Ce 18

Proc. du Dem.

No. 19.

Fiat pour saisie-gagerie.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

A. B. (domicile actuel et qualité.)

Demandeur,

C. D. (résidence actuelle ou dernière connue),

Défendeur.

Je compareis pour le demandeur et de-
mande pour lui contre le défendeur un bref
de saisie-gagerie adressé à pour saisir
tous les biens et meubles meublants les lieux
suivants, savoir (description des lieux). Bref
rapportable le jour après la signification
du bref.

Demande \$ loyer
ce 18

Proc. du Dem.

No. 20.

**Fiat pour Bref de saisie-gagerie
par droit de suite.**

PROVINCE DE QUÉBEC, } COUR
District de } SUPERIEURE

A. B. (domicile actuel et qualité.)

Demandeur,

vs

C. (résidence actuelle ou dernière connue).

et

Défendeur,

E. F. (résidence actuelle ou dernière connue).

Mis en cause.

Je compareis pour le demandeur et de-
mande pour lui un bref de saisie-gagerie
adressé à pour saisir-gager les meubles
meublants, effets, animaux, "marchandises"
"et instruments servant à exploitation de
ferme" qui garnissaient les lieux suivants,
savoir : (description des lieux) et que le dit
défendeur C. D. a depuis moins de huit
jours, transporté sur ou dans les lieux sui-
vants, savoir : (description des lieux). Rap-
portable le jour après signification du
bref aux défendeurs.

Demande \$ loyer
ce 18

N. B.—Les mots "marchandises et instru-
ments servant à exploitation de ferme"
doivent être omis quand la location n'est ni
d'un magasin ni d'une ferme.

No. 21.

Bref de saisie-gagerie.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

No.

A

SALUT :

Nous vous commandons, à la requête de
A. B. (domicile actuel et qualité), deman-
deur, de saisir, arrêter par voie de saisie-
gagerie, entre les mains de C. D. (résidence
actuelle ou dernière connue) défendeur, tous
les meubles meublants, effets mobiliers, ani-
maux, "marchandises," et "instruments
servant à son exploitation" que vous trou-
verez "sur la ferme ainsi que" dans les
"magasin," boutique, maison et dépendan-
ces occupés par le défendeur et décrits
comme suit, savoir : (description des lieux),
et de les garder jusqu'à ce que, sur la dite
saisie, il ait été ordonné, par Notre cour sus-
dite, ce que de droit. Nous vous comman-
dons en outre d'assigner le dit C. D. défen-

deur, à comparaitre devant notre dite cour, au palais de justice, en notre (cité ou ville etc.), le jour après la signification sur lui de ce bref, pour répondre à la demande du dit demandeur, contenue dans la déclaration qui sera signifiée conformément à la loi, et alléguer les raisons, si quelqu'une il a, pour que la dite saisie ne soit pas déclarée bonne et valable. Après quoi vous nous ferez rapport de vos procédés sur ce bref.

EN FOI DE QUOI, etc.

P. C. S.

N. B.—Lorsque la location n'est pas d'un magasin, il faudra biffer dans le bref les mots MARCHANDISES ET MAGASINS; et, lorsqu'elle ne sera pas d'une ferme, il faudra biffer dans le bref, les mots "INSTRUMENTS SERVANT A SON EXPLOITATION" et les mots "SUR LA FERME AINSI QUE."

No. 22.

Bref de saisie-gagerie par droit de suite.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

A

SALUT :

Nous vous commandons, à la requête de A. A. (domicile et qualité), demandeur, de saisir arrêter par voie de saisie-gagerie tous les meubles meublants, effets et animaux qui, dans les huit derniers jours, meublaient et garnissaient les lieux suivants savoir : (description des lieux occupés par le locataire en vertu du bail) que le dit C. D. (résidence actuelle ou dernière connue) défendeur, possédait auparavant en vertu d'un bail à lui consenti, et que lui dit défendeur a, dans les huit jours sus-dits, enlevés et transportés sur ou dans la propriété suivante, savoir : (description des lieux où les meubles ont été transportés) appartenant, avant l'enlèvement ou transport susdit, à E. F. (domicile actuel et qualité) ou possédé par lui, et de les garder jusqu'à ce que NOTRE dite cour ait, sur la dite saisie, ordonné ce que de droit. Et nous vous commandons en outre d'assigner les dits C. D. et E. F. à comparaitre devant notre dite cour, au palais de justice, en notre (cité ou ville, etc.) le jour après signification à chacun d'eux du présent bref, pour répondre à la demande contenue dans la déclaration qui sera signifiée, conformément à la loi, et alléguer les raisons, si quelqu'une ils ont, pour que la dite saisie ne soit pas déclarée bonne et valable. Après quoi vous nous ferez rapport de vos procédés sur ce bref.

EN FOI DE QUOI, etc.

P. C. S.

Entrée au dos du bref.
Emis sur l'affidavit de
pour la somme de

Proc. du Dem.

No. 23.

Bref de saisie en main-tierce avant jugement.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
district de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

No.

A

SALUT :

Nous vous commandons à la requête de A. B., (domicile actuel et qualité), demandeur, d'ajourner C. D. (résidence actuelle), défendeur, et E. F. (domicile actuel et qualité), Tiers-Saisi, à comparaitre devant cette Cour au palais de justice, en notre (cité ou ville de ou de) de le jour du mois de (présent ou prochain), à dix heures du matin, pour le dit tiers-saisi déclarer, sous serment, les deniers, effets mobiliers ou autres choses qu'il peut avoir, ou avoir en sa possession appartenant au dit défendeur, ou qu'il pourra lui devoir ou avoir ci-après en sa possession; et Nous enjoignons au dit tiers-saisi de ne point se dessaisir des dits deniers, effets mobiliers ou autres choses avant qu'il ait été ordonné, par Notre Cour, ce que de droit sur la dite saisie, et le dit défendeur pour répondre à la demande du dit demandeur contenue dans la déclaration qui sera signifiée conformément à la loi, et alléguer les raisons, s'il en a quelqu'une, pour que la dite saisie ne soit pas déclarée bonne et valable. Et à défaut par eux de comparaitre, et par le dit tiers-saisi de faire la déclaration requise, jugement pourra être obtenu contre eux par défaut et la saisie-arrêt déclarée valable.

EN FOI DE QUOI, etc.

P. C. S.

Entrée au dos.

Emis sur l'affidavit de pour la somme de

Proc. du Dem.

N. B.—Dans les cas où la loi l'exige, la mention de la nature des fonctions du défendeur et de l'endroit où il exerce suivront immédiatement son nom et sa résidence actuelle.

No. 24

**Fiat pour bref de saisie-arrêt en
main tierce après
jugement.**

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

A. B. (domicile actuel et qualité.)

Demandeur ;

No.

vs.

C. D., (résidence actuelle ou dernière connue ; et, dans les cas où la loi l'exige, mention de la nature des fonctions du défendeur et de l'endroit où il les exerce.)

Défendeur ;

et

E. F. (domicile actuel et qualité.)

Tiers-saisi.

Je compare pour le demandeur et demande pour lui un bref de saisie-arrêt après jugement entre les mains du tiers-saisi. Bref adressé à et rapportable le (jour du mois).

" Jugement (date et montant) \$
" avec intérêt à par cent du (date)
" Dépens avec intérêt du
" Le demandeur est autorisé à prendre
" exécution pour les dépens en son nom."

ce 18

L. N.,

Proc. du Dem.

N. B.—1° Si la saisie-arrêt n'est prise que pour une balance ou n'est pas prise pour les dépens, la formule devra être changée en conséquence.

2° Lorsque la saisie-arrêt est demandée avant jugement on doit mettre dans ce fiat tout ce qui est guillemeté.

No. 25.

Bref de saisie-arrêt après jugement.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc., (comme au No. 2)

No.

A. B. (domicile et qualité comme dans le jugement),

Demandeur,

vs.

C. D. (résidence comme dans le jugement ;

et, dans les cas où la loi l'exige, mention de la nature de ses fonctions et de l'endroit où il les exerce.

Défendeur.

et

E. F. (domicile actuel et qualité),

Tiers-Saisi.

ATTENDU que le demandeur sus-nommé a obtenu jugement dans cette cour, contre le défendeur sus-nommé, le pour la somme de avec intérêts à par cent du " et les dépens depuis taxés à avec intérêts sur ceux de la date du jugement," et qu'il reste dû le montant entier de la dite somme, "des dépens" et des intérêts "sur l'une et sur les autres" (ou la balance de suivant le cas) ; "et attendu que le demandeur est autorisé à exécuter le dit jugement pour les dépens."

Nous vous commandons à vous dits tiers-saisi et défendeur et à chacun de vous de comparaitre devant cette cour, au palais de justice (en la cité, ou ville, ou village, ou paroisse suivant le cas) le jour du mois de (prochain ou présent suivant le cas) à dix heures du matin, vous le dit tiers-saisi pour déclarer, sous serment, quelles sommes d'argent rentes, revenus et effets mobiliers vous a. " ou aurez ci-après, entre les mains, dus ou appartenant au défendeur, et vous dits tiers-saisi et défendeur pour alléguer les raisons, si vous en avez quelqu'une, pour que la présente saisie ne soit pas déclarée bonne et valable. Et il vous est enjoint, par les présentes, à vous tiers-saisi de ne point vous dessaisir des sommes d'argent jusqu'à concurrence de la somme et des intérêts restant dus comme susdit autrement que voulu par la loi, et des dites sommes d'argent dont la loi ne vous autorise pas à disposer autrement, et des dits revenus, effets mobiliers et rentes avant qu'il en ait été ordonné par le tribunal.

A défaut par les dits tiers-saisi et défendeur de comparaitre, et par le dit tiers-saisi de faire la déclaration et d'obéir aux injonctions sus-mentionnées, lui dit tiers-saisi pourra être condamné par défaut au paiement de la somme en capital, dépens et intérêts restant due comme sus-dit, avec en outre aux dépens des présentes, auxquels dépens le défendeur sera condamné chaque fois qu'une saisie effective n'aura pas suffi pour acquitter tout ce que par lui dû.

EN FOI DE QUOI, etc., (comme dans les autres brefs).

Ce Bref est adressé à

P. C. S.

N. B.—Lorsque la saisie ne sera prise que pour la somme capital et les intérêts sur icelle, ou pour une partie d'iceux il faudra omettre les parties entre guillemets.

2° Lorsque le bref sera adressé au shérif ou à un huissier d'un district autre que celui où le bref est délivré, cette formule sera modifiée comme suit: après les noms, domicile et qualité du tiers-saisi, le bref sera sur une autre ligne, adresse A (désignation de ou des officiers auxquels le bref est adressé).

SALUT :

Puis sera inséré le premier alinéa commençant par le mot "ATTENDU" et le commandement sera comme suit :

Nous vous commandons d'assigner les dits tiers-saisi et défendeur sus-nommés et chacun d'eux à comparaitre devant cette cour, au palais de justice (en la cité, ou ville, ou village, etc., suivant le cas), le jour du mois de (prochain ou présent suivant le cas) à dix heures du matin, pour le dit tiers-saisi déclarer, sous serment, quels sommes d'argent, rentes, revenus et effets mobiliers il a ou aura ci-après entre les mains, dû ou appartenant au défendeur, et les dits tiers-saisi et défendeur alléguer les raisons, s'ils en ont quelque'une, pour que la présente saisie ne soit pas déclarée bonne et valable. Et il vous est enjoint; (le reste comme dans la formule 25). L'adresse du bref se trouvant au commencement du second alinéa ne sera point répétée à la fin.

No. 26.

Flat pour bref de fieri facias.

PROVINCE DE QUÉBEC,) COUR
District de) SUPERIEURE

No.

A. B. (domicile actuel et qualité comme dans le jugement).

Demandeur.

25.

C. D. (résidence actuelle comme dans le jugement).

No.

Défendeur.

Je demande pour le demandeur un bref d'exécution adressé au shérif de ce district pour saisir et vendre les biens mobiliers et immobiliers du défendeur Jugement (date) pour \$ avec intérêt sur \$ du à par cent.

Frais taxés avec intérêts de la date du jugement distraits en faveur de L. M. procureur. Le demandeur est autorisé à exécuter pour les dépens.

à

18

Proc. du Dem.

N. B.—Lorsque l'exécution n'est que contre les meubles, le bref peut être adressé au shérif ou aux huissiers, et, dans ce cas, il faut omettre les mots "ET IMMOBILIERS." Et, si celui

qui fait exécuter n'est pas autorisé à le faire pour les dépens, il faut retrancher tout ce qui y a rapport. Si l'exécution n'est que contre les immeubles il faut retrancher MOBILIERS, et dans ce cas le bref ne peut être adressé qu'au shérif.

No. 27.

Bref de Fieri Facias.

PROVINCE DE QUÉBEC,) DANS LA COUR
District de) SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

No.

SALUT :

VU QUE

A. B., (domicile et qualité dans le jugement.)

ci-devant, par le jugement de Notre dite Cour, en date du (jour, mois et année) a obtenu contre C. D. (résidence connue comme dans le jugement) la somme de courant; avec intérêt sur la somme de à compter (du jour, mois et année) à raison de pour cent par an, jusqu'au paiement, et les dépens depuis taxés à la somme de avec intérêts sur iceux depuis la date du dit jugement, les dits dépens distraits en faveur de Mre L. M., procureur; et vu que le dit jugement n'est pas encore satisfait, Nous vous commandons de prélever des biens mobiliers et immobiliers du dit C. D. dans votre district, la somme de courant, étant le montant de la dite dette et dépens pour lesquels le demandeur est autorisé à exécuter, avec intérêt sur l'une et les autres comme sus-dit, le tout restant à être payé, avec coût de ce bref et en outre vos frais et déboursés sur icelui, et de payer et déposer ces argents, suivant la loi, vos frais et déboursés étant préalablement déduits.

Et, après la dite vente, vous ferez à Notre dite cour rapport de ce bref et de vos procédés sur icelui.

EN FOI DE QUOI, etc.

Député C. S.

Proc. du Dem.

N. B.—Lorsque la saisie n'est qu'immobilière, il faut retrancher le mot "MOBILIERS." Et lorsque la saisie n'est que mobilière, il faut retrancher les mots "ET IMMOBILIERS"; et, dans ce cas, le bref peut être adressé au Shérif ou aux Huissiers nommés pour le district, ou seulement à ces derniers.

Si le saisissant n'est pas autorisé à agir pour les dépens il faut retrancher tout ce qui, dans la formule ci-dessus, a rapport aux dépens.

No. 28.

**Bref de Venditioni Exponas
article 60r.**

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

No.

Au Shérif, etc., et aux Huissiers, etc.

SALUT :

Attendu que (*le jour, mois et année*) A. P. (*domicile actuel et qualité comme dans le jugement*) a obtenu jugement, dans Notre dite cour, contre C. D. (*résidence comme dans le jugement*) pour la somme de \$ avec intérêts sur icelle à par cent à compter du avec les dépens depuis taxés à avec intérêts sur iceux de la date du jugement. Et attendu qu'une exécution a été émanée le en exécution du dit jugement, pour saisir et vendre les biens (*mobiliers et immobiliers, ou seulement mobiliers ou immobiliers*) du dit C. D., et attendu que les dits biens ont été saisis le (*le jour, mois et année*) tel qu'appert par le procès-verbal en date du annexé à ce bref ; mais attendu que le bref en vertu duquel a été opérée la dite saisie est (*perdu ou détruit*), et que les frais subséquents et le coût du présent bref se montent à

Nous vous commandons de procéder à la vente des biens saisis comme susdit, savoir : tels qu'ils sont décrits et mentionnés dans le procès-verbal ci-annexé, et, après déduction de vos frais et déboursés, de payer ou déposer le produit suivant la loi, et Nous vous ordonnons, après la vente de nous faire rapport de ce bref et de vos procédés en vertu d'icelui.

EN FOI DE QUOI, etc.

N. B.—*Le fiat pour ce bref ne diffère de la formule No. 27 que par l'addition des frais subséquents.*

No. 29.

**Bref de Fieri Facias sur
délaissement.**

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

No.

Au shérif du district de

SALUT :

Attendu que le (*jour, mois, année*) A. B. (*domicile et qualité comme dans le jugement*) demandeur, sur poursuite hypothécaire contre C. D. (*résidence comme dans le jugement*) défendeur, a obtenu, devant notre dite cour

supérieure, dans notre dit district de jugement déclarant la propriété suivante, savoir : (*désignation*) hypothéquée en sa faveur au paiement de la somme de avec intérêts sur icelle à par cent à compter du (*jour, mois, année*) et pour les dépens depuis taxés à avec intérêt sur iceux de la date du jugement, les dits dépens distraits en faveur de L. M. qui consent à l'exécution par le demandeur pour iceux ; et, attendu que le dit C. D. le (*jour, mois, année*) a fait délaissement de la dite propriété et que F. G. (*domicile et qualité*) a été nommé curateur au dit délaissement, Nous vous commandons de saisir la dite propriété sur le dit curateur et de la vendre ; et, après déduction de vos frais et dépens, d'en déposer et payer le produit suivant la loi. Et vous ferez rapport à cette cour du présent bref et de vos procédés sur icelui.

EN FOI DE QUOI, etc.

N. B.—*Le fiat pour ce bref ne diffère de la formule No. 26 que par l'addition de la désignation de la propriété à saisir.*

No. 30.

Fiat pour bref de possession.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE.

No.

A. B. (*domicile actuel et qualité comme dans le jugement*).

Demandeur ;

vs.

C. D. (*résidence comme dans le jugement*).

Défendeur.

Je demande pour le demandeur un bref adressé à (shérif ou huissier) et rapportable sans délai pour faire mettre le dit demandeur en possession de (*description*) que le défendeur a été condamné à lui remettre et qu'il détient et refuse de remettre

Jugement (*date*)

ce

18

Proc. du Dem.

No. 31.

Bref de possession.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

A

SALUT :

No.

Attendu que le jour de mil huit cent quatre-vingt- par un certain jugement rendu dans notre dite Cour Supérieure, à dans une cause sous le No. dans laquelle

A. B. (*domicile actuel et qualité comme dans le jugement*) était demandeur, et C. D. (*résidence comme dans le jugement*) était défendeur; il a été adjugé que le dit défendeur devait, dans l'espace de après la signification sur lui du sus-dit jugement, remettre, quitter, abandonner et céder au demandeur les (lieux, ou la maison ou la propriété) décrit dans la déclaration en cette cause, comme suit : (*désignation*).

Et attendu qu'il appert en outre au dossier qu'une vraie copie du susdit jugement a été dûment signifiée au dit défendeur, et que, nonobstant la dite signification, le dit défendeur est encore en possession des (lieux, ou de la maison ou de la propriété) ci-dessus décrites et se refuse de les quitter et remettre, quoique dûment notifié de le faire comme suslit.

En conséquence, Nous vous ordonnons d'expulser le dit défendeur sans aucun délai et suivant le cours de la loi, des (lieux, ou de la maison ou de la propriété) ci-dessus décrit et de placer les meubles et effets qui pourront se trouver en ice sur le carreau, et de mettre le dit demandeur en possession d'icelle (propriété, ou maison ou d'iceux, lieux suivant le cas), et vous rapporterez ce bref avec vos procédés sur icelui, à notre dite Cour Supérieure, à sans délai.

EN FOI DE QUOI, etc.
Proc. du Dem. Député P. C. S.

No. 32.

Ordonnance pour mise de l'adjudicataire en possession.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

No.
Au Shérif de notre district de

SALUT :

ATTENDU que le jour de mil huit cent quatre-vingt- par un jugement rendu, dans Notre dite Cour Supérieure, à dans une cause sous le numéro dans laquelle

A. B. (*domicile actuel et qualité comme dans l'assignation*) était demandeur

et

C. D. (*résidence comme dans l'action*) était défendeur

L. M. (*domicile actuel et qualité*) était adjudicataire.

Il a été adjugé que le dit adjudicataire fut mis en possession de l'immeuble suivant, savoir : (*désignation*).

En conséquence, Nous, soussigné, juge, etc., vous ordonnons d'expulser le dit défendeur, sans aucun délai et suivant le cours de la loi, des lieux ci-dessus désignés et de mettre le dit adjudicataire en possession d'iceux, et vous rapporterez cette ordonnance avec vos procédés sur icelle à Notre dite Cour Supérieure, à sans délai.

EN FOI DE QUOI, votre signature à

ce

A. B.,
Juge, etc.

No. 33.

Fiat pour Venditioni exponas pour vendre meubles et effets déclarés par tiers-saisi.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

A. B. (*domicile actuel et qualité comme dans le jugement*.)

No.

Demandeur;

et

C. D. (*résidence comme dans le jugement*.)

Défendeur;

et

E. F. (*domicile actuel et qualité comme dans le jugement*.)

Tiers-saisi.

Je demande pour le un bref de Venditioni Exponas adressé à pour vendre les meubles et effets suivants, déclarés par le tiers-saisi, savoir : (*énumération et désignation des meubles et effets déclarés*).

Jugement (*date*) \$
avec intérêts à pour cent du

Dépens taxés
avec intérêts de la date du jugement.

Jugement ordonnant au tiers-saisi de remettre les effets à l'officier chargé de les vendre. (*date*).

Dépens de la saisie-arrêt,
avec intérêts de la date du 2e jugement.

Coût du Vend. Ex

Ce

18

\$

Proc. du Dem.

No. 34.

Bref de venditioni exponas contre tiers-saisi.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

No.

Au Shérif du district de ou aux
Huissiers, etc.

SALUT :

Attendu que le (*jour, mois, année*) A. B. (*domicile actuel et qualité comme dans le jugement*) demandeur, a obtenu jugement en Notre dite Cour, en notre (*cité ou ville, etc.*), contre C. D. (*résidence comme dans le jugement*) défendeur, pour la somme de avec intérêts sur icelle à par cent à compter du et les dépens depuis taxés à avec intérêts de la date du jugement distraits en faveur de L. M. procureur du demandeur; Attendu que le dit A. B., en exécution du dit jugement, a subséquemment fait émaner une saisie-arrêt entre les mains de E. F. (*domicile actuel et qualité comme dans le jugement*) lequel a déclaré qu'il avait en sa possession les biens suivants, appartenant au susdit défendeur, savoir: (*énumération des biens déclarés*) et, Attendu que, par jugement de Notre dite Cour, en notre (*cité ou ville, etc.*), en date du , il a été ordonné que les dits effets mobiliers fussent vendus, et au dit tiers-saisi de les représenter à l'officier chargé d'en faire la vente, et que ce dernier jugement a été signifié au dit tiers-saisi, (*la date*); Attendu que les dépens sur la dite saisie ont été taxés à et sont aussi distraits en faveur de L. M., procureur du demandeur, lequel a consenti que le demandeur prit exécution en son nom pour les dépens, Nous vous commandons de recevoir les dits effets et de les vendre en la manière réglée par la loi; et, après déduction de vos honoraires et déboursés sur le produit de la dite vente, de payer au demandeur le montant réuni du capital, des dépens et des intérêts sur le capital tel que susdit et sur les dépens depuis les dates des jugements les accordant, avec en outre la somme de pour le coût de ce bref; et vous Nous ferez rapport du dit bref et de vos procédés sur icelui aussitôt après le délai fixé par le code de procédure.

EN FOI DE QUOI, etc.

N. B.—*S'il doit y avoir distribution, au lieu d'ordonner de payer au demandeur, le bref adressé au shérif lui ordonne "PAYER A QUI SERA ORDONNÉ PAR NOTRE DITE COUR," et le bref adressé aux huissiers leur ordonne "DE RAPPORTER LE PRODUIT AU GREFFE DE NOTRE DITE COUR POUR Y ETRE ORDONNÉ CE QUE DE DROIT."*

No. 35.

Fiat pour contrainte par corps.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

A. B. (*domicile actuel et qualité comme dans le jugement*)

Demandeur;

et

C. D. (*résidence comme dans le jugement*).

Défendeur.

Je demande pour le demandeur, un bref de contrainte par corps contre le dit défendeur, adressé à et rapportable sans délai.

Jugement (*date*).....

Avec intérêts du (*date*).....

Dépens taxés.....

Avec intérêt de la date du jugement.

Jugement prononçant contrainte

(*date*).....

Dépens d'obtention de la contrainte.

Coût du bref.....

ce 18 \$

Proc. du Dem.

No. 36.

Bref de contrainte par corps.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

Au Shérif du district de et Aux
Huissiers de la Cour Supérieure, nommés
pour le district de

SALUT :

ATTENDU que, le (*jour, mois et année*), dans cette Cour, jugement a été prononcé dans une cause sous le numéro ou

A. B. (*domicile et qualité comme dans le jugement*) était demandeur, et

D. C. (*résidence comme dans le jugement*) était défendeur, condamnant le dit défendeur à payer au demandeur la somme de pour (*dommages, pour injures personnelles ou autrement, suivant le cas*) avec dépens depuis taxés à ; Attendu "que le dit jugement a été signifié au dit défendeur le (*jour, mois, année*) et" que le dit défendeur n'a pas satisfait au dit jugement; Attendu que contrainte par corps a, le (*jour, mois, année*), été prononcée contre le dit défendeur.

NOUS vous ordonnons en conséquence d'appréhender au corps le dit (*noms du défendeur*), s'il peut être trouvé dans le district de et de le remettre entre les mains du gardien de la prison commune de ce district de et qu'il y soit détenu jusqu'à ce qu'il ait consigné entre les mains du Shérif de ce district, ou du protonotaire de cette Cour les sommes suivantes :

1° La somme de (montant du jugement) avec intérêts sur icelle à _____ par cent à compter du (jour, mois, année).

2° La somme de _____ montant des frais d'action avec intérêts sur icelle de la date du jugement.

3° La somme de _____ montant des frais encourus sur l'obtention de la contrainte par corps.

4° La somme de _____ pour le coût de ce bref et vos honoraires et déboursés pour l'appréhension et transport du dit _____ à la prison susdite.

Et vous ferez rapport à cette Cour aussitôt après de ce bref et de vos procédés sur icelui.

NOUS ordonnons au géolier de la prison susdite de recevoir le dit _____ et de le détenir en sureté dans la dite prison jusqu'à ce qu'il ait payé et satisfait les sommes susmentionnées.

EN FAIT DE QUOI, etc.

P. C. S.

N. B.—Dans le cas où le jugement non satisfait a été prononcé contre les personnes mentionnées aux paragraphes 2 et 3 de l'article 833 du C. P. les mots entre guillemets doivent être omis.

No. 37.

Ordonnance de comparution d'un témoin nu en prison.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de _____ } SUPERIEURE

AU GÉOLIER de la prison commune du district de _____
No. _____

NOUS, juge, etc., vous ordonnons d'amener devant notre cour supérieure pour le district de _____ dans notre _____ le _____ jour de _____ mil huit cent quatre-vingt-_____ heures du matin du dit jour, la personne de _____ actuellement incarcérée dans la dite prison commune du district de _____ pour le dit _____ rendre sous serment témoignage dans une certaine cause actuellement pendante dans la dite cour, devant nous entre _____

A. B.

et

C. D.

; et, immédiatement après que le dit _____ aura donné son témoignage, il vous est ordonné de le reconduire avec soin et de le loger sûrement la personne du dit _____ dans la prison commune du dit district de _____

N. B.—Juge de la cour supérieure.

No. 38

Fiat pour Habeas corpus ad subjiciendum.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de _____ } SUPERIEURE

Je demande un bref d'Habeas corpus adressé à _____

A. (noms, résidence et qualité) lui commandant de produire sans délai (ou le _____ jour du mois de _____ présent à _____ heures du matin ou de l'après-midi) la personne de _____ (noms et description) devant _____

ce

18

Proc. du Reqt.

No. 39.

Bref d'Habeas corpus ad subjiciendum

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de _____ } SUPERIEURE

VICTORIA, etc.,

A. (noms, résidence et qualité).

SALUT :

NOUS vous commandons de produire devant un des juges de cette cour, en leur chambre au palais de justice du district de _____ en Notre, (cité ou ville), sans délai (ou si tel est l'ordre le _____ jour du mois de _____ à _____ heures du matin ou de l'après-midi) la personne de _____ (noms et description) ou sous quelqu'autre nom ou description qu'elle est connue, qu'il est allégué que vous avez sous votre garde, ou que vous détenez ou privez de sa liberté, et de rapporter au dit juge les causes et raisons de la dite détention, afin de constater si elle est justifiable, et être décidé ce que de droit. Et ayez alors et là le présent bref.

EN FOI DE QUOI, etc.

P. C. S.

No. 40.

Injonction.

PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR
District de _____ } SUPERIEURE

No. _____

A

C. D. (désignation par domicile actuel et autrement de la partie à laquelle l'injonction est faite).

SALUT :

A la requête de A. B., (domicile actuel et qualité), Nous soussigne, juge etc., commandons et enjoignons à vous dit C. D. et à vos officiers, représentants et employés de ne pas commettre (détailler minutieusement ce qui est interdit) ou de suspendre toutes actions et opérations relatives à (détailler également les choses interdites), et de comparaître devant un des juges de Notre Cour, au palais de justice en Notre (cité ou ville, etc.) le _____ jour après le service sur vous de ce bref, ou en tout temps avant ou après l'expiration de ce délai, pour répondre à la requête libellée qui vous sera signifiée avec les présentes.

Et Nous enjoignons à l'officier chargé de la signification de cette ordonnance de la rapporter devant Notre dite Cour avec certificat de la signification aussitôt après icelle.

A. B.

No. 41.

Fiat pour mandamus Péremptoire et prohibition Péremptoire.

PROVINCE DE QUÉBEC,) DANS LA COUR
District de) SUPERIEURE

Je demande pour (*nom et désignation du demandeur comme dans le bref de sommation*) contre (*nom et désignation du défendeur comme dans le bref de sommation en ajoutant pour le bref de prohibition au nom et désignation du tribunal celui de la partie dans la cause où les procédures sont prohibées, enjoignant au (défendeur dans le cas de mandamus et au tribunal dans le cas de prohibition, pour le mandamus) de faire etc., (tel que dit au jugement, et pour la prohibition) de s'abstenir de toutes procédures dans la cause (en désignant la cause comme dans le jugement.)*)
Jugement (date)

Pour le mandamus. Bref rapportable (*indiquant la date*).

Pour la prohibition, Bref rapportable sans délai).

Ce

18

L. M.

Proc. du Rqt.

No. 42.

Bref de mandamus péremptoire.

PROVINCE DE QUÉBEC,) DANS LA COUR
District de) SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

No.

A. (*Nom et désignation de la corporation, ou corps public, ou tribunal, ou fonctionnaire public, ou héritier, ou représentant de tel fonctionnaire.*)

Défendeur.

SALUT :

Vu que, par jugement en date (*jour, mois, année*), Notre cour supérieure, siégeant à dans ce district, sur la requête libellée de A. B. (*domicile actuel et qualité comme dans le bref de sommation*), a ordonné l'émission d'un bref péremptoire de mandamus enjoignant à vous défendeur sus-nommé de (*décrire comme dans le jugement l'acte requis*) NOUS vous commandons et enjoignons de faire sans délai (*répéter l'acte requis*), et de rapporter devant Notre dite cour, en notre (*cité ou ville, etc.*) le ou avant le

jour, du mois de (*présent ou prochain*) la copie qui vous sera signifiée de ce bref avec un certificat de l'exécution qu'il aura reçue. Et n'y manquez pas sous les peines et pénalités de droit.

EN FOI DE QUOI, etc.

P. C. S.

No. 43.

PROVINCE DE QUÉBEC,) DANS LA COUR
District de) SUPERIEURE

VICTORIA, etc.,

A (*nom et désignation du tribunal inférieur et du défendeur comme dans le bref de sommation*).

SALUT :

No.

Vu que, par jugement en date (*jour, mois, année*), notre cour supérieure siégeant à dans ce district, sur la requête libellée de A. B. (*domicile actuel et qualité comme dans le bref de sommation*) a enjoint au tribunal sus-mentionné de s'abstenir de toute procédure dans la cause (*désigner cette cause comme elle l'est dans le jugement*), NOUS commandons et enjoignons à vous dit tribunal (*le désigner comme ci-dessus*) de vous abstenir de toute procédure dans la dite cause. Et n'y manquez pas sous les peines et pénalités de droit.

EN FOI DE QUOI, etc.

P. C. S.

L'officier chargé de la signification de ce bref doit le rapporter aussitôt après sa signification.

No. 44.

Formule de bref de certiorari.

PROVINCE DE QUÉBEC,) DANS LA COUR
District de) SUPERIEURE

VICTORIA, etc.

A

SALUT :

No.

VOULANT, pour certaines raisons que (*blanc de plusieurs lignes*)

sous quelque nom que les parties y soient désignées, soient par vous transmis et rapportés par devant Nous, Nous vous commandons de faire rapport et de transmettre à Notre cour supérieure, en Notre , en Notre dit district, le d , en l'année de Notre Seigneur, mil , sous vo seing et sceau tous ordres, jugements, convictions et procédures qui nous ont été mentionnés être maintenant en votre possession et sous votre garde, le tout aussi amplement et distinctement que fait par vous, et de transmettre et rapporter, en même temps, le présent bref, afin que Nous ordonnions ultérieurement telles procédures que Nous jugerons à propos, et qu'il scit fait ce que de droit, suivant la loi.

EN FOI DE QUOI, etc.

P. C. S.

A. B.,

Avocat du requérant.

INDEX

ANALYTIQUE ET ALPHABETIQUE.

	ART.	ART.
Abandon de biens. —V. <i>Cession de biens</i>	853	58
Abréviations —Table des.....p.	I.XIV	
Abrogation des lois de procédure et des règles de pratique antérieures au présent code.....	1	
Absence. —V. <i>Absent.</i> — <i>Envoi en possession.</i>		
D'un juge au chef-lieu.....	33	
Absent. —Assignment d'un absent...	136	
Assignment d'un défendeur résidant dans une autre province.....	137	
Cautonnement pour frais.....	179	
Curateur à l'.....	1337, 1331	
Procurator de la part du demandeur absent.....	177, § 7	
Récusation du juge par une partie absente.....	243	
Saisie chez un débiteur absent.....	620	
Signification à une partie absente de la province depuis l'institution des procédures.....	85	
Signification de faits et articles à un absent.....	361	
Acceptation. —Sous bénéfice d'inventaire.—V. <i>Bénéfice d'inventaire</i> ...	1405	
Acte authentique. —Dépôt d'une copie quand l'original d'un... est perdu.....	1327 et s.	
Exécution provisoire des jugements sur.....	594	
Inscription en faux contre un.....	225 et s.	
Jugement par défaut en vertu d'un... ..	532	
Acte de compromis. —V. <i>Arbitrage extrajudiciaire</i>	1431 et s.	
Ce qu'il contient.....	1434	
Deviens sans effet, quand.....	1438	
Doit être par écrit.....	1435	
Qui peut y être partie.....	1432	
Acte de dépôt de la sentence arbitrale	1442	
Acte de notoriété. —Dans le cas d'envoi en possession, ce qu'il doit contenir.....	1423	
Acte d'offres réelles. —S'il est authentique, doit contenir la réponse du créancier et de son représentant et mentionner l'interpellation à signer cette réponse ou son re-		
...as, etc.....		58
Acte de vente par le shérif. —Ce qu'il doit contenir.....		760
Acte sous seing privé. —Dénégation de la signature ou de partie d'un.....		20
Exécution provisoire des jugements basés sur un.....		594
Initiales des prénoms du défendeur..		122
Jugements par défaut basés sur.....		532
Actions. —Saisie d'actions dans une corporation.....	641, 642, 643	
Vente d'actions dans une corporation.....		667
Action. —V. <i>Assignment.</i> — <i>Juridiction.</i>		
Commence par un bref d'assignation.....	117 et s.	
Celui qui poursuit doit avoir intérêt.		77
Comparution en personne ou par procureur.....		76
Contre les officiers publics (en dommagés).....		88
Conclusions, la cour ne peut adjuger au delà des.....		113
Cumul des causes d'action.....		87
Contient un exposé de la demande..		123
Défendeur doit être entendu ou avoir été assigné à l'.....		82
Doit être intentée devant le tribunal compétent.....		76
<i>In forma pauperis</i>	89 et s.	
Lieu de l'introduction des actions personnelles, réelles ou mixtes... ..	94 et s.	
Nulle formule particulière requise... ..	105	
Qui peut y être partie?.....	78 et s.	
Réunion d'actions.....	291, 292	
Sur jugements rendus hors de la province.....	210 et s.	
Action en bornage. —Dans quel cas il peut y avoir lieu à l'.....		1059
Le juge nomme un arpenteur si les parties ne s'accordent pas.....		1060
Plus d'un arpenteur peut être nommé		1062
Procédure de l'arpenteur.....	1061, 1063	
Action en complainte. —V. <i>Action possessoire</i>		1065
Action en déclaration d'hypothèque. —Appel de la Cour de Circuit à la Cour d'Appel dans les.....		44

	ART.		ART.
Action en déclaration d'hypothèque. —Délaissement de l'immeuble hypothéqué.....	580	Dans une action en séparation de biens ou en séparation de corps et de biens.....	90
Exécution peut être décernée par la Cour de Circuit.....	1148	Devant quel tribunal le défendeur doit être assigné.....	94 et s.
Signification du jugement.....	547	S'il y a plusieurs causes d'action ayant pris naissance dans différents districts.....	99
Action en désaveu. —V. <i>Désaveu</i> .		S'il y a plusieurs défendeurs résidant dans différents districts.....	103
Comment intentée.....	252	S'il n'y a qu'un seul juge dans le district et qu'on veuille le récuser....	104
L'exécution du jugement, à moins d'un ordre de sursis, n'est pas suspendue par l'.....	252	Action pétitoire. —Elle ne peut être jointe au possessoire.....	1066
Procuratoin spéciale.....	253	Quand et comment elle peut être intentée après une action possessoire.....	1066
Si le désaveu a lieu en appel.....	1238	Action possessoire.	
Si le désaveu est jugé valable.....	258	Dans quelle délai elle doit être instituée.....	1065
Action en dommages contre un officier public, doit être précédée d'un avis.....	88	Par qui et quand elle peut être poursuivie.....	1064
Action en faux. —V. <i>Inscription en faux</i>	225 et s.	Quand le pétitoire peut-il être joint au possessoire.....	1069
Action en garantie. —Assignment..	98	Action réelle. —V. <i>Exécution sur actions réelles</i> .	
Ce que l'action en garantie doit contenir.....	185	Assignment du défendeur.....	100 et s.
Délai pour appeler garants.....	184	Action qui tam. —Cautionnement pour frais.....	180
Garantie simple et garantie formelle.....	186, 187, 188	Ne peut être intentée <i>in forma pauperis</i>	89
Procédure par exception dilatoire.....	177	Adjudicataire.	
Procédure du défendeur principal et du garant.....	189	Dans les ventes de meubles, doit payer sur le champ.....	662
Suspension des procédures.....	183	Dans le cas de vente d'actions dans une corporation.....	667
Action en nullité de décret. —Comment elle est faite; sa contestation	787	Dans les ventes d'immeubles par le shérif, qui ne peut se porter adjudicataire.....	748
Dans quel délai.....	786	Quand l'adjudicataire défaillant peut être contraint par corps.....	766
Quand et à la poursuite de qui elle peut être faite.....	784, 785	Peut quelquefois retenir le prix d'adjudication.....	759
Rapport des sommes payées, si décret est annulé.....	831	Adjudication. —V. <i>Vente par autorité judiciaire.</i> — <i>Décret.</i> — <i>Vente à la folle enchère.</i>	
Action en partage. —V. <i>Partage et Licitation forcée</i>	1037 et s.	Accordée au plus haut et dernier enchérisseur.....	662, 756
Action en reddition de compte. —V. <i>Reddition de comptes</i>	596 et s.	Cas où elle est accordée à un procureur.....	757
Action en reprise d'instance. —V. <i>Reprise d'instance</i>	266 et s.	Des immeubles vendus par le shérif.....	746 et s.
Assignment.....	98	Des meubles vendus sur exécution..	660
Action en séparation de biens. —V. <i>Séparation de biens</i>	1090 et s.	Elle confère un titre parfait.....	665, 778 et s.
Assignment.....	96	Quand il y a licitation forcée.....	1052 et s.
Action en séparation de corps et de biens. —V. <i>Séparation de corps</i>	1090	S'il s'agit de vente d'immeubles possédés par indivis par le tuteur et les mineurs, dans une licitation volontaire, l'adjudication est nulle si ces derniers n'ont pas de tuteur <i>ad hoc</i> présent.....	1355
Assignment.....	96	Adjudication, sur un point de droit, les faits étant admis.	
Action hypothécaire. —V. <i>Poursuites hypothécaires</i>	1025	Affidavit.—Conclusions.—Factums..	509
Action in forma pauperis,	89 et s.	Dans quels cas.....	509
Requête.....	90	Effets de la décision.....	511
Révocation du permis de plaider....	91	Inscription pour audition.....	510
Action négatoire. —V. Art. 1064, arrêt n. 30.		Questions de droit résultant d'une action.....	512
Action mixte. —Assignment du défendeur.....	100		
Action personnelle. —V. <i>Exécution sur action personnelle</i>	612		
Dans le cas d'une réclamation contre une assurance sur la vie ou contre le feu.....	95		
Dans les actions en garantie ou en reprise d'instance.....	98		
Dans les matières de succession....	102		
Dans une action en dommages contre un officier public.....	97		

INDEX ANALYTIQUE ET ALPHABÉTIQUE.

III

ART.	ART.
Administrateurs de successions. —V. <i>Exécuteurs testamentaires ou administrateurs.</i>	
Admissions à l'enquête sont prises en n. e.	354
Allégation d'une plaidoirie, non niée par la partie adverse, est censée admise	110
Comment sont faites les admissions dans une plaidoirie.....	109
Quand les interrogatoires sur faits et articlessont-ils tenus pour admis.....	304 et s.
Affidavit. —A l'appui de la demande de lettres de vérification	1413
A l'appui de la motion demandant qu'une cause soit entendue en revision avant son tour.....	1202
A l'appui de la pétition de droit.....	1013
A l'appui de la requête pour plaider <i>in formâ pauperis</i>	90
A l'appui de la saisie-arrêt avant jugement.....	933, 943
A l'appui de la saisie-revendication..	946
A l'appui de l' <i>habeas corpus</i>	1115
A l'appui du bref de <i>quo warranto</i> ...	988
A l'appui du bref d'injonction.....	960
A l'appui du <i>capias ad respondendum</i>	898 et s.
A l'appui du <i>certiorari</i>	1 ^{re}
A l'appui du <i>mandamus</i>	993
Contestation de l'.. en matière de <i>capias</i>	919 et s.
Contestation de l'.. en matière de saisie-arrêt avant jugement	939, 945
Dans le cas de dénégation de la signature, etc., d'un billet.....	208
Dans le cas de dénégation de certains documents.....	200
Dans le cas de poursuites contre les corporations formées irrégulièrement, etc.....	980
Dans le cas de poursuites hypothécaires contre des immeubles dont le propriétaire est inconnu.....	1027
Dans le cas de réclamation de deniers rapportés en cour quand il y a déconfiture	674
En matière d'adjudication sur des points de droit.....	509
Pour la requête civile.....	1181
Pour l'obtention de certains jugements par défaut.....	532
Pour l'opposition à jugement	1165
Pour l'opposition aux saisie et vente des immeubles.....	7-
Pour l'opposition aux saisie et vente des meubles.....	647
Qui ne peut donner un.....	314
Qui peut recevoir un.....	23 et s.
Rédaction de l'.....	112
Ajournement d'une cause vu l'absence d'un témoin ou pour autre raison.....	305 et s.
De la cour du banc de la reine siégeant en appel	1227, 1243
Termes de la cour peuvent être abrégés ou continués par	12, 13
Alias bref d'exécution.—Quand obte-	

ART.	ART.
ou.....	604
Amendements. —Délai pour répondre à une plaidoirie amendée.....	304
Des conclusions.....	522
Du bref d'assignation, de la déclaration et de toute autre plaidoirie.....	513 et s.
D'un procès-verbal de shérif ou d'huissier, etc.....	519
Faits avant la signification d'une exception préliminaire ou de la défense	573
Faits avant la signification de la réponse ou de l'inscription	514, 515
Faits après ces délais.....	516
Mise en cause d'une personne par... ..	521
Ne peuvent changer la nature de la demande.....	522
Nouveau défendeur joint à une action, signification des pièces à un.....	525
Nouvelle signification du bref et de la déclaration quand la première est irrégulière.....	526
Pour faire coïncider les allégations d'une plaidoirie avec les faits prouvés.....	520
Quand la copie d'une pièce est incorrecte	517
Quand le juge peut, de lui-même, ordonner l'amendement d'une pièce de plaidoirie.....	518
Quand l'amendement ne peut être fait qu'avec permission, avis doit en être donné au préalable à la partie adverse.....	524
Rémédient aux nullités.....	175
Signification de l'avis de demande d'amendement.....	524
Signification des... Dans quels délais.....	523
Amiables compositeurs. —V. <i>Arbitrage.</i>	
Ne sont pas tenus de se conformer aux exigences des art. 404 et 405 C.P.C.....	413
Sont exempts de juger suivant les règles de droit.....	1436
Annonces. — Appel d'un défendeur absent	136
Avis de cession de biens.....	865
Avis de l'assemblée des créanciers d'un failli	866
Avis de la nomination d'un curateur à une cession	872
Dans le cas de bénéfice d'inventaire.....	1406
Dans les actions en séparation de biens.....	1092
Dans les causes en ratification de titre	1068, 1069
Dans les poursuites hypothécaires contre les immeubles dont les propriétaires sont inconnus	1029
De la cession de biens par le gardien provisoire	865
De la vente de meubles d'une succession	1399, 1404
De la vente de meubles saisis, 638, 639, 640	

	ART.		ART.
Annonces. —De la vente d'immeubles appartenant à des incapables, n'excédant pas \$400.00.....	1359	Cautonnement, comment il se donne	1214,
De la vente d'immeubles appartenant à des mineurs, etc., excédant \$400.	1352 et 1353	do modification du.....	1215
De la vente d'immeubles saisis.....	716 et s.	Comment l'appel est formé.....	1213
De la vente d'immeubles saisis sur renvoi d'une opposition.....	733	Comment le dossier peut être complété.....	1236
De la vente d'un immeuble à la folle enchère.....	707	Comparation des parties.....	1218
De la vente d'un immeuble, licitation forcée.....	1048	Congé de l'appel, quand peut-on l'obtenir.....	1213, 1219
Du curateur, de la préparation du bordereau de collocation.....	880	Dans quels cas le délibéré peut être déchargé.....	1242
Du curateur, de sa nomination.....	872	Délai pour appeler.....	1209, 1210
Du shérif continuent nonobstant opposition.....	730	Dépens... taxation des.....	1246
Envoi en possession, quel avis requis quand la licitation a été suspendue par une opposition.....	1424	Désaveu.....	1238
Annulation de lettres patentes. — Dans quel cas elle peut être obtenue	1007	Désistement.....	1238
Délai pour inscription en appel.....	1010	Exceptions d'appel, délai pour les produire.....	1220
Procédure.....	1008, 1009	Exécution du jugement.....	1247
Appel à la cour du banc de la reine. —De la cour de circuit.—Exception.....	44	Factum, production du.....	1223, 1224
Des jugements de la cour de revision dans les causes réservées.....	495	Fins de non-recevoir quel l'intimé peut opposer.....	1220
Des jugements finals de la cour supérieure.....	43	Incompétence du juge, quand elle apparaît à la face du dossier.....	1230
Des jugements interlocutoires.....	46	Inscription en appel.....	1215
Des jugements rendus dans les Iles de la Madeleine.....	45	Interventions et autres procédures incidentes.....	1237 et s.
Dispositions générales.....	42	Juge, absence d'un juge qui a entendu la cause.....	1241
D'un jugement de distribution.....	830	Juge inhabile à siéger.....	1229
D'un jugement du juge en chambre.....	72	Jugement interlocutoire.... appel d'un.... procédure.....	1211, 1212, 1225
Du jugement, au cas de procès par jury.—Inscription.....	492, 493	Jugement peut être rendu dans un lieu autre que celui des séances du tribunal.....	1244
En matière de <i>capias</i>	924	Jugement,—trois juges au moins doivent y concourir.....	1241
do de <i>certiorari</i> (pas d'appel).....	1306	Juge suppléant.....	1231 et s.
En matière de <i>quo warranto</i> , de <i>mandamus</i> , de prohibition, etc., délai	1006	Péremption d'instance.....	1239
En matière d' <i>habeas corpus</i>	1125	Quorum du tribunal.....	1227
do d'injonction.....	969	Récusation des juges.....	1228
do d'opposition au mariage.....	1112	Réunion des appels.....	1222
Exécution provisoire, nonobstant appel.....	594 et s.	Revision du mémoire de frais, délai	1246
Jurisdiction de la cour du banc de la reine.....	40, 42, 47	Transmission des documents et du dossier.....	1216, 1217
Pas d'appel dans les matières concernant les corporations municipales et offices municipaux dans certains cas.....	43, 1006	Appel à la Cour de Circuit. —Des jugements rendus par la cour des commissaires ou par les juges de paix.....	58
Pas d'appel de certains jugements rendus en matière de cession de biens.....	890	Appel au Conseil privé. —V. <i>Conseil privé</i>	68, 1249
Quand est-il refusé.....	43, 44, 890	Apposition des scellés. —V. <i>Scellés</i> .	
Quand peut-il y avoir lieu à.....	43, 44, 46	Arbitrage. —Arbitres nommés en justice, quand.....	111
Sur demande d'annulation de lettres patentes.....	1010	Décision des arbitres doit être homologuée.....	417
Sur pétition de droit.....	1020	Dispositions relatives aux experts s'appliquent à ces arbitres, exception.....	412, 413
PROCÉDURE EN APPEL: —		Rémunération des arbitres.....	114
Ajournement.....	1243	Sur quoi ils peuvent adjuger.....	113
Audition.....	1223, 1224	Arbitrage extrajudiciaire.	
		Compromis.—Ce que c'est.....	1431
		Ceux qui peuvent s'y soumettre.....	1432
		Ce qu'il doit contenir.....	1434
		Demeure sans effet, quand.....	1438
		Devoirs et pouvoirs des arbitres..	1436
		Doit être constaté par écrit.....	1435

ART		ART
1214,	Arbitrage extrajudiciaire.	
1215	Quand les arbitres peuvent-ils être	
1221	révoqués..... 1437	
1213	Quand peuvent-ils être récusés.... 1439	
1236	<i>Quid</i> , s'il y a partage d'opinion.... 1440	
1218	Sentence arbitrale.—Cas de partage	
1219	d'opinion..... 1440	
1242	Dans qu'elle forme elle est reçue... 1442	
1210	Exécution de la sentence arbitrale... 1443	
1246	Homologation de la sentence arbitrale..... 1444	
1238	Ne peut être rendue sans le concours	
1220	de la majorité des arbitres..... 1441	
1247	Arpenteur. —Nomination d'un.... dans	
1224	les actions en bornage.—V. <i>Action</i>	
1220	<i>en bornage</i> 1060, 1061, 1062	
1230	Arrérages. —De cens et rentes, n'ont	
1213	pas besoin d'être réclamés par oppo-	
et s.	sition afin de conserver..... 790	
1241	De rentes créées pour la commuta-	
1229	tion des droits seigneuriaux, sont	
1225	purgées par le décret..... 781	
1244	De rentes, sont colloqués au même	
1241	rang que le titre..... 804	
1229	Arrêt en mains tierces. —V. <i>Saisie-</i>	
1225	<i>arrêt avant jugement en mains</i>	
1244	<i>tierces</i> 940	
1241	V. <i>Saisie-arrêt après jugement</i> 677	
1229	Arrêt simple. —V. <i>Saisie-arrêt avant</i>	
1225	<i>jugement</i> 931	
1244	Assemblée des créanciers. —V. <i>Ces-</i>	
1241	<i>sion de biens</i> 866	
1241	Assemblée du conseil de famille.	
1239	V. <i>Conseil de famille</i> 1331	
1227	Assignment. —A quelles heures du	
1228	jour, exception pour le <i>capias</i> 126	
1222	A qui le bref est adressé..... 121	
1246	A qui ou à quel endroit doit se	
1217	donner l'..... 128	
58	Bref..... 117	
1246	Cas où le défendeur cherche à éviter	
111	l'assignation..... 146	
417	Cas où le défendeur est absent..... 136	
413	Cas où le défendeur réside avec le	
414	demandeur..... 130	
113	Comment doit se faire l'assignation.. 127	
1431	Comment le bref est expédié..... 118	
1432	Contenu du bref..... 122	
1434	Cour des commissaires..... 1264	
1438	Dans les actions contre les officiers	
1436	public..... 96	
1435	Dans les actions en garantie ou en	
	reprise d'instance..... 98	
	Dans les actions personnelles..... 94	
	Dans les actions réelles ou mixtes 100 et s.	
	Dans les actions en séparation de	
	corps ou de biens..... 96	
	Dans les cas d'urgence..... 119	
	Délai d'assignation..... 149	
	Délai d'assignation dans les actions	
	entre locataires et locataires..... 1153	
	Délai d'assignation dans les matières	
	non contentieuses..... 1308	
	Délai d'assignation dans les procédu-	
	res devant la cour des commissaires 1264	
	Des compagnies d'assurance..... 95	
	Des compagnies de chemin de fer... 144	
	Des compagnies ou corporations	

	étrangères..... 143	ART.
	Des créanciers et intéressés dans le	
	cas de ratification de titre..... 1068	
	Des héritiers d'une personne..... 102, 135	
	Doit être accompagnée d'un procès-	
	verbal de signification..... 152, 153	
	D'un absent..... 136, 157	
	D'une compagnie incorporée ou cor-	
	poration..... 142	
	D'une compagnie qui n'a pas de	
	bureau..... 141	
	D'une fabrique..... 138	
	D'une femme mariée..... 133	
	D'un maître de vaisseau, comment	
	donnée..... 131	
	D'un prisonnier..... 134	
	En matière d'opposition au mariage. 1105	
	En matière de succession..... 102, 135	
	Femme de la séparée de corps..... 133	
	Informalités dans l', comment plai-	
	dées..... 174 et s.	
	Mode d'assignation peut être changé	
	par le juge..... 145	
	Ne peut être donnée le dimanche,	
	etc..... 125	
	Ne peut être donnée à l'église, à l'au-	
	dience ou au parlement..... 147	
	Nouvelle assignation peut être per-	
	mise par le juge, quand..... 326	
	Ordonnance de signification peut être	
	obtenue par le défendeur..... 150	
	Pendant combien de temps le bref	
	demeure en force..... 120	
	Peut être donnée au domicile élu... 129	
	Quand il y a plusieurs défendeurs... 131	
	Sur faits et articles, comment et à qui	
	donnée..... 360, 361	
	Assignment des jurés. —Comment	
	se fait cette assignation..... 443, 445	
	Dans quel délai elle doit être donnée.. 444	
	Assignment des témoins. —A la	
	cour de circuit..... 29 et s., 1143	
	A la cour des commissaires..... 1279	
	A la cour supérieure..... 297	
	Comment elle se fait, et dans quel	
	délai elle doit être donnée..... 297	
	Devant les arbitres..... 404, 412	
	Devant le commissaire enquêteur... 377	
	Devant les experts..... 404	
	Pour quelles fins le témoin peut être	
	assigné..... 298	
	Si la personne à assigner est incar-	
	cérée..... 302	
	Si la personne à assigner réside dans	
	la province d'Ontario..... 299, 300	
	Signification du <i>subpœna</i> , comment	
	faite..... 301	
	Signification du <i>subpœna</i> , si le témoin	
	réside dans la province d'Ontario... 301	
	Si le témoin ne comparait pas, ou se	
	cache pour éviter la signification,	
	<i>quid</i> 303	
	Assignment du Tiers-saisi. —V.	
	<i>Saisie-arrêt avant jugement en</i>	
	<i>mains tierces.</i> — <i>Saisie-arrêt après</i>	
	<i>jugement.</i>	
	Dans le cas d' assigne-arrêt après juge-	
	ment..... 678, 679	

	ART.	ART.
Assignation du tiers-saisi.		
Dans le cas de saisie-arrêt avant jugement.....	941	
Auditeurs.—V. Praticiens et auditeurs.....	410 et s.	
Audition.—En appel.....	1224	
En revision.....	1202	
En matière d'adjudication sur un point de droit. Inscription pour..	510	
En matière de contestation du rapport de distribution. Inscription pour.....	815	
Inscription pour... dans les causes <i>ex parte</i> ou par défaut.....	416	
Ordre dans lequel les parties sont entendues à l'.....	311	
Ordre dans lequel les parties sont entendues dans le procès par jury...	471	
Sur inscription en droit, quand elle peut avoir lieu.....	194	
Autorisation.—A vendre des biens de mineurs et autres incapables excédant \$400,00.....	1341 et s.	
A vendre des biens de mineurs et autres incapables n'excédant pas \$400,00.....	1357 et s.	
V. Vente des biens des mineurs et autres incapables.		
Du curateur pour poursuivre.....	877	
Judiciaire de la femme poursuivant en séparation de biens.....	1090	
Judiciaire de la femme poursuivant en séparation de corps.....	1101	
Avis.—Au procureur général.—Discussion de la constitutionnalité d'une loi.....	114	
D'action contre un officier public...	88	
D'amendement fait ou à obtenir... 523,	524	
De production d'exhibits.....	155	
De décès de l'une des parties.....	268	
De la vente de meubles saisis 635, 638, 639	et s.	
De la vente d'immeubles saisis.....	716 et s.	
De l'avocat qui cesse d'occuper.....	260	
D'inscription dans les causes par défaut <i>ex parte</i>	418	
D'inscription en appel, et du cautionnement.....	1213	
D'inscription en droit.....	194	
do do dans les causes sommaires.....	1157	
D'inscription en revision.....	1198	
do pour jugement dans les causes <i>ex parte</i>	534	
D'inscription pour preuve et audition à la Cour de Circuit.....	1141	
D'inscription pour preuve et audition à la cour supérieure.....	296	
D'inscription pour preuve et audition dans les causes sommaires.....	1159	
Du conseil de famille, quand absolument requis.....	1331	
Du demandeur qu'il n'accepte pas la confession de jugement.....	30	
Du gardien provisoire, dans les cessions de biens.....	865	
Du locateur à son locataire d'avoir à vider les lieux.—Conséquences....	1089	
En matière de pétition de droit.....	1017	
En matière de séparation de biens..	1092	
Envoi en possession, avis requis....	1424	
Exception préliminaires.—Dans quel délai l'avis doit être donné.....	164	
Par le curateur de sa nomination,—effet de tel avis sur les frais postérieurs.....	871	
Par l'opposant au saisissant d'avoir à contester l'opposition.....	650	
Préalable, avant l'obtention du bref de <i>certiorari</i>	1295	
Que doit donner l'héritier bénéficiaire.....	1406	
Avocat.—Au nom de qui est exécuté le jugement pour les frais de l'.....	555	
Dans le cas de requête civile le même avocat peut agir sans nouveau pouvoir.....	1183	
Décès, retraite, ou incapacité de l'avocat.—Conséquence.....	259	
Défaut de constituer un nouveau procureur.....	263	
Désaveu de l'avocat.—V. <i>Désaveu</i> 251 et s.		
Devant la cour des commissaires qui peut agir comme procureur. 1273,	1274,	
Doit faire élection de domicile.....	86	
Doit produire une procuration de la part d'un demandeur absent.....	177	
Doit produire une procuration spéciale dans les procédures en faux..	226	
Doit produire une procuration spéciale dans les procédures en désaveu....	253	
La distraction de frais à lieu de plein droit.....	553	
La partie qui révoque son procureur doit payer ses frais.....	274	
La partie qui révoque son procureur doit s'en constituer un nouveau....	265	
La péremption d'instance n'a pas lieu si la partie a cessé d'être représentée par.....	280	
Les parties peuvent comparaître et plaider par le ministère d'un.....	83	
Qui veut cesser d'occuper, doit en donner avis.....	260	
Quand la partie adverse doit mettre en demeure de nommer un nouveau procureur.....	262	
Secret professionnel.....	332	
Si l'avocat d'une partie cesse d'occuper, <i>quid</i>	261	
B		
Bénéfice d'inventaire.—A quelles conditions il est accordé.....	1407	
Avis que doit donner l'héritier bénéficiaire.....	1406	
Comment, et dans quel cas il est accordé.....	1405	
Si l'héritier bénéficiaire a des actions à exercer contre la succession.....	1410	
Vente des immeubles.....	1409	
Vente des meubles.....	1408	
Biens.—V. Cession de biens.....	853 et s.	
Bilan.—V. Cession de biens.....	859 et s.	
Ce qu'il contient.....	861	
Contestation du....délais.....	885, 886 887	

ART.		ART.
1092	Bilan.	
1424	Dépôt du bilan.....	859
164	Doit être déposé au greffe de la cour supérieure.....	862
871	Interrogatoire de celui qui a déposé son bilan.....	882
650	Par qui peut-il être déposé en certain cas.....	860
1295	Quid si la contestation du bilan réussit.....	888
1406	Quid si elle n'est pas prouvée ou s'il n'y en a pas.....	889
555	Billet, lettres de change, etc. —Action sur... matière sommaire.....	1150
1183	Dénégation de la signature, etc., doit être appuyée d'un affidavit.....	208
259	Désignation du défendeur dans les actions sur... etc.....	122
263	Jugement par défaut sur... etc.....	532
251 et 3	Peuvent être saisis.....	641
73, 1274, 86	Bornage —V. <i>Action en bornage</i> . 1059 et s.	
177	Bref. —De <i>capias</i> , de <i>certiorari</i> , d'exécution, d'injonction, de saisie-arrest, etc., etc.	
226	V. <i>assignation, capias, certiorari, exécution, injonction, saisie-arrest, etc., etc.</i>	
253	De la cour d'appel, pour forcer le tribunal inférieur à compléter le dossier.....	1236
553	C	
274	Capias ad respondendum. —Affidavit requis pour obtenir le bref de... Appel,—dans quel délai le demandeur peut appeler du jugement annulant le <i>capias</i>	898 924
280	Appel du défendeur.....	923
83	Appel du jugement rendu sur motion ou requête pour annuler un... A qui est adressé le bref de.....	52 601, 905
260	Avis de cautionnement.....	915
262	Cautionnement donné au shérif—quand.....	910
332	Cautionnement peut être donné au juge ou au protonotaire en tout temps avant jugement.....	913, 914
261	Cautions doivent justifier de leur solvabilité sur des meubles seulement.....	916
1407	Cautions peuvent se libérer en tout temps, dans quels cas et sous quelle conditions.....	917, 918
1406	Ce que contient le bref de.....	904
1405	Cession,—comment le débiteur peut faire.....	926, 927, 928
1410	Contestation du bilan.....	930
1408	Contestation du... dans quels cas... Contre qui le bref de... ne peut être émis.....	919 896
853 et s.	Copies de la déclaration et de l'affidavit laissées au greffe, dans quel délai.....	909
859 et s.	Cour supérieure a seule juridiction en matière de.....	894
861	Déclaration, signification.....	909
886 887	Déposition requise, qui peut la donner.....	898

	ART.
Devoir de l'officier qui émet le bref de.....	901
Effet du... emprisonnement.....	925
Émission du bref de... après jugement.....	897
Émission du bref de... sans timbres et après les heures de bureau.....	119
Émission du bref de... dans le cas de dommages intérêts non liquidés.—Ordre du juge nécessaire.....	890
Endossé,—le bref de... doit être endossé par l'officier qui l'expédie, etc.....	904
En quels cas le bref de... est émis.....	895, 898
Exécution du... comment.....	906 et s.
Fausseté des allégations essentielles de l'affidavit, cause de contestation et d'annulation du.....	919, 922
Insuffisance des allégations essentielles de l'affidavit, cause de contestation et d'annulation du.....	919, 921
Juridiction,—la cour supérieure a seule juridiction en matière de.....	894
Mise en liberté provisoire.—V. <i>Cautonnement</i>	910 et s.
Par qui est expédié le bref de.....	902
Peut être joint au bref d'assignation, ou émaner comme incident.....	897
Rapport du bref de... peut ordonné immédiatement après signification.....	920
Responsabilité du shérif.....	908, 911, 912
Revision, le défendeur peut demander la... du jugement.....	923
Revision, le demandeur peut demander la revision du jugement, dépôt, délai.....	924
Signification, il peut être signifiée à toute heure.....	126
Transmission du dossier après la cession.....	929
Transport de l'acte de cautionnement par le shérif le libère.....	912
Carence. —V. <i>Nulla bona</i> .	
Causes d'action. —Cumul des causes d'action.....	87
Déterminent la juridiction du tribunal dans certains cas.....	94, 97, 99
Doivent être exposées dans le bref ou la déclaration.....	123
Quid s'il y a plusieurs causes d'action qui ont pris naissance dans différents districts.....	99
Causes susceptibles ou non d'appel ou de revision.—V. Arts. 43, 44, 51, 52, 58, 72, 491 et s., 890, 1199, 1306.	
Cautionnement. —Acte de... Ce qu'il contient en appel.....	564, 1214
Avis requis avant de présenter le... Contestation du... quand.....	182, 560, 1213 562, 561
Contrainte par corps décernée contre la caution judiciaire.....	833
Dans le cas d'appel à la cour du banc de la reine.....	1213, 1214, 1215

	ART.		ART.
Cautionnement. —Dans le cas d'appel au conseil privé.....	1249, 1250	Oppositions afin de conserver nécessaires que pour les créances qui ne sont pas mentionnées dans le....	790
Dans les poursuites contre les corporations outrepassant leurs pouvoirs.....	978, 979	Peut être rapporté par le shérif.....	769
De celui qui possède une créance hypothécaire à terme.....	802	Qui peut le fournir, quand.....	770
Défaut de produire le.... peut faire suspendre l'instance.....	181	Certiorari. —Avis de la requête pour bref de.... doit être donné à la partie adverse.....	1295
De l'adjudicataire dans le cas de licitation forcée.....	1055	Avis de l'émission et du rapport du bref de.... doit être donné à la partie adverse.....	1301
Dénégation (la) de certains documents doit être accompagnée d'un certificat de signification sur une copie certifiée.....	209	Ce que contient le bref de.....	1298
Des créanciers subséquents aux hypothèques conditionnelles.....	800	Certificat de signification sur une copie certifiée.....	1300
Des curateurs aux biens d'un failli	874	Comparution.....	1304
Du créancier saisissant ou du créancier hypothécaire dans le cas de vente d'immeubles par le shérif... ..	759	Effet de la signification du bref de.....	1301, 1302
Du débiteur arrêté sur <i>capias</i>	910 et s.	Endossement du bref par le protonotaire ou le greffier.....	1299
Du demandeur non résidant dans la province.....	179, 181, 182	Endossement du bref et rapport par le fonctionnaire.....	1301
En matière d'injonction, pour frais et dommages.....	963	Forme du bref de.....	1298
En matière d'inscription en faux à la cour des commissaires.....	1270	Jugement sur bref de.... est sans appel ni revision.....	1306
En matière d'opposition aux charges.....	726	Jurisdiction concurrente de la cour supérieure et de la cour de circuit.....	57
Justification des cautions.....	561	Original du bref de.... est signifié.....	1300
Modification du.... par la cour d'appel.....	1221	Quand il y a lieu au bref de....	1292, 1293, 1307
Où doit être donné le....	559, 1215, 1219	Recours par bref de.... quand refusé.....	1290, 1307
Peut donner lieu à l'exception dilatoire.....	179	Requête assermentée requise à l'appui de la demande de bref de....	1294
Peut être donné en tout temps.....	182	Suspension des procédures.....	1296
Pouvoirs de la cour d'appel quant au	1248	Cession de biens. —Après la.... les saisies, etc., sont suspendues.....	871
Quand doit être donnée le.... en appel.....	1213	Avis de cession.....	865
Réception du.... en appel.....	1215	Avis de convocation des créanciers... ..	866
Réception des cautions jugées sommairement.....	565	Avis de la nomination du curateur... ..	872
Solvabilité, cautions doivent justifier de leur.... si requises.....	561	Avis de la préparation des feuilles de dividendes.....	880
Transmission du.... par le protonotaire.....	1216	Bilan, dépôt du bilan, ce qu'il doit contenir.....	859, 860, 861, 862
Cédula. —Jugement par défaut sur... ..	532	Bordereaux de collocation.....	880
Cens et rentes. —Opposition, afin de conserver non nécessaire pour arrérages de.....	790	Cautionnement du curateur.....	874
Si opposition afin de conserver est produite aucun frais n'est accordé.....	791	Contestation de la demande de.... do des réclamations et collocations.....	881
Certificat de production d'une opposition à jugement, sa signification.....	1170, 1171, 1172	do du bilan.....	885 et s.
Certificat des hypothèques. —Ce qu'il contient, comment préparé, etc.....	771 et s.	Déclaration de cession.....	858, 859 et s.
Correction du, etc.....	809, 810	Demande de cession, sa signification et sa production au greffe.....	854, 855
Dans le cas de licitation forcée qui doit l'obtenir.....	1057	Effet de la.....	863
Dans quel ordre sont colloqués les frais du.....	798	Faite à la suite d'un <i>capias</i> , règles qui s'y appliquent.....	927
Doit être produit avec la demande de ratification de titre.....	1072	Faite à la suite d'une contrainte par corps.....	849 et s.
Fait preuve <i>prima facie</i> , mais il peut être contesté.....	808	Forme de la demande de.....	854
Frais du.....	776, 777	Le commerçant, qui a cessé ses paiements et refuse de faire cession, peut être arrêté sur <i>capias</i>	895
N'est pas requis pour une vente à la folle enchère.....	775	Le curateur est soumis à la juridiction du juge.....	875
		Le débiteur peut être examiné relativement au bilan, etc.....	882
		Les meubles du débiteur arrêté sur <i>capias</i> peuvent être saisis avant jugement.....	931

	ART
Cession de biens. —Libération du débiteur.....	880
Nouvelle demande et nouvelle cession	873
Pas de revision ni d'appel en certains cas.....	801
Pouvoirs et obligations du curateur.....	877, 878, 879
Production de pièces, examen de témoins, etc., règles s'appliquant à la.....	883, 884
Reconventionnement par des tiers de biens en la possession du curateur n'appartenant pas au failli.....	876
Registre du curateur, certificat de ses procédés, dépôt qu'il doit en faire au greffe.....	892
Chambre. —V. <i>Juge en chambre.</i>	
Changement d'état des parties nécessite la reprise d'instance.....	268, 269
Charge. —Opposition à fin de.....	
quand formée.....	724
quand non nécessaire.....	725
Charges. —Opposition aux..... imposées sur les immeubles.....	726
Charges publiques. —Usurpation des.... V. <i>Quo warranto.</i>	987 et s.
Chèque. —Actions sur chèque, sont sommaires.....	1150
Jugement par défaut sur.....	532
Chemin de fer. —Assignation de certaines compagnies de.....	144
Avis de vente d'un.....	718
Comment décrit dans l'acte de vente du shérif.....	760
Où se fait la vente d'un.....	741
Procès verbal de saisie d'un.....	706
Chicotimi. —District de..... dispositions exceptionnelles.....	39
Choix des jurés. —V. <i>Procès par jury.</i>	
Collocation. —V. <i>Ordre et distribution des deniers.</i> —Paiement et distribution des deniers.	
Commencement de preuve par écrit. —Témoignage de la partie peut servir de.....	316
Commissaires du havre. —Jurisdiction.....	65
V. <i>Certiorari.</i>	1292 et s.
Commissaire enquêteur.	
Devoirs et pouvoirs du.....	375 et s.
Enquête devant un..... dans quels cas.....	373
Nomination du..... ce qui contient l'ordonnance qui le nomme.....	373, 374
Tarif d'honoraires des.....	38
Commissaires pour l'apposition des scellés. —V. <i>Scellés.</i>	1363
Commissaires pour la décision sommaire des petites causes. —V. <i>Cour des Commissaires.</i>	1253 et s.
Commissaires pour recevoir les affidavits, etc.	
Effet de la déposition reçue par eux.....	28
do par un commissaire autorisé à administrer le serment en Angleterre.....	30
Nomination des.....	25 et s.
Pouvoirs des..... à la cour de circuit.....	1127

	ART
Quand peuvent-ils faire prêter le serment.....	21
Si un témoin est malade ou sur le point de quitter la province, son témoignage peut être reçu par un commissaire de la cour supérieure.....	356
Commission rogatoire. — Dans quel cas elle est obtenue.....	380
Dans quel délai elle doit être demandée.....	381
Documents qui accompagnent la.....	385, 386
Exécution de la.....	388, 389
Formation de la..... de quelle manière.....	382, 383
Quorum de la..... fixé par le juge.....	384
Rapport de la..... comment fait, comment ouvert.....	387
Si le rapport se fait trop attendre le tribunal peut procéder à l'audition de la cause; quand?.....	390
Transmission de la.....	388, 389
Compagnies étrangères. — Comment assignées.....	113
Comparution. — Du défendeur, dans quel délai.....	161
Dans le cas de <i>certiorari</i>	1297, 1304
Défaut de comparaitre.....	162
En appel; délai.....	1218
En personne.....	83
Le défendeur peut comparaitre après les délais.....	161
Le juge peut accorder au défendeur la permission de comparaitre.....	163
Procédures non-contentieuses, les notaires peuvent comparaitre, etc.	83
Compensation. —Plaidoyer de... Formule.....	203
Le tribunal sur une demande reconventionnelle peut déclarer qu'il y a.....	217
Compétence des tribunaux. —V. <i>Jurisdiction.</i>	
Compétence des témoins. —V. <i>Témoins.</i>	
Complainte. —Action en.....	1064 et s.
Comptes. —V. <i>Reddition de comptes.</i>	566
Compromis. —V. <i>Arbitrage.</i>	1431
Compulsoires. — A qui les notaires doivent communiquer leurs minutes des expéditions ou extraits d'icelles sans ordonnance.....	1320
A qui doivent-ils le faire que sur ordonnance.....	1321
Ce que contient l'ordonnance.....	1323
Dans quels cas y a-t-il lieu à la requête pour compulsoire.....	1322
Dans quel délai l'ordonnance doit être signifiée.....	1324
Effet du défaut du notaire de se soumettre au compulsoire.....	1326
Si la minute ou l'original d'un acte authentique, ou d'un registre public est perdue ou détruite, qu'il en existe une copie, requête que peut faire le porteur de cette copie.....	1327
Si le possesseur d'une telle copie se refuse à en donner communication, il peut être forcé à la déposer sur requête, à quelles conditions.....	1328

ART.
ces-
il ne
790
769
770
pour
à la
1295
t du
à la
1303
1298
me
1300
1304
f de
1301, 1302
ono-
1299
par
1301
1298
sans
1306
cour
ruit.
ifié. 1300
292, 1293,
1307
fusé
1290, 1307
'ap-
1294
1296
les
871
865
rs... 866
r... 872
s de
880
doit
861, 862
880
874
857
col-
881
885 et s.
859 et s.
ion
855 856
863 891
qui
927
par
849 et s.
854
aie-
on,
895
ion
875
ati-
882
sur
ant
931

	ART.		ART.
Compulsaires. —Signification de cette requête, à qui.....	1329	La partie qui révoque un procureur doit en nommer un autre.....	265
Tel dépôt de la copie, sur ordonnance du juge, a pour effet de substituer la copie déposée à l'original perdu, etc.....	1330	Le procureur donne avis qu'il cesse d'occuper.....	260
Computation des délais	9, 10	Révocation du procureur ne peut être faite, sans lui payer ses honoraires, etc.....	264
Conciliation. —Loi concernant la...p.	881	Constitutionnalité d'une loi.	
Conclusions. —Le tribunal ne peut adjuger au-delà des conclusions... Mais il peut permettre de les amender, dans quels cas et à quelles conditions.....	522 et s.	Ne peut être attaquée en première instance ou en appel, à moins qu'un avis ait été donné au procureur général, au moins huit jours avant l'audition.....	114
Confession de jugement. —Comment, où et quand faite.....	527	Contestation. —Contestation liée : comment.....	214
Dans le cas où le défendeur n'est pas connu du protonotaire, <i>quid</i>	528	De bilan.—V. <i>Bilan</i> .	
Devant la cour des commissaires....	1275	De bilan en matière de contrainte par corps.....	852
Si la...est acceptée.....	529	De la déclaration du tiers-saisi.—V. <i>Saisie-arrêt</i>	696
Si la... n'est pas acceptée.....	530	D'opposition.—V. <i>Oppositions</i>	653
Si quelques défendeurs seulement confessent jugement.....	531	Du <i>capias</i>	919 et s.
Congé-défaut. —Quand et comment le défendeur peut l'obtenir.....	154	Du rapport de distribution.—V. <i>Ordre et distribution des deniers</i> ...811 et s.	
Rapport du bref peut, cependant, être permis par le juge.....	154	En cause et contestation au mérite.—V. <i>Exceptions préliminaires</i> .— <i>Inscription en droit</i> .— <i>Défenses, réponses et répliques</i> .	
Si le demandeur veut intenter de nouveau la même action il doit payer au préalable les frais du congé-défaut.....	154	Contrainte par corps. —Arrestation (1 ^o) du débiteur ne peut avoir lieu, quand et où.....	841
Conseil de famille. —Avis du...dans quel cas il doit être pris.....	1331	Arrestation (1 ^o) du débiteur peut se faire en tout temps sur l'ordre du juge.....	842
Comment le...est convoqué et comment il est composé.....	1332	Cession de biens du débiteur à la suite de la.....	849
Délai d'assignation des parents.....	1333	Comment elle se fait et où.....	850
Dispositions applicables au.....	1308 et s.	Comment et pour quelles raisons le bilan peut être contesté.....	851
Jurisdiction concurrente de la cour supérieure, de la cour de circuit et des juges d'icelles.....	1336	Comment la...est-elle exécutée.....	838, 839
Les membres du...doivent d'abord être assermentés.....	1334	Comment la...doit être prononcée.	837
Les notaires peuvent convoquer devant eux le.....	83	Elargissement du débiteur, dans quels cas il peut l'obtenir.....	846
Minutes des délibérations du...doivent être signées.....	1335	En certains cas la...ne peut être exercée qu'après certains délais...	836
Conseil judiciaire. —V. <i>Tuteurs, Curateurs, etc.</i>	1331 et s.	En matière civile, quand peut-il y avoir lieu à la.....	832 et s.
Conseil Privé. —Appel de la cour du banc de la reine au.....	68	Pas de mise en liberté provisoire sous caution.....	840
Appel de la cour de revision au.....	69	Pension alimentaire, quand le débiteur peut l'obtenir.....	843
Cautionnement sur immeubles requis, comment il est donné.....	1249	Quand cette pension finit-elle.....	844
Comment l'appelant peut s'exempter de fournir ce cautionnement.....	1249, 1250	Quelles sont les personnes contraignables par corps.....	833, 834
Enregistrement du jugement du.....	1252	Quelles sont les personnes non contraignables par corps, exceptions.....	835
L'exécution du jugement dont est appel ne peut être arrêtée après six mois, sans un certificat du greffier du.....	1251	Requête du débiteur pour se pourvoir contre la.....	845, 847
Consignation. —V. <i>Offres réelles</i>	583 et s.	Si l'élargissement est accordé sur défaut de consignation des aliments, la contrainte ne peut avoir lieu pour la même dette.....	848
Constitution de nouveau procureur. —Avis de...requis de la partie adverse.....	262	Copie. —D'une pièce de plaidoirie, comment amendée.....	517
Cas où la...est nécessaire.....	259, 265	Comment obtenue, du notaire qui la refuse.....	1322 et s.
Cas où l'avis n'est pas nécessaire.....	261	Devant servir d'original, quand celui-ci est détruit ou perdu.....	1327 et s.
Peut avoir lieu à la cour d'appel, et comment.....	1237		
Défaut de.....	263		

	ART.		ART.
Copie. —Du bref et de la déclaration pour le défendeur.....	127	tions en recouvrement de certaines.....	58
Signification de la... de la déclaration et de l'affidavit dans le cas de <i>capias</i>	909	Juridiction de la cour de circuit.....	54
do do dans le cas de saisie-arrêt-simple.....	930	Juridiction de la cour des commissaires.....	59
do do do d'arrêt en mains tierces.....	942	Juridiction de la cour des magistrats.....	61
do do do de saisie-revendication.....	948	Juridiction de la cour des juges de paix.....	63
Coroner. —Contrainte par corps contre le.....	833	Pas besoin d'opposition afin de conserver pour les.....	790
Il doit comme le shérif tenir un registre des ventes de meubles qu'il fait.....	1318	Saisie et vente d'immeubles pour... municipales.....	700
Quand le... remplace-t-il le shérif.....	35	Cour du banc de la reine. —Juridiction civile de la... est générale et embrasse toute la province.....	40
Quid, si le shérif est en même temps.....	36	Règles de pratique de la..... 73 et s.	
Corporations. —Assignment des.....	142	V. <i>Appel à la cour du banc de la reine.</i>	
Assignment des... étrangères.....	143	Cour de revision. —V. <i>Revision.</i>	
do... pour examen préalable.....	286	Cour supérieure. —De quelles causes elle connaît en première instance..	48
do... sur faits et articles.....	363	De quelles causes elle connaît en première instance par voie d'évocation.....	49
Comment plaident les.....	81	En matière de <i>certiorari</i> , juridiction concurrente avec la cour de circuit.....	57
Comment sont désignées les... dans le bref d'assignation.....	122	Juridiction territoriale de la.....	40
Dans quel délai l'arrêt d'un jugement rendu dans les matières concernant les... doit être porté.....	1006	Règles de pratique de la... comment elles sont faites.....	73
La péremption d'instance court contre les.....	281	Règles de pratique de la... comment elles viennent en vigueur....	75
Les... étrangères peuvent ester en justice.....	79	Cour de circuit. —De ce que la C.C. connaît en dernier ressort.....	54
Pas d'appel d'un jugement final rendu dans les matières concernant les... municipales et les offices municipaux.....	43, 1006	De ce que la C.C. connaît en première instance, sans appel.....	55
Réponses des... à une assignation sur faits et articles.....	363	do connaît par voie d'appel..	58
Réponses des... comme tiers-saisis.	684	do do do de <i>certiorari</i>	57
Revision des jugements rendus dans les procédures relatives aux... et aux fonctions publiques.....	52	do do do d'évocation.....	56
Corporations formées irrégulièrement ou excédant leurs pouvoirs. —Autorisation du juge nécessaire pour l'émission du bref... Cautionnement pour frais.....	980, 978	Juridiction concurrente de la... pour les conseils de famille.....	1336
Curateur aux biens de la corporation dissoute.....	986	Juridiction territoriale de la.....	40
Dans quels cas le procureur-général doit, et dans quels cas il peut intervenir.....	978	PROCÉDURE DEVANT LA..... 1126 et s.	
Déposition assermentée doit accompagner l'information.....	980	Dans les causes susceptibles de revision ou d'appel.....	1135
Exécution du jugement.....	984	Dans les causes non susceptible de revision ni d'appel..... 1136 et s.	
Information libellée, ce qu'elle contient.....	979	Défaut de comparaître ou de plaider.....	1138
Forme du bref, délais, procédure, etc., les mêmes que dans les causes sonnaires.....	981, 983	Délai pour plaider.....	1139
Signification du bref, à qui.....	982	Dispositions générales.....	1126
Corps certain. —Comment décrit dans l'assignation.....	124	Enquête.....	1142
Cotisations. —Appel à la cour de circuit, de la cour des commissaires ou des juges de paix, dans les ac-		Enquête peut avoir lieu dans un autre circuit, sur l'ordre du juge.....	1145
		Evocation à la cour supérieure, comment et quand.....	1130
		Exécution sur les immeubles... 1147, 1148	1148
		Inscription, avis d'.....	1141
		Inscription pour preuve et audition	1140
		Juridiction des cours de circuit de district et de comté..... 1128 1129	1129
		Moyens de droits, comment ils sont proposés.....	1144
		Ordre de sursis sur une opposition... 1146	1146

ART.	ART.
Cour de Circuit. —Poursuites sont jugées sommairement, et dans les demandes en dessous de \$25.00, suivant l'équité.....	
Signification et exécution des brefs..	1137
Témoins, assignation des.... en certains cas.....	1143
Cour des commissaires.	
Arbitres devant la.....	1276
Assignation; comment elle se fait, dans quel délai.....	1264 et s.
<i>Certiorari</i> ; à quelle cour il peut être demandé.—V. <i>Certiorari</i>	57
Comment et où est tenue la.... comment les causes y sont décidées,...	1253
Comment la cause est instruite et jugée.....	1275 et s.
Compétence de la.....	59, 60
Déclaration du tiers-saisi devant le greffier de la cour de circuit.....	1260
Evocation à la cour de circuit 56, 1268 et s.	
Exécution des brefs en dehors du district.....	1259
Exploit d'assignation, ce qu'il contient.....	1265
Inscription de faux équivaut à l'évocation.....	1269
Jugement, exécution, etc.....	1280 et s.
Jurisdiction territoriale.....	40
Mesures provisionnelles que la.... peut accorder.....	1258
Mineur de plus de quatorze ans peut ester devant la.....	1263
Opposition sans ordre de sursis n'arrête pas la vente.....	1282
Pouvoirs des commissaires pour maintenir l'ordre.....	1254
Qui peut agir comme procureur devant la.....	1273, 1274
Qui peut donner l'assignation, et comment.....	1266
<i>Quid</i> si elle est accompagnée de saisie.....	1267
Récusation des commissaires, pour quelles causes.....	1255
Récusation, comment elle est faite..	1256
Récusation, si tous les commissaires sont recusés.....	1257
Témoins, assignation des.... pénalité	1279
Témoins sont toujours reçus, exception.....	1278
Cour de magistrat de district.	
Compétence de la.... pour juger au civil en dernier ressort.....	61, 62
Déclaration du tiers-saisi, où peut-elle être faite, procédure....	1288, 1289
Dispositions concernant les causes de la cour de circuit non susceptibles d'appel, s'appliquent à la.....	1285
Exécution des jugements de plus de \$40.00 sur immeubles.....	1291
Mesures provisionnelles peuvent être émanées par la.....	1288
Pas d'appel par <i>certiorari</i> ou autrement.....	1290
Procédures relatives aux rapports entre locateurs et locataires sont sommaires.....	1284
Cour des juges de paix, du recorder, etc. —Compétence des juges de paix au civil.....	63
Compétence de la cour du recorder au civil.....	64
Compétence des commissaires du havre, au civil.....	65
Jurisdiction territoriale de la cour du recorder est limitée à certains endroits.....	40
Jurisdiction territoriale des juges de paix est générale et embrasse toute la province.....	40
La procédure devant ces tribunaux est réglée par les statuts qui les constituent, etc.....	66
Cour suprême et cour d'échiquier du Canada. —Jurisdiction de ces cours, et la procédure qu'on doit y suivre sont réglées par des statuts particuliers.....	67
Cumul des causes d'action. —Quand il est permis.....	57
Curateur. —V. <i>Tuteurs, curateurs et conseils judiciaires.</i>	
Aux absents.....	1331 et s., 1337
Au délaissement, comment nommé..	581
do ses pouvoirs.....	582
Aux biens délaissés en justice par le débiteur.....	807 et s.
Aux corporations dissoutes.....	986
Aux interdits.....	1331 et s., 1337
Aux mineurs émancipés.....	1331 et s., 1337
Aux substitutions.....	1331 et s., 1340
Aux successions vacantes.....	1426 et s.
Dans le cas de bénéfice d'inventaire	1410, 1426 et s.
D	
Débat de comptes. —V. <i>Reditio de comptes</i>	566 et s.
Décès d'une des parties nécessite la reprise d'instance.—V. <i>Reprise d'instance</i>	266 et s.
Décision des questions de droit. —En certains cas.—V. <i>Adjudication sur un point de droit, quand les faits sont admis</i>	509 et s.
Déclaration. —Amendements de la... V. <i>Amendements</i>	513 et s.
Copie de la.... doit être laissée au défendeur.....	127
Dans le cas de désaveu.....	254
do cession de biens.....	858 et s.
Doit contenir la description de l'objet de la demande.....	124
Doit contenir un exposé des causes de la demande, etc.....	123
Doit être divisée en paragraphes numérotés.....	108
Du tiers-saisi, quand et comment elle est faite.....	682 et s., 943
Du tiers-saisi à la cour des commissaires.....	1260, 1261, 1262
Du tiers-saisi à la cour de magistrats de district.....	1288, 1289
Inscription en droit contre la....	191 et s.

	ART.
Déclaration. —Irrégularités dans la .. donnent lieu à l'exception à la forme.....174 et s.	
Règles générales qui s'appliquent aux.....105 et s.	
Signification de la copie de la... en matière de <i>capias</i>909	
Signification de la... en matière de saisie-arrêt avant jugement.....939, 942	
Signification de la... en matière de saisie-gagerie.....954	
Signification de la... en matière de saisie-revendication.....948	
Déclinatoire. —V. <i>Exceptions préliminaires.</i>	
Déconfiture. —Allégation de... après le rapport des deniers par le shérif ou l'huissier. — Appel des créanciers.....673	
Comment se produisent les réclama- tions des créanciers dans le cas de Dans le cas de saisie-arrêt après juge- ment, <i>quid.</i> —Appel des créanciers.....694	
Décret. —Acte de vente par le shérif.. 760 V. <i>Adjudication</i>746 et s.	
Cas où l'adjudicataire ne peut se faire livrer l'immeuble.....782, 783	
Dans quel état l'adjudicataire prend l'immeuble.....779	
Droits réels que purge le... (excep- tions).....781	
Quand l'adjudication est parfaite... 778	
Toujours sans garantie quant à la contenance.....780	
DEMANDE EN NULLITÉ DE DÉCRET. À la poursuite de qui et quand la ... peut-elle être formulée.....784, 785	
Comment est-elle faite, contestation de la.....787	
Dans quel délai elle est faite.....786	
Les moyens de nullité peuvent être invoqués par celui contre qui on demande la vente à la folle en- chère.....788	
Si le décret est annulé les argents payés doivent être rapportés au shérif.....831	
Défaut. —Comment et quand le défen- deur peut remédier au défaut de comparaître.....163	
De la part du défendeur.....162	
do des parties à un procès par jury.....463	
do du tiers-saisi.....691	
De rapporter le bref d'assignation... 154	
De répondre aux faits et articles...364 et s.	
Effet du défaut de comparaître à la cour des commissaires.....1275	
Jugement dans les causes par... 532 et s.	
Preuve et audition dans les causes par.....418 et s.	
Défenses, Réponses et Répliques. Amendements aux... sans la permis- sion du juge et sans frais; quand 514, 515, 1517	
Amendements aux... avec la per- mission du juge; quand.....516, 517	

	ART.
Amendements aux... sur l'ordre du juge.....518	
Amendements aux... de façon à coin- cider avec les faits prouvés.....520	
Ce dont le défendeur peut se préva- loir par ses défenses.....196	
Comment faire valoir des faits sur- venus depuis la contestation.....199	
Délai pour produire les défenses... 197	
do répondre et répliquer... 198	
do répondre à une pièce amendée.....204	
Délai pour produire les... à la cour de circuit (causes non app.).....1144	
Délai pour produire les... dans les matières sommaires.....1155, 1156	
Dénégation de certains documents... 209	
do de la signature, etc., d'un billet, d'un écrit sous seing privé, etc.....208	
d générale exclut toutes ac- tres.....202	
Fait allégué par la partie adverse et qui n'est pas expressément nié, etc., est censé admis.....111	
Forclusion de plein droit.....205	
do par ordre du juge.....206	
Les allégations des... doivent être divisées en paragraphes numé- rotés.....108	
Les dates, nombres, etc., peuvent être indiqués par des chiffres.....196	
Les... doivent contenir une réponse spéciale et catégorique aux allé- gations de la partie adverse.....202	
Les... doivent être signifiées à la partie adverse.....115	
Les moyens de droit à l'encontre d'une pièce de plaidoirie sont pro- posés par voie d'inscription.....200	
Les moyens d'exceptions prélimi- naires par voie de motion.....200	
Plaidoyer à l'encontre d'une pour- suite basée sur un jugement rendu hors du Canada.....210	
Plaidoyer à l'encontre d'une action basée sur un jugement rendu dans une autre province.....211, 212, 213	
Plaidoirie en droit, à la cour de cir- cuit, causes non app.....1144	
Procédures <i>ex parte</i> , s'il y a forclu- sion de plaider.....207	
Production des pièces invoquées à l'appui des.....201	
Règles générales applicables aux... 105	
Délais. Computation des délais.....9	
D'assignation.....149	
do dans les actions entre locateur et locataire... 1153	
do dans les matières non- contentieuses.....1308	
do des témoins.....297	
do en matière d' <i>habeas cor- pus</i>1116	
do en matière d'opposition au mariage.....1107	

	ART.		ART.
Délai.		Contestation de l'une et de l'autre....	219
D'avis d'inscription en droit.....	194	Dénégation. —De la signature, etc., d'un billet, d'un écrit sous seing privé, etc.....	208
do do causes sommaires....	1157	D'un document.....	200
do pour enquête <i>ex</i> <i>parte</i>	418	Dépens. —Adjudication des dépens... Adjudication dans le cas de désiste- ment.....	549 278
do pour preuve et audition.....	296	do dans les actions en dommages.....	550
do pour preuve à la cour de circuit.....	1141	do dans les actions pour aliments.....	551
do pour preuve dans les causes som- maires.....	1159	do des... en appel.....	1245
De signification d'une procédure écrite, à moins de dispositions con- traires.....	34	A partir de quelle date les... por- tent intérêt.....	556
D'inscription en appel.....	1209	Arbitres ne peuvent adjuger sur les..	413
do revision.....	1196	Au nom de qui se fait l'exécution pour les.....	555
En matière de <i>capias</i>	924	Dépens que peut accorder la cour de circuit d'un district.....	1128
do d'annulation de lettres patentes.....	1010	Dépens que peut accorder la cour des commissaires.....	1280, 1281
do d'arrêt simple.....	939	Distraction des... a lieu de plein droit.....	553
do d'arrêt en mains tierces.....	945	L'exécution provisoire ne peut être ordonnée pour les.....	595
do d'injonction.....	969	Ordre de collocation des... sur ventes de meubles.....	676
do de pétition de droit.....	1020	Ordre de collocation des... sur vente d'immeubles.....	798
Pour les exceptions préliminaires... Pour l'exécution du jugement dans les actions personnelles.....	164 612	Ordre de collocation des... du jugement pour une créance enre- gistrée.....	804
Pour l'exécution du jugement dans les causes sommaires.....	1160	Pour certaines significations en de- hors de la province.....	558
Pour produire la défense.....	197	Pour les témoins assignés hors de la jurisdiction.....	557
do do do dans les cau- ses sommaires.....	1155 et s.	Quand les tuteurs, curateurs, etc., peuvent-ils être condamnés per- sonnellement aux.....	552
Pour produire la défense en cour de circuit (causes non app.).....	1139	Taxation des... et revision de taxa- tion des.....	554
Pour produire les réponses et les répliques.....	198	V. <i>Les procédures auxquelles se ratta- chent les cas spéciaux dans lesquels l'adjudication des dépens peut va- rier.</i>	
Pour répondre à une pièce amendée. (<i>Pour les autres délais, V. Règles de pratique, et les procédures aux- quelles ils se rattachent.</i>)	204	Dépôts. —V. <i>Affidavit</i>	112
Délaissement. — Exécution volon- taire d'un jugement condamnant au... comment elle se fait.....	580	V. <i>Serment</i>	22, 321 et s.
Exécution volontaire d'un jugement ordonnant de rendre ou de livrer une chose mobilière ou immobi- lière.....	579	V. <i>Témoins</i>	312 et s.
Nomination du curateur au.....	581	Changements, mots rayés, renvois	351, 352
Pouvoirs du curateur au.....	582	Comment dépositions prises à l'en- quête—V. <i>Sténographie.</i>	
Revenus et fruits de l'immeuble dé- laissé, ce qu'ils deviennent.....	582	Comment prises devant experts.....	405
Demande de nouveau procès par jury	498	Prises au long.....	350
Demande de paiement, avant de procéder à la saisie.	609	Prises de consentement.....	355
Demande en justice. —V. <i>Action.</i>		Dans les causes <i>ex parte</i>	419
Demande en nullité de décret. —V. <i>Décret.</i>		Il n'y a pas de dépositions par écrit dans les causes non appelables de la cour de circuit.....	1142
Demande de cession. —V. <i>Cession de biens.</i>		La mention en tête de la déposition.	353
Demande incidente et demande reconventionnelle. — Comment et quand le demandeur peut la former.....	215, 216	Le tribunal peut ordonner de prendre au long les dépositions.....	349
Comment et quand le défendeur peut faire la demande reconvention- nelle.....	217, 218	Dépot. Accompagnant les exceptions préli- minaires.....	165
		En cas d'inscription en faux.....	227
		Du requérant en ratification de titre.	1080

	ART.
Dépot.	
D'une copie d'un acte authentique ..	1327 et s.
Devant accompagner la pétition de droit	1016
Devant accompagner l'opposition à jugement	1169
En cas d'exception déclinatoire, montant dû déposé en cour et son effet	170
Pour frais de sténographie	295
Procès par jury	434
Pour revision en matière de <i>capias</i> ; quand doit-il se faire	924
Pour enchérir lors de la vente d'immeuble par le shérif; quand 738, 740 et s.	
Pour revision	1196
Dernier équipieur.	
Arrêt avant jugement dans ce cas ...	931
Affidavit pour arrêt avant jugement dans le cas de	933
Désaveu.	
Avant et après jugement, quand ...	252
Comment	254
Comment les procédures de l'action principale sont suspendues	256
En appel	1238
Maintenu	258
Quand il peut avoir lieu	251
Par qui il peut être demandé.	253
Procédure	255
Règle générale	257
Désignation des parties au bref d'assignation	122
Désistement. —Comment il se fait, sa signification	276
Cas du désistement de la saisie d'immeuble et son effet	712
Dans les procès par jury	464
D'un jugement	548
En appel	1238
Effet	277
La partie qui s'est désistée ne peut recommencer qu'après que les frais sont payés.	278
Quand peut-il être fait.	275
Diffamation. —Dans les actions pour la cour des commissaires n'a pas juridiction	60
Dans les actions pour le juge ne peut permettre de procéder <i>in forma pauperis</i>	89
Différence. —Entre les textes français et anglais de ce code	2
Dilatoire. — Exceptions. — V. <i>Exceptions préliminaires</i>	177 et s.
Discussion. — Donne lieu à exception dilatoire	177
Exception de en particulier	190
Dispositions déclaratoires et interprétatives	1 à 39
Distraction des dépens. —A lieu de plein droit	553
Qui peut prendre exécution pour dépens distraits	555
Distribution de deniers. — V. <i>Paiement et distribution des deniers prélevés.</i> —Ordre et distribution.	

	ART.
Domicile. — V. <i>Election de</i>	
Domages. —Cas de contrainte par corps pour dommages	833
Dépens dans les actions en pour injures personnelles	550
Jugement pour doit en contenir la liquidation	542
Jurisdiction des juges de paix pour les causés par les animaux	63
Non liquidés, réclamés en cas de <i>capias</i>	899
Résultant de l'absence de cause probable, dans le cas de <i>capias</i> , etc.	893
Résultant d'une opposition (à une vente d'immeuble) renvoyée	732
Dossier. —Transmission du d'une cour à une autre	31
Transmission du en cas de récusation	245
Transmission pour enquête	357, 358
Transmission pour enquête en cour de circuit	1145
En revision	1198
Transmission en appel	1216
Transmission, cour des commissaires, sur inscription en faux	1270
Douaire. — Le décret ne purge pas le douaire coutumier non ouvert	781
L'éviction pouvant résulter du coutumier permet à l'adjudicataire de demander la nullité du décret ..	785
Droits seigneuriaux. — V. <i>Rentes</i> .	

E

Ecrits. —Peuvent être déclarés calomnieux ou supprimés par la cour ..	20
Sous seing privé; initiales des prénoms du défendeur	122
Sous seing privé; dénégation de signature; affidavit	208
Sous seing privé; jugement par défaut sur	532
Sous seing privé; exécution provisoire des jugements basés sur	594
Eglise. — Assignation prohibée dans l'On ne peut arrêter un débiteur dans l'.... pendant le service divin	841
Election. —Corporation en défaut de faire une élection. Mandamus	992
Ce qu'il ordonne en ce cas	998
Validité de l'élection	990
Election de domicile du défendeur, est au greffe quand il comparait en personne	84
Du saisissant, au bureau du shérif ..	710
Offres peuvent être faites au domicile élu par la convention	585
Par les avocats, etc	86
Par une partie.—Assignation au domicile élu	129
Emancipation. — V. <i>Mineur.</i> — <i>Conseil de famille</i>	1331 et s.
Emphytéose. — Effets du décret quant à (1')	781
Emprisonnement en matières civiles. — V. <i>Contrainte par corps</i> ...	832

	ART.		ART.
Enchères. —V. <i>Vente par autorité de justice.</i> — <i>Licitation forcée.</i>	1052	quand.....	175
Ratification de titre.....	1076 et s.	Irrégularités sont couvertes, quand	176
Enquête. —V. <i>Preuve.</i>		EXCEPTION DÉCLINATOIRE :—	
Enquête et audition, et enquête par défaut et ex parte.		Quand elle a lieu ; moyens ; paiement en cour.....	170
Dépositions, sténographie, etc.....	419	<i>Quid</i> des dépens.....	172
Mode.—Inscription.—Avis.....	418	Si incompréhension ratione materiz est soulevé.....	171
Preuve entrée au dossier.....	420	EXCEPTION DE LITISPENDANCE :—	173
Enquêteur. —V. <i>Commissaires.</i>		EXCEPTION DILATOIRE :—	
Entrée de la cause. —V. <i>Rapport.</i>		Quand elle a lieu.....	177
Envoi en possession. —Acte de notoriété requis et avis.....	1423, 1424	Cantonnement pour frais.....	179 et s.
Comment demandé et où.....	1422	Délai pour faire inventaire et délébrer.....	178
Procédure.....	1425	Garantie simple et formelle.....	183 et s.
Epoux. —Témoignage des époux l'un pour ou contre l'autre.....	314	EXCEPTION DE DISCUSSION :—	190
V. <i>Femme mariée.</i> — <i>Séparation de corps et de biens.</i>		Exception à l'appel. —Demande de renvoi de l'appel.....	1220
Erreur. —Cléricales, ou autre dans le jugement.—Correction.....	545, 546	Exécuteur testamentaire ou administrateur.	
Dans un procès-verbal.—Amendement.....	519	Contrainte par corps contre les... 833, 836	836
De rédaction, etc., plaidoiries.—Amendements.....	518	Doivent être appelés à l'inventaire..	1389
Evocation. —Comment, quand, et par qui l'... à la cour supérieure a lieu, de la cour de circuit.....	49, 1130	Etrangers ; comparution devant nos cours.....	80
Comment, quand et par qui l'... de la cour des commissaires à la cour de circuit.....	53, 1268	Etrangers ; leur assignation.....	143
Effet de l'évocation.....	1272	Peuvent requérir l'apposition des scellés et l'inventaire.....	1364, 1388
L'inscription de faux à la cour des commissaires est équivalente à l'... de la cause à la cour de circuit....	1270	Exécution des jugements.	
Transmission du dossier à la cour de circuit.....	1269	EXÉCUTION PROVISOIRE DES JUGEMENTS :	
Examen des débiteurs après jugement.		Dépens, l'exécution provisoire n'a pas lieu pour les.....	595
Quand il a lieu ; qu'elles personnes y sont soumises.....	590	Pouvoirs du tribunal ou des juges d'appel pendant ou hors des ternies	597
Frais de l'.....	593	Quand elle peut être ordonner notwithstanding appel ou revision.....	594
Production des documents.....	591	<i>Quid</i> si le tribunal a omis de la prononcer.....	596
Règles de l'assignation et de l'.....	592	EXÉCUTION FORCÉE DES JUGEMENTS :	
Examen. —Du failli.....	882 et s.	Bref d'exécution, à qui adressé.....	601
Examen. —De témoins.—V. <i>Témoins.</i>		Ce qu'il doit contenir.....	602
Examen préalable des parties et inspection de documents.		Choses insaisissables.....	599
Comment, quand, quelles personnes peuvent être assignées, pour examen, et règle.....	286, 287	Choses qui sur exécution doivent être laissées au choix du débiteur.....	598
Déposition sert dans la cause.....	288	Contre des héritiers.....	605, 606
Inspection de pièces et frais d'examen.....	289, 290	Décès du demandeur, <i>quid</i>	607
Exceptions préliminaires. —Dépôt requis et avis.....	165	Décès ou changement d'état du débiteur.....	605
Dispositions générales.....	164 et s.	Des jugements de la cour d'appel... do des commissaires, délais et frais... do de magistrats....	1247, 1281, 1291
Dans les matières sommaires, délai... Quand et comment elles sont proposées.....	164, 166	Demande de paiement inutile après une première exécution.....	609
Quand et comment elles sont proposées contre une défense ou autre plaidoirie.....	200	Denieure en vigueur jusqu'à satisfaction.....	603
<i>Quid</i> si le défendeur plaide au mérite.....	168	Pour les frais, au nom d'une des parties.....	555
EXCEPTION À LA FORME :—		Matières sommaires, délai d'exécution.....	1160
Moyens d'.....	174	Nouveau bref. <i>Venditioni exponas.</i> <i>Quid</i> s'il s'agit de l'accomplissement d'un acte physique.....	604, 608
Irrégularités emportent nullité,		Sur pétition de droit.....	1022 et s.
		Sur jugement en séparation de biens	1098
		EXÉCUTION SUR ACTIONS PERSONNELLES :—	
		Dispositions générales.....	612 et s.

ART.		ART.
175	Exécution des jugements.	
176	Biens que le créancier peut saisir....	613
	Délai pour exécution.....	612
170	Dans les causes sommaires.....	1160
172	Discussion des meubles, quand re-	
	quise.....	614
171	Mention au dos du bref des accom-	
173	ptes reçus par le créancier.....	615
	Moyens d'.... que le créancier peut	
177	exercer.....	614
et s.	Si les biens à saisir sont à plus de	
	neuf milles.....	616
178	EXÉCUTION SUR ACTIONS RÉELLES:	
et s.	Bref de possession.....	610
190	Procès-verbal dressé en présence	
	d'un témoin.....	611
1220	OPPOSITION À LA SAISIE EXÉCUTION	
	DES IMMEUBLES :	
	V. <i>Opposition à la saisie exécution</i>	
	<i>des immeubles</i>	721 et s.
	V. <i>Opposition à la saisie exécution</i>	
	<i>des meubles</i>	644 et s.
	V. <i>Opposition afin de conserver</i>	790 et s.
	V. <i>Sous ordre</i>	824 et s.
	V. <i>Ordre et distribution des deniers</i> .	
	V. <i>Paiement et distribution des de-</i>	
	<i>niers</i>	670 et s.
	V. <i>Saisie-arrêt après jugement</i>	677 et s.
	PAIEMENT DES DENIERS PRÉLEVÉS :—	
	V. <i>Paiement des deniers prélevés sur</i>	
	<i>vente d'immeubles</i>	793, 828 et s.
	PAIEMENT ET DISTRIBUTION DES	
	DENIERS PRÉLEVÉS SUR VENTE	
	DE MEUBLES :—	
	V. <i>Paiement et distribution</i>	670 et s.
	SAISIE DES BIENS-MEUBLES :—	
	Annonces.....	639
	A qui est adressé le bref d'exécution	
	617	
	Avis de la date de la vente, à qui ...	635
	Cas d'absence du débiteur ou de refus	
	d'ouvrir.....	625
	Cas où l'huissier peut exiger certai-	
	nes avances.....	626
	Cas où une saisie provisionnelle a	
	déjà été pratiquée.....	640
	Gardien insolvable.....	625
	Gardien offert par le saisi.....	621
	Gardien peut enlever les effets.....	624
	Gardien, qui ne peut l'être.....	622
	Heures et jours pendant lesquels une	
	saisie peut être pratiquée ; excep-	
	tions.....	618, 619
	Procès verbal de saisie, son contenu.	
	629 et s.	
	Procès verbal laissé au greffier, quand	633
	Quand les effets saisis peuvent-ils	
	être transportés ailleurs pour la	
	vente.....	637
	Quid si aucun gardien n'est offert...	628
	Saisie d'actions et d'effets de com-	
	merce.....	641 et s.
	Saisie de deniers.....	631
	Seconde saisie.....	623
	Si les choses saisies sont d'une nature	
	périssable.....	634

	SAISIE DES IMMEUBLES :—	ART.
	Annonces et avis au registrateur par	
	le shérif.....	716 et s.
	Avances exigées par le shérif du sai-	
	ssissant.....	704
	Bref adressé à qui et exécuté par	
	qui.....	701, 702
	Brefs subséquents doivent être notés	
	Certificat de main-levée de la saisie	
	Dans le cas de saisie de droits sei-	
	gneuriaux.....	700
	Dans le cas de saisie d'immeubles	
	pour taxes.....	700
	Dégradation à l'immeuble saisie, son	
	effet.....	714
	Election de domicile du saisissant..	710
	Frais du shérif.....	776
	Interpellation au débiteur.....	705
	Possession des immeubles saisis.....	713
	Quand l'aliénation de l'immeuble	
	saisie conserve son effet.....	715
	Quand le procès-verbal n'est pas né-	
	cessaire.....	708
	Quelles charges sont insérées au pro-	
	cès-verbal.....	709
	Quid s'il y a désistement ou paie-	
	ment.....	712
	V. <i>Vente à la folle enchère</i>	761 et s.
	V. <i>Vente des immeubles par autorité</i>	
	<i>judiciaire</i>	716 et s.
	Rapport de l'exécution.....	768
	EXÉCUTION DES JUGEMENTS DE LA	
	COUR DE CIRCUIT, SUR IMMEU-	
	IBLES :—	
	Bref rapporté à la cour supérieure,	
	etc.....	1132 et s.
	Montant requis, exception.....	1147, 1148
	Ex parte. —Avis d'inscription, et in-	
	scription dans les causes.....	418, 534, 1138
	Enquête et audition.....	418
	Jugement.....	532
	Procédure.. dans le procès par jury.	463
	do .. en appel.....	534
	Exemptions. —De la saisie des me-	
	ubles.....	598, 599
	Personnes exemptes d'emprisonne-	
	ment.....	835
	Personnes exemptes du <i>captas</i>	896
	EXHIBITS. —V. <i>Pièces</i> .	
	Expertise et visite des lieux. —	
	Causes de récusation des experts....	397
	Dans le cas de bornage.....	1061
	do .. partage.....	1040 et s.
	do .. ratification de titre..	1081
	do .. ventilation des im-	
	meubles vendus en	
	justice.....	805 et s.
	do .. vente de biens de mi-	
	neurs.....	1342 et s.
	Dispositions générales.....	391
	Nomination des experts.....	392 et s.
	Procédure.....	396 et s.
	Quand ordonné.....	392
	Refus d'agir des experts.....	399
	Serment des experts.....	400
	Expulsion. —Exécution provisoire des	
	jugements en.....	594

	ART.
Expropriation. — V. <i>Ratification de titre</i>	1083
Expropriation. —Loi d'.....	page 878
F	
Fabriques de paroisses ou églises.	
<i>Assignment</i>	138
Factum. —En appel.....	1223
En revision.—V. <i>Règle de pratique</i> , règles 3, 4, 5 et 6, page 897.	
Pour adjugation sur question de droit, après admission des faits....	500
<i>Procès par jury</i>	462
Faillite. —V. <i>Cession de biens</i>	853 et s.
Faits. —Défaut dans la définition des ... nouveau <i>procès</i>	498-9, 506
Définition des... <i>procès par jury</i>	424 et s.
Le jury constate les.....	475
<i>Mémoire des</i> ... ou <i>factum</i>	462
Faits et Articles — <i>Assignment</i> ; à qui et comment.....	360, 361
<i>Comparution de la partie</i>	362
Défaut de répondre.....	364
<i>Dépenses de déplacement</i> ; <i>taxe</i>	370
Devant un commissaire enquêteur..	378
<i>Frais des interrogatoires</i>	369
Quand on peut être interrogé sur... <i>Rédaction des interrogatoires</i>	359, 365
<i>Réponses</i>	366
<i>Réponses</i> ; ce qu'elles doivent être..	367
<i>Réponses d'une corporation</i>	363
<i>Réponses rejetées</i>	368
Faux —V. <i>Inscription en faux</i> .	
Femmes Mariées — <i>Assignment</i>	133
<i>Désignation</i>	122
V. <i>Séparation de corps et de biens</i> .	
Fiat —V. <i>Præcipe</i> .	
Folle enchère V. <i>Vente à la folle enchère</i> .	
Forclusion —De plaider au mérite sur proposition d'une exception pré- liminaire.....	167
De plaider, sur mise en cause de garants.....	139
De plein droit, pour défense ou autre plaidoirie.....	205
Effet de la... de plaider.....	207
En appel.....	1218, 1223
Quand la... lie la contestation...214, § 5	
Sur ordre du juge.....	206
Sans effet si l'exception dilatoire produite avant la... est maintenue.	169
Formules —Il n'y a pas de...spé- ciales pour aucune procédure...105, 107	6
Qui accompagnent le code suffisent.	
V. <i>Pour les formules de ce Code</i> , <i>appendice, p. 858, et pour les for- mules des Règles de pratique, p. 899.</i>	
Frais. —V. <i>Dépens</i>	549
Franchises. —Illégalement exercées par une corporation.—V. <i>Corpora- tions formées irrégulièrement, etc.</i> Illégalement exercées par un indi- vidu.—V. <i>Quo warranto</i> .	

G

Gages. —V. <i>Salaires</i> .	
Garant, Garantie. —V. <i>Action en ga- rantie.—Exceptions préliminaires.</i>	
Gardien ou dépositaire. —A droit d'en- lever les effets.....	624
Avis de vente au.....	635
<i>Contrainte par corps</i>	833
Défaut de représenter les effets.....	658
Décharge du.....	650
Doit représenter les effets.....	657
Même... sur seconde saisie.....	623
Nouvel.....	625
Non acceptable, qui.....	622
Offert par le saisi.....	621
Quand on ne peut avoir de gardien solvable.....	628
<i>Salaire d'un gardien d'office</i>	639
<i>Signature du</i> ... au <i>procès-verbal</i> ...	630
<i>Triplicata au</i>	632
Gardien provisoire. —A une cession de biens.....	864
A un débiteur insolvable.....	868
Avis qu'il doit donner.....	865
Gaspé. —Dispositions exceptionnelles concernant le comté de.....	59
Grefre. —Copie de la déclaration laissée au... <i>capias</i> , etc.....	909
Domicile au... par celui qui com- paraît en personne.....	84
Domicile au... par les procureurs, quand.....	86
<i>Procès verbal de saisie laissée au</i>	633, 707
<i>Signification au</i> ... pour une partie absente.....	85
Signification du mot.....	547
Greffier. —De la cour de circuit, peut émettre le <i>capias</i> et la <i>saisie-arrêt</i> avant jugement pour la cour supé- rieure.....	902, 934
Ses pouvoirs.....	1126
Greffier. —De la cour des commissaires ne peut agir comme procureur de- vant cette cour.....	1237
Grévé de Substitution. —Con- trainte par corps contre eux.....	833 § 6

H

Habeas Corpus ad subjiciendum , en matière civile.	
<i>Affidavit</i>	1115
Bref; sa nature, quand et de qui on l'obtient.....	1114
Bref: formalités, rapport.....	1116
Bref: désobéissance, contrainte par corps.....	1118
Bref: nouvelle demande.....	1125
Bref: sa transmission au tribunal... Bref: signification.....	1121, 1117
<i>Frais</i>	1124
<i>Plaidoiries écrites. Instruction</i>	1122
<i>Procédures devant la cour</i>	1123
do do le juge.....	1119
Quand une personne emprisonnée peut être admise à caution par le juge.....	1120

	ART.
Héritiers. —V. <i>Inventaire.</i> — <i>Scellés.</i> — <i>Vente des biens d'une succession.</i> — <i>Bénéfice d'inventaire.</i> — <i>Lettres de vérification.</i> — <i>Succession vacante.</i> — <i>Vérification des testaments.</i>	
Délai pour inventaire et délibération; exception dilatoire.....	177, 178
Exécution contre les.....	605, 606
Signification aux....d'une personne décédée depuis moins de six mois.....	135
Homologation. —De l'ordre et distribution.....	820 et s.
Des rapports d'experts, praticiens ou auditeurs.....	414, 415, 416
Des rapports d'arbitres.....	417
Du compromis, est obtenu par poursuite ordinaire.....	1443, 1444
Huis clos. —Des séances de la cour ou du juge.....	16
Huissier. —Contestation d'un procès-verbal d'.....	236
Contrainte par corps pour argents reçus.....	833
Frais d'.... dans les causes non appelables de la cour de circuit.....	1137
L'.... saisissant ne peut enchérir....	660
Ne peut agir comme procureur à la cour des commissaires.....	1273
Ne peut rien recevoir au delà du prix d'adjudication.....	663
Quand il ne peut exploiter.....	148, 1278
Quand il ne peut témoigner.....	320
Signification d'.... ou exécution, Frais.....	116
Hypothécaire (action).—V. <i>Action en déclaration d'hypothèque.</i> —V. <i>Poursuites hypothécaires.</i>	
Hypothèques. —V. <i>Certificat des....</i> — <i>Ratification de titres.</i> — <i>Action en déclaration d'hypothèque.</i> — <i>Ordre et distribution.</i> — <i>Poursuites hypothécaires.</i>	
Purge des hypothèques.....	1067 et s.

I

Iles de la Madeleine. —Appel des jugements rendus dans les.....	45
Dispositions spéciales relatives aux... la déclaration.....	37
Immeubles. —Désignation des....dans la déclaration.....	124
In forma pauperis. —Comment obtenir la permission de plaider.....	90
Dépens et exécution.....	93
Frais incidents.....	92
Quand le juge peut accorder cette permission.....	89
Révocation; causes.....	91
Incidente (demande).—V. <i>Demande incidente.</i>	215
Incompatibles (recours).—Exception dilatoire; option.....	177, § 6
On ne les cumule pas.....	87
Inconstitutionnalité. —D'une loi; comment plaidée.....	114
Indivisible. —Dette ou droit—exception dilatoire.....	177, § 8

	ART.
Information. —Contre les corporations formées illégalement.....	979
Pour annuler lettres patentes.....	1008
Injonction. —Additionnelle.....	959
Affidavit et demande.....	960
Appel ou revision.....	969
Avis de la demande.....	961
Cautionnement.....	963
Contravention; ordre du juge en ce cas.....	970
Décernée sans avis.....	966
En quoi consiste-t-elle.....	964
Interlocutoire; quand elle peut être accordée et quand elle ne peut pas l'être.....	957, 958
Instruction de la demande.....	962
Jugement final.....	968
Pénalités contre le contrevenant; comment imposées.....	971, 972
Signification.....	965
Suspendue et renouvelée.....	967
Injonctions et réprimandes. —Peuvent être prononcées par les tribunaux et les juges dans une cause.....	20
Injures verbales. —V. <i>Diffamation.</i>	
Inscription. —Avis.....	296
Copies des pièces de plaidoiries sont déposées avec l'.....	295
En appel.—V. <i>Appel.</i>	1213
En cour de circuit, causes non appelables; avis.....	1140, 1141
En matières sommaires, avis.....	1158, 1159
En revision.—V. <i>Revision.</i>	1198
Pour audition sur contestation de l'ordre et avis.....	815
Pour audition sur un point de droit après admission des faits.....	510
Pour enquête, ou enquête et audition par défaut et <i>ex parte</i> , et avis.....	418
Pour jugement par défaut et <i>ex parte</i> .—Quand avis est requis.....	532 à 534
Pour jugement sur confession de jugement.....	529
Pour preuve ou jugement par défaut ou <i>ex parte</i> , dans les causes non appelables en cour de circuit, pas d'avis.....	1138
Pour preuve et audition dans une cause contestée—quand inscrire... Rôle tenu par le protonotaire.....	293 294
Inscription en droit. —Cas où il y a lieu de plaider en droit.....	191
Ce que doit contenir l'.....	192
Comment la contestation est liée....	193
Comment se fait le plaider en droit.....	192
Contre une défense, etc.....	200
Dans les causes non appelable, en cour de circuit, on ne peut proposer les moyens de droit par inscription.....	1144
En matières sommaires, délai d'audition.....	1157
La contestation en fait ne peut s'inscrire avant jugement sur le droit....	195
Quand a lieu l'audition.....	194
Inscription en faux. —Communication du document.....	231

	ART.		ART.
Inscription en droit.		curateur judiciaire.....	1381
Cautonnement requis en cour des commissaires. Transmission du dossier.....	1270	Son contenu.....	1392
Déclaration du défendeur en faux.....	229	Vente du consentement des parties..	1396
Défaut de cautionnement.....	1271	Inventaire des pièces.—V. <i>Pièces.</i>	
Dépôt d'argent.....	227		
Dépôt du document.....	230	J	
Effet de l'.... en cour des commissaires.....	1269	Jours non juridiques. —Assignation les.... ne peut être donnée sans permission du juge.....	125
Faux incident; requête, signature... ..	235	Le débiteur ne peut être arrêté les... exception.....	841, 842
Faux principal; règles.....	234	Le temps du délai court les.....	9
Jugement.....	232	Les tribunaux ne peuvent siéger les..	14
Moyens de faux.....	225	Quels sont les.....	7
Principale et incidente, quand.....	231	Quand on peut saisir, les.....	619
Procédure.....	228	Si le jour où on doit faire quelque chose est ou devient.....	5
Quand faire l'.... effet.....	318	Juge. —Peut questionner les témoins..	344
Témoignages sur.....	318	Pouvoir du tribunal sur les matières dont la compétence est attribuée à un juge.....	24
Insolvabilité.—V. <i>Déconfiture.</i>		Quand deux juges peuvent et doivent siéger en même temps.....	32
Inspecteurs. —Nomination d'.... à une cession de biens.....	866, 867	Quand le protonotaire remplit les fonctions du.....	33
Avis des.... au curateur pour la vente des biens.....	878, 879	Quand le.... peut être récusé.—V. <i>Récusation</i>	217 et s.
Pour contester le bilan.....	885	Quand il ne peut siéger en revision..	1190
Inspection. —De documents, livres, etc.....	280	Quand un.... ne peut siéger en appel et quand il le peut, ses pouvoirs..	1229, 1231 et s.
De documents notariés.—V. <i>Comptabilité</i>	1320 et s.	Signification du mot.....	525
Des livres, etc., du débiteur par le créancier d'un jugement non satisfait.....	591	Juge en chambre. —Décisions du.... revision, app. etc.....	72
Intérêt. —Collocation des.....	804	Matières de la compétence du.....	70
Requis pour former demande en justice.....	77	Où est rendu le jugement.....	587
Sur les frais.....	556	Renvoi de l'audience à la chambre et <i>vice versa</i>	71
Interlocutoires. —Appel des jugements.....	46	Juges de paix. —Appel de leurs jugements à la cour de circuit.....	58
Comment se fait l'appel.....	1211, 1212	Leur juridiction.....	63
Présence de l'appel.....	1225	Recours par <i>certiorari</i> contre leurs jugements.....	1202 et s.
Interprétation. —De certains termes. Des dispositions concernant la procédure.....	5, 3, 4	Jugement. —Après le verdict.—V. <i>Procès par jury.</i>	
Du Code, quand il existe une différence entre les textes français et anglais.....	2	Ce que le.... doit contenir.....	541
Plaidoiries, énonciations dans les... ..	105	Ce que le.... doit contenir, dans les instances de compte.....	577
Interprète. —Peut être nommé par le juge, frais.....	21	Comment et quand se fait l'appel d'un jugement interlocutoire.....	46, 1211, 1212
Interrogatoires. —Sur faits et articles.—V. <i>Faits et articles</i>	359 et s.	Contre le tiers-saisi, doit lui être signifié.....	689
Interventi. —Comment elle se forme.....	221	Décision rendue sur un point de droit etc., assimilé au.... dans une instance.....	511
En appel.....	1237	Désistement du jugement, son effet..	548
Doit être reçue par le juge.....	222	Différent.—V. <i>Procès par jury.</i>	
Procédure.....	224	En délibéré peut être rendu tout jour juridique.....	596
Quand elle se fait et par qui.....	220	<i>Ex parte</i> ou par défaut, avis.....	532 et s.
Suspension d'instance; signification..	223	<i>Ex parte</i> ou par défaut, cour de circuit non app., pas d'avis.....	1138
Inventaire. —(Bénéfice d').—V. <i>Bénéfice d'inventaire.</i>		Interlocutoire, — appel, procédure	46, 1221, 1225
Inventaire. —Cloture d'.... en justice.....	1398	Juge empêché de rendre jugement en personne.....	538
Forme de l'.....	1391		
Garde des effets.....	1397		
Notaires.....	1390		
Parties à l'.... présentes ou appelées. Prétentions et protestations.....	1389 et s.		
Qui peut le demander et y assister... ..	1388		
Quelles parties y sont appelées. pro-			

	ART.
Jugement.	
Juge en congé ou promu.....	540
Ne peut être rendu si la partie n'a pas été entendue ou appelée.....	82
Poursuites basées sur des jugements rendus hors de la province ou du Canada.....	210 et s.
Porvoir du protonotaire de rendre... en l'absence du juge et revision.....	33
Quand il s'agit de corporations formées illégalement.....	981 et s.
Quand il s'agit de mandamus.....	996 et s.
Quand il s'agit d'une injonction.....	968
Quand il s'agit d'usurpation de charges publiques.....	990, 991
Restitution de fruits et revenus.....	513
Signification du.....	547
Sur déclaration du tiers-saisi, opère subrogation.....	692
Jurisdiction. —Action ayant pris naissance dans différents districts.....	90
Action contre les officiers publics.....	97
do en garantie.....	98
do en reprise d'instance.....	98
do en séparation entre époux.....	96
do personnelles.....	94
do réelles et mixtes.....	100
Cession de biens, se fait à la cour supérieure.....	862
D'appel des tribunaux.....	11
Défaut de..... donne lieu à l'exception déclinatoire.....	170
Défendeur, cas où il y a plus d'un..	103
En matière d'assurance ..	95
do de succession.....	102
do d'opposition au mariage	1105
Immeuble situé partie dans un district et partie dans un autre... 101,	1058
Juge, cas où il est recusé.....	104
Licitation forcée d'un immeuble situé partie dans un district et partie dans un autre.....	1058
Prohibition pour excès de.....	1003
Ratification de titre.....	1068, 1070
Tribunaux ayant juridiction dans la province.....	40
V. <i>Conseil privé.</i> — <i>Cour suprême.</i> — <i>Appel.</i> — <i>Revision.</i> — <i>Cour supérieure.</i> — <i>Cour de circuit.</i> — <i>Cour de magistrat.</i>	
L	
Lettre de change. —Dénégation de la signature d'une... affidavit.....	208
Jugement par défaut dans une action basée sur.....	532
L'action sur une... est sommaire 1150, 2	
Lettres patentes. —V. <i>Annulation de.</i>	1007 et s.
Lettres de vérification. —Affidavit.....	1413
Action en contestation des.....	1417
Affidavit, héritiers mis en cause.....	1418
Avis, publication, délai de présentation de la requête.....	1414
Avis public.....	1419
Ce que doit contenir la requête.....	1412
Comparison des héritiers et contestation.....	1416

	ART.
Copies authentiques des.....	1421
Jugement; autres contestations.....	1420
Preuve exigée.....	1415
Quand on peut demander les.....	1411
Levée des scelles. —V. <i>Scellés.</i> 1375 et s.	
Libelle. —V. <i>Diffamation.</i>	60, 89
Licitation forcée. —V. <i>Partage et licitation forcée.</i> — <i>Partage et licitation volontaire.</i> — <i>Vente des biens de mineurs et autres.</i> — <i>Vente des meubles d'une succession.</i>	
Volontaire; règles.....	1016
Volontaire, d'immeuble possédé par indivis par un tuteur et ses pupilles.....	1355
Lieu de l'introduction de l'action. —V. <i>Jurisdiction.</i>	31 et s.
Liquidation. —Doit être contenue dans le jugement en dommages... 542	
Doit être ordonnée dans le jugement en restitution de fruits et revenus..	543
Liste des pièces. —V. <i>Pièces.</i> 155 et s.,	206
Litispendance. —Se plaide par voie d'exception préliminaire.....	173
Locateurs et locataires. —Actions entre... sont sommaires.....	1150
Cas où le locateur n'a de privilège que sur les deniers prélevés.....	646
Classe et juridiction de ces actions; mesures provisionnelles que le locateur peut adopter.....	1152
Compétence de la cour de magistrat de district dans les poursuites entre.....	62
Délai d'assignation.....	1153
Procédures spéciales entre... avis du locateur au locataire de quitter les lieux loués; et conséquence sur défaut par ce dernier de s'y conformer.....	1089

M

Magistrat de district. —V. <i>Cour de.</i>	61, 62, 1284 et s.
Maitre de vaisseau. —Assignation..	132
Maitres et serviteurs. —Compétence des juges de paix et du recorder dans les différends entre... 63, 64	
Poursuites entre... sont sommaires 1150	
Mandamus. —Bref; quand et comment il est émis; sa forme 992, 993, 994	
Bref péremptoire; signification.....	997
Défaut de se conformer au bref péremptoire et pénalités.....	1001, 1002
Délai d'appel.....	1006
En matières municipales, il n'y a pas d'appel.....	43, 1006
Jugement.....	996
Jugement sur... peut être révisé... 52	
Pour une élection à faire.....	998, 999
Rapport de la copie du bref, avec certificat.....	1000
Mariage. —V. <i>Opposition au.</i>	1105 et s.
Matières sommaires. —Actions réputées telles et règles ordinaires qui s'y appliquent.....	1150, 1151

	ART.		ART.
Matières sommaires.			
Bref d'assignation doit porter en tête les mots "matière sommaire".....	1102	actes, ils peuvent rendre témoignage.....	318
Causes entre locuteurs et locataires..	1152	Novation. —Plaidoyer de.....	201
Délais.....	1153, 1154, 1101	Nouveau procès. —V. <i>Procès par jury.</i>	
Défenses et autres plaidoiries.....	1155, 1150	Nulla bona ou carence. —Examen du débiteur sur rapport de.....	800
Inscriptions en droit, et pour enquête et audition, avis.....	1157, 1158, 1150	Rapport de... du shérif.....	768
Instruction et jugement dans les... pendant la vacance.....	15, 23	Nullité. —De la saisie, quand la demander.....	015
Jugement, exécution.....	1100	Provenant d'irrégularités.....	175
Medietate linguae. —(Jury <i>de</i>).....	434, 410	Quand la... est convertie.....	176
Jury mixte.....	434, 410	Nullité du décret. —V. <i>Décret.</i>	
Membre de la législature. —Signification à nu.....	117	Numérotage. —Des allégations de la plaidoirie écrite.....	108
Mépris de cour. —Contrainte par corps pour.....	834 et s.	O	
Mesures provisionnelles. —Recours du défendeur, quand il n'y a pas cause probable.....	803	Objections. —Au résumé du juge dans un procès par jury.....	473
Mineur. —Agé de 14 ans; peut poursuivre pour gages devant la cour des commissaires.....	1203	Aux questions de nature à incriminer un témoin.....	351
Comment a lieu la vente des biens d'une succession, si l'un des héritiers est mineur.....	1404	Réservées pour audition.....	355
Ne peut plaider seul.....	78	Objet de la demande. Sa description.....	124
Péremption d'instance contre le... Tutelle au mineur.....	1331 et s., 1337	Offices municipaux. —Cas où il n'y a pas d'appel.....	43, 1006
Tuteur spécial à chaque mineur, en cas de partage.....	1030	Revision.....	52
Vente des biens de.....	1414	Officier public. —Avis d'action contre nu.....	88
Minutes. —V. <i>Compulsoires.</i>		Compétence dans ces actions.....	97
Comment les remplacer quand elles sont écartées, perdues ou détruites.....	1327 et s.	Procès par jury dans un autre district.....	420
Mise en cause. —Comment elle peut se faire et sa signification au nouveau défendeur.....	521, 525	Offres réelles. —Contenu de l'acte authentique des.....	586
Mixtes (actions).—Jurisdiction.....	100, 103	Consignation, deniers consignés; frais.....	587, 588, 580
Motion. —Contestation des rapports des shérifs, huissiers, etc., par... Dans quel cas a lieu la... d'exception à l'appel.....	164, 1220	Manière de faire les.....	583, 584
Exceptions préliminaires par.....	164	Offres au domicile élu par convention.....	585
Opposition renvoyée sur.....	651	Ontario. —Comment et quand un témoin résidant à... peut être amené devant une cour de justice.....	299, 300
Procès par jury.....	491	Signification du subpoena et frais.....	588, 589
Montréal. —Appel des jugements et revision d'iceux à.....	47, 53	Opposition à jugement. —A lieu, quand.....	1163
Moyens de se pourvoir contre les jugements.		Affidavit.....	1165
V.— <i>Appel à la cour du banc de la reine.</i> — <i>Appel à la cour de circuit.</i> — <i>Appel à Sa Majesté.</i> — <i>Certiorari.</i> — <i>Opposition à jugement.</i> — <i>Requête civile.</i> — <i>Requête en revision.</i> — <i>Tierce opposition.</i>		Autorisation du juge.....	1168
Muets. —Mode pour les... de rendre témoignage.....	319	Ce que doit contenir l'.....	1164
		Certificat signifié à l'huissier en charge de l'exécution.....	1171
N		De distributions par un créancier... Délais.....	820, 1166, 1167
Notaires. —V. <i>Compulsoires.</i>		Dépot à faire.....	1169
Inventaire, choix du notaire, devoirs et obligations du... Ont droit de faire les procédures non contentieuses.....	1330 et s., 83	Frais.....	1174
Sur inscription en faux contre leurs		Procédure.....	1173
		Signification.....	1170
		Sursis. Rapport de l'exécution... Opposition à jugement par un tiers.—V. <i>Tierce opposition</i>	1172, 1185
		Opposition à la saisie-exécution des meubles. —Afin d'annuler... Afin de distraire.—Locateur.....	645, 646
		Avis de l'opposant.....	650
		Contestation.....	653
		Défaut de contestation.....	652
		Déposition requise.....	647
		En cour de circuit.....	1131

Opposition à la saisie-exécution des meubles.

En cour des commissaires ; sursis ;
procédure..... 1282, 1283
La deuxième... requiert l'autorisation
du juge..... 651
Qui peut faire une..... 611
Renvoyée sur motion..... 651
Sursis ; rapport ; en cour de circuit
nou appelable..... 619, 1116

Opposition à la saisie-exécution des immeubles.—Affidavit.....

Afin d'annuler..... 727
Afin de charge..... 722
Afin de distraire..... 721
Aux charges..... 723
Afin de charge, quand elle n'est pas
nécessaire..... 725
Continuation des publications..... 730
Dans le cas de licitation..... 1050, 1051
Délai ; signification..... 728
Dépens et dommages..... 732
La deuxième... requiert l'autorisation
du juge..... 734
Procédure..... 731
S'il s'agit de l'exécution d'un juge-
ment de la cour de circuit... 1133, 1146
Sursis et rapport des procédures.... 729
Suspension de la vente par l'..... 721

Opposition afin de conserver. —

Production et délai..... 702
Quand elle est nécessaire et quand
elle est inutile, et frais dans ce der-
nier cas..... 700, 701
Sur licitation..... 1056
Sur ratification de titre..... 1071, 1075

**Opposition au mariage. — Assem-
blée de parents.....**

Avis..... 1106
Délai ; signification..... 1107
Dépens..... 1113
Jugement de congé-défaut..... 1109
Opposition désertée..... 1110
Où elle est enregistrée..... 1105
Privilégiée en appel ou révision.... 1112
Procédure..... 1108

**Opposition en sous-ordre. — V. Sous
ordre.....**

Option.—V. *Exception dilatoire*... 177, 176
Procès par jury..... 123

**Ordre et distribution des deniers
prélevés.—Sur vente de meubles.**

—V. *Paiement et distribution des
deniers prélevés*..... 694
Sur vente d'immeubles.—Adjudica-
tion des deniers sans ordre..... 793
Capital d'une rente viagère..... 803
Collocation, des frais de justice... 793, 798
Créances à terme..... 802
Créances conditionnelles..... 800
Créances indéterminées..... 801
Contestation du certificat des hypo-
thèques ; correction..... 808, 809
Contestation de l'ordre, délai..... 813
Ce qu'elle peut être..... 814
Contestation ; frais..... 816
Qui en est le maître..... 818
Maintenue ; nouvel ordre..... 817

ART

Comment on l'obtient..... 822
Créancier indûment colloqué..... 823
Dans le cas de licitation..... 1057
Droits réels..... 796
Dans le cas de ratification de titre... 1086
Effet de la réformation du jugement
de distribution..... 831
Extinction des hypothèques, etc.,
comment établir l'..... 811, 812
Homologation de l'ordre en tout ou
en partie..... 820, 821
Inscription pour audition..... 815
Intérêts et frais..... 804
Le régistrateur est officier de la cour ;
frais..... 810
Ordre préparé par le protonotaire ;
quand ; son contenu..... 794, 795
Procédure..... 819
Réformation du jugement de distri-
bution..... 830
Sous-ordre.—V. *Sous ordre.—Fenti-
lation.—Experts*..... 805 et s.
Original d'un acte authentique
Moyen de le remplacer s'il est per-
due..... 1397 et s

P

Paiement de deniers en cour. — V.

Offres réelles et consignation..... 583
Demande de... au débiteur sur exé-
cution..... 699
En cour, avec exception déclina-
toire..... 170
Plaidoyer de..... 171

**Paiement et distribution des de-
niers prélevés sur vente de meubles.**

Ordre de la distribution..... 675
Ordre des frais de justice..... 676
Privilège du saisissant ; exception... 672
Quand les deniers sont payés au sai-
sissant..... 670
Quand rapportés en cour..... 670
Quid au cas de désconfiture..... 673
Quid des deniers à distribuer sur sai-
sie-arrêt, au cas de désconfiture.... 694
Réclamations des créanciers..... 674

**Paiement des deniers prélevés sur
vente d'immeubles. — Cas où**

l'adjudicataire a gardé les deniers.
Cas où ils sont payés sans colloca-
tion..... 795
Comment obtenir la réformation du
jugement de distribution..... 830
Effet de la réformation du jugement
de distribution..... 831
Quand le shérif est tenu de payer les
deniers..... 828
Sur licitation..... 1057
Sur ratification de titre..... 1388

**Partage et licitation forcée. — Au-
diteurs en matière de.....**

410
Action en..... 1037
Avis et annonces..... 1047 et s.
Chaque mineur a un tuteur spécial... 1039
Co-propriétaires mis en cause..... 1038
Distribution des deniers..... 1057
Effet de l'adjudication..... 1054

ART

	ART.	ART.
Partage et licitation forcée.		
Enchère, quand elle a lieu	1045	
Enchères et adjudication	1052, 1053	
Experts pour visite et estimation	1040	
Expert, un seul, si les parties sont majeures et s'accordent	1041	
Experts, procédures sur leur rapport	1042	
Licitation volontaire	1046	
Licitation d'un immeuble situé dans deux districts	1058	
Oppositions afin de conserver	1050, 1051, 1056	
Paiement du prix	1055	
Praticien	1044	
Tirage des lots	1043	
Paternité. —Action en déclaration de incompétence de la cour des com- missaires	60	
Patron de vaisseau. —Assignation	132	
Pénalités. —Appel à la cour de circuit, pénalités municipales	58	
Compétence du magistrat de district	61	
Incompétences de la cour des com- missaires	60	
L'action <i>in formâ pauperis</i> n'est pas admise en matière de	89	
Pour contravention à l'injonction	971, 972	
Pour contravention au mandamus, à la prohibition	1001, 1005	
Pour infraction au tarif par des offi- ciers de justice	37	
Pension alimentaire. —Au débiteur incarcéré	843, 844	
Défaut de la lui payer	846, 848	
Dépens dans les actions pour	551	
Exécution provisoire des jugements accordant une	594 § 7	
Insaisissable	599	
Péremption d'instance. —Cas où elle a lieu ; exception	279, 280	
Comment déclarée et couverte	282, 283	
Contre qui	281	
Effet de la	284	
En appel	1239	
En revision	1200	
Frais	285	
Personnelle (action). —Lieu de son introduction	94 et s.	
Pétition de droit. —A lieu, quand ...	1011	
Affidavit	1013	
Appel	1020	
Compétence de la cour supérieure à Québec	48	
Condamnation de la couronne	1024	
Contenu de la	1012	
Dépôt et production de documents ..	1016	
Doit être remise au secrétaire provin- cial	1014	
Exécution, revendication, bref de possession contre la couronne	1022, 1023	
Fiat du lieutenant-gouverneur et pro- duction	1015	
Forme de la procédure	1018	
Frais	1021	
Incompétence de la cour de circuit ..	54	
Quand une chose est vendue par la couronne	1019	
Signification au procureur général ..	1017	
Pétitoire (action). —Ne peut être jointe au possessoire	1066	
Peut être instituée après	1066	
Pièces. —Comment produites	156	
Communes aux parties	158	
Contrainte par corps	160	
Date de leur production, avec liste ..	155	
Défaut de production	206	
Demandeur ne peut procéder avant leur production	157	
Dépôt de ... sur inscription en faux ..	230	
Mention des ... quand et comment produites	201	
Ne peuvent être déplacées	159	
Plaidoirie écrite. —Admissions et dénégations	109, 111	
Affidavits	112	
Allégations doivent être numérotées ..	108	
Amendements aux ... V. <i>Amende- ments</i>	513 et s.	
Conclusions	113	
Faits qui doivent être expressément allégués	110	
Loi inconstitutionnelle ; manière de la plaider	114	
Règles générales de la ... rédaction et division	105 et s.	
Signification des	115, 116	
Plaidoyers préliminaires. —V. <i>Ex- ceptions préliminaires</i>	164	
AU MÉRITE. —		
En cour de circuit non appelable, dé- fense en droit	1144	
En droit.—V. <i>Inscription en droit</i> ..	191 et s.	
En fait. V. <i>Défenses, réponses et ré- pétiques</i>	202 et s.	
Point de droit. —V. <i>Adjudication sur un</i>	509	
Possession. —Bref de ... quand	610	
Comment exécuté	611	
Comment l'adjudicataire obtient ... d'un immeuble	782, 783	
Comment le séquestre est mis en ...	976	
Effets revendiqués	949, 951	
Effets saisis avant jugement	938	
Mise en ... des clefs, documents, etc. d'une charge publique	991	
Procédures pour entrer en ... de biens que la couronne est condam- née à rendre	1022, 1023	
V. <i>Envoi en possession</i> ..		
Possessoire (action). —A lieu, quand, et par qui	1064	
Cumul du possessoire et du pétitoire, prohibé	1066	
Délai pour	1065	
Exécution provisoire	594	
Poursuites hypothécaires. —Contre des immeubles dont les proprié- taires sont inconnus ou incertains.		
A lieu ; quand	1025	
Affidavit	1027	
Cas où quelques-uns des propriétaires seulement sont inconnus	1036	
Comparution du propriétaire	1033	
Comparutions multiples	1034	
Contenu de la requête	1026	

	ART.
Poursuites hypothécaires.	
Exécution du jugement.....	1032
Nullité du procès-verbal de saisie...	708
Prétentions opposées.....	1035
Preuve—avis.....	1028
Procédure.....	1030
Publication.....	1029
Signification du jugement inutile...	1031
Præcipe (ou <i>fial</i>) pour bref de sommation.....	118
Pour bref d'exécution.....	602
pour faits et articles.....	360
Praticiens et auditeurs. —Cas de reddition de compte.....	576
Leur nomination, leurs pouvoirs.....	410
Moyens d'exiger leur rémunération.....	414
Partage.....	1044
Rapports des.....	415, 416
Séparation de biens.....	1096
Prescription. —Plaidoyer de.....	203
Préséance. —De certaines matières en revision ou en appel.....	1112, 1202, 1225
Preuve. —A la cour de circuit non appelable.....	1142
A la cour les commissaires.....	1278
Actions multiples jugées sur la même preuve, avec ordre du juge.....	292
Admissions des parties prises par écrit.....	354
Non rétroactivité des règles de la preuve contenues en ce code.....	1
Ordre de la preuve.....	310
Dans les procès par jury.....	471
Procès par jury: insuffisance de la preuve, débouté de l'action.....	469
V. <i>Assignment des témoins.</i> — <i>Dépositions.</i> — <i>Enquête par défaut et ex parte.</i> — <i>Inscription.</i> — <i>Témoins.</i> — <i>Serment.</i>	
Prisonnier. —Assignment d'un.....	134
Conduit en cour pour témoigner.....	302
Privilèges. —V. <i>Ordre et distribution.</i> — <i>Fouement et distribution.</i>	
Privilégiées (causes).—V. <i>Préséance.</i>	
Procédure. —A défaut de dispositions spéciales.....	3
Interprétation des règles.....	4
<i>In formâ pauperis.</i> —V. <i>in formâ pauperis.</i>	89
Sommaire.—V. <i>Matières sommaires.</i>	1150
Procédures non-contentieuses. —	
Assignment; délais.....	1308
Dépôt des... au greffe du tribunal.....	1309
Pouvoirs des notaires dans les.....	83
Pouvoirs du protonotaire.....	1310
Revision ou appel.....	52, § 2
Procès par jury. —Assignment des jurés.....	443 et s.
Compétence exclusive de la cour de revision dans les causes réservées.....	51
Composition du jury et récusation tant du rôle que des jurés, après rapport du <i>venire facias</i>	446 et s.
Ce qui est du ressort du juge et du jury.....	474, 475
Dispositions préliminaires.....	421 et s.
Exemption d'être juré.....	452

	ART.
Formation du tableau et choix des jurés.....	433 et s.
Jugement après le verdict: pouvoirs du juge de réserver la cause pour la cour de revision.....	491
Jugement différent: quand il peut être rendu.....	508
Jury, liste.....	430 et s.
Moyens de se pourvoir contre les jugements et procédures.....	492 et s.
Nouveau procès.....	498 et s.
Procédure devant le jury.....	462 et s.
Procès verbal. —Amendements.....	519
Contestation du... de shérif, huis-sier, etc.....	236
De l'apposition des scellés.....	1365
De la levée d'iceux.....	1385
De la vente d'immeubles; rapport..	769
De la vente mobilière d'une succession.....	1403
De mise en possession de biens séquestrés.....	976
De saisie d'immeubles; son contenu; signification.....	706 et s.
De saisie mobilière; contenu; signification.....	629 et s.
De signification; contenu.....	152, 153
De vente mobilière.....	661
Procuration. —D'un demandeur absent.....	177 § 7
En cas de récrutation.....	243
Pour confession de jugement.....	527
Pour désaveu.....	253
Pour inscription en faux.....	226
Procureur. —V. <i>Avocat.</i> — <i>Constitution de nouveau procureur.</i> — <i>Désaveu.</i>	
En cour des commissaires; charge gratuite.....	1273, 1274
Judiciaire à l'inventaire.....	1381
Les notaires peuvent être procureurs dans les procédures non-contentieuses.....	83
Procureur Général. —Avis au... sur question d'inconstitutionnalité d'une loi.....	114
Annulation de lettres patentes sur rapport du.....	1008
Cas de corporations illégales, devoirs du.....	978
Pétition de droit signifiée au.....	1017
Prohibition (bref de).—A lien; quand	1063
Bref péremptoire.....	1004
Défaut de s'y soumettre; pénalités..	1005
Protet. —D'un billet ou lettre de change; formalités requises pour contestation; défense et affidavit..	208
Protonotaire. —Ajournement de la cour par le... en l'absence du juge.....	13
Compétence du... ses pouvoirs.33, 36,	1310
Jugement par défaut ou <i>ex parte</i> rendus par le.....	532
Listes des jurés faite et corrigée par le.....	430, 431
Signification du mot.....	5
Publications. —Avis aux créanciers de la faillite du saisi.....	673
Avis à un défendeur absent.....	136

	ART.		ART.
Publications.		Opposition,.... des... à la vente de meubles.....	649
Avis de vente mobilière.....	630	Opposition,.... des... à la vente d'immeubles.....	720
Avis de dividende du curateur.....	880	Procédures,.... des... sur l'exécution contre les meubles.....	671
Avis de vente d'immeuble.....	716, 717	Procédures du shérif sur vente d'immeubles.....	769
Avis de vente de biens de mineurs d'au-delà de \$400.00.....	1352	Ratification de titre. —A la demande de qui.....	1067
Avis.... de moins de \$400.00.....	1359	Eenchères et sureenchères.....	1076 et s.
Cession de biens; curateur.....	865, 872	Experts nommés par le juge, quand.....	1081
Envoi en possession.....	1424	Formalités accompagnant la demande de.....	1068 et s.
Folle enchère (vente).....	767	Jugement, et enregistrement d'icelui.....	1082 et s., 1087
Héritier bénéficiaire.....	1406	Oppositions doivent être produites dans quel délai.....	1074
Les oppositions à la vente d'immeuble n'arrêtent pas les.....	730	S'il s'agit d'immeubles fictifs.....	1070
Lettres de vérification.....	1414	Réclamations. —Des créanciers d'un débiteur en déconfiture.....	673, 674
Licitation forcée.....	1047, 1048	Des créanciers d'un débiteur en faillite.....	872, 880
Nouvelles, si la vente est arrêtée....	733	Taxes et cotisations.....	790
Poursuites hypothécaires, propriétaires inconnus.....	1029	Recorder. —Compétence et pouvoirs du.....	64
Ratification de titre.....	1068, 1069	Rectification des registres de l'état civil. —V. <i>Registres de l'état civil</i>	1314, 1315
Séparation de biens.....	1092	Récusation. —Causes de.... du juge.....	237, 238
Succession vacantes.....	1427	Comment proposée.....	243
Puis darrein continuance. —Défense ou réponse.....	199	Délai pour récuser.....	241
Purge des hypothèques. —V. <i>Ratification de titre</i>	1067 et s.	Des arbitres.....	1439
		Des commissaires.....	1255 et s.
		D'experts.....	397
		Des juges de la cour d'appel.....	1228 et s.
		Des jurés, pour cause.....	454 et s.
		Devoir des parties qui savent cause de récusation.....	240
		Du rôle des jurés.....	448 et s.
		Le juge ne peut être tenu de siéger.....	250
		Procédure.....	241 et s.
		Que doit faire le juge.....	239
		Renonciation à la.... se fait par écrit.....	249
		Requête.....	243
		Si le juge récusable est le seul chargé d'administrer la justice dans le district où l'action peut être portée.....	104
		Reddition de compte. —Ce que contient le jugement sur.....	577
		Comment est rendu le compte.....	568 et s.
		Débat du compte.....	572 et s.
		Défaut de produire pièces, etc.....	575
		Défaut de rendre compte.....	578
		Délai fixé par le jugement qui l'ordonne.....	566
		Instruction devant le juge ou devant des arbitres.....	576
		Régistrateur. —Vente d'un immeuble par le shérif doit être notifiée au.....	719
		Vente d'un immeuble situé dans une paroisse non érigée civilement a lieu au bureau du.....	741
		Registres de l'état civil. —Dispositions relatives au duplicata.....	1312

Q

Quaker. —Affirmation par un.....	321
Quebec. —Appel des jugements à.....	47
Pétition de droit à.....	48, 1015
Revision des jugements à.....	53
Questions. —Refus du témoin de répondre aux... quand.....	331
Pertinence des.....	330
Qui tam (actions).—Cautionnement pour frais dans ces actions.....	180
L'action <i>in formâ pauperis</i> n'est pas permise.....	80
Quorum. —En appel.....	1227
Quo warranto —(bref de....).—Cas d'usurpation de charges publiques, etc.....	987
Ce qui peut se demander.....	989
Il y a revision.....	52
Jugement; son exécution.....	990, 991
Il n'y a pas d'appel en certains cas et délai dans les autres cas pour inscription en appel.....	1006
Procédure.....	988

R

Rapport. —V. <i>Procès verbal</i> .	
Action, rapport de l'.....	151, 152, 153
Arbitres, experts et praticiens.... des.....	414 et s.
Bref de <i>venire facias</i> ,.... du.....	446
<i>Capias</i> ,.... du.....	920
Commissaire enquêteur,.... du.....	379
Commission rogatoire,.... de la.....	387, 390
Défaut de rapporter l'action, effet....	154
Distribution.... de.—V. <i>Ordre et distribution</i> .	
Exécution,.... d'.... contre les immeubles, cour de circuit.....	1132 et s.
<i>Habeas corpus</i> ,.... d'.....	1119 et s.
<i>Mandamus</i> ,.... du.....	1000

	ART.
Registres de l'état civil.	
Formalités obligatoires avant de les employer.....	1311
Jugement de rectification des.....	1316
Personnes obligées aux prescriptions de la loi.....	1313
Requête pour rectification des.....	1314
signification.....	1315
Registres des bureaux d'enregistrement. —Manière de les authentifier.....	1317
Registres des shérifs et coroners.	
Comment ils sont authentiqués.....	1319
Leur usage.....	1318
Registre du protonotaire. — Pour brefs d'exécution, opposition, etc.	789
Du curateur à une cession de biens..	892
Règles de pratique. —Abrogées par le présent code.....	1
Compatibilité des..... avec le code...	74
Publication des..... et transcription..	75
Qui peut les faire.....	73
Règles de pratique du conseil privé	PAGE 883
Règles de pratique de la cour d'appel	887
Règles de pratique de la cour supérieure	
Abrogation des..... antérieures.....	No. 1 892
Action sur compte ; signification du compte.....	No. 56 895
Affidavits accompagnant motion, etc.....	signification..... No. 47 895
Affidavits ne peuvent être reçus par certains commissaires.....	No. 13 893
Amendement, délai pour répondre à un.....	signification et production.. No. 55 895
Arbitres, etc., honoraires des.....	No. 87 897
Autorités légales citées dans le mémoire en revision.....	No. 4 c.r. 897
Avocats, costumes des.....	No. 2 892
do doivent signer les procédures.....	No. 29 894
do heures de signification aux.....	No. 28 894
do ne peuvent cautionner.....	No. 12 892
do ne peuvent cesser d'occuper sans la permission du juge.....	No. 43 894
Brefs d'assignation, registre des.....	No. 18 893
Brefs d'assignation contenant exposé de la demande.....	No. 30 894
Brefs d'assignation sont émis sur fiat.....	No. 25 893
Bref d'exécution en cour de circuit, registre.....	No. 5 898
Bref d'exécution en cour de circuit rapportable en cour supérieure.....	No. 2 898
Bref de supœua.....	No. 18, 25 893
do d' <i>habeas corpus</i>	No. 26 894
do de <i>venire facias</i>	No. 26, 54 894-5
Cahier des charges.....	No. 75 896
Causes, pluntitif des.....	No. 20 893
de rôle des.....	No. 21 893
Cautionnement pour frais ; dépôt.....	No. 33 894

	REGLE	PAGE
Cautionnement, sur ordre de distribution, avis, etc.....	No. 67	896
Cautionnement, sur ratification de titre.....	No. 76	896
Cautionnement, sur saisie revendication, etc.....	No. 71	896
Cautionnement, sur saisie-arrêt.....	No. 71	896
<i>Certiorari</i> , requête, délai, inscription, etc.....	No. 79, 80	897
Charges, évaluation des..... dans les ratification de titres.....	No. 77	896
Commissaires pour recevoir affidavits.....	No. 13	893
Commissaire enquêteur, objections, honoraires.....	No. 53, 87	895 897
Comparution, forme et contenu.....	No. 25	894
do est par écrit.....	No. 42	894
Compte en détail, doit être signifié et produit.....	No. 56	895
Conseils de la reine, costume.....	No. 2	892
Consignation, motion.....	No. 51	895
Contestation d'ordre de distribution, inscription.....	No. 68	896
Contrainte par corps.....	No. 70	896
Copie, déposée pour remplacer original perdu.....	No. 82	897
Copie d'exhibit, produite au lieu de l'original.....	No. 37	894
Copie de factum en revision.....	No. 5	898
do de l'assignation porte le nom du procureur.....	No. 30	894
Coroners, soumis aux mêmes règles que le shérif.....	No. 11	892
Costumes des avocats.....	No. 2	892
do des différents officiers de la cour.....	No. 3 et s.	892
Cour de circuit, règles de pratiques de la.....	No. 1 et s.	898
Crieur, devoir du.....	No. 7 et s.	892
Dactylographe, employé pour factums en cour de revision.....	No. 5	898
Date de production doit apparaître sur tout document.....	No. 35	894
Décisions de pratique, doivent être entrées.....	No. 14, 20	893
Décisions à l'enquête.....	No. 22	893
Défenses en droit, rôle des.....	No. 21	893
Délai, un jour franc, si non pourvu autrement.....	No. 17	893
Délai, pas de fraction de jour dans la computation ; exception.....	No. 16	893
Délai, avis de revision de décisions du protonotaire.....	No. 39	894
Délai, faits et articles, etc.....	No. 46	895
Délai, sur amendements.....	No. 55	895
Délai pour cautionnement.....	No. 67	896
Délai pour se prévaloir des irrégularités d'une saisie.....	No. 73	896
Délai pour présenter requête pour <i>certiorari</i> , etc.....	No. 79, 80	897
Délai pour faire reviser décisions du protonotaire.....	No. 39, 81	894 897
Délai pour faire rectifier les registres.....	No. 83	897
Délai pour remplacer original perdu.....	No. 83	897
Délai pour déposer factums en revision.....	No. 5	898

RÈGLE	PAGE	RÈGLE	PAGE
Règle de pratique.—C. S.		Factum en cour de revision, pour nouveau procès et pour jugement différent	No. 6 808
Demande spéciale, contenu, etc.	No. 47 895	Faits et articles	No. 46 895
Demande spéciale /is et timbres	No. 52, 58 895	<i>Fiat</i> , ce qu'il contient, diverses sortes de	No. 25 et s. 893
Demande de paiement quand nécessaire lors d'une première exécution	No. 60 896	l'olle enchère, compétence du juge en chambre	No. 85 807
Dépositions, si non produites en revision	No. 3 897	<i>Forma pauperis</i> , requête pour plaider, <i>in</i>	No. 58 895
Dépôt en argent pour remplacer cautionnement pour frais	No. 38 894	Frais et loyaux coûts	No. 76 896
Dépôt avec certaines motions	No. 40, 41 894	Frais de voyage, etc. des experts, témoins, etc.	No. 87, 88 897
Dépôt, quand revision d'une ord. du prot. est demandée	No. 39 894	Formules, défaut de les employer n'est pas fatal	No. 89 897
Députés, protonotaire ou shérif	No. 8, 12 892	Formules, de la cour supérieure applicables à la cour de circuit	No. 2 898
District de Québec, termes de la cour de revision	No. 1 897	Formule de <i>fiat</i> pour bref si poursuite par Procureur Général (4 ^o)	No. 3 899
District de Québec, termes de la cour supérieure	No. 86 897	Formule de <i>fiat</i> pour bref <i>subpana</i>	No. 4 900
Documents, production et communication	No. 35, 36 894	Formule de <i>fiat</i> pour bref <i>subpana duces tecum</i>	No. 5 900
Documents, quand retirés du greffe, et quand remplacés	No. 37 894	Formule de <i>fiat</i> pour bref sur faits et articles	No. 6 900
Domicile, élection de... de l'opposant	No. 23 893	Formule de <i>fiat</i> pour bref pour rep. à serment supplémentaire	No. 6 900
Dossier, pièces sont numérotées par le protonotaire	No. 22 893	Formule de <i>fiat</i> pour bref pour être examiné sur cession de biens	No. 7 901
Dossier, liste des documents et pièces pour la revision	No. 7 898	Formule de <i>fiat</i> pour bref pour inter-roger une personne intéressée dans un rapport de distribution	No. 8 901
Exceptions préliminaires, rôle des	No. 21 893	Formule de <i>fiat</i> pour bref <i>venire facias</i>	No. 11 901
Exceptions préliminaires, dépôt requis avec les	No. 40 894	Formule de bref de <i>capias ad resp.</i> avec bref d'ass.	No. 12 902
Exceptions préliminaires, ce qu'elles doivent contenir	No. 50 895	Formule de bref de <i>capias</i> pendant l'instance	No. 13 902
Enchérisseurs, cautionnement des	No. 76 896	Formule de bref de <i>capias</i> après jugement	No. 14 902
Endossement des pièces produites	No. 34 894	Formule de bref arrêt simple	No. 15 903
Enquête et mérite, rôle des causes à l'	No. 21 893	Formule de bref saisie revendication	No. 16 903
Estimateurs, honoraires des	No. 87 897	Formule de bref de saisie conservatoire	No. 17 903
Exécutions, registres des	No. 5, 19, 24 892, 893	Formule de bref de saisie-gagerie simple	No. 21 904
Exécution provisoire, pendant la revision	No. 8 898	Formule de bref de saisie-gagerie par droit de suite	No. 22 905
Exhibits, liste, endossement, communication des	No. 33 et s. 894	Formule de bref de saisie-arrêt en main tierce avant jugement	No. 23 905
Exhibits, date de la production des	No. 35 894	Formule de bref saisie-arrêt après jugement	No. 25 906
Exhibits déplacés ou retirés	No. 36, 37 894	Formule de bref <i>feri facias de bonis</i>	No. 27 907
Experts, évaluation de prestations etc.	No. 77, 78 896-7	Formule de bref <i>feri facias de terris</i>	No. 27 907
Experts, honoraires des	No. 87, 88 897	Formule de bref <i>venditioni exponas</i> , si bref d'exécution est perdu ou détruit	No. 28 908
Factum en cour de revision, défaut de le produire	No. 3 897	Formule de bref <i>feri facias</i> sur dé-laissement	No. 29 908
Factum en cour de revision, forme et contenu du	No. 4 897	Formule de bref possession	No. 31 908
Factum en cour de revision, 5 copies déposées, etc.	No. 5 898	Formule de bref <i>venditioni exponas</i> contre tiers-saisi	No. 24 910
Factum en cour de revision, requis avec demande pour jugement suivant verdict	No. 6 898	Formule de bref de contrainte par corps	No. 36 910

	REGLÉ	PAGE
Règle de pratique.—C. S.		
Formule de bref <i>habeas corpus ad subjiciendum</i>	No. 39	911
Formule de bref maudamus péremptoire.....	No. 42	912
Formule de bref de prohibition péremptoire.....	No. 43	912
Formule de bref <i>certiorari</i>	No. 44	912
Formule de bref ordonnance pour mise d'adjud. en possession.....	No. 32	909
Formule de <i>fiat</i> pour bref d'assignation.....	No. 1	899
Formule de <i>fiat</i> pour bref <i>venire facias</i>	No. 9	901
Formule de <i>fiat</i> pour bref <i>capias</i>	No. 10	901
Formule de <i>fiat</i> pour bref arrêt simple.....	No. 10	901
Formule de <i>fiat</i> pour bref saisie revente.....	No. 10	901
Formule de <i>fiat</i> pour bref saisie conservatoire.....	No. 10	901
Formule de <i>fiat</i> pour bref saisie en main tierce avant jugement.....	No. 18	904
Formule de <i>fiat</i> pour bref sa-gagerie simple.....	No. 19	904
Formule de <i>fiat</i> pour bref de saisie-gagerie par droit de suite.....	No. 20	904
Formule de <i>fiat</i> pour bref de saisie-arrêt après jugement.....	No. 24	906
Formule de <i>fiat</i> pour bref <i>fiery facias</i> contre les meubles ou les immeubles.....	No. 26	907
Formule de <i>fiat</i> pour bref de possession.....	No. 30	908
Formule de <i>fiat</i> pour bref de <i>venditioni exponas</i> contre tiers-saisi.....	No. 33	909
Formule de <i>fiat</i> pour bref contrainte par corps.....	No. 35	910
Formule de <i>fiat</i> pour bref <i>habeas corpus ad subjiciendum</i>	No. 38	911
Formule de <i>fiat</i> pour bref maudamus péremptoire.....	No. 41	912
Formule de <i>fiat</i> pour bref de prohibition péremptoire.....	No. 41	912
Formule de <i>fiat</i> pour bref d'assignation adressé à shérif ou huissiers de district, où délivré.....	No. 2	899
Formule de <i>fiat</i> pour bref adressé à shérif ou huissiers d'autre district.....	No. 3	899
Formule de <i>fiat</i> pour bref si déclaration écrite dans le bref—(1 ^o).....	No. 3	899
Formule de <i>fiat</i> pour bref si rapport à jour fixe—(3 ^o).....	No. 3	899
Formule d'ordonnance pour comparution d'un témoin détenu en prison.....	No. 37	911
Formule injonction par le juge.....	No. 40	911
Greffier de la cour de circuit, registre qu'il tient.....	No. 4, 5	898
G. effier de la cour de revision, rôle et entrées.....	No. 10	898
Heures de bureau des divers officiers de la cour.....	No. 9, 10	892
Honoraires des experts, praticiens, etc.....	No. 87	897

	REGLÉ	PAGE
Huissier audiencier, costume, présence, remplacement du.....	No. 6 et s.	892
Huissiers, ce que contient le certificat de sign.....	No. 31	894
Index du livre pour les décisions sur points de pratique.....	No. 14	893
Infractions aux règles de pratique punies.....	No. 15	893
Initiales du protonotaire, etc..... sur pièces produites.....	No. 35	894
Inscription, au mérite sur <i>certiorari</i>	No. 80	897
do cour de circuit, entrée.....	No. 5	898
do en revision rejetée, pour quelles causes.....	No. 3	897
do en revision, rôle et entrées.....	No. 9	898
Inventaire ou liste d'exhibits, contenu.....	No. 33	894
Jour du rapport mentionné dans le <i>fiat</i> et dans le bref, quand.....	No. 27	894
Juge en chambre, compétence.....	No. 85	897
Juge en chambre pouvoir discrétionnaire relativement aux délais.....	No. 17	893
Jugements sont notés et entrés.....	No. 20	893
Jury, dépôt avec motion pour fixer le procès.....	No. 41	894
Licitacion, cahier des charges, préparation.....	No. 75	896
Liste d'exhibits, comment dressée.....	No. 33	894
Main levée, demande de.... sign.....	No. 84	897
do do de l'arrêt simple, comment et quand.....	No. 71	896
Matières non-contentieuses, revision, avis.....	No. 81	897
Mérite, audition au.... pièces numérotées, etc.....	No. 22	893
Mérite, rôle des causes au....	No. 21	893
Motions, rôle des.... tenu par le protonotaire.....	No. 21	893
Motions, quand dépôt requis avec.....	No. 40	894
do pour nouveau procureur.....	No. 44	895
do plaidoirie limitée aux allégations de la motion.....	No. 49	895
do avis à la partie adverse.....	No. 52	895
do pour faire rapporter deniers.....	No. 69	896
do pour attaquer irrégularités de la saisie.....	No. 73	896
do en cour de revision.....	No. 2, 6	897
Montréal, termes de la cour de revision.....	No. 1	897
Notaires reçoivent certains affidavits.....	No. 13	893
do représentent les parties.....	No. 29	894
Numérotage des pièces, etc.....	No. 22	893
Officiers de justice, ne peuvent cautionner.....	No. 12	892
Oppositions, entrées.....	No. 20, 24	893
do exhibits et list.....	No. 62	896

RÈGLE	PAGE	RÈGLE	PAGE
Règles de pratique.—C.8			
Oppositions, élection de domicile . . .	896	Requête, ce qu'elle doit énoncer . . .	895
do à la saisie d'immeubles,	No. 63	No. 47	895
faute de discussion des meubles,	896	Requête, doit être accompagnés d'affi-	895
contenu	No. 64	Requête, plaidoirie limitée aux rai-	895
Oppositions en matière de scellés . . .	897	sons invoq. dans la	No. 40
No. 84	897	Requête, avis de	No. 52
Oppositions au mariage, pas de fac-	897	Requête, paiement et remise de la . . .	895
tum en revision	No. 4	au protonotaire, avant présenta-	895
Papier-tellière, (fools-cap) est em-	894	tion au juge	No. 58
ployé, etc	No. 34	Requête, pour obtenir décharge de	896
Pièces du dossier sont numérotées	893	contrainte par corps, faute d'ali-	896
par le protonotaire	No. 22	ments	No. 70
Pièces signées par avocat, etc	894	Requête, pour <i>certiorari</i> , délai et	897
No. 29	894	présentation	No. 79
Pièces au soutien du cahier de	896	Requête pour rectification, registre,	897
charges	No. 75	délai de signification	No. 83
Preuve, mode de . . . sur requête pour	897	Requête pour remplacer original	897
remplacer original perdu	No. 82	perdu, délai de signification	897
Procès-verbal de saisie, motion pour	896	No. 83	897
attaquer les irrégularités du	896	Requête en cour de revision, remise	897
délai, etc	No. 73	de la a une séance ultérieure . . .	897
Procès-verbal de carence laissé au	896	No. 2	897
saisi	No. 61	Requête en cour de revision pour dé-	897
Procureur, V. <i>Avocat</i> .	892	fendre l'exécution provisoire	897
Protonotaire, présence en cour	892	No. 8	897
No. 7	892	Requête en cour de revision pour	898
Protonotaire représenté	892	suspendre l'exécution provisoire . .	898
Protonotaire, soumis quelque fois aux	893	No. 8	898
règles concernant le shérif	No. 11	Revendication, vente de choses pé-	896
Protonotaire, tient les registres, fait	893	rissables	No. 72
les rôles, etc	No. 19 et s.	Revendication, cautionnement pour	896
Québec, termes d'enquête et mérite	897	obt. possession	No. 71
et de revision	No. 1.	Revision d'ordonnance du protono-	894
Rapport, mention du jour du	894	taire, dépôt	No. 39
<i>fiat</i> , si bref rapportable à date fixe.	894	Revision d'ordonnance du protono-	894
No. 27	894	taire, avis de requête	No. 39
Rapport du bref après délai, avis,	894	Revision de la décision du protono-	897
etc	No. 32	taire, en matière non conten-	897
Rapport du bref, quant défendeur	894	tieuse, délai	No. 81
comparaît	No. 32	Revision, cour de termes à Mont-	897
Rapport de distribution, affichage	896	réal	No. 1
du	No. 65	Revision, cour de termes à Québec	897
Rapport de deniers au shérif, motion	896	No. 1	897
pour et avis	No. 69	Revision, cour de remise de re-	897
Ratification de titre, détermination	896	quête ou motion	No. 2
de frais	No. 76	Revision, plaidoirie limitée aux	897
Ratification de titre, évaluation de	896	moyens invoquées dans le factum . . .	897
charges et prestations	No. 77	No. 4	897
Ratification de titre, évaluation d'im-	897	Revision, 5 copies dactylographiées	898
meubles	No. 78	du factum	No. 5
Récépissé, pour exhibits, sur liste . . .	894	Revision, date de dépôt, factums . . .	898
No. 36	894	No. 5	898
Réclamations, entrée dans plunitif . .	893	Revision, liste des papiers compo-	898
No. 20	893	sant le dossier	No. 7
Registre, décisions sur points de pra-	893	Revision, copie du plunitif	No. 7
tique tenu par le protonotaire	No. 14	Revision, exécution provisoire, mo-	898
Registre des brefs d'assignation par	893	tion pour défendre	No. 8
protonotaire	No. 18	Revision, exécution provisoire, mo-	898
Registre des brefs d'exécution par	893	tion pour suspendre	No. 8
protonotaire	No. 19	Revision, rôle, par protonotaire	898
Registre ou plunitif par protono-	893	No. 9	898
taire	No. 20	Revision, rôle, par greffier, cour de	898
Registre des jugements	No. 20	revision	No. 10
Registre des brefs d'exécution, etc.,	893	Revision, inscription, rejet de l'	897
par le shérif	No. 24	No. 3	897
		Revision, papiers à être conservés	898
		pour archives, etc	No. 5

	REGLE PAGE
Règles de pratique.—C. S.	
Revision, procès par jury, inscription, factum requis.....	No. 6 898
Révocation de procureur, doit être autorisée par le juge.....	No. 45 895
Rôle des causes pour le juge.....	No. 21 893
Rôle des causes pour le protonotaire.....	No. 23 893
Rôle en cour de revision prép. par le protonotaire et renuis à chaque juge.....	No. 9 898
Rôle en cour de revision, ordre des causes, tenu par le greffier.....	No. 10 898
Saisi, délai exigé pour qu'il puisse demander le renvoi de la saisie-arrêt.....	No. 66 896
Saisi, doit attendre avant d'inscrire contre tiers-saisi en défaut.....	No. 66 896
Saisie, demande de paiement lors de la.... quand requise.....	No. 60 896
Saisie, procès verbal de carence laissé ou saisi.....	No. 61 892
Saisie-arrêt, juridiction du juge en chambre.....	No. 85 897
Saisie-arrêt, en C. C. non appel, entrée dans registre.....	No. 5 898
Scellés, apposition, opposition et main levée des.....	No. 84 897
Serment, peut être reçu par les commissaires, exceptions.....	No. 13 893
Serment d'office, des commissaires pour recevoir affidavits.....	No. 13 893
Séquestre.... avis.....	No. 74 896
Shérif, présence en cour.....	No. 7 892
Shérif, ne peut, après saisie d'imm. fondée sur l'existence de meubles, recevoir d'opp. sans permission du juge.....	No. 64 896
Signature des pièces de procédure par l'avocat, le notaire ou la partie.....	No. 20 894
Signification, aux avocats heures de.....	No. 28 894
Signification, certificat de contenu.....	No. 31 894
Signification d'affidavit à la partie adverse.....	No. 47 895
Signification d'amendement et prod., effet de.....	No. 55 895
Signification de compte en détail, quand requise.....	No. 56 895
Signification de motion pour rapp., deniers au shérif.....	No. 69 896
Signification, inscription pour audition sur <i>certiorari</i>	No. 80 897
Signification, requête pour remplacer original par copie.....	No. 83 897
<i>Subpoena</i> , bref de.... émis sans comparution ni <i>fiat</i>	No. 25 893
Substitution de procureur doit être autorisée par le juge.....	No. 45 895
Sténographe, défaut de produire notes du, en cour de revision.....	No. 3 897
Tableau des rapports de distribution par le protonotaire.....	No. 65 896
Tarif, honoraires des commissaires enquêteurs, expert arbitres, etc.....	No. 87 897

	REGLE PAGE
Taxation, frais de voyage, etc.....	No. 87 et 88 897
Témoins, taxation des.....	No. 88 897
Témoins, la partie est taxée comme témoin si elle est assignée par adversaire.....	No. 88 897
Tiers-saisi, procédures contre lui par le saisi.....	No. 66 896
Témoignage, défaut de produire en cour de revision.....	No. 3 892
Urgence, délai, pouvoir discrétionnaire du juge.....	No. 17 893
<i>Venire facias</i> , <i>fiat</i> requis pour.....	No. 26 894
<i>Venire facias</i> , communication au bureau du shérif.....	No. 54 895
Vente de choses périssables avec permission du juge.....	No. 72 896
Voyage, frais de.... témoins, experts, etc.....	No. 87, 88 897
Réintégrand (action en).—A lieu, quand.....	ARR. 1004
Remise .—Plaidoyer de.....	203
Renonciation .—Au jugement, en tout ou en partie; effet.....	548
Au jugement; exception à l'appel.....	1220
Rentes .—Collocation des arrérages de rentes.....	804
Collocation d'imm. viagère.....	803
Constituées en remplacement des droits seigneuriaux; désignation.....	124
Effet du décret quant aux.....	781
Inutile de les porter au procès-verbal d'une saisie immobilière.....	709
Réclamations pour arrérages de....	790
Saisie de.... seigneuriale, <i>quid</i>	614
Saisie et vente de ces.....	700
Renvoi à des praticiens ou auditeurs, en matières de comptes.....	410
Répliques .—V. <i>Défenses, réponses et répliques</i> .	
Réponses .—V. <i>Idem</i> .	
Reprise d'instance .—A lieu où, quand et par qui.....	98, 270
Avis du procureur; effet.....	268, 269
Continuation de la poursuite.....	274
En appel.....	1237
Procédure.....	271, 272
Reprise d'instance forcée; quand....	273
Si la cause est en état d'être jugée, <i>quid</i>	266, 267
Requête .— <i>Certiorari</i>	1294 et s.
Compulsaires.....	1322
Contestation du <i>capias</i>	919
Demande de bénéfice d'inventaire....	1405
do de ratification de titre.....	1071
do en nullité de décret.....	786, 787
Désaveu.....	255
Elargissement.....	847
Envoi en possession.....	1422
Injonction.....	960
Inscription en faux.....	226 et s.
Lettres de vérification.....	1412 et s.
<i>Mandamus</i>	963
Poursuite hypothécaire contre des propriétaires inconnus.....	1025 et s.
Pour prise de possession d'immeuble adjudgé.....	782

	ART.		ART.
Requête.		À l'inscription en revision d'un jugement sur verdict.....	493
Rectification des registres.....	1314, 1315	Énoncé annexé à motion pour nouveau procès, etc.....	494
Récusation.....	243	Jugement, délibéré, déchargé... 1203 et s.	1203
Reprise d'instance.....	271	Pouvoirs de la cour de.....	1208
Tierce opposition.....	1186	Présence de la... de l'opposition au mariage; sa nature.....	1112
Vente à la folle enchère.....	761	Péremption.....	1200
Requête civile. —A lieu, quand....	1177	Role d'audition.....	1201, 1202
Affidavit.....	1181		
Délai.....	1178 à 1180	S	
Effet.....	1184	Saguenay. — Dispositions spéciales relatives au district de.....	39
Par un créancier contre le jugement de distribution.....	830	Saisie-arrêt après jugement. —Allegation de déconfiture.....	694
Procureur.....	1183	Bref de... son contenu.....	678
Sursis.....	1182	Contestation de la déclaration du tiers-saisi.....	693
Requête en revision des jugements par défaut. —Quand, et règles 1175,	1176	Déclaration du tiers-saisi.....	682 et s.
Résistance aux ordres de la cour— contrainte.....	18, 19	Défaut de déclarer la déclaration..	681
Résumé du juge. — Erreur dans le... nouveau procès.....	500	Délai pour contester la déclaration..	681
Objection au.....	473	Effet de la saisie.....	680
Procès par jury.....	472	Effet du jugement, si le tiers-saisi doit.....	692
Réunion d'actions. —A lieu, quand	291, 292	Meubles, effets de commerce, gages, etc.....	695 et s.
Revision. —Appel au conseil privé... Appel à la cour de revision; quand.	69	Peut émaner de la cour des commissaires.....	1260 et s.
Appel d'un jugement de la cour de revision refusé; quand.....	43	Peut émaner de la cour de magistrats; déclaration.....	1288, 1289
Appel de la cour de revision à la cour du banc de la reine dans les causes réservées.....	495	Présence du saisissant.....	686
A Montréal et à Québec.....	53	Quand il y a lieu à la.....	677
Cause devant le jury peut être réservée par le juge pour la.....	491	Signification de la.....	659
Des jugements du juge en chambre.	72	Saisie-arrêt avant jugement. —En mains tierces.—Appel à la cour de revision, dans quel cas.....	52
Du jugement du juge présidant au procès.....	492	Contestation de l'arrêt.....	945
En matière de capias.....	923	Contenu du bref.....	941, 942
do d'injonction.....	969	Dans le cas où la déclaration n'est pas contestée.....	944
do de procès par jury.....	496	Dans quels cas on l'obtient.....	940
do d'exécution provisoire, pouvoirs de la cour de.....	597	Déclaration du tiers-saisi à la cour des commissaires.....	1260 et s.
En matière de cession de biens, certains jugements ne sont pas susceptibles de.....	890	Déclaration du tiers-saisi à la cour de magistrats.....	1288, 1289
En matière de certiorari, il n'y a pas de revision.....	1306	Dispositions applicables.....	943
Motion en... pour jugement sur le verdict, ou autre, ou pour nouveau procès.....	494	Le bref de... peut être émis à la cour des commissaires.....	1258
PROCÉDURE EN REVISION. —Devant qui a lieu la.....	1190, 1189	Le bref de... peut être émis à la cour de magistrats.....	1288, 1289
Délai; dépôt requis, effet, etc..	1196, 1197, 1199	ARRÊT SIMPLE: —	
Délai court pendant la vacance.....	10	Affidavit.....	963
Délai, si capias annulé.....	924	Appel à la cour de revision.....	52
Divisions de la cour, termes... 1191,	1192	Comment défendeur peut obtenir la restitution des effets saisis.....	938
Demande et continuation de la... par qui.....	1193 et s.	Comment se fait la saisie.....	935
De certains jugements par défaut... 1175,	1176	Dans quels cas on obtient le bref de.....	931
De la taxation d'un mémoire de frais.	554	Dispositions applicables.....	939
Des jugements du protonotaire donnés en l'absence du juge.....	33	Formalités requises.....	932 et s.
Des jugements du protonotaire en matière non-contentieuse.....	1310	Peut être émis à la cour des commissaires.....	1258
Énoncé des raisons et conclusion,		Peut être émis à la cour de magistrats.....	1288, 1289
		Saisie conservatoire. —Procédure..	956
		Quand il y a lieu à la.....	955

	ART.		ART.
Saisie de meubles. —V. <i>Exécution des jugements</i>	617 et s.	Jugement doit être inscrit sur le ta- bleau.....	1097
Saisie d'immeubles. —V. <i>Exécution des jugements</i>	(322) et s.	do ne peut être obtenu sur con- fession.....	1095
Saisie-gagerie. —Cas où elle a lieu..	952	Renvoi à des praticiens ou auditeurs.	410
Dispositions applicables.....	951	Saisie conservatoire accordée à la femme, quand.....	1093
Droit de suite, quand peut-on l'ex- ercer.....	953	Séquestre judiciaire. —Comment est obtenu le.....	973
Procédure sommaire.....	1152 et s.	Exécution provisoire de la sentence.	504
Saisie pratiquée après avis de dé- guerpir.....	1089	Procédure.....	974 et s.
Saisie revendication. —Bref de....	947	Si une partie met des entraves à la mise en possession ou à l'adminis- tration du.....	977
Comment, quand et à la demande de qui émané.....	946	Sujet à la contrainte par corps.....	833
Dispositions applicables.....	948	Serment. —Des arbitres.....	412
Inventaire, quand requis.....	949	Des experts.....	400, 401
Peut être exercée par la femme qui poursuit en séparation de corps... ..	1101	Du juré.....	461
Possession des effets saisis revendi- qués.....	949 et s.	Du commissaire enquêteur.....	375
S'ils sont susceptibles de produire des fruits.....	951	Du séquestre.....	976
Salaires. —Ce que doit contenir le bref de saisie-arrêt dans le cas de saisie d'un salaire.....	678, 941	Du témoin.....	321
Insaisissabilité totale ou partielle des.....	599	La formule du serment peut être changée.....	322
Mineur âgé de 14 ans peut poursui- vre devant la cour des commis- saires le recouvrement de son sa- laire.....	1263	Par qui il peut être exigé et reçu... ..	22, 21
Quand la saisie d'un salaire peut être déclarée tenante.....	697	Qui peut prêter le... exceptions... ..	314
Scellés. —Apposition des... ..		<i>Quid</i> , si le témoin refuse de le pré- ter.....	323
Exécution provisoire.....	594	Serment déferé et référé. —Servi- teurs.—V. <i>Maîtres et serviteurs</i>	372
Frais, collocation.....	676, 798	Servitudes. —Effet du décret quant aux.....	780, 781
Par qui elle peut être demandée, et quand.....	1362, 1364	Sherif. —Contrainte par corps décer- née contre le.....	833
Procédure.....	1363 à 1373	Rapport du... comment contesté... ..	236
Seconds scellés, quand ils peuvent être apposés.....	1374	Registres du... ..	1318, 1319
Levée des scellés.—Comment et par qui elle est demandée.....	1379, 1380	Remplacement du... quand il est intéressé.....	35, 36
Procédure.....	1377 et s.	Saisissant ne peut enchérir.....	748
Quand faut-il pourvoir les parties de tuteur ou de curateur.....	1382	V. <i>Capias.</i> — <i>Exécution des juge- ments.</i> — <i>Paiement des deniers pré- levés.</i> — <i>Procès par jury.</i> — <i>Vente par autorité judiciaire, etc.</i>	
Seire facias. —V. <i>Annulation de let- tres patentes</i>	1007 et s.	Signification. —Au greffe, absent... ..	85, 86
Secret professionnel. —Témoin ne peut être tenu de révéler un... ..	332	Aux corporations formées illégale- ment.....	982
Séduction. —Défaut de compétence de la cour des commissaires en cette matière.....	60	De l'assignation à la cour des com- missaires.....	1266
Séparation de corps. —Assignation.	96	De l' <i>habeas corpus</i>	1117
Autorisation judiciaire de la femme.	1090	De l'injonction.....	968
Dispositions applicables.....	1104	De la demande de contrainte par corps.....	837
Procédure.....	1100	Délai de... dans les cas non spécia- lement prévus.....	34
Saisie-gagerie conservatoire.....	1102	Du <i>certiorari</i>	1300
Saisie revendication.....	1103	Du jugement; quand requise.....	547
Séparation de biens. —Assignation et annonces.....	96, 1091, 1092	V. <i>les diverses procédures quant à la forme et aux délais de la significa- tion.</i>	
Autorisation du juge requise.....	1090	Société. —Assignation d'une... ..	139 et s.
Exécution du jugement.....	1098	Cession de biens par une.....	860
Intervention des créanciers de l'é- poux.....	1094	Désignation d'une... dans le bref... ..	122
Jugement.....	1096, 1097	Effet de l'arrêt pratiqué contre un membre d'une société commer- ciale, entre les mains de cette der- nière.....	698
		Sourds. —Peuvent témoigner, com- ment.....	319

	ART.	ART.
Sous-ordre. — Distribution des deniers en.....	826	
Opposition en..... quand elle a lieu.	824, 827	
Sa signification.....	825	
Sténographie. — Correction et transcription des notes.....	347, 348	
Dépôt des livres de notes des sténographes.....	318	
Dépôts requis pour faire face aux frais de.....	205	
Enquête par défaut <i>ex parte</i> peut être prise par le moyen de la.....	418, 410	
Lecture des notes au témoin et leur correction.....	346	
Les témoignages sont pris par sténographie.....	345	
Subpoena. — Assignation des témoins par.....	297	
Signification du.....	301	
Substitution. — Effet du décret quant aux substitutions non ouvertes....	781	
Nominatation du curateur à une.....	1331 et s. 1340	
Vente de biens substitués, de plus de \$400.....	1341 et s.	
Vente de biens substitués, de moins de \$400.....	1337 et s.	
Substitution de procureurs.	250 et s.	
Succession. — En matière de..... où le défendeur est assigné.....	102	
En quels cas le représentant d'une succession étrangère peut ester en justice.....	80	
V. <i>Bénéfice d'inventaire.</i> — <i>Inventaire.</i> — <i>Lettres de vérification.</i> — <i>Scellés.</i> — <i>Succession vacante, etc.</i>		
Succession vacante. — Curateur à une..... comment nommé.....	1338, 1426	
Ses devoirs et ses pouvoirs.....	1427 et s.	
Sursis. — V. <i>Suspension des procédures.</i>		
Suspension des procédures. — Appel à la cour du banc de la reine.....	1214	
Appel au conseil privé.....	1249	
Avis de demande de <i>certiorari</i>	1206, 1300	
Cession de biens, dans quels cas.....	871	
Décès ou changement d'état du procureur ou de la partie.....	259, 269	
Désaveu.....	256	
Exception dilatoire.....	177	
Inscription en revision.....	1199	
Intervention.....	222	
Motion pour cautionnement.....	181	
Opposition à jugement.....	1172 et s.	
Opposition à la cour de circuit non appelable.....	1146	
Opposition à la saisie et vente des immeubles.....	721, 729	
Opposition à la saisie et vente des meubles.....	649	
Opposition en cour des commissaires.....	1282	
Quand la vente a déjà été arrêtée une fois, comment.....	654	
Requête civile.....	1182	
Requête en revision.....	1176	
Tierce-opposition.....	1187	
		T
		ART.
Tableau des jurés. — Formation du.... et choix des jurés.....	433 et s.	
Tarif d'honoraires. — Des protonotaires, greffiers, shérifs, huissiers audienciers, coroners, faits, modifiés, amendés par le lieutenant-gouverneur en conseil.....	37	
Les juges de la cour supérieure font les.... des commissaires-enquêteurs et autres officiers de la cour supérieure.....	38	
Des officiers de la cour d'appel.....	1248	
Pénalités pour surcharges.....	37	
Taxation. — Des dépeus, avis.....	354	
Des frais d'assignation hors de la province.....	558	
Des frais en appel.....	1246	
Des frais de vente de meubles et du salaire du gardien.....	669	
Des frais du shérif dans les ventes d'immeubles.....	776	
Des frais du témoin assigné hors de la juridiction.....	557	
Des témoins.....	335	
Du tiers-saisi et exécution de la taxe.....	687	
Taxe du témoin est exécutoire contre qui et quand.....	326	
Taxe. — V. <i>Taxation.</i>		
Taxes municipales et scolaires. — Appel à la cour de circuit, en certains cas en matière de.....	58	
Juridiction de la cour de circuit pour taxes scolaires, est exclusive.....	54	
Juridiction du magistrat de district pour.....	61	
L'opposition afin de conserver n'est pas nécessaire pour les.....	790	
Témoins. — Ajournement, absence d'un témoin est une cause d'..... quand.....	305	
do..... do.....	306	
<i>quid</i> si les faits sont admis.....	306	
Assignation des débiteurs comme témoins pour examen après jugement.....	590 et s.	
Assignation des parties comme témoins pour examen préalable.....	286 et s.	
<i>Quid</i> , si le témoin est malade.....	307	
ASSIGNATION DES TÉMOINS: — Dans quel but le témoin est assigné.....	298	
Défaut de comparaitre.....	303	
Défaut de produire ses témoins, par une partie.....	304	
Délai de signification du subpoena.....	297	
Si le..... est incarcéré.....	302	
do réside dans Ontario.....	299, 300	
do do à plus de 45 milles du lieu où se tient l'enquête, ou hors des limites du circuit, cour de circuit non-appel.....	1145	
COMMENT LES DÉPOSITIONS SONT PRISKS: — V. <i>Sténographie, dépositions.</i>		

	ART.
Témoins.	
Commission rogatoire. — V. <i>Commission rogatoire.</i>	
Dans les causes par défaut au <i>et parte</i>	419
Devant la cour des commissaires.....	1279
Devant le jury.....	468
Devant les experts.....	404, 405
Devant un commissaire enquêteur.....	377
Examen de consentement.....	355
do dans un autre endroit que celui où la cause est pendante.....	357, 358
Examen d'un témoin dans un autre circuit sur ordonnance du juge.....	1145
Taxation des dépenses des assignés hors de la juridiction.....	557
EXAMEN DES TÉMOINS :—	
Ajournement du témoignage.....	342
Causes de reproche.....	328, 329
Ce que doit d'abord déclarer le.....	327
Documents, extraits, copies doivent être produits par le.....	314
Formule du serment.....	322
Huissier, quand il ne peut pas être.....	320
Identité d'un objet, comment elle peut être constatée.....	333
Intérêt ou partialité, etc., du..... ne sont pas causes de reproche, et n'affectent que la crédibilité du.....	315
Interrogatoire du témoin a lieu à l'audience.....	344
L'audition des témoins de la partie à qui la preuve incombe a lieu d'abord.....	310
La partie ne peut reprocher son propre témoin.....	329
Le..... ne peut se retirer sans permission.....	338
Le..... ne peut refuser de répondre parce que ses frais de voyage n'ont pas été payés.....	326
Les frais d'un sixième témoignage sur un même fait ne peuvent être réclamés sans la permission du juge.....	337
Quand le..... peut-il refuser de répondre.....	331
Quand une déposition antérieure peut-elle servir.....	343
Quelles sont les personnes qui peuvent rendre témoignage; exceptions.....	314
Quelles sont celles qui ne le peuvent.....	324
Questions permises.....	339
Ré-examen.....	341
Refus de faire serment.....	323
do de répondre ou de produire les pièces.....	330
Secret professionnel.....	332
Serment; quaker.....	321
Sourds et muets.....	319
Sur inscription de faux.....	318
Taxe des témoins.....	335
Témoignage de la partie en sa faveur.....	316, 317
Toute personne présente à l'audience peut être forcée à témoigner.....	325

	ART.
Transquestions.....	340
Une partie peut demander que les témoins sortent de la salle d'audience.....	311
Un seul témoin suffit.....	312
Termes des divers tribunaux.....	11, 12, 13
Textes. — Cas où les..... anglais et français diffèrent.....	2
Tierce-opposition. — Comment et par qui formée.....	1185, 1186
Ordre de sursis nécessaire.....	1187
Procédure.....	1188
Timbres. — Non requis sur procédures, quand.....	119
Transmission des dossiers. — Comment elle se fait.....	31
Dans les causes portées en révision.....	1198
Dans le cas d'appel.....	1216
Tribunal. — Audiences du..... sont publiques.....	16
Peut exiger et recevoir le serment.....	22, 23
Peut renvoyer une affaire de l'audience à la chambre.....	71
Pouvoirs du.....	12, 17 et s.
Tuteurs, curateurs et conseils judiciaires. — Comment ils doivent ester en justice.....	81
Contrainte par corps contre les tuteurs, etc.....	833
Curateur à une corporation éteinte.....	986
Curateur à une succession vacante.....	1126 et s.
Curateur à une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire.....	1410
Curateur à une substitution.....	1337 et s.
Exécution provisoire des jugements nommant.....	594
Licitations volontaires.....	1355
Nomination des.....	1331 et s.
Nomination des..... procédure à suivre.....	1337 et s.
Peuvent être condamnés au frais personnellement, quand.....	552
Tuteur <i>ad hoc</i>	1331 et s. 1355
Tuteur dans le cas d'action en partage.....	1039
Tuteur dans le cas d'inventaire et de levée des scellés.....	1382

U

Usurpation de charges publiques ou corporatives ou de franchises. — V. <i>Quo warranto</i>	987 et s.
Urgence. — Emission du bref d'assignation dans les cas urgents.....	119

V

Vacance. — La cour ne peut siéger pendant la..... exception.....	15
Le délai pour la révision court pendant la.....	10
Les délais ne courent pendant la.....	10
Vacante (succession). — V. <i>succession vacante</i>	1426 et s.
Vendeur. — Privilège du vendeur venant à l'ordre concurremment avec celui du constructeur; ventilation.....	805

ART.	ART.
Venditioni exponas. —Bref peut être obtenu dans le cas de perte ou de destruction du bref d'exécution, si le procès verbal de saisie existe... 604	Enchères verbales, etc. 740
Venire facias (ilref de).—Assignation des jurés par 443	Enchérir, quelles personnes ne peuvent. 748
Autre bref de ... émission a lieu quand..... 451	En quel endroit la vente doit se faire..... 741
Avis du bref signifié à chaque juré.. 445	Immeubles saisis ne peuvent être vendus que jusqu'à concurrence de ce que doit le saisi, sans le consentement de ce dernier 744
Délai d'assignation..... 444	Mise à l'enchère..... 743
Rapport du par le shérif, quand et comment il est fait..... 446	Paiement du prix quand il peut être retenu..... 758, 759
Vente par autorité judiciaire.	Vente à la folle enchère. —Comment, quand et par qui est demandée la..... 761, 762
VENTE DE MEUBLES. —V. <i>Exécution.</i>	Comment le shérif procède à la vente, etc. 767
Actions dans une corporation, vente d'..... 607	Contrainte par corps peut être décernée contre le fol enchérisseur, quand..... 766
Adjudication et enchères..... 602	L'adjudicataire peut éviter la..... 764
Annonces..... 638, 639	Obligations du fol enchérisseur..... 765
Annulation ou résolution de la vente. A quelles heures la... peut avoir lieu..... 630	Procédure est sommaire sur 763
Avis de vente donné au débiteur et au gardien..... 635	Vente des biens des mineurs et autres incapables. —Biens excédant \$100.00, immeubles ou actions. Autorisation du juge requise..... 1341
Contrainte par corps a lieu pour le paiement du prix d'adjudication.. 831	do do refusée, doit être motivée et par écrit..... 1350
Dans quel délai elle peut avoir lieu. 638, 639	Annonces..... 1352, 1353
Devoirs du gardien, et sa décharge 657, 658, 659	Avis du conseil de famille doit être pris..... 1342
Doit être affichée où et quand.... 638, 639	Cas de vente de capitaux, d'actions, etc. 1347, 1356
Effets négociables, vente d'..... 606	Comment se fait la vente..... 1351
Effets saisis en mains tierces, vente d'..... 605	Experts, nomination d'.... par qui.. 1343
Effet de l'adjudication..... 605	Experts, nomination peut être faite sous la sanction du juge ou du notaire..... 1344
Meubles saisis ne peuvent être vendus que jusqu'à concurrence de ce que doit le saisi..... 604	Leur rapport est soumis au conseil de famille..... 1342 et s.
Meubles saisis peuvent être transportés dans un autre endroit pour y être vendus..... 637	Le juge fixe la mise à prix..... 1349
Nouveaux avis de la vente..... 655	Licitaton volontaire d'un immeuble possédé par indivis par un tuteur et ses pupilles, tuteur <i>ad hoc</i> 1355
Officier saisissant ne peut enchérir... 660	S'il n'y a pas d'enchères au-dessus de la mise à prix, qu'arrive-t-il..... 1354
Officier saisissant ne peut recevoir rien de plus que le prix d'adjudication..... 663	Biens n'excédant pas \$400 : Annonces et avis de vente..... 1359
Ordre de la mise en vente..... 664	Annonces et avis de vente, le juge peut en dispenser 1360
Procès-verbal de la..... 661	Comment, et à quelles conditions le juge peut ordonner la vente de ces biens..... 1357
Quand et où la... a lieu..... 655	Toute personne peut être sommée de comparaître devant lui 1358
S'il y a eu saisie provisionnelle.... 640	Vente des biens d'une succession vacante. —Obligations et pouvoirs du curateur..... 1427, 1428
Si le jour fixé pour la... est ou devient jour non juridique..... 8	Vente des meubles d'une succession. —Comment et où elle doit se faire..... 1400
Taxation des frais de vente et du gardien..... 669	Doit être précédée d'un avis public.. 1399
Vente par le second saisissant..... 659	En présence de qui elle a lieu..... 1402
VENTE D'IMMEUBLES. —V. <i>Exécution.</i>	Par qui elle est faite..... 1401
Acte de vente du shérif à l'adjudicataire, ce qu'il contient..... 760	Procès-verbal doit en être dressé.... 1403
Adjudication..... 755, 756	
do faite à un procureur... 757	
Annonces..... 716 et s.	
do nouvelles si la vente a été arrêtée..... 733	
Ce que comporte l'offre ou enchère.. 747	
Condition de la vente..... 745	
Déboursés peuvent être exigés du saisissant par le shérif..... 742	
Dépôt des enchérisseurs 749 et s.	
Enchères ou offres par écrit..... 735 et s.	

	ART.
Vente des meubles d'une succession.	
Si quelqu'un des héritiers est mineur, <i>quid</i>	1404
Vente des meubles et immeubles d'une cession de biens. — Comment il y est procédé.....	878, 879
Vente des biens d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire	1408, 1409
Vente des biens d'une succession vacante	1427, 1428
Ventilation. — Dans le cas d'immeubles vendus en justice, quand le protonotaire doit-il suspendre la	

	ART.
distribution des deniers et faire rapport au juge.....	805
Nomination d'experts.....	806
Rapport des experts.....	807
Verdict. — V. <i>Procès par jury</i>	470 et s.
Vérification. — V. <i>Lettres de vérification</i>	1411 et s.
Vérification des testaments	1430
Veuve. — Comment désignée dans un bref.....	122
Vice-amirauté. — La cour supérieure et la cour de circuit n'ont aucun contrôle sur la cour de... en matière de <i>certiorari</i>	1307
Visite des lieux. — V. <i>Espeisses et visites de lieux</i>	301 et s.



SUPPLEMENT
AU
CODE DE PROCEDURE CIVILE
ANNOTE



SUPPLÉMENT
AU
CODE DE PROCÉDURE CIVILE

ANNOTÉ

DE LA

PROVINCE DE QUEBEC

CONTENANT LA JURISPRUDENCE ET LES AMENDEMENTS DEPUIS LA PUBLICATION DU
CODE ANNOTÉ DE 1890

PAR

P. G. MARTINEAU, C. R.

ET

ROMUALD DELFAUSSE, LL. B.

AVOCATS AU BARREAU DE MONTREAL

MONTREAL, CAN.

C. THEORET, EDITEUR

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

11 et 13 Rue St-Jacques.

1903

ENREGISTRÉ conformément à l'acte du Parlement du Canada, en l'année mil
neuf cent trois, par C. THEORET, de Montréal, au bureau du
Ministre de l'Agriculture à Ottawa.

TABLE DES CAUSES CITÉES DANS CE VOLUME

A

Abbott vs Jamieson	174 (6;)
Adam vs Préjent	289 (6)
Adams vs Mulligan.....	598 (1), 624, 630 (3), 637 (1), 645 (8), 833 (4)
Adams & Regina.....	1007 (1, 2, 3)
Adams & The Bank of Montreal.....	67 (3)
Agnew vs Dufort & Boisseau.....	191 (3)
Ahern & Lemieux & King Bros.....	871 (1)
Akrlil vs Elliott.....	174 (110)
Albert vs Gravel.....	174 (21), 946 (3)
Allard vs La Compagnie du ch. de fer Le Grand Nord.....	1434, 1436 (1, 2), 1442, 1444 (1)
Allen vs Monday.....	280 (3, 10)
Allen vs Weir.....	279 (18), 1292 (1)
Ambrosto vs Holgate.....	78 (61)
Anderson vs Smith. 87 (15), 174 (1-12), 183 (1)	
Anderson vs Taillefer.....	87 (3), 177 (33)
Andrews vs Frankenberg... 135 (2), 174 (54)	
Arcand vs Hamelin.....	78 (58), 566 (9)
Arcand vs Lamy.....	196 (26)
Arcand vs Les Commissaires du Hâvre de Montréal.....	1292 (20)
Archambault vs Archambault.....	612 (3)
Archambault vs Pressault.....	566 (15)
Archambault vs Robillard.....	554 (47)
Archambault vs Tancey & la Cité de Montréal... 70 (2), 113 (3), 122 (1), 149 (1), 174 (25), 987 (6)	
Archambault vs Tessier & O'Brien... 659 (2)	
Archambault vs The Grand Trunk Railway Co.....	34 (2), 282 (1)
Archambault vs The St. Lawrence Investment Society... 199 (2), 978 (2, 3, 4)	
Armstrong vs Beauchemin.....	196 (7)
Asbestos and Asbestic Co. & The William Schnter Co.....	196 (18), 1249
Asselin vs La Corporation de la par. de Ste-Béatrice.....	180 (4)
Association des Barbiers vs Lizotte. 48 (20), 1130 (2)	
Association pharmaceutique de Que- bec & Livernois.....	62 (5, 11)
Association St Jean-Baptiste & Brault 67 (1)	
Atkinson vs Ryan... 176 (5), 645 (9), 651 (26)	
Aubertin vs Lahaie	651 (27)
Auclair vs Nadon & Onellette.....	227 (1)
Angé vs Roy.....	177 (42)
Auger vs Lamoureux.....	59 (3), 1253 (1), 1276, 1282, 1292 (5)
Auger vs Les Commissaires du Hâvre de Montréal.....	65 (1)

Auger & Mngann.... 46 (5), 170 (2), 171 (2), 215 (3)	
Auger vs Montambault & Perusse 549 (13), 551 (6, 63), 955 (14)	
Auger vs Moreau & Pernisse. 94 (11), 100 (1)	

B

Baker vs Gingras.....	78 (16)
Ball vs The Atlantic and Lake Su- perior Ry.....	196 (8)
Bank of Montreal & Demers.....	67 (2)
Bank of Toronto vs The St. Law- rence Ins. Co.....	174 (93)
Bannerman & Hamelin.....	48 (14)
Bannerman vs The Consumers Cor- dage Co.....	174 (67)
Banque de l'Amérique Britannique du Nord vs Laporte & Hénault... 688 (2)	
Banque de Montréal vs Killoran... 177 (7)	
Banque de St-Jean vs La Cie du ch. de fer des Comtés Unis.....	1170 (1)
Banque d'Hochelega vs McConnell & Miller..... 657 (3), 659 (1), 833 (3)	
Banque d'Hochelega vs Ramsay... 517 (2)	
Banque du Peuple de Halifax vs Labrègue... 279 (10, 11, 15), 280 (1), 283 (8)	
Banque Jacques-Cartier vs Picard... 87 (10), 191 (62)	
Banque Nationale vs Baxter.....	706 (1)
Banque Nationale vs Martel.....	191 (45)
Banque Provinciale du Canada vs Lacerte.....	202 (24)
Barber Ellis Co. & Burland.....	554 (2)
Bartlett vs Elliot.....	174 (77)
Bastien & Laberge.....	43 (5), 46 (2)
Baulne vs Lefort.....	174 (79), 1152 (1)
Baumgarten vs Dinahan.....	174 (95)
Baxter vs Davis.....	289 (7)
Baxter vs Moore.....	689 (2)
Bayard vs Bédard.....	196 (34)
Baynes vs Homan.....	644, 651 (1)
Bazinet vs Jeannotte.....	599 (3)
Beamolt vs Barsky.....	179 (23)
Beaubien vs Lynch.....	196 (4)
Beaubien & Rioux & Kérouac.....	549 (39)
Beaubien vs Perrault & Piché 598 (4), 646 (6)	
Beaubien vs The City of Montréal... 553 (1)	
Beaubien Produce and Milling Co vs Corbeil & Meunier 225 (1), 546 (3), 1177 (2)	
Beaubien Produce and Milling Co vs Lecuyer.....	651 (29)
Beaubien Produce and Milling Co vs Richardson.....	94 (16)

Beaubien Produce and Milling Co vs Robertson.....	94 (17)	Bonsack Machine Co. & Falk.....	67 (6)
Beauchamp vs Beauchamp..	78 (34), 174 (9), 224 (1)	Bouchard vs Bastien.....	549 (47)
Beauchamp vs Gourde.....	78 (45)	Bouchard vs Dion.....	630 (1), 669
Beauchamp vs Gourde.....	523 (3)	Bouchard vs Onellette.....	651 (3)
Beauchemin vs Fouguet.....	1104 (1)	Bouchard vs Plamandon & La Ban- que Nationale.....	955 (1)
Beauchemin vs Fournier & de Cazes	599 (14)	Boucher & Morrison.....	89 (10)
Beauchêne vs Fortin & Breakey....	647 (3)	Boudrias vs Meldrum.....	191 (34)
Beaudoin vs Dubrule.....	407 (2), 1438	Bouissède vs Hamilton.....	421 (4)
Beaudry & Harrigan.....	8 (1), 1089 (2)	Boulet vs Cantin.....	174 (6)
Beaudry vs Julien.....	513 (1)	Boulet vs McInerney.....	931 (3)
Beaudry vs Lafontaine.....	1003 (12)	Boulice vs Rhéaume.....	527 (3)
Beaudry vs Le Club St-Antoine.....	48 (17)	Bourassa & Lespérance.....	87 (9)
Beattie vs Raper & Lindsey.....	599 (24), 693 (10)	Bourassa vs The Confederation Life Association.....	179 (25)
Bécharl vs Bernier.....	94 (5), 102 (1)	Bourbonnais vs La Corporation du Coteau Landing.....	554 (71, 89)
Bédard vs Bayard.....	292 (1)	Boudron & Bradshaw.....	128 (3), 139 (2)
Bédard vs Grosboillot.....	833 (6), 846 (4)	Bourget vs Lefebvre.....	177 (28), 191 (26), 196 (39)
Bédard vs La Cité de St-Henri.....	174 (12), 516 (21), 1150 (5), 1214 (3)	Bourgouin vs Gagnon.....	568
Bédard vs La Municipalité du village DeLorimier & Bayard.....	46 (4), 52 (1), 87 (1), 177 (29), 992 (1)	Bouquet vs Dauphinois.....	70 (8)
Bédard vs Monette & Poissant.....	220 (8)	Boydell vs Morrow.....	893 (3)
Bélair vs La Municipalité de la Pa- roisse de St-Timothée.....	174 (17), 516 (4)	Boyer vs Charbonneau.....	635, 640, 651 (15)
Bélair vs Tougas.....	289 (12)	Boyer vs Perras.....	521 (8)
Bélauger vs Brais dit Labonté.....	127 (2), 174 (7)	Brais & Hains & Fiset.....	881 (3)
Bélauger vs Corporation de Montina- gny.....	52 (12), 70 (6), 554 (9)	Bremner vs Hibbard.....	280 (8)
Bélauger vs Godbout.....	956 (1)	Brennan vs Campbell & Kelly.....	651 (16), 731 (2)
Belfrey vs Frank.....	198 (17), 665 (2)	Breton vs Chabot.....	1170 (2)
Belgarde vs Carrier.....	87 (11), 105 (1), 191 (8), 549 (30), 816 (1)	Brien vs Lanctôt.....	566 (11)
Béliveau vs Bochen.....	913 (1, 2)	Brillon vs Montion.....	1101 (6)
Bell vs Garceau.....	177 (8), 191 (42)	Briçon vs Lefebvre & Rousseau....	648 (2)
Bell vs Larivée & Tassé.....	599 (27)	Broadhuret vs Fortier.....	165 (11)
Bell vs The Royal Bank of Canada..	174 (61), 421 (5)	Brossard & Delattre.....	196 (5)
Bell vs Vipond.....	67 (8)	Brouillard vs Shawl.....	599 (15)
Benoit, <i>ex parte</i>	1114 (6)	Brousseau vs Décheene.....	78 (6), 174 (81), 1177 (18)
Bergevin vs Martin.....	657 (1), 833 (5)	Brown vs Belleville.....	197 (2), 275 (5)
Berthel vs Duceppe.....	198 (15)	Brulotte vs Giard.....	202 (10)
Berthelet vs Gagnon.....	222 (2)	Brunet vs Bergeron.....	554 (53)
Bertin vs Payeur.....	154 (9), 688 (3)	Brunet vs La Cie du chemin de fer du St Laurent et Adirondack.....	1444 (2)
Bertrand vs Anderson.....	955 (9)	Brunet & The City of Montreal & DeMontigny.....	1292 (18)
Bertrand vs Bourque.....	87 (7), 177 (30)	Buchanan vs O'Brien & Price.....	748 (1)
Bérubé vs Lebel.....	33 (1), 980 (1)	Bulger vs South.....	279 (1)
Bilodeau vs Durocher.....	877 (2)	Bull vs Lanigan.....	105 (6), 118 (2), 174 (84)
Birks & Lewis.....	871 (4)	Burrelle vs Patardy.....	364 (2)
Biron vs Tanguay.....	516 (24), 955 (3)	Burke vs Honan.....	516 (23), 638 (2), 645 (1), 651 (14)
Bisailon vs Les Curé et Marguilliers de St-Valentin.....	164 (6), 220 (3)	Burland vs Toland & Larue.....	549 (28), 646 (3)
Blackwood vs Mussen.....	174 (155), 191 (41), 572 (2)	Burland vs Toland & Wyune.....	646 (2)
Blanchard vs Vinet.....	122 (5), 516 (17), 955 (4)	Burrows vs Keating.....	846 (3)
Blois vs Fortier.....	198 (11)	Burrongs vs La Cité de St-Henri.....	174 (150)
Boileau vs Chauvet.....	174 (117)	Bury vs Lynch & Fortin.....	833 (1), 846 (6), 889 (1)
Boisseau vs Généreux.....	283 (5), 588, 946 (7)	Bussières vs Bastien.....	834 (3)
Boisseau vs La Cour du Recorder & Wiseman.....	1003 (13)	Bytown and Aylmer Union Turn- pike Co. & The Hull Electric Co.....	1220 (2)
Boisseau vs Williams.....	196 (46), 202 (5)	Cailloux vs Coutu.....	170 (14, 15)
Boivin vs The Montreal Loan and Mortgage Co & Ladurantaye.....	784 (2)	Cain vs Barteis.....	43 (4), 278 (7), 1213 (1)
Bolduc vs La Corporation de la pa- roisse de St-Ambroise de Kildare..	554 (38)	Cairns & Choquet & Lambe.....	1292 (13)
Bond vs Barry.....	174 (152), 191 (16)	Caisse Générale vs Dupuis.....	25 (6), 127 (5), 191 (23), 980 (3), 987 (2, 8, 9)

TABLE DES CAUSES C TÉES.—CAM—COM.

VII

Caine & The Consolidated Car Heating Co.....	68 (2)	Chatenu Frontenne Co. vs Lionnis ..	174 (29)
Camiré vs Bergeron.....	181 (27)	Châtigny vs Fillion.....	987 (10)
Campbell vs Baie des Chaleurs Ry. Co.....	200 (12)	Chausse vs Houle.....	123 (5), 174 (156)
Campeau vs Grosboillot.....	987 (16)	Chef dit Vadeboncoeur & La Cité de Montréal.....	781 (7)
Campeau vs The Ottawa Fire Insurance Co.....	33 (4), 335 (3), 554 (12)	Chenel vs Jobin.....	179 (17)
Campetti vs Mayer.....	78 (51), 174 (48)	Chenevert vs David.....	177 (26), 183 (5)
Canada Congregational Missionary Society vs Lrivièrè & The Richmond Water Works.....	693 (2)	Chénier vs McMartin.....	177 (6), 403, 567 (4)
Canada Industrial Co. vs Kensington Land Co.....	192 (6), 205 (2), 335 (8)	Cherval vs Cordollaz.....	165 (7)
Canada Industrial Co. vs Rodlick & Standa.....	173 (1)	Cheval vs Senécal... ..	518 (2), 566 (13), 567 (3)
Canadian Breweries vs Alhail... ..	310 (10), 505	Chevrefils vs Noel.....	177 (44)
Canadian Breweries vs Yasinowsky..	196 (27)	Chisholm vs Wilson.....	191 (55), 555
Canadian Mutual Loan and Investment Co vs Tanguay.....	172 (1), 554 (22)	Choquette vs Bélanger.....	1152 (4)
Canadian Pacific Ry. Co. & The Richelieu and Ont. Nav. Co.....	286 (2, 3)	Choquette vs McDonald.....	236 (2)
Cantin vs Belleau.....	127 (7), 1198 (2)	Chouinard vs Rymond.....	2 (1), 833 (7)
Cantin vs Braham.....	1163 (3), 1166 (1), 1177 (5, 6)	Chouinard vs Thompson.....	280 (7)
Cardinal vs Brodeur.....	283 (4)	Christin vs Christin.....	177 (9), 278 (1), 1101 (7)
Caron vs Clément.....	1253 (2), 1292 (6)	Christin vs Massey.....	191 (49)
Caron vs Desaulniers.....	191 (13), 208 (4)	Cité de Montréal & La Cie du ch. de fer du Grand Tronc.....	43 (11)
Carpentier vs Lapointe.....	549 (11)	Cité de Montréal vs Les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame.....	183 (1)
Carreau vs Merizzi.....	566 (12)	Cité de Montréal vs Mandeville.....	651 (17, 18), 711 (1)
Carrière vs de la Court.....	78 (74)	City of Montréal vs Hogan.....	518 (1)
Carrière vs La Cité de Montréal.....	1292 (16)	City of Montreal vs Houston & Létang.....	400 (2), 406 (1)
Carrière vs Roy & Bergevin.....	177 (1, 43)	City of Montreal & The Montreal Street Ry. Co.....	67 (4)
Carrière vs St-Pierre & Lévesque... ..	220 (9)	Clarke vs Jacques.....	34 (1), 46 (1), 149 (3), 174 (60, 103), 987 (12)
Carter vs Reilley.....	217 (9), 566 (4), 1198 (4)	Claude vs Claude.....	549 (4)
Casgrain vs Mallette.....	78 (53), 174 (50)	Claude vs Hémond.....	698 (4)
Cassidy vs La Cité de Montréal.....	436	Clément dit Dufresne vs Clément... ..	164 (19), 174 (100)
Castelli vs Lumkin.....	279 (13)	Clermont vs Boucher.....	196 (35)
Castonguay vs Savoie.....	554 (46), 748 (2), 879 (1), 1198 (6)	Clermont vs Chrest.....	78 (47)
Chagnon vs Phillips.....	196 (14)	Clermont vs La Corporation de la paroisse de St-Martin.....	52 (9), 54 (7)
Chailifoux vs Tuhotte & Desjardins..	651 (7)	Cleveland vs Sherman.....	217 (7)
Chambly Mufg Co. vs Bierce & Smith-Vaile Co.....	185	Clifford vs La Cie de Brasserie de Beauport.....	278 (6), 279 (14), 283 (7)
Champagne vs Ste-Marie.....	177 (24), 183 (2)	Cloutier vs Cloutier.....	78 (50)
Chanteloup vs Fulton.....	549 (42)	Cloutier vs Compagnie de ch. de fer Montfort et Gatin-au.....	599 (8)
Chanteloup Manufacturing Co. vs Berger.....	1 (3), 279 (3)	Coallier vs Filiatrault... ..	174 (115), 549 (35)
Chapdelaine vs Girard.....	987 (21)	Codville vs Woods.....	514, 549 (26)
Chapleau vs Ouimet.....	174 (19), 909 (1)	Cohen vs Lipschitz.....	164 (20), 174 (63)
Chaput vs La Cité de Montréal & Guérin.....	710	Coleman vs The Catholic Order of Foresters & O'Connor... ..	117 (3), 171 (4)
Charbonneau vs Legault.....	690 (1)	Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec vs Blake	315
Charbonneau vs Ouimet & La Cité de Montréal.....	174 (157)	Commissaires d'Ecoles de St-Henri vs La Cité de St-Henri.....	411 (1)
Charbonneau vs Roy.....	52 (16), 174 (26), 289 (4), 308 (1), 987 (5)	Commissaires d'Ecoles de Westmount vs Monette & Drouin.....	1130 (6), 1150 (4)
Charest & Tessier.....	78 (17), 217 (4)	Communauté des Sœurs de Charité de la Providence & Bastien.....	220 (11)
Charlebois vs Flannagan.....	196 (13)	Compagnie de Brasserie de Beauport vs Bélisle.....	170 (7)
Charette vs Léveillé & Labelle.....	123 (10), 1177 (7)	Compagnie de Brasserie de Beauport vs Clifford.....	554 (36)
Charette vs Ross.....	549 (31)	Compagnie de Navigation R. & Ont. vs La Cie du ch. de fer du Pacifique Canadien.....	286 (2, 3)
Charron vs Moqueau.....	1175	Compagnie du chemin de fer de la vallée Est du Richelieu vs Jetté... ..	52 (11)
Chartrand vs La Cité de Sorel.....	191 (68), 196 (47)		
Chartrand vs Ouimet.....	554 (29), 1152 (6)		
Chartrand vs Smart.....	516 (25), 836 (2), 837 (5)		
Chassé vs Desmarteau.....	952		

Compagnie du chemin de fer de la vallée Est du Richelieu et Ménard	43 (8), 70 (7), 397, 534 (8)	Corporation of Township of Duda-well vs Quebec Central Ry Co.	54 (4), 170 (9)
Compagnie du ch. de fer des Comtés Unis & Les Sœurs du Précieux Sang	127 (3)	Coté vs Coté	78 (28), 521 (5)
Compagnie du ch. de fer des Comtés Unis & Letendre	532 (3), 677 (2), 681, 693 (6)	Coté vs La Corporation d'Irlande	154 (8)
Compagnie Générale d'Importation vs Bilodeau	179 (12)	Coté vs Levine	148, 310 (6)
Compagnie Générale d'Imprimerie du Canada vs Bilodeau	551 (74)	Coulson vs Walters	280 (6)
Comptoir d'Escompte vs Decelles	191 (20), 893 (2), 898 (6)	Cousineau vs Vinet	112 (2)
Comptoir d'Escompte vs Gaudet & Decelles	523 (4)	Contu vs Caillonx	170 (15)
Comptoir d'Escompte vs Gaudet & Duclou	651 (19)	Contu vs La-salle	1 (7), 279 (6), 280 (4)
Comptoir d'Escompte vs Trudel & Decelles	651 (19), 654 (2)	Contur vs Duclou	1 (4), 279 (4)
Comité vs Pâster	217 (10), 279 (16)	Conturier vs The Royal Electric Co.	174 (128)
Comtois vs Dumontier	113 (2), 521 (10)	Craig vs Kenny	177 (39), 521 (.)
Confederation Life Association, <i>ex parte</i>	1426	Crawford vs La Cité de Montréal & Lesage	554 (10)
Connolly vs Baie des Chaleurs Ry. Co.	174 (70), 615	Crédit Foncier Franco-Canadien vs Dufresne	78 (7), 136 (3)
Connolly & Stanbridge	33 (3), 43 (3), 804 (4), 824 (2), 1211	Crédit Foncier Franco-Canadien vs Martin	599 (10)
Connolly vs The Consumers' Cordage Co.	295 (3)	Crevier vs Cloutier	973 (2)
Consolidated Car Heating Co. vs Came	968 (3)	Crevier vs Evans	196 (48)
Constant vs Dewitt & Charlebois	554 (70), 76, 81	Crompe vs La Cie de chemin de fer urbain de Montréal	310 (7)
Contant vs Gosselin	310 (2)	Cross vs Préfontaine & Lacaille	191 (11)
Contant vs Rho	174 (78)	Cross vs Préfontaine & Lacaille	174 (86), 201 (2), 685 (2), 693 (9)
Content vs Demers	196 (6), 200 (17), 1066 (2, 3)	Cul' & Ferlais	67 (12)
Copland & The Canadian Pacific Ry	442 (2)	Curé & Manguilliers de Laprairie vs Proulx	554 (69)
Copland vs Waterbury	955 (13)	Cusson vs Ethier	1177 (9)
Corbeil vs Benndoin	133 (2)	Cusson vs Vaillancourt	1162 (7)
Corbeil vs Parent	191 (25)		
Cordasco vs Nobile	128 (4)		
Corneille vs Kent	793 (2)		
Corporation de Ham-Nord vs Juneau	117 (2), 160, 170 (11, 12), 418 (3), 1292 (9)		
Corporation du comté de Nicolet & Tousignant	67 (20), 278 (2), 293 (2), 295 (2), 304 (1)		
Corporation du Village DeLorimier & Bédard	1006 (4)		
Corporation Episcopale Catholique Romaine du diocèse de Sherbrooke vs McCarry	111 (2), 310 (9)		
Corporation of Coaticook vs The People's Telephone Co	44 (3), 52 (7)		
Corporation of North Ham vs Juneau	117 (2), 160, 170 (11, 12), 418 (3), 1292 (9)		
Corporation of the Township of Ascot vs Early	824 (1)		
Corporation of the Village of Vaudreuil vs Poudrette dit Lavigne & the Corporation of the parish of St Lazare	957 (6)		
		Dagenais vs Desnoyers	992 (13)
		Dagenais & Ellis & Labelle	1003 (3)
		Daignault vs Brulé & Cohen	646 (4)
		Daignault vs Emerson & Smith	1003 (5)
		Daignault vs Smith	1003 (6)
		Danis vs La Cité de St Henri	196 (9)
		Dansereau vs Bradshaw	692 (4)
		Daoust vs Langevin	174 (146)
		Daoust vs Schiller	1114 (1)
		Darcy vs Hughes	174 (4), 198 (2), 200 (21)
		Dauphinais vs Bonsquet	554 (41, 90)
		D'Anteuil vs Maltais	599 (12)
		Daviau vs Hawthorne	191 (18), 919 (1)
		Davidson vs Noble	654 (1)
		Décarie vs Bro	673 (1)
		Decelles vs Bazin	153
		Decelles vs Paquette	549 (51)
		Dechêne vs Dussault	297
		De Grosbois vs Bienville	54 (1), 1152 (5)
		Dejourdie vs Coffin	151 (1)
		Delaney vs Lionais	275 (7)
		Delisle vs Pillet	117 (7)
		Delorme vs Creisser & Paquette	554 (64)
		DeMartigny vs Bienné	287 (1), 310 (5)
		DeMartigny vs La Société Charitable de l'Asile de Nnit	179 (13), 221 (2)
		DeMartigny vs Onellette	87 (4)
		Demers vs Baird & Fauteux	651 (13)
		Demers vs Dufresne	78 (1)
		Demers vs Forest & Gagnon	871 (2, 3)
		Demers vs St Louis	177 (21)
		Derny vs Marcenn	157 (10)
		Deschamps vs Bury	781 (8), 785
		Deschamps vs Deschamps	48 (27)

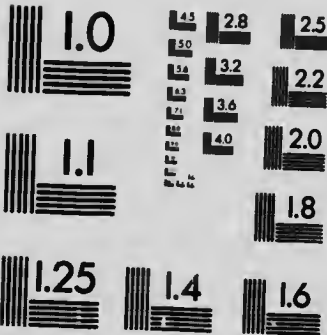
D

Deschesneau vs Grandmont.....	549 (29), 652 (3)	Dupuis vs Bernard.....	1184
DeSerres vs Euard.....	191 (44)	Dupuis vs Dupuis.....	199 (3), 215 (6)
DeSerres vs Houle.....	94 (4)	Dureault vs La Corporation de Tiwick.....	48 (4), 554 (88)
DeSerres vs Lefebvre.....	177 (23), 183 (3)	Durocher vs Bilodeau.....	283 (2)
Desjardins vs Lnmoureux.....	123 (2), 174 (68), 205 (4)	Durocher vs Bilodeau & Durocher.....	1177 (15)
Desjardins vs Masson.....	78 (67)	Durocher vs Durocher.....	1177 (14), 1178
Desjardins vs Michaud.....	599 (2)	Duval vs Moillat.....	171 (1), 554 (72)
Deslongchamps vs Lamarche & Perrault.....	414		
Desmartens vs Viau.....	870 (2), 931 (5)	E	
Desrivières vs Delaney.....	198 (8)	Eadie vs Baie des Chaleurs Ry. Co.....	214 (2)
Desrochers vs Mallette & Parent.....	78 (63)	Eastern Townships Bank & Swan.....	1177 (12)
Desrochers vs Martin.....	200 (15)	Ekenberg vs Mousseau.....	1150 (3)
Desrochers vs Martin & Linder.....	280 (5)	Elliott vs Fraser.....	280 (11)
Desroches vs Drapeau & St-Louis.....	651 (12)	Elliott & La Banque de Québec.....	832 (1), 895, 897 (3)
Desroches vs Perrault.....	1114 (5)	Emery vs Martel.....	78 (10), 677 (4)
Desrosiers vs Tellier dit Lafortune.....	516 (11)	Emmans vs Desmrais.....	78 (31), 946 (5)
Destroismaison vs Dominion Ice Co.....	109 (2), 196 (2)	Ethier & Ewing.....	43 (2), 67 (16), 69 (1)
DeTabb vs Clerk.....	196 (12)	Ettenberg vs Kelly & Sutherland.....	554 (15)
Devlin vs Charlebois.....	154 (6)	Evans vs Chaput.....	793 (1)
Dewitt-Langlois Milling Co vs Fantoux.....	48 (22), 1130 (4)	Evans & Wilson.....	174 (74), 557 (1), 568
Dickson vs Ellis & Bronsot.....	798 (2)	Ex parte Henoit.....	1114 (6)
Dillon vs Knowlton.....	15 (4), 25 (4)	Ex parte Confederation Life Association.....	1426
Dillon vs The Atlantic and Lake Superior Ry Co.....	603 (1), 699 (1), 701 (1)	Ex parte Robinson.....	1003 (14)
Dini vs The Canadian Construction Co.....	196 (15)	Ex parte Roussin.....	1310
Dion vs Bondreault.....	599 (13)	Ex parte Welsh.....	1114 (7)
Dion vs Dionne & Brousseau.....	515 (3), 1163 (2)		
Dion vs Fafard.....	196 (41)	F	
Dion vs Gendron.....	698 (1)	Fabien vs Gougeon.....	1177 (11)
Dominion Bag Co vs Denis & Reeves.....	548 (5)	Farand vs Emond & Larivée.....	515 (1), 647 (1), 651 (22)
Donegan vs Cassidy.....	697 (2)	Fauchille vs Hurteau.....	191 (43)
Donohue vs Donohue & Murray.....	78 (30), 87 (19), 174 (154)	Faulkner vs Faulkner.....	78 (41)
Doran vs The Ancient Order of United Workmen.....	70 (9), 117 (3), 171 (4)	Federal Life Ass. Co. of Ontario vs Gandry.....	164 (5)
Doudiet vs Hardman.....	834 (2), 1102 (10)	Ferguson vs The Grand Trunk Ry Co.....	496
Drolet vs Lanthier.....	177 (4)	Ferres vs Gagnon.....	516 (5)
Drouin vs Laurier.....	123 (6), 191 (14)	Filiatrault vs Piché.....	898 (4)
Dronin vs Rosenstein.....	1198 (1)	First National Bank of St Augustine vs Tiffin.....	196 (5)
Dubois vs Chaput.....	283 (3)	Foisy vs Plamondon.....	548 (1)
Dubois vs Horsfall.....	289 (10)	Foley vs Foley.....	442 (3)
Duchaine vs Freeland.....	94 (21)	Foley vs McLaughlin.....	314 (5), 837 (6), 846 (1)
Duchêne vs Collins & Lovell.....	175, 862, 673 (2), 695 (2)	Fonderie de Drummondville vs Robillard.....	174 (159), 554 (33)
Duchêne vs McAvoy & Malony.....	174 (36), 679 (1)	Forbes vs The Montreal Street Ry Co.....	174 (127)
Duclos vs Benumier & Lebel.....	901 (3), 933 (1)	Forest vs Reeves.....	781 (3)
Dudevoir vs Brunet.....	78 (46)	Forest vs Stepleton.....	673 (4)
Duil vs Pallisser.....	176 (2)	Forget & Baxter.....	1237 (2)
Dufresne vs Superior.....	857 (3)	Forget vs de Repentigny.....	155 (3)
Dugas vs Paradis.....	164 (2)	Forman vs The United Electric Co.....	94 (19), 170 (8)
Duggan vs The Stadacona Light and Water Co.....	191 (39)	Fortier & Noel.....	43 (10)
Duguay vs The North American Transportation Co.....	61 (1)	Fortin vs Lamarche.....	878 (1)
Dumont vs Le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec.....	563	Fortin vs Voisard.....	289 (1)
Dumouchel vs Christin.....	1177 (10)	Fox vs Morris.....	191 (12), 198 (3), 200 (5)
Dunfy vs Kelly.....	78 (23), 314 (4)	Francis vs Rhine.....	78 (69), 174 (56)
Dupuis vs Beaudry.....	651 (5)	François vs Paradis.....	78 (70), 266 (1)
		Fraser vs Ogilvie.....	78 (36), 174 (47)
		Fraser & Price.....	1193
		Fréchette vs Prévost.....	846 (5), 889 (2)
		Fréchette & Simmoneau.....	67 (9)



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

165¹/₂ East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

Frost and Woods Co vs Castonguay.	164 (15), 174 (114)	Gilman vs Cockshutt.....	549 (37)
Fysche vs Tomhyll.....	78 (71)	Gilman vs Fenwick.....	177 (32), 421 (3)
G			
Gaffney vs The Montreal Gas Co..	89 (6, 7, 8, 9), 335 (2), 549 (40), 554 (60)	Gilmour vs Odell.....	279 (2)
Gagné vs Forgues.....	1 (11), 314 (2)	Girard vs Brais.....	177 (10), 278 (4)
Gagné vs La Société St-Jean-Bap- tiste de Victoriaville.....	48 (24), 1130 (7)	Girard vs La Cité de Montréal.....	387
Gagnon vs Lupien.....	177 (20)	Giroux vs Gironx.....	78 (33)
Gagnon vs O'Bready.....	103 (1)	Giroux vs L'Union St-Joseph de No- tre-Dame de Beauport.....	95 (1)
Gagnon vs Simard.....	309, 335 (7)	Gironx vs Pacand.....	87 (17), 177 (31)
Galarneau vs Bertrand.....	78 (55)	Glackmeyer vs Larue.....	1101 (3)
Galbraith vs Cowan.....	165 (1, 2)	Glasgow and Montreal Asbestos Co. vs Canadian Asbestos Co.....	177 (34)
Gallagher vs McEnroe.....	78 (75)	Glass vs Eveleigh.....	280 (9)
Galt Knitting Co. vs Coté.....	165 (9), 179 (1, 18), 590, 834 (1)	Glines vs Truax.....	177 (35), 549 (20)
Gamache vs Déchène.....	549 (6)	Globensky vs Sanguinet.....	621 (1), 651 (23)
Garand vs Boileau & Cherrier.....	599 (22), 697 (6)	Godbout vs Hutchinson.....	1162 (5)
Garand vs Carrier.....	599 (16)	Godbout vs McPeak.....	202 (20), 208 (1)
Garand vs Charlebois.....	724 (2)	Godreau vs Charbonneau.....	58 (2)
Garand vs Chnrlebois & The Stan- dard Life Ins. Co.....	784	Goldberg vs Giffin & Aronson..	693 (5) 1155
Garand vs Malo.....	177 (5)	Goodhue vs O'Leary & B. & M. Ry. Co.....	678 (1)
Garand vs Rolland.....	165 (10)	Goold vs McQuat.....	1059 (2)
Garand vs Roussin.....	711 (2)	Goold vs Rutheven.....	174 (96), 898 (5)
Garbacht vs Silverman & Wener..	691 (2)	Gordon vs Pinder.....	973 (1)
Gardner vs Rancourt.....	549 (27)	Gosselin & Belley.....	46 (6), 94 (24)
Gareau vs Denis.....	78 (54)	Gosselin vs Giroux.....	554 (75)
Gareau & The Montreal Street Ry. Co	289 (9)	Gosselin vs La Corporation de St- Jean.....	987 (7), 992 (10)
Gariépy vs Paquet.....	781 (6), 809	Gosselin vs State.....	814 (1)
Gariépy vs Poulin.....	275 (3)	Gosselin vs The College of Physi- cians and Surgeons.....	992 (5)
Gareau vs Gaudet.....	170 (6)	Gouin vs La Cie d'Imprimerie du journal "Le Monde".....	196 (31)
Garth vs Montreal Park and Island Ry. Co.....	1177 (16)	Goulet vs Fenlin.....	177 (19)
Gaudet vs Mainville.....	174 (94), 933 (2)	Goulet vs Landry.....	442 (4)
Gaudreau vs Tétu.....	614 (3)	Goulet vs The Atlantic and Lake Superior Ry Co.....	289 (2), 334 (2)
Gaudry vs Dubois.....	554 (83)	Gourley vs Conway.....	145 (2), 526 (3)
Gault vs Allan & The Merchants Bank of Canada.....	1166 (2)	Goyette vs Brunelle.....	78 (22), 191 (31)
Gault Bros. Co. & Cloutier.....	895 (1)	Goyette vs Fournier dit Lafontaine..	201 (5)
Gauthier vs Barcelo.....	276 (3), 548 (3)	Goyette vs Fournier dit Préfontaine & Brais.....	123 (7), 174 (14), 334 (1)
Gauthier vs Fortin.....	678 (4)	Grand Hotel Co vs Carlin... 196 (19),	1007 (5)
Gauthier vs Gauthier.....	599 (1)	Grapes vs Cochrane.....	314 (3)
Gauthier vs Hnot & The Royal Vic- toria Life Ins. Co.....	599 (28), 689 (4)	Gratton vs McCready.....	599 (7)
Gauthier vs Robert.....	78 (15), 191 (30)	Gravel vs Durocher.....	94 (10)
Gauvreau vs Chapais.....	174 (106)	Gravel vs Rose & The Singer Manu- facturing Coy.....	598 (3), 646 (1), 1089 (1)
Gauvreau vs Laporte.....	115 (2)	Gravel vs Tétrault & Lavallée.....	650 (1)
Gendron vs The Corporation of the town of Waterloo.....	191 (6)	Greenwood vs Dent... 115 (1), 549 (17),	1209 (3)
Genest vs Lajeunesse.....	135 (1), 860	Grenier vs Perrault.....	1064
Genser vs Schwartz & Taube.....	621 (3)	Grier & David & Cochrane... 43 (12),	174 (3), 198 (4), 220 (2), 992 (2), 1006 (1)
Geoffrion vs Latour & Paradis.....	651 (11)	Griffith vs Harwood... 43 (1), 67 (15),	549 (7)
Germain vs Hurteau.....	174 (104)	Grimes vs Wherry.....	598 (8), 613 (11)
Germain vs Lamoureux & Lévy... 191 (15),	638 (1), 645 (2), 646 (5), 655, 665 (3)	Grossman vs Robinoviten & Schloo- ness.....	824 (3)
Gervais vs Nadeau.....	88 (5)	Guay vs Commissaires d'Ecoles St- Jérôme.....	58 (1)
Gervais vs The Merchants Mnfg Co..	191 (35)	Guérin vs Fox & Heney.....	544
Gignère vs Guénette.....	552 (1)	Guérin vs La Corp. du comté de Laprairie.....	52 (10)
Gignère vs Sauvé.....	78 (29)	Guérin vs Molleur.....	1214 (1)
Gilbert vs Girard & Talbot.....	724 (1)	Guilfoyle vs Lallemand.....	1150 (1)
Gilbert vs Tremblay.....	198 (18)	Guimond vs Gravel & Gagnoa.....	699 (2), 871 (5)
Gillier vs La Compagnie de Naviga- tion Richelien et Ontario.....	202 (13)	Guimond vs Vallée.....	566 (1)
Gillot & Parent.....	520 (3)		

H

Hackett vs Courchesne..... 174 (33)
 Haddad vs Marcotte...174(20), 909 (3), 946 (2)
 Hall vs Dono. ne..... 1152 (7)
 Hall vs Fenton.....205 (3), 361 (3), 364 (3)
 Hall vs Fenton & The Molsons Bank
 236 (1), 519
 Halpin vs La Cité de Montréal..... 992 (7)
 Hamel vs Leduc..... 9 (1)
 Hamelin vs Perrault & The Harbour
 Commissioners..... 599 (23)
 Hamilton vs Dwyer & Durand..... 598 (5)
 Hamilton vs The Bovril Co..516 (14), 526 (4)
 Harding vs Bickerdicke..... 292 (2)
 Hardy vs Shannon & The North
 American Co..... 955 (5)
 Harper vs Hoffman..... 78 (43)
 Hart vs Dubreuil. . .179 (9), 616 (2), 651 (30)
 Hart vs Dunlop..... 48 (11), 1292 (19)
 Hart vs Rainville..... 957 (2)
 Hart vs Timossi.....174 (120)
 Harvey vs Mowat..174 (151), 196 (20), 554 (34)
 Hawes vs Fulton.....202 (11), 208 (13)
 Hébert vs Michaud..... 1101 (2)
 Hénault vs La Municipalité du Vil-
 lage DeLorimier..... 87 (12)
 Hertel vs Foley.....174 (122)
 Hétu vs Poirier..... 853 (2), 857 (7)
 Hickey vs Tansey & Kinsella..... 9-7 (11)
 Hill vs Howley..... 646 (7)
 Hill vs Howley & Norkett..... 87 (5)
 Hillock vs Croizard & Bauer..... 52 (5),
 223 (1, 2), 260 (1)
 Hinman vs House..... 804 (3)
 Hislop vs Bernatz..... 94 (15)
 Hockar vs Giffany & Lockar..... 864
 Hogle vs Rockwell & Galer..... 1003 (7)
 Hogue vs McConnell..... 651 (6)
 Hogue vs Ogilvie..... 694
 Honan & The Bar of Montreal.1003 (10)
 Hooper vs Ross..... 174 (111), 292 (5)
 Hope vs Batcheller. . 164 (9), 179 (4), 893 (2)
 Hope vs Mount..... 174 (80)
 Horsfall vs Campbell..... 513 (2), 1162 (2)
 Houle vs Paquet..... 174 (34), 516 (1)
 Hudon vs Joncas..... 128 (5), 526 (2)
 Huet vs Paré..... 196 (30)
 Hugron vs Statton.....174 (124)
 Huot vs Doucet..... 202 (18)
 Huot vs Weir & Paquette..... 1292 (4)
 Hutchins vs Leroux..... 347
 Hutchins vs Leroux & Beaugard.. 1059 (1)
 Hutchinson vs McCaskill...174 (11), 1162 (8)

I

Imbault vs Imbault..... 578
 Imperial Bank of Canada vs Quinn.
 174 (5), 198 (1), 200 (6)
 Imperial Ins. Co. vs Radford & Hiam 676 (2)
 Institution catholique des sourds-
 muets & Sincennes..... 43 (6)
 Irving vs Monclamps..... 1150 (2)
 Irwin vs Morris..... 651 (9)

J

Jacob vs Klein.....177 (41), 521 (2)
 Jacobs vs Beaman..... 204 (1)
 Jacques & Clarke..... 1006 (2)
 Jamieson vs Needham..... 513 (4), 1162 (3)
 Jasmin vs Bain..... 289 (8)
 Jasmin vs Sauriol..... 272 (1)
 Jean alias MacLean vs DeMarchi &
 Desaulniers..... 645 (6)
 Jeannotte vs Parizeau..... 567 (2)
 Jobin vs Roger..... 200 (16)
 Johnson vs Sharwood..... 196 (45)
 Jolein vs Cassin & The Mason and
 Risch Piano Co..... 220 (5)
 Jolicœur vs Jolicœur..... 177 (11)
 Joly vs Yonnie & Wood..... 623 (1), 646 (8)
 Jones vs Moodie .. 554 (54)
 Jones vs Moodie & The City and
 District Savings Bank..... 293 (1)
 Joyce vs Gardiner..... 214 (3)
 Joynt & Mulcair..... 70 (11)
 Jutras vs La Corporation de St Fran-
 çois..... 1196 (1)

K

Kaine vs Matthews..... 516 (12)
 Kaufman vs Campeau..... 620, 955 (10)
 Kaulback vs Ryland..... 202 (1)
 Kavanagh vs McCrory.....191 (57), 1099 (1)
 Kavanagh & The Norwich Union
 Fire Ins. Co..... 177 (38)
 Kearney vs Desnoyers..... 48 (10),
 1003 (15, 16), 1292 (3)
 Kehoe vs Paradis...78 (64), 191 (32), 516 (19)
 Keily vs Lavery 1101 (9)
 Kelly vs Sutherland..... 87 (16)
 Kennedy vs Housman..... 78 (65), 174 (55)
 Kennedy vs Shurtleff...122 (2), 174 (13, 118)
 Kennedy vs The Canadian Construc-
 tion Co.....15 (1), 157 (8), 532 (2), 1150 (6)
 Kent vs La Communauté des Sœurs
 de la Charité de la Providence &
 Bastien.....78 (59), 221 (1), 549 (15)
 Kerr vs The Sherbrooke Street Ry.
 Co..... 108 (1), 111 (1), 516 (18)
 Kidd vs McKinnon..... 898 (1)
 King & Adams..... 1007 (1, 2, 3)
 King vs Lepitre..... 191 (52)
 King vs Nadeau..... 781 (1)
 Kirouac vs Maltais... 203 (2), 217 (1)
 Kollmeyer vs Donohue..... 1168 (2)

L

Labbé & Routhier..... 54 (6)
 Labelle vs Bérard..... 202 (2)
 Labelle vs Kyle & Scudder..... 650 (4)
 Labelle vs Léonard..... 154 (12)
 Labelle vs Ryan..... 174 (130)
 Labranche vs Matte..... 196 (11)
 Labrecque vs Bergeron..... 836 (1), 837 (1)
 Labrecque vs Gauthier..... 599 (11)
 Lachance vs Casault..... 293 (3)
 Lachance vs Lachance..... 25 (5), 174 (158),
 598 (7), 621 (2), 650 (7), 651 (24)

Lachance & La Corporation de Ste- Anne de Beaupré.....	43 (14)	Larue vs Gagnon.....	48 (16)
Lachapelle vs Nault.....	1066 (1)	Lasnier vs Dozois.....	88 (4)
Lacroix vs McGreevy.....	690 (2)	Latouche vs Leclerc & Turcotte....	946 (9)
Lafleur vs Beaudoin.....	956 (2)	Latour vs Brazier.....	157 (5)
Lafleur vs Morin.....	1104 (3)	Latour vs Latour.....	554 (67, 80)
Lafontaine vs Choquette.....	206 (2)	Latour vs L'Heureux & Maisonneuve	52 (8)
Lafontaine vs Christin.....	78 (40), 217 (6), 1101 (1)	Laurent vs Baxter.....	122 (4)
Lafontaine vs Lafontaine.....	549 (43)	Laurent dit Lortie vs Armitage....	78 (37)
Lafontaine vs Poirier & Packward..	697 (3)	Laurentide Pulp Company & Curtis	200 (10), 584
Laforest vs Laporte & La Cité de Montréal.....	200 (3), 1003 (9)	Laurin vs Desrochers.....	78 (13), 191 (29)
Lafortune vs La Ville de Joliette... 174 (87),	527 (2)	Lauzon vs Hébert.....	1101 (8)
Lafranchise vs Caty.....	171 (1), 549 (12), 1152 (2)	Lavallée vs Lafrenière.....	295 (4), 553 (30)
Lagacé vs Clermont.....	196 (32)	Lavoie vs Castonguay.....	587
Lagasse vs Ouimet.....	992 (16)	Lavoie vs Jeffrey.....	980 (2), 987 (3)
Lagueux vs Delisle.....	56 (10)	Lavoignat vs Mackay.....	554 (85, 86)
Laigre vs Cordollaz.....	164 (10), 179 (5)	Lavoignat vs Mackay & Boudreau..	174 (57), 554 (99)
Lainé vs Powell.....	164 (1), 197 (1)	Leamy vs McGoey.....	155 (4)
Lajoie vs Tremblay.....	339 (1)	Lebeau vs Cousineau.....	200 (14)
Lalonde vs Campeau.....	179 (30), 893 (1)	Leblanc vs La Corp. du comté de Winslow.....	174 (144, 145)
Lallemaud vs Beauvais & Boisson- nault.....	174 (37)	Leblanc vs Pauzé.....	165 (20), 599 (4)
L'Alliance Nationale & l'Union Franco-Canadienne.....	164 (13)	Leblanc vs Williamson.....	174 (121)
Lalonde vs Legault.....	78 (76)	Lebuf vs Lavallée.....	94 (9)
Lalonde vs The Grand Trunk Ry. Co.....	165 (5), 174 (107)	Leclaire vs Beauchamp.....	170 (1), 191 (59), 1152 (8)
Lamallice vs La Cie d'Imprimerie Electrique.....	25 (1), 1177 (13)	Leclaire vs Huot.....	78 (66), 155 (7)
Lamarche vs Le Club de Chasse à Courre Canadien.....	992 (9)	Leclaire vs Huot & Parizeau.....	78 (38)
Lambe vs Brown.....	359 (1)	Leclaire vs Robert.....	78 (2), 549 (10), 1098 (3)
Lambe vs Charland.....	1114 (3)	Leclerc vs Cadieux & Larocque....	680 (2)
Lambe vs Donaldson Steamship Line	164 (22)	Leclerc vs Couture.....	78 (52), 174 (49)
Lambe vs Fulton.....	174 (153)	Lécuyer vs Phelix.....	191 (58)
Lambe vs The Thompson Steamship Line.....	122 (11), 516 (3)	Ledoux vs Simpson.....	863 (2), 955 (12)
Lamontagne vs Levert.....	856	Leduc vs Kensington Land Co.....	192 (3), 200 (1)
Lamothe vs Lamothe.....	191 (66), 837 (2)	Leduc vs Martel.....	920
Lamothe vs Piché & Brown.....	693 (3)	Lee vs Ewan.....	179 (8)
Lamothe vs Wigaey.....	1147 (1)	Lee Chu vs Carpentier.....	554 (45)
Landry vs Pacaud.....	259 (1)	Leet vs Singer.....	698 (2)
Langvein vs The Grand Trunc Ry. Co.....	120 (1), 174 (32)	Lect & The Montreal and Oregon Gold Mines.....	123 (3)
Langlois vs Gravel.....	201 (1), 218 (1)	Lefebvre vs Castonguay....	901 (4), 955 (2)
Lapierre vs Beaudoin.....	1 (12), 94 (2), 170 (17)	Lefebvre vs Degré.....	154 (13)
Lapierre vs Larue.....	78 (24)	Lefebvre vs Elie.....	179 (6)
Lapierre vs Morin.....	598 (6)	Lefebvre vs Lefebvre.....	174 (113)
Laplaate vs Simoneau.....	685 (1)	Lefebvre vs Legros.....	113 (1), 196 (1)
Lapointe vs Carpentier.....	198 (5), 214 (1)	Lefebvre vs The Dominion Wire Mfg Co. & Boulet....	78 (26, 32), 549 (8), 1177 (4, 17)
Lapointe vs St-Onge.....	128 (1), 554 (21, 51)	Lefort vs Boulanger.....	127 (8)
Lapointe vs Viger & Favreau.....	59 (1), 1292 (7)	Leggatt vs McIndoe.....	87 (6)
Laprairie Pressed Brick and Terra Cotta Co vs Picard.....	202 (8)	Leith vs Hall & The Molsons Bank..	78 (9)
Laramée vs Hubert & Charbonneau.	607 (1), 645 (3)	Lemay vs Crevier.....	15 (5), 157 (7), 164 (4), 173 (2)
Larchevêque vs La Corporation de la paroisse de St Léonard de Port Maurice.....	554 (16)	Lemay vs Labelle.....	157 (1)
Larivée vs St Jacques.....	164 (16), 554 (37)	Lemay vs Renaud.....	202 (4)
Larochelle vs Lafleur.....	177 (46)	Lemieux vs Bussière.....	901 (1)
Larochelle vs Price.....	48 (15)	Lemieux vs La Cie de Publication du Journal Le Mondel.....	174 (2), 196 (31), 202 (14, 15)
Larocque vs La Cité de Montréal....	515 (2), 647 (2)	Lemieux vs Lemieux.....	523 (1)
		Lemieux vs Mitchell.....	760 (1)
		Lemieux vs Roy.....	105 (3), 202 (17)
		Lemire vs Neault & McClely & Tur- cotte.....	987 (13)
		Lepailleur vs Barrette.....	174 (119)

Lepitre & King.....	196 (24), 217 (2)
Leroux vs Cholette.....	955 (7)
Leroux vs deBeaujeu.....	78 (44), 521 (9)
Leroux vs Ducharme.....	202 (22)
Lessard vs Meunier & Chasles.....	335 (10), 554 (11)
Létourneau vs Collin & Turcotte.....	599 (2)
Levasseur vs La Ville de Lévis.....	275 (2)
Léveillé vs Charette.....	1177 (3)
Léveillé vs Laliberté.....	223 (3)
Léveillé vs Léveillé.....	549 (18), 552 (2)
Lévesque vs Beaulieu.....	931 (1)
Levesque vs Roy.....	170 (16)
Lewis vs La Ville de St-Louis.....	1 (6), 279 (7)
Lewis vs Murray & Todd.....	179 (15), 857 (4)
Lewis vs Richard.....	254 (1)
Ligget vs Bougie.....	154 (4)
Linoges vs Beauvais.....	154 (5), 265 (8)
Linahan vs Plock.....	523 (2)
Lindman vs Paradis & Demers.....	650 (3)
Lindsay vs Palliser.....	607 (2), 677 (1)
Lionais vs La Municipalité du village De Lorimier.....	957 (10)
Lippé vs Levinson.....	174 (69)
Lipschitz vs Rittner.....	94 (8)
Longpré vs Brien.....	522 (3)
Longpré vs Perkins.....	44 (2), 122 (8), 136 (1), 165 (6), 174 (35)
Lonsdale vs Lesage.....	279 (17), 283 (9)
Loomis vs The Sun Life Ass. Co. of Canada.....	164 (17), 174 (62)
Lord & The Queen.....	1020 (1, 2), 1209 (1), 1220 (1)
Lovell vs Collins & Duchesne.....	662, 673 (2)
Lumb vs Kellan.....	837 (3)
Lumsden vs Cowan.....	94 (27)
Luneau vs Juneau.....	549 (5), 554 (91)
Luneau vs Luneau & Gaudet.....	554 (40)
Lussier vs Corporation de Mr'sonneuve.....	174 (40), 1003 (8)
Lussier vs Vincent.....	898 (3), 901 (2)
Lynn vs Schloman.....	554 (73), 881 (2)
Lydon vs Moore.....	137
Lyon vs Fisher.....	179 (22)

M

Macadam vs Thompson.....	269 (1), 280 (12)
MacDonald vs Migneron.....	379, 554 (6)
Macdonald vs The Victoria Montreal Fire Ins. Co.....	165 (14)
MacDougall vs The Schofield's Sons Co.....	140
Mackay vs Frappier.....	289 (11)
Maclean vs Meloche.....	206 (1)
Madore vs Graham.....	161 (1), 174 (41)
Magann & Auger.....	94 (14), 1164 (2)
Magann vs The Grand Trunk Ry Co of Canada.....	335 (4), 380 (2), 554 (13, 62)
Mahoney vs Mahoney.....	177 (2), 292 (4), 1059 (5)
Mailloux vs Drolet & Pélouquin.....	1098 (4)
Mailloux vs Fairfield & La Ville de St-Jean.....	674 (1), 792
Major vs Léger.....	78 (8), 174 (42)
Manseau & Bruyère.....	690 (3), 1195 (4)
Manseau vs La Cité de Montréal.....	289 (13)
Manson vs Forand.....	857 (2)
Manufacturers Life Ins. Co. vs de	

Bellefeuille & Bogie.....	677 (3)
Maranda vs La Corporation de Lévis.....	554 (17)
Marchand vs Chaput.....	546 (1), 549 (2)
Marchand vs Dansereau.....	177 (25), 183 (4)
Marcil vs Candlish.....	150 (5), 652 (2)
Marcotte vs Naud.....	269 (8)
Marcotte vs Turcot & La Banque Ville Marie.....	78 (60)
Marien vs Huot.....	174 (148), 191 (67), 554 (58)
Marine vs Youngheart.....	179 (28)
Marion vs L'Alliance Nationale.....	48 (2)
Marion vs Leroux.....	87 (18), 109 (3), 127 (1), 174 (140), 199 (1), 1164 (1)
Marion vs Leroux & Leroux.....	1163 (7)
Marquis vs Robidoux.....	331 (1)
Marlatt and Armstrong Co. vs Lynn.....	146
Marlatt and Armstrong Co. vs Schloman.....	931 (4)
Marsan vs Daveluy & Turcotte.....	161 (3)
Marsan dit Lapierre & La Banque d'Hochelaga.....	1213 (2)
Marsan dit Lapierre vs Larue.....	191 (2)
Marsh vs Leggat.....	516 (17), 520 (2)
Marsolais vs Grenier.....	94 (22), 120 (2), 526 (1), 1196 (2)
Martel de la Chesnaye vs Leduc.....	179 (27)
Martel vs Martel.....	202 (21)
Martin vs La Corp. du comté d'Arthabaska.....	48 (6)
Martin vs La Corp. du comté de Beauharnois.....	48 (18)
Martin vs La Cité de Montréal & Marsolais.....	957 (7), 968 (1, 2)
Martin vs Montreal Gas Co.....	155 (1)
Martin vs The City of Montreal.....	293 (4)
Martineau vs Lacroix.....	1163 (4), 1168 (1)
Massé vs Massé.....	566 (7)
Masson vs Dansereau & Mayrand.....	784 (3), 1147 (2)
Masson vs Seath.....	174 (83)
Masson vs Tellier.....	645 (4)
Massue vs Rhester & Drolet.....	594
Masterman vs Masure & Gooderham and Worts Co.....	678 (2)
Mastracala vs Ryan.....	78 (73)
Mathieu vs Clifford & La Cie de Brasserie de Beauport.....	549 (14)
Mathieu vs Wentworth.....	1292 (2)
Matte vs Massicotte.....	1 (5), 279 (5)
Matthews vs La Cité de Montréal.....	174 (132), 442 (1), 549 (24)
Mattice vs The Montreal Street Ry. Co.....	177 (18)
Mayer vs Morency.....	693 (4)
McArthur Bros. Coy vs Coupal.....	52 (14), 957 (12)
McArthur Bros. Co. vs Couture.....	43 (15)
McAvoy vs La Banque des Marchands d'Halifax.....	946 (8)
McBean vs Brierly.....	196 (38), 516 (20)
McBeth vs Brodeur.....	191 (40), 198 (10)
McCormick vs Irvine.....	157 (3)
McCurry vs Reid.....	94 (26), 210 (1)
McDonald vs Vineberg.....	78 (18), 174 (44, 45, 131), 521 (7), 549 (25)
McDougall vs Grignon.....	957 (5)

McFarren & The Montreal Park and Island Ry. Co.	1 (10), 78 (25), 174 (134), 176 (7), 421 (1), 473, 508
McGale vs Simard	972 (1), 1199
McGarvey & Dougall	554 (3)
McGovern vs McGee	1119
McGregor vs Newman	174 (129)
McGregor Gourley Co. vs Labelle	946 (1)
McLaren vs Loyer	191 (63, 64)
McLaren vs Villeneuve & Loyer	191 (63, 64)
McLeod vs Lemay	155 (6), 157 (2)
	174 (92), 191 (48)
McLeod vs The Montreal Street Ry Co.	202 (12), 501
McNally & Préfontaine & Picken	177 (40), 223 (4), 276 (1), 521 (3), 554 (95), 784 (1), 1237 (1)
McPherson vs Chatigny	310 (3)
Mead vs Fren	145 (1)
Meig & Comeau	33 (2), 43 (9), 48 (13), 70 (5)
Meinier vs Stacey	176 (4), 359 (2), 361 (1)
Melnyk vs Bédard	174 (98)
Ménard vs Brouillet	693 (1, 3)
Ménard vs DeMontigny & The City of Montreal	1292 (15)
Ménard vs Haies	878 (2)
Ménard vs Pigeon	174 (116)
Menier vs Divers	165 (3)
Merchants Bank of Halifax vs Graham	1 (12), 94 (3, 7), 123 (4), 170 (18, 19), 198 (6)
Mercier & Pauzé	881 (1)
Mercier vs Plamondon	1292 (8)
Mercier vs Roy	992 (15)
Mercier vs Roy & Milard	161 (2), 279 (12)
Meunier vs Whiting	191 (53), 200 (9), 295 (1), 361 (2), 370 (1)
Meyers vs Ritson	973 (3)
Mignault vs La Corporation du Village Roberval	554 (49)
Migneron vs Yon	52 (3), 1166 (3)
Milot vs Hains	863 (1)
Mireau vs Gorn	1163 (1)
Mitchell vs Meldon	164 (11), 177 (37)
Moffett vs La Corporation du Village de Plessisville	48 (9)
Moisan vs Petitclerc	1006 (3)
Molleur vs Flaubert	88 (3)
Molleur vs Marchand	202 (23)
Monarque & La Banque Jacques Cartier	67 (17), 188 (2), 1209 (2)
Mongeau vs Arpin	599 (20)
Monpas vs La Corp. de St-Pierre Les Becquets	598 (11), 678 (5)
Montmbault vs Brien	308 (2)
Montambault vs Niquette	614 (2), 645 (10)
Montreal Brewing Co. vs St-Vincent	94 (12), 554 (19)
Montreal Cold Storage and Freezing Co. vs Stevenson	43 (7), 174 (73), 179 (14), 191 (50)
Montreal Gas Co. & Cadieux	68 (1)
Montreal Land and Improvement Co. vs Dinelle	177 (27), 183 (6)
Montreal Park and Island Ry. Co. vs La Ville de St-Louis	168 (2), 174 (1), 192 (5), 957 (11), 972 (2)
Moore vs Trudel	957 (3)
Moreau vs Gélinas & Auger	554 (84), 876 (2)
Moreau vs Lamarche	174 (52, 53, 102, 136), 176 (1), 196 (17), 220 (6), 251 (1), 286 (1)
Morin vs Hils & Rinfret	87 (8), 220 (10)
Morin vs Baril & Laliberté	554 (65), 647 (5), 651 (21), 727
Morneau vs Verret	48 (25), 1130 (5), 1152 (3)
Morris vs Everett	321, 418 (1), 532 (1)
Mullins vs Lalonde	391
Munro vs La Cie du Ch. de Fer du Grand Tronc	105 (2), 191 (5)
Murphy vs Simpson	157 (9), 174 (30)

N

Nadon vs Cie d'Assurance de Richmond, Drummond et Yamaska & Crépeau	154 (11), 222 (1), 351
Nantel vs La Cie d'Imprimerie du Nord	853 (1)
Nash vs Honn	617, 651 (10), 1182
Nash vs McMullen	177 (8), 273 (2)
Naud & Marcotte	196 (25), 198 (13), 203 (1), 215 (4), 516 (15), 549 (16), 566 (6)
Nénoir vs Breton	78 (39)
Ness vs Candlish	198 (14)
Neveu vs The People's Telephone Co	174 (59)
New York Life Ins. Co. vs Garceau	598 (2)
Nicolle vs Bourgouin	48 (26), 1135 (3)
Noel & Chevreuil	67 (14)
Noel vs Garnier	174 (147)
Nolin vs Ratté & Binet	598 (12)
Nordheimer vs Farrell	78 (27)
Nordheimer vs Reyner	157 (4), 517 (1)
Noreau vs Bocquet	117 (4)
Noreau vs Coy vs Yelle	94 (1)
Nucciaroni vs Manella	122 (3)

O

O'Dell vs Bell	111 (4), 310 (8), 554 (5, 45)
O'Dell vs Bell & Darveau	612 (1), 1253
Ogilvie & Fraser	46 (8)
Oldall vs Taylor	165 (4)
Ontario Express and Transportation Co. vs Stephens	179 (16)
Ornstein vs Weiss	117 (9), 154 (3), 279 (9)

P

Pacaud vs Henderson	554 (14)
Pagé vs Beauchamp	832 (2)
Pagé vs Compagnie du chemin de fer du Grand Tronc	105 (5), 174 (126), 191 (33)
Pagnuelo vs Bastien	846 (7), 861, 887 (2)
Pallascio vs Champeau	554 (56)
Pallascio vs Champeau & The Canadian Pacific Ry Co.	688 (1)
Palliser vs The Merchants Bank of Canada	200 (7)
Papin vs Long	955 (6)
Papineau vs Nesbitt	308 (4)
Paquet & Taché	554 (97)
Paquette vs Dish & Craig	870 (4), 877 (1)
Paquette vs Morin	650 (6)
Paquette vs Pyke	89 (2)

Roach vs Duggan.....	48 (28), 1130 (8)	Savard vs Bertrand & Guay..	647 (4), 651 (34)
Roach vs Morahan..	117 (6), 546 (2), 1177 (1)	Savard vs Charette.....	566 (2)
Roberge vs Roberge.....	314 (6), 946 (4)	Sawyer vs Rionx & Labelle.....	706 (2), 741
Robert vs Desrosiers.....	314 (1)	Schwob & The Town of Farnham..	1 (8), 279 (8)
Robert & Gagnon.....	78 (57)	Scott vs Guerin.....	751 (33)
Robert vs Lamarche & Beaudoin..	665 (1)	Scott v Guerin & Guerin.....	721
Robert vs Rocheleau.....	549 (44)	Seed vs Langhlin.....	1172 (8)
Robert vs Schiller.....	179 (29)	Séminaire de Rimouski vs Joncas..	198 (16)
Robertson vs Professor.....	1163 (8)	Senécal & La Corporation de l'île Bizard.....	44 (1)
Robertson vs The Cobban Mnfg Co..	165 (12) 177 (14)	Senécal vs Les Curé et Marguilliers de l'œuvre et fabrique de la pa- roisse St Paul.....	78 (72)
Robertson vs Waterbury.....	554 (24)	Sensenwein vs Schwartz.....	1162 (6)
Robillard vs Blanchet..	48 (12), 54 (5), 78 (62), 1003 (1, 2)	Shank vs Bourassa.....	174 (43)
Robillard vs Wilson.....	554 (78)	Shannon vs North American Assu- rance Co.....	220 (4), 549 (46), 689 (3)
Robin vs Dominion Coal Co.....	191 (36)	Shannon vs Seath.....	1163 (5)
Robinson vs McAllister.....	520 (4), 522 (-)	Sharpe vs Bongie.....	192 (2), 198 (12)
Robinson, <i>ex parte</i>	1003 (14)	Shattuck vs Tyler.....	105 (4), 198 (9)
Robitaille vs The Canadian Pacific Ry Co.....	549 (52)	Sheltus vs Hart.....	870 (1)
Rocher vs David.....	177 (26), 183 (5)	Sheridan vs Hefernan.....	566 (3)
Roe vs Hood.....	215 (5), 516 (16), 522 (6)	Sheriden vs Pingree.....	898 (2), 919 (2)
Rogerson vs Ogilvie.....	165 (8), 180 (5)	Shorey vs Hamilton.....	931 (6), 933 (3)
Rogerson vs The Luxfer Prism Co..	179 (3)	Shorey vs Radford.....	78 (12)
Ross vs International Hydraulic Co.	179 (20)	Sicard vs McKenzie.....	1059 (3, 4)
Ross vs Ross & Duff.....	174 (76), 572 (1)	Sicard vs McKenzie & Pouliot.....	549 (36)
Rossignol vs Morel.....	331 (2)	Sicotte vs Laporte.....	87 (14)
Rotschild vs The Canadian Pacific Ry. Co.....	335 (5), 554 (4, 10, 82)	Sieyès vs Painchaud & The Alliance Ass. Co.....	554 (55), 678 (3)
Roumillac vs Vianez.....	846 (8)	Sigouin vs Vian.....	174 (51), 987 (14, 18)
Ronsseau vs King.....	202 (3)	Simard vs Crevier & Lefebvre.....	657 (2)
Roussin, <i>ex parte</i>	1310	Simard vs d'Hauterive.....	191 (24)
Roy vs Blanchet.....	686	Simard vs La ville de Chicoutimi..	199 (4), 992 (12)
Roy vs Dickson.....	196 (36), 421 (6)	Simmons vs Silverstone.....	198 (7)
Roy vs Lamontagne.....	165 (16)	Simpson & Palliser.....	43 (13), 67 (7)
Roy vs Mercier.....	520 (1)	Singer Mnfg Co. vs Young.....	165 (13)
Roy vs Powell.....	174 (112)	Sinnot vs Robert.....	87 (13), 191 (9), 196 (3)
Roy vs The Supreme Council Cat- holic Benevolent Legion.....	1411	Sirois vs Michaud & Rioux.....	549 (41)
Royal Electric Co. vs Dupéré.....	335 (1)	Sisenwain vs Roque.....	133 (3)
Royal Electric Co. vs Morrice.....	513 (5), 960	Skarry vs O'Meara.....	931 (2), 955 (11)
Royal Electric Co. vs Palliser.....	191 (17) 673 (3), 697 (4), 1185 (1)	Skelly vs Thibault.....	275 (4), 549 (49)
Royal Institution for the Advance- ment of Learning vs Picard..	111 (3), 310 (4)	Sleeth vs Simpson.....	196 (10)
Royal Institution for the Advance- ment of Learning vs Quinn.....	87 (20), 117 (1), 549 (1)	Sloman vs Wynne.....	179 (11)
Royer & Loranger.....	1 (9), 833 (8)	Smeal vs Smeal & Emmans.....	646 (11)
Rowan vs Ross.....	292 (26)	Smillie vs Richmond.....	421 (2), 516 (13)
Rozon vs Les Commissaires d'Écoles de St-Lazare.....	58 (3)	Smith vs Beaubien.....	174 (89), 210 (3)
Ruel vs Langlois.....	174 (18), 909 (2)	Smith vs Charette.....	1177 (3)
Rutherford vs Macy.....	202 (9)	Smith vs Larivière & Proulx..	33 (5), 883 (2)
Ryan vs Fortier.....	118 (1), 173 (3)	Smith vs Neveu.....	513 (3), 1162 (1)
S			
Sabiston vs Reeves.....	418 (2)	Snyder & Gagnon.....	599 (17), 867 (1)
Sabiston vs The Montreal Lithogra- phing Co.....	174 (108), 957 (1)	Sorgius vs Dupéré.....	157 (6), 176 (3)
Saggese vs Cordasco.....	89 (3)	St-Arnaud vs Barrette.....	331 (3), 989 (1)
Saint-Pierre vs Cnartrand.....	556	St-Aubin vs Lamarche.....	206 (3)
Samson vs Beauregard & La Corp. de Ste-Anne de la Pérade.....	722	St-Charles vs Cabana.....	1163 (6)
Sapery vs Gagnon.....	179 (19)	St-Charles vs Cabana & The Natio- nal Ass. Co.....	598 (10), 645 (7), 692 (2), 1185 (3)
Sauriol & Clermont.....	78 (21), 554 (1, 94)	St Denis vs Goulet.....	549 (45), 691 (3)
Sauvé vs Despras.....	946 (6)	Ste-Marie vs La Cité de Montréal..	170 (13), 215 (2)
		Ste-Marie vs Lefeunteun.....	549 (53)
		St-Louis vs Demers.....	196 (29)
		St-Martin vs Desmarteau..	599 (25), 870 (3)
		St-Onge vs Daoust.....	946 (12)
		St Pierre vs Towle & Dufresne.....	599 (26)
		Standard Life Ass. Co. vs Lamy....	781 (2)

TABLE DES CAUSES CITÉES—STA—VIV.

XVII

Standard Life Ass. Co. & Trudeau... 57 (13)	Tongas vs Landgeas & The Bank of B. N. A..... 899 (2)	
Star Iron Co. vs Baxter & Chaput... 278 (3)	Toumeur vs Drouin... 612 (2), 1098 (4)	
Steinfeld vs Marquis... 177 (36), 179 (7)	Trahan vs Morin... 1162 (4)	
Stephens vs Higgins... 275 (1)	Tremblay vs Brien dit Desrochers... 174 (105)	
Stephens vs McBeau & Ilrierly... 673 (5), 692 (3)	Tremblay vs Christin... 987 (17)	
Stephens vs Miller & Hopkins... 174 (139)	Tremblay vs Desrochers... 135 (2), 987 (5)	
Stephens vs Préfontaine... 87 (2), 88 (1), 112 (1), 122 (7), 127 (4), 174 (8), 987 (1, 4)	Tremblay vs Gilbert... 174 (133)	
Stevenson vs Royal Bank of Canada... 177 (17)	Tremblay vs La Cie d'Imprimerie de Québec... 174 (24), 521 (4)	
Stewart & Euard... 599 (19)	Trenblay vs Ménard... 987 (20)	
Stewart vs Stewart... 67 (19), 78 (68)	Trenholme vs Provost... 155 (5), 201 (3), 206 (4)	
Sullivan vs La Corp. de la Ville de Muguog... 78 (14), 174 (113)	Trenholme vs The Chateauguay Northern Ry. Co... 191 (4)	
Surveyer vs Drainville... 549 (48)	Trépanier vs Trépanier... 566 (10)	
Sylvestre & Leming... 171 (72), 887 (1)	Troude vs Mekdrum... 78 (20)	
Sylvestre vs Struthers... 255 (1), 256 (1), 651 (32)	Truchon vs La Ville de Chicoutimi... 220 (7), 237 (1), 957 (8)	
Syndic de la paroisse de St-Antoine de Longueuil vs Gingras... 833 (2)	Trudeau vs Labossière... 25 (3), 78 (11), 1690	
Sweeney vs Lovell... 1 (1)	Trudeau vs Paquet... 549 (3)	
T		
Taché vs Devlin... 599 (18), 652 (1)	Trudel vs Guay... 149 (2), 174 (10)	
Taché vs Evans... 554 (87)	T. S. Prince Co. vs Roy... 200 (18)	
Talbot & Guilmartin... 67 (10), 316 (1)	Tufts vs Dalton... 48 (21), 1130 (1)	
Tanguay vs Gaudry... 174 (88), 196 (10)	Tufts vs Langelier & Fournier... 278 (5), 651 (4), 654 (3)	
Tapley vs Irving... 118 (3)	Turoot vs Lebeau... 191 (61), 192 (1), 549 (54)	
Tassé vs Beaulieu... 63 (2)	Turootte vs Jacob & Kent... 646 (12), 871 (1)	
Taylor vs Beaudry... 196 (23), 200 (20), 1008	Turgeon vs Shannon... 670, 676 (1), 804 (2), 1187	
Taylor vs Lewis... 174 (141), 177 (16), 179 (10), 549 (21)		
Taylor vs The Victoria Montreal Fire Ins. Co... 164 (8), 179 (2), 978 (1)	U	
Tellier vs Cité de St-Henri... 174 (125)	Underwood vs Childs... 164 (21), 174 (109)	
Tellier vs Moody... 416	Underwood & Mugure... 94 (13)	
Tellier vs Ramette... 89 (4)	Union Bank of Canada vs Ogilvie... 599 (6)	
Témiscouata Ry. Co. vs MacDonald... 174 (75), 310 (1), 566 (8)	Union Bank of Halifax vs Vipond... 516 (27), 554 (23)	
Terreau vs Hébert & Lavery... 646 (13)	Union St-Joseph de St-Hyacinthe & Cubana... 48 (1)	
Tessier vs Tessier... 547 (1), 843, 846 (2)	Upton & Hutchison... 992 (3, 8)	
Thérien vs Héroult... 105 (2), 191 (60), 805		
Therriault vs La Corp. de la paroisse de St-Alexandre... 48 (5)	V	
Thessereau vs Robert... 174 (101), 1099 (3)	Valliquette vs Desaulniers... 949	
Thibaudan & Desilets... 78 (5), 133, 731 (1)	Vallée vs Berthiaume... 89 (1)	
Thibault & Gardner... 888	Vallée vs La Canadienne, Compagnie d'Ass. sur la Vie... 196 (37)	
Thibault vs The Laurie Engine Co... 191 (37), 192 (4)	Vallée vs La Cité de Montréal... 202 (27)	
Thibodeau vs Rivard... 760 (2)	Vallée vs Prescott... 74 (92)	
Thivierge & Desilets... 1292 (14)	Vanier vs Hurlbise... 164 (12), 179 (21), 181	
Thivierge vs Les Curé etc. de St-Vincent Paul... 122 (6), 516 (6)	Vanier vs Les Commissaires d'écoles de la ville de St-Jérôme... 174 (16)	
Thomas & Workman... 174 (27), 282 (2)	Vauvrin vs Dupuis... 1114 (2)	
Thompson vs Desnoyers... 992 (14)	Versailles vs Ibbotson & Dumont... 1003 (11)	
Thompson vs Michaud... 202 (19)	Vézina vs Martin... 554 (43)	
Thompson vs Pinsonneault & Tupper... 367	Vianez vs Mennier... 179 (24)	
Thomson & Stevenson & Masson... 654 (1, 5)	Victorin Montreal Fire Ins. Co vs O'Neil... 196 (21), 200 (19)	
Thorneloe vs Ivry... 200 (4), 202 (16), 549 (23)	Viger vs Normand... 154 (7), 622 (2)	
Thurston vs Hughes... 208 (2), 527 (1), 598 (9)	Ville de St-Jean vs Lefebvre & Hudson... 647 (6), 651 (2)	
Timmis vs Martin... 174 (85), 180 (1)	Vineberg & Rosevinge & Mathien... 879 (2)	
Todd vs Murray... 174 (138), 191 (19), 919 (3)	Vineberg vs Wener... 196 (33)	
Tondreau vs Semple... 78 (19), 554 (38)	Vipond vs Kilburn... 174 (65), 191 (7), 202 (7)	
Topken vs Rameh... 196 (16), 200 (22)	Vitale vs The Canadian Pacific Railway Co... 89 (5), 174 (149), 215 (1)	
Tongain vs The Canadian Pacific Ry. Co... 165 (17)	Vive Camera Co vs Hogg... 335 (6), 957 (4)	

W

Walker vs Goldman.....	895 (4)	Wilkins vs Endie.....	270 (1)
Walker vs La Banque Nationale.....	554 (45, 98)	Wilkins vs Major.....	191 (28), 308 (3)
Walker vs Pease.....	188 (3)	Williams vs Chateauvert.....	948 (10)
Walker vs Thompson.....	614 (1)	Wilson vs Arel.....	648 (1), 651 (31)
Wallace vs Langnesloc.....	957 (9)	Wilson vs Brisebois.....	599 (10)
Ward vs Chagnon.....	177 (12), 275 (6), 283 (6)	Wilson vs Brown.....	78 (56)
Ward vs Goodall.....	554 (42)	Wilson vs La Corporation municipi-	
Ward vs McGarvy & Smith.....	155 (8)	pale du St-Esprit.....	283 (1)
Ward & The Merchants Bank of Ha-		Wilson vs Lemoine.....	693 (7)
lifax.....	522 (1)	Wilson vs McAvoy.....	176 (6), 221 (1)
Ward vs The Montreal Cold Storage		Wilson vs Ryan.....	154 (2)
and Freezing Co.....	289 (3)	Wistar vs Dunham.....	165 (15), 177 (13)
Warnington vs La Ville de West-		Withell vs Welsh.....	276 (2)
mount.....	548 (2)	Wolf vs Weir.....	1292 (10)
Wasby vs Brown & Bou ignon...	85 (1),	Wright vs Phillips.....	1219
	136 (2)	Wright vs The Canadian Pacific Ry	
Waters vs Campbell.....	200 (11)	Co.....	259 (2), 280 (2), 283 (11)
Watts vs The Grand Trunk Ry. Co.	179 (31)	Wright & City of Hull.....	46 (3)
Wekenna vs Ormond.....	174 (99)	Wynnes	
Welsh, <i>ex parte</i>	1114 (7)	vs Montreal Park and	
West vs The Lachine Rapids Hy-		Island Ry. Co.....	407 (1)
draulic and Land Co.....	191 (38)		
W. elan vs Charette.....	1236		
White vs Sabiston.....	689 (1), 691 (1)	Yale vs la yard.....	180 (3), 191 (21), 787 (19)
Whiting vs Menier.....	1198 (5)	Yule vs Monette.....	164 (7), 180 (2)
Wilder vs Wilder.....	165 (18), 177 (15)	Yon vs Vallée.....	54 (2), 1152 (5)
		Young vs The Corp. of the Town-	
		ship of Hereford.....	516 (9), 549 (33), 992 (6)

Y

AMENDEMENTS

[3 ED. VII 1903]

47. L'article 47 du Code de procédure civile est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

"Néanmoins, l'appel des jugements rendus par la Cour de circuit dans et pour le comté du Lac Mégantic est porté, plaidé et jugé dans la cité de Québec." (3 Ed. VII, c. 50 s. 1).

53. L'article 53 du dit Code est amendé en y insérant, après la première alinéa, le suivant :

"Néanmoins, la révision des jugements rendus par la Cour de circuit dans et pour le comté du Lac Mégantic, a lieu dans la cité de Québec." (3 Ed. VII, c. 50, s. 2)

61. L'article 61 du Code de procédure civile est amendé en y ajoutant après le mot "Madeleine", dans la cinquième ligne du paragraphe 1, les mots : "dans le comté de Bonaventure." (3 Ed. VII, c. 51, s. 1).

61. L'article 61 du Code de procédure civile est amendé en y ajoutant, après le mot : "Pontiac", dans la quatrième ligne du paragraphe 1, les mots : "dans le comté d'Ottawa." (3 Ed. VII, c. 52, s. 1).

314. Le paragraphe 4 de l'article 314 du Code de procédure civile est remplacé par le suivant :

"Les époux l'un contre l'autre. Néanmoins, si les époux sont séparés de biens et que l'un des deux ait administré en qualité d'agent des propriétés appartenant à l'autre, l'époux qui a ainsi administré peut être examiné comme témoin

47. Article 47 of the Code of Civil Procedure is amended by adding thereto the following :

"Nevertheless, appeals from judgments rendered by the Circuit Court in and for the county of Lake Megantic are brought, heard and determined in the city of Québec." (3 Ed. VII, c. 50 s. 1.)

53. Article 53 of the said Code is amended by inserting therein, after the first clause, the following :

"Nevertheless, the review of judgments rendered by the Circuit Court in and for the county of Lake Megantic, takes place in the city of Québec." (3 Ed. VII, c. 50 s. 2.)

61. Article 61 of the Code of Civil Procedure is amended by adding after the word "Islands", in the fifth line of paragraph 1, the words : "in the County of Bonaventure." (3 Ed. VII, c. 51 s. 1.)

61. Article 61 of the Code of Civil Procedure is amended by adding after the word : "Pontiac", in the third line of paragraph 1, the words : "in the County of Ottawa." (3 Ed. VII, c. 51 s. 1.)

314. Paragraph 4 of article 314 of the Code of Civil Procedure is replaced by the following :

"4. Husband or wife against each other. Nevertheless if consorts are separate as to property, and one of them as agent has administered property belonging to the other, the consort who has so administered may be examined as a witness

contre l'autre au sujet de tout fait ayant trait à cette administration, pourvu que le tribunal soit d'avis, dans les circonstances de la cause, qu'il est à propos d'ordonner cet examen. Le défaut de la partie de faire entendre son conjoint en sa faveur ne peut pas être invoqué contre elle." (3 Ed. VII, c. 53, s. 1).

437. L'article 437 du Code de procédure civile est amendé en remplaçant le mot "cinquante", dans la cinquième ligne, par les mots "quatre-vingts". (3 Ed. VII, c. 54, s. 1).

439. L'article 439 du dit code est remplacé par les suivants :

"**439.** Le protonotaire raje alors du tableau qu'il a préparé les noms des personnes y dénommées qu'il sait, personnellement ou par notoriété publique, être mortes ou absentes du district, ainsi que les noms de celles qui, sur affidavit ou sur preuve par écrit, paraissent être décédées ou absentes du district.

S'il reste alors sur le tableau cinquante-deux noms ou plus, les parties rayent alternativement du tableau le nom d'une des personnes y dénommées jusqu'au nombre de douze chacune, en paraphant chaque rature. Les premiers vingt-huit noms restant forment le rôle sur lequel est pris le nombre des douze jurés qui doivent servir dans la cause.

Lorsque, dans les cas prévus par les articles 435 et 436, des qualités spéciales sont requises des jurés par l'ordonnance du juge, les noms des premiers quatorze commerçants et des premiers quatorze non commerçants, ou les premières quatorze personnes parlant la langue française et les premières quatorze personnes parlant la langue anglaise restent alors, forment le rôle.

439A. S'il ne reste pas sur le

against the other in relation to any fact connected with such administration; provided the court is of opinion, in view of the circumstances of the case, that it is just and advisable to order such examination. The default of a party to examine his consort in his favor cannot be invoked against him." (3 Ed. VII, c. 53 s. 1.)

437. Article 437 of the Code of Civil Procedure is amended by replacing the word "fifty," in the fifth line, by the word "eighty." (3 Ed. VII, c. 54 s. 1.)

439. Article 439 of the said Code is replaced by the following articles :

"**439.** The prothonotary then strikes from the panel prepared by him the names of all persons entered thereon, whom he personally, or by public notoriety knows to be dead or absent from the district, as well as the names of those who by affidavit or written proof appear to be so dead or absent from the district.

If there then remain upon the list fifty-two names or over the parties proceed alternately to strike from the list the name of one of the persons therein designated, to the number of twelve each, paraphing each name struck out. The first twenty-eight names then remaining form the panel from which the twelve jurors who are to serve in the case are taken.

Whenever, in the cases provided for by articles 435 and 436, the jurors are under the judge's order to be specially qualified, the names of the first fourteen traders and of the first fourteen non-traders, or of the first fourteen persons speaking the French language and of the first fourteen persons speaking the English language then remaining, form such panel.

439A. If there do not remain

tableau cinquante-deux noms après que le protonotaire a ainsi rayé les noms des personnes mortes ou absentes du district, il doit immédiatement y ajouter les premiers dix noms de la liste des jurés en matière civile, à la suite du dernier nom déjà pris, des personnes, ayant dans les cas spéciaux les qualités requises s'il en a été ainsi ordonné par le juge, et il doit, comme auparavant, rayer de ce tableau les noms des personnes mortes ou absentes du district, et, s'il y a encore moins de cinquante-deux noms sur le tableau, il doit ajouter dix autres noms de la liste des jurés en matière civile, et y rayer les noms des personnes mortes ou absentes du district, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il reste cinquante-deux noms sur le tableau, après quoi les parties procèdent de la manière indiquée dans l'article précédent.

439B. Sur demande d'une des parties accompagnée d'un affidavit exposant qu'une personne dont le nom est inscrit sur le tableau est sujette à une cause d'incapacité ou d'incompétence, on est exempté de servir comme juré, le protonotaire peut, du consentement des deux parties, rayer ce nom du tableau.

Si, cependant, une des parties demande que le protonotaire raye du tableau un nom, et si l'autre partie s'y oppose, le protonotaire doit alors préparer un tableau supplémentaire contenant un nombre de jurés égal au nombre des jurés auxquels on s'est opposé, lesquels noms doivent être ajoutés au rôle, mais ces jurés ne peuvent être appelés à servir qu'en remplacement de ceux auxquels il a été fait objection.

Si, lors du procès, les objections opposées aux jurés ne sont pas maintenues, les frais additionnels ainsi encourus sont taxés contre la partie qui a fait ces objections." (3 Ed. VII, c. 54, s. 2).

upon such special list fifty-two names, after the prothonotary has so struck the names of the persons who are dead or absent from the district, he shall, at once, add thereto the first ten names on the list of jurors in civil matters, after the last name already taken, of the persons who are specially qualified if it has been so required by the order of the judge, and he shall, as before, strike from such list the names of those persons who are dead or absent from the district, and, if there are still less than fifty-two names on the special list, he shall add ten other names from the list of the jurors in civil matters and strike therefrom such as are dead or absent from the district and so on until fifty-two names remain on the special list, after which the parties proceed as provided by the previous article.

439B. Upon application by one of the parties supported by affidavit setting forth that any person whose name is entered on the special list is subject to any disqualification or disability, or is exempt from serving as a juror, the prothonotary may, with the consent of both parties, strike off such name from such list.

If, however, any party applies for the striking by the prothonotary of any name on the list, and the other party objects, the prothonotary shall thereupon prepare a supplementary list containing a number of jurors equal to those objected to, which names shall be added to the panel, but such jurors shall not be called upon to serve unless in place of those who have been objected to.

If, at the time of the trial, the objections taken to the jurors are not sustained, the additional costs, occasioned thereby, shall be taxed against the party taking the same.

(3 Ed. VII, c. 54, s. 2.)

441. L'article 441 du dit code est amendé en y insérant après les mots : " le protonotaire ", dans la deuxième ligne, les mots : " en vertu des dispositions de l'article 439 retranche les noms de ceux qui sont morts ou absents du district, et." (3 *Ed. VII, c. 51, S. 3.*)

443. L'article 443 du dit code est amendé en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots : " les vingt-six personnes dont les noms composent le rôle ", par les mots : " les vingt-huit personnes dont les noms composent le rôle, avec les personnes dont les noms sont ajoutés en vertu de l'article 439b." (3 *Ed. VII, c. 54, S. 4.*)

599. Le paragraphe 10 de l'article 599 du Code de procédure civile est remplacé par le suivant :

" 10. Les salaires des greffiers de cité ou de ville, des autres fonctionnaires et employés municipaux et des estimateurs de cité ou de ville dans les cités ou villes constituées en corporation, excepté quant aux parties mentionnées au paragraphe 9." (3 *Ed. VII, c. 55, S. 1.*)

599. L'article 599 du Code de procédure civile, tel qu'amendé par la loi 62 Victoria, chapitre 53, section 1, est de nouveau amendé en y ajoutant le paragraphe suivant :

" 14. Les quatre-cinquièmes du salaire, de la rémunération ou des gains des membres de la corporation des pilotes pour le havre de Québec et au dessous, pour le pilotage des vaisseaux." (3 *Ed. VII, c. 56, S. 1.*)

1147A. L'article suivant est inséré dans le Code de procédure civile après l'article 1147 :

1147A. Si dans les sept jours du jugement, on en tout temps avant l'exécution, le défendeur dépose, entre les mains du greffier de la cour, la partie de ses traitements, salaire ou gages saisissables en vertu du paragraphe 11 de l'article 599,

441. Article 441 of the said Code is amended by inserting therein, after the words "prothonotary may," in the second line, the words "proceed under the provisions of Article 439 to strike the names of those who are dead or absent from the district, and may." (3 *Ed. VII, c. 54, s. 3.*)

443. Article 443 of the said Code is amended by replacing the word "twenty-six persons whose names compose the panel" in the fourth line, by the words "twenty-eight persons whose names compose the panel, together with those persons whose names are added under Article 439b." (3 *Ed. VII, c. 54, s. 3.*)

599. Paragraph 10 of Article 599 of the Code of Civil Procedure, is replaced by the following :

" 10. Salaries of city or town clerks, and of other municipal officers and employees and of city or town assessors in incorporated cities or towns, except as to the proportions mentioned in paragraph 9." (3 *Ed. VII, c. 55, s. 1.*)

599. Article 599 of the Code of Civil Procedure, as amended by the act 62 Victoria, chapter 53, section 1, is further amended by adding thereto the following paragraph :

" 14. Four-fifths of the salary, remuneration or earnings of members of the Corporation of Pilots for and below the harbour of Québec, for the pilotage of vessels." (3 *Ed. VII, c. 56, s. 1.*)

1147A. The following article is inserted in the Code of Civil Procedure, after article 1147 :

1147A. If, within seven days of the judgment, or at any time before the execution, the defendant deposits with the clerk of the court the portion of his salary or wages liable to seizure under paragraph 11 of Article 599, and, at the same

et produit, en même temps, une déclaration sous serment indiquant le montant de ses traitements, salaire ou gages, ainsi que les noms, occupation et place d'affaires de la personne qui les paye et l'époque à laquelle ils sont payables, et continue à déposer, à chaque terme de paiement, jusqu'à extinction du jugement, la part ainsi saisissable, aucune saisie-arrêt ne peut être émise contre ce défendeur pour saisir les dits traitements, salaire ou gages. Une semblable procédure doit être suivie par le défendeur chaque fois qu'il change d'employeur ou que les conditions de son engagement sont modifiées. Cette déclaration peut être contestée de la même manière et dans le même délai que la déclaration d'un tiers saisi.

Huit jours après tel dépôt, le greffier de la cour en paye le montant au demandeur, s'il n'y a pas d'autres réclamations. Le greffier de la cour doit tenir une liste alphabétique des défendeurs qui ont fait ces déclarations.

Les autres créanciers peuvent, dans les huit jours de tel dépôt, déposer dans le dossier de la cause leur réclamation dûment attestée sous serment, et doivent en donner avis aux parties intéressées.

Le greffier de la cour, après avoir colloqué le demandeur pour ses frais dans l'action, distribue au marc la livre entre les créanciers la somme à diviser, et fixe d'une manière sommaire, et sans frais, le montant revenant à chacun d'eux, qu'il leur remet." (3 Ed. VII, c. 57, §. 1.)

1361. L'article 1361 du Code de procédure civile est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

"Un double de ce procès-verbal et des procédures s'y rattachant doit être annexé à la minute de l'acte de vente, et, au cas de plusieurs contrats de vente, à la minute de l'un d'eux." (3 Ed. VII, c. 58, §. 1.)

time, produces a declaration under oath setting forth the amount of such salary or wages, as well as the name, occupation and place of business of the person who pays the same and the time when the same are payable, and continues to deposit such portion so seizable at each term of payment until full payment of the judgment, no seizure by garnishment can be issued against such defendant to seize such salary or wages. A similar procedure shall be followed by the defendant each time he changes his employer or the conditions of his engagement. This declaration may be contested in the same manner, and within the same delay as the declaration of a garnishee.

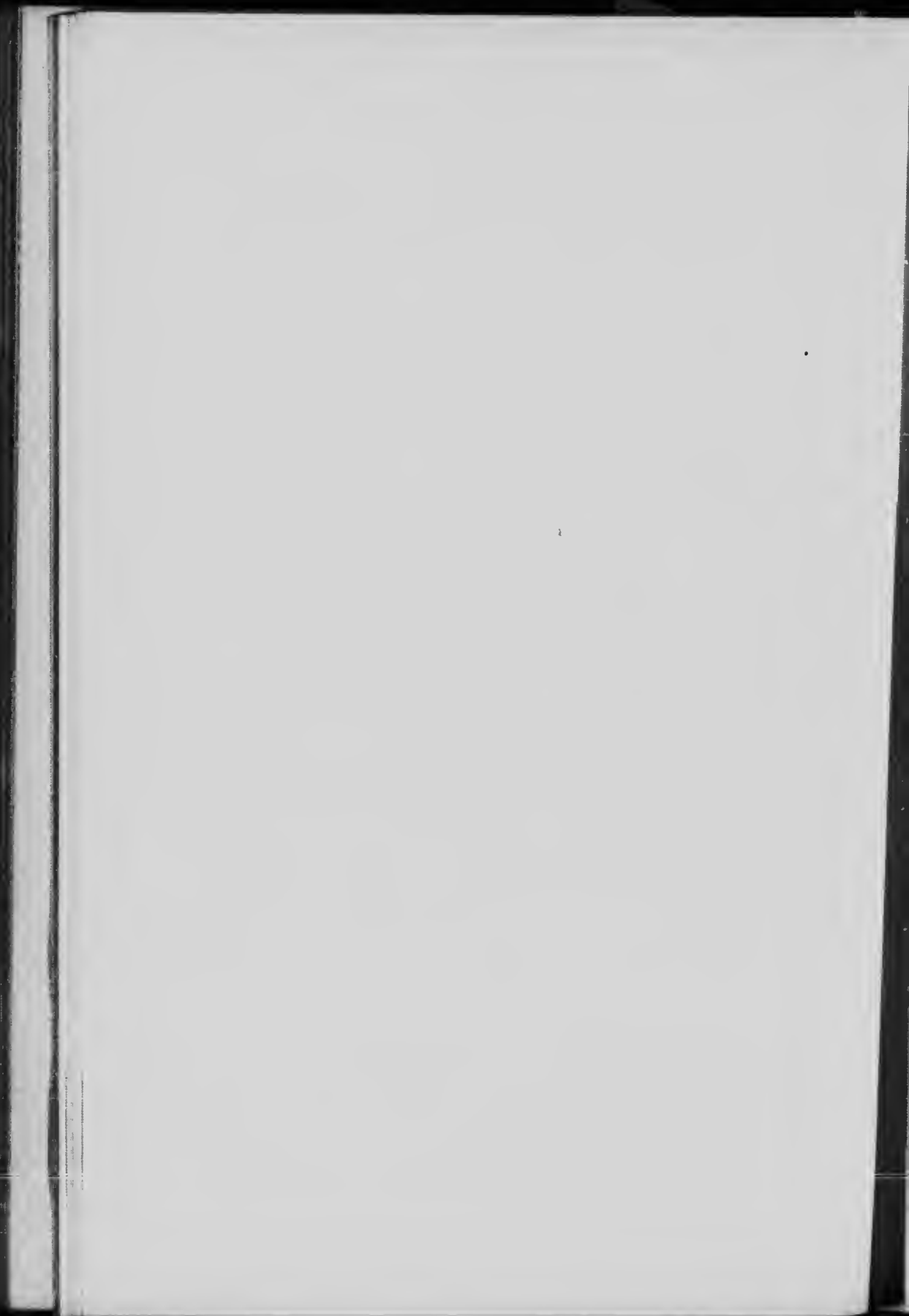
Eight days after any such deposit, the clerk of the court pays the amount thereof to the plaintiff if there are no other claims. The clerk of the court must keep an alphabetical list of the defendants who have made such declarations.

The other creditors may, within the eight days, file a claim duly sworn to in the record of the case, and must give notice to the parties interested.

The clerk of the court, after collocating the plaintiff for his costs in the suit, distributes rateably amongst the creditors the sum to be divided and determines, in a summary manner and without costs, the amount coming to each, which he pays to them. (3 Ed. VII, c. 57, §. 1.)

1361. Article 1361 of the Code of Civil Procedure is amended by adding thereto the following clause :

"A duplicate of such report and the proceedings connected therewith must be annexed to the original minute of the deed of sale, and in the case of several contracts of sale to the original minute of one of them." (3 Ed. VII, c. 58, §. 1.)



SUPPLÉMENT
AU
CODE DE PROCÉDURE CIVILE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

1.

1. La loi concernant les élections contestées (I Ed. VII, ch. 7), étant une loi politique, a un effet rétroactif. — C. S., 1901. *Sweeney vs Lovell*, 19 R. J. O., 558; LEMIEUX, J.

2. Une loi nouvelle, qui accorde un droit d'appel que la loi antérieure refusait, ne s'applique pas à une instance commencée sous l'opération de l'ancienne loi, quand même cette instance aurait été jugée depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, laquelle ne peut être invoquée, dans une cause intentée sous l'empire de la loi antérieure, que lorsqu'elle change la forme d'un appel qui existait déjà. — C. R., 1900. *Reneault vs Gagnon*, 18 R. J. O., 127; 3 R. P., 209; TAIT, TASCHEREAU & ARCHIBALD, JJ.

3. En vertu de l'article 2270 C. C., les péremptions commencées avant la promulgation du Code Civil sont réglées conformément aux lois antérieures. Le même principe est applicable en matière de péremption d'instance qui est la prescription d'une action pendante. — Par la loi antérieure au nouveau code de procédure, la péremption d'instance n'était acquise que par trois ans de discontinuation de poursuite, tandis que par le nouveau code elle est acquise par deux ans; mais cette dernière péremption n'est pas applicable à une action commencée avant la promulgation du nouveau code de procédure. — C. S., 1899. *The Chanteloup Mfg Co. vs Berger*, 6 R. de J., 34; 2 R. P., 357; 5 R. L. n. s., 509; 16 R. J. O., 482; PAGUELO, J.

4. Il y a lieu à la péremption d'instance par deux ans, sous l'article 279 du nouveau code de procédure civile, dans

les actions intentées avant le premier septembre 1897, pourvu qu'il se soit écoulé deux ans depuis que le nouveau code de procédure civile est venu en force. — C. S., 1890. *Couture vs Duclos*, 6 R. L. n. s., 124; 2 R. P., 433; 6 R. de J., 35; 16 R. J. O., 554; DOHERTY, J.

5. Une action intentée au mois d'août 1897, dans laquelle le dernier procédé utile a été fait le 16 septembre 1897, peut être déclarée périmée après deux ans de cette dernière date, sous le nouveau code de procédure civile. — C. S., 1899. *Matté vs Massicotte*, 5 R. L. n. s., 511; 2 R. P., 398; DOHERTY, J.

6. Une action prise sous l'ancien code de procédure peut être périmée si le demandeur n'a pas fait de procédure utile depuis deux ans, la péremption ayant commencé sous le nouveau code. — C. S., 1901. *Lewis vs La Ville de St Louis*, 3 R. P., 484; MATHIEU, J.

7. Bien qu'une cause ait été intentée sous l'empire de l'ancien code de procédure, si la péremption d'instance commence à courir et est complète sous le nouveau code, c'est ce dernier qui s'applique. — C. S., 1900. *Coutu vs Lasalle*, 7 R. de J., 202; CHOQUETTE, J.

8. (Affirming the judgment of the Court of Queen's Bench). Where the period of peremption commenced after the promulgation of the new code of procedure the exception declared by the fourth paragraph of the first article do not prevent the peremption of a suit pending at the time it came into force under the limitation provided by article 279. *Cooke vs Millar*. 3 R. L. 446; 4 R. L. 210, referred to. — C. suprême, 1901. *Schwob & The Town of Farnham*, 31 R. C. S., 471.

9. (Confirmant Casault, J., Blanchet, dlss).—Depuis la mise en force du nouveau code de procédure, la contrainte par corps ne peut être ordonnée, pour injures verbales, que dans les causes où le jugement a été rendu pour \$50; l'article 833 du nouveau code a été substitué à l'article 2272 C. C.—Dans l'espèce, bien que les procédures aient été instituées avant la mise en force du nouveau code de procédure, l'appelante ne peut invoquer un droit acquis, parce que les moyens d'exécuter les jugements ne dérivent que de la loi qui les autorise, et que la législature peut les changer et les modifier à son gré, sans, en cela, compromettre des droits existants—La contrainte par corps telle qu'existant avant septembre 1897 a été abolie par un statut spécial qui a pris effet le même jour; partant, cette abolition a été faite sans réserve et s'applique aux causes pendantes.—C. A., 1898. *Royer & Loranger*, 8 R. J. O., 119.

10. Les dispositions du nouveau code de procédure s'appliquent à l'instruction d'un procès par jury ayant lieu depuis que le nouveau code est en vigueur, bien que l'action ait été prise sous l'ancien code.—C. A., 1900. *McFarren & The Montreal Park and Island Ry. Co.*, 3 R. P., 1.

11. La femme commune en biens, poursuivant en dommages conjointement avec son mari, peut témoigner, même pour établir une cause d'action antéri-

7. (*Tel qu'amendé par 2 Ed. VII, c. 12, s. 2*). Sont jours non-juridiques :

1. Les dimanches ;
2. Le premier jour de l'an ;
3. La fête de l'Épiphanie, le mercredi des Cendres, le vendredi saint, le lundi de Pâques, les fêtes de l'Ascension, la Toussaint, la Conception et Noël ;
4. L'anniversaire de la naissance du souverain, ou le jour fixé par proclamation pour sa célébration ;
5. Le premier jour de juillet, ou le deuxième jour si le premier est un dimanche ;
6. Tout autre jour fixé par proclamation royale ou par proclamation du gouverneur général ou du lieutenant-gouverneur comme jour de fête publique ou comme jour de jeûne ou d'actions de grâces générales, ou comme fête du travail.

eure à l'adoption du statut qui permet aux parties d'offrir leur témoignage.—C. C., 1897. *Gagné vs Forgyes*, 5 R. L., n. s., 24; GAGNÉ, J.

12. Bien que la disposition de l'art. 85 C. C.—en vertu de laquelle l'indication d'un lieu de paiement dans un billet ou écrit quelconque, quelque fut le lieu de sa date, équivalait à l'élection de domicile au lieu ainsi indiqué—ait été abrogée par le statut 63 Vic. (Qué.), c. 36, adopté en 1900, cette abrogation n'affecte pas l'élection de domicile ainsi faite dans un billet signé avant cette abrogation. Partant, la demanderesse pouvait poursuivre le défendeur à Montréal, sur un billet daté de Montréal et payable en cette ville, bien que ce billet eût été réellement signé par le défendeur dans la province d'Ontario où il était domicilié.—C. S., 1900. *The Merchants Bank of Halifax vs Graham*, 19 R. J. O., 319; 3 R. P., 415; 7 R. de J., 235; PAGNELO, J.

Contra:—C. S., 1900. *Lapierre vs Beau-doin*, 3 R. P., 386; LANGELIER, J.

2.

1. V. C. S., 1900. *Chouinard vs Raymond*, 3 R. P., 184; MATHIEU, J., rel. à la différence des textes anglais et français, du § 4 de l'article 833.

3.

1. V. *Genest vs Lajeunesse*, sous article 135.

7. (*As amended by 2 Ed. VII, c. 12, s. 2*) The following days are non juridical :

1. Sundays ;
2. New Year's Day ;
3. The Epiphany, Ash Wednesday, Good Friday, Easter Monday, the Ascension, All Saint's Day, the Conception and Christmas Day ;

4. The anniversary of the Birthday of the Sovereign, or the day fixed by proclamation for its celebration ;

5. The first day of July, or the second day of the month if the first is a Sunday ;

6. Any day appointed by royal proclamation or by proclamation of the Governor-General or of the Lieutenant-Governor as public holiday or as a day of general fast or thanksgiving, or as Labour Day.

8.

1. Si le dernier des trois jours qui suivent l'avis donné par un locateur sous l'article 1089 C. P. C., est un dimanche ou un jour férié, il ne compte pas, et le locataire a le jour suivant pour abandonner les lieux loués.—C. S., 1901. *Beaudry vs Harrigan*, 19 R. J. O., 421; 7 R. de J., 201; LANGELIER, J.

15. (*Tel qu'amendé par 62 Vict., c. 52, s. 1*). Les tribunaux ne peuvent siéger entre le trente juin et le premier septembre, et, en outre, ne sont pas tenus de siéger entre le trente et un août et le dix septembre, ni entre le vingt décembre et le dix janvier excepté, dans chacun de ces cas, lorsqu'il s'agit :

1. Des actions qui résultent des rapports entre locateurs et locataires ;

2. De l'instruction et des jugements par défaut de comparaître dans les matières ordinaires ou sommaires ;

3. De l'instruction et des jugements par défaut de plaider dans les matières sommaires, à moins que la comparution ne soit accompagnée d'une déposition sous serment affirmant que cette comparution est produite de bonne foi et nullement dans le but de retarder injustement les procédures ;

4. Des jugements sur confession de jugement ;

5. Des procédures relatives aux corporations et fonctions publiques ;

6. Des oppositions aux mariages ;

7. Des brefs d'*habeas corpus* en matière civile ;

8. Des procédures réglées par les articles 713, 733, 749, 750, 761, 762, 763, 782, 792, 800, 849 à 977 inclusivement.

9. Des cours de magistrat de district ;

10. Des cours des commissaires pour la décision sommaire des petites causes ;

11. De la cour du banc de la reine ;

12. Des districts de Gaspé, Saguenay et Chicoutimi.

Les proto-notaires ont, relativement aux matières qui sont énumé-

9.

1. Par la cour suprême, renversant le jugement du tribunal inférieur.— Lorsque le délai pour la présentation d'une pétition d'élection, sous l'empire du statut fédéral 54-55 Vic., expire un dimanche ou un jour férié, le délai est étendu au jour juridique suivant.—C. S., 1898. *Hamel vs Leduc*, 5 R. de J., 208; BOURGEOIS, J.

15. (*As amended by 62 Vict., c. 52, s. 1*). The courts cannot sit between the thirtieth day of June and the first day of September, and in addition they are not obliged to sit between the thirty-first day of August and the tenth day of September, or between the twentieth day of December and the tenth day of January, except, in either case, as regards :

1. Actions arising from the relation of lessor and lessee ;

2. Trial and judgment by default to appear in ordinary and in summary matters ;

3. Trial and judgment by default to plead in summary matters, unless the appearance is accompanied with an affidavit that it is filed in good faith, and without intent to unjustly delay the proceedings ;

4. Judgments upon confession of judgment ;

5. Proceedings concerning corporations and public offices ;

6. Oppositions to marriages ;

7. Applications for writs of *Habeas Corpus* in civil matters ;

8. The proceedings governed by articles 713, 733, 749, 750, 761, 762, 763, 782, 792, 800, 849 to 977 inclusively ;

9. District Magistrates' Courts ;

10. Commissioners' Courts for the summary trial of small causes ;

11. The Court of Queen's Bench ; and

12. The District of Gaspé, of Saguenay, and of Chicoutimi.

The proto-notaries have, in respect of the matters hereinabove enumerated which are within their

rées ci-dessus et qui sont de leur compétence, les mêmes pouvoirs en vacance qu'en tout autre temps.

1. Jugé (confirmant le jugement du protonotaire)—Une action par un ingénieur civil pour valeur de services rendus, détaillés à un compte, tels services consistant en la préparation d'un plan, n'est pas une matière sommaire aux termes de l'article 1150 C. P., et, partant, lorsque le bref est rapporté pendant la vacance, le défendeur n'est pas tenu d'accompagner sa comparution d'un affidavit attestant que cette comparution est produite de bonne foi et nullement dans le but de retarder les procédures.—C. R., 1900. *Kennedy vs The Canadian Construction Co.*, 18 R. J. O., 507; LORANGER, ARCHIBALD & CHOQUETTE, JJ.

2. Jugé (infirmant le jugement de Loranger, J.)—Le juge en chambre ne peut, pendant la grande vacance, accorder une requête pour folle-enchère.—C. A., 1898. *Parent & Brunau*, 8 R. J. O., 377; 1 R. P., 560.

Depuis la reddition de ce jugement le code de procédure a été modifié, afin de permettre de procéder à une demande pour folle-enchère pendant la vacance. 62 V., c. 52.

3. Durant la longue vacance le tribunal ou le juge n'a pas juridiction pour adjuger sur une demande de pension provisoire.—C. S., 1900. *Rivet vs Gagnon*, 3 R. P., 214; TASCHEREAU, J.

4. In order to delay the proceedings in an action taken under summary procedure in vacation, the defendant must file an affidavit sworn to before a person competent to receive it, and an affidavit sworn to before a "Commissioner of the High Court of Justice of Ontario and Notary Public" will not have the effect of extending the delay for filing a declaration exception.—C. S., 1899. *Dillon vs Knowlton*, 2 R. P., 335; 7 R. de J., 556; 5 R. L. n. s., 501; CURRAN, J.

5. Une exception à la forme faite présentable un jour où la cour de pratique ne siège pas, pourra être continuée à un autre jour, et ne devient pas pour cela caduque.—C. S., 1898. *Lemay vs Crevier*, 1 R. P., 533; MATHIEU, J.

6. V. *Mitchell vs Meldon*, sous article, 164.

25-28.

1. Un commissaire de la cour supérieure n'est pas un officier public au sens des articles 599 et seq., S. R. Q., et n'est

33. (Tel qu'amendé par 62 Vict., c. 52, s. 2.) Lorsqu'il n'y a pas de juge compétent à connaître d'une

jurisdiction, the same powers during vacation as they have at any other time.

pas tenu de prêter le serment d'allégeance.—Y fut-il tenu, le défaut de prestation du serment n'invaliderait pas les procédures signées par lui.—C. S., 1901. *Lamalice vs La Cie d'Imprimerie Electrique*, 4 R. P., 63 et 266; MATHIEU, J.

2. The special superintendent appointed under the Municipal Code may take his oath of office before a commissioner of the Superior Court: art. 5 M. C. being merely permissive and not conflicting with the general rules laid down in art. 30 C. P. (25 et s. n. c.).—C. S., 1903. *Pomeroy vs The Corporation of the Village of Rock Island*, 4 R. de J., 333; WHITE, J.

3. La renonciation de la femme à la communauté, dans une action en séparation de biens, doit se faire au greffe ou devant le notaire, et la renonciation faite devant un commissaire de la cour supérieure est nulle et sans effet.—C. S., 1901. *Trudeau vs Labossière*, 4 R. P., 46; 7 R. de J., PAGNEUO, J.

4. Un affidavit assermenté dans la Province d'Ontario, devant un notaire public, est nul et ne peut servir dans une procédure judiciaire; une personne qui est commissaire, dans Ontario, dûment nommée par le juge-en-chef et un autre juge de la cour supérieure en vertu de l'article 26 du C. p. c., peut seul recevoir des affidavits pour servir devant nos tribunaux.—L'article 30 du C. p. c. s'applique à la Grande-Bretagne, à l'Irlande, aux pays étrangers et aux colonies anglaises à l'exception des autres provinces de la Puissance du Canada, auxquelles se rapporte l'article 26.—C. S., 1899. *Dillon vs Knowlton*, 5 R. L. n. s., 501; 2 R. P., 225; 7 R. de J., 556; CURRAN, J.

5. (Renversant Davidson, J., 17 R. J. O., 345).—Une opposition à une saisie ne sera pas rejetée comme irrégulière, parce que le commissaire qui aurait reçu l'affidavit aurait signé cet affidavit comme suit: "L. P. Dupré, C. C. S. D., pour le district de Montréal."—C. R., 1900. *Lachance vs Lachance*, 3 R. P., 282; MATHIEU, CURRAN & LEMIEUX, JJ.

6. L'affidavit exigé par l'article 930 peut être assermenté devant un commissaire de la cour supérieure qui est l'associé en affaires de celui qui le donne.—C. S., 1899. *La Caisse Générale vs Dupuis*, 2 R. P., 330; LANGELIER, J.

33. (As amended by 62 Vict., c. 52, s. 2.) Whenever there is not at the chief place of a district any judge

matière au chef-lieu d'un district, ou lorsque le juge est incapable pour une raison quelconque d'y remplir ses devoirs, le protonotaire en remplit les fonctions, dans le cas de nécessité évidente, ou lorsque, à raison du délai, un droit pourrait autrement se perdre ou être en danger.

L'ordonnance ou le jugement rendu par le protonotaire peut être révisé par le tribunal, à la séance suivante, ou par un juge de la cour supérieure présent ensuite dans le district, pourvu que la partie qui se prétend lésée produise, sous trois jours, au greffe, une exception énonçant les motifs pour lesquels la révision est demandée, accompagnée du dépôt fixé par les règles de pratique.

La décision du tribunal ou du juge annulant l'ordonnance ou le jugement du protonotaire, remet les choses dans le même état qu'elles auraient été si l'ordonnance ou jugement n'avait pas été rendu.

1. La nécessité, imposée par les articles 988 et 980 C. P., d'obtenir l'autorisation du juge pour l'émission d'un bref de *Quo Warranto*, constitue la nécessité évidente, exigée par l'article 33 C. P., pour donner juridiction au protonotaire pour accorder telle autorisation en l'absence du juge du chef-lieu.—Il n'est pas nécessaire d'alléguer dans la requête libellée, présentée au protonotaire pour obtenir son ordonnance, ni dans l'affidavit au soutien de cette requête, qu'il n'y a pas de juge compétent à connaître de cette matière au chef-lieu du district, ou que le juge est incapable pour une raison quelconque d'y remplir ses devoirs, ou que le cas soumis est d'une nécessité évidente, ou enfin qu'à raison du délai le droit du requérant pourrait autrement se perdre ou être en danger.—C. S., 1899. *Bérubé vs Lebel*, 5 R. L. n. s., 516; CROMBIE, J.

2. The judge of the Superior Court, to whom application is made for a recount of the votes, is not bound to act in such a proceeding at the chief-lieu of the district, but can grant such application and issue his summons at any place.—C. A., 1900. *Meigs & Comeau*, 3 R. P., 307; WURTELE, J.

3. Un avis donné à la partie adverse de la présentation d'une requête au juge, ailleurs qu'au chef-lieu du district, et l'ordre donné sur telle requête, sont illégaux et nuls. (Blanchet, J., sans adjudi-

who has jurisdiction in a matter, or whenever the judge is unable to discharge his duties for any reason whatsoever, the prothonotary may perform his duties in cases of evident necessity or where by delay a right might otherwise be lost or a wrong sustained.

Any order or judgment rendered by the prothonotary may be revised by the court at its next sitting, or by any judge subsequently present in the district, provided that the party complaining files within three days at the office of the court an exception stating the grounds upon which the revision is demanded, accompanied with a deposit fixed by the rules of practice.

The decision of the court or judge, setting aside the order or judgment of the prothonotary, causes things to be placed in the same state in which they would have been if the order or judgment had not been rendered.

cation par la cour).—C. A., 1900. *Connolly & Stanbridge*, 4 R. P., 186.

4. Even if a taxation of a witness in open Court were considered a judgment by the prothonotary and not by the Court, relief could not be granted under a simple motion to revise bill of costs, art. 33 C. C. P.—C. S., 1901. *Campeau vs The Ottawa Fire Insurance Co.*, 7 R. de J., 520; DAVISON, J.

5. Par l'article 883 C. P., le juge ne peut ordonner à un tiers de comparaître devant lui, ou devant le protonotaire, pour être interrogé sous serment, relativement à la liquidation des biens d'un failli, mais ce tiers ne peut être assigné et examiné, suivant l'article 882 C. P., que quant au bilan et à l'état des affaires du failli.—Un ordre d'assignation donné par le protonotaire, en l'absence du juge, en vertu de l'article 33 C. P., sur une requête qui ne renferme pas les termes mêmes de l'article 882 C. P., est sujet à révision.—C. S., 1902. *Smith vs Larivière & Proulx*, 4 R. P., 385; CHOQUETTE, J.

34.

1. Lorsqu'une loi spéciale ne détermine pas les délais de procédure, les délais prescrits par le code de procédure civile, les plus compatibles et les plus conformes à la matière en litige, doivent s'appliquer.—C. S., 1900. *Clarke vs Jacques*, 3 R. P., 12; LORANGER, J.

2. Une motion pour péremption d'instance, présentée le lendemain de sa signification, sera renvoyée avec dépens, l'avis étant illégal et insuffisant. — C. S., 1899. *Archambault vs The Grand Trunk Ry. Co. of Canada*, 2 R. P., 107; DOHERTY, J.

38.

1. *V. Macdonald vs Miqueron*, art. 556, n. 61.

42.

1. *V. Supplément, article 1, Renault vs Gagnon*, sur la rétroactivité des lois concernant le droit d'appel.

43.

1. A judgment affirming dismissal of a plea of prescription, when other pleas remain on the record, is not a final judgment from which an appeal lies in the Supreme Court of Canada. *Lamei vs Lamei*, 26 R. C. S., 17, approved and followed. — C. suprême, 1900. *Griffith vs Harwood*, 30 R. C. S., 315.

2. Certain ratepayers of the city of Montreal having objections to one of the commissioners named in proceedings taken for the expropriation of land required for the improvement of a public street, in which they were interested, presented a petition to the Superior Court demanding his recusal. The petition was dismissed. On an appeal to the Court of Review, the judgment dismissing the petition was affirmed, and further appeal was then taken to the Supreme Court of Canada. On motion to quash the appeal for want of jurisdiction: — *Held*, that the judgment of the Court of Review was not a final judgment within the meaning of section 29 of the Supreme and Exchequer Courts Act. — C. suprême, 1899. *Ethier & Ewing*, 29 R. C. S., 446.

3. Un jugement ordonnant au shérif de vendre en bloc les immeubles saisis est un jugement final, dont il y a appel de plano. — C. A., 1900. *Connolly & Stanbridge*, 4 R. P., 186.

4. Un jugement par lequel on refuse à la femme l'autorisation d'ester en justice est un jugement final dont on peut appeler de plano, et une requête pour obtenir la permission d'appeler d'un tel jugement sera rejetée. — C. A., 1898. *Cain & Bartels*, 1 R. P., 521.

5. An interlocutory judgment is one which is rendered in a cause between the institution of the suit and the final judgment therein, and is given in an intermediate state of the cause on some intermediate question before the final decision. — A judgment revoking the stay of execution previously ordered by the court, and ordering the bailiff to proceed

with the execution of the property seized, is a final judgment, and a petition for leave to appeal therefrom cannot be granted. — C. A., 1901. *Bastien & LaBerge*, 4 R. P., 49; WURTELE, J.

6. Dans une action pour faire contester un privilège d'architecte, un jugement déclarant inutile l'avis d'enregistrement du privilège et ordonnant la ventilation de l'immeuble pour en établir la plus value donnée par le demandeur, est un jugement final, appelable de plano, et une requête pour obtenir la permission d'en appeler sera rejetée. — C. A., 1899. *L'institution catholique des sourds-muets pour la province de Québec & Siméonnes*, 2 R. P., 294; OUMET, J.

7. Un jugement autorisant le liquidateur d'une compagnie en liquidation sous les dispositions du "Winding up act", à vendre les biens de cette compagnie, sous certaines conditions, n'est pas un ordre sujet à appel aux termes du statut. — C. S., 1900. *The Montreal Cold Storage and Freezing Company vs Stevenson*, 3 R. P., 371; MATHIEU, J.

8. Il n'y a pas d'appel de la décision d'un juge en chambre adjugeant sur une requête pour reviser la taxation d'un mémoire de frais. — C. A., 1899. *La Compagnie du chemin de fer de la Vallée Est du Richelieu & Minard*, 3 R. P., 133; 11 R. J. O., 1.

9. A recount before a judge of the Superior Court of the votes given at a dominion election is not a judicial, but a ministerial and executive proceeding. — There is no right of appeal from such a judge's order concerning such a proceeding to the Court of Queen's Bench. — C. A., 1900. *Meigs & Comeau*, 3 R. P., 307; 10 R. J. O., 56; WURTELE, J.

10. Il n'y a pas d'appel à la cour du banc de la reine d'un jugement de la cour de revision, renversant celui de la cour de première instance, dans une action pour obtenir une quittance d'un jugement pour \$45.20 avec intérêts et dépens, prononcés contre le demandeur dans une autre cause, et aussi pour obtenir la radiation d'une hypothèque résultant de la radiation de ce jugement. — C. A., 1900. *Fortier & Noel*, 3 R. P., 294.

11. Il n'y a pas d'appel à la cour du banc de la reine d'une décision de la cour de revision réformant la décision des commissaires de la cité de Montréal en matière d'expropriation. — C. A., 1900. *La Cité de Montréal & La Compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada*, 3 R. P., 208.

12. Dans les matières non susceptibles d'appel, telles que celles prévues aux arts. 43 et 1006 C. P., il n'y a pas plus d'appel d'un jugement interlocutoi-

re que d'un jugement définitif.—C. A., 1902. *Crier & David & Cochrane*, 4 R. P., 417; WURTELE, J.

13. Where the Superior Court, sitting in Review, has varied a judgment, in appeal from the Superior Court, by increasing the amount of damages, the judgment rendered in the court of first instance is not thereby confirmed so as to give an appeal direct from the judgment of the Court of Review to the Supreme Court of Canada, under the provisions of the third subsection of section three, ch. 24, 54-55 V., (C.), amending the Supreme and Exchequer Courts Act.—C. suprême, 1898. *Simpson & Palliser*, 29 R. C. S., 6.

14. Il y a appel de tout jugement final de la cour supérieure, même sur une action en annulation d'une résolution passée par un conseil municipal.—Les seules exceptions sont celles indiquées, 1^o, dans l'article 1006, C. P. C.; 2^o, dans le cas de *certiorari* en vertu de l'article 1306, C. P. C.; 3^o, dans les cas mentionnés aux articles, 4178 et 4616 des S. R. P. Q., concernant les corporations de ville.—Il n'y a pas, non plus, d'appel de la cour de circuit d'un chef-lieu en matières municipales ou autres, depuis la passage du statut 49-50 V., c. 18.—C. A., 1901. *Lachance & La Corporation de Ste. Anne de Beauport*, 10 R. J. O., 223.

15. Semble que le recours légal, lorsqu'une motion pour faire rejeter l'injonction pour défaut d'avis au défendeur a été rejetée, n'est pas la révision, mais bien l'appel à la cour du banc de la reine. C. R., 1899. *McArthur Bros. Co. vs Couplal*, 16 R. J. O., 521; CASAUET, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

16. V. Supplément, article 46, pour arrêts définissant les jugements interlocutoires.

17. V. *Moisan vs Pelliclerc*, art. 1006, n. 3.

44.

1. Il n'y a pas d'appel à la cour du banc de la reine d'un jugement de la cour de circuit du chef-lieu.—C. A., 1900. *Sénécal & La Corporation de l'Île Bizard*, 3 R. P., 388.

2. Une action hypothécaire, quelqu'en soit le montant, est appellable.—C. C., 1898. *Longpré vs Perkins*, 2 R. P., 307; TASCHEBEAU, J.

3. A judgment of the Circuit Court condemned the defendants to pay a penalty of \$25, for failure to paint their poles erected within the limits of the municipality plaintiff, as provided by a by-law ordering telephone and other poles to be painted and to be kept painted there-

after.—*Held*: That the demand (which was for \$50) did not relate to a matter "in which the rights in future of the parties may be affected", within the meaning of article 4, § 3 C. P. C., and therefore no appeal lay in such case to the Court of King's Bench sitting in appeal from a judgment of the Circuit Court, and consequently such judgment was not susceptible of revision by the Court of Review.—C. R., 1901. *Corporation of Coaticook vs The People's Telephone Co.*, 19 R. J. O., 535; TAIT, MATHIEU & LO-RANGER, JJ.

4. V. Supplément, articles 49, 55, 67 et 68, pour définition des droits futurs.

5. V. Supplément, article 43, n. 14. *Lachance vs La Corporation de Ste Anne de Beauport*.

46.

1. Il n'y a appel des jugements interlocutoires que dans les cas où il y a appel des jugements finals.—Il n'y a point d'appel, devant la cour du banc de la reine, d'un jugement interlocutoire rendu dans une contestation d'élection municipale, sous la charte de la cité de Montréal, 62 V., (Q.) c. 58.—C. A., 1900. *Clarke & Jacques*, 9 R. J. O., 238; OUMET, J.

2. An interlocutory judgment is one which is rendered in a cause between the institution of the suit and the final judgment therein, and is given in an intermediate state of the cause on some intermediate question before the final decision.—C. A., 1901. *Bastien & Laberge*, 4 R. P., 49; WURTELE, J.

3. The judgment granting an interlocutory injunction does not fall under art. 46 C. P., and leave to appeal therefrom will not be granted.—C. A., 1901. *Wright & The City of Hull*, 4 R. P., 52; WURTELE, J.

4. Un jugement renvoyant une exception dilatoire est un jugement interlocutoire.—C. R., 1899. *Bédard vs La Municipalité du village de DeLorimier & Bayard*, 17 R. J. O., 141; TAIT, LO-RANGER & OUMET, JJ.

5. Un jugement renvoyant une exception déclinatoire est un jugement auquel il peut être remédié par le jugement final, et une requête pour permission d'en appeler sera refusée.—C. A., 1890. *Auger & Magann*, 2 R. P., 161; BOSSÉ, J.

6. Il y a appel d'un jugement interlocutoire maintenant une exception déclinatoire et renvoyant le dossier devant le tribunal d'un autre district. Une action fondée sur un libelle et réclamant des dommages soufferts dans un certain district, autre que celui où le défendeur a

son domicile et où le journal est imprimé, peut être intentée dans tel district.—C. A., 1901. *Gosselin & Belley*, 4 R. P., 233.

7. V. Supplément, article 43, n. 12.

8. A judgment dismissing an exception to the form, in which the defendant, a married woman, separate as to property, complained of being sued alone, can be corrected by the final judgment.—*Seems* that a married woman, separate as to property from her husband, can be sued alone on a promissory note signed by her.—When a pleading has been dismissed upon demurrer or exception to the form and there appears to be a reasonable doubt as to the correctness of the judgment, leave to appeal will generally be accorded, almost as a matter of course; but the contrary rule prevails when it is the demurrer or the exception itself which has been dismissed.—C. A., 1901. *Ogilvie & Fraser*, 3 R. P., 546; HALL, J.

9. V. *Migneron vs Fon*, sous art. 52.

10. V. Supplément, articles 43 et 52, pour la définition des jugements finals et interlocutoires.

48-50.

1. (Infirmité, Blanchet, J. diss., le jugement de la cour de révision, Gill, Davidson, Lavergne, J.J., et confirmant celui de la cour supérieure, Tellier, J.) —Un règlement d'une société de bienfaisance, décrétant l'expulsion contre un sociétaire qui poursuivait la société devant un tribunal civil, au lieu de soumettre son différend à un tribunal d'arbitrage établi par les statuts de cette société, n'est ni contraire à l'ordre public, ni oppressif, ni déraisonnable, et l'expulsion prononcée contre tel sociétaire est valable.—C. A., 1900. *L'Union St-Joseph de St-Hyacinthe & Cabana*, 10 R. J. O., 324.

2. Un règlement d'une association par lequel il est décrété qu'aucun recours en justice ne pourra être exercé par un membre, ou ses ayants-cause, avant qu'ils aient, préalablement, épuisé tous les moyens que les dits règlements mettront à leur disposition pour obtenir le redressement de leurs griefs, ne leur dénie pas le droit de s'adresser aux tribunaux, mais en suspend simplement l'exercice et partant, tel règlement n'est pas contraire à l'ordre public et n'est pas illégal.—C. S., 1901. *Marion vs L'Alliance Nationale*, 8 R. de J., 111; ROBINSON, J.

3. La cour supérieure, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 2329 des statuts révisés de Québec, peut prendre connaissance des procédés des conseils municipaux, quels qu'ils

soient, et les casser. Elle peut exercer ces mêmes pouvoirs dans le cas d'une décision d'un conseil de comté siégeant comme tribunal d'appel, en dépit de l'article 1061 du C. M., qui refuse le droit d'appel en ce cas.—C. R., 1899. *Piché vs La Corporation du Comté de Portneuf*, 17 R. J. O., 589; CARON, ANDREWS & LAURE, JJ.

4. Un conseil municipal n'a pas le droit de donner à un surintendant nommé en vertu de l'article 794 C. M. des instructions à l'effet que ce chemin passera à tel ou tel endroit, et ne peut non plus lui enjoindre de déclarer que ce chemin sera route. Telles illégalités et excès de juridiction peuvent toujours être invoqués par un intéressé devant la cour supérieure, lors même qu' l'article 100 du code municipal n'existerait pas.—C. S., 1899. *Darcant vs La Corporation de Tingwick*, 16 R. J. O., 124; 2 R. P., 223; CHOQUETTE, J.

5. Un règlement passé par une corporation municipale pour l'ouverture et l'entretien d'un chemin, peut être annulé, s'il cause un préjudice grave au demandeur, sur une action du demandeur prise par voie ordinaire à la cour supérieure.—Le fait que le demandeur en aurait d'abord appelé un conseil de comté, qui a confirmé le règlement, ne le prive pas de cette action. Le recours donné par le code municipal par voie de requête en cassation, n'exclut pas la présente action.—C. S., 1901. *Therriault vs La Corporation de la paroisse de St-Alexandre*, 20 R. J. O., 45; CIMON, J.

6. La cour supérieure peut toujours casser les procédés d'un corps municipal lorsqu'ils sont injustes, arbitraires, ni dans l'intérêt public, ni dans celui même des contribuables pour lesquels on prétend législater.—C. S., 1901. *Martin vs La Corporation du Comté d'Arthabaska*, 20 R. J. O., 329; CHOQUETTE, J.

7. La cassation d'un règlement municipal pour cause d'illégalité peut être demandée à la cour supérieure, ou à la cour de circuit, ou à un juge de la cour supérieure, dans les trois mois qui ont suivi l'entrée en vigueur de tel règlement, mais après l'expiration de ce délai, l'action ou requête en cassation est prescrite.—C. S., 1898. *Prévost vs La Corporation de la Ville de St-Jérôme*, 5 R. de J., 335; TASCHEMENT, J.

8. V. Code, article 48, n. 12, 14 et 28.

9. Ce n'est pas à la cour supérieure qu'il appartient de faire enquête sur le caractère de la personne qui demande au conseil municipal la confirmation d'un certificat, cette enquête doit se faire devant le conseil municipal sur une

plainte ou à la demande du conseil lui-même.—C. S., 1901. *Moffett vs La Corporation du Village de Plessisville*, 7 R. de J., 236; CHOUQUETTE, J.

10. License commissioners, although not among the inferior courts mentioned in articles 59, 63, 64 and 65 of the Code of Procedure, have titles of a judicial character which, on proper occasion, subject them to the superintending authority of the Superior Court, and the proper remedy is a writ of prohibition.—C. S., 1899. *Kearney vs Desnoyers*, 19 R. J. O., 279; DAVINSON, J.

11. Il y a appel à la cour supérieure de tout jugement rendu par un juge de paix sur des matières municipales en vertu de l'acte des corporations de ville, de la charte d'aucune ville ou des règlements municipaux.—C. S., 1899. *Hart vs Duxtop*, 5 R. L. n. s., 361; TAIR, J.

12. La cour de circuit n'a pas juridiction pour entendre une cause dirigée contre un liquidateur d'une compagnie mise en liquidation en vertu de la loi des liquidateurs fédérale (*Winding-up Act*).—La cour supérieure, en vertu du contrôle que l'article 50 C. P. lui donne à exercer sur tous les tribunaux, (la cour du bauc du rol seule exceptée), a juridiction pour maintenir un *writ* de prohibition contre une cour de circuit qui excède sa juridiction.—Il y a lieu à prohibition contre un tribunal inférieur même après que le jugement a été rendu par ce tribunal.—C. S., 1901. *Robillard vs Blanchet*, 3 R. P., 532; 19 R. J. O., 382; ANDREAS, J.

13. The proceedings on an application for a recount, by a judge, of the votes given at a Dominion election, are executive and ministerial, and not judicial, and do not pertain to the Superior Court.—C. A., 1900. *Meigs & Coocan*, 10 R. J. O., 56; WETZEL, J.

14. Malgré l'article 5525 S. R. P. Q. qui pourvoit à la fixation du montant de dommages soufferts par experts, la partie lésée a le droit de recourir directement aux tribunaux, et cette faculté n'est pas enlevée, dans l'espèce, par la clause d'arbitrage contenue dans l'acte de 1876. The LaKe Megantic Pulp Co. & La Corporation de Ste Agnès, 7 R. J. O., 239; and The Merchants Marine Insurance Co. & Ross, 10 Q. L. R., 237; et The Anchor Insurance Co. & Allen, 13 Q. L. R., 4, suivis.—C. A., 1900. *Bannerman & Hamelin*, 10 R. J. O., 68.

15. Le mode spécial, indiqué par l'article 5536 S. R. P. Q. pour déterminer le montant des indemnités y mentionnées, n'a pas enlevé au plaignant le recours aux tribunaux ordinaires.—C.

S., 1899. *Larochelle vs Price*, 19 R. J. O., 403; LAUREN, J.

16. Une action personnelle en reconnaissance d'arrérages de rente constituée seigneuriale, au moment de \$0.67, peut être intentée devant le tribunal de la cour supérieure, nonobstant la disposition de l'art. 5713 S. R. P. Q. qui attribue dans ce cas la juridiction à la cour de circuit ou à la cour des magistrats.—C. S., 1902. *Lacue vs Gagnon*, 8 R. de J., 229; GAGNON, J.

17. Une action demandant qu'un règlement d'un club, imposant qu'un membre le paiement de \$25.00 pour une année seulement, soit déclaré nul, du moins quant à lui, est de la compétence de la cour supérieure.—C. S., 1900. *Beaudry vs Le Club St-Louis* 2 R. P., 181; 6 R. L. n. s., 221; MARTEL, J.

18. La cour supérieure est compétente pour juger une action prise par un surintendant spécial nommé par le conseil de comté pour \$150 de frais taxés par le dit conseil, dont la décision a été infirmée par la cour de circuit du comté.—C. S., 1899. *Martin vs La Corporation du Comté de Beauharnois*, 2 R. P., 99; BÉLANGER, J.

19. F. Code et Supplément, articles 50, 54, 55.

20. La cour supérieure ne peut renvoyer une cause à la cour de circuit pour la seule raison que la partie qui a demandé l'évocation n'a pas inscrit sur son évocation; il faut que l'évocation soit mal fondée.—C. S., 1901. *L'Association des Barbiers de la Province de Québec vs Lizotte*, 1 R. P., 70; MARTEL, J.

21. An action taken in the Circuit Court for promissory notes, may be evoked by the plaintiff to the Superior Court when the defendant pleads that those notes were given in part payment of a thing sold by the plaintiff, for over \$100, and that the sale is null, the thing sold being defective and valueless.—Par. 3 of art. 1130 C. P. is not limitative, but simply provides for a special case.—C. S., 1901. *Tufts vs Dalton*, 3 R. P., 523; 5 R. de J., 24; PAGENAU, J.

F. Code, article 50, n. 10.

22. Une action par laquelle on demande le paiement d'un versement sur des actions dans une compagnie, peut affecter des droits futurs au sens des articles 49 et 1130 du code de procédure, et est, partant, susceptible d'évocation, si le fait même de la souscription de ces actions est mis en question.—Il n'en est autrement si le défendeur, par le fait de la souscription, prend l'avoir payée, ou qu'il lui en a fait remise, ou qu'elle est compensée.—C. S., 1899.

The Dewitt-Langlois Milling Company vs Fondeurs, 16 R. J. O., 199; 2 R. P., 141; LANGLOIS, J.

23. Dans le cas d'une vente à plusieurs termes, avec stipulation que le titre ne sera donné qu'au temps où un certain montant aura été payé, et qu'à défaut le paiement de deux termes la vente sera nulle et le montant payé sera retenu à titre d'indemnité, une action pour \$54.50, représentant deux termes échus, intentée à la cour de circuit, peut être évoquée à la cour supérieure comme affectant des droits futurs du défendeur.— C. S., 1899, *Picard vs Renaud*, 5 R. L. n. s., 325; 2 R. P., 182; MATHIEU, J.

24. Une action en recouvrement des bénéfices dus par une association charitable à l'un de ses membres, est évocable à la cour supérieure, cette action ayant trait aux droits et intérêts futurs du demandeur, et décidant pour l'avenir de sa qualité de membre de l'association.— C. S., 1902, *Gagné vs La Société St-Jean Baptiste de Victorville*, 4 R. P., 382; CROQUETTE, J.

V. Code, article 50, n. 12.

25. Il y a lieu à évocation à la cour supérieure de toute cause à la cour de circuit, dans laquelle les plaidoiries de l'une des parties — et le jugement qui serait rendu sur celles, porteraient atteinte aux droits futurs de l'autre partie, excepté les cas où ce droit d'évocation est spécialement refusé par la loi. — Lorsque dans une action entre locateur et locataire le locataire réclame \$99 tant pour dommages que pour loyer échu pendant dix mois, sans distinction et demande la résiliation du bail pour les trois années qui restent à courir sur le bail, les droits futurs du locataire doivent être considérés valoir au moins cent plastres pour ces trois années — et donnent ouverture à l'évocation de la cause à la cour supérieure. — Il n'est pas nécessaire, dans ce cas, que la déclaration d'évocation spécifie que les droits futurs du défendeur ont une valeur excédant cent plastres. — La compétence donnée à la cour de circuit dans les causes entre locateurs et locataires au-dessous de \$100 — par l'art. 1152 C. P., n'enlève pas le droit d'évocation à la cour supérieure, lorsque les droits futurs des parties sont mis en jeu par ces causes. — C. S., 1901, *Morneau vs Verret*, 7 R. de J., 481; 20 R. J. O., 399; CIMON, J.

26. On peut évoquer une cause de la cour de circuit à la cour supérieure dans les matières personnelles qui peuvent affecter des droits futurs aussi bien que dans les matières relatives à des terres ou héritages affectant des droits fu-

turs. Dans l'espèce, il s'agissait d'une demande pour pension alimentaire. — C. S., 1898, *Nicolls vs Bourgoin*, 5 R. L. n. s., 75; 1 R. P., 526; MATHIEU, J.

27. Il y a lieu à évoquer de la cour de circuit à la cour supérieure une action pour pension alimentaire annuelle et viagère. — C. S., 1899, *Deschaups vs Deschaups*, 2 R. P., 390; BLANQUE, J.

28. Une action par laquelle on demande une pension alimentaire de \$2.25 par semaine, sur 47 semaines, est évocable à la cour supérieure, le jugement qui sera rendu sur cette action devant affecter les droits futurs des parties. — C. S., 1902, *Roach vs Duggan*, 4 R. P., 289; 8 R. de J., 177; MATHIEU, J.

51.

1. V. Supplément, article 1, *Renault vs Gagnon*, sur la rétroactivité des lois concernant le droit d'appel.

52.

1. Un jugement renvoyant une exception dilatoire est un jugement interlocutoire. — Il n'y a pas d'appel à la cour de revision d'un jugement interlocutoire, même dans les matières concernant les corporations municipales et les offices municipaux. — C. R., 1899, *Bédard vs La Municipalité du Village de DeLormier & Bayard*, 17 R. J. O., 141; TAIT, LORANGER & OLMET, JJ.

2. V. Code, article 52, n. 16 et 8.

3. Un jugement renvoyant une exception à la forme n'est qu'un jugement interlocutoire non susceptible d'appel à la cour de revision. — Si l'intimé, en revision, ne s'est pas plaint par motion de ce que le jugement a quo n'est qu'interlocutoire, mais n'a soulevé ce point que dans son factum et sa plaidoirie, l'inscription en revision sera renvoyée avec dépens d'une motion pour renvoi d'inscription. — C. R., 1901, *Miguéron vs Yon*, 4 R. P., 179; TANCHEREAU, LORANGER & ARCHIBALD, JJ.

4. V. Supplément, article 46. Comparez avec ces deux arrêts, *Auger & Magaux, et Gosselin & Belley*, n. 5 et 6.

5. Aux termes de l'article 223 C. P. C., la production du certificat du protonotaire constatant le défaut de production de l'intervention et du certificat de signification dans le délai de trois jours de la réception de l'intervention, équivaut à un jugement. — L'intervenant qui entend inscrire en revision de ce certificat de défaut, qui équivaut à jugement, doit faire son inscription dans les huit jours de la date de ce certificat. — Il n'y a pas lieu à inscrire en revision d'un jugement qui renvoie la requête d'un intervenant de-

maudant le rejet d'un tel certificat du notaire, vu que ce jugement n'est pas un jugement final dans le sens de l'article 52 C. P. C. — Après la production du certificat du notaire constatant, aux termes de l'article 221 C. P. C., le défaut de production de l'intervention et du certificat de l'assignation, l'intervention cesse d'être partie dans la cause, et en conséquence il ne peut inscrire en révision du jugement final qui intervient ensuite sur le mérite de la demande. — C. R., 1900. *Hillock vs Croizard & Haner*, 6 R. de J., 471; 3 R. P., 261; MATHIEU, CURRAN & LEMIEUX, JJ.

6. Le jugement de la cour supérieure qui renvoie une intervention est un jugement définitif donnant lieu à un appel à la cour de révision. — Le mot "final" de l'article 52 C. P., emprunté à l'anglais, mal à propos, évidemment, ne fait que correspondre au mot "definitive" appliqué à l'appel des jugements dans la procédure civile française. — C. R., 1901. *Renard vs Denis*, 4 R. P., 65; TAIT, PASTELLO & ARCHIBALD, JJ.

7. A judgment of the Circuit Court condemned the defendants to pay a penalty of \$25 for failure to paint their poles erected within the limits of the municipality plaintiff, as provided by a by-law ordering telephone and other poles to be painted and to be kept painted thereafter. *Heft*:— That the demand (which was for \$50) did not relate to a matter in which the rights in future of the parties may be affected within the meaning of article 44 § 3 C. P. C., and therefore no appeal lay in such case to the Court of King's Bench sitting in appeal from a judgment of the Circuit Court, and consequently such judgment was not susceptible of revision by the Court of Review. — C. R., 1901. *Corporation of Coaticook vs The People's Telephone Co.*, 19 R. J. O., 535; TAIT, MATHIEU & LOBANGER, JJ.

Voir Code, article 52, n. 45.

8. A judgment of the Circuit Court in an action in recognition of a hypothec is susceptible of revision by the Court of Review. — C. R., 1899. *Labour vs L'Heureux & Maisonneuve*, 13 R. J. O., 485; TAIT, LOBANGER & OUFIMEI, JJ.

9. Il n'y a pas lieu à la révision devant trois juges de la cour supérieure d'un jugement rendu par la cour de circuit, siégeant à Montréal, sous l'article 100 du code municipal, annulant une résolution d'un conseil municipal, qui avait déclaré vacant le siège d'un conseiller. — C. R., 1900. *Clermont vs La Corporation de la paroisse de St-Martin*, 18 R. J. O., 220; MATHIEU, CURRAN & LEMIEUX, JJ.

10. Il n'y a pas d'appel de la décision

de la cour de circuit sur une requête en vertu de l'article 100 du code municipal, demandant la nullité d'une simple résolution qui déclarait chemin et pont de comté, un chemin et pont et-devant locaux, lorsqu'il n'y eut pas que les droits futurs du requérant en sont affectés. — C. R., 1899. *Giacinto vs La Corporation du comté de Laprairie*, 16 R. J. O., 531; 2 R. P., 358; GIL, DAVISON & LEMIEUX, JJ.

11. Il n'y a pas révision d'un jugement d'un juge de la cour supérieure, taxant et liquidant les dépens d'un arbitrage, en vertu du paragraphe 20 de l'article 514 S. R. P. Q. — C. R., 1900. *La Compagnie du chemin de fer de la Vallée Est du Richelieu vs Jette*, 17 R. J. O., 493; TAIT, PASTELLO & CIMON, JJ.

12. Jugé confirmant Pelletier, J. : — Qu'il n'y a pas appel de la révision par un juge en chambre de la taxe d'un témoin. — C. R., 1898. *B langer vs Corporation de Montmagny*, 15 R. J. O., 378; ROY, CARBONNEAU & ANDREWS, JJ.

13. F. Supplément, article 43, n. 8. Code, n. 16.

14. *Seem*: que le recours légal, lorsqu'une motion pour faire rejeter l'infonction pour défaut d'avis au défendeur a été rejetée, n'est pas la révision, mais bien l'appel à la cour du banc de la reine. — C. R., 1899. *McArthur Bros. Co. vs Coupal*, 16 R. J. O., 521; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

15. L'amendement fait à l'article 28 de la charte de la cité de Montréal, à l'effet de permettre d'appeler à la cour de révision des jugements de la cour supérieure en matière de contestation d'élections municipales, ne saurait s'appliquer à une cause pendante lors de la sanction de cet amendement, laquelle est régie, quant au droit d'appel, par la loi en vigueur à l'époque où elle a été intentée. — C. R., 1900. *Beauchamp vs Gagnon*, 3 R. P., 209; 18 R. J. O., 127; TAIT, CARBONNEAU & ARCHIBALD, JJ.

16. Il n'y a pas d'appel à la cour de révision d'une décision rendue à l'enquête au cours d'une déposition permettant une certaine preuve sous réserve. — C. R., 1900. *Charbonneau vs Roy*, 6 R. J. O., 375; TAIT, GIL & LOBANGER, JJ.

17. Les articles 43 et 46, Code et Supplément, pour la définition des jugements finals et interlocutoires.

54-55.

Errata: — Au Code, sous arts. 54-55, art. n. 36, dernière notet, lisez: "V. art. 49, n. 13", au lieu de "art. 52, n. 13". Arrêt n. 40, dernière ligne, au lieu de "28 supra", lisez "29 supra".

1. Une action par laquelle un locataire demande la résiliation d'un bail de \$168.00 et \$85.00 de dommages, est de la compétence de la cour de circuit, et sera renvoyée à cette cour sur exception déclinatoire.—C. S., 1902. *deGrosbois vs Bienville*, 4 R. P., 409; TASCHEREAU, J.

2. Une action réclamant la résiliation d'un bail et des dommages évalués à \$85.00 est de la compétence exclusive de la cour de circuit.—C. S., 1900. *Yon vs Valle*, 17 R. J. O., 446; MATHIEU, J.

3. V. autorités citées au Code, articles 1050 et 1052, sur actions entre locateur et locataire.

4. In a suit in the Superior Court, claiming municipal taxes to an amount exceeding \$100.00, accompanied with a demand for school taxes, a declinatory exception asking the dismissal of that portion of the demand which is for school taxes, on the ground that the Circuit Court has exclusive jurisdiction, will be maintained, notwithstanding art. 170 C. C. P., it being impossible in such a case to transmit the whole record to the Circuit Court.—C. S., 1898. *Corporation of Township of Dudsicell vs Quebec Central Ry. Co.*, 19 R. J. O., 116; WHITE, J.

5. La cour de circuit n'a pas juridiction pour entendre une cause dirigée contre un liquidateur d'une compagnie mise en liquidation en vertu de la loi des liquidateurs fédérale (*Winding-up Act*).—C. S., 1901. *Robillard vs Blanchet*, 3 R. P., 532; 19 R. J. O., 383; ANDREWS, J.

6. Une action hypothécaire doit, au chef d'un district, être intentée devant la cour supérieure, et non devant la cour de circuit.—C. A., 1898. *Labbe & Roulière*, 8 R. J. O., 263.

7. Il n'y a pas lieu à la revision devant trois juges de la cour supérieure, d'un jugement rendu par la cour de circuit, siégeant à Montréal, sous l'article 100 du code municipal, annulant une résolution d'un conseil municipal, qui avait déclaré vacant le siège d'un conseiller.—C. R., 1900. *Clermont vs La Corporation de la paroisse de St-Martin*, 18 R. J. O., 220; MATHIEU, CURRAN & LEMIFUX, JJ.

8. V. *Larue vs Gagnon*, Supplément, art. 48, n. 16.

9. V. *Senecal vs La Corporation de l'Île Bizard*, Supplément, article 44, n. 1.

10. V. Supplément, art. 1, *Renault vs Gagnon*, sur la rétroactivité des lois concernant le droit d'appel.

58.

1. Le droit d'appel à la cour de circuit de comté ou de district, prévu par l'article 482 de la Loi de l'Instruction Pu-

blique, "lorsque les commissaires ou syndics d'écoles ont choisi l'emplacement d'une école," n'a pas lieu, lorsque les commissaires décident de rebâtir l'école là où elle existait auparavant.—C. S., 1902. *Guay vs Commissaires d'Ecoles arrondissement n. 4, St-Jérôme et Ste-Monique*, 8 R. de J., 312; TASCHEREAU, J.

2. Un surintendant spécial qui se prétend lésé par la décision d'un conseil municipal peut interjeter appel de cette décision devant la cour de circuit comme tout autre intéressé au municipe, conformément aux dispositions de l'article 1061 du code municipal.—C. C., 1898. *Godreau vs Charbonneau*, 4 R. de J., 406; CHABLAND, J.

3. Il n'y a pas d'appel des résolutions des commissaires d'école changeant la division d'arrondissements scolaires, tant que ces résolutions n'ont pas été lues et publiées au désir de la loi, quand même elles auraient reçu un commencement d'exécution.—Lorsqu'un avis d'appel en matières scolaires se plaint du refus des commissaires d'école, cet appel ne sera pas renvoyé sur motion faute de mise en demeure.—Mais l'appelant sera, sur motion des commissaires d'école pour détails au sujet de la mise en demeure, obligé de déclarer où, quand et comment et par qui les commissaires d'école ont été mis en demeure de maintenir une école dans un arrondissement désigné.—C. C., 1900. *Rozon vs Les Commissaires d'école de St-Lazare*, 3 R. P., 249; CHAMPAGNE, J.

59.

1. Une cour des commissaires établie en dehors de la Cité de Montréal n'a pas de juridiction sur une personne résidant dans la Cité de Montréal, pour assigner en paiement d'une somme d'argent.—C. S., 1900. *Lapointe vs Viger & Favreau*, 6 R. L. n. s., 299; 17 R. J. O., 376; TASCHEREAU, J.

2. Voir Code, article 61 n. 1.

3. La cour des commissaires a juridiction, non seulement dans une poursuite pour le paiement d'une somme d'argent, mais aussi pour prononcer le partage d'une chose mobilière, par des arbitres à être nommés par les parties.—C. S., 1900. *Augé vs Lamoureux*, 6 R. L. n. s., 291; MATHIEU, J.

61.

Erratum:—au Code, art. 61, arrêé n. 2, au lieu de "n. 29", lisez "n. 30".

1. Le délit et le quasi délit engendrent une dette, et la cour de magistrat du comté est compétente pour juger la cause dans les limites de sa juridiction, où le délit ou quasi délit a été commis.

quand même le défendeur n'a pas son domicile dans le district.—C. M., 1901. *Duguay vs The North American Transportation Co.*, 7 R. de J., 562; TREMBLAY, M.

2. V. Supplément, article 59.

3. V. Code, article 61, n. 1.

63.

1. V. *Piché vs Guenette*, art. 1003, n. 4.

2. Le plaignant, dans une action devant la cour des juges de paix, dont la plainte est renvoyée avec dépens, ne peut être condamnée à payer ces dépens dans un délai moindre que le délai légal de quinze jours réglé par la section 4598 Sts. Ref. Québec.—C. S., 1902. *Tassé vs Beaulieu*, 8 R. de J., 231; LOBANGER, J.

65.

1. Une condamnation prononcée contre un pilote par les commissaires du Hâvre de Montréal, ne sera pas cassée parce que l'accusé n'a été assigné que par simple lettre, s'il a comparu et s'est défendu contre l'accusation sur ce seul avis.—Les commissaires du Hâvre de Montréal n'ont pas le droit de condamner un pilote parce qu'il aurait, en vertu d'un engagement avec une ligne de paquebots, piloté plus de vaisseaux qu'il ne lui avait été permis d'en piloter par les commissaires du Hâvre.—C. S., 1901. *Auger vs Les commissaires du Hâvre de Montréal*, 3 R. P., 553; PAGNELO, J.

67.

1. The power of the Parliament of Canada under section 101 of the British North America Act 1867, respecting a general Court of Appeal for Canada is not restricted to the establishment of a Court for the administration of laws of Canada and, consequently, there was constitutional authority to enact the provisions of the third section of the Dominion statute, 54-55 Vict., c. 25, authorizing appeals from the Superior Court, sitting in review, in the province of Quebec.—C. suprême, 1901. *L'Association St-Jean-Baptiste & Brautt*, 31 R. C. S., 172.

2. In an order granting special leave to appeal to the Supreme Court of Canada under the provisions of the forty second section of the Supreme and Exchequer Courts Act after the expiration of the time limited by the fortieth section of that act, it is not necessary to set out the special circumstances under which such leave to appeal has been granted nor to state that such leave was granted under special circumstances.—Where the appellant had inscribed an appeal for hearing in the Supreme Court of Canada after he had received notice of an appeal

taken in the same matter by the respondent to the Privy Council, upon motion on behalf of the respondent the proceedings on the Supreme Court appeal were stayed with cost against the appellant pending the decision of the Privy Council upon the respondent's appeal. (Eddy & Eddy, *Coutlee's Dig.*, 23, followed).—C. suprême, 1899. *The Bank of Montreal & Demers*, 29 R. C. S., 435.

3. A judge in chambers of the Supreme Court of Canada will not entertain an application to stay proceedings pending an appeal from the judgment of the court of the Judicial Committee of the Privy Council.—C. suprême, 1901. *Adams & The Bank of Montreal*, 31 R. C. S., 223.

4. The omission to bring an appeal to the Supreme Court must have been caused by special circumstances which would make it unreasonable to impute the failure to act within the prescribed time to negligence on the part of the party seeking the appeal.—The Court will not regard as special circumstances the fact that the judgment appealed from was rendered by the Court of Appeals between the 20th of december and the 10th of January; the fact that the civic elections were then in progress, and that the attorneys of the appellant, the City of Montreal, could not very well obtain instructions from the corporation; nor that they were engaged elsewhere on behalf of the city, either before the Supreme Court, or before Parliament or the Legislature.—If the appellant chooses to appeal from the Court of King's Bench to the Privy Council, there is no injustice in refusing him leave to change his mind and appeal to the Supreme Court instead of the Privy Council, after the delays for obtaining such leave have expired.—C. A., 1902. *The City of Montreal & The Montreal Street Railway Company*, 4 R. P., 446; 11 R. J. O., 325; WURTELE, J.

V. Code, article 67 n. 52 et 53.

5. Where a motion to quash an appeal has been refused on the ground that a decision upon a constitutional question is involved, the subsequent abandonment of that question cannot affect the jurisdiction of the Supreme Court to entertain the appeal.—C. suprême, 1900. *L'Association Pharmaceutique de Québec & Livernois*, 31 R. C. S., 43.

V. sur ce point, Supplément, article 215. *Auger & Magann*, n. 3.

6. The respondents (defendants in the Superior Court) filed separate appearances in appeal, but, by mutual arrangement between them and the appellants, one factum only was filed by the latter, and one judgment rendered (dismissing

the appeal). Upon the application for leave to appeal to the Supreme Court, the respondents urged that they were entitled to separate security for costs, from each of the four appellants, that is to say, four bonds of \$500 each. Held:—That the appeal to the Supreme Court should be allowed upon security being furnished as for a single appeal, viz., to the extent of \$500. *Archer & Severn*, 12 Ontario Practice Reports, p. 472, followed.—C. A., 1900. *The Bonsack Machine Co., & Falk*, 9 R. J. O., 355.

7. When the Superior Court, sitting in Review, has varied a judgment, in appeal from the Superior Court, by increasing the amount of damages, the judgment rendered in the Court of first instance is not thereby confirmed so as to give an appeal direct from the judgment of the Court of Review to the Supreme Court of Canada under the provisions of the third sub section of section three, ch. 25, 54-55 Vict. (C) amending the Supreme and Exchequer Courts Act.—C. suprême, 1898. *Simpson & Paliser*, 29 R. C. S., 6.

8. In an action en reddition de compte where items in the account filed exceeding in the aggregate two thousand dollars have been contested, the Supreme Court of Canada has jurisdiction to entertain an appeal.—C. suprême, 1901. *Bell & Vipond*, 31 R. C. S., 175.

9. In an action by the lessee of lands leased for 4 years and 9 months at a rental of \$250 per annum, to have the lease cancelled as being simulated as he was at the time of the lease, owner of the property leased. Held:—that no amount of \$2,000 or upwards was in dispute, and that as the appeal did not relate to any title to land or tenements nor to annual rents within the meaning of sec. 29 (b) of R. S. C., ch. 35, it could not be entertained by the Supreme Court of Canada.—C. suprême, 1900. *Fréchette & Simmoneau*, 31 R. C. S., 12.

10. In an action by a wife for *separation de corps* for ill treatment the declaration concluded by demanding that the husband be condemned to deliver up to the wife her property valued at \$18,000. The judgment in the action decreed separation and ordered an account as to the property. Held:—That no appeal would lie to the Supreme Court from the decree of separation (*O'Dell & Gregory*, 24 R. C. S., 661, followed), and the money demand in the declaration being only incidental to the main cause of action could not give the court jurisdiction to entertain the appeal.—C. suprême, 1900. *Talbot & Guilmartin*, 30 R. C. S., 482.

11. To an action claiming \$325 as

penalties for an offence against the Pharmacy Act, the pleas were: 1. General denial; 2. That the act was *ultra vires*. In the court below the action was dismissed for want of proof of the alleged offence. Held:—Strong, C. J., and Gwynn J., dissenting, that an appeal would lie to the Supreme Court; that if the court should hold that there was error in the judgment which held the offence not proved, the respondent would be entitled to a decision on his plea of *ultra vires* and the appeal would therefore lie under sec. 29 (a) of the Supreme Court Act.—C. suprême, 1900. *L'Association Pharmaceutique de Québec & Livernois*, 30 R. C. S., 400.

12. An opposition to a writ of possession issued in execution of a judgment allowing a right of way over the opposant's land does not raise a question of title to land nor bind future rights, and in such a case the Supreme Court of Canada has no jurisdiction to entertain an appeal. *O'Dell & Gregory*, 24 R. C. S., 661, followed; *Chamberland & Fortier*, 23 R. C. S., 371 and *McGoey & Leamy*, 27 R. C. S., 193, distinguished.—If the jurisdiction of the court is doubtful the appeal must be quashed. *Langevin & Les Commissaires d'École de St-Marc*, 18 R. C. S., 599, followed.—C. suprême, 1900. *Cully & Ferdaïis*, 30 R. C. S., 330.

13. Issues raised merely by pleas cannot have the effect of increasing the amount in controversy so as to give the Supreme Court of Canada jurisdiction to hear an appeal. (*Glouard, dubitante*).—C. suprême, 1900. *The Standard Life Assurance Co. & Trudeau*, 30 R. C. S., 308.

14. The Supreme Court of Canada has no jurisdiction to entertain an appeal from a judgment pronounced in a controversy in respect to the cancellation of the appointment of a tutor to minor children.—C. suprême, 1900. *Noel & Chervéffis*, 30 R. C. S., 327.

15. A judgment affirming dismissal of a plea of prescription when other pleas remain on the record is not a final judgment from which an appeal lies in the Supreme Court of Canada. *Hamel vs Hamel*, 26 R. C. S., 17, approved and followed.—An objection to the jurisdiction of the court should be taken at the earliest moment. If left until the case comes on for hearing and the appeal is quashed the respondent may be allowed costs of a motion only.—C. suprême, 1900. *Griffith & Harwood*, 30 R. C. S., 315.

16. Certain ratepayers of the City of Montreal having objections to one of the commissioners named in proceedings taken for the expropriation of land required for the improvement of a public

street, in which they were interested, presented a petition to the Superior Court demanding his recusatlon. The petition was dismissed; on an appeal to the Court of Review, the judgment dismissing the petition was affirmed, and further appeal was then taken to the Supreme Court of Canada. On motion to quash the appeal for want of jurisdiction. Held:—that no appeal *de plano* would lie from the judgment of the Court of Review to Her Majesty's Privy Council, and consequently there was no appeal therefrom to the Supreme Court of Canada under the provisions 54-55 Vict., ch. 25, sec. 3, amending the Supreme and Exchequer Courts Act. Held, further, that the judgment of the Court of Review was not a final judgment within the meaning of section 29 of the Supreme and Exchequer Courts Act.—C. s. *suprême*, 1899. *Ethier & Ewing*, 29 R. C. S., 446.

17. (Affirming the judgment of the Court of Queen's Bench). A party called into estortory action to take up the *fait et cause* of the defendant therein, as warrantor of the title, may take up the defence for the purpose of appealing from judgment maintaining both the principal action and the action in warranty although he may have refused to do so in the court of first instance, but, should the appellate court decide that the action in warranty was unfounded, it is *ipso facto* ousted of jurisdiction to entertain or decide upon the merits of the principal action.—C. *suprême*, 1901. *Monarque & La Banque Jacques-Cartier*, 31 R. C. S., 474.

18. T. Code, article 1209, n. 6.
V. *supra*, n. 11.

19. No appeal will lie to the Supreme Court, where the amount in dispute is less than five hundred pounds sterling, unless there is a provision of law to the contrary.—C. C., 1899. *Stewart vs Stewart*, 2 R. P., 153; TASCHEREAU, WHITE & CHOQUETTE, JJ.

20. Une action en nullité de procès-verbal ne met pas en question des droits futurs nature à permettre l'appel à la cour suprême. Les questions de procédure doivent, sauf des cas spéciaux et extraordinaires, être laissées aux cours provinciales.—Si un jugement renvoie une action en nullité de procès-verbal, sur le défaut du demandeur de procéder, mais réserve le recours du demandeur, la prescription édictée par l'art. 705 C. M., ne peut être opposée à une action subséquente.—C. A., 1900. *La Corporation du Comté de Nicolet & Tousignant*, 3 R. P., 257; BOSSÉ, J.

21. V. articles 1213 et 1249.

22. V. *Thibault vs Deslets*, art 78, n. 5.

68.

1. Special leave to appeal may be given on terms that the appellants should be liable to pay the respondent's costs in any event.—C. P., 1898. *The Montreal Gas Co. & Cadieux*, Law Reports, 1898, p. 718.

2. The action of the Company respondent was for \$15,000, but the respondent subsequently consented that judgment should go for \$25. In the course of the suit the respondent obtained a writ of injunction against the appellant, to restrain any infringement of the respondent's rights under a patent. This injunction was maintained by the final judgment of the Superior Court, but the judgment was reversed in appeal. The respondent now moved for leave to appeal to His Majesty in his Privy Council.

Held:—That the "matter in dispute" being the damages which the appellant would suffer if the respondent acted contrary to the order of the court, and these damages being contingent and not susceptible of determination, it was impossible to say that the matter in dispute exceeded the sum or value of £500 sterling and the case did not fall within the terms of article 68 § 3, C. C. P.—C. A., 1901. *Came vs The Consolidated Car Heating Co.*, II R. J. O., 114; 4 R. P., 256.

Leave to appeal was subsequently granted by the judicial committee of the Privy Council, on application to the Tribunal.

3. V. articles 44, 49, 55 et 67.

4. V. Supplément, article 67, n. 4. (*The City of Montreal vs The Montreal Street Railway Co.*)

69.

1. Certain ratepayers of the City of Montreal having objections to one of the commissioners named in proceedings taken for the expropriation of land required for the improvement of a public street, in which they were interested, presented a petition to the Superior Court demanding his recusatlon. The petition was dismissed; on an appeal to the Court of Review, the judgment dismissing the petition was affirmed, and further appeal was then taken to the Supreme Court of Canada. On motion to quash the appeal for want of jurisdiction:—Held, that no appeal *de plano* would lie from the judgment of the Court of Review to Her Majesty's Privy Council, and consequently there was no appeal therefrom to the Supreme Court of Canada under the provisions of the act 54-55 Vict., ch. 25, sec. 3.

amending the Supreme and Exchequer Courts Act. — C. suprême, 1899. *Ethier & Ewing*, 29 R. C. S., 446.

70-71-72.

1. Le juge en chambre a juridiction pour nommer un curateur à une corporation dissoute. — C. A., 1899. *Joynt & Mulcair*, 9 R. J. O., 23.

2. Une requête adressée à la cour supérieure est suffisante, même lorsque la loi dit que cette requête devra être adressée à l'un des juges de la cour supérieure en terme ou en vacance. — C. S., 1900. *Archambault vs Tansey & La Cité de Montréal*, 3 R. P., 50; 6 R. L. n. s., 319; MATHIEU, J.

3. Le juge en chambre n'a pas juridiction, pendant la grande vacance, pour adjuger sur une demande de folle enchère. — C. A., 1898. *Parent vs Bruneau*, 1 R. P., 560; 8 R. J. O., 377.

V. note au bas de l'arrêt n. 2. sous l'article 15.

4. La Cour n'a pas droit de reviser la décision du juge qui a reçu, en chambre, *ex-parte*, une requête en contestation d'élection. — C. S., 1900. *Renault vs Gagnon*, 2 R. P., 517; MATHIEU, J.

5. A recount before a judge of the Superior Court of the votes given at a Dominion election is not a judicial, but a ministerial and executive proceeding. — There is no right of appeal from such a Judge's order concerning such a proceeding to the Court of Queen's Bench. — C. A., 1900. *Meigs & Comeau*, 3 R. P., 307; WURTELE, J.

6. Jugé (confirmant Pelletier, J.): — Qu'il n'y a pas appel de la révision par un juge en chambre de la taxe d'un témoin. — C. R., 1898. *Bélanger vs Corporation de Montmaguy*, 15 R. J. O., 378; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

7. Il n'y a pas d'appel de la décision d'un juge en chambre adjugeant sur une requête pour reviser la taxation d'un mémoire de frais. — C. A., 1899. *La Compagnie du chemin de fer de la Vallée Est du Richelieu & Ménard*, 3 R. P., 133.

8. La cour supérieure n'a pas juridiction pour reviser une décision d'un juge en chambre, rendue dans une matière non contentieuse, en vertu des dispositions contenues dans la dixième partie du code de procédure civile; dans l'espèce, nommant un tuteur et un subrogé tuteur. — C. S., 1899. *Bousquet vs Dauphinois & Paquette*, 5 R. L. n. s., 403; 2 R. P., 366; CHARLAND, J.

9. C'est par action, et non par requête à un juge en chambre, qu'on doit

reclamer le montant d'une assurance déposée suivant l'article 1198 S. R. Q. — Le juge a le droit de soulever d'office le défaut de juridiction, même s'il n'est pas invoqué par les contre-réclamants. — C. S., 1901. *Doran vs The Ancient Order of United Workmen*, 3 R. P., 441; LANGELIER, J.

78-81.

INDICATION ALPHABÉTIQUE

Absence du mari	7
Action de la communauté	2, 3, 9, 13, 14, 16 à 25
	27, 28, 30 à 33, 38, 39
Action en partage	10
Action en séparation de corps et de biens	40, 47, 56
Action en séparation de biens	11
Action en séparation mobilière	17, 28, 30, 34, 35
	36, 43, 49, 55, 56
Action pour injures corporelles	13, 14, 16, 18 à 20
	23, 21
Action pour injures verbales	15, 17, 21, 22
Aliéné	42
Aliments	10, 56, 75
Anatémisme	1, 3, 1, 18, 39, 41, 51
Association volontaire	58
Autorisation par le juge	1, 7, 16, 49, 46 à 48, 61
Autorisation, preuve	1, 5, 6
Autorisation subséquente à l'action	9, 10, 11
Banque	39, 60
Compagnies	59 à 61
Conseil judiciaire	45, 46
Curateur	47, 48, 55, 56
Curatrice	43
Défense en droit	3, 8, 22, 34
Défense par le mari pour sa femme	12
Demande reconventionnelle	40
Enfant	73, 74
Exception à la forme	8, 25, 33, 35, 36, 42, 51, 52
	53, 54, 57, 60
Exécutaires testamentaires	63 à 70
Fabrique	72
Fausse désignation	2, 38, 39
Femme commune	2, 3, 9, 13, 11, 16 à 25, 27, 28, 30
	33, 38, 39
.. séparée de corps et de biens	4
.. biens	3, 18, 31 à 37
.. sous puissance	1, 5, 6, 39, 41, 43, 45
Fiduciaires	71
Fiduciaires	65
Frais	3, 4, 52, 54
Interdit	21, 44, 45
Liquidateur	59 à 62
Loi des licences	41
Mandat	71
Marchand Publique	3, 29
Mère	74, 75
Mineur	49 à 53, 73, 71
Nullité, quand s'en prévait	1, 2, 25, 26, 32, 39, 70
Opposition	37
Père	73
Pièces	66
Procureur	76
Renonciation à la communauté	11
Requête civile	32
Saisie arrêt	9, 19
Salairé	73
Société	57, 58
Succession	76
Tuteur	41, 51
Tuteur ad hoc	49

1. Les procédures faites par une femme sous puissance de mari, avant d'être autorisée soit par son mari, soit par la cour, sont absolument nulles, et cette nullité doit être prononcée même si elle est demandée seulement après enquête, à l'arguerent. — Cependant la demande d'autorisation de la défenderesse faite par le demandeur, aussi à l'arguer-

ment, doit être accordée.—Il ne peut être adjugé sur les frais des procédures faites entre les parties avant telle autorisation.—C. S., 1901. *Demers vs Dufresne*, 4 R. P., 130; ANDREWS, J.

2. Le défaut d'autorisation d'une femme commune en biens est une nullité absolue dans l'assignation; cette nullité est d'ordre public et doit être proposée par le tribunal même au cas où la femme ne s'en prévaudrait pas.—C. R., 1900. *Leclair vs Robert*, 3 R. P., 549; TASCHEBEAU, GILL & DOHERTY, JJ.

3. Sur motion pour amender, il sera permis à la demanderesse commune en biens de mettre son mari en cause personnellement, quand elle poursuit comme "marchande" et qu'elle s'est décrite comme autorisée de son époux, à la charge par la demanderesse de payer les frais de la défense en droit.—C. C., 1901. *Pleau vs Clément*, 3 R. P., 406; ROUTHIER, J.

4. Une femme séparée de corps et de biens qui poursuit en justice et qui n'a pas dans le bref qu'elle a été dûment autorisée à ce faire, pourra obtenir la permission d'amender son bref pour y ajouter ces mots, si elle a été de fait préalablement autorisée par un juge, et que l'omission n'est qu'une erreur de sa part, mais en payant les honoraires mentionnés à l'article 27 du tarif des avocats à la cour supérieure.—C. S., 1900. *Paré vs Riendeau*, 6 R. L. n. s., 83; MATHIEU, J.

5. Jugé (confirmant Bourgeois, J., et renversant la cour de revision, Routhier, Caron & Andrews, JJ.):—Pour que la femme soit autorisée par son mari à ester en justice, il ne suffit pas que celui-ci l'ait assistée pendant le procès en donnant les instructions au procureur et en étant présent, mais il faut que cette autorisation apparaisse au dossier, ou que le mari soit partie dans la cause avec la femme, sans quoi il échappe à la juridiction de la cour.—C. A., 1901. *Thibaudeau & Desilets*, 10 R. J. O., 183.

6. La femme mariée assignée conjointement avec son mari, ce dernier pour l'autoriser, est présumée autorisée à ester en justice, si les parties sont représentées par le même procureur et si aucun protêt au contraire n'a été produit par le mari.—C. S., 1900. *Brousseau vs Déchesne*, 17 R. J. O., 350; ANDREWS, J.

7. Quand un mari, absent, est mis en cause pour assister et autoriser sa femme défenderesse et qu'il n'appert pas au procès-verbal d'huissier que l'on ait tenté de l'assigner en cette province, une requête au juge pour faire autoriser la femme par justice à ester en jugement sera renvoyée.—C. S., 1901. *e Crédit*

Foncier Franco Canadien vs Dufresne, 4 R. P., 244; CIMON, J.

8. Le défaut d'autorisation de la demanderesse mariée, séparée de biens, pour ester en justice, doit être plaidé par exception à la forme, et non par défense en droit.—C. S., 1900. *Major vs Leger*, 6 R. L. n. s., 144; BEAUNGER, J.

9. Une femme commune en biens qui a été autorisée à ester en justice sur l'action originaire—n'est pas tenue d'avoir une autorisation nouvelle pour ester en justice sur l'exécution du jugement sur telle action par voie de saisie-arrêt après jugement.—C. S., 1902. *Leith vs Hall & The Molsons Bank*, 8 R. de J., 249; LAVERGNE, J.

10. A wife whose action in separation as to bed and board has been rejected, cannot, without another authorization of the Court, take any other proceedings against her husband, and a saisie-arrêt issued without the authorization of the Court will be dismissed on motion to that effect by the husband defendant.—C. S., 1899. *Emery vs Martel*, 2 R. P., 264; 5 R. L. n. s., 307; ARCHIBALD, J.

11. La femme autorisée par le juge à la poursuite de ses droits et actions, au moyen d'une action en séparation de biens, n'a pas besoin d'aucune autre autorisation pour renoncer à la communauté.—C. S., 1901. *Trudeau vs Labossière*, 7 R. de J., 150; PAGNEULO, J.

12. The husband when made a party to a suit to authorize his wife, may defend the action against the latter, by a plea to the merits and there is no necessity for him to adopt any proceeding to have himself declared a party in the cause for that purpose.—C. S., 1898. *Shorey vs Radford*, 5 R. de J., 42; ARCHIBALD, J.

13. Une femme commune en biens peut valablement prendre, autorisée de son mari, une action pour voies de fait sur sa personne, et cette action ne sera pas renvoyée sur défense en droit comme compétent au mari seul.—C. S., 1899. *Lauro vs Desrochers*, 2 R. P., 327; 17 R. J. O., 351; PAGNEULO, J.

14. La femme commune peut poursuivre avec son mari le recouvrement des dommages corporels qu'elle a soufferts personnellement.—C. C., 1900. *Sullivan vs La Corporation de la Ville de Magog*, 18 R. J. O., 107; LEMUEUX, J.

15. Une action en dommages pour diffamation de caractère peut être intentée par une femme mariée assistée de son mari; et il n'est pas nécessaire qu'elle allègue qu'elle est séparée de

biens.—C. S., 1899. *Gauthier vs Robert*, 5 R. L. n. s., 415; 2 R. P., 326; PAGNELO, J.

16. La femme mariée commune en biens, autorisée de justice sur le refus de son mari, peut instituer une action en son nom seul pour protéger sa personne et son honneur contre des actes de violence dont elle a été la victime.

Quoique l'indemnité qu'elle obtient puisse tomber dans la communauté, il faut avant tout considérer le principe de l'action qui a un caractère propre à sa personne et à son honneur qu'elle a droit de protéger même malgré son époux.—C. S., 1901. *Baker vs Gingras*, 20 R. J. O., 85; PELLETIER, J.

17. L'époux, comme chef de la communauté, administre cette communauté et peut instituer en son nom personnel les actions qui la concernent; il peut instituer les actions immobilières et possessoires qui appartiennent à son épouse, et même les actions en dommages pour propos diffamatoires proférés contre cette dernière. L'épouse peut, avec l'autorisation de son mari, instituer en son propre nom une action en dommages résultant des torts qui lui sont personnels; les conjoints, communs en biens, peuvent poursuivre conjointement pour le recouvrement d'une créance due à la communauté de biens.—C. A., 1899. *Charest & Tessier*, 6 R. de J., 160.

18. A wife separate as to property cannot bring an action of damages for bodily injuries without her husband or his authorization; and where an action has been brought without the authorization of the husband a motion by the wife, for leave to amend the writ by inserting the name of the husband to authorize her, is illegal and cannot be granted.—C. S., 1898. *McDonald vs Vineberg*, 15 R. J. O., 267; CURRAN, J.

19. An action for bodily injuries inflicted to wife assumed to be common as to property, belongs to the community, and therefore must be brought by the husband alone.—C. S., 1899. *Tondreau vs Semple*, 2 R. P., 296; ARCHIBALD, J.

20. The right of action for damages, for personal injuries sustained by a married woman who is common as to property, belongs exclusively to her husband, and where she is joined in the action, she may be dismissed from the case on demurrer.—C. S., 1900. *Troude vs Meldrum*, 20 R. J. O., 531; PAGNELO, J.

21. L'action qui réclame des dommages-intérêts à raison d'une injure dont une femme commune en biens a été victime, appartient à la communauté et ne

peut être intentée que par le mari, ou, si celui-ci a été interdit pour démence, par son curateur.—C. A., 1900. *Sauriol & Clermont*, 10 R. J. O., 294.

22. Action en dommages pour injures verbales intentée par la demanderesse commune en biens assistée de son mari—La créance poursuivie en cette cause appartient à la communauté de biens existant entre elle et son époux.—Le mari seul peut intenter une action pour et au nom de la communauté.—Ce moyen doit être invoqué par défense en droit, et non par exception à la forme.—C. C., 1901. *Goyette vs Brunelle*, 3 R. P., 464; LYNCH, J.

23. The husband, as the head of the community, is master of all its actions, and in an action for the recovery of damages for bodily harm done by a malicious dog belonging to the Defendant, or under his control, the joining of the wife as a Plaintiff does not give her any more rights than if the action had been instituted by the husband alone. In such a case, the wife's deposition cannot be taken at *enquête*, and under art. 314, § 4 C. C. P., will be struck from the record, by the final judgment.—C. S., 1901. *Dunfy vs Kelly*, 7 R. de J., 517; CURRAN, J.

24. Lorsque les dommages réclamés (pour injures corporelles) constituent un bien de communauté, le mari seul a le droit d'en poursuivre le recouvrement.—C. S., 1901. *Lapierre vs Larue*, 7 R. de J., 199; LANGELIER, J.

25. The right of action for damages for personal injuries sustained by a married woman, commune en biens, belongs exclusively to her husband and she cannot sue for the recovery of such damages in her own name, even with the authorization of her husband.

When it appears upon the face of the writ of summons and statement of claim that the plaintiff has no right of action, it is not necessary that objection should be taken by *exception à la forme*. Absolute want of legal right of action may be invoked by a defendant at any stage of a suit.—C. suprême, 1900. *McFarran & The Montreal Park and Island Railway Co.*, 30 R. C. S., 410.

Ce jugement, confirmant le jugement de la cour de révision; GILL, DOWERY, TASCHEREAU, JJ., 1 R. P., 14 et celui de la cour d'appel, 3 R. P., 1, fixe la jurisprudence.

V. Supplément, article 931, n. 6, où il a été jugé que lorsqu'il n'est pas dit dans une procédure qu'une femme mariée est séparée de biens, qu'elle est censée être commune en biens.

26. Lorsqu'il résulte des allégations de la déclaration que l'action aurait dû être instituée par le mari, comme chef de la communauté, le défendeur peut, lors de la plaidoirie orale, se prévaloir de ce motif pour le renvoi de l'action, quand bien même ce moyen n'aurait pas été invoqué par le plaidoyer écrit.—C. S., 1900. *Lefebvre vs The Dominion Wire Manufacturing Co. & Boulet*, 7 R. de J., 259; 3 R. P., 224; LANGELIER, J.
- V. *infra*, n. 32.
27. Where a contract is made by a wife common as to property, she does so only as agent of the community, and when action is brought in respect of such contract the husband must be made a party.—C. S. 1897. *Nordheimer vs Farrell*, 1 R. P., 34; ARCHIBALD, J.
28. Une épouse commune en biens n'a pas le droit de poursuivre, autorisée par son mari, pour des biens mobiliers, cette action appartenant au mari seul.—Il sera permis sur motion d'amender un bref et une déclaration en ajoutant comme partie à la cause, l'époux de la demanderesse personnellement.—C. S., 1898. *Côté vs Côté*, 1 R. P., 297; MATHIEU, J.
29. Une femme, sous puissance de mari, même marchande publique, ne peut ester en justice seule sans l'autorisation de son mari.—C. S., 1900. *Giguère vs Sauvé*, 6 R. L. n. s., 96; BÉLANGER, J.
30. L'article 1298 C. C. n'enlève pas à la femme commune en biens le droit d'exercer avec l'autorisation de son mari, les actions mobilières qui lui appartiennent. Il faut cependant que la déclaration fasse voir que les biens mobiliers qu'elle réclame ne tombent pas dans la communauté.—C. S., 1901. *Donohue vs Donohue & Murray*, 4 R. P., 300; MATHIEU, J.
31. Une femme commune en biens poursuivie avec son mari pour une dette contractée par elle avec l'autorisation de ce dernier, ne peut par exception à la forme, se faire mettre hors de cause.—C. S., 1899. *Emmans vs Desmarais*, 2 R. P., 261; MATHIEU, J.
32. Le mari, commun en biens, ne peut se pourvoir par requête civile, contre un jugement renvoyant l'action de sa femme vu son incapacité, laquelle n'a été invoquée qu'à la plaidoirie orale.—C. S., 1900. *Lefebvre vs The Dominion Wire Manufacturing Co. & Boulet*, 3 R. P., 417; LANGELIER, J.
33. (On exception to the form) A married woman, common as to property, cannot take an action to account and "en partage" unless her husband be made a co-plaintiff with her in the suit.—C. S., 1900. *Giron vs Giron*, 19 R. J. O., 372; ANDREWS, J.
34. La femme séparée quant aux biens contractuellement, peut ester en justice sans l'assistance ni l'autorisation de son mari, ni d'un juge, pour l'administration et la conservation de ses biens mobiliers; partant, elle peut, seule, intervenir dans une cause pour la conservation de ses biens mobiliers, une telle procédure n'étant qu'un acte de simple administration. Défense en droit renvoyée.—C. S., 1902. *Beauchamp vs Beauchamp & Belair*, 4 R. P., 400; MATHIEU, J.
35. Une action sur billet promissoire dirigée contre une femme séparée de biens sans que son mari soit mis en cause pour l'autoriser, ne sera pas renvoyée sur exception à la forme. Exception à la forme renvoyée.—C. S., 1899. *Richard vs Bernard*, 2 R. P., 178; MATHIEU, J.
36. La femme mariée, séparée de biens, peut être poursuivie seule, sans son mari, pour le recouvrement d'un billet promissoire, signé par elle, et une exception à la forme, basée sur le fait que son mari n'est pas assigné pour l'autoriser, est mal fondée. Exception à la forme renvoyée.—C. S., 1900. *Fraser vs Ouilvie*, 3 R. P., 424; 7 R. de J., 124; MATHIEU, J.
37. A married woman separate as to property may, without the authorization of her husband, validly oppose the seizure and sale of moveables seized for a debt of the husband, such opposition being a matter of simple administration, and a motion to dismiss the opposition on the ground that the husband has not been a party to the proceedings to authorize his wife will be rejected.—C. C., 1898. *Laurent dit Lortie vs Armitage & Dickson*, 1 R. P., 590; CHAMPAGNE, J.
38. Bien qu'une femme se soit faussement désignée et représentée, dans un bail authentique, comme étant l'épouse séparée de biens par justice de son époux, une action, avec saisie-gagerie, basée sur ce bail, ne sera point maintenue s'il est établi que, de fait, la défenderesse est commune en biens avec son époux, qu'elle n'a été autorisée ni par son époux, ni par justice à ester en telle cause, et que son époux n'a pas été mis en cause pour l'assister et l'autoriser.—C. S., 1900. *Leclaire vs Huet & Parizeau*, 6 R. de J., 460; LANGELIER, J.
39. The plaintiff was a married woman, sous puissance de mari, but was wrongly described in the writ as being a widow.—She acknowledged this fact upon her Interrogatories sur faits et ar-

ticles — Held: — A woman *sous puissance de mari* cannot sue nor make any legal proceedings without the authorization of her husband. — As soon as it appears to the Court that she is acting without such leave, all the proceedings in the case will be annulled and the parties put out of Court. Such nullity cannot be remedied by authorization during the pendency of the suit. — C. S., 1898. *Nirolr vs Breton*, 2 R. P., 86; ANDREWS, J.

40. Sur une action instituée par un époux contre son épouse pour la contractualité à retourner au domicile conjugal, la défenderesse peut, sur requête, être autorisée à ester en justice, par demande reconventionnelle, en séparation de corps et pour pension alimentaire. — C. S., 1902. *Lafontaine vs Christin*, 8 R. de J., 281; MATHIEU, J.

41. A married woman does not need judicial authorization to *ester en justice* under the provisions of sec. 149 of the License Law of Quebec, 63 Vict., C. 12. — C. S., 1901. *Faulkner vs Faulkner*, 4 R. P., 173; DAVIDSON, J.

42. Si la partie demanderesse dans une action ne possède pas la plénitude de ses facultés mentales et est notoirement allénée, et incapable de donner un consentement valable à la poursuite intentée, l'action sera renvoyée sauf recours sur exception à la forme, sans frais. — C. S., 1899. *Parizeau vs Bélanger*, 2 R. P., 388; CURRAN, J.

43. La femme mariée, curatrice de son mari interdit, peut ester en justice en cette qualité, sans autorisation spéciale, pour les actes de simple administration. — C. S., 1898. *Harper vs Hoffman*, 4 R. L. n. s., 360; MATHIEU, J.

44. An interdiction for prodigality cannot be sued or appear alone in judicial proceedings, and a writ taken against him cannot be amended by adding his curator as co-defendant. — C. S., 1901. *Lerour vs deBeaujeu*, 4 R. P., 35; 20 R. J. O., 235; DAVIDSON, J.

45. Un conseil judiciaire n'a pas le droit de faire, au nom de celui auquel il a été nommé conseil, des procédures judiciaires, alors même que tel conseil aurait personnellement intérêt à ces procédures. — C. S., 1901. *Beauchamp vs Gourde*, 20 R. J. O., 260; LANCELIER, J.

46. La cour ne peut, sur le refus de son conseil judiciaire, autoriser un incapable à ester en justice aux fins de poursuivre le conseil. — C. S., 1902. *Du-devoir vs Brunet*, 4 R. P., 476; FORTIN, J.

47. If a woman, interdicted for drunkenness, wishes to take an action in separation from bed and board, against

her husband and curator, and the grounds stated in the petition are sufficient to justify such an action, the court will order that a family council be held to advise as to the appointment of a curator *ad hoc*. — C. S., 1901. *Clermont vs Charest*, 4 R. P., 427; DAVIDSON, J.

48. Tout en admettant que la séparation de biens prononcée en justice est sans effet même à l'égard des tiers, tant qu'elle n'a pas été exécutée, la femme qui, dans un acte (dans l'espèce un bail d'une maison) prend la qualité de femme séparée de biens, sans dire si la séparation de biens est contractuelle ou judiciaire, induit son créancier à croire que la séparation a reçu son effet légal, et elle ne peut ensuite être admise à invoquer le défaut de nullité résultant de l'inexécution du jugement.

Le mari, interdit pour démence, est incapable d'autoriser sa femme pour quelque acte que ce soit, et il ne peut être suppléé à ce défaut d'autorisation, qui découle de la puissance maritale, par celle de son curateur;

La femme de l'interdit pour démence, étant privée de l'assistance et de l'autorisation de son époux pour se défendre à une action, instituée contre elle personnellement, il appartient à la cour d'y suppléer et de la protéger contre son incapacité, en l'habilitant pour les fins du procès, ce qui peut être fait en tout état de cause;

Lorsque la femme d'un interdit pour démence a loué une maison, pour en faire sa demeure et celle de sa famille, y reçoit des pensionnaires pour subvenir à ses besoins et ceux de sa famille en l'absence de son mari, ce fait ne constitue pas un acte de commerce qui nécessite l'autorisation maritale. — C. S., 1900. *Parizeau vs Huot*, 7 R. de J., 350; LORANGER, J.

49. Les actions personnelles d'un mineur ne peuvent être intentées que par son tuteur général, et non par un tuteur spécial nommé sous l'autorité de l'article 264 du code civil. — C. S., 1899. *Prévost vs Prévost*, 5 R. L. n. s., 132; MATHIEU, J.

50. Un mineur émancipé par mariage, a droit d'ester en justice sans l'assistance d'un curateur, tant en demandant qu'en défendant, dans une action mobilière. — C. C., 1899. *Cloutier vs Cloutier*, 2 R. P., 397; LÉLLETIER, J.

51. Une action intentée contre un mineur non assisté sera renvoyée sur exception à la forme. — C. S., 1898. *Campanetti vs Mayer*, 1 R. P., 540; 15 R. J. O., 198; LORANGER, J.

52. Une action intentée contre un mineur non assisté sera renvoyée sur ex-

- ception à la forme, mais sans frais.— C. C., 1902. *Leclery vs Contare*, 4 R. P., 460; CAON, J.
53. Un mineur émancipé n'a pas le droit d'intenter, sans l'assistance de son curateur, une action en recouvrement du capital d'une obligation. Exception à la forme maintenue.— C. S., 1899. *Cas-grain vs Mallette*, 15 R. J. O., 612; 2 R. P., 115; 5 R. L. n. s., 298; LANGELEUR, J.
54. Sur exception à la forme alléguant miuorité, un délai sera donné au demandeur pour faire nommer un tuteur au défendeur.— Les dépens sur cette exception à la forme seront réservés.— C. S., 1899. *Garcen vs Denis*, 2 R. P., 389; PAGNELO, J.
55. La femme mineure, émancipée par mariage, peut ester en justice dans une action personnelle et mobilière, sans autre assistance et autorisation que celle de son marl, mis en cause à cet effet, et n'a aucunement besoin de l'assistance d'un curateur.— C. S., 1901. *Galarneau vs Bertrand*, 20 R. J. O., 283; LARUE, J.
56. Une action en séparation de corps et de biens, et pour pension alimentaire, est une action personnelle et mobilière, et peut être intentée par une mineure émancipée sans l'assistance de son curateur.— C. S., 1902. *Wilson vs Broich*, 4 R. P., 455; CROQUETTE, J.
57. Jugé (confirmant le jugement de Mathien, J., sur exception à la forme):— Les liquidateurs nommés sous l'article 1896a C. C., pour liquider les biens d'une société dissoute, peuvent poursuivre un débiteur de la société pour du loyer et des dommages, avec conclusions à la résiliation du bail, sans au préalable obtenir l'autorisation du tribunal ou d'un juge ou des membres de la dite société.— C. A., 1900. *Robert & Gagnou*, 10 R. J., O., 237.
58. Une société anonyme peut poursuivre et être poursuivie aux noms personnels des associés.— C. S., 1899. *Arcaud vs Hamelin*, 5 R. L. n. s., 421; 2 R. P., 437; ARCEUVALD, J.
59. Le liquidateur d'une banque en liquidation n'a pas qualité pour poursuivre l'un des débiteurs de cette banque, sur un billet devenu dû avant la mise en liquidation, mais l'action doit être portée au nom de la banque.— C. S., 1901. *Kent vs La Communauté des Soeurs de la Charité de la Providence & Bastien*, 19 R. J. O., 556; PAGNELO, J.
- Le jugement a été confirmé par la cour du banc de la reine, et porté devant le conseil privé par les demandeurs.
60. Une action prise contre une banque en liquidation, sans l'autorisation préalable de la cour, sera renvoyée sur exception à la forme.— C. S., 1902. *Marquette vs Tareot & La Banque Ville-Marie*, 1 R. P., 312; MATHIEU, J.
61. Après qu'une compagnie a été mise en liquidation tout recours à exercer contre elle, doit, en règle générale, être exercé par requête sommaire et non par action.— Lorsqu'une action peut être intentée ou continuée contre elle, ce ne peut être qu'avec la permission de la cour, et aux conditions que la cour impose.— Cette action doit être portée contre la compagnie en son nom corporatif, et non contre le liquidateur, à-qualité, ce dernier n'étant qu'un mandataire à pouvoirs limités.— C. S., 1902. *Ambrosto vs Holgate*, 8 R. de J., 324; GAGNÉ, J.
62. A suit cannot be entered against liquidators of an estate without leave of the Court.— C. S., 1901. *Robillard vs Blanchet*, 19 R. J. O., 383; ANDREWS, J.
63. L'exécuteur testamentaire peut être poursuivi seul pour tout ce qui touche les devoirs de sa charge, il représente les héritiers sans qu'il soit nécessaire de mettre ces derniers en cause.— Dans l'espèce, le décret a eu pour effet de purger les droits des héritiers.— C. S., 1901. *Desrochers vs Mallette & Parent*, 7 R. de J., 509; LORANGER, J.
64. Une femme exécutrice testamentaire et légataire universelle de son marl, peut poursuivre en ces deux qualités réunies les débiteurs de la succession.— Elle n'a pas besoin d'alléguer qu'elle a accepté telle succession.— C. S., 1898. *Kehoe vs Paradis*, 2 R. P., 59; MATHIEU, J.
65. L'action prise par quatre fiduciaires survivants et par les exécuteurs testamentaires et fiduciaires du cinquième fiduciaire décédé est bien prise, quant à la forme, quand leur administration a été conjointe.— C. S., 1900. *Kennedy vs Housman*, 2 R. P., 515; ROYTHIER, J.
66. Un demandeur qui poursuit en sa qualité d'exécuteur testamentaire, sur un bail passé en cette qualité avec la défenderesse, n'est pas tenu de produire les pièces prouvant sa qualité avant de pouvoir inscrire *ex-parte*.— C. S., 1900. *Leclaire vs Huot*, 3 R. P., 389; LANGELEUR, J.
67. Un exécuteur testamentaire a le droit de refuser d'accepter le compte de ses prédécesseurs, s'il le croit erroné, et ce bien que son co-exécuteur ait déclaré accepter ce compte.— Mais un exécuteur testamentaire ne peut, sans le concours de son co-exécuteur, plaider à une action de leurs prédécesseurs pour faire

accepter le compte et en recevoir une quittance, en demandant la réformation de ce compte, et la condamnation des demandeurs à une somme plus forte que celle qui appert de leur compte. — C. A., 1900. *Desjardins vs Masson*, 3 R. P., 538; 6 R. de J., 487.

68. Un légataire n'a pas le droit de poursuivre un exécuteur testamentaire en paiement de son legs sans mettre en cause les héritiers et légataires du défunt. — C. R., *Stewart vs Stewart*, 2 R. P., 121; TASCHEBEAU, ARCHIBALD & LANGELIER, JJ.

69. Des exécuteurs testamentaires ont qualité pour recouvrer une balance due sur une créance à eux transportée en cette qualité. — C. S., 1900. *Francis vs Rhine*, 3 R. P., 320; MATHER, J.

70. Lorsque les fonctions de l'exécuteur testamentaire ont cessé, il ne peut plus procéder comme demandeur *esqual.*, et l'instance doit être reprise par le légataire universel. — Le fait de la cessation des fonctions de l'exécuteur testamentaire par l'expiration de l'an et jour, étant apparent au dossier, doit attirer l'attention du tribunal. — C. S., 1901. *Francoeur vs Paradis*, 7 R. de J., 527; CIMON, J.

71. Article 81 C. C. P. is applicable to mere agents or mandataries. It is not applicable to trustees in whom the subject of the trust has been vested in property and is possessed for the benefit of third parties, and who have duties to perform in the protection or realization of the trust estate. (*Porteous vs Reynar*, 16 Q. L. R., p. 37). — The deeds creating the trust are legal evidence to rebut inferences drawn from other deeds and from affirmations contained in Defendant's pleadings. — C. S., 1900. *Fyshe vs Tombyll*, 6 R. de J., 556; 6 R. L. n. s., 323; DOHERTY, J.

72. Jusqu'à preuve du contraire la partie qui fait une procédure dans une cause est censée avoir la capacité requise, et, par ce motif, en l'absence de preuve qu'une corporation dans une cause n'avait pas la capacité nécessaire pour faire la défense produite, telle capacité sera présumée. Dans ces circonstances, une motion demandant le rejet d'une défense sur le motif qu'elle n'a pas été accompagnée d'une résolution de la corporation défenderesse, sera renvoyée avec dépens. — C. S., 1901. *Senecal vs Les Curé et Marguilliers de L'oeuvre et Fabrique de la Paroisse Saint-Paul*, 8 R. de J., 180; LANGELIER, J.

V. Code, article 78, n. 41 et 42.

73. Lorsqu'un père s'est engagé pour travailler, avec son fils mineur, comme

journaliers, et que les deux sont déchargés par l'entrepreneur, le père a droit de poursuivre pour son salaire et en même temps pour celui de son fils, sans avoir été préalablement nommé tuteur de ce dernier. — C. S., 1899. *Mastravala vs Ryan*, 5 R. L. n. s., 418; PAGE, CO. J.

74. The mother who is no tutrix has no quality to sue for damages alleged to have been suffered by her minor son. Where husband and wife are common as to property, the action for damages suffered by their minor son, or for injury to the feelings of the wife by the ill-treatment of her child, pertains exclusively to the husband as head of the community. The authorization of the wife by a judge to sue, merely replaces the authorization of the husband, and does not confer on her, a right of action which by law belongs exclusively to the husband as head of the community. — C. S., 1899. *Carrières vs de la Cour*, 16 R. J. O., 206; DOHERTY, J.

75. A married woman is entitled to sue in her own name for an alimentary allowance for her own support and that of her minor children, although she has not been appointed tutrix to the children. — C. S., 1899. *Gallagher vs McEnroe*, 17 R. J. O., 204; GILL, J.

76. The attorney of a succession is not entitled to plead in his own name in his quality of attorney. — C. S., 1898. *Lalonde vs Legault*, 15 R. J. O., 297; DAVIDSON, J.

85.

1. Une saisie-arrêt émise au cours d'une instance constitue une instance distincte de celle-ci, et si, depuis le commencement du procès, le défendeur a laissé la province, elle doit lui être signifiée comme le serait une action. La signification qui lui en est faite au greffe suivant les dispositions de l'article 85 C. P. C., est nulle. — C. S., 1901. *Wasby vs Brown & Bourguignon*, 19 R. J. O., 424; LANGELIER, J.

87.

1. Dans une action par un conseiller municipal demandant qu'il soit remis en possession de sa charge de conseiller, dont il avait été privé par résolution du conseil, il n'y a pas incompatibilité dans des conclusions demandant que cette résolution soit mise de côté et qu'il soit enjoint au conseil de ne point le remplacer dans sa charge. — C. S., 1899. *Bedard vs La Municipalité du Village de DeLorimier & Bayard*, 17 R. J. O., 141; CURRAN, J.

2. Une requête demandant que le défendeur soit déclaré occuper illégalement

une charge publique et condamné à payer personnellement une somme dont il a sans droit autorisé le paiement, ne tend pas à obtenir des condamnations incompatibles ni contradictoires, si le demandeur a qualité pour faire ces deux demandes.—C. S., 1899. *Stephens vs Préfontaine*, 2 R. P., 193; MATHIEU, J.

3. Un demandeur ne peut sous un seul et même bref poursuivre personnellement le débiteur d'une obligation, et hypothécairement le tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué pour en garantir le paiement.—C. S., 1899. *Anderson vs Taillefer*, 16 R. O., 157; 2 R. P., 78; LANGELIER, J.

4. Le créancier de plusieurs billets dus par un même débiteur n'est pas obligé d'en réunir les montants lorsqu'il en poursuit simultanément le paiement, et il peut, sans violer l'article 87 du code de procédure civile, qui défend de diviser une dette échue pour en demander le recouvrement, au moyen de plusieurs notions, intenter le même jour, contre le débiteur, autant de poursuites qu'il y a de billets.—C. M., 1895. *DeMartigny vs Guellette*, 15 R. J. O., 249; CARRIER, J.

5. Deux ou plusieurs personnes dont chacune est seule propriétaire d'un des effets saisis ne peuvent, par une opposition conjointe, réclamer chacune l'objet qui lui appartient, surtout si leurs titres : e sont pas de même nature.—C. S., 1901. *Hill vs Horley & Norkett*, 20 R. J. O., 269; 4 R. P., 176; LANGELIER, J.

6. An action may be brought by several plaintiffs jointly for the recovery of a sum of money alleged to be due under a contract with defendant, in equal shares to each of the plaintiffs.—C. S., 1899. *Leggott vs McIndoe*, 16 R. J. O., 413; 2 R. P., 399; 3 R. L. n. s., 491; DOHERTY, J.

7. Le demandeur ne peut poursuivre pour compte et dommages pour injures verbales dans une seule et même action, et sur exception dilatoire il sera tenu de faire option.—C. S., 1899. *Bertrand vs Bourque*, 2 R. P., 354; TASCHEREAU, J.

8. Une seule action doit être prise par les parties intéressées agissant sous l'article 1056 du C. c.—Le père a droit d'intervenir dans une action en indemnité intentée par sa bru contre ceux qui sont responsables de la mort de son fils, pour demander que les conclusions de la demande principale soient augmentées de manière à couvrir sa propre créance.—Toutes les parties mentionnées dans l'article 1056 C. c. ont le même intérêt contre les auteurs du délit ou du quasi-délit pour leur faire payer les dommages résultant du décès; mais entre elles

peuvent avoir des intérêts opposés et peuvent alléguer des moyens tendant à diminuer le montant que les autres ont droit d'avoir.—C. S., 1900. *Morin vs Mills & Binfect*, 6 R. L. n. s., 308; MATHIEU, J.

9. Un demandeur peut, dans sa déclaration, réclamer une somme d'un défendeur comme étant le mandant de tiers auxquels il a vendu des marchandises, et subsidiairement comme étant leur associé, ces deux moyens n'étant pas incompatibles.—C. A., 1898. *Bourassa & Lesperance*, 2 R. P., 66.

10. Une action pour faire constater un privilège n'est pas incompatible avec une demande personnelle contre les débiteurs de la dette pour laquelle ce privilège existe.—Il n'y a pas lieu de faire rejeter les diligences d'une déclaration par lesquels un privilège est invoqué, sous prétexte qu'on n'a déjà, par une action pendante, demandé la constatation de ce privilège, lorsque les demandes faites dans chacune des actions sont différentes.—C. S., 1899. *La Banque Jacques-Cartier vs Picard*, 2 R. P., 142; MATHIEU, J.

11. L'action demande: "que le défendeur soit condamné à payer au demandeur \$370.00; que l'immeuble soit déclaré affecté par privilège et hypothèque au paiement de la dite somme et à ce que le dit immeuble soit vendu en justice et le demandeur payé de sa dette."—Le défendeur inscrit en droit parceque, entre autres illégalités, il y a cumul d'actions et que la loi ne reconnaît pas l'action personnelle-hypothécaire (*Pacaud vs Roy*, 15 L. C. R., p. 205, et 16 L. C. R., p. 398).—Sur motion pour faire rejeter cette inscription parce qu'elle est irrégulière, trop longue et sous forme de factum:—Bien que notre code de procédure ne traite pas formellement de l'action personnelle-hypothécaire, on n'y trouve rien non plus qui s'oppose à ce mode de procéder admis par la pratique constante et immémoriale en ce pays.—Une inscription en droit ne sera pas rejetée pour la seule raison qu'elle est d'une longueur extraordinaire et sous forme de factum.—C. S., 1900. *Belgarde vs Carrier*, 3 R. P., 238; ROTHUEN, J.

12. Il n'y a aucune incompatibilité à joindre dans une action en résolution d'un contrat pour louage d'ouvrages, une réclamation pour dommages résultant au demandeur de telle résolution de contrat quelle que soit la cause de ces dommages.—C. S., 1900. *Hénault vs La Municipalité du Village DeLortmier*, 7 R. de J., 111; ARCHINAUD, J.

13. Un défendeur qui, dans une saisie-revendication, plaide qu'il n'est pas en

possession des effets saisis, qu'il n'aurait pas dû être poursuivi parcequ'il n'était que l'agent de la personne qui est apparemment en possession des effets; et qui allègue des faits montrant que le saisissant est lui-même réellement en possession de ces dits effets, ne soulève pas des questions incompatibles et contradictoires; et une motion lui demandant d'opter entre ces différents moyens sera renvoyée.—C. S., 1899. *Sinnott vs Robert*, 6 R. L. n. s., 132; CURRAN, J.

14. Deux demandes contenues dans une même action, savoir, une en réclamation d'une obligation et l'autre en annulation de deux contrats de donation, ne sont pas incompatibles et ne peuvent être le sujet d'une exception dilatoire.—C. S., 1899. *Nicotte vs Laporte*, 6 R. L. n. s., 301; TASCHEREAU, J.

15. Le demandeur, sur une action pétitoire, contestée par le défendeur, qui invoque la prescription de trente ans, peut appeler ses auteurs en garantie, mais il ne peut joindre à cette demande en garantie des conclusions pour dommages et répétition du prix de vente. Ces allégations de l'action en garantie seront déclarées mal fondées sur exception à la forme, vu qu'elles n'ont pas de liaison avec l'action principale et ne peuvent être invoquées qu'après l'éviction prononcée.—C. S., 1900. *Anderson vs Smith*, 6 R. de J., 444; LAVERGNE, J.

16. Les conclusions d'une déclaration prises dans les termes suivants, savoir: "Conclut à ce que le défendeur soit condamné à payer au demandeur \$960... à ce que le défendeur soit condamné à abandonner la propriété ci-dessus décrite et sur laquelle privilège a été enregistré, pour la dite propriété être vendue suivant la loi et le demandeur être payé de sa créance... si le défendeur ne préfère payer au demandeur la dite somme de \$960..." ne sont ni contradictoires, ni incompatibles; et une motion demandant le rejet de l'une d'elles, au choix du demandeur, sera renvoyée.—C. S., 1899. *Kelly vs Sutherland*, 5 R. L. n. s., 179; PAGNELO, J.

17. Un demandeur peut, par la même action, demander l'annulation d'une vente que lui a consentie le défendeur, ainsi que le remboursement du prix qu'il a payé à ce dernier, et de plus une condamnation pour les dommages qu'il éprouve à raison de l'annulation de telle vente, mais il ne peut y joindre une demande de condamnation à des dommages-intérêts pour diffamation et injures personnelles. Ces deux recours sont incompatibles dans une même demande.—

C. S., 1901. *Olroux vs Pacaud*, 8 R. de J., 188; CHOUQUETTE, J.

18. Aux termes de l'article 1164 du code de procédure, l'opposition à jugement doit contenir tous les moyens que le défendeur veut faire valoir.—Le cumul de moyens de forme et de moyens au fonds dans une opposition à jugement n'implique aucune renonciation aux irrégularités de forme.—C. S., 1899. *Marion vs Leroux*, 6 R. de J., 395; 7 R. de J., 40; ARCHIBALD, J.

19. La demande en destitution d'exécuteurs testamentaires, et la demande en reddition de compte, ne sont pas incompatibles.—C. S., 1901. *Donohue vs Donohue & Murray*, 4 R. P., 300; MATHIEU, J.

20. Dans une action en rescision d'une quittance que le demandeur allègue avoir consentie par erreur, ce dernier peut demander non seulement l'annulation de cette quittance mais de plus la condamnation du défendeur à lui payer la somme mentionnée en la quittance, et ce bien que cette somme lui soit due en vertu d'un jugement qu'il a déjà obtenu contre ce défendeur.—Le créancier, en vertu d'un jugement, peut poursuivre sur icelui, sauf qu'il ne peut obtenir de dépens contre le défendeur.—C. S., 1900. *The Royal Institution for the Advancement of Learning vs Quinn*, 7 R. de J., 326; LANGELIER, J.

88.

1. L'avis mentionné à l'art. 88 C. P. n'est pas requis avant les poursuites intentées suivant les arts. 987 et seq. C. P.—C. S., 1899. *Stephens vs Préfontaine*, 2 R. P., 193; MATHIEU, J.

2. Un homme de police qui cause des dommages par abus de ses pouvoirs et par malice, n'a pas droit à l'avis mentionné en l'art. 88 C. P.—Un demandeur n'a pas droit à des dommages exemplaires s'il est lui-même en faute.—C. S., 1898. *Pednaut vs La Corporation de la Ville de Buckingham*, 5 R. de J., 40; GILL, J.

3. Un commissaire d'écoles, agissant comme tel, est un officier public, et l'action pour dommages résultant d'un acte accompli dans l'exercice de ses devoirs publics doit être précédée de l'avis requis par l'art. 88 C. P., et se prescrit par six mois s'il a agi de bonne foi.—C. S., 1898. *Molleur vs Faubert*, 2 R. P., 281; BÉLANGER, J.

4. Un notaire est un officier public qui ne peut être poursuivi, pour dommages à raison d'un acte par lui fait dans l'exercice de ses fonctions, à moins qu'avls de cette action ne lui ait été

donné au moins un mois avant l'émission de l'assignation. — Une telle action se prescrit par six mois. — C. S., 1896. *Lavallier vs Dozois*, 15 R. J. O., 604; LYNCH, J.

5. Le noire est un officier public, et comme tel, il ne peut être poursuivi pour dommages, à raison d'un acte par lui fait dans l'exercice de ses fonctions, sans qu'on lui ait donné un avis préalable d'un mois. — Cet avis est une procédure spéciale dans la cause qui doit être signifiée au défendeur par ministère d'huissier. — Une simple lettre, dont le demandeur ne garde pas copie, n'est pas un avis d'action dans le sens du code, et on ne peut prouver verbalement le contenu de cette lettre. — Cet avis n'aurait pas été nécessaire au cas où la mauvaise foi du défendeur aurait été prouvée. — C. S., 1899. *Gervais vs Nadeau*, 3 R. P., 18; 6 R. de J., 157; TASCHEREAU, J.

89.

1. Upon a petition by a tutor to proceed in *forma pauperis* for the recovery of damages alleged to have been suffered by the pupil, the judge will take into consideration the fact that such tutor is also the father of the minor, and that personally he earns about \$60 per month, although the minor himself owns nothing. — Under such circumstances the father must be considered as having a personal interest in the event of the suit, and if decided in his favor, it would lighten his obligations to maintain and bring up his son — and the petition will be rejected. — C. S., 1901. *Vallée vs Berthiaume*, 8 R. de J., 29; DAVIDSON, J.

2. La permission de procéder *in forma pauperis* ne doit être refusée par un juge que s'il est convaincu que la partie demanderesse a les ressources nécessaires pour payer les déboursés, ou si sa demande est évidemment frivole et vexatoire. — C. S., 1899. *Paquette vs Pyke*, 2 R. P., 364; 16 R. J. O., 403; LANGELIER, J.

3. In support of a petition for leave to sue *in forma pauperis*, satisfactory or sufficient proof is required of petitioner's inability to earn a livelihood or of his poverty. — *Seemle*: In support of petitions for leave to sue *in forma pauperis*, the affidavit must be specific and must establish the age, the condition, the salary, the earnings and the means of the petitioner. — An affidavit alleging generally that the allegations of the petition are true, is insufficient. — C. S., 1901. *Saggese vs Cordasco*, 4 R. P., 466; DAVIDSON, J.

4. Celui qui base une action en dommages sur des injures verbales et des sévices ne pourra obtenir la permission

de plaider *in forma pauperis* qu'à la condition de se désister de cette partie de la demande qui se rapporte aux injures verbales. — C. S., 1902. *Tellier vs Ramette*, 4 R. P., 475; LAVÉGNE, J.

5. L'autorisation d'intenter une action pour un certain montant, *in forma pauperis*, ne s'étend pas à la demande incidente supplétoire, produite plus tard dans la même cause. — Dans ce cas, il sera ordonné au demandeur incident d'apposer sur sa demande les timbres voulus et d'obtenir la permission de procéder *in forma pauperis* sur sa demande incidente; à défaut par lui de se conformer à cet ordre dans le délai fixé par le jugement, sa demande incidente sera renvoyée sur exception à la forme. — C. S., 1901. *Vitale vs The Canadian Pacific Railway Company*, 4 R. P., 335; 8 R. de J., 345; MATHIEU, J.

6. Les frais d'une requête pour plaider *in forma pauperis*, qui est accordée, font partie des frais de la cause. — C. S., 1897. *Gaffney vs The Montreal Gas Co.*, 1 R. P., 569; 5 R. L. n. s., 80; MATHIEU, J.

7. Il en est de même des frais d'une motion, et de l'affidavit, pour obtenir la permission de faire prendre la preuve *in forma pauperis* par un sténographe, lorsque le jugement ordonne que ces frais suivront le sort du procès. — même arrêt.

8. Et aussi, des frais d'une motion pour faire examiner un échin, en question dans la cause, et de l'affidavit accompagnant cette motion, accordée avec la même réserve quant aux frais. — même arrêt.

9. Et lorsqu'un jugement sur une motion ordonne que les frais suivront le sort de la cause, il n'est pas nécessaire qu'il y ait adjudication subséquente. — même arrêt.

10. While no precise or definite rule can be laid down as to the proof to be adduced in support of applications for leave to proceed before the Court of King's Bench *in forma pauperis*, the Court will be more exacting in a case, like the present, where the appellant, claiming a share of an estate, is appealing from a unanimous adverse judgment of the Court of Review and is, moreover, still capable of earning a livelihood, than it would be in an action for an alimentary allowance, or for damages by a person incapacitated for work by an accident, and particularly when the judgment appealed from has been in favor of the party making the application. — C. A., 1901. *Boucher & Morrison*, 11 R. J. O., 129; HALL, J.

94. (Tel qu'amendé par 63 Vict., c. 41 et 1 Ed. VII, c. 33). En matières purement personnelles, autres que celles mentionnées dans les articles 96, 97, 98, 103 et 104, le défendeur peut être assigné :

1. Devant le tribunal de son domicile ; et, en cas d'élection de domicile pour l'exécution d'un acte, devant le tribunal du domicile élu ;

2. Devant le tribunal du lieu où la demande est signifiée personnellement ;

3. Devant le tribunal du lieu où toute la cause d'action a pris naissance, ou s'il s'agit d'une poursuite pour diffamation publiée dans un journal, devant le tribunal de tout district où circule ce journal, et dans lequel réside le demandeur ;

4. Devant le tribunal du lieu où se trouvent ses biens, en tout ou en partie, lorsqu'il a laissé son domicile dans la province ou n'y a jamais eu de domicile, mais y a des biens et que la cause d'action u'y a pas pris naissance ;

5. Devant le tribunal du lieu où le contrat a été fait.

INDICATION ALPHABÉTIQUE

Assignation attributive de juridiction.....	5
Bail emphytéotique.....	22
Biens attributifs de juridiction.....	5, 19, 20, 27
Billets.....	2, 3, 4
Causes d'action.....	7 et a, 23
Contrat.....	9 a 20
Défaut de paiement.....	8
Dépens.....	12
Domicile élu.....	1, 2, 3
Domages.....	19, 20, 24
Legs.....	5
Libelle dans un journal.....	24
Reddition de compte.....	5
Réponse.....	7, 26
Sentence arbitrale.....	23
Vente.....	8 et a
Vente par correspondance.....	13 a 19
Voiturier.....	20

§ 1.

1. Suivant la doctrine établie par la cour d'appel, dans la cause de *Beaulac & Leclair*, lorsqu'un écrit est daté à Montréal, celui qui l'a signé est censé y avoir élu domicile et peut y être poursuivi, quand même il aurait son domicile dans un autre district.—C. S., 1900. *The Noxon Co. vs Yelle*, 6 R. L. n. s., 199; MATHIEU, J.

2. Une action basée sur des billets datés à Montréal et faits payables à Montréal, mais réellement faits dans le dis-

94. (As amended by 63 Vict., c. 41 and 1 Ed. VII, c. 33.) In matters purely personal, other than those mentioned in Articles 96, 97, 98, 103 and 104, the defendant may be summoned :

1. Before the court of his domicile ; and in the case of election of domicile for the execution of an act, before the court of the domicile so elected ;

2. Before the court of the place where the action is personally served upon him ;

3. Before the court of the place where the whole cause of action has arisen, or if it concerns a suit for libel published in a newspaper, before the court of any district in which such paper is circulated, and in which the plaintiff resides ;

4. Before the court of the place where the whole or part of his property is situated, when he has left his domicile in the Province, or has never had such domicile, but has property therein, and the cause of action has not arisen therein ;

5. Before the court of the place where the contract was made.

trict de Beauce, où le défendeur a son domicile et où l'action a été signifiée au défendeur, n'est pas bien intentée dans le district de Montréal, et le dossier sera renvoyé, sur exception déclinatoire, à la cour de district de Beauce.—C. S., 1900. *Lapierre vs Beaudoin*, 3 R. P., 386; LANGHEIER, J.

3. Aux termes de l'article 85 C. C., tel qu'amendé par 52 V., c. 48, l'indication d'un lieu de paiement dans un billet, quelque fût le lieu de sa date, équivalait à une élection de domicile au lieu ainsi indiqué, et le signataire de tel billet pouvait être valablement assigné devant le tribunal de ce domicile élu. (Art. 94 C. P. C.).—La loi 52 V., c. 48, a été rappelée par le statut 63 V., c. 36, mais cette loi nouvelle n'affecte pas les élections de domicile antérieures, vu que l'élection de domicile est une clause essentielle d'un contrat et constitue un droit acquis qui ne peut être affecté par une loi postérieure.—Une action instituée à Montréal en recouvrement de billets datés et payables à Montréal, et faits et signés avant la sanction du statut 63 V., c. 36, sera déclarée bien fondée, ce dernier statut ne pouvant affecter l'élection de domicile

contenne aux dits billets et les droits acquis en résultant et, dans ces circonstances, une exception déclinatoire sera renvoyée comme mal fondée.—C. S., 1901. *Merchants' Bank of Halifax vs Graham*, 7 R. de J., 229; 3 R. P., 415; PAGNUELO, J.

4. Dans le même sens:—no. 176, C. C., 1902. *Deserres vs Houle*, DORION, J.

§ 2.

5. Le seul tribunal compétent à juger une action en caducité de legs et en reddition de compte, est celui du domicile du *de cuius*, ou celui du lieu où sont situés ses biens; le fait que le *de cuius* serait mort dans un autre district et que l'action aurait été signifiée à l'exécuteur testamentaire personnellement dans ce même district, ne peut changer la juridiction du tribunal.—C. S., 1900. *Bechard vs Bernier*, 3 R. P., 36; 17 R. J. O., 540; LORANGER, J.

6. V. Code et Supplément, article 102.

§ 3.

7. Le fait que la cause d'action a pris naissance dans le district où l'action est intentée doit apparaître dans la déclaration, et si cela est nié, le demandeur ne peut, dans une réponse à l'exception déclinatoire, alléguer des faits additionnels qui donneraient juridiction au tribunal.—C. S., 1900. *Merchants' Bank of Halifax vs Graham*, 4 R. P., 55; 7 R. de J., 235; MATHIEU, J.

8. En l'absence de conventions contraires, les effets mobiliers vendus doivent être livrés et le prix payé au domicile de l'acheteur.—Le défaut de livraison des effets vendus et de paiement du prix constitue une cause d'action.—Une action ne peut être intentée devant le tribunal du lieu où la cause de l'action a pris naissance, si ce tribunal n'est pas celui du domicile du défendeur, que si toutes les causes de l'action ont pris naissance au dit lieu.—C. S., 1902. *Lipschitz vs Rittner*, 4 R. P., 311; 8 R. de J., 87; LANGELIER, J.

9. Les règles suivantes adoptées en Angleterre sont des principes de droit public et doivent être suivies en Canada: 1° Le contrat de vente qui a reçu sa perfection dans un pays étranger doit être exécuté, et l'exécution peut en être poursuivie devant les tribunaux anglais, lors même que l'une des parties au contrat avait, à la connaissance de l'autre, l'intention, en achetant, de violer la loi anglaise.—C. R., 1898. *Lebus vs Lavallee*, 5 R. de J., 382; CASALT, ROUTHIER & CARON, JJ.

10. La vente de choses *in genere* est faite au lieu où les objets ont été pesés, comptés ou mesurés, et l'action peut être

intentée au lieu où telle opération a eu lieu.—C. C., 1902. *Gravel vs Durocher*, 4 R. P., 435; DORION, J.

11. Une action en recouvrement du prix de bois vendu à Bécancour, dans le district de Trois-Rivières, mais mesuré à Montréal, ne peut être instituée dans le district de Montréal, même alors qu'elle est accompagnée de saisie conservatoire en vue d'assurer aux demandeurs la restitution du bois non encore livré et la reconnaissance de leurs droits tant sur le bois que sur les deniers entre les mains de tierces personnes.—Une telle action sera déclarée mal fondée et renvoyée devant la cour supérieure du district de Trois-Rivières.—C. S., 1901. *Auger vs Morcau & Peruse*, 8 R. de J., 235; LANGELIER, J.

12. Une action pour marchandises vendues au défendeur domicilié dans le district de Terrebonne, par le commis-voyageur de la demaanderesse, autorisé par elle à recevoir le paiement de ses marchandises, alors que le fret que le défendeur paie sur les marchandises est déduit de son compte, prend naissance dans le district de Terrebonne, et le dossier sera renvoyé sur exception déclinatoire à la cour de ce district.—L'honoraire du défendeur sur exception déclinatoire maintenue et transmission du dossier ordonnée, sera celui d'une action renvoyée après contestation.—C. C., 1899. *The Montreal Brewing Company vs St-Vincent*, 2 R. P., 363; CHAMPAGNE, J.

13. In negotiations carried on by correspondence, the contract is only entered into and formed when the letter containing the acceptance has reached the party who made the offer and has become known to him; until that moment, he can withdraw his offer.—C. A., 1895. *Underwood & Maguire*, 6 R. J. O., 237.

14. In the Province of Quebec, as in the rest of Canada, in negotiations carried on by correspondence, it is not necessary for the completion of the contract that the letter accepting an offer should have actually reached the party making it, but it is complete on the mailing of such letter in the general post-office. *Underwood vs Maguire* (Q. R., 6 Q. B., 237) overruled.—C. suprême, 1901. *Magnan & Auger*, 31 R. C. S., 136.

V. Code, article 94, n. 42 à 48, 50, 95, 99.

15. Le contrat fait par correspondance n'est parfait que quand la réponse de celui à qui l'offre est faite est parvenue à celui qui fait l'offre.—Quand le vendeur d'objets déterminés quant à l'espèce seulement, qui réside dans Ontario, et qui, en vertu d'un contrat qui a été complété à Montréal, envoie d'Ontario les

choses vendues, à l'acheteur, à Montréal, si l'acheteur qui les a payées d'avance, ne trouve point les choses expédiées conformes aux conventions, et les refuse, son action pour recouvrer ce qu'il a payé et les frais, ne pourra être intentée à Montréal, parce que toute la cause d'action n'a pas pris naissance à Montréal, le fait de l'envoi, dans Ontario, étant une partie de la cause d'action.—Les choses transmises à Montréal, et que l'acheteur refuse d'accepter, doivent être considérées comme un bien appartenant aux défendeurs pour les fins de la poursuite et donnent compétence au tribunal, à Montréal.—C. S., 1901. *Hislop vs Bernatz*, 3 R. P., 451; MATHIEU, J.

16. Quand le contrat sur lequel est basée l'action a pris naissance dans une proposition des défendeurs, envoyée aux demandeurs à Montréal, par lettre, et acceptée par eux, également par lettre, ce contrat a été fait à Kingston, et les tribunaux du district de Montréal n'ont pas juridiction.—C. S., 1900. *The Beaubien Produce and Milling Company vs Richardson*, 3 R. P., 464; LANGELIER, J.

17. Un contrat fait pas télégraphe n'est complet, que lorsque la partie qui en a fait la proposition a reçu de celle à qui elle l'a faite notification de son acceptation.—Un tel contrat est censé fait à l'endroit où il a été terminé.—C. S., 1900. *The Beaubien Produce and Milling Co., vs Robertson*, 18 R. J. O., 429; LANGELIER, J.

V. Rousseau vs Hughes, article 94, n. 37.

18. Le contrat par correspondance se forme au lieu où l'acceptation est arrivée à la connaissance du correspondant.—Une action en dommages pour insuffisance et mauvaise qualité des marchandises achetées, est bien intentée dans le district où ces marchandises devaient être délivrées, vérifiées et payées.—C. S., 1901. *Reeres vs McCulloch*, 4 R. P., 285; TELLIER, J.

19. Le demandeur qui se plaint qu'un objet à lui livré par le défendeur, à la suite d'un contrat par correspondance, et expédié à un client, n'était pas conforme à la commande, ne peut intenter son action dans le district du domicile du client qui refuse d'accepter l'objet.—Dans le cas où un objet vendu est refusé par l'acheteur, qui le met à la disposition du vendeur et réclame de lui des dommages, cet objet ne constitue pas un bien pouvant donner juridiction à la cour du district où il se trouve.—C. S., 1901. *Forman vs The United Electric Co.*, 4 R. P., 148; FONTAINE, J.

20. Where a carrier contracts in Mon-

tréal to carry a parcel from Montreal to St-Jerome, the freight to be paid at St-Jerome, and it is alleged that the package has been damaged in transit, the action of damages must be instituted in the district of Montreal where the cause of action originated, and not in the district of Terrebonne, at St-Jerome, where freight is paid.—C. S., 1899. *Petit vs The Dominion Express Co.*, 16 R. J. O., 434; TASCHEREAU, J.

21. The Courts of the Province of Quebec have no jurisdiction to try an action based upon a conversion, in Victoria, of goods shipped there from Quebec, nor a motion to amend a declaration founded on those facts.—C. S., 1899. *Duchaine vs Freet*, 2 R. P., 276; ANDREWS, J.

22. L'action en résolution de bail emphytéotique ou de vente, pour défaut de paiement du prix par l'acquéreur, ou inexécution des obligations résultant du bail emphytéotique ou de la vente, est une action personnelle, qui est bien intentée dans le district où le contrat a été passé, quoique le domicile du défendeur et les immeubles en question soient situés dans un autre district.—C. S., 1900. *Marsolais vs Grenier*, 3 R. P., 39; 17 R. J. O., 296; MATHIEU, J.

23. La cour supérieure à Montréal n'est pas compétente à connaître d'une action en exécution d'une sentence arbitrale, malgré que le compromis, l'instruction de la cause et la prononciation de la sentence aient eu lieu dans le district de Montréal, si la sentence a été signifiée aux défendeurs dans le district de St-Hyacinthe, toute la cause d'action, dans ce cas, n'ayant pas pris naissance dans le district de Montréal.—C. S., 1900. *La Corporation Episcopale Catholique Romaine de Nicolet vs Paquet*, 17 R. J. O., 447; 3 R. P., 144; MATHIEU, J.

24. Une action fondée sur un libelle et réclamant des dommages soufferts dans un certain district, autre que celui où le défendeur a son domicile et où le journal est imprimé, peut être intentée dans tel district.—Il y a appel d'un jugement interlocutoire maintenant une exception déclinatoire et renvoyant le dossier devant le tribunal d'un autre district.—C. A., 1901. *Gosselin & Belley*, 4 R. P., 233.

§ 4.

25. *V. supra, Hislop vs Bernatz*, n. 15. et *Forman vs The United Electric Co.*, n. 19.

26. A non resident defendant may be sued in a district where he owns shares of stock, and against residents of which he has claims, such claims and

stocks constituting property in that district within the meaning of article 94, C. P., section 4. — Although plaintiff should regularly, in order to make the jurisdiction of the Court by reason of the defendant having property in the district, appear on the face of his action as instituted, have set forth in the writ or declaration that defendant had property in the district, yet if defendant by his exception, tenders an issue to plaintiff upon the existence of such property by alleging that he does not come under any of the provisions of article 94 which would justify the institution of the action before the court seized therewith, and moreover meets the allegation of plaintiff's answer in which it is formally stated that defendant has property in the district, not by any objection thereto as being made in the answer, but by a denial of its truth, he must be held to have waived any objection based upon the absence of allegation of said fact in the writ or declaration. — The defendant has no right to object to cross-interrogatories on a commission rogatoire tending to elicit evidence of property of his in the district. — C. S., 1901. *McCurry vs Reid*, 4 R. P., 261; DOWERTY, J.

27. Goods in the possession of third parties for sale on commission constitute property in the sense of article 94 (4) C. P. — C. S., 1900. *Lumsden vs Cowan*, 3 R. P. 155; DAVIDSON, J.

95

1. A benefit society is not a company carrying on a general business of insurance. — Article 95 C. P. does not apply to such societies. — The fact that a former member of a benefit society died in Montreal does not give the courts of the district of Montreal jurisdiction to try an action for the recovery of the amount of an indemnity due by such benefit society; the said society having been created for a local object and having its only place of business in the district of Quebec where the deceased was admitted to membership. — C. S., 1899. *Giroux vs L'Union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport*, 2 R. P., 347; 5 R. L. n. s., 318; DAVIDSON, J.

96.

1. Lorsque le code de procédure, à l'article 96, dit que les actions en séparation de corps ou de biens doivent être intentées devant le tribunal du domicile de l'époux défendeur, il donne seulement à cet époux le droit d'être assigné devant ce tribunal s'il l'exige, et ne défend pas au tribunal d'un autre district de prendre connaissance de l'action, si le défendeur ne se prévaut pas de ce droit. Et le

moyen régulier pour lui de s'en prévaloir c'est de plaider une déclinatoire. — C. S., 1899. *Pilnik vs Numizinski*, 16 R. J. O., 231; LANGELIER, J.

V. *Bouchard vs Simard*, Code, article 96, n. 4.

100.

1. Les demandeurs avaient intenté une action accompagnée d'une saisie conservatoire, réclamant \$700 comme prix du bois saisi, et demandant subsidiairement qu'ils fussent payés à même le prix de ce bois sur la vente qui en serait faite en justice. — *Juge*. Que cette action n'était pas une action réelle au sens de l'article 100 C. P. C., et ne pouvait être intentée au lieu où se trouvait la chose saisie. — C. S., 1901. *Anger vs Moreau & Perusse*, 20 R. J. O., 285; LANGELIER, J.

102.

1. Une action en matière de succession, dirigée contre un exécuteur testamentaire, comme tel, est de la compétence exclusive du tribunal du lieu où la succession s'est ouverte, c'est-à-dire du dernier domicile du défunt, encore que celui-ci soit mort dans un autre district où il se trouvait temporairement, et on ne peut s'autoriser de la disposition de l'article 94 pour soustraire l'exécuteur testamentaire à la juridiction de ses juges naturels, en signifiant l'action à cet exécuteur personnellement dans le district où elle a été portée. — C. S., 1900. *Bechard vs Bernier*, 17 R. J. O., 540; 3 R. P., 36; LORANGER, J.

2. V. Supplément, article 94, n. 5.

103.

1. On ne peut soustraire les véritables défendeurs à la juridiction du tribunal dont ils relèvent, en mettant en cause un défendeur, dans le seul but de pouvoir les citer devant un autre tribunal. — C. S., 1900. *Gagnon vs O'Bready*, 18 R. J. O., 283; LEMIEUX, J.

V. Code, article 103, n. 6, 9 et 10.

105.

1. Une inscription en droit ne sera pas rejetée pour la seule raison qu'elle est d'une longueur extraordinaire et sous forme de factum. — C. S., 1900. *Belgarde vs Carrier*, 3 R. P., 238; ROUTHIER, J.

2. L'on ne peut attaquer, en droit, par inscription, une allégation, dans une déclaration écrite, si cette allégation considérée en rapport avec les autres allégations de la déclaration donne droit d'action au demandeur. — C. S., 1900. *Munro vs La Cie du Chemin de Fer du Grand Tronc*, 6 R. L. n. s., 296; TASCHEREAU, J.

3. Les énonciations dans les procédures doivent être interprétées suivant le sens des termes dans le langage ordinaire.—C. S., 1899. *Lemieux vs Roy*, 16 R. J. O., 39; CARON, J.

4. Le demandeur doit alléguer dans sa déclaration tout ce qui est essentiel au soutien du droit d'action qu'il invoque.—Si sa déclaration fait voir en sa faveur une action absolument prescrite d'après notre droit, il ne peut, en réponse à un plaidoyer de prescription, alléguer que son action est régie par la loi d'un pays étranger qui ne reconnaît pas cette prescription, et cela, quand même la déclaration ferait voir que le contrat a été fait dans ce pays.—C. S., 1899. *Shattuck vs Tyler*, 16 R. J. O., 401; LANGELIER, J.

5. In an action by a mother for damages for the death of her son, detailed as follows:—"\$2.00 for medical attendance, \$18.50 for funeral expenses and \$879.50 for general damages." The action is sufficiently grounded where it alleges "that her son was in possession of good health, and could have been expected to be of assistance to the family in two or three years, and that she suffered considerable damage by the death of her son".—C. S., 1897. *Page vs Compagnie de Chemin de fer du Grand Tronc*, 1 R. P., 127; ARCHIBALD, J.

6. In a *qui tam* action for failure to register a partnership, it is not necessary to state the whole declaration in the affidavit, but only to make such a summary statement as will be necessary to show that in making the affidavit the plaintiff was referring to the same matter as is stated in the declaration.—The words "carry on business" sufficiently designate a commercial or trading business in the sense of articles 1834 and 1834a C. C., especially where it is further alleged that the defendant acted in violation of those articles.—The word "alone" sufficiently indicates that the defendant was not associated in partnership with any other person.—The word "transmit" a declaration is not sacramental, and the word "fyle" may be substitute thereto.—The name "Rothholz Sparging Co.," used as a business name is manifestly such a name as is referred to in sect. 5636 R. S. Q.—C. S., 1900. *Bull vs Lanigan*, 3 R. P., 329; 19 R. J. O., 30; ARCHIBALD, J.

7. L'ouvrier qui a enregistré sa créance, suivant la loi, et qui poursuit hypothécairement un tiers, détenteur de l'immeuble affecté sur lequel les travaux ont été faits, n'est pas tenu, dans son action, d'alléguer que ces travaux ont donné une plus value, sauf contestation, par le propriétaire ou ses créanciers intéressés.—

C. S., 1901. *Therrien vs Hainault*, 8 R. de J., 314; PAGNELO, J.

108.

1. It is irregular to insert in a defence a paragraph which negatives a paragraph of the declaration and then proceeds to set up an affirmative allegation.—Such matters should be contained in separate paragraphs.—A party who has been misled by such pleading and has failed to deny such an affirmative allegation, may, upon making application therefore before verdict and judgment, be permitted to amend his pleadings by adding a formal denial.—C. S., 1899. *Kerr vs The Sherbrooke Street Railway Co.*, 2 R. P., 348; 15 R. J. O., 362; WHITE, J.

2. *Semble*: Que les allégués d'une motion doivent être numérotés consécutivement, mais que permission sera donnée de les numérotés à l'audition.—C. S., 1899. *The Montreal Park and Island R. Co. vs La Ville de St-Louis*, 2 R. P., 213; MATHIEU, J.

V. *infra*, article 112.

109.

1. V. article 202 et autorités citées.

2. Les allégations qui contredisent des allégations précédentes d'un même plaidoyer contenant des admissions seront retranchées sur motion du demandeur, sans que la défenderesse ait le droit d'option.—C. S., 1902. *DesTroismaisons vs Dominion Ice Co.*, 4 R. P., 368; MATHIEU, J.

3. Il est permis de prouver des admissions faites par les parties après la signification de l'action, pourvu que ces admissions se rapportent à l'action telle qu'intentée.—C. S., 1899. *Marton vs Le Roux*, 5 R. L. n. s., 499; DOHERTY, J.

110.

1. V. Supplément, *Renaud vs Gagnon*, article 191, n. 22.

111.

1. When the defendant has not complied with article 108 C. C. P., but on the contrary has put both negative and affirmative matter in the same paragraph of his plea, he cannot demand the enforcement of article 111, or take advantage of plaintiff's omission to expressly deny the affirmative portion of said allegations, the omission being largely due to the defendant's own failure to comply with article 108 C. C. P.—C. S., 1899. *Kerr vs The Sherbrooke Street Railway Co.*, 15 R. J. O., 362; 2 R. P., 348; WHITE, J.

2. The existence of a plaintiff corporation as assumed in a writ and declaration is considered admitted unless specially denied. — Ecclesiastical Corporations being public corporations, the proof of their existence is not necessary. — C. S., 1898. *La Corporation Episcopale Catholique Romaine du Diocèse de Sherbrooke vs McCarrp.* 4 R. de J., 423; WHITE, J.

3. Dans une action contre le tuteur aux enfants mineurs d'un débiteur décédé, comme héritiers de ce dernier, il n'est pas nécessaire d'alléguer une acceptation de succession par le tuteur de tels mineurs — c'est en ce cas au défendeur *es-qualité* à alléguer et prouver qu'il y a eu une renonciation à la succession. — Lorsque la filiation légitime n'est pas née, le demandeur n'est pas tenu d'en faire la preuve; une défense générale ne suffit pas pour nier la qualité d'enfants légitimes, pupilles d'un tuteur, demandeur *es-qualité*. — C. R., 1898. *The Royal Institution for the advancement of learning vs Picard*, 5 R. de J., 372; LORANGER, DAVINSON & PAGNELO, JJ.

4. Une plaidoirie alléguant paiement, qui n'est pas née, est censée admise. — C. R., 1899. *O'Dell vs Bell*, 2 R. P., 297; TAIT, TASCHEREAU & LAVERGNE, JJ.

5. V. Supplément, article 202, n. 14. *Lemieux vs La Cie de Publication du Journal Le Monde*.

6. Le défendeur poursuivi sur un jugement qui déclare un contrat exécutoire et condamne à des dommages à raison de son inexécution, peut, malgré ce jugement, en vertu des articles 111 et 202 C. P., plaider à l'allégation de la déclaration qui mentionne la dette, que les dommages réclamés n'étaient pas dus et en donner les raisons. — C. A., 1900. *Reid & McCurry*, 4 R. P., 251.

112.

1. L'irrégularité résultant du fait qu'un affidavit n'est pas fait à la première personne n'est pas de nature à causer préjudice. — C. S., 1899. *Stephens vs Préfontaine*, 2 R. P., 193; MATHIEU, J.

2. Un affidavit accompagnant une opposition afin d'annuler et non rédigé à la première personne, ni divisé en paragraphes comme le veut l'article 112 du C. p. c. ne sera pas pour cela déclaré irrégulier, et l'opposition ne sera pas renvoyée. — C. S., 1899. *Cousineau vs Vinet*, 6 R. L. n. s., 201; CURRAN, J.

113.

1. Une défense qui ne contient pas de conclusions sera rejetée sur motion. — C. S., 1900. *Lefebvre vs Legros*, 6 R. L. n. s., 92; LANGELIER, J.

2. Bien qu'un contribuable ait demandé la nullité absolue et entière d'un procès-verbal, le tribunal peut, sans adjuger *ultra petita*, ne l'annuler que quant à ce contribuable. — C. A., 1898. *Comtois & Dumontier*, 8 R. J. O., 293.

3. Une action en contestation d'élection ne sera pas renvoyée sur exception à la forme parce qu'il y aurait été pris des conclusions illégales en outre des conclusions que le demandeur avait le droit de prendre. — C. S., 1900. *Archambault vs Tansley & La Cie de Montreal*, 3 R. P., 50; MATHIEU, J.

115.

1. Dans une action en reddition de compte le demandeur ne peut être déchu du droit de contester le compte produit dans la cause par le défendeur, avant d'avoir reçu avis de la production de ce compte. — C. S., 1879. *Greenwood vs Dent*, 2 R. P., 123; MATHIEU, J.

2. Lorsqu'une partie a comparu par procureur *ad litem*, les pièces de procédure doivent être signifiées à ses avocats; une cause inscrite au mérite *ex parte* sur une inscription consentie par la partie même et non signifiée à ses procureurs *ad litem* sera rayée du délibéré. — C. S., 1902. *Gauvreau vs Laporte*, 4 R. P., 462; MATHIEU, J.

117.

1. Le créancier en vertu d'un jugement peut poursuivre sur icelui, mais il ne peut obtenir de dépens contre le défendeur. — C. S., 1900. *The Royal Institution for the advancement of learning vs Quinn*, 7 R. de J., 326; LANGELIER, J.

2. Une conviction prononcée par un juge de paix exerçant illégalement cette charge, n'ayant pas les qualification et qualité requises par la loi, peut être attaquée par action directe. — Une défense en droit soutenant qu'une telle conviction ne peut être attaquée que par *certiorari* sera renvoyée avec dépens. — C. S., 1900. *La Corporation de Ham-Nord vs Juneau*, 8 R. de J., 165; LEMIEUX, J.

3. C'est par action ordinaire et non par requête qu'il faut procéder pour recouvrer un dépôt fait par une assurance suivant les dispositions de l'article 1198 S. R. Q. — C. S., 1900. *Coleman vs The Catholic Order of Foresters & O'Connor*, 3 R. P., 400; TASCHEREAU, J.

Dans le même sens: — C. S., 1901. *Doran vs The Ancient Order of United Workmen & Baird*, 3 R. P., 441; LANGELIER, J.

4. Celui qui a été condamné à payer une pension alimentaire, ne peut, par simple requête produite dans la cause originale, demander à être déchargé de la condamnation de payer la pension, vu le

changement survenu dans ses moyens (article 170 C. C.), mais il doit, s'il veut faire modifier le jugement rendu contre lui, procéder par bref de sommation en la forme ordinaire. — C. S., 1899. *Norveau vs Boquet*, 17 R. J. O., 77; 2 R. P., 271; MATHIEU, J.

5. Le défendeur, qui a été condamné à payer une pension alimentaire à son enfant naturel, peut, par une requête produite dans la cause originaire, demander à être déchargé de cette condamnation, pour les raisons mentionnées en l'article 170 du code civil, et il n'est pas, dans ce cas, obligé de se pourvoir par bref d'assignation. — C. S., 1899. *Pelletier vs Jutras*, 17 R. J. O., 79; CURRAN, J.

6. On ne peut obtenir, par voie de requête sommaire, l'annulation ou la révocation d'un jugement final accordant une pension alimentaire. — C. S., 1900. *Roach vs Morahan*, 17 R. J. O., 372; LORANGER, J.

7. Lorsque, dans une action en séparation de corps, le jugement accordant la séparation a confié la garde des enfants à l'un des époux, l'autre époux, peut par simple requête, et sans recourir à un bref d'assignation, obtenir la permission de visiter ses enfants de temps à autre et de surveiller leur éducation, s'il y a lieu. — Le rejet d'une première requête au même effet, n'empêche pas l'époux de présenter une nouvelle requête basée sur des faits qui seraient survenus depuis la première requête. — C. S., 1894. *Delisle vs Pillet*, 17 R. J. O., 75; ARCHIBALD, J.

8. Pour forcer les représentants de la partie adverse, décédée, à reprendre une instance, il faut procéder par voie d'action ou d'assignation ordinaire jointe à l'action originaire, et une requête pour forcer les héritiers d'un défendeur décédé à reprendre l'instance, sera rejetée. — C. S., 1898. *Nash vs McMullen*, 2 R. P., 322; BÉLANGER, J.

9. Il n'y a pas lieu à la péremption

121. (*Tel qu'amendé par 2 Ed. VII, c. 40*). Sauf les cas particuliers d'exceptions ci-après mentionnés, le bref d'assignation peut être adressé au shérif ou à un huissier du district où est délivré le bref et par lui signifié dans ce district ou dans tout autre district, ou être adressé au shérif ou à un huissier du district où la signification doit être faite, lui enjoignant d'ajourner le défendeur à comparaître devant

d'instance dans une cause où la déclaration seule a été rapportée sans le bref; dans ce cas, il n'y a pas d'instance du tout. — C. S., 1899. *Ornstein vs Weiss*, 6 R. L. n. s., 192; DONERTY, J.

118.

1. Un bref émis au nom d'un souverain, mais signifié et rapporté après le décès de ce souverain, n'est pas pour cela devenu nul et il y a lieu à plaider indépendance sur une seconde action entre les mêmes parties pour la même cause. — C. S., 1901. *Ryan vs Fortier*, 3 R. P., 526; ANDREWS, J.

2. Under the Code of Procedure now in force, it is not necessary that the fiat should mention the return day of the writ, in as much as the law supplies the return day, viz., six days after the service, which was mentioned in the writ. — C. S., 1900. *Bull vs Lanigan*, 19 R. J. O., 30; 3 R. P., 329; ARCHIBALD, J.

3. Un bref d'assignation, dont l'original n'est pas signé par le protonotaire ou son député, est nul d'une nullité absolue. — C. S., 1902. *Topley vs Irving*, 4 R. P., 319; LANGELIER, J.

4. V. article 174, n. 7, *Bélanger vs Brois dit Labonté*.

120.

1. L'assignation faite au moyen d'un bref décerné depuis plus de six mois, et qui n'a pas été remis en vigueur, est nulle, et l'action sera renvoyée sur exception à la forme. — C. S., 1901. *Langevin vs The Grand Trunk Ry Co.*, 4 R. P., 162; MATHIEU, J.

2. La signification étant nulle à raison du défaut de qualité de la personne instrumentante, permission de signifier à nouveau le bref qui est encore en vigueur et la déclaration sera accordée aux conditions imposées par le tribunal. — C. S., 1900. *Marsolais vs Grenier*, 3 R. P., 142; MATHIEU, J.

121. (*As amended by 2 Ed. VII, c. 40*). Saving the particular exceptions hereinafter mentioned, writs of summons may be directed to the sheriff or to any bailiff of the district in which such writ issues, and may be by him served in such district or in any other district, or they may be directed to the sheriff or to any bailiff of the district in which such writ is to be served, commanding him to summon the defendant to appear before the court within the

le tribunal dans le délai et au lieu qui y sont indiqués.

S'il y a plusieurs défendeurs résidant dans différents districts, plusieurs brefs, adressés de la même manière, peuvent être délivrés.

Le juge ou le protonotaire peut, sur demande verbale et sans frais, autoriser la signification de tel bref ou de toute autre pièce de procédure, excepté dans les municipalités où réside un huissier, par toute personne lettrée, majeure de vingt et un ans. Le procès verbal de cette signification sera fait de la manière indiquée en l'article 153, *mutatis mutandis*, et attesté sous serment devant un juge de paix ou un commissaire de la Cour supérieure. Celui fait par un secrétaire-trésorier de corporation municipale le sera sous son serment d'office. Cette autorisation devra apparaître sur le bref.

1. L'assignation d'un défendeur dans le district de St-Hyacinthe, par un huissier de ce district, au moyen d'un bref adressé à l'un des huissiers du district de St-François est nulle. — C. S., 1900. *Gagnon vs O'Bready*, 18 R. J. O., 283; LEMIEUX, J.

2. Un bref de sommation adressé aux huissiers d'un district et exécuté par un huissier d'un autre district peut, même après la production d'une exception à la forme fondée sur cette irrégularité, être amendé en l'adressant aux huissiers du district où l'on veut le faire signifier. — C. S., 1901. *Houle vs Paquet*, 4 R. P., 329; 8 R. de J., 39; 20 R. J. O., 297; CHOQUETTE, J.

3. The service of a writ of summons, addressed to a bailiff of the district of Saint-Francis, upon a defendant in the district of Arthabaska, by a bailiff of the latter district, is not a nullity *per se*; and an exception to the form will not lie where no prejudice is suffered. — M. C., 1901. *Hackett vs Courchesne*, 19 R. J. O., 215; MULVENA, J.

122.

1. Le nom erronément donné à un bref n'est pas une irrégularité fatale. — C. S., 1900. *Archambault vs Tansley & La Cité de Montréal*, 6 R. L. n. s., 319; 3 R. P., 50; MATHIEU, J.

2. Le fait qu'un demandeur est décrit sous le nom de "Charles Averill Kennedy" au lieu de "Charles Avery" ne cause pas préjudice, et ne peut don-

delay and at the place therein mentioned.

If there are several defendants residing in different districts, several writs may issue, directed in the same manner.

The judge or prothonotary may, upon verbal application and without costs, authorize the service of such writ or of any other proceeding, except in municipalities in which a bailiff resides, to be made by any literate person, who is over twenty-one years of age. The return of such service shall be made in the manner indicated in article 153, *mutatis mutandis*, and be sworn to before a justice of the peace or a commissioner of the Superior Court. That made by a secretary-treasurer of a municipal corporation shall be made under his oath of office. Such authorization must appear on the writ.

ner lieu à une exception à la forme. — A tout événement cette exception devrait être accompagnée de l'affidavit exigé par la règle de Pratique 47. — C. S., 1901. *Kennedy vs Shurtleff*, 3 R. P., 421; LEMIEUX, J.

3. Une demanderesse qui se dit séparée de biens d'après les lois de son domicile matrimonial: e. g., l'Italie, ne sera pas déboutée de son action sur exception à la forme, si une traduction des lois de son pays, certifiée par le consul de son pays, et corroborée par un employé du consulat, même si cet employé n'est pas membre du barreau du pays de la demanderesse, appuie cette prétention. — Les frais d'une telle exception à la forme suivront le sort de la cause. — C. C., 1899. *Nucciaroni vs Manella*, 2 R. P., 265; CHAMPAGNE, J.

4. Une femme mariée séparée de biens qui poursuit comme marchande publique, avec son mari pour l'autoriser, est suffisamment décrite, et il n'est pas nécessaire qu'elle donne sa raison sociale et son genre d'affaires. — C. S., 1900. *Laurent vs Baxter*, 6 R. L. n. s., 191; MATHIEU, J.

5. Le fait que le demandeur aurait mal à propos désigné la défenderesse comme épouse de A. D. et mis le dit A. D. en cause pour autoriser son épouse, est une irrégularité qui ne rend pas nulle l'assignation de la défenderesse, mais, dans ces circonstances, la cour 1^o ordonnera que les mots désignant la défenderesse comme épouse de A. D. et ceux rela-

tifs à l'autorisation solent retranchés de l'action telle qu'instituée; 2° et l'exception à la forme de la défenderesse, alléguant les irrégularités ci-dessus, sera renvoyée chaque partie payant ses frais sur telle exception. — C. S., 1902. *Blanchard vs Niret*, 8 R. de J., 326; MATHIEU, J.

6. A plaintiff will be allowed to amend a writ and declaration by adding the words "separated as to property", but only on paying the costs of defendant's inscription in law. — C. S., 1898. *Thivierge vs Les Curé et Marquilliers de l'oeuvre de la Paroisse de St-Vincent de Paul*, 1 R. P., 378; DAVIDSON, J.

7. Le domicile légal d'un avocat résidant à Montréal, et membre du conseil exécutif de la province de Québec, est à Montréal. — Si un demandeur est à la fois avocat et ministre, il peut prendre successivement, dans une action, ces deux qualités, pourvu qu'il soit suffisamment identifié. — C. S., 1899. *Stephens vs Préfontaine*, 2 R. P., 193; MATHIEU, J.

8. Le bref doit mentionner exactement la dernière résidence connue du défendeur, lorsqu'il est absent de la province. — C. C., 1898. *Longpré vs Perkins*, 2 R. P., 307; TASCHEBET, J.

9. Where plaintiffs were described as "The Protestant Board of School Commissioners of Outremont," while their proper description is "The School Commissioners for the Municipality of Outremont, in the county of Hochelaga," an exception to the form will be maintained unless an amendment is made. — C. S., 1898. *The Protestant Board of School Commissioners of Outremont vs Cook*, 2 R. P., 220; MATHIEU, J.

10. Where the Company defendant, in the writ of summons, is described as a "corps politique et incorporé", when it is not an incorporated body at all, as it appears from the statute creating it, an exception à la forme on this ground will not lie when the company fails to prove that it suffers a prejudice by being so described. — A motion to amend the writ by striking out the words objected to, will be granted. — No costs will be allowed on either proceeding. — C. S., 1902. *Perrault vs The Liverpool & London & Globe Insurance Co.*, 4 R. P., 395; PAGNELO, J.

11. When a plaintiff has sued defendants as a corporation, he cannot, after the filing of an exception to the form, move to amend his writ by substituting to his designation of the defendants, the name of the members of the so-called corporation, which is in reality a partnership. — C. S., 1901. *Lambe vs The*

Thompson Steamship Line, 4 R. P., 161; PAGNELO, J.

123.

1. (Confirmant Doherty, J., 2 R. P., 280; 5 R. L. n. s., 413.) In an action on a promissory note, a declaration in accordance with form 6 of schedule A (article 123 C. C. P.) is sufficient, though there be no averment that the plaintiff is the holder of the note, nor by whom it was endorsed to him, nor that the plaintiff gave value therefor. — C. R., 1899. *Ridgeway vs Dansereau*, 17 R. J. O., 176; TAIT, LORANGER & TELLIER, JJ.

2. L'avocat doit indiquer quand les procédés pour lesquels il réclame des honoraires, ont été faits par lui. — Il doit également indiquer le but de ses vacations à la cour ou au bureau du shérif. — Il doit aussi produire la procuration de son client, l'autorisant à poursuivre, quant il allègue telle procuration. — C. S., 1901. *Desjardins vs Lamoureux*, 4 R. P., 338; MATHIEU, J.

3. A declaration alleging that the plaintiff was authorized to sell, for a commission, certain shares of a mining company; that he found a purchaser therefor, but that the sale did not take place because the defendants imposed new conditions to the purchaser, is sufficient in law to maintain an action for the recovery of the commission which would have been obtained under the said sale, especially where an acknowledgment to owe and a promise to pay are alleged to have been made by the defendants. — C. A., 1900. *Leet & The Montreal and Oregon Gold Mines*, 2 R. P., 457.

4. Le fait que la cause d'action a pris naissance dans le district où l'action est intentée doit apparaître dans la déclaration, et si cela est nié, le demandeur ne peut, dans une réponse à l'exception déclinatorie, alléguer des faits additionnels qui donneraient juridiction au tribunal. — C. S., 1900. *Merchants Bank of Halifax vs Graham*, 4 R. P., 55; MATHIEU, J.

5. Le défaut de conclure contre un mis-en-cause donne ouverture à exception à la forme par le mis en cause. — C. S., 1900. *Chaussé vs Houle*, 3 R. P., 179; MATHIEU, J.

6. Une action réelle, qui ne contient que des conclusions personnelles, sera renvoyée sur inscription en droit. — C. S., 1902. *Drouin vs Laurier*, 4 R. P., 343; LANGELIER, J.

7. In an action by an heir, his failure to give a complete description of his filiation and of those he represents will be ground for an exception to the form. —

C. S., 1897. *Goyette vs Fournier dit Préfontaine & Brais*, 1 R. P., 25; MATHIEU, ..

V. Supplément, article 174, n. 89, *Smith vs Beaubien*.

9. V. Code et Supplément, articles 174 et 191.

10. Celui qui attaque pour fraude un jugement rendu contre lui et allègue qu'il lui cause un grave préjudice, n'est pas tenu de faire voir dans sa déclaration que, sans les fraudes alléguées, le jugement serait différent de ce qu'il est.—C. S., 1902. *Charette vs Leveillé & Labelle*, 4 R. P., 310; LANGELIER, J.

127.

1. Le défendeur qui n'a pas reçu signification de l'action ne peut pas être privé de demander la nullité du jugement rendu contre lui sur un faux procès-verbal de signification, même s'il n'a aucune bonne défense à l'action.—C. S., 1899. *Marion vs Leroux*, 6 R. de J., 395; ARCHIBALD, J.

2. Le fait que la copie d'un bref d'assignation n'a pas été certifiée véritable par le protonotaire ou le procureur du demandeur, ne peut donner lieu à une exception à la forme, si le défendeur a comparu dans les délais et n'a souffert par conséquent aucun préjudice.—C. S., 1899. *Bélanger vs Brais dit Labonte*, 2 R. P., 425; 5 R. de J., 565; BÉLANGER, J.

3. Jugé (confirmant le jugement de la cour de revision, Taschereau, Oulmet & Pagnuelo, J.J., qui infirmait le jugement de la cour supérieure, Tellier, J.)—La copie du bref et de la déclaration ne forment qu'un seul et même document, lequel, partant, ne requiert qu'une seule et même attestation. Ainsi, l'assignation n'est pas nulle par le fait que la copie du bref laissée au défendeur n'est pas certifiée véritable, si la déclaration elle-même est certifiée vraie copie.—C. A., 1898. *La Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis & Les Soeurs du Precieur Sang*, 8 R. J. O., 406; 2 R. P., 6.

4. L'irrégularité résultant du fait que la mention de la date de la signification du bref est sur la face de la copie au lieu d'être sur le dos, ne cause aucun préjudice, si le défendeur a comparu dans les délais.—C. S., 1899. *Stephens vs Préfontaine*, 2 R. P., 193; MATHIEU, J.

5. Le défaut par l'huissier qui a signifié un bref de sommation émis sous les articles 989 et suivants du C. P. d'endosser sur la copie remise au défendeur le jour de la signification n'est pas une cause de nullité de l'assignation, lorsque le juge qui a autorisé l'émission du bref a fixé le jour auquel il devait être rap-

porté.—C. S., 1899. *La Caisse Générale vs Dupuis*, 2 R. P., 330; LANGELIER, J.

6. V. Supplément, article 1198, n. 1, *Drouin vs Rosenstein*.

7. Dans l'espèce l'inscription est suffisante, vu que le tiers qui a apposé la signature avait été autorisé à le faire, et que du reste, il n'en est résulté aucun préjudice pour la partie adverse; en conséquence la motion pour faire rayer l'inscription sera rejetée sans frais.—C. R., 1898. *Cantin vs Belleau*, 5 R. de J., 366; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, J.

8. Il n'est pas nécessaire de faire un endossement à une copie de la plaidoirie écrite.—C. S., 1899. *Lefort vs Boulanger*, 5 R. L. n. s., 469; BÉLANGER, J.

128.

1. Si la copie du bref d'assignation est laissée à une personne complètement étrangère au défendeur, et n'ayant aucune qualité pour recevoir le bref pour lui, et ce, dans une maison qui n'est ni la résidence du défendeur, ni son domicile, ni son bureau d'affaires, ni le lieu de sa pension, l'action sera renvoyée sur exception à la forme.—C. S., 1900. *La Pointe vs St-Onge*, 3 R. P., 68; CHAILAND, J.

2. Le bureau d'affaires d'une société commerciale dont le défendeur fait partie n'est pas celui du défendeur au sens de l'article 128 C. P.—Néanmoins, la signification, dans ce cas, ne causant pas de préjudice, l'exception à la forme sera renvoyée sans frais.—C. S., 1901. *Patterson vs Levy*, 4 R. P., 196; 7 R. de J., 15; LANGELIER, J.

3. Jugé (confirmant, Taschereau, J., dissenteinte, le jugement du protonotaire):—On peut assigner un individu faisant affaires seul sous une raison sociale, à l'endroit où il fait ainsi affaires, en laissant les copies du bref et de la déclaration à une personne raisonnable en charge de son bureau d'affaires, et cet individu, qui n'en souffre aucun préjudice, ne peut, par une inscription en revision, demander la cassation du jugement rendu contre lui par défaut, en prétendant que l'assignation est nulle.—C. R., 1900. *Bourdon vs Bradshaw*, 18 R. J. O., 388; TASCHEREAU, GILL & LEMIEUX, J.J.

4. Une action pénale prise contre deux associés pour défaut d'enregistrement d'une déclaration de société, est une action personnelle aux deux associés et doit être signifiée à chacun d'eux.—La signification à la place d'affaires ne doit avoir lieu qu'en l'absence de domicile ou de résidence.—C. S., 1898. *Cordasco vs Nobile*, 1 R. P., 535; MATHIEU, J.

5. Une assignation qui n'a été faite ni

au défendeur en personne, ni à son domicile, ni au lieu de sa résidence ordinaire, ni à sa place d'affaires, est absolument nulle, et le juge ne peut permettre au demandeur de signifier de nouveau, vu que la signification en ce cas, n'est pas seulement irrégulière, mais inexistante.—C. C., 1901. *Hudon vs Jones*, 3 R. P., 524; ANDREWS, J.

133.

1. L'article 133 C. P. C. dit que la femme non séparée de corps est suffisamment assignée par la signification faite au mari, mais il ne dit pas que l'assignation de la femme suffira pour assigner le mari et pour le cas qui nous occupe, l'article 133 n'affecte en rien la prescription contenue à l'article 131.—C. A., 1901. *Thibaudeau & Desilets*, 10 R. J. O., 204.

2. La signification d'une action, par un huissier, en laissant deux copies du bref et de la déclaration, pour les deux conjoints communs en biens, défendeurs, en parlant et laissant ces documents à la femme seulement, est suffisante aux termes de l'article 133 C. P. C.—C. S., 1901. *Corbeil vs Beaudoin*, 7 R. J. O., 401; 4 R. P., 44; MATHIEU, J.

3. The defendant, a *marchande publique*, was doing business authorized by her husband. An action was instituted against her for a claim arising out of her business, the writ being served upon her personally and not upon the husband. Both the defendant and her husband appeared by attorney on the return of the writ, but did not plead. On an inscription for judgment *ex parte*.—*Held*: That the husband should have been served with the writ, and not having been so served, judgment could not be rendered against the defendant.—C. S., 1899. *Sisencain vs Roque*, 2 R. P., 460; LANGELIER, J.

135.

1. Lorsqu'une demande de cession doit être faite à une société commerciale, dissoute par le décès de l'un des associés, copies de telle demande de cession peuvent être signifiées tant à l'associé survivant qu'aux héritiers de l'associé décédé. Si l'associé survivant dépose le bilan de la société, et que les héritiers de l'associé décédé ne comparaisent pas, il sera permis au créancier, requérant, de faire nommer un curateur aux biens de l'associé décédé. Dans ces circonstances, la cour nommera comme tel curateur, celui qui sera nommé curateur à la faillite.—C. S., 1902. *Genest vs Lajeunesse*, 8 R. de J., 233; ROMPPEUX, J.

2. L'assignation des héritiers, permise par l'article 135 C. P., peut se faire seu-

lement en assignant l'un des parents en sa qualité d'héritier, s'il l'est réellement, comme représentant la succession.—Le défendeur assigné, qui n'est pas héritier, peut plaider à la forme, en vertu du § 2 de l'article 174.—C. S., 1900. *Andrews vs Frankenberg*, 3 R. P., 45; 17 R. J. O., 313; ROUTHIER, J.

3. V. Supplément, article 177, *Garand vs Malo*, n. 4.

136.

1. La signification d'une action au domicile ou au bureau d'affaires d'un agent ou mandataire du défendeur est nulle; même si par correspondance le défendeur adresse le demandeur au dit agent pour le paiement de sa créance.—Pour qu'une semblable signification soit valide, il faut que le défendeur ait donné à son agent ou mandataire un mandat spécial à cet effet.—Dans l'espèce le bureau de l'agent ne peut être considéré comme bureau d'affaires du défendeur au sens de l'article 136 C. P.—Une telle signification cause préjudice, et sur exception à la forme l'action sera renvoyée quant à présent.—C. C., 1898. *Longpré vs Perkins*, 2 R. P., 207; TASCHEREAU, J.

2. Une saisie-arrêt émise au cours d'une instance constitue une instance distincte de celle-ci, et si, depuis le commencement du procès, le défendeur a laissé la province, elle doit lui être signifiée comme le serait une action. La signification qui lui en est faite au greffe suivant les dispositions de l'article 85 C. P. C., est nulle.—C. S., 1901. *Wasby vs Brochu & Bourguignon*, 19 R. J. O., 424; LANGELIER, J.

3. Quand un mari, absent, est mis en cause pour assister et autoriser sa femme défenderesse et qu'il n'appert pas au procès-verbal d'huissier que l'on ait tenté de l'assigner en cette province, une requête au juge pour faire autoriser la femme par justice à ester en jugement sera renvoyée.—C. S., 1901. *Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Dufresne*, 4 R. P., 244; CIMON, J.

137.

1. Un jugement ne peut être obtenu par défaut contre un défendeur assigné dans une province étrangère, si le serment de la personne qui a signé le procès-verbal de signification a été reconnu devant un notaire au lieu de l'être devant une des personnes désignées à l'article 137 C. P.—C. S., 1901. *Lydon vs Moore*, 4 R. P., 169; PAGUELO, J.

139.

1. Une signification d'action, faite au

bureau d'affaires d'une société, dont le défendeur faisait partie et récemment dissoute, alors que tel bureau d'affaires est occupé par celui qui a charge de régler les affaires de cette société, sera considérée comme valide, bien que ce bureau d'affaire ne soit plus celui du défendeur personnellement, dès lors qu'il n'y a aucun doute que le défendeur n'a pu éprouver préjudice de telle signification. — C. S., 1901. *Patterson vs Terry*, 7 R. de J., 515; 4 R. P., 196; LANGHEE, J.

2. Jugé confirmant, Taschereau, J., *dissentient*, le Jugement du protonotaire:—On peut assigner un individu faisant affaires seul sous une raison sociale, à l'endroit où il fait ainsi affaires, en laissant les copies du bref et de la déclaration à une personne raisonnable en charge de son bureau d'affaires, et cet individu, qui n'en souffre aucun préjudice, ne peut, par une inscription en révision, demander la cassation du jugement rendu contre lui par défaut, en prétendant que l'assignation est nulle. — C. R., 1900. *Bourdon vs Bradshaw*, 18 R. J. O., 388; TASCHEREAU, GIL et LEMIRE, JJ.

140.

1. Une personne qui vend sur échantillons dans son bureau et qui transmet les ordres qu'il reçoit des marchands à une compagnie manufacturière d'Ontario, recevant une commission comme rémunération, n'est pas l'agent de cette compagnie auquel on peut signifier une action en vertu des articles 140 et 142 C. P.—C. S., *J. MacDougall vs The Schofield Woolens Co.*, 5 R. L. n. s., 375; 16 R. J. O., 411; MATHIEU, J.

142.

1. V. Supplément, article 140.

143.

1. V. Supplément, article 102, *Bechard vs Bernier*, n. 1.

145.

1. Si le maître est absent de son domicile, habituellement, pendant les heures où la signification de tout document judiciaire peut lui être faite régulièrement, et qu'il laisse un écriteau sur sa porte avertissant de s'adresser chez un de ses voisins, permission sera accordée de faire signifier une requête pour ester en justice en séparation de corps et de biens, chez le voisin indiqué sur l'écriteau. — C. S., 1902. *Mead vs Ewen*, 4 R. P., 406; LAVERGNE, J.

2. Lorsque la partie défenderesse, par une exception à la forme, allègue que son domicile est à New-York et non

à Montréal où l'huissier déclare lui avoir signifié l'action en parlant à une personne raisonnable de son domicile, le juge peut ordonner que le bref soit amendé pour désigner correctement le domicile de la partie défenderesse et qu'il soit signifié aux avocats de cette partie. — C. S., 1898. *Gourley vs Conway*, 15 R. J. O., 11; MATHIEU, J.

146.

1. Where it appears by the return of the bailiff that the doors of the defendant's domicile are locked and barred and that no reply is made to calls to open, the judge may, under article 116 C. C. P., permit service to be effected by depositing copies at the doors of defendant's domicile, after first ringing the bell and calling upon the occupant to permit him to enter and make service in the usual manner.—C. S., 1899. *The Marlatt and Armstrong Co. vs Lynn*, 17 R. J. O., 128; DONERTY, J.

148.

1. La signification d'une requête en contestation d'élection municipale par huissier intéressé est nulle.—C. M., 1901. *Côté vs Levine*, 7 R. de J., 279, 458; TREMBLAY, J.

149.

1. Dans une requête en contestation d'une élection municipale de la Cité de Montréal où un bref d'assignation ne portait pas de date fixe pour la comparution de l'intimé, cette irrégularité ne pourra donner lieu à une exception à la forme, si l'intimé a comparu, vu qu'elle ne lui cause aucun préjudice.—C. S., 1900. *Archambault vs Tansey & La Cité de Montréal*, 6 R. L. n. s., 319; MATHIEU, J.

2. When by the terms of a city charter it is enacted that the contestation of an election shall be made by means of a petition which shall be signified upon the respondent within fifteen days from the date of the election contested with a notice stating the day upon which it will be presented, and which must be presented within thirty days from the date of the said election, but is wholly silent as to the time which must elapse between signification and presentation, the dispositions of the Code of Civil Procedure will be applied and a delay of less than six clear days will be declared insufficient.—C. S., 1901. *Trudel vs Guay*, 7 R. de J., 116; 3 R. P., 151; ARCHIBALD, J.

3. Un délai de six jours, entre la signification de la copie du bref de *quo warranto* et des autres pièces, et le rap

port du bref, est suffisant. — C. S. 1900. *Clarke vs Jacques*, 3 R. P., 12; *LORANGER, J.*

150.

1. V. Supplément, article 206, *Maclean vs Meloche*, n. 1.

2. V. Supplément, article 206, *St Aubin vs Lamarche*, n. 3.

3. V. Supplément, article 206, *Trenholme vs Provost*, n. 4.

4. V. Supplément, article 206, *Lafontaine vs Choquette*, n. 2.

153.

1. En l'absence de conventions contraires, l'avocat qui emploie un huissier est personnellement responsable envers lui pour ses frais de significations. — C. R., 1901. *Decelle vs Bazin*, 4 R. P., 92; *TAIT, TASCHEREAU & PAGNELO, JJ.*

154.

1. Action signifiée le 10 août 1899. Défendeur tenu de comparaître le 16. Le rapport par l'huissier est transmis à l'avocat du demandeur trop tard pour lui permettre de rapporter le 16. Le défendeur, le 16, à la fermeture du bureau, fait déposer au greffe la copie de l'action et fait signifier un avis de demande de congé défaut pour le premier jour du terme régulier. Le 17, le demandeur fait signifier copie d'une motion avec avis pour le premier jour du terme demandant qu'il lui soit, pour les motifs ci-dessus, permis de rapporter l'action. — *Juge*: 1° Le demandeur a, pour rapporter son action, toute la journée, pendant les heures de bureau, du dernier jour du délai accordé au défendeur pour comparaître. — 2° La production par le défendeur à la fermeture du bureau le dernier jour pour comparaître, de la copie de l'action avec un avis à l'effet que demande pour congé défaut, sera faite le premier jour du terme, est prématurée et telle demande ne sera pas accordée si ensuite, pour motif valable, et dans le délai de trois jours établi par l'article 154 C. P. C., le demandeur obtient permission de faire rapport de l'action. — C. C., 1899. *Dejourdie vs Coffin*, 5 R. de J., 477; *DE-LORIMIER, J.*

2. If permission to return a writ more than three days after it should have been returned, was granted, subject to any objection that might legally be made against such return, a motion by the defendant for the annulment of such return will be granted with costs. — C. S., 1899. *Wilson vs Ryan*, 2 R. P., 205; *DOHERTY, J.*

3. Where an Instance lapsed by the non

return of the writ, there is no Instance which can be declared perempted. — C. S., 1899. *Ornstein vs Weiss*, 2 R. P., 406; *DOHERTY, J.*

4. Une motion pour congé-défaut peut être signifiée deux jours après le jour fixé pour le rapport de l'action, et être présentée le lendemain. — C. S., 1899. *Lippert vs Bougie*, 6 R. L. n. s., 188; *MATHIEU, J.*

5. Même dans le cas où un désistement de l'action est signifié et produit au greffe de la cour supérieure entre la signification et le rapport du bref et de la déclaration, le défendeur a droit de comparaître et d'obtenir un congé-défaut avec dépens. — C. S., 1899. *Limoges vs Beauvais*, 5 R. L. n. s., 59; 1 R. P., 574; *MATHIEU, J.*

6. Le demandeur, qui ne rapporte pas son bref dans les délais, ou qui n'obtient pas du juge la permission de le rapporter dans le délai fixé par l'article 154 C. P. C. est déchu du droit de faire ensuite tel rapport. Le défendeur peut, dans les trois jours de l'expiration du délai accordé pour comparaître, obtenir du juge, défaut contre le demandeur qui n'a pas rapporté son bref; s'il ne le fait pas, il est déchu du droit de le faire ensuite. — En conséquence de cette déchéance, une motion de la part d'un défendeur présentée après l'expiration des délais ci-dessus, aux fins de faire rejeter un tel bref non signifié et non rapporté, aux termes du dit article 154 C. P. C., sera renvoyée avec dépens. — C. S., 1902. *Devlin vs Charlebois*, 8 R. de J., 335; 4 R. P., 281; *MATHIEU, J.*

7. Pour obtenir congé-défaut, un défendeur est tenu de suivre strictement les dispositions de l'article 154 C. P. C.; il doit en conséquence donner au demandeur avis de sa demande dans les trois jours de l'expiration du délai accordé pour comparaître et faire le dépôt de la copie d'action qui lui a été signifiée. — L'omission de donner tel avis rend irrégulière la demande pour congé-défaut. — C. C., 1901. *Viger vs Normandeau*, 8 R. de J., 44; *DE-LORIMIER, J.*

8. Lorsqu'un bref n'est pas rapporté, le défendeur, pour en obtenir congé-défaut, doit non seulement donner au demandeur un avis dans les trois jours de l'expiration du délai accordé pour comparaître, mais aussi déposer au greffe sa copie d'action dans ce même délai de trois jours. — C. S., 1901. *Côté vs La Corporation d'Irlande*, 4 R. P., 123; 7 R. de J., 443; *CHOUQUETTE, J.*

9. Le tiers-saisi peut demander, par motion, congé-défaut d'une saisie arrêt. — C. S., 1898. *Bertin vs Payeur*, 1 R. P.,

579; LORANGER, J.

10. F. Code, article 151, *Peyraut vs Brolet*, n. 7.

11. Une intervention est de la nature d'une action, l'intervenant occupe la même position qu'un demandeur. — L'ne intervention produite au greffe le 4 septembre et que l'intervenant au 14 novembre suivant, n'a pas encore fait recevoir par le juge (C. P. C. 222 et 154), doit être assimilée à un bref non rapporté, et une motion tendant à faire déclarer telle intervention abandonnée, sera accordée avec dépens sous forme de congé-défaut, sans recours. — C. S., 1900, *Nadon vs Compagnie d'Assurance de Richmond*, 7 R. de J., 35; 3 R. P., 406; CROQUETTE, J.

12. L'ne motion pour congé-défaut d'une pétition d'élection, faite avant que les délais accordés par la loi ou par un juge ne soient expirés, est présumée et mal fondée, et sera renvoyée avec dépens. — C. S., 1902, *Labelle vs Leonard*, 4 R. P., 429; MAUMEI, J.

13. Si le défendeur n'a pas comparu le ou avant le dernier jour du délai qui lui est accordé par le bref, il pourra le faire après ce délai de *plano* et sans en demander permission à la cour ou au juge, pourvu que, dans l'intervalle, le demandeur n'ait fait aucune procédure, mais dans ce cas, il n'a pas droit à un délai plus étendu pour la production de ses défenses que s'il avait comparu dans le délai prescrit. — Le défendeur ayant comparu le lendemain du jour indiqué dans le bref, et le demandeur ayant omis de rapporter le bref, le défendeur était dans les délais pour demander congé de l'action. — Dans ce cas, il sera permis au demandeur de rapporter le bref, mais il devra payer les frais qui seront alloués par la cour ou par le juge. — Le défendeur, pour obtenir congé-défaut, n'est pas tenu de payer les timbres que le protonotaire est en droit d'exiger pour l'entrée de la cause, et la motion pour congé-défaut, accompagnée de la copie du bref déposée par le défendeur en même temps que ce dernier produit sa motion, suffisent pour constituer les pièces du dossier. — C. S., 1902, *Lefebvre vs Degre*, 8 R. de J., 474; ST PIERRE, J.

155.

1. Le demandeur qui, dans sa déclaration, allègue l'existence d'un document, sans cependant mentionner qu'il le produit, est présumé vouloir invoquer ce document au soutien de sa demande, et partant, il doit le produire au greffe avec l'exploit d'assignation aux termes de l'article 155 C. P. C. — Jusqu'à ce que tel document soit produit le demandeur ne

peut procéder sur sa demande. Si, dans ces circonstances, le demandeur procède, il sera permis au défendeur de comparaitre et de plaider, les frais doivent alors suivre le sort de la cause. — C. S., 1901, *Martin vs Montreal Gas Co.*, 5 R. de J., 356; MAUMEI, J.

2. Une partie dans une cause n'est tenue de produire comme exhibit que la preuve écrite à laquelle elle réfère ou qu'elle déclare vouloir invoquer à l'enquête; et elle n'est pas tenue de produire la copie d'un contrat, lorsqu'elle allègue ce contrat sans dire s'il est verbal ou écrit. — C. S., 1899, *Tremblay vs Desrochers*, 6 R. L. n. s., 233; DOUQUAY, J.

3. Non-certified copies of deeds of donation and of confirmation do not constitute the proofs required by article 155 C. P., and will be rejected from the record on motion of the adverse party. — C. S., 1898, *Forget vs de Repentigny*, 1 R. P., 577; 5 R. L. n. s., 71; DOUQUAY, J.

4. Jugement ne peut être légalement rendu, dans une action basée sur un acte d'obligation et deux testaments, sur des copies des dits actes certifiées seulement par le registrateur qui a enregistré les dits actes. — Si jugement a été rendu sur de telles copies, et n'été porté en revision par le défendeur, il ne sera pas permis au demandeur de produire en cour de revision des copies authentiques des actes sur lesquels est basée l'action. — Le fait que certaines pièces du dossier portent des dates postérieures à celle de leur prétendue production au greffe de première instance par la partie demanderesse, n'autorise pas le défendeur qui a reçu avis d'inscription pour enquête et audition, à transquestionner le témoin et ne s'est pas prévalu alors de cette irrégularité, à demander en revision le renvoi de l'action. — Dans ces circonstances, le jugement rendu en faveur du demandeur sera cassé et le dossier renvoyé en première instance pour qu'il y soit procédé suivant que de droit. — C. S., 1898, *Leamp vs McGee*, 2 R. P., 1; TAIT, DAVISON & TILBER, JJ.

5. Jugé: Le demandeur qui, n'ayant point produit les pièces ou preuves littérales invoquées dans son action, avec l'exploit d'assignation, aux termes de l'article 155 C. P. C., les produit ensuite, sans le consentement de la partie adverse et sans la permission du juge, l'article 201 C. P. C., et donne au défendeur un avis régulier du fait de telle production, peut, par motion, sous l'article 202 C. P. C., obtenir que le défendeur soit forcé de plaider, si un délai raisonnable et suffisant s'est écoulé depuis que le défendeur a eu avis

de la production des dites pièces ou exhibits. — C. S., 1902. *Trenholm vs Probst*, 8 R. de J., 352; LANGELIER, J.

6. Dans une action basée sur un prêt fait pour payer des billets dus par le défendeur, la partie demanderesse ne sera pas tenue de produire ces billets, si elle déclare ignorer où ils sont. — C. S., 1899. *McLeod vs Lemay*, 1 R. P., 592; 5 R. L. n. s., 182; MATHIEU, J.

7. Un demandeur qui poursuit en sa qualité d'exécuteur testamentaire, sur un bail passé en cette qualité avec la défenderesse, n'est pas tenu de produire les pièces prouvant sa qualité avant de pouvoir inscrire *ex-parte*. — C. S., 1900. *Leclair vs Huot*, 3 R. P., 389; LANGELIER, J.

8. Celui qui fait une opposition basée sur un contrat de mariage, ne peut inscrire pour jugement sur cette opposition sans avoir produit ce contrat, et une telle inscription sera rejetée sur motion. — C. S., 1900. *Ward vs McGarvy & Smith*, 3 R. P., 380; MATHIEU, J.

157.

1. D'après l'article 157 C. P. C., un demandeur ne peut procéder sur son action avant de produire les pièces invoquées au soutien de sa demande, et partant il n'y a pas lieu pour un défendeur de présenter une motion demandant la suspension des procédures et qu'il ne soit pas tenu de plaider jusqu'à ce que ces pièces soient produites. Une telle motion sera renvoyée avec dépens, comme inutile. — C. S., 1901. *Lemay vs Labelle*, 7 R. de J., 442; 4 R. P., 189; LANGELIER, J.

2. Dans une action basée sur un contrat de prêt d'une somme de \$600, avancée pour payer certains billets promissaires, le défendeur ne peut, avant de plaider, forcer le demandeur à produire ces billets si ce dernier déclare qu'ils ne sont pas en sa possession et qu'il ignore où ils sont. — C. S., 1899. *McLeod vs Lemay*, 5 R. L. n. s., 182; 1 R. P., 192; MATHIEU, J.

3. Un avocat poursuivant pour ses frais doit en produire un mémoire détaillé avec l'action. — C. S., 1899. *McCormick vs Irvine*, 5 R. L. n. s., 63; 2 R. P., 44; MATHIEU, J.

4. Dans une action sur compte, le demandeur peut obtenir la permission de substituer un nouveau compte, portant des dates nouvelles, à celui produit avec la déclaration. — C. S., 1899. *Nordheimer vs Reyner*, 5 R. L. n. s., 212; LANGELIER, J.

5. Where defendant has not objected

to a copy of writing *sous seing privé* set out in plaintiff's declaration being produced in lieu of the original, which plaintiff claims is in the possession of a third party, he cannot ask that *ex-parte* proceedings since the return be rejected on the ground that defendant has contravened articles 157 C. P. — C. S., 1900. *Latour vs Brazier*, 3 R. P., 174; DAVISON, J.

6. Le défaut de signifier avec l'action une copie du compte sur lequel la poursuite est basée est couvert par la comparution du défendeur et son défaut d'invoquer cette irrégularité dans les délais fixés par la loi. — C. S., 1899. *Sorgius vs Dupré*, 5 R. L. n. s., 272; 2 R. P., 208; MATHIEU, J.

7. Dans une action sur compte de marchandises vendues et livrées, le demandeur doit faire signifier au défendeur, avec l'action, une copie du compte sur lequel est basée l'action. — A défaut de telle signification, ordre sera donné au demandeur, sur exception à la forme du défendeur, de signifier une copie du compte aux avocats du défendeur, sous quatre jours, et faute par lui de le faire, l'action sera renvoyée, sauf au demandeur à se pourvoir. — C. S., 1898. *Lemay vs Crevier*, 5 R. L. n. s., 26; 1 R. P., 533; MATHIEU, J.

8. Le défaut de signifier au défendeur, en même temps que l'action, une copie du compte sur lequel cette action est basée, n'est pas une raison d'infirmier un jugement rendu *ex-parte* contre le défendeur, lorsque ce compte avait été produit avec le bref, et qu'il avait été subseqüemment signifié au procureur du défendeur, avec mise en demeure de plaider à l'action sous deux jours, les délais pour produire un plaidoyer étant alors expirés. — C. R., 1900. *Kennedy vs The Canadian Construction Co.*, 18 R. J. O., 507; LORANGER, ARCHIBALD & CHOQUETTE, JJ.

9. Le compte détaillé, que le demandeur doit faire signifier au défendeur dans les actions sur compte, ne doit pas nécessairement être signifié en même temps que l'action, mais peut l'être subseqüemment. — C. S., 1900. *Murphy vs Simpson*, 6 R. L. n. s., 272; 2 R. P., 556; DOHERTY, J.

10. Action réclamant le prix d'un chapeau brisé par un glaçon tombé du toit de la maison de la défenderesse. Le demandeur se présenta chez elle pour réclamer la valeur de son chapeau; mais elle lui demanda de voir celui-ci et qu'elle paierait ensuite. Plus tard le demandeur écrivit à la défenderesse pour lui dire qu'il n'irait pas chez elle. Alors,

la défenderesse envoya un expert pour voir le chapeau; on refusa de le laisser voir. La défenderesse fit motion à l'effet de ne pas être tenue de plaider avant d'avoir vu le chapeau et constaté les dommages. — Jugé: Que cette exception est bien fondée et que la partie n'est pas tenue de plaider avant d'avoir pu faire constater la valeur des dommages qu'on lui réclame. — C. C., 1899. *Derny vs Mareeau*, 16 R. J. O., 226; ROUTHIER, J.

11. V. Supplément, article 174, *Pichet vs Ouimet*, n. 71.

12. V. Supplément, article 206, *Maclean vs Meloche*, n. 1.

13. V. Supplément, article 206, *St-Aubin vs Lamarche*, n. 3.

14. V. Supplément, article 206, *La fontaine vs Choquette*, n. 2.

15. V. Code et Supplément, art. 206.

160.

1. The court will not order a party to produce and file an original paper forming part of a record in another court. — C. S., 1899. *The Corporation of North Ham vs Juneau*, 16 R. J. O., 24; WHITE, J.

161.

1. Le défendeur ayant été poursuivi par le demandeur, il fut produit en son nom une comparution et une exception à la forme, alléguant qu'il était décédé dès avant la signification de l'action et que l'assignation était irrégulière. — Jugé: Que le demandeur ne pouvait assigner le défendeur, ce dernier étant décédé et que, pour le même motif, on ne pouvait produire, au nom du défendeur, une comparution et une défeuse à l'action. Les parties furent mises hors de cour sans frais. — C. C., 1896. *Madore vs Graham*, 18 R. J. O., 129; CHAMPAGNE, J.

2. S'il n'a été fait aucune procédure sur une opposition pendant le temps fixé par la loi pour la péremption, le demandeur peut faire une motion pour péremption d'instance sans qu'il y ait eu comparution préalable de son procureur. — C. S., 1899. *Mercier vs Roy & Milard*, 2 R. P., 174; MATHIEU, J.

3. Two defendants were sued jointly and severally. One was summoned on the 6th to appear within a delay of six days, and the other was summoned on the 8th to appear within seven days. The defendants produced a joint appearance, by the same attorney, on the 15th, which the protonotary would not receive. Held: — That the appearance would be admitted under the circumstances, but without implying that the protonotary was wrong in refusing to

receive it. — C. S., 1898. *Marsan vs Davelluy & Turcotte*, 15 R. J. O., 232; DAVIDSON, J.

162.

1. L'article 205 du code de procédure diffère de l'article 162 C. P., qui veut que dans le cas d'un défaut de comparaitre, le demandeur ne puisse procéder à jugement qu'après avoir fait enregistrer ce défaut par le protonotaire. — C. S., 1899. *Paradis vs La Cie du Grand Tronc*, 2 R. P., 31; CHOQUETTE, J.

164.

1. Une motion de la nature d'une exception à la forme accompagnée d'un certificat de dépôt, mais sans avis de jour pour sa présentation, n'a pas pour effet de suspendre les délais pour plaider, et le demandeur aura droit à ses frais sur un défaut de plaidoyer et une inscription *ex-parte* faite dans l'interval. — C. S., 1900. *Lainé vs Powell*, 3 R. P., 135; ROUTHIER, J.

2. Bien que l'article 164 C. P. déclare qu'une motion préliminaire doit être présentée au tribunal aussitôt que faire se peut, après l'expiration du délai auquel a droit la partie adverse, si ne s'en suit pas que cette motion doit être présentée à l'expiration même du dit délai, à peine de déchéance, vu que le tribunal a un pouvoir discrétionnaire pour décider si la partie a respecté l'intention de la loi et a agi avec une diligence raisonnable de manière à ne pas préjudicier au demandeur. — C. S., 1902. *Dugas vs Paradis*, 4 R. P., 444; 8 R. de J., 341; ROBIBOX, J.

3. Si une exception déclatoire est faite dans les délais requis par l'article 164 C. P., mais si l'avis a été donné pour une date plus éloignée que les trois jours qui suivent l'entrée de l'action, cette exception sera maintenue pourvu qu'il n'en résulte aucun préjudice pour l'autre partie. — C. S., 1900. *Price vs Fournier*, 3 R. P., 73; 17 R. J. O., 333; ANDREWS, J.

4. Une motion peut valablement être intitulée: "motion pour renvoi d'action," et ne sera pas rejetée parce qu'elle ne précise pas si c'est une exception à la forme ou une exception difatoire. — Une exception à la forme faite présentable un jour où la cour de pratique ne siège pas, pourra être continuée à un autre jour, et ne devient pas pour cela caduque. — C. S., 1898. *Lemay vs Crevier*, 1 R. P., 333; MATHIEU, J.

5. Une motion qui n'a pas été présentée à la cour le jour pour lequel avis de sa présentation avait été donné, ne peut être présentée un jour ultérieur, en vertu d'un nouvel avis donné le jour

même de son défaut de présentation, quand même ce dlt défaut proviendrait de ce que la cour ne siègeait pas ce jour là.—C. S., 1898. *The Federal Life Ass. Co. of Ontario vs Gaudry*, 1 R. P., 185; CASALTY, J.

6. An intervenant hath not the right, at any stage of the case and without deposit, to reopen it on questions pleadable only by preliminary exceptions.—C. S., 1901. *Bisaillon vs Les Cure et Marguilliers de l'oeuvre et Fabrique de St-Valentin*, 4 R. P., 191; DAVIDSON, J.

7. Une motion pour cautionnement dans une action populaire, sous l'article 180 C. P., est sujette au délai des exceptions préliminaires, et sera renvoyée si elle est signifiée le quatrième jour qui suit le rapport.—C. S., 1899. *Yale vs Monette*, 2 R. P., 480; MATHIEU, J.

8. Une motion pour cautionnement pour frals, même non accompagnée d'une demande de procuration, est une exception préliminaire, et sera renvoyée si elle est faite sans dépôt et avec le timbre requis pour une motion seulement.—C. S., 1901. *Taylor vs The Victoria Montreal Fire Insurance Co.*, 3 R. P., 467; MATHIEU, J.

9. Since the coming into force of the new Code of Procedure, there is no authority for making an application for security for costs otherwise than by motion, in the nature of a dilatory exception, accompanied with deposit.—C. S., 1900. *Hope vs Batcheller*, 6 R. de J., 418; LYNCH, J.

10. Lorsque la qualité d'étranger du demandeur n'apparaît pas dans le bref lui-même, mais est soulevée par la motion pour cautionnement pour frals, cette motion doit être accompagnée d'un affidavit.—Cette motion doit, à peine de nullité, être présentée aussitôt que faire se peut après l'expiration du délai auquel a droit la partie adverse.—Un dépôt n'est pas requis avec une telle motion.—C. C., 1899. *Laigne vs Cordolaz*, 2 R. P., 182; ANDREWS, J.

11. Though a defendant may apply to the judge or prothonotary for a stay of proceedings until security be given, he can invoke the absence of a power of attorney and obtain stay of proceedings until its production, only by means of a dilatory exception, urged by motion to the Court, and he cannot present such motion unless accompanied by a certificate of deposit according to the rules of practice.—A verbal application by a defendant to be allowed to make such deposit, made at the hearing of a petition addressed to the Judge or to the prothonotary, cannot be entertained by the

Court—the Court itself being without jurisdiction to entertain the same between the 30th of June and the 1st of September.—C. S., 1901. *Mitchell vs Meldon*, 7 R. de J., 360; DOHERTY, J.

12. A motion for security for costs can be made *pendente lite*, upon producing an affidavit stating that, since the institution of the action, the plaintiff has ceased to reside in the province of Quebec.—Such motion will be granted if made within three days after the defendant has been informed of plaintiff's change of residence.—Such motion need not be accompanied with the deposit required by article 165 C. P.—C. S., 1901. *Vanier vs Hurtubise*, 4 R. P., 536; DOHERTY, J.

13. La demande de détails est de la nature d'une exception préliminaire et, partant, doit être faite dans les délais fixés pour la production de telles exceptions et être accompagnée d'un dépôt.—C. A., 1900. *L'Alliance Nationale & L'Union Franco-Canadienne*, 10 R. J. O., 116.

Depuis que ce jugement a été rendu, la législature a passé le Statut 1 Ed. VII, c. 35, amendant l'article 165, et bien que cet amendement ne parle que du dépôt et non du délai, les nouveaux arrêts ont décidé que les délais prescrits par l'article 164 ne s'appliquaient plus aux motions pour particularités.

14. Une motion pour particularités n'est pas de la nature d'une exception préliminaire, et il n'est pas nécessaire qu'elle soit faite dans les trois jours, ni accompagnée du dépôt requis par l'article 165 C. P., pour les plaidoyers préliminaires.—C. S., 1898. *Paradis vs La Compagnie du Chemin de fer du Grand Tronc*, 1 R. P., 541; CHOQUETTE, J.

15. La motion pour particularités est une motion *sui generis* et ne peut être assimilée aux motions pour plaidoyers préliminaires, quant au dépôt et au délai de ces dernières motions.—C. S., 1900. *Frost & Woods Company vs Castonguay*, 6 R. de J., 485; LARIVE, J.

16. La motion pour particularité n'est pas une exception préliminaire, et ne doit être taxée que comme une motion ordinaire, même si elle avait été accompagnée d'un dépôt par la partie qui l'a faite et perdue.—C. C., 1899. *Larivé vs St-Jacques*, 2 R. P., 160; TASCHEREAU, J.

17. Every motion for particulars whether urged against a declaration, a pleading or a paragraph of a pleading, is necessarily founded on the insufficiency of the allegation attacked, and is therefore in its nature an exception *à la forme*, and falls under the rule of article 164 C. P. C. requiring notice thereof

to be served within three days, presentment to be made as soon as possible after the delay to which the opposite party is entitled. Such motion must be accompanied with a certificate of deposit.—C. S., 1900. *Loomis vs The Sun Life Assurance Company of Canada*, 18 R. J. O., 329; WHITE, J.

18. A party who has not pleaded to an action within the legal delays, has lost his right to a motion for particulars.—C. S., 1899. *Rafferty vs Whelan*, 2 R. P., 432; DOHERTY, J.

19. A motion for particulars cannot be granted after the delay for pleading to the merits has expired.—C. S., 1899. *Clement dit Dufresne vs Clement*, 2 R. P., 453; DOHERTY, J.

20. Une motion par laquelle on demande le rejet de certaines allégations d'une défense comme étrangères au litige, vagues et indéterminées, et subsidiairement, des détails sur quelques unes de ces allégations, est une exception préliminaire, et sera rejetée si elle n'est pas accompagnée d'un dépôt.—C. S., 1901. *Co-*

165. (*Tel qu'amendé par 1 Ed. VII, c. 34.*) Cette motion ne peut être présentée, à moins qu'elle ne soit accompagnée d'un certificat du protonotaire, dont avis doit avoir été donné à la partie adverse en même temps que de la motion, constatant le dépôt au greffe de la somme fixée par les règles de pratique.

Le dépôt n'est requis que sur les motions faites en vertu des articles 170, 173, 174, 177, 183 et 190, lesquelles sont considérées comme des plaidoyers préliminaires à l'action.

Le dépôt n'est pas requis sur les motions pour particularités, production de documents, rejet de partie des allégations de la demande et autres motions semblables.

INDICATION ALPHABÉTIQUE

Action qui tam	3
Amendement rejet	1, 2
Avis de dépôt	7, 10, 11, 12, 15 à 18
Autonnement pour frais	8 à 17
Certificat du protonotaire	7, 11, 12, 13, 17, 18, 20
Délai de signification	13, 14
Délai pour faire dépôt	1, 5, 6, 9, 14, 15
Dépens	9, 12
Exception à la forme	10
Exception dilatoire	13, 15
Motion pour numéroté	20
Particularités	1, 3, 4, 5
Procurator	9, 13, 16
Timbres requis	1, 3, 8

hen vs Lipschitz, 3 R. P., 577; ROBIBOUX, J.

21. Une motion pour faire rejeter, comme insuffisantes, les particularités fournies en obéissance à un jugement, sera renvoyée si elle est faite après les trois jours qui suivent la réception de ces particularités.—C. S., 1899. *Underwood vs Childs*, 2 R. P., 249; 16 R. J. O., 412; MATHEU, J.

22. Une motion pour rejet d'un amendement fait illégalement, est de la nature d'une exception à la forme, et doit être signifiée dans les trois jours de la production de tel amendement en conformité des dispositions de l'article 164 C. P. C.—C. S., 1901. *Lambe vs Donaldson Steamship Line*, 8 R. de J., 311; MATHEU, J.

23. Une motion pour faire rejeter un amendement, comme n'ayant pas été autorisé par le tribunal, alors que cette autorisation était nécessaire, est une exception à la forme, et est sujet aux formalités de l'article 164 C. P. C.—C. S., 1901. *Pizzuto vs The Canadian Pacific Railway Company*, 3 R. P., 471; MATHEU, J.

165. (*As amended by 1 Ed. VII, c. 34.*) The motion cannot be presented unless it is accompanied with a certificate from the protonotary, of which notice must have been given to the opposite party at the same time as the motion, establishing the deposit in the office of the court of the sum fixed by the rules of practice.

The deposit is not required except upon motions made under articles 170, 173, 174, 177, 183 and 190, which are considered as preliminary pleas to the action.

The deposit is not required upon motions for particulars, for production of documents, to reject some of the allegations of the declaration and other like motions.

1. Une motion pour particularités, et une motion pour faire rejeter un amendement doivent toutes deux être timbrées comme des plaidoyers préliminaires, et accompagnées du dépôt requis par les règles de pratique.—Ces motions pourront être continuées pour permettre au défendeur d'apposer les timbres et de faire les dépôts.—C. S., 1898. *Gairraith vs Cowan*, 2 R. P., 67; MATHEU, J.

2. Il est nécessaire d'accompagner une motion, demandant qu'un amendement à

- la déclaration soit rejeté comme nul et illegal, ou demandant des détails sur certaines allégations de la déclaration, du dépôt requis par la loi pour les exceptions préliminaires.—C. S., 1899. *Galbraith vs Cowan*, 5 R. L. n. s., 178; PAGNEUO, J.
3. Il n'est pas nécessaire que la motion pour particularités soit revêtue des timbres exigés pour un plaidoyer préliminaire et soit accompagnée du dépôt mentionné à l'article 165 C. P.—C. S., 1899. *Menier vs Divers*, 2 R. P., 38; GAGNÉ, J.
4. When the motion for particulars does not amount to an exception to the form, no deposit is required with it.—C. S., 1899. *Oldall vs Taylor*, 2 R. P., 288; LYNCH, J.
5. A deposit is required with a motion for particulars.—Upon application, at the hearing, by the party moving for particulars, to be allowed to make such deposit, the *débiteur* will be discharged for that purpose.—C. S., 1899. *Lalonde vs The Grand Trunk Railway Co. of Canada*, 2 R. P., 449; DORERTY, J.
6. Si le dépôt n'a pas été fait dans les trois jours du rapport de l'action, la cour pourra permettre au défendeur, séance tenante, de faire son dépôt lorsqu'il présentera sa motion pour exception à la forme.—C. S., 1898. *Longpre vs Perkins*, 2 R. P., 307; TASCHEREAU, J.
7. Un avis de dépôt fait avec une exception préliminaire est insuffisant s'il n'est pas accompagné d'une copie du certificat du protonotaire attestant que tel dépôt a été fait.—C. S., 1899. *Cherval vs Cordolaz*, 2 R. P., 222; CASALTI, J.
8. Une motion pour cautionnement pour frais dans une action qui *tam* sera renvoyée si elle n'est pas accompagnée d'un dépôt et timbrée comme un plaidoyer préliminaire.—C. S., 1899. *Rogerson vs Ogilvy*, 2 R. P., 95; LANGELIER, J.
9. Le défendeur est tenu de faire un dépôt avec une motion pour cautionnement pour frais et procuration, et s'il ne l'a pas fait, il pourra lui être ordonné de faire ce dépôt sans délai, avant que sa motion ne soit accordée.—Ce délai pourra être étendu par la cour sur motion du demandeur pour faire rejeter la motion du défendeur faute de dépôt; mais alors le défendeur paiera les frais de la motion du demandeur.—C. S., 1899. *The Galt Knitting Co. vs Côté*, 2 R. P., 217; MATHIEU, J.
10. Une exception à la forme non accompagnée d'un avis que le dépôt voulu a été fait sera renvoyée.—C. S., 1899. *Garand vs Rolland*, 2 R. P., 397; 6 R. L. n. s., 200; LANGELIER, J.
11. Une motion pour cautionnement des frais sera renvoyée si elle n'est pas accompagnée de l'avis à l'effet que le dépôt voulu par l'article 165 C. P. C. a été fait et qu'un certificat en a été obtenu du protonotaire.—C. S., 1901. *Broadhurst vs Fortier*, 7 R. de J., 522; LANGELIER, J.
12. Where, in the notice of the presentation of a motion for security for costs, no notice is given of the certificate of the prothonotary that the deposit required by law has been made, the motion will be rejected with costs.—C. S., 1902. *Robertson vs The Cobban Manufacturing Co.*, 4 R. P., 345; LANGELIER, J.
13. Une motion demandant la suspension des procédures sur une action jusqu'à la dation d'un cautionnement pour frais et la production d'une procuration spéciale aux procureurs du demandeur, est de la nature d'une exception dilatoire, et elle doit être faite dans le délai des plaidoyers préliminaires et accompagnée d'un dépôt, même depuis l'amendement fait à l'article 165 C. P. C., par le statut 1 Édouard VII, c. 34.—C. S., 1901. *Singer Manufacturing Co. vs Young*, 19 R. J. O., 396; 7 R. de J., 202; LANGELIER, J.
14. Une motion par laquelle un défendeur demande caution pour les frais est un plaidoyer préliminaire, et ne peut être faite sans un dépôt.—Le tribunal n'a pas droit de donner à la partie qui n'a pas fait tel dépôt un délai pour le faire.—C. S., 1900. *MacDonald vs The Victoria Montreal Fire Insurance Co.*, 18 R. J. O., 468; LANGELIER, J.
15. A motion for security for costs is a dilatory exception, and cannot be granted unless notice of the prothonotary's certificate, attesting that the deposit required by law has been duly made, has been given to the opposite party.—The court cannot remedy such omission by permitting the party moving for security to give notice of the deposit and certificate.—C. S., 1901. *Wistar vs Dunham*, 4 R. P., 195; DAVIDSON, J.
16. Lorsqu'il appert par la description du demandeur au bref même que le défendeur a droit à un cautionnement pour sûreté des frais et à la production d'une procuration il n'est pas nécessaire de faire de dépôt avec la motion qui les demande.—C. S., 1900. *Roy vs Lamontagne*, 3 R. P., 253; CASALTI, J.
17. Il n'est pas nécessaire de donner avis du certificat du protonotaire que le dépôt requis a été fait dans les motions pour cautionnement pour frais.—C. S., 1902. *Tougain vs The Canadian Pacific Railway Company*, 4 R. P., 303; MATHIEU, J.
18. Il n'est pas nécessaire de donner

avis du certificat du protonotaire que le dépôt requis a été fait dans les motions pour cautionnement pour frals.—C. S., 1902. *Wilder vs Wilder*, 4 R. P., 433; LAVERGNE, J.

19. V. Supplément, article 164, *Vanier vs Hurlubise*, n. 12.

20. A motion by the defendant asking that the plaintiff be ordered to number the allegations of his declaration, being in the nature of a preliminary exception, must be accompanied by a certificate of the protonotary showing that a deposit has been made as required by article 165 C. P. C.—C. S., 1899. *Leblanc vs Pauce*, 16 R. J. O., 71; 5 R. L. n. s., 312; DOHERTY, J.

21. V. Supplément, article 174, *Clarke vs Jacques*, n. 60.

170.

INDICATION ALPHABÉTIQUE

Acquiescement	10
Action en nullité	11
Appel	2
Avis	4
Billets	16 à 19
Conciliation	14, 15
Conclusions	6 à 9
Contrat par correspondance	8
Défaut de juridiction	1
Défense en droit	1
Déni	4
Demande incidente	13
Dépôt	6, 7
Désistement	11
Élection de domicile	17, 18
Offres	12
Origin d de documents	12
Préjudice	4
Prescription	13
Réponse	19
Requête pour appeler	2
Taxes scolaires	9

1. Le défaut de juridiction ne peut être plaidé par défense en droit.—C. S., 1900. *Leclaire vs Beauchamp*, 3 R. P., 312; LANGELIER, J.

2. Un jugement renvoyant une exception déclinatoire est un jugement auquel il peut être remédié par le jugement final, et une requête pour permission d'en appeler sera refusée.—C. A., 1899. *Auger & Magann*, 2 R. P., 161; BOSSÉ, J.

3. V. Supplément, article 171, n. 2.

4. Une exception déclinatoire faite dans les délais voulus par l'article 164 du C. P. C., mais dont avis a été donné pour une date en dehors des trois jours après l'entrée de la cause, sera maintenue, s'il n'en résulte aucun préjudice pour l'autre partie.—C. S., 1900. *Price vs Fournier*, 17 R. J. O., 333; 3 R. P., 73; ANDREWS, J.

5. V. Supplément, article 164, n. 3.

6. Lorsqu'un défendeur, par une exception déclinatoire, demande purement et simplement le débouté de l'action, sans

se conformer aux conditions exigées par l'article 170 C. P. C., c'est-à-dire sans déposer le montant réclamé, ou l'équivalent, si c'est une autre chose qui est demandée, son exception déclinatoire sera considérée irrégulière et déboutée avec dépens.—C. S., 1902. *Girneau vs Gaudet*, 4 R. P., 310; CHOQUETTE, J.

7. Le défendeur qui objecte à la juridiction du tribunal, doit demander le renvoi de l'action devant le tribunal compétent, si tel tribunal existe. Il peut demander le débouté de l'action en déposant le montant réclamé; mais s'il conclut au débouté de l'action sans faire tel dépôt, sa motion déclinatoire sera déclarée irrégulière et renvoyée avec dépens.—C. S., 1898. *La Compagnie de Brasserie de Beauport vs Beliste*, 18 R. J. O., 433; ANDREWS, J.

8. Le demandeur qui se plaint qu'un objet à lui livré par le défendeur, à la suite d'un contrat par correspondance, et expédié à un client, n'était pas conforme à la commande, ne peut intenter son action dans le district du domicile du client qui refuse d'accepter l'objet.— Dans le cas où un objet vendu est refusé par l'acheteur, qui le met à la disposition du vendeur et réclame de lui des dommages, cet objet ne constitue pas un bien pouvant donner juridiction à la cour du district où il se trouve.— *Semble*: que, quelle que puisse être la juridiction des tribunaux en matière de contrats par correspondance, si le défendeur demande le renvoi du dossier, du district où se trouve l'objet litigieux à celui d'où est partie la commande, ce renvoi sera accordé.—C. S., 1901. *Forman vs The United Electric Co.*, 4 R. P., 148; FORTAINE, J.

9. In a suit in the Superior Court, claiming municipal taxes to an amount exceeding \$100, accompanied with a demand for school taxes, a declinatory exception asking the dismissal of that portion of the demand which is for school taxes, on the ground that the Circuit Court has exclusive jurisdiction, will be maintained, notwithstanding article 170 C. P. C., it being impossible in such a case to transmit the whole record to the Circuit Court.—C. S., 1898. *Corporation of Township of Dudsuel vs Quebec Central Ry. Co.*, 19 R. J. O., 116; WHITE, J.

10. Where, in an action for the recovery of certain goods entrusted to a steamship company, the defendant has pleaded to the action, and the plaintiff answers the plea, disputing in his answer the validity of certain clauses in the bill of lading, the defendant can no longer, by declinatory exception, decline the jurisdiction of the Courts of this Province, on

the ground that it is provided in the bill of lading that all disputes regarding it are to be decided according to the laws and before the courts of a foreign country, to wit: Germany. — C. S., 1899. *Ramsay vs The Hamburg American Packet Company*, 2 R. P., 406; 17 R. J. O., 232; 5 R. L. n. s., 487; DOHERTY, J.

11. Le désistement que l'on fait d'un jugement après la signification d'une action en nullité de ce jugement, ne donne pas lieu, sur exception déclinatoire *ratione personae*, au renvoi de cette action en nullité de jugement, mais le dossier sera transmis à la cour compétente. — C. S., 1899. *La Corporation de Ham-Nord vs Juneau*, 2 R. P., 138; CHOQUETTE, J.

12. The court before which a motion *déclinatoire* is presented is the court seized of all the incidents connected therewith, including the sufficiency or insufficiency of any offer or tender, which may be made with the motion, in satisfaction of plaintiff's demand, and if it orders the record to be sent to another district, the motion *déclinatoire* cannot be brought up again before the Court in the district to which the record is transmitted. — The Court will not order a party to produce and file an original paper forming part of a record in another Court. — C. S., 1899. *The Corporation of the Township of North-Ham vs Juneau*, 16 R. J. O., 24; WHITE, J.

13. Where the principal demand, in the Superior Court, is dismissed on a plea of prescription, the court is without jurisdiction to pronounce upon an incidental demand made by the plaintiff for a sum of \$49, and cannot refer such demand to the court having jurisdiction in an action for that amount. — C. S., 1899. *St-Marie vs La Cité de Montréal*, 16 R. J. O., 140; DOHERTY, J.

14. Les dispositions du Statut de Québec 62 V., c. 54, Loi concernant la conciliation, qui décrète que, sauf les exceptions y mentionnées, aucune action personnelle et mobilière, lorsque le montant réclamé n'excède pas vingt-cinq piastres, ne sera reçue devant le tribunal de première instance à moins que le défendeur n'ait été préalablement appelé en conciliation en la manière indiquée en la dite loi — sont des dispositions prohibitives, et l'action instituée devant le tribunal de première instance contrairement à ces dispositions sera renvoyée avec dépens, sauf tous recours que de droit. — Il n'y a pas lieu en pareil cas de demander le renvoi de l'action devant le tribunal de conciliation. — C. S., 1901. *Cailloux vs Coutru*, 7 R. de J., 462; DELORMIER, J.

15. Les parties peuvent renoncer au préliminaire de conciliation mentionné en

la loi de conciliation, Statut de Québec de 1899, 62 V., c. 54. — L'exception résultant du défaut de citation en conciliation est couverte par la production de défenses au fonds. — Le tribunal n'est pas tenu de suppléer d'office à l'application de cette loi. — C. S., 1901. *Coutu vs Caillou*, 8 R. de J., 31; DELORMIER, J.

16. Dans une action basée sur un billet daté de Montréal et fait payable à Québec, quoique réellement émis à Québec, où les défendeurs sont domiciliés, toute la cause d'action prend naissance dans le district où le billet est fait payable, surtout si l'arrangement en vertu duquel ce billet a été donné en paiement partiel d'une dette antérieure, est intervenu à Montréal. — C. C., 1900. *Lévesque vs Roy*, 3 R. P., 369; DORION, J.

17. Une action basée sur des billets datés de Montréal et faits payables à Montréal, mais réellement faits dans le district de Beauce, où le défendeur a son domicile et où l'action a été signifiée au défendeur, n'est pas bien intentée dans le district de Montréal, et le dossier sera renvoyé, sur exception déclinatoire, à la cour de district de Beauce. — C. S., 1900. *Lapierre vs Beaudoin*, 3 R. P., 386; LANGELIER, J.

18. La loi 63 V., c. 38, n'affecte pas les élections de domicile antérieures faites tacitement dans un billet en vertu de la loi 52 V., c. 48, en vigueur lors de la confection de ce billet. — L'élection de domicile est une des clauses du contrat et constitue un droit acquis qui ne peut être affecté par la loi postérieure. — C. S., 1900. *The Merchants Bank of Halifax vs Graham*, 3 R. P., 415; 7 R. de J., 229; PAGNELO, J.

19. A une action basée sur billets que le demandeur alléguait avoir été signés à Montréal, le défendeur produisit une exception déclinatoire, prétendant que ces billets avaient été signés dans la province d'Ontario, et que partant la cause d'action n'avait pas pris naissance dans la province de Québec. Le demandeur, par une réponse à cette exception, alléguait que le contrat, en considération duquel tels billets avaient été donnés par le défendeur, avait été passé à Montréal. Sur motion cet allégué de la réponse du demandeur fut déclaré illégal et retranché de telle réponse. — C. S., 1900. *Merchants' Bank of Halifax vs Graham*, 7 R. de J., 235; MATHIEU, J.

20. V. *Lipschitz vs Rittner*, article 94, n. 8.

171.

1. Lorsqu'une cause intentée à la cour de circuit est renvoyée, par le tribunal,

d'office, à la cour supérieure, en vertu de l'article 171 C. P. C., les honoraires de l'avocat suivent le montant en l'issue dans l'action et il n'y a pas lieu d'appliquer l'item 108 du tarif, vu que ce n'est pas une évocation.—C. S., 1901. *Dural vs Moffat*, 3 R. P., 405; 7 R. de J., 45; CHOUQUETTE, J.

2. If a party to a suit constitute himself incidental plaintiff, he accepts thereby the jurisdiction of the Court, which otherwise would have been incompetent *ratione materiae*.—If said party afterwards withdraw such incidental demand, it has no retroactive effect, and cannot deprive the plaintiff of the benefit of such acceptance of jurisdiction.—C. S., 1899. *Auger vs Magann*, 2 R. P., 120; 16 R. J. O., 22; ANDREWS, J.

3. V. Supplément, article 170, n. 2.

4. C'est par action, et non par requête à un juge en chambre, qu'on doit réclamer le montant d'une assurance déposé suivant l'article 1198 S. R. Q.—Le juge a le droit de soulever d'office le défaut de juridiction, même s'il n'est pas invoqué par les contre réclamants.—C. S., 1901. *Doran vs The Ancient Order of United Workmen*, 3 R. P., 441; LANGELIER, J.—C. S., 1900. *Coleman vs The Catholic Order of Foresters*, 3 R. P., 400; TASCHEREAU, J.

5. V. Supplément, article 1130, *Les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité de la Ville de Westmount vs Monette & Drouin*, n. 6.

6. Une action entre locateur et locataire, dans laquelle le locataire demande des réparations, ou à défaut la résiliation du bail, et à tout événement une somme de \$1250 à titre de dommages, est de la compétence exclusive de la cour de circuit, et l'incompétence de la cour supérieure étant *ratione materiae*, le tribunal devait d'office renvoyer la cause devant le tribunal compétent.— Dans l'espèce, l'action du demandeur ayant été déclarée mal fondée par le tribunal de première instance, le demandeur devait supporter les dépens de contestation en cour supérieure ainsi que les dépens de la révision, quoique l'incompétence du tribunal n'eût pas été plaidée.—C. R., 1901. *La franchise vs Caty*, 19 R. J. O., 185; TAIT, MATHIEU, LORANGER, JJ.

172.

1. The fee of the defendant's attorney on a declinatory exception which was malintended, the Court ordering the transmission of the record to another district, is that provided for by article 7 of the tariff.—When a motion for security for costs is granted, costs to follow suit, and

the record is subsequently transmitted to another district, the costs will follow the final judgment on the case, and not the judgment maintaining the declinatory exception and ordering the transmission of the record.—Where, in an action brought at Montreal, where the transmission of the record to Quebec was ordered, the prothonotary, at Montreal, taxed the defendant's bill of costs, the judges of the district of Montreal are competent to revise such taxation, notwithstanding the judgment ordering the transmission of the record.—C. S., 1901. *The Canadian Mutual Loan and Investment Company vs Tanguay*, 3 R. P., 436; CURRAN, J.

173.

1. La litispendance a lieu lorsque la demande, introduite devant un tribunal, est pendante devant un autre également compétent, ou devant le même tribunal, de telle manière que si elle suit séparément son cours, elle aboutira soit à deux jugements identiques, soit à deux jugements opposés.— Pour qu'il y ait litispendance, il faut que la demande soit la même, autrement il n'y a que connexité mais non litispendance, et pour reconnaître quand il y a identité de demande, il faut appliquer les dispositions de l'article 1241 C. C., quant aux conditions essentielles requises pour qu'il y ait autorité de chose jugée: même objet, même cause et mêmes parties.—C. S., 1901. *Canada Industrial Company vs Rodick & Stanton*, 7 R. de J., 139; 3 R. P., 468; MATHIEU, J.

2. Pour qu'il y ait lieu à l'exception de litispendance à l'encontre d'une seconde saisie-arrêt après jugement, lorsqu'une première saisie-arrêt après jugement est pendante, il faut faire voir que le second bref saisit la même créance que celle saisie en vertu du premier bref.—C. S., 1902. *Leith vs Hall & Molsons' Bank*, 4 R. P., 398; MATHIEU, J.

3. Un bref émis au nom d'un souverain, mais signifié et rapporté après le décès de ce souverain, n'est pas pour cela devenu nul et il y a lieu à plaider litispendance sur une seconde action entre les mêmes parties pour la même cause.—C. C., 1901. *Ryan vs Fortier*, 3 R. P., 526; ANDREWS, J.

174.

INDICATION ALPHABETIQUE

Absence de qualité.....	51 à 58, 148
Acquiescement.....	139
Action <i>in forma pauperis</i>	149
Action pénale.....	21, 81, 85
Action possessoire.....	82
Action <i>qui tam</i>	24
Affidavit.....	8, 13, 18 à 22
Allegations incompatibles.....	8
" insuffisantes.....	2
" non pertinentes.....	150

Amendements.....	15, 16, 17, 21, 34, 45, 137
Assignation.....	41
Autorisation.....	12 à 17, 58, 137
Avis d'action.....	143, 141
Avis de motion.....	27, 135, 147
Avocat.....	6, 7, 8, 136, 159
Bilan.....	6, 7, 8, 32
Bref.....	6, 7, 8, 32
Capacité.....	40 à 50
Caution.....	96, 138
Compte.....	28 à 31, 71, 78, 81
Conciliation.....	3, 60, 116, 117
Conclusions.....	3, 60, 131, 156
Confession de jugement.....	87
Contestation d'élection.....	10, 22, 25, 26, 52, 60, 102, 103
Cumul.....	110, 141, 142
Curateur.....	158
Déclaration.....	3, 4, 5, 18
Défense en droit.....	2 à 5, 86, 138, 118, 152, 155
Délais.....	9, 10, 62, 67, 72, 158
Demande incidente.....	119
Dépens.....	2, 15 à 18, 21, 18, 49, 108, 139, 151, 159
Détails.....	8, 59 à 132
Domestique.....	8, 35, 36, 37
Domrages, détails.....	106 à 132
non liquidés.....	21
Droit d'action.....	131
Examen <i>on discovery</i>	63
Exécuteurs testamentaires.....	56, 57, 83
Fait juridique.....	2
Femme mariée.....	42 à 47, 58
Fiduciaires.....	55
Filiation.....	14
Héritier.....	51
Huissier incompétent.....	33, 34
Incapacité.....	40 à 50
Interdiction.....	58, 152
Intérêt.....	81
Intervention.....	3, 9, 67
Irrégularités.....	1 à 39
Joueurs étrangers.....	89, 90
Locateur et locataire.....	79
Mandamus.....	3
Medecine.....	148
Mineur.....	48, 49, 50
Mis-en-cause.....	156
Motion pour renvoi d'action.....	135
Nou.....	13, 15, 16, 17
Objet de la demande.....	133 et s.
Opposition.....	158
Ordre du juge.....	8, 23
Particularités.....	8, 59 à 132
Préemption.....	27
Préjudice.....	1, 7, 8, 15, 19, 33, 37, 38, 115
Procédures sommaires.....	11, 12
Prohibition.....	40
Promesse de payer.....	92, 93, 116
Qualité.....	8, 51 à 58, 148
Quo warranto.....	8, 25, 26, 51, 105
Rapport de l'huissier.....	38
Raturs.....	27
Reconnaissance de dette.....	91, 92, 93, 116
Reddition de compte.....	74, 75, 76, 154, 155
Réponse.....	3, 4, 5, 56
Réponse en droit.....	65, 86
Saisie-arrest.....	36, 94, 95
Saisie conservatoire.....	23
Saisie revendication.....	18 à 21
Séparation de corps.....	97 à 101
Signature du procureur <i>ad litem</i>	6, 7, 8, 136
Signification.....	8 à 10, 18, 19, 33 à 37
Société dissoute.....	153
Surcharges.....	27
Timbres judiciaires.....	27, 36, 76
Violation de l'art 202.....	2

§ 1.

1. Le principe énoncé par l'article 174 C. P. C., — que le défendeur peut invoquer par exception à la forme, lorsqu'ils lui causent un préjudice, les moyens résultant des irrégularités dans le bref, la déclaration ou la signification, — s'applique, non seulement au bref, à la

déclaration et à la signification, mais aussi à toute autre pièce de procédure. — C. S., 1899. *The Montreal Park and Island Railway Company vs The Town of St Louis*, 16 R. J. O., 335; 5 R. L. n. s., 327; MATHIEU, J.

2. C'est par exception à la forme qu'une partie, soit demanderesse, soit défenderesse, peut invoquer le vice d'un acte de procédure fait en violation de l'article 202. — Le défaut de réponse catégorique, c'est-à-dire par un ou, un non, ou un j'ignore, à chaque allégation de la demande, ou de la défense, ou de la réplique, constitue un vice pour cet acte de procédure et donne lieu à une exception à la forme. — Une exception à la forme à toute une défense peut n'être maintenue que pour partie, sauf dans ce cas à adjuger les frais comme devant suivre le sort de la cause. — L'insuffisance d'une allégation d'un fait juridique dans une demande ou une défense donne lieu à une exception à la forme et non à une inscription en droit. — C. S., 1899. *Lemieux vs La Compagnie de Publication du Journal Le Monde*, 2 R. P., 71; DAVIDSON, J.

3. Une réponse à une intervention contenant des conclusions qui auraient dû être prises dans la requête pour bref de mandamus est irrégulière. — Une telle réponse doit être attaquée par exception à la forme, et non par inscription en droit. — C. S., 1902. *Grier vs David & Cochrane*, 4 R. P., 373; MATHIEU, J.

4. Lorsque le défendeur fait, dans sa réponse à la défense, des allégations de fait qu'il aurait dû mettre dans sa déclaration, le défendeur doit en demander le rejet par une exception à la forme, et non par une inscription en droit. — C. S., 1900. *Darcy vs Hughes*, 6 R. L. n. s., 221; MATHIEU, J.

5. Le fait que des allégations nécessaires au soutien de la demande, seraient faites dans la réponse au lieu d'être dans la déclaration doit être invoqué par exception à la forme et non par inscription en droit. — C. S., 1899. *The Imperial Bank of Canada vs Quinn*, 2 R. P., 396; MATHIEU, J.

6. Une action ne sera pas renvoyée sur exception à la forme parce qu'il avert au dos du bref qu'il a été émis à la requête d'un avocat et que la copie en est certifiée par un autre avocat qui est le vrai procureur du demandeur. — C. C., 1900. *Boulet vs Cantin*, 3 R. P., 252; CAUSAULT, J.

7. Le fait que la copie d'un bref d'assignation n'a pas été certifiée véritable par le protonotaire ou le procureur du demandeur, ne peut donner lieu à une ex-

ception à la forme, si le défendeur a comparu dans les délais et n'a souffert par conséquent aucun préjudice. — C. S., 1899. *Bélanger vs Brats dit Labonté*, 2 R. P., 425; 5 R. de J., 565; BÉLANGER, J.

8. Le domicile légal d'un avocat résidant à Montréal, et membre du conseil exécutif de la province de Québec, est à Montréal. — L'avis mentionné à l'article 83 C. P. n'est pas requis avant les poursuites intentées suivant les articles 987 et seq. C. P. — Le défaut de date de l'ordre d'un juge permettant l'émission d'un bref de prérogative, est une erreur sans importance, qui ne cause pas de préjudice. — Le défaut de signature des avocats du requérant au bas d'une copie de requête, quand cette requête et l'affidavit forment qu'un seul document, est une irrégularité sans importance, et non préjudiciable. — Il n'est pas nécessaire de signifier à un défendeur copie du jugement permettant l'émission d'un bref de prérogative, pourvu que le certificat du protonotaire mentionnant telle ordonnance apparaisse sur la copie du bref. — L'irrégularité résultant du fait qu'un affidavit n'est pas fait à la première personne n'est pas de nature à causer préjudice. — Si un demandeur est à la fois avocat et ministre, il peut prendre successivement, dans une action, ces deux qualités, pourvu qu'il soit suffisamment identifié. — Si un demandeur requiert un bref pour une action personnelle de première classe, les mots *quo warranto*, ajoutés au bref par le protonotaire, n'ont pas l'effet d'changer la nature. — Une requête demandant que le défendeur soit déclaré occuper illégalement une charge publique et condamné à payer personnellement une somme dont il a sans droit autorisé le paiement, ne tend pas à obtenir des condamnations incompatibles ni contradictoires, si le demandeur a qualité pour faire ces deux demandes. — L'irrégularité résultant du fait que la mention de la date de la signification du bref est sur la face de la copie au lieu d'être sur le dos, ne cause aucun préjudice, si le défendeur a comparu dans les délais. — Il suffit de dire dans une requête, que le défendeur aurait autorisé illégalement le paiement à certains ouvriers et journaliers d'une somme à eux due, laquelle somme n'aurait pas été votée ni mise à la disposition du conseil municipal ou du comité des chemins pour cette fin, sans dire de quelle façon le défendeur a contrevenu à la loi, et sans mentionner la personne qui aurait reçu telle autorisation et fait ce paiement, ni la date de ce paiement. — Sur une requête pour faire destituer le défendeur et le faire condamner à payer personnellement certaines sommes dont il aurait illégalement autorisé le paiement, il sera ordonné au

requérant d'indiquer si cette autorisation a été donnée verbalement, par écrit, par un vote, ou tacitement. — Le défaut d'autoriser que le paiement illégalement autorisé a été fait, est une question pour le mérite qui ne peut être invoquée par exception à la forme. — C. S., 1899. *Stephens vs Profontaine*, 2 R. P., 193; MARTEL, J.

9. Les délais pour plaider se comptent du jour de la signification de l'intervention, et l'exception à la forme à l'encontre de l'intervention doit être produite dans les trois jours qui suivent la signification d'elle. — C. S., 1902. *Beauchamp vs Beauchamp*, 4 R. P., 367; MARTIN, J.

10. When by the terms of a city charter it is enacted that the contestation of an election shall be made by means of a petition which shall be signified upon the respondent within fifteen days from the date of the election contested with a notice stating the day upon which it will be presented, and which must be presented within thirty days from the date of the said election, but is wholly silent as to the time which must elapse between signification and presentation, the dispositions of the Code of Civil Procedure will be applied and a delay of less than six clear days will be declared insufficient. — C. S., 1901. *Trudel vs Guay*, 7 R. de J., 116; 3 R. P., 481; ARCHIBALD, J.

11. Sur motion de la nature d'une exception à la forme par un défendeur alléguant qu'il a été irrégulièrement assigné par procédures marquées "procédures sommaires", alors que l'action ne fait voir aucun droit de procéder sommairement, il sera ordonné que les mots "procédures sommaires" soient rayés et qu'il soit procédé à l'avenir comme dans les procédures non sommaires. — Dans ces circonstances, le demandeur sera condamné à payer les frais de l'exception à la forme comme si cette exception avait été renvoyée après amendement. — C. S., 1901. *Hutchinson vs McCaskill*, 7 R. de J., 239; MARTIN, J.

12. Une action en nullité d'une résolution d'un conseil municipal et du contrat accordé en vertu de cette résolution ne peut être sommaire, et, sur exception à la forme, la cour ordonnera de retrancher tout ce qui a trait à la nullité du contrat lui-même. — C. S., 1900. *Bédard vs La Cité de St-Henri*, 3 R. P., 212; GILL, J.

13. Le fait qu'un demandeur est décrit sous le nom de "Charles Averill Kennedy" au lieu de "Charles Avery" ne cause pas préjudice, et ne peut donner lieu à une exception à la forme. — A

tout événement cette exception devrait être accompagnée de l'affidavit exigé par la règle de pratique 47.—C. S., 1901 *Kennedy vs Shurtleff*, 3 R. P., 421; LE-MIEUX, J.

14. In an action by an heir, his failure to give a complete description of his filiation and of those he represents will be ground for an exception to the form.—C. S., 1897. *Goyette vs Fournier dit Préfontaine & Brais*, 1 R. P., 25; MATHIEU, J.

15. Where the Company defendant, in the writ of summons, is described as a "corps politique et incorporé", when it is not an incorporated body et al., as it appears from the Statute creating it, an exception à la forme on this ground will not lie when the company fails to prove that it suffers a prejudice by being so described.—A motion to amend the writ by striking out the words objected to, will be granted.—No costs will be allowed on either proceeding.—C. S., 1902. *Perrault vs The Liverpool and London and Globe Insurance Co.*, 4 R. P., 395; PACQUELO, J.

16. Permission sera accordée au requérant, par jugement sur exception à la forme, dans une injonction contre des commissaires d'écoles, d'amender le bref et la requête où les lutimés sont mal désignés, en par lui payant les frais de l'exception.—C. S., 1900. *Vauier vs Les Commissaires d'écoles de la ville de St-Jérôme*, 7 R. de J., 32; TASCHEBEAU, J.

17. Une exception à la forme se plaignant que "La Corporation de la Paroisse de St-Timothée" est illégalement poursuivie sous le nom de la "Municipalité de la Paroisse de St-Timothée" sera maintenue, mais, sur motion, il sera permis au demandeur d'amender en payant les frais de l'exception à la forme.—C. S., 1899. *Bélaire vs La Municipalité de la paroisse de St-Timothée*, 6 R. L. n. s., 93; BÉLANGER, J.

18. Il n'y a pas lieu de déclarer une saisie-revendication irrégulière pour le motif que le demandeur ne se serait pas conformé aux articles 909 et 948 C. P., quand l'irrégularité est réparée et résultait d'une erreur cléricale, mais les dépens sur l'exception doivent être supportés par le demandeur.—C. S., 1900. *Ruel vs Langlois*, 3 R. P., 132; MATHIEU, J.

19. Dans une saisie-revendication, le défaut de signification d'une copie de l'affidavit dans les trois jours qui suivent la signification du bref, cause préjudice au défendeur, et est un bon moyen d'exception à la forme.—C. S., 1901. *Chapleau vs Onimet*, 7 R. de J., 561; CHAMPAGNE, J.

20. The omission to describe the person making the affidavit for a fiat for a writ of revendication, and the failure to serve a copy of the affidavit on the defendant or leave it for him at the office of the court, within three days, do not constitute fatal irregularities in the procedure.—C. S., 1902. *Haddad vs Marcotte*, 4 R. P., 313; DAVIDSON, J.

21. L'insuffisance ou des irrégularités dans un affidavit pour obtenir une saisie-revendication ne constituent pas des moyens qui puissent faire annuler l'assignation elle-même; l'affidavit n'est requis que pour obtenir la saisie-revendication et cette saisie est indépendante de l'assignation.—Une exception à la forme invoquant semblables moyens et demandant le renvoi de l'assignation comme illégale et irrégulière sera renvoyée avec dépens.—C. S., 1902. *Albert vs Gravel*, 8 R. de J., 456; LANGELIER, J.

22. Dans une requête en contestation d'élection d'un échevin de la cité de Montréal, il suffit que l'affidavit qui doit accompagner la requête satisfasse le juge qui autorise l'émanation du bref; la cour ne maintiendra pas, subséquemment, une exception à la forme alléguant l'irrégularité de cet affidavit.—C. S., 1900. *Renaud vs Gagnon*, 6 R. L. n. s., 139; MATHIEU, J.

23. Une saisie conservatoire sera renvoyée sur exception à la forme, si, prise pour des sommages non liquidés, elle n'a été émise sans l'ordre d'un juge.—C. S., 1901. *Poirier vs Ornstein*, 3 R. P., 487; MATHIEU, J.

24. Dans une action en recouvrement d'une pénalité encourue pour violation de l'acte des droits d'auteur la couronne doit être co-demanderesse, sans quoi l'action peut être renvoyée sur exception à la forme.—Il sera permis d'amender cette action en mettant la couronne co-demanderesse, si les conclusions justifient tel amendement.—C. S., 1899. *Tremblay vs La Cie d'Imprimerie de Québec*, 2 R. P., 200; ANDREWS, J.

25. Une action en contestation d'élection ne sera pas renvoyée sur exception à la forme parcequ'il y aurait été pris des conclusions illégales en outre des conclusions que le demandeur avait le droit de prendre.—Les mots "quo warranto" ajoutés à un bref d'assignation ordinaire n'en changent pas la nature et ne le rendent pas irrégulier.—C. S., 1900. *Archambault vs Tansy & La Cité de Montréal*, 3 R. P., 50; MATHIEU, J.

26. Le fait que le bref d'assignation auquel est annexée une requête libellée en contestation d'élection, suivant la charte de la cité de Montréal, est intitulé bref "de quo warranto", ne peut vicier

cette requête libellée. — C. S., 1900, *Charbonneau vs Roy*, 3 R. P., 363; TASCHEBEAR, J.

27. L'intimé avait fait motion pour péremption d'instance. L'avis paraissait avoir été donné originalement pour "Monday, the twenty-first September instant", mais le mot "Monday" a été ensuite barré et le mot "Thursday" écrit au-dessus. On avait écrit "fourth" au-dessus du mot "first", mais sans barrer ce dernier mot. De plus le timbre judiciaire requis pour la présentation de la motion n'avait été effacé que le lendemain du jugement sur cette motion. — *Jury*: (confirmant le jugement de Mathieu, J.) Que les ratures et surcharges de l'avis de motion constituaient une irrégularité et une incertitude dont l'appelant était bien fondé à se plaindre, et qu'à défaut du timbre judiciaire la motion n'aurait pas dû être recue. Art. 1176 S. R. P. Q. — C. A., 1898, *Thomas & Workman*, 8 R. J. O., 142.

28. The default of serving a detailed account upon the defendant is not a ground for an exception to the form and can have no other effect than to delay the judgment or proceedings until the account is served. — C. S., 1900, *Perrigo vs Arcand*, 3 R. P., 350; TAIT, J.

29. Dans une action pour marchandises vendues et pension fournie par un hôtelier, où un compte de la créance du demandeur a été produit avec le rapport de l'action, il n'y a pas lieu de demander la suspension des procédés jusqu'à ce que copie de ce compte ait été signifiée au défendeur. — C. S., 1900, *The Chateau Frontenac Company vs Lionais*, 3 R. P., 352; LORANGER, J.

30. An exception to the form based upon the fact that no copy of the account sued upon was served upon the defendant at the same time as the action, will be dismissed, if it appears that a copy of the said account was served upon the defendant between the service and the return of the writ. — C. S., 1900, *Murphy vs Simpson*, 2 R. P., 556; DOHERTY, J.

31. Le demandeur, dans une action sur compte, qui n'a pas, avant son action, fait signifier au défendeur une copie du compte sur lequel il poursuit, sera condamné à le faire sous un certain délai sous peine de renvoi de son action. — C. S., 1898, *Lemay vs Crierier*, 1 R. P., 533; 5 R. L. n. s., 26; MATHIEU, J.

V. arrêts sous l'article 157.

32. L'assignation faite au moyen d'un bref décerné depuis plus de six mois, et qui n'a pas été remis en vigueur, est nulle, et l'action sera renvoyée sur exception à la forme. — C. S., 1901, *Lange-*

vin vs The Grand Trunk Ry Co., 4 R. P., 162; MATHIEU, J.

V. article 120.

33. The service of a writ of summons, addressed to a bailiff of the district of St-Francis upon a defendant in the district of Arthuraska, by a bailiff of the latter district, is not a nullity *per se*; and an exception to the form will not lie where no prejudice is suffered. — C. M., 1901, *Hackett vs Courchesne*, 13 R. J. O., 215; McLEVENA, M.

34. Un bref de sommation adressé aux huissiers d'un district, et exécuté par un huissier d'un autre district, peut, même après la production d'une exception à la forme fondée sur cette irrégularité, être amendé en l'adressant aux huissiers du district où l'on veut le faire signifier. — C. S., 1901, *Boude vs Pappelet*, 20 R. J. O., 297; 1 R. P., 329; 8 R. de J., 39; CROQUETTE, J.

V. arrêts sous l'article 121.

35. La signification d'une action au domicile ou au bureau d'affaires d'un agent ou mandataire du défendeur est nulle; même si par correspondance le défendeur adresse le demandeur au dit agent pour le paiement de sa créance. — Pour qu'une semblable signification soit valide, il faut que le défendeur ait donné à son agent ou mandataire un mandat spécial à cet effet. — Dans l'espèce le bureau d'affaires ne peut être considéré comme bureau d'affaires du défendeur au sens de l'article 136 C. P. C. — Une telle signification cause préjudice, et sur exception à la forme l'action sera renvoyée quant à présent. — C. C., 1898, *Longpre vs Perkins*, 2 R. P., 307; TASCHEBEAR, J.

36. Un bref de saisie-arrêt sera annulé s'il n'a pas été signifié au défendeur à son domicile élu, à défaut de domicile réel dans le district où le jugement sur l'action principale a été obtenu. — Un bref est aussi nul s'il y a été apposé moins de timbres que requis par la loi et si les copies certifiées par le greffier n'en portent aucun. — C. C., 1900, *Duchêne vs McAvoy & Malony*, 3 R. P., 235; ROY, J.

37. Le fait que l'action a été signifiée à la femme du défendeur, en dehors du domicile de ce dernier, et que cette action a été ensuite remise par la femme au défendeur, est une irrégularité mais qui ne cause aucun préjudice au défendeur, et une exception à la forme basée sur ce motif sera renvoyée sans frais. — C. S., 1902, *Lallemant vs Beauvais & Boissonnault*, 8 R. de J., 379; MATHIEU, J.

38. Le fait par l'huissier de déclarer dans son rapport qu'il a signifié copie du

bref et de la déclaration, employant ce mot "déclaration", au lieu de "requête libellée", n'est pas une irrégularité fatale et causant préjudice.—C. S., 1900. *Benaull vs Gagnon*, 2 R. P., 317; MATHIEU, J.

39. V. Supplément, article 1162. *Hatchinson vs McCaskill*, n. 8.—Supplément, article 128. *Patterson vs Lepp*, n. 2.—Supplément, article 118. *Tapley vs Irving*, n. 3.—Supplément, article 122. *Blanchard vs Nivet*, n. 5.

§ 2.

40. The pretention that the writ of prohibition issued to defendant is irregular and addressed to a person non-existent, is ground of preliminary exception, which must be urged by motion, and cannot form the ground of a plea to the merits.—C. S., 1898. *Lussier vs Corporation de Maisonneuve*, 15 R. J. O., 45; DOHERTY, J.

41. Le défendeur ayant été poursuivi par le demandeur, il ne peut produire en son nom une comparution et une exception à la forme, alléguant qu'il était décédé dès avant la signification de l'action et que l'assignation est irrégulière.—*Juge*: Que le demandeur ne pouvait assigner le défendeur, le dernier étant décédé et que, pour le même motif, on ne pouvait produire, au nom du défendeur, une comparution et une défense à l'action. Les parties furent mises hors de cour sans frais.—C. C., 1896. *Madore vs Graham*, 18 R. J. O., 129; CHAMPAGNE, J.

42. Le défaut d'autorisation de la défenderesse mariée, pour ester en justice, doit être plaidé par exception à la forme, et non par défense en droit.—C. S., 1900. *Major vs Léger*, 6 R. L. n. s., 144; BELANGER, J.

43. Le moyen tiré du fait que la défenderesse est commune en biens et non séparée, ainsi que désignée au bref de sommation, ne peut être un moyen d'exception à la forme que si le mari de la défenderesse n'est pas en cause pour assister.—Ce moyen, bien qu'étant un moyen de défense au fond, peut néanmoins être plaidé par une exception à la forme, lorsque, comme dans l'espèce, il constitue une bonne défense à l'action.—C. S., 1902. *Shank vs Bourassa*, 8 R. de J., 332, 338; 4 R. P., 287; LANGELIER, J.

44. In an action for damages for bodily injuries instituted by plaintiff, who describes herself as "Dame Mary McDonald, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of William Wilson", where the husband is not made a party to the suit to authorize his wife, a motion in the nature of an exception to the form will lie to dis-

miss the action.—C. S., 1899. *McDonald vs Vineberg*, 2 R. P., 34; CURRIAN, J.

45. Where a married woman separate as to property institutes an action for damages for bodily injuries, without the authorization of her husband, and an exception to the form is made invoking this as a ground for the dismissal of the action, the plaintiff in her own name, and still without the authorization of her husband, cannot ask by motion to amend the writ and declaration by adding her husband's name in the same to authorize her, and a motion of this kind will be dismissed.—C. S., 1899. *McDonald vs Vineberg*, 2 R. P., 40; CURRIAN, J.

46. Une action sur billet promissoire dirigée contre une femme séparée de biens sans que son mari soit mis en cause pour l'autoriser, ne sera pas renvoyée sur exception à la forme.—C. S., 1899. *Richard vs Bernard*, 2 R. P., 178; MATHIEU, J.

47. La femme mariée, séparée de biens, peut être poursuivie seule, sans son mari, pour le recouvrement d'un billet promissoire, signé par elle, et une exception à la forme, basée sur le fait que son mari n'est pas assigné pour l'autoriser, est mal fondée.—C. S., 1900. *Fraser vs Ogilvie*, 3 R. P., 121; MATHIEU, J.

48. Une action latente contre un mineur non assisté sera renvoyée sur exception à la forme, avec dépens.—C. S., 1898. *Campbell vs Mayer*, 1 R. P., 540; 15 R. J. O., 198; LORANGER, J.

49. Une action intentée contre un mineur non assisté sera renvoyée sur exception à la forme, mais sans frais.—C. C., 1902. *Leclerc vs Coulure*, 4 R. P., 460; CARON, J.

50. Un mineur émancipé ne peut faire seul que des actes de pure administration, et il ne peut, sans l'assistance de son curateur, recevoir le capital d'une obligation, et encore moins en poursuivre seul en justice le recouvrement.—Une semblable action peut être renvoyée sur exception à la forme.—C. S., 1899. *Casgrain vs Mallette*, 5 R. L. n. s., 208; 2 R. P., 115; LANGELIER, J.

§ 3.

51. L'absence de qualité du requérant à procéder par bref de *quo warranto* doit être invoquée par exception à la forme.—C. R., 1899. *Sigouin vs Fiau*, 16 R. J. O., 143; MATHIEU, DELORMIER, LYNEU, JJ.

52. Dans une contestation d'élection municipale, le moyen tiré de ce que le requérant n'a pas la qualité d'électeur, n'est pas un moyen de forme, mais de fond.—C. S., 1900. *Moreau vs Lamarche*,

18 R. J. O., 34; 3 R. P., 121; LANGELIER, J.

53. Le demandeur, dont la qualité est niée par une exception à la forme, ne peut refuser d'être examiné *ou découvert* sur ce défaut de qualité avant l'enquête sur cette exception à la forme. — C. S., 1900. *Morcan vs Lamarche*, 3 R. P., 73; LOUANGE, J.

54. En vertu de l'article 135 du C. P. C., on ne peut pas assigner les héritiers d'une personne décédée, en faisant signifier l'action à l'un des parents en sa qualité d'héritier seulement, comme représentant la succession, s'il n'est pas héritier. Dans l'espèce, le défendeur n'a été héritier et dans ce cas il est ordonné preuve avant faire droit. — C. S., 1900. *Andrews vs Frankenborg*, 17 R. J. O., 313; ROITNER, J.

55. L'action prise par quatre fiduciaires survivants et par les exécuteurs testamentaires et fiduciaires du cinquième fiduciaire décédé est liden prise, quant à la forme, quand leur administration a été conjointe. — C. S., 1900. *Kewedy vs Housman*, 2 R. P., 515; ROITNER, J.

56. Des exécuteurs testamentaires ont qualité pour recouvrer une balance due sur une créance à eux transportée en cette qualité. — Si, en réponse à une exception à la forme, ils allèguent et produisent des documents qui leur confèrent des pouvoirs plus étendus que ceux qui leur seraient donnés en vertu de la loi seule, cette partie de la réponse ne sera pas rejetée sur motion comme tendant à refaire l'action. — C. S., 1900. *Francis vs Rhine*, 3 R. P., 320; MATHER, J.

57. Si le testament ne pourvoit pas au remplacement des exécuteurs, celui qui a été nommé co-exécuteur en remplacement d'un exécuteur qui a résigné, n'a pas qualité pour agir comme tel, et une intervention faite par des co-exécuteurs, sera, sur exception à la forme, renvoyée quant à l'exécuteur ainsi irrégulièrement nommé en remplacement d'un autre. — C. S., 1900. *Lacognat vs MacKay & Boudreau*, 2 R. P., 493; GILL, J.

58. La femme qui a obtenu un jugement déclarant séparée de biens, mais n'a pas fait exécuter ce jugement, et a pris dans un acte la qualité de femme séparée de biens, sans déclarer si cette séparation est contractuelle ou judiciaire, ne peut être admise à plaider la nullité de son contrat en raison de l'inexécution de ce jugement. — Le curateur au mari interdit n'a pas qualité pour autoriser la femme à un acte quelconque, et par conséquent ne doit pas nécessairement être mis en cause dans une action prise contre la femme. — Lorsque le mari est

interdit, c'est à la cour à autoriser la femme, et cette autorisation peut être donnée en tout état de cause. — Le fait de garder des pensionnaires dans la maison ne constitue pas un acte de commerce nécessitant l'autorisation maritale; et au reste ce grief ne serait pas un moyen d'exception à la forme. — C. S., 1900. *Pariseau vs Huot*, 3 R. P., 395; LOUANGE, J.

59. La motion pour particularités, n'étant pas de sa nature un plaidoyer préliminaire, peut être faite après les délais prescrits pour la production d'un tel plaidoyer. — C. S., 1901. *Nereu vs The People's Telephone Co.*, 20 R. J. O., 538; LEADY, J.

60. Si un défendeur, sans prétendre que l'exposé des causes de la demande contenu dans la déclaration, n'est pas suffisant, demande à la cour d'ordonner au demandeur de lui fournir certains détails, qui lui sont nécessaires pour faire valoir ses moyens de défense, cette demande ne constitue pas une exception à la forme et n'est pas assujettie aux mêmes formalités. — Le tribunal peut toujours, au cours d'une instance, ordonner à l'une des parties de fournir à l'autre certains détails dont cette dernière peut avoir besoin. — Cette demande de détails, accordée pour faciliter l'administration de la Justice, diffère de celle où la partie conclut à ce que les allégations soient rejetées si elles ne sont pas particularisées dans le délai fixé par la cour, cette dernière demande devant être traitée comme une exception à la forme. — Si un jugement, renvoyant une exception à la forme, réserve cependant au défendeur son droit de demander des détails, le tribunal saisi de cette dernière demande ne peut la renvoyer parce qu'elle ne remplit pas les formalités requises pour les exceptions à la forme. — Dans les matières de contestations d'élection, il a été de pratique d'ordonner des particularités, sans qu'on ait considéré ces demandes de particularités comme des exceptions à la forme. — Dans une contestation d'élection, il sera ordonné au requérant de dire les noms, prénoms et résidences des représentants du défendeur, les menées frauduleuses et pratiques dolosives, la ruse et les intrigues commises par le défendeur et ses agents, avec son approbation et à sa connaissance, les dates et lieux, autant que possible, où elles ont été pratiquées, et comment le défendeur et ses agents, et d'autres personnes, ont empêché le requérant d'être mis en nomination. — C. S., 1900. *Clarke vs Jacques*, 3 R. P., 76; MATHER, J.

V. *infra*, rel. aux détails en matière de

contestations d'élections, n. 102 et s.

61. Un défendeur peut, par exception à la forme, invoquer le moyen tiré de ce que le demandeur n'a mis, ni dans le bref ni dans la déclaration, un exposé des causes de la demande, mais si cependant la déclaration contient un exposé, il n'y a plus lieu à l'exception à la forme, car si le défendeur a lieu de se plaindre de l'insuffisance ou de l'obscurité de cet exposé, il doit en ce cas procéder par demande de détails et d'explications.—C. S., 1901. *Bell vs The Royal Bank of Canada*, 7 R. de J., 479; LANGELIER, J.
62. Every motion for particulars whether urged against a declaration, a pleading or a paragraph of pleading, is necessarily founded on the insufficiency of the allegations attacked, and is therefore in its nature an exception to the rule of article 164 C. P. C., requiring notice thereof to be served within three days, presentment to be made as soon as possible after the delay to which the opposite party is entitled. Such motion must be accompanied with a certificate of deposit.—C. S., 1900. *Loomis vs The Sun Life Assurance Company of Canada*, 18 R. J. O., 329; WHITE, J.
63. Une motion par laquelle on demande le rejet de certaines allégations d'une défense comme étrangères au litige, vagues et indéterminées, et subsidiairement, des détails sur quelques unes de ces allégations, est une exception préliminaire, et sera rejetée si elle n'est pas accompagnée d'un dépôt.—C. S., 1901. *Cohen vs Lipschitz*, 3 R. P., 577; ROUBOUX, J.
64. If a plaintiff does not set forth sufficiently in detail in his declaration the manner in which he became holder and owner of the note sued on, defendant's recourse is by exception to the form or motion for particulars and not by demurrer. If the allegations of the declaration are sufficient in law to justify the conclusions.—C. S., 1900. *Abbott vs Jamieson*, 3 R. P., 177; DOUERTY, J.
65. An inscription in law does not lie against an answer to plea in which the details are insufficient. An exception to the form is the proper recourse.—An allegation of an answer to plea, insufficient in itself to dismiss the plea, but which tends to prove the truth of the plaintiff's action will not be dismissed on inscription in law.—C. S., 1902. *Vipond vs Kilburn*, 4 R. P., 376; MATHIEU, J.
66. Un défendeur ne peut demander, par motion, les détails des allégations de la déclaration, lorsqu'il a laissé écouler les délais pour plaider et est même forcé de le faire.—C. S., 1899. *Rafferty vs Whelan*, 5 R. L. n. s., 515; 2 R. P., 432; DOUERTY, J.
67. Lorsque la cour a ordonné à une partie de donner plus de détails sur une de ses allégations et que ces détails ne sont pas fournis dans le délai fixé par le jugement, cette allégation sera déclarée comme non avenue.—C. S., 1898. *Banerman vs The Consumers Coedage Co.*, 5 R. L. n. s., 19; LORANGER, J.
68. Le défendeur en défaut de plaider pourra se faire relever de sa formalité et demander des détails du compte du demandeur, et ce en payant les frais occasionnés par son défaut.—L'avoocat doit indiquer quand les procédés pour lesquels il réclame des honoraires, ont été faits par lui.—Il doit également indiquer le but de ses vacations à la cour ou au bureau du shérif.—Il doit aussi produire la procuration de son client, l'autorisant à poursuivre, quant il allègue telle procuration.—C. S., 1901. *Desjardins vs Lamoureux*, 4 R. P., 338; MATHIEU, J.
69. Il n'y a pas lieu d'accorder une demande pour particularités lorsque la défense n'allègue qu'un aveu fait par le demandeur et dans les termes mêmes dont ce dernier se serait servi.—C. S., 1900. *Lippe vs Levinson*, 7 R. de J., 31; LORANGER, J.
70. Particulars will be ordered to be given of a paragraph in a contestation, alleging generally the illegality of an issue of debentures, without averring in what the illegality in question consists.—C. S., 1901. *Connolly vs Baie des Chaleurs Ry. Co.*, 4 R. P., 178; DAVUSON, J.
71. Si après signification d'une motion pour particularités le demandeur produit au bureau du protonotaire un état de compte comprenant en partie les particularités demandées par la motion, la cour, refusant d'accorder cette motion quant à ces autres particularités demandées, ordonnera au demandeur de faire signifier au défendeur copie de l'état de compte par lui produit au protonotaire, et le défendeur ne sera tenu de plaider à l'action que dans les délais ordinaires après la signification de tel état de compte.—C. S., 1900. *Piché vs Quimet*, 7 R. de J., 375; MATHIEU, J.
72. Dans l'espèce, le juge ayant fixé un délai de six jours pour la production de la réponse à la contestation du bilan, le failli pouvait, dans les trois premiers jours de ce délai, produire une motion d'exception à la forme et, avant l'expiration de ce délai, une motion pour particularités, et on ne pouvait lui reprocher

qu'il n'ait pas fait ces motions dans les trois jours de la production de la contestation du bilan. — La contestation du bilan d'un failli ayant un caractère pénal, chaque allégation doit préciser les faits dont on se plaint de manière à les identifier ou donner connaissance au failli des actes dont on fera la preuve contre lui. Ainsi des allégations que le failli aurait recélé frauduleusement des billets pour un montant excédant \$10,000, une somme d'environ \$7,000 reçue par lui en divers montants à son magasin et diverses autres sommes d'argent se montant en tout à plus de \$25,000, — sont trop vagues et la cour supérieure était bien fondée à en ordonner la précision. Toutefois la cour supérieure ayant ordonné au curateur de préciser ses allégations de recel, et ayant ensuite renvoyé l'exception à la forme du failli avec dépens contre le curateur, le failli n'avait pas intérêt à se plaindre du jugement renvoyant son exception à la forme, puisqu'on lui avait accordé, sur sa motion pour particularités, tout ce qu'il aurait pu obtenir sur son exception à la forme. — C. A., 1899. *Sylvestre & Letang*, 8 R. J. O., 385; 2 R. P., 367.

73. Dans une contestation d'une réclamation d'un créancier contre une faillite, il est trop tard pour le contestant de demander des particularités un mois après la production de la contestation de la réclamation. — C. S., 1902. *Montreal Cold Storage and Freezing Co. & Stevenson*, 4 R. P., 340; MATHIEU, J.

74. On ne peut produire une exception à la forme à un compte rendu dans une action en reddition de compte. Si le compte est incomplet ou irrégulier, l'oyant peut demander son rejet ou que le rendant compte lui fournisse les détails qui y manquent. — C. A., 1898. *Evans & Wilson*, 8 R. J. O., 144.

75. La demanderesse qui demande qu'à défaut de rendre compte le défendeur soit condamné à payer une certaine somme, qu'elle est informée qu'il a reçue en vertu de certains contrats, n'est pas tenue de dire à quelle date et de quelles personnes cette somme aurait été reçue. — C. S., 1901. *Temiscouata Railway Company vs MacDonald*, 3 R. P., 462; MATHIEU, J.

76. L'insuffisance des timbres apposés sur une contestation de compte rendu ne sera pas une raison pour faire renvoyer cette contestation sur exception à la forme si les timbres sont apposés subséquentement. — La contestation d'un compte rendu par un administrateur doit indiquer dans ses conclusions le total des sommes à retrancher, des dépenses du rendant compte et le montant du reli-

quat qu'on prétend être dû par lui. — Le fait de conclure dans une contestation de compte à ce qu'il soit déclaré que le rendant compte n'avait pas le droit de charger certains items auxquels on s'objecte dans le cours de la contestation, n'est pas une irrégularité qu'on puisse soulever par une exception à la forme, non plus que le fait par le contestant de réserver son droit de prendre des conclusions subséquentes. — On ne peut invoquer dans un débat de compte d'autres moyens que ceux mentionnés dans la contestation écrite. — Les oyants compte qui contestent sous prétexte de surcharges et de dépenses non autorisées devront indiquer spécialement chaque item qui constitue une surcharge, chaque item que le rendant compte n'avait pas le droit de faire payer par la succession et chaque item qui ne représente pas le montant exact payé par le rendant compte ou sur lequel les créanciers ont fait une réduction ainsi que la réduction faite par les créanciers. — L'n oyant compte sera également condamné à particulariser les items dans lesquels on allègue que le rendant compte a payé des taxes qu'il n'aurait pas dû payer et fait faire des réparations ou changements qu'il n'avait pas droit d'ordonner, et quels sont des items pour réparations que le locataire aurait dû faire, et que le rendant compte charge aux oyants. — Un paragraphe alléguant que le rendant compte a dans plusieurs cas refusé d'accepter les offres de location de locaux raisonnables, et loué ensuite d'autres pour un prix inférieur, sera rejeté d'une contestation comme étant trop vague. — Il sera également ordonné aux oyants compte d'indiquer quels sont les items que le rendant compte charge à tort pour des changements qu'il n'aurait pas dû faire à l'immeuble administré, pour services professionnels d'avocats, d'experts et d'architectes, et quelles sont les réductions qu'il aurait reçues des compagnies d'assurances, et dont ils n'auraient pas fait profiter les oyants compte. — C. S., 1899. *Ross vs Ross & Duff*, 2 R. P., 256; MATHIEU, J.

77. L'n demandeur qui réclame par son action une somme d'argent (\$223.00), "the price and value of work done, services rendered and disbursements made by plaintiff in his capacity of promotor," sera tenu, sur motion à cet effet, d'indiquer quel ouvrage il a fait, quels services il a rendus, quelles sommes il a déboursées, et les temps et lieux de chacun de ces actes. — Cette motion n'est pas une exception préliminaire et n'est pas assujettie aux formalités de dépôt et de timbres supplémentaires. — C. S., 1899. *Bartlett vs Elliot*, 2 R. P., 97; LANGE, J.

78. Un compte ainsi fait: "Pour plans et détails d'autels et une chaire pour l'église de Saint-Ligouri, et plans et détails d'autel pour l'église de l'île Dupas, la somme de \$360.00." est suffisamment détaillé, et une motion demandant plus de détails sera renvoyée avec dépens.—C. S., 1900. *Contant vs Rho*, 6 R. L. n. s., 294; MATHIEU, J.
79. Dans une action par un locataire contre son locateur, pour le forcer à faire les réparations nécessaires ou pour être autorisé à les faire lui-même, le demandeur doit alléguer la classe d'action, c'est-à-dire, la valeur des réparations à faire, la nature des réparations requises, et produire une copie du bail invoqué, et à défaut de ce faire l'action sera renvoyée sur exception à la forme.—C. S., 1899. *Baulne vs Lefort*, 5 R. L. n. s., 507; BÉLANGER, J.
80. Dans le cas où une personne s'engage à placer dans une maison un appareil de chauffage capable de chauffer convenablement cette maison, et qu'une action est intentée, le demandeur se plaignant que cet appareil est insuffisant et défectueux, ce dernier devra, s'il entend prouver des défauts particuliers dans ce dit appareil, fournir les détails de ces défauts.—C. S., 1899. *Hopc vs Mount*, 6 R. L. n. s., 335; MATHIEU, J.
81. Sur l'allégation d'une convention spéciale intervenue entre les parties, dans laquelle le défendeur aurait convenu de payer des intérêts sur le montant d'un compte pour marchandises et effets vendus, le demandeur sera tenu, sur motion à cet effet, de dire si la convention a été faite par écrit ou verbalement, et s'il est déclaré à l'audience par le procureur du demandeur que telle convention a été faite verbalement, la motion pour particularités faite par le défendeur sera maintenue quant aux frais seulement, et acte sera donné de la dite déclaration.—C. S., 1900. *Brosseau vs Dechêne*, 3 R. P., 109; CARON, J.
82. Une allégation générale d'empiètement dans la défense à une action possessoire en complainte, peut être l'objet d'une motion demandant des détails faisant connaître quand, comment et sur quelle étendue la demanderesse a empiété sur le terrain du défendeur.—C. S., 1901. *Vallée vs Prescott*, 4 R. P., 279; MATHIEU, J.
83. Dans une poursuite intentée par des exécuteurs testamentaires pour un prêt fait par acte d'obligation, où il est dit que le défendeur reconnaît devoir à la succession de la personne décédée, il ne suffit pas d'alléguer le nom des personnes qui sont exécuteurs testamentaires lors de l'institution de l'action, mais il faut aussi indiquer ceux qui l'étaient lors de la date de l'obligation, avec mention des actes qui les ont nommés; et une motion demandant ces détails sera accordée.—C. S., 1899. *Masson vs Scath*, 5 R. L. n. s., 407; PAGUELO, J.
84. In a penal action it is not necessary to state the whole declaration in the affidavit, but only make such a summary statement as will be sufficient to show that in making the affidavit the Plaintiff was referring to the same matter as is stated in the declaration.—C. S., 1900. *Bull vs Lanigan*, 7 R. de J., 115; 19 R. J. O., 30; ARCHIBALD, J.
85. Le défendeur, poursuivi pour vente de liqueurs en contravention avec l'acte des élections fédérales, étant condamnable à une amende pour chaque infraction, a le droit de savoir du demandeur le nom des personnes auxquelles ces ventes auraient été faites ou du moins des circonstances suffisantes pour lui permettre de reconnaître l'infraction qu'on lui reproche, et lui permettre de contredire le demandeur sur ce point.—C. S., 1898. *Timmis vs Martin*, 1 R. P., 551; MATHIEU, J.
86. Celui qui allègue qu'une réhabilitation de mariage est irrégulière pour formalités, peut être tenu de déclarer, sur motion à cet effet, en quel les formalités essentielles n'ont pas été observées.—Le rejet du dossier d'allégués inutiles d'une pièce de plaidoirie doit être demandé par inscription en droit, et non par motion.—C. S., 1898. *Cross vs Prevost & Lacaille*, 1 R. P., 375; MATHIEU, J.
87. Un défendeur qui a produit une confession de jugement partielle, peut être contraint de fournir des particularités indiquant quels sont les items du compte du demandeur qui sont couverts par cette confession.—C. S., 1898. *Lafortune vs La Ville de Joliette*, 2 R. P., 24; DELORMIER, J.
88. Le défendeur qui plaide justification sera tenu de déclarer sur quels faits repose cette justification.—C. S., 1900. *Tanguay vs Gaudry*, 3 R. P., 255; CASSELL, J.
89. Un défendeur, poursuivi sur jugement rendu à l'étranger, ne peut, par exception à la forme, demander que le demandeur soit tenu de lui fournir et indiquer les causes d'action dans la poursuite où ce jugement a été rendu, vu qu'il est constaté par le certificat du greffier de la dite cour que le compte a été signifié au défendeur personnellement avec le bref dans la poursuite intentée à l'étranger.—C. S., 1902. *Smith vs Beau-bien*, 4 R. P., 473; MATHIEU, J.

90. Dans une action basée sur un jugement rendu aux Etats-Unis, le demandeur pourra être forcé, sur motion, de fournir les détails des causes de sa demande sur lesquelles le jugement étranger a été rendu, et de produire les exhibits qu'il avait au soutien de sa demande originale. — C. S., 1900. *Penfield vs Piggatt*, 6 R. L. n. s., 298; MATHEU, J.

91. Un défendeur qui allègue dans sa défense que le demandeur a reconnu lui-même qu'il n'avait aucune réclamation contre lui ne peut être tenu de déclarer si cette reconnaissance a été faite verbalement ou par écrit, le demandeur étant présumé avoir la connaissance de ce fait. — C. S., 1899. *Parent vs The Canada Life Assurance Co.*, 6 R. L. n. s., 131; CURRAN, J.

92. Un demandeur, qui allègue "que le défendeur a reconnu devoir et promis payer," peut être contraint, par motion, avant la production du plaidoyer, de déclarer où et quand le défendeur a reconnu la créance pour laquelle il est poursuivi. — C. S., 1899. *McLeod vs Lemay*, 5 R. L. n. s., 182; 1 R. P., 592; MATHEU, J.

93. Une partie sera tenue de fournir des particularités d'une partie d'allégation qui se lit comme suit:—"Which amount said company defendant has often acknowledged to own and promised to pay plaintiff;" en détaillant et indiquant la manière dont la dite défenderesse a reconnu devoir la dite somme de deux mille cinq cents piastres, si c'est par écrit ou par résolution des directeurs, ainsi que la date à laquelle telle reconnaissance aurait été faite. — C. S., 1899. *The Bank of Toronto vs The St Lawrence Fire Insurance Co.*, 2 R. P., 89; LANGELIER, J.

94. Un défendeur poursuivi par voie de saisie-arrêt avant jugement, peut par motion demander et obtenir des détails ou particularités quant aux lieux, temps, des actes de recel et la nature de ces actes. — C. C., 1899. *Gaudet vs Mainville*, 2 R. P., 382; CUCOCHETTE, J.

95. Dans une saisie-arrêt avant jugement basée sur des actes de recel, il sera ordonné au demandeur d'indiquer autant que possible, quels actes de recel ou de soustraction il reproche au défendeur, quand ces actes ont été commis et quels biens sont ainsi recelés et soustraits, ou l'ont été ou sont sur le point de l'être, et sur quels faits il se base pour dire que le défendeur a l'intention de receler et de soustraire ses biens. — C. S., 1899. *Baumgarten vs Dinahan*, 2 R. P., 234; MATHEU, J.

96. L'allégation générale de recel

dans l'affidavit et la déclaration sur procédure par capias est suffisante, et le demandeur ne peut être tenu de donner des particularités exposant quels sont les actes spéciaux de recel reprochés au défendeur. — C. S., 1900. *Goold vs Ruthcren*, 8 R. de J., 283; TASCUIEREAU, J.

97. La séparation de corps ne pouvant être prononcée en justice que pour des causes déterminées, le défendeur dans une telle instance, a droit d'obliger la partie demanderesse à indiquer le temps, le lieu et les circonstances des faits spéciaux qu'elle invoque dans son action, et une motion pour particularités sera pour ces motifs accordée, les frais à suivre le sort du procès. — C. S., 1901. *Repentigny vs Flynn*, 8 R. de J., 37; MATHEU, J.

98. La femme qui poursuit en séparation de corps sera tenue de déclarer quand et comment son mari l'aurait injuriée gravement, lui aurait rendu l'existence en commun impossible et insupportable; d'indiquer dans quelle circonstance, ou à quelle personne il aurait tenu les propos injurieux à lui reprochés, et dans quelles circonstances il refusait de lui répondre quand elle lui adressait la parole. — C. S., 1901. *Melançon vs Bedari*, 4 R. P., 147; MATHEU, J.

99. Le demandeur, dans une action en séparation de corps et de biens, qui allègue que la conduite de sa femme est telle qu'il ne peut plus vivre avec elle, qu'elle a commis l'adultère avec différents hommes durant deux mois, peut être forcé, par motion, de donner plus de détails sur la conduite de sa femme, et de spécifier avec qui et à quelles dates approximativement ces actes d'adultère ont été commis. — C. S., 1899. *Wekenna vs Ormond*, 6 R. L. n. s., 68; CURRAN, J.

100. A motion for particulars cannot be granted after the delay for pleading to the merits has expired. — In an action in separation from bed and board, an allegation stating that the defendant, since a certain time, has kept, and still keeps, a disorderly house, where she habitually commits adultery, is sufficiently particularized and the plaintiff will not be bound to give the dates and places where, and to name the persons with whom the defendant has committed adultery. — C. S., 1899. *Clement dit Dufresne vs Clement*, 2 R. P., 453; 16 R. J. O., 435; 5 R. L. n. s., 488; DOHERTY, J.

101. Dans une action en séparation de corps, lorsque le défendeur pléide que la défenderesse l'a trompé "en commettant l'adultère avec plusieurs hommes," il sera ordonné au défendeur, sur motion, de fournir des détails en donnant les noms des hommes avec lesquels

la demanderesse aurait commis l'adultère, et autant que possible, les dates et de lieu où ces adultères auraient été commis.—C. S., 1900. *Thescreau vs Robert*, 6 R. L. n. s., 85; 2 R. P., 520; MATHIEU, J.

102. Le défaut de détails des nullités d'une élection donne lieu à une motion pour détails, mais non à une exception à la forme.—C. S., 1900. *Moreau vs Lamarche*, 3 R. P., 121; 18 R. J. O., 34; LANGELIER, J.

103. Le défaut de mentionner les noms et résidences des personnes accusées d'avoir pratiqué dans une élection des menées-corruptrices et de particulariser la nature de ces menées et les dates, lieux et circonstances où elles ont été commises, peut donner lieu à une motion pour détails, mais non à une exception à la forme par laquelle on demande le renvoi de l'action.—Ces particularités peuvent être demandées après les délais fixés pour produire une exception à la forme.—C. S., 1900. *Clarke vs Jacques*, 3 R. P., 12; LORANGER, J.

104. Dans une contestation d'élection sous la loi générale des corporations de ville, il suffit que la requête en contestation indique les causes pour lesquelles l'élection est attaquée, et elle ne doit pas être renvoyée seulement parce que les faits particuliers sur lesquels le requérant veut s'appuyer ne sont pas détaillés; mais si le défendeur demande ces détails, le requérant doit les lui donner.—C. S., 1899. *Germain vs Hurteau*, 15 R. J. O., 614; LANGELIER, J.

105. Dans un *quo warranto* intenté contre un conseil municipal, où le requérant allègue généralement que l'intimé était intéressé dans un contrat qu'un tiers avait avec la municipalité, il pourra être ordonné au requérant, sur motion de l'intimé, de fournir les détails précisant de quelle manière l'intimé est intéressé dans ce contrat.—C. S., 1899. *Tremblay vs Brien dit Desrochers*, 6 R. L. n. s., 202; DOHERTY, J.

106. Lorsque dans une action le demandeur réclame des dommages sans en indiquer la nature, la cour doit présumer que ce sont des dommages vindictifs, et il n'y a pas lieu à ordonner des particularités.—C. S., 1900. *Gauvreau vs Chapais*, 18 R. J. O., 135; ROUTHIER, J.

107. Dans une action en dommages, lorsque le demandeur a été condamné à fournir les détails des dommages qu'il réclame et qu'il ne s'est pas conformé à ce jugement dans le délai fixé, l'action sera renvoyée avec dépens sur motion faite par le défendeur, sauf au demandeur à se pourvoir.—C. S., 1900. *Lalonde vs La Cie du chemin de fer du Grand*

Tronc, 6 R. L. n. s., 197; 2 R. P., 514; MATHIEU, J.

108. Le demandeur qui poursuit en recouvrement de frals et de dommages à lui causés par l'émanation d'un bref d'Injonction, sera tenu, sous peine de renvoi de son action, d'indiquer, dans un certain délai, le montant qu'il réclame pour frals, et celui qu'il réclame pour dommages, et la nature générale de ces frals et de ces dommages.—C. S., 1900. *Sabiston vs The Montreal Lithographing Co.*, 3 R. P., 393; MATHIEU, J.

109. Dans une poursuite en dommages pour diffamation, le demandeur doit indiquer, autant que possible, les dates précises auxquelles les propos diffamatoires ont été tenus, et devant quelles personnes le défendeur a ainsi parlé.—Si le défendeur n'est pas satisfait des détails fournis par ordre du tribunal, il doit s'en plaindre dans les trois jours de leur signification; et une demande de rejet de ces détails neuf jours après qu'ils ont été signifiés au défendeur sera renvoyée.—C. S., 1899. *Underwood vs Childs*, 5 R. L. n. s., 271 et 362; MATHIEU, J.

110. In an action of damages for insulting language by defendant, his wife and family, plaintiff will be ordered to give particulars of the insulting language used, and by whom, giving, as far as possible, the words used and the name of the person using them.—C. S., 1900. *Akrill vs Elliott*, 7 R. de J., 328; TAIT, J.

111. Plaintiff took an action against defendant, a married woman, for damages which he claimed were caused to his wife by the defendant entering the latter's room wherein she had been recently confined, and using towards her loud language and violent gestures, thereby severely injuring her health and rendering her insane. Plaintiff claimed that the defendant had been warned not to disturb his wife. Defendant made a motion that plaintiff be ordered to give the following particulars of his demand:—1st. That plaintiff be held to give the date of the confinement of his wife, and also the name of the physician who attended her thereat and since that time. 2nd. That plaintiff be held to state by whom the female defendant was warned, and in what terms such warning was given, and also in what terms, etc., the female defendant upbraided or reproached plaintiff's wife, and what the imaginary wrongs or grievances were which the female defendant is charged with upbraiding and reproaching plaintiff's wife with in a loud voice and with violent gestures. 3rd. That plaintiff be held to specify the acts of the female defendant which are alleged to have caused

plaintiff's wife a great shock and completely upset her nervous system so that she has become violently insane, etc., and the date or times at and during which she became and was violently insane, etc., and what medical man, if any, attended her at or during such time. 4th. That plaintiff be held to give a statement and items of the loss and damage which he alleges in his declaration he suffered from the acts of the female defendant. 5th. That in as much as the plaintiff and his wife are not now at their domicile in this province, that plaintiff be held and ordered to disclose the whereabouts of himself and his said wife. Upon this motion the court ordered the plaintiff to furnish the following particulars, costs to follow suit:—1st. The date of confinement of the said plaintiff's wife. 2nd. The disbursements necessitated by the illness of the plaintiff's wife, caused by the conduct of the female defendant. — C. S., 1898. *Hooper vs Ross*, 1 R. P., 170; MATHIEU, J.

112. Le demandeur poursuit le défendeur en dommages et allègue dans son action certaines circonstances de lieux où les paroles reprochées ont été prononcées; de plus, que les mêmes accusations ont été répétées à divers autres endroits, à plusieurs personnes, depuis telle date jusqu'à telle date. — Sur motion pour particularités de la part de la défense, *jud*: que le demandeur est tenu de spécifier les endroits et les dates, où les propos en question ont été réitérés; mais qu'il ne peut être tenu de dévoiler d'avance les noms des personnes devant qui les accusations ont été prononcées; qu'obliger le demandeur à donner les noms de ces personnes serait le forcer à dire quels seront ses témoins, ce qui ne peut pas être fait plus dans une action en dommages, que dans une autre espèce de cause. — C. S., 1899. *Roy vs Powell*, 2 R. P., 27; ROUTHIER, J.

113. Le demandeur poursuivant en dommages pour injures verbales proférées dans la présence de deux personnes spécifiées et nommées, et, aussi, devant "un grand nombre d'autres personnes" sera tenu, sur motion, à indiquer les noms de ces dernières personnes, la date des injures et l'endroit où elles ont été prononcées. — C. S., 1902. *Lefebvre vs Lefebvre*, 4 R. P., 366; MATHIEU, J.

114. La motion pour particularités est une motion *sui generis* et ne peut être assimilée aux motions pour plaidoyers préliminaires, quant au dépôt et au délai de ces dernières motions. — Dans une action en dommages pour diffamation verbale, le demandeur sera tenu de fournir les détails de lieu, de temps et de circonstances de telles diffamations

avec les noms des personnes devant lesquelles elles auraient été proférées, et de dire comment, en quoi, il a pu souffrir des dommages, et quel tort il a subi. — Le demandeur sera condamné aux frais de cette motion. — C. S., 1900. *Frost and Woods vs Castonguay*, 6 R. de J., 485; LYNE, J.

115. Dans une action en dommages entre commerçants pour diffamation, le défendeur a droit de connaître le nom des personnes à qui on l'accuse d'avoir tenu les propos diffamatoires reprochés, soit pour plaider privilège, soit pour les expliquer, les nier, les retirer, ou offrir indemnité, et de savoir quand ces propos ont été tenus, et le demandeur peut être tenu de donner ces détails sous peine du renvoi de l'action. — C. S., 1899. *Coalier vs Filiatrault*, 2 R. P., 33; 5 R. L. n. s., 111; PAGNELO, J.

116. Dans une action en dommages pour injures verbales, le demandeur doit faire voir que les paroles et propos reprochés ont été proférés avec malice, ou dans l'intention de nuire. — Le demandeur sera tenu de spécifier les endroits et les dates où les propos en question ont été tenus; et il peut être tenu de dévoiler d'avance les noms des personnes devant qui les accusations ont été prononcées, de manière à mettre la défenderesse dans la position de contredire la preuve que le demandeur pourrait faire. — L'ne partie sera tenue de fournir des particularités d'une allégation qui se lit comme suit: "laquelle somme de \$2,000 la dite défenderesse a souvent reconnu devoir et promis payer"; en détaillant et indiquant quand et comment la dite défenderesse a reconnu devoir la dite somme. — C. S., 1902. *Menard vs Pigeon*, 4 R. P., 141; MATHIEU, J.

117. Lorsqu'un demandeur allègue, dans une action en dommages, que le défendeur l'a diffamé à une certaine place qu'il nomme, et ailleurs, il peut être contraint, sur motion, de déclarer le nom de cet autre endroit. — Lorsque la déclaration allègue que le défendeur a cherché de perdre le demandeur dans l'estime de ses concitoyens, il sera tenu, sur motion, d'indiquer par quels moyens il a ainsi agi. — C. S., 1898. *Boileau vs Chauvet*, 4 R. L. n. s., 166; MATHIEU, J.

118. Dans une action en dommages pour injures, où la déclaration mentionne une personne devant laquelle ces injures auraient été prononcées, le demandeur ne sera pas tenu de donner le prénom de cette personne, s'il n'apparaît pas qu'il puisse y avoir confusion. — Une personne ne peut être tenue de donner les noms des personnes devant qui des paroles diffamatoires auraient été pro-

noncées, si les détails donnés sont assez précis pour permettre à l'autre partie de se défendre sans connaître ces noms.— Que les mots *similar statements* dans une action en dommages pour injures, venant après l'énumération de déclarations diffamatoires du défendeur, n'ont pas besoin d'être particularisés.— C. S., 1901. *Kennedy vs Shurtleff*, 3 R. P., 514; LEMIEUX, J.

119. Il n'est pas strictement nécessaire, dans une action pour dommages résultant d'injures, que tous les actes diffamatoires que le demandeur a l'intention de reprocher au défendeur soient spécialisés; et si le tribunal considère, comme dans l'espèce, que les allégations sont suffisantes et que le défendeur ne peut être pris par surprise, une motion pour particularités sera renvoyée avec dépens.— C. S., 1902. *Lepailleur vs Barrette*, 8 R. de J., 408; TASCHEREAU, J.

120. Dans une action où le défendeur, poursuivi pour marchandises vendues et livrées, se porte demandeur reconventionnel en dommages pour défaut de livrer le reste des marchandises achetées, des allégations de la demande incidente énonçant que le raisin qu'il a dû se procurer ailleurs, vu le défaut par le demandeur de livrer la qualité vendue, était d'une qualité inférieure à celui du demandeur, sont assez précises pour que le demandeur n'en éprouve pas de préjudice, et ne seront pas rejetées sur exception à la forme.— C. S., 1900. *Hart vs Timossi*, 3 R. P., 58; MATHIEU, J.

121. Un demandeur qui réclame des dommages pour inexécution d'un contrat doit donner tous les détails des pertes que ce défaut d'exécution lui a fait subir.— C. S., 1899. *Leblanc vs Williamson*, 6 R. L. n. s., 44; DOHERTY, J.

122. Dans une action en dommages pour pertes causées à sa propriété, il sera ordonné, à la partie demanderesse, sur motion, de fournir un état indiquant séparément chaque montant de dommages composant la somme totale réclamée.— C. S., 1902. *Hertel vs Foley*, 4 R. P., 334; MATHIEU, J.

123. Dans une poursuite en dommages à raison de ce que le défendeur, étant auditeur d'une banque (La Banque du Peuple), aurait certifié des rapports faux de l'état financier de la banque, le demandeur prétendant qu'il aurait accepté les fonctions de directeur de la banque sur la foi des dits rapports et qu'il aurait été appelé comme directeur à payer une certaine somme pour indemniser les créanciers et les déposants de la banque, le défendeur est reçu à réclamer que son adversaire précise:—quels sont les items faux dans les dits rapports; comment et

à quelles dates le défendeur aurait reconnu sa responsabilité; quand et à quel le demandeur aurait payé la somme indiquée, — mais le défendeur ne peut exiger qu'il lui soit indiqué quels étaient les chiffres exacts des items prétendus faux.— C. S., 1900. *Prfontaine vs Martin*, 3 R. P., 157; MATHIEU, J.

124. In an action for damages resulting from the biting of a dog, the defendant pleaded that the dog was her husband's property, and not her's, and further that the biting was due to plaintiff's provocation. On motion for particulars as to the husband's ownership, and also to the time and place of the alleged provocation.— *Hebl*; That the defendant is not bound to give particulars of her husband's ownership of the dog in question, the fact not being personal to her, and the plaintiff being able to obtain further information by examining the defendant on discovery.— The provocation, in the absence of other particulars, is presumed to have occurred at the time and place where the plaintiff was bitten by the dog, and that, therefore, no further details were required.— C. S., 1899. *Hugron vs Statton*, 2 R. P., 559; WHITE, J.

125. Le demandeur qui réclame des dommages pour la mort de son fils à la suite d'un accident, peut être tenu de donner des détails sur son état de fortune et son âge, sur l'occupation et l'état social du défunt, et indiquer quelle perte morale ou matérielle il éprouve et de quel gain il a été privé par suite de la mort de son fils.— C. S., 1901. *Tellier vs Cité de St-Henri*, 7 R. de J., 108; ARCHIBALD, J.

126. Dans une action où une mère réclame des dommages pour la mort de son fils, savoir: "\$2 pour frais de médecin, \$18.50 pour frais funéraires, et \$879.50 pour dommages généraux", l'action est suffisamment libellée en alléguant que son fils avait une santé robuste et qu'il aurait pu alder à sa famille avant deux ou trois ans, et qu'elle a souffert par suite de la mort de son enfant des dommages considérables.— C. S., 1879. *Page vs La Cie de chemin de fer du Grand Tronc*, 4 R. L. n. s., 84; ARCHIBALD, J.

127. In an action for injuries alleged to be caused by the gross carelessness and negligence of the defendant, plaintiff will be ordered to furnish particulars of the alleged gross carelessness and negligence, and of the damages thereby suffered by him.— C. S., 1900. *Forbes vs The Montreal Street Railway Co.*, 3 R. P., 449; DAVIDSON, J.

128. Dans une action en dommages

pour accident, on peut alléguer, dans une réponse au plaidoyer, que de nombreux accidents avaient eu lieu au même endroit, sans être obligé de donner des détails sur ces accidents. — C. S., 1898. *Conrter vs The Royal Electric Co.*, 2 R. P., 137; LORANGER, J.

129. Dans une action en dommages à raison de blessures, il y a lieu d'ordonner des particularités de manière à obliger le demandeur à indiquer quel est le montant qu'il prétend avoir payé au médecin et celui qu'il prétend aussi avoir payé pour pension. — C. S., 1901. *McGregor vs Newman*, 8 R. de J., 36; MATHIEU, J.

130. Dans une action en dommages, l'allégation suivante: "L'accident en question a été causé par la faute et la négligence des défendeurs et de leurs employés en faisant manœuvrer une plate-forme levée par une grue à vapeur conduite par...", est trop générale, et le défendeur, peut, par motion, obtenir que le demandeur donne plus de détails. — C. S., 1898. *Labelle vs Ryan*, 5 R. L. n. s., 144; PAGNELO, J.

131. Le défendeur, dans une action en responsabilité de dommages à la personne, peut exiger des particularités du demandeur qui ajoute à l'énumération des dommages les mots "et caetera". — Dans une action en responsabilité de dommages à la personne, le demandeur n'est pas obligé de fournir le détail du chiffre des dommages qu'il allégué avoir soufferts dans sa santé, dans la jouissance de la vie et à raison des frais de médecin. — La partie qui obtient partie seulement des conclusions de sa motion pour particularités n'a pas droit aux dépens. — C. S., 1898. *McDonald vs Vineberg*, 3 R. P., 206; 5 R. L. n. s., 47; LORANGER, J.

132. Dans une action en dommages pour accident, prise contre la cité de Montréal, cette dernière n'est pas tenue de particulariser les précautions qu'elle dit avoir prises, ces précautions étant définies par les règlements de la cité. — La défenderesse sera tenue d'expliquer en quoi consiste la faute de la demanderesse et les causes climatériques incontrôlables auxquelles elle attribue l'accident arrivé à la demanderesse. — Il ne sera pas accordé de frais sur une motion pour détails accordée pour partie seulement. — C. S., 1900. *Matthews vs La Cité de Montréal*, 3 R. P., 349; LORANGER, J.

V. *Bull vs Lanigan*, article 105, n. 5.

§ 5.

133. Dans le cas où un demandeur mentionne un lot de terrain dans sa déclaration, et qu'il lui est subséquentment

ordonné par la cour de décrire quel est le lot de terrain auquel il réfère, cette allégation de sa déclaration sera retranchée s'il déclare être dans l'impossibilité d'en donner une autre description. — C. S., 1900. *Tremblay vs Gilbert*, 6 R. L. n. s., 193; MATHIEU, J.

DIVERS

134. Where it appears upon the face of the writ of summons and statement of claims that the plaintiff has no right of action, it is not necessary that objection should be taken by exception à la forme. Absolute want of legal right of action may be invoked by a defendant at any stage of a suit. — C. suprême, 1900. *McFurran & The Montreal Park and Island Railway Co.*, 30 R. C. S., 410.

135. Une motion peut valablement être intitulée: "motion pour renvoi d'action," et ne sera pas rejetée parce qu'elle ne précise pas si c'est une exception à la forme ou une exception dilatoire. — Une exception à la forme faite présentable un jour où la cour de pratique ne siège pas, pourra être continuée à un autre jour, et ne devient pas pour cela caduque. — C. S., 1898. *Leman vs Chevrier*, 1 R. P., 523; MATHIEU, J.

136. Une exception à la forme signée par un procureur autre que celui qui a comparu, sans désaveu ou substitution, sera renvoyée comme irrégulière. — C. S., 1900. *Morreau vs Lamarche*, 3 R. P., 121; 18 R. J. O., 34; LANGELIER, J.

137. Une motion pour faire rejeter un amendement, comme n'ayant pas été autorisé par le tribunal, alors que cette autorisation était nécessaire, est une exception à la forme, et est sujette aux formalités de l'article 164 C. P. — C. S., 1901. *Pizzulo vs The Canadian Pacific Railway Company*, 3 R. P., 471; MATHIEU, J.

138. A demurrer to a capias will not be dismissed on exception to the form, the defendant being at liberty to adopt that proceeding instead of the petition to quash. — C. S., 1899. *Todd vs Murray*, 3 R. P., 521; CERRAN, J.

139. Lorsque des questions soulevées par une exception à la forme sont connexes à celles de l'action elle-même et que la solution ne peut en être donnée que par le jugement au mérite de l'action — le tribunal réservera l'adjudication sur ces questions au mérite de la cause. — Lorsque le défendeur a pu craindre qu'en n'invoquant pas des moyens d'exception *in limine litis*, il pût paraître acquiescer en quelque manière aux prétentions de la partie demanderesse, en ce cas le tribunal déclarant l'exception à la forme mal fondée en droit, la renverra mais

sans frais.—C. S., 1900. *Stephens vs Miller & Hopkins*, 7 R. de J., 330; MATHER, J.

140. Le cumul de moyens de forme et de moyens au fonds dans une opposition à jugement n'implique aucune renonciation aux irrégularités de forme.—C. S., 1899. *Marion vs Leroux*, 6 R. de J., 395; ARCHIBALD, J.

141. L'n défendeur peut, en même temps, faire une exception à la forme et une exception dilatoire demandant cautionnement pour frais et la production d'une procuration.—C. S., 1898. *Taylor vs Lewis*, 5 R. L. n. s., 123; 2 R. P., 187; TAIT, J.

142. Le demandeur au pétitoire, auquel on oppose la prescription trentenaire, et qui appelle alors ses vendeurs en garantie, ne peut ajouter à sa demande en garantie, une demande en dommages et en répétition du prix de vente, et cette partie de l'action en garantie sera renvoyée sur exception à la forme.—C. S., 1900. *Anderson vs Smith*, 3 R. P., 56; LAVERGNE, J.

143. Action en dommages par une femme commune en biens, assistée de son mari et par celui-ci personnellement, pour dommages soufferts par la demanderesse, par suite d'une chute faite par elle sur un trottoir défectueux.—Exception à la forme, demandant le renvoi de l'action parce qu'aucun avis légal et suffisant *spécifiant la nature et le montant des dommages* ne lui a été donné trente jours avant l'institution de l'action.—L'avis avait été donné par M^{re} Beaubien, par une lettre disant qu'il avait reçu instruction de James Turner, le demandeur, de prendre une action pour dommages et injures soufferts par suite du mauvais état du trottoir dans la rue Châliid.—*Juge*: Que les tribunaux doivent interpréter libéralement cette condition de l'avis préalable imposée par la loi en certains cas.—L'avis ci-dessus est suffisant.—La défenderesse ne peut se plaindre à l'argument au mérite de l'absence de l'avis de la part de la femme. Elle aurait dû plaider spécialement ce moyen par exception à la forme.—C. S., 1900. *Sullivan vs La Corporation de la ville de Magog*, 18 R. J. O., 107; LEMIEUX, J.

144. Le défaut de donner l'avis d'action requis par l'article 793 C. M. doit être invoqué par exception à la forme, et non par une défense au fond.—C. S., 1899. *Leblanc vs La Corporation du Comté de Winslow*, 5 R. de J., 529; WHITE, J.

145. On n'est pas tenu, dans les exceptions préliminales, et à plus forte raison dans celles qui sont faites à une requête en contestation d'élection, d'allé-

guer spécifiquement préjudice.—C. S., *Comté de Winslow*, 5 R. de J., 529; LEMIEUX, J.

146. La procédure à opposer à une action pour se plaindre de ce que le défendeur n'a pas été appelé, préalablement à la poursuite, devant les conciliateurs, est l'exception à la forme.—C. S., 1899. *Danust vs Langervin*, 2 R. P., 299; BÉLANGER, J.

147. Le demandeur poursuit en cour de circuit le défendeur au montant de \$15.00, valeur d'un mouton étranglé par le chien du défendeur. Le défendeur répond par une exception à la forme, alléguant qu'il aurait dû, au préalable, être appelé en conciliation. Avis régulier du dépôt et du jour de la présentation de la motion est donné au demandeur. Au jour fixé le défendeur ne présente pas sa motion, et quelques jours plus tard il donne un nouvel avis de sa présentation.—La motion aurait dû être présentée au jour fixé dans le premier avis et le retard apporté à sa présentation est un motif suffisant pour la faire rejeter.—C. C., 1899. *Noel vs Garneau*, 17 R. J. O., 346; ROTHIER, J.

148. Le défaut par un médecin qui réclame des honoraires professionnels, de se décrire comme dûment enregistré et ayant payé sa contribution annuelle au Collège des Médecins, doit être invoqué par exception à la forme, et une inscription en droit basée sur ce défaut sera rejetée.—C. S., 1898. *Marien vs Huot*, 2 R. P., 97; 15 R. J. O., 455; MATHER, J.

149. L'autorisation d'intenter une action pour un certain montant, *in forma pauperis*, ne s'étend pas à la demande incidente supplétoire, produite plus tard dans la même cause.—Dans ce cas, il sera ordonné au demandeur incident d'apposer sur sa demande les timbres voulus et d'obtenir la permission de procéder *in forma pauperis* sur sa demande incidente à défaut par lui de se conformer à cet ordre dans le délai fixé par le jugement, sa demande incidente sera renvoyée sur exception à la forme.—C. S., 1901. *Vitale vs The Canadian Pacific Railway Co.*, 4 R. P., 335; 8 R. de J., 345; MATHER, J.

150. Dans une action en recouvrement de dommages résultant d'une inondation par laquelle le demandeur ne réclame des dommages que depuis le 29 juillet 1900, une allégation dans la déclaration à l'effet que la même maison du demandeur avait été inondée depuis le mois de février précédent, sera, sur motion, rejetée comme inutile et n'ayant aucun rapport à l'action.—C. S., 1901. *Bur-*

roughs vs La Cite de St-Henri, 8 R. de J., 282; LANGELIER, J.

151. Le demandeur, qui par motion demande le rejet d'une allégation de la défense, fait une procédure de la nature d'une exception à la forme, et les frais sur cette motion doivent être ceux de l'exception à la forme.—Celui qui fait l'exception à la forme doit être considéré comme le défendeur, dans le sens de l'article 23 du tarif de frais, le demandeur étant celui contre la procédure duquel cette procédure est dirigée.—C. S., 1899, *Harvey vs Morat*, 5 R. L. n. s., 279; MATHIEU, J.

152. Le curateur qui s'oppose à la revision d'un ordre du protonotaire prononçant une interdiction, en disant que cette revision doit être demandée par action et non par requête, doit faire valoir cette objection par exception à la forme, et non par inscription en droit.—C. S., 1899, *Bond vs Barry*, 2 R. P., 240; MATHIEU, J.

153. Les membres d'une société dissoute peuvent être poursuivis conjointement et solidairement pour une dette de la société; et une exception à la forme, alléguant que les associés sont poursuivis comme étant encore en société alors que leur société est dissoute, sera renvoyée sans frais.—C. S., 1898, *Lamb vs Fulton*, 4 R. L. n. s., 231; MATHIEU, J.

154. Le fait que les défendeurs auraient déjà rendu compte et que la partie demanderesse n'aurait qu'une action en réformation de compte, ne peut faire l'objet d'une exception à la forme.—C. S., 1901, *Donohue vs Donohue & Murray*, 4 R. P., 300; MATHIEU, J.

155. The *oyant compte may*, in his contestation of the account rendered, urge all acts of maladministration, committed by the *rendant compte* and objections to that mode of proceeding should have been made by an exception to the form and not by demurrer.—C. S., 1901, *Blackwood vs Musson*, 4 R. P., 432.

156. Le défaut de conclure contre un mis en cause donne ouverture à exception à la forme par le mis en cause.—C. S., 1900, *Chasse vs Houle*, 3 R. P., 179; MATHIEU, J.

157. A petition in contestation of a municipal election will be dismissed on exception to the form, where one of the sureties given is a bailiff of the Superior Court.—C. S., 1900, *Charbonneau vs Onimet & La Cite de Montreal*, 3 R. P., 206; DAVIDSON, J.

158. Le demandeur qui veut faire une exception à la forme à une opposition faite à une saisie, n'est tenu de produire cette exception, sous l'article 650 C. P., que dans les douze jours de la significa-

tion de l'avis requis par cet article.—C. R., 1900, *Lachance vs Lachance*, 3 R. P., 282; MATHIEU, JUBIN & LEMIEUX, JJ.

159. Les honoraires de l'avocat sur exception à la forme renvoyée sont ceux mentionnés à l'item 23 du tarif de la cour supérieure, et non les honoraires d'une simple motion.—C. S., 1901, *La Fonderie de Drummondville vs Robillard*, 3 R. P., 378; CROQUETTE, J.

160. V. Supplément, article 164, *Laine vs Powell*, n. 1.

161. V. Supplément, article 646, *Hill vs Howley*, n. 7.

175.

1. Notre code de procédure ne reconnaît plus de nullités que celles prononcées formellement par la loi.—C. R., 1899, *Duchéne vs Collins & Lovell*, 17 R. J. O., 136; ROUCHIER, ANDREWS & LARUE, JJ.

2. V. *Patterson vs Leep*, Supplément, article 139, n. 1.

176.

1. Lorsque nu défendeur comparait séparément par deux procureurs et que l'un de ceux-ci produit une exception à la forme, le défendeur est censé avoir renoncé par son autre procureur à se prévaloir des vices de forme qu'il reproche au demandeur.—C. S., 1900, *Morcan vs Lamarche*, 18 R. J. O., 34; LANGELIER, J.

2. Une partie qui demande l'émission d'une règle pour mépris de cour à cause des allégations d'une requête civile, n'est plus reçue après le rejet de sa motion, à se plaindre de ce que copie de cette requête ne lui a jamais été signifiée, les délais fixés par l'article 176 C. P. étant expirés.—C. S., 1899, *Duff vs Palliser*, 2 R. P., 237; MATHIEU, J.

3. Le défaut de signifier avec l'action une copie du compte sur lequel la poursuite est basée est couvert par la comparution du défendeur et son défaut d'invoquer cette irrégularité dans les délais fixés par la loi.—C. S., 1899, *Sorgius vs Dupon*, 2 R. P., 208; 5 R. L. n. s., 272; MATHIEU, J.

4. L'irrégularité dans la rédaction du bref d'assignation lequel paraît assigner le défendeur au lieu du demandeur, est couverte si le procureur de celui-ci, aussitôt après signification, a donné au défendeur avis que le demandeur exige ses frais de voyage avant de comparaître.—C. S., 1899, *Meimer vs Stacey*, 5 R. L. n. s., 400; GAGNE, J.

5. Un défendeur ne peut pas invoquer comme moyen de nullité de la saisie, la description erronée que le demandeur

fait de son domicile, si le défendeur est décrit au bref de saisie et au procès-verbal comme il l'a été dans le bref d'assignation, et s'il n'a pas invoqué cette irrégularité dans les délais voulus pour la production d'une exception à la forme.—C. S., 1900. *Atkinson vs Ryan*, 3 R. P., 94; 18 R. J. O., 427; 6 R. L. n. s., 317; MATHIEU, J.

6. Une intervention ne peut reposer sur des vices de forme, couverts par le défaut du défendeur de les invoquer dans les délais.—C. S., 1900. *Wilson vs McAvoy*, 2 R. P., 440; MATHIEU, J.

7. Aux termes des articles 116 et 119 de l'ancien code de procédure (174 et 176 n. c.), l'informalité, résultant du fait que la femme poursuivant avec l'autorisation de son mari sans déclarer sous quel régime matrimonial elle vit, devait être attaquée par exception à la forme, et était couverte par la comparution du défendeur et le défaut de les invoquer dans les délais, le silence de la défense faisant présumer qu'elle savait que la demanderesse avait le libre exercice de son action et détruisant la présomption que la demanderesse est commune en biens.—C. A., 1900. *McFarren & The Montreal Park and Island Railway Co.*, 3 R. P., 1.

Note.—M. le juge Bossé était dissident et ses notes sont rapportées au 3 R. P., p. 111.

177.

INDICATION ALPHABETIQUE

Action possessoire.....	2
Appel en garantie.....	23 à 27
Avis d'action.....	18
Bornage.....	2
Cautiion.....	10
Cautionnement pour frais.....	13 à 17, 36, 37
Certificat du protonotaire.....	13, 14, 15, 37
Compensation.....	21
Connuil.....	28 à 33
Délai.....	1, 4, 5
Dépens.....	9 à 12, 34, 35
Exécuteurs testamentaires.....	7, 42, 43, 44
Exhibits.....	1
Héritiers.....	4, 5, 6
Inventaire.....	4 à 8
Mandamus.....	29
Mise en cause.....	39 à 46
Motion pour renvoi d'action.....	3
Option.....	28 à 33
Pension alimentaire.....	46
Péremption.....	12
Procuration.....	16, 31 à 38
Saisie-arrêt.....	19, 20, 25

1. Un défendeur qui a obtenu la permission de ne pas plaider tant qu'un exhibit au soutien de la demande ne serait pas produit, peut faire une exception dilatoire dans les trois jours qui suivent la production de cette pièce.—Le fait que des moyens d'exception dilatoire peuvent être invoqués au fond n'empêche pas la partie poursuivie de les plaider par exception.—C. S., 1899. *Carrière vs Roy & Ber-*

gerin, 2 R. P., 402; 5 R. L. n. s., 514; LANGELIER, J.

2. Le défendeur dans une action en bornage, ne peut répondre par exception dilatoire, qu'il a pris une action possessoire contre le demandeur.—C. S., 1899. *Mahoney vs Mahoney*, 2 R. P., 395; LAVERGNE, J.

3. Une motion peut valablement être intitulée: "motion pour renvoi d'action," et ne sera pas rejetée parce qu'elle ne précise pas si c'est une exception à la forme ou une exception dilatoire.—Une exception à la forme faite présentable un jour où la cour de pratique ne siège pas, pourra être continuée à un autre jour, et ne devient pas pour cela caduque.—C. S., 1898. *Lemay vs Crevier*, 1 R. P., 533; MATHIEU, J.

§ 1.

4. Les héritiers à une succession ont l'exception dilatoire pour arrêter l'action pendant les délais pour faire inventaire et débiter. Articles 665 C. C., et 177 § 1 C. P. C.—C. S., 1902. *Drolet vs Lanthier*, 4 R. P., 460; 8 R. de J., 399; MATHIEU, J.

5. Un héritier a trois mois et quarante jours pour faire inventaire et débiter sur l'acceptation d'une succession, et toute exécution sur les biens du défendeur, commencée après le décès de ce dernier, peut être suspendue au moyen d'une exception dilatoire.—C. S., 1901. *Garand vs Malo*, 4 R. P., 228; DAVIDSON, J.

6. Dans une action en partage, les défendeurs, héritiers sous bénéfice d'inventaire d'un des propriétaires par indivis, ne peuvent demander par exception dilatoire que l'action soit suspendue jusqu'à ce que le demandeur, administrateur de l'immeuble à partager, ait rendu compte de sa gestion; l'acceptation de la succession sous bénéfice d'inventaire les rendant sans intérêt à connaître le résultat de la reddition de compte pour savoir s'ils devaient accepter ou renoncer à cette succession avant le partage.—C. S., 1899. *Chénier vs McMartin*, 5 R. L. n. s., 60; MATHIEU, J.

7. L'exécuteur testamentaire peut demander à ne pas être tenu de plaider avant l'expiration des délais pour faire inventaire et débiter, et le demandeur sera condamné aux frais de la dite exception dilatoire.—C. S., 1900. *La Banque de Montréal vs Killoran*, 3 R. P., 204; 7 R. de J., 10; MATHIEU, J.

8. A defendant cannot by motion obtain delay to plead for the purpose of securing benefit of inventory, such benefit having to be secured by means of a dilatory exception subject to certain de-

lays and formalities. — C. S., 1898. *Bell vs Garceau*, 2 R. P., 407; 15 R. J. O., 266; 5 R. L. n. s., 128; DAVIDSON, J.

§ 2.

9. La partie qui a été condamnée à payer les dépens sur une procédure n'est obligée au paiement préalable que si la nouvelle procédure est identique à la première et si elle n'est déstée de la première procédure. — C. S., 1900. *Christie vs Christie*, 3 R. P., 203; MATHIEU, J.

10. Il n'y a pas lieu de suspendre les procédures sur une action jusqu'à ce que les frais d'une action analogue, renvoyée sur exception à la forme, aient été payés. — C. S., 1899. *Gibard vs Beaus*, 2 R. P., 172; MATHIEU, J.

11. Une motion demandant la suspension de l'action jusqu'à ce que le demandeur ait payé les frais d'une action semblable à celle pendante, préalablement intentée par le demandeur et renvoyée sur défaut de procéder, est de la nature d'une exception dilatoire, et doit être faite dans les trois jours de l'entrée de la cause, avec un dépôt, et être accompagnée d'un affidavit si les faits n'apparaissent pas au dossier. — C. S., 1899. *Jolicœur vs Jolicœur*, 6 R. L. n. s., 71; MATHIEU, J.

12. Le défendeur qui a présenté une motion pour péremption d'instance, et qui l'a ensuite retirée avec dépens contre lui, ne peut en présenter une deuxième sans avoir préalablement payé les frais de la première. — Le demandeur peut, dans ce cas, demander à ce qu'il soit sursis à l'adjudication sur la deuxième motion, en vertu du paragraphe 2 de l'article 177, jusqu'à ce que le défendeur ait payé les frais sur la première. — C. S., 1898. *Ward vs Chagnon*, 5 R. L. n. s., 56; MATHIEU, J.

V. Supplément, article 165, *Rou vs Lamontagne*, n. 16.

13. A motion for security for costs is a dilatory exception, and cannot be granted unless notice of the prothonotary's certificate, attesting that the deposit required by law has been duly made, has been given to the opposite party. — The court cannot remedy such omission by permitting the party moving for security to give notice of the deposit and certificate. — C. S., 1901. *Wistar vs Dunham*, 4 R. P., 195; DAVIDSON, J.

14. Where, in the notice of the presentation of a motion for security for costs, no notice is given of the certificate of the prothonotary that the deposit required by law has been made, the motion will be rejected with costs. — C. S., 1902.

Robertson vs The Cobham Manufacturing Co., 1 R. P., 345; LANGFELDER, J.

15. Il n'est pas nécessaire de donner avis du certificat du prothonotaire que le dépôt requis a été fait dans les motions pour cautionnement pour frais. — C. S., 1902. *Wilder vs Wilder*, 1 R. P., 433; LAVERGNE, J.

16. Un défendeur peut, en même temps, faire une exception à la forme et une exception dilatoire demandant cautionnement pour frais et la production d'une procuration. — C. S., 1898. *Taylor vs Lewis*, 5 R. L. n. s., 129; 2 R. P., 187; TAIT, J.

17. Aux termes de l'acte des liquidations, Sts. Rev. du Canada, ch. 129, sec. 97, s. 7, la cour peut ordonner que la personne qui conteste une réclamation pour dividende soit obligée de donner cautionnement de frais, mais pour obtenir tel ordre il faut que celui qui demande ce cautionnement fasse voir qu'il est exposé à perdre les frais qu'on lui fera faire sur cette contestation. A défaut de cette preuve, la demande de cautionnement sera refusée. — C. S., 1902. *Steenson vs Royal Bank of Canada*, 8 R. de J., 186; MARINO, J.

18. La disposition de la charte de la Montreal Street Railway Co., qui oblige ceux qui veulent la poursuivre en dommages de lui donner un avis de 30 jours, ne fait point de cet avis une condition du droit d'action contre elle; elle n'est qu'une de ces obligations préjudicielles dont l'accomplissement doit être invoqué par une exception dilatoire. — C. S., 1901. *Mattice vs The Montreal Street Railway Co.*, 20 R. J. O., 222; LANGFELDER, J.

§ 3

19. Une caution poursuivie après que le demandeur a obtenu jugement contre le débiteur principal et que celui-ci a inscrit ce jugement devant la cour de révision, et après qu'il a reçu des saisies-arrêts après jugement de la part des créanciers des demandeurs, peut faire une exception dilatoire demandant que les procédés soient suspendus aussi longtemps que la cause devant la cour de révision et les saisies-arrêts après jugement seront pendantes. — C. S., 1899. *Goulet vs Fenton*, 6 R. L. n. s., 40; 2 R. P., 572; CURRY, J.

20. G. poursuit L. pour une somme de \$20. Après la signification de l'action, J. qui a un jugement contre G. fait émaner une saisie-arrêt après jugement entre les mains du défendeur L. Lors de l'entrée de l'action, L. comparait, et produisait une exception dilatoire, demandant que les procédures soient suspendues jusqu'à

adjudication sur la saisie-arrêt. — *Juge*: Le fait qu'une saisie-arrêt après jugement aurait été signifiée au défendeur, à la poursuite d'un créancier du demandeur, ne justifie pas le défendeur de demander la suspension des procédures, les deux instances étant complètement distinctes et séparées; nonobstant telle saisie-arrêt, le demandeur peut procéder à jugement. Ce cas n'est pas non plus prévu par l'article 177 C. P., et ne saurait en conséquence être la base d'une exception dilatoire. — C. C., 1899. *Gagnon vs Lupien*, 2 R. P., 39; CHOQUETTE, J.

21. Le signataire d'un billet ne peut par exception dilatoire arrêter la poursuite intentée contre lui en vertu de ce billet, sous prétexte qu'il est lui-même demandeur dans une action en dommages intérêts contre le demandeur actuel, et que nu cas où son action serait maintenue, il y aura de plein droit compensation entre les deux dettes. — C. S., 1898. *Hemers vs St Louis*, 1 R. P., 135; TELLEUR, J.

22. V. Supplément, article 191, *Wilkinn vs Major*, n. 28.

§ 4.

23. Le faiseur d'un billet d'accommodation, poursuivi pour le montant de ce billet, a droit à une exception dilatoire pour appeler en garantie l'endosseur de ce billet, au bénéfice duquel il a été fait. — C. S., 1899. *DeSerres vs Lefebvre*, 2 R. P., 133; LANGELIER, J.

24. Il y a lieu à la garantie simple lorsqu'une personne est poursuivie pour une dette qui n'est pas la sienne. — Il y a lieu à cette garantie, non seulement lorsque le défendeur est poursuivi pour la dette personnelle du tiers qu'il veut appeler en garantie, mais aussi dans le cas où son action contre le tiers, au lieu d'être fondée sur un titre positif portant obligation d'acquitter la dette, n'est fondée que sur un fait de responsabilité. — Le faiseur d'un billet promissoire, poursuivi par un tiers, peut faire une exception dilatoire alléguant qu'il a signé le billet sans considération, et que le demandeur, qui n'a reçu le billet qu'après son échéance, n'est que le prête-nom d'un des endosseurs auquel la défenderesse avait remis le billet pour accommodation, la défenderesse ayant, dans ce cas, le droit d'appeler cet endosseur en garantie. — C. S., 1899. *Champagne vs Ste Marie*, 5 R. L. n. s., 66; MATHIEU, J.

25. Il y a lieu à la garantie simple lorsqu'une personne est poursuivie pour une dette qui n'est pas la sienne, mais il n'y a aucune garantie lorsqu'elle est poursuivie pour sa propre dette, bien qu'elle puisse avoir un recours contre une

autre. — Un défendeur, qui obtient du demandeur un terme pour paiement de sa dette, ne peut opposer une exception dilatoire à une saisie-arrêt prise par l'avocat du demandeur distraquant ses frais, sous prétexte qu'il a un recours en garantie à exercer contre lui. — C. S., 1898. *Marchand vs Dansereau*, 5 R. L. n. s., 22; 1 R. P., 523; MATHIEU, J.

26. L'un défendeur qui est poursuivi à raison d'une dette dont il est le débiteur principal, ne peut, par exception dilatoire, arrêter la demande principale en prétendant qu'il a un recours en garantie à exercer contre un tiers, qui se serait engagé à payer cette dette pour lui au demandeur. — C. S., 1900. *Rocher vs David*, 18 R. J. O., 156; 6 R. de J., 541; 3 R. P., 198; MATHIEU, J.

Contra: C. S., 1900. *Chenevert vs David*, 3 R. P., 200; DUFFERY, J.

27. Un défendeur ne peut, par exception dilatoire, obtenir la suspension des procédures pour appeler en garantie un tiers qui se serait chargé, par un acte subséquent à l'obligation du défendeur, du paiement de sa dette. — C. S., 1898. *The Montreal Land and Improvement Co. vs Dinelle*, 1 R. P., 576; MATHIEU, J.

§ 6.

28. A dilatory exception, and not an inscription in law, is the proper remedy to compel a party to optate between different paragraphs of his pleading. — C. S., 1901. *Bourget vs Lefebvre*, 4 R. P., 325; 8 R. de J., 163; DAVIDSON, J.

29. Dans une requête pour *mandamus*, lorsque le requérant, dans ses conclusions, demande plusieurs choses dont quelques-unes ne peuvent s'obtenir par *mandamus*, l'intimée, toutefois, ne pourra faire une exception dilatoire pour forcer le requérant à opter entre ses différentes conclusions. — C. S., 1899. *Bédard vs La Municipalité du Village DeLorimier*, 6 R. L. n. s., 37; CURRIAN, J.

30. Le demandeur ne peut poursuivre pour compte et dommages pour injures verbales dans une seule et même action, et sur exception dilatoire il sera tenu de faire option. — C. S., 1899. *Bertrand vs Bourque*, 2 R. P., 354; TASCHEREAU, J.

31. Un demandeur peut, par la même action, demander l'annulation d'une vente que lui a consenti le défendeur, ainsi que le remboursement du prix qu'il a payé à ce dernier, et de plus une condamnation pour les dommages qu'il éprouve à raison de l'annulation de telle vente, mais il ne peut y joindre une demande de condamnation à des dommages intérêts pour diffamation et injures personnelles. Ces deux recours sont incompatibles dans une

même demande. — C. S., 1901. *Groulx vs Picaud*, 8 R. de J., 188; CROCIER, J.

32. A claim arising from a loan of money by an advocate to a broker is not a debt of a commercial nature, and where such claim is joined to a demand of a commercial nature the defendant is entitled, under article 177 C. P., to stay the suit by dilatory exception. — C. S., 1900. *Gillman vs Fowrick*, 20 R. J. O., 513; TAIT, J.

33. Lorsqu'une action est personnelle contre un défendeur et réelle contre un codéfendeur, l'un des défendeurs peut, par motion, demander que les procédés soient suspendus jusqu'à ce que le demandeur ait fait option entre les deux demandes. — C. S., 1899. *Anderson vs Taillefer*, 5 R. L. n. s., 213; 2 R. P., 78; LANGEDER, J.

§ 7.

34. By article 177 C. C. P., defendant may stay the suit by dilatory exception, if the Plaintiff does not reside in the Province of Quebec, and a power of attorney from him is not produced. The law contemplates that the attorney so appointed shall reside in the said Province. — When under a judgment ordering Plaintiffs to give security for costs and file a power of attorney within a certain delay, if it appears by the power of attorney filed that the attorney so appointed is a resident of Scotland, that he was only temporarily present at the City of Montreal at the time of the making of such power of attorney and has not authorized the suit, the Court will declare such power of attorney insufficient and not such as contemplated by law and by the said judgment. — Plaintiffs having however complied with that portion of the judgment ordering them to give security for costs and having expressed, through their Attorney, their desire to produce a proper power of attorney in the event of the present one being found insufficient, the failure to comply with the judgment ordering them to file power of attorney will not necessarily involve the dismissal of Plaintiffs action, but the Court will grant a further delay for the filing of a proper power of attorney, upon payment of costs of defendant's motion. — C. S., 1902. *Glasgow & Montreal Asbestos Co. vs Canadian Asbestos Co.*, 8 R. de J., 284; TAIT, J.

35. Le demandeur, absent de la province, qui fait défaut de produire une procuration avec le retour de son action, doit payer les frais d'une motion pour telle production, à tout événement. — C. S., 1899. *Gilins vs Truax*, 2 R. P., 291; LYNCH, J.

36. Le défendeur a droit aux frais de

sa motion s'il demande la production d'une procuration en même temps qu'un cautionnement pour les frais. Les frais suivent l'évènement du procès dans le cas où le défendeur ne demande qu'un cautionnement pour les frais, sans procuration. — C. S., 1900. *Stenfeld vs Marquis*, 3 R. P., 237; ROYER, J.

37. Though a defendant may apply to the judge or prothonotary for a stay of proceedings until security be given, he can invoke the absence of a power of attorney and obtain stay of proceedings until its production only by means of a dilatory exception urged by motion to the court, and he cannot present such motion unless accompanied by a certificate of deposit according to the rules of practice. — A verbal application by a defendant to be allowed to make such deposit, made at the hearing of a petition addressed to the judge or to the prothonotary, cannot be interrupted by the court — the court itself has without jurisdiction to entertain the same between the 20th of June and the 1st of September. — C. S., 1900. *McNeill vs Meldon*, 7 R. de J., 390; TAIT, J.

38. La procuration que doit donner une compagnie étrangère à ses avocats ou à ses représentants doit être faite de cette compagnie elle-même, ou de ses directeurs siégeant comme bureau de direction et agissant pour la compagnie, et non celui de la majorité des directeurs agissant individuellement. — La procuration donnée par une compagnie d'assurance à l'un de ses employés, l'autorisant à inspecter les agences et à pour-suivre, ne l'autorise pas à donner à ses avocats la procuration requise par l'article 177 C. P. — C. A., 1900. *Kavanagh & The Norwich Union Fire Insurance Society*, 4 R. P., 229.

§ 8.

39. Le tribunal n'accordera pas la permission d'appeler une personne dans la cause avant qu'il soit certain que la présence de cette personne est nécessaire. — C. S., 1900. *Craig vs Kenny* 3 R. P., 164; MATHIEU, J.

40. Le défaut, par un demandeur, de mettre en cause une personne dont la présence au procès est nécessaire, n'entraîne pas nullité de droit, et doit être invoqué par exception dilatoire et non pas par exception à la forme. — C. A., 1901. *McNally & Préfontaine & The Great Eastern Railway Co. & Picken*, 11 R. J. O., 370.

41. Il n'est pas nécessaire dans une action en révocation de donation pour cause d'ingratitude, de mettre en cause l'un des donataires qui depuis, tel qu'aliégué dans l'action, aurait transporté

tous ses droits à son co-donataire, . . défendeur, et ce, en considération d'une hypothèque sur l'immeuble donné.—Le défaut de mettre en cause une personne dont la présence y serait nécessaire, pourrait tout au plus donner lieu à une exception dilatoire, mais n'entraîne pas, de droit, le rejet absolu de la demande.— C. S., 1901. *Jacob vs Klein*, 3 R. P., 519; 7 R. de J., 226; LEMIEUX, J.

42. A testamentary executrix, usufructuary under a will, has no right, in an action taken to have her removed from her office of executrix on grounds of maladministration, neglect and refusal to make an inventory, personal to herself, to ask, by dilatory exception, that the proceedings be stayed until her co-executor is made a party to the suit.— C. S., 1899. *Auge vs Roy*, 2 R. P., 431; 5 R. L. n. s., 416; ARCHIBALD, J.

43. Une exécutrice testamentaire dont on demande la destitution pour mauvaise administration, a le droit de demander, par exception dilatoire, que ses co-exécuteurs soient mis en cause.— C. S., 1899. *Carrière vs Roy & Bergerin*, 2 R. P., 402; LANGELIER, J.

44. Lorsque des exécuteurs testamentaires sont poursuivis en leur qualité par la veuve du défunt, qui est elle-même tutrice aux enfants mineurs héritiers de la succession, ils ont droit de demander, par voie d'exception dilatoire, que les procédures soient suspendues pendant un délai raisonnable pour leur permettre d'appeler en cause les héritiers et faire nommer un tuteur *ad hoc* aux dits enfants mineurs.— C. S., 1898. *Cherrefils vs Noël*, 1 R. P., 402; CHOQUETTE, J.

45. Dans une action contre l'acquéreur d'un immeuble pour faire déclarer tel immeuble affecté au privilège de constructeur enregistré sur icelui et pour le faire vendre en justice, il n'est pas nécessaire que le vendeur, débiteur personnel, soit mis en cause.— C. S., 1900. *Pouliot vs Pelletier*, 3 R. P., 236; ROUTHIER, J.

46. Une exception dilatoire, produite par un beau-père poursuivi pour pension alimentaire par sa bru, demandant que les procédures soient suspendues jusqu'à ce que le père de la demanderesse soit mis en cause, sera renvoyée comme mal fondée en droit.— La prétention du beau-père, que le père de la demanderesse doit contribuer aux aliments suivant ses moyens, ne peut donner ouverture à l'exception dilatoire, mais peut être plaidée au fonds, s'il est fondé en droit et en fait, et dans ce cas, par le jugement au mérite le défendeur ne pourra être condamné qu'en regard aux besolus de la de-

manderesse et à l'état de fortune du défendeur.— L'obligation de fournir des aliments n'est pas une obligation solidaire ni une obligation indivisible de sa nature.— C. S., 1901. *Larochelle vs Lafleur*, 7 R. de J., 181; 3 R. P., 527; MATHIEU, J.

179.

INDICATION ALPHABETIQUE

Affidavit	5, 25, 30
Co-associés	10
Contestant	11, 14, 15, 17
Défendeur non résidant	29
Délai	1, 3, 9, 10, 21, 24
Demande reconventionnelle	1
Départ pendant l'instance	21 et s.
Dépens	1, 7, 8, 16, 19, 26, 27
Dépôt	1, 8, 21, 24, 31
Examen du débiteur	18
Exécuteurs testamentaires	9
Intervenant	13
Mépris de cour	18
Non-résidant ayant bureau d'affaires ici	19, 20
Opposant	17
Ordre d'une cour étrangère	16
Preuve	21
Règle	18
Retour dans la province	26, 27, 28
Suffisance du cautionnement	20
Tiers-saisie	11, 12
Timbres	2

1. Le défendeur est tenu de faire un dépôt avec une motion pour cautionnement pour frais et procuration, et s'il ne l'a pas fait, il pourra lui être ordonné de faire ce dépôt sans délai, avant que sa motion ne soit accordée.— Ce délai pourra être étendu par la cour sur motion du demandeur pour faire rejeter la motion du défendeur faite sans dépôt; mais alors le défendeur paie les frais de la motion du demandeur.— C. S., 1899. *The Galt Knitting Co. vs Côté*, 2 R. P., 217; MATHIEU, J.

2. Une motion pour cautionnement pour frais, même non accompagnée d'une demande de procuration, est une exception préliminaire, et sera renvoyée si elle est faite sans dépôt et avec le timbre requis pour une motion seulement.— C. S., 1901. *Taylor vs The Victoria Montreal Fire Insurance Co.*, 3 R. P., 467; MATHIEU, J.

3. A motion for security for costs, being in the nature of a dilatory exception, must be accompanied by the deposit required by law in such case.— C. S., 1899. *Rogerson vs The Lurfer Prism Co.*, 16 R. J. O., 210; LANGELIER, J.

4. Since the coming into force of the new Code of Procedure, there is no authority for making an application for security for costs otherwise than by motion, in the nature of a dilatory exception, accompanied with deposit.— A non resident defendant, who makes a cross demand under paragraph 2 of article 217 C. P., may be asked to furnish security

for costs. — C. S., 1900. *Hope vs Batcheler*, 6 R. de J., 418; LYNCH, J.

5. Lorsque la qualité d'étranger du demandeur n'apparaît pas dans le bref lui-même, mais est soulevée par la motion pour cautionnement pour frais, cette motion doit être accompagnée d'un affidavit. — Cette motion doit, à peine de nullité, être présentée aussitôt que faire se peut après l'expiration du délai auquel a droit la partie adverse. — l'n dépôt n'est pas requis avec une telle motion. — C. C., 1899. *Laigre vs Cordolaz*, 2 R. P., 182; ANDREWS, J.

6. Une demande pour cautionnement pour frais, *judicatum solvi*, doit être faite dans les trois jours de l'entrée de la cause. — C. C., 1899. *Lefebvre vs Elie*, 6 R. L. n. s., 94; BÉLANGER, J.

7. Le défendeur a droit aux frais de sa motion s'il demande la production d'une procuration en même temps qu'un cautionnement pour les frais. Les frais suivent l'événement du procès dans le cas où le demandeur ne demande qu'un cautionnement pour les frais, sans procuration. — C. S., 1900. *Steinfeld vs Marquis*, 3 R. P., 237; ROTHIER, J.

8. Les dépens d'une motion pour cautionnement pour frais et procuration doivent dans tous les cas suivre le sort du procès. — C. S., 1897. *Lee vs Ewan*, 1 R. P., 92; MATHIEU, J.

9. Lorsque plusieurs exécuteurs testamentaires, dont l'un réside en dehors de la province de Québec, portent une action en leur qualité d'exécuteurs d'une succession ouverte en cette province, le défendeur ne peut exiger un cautionnement *judicatum solvi* de l'exécuteur étranger, la succession seule étant en cause et les héritiers représentés par les exécuteurs, en l'absence d'allégation contraire, étant censés résider en la province de Québec. — C. S., 1900. *Hart vs Dubreuil*, 17 R. J. O., 371; 6 R. L. n. s., 332; TASCHEREAU, J.

10. A motion for security for costs and power of attorney may be made after a motion of the nature of an exception to the form, based upon the fact that the domicile of one of the plaintiffs is not stated, so long as both motions are made within the delay required for preliminary exceptions, and presented at the same time. — In an action taken by a dissolved firm of advocates, if one of the plaintiffs is a non-resident, he will be bound to give security for costs, and to file a power of attorney. — If a motion for security for costs is contested, and afterwards granted, the costs thereof will be against the plaintiff. — C. S., 1898. *Taylor vs Lewis*, 2 R. P., 187; 5 R. L. n. s., 129; TAIT, J.

11. l'n demandeur résidant aux États-Unis, qui conteste une déclaration de tiers-saisi, est tenu de donner un cautionnement pour les frais. — C. S., 1898. *Sloman vs Wynne*, 5 R. L. n. s., 48; LORANGER, J.

12. Le tiers-saisi peut demander cautionnement pour frais après déclaration faite et avant contestation de sa déclaration. — C. S., 1900. *La Compagnie Générale d'Importation du Canada vs Billoreau*, 3 R. P., 189; MATHIEU, J.

13. Whatever may be the purpose for which a non-resident intervenant seeks to intervene in a pending suit, he can always be bound to give security for costs and produce a power of attorney. — C. S., 1899. *DeMartigny vs La Société Charitable de l'Asile de Nuit*, 2 R. P., 394; DOHERTY, J.

14. Le réclamant dans une faillite qui demande cautionnement pour les frais à un créancier contestant, doit faire voir qu'il est exposé à perdre les frais qu'on lui fera faire sur cette contestation. — C. S., 1902. *The Montreal Cold Storage and Freezing Company vs Stevenson & The Royal Bank of Canada & Ward*, 4 R. P., 294; MATHIEU, J.

15. Celui qui, résidant à l'étranger, conteste le bilan d'un failli est tenu de fournir cautionnement pour les frais et de produire procuration. — C. S., 1900. *Lewis vs Murray & Todd*, 3 R. P., 145.

16. Si une requête est faite pour faire déclarer exécutoire un ordre d'une cour étrangère déclarant l'intimé contribuable d'une compagnie, et demande une condamnation contre l'intimé pour le montant de sa contribution, il y a lieu pour l'intimé de demander cautionnement pour les frais, et si, sur cette motion, le requérant se désiste de sa demande de condamnation, l'intimé qui retire sa motion pour cautionnement a droit à ses frais de motion contre le requérant. — C. S., 1899. *The Ontario Express and Transportation Co. vs Stephens*, 2 R. P., 226; MATHIEU, J.

17. Where a foreign plaintiff seeks to execute his judgment against the defendant, and has an executory title, a third party who claims to be the owner of the effects seized by that plaintiff, as belonging to the defendant, has no right to demand security for costs from that foreign plaintiff, who contests the opposition. — C. S., 1900. *Chenet vs Jobin*, 3 R. P., 355; ARCHIBALD, J.

18. A defendant who has been duly summoned under article 590 C. C. P., upon a writ valid in form, for examination as to his property and assets, and

who has made default to appear on the day fixed, is not entitled to be heard by counsel on the rule issued for contempt, or to ask for security for costs of contestation of the rule, until he has first obeyed the writ. — C. S., 1899. *The Galt Knitting Co. vs Côté*, 16 R. J. O., 424; ARCHIBALD, J.

19. Des demandeurs décrits dans le bref de sommation comme étant d'un endroit en dehors de la province de Québec, et faisant affaires dans la cité et le district de Montréal, comme associés, seront tenus, sur motion à cet effet, de donner cautionnement pour les frais et de produire une procuration. — Dans ces circonstances, les demandeurs qui ont contesté la motion seront condamnés aux dépens. — C. S., 1900. — *Sapery vs Gagnon*, 3 R. P., 57.

20. Les demandeurs, résidant à Toronto, sont tenus de donner cautionnement, bien qu'ils possèdent un bureau d'affaires dans la province. — C. S., 1900. *Ross vs International Hydraulic Co.*, 3 R. P., 75; 18 R. J. O., 439; ANDREWS, J.

21. A motion for security for costs can be made *pendente lite*, upon producing an affidavit that, since the institution of the action, the plaintiff has ceased to reside in the province of Quebec. — Such motion will be granted if made within three days after the defendant has been informed of plaintiff's change of residence. — Such motion need not be accompanied with the deposit required by article 165 C. P. — C. S., 1901. *Vanier vs Hurtubise*, 4 R. P., 53; 7 R. de J., 338; DONERTY, J.

22. L'allégation dans une motion pour cautionnement de frais, que le demandeur a, depuis l'institution de l'action, laissée la province de Québec, est une allégation suffisante pour indiquer que le demandeur ne réside pas dans la province de Québec, et aux termes de l'article 179 C. P. C., il est tenu de donner cautionnement pour les frais. — C. S., 1902. *Lyon vs Fisher*, 8 R. de J., 330; MATHIEU, J.

23. Where a dilatory exception was made by defendant alleging that Plaintiff had left the province since the institution of the action and asking for security for costs before pleading, the bailiff's return upon a subpoena to the effect that he was unable to find the plaintiff, and that he had been informed that plaintiff left the province, was sufficient, at the trial, to throw the burden of proof upon plaintiff to show that he was still domiciled in the province. — C. C., 1899. *Beaumont vs Barsky*, 3 R. P., 192; DOMON, J.

24. Dans le cas où le demandeur est

décrit dans le bref de sommation comme résidant en la province de Québec, mais de fait n'y réside pas ou a laissé la province depuis l'institution de l'action, le défendeur qui en a été informé après la production de son plaidoyer, peut demander un cautionnement pour frais par voie de motion, et cette motion n'a pas besoin d'être accompagnée du dépôt requis pour les exceptions préliminaires, mais elle doit être présentée aussitôt que le défendeur a connaissance de l'absence du demandeur, et elle sera accordée, si le défendeur a fait la diligence voulue. — C. C., 1899. *Vianez vs Meunier*, 2 R. P., 40; CASAULT, J.

25. Est insuffisant un affidavit au soutien d'une motion pour cautionnement pour frais, dans lequel le déposant ne dit pas qu'il sait personnellement que le demandeur n'a plus son domicile dans la province de Québec, mais simplement que quelqu'un le lui a dit. — C. S., 1902. *Bourassa vs The Confederation Life Association*, 4 R. P., 284; LANGELIER, J.

26. Les jugements provisoires peuvent toujours être révoqués par le tribunal lorsque les causes qui les ont fait rendre ont cessé d'exister. — Le demandeur auquel il a été ordonné de fournir cautionnement pour les frais et procuration de sa part peut être relevé de l'obligation de ce faire s'il établit qu'il a depuis fixé sa résidence dans la province où il entend demeurer d'une manière permanente. — Le demandeur ainsi déchargé de l'obligation de fournir cautionnement et procuration doit supporter les dépens faits pour obtenir l'ordonnance de cautionnement et procuration et les frais de la requête pour obtenir décharge. — C. S., 1900. *Poole vs Hogan*, 3 R. P., 197; MATHIEU, J.

27. If, between the service of a motion for security for costs and the presentation thereof, the plaintiff becomes a resident of the province, the motion for security for costs will not be granted, but the costs thereof will follow the result of the suit. — C. S., 1900. *Martel de la Chesnaye vs Leduc*, 3 R. P., 385; TAIT, J.

28. Le fait qu'un demandeur se propose de revenir résider en Canada, alors qu'il n'y réside plus réellement, ne le soustrait pas à l'obligation de donner le cautionnement pour les frais. — C. S., 1902. *Marine vs Younghart*, 8 R. de J., 333; MATHIEU, J.

29. L'article 179 C. P. C., relatif au cautionnement des frais, n'exige pas que le défendeur soit résidant dans la province, et il parait même supposer qu'il pourrait ne pas y résider puisqu'il donne le droit aux étrangers de demander ce

cautionnement. — Le défendeur qui ne réside point dans la province peut demander cautionnement pour frais à un demandeur résidant à l'étranger comme lui. — C. S., 1900. *Robert vs Schiller*, 7 R. de J., 216; 3 R. P., 390; MATHIEU, J.

30. When a security bond is given for costs of suit, it is presumed, by law, that the party swearing to his sufficiency does so *pour les fins du procès*, and that such sufficiency must be beyond legal exemptions. Such sufficiency means, that he is in such a position financially that proceedings may be taken against him, effectively, to recover the amount of such bond. — Where such an affidavit has been given, and the party making the same, had not sufficient goods, beyond the legal exemptions, and a prosecution for perjury has been instituted against him, even though he be discharged from the accusation, no action for damages will lie for malicious arrest, there having been probable cause for the issuing of a warrant. — C. S., 1899. *Lalonde vs Campeau*, 5 R. de J., 438; CURRAN, J.

31. Where a plaintiff has made a deposit in a bank to serve as security for costs—the deposit being in the joint names of the attorneys of the parties—the court is not competent to exercise summary control by permitting the plaintiff on motion to withdraw the deposit. — Even if security had been given in the ordinary manner, the plaintiff would not be entitled to be liberated therefrom until the case was finally determined in appeal. — C. S., 1899. *Watts vs The Grand Trunk Railway Co.*, 16 R. J. O., 159; ARCHIBALD, J.

32. V. Supplément, article 177, *Glasgow and Montreal Asbestos Co. vs Canadian Asbestos Co.*, n. 34.

33. V. Supplément, article 177, *Garand vs Malo*, n. 4.

180.

1. Dans une action pénale intentée sous l'acte des élections fédérales, le demandeur sera tenu, sur motion du défendeur à cet effet, de compléter le cautionnement de \$50.00 requis par S. R. C., ch. 8, sec. 106, de manière à couvrir tous les frais, suivant l'article 180 C. P. — C. S., 1898. *Timmis vs Martin*, 1 R. P., 551; MATHIEU, J.

2. Une motion pour cautionnement dans une action populaire, sous l'article 180 C. P., est sujette au décal des exceptions préliminaires, et sera renvoyée si elle est signifiée le quatrième jour qui suit le rapport. — C. S., 1899. *Yale vs Monette*, 2 R. P., 480; MATHIEU, J.

3. Dans une poursuite intentée, tant au

nom du demandeur qu'au nom de notre souveraine dame la reine, contre un conseiller municipal pour lui faire payer une pénalité de \$100.00 pour avoir voté illégalement et frauduleusement, le demandeur doit fournir un cautionnement pour les frais. — C. S., 1899. *Yale vs Bayard*, 6 R. L. n. s., 198; CURRAN, J.

4. Le cautionnement dont il est question en l'article 180 C. P. C., ne doit pas nécessairement précéder l'action, mais est plutôt de la nature du cautionnement ordinaire *judicatum solvi* que le défendeur peut à son option exiger. — C. C., 1900. *Asselin vs La Corporation de la paroisse de Ste Beatrix*, 6 R. de J., 349; DELORMIER, J.

5. Une motion pour cautionnement pour frais dans une action qui *tam* sera renvoyée si elle n'est pas accompagnée d'un dépôt et timbrée comme un plaidoyer préliminaire. — C. S., 1899. *Rogerson vs Ogilvy*, 2 R. P., 95; LANGELIER, J.

181.

1. Article 181 C. P. C. gives a right to defendant to apply for security for costs, by motion without any deposit and presented with due diligence, when it appears Plaintiff has, pending the suit, and after lapse of delays for filing preliminary exceptions, ceased to reside within the Province. — C. S., 1901. *Vanier vs Hurlbise*, 7 R. de J., 338; 4 R. P., 53; DOWLING, J.

2. V. Supplément, article 179, n. 21.

183.

1. La cité de Montréal, poursuivie en dommages, pour une chute faite sur un de ses trottoirs, a le droit d'appeler en garantie le propriétaire ou l'occupant de l'immeuble en face duquel se trouve ce trottoir. — C. S., 1900. *La Cité de Montréal vs Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal*, 3 R. P., 475; LANGELIER, J.

2. Il y a lieu à la garantie simple lorsqu'une personne est poursuivie pour une dette qui n'est pas la sienne. — Il y a lieu à cette garantie, non seulement lorsque le défendeur est poursuivi pour la dette personnelle du tiers qu'il veut appeler en garantie, mais aussi dans le cas où son action contre le tiers, au lieu d'être fondée sur un titre positif portant obligation d'acquiescer la dette, n'est fondée que sur un fait de responsabilité. — Le fauteur d'un billet promissoire, poursuivi par un tiers, peut faire une exception dilatoire alléguant qu'il a signé le billet sans considération, et que le demandeur, qui n'a reçu le billet qu'après son échéance, n'est que le pré-nom d'un des endosseurs auquel le défendeur avait remis

le billet pour accommodation, la défenderesse ayant, dans ce cas, le droit d'appeler cet endosseur en garantie. — C. S., 1899. *Champagne vs Ste-Marie*, 5 R. L. n. s., 66; 2 R. P., 111; MATHIEU, J.

3. Le faiseur d'un billet d'accommodation, poursuivi pour le montant de ce billet, a droit à une exception dilatoire pour appeler en garantie l'endosseur de ce billet, au bénéfice duquel il a été fait. — C. S., 1899. *DeSerres vs Lefebvre*, 2 R. P., 133; LANGELIER, J.

4. Il y a lieu à la garantie simple lorsqu'une personne est poursuivie pour une dette qui n'est pas la sienne, mais si n'y a aucune garantie lorsqu'elle est poursuivie pour sa propre dette, bien qu'elle puisse avoir un recours contre une autre — l'n défendeur, qui obtient du demandeur un terme pour paiement de sa dette, ne peut opposer une exception dilatoire à une série-arrêt prise par l'avocat du demandeur distrayant ses frais, sous prétexte qu'il a un recours en garantie à exercer contre lui. — C. S., 1898. *Marchand vs Pansereau*, 5 R. L. n. s., 22; 1 R. P., 523; MATHIEU, J.

5. Le débiteur principal n'est pas recevable à appeler en garantie celui qu'il a charge de payer la dette pour laquelle il est poursuivi. — C. S., 1900. *Rocher vs David*, 3 R. P., 198; 18 R. J. O., 156; 6 R. de J., 541; MATHIEU, J.

Contra: — C. S., 1900. *Chenevert vs David*, 3 R. P., 201; DOUKERY, J.

6. Un défendeur ne peut, par exception dilatoire, obtenir la suspension des procédures pour appeler en garantie un tiers qui se serait chargé, par un acte subséquent à l'obligation du défendeur, du paiement de sa dette. — C. S., 1898. *The Montréal Land and Improvement Co. vs Dinelle*, 1 R. P., 576; 15 R. J. O., 241; MATHIEU, J.

185.

1. Les allégations contenues en la déclaration de l'action principale servent à compléter celle de l'action en garantie, lorsque cette dernière renvoie à l'action principale qui y est annexée. — C. S., 1901. *Chambly Manufacturing Company vs Bierce & Smith-Vaile Co. & McDougall*, 7 R. de J., 353; LANGELIER, J.

188.

1. Le demandeur au pétitoire, auquel on oppose la prescription trentenaire, et qui appelle alors ses vendeurs en garantie, ne peut ajouter à sa demande en garantie une demande en dommages et en répétition du prix de vente, et cette partie de l'action en garantie sera renvoyée sur exception à la forme. — C. S., 1900.

Anderson vs Smith, 3 R. P., 56; LAVERGNE, J.

2. A party called into a petitory action to take up the *fait et cause* of the defendant therein, as warrantor of the title, may take up the defence for the purpose of appealing from judgments maintaining both the principal action and the action in warranty although he may have refused to do so in the court of first instance, but, should the appellate court decide that the action in warranty was unfounded, it is *ipso facto* ousted of jurisdiction to entertain or decide upon the merits of the principal action. — C. suprême, 1901. *Monarque & La Banque Jacques-Cartier*, 31 R. C. S., 474.

3. Le défendeur en garantie, en matière de garantie formelle, ne peut repousser l'action en garantie, du demandeur en garantie, en opposant, à ce dernier, des moyens qui tendraient à démontrer que l'action principale est mal fondée, mais il doit prendre le fait et cause du demandeur en garantie et opposer ces moyens au demandeur principal. — La défense du défendeur en garantie, basée sur ces moyens, sera rejetée sur inscription en droit. — C. A., 1898. *Walker & Pease*, 8 R. J. O., 218; 2 R. P., 313.

191.

INDICATION ALPHABÉTIQUE

Acceptation	43
Accidents	33 et s.
Action <i>quidam</i>	24
Affidavit	13, 18, 20
Allégations pertinentes	3, 7
Allégations vicieuses	1, 6, 7, 9, 18, 20, 24, 25
Annouement	32
Billet	45, 46, 47
But	2
Capias	18, 19, 26
Cheque	44
Compensation	50 et s.
Conclusions	11, 54
Définition	4
Contestation d'action	21, 22
Dépens	55, 56
Domages	27 et s.
Domages futurs	39
Droit d'action	6
Exécution testamentaire	32
Femme mariée	29, 30, 31, 56, 57
Forme	8, 9, 12, 23
Héritier	42, 43
Injures	28 et s.
Intérêts	48, 49
Jurisdiction	39
Locateur et locataire	50, 51, 59
Médecin	67
Mineur	68
Offres	52, 53, 54
Omission	6
Opposition	17, 55
Option	26, 54
Ordre du protonotaire	16
Prescription	18
Privilège	50 et s.
Reddition de compte	41
Règle nisi	66
Renonciation	12
Saisie	15
Salaire à venir	40
Séparation de corps	57
Usurpation de charge	23

1. Une défense en droit est une contestation au mérite. — C. S., 1899. *Rid-del vs Les Commissaires d'écoles de la ville de la Côte St Louis*, 5 R. L. n. s., 38; MATHIEU, J.

V. dans le même sens, code, article 191, n. 3.

2. Le but ordinaire de la défense en droit étant de faire disparaître des allégations de fait qui ne justifient pas les conclusions et d'en éviter la preuve, une réponse en droit à une prétention légale émise par la plaidoirie d'une des parties n'a pas sa raison d'être, la partie adverse pouvant toujours faire valoir ses moyens de droit à l'argument au mérite. — C. S., 1899. *Marsan dit Lapiere vs Larue*, 5 R. L. n. s., 270; MATHIEU, J.

V. Code, article 200, n. 5.

3. Sur une inscription ou défense en droit, la cour n'a pas à rechercher si la partie pourra prouver les allégations attaquées, mais si, en les supposant prouvées, elles justifieraient les conclusions prises par telle partie. — C. S., 1901. *Agnew vs Dufort & Boisseau*, 7 R. de J., 518; MATHIEU, J.

4. Des allégations étrangères aux faits de la contestation seront rejetées sur défense partielle en droit. — C. S., 1897. *Trenholm vs The Chateauguay Northern Ry Co.*, 3 R. L. n. s., 541; MATHIEU, J.

5. L'on ne peut attaquer en droit, par inscription, une allégation, dans une déclaration écrite, si cette allégation considérée en rapport avec les autres allégations de la déclaration donne droit d'action au demandeur. — C. S., 1900. *Amro vs La Cie du chemin de fer du Grand Tronc*, 6 R. L. n. s., 296; TASCHEREAU, J.

6. An inscription in law will lie against a declaration or part of a declaration which shows an incomplete right of action, but not for an omission or incomplete statement of facts therein. — C. S., 1899. *Gendron vs The Corporation of the Town of Waterloo*, 1 R. P., 573; LYNCH, J.

7. An inscription in law does not lie against an answer to plea in which the details are insufficient. An exception to the form is the proper recourse.—An allegation of an answer to plea, insufficient in itself to dismiss the plea, but which tends to prove the truth of the plaintiff's action will not be dismissed on inscription in law. — C. S., 1902. *Vipond vs Kilburn*, 1 R. P., 376; MATHIEU, J.

8. Une inscription en droit ne sera pas rejetée pour la seule raison qu'elle est d'une longueur extraordinaire et sous forme de factum. — C. S., 1900. *Belgarde vs Carrier*, 3 R. P., 238; ROYTHIER, J.

Dans le même sens, *infra*, n. 23.

9. Le défendeur dans une défense en fait au mérite peut alléguer que "l'action est mal fondée en fait et en droit". — C. S., 1899. *Snott vs Robert*, 6 R. L. n. s., 196; CURRY, J.

10. Le rejet de certaines allégations d'un plaidoyer qui ne peuvent être la base d'un plaidoyer de justification, doit être demandé plutôt par inscription en droit que par une motion pour rejet. — C. S., 1902. *Phillips vs Laviolette*, 4 R. P., 296; MATHIEU, J.

11. Le rejet du dossier d'allégués inutiles d'une pièce de plaidoirie doit être demandé par inscription en droit, et non par motion. — C. S., 1898. *Cross vs Prorost & Lacaille*, 1 R. P., 375; MATHIEU, J.

12. Une inscription en droit peut, dans certains cas, valoir comme motion. — C. S., 1902. *Far vs Morris*, 4 R. P., 345; MATHIEU, J.

V. Supplément, article 198, n. 3 et s.

13. Le défaut d'affidavit accompagnant un plaidoyer doit être plaidé par voie de motion et non par inscription en droit. — C. S., 1899. *Caron vs Desautels*, 1 R. P., 581; LARUE, J.

14. Une action réelle, qui ne contient que des conclusions personnelles, sera renvoyée sur inscription en droit. — C. S., 1902. *Drouin vs Laurier*, 4 R. P., 343; LANGELIER, J.

15. Un tiers n'a pas le droit d'attaquer une saisie pour cause d'irrégularités. — C. S., 1899. *Germain vs Lamoureux & L'cy*, 16 R. J. O., 404; LANGELIER, J.

16. La question de savoir si l'on doit procéder par une requête ou par une action ordinaire, pour demander la révision d'un ordre du protonotaire prononçant une interdiction, est une question de forme et non de droit; et une inscription en droit basée sur ce moyen sera renvoyée. — C. S., 1893. *Bond vs Barry*, 5 R. L. n. s., 268; MATHIEU, J.

17. Matters of law must be urged by way of inscription in law, and the contestation of an opposition urging them otherwise will be dismissed on motion. — *Seemle*:—A contestation denying the opposant's alleged privilege, and declaring the conclusions thereof illegal, and setting forth that the said opposition is made too late, must be considered as setting up grounds of law. — C. S., 1899. *The Royal Electric Co. vs Palliser & Fullon*, 2 R. P., 100; CURRY, J.

18. An allegation in a petition to quash a capias that the facts alleged in the affidavit are wholly and altogether insufficient, being in the nature of a de-

murrer is irregular. — C. S., 1898. *Davian vs Hawthorne*, 14 R. J. O., 500; WHITE, J.

19. Le défendeur peut contester un capias au moyen d'une inscription en droit, bien qu'il puisse aussi le faire par requête sous l'article 919 de C. P. — C. S., 1899. *Todd vs Murray*, 5 R. L. n. s., 551; 3 R. P., 521; CURRAN, J.

20. Dans un affidavit pour l'émanation d'un bref de capias où le demandeur a incli l'allégation que le défendeur exerçait sa profession d'huissier en société avec un autre huissier qui avait contre lui une réclamation toujours subsistante dans le but de mettre ses émoluments à l'abri de ses créanciers, le défendeur peut faire retrancher cette dernière allégation par une inscription en droit. — C. S., 1900. *Le Comptoir d'Escompte vs Decelles*, 6 R. L. n. s., 236; MATHEU, J.

21. Pour faire annuler l'élection d'un conseiller municipal, parce que ce dernier devait des taxes municipales, le requérant doit alléguer qu'il devait ces taxes municipales au moment même de son élection; et des arrérages de ces taxes devenues échues durant le mandat ne déqualifient pas le conseiller. — C. S., 1900. *Yale vs Bayard*, 6 R. L. n. s., 126; MATHEU, J.

22. Dans une contestation d'élection municipale où il y a déjà eu un décompte devant le juge, il ne suffit pas d'alléguer qu'il y a eu des bulletins illégalement admis ou écartés, mais il en faut aussi donner le nombre et indiquer les irrégularités dont on se plaint, afin que le juge en examine la nature et constate si ces illégalités ont eu pour effet de changer le résultat de l'élection. — Il faut alléguer que ces admissions ou rejets de bulletins, ainsi que les votes donnés par des personnes incompetentes, étaient dans l'intérêt du demandeur, et ont eu pour effet de changer le résultat de l'élection. Autrement, l'action sera renvoyée sur défense en droit. — C. S., 1900. *Renaud vs Gagnon*, 3 R. P., 115; LORANGER, J.

23. If a fact, which appears to be legal and relevant, is set up at great length in a pleading, and the opposite party inscribes in law, not against the parts of allegations containing such useless details, but against the fact itself, which he alleges should not have been pleaded, the useless details will not be struck off on such inscription. — When parties sue for usurpation of office, not in any particular quality, but in their own names, and allege in their pleading their quality as shareholders and their interest as such, allegations of the defence denying such quality and interest will not be rejected upon an inscription in law. — C. S., 1899.

La Caisse Générale vs Dupuis, 2 R. P., 478; DOHERTY, J.

V. sur le premier point, *supra*, n. 8.

24. Dans une action *qui tum*, le défendeur ne peut plaider des faits tendant à démontrer que l'action a été intentée par vengeance; et ces allégations seront rejetées sur inscription en droit. — C. S., 1899. *Simard vs d'Hauterive*, 5 R. L. n. s., 223; MATHEU, J.

25. Dans une action en dommages pour assaut, les allégations suivantes: — "Le défendeur est contumier d'actes de brutalité de ce genre," et, "de plus son fils travaillait avec lui et gagnait un salaire d'une piastre par jour, et il a été dans l'impossibilité, vu la maladie de son père, d'aller travailler, ce qui ferait une somme de \$16," — seront rejetées, sur inscription en droit, comme non pertinentes au litige. — C. S., 1898. *Corbeil vs Parent*, 4 R. L. n. s., 163; 1 R. P., 377; MATHEU, J.

26. An inscription in law is not the proper remedy to compel a party to optate between different paragraphs of his pleading but the recourse is by means of a dilatory exception. — To an action in damages for slander the defendant cannot plead that what he stated was said at the request of a third person. — C. S., 1901. *Bourget vs Lefebvre*, 8 R. de J., 163; 4 R. P., 325; DAVIDSON, J.

27. To be held responsible for slanderous statements made by his wife, a husband must have been present when such statements were made or uttered, or he must have encouraged or approved such statements. — An action for damages instituted against the wife and the husband for slanderous statements alleged to have been made by the wife, without alleging that such statements were made in his presence, or that he has in any way approved the same, will be dismissed, as to the husband, personally, upon an inscription in law. — C. S., 1899. *Camiré vs Bergeron*, 7 R. de J., 43; 3 R. P., 281; WHITE, J.

28. A party who complains of a libel contained in a pleading is not bound to postpone his action in damages for such libel, until the case in which the pleading was filed is decided, and such action, if taken, will not be dismissed as premature, on an inscription in law. — C. S., 1901. *Wilkins vs Major*, 4 R. P., 172; DAVIDSON, J.

29. Une femme commune en biens peut valablement prendre, autorisée de son mari, une action pour voies de fait sur sa personne, et cette action ne sera pas renvoyée sur défense en droit comme compétant au mari seul. — C. S., 1899.

Laurin vs Desrochers, 2 R. P., 327; PAGNELO, J.

30. Une action pour Injures verbales proférées contre une femme commune en biens, est bien portée par cette femme, autorisée de son mari, et une défense en droit qui allègue que la femme ne peut être partie à cette action, sera rejetée.—C. S., 1899. *Gauthier vs Robert*, 2 R. P., 326; PAGNELO, J.

31. Action en dommages pour injures verbales intentée par la demanderesse commune en biens assistée de son mari.—La créance poursuivie en cette cause appartient à la communauté de biens existant entre elle et son époux.—Le mari seul peut intenter une action pour et au nom de la communauté.—Ce moyen doit être invoqué par défense en droit, et non par exception à la forme.—C. C., 1901. *Foyette vs Brunelle*, 3 R. P., 464; LYNCH, J.

32. Une femme, exécutrice testamentaire et légataire universelle de son mari, peut poursuivre en ces deux qualités réunies les débiteurs de la succession.—Elle n'a pas besoin d'alléguer qu'elle a accepté telle succession.—Dans une action en dommages pour accident, il sera permis à la partie demanderesse, après production d'une défense en droit, d'ajouter des allégués montrant la négligence du défendeur; la partie demanderesse paiera les frais de cette motion pour amender, les déboursés de la motion pour faire rejeter cet amendement et l'honoraire sur amendement; mais la défense en droit sera renvoyée sans frais si les raisons qu'elle donnait pour le renvoi de l'action, —sauf celle qui a donné lieu à l'amendement, —étaient mal fondées.—C. S., 1898. *Kehoe vs Paradis*, 2 R. P., 59; MATHIEU, J.

33. In an action by a mother for damages for the death of her son, detailed as follows: "\$2.00 for medical attendance, \$18.50 for funeral expenses and \$379.50 for general damages." The action is sufficiently grounded where it alleges "that her son was in possession of good health, and could have been expected to be of assistance to the family in two or three years, and that she suffered considerable damage by the death of her son".—C. S., 1897. *Pape vs Compagnie de chemin de fer du Grand Tronc*, 1 R. P., 127; ARCHIBALD, J.

34. Dans une action en dommages pour accident, un allégué disant, que, "dans la même semaine, quatre autres accidents analogues sont arrivés aux hommes qui étaient à pelleter le charbon au même endroit", a sa raison d'être, et ne sera pas renvoyé sur inscription en droit.—Un allégué disant: "que les défen-

deurs n'ont pas pris les précautions que leur dictaient la prudence et le devoir de maître parcequ'ils étaient assurés à des compagnies les garantissant contre toutes les responsabilités résultant de semblables accidents," est illégal, et sera rejeté sur inscription en droit.—C. S., 1898. *Boudrias vs Meltrac*, 1 R. P., 356; MATHIEU, J.

35. Dans une poursuite en dommages pour accident arrivé dans une manufacture, le demandeur ne peut alléguer que la compagnie défenderesse s'était fait assurer contre les accidents qui pourraient arriver à ses employés, et que pour cette raison elle n'avait pas pris les précautions qu'elle aurait dû prendre; et une telle allégation sera rejetée sur inscription en droit.—C. S., 1898. *Gervais vs The Merchants Manufacturing Co.*, 4 R. L. n. s., 308; 1 R. P., 257; MATHIEU, J.

36. Le demandeur qui poursuit son voisin en réclamation de dommages causés à sa propriété ne peut, dans sa déclaration, alléguer que ses autres voisins ont également souffert des dommages pour la même cause.—Une telle allégation sera retranchée sur inscription en droit.—C. S., 1898. *Robin vs Dominion Coal Co.*, 4 R. L. n. s., 143; MATHIEU, J.

37. In an action for damages caused to real property by the neighborhood of a foundry, paragraphs setting forth that the rents having considerably diminished, the plaintiff could not pay off the hypothecs on her property, which was sold by sheriff's sale at a very low price, will not be rejected on inscription in law on the ground that it is not alleged that the decrease in value was due to defendant's fault, or that the price realized represented the actual value of the property, if the fault of the defendants is sufficiently alleged in the context.—The defendant will not be allowed to allege, at the hearing, that the damages complained of in the paragraphs attacked are too remote to justify plaintiff's claim, if that ground was not set forth in the inscription in law.—C. S., 1899. *Thibault vs The Laurie Engine Co.*, 2 R. P., 351; DOHERTY, J.

38. In an action in damages against an electric light company for loss by fire by reason of defective wiring and excess of electric current, an allegation in the plea which states that the building was refused as a risk by the insurance companies, will be struck from the plea, on an inscription in law, as being irrelevant to the issue and in no wise supporting the conclusions of the plea.—C. S., 1902. *West vs The Lachine Rapids Hydraulic and Land Co.*, 1 R. P., 314; LANGRISH, J.

39. L'on ne peut réclamer des dommages futurs; et dans les cas où les dommages sont continus, le demandeur ne peut que réserver son recours pour l'avenir. — La partie d'une déclaration par laquelle le demandeur réclame des dommages futurs peut être rejetée sur défense en droit. — C. S., 1899. *Duggan vs The Stadacona Light and Water Co.*, 5 R. L. n. s., 401; GAONÉ, J.

40. On ne peut poursuivre pour du salaire à venir, non échu, et les conclusions à cet effet doivent être rejetées sur inscription en droit. — C. S., 1899. *McBeth vs Brodeur*, 5 R. L. n. s., 262; MARHER, J.

41. The *oyant compte* may, in his contestation of the account rendered, urge all acts of maladministration, committed by the *rendant compte*, and objections to that mode of proceeding should have been made by an exception à la forme and not by demurrer. — C. S., 1901. *Blackwood vs Mussen*, 4 R. P., 432.

42. Lorsqu'une partie poursuivie comme héritière par un créancier de la succession, allègue qu'elle a renoncé à la succession, mais n'allègue pas enregistrement de sa renonciation, l'allégation de renonciation pourra être rejetée sur inscription en droit. — C. S., 1898. *Bell vs Garceau*, 15 R. J. O., 239; LORANGER, J.

43. Un légataire universel qui poursuit en recouvrement d'une créance de la succession qu'il représente n'est pas tenu d'alléguer qu'il a accepté cette succession et qu'il a signifié le transport de cette créance et son acceptation au défendeur. — Une défense en droit basée sur ces moyens sera renvoyée. — C. S., 1899. *Fauchille vs Hurteau*, 5 R. L. n. s., 520; DOUBERTY, J.

44. Dans une action basée sur un chèque, il n'est pas nécessaire d'alléguer dans la déclaration que le chèque a été présentée pour acceptation dans un délai raisonnable de sa date, la position du faiseur d'un chèque étant, en droit, en vertu des sections 72 et 73 de l'acte des Lettres de Change, différente de celle du tireur d'une lettre de change ordinaire quant au défaut de présentation et au protêt. — Une défense en droit, soulevant ce défaut d'alléguer présentation, doit être rejetée. — C. S., 1899. *DeSerres vs Euard*, 5 R. L. n. s., 228; 2 R. P., 124; ARTHUR, J.

45. In an action on a promissory note against the maker and the indorser, where it is alleged that both are insolvent, the indorser cannot demur on the ground that no presentment nor protest of the said note is alleged. — C. S., 1899. *La Banque Nationale vs Martel*, 2 R. P., 35; WHITE, J.

46. Si une déclaration dans une action sur billet, est dans les termes de la formule 6 de la cédule A de l'appendice du code de procédure civile, une action ne sera pas renvoyée sur défense en droit parce qu'il n'y apparaît pas que le billet sur lequel on poursuit est celui décrit par la déclaration, qu'il aurait été transporté par l'endosseur au demandeur, et que ce dernier ait donné considération à l'endosseur pour ce billet. — C. S., 1899. *Ridgeway vs Dansereau*, 2 R. P., 280; DOUBERTY, J.

Confirmé par la cour de révision, au rapport cité à l'arrêt suivant.

47. The Court, for the purposes of a demurrer, cannot look at papers filed with the declaration, such as the protest of a promissory note sued on. — C. R., 1899. *Ridgeway vs Dansereau*, 17 R. J. O., 176; TAIT, LORANGER & TELLIER, JJ.

48. Dans une action basée sur un acte d'obligation, le demandeur ne peut réclamer des intérêts, outre le capital, à moins d'alléguer une stipulation expresse à cet effet dans l'acte, ou une mise en demeure; et, à défaut de ce faire, cette partie de l'action demandant des intérêts pourra être renvoyée sur défense en droit. — C. S., 1899. *McLeod vs Lemay*, 5 R. L. n. s., 227; LANGELIER, J.

49. Le défendeur ne peut se plaindre, par une inscription en droit, que le demandeur a, dans son action, demandé des intérêts sur le capital depuis la date de la déclaration au lieu de ne le faire que depuis la date de la signification de l'acte. — C. S., 1898. *Christin vs Massy*, 5 R. L. n. s., 42; DAVIDSON, J.

50. Des allégués demandant à compenser une réclamation basée sur un bail, avec des dommages que la compagne en faillite prétend avoir soufferts de la part du réclamant, sont illégaux et seront rejetés sur inscription en droit. — C. S., 1902. *Montreal Cold Storage and Freezing Co. & Stevenson*, 4 R. P., 341.

51. La compensation légale ne peut avoir lieu entre une créance pour loyers basée sur bail authentique — même lorsqu'une partie du loyer est réclamée sous forme de dommages — et une réclamation en dommages causés au défendeur par les ouvriers du demandeur pendant qu'ils étaient occupés à faire des réparations aux lieux loués; et les allégations de la défense offrant telle compensation peuvent être rejetées sur inscription en droit. — C. S., 1899. *Préfontaine vs Chaput*, 5 R. L. n. s., 224; MATHER, J.

52. On ne peut plaider à une action que l'on a offert la somme réclamée, sans alléguer qu'on a toujours été prêt à la payer depuis, et renouveler ses offres avec

son plaidoyer, et telle allégation sera renvoyée sur inscription en droit. — Des allégués demandant à compenser une réclamation basée sur un acte d'obligation et un billet, avec des dommages que le défendeur prétend avoir soufferts par le refus du demandeur de radier des hypothèques enregistrées sur l'immeuble hypothéqué au demandeur, lesquelles hypothèques seraient acquittées au dire du défendeur, sont illégaux et seront rejetés sur inscription en droit. — C. S., 1899, *King vs Lepitre*, 2 R. P., 429; LAMOUR, J.

53. Les offres faites en vertu de l'article 1162 C. C., ne peuvent être rejetées sur une inscription en droit. — Ces offres peuvent être conditionnelles. — Il ne peut être adjugé sur la valeur de ces offres, que lors du jugement sur le mérite. — C. S., 1899, *Menier vs Whitting*, 2 R. P., 387; GAIGNÉ, J.

54. Sur une demande tendant à obtenir la valeur d'effets mobiliers, coulés par le demandeur au défendeur, il est plus régulier d'accorder l'option de remettre tels effets, mais le défendeur ne peut souffrir de ce défaut, vu qu'il lui est loisible d'offrir ces effets mobiliers et que la cour pourra toujours en adjugeant au fonds accorder un dédit au défendeur pour faire cette remise. — Dans ces circonstances, une inscription en droit par le défendeur contre les conclusions de la demande basée sur le motif que les conclusions n'accordent pas telle option, sera renvoyée, mais sans frais, vu que les conclusions ne sont pas strictement conformes aux droits des parties. — C. S., 1900, *Randolf vs Sarré*, 7 R. de J., 31; PAVENLO, J.

55. An inscription in law to a paragraph of an opposition stating that the costs of a judgment whereof execution is sought were *distrained* to the attorneys of the plaintiff, who are not the attorneys prosecuting the execution, will be dismissed. — C. S., 1898, *Chisholm vs Wilson & Wilson*, 2 R. P., 96; CURMAN, J.

56. L'obligation de la femme séparée de biens de contribuer proportionnellement à ses facultés et à celles de son mari aux frais du ménage et à ceux d'éducation des enfants communs, n'étant pas une obligation solidaire avec le mari, le créancier qui poursuit la femme pour des réclamations de cette nature, après avoir obtenu un jugement contre le mari insolvable, ne peut demander les frais faits sur cette première poursuite ni les intérêts qui ont couru sur le dit jugement; et une allégation se rapportant à ces deux items sera rejetée sur inscription en droit. — C. S., 1898, *Piché vs Masse*, 4 R. L. n. s., 334; MATHIEU, J.

57. Dans une action en séparation de

corps la femme demanderesse ne peut alléguer qu'ayant de se marier elle avait passé un contrat de mariage en séparation de biens, mais que son mari refusa et l'indulgit à ne pas passer de contrat de mariage, ce à quoi elle consentit sur ses instances. — C. S., 1901, *Kavanaugh vs McCreary*, 7 R. de J., 516; MATHIEU, J.

58. Bien qu'un mineur soit responsable du dommage causé par son délit ou son quasi délit, néanmoins, il ne peut être légalement assisté, et l'allégation de son aveu non autorisé sera rejetée sur inscription en droit. — C. S., 1899, *Levyer vs Piché*, 5 R. L. n. s., 261; ANTHIMIAU, J.

59. Le privilège du locateur sur les meubles garnissant les lieux loués peut s'exercer même pour du loyer dû en vertu d'un bref expiré. — L'allégation que le défendeur a des meubles suffisants est une allégation de fait, qui ne peut être plaidée dans une défense en droit, même si la déclaration ne contient pas l'allégation contraire. — Le défaut de juridiction ne peut être plaidé par défense en droit. — C. S., 1900, *Leclaire vs Beauchamp*, 3 R. P., 312; LAFLEUR, J.

60. L'ouvrier qui a enregistré sa créance, suivant la loi, et qui poursuit hypothécairement un tiers, détenteur de l'immeuble affecté sur lequel les travaux ont été faits, n'est pas tenu, dans son action, d'alléguer que ces travaux ont donné une plus-value, sauf contestation, par le propriétaire ou ses créanciers intéressés. — C. S., 1901, *Therrien vs Hainault*, 8 R. de J., 314; PAVENLO, J.

61. Les frais encourus pour faire enregistrer un privilège, sont exigibles du débiteur de la créance enregistrée. — Un allégué ne sera pas rejeté sur inscription en droit parce qu'il est une répétition d'un allégué précédent. — Il est permis à un entrepreneur principal d'alléguer son privilège sans alléguer aussi une convention le lui accordant. — Les allégués d'une action en déclaration d'hypothèque, qui justifient une condamnation personnelle, ne seront pas rejetés sur inscription en droit. — La cour ne peut, sur inscription en droit, rejeter certains allégués pour des raisons non mentionnées dans l'inscription. — C. S., 1899, *Turcot vs Lebeau*, 2 R. P., 208; 5 R. L. n. s., 265; DOHERTY, J.

62. Le demandeur qui conclut à une condamnation personnelle pour la somme de \$1598,10, avec privilège de constructeur, et qui allègue seulement que son auteur a pris au tel privilège, sans dire qu'il y a en plus-value et que la demande porte sur cette plus-value, et sans men-

tionner qu'avis par écrit n'été donné au propriétaire dans les délais voulus, ou que les défendeurs sont propriétaires de l'immeuble affecté, ou que le dit privilège a été dûment enregistré, pourra être déboulé de sa demande sur défense en droit. — C. S., 1898. *La Banque Jacques-Cartier vs Picard*, 5 R. L. n. s., 134; CURRAN, J.

63. L'action par laquelle un fournisseur de matériaux réclame de l'entrepreneur le prix des matériaux par lui fournis, et demande contre les propriétaires des immeubles sur lesquels des constructions ont été érigées avec ses matériaux, que ces immeubles soient déclarés hypothéqués pour le montant de sa créance, à moins que les propriétaires mis en cause n'aient mieux payer le prix des matériaux, sera renvoyée sur inscription en droit des propriétaires, s'il n'apparaît pas que le demandeur n'ait pris son action dans les trois mois qui ont suivi l'avis mentionné à l'article 2013g du code civil. — C. S., 1900. *McLaren vs Loyer*, 3 R. P., 60; MATHIEU, J.

64. (Renversant Mathieu, J., n. 63. *supra*): L'hypothèque ou privilège du fournisseur de matériaux est distincte et indépendante de la saisie-arrêt mentionnée dans les articles 2013h et 2013i du code civil, et il n'est assujéti qu'aux conditions de l'avis mentionné à l'article 2013g C. C. et de l'enregistrement. — C. A., 1900. *McLaren vs Villeneuve & Loyer*, 4 R. P., 322.

65. V. Supplément, article 566, *Savard vs Charette*, n. 2; — *Maillour vs Drolet*, article 1098, n. 4; — *Grossman vs Robinson*, article 824, n. 3; — *Décary vs Bro*, article 673, n. 1; — *Abbott vs Jamieson*, article 174, n. 64.

66. The petition for a rule *nisi* must be served personally on the person whose imprisonment is sought, unless he be hiding fraudulently, and the appearance of the party by attorney and his moving for security for costs do not cure the said defect in the service. — Such defect in the service may be raised by inscription in law, even if the delay for pleading has expired, and the respondent has to obtain the leave of the judge to file his answer to the petition. — An answer in law to the petition for rule *nisi*, based on want of personal service, will be maintained without costs, if the respondent, by his appearing and moving for security for costs, has possibly misled the petitioner. — C. S., 1898. *Lamothe vs Lamothe*, 2 R. P., 337; CURRAN, J.

67. Le défaut par un médecin qui réclame des honoraires professionnels, de se décrire comme dûment enregistré et ayant payé sa contribution annuelle au

Collège des Médecins, doit être invoqué par exception à la forme, et une inscription en droit basée sur ce défaut sera rejetée. — C. S., 1898. *Marien vs Huot*, 2 R. P., 97; 15 R. J. O., 455; MATHIEU, J.

68. La prescription ne peut se plaider par défense en droit. — C. R., 1895. *Chartrand vs La Cité de Sorel*, 7 R. J. O., 337; TAIT, LORANGER & PAGNELO, J.J.

V. sur ce point, Code, art. 191, n. 15, 73, 81, 82, 100.

192.

1. La cour ne peut, sur inscription en droit, rejeter certains allégués pour des raisons non mentionnées dans l'inscription. — C. S., 1899. *Turcot vs Lebeau*, 2 R. P., 208; DOHERTY, J.

V. *supra*, article 191, n. 61.

2. A party is bound to urge all legal objections which may exist to a pleading or any part thereof, at one and the same time and within the delays. — C. S., 1901. *Sharpe vs Boagle*, 8 R. de J., 161; DAVIDSON, J.

3. Une défense en droit qui ne contient aucun moyen, et qui n'a qu'une alléguation générale à l'effet que la déclaration telle que libellée ne donne pas droit aux conclusions demandées, est irrégulière, trop vague, et peut être renvoyée sur motion. — C. S., 1891. *Leduc vs Kensington Land Co.*, 5 R. L. n. s., 44; LORANGER, J.

4. The defendant will not be allowed to allege, at the hearing, that the damages complained of in the paragraphs attacked are too remote to justify plaintiff's claim, if that ground was not set forth in the inscription in law. — C. S., 1899. *Thibault vs The Laurie Engine Co.*, 2 R. P., 351; DOHERTY, J.

V. cet arrêt sous article 191, Supplément, n. 37.

5. Le défendeur qui, au lieu d'insérer en droit aux termes de l'article 192 C. P. C., produit une défense en droit dans la forme usitée sous l'ancien code de procédure civile, et inscrit ensuite sur cette défense en droit, régularise sa procédure, et le demandeur, qui n'en éprouve aucun préjudice, ne peut demander le rejet de la défense en droit. — Toutefois le défendeur devra payer les frais de la motion pour rejet. — C. S., 1899. *The Montreal Park and Island Railway Co. vs The Town of St-Louis*, 16 R. J. O., 335; 2 R. P., 254; MATHIEU, J.

6. After the expiry of a delay for filing a pleading the party is foreclosed from doing so unless with the consent of the opposite party or leave of a judge. — A motion in the nature of an inscription in law to reject certain allegations in

plaintiff's answer to an intervention, does not operate as a suspension of the ordinary delays within which later intervenors are bound to file his answer or replication to such plaintiff's answer. — C. S., 1901. *The Canada Industrial Co. vs Kensington Land Co. & Buller*, 8 R. de J., 187; DAVISON, J.

196.

INDICATION ALPHABÉTIQUE

Action confessoire.....	6
Action en déclaration de paternité.....	13
Action en garantie.....	8
Allégations contradictoires.....	2, 3, 4, 7
Appel d'actions.....	21, 22
Assaut.....	20
Billets.....	8, 24, 25
Chose jugée.....	10, 22
Compagnie.....	21, 22, 23
Compromission.....	24 et 27
Compensation d'injures.....	28, 29, 30, 37
Conclusions.....	1
Conseiller municipal.....	34
Délai de paiement.....	5
Diffamation.....	31 et s.
Domages.....	1, 11, 27 à 44
Donation.....	11
Droit d'atral.....	5, 11
Droit litigieux.....	15 et s.
Ecluse.....	8
Faillite.....	3, 1
Fausse arrestation.....	36
Fraude.....	14
Injures.....	28 et s.
Insolvabilité.....	23
Justification.....	10
Lettres patentes.....	21
Libelle.....	31, 31, 38, 39
Locateur et locataire.....	1, 7
Marché de commerce.....	18, 19
Mineur.....	14, 15
Notoriété.....	31, 32
Obligation.....	21, 25, 26
Option.....	2
Partage.....	26
Pension alimentaire.....	12, 13
Prescription.....	7, 9
Preuve avant faire droit.....	16
Qualité.....	8, 17
Reddition de compte.....	16
Répétition de deniers.....	35
Saisie-revendication.....	11, 14
Séparation de corps.....	28
Servitude.....	6
Société.....	20, 14
Tuteur.....	14, 15

1. Une défense qui ne contient pas de conclusions sera rejetée sur motion. — C. S., 1900. *Lefebvre vs Legros*, 6 R. L. n. s., 92; LANGELIER, J.

2. Les allégations qui contredisent des allégations précédentes d'un même plaidoyer contenant des admissions seront retranchées sur motion du demandeur, sans que la défenderesse ait le droit d'option. — C. S., 1902. *Destroismaisons vs Dominion Ice Co.*, 4 R. P., 368; MATHIEU, J.

3. Le défendeur dans une défense en fait au mérite peut alléguer que "l'action est mal fondée en fait et en droit." — C. S., 1899. *Sinott vs Robert*, 6 R. L. n. s., 196; CURRAN, J.

4. Si l'on ne peut mêler des questions de fait dans une inscription en droit, les

parties peuvent cependant invoquer des moyens de droit dans une exception ou réponse basée sur des faits invoqués. — Dans une action pour loyer et dommages, le demandeur n'est pas tenu d'alléguer dans la déclaration que le défendeur a enlevé la plus grande partie des effets, et que les effets saisis étaient de fait saisissables; ce moyen, qui pourrait être contesté en droit, déconne d'un plaidoyer par lequel on réclame l'exemption de saisie. — C. S., 1901. *Bombier vs Lynch*, 4 R. P., 181; PANGBLO, J.

5. A defendant has no right to plead facts which, on their face, apply exclusively to the other defendant. — When it is pleaded that a delay has been given by the plaintiff, this should be positively affirmed, and a mere expression of opinion and belief as in the granting of such delay is not sufficient. — C. S., 1898. *The First National Bank of St-Augustine vs Tiffin*, 1 R. P., 268; 4 R. L. n. s., 365; MATHIEU, J.

6. Dans une action confessoire pour faire reconnaître l'existence d'une servitude, le défendeur ne peut plaider que le demandeur n'a aucun intérêt légal à poursuivre, vu que son terrain n'a pas de valeur et que son seul motif est de forcer le défendeur à l'acheter. — C. S., 1900. *Content vs Demers*, 6 R. L. n. s., 135; MATHIEU, J.

7. Dans une action pour loyers d'une locomotive, lorsque le défendeur plaide qu'il ne doit qu'une partie du montant réclamé, et que cette balance a été, par le demandeur, transportée à un tiers, et, que d'ailleurs, la réclamation est, pour la plus grande partie prescrite, et qu'en même temps, il plaide que le demandeur n'a jamais été propriétaire de la dite locomotive laquelle appartenait à un tiers désigné, et que cette locomotive était maintenant sous saisie et entre les mains d'un sequestre et que celui-ci seul avait le droit de poursuivre pour le dit loyer, ces dernières allégations seront rejetées du dossier, sur motion du demandeur, remme étant incompatibles avec les premières allégations de la défense. — C. S., 1900. *Armstrong vs Beauchemin*, 6 R. L. n. s., 225; GIL, J.

8. L'emposeur de billets signés par une compagnie incorporée, qui allègue lui en avoir payé le montant, et l'appelle en garantie dans une action basée sur ces billets, n'est pas recevable à plaider que la demanderesse en garantie n'avait pas qualité pour signer ces billets. — C. S., 1900. *Rail vs The Atlantic and Lake Superior Railway*, 3 R. P., 315; MATHIEU, J.

9. L'allégation suivante: "Plaintiff's action is prescribed and extinguished by



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



4.5

5.0

5.6

6.3

7.1

8.0

9.0

10

11.2

12.5

14.0

16.0

18.0

20

22.5

25

28

32

36

40

45

50

56

63

71

80

90

100

112

125

140

160

180

200

225

250

280

320

360

400

450

500

560

630

710

800

900

1000

1120

1250

1400

1600

1800

2000

2250

2500

2800

3200

3600

4000

4500

5000

5600

6300

7100

8000

9000

10000

11200

12500

14000

16000

18000

20000

22500

25000

28000

32000

36000

40000

45000

50000

56000

63000

71000

80000

90000

100000

112000

125000

140000

160000

180000

200000

225000

250000

280000

320000

360000

400000

450000

500000

560000

630000

710000

800000

900000

1000000

1120000

1250000

1400000

1600000

1800000

2000000

2250000

2500000

2800000

3200000

3600000

4000000

4500000

5000000

5600000

6300000

7100000

8000000

9000000

10000000

11200000

12500000

14000000

16000000

18000000

20000000

22500000

25000000

28000000

32000000

36000000

40000000

45000000

50000000

56000000

63000000

71000000

80000000

90000000

100000000

112000000

125000000

140000000

160000000

180000000

200000000

225000000

250000000

280000000

320000000

360000000

400000000

450000000

500000000

560000000

630000000

710000000

800000000

900000000

1000000000

1120000000

1250000000

1400000000

1600000000

1800000000

2000000000

2250000000

2500000000

2800000000

3200000000

3600000000

4000000000

4500000000

5000000000

5600000000

6300000000

7100000000

8000000000

9000000000

10000000000

11200000000

12500000000

14000000000

16000000000

18000000000

20000000000

22500000000

25000000000

28000000000

32000000000

36000000000

40000000000

45000000000

50000000000

56000000000

63000000000

71000000000

80000000000

90000000000

100000000000

112000000000

125000000000

140000000000

160000000000

180000000000

200000000000

225000000000

250000000000

280000000000

320000000000

360000000000

400000000000

450000000000

500000000000

560000000000

630000000000

710000000000

800000000000

900000000000

1000000000000

1120000000000

1250000000000

1400000000000

1600000000000

1800000000000

2000000000000

2250000000000

2500000000000

2800000000000

3200000000000

3600000000000

4000000000000

4500000000000

5000000000000

5600000000000

6300000000000

7100000000000

8000000000000

9000000000000

10000000000000

11200000000000

12500000000000

14000000000000

16000000000000

18000000000000

20000000000000

22500000000000

25000000000000

28000000000000

32000000000000

36000000000000

40000000000000

45000000000000

50000000000000

56000000000000

63000000000000

71000000000000

80000000000000

90000000000000

100000000000000

112000000000000

125000000000000

140000000000000

160000000000000

180000000000000

200000000000000

225000000000000

250000000000000

280000000000000

320000000000000

360000000000000

400000000000000

reason of the lapse of thirty days after the date of the said accident without notice thereof as required by law, being given to defendant." est régulière dans une défense, et ne sera pas rejetée sur motion comme contenant des moyens d'exception à la forme.—C. S., 1898. *Danis vs La Cité de St-Henri*, 1 R. P., 538; MATHIEU, J.

10. Le fait que les défendeurs auraient été poursuivis par d'autres personnes pour des services et des ouvrages semblables à ceux dont le demandeur réclame le prix et aurait fait renvoyer l'action, ne peut constituer une bonne défense à l'action de ce dernier, et, sur réponse en droit, cette allégation sera retranchée.—C. S., 1897. *Sleeth vs Simpson*, 3 R. L. n. s., 449; MATHIEU, J.

11. Des allégués de malice et de réserve de recours en dommages, dans un plaidoyer à une saisie-revendication, seront rejetés comme inutiles sur inscription en droit, si le plaidoyer ne contient aucune conclusion en découlant.—C. S., 1898. *Labranche vs Matte*, 1 R. P., 270; MATHIEU, J.

12. Les défendeurs ne peuvent plaider à une action pour pension alimentaire qu'ils paient déjà une pension annuelle aux enfants de la demanderesse.—Ils ne peuvent non plus alléguer que, depuis la mort de son mari, la demanderesse au lieu de vivre selon ses moyens et sa condition a vécu d'une manière extravagante et a fait des dépenses inutiles.—C. S., 1899. *DeTabb vs Clerk*, 5 R. L. n. s., 231; LANGELIER, J.

13. In an action *en déclaration de paternité* and for an alimentary allowance, the relative means of the parties are fair matters of inquiry, and it is legal for defendant to allege in his plea that plaintiff is well able to provide for her offspring and that defendant is not.—It is legal for defendant to allege in his plea to such an action, that plaintiff is of loose and disorderly conduct and was carnally known by divers parties, inasmuch as, if proven, such allegations would strengthen defendant's denial of paternity.—It is not legal for defendant to allege in his plea to such an action, that defendant came to Montreal and that plaintiff followed him. Such allegations being wholly irrelevant to the issues of paternity and maintenance.—C. S., 1901. *Charlebois vs Flannagan*, 7 R. de J., 511; DAVIDSON, J.

14. Dans une saisie-revendication de biens-meubles basée sur une donation contenue dans un contrat de mariage, et prise par le tuteur des enfants mineurs, contre leur grand-père, partie au dit contrat de mariage, ce dernier, le défendeur,

peut plaider que les effets ont été insérés au dit contrat par fraude et fausses représentations.—Ce défendeur ne peut, toutefois, plaider que ces effets sont la propriété de son fils en vertu d'un acte de donation de sa mère, nul ne pouvant exclure du droit d'antrui.—C. S., 1899. *Chagnon vs Phillips*, 5 R. L. n. s., 308; DAVIDSON, J.

15. l'ne défense à une action intentée par un tuteur *ès-qualité* qui contient comme moyens que le mineur est domicilié en dehors de la Province de Québec, qu'il avait déjà en Italie un tuteur autre que le demandeur, que le demandeur et le mineur ne sont pas sujets britanniques, que le demandeur n'est tuteur qu'aux biens et non à la personne du dit mineur, soulève des questions qui peuvent être plaidées au fond, et non pas des questions de forme qui auraient dû être soulevées par une exception préliminaire.—C. S., 1900. *Dini vs The Canadian Construction Co.*, 6 R. L. n. s., 213; GILL, J.

16. Si le défendeur, dans une action sur compte, prétend que les effets livrés n'étaient pas de la qualité convenue, et qu'il a averti le demandeur de les reprendre, preuve avant faire droit sera ordonnée sur cette défense.—C. S., 1901. *Topken vs Ranch*, 4 R. P., 58; MATHIEU, J.

17. Le moyen tiré de ce que le requérant n'est pas électeur est un moyen de fond et non de forme.—C. S., 1900. *Moreau vs Lamarche*, 3 R. P., 121; LANGELIER, J.

18. In an action for seiling, in violation of plaintiff's right, what purports to be asbestic wall plaster, stamped and labelled as such, it is pertinent for the defendant to plead that he has, since the registration of plaintiff's trade-marks, sold asbestic wall plaster, and he has a right to describe it as such.—C. S., 1899. *The Asbestic and Asbestos Co. vs The W. Sclater & Co.*, 2 R. P., 467; DOHERTY, J.

19. The defendant, in an action for infringement of a trade-mark, may plead that there was no registration of the trade-mark, and also that the alleged trade-mark was invalid.—C. S., 1899. *The Grand Hotel Company vs Carlin*, 2 R. P., 489; DAVIDSON, J.

20. In an action against a partnership, one of the defendants may set forth in a plea on the merits, that he is not a member of the defendant partnership, and such allegation will not be rejected as being a matter of exception to the form.—C. S., 1899. *Harvey vs Mowat*, 2 R. P., 212; DAVIDSON, J.

21. Defendants are without lawful right to allege irregularities in the incorporation of a company in a plea to the merits of an action for calls on shares when the action impleads them as representatives of a shareholder, and an inscription in law as to that part of the plea will be maintained with costs.—C. S., 1901. *Victoria Montreal Fire Insurance Company vs O'Neil*, 4 R. P., 451; DAVIDSON, J.

22. Un actionnaire d'une compagnie incorporée insolvable, qui est poursuivi pour le paiement de ses actions par un créancier qui a obtenu jugement sur bail contre la compagnie, ne peut plaider à cette action que le jugement obtenu contre la compagnie est erroné, et qu'il n'y avait pas de bail entre le demandeur et la compagnie basé sur une résolution légale du bureau de direction, attendu que par ce jugement il y a chose jugée entre les parties.—C. S., 1897. *Rastoul vs Fiset*, 5 R. L. n. s., 172; PAGNUELLO, J.

23. L'insolvabilité d'une compagnie ne peut constituer un moyen de défense à une action en recouvrement d'une créance transportée par cette compagnie.—*Semble*: que la nullité des lettres-patentes d'une compagnie créancière peut être invoquée par plaidoyer, sans l'autorisation du procureur-général, surtout après la liquidation de la compagnie.—C. S., 1897. *Taylor vs Beaudry*, 1 R. P., 5; MATHIEU, J.

24. Le défendeur ne peut, à une action fondée sur une obligation et sur un billet, opposer une défense de compensation basée sur une réclamation qui n'est pas claire et liquide, alors même que sa réclamation procéderait de la même source que la demande principale et qu'il l'aurait fait valoir par une demande reconventionnelle produite dans l'instance principale.—C. A., 1900. *Lepitre & King*, 9 R. J. O., 453.

25. On n'a pas le droit de plaider à une action sur obligation et billets promissaires, en demandant à compenser cette somme avec un compte pour pension fournie, durant plusieurs années, par le défendeur à la demanderesse.—C. A., 1899. *Naud & Marcotte*, 3 R. P., 326.

26. Dans une action en répétition de sommes adjugées en vertu d'un partage, le défendeur peut plaider, par exception, la nullité de l'obligation, mais non celle du partage tout entier.—On ne peut offrir en compensation des créances d'une nature contestable, surtout lorsque la contestation entraînerait une discussion sur la validité du contrat de partage en vertu duquel on poursuit en répétition de deniers attribués par ce contrat.—C. S.,

1898. *Arcand vs Lamy*, 1 R. P., 272; MATHIEU, J.

27. Des dommages dont la preuve ne peut se faire que par une longue enquête contradictoire, ne peuvent être regardés comme clairs et liquides et opposés en compensation, et un plaidoyer de cette nature sera renvoyé sur inscription en droit.—C. S., 1902. *The Canadian Breweries vs Yasinowsky*, 4 R. P., 464; MATHIEU, J.

28. En matière de séparation de corps le défendeur ne peut plaider compensation d'injures, et des allégations de cette nature seront retranchées de ses défenses sur inscription en droit.—C. S., 1900. *Brossard vs Delattre*, 7 R. de J., 257; MATHIEU, J.

29. On ne peut en loi plaider compensation d'injures à l'encontre d'une action en dommages pour assaut que pour des faits récents; les allégations de faits en ce genre, de dates éloignées, seront rejetées sur motion.—C. S., 1897. *St-Louis vs Demers*, 3 R. L. n. s., 539; ARCHIBALD, J.

30. A une action réclamant des dommages, mari et femme, des défenses pour des propos injurieux proférés par l'épouse du défendeur sur le compte des demandeurs, les défendeurs ne peuvent opposer une défense alléguant les propos tenus par le défendeur. Ces allégations ne peuvent repousser la demande basée sur les propos de l'épouse du défendeur, et partant sera maintenue une inscription en droit demandant de retrancher telles allégations de la défense des défendeurs.—C. S., 1902. *Huet vs Paré*, 8 R. de J., 350; MATHIEU, J.

31. Les seules défenses que reconnaît notre droit à une action pour diffamation résultant d'un article de journal, sont: (1) une dénégation; (2) une affirmation de la vérité des faits diffamatoires, jointe à l'allégation qu'ils ont été publiés dans l'intérêt public; (3) une allégation, en vue de diminuer les dommages demandés, de faits qui excusent en partie le défendeur.—La notoriété de faits dommageables à la réputation d'une personne, lorsqu'aucune raison d'intérêt public n'en demande la publication, n'atténue en aucune manière la culpabilité de celui qui se rend coupable de telle publication, puisque la dite publication ne peut alors avoir pour mobile que sa malice, ou sa malignité, ou le désir de satisfaire la malice ou la malignité de ceux auxquels cette publication s'adresse.—Dans une défense à une action en dommages pour libelle, lorsque la défenderesse, après avoir nié le libelle, allègue en substance que si le demandeur s'est senti visé par le dit article, c'est parce qu'il se savait cou-

pable de ce dont deux des personnes y indiquées étaient accusées, et que, si le public a compris que le demandeur y était indiqué, c'est parce qu'avant sa publication le demandeur s'était comporté publiquement de façon à le laisser croire, ces allégations seront retranchées sur réponse en droit, comme n'étant pas une défense à l'action.—C. S., 1899. *Gouin vs La Compagnie d'Imprimerie du Journal Le Monde*, 5 R. L. n. s., 217;—et *Lemieur vs La Compagnie du Journal Le Monde*, 2 R. P., 106; LANGELIER, J.

32. Le défendeur poursuivi en dommages pour injures ne peut plaider que ce qu'il a dit dans les circonstances était vrai, mais il peut alléguer que ce qu'il a dit était notoire dans la localité.—C. S., 1901. *Laguée vs Clermont*, 8 R. de J., 38; PAGNELO, J.

33. Les imputations, même les plus vraies, sont regardées comme autant de calomnies, et le défendeur, dans une action en dommages pour propos diffamatoires peut, bien rarement, être admis à vérifier la réalité des imputations pour motif d'excuses.—Dans l'espèce, il ne doit pas être permis au défendeur de vérifier la réalité des imputations qu'il a faites contre le demandeur, et surtout d'imputations nouvelles qu'il fait dans sa défense.—C. S., 1901. *Vineberg vs Wener*, 4 R. P., 463; 7 R. de J., 514; MATHIEU, J.

34. Un conseiller municipal, poursuivi en dommages pour avoir injurié un de ses collègues, ne peut plaider justification en alléguant que ce qu'il a dit sur le compte du demandeur "est vrai et avait été dit dans l'intérêt public."—C. S., 1900. *Bayard vs Bédard*, 6 R. L. n. s., 46; MATHIEU, J.

35. Dans une action en répétition de deniers où il est allégué que le demandeur, esprit faible, aurait, sous le faux prétexte d'avoir volé le défendeur, été contraint par ce dernier, par menace et intimidation, de lui payer illégalement le montant réclamé, le défendeur peut plaider qu'en vérité le demandeur avait été pris en flagrant délit de vol.—Dans une action pour dommages à la réputation, le défendeur peut plaider la mauvaise réputation du demandeur.—C. S., 1899. *Clermont vs Boucher*, 5 R. L. n. s., 468; PAGNELO, J.

36. In an action claiming damages if, by his declaration, plaintiff alleges that defendant laid an information and complaint charging plaintiff with theft and obtained a warrant thereon, in virtue of which plaintiff was arrested, but that in respect of such arrest plaintiff reserves his recourse in damages, and if, by his

said declaration, plaintiff further specifically and substantially alleges that said information and warrant was obtained in bad faith and without reasonable cause, defendant has a right to object to such allegations of wrong doing, and to allege that he was justified in procuring said arrest, and that any cause for any damages in respect thereof will only arise on the judicial determination of the matter.—C. S., 1901. *Roy vs Dickson*, 8 R. de J., 292; DAVIDSON, J.

37. Un agent d'assurance, poursuivi pour diffamation par la compagnie d'assurance qu'il représentait autrefois, peut plaider, outre la vérité de certains faits, qu'il a tenu d'autres propos que ceux qu'on lui reproche, et ce parce que la demanderesse tenait de son côté des propos diffamatoires au sujet de la compagnie qu'il représente maintenant, nuisant par là au défendeur.—C. A., 1899. *Vallée vs La Canadienne, compagnie d'assurance sur la vie*, 3 R. P., 272.

38. Dans une action en dommages pour libelle où le demandeur allègue qu'il a souffert des dommages dans son crédit et dans ses affaires, le défendeur qui a contesté peut obtenir la permission d'amender ses défenses pour y ajouter des allégations de faits tendant à établir que le demandeur ne jouissait d'aucun crédit commercial et était insolvable lors de la publication du prétendu libelle.—C. S., 1899. *McBean vs Brierty*, 5 R. L. n. s., 485; LANGELIER, J.

39. To an action in damages for slander the defendant can't plead that what he stated was said at the request of a third person.—C. S., 1901. *Bourget vs Lefebvre*, 8 R. de J., 163; 4 R. P., 325; DAVIDSON, J.

40. Le défendeur qui plaide justification sera tenu de déclarer sur quels faits repose cette justification.—C. S., 1900. *Tanguay vs Gaudry*, 3 R. P., 255; CASULT, J.

41. Dans une action en dommages pour injures verbales, le défendeur peut alléguer certains faits qui sont de nature, s'ils sont prouvés, sinon à justifier la diffamation alléguée, du moins à mitiger la condamnation.—C. S., 1902. *Dion vs Fardard*, 4 R. P., 351; LANGELIER, J.

42. Dans une action en dommages pour injures verbales, le défendeur peut alléguer certains faits ou circonstances qui ont accompagné l'incident qu'on lui reproche, lorsque ces faits ou circonstances sont de nature, s'ils sont prouvés, sinon à justifier tout à fait la conduite du défendeur, du moins à mieux faire voir la gravité des injures et à mitiger la con-

damnation. — C. S., 1901. *Renault vs Lortie*, 3 R. P., 495; ANDREWS, J.

43. A une action en dommages pour injures verbales le défendeur ne peut plaider des faits tendant à justifier d'autres paroles que celles mentionnées en la déclaration. — Le rejet de certaines allégations d'un plaidoyer qui ne peuvent être la base d'un plaidoyer de justification, doit être demandé plutôt par inscription en droit que par une motion pour rejet. — C. S., 1902. *Phillips vs Laviolette*, 4 R. P., 396; MATHIEU, J.

44. Dans une action en dommages pour rupture d'un contrat de société, où l'on nie en défense, le contrat et les dommages, des allégués subséquents de la défense disant que le demandeur a courtoisé la fille de la défenderesse, et lui a fait des propositions de mariage, et a fait croire à la défenderesse et à sa fille que cette société et ce mariage étaient dans leur intérêt, ne seront pas rejetés sur motion. — C. S., 1899. *Perrault vs Gagnon*, 2 R. P., 238; LANGELIER, J.

45. Le plaidoyer de droit litigieux ne peut valoir que si le débiteur qui le fait offre de rembourser à l'acquéreur ce que ce dernier a déboursé. — C. S., 1901. *Johnson vs Sharswood*, 3 R. P., 473; MATHIEU, J.

46. Le défendeur qui veut user du droit de retrait de droits litigieux ne peut défendre autrement à l'action. — Tout qu'il conteste l'action il ne peut pas user du droit de retrait, et dès qu'il demande le retrait il doit cesser de défendre. — C. S., 1897. *Boisseau vs Williams*, 4 R. de J., 544; TASCHEREAU, J.

47. Une partie défenderesse ne peut, en même temps qu'elle conteste l'action au fond, plaider l'exception de droit litigieux pour le cas où la réclamation du demandeur serait reconnue bien fondée, le but de la faculté accordée au débiteur est de se faire subroger aux droits du cessionnaire d'un droit litigieux, en lui remboursant le prix de la cession, étant d'empêcher un procès ou d'y mettre fin. — C. R., 1895. *Chartrand vs La Cité de Sorel*, 7 R. J. O., 337; TAIT, LORANGER & PAGNELO, JJ.

48. Un défendeur poursuivi par le cessionnaire de droits litigieux peut, dans sa défense, contester la demande, et en même temps invoquer le bénéfice de l'article 1582 C. C. et déposer le montant qu'il allègue être le prix de vente de ces droits ainsi faite au demandeur, vu que par ce dépôt il offre de prendre le marché du demandeur, et que par là il cesse en effet de contester. — C. S., 1901. *Crevier vs Evans*, 4 R. P., 133; 20 R. J. O., 179; MATHIEU, J.

197.

1. Une motion de la nature d'une exception à la forme accompagnée d'un certificat de dépôt, mais sans avis de jour pour sa présentation, n'a pas pour effet de suspendre les délais pour plaider, et le demandeur aura droit à ses frais sur un défaut de plaidoyer et une inscription *ex parte* faite dans l'intervalle. — C. S., 1900. *Lainé vs Pouel*, 3 R. P., 135; ROITHIER, J.

2. L'action du demandeur avait été rapportée le 5 janvier et, le 10 janvier, la défenderesse produisit un acte de comparution du consentement des procureurs du demandeur. Le 12 janvier, les procureurs de la défenderesse préparèrent leur défense et la soumièrent aux procureurs du demandeur, leur demandant d'en recevoir copie pour la produire ensuite. Le 13 janvier, le demandeur fit signifier et produisit un acte de désistement avant la production de la défense de la défenderesse, laquelle ne fut produite que le 14 janvier. — Jugé: Que, dans ces circonstances, les six jours que l'article 197 C. P. C. accorde pour plaider ne comptaient que du 10 janvier, et que la défenderesse avait droit aux honoraires et déboursés sur son plaidoyer. — C. S., 1899. *Brown vs Belleville*, 15 R. J. O., 576; MATHIEU, J.

198.

INDICATION ALPHABÉTIQUE

Allégations essentielles de la demande	1 et 8.
Assumpsit	14
Billets	5
Capacité	12
Dénégation assermentée	5
Exception à la forme	1 et 8.
Faits nouveaux	1 à 13
Femme mariée	12
Inscription en droit	1 à 4
Lettres-patentes	11
Locateur et locataire	15
Mandamus	4
Motion	3, 5, 6, 12, 18
Obligation	8
Offres de service	10
Plaidoyer de paiement	14
Prescription	9
Prêt	7
Reddition de compte	13
Règlement	18
Rejet d'allégations non pertinentes	1 et 8.
Réplique supplémentaire	18
Requête	4
Revendication	17
Salaire	10
Société	13
Testament	16
Titres	8

1. Le fait que des allégations nécessaires au soutien de la demande sont faites dans la réponse au lieu d'être dans la déclaration doit être invoqué par exception à la forme et non par inscription en droit, à moins cependant que ces allégations ne donnent pas, par elles-mêmes, ouverture au droit réclamé. — Preuve avant faire droit sera ordonnée sur telle inscription. — C. S., 1899. *The Imperial*

Bank of Canada vs Quinn, 2 R. P., 396; 6 R. L. n. s., 195; MATHIEU, J.

2. Lorsque le défendeur fait, dans sa réponse à la défense, des allégations de fait qu'il aurait dû mettre dans sa déclaration, le défendeur doit en demander le rejet par une exception à la forme, et non par une inscription en droit. — Il est ordonnée preuve avant faire droit. — C. S., 1900. *Darcy vs Hughes*, 6 R. L. n. s., 221; 2 R. P., 492; MATHIEU, J.

3. Bien qu'une inscription en droit ne soit pas le mode de procédure à adopter aux fins de faire rejeter certaines allégations contenues en une réponse du demandeur à la défense du défendeur, cependant si cette inscription a été signifiée deux jours après la production de la réponse et produite le septième jour après cette réponse, cette inscription vaudra comme demande de rejet de ces allégations comme si elle était faite par motion. Un demandeur, dans sa réponse au plaidoyer du défendeur, doit se borner à invoquer des moyens tendant à faire renvoyer ce plaidoyer et non pas des moyens tendant à augmenter ou renforcer sa demande. — C. S., 1902. *For vs Morris*, 8 R. de J., 344; 4 R. P., 345; MATHIEU, J.

4. Une réponse à une intervention contenant des conclusions qui auraient dû être prises dans la requête pour bref de mandamus est irrégulière. — Une telle réponse doit être attaquée par exception à la forme, et non par inscription en droit. — C. S., 1902. *Grier vs David & Cochrane*, 4 R. P., 373; MATHIEU, J.

5. Dans une action basée sur des billets promissaires, où la défenderesse nie sous serment avoir endossé les billets qui font la base de l'action, le demandeur ne peut faire une réponse spéciale alléguant que les billets ont été dûment endossés par le procureur de la défenderesse, dans l'intérêt et pour l'avantage de cette dernière. — Cette réponse sera rejetée sur motion de la défenderesse. — C. S., 1900. *Lapointe vs Carpentier*, 6 R. L. n. s., 270; 3 R. P., 141; MATHIEU, J.

V. Supplément, article 214, n. 2 et 3.

6. A une action basée sur billets que le demandeur alléguait avoir été signés à Montréal, le défendeur produisit une exception déclinatoire, prétendant que ces billets avaient été signés dans la province d'Ontario, et que, partant, la cause d'action n'avait pas pris naissance dans la province de Québec. Le demandeur, par une réponse à cette exception, alléguait que le contrat, en considération duquel tels billets avaient été donnés par le défendeur, avait été passé à Montréal. Sur motion cette allégué de la réponse du demandeur fut déclaré illégal et retranché

de telle réponse. — C. S., 1900. *Merchants Bank of Halifax vs Graham*, 7 R. de J., 235; 4 R. P., 35; MATHIEU, J.

7. Le demandeur qui, par son action, réclame un montant à titre de prêt ne peut, par une réponse à une défense qui nie ce prêt, alléguer qu'il réclame ce montant, non à titre de prêt, mais comme une balance due en vertu d'un billet. — C. S., 1900. *Simmons vs Silverstone*, 7 R. de J., 33; LORANGER, J.

8. Dans une action basée sur un acte d'obligation consenti en faveur du curateur à une substitution et de trois grevés, et prise par un des grevés et d'autres personnes dont le titre de créanciers n'est pas apparent, les demandeurs ne peuvent, en réponse à un plaidoyer où l'on se plaint de l'absence de curateur et de deux des grevés, et de la présence comme demandeurs de personnes sans titre apparent, produire les titres de ces personnes, et cette partie de la réponse sera rejetée sur motion comme tendant à refaire l'action. — C. S., 1900. *Desrivieres vs Delaney*, 3 R. P., 384; PAGNEULO, J.

9. In an action for the recovery of a debt which would on its face have been prescribed under our law, but which is not prescribed according to the laws of the country where the cause of action arose, the foreign law must be alleged in the declaration, and an answer alleging it after a plea of prescription has been put in, will be rejected on motion. — C. S., 1899. *Shattuck vs Tyler*, 2 R. P., 143; 5 R. L. n. s., 207; LANGELIER, J.

10. Dans une action pour salaire, l'alléguation que le demandeur a offert ses services au défendeur après son renvoi doit être faite dans la déclaration et non dans la réponse à la défense; et lorsqu'elle est faite par la réponse, le défendeur pourra la faire rejeter sur motion. — C. S., 1899. *McBeth vs Brodeur*, 5 R. L. n. s., 262; MATHIEU, J.

11. Le demandeur, dans une action contre les membres d'une compagnie à fonds social, pour une dette de la compagnie, ne peut, par une réponse spéciale au plaidoyer, compléter ou refaire son action ou en changer la nature, en attaquant, par exemple, la vérité des faits mentionnés aux lettres-patentes de la compagnie, quand l'action ne demande pas leur annulation. — C. S., 1900. *Blois vs Fortier*, 3 R. P., 254; CASALTY, J.

12. Sur une action instituée contre une femme décrite comme épouse séparée de corps et de biens, en recouvrement d'une somme prétendue due pour prix d'ouvrages faits et d'effets vendus — si la défenderesse plaide qu'elle n'avait pas capa-

clé pour s'engager ainsi sans autorisation — le demandeur ne peut, par une réponse, alléguer, que c'est une affaire d'administration. Sur motion, ces mots seront rejetés comme contenant une allégation qui, si elle est fondée, constitue une cause d'action et partant, aurait dû être énoncée en la déclaration et non en la réponse du demandeur.—C. S., 1901, *Sharpe vs Bougie*, 8 R. de J., 160; LANGELIER, J.

13. Dans une action où le demandeur allègue une société entre les défendeurs et sa femme, commune en biens, de 1873 à 1882, et une autre société avec les mêmes personnes et sa fille jusqu'en 1894, et demande une reddition de compte des affaires de la société faite avec sa femme, il ne peut, après que les défendeurs ont nié la société avec la femme et admis celle de la fille, répondre que la société avec sa fille était simulée et que cette dernière n'avait toujours été que le prénom de sa mère, cette réponse étant inutile et ne pouvant affecter le litige, vu que l'action ne demande qu'une reddition de compte de la société qui a existé avec la femme de 1873 à 1882.—C. S., 1899, *Naud vs Marcotte*, 5 R. L. n. s., 57; MARTIN, J.

14. To an action of assumpsit, the defendant pleaded payment. The plaintiff's answer contained allegations to the effect that the defendant had definitely acknowledged the balance sued for, and had agreed that if he should fall to pay any monthly payment within three days after it should become payable the entire balance should be immediately exigible.—*Held*: That the allegations were relevant, and were not such as should have been made in the declaration.—C. S., 1899, *Ness vs Candlish*, 17 R. J. O., 194; 5 R. L. n. s., 504; ARCHIBALD, J.

15. Where in an action in ejectment, the lessee pleads that he has never received any notice that his lease was terminated, the plaintiff may answer such plea by stating that the notice that the premises were to let had been put up for three months before the termination of the lease, and that the defendant asked for a longer delay to move out.—C. S., 1900, *Berthel vs Duceppe*, 3 R. P., 229; DAVIDSON, J.

16. Dans une action basée sur un testament authentique, si le défendeur plaide que ce testament ne vaut pas comme testament authentique parce que certaines formalités n'ont pas été remplies, le demandeur peut par réponse spéciale, alléguer que ce testament est valide au moins comme remplissant les conditions d'un testament suivant la forme dérivée de la loi d'Angleterre.—C. S., 1900, *Le Séminaire de Rimouski vs Joncas*, 3 R. P., 256; ROUTHIER, J.

17. A plaintiff who revendicates movable property may set forth, in answer to a defence alleging that the defendant bought the property at a judicial sale in virtue of a writ of execution prior to that upon which the goods were sold, that the second sale was simulated and only effected by the defendant forcing the locks of the house where the goods were deposited.—C. S., 1901, *Belfrey vs Frank*, 4 R. P., 337; ARCHIBALD, J.

18. Un règlement de la cause intervenu entre les parties d'icelle, ne peut être l'objet d'une réplique supplémentaire.—Une motion pour produire une semblable réplique sera renvoyée avec dépens.—C. S., 1902, *Gilbert vs Tremblay*, 4 R. P., 428; ROMBOUX, J.

199.

1. Il est permis de prouver des admissions faites par les parties après la signification de l'action, pourvu que ces admissions se rapportent à l'action telle qu'intentée et qu'elles aient été alléguées dans la réponse.—C. S., 1899, *Marion vs Leroux*, 5 R. L. n. s., 499; DONERTY, J.

2. Dans une poursuite prise au nom du procureur général contre une corporation, la défenderesse ne peut plaider, au moyen d'un plaidoyer *puis darren continuance*, que la partie qui a sollicité l'information a cessé d'être membre de la corporation défenderesse et a perdu tout intérêt dans le procès, et que tous les membres actuels de la corporation défenderesse approuvent l'attitude prise par elle.—C. S., 1900, *Archambault vs The St Lawrence Investment Society*, 3 R. P., 71; TASCHEREAU, J.

3. La réponse supplémentaire à une action ou à un plaidoyer, dont parle l'article 199 C. P. C., doit constituer une bonne défense à telle action ou une bonne réponse à tel plaidoyer, et il n'en peut être produit une fondée sur des faits subséquents à l'institution de l'action qui ne sont pas une réponse au plaidoyer du défendeur, mais qui pourraient, tout au plus, donner ouverture à une nouvelle action du demandeur contre le défendeur.—C. S., 1901, *Dupuis vs Dupuis*, 19 R. J. O., 500; LANGELIER, J.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil a juridiction, après l'expiration de trente jours de la date de l'annulation de l'élection d'un conseiller, de lui nommer un remplaçant, bien qu'un *mandamus* soit pendant pour forcer le conseil à faire faire l'élection; et, alors, la ville intimée peut, par plaidoyer supplémentaire, invoquer cette nomination comme mettant fin au *mandamus*, puisque la vacance est remplie.—Le demandeur ne peut attaquer, par une réponse au plai-

doier supplémentaire, l'incompétence de la personne nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil.—C. S., 1901. *Nimard vs La Ville de Chicoutimi*, 8 R. de J., 19; CIMON, J.

200.

INDICATION ALPHABÉTIQUE

Actionnaire	19, 20
Allegations essentielles à la demande.....	5, 6, 11
Appels sur actions	19, 20
Assumpsit.....	22
Billets	11, 12
Cessionnaire.....	21
Compensation.....	8, 10, 11, 12
Définition.....	1, 2, 5, 6
Dénégation générale et allégations spéciales.....	4
Domages.....	11, 14
Frais	4
Inscription à jour fixe.....	7
Jurisdiction	1
Motion.....	5
Officier public	14
Offres réelles.....	9, 10
Prescription	8
Prétention légale.....	2, 3
Preuve avant faire droit.....	2, 21, 22
Saisie-arrest.....	15
Saisie-revendication	18
Salaires.....	16
Séparation de corps.....	13
Servitude.....	17

1. Lorsqu'une défense s'attaque au fond même de l'action et est suffisamment libellée, le demandeur ne peut y répondre par une inscription en droit et doit la contester au fond, l'inscription en droit ne s'appliquant qu'au cas où le droit de la partie n'est pas démontré, ou ne ressort pas des faits tels que libellés. — C. S., 1898. *Leduc vs Kensington Land Co.*, 5 R. L. n. s., 44; LORANGER, J.

2. Il n'y a pas lieu de répondre en droit à une prétention légale émise dans une défense, et preuve avant faire droit sera ordonnée sur une telle réponse. — C. S., 1899. *Marsan dit Lapierre vs Larue*, 2 R. P., 175; MATHIEU, J.

3. L'on ne peut répondre par une inscription en droit à une défense qui ne soulève que des questions de juridiction et de droit. — C. S., 1900. *Laforest vs Laporte & La Cité de Montréal*, 6 R. L. n. s., 232; MATHIEU, J.

V. Code, article, 200, n. 5.

4. An inscription in law is not the proper means to attack a plea which couples special grounds of defence with a general denial.—An inscription in law which is well founded only as to one of the allegations of the pleading attacked will be maintained with costs.—C. S., 1901. *Thorneloe vs Ivory*, 8 R. de J., 61; DAVIDSON, J.

5. Le demandeur, dans sa réponse au plaidoyer du défendeur, doit se borner à invoquer des moyens tendant à faire renvoyer ce plaidoyer, et non pas des moyens tendant à augmenter ou renforcer sa

demande.—Le fait que des allégations nécessaires au soutien de la demande, seraient faites dans la réponse au lieu d'être dans la déclaration, doit être invoqué par motion et non par inscription en droit.—Cependant une inscription en droit peut, dans certains cas, valoir comme motion.—C. S., 1902. *For vs Morris*, 4 R. P., 345; 8 R. de J., 344; MATHIEU, J.

6. Lorsque les allégations nécessaires au soutien de la demande ont été faites dans la réponse à la défense au lieu d'avoir été renfermées dans la déclaration, le défendeur ne peut en demander le rejet par une inscription en droit, à moins que ces allégations ne donnent pas, par elles-mêmes, ouverture au droit réclamé.—C. S., 1899. *Imperial Bank of Canada vs Quinn*, 6 R. L. n. s., 195; 2 R. P., 396; MATHIEU, J.

7. Where plaintiff attempts to urge grounds of law against defendant's plea without stating that he inscribes the same for hearing on a fixed day, he will, upon motion, be permitted to amend the answer in law by adding the words relating to inscription.—C. S., 1898. *Palliser vs The Merchants' Bank of Canada*, 1 R. P., 285; MATHIEU, J.

8. L'action pour logement et nourriture se prescrit par un an, qu'ils solent fournis par un hôtelier ou une autre personne, et que cette personne tienne maison de pension ou non.—Cette créance étant absolument éteinte après ce délai, ne peut être offerte en compensation et un tel plaidoyer sera rejeté sur inscription en droit.—C. S., 1899. *Marcotte vs Naud*, 2 R. P., 22; MATHIEU, J.

9. Des offres réelles faites avec la réponse au plaidoyer ne seront pas rejetées sur réponse en droit, dans le cas où elles pourraient servir à mettre l'équité en faveur du demandeur.—C. S., 1899. *Meunier vs Whiting*, 5 R. L. n. s., 363; GAGNÉ, J.

10. A plea of compensation, setting forth a contra-account, followed by an allegation of acknowledgment and promise to pay by the plaintiff, will not be dismissed on an answer in law.—The judge presiding at the trial, has, however, power to order that the settlement of account and acknowledgment by the plaintiff, alleged by the defendant, be proved by him before he is allowed to prove his counter claim.—The validity of a tender, especially in commercial matters, may be a question of fact, and allegations relating to a tender will not be rejected on answer in law, although the tender may appear not to have been made in the manner prescribed by law for legal tenders.—C. A., 1901. *The Laurentide Pulp Company & Curtis*, 4 R. P., 103.

11. Lorsque des dommages sont offerts en compensation légale à l'encontre d'un billet promissoire, le demandeur peut faire rejeter ce moyen de défense par réponse en droit. — C. S., 1898. *Waters vs Campbell*, 4 R. L. n. s., 235; MATHIEU, J.

12. Upon an action by the bearer of a promissory note against the maker, and the payee as first indorser thereon, and against the subsequent indorsers, the maker and payee cannot offer in compensation of the amount due on said note a debt due by plaintiff to a subsequent indorser, also defendant in the case, and an inscription in law is well founded as against such plea in compensation. — C. S., 1900. *Campbell vs Baie des Chaleurs Ry. Co.*, 7 R. de J., 55; TAIT, J.

13. Dans une action en séparation de corps, la défenderesse ne peut plaider, pour repousser l'action, des moyens montrant qu'elle a elle-même droit à une séparation de corps contre son mari. — Les paragraphes de la défense contenant ces moyens seront rejetés sur réponse en droit. — C. S., 1899. *Price vs Bradley*, 5 R. L. n. s., 229; LANGELIER, J.

14. Dans une action en dommages, intentée par un officier public parce que le défendeur aurait attaqué publiquement son honneur et son intégrité, le défendeur ne peut, dans sa défense, après avoir nié les allégués de la demande, faire des allégations à l'effet que si le demandeur a perdu l'estime de ses concitoyens, il doit l'attribuer à sa propre faute, et alléguer, en outre, des faits spéciaux différents de ceux contenus dans la déclaration. — Une inscription en droit contre ces allégations sera maintenue. — C. S., 1899. *Lebeau vs Cousineau*, 5 R. L. n. s., 64; MATHIEU, J.

15. Dans une contestation de saisie-arrêt après jugement, faite sur le principe que les biens saisis sont insaisissables, et où le contestant allègue qu'il a besoin de ces argnts pour vivre, le demandeur ne peut répondre que: "si le défendeur est sans ressources actuellement, c'est dû à sa propre faute et à son inconduite notoire, à sa paresse et à son ivrognerie," et cette allégation peut être retranchée sur réponse en droit. — C. S., 1893. *Desrochers vs Martin*, 5 R. L. n. s., 73; MATHIEU, J.

16. Dans une action pour salaire, lorsque le défendeur plaide qu'il a renvoyé le demandeur de son service, celui-ci, après avoir répondu qu'au contraire c'est lui qui a quitté librement le service du défendeur, ne peut alléguer une série de faits montrant que le défendeur a cherché à lui faire du tort en le calomniant auprès des personnes où il cherchait à

s'engager. — Ces allégations peuvent être retranchées, sur inscription en droit, comme étrangères et inutiles. — C. S., 1899. *John vs Roger*, 5 R. L. n. s., 180; MATHIEU, J.

17. Dans une action pour faire reconnaître un droit de servitude, des allégations dans la défense allant à dire que la demanderesse n'a aucun intérêt à retirer de la servitude qu'elle réclame, dans l'espèce, un droit de passage, et que son action n'est intentée que pour forcer le défendeur à acheter ses terrains seront rejetées sur réponse en droit. — C. S., 1900. *Content vs Demers*, 2 R. P., 500; MATHIEU, J.

18. Dans une saisie revendication, lorsque le défendeur, après avoir plaidé au mérite, allègue en fait que la demanderesse aurait profité de son absence pour faire illégalement renvoyer une exception à la forme, que l'action est malicieuse et que les procédures faites par la demanderesse sont "barbares et tolérées dans aucun pays du monde," ces dernières allégations peuvent être retranchées sur une inscription en droit comme étrangères à la contestation. — C. S., 1899. *The T. S. Prince Co. vs Roy*, 5 R. L. n. s., 485; LANGELIER, J.

19. Defendants are without lawful right to allege irregularities in the incorporation of a company in a plea to the merits of an action for calls on shares when the action impleads them as representatives of a shareholder, and an inscription in law as to that part of the plea will be maintained with costs. — C. S., 1901. *Victoria Montreal Fire Insurance Company vs O'Neil*, 4 R. P., 451; DAVIDSON, J.

20. Dans une action pour paiement d'une balance de souscription de parts dans le capital d'une compagnie, l'insolvabilité de la compagnie au temps de l'action ou du transport du droit d'action ne peut être plaidée en défense; et une telle allégation peut être retranchée sur une inscription en droit. — C. S., 1897. *Taylor vs Beaudry*, 4 R. L. n. s., 84; MATHIEU, J.

21. *Semble*: que dans une action prise par le cessionnaire d'une créance contre le débiteur cédé, une allégation disant que le signataire du transport est membre de la société cédante et autorisée à agir pour elle doit être mise dans la déclaration. — Si cependant telle allégation est mise dans la réponse au plaider, c'est par exception à la forme et non par inscription en droit qu'il faut la faire rejeter. — Preuve avant faire droit sera ordonnée sur telle inscription, dépens réservés. — C. S., 1900. *Darcy vs*

V. Supplément, article 198, n. 2.

Hughes, 2 R. P., 492; 6 R. L. n. s., 221; MATHIEU, J.

22. Si le défendeur, dans une action sur compte, prétend que les effets livrés n'étaient pas de la qualité convenue, et qu'il a averti le demandeur de les reprendre, preuve avant faire droit sera ordonnée sur cette défense. — C. S., 1901. *Topken vs Rameh*, 4 R. P., 58; MATHIEU, J.

23. V. Supplément, article 198, n. 16; — article 192, n. 6; — article 196, n. 13.

201.

1. Dans le cas où une pièce de procédure qui ne peut être produite qu'avec la permission du tribunal est néanmoins produite du consentement de la partie adverse, elle ne sera pas rejetée sur motion. — C. S., 1900. *Langlois vs Gravel*, 6 R. L. n. s., 190.

2. Celui qui conteste une saisie-arrêt après jugement en disant que les sommes que les tiers-saisis ont entre les mains appartiennent, non au défendeur, mais à son épouse séparée de biens, sera tenu, sur motion à cet effet, de produire une copie du contrat de mariage prononçant séparation de biens. — C. S., 1898. *Cross vs Prevost*, 1 R. P., 358; MATHIEU, J.

3. Le demandeur qui, n'ayant point produit les pièces ou preuves littérales invoquées dans son action, avec l'exploit d'assignation, aux termes de l'article 155 C. P. C., les produit ensuite, sans le consentement de la partie adverse et sans la permission du juge, article 201 C. P. C., et donne au défendeur un avis régulier du fait de telle production, peut, par motion, sous l'article 202 C. P. C., obtenir que le défendeur soit forcé de plaider, si un délai raisonnable et suffisant s'est écoulé depuis que le défendeur a eu avis de la production des dites pièces ou exhibits. — C. S., 1902. *Trenholme vs Provost*, 8 R. de J., 352; 4 R. P., 316; LANGELIER, J.

4. V. sur cette matière, Supplément, article 206, n. 1 et s.

5. Une partie a suffisamment satisfait à un jugement lui ordonnant de produire certains actes de l'état civil, lorsqu'elle déclare sous serment qu'après avoir fait faire des recherches sérieuses et fait toute diligence possible, elle n'a pu se procurer ces actes. — C. S., 1897. *Goyette vs Fournier dit Lafontaine*, 4 R. L. n. s., 92; ARCHIBALD, J.

202.

INDICATION ALPHABETIQUE

Amendement	1, 2, 7, 8, 9
Articles	11, 26

Compensation	20, 21
Dénégation générale	5 et s.
Dénégation générale et spéciale	6 a 7
Dénégation vague	1, 3, 4, 15, 17
Définition	1, 7
Diffamation	23
Domages	14, 23, 25, 27
Exception à la forme	13
Fait aduise et nie	2
Fait juridique	15
Inscription en droit	16
Interprétation	17
Libelle	11
Plaidoyer de paiement	21
Voiturier	13

1. Les dénégations dans les plaidoiries doivent être formelles, et toute dénégation vague sera rejetée sur motion, à moins qu'elle ne soit amendée et faite conformément à l'article 202. — C. S., 1900. *Kaulback vs Rylan*, 4 R. L. n. s., 228; MATHIEU, J.

2. Un demandeur qui, dans sa réponse, admet et nie subséquentement un même fait allégué dans sa déclaration, pourra être tenu, sur motion, de déclarer s'il entend admettre ou nier ce fait. — C. S., 1899. *Labelle vs Bérard*, 1 R. P., 578; MATHIEU, J.

3. Une réplique où un défendeur "nie tous les faits nouveaux allégués dans la réponse du demandeur et qui ne corroborent pas les allégués déjà faits dans la défense", est trop vague et sera rejetée sur motion. — C. S., 1899. *Rousseau vs King*, 2 R. P., 408; CASALTY, J.

V. Code, article 200, n. 18.

4. Une réplique générale niant tous et chacun des faits nouveaux d'une réponse spéciale, "en autant qu'elles contredisent ceux du plaidoyer," sera, sur motion, rejetée du dossier. — C. S., 1900. *Lemay vs Renaud*, 3 R. P., 120; CARON, J.

V. Articles 109 et 111.

5. La dénégation générale exclut toutes autres défenses. — C. S., 1897. *Boisseau vs Williams*, 4 R. de J., 544; TASCHEREAU, J.

V. Code, article 202, n. 5 et s.

6. Le défendeur ne peut plaider par deux défenses dont l'une est générale et l'autre une défense spéciale en fait. — Le défendeur peut nier généralement toutes les allégations de la demande, mais les dénégations générales excluent toutes autres défenses, réponses ou répliques en fait. — C. S., 1901. *Quéva vs Roode*, 7 R. de J., 389; DOHERTY, J.

7. Each party must reply specially and categorically to the allegations of the opposite party, either by admitting or denying them, or by declaring that he is ignorant of them. — But, on a motion to reject an allegation of the replication to the answer to plea, the defendant will be permitted to produce a new allegation. —

C. S., *id. vs Kilburn*, 4 R. P., 316; MATHIEU, J.

8. Une dénégation spéciale de tous les allégués d'un plaidoyer est une dénégation générale, qui exclut toutes autres réponses, et sur motion à cet effet, il sera ordonné au demandeur d'opter entre cette dénégation et les autres allégués de sa réponse. — C. S., 1899. *The Laprairie Pressed Brick and Terra Cotta Co. vs Plcard*, 2 R. P., 44; MATHIEU, J.

9. When a defendant pleads a general denial in the two first allegations of his plea, and then pleads specially in the remaining paragraphs, on motion of the plaintiff to reject the special allegations of the plea, defendant will be permitted to make option within four days, and if he fails to do so, the special allegations will be struck from the plea. — C. S., 1901. *Rutherford vs Macy*, 4 R. P., 326; DAVIDSON, J.

10. A plea denying each and every of the allegations of the declaration in such manner as would force the plaintiff to prove them all is exclusive of a second plea denying some of the counts only, and stating that the others are compensated, and a motion to reject the latter plea will be granted, unless the defendant consents to withdraw its first plea or modify it so as to put it in accordance with the second defence. — C. S., 1899. *Brolotte vs Gard*, 2 R. P., 450; WHITE, J.

11. In a motion based upon a promissory note, a defendant who admits the amount and date thereof, and his signature as indorser, and denies all the other allegations, is prevented from pleading afterwards a second defence. — C. S., 1899. *Hawes vs Fulton*, 2 R. P., 561; 6 R. L. n. s., 142; PAGNEAU, J.

12. Where the defendant pleads denying that the accident alleged by plaintiff took place, and further that if it did take place it occurred in consequence of improper driving by the person injured, he cannot avail himself of the general denegation and also of the special plea. — C. S., 1901. *McLeod vs The Montreal Street Railway Co.*, 20 R. J. O., 8; CURRAN, J.

13. Dans une action en dommages contre un voliturier pour perte d'une valise et de son contenu livrés pour être transportés, le défendeur, s'il n'a eu recours à la livraison de cette valise, ne pourra ensuite plaider que, si le demandeur lui a jamais livré les dits effets, ils lui ont été remis. — C. S., 1899. *Gilber vs La Compagnie de Navigation Richelieu et Ontario*, 6 R. L. n. s., 78; LANGELIER, J.

14. Dans une action en dommages

contre un journal pour libelle, lorsque le demandeur par *innuendo*, allégué qu'il était visé par l'article incriminé, bien qu'il ne fut pas nommé, le défendeur doit avouer ou admettre, catégoriquement si le demandeur était visé ou non par l'article. — C. S., 1899. *Lemieux vs La Compagnie de Publication du Journal Le Monde*, 5 R. L. n. s., 73; DAVIDSON, J.

15. C'est par exception à la forme qu'une partie, soit demanderesse, soit défenderesse, peut invoquer le vice d'un acte de procédure fait en violation de l'article 202. — Le défaut de réponse catégorique, c'est-à-dire par un oui, un non, ou un j'ignore, à chaque allégué de la demande, ou de la défense, ou de la réplique, constitue un vice pour cet acte de procédure et donne lieu à une exception à la forme. — Une exception à la forme à tort ou à une défense peut n'être maintenue que pour partie, sauf dans ce cas à adjuger les frais comme devant suivre le sort de la cause. — L'insuffisance d'une allégué d'un fait juridique dans une demande ou une défense donne lieu à une exception à la forme et non à une inscription en droit. — C. S., 1899. *Lemieux vs La Compagnie de Publication du Journal Le Monde*, 2 R. P., 71; DAVIDSON, J.

16. An inscription in law is not the proper means to attack a plea which couples special grounds of defense with a general denial. — An inscription in law which is well founded only as to one of the allegations of the pleading attacked will be maintained with costs. — C. S., 1901. *Thorneloe vs Ivry*, 8 R. de J., 61; DAVIDSON, J.

17. Les défendeurs ayant admis les allégués 1 et 2 de l'action du demandeur et nié tout les autres sans préciser chacune d'elles. Le demandeur fit motion pour faire rejeter le plaidoyer des défendeurs parce qu'il ne répondait pas catégoriquement aux allégués de la partie adverse en les admettant ou en les niant tel que le veut l'article 202 C. P. C. — Jugé: Les énonciations dans les procédures doivent être interprétées suivant le sens des termes dans le langage ordinaire. — L'article 202 C. P. C. doit se lire avec le tempéramment mentionné dans l'article 105 C. P. C. — C. S., 1899. *Lemieux vs Roy*, 16 R. J. O. 39; CARON, J.

18. En certains cas, une dénégation, de la nature d'une dénégation générale, peut être accompagnée d'un plaidoyer spécial. — C. S., 1900. *Huot vs Doucet*, 3 R. P., 137; ROUQUIER, J.

19. L'article 202 C. P. n'est pas applicable à un plaidoyer contenant une allégué de dénégation générale suivie d'allégués spéciales qui modifient l'ai-

légation générale, et la motion pour le rejet des allégations spéciales sera renvoyée avec dépens.—C. S., 1902. *Thomson vs Michaud*, 4 R. P., 477; FORTIN, J.

20. Un plaidoyer dans lequel le défendeur commence par dire qu'il ignore les faits allégués en l'action, n'empêche pas le défendeur de plaider en même temps compensation, parce que le défendeur doit avoir une certaine latitude pour se défendre et, aussi, parce que l'on doit favoriser tout ce qui empêche la multiplication inutile des actions.—C. C., 1901. *Godbout vs McPeak*, 20 R. J. O., 291; LABÉ, J.

21. Une dénégation spéciale de tous les allégués de la déclaration n'exclut pas un plaidoyer de compensation.—Une telle dénégation exclurait un plaidoyer subséquent de paiement.—C. S., 1899. *Martel vs Martel*, 2 R. P., 11; ROUTHIER, J.

22. Un défendeur peut plaider une dénégation spéciale aux allégués de la déclaration, et plaider ensuite des faits particuliers.—C. S., 1902. *Leroux vs Ducharme*, 8 R. de J., 442; LANGELIER, J.

23. In an action in damages for slander, the defendant may, after having admitted, denied or declared that he ignored the allegations of the declaration, allege that he has been provoked by the plaintiff, and that the slander, if any, is compensated, and such allegations will not be dismissed on an exception to the form.—C. S., 1899. *Molleur vs Marchand*, 2 R. P., 405; 5 R. L. n. s., 498; DOHERTY, J.

24. Une partie qui, par la réponse à un plaidoyer, déclare l'écarter sur un allégué du plaidoyer, et nie tous les autres un par un, a le droit de faire ensuite, dans cette réponse, de nouvelles allégations.—C. S., 1902. *La Banque Provinciale du Canada vs Lacerte*, 4 R. P., 292; MATHIEU, J.

25. (Renversant Mathieu, J.):—Le défendeur poursuivi sur un jugement qui déclare un contrat exécutoire et condamne à des dommages à raison de son inexécution, peut, malgré ce jugement, en vertu des articles 111 et 202 C. P., plaider à l'allégation de la déclaration qui mentionne la dette, que les dommages réclamés n'étaient pas dus et en donner les raisons.—C. A., 1901. *Reid & McCurry*, 4 R. P., 251.

26. In an action on a promissory note alleged to have been destroyed by error, where the plaintiff declares that he has offered to the defendant and is still ready to give him security against any liability

thereon, and where the defendant, after having denied all the allegations of the action further pleads want of security, and sets up facts tending to establish that he is not liable, a motion to set aside such defence will be dismissed, but without costs.—C. S., 1900. *Rowan vs Ross*, 3 R. P., 391; PAGNULO, J.

27. Les demandeurs poursuivaient la cité de Montréal pour dommages qui auraient été causés à leur propriété par une inondation, et dans la première allégation de leur déclaration, alléguaient qu'ils étaient propriétaires de l'immeuble en question. Suivaient d'autres allégations exposant l'inondation et les dommages réclamés. La défenderesse rencontra cette action par une défense, où après avoir dit, quant à la première allégation, qu'il appartenait aux demandeurs d'établir par titre ou autrement par une preuve légale et régulière leurs droits à la propriété en question, et que la défenderesse ne pouvait ni admettre ni nier les faits articulés, et avoir nié les autres allégations, la défenderesse opposait d'abondant des moyens de défense qui tendaient au renvoi de l'action ou du moins à la réduction des dommages.—*Juge*: Que cette défense ne constituait pas une dénégation générale, à l'effet d'exclure tous autres moyens de défense aux termes de l'article 202 du code de procédure civile.—C. S., 1898. *Vallée vs La Cité de Montréal*, 15 R. J. O., 321; 5 R. L. n. s., 54; LOHANGE, J.

28. V. Supplément, article 196, *Charlebois vs Flannagan*, n. 13.

203.

1. Depuis le nouveau code de procédure civile, il suffit, dans un plaidoyer de compensation, de conclure au renvoi de l'action; il n'est pas nécessaire de demander que le tribunal prononce la compensation.—C. A., 1899. *Naud & Marcotte*, 9 R. J. O., 123.

2. Il sera trop tard, de la part des demandeurs, pour s'opposer à la compensation, quand la cause aura été soumise au mérite, lorsque les parties n'ont procédé à la preuve sur toute la cause, et que le tribunal est en mesure d'adjuger en même temps sur l'existence des deux dettes et de les liquider par son jugement. Il n'y a plus dès lors obstacle à la compensation, et le juge doit la prononcer.—C. R., 1900. *Kirouac vs Maltais*, 18 R. J. O., 158; CASALT, ROUTHIER & CARON, JJ.

204.

1. Where a replication has been rejected from the record as having been filed after the delays, without permission, and plaintiff subsequently obtains leave

to amend his plea, defendant has the right to reply; to such amended answer, and his replication will not be rejected on motion on the ground that the allegations thereof are the same as those of the replication formerly rejected.—C. S., 1898, *Jacobs vs Bowman*, 1 R. P. 354; CURMAN, J.

2. V. Supplément, article 523, *Bran-champ vs Gource*, n. 3.

205.

1. D'après l'article 205 C. P., il n'est pas nécessaire de demander ni d'obtenir un certificat de forclusion contre la partie en défaut de plaider, et les délais expirés, le défendeur qui n'a pas plaidé est de plein droit forcé de le faire, sans le consentement de la partie adverse, ou la permission du juge, et le demandeur peut inscrire sa cause *ex-parte*, pour équité et mérite.—L'article 205 C. P. diffère de l'article 162 C. P. qui veut que dans le cas d'un défaut de comparaitre, le demandeur ne puisse procéder à jugement qu'après avoir fait enregistrer ce défaut par le protonotaire.—C. S., 1899, *Paradis vs La Cie du Grand Tronc*, 15 R. J. O., 467; 2 R. P., 31; CHOQUETTE, J.

2. After the expiry of the delay for filing a pleading, the party is foreclosed from doing so unless with the consent of the opposite party or leave of a Judge.—A motion in the nature of an inscription in law to reject certain allegations in plaintiff's answer to an intervention, does not operate as a suspension of the ordinary delays within which intervenor is bound to file his answer or replication to such plaintiff's answer.—C. S., 1901, *The Canada Industrial Co. vs Kensington Land Co. & Buller*, 8 R. de J., 187; DAVIDSON, J.

3. Un défendeur en défaut de répondre aux interrogatoires sur faits et articles, ne peut obtenir la permission de plaider à l'action avant d'avoir été relevé de son défaut.—C. S., 1902, *Hall vs Fen-ton*, 4 R. P., 356; LANGELIER, J.

4. Le défendeur en défaut de plaider pourra se faire relever de sa forclusion et demander des détails du compte du demandeur, et ce en payant les frais occasionnés par son défaut.—C. S., 1901, *Desjardins vs Lamoureux*, 4 R. P., 338; MATHIEU, J.

5. V. *Lainé vs Powell*, art. 164, n. 1.

206.

1. An inscription for hearing *ex-parte* will be struck with costs, when the plaintiff, who has filed his exhibits after the return of his action, has not obtained leave of the judge to foreclose the defen-

dant.—C. S., 1901, *Macleod vs Fletche*, 1 R. P., 201; DAVIDSON, J.

2. Jusqu'à ce que les preuves littérales, invoquées au soutien de son action, aient été produites par le demandeur et avis donné à la partie adverse, le demandeur ne peut forclore le défendeur et inscrire *ex-parte* pour jugement.—Une motion du défendeur pour faire rejeter la forclusion et l'inscription, sera accordée, avec dépens.—C. S., 1902, *Lafontaine vs Choquette*, 1 R. P., 437; MATHIEU, J.

3. Quand les pièces littérales invoquées au soutien de l'action ne sont pas produites avec elle, la forclusion de plaider à telle action ne peut avoir lieu que sur l'ordre du juge, même si les dites pièces sont produites après le rapport de l'action et avis donné de leur production.—Tant qu'une forclusion n'a pas été obtenue comme susdit, le demandeur ne peut inscrire pour preuve et audition *ex-parte*.—La motion du défendeur pour faire rejeter une telle inscription et pour permission de plaider, sera accordée avec frais contre le demandeur.—C. S., 1902, *St-Aubin vs Lamarche*, 4 R. P., 434; ROUBOUX, J.

4. Le demandeur qui, n'ayant point produit les pièces ou preuves littérales invoquées dans son action, avec l'exploit d'assignation, aux termes de l'article 155 C. P. C., les produit ensuite, sans le consentement de la partie adverse et sans la permission du juge, article 201 C. P. C., et donne au défendeur un avis régulier du fait de telle production, peut, par motion, sous l'article 206 C. P. C., obtenir que le défendeur soit forcé de plaider, si un délai raisonnable et suffisant s'est écoulé depuis que le défendeur a eu avis de la production des dites pièces ou exhibits.—C. S., 1902, *Trenholme vs Provost*, 8 R. de J., 352; 4 R. P., 316; LANGELIER, J.

208.

1. L'affidavit requis pour la dénégation de la signature d'un écrit sous seing privé peut être donné et assérmenté par une personne inhabile à être témoin pour la partie qui nie telle signature, (dans l'espèce, par la femme du défendeur).—C. C., 1901, *Godbout vs McPeak*, 4 R. P., 190; 20 R. J. O., 294; LAMÉ, J.
V. Code, article 647, n. 4.

2. Un bail sous seing privé qui n'est pas nié suivant l'article 208 du code de procédure, doit être tenu pour reconnu par celui auquel on l'oppose.—C. S., 1899, *Thurston vs Hughes*, 16 R. J. O., 472; LANGELIER, J.

3. The plea alleging default of presentment of a note payable on demand

must be supported by affidavit. — Under those circumstances, the plea will be dismissed on exception to the form. — C. S., 1899. *Hawes vs Fulton*, 2 R. P., 561; PANGHELO, J.

4. Dans une poursuite sur un billet promissoire, intentée par le demandeur à l'ordre de qui le dit billet a été fait payable, le défendeur peut plaider que le billet a été donné et consenti en vue d'une reddition de compte, pour accommoder le demandeur et sans que le défendeur ait eu ce compte, mais lorsque ce compte lui est subséquemment fourni, et que le défendeur constate qu'il ne doit pas le montant pour lequel il a souscrit le billet promissoire, ou que le montant de ce billet est compensé, il peut soulever ces moyens par sa défense. — L'affidavit requis par l'article 208 du code de procédure n'est pas nécessaire dans un tel cas. — Le défaut d'affidavit accompagnant un plaidoyer doit être plaidé par voie de motion et non par inscription en droit. — C. S., 1899. *Caron vs Desautniers*, 1 R. P., 581; LARUE, J.

5. Un défendeur qui plaide que: "même si le défendeur a signé le dit billet, ce qu'il n'admet pas, il n'a jamais reçu considération pour icelui du demandeur ou d'aucune autre personne," ne nie pas la signature et n'est pas tenu d'accompagner sa défense d'un affidavit. — C. S., 1900. *Penfeld vs Piggott*, 6 R. L. n. s., 204; 3 R. P., 361; LORANGER, J.

6. V. Supplément, article 198, *Lapointe vs Carpentier*, n. 5.

210-211.

1. On ne peut plaider que la demande repose sur un engagement prohibé par la loi et contraire à l'ordre public et aux bonnes moeurs, à une action basée sur un jugement rendu dans une autre province du Canada, si le défendeur a comparu et plaidé à l'action originaire. — C. S., 1900. *McCurry vs Reid*, 3 R. P., 165; MATHIEU, J.

2. (Renversant Mathieu, J.): — Le défendeur poursuivi sur un jugement qui déclare un contrat exécutoire et condamne à des dommages à raison de son inexécution, peut, malgré ce jugement, en vertu des articles 111 et 202 C. P., plaider à l'allégation de la déclaration qui mentionne la dette, que les dommages réclamés n'étaient pas dus et en donner les raisons. — C. A., 1901. *Reid & McCurry*, 4 R. P., 251.

3. Un défendeur, poursuivi sur jugement rendu à l'étranger, ne peut, par exception à la forme, demander que le demandeur soit tenu de lui fournir et indiquer les causes d'action dans la poursuite

où ce jugement a été rendu, vu qu'il est constaté par le certificat du greffier de la dite cour que le compte a été signifié au défendeur personnellement avec le bref dans la poursuite intentée à l'étranger. — C. S., 1902. *Smith vs Beaubien*, 4 R. P., 473; MATHIEU, J.

214.

1. La contestation étant liée par la défense, le demandeur ne peut, en répondant, soulever des faits nouveaux pour les ajouter à sa demande. — C. S., 1900. *Lapointe vs Carpentier*, 3 R. P., 141; MATHIEU, J.

2. Un défendeur, dans une réplique à une réponse, que le demandeur a faite à sa défense, peut invoquer des faits nouveaux sans, au préalable, obtenir la permission du tribunal. — On entend, généralement, en procédure, par réplique, la réponse à un plaidoyer négatif, mais le code de procédure, article 214, s'est servi du mot réplique, vu qu'il qualifie le plaidoyer précédent du nom de réponse. — C. S., 1901. *Eadie vs Baie des Chaleurs Ry. Co.*, 7 R. de J., 480; MATHIEU, J.

3. Une réplique spéciale à une réponse soulevant des faits nouveaux peut être produite sans la permission du juge; alors le demandeur doit solliciter cette permission pour y répondre. — C. S., 1899. *Joyce vs Gardiner*, 1 R. P., 587; MATHIEU, J.

215.

1. L'autorisation d'intenter une action pour un certain montant, *in forma pauperis*, ne s'étend pas à une demande incidente supplétive, produite plus tard dans la même cause. — Dans ce cas, il sera ordonné au demandeur incident d'apposer sur sa demande les timbres voulus et d'obtenir la permission de procéder *in forma pauperis* sur sa demande incidente; à défaut par lui de se conformer à cet ordre dans le délai fixé par le jugement, sa demande incidente sera renvoyée sur exception à la forme. — C. S., 1901. *Vitale vs The Canadian Pacific Railway Company*, 4 R. P., 335; MATHIEU, J.

2. Where the principal demand, in the Superior Court, is dismissed on a plea of prescription, the court is without jurisdiction to pronounce upon an incidental demand made by the plaintiff for a sum of \$49, and cannot refer such demand to the court having jurisdiction in an action for that amount. — C. S., 1899. *Ste-Marie vs La Cité de Montréal*, 16 R. J. O., 140; DONERTY, J.

3. Une partie qui se constitue demanderesse incidente accepte par le fait même, la juridiction du tribunal qui ne

se trouve pas Incompétent *ratione materiae*.— Le fait par cette partie de retirer plus tard telle demande incidente, n'a pas d'effet rétroactif et ne saurait priver le demandeur du bénéfice de l'acceptation de juridiction.— C. S., 1899. *Auger vs Magann*, 16 R. J. O., 22; ANDREWS, J.

V. sur ce dernier point, Supplément, article 67, *L'Association Pharmaceutique de Québec & Livernois*, n. 5.

4. Le moyen d'attaquer un allégué d'une réponse en droit comme contradictoire avec la déclaration, ou une demande incidente comme non connexe à la demande principale, ou parce que des parties intéressées n'ont pas été mises en cause, n'est pas l'inscription en droit; mais, si l'autre partie n'a pas demandé le rejet de telle inscription en droit (*quoere*, par motion, la cour adjugera sur le mérite d'icelle.— Une partie qui demande un compte, alléguant une société ayant duré jusqu'à une certaine date, et alléguant de plus, (ce qui est admis) que cette société a été suivie d'une autre faite avec sa fille, ne peut dire ensuite, dans sa réponse au plaidoyer, que cette seconde société est simulée, et que la première s'est continuée après la date d'abord mentionnée.— Dans une telle action, le demandeur sera reçu à demander, par demande incidente, un compte pour le temps supplémentaire qu'a duré la société qui d'après lui, s'est continuée après la date fixée d'abord; mais les procédés pour telle demande seront suspendus jusqu'à ce que la fille ait été mise en cause, comme n'ayant été que le prête-nom de l'épouse commune en biens du demandeur pendant la seconde partie du temps écoulé.— C. S., 1899. *Naud vs Marcotte*, 2 R. P., 50; 5 R. L. n. s., 57; MATHIEU, J.

5. Les omissions faites dans une action en reddition de compte, peuvent être, nonobstant les articles 516 et 522 C. P., l'objet d'une demande incidente.— C. S., 1901. *Roe vs Hood*, 4 R. P., 333; PAGNEVEL, J.

6. Il n'y a pas lieu à une demande incidente pour réclamer un droit qui n'existe pas lors de l'institution de l'action, surtout si ce droit ne peut constituer une réponse aux prétentions de la partie adverse, mais peut tout au plus servir de base à une nouvelle action de la part de celui qui l'invoque.— C. S., 1901. *Dupuis vs Dupuis*, 19 R. J. O., 500; LANGELIER, J.

217.

1. Jugé (renversant Andrews, J.):— Dans notre droit les remises volontaires faites par les créanciers à leurs débiteurs ne laissent pas subsister de dette naturelle, et, sous ce rapport, il n'y a aucune

différence entre les remises consenties entre commerçants et celles entre gens qui ne le sont pas.— Un paiement fait par un débiteur à son créancier pour l'engager à signer la composition, est une violation des règles d'ordre public, et par conséquent, est nul comme le contrat lui-même et sujet à répétition.— Cette répétition peut être opérée au moyen de la compensation.— Il sera trop tard, de la part des demandeurs, pour s'opposer à la compensation, quand la cause aura été soumise au mérite, lorsque les parties auront procédé à la preuve sur toute la cause, et que le tribunal est en mesure d'adjuger en même temps sur l'existence des deux dettes et de les liquider par son jugement. Il n'y a plus dès lors obstacle à la compensation, et le juge doit la prononcer.— C. R., 1900. *Kirouac vs Mallais*, 18 R. J. O., 158; CASAPLET, ROUTHIER & CAMON, JJ.

2. Jugé (confirmant le dispositif du jugement de Lemieux, J.):— Le défendeur ne peut, à une action fondée sur une obligation et sur un billet, opposer une défense de compensation basée sur une réclamation qui n'est pas claire et liquide, alors même que sa réclamation procéderait de la même source que la demande principale et qu'il l'aurait fait valoir par une demande reconventionnelle produite dans l'instance principale.— C. A., 1900. *Lepitre & King*, 9 R. J. O., 453; 3 R. P., 215.

3. V., pour l'interprétation des articles 217 et 218, les remarques de l'hon. juge Lacoste, 3 R. P., 222; 9 R. J. O., 460.

4. In the present case, the principal suit, through error, complaining merely of the defamation of the female appellant's character, while the incidental demand complains of words uttered on the same occasion imputing misdeeds to the male appellant, at the instigation of his wife, there is identity in the cause of action contained respectively in the two demands and connexity between them.— The appellants, being common as to property, have both a cause of action in the two demands, and therefore the incidental demand was properly made by them under the provisions of art. 215 C. C. P.— C. A., 1899. *Charest & Tessier*, 8 R. J. O., 500.

5. V. Supplément, article 516, *Desrosiers vs Tellier*, n. 13.

6. V. Supplément, article 279, *Comte vs Pfister*, n. 16.

7. Dans une poursuite en recouvrement de dommages pour injures verbales, les moyens de défense résultant de la provocation et de la compensation d'injures doivent être plaidés à l'action principale; et le défendeur ne peut former

une demande reconventionnelle pour dommages, que si les injures du demandeur à son adresse sont plus graves et plus dommageables que celles qu'il a lui-même adressées au demandeur.—C. S., 1901. *Cleveland vs Sherman*, 19 R. J. O., 270; LEMIEUX, J.

8. Sur une action instituée par un époux contre son épouse pour la contraindre à retourner au domicile conjugal, la défenderesse peut, sur requête, être autorisée à ester en justice, par demande reconventionnelle, en séparation de corps et pour pension alimentaire.—C. S., 1902. *Lafontaine vs Christin*, 8 R. de J., 281; MATHIEU, J.

9. Dans une action par laquelle un associé réclame de son co-associé sa part de certaines pertes, ce dernier, qui nie l'existence de cette société, mais qui allègue une société particulière autre que celle mentionnée dans l'action, bien qu'ayant le même objet, peut, sur une demande incidente, demander au demandeur, devenu défendeur incident, une reddition de compte de cette dernière société.—Une exception à la forme à cette demande incidente, alléguant que le défendeur ne pouvait demander une reddition de compte par demande incidente, mais aurait dû procéder directement par action, sera renvoyée.—C. S., 1899. *Carter vs Reilley*, 5 R. L. n. s., 190; 2 R. P., 55; PAGNELO, J.

10. La demande incidente reconventionnelle est sujette à une péremption distincte de la demande principale.—C. S., 1900. *Comte vs Pfister*, 3 R. P., 182; 6 R. de J., 553; MATHIEU, J.

11. *V. Hope vs Batcheller*, article 179, n. 4.

12. *V. Supplément*, article 174, *Hart vs Timosi*, n. 120.

218.

1. Dans le cas où une pièce de procédure qui ne peut être produite qu'avec la permission du tribunal est néanmoins produite du consentement de la partie adverse, elle ne sera pas rejetée sur motion.—C. S., 1900. *Langlois vs Gravel*, 6 R. L. n. s. 190.

220.

1. Une intervention ne peut reposer sur des vices de formes, couverts par le défaut du défendeur de les invoquer dans les délais.—C. S., 1900. *Wilson vs McAvoy*, 2 R. P., 440; MATHIEU, J.

2. Une réponse à une intervention contenant des conclusions qui auraient dû être prises dans la requête pour bref

de mandamus est irrégulière.—Une telle réponse doit être attaquée par exception à la forme et non par inscription en droit.—C. S., 1902. *Grier vs David & Cochrane*, 4 R. P., 373; MATHIEU, J.

3. Interventions may be filed at any time before judgment, but an Intervenant has not the right, at any stage of the cause and without deposit, to reopen it on questions only pleadable by preliminary exceptions.—C. S., 1901. *Bisillon vs Les Curé et Marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de St-Valentin*, 7 R. de J., 341; 4 R. P., 191; DAVIDSON, J.

4. Celui qui prétend avoir droit à une créance pour laquelle, à sa connaissance, le débiteur est déjà poursuivi par un tiers qui prétend également y avoir droit, doit intervenir dans l'instance déjà pendante, et non pas procéder par une autre action contre tel débiteur.—C. S., 1901. *Shannon vs North American Ass. Co.*, 7 R. de J., 333; LANGELIER, J.

5. La procédure à suivre pour les tiers revendiquant un meuble saisi dans une saisie-gagerie en expulsion par le locateur contre le locataire, lorsque le tiers allègue spécialement avoir donné avis au locateur qu'il n'était pas payé de son meuble vendu à terme, est l'intervention et non l'opposition afin de distraire.—Si le tiers a fait ainsi opposition, celle-ci sera renvoyée avec dépens, sans même enquête, mais il sera permis au tiers de produire une intervention.—C. S., 1902. *Jolin vs Cassin & The Mason and Risch Piano Co.*, 8 R. de J., 378; TASCHEREAU, J.

6. There is nothing in the charter of the City of Montreal prohibiting qualified electors of a ward from intervening in a contestation of the election of one of the aldermen of that ward, when they allege that the Plaintiff has manifested his intention of abandoning the proceedings.—Although the intervenants may be, by reason of the delay elapsed since the election, precluded from instituting direct proceedings to contest the said election, the lapse of the delay does not deprive them from the right of intervening upon proceedings instituted within the delays, for the purpose of continuing the same in the event of the Plaintiff failing to do so.—Such intervention cannot place the intervenants in a better position than that of the Plaintiff, and they can only ask to be allowed to continue Plaintiff's contestation in the event of his failing to do so, but not to ask that the suit be continued as if they had been the original Plaintiff, nor take conclusions which the Plaintiff himself has not taken.—C. S., 1900. *Moreau vs Lamarche & St-Aubin*, 5 R. de J., 371; 3 R. P., 301; DOHERTY, J.

7. Celui dont le nom est entré dans un rôle d'évaluation qui est contesté par requête en cassation peut intervenir pour défendre ses droits, mais il n'a pas qualité pour défendre les autres intéressés, et ne peut concourir au maintien du rôle. — C. S., 1898. *Truchon vs La Ville de Chicoutimi*, 6 R. de J., 101; GAGNÉ, J.

8. Un paroissien et franc-tenancier n'a aucun intérêt à intervenir dans une contestation entre un paroissien qui demande à être mis en possession d'un banc d'église d'une part, et le curé et les marguilliers de l'autre, pour demander, par son intervention, que l'action du demandeur soit maintenue, l'intérêt de l'intervenant paraissant, au contraire, être celui du curé et des marguilliers; telle intervention sera renvoyée sur inscription en droit. — C. S., 1900. *Bédard vs Monette & Poissant*, 2 R. P., 501; 6 R. L. n. s., 66; MATHIEU, J.

9. La demanderesse, épouse séparée de corps, demande l'annulation d'une vente consentie par son mari d'un immeuble dont elle se prétend propriétaire. Elle meurt au cours du procès, sa succession est déclarée vacante, et le curateur reprend l'instance. Le mari intervient, demandant la mise de côté de la curatelle pour l'avenir, sa substitution au curateur nommé, et sa mise en possession des biens de son épouse. — Le curateur s'oppose à l'intervention: 1° Parce que le mari est déjà partie au procès en qualité de mis en cause; 2° Parce que la curatelle ne peut être mise de côté que par une action directe. — *Jugé*: Sans admettre le bien-fondé de l'intervention, qu'elle ne peut être renvoyée pour les raisons alléguées. — C. S., 1900. *Carrière vs St-Pierre & Levesque*, 3 R. P., 299; MATHIEU, J.

10. Le père a droit d'intervenir dans une action en indemnité intentée par sa bru contre ceux qui sont responsables de la mort de son fils, pour demander que les conclusions de la demande principale soient augmentées de manière à couvrir sa propre créance. — C. S., 1900. *Morin vs Mills & Rinfret*, 6 R. L. n. s., 308; MATHIEU, J.

11. *Jugé* (confirmant le jugement de Langeier, J., Lacoste & Blanchet, J.J., disidents): — Le créancier d'une banque en liquidation peut intervenir dans une action intentée par le liquidateur contre un des débiteurs de cette banque, alors même qu'il ne ferait que soutenir, pour les mêmes raisons, les conclusions prises par ce liquidateur et n'alléguerait aucun fait nouveau, sauf au tribunal, au mérite, à condamner l'intervenant aux dépens si son intervention avait été inopinément produite. — C. A., 1900. *La Commu: uté*

des Soeurs de Charité de la Providence & Bastien, 11 R. J. O., 64.

221.

1. Bien qu'un créancier d'une banque en liquidation puisse intervenir dans une action intentée par les liquidateurs contre un débiteur de la banque, pour surveiller la procédure et la continuer au cas où les demandeurs négligeraient de procéder avec diligence et d'invoquer des moyens favorables aux créanciers, il n'a pas le droit, alors que les demandeurs ont répondu au plaidoyer de ce débiteur et en ont demandé le renvoi pour des raisons spéciales, d'engager une contestation avec le défendeur pour faire renvoyer ce plaidoyer pour des moyens déjà invoqués par le demandeur, et partant, il doit être condamné aux dépens de sa contestation. — C. S., 1901. *Kent vs La Communauté des Soeurs de la Charité de la Providence & Bastien*, 19 R. J. O., 556; PAGNELLO, J.
Ce jugement a été confirmé par la cour d'appel.

2. V. Supplément, article 222, *Berthelet vs Gagnon*, n. 2.

222.

1. Une intervention est de la nature d'une action, l'intervenant occupe la même position qu'un demandeur. — Une intervention produite au greffe le 4 septembre et que l'intervenant, au 14 novembre suivant, n'a pas encore fait recevoir par le juge (C. P. C. 222 et 154), doit être assimilée à un bref non rapporté, et une motion tendant à faire déclarer telle intervention abandonnée, sera accordée avec dépens sous forme de congé-défaut, sauf recours. — C. S., 1900. *Nadon vs Compagnie d'Assurance de Richmond*, 7 R. de J., 35; 3 R. P., 306; CHOQUETTE, J.

2. Il n'est pas nécessaire qu'une intervention soit reçue par le tribunal ou le juge avant d'être produite. — C. S., 1898. *Berthelet vs Gagnon*, 15 R. J. O., 146; MATHIEU, J.

223.

1. Le fait qu'un procureur a consenti à faire une intervention pour une personne qui a des intérêts opposés à ceux du défendeur qu'il représente, non seulement peut, mais doit cesser de le représenter. — Le fait que l'intervention est censée être renvoyée par ce qu'elle n'a pas été signifiée tel que voulu par l'article 223 du C. P. ne change pas sa position, si les documents au dossier constatent qu'il a accepté le mandat de la produire, et qu'elle est en opposition avec les prétentions du défendeur. — Malgré la règle de pratique 43, un procureur *ad litem*

peut renoncer à son mandat sans la permission d'un juge, la dite règle étant incompatible avec l'article 260 du C. P. et les articles 1732 et 1759 du C. C. et, par tant, illégale et nulle.—L'intervention doit être signifiée à toutes les parties en cause, et produite au greffe dans les trois jours qui suivent sa réception par le juge.—C. S., 1900, *Hillock vs Croizard & Bauer*, 3 R. P., 225; LANGELIER, J.

2. Aux termes de l'article 223 C. P. C., la production du certificat du notaire constatant le défaut de production de l'intervention et du certificat de signification dans le délai de trois jours de la réception de l'intervention, équivaut à un jugement.—L'intervenant qui entend inscrire en revision de ce certificat de défaut, qui équivaut à jugement, doit faire son inscription dans les huit jours de la date de ce certificat.—Il n'y a pas lieu d'inscrire en revision d'un jugement qui renvoie la requête d'un intervenant demandant le rejet d'un tel certificat du notaire, vu que ce jugement n'est pas un jugement final dans le sens de l'article 52 C. P. C.—Après la production du certificat du notaire constatant, aux termes de l'article 223 C. P. C., le défaut de production de l'intervention et du certificat de l'assignation, l'intervenant cesse d'être partie dans la cause, et en conséquence il ne peut inscrire en revision du jugement final qui intervient ensuite sur le mérite de la demande.—C. R., 1900, *Hillock vs Croizard & Bauer*, 6 R. de J., 474; 3 R. P., 261; MATHIEU, CURRIAN & LEMIEUX, JJ.

3. Un Interdit pour démence, qui s'est pourvu en revision contre la sentence d'interdiction, est incapable de se désister de sa procédure.—Ce désistement étant nul, il n'y a pas lieu, pour ses avocats, d'intervenir pour continuer la cause pour leurs frais.—C. S., 1899, *Léveillé vs Laliberté*, 5 R. de J., 76; TASCHEREAU, J.

4. Un décret, comme un contrat, peut être attaqué pour fraude par un intéressé.—L'action en annulation de décret est soumise aux mêmes règles que l'action paulienne, et, comme elle, profite à tous les créanciers intéressés.—Les frais de contestation d'une intervention en appel seront taxés conformément au tarif de la cour supérieure qui s'appliquerait à

237. (*Tel qu'amendé par 1 Ed. VII, c. 35*.) Tout juge peut être récusé :

1. S'il est parent ou allié de l'une des parties jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ;

cette contestation d'intervention si elle avait été faite à la cour supérieure.—C. A., 1901, *McNally & Préfontaine & Picken*, 4 R. P., 125.

224.

1. Les délais pour plaider se comptent du jour de la signification de l'intervention, et l'exception à la forme à l'encontre de l'intervention doit être produite dans les trois jours qui suivent la signification d'icelle.—C. S., 1902, *Beauchamp vs Beauchamp*, 4 R. P., 367; MATHIEU, J.

2. Whatever may be the purpose for which a non-resident intervenant seeks to intervene in a pending suit, he can always be bound to give security for costs and produce a power of attorney.—C. S., 1899, *DeMartigny vs La Société Charitable de l'Asile de Nuit*, 2 R. P., 394; DOHERTY, J.

225.

1. A judgment declaring the contestation to an opposition maintained by consent, cannot be revoked by way of requête civile, unless it is also attacked by way of improbation.—C. S., 1900, *The Beaubien Produce and Milling Company vs Corbeil*, 3 R. P., 435; ARCHIBALD, J.

227.

1. Under article 227 C. P. C. the judge is authorized to order the security to meet the costs incurred on a petition in improbation to be deposited in portions from time to time as necessity may arise, and an additional deposit may at any time be ordered where it appears that the sum already deposited is insufficient.—C. S., 1899, *Auclair vs Nadon & Ouellette*, 17 R. J. O., 200; ARCHIBALD, J.

236.

1. L'huissier instrumentant la signification d'une pièce de procédure commet une grave irrégularité en corrigeant son procès-verbal après sa production en cour.—C. S., 1902, *Hall vs Fenton & The Molsons Bank*, 4 R. P., 375; LANGELIER, J.

2. On ne peut attaquer que par une inscription de faux un avis de protêt fait par un notaire.—C. S., 1901, *Choquette vs McDonald*, 19 R. J. O., 408; LANGELIER, J.

237. (*As amended by 1 Ed. VII, c. 35*.) A judge may be recused :

1. If he is related or allied to one of the parties within the degree of cousin-german, inclusively ;

2. S'il a un procès sur question pareille à celle dont il s'agit dans la cause ;

3. S'il a donné conseil sur le différend ou s'il en a connu auparavant comme arbitre ; s'il a sollicité pour l'une des parties ou s'il a ouvert son avis hors de l'instance et jugement ;

4. S'il a procès en son nom devant un tribunal ou l'une des parties sera juge ;

5. S'il y a eu de sa part menace verbale ou par écrit contre l'une des parties, depuis l'instance, ou dans les six mois qui ont précédé la récusation ; ou s'il y a eu inimitié capitale sans réconciliation ;

6. S'il est syndic ou protecteur de quelque ordre, corps ou communauté, partie dans la cause, ou tuteur honoraire ou onéraire, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire de l'une des parties ;

7. S'il a quelque intérêt à favoriser une des parties ;

8. S'il est parent ou allié de l'avocat ou du conseil, ou de l'associé de l'avocat ou du conseil de l'une des parties à l'instance, soit en ligne directe, soit jusqu'au deuxième degré en ligne collatérale.

1. Le fait que l'une des parties est mariée à la sœur de la femme du juge n'est pas une cause valable de récusation du juge. — Le juge qui est récusé dans une cause peut, lorsqu'en fait la récusation n'est pas fondée, et qu'elle paraît faite dans le but de retarder la décision de la cause, ou pour essayer de la soustraire à son juge légitime, rejeter lui-même la récusation et passer outre, surtout s'il s'agit de procédures spéciales qui requièrent célérité. — C. S., 1898. *Truchon vs La Ville de Chicoutimi*, 6 R. de J., 101 ; GAGNÉ, J. — Confirmé en revision, CASAPLET, ROUILLER & CARON, JJ.

244.

1. Un juge de paix *ex-officio* (comme conseiller municipal d'une ville incorpo-

2. If he has an action involving a question similar to the one in dispute ;

3. If he has given advice upon the matter in dispute, or has previously taken cognizance of it as an arbitrator ; if he has acted as solicitor for either of the parties or has made known his opinion extrajudicially ;

4. If an action is pending in his name before a court in which one of the parties will sit as judge ;

5. If he has made verbal or written threats against one of the parties since the beginning of the action or within six months previous to the recusation ; or if there has been mortal enmity between them without reconciliation ;

6. If he is the manager or patron of any order, corporation, or community, which is a party to the suit, or the tutor, honorary tutor, subrogate-tutor, or curator, or heir presumptive, or donee of either of the parties ;

7. If he has any interest in favoring any of the parties ;

8. If he is related or allied to the attorney or counsel, or to the partner of the attorney or counsel of one of the parties to the suit, either in the direct line or to the second degree in the collateral line.

ré) doit s'abstenir de siéger et peut être valablement récusé, lors de l'instruction sommaire d'une plainte qui a été portée contre un individu en conformité d'une résolution passée par le conseil sur motion de ce conseiller lui-même. — Si, nonobstant cette récusation, ce juge de paix persiste à siéger et à procéder sur la plainte, il y aura lieu au bref de prohibition contre lui, ainsi que contre l'autre juge de paix qui a commencé l'instruction avec lui, la déqualification du premier empêchant le dernier de procéder seul. — Les juges de paix et autres magistrats ne peuvent être condamnés aux dépens *in-squalitis*. — C. S., 1900. *Piché vs Guénette*, 6 R. de J., 370 ; TASCHEREAU, J. — Confirmé par la cour de revision, TAIT, TELIER (dis.) & PARNELLE, JJ.

251.

1. Une exception à la forme signée par un procureur autre que celui qui a comparu, sans désaveu ou substitution, sera renvoyée comme irrégulière.—C. S., 1900. *Moreau vs Lamarche*, 3 R. P., 121; LANGELIER, J.

254.

1. L'acte de désaveu ne s'applique qu'au désaveu demandé dans une instance pendante, et une action directe en désaveu ne sera pas renvoyée sur défense en droit par défaut de production au greffe d'un acte de désaveu.—A tout événement, la signature d'un affidavit au bas de la requête en désaveu équivaut à cet acte, dans une action directe en désaveu.—Preuve avant faire droit sera ordonnée sur une défense en droit faite dans une action directe en désaveu par le demandeur sur l'actien original, contre cette partie des conclusions de l'action en désaveu qui demande des frais contre le demandeur originaire.—C. S., 1899. *Lewis vs Richard*, 2 R. P., 426; 6 R. L. n. s., 229; PAGNELO, J.

255.

1. Le désavouant après jugement, qui ne procède pas avec diligence à faire déclarer le désaveu valable, ne peut s'opposer à l'exécution du jugement, et l'opposition, dans ces conditions, peut être renvoyée sur motion.—C. S., 1900. *Sylvestre vs Struthers*, 3 R. P., 146; MATHIEU, J.

256.

1. Si un ordre de sursis a suspendu l'exécution d'un jugement jusqu'à ce que la partie condamnée, qui a désavoué ses procureurs, ait obtenu une adjudication sur son désaveu, une motion de l'autre partie pour forcer la requérante en désaveu à procéder immédiatement sur icelui, faite 23 jours après l'ordre de sursis, sera accordée.—C. S., 1900. *Sylvestre vs Struthers*, 2 R. P., 512; MATHIEU, J.

259.

1. The Defendant was represented in the case when it was first instituted, by a firm of three lawyers, one of whom was subsequently raised to the bench. Another lawyer then became a partner in the firm. The defendant presented a motion for peremption of the suit, signed by the new firm. Plaintiff opposed the motion on the ground that it was not shown that the new firm, although containing two members of the former firm, had any mandate from the defendant to act for him in the case, in so far at least as the new member of the firm was con-

cerned.—Held: A member of a firm of lawyers who joins the firm after the institution of an action must show that he is authorized to act therein.—If he does not do so the subsequent proceedings must be signed by the remaining members of the firm alone.—C. S., 1901. *Landry vs Pacaud*, 19 R. J. O., 171; ANDREWS, J.

2. (Reversing the judgment of the Superior Court, Mathieu, J.):—Where one member of a firm of advocates has died, and there has been no substitution of attorney, the remaining members of the firm continue to represent the party for whom the firm was acting, and are entitled to make a motion for peremption of suit, but a motion signed with the old firm name "by A. B., one of the said firm," is illegal and will be rejected.—(Gill, J., diss.)—C. R., 1900. *Wright vs The Canadian Pacific Railway Co.*, 19 R. J. O., 105, TASCHEREAU, GILL & DOWERTY, JJ.

3. V. Supplément, article 280, *Chouinard vs Thompson*, n. 7.

260.

1. Le fait qu'un procureur a consenti à faire une intervention pour une personne qui a des intérêts opposés à ceux du défendeur qu'il représente, non seulement peut, mais doit cesser de le représenter.—Le fait que l'intervention est censée être renvoyée parce qu'elle n'a pas été signifiée tel que voulu par l'article 223 du C. P. ne change pas sa position, si les documents au dossier constatent qu'il a accepté le mandat de la produire, et qu'elle est en opposition avec les prétentions du défendeur.—Malgré la règle de pratique 43, un procureur *ad litem* peut énoncer à son mandat sans la permission d'un juge, la dite règle étant incompatible avec l'article 260 du C. P. et les articles 1732 et 1759 du C. C. et, par tant, illégale et nulle.—C. S., 1900. *Hillock vs Croizard & Bauer*, 3 R. P., 225; LANGELIER, J.

261.

1. V. Supplément, article 259, *Wright vs The Canadian Pacific Railway Co.*, n. 2.

266.

1. Si l'an et jour, pendant lesquels du rent les fonctions d'un exécuteur testamentaire, sont révolus pendant une instance qu'il a intentée contre un débiteur de la succession, alors il y a de plein droit cessation des fonctions de l'exécuteur, et l'instance est suspendue de plein droit jusqu'à ce que le légataire ou l'héritier ait repris l'instance au lieu et place de

l'exécutéur. — C. S., 1901. *Francoeur vs Paradis*, 20 R. J. O., 246; CIMON, J.

269.

1. Il ne sera pas adjugé sur une motion pour péremption d'instance, prise en délibéré après la production d'un avis du décès du demandeur, avant que les intéressés n'aient repris l'instance ou n'aient été appelés en cause. — C. S., 1899. *Mocadam vs Thompson*, 2 R. P., 216; 16 R. J. O., 362; MATHIEU, J.

270.

1. When an action has been brought against a commercial firm, and one of the members of that firm dies while it is still pending, the suit must be taken up by the heirs and representatives of the deceased partner, in his place, and not by the surviving partners, who have become the only owners of the assets of the firm. — C. S., 1902. *Wilkins vs Eadie*, 4 R. P., 402; PAGNELO, J.

272.

1. Si la reprise d'instance n'est pas contestée dans les délais, elle est censée admise, sans qu'il soit besoin pour cela d'un jugement à cet effet, et le délibéré sera déchargé sur une demande pour jugement sur la requête. — C. S., 1900. *Jasmin vs Sauriol*, 2 R. P., 508; MATHIEU, J.

273.

1. A notice that the territory of the municipality of the town of Cote St-Louis was annexed, by Order in Council, to the city of Montreal, does not authorise the plaintiffs, in a suit against the School Commissioners of the town of Cote St-Louis, to ask that the Roman Catholic Board of School Commissioners for the City of Montreal be ordered to take up the instance in the place of the former, and such petition *en reprise d'instance* will be dismissed on inscription in law. — C. S., 1898. *Riddell vs The School Commissioners of the Town of Cote St-Louis*, 1 R. P., 563; CURRAN, J.

2. Pour forcer les représentants de la partie adverse, décédée, à reprendre une instance, il faut procéder par voie d'action ou d'assignation ordinaire jointe à l'action originaire, et une requête pour forcer les héritiers d'un défendeur décédé à reprendre l'instance, sera rejetée. — C. S., 1898. *Nash vs McMullen*, 2 R. P., 322; BÉLANGEA, J.

275.

1. The attorney *ad litem* is vested with authority to desist from a judgment where said judgment is a mere incident

in the procedure. — C. S., 1900. *Stephens vs Higgins*, 3 R. P., 155; DAVIDSON, J.

2. L'avocat n'étant que le mandataire de sa partie et le mandant pouvant agir sans le concours du mandataire, le premier peut produire personnellement un désistement de l'instance, et ce, sans la participation de son procureur. — C. S., 1901. *Levasseur vs La Ville de Lévis*, 19 R. J. O., 212; LAHÉ, J.

3. Nothing prevents the plaintiff, in an attachment for rent, from abandoning his claim for damages, and such desistement will not be rejected on motion, where the class of action is not changed and no costs are involved thereby. — C. S., 1901. *Gariépy vs Poulin*, 4 R. P., 105; DAVIDSON, J.

4. Le fait qu'un demandeur comparait au bureau du protonotaire et, par déclaration écrite, se désiste de son action, empêche que cette action puisse ensuite être inscrite pour jugement pour les frais et pour les frais de nomination de tuteur; l'avocat, en ce cas, doit prendre une action directe pour le recouvrement de tels frais. — C. S., 1901. *Skelly vs Thibault*, 7 R. de ., 478; PAGNELO, J.

5. Une partie qui se désiste de sa demande étant, par le fait même, passible des frais, une déclaration de désistement ne doit pas nécessairement mentionner que la partie qui se désiste s'engage à payer les frais, et une motion pour faire rejeter un désistement où il n'est pas fait mention des frais sera renvoyée. — C. S., 1899. *Brown vs Belleville*, 5 R. L. n. s., 175; 15 R. J. O., 427; 1 R. P., 536; PAGNELO, J.

6. Le défendeur qui a présenté une motion pour péremption d'instance, et qui l'a ensuite retirée avec dépens contre lui, ne peut en présenter une deuxième sans avoir préalablement payé les frais de la première. — Le demandeur peut, dans ce cas, demander à ce qu'il soit sursis à l'adjudication sur la deuxième motion, en vertu du § 2 de l'article 177, jusqu'à ce que le défendeur ait payé les frais sur la première. — C. S., 1898. *Ward vs Chagnon*, 5 R. L. n. s., 56; MATHIEU, J.

7. A case cannot be inscribed for *enquête* and merits after the parties have settled it, even if the said settlement makes no mention of costs. — *Quære*: Can the attorney then proceed for his costs? — C. S., 1899. *Delaney vs Lionais*, 2 R. P., 215; 19 R. J. O., 288; ARCHIBALD, J.

8. Dans une action dont le demandeur s'est désisté avant le jour fixé pour le rapport, les procureurs du défendeur ont droit de comparaître et de demander acte

du désistement et congé-défaut de l'action avec dépens contre le demandeur. — C. S., 1899. *Limoges vs Beauvais*, 1 R. P., 574; 15 R. J. O., 429; MATHIEU, J.

276.

1. Un désistement n'est valable qu'en autant qu'il a été signifié à toutes les parties dans la cause. — Un désistement non signifié à toutes les parties ne met pas fin à l'instance et ne peut empêcher une partie d'intervenir pour protéger ses droits en appel. — C. A., 1901. *McNally vs Préfontaine & Picken*, 3 R. P., 401.

2. Si, après s'être opposé à une motion pour permission de produire un plaidoyer après forclusion, un demandeur se désiste de son action avant qu'il ne soit adjugé sur la motion, il sera condamné à payer les frais de la motion du défendeur, qui sera renvoyée vu ce désistement. — C. S., 1898. *Withell vs Welsh*, 2 R. P., 295; LORANGER, J.

3. Le mandat d'un procureur *ad litem* pour produire un désistement à un jugement au nom de son client, ou la ratification de tel désistement par le client, ne peut se prouver par témoins, lorsque le jugement est pour plus de \$50, sans un commencement de preuve par écrit. — C. S., 1901. *Gauthier vs Barcelo*, 19 R. J. O., 498; LANCELIER, J.

278.

1. La partie qui a été condamnée à payer les dépens sur une procédure n'est obligée au paiement préalable que si la nouvelle procédure est identique à la première et si elle n'est désistée de la première procédure. — C. S., 1900. *Christin vs Christin*, 3 R. P., 203; MATHIEU, J.

2. (Renversant, Ouimet, J., *diss.*, la cour de revision, et confirmant Bourgeois, J.): — Une partie qui se désiste d'une procédure peut procéder de nouveau, quand il n'y a pas de frais encourus. — Dans le cas où une partie s'est désistée d'une inscription faite avant l'expiration des délais, elle peut réinscrire de nouveau, sans avoir à payer de frais au préalable. — C. A., 1900. *La Corporation du Comté de Nicolet & Tousignant*, 3 R. P., 239, 257.

3. Lorsqu'une partie qui se désiste ne paie pas les frais lors de la production du désistement, la partie adverse a droit, sur inscription, à un jugement pour les dépens. — C. S., 1900. *The Star Iron Co. vs Barter & Chaput*, 3 R. P., 178; MATHIEU, J.

4. Le renvoi d'une action par le tribunal ne peut être considéré comme un désistement, en rapport avec l'article 278 du C. P. C., et, partant, le demandeur peut in-

ter en une action semblable à la première sans payer les frais encourus sur cette première action. — C. S., 1899. *Girard vs Brais*, 5 R. L. n. s., 276; 16 R. J. O., 409; 2 R. P., 172; MATHIEU, J.

5. The opposant whose opposition is dismissed is not bound to pay plaintiff's costs before filing a second opposition. — C. S., 1898. *Tufts vs Langelier & Fournier*, 1 R. P., 559; CÉRUAN, J.

6. La partie qui fait une demande en péremption, renvoyée comme prématurée, ne peut être obligée de payer les frais encourus sur telle motion, avant de faire une nouvelle motion de péremption. — C. S., 1902. *Clifford vs La Compagnie de Brasserie de Beauport*, 4 R. P., 295; MATHIEU, J.

7. Lorsque, vu le défaut de l'appelant de fournir cautionnement au jour fixé, l'appel a été déclaré déserté, l'appelant ne peut porter un nouvel appel du même jugement avant de payer les frais du premier appel. — C. A., 1899. *Cain & Bartels*, 10 R. J. O. 323.

279.

1. La péremption d'instance peut avoir lieu sur une opposition à fin d'annuler comme dans une action. — C. S., 1899. *Bulger vs South & South*, 2 R. P., 329; 5 R. L. n. s., 503; LANCELIER, J.

2. The opposition to judgment being considered as a defence to the original suit, the opposant is the defendant in the cause, and it belongs to him to move for peremption, if no proceedings have been taken thereunder during the delay necessary to acquire peremption. — C. S., 1900. *Gilmour vs Odell & Odell*, 17 R. J. O., 239; LYNEU, J.

3. En vertu de l'article 270 C. C., les prescriptions commencées avant la promulgation du code civil sont régies conformément aux lois antérieures. Le même principe est applicable en matière de péremption d'instance qui est la prescription d'une action pendante. — Par la loi antérieure au nouveau code de procédure, la péremption d'instance n'était acquise que par trois ans de discontinuation de poursuite, tandis que par le nouveau code elle est acquise par deux ans; mais cette dernière péremption n'est pas applicable à une action commencée avant la promulgation du nouveau code de procédure. — C. S., 1899. *The Chanteloup Mfg Co. vs Berger*, 6 R. de J., 34; 2 R. P., 357; 5 R. L. n. s., 509; 16 R. J. O., 482; PAGNELO, J.

4. The provision of article 279, C. C. P., concerning peremption, applies to a case which was pending at the time the

present code came into force, provided the entire time required by such article for the peremption has run after the coming into force of the new code.—C. S., 1899. *Couture vs Duclos*, 16 R. J. O., 554; 6 R. L. n. s., 124; 2 R. P., 433; 6 R. de J., 35; DOHERTY, J.

5. The dispositions of the new Code of Procedure apply to a peremption entirely acquired since it came into force, especially in a case where no peremption had commenced to run prior to its coming into force.—C. S., 1899. *Matte vs Massicotte*, 2 R. P., 398; 5 R. L. n. s., 511; DOHERTY, J.

6. Bien qu'une cause ait été intentée sous l'empire de l'ancien code de procédure, si la péremption d'instance commence à courir et est complète sous le nouveau code, c'est ce dernier qui s'applique.—C. S., 1900. *Coutu vs Lasalle*, 7 R. de J., 202; CHOUQUETTE, J.

7. Une action prise sous l'ancien code de procédure peut être périmée si le demandeur n'a pas fait de procédure utile depuis deux ans, la péremption ayant commencé sous le nouveau code.—C. S., 1901. *Lewis vs La Ville de St-Louis*, 3 R. P., 484; MATHIEU, J.

8. Where the period of peremption commenced after the promulgation of the new Code of Procedure of the Province of Québec, the exceptions declared by the fourth paragraph of its first article do not prevent the peremption of a suit pending at the time it came into force under the limitation provided by article 279.—C. suprême, 1901. *Schwob & The Town of Farnham*, 31 R. C. S., 471.

9. Il n'y a pas lieu à la péremption d'instance dans une cause où la déclaration seule a été rapportée sans le bref; dans ce cas, il n'y a pas d'instance du tout.—C. S., 1899. *Ormstein vs Weiss*, 6 R. L. n. s., 192; 16 R. J. O., 624; DOHERTY, J.

10. Le demandeur qui a seulement comparu peut demander la péremption d'instance.—C. S., 1901. *La Banque du Peuple de Halifax vs Labrèque*, 20 R. J. O., 263; CIMON, J.

V. Supplément, article 280, n. 1.

11. Un seul de plusieurs défendeurs peut demander et obtenir quant à lui la péremption de l'instance.—même arrêté.

12. S'il n'a été fait aucune procédure sur une opposition pendant le temps fixé par la loi pour la péremption, le demandeur peut faire une motion pour péremption d'instance sans qu'il y ait eu comparution préalable de son procureur.—C. S.,

1899. *Mercier vs Roy & Millard*, 2 R. P., 174; MATHIEU, J.

13. The time required for the peremption of a suit after the issues are joined does not begin to run until three days have elapsed after issue joined.—C. S., 1901. *Castelli vs Lumka*, 4 R. P., 32; DAVIDSON, J.

14. Peremption does not begin to run, after issue joined, until three days have elapsed and it is possible to inscribe the case.—C. S., 1901. *Clifford vs La Compagnie de Brasserie de Beauport*, 4 R. P., 324; DAVIDSON, J.

15. La demande de péremption d'instance constitue elle-même une instance susceptible de péremption.—C. S., 1901. *Reid vs Merizzi*, 4 R. P., 150; 19 R. J. O., 428; Langeller J.—C. S., 1901. *La Banque du Peuple de Halifax vs Labrèque*, 20 R. J. O., 263; CIMON, J.

16. La demande incidente ou reconventionnelle est assujettie aux mêmes règles et délais que la demande principale, et, conséquemment, elle est, comme cette dernière, sujette à la péremption par la discontinuation de poursuite pendant deux ans, tel que régié par l'article 279 C. P. C.—C. S., 1900. *Comte vs Pfister*, 7 R. de J., 532; 3 R. P., 182; MATHIEU, J.

17. Even if a principal plaintiff in an action where there is an intervention and a demand in warranty, would be entitled to have any part of the instance perempted, such as the intervention, he cannot obtain such peremption in a motion whereby he simply asks that the present instance be declared perempted. A principal plaintiff has no interest in moving for the peremption of the action in warranty.—C. S., 1900. *Lonsdale vs L. sage*, 3 R. P., 364; DOHERTY, J.

18. Le bref de *certiorari* est introductif d'une instance; la loi ne fait aucune distinction entre l'instance résultant du *certiorari* et toute autre instance, et par tant il n'y a pas lieu à déclarer périmée l'instance sur *certiorari*, avant le délai de deux ans.—C. S., 1900. *Allen vs Weir*, 7 R. de J., 9; 3 R. P., 163; MATHIEU, J.

19. V. Supplément, article 275, *Ward vs Chagnon*, n. 6.

280.

1. Le tribunal prend, de lui-même, connaissance de la nomination des avocats à des charges incompatibles avec l'exercice de leur profession.—Le fait que le défendeur a cessé d'être représenté par ses avocats, qui ont été ainsi appelés à des charges de cette nature, n'empêche pas la péremption de courir; c'est au demandeur

à signifier sa volonté de procéder en donnant avis au défendeur de constituer un nouveau procureur. — Le défendeur qui a ainsi cessé d'être représenté n'est pas tenu de produire au préalable une comparution personnelle, mais il peut lui-même signer la demande de péremption d'instance et la faire signifier à la partie demanderesse, car la demande de péremption est une instance principale par elle-même, ayant son existence propre et distincte de l'instance de l'action. C. S., 1901. *La Banque du Peuple de Halifax vs Labrique*, 20 R. J. O., 253; CIMON, J.

2. Les membres survivants d'une société de procureurs qui occupait pour une partie peuvent demander au nom de la société la péremption d'instance au profit de cette partie. — Le fait que la copie de la demande de péremption n'est certifiée que par l'un des associés n'est pas une cause de nullité alors que cette copie indique comment l'original est signé. — C. S., 1900. *Wright vs The Canadian Pacific Ry. Co.*, 3 R. P., 161; MATHIEU, J.

Ce jugement a été renversé par la cour de révision, et voici le jugé.

Bien que les membres survivants d'une société légale dissoute par la mort d'un de ses membres, aient le droit de faire et signer une motion pour péremption d'instance, ils ne peuvent ajouter à leur signature celle de l'associé défunt, et cette irrégularité comporte une nullité absolue. — C. S., 1900. *Wright vs The Canadian Pacific Railway Company*, 3 R. P., 316; TASCHEREAU, GILL (dis.) & DHERTY, JJ.

3. Une motion pour péremption d'instance sera renvoyée si elle est signée par des avocats qui ne sont pas au dossier. — C. S., 1899. *Allen vs Monday*, 2 R. P., 235; GILL, J.

4. Le changement survenu dans la société des procureurs, par la nomination de l'un d'eux à une charge de juge, ne met pas fin au mandat des autres procureurs. — C. S., 1900. *Coutu vs Lasalle*, 7 R. de J., 202; CHOQUETTE, J.

5. When a firm of lawyers, representing a party in a cause, dissolve and each lawyer continue practice separately, each of them remain charged with such cause and neither has authority to act alone. — Under such circumstances, a motion for peremption must be served upon all the members of such firm of lawyers so dissolved. A motion served on one of said members only is irregular and insufficient. — C. S., 1901. *Desrochers vs Martin & Lander*, 7 R. de J., 339; 3 R. P., 522; ARCHIBALD, J.

6. Lorsque dans une cause les avocats

du demandeur ont signé les pièces de procédure tantôt "Greenshields, Greenshields & Desmarais," tantôt "Greenshields & Greenshields" ou encore "Greenshields & Cie" et qu'une motion pour péremption d'instance est signifiée à "Greenshields & Cie," la cour maintiendra cette motion nonobstant cette irrégularité, surtout lorsque la motion a été signifiée au bureau toujours occupé par ces avocats et que l'un d'eux est venu en cour répondre à la motion, et que, par suite, ils n'ont eu à souffrir aucun préjudice. — C. S., 1899. *Coulson vs Walters*, 5 R. L. n. s., 321; 2 R. P., 225; MATHIEU, J.

7. Lorsqu'un membre d'une société de procureurs a notoirement cessé de faire partie du barreau de la province de Québec, la signification d'une motion pour péremption faite à son ancien associé seul est valable. — C. S., 1900. *Chouinard vs Thompson*, 3 R. P., 476; LANGELIER, J.

8. Lorsqu'une partie demanderesse ou opposante est représentée par une société de procureurs dont l'un est nommé à une fonction judiciaire incompatible avec l'exercice de la profession d'avocat, la péremption d'instance peut cependant être demandée contre elle en signifiant la demande à ceux de ses avocats qui sont encore pratiquants. — C. S., 1900. *Bremner vs Hibbard*, 3 R. P., 80; 6 R. L. n. s., 315; MATHIEU, J.

9. Where one member of a firm of advocates ceases to practise, in consequence of his appointment to a judicial office incompatible with the exercise of his profession, the client, party to a pending suit, is sufficiently represented by the remaining member or members of the firm, so that the latter may make a motion or take other proceeding in his behalf. — Where a firm of advocates consists of three members, of whom one has notoriously ceased to practise in the province of Quebec, having been for several years resident abroad, but the other members of the firm continue to practise in the same place, though not in partnership, the mandate in a pending suit is presumed to be continued to both jointly, and not to either of them acting alone. Hence, service of a motion for peremption of a pending suit, upon one of the remaining members of the old firm, and not upon both, is illegal and insufficient, more particularly where the member not served has severed his connection with the former partner, and has associated himself with another advocate. — C. S., 1900. *Glass vs Eveleigh*, 18 R. J. O., 531; 3 R. P., 357; 7 R. de J., 42; ARCHIBALD, J.

10. Le changement d'état des parties, qui n'apparaît pas au dossier, n'empêche

pas la péremption. — C. S., 1899. *Allen vs Monday*, 2 R. P., 235; GILL, J.

11. Le changement d'état de mineurs devenus majeurs au cours d'une instance instituée contre un tuteur, si ce changement n'est, d'ailleurs, ni signifié au demandeur ni régulièrement prouvé, n'a pas pour effet de suspendre la péremption de telle instance. — C. S., 1902. *Elliott vs Fraser*, 8 R. de J., 272; FOUTIN, J.

12. Il ne sera pas adjugé sur une motion pour péremption d'instance, prise en délibéré après la production d'un avis du décès du demandeur, avant que les intéressés n'aient repris l'instance ou n'aient été appelés en cause. — C. S., 1899. *Macadam vs Thompson*, 2 R. P., 216; MATHIEU, J.

13. V. Supplément, article 279, *Reid vs Merizzi*, n. 15.

282.

1. Une motion pour péremption d'instance, présentée le lendemain de sa signification, sera renvoyée avec dépens, l'avis étant illégal et insuffisant. — C. S., 1899. *Archambault vs The Grand Trunk Railway Co. of Canada*, 2 R. P., 407; DOUENTY, J.

2. L'intimé avait fait une motion pour péremption d'instance. L'avis parnissait avoir été donné originalement pour "Monday, the twenty-first September Instant," mais le mot "Monday" a été ensuite barré et le mot "Thursday" écrit au-dessus. On avait écrit "fourth" au-dessus du mot "first", mais sans barrer ce dernier mot. De plus, le timbre judiciaire requis pour la présentation de la motion, n'avait été effacé que le lendemain du jugement sur cette motion. — *Jugé* (confirmant le jugement de Mathieu, J.): Que les ratures et surcharges de l'avis de motion constituaient une irrégularité et une incertitude dont l'appelant était bien fondé à se plaindre, et qu'à défaut du timbre judiciaire la motion n'aurait pas dû être reçue. — C. A., 1898. *Thomas & Workman*, 8 R. J. O., 142.

V. Supplément, article 279, *Clifford vs La Cie de Brasserie de Beauport*, n. 14.

283.

1. La péremption d'instance est basée sur la présomption d'un désistement tacite, mais telle présomption peut être détruite par la preuve légale de faits qui tendent à établir clairement que la partie n'a pas eu l'intention d'abandonner sa procédure. — La suspension des procédures dans une cause est un fait qui peut dépendre également des actes du demandeur comme de ceux du défendeur, d'où

il résulte qu'il y a lieu, pour le tribunal, dans l'application de l'article 279 C. P. C., d'examiner quels peuvent avoir été les motifs de la discontinuation des procédures. — La péremption peut être couverte par des négociations écrites pour accord et règlement à l'amiable, comme elle le serait par quelque incident en cours des procédures. — C. S., 1901. *In re La Corporation Municipale de la paroisse du St-Esprit*, 7 R. de J., 285; DELORMIER, J.

2. Des lettres ou pièces qui avaient été adressées aux procureurs des demandeurs et qui étaient en leur possession lors de la demande en péremption d'instance ne furent pas produites lors de la contestation de la demande en péremption faite par le défendeur. — *Jugé*: Que la production de ces lettres ou pièces après le jugement déclarant l'action périmée ne donne pas ouverture à la requête civile. — C. S., 1899. *Durocher vs Bilodeau & Durocher*, 17 R. J. O., 119; L'ÉVÊ, J.

3. Le fait qu'une inscription pour enquête et mérite n'a été produite et que le protonotaire n'a pas mis cette cause au rôle, n'a pas pour effet de suspendre la péremption d'instance. — La partie ne peut invoquer à l'encontre l'une demande de péremption d'instance le motif qu'il y a eu oubli ou faute des officiers de la cour. — C. S., 1902. *Dubois vs Chaput*, 8 R. de J., 329; 4 R. P., 472; ROMBOUX, J.

4. A motion for peremption cannot be granted in a case which has been united with another for the purposes of proof, when the latter is still pending. — C. S., 1901. *Cardinal vs Brodeur*, 4 R. P., 171; DAVIDSON, J.

5. Si une motion pour péremption d'instance a déjà été faite dans une cause, mais n'a pas été présentée, ni renvoyée sur demande de congé-défaut, une seconde motion pour péremption ne peut être accordée avant qu'il n'ait été disposé de la première. — C. S., 1899. *Boisseau vs Gervoreur*, 2 R. P., 89; PAGNIELO, J.

6. Une motion pour péremption d'instance produite et ensuite retirée, sur laquelle un jugement a été rendu déclarant la dite motion retirée, n'est pas un procédé utile capable d'interrompre la péremption d'instance. — C. S., 1898. *Ward vs Chagnon*, 5 R. L. n. s., 54; 1 R. P., 532; LORANGER, J.

7. La procédure utile qui peut empêcher la péremption ou la couvrir, doit être une procédure faite pour faire valoir les moyens des parties dans la cause où l'instance est suspendue. — La demande en péremption, qui est prématurée, n'est pas une procédure utile aux parties de la cause pour faire valoir leurs droits, etc.

elle n'a pas conséquemment l'effet d'empêcher ou de couvrir la péremption d'instance. — La partie qui fait une demande en péremption, renvoyée comme prématurée, ne peut être obligée de payer les frais encourus sur telle motion, avant de faire une nouvelle motion de péremption. — C. S., 1902. *Clifford vs La Compagnie de Brasserie de Beauport*, 4 R. P., 295; MATHIEU, J.

8. A la différence de la prescription, qui donne au débiteur un droit acquis dès que le temps est écoulé, la péremption d'instance n'existe que lorsqu'elle est prononcée, et le demandeur, jusqu'à la signification de la demande pour péremption, même après le délai exigé pour la péremption écoulée, peut interrompre cette péremption par une procédure utile. — Le fait que, après cinq ans écoulés depuis la dernière procédure, le procureur de la demanderesse demande le dossier au député-greffier, qui lui dit qu'il est entre les mains du défendeur, n'est pas un incident arrêtant la procédure de manière à empêcher la péremption d'avoir lieu, lorsque le défendeur avait ce dossier temporairement et qu'il l'a remis au greffe à première demande. — C. C., 1901. *La Banque du Peuple de Halifax vs Labrèque*, 20 R. J. O., 263; CIVON, J.

9. A principal plaintiff has no interest in moving for the peremption of the action in warranty. — The service of such motion by the plaintiff is a useful proceeding to interrupt the peremption as regards the intervenant, even if the latter can be considered as a defendant. — C. S., 1900. *Lonsdale vs Lesage*, 3 R. P., 364; DOHERTY, J.

10. La demande de péremption d'instance constitue elle-même une instance susceptible de péremption. — Cette demande arrête forcément les procédures et empêche la péremption de courir jusqu'à la décision sur cette demande. — Une motion pour faire déclarer périmée la demande en péremption constitue une procédure utile qui couvre la péremption. — C. S., 1901. *Reid vs Merizzi*, 4 R. P., 150; 19 R. J. O., 428; LANGELIER, J.

11. L'appel d'un jugement déclarant une instance périmée, et le jugement maintenant cet appel, sont des procédures utiles empêchant la péremption. — C. S., 1901. *Wright vs The Canadian Pacific Ry. Co.*, 4 R. P., 152; LANGELIER, J.

286.

1. Le demandeur, dont la qualité est niée par une exception à la forme, ne peut refuser d'être examiné *in discovery* sur ce défaut de qualité, avant l'enquête sur cette exception à la forme. — C. S.,

1900. *Moreau vs Lanarche*, 3 R. P., 73; LOUVANGER, J.

2. Il ne sera pas permis de poser, à l'examen *in discovery* des questions relatives à des faits non allégués dans les plaidoiries. — C. S., 1899. *La Compagnie de Navigation Richelieu et Ontario vs La Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien*, 2 R. P., MATHIEU, J.

3. Jugé (confirmant le jugement de Mathieu, J.): — Dans l'interrogatoire de la partie ou de son représentant avant l'instruction (*for discovery*) sous les articles 286 et suivants C. C., il est permis d'interroger le témoin relativement à tout fait se rapportant à la demande ou à la défense. — C. A., 1899. *The Canadian Pacific Railway Co. & The Richelieu and Ontario Navigation Co.*, 9 R. J. O., 293.

287.

1. Lorsque le défendeur plaide par une négation générale des allégations de l'action, le fardeau de la preuve incombe au demandeur. — La partie à laquelle incombe le fardeau de la preuve doit procéder la première à l'examen de ses témoins. — Dans ces circonstances, lorsque les parties s'assignent mutuellement pour être examinées, pendant l'instruction, c'est au demandeur à procéder le premier à l'examen du défendeur. — C. S., 1902. *DeMarigny vs Bleureau*, 8 R. de J. 72; 4 R. P., 352; MATHIEU, J.

288.

1. Le fait par une partie de ne pas produire un écrit que son adversaire l'a mis en demeure de produire, et de ne pas donner de raisons satisfaisantes pour ne pas le produire, constitue une présomption que cet écrit contredirait les prétentions de telle partie. — C. S., 1898. *Forsyth vs Voisard*, 4 R. de J., 177; LANGELIER, J.

2. Un demandeur ne peut obtenir de la cour un ordre enjoignant au défendeur de lui donner communication des livres et des documents qui sont en sa possession, relativement à l'action pendante entre les parties, et d'en laisser prendre copie, cette demande étant trop générale et trop vague. La cour pourra, néanmoins, sur l'examen du défendeur ou de l'un de ses employés, ordonner la production de ces livres suivant les circonstances. — C. S., 1899. *Goulet vs The Atlantic and Lake Superior Ry. Co.*, 5 R. J. O., 136; PAGNELO, J.

3. Le liquidateur officiel d'une compagnie poursuivie pour un acte attaqué de fraude, peut être examiné *in discovery*, et forcé, sur subpoena à cet effet, de produire les livres de la compagnie qui sont en sa possession. — C. S., 1901. *Ward*

vs The Montreal Cold Storage and Freezing Co., 4 R. P., 47; MATHEU, J.

4. Une partie examinée comme témoin ne peut être contrainte de préparer des documents ou de faire un acte quelconque, comme d'écrire un document en cour, pouvant servir de preuve contre lui. — C. S., 1900. *Charbonneau vs Roy*, 6 R. L. n. s., 355; DOHERTY, J.

5. En vertu de l'article 289 C. P., le juge peut permettre à l'une des parties d'aller sur la propriété de la partie adverse, pour photographier les lieux où l'accident en cause est arrivé. — C. S., 1900. *Primeau vs The Merchants Cotton Co.*, 3 R. P., 175; LANGELIER, J.

6. Dans une action pour travaux faits par un plâtrier et couvreur à la maison du défendeur, qui se plaint de mal-façons et allègue qu'il sera obligé de dépenser une certaine somme pour mettre ces travaux en bon état, le demandeur ne peut obtenir le droit d'entrer avec des experts, dans la maison du défendeur, pour examiner les travaux par lui fait. — C. S., 1901. *Adams vs Projeat*, 3 R. P., 516; HELMGEN, J.

7. In an action in damages for bodily injuries caused in an assault, the Court will order the medical examination of the plaintiff. — C. S., 1891. *Baxter vs Darts*, 4 R. P., 153; DOHERTY, J.

8. Lorsqu'une personne poursuit en dommages pour blessures corporelles, le défendeur peut obtenir de la cour un ordre enjoignant à cette personne de laisser examiner ses blessures par un ou des médecins nommés dans le jugement pour en constater la nature et l'étendue; et le décal pour plaider à l'action dans ce cas ne comptera qu'après cet examen. — C. S., 1898. *Jasmin vs Bain*, 5 R. L. n. s., 20; TAIT, J.

9. Sauf les cas dans lesquels la visite des lieux peut être prescrite aux termes de l'article 392 C. P. C., le juge ne peut ordonner au demandeur, qui réclame des dommages qui n'auraient été causés à sa propriété, de permettre au défendeur de faire examiner la résidence et la propriété du demandeur en vue de déterminer s'il peut être tenu responsable des dommages réclamés. — C. A., 1898. *Gareau & The Montreal Street Railway Co.*, 8 R. J. O., 409; 1 R. P., 506.

10. Dans une poursuite pour dommages, réclamés comme causés par les déficiences d'un élévateur situé dans la propriété des défendeurs, la cour ne peut pas permettre aux demandeurs, réclamant les dommages, de faire visiter cet élévateur par une personne qu'ils feront ensuite entendre comme témoin, sans qu'il

y ait une expertise régulière. (*Gareau & Montreal Street Railway Co.*, 8 R. J. O., 409, suiv.). — C. S., 1900. *Dubois vs Horsfall*, 18 R. J. O., 138; MARINÉ, J.

11. In an action for work done in some houses according to a contract, subject to the approval of experts, the plaintiff will be allowed to send expert witnesses to view the houses in which the said work is supposed to have been done, in order to enable them to give intelligently their testimony in the cause. — C. S., 1890. *MacKay vs Frappier*, 2 R. P., 82; LANGELIER, J.

12. Dans une action en recouvrement de dommages résultant d'un accident, alors que le demandeur est sous examen avant l'instruction de la cause, il est loisible au défendeur, sur le refus du demandeur d'exhiber son bras mutilé lors de l'accident en question, de s'adresser à la cour aux fins d'obtenir une ordonnance enjoignant au demandeur de permettre tel examen, et, dans ces circonstances, cette demande sera accordée et il sera fixé un jour pour procéder à tel examen, privément, si le demandeur le requiert. — C. S., 1901. *Belair vs Tougas*, 7 R. de J., 573; MATHEU, J.

13. Sur refus d'un demandeur de permettre à des experts et médecins spécialistes de l'examiner afin de constater les résultats de l'accident dont il se plaint, et faire rapport sur son état actuel et sur les symptômes qui pourraient être établis scientifiquement, la cour refusera d'accorder une motion aux fins de nommer tels experts, vu que le tribunal, dans les circonstances, ne pourrait contraindre le demandeur à se soumettre à une telle ordonnance. — C. S., 1899. *Mansuet vs La Cité de Montreal*, 7 R. de J., 399; ARCHIBALD, J.

292.

1. Une motion qui n'est pas accompagnée de l'affidavit requis par l'article 47 des règles de pratique, les faits allégués étant niés par la partie adverse, sera renvoyée avec dépens. — Ici, le demandeur avait demandé par motion que la preuve faite dans une cause serve dans une autre cause. — C. S., 1900. *Bédard vs Bayard*, 3 R. P., 194; MATHEU, J.

2. L'article 292 C. P. n'a en vue que des causes pendantes et instruites en même temps. — C. S., 1902. *Harding vs Bickerdike*, 4 R. P., 471; RAMBORX, J.

3. Les articles 291 et 292 C. P. n'ont en vue que l'instruction des causes pendantes et instruites en même temps; par conséquent, on ne peut faire servir la preuve faite dans une cause déjà jugée à une

cause pendante. — C. A., 1901. *The Quebec Central Railway Company & Dionne*, 4 R. P., 424.

4. il n'y a pas lieu de consolider une action en bornage et une action possessoire. — C. S., 1899. *Mahoney vs Mahoney*, 2 R. P., 395; LAVERGNE, J.

5. Where two causes have been joined by consent of the parties, and it subsequently appears that one of the parties will, by such joinder, be put at a disadvantage at the trial, the Court may, on motion, revoke and set aside the order joining the causes, even after a trial by jury, which was ineffectual owing to the failure of the jury to agree — and put the parties back in the position in which they were before the judgment joining the causes was rendered. — C. S., 1898. *Hooper vs Ross*, 15 R. J. O., 122; GILL, J.

293.

1. Lorsque la somme en litige (dans l'espèce une pension alimentaire), est la seule ressource de la partie et qu'il y aurait préjudice grave si la cause n'était entendue qu'à son rang sur le rôle, le juge peut ordonner que la cause soit appelée le plus tôt possible. — C. S., 1900. *Jones vs Moodie & The City and District Savings Bank*, 3 R. P., 163; MATHIEU, J.

2. (Renversant Ouimet, J., dis., la cour de revision, et confirmant Bourgeois, J.): — Une partie qui se désiste d'une procédure peut procéder de nouveau, quand il n'y a pas de frais encourus. — Dans le cas où une partie s'est désistée d'une inscription faite avant l'expiration des délais, elle peut réinscrire de nouveau, sans avoir à payer de frais au préalable. — C. A., 1900. *La Corporation du Comté de Nicolet & Tousignant*, 3 R. P., 239, 257.

3. Une pièce de procédure n'a de valeur que du jour où elle est produite au greffe et fait partie du dossier. — Une inscription pour preuve et audition, faite avant l'expiration des trois jours qui suivent la contestation liée, sera rayée du rôle, sur demande de la partie adverse. — C. S., 1901. *Lachance vs Casault*, 4 R. P., 223; CASAULT, J.

4. V. Supplément, article 206. *St-Aubin vs Lamarche*, n. 3; — *Lafontaine vs Choquette*, n. 2; — *Maclean vs Meloche*, n. 1.

5. If an interlocutory injunction has been granted in a pending case as an incident thereof, after notice given to the opposite party, an inscription by the respondent for proof and hearing on the petition for an interlocutory injunction will be rejected on motion. — C. S., 1899.

Martin vs The City of Montreal, 2 R. P., 475; DONERTY, J.

295.

1. La production des copies de procédures étant exigée pour l'usage du juge, l'inscription acceptée par le protonotaire sans l'accomplissement de cette formalité, surtout quand la pratique suivie dans le district a été de ne pas l'exiger, sera déclarée valide. — Si le défendeur a procédé à l'enquête, ou a laissé continuer la cause pour preuve, sans soulever cette objection, il ne peut ensuite s'en prévaloir. — C. S., 1899. *Meunier vs Whiting*, 5 R. L. n. s., 376; 2 R. P., 389; 18 R. J. O., 113; GAIGNÉ, J.

2. Le dossier pour le juge remplira les exigences de la loi s'il contient les pièces de procédures suffisantes pour éclairer le juge, et il n'est pas nécessaire de lui donner copie d'une réponse ou d'une réplique qui ne contient qu'une négation des faits soulevés. — C. A., 1900. *La Corporation du Comté de Nicolet & Tousignant*, 9 R. J. O., 356; 3 R. P., 239.

3. Une inscription ne sera pas rejetée sur motion présentée le jour fixé pour l'audition sous le prétexte qu'une copie des pièces de procédure n'a pas été laissée pour le juge lorsque l'inscription a été produite et qu'il n'y a pas encore telle copie au dossier. — C. S., 1898. *Connolly vs The Consumers' Cordage Co.*, 2 R. P., 323; TELLIER, J.

4. La partie qui conteste une opposition colloquée à l'ordre, doit être considérée comme un demandeur aux termes de l'article 55 du tarif. — La partie qui produit avec l'inscription, copies de ses propres pièces de plaidoirie pour l'usage du juge, a droit pour ses copies, à l'honoraire fixé par l'article 20 du tarif. — Les copies des pièces de plaidoirie de la partie adverse produites pour l'usage du juge ne peuvent être certifiées par l'avocat de la partie qui les produit, mais doivent être certifiées par le protonotaire. — C. S., 1897. *Lavallée vs Lafrenière*, 1 R. P., 346; DELORMIER, J.

297.

1. Ordre ne peut être donné aux témoins assignés, ou présents en cour, de comparaître à un autre jour, avant qu'ils n'aient été assermentés. — C. C., 1901. *Dechêne vs Dussault*, 20 R. J. O., 296; CASAULT, J.

304.

1. *Semble*, que la cour supérieure peut renvoyer une action faite de preuve, sauf au demandeur à se pourvoir, bien que le demandeur ait inscrit en revision d'un

Jugement sur une motion pour faire rayer la cause du rôle des enquêtes et auditions. — C. A., 1900. *La Corporation du Comté de Nicolet & Tousignant*, 3 R. P., 239.

308.

1. Lorsqu'une cause procède à l'enquête et mérite devant le juge et que sur une objection réservée par la cour, la partie contre laquelle la décision est rendue déclare vouloir inscrire cette décision devant la cour de révision, ou lorsque, durant une suspension de l'audience, elle aura ainsi inscrit, l'enquête ne sera pas suspendue, et l'examen du témoin devra continuer. — C. S., 1900. *Charbonneau vs Roy*, 6 R. L. n. s., 355; MATHIEU, J.

2. Une motion par le défendeur pour suspendre les procédures à cause des réclamations en contestation, afin qu'il puisse les payer, sera renvoyée avec dépens: l'article 1198, S. R. Q., indique comment, dans de telles circonstances, le défendeur doit disposer des montants qu'il doit. — C. S., 1901. *Montambault vs Brien*, 4 R. P., 328; 8 R. de J., 69; MATHIEU, J.

3. On an inscription in law by defendant, *Held*: A party suing for damages for an alleged defamatory statement in a pleading is not bound to postpone his action for damages in consequence thereof until the action in which said alleged libel appears, is finally determined. — C. S., 1901. *Wilkins vs Major*, 8 R. de J., 88; DAVIDSON, J.

4. Il est opportun de suspendre l'audition d'une cause en dommages résultant d'une arrestation, lorsqu'il y a eu appel de la sentence renvoyant la plainte qui en est la base, et que cet appel n'a pas encore été renvoyé par la cour du banc de la reine, siégeant au criminel. — C. S., 1899. *Papineau vs Nesbitt*, 3 R. P., 88; LYNCH, J.

309.

1. Quand une partie demande l'ajournement de la cause parce qu'elle n'est pas prête à procéder, l'autre a droit d'être taxée comme un témoin ordinaire. — C. C., 1899. *Gagnon vs Simard*, 2 R. P., 365; ANDREWS, J.

310.

1. Dans une action en reddition de compte prise par une compagnie contre son président, c'est au défendeur qui allègue que le bureau de direction de la demanderesse est incomplet à faire cette preuve. — C. S., 1901. *Temiscouata Railway Company vs MacDonald*, 3 R. P., 462; MATHIEU, J.

2. C'est au propriétaire, demandeur en responsabilité, à faire la preuve que l'ouvrage a péri par un vice dont le constructeur est responsable selon les dispositions des articles 1688 et 2559 C. C. — C. S., 1901. *Contant vs Gosselin*, 8 R. de J., 107; DELORMIER, J.

3. La preuve des défauts cachés en matière de vente incombe à celui qui allègue leur existence dans l'objet vendu. — C. C., 1900. *McPherson vs Chatigny*, 6 R. de J., 546; BELANGER, J.

4. Lorsque la filiation légitime n'est pas niée, le demandeur n'est pas tenu d'en faire la preuve. Une défense générale ne suffit pas pour nier la qualité d'enfants légitimes, pupilles d'un tuteur, demandeur à-qualité. — C. R., 1898. *The Royal Institution for the advancement of learning vs Picard*, 5 R. de J., 372; LORANGER, DAVIDSON & PAGNELO, JJ.

5. Lorsque le défendeur plaide par une négation générale des allégations de l'action, le fardeau de la preuve incombe au demandeur. — La partie à laquelle incombe le fardeau de la preuve doit procéder la première à l'examen de ses témoins. — Dans ces circonstances, lorsque les parties s'assignent mutuellement pour être examinées, pendant l'instruction, c'est au demandeur à procéder le premier à l'examen du défendeur. — C. S., 1902. *DeMartigny vs Bienvenu*, 8 R. de J., 72; 4 R. P., 352; MATHIEU, J.

6. Sur exception préliminaire nul niant la qualité d'électeur municipal, le requérant doit prouver cette qualité. — C. M., 1901. *Côté vs Levine*, 7 R. de J., 279, 468; TREMBLAY, M.

7. Suivant la doctrine et la pratique suivie en Angleterre, la contre-preuve n'est permise en faveur d'un demandeur que pour contredire les allégations du plaidoyer et non pas pour contredire les témoins produits de la part de la défense; en conséquence, un demandeur ne peut, en contre-preuve, faire entendre un expert uniquement en vue de contredire les témoins entendus de la part de la défenderesse. — C. S., 1902. *Crompe vs La Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal*, 8 R. de J., 277; LANGELIER, J.

8. C'est à la partie qui, en réponse à une saisie-revendication, allègue un droit de rétention des objets revendiqués, à prouver son droit de rétention. — C. R., 1899. *O'Dell vs Bell*, 2 R. P., 297; TAVI, TASCHEREAU & LAVERGNE, JJ.

9. Ecclesiastical Corporations being public Corporations, the proof of their existence is not necessary. — C. S., 1898. *La Corporation Episcopale Catholique*

Romaine du diocèse de Sherbrooke vs McCarry, 4 R. de J., 423; WHITE, J.

10. Une requête pour faire décharger le délinquant, afin de faire preuve d'une allégation dans la déclaration, ne sera pas accordée à moins qu'on ne fasse voir que la connaissance des faits que l'on veut prouver n'est venue à la connaissance de la demanderesse que depuis la cloture de l'enquête.—C. S., 1902. *The Canadian Breweries vs Allard*, 4 R. P., 365; LORANGER, J.

11. *V. Beamoll vs Barsky*, article 179, n. 23.

314.

1. Les termes de l'article 314 C. P. C. peuvent s'appliquer aux causes dans lesquelles les époux ne sont pas co-demandeurs—il n'y a pas de préjudice à étendre les dispositions de l'article 316 C. P. C. de manière à permettre d'entendre comme témoin la femme commune en biens lorsqu'elle est co-demanderesse—les termes généraux de l'article 316 peuvent comprendre toute partie demanderesse ou défenderesse, quelle qu'elle soit, cette loi de procédure devant s'entendre favorablement lorsque les fins de la justice l'exigent.—La preuve testimoniale ne peut être admise pour établir une convention tendant à prouver le paiement par compensation d'un legs d'une valeur excédant \$50.—C. S., 1900. *Robert vs Desrochers*, 6 R. de J., 171; DELORMIER, J.

2. La femme, commune en biens, poursuivant conjointement avec son mari qui l'assiste, pour dommages qu'elle a soufferts personnellement, a droit d'être entendue comme témoin, ainsi que son mari, et elle peut rendre témoignage en sa faveur, en vertu de la loi actuellement en force.—C. C., 1897. *Gagné vs Forques*, 2 R. P., 268; 5 R. L. n. s., 24; GAGNÉ, J.

3. A married woman, common as to property, cannot give testimony in an action instituted by her husband as head of the community for a loan made by her prior to her marriage.—C. C., 1899. *Graves vs Cochrane*, 2 R. P., 80; DORION, J.

4. The husband, as the head of the community, is master of all its actions, and in an action for the recovery of damages for bodily harm done by a malicious dog belonging to the defendant, or under his control, the joining of the wife as a plaintiff does not give her any more rights than if the action had been instituted by the husband alone.—In such a case, the wife's deposition cannot be taken at *enquête*, and under article 314

§ 4 C. C. P., will be struck from the record, by the final judgment.—C. S., 1901. *Dunfy vs Kelly*, 7 R. de J., 517; 20 R. J. O., 231; CURRAN, J.

5. L'époux peut donner la déposition requise par l'article 49 des règles de pratique pour obtenir la contrainte par corps.—C. S., 1900. *Foley vs McLaughlin*, 6 R. L. n. s., 358; BELANGER, J.

6. Un bref de saisie-revendication avait été émis sur production, avec le *fiat*, d'un affidavit de la femme commune du demandeur. Sur motion du défendeur demandant que la saisie-revendication soit annulée parce que la femme commune du demandeur ne peut témoigner pour son mari.—*Jugé*: L'affidavit requis pour obtenir l'émission d'un bref de saisie-revendication ne faisant pas preuve dans la cause, celui qui est donné par la femme commune en biens du demandeur est suffisant.—C. C., 1900. *Roberge vs Roberge*, 3 R. P., 403; CASAUULT, J.

7. Dans une action en séparation de corps instituée par l'époux contre son épouse, cette dernière peut offrir son témoignage sur sa défense, car alors il s'agit, non pas de prouver les allégués de l'action au moyen de l'aveu de la défenderesse, ce qui serait illégal, mais au contraire, de repousser cet action. Dans ces circonstances en permettant ce témoignage la cour appréciera les réponses et jugera si la déposition de la défenderesse devra être acceptée ou non.—C. S., 1899. *Privé vs Bradley*, 5 R. de J., 566; LORANGER, J.

315.

1. Le serment du père de l'enfant qui a reçu les soins doit l'emporter sur celui du défendeur.—C. C., 1900. *Le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec vs Blake*, 2 R. P., 567; DORION, J.

316.

1. Dans une action en séparation de corps, le mari et la femme peuvent être entendus comme témoins, même à l'appui de l'action.—C. A., 1900. *Talbot & Guilmartin*, 10 R. J. O., 564.

2. Un billet promissoire écrit de la main du créancier et souscrit par le débiteur en apposant sa marque d'une croix en présence d'un témoin qui lui-même ne sait pas signer, mais qui fait aussi sa marque d'une croix, est valable, pourvu que l'accepteur prouve par son serment que les choses se sont passées telle que ci-dessus relatées.—Dans une cause au montant de \$50, il n'est pas nécessaire

d'un commencement de preuve par écrit pour être admis à prouver par témoins l'interruption de la prescription.—C. C., 1899. *Remillard vs Moisan*, 15 R. J. O., 622; ANDREWS, J.

3. V. Supplément, article 314, n. 1.

331.

1. Une déposition requise pour obtenir jugement dans une cause par défaut, doit être assermentée par le juge ou le protonotaire, et non par un commissaire de la cour supérieure.—C. C., 1901. *Morris vs Everett*, 3 R. P., 466; LEMIEUX, J.

331.

1. Le médecin, qui a soigné la victime d'un accident, et qui est ensuite appelé comme témoin, doit dévoiler tous les faits dont il a connaissance; mais n'est pas tenu d'exprimer une opinion en sa qualité de médecin, avant que ses honoraires n'aient été payés ou garantis.—C. S., 1900. *Marquet vs Robidoux*, 3 R. P., 433; TELLIER, J.

2. Le défendeur, dans une action en recouvrement de la pénalité décrétée par l'article 5639 des Stat. Ref. de Québec, contre toute personne faisant affaires sous une raison sociale, qui n'a pas fait la déclaration requise par les articles 5635 et suiv. des dits Statuts, ne peut, vu que la poursuite est pénale, être tenu de répondre à des interrogatoires sur faits et articles, alors que ses réponses pourraient tendre à le faire condamner et l'incriminer (article 331 C. P. C.).—C. S., 1901. *Rossignol vs Morel*, 7 R. de J., 505; 3 R. P., 407; MATHIEU, J.

3. Le candidat élu à une charge publique, et poursuivi par voie de *quo warranto*, ne peut être forcé de lire ou d'écrire.—C. S., 1901. *St Arnaud vs Barrette*, 4 R. P., 102; BÉLANGER, J.

334.

1. A party is held to have sufficiently complied with a judgment ordering him to produce certain Acts of Civil Status where he declares under oath that after diligent search the same cannot be found.—C. S., 1897. *Goyette vs Fournier & Brais*, 1 R. P., 126; ARCHIBALD, J.

2. Un demandeur ne peut obtenir de la cour un ordre enjoignant au défendeur de lui donner communication des livres et des documents qui sont en sa possession, relativement à l'action pendante entre les parties, et d'en laisser prendre copie, cette demande étant trop générale et trop vague. La cour pourra, néanmoins, sur l'examen du défendeur ou de l'un de ses employés, ordonner la production de ces livres suivant les circonstances.

ces.—C. S., 1899. *Goulet vs The Atlantic and Lake Superior Ry. Co.*, 5 R. L. n. s., 136; PAGNIELO, J.

335.

1. Un témoin assigné, mais qui n'est pas entendu par la partie qui l'a produit, ne peut être taxé contre la partie adverse sans son consentement.—Une partie entendue comme témoin est considérée comme un témoin ordinaire, et a droit d'être taxée comme tel.—C. S., 1900. *The Royal Electric Co. vs Duperré*, 19 R. J. O., 29; LANGFELDER, J.

2. La taxe d'un témoin sera refusée s'il n'est pas prouvé que ce témoin a été appelé.—C. S., 1897. *Gaffney vs The Montreal Gas Co.*, 1 R. P., 569; 5 R. L. n. s., 80; MATHIEU, J.

3. The taxation of the expenses of a witness stands in a different class from the taxation of a bill of costs, for the revision whereof special provision is made by C. C. P., art. 554.—The taxation of a witness heard in open Court constitutes a judgment which may be executed under Arts. 335, 336, 370 C. P. C.—Even if the taxation of a witness in open Court were considered a judgment by the protonotary and not by the Court relief could not be granted under a simple motion to revise bill of costs, Art. 33 C. C. P.—The time for objecting to the taxation of a witness in open Court is whilst the taxation is being effected.—C. S., 1901. *Campeau vs The Ottawa Fire Insurance Co.*, 7 R. de J., 520; 4 R. P., 197; 20 R. J. O., 239; DAVIDSON, J.

4. The taxation of a witness constitutes a judgment in his favor which entitles him to execution against either of the parties; it is copied in the bill of costs, but not taxed with it, and cannot be revised on a motion for the taxation of the bill without notice to the witness (Campeau vs the Ottawa Fire Insurance Co., 4 Q. P. R., 197, followed).—The tariff provides for no fee on an open rogatory commission, when that mode of examining witnesses is selected.—C. S., 1901. *Magann vs The Grand Trunk Railway of Canada*, 4 R. P., 348; DAVIDSON, J.

5. Il y a lieu de reviser la taxe des témoins, même lorsqu'aucune objection n'a été faite lors de la taxation, si le montant total taxé excède le coût d'une commission rogatoire.—C. S., 1901. *Rotschild vs The Canadian Pacific Railway Co.*, 8 R. de J., 267; MATHIEU, J.

6. Le gérant d'une compagnie partie à un procès, ne peut être taxé comme témoin que s'il est assigné comme tel par

la partie adverse. — Un témoin qui n'est pas taxé lors du procès ne peut l'être ensuite qu'après avis à sa partie et à la partie adverse, qui est intéressée, surtout dans le cas d'un témoin venant de l'étranger, à contrôler la taxation qui peut devenir à sa charge par le résultat du procès. — Un témoin partie au procès, est censé avoir renoncé à sa taxation s'il ne l'a demandée qu'après jugement rendu contre la partie adverse. — C. S., 1899. *Vive Camera Co. vs Hogg*, 2 R. P., 423; 6 R. L. n. s., 86; MATHIEU, J.

7. La loi permet aux parties de se faire entendre comme témoins, mais elles n'ont pas le droit d'être taxées. Cependant si l'une d'elle demande la remise de la cause parce qu'elle n'est pas prête, dans ce cas, l'autre aura droit d'être taxée comme un témoin ordinaire. — C. C., 1899. *Gagnon vs Sinard*, 16 R. J. O., 336; 2 R. P., 365; ANDREWS, J.

8. Le gérant d'une compagnie, assigné par cette dernière comme témoin, a droit d'être taxé comme tout témoin ordinaire. — La taxe des témoins comme experts ne sera pas changée, lorsque sur demande de révision, ces témoins produisent des affidavits, d'ailleurs non contredits, attestant qu'ils ont été assignés comme tels et ont assisté au palais pendant le nombre de jours pour lequel ils ont été taxés. — Un avocat légalement admis à pratiquer au barreau, mais dont le nom n'est pas inscrit au tableau des avocats, assigné comme avocat dans une cause, a droit d'être taxé comme le serait un homme de profession pratiquant. — C. S., 1900. *The Canada Industrial Company vs Kensington*, 6 R. de J., 551; 3 R. P., 379; LANGELIER, J.

9. La taxe d'un témoin équivaut à un jugement, et est exécutoire contre la partie qui l'a fait assigner. Il n'y a pas d'action en loi pour en recouvrer le montant; mais le demandeur aurait dû prendre un bref d'exécution. — C. C., *Paradis vs Labbe*, 4 R. P., 415; 8 R. de J., 275; CHOQUETTE, J.

10. The taxation of a witness being, under article 336 C. C. P., equivalent to a judgment on which he is entitled to sue out execution, the Court has no authority to revise or reduce such taxation. — C. S., 1901. *Lessard vs Meunier & Chasles*, 20 R. J. O., 337; 4 R. P., 443; DAVIDSON, J.

339.

1. En examinant l'autre partie, comme son témoin, le procureur peut lui poser des questions pointées. — Le procureur de la partie examinée, n'est pas admis à lui poser, en la traissant, des ques-

tions suggestives. — C. S., 1899. *Lajoie vs Tremblay*, 5 R. L. n. s., 400; GAONÉ, J.

347.

1. If, after a case has been heard and taken *en délibéré*, a party neglects to file the depositions of his witnesses, which had not been filed at the time of the hearing, he will be ordered, upon the demand of the adverse party, to do so within a delay fixed by the Court; and, in default of so doing, the Court will dispose of the case without considering the evidence of such witnesses. — C. S., 1899. *Hutchins vs Leroux*, 5 R. L. n. s., 130; LYNN, J.

351.

1. Un témoin a droit de s'adresser directement à la cour, par requête, pour faire corriger sa déposition, lorsqu'il constate qu'elle n'est pas conforme à son témoignage et contient des inexactitudes. (C. P. 348, 351; 9 Q. L. R., page 82). — C. S., 1901. *Nadon vs La Cie d'Assurance Richmond, Drummond & Yamaska & Crépeau*, 7 R. de J., 86; 3 R. P., 439; CHOQUETTE, J.

356.

1. *V. Morris vs Everett*, art. 321, n. 1.

359.

1. Dans une action pénale, *s. g.*, pour non paiement de licence, où l'on conclut à l'emprisonnement du défendeur, ce dernier a le droit de refuser de répondre aux interrogatoires sur faits et articles, et ces interrogatoires ne seront pas déclarés *pro confessis* sur son défaut de répondre; et, s'il n'y a pas d'autre preuve, l'action sera déboutée. — C. C., 1899. *Lambe vs Brown*, 2 R. P., 70; CHAMPAGNE, J.

2. Il n'y a pas lieu, sur une requête en contestation d'élection, d'envoyer à la partie adverse des interrogatoires sur faits et articles, et si la partie n'obéit pas à l'ordre de répondre à ces interrogatoires, ils ne seront pas tenus pour avérés, sur motion à cet effet. — C. S., 1901. *Poirier vs Loy*, 4 R. P., 23; BÉLANGER, J.

360.

1. L'irrégularité dans la rédaction du bref d'assignation sur faits et articles, lequel parait assigner le défendeur au lieu du demandeur, est couverte si le procureur de celui-ci, aussitôt après signification, a donné au défendeur avis que le demandeur exige ses frais de voyage avant de comparaître. — C. S., 1899. *Heinier vs Stacey*, 5 R. L. n. s., 400; GAONÉ, J.

361.

1. Le défal d'assignation sur faits et

articles faite au procureur du demandeur, ce dernier, par le bref, apparaissant domicilié en France, doit être basé sur la distance du domicile.

L'article 361 C. P. C. ne permet l'assignation à bref délai, en autorisant le procureur à demander un délai pour la comparution de sa partie, que si le domicile de cette dernière est inconnu ou si elle l'a quitté.—D'après l'article 361 le procureur ayant qualité pour recevoir l'assignation, peut aussi exiger d'avance les frais de voyage de sa partie, et il n'est point de rigueur que cette demande soit faite au moment de l'assignation.—C. S., *Meinier vs Stacey*, 5 R. L. n. s., 400; GAGNÉ, J.

2. Where the plaintiff is described in a writ as being "of No 8, rue Alfred de Vigny, in the city of Paris, in the Republic of France" it is not incumbent on his attorney to "declare where such party then is" under P. 361, but it is for the opposite party to have him examined under a commission.—C. R., 1900. *Meinier vs Whiting*, 18 R. J. O., 113. CASAVLT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

3. Au cas d'absence, le procureur à qui la signification des Interrogatoires sur faits et articles a été faite peut demander un délai pour que son client puisse comparaître et répondre, ou demander que le demandeur fasse interroger le défendeur au moyen d'une commission rogatoire, à défaut de quoi, les faits et articles seront tenus *pro confessis*.—C. S., 1902. *Hall vs Fenton*, 4 R. P., 344; LANGELIER, J.

V. *infra*, art. 364, n. 3.

363.

1. Aux termes de l'article 363 du code de procédure, le président d'une corporation ne peut répondre aux Interrogatoires sur faits et articles, signifiés à la corporation dont il est le président, que s'il est porteur d'une autorisation générale ou spéciale à cet effet.—C. S., 1901. *Dumont vs Le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec*, 7 R. de J., 377; 4 R. P., 81; ROBIBOUX, J.

364.

1. V. Supplément, art. 359, n. 1 et 2.

2. Une partie en défaut de répondre à des Interrogatoires sur faits et articles peut, par motion, et en payant les frais encourus par son défaut, demander à être examinée sur commission rogatoire à son nouveau domicile, situé hors de la province.—C. S., 1901. *Bucelle vs Palardy*, 4 R. P., 73; MATHIEU, J.

3. Un défendeur en défaut de répo-

dre aux Interrogatoires sur faits et articles, ne peut obtenir la permission de plaider à l'action avant d'avoir été relevé de son défaut.—C. S., 1902. *Hall vs Fenton*, 4 R. P., 356; LANGELIER, J.

V. *supra*, art. 361, n. 3.

367.

1. Where the Interrogatories on facts and articles submitted to a party refer to the contents of documents and deeds not the personal titles of the party and not shown to be in his possession, his answer that he is an illiterate man and is not aware of the contents of said documents is sufficient.—C. S., 1899. *Thompson vs Pinsonneault & Tupper*, 15 R. J. O., 621; ARCHIBALD, J.

370.

1. Where a party is absent and under 361 C. P. service of summons upon articulated facts may be made upon his attorney, such attorney may demand the necessary funds to pay his client's travelling expenses under 370 C. P.—C. R., 1900. *Meinier vs Whiting*, 18 R. J. O., 113; CASAVLT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

2. V. art. 361, n. 1 et s.

373.

1. En vertu de l'article 373, C. P., le commissaire-enquêteur dont on demande la nomination doit résider dans la province de Québec et les témoins qu'il doit examiner doivent aussi résider dans les limites de cette province.—Si les témoins résident hors de cette province, la partie qui a besoin de les examiner, doit procéder d'après les articles 380 et sui. C. P.—C. S., 1900. *Patterson vs Crépeau*, 3 R. P., 404; 7 R. de J., 62; 19 R. J. O., 147; CHUQUETTE, J.

379.

1. Le député-protonotaire qui a rempli les fonctions de commissaire-enquêteur a droit à l'honoraire fixé par le tarif.—C. S., 1900. *MacDonald vs Migneron*, 3 R. P., 156; MATHIEU, J.

380.

1. En vertu de l'article 373 C. P., le commissaire-enquêteur dont on demande la nomination doit résider dans la province de Québec et les témoins qu'il doit examiner doivent aussi résider dans les limites de cette province.—Si les témoins résident hors de cette province, la partie qui a besoin de les examiner, doit procéder d'après les articles 380 et sui.

P.—C. S., 1900. *Patterson vs Crépeau*, R. J. O., 147; 3 R. P., 404; 7 R. de J., CHUQUETTE, J.

2. The tariff provides for no fee on an open rogatory commission, when that mode of examining witnesses is selected. — C. S., 1901. *Magann vs The Grand Trunk Railway Company of Canada*, 4 R. P., 348; DAVIDSON, J.

385.

1. V. Supplément, article 94, *McCurry vs Reid*, n. 26.

387.

1. Lorsqu'une commission rogatoire n'a point été émise dans le délai accordé pour son rapport, l'ordonnance permettant son émission se trouve caduque, et le tribunal ne peut plus étendre le délai pour la réception des témoignages sur la dite commission ou pour son rapport. — C. S., 1900. *Girard vs La Cite de Montréal*, 18 R. J. O., 315; 3 R. P., 160; MATHIEU, J.

391.

1. Des experts dûment nommés ont le droit, avec le consentement des parties, de retenir les services d'un secrétaire qui doit recevoir un honoraire, et de se faire payer, outre leur taxe, les dépenses encourues et un honoraire sur leurs rapports. — C. S., 1898. *Mullins vs Lalonde*, 1 R. P., 549; LORANGER, J.

392.

1. V. Supplément, article 289, n. 4 et suivants.

397.

1. En matière d'expropriation par une compagnie de chemin de fer ayant une charte provinciale, les procédures d'arbitrage sont réglées par les statuts refondus de Québec, art. 5164, § 16 à 26. — Les causes d'Inhabilité des arbitres n'y étant pas énumérées, on doit recourir au droit commun. — Les motifs de récusation des arbitres sont les mêmes que pour les experts (412 C. P.) et ceux relatifs aux experts sont énumérés à l'article 397 C. P. — L'énumération des motifs de récusation contenue en l'article 397 C. P. est limitative. — Un notaire qui n'a fait que recevoir certains actes sans importance ou de nature à rendre service aux parties, ou qui n'a fait qu'expliquer aux propriétaires expropriés leurs droits et les procédures qu'ils avaient à adopter, n'est pas pour cela inhabile à agir comme arbitre. — La loi n'interdit pas tout rapport entre l'arbitre et le propriétaire exproprié par une compagnie de chemin de fer; au contraire, elle admet et rend nécessaires ces rapports, en réglant que certains avis seront signifiés, non au propriétaire, mais à l'arbitre. — L'expression d'opinion de la part d'un arbitre,

pour être un motif de récusation, doit avoir un caractère de publicité qui fait connaître la partialité, ou l'animosité, ou la prévention que cet arbitre apporterait dans ses décisions. — C. S., 1898. *La Compagnie de chemin de fer de la Vallée Est du Richelieu vs Ménard*, 4 R. de J., 109; PAGNELO, J.

400.

1. Lorsqu'il y a preuve que des experts ont été assermentés, le tribunal ne rejettera pas leur rapport pour le motif que l'officier qui leur a administré le serment, n'a signé que ses initiales au lieu de son nom, et qu'il a apposé ces initiales en tête de la feuille contenant le serment, au lieu de les mettre au bas du certificat d'assermentation. — C. R., 1898. *Prévost vs Holland*, 15 R. J. O., 298; TAUT, TASCHEREAU & LORANGER, JJ.

2. One of the three experts appointed in a case having died during the proceedings, and a new expert having been appointed, it was not necessary for the two surviving experts to be again put under oath. Such a proceeding would be unnecessary even under a new expertise, if the same parties were appointed to perform the same duties. — C. S., 1896. *The City of Montreal vs Houston & Letang*, 7 R. de J., 473; CURRIAN, J.

403.

1. Un praticien chargé de procéder à la liquidation d'une communauté de biens, d'une succession, et à un compte mutuel, ne peut procéder à cette liquidation et à ce compte, sans donner avis aux parties intéressées, et son rapport sera rejeté pour ce défaut d'avis. — C. S., 1899. *Chénier vs McMartin & McMartin*, 2 R. P., 267; 16 R. J. O., 368; MATHIEU, J.

405.

1. V. Supplément, article 406, *The City of Montreal vs Houston & Letang*, n. 1.

406.

1. When experts are appointed to examine and report upon the value of an immovable and upon the value of improvements made thereon it is not necessary for such experts to report upon each improvement separately when all the improvements have been carried on and completed about the same time. It would be different if the contracts for improvements had been made at different times. — The new expert who is appointed to replace one of the three firstly named, has not merely to read the evidence that has been already taken before the said experts, not merely to consult the notes

the former expert may have left, but has to hear the parties conjointly with the other experts and to do all those things which the Civil Code of procedure makes imperative for a valid expertise.—In this case it being established that the new expert has simply given the Court his appreciation of the evidence, the report is rejected as irregular.—C. S., 1896. *The City of Montreal vs Houston & Letang*, 5 R. de J., 473; CURRAN, J.

407.

1. Les arbitres nommés pour établir l'indemnité à être payée dans une expropriation sous l'Acte des chemins de fer du Canada, avaient, à leur première réunion, fixé le 6 juillet 1897 pour rendre leur sentence. Le 29 juin 1897, après que l'expert eût clos son enquête, ils ont ajourné leurs procédures au 8 juillet, sans prolonger d'une manière spéciale le délai pour rendre leur sentence. Lors de l'ajournement, les procureurs des parties étaient présents et ne s'y objectèrent pas. Jugé (infirmant le jugement de la cour de révision, 16 R. J. O., 105, et rétablissant celui de la cour supérieure, 14 R. J. O., 409):—Que cet ajournement constituait une prorogation suffisante du délai fixé pour rendre la sentence arbitrale. (Ontario and Quebec Ry. Co. & La Fabrique de St-Anne du Bout de l'Isle 7 M. L. R., Q. B., 110, et Beudet & North Shore Ry., 15 R. C. S., p. 44, *suivis*.)—C. A., 1900. *Wynnes & The Montreal Park and Island Ry. Co.*, 9 R. J. O., 483.

2. Arbitrators, amiables compositeurs and experts, become *functi officio* by the lapse of the delay fixed for the performance of their duties. If the period fixed has expired without any report having been made, the submission becomes inoperative, and the Court cannot thereafter grant an extension of the delay.—C. S., 1901. *Beaudoin vs Dubrule*, 20 R. J. O., 575; DAVISON, J.

3. V. Supplément, article 1434. *Allard vs Grand Nord*, n. 1, et Code, même article, n. 21.

409.

1. V. Supplément, article 416, n. 1.

411.

1. Lorsqu'un statut pourvoit à la nomination d'arbitres en matière d'expropriation.—deux devant être nommés par les parties et le troisième par le juge.—la nomination de ce troisième arbitre par un juge ne peut avoir lieu avant que les parties aient nommé les leur.—C. S., 1897. *Commissaires d'écoles de St-Henri vs La Cité de St-Henri*, 3 R. L. n. s., 540; ARCHIBALD, J.

414.

1. Lorsque les experts n'exigent pas le dépôt de leurs émoluments, frais et déboursés, avant l'ouverture de leur rapport, ils ont leur recours solidaire contre toutes les parties.—Ce recours doit être exercé par action et non par requête.—C. S., 1898. *Destongchamps vs Lamarche & Perrault*, 4 R. de J., 530; CURRAN, J.

416.

1. L'expertise, faite au cours d'une instance pour constater si la machine dont se plaint le demandeur est bonne, sera mise de côté si l'expert n'essate pas la machine dans les mêmes conditions que le demandeur, et, à tout événement, l'opinion de l'expert, dans les circonstances, ne vaut pas plus que celle d'un témoin ordinaire.—C. S., 1901. *Tellier vs Moody*, 8 R. de J., 168; CHOUQUETTE, J.

418.

1. Une déposition requise pour obtenir jugement dans une cause par défaut doit être assermentée par le juge ou le protonotaire, et non par un commissaire de la cour supérieure.—C. C., 1901. *Morris vs Everett*, 3 R. P., 466; LEMBEUX, J.

2. Le délibéré sera déchargé, dans une cause inscrite pour enquête et mérite *ex parte*, si, au jour fixé pour l'audition, le défendeur n'a pas été appelé pour contre-interroger le témoin.—C. S., 1898. *Sabiston vs Recres*, 2 R. P., 223; CURRAN, J.

3. There is no procedure which would enable an action to be disposed of, except by proceeding regularly to establish the allegations of the Plaintiff's action, *ex parte*, upon an inscription for proof and hearing, in the absence of a confession of judgment, or a formal declaration of settlement.—C. S., 1899. *The Corporation of North Ham vs Jucuan*, 16 R. J. O., 24; WHITE, J.

421.

1. Les dispositions du nouveau code de procédure s'appliquent à l'instruction d'un procès par jury ayant lieu depuis que le nouveau code est en vigueur, bien que l'action ait été prise sous l'ancien code.—C. A., 1900. *McFarren & The Montreal Park and Island Ry. Co.*, 3 R. P., 1.

2. Dans une action en dommages-intérêts au montant de \$5,000, il est trop tard, pour le demandeur, après la production des plaidoyers du défendeur, par lesquels ce dernier a fait le choix d'un procès par jury, de demander d'amender sa déclaration, pour réduire le montant de la demande à \$299,—le défendeur ayant

un droit acquis au procès par jury. — C. S., 1898. *Smillie vs Richmond*, 5 R. de J., DEBILLY, J.

3. A claim arising from a loan of money by an advocate to a broker is not a debt of a commercial nature, and consequently is not susceptible under article 421 C. C. P., of trial by jury. — C. S., 1900. *Gilman vs Fenwick*, 20 R. J. O., 513; TAIT, J.

4. An action by a wife for damages resulting from the death of her husband is one for personal wrong, and can be tried by jury. — C. S., 1898. *Bouissède vs Hamilton*, 2 R. P., 135; CURRAN, J.

5. Il ne peut y avoir de procès par jury que dans les cas énumérés dans l'article 421 C. P. — Une action en dommages, fondée sur des fraudes et des fausses représentations, ne rentre dans aucune des classes d'actions mentionnées dans cet article. — Il est encore temps, sur une motion pour fixer les faits, de plaider que la cause n'est pas susceptible de procès par jury. — C. S., 1902. *Bell vs The Royal Bank of Canada*, 4 R. P., 309; LANGELIER, J.

6. Pour qu'il y ait lieu au procès par jury, il faut que toutes les causes de l'action où il est demandé soient susceptibles de ce mode d'instruction exceptionnel. — Une action par laquelle on réclame des dommages contre les défendeurs pour avoir exécuté un mandat de perquisition illégal, pour avoir pénétré sans droit dans le domicile de la partie demanderesse et l'avoir menacée de poursuites criminelles, peut être instruite devant un jury; mais si l'on réclame en outre des dommages pour la privation de l'usage de certains effets mobiliers, cette cause d'action enlève tout droit à un procès par jury. — C. S., 1902. *Roy vs Dickson*, 4 R. P., 357; LANGELIER, J.

423.

1. V. Supplément, article 442, *Foley vs Foley*, n. 3.

436.

1. Un jury de *medietate lingue* peut être accordé dans une action en dommages pour torts personnels contre la cité de Montréal. — C. S., 1898. *Cassidy vs La Cité de Montréal*, 1 R. P., 535; MATHIEU, J.

442.

1. Un certificat du notaire attestant que la partie qui a demandé le procès par jury a fait défaut de procéder sur sa demande, sera rejeté du dossier s'il est produit avant les trente jours qui suivent la contestation illégitime. — C. S., 1900.

Mathers vs La Cité de Montréal, 3 R. P., 382; MATHIEU, J.

2. La partie qui a demandé un procès par jury est déchue du droit de procéder par l'expiration du délai de trente jours à compter de la contestation illégitime, si la demande a été faite par la plaidoirie, ou du jugement accordant la demande spéciale de procès par jury s'il y a eu telle demande. — C. A., 1901. *Copland & The Canadian Pacific Ry. Co.*, 4 R. P., 163.

3. Le délai que l'article 442 du code de procédure civile accorde pour procéder sur une demande de procès par jury, n'est pas prolongé par le fait que la partie qui opte pour tel procès aurait obtenu l'émanation d'une commission rogatoire rapportée depuis moins de trente jours, ni qu'elle aurait été autorisée à amender une des pièces de sa procédure, après l'expiration du délai de trente jours depuis que la cause est mûre pour le procès, c'est-à-dire depuis que la contestation s'est trouvée illégitime. — C. S., 1900. *Foley vs Foley*, 17 R. J. O., 480; 3 R. P., 53; MATHIEU, J.

4. Sous l'empire du nouveau code de procédure, l'expiration, pour la partie qui a fait la demande du procès par jury, du délai des trente jours qui suivent celui où la cause est devenu mûre pour le procès, opère la déchéance de procéder d'après ce mode d'instruction. — Mais pour la partie adverse, le délai est encore prolongé de 15 jours d'après l'article 442 C. P. C. pour lui permettre de procéder au procès par jury si elle veut se prévaloir de la demande faite par son adversaire. Si elle ne veut pas s'en prévaloir, elle peut de plein droit inscrire pour preuve et audition en la manière ordinaire aussitôt que son adversaire est forcé de le faire par l'expiration du dit délai de trente jours. — La cause est mûre pour procéder au procès par jury, aussitôt que la contestation est illégitime, et l'on peut dès lors faire les procédures requises pour cette forme d'instruction, dont la première est la définition des faits ou le consentement des parties à l'omettre. — C. R., 1899. *Goulet vs Landry*, 15 R. J. O., 569; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

475.

1. Une vitesse de 15 milles à l'heure n'est pas une faute quasi-délictueuse en l'absence d'une disposition de la loi limitant la vitesse des chars d'une compagnie, et il y a lieu de réviser le verdict d'un jury qui a vu là une faute. — C. A., 1900. *McFarren & The Montreal Park and Island Ry. Co.*, 3 R. P., 1.

496.

1. La cour de révision a le pouvoir ab-

solu et Irrestrictif de Juger le mérite d'une cause qui lui a été réservée, sans égard au verdict du jury.— C. R., 1901. *Ferguson vs The Grand Trunk Railway Co.*, 20 R. J. O., 54; TAIT, DOHERTY & LEMKEN, JJ.

591.

1. The Court will not set aside a verdict rendered by a special jury, merely because the Court would have come to a different conclusion on the evidence; the verdict is not considered against the weight of evidence unless, in the opinion of the Court, it is one which the jury, viewing the whole of the evidence, could not reasonably find.— C. S., 1901. *McLeod vs The Montreal Street Railway Co.*, 20 R. J. O., 8; CURRAN, J.

505.

1. Une enquête pour faire décharger le délinquant, afin de faire preuve d'une allégation dans la déclaration, ne sera pas accordée à moins qu'on ne fasse voir que la connaissance des faits que l'on veut prouver n'est venue à la connaissance de la demanderesse que depuis la clôture de l'enquête.— C. S., 1902. *The Canadian Breweries vs Allard*, 4 R. P., 365; LORANGER, J.

508.

1. La femme qui n'allègue et ne prouve pas qu'elle est séparée de biens, ne peut intenter, même avec l'autorisation de son mari, une action en dommages intérêts pour accident, cette action appartenant au mari seul.— Une telle action, prise par la femme, manquant complètement de base, le verdict du jury, en faveur de la demanderesse peut être annulé en révision, même si la question d'incapacité n'a pas été soulevée devant le tribunal de première instance.— C. R., 1899. *McFarren vs The Montreal Park and Island Ry. Co.*, 2 R. P., 14; 15 R. J. O., 390; TASCHEBEAU, GILL & DOHERTY, JJ.

Ce jugement a été confirmé par la cour d'appel, 3 R. P., 1, et par la cour suprême, 30 R. C. S., 410. (V. Supplément, art. 78, n. 25).

513.

1. Le demandeur qui, aux termes de l'article 513 C. P. C., a l'intention d'amender le bref ou la déclaration, ne peut le faire par un simple avis à la partie adverse, à l'effet qu'il amende tel bref ou telle déclaration, il doit dans tous les cas, faire signifier la pièce amendée.— S'il a ainsi donné avis de son intention d'amender il doit faire signifier la pièce amendée sans délai— s'il laisse écouler plus

de trois jours sans le faire, les dispositions de l'article 523 deviennent applicables, et l'avis de l'intention d'amender sera considéré comme inefficace et comme un document inutile au dossier.— C. S., 1901. *Beaudry vs Julien*, 7 R. de J., 58; DELORMIER, J.

2. Un demandeur dans une action sur billet prise suivant la procédure ordinaire peut, par amendement, ajouter à son bref les mots "procédure sommaire", et un tel amendement ne sera pas rejeté sur motion.— C. S., 1899. *Horsfall vs Campbell*, 2 R. P., 269; LANGELIER, J.

3. Une partie peut amender son bref et sa déclaration en y ajoutant les mots "procédure sommaire", et cet amendement ne sera pas rejeté sur motion.— Cet amendement peut être fait même en vacance.— C. S., 1898. *Smith vs Neven*, 2 R. P., 236; MATHIEU, J.

4. Un demandeur ne peut, après la comparution du défendeur, changer par simple amendement une action ordinaire en une action sommaire, et un tel amendement sera rejeté sur motion.— C. S., 1902. *Trahan vs Morin*, 4 R. P., 378; LAVERGNE, J.— C. S., 1899. *Jamieson vs Needham*, 2 R. P., 245; TASCHEBEAU, J.

5. An amendment to a petition for writ of injunction, which has been received by a judge, will not be rejected on motion on the ground that it was served after the issuing of the writ and without leave of the judge, especially when the amendment itself is supported by affidavit.— C. S., 1899. *The Royal Electric Co. vs Horrice*, 2 R. P., 563; 5 R. L. n. s., 509; DOHERTY, J.

514.

1. Une motion pour particularités n'est pas une réponse à une pièce de procédure, et un plaidoyer peut être échangé ou amendé sans frais, une fois, sans la permission du juge, après la signification d'une motion pour particularités sur le premier plaidoyer et même après un jugement ordonnant de fournir les dites particularités.— Les frais seront accordés sur une motion demandant le rejet d'un paragraphe de plaidoyer sur lequel des particularités ont été ordonnées et n'ont pas été produites.— C. S., 1900. *Cotville vs Woods*, 3 R. P., 233; ROTHIER, J.

515.

1. Bien qu'aux termes de l'article 515 C. P. C. toute pièce de procédure puisse être amendée ou changée sans frais, une fois, sans la permission du juge, néanmoins, ce droit ne s'étend pas jusqu'à permettre d'amender une opposition réglée.

rement assermentée et produite; tel amendement, n'étant pas assermenté, dans ces circonstances, l'opposition contiendrait des allégations non assermentées. — C. S., 1902. *Farand vs Emond & Larivée*, 8 R. de J., 259; 4 R. P., 312; LANGELIER, J.

2. La disposition de l'article 515 est générale et, les termes "toute autre pièce de plaidoirie" comprennent les oppositions. — L'article 647 C. P. C. qui exige que l'opposition soit accompagnée d'une déposition sous serment ne fait pas obstacle à ce que l'opposition soit amendée, mais il en résulte seulement que si l'amendement contient des faits qui ne sont pas allégués dans l'opposition, cet amendement doit être accompagné d'une déposition sous serment affirmant que les faits allégués en celui sont vrais. — C. S., 1902. *Larocque vs La Cité de Montréal*, 8 R. de J., 424; MATHIEU, J.

3. L'opposant peut ajouter une allégation à son opposition à jugement, par amendement, sans la permission du juge, même après qu'elle a été assermentée, et reçue par le juge, pourvu que l'amendement soit aussi assermenté. — C. C., 1901. *Dion vs Dionne & Brousseau*, 3 R. P., 497; ANDREWS, J.

516.

INDICATION ALPHABÉTIQUE

Autorisation de la femme	7, 8
Bref de sommation	1 n 8
Conclusions	21, 25
Consignation	11
Contrainte par corps	25
Corporation municipale	4
Déclaration	3 a 8, 10 a 15, 17, 19, 24, 25
Défense	10, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 27
Demande incidente	16
Dépens	2 a 9, 14, 18, 19, 21, 24, 27
Déposition	21, 24
Désignation	2 n 8
Donnages	12, 13, 19, 20
Exception à la forme	1, 2, 4, 7, 21
Faits subséquents à l'action	11, 12
Femme mariée	6, 7, 8
Huissier	1
Inscription	27
Inscription en droit	16, 9, 19
Libelle	20
Locateur et locataire	11
Offres réelles	11
Omission	16, 18
Opposition	22, 23
Préjudice	7, 18
Procès par jury	13
Raison sociale	2, 3, 5
Réddition de compte	15, 16
Réponse	18
Requête libellée	24
Saisie conservatoire	31
Saisie-revendication	12
Séparation de biens	5
Signification	1
Société	3, 15

1. Un bref de sommation adressé aux huissiers d'un district et exécuté par un huissier d'un autre district, peut, même après la production d'une exception à la forme, fondée sur cette irrégularité, être

amendé en l'adressant aux huissiers du district où l'on veut le faire signifier. — C. S., 1901. *Houle vs Paquet*, 8 R. de J., 39; 4 R. P., 329; 20 R. J. O., 297; CROQUETTE, J.

2. Where the Company defendant, in the writ of summons, is described as a "corps politique et incorporé", when it is not an incorporated body at all, as it appears from the Statute creating it, an exception *à la forme* on this ground will not lie when the company fails to prove that it suffers a prejudice by being so described. — A motion to amend the writ by striking out the words objected to, will be granted. — No costs will be allowed on either proceeding. — C. S., 1902. *Perrault vs The Liverpool & London & Globe Insurance Co.*, 4 R. P., 390; PAGNELO, J.

3. The Plaintiff having sued the Thompson Steamship Line Company, a body corporate having its head office in Montreal, Canada, will not be allowed to amend the writ and declaration so as to substitute the names of divers persons residing abroad as being the parties doing business in Montreal, under the above mentioned corporate name, and a motion to this effect made by Plaintiff will be rejected with costs. — C. S., 1901. *Lambe vs The Thompson Steamship Line*, 7 R. de J., 457; 4 R. P., 161; PAGNELO, J.

4. Après la production d'une exception à la forme par laquelle la défenderesse, la corporation de la paroisse de St-Timothée, assignée sous le nom de "municipalité de la paroisse de St-Timothée", se plaint de ne pas être assignée suivant la loi, il sera permis au demandeur d'amender le bref et la déclaration en substituant le mot "Corporation" à celui de "Municipalité", sur paiement des frais de l'exception. — C. S., 1899. *Bélaire vs La Municipalité de la paroisse de St-Timothée*, 5 R. L. n. s., 220; 6 R. L. n. s., 93; BÉLANGER, J.

5. Il peut être permis au demandeur d'amender le bref et la déclaration pour changer la description de la raison sociale des défendeurs et y ajouter le nom d'un nouvel associé, même après plaidoyer produit. — C. S., 1899. *Ferres vs Gagnon*, 5 R. L. n. s., 215; LANGELIER, J.

6. A Plaintiff will be allowed to amend a writ and declaration by adding the words "separated as to property", but only on paying the costs of defendant's inscription in law. — C. S., 1898. *Therrière vs Les Curé et Marguilliers de l'oeuvre de la paroisse de St-Vincent de Paul*, 1 R. P., 378; DAVIDSON, J.

7. Le fait que le demandeur aurait mal à propos désigné la défenderesse

comme épouse de A. D. et mis le dit A. D. en cause pour autoriser son épouse, est une irrégularité qui ne rend pas nulle l'assignation de la défenderesse, mais, dans ces circonstances, la cour, 1^o ordonnera que les mots désignant la défenderesse comme épouse de A. D. et ceux relatifs à l'autorisation soient retranchés de l'action telle qu'instituée; 2^o et l'exception à la forme de la défenderesse, alléguant les irrégularités ci-dessus, sera renvoyée chaque partie payant ses frais sur telle exception. — C. S., 1902. *Blanchard vs Nivet*, 8 R. de J., 326; MATHIEU, J.

8. Une femme mariée qui poursuit en justice et qui n'allègue pas dans le bref qu'elle a été dûment autorisée à ce faire, pourra obtenir la permission d'amender son bref pour y ajouter ces mots, si elle a été de fait préalablement autorisée par un juge, et que l'omission n'est qu'une erreur de sa part. — Les frais qui sont accordés à la partie adverse dans le cas d'amendement d'une pièce de procédure doivent être payés préalablement, sinon l'amendement sera considéré comme irrégulier et renvoyé sur motion. — C. S., 1900. *Paré vs Riendeau*, 6 R. L. n. s., 83; MATHIEU, J.

9. If a party moves to amend his pleading after an inscription in law has been made and the party inscribing persists in his inscription for reasons not covered by the amendment and afterwards held to be unfounded, no costs will be granted either on the inscription in law or on the motion to amend. — C. S., 1899. *Young vs The Corporation of the Township of Hereford*, 2 R. P., 481; WHITE, J.

10. Si un amendement à une déclaration est permis après la production d'un plaidoyer, le défendeur qui plaide de nouveau à l'action, peut soulever par sa nouvelle défense des moyens nouveaux s'appliquant à toute l'action, et non seulement à la partie amendée. — C. S., 1899. *Lanoue vs Delisle*, 2 R. P., 221; ROUTHIER, J.

11. Il sera permis à un demandeur d'amender sa déclaration de manière à réclamer 26 mois de loyer au lieu de 23, lorsqu'il apparaît que le loyer des trois autres mois n'a pas été demandé par erreur produite par une transposition de chiffre. — Il ne lui sera pas permis de réclamer, au moyen d'une requête pour amender, un mois de loyer échu depuis l'institution de l'action. — C. S., 1898. *Desrosiers vs Teulier dit Lafortune*, 2 R. P., 88; 5 R. L. n. s., 86; MATHIEU, J.

12. On ne peut, par amendement à la

déclaration, alléguer les faits postérieurs à la signification de l'action. — Dans l'espèce, on ne peut, à l'appui d'une action en dommages pour émission sans cause probable d'une saisie-revendication alléguer le renvoi de cette saisie-revendication par les tribunaux, si le jugement renvoyant la saisie-revendication n'est devenu final qu'après l'institution et la signification de l'action en dommages. — C. S., 1899. *Kane vs Matthews*, 4 R. P., 226; OUMEL, J.

13. Dans une action en dommages-intérêts au montant de \$5,000, il est trop tard, pour le demandeur, après la production des plaidoyers du défendeur, par lesquels ce dernier a fait le choix d'un procès par jury, de demander d'amender sa déclaration, pour réduire le montant de la demande à \$399. — le défendeur ayant un droit acquis au procès par jury. — C. S., 1898. *Sauillie vs Richmond*, 5 R. de J., 559; DEBILLY, J.

14. Un demandeur qui allègue avoir fait des offres réelles avant l'action, mais qui ne les renouvelle pas dans son action et ne les consigne pas au greffe du tribunal, pourra obtenir sur motion la permission de faire subséquemment telle consignation en amendant sa déclaration à cet effet, en payant les frais de motion et de défense jusqu'à date, et en signifiant une copie de la déclaration amendée; le défendeur devant être remis dans le même état qu'avant l'amendement, avec droit de plaider de nouveau ou de se servir de la défense déjà produite. — La cour ne peut permettre un amendement qui est faux à sa face même. Ainsi, dans l'espèce ci-dessus, il pourra être permis au demandeur d'amender sa déclaration et de consigner ses offres, mais la déclaration amendée devra être datée du jour de l'amendement. — C. S., 1898. *Hamilton vs The Bovril Company*, 5 R. L. n. s., 83; DOHERTY, J.

15. Un demandeur, qui allègue l'existence d'une société jusqu'en 1882, et qui demande que le défendeur, son ex-associé, lui rende un compte, ne peut subséquemment, après la production d'un plaidoyer niant cette société et invoquant la prescription, demander à amender sa déclaration pour alléguer que la dite société avait duré jusqu'en 1894. — C. S., 1898. *Naud vs Marcotte*, 5 R. L. n. s., 27; LOUANGER, J.

16. Les omissions faites dans une action en reddition de compte, peuvent être, nonobstant les articles 516 et 522 C. P., l'objet d'une demande incidente. — C. S., 1891. *Roe vs Hood*, 4 R. P., 333; PASQUELO, J.

17. An amendment of the declaration by alleging therein certain orders for goods which had been mentioned in a statement already of record, is admissible, the same being a mere amplification of the declaration.—C. S., 1898. *Marsh & Leggat*, 8 R. J. O., 221.

18. When the plaintiff by his answers omitted through inadvertence to deny certain allegations of an affirmative nature, contained in the defendant's plea, he will be permitted, on motion, to amend his answer to plea, even after the argument of the case; and in such case if defendant has not been in any way prejudiced by the omission, plaintiff will be permitted to amend on the sole condition of bearing his own costs.—When the defendant has not complied with article 108 C. C. P., but on the contrary has put both negative and affirmative matter in the same paragraph of his plea, he cannot demand the enforcement of art. 111, or take advantage of plaintiff's omission to expressly deny the affirmative portion of said allegations, the omission being largely due to the defendant's own failure to comply with article 108 C. C. P.—C. S., 1899. *Kerc vs Sherbrooke Street Railway Co.*, 15 R. J. O., 362; 2 R. P., 348; WHITE, J.

19. Dans une action en dommages pour accident, il sera permis à la partie demanderesse, après production d'une défense en droit, d'ajouter des allégués montrant la négligence du défendeur; la partie demanderesse paiera les frais de cette motion pour amender, les déboursés de la motion pour faire rejeter cet amendement et l'honoraire sur amendement; mais la défense en droit sera renvoyée sans frais si les raisons qu'elle donnait pour le renvoi de l'action, — sauf celle qui a donné lieu à l'amendement, — étaient mal fondées.—C. S., 1898. *Khoc vs Paradis*, 2 R. P., 59; MATHEU, J.

20. Dans une action en dommages pour libelle où le demandeur allègue qu'il a souffert des dommages dans son crédit et dans ses affaires, le défendeur qui a coesté peut obtenir la permission d'amender ses défenses pour y ajouter des allégués de faits tendant à établir que le demandeur ne jouissait d'aucun crédit commercial et était insolvable lors de la publication du préteu libelle.—C. S., 1899. *McBean vs Brierty*, 5 R. L. n. s., 485; LANGELIER, J.

21. Il sera permis sur motion d'amender une requête libellée, en assermentant l'amendement et en ea payant les frais.—C. S., 1900. *Bédard vs La Cité de St-Henri*, 3 R. P., 212; GILL, J.

22. Bien qu'une motion soit présentée

par un demandeur pour le renvoi d'une opposition à une saisie mobilière sur le motif d'insuffisance des allégués, l'opposant, néanmoins, peut présenter une autre motion, demandant à amender son opposition de manière à en compléter les allégués.—C. S., 1901. *Pauzé vs Beauchamp & Pelletier*, 7 R. de J., 409; CURRAN, J.

23. L'un opposant dans une opposition afin d'annuler, peut obtenir la permission d'amender son opposition pour y ajouter un nouveau moyen de nullité, en payant certains frais.—C. S., 1899. *Barke vs Hoam*, 6 R. L. n. s., 196; CURRAN, J.

24. A plaintiff, in a conservatory attachment, will be allowed, on paying the costs of an exception to the form, to amend the conclusions of his declaration in such manner as they shall conform with the allegations of the affidavit, and also to furnish the defendant with a copy of the affidavit upon which the writ was issued.—C. S., 1899. *Biron vs Tanguay*, 2 R. P., 393; WHITE, J.

25. A plaintiff shall not be allowed to amend his declaration by adding conclusions for coercive imprisonment against the defendant, such amendment serving no useful purpose.—C. S., 1901. *Chartrand vs Smart*, 4 R. P., 41; DOHERTY, J.

26. V. Supplément, article 522, *Roc vs Hood*, n. 6.

27. Le défendeur qui amende son plaidoyer après production de l'inscription pour enquête et mérite, doit payer la différence entre les items 7 et 8 du tarif.—C. S., 1901. *Union Bank of Halifax vs Vipond*, 3 R. P., 490; MATHEU, J.

517.

1. Dans une action sur compte, le demandeur peut obtenir la permission de substituer un nouveau compte, portant des dates nouvelles, à celui produit avec la déclaration.—C. S., 1899. *Noedheimer vs Regier*, 5 R. L. n. s., 212; LANGELIER, J.

2. Si par une erreur cléricale le nom du véritable demandeur est remplacé par un autre dans la copie du bref et de la déclaration, par exemple, si le nom de la Banque Jacques Cartier est mis erronément à la place du nom de la Banque d'Hochelega, l'erreur pourra être corrigée en obtenant la permission du tribunal de faire signifier au défendeur une copie conforme à l'original.—C. S., 1898. *La Banque d'Hochelega vs Ramsay*, 5 R. L. n. s., 43; MATHEU, J.

518.

1. In this case it appeared that the allegations and conclusions of the plaintiff's declaration were deficient and the Court, under sec. 63 of the Supreme and Exchequer Court's Act, ordered all necessary amendments to be made thereto for the purpose of determining the real controversy between the parties as disclosed by the pleadings and evidence. *Piché & City of Quebec, Cassel's Digest*, 24 Ed. 196; *Gorman & Dixon*, 24 R. C. S., 87, followed. — C. suprême, 1900, *The City of Montreal & Hogan*, 31 R. C. S., 1.

2. Il ne sera pas permis au demandeur, dans une action en reddition de compte, d'alléguer au long un procès antérieur ni entre le défendeur et lui, et ces allégués seront renvoyés sur défense en droit. Cependant comme il peut avoir intérêt à alléguer ces faits d'une manière générale, pour se justifier de n'avoir pas poursuivi plus tôt, la cour lui permettra, *proprio motu*, d'amender sa déclaration en alléguant la poursuite antérieure et le jugement sur icelle. — C. S., 1901, *Cheval vs Sénécal*, 4 R. P., 241; PAGEVILLE, J.

519.

1. L'hulssler instrumentant la signification d'une pièce de procédure commet une grave irrégularité en corrigeant son procès-verbal après sa production en cour. — C. S., 1902, *Hall vs Fenton & The Montreal Bank*, 4 R. P., 37; LANGIER, J.

520.

1. Le demandeur poursuivait le défendeur pour un libelle publié dans son journal, *Le Quotidien*. Sur demande de particularités le défendeur produisit un certain nombre de numéros de son journal. A l'enquête, le défendeur fit motion pour amender son plaidoyer de manière à le faire concorder avec les faits, et demanda en même temps, permission de produire un nombre additionnel de numéros du *Quotidien* pour former partie de son plaidoyer amendé. — *Juge*: Une pareille motion sera renvoyée attendu que si elle était accordée cela constituerait une injustice pour le demandeur qui serait pris par surprise, et cela changerait le plaidoyer. — C. R., 1899, *Roy vs Mercier*, 2 R. P., 495; CASAUPE, ANDREWS & LAFIT, JJ.

2. A demand, after *enquête* closed and final hearing, to amend a declaration based upon a contract in writing of a certain date, so as to make it agree with the facts proved, by substituting therefor a verbal contract of another date, ought not to be granted without allowing the other party to plead *de novo*, and must be

refused if the evidence relied upon to make the change was inadmissible. — C. A., 1898, *Marsh & Leagal*, 8 R. J. O., 221.

3. Le juge est investi l'un pouvoir discrétionnaire, mais il doit l'exercer dans les limites de la justice, et, dans l'espèce, il ne peut permettre un amendement en même temps qu'il rend son jugement final, l'amendement de toute pièce de plaidoyer devant toujours être fait "avant jugement". — C. A., 1902, *Gilbert & Parent*, 11 R. J. O., 282.

4. The plaintiff, suing as transferee of a claim, alleged a sale of goods at Montreal, by its transferor to the defendant. The latter, by declinatory exception, pleaded that no cause of action arose in Montreal. The evidence showed that there had been no sale of goods at Montreal or elsewhere, that the claim which formed the basis of the action represented merely deductions allowed on return of empty bags to persons who had previously purchased goods through plaintiff's transferor while acting as defendant's agent at Montreal. *Held*: — An amendment of the declaration to make the allegations accord with the proof could not be allowed, in as much as the amendment proposed to substitute an entirely distinct cause of action; and the allegation of a sale of goods at Montreal not being supported by the evidence, the declinatory exception was maintained. — C. S., 1898, *Robinson vs McAllister*, 15 R. J. O., 93; AGOURVILLE, J.

5. *V. Keane vs Matthews*, 4 R. P., 226; OULMET, J., *supra*, art. 516, n. 12.

521.

1. Le tribunal n'accordera pas la permission d'appeler une personne dans la cause avant qu'il soit certain que la présence de cette personne est nécessaire. — C. S., 1900, *Craig vs Kenny*, 3 R. P., 164; MATHIEU, J.

2. Le défaut de mettre en cause une personne dont la présence y serait nécessaire, pourrait tout au plus donner lieu à une exception dilatoire, mais n'entraîne pas, de droit, le rejet absolu de la demande. — C. S., 1901, *Jacob vs Klein*, 3 R. P., 519; LEMHÉ, J.

3. Le défaut, par un demandeur, de mettre en cause une personne dont la présence au procès est nécessaire, n'entraîne pas nullité de droit, et doit être invoqué par exception dilatoire et non pas par exception à la forme. — C. A., 1901, *McNally & Prefontaine & Picken*, 11 R. J. O., 370.

4. Dans une action en recouvrement d'une pénalité encourue pour violation

de l'acte des droits d'auteur, la couronne doit être co-demanderesse, sans quoi l'action peut être renvoyée sur exception à la forme. — Il sera permis d'amender cette action en mettant la couronne co-demanderesse, si les conclusions justifient tel amendement. — C. S., 1899. *Tremblay vs La Cie d'Imprimerie de Québec*, 2 R. P., 200; ANDREWS, J.

5. Une épouse commune en biens n'a pas le droit de poursuivre, autorisée par son mari, pour des biens mobiliers, cette action appartenant au mari seul. — Il sera permis sur motion d'amender un bref et une déclaration en ajoutant comme partie à la cause, l'époux de la demanderesse personnellement. — C. S., 1898. *Côté vs Côté*, 1 R. P., 297; MATHIEU, J.

6. Sur motion pour amender, il sera permis à la demanderesse de mettre son mari en cause personnellement, quand elle poursuit comme "marchande," et qu'elle s'est décrite comme autorisée de son époux. Mais elle devra payer les frais de la défense en droit. — C. C., 1901. *Plean vs Clément*, 3 R. P., 406; ROUTHIER, J.

7. Where a married woman separate as to property institutes an action for damages for bodily injuries, without the authorization of her husband, and an exception to the form is made invoking this as a ground for the dismissal of the action, the plaintiff in her own name, and still without the authorization of her husband, cannot ask by motion to amend the writ and declaration by adding her husband's name in the same to authorize her, and a motion of this kind will be dismissed. — C. S., 1899. *McDonald vs Vineberg*, 2 R. P., 40; 15 R. J. O., 267; CURRAN, J.

8. In case of doubt as to the locating of the servitude, the plaintiff ought to put in the cause the various parties interested, so that the location of the servitude may be ascertained by experts. It is not the duty of the defendant to bring these parties into the cause. — C. S., 1900. *Boyer vs Perras*, 17 R. J. O., 522; ARCHIBALD, J.

9. An interdict for prodigality cannot be sued or appear alone in judicial proceedings, and a writ taken against him cannot be amended by adding his curator as co-defendant. — C. S., 1901. *Leroux vs deBeaujeu*, 4 R. P., 35; DAVIDSON, J.

10. Sur une action demandant la nullité d'un procès-verbal de cours d'eau, il suffit que la corporation qui a homologué ce procès-verbal soit mise en cause. — C. A., 1898. *Comtois & Dumontier*, 8 R. J. O., 293.

522.

1. Un demandeur ne peut être reçu à amender sa déclaration, aux fins d'invoquer un droit d'action qui ne lui est survenu que depuis l'institution de l'action. — C. A., 1902. *Ward & The Merchants' Bank of Halifax*, 4 R. P., 407.

2. An application by the plaintiff to be permitted to amend his declaration so as to substitute a claim resting upon a tacite mandate or a *negotiorum gestio* in lieu of a claim for goods sold and delivered, will be refused as tending to change the nature of the action. — C. S., 1898. *Robinson vs McAllister*, 1 R. P., 515; ARCHIBALD, J.

3. Il sera permis à un demandeur d'amender une action prise contre un légataire, qui est en même temps exécuteur testamentaire du débiteur original, en demandant que le défendeur soit condamné comme exécuteur, en outre de la condamnation personnelle, sa qualité d'exécuteur étant déjà alléguée dans la déclaration. — Les frais de cet amendement seront ceux d'une motion et il sera adjugé plus tard sur les frais résultant de l'amendement. — C. C., 1900. *Longpre vs Brien*, 2 R. P., 446; 6 R. L. n. s., 91; MATHIEU, J.

4. V. Supplément, article 520.

5. V. Supplément, article 516, n. 13 et 16; et article 513, n. 4.

6. Les omissions faites dans une action en reddition de compte, peuvent être, nonobstant les articles 516 et 522 C. P., l'objet d'une demande incidente. — C. S., 1901. *Roe vs Hood*, 4 R. P., 333; PAGNEVEL, J.

523.

1. Si le jugement qui permet un amendement ne fixe pas le délai dans lequel il doit être signifié, et que telle signification n'a pas eu lieu dans les trois jours de l'ordonnance, la cour ne peut accorder la permission de faire signifier tel amendement après l'expiration des trois jours, et la motion demandant telle permission sera renvoyée avec dépens. — C. S., 1899. *Lemieux vs Lemieux*, 2 R. P., 25; BÉLANGER, J.

2. Le demandeur demanda et obtint la permission d'amender sa déclaration. Il laissa s'écouler trois jours avant de faire signifier sa déclaration amendée. Le défendeur fit motion pour faire rejeter du dossier la déclaration qui y avait été produite irrégulièrement. De son côté le demandeur fit motion pour que sa déclaration amendée restât au dossier. — Jugé: Dans ce cas la motion pour rejeter

la déclaration du dossier sera renvoyée, mais avec dépens, et l'autre motion pour faire rester au dossier la dite déclaration amendée sera accordée sans frais.—C. S., 1899. *Linahan vs Plock*, 2 R. P., 332; ANDREWS, J.

3. If the plaintiff obtains leave to have his writ regularly signed by the prothonotary, and such signature is not affixed in open Court, he cannot foreclose the defendant from pleading without having first served such amendment on him.—C. S., 1901. *Beauchamp vs Gourre*, 4 R. P., 201; DAVIDSON, J.

4. Lorsqu'un opposant dans une opposition afin d'annuler, qui a obtenu la permission d'amender son opposition dans un certain délai en payant certains frais, n'amende pas son opposition et ne paie pas les frais dans le dit délai, l'opposition afin d'annuler pourra être renvoyée avec dépens, sur motion du demandeur.—C. S., 1900. *Le Comptoir d'Escompte vs Gaudet & Decelles*, 6 R. L. n. s., 239; MATHIEU, J.

5. V. Supplément, article 513, n. 1.

526.

1. La signification étant nulle à raison du défaut de qualité de la personne instrumentante, permission de signifier à nouveau le bref qui est encore en vigueur et la déclaration sera accordée aux conditions imposées par le tribunal.—C. S., 1900. *Marsolais vs Grenier*, 3 R. P., 142; MATHIEU, J.

2. Une assignation qui n'a été faite ni au défendeur en personne, ni à son domicile, ni au lieu de sa résidence ordinaire, ni à sa place d'affaires, est absolument nulle, et le juge ne peut permettre au demandeur de signifier de nouveau, vu que la signification en ce cas, n'est pas seulement irrégulière, mais inexistante.—C. C., 1901. *Hudon vs Joncas*, 3 R. P., 524; ANDREWS, J.

3. La cour peut, si la partie défenderesse, assignée à son prétendue domicile, à Montréal, plaide par exception à la forme qu'elle est domiciliée à New-York, permettre que cette partie soit assignée de nouveau en signifiant à ses procureurs

530. (*Tel qu'amendé par 1 Ed. VII, c. 36.*) Si la confession de jugement n'est pas acceptée, le demandeur, dans le délai de trente jours à compter de la signification qui lui est faite par le défendeur d'une copie de la confession de jugement, doit donner avis au défen-

copie du bref et de la déclaration amendée.—C. S., 1898. *Gourley vs Conway*, 1 R. P., 531; MATHIEU, J.

4. In a case where the law permits the declaration to be served separately from the writ, and has been so served, and subsequently an amendment to the declaration is allowed, the declaration may, after amendment, by leave of the judge, and on a such condition as he may fix, be served *de corp* and be dated on the day of making the amendment, without new service of the writ being necessary.—C. S., 1898. *Hamilton vs The Bocril Co.*, 15 R. J. O., 62; DOHERTY, J.

5. V. Supplément, article 145, n. 2.

527.

1. Une confession de jugement signée par le procureur et non par la partie, est nulle comme telle, mais vaut comme aveu que le défendeur doit le montant pour lequel la confession est faite.—C. S., 1899. *Thurston vs Hughes*, 16 R. J. O., 472; LANGELIER, J.

2. Un défendeur qui a produit une confession de jugement partielle, peut être contraint de fournir des particularités indiquant quels sont les items du compte du demandeur, qui sont couverts par cette confession.—C. S., 1898. *La Fortune vs La Ville de Joliette*, 2 R. P., 24; DELORMIER, J.

3. Le défendeur qui, après avoir comparu par procureur, a produit une confession de jugement qui a été acceptée par le demandeur, a droit à un avis de l'inscription pour jugement sur cette confession, au moins un jour franc avant celui fixé pour le jugement.—Lorsque le défendeur, poursuivi pour loyer échu et à échoir avec saisie-gagerie et conclusions en résiliation du bail, a confessé jugement pour le montant du loyer échu, le protobotaire, sur cette confession de jugement, n'a pas le pouvoir de maintenir la saisie-gagerie ni de prononcer la résiliation du bail.—C. R., 1898. *Boutrice vs Rhéaume*, 15 R. J. O., 20; 5 R. L. n. s., 40; TAIT, TASCHEREAU & LORANGER, JJ.

530. (*As amended by 1 Ed. VII, c. 36.*) If the confession of judgment is not accepted, the plaintiff must, within a delay of thirty days after the service upon him by the defendant of a copy of the confession of judgment, give notice to the defen-

deur que la confession de jugement n'est pas acceptée.

A compter de la signification de cet avis, la cause est poursuivie suivant le cours ordinaire; et, si le tribunal n'accorde pas au demandeur plus que ce dernier aurait eu sur la confession, le demandeur ne peut avoir plus de frais que si la confession de jugement eût été acceptée.

A défaut par le demandeur de donner l'avis ci-dessus, la confession de jugement est censée acceptée, et le défendeur peut aussi inscrire la cause pour jugement immédiatement en la manière prescrite par l'article précédent.

532.

1. Une déposition requise pour obtenir jugement dans une cause par défaut doit être assermentée par le juge ou le protonotaire, et non par un commissaire de la cour supérieure. — C. C., 1901. *Morris vs Everett*, 3 R. P., 466; LEMIEUX, J.

2. Dans une action par un ingénieur civil pour valeur de services professionnels, avec compte détaillé à l'appui, le demandeur, lorsque le défendeur a été forcé de plaider, n'est pas obligé d'inscrire pour enquête, mais il peut inscrire immédiatement pour jugement en produisant, avec son inscription, son affidavit que le montant réclamé lui est dû; et le défendeur ne peut se pourvoir contre le jugement pour le motif qu'il n'a pas eu l'occasion de transquestionner le demandeur, puisqu'il aurait pu l'assigner à cette fin s'il l'avait cru bon. — C. R., 1900. *Kennedy vs The Canadian Construction Co.*, 18 R. J. O., 507; LORANGER, ARCHIBALD & CHOQUETTE, J.

3. Un jugement rendu par le protonotaire dans une action pour salaire, est valable à sa face, bien qu'il paraisse avoir été rendu par le juge. — La manière de se plaindre des irrégularités d'un tel jugement est par voie d'appel, de révision ou d'opposition à jugement, mais non par voie de contestation de saisie-arrêt après jugement. — C. A., 1899. *La Compagnie du chemin de fer des Comtes-Unis & Letendre*, 3 R. P., 295.

534.

Erratum:—Au Code, dans la deuxième ligne du texte, après "l'inscription doit être," ajoutez "donnée".

1. V. Supplément, article 527, n. 3.

that the confession of judgment is not accepted.

After such notice, the case is proceeded with in the ordinary manner; and, if the plaintiff does not obtain more from the court than he would have had upon the confession, he is not entitled to more costs than if the confession of judgment had been accepted.

In default of the plaintiff giving the notice, the confession of judgment is deemed to be accepted, and the defendant may also inscribe the case forthwith for judgment in the manner prescribed by the preceding article.

536.

1. Interlocutory judgments may be revised by the final judgment.—C. S., 1898. *Piché vs Morse*, 4 R. de J., 566; ARCHIBALD, J.

544.

1. The draft of judgment which has been signed by the judge who presided at the trial and pronounced the judgment in open Court, must be held to be the judgment of the Court, and its validity as such is not affected by the circumstances that, through error, another judge had previously paraphrased the draft as having been rendered by him, nor by the fact that at the time the inscription in Review was made, no formal draft of the judgment had been signed by the judge who rendered it. — C. R., 1898. *Guérin vs For & Heney*, 15 R. J. O., 199; TASCHEBEAU, DAVIDSON & DOHERTY, JJ.

546.

1. Lorsque le demandeur, par les conclusions d'une action hypothécaire, demande que, dans le cas de contestation par le défendeur, ce dernier soit condamné personnellement aux dépens, si le défendeur, de fait, conteste cette action, et qu'il intervienne ensuite un jugement maintenant l'action du demandeur mais omettant d'adjuger sur la partie des conclusions demandant la condamnation personnelle du défendeur aux dépens, alors, sur motion du défendeur, la cour, faisant droit à cette demande, condamnera le défendeur personnellement à payer au demandeur les dépens occasionnés par la contestation de telle action. — C. S., 1898. *Marchand vs Chaput*, 7 R. de J., 224; 19 R. J. O., 322; MATHIEU, J.

2. L'on ne peut poursuivre l'annulation ou la révocation d'un jugement final par voie de requête sommaire.—C. S., 1900. *Roach vs Morahan*, 3 R. P., 141; LOBANGER, J.

3. A judgment of the Superior Court is an authentic document which makes full proof of the statements contained therein, and their veracity cannot be impeached by parol evidence, except upon inscription *en faux*.—C. S., 1900. *The Beaubien Produce and Milling Co. vs Corbeil & Meunier*, 18 R. J. O., 484; ARCHIBALD, J.

547.

1. Il n'est pas nécessaire de faire signifier un jugement condamnant, sous l'article 843 C. P., le demandeur à payer des aliments au défendeur, qu'il détient en prison, en vertu d'un *capias*, et si le demandeur ne paie pas ces aliments dans le délai fixé par le jugement qu'il dit ignorer, le défendeur sera libéré sur requête, sous l'article 845.—Les parties sont censées présentes en cour, lorsque le jugement, sur une demande quelconque signifiée, est rendu, et elles sont tenues, règle générale, d'en prendre connaissance sans signification.—C. S., 1900. *Tessier vs Tessier*, 3 R. P., 93; MATHIEU, J.

2. Il n'est pas nécessaire de faire signifier au créancier le jugement le condamnant à payer à son débiteur incarcéré une somme de \$1.00 par semaine; et à défaut du paiement de cette pension, le débiteur sera immédiatement libéré.—C. S., 1900. *Renaud vs Tessier*, 6 R. L. n. s., 293; MATHIEU, J.

548.

1. Le désistement d'un jugement interlocutoire, pour être valable, doit être signé par la partie elle-même, ou par son procureur spécialement autorisé à cette fin.—C. S., 1899. *Foisy vs Plamondon*, 15 R. J. O., 425; 2 R. P., 77; ANDRIEUX, J.

2. Un avocat *ad litem* n'a pas le droit de se désister d'un jugement sans une procuration spéciale.—C. S., 1898. *Harmington vs La Ville de Westmount*, 4 R. L. n. s., 505; 2 R. P., 139; TAIT, J.

3. Le désistement d'un jugement doit être signé par la partie en faveur de qui le jugement a été rendu, ou par son procureur muni d'un pouvoir spécial.—Si le jugement est pour une somme de plus de \$50, il ne sera pas permis de prouver par témoins que l'avocat qui a signé le désistement était autorisé par la partie ou que la partie a ratifié le désistement, à moins qu'il n'y ait un commencement de

preuve par écrit.—C. S., 1901. *Gauthier vs Baucelo*, 1 R. P., 224; LANGELLIER, J.

4. I. Code, article 548, n. 2.

5. Une opposition à une exécution pour les frais ne sera pas renvoyée sur motion (a) si la partie contre laquelle les frais ont été ordonnés s'est désistée de l'amendement qu'elle a fait, (*semble*) ni (b) si l'affidavit est signé par un étudiant en droit étranger à l'opposante et qui jure sur des faits et des questions de droit, et assermenté par le greffier d'une cour, sans indication de district.—C. C., 1898. *The Dominion Bag Company vs Denis & Reeves*, 1 R. P., 347; CHAMPAENE, J.

6. I. Supplément, article 170, *La Corp. de Ham-Nord vs Jucau*, n. 11.

549.

INDICATION ALPHABETIQUE

Absent	26
Action de la communauté	8, 9, 10
" en bornage	26
" en dommages	27
" en garantie	44
" en partage	41
" en reddition de compte	42
" pénale	5
" possessoire	52
" sur billet	31
" sur hypothèque	2, 43
" sur jugement	1
" sur privilège	11, 54
Affidavit	40
Amendement	33, 34
Appel	6, 7, 16, 17, 32, 39
Articulation	40
Autorisation	17
Avis de procès	29
Avocat	47, 18
Cautionnement	21, 22
Code-fendeur	38, 39
Compensation des dépens	40
Confession de jugement	37
Conseil de famille	17
Cour de révision	6, 12
Cour suprême	7
Curateur	13, 18, 40, 17
Défense en droit	23
Désistement	35, 49
Examen	49
Exception declinatoire	11
Faute du demandeur	31
<i>forma pauperis, in</i>	40
Frais de justice	53
Huissier	51
Imprimeur	53
Interdiction	18, 47
Intervention	13, 14, 15
Juge ne paies	19
Jugement final	37
Juridiction	7, 8, 9, 12
Lettre d'avocat	51
Liquidateur	15
Locuteur et locataire	12, 14
Magistrat	19
Omission d'ad juger sur les dépens	2
Opposition	28, 29
Paiement des frais	34
Particularités	24, 25, 26
Partie, jugement pour	23, 24, 25, 28, 32, 36, 52
Procurator	20, 22
Rapport de distribution	31
Sous-locataire	28
Témoin	49
Tiers-saisi	45, 46
Tuteur	17, 49

1. Le créancier, en vertu d'un juge-

ment, peut poursuivre sur icelui, sauf qu'il ne peut obtenir de dépens contre le défendeur. — C. S., 1900. *The Royal Institution for the advancement of learning vs Quinn*, 7 R. de J., 326; LANGELIER, J.

2. Lorsque le demandeur, par les conclusions d'une action hypothécaire, demande que, dans le cas de contestation par le défendeur, ce dernier soit condamné personnellement aux dépens, si le défendeur, de fait, conteste cette action, et qu'il intervienne ensuite un jugement maintenant l'action du demandeur mais omettant d'adjuger sur la partie des conclusions demandant la condamnation personnelle du défendeur aux dépens, alors, sur motion du demandeur, la cour, faisant droit à cette demande, condamnera le défendeur personnellement à payer au demandeur les dépens occasionnés par la contestation de telle action. — C. S., 1900. *Marchand vs Chaput*, 7 R. de J., 224; 19 R. J. O., 322; MATHIEU, J.

3. Lorsque le demandeur n'établit aucune cause d'action, par les allégations même de la demande, il ne peut y avoir lieu à l'exercice de la discrétion que le juge possède en matière de frais. Le défendeur qui a contesté une telle action a droit à ses frais aux termes de l'article 549 C. P. C. — C. R., 1900. *Trudeau vs Paquet*, 7 R. de J., 145; T.M.T. TASCHE-REMY & LORANGER, J.J.

4. (Modifiant le jugement de Pagnuelo, J., 14 C. S., p. 153) : — La parenté des parties, leur état de fortune (c. g., pauvreté de la partie perdante et richesse de la partie adverse), et la bonne foi de la partie qui succombe, ne sont pas des raisons suffisantes pour soustraire celle-ci à la condamnation aux dépens. — C. R., 1899. *Claude vs Claude*, 17 R. J. O., 130; OUMET, TELLIER & DELORMIER, J.J.

5. (Par la cour de révision, à Québec, le 30 décembre 1899). Que l'article 2555 S. R. Q. enlève à la cour inférieure toute discrétion quant aux frais dans les actions pénales intentées sous l'article 2550 des dits statuts, quand elles sont déboutées, (c. 1, s. 19, S. R. Q.). — (Par la cour supérieure). Quand le jugement déboute l'action intentée en vertu de l'article 2550 S. R. Q., avec dépens, cela veut dire *triples dépens*, suivant l'article 2555 S. R. Q. — Les mots *triples dépens* signifient le montant du mémoire complet, plus deux fois le montant des honoraires seulement du procureur. — Si la cour de révision ne se prononce pas sur les frais de révision et n'en parle pas dans le jugement, la partie qui succombe doit néanmoins supporter les frais, d'après l'article 549 C. P. — Il n'y a pas de *triples frais* en cour de révision, l'article 2555 S.

R. Q. ne s'appliquant qu'aux frais de la cour de première instance. — C. S., 1900. *Luceau vs Juceau*, 7 R. de J., 87; CHOUQUETTE, J.

6. La partie qui réussit à faire modifier le jugement de première instance, même en n'obtenant qu'une réduction de cinq dollars dans sa condamnation, aura droit aux frais de révision. — C. S., 1900. *Gamache vs Déchêne*, 3 R. P., 399; CASULT, ROTHIER & CARON, J.J.

7. An objection to the jurisdiction of the Court should be taken at the earliest moment. If left until the case comes on for hearing and the appeal is quashed the respondent may be allowed costs of a motion only. — C. suprême, 1900. *Griffith & Harwood*, 30 R. C. S., 315.

8. Une action en dommages pour la mort d'un enfant né d'un premier mariage, appartient au second mari de la mère de la victime, commun en biens avec son épouse. — Si la nullité de l'action prise par la femme dans de telles circonstances, n'est invoquée qu'à la plaidoirie orale, l'action sera renvoyée, mais sans frais d'enquête. — C. S., 1900. *Lefebvre vs The Dominion Wire Manufacturing Co.*, 3 R. P., 224; LANGELIER, J.

9. La femme sous puissance de mari, poursuivie, comme marchande publique, assistée de son mari, sur billets promissolres, est présumée avoir consenti ces billets pour son négoce; mais s'il est établi que ceux-ci ont été donués pour payer une dette de la communauté, l'action sera renvoyée, le mari seul devant dans ce cas être poursuivi. Mais la défenderesse n'ayant soulevé ce moyen qu'à l'audition et non par les plaidoyers, elle n'aura droit qu'aux frais d'une cause réglée après la production du plaidoyer. — C. S., 1900. *Perron vs Duguay*, 17 R. J. O., 192; GAGNÉ, J.

10. Une action prise contre une femme commune en biens qui s'est faussement représentée dans le contrat, sur lequel est basée l'action, comme séparée de biens, et n'a pas plaidé la nullité de l'assignation par exception à la forme, sera renvoyée, mais sans frais. — C. R., 1900. *Leclaire vs Robert*, 3 R. P., 549; TASCHE-REMY, GUIL & DOHERTY, J.J.

11. Une action contre le fournisseur de matériaux en vue de faire radier un privilège enregistré et nul par défaut d'accomplissement des prescriptions énoncées en l'article 2013g C. C., sera maintenue pour les frais, même alors que depuis l'institution de cette action, le fournisseur de matériaux aurait été payé par l'entrepreneur de la bâtisse sur des deniers empruntés par le propriétaire de

l'immeuble affecté par le privilège.—C. S., 1901. *Carpentier vs Lapointe*, 7 R. de J., 92; PAGNELO, J.

12. (Affirmant le jugement de la cour supérieure, Langellier, J.). L'ne action entre locateur et locataire, dans laquelle le locataire demande des réparations, ou à défaut la résiliation du bail, et à tout événement une somme de \$12.50 à titre de dommages, est de la compétence exclusive de la cour de circuit, et l'incompétence de la cour supérieure étant *ratione materiae*, le tribunal devait d'office renvoyer la cause devant le tribunal compétent.—Dans l'espèce, l'action du demandeur ayant été déclarée mal fondée par le tribunal de première instance, le demandeur devait supporter les dépens de contestation en cour supérieure ainsi que les dépens de la révision, quoique l'incompétence du tribunal n'eût pas été plaquée.—C. S., 1901. *Lafranchise vs Caty*, 19 R. J. O., 185; TAIT, MATHIEU & LORANGER, JJ.

13. Les frais d'intervention par le curateur seront taxés contre la partie qui succombe, et non pas contre la faillite.—C. S., 1902. *Auger vs Montambault & Pérusse*, 4 R. P., 457; DESMARRIS, J.

14. L'intervenant ayant donné lieu aux procédures du locateur—en enlevant indistinctement les effets qui garnissaient les lieux loués, dont quelques uns appartenaient au défendeur, avant qu'aucun avis suffisant de sa propriété eût été donné au locateur, est responsable des frais encourus par ce dernier et aurait dû les lui offrir avec son intervention, et en l'absence de telles offres, il doit être condamné aux dépens de la contestation de son intervention.—C. S., 1901. *Mathieu vs Clifford & La Compagnie de Brasserie de Beauport*, 19 R. J. O., 410; TAIT, MATHIEU & LORANGER, JJ.

15. Bien qu'un créancier d'une banque en liquidation puisse intervenir dans une action intentée par les liquidateurs contre un débiteur de la banque, pour surveiller la procédure et la continuer au cas où les demandeurs négligeraient de procéder avec diligence et d'invoquer des moyens favorables aux créanciers, il n'a pas le droit, alors que les demandeurs ont répondu au plaidoyer de ce débiteur et en ont demandé le renvoi pour des raisons spéciales, d'engager une contestation avec le défendeur pour faire renvoyer ce plaidoyer pour des moyens déjà invoqués par les demandeurs, et partant, il doit être condamné aux dépens de la contestation.—C. S., 1901. *Kent vs La Communauté des Soeurs de la Charité de la Providence & Bastien*, 19 R. J. O., 556; PAGNELO, J.

Ce jugement a été confirmé par la cour d'appel.

16. Dans l'espèce, l'appelant ayant réussi à faire retrancher du jugement un motif qu'il avait intérêt à attaquer, parce que ce motif déclarait prescrite une créance qu'il opposait en compensation et qu'on aurait pu invoquer ce motif contre lui dans une action où il réclamait le paiement de cette créance,—a droit contre l'intimé à ses frais et dépens en appel.—C. A., 1899. *Naud & Marcotte*, 9 R. J. O., 123.

17. Bien que le tuteur ne puisse, aux termes de l'article 206 du code civil, appeler d'un jugement qu'après y avoir été autorisé par le juge ou par le protonotaire sur avis du conseil de famille, cependant lorsque le tuteur a fait ratifier son appel par le conseil de famille après l'avoir porté, la cour lui permettra de produire l'autorisation, mais il sera condamné à payer les dépens de sa requête à cette fin.—C. A., 1898. *Greenwood & Dent*, 9 R. J. O., 11.

18. Le curateur, qui conteste mal à propos la requête en révision de la sentence d'interdiction, peut être condamné personnellement aux dépens.—C. S., 1899. *Lovelle vs Lovelle*, 5 R. de J., 379; TASCHEREAU, J.

19. Les juges de paix et autres magistrats ne peuvent être condamnés aux dépens *es-qualités*.—C. S., 1900. *Piche vs Guénette*, 6 R. de J., 370; TASCHEREAU, J.

20. Le demandeur, absent de la province, qui fait défaut de produire une procuration avec le retour de son action, doit payer les frais d'une motion pour telle production, à tout événement.—C. S., 1899. *Glines vs Truar*, 2 R. P., 291; LYNCH, J.

21. If a motion for security for costs is contested, and afterwards granted, the costs thereof will be against the plaintiff.—C. S., 1898. *Taylor vs Lewis*, 2 R. P., 187; 5 R. L. n. s., 129; TAIT, J.

22. Le demandeur déchargé, sur motion, de l'obligation de fournir cautionnement et procuration doit supporter les dépens faits pour obtenir l'ordonnance de cautionnement et procuration et les frais de la requête pour obtenir décharge.—C. S., 1900. *Poole vs Hogan*, 3 R. P., 157; MATHIEU, J.

23. An inscription in law which is well founded only as to one of the allegations of the pleading attacked will be maintained with costs.—C. S., 1901. *Thorneloe vs Irvy*, 8 R. de J., 61; DAVIDSON, J.

24. Il ne sera pas accordé de frais sur une motion pour détails accordée pour partie seulement. — C. S., 1900. *Mattheis vs La Cité de Montréal*, 3 R. P., 349; LORANGER, J.

25. La partie qui obtient partie seulement des conclusions de sa motion pour particularités n'a pas droit aux dépens. — C. S., 1898. *McDonald vs Vineberg*, 3 R. P., 206; LORANGER, J.

26. Les frais seront accordés sur une motion demandant le rejet d'un paragraphe de plaidoyer sur lequel des particularités ont été ordonnées et n'ont pas été produites. — C. S., 1900. *Codville vs Woods*, 3 R. P., 233; ROUTHIER, J.

27. Lorsqu'une demande pour dommages soufferts à la suite d'un incendie paraît avoir été instituée pour un montant exagéré, mais que le défendeur ne pouvait, dans les circonstances, vérifier le montant des dommages, la cour prendra ces faits en considération, et, tout en rejetant les offres du défendeur comme insuffisantes, accordera au demandeur le montant réel de ses dommages, mais sans frais. — C. S., 1902. *Gardner vs Rancourt*, 8 R. de J., 400; PAGNEFELD, J.

28. L'opposition du sous-locataire, mal fondée quant aux effets non exempts de saisie, mais bien fondée quant aux effets que la loi exempte de saisie, sera, dans ces circonstances, maintenue partiellement sans frais. — C. S., 1901. *Burland vs Toland & Laruc*, 7 R. de J., 524; PAGNEFELD, J.

29. Le demandeur fit saisir certains effets appartenant à l'opposant. Avant la saisie, l'opposant, qui était le fils du défendeur, et demeurait chez ce dernier, se rendit chez le demandeur, et lui fit défense en présence d'un témoin qu'il avait spécialement amené, de saisir chez le défendeur, l'avertissant que ces effets lui appartenaient, à lui l'opposant, et qu'il tiendrait le demandeur responsable des frais qu'il lui occasionnerait. — Dans son opposition, l'opposant alléguait spécialement que le demandeur savait que les effets saisis n'appartenaient pas au défendeur. Le demandeur ne contesta l'opposition que quant aux frais, alléguant qu'il avait saisi de bonne foi, et prouva que le défendeur s'était déclaré propriétaire d'un des effets saisis. — Dans ces circonstances, le demandeur devait être condamné aux dépens de cette opposition. — C. C., 1899. *Deschesneau vs Grandmont & Grandmont*, 2 R. P., 419; OLIVET, J.

30. Les frais d'une contestation de rapport de distribution seront mis à la charge du défendeur quand les circonstances de l'espèce démontrent que telle

contestaton a été provoquée plutôt par sa faute que par l'erreur des autres parties. — C. S., 1901. *Belgarde vs Carrier & Brochu*, 3 R. P., 513; ANDREWS, J.

31. Une action basée sur un billet faux sera maintenue quant aux frais jusqu'à production de la défense alléguant ce faux, si le défendeur par ses notes et en refusant ou négligeant de montrer ce billet a été cause que le demandeur a été obligé d'instituer telle action. — Le demandeur, sur production d'une telle défense, sera condamné aux frais subséquents, s'il conteste mal à propos cette défense, et néglige de mettre en cause celui qui a cédé ce billet faux. — C. C., 1899. *Charette vs Ross*, 7 R. de J., 142; CURRAN, J.

32. Lorsqu'un défendeur plaide deux moyens, dont l'un est fondé pendant que l'autre, non seulement ne l'est pas, mais est injurieux pour les demandeurs, il n'y a pas à une raison suffisante pour refuser les frais au défendeur qui réussit partiellement. — Il y a dans ce refus de ses frais au défendeur une violation de principe et la cour d'appel est justifiable de modifier sur ce point le jugement du tribunal de première instance. — C. A., 1901. *Patterson & Crepeau*, 8 R. de J., 404.

33. If a party moves to amend his pleading after an inscription in law has been made and the party inscribing persists in his inscription for reasons not covered by the amendment and afterwards held to be unfounded, no costs will be granted either on the inscription in law or on the motion to amend. — C. S., 1899. *Young vs The Corporation of The Township of Hereford*, 2 R. P., 181; WHITE, J.

34. Les frais qui sont accordés à la partie adverse dans le cas d'amendement d'une pièce de procédure doivent être payés préalablement, sinon l'amendement sera considéré comme irrégulier et renvoyé sur motion. — C. S., 1900. *Pare vs Riendeau*, 6 R. L. n. s., 83; MATHUR.

35. One of two plaintiffs who desists from his action as to himself is responsible only for one half of the costs of the action up to date. — C. S., 1899. *Coullier vs Filiatrault*, 2 R. P., 220; DAVENOX, J.

36. Where both parties in a boundary suit set up pretensions which are unfounded, they will each be condemned to bear one half of all costs of suit, and of the expertise. — C. S., 1899. *Stearns vs McKenzie & Pouliot*, 16 R. J. O., 87; LAVERGNE, J.

37. The words "final judgment", in

article 2260, C. C., which enacts that the action "for professional services and disbursements of advocates and attorneys is prescribed by five years, reckoning from the date of the final judgment in each case", mean final as opposed to interlocutory, and not final in the sense of being the judgment in last resort; and consequently prescription of an attorney's claim against his own client, for the taxed costs in a cause, commences to run from the rendering of the final judgment in the court in which such costs are taxed, notwithstanding the fact that the case may have been taken to review and conducted by the same attorney in that Court. — Where the defendant, by his plea, offers judgment for part of the sum claimed, and the plaintiff does not accept such offer, but proceed to proof and is unsuccessful in establishing any greater sum than that admitted, he is entitled only to costs up to plea filed, and will be condemned to pay the defendant's costs of contestation after plea filed. (Poullin vs Provost, summarized in Bertrand vs Hinerth, 25 L. C. J., p. 168, followed). — C. S., 1900. *Gilman vs Cockshutt*, 18 R. J. O., 552; *ARMSTRONG, J.*

38. If several defendants file distinct defences, and the plaintiff desists from his action, he is bound to pay the costs of all such defences, whether separate defences were necessary or not. — No *enquête* fee will be allowed if the plaintiff desists from his action after inscription, but before trial. — C. S., 1899. *Protestant Board of School Commissioners of Outremont vs Cooke*, 2 R. P., 251; *DOUKERTY, J.*

39. Jugé (confirmant le jugement de Caron, J.): — Pour qu'il y ait solidarité entre plusieurs défendeurs, condamnés au paiement des frais, même dans les causes commerciales, où la solidarité existe de plein droit, et malgré que les frais soient, en thèse générale, l'accessoire de l'action, il faut qu'il ait été conclu à la solidarité; à défaut de conclusion à cet effet, et cela, même dans les affaires commerciales, il n'y a pas de solidarité quant aux frais entre plusieurs défendeurs condamnés au paiement de ceux-ci par le jugement sur l'action. — C. A., 1901. *Beaubien & Riour & Kérouac*, 11 R. J. O., 232.

40. Les frais d'une requête pour plaider *in forma pauperis*, qui est accordée, font partie des frais de la cause. — Il en est de même des frais d'une motion pour faire examiner un engin en question dans la cause, et de l'affidavit accompagnant cette motion, ces frais étant déclarés devoir suivre le sort du procès. — *Idem* des frais d'une motion pour obtenir la permission de faire prendre la preuve *in*

forma pauperis par un sténographe, accordée avec la même réserve. — Un affidavit au soutien d'une telle motion est nécessaire, et un honoraire sera accordé sur tel affidavit. — La taxe d'un témoin sera refusé s'il n'est pas prouvé que ce témoin a été appelé. — Il ne sera pas accordé d'honoraires sur une motion pour maintien des objections, si cette motion ne se trouve pas au dossier. — L'honoraire sera accordé sur des articulations de faits produites sous l'ancien code dans un procès par jury. — Les frais de la nomination d'un curateur à un interdit ne seront pas taxés dans une action prise par ce curateur *is-qualité*, cette nomination étant nécessaire indépendamment de la poursuite. — La compensation des dépens n'a lieu que sur déclaration du tribunal à cet effet. — C. S., 1897. *Gaffney vs The Montreal Gas Co.*, 1 R. P., 569; 5 R. L. n. s., 80; *MATHIEU, J.*

41. Lorsque dans une action en partage les immeubles sont partagés en nature, au lieu d'être vendus sur licitation, les frais, qui sont à la charge de chaque co-partageant, en proportion de sa part, sont privilégiés sur les biens partagés dans la même proportion. — Ces frais peuvent être recouvrés par la saisie et vente de ces biens en justice, nonobstant toute substitution ou clause d'insaisissabilité les affectant, absolument de la même manière que s'il y avait eu vente en licitation. — Le fait que le défendeur, grevé de substitution, aurait été seul condamné aux frais, n'est pas un obstacle à la saisie et vente de ces biens, pour ces frais, lorsque le curateur à la substitution était en cause sur l'action en partage. — Le grevé de substitution ne peut, faute d'intérêt, invoquer la substitution pour empêcher la saisie et la vente des biens substitués. — La soule, en cas de partage, participe de la même nature que les biens partagés, elle peut être saisie de la même manière que les biens qu'elle représente, est sujette au même privilège pour les frais sur l'action en partage et peut être saisie pour ces frais nonobstant toute substitution qui puisse l'affecter. — La cour prend connaissance *ex officio* du décès de ses officiers, et peut suspendre, dans une cause, toutes procédures concernant cet officier, quand même aucune des autres parties ne l'aurait demandé. — C. S., 1899. *Sirois vs Michaud & Riour*, 5 R. de J., 351; *CIMON, J.*

42. (Confirmant. Lorange, J. *dissentiente*, le jugement de Tellier, J.): — Toute action suppose un droit chez le demandeur, et la violation de ce droit par le défendeur. Pour que celui qui a droit d'exiger un compte d'un autre ait une ac-

tion en reddition de compte contre lui, il faut qu'il le lui ait demandé et que le défendeur l'ait refusé, et s'il le poursuit sans jamais le lui avoir demandé, et que le défendeur, dès qu'il est poursuivi, produit son compte, l'action doit être renvoyée avec dépens comme prématurée. — C. R., 1899. *Chauteloup vs Fallon*, 16 R. J. O., 387; LORANGER, ARCHIBALD & LANGELIER, J.

43. Une action en radiation de l'hypothèque résultant d'une rente viagère sera maintenue, mais sans frais, la loi offrant un moyen d'obtenir cette radiation sans action. — C. S., 1901. *Lafontaine vs Lafontaine*, 4 R. P., 170; PAGNIELO, J.

44. Le demandeur, dont l'action a été renvoyée avec dépens, "sauf cependant les frais occasionnés par l'appel en garantie," est cependant responsable des frais de l'exception déclinatoire faite par le défendeur principal, dont l'action en garantie a été également déboutée, pour mettre en cause son garant. — C. S., 1901. *Robert vs Rocheleau*, 4 R. P., 39; MATHER, J.

45. Le tiers saisi condamné par défaut et qui veut déclarer, doit payer l'honoraire de motion, de preuve, les déboursés encourus sur son défaut et un honoraire supplémentaire, s'il y a lieu. — C. S., 1902. *St-Denis vs Goulet*, 4 R. P., 318; LANGELIER, J.

46. Le débiteur d'une somme qui est saisie entre ses mains ne peut être condamné à la payer à un autre réclamant, tant que subsiste la saisie; partant, ce débiteur peut plaider à une telle action le fait de la saisie; et demander à la cour de décider à qui il doit payer la somme réclamée et de condamner le demandeur aux dépens de l'action. — C. S., 1900. *Shannon vs North American Life Assurance Co.*, 19 R. J. O., 321; LANGELIER, J.

47. An advocate or notary, acting upon the instructions of an interdict for insanity, and in good faith believing that the cause of interdiction has ceased, is not entitled to recover from the curator the costs of proceedings unauthorized by him for the removal of the interdiction, which proceedings failed on the ground that the cause of interdiction had not ceased. — *Seemle*, a judgment setting aside the interdiction would have a retroactive effect to the date of the cessation of the cause of interdiction, and would necessarily validate an agreement by the interdict to pay the costs of the proceedings to obtain the removal of the interdiction. — C. S., 1899. *Bouchard vs Bastien*, 16 R. J. O., 565; 6 R. de J., 449; ARCHIBALD, J.

48. L'avocat ne peut réclamer de son client que le montant du mémoire taxé, à moins de conventions contraires ou de services extraordinaires rendus dans la cause. — C. S., 1900. *Surveyer vs Drainville*, 6 R. de J., 572; 18 R. J. O., 527; PAGNIELO, J.

49. Le fait qu'un demandeur comparait au bureau du protonotaire et, par déclaration écrite, se désiste de son action, empêche que cette action puisse ensuite être inscrite pour jugement pour les frais et pour les frais de nomination de tuteur; l'avocat, en ce cas, doit prendre une action directe pour le recouvrement de tels frais. — C. S., 1901. *Skelly vs Thiabault*, 7 R. de J., 478; PAGNIELO, J.

V. au Code, article 275, n. 22.

50. Un avocat n'a pas le droit de recouvrer du débiteur le montant de sa lettre, lorsque ce dernier refuse de le payer. — C. S., 1901. *Riour vs Plaisance*, 8 R. de J., 140; LEMIEUX, J.

51. L'huissier n'a pas de recours contre le client qui a payé à son avocat le mémoire de frais taxé de ce dernier, y compris les émoluments de tel huissier. — C. C., 1900. *Decelles vs Paquette*, 18 R. J. O., 124; CHAMPAGNE, J.

52. The defendant company built a culvert over a water course which drains the plaintiff's properties. This culvert is too narrow and causes the water of the stream to flood back and inundate the said properties. Held: — The defendant, under these circumstances, is in law liable for whatever damages the insufficiency of the culvert has caused the plaintiff. As the action is of a possessory character the full costs are to be granted, though the amount of damages proved and allowed is inferior to that claimed by the action. — C. S., 1898. *Robitaille vs The Canadian Pacific Ry. Co.*, 15 R. J. O., 246; ANDREWS, J.

53. Les frais d'impression, tant du factum en appel à la cour du banc de la reine, que de la cause (case) en appel à la cour suprême du Canada, exposés par un imprimeur, à la demande et dans l'intérêt particulier de l'appelant qui a réussi à faire accueillir, en dernier ressort seulement, sa demande en revendication d'un immeuble, et fait entrer ces frais en taxe contre l'intimé, étaient des frais de justice nécessaires, pour arriver au jugement rendu en dernier ressort; qu'ils tendaient et ont contribué, avec les autres frais de la cause, à faire tomber, dans le patrimoine de l'appelant, un immeuble qui, autrement, était irrévocablement perdu pour lui et ses créanciers en général; et qu'ils doivent en conséquence être considérés comme privilégiés sur le

dit immeuble, et déclarés tels, puisqu'ils ont réellement conservé cet immeuble dans l'intérêt commun de l'appelant et de ses créanciers. — L'imprimeur créancier qui a accepté des lettres d'impression, dans le but de mettre l'appelant en état de faire entrer ces frais en taxe contre l'ultimé, n'est pas censé avoir voulu opérer novation, ni renoncer à son droit de privilège. — C. S., 189. *Ste-Marie vs Le-feunteau*, 6 R. de J., 519; TELLIER, J.

54. En principe le débiteur doit à son créancier tous les frais que celui-ci a légalement encourus pour exercer ses droits contre lui. — Le constructeur qui prend un privilège contre son débiteur sur la bâtisse qu'il a construite a droit d'en répéter le coût du propriétaire. — C. S., 1899. *Turcot vs Lebeau*, 5 R. L. n. s., 265; DONERTY, J.

55. V. Supplément, article 853, *Hutu vs Poirier*, n. 2.

56. V. Supplément, article 554, *Quintin dit Dubois vs Charron*, n. 66.

57. V. Supplément, article 554, *Pallavicio vs Champeau*, n. 56.

58. V. Supplément, article 1059, *Gould vs McQuat*, n. 2.

59. V. Supplément, article 179, *The Ontario Express and Transportation Co. & Stephens*, n. 16.

552.

1. L'exécutrice testamentaire, qui, quoique non mise en demeure, avant l'action, de livrer les biens et de rendre le compte demandé, a cependant, par ses défenses, contesté le droit des demandereses, doit être condamnée aux frais, mais non personnellement, vu que comme exécutrice testamentaire, elle pouvait raisonnablement attendre la sanction de la justice avant de livrer les biens, et rendre compte aux demandereses, et attendu que sa défense, quoique mal fondée, n'est pas frivole, ni de mauvaise foi. (C. P. C., article 552). — C. S., 1900. *Giguère vs Guenette*, 7 R. de J., 167; TASCHEREAU, J.

2. Le carateur qui conteste mal à propos la requête en révision de la sentence d'interdiction peut être condamné personnellement aux dépens. — C. S., 1899. *Léveillé vs Léveillé*, 5 R. de J., 379; TASCHEREAU, J.

3. V. Supplément, article 549, *Auger vs Montambault*, n. 13.

553.

1. In the absence of any special provision of law, the advocate is not a party

In the cause, but merely the agent of the party whom he represents. There being no provision of law by which an advocate appearing in a cause before the Recorder's Court of Montreal is granted distraction of costs awarded to his client, there is no *lien de droit* between him and the city of Montreal, the other party to the cause, and he, therefore, has no action in his own name against the city for the costs of a cause in which costs were awarded in favor of his client. — C. R., 1901. *Baudin vs The City of Montreal*, 201 L. O., 52; TASCHEREAU, ARCHIBALD & CHESNÉ, JJ.

554.

INDICATION ALPHABÉTIQUE

Administrateur étranger	85
Appel du jugement revisant les frais	8, 9
Avi de taxation	6, 7
Cession de biens	73, 74, 84
Cofidéjournés	16, 17
Commandeurs	46
Commission rogatoire	61
Commission revêtue	62
Conseil municipal	71
Contre appel	3
Dépôt pour réviser mémoire	5
Dépôt au trésorier provincial	90
Enregistrement du jugement	40
Essentiel, partie poursuivante	78
Exhibits	93, 100
Experts	104 à 103
Garantie	98
Intérêts	98
Intervention	63, 64, 65
Liste électorale	16, 29, 80
Montant des frais	1, 2
Montant des intérêts	1, 2
Montant du jugement	1, 3
Opposition	7, 30, 65 à 70, 76, 80, 81, 81
Partage et licitation	80, 81, 81
Procès verbal	88
Réclamation	74
Retraité	4
Réunion de causes	97
Révision, cour de	5, 96
Saisie-arrest	3, 15, 53 à 56
Saisie conservatoire	63
Saisie revendication	82
Succession	85
Témoin, taxe de	10 à 13, 78
Testament	83
Triples frais	91

1. In determining the class to which a case belongs for the purpose of taxation of costs, only the amount of the condemnation in the judgment appealed from, irrespective of costs, is to be taken into consideration. — C. A., 1901. *Sauriol & Clermont*, 10 R. J. O., 219; HALL, J.

2. Neither interest nor costs can be added to the amount in litigation, to determine the class of action for the purpose of taxation of costs. — C. A., 1895. *The Barber Ellis Co. & Burland*, 10 R. J. O., 218; HALL, J.

3. Where the judgment appealed from was against the appellant for a specific amount, and the respondent did not take a cross appeal, the "value in contest" for the purpose of determining the class

for taxation of costs, is the amount for which judgment was rendered against the appellant by the court below.—C. A., 1894. *McGarvey & Dougall*, 10 R. J. O., 217; WURTELE, J.

4. Un retrait par le demandeur de la valeur d'objets réclamés par son action et qui lui ont été remis par le défendeur depuis le commencement de l'instance n'a pas l'effet de réduire le montant en litige quant à la classe de l'action et aux honoraires de l'avocat.—C. S., 1901. *Rotschild vs The Canadian Pacific Railway Co.*, 8 R. de J., 267; MATHIEU, J.

5. Le délai de six mois accordé par l'article 554 C. P. C. pour faire réviser la taxe d'un mémoire de frais ne court pas pendant que la cause est devant la cour de révision.—C. S., 1899. *O'Dell vs Bell*, 5 R. L. n. s., 317; 2 R. P., 202; MATHIEU, J.

6. La taxe d'un mémoire de frais peut se faire en l'absence des procureurs de la partie succombante et sans avis à eux, si avis de taxe avait déjà été donné et que les procureurs aient envoyé leurs objections au protonotaire, par écrit.—C. S., 1902. *Auger vs Montanbault & Perusse*, 4 R. P., 457; DESMARAIS, J.

7. Dans les causes *ex parte* de la cour de circuit, il n'est pas nécessaire de faire taxer contradictoirement le mémoire de frais, avant de faire émettre un bref d'exécution.—Une opposition basée sur le seul défaut d'avis de taxation de mémoire de frais, sans allégation de surcharge, sera renvoyée avec dépens.—C. C., 1901. *Poirier vs Girard*, 4 R. F., 124; CHAMPAIGNE, J.

8. Il n'y a pas d'appel à la cour du banc de la reine, contre une décision d'un juge de la cour supérieure, en chambre, révisant et confirmant la taxation faite par le protonotaire des frais adjugés en faveur de l'une des parties.—C. A., 1899. *La Compagnie du chemin de fer de la Vallée Est du Richelieu & Ménard*, 11 R. J. O., 1; 3 R. P., 133.

9. Jugé (confirmant Pelletier, J.):—Qu'il n'y a pas appel de la révision par un juge en chambre de la taxe d'un témoin.—C. R., 1898. *Bélanger vs Corporation de Montmagny*, 15 R. J. O., 378; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

10. Il y a lieu de réviser la taxe des témoins, même lorsqu'aucune objection n'a été faite lors de la taxation, si le montant total taxé excède le coût d'une commission rogatoire.—C. S., 1901. *Rotschild vs The Canadian Pacific Railway Co.*, 8 R. de J., 267; MATHIEU, J.

11. The taxation of a witness being,

under article 336 C. C. P., equivalent to a judgment on which he is entitled to sue out execution, the Court has no authority to revise or reduce such taxation.—C. S., 1901. *Lessard vs Meunier & Charles*, 20 R. J. O., 337; DAVIDSON, J.

12. The taxation of the expenses of a witness, who is heard in open court, stands in a different class from the taxation of a bill of costs, for the revision whereof a special provision is made by article 554 C. P.—C. S., 1901. *Campeau vs The Ottawa Fire Insurance Co.*, 20 R. J. O., 239; 4 R. P., 197; 7 R. de J., 520; DAVIDSON, J.

13. The taxation of a witness constitutes a judgment in his favor which entitles him to execution against either of the parties; it is copied in the bill of costs, but not taxed with it, and cannot be revised on a motion for the taxation of the bill without notice to the witness (Campeau vs The Ottawa Fire Insurance Co., 4 Q. P. R., 197, followed).—C. S., 1901. *Magann vs The Grand Trunk Railway Co. of Canada*, 4 R. P., 348; DAVIDSON, J.

TARIF DE LA COUR SUPERIEURE

Articles 1 et 2

14. L'honoraire établi par le deuxième article du tarif des honoraires des avocats, n'est dû, le jour même du rapport de l'action, qu'après que l'action est rapportée.—Des offres faites le matin du jour du rapport de l'action, et avant le rapport, du montant des honoraires tels que réglés par l'article premier du dit tarif, c'est-à-dire comme dans une cause réglée avant rapport, seront déclarées suffisantes et valables.—C. S., 1902. *Pacaud vs Henderson*, 8 R. de J., 113; LORANGER, J.

Article 3

15. Lorsque la contestation de la déclaration d'un tiers-saisi est maintenue sans enquête, sur défaut du tiers-saisi de répondre à cette contestation, le procureur du contestant a droit, contre le tiers-saisi, à l'honoraire prévu par l'article 4 du tarif de la cour supérieure, et la classe d'action est déterminée par le montant du jugement rendu contre le tiers-saisi.—C. S., 1901. *Ettenberg vs Kelly & Sutherland*, 19 R. J. O., 143; MATHIEU, J.

Article 4

V. *infra*, *Ward vs Goodall*, n. 42.

V. *supra*, *Ettenberg vs Kelly*, n. 15.

Article 5

16. Dans le cas d'une requête en révision de liste électorale qui a été maintenue, l'intimé ayant comparu et transques-

tionné les témoins, mais n'ayant ni plaidé par écrit ni examiné de témoins, le requérant n'aura pas droit à l'honoraire d'une action contestée, mais seulement à celui d'une cause jugée *ex parte*. — C. S., 1900. *Larivière vs La corporation de la paroisse de St-Léonard de Port Maurice*, 3 R. P., 293; MATHIEU, J.

V. *infra*, *Bourbonnais vs La Corporation du Coteau Landing*, n. 71.

Article 6

17. Lorsque le demandeur se désiste de son action après la signification d'une motion de la nature d'une exception à la forme, et après le dépôt de la somme requise en pareil cas, mais avant la présentation de la dite motion, l'art. 13 du tarif n'aura pas d'application, mais il faudra appliquer l'art. 6 pour l'honoraire sur la comparution, et l'art. 23 pour l'honoraire sur l'exception à la forme, considérant celle-ci comme ayant été renvoyée. — Dans l'espèce, le tarif qui s'applique est celui fait pour les causes de seconde classe à la cour supérieure. — C. S., 1899. *Maranda vs La corporation de Lévis*, 16 R. J. O., 33; ANDREWS & ROUTHIER, J.

Article 7

18. Malgré que les exceptions préliminaires se proposent maintenant par motion, l'honoraire pourvu par l'article 7 du tarif des avocats à la cour supérieure, pour le cas où l'action est réglée ou renvoyée après la production d'un plaidoyer autre qu'un plaidoyer au mérite et sans enquête, continue de s'y appliquer. — C. S., 1900. *Plourde vs Banque de Montréal*, 17 R. J. O., 291; MATHIEU, J., 496; 6 R. L. n. s., 302; MATHIEU, J.

19. L'honoraire du défendeur sur exception déclinatoire maintenue et transmission du dossier ordonnée, sera celui d'une action renvoyée après contestation. — C. C., 1899. *The Montreal Brewing Company vs St Vincent*, 2 R. P., 363; CHAMPAGNE, J.

20. V. Code, article 554, n. 27 et 28.

21. Lorsqu'une action a été renvoyée sur une exception à la forme sur laquelle il y a eu enquête et audition, le défendeur a droit aux honoraires d'enquête et audition, en sus de l'honoraire prévu par l'art. 7 du tarif. — C. S., 1900. *Lapointe vs St-Onge*, 3 R. P., 314; 6 R. L. n. s., 303; LORNGER, J.

22. The fee of the defendant's attorney on a declinatory exception which was maintained, the Court ordering the transmission of the record to another district, is that provided for by art. 7 of the tariff. — When a motion for security for costs

is granted, costs to follow suit, and the record is subsequently transmitted to another district, the costs will follow the final judgment in the case, and not the judgment maintaining the declinatory exception and ordering the transmission of the record. — Where, in an action brought at Montreal, where the transmission of the record to Quebec was ordered, the prothonotary, at Montreal, taxed the defendant's bill of costs, the judges of the district of Montreal are competent to revise such taxation, notwithstanding the judgment ordering the transmission of the record. — C. S., 1901. *The Canadian Mutual Loan and Investment Company vs Tanqueray*, 3 R. P., 436; CURRY, J.

23. Le défendeur qui amende son plaidoyer après production de l'inscription pour enquête et mérite, doit payer la différence entre les items 7 et 8 du tarif. — C. S., 1901. *Union Bank of Halifax vs Vipond*, 3 R. P., 490; MATHIEU, J.

24. Une action est censée contestée, d'après le tarif, après la production d'une motion pour enuonement pour frais et procuraton, et si elle est alors discontinuée, l'article 7 du tarif s'y applique. — C. S., 1899. *Robertson vs Waterbury*, 2 R. P., 152; MATHIEU, J.

Article 11

25. V. Code, article 554, n. 29.

26. V. *infra*, *Latour vs Latour*, n. 67.

Article 13

27. V. *supra*, *Maranda vs Corporation de Lévis*, n. 17.

28. V. *infra*, *Rothschild vs C. P. R. Co.*, n. 82.

Article 16

29. Le demandeur avait loué un immeuble du défendeur à raison d'un loyer annuel de \$108, payable \$9 par mois, le bail étant fait pour cinq ans, avec faculté du locataire d'y mettre fin chaque année en donnant trois mois d'avis. Le demandeur, dans le mois d'août d'une des premières années du bail, demanda la résiliation de ce bail, et réussit à obtenir cette résiliation avec \$24 de dommages et les dépens. — *Jugé*: Que, dans ces circonstances, le bail étant un bail annuel quant au demandeur, la classe d'action, en ce qui concernait la condamnation aux dépens portée contre le défendeur, était celle d'une action de \$81, soit la balance qui, lors de l'action, restait à courir sur l'année de location commencée. — C. S., 1899. *Chartrand vs Ouimet*, 17 R. J. O., 164; 6 R. L. n. s., 217; 2 R. P., 448; PAGNELLO, J.

Article 20

30. La partie qui conteste une opposition colloquée à l'ordre, doit être considérée comme un demandeur aux termes de l'article 55 du tarif. — La partie qui produit avec l'inscription, copies de ses propres pièces de plaidoirie pour l'usage du juge, a droit pour ses copies, à l'honoraire fixé par l'art. 20 du tarif. — Les copies des pièces de plaidoirie de la partie adverse produites pour l'usage du juge ne peuvent être certifiées par l'avocat de la partie qui les produit, mais doivent être certifiées par le protonotaire. — C. S., 1897. *Lavallee vs Lafreniere*, 1 R. P., 346; DELORMIER, J.

31. F. Code, article 554, n. 55.

32. F. Code, article 554, n. 57.

33. Les honoraires de l'avocat sur exception à la forme renvoyée sont ceux mentionnés à l'item 23 du tarif de la cour supérieure, et non les honoraires d'une simple motion. — C. S., 1901. *La Fondrie de Drummondville vs Robillard*, 3 R. P., 378; CROQUET, J.

34. Si une motion pour retrancher un allégué d'un plaidoyer, dans une action de deuxième classe est renvoyée, le défendeur aura sur cette motion l'honoraire accordé au défendeur par l'article 23 du tarif sur exception à la forme rejetée dans une action de cette classe. — Le mot " défendeur " dans l'article 23 du tarif, signifie celui qui fait l'exception à la forme, quelque soit sa désignation dans la cause. — C. S., 1899. *Harvey vs Mowat*, 2 R. P., 228; 5 R. L. n. s., 279; MARTIN, J.

35. The costs of an inscription in law against the action of the wife as joint plaintiff will be those of a demurrer only. — C. S., 1899. *Toudeau vs Semple*, 2 R. P., 296; ARCHIBALD, J.

36. Toute motion à la forme est au point de vue du tarif comme une motion ordinaire, tant pour le protonotaire que pour les avocats. Le timbre payable sera celui d'une simple motion et le dépôt sera du montant de l'honoraire sur une motion. — C. S., 1899. *La Cie de Brasserie de Beauport vs Clifford*, 2 R. P., 354; CASAVLT, ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

37. La motion pour particularités n'est pas une exception préliminaire, et ne doit être taxée que comme une motion ordinaire, même si elle avait été accompagnée d'un dépôt par la partie qui l'a faite et perdue. — C. C., 1899. *Larivé vs St-Jacques*, 2 R. P., 160; TASCHEREAU, J.

38. Les frais sur contestation de listes électorales doivent être taxés comme

dans une cause de la cour de circuit de \$60 à \$100. — Les frais sur motion de la nature d'une exception à la forme avec dépôt, sont ceux accordés par le tarif sur exception à la forme. — C. S., 1900. *Bolduc vs La Corporation de la paroisse de St-Ambroise de Kildare*, 6 R. de J., 397; DELORMIER, J.

39. V. *supra*, *Maranda vs Corporation de La Vis*, n. 17.

Article 24

40. Le demandeur ayant obtenu jugement contre le défendeur pour la somme de près de \$400, celui-ci inscrit en revision. Alors le demandeur, pour se protéger, fit enregistrer son jugement sur les propriétés du défendeur et, le jugement ayant été confirmé en revision, le demandeur fit inclure dans son mémoire de frais la somme de \$7 pour copie du jugement en première instance et le coût de son enregistrement. — Dans cette cause, le défendeur avait rencontré l'action par une défense en droit et par un plaidoyer spécial, le demandeur répondit en droit à partie du plaidoyer du défendeur et après l'audition sur ces deux issues en droit, le demandeur fit rejeter la défense en droit du défendeur avec dépens, et sa réponse en droit fut maintenue avec dépens. Alors, le protonotaire lui donna, d'après l'article 24 du tarif C. S., un honoraire sur la défense en droit du défendeur qui avait été renvoyée et sur la réponse en droit du demandeur qui avait été maintenue, attendu qu'il avait réussi sur les deux appointements en droit. Jugé: — Sur appel de la taxation du protonotaire, la cour a décidé qu'une partie qui obtient jugement a droit d'en avoir une copie et de la faire enregistrer, et le coût fait partie des frais de la cause et peut être recouvré de la partie adverse, si le jugement, comme dans ce cas-ci, est confirmé ou si la partie condamnée n'en appelle pas du jugement. Sur revision devant le juge, la taxation du protonotaire fut maintenue, attendu que c'était deux appointements en droit différents, et que le demandeur avait droit à deux honoraires. — C. S., 1900. *Luceau vs Luceau & Gaudet*, 19 R. J. O., 146; CROQUETTE, J.

Article 28

41. Dans le cas où le demandeur pouvait procéder par action ou par requête, choisit de le faire par requête avec procédure sommaire, l'honoraire de son avocat ne peut être que celui accordé pour une requête. — C. S., 1900. *Dauphinais vs Bousquet*, 6 R. L. n. s., 77; GRI, J.

42. L'honoraire d'une motion demandant qu'il soit ordonné à la partie ad-

verbe de déclarer pourquoi un jugement rendu contre elle par les arbitres de l'association de la Haie aux Biés, n'aurait pas l'effet d'un jugement de la cour, est celui prévu par l'article 28 du tarif de la cour supérieure, et non celui mentionné dans l'article 4. — C. S., 1839. *Ward vs Goodall*, 2 R. P., 411; 6 R. L. n. s., 88. MATHIEU, J.

43. Les honoraires du protonotaire et du procureur sur motion comportant exception préliminaire à la forme, déclinatoire, dilatoire, ou autre) même lorsque telle motion est malvenue et l'action renvoyée, doivent être les honoraires d'une simple motion ordinaire, d'après la classe de l'action, article 28 du tarif des honoraires des avocats, (voir règle de pratique n. 40.). — C. S., 1899. *Vézina vs Martin*, 2 R. P., 361; ANDREWS, J.

44. *V. supra, Larive vs St-Jacques*, n. 37.

Article 32

45. L'honoraire d'enquête (article 32 du tarif) n'est accordé que dans le cas où une enquête a réellement eu lieu. Il n'est pas dû si la cause est réglée après l'inscription pour enquête et mérite, sans enquête. — C. S., 1900. *Lee Chu vs Carpentier*, 6 R. L. n. s., 298; 3 R. P., 70; MATHIEU, J. — C. S., 1900. *Walker vs La Banque Nationale*, 3 R. P., 47; MATHIEU, J. — C. S., 1899. *O'Dell vs Bell*, 2 R. P., 202; MATHIEU, J. — C. S., 1899. *Protestant Board of Outremont vs Cooke*, 2 R. P., 251; DOHERTY, J.

46. Dans une cause où l'enquête est commune, mais dans laquelle les parties ont comparu et plaidé séparément par procureurs, les procureurs de chaque défendeur qui ont assisté et transquestionné les témoins et fait valoir leur cause suivant leur plaidoyer respectif ont droit, chacun d'eux, aux honoraires d'enquête et de transquestions des témoins. — C. S., 1899. *Castonguay vs Savoie*, 15 R. J. O., 379; CHOQUETTE, J.

47. Lorsque les défendeurs plaident séparément à l'action, mais que toutes les parties consentent ensuite à une enquête commune, tel consentement n'affecte que l'assignation et la taxe des témoins et le coût des dépositions, mais n'affecte pas les honoraires des avocats qui représentent les parties respectivement, partant tels avocats ont droit à leurs honoraires de transquestions des témoins, d'enquête et d'audition. — C. S., 1896. *Archambault vs Robillard*, 6 R. de J., 562; DELORMIER, J.

48. *V. supra, Lapointe vs St-Onge*, n. 21.

Article 36

49. L'avocat du demandeur a droit, sur un jugement permettant, avec dépens, la production d'un plaidoyer après que la cause a été inscrite pour enquête et mérite, à inclure dans son mémoire de frais la taxe qu'il a payée sur son inscription, ainsi que l'honoraire au mérite alloué par le tarif. — C. S., 1893. *Hignault vs La Coopérative de Village de Roberval*, 5 R. L. n. s., 271; MATHIEU, J.

50. *V. supra, Masson vs Gichas*, n. 81 et *supra, Arambault vs Robillard*, n. 47.

Article 38

51. Dans une action renvoyée sur exception à la forme, avec enquête, l'avocat a droit à l'honoraire au mérite, article 38 du tarif, et à l'honoraire pour enquête, article 48 du dit tarif. — C. S., 1900. *Lapointe vs St-Onge*, 6 R. L. n. s., 393; 3 R. P., 311. LORANGER, J.

Article 41

52. La classe d'action quant aux frais, sur contestation de la déclaration d'un tiers-saisi en matière de saisie-arrest après jugement, est déterminée par le montant du jugement prononcé contre le tiers-saisi, s'il est condamné aux frais, et suivant le montant réclamé dans la contestation, si le contestant est condamné aux frais. (Article 41 tarif de la cour supérieure). — C. S., 1902. *Partenape vs Fortin & Cabana*, 8 R. de J., 331; ROMBOUX, J.

53. Les honoraires dus sur une contestation de la déclaration d'un tiers-saisi, tendant à faire annuler une donation d'immeuble de \$800, et à faire condamner les tiers-saisis à payer chacun \$122, sont ceux d'une action de deuxième classe. — C. S., 1902. *Brunet vs Bergeron & Brunet*, 4 R. P., 419; MATHIEU, J.

54. Upon the contestation as to the validity of a seizure *en mains tierces*, the class of action depends upon the amount seized, and the taxation of the bill according to the class of the original action will be revised accordingly. — C. S., 1900. *Jones vs Moodie*, 3 R. P., 354; ARCHAMBAULT, J.

55. Lorsque par la contestation d'une déclaration du tiers-saisi, le demandeur contestant prétend que le tiers-saisi doit au défendeur \$166,25 et qu'il a droit de saisir un cinquième de cette somme, c'est-à-dire \$21,25, si cette contestation est ensuite déclarée mal fondée, les frais de l'avocat du tiers-saisi devront être taxés, non comme sur une action de \$21,25, devant la cour de circuit, mais bien comme

sur une contestation demandant la condamnation du tiers saisi à payer la somme de \$106.25.—C. S., 1901. *Sieyès vs Painchaud & The Alliance Assurance Co.*, 7 R. de J., 458; LANGELIER, J.

56. When a garnishee declares that he is not indebted, the defendant need not delay to take proceedings for the quashing of the writ until the plaintiff has determined whether or not he will contest the declaration; but if he chooses to file a contestation of the attachment instead of moving for his discharge from the seizure as allowed by article 688, he will only be allowed the costs of an appearance and a motion.—C. S., 1899. *Pallascio vs Champeau & The C. P. R.*, 17 R. J. O., 306; DAVIDSON, J.

Article 47

57. V. *infra*. *Auger vs Montambault*, n. 63.

Article 48

58. L'article 49 du tarif de la cour supérieure accordant un honoraire "pour remise de l'audition au mérite sur une défense, une motion, une requête et les procédures incidentes," doit s'interpréter comme l'article 48 précédent, en y ajoutant les mots: "la partie étant tenue de procéder n'étant pas prête, à la partie adverse".—C. S., 1899. *Marien vs Huot*, 5 R. L. n. s., 34; 15 R. J. O., 428; MATHIEU, J.

V. *supra*. *Lapointe vs St-Onge*, n. 51.

Article 49

59. V. *supra*. *Marien vs Huot*, n. 58.

Article 50

60. L'honoraire sera accordé sur des articulations de faits produites sous l'ancien code dans un procès par jury.—C. S., 1897. *Gaffney vs The Montreal Gas Co.*, 1 R. P., 569; 5 R. L. n. s., 80; MATHIEU, J.

Article 52

61. Le député-protonotaire qui a rempli les fonctions de commissaire enquêteur a droit à l'honoraire fixé par le tarif.—C. S., 1900. *MacDonald vs Migneron*, 3 R. P., 156; MATHIEU, J.

62. The tariff provides for no fee on an open rogatory commission, when that mode of examining witnesses is selected.—C. S., 1901. *Magann vs The Grand Trunk Railway of Canada*, 4 R. P., 348; DAVIDSON, J.

Article 55

V. *supra*. *Lavallée vs Lafrenière*, n. 30.

Article 60

63. Dans une saisie conservatoire où le demandeur se prétend propriétaire des effets saisis, et les fait mettre sous la main de la justice pour assurer l'exercice de ses droits sur iceux, l'intervention faite par le curateur à la faillite des défendeurs, qui conteste seulement le droit de propriété du demandeur sur les effets saisis, sera taxée suivant l'article 60 du tarif, et non comme une requête en cassation de saisie conservatoire.—C. S., 1902. *Auger vs Montambault & Perusse*, 4 R. P., 457; DESMARAIS, J.

64. The costs on an intervention claiming goods, should be taxed as in an action for the amount alleged to be the value of the goods claimed by the intervention. *Tariff*, article 60.—C. S., 1899. *Delorme vs Creisser & Paquette*, 16 R. J. O., 224; ARCHIBALD, J.

Articles 68, 69, 70

65. Lorsqu'un bref d'exécution est émané de la cour supérieure, les déboursés doivent être suivant le montant pour lequel le bref est émis, mais si le montant est audessous de \$100, alors c'est le tarif de la quatrième classe de la cour supérieure qui doit être appliqué, mais lorsque l'exécution de ce bref est rencontrée par une opposition afin d'annuler alléguant paiement et qui est maintenue avec dépens, les honoraires du procureur suivant le montant réclamé par le bref.—C. S., 1901. *Morinville vs Baril & Laliberté*, 20 R. J. O., 327; CHOQUETTE, J.

66. Lorsqu'une opposition contenant des allégations de droit et de fait est renvoyée sur les moyens de droit seulement, l'opposant ayant déclaré à l'audition s'en rapporter à ces questions de droit, les frais de subpaenas, de sténographes et de taxes des témoins n'en devront pas moins entrer en taxe dans le mémoire de frais de l'opposant.—C. S., 1899. *Quintin dit Dubois vs Charron*, 5 R. L. n. s., 183; LANGELIER, J.

67. Lorsqu'un immeuble a été vendu, sur action en partage et licitation, pour un prix excédant \$4,000, les frais d'une opposition à fin de distraire et de sa contestation doivent être taxés comme dans une action de première classe, avec l'honoraire additionnel de \$30 que le tarif accorde dans les actions de plus de \$4,000.—C. S., 1901. *Latour vs Latour*, 19 R. J. O., 159; MATHIEU, J.

68. V. *infra*. *Constant vs Dewitt & Charlebois*, n. 70 et 81.

69. Si une opposition est renvoyée sur motion, le procureur du demandeur, qui n'a pas produit de comparution par écrit

sur l'opposition, n'a pas droit à un honoraire de comparution. — L'honoraire sur une opposition renvoyée sur motion est celui d'une action renvoyée sur exception préliminaire. — La classe d'action d'une opposition se règle par la valeur des effets réclamés par l'opposition, et, en l'absence d'autre preuve, le montant porté dans l'opposition comme représentant la valeur des effets revendiqués par l'opposition doit être regardé comme exact. — C. S., 1901. *Les Curé et Marquilliers de Laprairie vs Pronlx*. 4 R. P., 33; MATHIEU, J.

70. Bien que dans les oppositions afin de distraire de la cour de circuit les frais de l'opposant, lorsque l'opposition est contestée, doivent être ceux d'une action pour la valeur des meubles en litige, suivant l'article 16 du tarif, pourvu que la valeur de ces meubles ne dépasse pas le montant de la poursuite originale, néanmoins les causes de la cour de circuit appelables qui sont portées en revision deviennent des causes de la cour supérieure, et dans ces cas, les frais d'une opposition afin de distraire contestée sont taxés suivant la valeur des meubles qui font le sujet de la contestation, article 70 du tarif. — C. S., 1899. *Constant vs Dewitt & Charlebois*, 6 R. L. n. s., 205; 5 R. L. n. s., 518; 2 R. P., 241; MATHIEU, J.

Article 107

71. L'article 107 du tarif des avocats en cour supérieure déclarant que: "pour requête dans les affaires municipales ou scolaires, telles que les rôles d'évaluations ou de cotisations, listes électorales et procédures du même genre, mêmes honoraires que dans les causes de 3^{ème} classe," se trouve abrogé par la sect. 53 du ch. 9 des statuts de Québec de 1895, amendé par la sect. 27 du ch. 21 des statuts de Québec de 1897, mais, l'article 55 du tarif de la cour de circuit se rapportant au même sujet est resté en vigueur. — Dans une requête en appel de la décision d'un conseil municipal, les frais doivent être taxés sous le dit article 55 du tarif de la cour de circuit, savoir, comme ceux d'une action de 4^{ème} classe de la cour supérieure. — C. S., 1899. *Bourbonnais vs La Corporation du Coteau Landing*, 5 R. L. n. s., 359; MATHIEU, J.

Article 108

72. Lorsqu'une cause intentée à la cour de circuit est renvoyée par le tribunal, d'office, à la cour supérieure, en vertu de l'article 171 C. P., les honoraires de l'avocat suivent le montant en issue dans l'action et il n'y a pas lieu d'appliquer l'item 108 du tarif, vu que ce n'est pas une évocation. — C. S., 1901. *Durai*

vs Moffatt, 3 R. P., 405; 7 R. de J., 45; CHOQUETTE, J.

Article 125

73. Les honoraires sur contestation de demande de cession seront ceux prévus par l'article 125 du tarif. (suivant *Riou vs Massé*, 4 R. L. n. s., 449, Cimon, J.). — C. S., 1900. *Lynn vs Schloman*. 3 R. P., 363; LORANGER, J.

74. Les frais de contestation d'une réclamation, dont une partie est admise, sont taxés suivant le montant contesté, et non suivant le montant total de la réclamation. — C. S., 1899. *La Compagnie Générale d'Imprimerie de Canada vs Biloiseau*, 2 R. P., 243; DAVIDSON, J.

TARIF DE LA COUR DE CIRCUIT

Articles 9, 10, 11

75. Lorsqu'une cause inscrite pour enquête et mérite est, séance tenante, retirée avec dépens, par le demandeur, le défendeur a droit aux mêmes honoraires que si l'action avait été déboutée (item 9 tarif C. C.); Mais sans honoraires d'enquête (items 10 et 11 C. C.), si aucun témoin n'est présent en cour, le défendeur ayant été notifié que l'action serait ainsi retirée. — C. C., 1900. *Gosselin vs Giroux*, 3 R. P., 370; CHOQUETTE, J.

Article 16

76. L'article 16 du tarif de la cour de circuit ne s'applique qu'à cette cour, et ne s'applique pas aux procédures faites en cour de revision sur appel d'un jugement de la cour de circuit; par conséquent, s'il y a contestation sur une opposition, et que la valeur des meubles soit établie, les honoraires en revision seront ceux d'une action pour la valeur de ces meubles, quand même cette valeur dépasserait le montant de la poursuite originale. — C. S., 1899. *Constant vs Dewitt & Charlebois*. 2 R. P., 241; 5 R. L. n. s., 518; 6 R. L. n. s., 205; MATHIEU, J.

Article 36

77. V. *infra*, *Robillard vs Wilson*, n. 78.

Article 40

78. En vertu de l'item 40 du tarif de la cour de circuit, l'honoraire d'un procureur qui réussit à faire rejeter une exception déclinatoire, est de \$3.00 et non de \$1.00, tel que mentionné à l'item 36. — Les demandeurs, *ès-qualité*, ont droit d'être taxés comme témoins. La règle de pratique No 88 ne leur est pas applicable, vu qu'ils ne sont pas la partie qu'indique la dite règle de pratique. — C. S., 1900. *Robillard vs Wilson*, 7 R. de J., 109; CHOQUETTE, J.

Article 45

79. *V. supra, Bourbonnais vs La Corporation du Coteau Landing*, n. 71.

CLASSES D'ACTION

1ère CLASSE

80. Quand, à la suite d'un action en partage et licitation, il a été vendu un immeuble pour un prix excédant \$4,000, et qu'une opposition à fin de distraire partie de cet immeuble a été renvoyée quant à l'adjudicataire, ce dernier a droit aux frais d'une action de première classe et à l'honoraire additionnel de \$30. — C. S., 1901. *Latour vs Latour*, 3 R. P., 418; MATHIEU, J.

81. Dans une opposition afin de distraire, faites à la cour de circuit, dans une cause au montant de \$130.43, où la valeur des meubles saisis était établie par la preuve être au-dessus de \$1,000.00, les frais de l'opposition maintenue par la cour de circuit et par la cour de révision, doivent être taxés comme dans une cause pour plus de \$1,000.00. — C. S., 1899. *Constant vs Dewitt & Charlebois*, 5 R. L. n. s., 518; 6 R. L. n. s., 205; 2 R. P., 241; MATHIEU, J.

82. Lorsque l'action a pour objet de réclamer la valeur d'effets livrés et des dommages, le tout formant un montant de plus de \$1,000, et qu'au cours des procédures le défendeur remet les effets au demandeur, d'où il s'en suit, à raison seulement de la déduction du montant représentant la valeur des effets remis, que le jugement n'intervient ensuite que pour une somme au-dessous de \$1,000, dans ce cas le mémoire de frais du procureur du demandeur devra être taxé comme sur l'action telle qu'instituée, c'est-à-dire sur une action de plus de \$1,000. — C. S., 1902. *Rothschild vs Canadian Pacific Ry. Co.*, 8 R. de J., 179; MATHIEU, J.

2ème CLASSE

83. Une action en nullité de testament tombe dans la seconde classe, quand bien même le montant que la partie demanderesse recevrait si son action était maintenue, dépasse \$1,000. — C. S., 1899. *Gaudry vs Dubois*, 2 R. P., 403; MATHIEU, J.

84. Les honoraires de l'avocat sur une requête en vertu de l'article 876 C. P., sur laquelle il y a eu contestation par écrit, inscription, enquête et audition, sont les honoraires d'avocat dans une action de deuxième classe, mais sans honoraire d'audition. — C. S., 1902. *Moreau vs Gélinais & Auger*, 4 R. P., 380; DESMARAIS, J.

85. An action to have the plaintiff's

title of administrator to a decedent estate recognized in this country, is a second class action, no matter what the amount of the estate may be. — C. A., 1901. *Lavoiquat vs Mackay*, 3 R. P., 478; HALL, J.

86. *V. en sens contraire*, le jugement de l'honorable Juge Archibald, rendu dans la même cause sur la taxation du mémoire en cour supérieure, 3 R. P., 479.

3ème CLASSE

87. Dans une action intentée le 15 novembre 1898, et basée sur un billet promissoire de \$200.00 réclamé "avec intérêt du 28 octobre 1898," l'honoraire des avocats est celui d'une action de troisième classe, savoir, au-dessus de \$200.00. — C. S., 1899. *Taché vs Evans*, 5 R. L. n. s., 306; ARCHIBALD, J.

4ème CLASSE

88. Nonobstant l'amendement fait à l'article 100 de notre code municipal, par la 56 Vict., ch. 43, sec. 1, les frais d'une requête en cassation d'un procès-verbal, alléguant que le conseil a non seulement agi illégalement, mais a outrepassé ses droits et a agi *ultra vires* de ses prérogatives, doivent être taxés comme dans une action à la cour supérieure de quatrième classe, à moins de circonstances spéciales. — C. S., 1899. *Durault vs La Corporation du Township de Tingwick*, 2 R. P., 250; CHOQUETTE, J.

89. Les honoraires d'une requête à la cour supérieure, appelant de la décision d'un conseil municipal confirmant une liste électorale sont ceux d'une action de quatrième classe en cour supérieure. — C. S., 1899. *Bourbonnais vs La Corporation du Coteau Landing*, 2 R. P., 231; MATHIEU, J.

STATUTS REFONDUS DE QUEBEC

Article 1198

90. Sur une requête pour retirer une somme de deniers déposée entre les mains du trésorier provincial suivant l'article 1198 S. R. Q., l'honoraire accordé sera celui d'une requête, et le mémoire de frais ne sera pas taxé comme sur une action. — *Semble*: des motions pour faire déchoir une partie de plaider, pour faire fixer une cause, pour faire mettre la cause en délibéré suivant ses errements, sont des procédures inutiles sur telle requête. — C. S., 1900. *Dauphinais vs Bousquet*, 2 R. P., 511; GUL, J.

Article 2555

91. Les triples frais auxquels le pour-suisant malheureux dans une action sous l'article 2555 S. R. Q. doit être condamné

ne comprennent pas triples frais de revision, non plus que triples taxes de témoins. — Le juge n'a pas de discrétion à exercer sur cette disposition de la loi, et quand il juge l'action pénale contre le juge de paix non fondée, et la renvoie, il doit accorder les triples dépens au défendeur. — Lorsque, dans la cause No 24, le jugement de première instance a renvoyé l'action avec dépens, et que le demandeur seul ayant appelé de ce jugement, la cour de revision a simplement confirmé le jugement avec dépens, les triples dépens ne doivent pas être taxés par le protonotaire. (Andrews, J. diss.) — Mais lorsque, dans la cause No 25, le jugement de première instance a renvoyé l'action sans frais, et que le défendeur appelle de ce jugement et réclame les triples dépens, la cour de revision le lui accordera, et le protonotaire devra les faire entrer en taxe. — C. R., 1901. *Luneau vs Juneau*, 3 R. P., 505; ROYTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

Pour jugement de la cour supérieure, voir 2 R. P., 454.

REGLES DE PRATIQUE DE LA C. S.

Règle 40

92. V. *supra*, *Vézina vs Martin*, n. 43.

Règle 89

93. V. *supra*, *Robillard vs Wilson*, n. 78.

APPEL ET REVISION

94. The costs on an appeal from a judgment for \$200 with interest and costs, which is reversed, the action being dismissed by the Court of Appeals, are costs of an action of the fourth, and not of the third class. — C. A., 1901. *Sauriol & Clermont*, 3 R. P., 477; HALL, J.

95. Les frais de contestation d'une intervention en appel seront taxés conformément au tarif de la cour supérieure qui s'appliquerait à cette contestation d'intervention si elle avait été faite à la cour supérieure. — C. A., 1901. *McNally & Prifontaine & Picken*, 4 R. P., 125.

96. When an inscription in Review is dismissed upon motion, the fee will be that of an action settled before hearing, and not that of a motion only. — C. S., 1900. *Renault vs Gagnon*, 3 R. P., 259; TAIT, J.

97. Sur requête en revision de la taxe de trois mémoires de frais dans trois appels de jugements déclarant suffisantes les particularités fournies par les intimés. — Jugements renversés en appel. *Jugé*: — Les appelants ont droit à leurs déboursés et honoraires relatifs à l'inscription en appel, laquelle est nécessaire pour ces ap-

pels comme pour ceux d'un jugement final. — Ils ont également droit aux déboursés et honoraires relatifs aux factums, s'il y a eu des factums de produits. — Ils ont également droit à tous les honoraires pour vacations au greffe. — *Querre*: Si plusieurs causes ont été consolidées pour les fins de la plaidoirie et des factums, y a-t-il lieu à plusieurs honoraires ou à un seul? — C. A., 1898. *Paquet & Tache*, 2 R. P., 380; BOSSÉ, J.

DIVERS

98. Si une action en garantie est renvoyée après que le demandeur principal a fait défaut de procéder sur sa demande, la classe de l'action en garantie, portée en revision, et également renvoyée par cette cour, sera celle de la demande principale, et non pas celle d'une action pour le montant des frais que le demandeur en garantie doit payer en conséquence du renvoi de son action. — C. S., 1900. *Walker vs La Banque Nationale*, 3 R. P., 47; MATHIEU, J.

99. La coût d'une copie d'acte, qui fait partie des titres de celui qui la produit, ne peut être taxé contre la partie adverse, que si cette copie a été préparée dans le but de la produire au procès. — Les pas et démarches du notaire pour la recherche des pièces à produire ne peuvent entrer en taxe. — C. S., 1900. *Lavoignat vs Mackay & Boudreau*, 17 R. J. O., 382; 6 R. L. n. s., 304; MATHIEU, J.

100. V. Code, article 554, *Maurille vs Legault*, n. 25.

101. La partie qui, en vue de poursuivre en recouvrement de dommages-intérêts, fait faire par des experts et architectes, une évaluation de tels dommages et un rapport qui est ensuite produit au dossier, doit inclure dans sa demande le montant des frais et dépens dus à ces experts, car ce montant peut, suivant les circonstances, faire partie des dommages éprouvés. — Si tel montant est, de fait, compris et mentionné dans la demande, le tribunal est présumé l'avoir pris en considération dans la somme totale des dommages qu'il a finalement adjugés au demandeur. — Si le demandeur a omis d'inclure ce montant dans sa demande, comme il aurait dû le faire, le protonotaire, après le jugement final condamnant le défendeur à payer au demandeur un montant déterminé de dommages-intérêts, — ne peut taxer contre le défendeur, ce montant dû aux experts, comme dépens formant partie des frais et dépens accordés par le jugement final; en effet, par l'article 554 C. P. C., les dépens sont taxés conformément au tarif et rien dans le tarif ne justifie cette taxation. — C. S.,

1900. *Crawford vs La Cité de Montréal & Lesage*, 7 R. de J., 354; 19 R. J. O., 323; MATHIEU, J.

102. Experts' costs are not taxable in the Recorder's Court. — C. S., 1900. *Riopelle vs Desrosiers & La Cité de Montréal*, 3 R. P., 195; DAVIDSON, J.

103. V. Supplément, article 335, *Canada Industrial Company vs Kensington Land Co.*, n. S.

555.

1. An inscription in law to a paragraph of an opposition stating that the costs of a judgment whereof execution is sought were *distracts* to the attorneys of the plaintiff, who are not the attorneys prosecuting the execution, will be dismissed. — C. S., 1898. *Chisholm vs Wilson*, 2 R. P., 96; CURRAN, J.

556.

1. Les intérêts ne courent sur des frais dus par un client à ses avocats que du jour du jugement pris par eux pour ces frais. — C. S., 1899. *Saint-Fierre vs Chartrand*, 2 R. P., 290; MATHIEU, J.

557.

1. V. Supplément, article 554, *Rothschild vs The C. P. R.*, n. 4.

566.

1. La demande d'un compte sommaire de tutelle doit être faite par action ordinaire, et non par requête à un juge en chambre. — C. S., 1899. *Grimond vs Vallée*, 2 R. P., 236; LANGELIER, J.

2. Dans le cas où des effets mobiliers sont laissés en la possession d'un tiers qui les vend, le propriétaire de ces meubles, même dans le cas où il ne connaît ni leur valeur ni leur quantité, ne peut poursuivre ce tiers en reddition de compte; il doit prendre l'action en revendication ou en restitution de dépôt. — Une action en reddition de compte prise dans ce cas sera renvoyée sur inscription en droit. — C. S., 1897. *Savard vs Charrette*, 5 R. L. n. s., 62; GAGNÉ, J.

3. In an action to account between partners of a dissolved partnership, where certain assets are in possession of the defendant since its dissolution, it is not necessary for the plaintiff to allege in his declaration that he has rendered an account to the defendant, at any time, relative to the affairs of the dissolved partnership. — C. S., 1900. *Sheridan vs Hefferman*, 2 R. P., 491; 6 R. L. n. s., 141; MATHIEU, J.

4. Dans une action par laquelle un associé réclame de son co-associé sa part de

certaines pertes, ce dernier, qui nie l'existence de cette société, mais qui allègue une société particulière autre que celle mentionnée dans l'action, bien qu'ayant le même objet, peut, sur une demande incidente, demander au demandeur, devenu défendeur incident, une reddition de compte de cette dernière société. — Une exception à la forme à cette demande incidente, alléguant que le défendeur ne pouvait demander une reddition de compte par demande incidente, mais aurait dû procéder directement par action, sera renvoyée. — C. S., 1899. *Carter vs Reilley*, 5 R. L. n. s., 190; PAGUELO, J.

5. Une demande incidente doit être connexe par sa nature et par son origine à la demande principale. — Dans une action en reddition de compte où le demandeur allègue une société entre les défenderesses et sa femme commune en biens, de mai 1873 jusqu'à mai 1882, et une autre avec sa fille jusqu'en 1894, il peut faire une demande incidente et alléguer qu'il y a eu erreur dans l'action principale et que la dite société a toujours existé avec sa femme, celle avec sa fille n'ayant été que simulée. — Dans cette demande incidente la fille du demandeur doit être mise en cause. — C. S., 1899. *Naud vs Marcotte*, 5 R. L. n. s., 67; MATHIEU, J.

6. Un demandeur, qui allègue l'existence d'une société jusqu'en 1882, et qui demande que le défendeur, son ex-associé, lui rende un compte, ne peut subséquemment, après la production d'un plaidoyer niant cette société et invoquant la prescription, demander à amender sa déclaration pour alléguer que la dite société avait duré jusqu'en 1894. — C. S., 1898. *Naud vs Marcotte*, 5 R. L. n. s., 27; LO-RANGER, J.

7. Les héritiers de l'un des époux communs en biens et le survivant se doivent réciproquement un compte de l'administration qu'ils ont pu avoir des biens de la communauté et de la succession du prédécédé, et ce compte doit servir à former la masse des biens de la communauté lorsqu'il s'agit de la partager. — L'un des co-héritiers n'a pas plus le droit de demander un compte particulier relativement à l'administration d'une partie des biens de la succession ou de la communauté qu'il n'a le droit de demander sa part d'une partie de ces biens, mais s'il veut obtenir sa part des biens d'une communauté, il doit demander le partage du tout. — Une action en reddition de compte, dans ces circonstances, ne peut être qu'un incident du partage et une action en reddition de compte pure et simple doit être déclarée mal fondée en droit. — C. S., 1902.

Massé vs Massé, 8 R. de J., 353; MATHIEU, J.

8. Dans une action en reddition de compte prise par une compagnie contre son président, c'est au défendeur qui allègue que le bureau de direction de la demanderesse est incomplet à faire cette preuve. — La demanderesse qui demande qu'à défaut de rendre compte le défendeur soit condamné à payer une certaine somme, qu'elle est informée qu'il a reçue en vertu de certains contrats, n'est pas tenue de dire à quelle date et de quelles personnes cette somme aurait été reçue. — C. S., 1901. *Trémiscouata Railway Company vs MacDonald*, 3 R. P., 462; MATHIEU, J.

9. If a party fails to comply with the rules of an association, and thereby incurs a fine and forfeiture of his membership, the remaining members, suing him for the amount of the stipulated fine, are not obliged to render him any account for the fine demanded. — C. S., 1899. *Arcaud vs Hamelin*, 2 R. P., 437; ARCHIBALD, J.

10. Le mandant a une action contre son mandataire pour lui demander une somme déterminée comme résultat de son mandat, et il n'est pas tenu d'avoir préalablement recours à l'action en reddition de compte. — C. S., 1899. *Trépanier vs Trépanier*, 5 R. L. n. s., 322; DAVIDSON, J.

11. Bien qu'ordinairement les droits respectifs des différentes personnes intéressées dans une succession doivent être décidés par une action en partage, néanmoins, lorsque les biens de cette succession ne consistent qu'en argent comptant, qui a été possédé et administré par l'un des héritiers, il y a lieu à une action en reddition de compte, sans recourir à l'action en partage. — C. S., 1899. *Brien vs Lanctot*, 5 R. L. n. s., 472; ARCHIBALD, J.

12. Le créancier d'une succession vacante a droit à une reddition de compte de la part du curateur à telle succession. — Une simple production et transmission d'un état de compte incomplet, irrégulier, non assermenté, et non accompagné de pièces justificatives, ne constitue pas une reddition de compte telle que l'exige la loi. — Dans l'espèce, le défendeur *ex-qualité* sera condamné à rendre compte au demandeur de sa gestion et administration des biens, tant meubles qu'immeubles, de la succession vacante, depuis la date de sa nomination comme curateur à la dite succession, et de la prise de possession des biens d'icelle, jusqu'à liquidation à être établie, le tout avec pièces justificatives, documents exigés et exigibles sur une reddition de compte, dépenses, re-

cettes, listes, notes, procès-verbaux de vente, ou inventaires s'y rattachant; la dite reddition de compte devant être assermentée, tel que voulu en pareil cas, et produite dans un délai de quinze jours à compter de la signification du jugement. — C. R., 1900. *Carreau vs Merizzi*, 6 R. de J., 469; MATHIEU, CIBRAN & LEMIEUX, J.J.

13. Il ne sera pas permis au demandeur, dans une action en reddition de compte, d'alléguer au long un procès antérieur ni entre le défendeur et lui, et ces allégués seront renvoyés sur défense en droit. Cependant, comme il peut avoir intérêt à alléguer ces faits d'une manière générale, pour se justifier de n'avoir pas poursuivi plus tôt, la cour lui permettra, *proprio motu*, d'amender sa déclaration en alléguant la poursuite antérieure et le jugement sur icelle. — C. S., 1901. *Cheval vs Succal*, 4 R. P., 241; PAGNELLO, J.

14. Le seul recours que l'on a contre celui qui a géré une succession, tant personnellement que comme représentant des exécuteurs testamentaires, et qui, en cette qualité, a retiré certains montants d'argent, et vendu des propriétés mobilières et immobilières, est une action en reddition de compte. — L'on ne peut demander contre lui une condamnation à un montant déterminé sans l'avoir assigné, au préalable, par une action en reddition de compte. — C. S., 1898. *Reid vs Brack*, 5 R. de J., 106; CHOUQUETTE, J.

15. Il n'y a lieu à l'action en reddition de compte ou en réformation de compte que lorsque le demandeur n'a pas entre les mains les pièces nécessaires pour pouvoir demander une condamnation déterminée contre le défendeur — mais si le demandeur les possède toutes il peut de suite demander une condamnation pour le montant déterminé. — L'action en reddition de compte suppose que les deux parties sont comptables l'une envers l'autre. — C. S., 1899. *Archambault vs Pressault*, 6 R. de J., 47; TASCHEREAU, J.

16. V. Supplément, article 217, *Carter vs Reilly & Wand*, n. 8.

17. V. Supplément, article 78, *Desjardins vs Masson*, n. 67.

567.

1. Jugé (Infirmant le jugement de Mathieu, J.): — Le mot *nominativement* dans l'article 522 du code de procédure civile (ancien texte, l'article 567 du nouveau code), qui dit que le compte doit être rendu *nominativement* à la personne qui y a droit, n'est pas sacramentel,

et il suffit que le compte soit rendu par celui qui le doit à celui qui le demande. — C. A., 1898. *Evans & Wilson*, 8 R. J. O., 144.

2. The court will not extend the delay, fixed by judgment, for the defendant to render an account, unless special and sufficient reasons be adduced. The fact that the defendants, co-partners, pleaded separately, and the judgment was rendered against one defendant before the delivery of judgment in the case of the other, is not sufficient ground for extending the delay to account fixed by the first judgment so that the defendants may account together. — C. S., 1901. *Jeannotte vs Parizeau*, 20 R. J. O., 229; ARCHIBALD, J.

3. Sur une action en reddition de compte la cour peut permettre au demandeur, sur motion de ce dernier, d'assermenter le compte qu'il avait rendu au défendeur avant l'institution de l'action, et de produire les pièces justificatives à l'appui de ce compte. — C. S., 1902. *Cheval vs Senécal*, 8 R. de J., 369; PAGNUELO, J.

4. Des héritiers bénéficiaires ne peuvent, par exception dilatoire, arrêter une action en partage, en attendant la reddition de compte du demandeur; mais ils pourront réclamer ce compte avant le partage des deniers provenant de la licitation. — C. S., 1899. *Chénier vs McMartin*, 1 R. P., 591; MATHIEU, J.

568.

1. Jugé (infirmant Mathieu, J., 1 R. P., 47): — On ne peut produire une exception à la forme à un compte rendu dans une action en reddition de compte. Si le compte est incomplet ou irrégulier, l'oyant peut demander son rejet ou que le rendant compte lui fournisse les détails qui y manquent. — C. A., 1898. *Evans & Wilson*, 8 R. J. O., 144.

570.

1. Lorsque le mandat au sujet duquel une reddition de compte en justice est demandée, est un mandat écrit, le rendant compte doit avoir été constitué en demeure de rendre tel compte par une mise en demeure par écrit. — En l'absence d'une telle mise en demeure écrite si le rendant compte se déclare prêt à rendre compte, le jugement condamnera le rendant compte à rendre ce compte, dans un délai déterminé, sinon à payer le montant tenant lieu de règlement, et quant aux frais chaque partie paiera ses frais sur telle poursuite. — C. S., 1902. *Bourgoin vs Gagnon*, 8 R. de J., 99; MATHIEU, J.

572.

1. L'insuffisance des timbres apposés sur une contestation de compte rendu ne sera pas une raison pour faire renvoyer cette contestation sur exception à la forme si les timbres sont apposés subséquemment. — La contestation d'un compte rendu par un administrateur doit indiquer dans ses conclusions le total des sommes à retrancher des dépenses du rendant compte et le montant du reliquat qu'on prétend être dû par lui. — Le fait de conclure dans une contestation de compte à ce qu'il soit déclaré que le rendant compte n'avait pas le droit de charger certains items auxquels on s'objecte dans le cours de la contestation, n'est pas une irrégularité qu'on puisse soulever par une exception à la forme, non plus que le fait par le contestant de réserver son droit de prendre des conclusions subséquentes. — On ne peut invoquer dans un débat de compte d'autres moyens que ceux mentionnés dans la contestation écrite. — Les oyants compte qui contestent sous prétexte de surcharges et de dépenses non autorisées devront indiquer spécialement chaque item qui constitue une surcharge, chaque item que le rendant compte n'avait pas le droit de faire payer par la succession et chaque item qui ne représente pas le montant exact payé par le rendant compte ou sur lequel les créanciers ont fait une réduction ainsi que la réduction faite par les créanciers. — Un oyant compte sera également condamné à particulariser les items dans lesquels on allègue que le rendant compte a payé des taxes qu'il n'aurait pas dû payer et fait faire des réparations ou changements qu'il n'avait pas droit d'ordonner, et quels sont des items pour réparations que le locataire aurait dû faire, et que le rendant compte charge aux oyants. — Un paragraphe alléguant que le rendant compte a dans plusieurs cas refusé d'accepter les offres de location de locataires raisonnables, et l'on en suite à d'autres pour un prix inférieur, sera rejeté d'une contestation comme étant trop vague. — Il sera également ordonné aux oyants compte d'indiquer quels sont les items que le rendant compte charge à tort pour des changements qu'il n'aurait pas dû faire à l'immeuble administré, pour services professionnels d'avocats, d'experts et d'architectes, et quelles sont les réductions qu'il aurait reçues des compagnies d'assurance, et dont ils n'auraient pas fait profiter les oyants compte. — C. S., 1899. *Ross vs Ross & Duff*, 2 R. P., 256; MATHIEU, J.

2. The oyant compte may, in his contestation of the account rendered,

urged all acts of maladministration, committed by the *rendant compte*, and objections to that mode of proceeding should have been made by an exception *à la forme* and not by demurrer. — C. S., 1901. *Blackwood vs Mussen*, 4 R. P., 432.

578.

1. Le défendeur n'avait été condamné à rendre compte à la demanderesse, sa sœur, sous trente jours, de certains effets mobiliers qu'il avait reçus de la succession de leur frère, à les représenter pour qu'il en fut fait partage, et à défaut de le faire dans le délai fixé, à payer \$150 à la demanderesse. Le défendeur produisit au greffe un état de compte assermenté contenant une liste des effets en question, se déclarant prêt à procéder au partage des dits effets, à tels heure, date, lieu et manière qu'il plairait à la cour fixer. Ce compte fut signifié aux procureurs de la demanderesse, mais celle-ci ne produisit aucuns débats de compte, et deux ans après fit saisir les biens du défendeur en exécution du jugement qui le condamnait à payer \$150 à la demanderesse. Sur opposition à cette saisie par le défendeur.—Jugé: Que le défendeur s'était suffisamment conformé au jugement en produisant et faisant signifier son compte; qu'il n'était tenu de représenter les effets que lorsque son compte aurait été débattu et qu'il lui aurait été ordonné de le faire; et que, dans ces circonstances, la demanderesse ne pouvait faire exécuter la condamnation pécuniaire que contenait le dit jugement. — C. S., 1899. *Imbault vs Imbault*, 16 R. J. O., 217; LORANGER, J.

584.

1. The validity of a tender, especially in commercial matters, may be a question of fact, and allegations relating to a tender will not be rejected on answer in law, although the tender may appear not to have been made in the manner prescribed by law for legal tenders. — C. A., 1901. *The Laurentide Pulp Company & Curtis*, 4 R. P., 109.

587.

1. La signification d'une action basée sur un billet adiré, et qui contient des offres de cautionnement au défendeur, équivaut à une demande de paiement avec offre de cautionnement; le défendeur, qui conteste une telle action, est dès lors dans la même position que s'il refusait de payer le billet sur présentation. Dans les circonstances, le défendeur, pour ne pas être responsable des frais de l'action, doit déposer en cour le montant du billet en capital et intérêts. — C. C., 1902.

Lavoie vs Castonguay, 8 R. de J., 412; CHOUQUETTE, J.

588.

1. Le demandeur qui, avant d'instituer une action en revendication d'objets mobiliers lui appartenant, a légalement offert au défendeur le montant qu'il reconnaît lui devoir pour le désintéresser de la rétention de ces objets, peut renouveler ces offres, consigner la somme offerte et demander, par les conclusions de son action, que sur cette somme les frais occasionnés par telle action soient déduits et payés par préférence. — C. S., 1901. *Boisseau vs Guereux*, 7 R. de J., 389; LYNCH, J.

590.

1. Un témoin régulièrement assigné, et qui n'obéit pas à la sommation qui lui est faite, se rend coupable de mépris de cour; et la cour, sur une règle *nisi* demandant son emprisonnement, refusera de l'entendre par son procureur, s'il n'a d'abord obéi à l'ordre du tribunal en se présentant lui-même devant lui. — C. S., 1899. *The Galt Knitting Co. vs Coté*, 5 R. L. n. s., 409; 16 R. J. O., 424; 2 R. P., 333; ARCHIBALD, J.

594.

1. Il y a lieu à exécution provisoire d'un jugement ordonnant à l'exécuteur testamentaire la délivrance d'un legs à l'héritier. — C. R., 1900. *Massue vs Resther & Drolet*, 3 R. P., 499; GILL & TELLIER, JJ.

598.

1. On peut, sans s'insérer en faux contre le procès-verbal de l'huissier saisissant déclarant qu'il a laissé au défendeur tous les meubles qu'il avait droit de garder, prouver qu'il ne les lui a pas laissés. — C. S., 1901. *Adams vs Mulligan*, 20 R. J. O., 251; LANGELIER, J.

2. Dans l'espèce, le défendeur, en louant un bureau de la compagnie demanderesse, avait renoncé aux exemptions de saisie que la loi établit en faveur du débiteur. La demanderesse, ayant fait saisir pour loyer dû les effets mobiliers qui garnissaient le bureau du défendeur, ce dernier plaida que ces effets étaient exempts de saisie en vertu de l'article 598 du code de procédure civile. — Jugé: Bien que, pour des motifs d'humanité, lorsqu'il s'agit du coucher, du vêtement et de la nourriture du débiteur et de sa famille, il y ait lieu de venir à son secours et de le dégager de la renonciation inconsidérée qu'il aurait faite au privilège que lui accorde l'article 598, ces motifs ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit, comme dans

l'espèce, de meubles relativement luxueux d'un bureau d'affaires, l'exemption de saisie n'existant alors que dans l'intérêt purement privé du débiteur. — C. S., 1899. *The New York Life Insurance Co. vs Garceau*, 16 R. J. O., 247; GUIL, J.

3. Le privilège accordé au débiteur par l'article 593 C. P. de distraire certains effets de la saisie, n'est pas un droit qui lui est personnel, et ce privilège peut être exercé à son défaut, dans une saisie-gagerie, par son créancier, propriétaire de l'objet saisi. — Ce créancier peut même exercer le droit d'option de son débiteur, sans être obligé d'exercer ce droit de la manière que le débiteur l'aurait exercé. — C. C., 1899. *Gravel vs Rose & The Singer Manufacturing Co.*, 5 R. de J., 554; CHAMPAGNE, J.

4. Un tiers qui fait une opposition afin de distraire à une saisie de meubles ne peut invoquer comme moyen que les effets saisis sont insaisissables en loi, ce moyen ne peut être invoqué que par le défendeur, et personne ne peut exciper du droit d'autrui. — C. S., 1900. *Beaubien vs Perrault & Piché*, 6 R. L. n. s., 43; MATHIEU, J.

5. The right to select and withdraw from seizure the effects detailed in article 598, C. C. P., is established in favor of, and can only be invoked by, the debtor. An undertenant is not entitled to claim such exemption. — C. S., 1899. *Hamilton vs Dwyer & Durand*, 16 R. J. O., 469; DAVIDSON, J.

6. Le fait qu'un cultivateur est aussi possesseur et qu'il gagne ainsi un revenu modique, ne peut lui faire perdre sa qualité de cultivateur alors que c'est surtout comme cultivateur qu'il a toujours gagné et qu'il gagne encore sa vie et celle de sa famille. — Les divers paragraphes de l'article 598 C. P. C. ne sont pas exclusifs les uns des autres, le débiteur a le droit de tirer bénéfice de tous ou de quelques-uns d'eux suivant les circonstances. — Par le § 8 de l'article 598 C. P. C. la loi a en vue de permettre au débiteur de réclamer les objets y mentionnés quelle qu'en soit la valeur, et par le § 10 elle a voulu lui accorder le privilège de réclamer les autres objets et instruments nécessaires à son emploi, mais à la condition toutefois que la valeur de ces derniers objets n'excèdera pas \$200.00; partant il n'y a aucune contradiction ni dans l'esprit ni dans les termes du dit article 598 C. P. C. — C. C., 1899. *Lapierre vs Morin*, 6 R. de J., 134; DELORMIER, J.

7. Une opposition faite par le défendeur, basée sur les paragraphes 1 et 8 de l'article 598 C. P., qui n'allègue pas que

l'huilssier saisissant ne lui a pas laissé de combustible et de comestibles suffisants pour lui et sa famille, pour trois mois, et qu'il ne lui a pas laissé non plus le foin et autres fourrages destinés à la nourriture des animaux qui, par le paragraphe 8 du dit article, sont déclarés insaisissables, mais qui allègue seulement que ces effets sont de la catégorie de ceux qui auraient dû être laissés au défendeur, à son choix, en vertu du dit paragraphe de cet article, sera rejetée, sous l'article 651 C. P., comme faite dans le but de retarder injustement la vente, vu que l'opposant n'allègue pas de griefs. — C. R., 1900. *Lachance vs Lachance*, 3 R. P., 282; MATHIEU, CURGAN & LEMIEUX, JJ.

8. The horse, harness and waggon of a cheese instructor and milk inspector, of a value of less than \$200 and ordinarily used by him in going from one cheese factory to another, and to carry the required apparatus, for the performance of his duties are exempt from seizure under paragraph 10 of article 598 C. P. — C. S., 1900. *Grimes vs Wherry*, 6 R. de J., 505; LYNN, J.

9. Une machine qu'un ouvrier fait habituellement marcher pour gagner sa vie est exempte de saisie d'après l'article 598, § 10, du code de procédure. — C. S., 1899. *Thurston vs Hughes*, 16 R. J. O., 472; LANGELIER, J.

10. Le privilège de l'insaisissabilité ne s'étend pas des meubles insaisissables au produit de leur assurance, lorsqu'ils ont été incendiés. — C. S., 1899. *St-Charles vs Cabana & The National Assurance Co.*, 17 R. J. O., 233; LANGELIER, J.

11. Le créancier d'une corporation municipale en vertu d'un jugement ne peut faire saisir-arrêter en mains tierces les biens de sa débitrice. — Les taxes municipales ne sont pas saisissables. — C. S., 1897. *Monpas vs La Corporation de St-Pierre les Becquets*, 3 R. de J., 540; BOURGEOIS, J.

12. Les meubles et effets déclarés insaisissables par la loi, appartenant à une personne qui réside chez le locataire d'une maison, ne peuvent être saisis par le propriétaire pour le paiement de son loyer avec ceux de son locataire, ce dernier ayant renoncé par son bail au privilège que lui confère la loi relativement à l'exemption de saisie. — Un avis au propriétaire dans ce cas n'est pas nécessaire. — L'avis ne serait nécessaire que dans le cas où la tierce personne mettrait dans le logement des effets saisissables en loi. — C. C., 1900. *Nolin vs Ratté & Binet*, 17 R. J. O., 182; ROUTHIER, J.

13. Une créance pour vêtements est d'une nature alimentaire, et c'est au débiteur à prouver que ces vêtements n'étaient ni ordinaires, ni nécessaires, ou

que le prix en est trop élevé pour ses moyens. — C. C., 1900. *Richer vs Arnton*, 2 R. P., 569; CHAMPAGNE, J.

599. (Tel qu'amendé par 62 Vict., c. 53). Sont insaisissables :

599. (As amended by 62 Vict., c. 53). The following are exempt from seizure :

1. Les vases sacrés ou autres effets servant au culte religieux ;
2. Les portraits de famille ;
3. Les immeubles déclarés insaisissables par le donateur ou le testateur ou par la loi ; et les sommes et objets donnés ou légués sous la condition d'insaisissabilité ;
4. Les provisions alimentaires adjudgées par la justice, et les sommes et pensions données à titre d'aliments, encore que le donateur ou le testateur ne les ait pas expressément déclarées insaisissables. Elles peuvent cependant être saisies pour dettes alimentaires ;
5. Les bâtiments, bateaux et autres embarcations de pêche, les appareils, filets, rets, seines ou autres ustensiles de pêche, et les provisions appartenant à un pêcheur qui sont nécessaires à sa subsistance et à celle de sa famille ou à ses opérations. Ces effets peuvent, cependant, être saisis et vendus pour le prix de leur acquisition, mais non entre le premier mai et le premier novembre ;
6. La solde et la pension des militaires et des marins sur les vaisseaux de l'Etat ;
7. Le casuel et les honoraires dus aux ecclésiastiques et aux ministres du culte, à raison de leurs services actuels et les revenus des titres cléricaux ;
8. Le salaire des professeurs, des précepteurs et des instituteurs ;
9. Les traitements des fonctionnaires publics ; sauf quand à ceux des officiers publics, permanents ou non, de la province, qui sont saisissables pour :
 - (a) Un cinquième du paiement mensuel d'un traitement ou salaire n'excédant pas mille piastres par année ;
 - (b) Un quart du paiement men-

1. Consecrated vessels and things used for religious worship ;
2. Family portraits ;
3. Immovables declared by a donor or testator, or by law, to be exempt from seizure ; and sums of money or objects given or bequeathed upon the condition of their being exempt from seizure ;
4. Alimentary allowances granted by a court, and sums of money or pensions given as alimony, even though the donor or testator has not expressly declared them to be exempt from seizure. They may, however, be seized for alimentary debts ;
5. All vessels, boats, and other fishing craft, tackle, nets, seines, lines or other fishing apparatus, and provisions belonging to any fisherman and necessary for his subsistence and that of his family or for his fishing operations. Such effects may, however, be seized and sold for their purchase price, but not between the first day of May and the first day of November ;
6. Pay and pensions of persons belonging to the Army or to the Navy ;
7. Contingent emoluments and fees due to ecclesiastics and ministers of worship by reason of their current services and the income of their clerical endowment ;
8. The salary of professors, tutors and school-teachers ;
9. Salaries of public officers ; with the exception of those of public officers and employees of the Province, whether permanent or not, which are seizable for :
 - (a) One-fifth of every monthly salary not exceeding one thousand dollars per annum ;
 - (b) One fourth of every monthly

suel d'un traitement ou salaire excédant mille piastres mais n'excédant pas deux mille piastres par année ;

(c) Un tiers du paiement mensuel d'un traitement ou salaire excédant deux mille piastres par année ;

10. Les traitements des greffiers dans les cités et villes constituées en corporation, excepté dans la proportion mentionnée dans le paragraphe 9

11. Tous autres traitements, salaires et gages à quelque époque et de quelque manière qu'ils soient payables, pour :

(a) Quatre cinquièmes, s'ils n'excèdent pas trois piastres par jour ;

(b) Trois quarts, s'ils excèdent trois piastres mais n'excèdent pas six piastres par jour ;

(c) Deux tiers s'ils excèdent six piastres par jour ;

12. Les livres de compte, titres de créances et autres documents en la possession du débiteur, sauf ce qui est mentionné en l'article 641 ;

13. Toutes pensions accordées par les institutions financières ou autres à leurs employés, en vertu de caisses de retraite ou fonds de pensions établis entre les dits employés, ainsi que les versements payés ou à être payés pour former les dits fonds de pensions et donner droit aux avantages en découlant.

1. Le donateur ne peut stipuler que la rente viagère, qu'il oblige le donataire de lui payer sa vie durant, sera insaisissable. — C. C., 1901. *Gauthier vs Gauthier & Rouleau*, 7 R. de J., 322; CROQUETTE, J.

2. Le fait qu'un héritier grevé de substitution aurait hypothéqué les biens à lui légués et déclarés insaisissables, ne l'empêche pas de s'opposer à la saisie et vente d'iceux, même si la saisie est faite en exécution d'un jugement obtenu pour la somme garantie par cette hypothèque. — C. S., 1898. *Desjardins vs Michaud*, 5 R. de J., 276; CIMON, J.

Confirmé en appel, 12 juin 1899.

3. Les choses léguées en usufruit au défendeur et en propriété à l'opposant, avec clause d'insaisissabilité, ne peuvent

salary exceeding one thousand dollars but not exceeding two thousand dollars per annum ; and,

(c) One-third of every monthly salary exceeding two thousand dollars per annum ;

10. Salaries of city or town clerks in incorporated cities or towns, except as to the proportions mentioned in Paragraph 9 ;

11. All other salaries and wages, at whatever time and in whatever manner payable, for

(a) Four-fifths, when they do not exceed three dollars per day ;

(b) Three-quarters, when they exceed three dollars but do not exceed 8 x dollars per day ; and

(c) Two-thirds when they exceed six dollars per day ;

12. Books of account, titles of debt and other papers in the possession of the debtor, except as mentioned in Article 641.

13. All pensions granted by financial or other institutions to their employees, by means of retiring funds or pension funds established among the said employees, as well as the instalments paid, or to be paid, to form such pension funds and to give a right to the benefits arising therefrom.

être valablement saisies sur le défendeur usufruitier. — La prohibition d'aliéner portée à ce testament enlève aux créanciers du défendeur-usufruitier, le droit de saisir sur lui les biens qui se détériorent peu à peu par l'usage, et à lui légués en usufruit pour le paiement de dettes qui lui sont personnelles. — C. C., 1899. *Bazin vs Jeannotte*, 5 R. de J., 507; THÉLIER, J.

4. Dans une saisie-gagerie, où un gardien volontaire a été nommé par l'huissier saisissant à défaut du défendeur d'en offrir un autre, celui-ci ne peut demander à être mis en possession des effets saisis, parce que les effets saisis sont insaisissables, et parce qu'un créancier du demandeur aurait saisi-ariété la créance due par le défendeur et qu'un jugement sur

ces saisie-arrests aurait condamné le défendeur de payer au saisissant au lieu du demandeur.—C. S., 1899. *Leblanc vs Paulez*, 5 R. L. n. s., 312; DORRITY, J.

5. Malgré que le donateur ou testateur ait stipulé que les choses données ou stipulées ne pourraient être saisies "pour quelque raison que ce soit", ces choses cependant peuvent être saisies pour dette alimentaire.—C. C., 1898. *Préfontaine vs Valois & Prévost*, 16 R. J. O., 613; CHAMPAGNE, J.

6. Un statut interprétant ou modifiant un testament doit être interprété comme un codicille à ce testament.—Si ce statut détache, d'une somme considérable à être divisée plus tard entre les héritiers, une certaine somme à prendre sur les revenus, sans déclarer que cette dernière somme sera à titre d'aliments, cette somme ainsi détachée ne sera pas saisissable, quand même le capital le serait.—C. S., 1901. *The Union Bank of Canada vs Ogilvie*, 4 R. P., 157; PAGNUELO, J.

7. La partie qui veut faire saisir-arreter des revenus insaisissables, en prouvant que la créance est alimentaire, ne peut prouver la nature de sa créance sans avis à son débiteur tant de la preuve qu'elle entend faire que de l'inscription pour jugement.—C. S., 1901. *Gratton vs McCready*, 4 R. P., 155; PAGNUELO, J.

8. Des dommages réels accordés pour blessures sont de nature alimentaire et par conséquent insaisissables et non compensables.—C. C., 1900. *Cloutier vs Cie de Chemin de fer de Colonisation Monfort et Rivière*, 6 R. de J., 512; TASCHEREAU, J.

9. An amount awarded by judgment to indemnify plaintiff for loss of time, and \$25 for costs of medical expenses from an accident, although the doctor may not have yet been paid his account, is not an alimentary allowance granted by the Court within the meaning of article 599 § 4 C. C. P.—C. S., 1900. *Renaud vs Malo & Desrivieres*, 7 R. de J., 107; TAIT, J.

10. Des choses léguées à titre d'aliments peuvent être saisies pour des aliments que le légataire doit à des tiers.—C. S., 1898. *Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Martin*, 15 R. J. O., 160; CHOUQUETTE, J.

Comp. C. A., 1895, *Wilson & Briscois*, 4 R. J. O., 238, Code, article 599, n. 22.

11. Dans notre procédure, sous l'article 599, par. 4, il n'y a pas lieu de distinguer quant à la saisissabilité des aliments entre la dette alimentaire antérieure et la dette alimentaire postérieure au titre constitutif du droit à ces ali-

ments.—Les pensions peuvent donc être saisies pour toutes dettes alimentaires.—La distinction qui résulte, en France, de l'article 582 du code de procédure, n'existe pas dans notre droit.—C. C., 1900. *Labrecque vs Gauthier*, 2 R. P., 494; DORRITY, J.

12. Une pension alimentaire obtenue par jugement en vertu d'une donation entrevifs à titre onéreux, est saisissable comme une créance ordinaire et n'est pas privilégiée.—C. S., 1898. *D'Auteuil vs Maltais*, 1 R. P., 589; GAGNÉ, J.

13. En vertu du *Merchant Shipping Act*, les gages d'un marin sont insaisissables et un chauffeur à bord d'un bateau à vapeur est un marin.—C. S., 1897. *Dion vs Boudreau*, 4 R. L. n. s., 161; ANDREWS, J.

14. Held (affirming the judgment of Pagnuelo, J., as to its *dispositif*, but for different reasons):—A sum of money due to a school-teacher, as a subsidy payable out of the fund appropriated by the legislature as allowance to institutions and superior schools, being money due by the government of the Province, and not money due as the salary of a public officer, is not seizable in the hands of the government under a writ of attachment by garnishment.—C. R., 1901. *Beauchemin vs Fournier & de C.*, 20 R. J. O., 272; TAIT, MATHIEU & DORRITY, JJ.

15. L'argent dû à un petit juré, pour son indemnité comme tel, est insaisissable.—C. C., 1901. *Brouillard vs Shawl*, 4 R. P., 181; CHAMPAGNE, J.

16. Le salaire des régistrateurs n'est pas saisissable en vertu de l'article 599 C. P.—C. S., 1899. *Garant vs Carrier*, 15 R. J. O., 601; CASAUULT, J.

17. Le curateur nommé à la liquidation des biens d'un failli est un fonctionnaire public dont les honoraires sont, aux termes de l'article 599 C. P., insaisissables.—C. S., 1900. *Snyder & Gagnon*, 3 R. P., 271; LORANGER, J.

18. Un médecin, surintendant d'un asile d'aliénés sous le contrôle du gouvernement de la province de Québec, est un fonctionnaire public dont le salaire est saisissable pour partie seulement.—C. S., 1898. *Taché vs Devlin*, 1 R. P., 360; LORANGER, J.

19. Held (affirming the judgment of the Superior Court, Curran, J., 15 R. J. O., 262):—A city assessor is a public officer, within the meaning of article 599 C. C. P., and his salary is not liable to seizure by garnishment.—C. A., 1899. *Stewart & Euard*, 8 R. J. O., 404.

20. Un shérif qui reçoit des honorai-

res, plus un salaire pour pourvoir à l'administration de la justice, n'est pas un fonctionnaire public dont le salaire soit saisissable pour une partie, mais le salaire en est insaisissable.—C. S., 1898. *Mongeau vs Arpin*, 1 R. P., 288; 18 R. J. O., 395; CHAMPAGNE, J.

21. Les montants dus aux sténographes officiels, pour dépositions prises en cour, sont considérés comme un salaire et saisissables pour un cinquième.—C. S., 1901. *Létourneau vs Collin & Turcotte*, 4 R. P., 122; 7 R. de J., 309; MATHIEU, J.

22. La saisie du salaire d'un employé civil est régie par le § 9 de l'article 599 C. P., et l'article 697 ne s'y applique pas.— Une motion pour faire déclarer tenant la saisie d'un salaire sera renvoyée comme inutile.—C. S., 1901. *Garand vs Bolleau & Cherrier*, 4 R. P., 158; PAGNELO, J.

23. An alimentary pension in favor of pensioners of the Crown can only be seized for an alimentary debt running concurrently with the pension.—C. S., 1902. *Hamein vs Perrault & The Harbor Commissioners*, 8 R. de J., 95; AACHIBALD, J.

24. La partie non saisissable d'un salaire peut être saisie pour une dette alimentaire.—C. S., 1899. *Beattie vs Raper & Lindsay*, 16 R. J. O., 508; LOURANGE, J.

25. Si sur saisie-arrêt après jugement, le salaire d'un employé a été saisi, et que le débiteur fasse ensuite cession de ses biens, le salaire non échu n'est pas compris dans les biens possédés par le failli lors de la cession, et le curateur ne peut le réclamer.—C. S., 1899. *St-Martin vs Desmarreau*, 2 R. P., 248; MATHIEU, J.

26. Le salaire d'un époux à l'emploi de son épouse n'est pas saisissable par voie de saisie-arrêt à la poursuite d'un créancier de l'époux.—C. S., 1898. *St-Pierre vs Towle & Dufresne*, 5 R. de J., 378; GILL, J.

27. Le salaire d'un organiste tombe sous l'opération du paragraphe 11 de l'article 599 C. P. C., et n'est saisissable que dans la proportion qui y est indiquée.—C. S., 1899. *Beil vs Larivée & Tassé*, 16 R. J. O., 229; MATHIEU, J.

28. Le défendeur Champagne était l'agent à Québec de la compagnie tierce saisie, moyennant un salaire de \$1 par année, et une commission qu'il retenait sur les primes qu'il percevait pour la compagnie, à laquelle, après cette déduction, il remettait la différence des primes. Sur une saisie-arrêt entre ses mains, la tierce saisie déclara ces faits, ajoutant qu'elle ne devait rien au défendeur. Sub-

équemment, sur jugement ordonnant à la compagnie de déclarer le montant de la commission que le défendeur avait retenue sur primes collectées depuis la signification de la saisie-arrêt, la tierce saisie déclara que le défendeur avait retenu \$80.70 pour sa commission, ajoutant, cependant, qu'il lui devait plus que ce montant.—Jugé: Que l'acte de l'agent en retenant ces commissions étant l'acte de la compagnie, celle-ci était censée lui avoir payé le montant des commissions ainsi retenues, et ces paiements ayant été faits depuis la signification de la saisie-arrêt, le demandeur était bien fondé, sans avoir contesté la déduction de la tierce saisie, à demander que cette dernière fut condamnée à lui payer pareil montant.—Que, cependant, les commissions ainsi retirées par le défendeur, tombant sous le coup de l'article 599 C. P. C., § 11, la saisie ne portait que sur un cinquième des montants ainsi payés.—Que la tierce saisie ne pouvait pour les commissions retirées par le défendeur depuis la signification de la saisie-arrêt, opposer ce que ce dernier lui devait, la compensation ne pouvant plus alors s'opérer au préjudice de la saisie-arrêt.—C. S., 1899. *Gauthier vs Huot & The Royal Victoria Life Insurance Co.*, 16 R. J. O., 242; 2 R. P., 273; 5 R. L. n. s., 372; MATHIEU, J.

29. V. Supplément, article 697. *Payfer vs Beauchamp & Monnette*, n. 5.

603.

1. Lorsqu'un bref d'exécution de ter-
ris a été adressé au shérif d'un district et que celui-ci a fait rapport qu'il n'a trouvé dans ce district aucuns biens à saisir, le protonotaire peut adresser le même bref au shérif d'un autre district où le défendeur a des biens.—C. S., 1901. *Dillon vs The Atlantic and Lake Superior Railway Co.*, 19 R. J. O., 533; PAGNELO, J.

607.

1. Si l'opposition à une exécution qui a été émise à la requête du procureur distrayant et de sa partie est mal fondée par rapport au procureur, celui-ci peut demander le renvoi quant à lui.—C. S., 1900. *Laramée vs Hubert & Charbonneau*, 3 R. P., 167; MATHIEU, J.

2. Lorsqu'une saisie-arrêt après jugement est prise au nom d'un demandeur décédé, et que le défendeur et le tiers saisi demandent par motion, main levée de cette saisie, il sera ordonné aux représentants du demandeur décédé d'intervenir dans la contestation de la saisie-arrêt.—C. S., 1899. *Lindsay vs Pailliser*, 2 R. P., 206.

610.

1. Les demandeurs avaient poursuivi le défendeur au possessoire. Le défendeur n'avait pas invoqué qu'il possédait comme locataire de l'opposant. Mais il plaida comme s'il était le seul possesseur et qu'il possédait pour lui-même. Jugement au possessoire a été prononcé contre le défendeur, lui ordonnant de remettre aux demandeurs la possession du terrain, d'enlever les constructions qu'il y a faites et de remettre le terrain aux demandeurs dans le même état qu'il était avant le trouble. Bref de possession contre le défendeur en exécution de ce jugement. L'opposant, qui n'était pas partie à l'action possessoire, s'oppose à ce bref de possession, alléguant que le défendeur n'est que son locataire, que c'est lui, l'opposant, qui est le seul et vrai possesseur et aussi le seul et vrai propriétaire. — Jugé: Que ce jugement ne lie pas l'opposant, qui n'y était pas partie, que le défendeur n'y représentait pas l'opposant et que l'opposant ne représente pas aujourd'hui le défendeur; et que, si l'opposant est le vrai possesseur ou le vrai propriétaire du terrain, il a le droit de se protéger contre ce bref de possession, et la présente opposition est un des bons moyens de se protéger ainsi. — C. S., 1901. *Price vs Leblond*, 8 R. de J., 190; CIMON, J.

Confirmé en révision. CASALT, ROU-THIER & ANDREWS, JJ.

2. Une opposition à un bref de possession, qui allègue que depuis le jugement rendu contre le défendeur, ce dernier a obtenu d'un des procureurs du demandeur la permission d'occuper encore un certain temps la chambre louée du demandeur, et qui est accompagnée d'un ordre de sursis donné par un juge de la cour supérieure, ne sera pas renvoyée sur motion. — C. S., 1900. *Hart vs Dubreuil*, 3 R. P., 291; MATHIEU, J.

612.

1. When a judgment is inscribed in review and confirmed by the Court of Review, the judgment of the latter court takes the place of the original judgment, and the delay for execution runs from the reception by the prothonotary of the judgment of the Court of Review. Even assuming that this were not so, the delay for execution in any event ceases to run from the date of the deposit and inscription in review, and only recommences to run from the date of the judgment rendered by the Court of Review. — C. S., 1899. *O'Dell vs Bell & Darveau*, 17 R. J. O., 373; DOHERTY, J.

2. Toutes formalités essentielles ac-

complies et en l'absence de fraude, l'exécution du jugement de séparation de biens peut avoir lieu ou du moins les procédures pour la poursuivre peuvent commencer en tout temps après le délai fixé par l'article 612 C. P., sujet à la prescription décrétée par l'article 2265 C. C. — C. S., 1900. *Tourneur vs Drouin*, 3 R. P., 169; MATHIEU, J.

3. Lorsque sur une requête, accompagnée d'une déposition donnée en conformité de l'article 612 C. P. C., un demandeur a été autorisé par le juge à mettre son jugement à exécution avant l'expiration du délai ordinaire, le défendeur peut contester la véracité des allégations de la déposition ainsi produite, soit par voie de requête en cassation, comme en matière de saisie-arrêt avant jugement, soit par voie d'opposition à fin d'annuler la saisie pratiquée ainsi prématurément en vertu de l'autorisation obtenue sur telle déposition. — C. S., 1902. *Archambault vs Archambault*, 8 R. de J., 457; BELLOUMIER, J.

4. V. Supplément, article 931, *Lévesque vs Beaulieu*, n. 1.

613.

1. The seizure of moveables of the debtor in the hands and possession of a third party without the latter's consent is absolutely null, and the debtor whose moveables are so seized can invoke this nullity. C. P. 613. — C. S., 1900. *Grimes vs Wherry*, 6 R. de J., 507; LYNCH, J.

2. V. Supplément, article 646, *Pauzé vs Jubinville & Donahue*, n. 10.

614.

1. L'un créancier en vertu d'un jugement peut, par un bref d'exécution, faire saisir les biens de son débiteur, même si, antérieurement, une saisie-arrêt a été signifiée à son débiteur, mais dans ce cas, le bref d'exécution ne devra pas ordonner à l'huissier porteur du bref de prélever le montant dû et de le remettre au saisissant, il devra, au contraire, lui ordonner de le déposer en cour. — C. S., 1899. *Walker vs Thompson & Walker*, 5 R. L. n. s., 412; PAGNUELLO, J.

2. Where a creditor of the plaintiff, before execution against the defendant, caused a writ of garnishment to be served on defendant, such writ does not suspend the proceedings under the execution, unless the defendant deposits into court the amount of the judgment with interest and costs. — C. S., 1902. *Montambault vs Niquette*, 4 R. P., 411; DAVISON, J.

3. Le demandeur, ayant fait saisir, en même temps, les meubles et les immeu-

bles de la défenderesse,—et ses enfants, par leur père et tuteur, ayant, par opposition, réclamé ces meubles comme leur propriété,—peut de suite faire procéder à la vente de l'immeuble sans attendre que l'opposition soit maintenue, car il n'est pas tenu de pousser plus loin la discussion de ces meubles.—Le shérif, ayant, avant de rapporter le bref, ses procédures et l'opposition à la saisie des meubles, pris une copie de ce bref et du procès-verbal de saisie de l'immeuble, pouvait, sans autre autorité, et sans attendre de jugement sur l'opposition aux meubles, procéder à annoncer l'immeuble en vente et à le vendre.—C. S., 1901. *Gaudreau vs Tetu*, 20 R. J. O., 402; CIMON, J.

4. V. Supplément, article 599, *Leblanc vs Pauzé*, n. 4.

615.

1. L'opposant qui prétend avoir fait des paiements à compte du jugement doit en donner les détails pour pouvoir demander déduction.—L'omission de créditer des à comptes reçus n'annule pas la saisie, mais donne droit à une réduction du montant porté au bref, C. P. C., 615.—C. S., 1901. *Connolly vs Baile des Chaleurs Railway Company & Traction Co.*, 7 R. de J., 258; LORANGER, J.

617.

1. Dans le cas où des meubles sont saisis conjointement sur deux défendeurs à leur domicile commun, il n'est pas nécessaire d'indiquer lequel est le propriétaire de ces meubles.—C. S., 1899. *Nash vs Honan*, 5 R. L. n. s., 424; ARCHIBALD, J.

620.

1. If the debtor be absent, or if there be no one to open the doors of the house, the seizing officer must draw up a minute of the fact, and obtain judicial authority to use all necessary force, but only in the presence of two witnesses. It is a breaking in for an officer, by a false pretence, to procure a person within the house to open the door, and then, without permission, to rush in with violence. He must notify the inmates of his business and demand admittance.—C. S., 1901. *Kaufman vs Campeau*, 19 R. J. O., 479; DAVIDSON, J.

621.

1. Une opposition afin d'annuler faite par un défendeur et basée sur la seule raison que l'huissier n'a pas nommé de gardien judiciaire au désir de la loi, lorsque le défendeur est lui-même resté depuis en possession des effets saisis, sera renvoyée sur motion, comme frivole et

faite pour retarder injustement la vente.—C. S., 1899. *Globensky vs Sanguinet*, 5 R. L. n. s., 513; 2 R. P., 493; DOHERTY, J.

2. Le fait que l'huissier saisissant ne constaterait pas, par son procès-verbal, qu'il a requis le défendeur de fournir un dépositaire solvable, avant de nommer un gardien d'office, n'est pas une cause de nullité de la saisie, si le défendeur ne se plaint pas que l'huissier a refusé d'accepter un gardien solvable.—C. R., 1900. *Lachance vs Lachance*, 3 R. P., 282; MATHIEU, CURRAN & LEMIEUX, JJ.

3. Where a bailiff seizes moveable property as belonging to the defendant, and fails to appoint a guardian to the goods so seized, the opposant who claims the property has a right to petition the Court for the appointment of a guardian to the same, and the bailiff is bound to accept such guardian, if the latter can comply with the requirements of article 621 C. P.—C. S., 1898. *Genser vs Schwartz & Taube*, 2 R. P., 29; DAVIDSON, J.

622.

1. V. Supplément, article 621.

2. Un huissier ne peut forcer un défendeur à accepter la charge de gardien d'office de ses effets saisis; s'il le fait, il agit contrairement aux dispositions de l'article 622 C. P. C.—Le fait que le défendeur a été ainsi nommé gardien, malgré son refus, constaté au procès-verbal de saisie, ne rend pas la saisie nulle, mais ce défendeur peut, sur requête, obtenir d'être libéré de cette garde, en par lui remettant les effets saisis au demandeur ou à l'huissier, dans le délai qui sera fixé par le tribunal. Les frais ainsi occasionnés par le changement de gardien seront, en ce cas, supportés par le demandeur, qui a acquiescé aux procédures de l'huissier.—C. S., 1901. *Viger vs Normandeau*, 7 R. de J., 444; DELORMIER, J.

623.

1. Un gardien volontaire à une première saisie de meubles ne peut demander l'annulation d'une seconde saisie des mêmes meubles dans une autre cause, parce qu'un autre gardien aurait été nommé à cette seconde saisie.—C. S., 1900. *Joly vs Younie & Wood*, 6 R. de J., 564; 3 R. P., 190; MATHIEU, J.

2. An opposition made on the ground that the things seized were already under seizure, and that the bailiff, instead of appointing a new guardian, should have taken the guardian in the first seizure, is not frivolous, and shall not be dismissed

on motion. — C. S., 1898. *Pelletier vs Campbell*, 1 R. P., 369; 14 R. J. O., 519; TAIT, J.

624.

1. V. Supplément, article 623.

2. Le gardien nommé d'office qui déplace les effets saisis, doit, si la saisie est annulée, les rapporter au domicile du saisi, et le saisi a un recours contre lui pour ces effets, par voie de règle nisi. — C. S., 1901. *Adams vs Mulligan*, 4 R. P., 60; 20 R. J. O., 203; MATHIEU, J.

630.

1. When a *procès-verbal* declares that the guardian has been furnished by one party to the suit, it shall not be allowed to such guardian to contest such *procès-verbal* as erroneous on this point on a motion made at the *enquête*. It is too late, especially so, when the guardian was fully aware of this alleged error from the start. — C. S., 1898. *Bouchard vs Dion*, 15 R. J. O., 243; ANDREWS, J.

2. A *procès-verbal* of seizure in which a large quantity of labels seized were merely described as "a lot of labels of different sorts" and also "six boxes of labels" is not in accordance with article 630 C. P., the defendants being entitled to have the effects more particularly described so as to be able to identify them subsequently. — C. S., 1898. *Pelletier vs Campbell*, 14 R. J. O., 519; 1 R. P., 369; TAIT, J.

3. On peut, sans s'incrimer en faux contre le *procès-verbal* de l'huissier saisissant déclarant qu'il a laissé au défendeur tous les meubles qu'il avait droit de garder, prouver qu'il ne les lui a pas laissés. — C. S., 1901. *Adams vs Mulligan*, 20 R. J. O., 251; LANGELIER, J.

635.

1. L'avis de vente ne doit pas nécessairement mentionner le montant que le bref d'exécution ordonne à l'huissier de prélever, et une opposition à fin d'annuler basée sur cette prétendue irrégularité sera renvoyée sur motion. — C. S., 1898. *Boyer vs Charbonneau*, 1 R. P., 548; MATHIEU, J.

637.

1. Le défendeur a le droit de s'opposer à ce que la vente des meubles qui ont été saisis sur lui soit faite à son domicile actuel, si ces meubles n'y ont pas été saisis et ne s'y trouvent plus au moment de la vente. — C. S., 1901. *Adams vs Mulligan*, 19 R. J. O., 398; LANGELIER, J.

638.

1. L'article 638 C. P. C. n'exige pas que les avis de vente soient donnés dans les deux langues à la porte de l'église, surtout lorsqu'il est établi qu'à l'endroit de telle vente il n'y a pas d'église anglaise, et que toute la population est de langue française. — C. R., 1900. *Germain vs Lamoureux & Lévy*, 7 R. de J., 220; TAIT, TASCHEREAU & LORANGER, JJ.

2. Une opposition basée sur le fait que la vente a été annoncée comme devant être faite à Montréal, au domicile du défendeur, qui réside à Westmount, doit être contestée régulièrement, et ne sera pas renvoyée sur motion. — C. S., 1899. *Burke vs Honan*, 2 R. P., 252; MATHIEU, J.

640.

1. Lorsqu'il y a eu saisie provisionnelle avant jugement dans une cause, il n'est pas nécessaire que l'avis de vente qui, au terme de l'article 640 du code de procédure civile, doit être donné au défendeur et au gardien, mentionne le montant que le bref d'exécution ordonne de prélever. — C. S., 1898. *Boyer vs Charbonneau*, 15 R. J. O., 323; MATHIEU, J.

644.

1. A defendant, who opposes a seizure on the ground that it was illegally made, cannot, by his opposition, claim damages against the seizing party on account of such irregularities, and that part of his opposition will be dismissed on motion. — C. S., 1899. *Baynes vs Honan*, 2 R. P., 186; DOHERTY, J.

645.

1. Un opposant, dans une opposition afin d'annuler, peut obtenir la permission d'amender son opposition pour y ajouter un nouveau moyen de nullité, en payant certains frais. — C. S., 1899. *Burke vs Honan*, 6 R. L. n. s., 196; CURRAN, J.

2. Un tiers n'a pas le droit d'attaquer une saisie pour cause d'irrégularités. — C. S., 1899. *Germain vs Lamoureux & Lévy*, 16 R. J. O., 404; LANGELIER, J.

3. Si l'opposition à une exécution qui a été émise à la requête du procureur distrayant et de sa partie est mal fondée par rapport au procureur, celui-ci peut demander le renvoi quant à lui. — C. S., 1900. *Laramée vs Hubert & Charbonneau*, 3 R. P., 167; MATHIEU, J.

4. Le défendeur qui, ayant été condamné par jugement sous les noms de "E. Henri T.," et qui, sur l'exécution du dit jugement, est nommé gardien, ne peut ensuite, et après l'avis légal de vente,

s'opposer à telles saisie et vente sur le motif qu'il se nomme "E. Honoré T.," et que le jugement est illégal.—C. S., 1901. *Masson vs Tellier*, 7 R. de J., 403; MATHIEU, J.

5. Une opposition basée sur le seul défaut d'avis de taxation du mémoire de frais, sans allégation de surcharge, sera renvoyée avec dépens.—C. S., 1901. *Poirier vs Girard*, 4 R. P., 124; CHAMPAONE, J.

6. Sur une opposition basée sur l'irrégularité des avis de vente et l'insaisissabilité de quelques uns des effets saisis, le saisissant peut, par motion, demander que l'opposition soit déclarée bien fondée, et qu'il lui soit permis de faire vendre les autres effets en donnant des avis de vente réguliers.—C. S., 1899. *Jean alias MacLean vs deMarchi & Desaulniers*, 2 R. P., 442; MATHIEU, J.

7. Un défendeur qui se prétend propriétaire d'une somme d'argent due par un tiers-saisi au demandeur en vertu d'un jugement maintenant une saisie-arrest prise contre lui, doit se pourvoir contre ce dernier jugement par une opposition à jugement et non par une opposition afin de conserver.—C. S., 1899. *St Charles vs Cabana & The National Assurance Co.*, 5 R. L. n. s., 512; L'ANGLIER, J.

8. Un jugement déclarant une saisie-gagerie bonne et valable, et ordonnant la vente des biens saisis, constitue chose jugée sur une opposition afin d'annuler fondée sur des vices ou des irrégularités dans la saisie.—C. S., 1901. *Adams vs Mulligan*, 20 R. J. O., 251; L'ANGLIER, J.

9. Un défendeur ne peut invoquer par opposition à une saisie après jugement, des irrégularités—dans l'espèce, une désignation erronée, dans le procès-verbal de saisie, de sa résidence—qu'il aurait pu opposer par exception à la forme avant jugement, et telle opposition sera rejetée sur motion.—C. S., 1900. *Atkinson vs Ryan*, 18 R. J. O., 427; MATHIEU, J.

10. An opposition filed by a defendant to a seizure in execution of a judgment rendered against him, asking that it be declared that the amount due under said judgment has been partially extinguished and judicially transferred by reason of certain seizures effected in the hands of defendant at the instance of one of Plaintiff's judgment creditor, cannot be maintained, when said opposition does not set forth the payment or deposit of any portion of the amount due Plaintiff—nor the amount of the seizures nor that the judgments thereon have declared said seizures *tenantes*.—It is no part

of Plaintiff's duty to determine the amount of such seizures, even if the same could be lawfully urged in total or partial liquidation of Plaintiff's judgment.—In the present instance, Defendant ought to have pleaded to Plaintiff's action any rights to which he might have been entitled in the way of payment or subrogation of the debt claimed by reason of such seizures in his hands, not having done so, the judgment rendered in favor of plaintiff made said claim executory within the legal delays.—C. S., 1902. *Montambault vs Niquette*, 8 R. de J., 443; 4 R. P., 411; DAVIDSON, J.

646.

1. Le propriétaire d'un objet saisi-gagé qui est au courant des procédés pris contre son débiteur, n'est pas tenu d'intervenir dans l'action, mais peut se pourvoir, lors de l'exécution du jugement, par opposition à fin de distraire, sans avoir à recourir à la tierce opposition.—C. C., 1899. *Gravel vs Rose & The Singer Manufacturing Co.*, 5 R. de J., 554; CHAMPAGNE, J.

2. Un sous-locataire, qui a eu connaissance d'une saisie-gagerie pratiquée contre le locataire principal, dans laquelle les effets mobiliers de ce sous-locataire ont été saisis, n'est pas, pour cela, privé du droit de faire une opposition à la vente de ces mêmes effets, bien qu'il ne soit pas intervenu sur la saisie-gagerie et bien que par le jugement maintenant la saisie-gagerie, telle saisie ait été déclarée bonne et valable.—C. S., 1900. *Burland vs Toland & Wynne*, 7 R. de J., 47; MATHIEU, J.

3. Lorsque le bail consenti au locataire principal contient une défense de sous-louer sans le consentement par écrit du locateur, le sous-locataire, même alors qu'il a payé son loyer, ne peut demander la distraction de ses meubles saisis gagés par tel locateur.—Le sous-locataire peut, dans ces circonstances, produire une opposition à la saisie et vente des effets du dit sous-locataire que la loi exempte de saisie.—L'opposition du sous-locataire, mal fondée quant aux effets non exempts de saisie, mais bien fondée quant aux effets que la loi exempte de saisie, sera, dans ces circonstances, maintenue partiellement sans frais.—C. S., 1901. *Burland vs Toland & Larue*, 7 R. de J., 524; PAGNELO, J.

4. Un navire hypothéqué ne peut au préjudice du créancier hypothécaire et sans le consentement de ce dernier ou l'ordre d'un tribunal compétent, être saisi à la poursuite d'un créancier ordinaire du propriétaire du navire.—Le fait de la part du créancier ordinaire de faire au-

noncer en vente un navire "sujet à toutes les hypothèques enregistrées," ne suffit pas pour le dispenser d'obtenir ce consentement ou cet ordre.—C. S., 1901. *Daignault vs Brulé & Cohen*, 7 R. de J., 528; DORION, J.

V. Supplément, article 665, n. 1.

5. Un tiers n'a pas le droit d'attaquer une saisie pour cause d'irrégularités.—C. S., 1899. *Germain vs Lamoureux & Levy*, 16 R. J. O., 404; LANGELIER, J.

6. Un tiers qui fait une opposition afin de distraire à une saisie de meubles ne peut invoquer comme moyen que les effets saisis sont insaisissables en loi, ce moyen ne peut être invoqué que par le défendeur, et personne ne peut exciper du droit d'autrui.—C. S., 1900. *Beaubien vs Perrault & Piché*, 6 R. L. n. s., 43; MATHIEU, J.

7. Deux personnes ne peuvent, par une même opposition afin de distraire, réclamer deux objets différents, et une telle opposition sera renvoyée sur exception à la forme.—Les tribunaux doivent protéger le revenu de la province.—C. S., 1901. *Hill vs Howley*, 4 R. P., 176; 20 R. J. O., 269; LANGEOLIER, J.

Confirmé en revision, 4 R. P., 353; TASCHEREAU, DAVINSON & TRENHOLME, JJ.

8. Le gardien volontaire à une saisie de meubles ne peut pas s'opposer à la saisie et à la vente de ces meubles dans une autre cause où il n'est pas nommé gardien.—C. S., 1900. *Joly vs Younie & Wood*, 3 R. P., 190; 6 R. de J., 564; MATHIEU, J.

9. Une opposition alléguant que l'opposant est propriétaire des animaux saisis pour les avoir elle-même achetés et payés de ses propres deniers, appuyée d'un affidavit suivant les termes de l'article 647 C. P., est suffisamment libellée et ne sera pas rejetée sur motion.—C. C., 1901. *Perron vs Marquis & Dubois*, 4 R. P., 174; 7 R. de J., 483; CHOQUETTE, J.

10. Une opposition à une saisie d'objets mobiliers qui contient une allégation à l'effet que l'opposant, lors de la saisie et pour longtemps auparavant, était en possession de tels objets saisis, est suffisante pour faire maintenir cette opposition, vu que la possession actuelle de biens mobiliers corporels à titre de propriétaire, fait présumer le juste titre, et que le créancier ne peut, par saisie-exécution, saisir que les effets mobiliers qui sont en la possession du débiteur.—Lorsqu'une opposition contient l'allégation d'un droit de propriété de l'opposant aux objets mobiliers saisis, sans alléguer d'une manière suffisante en quoi consiste ce droit, la cour accordera à l'opposant

un délai raisonnable pour compléter cette allégation de manière à préciser comment et quand il est ainsi devenu propriétaire des objets saisis, et, dans ces circonstances, la motion pour renvoi de l'opposition sera rejetée, les frais sur cette motion à suivre le sort du procès.—C. S., 1902. *Pauze vs Jubinville & Donahoue*, 8 R. de J., 367; MATHIEU, J.

11. On the merit of an opposition to the sale of moveable effects, the Court may maintain such opposition and reserve to plaintiff contesting the right to exercise his debtor's rights, by putting the execution into force and effect against the moveables seized, upon plaintiff paying the sum which may be due on such moveables by defendant to such opposant.—C. S., 1900. *Smeal vs Smeal & Emmans*, 6 R. de J., 515; CURRAN, J.

12. Si le curateur à un insolvable réclame par voie d'opposition à une saisie-exécution dirigée contre ce dernier, des biens appartenant au failli, mais non inclus dans son bilan, le créancier saisissant est sans droit pour contester cette opposition.—C. S., 1899. *Turcotte vs Jacob & Kent*, 2 R. P., 189; MATHIEU, J.

13. Si un jugement est payé en entier, avant la vente, par un tiers, co-crancier, qui continue ensuite la vente au nom du premier saisissant, et se porte acquéreur, cette vente est complètement nulle, et le créancier acquéreur ne peut faire opposition à une vente subséquente, faite à la demande d'un troisième créancier.—C. C., 1899. *Terreau vs Hébert & Lavery*, 2 R. P., 230; ANDREWS, J.

14. V. Supplément, article 220, *Jolein vs Cassin & The Mason and Risch Piano Co.*, n. 5.

647.

1. Un amendement à une opposition ne peut être permis, parce que, l'opposition étant assermentée, l'amendement aurait pour effet d'introduire dans l'opposition un allégué nouveau qui ne serait pas appuyé d'affidavit.—C. S., 1902. *Farand vs Emond & Larivee*, 4 R. P., 312; 8 R. de J., 259; LANGELIER, J.

V. Supplément, article 515, n. 1.

2. L'article 647 C. P. C., qui exige que l'opposition soit accompagnée d'une déposition sous serment, ne fait pas obstacle à ce que l'opposition soit amendée, mais il en résulte seulement que si l'amendement contient des faits qui ne sont pas allégués dans l'opposition, cet amendement doit être accompagné d'une déposition sous serment affirmant que les faits allégués en icelui sont vrais.—C. S., 1902. *Larocque vs La Cité de Montréal*, 8 R. de J., 424; MATHIEU, J.

V. dans le même sens, Supplément, article 645, *Burke vs Honan*, n. 1.

A comparer:—*Davidson vs Noble*, Supplément, article 654, n. 1.

3. Un affidavit accompagnant une opposition aux saisies et vente de certains biens meubles, et conçu en ces termes: "Tous et chacun des faits allégués dans l'opposition ci-dessus sont vrais au meilleur de ma connaissance. — La présente opposition n'est pas faite pour retarder injustement la cause mais dans le but d'obtenir justice," est suffisant, et rencontre les exigences de l'article 647 C. P. — C. S., 1900. *Beauchêne vs Fortin & Breakey*, 2 R. P., 513; CHOQUETTE, J.

4. La déposition qui doit accompagner l'opposition, suivant l'article 647 C. P., peut être assermentée par le procureur de l'opposant, s'il a une connaissance personnelle des faits allégués. — C. S., 1901. *Savard vs Bertrand & Guay*, 3 R. P., 498; ANDREWS, J.

5. Le shérif est tenu de recevoir une opposition accompagnée d'une déposition, tel que mentionnée aux articles 647 et 727 C. P., et la signification de telle opposition opère sursis de la vente, suivant l'article 729 C. P. — C. S., 1900. *Morinville vs Baril & Laliberté*, 18 R. J. O., 397; CHOQUETTE, J.

6. Une opposition ne sera pas renvoyée sur motion parce qu'il n'y a pas eu un ordre de sursis par le juge, tel qu'exigé par la charte de la ville de St Jean, (53 Vic., c. 71, s. 522), si le shérif a suspendu ses procédés et fait rapport tout comme s'il y avait eu tel ordre de sursis. — Le but essentiel du sursis est de mettre l'opposition et les procédés s'y rattachant devant le tribunal pour adjudication. — Une telle motion, participant de la nature d'une exception à la forme, ne peut être reçue qu'en autant qu'un préjudice est causé par les irrégularités invoquées. — C. S., 1900. *La Ville de St-Jean vs Lefebvre & Hudon*, 3 R. P., 23; CHARLAND, J.

7. V. Supplément, article 208, *Godbout vs McPeak*, n. 1.

8. V. Supplément, articles 25-28, *Lachance vs Lachance*, n. 5.

648.

1. Une opposition à une saisie-exécution, qui ne porte pas de timbres, qui n'a pas été enregistrée au greffe du district où elle a été émanée, et qui n'a pas été signifiée à l'hulssier porteur du bref d'exécution, est illégale et nulle et peut être renvoyée sur motion. — C. S., 1898. *Wilson vs Arel*, 5 R. L. n. s., 26; LOBANGER, J.

2. La signification d'une copie au lieu de l'original d'une opposition, tel que requis par l'article 585 C. P. C. (648 n. c.) ne constitue pas une irrégularité ni un préjudice suffisant pour justifier de renvoyer une telle opposition. — Une requête demandant le renvoi d'une telle opposition sera, dans ces circonstances, renvoyée, mais en, par l'opposant, payant les frais de cette requête. — C. S., 1896. *Brisson vs Lefebvre & Rousseau*, 3 R. de J., 575; MATHIEU, J.

650.

1. Ce n'est que subséquentement au rapport de l'original de l'opposition que l'on peut donner l'avis prévu par l'article 650 C. P. — C. S., 1900. *Gravel vs Tétrault & Lavallée*, 3 R. P., 176; LANGELIER, J.

2. Un avis qu'une opposition a été rapportée et doit être contestée dans les délais ordinaires, donné avant que l'opposition ait, de fait, été rapportée en cour, est illégal et peut être rejeté sur motion. — C. S., 1900. *Poirier vs The Stadacona Water Light and Power Co. & The Standard Drain Pipe Co.*, 6 R. L. n. s., 194; MATHIEU, J.

3. Ce n'est qu'après le rapport de l'original de l'opposition que l'opposant peut donner avis de contester, et une inscription pour jugement *ex-parte*, produite dans le délai voulu du rapport de la copie de l'opposition mais moins de douze jours depuis celui de l'original, sera rejetée sur motion. — C. S., 1900. *Lindman vs Paradis & Demers*, 2 R. P., 477; MATHIEU, J.

4. Il ne suffit pas à un opposant de produire une copie de son opposition, comportant un rapport de signification, pour lui permettre de donner au défendeur un avis en conformité de l'article 650 C. P. C. qu'il aura à contester cette opposition dans le délai de douze jours de la signification de cet avis — un tel avis ne peut être signifié au demandeur qu'après la production ou le rapport de l'original de l'opposition et du bref d'exécution. — Une motion, de la part du demandeur, demandant le rejet d'un avis ainsi signifié prématurément, sera maintenue, vu qu'il a intérêt à empêcher qu'aucune conclusion ne puisse être prise contre lui. — C. S., 1900. *Labelle vs Kyde & Scurder*, 7 R. de J., 324; MATHIEU, J.

5. Un opposant ne peut inscrire *ex-parte* sur le mérite de l'opposition avant d'avoir donné les avis requis au demandeur et au défendeur que l'opposition est rapportée et qu'elle devra être contestée dans les douze jours de la signification de cet avis, tel que requis par l'article 650 C. P. C. — C. S., 1901. *Marcell vs Candlish*, 7 R. de J., 454; PAGUELO, J.

6. Pour faire maintenir une opposition, il est suffisant de faire signifier l'avis du rapport de la dite opposition et de l'inscription pour jugement aux parties qui ont comparu.—C. S., 1898. *Paquette vs Morin*, 5 R. L. n. s., 35; 2 R. P., 21; CURRAN, J.

V. Code, article 1177, n. 56.

7. Le demandeur qui veut faire une exception à la forme à une opposition faite à une saisie, n'est tenu de produire cette exception, sous l'article 650 C. P., que dans les douze jours de la signification de l'avis requis par cet article.—C. R., 1900. *Lachance vs Lachance*, 3 R. P., 282; MATHIEU, CURRAN & LEMIEUX, JJ.

651.

1. The motion for the dismissal of an opposition, wholly or in part, even when it is in the nature of an exception to the form, is not subject to the delays fixed for exception to the form, but is governed by special articles of the code applying thereto.—C. S., 1899. *Baynes vs Honan* 2 R. P., 186; DOHERTY, J.

2. Lorsque les moyens invoqués dans une motion pour rejet d'une opposition participent de la nature d'une exception à la forme, telle motion ne peut être reçue qu'en autant qu'un préjudice est causé par les irrégularités invoquées.—C. S., 1900. *La Ville de St-Jean vs Lefebvre & Hudon*, 3 R. P., 23; CHARLAND, J.

3. Il ne sera pas permis d'examiner un opposant, avant d'avoir contesté son opposition, si la motion par laquelle on demande la permission de faire cet examen n'allègue pas que l'opposition est futile et n'en demande pas le renvoi.—C. C., 1899. *Bouchard vs Ouellette*, 2 R. P., 253; ROUTHIER, J.

4. Une motion pour examiner l'opposant doit être faite dans les quatre jours qui suivent la signification de l'avis du rapport de l'opposition, et ne peut être reçue passé ce délai, même si elle a été précédée d'une motion pour renvoi de l'opposition, accordée pour frais, et faite dans les quatre jours qui suivent le jugement sur cette motion.—C. S., 1898. *Tufts vs Langelier & Fournier*, 2 R. P., 13; LORANGER, J.

5. Aux termes de l'article 651 C. P. C., le demandeur peut, sans alléguer que l'opposition est futile, demander l'examen de l'opposant et le renvoi de l'opposition.—C. S., 1902. *Dupuis vs Beaudry*, 8 R. de J., 347; 4 R. P., 416; ROBIDOUX, J.

6. A motion merely asking for the examination of the opposant, without asking for the dismissal of the opposition

after such examination, will not be granted.—C. S., 1900. *Hogue vs McConnell*, 3 R. P., 387; 7 R. de J., 453; TAIT, J.

7. Une opposition à une saisie mobilière ne sera rejetée sur motion que s'il est clairement démontré qu'elle est faite dans le but de retarder injustement la vente.—C. S., 1900. *Chakifour vs Tuhotte & Desjardins*, 7 R. de J., 127; MATHIEU, J.

8. Bien qu'une motion soit présentée par un demandeur pour le renvoi d'une opposition à une saisie mobilière sur le motif d'insuffisance des allégations, l'opposant, néanmoins, peut présenter une autre motion, demandant à amender son opposition de manière à en compléter les allégations.—C. S., 1901. *Pauzé vs Beauchamp & Pelletier*, 7 R. de J., 400; CURRAN, J.

9. Une opposition dont la production a été permise par un des juges de la cour supérieure ne doit pas être considérée comme faite dans le but de retarder injustement la vente.—C. S., 1900. *Irwin vs Morris*, 7 R. de J., 37; MATHIEU, J.

10. The court will dismiss on motion an opposition *à fin d'annuler* made by joint defendants on the following grounds:—That a *requête civile* is pending to annul the judgment, no order to suspend proceedings having been given by the judge;—That the seizure is made upon defendants jointly without stating which owned the effects seized, the seizure being made in the joint domicile of defendants;—That the notices of sale are irregular, no detail of such irregularity being given.—C. S., 1899. *Nash vs Honan*, 2 R. P., 452; 5 R. L. n. s., 424; ARCHIBALD, J.

11. Une opposition basée sur un bon fait à l'opposante par son mari, en paiement d'une somme à elle donnée par son contrat de mariage, est frivole, et sera renvoyée sur motion.—C. S., 1899. *Geoffrion vs Latour & Paradis*, 1 R. P., 561; MATHIEU, J.

12. An opposition which merely sets forth that the opposant is proprietor of the effects seized, without mentioning any title thereto, is futile and shall be dismissed on motion.—C. S., 1900. *Desroches vs Drapeau & St-Louis*, 3 R. P., 230; 6 R. de J., 546; DAVIDSON, J.

13. Une opposition afin de distraire faite par une femme mariée, séparée de biens, dans laquelle elle allègue qu'elle est propriétaire des meubles saisis pour les avoir acquis, les uns avant son mariage, les autres, partie par cadeaux lors de son mariage, et le reste par donation de son mari suivant l'obligation qu'il en avait prise dans leur contrat de mariage, ne

sera pas renvoyée sur motion, comme futile, en autant que si l'opposant fait la preuve de ces faits et de la bonne foi des parties, l'opposition serait bien fondée en droit. — C. S., 1899. *Demers vs Baird & Fauteux*, 5 R. L. n. s., 185; 2 R. P., 121; MATHIEU, J.

14. Une opposition basée sur le fait que la vente a été annoncée comme devant être faite à Montréal, au domicile du défendeur, qui réside à Westmount, doit être contestée régulièrement, et ne sera pas renvoyée sur motion. — C. S., 1899. *Burke vs Honan*, 2 R. P., 252; MATHIEU, J.

15. L'avis de vente ne doit pas nécessairement mentionner le montant que le bref d'exécution ordonne à l'huissier de prélever, et une opposition à fin d'annuler basée sur cette prétendue irrégularité sera renvoyée sur motion. — C. S., 1898. *Boyer vs Charbonneau*, 1 R. P., 548; MATHIEU, J.

16. Une opposition sur une vente d'immeubles basée sur les deux allégués suivants:—(a) Le demandeur et ses avocats ont reçu certaines sommes d'argent des locataires de la propriété saisie et les défendeurs n'ont pas été crédités pour ces montants;—(b) Les avis requis par la loi pour les ventes d'immeubles n'ont pas été donnés—ne paraît pas à sa face même futile et faite dans le but de retarder injustement la vente et ne sera pas renvoyée sur motion, mais devra être contestée au mérite. Lorsqu'un ordre de sursis est donné par un juge à une vente d'immeuble, un autre juge ne doit pas révoquer cet ordre, à moins de circonstances bien spéciales. — C. S., 1898. *Brennan vs Campbell & Kelly*, 1 R. P., 303; MATHIEU, J.

17. Le tribunal auquel on demande, en vertu de l'article 651 du nouveau code de procédure, le rejet d'une opposition à la vente d'un immeuble, doit la rejeter s'il est convaincu qu'elle a pour objet, non de protéger l'opposant contre une injustice, mais de retarder sans raison la vente. — Si le même opposant a déjà fait plusieurs oppositions qui ont été rejetées, cela constitue une forte présomption que la nouvelle opposition n'a pour but que de retarder injustement la vente. — Le fait qu'un immeuble annoncé pour être vendu par le shérif est compris dans une substitution dont le curateur n'a pas été mis en cause, n'est pas une raison légale d'opposition à la vente. — Lorsque le shérif ayant déjà saisi un immeuble, reçoit du trésorier de la cité de Montréal un état préparé d'après les articles 396 à 399 de la nouvelle charte, constatant que cet immeuble doit des taxes à la cité, il doit

l'annoncer en vente; il n'a pas droit de se contenter de noter l'état comme une opposition à fin de conserver. — L'état préparé par le trésorier de la cité de Montréal en vertu des articles 396 à 399 de la nouvelle charte équivaut à un jugement pour le montant des taxes qui y sont portées, et l'on ne peut invoquer comme moyen d'opposition à la vente de l'immeuble indiqué dans cet état le fait que le rôle d'évaluation sur lequel ont figuré les taxes est contesté. — C. S., 1899. *La Cité de Montréal vs Mandeville*, 2 R. P., 377; LANGELIER, J.

18. Renversant le jugement ci-dessus: — Une opposition afin d'annuler faite à la saisie d'un immeuble, basée sur le fait que cet immeuble avait été antérieurement saisi à la poursuite d'un autre créancier et qu'il y avait déjà eu une opposition sur laquelle il n'y a jamais eu d'adjudication, n'est pas frivole, et ne doit pas être renvoyée sur motion. — La saisie des immeubles faite par la cité de Montréal pour taxes municipales doit être assimilée aux saisies ordinaires d'immeubles *per facias de terris*. — C. R., 1900. *La Cité de Montréal vs Mandeville*, 5 R. L. n. s., 545; TAIT, CIMON & ARCHIBALD, JJ.

19. Le demandeur ne peut demander le renvoi de l'opposition par motion que lorsqu'elle est faite dans le but de retarder injustement la vente, et ce fait appert tant par les allégations même de l'opposition que par les procédures au dossier, mais le fait de produire une seconde opposition après qu'une première a été renvoyée constitue une irrégularité que le demandeur ne peut invoquer que par exception à la forme. — C. S., 1900. *Le Comptoir d'Escompte vs Trudel & Decelle*, 6 R. L. n. s., 267; MATHIEU, J. — C. S., 1900. *Le Comptoir d'Escompte vs Gaudet & Duclos*, 3 R. P., 97; MATHIEU, J.

20. The defendants in a seizure are entitled for their protection to have the number of some labels which are seized mentioned, and to have the same particularly described, so as to be able to identify them hereafter, and an opposition *afin d'annuler* based on the insufficiency of the description of the said labels will not be rejected on motion. — An opposition made on the ground that the things seized were already under seizure, and that the bailiff, instead of appointing a new guardian, should have taken the guardian in the first seizure, is not frivolous, and shall not be dismissed on motion. — C. S., 1898. *Pelletier vs Campbell*, 1 R. P., 369; 14 R. J. O., 519; TAIT, J.

21. Le fait de ne pas produire avec une opposition les pièces y invoquées, n'est pas une raison de la faire renvoyer

sur simple motion, d'après l'article 651 C. P., et la règle de pratique 62 n'est pas impérative. — C. S., 1900. *Morinville vs Baril & Laliberté*, 18 R. J. O., 397; CHUQUETTE, J.

22. Une motion demandant le rejet d'une opposition ou l'examen de l'opposant et le rejet après tel examen, sur le motif que le titre invoqué dans cette opposition n'est point produit, et qu'elle est faite en vue de retarder les procédures, sera maintenue, quant aux dépens, contre l'opposant, si de fait, lors de cette motion le titre invoqué en l'opposition n'était pas produit, quand bien même il résulterait de l'examen de l'opposant que l'opposition n'a pas été faite dans le but de retarder injustement la vente. — C. S., 1902. *Farand vs Emond & Larivière*, 8 R. de J., 141; LAVERGNE, J.

23. A defendant who has been left in possession of the effects seized is without interest to complain of the non appointment of a guardian to such effects, and an opposition by him based solely on that ground is upon its face frivolous and made to retard the sale. — C. S., 1899. *Globensky vs Sanguinet*, 16 R. J. O., 503; 5 R. L. n. s., 513; 2 R. P., 493; DOHERTY, J.

24. Une opposition à une saisie ne sera pas rejetée comme irrégulière, parce que le commissaire qui aurait reçu l'affidavit aurait signé cet affidavit comme suit: "L. P. Dupré, C. C. S. D. pour le district de Montréal." — Une opposition faite par le défendeur, basée sur les paragraphes 1 et 8 de l'article 598 C. P. qui n'allègue pas que l'huissier saisissant ne lui a pas laissé de combustible et de comestibles suffisants pour lui et sa famille, pour trois mois, et qu'il ne lui a pas laissé non plus, le foin et autres fourrages destinés à la nourriture des animaux qui, par le paragraphe 8 du dit article, sont déclarés insaisissables, mais qui allègue seulement que ces effets sont de la catégorie de ceux qui auraient dû être laissés au défendeur, à son choix, en vertu du dit paragraphe de cet article, sera rejetée, sous l'article 651 C. P., comme faite dans le but de retarder injustement la vente, vu que l'opposant n'allègue pas de griefs. — Le fait que l'huissier saisissant ne constaterait pas, par son procès-verbal, qu'il a requis le défendeur de fournir un dépositaire solvable, avant de nommer un gardien d'office, n'est pas une cause de nullité de la saisie, si le défendeur ne se plaint pas que l'huissier a refusé d'accepter un gardien solvable. — C. R., 1900. *Lachance vs Lachance*, 3 R. P., 282; MATHIEU, CURRAN & LEMIEUX, JJ.

25. Une opposition afin d'annuler, alléguant que les immeubles saisis sont erronément décrits au procès-verbal, sans dire en quoi consiste l'erreur ou l'irrégularité, est évidemment faite dans le but de retarder injustement la vente et sera renvoyée sur motion. — C. S., 1900. *Phillips vs St Jean*, 6 R. L. n. s., 297; 3 R. P., 440; MATHIEU, J.

26. Un défendeur ne peut pas invoquer, comme moyen de nullité de la saisie, la description erronée que fait le demandeur de son domicile, si le défendeur est décrit au bref de saisie et au procès-verbal comme il l'a été dans le bref d'assignation, et s'il n'a pas invoqué cette irrégularité dans les délais voulus pour la production d'une exception à la forme (article 176). — L'inscription en révision d'un jugement, produite après les délais voulus par la loi pour inscrire en révision, ne peut pas retarder l'exécution de ce jugement. — Une opposition basée sur ces faits sera renvoyée sur motion. — C. S., 1900. *Atkinson vs Ryan*, 3 R. P., 94; 18 R. J. O., 427; MATHIEU, J.

27. A l'encontre d'une saisie mobilière pratiquée en exécution d'un jugement maintenant une saisie-gagerie en faveur d'un locateur, il ne suffit pas à un opposant d'alléguer que les effets saisis sont sa propriété, ou celle de personnes mineures qu'il représente, il faut de plus que, dans cette opposition, il soit allégué que tels effets ne sont pas soumis au privilège du locateur saisissant. A défaut de cette allégation, l'opposition sera renvoyée sur motion. — C. S., 1901. *Aubertin vs Lahaie*, 7 R. de J., 298; MATHIEU, J.

28. Le privilège du locateur pour son loyer sur les effets mobiliers qui sont sur les lieux loués s'étend à ceux qui appartiennent à un tiers, et une opposition faite à une saisie-gagerie par ce tiers qui invoque seulement son droit de propriété et qui n'en a pas donné avis au locateur avant la saisie, sera renvoyée comme frivole et non fondée. — C. S., 1901. *Quebec Bank vs Tozer*, 4 R. P., 131; ANDREWS, J.

29. An opposition, alleging exemption from seizure of the effects seized, which does not mention that defendant was not allowed to select and withdraw from seizure, and did not in fact select and withdraw from seizure, effects alleged to be exempted from seizure, will be dismissed upon motion as frivolous. — C. S., 1901. *Beaubien Produce and Milling Co. vs Lécuyer*, 7 R. de J., 326; DOHERTY, J.

30. Une opposition à un bref de possession, qui allègue que depuis le jugement rendu contre le défendeur, ce dernier a obtenu d'un des procureurs du de-

mandeur la permission d'occuper encore un certain temps la chambre louée du demandeur, et qui est accompagnée d'un ordre de sursis donné par un juge de la cour supérieure, ne sera pas renvoyée sur motion.—C. S., 1900. *Hart vs Dubreuil*, 3 R. P., 291; MATHIEU, J.

31. Une opposition à une saisie-exécution, qui ne porte pas de timbres, qui n'a pas été enregistrée au greffe du district où elle a été émanée, et qui n'a pas été signifiée à l'huissier porteur du bref d'exécution, est illégale et nulle et peut être renvoyée sur motion.—C. S., 1898. *Wilson vs Arel*, 5 R. L. n. s., 26; LORANOE, J.

32. Le désavouant après jugement, qui ne procède pas avec diligence à faire déclarer le désaveu valable, ne peut s'opposer à l'exécution du jugement, et l'opposition, dans ces conditions, peut être renvoyée sur motion.—C. S., 1900. *Sylvestre vs Struthers*, 3 R. P., 146; MATHIEU, J.

33. Lorsqu'un demandeur après avoir fait saisir un immeuble par le shérif donne ordre à ce dernier de discontinuer les procédés dans la cause, à la suite d'une entente avec le défendeur, et que, subséquemment, l'entente ayant été rompue, le demandeur obtient de la cour la permission de procéder sur le même bref, il n'est pas nécessaire pour le shérif de saisir les biens du défendeur de nouveau, il peut les faire annoncer pour être vendus immédiatement.—Une opposition afin d'annuler basée sur ces moyens sera renvoyée sur motion comme futile et frivole.—C. S., 1899. *Scott vs Guérin*, 5 R. L. n. s., 493; LANGELIER, J.

34. Une opposition ne sera pas renvoyée comme futile sur motion en vertu de l'article 651 C. P., pour la raison que le prix convenu pour l'acquisition de l'immeuble par l'auteur de l'opposant, n'est pas indiqué dans l'opposition et n'apparaît pas avoir été réellement payé.—C. S., 1901. *Savard vs Bertrand & Guay*, 3 R. P., 498; ANDREWS, J.

35. Une opposition alléguant que l'opposant est propriétaire des animaux saisis pour les avoir achetés et payés de ses propres deniers, appuyé d'un affidavit suivant les termes de l'article 647 C. P., est suffisamment libellée et ne sera pas rejetée sur motion.—C. S., 1901. *Perron vs Marquis*, 7 R. de J., 483; CHOQUETTE, J.

652.

1. Une motion pour faire étendre les délais pour contester une opposition sous prétexte que le demandeur croit d'une

part, avoir une bonne contestation, et que, d'autre part, une saisie-arrêt après jugement a été prise par le demandeur qui pourra peut-être se faire payer par ce moyen, sera renvoyée sans frais.—C. S., 1898. *Taché vs Devlin*, 1 R. P., 335; MATHIEU, J.

2. Lorsqu'un demandeur a fait motion pour le renvoi de l'opposition ou l'examen de l'opposant et le renvoi de l'opposition, aux termes de l'article 651 C. P. C., tant qu'il n'y a pas eu adjudication définitive sur cette motion, l'opposant ne peut inscrire *ex-parte* sur le mérite de l'opposition.—C. S., 1901. *Marcell vs Candlish*, 7 R. de J., 454; PAGNUELO, J.

3. Le demandeur fit saisir certains effets appartenant à l'opposant. Avant la saisie, l'opposant, qui était le fils du défendeur, et demeurait chez ce dernier, se rendit chez le demandeur et lui fit défense, en présence d'un témoin qu'il avait spécialement amené, de saisir chez le défendeur, l'avertissant que ces effets lui appartenaient, à lui l'opposant, et qu'il tiendrait le demandeur responsable des frais qu'il lui occasionnerait.—Dans son opposition, l'opposant alléguait spécialement que le demandeur savait que les effets saisis n'appartenaient pas au défendeur. Le demandeur ne contesta l'opposition que quant aux frais, alléguant qu'il avait saisi de bonne foi, et prouva que le défendeur s'était déclaré propriétaire d'un des effets saisis.—Dans ces circonstances, le demandeur devait être condamné aux dépens de cette opposition.—C. C., 1899. *Deschesneau vs Grandmont*, 2 R. P., 419; OUMET, J.

654.

1. A new opposition, not by the same opposant, but by a third party, need not be accompanied by the order of the judge.—*Seemle*, that an affidavit cannot be amended.—C. C., 1900. *Davidson vs Noble*, 2 R. P., 404; LYNCH, J.

2. Le fait de produire une seconde opposition, après qu'une première a été renvoyée, constitue une irrégularité que le demandeur ne peut invoquer que par exception à la forme.—C. S., 1900. *Le Comptoir d'Escompte vs Trudel & Decelles*, 6 R. L. n. s., 267; MATHIEU, J.

V. Supplément, article 651, n. 19.

3. When an opposition to a sale is dismissed upon technical grounds only, the opposant must obtain permission of the Court or Judge to file a second opposition on the same grounds; in default of the opposant to do so, the opposition will not be dismissed on motion, if it is in the interest of justice that such permission should be granted, but the Court or Judge

will allow the filing of the opposition and condemn the opposant to pay the costs of the motion for dismissal.—The opposant whose opposition is dismissed is not bound to pay plaintiff's costs before filing a second opposition.—C. S., 1898. *Tufts vs Langelier & Fournier*, 1 R. P., 559; 5 R. L. n. s., 37; CURRAN, J.

4. The Court of Review confirmed a judgment of the Superior Court which dismissed several oppositions by different persons, to secure an alleged servitude of right of passage, but as the oppositions were dismissed by the majority of the Court, on the ground that an opposition *afin de charge* to secure a servitude is prohibited by the code of Procedure, Article 725, the recourse of the opposants by opposition to annul, or such other procedure as might be advised, was reserved. The opposants now asked for an *ordre de sursis*. Held:—That the opposants having urged no reasons subsequent to the proceedings by which the sale was stopped in the first instance, the Court was precluded by article 654 C. C. P., from granting the order asked for; and it was not within the jurisdiction of the Court to express an opinion for the guidance of the sheriff as to the effect of the judgment of the Court of Review.—C. S., 1899. *Thomson & Stevenson & Masson*, 19 R. J. O., 254; 2 R. P., 428; ARCHIBALD, J.

5. In a judgment of the Court of Review, confirming the *dispositif* of the judgment of the Court below dismissing an opposition, the following clause was inserted:—“Sauf recours par telle autre opposition ou procédure qu'ils avisent, mais qu'ils seront autorisés à produire nonobstant les délais, vu que l'opposition *afin de charge* qu'ils ont adoptée n'est pas celle qui leur compétait, et qu'ils paraissent avoir des droits à sauvegarder.” The opposants then made an opposition *afin de distraire*, which the petitioner intervening moved be rejected from the record. Held:—That the opposition being founded upon reasons which were not subsequent to the proceeding by which the sale was stopped in the first instance, and there being no judge's order to stop the sale, was without effect under article 654 C. C. P., and should be rejected from the record, notwithstanding the reservation contained in the judgment of the Court of Review.—C. S., 1899. *Thomson & Stevenson & Masson*, 19 R. J. O., 256; 2 R. P., 355; LANGELIER, J.

655.

1. Aucun texte de loi n'oblige l'huissier exécutant un bref de saisie mobilière à mettre un pavillon à la porte du domi-

cile du défendeur, pendant la vente judiciaire, surtout lorsqu'il est prouvé qu'il n'est pas d'usage d'en agir ainsi à l'endroit où a lieu telle vente judiciaire.—C. R., 1900. *Germain vs Lamoureux & Levy*, 7 R. de J., 220; TAIT, TASCHEREAU & LORANGER, JJ.

657-658.

1. Un gardien dans une saisie adressée aux huissiers d'un district, ne peut être contraint par corps pour avoir refusé de livrer les effets à un huissier d'un autre district chargé du bref.—C. C., 1899. *Bergevin vs Martin*, 2 R. P., 328; ANDREWS, J.

2. A rule *nisi*, against a guardian to effects seized under execution, which (besides giving him the option of paying the amount due the seizing creditor) gives him the option of producing the effects, or of paying the value thereof, without the value being mentioned or ascertained, is illegal, and will be set aside.—C. S., 1900. *Simard vs Crevier & Lefebvre*, 19 R. J. O., 133; CURRAN, J.

3. La signification au gardien d'une copie de jugement déclarant le demandeur propriétaire d'un objet saisi-revendiqué ne suffit pas pour constituer le défendeur et le gardien en défaut de livrer l'objet; il faut de plus envoyer au domicile du défendeur un officier autorisé à prendre livraison de l'objet.—C. S., 1900. *La Banque d'Hochelaga vs McConnell & Miller*, 2 R. P., 470; TELLIER, J.

659.

1. Le gardien est de droit déchargé après un an à compter de sa nomination, l'ordonnance de 1667 (titre 19, article 22) étant encore en vigueur dans ce pays.—C. S., 1900. *La Banque d'Hochelaga vs McConnell & Miller*, 2 R. P., 470; TELLIER, J.

2. The Court has no power to relieve the guardian of effects under seizure, at his own instance, from his obligations as guardian, so long as the seizure under which he has been appointed remains in force; but it may, by consent of the seizing party, authorize his discharge on condition that the effects be produced and handed over free of charges to the new guardian to be named.—C. S., 1898. *Archambault vs Tessier & O'Brien*, 15 R. J. O., 230; 5 R. L. n. s., 33; 1 R. P., 546; DOHERTY, J.

662.

1. A une vente de meubles par autorité de justice, l'adjudication en rend l'acheteur propriétaire, même s'il ne paie pas sur le champ le prix de celle-ci.—Une ré-

gie pour contrainte par corps pour refus par l'adjudicataire de produire les effets saisis et qu'il refuse de remettre sera mise à néant.—On ne peut pas réclamer la nullité d'une vente à laquelle on a acquiescé par la production d'une opposition afin de conserver, laquelle est restée au dossier.—C. R., 1899. *Duchêne vs Collins & Lovell*, 17 R. J. O., 136; ROU-THIER, (*diss.*), ANDREWS & LARUE, JJ.

Le jugement de la cour supérieure est rapporté au 16 R. J. O., p. 277.

665.

1. Bien que la constitution d'une hypothèque sur un navire ne rende pas le créancier hypothécaire propriétaire de tel navire, ce créancier peut cependant en disposer d'une manière absolue.—La vente d'un tel navire, même faite en justice et avec l'autorisation de la cour, sur la cession de biens du propriétaire du navire, mais sans le consentement du créancier hypothécaire, est sans effet à l'égard de ce créancier, et l'adjudicataire peut refuser de payer le prix d'adjudication tant que l'hypothèque n'est pas radiée.—Le seul fait que le créancier hypothécaire aurait assisté à la vente et aurait même enchéri, ne constitue pas un acquiescement à cette vente dont le produit est insuffisant pour le désintéresser.—C. S., 1900. *Robert vs Lamarche & Beaudoin*, 18 R. J. O., 101; TELLIER, J.

V. Supplément, article 646, n. 4.

2. A plaintiff who revendicates moveable property may set forth, in answer to a defence alleging that the defendant bought the property at a judicial sale in virtue of a writ of execution prior to that upon which the goods were sold, that the second sale was simulated and only effected by the defendant forcing the locks of the house where the goods were deposited.—C. S., 1901. *Belfrey vs Frank*, 4 R. P., 337; ARCHIBALD, J.

3. Le fait qu'après une vente judiciaire le défendeur est resté en possession des meubles vendus, ne constitue pas nécessairement une présomption de fraude, lorsque, d'ailleurs, la vente judiciaire a été effectuée légalement, et que les circonstances démontrent que l'acheteur a agi de bonne foi et pour des motifs raisonnables en laissant ainsi ces effets temporairement entre les mains du défendeur.—La vilité du prix en matière de vente judiciaire, lorsque toutes les formalités requises ont été remplies, n'est pas une présomption de fraude.—C. R., 1900. *Germain vs Lamoureux & Lévy*, 7 R. de J., 220; TAIT, TASCHEREAU & LORANGER, JJ.

669.

1. When a guardian has signed a pro-

cess-verbal declaring that he has been furnished by one party to the suit, he cannot be allowed to contradict his own writing which forms his contract for wages with all concerned. The guardian given by the judgment debtor is not entitled to a salary.—C. S., 1898. *Bouchard vs Dion*, 15 R. J. O., 243; ANDREWS, J.

670.

1. L'article 670 C. P. C. doit être interprété comme permettant au shérif ou à l'huissier de retenir, sur le produit de la vente judiciaire, le montant de ses frais taxés, soit qu'une opposition à fin de conserver ait été ou non produite.—C. S., 1901. *Turgeon vs Shannon*, 7 R. de J., 557; 4 R. P., 274; MATHIEU, J.

673.

1. En matière de distribution de deniers, lorsqu'il y a allégation de déconfiture du débiteur, il n'est pas nécessaire de supporter cette allégation d'un affidavit, mais les créanciers doivent être appelés à produire leurs réclamations avant qu'un rapport de distribution ne soit préparé.—C. S., 1901. *Décarie vs Bro*, 4 R. P., 202; 19 R. J. O., 563; PAGNUELO, J.

2. Dans le cas de la vente judiciaire des biens d'un débiteur, lorsque l'un de ses créanciers fait une opposition alléguant l'insolvabilité du défendeur et demandant à être colloqué au marc la livre, le demandeur ne peut contester cette opposition sur le principe qu'il est privilégié, et demander le renvoi de l'opposition. Cette partie de sa contestation sera renvoyée sur inscription en droit.—C. S., 1899. *Lovell vs Collins & Duchesne*, 5 R. L. n. s., 138; 2 R. P., 19; PAGNUELO, J.

3. Les frais faits par un avocat devant une cour qui s'est déclarée incompétente nonobstant les prétentions contraires des parties, ne sont pas privilégiés.—La règle de l'article 673 C. P. s'applique, dans le cas de déconfiture alléguée du débiteur, à toutes les distributions de deniers qui ne représentent pas des immeubles et dont il n'est pas rendu compte en justice.—Lorsqu'une saisie-arrêt a été déclarée tenant, un jugement postérieur ordonnant aux tiers-saisis de payer les deniers saisis, n'a pas sa raison d'être, le montant, sauf allégation de faillite, devant être distribué suivant l'article 697 C. P., et ce surtout s'il existe une saisie après jugement antérieure.—C. S., 1900. *The Royal Electric Company vs Palliser*, 3 R. P., 340; TELLIER, J.

4. L'article 673 exigeant que l'appel des créanciers dans le cas de déconfiture soit donné sur l'ordre du juge, une requête présentée sans cet ordre sera rejetée.—C. S., 1898. *Forest vs Stepleton*, 1 R. P., 344; TASCHEREAU, J.

5. Un jugement ordonnant à un tiers-saisi de déposer une somme d'argent en cour, et ordonnant la convocation des créanciers du défendeur pour en recevoir la distribution, pourra être révoqué sur requête s'il est basé sur des erreurs de fait.—C. S., 1899. *Stephens vs McBean & Brierty*, 6 R. L. n. s., 227; PAGNUELO, J.

674.

1. Il n'est pas nécessaire de faire signifier les oppositions afin de conserver.—C. S., 1900. *Mailleur vs Fairfield & La Ville de St Jean*, 6 R. L. n. s., 189; MATHIEU, J.

2. V. Supplément, article 673, *Décarie vs Bro*, n. 1.

676.

1. Bien que l'article 676 C. P. C. déclare que dans la collocation des frais de justice les frais de saisie et de vente seront en premier lieu colloqués, on doit interpréter cet article comme n'ayant pas pour effet d'obliger le shérif ou l'huissier à faire le dépôt de ses frais taxés, il n'indique que l'ordre de la distribution pour le cas où il y aurait tels frais à payer.—C. S., 1901. *Turgeon vs Shannon*, 7 R. de J., 557; 4 R. P., 274; MATHIEU, J.

2. The privilege for law costs cannot be opposed to a creditor invested with a special right and in regard to whom the costs were uselessly incurred. So, where the plaintiff issued a *saisie-gagerie* and the opposant a seizure before judgment of the same effects on the same day, but the seizure before judgment was made first, and it appeared that the goods seized were at the time in a building owned by the lessor and in his actual possession (The defendant Radford having absconded), and the amount levied was insufficient to pay the plaintiff's claim, it was held that the opposant was not entitled to a privilege for law costs, his seizure not being useful to the plaintiff.—C. S., 1899. *The Imperial Insurance Co. vs Radford & Ham*, 15 R. J. O., 591; ARCHIBALD, J.

3. V. Supplément, article 798, *Pouliot vs Michaud*, n. 1.

677.

1. Lorsqu'une saisie-arrêt après jugement est prise au nom d'un demandeur décédé, et que le défendeur et le tiers-saisi demandent par motion, main levée de cette saisie, il sera ordonné aux représentants du demandeur décédé d'intervenir dans la contestation de la saisie-arrêt.—C. S., 1899. *Lindsay vs Palliser*, 2 R. P., 206.

2. Rien n'empêche de saisir entre les mains des employés d'une compagnie défenderesse, ce que ces derniers peuvent personnellement lui devoir.—C. A., 1899. *La Compagnie du chemin de fer des Comtés Unis & Leclercq*, 3 R. P., 295; 9 R. J. O., 52.

3. Une convention par laquelle le tiers-saisi, locataire du défendeur, prend ce dernier en pension et paie ainsi son loyer, n'est pas brisée par une saisie-arrêt, si aucune fraude entre les parties n'est prouvée.—C. S., 1899. *The Manufacturers Life Insurance Co. vs de Bellefeuille & Rogie*, 5 R. de J., 322; TELLIER, J.

4. Where a wife has been authorized by a judge to *ester en justice*, such authorization has effect only until final judgment, and a *saisie-arrêt* issued subsequently is therefore unauthorized and illegal.—C. S., 1899. *Emeru vs Martel*, 15 R. J. O., 622; ARCHIBALD, J.

5. V. Supplément, article 645, *Montambault vs Niquette*, n. 10.

6. V. Supplément, article 646, *Pauzé vs Jubinville & Donahoue*, n. 10.

678.

1. Moneys payable in a foreign country, by a foreign corporation, for services performed in that country, under a contract made there, are not seizable under a writ of *saisie-arrêt* issued out of a court of this Province, although the foreign corporation may have a branch office and be served with the process in this province.—C. C., 1900. *Goodhue vs O'Leary & Boston and Maine Railway Co.*, 17 R. J. O., 201; WHITE, J.

2. Les demandeurs, créanciers par jugement du défendeur, avaient assigné, par voie de saisie-arrêt après jugement, une compagnie étrangère à venir déclarer à Montréal ce qu'elle pouvait devoir au défendeur. Le bref fut signifié à la compagnie à Toronto où elle avait son principal établissement. Jugé:—Que les demandeurs ne pouvaient assigner cette compagnie à venir déclarer ce qu'elle devait au défendeur, et effectuer ainsi une saisie en dehors de la province de Québec où la juridiction de nos tribunaux ne s'étend pas, et que l'assignation était nulle.—C. S., 1899. *Masterman vs Masure & Gooderham and Worts Co.*, 15 R. J. O., 433; 5 R. L. n. s., 142; 1 R. P., 572; PAGNUELO, J.

3. A creditor cannot seize his debtor's salary, wages or commissions without stating in the writ of attachment the nature and place of the debtor's occupation, and consequently he cannot contest

the garnishee's declaration, alleging that commissions have become due to his debtor if the writ of attachment does not meet the requirements of law regarding seizures of salaries and wages. — C. S., 1901. *Stiles vs Painchaud & The Alliance Assurance Company*, 3 R. P., 552; 7 R. de J., 160; 20 R. J. O., 230; DOWNEY, J.

4. Un tiers-saisi qui a payé au défendeur, son employé, le salaire à lui dû jusqu'au jour de la signification du jugement déclarant la saisie-arrêt tenante, ne sera pas tenu, sur motion du saisissant, de payer de nouveau à ce dernier la partie saisissable du salaire dû entre le jour de la signification du jugement, si le bref de saisie-arrêt ne mentionnait pas la nature des fonctions du saisi et l'endroit où il les exerce. — C. S., 1898. *Gauthier vs Fortin*, 1 R. P., 550; MATHIEU, J.

5. Le créancier d'une corporation municipale en vertu d'un jugement ne peut faire saisir-arrêter en mains tierces les biens de sa débitrice. — Les taxes municipales ne sont pas saisissables. — C. S., 1897. *Monpas vs La Corporation de St-Pierre-Les-Becquets*, 3 R. de J., 540; BOURGEOIS, J.

679.

1. Un bref de saisie-arrêt sera annulé s'il n'a pas été signifié au défendeur à son domicile élu, à défaut de domicile réel dans le district où le jugement sur l'action principale a été obtenu. — Un bref est aussi nul s'il y a été apposé moins de timbres que requis par la loi et si les copies certifiées par le greffier n'en portent aucun. — C. C. 1900. *Duchêne vs McAvoy & Matony*, 3 R. P., 235; ROUTHIER, J.

680.

1. La somme de \$1 payée au défen-

683. (*Tel qu'amendé par 2 Ed. VII, c. 41*). Le tiers saisi doit faire sa déclaration sous serment devant le protonotaire au greffe du tribunal qui a émis le bref de saisie-arrêt.

Néanmoins, lorsque le tiers saisi demeure dans un district autre que celui où le bref de saisie-arrêt a été émis, il peut, en donnant deux jours d'avis au saisissant, faire sa déclaration le ou avant le jour fixé pour le rapport du bref, devant le juge ou le protonotaire de son domicile, et ce protonotaire doit la transmettre au greffe du tribunal où le bref est émis.

Le tiers saisi doit, sur l'offre à lui

deur par le tiers-saisi, à crédit, par mode d'avances pour permettre au défendeur de continuer la pêche, — et sans fraude — dans le cours du commerce du tiers-saisi, et du métier du défendeur, — ne l'ont pas été en contravention au bref de saisie-arrêt en cette cause — bien que payées entre le bref et la déclaration du tiers-saisi. — C. S., 1898. *The Percé Mining Co. vs Caron & Flynn*, 6 R. de J., 5; CARON, J.

2. After service of seizure in the hands of a *tiers-saisi*, the latter has no right to enter into any subsequent engagement with the defendant which would have the effect of prejudicing the rights of the plaintiff as regards the amount which may have been seized as due under an existing engagement. — The fact that the subsequent engagement is so made by *tiers-saisi* in order to prevent defendant from leaving his service, which could have caused him considerable damage, is not to be considered in law. — C. C., 1899. *Leclerc vs Cadieux & Larocque*, 5 R. de J., 193; LYNDU, J.

V. Supplément, article 690, *Lacroix vs McGreevy*, n. 2.

681.

1. Jugé (confirmant le dispositif du jugement de Tellier, J.) : — Le défendeur, qui ne s'est pas pourvu, par appel ou par opposition à jugement, contre un jugement, ayant tous les caractères juridiques d'un jugement de la cour supérieure, le condamnant *ex-parte*, ne peut contester une saisie-arrêt émanée en exécution de ce jugement, en plaçant que le dit jugement serait entaché d'irrégularités et d'illégalités. — C. A., 1899. *La Compagnie du chemin de fer des Comtés Unis & Lelandre*, 9 R. J. O., 52; 3 R. P., 295.

683. (*As amended by 2 Ed. VII, c. 41*). The garnishee is bound to make his declaration under oath before the prothonotary, in the office of the court which issued the writ of seizure by garnishment.

Nevertheless, if the garnishee resides in a district other than that in which the writ is issued, he may, upon giving two days' notice to the seizing creditor, make his declaration on or before the day fixed for the return of the writ before the judge or the prothonotary of his domicile, and such prothonotary is bound to transmit the same to the office of the court whence the writ issued.

faite de ses frais de voyage, faire sa déclaration au greffe du tribunal qui a émis le bref. Ce dernier paragraphe ne s'applique pas aux corporations.

685.

1. A farmer who takes horses and cattle to pasture becomes the depository of such animals; and it is not necessary that a special contract should intervene between the parties in order to make such farmer a depository. — Such farmer acquires thereby the actual possession of the animals so pastured by him; and in the event of a seizure by garnishment, as against the owner, he is bound, under the articles 677, 678 and 685 C. P., to declare that he has such animals in his possession. — C. S., 1899. *La plante vs Simoneau*, 6 R. de J., 167; LYNCH, J.

2. Le tiers-saisi, lorsqu'une saisie-arrêt lui est signifiée, n'a qu'à faire sa déclaration, et il n'est pas fondé à contester lui-même le mérite de la saisie-arrêt. — C. S., 1898. *Cross vs Prévost & Lacaille*, 15 R. J. O., 189; CHOQUETTE, J.

686.

1. Le procureur du tiers-saisi qui a comparu n'a pas le droit de transquestionner le tiers-saisi sur les questions posées par le saisissant, lorsque le tiers-saisi fait sa déclaration. — C. S., 1897. *Roy vs Blanchet*, 4 R. L. n. s., 161; CASAPLET, J.

687.

1. V. Supplément, articles 335. *Magann vs The Grand Trunk Railway Co.*, n. 4.

688.

1. Where a garnishee declares that he is not indebted, the defendant need not delay to take proceedings for the quashing of the writ until the plaintiff has determined whether or not he will contest the declaration; but if he chooses to file a contestation of the attachment instead of moving for his discharge from the seizure as allowed by article 688, he will only be allowed the costs of an appearance and a motion. — C. S., 1899. *Palascio vs Champeau & The Canadian Pacific Railway Co.*, 17 R. J. O., 306; 2 R. P., 218; 5 R. L. n. s., 188; DAVIDSON, J.

2. Dans une saisie-arrêt après jugement, lorsque la partie saisissante, le jour du retour et après la comparution du défendeur, a produit une main-levée de la saisie-arrêt, le défendeur peut demander par motion, qu'il lui soit donné main-levée de la dite saisie-arrêt avec dé-

The garnishee, upon being tendered his travelling expenses, must make his declaration at the office of the court whence the writ issued. The paragraph shall not apply to corporations.

pens contre la dite partie saisissante. — C. S., 1900. *Banque de l'Amérique Française du Nord vs Laporte & Houard*, 6 R. L. n. s., 322; MAILLET, J.

3. Le tiers-saisi peut demander, par motion, congé-défaut d'une saisie-arrêt. — C. S., 1898. *Berlin vs Paine*, 1 R. P., 574; LORANGER, J.

689.

1. Jugé confirmant, l'arrêt de J. dissident, le jugement de Charbonnet, J. 3 R. P., 1210; — Les réponses données au contre-interrogatoire, par un tiers-saisi qui déclare ne rien devoir au défendeur, ne font pas partie de sa déclaration et ne justifient pas le demandeur à inscrire pour jugement sur cette déclaration. (*La framboise vs Rolland*, M. L. R., 2 S. C., p. 75; *Grant & the Federal Bank of Canada*, 29 L. C. J., p. 333, suivis.) — Dans l'espèce le tiers-saisi ayant déclaré qu'il ne devait rien au défendeur, mais ayant ajouté, en réponse aux Interrogatoires du demandeur, que le défendeur était à son emploi, à raison d'un salaire de \$100 par mois, qu'il avait retiré \$100 de plus que son salaire durant l'année précédente, que lui, le tiers-saisi, n'avait rien payé au défendeur depuis la saisie, et que si cette saisie était discontinuée, le défendeur n'aurait droit de rien retirer. — Le demandeur était bien fondé en droit à contester la déclaration du tiers-saisi, cette déclaration ne pouvant servir de base à un jugement contre le tiers-saisi. — C. R., 1899. *White vs Sabiston & Sabiston*, 16 R. J. O., 597; TARD, TASCHEREAU & LORANGER, JJ.

2. On ne peut, en rejetant une motion d'un tiers-saisi pour rejet de l'inscription pour jugement suivant sa déclaration, condamner en même temps ce tiers-saisi à payer une certaine somme au saisissant. — S'il n'appert pas clairement des déclarations du tiers-saisi et de ses réponses aux transquestions qu'il doit ou ait payé quelque chose au saisissant, le saisissant doit contester sa déclaration et non inscrire de plano pour jugement contre lui. — C. R., 1899. *Baxter vs Moore*, 2 R. P., 12; TASCHEREAU, ARCHIBOLD & LANGRISH, JJ.

Ce jugement renverse la décision rapportée au Code, sous l'article 689, n. 12.

3. Le débiteur d'une somme qui est saisie entre ses mains ne peut être con-

dammé à la payer à un autre réclamant, tant que subsiste la saisie; partant, ce débiteur peut plaider à une telle action le fait de la saisie, et demander à la cour de décider à qui il doit payer la somme réclamée et de condamner le demandeur aux dépenses de l'action.—C. S., 1900. *Shannon vs North American Life Assurance Co.*, 19 R. J. O., 321; LANGELIER, J.

4. Le défendeur Champagne était l'agent à Québec de la compagnie tierce saisie, moyennant un salaire de \$1 par année, et une commission qu'il retenait sur les primes qu'il percevait pour la compagnie, à laquelle, après cette déduction, il remettait la différence des primes. Sur une saisie-arrêt entre ses mains, la tierce saisie déclara ces faits, ajoutant qu'elle ne devait rien au défendeur. Subséquentement, sur jugement ordonnant à la compagnie de déclarer le montant de la commission que le défendeur avait retenue sur primes collectées depuis la signification de la saisie-arrêt, la tierce saisie déclara que le défendeur avait retenu \$80.70 pour sa commission, ajoutant, cependant, qu'il lui devait plus que ce montant. Jugé:—Que l'acte de l'agent en retenant ces commissions étant l'acte de la compagnie, celle-ci était censée lui avoir payé le montant des commissions ainsi retenues, et ces paiements ayant été faits depuis la signification de la saisie-arrêt, le demandeur était bien fondé sans avoir contesté la déclaration de la tierce saisie, à demander que cette dernière fut condamnée à lui payer pareil montant.—Que, cependant, les commissions ainsi retirées par le défendeur, tombant sous le coup de l'article 599 C. P. C., § 11, la saisie ne portait que sur un cinquième des montants ainsi payés.—Que la tierce saisie ne pouvait, pour les commissions retirées par le défendeur depuis la signification de la saisie-arrêt, opposer ce que ce dernier lui devait, la compensation ne pouvant plus alors s'opérer au préjudice de la saisie-arrêt.—C. S., 1899. *Gauthier vs Huot & The Royal Victoria Life Insurance Co.*, 16 R. J. O., 242; MATHIEU, J.

5. V. Supplément, article 678, *Goodhue vs O'Leary & Boston and Maine Railway Co.*, n. 1.

690.

1. Il n'y a pas lieu de faire déclarer tenante une saisie-arrêt après jugement s'il appert de la déclaration du tiers-saisi que ce qu'il a dû au défendeur a été transporté à des hanques en sûreté collatérale des billets qui pourraient être dus par le défendeur à l'époque du transport.—C. S., 1898. *Charbonneau vs Legault*, 1 R. P., 343; MATHIEU, J.

2. Une saisie-arrêt qui a été signifiée

créé un lien de droit entre le saisissant et le tiers-saisi, suffisant pour justifier le tiers-saisi de ne pas payer le demandeur original, dont la saisie est postérieure au consentement de payer aux premiers tiers-saisis, si le montant saisie est insuffisant; mais ce lien ne devient définitif entre le tiers-saisi et le saisissant qu'après un jugement contre le tiers-saisi ou par son consentement à payer le saisissant, comme dans le transport de créance.—C. S., 1900. *Lacroix vs McGreevy*, 3 R. P., 21; ROUTHIER, J.

3. Jugé (confirmant le jugement de la cour supérieure, Choquette, J., et renversant le jugement de la cour de revision, Mathieu, Curran, Lemieux, *diss.*, JJ.):—Après que le créancier qui a fait émaner une saisie-arrêt a obtenu sans fraude un jugement ordonnant au tiers-saisi de lui payer le montant qu'il a reconnu devoir au débiteur, un autre créancier de celui-ci ne peut, par tierce opposition, faire annuler ce jugement pour cause d'insolvabilité du débiteur, mais l'allégation d'insolvabilité doit être faite avant le jugement validant la saisie-arrêt.—C. S., 1901. *Mcneuse & Bruyère*, 11 R. J. O., 16.

691.

1. Le tiers-saisi qui néglige de compléter un état qui est le complément de sa déclaration peut être condamné comme débiteur principal.—C. S., 1900. *White vs Sabiston & Sabiston*, 3 R. P., 193; 7 R. de J., 128; MATHIEU, J.

2. Le tiers-saisi ayant fait défaut de compléter sa déclaration, le défendeur saisissant a fait motion demandant le rejet de la dite déclaration ou donnant option au tiers-saisi de continuer et de compléter sa déclaration.—C. S., 1902. *Garbacht vs Silverman & Wener*, 4 R. P., 439; ROMBOUX, J.

3. Le tiers-saisi condamné par défaut et qui veut déclarer, doit payer l'honoraire de motion, de preuve, les déboursés encourus sur son défaut et un honoraire supplémentaire, s'il y a lieu.—C. S., 1902. *St-Denis vs Goulet*, 4 R. P., 318; LANGELIER, J.

692.

1. V. Supplément, article 690.

2. Lorsqu'un jugement a condamné un tiers-saisi à payer au demandeur ce qu'il doit au défendeur, un autre créancier du demandeur n'a pas le droit, sans avoir fait mettre de côté le jugement par une tierce opposition, de demander à être colloqué sur les deniers dus par le tiers-saisi.—C. S., 1899. *St-Charles vs Cabana & The National Assurance Co.* 17 R. J. O., 233; LANGELIER, J.

3. Un jugement ordonnant à un tiers-saisi de déposer une somme d'argent en cour, et ordonnant la convocation des créanciers du défendeur pour en recevoir la distribution, pourra être révoqué sur requête s'il est basé sur des erreurs de fait.—C. S., 1899. *Stephens vs McBean & Brierly*, 6 R. L. n. s., 227; PARNELLO, J.

4. Pour qu'il y ait lieu à l'opposition à fin de conserver, basée sur l'insolvabilité du débiteur, après que jugement a été rendu sur une saisie-arrêt, il faut que le créancier saisissant ait connu l'insolvabilité du saisissant.—C. S., 1901. *Danseman vs Bradshaw*, 4 R. P., 198; PARNELLO, J.

5. V. Supplément, article 678, *Goodhue vs O'Leary & Boston and Maine Railway Co.*, n. 1.

693.

1. Where a declaration of garnishee is alleged to be irregular and illegal in consequence of insufficiency of statement, the recourse of the plaintiff is not by contestation of the declaration on the merits, but by motion to reject the declaration.—C. S., 1899. *Ménard vs Bronillet & Bronillet*, 16 R. J. O., 148; DONERTY, J.

2. When a *tiers-saisi* has declared that he owes nothing, it is not sufficient to allege, in contestation thereof, that it is false: a contestation of a declaration of a *tiers-saisi* has, for its object, a different basis of facts whereon to determine the liability of a garnishee from that furnished by his declaration: it must, if for less than the amount of the judgment, set forth the exact amount of the alleged indebtedness; it must be specific and proved like the contents of the declaration in an ordinary suit, and it creates a real instance in which the *tiers-saisi* is a defendant.—C. S., 1902. *The Canada Congregational Missionary Society vs Larivière & The Richmond Water Works*, 4 R. P., 290; DAVIDSON, J.

3. Sur une saisie-arrêt émise dans une cause sommaire, le délai pour contester la déclaration du tiers-saisi est le même que celui pour plaider, et le défendeur pourra obtenir congé de telle saisie si le demandeur n'a pas contesté la déclaration du tiers-saisi dans le dit délai.—C. S., 1902. *Lamothe vs Piché & Brown*, 8 R. de J., 480; LANGELIER, J.

4. Un demandeur, qui demande la permission de contester la déclaration d'un tiers-saisi plusieurs mois après la date où elle a été faite, qui n'accompagne pas sa motion d'un affidavit, qui ne démontre pas pourquoi il a retardé à faire cette de-

mande, et qui ne fait pas voir non plus un bon droit de contestation, ne pourra obtenir cette permission.—C. S., 1899. *Mayer vs Morency*, 6 R. L. n. s., 137; MATHIEU, J.

5. Dans les causes sommaires, le défendeur a deux jours pour plaider à la saisie-arrêt; s'il ne le fait pas dans ce délai, le demandeur a deux jours pour contester la déclaration du tiers-saisi; après ce délai, il peut, s'il ne conteste pas, inscrire pour jugement suivant la déclaration.—C. S., 1901. *Goldberg vs Giffin & Aronson*, 4 R. P., 376; MATHIEU, J.

6. Un jugement rendu par le protonotaire dans une action pour salaire, est valable à sa face, bien qu'il paraisse avoir été rendu par le juge.—La manière de se plaider des irrégularités d'un tel jugement est par voie d'appel, de revision ou d'opposition à jugement, mais non par voie de contestation de saisie-arrêt après jugement.—C. A., 1899. *La Compagnie du chemin de fer des Comtes Unis & Létendre*, 3 R. P., 295.

7. Un tiers-saisi n'a pas le droit, en réponse à une contestation de sa déclaration, de mettre en question le mandat des avocats des contestants.—Un jugement pour une dette et les frais peut être exécuté sans le consentement des avocats qui ont obtenu le jugement, et en faveur desquels les dépens ont été distraits. Un jugement rendu contre plusieurs débiteurs peut être exécuté par voie de saisie-arrêt entre les mains de l'un d'eux, pour saisir ce qu'il doit aux autres.—Le transport d'un jugement à un avocat exerçant ses fonctions auprès du tribunal qui l'a rendu n'est pas un achat de droits litigieux, interdit par le code.—Un tiers-saisi a un intérêt suffisant à ce que l'exécution du jugement en vertu duquel on l'assigne, soit faite au nom du véritable créancier, et il renve au juge faire droit sera ordonnée sur les allégués tendant à mettre en doute l'intérêt du demandeur dans l'exécution du jugement.—C. S., 1899. *Wilson vs Lamoine*, 2 R. P., 156; MATHIEU, J.

8. Des tiers-saisis, exécuteurs testamentaires, qui déclarent que le legs fait au défendeur a été sous clause d'insaisissabilité, seront condamnés aux dépens s'ils répondent à une contestation de leur déclaration au lieu de s'en rapporter à justice, même si cette contestation les accuse de conspirer avec le défendeur.—(Par Dorion, J.). Une réponse des tiers-saisis à une contestation de leur déclaration doit être timbrée comme un plaidoyer, dans tous les cas.—C. C., 1900. *Richer vs Arnton*, 2 R. P., 569; CHAMPAGNE, J.

9. Le tiers-saisi, lorsqu'une saisie-ar-

rêt lui est signifiée, n'a qu'à faire sa déclaration, et il n'est pas fondé à contester lui-même le mérite de la saisie-arrêt.—C. S., 1898. *Cross vs Provost & Lucaille*, 15 R. J. O., 189; CHOQUETTE, J.

10. Le tiers-saisi est tenu de déposer en cour tout ce qu'il doit au saisissant, et il exerce le droit d'autrui en invoquant les exemptions de l'article 599.—C. S., 1899. *Beattie vs Raper & Lindsay*, 16 R. J. O., 608; LONANGER, J.

694.

1. Il ne peut y avoir compensation entre une dette due par le défendeur à un tiers-saisi, due lors de la saisie-arrêt, et une dette du tiers-saisi au défendeur, qui ne devient due qu'après la saisie.—C. S., 1902. *Hogue vs Ogilvie*, 4 R. P., 317; MYTHIC, J.

695.

1. Lorsque le tiers-saisi déclare avoir en sa possession des objets appartenant au défendeur, et que le jugement intervenu sur cette déclaration a ordonné la vente de ces effets aux termes de l'article 695 C. P. C., il n'est pas nécessaire qu'un bref de saisie-exécution émane pour leur saisie et vente.—C. C., 1898. *Préfontaine vs Valois & Provost*, 16 R. J. O., 613; CHAMPAGNE, J.

2. Lorsqu'un tiers-saisi a acheté à une vente judiciaire les effets qu'on avait saisis entre les mains, et dont la vente avait été ordonnée par jugement sur la tiers-saisie, il n'est pas sujet à la contrainte par corps, pour ne pas les avoir représentés à l'officier chargé d'en faire la vente, s'il a payé le prix de son adjudication.—C. R., 1899. *Duchesne vs Collins & Lovell*, 16 R. J. O., 277; ROUTHIER, ANDREWS & LAUCE, JJ.

697.

1. V. Supplément, article 693, *Beatty vs Raper & Lindsay*, n. 10.

2. If a railway company declares, as garnishee, that it does not know whether the debtor is then in its employ, and that he was working at a great distance from the company's head office, the seizure will, on motion, be declared *tenante*.—C. S., 1899. *Donegan vs Cassidy*, 2 R. P., 471; WHITE, J.

3. Un tiers-saisi qui déclare que le défendeur travaille pour lui à raison d'un salaire de \$16.50 par semaine, mais qu'il s'est engagé à payer un billet de \$182.50 à raison de \$10 par semaine qu'il retient sur son salaire, n'en sera pas moins condamné à payer au demandeur saisissant un cinquième du salaire du défendeur.—

C. S., 1899. *Lafontaine vs Poirier & Packard*, 5 R. L. n. s., 506; LANGELIER, J.

4. Les frais faits par un avocat devant une cour qui s'est déclarée incompétente nonobstant les prétentions contraires des parties, ne sont pas privilégiés.—La règle de l'article 673 C. P. s'applique, dans le cas de déconfiture aliénée du débiteur, à toutes les distributions de deniers qui ne représentent pas des immeubles et dont il n'est pas rendu compte en justice.—Lorsqu'une saisie-arrêt a été déclarée *tenante*, un jugement postérieur ordonnant aux tiers-saisis de payer les deniers saisis, n'a pas sa raison d'être, le montant, sauf allégation de faillite, devant être distribué suivant l'article 697 C. P., et ce surtout s'il existe une saisie après jugement antérieure.—C. S., 1900. *The Royal Electric Company vs Palliser*, 3 R. P., 340; TELLEU, J.

5. Sur déclaration des tiers-saisis que le défendeur est à leur emploi comme charretier; que ses gages sont déterminés par le gain journalier qu'il fait avec eux les voitures et les chevaux des tiers-saisis, auquel le défendeur paie et rend compte du produit entier des recettes journalières, moins la moitié retenue par le défendeur; qu'ils lui ont payé \$11.54 moitié des recettes faites depuis signification de la saisie, alors que le défendeur leur devait et doit encore \$43.00.—La moitié de telles recettes représentant un salaire journalier, et la partie saisissable de tel salaire peut être arrêtée, et la saisie-arrêt en sera déclarée *tenante*.—La compensation ne s'opère, au préjudice des saisissants, entre tel salaire du défendeur et des arrérages de recettes dus par lui aux tiers-saisis avant la saisie-arrêt.—C. C., 1899. *Payfer vs Beauchamp*, 3 R. P., 347; CHAMPAGNE, J.

6. La saisie du salaire d'un employé civil est régie par le § 9 de l'article 599 C. P., et l'article 697 ne s'y applique pas.—Une motion pour faire déclarer *tenante* la saisie d'un salaire sera renvoyée comme inutile.—C. S., 1901. *Garand vs Boileau & Cherrier*, 4 R. P., 158; PAVANELO, J.

7. V. Supplément, article 689, *Gauthier vs Huot*, n. 1.

8. V. Supplément, article 678, *Somers vs Painchaud & The Alliance Assurance Co.*, n. 3.

698.

1. Il sera permis à un membre d'une société commerciale qui a fait, de bonne foi, sa déclaration comme tiers-saisi sans se conformer aux prescriptions de l'article 698 du C. P. C., d'amender sa déclaration pour y ajouter ce qu'exige cet art.

cle, en payant les frais encourus par son défaut.—C. S., 1899. *Dion vs Gendron & Gendron*, 5 R. L. n. s. 470; BÉLANGER, J.

2. En réponse à une saisie-arrêt après jugement prise entre les mains d'une société commerciale, l'associé comparant ne peut se contenter de déclarer qu'il ne doit rien au défendeur, et que la société pourra lui devoir quelque chose lors de sa dissolution, mais il doit déclarer la part du défendeur dans le capital et les profits de la société; et il pourra, sur motion, être forcé de revenir compléter sa déclaration, s'il a omis d'abord de mentionner ces choses.—C. S., 1898. *Leet vs Singer*, 5 R. L. n. s. 46; DAVIDSON, J.

3. Where a *saisie-arrêt* is served upon a co-partnership firm, seizing the share of one of the partners in the capital and profits of the firm, a declaration to the effect that the defendant is a member of the co-partnership, sharing equally with his co-partner in the profits, but had put no capital in the firm, that the firm had several contracts on hand, but that the profits to be derived therefrom were not yet ascertained, is regular and sufficient.—C. S., 1899. *Menard vs Brouillet & Brouillet*, 16 R. J. O., 148; DONERTY, J.

4. Si une société tierce saisie déclare que le défendeur est l'un des membres de la dite société, et en retire un salaire hebdomadaire, la société ne sera pas tenue de déposer une somme quelconque en cour, à son préjudice, mais la saisie-arrêt sera déclarée tenante.—C. S., 1900. *Claude vs Hémond*, 4 R. P., 71; 7 R. de J., 376; ROUMOUX, J.

699.

1. Une section de chemin de fer peut être saisie et vendue séparément, et il n'est pas nécessaire que la saisie porte sur la ligne tout entière.—C. S., 1901. *Dillon vs The Atlantic and Lake Superior Railway Co.*, 19 R. J. O., 533; 7 R. de J., 514; PAGNELO, J.

2. Un créancier ne peut, après que son débiteur a fait cession de ses biens, faire vendre les immeubles de ce dernier, et le curateur, agissant en cette qualité, a le droit de s'opposer à cette vente.—C. S., 1901. *Guimond vs Gravel & Guimond*, 4 R. P., 17; MARTEL, J.

V. Supplément, article 705, *Pelletier vs Michaud*, n. 1.

701.

1. Lorsqu'un bref de saisie est adressé au shérif du district de Montréal et que ce dernier fait rapport qu'il n'y a aucuns biens immeubles à saisir, il est permis au

protonotaire d'adresser en marge le même bref au shérif d'un autre district. En effet un bref d'exécution reste en vigueur tant qu'il n'a pas été satisfait par le paiement, et cette procédure est favorable au défendeur en ce qu'elle ne lui cause aucun préjudice mais au contraire lui épargne le coût d'un second bref.—Une section de la ligne d'un chemin de fer peut être saisie et vendue judiciairement.—C. S., 1901. *Dillon vs The Atlantic and Lake Superior Railway Co.*, 7 R. de J., 514; 19 R. J. O., 533; PAGNELO, J.

705.

1. Dans la saisie d'un tiers indivis d'une propriété il n'est pas nécessaire d'indiquer, au procès-verbal, la provenance de ce tiers indivis, pour le distinguer des deux autres tiers non saisissables, parce que la partie saisie étant indivise est suffisamment désignée comme telle—et ne peut comprendre l'autre partie.—Dans l'espèce l'obligation d'interpellation imposée par l'article 705 C. P. avait été suffisamment remplie.—C. S., 1899. *Pelletier vs Michaud*, 5 R. L. n. s., 41; CIMON, J.

706.

1. Des irrégularités, dans un procès-verbal de saisie immobilière, quant à la description des immeubles saisis, peuvent être valablement rectifiées dans un second procès-verbal dont copie est signifiée au défendeur, alors que ce dernier n'en éprouve aucun préjudice.—Les vices de forme ou de procédure dans un procès-verbal de saisie n'invalident pas le bref et partant il n'y a pas lieu à l'émission d'un second bref d'exécution.—C. S., 1900. *Banque Nationale vs Barter*, 8 R. de J., 43; LORANGER, J.

2. The formalities prescribed by articles 706, 741 and 743 C. P. C., for the sale of immovables by the sheriff, are imperative, and the omission in the *procès-verbal* of minutes of seizure of the name of the street in which the immovable is situated is a fatal defect which annuls the sale. Where the exceptions mentioned in article 741 C. P. C., do not apply, a sale of an immovable commenced at the registry office and terminated at the sheriff's office, instead of being made at the door of the parish church of the locality where it is situated, is null.—C. R., 1899. *Saucier vs Riour & Labille*, 18 R. J. O., 173; TAIT, LORANGER & TELLIER, JJ.

V. Supplément, article 705, n. 1.

709.

1. La vente d'immeubles par le shérif (décret judiciaire) accompagnée des for-

malités voulues par la loi et faite sur la personne qui possède, ou est réputée posséder tels immeubles *animo domini*, purge tous les droits de propriété, à l'exception des droits éventuels, et autres charges et servitudes réservés par les articles 709 et 710 du code de procédure civile.—C. S., 1898. *Pédaluc vs Patenaude*, 5 R. de J., 574; TASCHEREAU, J.

710.

1. La vente d'immeubles pour taxes municipales suivant les dispositions de la charte de la cité de Montréal ne purge pas les substitutions non ouvertes, et l'adjudicataire d'un immeuble ainsi grevé est bien fondé à demander la nullité de cette vente.—C. S., 1897. *Chaput vs La Cité de Montréal & Guerin*, 5 R. de J., 88; JETTÉ, J.

711.

1. Une opposition afin d'annuler faite à la saisie d'un immeuble, basée sur le fait que cet immeuble avait été antérieurement saisi à la poursuite d'un autre créancier et qu'il y avait déjà eu une opposition sur laquelle il n'y a jamais eu d'adjudication, n'est pas frivole, et ne doit pas être renvoyée sur motion.—La saisie des immeubles faite par la cité de Montréal pour taxes municipales doit être assimilée aux saisies ordinaires d'immeubles, *feri facias de terris*.—C. R., 1900. *Cité de Montréal vs Mandeville*, 5 R. L. n. s., 545; TAIT, CIMON & ARCHIBALD, JJ.

2. Pour qu'une première saisie d'un immeuble en empêche une seconde, il faut qu'au moment où l'on veut procéder à celle-ci, il n'y ait rien qui empêche la vente de l'immeuble sur la première saisie. Partant, si le premier saisissant a fait suspendre la vente de l'immeuble, il ne peut s'opposer à la saisie faite par un autre créancier du débiteur.—C. S., 1901. *Garand vs Roussin*, 19 R. J. O., 566; LANGELIER, J.

3. Le shérif Pouliot avait obtenu un jugement contre le défendeur. Il a fait émettre un bref de *fi. fa.* contre le défendeur adressé au coroner (C. P. 35 et 36) et celui-ci a saisi les immeubles du défendeur. Sur une opposition du défendeur le coroner a rapporté le bref, l'opposition et toutes ses procédures. Subséquentement, les demandeurs ont, en vertu de leur jugement, fait émettre contre le défendeur un bref de *fi. fa.* adressé au shérif, et celui-ci a saisi, en vertu de ce bref, les mêmes immeubles. Jugé:—Que l'ancienne maxime de saisie sur saisie ne vaut, n'existe plus que telle que modifiée par notre code de procédure; que le shérif n'avait pas à noter ce second bref sur

celui adressé au coroner, et dont il n'avait pas de copie et qui était rapporté; que l'article 711 C. P. ne s'appliquait pas au présent cas; que le shérif n'avait pas autre chose à faire, en recevant ce second bref, que de saisir, puisqu'il n'avait pas alors le premier bref qui, d'ailleurs, ne lui avait jamais été adressé.—C. S., 1901. *Richer vs Michaud*, 20 R. J. O., 442; CIMON, J.

713.

1. V. Supplément, article 724, *Gilbert vs Girard & Talbot*, n. 1.

2. V. Supplément, article 722, *Samson vs Beauregard*, n. 1.

721.

1. Lorsqu'un demandeur après avoir fait saisir un immeuble par le shérif donne ordre à ce dernier de discontinuer les procédés dans la cause, à la suite d'une entente avec le défendeur, et que, subséquemment, l'entente ayant été rompue, le demandeur obtient de la cour la permission de procéder sur le même bref, il n'est pas nécessaire pour le shérif de saisir les biens du défendeur de nouveau.—Une opposition afin d'annuler basée sur ces moyens sera renvoyée sur motion comme futile et frivole.—C. S., 1899. *Scott vs Guerin & Guerin*, 5 R. L. n. s., 493; LANGELIER, J.

722.

1. Une opposition afin d'annuler est bien fondée en droit si, entre autre moyens, elle invoque une saisie-exécution préalable et tenante des mêmes biens, même s'il n'y est pas allégué que le shérif procède effectivement sur cette saisie antérieure.—C. S., 1900. *Samson vs Beauregard & La Corporation de Ste-Anne de la Pêrade*, 3 R. P., 256; ROUTHIER, J.

724.

1. Les récoltes et fruits pendants par racines sur un fonds qui est saisi font partie de ce fonds, et ne peuvent être réservés ou distraits de la saisie au préjudice des créanciers hypothécaires.—Si la saisie a été faite avec réserve de la récolte, c'est-à-dire à la charge de laisser enlever la récolte, le créancier hypothécaire pourra demander, par opposition, que bonne et suffisante caution lui soit donnée que l'immeuble sera vendu à un prix assez élevé pour garantir le paiement de sa créance.—Dans notre droit, le décret met fin au bail, et le locataire ne peut demander, par opposition, que le décret n'ait lieu qu'à la charge de son bail.—Le locataire ne peut, non plus, réclamer la récolte ou les fruits pendants par racines sur le fonds qui est saisi, mais

Il a un privilège pour ses frais de labour et de semence, suivant l'article 2010.— Cette réserve de la récolte ne peut être justifiée en alléguant que la valeur des propriétés saisies est suffisante pour assurer le paiement des créanciers hypothécaires, ces derniers ayant le droit absolu de s'opposer à ce que leur gage soit déterminé.— C. S., 1901. *Gilbert vs Girard & Talbot*, 8 R. de J., 294; GAGNÉ, J.

2. Une femme mariée, qui dans un contrat de mariage se réserve le droit lors de la dissolution de la communauté et de sa renonciation à icelle de reprendre ses apports et de réclamer ses doubles et préciput, peut, dans le cas où les immeubles de la communauté affectés à ses droits par enregistrement sont saisis et annoncés pour être vendus par le shérif, faire une opposition afin de charge et demander que ces immeubles ne soient vendus qu'à la charge du paiement de ces dites créances, à leur échéance.— C. S., 1899. *Garand vs Charlebois*, 5 R. L. n. s., 209; LANGELIER, J.

727.

1. Le shérif est tenu de recevoir une opposition accompagnée d'une déposition, tel que mentionnée aux articles 647 et 727 C. P., et la signification de telle opposition opère sursis de la vente, suivant l'article 729 C. P.— C. S., 1900. *Morinville*

733. (*Tel qu'amendé par 62 Vict., c. 52, s. 4*). Si l'opposition est décidée avant le jour fixé pour la vente et que la saisie ne soit pas invalidée, le shérif procède à la vente au jour fixé.

Lorsque, néanmoins, l'opposition a été déterminée après le jour fixé, le shérif doit, avant de procéder à la vente, faire insérer dans la *Gazette Officielle de Québec*, quinze jours au plus tard avant la vente, un avis rédigé conformément à la cétule M de l'appendice, et, en outre, le faire publier conformément aux règles des articles 717 et 718.

Le shérif doit, dans tous ces cas, observer les conditions prescrites par le jugement.

741.

1. The formalities prescribed by articles 706, 741 and 743 C. P. C., for the sale of immovables by the sheriff, are imperative, and the omission in the *procès-verbal* or minutes of seizure of the name of the street in which the immovable is situated is a fatal defect which annuls

the sale. *vs Baril & Laliberté*, 18 R. J. O., 397. CHOQUETTE, J.

731.

1. L'article 133 C. P. C. dit que la femme non séparée de corps est suffisamment assignée par la signification faite au mari, mais il ne dit pas que l'assignation de la femme suffira pour assigner le mari, et pour le cas qui nous occupe, l'article 133 n'affecte en rien la prescription contenue à l'article 131.— C. A., 1901. *Thibautau & Desjolis*, 10 R. J. O., 204.

2. Une opposition sur une vente d'immeubles basée sur les deux allégués suivants:— (a) Le demandeur et ses avocats ont reçu certaines sommes d'argent des locataires de la propriété saisie et les défendeurs n'ont pas été crédités pour ces montants.— (b) Les avis requis par la loi pour les ventes d'immeubles n'ont pas été donnés.— ne paraît pas à sa face même futile et faite dans le but de retarder injustement la vente et ne sera pas renvoyée sur motion, mais devra être contestée au mérite. Si un ordre de sursis est donné par un juge à une vente d'immeubles, un autre juge ne doit pas révoquer cet ordre, à moins de circonstances bien spéciales.— C. S., 1898. *Brennan vs Campbell & Kelly*, 1 R. P., 303; MATHIEU, J.

733. (*As amended by 62 Vict., c. 52, s. 4*). When oppositions are decided before the day fixed for the sale, if the seizure is not set aside, the sheriff on the day of sale proceeds to sell.

But if the oppositions are decided after the day fixed, the sheriff, before proceeding to the sale, must insert in the *Quebec Official Gazette*, at the latest fifteen days before the sale, a notice in accordance with Schedule M in the Appendix, and must, moreover, cause it to be published in conformity with the rules contained in articles 717 and 718.

In all such cases the sheriff must observe the conditions prescribed in the judgment.

the sale. Where exceptions mentioned in article 741 C. P. C., do not apply, a sale of an immovable commenced at the registry office and terminated at the sheriff's office, instead of being made at the door of the parish church of the locality where it is situated, is null.— C. R., 1899. *Sauyer vs Riour & Labelle*, 18 R. J. O., 173; TAIT, LORANGER & TEGUER, JJ.

743.

V. Supplément, article 741, n. 1.

748.

1. The husband separated as to property may validly purchase at sheriff's sale an immovable belonging to his wife, and, if he fails to pay the price of adjudication, is subject to the usual proceedings for *folle enchère*.—C. R., 1899. *Buchanan vs O'Brien & Price*, 18 R. J. O., 343; MATHIEU, DAVIDSON & TELLIER, J.J.

2. An inspector of an insolvent estate is a person having duties of a fiduciary nature to perform in respect thereto and he cannot be allowed to become purchaser. In his own account, of any part of the estate of the insolvent.—C. suprême 1899. *Castonguay & Savoie*, 29 R. C. S., 613.

760.

1. Le créancier qui fait enregistrer son jugement contre un immeuble acheté par son débiteur à une vente de shérif, mais dont le prix n'a pas été payé, n'a pas d'action hypothécaire contre celui qui s'est subséquemment fait transporter l'adjudication et en a payé le prix au shérif, lequel lui a donné un titre à cet immeuble.—C. S., 1900. *Lemieux vs Mitchell*, 3 R. P., 367; PAGNIELO, J.

2. Au cas d'une vente judiciaire d'un immeuble, lorsque le produit ne réalise pas un montant suffisant pour solder les frais d'enregistrement et de radiation, le shérif doit prélever ce montant sur l'adjudicataire, préalablement à tel enregistrement.—C. C., 1889. *Thibodeau vs Rivard*, 8 R. de J., 9; DELORMIER, J.

761.

1. V. Supplément, article 748, n. 1.

781.

1. (Confirmant Choquette, J.) :—Dans la province de Québec la vente judiciaire accompagnée des formalités légales donne un titre complet et absolu à l'adjudicataire de la propriété vendue et purge tous les droits dont celle-ci peut être grevée, à l'exception de l'hypothèque résultant de la commutation des rentes seigneuriales, de l'emphytéose, des substitutions non ouvertes et du douaire coutumier non ouvert. Le décret purge tous les autres droits.—C. R., 1900. *King vs Nadeau*, 17 R. J. O., 342; CASALLET, CARON & ANDREWS, J.J.

2. Le décret d'un immeuble loué en mettant fin au bail libère également de leurs obligations postérieures, à la date de ce décret, les cautions du locataire.—

C. S., 1901. *Standard Life Assurance Co. vs Lamy*, 7 R. de J., 320; LORANGER, J.

3. Aux termes des articles 1663 et 2128 C. C. le bail d'un immeuble, dûment enregistré, consenti pour plus d'une année, confère un droit réel au locataire dans l'immeuble loué.—Le décret, pas plus que l'aliénation volontaire que le locataire pourrait faire de l'immeuble loué, ne peut préjudicier aux droits du locataire.—Le locataire est bien fondé à produire une opposition à fin de charge pour faire ordonner que la vente de l'immeuble saisi soit faite à la charge de ses droits.—C. S., 1898. *Forest vs Reeves*, 4 R. de J., 326; 1 R. P., 321; DELORMIER, J.

V. Code, article 724, n. 7 à 10.

4. Par créance "préférable", l'article 781 C. P. n'entend pas nécessairement une créance privilégiée, mais s'applique à toute créance, même chirographaire, due par la substitution, ou qu'elle est tenue de payer.—C. S., 1899. *Pelletier vs Michaud & Sirois*, 20 R. J. O., 413; CIMON, J.

5. Le créancier d'une somme que le défendeur s'était engagé à payer lors d'un partage anticipé, entre les grevés, de biens substitués, a le droit d'être payé à même les biens substitués, et, dans ce cas, le décret purgera les immeubles de toute substitution.—C. S., 1901. *Prévost vs Prévost & Daoust*, 4 R. P., 85; MATHIEU, J.

6. A sheriff's sale does not purge a hypothec for the purposes of the registrar's certificate produced in the suit in which such sheriff's sale took place.—J. S., 1899. *Gariopy vs Paquet & Gariopy*, 16 R. J. O., 414; ANDREWS, J.

7. Upon being judicially authorized, the institute in possession of a parcel of land in the city of Montreal, grevé de substitution, and a curator appointed to the substitution mortgaged the land under the provisions of the Act for the relief of sufferers by the Montreal Fire in 1852, 16 Vict., ch. 25, to obtain a loan which was expended in reconstructing buildings on the property. Default was made in payment of the mortgage moneys and the mortgager obtained judgment against the institute, and caused the land to be sold in execution by the sheriff in a suit to which the curator had not been made a party.

Held, that as the mortgage had been judicially authorized and was given special preference by the statute superior to any rights and interests that might arise under the substitution, the sale by the sheriff, in execution of the judgment so recovered, discharged the land from the substitution not yet open and effectually

passed the title to the purchaser for the whole estate, including that of the substitute as well as that of the *greve de substitution*, notwithstanding the omission to make curator a party to the action or proceeding in execution against the lands.

The sheriff seized and sold lands under execution against defendant described in the writ of execution, process of seizure and in the deed to the purchaser as *greve de substitution*.

Held, that the term used was merely descriptive of the defendant and did not limit the estate seized, sold and conveyed under the execution. — C. suprême, 1898. *Chef dit Vadeboncoeur & La Cité de Montréal*, 29 R. C. S., 9.

8. A sheriff's sale in execution of a judgment against the owner of lands, *greve de substitution*, based upon an obligation in a mortgage having priority over the deed creating a substitution, discharges the lands from the unopened substitution, without the necessity of making the curator to the substitution a party to the proceedings. *Chef dit Vadeboncoeur & The City of Montréal*, 29 R. C. S., 9, followed. — C. suprême, 1898. *Deschamps & Bury*, 29 R. C. S., 274.

784.

1. Un décret, comme un contrat, peut être attaqué pour fraude par un intéressé. — L'action en annulation de décret est soumise aux mêmes règles que l'action paulienne, et, comme elle, profite à tous les créanciers intéressés. — C. A., 1901. *McNally & Profontaine & Picken*, 4 R. P., 125.

2. Lorsqu'un immeuble de la communauté, hypothéqué par les deux époux, est vendu, à la poursuite du créancier hypothécaire, sur une action dirigée contre le mari après la dissolution de la communauté, sans que les héritiers de la femme aient été mis en cause, ces derniers, qui n'ont pas fait opposition à la vente, ne peuvent demander la nullité du décret. — C. S., 1899. *Boivin vs The Montreal Loan and Mortgage Co. & Ladurantaye*, 15 R. J. O., 456; *Gill*, J.

3. La cour de circuit siégeant à Montréal ne peut poursuivre, sur des immeubles, l'exécution de ses jugements pour une somme n'excédant pas \$40, et le défaut de juridiction en ce cas est absolu et matériel. — L'on peut ajouter au capital du jugement les frais taxés de l'action accordés par ce jugement, pour compléter la somme excédant \$40; mais on ne peut y ajouter "les frais subséquents," c'est-à-dire les frais d'un *feri facias de bonis*, ou le coût de ce bref, ni le coût

d'une saisie brandon en vertu d'icelui, ni le coût du retour de *nulla bona* quant aux meubles. — Le greffier de la cour de circuit, en pareil cas, n'a aucune autorité pour émettre un bref de *feri facias de terris*, et ce bref, partant, est nul. — La saisie et le décret de l'immeuble du défendeur en vertu d'un tel bref sont nuls. L'un créancier hypothécaire du saisi, qui n'a pas eu connaissance de la saisie, ni de la vente, et qui en éprouve un préjudice, a le droit d'obtenir, par requête, la nullité de cette vente et la mise de côté de ce décret. — C. S., 1900. *Masson vs Dunsevan & Magrand*, 18 R. J. O., 141; *Crmon*, J.

785.

1. Held (affirming the judgment of the Court of Queen's Bench and the Court of Revision, 12 R. J. O., 155): — The provisions of article 714, C. P. C., (old text, now 785) do not apply to the sheriff's sales which have been perfected by payment of the price of adjudication and the execution of a deed, nor does that article give a right to have such sale vacated and the amount so paid refunded. — The action *condictio indebiti* for the recovery of the price paid by the purchaser of lands lies only in cases where there has been actual eviction. — The procedure by petition provided by the code of civil procedure for the vacating of sheriff's sales can only be invoked in cases where an action would lie. The *Trust and Loan Co. of Canada & Quintal & Dronin*, Q. R., 1901, followed. — C. suprême, 1898. *Deschamps & Bury*, 19 R. C. S., 274.

790.

1. V. Supplément, article 673, *Decarie vs Bro*, n. 1.

792.

1. Il n'est pas nécessaire de faire signifier les oppositions afin de conserver. — C. S., 1899. *Maillour vs Fairfield & La Ville de St-Jean*, 6 R. L. n. s., 189; *Mathieu*, J.

793.

1. Une motion demandant le paiement des deniers prélevés sur exécution suivant un bordereau de créanciers indiqué dans la motion, et qui éviterait les honoraires du protonotaire, sera rejetée. — C. S., 1901. *Evans vs Chaput*, 4 R. P., 199; *Pagnello*, J.

2. Lorsqu'il y a une créance hypothécaire constatée par le certificat du registraire, les deniers ne peuvent être adjugés sans la formalité d'un ordre de dis-

tribution. — C. S., 1901. *Corneille vs Kent*, 8 R. de J., 30; MATHIEU, J.

797.

1. Sur une contestation d'une collocation d'un rapport de distribution, on prend connaissance de toutes les pièces au dossier depuis le bref de sommation. — C. S., 1899. *Pelletier vs Michaud & Sirotis*, 20 R. J. O., 413; CIMON, J.

798.

1. Les demandeurs avaient produit pour le défendeur une opposition à une saisie immobilière alléguant que l'immeuble saisi était insaisissable. Cette opposition fut contestée et renvoyée sur la contestation d'un créancier qui tout en admettant la clause d'insaisissabilité alléguait qu'elle ne lui était pas opposable. Jugé: — sur une opposition faite par le défendeur à une autre saisie immobilière sur les mêmes biens en exécution d'un jugement rendu en faveur des demandeurs pour les frais faits dans la première opposition, que cette opposition n'avait été d'aucune utilité aux biens saisis en cette cause; qu'il n'y avait aucun rapport entre la créance des demandeurs pour leurs frais et les immeubles saisis et que, en conséquence, la créance des demandeurs n'a pu devenir alimentaire pour se prélever sur ces biens insaisissables. — C. S., 1901. *Pouillot vs Michaud*, 20 R. J. O., 432; CIMON, J.

2. Le créancier qui, ayant obtenu jugement contre son débiteur, procède avec diligence à l'exécution de ce jugement tant par saisie mobilière que par des procédures aux fins de faire saisir et vendre les biens immobiliers de ce débiteur a droit d'être payé de ses frais sur le produit de la vente judiciaire de ces immeubles, de préférence à un demandeur qui, au moyen de procédures hâtives faites de connivence avec le débiteur insolvable, a réussi à devancer ce créancier et à faire vendre judiciairement tels immeubles. — Le défaut par ce créancier d'avoir attaqué le jugement du demandeur comme obtenu en fraude de ses droits et de ne pas s'être opposé à son exécution, ne peut être considéré comme une renonciation à son privilège pour le paiement de ses frais sur le produit de telle vente du moins quant au demandeur. — Dans ces circonstances l'avocat du créancier porteur du premier jugement sera colloqué pour ses frais de justice de préférence aux créanciers hypothécaires et le jugement de distribution sera réformé en conséquence. — C. S., 1898. *Dickson vs Ellis & Brossoit*, 6 R. de J., 85; BÉLANGER, J.

804.

1. (Confirmant le jugement de Curran, J.): — Lorsque deux ou plusieurs im-

meubles hypothéqués à une même obligation sont vendus à des dates différentes, et que l'obligation n'est pas intégralement acquittée sur le produit de la première vente, l'intérêt sur cette obligation continue de courir, et le créancier a droit d'en être colloqué à son rang d'hypothèque sur le produit de la seconde vente. — C. R., 1901. *Garand vs Charlebois & The Standard Life Insurance Co.*, 21 R. J. O., 488; TASCHEREAU, LANGELIER & ROBIÉUX, J.J.

805.

1. Dans ce cas, la plus value se constate par une ventilation, et la contestation doit se soulever par un plaidoyer au fonds. La plus value peut également être constatée au moyen d'une ventilation lors d'un décret lorsque les deniers sont insuffisants pour payer l'ouvrier qui a en registre un privilège. (2013 C. C.) — C. S., 1901. *Thérien vs Hainault*, 8 R. de J. 314; PAGNELO, J.

809.

1. A judge, on a petition for the radiation of an hypothec, cannot adjudicate upon an alleged prescription of ten years which would involve questions of possession and good faith. — C. S., 1899. *Gariépy vs Paquet & Gariépy*, 16 R. J. O., 414; ANDREWS, J.

814.

1. Il peut être permis de contester un rapport de distribution non encore préparé en procédant par voie de simple contestation, sans recourir à la tierce opposition. — C. S., 1898. *Gosselin vs Stolt*, 1 R. P., 330; MATHIEU, J.

2. La tierce opposition ne peut empêcher la distribution des deniers, et le recours de la partie qui se porte tierce opposante s'exerce par voie de contestation du projet de distribution, s'il y a lieu — C. S., 1901. *Turgeon vs Shannon*, 4 R. P., 156; PAGNELO, J.

3. On a contestation of a report of distribution, which is merely a demurrer to the conclusions of the prothonotary, a party answering will not be allowed to allege new facts, nor to produce exhibits not before the prothonotary when the report was prepared. — C. S., 1898. *Hinman vs House*, 15 R. J. O., 193; WHITE, J.

4. The contestation of collocation does not come within the meaning of article 818 C. C. P., and is not, therefore, subject to the delays provided for summary matters. — The creditor who seeks to be paid out of the moneys of his debtor, must do so by opposition *en souf ordre*, and not by contestation of the collocation. — C. S., 1900. *Connolly vs Stanbridge*, 6 R. de J., 209; LYNN, J.

816. (*Tel qu'amendé par 63 Vict., c. 42*). Si la contestation de l'ordre, du rang ou d'une créance est maintenue sans qu'aucune partie s'y soit opposée, le tribunal en adjuge les frais, à sa discrétion, contre l'une des parties en cause, ou contre la masse.

Le contestant a cependant, dans tous les cas, le droit d'être colloqué pour ses frais sur les deniers prélevés, ou, si la contestation ne procure un avantage qu'à quelques créanciers, sur les deniers échéant à ces créanciers, sauf au créancier qui souffre de cette collocation à demander la subrogation contre la partie qui a été condamnée à ces frais.

1. Les frais d'une contestation de rapport de distribution seront mis à la charge du défendeur quand les circonstances de l'espèce démontrent que telle contestation a été provoquée plutôt par sa faute que par l'erreur des autres parties.—C. S., 1901. *Belgarde vs Carrier & Brochu*, 3 R. P., 113; ANDREWS, J.

818

1. V. Supplément, article 824, *Connolly vs Stanbridge*, n. 2.

824.

1. In a case where the right of the usufructuary is not attacked by the owner, the proceeds of the sale will be collocated by the owner, but payable to the usufructuary on his giving security for its return on the termination of his usufruct.—The creditor executing the writ and bringing about the sale against the usufructuary has the right to be subrogated for anything coming to the usufructuary out of the proceeds of the sale, without the necessity of filing an opposition *en sous-ordre*.—C. S., 1898. *Corporation of the Township of Asnot vs Early*, 5 R. de J., 7; WHITE, J.

2. The contestation of collocation does not come within the meaning of article 818 C. C. P., and is not, therefore, subject to the delays provided for summary matters.—The creditor who seeks to be paid out of the moneys of his debtor, must do so by opposition *en sous ordre*, and not by contestation of the collocation.—C. S., 1900. *Connolly vs Stanbridge* 6 R. de J., 205; LYNCH, J.

3. Une opposition en sous ordre demandant que l'opposant soit payé de préfé-

816. (*As amended by 63 Vict., c. 42*). If the contestation of the report, or of the rank of the collocations, or of any collocation, is maintained without being opposed by any party, the court, in its discretion, awards costs against one of the parties in the case or against the mass.

The contesting party has, however, in all cases, the right to be collocated for his costs out of the moneys levied, or, if the contestation benefits some creditors only, out of the moneys coming to such creditors, saving to the creditor, who is prejudiced by such collocation, his right to demand subrogation against the party condemned to pay them.

rence à tout autre créancier, et dans laquelle il n'est pas allégué que le demandeur est en déconfiture, qui ne conclut pas à ce que les créanciers soient appelés, et qui ne fait pas voir que l'opposant est privilégié et qu'il a un jugement contre le demandeur, pourra être renvoyée sur une inscription en droit.—C. S., 1899. *Grossman vs Robinovitch & Schloones*, 5 R. L. n. s., 219; MATHIEU, J.

4. V. Supplément, article 673, *Décarte vs Bro*, n. 1.

832.

1. L'article 897 C. P. C. ne contredit pas l'article 832. Ce dernier ne s'applique qu'à la contrainte par corps, tandis que l'autre a rapport au *capias*, deux choses absolument différentes.—C. A., 1899. *Elliott & La Banque de Québec*, 9 R. J. O., 532.

2. Sur motion pour contrainte par corps en matière de dommages-intérêts pour injures et diffamation, s'il est démontré que la femme défenderesse n'a aucun moyen pécuniaire et que sa présence est indispensable à sa maison pour le soin de ses jeunes enfants et de personnes malades, le tribunal pourra, suivant les circonstances, ne pas accorder la contrainte par corps demandée.—C. S., 1901. *Page vs Beauchamp*, 7 R. de J., 223; PAGNIELO, J.

833.

1. A joint co-defendant who has paid the amount claimed in full, is subrogated to plaintiff's right for one half of this amount, and to the right to ask coercive imprisonment against his co-defendant, if plaintiff had such right.—He cannot,

de plano, claim one half of the costs paid by him to the plaintiff. — C. S., 1899. *Bury vs Lynch*, 2 R. P., 239; DAVIDSON, J.

2. Pour être contraignable par corps, en vertu de l'article 833 C. P. C., il faut avoir eu la garde de deniers ou autres effets en vertu de l'autorité judiciaire, et non autrement. — Un secrétaire-trésorier chargé par les syndics d'une paroisse de prélever le montant d'une répartition pour la construction d'une église, n'est pas contraignable par corps en vertu d'un jugement le condamnant à restituer les deniers par lui perçus en cette qualité. — C. S., 1901. *Les Syndics de la Paroisse de St-Antoine de Longueuil vs Gignras*, 3 R. P., 557; MATHIEU, J.

3. Un gardien volontaire, sur une saisie-revendication, est en tort de ne pas avertir le saisissant que l'objet qui lui est confié est sur le point d'être vendu à la demande d'un autre créancier, et son omission de le faire peut l'exposer à une action en dommages, mais non à la contrainte par corps. — La signification au gardien d'une copie de jugement déclarant le demandeur propriétaire d'un objet saisi-revendiqué ne suffit pas pour constituer le défendeur et le gardien en défaut de livrer l'objet; il faut de plus envoyer au domicile du défendeur un officier autorisé à prendre livraison de l'objet. — Le gardien est de droit déchargé après un an à compter de sa nomination, l'ordonnance de 1667 (titre 19, article 22) étant encore en vigueur dans ce pays. — Si le gardien fait quelque erreur, et la partie demandant la règle a procédé irrégulièrement sur icelle, la règle sera renvoyée sans frais. — C. S., 1900. *La Banque d'Hochelaga vs McConnell & Miller*, 2 R. P., 470; TELLIER, J.

4. Le gardien nommé d'office qui déplace les effets saisis, doit, si la saisie est annulée, les rapporter au domicile du saisi, et le saisi a un recours contre lui pour ces effets, par voie de règle nisi. — C. S., 1901. *Adams vs Mulligan*, 4 R. P., 60; MATHIEU, J.

5. Un gardien dans une saisie adressée aux huissiers d'un district, ne peut être contraint par corps pour avoir refusé de livrer les effets à un huissier d'un autre district, chargé du bref. — C. C., 1899. *Bergevin vs Martin*, 2 R. P., 328; ANDREWS, J.

6. Des dommages réclamés et obtenus par le demandeur, conseiller municipal, contre un autre conseiller, qui avait pris part à son expulsion du conseil pour le motif mal fondé que le demandeur était membre de la police provinciale, alors qu'il n'était que garde à la prison, ne

constituent pas "des dommages pour injures personnelles", aux termes de l'article 833, § 4, du code de procédure civile, et partant ne peuvent justifier une demande de contrainte par corps contre le défendeur; et il importe peu que le jugement accordant ces dommages ait déclaré les accorder pour avance ou pour injure personnelle, ce jugement n'ayant pas force de chose jugée quant à la qualité de l'injure ou quant à la question de savoir si elle peut autoriser une demande de contrainte par corps. — C. S., 1900. *Bédard vs Grosboillot*, 18 R. J. O., 363; 3 R. P., 372; PAGNELO, J.

7. Les mots "injures personnelles" dans le paragraphe 4 de l'article 833 C. P. C., n'ont pas une signification différente de celle des mots "torts personnels" dans la s. 15 du c. 42 du Statut du Canada, 12 V. (1849) et dans les Statuts Révisés du Bas Canada, 1861, c. 87, s. 24. — Constitue un tort personnel tout ce qui est fait en violation des droits de chacun par rapport à sa personne. — Ainsi il y a lieu à contrainte par corps contre l'auteur d'un accident de bicyclette pour les dommages qu'il a été condamné à payer à la victime. — C. S., 1900. *Chouinard v Raymond*, 3 R. P., 184; 18 R. J. O., 319; MATHIEU, J.

8. Jugé (confirmant Casault, J.): — Depuis la mise en force du nouveau code de procédure, la contrainte par corps ne peut être ordonnée, pour injures verbales, que dans les causes où le jugement a été rendu pour \$50; l'article 833 du nouveau code C. P. C. a été substitué à l'article 2272 du C. C. — Dans l'espèce, bien que les procédures aient été instituées avant la mise en force du nouveau code de procédure, l'appelante ne peut invoquer un droit acquis, parce que les moyens d'exécuter les jugements ne dérivent que de la loi qui les autorise, et que la législature peut les changer et les modifier à son gré, sans, en cela, compromettre des droits existants. — La contrainte par corps telle qu'elle existait au 1er septembre 1897 a été abolie par un statut spécial qui a pris effet le même jour; partant, cette abolition a été faite sans réserve et s'applique aux causes pendantes. — C. A., 1898. *Royer & Loranger*, 8 R. J. O., 119.

834.

1. The defendant against whom a foreign plaintiff has obtained a rule nisi in default by him of submitting himself to an examination as to his property and assets under article 590 C. P. has no right to ask for security for costs on declaring that he intends to contest the rule. — C. S., 1899. *The Galt Knitting Co. vs Côté*, 2 R. P., 333; 5 R. L. n. s., 409; ANCHUT-BALD, J.

2. Il y a lieu à une règle nisi ordonnant l'emprisonnement pour mépris de cour, lorsqu'un défendeur, dans une action en séparation de corps, auquel il a été ordonné, par jugement, de payer une pension alimentaire hebdomadaire à sa femme et de conduire ses enfants à cette dernière deux fois par semaine, à des heures déterminées, refuse ou néglige de se conformer à cette ordonnance. — C. S., 1899. *Doudiet vs Hardman*, 6 R. L. n. s., 185.

3. En vertu de l'acte des sauvages, 46 V. c. 43, Canada, et ses amendements, les biens meubles et effets mobiliers des sauvages sur leur réserve sont exempts de saisie. — Le mot "propriété", employé seul dans une disposition de la loi, comprend les meubles et les immeubles indistinctement. — Une règle nisi émanée contre le défendeur, qui est sauvage, et qui s'est opposé à la saisie de ses meubles, sans toutefois commettre d'assaut sur l'huissier exploitant, sera cassée (*quashed*). — C. C., 1900. *Bussières vs Bastien*, 17 R. J. O., 189; ANDREWS, J.

836.

1. Il est nécessaire qu'un commandement de payer soit fait au débiteur. — Il faut qu'il soit signifié au débiteur un avls qu'il sera contraint par corps à défaut de paiement. — Un état détaillé des frals doit aussi être signifié au débiteur. — C. C., 1901. *Labrecque vs Bergeron*, 7 R. de J., 372; ROUTIER, J.

2. Inasmuch as coercive imprisonment cannot be obtained merely upon conclusions contained in the declaration, but only upon a special rule to be issued after three months have elapsed from the judgment, the court will reject as useless a motion to amend a plaintiff's demand by adding conclusions praying for coercive imprisonment against defendants in case they should fail to pay the amount of the judgment to be herein rendered. — C. S., 1901. *Chartrand vs Smart*, 7 R. de J., 575; 4 R. P., 41; DOWNEY, J.

837.

1. Il faut qu'il soit signifié au débiteur un avls qu'il sera contraint par corps à défaut de paiement. — C. C., 1901. *Labrecque vs Bergeron*, 7 R. de J., 372; ROUTIER, J.

2. The petition for a rule nisi must be served personally on the person whose imprisonment is sought, unless he be hiding fraudulently, and the appearance of the party by attorney and his moving for security for costs do not cure the said defect in the service. — Such defect in the service may be raised by ins-

cription in law, even if the delay for pleading has expired, and the respondent has to obtain the leave of the judge to file his answer to the petition. — An answer in law to a petition for rule nisi, based on want of personal service, will be maintained without costs, if the respondent, by his appearing and moving for security for costs, has possibly misled the petitioner. — C. S., 1898. *Lamothe vs Lamothe*, 2 R. P., 337; 15 R. J. O., 342; CURMAN, J.

3. La signification d'une motion pour règle nisi au procureur qui a occupé dans la cause, autorisée par un ordre de la cour, est légale et valable. — Le fait que la créance du demandeur aurait été saisie ne l'empêche pas de procéder à l'exécution de son jugement, et si le défendeur veut se soustraire à cette exécution, il n'a qu'à déposer le montant en cour. — C. S., 1901. *Lamb vs Kellan*, 4 R. P., 42; MAURIC, J.

4. Une motion pour règle de contrainte par corps doit être signifiée à la partie adverse avant qu'il soit adjugé sur telle motion. — C. S., 1900. *Ridgeway vs Duckworth*, 18 R. J. O., 126; MAURIC, J.

5. A plaintiff shall not be allowed to amend his declaration by adding conclusions for coercive imprisonment against the defendant, such amendment serving no useful purpose. — C. C., 1901. *Chartrand vs Smart*, 4 R. P., 41; 7 R. de J., 575; DOWNEY, J.

6. Une erreur dans la date du jugement en vertu duquel une règle pour contrainte par corps est demandée, commise dans la requête et dans la règle nisi, n'est pas fatale et peut être corrigée par le jugement ordonnant la contrainte. — C. C., 1900. *Foley vs McLaughlin*, 6 R. L. n. s., 358; BLANCHER, J.

843.

1. Il n'est pas nécessaire de signifier le jugement condamnant le demandeur à payer des aliments au défendeur, en vertu des dispositions de cet article. — C. S., 1900. *Tessier vs Tessier*, 3 R. P., 93; MAURIC, J.

1. Supplément, article 517, n. 1 et 2.

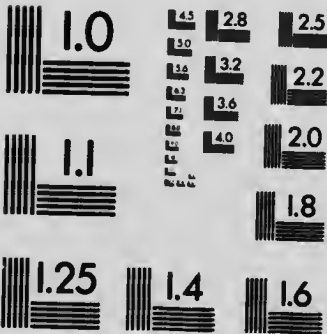
846.

1. Sur une requête pour libérer un prisonnier, sans contrainte par corps, la cour ne peut prendre en considération que des informalités postérieures au jugement ordonnant la contrainte. L'époux peut donner la déposition requise par l'article 49 des règles de pratique pour obtenir la contrainte par corps. — L'huissier qui signifie une pièce de procédure n'est pas



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

tenu d'exhiber en même temps l'original de cette pièce.—C. S., 1900. *Foley vs McLaughlin*, 6 R. L. n. s., 358; BÉLANGER, J.

2. Il n'est pas nécessaire de signifier un jugement condamnant le demandeur, sous l'article 843 C. P., à payer des aliments au défendeur, détenu en prison en vertu d'un *capias*, et, si le demandeur ne paie pas ces aliments dans le délai fixé par le jugement qu'il dit ignorer, le défendeur sera libéré sur requête, sous l'article 846.—Les parties sont censées présentes en cour, lorsque le jugement sur une demande quelconque signifiée, est rendu, et elles sont tenues, règle générale, d'en prendre connaissance sans signification (article 547 C. P.).—C. S., 1900. *Tessier & Tessier*, 3 R. P., 93; MATHIEU, J.

3. La cession de biens, sous l'article 846 C. P., est un mode pour le débiteur incarcéré en vertu de la contrainte par corps, d'obtenir son élargissement et d'être exempt de l'emprisonnement, mais pour qu'elle ait cet effet il faut qu'elle soit complète et finale sous les articles 849, 886, 887, 888 et 889 C. P.—C. S., 1897. *Burrows vs Keating*, 3 R. L. n. s., 461; ARCHIBALD, J.

Confirmé en appel, B. R., 8 R. J. O., 1.—Code, article 846, n. 9.

4. Une cession de biens faite depuis l'institution de l'action du demandeur, mais avant que jugement fût rendu sur cette action, peut servir de défense à une demande de contrainte par corps en exécution de ce jugement, lorsque le demandeur n'a pas contesté le bilan du défendeur dans les quatre mois, ce qu'il aurait pu faire, malgré que sa réclamation en dommages fût alors contestée par le défendeur.—*Keating & Burrows*, 8 R. J. O., B. R., 1, discutée.—C. S., 1900. *Bédard vs Grosboillot*, 18 R. J. O., 363; 3 R. P., 372; PAGNUELO, J.

5. Le débiteur condamné aux dommages par un jugement pour injures verbales et sur le point d'être incarcéré en vertu d'un bref de contrainte par corps, peut obtenir la suspension du bref en faisant cession de ses biens, pourvu qu'il fournisse caution de se mettre sous la garde du shérif quand il en sera requis.—Mais la cession de biens faite par le contraint par corps ne lui permet pas d'être libéré avant l'expiration des délais accordés au créancier pour la contester.—C. S., 1902. *Fréchette vs Prévoist*, 4 R. P., 404; MATHIEU, J.

6. Le débiteur incarcéré en vertu de la contrainte par corps et qui a fait une

cession de ses biens peut obtenir sa libération, bien qu'il n'y ait jamais eu de curateur de nommer à sa faillite, lorsque le demandeur était lui-même le gardien provisoire et avait négligé de donner les avis requis, si d'ailleurs les avis avaient été donnés par un autre intéressé, et que quatre mois s'étaient écoulés depuis la cession sans que le bilan eût été contesté, en vertu du principe qu'une personne ne peut se faire un droit de sa propre négligence.—C. S., 1899. *Bury vs Lynch & Fortin*, 5 R. L. n. s., 542; 17 R. J. O., 166; MATHIEU, J.

7. Un débiteur arrêté sur *capias*, ne peut être libéré, s'il fait cession de ses biens, qu'après l'expiration des quatre mois accordés pour contester son bilan.—Dans l'espèce, ce délai de quatre mois commence à courir du jour où avis de la cession a été donné aux créanciers du failli.—C. S., 1900. *Pagnuelo vs Bastien*, 2 R. P., 455; CHOQUETTE, J.

8. A pretended abandonment wherein the Petitioner declared that he had no assets whatever, cannot prevail against a judgment of the Superior Court adjudging that the proof had fully established that said Petitioner had fraudulently secreted his property and made away with his furniture and fraudulently pledged a large quantity of goods and absconded from the Province.—Such an abandonment having been filed as a proceeding in another case, and not having been filed in the office of the Court for the use of creditors generally, Plaintiff was not bound to intervene in said cause and contest the same.—Said abandonment moreover not having been followed by the appointment of a curator or other proceedings required by law is inoperative to authorize the liberation of Petitioner.—C. S., 1900. *Roumihac vs Vianez*, 6 R. de J., 513; 3 R. P., 362; DAVIDSON, J.

853.

1. Une compagnie à fonds social, étant devenue insolvable, doit être mise en liquidation en vertu du ch. 129 et amendements des S. R. du Canada, et ne peut être requise de faire cession en vertu du C. P. C.—Il n'est pas nécessaire de nommer un liquidateur provisoire, mais la cour, si les créanciers sont présents ou dûment appelés, peut nommer de suite un liquidateur définitif.—C. S., 1901. *Nantel vs La compagnie d'imprimerie du Nord*, 7 R. de J., 205; TASCHEREAU, J.

2. La cessation de paiements est une des conditions essentielles pour qu'il y ait ouverture à la demande de cession de biens.—Le retard injustifiable d'un

commerçant de payer la créance commerciale, liquide et exigible, d'un requérant cession de biens, alors que cependant ce commerçant n'a point encore cessé ses paiements et ses opérations de commerce, n'a pas pour effet de rendre valable la demande de cession de biens, mais est de nature à donner lieu à une telle demande, et dans ces circonstances, la demande de cession sera déclarée mal fondée, chaque partie payant ses frais — C. S., 1901 *Héru vs Poirier*, 8 R. de J., 85; 4 R. P., 242; TELLIER, J.

856.

1. Il suffit de signifier au débiteur la demande de cession, et de la produire au greffe avec une réclamation sous serment, et les pièces justificatives. La signification de la réclamation sous serment au débiteur, en même temps que la demande de cession, n'est pas requise. Article 856 C. P.—C. S., 1900, *Lamontagne vs Levert*, 3 R. P., 272; LANGELIER, J.

857.

1. Le commerçant, requis de faire cession de biens, peut contester cette demande par voie de requête sommaire produite dans les deux jours de la signification d'icelle, et signifiée aussitôt après que faire se peut à la personne qui a fait la demande.—C. S., 1901, *Héru vs Poirier*, 8 R. de J., 85; 4 R. P., 242; TELLIER, J.

2. A delay of two days between the filing of a petition to contest a demand of abandonment and the service thereof upon the claimants, is not unreasonable.—Such a petition will not be rejected on motion because it was not accompanied with a notice of the time when it would be presented.—The costs of a motion to reject such petition will abide the final issue on the petition.—Proceedings upon such a petition must be carried on in the same manner as for petitions to quash a writ of *capias*.—C. S., 1899, *Manson vs Forand*, 2 R. P., 362; WHITE, J.

3. Il n'est pas besoin d'affidavit au soutien d'une requête pour faire annuler une demande de cession de biens, même si les faits invoqués n'apparaissent pas au dossier.—Il n'est pas nécessaire de donner avis de la présentation de telle requête pour un jour fixe, un avis de la production d'icelle au dossier étant suffisant.—C. S., 1901, *Dufresne vs Superior*, 8 R. de J., 266; DAVIDSON, J.

4. Celui qui, résidant à l'étranger, conteste le bilan d'un failli est tenu de fournir cautionnement pour les frais et

de produire procuration.—C. S., 1900, *Lewis vs Murray & Todd*, 3 R. P., 145.

860.

1. Lorsqu'une demande de cession doit être faite à une société commerciale, dissoute par le décès de l'un des associés, copies de telle demande de cession peuvent être signifiées tant à l'associé survivant qu'aux héritiers de l'associé décédé. Si l'associé survivant dépose le bilan de la société, et que les héritiers de l'associé décédé ne comparaissent pas, il sera permis au créancier, requérant, de faire nommer un curateur aux biens de l'associé décédé. Dans ces circonstances, la cour nommera comme tel curateur, celui qui sera nommé curateur à la faillite.—C. S., 1902, *Genest vs Lajeunesse*, 8 R. de J., 233; ROBINOUX, J.

861.

1. La licence de l'auhergiste fait partie de l'actif du débiteur qui doit en faire cession comme des autres biens.—C. S., 1900, *Pagnuelo vs Bastien*, 2 R. P., 455; CHOQUETTE, J.

863.

1. A lease is not terminated or dissolved by operation of law in consequence of an abandonment of his property by a trader for the benefit of his creditors.—C. S., 1901, *Milot vs Hains*, 4 R. P., 58; DAVIDSON, J.

2. The plaintiff took out a writ of conservatory attachment against the defendant. After the execution of the writ, the defendant made an abandonment of her property, and a provisional guardian was appointed to her estate. The defendant contested the conservatory attachment by an exception to the form.—*Held*: That after the abandonment the defendant ceased to have any interest in prosecuting the exception to the form.—C. S., 1900, *Ledoux vs Simpson*, 4 R. P., 57; DAVIDSON, J.

864.

1. Un gardien provisoire dans une cession judiciaire ne peut demander que des deniers qui se trouvent entre les mains d'un huissier par suite de la vente des biens du failli à la poursuite d'un créancier lui soit remis; dans ce cas la cour ordonnera que l'huissier dépose le montant en cour pour qu'il soit distribué à qui de droit sous l'autorisation de la cour.—C. S., 1900, *Hockar vs Giffanny & Lockar*, 6 R. L. n. s., 330; MATHIEU, J.

867.

1. Le curateur nommé à la liquidation des biens d'un failli est un fonc-

tionnaire public dont les honoraires sont, aux termes de l'article 599 C. P., insaisissables.—C. S., 1900. *Snyder & Gagnon*, 3 R. P., 271; LORANGER, J.

2. A Notary Public has not the right to receive, as such, the affidavit of creditors for the purposes of article 867 of the Code of Procedure.—The Notary, as such, can receive oaths only in the cases where he is specially authorized to do so, and particularly in proceedings taken by him under the provisions of the tenth part of the Code of Procedure.—Section 26 of the Revised Statutes of Quebec, as amended by 62 Victoria, c. 13, confers no additional powers upon notaries, as such, in regard to the reception of oaths.—C. S., 1900. *Payne vs Bachand*, 6 R. de J., 534; LYNCH, J.

870.

1. The curator to an abandoned estate is an administrator within the meaning of article 1484 C. C., and, as such, cannot become the purchaser of the property of the estate; but as such incapacity is only relative, it cannot be urged by a debtor of the estate who has no interest.—C. S., 1899. *Sheltus vs Hart*, 7 R. de J., 411; LYNCH, J.

2. Le curateur à une cession de biens peut recouvrer de l'insolvable les biens qu'il n'a pas cédés ou qu'il a soustraits, mais il ne peut pas exercer contre le débiteur les actions qui appartiennent individuellement à chacun de ses créanciers (Art. 931 C. P.), pour la balance de la créance de ces derniers contre le débiteur, déduction faite de la partie payée par le produit des biens cédés.—C. S., 1902. *Desmarteau vs Viau*, 4 R. P., 282; 8 R. de J., 109; MATHIEU, J.

Ce jugement a été confirmé par la cour de révision.

3. Si sur saisie-arrêt après jugement le salaire d'un employé a été saisi, et que le débiteur fasse ensuite cession de ses biens, le salaire non échu n'est pas compris dans les biens possédés par le failli lors de la cession, et le curateur ne peut le réclamer.—C. S., 1899. *St-Martin & Desmarteau*, 2 R. P., 248; MATHIEU, J.

4. The curator to an insolvent estate has a right to oppose the seizure and sale of the insolvent's property, seized in execution of a judgment obtained against an other party.—An opposition to the seizure and sale of the insolvent's property can be made by the curator without leave of the judge.—C. S., 1901. *Paquette vs Dish & Craig*, 3 R. P., 480; 7 R. de J., 477; DOHERTY, J.

871.

1. Après la cession de biens, les cré-

anciers du cédant ne peuvent, à l'encontre du curateur, saisir aucun de ses effets mobiliers, même ceux dont le curateur n'aurait pas pris possession, et le curateur peut s'opposer à une telle saisie, son opposition constituant une demande de possession des effets saisis.—C. S., 1899. *Turcotte vs Jacob & Kent*, 16 R. J. O., 221; 2 R. P., 189; 5 R. L. n. s., 404; MATHIEU, J.

V. Code, article 871, n. 6.

2. L'effet d'une cession de biens est, aux termes des articles 863 et 870 C. P. C., que le curateur est mis en possession de tous les biens, meubles et immeubles du débiteur qui est dépouillé de cette possession.—Le créancier, en vertu d'un jugement, ne peut faire saisir et vendre, en exécution de ce jugement, des biens immeubles cédés par le défendeur à un curateur et dont ce dernier est en possession.—L'intention du législateur est que les biens du débiteur qui a fait cession de biens soient vendus et réalisés par le curateur, sauf toutefois l'exception, quant aux meubles, contenue dans l'article 871 C. P. C.—C. S., 1901. *Demers vs Forest & Gagnon*, 7 R. de J., 240; MATHIEU, J.

3. Le créancier qui discontinue une saisie mobilière à raison de la cession de biens faite par le défendeur, ne peut ensuite procéder à faire saisir les immeubles du failli, au cours ordinaire de la procédure en vertu d'un bref de *feri facias*, plus de quinze jours après telle cession de biens, et cela sans égard aux avis qu'il avait reçus de la dite cession.—Il résulte de l'ensemble des dispositions du code de procédure civile qui régissent la liquidation des biens des débiteurs insolvables, que, sauf le cas où, sur permission du juge, le curateur est autorisé à continuer les procédés commencés (art. 871), la vente des biens du débiteur doit être faite par le curateur et suivant les formalités indiquées par le chapitre 31 du C. P. C. et notamment les articles 863, 870, 871, 876, 877, 878, 879, 880.—C. S., 1901. *Demers vs Forest & Gagnon*, 8 R. de J., 414; LORANGER, J.

Ce jugement a été confirmé en appel.

4. Une cession de biens incomplète, en ce qu'elle ne contient pas une liste assermentée des créanciers du débiteur et qu'elle n'a pas été suivie des avis requis, ne peut être opposée à l'encontre d'une saisie pratiquée sur les biens du débiteur.—Les modes d'exécution que le code de procédure (ancien texte) prescrit quant aux immeubles cédés par voie de cession de biens, n'excluent pas le mode ordinaire que possède un créan-

cier en vertu de son jugement, de procéder par bref de *terris* à la saisie et vente des immeubles de son débiteur. — C. A., 1898. *Birks & Lewis*, 8 R. J. O., 517.

5. Après la cession de biens d'un débiteur pour le bénéfice de ses créanciers, et la nomination d'un curateur, un créancier de ce débiteur ne peut plus faire saisir un de ses immeubles, mais ces immeubles doivent être vendus par le curateur ou sur son mandat. — C. S., 1901. *Guimond vs Gravel & Gagnon*, 19 R. J. O., 568; MATHIER, J.

876.

1. Le tiers qui prétend revendiquer des objets mobiliers qui se trouvent en la possession du curateur à une cession de biens n'est pas obligé de procéder au moyen d'un bref d'assignation et d'une action régulière, mais peut le faire au moyen d'une requête. Cette procédure est permise en pareil cas par l'article 876 C. P. C., et elle est assimilable à une opposition faite par un tiers. — Lorsqu'il résulte des termes d'une vente d'objets sujets à mesurage, que le paiement doit se faire en même temps que les opérations du mesurage et de la livraison, cette vente ne constitue pas une vente à terme, suivant l'article 1496 C. C., mais une vente au comptant, le paiement du prix correspondant alors aux opérations de la livraison. — Cette vente ne devient parfaite que par le mesurage, mais si l'acheteur a payé au vendeur une partie du prix, il peut demander la livraison en offrant de payer le prix, tel prix à être fixé par un mesurage préalable; il ne peut exercer le recours en revendication sans offrir de payer le prix, parce que la chose restée aux mains du vendeur (ou de son curateur qui le représente), est son gage et qu'il a droit de la retenir jusqu'à ce qu'il soit payé. — C. S., 1898. *Ahern & Lemieux & King Bros.*, 4 R. de J., 555; ROUTIER, J.

2. Les honoraires de l'avocat sur une requête en vertu de l'art. 276 C. P., sur laquelle il y a eu contestation par écrit, inscription, enquête et audition, sont les honoraires d'avocat dans une action de deuxième classe, mais sans honoraire d'audition. — C. S., 1902. *Moreau vs Gélinas & Anger*, 4 R. P., 380; DESMARAIS, J.

877.

1. When the curator to an insolvent estate is not exercising a right of action of the insolvent nor an action possessed by the mass of the creditors within the meaning of Art. 877 C. C. P., but is merely seeking to prevent, by an opposition to a seizure, his being dispossessed

of property of the insolvent, whereof he is lawfully in possession under the terms of Art. 870 C. C. P., it is not necessary for him to obtain the leave of the judge under said article 877, in order to make such opposition. — C. S., 1901. *Paquette vs Dish & Craig*, 7 R. de J., 477; 3 R. P., 480; DOHERTY, J.

2. Le vendeur non payé qui a livré ses marchandises dans les trente jours précédant la faillite de l'acheteur, peut, dans les trente jours de la vente et livraison, se faire remettre telles marchandises par l'acheteur, alors qu'elles sont encore dans la même condition — l'action en revendication, instituée par le curateur à la faillite de l'acheteur, contre tel vendeur, aux fins de le forcer à remettre ces marchandises pour le bénéfice commun des créanciers, sera, dans ces circonstances, déclarée mal fondée et renvoyée avec dépens et le vendeur sera maintenu dans ses droits et sa possession. — C. S., 1900. *Blondeau vs Duracher*, 7 R. de J., 71; GILL, J.

3. V. Supplément, article 870, n. 2.

878.

1. Une vente de dettes de livres par le curateur à une faillite, bien qu'elle soit faite sans aucune garantie même quant à l'existence des dettes, sans réduction pour quelque cause que ce soit, et aux risques et périls de l'acheteur, sera néanmoins annulée s'il appert que cette vente a été faite sur une liste représentée comme ayant été faite d'après les livres et qui montrerait erronément que plusieurs montants considérables seraient dus, alors que de fait ces montants auraient été réglés par le failli au moyen de billets que le curateur n'est pas en position de remettre à cet acheteur. — Dans ces circonstances, les créances telles qu'énumérées dans cette liste étaient celles que l'acheteur avait en vue d'acheter, et étaient l'objet essentiel du contrat. — Sur annulation d'une telle vente, l'acheteur sera remboursé de son prix de vente et de ses loyaux coûts et déboursés. — C. S., 1897. *Fortin vs Lamarche*, 4 R. de J., 132; CHARLAND, J.

2. Un curateur qui vend une dette de livres parce qu'il ignore le chiffre d'une contre-réclamation ne commet pas par là même un acte de mauvaise foi, mais il est plus régulier d'indiquer vis-à-vis cette créance, par un signe quelconque, qu'il existe une contre-réclamation. — Le curateur qui, avant la vente d'une dette de livres, avertit l'acheteur du fait qu'il existe une contre-réclamation pour un montant inconnu est exempt du reproche de mauvaise foi. — L'acheteur des dettes est bien fondé à se plaindre si le

curateur lui refuse l'accès aux livres de comptes, car lors il lui est impossible de poursuivre le recouvrement des créances cédées. La clause des conditions de la vente par laquelle l'acheteur a une journée pour comparer la liste des dettes vendues avec les livres de comptes, après quoi la vente sera complétée et le prix payé, est une clause qui ne se rapporte qu'à la comparaison entre la liste des dettes vendues et les entrées aux livres, mais elle n'exempte pas le curateur de l'obligation de livrer les titres de créances, lesquels, dans l'espèce, consistent principalement dans les livres.—Le curateur mis en demeure de produire les livres dont il a laissé la garde au failli, qui ne les produit qu'avec son plaidoyer, sera, sur l'action de l'acheteur, condamné aux frais faits jusqu'à et y compris la production de tel plaidoyer, et l'acheteur qui, après telle production de livres, persiste à demander, sans motifs, la résiliation de la vente, sera condamné à payer ses propres frais.—Dans de telles circonstances, la cour ordonnera que les livres de comptes produits resteront au greffe de la cour pour que l'acheteur, demandeur, en prenne communication au besoin, à moins que le curateur ne consente qu'ils lui soient remis, ou qu'il ne produise au greffe une copie des entrées des dettes cédées pour l'acheteur, laquelle copie sera remise à ce dernier par le protonotaire.—C. S., 1897. *Ménard vs Haines*, 3 R. de J., 571; PAGNUELO, J.

879.

1. Une motion du curateur aux fins de forcer le créancier requérant l'émanation du mandat au shérif lui enjoignant de saisir et vendre les immeubles du failli, à lui donner la description des biens du dit failli sera renvoyée, la loi indiquant elle-même au shérif ce qu'il doit faire.—C. S., 1899. *Castonguay vs Savoie*, 17 R. J. O., 175; CHOQUETTE, J.

2. Le curateur à une faillite n'a pas le droit de charger \$10 pour honoraires sur émanation d'un mandat pour la vente des immeubles, sa rétribution est comprise dans son salaire général.—Le curateur n'a pas le droit de charger pour évaluation et inventaire d'immeubles lorsqu'il reçoit un ordre d'émettre son mandat pour la vente au shérif de tels immeubles.—Le curateur n'a droit à aucun salaire spécial pour assistance à la vente des immeubles au shérif.—Le curateur n'a pas le droit de charger le salaire d'un gardien provisoire, surtout lorsqu'il y a déjà un gardien judiciaire.—Le curateur n'a droit à aucun salaire pour la vente et la livraison des meubles, surtout lorsqu'il y a une charge

et livraison.—C. S., 1898. *Vineberg & Rosevinge & Mathieu*, 5 R. de J., 360; ARCHIBALD, J.

881.

1. The curator to an insolvent estate has a right to attack a privileged claim by showing that part of what is supposed to be rental price goes to the repayment of a loan, and therefore does not constitute a privileged claim.—C. S., 1900. *Mercier & Pauzé*, 3 R. P., 483; DOHERTY, J.

2. Les honoraires sur une contestation de demande de cession seront ceux prévus par l'art. 125 du tarif (suivant *Riou vs Massé*, 4 R. L. n. s., 449, *Cimmon J.*)—C. S., 1900. *Lynn & Schlozman*, 3 R. P., 363; LORANGER, J.

3. Un créancier n'est pas déchu du droit de réclamer d'être colloqué de sa créance, lors d'un dividende dans une faillite, par le fait qu'il aurait omis de produire sa demande lors de la déclaration des deux premiers dividendes préparés par le curateur, au contraire il est recevable à faire telle demande sur les deniers qui ne sont pas encore distribués et payés aux autres créanciers. Dans ces circonstances, ce créancier a droit d'être colloqué avant tout autre créancier ordinaire pour un montant égal à celui déjà payé aux autres créanciers et qu'il aurait autrement reçu sur les premiers dividendes, et, de plus, au marc la livre avec ces derniers, sur la balance des deniers restant à distribuer.—C. S., 1902. *Brais & McD. Hains & Fiset*, 8 R. de J., 348; FORTIN, J.

4. Jugé (infirmant le jugement de la cour de revision et confirmant le dispositif de celui de la cour supérieure): —Le produit de la vente d'une licence d'auberge (vendue sur cession de biens) n'est pas sujet au privilège du locateur.—Les seuls frais de justice qui priment les privilèges spéciaux sont ceux faits dans l'intérêt des créanciers privilégiés et pour la conservation de leur gage. Partant, dans une cession de biens, les frais nécessités par cette cession, et pour l'administration de la masse en faillite et sa liquidation, ne priment pas le locateur, mais il en est autrement des frais de vente des objets assujettis à son gage, d'inventaire de ces objets, et de distribution du produit de la vente.—C. A., 1900. *Poulin & St-Germain*, 11 R. J. O., 353.

883.

1. En vertu des articles 882 et 883 C. P., le créancier du failli ou le curateur, avec l'autorisation des inspecteurs,

peut assigner le débiteur à comparaître devant le juge ou le protonotaire et l'interroger sous serment, relativement à son bilan et à l'état de ses affaires. Le failli n'a pas le droit d'être représenté ni assisté par un avocat à cet examen, et surtout l'avocat du failli n'a pas le droit de transquestionner ce dernier; l'examen autorisé par ces articles n'étant que préliminaire et à l'effet de fournir des renseignements aux créanciers ou au curateur.—C. S., 1901. *Riopelle & Kent*, 4 R. P., 180; LANGELE, J.

2. Par l'article 883 C. P., le juge ne peut ordonner à un tiers de comparaître devant lui, ou devant le protonotaire, pour être interrogé sous serment, relativement à la liquidation des biens d'un failli, mais ce tiers ne peut être assigné et examiné, suivant l'article 882 C. P., que quant au bilan et à l'état des affaires du failli.—Un ordre d'assignation donné par le protonotaire, en l'absence du juge, en vertu de l'article 33 C. P., sur une requête qui ne renferme pas les termes mêmes de l'article 882 C. P., est sujet à révision.—C. S., 1902. *Smith & Larivière & Proulx*, 4 R. P., 385; CHOQUETTE, J.

887.

1. Jugé (confirmant les jugements de la cour supérieure):—Sur une contestation de bilan par le curateur à une cession de biens, le failli qui attend la production d'exhibits par le curateur et l'ordre de la cour avant de produire sa réponse à la contestation, et qui alors produit des exceptions à la forme contre des allégations vagues et des motions pour particularités, ne retarde pas la procédure sur la contestation de manière à autoriser le juge, aux termes de l'article 3 de l'article 887 C. P. C., à accorder un nouveau délai de deux mois au curateur pour faire la preuve des allégations de sa contestation.—C. A., 1899. *Sylvestre & Letang*, 8 R. J. O., 385; 2 R. P., 367.

Un débiteur arrêté sur *capias*, ne peut être libéré, s'il fait cession de ses biens, qu'après l'expiration des quatre mois accordés pour contester son bilan.— Dans l'espèce, ce délai de quatre mois commence à courir du jour où avis de la cession a été donné aux créanciers du failli.—C. S., 1900. *Pagnuelo vs Bastien*, 2 R. P., 455; CHOQUETTE, J.

888.

1. Le débiteur qui s'entend avec un de ses créanciers, son parent, pour faire cession et ce après lui avoir remis des marchandises en paiement de partie de ce qu'il lui doit, et de plus ne donne pas

le nom de tous ses créanciers, sera sur preuve de ces faits, condamné à la prison tel que prévu par l'article 888 C. P.—C. S., 1901. *Thibault & Gardner*, 4 R. P., 259; CHOQUETTE, J.

889.

1. Le débiteur incarcéré sous contrainte par corps, qui fait cession de ses biens, n'est pas empêché de demander sa libération, pour défaut de contestation de son bilan dans les quatre mois de son dépôt, par le fait que le demandeur qui l'a fait incarcérer, nommé gardien provisoire à la cession de biens, a négligé de donner avis de sa nomination et de provoquer la nomination d'un curateur, et cela malgré que les délais pour la contestation du bilan ne compte régulièrement que de l'avis de nomination du curateur. Cependant, dans l'espèce, la cour a accordé au demandeur un délai de huit jours pour contester le bilan de son débiteur, ordonnant la libération de celui-ci si la contestation n'était pas produite dans ce délai.—C. S., 1899. *Bury vs Lynch & Fortin*, 17 R. J. O., 166; 5 R. L. n. s., 542; MARTEL, J.

2. Le débiteur condamné aux dommages par un jugement pour injures verbales et sur le point d'être incarcéré en vertu d'un bref de contrainte par corps, peut obtenir la suspension du bref en faisant cession de ses biens, pourvu qu'il fournisse caution de se mettre sous la garde du shérif quand il en sera requis.—Mais la cession de biens faite par le contraint par corps ne lui permet pas d'être libéré avant l'expiration des délais accordés au créancier pour la contester.—C. S., 1902. *Fréchette vs Prérost*, 4 R. P., 404; MATHIEU, J.

893.

1. When a security bond is given for costs of suit, it is presumed, by law, that the party swearing to his sufficiency, does so *pour les fins du procès*, and that such sufficiency must be beyond legal exemptions. Such sufficiency means, that he is in such a position financially that proceedings may be taken against him, effectively, to recover the amount of such bond.—Where such an affidavit has been given, and the party making the same, had not sufficient goods, beyond the legal exemptions, and a prosecution for perjury has been instituted against him, even though he be discharged from the accusation, no action for damages will lie for malicious arrest, there having been probable cause for the issuing of a warrant.—C. S., 1899. *Lalande vs Campeau*, 5 R. de J., 438; CURRAN, J.

2. in an action for malicious and un-

founded arrest, the Court may look at the nature of the charge for which plaintiff was arrested.—In a prosecution for fraudulent conversion of money, where the money was mailed from this province and the conversion took place at Chicago, it would seem that the crime as alleged took place here.—In such action plaintiff must prove his allegation that defendant caused the arrest to be made without reasonable and probable cause.—Proof of malice alone will not justify a condemnation in damages.—C. S., 1901. *Hope vs Batchelder*, 8 R. de J., 132; LYNN, J.

3. A statement to the effect that plaintiff had defrauded his creditors and made away with or secreted his property is a malicious slander, when such statements are uttered without foundation and by a person who might, after slight investigation, have ascertained that such statements were unfounded and unwarranted.—Malicious statements are not privileged communications.—Damages will be granted as resulting from the general circulation of rumors which a defendant has given rise to, although no special damage is proven.—C. S., 1898. *Boydell vs Morrow*, 6 R. de J., 63; WATTE, J.

895.

1. The rules governing the use of the writ of *capias ad respondendum* are those of the place where the arrest under the writ is made; they are those of the *lex fori*, and not those of the *lex loci*. Therefore, the fact that the alleged sequestration of effects by a debtor, arrested under a writ of *capias* in the Province of Quebec, took place in another province of the Dominion of Canada, is not a bar to the exercise by the creditor of his remedy by way of *capias* in this province, if the debtor be found within the jurisdiction.—The mere knowledge by the creditor issuing the *capias*, that a criminal proceeding had been issued by another creditor, and the fact that the former had contributed to pay the expenses of such criminal proceeding, are not sufficient to rebut the presumption of good faith so as to deprive the said creditor of the remedy by *capias* against his debtor while the latter is within the jurisdiction.—C. A., 1898. *The Gault Bros. Co. & Cloutier*, 7 R. J. O., 546.

2. Le fait de réclamer les dépens dus au procureur ne rend pas le *capias* nul si la demande comprend en outre une créance personnelle de plus de \$50 au demandeur.—Tenter de mettre ses émoluments à l'abri de ses créanciers en ayant son associé pour créancier permanent, ne

donne pas lieu au *capias*.—C. S., 1900. *Le Comptoir d'Escompte vs Decelles*, 3 R. P., 130; MATHIEU, J.

3. L'n paiement préférentiel est un recel dans le sens du statut, et l'aliénation de ses biens, soit immobiliers, soit mobiliers, par un débiteur insolvable, avec intention de frauder—la dite intention devant se déduire des circonstances,—est aussi un recel qui donne lieu au *capias*.—C. S., 1899. *Quebec Bank vs Elliott*, 16 R. J. O., 393; ROUTHIER, J.

4. Le fait par un défendeur, actionné en dommages pour rupture de promesse de mariage, d'avoir dit à la demanderesse qu'il s'en irait aux États-Unis pour se débarrasser d'elle, si elle insistait pour que le mariage se fit dans le délai convenu, ne suffit pas pour donner lieu à un *capias* contre lui, si rien ne prouve qu'il avait l'intention de mettre ses paroles à exécution et de frauder la demanderesse.—C. S., 1899. *Walker vs Goldman*, 16 R. J. O., 466; TELLIER, J.

897.

1. Dans notre droit, même depuis notre nouveau code de procédure, le *capias ad respondendum* existe encore, et non seulement il existe avant jugement, mais il existe aussi après jugement, comme moyen pour un demandeur de mettre en état d'arrestation son débiteur qui, pour le frauder, et lui faire perdre son recours, cache et soustrait ses biens. Notre article 897 C. P. C. ne contredit pas l'article 832, ce dernier ne s'applique qu'à la contrainte par corps tandis que l'autre a rapport au *capias*, deux choses absolument différentes.—C. A., 1899. *Elliott & La Banque de Québec*, 9 R. J. O., 532.

898.

1. The omission of the word "immediately" in the affidavit for *capias*, in connection with the intended departure of the debtor, is fatal, and the *capias* will be quashed and set aside.—C. S., 1901. *Kidd vs McKinnon*, 20 R. J. O., 300; DAVIDSON, J.

2. Un *capias* émané sur un affidavit qui n'indique pas le lieu ou la dette a été contractée sera cassé sur requête du défendeur.—C. S., 1900. *Sheridan vs Pingree*, 6 R. L. n. s., 207; 17 R. J. O., 310; MATHIEU, J.

3. Le demandeur qui allègue, dans un affidavit pour *capias*, que le défendeur lui est personnellement endetté en une somme excédant \$50, pour le montant d'un billet promissoire dont il donne la date et le lieu où il a été consenti, et d'un jugement rendu sur ce bil-

let, condamnant le défendeur à lui payer cette somme, n'est pas tenu de dire où le jugement a été rendu, le billet constituant la cause de la dette.—Le déposant n'est pas tenu de dire quand le défendeur a caché et soustrait ses biens, s'il allègue que ce recel et cette soustraction ont été faits avec l'intention de le frauder.—Le déposant n'est pas tenu de donner les raisons qu'il a de jurer que le défendeur n'a soustrait et caché ses biens, s'il jure positivement que ce recel et cette soustraction ont eu lieu.—Le déposant n'est pas tenu de dire, dans son affidavit, de quelle manière la soustraction ou le recel ont eu lieu.—C. S., 1900. *Lussier vs Vincent*, 3 R. P., 98; 6 R. L. n. s., 325; MATHIEU, J.

4. A *capias* will be quashed on petition to that effect, if the plaintiff does not allege in the affidavit that by the sequestration or intended departure of the defendant he will be deprived of his recourse against him.—C. S., 1899. *Filiatrault vs Piché*, 2 R. P., 289; DUBREUIL, J.

5. L'allégation générale de recel dans l'affidavit et la déclaration sur procédure par *capias* est suffisante, et le demandeur ne peut être tenu de donner des particularités exposant quels sont les actes spéciaux de recel reprochés au défendeur.—C. S., 1900. *Gold vs Ruthven*, 8 R. de J., 283; TASCHEMONT, J.

6. Dans un affidavit pour l'émanation d'un bref de *capias* où le demandeur a inclus l'allégation que le défendeur exerçait sa profession d'huisier en société avec un autre huissier qui avait contre lui une réclamation toujours subsistante dans le but de mettre ses émoluments à l'abri de ses créanciers, le défendeur peut faire retrancher cette dernière allégation par une inscription en droit.—C. S., 1900. *Le Comptoir d'Escompte vs Decelles*, 6 R. L. n. s., 236; MATHIEU, J.

899.

1. Une saisie conservatoire ne peut émaner qu'à la poursuite d'une personne qui réclame un droit de propriété, ou un privilège spécial, sur des effets mobiliers, et non à la poursuite d'un créancier ordinaire qui n'a que le privilège général résultant des articles 1980 et 1981.—Le commis n'a pas, sous les articles 1994 et 2006, de privilège sur les marchandises et effets qui se trouvent dans le magasin ou ses services étaient requis, pour assurer le paiement des dommages que peut lui devoir le maître qui l'a renvoyé, sans raison, de son service.—Une telle réclamation reposant sur des dommages-intérêts non liquidés, l'affidavit pour saisie conservatoire devait énoncer

la nature et le montant des dommages réclamés et les faits qui y ont donné lieu, et être soumis au juge, sans l'ordre duquel le bref ne pouvait être émis.—C. S., 1894. *Pouliot vs Bransteln*, 19 R. J. O., 182; 3 R. P., 487; 7 R. de J., 157; MATHIEU, J.

V. article 955, n. 8.

2. A *saisie conservatoire* issued without a judge's order, to secure a demand for unliquidated damages, is irregular and illegal.—C. S., 1899. *Tongas vs Ludwig & The Bank of British North America*, 16 R. J. O., 210; ARCHIBALD, J.

901.

1. Lorsque, dans un affidavit pour un bref de *capias ad respondendum*, le demandeur jure qu'il est informé des faits sur lesquels il se base pour demander l'émanation du bref, il doit donner le nom de la personne qui lui a fourni les renseignements, et à défaut de cette indication le bref de *capias* sera cassé sur la requête du défendeur.—C. S., 1900. *Lemieux vs Bussière*, 18 R. J. O., 499; 3 R. P., 318; LEMIEUX, J.

2. Le déposant n'est pas tenu de donner les raisons qu'il a de jurer que le défendeur a soustrait et caché ses biens, s'il jure positivement que cette soustraction et ce recel ont eu lieu.—C. S., 1900. *Lussier vs Vincent*, 3 R. P., 98; 6 R. L. n. s., 325; MATHIEU, J.

V. Supplément, article 898, n. 3.

3. The affidavit for attachment *en mains tierces*, when founded upon information or belief, must state the grounds of such belief and the sources of such information, and in the absence of such statement the seizure will be quashed on petition.—C. S., 1901. *Duclos vs Beaumier & Lebel*, 20 R. J. O., 237; DAVIDSON, J.

4. An affidavit for conservatory attachment, founded upon belief, must state the grounds of such belief.—A conservatory attachment based upon a donation, the affidavit, and not only the declaration, must show that the deed is due and exigible, and that the deed of donation has been registered, and must also state that a demand of payment has been made of the moneys claimed in virtue of such donation.—C. S., 1901. *Lefebvre vs Castonguay*, 4 R. P., 431; DAVIDSON, J.

909.

1. Dans une saisie-revendication, le défaut de signification d'une copie de l'affidavit dans les trois jours qui suivent la signification du bref, cause pré-

judice au défendeur, et est un bon moyen d'exception à la forme.—C. C., 1901. *Chapleau vs Ouimet*, 7 R. de L., 561; CHAMPAGNE, J.

2. Il n'y a pas lieu de déclarer une saisie-revendication irrégulière pour le motif que le demandeur ne se serait pas conformé aux articles 909 et 948 C. P., quand l'irrégularité est réparée et résultait d'une erreur cléricale, mais les dépens sur l'exception doivent être supportés par le demandeur.—C. S., 1900. *Ruel vs Langlois*, 3 R. P., 132; MATHIEU, J.

3. Sur motion d'une instance accompagnée de saisie-revendication, exposant que, par oubli, le demandeur a omis de déposer au greffe dans les délais requis, la copie de l'affidavit pour le défendeur, il sera permis à tel demandeur de produire telle copie de l'affidavit pour le défendeur, réservant cependant à ce dernier tous recours pour le cas où il établirait que ce retard dans la production de cette copie lui a causé un préjudice.—C. S., 1901. *Haddad vs Marcotte*, 8 R. de J., 27; MATHIEU, J.

913.

1. When a defendant has been arrested under a *capias ad respondendum*, and has given securities under article 913 C. P., if one of said sureties dies pending proceedings, defendant will be ordered to give good and sufficient surety to replace the one deceased, within a delay fixed by the Court.—C. S., 1901 *Béliveau vs Buchen*, 7 R. de J., 329; PAGUELO, J.

2. Le défaut par le défendeur arrêté sur *capias* de renouveler le cautionnement fourni, malgré l'ordre de la cour à cet effet, constitue une bonne raison pour lui ordonner de remettre sous la garde du shérif.—C. S., 1901. *Béliveau vs Buchen*, 7 R. P., 62; LANGELIER, J.

919.

1. This article does not dispense the party pleading from the rule laid down by article 1:2, which provides that when an issue of law is raised, the party pleading must set forth all the grounds relied upon, and an allegation that the facts alleged in the affidavit are wholly and altogether insufficient is irregular.—C. S., 1898. *Daviau vs Hawthorne*, 14 R. J. O., 500; WHITE, J.

2. The affidavit upon which a *capias* is founded must indicate the place where the debt was contracted, and in the absence of such indication the *capias* will be quashed on petition.—C. S., 1900.

Sheridan vs Ping
R. L. n. s., 207; M.

O., 310; 6

3. Les conclusions *capias*, pris contre un débiteur qui refuse de faire cession de biens, doivent être à l'effet qu'il soit emprisonné jusqu'à ce qu'il soit conformé à la demande de cession et non jusqu'à ce qu'il ait payé la dette au demandeur; et sur inscription en droit, la cour ordonnera que le *capias* soit restreint à cet effet.—Le défendeur peut contester un *capias* au moyen d'une inscription en droit, bien qu'il puisse aussi le faire par requête sous l'article 919 du C. P.—C. S., 1899. *Todd vs Murray*, 5 R. L. n. s., 551; CURRAN, J.

4. V. Supplément, article 956, *Laflleur vs Beaudin*, n. 2.

920.

1. Lorsqu'un défendeur, au moment d'être arrêté en vertu d'un bref de *capias ad respondendum*, paie la dette et les frais sous protêt afin d'éviter l'arrestation, il ne peut ensuite, par motion, forcer le demandeur à rapporter immédiatement le bref de *capias* et toutes les procédures faites sur icelui.—Tout recours qu'il peut exercer dans ces circonstances contre le demandeur, soit en répétition de deniers ou en dommages, doit se faire au moyen d'une action intentée à cette fin.—C. S., 1900. *Leduc vs Martel*, 6 R. L. n. s., 240; 2 R. P., 556; DOHERTY, J.

925.

1. La disposition contenue dans l'article 925 du C. P., et qui permet au tribunal de condamner un débiteur qui a été élargi sous caution, à un emprisonnement indéterminé, est constitutionnelle.—L'emprisonnement mentionné dans l'article 925 n'est ni une peine, ni une punition, mais simplement un moyen d'exécution pour forcer le débiteur à se vider les mains de ce qu'il détient au préjudice de ses créanciers.—La condamnation du débiteur à un emprisonnement limité à huit mois, n'est pas ce que la loi semble vouloir, mais ce n'est pas à lui à s'en plaindre, l'intérêt étant la mesure des contestations comme des actions et des appels.—C. R., 1899. *Quebec Bank vs Tozer*, 17 R. J. O., 303; CASAUET, CARON & ANDREWS, JJ.

931.

1. Le bref d'arrêt simple obtenu au cours de l'instance, peut être mis à exécution après le jugement sur l'action—et avant que ce dernier ne devienne exécutoire.—Ce n'est que l'émission du bref d'arrêt simple et non pas son exécution

qui doit être faite avant jugement. — 931, 612, 1023, C. P. — Le bref d'arrêt simple a, par lui-même et sans le secours d'un jugement, une force exécutoire suffisante pour en assurer la mise à exécution. — C. S., 1901. *Léves de vs Beaulieu*, 8 R. de J., 181; CIMON, J.

2. Une saisie-arrêt avant jugement prise sur les biens d'une succession en vertu d'un affidavit alléguant, contre les légataires universels, recel et départ de la province, ne peut pas être changée en saisie conservatoire, s'il est démontré que les allégations de l'affidavit sont fausses. — C. S., 1911. *Skerry vs O'Meara*, 7 R. de J., 112; CHOQUETTE, J.

3. Les expressions "cache ou soustrait", employées par l'article 931 C. P., signifient l'action d'un débiteur de dérober, détourner, ôter, enlever des effets mobiliers au préjudice de ses créanciers, en d'autres termes: distraire ses biens de manière à ce que ses créanciers ne puissent les avoir. — Le fait de transporter ses biens dans un autre pays et de les mettre ainsi hors de la juridiction de nos tribunaux et de l'atteinte des créanciers de notre province, constitue une soustraction au sens de l'article 931 C. P. — Un débiteur insolvable, et qui le sait, qui néglige ou refuse de payer ses créanciers de la Province de Québec, et qui se prépare à transporter immédiatement des billets qu'il y a faits, dans la province du Nouveau Brunswick, est présumé légalement être sur le point de cacher ou soustraire ses biens au sens de l'article 931 C. P., quand bien même ce transport de billets serait une suite nécessaire de ses opérations de chantier. — L'intention de frauder ses créanciers est suffisamment prouvée, au sens de l'article 931 C. P., par la connaissance que le débiteur avait du préjudice que l'acte, qu'il faisait, allait leur causer. — Les biens d'un débiteur sont le gage commun de ses créanciers — et à moins de privilèges ou d'hypothèques, ils doivent leur être distribués également (1981-1982 C. C.). Si avant de remplir ce devoir, le débiteur distrait ou détourne une partie de son actif, il commet, par cela seul, une fraude dont ses créanciers sont autorisés à lui demander compte. — Les actes d'un débiteur insolvable, surtout s'il connaît son insolvabilité, sont réputés faits, de sa part, avec l'intention de frauder, s'ils causent ou sont de nature à causer un préjudice à ses créanciers (1034, 1035, 1036 C. C.). — Un débiteur insolvable, qui connaît son insolvabilité, commet une préférence ou une soustraction frauduleuse, au sens de l'article 931 C. P., en payant un ou plusieurs créanciers sans payer les autres, et en se met-

tant par là dans l'impossibilité de payer ces derniers — quelque soient ses protestations de bonne foi et de bonnes intentions de les payer — C. S., 1902. *Boulet vs McInerney*, 8 R. de J., 447; CIMON, J.

4. Un débiteur qui conteste une demande de cession de biens ne peut être considéré comme ayant refusé de faire cession de ses biens. — Une saisie-arrêt avant jugement prise contre un débiteur sur le seul motif qu'il aurait refusé de faire cession de ses biens, en contestant la demande que lui en avait faite son créancier, sera cassée sur une requête à cet effet. — C. S., 1899. *The Marlatt and Armstrong Co. vs Schloman*, 6 R. L. n. s., 138; CERRAN & PAGNULO, JJ.

5. Le curateur à une cession de biens peut recouvrer de l'insolvable les biens qu'il n'a pas cédés ou qu'il a soustraits, mais il ne peut pas exercer contre le débiteur les actions qui appartiennent individuellement à chacun de ses créanciers (article 931 C. P.), pour la balance de la créance de ces derniers contre le débiteur, déduction faite de la partie payée par le produit des biens cédés. — C. S., 1902. *Desmarceau vs Viau*, 4 R. P., 282; MATHIEU, J.

Ce jugement a été confirmé par la cour de révision.

6. Un affidavit pour saisie-arrêt, fait dans une cause où la demanderesse est désignée comme femme mariée, sans dire qu'elle est séparée de biens et constatant que le défendeur doit à la demanderesse, personnellement, une somme y mentionnée, est irrégulier, parce que la femme mariée est présumée commune en biens, lorsqu'il n'est pas dit qu'elle est séparée de biens, et que la créance due à la femme mariée, commune en biens, est une créance de la communauté, et conséquemment, du mari. — C. S., 1900. *Shorey vs Hamilton*, 2 R. P., 574; MATHIEU, J.

933.

1. An affidavit whereon an attachment issued, if founded upon information or belief, must state the grounds of such belief and the sources of such information. — C. S., 1901. *Duclos vs Beaumier & Lebel*, 8 R. de J., 30; DAVINSON, J.

2. Un défendeur poursuivi par voie de saisie-arrêt avant jugement, peut par motion demander et obtenir des détails ou particularités quant aux lieux et temps des actes de recel et la nature de ces actes. — C. C., 1899. *Gaudet vs Mainville*, 2 R. P., 382; CHOQUETTE, J.

3. Il ne suffit pas dans un affidavit

pour saisie-arrêt avant jugement de dire que le demandeur est créancier du défendeur, mais il faut faire voir une créance réelle. Spécialement, lorsque la demanderesse est une femme mariée et que l'affidavit n'allègue pas qu'elle est séparée de biens, il doit y être particulièrement énoncée avec détails que la dette est particulièrement due à la demanderesse. — C. S., 1900. *Shorey vs Hamilton & Hardwell*, 6 R. L. n. s., 234; MATHIEU, J.

939.

1. V. Supplément, article 933, n. 1.

2. V. Supplément, article 955, n. 9.

946.

1. Dans une déposition assermentée pour obtenir l'émanation d'une saisie-revendication, l'erreur clérical consistant à avoir mis l'année 1898 au lieu de 1899, dans le jurat, peut être corrigée par motion. — L'article 933 C. P. ne s'applique pas à la saisie-revendication, et, dans ce cas, il n'est pas nécessaire que l'affidavit soit donné par le demandeur, son teneur de livres, son commis ou son fondé de pouvoirs. — C. S., 1899. *McGregor Gourlay Co. vs Labelle*, 5 R. L. n. s., 188; 2 R. P., 93; CURRAN, J.

2. The omission to describe the person making the affidavit for a fiat for a writ of revendication, and the failure to serve a copy of the affidavit on the defendant or leave it for him at the office of the court, within three days, do not constitute fatal irregularities in the procedure. — C. S., 1902. *Haddad vs Marcotte*, 4 R. P., 313; DAVIDSON, J.

3. L'insuffisance ou des irrégularités dans un affidavit pour obtenir une saisie-revendication ne constituent pas des moyens qui puissent faire annuler l'assignation elle-même; l'affidavit n'est requis que pour obtenir la saisie-revendication et cette saisie est indépendante de l'assignation. — Une exception à la forme invoquant semblables moyens et demandant le renvoi de l'assignation comme illicite et irrégulière sera renvoyée avec dépens. — C. S., 1902. *Albert vs Gravel*, 8 R. de J., 456; LANGELIER, J.

4. Un bref de saisie-revendication avait été émis sur production, avec le fiat, d'un affidavit de la femme commune du demandeur. Sur motion du défendeur demandant que la saisie-revendication soit annulée parce que la femme commune du demandeur ne peut témoigner pour son mari. Jugé:—que l'affidavit requis pour obtenir l'émission d'un bref de saisie-revendication ne faisant pas

preuve dans la cause, celui qui est donné par la femme commune en biens du demandeur est suffisant. — C. C., 1900. *Roberge vs Roberge*, 3 R. P., 403; CASAULT, J.

5. Dans une saisie-revendication, le demandeur peut se borner à alléguer son droit de propriété aux meubles qu'il revendique, et les vices de possession des détenteurs, et, s'il anticipe sur les moyens de défense, il n'est pas tenu d'exposer en détail les vices du titre du défendeur. — C. S., 1899. *Emmans vs Desmarais*, 2 R. P., 261; MATHIEU, J.

6. La saisie-revendication ne peut être dirigée que contre la personne qui possède l'objet revendiqué, ou qui, l'ayant possédé, s'en est départie par dol ou fraude, dans le but d'en empêcher la revendication. — C. S., 1900. *Sauvé vs Despras*, 17 R. J. O., 453; CHOQUETTE, J.

7. Le demandeur qui, avant d'instituer une action en revendication d'objets mobiliers lui appartenant, a légalement offert au défendeur le montant qu'il reconnaît lui devoir pour le désintéresser de la retention de ces objets, peut renouveler ces offres, consigner la somme offerte et demander, par les conclusions de son action, que sur cette somme les frais occasionnés par telle action soient déduits et payés par préférence. — C. S., 1901. *Boisseau vs Généreux*, 7 R. de J., 388; LYNCH, J.

8. Le locataire d'une maison n'a pas droit à une saisie-revendication pour saisir ses meubles entre les mains de son propriétaire auquel il est dû du loyer. — C. C., 1901. *McAvoy vs La Banque des Marchands d'Halifax*, 3 R. P., 400; DORION, J.

9. Un dépositaire a droit de demander, par opposition afin d'annuler, la nullité de la saisie des effets qu'il détient à titre de dépositaire. — C. C., 1900. *Latouche vs Leclerc & Turcotte*, 17 R. J. O., 181; ROUTHIER, J.

10. La vente du droit d'extraire d'une carrière toute la pierre que l'acquéreur jugera à propos, et de prendre la pierre là où il le trouvera convenable, constitue la vente d'un objet indéterminé. — La pierre, en ce cas, ne devient la propriété de l'acquéreur que lorsque ce dernier l'a choisie et extraite. — Par conséquent la pierre extraite par un acquéreur subséquent du même droit ne peut être revendiquée par le premier acquéreur. — C. R., 1898. *Williams vs Chateaubert*, 4 R. de J., 148; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

11. Le copropriétaire par indivis n'a pas d'action en revendication pour saisir

revendiquer les biens appartenant à plusieurs membres sociaux, mais les droits des parties doivent être réglés par action en compte et partage. — La demeure commune des travaux faits en commun, le partage de certaines choses, admis par la partie adverse, constituent un commencement de preuve par écrit qui autorise de faire la preuve orale d'une société en communauté d'habitation et d'intérêt commun. — C. S., 1898. *Perrin vs Bilodeau*, 1 R. P., 301; GAGNÉ, J.

12. Dans le cas où un héritier est en possession de certains biens meubles à titre de propriétaire, et qu'un autre héritier réclame, par une saisie-revendication, la propriété de ces meubles, celui-ci ne peut opposer, en compensation, une somme d'argent qu'il aurait payée pour l'avantage du défendeur, les deux dettes n'ayant pas pour objet une somme de deniers. — C. S., 1899. *St-Onge vs Ducast*, 5 R. L. n. s., 489; ARCHIBALD, J.

13. V. Supplément, article 174, *Baumgarten vs Dinahan & La Banque d'Hochelaga*, n. 95.

948.

1. V. Supplément, article 909, n. 1 et 2.

949.

1. Lorsqu'un piano est saisi-revendiqué, le défendeur a droit d'en garder la possession préférentiellement au saisissant, en donnant bonne et suffisante caution, mais à son défaut de fournir ce cautionnement, la possession en sera accordée au demandeur aux mêmes conditions. — C. S., 1899. *Valiquette vs Desautiers*, 6 R. L. n. s., 212.

952.

1. A writ of *saisie-gagerie* cannot be issued when no rent is due, on the ground that the lessee has the intention of removing his furniture from the leased premises, although he has not yet done so. — No action lies in favour of a lessor to declare the existence of his privilege and to put the property in the hands of justice so as to secure its exercise, on the ground that the lessee is about to remove the property from the premises leased. If the lessor is in position to swear that he verily believes in virtue of circumstances which he would relate in his affidavit that the lessee is then immediately about to remove his property and to conceal it with fraudulent intent, he would have the right to proceed by way of seizure before judgment. — C. S., 1898. *Chassé vs Desmar-teau*, 5 R. de J., 198; ARCHIBALD, J.

955.

1. Il suffit pour obtenir une saisie conservatoire, d'affidaver dans l'affidavit l'un des cas de l'article 955 C. P., sans qu'il soit besoin d'y faire aucune allégation de fraude ou de fraude connue dans l'arrêt simple, qui ne saurait être assimilé à la saisie conservatoire. — Lorsqu'il s'agit d'une action en dissolution de société, il suffit, pour faire coupure des fonds qui donnent naissance à l'association de société, à la banque ou à d'autres sociétés les fonds de cette société, de mettre la banque en cause. — C. S., 1899. *Blanchard vs Plamondon & La Banque Nationale*, 2 R. P., 324; 16 R. J. O., 481; CASALET, J.

2. An affidavit for conservatory attachment, founded upon belief, must state the grounds of such belief. — A conservatory attachment based upon a declaration, the affidavit, and not only the declaration, must show that the debt is due and exigible, and that the deed of donation has been registered, and must also state that a demand of payment has been made of the moneys claimed in virtue of such donation. — C. S., 1901. *Lefebvre vs Castonguay*, 4 R. P., 431; DAVIDSON, J.

3. A plaintiff, in a conservatory attachment, will be allowed, on paying the costs, an exception to the form, to amend the conclusions of his declaration in such manner as they shall conform with the allegations of the affidavit, and also to furnish the defendant with a copy of the affidavit upon which the writ was issued. — C. S., 1899. *Biron vs Tangway*, 2 R. P., 393; WHITE, J.

4. L'émanation d'une saisie conservatoire est valable aux termes de l'article 955, s. 2, C. P., dès lors que le demandeur fait voir qu'il a droit au privilège du vendeur sur les biens et effets saisis. — Le fait que le procès-verbal de saisie contenant la nomination du gardien n'avait été signifié que deux jours après la saisie est une irrégularité, mais qui, dans l'espèce, ne peut avoir eu aucun préjudice à la défenderesse. — C. S., 1902. *Blanchard vs Nivet*, 8 R. de J., 326; MARTINEAU, J.

5. Creditors of a succession are by law entitled to a separation of property from that of the heirs of the debtor, and have a right of preference or privilege upon the property of the said succession against the creditors of the said heirs. — Such creditors may obtain a conservatory attachment under article 955 C. C. P., to have the moveable property of such succession placed under judicial

custody in order to assure the exercise of their rights upon it.—The fact that the heirs at law are minors and represented by a tutor who by law can only accept the succession under benefit of inventory, does not affect the right of creditors of the succession to the separation of property and the exercise of their rights upon it.—Nothing in the law requires as a condition for the obtaining of a writ of conservatory attachment that the affidavit should set forth that the creditor has no other remedy equally convenient, beneficial and effective; it is sufficient if such affidavit set forth a state of facts leading to that conclusion. C. S., 1900. *Hardy vs Shannon & The North American Co.*, 6 R. de J., 568; DOHERTY J.

6. The purchaser who has not yet received the goods sold to him, and on account of which he paid certain sums, cannot seize, by way of conservatory attachment, goods of the same nature and quality, owned by the defendant, and which plaintiff alleges to be defendant's only asset.—The conservatory attachment can only issue in virtue of an express provision of law.—C. S., 1901. *Papin vs Long*, 4 R. P., 140; ARCHINALD, J.

7. L'indemnité due par une compagnie d'assurance, en cas de sinistre, est une simple créance résultant d'un contrat aléatoire, et, sauf le cas de cession anticipée de l'indemnité, le créancier hypothécaire n'a aucun droit de préférence à exercer sur cette indemnité, et par conséquent il n'y a pas lieu à l'exercice de la saisie conservatoire entre les mains de la compagnie d'assurance.—C. S., 1901. *Leroux vs Cholette*, 4 R. P., 198; PANOUELO, J.

8. Il peut y avoir ouverture à une saisie conservatoire, aux termes de l'article 955 C. P. C., sur production d'un affidavit exposant que le demandeur est fondé à être colloqué, par préférence, sur le prix d'un bien meuble, qu'on en use de manière à lui faire perdre son recours, et qu'il est fondé, en vertu de quelque disposition légale, à faire mettre sous la garde de la justice ce bien meuble pour assurer l'exercice de ses droits sur icelui.— Cette disposition ne s'applique qu'aux droits de propriété ou aux privilèges spéciaux mentionnés aux articles 1994 et suivants C. C., et non au privilège général qu'ont tous les créanciers sur les biens de leur débiteur aux termes des articles 1980 et 1981 C. C.—Le droit de privilège et de préférence conféré par le Code aux articles suscités ne s'attache qu'à la créance même, c'est la créance seule qui est déclarée privilégiée par les

textes, et non les dommages-intérêts qui peuvent être dus par le débiteur pour inexécution des obligations résultant du contrat créant tel privilège.—Si la créance repose sur une demande de dommages non liquidés, l'affidavit, produit en vue d'obtenir une saisie conservatoire, doit énoncer la nature et le montant des dommages réclamés et les faits qui y ont donné lieu et être soumis au juge, sans l'ordre duquel le bref ne peut être émané (899, 939, 956 C. P. C.).—C. S., 1901. *Poirier vs Ornstein*, 7 R. de J., 157; 3 R. P., 487; 19 R. J. O., 182; MATHIEU, J.

V. Supplément, article 899, n. 1.

9. Sauf le cas du paragraphe 2 de l'article 955 C. P., il n'y a pas lieu à la saisie conservatoire pour les gages des matelots ou services rendus à bord des navires employés à la navigation intérieure.—C. C., 1902. *Bertrand vs Anderson*, 4 R. P., 387; DORION, J.

10. A judgment maintaining a conservatory seizure and ordering that the plaintiff be put in possession of the effects seized "under the authority of this court" without fixing any delay for the delivery of the effects, is not executory until after the lapse of eight days, from its date, and a writ of possession issued before the expiration of that time, without service of the judgment, and without a further order of the Court, is premature and illegal.—C. S., 1901. *Kaufman vs Campeau*, 19 R. J. O., 479; DAVIDSON, J.

11. Une saisie-arrêt avant jugement prise sur les biens d'une succession en vertu d'un affidavit alléguant, contre des légataires universels, recel et départ de la province, ne peut pas être changée en saisie conservatoire, s'il est démontré que les allégations de l'affidavit sont fausses.—C. S., 1901 *Skarry vs O'Meara*, 7 R. de J., 112; CHOQUETTE, J.

12. The plaintiff took out a writ of conservatory attachment against the defendant. After the execution of the writ, the defendant made an abandonment of her property, and a provisional guardian was appointed to her estate. The defendant contested the conservatory attachment by an exception to the form.

Held:—That after the abandonment the defendant ceased to have any interest in prosecuting the exception to the form.—C. S., 1900. *Ledoux vs Simpson*, 4 R. P., 57; DAVIDSON, J.

13. Un défendeur n'a pas le droit de faire réduire une saisie en mains tierces au montant demandé plus les frais.—C. S., 1899. *Copland vs Waterbury*, 2 R. P., 384; LANGELIER, J.

14. Dans une saisie conservatoire où le demandeur se prétend propriétaire des effets saisis, et les fait mettre sous la main de la justice pour assurer l'exercice de ses droits sur iceux, l'intervention faite par le curateur à la faillite des défendeurs, qui conteste seulement le droit de propriété du demandeur sur les effets saisis, sera taxée suivant l'article 60 du tarif, et non comme une requête en cassation de saisie conservatoire.— Les frais d'intervention par le curateur seront taxés contre la partie qui succombe, et non pas contre la faillite.— La taxe d'un mémoire peut se faire en l'absence des procureurs de la partie succombante et sans avis à eux, si avis de taxe avait déjà été donné et que les procureurs aient envoyé leurs objections au protonotaire, par écrit.— C. S., 1902. *Augér vs Montambault & Pérusse*, 4 R. P., 457; DESMARAIS, J.

956.

1. An alleged irregularity and nullity in the issuing of a writ of *saisie conservatoire*,—based on the absence of an order from a judge, in an action for unliquidated damages, (articles 939 and 899 C. P.)—is waived by the defendant who has previously made a motion to fix the amount of bail by the giving of which the property attached might be relieved from seizure under said writ.— C. S., 1900. *Bélanger vs Godbout*, 3 R. P., 107; WHITE, J.

2. Le code de procédure, par l'article 919, ayant rendu applicables à la contestation de la saisie conservatoire les règles relatives à la contestation de la saisie-arrêt avant jugement et du *capias*, il s'en suit qu'un défendeur ne peut, par requête, contester une telle saisie qu'en s'attaquant à l'affidavit ou en alléguant que ses biens sont exempts de saisie aux termes de l'article 919 C. P. C.— Les moyens qui n'attaquent que le bien fondé des allégations de la déclaration ne peuvent être invoqués que par un plaideur au fond.— C. S., 1901. *Lafleur vs Beaudin*, 7 R. de J., 197; 3 R. P., 442; MATHIEU, J.

3. V. Supplément, article 955, *Lefebvre vs Castonguay*, n. 2.

957.

1. Le jugement dans la cause de *Sabiston & Montreal Lithographing Co.*, rapporté au code, sous cet article, au n. 41, a été confirmé par le Conseil Privé.— C. P., 1898. Law Reports, p. 610.

2. Where an interlocutory injunction is sought to be issued at the same time as the writ of summons in a cause, it

must be asked for by petition, and such petition must be notified to the opposite party and adjudicated upon before the issue and service of the writ of summons in the cause; and where the interlocutory injunction is granted it must be served at the same time as the writ of summons. The defendant is without right to complain that he was not summoned to answer the petition by means of a writ of summons.— C. S., 1898. *Hart vs Rainville*, 15 R. J. O., 17; 5 R. L. n. s., 30; DOHERTY, J.

3. Lorsqu'il appert que le requérant a apparemment le droit exclusif de se servir d'un nom ou d'une raison sociale, la cour ordonnera, aux conditions exprimées en telle ordonnance, l'émanation d'un bref d'injonction interlocutoire en vue d'empêcher un défendeur de se servir de ce nom ou de cette raison sociale.— C. S., 1902. *Moore vs Trudel*, 8 R. de J., 164; MATHIEU, J.

4. (Affirming the judgment of the Superior Court, Davidson, J.):— An action of damages lies against a person who passes off articles or goods manufactured by him as the manufacture of another, and a writ of injunction may be granted to restrain the sale of such goods under false representations, although the plaintiff has not registered any trade mark for the goods manufactured by him.— C. R., 1899. *The Vive Camera Co. vs Hogg*, 18 R. J. O., 1; TASCHEREAU, CIMON & LEMIEUX, JJ.

5. The cutting of trees on land by a trespasser alleging adverse title is irreparable injury within the meaning of article 957 of the Code of Procedure, and an interlocutory injunction may be issued in a possessory action, to restrain the party doing the injury from the continuance of the act.— C. R., 1899. *McDougall vs Grignon*, 15 R. J. O., 535; TAIT, LORANGER & WHITE, JJ.

6. Although there may be a question whether companies for the carrying of water may use ditches along the sides of highways for the placing of their pipes, without the express consent of the proper municipal authority, yet if the company do exercise this right without opposition there will be a tacit acquiescence in such exercise sufficient to justify the granting of an injunction to restrain an interference by a third party who claims to be injured by the exercise of this right.— Where the interlocutory injunction has been allowed, the same will be confirmed and made permanent, if the reasons for granting the first order be found sufficient.— C. S., 1902. *The Corporation of the Village of Vaudreuil vs Poudrette dit Lavigne &*

The Corporation of the Parish of St Lazare, 8 R. de J., 426; LYNDEN, J.

7. Le 13 septembre 1899, la commission de police de la cité de Montréal décida de convoquer une séance spéciale de la dite commission pour interroger sous serment tous les membres du corps de police nommés ou promus par elle, au sujet des circonstances qui avaient amené leur nomination ou leur promotion, afin de donner satisfaction au public et de démontrer la fausseté des allégations des journaux qui prétendaient que toute nomination ou tout avancement dans la police était dû à l'influence de l'argent. Le 2 octobre, le conseil de ville ratifia cette résolution de la commission de police, et adopta une résolution donnant instruction à la dite commission d'assurer pleine protection aux officiers et constables du corps de police qui seraient interrogés, de manière à arriver à connaître toute la vérité. Jugé: —1° Que comme il n'y avait, dans l'espèce, aucune affaire soumise au conseil, ni aucunes représentations faites à ce conseil concernant des matières de son ressort, la commission de police et le conseil de ville ne pouvaient ordonner l'enquête en question. — 2° Que la résolution assurant l'impunité à ceux qui admettraient avoir fait des actes criminels pour obtenir leur nomination ou promotion était nulle. — 3° Que le demandeur, comme électeur municipal et contribuable, pouvait obtenir la cassation de ces résolutions avec injonction à la défenderesse de ne point les mettre à exécution. — C. S., 1900. *Martin vs La Cité de Montréal & Marsolais*, 18 R. J. O., 30; LANGELIER, J.

8. La requête en cassation d'un rôle d'évaluation, d'après l'acte des clauses générales des corporations de villes (titre XI, cap. 1er, S. R. Québec) peut être présentée au juge, en chambre, qui a juridiction pour entendre et décider cette requête. (S. R. Q., articles 4376, 4389, 4391, 4392, 4393, 4282 et seq., 4276, 4601 et 4608). — Si, pendant qu'une requête en cassation d'un rôle d'évaluation est pendante, le conseil veut soumettre au vote des électeurs municipaux un règlement qui doit être, d'après la loi, approuvé par eux, le juge, lorsque la liste des électeurs municipaux est basée sur le rôle d'évaluation dont la légalité est contestée, accordera une injonction, et ordonnera à la défenderesse de suspendre toutes les procédures relatives à la votation du dit règlement jusqu'à la décision de la dite requête en cassation. (C. Proc. art. 957). — C. S., 1898. *Truchon vs La Ville de Chicoutimi*, 6 R. de J., 99; GAGNÉ, J.

9. Les listes des électeurs municipaux, faites sous les dispositions de l'article 4515 et suivants des statuts refondus de la province de Québec, peuvent être cassées pour cause d'illégalité sous les dispositions de l'article 4376 des dits statuts, comme le constate l'article 4522.

— Il n'y a pas lieu au bref d'injonction lorsque la loi pourvoit à un remède spécial aux griefs dont on se plaint. — C. S., 1902. *Wallace vs Languedoc*, 4 R. P., 361; MATHIEU, J.

10. The fact that an action to annul a by-law authorizing the issue of debentures has been instituted by a person other than the petitioner, and is pending, without alleging that the by-law is in any way irregular or illegal, does not constitute by itself sufficient ground for restraining the issue of the debentures in question. — C. S., 1899. *Lionais vs La Municipalité du Village DeLorimier*. 16 R. J. O., 50; DOUBERTY, J.

11. The plaintiff had obtained the right to operate a line of electric railway in certain streets within the limits of the municipality defendant, under a by-law of the town council and under a contract passed between plaintiff and defendant. The defendant, by the contract, reserved the right to take possession of the streets used by the plaintiff, for the purpose of changing the level and the performance of other necessary work. It was acting under these powers when the work was stopped by a temporary injunction order. Held (affirming the judgment of the Superior Court, Archibald, J.): — Where one of two parties to a contract is doing a thing which, by the terms of the contract, he has specially reserved the right to do, the other party to the contract is not entitled to an injunction to restrain the doing of the thing, on the ground that the work is proceeding in a way which inflicts more damage than would be caused if another method, more expensive, had been adopted. So, in the present case, the municipality defendant, which had granted certain powers to the plaintiff, but had reserved the right to take possession of the streets when necessary for road operations, was not bound to adopt a more lengthy and expensive though less injurious method of performing the work. — In order to obtain an injunction in such circumstances, where there has been no invasion of a legal or equitable right, it must be established that irreparable injury will be caused if an injunction be not granted. — A temporary interruption of traffic and an injurious method of removing the rails, causing a damage in the nature of a pecuniary loss, do not constitute an irreparable in-

jury. — Although difficulties had existed between the parties, and defendant may have derived satisfaction from the thought that the exercise of its rights would cause the plaintiff damage, yet malice alone does not open any right of action, where, as here, there was a real intention to accomplish the work, and defendant was acting within its right. — C. R., 1900. *The Montreal Park and Island Railway Co. vs The Town of St-Louis*, 17 R. J. O., 545; TAIT, TASCHEREAU & WHITE, JJ.

12. Sous l'empire du nouveau code de procédure civile, le bref d'injonction n'existe plus comme demande principale; il est une procédure accessoire à une action principale et conservatoire de sa nature. — Il n'est accordé par le juge que pour empêcher la destruction de la propriété ou des autres droits que le demandeur réclame par son action, mais jamais sur une action en dommages. — *Semble*, que le recours légal, lorsqu'une motion pour faire rejeter l'injonction pour défaut d'avis au défendeur a été rejetée, n'est pas la révision, mais bien l'appel à la cour du banc de la reine. — C. R., 1899. *McArthur Brothers Co. vs Coupal*, 16 R. J. O., 521; CASALT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

13. A declaration in an action for injunction alleged that the plaintiffs were the owners of an immovable property and remained in possession thereof for a number of years, when certain persons, acting in the plaintiffs' name, assumed to sell the property to the defendant; that the deed of sale was null and fabricated, but it nevertheless recognized the plaintiffs' right to enjoy the property for educational purposes; and that the defendant by violence dispossessed the plaintiffs. The conclusions simply asked that the defendant be enjoined from troubling the plaintiffs in their possession of the immovable. — A petition for the issue of an interlocutory injunction alleged that the allegations of the declaration were true, that the matter was urgent and the plaintiffs were ready to give security, and concluded with a prayer that the defendant be ordered to restore the plaintiffs to the possession of the immovable, and particularly of certain parts thereof, and be ordered not to molest them in such possession. — On inscription and answer in law. Held: — That the declaration disclosed no right to the remedy by injunction, and, moreover, showed that such remedy was inapplicable; — That as the plaintiffs had not demanded the annulment of the deed of sale alleged by them to be fabricated, they could not, by injunction proceed-

ings, be restored to the possession of an immovable with which they had parted by the said deed; — That in order to entitle a party to the remedy by injunction, it must appear *prima facie* that he has a clear legal right which has been violated, and that redress is urgently required and cannot be obtained by recourse to other general or special remedies. — C. R., 1898. *The Protestant Board of School Commissioners of Outremont vs The Town of Outremont*, 1 R. P., 449; TAIT, TASCHEREAU & LAVERGNE, JJ.

14. Injunction proceedings can be taken against parties to a suit only. — Such suits may be instituted simultaneously with the application for the injunction. — The service of a petition or notice of any kind, "without a writ," does not suffice to constitute the person upon whom such service is made a party to a suit. — C. S., 1900. *Paradis vs Paradis*, 19 R. J. O., 375; ANDREWS, J.

960.

1. An amendment to a petition for a writ of injunction, which has been received by a judge, will not be rejected on motion on the ground that it was served after the issuing of the writ and without leave of the judge, especially when the amendment itself is supported by affidavit. — C. S., 1899. *The Royal Electric Co. vs Morrice*, 2 R. P., 563; 5 R. L. n. s., 509; DONERTY, J.

968.

1. If an interlocutory injunction has been granted in a pending case as an incident thereof, after notice given to the opposite party, an inscription by the respondent for proof and hearing on the petition for an interlocutory injunction will be rejected on motion. — C. S., 1899. *Martin vs The City of Montreal & Marsolais*, 2 R. P., 475; DONERTY, J.

2. An interlocutory injunction was issued upon a petition made as an incident in a pending cause, whereby the annulment of certain resolutions of the police committee and of the council of the city defendant was prayed for. — the petition, besides praying for an interlocutory injunction, was praying also for the annulment of said resolutions. Held: — Under article 968 of the code of procedure the conclusions of a petition for injunction, other than those upon which the interlocutory injunction issues, are to be adjudicated upon by the final judgment which at the same time adjudicates upon the merits of the action. Therefore an inscription for proof and final hearing on the merits of the petition for injunction separately from the main ac-

tion is irregular, and will be rejected on motion.—C. S., 1899. *Martin vs The City of Montreal & Marsolais*, 17 R. J. O., 95; 5 R. L. n. s., 496; DOHERTY, J.

3. A petition asking for a peremptory injunction must only be adjudicated upon at the trial, and cannot be tried before the action.—C. S., 1899. *The Consolidated Car Heating Co. vs Came*, 2 R. P., 401; DOHERTY, J.

972.

1. Lorsqu'un jugement a été rendu maintenant un bref d'injonction et ordonnant au défendeur de s'abstenir de faire un certain acte, et que, nonobstant cet ordre, ce défendeur continue à faire cet acte, une règle nisi lui ordonnant de comparaître pour montrer cause pourquoi il ne sera pas emprisonné pour mépris de cour et condamné à l'amende, peut émaner contre lui.—S'il est établi qu'avant l'émanation de cette règle, ce premier jugement maintenant l'injonction avait été inscrit en revision, la règle sera annulée et dissoute avec dépens contre le demandeur.—C. S., 1900. *McGale vs Simard*, 6 R. L. n. s., 209; GILL, J.

2. Une motion pour règle demandée contre des parties qui n'auraient pas obéi à un bref d'injonction, doit être accompagnée d'affidavit; mais il sera donné au requérant un délai pour y ajouter cet affidavit sur paiement des frais de motion.—C. S., 1899. *The Montreal Park and Island Railway Co. vs La Ville de St-Louis*, 2 R. P., 213; MATHIEU, J.

973.

1. In an action to enforce a contract of sale and to recover the price when the object of the sale has been tendered by the vendor to the purchaser, who refuse to take delivery, and where it is perishable and its price liable to fluctuate, the Court will appoint a sequestrator with power to sell.—C. S., 1901. *Gordon vs Pinder*, 4 R. P., 321; DAVIDSON, J.

2. Dans une requête pour séquestre, les moyens sur lesquels la requête est basée devraient être spéciaux, et il n'est pas suffisant d'alléguer simplement "qu'il est de l'intérêt de la requérante que l'immeuble soit judiciairement séquestré".—C. S., 1902. *Crevier vs Cloutier*, 4 R. P., 347; LANCELIER, J.

3. Dans une requête pour séquestre, les moyens sur lesquels la demande est basée doivent être spéciaux, et il n'est pas suffisant d'alléguer simplement "que les immeubles ne sont pas loués ni administrés", vu, surtout, que le défendeur,

absent du pays, avait nommé un procureur qui voit à l'administration des dites propriétés.—C. S., 1902. *Meyers vs Ritson*, 4 R. P., 394; MATHIEU, J.

978.

1. A private individual is not entitled to an injunction to restrain a public corporation such as the Montreal Harbour Commissioners from entering into a contract with third parties, unless he shows that some private right pertaining to him has been invaded, and that private injury, separate and distinguishable from the injury to the public generally, will be caused to him by the contract alleged to be *ultra vires*.—C. S., 1899. *Taylor vs The Montreal Harbour Commissioners*, 17 R. J. O., 275; PAGNUELO, J.

2. Dans une action intentée par le procureur général, mais dans un intérêt privé, il n'est pas nécessaire que la requête libellée contienne le nom de la personne qui a demandé la poursuite et de celle qui a fourni le cautionnement pour les frais; il suffit que la requête originale et l'ordre du juge soient signifiés en même temps que l'action.—Dans tous les cas, cette question doit être soulevée par exception à la forme.—C. S., 1900. *Archambault vs St Lawrence Investment Society*, 6 R. L. n. s., 75; MATHIEU, J.

3. Dans les actions portées en vertu des articles 978 et suivants du code de procédure civile par le procureur général au nom du souverain, on ne peut, par un plaidoyer *puis d'arrein continuance*, plaider que la personne qui a sollicité l'intervention du procureur général contre la corporation défenderesse, a cessé, depuis la poursuite, d'être membre de cette corporation et n'a pas plus d'intérêt dans la cause, le procureur général étant le *dominus litis*, et son pouvoir de continuer la poursuite n'étant pas affecté par le désistement ou la cessation de l'intérêt de la personne qui a provoqué son intervention.—C. S., 1900. *Archambault vs The St Lawrence Investment Society*, 17 R. J. O., 451; 6 R. L. n. s., 80; TASCHEREAU, J.

4. Dans une poursuite contre une corporation violant ses pouvoirs, où il ne s'agit pas d'intérêt public général, il suffit de donner le nom de la personne qui a donné l'information et le montant du cautionnement fourni, dans la requête à laquelle réfère l'information libellée, sans réclamer de nouveau ces faits dans l'information.—Cette irrégularité, si c'en était une, ferait le sujet d'une exception à la forme, et non d'une inscription en droit.—C. S., 1900. *Archambault vs The St-Lawrence Investment Society*, 2 R. P., 519; MATHIEU, J.

980.

1. La nécessité, imposée par les articles 988 et 980 C. P., d'obtenir l'autorisation du juge pour l'émission d'un bref de *quo warranto*, constitue la nécessité évidente, exigée par l'article 33 C. P., pour donner juridiction au protonotaire pour accorder telle autorisation en l'absence du juge du chef lieu.—C. S., 1899. *Bérubé vs Lebel*, 5 R. L. n. s., 516; CIMON, J.

2. L'affidavit requis pour un bref de *quo warranto* ne peut être assermenté par un député-greffier de la cour de circuit; un tel affidavit étant absolument nul, l'action peut être renvoyée sur une exception à la forme.—C. S., 1899. *Lavoie vs Jeffrey*, 5 R. L. n. s., 261; 16 R. J. O., 363; MATHIEU, J.

3. L'affidavit exigé par l'article 980 peut être assermenté devant un commissaire de la cour supérieure qui est l'associé en affaires de celui qui le donne.—C. S., 1899. *La Caisse Générale vs Dupuis*, 2 R. P., 330; LANGELIER, J.

4. V. arrêts, sous l'article suivant.

987.

1. L'avis mentionné à l'article 88 C. P. n'est pas requis avant les poursuites intentées suivant les articles 987 et seq. C. P.—C. S., 1899. *Stephens vs Préfontaine*, 2 R. P., 193; MATHIEU, J.

2. Le défaut par l'huissier qui a signifié un bref de sommation émis sous les articles 987 et suivants du C. P. d'endosser sur la copie remise au défendeur le jour de la signification n'est pas une cause de nullité de l'assignation, lorsque le juge qui a autorisé l'émission du bref a fixé le jour auquel il doit être rapporté.—C. S., 1899. *La Caisse Générale vs Dupuis*, 2 R. P., 330; LANGELIER, J.

3. Si l'affidavit attestant la vérité des faits contenus dans l'information libellée requise pour l'émission d'un bref de *quo warranto*, est assermenté par un greffier de la cour de circuit, il y a lieu à l'exception à la forme, même après qu'un juge de la cour supérieure a, sur telle information, autorisé l'émission du bref.—C. S., 1899. *Lavoie vs Jeffrey*, 2 R. P., 229; MATHIEU, J.

4. Le défaut de date de l'ordre d'un juge permettant l'émission d'un bref de prérogative, est une erreur sans importance, et non préjudiciable.—Il n'est pas nécessaire de signifier à un défendeur copie du jugement permettant l'émission d'un bref de prérogative, pourvu que le certificat du protonotaire mentionnant telle ordonnance apparaisse sur la copie

du bref.—Si un demandeur requiert un bref pour une action personnelle de première classe, les mots "*quo warranto*", ajoutés au bref par le protonotaire, n'ont pas l'effet d'en changer la nature.—C. S., 1899. *Stephens vs Préfontaine*, 2 R. P., 193; MATHIEU, J.

5. Le fait que le bref d'assignation auquel est annexée une requête libellée en contestation d'élection, suivant la charte de la cité de Montréal, est intitulé hief de *quo warranto*, ne peut vicier cette requête libellée.—C. S., 1900. *Charbonneau vs Roy*, 3 R. P., 363; TASCHEREAU, J.

6. Les mots "*quo warranto*", ajoutés à un bref d'assignation ordinaire, n'en changent pas la nature et ne le rendent pas irrégulier.—C. S., 1900. *Archambault vs Tansey & La Cité de Montréal*, 3 R. P., 50; MATHIEU, J.

7. On doit distinguer la demande pour admission à un office ou franchise et celle pour y être rétabli quand on en a été éliminé sans droit. Dans le premier cas, si l'office est occupé par un autre qui y a été appelé ou élu, le prétendant doit faire éliminer l'occupant par *quo warranto*; mais, dans le second, il doit procéder par *mandamus*.—C. R., 1898. *Gosselin vs La Corporation de St-Jean*, 16 R. J. O., 449; CASULT, CARON & ANDREWS, JJ.

8. Une corporation peut, comme un individu, porter plainte, en vertu de l'article 987 du C. P. contre celui qui usurpe une charge.—C. S., 1899. *La Caisse Générale vs Dupuis*, 2 R. P., 330; LANGELIER, J.

9. A person who is sued for having usurped a public office is entitled to plead that the meeting at which he was elected was legal and regular, and can set up illegality of the meeting at which election relied upon by the plaintiff place.—The fact that a meeting of a company at which an election took place was called by one provisional director only, would not necessarily render such election absolutely and radically null, so as to justify the rejection of a paragraph alleging such election, in answer to a *quo warranto*.—C. S., 1899. *La Caisse Générale vs Dupuis*, 2 R. P., 478; DOHERTY, J.

10. Le fait d'avoir un contrat avec une fabrique ne rend pas une personne inhabile à occuper la charge de marguillier.—C. S., 1900. *Chatigny vs Filion*, 6 R. de J., 242; ANDREWS, J.

11. Whilst the Statute prescribes certain qualifications for a candidate aspiring to municipal office, such candidate

is not an officer and his position as such cannot be attacked by *quo warranto*.—C. S., 1900. *Hickey vs Tansey & Kinsella*, 6 R. de J., 446; CURRAN, J.

12. Lorsqu'une loi spéciale ne détermine pas les délais de procédure, les délais prescrits par le code de procédure civile, les plus compatibles et les plus conformes à la matière en litige, doivent s'appliquer.—La charte de la cité de Montréal n'exige pas que la requête et le bref de *quo warranto* soient signifiés à l'échevin dont on conteste l'élection, dans les trente jours qui ont suivi le vote, ou la nomination s'il a été élu par acclamation.—La présentation de la requête pour bref de *quo warranto* se fait *ex parte*, le juge déterminant lui-même, s'il trouve l'affidavit satisfaisant, les délais dans lesquels le défendeur doit comparaître, et il appartient ensuite au requérant de faire signifier la copie de ce bref avec la copie de la requête et de l'ordre du juge, dans les délais appropriés à la nature du litige et suffisants pour permettre au défendeur de se défendre avec sûreté et en pleine connaissance de cause.—Un délai de six jours entre la signification de copie du bref de *quo warranto* et des autres pièces, et le rapport du bref, est suffisant.—L'ordre du juge, permettant l'émanation du bref de *quo warranto* et des autres pièces, n'est pas épuisé par la signification d'une copie de ces pièces faite à la femme du défendeur, dans la rue, le domicile du défendeur étant fermé; l'ordre ne devient épuisé que le jour du rapport, soit par le rapport lui-même ou le défaut de rapport.—Le juge qui reçoit une requête assermentée exerce des fonctions purement ministérielles, et il n'appartient pas à la cour de considérer si la réception de la requête était justifiée.—Le défaut de mentionner les noms et résidences des personnes accusées d'avoir pratiqué dans une élection des menées corruptrices et de particulariser la nature de ces menées et les dates, lieux et circonstances où elles ont été commises, peut donner lieu à une motion pour délais, mais non à une exception à la forme par laquelle on demande le renvoi de l'action.—Ces particularités peuvent être demandées après les délais fixés pour produire une exception à la forme.—C. S., 1900. *Clarke vs Jacques*, 3 R. P., 12; 6 R. L. n. s., 119; LORANGER, J.

13. La qualification d'un conseiller municipal peut être contestée par *quo warranto*, malgré que la cause d'inéligibilité existât lors de l'élection.—La requête en contestation d'élection, remède accordé par les articles 4275 et suivants de l'Acte des corporations de ville, n'ex-

clut pas le recours par bref de *quo warranto*.—Le tribunal ne peut exercer ici la discrétion que l'on exerce en Angleterre sur la demande pour l'émanation d'un bref de *quo warranto*.—Le demandeur ayant participé à l'élection du défendeur et l'ayant lui-même proposé, comme conseiller, sachant dans le temps qu'il n'avait pas les qualifications voulues par la loi, a acquiescé à sa non validité et ne peut plus se plaindre de son défaut de qualification.—C. S., 1898. *Lemire vs Neault & McCleay & Turcotte*, 15 R. J. O., 33; BOURGEOIS, J.

14. Aux termes de l'article 987 C. P. C., toute personne peut porter plainte lorsqu'un individu usurpe ou exerce une charge dans une corporation municipale. On doit considérer comme personne intéressée aux termes de cette disposition le propriétaire d'immeubles portés au rôle d'évaluation, et qui paie des taxes à telle corporation municipale. Il n'est pas nécessaire que ce propriétaire, lors de l'institution des procédures sous l'article 987, possède les qualifications d'électeur municipal, ces qualifications ne sont requises que lorsque les procédures sont instituées sous l'article 346 relatif aux contestations d'élections municipales.—Lorsque les délais fixés par l'article 350 C. M. pour contester une élection municipale sont expirés, il y a ouverture à la procédure par *quo warranto* (art 987 C. P. C.) contre le conseiller qui exerce illégalement sa charge par défaut de la qualification requise par l'article 283 C. M. Le fait que la qualification de ce conseiller était la même lors de son élection, n'est pas une objection à la procédure par *quo warranto*. C'est au moment de l'ouverture de cette procédure par *quo warranto* qu'il y a lieu d'examiner si le conseiller occupe la charge légalement ou non. L'élection d'une personne, qui au moment de cette élection ne possède pas la qualification foncière requise, est nulle, mais outre cette nullité de l'élection, tant que cette personne n'est pas qualifiée, elle ne peut agir comme conseiller.—Par le paragraphe 3 de l'article 174 C. P. C., l'absence de qualité du demandeur pour faire une plainte sous l'article 987 C. P. C. doit être invoquée par exception à la forme.—La partie qui a été appelée devant un tribunal autre que celui qui doit connaître la contestation peut demander le renvoi devant le tribunal compétent par voie d'exception déclinatoire.—C. R., 1899. *Sigouin vs Viau*, 5 R. de J., 410; MATHIEU, LYNEH & DELORIMIER, JJ.

15. Celui qui a directement ou indirectement un intérêt dans un contrat avec une corporation municipale ne peut

ensuite agir comme membre du conseil en vertu du même mandat.—C. S., 1900. *Tremblay vs Desrochers*, 6 R. L. n. s., 222; MATHIEU, J.

16. Un conseiller municipal, qui était aubain lors de son élection comme tel et de l'émanation d'un bref de *quo warranto* demandant son exclusion de sa charge pour la raison qu'il n'était pas sujet britannique, ne peut, en se faisant naturaliser pendant l'instance, obtenir le renvoi de ce bref, la naturalisation n'ayant aucun effet rétroactif.—C. S., 1899. *Campeau vs Grosboillot*, 17 R. J. O., 116; CHARLAND, J.

17. When by the allegations of plaintiff's demand it is claimed that defendant is disqualified from holding the office of Municipal Councillor because he was at the time of his election and of the institution of the proceedings, a hotel keeper within the meaning of article 4213 Rev. S. Q., it is incumbent on plaintiff to clearly prove said allegations, and in case of a reasonable doubt, taking into consideration the penal nature of the proceeding, defendant is entitled to the benefit of said doubt.—In this cause if what was sought by the present proceedings was to oust defendant because he was disqualified at the time of his election, plaintiff should have proceeded within the time and in the manner prescribed by article 4275 and the following articles of the Rev. S. of Q., but proceeding, as he does, after the lapse of the delay fixed under pain of forfeiture by said articles, and, under the dispositions of article 987 C. C. P., plaintiff was bound to show what he alleges, mainly, that defendant was at the time of the institution of this proceeding, disqualified from filling the office in question.—Proof of plaintiff's quality as an elector is sufficiently established by the certified extracts of the valuation role and list of electors produced, and the testimony of the secretary-treasurer identifying plaintiff with the person of the same name mentioned in said extracts.—C. S., 1900. *Tremblay vs Christin*, 6 R. de J., 93; DOHERTY, J.

18. Un conseiller municipal qui ne possède pas la qualification voulue par l'article 283 du code municipal—c'est-à-dire qui ne réside pas dans les limites de la municipalité locale, ou n'y a pas sa place d'affaires, ou qui n'y possède pas, en son nom ou au nom et pour le profit de sa femme, comme propriétaire, des biens-fonds de la valeur de \$400 au moins—ne peut agir comme conseiller municipal, peu importe qu'il ait eu cette qualification au moment de son élection ou non,

et s'il agit en cette qualité, sans posséder la qualification requise, on peut procéder contre lui par voie de *quo warranto*.—C. R., 1899. *Sigouin vs Viau*, 16 R. J. O., 143; MATHIEU, DELORMIER & LYNCH, JJ.

19. Un allégué de la requête libellée accompagnant un bref de *quo warranto* disant que le défendeur doit des taxes à la municipalité dont il est l'un des conseillers, sera renvoyé sur défense en droit, s'il ne dit pas également que le défendeur devait des taxes au moment de son élection.—Preuve avant faire droit sera ordonnée sur des allégués disant que le défendeur n'a pas sa résidence ni sa place d'affaires dans les limites de la municipalité; qu'il a fait mettre de côté une vente de débentures municipales pour faire ratifier, par intérêt personnel, une vente subséquente de ces débentures, plus avantageuse pour lui, et qu'il a fait payer à un créancier de la municipalité une somme plus forte que son dû, dans le but d'en retirer une commission.—C. S., 1902. *Yale vs Bayard*, 2 R. P., 524; MATHIEU, J.

20. Par la charte de la ville de Chicoutimi, 57 Vict., ch. 66, sec. 22, il est décrété que, lorsqu'une vacance se produit dans la charge de conseiller, et que le conseil néglige pendant trente jours de faire l'élection du remplaçant, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur information et preuve, nomme une personne compétente, pour remplir la vacance. Et le sec. 15 dit que nul ne peut être élu conseiller de la ville à moins qu'il possède des biens immobiliers lui appartenant ou appartenant à sa femme en toute propriété de la valeur de \$500 ou plus, ainsi qu'établie par le rôle d'évaluation en vigueur. Or, l'élection d'un conseiller ayant été annulée, et le conseil ayant laissé écouler les trente jours sans procéder à l'élection du remplaçant, le lieutenant-gouverneur en conseil a nommé l'intimé pour remplir cette vacance. Par bref de *quo warranto* contre lui, on allègue que l'intimé n'a pas la qualification voulue. Il possède un terrain évalué à plus de \$500, mais ce terrain est la propriété de la couronne, qui ne s'en est jamais départie, l'intimé et ses auteurs n'en étant que les premiers défricheurs ou possesseurs comme *squatters*. Jugé:—Le rôle d'évaluation ne fait pas foi de la propriété, mais seulement de la valeur.—Le demandeur, qui s'appelle "Ernest" Tremblay, pouvait prouver que c'est lui qui est désigné au rôle d'évaluation sous le nom de "Joseph" Tremblay.—La loi exigeant que le conseiller possède des biens immobiliers lui appartenant "en toute propriété",—l'intimé n'avait pas la qua-

lification foncière voulue et n'avait pas "toute la propriété", puisque la propriété du terrain était à la couronne.— L'intimé, quoique nommé conseiller par le lieutenant-gouverneur en conseil n'étant pas une personne compétente à être conseiller, il doit être dépossédé de sa charge.— L'intimé ayant prêté le serment d'office, c'était une prise de possession suffisante de charge.— C. S., 1901. *Tremblay vs Ménard*, 7 R. de J., 551; CIMON, J.

V. Supplément, article 992, n. 12.

21. Lorsqu'il y a un mode spécial indiqué par un statut pour contester une élection de conseiller, ce mode doit strictement être suivi. Il en est de même quand les clauses générales des corporations de ville et le code municipal s'appliquent. On doit suivre le mode spécial y indiqué pour la contestation d'une élection de conseiller.— Lorsque les raisons sur lesquelles la contestation de l'élection est basée existaient au moment de l'élection ou dans les délais fixés par ces différents statuts pour contester, si l'élection n'a pas été contestée suivant le mode et dans les délais spéciaux fixés par ces statuts, il y a prescription, et la cour n'a pas juridiction pour connaître des raisons de contestation sur un bref de *quo warranto*.— Il est douteux que, sans inscription de faux, la preuve, pour contredire le rapport du président de l'élection, qui est un officier public et dont les procédés font preuve, soit admissible.— Dans la circonstance, le demandeur ne pouvait procéder par bref de *quo warranto*, l'élection de l'intimé aurait dû être contestée dans le délai spécial et suivant la procédure aussi spéciale fixés par la charte de Drummondville, 54 Vict., c. 86.— C. S., 1902. *Chapdelaine vs Girard*, 8 R. de J., 268; CHOQUETTE, J.

22. V. Supplément, article 980, *La Voie vs Jeffrey*, n. 2.

989.

1. Le candidat élu à une charge publique, et poursuivi par voie de *quo warranto*, ne peut être forcé de lire ou d'écrire.— C. S., 1901. *St-Arnaud vs Barrette*, 4 R. P., 102; BÉLANGER, J.

992.

1. Dans une requête pour *mandamus*, lorsque le requérant, dans ses conclusions, demande plusieurs choses dont quelques-unes ne peuvent s'obtenir par *mandamus*, l'intimé, toutefois, ne pourra faire une exception dilatoire pour forcer le requérant à opter entre ses différentes conclusions.— C. S., 1899. *Bédard vs La Municipalité du Village DeLorimier*, 6 R. L. n. s., 37; CURRAN, J.

2. Une réponse à une intervention contenant des conclusions qui auraient dû être prises dans la requête pour bref de *mandamus* est irrégulière.— Une telle réponse doit être attaquée par exception à la forme, et non par inscription en droit.— C. S., 1902. *Grier vs David & Cochrane*, 4 R. P., 373; MATHIEU, J.

3. Jugé (confirmant le jugement de la cour de revision, Tait, Pagnuelo & Lynch, JJ., qui infirmait le jugement de la cour supérieur, Loranger, J., 15 C. S., p. 306):— Le bref de *mandamus* est le recours ouvert à celui qui veut faire entrer dans les livres d'une compagnie un transport d'actions, mais ce bref doit être dirigé contre la compagnie elle-même, et non pas contre les directeurs de cette compagnie.— C. A., 1899. *Upton & Hutchinson*, 8 R. J. O., 505; 2 R. P., 300.

4. A *mandamus* does not lie against a railway company to compel such company to fulfil a statutory obligation such as to make and maintain crossings on petitioner's property.— C. S., 1902. *Quisnel vs The Grand Trunk Railway Company of Canada*, 8 R. de J., 342; CURRAN, J.

5. The College of Physicians and Surgeons cannot refuse to grant a license to practice medicine, to a student who has passed the necessary examinations, or has been legally exempted from passing them, and who has obtained the degree of Doctor of Medicine.— Upon such refusal a writ of *mandamus* may issue to enforce the issuing of a license.— C. R., 1901. *Gosselin vs The College of Physicians and Surgeons*, 19 R. J. O., 175; CAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

6. A petition for a writ of *mandamus* to force a township corporation to open a road and expend annually a certain sum of money thereon in accordance with a resolution of the county council is sufficient in law, although it does not state that any public notice of the appeal to the county council was given, where it does not appear that the respondent had acquiesced in the appeal to the county council, and had been represented for that purpose and heard on the merits thereof.— If a municipal corporation has seven years to open and complete a road, and is bound to expend thereon a certain sum annually, an action may be taken to compel it to do so after one year.— In such case it is not necessary for the plaintiff to allege that the said sum would be sufficient, if expended, to pay any indemnity which might be payable for land damages in connection with the said road.— C. S., 1899. *Young vs The Corporation of the Township of Hereford*, 2 R. P., 481; WHITH, J.

7. Il n'y a pas lieu d'accorder une requête pour *mandamus*, dans le but de forcer la cité de Montréal à faire une expropriation, s'il est prouvé par des affidavits que l'intimé n'a pas les deniers nécessaires pour la faire, le coût de cette expropriation excédant les limites de son pouvoir d'emprunt. — C. S., 1898. *Halpin vs La Cité de Montréal*, 1 R. P., 393; MATHIEU, J.

8. Where the by-laws of a building society provide that a person desirous of becoming a member thereof must be approved of either by the directors or by the shareholders, and that a transfer of shares is subject likewise to the approval of either the directors or the shareholders, all proceedings which have to be adopted and pursued in consequence of a decision either of the directors or of the shareholders must be directed against the corporation and not against the directors or the shareholders. — C. A., 1899. *Upton vs Hutchison*, 2 R. P., 300; 8 R. J. O., 505.

9. A resolution of a club ordering the expulsion of one of its members, for acts deemed derogatory to the honor and dignity of the club, is *ultra vires* nor unreasonable, and will not give rise to a writ of *mandamus*. — If, however, the constitution of the club provides that such resolution shall be adopted by a two thirds' vote, that means the two thirds of the members present at the meeting, and not of the members who actually voted at the said meeting when the vote was taken. — C. S., 1901. *Lamarche vs Le Club de Chasse à Courre Canadien*, 4 R. P., 75; DOHERTY, J.

10. On doit distinguer la demande pour admission à un office ou franchise et celle pour y être rétabli quand on en a été éliminé sans droit. Dans le premier cas, si l'office est occupé par un autre qui y a été appelé ou élu, le prétendant doit faire éliminer l'occupant par *quo warranto*, mais, dans le second, il doit procéder par *mandamus*. — Le nouveau code de procédure, en décrétant qu'il n'y a lieu au bref de *mandamus* que "lorsqu'il n'y a pas d'autre remède également approprié, avantageux et efficace," n'a par là rien ajouté à ce que la jurisprudence, en Belgique, ici avant l'ancien C. P., et depuis, a, de tous temps, maintenu comme une des conditions du recours à cette procédure. — C. R., 1898. *Gosselin vs La Corporation de St-Jean*, 16 R. J. O., 449; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

11. Article 208 of the Municipal Code, which provides that if the disqualification of a person holding a municipal office is notorious or sufficiently estab-

lished, the Council may, by resolution, declare the office of such person vacant, does not justify the proceeding of a municipal council in declaring the seat of a councillor vacant when the person unseated has made sworn declaration of his property qualification and when the grounds of disqualification alleged are doubtful, and depend upon the interpretation to be given to articles of the municipal code. And a writ of *mandamus* lies, in such case, to order the council to restore the objected member to his privileges as councillor. — C. S., 1898. *Pelletier vs La Corporation du Village De Lorimier*, 17 R. J. O., 509; DAVENSON, J.

12. Si le conseil de la ville ne procède pas de suite, lorsqu'une vacance a lieu, comme lorsque l'élection d'un conseiller est annulée, à faire faire l'élection d'un remplaçant, il y a lieu au *mandamus*, et il peut être pris avant l'expiration des trente jours de la date de la vacance. — Le lieutenant-gouverneur en conseil a juridiction, le délai de 30 jours de la vacance étant expiré, de faire cette nomination de conseiller, bien que le *mandamus* soit pendant; et alors, la ville intimée peut, par plaidoyer supplémentaire, invoquer cette nomination comme mettant fin au *mandamus* puisque la vacance est remplie. — Cette nomination par le lieutenant-gouverneur apparaît suffisamment par une copie de l'ordre en conseil et une lettre du secrétaire-provincial, sans qu'il émane une commission; et le juge prend *ex-officio* connaissance de l'avis de la nomination publiée dans la *Gazette Officielle*. — Le demandeur ne peut attaquer, par une réponse au plaidoyer supplémentaire, l'incompétence de la personne nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil. — C. S., 1901. *Simard vs La Ville de Chicoutimi*, 8 R. de J., 19; CIMON, J.

V. Supplément, article 987, n. 20.

13. La discrétion des commissaires de licences de Montréal, quant aux modes d'informations auxquels ils doivent avoir recours pour se renseigner sur tous les faits sur lesquels ils doivent se prononcer, est complète, et dès lors quand même la cour serait d'une opinion différente sur l'appréciation de la preuve faite devant les commissaires, elle n'aurait pas droit de reviser leur appréciation, sur une requête pour *mandamus*. — C. S., 1900. *Dagenais vs Desnoyers*, 18 R. J. O., 16; 6 R. de J., 490; LANGELIER, J.

14. No *mandamus* will be granted unless it is shown that the public officers or Court of inferior jurisdiction has omitted, neglected or refused to perform a duty belonging to such officer or any

act which by law he is bound to perform. — *Mandamus* will not be allowed to revise the decision of Magistrates who have once heard a case and decided it in a matter within their jurisdiction. — The law does not oblige a Magistrate to issue his warrant except when in his opinion a case for so doing is made out, and under Sec. 559 Crim. Code he is not obliged to give all his reasons, he has merely to express his opinion — when he does so the Magistrate cannot be considered as having omitted, neglected or refused to perform the duty of his office. — C. S., 1899. *Thompson vs Desnoyers*, 5 R. de J., 405; 16 R. J. O., 253; TAIT, J.

15. Jugé (confirmant Routhier, J., Casault, J., *diss.*): — Un bref de *mandamus* adressé à deux personnes, à l'une comme secrétaire et à l'autre comme assistant-secrétaire, sera maintenu contre la première et rejeté avec frais quant à la seconde, s'il est démontré que cette dernière ne possède pas telle qualité. — Le *mandamus* adressé à deux personnes dont le concours est nécessaire pour l'accomplissement de l'acte demandé, sera rejeté pour les deux, s'il est déclaré illégal quant à l'une d'elle; mais il en serait autrement si tel acte pouvait être exécuté par l'une seulement de ces deux personnes. — Le fait que le bref a été adressé aux deux défendeurs comme notaires, et que dans la requête y annexée ils sont respectivement désignés comme secrétaire et assistant-secrétaire de la corporation de Lévis, n'empêche pas la désignation d'être suffisante, bien que le seul office reconnu par la loi soit celui de secrétaire-trésorier de la ville de Lévis. — C. R., 1899. *Mercier vs Roy*, 16 R. J. O., 510; CASAULT, CARON & ANDREWS, JJ.

16. A writ of *mandamus* will not issue against a registrar to compel him to discharge a hypothec on certain lots not mentioned in a deed of retrocession whereof copy was remitted to him for registration, whether said omission was intentional or not. — By Tait, A. C. J. (Sept. 7, 1898). Such petition will not be heard, unless a copy is previously served on the respondent. — C. S., 1898. *Lagasse vs Ouimet*, 1 R. P., 484; DAVIDSON, J.

17. A *mandamus* to order the demolition of a projection over a city street should be asked against the city corporation and not against one of its officers. — To justify the issuing of a *mandamus* in a similar case, the complainant must show a particular act of neglect of duty, on the part of the city, involving a real injustice and damage to him. — *Mandamus* is not strictly demandable as of

right, but may be issued or withheld in the discretion of the Court. — C. R., 1901. *Pettigrew vs Baillargé & The City of Quebec*, 20 R. J. O., 173; CASAULT, ROUTHIER & ANDREWS, JJ.

1003.

1. La cour supérieure, en vertu du contrôle que l'article 50 C. P. lui donne à exercer sur tous les tribunaux, (la cour du banc du roi seule exceptée), a juridiction pour maintenir un bref de prohibition contre une cour de circuit qui excède sa juridiction. — Il y a lieu à prohibition contre un tribunal inférieur même après que le jugement a été rendu par ce tribunal. — C. S., 1901. *Robillard vs Blanchet*, 3 R. P., 532; ANDREWS, J.

2. The Circuit Court, even when presided over by a judge of the Superior Court, is subject to prohibition. — C. S., 1901. *Robillard vs Blanchet*, 19 R. J. O., 383; ANDREWS, J.

3. L'intimé, bien que juge de paix pour le district de Beauharnois, assumait une qualité que la loi ne lui reconnaissait pas en s'intitulant juge de paix pour le comté de Beauharnois. — Les procédures adoptées et suivies dans la cause où l'intimé avait assumé la qualité de juge de paix pour le comté de Beauharnois, étaient d'une nature judiciaire, quoique nulles et illégales pour défaut de juridiction. — Le bref de prohibition émané en cette cause était une procédure régulière et légale aux fins de contraindre le juge de paix à discontinuer des procédures nulles et illégales. — C. A., 1897. *Dagenais & Ellis & Labelle*, 3 R. de J., 565.

4. Un juge de paix *ex-officio* (comme conseiller municipal d'une ville incorporée) doit s'abstenir de siéger et peut être valablement récusé, lors de l'instruction sommaire d'une plainte qui a été portée contre un individu en conformité d'une résolution passée par le conseil sur motion de ce conseiller lui-même. — Si, nonobstant cette récusation, ce juge de paix persiste à siéger et à procéder sur la plainte, il y aura lieu au bref de prohibition contre lui, ainsi que contre l'autre juge de paix qui a commencé l'instruction avec lui, la déqualification du premier empêchant le dernier de procéder seul. — Les juges de paix et autres magistrats ne peuvent être condamnés aux dépens *ex-officio*. — C. S., 1900. *Piché vs Guenette*, 6 R. de J., 370; TASCHEREAU, J.

Confirmé par la cour de revision, TAIT, TELLIER (*diss.*) & PAONUELO, JJ.

5. Justices of the peace, who belong to an association (a temperance alli-

ance) of which the president is the party prosecuting, and the fine to be imposed upon the accused will ultimately be paid over to said association, no jurisdiction, and are prevented from acting on account of interest sufficient to disqualify them.—C. S., 1898. *Daigneault vs Emerson & Smith*, 20 R. J. O., 310; LYNCH, J.

6. Le magistrat de district a, comme tout autre magistrat, le pouvoir discrétionnaire d'ajourner la cause à lui soumise ou de procéder sur icelle, nonobstant tout arrangement fait entre les parties ou leurs procureurs.—C. S., 1899. *Daigneault vs Smith*, 3 R. P., 128; LYNCH, J.

7. Les raisons invoquées pour demander un bref de prohibition, basées sur l'excès de juridiction de la cour inférieure, doivent avoir été soulevées devant celle-ci.—Un juge de paix qui exerce de bonne foi ses fonctions, est compétent à agir de facto, bien qu'il n'ait pas rempli toutes les formalités relatives à sa qualification.—C. S., 1898. *Hogle vs Rockwell & Galer*, 20 R. J. O., 309; LYNCH, J.

8. Persons composing a committee of inquiry who exceed their powers and seek to exercise judicial functions, cannot invoke the fact that they do not by law constitute a court, as an answer to a proceeding seeking to have them prohibited from acting as a court and usurping judicial powers.—C. S., 1898. *Lussier vs Corporation of the Town of Maisonneuve*, 15 R. J. O., 45; DOHERTY, J.

9. Un bref de prérogative émané pour empêcher un comité du conseil de ville de la cité de Montréal de procéder à une enquête sur la conduite d'un de ses employés n'est pas un bref d'injonction, mais un bref de prohibition, et les formalités du bref d'injonction ne s'y appliquent pas.—C. S., 1900. *Laforest vs Laporte & La Cité de Montréal*, 6 R. L. n. s., 218; GILL, J.

10. A writ of prohibition will not lie to prevent the execution of the sentence of an inferior tribunal where there has not been absence or excess of jurisdiction in the exercise of its powers.—The local council of the Bar of Montréal has jurisdiction to proceed with the inquiry in the interest of the profession notwithstanding the withdrawal of the charge by the private prosecutor: a complaint is any form sufficient to disclose charge against an advocate of improperly carrying on trade and commerce and unduly retaining the money of a client, contrary to the by-laws of the local section of the bar, is a matter over which the council of the bar had complete jurisdiction, and further, the omission to preserve a com-

plete record of the proceedings upon the inquiry held by the council, or to take written notes of the evidence of witnesses adduced, constitutes mere irregularities in procedure which are insufficient to justify a writ of prohibition.—C. suprême, 1895. *Honan & The Bar of Montreal*, 30 R. C. S., 1.

11. When any provisions of a statute are repealed and others substituted therefor, the provisions repealed remain in operation until the provisions substituted become executory under the repealing statute (R. S. Q., sect. 8). And unless the repealing statute otherwise provides, all acts, proceedings or things done or begun, and all rights acquired, in virtue of the provisions of any statute afterwards repealed, may be continued, completed and exercised under such provisions, notwithstanding such repeal by observing, in so far as applicable, the procedure set forth in the new law (R. S. Q., sect. 11). The Act 62 Vict., (Q.), ch. 36, amending the law respecting dentists, did not otherwise provide, and therefore the Board of Examiners of the Association of Dentists, as constituted under the repealed statute, did not become dissolved and *functi officio* by reason of the enactment of 62 Vict., ch. 36, s. 1, and the statute 62 Vict., ch. 36, did not repeal existing provisions as to the prosecution of offenders.—Even if the Board of Examiners became *functi officio* by reason of 62 Vict., ch. 36, s. 1, a writ of prohibition addressed either to individuals or to a corporation alleged to no longer possess legal existence, would not be the proper remedy. Moreover, a writ of prohibition only lies against an inferior tribunal and not against the members composing such tribunal.—C. S., 1899. *Versailles vs Ibbotson & Dumont*, 17 R. J. O., 195; DAVENSON, J.

12. The Superior Court will not interfere by writ of prohibition to prevent a magistrate from hearing and adjudging upon a complaint, in a criminal matter within his jurisdiction.—Reasons which merely show that the petitioner for a writ of prohibition may have a good ground of defence to the charge made against him in the proceedings before the magistrate hearing such charge, are insufficient to justify the issue of a writ of prohibition.—C. S., 1900. *Beauvais vs Lafontaine*, 17 R. J. O., 396; BRAN, J.

13. Si le percepteur du revenu provincial désavoue le greffier de la cour du recorder de Montréal, disant qu'il n'a pas autorisé une poursuite en recouvrement d'une amende pour vente de bois son le dimanche, il y a lieu au bref de

prohibition pour empêcher la cour du recorder de continuer de siéger en cette cause.—C. S., 1900. *Boisseau vs La Cour du Recorder & Wiseman*, 2 R. P., 503; 6 R. L. n. s., 268; MATHIEU, J.

14. R. had been convicted of a third offence against the provisions of the second part of the Canada Temperance Act, had been condemned imprisonment for the space of eight days, and committed to jail.—The commitment, in the recital of previous offences, mentioned firstly the latest conviction, in fact, the conviction for a second offence, and then the oldest, which was in fact for a first offence.—Upon his application for a writ of *Habeas Corpus* it was held: That the provisions of sect. 4, ch. 95 C. S. L. C. as to form of application, do not apply to the demand for *Habeas Corpus* in criminal matters, when a certified copy of the commitment is produced with the application; and that no affidavit is required when the grounds urged appear on the face of the commitment;—That the District Magistrate appointed, with jurisdiction in the District of St. Francis and of Bedford, sufficiently shows his jurisdiction when he describes himself as "District Magistrate in and for the District of Bedford," when acting in the latter District;—That a commitment made according to form X appended to 51 Vict., chap. 34, based upon a conviction for a third offence under the provisions of the Canada Temperance Act, is sufficient, and is so declared by sect. 14 of said Act;—That it is not necessary that it should be declared in the statement of previous convictions, in such commitment, that such were for first and second offences respectively, but the previous conviction first related will be deemed to be intended for a first offence;—That the conviction and the commitment reciting it, must show, or it must appear thereby, that the offence deemed to be a second offence was committed after the laying of the information for the first; and when the commitment shows that the previous conviction as first recited was for an offence posterior to the previous conviction secondly recited, the commitment does not show a valid conviction for a third offence, and the writ for *Habeas Corpus* will be granted and the prisoner liberated;—That no costs will be allowed in such cases.—C. S., 1899. *Ex parte Robinson*, 5 R. de J., 271; LYNCH, J.

15. The only proof required, or admissible, on a writ of prohibition against the license commissioners is such as would go to establish want, or excess of jurisdiction.—When article 836 R. S. Q.

may be invoked the license commissioners can no longer grant a license as a matter of discretion, but their judgment is none the less final as to whether majority oppositions, or two previous oppositions really exist.—The refusal of the commissioners to re-open the *enquête* after both parties had formally declared their respective *enquêtes* closed, is not sufficient to support a writ of prohibition.—The refusal of the commissioners to count on the opposition signatures of duly qualified electors, for the reason that the same persons had also signed in support of the application, was a decision on an issue within their jurisdiction, and was, moreover, a proper decision.—C. S., 1899. *Kearney vs Deansoyers*, 19 R. J. O., 279; DAVIDSON, J.

16. Held (affirming the judgment of the Superior Court, Davidson, J., 19 R. J. O., 279.):—The absence of the deposit required by law, before application for a writ of *certiorari* or prohibition, should be pleaded by preliminary exception. License commissioners, although not among the inferior courts mentioned in articles 59, 63, 64 and 65 C. C. P., have duties of a judicial character which, on proper occasion, subject them to the superintending authority of the Superior Court, and the proper remedy is a writ of prohibition.—The only proof required or admissible, on a writ of prohibition against the license commissioners is such as would go to establish want or excess of jurisdiction. When article 836 R. S. Q. may be invoked, the license commissioners can no longer grant a license as a matter of discretion, but their judgment is none the less final as to whether majority oppositions, or two previous oppositions, really exist.—The refusal of the commissioners to re-open the *enquête* after both parties had formally declared their respective *enquêtes* closed, is not sufficient to support a writ of prohibition.—The refusal of the commissioners to count on the opposition signatures of duly qualified electors, for the reason that the same persons had also signed in support of the application, was a decision on an issue within their jurisdiction and was, moreover, a proper decision.—C. A., 1899. *Kearney & Deansoyers*, 10 R. J. O., 436.

1006.

1. Dans les matières non susceptibles d'appel, telles que celles prévues aux articles 43 et 1006 C. P., il n'y a pas plus d'appel d'un jugement interlocutoire que d'un jugement définitif.—C. A., 1902. *Grier & David & Cochrane*, 4 R. P., 417; WURTELE, J.

2. La prohibition par la charte de la

ité de Montréal, de tout appel à la cour du banc de la reine, en matière de contestations d'élections municipales, s'applique aux jugements interlocutoires aussi bien qu'aux jugements finals sur les contestations.—C. A., 1900, *Jacques & Clarke*, 3 R. P., 64; OLMET, J.

3. Il n'y a pas d'appel à la cour du banc de la reine d'un jugement de la cour supérieure maintenant un *mandamus* contre le secrétaire-trésorier d'une corporation municipale auquel il est enjoint de recevoir des taxes municipales et scolaires, lors d'une élection municipale, présidée par ce secrétaire-trésorier.—C. A., 1900, *Molson & Pettitère*, 3 R. P., 345.

4. No appeal lies to the Court of Queen's Bench from a judgment of the Superior Court in an action of *mandamus*, under the provisions of chapter 10, section 3, C. C. P., to compel a municipal corporation to recognize the plaintiff as a duly elected and qualified member of their municipal council and to reinstate him in that position from which they had removed him without lawful cause; and additional conclusions asking for a declaration by the Court of the illegality of the resolution of the council professing to effect the removal, and that defendant abstain pending the suit from acting under the alleged illegal resolution, do not change the nature of the action or remove it from the conditions and restrictions of chapter 40, C. C. P.—C. A., 1899, *La Corporation du Village DeLorimier & Bédard*, 10 R. J. O., 95; HALL, J.

5. V. Supplément, article 43, *Loi-chance & La Corporation de Ste-Anne de Beaupré*, n. 14.

1007.

1. Jugé (renversant Sir L. N. Casault, J. C.):—Le pouvoir d'annuler des lettres patentes appartient à la cour supérieure seule et non au commissaire des terres, lequel n'a que le pouvoir de corriger les erreurs qui ont pu se glisser dans la préparation de telles lettres, quand il n'y a pas de prétention adverse.—La voie légale pour faire déclarer nulle l'action du commissaire, qui aurait révoqué des lettres patentes pour les accorder à une autre personne, est le *scire facias*.—C. R., 1900, *Régina vs Adams*, 18 R. J. O., 520; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

2. Jugé (confirmant Casault, J., et renversant la cour de revision, Routhier, Caron & Andrews, JJ., Bossé et Climon *diss.*)—Le commissaire des terres de la couronne peut, après enquête, annuler des lettres patentes qui ont été accordées par erreur,

et en émettre de nouvelles en faveur de ceux qui y ont réellement droit.—C. A., 1900, *Adams & Régina*, 11 R. J. O., 59.

3. Held (reversing the judgment of the Court of Queen's Bench):—The provisions of the Quebec Statute respecting the sale and management of public lands, 132 Vlet., ch. 11, R. S. Q., article 1239, do not authorize the cancellation of letters patent by the commissioner of Crown Lands where adverse claims to the lands exist.—C. A., 1901, *The King & Adams*, 31 L. R. S., 220.

4. The locator of certain Crown lands sold his right therein to B, reserving the right to redeem the same within nine years, and subsequently sold the same right to M, subject to the first deed. These deeds were both registered in their proper order in the registry office for the division and in the Crown Lands' office in Quebec. M paid the balance of the Crown dues remaining unpaid upon the land and made an application for letters patent of grant thereof in which no mention was made of the former sale by the original locatee. In an action by *scire facias* for the annulment of the letters patent granted to M, Held (Taschereau, J., *diss.*):—That the failure to mention the *vente à remède* in the application for the letters patent was a misrepresentation and concealment which entitled the Crown to have the grant declared void and the letters patent annulled as having been issued by mistake and in ignorance of a material fact, notwithstanding the registration of the first deed in the Crown Lands' office. *Fronseca & Attorney General for Canada*, 17 R. C. S., 612, referred to.—C. suprême, 1899, *The Queen & Montminy*, 29 R. C. S., 484.

5. La nullité de l'enregistrement d'une marque de commerce peut être demandée par toute personne intéressée, et il n'est pas nécessaire d'en faire la demande au nom du procureur général.—C. S., 1899, *The Grand Hotel Co. vs Carlin*, 5 R. L. n. s., 277; DAVIDSON, J.

1008.

1. *Sembie*: que la nullité des lettres patentes d'une compagnie créancière peut être invoquée par plaidoyer, sans l'autorisation du procureur général, surtout après la liquidation de la compagnie.—C. S., 1897, *Taylor vs Beaudry*, 1 R. P., 5; MATHIEU, J.

1020.

1. La législature de Québec a permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder des pétitions de droit, mais elle a déterminé les conditions et les limites de l'exercice de ce droit d'un pétitionnaire, et le lieutenant-gouverneur en conseil

ne peut les changer, en permettant d'appeler après les délais fixés par la loi, et cela même en vertu d'un arrêté en conseil.—C. A., 1899. *Lord & La Reine*, 10 R. J. O., 97.

2. Held (reversing the judgment of the Court of Queen's Bench):—The provisions of articles 1020 and 1209 of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, limiting the time for inscription and prosecution of appeals to the Court of Queen's Bench, are not conditions precedent to the jurisdiction of the court to hear the appeal and they may therefore be waived by the respondent. *Cimon & The Queen*, (23 Can. S. C. R., 62) referred to.—C. suprême, 1900. *Lord & The Queen*, 31 R. C. S., 165.

1023.

1. V. Supplément, article 931, *Lévesqué vs Beaulieu*, n. 1.

1059.

1. A party, who by himself and his auteurs has occupied land, even in excess of the title, for a period of thirty years and upwards, up to a recognized line fence (although not straight) has thereby acquired a title to such excess by prescription.—It is not necessary for a party, so possessing, to have recourse to an action *en bornage*, if the possession be clearly established.—C. S., 1899. *Hutchins vs Leroux & Beaugard*, 7 R. de J., 365; LYNCH, J.

2. Dans une action en bornage, lorsque le demandeur a préalablement protesté le défendeur de borner à l'amiable, et que le défendeur ne répond pas au protêt, le défendeur sera condamné aux frais de l'action, si le bornage pouvait se faire facilement, et si l'action en bornage n'est devenue nécessaire que par suite du refus et de l'obstination injuste de tel défendeur.—C. S., 1899. *Gould vs McQuat*, 5 R. de J., 493; TASCHEREAU, J.

3. L'acheteur de divers immeubles, qui en a revendu une partie, a un droit absolu de poursuivre son vendeur en bornage, ce dernier étant le voisin contigu de l'acheteur, il y est même obligé quelquefois pour remplir ses obligations vis-à-vis de son propre sous-acheteur.—Dans ce cas, l'action en bornage de l'acheteur contre le vendeur peut avoir pour objet la livraison de la contenance des immeubles vendus lorsque le vendeur possède des héritages contigus aux immeubles vendus—et cette action participe alors du caractère de l'action en revendication ou pétitoire.—Sur telle action, s'il est constant que la vente a été faite d'une quantité de terrain certaine et déterminée, le vendeur sera condamné à livrer à

son acheteur, demandeur, la contenance telle que stipulée au contrat de vente; telle contenance, au besoin, devra être parfaite sur l'héritage du vendeur, contigu aux immeubles vendus. Car il est évident que l'intention du vendeur a dû être de calculer ainsi telle contenance, ce qui lui était facile de faire, puisqu'il était propriétaire de terrains voisins suffisants.—C. S., 1899. *Sicard vs McKenzie*, 6 R. de J., 364; LAVERGNE, J.

4. Dans une action en bornage, le demandeur peut réclamer des dommages résultants des empiètements du défendeur.—Dans l'espèce, il y avait lieu de condamner les parties à payer chacune la moitié des frais de demande et de défense, d'expertise et de bornage, sauf ceux de motion faite par le défendeur, chacune d'eiles ayant fait valoir des prétentions non fondées.—même cause, 16 R. J. O., 87.

5. Le défendeur, dans une action en bornage, ne peut répondre par exception dilatoire, qu'il a pris une action possessoire contre le demandeur.—Il n'y a pas lieu de consolider une action en bornage et une action possessoire.—C. S., 1899. *Mahoney vs Mahoney*, 2 R. P., 395; LAVERGNE, J.

1064.

1. Si en général en matière d'action possessoire il n'y a point de recours en garantie, parce qu'il ne s'agit point du fond du droit, mais d'un fait dont la garantie ne peut être due même par celui qui serait garant du droit, néanmoins il y a lieu quelquefois de faire exception lorsqu'il s'agit d'un acquéreur qui n'est recherché que parce qu'il prend possession des immeubles que son vendeur lui a cédés avec garantie.—C. S., 1900. *Grenier vs Perrault*, 6 R. de J., 151; DELORMIER, J.

1066.

1. Pour qu'une action pétitoire soit maintenue, il faut que le terrain revendiqué soit clairement déterminé sans qu'il soit nécessaire de recourir à une action en bornage.—C. S., 1900. *Lachapelle vs Nault*, 6 R. de J., 3; LAVERGNE, J.

2. Pour qu'on puisse intenter une action confessoire contre quelqu'un, il ne suffit pas qu'on ait une servitude sur un immeuble dont il est en possession, mais il faut, en outre, qu'il ait empêché l'exercice de cette servitude.—Si un défendeur souève une contestation mal fondée, il ne doit pas avoir de frais de contestation, lors même qu'il réussit à faire renvoyer l'action.—C. S., 1900. *Content*

vs Demers, 6 R. de J., 476; LANGELIER, J.

3. Dans une action confessoire pour faire reconnaître l'existence d'une servitude, le défendeur ne peut plaider que le demandeur n'a aucun intérêt légal à poursuivre, vu que son terrain n'a pas de valeur et que son seul motif est de forcer le défendeur à l'acheter. — C. S., 1900. *Content vs Demers*, 6 R. L. n. s., 135; MATHIEU, J.

1089.

1. Le propriétaire qui ne peut donner à son locataire l'avis mentionné à l'article 1089 C. P., son locataire étant parti pour des lieux inconnus, perd son droit à ces effets exempts de saisie, même à l'égard des tiers, créanciers du locataire et qui exercent ses droits. — C. C., 1899. *Gravel vs Rose & The Singer Manufacturing Co.*, 5 R. de J., 554; CHAMPAGNE, J.

2. Le délai fixé par l'article 1089 C. P. C., étant un délai de procédure, est régi par le principe général relatif aux délais établis par l'article 9 C. P. C., et partant si le troisième jour après la mise en demeure expire un dimanche ou un jour férié, ce délai est de plein droit continué au jour juridique suivant. — C. S., 1901. *Beaudry vs Harrigan*, 7 R. de J., 201; 19 R. J. O., 421; LANGELIER, J.

Une décision contraire a été rendue par l'hon. Juge Loranger.

1090.

1. La femme autorisée par le juge à la poursuite de ses droits et actions, au moyen d'une action en séparation de biens, n'a pas besoin d'aucune autre autorisation pour renoncer à la communauté. — C. S., 1901. *Trudeau vs Labossière*, 7 R. de J., 150; PAGNELO, J.

1098.

1. Toutes formalités essentielles accomplies et en l'absence de fraude, l'exécution du jugement de séparation de biens peut avoir lieu ou du moins les procédures pour la poursuivre peuvent commencer en tout temps après le délai fixé par l'article 612 C. P., sujet à la prescription décrétée par l'article 2265 C. C. — Par procédures aux fins d'obtenir le paiement des droits et reprises de la femme (article 1098 C. P.) on entend tout ce qui tend à liquider la communauté, par exemple un inventaire, un compromis. — Le défaut d'affichage et d'inscription du jugement de séparation de biens est une cause de nullité de l'exécution à l'égard des tiers; il n'en est pas une à l'égard des parties et n'empê-

che pas le jugement de remonter, quant à ses effets à l'égard des parties, au jour de la demande. — C. S., 1900. *Tourneur vs Drouin*, 3 R. P., 169; MATHIEU, J.

2. L'absence d'exécution d'un jugement en séparation de biens ne lui enlève ses effets que contre les tiers, et n'empêche pas ceux-ci de l'invoquer contre la femme qui l'a obtenu. — C. S., 1901. *Parizeau vs Huot*, 19 R. J. O., 379; 7 R. de J., 347; LANGELIER, J.

3. Jugé (confirmant Langelier, J.) : La nullité d'un jugement en séparation de biens non exécuté est absolue et les tiers même ne peuvent se prévaloir du fait que la femme se serait, dans le contrat passé avec eux, désignée comme judiciairement séparée de biens. — C. R., 1900. *Leclaire vs Robert*, 3 R. P., 549; TASCHEREAU, GILL & DOHERTY, J.J.

4. Si la renonciation à la communauté par la femme ne peut être opposée aux tiers lorsqu'elle n'a pas été enregistrée, néanmoins la nullité de la renonciation, résultant de ce motif, n'a d'autre effet que de tenir la femme responsable pour la moitié des dettes de la communauté, mais sans affecter la validité de la séparation de biens légalement exécutée. — La sentence en séparation de biens prononcée en justice est sans effet tant qu'elle n'a pas été exécutée aux termes de la loi, et ce, même lorsque telle sentence n'accorde aucune reprise à la femme, et partant, dans l'espèce, l'inscription en droit de l'opposant doit être renvoyée avec dépens. — C. S., 1900. *Mailleur vs Drolet & Patoquin*, 6 R. de J., 509; PAGNELO, J.

5. V. Supplément, article 1104. *Rivest vs Lafrance*, n. 2, et *Laflour vs Morin*, n. 3.

1099.

1. Dans une action en séparation de corps la femme demanderesse ne peut alléguer: "qu'avant de se marier elle voulait passer un contrat de mariage en séparation de biens, mais que son mari refusa et l'induisit à ne pas passer de contrat de mariage, ce à quoi elle consentit sur ses instances". — C. S., 1901. *Kavanagh vs McCroory*, 7 R. de J., 516; MATHIEU, J.

2. Dans une action en séparation de corps instituée par l'époux contre son épouse, cette dernière peut offrir son témoignage sur sa défense, car alors il s'agit, non pas de prouver les allégués de l'action au moyen de l'aveu de la défenderesse, ce qui serait illégal, mais au contraire, de repousser cette action. Dans ces circonstances en permettant ce témoignage la cour appréciera les réponses et

jugera si la déposition de la défenderesse devra être acceptée au non.—C. S., 1899. *Privé vs Bradley*, 5 R. de J., 566; LORANGER, J.

3. Dans une action en séparation de corps, le défendeur ne peut plaider par une défense que c'est la demanderesse qui s'est rendu coupable d'adultère et demander que si la séparation de corps est prononcée, elle le soit contre la demanderesse; c'est là le sujet d'une demande reconventionnelle, telle défense doit être attaquée par exception à la forme, et non par réponse en droit, et sur telle réponse il sera ordonnée preuve avant faire droit.—Sur demande de particularités de tels allégués d'adultère, il sera ordonné au défendeur de donner les noms des hommes avec qui la demanderesse aurait commis l'adultère, et autant que possible, les dates et les lieux où tels adultères auraient été commis.—C. S., 1900. *Thessereau vs Robert*, 2 R. P., 520; MATHIEU, J.

1101.

1. Sur une action instituée par un époux contre son épouse pour la contraindre à retourner au domicile conjugal, la défenderesse peut, sur requête, être autorisée à ester en justice, par demande reconventionnelle, en séparation de corps et pour pension alimentaire.—C. S., 1902. *Lafontaine vs Christin*, 8 R. de J., 281; MATHIEU, J.

2. Dans une action en séparation de corps et de biens prise par la femme contre son mari, le juge peut, suivant les circonstances, au lieu de désigner à la femme demanderesse en séparation de corps une résidence provisoire en dehors du domicile conjugal, l'autoriser à demeurer dans ce domicile, et enjoindre, par suite, au mari de le quitter.—C. S., 1902. *Hébert vs Michaud*, 4 R. P., 297; MATHIEU, J.

3. Il ne peut être fait droit à une requête de la part du mari, demandeur en séparation de corps, aux fins que la défenderesse, son épouse, soit tenue de laisser le domicile conjugal, durant l'instance, que sur des motifs excessivement graves qui n'existaient pas, en fait, dans l'espèce.—C. S., 1900. *Glackmeyer vs Larue*, 6 R. de J., 462; 6 R. L. n. s., 314; DOHERTY, J.

4. L'autorisation donnée par le juge à une femme mariée d'ester en justice, pour intenter et poursuivre une action en séparation de corps contre son mari, prend fin après que le jugement final est rendu; et la femme ne peut, sans une nouvelle autorisation, faire émaner des saisies-arrêts après jugement.—C. S., 1899.

Emery vs Martel, 5 R. L. n. s., 307; 2 R. P., 264; ARCHIBALD, J.

5. Une femme poursuivie en séparation de corps n'a pas le droit d'exiger que son mari lui fournisse les deniers nécessaires pour se défendre.—C. S., 1899. *Privé vs Bradley*, 2 R. P., 385; LANGELEIER, J.

6. Une femme défenderesse dans une action en séparation de corps n'a pas droit à une provision pour les frais du procès avant d'avoir produit son plaidoyer, la cour ne sachant pas encore si elle a réellement une défense à l'action du demandeur.—C. S., 1898. *Brillon vs Montion*, 1 R. P., 283; MATHIEU, J.

7. Une requête pour pension alimentaire provisoire pendant l'instance ne peut être faite avant l'expiration des délais pour produire les plaidoyers préliminaires.—C. S., 1900. *Christin vs Christin*, 3 R. P., 387; LANGELEIER, J.

8. A petition for provisional allowance, made by the wife, in an action for separation from bed and board, will not be granted until the wife's place of residence pending the suit, has been fixed by the Court.—C. S., 1900. *Lauzon vs Hébert*, 3 R. P., 448; TAIT, J.

9. Dans une instance en séparation de corps et de biens par une femme contre son mari, dans laquelle il y a contestation, elle aura droit d'exiger de lui le paiement d'une pension provisoire et des déboursés dans la cause.—C. S., 1899. *Kcily vs Lavery*, 3 R. P., 129; LYNCH, J.

10. Il y a lieu, sur requête, à réduire une pension alimentaire payée par le mari défendeur, quand il est prouvé que les besoins de la femme ont diminué depuis le temps où la pension a été accordée.—C. S., 1899. *Doudiet vs Hardman*, 2 R. P., 447; MATHIEU, J.

1104.

1. Quand on demande la déchéance des droits matrimoniaux acquis par le contrat de mariage, preuve de ces droits sera ordonnée avant que la séparation de corps et de biens soit accordée.—Cette preuve doit être faite par la production du contrat de mariage et du certificat de mariage.—C. S., 1902. *Beauchemin vs Fouquet*, 4 R. P. 469; MATHIEU, J.

2. Les dispositions de l'article 1312 C. C. qui déclarent que la séparation de biens, quoique prononcée en justice, est sans effet tant qu'elle n'a pas été exécutée en la manière énoncée au code de procédure civile, sont spéciales à l'action en séparation de biens, elles n'ont aucune application à la séparation de

biens lorsque cette dernière n'est que l'effet secondaire de la séparation de corps aux termes de l'article 208 C. C.—C. S., 1901. *Rivest vs Lafrance & Marston*, 7 R. de J., 311; DELORMIER, J.

3. La séparation de biens qui résulte d'une séparation de corps, est sans effet tant qu'elle n'a pas été exécutée en la manière énoncée au code de procédure civile (article 1098) et l'inefficacité de la sentence pour dissoudre la communauté, peut être plaidée aussi bien par les époux que par leurs créanciers.—C. S., 1902. *Lafleur vs Morin*, 21 R. J. O., 483; LAVERGNE, J.

1114.

1. Le bref d'*habeas corpus* est un moyen d'empêcher toute contrainte, et d'assurer la liberté individuelle; lorsqu'il n'y a pas contrainte, il ne peut y avoir lieu à une ordonnance sur un bref d'*habeas corpus*.—Tout ce que le tribunal peut faire sur un bref d'*habeas corpus*, c'est de constater s'il y a contrainte, et si cette contrainte est constatée, de la faire cesser en remettant les choses dans l'ordre.—On peut, suivant les circonstances, considérer comme contrainte, l'enlèvement et la détention d'un enfant qui n'a pas l'âge de raison, et la soustraction de cet enfant à la garde légale de ses parents; si l'enfant n'a pas l'âge de raison, son enlèvement de la garde de ses parents, peut équivaloir à la contrainte, donnant lieu au bref d'*habeas corpus*, et le droit des parents d'avoir la garde de leur enfant, ou le devoir de l'enfant de retourner sous leur garde, peut équivaloir au désir d'être mis en liberté, et soustrait à cette contrainte.—Il n'y a que le cas où l'enfant est contraint, ou doit être considéré comme étant contraint, et privé de sa liberté, que sa remise au père doit être ordonnée sur un bref d'*habeas corpus*.—Le tribunal outrepasserait ses pouvoirs, si, après avoir constaté qu'il n'y a pas contrainte, il déclarait sur la contestation entre les parents, pour la garde de leurs enfants.—Quoi que sous notre droit (art. 243 C. C.) l'enfant doive rester sous l'autorité de son père, jusqu'à sa majorité, il n'en résulte pas que l'enfant doive être considéré comme contraint, lorsqu'il suit sa mère qui ne réside pas avec son père, si l'enfant devait être présumé contraint par le seul fait qu'il se soustrait à l'autorité paternelle, il devait être considéré comme contraint, jusqu'à l'âge de 21 ans, ou jusqu'à son émancipation.—Sur un bref d'*habeas corpus*, il ne sera pas ordonné à la mère, qui vit séparée d'avec son mari, de remettre son enfant agé de sept ans, qui l'a suivie volontairement, et qui

veut rester avec elle, sous la garde du père.—C. S., 1900. *Daoust vs Schiller*, 2 R. P., 529; 6 R. L. n. s., 333; MATHIEU, J.

2. However clear may be the right of a father to the control and custody of his minor child, such right cannot, where its enforcement is not essential to the securing of the liberty of such minor child, be enforced by a writ of *habeas corpus*.—C. S., 1900. *Vautrin vs Dupuis*, 3 R. P., 232; DOHERTY, J.

3. Une personne arrêtée, condamnée et emprisonnée sous un nom qui n'est pas le sien, peut reconquérir sa liberté au moyen du bref d'*habeas corpus*, même dans le cas où elle aurait volontairement porté ce faux nom et serait ainsi connue.—C. S., 1899. *Lambe vs Charland*, 6 R. L. n. s., 89; MATHIEU, J.

4. Sous les dispositions du chap. 95 des Statuts Révisés du Bas-Canada de 1861, qui est encore en force, la cour supérieure a juridiction pour émettre un bref d'*habeas corpus*, et adjuger sur icelui, à la requête d'une personne qui est détenue en prison, en vertu d'une conviction dans une matière criminelle.—Cette cour ne peut, sur un tel bref d'*habeas corpus*, reviser au mérite, la décision du juge qui a prononcé la conviction, et elle ne peut se prononcer sur la culpabilité du requérant.—C. S., 1899. *La Reine vs Bougie*, 6 R. de J., 269; MATHIEU, J.

5. Il n'y a pas lieu de se pourvoir par *habeas corpus* contre un jugement de la cour de circuit, déclarant absolue une règle pour contrainte par corps sous le prétexte que les procédés sur la règle sont irréguliers et ne justifient pas la détention du prévenu.—C. S., 1898. *Desroches vs Perrault*, 1 R. P., 286; MATHIEU, J.

6. La partie condamnée à payer une amende de \$100, les frais compris, a intérêt de pouvoir constater par le mandat d'emprisonnement, quel montant elle aura à payer pour les frais, et à qui elle aura à les payer, le mandat qui ne fera pas telle distinction sera déclaré illégal et le prisonnier libéré.—Le mandat doit également indiquer le montant que le prisonnier aura à payer pour son transport à la prison commune.—Dans le cas contraire, ce dernier sera libéré sur *habeas corpus*.—C. S., 1901. *Ex parte Benoit*, 7 R. de J., 363; BÉLANGER, J.

7. A commitment for trial must contain a sufficient description of an indictable offence. Thus a commitment charging the offender with having verbally threatened to burn the complainants'

hay-stock and buildings will be quashed. — A commitment signed by Justices of the Peace purporting to act as Justices of the Peace in and for the County of Labelle will be quashed as no Justices are appointed with such a designation; and as they ought to have acted for the District of Ottawa.—*Semble*: on a writ of *habeas corpus* based upon the insufficiency of the commitment, the committing Justices may furnish the gaoler with a legal warrant and so defeat the writ.—C. S., 1898. *Ex parte Welsh*, 4 R. de J., 437; ARCHIBALD, J.

1119.

1. Where, on the return day of a writ

1126. (*Tel qu'amendé par 63 Vict., c. 43*). Tous les pouvoirs dont la cour supérieure ou les juges et officiers de cette cour respectivement, sont revêtus relativement aux matières de leur juridiction, sont conférés à la cour de circuit dans les limites de son ressort, aux juges qui la tiennent et aux officiers de cette cour respectivement, sur les mêmes matières, ainsi que sur les autres choses qui font l'objet de la présente partie, ou relativement à toute autre affaire qui se rattache à la manière de conduire toute poursuite, action ou procédure dans la cour de circuit.

Tout ce qui, relativement aux procédures dans la cour supérieure, peut ou doit être fait par le protonotaire, peut et doit être fait de la même manière par le greffier de la cour de circuit, quant à ce qui est du ressort de ce dernier tribunal; néanmoins, les fonctions judiciaires attribuées au protonotaire en l'absence du juge ne peuvent être remplies par le greffier de la cour de circuit, excepté par celui de la cour de circuit du district.

1130.

1. Paragraph 3 of art. 1130 C. P. is not limitative, but simply provides for a special case.—C. S., 1901. *Tufts vs Dalton*, 3 R. P., 523; 8 R. de J., 34; PAGNEULO, J.

2. La cour supérieure ne peut renvoyer une cause à la cour de circuit pour la seule raison que la partie qui a demandé l'évocation n'a pas inscrit sur son évocation; il faut que l'évocation soit

of *habeas corpus*, the respondent appeared, and brought before the court the child the possession of whom was sought by the petitioner, and the cause was subsequently struck from the roll by the judge before whom it was pending, without any ulterior day having been fixed for the consideration thereof and without the respondent having been bound by recognizances to appear on any later day, to abide the judgment of the court, the writ is exhausted, and the respondent and child cannot be forced to appear before the court without a new writ.—C. S., 1899. *McGovern vs McGee*, 16 R. J. O., 551; ARCHIBALD, J.

1126. (*As amended by 63 Vict., c. 43*). All the powers conferred upon the Superior Court, or upon the judges and officers thereof, respectively, relatively to matters within their jurisdiction, are also conferred upon the Circuit Court, within the limits of its cognizance, upon the judges who hold such court and upon the officers of the said court respectively, with regard to the same matters and the other matters which form the subject of the present Part, or with regard to any other matter concerning the manner of conducting suits, actions or proceedings in the Circuit Court.

Whatever may or must be done by the prothonotary, as regards proceedings in the Superior Court, may or must be done in like manner by the clerk of the Circuit Court, as regards proceedings before the latter court, however, the judicial powers conferred upon the prothonotary in the absence of the judge can not be exercised by the clerk of the circuit court, except by the clerk of the circuit court of the district.

mal fondée.—C. S., 1901. *L'Association des Barbiers de la Province de Québec vs Lizotte*, 4 R. P., 70; MATHIEU, J.

3. Pour qu'il y ait lieu à évocation à la cour supérieure il suffit que des droits futurs puissent être affectés sans qu'il soit nécessaire que ces droits futurs se rapportent à des terres ou héritages; le nouveau code de procédure n'a pas modifié la loi à cet égard.—C. S., 1898. *Nicolle vs Bourgoin*, 1 R. P., 526; MATHIEU, J.

4. Une action par laquelle on demande le paiement d'un versement sur des actions dans une compagnie, peut affecter des droits futurs, au sens des articles 49 et 1130 du code de procédure, et est, partant, susceptible d'évocation, si le fait même de la souscription de ces actions est mis en question. — Il en serait autrement si le défendeur, sans nier le fait de la souscription, prétendait l'avoir payée, ou qu'il lui en a été fait remise, ou qu'elle est compensée. — C. S., 1899. *The Dewitt-Langlois Milling Company vs Fauteux*, 16 R. J. O., 400; LANGLIER, J.

5. Il y a lieu à évocation à la cour supérieure de toute cause à la cour de circuit dans laquelle les plaidoiries de l'une des parties et le jugement qui serait rendu sur celles, porteraient atteinte aux droits futurs de l'autre partie, excepté les cas où ce droit d'évocation est spécialement refusé par la loi. — Lorsque dans une action entre locateur et locataire le locataire réclame \$99.00 tant pour dommages que pour loyer échu pendant dix mois, sans distinction, et demande la résiliation du bail pour les trois années qui restent à courir sur le bail, les droits futurs du locataire doivent être considérés valoir au moins cent piastres pour ces trois années, et donnent ouverture à l'évocation de la cause à la cour supérieure. — Il n'est pas nécessaire, dans ce cas, que la déclaration d'évocation spécifie que les droits futurs du défendeur ont une valeur excédant cent piastres. — La compétence donnée à la cour de circuit dans les causes entre locateurs et locataires au-dessous de \$100 par l'art. 1152 C. P., n'enlève pas le droit d'évocation à la cour supérieure, lorsque les droits futurs des parties sont mis en jeu par ces causes. — C. S., 1901. *Morneau vs Verret*, 7 R. de J., 481; CIMON, J.

6. Une action hypothécaire en recouvrement de taxes d'écoles portée devant la cour de circuit, et d'office renvoyée par cette dernière cour devant la cour supérieure, ne peut être instruite sommairement devant la cour supérieure; les dispositions de l'art. 1130 C. P. C. ne sont pas applicables à une telle cause. — C. S., 1902. *Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Westmount vs Monette & Drouin*, 8 R. de J., 280; ROBINSON, J.

7. Une action en recouvrement des bénéfices dus par une association charitable à l'un de ses membres, est évocable à la cour supérieure, cette action ayant trait aux droits et intérêts futurs du défendeur, et décidant pour l'avenir de sa part de membre de l'association. — C. S., 1902. *Gagné vs La Société St-Jean-Bap-*

tiste de Victoriaville, 4 R. P., 382; CHOUQUETTE, J.

8. Une action par laquelle on demande une pension alimentaire de \$2.25 par semaine, pour 47 semaines, est évocable à la cour supérieure, le jugement qui sera rendu sur cette action devant affecter les droits futurs des parties. — C. S., 1902. *Roach vs Duggan*, 4 R. P., 289; MATHIEU, J.

1138.

1. Dans les causes *ex parte* de la cour de circuit, il n'est pas nécessaire de faire taxer contrairement le mémoire de frais, avant de faire émettre un bref d'exécution. — Une opposition basée sur le seul défaut d'avis de taxation du mémoire de frais, sans allégation de surcharge, sera renvoyée avec dépens. — C. S., 1901. *Poirier vs Girard*, 4 R. P., 124; CHAMPAGNE, J.

1147.

1. The costs incurred upon a writ of execution against the moveable property of the debtor and upon a seizure by garnishment, may be added to the costs of suit for the purpose of justifying the issuing of a writ against immoveable property. — C. S., 1900. *Lamothe vs Wigney*, 19 R. J. O., 201; LAVERGNE, J.

2. La cour de circuit siégeant à Montréal ne peut poursuivre, sur des immeubles, l'exécution de ses jugements pour une somme n'excédant pas \$40, et le défaut de juridiction en ce cas est absolu et matériel. — L'on peut ajouter au capital du jugement les frais taxés de l'action accordés par ce jugement, pour compléter la somme excédant \$40; mais on ne peut y ajouter "les frais subséquents" c'est-à-dire les frais d'un *fieri facias de bonis*, ou le coût de ce bref, ni le coût d'une saisie brandon en vertu d'icelui, ni le coût du retour de *nulla bona* quant aux meubles. — Le greffier de la cour de circuit, en pareil cas, n'a aucune autorité pour émettre un bref de *fieri facias de terris*, et ce bref, partant, est nul. — La saisie et le décret de l'immeuble du défendeur en vertu d'un tel bref sont nuls. — Un créancier hypothécaire du saisi, qui n'a pas eu connaissance de la saisie, ni de la vente, et qui en éprouve un préjudice, a le droit d'obtenir, par requête, la nullité de cette vente et la mise de côté de ce décret. — C. S., 1900. *Masson vs Dansereau & Mayrand*, 18 R. J. O., 141; CIMON, J.

1150.

1. Un engagement par lequel le défendeur s'était obligé à servir le demandeur comme commis restaurateur dans

un restaurant avec logement, le défendeur en considération devant avoir droit à l'occupation des dits restaurant et logement, comme locataire d'eux, moyennant certaines conditions, doit être considéré comme un bail, et le demandeur a droit, après l'expiration de ce bail, de prendre une action en expulsion, sous le paragraphe 1er de l'article 1150 du C. P. C., en donnant au défendeur deux jours pour comparaître.—C. S., 1899. *Guilfoyle vs Lallemand*, 5 R. L. n. s., 273; MATHIEU, J.

2. Un acte par lequel le propriétaire d'un immeuble le loue pour cinq ans, le preneur devant payer les taxes, cotisations et assurances, et où il est stipulé qu'à défaut de paiement sous soixante jours à compter de chaque échéance annuelle, le preneur perdrait tout avantage, n'est, malgré son titre de "promesse de vente et bail", qu'une vente de l'immeuble, résoluble sous certaines conditions, et une saisie-gagerie en expulsion, prise par le vendeur, qui réclame du loyer et une indemnité, sera renvoyée sur exception à la forme, cette action n'étant pas entre locateur et locataire.—C. S., 1900. *Irving vs Monchamps*, 3 R. P., 430; 6 R. de J., 463; LANGELIER, J.

V. arrêts, sous article 1152.

3. Une action qui a pour objet d'obtenir la remise d'un billet ou que ce billet soit déclaré nul et sans effet, peut être instituée en vertu des dispositions relatives aux procédures sommaires, C. P. C., article 1150, vu que le paiement du billet même sur lequel repose telle action peut être demandé par action sommaire.—C. S., 1900. *Ekenberg vs Mousseau*, 7 R. de J., 44; 3 R. P., 348; LORANGER, J.

4. Une action hypothécaire en recouvrement de taxes d'écoles portée devant la cour de circuit, et d'office renvoyée par cette dernière cour, devant la cour supérieure, ne peut être instruite sommairement devant la cour supérieure; les dispositions de l'article 1136 C. P. C. ne sont pas applicables à une telle cause.—C. S., 1902. *Les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de la Ville de Westmount vs Monette*, 8 R. de J., 280; ROBIDOUX, J.

5. Une action en nullité d'une résolution d'un conseil municipal et du contrat accordé en vertu de cette résolution ne peut être sommaire, et sur exception à la forme, la cour ordonnera de retrancher tout ce qui a trait à la nullité du contrat lui-même.—C. S., 1900. *Bédard vs La Cité de St-Henri*, 3 R. P., 212; GILL, J.

6. Jugé (confirmant le jugement du protonotaire):—Une action par un ingénieur civil pour valeur de services rendus, détaillés à un compte, tels services consistant en la préparation d'un plan, n'est pas une matière sommaire aux termes de l'article 1150 C. P., et, partant, lorsque le bref est rapporté pendant la vacance, le défendeur n'est pas tenu d'accompagner sa comparution d'un affidavit attestant que cette comparution est produite de bonne foi et nullement dans le but de retarder injustement les procédures.—C. R., 1900. *Kennedy vs The Canadian Construction Co.*, 18 R. J. O., 507; LORANGER, ARCHIBALD & CHOQUETTE, J.

1152.

1. Dans une action par un locataire contre son locateur, pour le forcer à faire les réparations nécessaires ou pour être autorisé à les faire lui-même, le demandeur doit alléguer la classe d'action, c'est-à-dire la valeur des réparations à faire, la nature des réparations requises, et produire une copie du bail invoqué, et à défaut de ce faire l'action sera renvoyée sur exception à la forme.—C. S., 1899. *Bauine vs Lefort*, 5 R. L. n. s., 507; BÉLANGER, J.

2. Une action entre locateur et locataire, dans laquelle le locataire demande des réparations, ou à défaut la résiliation du bail, et à tout événement une somme de \$12,50 à titre de dommages, est de la compétence exclusive de la cour de circuit, et l'incompétence de la cour supérieure étant *ratione materiae*, le tribunal devait d'office renvoyer la cause devant le tribunal compétent.—Dans l'espèce, l'action du demandeur ayant été déclarée mal fondée par le tribunal de première instance, le demandeur devait supporter les dépens de contestation en cour supérieure ainsi que les dépens de la révision, quoique l'incompétence du tribunal n'eût pas été plaidée.—C. R., 1901. *La franchise vs Caty*, 19 R. J. O., 185; TAIT, MATHIEU & LORANGER, JJ.

3. L'action par laquelle la demanderesse réclame la résiliation d'un bail, avec une somme totale de \$99 pour dommages et loyer échu, est de la compétence de la cour de circuit.—Comme le bail en est un d'un moulin à farine et d'un moulin à scie, et qu'il est à moitié fruits ou revenus, et qu'il a encore trois ans à courir, et qu'il appert à l'action que la moitié des fruits et revenus qui appartiendra au défendeur pour les trois ans à courir représente une valeur de plus de \$100, alors le défendeur a droit d'évoquer la cause à la cour supérieure, vu que ses droits futurs en jeu sont de plus de \$100.—C. S., 1901. *Morneau vs Ferret*, 26 R. J. O., 399; 7 R. de J., 481; CIMON, J.

4. Dans une poursuite entre locateur et locataire où ce dernier poursuit pour recouvrer \$21.12 de dommages causés par l'eau provenant de la couverture de la maison louée, et pour forcer le propriétaire à réparer ce toit ou à être autorisé à le faire à sa place jusqu'à concurrence d'une somme de \$90.00, l'action doit être intentée à la cour de circuit appelée, comme dans une action au-dessus de \$100.00.—C. C., 1899. *Choquette vs Bélanger*, 5 R. L. n. s., 52; BÉLANGER, J.

5. Une action par laquelle un locataire demande la résiliation d'un bail de \$168 et \$85 de dommages, est de la compétence de la cour de circuit, et sera renvoyée à cette cour sur exception déclinatorie.—C. S., 1902. *deGrosbois vs Beauville*, 4 R. P., 409; TASCHEREAU, J.—C. S., 1900. *Yon vs Vallée*, 2 R. P., 562; 17 R. J. O., 446; MATHIEU, J.

6. Le demandeur avait loué un immeuble du défendeur à raison d'un loyer annuel de \$168, payable \$9 par mois, le bail étant fait pour cinq ans avec faculté au locataire d'y mettre fin chaque année en donnant trois mois d'avis. Le demandeur dans le mois d'août d'une des premières années du bail, demanda la résiliation de ce bail, et réussit à obtenir cette résiliation avec \$24 de dommages et les dépens. Jugé:—Dans ces circonstances, le bail étant un bail annuel quant au demandeur, la classe d'action, en ce qui concernait la condamnation aux dépens portée contre le défendeur, était celle d'une action de \$81, soit la balance qui, lors de l'action, restait à courir sur l'année de location commencée.—C. S., 1899. *Chartrand vs Ouimet*, 17 R. J. O., 164; 2 R. P., 448; PAGUELO, J.

7. Le locateur a droit de prendre une saisie-gagerie pour les loyers échus et pour les loyers à échoir, lorsque le locataire enlève ou est sur le point d'enlever les meubles qui garnissent les biens loués; et la cour a juridiction pour décider du danger de l'enlèvement des dits meubles quand bien même le loyer échu serait moins de \$100.—C. S., 1899. *Hall vs Donohue*, 5 R. L. n. s., 419; PAGUELO, J.

8. D'après l'article 1619 C. C., le privilège du locateur affecte les meubles du locataire, qui y sont assujettis, tant qu'ils se trouvent dans les lieux loués, et partant, le locateur peut, dans l'exercice de son privilège, saisir-gager les meubles qui garnissent encore les lieux loués pour loyers dus même en vertu d'un bail qui serait expiré lors de l'institution de la saisie-gagerie.—Le fait que le locataire a, dans les lieux loués, des meubles suffisants pour répondre du paiement du

loyer, n'est pas en loi un motif de droit à l'encontre d'une saisie-gagerie pour loyers dus et échus.—Le locateur, dans une même action instituée devant la cour supérieure par voie de saisie-gagerie en expulsion, peut joindre une demande de loyer échu, au montant de \$110, en vertu d'un bail expiré, dont la résiliation, par conséquent, ne peut être demandée, et une demande de loyer au montant de \$30, en vertu d'un bail courant et dont la résiliation ainsi demandée, la loi permet de cumuler ainsi ces deux demandes en recouvrement de loyers et en expulsion du locataire.—C. S., 1900. *Leclaire vs Beau-champ*, 6 R. de J., 467; 3 R. P., 312; LANGELIER, J.

1155.

1. Dans les causes sommaires, le défendeur a deux jours pour plaider à la saisie-arrêt; s'il ne le fait pas dans ce délai, le demandeur a deux jours pour contester la déclaration du tiers-saisi; après ce délai, il peut, s'il ne conteste pas, inscrire pour jugement suivant la déclaration.—C. S., 1901. *Goldberg vs Giffin & Aronson*, 4 R. P., 376; MATHIEU, J.

1156.

1. V. Supplément, article 824, *Connolly vs Stanbridge*, n. 2.

1162.

Erratum:—Au code, arrêt n. 8, première ligne, au lieu du mot "motion", substituez "action".

1. Une partie peut amender son bref et sa déclaration en y ajoutant les mots "procédure sommaire", et cet amendement ne sera pas rejeté sur motion.—Cet amendement peut être fait même en vacance.—C. S., 1898. *Smith vs Neveu*, 2 R. P., 236; MATHIEU, J.

2. Un demandeur dans une action sur billet prise suivant la procédure ordinaire peut, par amendement, ajouter à son bref les mots "procédure sommaire"; et un tel amendement ne sera pas rejeté sur motion.—C. S., 1899. *Horsfall vs Campbell*, 2 R. P., 269; LANGELIER, J.

3. Un demandeur ne peut, après la comparution du défendeur, changer une action ordinaire en une action sommaire, et tel amendement sera rejeté sur motion.—C. S., 1899. *Jamieson vs Needham*, 2 R. P., 245; TASCHEREAU, J.

4. Un demandeur ne peut, après la comparution du défendeur, changer par simple amendement une action ordinaire en une action sommaire, et un tel amendement sera rejeté sur motion.—C. S.,

1902. *Trahan vs Morin*, 4 R. P., 378; LAVERGNE, J.

5. Le demandeur qui intente une action avec les délais ordinaires, peut, subseqüemment, demander par motion à amender ses pièces de procédures pour rendre sa cause sommaire, dans le cas où la cause est sommaire de sa nature.—C. S., 1899. *Godbout vs Hutchinson*, 6 R. L. n. s., 48; DOHERTY, J.

6. When an action is summary by its nature, the plaintiff will be allowed, on motion, to add to the *fat*, writ and declaration the words "summary procedure".—C. S., 1902. *Sessenwein vs Schwartz*, 4 R. P., 393; MATHIEU, J.

7. Although under article 1162 C. C. P., the words "summary procedure" should have been written or printed, at the head of the original and copy of the writ issued in a case, nothing in the law has the effect to preclude the plaintiff from, at any time, applying to have the said words therein inserted, and to amend the writ accordingly, provided such amendment cause no prejudice to the defendant; such prejudice cannot exist when the case is one summary by its nature, such as a case arising out of the relations between lessor and lessee.—C. S., 1901. *Cusson vs Vaillancourt*, 7 R. de J., 362; DOHERTY, J.

8. Sur motion de la nature d'une exception à la forme par un défendeur alléguant qu'il a été irrégulièrement assigné par procédures marquées "procédures sommaires," alors que l'action ne fait voir aucun droit de procéder sommairement—il sera ordonné que les mots *procédures sommaires* soient rayés et qu'il soit procédé à l'avenir comme dans les procédures non sommaires.—Dans ces circonstances, le demandeur sera condamné à payer les frais de l'exception à la forme comme si cette exception avait été renvoyée après amendement.—C. S., 1901. *Hutchinson vs McCaskill*, 7 R. de J., 239; MATHIEU, J.

1163.

1. Final judgments only are susceptible of opposition, and consequently an opposition to a judgment rendered upon a petition by one of the parties to the suit praying for disavowal of certain proceedings will not be received, inasmuch as the judgment upon such petition is not a final judgment.—C. S., 1899. *Mireau vs Gorn*, 2 R. P., 277; DAVIDSON, J.

2. Une opposition à jugement faite par le mari commun en biens de la défenderesse est régulière.—C. C., 1901.

Dion vs Dionne & Brousseau, 3 R. P., 497; ANDREWS, J.

3. Le défendeur qui a été condamné *ex parte* après forclusion régulière, ne peut demander par voie de requête civile la rétractation du jugement rendu contre lui, mais il doit dans ce cas se pourvoir par opposition à jugement.—C. S., 1899. *Cantin vs Braham*, 16 R. J. O., 225; LEMIEUX, J.

V. Supplément, article 1166, n. 1.

4. L'opposition à jugement est une défense à l'action, et sera renvoyée sur inscription en droit si rien dans l'affidavit ne fait voir que l'opposant a été empêché de produire sa défense dans le temps voulu: (*Ross vs Dawson*, 2 M. L. R., C. S., 361).—Le permis du juge de produire une opposition à jugement n'est qu'un ordre de procédure sujet à rescission: (*Hamilton vs Bourassa*, 5 R. J. O., C. S., 467).—C. S., 1900. *Martineau vs Lacroix*, 3 R. P., 432; 6 R. de J., 511; 7 R. de J., 464; LORANGER, J.

5. Une opposition à jugement, une fois admise par le juge, ne sera pas renvoyée sur motion pour les raisons suivantes: parce que l'affidavit est fait par un tiers qui ne fait voir ni sa qualité, ni son intérêt; parce que l'opposant ne jure pas qu'il a une bonne défense à l'action; parce qu'une opposition afin d'annuler avait déjà été faite dans la cause; parce que l'opposition n'a pas été faite dans le délai voulu par la loi.—C. S., 1899. *Shannon vs Seath*, 5 R. L. n. s., 554; DOHERTY, J.

6. Un défendeur qui se prétend propriétaire d'une somme d'argent due par un tiers-saisi au demandeur en vertu d'un jugement maintenant une saisie-arrest prise contre lui, doit se pourvoir contre ce dernier jugement par une opposition à jugement et non par une opposition afin de conserver.—C. S., 1899. *St-Charles vs Cabana*, 5 R. L. n. s., 512; LANGELIER, J.

7. A plaintiff has a right in answer to an opposition to judgment, to allegations of liability made by the defendant subsequently to the institution of the action on the production of the opposition, and such allegations will not be rejected on motion.—C. S., 1899. *Marion vs Leroux & Leroux*, 2 R. P., 564; DOHERTY, J.

8. Il n'y a pas lieu à opposition à jugement contre un jugement rendu après contestation, surtout quand il appert de l'opposition même qu'une partie au moins de la réclamation du demandeur était bien fondée.—C. S., 1900. *Robertson vs Prossor*, 3 R. P., 351; LORANGER, J.

1164.

1. Aux termes de l'article 1164 du code de procédure, l'opposition à jugement doit contenir tous les moyens que le défendeur veut faire valoir.—Le cumul de moyens de forme et de moyens au fonds dans une opposition à jugement n'implique aucune renonciation aux irrégularités de forme.—Le défendeur qui n'a pas reçu signification de l'action ne peut pas être privé de demander la nullité du jugement rendu contre lui sur un faux procès-verbal de signification, même s'il n'a aucune bonne défense à l'action.—C. S., 1899. *Marion vs Leroux*, 6 R. de J., 395; 7 R. de J., 40; 5 R. L. n. s., 410; 2 R. P., 557; ARCHIBALD, J.

2. *Heid* (reversing the judgment of the Court of Queen's Bench):—In forming an opposition or petition in revocation of judgment, the defendant, in order to comply with article 1164 C. P., is obliged to include therein any cross-demand he may have by way of set-off or in compensation of the plaintiff's claim and, unless he does so, he cannot afterwards file it as of right.—A cross-demand so filed with a petition for revision of judgment is not a waiver of a declinatory exception previously pleaded therein, nor an acceptance of the jurisdiction of the court.—In order to take advantage of a waiver of a preliminary exception to the competence of the tribunal over the cause of action on account of subsequent incompatible pleadings, the plaintiff must invoke the alleged waiver of the objection in his answers.—C. suprême, 1901. *Magann & Auger*, 31 R. C. S., 186.

1166.

1. Le fait que le défendeur condamné *ex parte*, aurait déjà produit une opposition à jugement, laquelle aurait été rejetée comme ayant été produite en dehors des délais fixés par l'article 1166 C. P. C., ne l'empêche pas de se pourvoir contre le jugement par voie de requête civile s'il est encore dans les délais pour ce faire.—C. S., 1898. *Cantin vs Braham*, 15 R. J. O., 454; LORANGER, J.

V. Supplément, article 1163, n. 3.

2. The delays provided for by article 1166 C. P. C., do not begin to run until there has been either service of the judgment, or sale under seizure, or return of *nulla bona*, or garnishment issued by virtue of the judgment opposed.—C. S., 1902. *Gault vs Attan & The Merchants Bank of Canada*, 4 R. P., 454; DAVIDSON, J.

3. The service of judgment required

by article 1166 C. P., as a means of interrupting the defendant's right to file an opposition thereto, must be that of a duly stamped and certified copy of said judgment.—C. S., 1901. *Migneron vs Tom*, 4 R. P., 185; DAVIDSON, J.

1168.

1. L'opposition à jugement est une défense à l'action, et sera renvoyée sur inscription en droit si rien dans l'affidavit ne fait voir que l'opposant a été empêché de produire sa défense dans le temps voulu: (*Ross vs Dawson*, M. L. R., 2 C. S., 361).—Le permis du juge de produire une opposition à jugement n'est qu'un ordre de procédure sujet à rescission: (*Hamilton vs Bourassa*, 5 R. I. O., C. S., 467).—C. S., 1900. *Martineau vs LaCroix*, 3 R. P., 432; 6 R. de J., 511; 7 R. de J., 464; LORANGER, J.

2. Lorsqu'une action a été instituée et jugée avant la loi de 1893, qui a établi la nouvelle cour de circuit pour le district de Montréal, la production d'une opposition à jugement doit être autorisée par un juge de la nouvelle cour de circuit, et non par un juge de la cour supérieure.—C. S., 1900. *Kollmeyer vs Donohue*, 19 R. J. O., 65; LANGELIER, J.

1170.

1. Une opposition à jugement doit copie n'a pas été signifiée aux parties dans la cause, ou à leurs procureurs, si elle est faite dans l'an et jour du jugement, est radicalement nulle, et sera renvoyée sur motion.—C. S., 1899. *La Banque de St-Jean vs La Compagnie du Chemin de Fer des Comtés-Unis*, 2 R. P., 246; MATHIEU, J.

2. La partie qui omet de faire signifier, avec la requête en revision de jugement, le certificat de production par le protonotaire, pourra obtenir la permission de signifier et produire tel certificat.—Si le certificat de production par le protonotaire n'indique pas la date à laquelle la requête a été déposée, ce certificat sera suffisant si le dossier fait voir cette date et si aucun préjudice n'en résulte pour le demandeur, le juge ayant, en vertu des dispositions du nouveau code de procédure, des pouvoirs très larges pour permettre de corriger les procédures.—C. S., 1900. *Breton vs Chabot*, 18 R. J. O., 154; ROUTHIER, J.

1175.

1. Le défendeur assigné conformément aux dispositions de l'article 68 C. P. C. (ancien texte), (136 n. c.), peut, en vertu de l'article 483 du même code, (1175 n. c.), se pourvoir, par simple requête, dans l'an et jour, pour faire revi-

ser le jugement rendu contre lui par défaut; et dans ce cas, la requête en révision est censée faire partie de la procédure originale, et être une défense à l'action, assujettie comme telle aux règles relatives à la contestation des demandes originales. — C. S., 1897. *Charon vs Mongeau*, 5 R. de J., 110; TELLIER, J.

1177.

1. L'on ne peut poursuivre l'annulation ou la révocation d'un jugement final par voie de requête sommaire. — C. S., 1900. *Roach vs Morahan*, 3 R. P., 141; LORANGER, J.

2. A judgment of the Superior Court is an authentic document, which makes full proof of the statements contained therein, and their veracity cannot be impeached by parol evidence, except upon inscription *en faux*. — A judgment declaring the contestation to an opposition maintained, by consent, cannot be revoked by way of *requête civile*. — C. S., 1900. *The Beaubien Produce and Milling Co. vs Corbett*, 18 R. J. O., 484; 3 R. P., 435; ARCHIBALD, J.

3. La requête civile ne peut être produite que si elle est permise par le juge. — Elle ne doit être permise que si *prima facie* elle fait voir un bon droit. — Une requête civile ne doit pas s'appuyer sur des allégations générales. — Il n'y a pas lieu à la requête civile si le jugement dont le requérant se plaint, ne lui a causé aucun préjudice. — C. S., 1901. *Léveillé vs Charette*, 4 R. P., 470; MATHIEU, J. — C. S., 1901. *Smith vs Charette*, 4 R. P., 468; MATHIEU, J.

4. Un défendeur a le droit, lors de la plaidoirie orale, d'invoquer, pour le renvoi de l'action, tous les moyens qui résultent des allégations mêmes de la déclaration. — Lorsqu'il résulte des allégations de la déclaration que l'action aurait dû être instituée par le mari, comme chef de la communauté, le défendeur peut, lors de la plaidoirie orale, se prévaloir de ce motif pour le renvoi de l'action, quand bien même ce moyen n'aurait pas été invoqué par le plaidoyer écrit. — Une requête civile du mari demandant la révocation d'un jugement renvoyant l'action, dans ces circonstances, sera rejetée avec dépens. — C. S., 1900. *Lefebvre vs The Dominion Wire Manufacturing Co. & Boulet*, 7 R. de J., 259; L'ANGELIER, J.

5. Le fait que le défendeur condamné *ex parte*, aurait déjà produit une opposition à jugement, laquelle aurait été rejetée comme ayant été produite en dehors des délais fixés par l'article 1166 C.

P. C., ne l'empêche pas de se pourvoir contre le jugement par voie de requête civile s'il est encore dans les délais pour ce faire. — C. S., 1898. *Cantin vs Braham*, 15 R. J. O., 454; LORANGER, J.

6. Le défendeur qui a été condamné *ex parte*, après forclusion régulière, ne peut demander par voie de requête civile la rétractation du jugement rendu contre lui, mais il doit dans ce cas se pourvoir par opposition à jugement. — C. S., 1899. *Cantin vs Braham*, 16 R. J. O., 226; LEMIREUX, J.

7. On peut demander la révocation d'un jugement par une action directe, lorsqu'on pourrait le faire par une requête civile. — Celui qui attaque pour fraude un jugement rendu contre lui et allègue qu'il lui cause un grave préjudice, n'est pas tenu de faire voir, dans sa déclaration, que sans les fraudes allégués, le jugement serait différent de ce qu'il est. — La requête civile doit être accompagnée d'un affidavit, mais si, dans une inscription en droit contre l'action directe, cette informalité n'est pas invoquée, la cour ne peut, d'office, prendre connaissance du défaut d'affidavit. — C. S., 1902. *Charette vs Léveillé & Labelle*, 4 R. P., 310; L'ANGELIER, J.

8. The mere fact that defendants' attorneys failed to put in an appearance when the case, though regularly inscribed, was called, without alleging any good, sufficient or legal cause for such failure — is no ground for granting a petition in revocation of the judgment rendered in favour of the plaintiff. — C. S., 1901. *Seed vs Laughlin*, 8 R. de J., 252; TAIT, J.

9. Le fait de n'avoir pas été averti par ses avocats du jour de l'instruction d'une cause, et d'avoir été condamné *ex parte* par suite de cette négligence, ne donne pas à une partie le droit de se pourvoir par requête civile. — C. C., 1899. *Cusson vs Ethier*, 1 R. P., 382; CHAMPAGNE, J.

10. Dans le cas où une cause est inscrite pour enquête et mérite et que les parties ayant été appelées le défendeur fait défaut, son avocat étant engagé dans une cause en cour de circuit, et que le demandeur obtient jugement sur des billets promissolres, il n'y a pas lieu à admettre une requête civile contre ce jugement qui ne tombe sous aucun des cas mentionnés à l'article 1177 C. P. — C. S., 1899. *Dumouchel vs Christin*, 5 R. L. n. s., 221.

11. Lorsque jugement a été rendu, sans que l'une des parties, par suite d'un malentendu entre les procureurs, eût été entendue, cette partie peut, par requête

civile, demander la révocation de ce jugement. — C. S., 1900. *Fabien vs Gougeon*, 18 R. J. O., 242; GILL, J.

12. Where a grave injustice has been inflicted upon a party to a suit, the Supreme Court of Canada will interfere for the purpose of granting appropriate relief although the question involved upon the appeal may be one of mere local practice only. *Lamb & Armstrong*, 27 R. C. S., 390, followed. — Under a local practice prevailing in the Superior Court, in the District of Montreal, the plaintiffs obtained an order from a judge fixing a day peremptorily for the adduction of evidence and hearing on the merits of a case by precedence over other cases previously inscribed on the roll and without notice to the defendants. The defendants did not appear when the case was taken up for proof and hearing and judgment by defendant was entered in favour of the plaintiffs. The defendant filed a *requête civile* asking for the revocation of the judgment to which the plaintiffs demurred. — On appeal to the Supreme Court of Canada against the judgment maintaining the demurrer and dismissing the *requête civile* with costs. Held: — reversing the decision of the Court of Queen's Bench, that the order was improperly made for want of notice to the adverse party as required by the Rules of Practice of the Superior Court, and that the defendant was entitled to have the judgment revoked upon a *requête civile*. — C. suprême, 1898. *The Eastern Townships Bank & Swan*, 29 R. C. S., 193.

13. Si les parties et le juge ont, par une erreur commune, considéré comme promulguée et applicable, une loi alors votée par l'assemblée législative, mais modifiée par le conseil législatif, de manière à n'être pas applicable aux causes pendantes, il y a lieu de se pourvoir par une requête civile contre le jugement rendu conformément à cette prétendue loi. — C. S., 1901. *Lamalice vs La Compagnie d'Imprimerie Electrique*, 4 R. P., 63; MATHIEU, J.

14. La découverte de documents établissant le droit de propriété du demandeur jointe au fait que le défendeur, qui devait les connaître, avait juré faux en affirmant qu'il avait lui-même acquis l'immeuble, donne ouverture à la requête civile. — C. S., 1899. *Durocher vs Durocher*, 16 R. J. O., 370; LEMIEUX, J.

15. Des lettres ou pièces qui avaient été adressées aux procureurs des demandeurs et qui étaient en leur possession lors de la demande en péremption d'instance ne furent pas produites lors de la constatation de la demande en péremption faite par le défendeur. Jugé: — Que la pro-

duction de ces lettres ou pièces après le jugement déclarant l'action périmée ne donne pas ouverture à la requête civile (C. P. C., 1177, 505). — C. S., 1899. *Durocher vs Biloteau & Durocher*, 17 R. J. O., 119; LARUE, J.

16. A petition by a plaintiff for revocation of judgment on the ground of discovery of new evidence since judgment, will not be granted, if, by the exercise of ordinary diligence, the plaintiff could have discovered the evidence now offered, before the trial of the issues in the cause. — C. S., 1900. *Garth vs Montréal Park and Island Railway Co.*, 7 R. de J., 36; ARCHIBALD, J.

17. Une requête civile qui demande que les procédures, dans une action en dommages pour accident, renvoyée après preuve contradictoire, soient réouvertes parce que la demande aurait découvert un témoin nouveau, qui pourrait dire comment l'accident est arrivé, sans alléguer d'autres détails, doit être attaquée par exception à la forme et non par réponse en droit. — Dans un pareil cas, il sera permis à la demanderesse d'amener pour donner, en substance, la déposition du nouveau témoin, frais réservés. — C. S., 1900. *Lefebvre vs The Dominion Wire Manufacturing Company*, 2 R. P., 497; PAGNUELO, J.

18. Il y a ouverture à la requête civile lorsque de nouveaux témoins sont découverts qui pourront prouver les faits essentiels à l'action. — C. C., 1900. *Brouseau vs Dechêne*, 3 R. P., 397; ROUTHIER, J.

1178.

1. La réception par le juge d'une requête civile remonte à la date de la présentation de cette requête. — C. S., 1899. *Durocher vs Durocher*, 16 R. J. O., 370; LEMIEUX, J.

1182.

1. Une requête civile ne peut arrêter l'exécution du jugement sans un ordre de sursis donné par un juge. — C. S., 1899. *Nash vs Honan & Honan*, 5 R. L. n. s., 424; ARCHIBALD, J.

1184.

1. Le jugement qui maintient une requête civile et ordonne qu'il sera sursis à l'exécution du jugement révoqué, sans cependant déclarer que les procédures déjà faites en exécution de tel jugement, seront nulles, doit être considéré comme réouvrant la cause mais sans affecter les droits qui peuvent être acquis en vertu du jugement ainsi révoqué. — C. S., 1901. *Dupuis vs Bernard*, 7 R. de J., 549; PAGNUELO, J.

1185.

Erratum:— Au Code, arrêt, n. 24, avant dernière ligne, au lieu de: " article 852 ", lisez: " article 952 ".

1. Les frais faits par un avocat devant une cour qui s'est déclarée incompétente nonobstant les prétentions contraires des parties, ne sont pas privilégiés.— La règle de l'article 673 C. P. s'applique, dans le cas de déconfiture alléguée du débiteur, à toutes les distributions de deniers qui ne représentent pas des immeubles et dont il n'est pas rendu compte en justice.— Lorsqu'une saisie-arrêt a été déclarée tenante, un jugement postérieur ordonnant aux tiers-saisis de payer les deniers saisis, n'a pas sa raison d'être, le montant, sauf allégation de faillite, devant être distribué suivant l'article 697 C. P., et ce surtout s'il existe une saisie après jugement antérieure.— Une tierce opposition n'est pas prescrite, quelle que soit la date du jugement attaqué, si le tiers-opposant n'en a eu connaissance que dans l'année qui la précède.— C. S., 1900. *The Royal Electric Company vs Pallisser*, 3 R. P., 340; TELIER, J.

2. V. Supplément, article 646, *Gravel vs Rose*, n. 1.

3. Lorsqu'un jugement a condamné un tiers-saisi à payer au demandeur ce qu'il doit au défendeur, un autre créancier du demandeur n'a pas le droit, sans avoir fait mettre de côté le jugement par une tierce opposition, de demander à être colloqué sur les deniers dus par le tiers-saisi.— C. S., 1899. *St Charles vs Cabana & The National Assurance Co.*, 17 R. J. O., 233; 5 R. L. n. s., 512; LANGELIER, J.

4. Jugé (confirmant le jugement de la cour supérieure, Choquette, J., et renversant le jugement de la cour de révision, Mathieu, Curran & Lemieux, *diss.*, J.J.):— Après que le créancier qui a fait émaner une saisie-arrêt a obtenu sans fraude un jugement ordonnant au tiers-saisi de lui payer le montant qu'il a reconnu devoir au débiteur, un autre créancier de celui-ci ne peut, par tierce opposition, faire annuler ce jugement pour cause d'insolvabilité du débiteur, mais l'allégation d'insolvabilité doit être faite avant le jugement validant la saisie-arrêt.— C. A., 1901 *Manseau & Bruyère*, 11 R. J. O., 16.

1187.

1. La tierce opposition ne peut empêcher la distribution des deniers, et le recours de la partie qui se porte tierce opposante s'exerce par voie de contestation du projet de distribution, s'il y a lieu.—

C. S., 1901. *Turgeon vs Shannon*, 4 R. P., 156; PAGNELO, J.

1193.

1. Cette cause fut prise en délibéré sur le mérite, à Rimouski, le 10 juin 1899, et le jugement final fut rendu le 27 novembre 1899. Pendant le délibéré, Price mourut, et, après le jugement, ses procureurs, dans l'ignorance de sa mort, inscrivirent en révision au nom du défunt. Les procureurs de Fraser firent motion pour faire rejeter cette inscription attendu que seuls les représentants légaux du défendeur pouvaient prendre telle inscription. Autre motion des procureurs du défendeur pour substituer dans l'inscription les noms des exécuteurs testamentaires de feu l'hon. E. J. Price. Cette motion qui fut accordée en révision fut rejetée par la cour d'appel. Jugé (Bossé, J., *diss.*, renversant la cour de révision, Casault, Caron & Andrews, J.J.):— Que l'inscription en révision au nom d'une partie décédée pendant le délibéré en cour de première instance est nulle, et qu'une motion à l'effet de substituer au nom du défunt ceux de ses exécuteurs testamentaires sera renvoyée.— C. A., 1901. *Fraser & Price*, 10 R. J. O., 511.

La cour suprême a renversé ce jugement, Strong & Taschereau, J.J., *diss.*, déclarant que la cour de révision avait juridiction pour permettre l'amendement, et attendu qu'il n'y avait pas eu abus dans l'exercice de sa discrétion, et que les parties n'avaient souffert aucun préjudice, la cour d'appel n'aurait pas dû intervenir.— C. suprême, 1901, 31 R. C. S., 505.

1196.

1. Dans le cas d'une inscription en révision, si les procureurs de la partie intimée consentent à ce que le dépôt requis par l'article 1196 C. P. reste entre les mains des procureurs de la partie appelante, la cour de révision ne déclarera pas, d'office, l'inscription irrégulière et nulle, surtout si elle est d'avis de confirmer, au mérite, le jugement de première instance. *Semble*:— Que dans le cas où, au mérite, la cour de révision croirait devoir infirmer le premier jugement, elle devrait ordonner que preuve fut faite de l'autorisation, par la partie, du consentement donné par ses procureurs.— C. R., 1901. *Jutras vs La Corporation de St-François*, 3 R. P., 530; 19 R. J. O., 206; CASSAULT, CARON & ANDREWS, J.J.

2. Une inscription en révision, dans une action en résiliation d'un bail accompagné de promesse de vente, lorsque le prix de l'immeuble en question est de plus de \$400, doit être accompagnée d'un dépôt de \$75, et la cour ordonnera à la

partie qui inscrit de supplémenter son dépôt de \$50. — C. R., 1901. *Marsolais vs Grenier*, 4 R. P., 392; TASCHEREAU, LORANGER & ARCHIBALD, JJ.

1197.

Erratum:— Au Code, arrêt n. 3, troisième ligne, après les mots: "a principal demand," ajoutez le mot: "and".

1198.

1. Une inscription en révision, pour être valable, doit être signée par le procureur de l'appelant même, et ne peut l'être de son nom par un autre à qui il en aurait donné le mandat. — C. R., 1901. *Drouin vs Rosenstein*, 3 R. P., 563; CASSETT, ROUTHIER, (diss.) & ANDREWS, JJ.

2. Dans l'espèce l'inscription est suffisante, vu que le tiers qui a apposé la signature avait été autorisé à le faire, et que du reste, il n'en est résulté aucun préjudice pour la partie adverse; en conséquence la motion pour faire rayer l'inscription sera rejetée sans frais. — C. R., 1898. *Cantin vs Belleau*, 5 R. de L., 366; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

3. The fact that notice of inscription in Review was served on the opposite party within the eight days allowed for making the deposit, but not returned into Court within such delay, is not a ground for rejecting the inscription, and a motion to reject such inscription will be dismissed, where it is shown that the notice, after service, has been filed on the nearest following juridical day after the expiration of the eight days. — C. R., 1901. *McDonald vs Vineberg*, 3 R. P., 548; GILL, MATHIEU & LANGELIER, JJ.

4. Il n'est pas nécessaire que l'avis de l'inscription en révision soit signifié dans le délai accordé pour la production de cette inscription; il suffit qu'il le soit dans un délai raisonnable après le dépôt de l'inscription. — C. R., 1899. *Carter vs Reilly & Ward*, 17 R. J. O., 129; GILL, DAVIDSON & LEMIEUX, JJ.

5. When a case is inscribed in review and the record from the court below is found to be incomplete, the Court of Review, on motion, will order the same to be sent back and completed before hearing argument. — C. R., 1899. *Whiting vs Menier*, 16 R. J. O., 448; ROUTHIER, CARON & ANDREWS, JJ.

6. La cause est inscrite en révision par le demandeur. Le défendeur demande par motion que l'inscription en révision soit rayée du rôle et que la cause soit renvoyée dans le district d'Arctabaska, vu le défaut du demandeur, de

mettre en cause, en révision, la défenderesse en garantie. Celle-ci a comparu à la demande principale et y a plaidé. Mais le défendeur principal a aussi plaidé à la demande principale. Jugé: — La mise en cause de la défenderesse en garantie n'est pas requise dans l'inscription en révision du jugement décidant du sort de la demande principale. — C. R., 1900. *Castonguay vs Savoie*, 3 R. P., 398; CASSETT, CARON & ANDREWS, JJ.

1199.

1. Lorsqu'un jugement a été rendu maintenant un bref d'injonction et ordonnant au défendeur de s'abstenir de faire un certain acte, et que, nonobstant cet ordre, ce défendeur continue à faire cet acte, une règle nisi lui ordonnant le comparaitre pour montrer cause pour quel il ne sera pas emprisonné pour mépris de cour et condamné à l'audience, peut émaner contre lui. — S'il est établi qu'avant l'émanation de cette règle, ce premier jugement maintenant l'injonction avait été inscrit en révision, la règle sera annulée et dissoute avec dépens contre le demandeur. — C. S., 1900. *McGale vs Steward*, 6 R. L. n. s., 299; GILL, J.

1203.

1. When a judgment is inscribed in Review and confirmed by the Court of Review, the judgment of the latter Court takes the place of the original judgment, and the delay for execution runs from the reception by the prothonotary of the judgment of the Court of Review. Even assuming that this were not so, the delay for execution in any event ceases to run from the date of the deposit and inscription in Review, and only recommences to run from the date of the judgment rendered by the Court of Review. — C. S., 1899. *O'Dell vs Bell & Darveau*, 17 R. J. O., 373; DOHERTY, J.

1209.

1. Held (reversing the judgment of the Court of Queen's Bench):— The provisions of articles 1020 and 1209 C. P. C., limiting the time for inscription and prosecution of appeals to the Court of Queen's Bench are not conditions precedent to the jurisdiction of the Court to hear the appeal and they are therefore to be waived by the respondents. — *Cimon & The Queen*, 23 R. C. S., referred to. — C. suprême, 1900. *Lord & The Queen*, 31 R. C. S., 165.

2. Held (affirming the judgment of the Court of Queen's Bench, 10 R. J. O., 243):— A party called into a petitory action to take up the *fait et cause* of the

defendant therein, as warrantor of the title may take up the defence for the purpose of appealing from judgments maintaining both the principal action and the action in warranty, although he may have refused to do so in the Court of first instance, but, should the appellate court decide that the action in warranty was unfounded, it is *ipso facto* ousted of jurisdiction to entertain or decide upon the merits of the principal action.—C. suprême, 1901. *Monarque & La Banque Jacques-Cartier*, 31 R. C. S., 474.

3. Bien que le tuteur ne puisse, aux termes de l'article 306 du code civil, appeler d'un jugement qu'après y avoir été autorisé par le juge ou par le protonotaire sur avis du conseil de famille, cependant lorsque le tuteur a fait ratifier son appel par le conseil de famille après l'avoir porté, la cour lui permettra de produire l'autorisation, mais il sera condamné à payer les dépens de sa requête à cette fin.—Clément & Francis, 6 L. N. 325 et Laforce & La Ville de Sorel, 6 M. L. R., Q. B., 109 suivis.—C. A., 1898. *Greenwood & Dent*, 9 R. J. O., 11.

4. V. arrêts, sous l'article 1193.

1211.

1. Le délai pour appeler d'un jugement interlocutoire court à partir du jour du prononcé du jugement, et non de la transmission du jugement au protonotaire.—C. A., 1900. *Connolly & Staubridge*, 4 R. P., 186.

1213.

1. Lorsque vu le défaut de l'appelant de fournir cautionnement au jour fixé, l'appel a été déclaré déserté, l'appelant ne peut porter un nouvel appel du même jugement avant de payer les frais du premier appel.—C. A., 1899. *Cain vs Bartels*, 10 R. J. O., 323.

2. Sous le nouveau code de procédure, qui laisse la cour de première instance saisie de l'appel jusqu'à l'exécution du cautionnement, la cour d'appel n'a pas juridiction pour renvoyer l'appel pour défaut de cautionnement.—C. A., 1897. *Marsan dit Lapierre & La Banque d'Hochelaga*, 7 R. J. O., 40.

3. V. Supplément, articles 67 et 1249, pour arrêts concernant le cautionnement.

4. V. Supplément, article 1219, *Wright vs Phillips*, n. 1.

5. V. Supplément, article 893, *Lalande vs Campeau*, n. 1.

1214.

1. Le cautionnement est un contrat de bienfaisance et ne doit pas être étendu au-delà des limites pour lesquelles il a été

consenti; l'obligation de la caution doit, au contraire, être restreinte dans les limites précises où elle a voulu s'engager; le doute sur l'existence ou l'étendue du cautionnement doit être interprété en faveur de la caution.—La partie qui s'est portée caution en faveur d'un défendeur condamné en cour de première instance à l'effet que ce dernier poursuivra effectivement un appel devant la cour d'appel, sinon qu'elle sera responsable des frais et dommages, est libérée des conséquences de ce cautionnement, si le dit appel est effectivement poursuivi devant la cour d'appel. Cette partie cesse d'être responsable quoique le jugement de la cour de première instance, infirmé par la cour d'appel, soit ensuite rétabli par le jugement de la cour suprême qui infirme celui de la cour d'appel. Le cautionnement, dans ce cas, doit être restreint aux obligations précises auxquelles la caution avait voulu s'engager, c'est-à-dire à répondre que l'appel serait effectivement poursuivi devant la cour d'appel seulement.—C. S., 1901. *Guerlin vs Mollieur*, 7 R. de J., 391; 19 R. J. O., 571; LORANGER, J.

2. V. Code, article 1214, n. 39.

3. Si le cautionnement donné dans une action en nullité d'une résolution d'un conseil municipal et du contrat accordé en vertu de cette résolution, est insuffisante, la caution unique n'ayant pas justifié de sa solvabilité sur des immeubles, il sera permis au demandeur de le régulariser en payant les frais.—C. S., 1900. *Bedard vs La Cité de St-Henri*, 3 R. P., 212; GILL, J.

1219.

1. Une motion pour faire renvoyer un appel, pour non transmission du dossier dans les délais, doit être faite devant la cour du banc du roi, et non devant la cour supérieure désaisie de la cause par l'inscription en appel et le cautionnement.—C. S., 1901. *Wright vs Phillips*, 4 R. P., 37; LANGEIER, J.

1220.

1. Article 1220 C. P. C. applies to appeal in cases of petition of right.—C. suprême, 1900. *Lord & The Queen*, 31 R. C. S., 165.

2. The Court of Queen's Bench will order the parties who have signed affidavits filed during the pendency of the proceedings in appeal, to appear before its clerk to be examined in connection therewith.—C. A., 1898. *The Bytown and Aylmer Union Turnpike Company & The Hull Electric Company*, 1 R. P., 398.

1225.

1. V. Supplément article 554, *Paquet & Tache*, n. 51.

1236.

1. If a record in appeal is incomplete by reason of the absence of a document left with the prothonotary of the Court below, the proper way to obtain such completion is by writ of *certiorari*, and a motion is insufficient. — C. A., 1898. *Whelan & Charette*, 1 R. P., 339; 4 R. de J., 399.

1237.

1. Un désistement n'est valable qu'en autant qu'il a été signifié à toutes les parties dans la cause. — Un désistement non signifié à toutes les parties ne met pas fin à l'instance et ne peut empêcher une partie d'intervenir pour protéger ses droits en appel. — C. A., 1901. *McNally & Prefontaine & Picken*, 3 R. P., 401.

2. An application to have the case sent back to the Court of first Instance, for the re-examination of witnesses, will not be granted by the Court of Appeal, where the appellants who make such demand do not complain that they were prevented in the Court below from putting in the evidence in question. — C. A., 1898. *Forget & Barter*, 7 R. J. O., 530.

1247.

1. V. Supplément, article 1249, *The Asbestos and Asbestic Co. & The William Sclater Co.*, n. 1.

1249.

1. Where leave to appeal to the Privy Council has been granted by the Court of King's Bench sitting in Appeal, from a judgment rendered by the latter tribunal, and a delay having been fixed for putting in security, the delay has expired without security being furnished, and without any application having been made for an extension of the delay before the expiration thereof, and the record has therefore been transmitted to the Court below, the Court of King's Bench, or a Judge thereof, has ceased to have jurisdiction over the cause, and cannot grant an application, made subsequently, for the extension of the delay for putting in security. — C. A., 1901. *The Asbestos and Asbestic Co. & The William Sclater Co.*, 10 R. J. O., 61; 3 R. P., 491.

1253.

1. Le fait qu'un commissaire rend jugement en son propre nom comme commissaire au lieu de le rendre au nom de la cour des commissaires, n'est pas une irrégularité fatale. — C. S., 1900. *Auger*

vs Lamoureux, 6 R. L. n. s., 291; 2 R. P., 527; MATHIEU, J.

2. Le fait par l'un des commissaires siègeant pour la décision sommaire des petites causes, de concourir dans le jugement, sans avoir entendu toute la preuve, constitue une grave irrégularité et donne lieu à l'émission d'un bref de *certiorari*. — C. S., 1899. *Caron vs Clement*, 2 R. P., 391; GAGNÉ, J.

1276.

1. Une cour des commissaires peut à sa discrétion ordonner le renvoi d'une cause à des arbitres, sous l'article 1276 C. P. C., sans le consentement des parties. — C. S., 1900. *Auger vs Lamoureux*, 6 R. L. n. s., 291; 2 R. P., 527; MATHIEU, J.

128.

1. Le fait que le jugement n'est pas daté, ne le rend pas nul, quand la date où le jugement a été prononcé est constante. — C. S., 1900. *Auger vs Lamoureux*, 6 R. L. n. s., 291; 2 R. P., 527; MATHIEU, J.

1292.

1. Le bref de *certiorari* est introductif d'une instance; la loi ne fait aucune distinction entre l'instance résultant du *certiorari* et toute autre instance, et par conséquent, il n'y a pas lieu à déclarer périmée l'instance sur *certiorari*, avant le délai de deux ans. — C. S., 1900. *Allen vs Weir*, 7 R. de J., 9; 3 R. P., 163; MATHIEU, J.

2. Le bref de *certiorari* est un bref de prérogative auquel, nonobstant toute disposition statutaire à ce contraire, on a droit d'avoir recours pour contrôler l'action des juridictions inférieures, et les ramener dans les limites assignées par la loi, chaque fois qu'il y a un manque, une absence ou excès de juridiction, et de plus, chaque fois qu'une pénalité non autorisée a été imposée. — Si un statut prescrit qu'une poursuite pour certaine offense doit être prise dans un certain délai après la commission de cette offense, et qu'une ou plusieurs offenses de même nature, contre le même statut, peuvent être insérées dans la même poursuite, alors une plainte faite à une date déterminée pour une seule offense est présumée faite et comprend toutes les offenses contre ce statut jusqu'à la date de cette plainte. — C. S., 1899. *Mathieu vs Wentworth*, 15 R. J. O., 504; LEMIEUX, J.

3. The absence of deposit required by law with the application for a writ of *certiorari* or prohibition should be pleaded by preliminary exception. — C. S.,

1899. *Kearney vs Desnoyers*, 19 R. J. O., 279; DAVIDSON, J.

4. Un *certiorari* ne sera pas maintenu pour des irrégularités dans la procédure, si ces irrégularités n'ont pas empêché que justice soit rendue.—C. S., 1901. *Huot vs Weir & Paquette*, 3 R. P., 502; MATHIEU, J.

5. Un jugement de la cour des commissaires ne sera pas infirmé sur *certiorari* parce que le seul commissaire ayant siégé aurait rendu ce jugement en son nom au lieu de le rendre au nom de la cour.—C. S., 1900. *Auger vs Lamoureux*, 2 R. P., 527; 6 R. L. n. s., 291; MATHIEU, J.

6. Le fait par l'un des commissaires siégeant pour la décision sommaire des petites causes, de concourir dans le jugement, sans avoir entendu toute la preuve, constitue une grave irrégularité et donne lieu à l'émission d'un bref de *certiorari*.—C. S., 1899. *Caron vs Clément*, 2 R. P., 391; GAGNÉ, J.

7. Une cour des commissaires siégeant à Longueuil ne peut connaître d'une poursuite intentée contre un individu résidant en la cité de Montréal, où il a été assigné, la cour de circuit à Montréal ayant seule juridiction en pareil matière.—C. S., 1900. *Lapointe vs Viger & Farreau*, 17 R. J. O., 376; 3 R. P., 37; TASCHEREAU, J.

8. The Superior Court has power over a conviction by a justice of the peace in a penal matter.—C. S., 1901. *Mercier vs Plamondon*, 20 R. J. O., 288; ANDREWS, J.

9. Une conviction prononcée par un juge de paix exerçant illégalement cette charge, n'ayant pas les qualifications et qualités requises par la loi, peut être attaquée par "action directe."—Une défense en droit soutenant qu'une telle conviction ne peut être attaquée que par *certiorari* sera renvoyée avec dépens.—C. S., 1900. *La Corporation de Ham-Nord vs Juneau*, 8 R. de J., 165; LEMIEUX, J.

10. Le bref de *certiorari* n'a pas lieu, pour réviser la décision du recorder, lorsque ce dernier a juridiction, et la cour supérieure ne peut, sur *certiorari*, s'enquérir du bien ou mal jugé du tribunal.—C. S., 1902. *Wolf vs Weir*, 4 R. P., 430; MATHIEU, J.

11. Lorsqu'une amende est infligée par la cour du recorder de la cité de Montréal à la suite d'une poursuite prise par un particulier, la condamnation doit indiquer spécialement à qui l'amende doit être payée;—Si la condamnation obtenue par un particulier porte simplement

que l'amende sera "payée et employée conformément à la loi", il y aura lieu à se pourvoir par *certiorari* contre la décision de la cour du recorder.—C. S., 1898. *Prévost vs Leclerc & DeMontigny*, 1 R. P., 230; 4 R. L. n. s., 401; MATHIEU, J.

12. Le fait que, sur une poursuite pénale, pour vente de liqueurs enivrantes à un mineur, le dénonciateur qui a aussi été entendu comme témoin pour prouver l'offense, se serait donné un faux nom, n'enlève pas à la cour du recorder la juridiction que la loi lui accorde pour juger ces offenses, et cela ne peut donner lieu à un *certiorari*.—Une erreur dans le bref de sommation, lui faisant porter la date du jour où il est rapportable, et de fait rapporté, lorsqu'il est constaté que le bref a été signifié le jour où il a été fait, ne peut donner lieu non plus au bref de *certiorari*, si le défendeur n'a pas invoqué cette irrégularité devant le recorder.—Le greffier de la cour du recorder qui est avocat, peut charger à l'accusé condamné, l'honoraire de huit plastes, mentionnés dans l'article 1060 des statuts refondus de Québec.—C. S., 1900. *Pepin vs La Cité de Montréal*, 2 R. P., 565; MATHIEU, J.

13. Le magistrat de police, dans une poursuite pour vente de boissons sans licence, ne peut légalement prononcer la conviction qu'à un jour par lui fixé lors de l'audition, et dans un délai n'excédant pas huit jours de l'ajournement, et s'il prononce cette conviction à une date plus éloignée, et non fixée lors de l'audition, un bref de *certiorari* sera accordé contre cette condamnation.—C. S., 1900. *Cairns & Choquet & Lambe*, 3 R. P., 25; MATHIEU, J.

14. Nul bref de *certiorari* ne peut émaner à l'encontre d'une conviction rendue sur accusation pour vente de boissons sans licence, si le requérant tel bref ne s'est, au préalable, conformé aux dispositions contenues en l'article 1074 S. R. Q., en faisant, dans les huit jours de la conviction, un dépôt entre les mains de l'officier compétent du montant en entier de l'amende, de tous les frais et de plus d'une somme de cinquante dollars comme garantie du paiement des frais qui peuvent être encourus.—C. S., 1899. *Thivierge & Desilets*, 5 R. de J., 176; CROQUETTE, J.

15. The by-laws passed by the council of the city of Montreal are public laws within the limits of that city, without publication or promulgation.—The council of the city of Montreal has the power to pass a by-law prohibiting musical saloons or establishments where intoxicating liquors are sold, and vocal or ins-

trumental music used for the purpose of attracting customers, and imposing a penalty upon persons keeping such establishments, and a conviction under such by-law will not be quashed on a writ of *certiorari*.—C. S., 1899. *Ménard vs DeMontigny & The City of Montreal*, 2 R. P., 434; DOHERTY, J.

16. Une plainte alléguant en termes généraux que le prévenu le on vers le seizième jour de septembre dernier, en la cité de Montréal, étant alors marchand de bric-à-brac, a illégalement négligé d'avoir et de tenir un registre dans lequel il a illégalement omis d'écrire lisiblement à l'encre, lors de chaque achat, une description des articles achetés, en contravention des règlements de la cité de Montréal faits en pareils cas—ne donne pas une description claire et précise d'une offense, spécifiée ou contravention au règlement invoqué—En conséquence une conviction qui, dans ces circonstances, condamne le prévenu comme coupable de n'avoir pas fait mention dans le registre, par lui tenu, d'un achat de blocs d'étain que lui avait vendus un nommé B. C., le 16 septembre dernier, — sera cassée et annulée par le motif que l'offense ainsi décrite dans cette conviction n'est pas celle dont le prévenu était accusé dans la plainte.—C. S., 1902. *Carrière vs La Cité de Montréal*, 8 R. de J., 248; DOHERTY, J.

17. Experts' costs are not taxable in the Recorder's Court.—A conviction which purports to be for breaches of a by-law, but fails to set out which of the large number of sections of said by-law defendant has violated and does not in other respects allege the offence or offences whereof defendant was deemed to be guilty in specific, distinct and substantive terms, is insufficient and defective and will be quashed on *certiorari*.—C. S., 1900. *Riopelle vs Desrosiers & La Cité de Montréal*, 3 R. P., 195; DAVIDSON, J.

18. Mere disobedience of an order of the building inspector in the city of Montreal, under by-law 107, is not of itself an offence and is not sufficient to justify a conviction, and the mere statement by him, in a notice, that a breach of some building regulation has been committed does not prove its existence.—The evidence must establish, and the conviction must set out, both the infraction and the notice to amend.—When a statute or by-law states that imprisonment ends on payment of fine and costs, a conviction which requires in addition the payment of charges for conveyance to prison is illegal, and will be set aside.

—C. S., 1899. *Brunet & The City of Montreal & DeMontigny*, 17 R. J. O., 81; DAVIDSON, J.

19. Inasmuch as by article 4601 of the Revised Statutes of Quebec, an appeal lies to the Superior Court from any judgment rendered by justices of the peace in suits brought under the provisions of by-laws of a town council, and inasmuch as by article 4615 of the same statutes, no judgment, decision or conviction, so susceptible of appeal, can be removed by *certiorari* to the Superior or Circuit Courts, the remedy by *certiorari* is not competent to a person who complains of a decision by a justice of the peace under a by-law enacted by a town council with reference to a matter within its jurisdiction.—Where a by-law of a council has never been set aside or attacked, the question of its valid publication cannot be raised on an application for a writ of *certiorari*.—C. S., 1899. *Hart vs Dunlop*, 17 R. J. O., 383; 5 R. L. n. s., 364; 2 R. P., 334; TAIT, J.

20. A writ of *certiorari* may issue from a judgment or conviction of a pilot by the Montreal Harbour Commissioners. The appeal to the Court of Queen's Bench, Crown Side, provided in section 879 of the Criminal Code of Canada, does not extend to or cover a conviction by the Harbour Commissioners depriving a pilot of his licence.—C. S., 1897. *Arcaud vs Les Commissaires du Havre de Montreal*, 17 R. J. O., 497; DAVIDSON, J.

21. A writ of *certiorari* may issue from a conviction of a pilot by the Montreal Harbour Commissioners for the violation of a by-law.—A pilot, by appearing, pleading and attending the investigation of a complaint against him, is held to waive irregularities of service, etc., before conviction, which appear on the face of the record.—The conviction in this case, as signed, was irregular inasmuch as it imposed an imprisonment of one month unless the costs of distress and commitment were sooner paid, whereas by the judgment of the pilotage committee the only penalty imposed on the petitioner was that he be fined \$20 without costs.—C. S., 1898. *Perrault vs Les Commissaires du Havre de Montréal & Pleau*, 17 R. J. O., 501; DAVIDSON, J.

22. V. Supplément, article 65. *Auger vs Les Commissaires du Havre de Montréal*, n. 1.

1306.

1. V. Supplément, article 43. *Lachance & La Corporation de Ste-Anne de Beaupré*, n. 14.

1310.

1. Le juge peut reviser la décision du protonotaire en matière d'interdiction, quoique la requête en révision de ce ju-

1342. (*Tel qu'amendé par 1 Ed. VII, c. 37, s. 1*). Avant de prendre l'avis du conseil de famille, il doit être fait une visite à l'immeuble par deux experts, dont l'un nommé par le tuteur et l'autre par le subrogé tuteur, si l'immeuble appartient à un mineur; si l'immeuble appartient à un interdit, l'un par le curateur et l'autre par un des plus proches parents, ou, en l'absence de parents, par un ami de l'interdit; et, si l'immeuble appartient à une substitution, l'un par le curateur à la substitution, ou par un appelé majeur capable, et l'autre par un des grevés.

Ces experts ne doivent être parents ni des parties ni de ceux qui les représentent.

Dans le cas de refus ou d'incapacité d'agir, par absence ou autrement, du subrogé tuteur, constaté par affidavit du tuteur, le second expert est nommé par un juge de la Cour supérieure sur avis du conseil de famille, auquel le subrogé tuteur devra avoir été appelé de la manière indiquée par l'article 1381.

1351. (*Tel qu'amendé par 1 Ed. VII, c. 37, s. 2*). La vente doit être faite en justice, en présence du tuteur et du subrogé tuteur, ou, en l'absence de ce dernier, s'il a été appelé conformément à l'article 1381, ou en présence du curateur, selon le cas, au plus offrant, sur enchères reçues publiquement par le juge, le protonotaire ou une autre personne à ce commise.

1357. (*Tel qu'amendé par 1 Ed. VII, c. 37, s. 3*). Si la valeur réelle de la totalité des immeubles ou des droits immobiliers, des capitaux ou des actions ou intérêts dans des compagnies de finances, de commerce ou d'industrie, appartenant à un mineur, à un incapable ou à une subs-

gement prétende être un appel de la décision du protonotaire.—C. S., 1899. *Ex parte Roussin*, 2 R. P., 203; MATHIEU, J.

1342. (*As amended by 1 Ed. VII, c. 37, s. 1*). Before the advice of the family council is taken, the immoveable must be inspected by two experts, appointed, one by the tutor and the other by the subrogate-tutor, if the immoveable belongs to a minor; if it belongs to an interdicted person, one by the curator and the other by one of the relatives nearest of kin to, or, in default of relatives, by a friend of such person; and if it belongs to a substitution, one by the curator to the substitution, or by a substitute of full age and capacity, and the other by the institute.

Such experts must not be related either to the parties or to the persons acting for them.

In the event of the refusal or inability to act owing to absence or otherwise of the subrogate tutor; established by the tutor's affidavit, the second expert is appointed by a judge of the Superior Court on the advice of the family council to which the subrogate tutor must have been summoned in the manner prescribed by article 1381.

1351. (*As amended by 1 Ed. VII, c. 37, s. 2*). The sale must be made judicially in presence of the tutor and subrogate tutor or in the absence of the latter if he has been summoned in accordance with article 1381, or in presence of the curator, as the case may be, to the highest bidder, by public auction, by the judge or protonotary, or by another person appointed for the purpose.

1357. (*As amended by 1 Ed. VII, c. 37, s. 3*). Whenever the real value of the whole of the immoveables or the immoveable rights, capital sums, shares or interest in any financial, commercial or industrial company, belonging to a minor or disqualified person, or to a substitution, does not

titution, n'exécède pas la somme de quatre cents piastres, le juge peut, sur requête à lui présentée à cet effet par le tuteur et le subrogé tuteur du mineur, ou le curateur de l'incapable, ou le grevé ou le curateur à la substitution, ou un appelé majeur et capable, suivant le cas, après s'être enquis sommairement de la valeur de ces biens, en ordonner la vente à l'enchère publique, aux prix et conditions qu'il croit juste et convenable d'établir dans l'intérêt de ce mineur ou de cet incapable.

Dans le cas de refus ou d'incapacité d'agir, par absence ou autrement, du subrogé tuteur, constaté par affidavit du tuteur, il suffira que la requête soit présentée par le tuteur seul, pourvu qu'un duplicata en ait été signifié au subrogé tuteur avec un avis des lieu, jour et heure qu'elle sera présentée.

Le délai de notification est d'un jour intermédiaire lorsque le subrogé tuteur réside à moins de quinze milles du lieu où la requête doit être présentée, avec en plus un délai d'un jour pour les quinze milles additionnels.

1411.

1. Une compagnie étrangère n'est pas présumée connaître les lois de succession de la province, et avant de poursuivre une telle compagnie, en recouvrement d'un certificat de bénéfices, le demandeur doit faire connaître légalement à la défenderesse et constater par l'autorité compétente sa qualité d'héritier légitime du bénéficiaire en obtenant d'un juge de la cour supérieure des lettres de vérification telle que voulu par la loi, (article 1411 et suivants du C. C. P.)—Sur poursuite prise avant ces formalités les offres du montant dû "à qui de droit" et la consignation en cour, seront déclarées bonnes et valables, et l'action sera renvoyée sans frais jusqu'au plaidoyer où la défenderesse déclare s'en rapporter à justice, et avec les frais subséquents au dit plaidoyer.—C. S., 1901. *Roy vs The Supreme Council C&C Benevolent Legion*, 4 R. P., 277; ROCHAMER, J.

exceed the sum of four hundred dollars, the judge may, upon petition presented to him to that effect by the tutor and subrogate-tutor of such minor, or by the curator of such disqualified person, or by the institute or the curator of the substitution, or a substitute of full age and capacity, as the case may be, after making summary inquiry as to the value of the said property, order the sale thereof by public auction, at the prices and upon the conditions which he may deem just and reasonable to fix, in the interest of such minor or disqualified person.

In the event of the refusal or inability to act through absence or otherwise of the subrogate tutor, established by the tutor's affidavit, it shall suffice that the petition be presented by the tutor alone, provided a duplicate thereof has been served upon the subrogate tutor with a notice of the place, day and hour at which it will be presented.

The delay on the notice is one clear day when the tutor resides at a distance of less than fifteen miles from the place where the petition is to be presented with a further delay of one day for every additional fifteen miles.

1426.

1. No person is interested to take proceedings for the appointment of a curator to a vacant succession who is not either a relation or a creditor of the person from whom such succession devolves.—The provisions relating to family councils do not apply to the proceedings for the appointment of a curator to a vacant succession and only relations and creditors are competent to advise the judge as to the appointment of a curator to a vacant succession.—C. S., 1900. *Ex parte The Confederation Life Association*, 3 R. P., 214; ARCHIBALD, J.

1434.

1. Les arbitres peuvent changer la date fixée à une de leurs séances pour la reddition de leur sentence, et la sentence sera valide si elle est ensuite rendue dans le nouveau délai fixé.—C. S., 1898. *Allard vs La Compagnie du Chemin de*

fer *Le Grand Nord*, 4 R. de J., 410; DELORIMIER, J.

V. Code, article 1434, n. 21.

1436.

1. Si les arbitres, au lieu de se faire assermenter par un juge de paix suivant les dispositions de l'acte des chemins de fer, sont conduits par le procureur de la compagnie expropriante devant le proto-notaire de la cour supérieure et assermentés par ce dernier, telle compagnie ne peut ensuite se plaindre de cette irrégularité, après que toute l'enquête est terminée, qu'elle a constamment acquiescé aux procédures, et après qu'elle a soumis sa cause devant tels arbitres et que ces derniers ont rendu leur décision. — Pour ces mêmes motifs, l'assermentation des témoins par des arbitres ainsi assermentés ne sera pas considérée comme une irrégularité entraînant la nullité des procédures. — Et, pour les mêmes motifs, si, du consentement des parties, les arbitres ont fait prendre les dépositions par un sténographe assermenté, cette manière de procéder sera reconnue valide, dès lors que les deux parties et leurs procureurs y ont acquiescé. — C. S., 1898. *Allard vs La Compagnie du Chemin de fer Le Grand Nord*, 4 R. de J., 410; DELORIMIER, J.

2. La partie qui interjette appel d'une sentence arbitrale, puis qui abandonne son appel, est présumée avoir renoncé aux motifs de pures formalités relatives aux procédures faites devant les arbitres. — même arrêt.

1438.

1. Arbitrators, amiables compositeurs and experts, become *functi officio* by the lapse of the delay fixed for the performance of their duties. — If the period fixed has expired without any report having been made, the submission becomes inoperative, and the Court cannot thereafter grant an extension of the delay. — C. S., 1901. *Beudoïn vs Dubrule*, 20 R. J. O., 575; DAVIDSON, J.

1442.

1. Il ne peut résulter aucun préjudice

du fait que la majorité des arbitres rend sa sentence sous la forme notariée, dès lors que l'autre arbitre fait en même temps son rapport séparé, comme dissident, bien que ce dernier rapport ne soit pas sous forme notariée. — C. S., 1898. *Allard vs La Compagnie du Chemin de fer le Grand Nord*, 4 R. de J., 410; DELORIMIER, J.

1443.

1. La cause d'une action pour faire exécuter une sentence arbitrale reçue dans un district et signifiée dans un autre, ne prend pas naissance entièrement dans le premier district et le défendeur peut décliner la juridiction du tribunal de ce district s'il n'y a pas son domicile et si la demande ne lui a pas été signifiée dans tel district. — C. S., 1900. *La Corporation Episcopale Catholique Romaine de Nicolet vs Paquette*, 3 R. P., 144; MATHIEU, J.

1444.

1. La partie qui interjette appel d'une sentence arbitrale, puis qui abandonne son appel, est présumée avoir renoncé aux motifs de pures formalités relatives aux procédures faites devant les arbitres. — C. S., 1898. *Allard vs La Compagnie du Chemin de fer le Grand Nord*, 4 R. de J., 410; DELORIMIER, J.

2. Après l'annulation de la sentence arbitrale le juge n'a pas le pouvoir d'ordonner le remboursement ou paiement du dépôt fait avant l'émanation d'un mandat de possession (acte des chemins de fer, article 164), attendu que tel ordre ne peut être donné qu'en conformité des termes de la sentence arbitrale. — La sentence arbitrale étant annulée, l'exproprié peut poursuivre la compagnie pour la somme par elle offerte *in limine*. — La défenderesse-requérante en expropriation était tenue aux intérêts envers l'exproprié, non sur le montant fixé par la sentence arbitrale, mise de côté pour fraude et illégalités, mais sur la somme par elle offerte, le terrain exproprié étant de nature à produire des fruits. — C. S., 1899. *Brunet vs La Compagnie du Chemin de fer du St-Laurent et Adirondack*, 5 R. de J., 232; BÉLANGER, J.



